ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1984

7e LEGISLATURE

Deuxième session extraordinaire de 1983-1984	Du 24 janvier au 13 février 1984.
Seconde session ordinaire de 1983-1984	Du 2 avril au 30 juin 1984.
Troisième session extraordinaire de 1983-1984	Du 2 juillet au 12 septembre 1984.
Première session ordinaire de 1984-1985.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1984.
Première session extraordinaire de 1984-1985	21 décembre 1984.

ABREVIATIONS

Socialiste . . . . . Groupe socialiste.

R.P.R. . . . . Groupe du Rassemblement pour la République.

U.D.F. . . . . Groupe Union pour la démocratie française.

Communiste . . . Groupe communiste.

N.I. . . . . Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A.D.I.L.	Association départementale d'information sur le logement.
A.F.M.E.	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.G.S.	Assurance de garantie des salaires.
A.I.L.A.P.	Association pour l'information sur le logement en région parisienne.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.
A.N.T.	Agence nationale pour la promotion des travailleurs d'outre-mer.
A.N.V.A.R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherhce.
A.P.L.	Aide personnalisée au logement.
A.S.S.E.D.I.C.	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A.T.O.S.	personnel administratif, technique, ouvrier et de service.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.R.I.	Bureau régional d'information.
B.T.P.	Bâtiments et travaux publics.
B.U.M.I.D.O.M.	Bureau pour les migrations des originaires d'outre-mer.
C.A.T.	Centre d'aide par le travail.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.I.A.T.	Comité interministériel d'aménagement du territoire.
C.G.C.	Confédération générale des cadres.
C.G.T.	Confédération générale du travail.
C.G.T.R.	Confédération générale du travail réunionnaise.
C.H.U.	Centre hospitalo-universitaire.
C.H.R.	Centre hospitalier régional.
C.I.R.I.	Comité interministériel de restructuration industrielle.
C.N.A.P.S.	Conseil national des activités physiques et sportives.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
C.N.A.R.C.L.	Caisse nationale des agents des collectivités locales.
C.O.D.E.F.I.	Comités départementaux de financement.
C.O.D.E.V.I.	Compte de développement industriel.
C.O.T.O.R.E.P.	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C.R.O.U.S.	Centre régional des œuvres universitaires.
C.R.S.	Compagnies républicaines de sécurité.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
D.A.S.S.	Direction d'action sanitaire et sociale.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire.
D.D.A.S.	Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
D.E.U.G.	Diplôme d'études universitaires générales.
D.G.E.	Dotation globale d'équipement.
D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement.
D.O.M.	Département d'outre-mer.
E.D.F.	Electricité de France.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M.	Etablissement national des invalides de la marine.
E.N.M.	Ecole nationale de la magistrature.
F.D.E.S.	Fonds de développement économique et social.
F.E.N.	Fédération de l'éducation nationale.
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation agricole.
F.I.A.M.	Fonds interactivités d'aménagement de la montagne.
F.I.D.A.R.	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
F.I.D.O.M.	Fonds d'intervention des départements d'outre-mer.
F.I.O.M.	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la mer.
F.M.E.	Fonds monétaire européen.
F.M.I.	Fonds monétaire international.
F.N.E.	Fonds national de l'emploi.
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T.	General agreement on tarifs and trade.
G.D.F.	Gaz de France.
G.I.E.	Groupement d'intervention économique.
I.F.R.E.M.E.R.	Institut français pour la recherche d'exploitation de la mer.
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.
I.N.A.	Institut national de l'audiovisuel.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I.R.A.	Institut régional d'administration.
I.S.M.	Indemnité spéciale de montagne.
I.V.D.	Indemnité viagère de départ.
I.V.G.	Interruption volontaire de grossesse.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
H.L.M.	Habitations à loyer modéré.
L.E.P.	Lycée d'enseignement professionnel.
O.J.D.	Office de justification de la diffusion.
P.E.G.C.	Professeur d'enseignement général des collèges.
P.I.B.	Produit intérieur brut.
P.L.A.	Prêt locatif aidé.
P.M.E.	Petites et moyennes entreprises.
P.N.B.	Produit national brut.
P.O.S.	Plan d'occupation des sols.
R.M.C.	Radio Monte-Carlo.
R.T.L.	Radio télé Luxembourg.
S.A.C.E.M.	Société des artistes et compositeurs de musique.

S.A.F.E.R. . . . . Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.A.R.L. . . . . Société à responsabilité limitée.
S.D.A.U. . . . . Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
S.F.I.O. . . . . Section française de l'internationale ouvrière.
S.F.P. . . . . Société française de production.
S.I.C.A.V. . . . . Société d'investissements à capital variable.
S.M.I.C. . . . . Salaire minimum de croissance.
S.N.C.F. . . . . Société nationale des chemins de fer français.
T.G.V. . . . . Train à grande vitesse.
T.O.M. . . . . Territoire d'outre-mer.
T.V.A. . . . . Taxe à la valeur ajoutée.
U.E.R. . . . . Unité d'enseignement et de recherche.
U.N.E.D.I.C. . . . . Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
Z.A.C. . . . . Zone d'aménagement concertée.
Z.A.D. . . . . Zone d'aménagement différé.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,

la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1984

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
24 janvier	25 janvier	1 à 32	1	001	10 avril	11 avril	1335 à 1420	24	024
25 janvier	26 janvier	33 à 104	2	002	11 avril	12 avril	1421 à 1500	25	025
26 janvier	27 janvier	105 à 174	3	003	12 avril	13 avril	1501 à 1554	26	026
27 janvier	28 janvier	175 à 262	4	004	13 avril	14 avril	1555 à 1634	27	027
30 janvier	31 janvier	263 à 318	5	005	17 avril	18 avril	1635 à 1666	28	028
31 janvier	1er février	319 à 390	6	006	18 avril	19 avril	1667 à 1803	29	029-030
1er février	2 février	391 à 444	7	007	19 avril	20 avril	1809 à 1848	30	031
2 février	3 février	445 à 484	8	008	24 avril	25 avril	1849 à 1910	31	032
3 février	4 février	485 à 548	9	009	25 avril	26 avril	1911 à 1948	32	033
4 février	5 février	549 à 596	10	010	26 avril	27 avril	1949 à 2002	33	034
6 février	7 février	597 à 666	11	011	27 avril	28 avril	2003 à 2016	34	035
7 février	8 février	667 à 722	12	012	2 mai	3 mai	2017 à 2062	35	036
8 février	9 février	723 à 810	13	013	3 mai	4 mai	2063 à 2124	36	037
9 février	10 février	811 à 882	14	014	4 mai	5 mai	2125 à 2138	37	038
10 février	11 février	883 à 970	15	015	9 mai	10 mai	2139 à 2194	38	039
11 février	12 février	971 à 1010	16	016	10 mai	11 mai	2195 à 2242	39	040
13 février	14 février	1011 à 1050	17	017	11 mai	12 mai	2243 à 2290	40	041
2 avril	3 avril	1051 à 1058	18	018	14 mai	15 mai	2291 à 2322	41	042
3 avril	4 avril	1059 à 1112	19	019	15 mai	16 mai	2323 à 2368	42	043
4 avril	5 avril	1113 à 1160	20	020	16 mai	17 mai	2369 à 2424	43	044
5 avril	6 avril	1161 à 1208	21	021	17 mai	18 mai	2425 à 2456	44	045
6 avril	7 avril	1209 à 1272	22	022	18 mai	19 mai	2457 à 2472	45	046
9 avril	10 avril	1273 à 1334	23	023	21 mai	22 mai	2473 à 2512	46	047

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
22 mai	23 mai	2513 à 2576	47	048	10 octobre	11 octobre	4603 à 4632	93	095
23 mai	24 mai	2577 à 2593	48	049	11 octobre	12 octobre	4633 à 4664	94	096
24 mai	25 mai	2599 à 2646	49	050	12 octobre	13 octobre	4665 à 4680	95	097
25 mai	26 mai	2647 à 2703	50	051	15 octobre	16 octobre	4681 à 4784	96	098-099
28 mai	29 mai	2709 à 2772	51	052	16 octobre	17 octobre	4785 à 4824	97	100
29 mai	30 mai	2773 à 2812	52	053	17 octobre	18 octobre	4825 à 4888	98	101
30 mai	31 mai	2813 à 2868	53	054	18 octobre	19 octobre	4889 à 4974	99	102
4 juin	5 juin	2869 à 2914	54	055	19 octobre	20 octobre	4975 à 5046	100	103
5 juin	6 juin	2915 à 2962	55	056	23 octobre	24 octobre	5047 à 5108	101	104
6 juin	7 juin	2963 à 3042	56	057	24 octobre	25 octobre	5109 à 5178	102	105
7 juin	8 juin	3043 à 3114	57	058	25 octobre	26 octobre	5179 à 5250	103	106
8 juin	9 juin	3115 à 3226	58	059-060	26 octobre	27 octobre	5251 à 5312	104	107
12 juin	13 juin	3227 à 3288	59	061	29 octobre	30 octobre	5313 à 5384	105	108
13 juin	14 juin	3289 à 3350	60	062	30 octobre	31 octobre	5385 à 5448	106	109
14 juin	15 juin	3351 à 3422	61	063	31 octobre	1er novembre	5449 à 5494	107	110
18 juin	19 juin	3423 à 3460	62	064	5 novembre	6 novembre	5495 à 5558	108	111
19 juin	20 juin	3461 à 3500	63	065	6 novembre	7 novembre	5559 à 5628	109	112
20 juin	21 juin	3501 à 3556	64	066	7 novembre	8 novembre	5629 à 5714	110	113
21 juin	22 juin	3557 à 3602	65	067	8 novembre	9 novembre	5715 à 5778	111	114
22 juin	23 juin	3603 à 3696	66	068	9 novembre	10 novembre	5779 à 5846	112	115
26 juin	27 juin	3697 à 3728	67	069	12 novembre	13 novembre	5847 à 5918	113	116
27 juin	28 juin	3729 à 3792	68	070	13 novembre	14 novembre	5919 à 5988	114	117
28 juin	29 juin	3793 à 3864	69	071	14 novembre	15 novembre	5989 à 6052	115	118
29 juin	30 juin	3865 à 3928	70	072	15 novembre	16 novembre	6053 à 6188	116	119-120
30 juin	1er juillet	3929 à 3950	71	073	20 novembre	21 novembre	6189 à 6218	117	121
2 juillet	3 juillet	3951 à 3982	72	074	21 novembre	22 novembre	6219 à 6256	118	122
3 juillet	4 juillet	3983 à 4022	73	075	22 novembre	23 novembre	6257 à 6316	119	123
4 juillet	5 juillet	4023 à 4068	74	076	23 novembre	24 novembre	6317 à 6332	120	124
5 juillet	6 juillet	4069 à 4092	75	077	27 novembre	28 novembre	6333 à 6412	121	125
6 juillet	7 juillet	4093 à 4116	76	078	28 novembre	29 novembre	6413 à 6468	122	126
10 juillet	11 juillet	4117 à 4146	77	079	29 novembre	30 novembre	6469 à 6524	123	127
24 juillet	25 juillet	4147 à 4184	78	080	30 novembre	1er décembre	6525 à 6540	124	128
25 juillet	26 juillet	4185 à 4224	79	081	3 décembre	4 décembre	6541 à 6596	125	129
31 juillet	1er août	4225 à 4262	80	082	4 décembre	5 décembre	6597 à 6658	126	130
23 août	24 août	4263 à 4318	81	083	5 décembre	6 décembre	6659 à 6746	127	131
24 août	25 août	4319 à 4332	82	084	6 décembre	7 décembre	6747 à 6786	128	132
29 août	30 août	4333 à 4340	83	085	7 décembre	8 décembre	6787 à 6802	129	133
5 septembre	6 septembre	4341 à 4348	84	086	11 décembre	12 décembre	6803 à 6842	130	134
6 septembre	7 septembre	4349 à 4362	85	087	12 décembre	13 décembre	6843 à 6906	131	135
7 septembre	8 septembre	4363 à 4402	86	088	13 décembre	14 décembre	6907 à 6936	132	136
10 septembre	11 septembre	4403 à 4426	87	089	14 décembre	15 décembre	6937 à 7016	133	137
12 septembre	13 septembre	4427 à 4440	88	090	17 décembre	18 décembre	7017 à 7072	134	138
2 octobre	3 octobre	4441 à 4462	89	091	18 décembre	19 décembre	7073 à 7214	135	139-140
3 octobre	4 octobre	4463 à 4484	90	092	19 décembre	20 décembre	7215 à 7294	136	141
8 octobre	9 octobre	4485 à 4530	91	093	20 décembre	21 décembre	7295 à 7374	137	142
9 octobre	10 octobre	4531 à 4602	92	094	21 décembre	22 décembre	7375 à 7396	138	143

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

Pages.

I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**
1. Liste par ordre alphabétique des députés à la date du 1er janvier 1984. IX
2. Liste par circonscription des députés à la date du 1er janvier 1984. XIII

II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale.**
A. — Elections :
1. Contestations d'élections XVIII
2. Elections partielles XVIII
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique XVIII
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription XVIII
B. — Députés nommés membres du Gouvernement XVIII
C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire XVIII
D. — Démission de député XIX
E. — Députés décédés XIX

III. — **Groupes politiques** XX

IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale** XXII

V. — **Commissions permanentes** XXIII

Pages.

VI. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe** XXVI

VII. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires** XXVII

VIII. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale** XXVIII

IX. — **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes** XXIX

X. — **Haute Cour de justice** XXX

XI. — **Députés chargés d'une mission temporaire** XXXI

XII. — **Sessions** XXXII

XIII. — **Composition du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy :**
1. Par ordre alphabétique XXXIII
2. Par ministère XXXIII
3. Modifications XXXIV
4. Démission XXXIV

XIV. — **Composition du Gouvernement de M. Laurent Fabius :**
1. Par ordre alphabétique XXXV
2. Par ministère XXXV
3. Modifications XXXVI

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DES DEPUTES, A LA DATE DU 1er JANVIER 1984

MM. Maurice ADEVAH-PŒUF . Puy-de-Dôme (4e).
Jean-Marie ALAIZE . . . . . Ardèche (3e).
Nicolas ALFONSI . . . . . Corse-du-Sud (1re).
Edmond ALPHANDÉRY . . Maine-et-Loire (3e).
Jean ANCIANT . . . . . Oise (4e).
René ANDRÉ . . . . . Manche (2e).
Gustave ANSART . . . . . Nord (20e).
Vincent ANSQUER . . . . . Vendée (4e).
François ASENSI . . . . . Seine-Saint-Denis (8e).
Emmanuel AUBERT. . . . . Alpes-Maritimes (4e).
François d'AUBERT. . . . . Mayenne (1re).
André AUDINOT. . . . . Somme (5e).
Robert AUMONT . . . . . Aisne (1re).
Pierre BACHELET . . . . . Alpes-Maritimes (6e).
Jacques BADET . . . . . Loire (3e).
Jean-Pierre BALLIGAND . . Aisne (3e).
Georges BALLY. . . . . Isère (7e).
Paul BALMIGÈRE. . . . . Hérault (4e).
Gérard BAPT . . . . . Haute-Garonne (2e).
Régis BARAILLA. . . . . Aude (2e).
Bernard BARDIN. . . . . Nièvre (3e).
Michel BARNIER. . . . . Savoie (2e).
Raymond BARRE . . . . . Rhône (4e).
Jacques BARROT. . . . . Haute-Loire (1re).
Jean-Jacques BARTHE . . . . Pas-de-Calais (7e).
Claude BARTOLONÉ. . . . . Seine-Saint-Denis (6e).
Pierre BAS . . . . . Paris (4e).
Philippe BASSINET . . . . . Hauts-de-Seine (13e).
Jean-Claude BATEUX. . . . . Seine-Maritime (4e).
Umberto BATTIST. . . . . Nord (22e).
Henri BAUDOUIN. . . . . Manche (3e).
Jacques BAUMEL . . . . . Hauts-de-Seine (8e).
Henri BAYARD. . . . . Loire (7e).
Jean-Michel BAYLET . . . . . Tarn-et-Garonne (2e).
Raoul BAYOU. . . . . Hérault (5e).
Jean BEAUFILS. . . . . Seine-Maritime (9e).
Jean BEAUFORT. . . . . Finistère (6e).
Guy BÊCHE. . . . . Doubs (2e).
Jacques BECQ . . . . . Somme (4e).
Firmin BEDOUSSAC . . . . . Cantal (1re).
Jean BÉGAULT. . . . . Maine-et-Loire (4e).
Roland BEIX . . . . . Charente-Maritime (3e).
André BELLON . . . . . Alpes-de-Haute-Provence (2e).
Jean-Michel BELORGEY . . Allier (4e).
Serge BELTRAME . . . . . Vosges (4e).
Georges BENEDETTI. . . . . Gard (2e).
Jean-Jacques BENETIÈRE . Loire (5e).
Pierre de BÉNOUVILLE . . Paris (12e).
Michel BÉRÉGOVOY. . . . . Seine-Maritime (1re).
Christian BERGELIN. . . . . Haute-Saône (1re).
Jean BERNARD. . . . . Meuse (1re).
Pierre BERNARD. . . . . Tarn (1re).
Roland BERNARD . . . . . Rhône (12e).
Michel BERSON. . . . . Essonne (1re).
Wilfrid BERTILE . . . . . La Réunion (3e).
Louis BESSON . . . . . Savoie (1re).
Marcel BIGEARD . . . . . Meurthe-et-Moselle (5e).
André BILLARDON. . . . . Saône-et-Loire (3e).
Alain BILLON . . . . . Paris (29e).
Claude BIRRAUX . . . . . Haute-Savoie (3e).
Paul BLADT . . . . . Moselle (6e).
Jacques BLANC . . . . . Lozère (2e).
Serge BLISKO . . . . . Paris (14e).
Jean-Marie BOCKEL . . . . . Haut-Rhin (4e).
Alain BOCQUET . . . . . Nord (19e).
Jean-Claude BOIS. . . . . Pas-de-Calais (13e).
Gilbert BONNEMAISON . . Seine-Saint-Denis (1re).
Alain BONNET . . . . . Dordogne (3e).
Augustin BONREPAUX . . . Ariège (1re).
André BOREL . . . . . Vaucluse (2e).
Jean-Michel BOUCHERON. Charente (1re).
Jean-Michel BOUCHERON. Ille-et-Vilaine (2e).
Bruno BOURG-BROC . . . . Marne (3e).
René BOURGET . . . . . Isère (6e).
Pierre BOURGUIGNON. . . Seine-Maritime (3e).
Loïc BOUVARD . . . . . Morbihan (4e).
Jean-Pierre BRAINE. . . . . Oise (3e).
Jean-Guy BRANGER . . . . . Charente-Maritime (2e).
Benjamin BRIAL . . . . . Wallis-et-Futuna.
Maurice BRIAND. . . . . Côte-du-Nord (4e).
Jean BRIANE. . . . . Aveyron (1re).
Jean BROCARD. . . . . Haute-Savoie (1re).
Albert BROCHARD. . . . . Deux-Sèvres (3e).
Alain BRUNE . . . . . Jura (1re).
André BRUNET. . . . . Drôme (3e).
Jacques BRUNHES. . . . . Hauts-de-Seine (1re).
Georges BUSTIN . . . . . Nord (18e).
Robert CABÉ. . . . . Landes (3e).
Mme Denise CACHEUX . . . . . Nord (16e).
MM. Jacques CAMBOLIVE. . . . Aude (3e).
Jean-Marie CARO . . . . . Bas-Rhin (5e).
Michel CARTELET . . . . . Aube (3e).
Raoul CARTRAUD . . . . . Vienne (3e).
Jean-Claude CASSAING . . . Corrèze (2e).
Elie CASTOR. . . . . Guyanne.
Laurent CATHALA . . . . . Val-de-Marne (5e).
Robert de CAUMONT. . . . Hautes-Alpes (2e).
Jean-Charles CAVAILLÉ . . Morbihan (3e).
Aimé CÉZAIRE . . . . . Martinique (2e).
Jacques CHABAN-DELMAS . . . . . Gironde (2e).
Mme Colette CHAIGNEAU . . . . Charente-Maritime (1re).
MM. Guy CHANFRAULT . . . . . Haute-Marne (2e).
Robert CHAPUIS. . . . . Ardèche (1re).
Jean-Paul CHARIÉ. . . . . Loiret (3e).
Bernard CHARLES. . . . . Lot (1re).
Serge CHARLES . . . . . Nord (9e).
Gilles CHARPENTIER. . . . Ardennes (3e).
Michel CHARZAT . . . . . Paris (30e).
Gérard CHASSEGUET. . . . Sarthe (1re).

	Albert CHAUBARD	Allier (2e).
	Guy-Michel CHAUVEAU	Sarthe (3e).
	Alain CHENARD	Loire-Atlantique (2e).
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes (1re).
	Jacques CHIRAC	Corrèze (3e).
	Paul CHOMAT	Loire (1re).
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord (3e).
	Pascal CLÉMENT	Loire (6e).
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise (5e).
	Michel COINTAT	Ille-et-Vilaine (5e).
	Georges COLIN	Marne (1re).
	Gérard COLLOMB	Rhône (2e).
	Jean-Hugues COLONNA	Alpes-Maritimes (3e).
	Jean COMBASTEIL	Corrèze (1re).
Mme	Nelly COMMERGNAT	Creuse (2e).
MM.	Roger CORRÈZE	Loir-et-Cher (2e).
	Michel COUILLET	Somme (3e).
	Lucien COUQUEBERG	Territoire de Belfort (1re).
	Pierre-Bernard COUSTÉ	Rhône (5e).
	Maurice COUVE de MURVILLE	Paris (6e).
	Jean-Marie DAILLET	Manche (1re).
	Louis DARINOT	Manche (5e).
	Marcel DASSAULT	Oise (1re).
	Pierre DASSONVILLE	Nord (2e).
	Michel DEBRÉ	La Réunion (1re).
	Jean-Pierre DEFONTAINE	Pas-de-Calais (2e).
	Marcel DEHOUX	Nord (21e).
	Bertrand DELANOÉ	Paris (26e).
	Georges DELATRE	Seine-Maritime (10e).
	André DELEHEDDE	Pas-de-Calais (1re).
	Georges DELFOSSE	Nord (1re).
	Henry DELISLE	Calvados (2e).
	Xavier DENIAU	Loiret (4e).
	Albert DENVERS	Nord (11e).
	Charles DEPREZ	Hauts-de-Seine (5e).
	Bernard DEROSIER	Nord (4e).
	Jean DESANLIS	Loir-et-Cher (3e).
	Freddy DESCHAUX-BEAUME	Eure (4e).
	Jean-Paul DESGRANGES	Allier (1re).
	Jean-Claude DESSEIN	Somme (1re).
	Jean-Pierre DESTRADE	Pyrénées-Atlantiques (4e).
	Paul DHAILLE	Seine-Maritime (5e).
	Yves DOLLO	Côtes-du-Nord (1re).
	Jacques DOMINATI	Paris (2e).
	Maurice DOUSSET	Eure-et-Loir (3e).
	Raymond DOUYÈRE	Sarthe (2e).
	René DROUIN	Moselle (3e).
	Guy DUCOLONÉ	Hauts-de-Seine (11e).
	Roland DUMAS	Dordogne (1re).
	Jean-Louis DUMONT	Meuse (2e).
	Dominique DUPILET	Pas-de-Calais (6e).
	Jean DUPRAT	Hautes-Pyrénées (2e).
Mme	Lydie DUPUY	Gers (2e).
MM.	Paul DURAFFOUR	Saône-et-Loire (2e).
	Adrien DURAND	Lozère (1re).
	Guy DURBEC	Var (3e).
	Jean-Paul DURIEUX	Meurthe-et-Moselle (7e).
	André DUROMÉA	Seine-Maritime (7e).
	Roger DUROURE	Landes (1re).
	André DURR	Bas-Rhin (3e).
	Job DURUPT	Meurthe-et-Moselle (2e).
	Lucien DUTARD	Dordogne (4e).
	Manuel ESCUTIA	Paris (28e).
	Marcel ESDRAS	Guadeloupe (3e).
	Jean ESMONIN	Côte-d'Or (1re).
	Claude ESTIER	Paris (25e).
	Claude EVIN	Loire-Atlantique (6e).
	Jean FALALA	Marne (2e).
	Alain FAUGARET	Nord (8e).
	Charles FÈVRE	Haute-Marne (1re).
Mme	Berthe FIÉVET	Cher (3e).
MM.	François FILLON	Sarthe (4e).
	Jacques FLEURY	Somme (2e).
	Jacques FLOCH	Loire-Atlantique (3e).
	Roland FLORIAN	Oise (2e).
	Jean FONTAINE	La Réunion (2e).
	Pierre FORGUES	Hautes-Pyrénées (1re).
	Raymond FORNI	Territoire de Belfort (2e).
	Roger FOSSE	Seine-Maritime (8e).
	Jacques FOUCHIER	Deux-Sèvres (2e).
	Jean-Pierre FOURRÉ	Seine-et-Marne (2e).
	Jean FOYER	Maine-et-Loire (2e).
Mmes	Martine FRACHON	Yvelines (3e).
	Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS	Hauts-de-Seine (7e).
MM.	Georges FRÊCHE	Hérault (1re).
	Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT	Paris (5e).
	Dominique FRELAUT	Hauts-de-Seine (3e).
	Jean-Paul FUCHS	Haut-Rhin (1re).
	Jean-Pierre GABARROU	Tarn (2e).
	René GAILLARD	Deux-Sèvres (1re).
	Jean GALLET	Eure-et-Loir (1re).
	Robert GALLEY	Aube (2e).
	Gilbert GANTIER	Paris (21e).
	Edmond GARCIN	Bouches-du-Rhône (6e).
	Pierre GARMENDIA	Gironde (4e).
	Marcel GARROUSTE	Lot-et-Garonne (3e).
	Pierre GASCHER	Sarthe (5e).
Mme	Françoise GASPARD	Eure-et-Loir (2e).
MM.	Henri de GASTINES	Mayenne (2e).
	Jean-Claude GAUDIN	Bouches-du-Rhône (2e).
	Francis GENG	Orne (2e).
	Germain GENGENWIN	Bas-Rhin (4e).
	Claude GERMON	Essonne (3e).
	Francis GIOLITTI	Alpes-Maritimes (1re).
	Jean GIOVANELLI	Morbihan (6e).
	Antoine GISSINGER	Haut-Rhin (5e).
	Jean-Louis GOASDUFF	Finistère (3e).
	Pierre GODEFROY	Manche (4e).
	Jacques GODFRAIN	Aveyron (3e).
Mme	Colette GOEURIOT	Meurthe-et-Moselle (6e).
MM.	Georges GORSE	Hauts-de-Seine (10e).
	Daniel GOULET	Orne (1re).
	Joseph GOURMELON	Finistère (2e).
	Christian GOUX	Var (4e).
	Hubert GOUZE	Tarn-et-Garonne (1re).
	Gérard GOUZES	Lot-et-Garonne (2e).
	Léo GRÉZARD	Yonne (2e).
	François GUSSEN MEYER	Bas-Rhin (7e).
	Olivier GUICHARD	Loire-Atlantique (7e).
	Jacques GUYARD	Essonne (2e).
	Charles HABY	Haut-Rhin (2e).
	René HABY	Meurthe-et-Moselle (4e).
	Gérard HAESEBROECK	Nord (10e).
	Georges HAGE	Nord (15e).
Mme	Gisèle HALIMI	Isère (4e).
MM.	Emmanuel HAMEL	Rhône (8e).
	Jean HAMELIN	Ille-et-Vilaine (6e).
Mme	Florence d'HARCOURT	Hauts-de-Seine (6e).
M.	François d'HARCOURT	Calvados (4e).
Mme	Nicole de HAUTECLOCQUE	Paris (18e).
MM.	Alain HAUTECŒUR	Var (1re).
	Kléber HAYE	Gironde (7e).
	Guy HERMIER	Bouches-du-Rhône (4e).

Mme	Adrienne HORVATH	Gard (3e).
MM.	Jean-François HORY	Mayotte.
	Gérard HOUTEER	Haute-Garonne (5e).
	Roland HUGUET	Pas-de-Calais (8e).
	Xavier HUNAULT	Loire-Atlantique (5e).
	Jacques HUYGHUES DES ÉTAGES	Nièvre (2e).
	Jean IBANÈS	Ariège (2e).
	Michel INCHAUSPÉ	Pyrénées-Atlantiques (3e).
	Gérard ISTACE	Ardennes (2e).
Mmes	Marie JACQ	Finistère (4e).
	Muguette JACQUAINT	Seine-Saint-Denis (3e).
MM.	Pierre JAGORET	Côtes-du-Nord (5e).
	Frédéric JALTON	Guadeloupe (2e).
	Parfait JANS	Hauts-de-Seine (4e).
	Jean JAROSZ	Nord (23e).
	Marcel JOIN	Gironde (3e).
	Nöel JOSEPHE	Pas-de-Calais (11e).
	Lionel JOSPIN	Paris (27e).
	Charles JOSSELIN	Côtes-du-Nord (2e).
	Emile JOURDAN	Gard (1re).
	Alain JOURNET	Gard (4e).
	Pierre JOXE	Saône-et-Loire (5e).
	Didier JULIA	Seine-et-Marne (5e).
	Raymond JULIEN	Gironde (5e).
	Jean JUVENTIN	Polynésie française (1re).
	Gabriel KASPEREIT	Paris (7e).
	Aimé KERGUÉRIS	Morbihan (2e).
	Emile KOEHL	Bas-Rhin (1re).
	Pierre-Charles KRIEG	Paris (1re).
	Jean-Pierre KUCHEIDA	Pas-de-Calais (12e).
	Georges LABAZÉE	Pyrénées-Atlantiques (1re).
	Claude LABBÉ	Hauts-de-Seine (9e).
	Jean LABORDE	Gers (1re).
	Jean LACOMBE	Hérault (3e).
	René LA COMBE	Maine-et-Loire (6e).
	Jacques LAFLEUR	Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
	Pierre LAGORCE	Gironde (8e).
	André LAIGNEL	Indre (2e).
	André LAJOINIE	Allier (3e).
	Michel LAMBERT	Orne (3e).
	Jean-Pierre LAMBERTIN	Vaucluse (3e).
	Yves LANCIEN	Paris (15e).
	Louis LARENG	Haute-Garonne (3e).
	Roger LASSALE	Yonne (3e).
	André LAURENT	Nord (6e).
	Marc LAURIOL	Yvelines (4e).
	Christian LAURISSERGUES	Lot-et-Garonne (1re).
	Jacques LAVÉDRINE	Puy-de-Dôme (3e).
	Georges LE BAILL	Hauts-de-Seine (12e).
	Jean-Pierre LE COADIC	Val-d'Oise (2e).
Mme	Marie-France LECUIR	Val-d'Oise (4e).
MM.	Jean-Yves LE DRIAN	Morbihan (5e).
	Robert LE FOLL	Seine-et-Marne (3e).
	Bernard LEFRANC	Aisne (5e).
	Jean LE GARS	Yvelines (1re).
	Joseph LEGRAND	Pas-de-Calais (14e).
	André LEJEUNE	Creuse (1re).
	Daniel LE MEUR	Aisne (2e).
	Jean-Jacques LÉONETTI	Bouches-du-Rhône (7e).
	François LÉOTARD	Var (2e).
	Louis LE PENSEC	Finistère (8e).
	Roger LESTAS	Mayenne (3e).
	Maurice LIGOT	Maine-et-Loire (5e).
	Jean de LIPKOWSKI	Charente-Maritime (5e).
	François LONCLE	Eure (3e).
	André LOTTE	Saône-et-Loire (4e).
	Jean-Paul LUISI	Haute-Corse (2e).
	Alain MADELIN	Ille-et-Vilaine (4e).
	Bernard MADRELLE	Gironde (10e).
	Jacques MAHÉAS	Seine-Saint-Denis (9e).
	Louis MAISONNAT	Isère (3e).
	Guy MALANDAIN	Yvelines (8e).
	Robert MALGRAS	Moselle (4e).
	Martin MALVY	Lot (2e).
	Raymond MARCELLIN	Morbihan (1re).
	Georges MARCHAIS	Val-deMarne (1re).
	Philippe MARCHAND	Charente-Maritime (4e).
	Claude-Gérard MARCUS	Paris (8e).
	Jacques MARETTE	Paris (17e).
	Roger MAS	Ardennes (1re).
	Marius MASSE	Bouches-du-Rhône (8e).
	Marc MASSION	Seine-Maritime (2e).
	Jean-Louis MASSON	Moselle (2e).
	François MASSOT	Alpes-de-Haute-Provence (1re).
	Gilbert MATHIEU	Côte-d'Or (4e).
	Pierre MAUGER	Vendée (3e).
	Joseph-Henri MAUJOÜAN DU GASSET	Loire-Atlantique (4e).
	Alain MAYOUD	Rhône (9e).
	Roland MAZOIN	Haute-Vienne (2e).
	Jacques MÉDECIN	Alpes-Maritimes (2e).
	Pierre MÉHAIGNERIE	Ille-et-Vilaine (3e).
	Jacques MELLICK	Pas-de-Calais (9e).
	Joseph MENGA	Seine-Maritime (6e).
	Paul MERCIECA	Val-de-Marne (3e).
	Louis MERMAZ	Isère (5e).
	Georges MESMIN	Paris (20e).
	Pierre MESSMER	Moselle (8e).
	Philippe MESTRE	Vendée (1re).
	Pierre MÉTAIS	Vendée (2e).
	Charles METZINGER	Moselle (5e).
	Pierre MICAUX	Aube (1re).
	Claude MICHEL	Eure (2e).
	Henri MICHEL	Drôme (2e).
	Jean-Pierre MICHEL	Haute-Saône (2e).
	Charles MILLON	Ain (2e).
	Charles MIOSSEC	Finistère (5e).
Mme	Hélène MISSOFFE	Paris (24e).
MM.	Gilbert MITTERRAND	Gironde (9e).
	Marcel MOCŒUR	Haute-Vienne (3e).
	Robert MONTDARGENT	Val-d'Oise (3e).
	Bernard MONTERGNOLE	Isère (2e).
Mmes	Christiane MORA	Indre-et-Loire (3e).
	Louise MOREAU	Alpes-Maritimes (5e).
MM.	Paul MOREAU	Nord (17e).
	François MORTELETTE	Loir-et-Cher (1re).
	Louis MOULINET	Paris (13e).
	Ernest MOUTOUSSAMY	Guadeloupe (1re).
	Jean NARQUIN	Maine-et-Loire (1re).
	Jean NATIEZ	Loire-Atlantique (1re).
Mmes	Véronique NEIERTZ	Seine-Saint-Denis (5e).
	Paulette NEVOUX	Val-de-Marne (8e).
MM.	Maurice NILÈS	Seine-Saint-Denis (4e).
	Michel NOIR	Rhône (3e).
	Arthur NOTEBART	Nord (5e).
	Roland NUNGESSER	Val-de-Marne (6e).
	Louis ODRU	Seine-Saint-Denis (7e).
	Jean-André OEHLER	Bas-Rhin (2e).
	René OLMETA	Bouches-du-Rhône (5e).
	Michel d'ORNANO	Calvados (3e).
	Pierre ORTET	Haute-Garonne (6e).
Mme	Jacqueline OSSELIN	Nord (3e).
M.	Charles PACCOU	Nord (12e).
Mme	Marie-Thérèse PATRAT	Rhône (1re).
M.	François PATRIAT	Côte-d'Or (3e).

MM. Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAULT .. Landes (2e).
Régis PERBET ..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN ..... Paris (11e).
Paul PERRIER ..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT ..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE ..... Drôme (1re).
Camille PETIT ..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT ..... Finistère (7e).
Alain PEYREFITTE ..... Seine-et-Marne (4e).
Louis PHILIBERT ..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT ..... Nouvelle-Calédonie (1re).
Christian PIERRET ..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION ..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD ..... Doubs (1re).
Etienne PINTE ..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE ..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU .... Paris (31e).
Bernard POIGNANT ..... Finistère (1re).
Bernard PONS ..... Paris (22e).
Jean POPEREN ..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT Loiret (2e).
Maurice POURCHON .... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT ... Paris (23e).
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST ..... Nord (7e).
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Elianne PROVOST ..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE .. Rhône (6e).
Noël RAVASSARD ..... Ain (3e).
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL ..... Cantal (2e).
Roland RENARD ..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT ..... Indre (3e).
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON ..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL ..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD ..... Rhône (7e).
Jacques RIMBAULT ..... Cher (1re).
Louis ROBIN ..... Ain (1re).
Jean-Paul de ROCCA SERRA ..... Corse-du-Sud (2e).
Alain RODET ..... Haute-Vienne (1re).
Emile ROGER ..... Nord (14e).
Jacques ROGER-MACHART ..... Haute-Garonne (1re).
André ROSSINOT ..... Meurthe-et-Moselle (3e).
René ROUQUET ..... Val-de-Marne (4e).
Roger ROUQUETTE ..... Paris (16e).
Jean ROUSSEAU ..... Cher (2e).
Jean ROYER ..... Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLÉ ..... Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE ... Gironde (6e).
Tutaha SALMON ..... Polynésie française (2e).
Philippe SANMARCO .... Bouches-du-Rhône (3e).
Jean-Pierre SANTA-CRUZ . Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI ..... Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT ..... Vienne (1re).
Michel SAPIN ..... Indre (1re).
Georges SARRE ..... Paris (9e).
Yves SAUTIER ..... Haute-Savoie (2e).
Nicolas SCHIFFLER ..... Moselle (1re).
Bernard SCHREINER ..... Yvelines (7e).
Philippe SÉGUIN ..... Vosges (1re).
Jean SEITLINGER ..... Moselle (7e).
Gilbert SÉNÈS ..... Hérault (2e).
Michel SERGENT ..... Pas-de-Calais (5e).
Maurice SERGHERAERT . Nord (13e).
Mme Odile SICARD ..... Isère (1re).
M. Jean-Pierre SOISSON ..... Yonne (1re).
Mme Renée SOUM ..... Pyrénées-Orientales (1re).
MM. André SOURY ..... Charente (3e).
Germain SPRAUER ..... Bas-Rhin (8e).
Bernard STASI ..... Marne (4e).
Olivier STIRN ..... Calvados (5e).
Mme Marie-Josèphe SUBLET ... Rhône (11e).
MM. Michel SUCHOD ..... Dordogne (2e).
Jean-Pierre SUEUR ..... Loiret (1re).
Pierre TABANOU ..... Val-de-Marne (2e).
Dominique TADDEI ..... Vaucluse (1re).
Yves TAVERNIER ..... Essonne (4e).
Eugène TEISSEIRE ..... Nièvre (1re).
Jean-Michel TESTU ..... Indre-et-Loire (2e).
Clément THÉAUDIN ..... Ille-et-Vilaine (1re).
Jean TIBERI ..... Paris (3e).
Luc TINSEAU ..... Eure (1re).
Yvon TONDON ..... Meurthe-et-Moselle (1re).
Jacques TOUBON ..... Paris (19e).
André TOURNÉ ..... Pyrénées-Orientales (2e).
Mme Ghislaine TOUTAIN ..... Paris (10e).
MM. Georges TRANCHANT ... Hauts-de-Seine (2e).
Edmond VACANT ..... Puy-de-Dôme (5e).
Guy VADEPIED ..... Oise (5e).
Jean VALLEIX ..... Gironde (1re).
Jean VALROFF ..... Vosges (3e).
Bruno VENNIN ..... Loire (2e).
Marc VERDON ..... Vienne (2e).
Théo VIAL-MASSAT ..... Loire (4e).
Joseph VIDAL ..... Aude (1re).
Bernard VILLETTE ..... Charente (2e).
Alain VIVIEN ..... Seine-et-Marne (1re).
Robert-André VIVIEN .... Val-de-Marne (7e).
Hervé VOUILLOT ..... Côte-d'Or (2e).
Roland VUILLAUME .... Doubs (3e).
Marcel WACHEUX ..... Pas-de-Calais (10e).
Robert WAGNER ..... Yvelines (6e).
Pierre WEISENHORN .... Haut-Rhin (3e).
Claude WILQUIN ..... Pas-de-Calais (4e).
Claude WOLFF ..... Puy-de-Dôme (2e).
Jean-Pierre WORMS ..... Saône-et-Loire (1re).
Pierre ZARKA ..... Seine-Saint-Denis (2e).
Adrien ZELLER ..... Bas-Rhin (6e).
Jean-Crucien ZUCCARELLI Haute-Corse (1re).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DEPUTES A LA DATE DU 1er JANVIER 1984

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1re circonscription ..... Mme Provost (Eliane).
2e — ..... MM. Millon Charles.
3e — ..... Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re circonscription ..... MM. Aumont (Robert).
2e — ..... Le Meur (Daniel).
3e — ..... Balligand (Jean-Pierre).
4e — ..... Renard (Roland).
5e — ..... Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re circonscription ..... MM. Desgranges (Jean-Paul).
2e — ..... Chaubard (Albert).
3e — ..... Lajoinie (André).
4e — ..... Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re circonscription ..... MM. Massot (François).
2e — ..... Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes).

1re circonscription ..... MM. Chevallier (Daniel).
2e — ..... de Caumont (Robert)

06 - Alpes-Maritimes.

1re circonscription ..... MM. Giolitti (Francis).
2e — ..... Médecin (Jacques).
3e — ..... Colonna (Jean-Hugues).
4e — ..... Aubert (Emmanuel).
5e — ..... Mme Moreau (Louise).
6e — ..... M. Bachelet (Pierre).

07 - Ardèche.

1re circonscription ..... MM. Chapuis (Robert).
2e — ..... Perbet (Régis).
3e — ..... Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re circonscription ..... MM. Mas (Roger).
2e — ..... Istace (Gérard).
3e — ..... Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re circonscription ..... MM. Bonrepaux (Augustin).
2e — ..... Ibanès (Jean).

10 - Aube.

1re circonscription ..... MM. Micaux (Pierre).
2e — ..... Galley (Robert).
3e — ..... Cartelet (Michel).

11 Aude.

1re circonscription ..... MM. Vidal (Joseph).
2e — ..... Barailla (Régis).
3e — ..... Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re circonscription ..... MM. Briane (Jean).
2e — ..... Rigal (Jean).
3e — ..... Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re circonscription ..... MM. Santoni (Hyacinthe).
2e — ..... Gaudin (Jean-Claude).
3e — ..... Sanmarco (Philippe).
4e — ..... Hermier (Guy).
5e — ..... Olmeta (René).
6e — ..... Garcin (Edmond).
7e — ..... Leonetti (Jean-Jacques).
8e — ..... Masse (Marius).
9e — ..... Philibert (Louis).
10e — ..... Rieubon (René).
11e — ..... Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re circonscription ..... Mme Provost (Eliane).
2e — ..... MM. Delisle (Henry).
3e — ..... d'Ornano (Michel).
4e — ..... d'Harcourt (François).
5e — ..... Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re circonscription ..... MM. Bedoussac Firmin.
2e — ..... Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re circonscription ..... MM. Boucheron (Jean-Michel).
2e — ..... Villette (Bernard).
3e — ..... Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re circonscription ..... Mme Chaigneau (Colette).
2e — ..... MM. Branger (Jean-Guy).
3e — ..... Beix (Roland).
4e — ..... Marchand (Philippe).
5e — ..... de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re circonscription ..... MM. Rimbault (Jacques).
2e — ..... Rousseau (Jean).
3e — ..... Mme Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re circonscription ..... MM. Combasteil (Jean).
2e — ..... Cassaing (Jean-Claude).
3e — ..... Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re circonscription ..... MM. Alfonsi (Nicolas).
2e — ..... de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re circonscription ..... MM. Zuccarelli (Jean).
2e — ..... Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re	circonscription	MM. Esmonin (Jean).
2e	—	Vouillot (Hervé).
3e	—	Patriat (François).
4e	—	Mathieu (Gilbert).

22 - Côte-du-Nord.

1re	circonscription	MM. Dollo (Yves).
2e	—	Josselin (Charles).
3e	—	Chouat (Didier).
4e	—	Briand (Maurice).
5e	—	Jogoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re	circonscription	M. Lejeune (André).
2e	—	Mme Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1re	circonscription	MM. Dumas (Roland).
2e	—	Suchod (Michel).
3e	—	Bonnet (Alain).
4e	—	Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re	circonscription	MM. Pinard (Joseph).
2e	—	Bêche (Guy).
3e	—	Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re	circonscription	MM. Pesce (Rodolphe).
2e	—	Michel (Henri).
3e	—	Brunet (André).

27 - Eure.

1re	circonscription	MM. Tinseau (Luc).
2e	—	Michel (Claude).
3e	—	Loncle (François).
4e	—	Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re	circonscription	M. Gallet (Jean).
2e	—	Mme Gaspard (Françoise).
3e	—	M. Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re	circonscription	MM. Poignant (Bernard).
2e	—	Gourmelon (Joseph).
3e	—	Goasduff (Jean-Louis).
4e	—	Mme Jacq (Marie).
5e	—	MM. Miossec (Charles).
6e	—	Beaufort (Jean).
7e	—	Peuziat (Jean).
8e	—	Le Pensec (Louis).

30 - Gard.

1re	circonscription	MM. Jourdan (Emile).
2e	—	Benedetti (Georges).
3e	—	Mme Horvath (Adrienne).
4e	—	M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re	circonscription	MM. Roger-Machart (Jacques).
2e	—	Bapt (Gérard).
3e	—	Lareng (Louis).
4e	—	Raymond (Alex).
5e	—	Houteer (Gérard).
6e	—	Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1re	circonscription	M. Laborde (Jean).
2e	—	Mme Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1re	circonscription	MM. Valleix (Jean).
2e	—	Chaban-Delmas (Jacques).
3e	—	Join (Marcel).
4e	—	Garmendia (Pierre).
5e	—	Julien (Raymond).
6e	—	Sainte-Marie (Michel).
7e	—	Haye (Kléber).
8e	—	Lagorce (Pierre).
9e	—	Mitterrand (Gilbert).
10e	—	Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1re	circonscription	MM. Frêche (Georges).
2e	—	Sénès (Gilbert).
3e	—	Lacombe (Jean).
4e	—	Balmigère (Paul).
5e	—	Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re	circonscription	MM. Théaudin (Clément).
2e	—	Boucheron (Jean-Michel).
3e	—	Méhaignerie (Pierre).
4e	—	Madelin (Alain).
5e	—	Cointat (Michel).
6e	—	Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re	circonscription	MM. Sapin (Michel).
2e	—	Laignel (André).
3e	—	Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1re	circonscription	MM. Royer (Jean).
2e	—	Testu (Jean-Michel).
3e	—	Mme Mora (Christiane).
4e	—	M. Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re	circonscription	Mme Sicard (Odile).
2e	—	MM. Montergnole (Bernard).
3e	—	Maisonnat (Louis).
4e	—	Mme Halimi (Gisèle).
5e	—	MM. Mermaz (Louis).
6e	—	Bourget (René).
7e	—	Bally (Georges).

39 - Jura.

1re	circonscription	MM. Brune (Alain).
2e	—	Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re	circonscription	MM. Duroure (Roger).
2e	—	Pénicaut (Jean-Pierre).
3e	—	Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1re	circonscription	MM. Mortelette (François).
2e	—	Corrèze (Roger).
3e	—	Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re	circonscription	MM. Chomat (Paul).
2e	—	Vennin (Bruno).
3e	—	Badet (Jacques).
4e	—	Vial-Massat (Théo).
5e	—	Benetière (Jean-Jacques).
6e	—	Clément (Pascal).
7e	—	Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re	circonscription	MM. Barrot (Jacques).
2e	—	Proriol Jean.

44 - Loire-Atlantique.

1re circonscription ..... MM. Natiez (Jean).
2e — ..... Chénard (Alain).
3e — ..... Floch (Jacques).
4e — ..... Maujoüan du Gasset.
— ..... (Joseph-Henri).
5e — ..... Hunault (Xavier).
6e — ..... Evin (Claude).
7e — ..... Guichard (Olivier).
8e — ..... Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1re circonscription ..... MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e — ..... Portheault (Jean-Claude).
3e — ..... Charié (Jean-Paul).
4e — ..... Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re circonscription ..... MM. Charles (Bernard).
2e — ..... Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re circonscription ..... MM. Laurissergues (Christian).
2e — ..... Gouzes (Gérard).
3e — ..... Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re circonscription ..... MM. Durand (Adrien).
2e — ..... Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re circonscription ..... MM. Narquin (Jean).
2e — ..... Foyer (Jean).
3e — ..... Alphandery (Edmond).
4e — ..... Bégault (Jean).
5e — ..... Ligot (Maurice).
6e — ..... La Combe (René).

50 - Manche.

1re circonscription ..... MM. Daillet (Jean-Marie).
2e — ..... André (René).
3e — ..... Baudouin (Henri).
4e — ..... Godefroy (Pierre).
5e — ..... Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re circonscription ..... MM. Colin (Georges).
2e — ..... Falala (Jean).
3e — ..... Bourg-Broc (Bruno).
4e — ..... Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re circonscription ..... MM. Fèvre (Charles).
2e — ..... Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re circonscription ..... MM. d'Aubert (François).
2e — ..... de Gastines (Henri).
3e — ..... Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re circonscription ..... MM. Tondon (Yvon).
2e — ..... Durupt (Job).
3e — ..... Rossinot (André).
4e — ..... Haby (René).
5e — ..... Bigeard (Marcel).
6e — ..... Mme Gœuriot (Colette).
7e — ..... M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re circonscription ..... MM. Bernard (Jean).
2e — ..... Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re circonscription ..... MM. Marcelin (Raymond).
2e — ..... Kergueris (Aimé).
3e — ..... Cavaillé (Jean-Charles).
4e — ..... Bouvard (Loïc).
5e — ..... Le Drian (Jean-Yves).
6e — ..... Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re circonscription ..... MM. Schiffer (Nicolas).
2e — ..... Masson (Jean-Louis).
3e — ..... Drouin (René).
4e — ..... Malgras (Robert).
5e — ..... Metzinger (Charles).
6e — ..... Bladt (Paul).
7e — ..... Seitlinger (Jean).
8e — ..... Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re circonscription ..... MM. Teisseire (Eugène).
2e — ..... Huyghues des Etages.
— ..... (Jacques).
3e — ..... Bardin (Bernard) .

59 - Nord.

1re circonscription ..... MM. Delfosse (Georges).
2e — ..... Dassonville (Pierre).
3e — ..... Mme Osselin (Jacqueline).
4e — ..... MM. Derosier (Bernard).
5e — ..... Notebart (Arthur).
6e — ..... Laurent (André).
7e — ..... Prouvost (Pierre).
8e — ..... Faugaret (Alain).
9e — ..... Charles (Serge).
10e — ..... Haesebroeck (Gérard).
11e — ..... Denvers (Albert).
12e — ..... Paccou (Charles).
13e — ..... Sergheraert (Maurice).
14e — ..... Roger (Emile).
15e — ..... Hage (Georges).
16e — ..... Mme Cacheux (Denise).
17e — ..... MM. Moreau (Paul).
18e — ..... Bustin (Georges).
19e — ..... Bocquet (Alain).
20e — ..... Ansart (Gustave).
21e — ..... Dehoux (Marcel).
22e — ..... Battist (Umberto).
23e — ..... Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1re circonscription ..... MM. Dassault (Marcel).
2e — ..... Florian (Roland).
3e — ..... Braine (Jean-Pierre).
4e — ..... Ancient (Jean).
5e — ..... Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re circonscription ..... MM. Goulet (Daniel).
2e — ..... Geng (Francis).
3e — ..... Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re circonscription ..... MM. Delehedde (André).
2e — ..... Defontaine (Jean-Pierre).
3e — ..... Pignion (Lucien).
4e — ..... Wilquin (Claude).
5e — ..... Sergent (Michel).
6e — ..... Dupilet (Dominique).
7e — ..... Barthe (Jean-Jacques).
8e — ..... Huguet (Roland).
9e — ..... Mellick (Jacques).
10e — ..... Wacheux (Marcel).
11e — ..... Jophèse (Noël).
12e — ..... Kucheida (Jean-Pierre).
13e — ..... Bois (Jean-Claude).
14e — ..... Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re	circonscription	MM. Pourchon (Maurice).
2e	—	Wolff (Claude).
3e	—	Lavédrine (Jacques).
4e	—	Adevah-Pœuf (Maurice).
5e	—	Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re	circonscription	MM. Labazée (Georges).
2e	—	Prat (Henri).
3e	—	Inchaupsé (Michel).
4e	—	Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1re	circonscription	MM. Forgues (Pierre).
2e	—	Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re	circonscription	Mme Soum (Renée).
2e	—	M. Tourné (André).

67 - Bas-Rhin.

1re	circonscription	MM. Koehl (Emile).
2e	—	Oehler (Jean-André).
3e	—	Durr (André).
4e	—	Gengenwin (Germain).
5e	—	Caro (Jean-Marie).
6e	—	Zeller (Adrien).
7e	—	Grussenmeyer (François).
8e	—	Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re	circonscription	MM. Fuchs (Jean-Paul).
2e	—	Haby (Charles).
3e	—	Weisenhorn (Pierre).
4e	—	Bockel (Jean-Marie).
5e	—	Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re	circonscription	Mme Patrat (Marie-Thérèse).
2e	—	MM. Collomb (Gérard).
3e	—	Noir (Michel).
4e	—	Barre (Raymond).
5e	—	Cousté (Pierre-Bernard).
6e	—	Queyranne (Jean-Jacques).
7e	—	Rigaud (Jean).
8e	—	Hamel (Emmanuel).
9e	—	Mayoud (Alain).
10e	—	Perrut (Francisque).
11e	—	Mme Sublet (Josèphe).
12e	—	MM. Bernard (Roland).
13e	—	Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1re	circonscription	MM. Bergelin (Christian).
2e	—	Michel (Jean-Pierre) .

71 - Saône-et-Loire.

1re	circonscription	MM. Worms (Jean-Pierre).
2e	—	Duraffour (Paul).
3e	—	Billardon (André).
4e	—	Lotte (André).
5e	—	Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re	circonscription	MM. Chasseguet (Gérard).
2e	—	Douyère (Raymond).
3e	—	Chauveau (Guy-Michel).
4e	—	Fillon (François).
5e	—	Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re	circonscription	MM. Besson (Louis).
2e	—	Barnier (Michel).
3e	—	Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1re	circonscription	MM. Brocard (Jean).
2e	—	Sautier (Yves).
3e	—	Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re	circonscription	MM. Krieg (Pierre-Charles).
2e	—	Dominati (Jacques).
3e	—	Tiberi (Jean).
4e	—	Bas (Pierre).
5e	—	Frédéric-Dupont (Edouard).
6e	—	Couve de Murville.
	—	(Maurice).
7e	—	Kaspereit (Gabriel).
8e	—	Marcus (Claude-Gérard).
9e	—	Sarre (Georges).
10e	—	Mme Toutain (Ghislaine).
11e	—	MM. Pernin (Paul).
12e	—	de Bénouville (Pierre).
13e	—	Moulinet (Louis).
14e	—	Blisko (Serge).
15e	—	Lancien (Yves).
16e	—	Rouquette (Roger).
17e	—	Marette (Jacques).
18e	—	Mme de Hautecloque (Nicole).
19e	—	MM. Toubon (Jacques).
20e	—	Mesmin (Georges).
21e	—	Gantier (Gilbert).
22e	—	Pons (Bernard).
23e	—	de Préaumont (Jean).
24e	—	Mme Missoffe (Hélène).
25e	—	MM. Estier (Claude).
26e	—	Delanoë (Bertrand).
27e	—	Jospin (Lionel).
28e	—	Escutia (Manuel).
29e	—	Billon (Alain).
30e	—	Charzat (Michel).
31e	—	Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1re	circonscription	MM. Bérégovoy (Michel).
2e	—	Massion (Marc).
3e	—	Bourguignon (Pierre).
4e	—	Bateux (Jean-Claude).
5e	—	Dhaille (Paul).
6e	—	Menga (Joseph).
7e	—	Duroméa (André).
8e	—	Fossé (Roger).
9e	—	Beaufils (Jean).
10e	—	Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re	circonscription	MM. Vivien (Alain).
2e	—	Fourré (Jean-Pierre).
3e	—	Le Foll (Robert).
4e	—	Peyrefitte (Alain).
5e	—	Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re	circonscription	MM. Le Gars (Jean).
2e	—	Péricard (Michel).
3e	—	Mme Fraihon (Martine).
4e	—	MM. Lauriol (Marc).
5e	—	Pinte (Etienne).
6e	—	Wagner (Robert).
7e	—	Schreiner (Bernard).
8e	—	Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re	circonscription	MM. Gaillard (René).
2e	—	Fouchier (Jacques).
3e	—	Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re	circonscription	MM. Dessein (Jean-Claude).
2e	—	Fleury (Jacques).
3e	—	Couillet (Michel).
4e	—	Becq (Jacques).
5e	—	Audinot (André).

81 - Tarn.

1re circonscription ..... MM. Bernard (Pierre).
2e — ..... Gabarrou (Jean-Pierre).
3e — ..... Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re circonscription ..... MM. Gouze (Hubert).
2e — ..... Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re circonscription ..... MM. Hautecœur (Alain).
2e — ..... Léotard (François).
3e — ..... Durbec (Guy).
4e — ..... Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re circonscription ..... MM. Taddei (Dominique).
2e — ..... Borel (André).
3e — ..... Lambertin (Jean-Pierre).

85 - Vendée.

1re circonscription ..... MM. Mestre (Philippe).
2e — ..... Métais (Pierre).
3e — ..... Mauger (Pierre).
4e — ..... Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re circonscription ..... MM. Santrot (Jacques).
2e — ..... Verdon (Marc).
3e — ..... Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re circonscription ..... MM. Rodet (Alain).
2e — ..... Mazoin (Roland).
3e — ..... Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re circonscription ..... MM. Séguin (Philippe).
2e — ..... Pierret (Christian).
3e — ..... Valroff (Jean).
4e — ..... Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re circonscription ..... MM. Soisson (Jean-Pierre).
2e — ..... Grézard (Léo).
3e — ..... Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re circonscription ..... MM. Couqueberg (Lucien).
2e — ..... Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re circonscription ..... MM. Berson (Michel).
2e — ..... Guyard (Jacques).
3e — ..... Germon (Claude).
4e — ..... Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re circonscription ..... MM. Brunhes (Jacques).
2e — ..... Tranchant (Georges).
3e — ..... Frelaut (Dominique).
4e — ..... Jans (Parfait).
5e — ..... Deprez (Charles).
6e — ..... Mmes d'Harcourt (Florence).
7e — ..... Fraysse-Cazalis
— ..... (Jacqueline).
8e — ..... MM. Baumel (Jacques).
9e — ..... Labbé (Claude).
10e — ..... Gorse (Georges).
11e — ..... Ducoloné (Guy).
12e — ..... Le Baill (Georges).
13e — ..... Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re circonscription ..... MM. Bonnemaison (Gilbert).
2e — ..... Zarka (Pierre).
3e — ..... Mme Jacquaint (Muguette).
4e — ..... M. Nilès (Maurice).
5e — ..... Mme Neiertz (Véronique).
6e — ..... MM. Bartolone (Claude).
7e — ..... Odru (Louis).
8e — ..... Asensi (François).
9e — ..... Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re circonscription ..... MM. Marchais (Georges).
2e — ..... Tabanou (Pierre).
3e — ..... Mercieca (Paul).
4e — ..... Rouquet (René).
5e — ..... Cathala (Laurent).
6e — ..... Nungesser (Roland).
7e — ..... Vivien (Robert-André).
8e — ..... Mme Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise.

1re circonscription ..... MM. Richard (Alain).
2e — ..... Le Coadic (Jean-Pierre).
3e — ..... Montdargent (Robert).
4e — ..... Mme Lecuir (Marie-France).
5e — ..... M. Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re circonscription ..... MM. Moutoussamy (Ernest).
2e — ..... Jalton (Frédéric).
3e — ..... Esdras (Marcel).

Guyane.

circonscription unique ..... M. Castor (Elie).

Martinique.

1re circonscription ..... MM. Petit (Camille).
2e — ..... Césaire (Aimé).
3e — ..... Sablé (Victor).

Réunion.

1re circonscription ..... MM. Debré (Michel).
2e — ..... Fontaine (Jean).
3e — ..... Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

circonscription unique ..... M. Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

circonscription unique ..... M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re circonscription ..... MM. Pidjot (Roch).
2e — ..... Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re circonscription ..... MM. Juventin (Jean).
2e — ..... Salmon (Tutaha).

Wallis-et-Futuna.

circonscription unique ..... M. Brial (Benjamin).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Intervenues du 1er janvier au 31 décembre 1984.

A. — ELECTIONS.

1. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION, AVEC LES DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

Puy-de-Dôme :

2e circonscription : contestation de l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing par M. Allain [2 octobre 1984] (p. 4460); rejet de la requête (7 novembre 1984] (p. 5678, 5712).

2. — ELECTIONS PARTIELLES.

23 septembre 1984 : élection de M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Puy-de-Dôme (2e circonscription) [*J.O.* du 25 septembre 1984] (p. 2990).

3. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Pierre LARROQUE.

M. Jean-Marie BOCKEL, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août à minuit. Remplacé par M. Jean GRIMONT.

M. Christian DEFARGE, devenu député le 19 janvier 1984, en remplacement de M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement le 18 décembre 1983. Cessation de son mandat le 18 janvier 1984 à minuit. Remplacé par M. Christian DEFARGE.

M. Valéry GISCARD D'ESTAING, élu le 23 septembre 1984.

M. Jean GRIMONT, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Jean-Marie BOCKEL, nommé membre du Gouvernement.

Mme Gisèle HALIMI, maintenue au-delà de six mois en mission temporaire. Cessation de son mandat le 9 septembre 1984.

M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement le 19 juillet 1984. Cessation de son mandat le 19 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Maurice MATHUS.

M. Pierre LARROQUE, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement.

M. Roger LEBORNE, devenu député le 29 septembre 1984, en remplacement de M. André LOTTE, décédé.

M. André LOTTE, décédé le 28 septembre 1984, remplacé par M. Roger LEBORNE.

M. Martin MALVY, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Edmond MASSAUD.

M. Jacques MARETTE, décédé le 25 avril 1984, remplacé par M. Bernard ROCHER.

M. Edmond MASSAUD, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Martin MALVY, nommé membre du Gouvernement.

M. Maurice MATHUS, devenu député le 20 août 1984, en remplacement de M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement.

M. Maurice RIVAL, devenu député le 10 septembre 1984, en remplacement de Mme Gisèle HALIMI.

M. Bernard ROCHER, devenu député le 26 avril 1984, en remplacement de M. Jacques MARETTE, décédé.

M. Claude WOLFF, démissionnaire le 31 juillet 1984.

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION.

Dordogne (1re circonscription) : M. DUMAS (Roland) jusqu'au 18 janvier 1984 (nommé membre du Gouvernement); M. DEFARGE (Christian), à partir du 19 janvier 1984.

Isère (4e circonscription) : Mme HALIMI (Gisèle) jusqu'au 9 septembre 1984 (maintenue en mission temporaire); M. RIVAL (Maurice), à partir du 10 septembre 1984.

Lot (2e circonscription) : M. MALVY (Martin) jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement); M. MASSAUD (Edmond), à partir du 24 août 1984.

Paris (17e circonscription) : M. MARETTE (Jacques), décédé le 25 avril 1984; M. ROCHER (Bernard), à partir du 26 avril 1984.

Puy-de-Dôme (2e circonscription) : M. WOLFF (Claude), démissionnaire le 31 juillet 1984; M. GISCARD d'ESTAING (Valéry), à partir du 24 septembre 1984.

Rhin (Haut) (4e circonscription) : M. BOCKEL (Jean-Marie), jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement); M. GRIMONT (Jean), à partir du 24 août 1984.

Saône-et-Loire (5e circonscription) : M. JOXE (Pierre) jusqu'au 19 août 1984 (nommé membre du Gouvernement); M. MATHUS (Maurice), à partir du 20 août 1984.

Saône-et-Loire (4e circonscription) : M. LOTTE (André), décédé le 28 septembre 1984; M. LEBORNE (Roger), à partir du 29 septembre 1984.

Tarn-et-Garonne (2e circonscription); M. BAYLET (Jean-Michel) jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement); M. LARROQUE (Pierre), à partir du 24 août 1984.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.

Troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.

Nommé ministre : M. Roland DUMAS. Cessation de son mandat de député le 18 janvier 1984 [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

Gouvernement de M. Laurent Fabius.

Nommé ministre : M. Pierre JOXE [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347). Cessation de son mandat de député le 19 août 1984 [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

Nommés secrétaires d'Etat : MM. Jean-Michel BAYLET, Jean-Marie BOCKEL, Martin MALVY [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412, 2413). Cessation de leur mandat de député le 23 août 1984 [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

C. — CESSATION DE FONCTION PAR SUITE DE RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE.

Mme Gisèle HALIMI [*J.O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876).

D. — DEMISSIONS DE DEPUTES.

M. Claude WOLFF (Puy-de-Dôme, 2e circonscription) [*J.O.* du 1er août 1984] (p. 2537).

E. — DEPUTES DECEDES.

M. Jacques MARETTE (Paris, 17e circonscription) décédé le 25 avril 1984 [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

M. André LOTTE (Saône-et-Loire, 4e circonscription), décédé le 28 septembre 1984 [*J.O.* du 30 septembre 1984] (p. 3039).

III. — GROUPES POLITIQUES.

I. — Groupe socialiste.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 20 janvier 1984] : M. Dumas (Roland).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian).

b) *Font partie de ce groupe* (268 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Bédoussac (Firmin), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Bérégovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Blisko (Serge), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourget (René), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien, Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Defarge (Christian), Dehoux (Marcel), Delanoe (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Droin (René), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Esmonin (Jean), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giolitti (Françis), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lambertin (Jean-Pierre), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Loncle (François), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Montergnole (Bernard), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Oehler (Jean), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean) Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Sénès (Gilbert), Sergent (Michel), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

Président : M. Billardon (André), en remplacement de M. Joxe (Pierre) [*J.O.* du 25 juillet 1984] (p. 2462).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 24 août 1984] (p. 2718) : M. Mathus (Maurice); [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Grimont (Jean); [*J.O.* du 29 août 1984] (p. 2751) : M. Massaud; [*J.O.* 12 septembre 1984] du (p. 2890) : M. Rival (Maurice); [*J.O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Leborne (Roger).

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Joxe (Pierre); [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : MM. Bockel (Jean-Marie), Malvy (Martin); [*J.O.* du 30 septembre 1984] (p. 3039) : M. Lotte (André).

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.*

1. — *S'apparentent à ce groupe* (18 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029) : MM. Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Charles (Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Hory (Jean-François), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean); [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Larroque (Pierre).

2. — *Cessent d'être apparentés* [*J.O.* du 13 juin 1984] (p. 1820) : M. Pidjot (Roch); [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Baylet (Jean-Michel); [*J.O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876) : Mme Halimi (Gisèle).

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

a) *Font partie de ce groupe* (81 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029-1030). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Couve de Murville

(Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henry de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hautecloque (Nicole de), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Paccou (Charles), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Salmon (Tutaha), Santoni (Hyacinthe), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *S'inscrit à ce groupe* [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1372) : M. Rocher (Bernard).

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 27 avril 1984] : M. Marette (Jacques).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.*

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. André (René), Bénouville (Pierre de), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

III. — Groupe Union pour la démocratie française.

a) Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 29 mars 1984] (p. 979) : M. Stirn (Olivier).

b) *Font partie de ce groupe* (50 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandéry (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudoin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Françis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Wolff (Claude).

c) *S'inscrit à ce groupe* [*J.O.* du 3 octobre 1984] (p. 3091) : M. Giscard d'Estaing (Valéry).

d) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 1er août 1984] (p. 2537) : M. Wolff (Claude).

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :

1. — *Cesse d'être apparenté* [*J.O.* du 24 mars 1984] (p. 917) : M. Sablé (Victor).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (12 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d'), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Zeller (Adrien). [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : Mme d'Harcourt (Florence).

IV. — Groupe communiste.

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique, Garcin (Edmond), Mme Gœuriot (Colette), MM. Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *Apparenté aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparente à ce groupe (1 membre) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.

a) Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :

Deviennent députés non inscrits [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Defarge (Christian); [*J.O.* du 24 mars 1984] (p. 917) : M. Sablé (Victor); [*J.O.* du 29 mars 1984] (p. 979) : M. Stirn (Olivier).

Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian).

b) *Deviennent députés non inscrits* (20 membres) [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Royer (Jean), Sablé (Victor), Sergheraert (Maurice), Stirn (Olivier); [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : M. Rocher (Bernard); [*J.O.* du 13 juin 1984] (p. 1820) : M. Pidjot (Roch); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Mathus (Maurice); [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Massaud (Edmond); [*J.O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876) : M. Rival (Maurice); [*J.O.* du 25 septembre 1984] (p. 2990) : M. Giscard d'Estaing (Valéry); [*J.O.* du 2 octobre 1984] (p. 3047) : M. Leborne (Roger).

c) *Cessent d'être non inscrits* [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1372) : M. Rocher (Bernard); [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 24 août 1984] (p. 2718) : M. Mathus (Maurice); [*J.O.* du 29 août 1984] (p. 2751) : M. Massaud (Edmond); [*J.O.* du 12 septembre 1984] (p. 2890) : M. Rival (Maurice); [*J.O.* du 3 octobre 1984] (p. 3091) : M. Giscard d'Estaing (Valéry); [*J.O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Leborne (Roger); [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113); Mme d'Harcourt (Florence).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Nominations du 2 avril 1984 :

Nomination des six vice-présidents [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Douyère (Raymond), Séguin (Philippe), Mme Moreau (Louise), MM. Ducoloné (Guy), Natiez (Jean), Sapin (Michel).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Laurissergues (Christian), Gaillard (René), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Bartoloné (Claude), Bellon (André), Brunhes (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Clément (Pascal), Fourré (Jean-Pierre), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges), Mahéas (Jacques), Malvy (Martin), Micaux (Pierre); [8 octobre 1984] (p. 4485) : M. Billon (Alain), en remplacement de M. Malvy (Martin).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

a) Modifications entre le 1er *janvier et le 2 avril 1984 :*

Cessent d'appartenir à cette commission : [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : MM. Baumel (Jacques), Toubon (Jacques), Vivien (Robert-André).

Deviennent membres de cette commission : [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : MM. Brial (Benjamin), Narquin (Jean), Pons (Bernard).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Aubert (François d'), Bachelet (Pierre), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartoloné (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Bayard (Henri), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Besson (Louis), Billon (Alain), Blisko (Serge), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Brial (Benjamin), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Dehoux (Marcel), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dollo (Yves), Durr (André), Durupt (Job), Esmonin (Georges), Evin (Claude), Falala (Jean), Florian (Roland), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gabarrou (Jean-Pierre), Gascher (Pierre), Geng (Françis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Luisi (Jean-Paul), Madelin (Alain), Marchais (Georges), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montergnole (Bernard), Narquin (Jean), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Penicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Poignant (Bernard), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Rossinot (André), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), M. Zarka (Pierre).

c) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Evin (Claude); vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Coffineau (Michel), Derosier (Bernard), Metzinger (Charles); secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Mme Toutain (Ghislaine).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 10 avril 1984] (p. 1112) : M. Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138) : M. Drouin (René); [*J.O.* du 19 avril 1984] (p. 1201) : M. Malgras (Robert); [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Toubon (Jacques); [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Brial (Benjamin); [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Philibert (Louis); [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : M. Soury (André); [*J.O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258) : M. Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Zarka (Pierre); [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Deprez (Charles).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : M. Schiffler (Nicolas); [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Brial (Benjamin); [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Toubon (Jacques); [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Gabarrou (Jean-Pierre); [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241) : M. Zarka (Pierre); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Soury (André); [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. d'Aubert (François).

2. — Commission des affaires étrangères.

a) Modifications entre le 1er *janvier et le 2 avril 1984 :*

Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Sanmarco (Philippe); [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Bustin (Georges); [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Narquin (Jean); [*J.O.* du 28 mars 1984] (p. 952) : M. Sablé (Victor); [*J.O.* du 30 mars 1984] (p. 986) : M. Stirn (Olivier).

Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Journet (Alain); [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Sablé (Victor); [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian); [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Le Meur (Daniel); [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Baumel (Jacques).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Baylet (Jean-Michel), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Blanc (Jacques), Bustin (Georges), Castor (Elie), Couve de Murville (Maurice), Defarge (Christian), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gaudin (Jean-Claude), Giolitti (Françis), Gorse (Georges), Harcourt (François d'), Jagoret (Pierre), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Léotard (François), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Moulinet (Louis), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Nungesser (Roland), Odru (Louis), Pernin (Paul), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rigal (Jean), Roger (Emile), Rousseau (Jean), Sablé (Victor), Sainte-Marie (Michel), Setlinger (Jean), Sergent (Michel), Stirn (Olivier), Teisseire (Eugène), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo).

c) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Estier (Claude); vice-présidents : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Montdargent (Robert); secrétaires : M. Bérégovoy (Michel), Mme Neiertz (Véronique), M. Vadepied (Guy).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Mathus (Maurice); [*J.O.* du 28 août 1984] (p. 2739) : M. Larroque (Pierre).

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Aumont (Robert), Baudoin (Henri), Beix (Roland), Benouville (Pierre de), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Charles (Bernard), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Faugaret (Alain), Fillon (François), Frêche (Georges), Gaillard (René), Garmendia (Pierre), Gastines (Henri de), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mmes Harcourt (Florence d'), Hautecloque (Nicole de), MM. Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Lafleur (Jacques), Lambertin (Jean-Pierre), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Lefranc (Bernard), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Moreau (Paul), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Pignion (Lucien), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc), Villette (Bernard).

b) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Darinot (Louis); vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean),

Huyghues des Etages (Jacques); secrétaires : Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Robin (Louis), Tinseau (Luc) [*J.O.* des 25 et 26 octobre 1984] (p. 3339 et 3358) : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), en remplacement de M. Robin (Louis).

c) *Devient membre de cette commission* [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Notebart (Arthur).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Philibert (Louis).

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Journet (Alain).

Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Sanmarco (Philippe); [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Vivien (Robert-André).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), Balliguand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Benetière (Jean-Jacques), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Charzat (Michel), Chénard (Alain), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Deprez (Charles), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Pensec (Louis), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Massion (Marc), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Pen (Albert), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Préaumont (Jean de), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Mme Soum (Renée), MM. Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude), Zeller (Adrien).

c) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Goux (Christian); rapporteur général : M. Pierret (Christian); vice-présidents : MM. Josselin (Charles), Mortelette (François), Rieubon (René); secrétaires : MM. Bêche (Guy), Bonnet (Alain), Mercieca (Paul).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1373) : M. Cointat (Michel); [*J.O.* du 30 août 1984] (p. 2762) : M. Massaud (Edmond); [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. d'Aubert (François).

e) *Cesse d'appartenir à cette commission :* [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Deprez (Charles).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) Modifications entre le 1er janvier et la 2 avril 1984 :

Cesse d'appartenir à cette commission : [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Le Meur (Daniel).

Deviennent membres de cette commission : [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Bustin (Georges); [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Toubon (Jacques).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Beckel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Mme Cacheux (Denise), MM. Caro (Jean-Marie), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoe (Bertrand), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), Mm. Hautecœur (Alain), Hory (Jean-François), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Ornano (Michel d'), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

c) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Forni (Raymond); vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Massot (François), Richard (Alain); secrétaires : MM. Bourguignon (Pierre), Floch (Jacques), Moutoussamy (Ernest).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Salmon (Tutaha); [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Tibéri (Jean); [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Touhon (Jacques); [*J.O.* du 28 août 1984] (p. 2739) : M. Grimont (Jean); [*J.O.* du 13 septembre 1984] (p. 2898) : M. Rival (Maurice); [*J.O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Giscard d'Estaing (Valéry); [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3114) : M. Leborne (Roger).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Tibéri (Jean); [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Salmon (Tutaha); [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Toubon (Jacques); [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1846) : M. Pidjot (Roch).

6. — Commission de la production et des échanges.

a) Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Sablé (Victor).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Kerguéris (Aimé).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037) : MM. André (René), Ansart (Gustave), Asensi (François), Audinot (André), Badet (Jacques), Bally (Georges), Balmigère (Paul), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Bedoussac (Firmin), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Bertile (Wilfrid), Billardon (André), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Bourget (René), Brochard (Albert), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert de), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chomat (Paul), Cointat (Michel), Colin (Georges), Mme Commergnat (Nelly), MM. Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fièvet (Berthe), MM. Fouchier (Jacques), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Gosfrain (Jacques), Mme Gœuriot (Colette), MM. Grézard (Léo), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanès (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Juventin (Jean), Kergueris (Aimé), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissergues (Christian), La Baill (Georges), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Metais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Notebart (Arthur), Paccou (Charles), Patriat (François), Perbet (Régis), Perrier (Paul), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Rigaud (Jean), Salmon (Tutaha), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Ansart (Gustave); vice-présidents : MM. Billardon (André), Chomat (Paul), Huguet (Roland), Michel (Claude); secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henry), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile); vice-président [*J.O.* du 26 septembre 1984] (p. 3001) : M. Bassinet (Philippe), en remplacement de M. Billardon (André).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 12 mai 1984] (p. 1394) : M. Rocher (Bernard); [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Salmon (Tutaha); [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Gabarrou (Jean-Pierre); [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : M. Zarka (Pierre); [*J.O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Soury (André).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert); [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Salmon (Tutaha); [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1373) : M. Cointat (Michel); [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Notebart (Arthur); [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241) : M. Soury (André); [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Zarka (Pierre).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Balligand (Jean-Pierre), Bas (Pierre), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Inchauspé (Michel), Julien (Raymond), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : Président : M. Aumont (Robert); vice-présidents : MM. Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert); secrétaires : MM. Anciant (Jean), Mortelette (François).

VI. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE.

Représentant titulaire : [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Fourré (Jean-Pierre), en remplacement de M. Frêche (Georges).

Représentant suppléant : [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Dhaille (Paul), en remplacement de M. Fourré (Jean-Pierre).

VII. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

Comité consultatif des courses.

Membre [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : Mme Commergnat (Nelly).

Comité des finances locales.

Membres titulaires [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1945) : MM. Jans (Parfait), Richard (Alain).

Membres suppléants [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1945) : MM. Bêche (Guy), Maisonnat (Louis).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212) : MM. Castor (Elie), Goux (Christian), Jalton (Frédéric), Pen (Albert), Sablé (Victor), Soury (André).

Commission consultative des droits de l'homme.

Membre [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126) : Mme Dupuy (Lydie).

Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée.

Membres titulaires [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Schreiner (Bernard), Hage (Georges).

Membres suppléants [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Becq (Jacques), Cassaing (Jean-Claude).

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J.O.* du 26 mai 1984] (p. 1667) : M. Michel (Jean-Pierre), en remplacement de M. Sapin (Michel) démissionnaire.

Membre suppléant [*J.O.* du 21 novembre 1984] (p. 3590) : M. Garcin (Edmond), en remplacement de M. Lotte (André), décédé.

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations.

Membres [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1443) : MM. Pourchon (Maurice), Taddei (Dominique), Ligot (Maurice).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Rouquette (Roger).

Commission supérieure des sites

Membre [*J.O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534) : M. Perrut (Francisque), en remplacement de M. Briane (Jean), démissionnaire.

Conseil d'administration d'Antenne 2.

Membre [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3357) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques.

Membre [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2001) : M. Noir (Michel).

Conseil d'administration du Carrefour international de la communication.

Membres [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2031) : MM. Billon (Alain), Mercieca (Paul); [*J.O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534) : Mme Toutain (Ghislaine), M. Wilquin (Claude).

Conseil national de la cinématographie.

Membres titulaires [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 522) : M. Queyranne (Jean-Jack); [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : M. Vivien (Alain).

Membres suppléants [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 522) : M. Hage (Georges); [*J.O.* du 6 avril] (p. 1081) : M. Mercieca (Paul).

Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : M. Taddei (Dominique).

Membre suppléant [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : M. Chénard (Alain).

Conseil national des transports.

Membres titulaires [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Delisle (Henry), Duroméa (André).

Membres suppléants [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Lambert (Michel), Bernard (Jean).

Conseil national du crédit.

Membres [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : MM. Planchou (Jean-Paul), Vouillot (Hervé).

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Duroure (Roger).

Membre suppléant [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Vuillaume (Roland).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : M. Alaize (Jean-Marie), Benetière (Jean-Jacques), Pistre (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : MM. Geng (Françis), Inchauspé (Michel), Soury (André).

VIII. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.

Nomination de rapporteurs [*J.O.* du 7 janvier 1984] (p. 237) : Mme Moreau (Louise), MM. Loncle (François), Drouin (René).

Bureau [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1449) : Président : M. Estier (Claude); vice-présidents : Mme Moreau (Louise), M. Asensi (François).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Bureau [*J.O.* du 9 novembre 1984] (p. 3484) : Président : M. Bassinet (Philippe).

IX. — DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Membres [*J.O.* du 25 janvier 1984] (p. 419) : MM. Dhaille (Paul), Anciant (Jean), en remplacement de MM. Hautecœur (Alain), Schreiner (Bernard).

Cesse d'être membre de cette délégation [*J.O.* du 25 juillet 1984] (p. 2462) : M. Wolff (Claude).

Bureau [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : Président : M. Josselin (Charles); vice-présidents : MM. Cointat (Michel), Ibanès (Jean), Ligot (Maurice), Renard (Roland); secrétaires : MM. Benetière (Jean-Jacques), Bladt (Paul).

X. — HAUTE COUR DE JUSTICE.

Juge titulaire [10 octobre 1984] (p. 4620). Premier tour de scrutin : la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale n'est pas atteinte.

XI. — DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE.

M. Gérard BAPT, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie et de la recherche [*J.O.* du 8 février 1984] (p. 539). Fin de cette mission le 7 août 1984 [24 août 1984] (p. 4263).

Mme Gisèle HALIMI, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 10 mars 1984] (p. 822) prolongation de sa mission [*J.O.* du 8 septembre 1984] (p. 2864).

M. Jean-Pierre SUEUR : fin, le 23 mars 1984, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées [2 avril 1984] (p. 1052).

M. Gérard GOUZES : fin, le 24 mai 1984, de sa mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [24 mai 1984] (p. 2599).

M. Jean VALROFF, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 4 décembre 1984] (p. 3720).

XII. — SESSIONS.

Deuxième session extraordinaire de 1983-1984 (décret du 18 janvier 1984) : ouverture le 24 janvier 1984 [24 janvier 1984] (p. 1); clôture le 13 février 1984 [13 février 1984] (p. 1047).

Seconde session ordinaire de 1983-1984 : ouverture le 2 avril 1984 [2 avril 1984] (p. 1051); clôture le 30 juin 1984 [30 juin 1984] (p. 3949).

Troisième session extraordinaire de 1983-1984 [décrets des 28 juin et 19 juillet 1984] : ouverture le 2 juillet 1984 [2 juillet 1984] (p. 3952); clôture le 12 septembre 1984 [12 septembre 1984] (p. 4436).

Première session ordinaire de 1984-1985 : ouverture le 2 octobre 1984 [2 octobre 1984] (p. 4442); clôture le 20 décembre 1984 [20 décembre 1984] (p. 7373).

Première session extraordinaire de 1984-1985 [décret du 20 décembre 1984] : ouverture et clôture le 21 décembre 1984 [21 décembre 1984] (p. 7376, 7393).

XIII. — COMPOSITION DU TROISIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY.

(A la date du 1er janvier 1984.)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.
M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie.
Mme Edwige AVICE, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports.
M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. Daniel BENOIST, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.
M. Pierre BEREGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
Mme Huguette BOUCHARDEAU, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie.
M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.
M. Michel CREPEAU, ministre du commerce et de l'artisanat.
Mme Edith CRESSON, ministre du commerce extérieur et du tourisme.
M. Gaston DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. Jacques DELORS, ministre de l'économie, des finances et du budget.
Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.
M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.
M. Laurent FABIUS, ministre de l'industrie et de la recherche.
M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.
M. Charles FITERMAN, ministre des transports.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.
M. Max GALLO, secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.
M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.
M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
M. Jack LANG, ministre délégué à la culture.
M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.
M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.
M. Anicet LE PORS, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T.
M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Paul QUILES, ministre de l'urbanisme et du logement.
M. Jack RALITE, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi.
M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.
M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.
M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.
M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale.
M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Jacques DELORS.
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale	Pierre BEREGOVOY.
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFERRE.
Ministre des transports	Charles FITERMAN.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre des affaires européennes	Roland DUMAS.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD.
Ministre de l'industrie et de la recherche	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY.
Ministre du commerce extérieur et du tourisme	Edith CRESSON.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Paul QUILES.
Ministre du commerce et de l'artisanat	Michel CREPEAU.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement	Max GALLO.
Ministre délégué à la culture	Jack LANG.
Ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports	Edwige AVICE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian NUCCI.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T.	Louis MEXANDEAU.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi	Jack RALITE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges FILLIOUD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Catherine LALUMIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Jean GATEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants	Jean LAURAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie	Jean AUROUX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond HERVE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Daniel BENOIST.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie.	Huguette BOUCHARDEAU.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme	Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer	Guy LENGAGNE.

3. — Modifications.

Décret du 18 juin 1984 [*J.O.* du 19 juin 1984] (p. 1887) :

M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes, chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement.

M. Max GALLO, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.

4. — Démission.

Démission du Gouvernement le 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

XIV. — COMPOSITION DU GOUVERNEMENT DE M. LAURENT FABIUS

(Décrets des 17, 19, 23 juillet 1984).

[*J.O.* des 18, 20, 24 juillet 1984] (p. 2304, 2347, 2412).

1. — Par ordre alphabétique.

M. Laurent FABIUS, Premier ministre.
M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.
Mme Edwige AVICE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. Jean-Michel BAYLET, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.
M. Pierre BEREGOVOY, ministre de l'économie, des finances et du budget.
M. Jean-Marie BOCKEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.
Mme Huguette BOUCHARDEAU, ministre de l'environnement.
M. Alain CALMAT, ministre délégué à la jeunesse et aux sports.
M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique.
M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'éducation nationale.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.
M. Michel CREPEAU, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.
Mme Edith CRESSON, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.
M. Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie.
M. Gaston DEFERRE, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.
M. Michel DELEBARRE, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.
M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communications.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.
M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.
M. Pierre JOXE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
M. Jack LANG, ministre délégué à la culture.
M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.
M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.
M. Martin MALVY, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.
M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des PTT.
M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Paul QUILES, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.
M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.
M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.
M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.
M. Haroun TAZIEFF, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Laurent FABIUS.
Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire	Gaston DEFFERRE.
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre BEREGOVOY.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Pierre JOXE.
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD.
Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur	Edith CRESSON.
Ministre de l'éducation nationale	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale	Georgina DUFOIX.
Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports	Paul QUILES.
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Michel CREPEAU.
Ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement	Roland DUMAS.
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Michel DELEBARRE.
Ministre de l'environnement	Huguette BOUCHARDEAU.
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert CURIEN.
Ministre délégué à la culture	Jack LANG.
Ministre délégué auprès du Premier	

ministre, chargé des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports	Alain CALMAT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian NUCCI.
Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T.	Louis MEXANDEAU.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Edwige AVICE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges FILLIOUD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Catherine LALUMIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports	Jean AUROUX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale	Jean GATEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre	Jean LAURAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie	Martin MALVY.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond HERVE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures	Jean-Michel BAYLET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	Haroun TAZIEFF
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique	Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer	Guy LENGAGNE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Jean-Marie BOCKEL.

3. — Modifications.

Décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771) :

M. Claude CHEYSSON, fin de ses fonctions de ministre des relations extérieures.

Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, ministre des relations extérieures.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.

Mme Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

M. Jack LANG, ministre de la culture.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1984

A

ADEVAH-POEUF (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Radios locales privées** : différences entre les radios ayant reçu un avis favorable de la C.C.R.L.P. et celles émettant dans l'illégalité [28 novembre 1984] (p. 6441).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006)

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. André Tourné ; dégradation de la situation des hommes vivant en montagne ; développement et protection de la montagne ; autodéveloppement ; solidarité ; faible densité de population ; indique qu'il n'a pas de problème avec l'annexe B *ter* de la S.N.C.F. puisque la principale ligne ferroviaire coupant sa zone de montagne a été fermée ; moyens du C.I.A.T. [7 juin 1984] (p. 3064, 3065) ; politique de la montagne (p. 3066) ;

Discussion des articles : **article 3** : difficultés d'un « découpage » du Massif Central ; possibilité de laisser fonctionner les comités de massif comme des sous-régions (p. 3093) ; **article 7** : mission des S.A.F.E.R. ; limite des superficies qu'elles acquièrent (p. 3110) ; **article 9** : procédure de remembrement-aménagement en cours d'expérimentation ; pouvoir de décision de la commune en matière d'urbanisme [8 juin 1984] (p. 3133) ; accord des Conseils municipaux pour le déclenchement de la procédure de remembrement-aménagement (p. 3134) ; **article 10** : application d'une procédure existante en matière de mise en valeur des terres incultes ; possibilité pour plusieurs demandeurs de se faire attribuer le droit d'exploitation ; priorité accordée aux jeunes agriculteurs ou aux exploitants agricoles (p. 3136) ; **article 18** : maîtrise des opérations d'aménagement touristique ; assouplissement des formalités administratives (p. 3157) ; **après l'article 33** : employés saisonniers ; seuil d'adhésion à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) ; problème d'affiliation à la C.N.R.A.C.L. ; indemnisation de la perte de l'emploi ; paiement des indemnités (p. 3169) ; **article 35** : sections de communes ; permanence des commissions syndicales ; objet propre de ces sections (p. 3176) ; transfert des biens de la section de commune à la commune (p. 3177) ; *article L. 151-4 du code des communes :* convocation de la commission syndicale (p. 3178) ; *article L. 151-5 du code des communes :* élection d'une commission syndicale ; nombre de ces commissions (p. 3179) ; *article L. 151-9 du code des communes :* son amendement n° 252 (cas où la commission syndicale n'a pas été constituée) ; vote du budget par la commission syndicale ; absence du budget de la section en cas d'absence de la commission syndicale (p. 3181) ; retiré ; *article L. 151-13 du code des communes :* transfert des biens d'une section dans l'hypothèse où la commission syndicale n'est pas constituée (p. 3182) ; absence d'électeurs à six ans d'intervalle ; *après l'article L. 151-16 du code des communes :* son amendement n° 354 (cas où la commission n'est pas constituée) ; vente ou changement d'usage des biens dans ce cas ; cas où le Conseil municipal refuse l'engagement des biens ; refus d'engagement des biens de la section ; adopté après rectification (p. 3183) ; **article 37** : consultation de la commission communale en cas d'élaboration ou de révision du P.O.S. (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* rôle du P.O.S. (p. 3193-3194) ; **article 44** : son amendement n° 424 (plans d'exposition aux risques naturels) ; risques naturels en montagne ; rôle des communes ; rejeté (p. 3205) ; **après l'article 48** : récupération de la T.V.A. (p. 3206) ; **après l'article 55** : tarif des tronçons autoroutiers en zone de montagne (p. 3215) ; prix de vente des carburants (p. 3219).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *quater*** : existence d'un consensus sur l'intervention des coopératives de matériel agricole dans les petites communes [27 novembre 1984] (p. 6371) ; inquiétude des sociétés de travaux publics sur la concurrence faite par les coopératives d'utilisation du matériel agricole ; nécessité de simplifier l'amendement n° 53 de la commission (p. 6372) ; **article 6 *bis* précédemment réservé** : prise en compte du relief pour la diffusion et la réception des émissions de radios locales privées (p. 6383) ; **article 35** : évolution importante de la législation concernant les biens sectionnaux ; problème des dispositions transitoires ; *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 6389) ; *article L. 151-6 du code des communes :* son amendement n° 5 (problème de la passation du contrat) ; conditions d'accord entre la commission syndicale et les Conseils municipaux ; adopté ; *article L. 151-7 du code des communes :* son amendement n° 6 (insérant après les mots « et la commission syndicale » les mots « ou si celle-ci ne s'est pas prononcée dans un délai de quatre mois à compter de la date où elle a été saisie par le maire ») ; situation en cas d'absence d'avis de la commission syndicale ; adopté (p. 6390) ; *article L. 151-9 du code des communes :* son amendement n° 7

(rédactionnel) : adopté ; cas où la commission syndicale n'est pas constituée ; problème de la constitution des budgets annexes pour des petites sections ; *article L. 151-12 du code des communes :* son amendement n° 8 (substituant aux mots « à la demande » les mots « sur demande conjointe du Conseil municipal ») ; situation en l'absence de constitution de la commission syndicale ; adopté ; son amendement n° 9 (délai de publicité du transfert des biens de la section par le représentant de l'Etat dans le département) : adopté (p. 6391) ; *article L. 151-16 bis du code des communes :* son amendement n° 10 (conditions du refus de l'engagement de tout ou partie des biens de la section dans une association syndicale) ; nécessité de faciliter l'engagement des biens de la section dans une association ; adopté ; *article L. 151-19 du code des communes :* nécessité de supprimer cet article (p. 6392) ; **article 35 *bis*** : problème de la conciliation des dispositions de l'article 35 *bis* et de l'amendement n° 197 du Gouvernement ; problème de l'installation des commissions syndicales (p. 6393) ; **article 38** : nécessité de favoriser le développement des sites naturels de montagne (p. 6400) ;

Explications de vote : reconnaissance de la spécificité des zones de montagne ; nécessité d'harmoniser les dispositifs de protection et de développement ; liaison entre autodéveloppement et solidarité nationale ; vote positif du groupe socialiste [28 novembre 1984] (p. 6431-6432).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : procédures de l'urbanisme opérationnel ; sociétés d'économie mixte [21 juin 1984] (p. 3578) ; définition de périmètres à l'intérieur desquels une redevance d'équipement peut être perçue pour financer les dépenses d'infrastructures procédure de déclaration d'utilité publique ; création des Z.A.C. ; notification d'une offre de relogement dans un délai de trois mois ; mesures transitoires pour les Z.A.C. (p. 3579).

ALAIZE (Jean-Marie)

Député de l'Ardèche
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation dans le secteur de l'électro-radiologie : nomenclature et tarification des actes de radiologie [10 octobre 1984] (p. 4613).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion générale : contrôle des rejets ; manquements au respect des prescriptions de la loi ; droit d'intervention des associations de défense de l'environnement ; protection de la nature ; vote positif du groupe socialiste [16 mai 1984] (p. 2398).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : situation de l'Ardèche ; autodéveloppement ; droit à la différence ; institution d'un comité consultatif de massif ; procédures du F.I.D.A.R. ; commissariats de massif ; mise en valeur des terres ; label ; pluriactivité ; sections de communes ; biens indivis ; possibilité pour les communes d'instaurer une redevance sur la pratique du ski nordique ; nécessité de signaler qu'aucune œuvre législative n'est définitive [7 juin 1984] (p. 3072).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* « flexibilité » des conditions d'embauche [29 octobre 1984] (p. 5377) ; travail saisonnier (p. 5378).

ALFONSI (Nicolas)

Député de la Corse du Sud
(1re circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : crise de FR3 Corse ; façon dont la télévision a relaté diverses manifestations [24 janvier 1984] (p. 15) ; rejet de la notion juridique de peuple corse par l'Assemblée de cette région ; mouvement portant atteinte à l'unité nationale ; liberté de la presse ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (p. 16).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : commission de contrôle des opérations de vote et de recensement ; blocage de l'Assemblée régionale de Corse ; fixation d'un seuil de participation à la répartition des sièges [20 juin 1984] (p. 3551) ; divisions de l'opposition nationale ; lutte contre le terrorisme (p. 3552).

ALPHANDERY (Edmond)

Député du Maine-et-Loire
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : relations avec le Parlement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique **relative aux lois de finances (n° 2357)** [3 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 28 : **Premier ministre** : relations avec le Parlement **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Bilan du plan de rigueur :** échec de la limitation de l'inflation à 5 p. 100 en 1984 ; progression du chômage [18 avril 1984] (p. 1675-1676) ;

— **Politique laitière :** — manifestation dans le département du Maine-et-Loire ; pouvoir d'achat des exploitants dans l'Ouest de la France ; quotas laitiers ; mesures d'accompagnement [30 mai 1984] (p. 2835) ; budget de l'agriculture ; indemnité viagère de départ ; conséquences des contingentements (p. 2836) ;

— **Exécution du budget de 1983 :** — évocation par la Cour des comptes de pratiques financières critiquables dans l'exécution du budget de 1983 ; rappel des différentes étapes de ce budget ; absence de contrôle du dérapage des finances publiques ; existence d'un transfert inhabituel des dépenses de 1982 sur l'exercice de 1983 ; sous-évaluation du déficit du budget de 1983 et de la charge de la dette publique [12 décembre 1984] (p. 6849).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : nouvelles impositions fiscales ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) ; impossibilité de juger de l'exécution réelle de la loi de finances ; recettes fiscales ; suppression de dépenses ; révision du taux de croissance ; annulation de crédits ; prix des restructurations [18 avril 1984] (p. 1713, 1714).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : évolution du secteur du bâtiment et des travaux publics ; annulation d'autorisations de programme ; facilité d'annuler des crédits d'équipement ; dépenses civiles en capital ; majoration de la taxe sur les carburants ; débudgétisation ; financement du déficit budgétaire ; insuffisance des crédits d'équipement pour 1984 ; procédure contraire à la limitation du déficit budgétaire ; lutte contre l'inflation ; engagement de M. François Mitterrand sur la baisse des prélèvements obligatoires [24 avril 1984] (p. 1864) ; position du groupe U.D.F. (p. 1865) ; taux de pression fiscale ; diminution de l'assiette des impôts justifiant la stabilité de ce taux (p. 1867).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** progression des émissions obligataires depuis 1981 ; progression des amortissements des emprunts ; émission d'obligations ; remboursement de l'endettement cumulé ; endettement des entreprises à des taux très élevés ; déficits [3 mai 1984] (p. 2069) ; baisse du taux d'épargne des ménages ; augmentation du taux d'épargne financière (p. 2070).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé :

retrait par les épargnants de leur argent de la caisse d'épargne probablement motivé par l'importance du déficit budgétaire [10 juillet 1984] (p. 4130).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : modernisation ; rassemblement ; vérité [17 octobre 1984] (p. 4825) ; kermesse de la baisse des impôts ; « moins d'impôt, plus de taxes » ; importance des dettes et des déficits ; échec de la relance ; multiplication des impôts en 1980 et 1982 ; budget techniquement truqué ; objectifs contradictoires (p. 4826) ; statistiques du chômage ; prélèvements obligatoires ; exemples de manipulation concernant notamment les tarifs publics, le prélèvement de trois milliards de francs sur les collectivités locales et les taxes sur l'essence ; création d'une caisse nationale pour l'éducation ; maintien du déficit budgétaire dans la limite de 3 p. 100 du P.N.B. ; artifices comptables ; charges fiscales des entreprises ; majoration imposée aux compagnies pétrolières ; dépenses de fonctionnement de l'Etat ; absence de progression de l'enveloppe de la recherche ; abandon de la loi de programmation militaire ; caractère socialement injuste du budget notamment pour les personnes retraitées, les préretraités, les familles, les agriculteurs, les fonctionnaires et les chômeurs (p. 4827) ; régression sociale ; pauvreté ; hausse des prix ; période d'expansion et de désinflation dans les autres pays ; déficit de la balance commerciale ; rappel des aspects positifs de l'économie avant 1981 en ce qui concerne les investissements productifs, l'épargne, la faiblesse de l'endettement intérieur et extérieur ; importance du prélèvement sur l'épargne ; cas de l'industrie automobile (p. 4828) ; nécessité de provoquer un choc psychologique, un sursaut d'investissement et un sursaut d'épargne ; création du livret d'épargne retraite ; incitation fiscale aux investissements nouveaux ; libération des prix ; compétitivité des entreprises ; aide sociale ; nécessité de voter des lois de programme ; baisse des impôts (p. 4829) ; nécessité d'un budget plus honnête (p. 4830) ; nécessité d'un déficit pour relancer l'activité économique ; abaissement des impôts ; limitation de la progression de la masse monétaire ; conversion du parti socialiste (p. 4863, 4864).

Première partie : discussion des articles : **article 2 :** atténuation des effets de la progressivité sur les variations de revenus ; revenus différés ; souhaite que le calcul de l'impôt soit fait sur le revenu des quatre années antérieures à ce recouvrement ; pénalisation actuelle des professions assumant des risques et des fluctuations de leurs revenus [17 octobre 1984] (p. 4872) ; définition du taux de pression fiscale comme le rapport de l'ensemble des impôts sur le P.N.B. ; variation du déficit budgétaire par rapport au P.N.B. (p. 4873) ; ses amendements n° 106, 108, 107 : devenus sans objet (p. 4885) ; **article 3 :** observe l'hostilité du parti communiste et, semble-t-il, du parti socialiste à cet article ; indique que le groupe U.D.F. notera cet article ; allégement de la taxe professionnelle ; indique que celle-ci devient un impôt de l'Etat ; possibilité pour les collectivités locales d'augmenter le taux de cette taxe [18 octobre 1984] (p. 4898) ; cas des agriculteurs ; possibilité de consentir un abattement sur le foncier non bâti pour ceux-ci (p. 4899) ; dépassement du déficit budgétaire prévu pour 1983 et émission de bons du trésor (p. 4900) ; **après l'article 3 :** suggestion de M. Parfait Jans de supprimer les prélèvements obligatoires sur les obligations ; marché obligataire, taux d'épargne des ménages ; lien entre la pression fiscale et l'épargne ; augmentation de l'épargne mobilière (p. 4913) ; coût de l'emprunt pour les finances publiques ; rôle de la caisse des dépôts et consignations (p. 4914) ; **article 6 :** quota laitiers ; département du Maine-et-Loire ; suggère une modulation des quota au niveau national ; différence entre les exploitants ; nécessité d'encourager les producteurs âgés à cesser leur production (p. 4921) ; **article 7 :** loi du marché ; quota laitiers ; productivité laitière (p. 4922) ; **article 9 :** caisse des dépôts et consignations ; problème des ressources (p. 4927) ; **article 10 :** fonds spécial des grands travaux ; redevance téléphonique ; manipulation du budget (p. 4929) ; **article 12 :** assujettissement des ressources des appareils automatiques à la T.V.A. (p. 4930) ; **article 13 :** suppression de la vignette sur le tabac ; vignette sur l'alcool (p. 4931) ; marché des changes et prix du tabac (p. 4932) ; **après l'article 14 :** absence de dispositions en faveur de l'investissement dans ce projet ; système du report en arrière du déficit des entreprises sur leurs bénéfices antérieurs ; coût du crédit ; coût du déficit budgétaire (p. 4945) ; **article 15 :** son amendement n° 109 (de suppression) (p. 4950) ; taux de base ; taux d'intérêt à cinq ans ; marges bénéficiaires des banques ; profits réalisés par les banques ; caractère trop élevé des taux d'intérêt ; intermédiation financière (p. 4951) ; rejeté ; son amendement n° 110 (reconduction de la contribution des institutions financières pour la seule année 1985) : rejeté (p. 4952) ; **après l'article 3 :** emprunt 7 p. 100 1973 ; position du groupe communiste à ce sujet (p. 4954) ; **son rappel au règlement :** conditions de la discussion de l'amendement n° 222 du Gouvernement ; absence d'examen par la commission (p. 4956) ; **son rappel au règlement :** absence du Premier ministre et du ministre des finances ; volonté probable du Gouvernement de faire voter l'amendement n° 222 pendant la nuit (p. 4957) ; **son rappel au règlement :** absence de M. Laurent Fabius (p. 4959) ; remise en cause du crédit de l'Etat pour 450 millions de francs (p. 4961) ; augmentation des taux d'intérêt des émissions publiques ; position du groupe communiste (p. 4962) ; **son rappel au règlement :** application du droit commun à l'emprunt Giscard ; emprunt indexé ; constitutionnalité de l'amendement de M. Parfait Jans ; absence de gage ; parole de l'Etat en matière financière [19 octobre 1984] (p. 4976) ; **article 18 :** son amendement n° 111 (rédigeant ainsi la dernière phrase du dernier alinéa de cet article « il est payable au plus tard le 15 octobre 1985 ») ; caractère

paradoxal de cet article ; nécessité de permettre aux entreprises de reconstituer leur trésorerie ; rejeté ; son amendement n° 112 (report du paiement du prélèvement pour les entreprises présentant un résultat déficitaire) ; production d'énergie à l'intérieur du pays ; taxation d'entreprises déficitaires ; caractère excédentaire de certaines activités des entreprises visées ; problème des filiales des multinationales (p. 4986) ; investissements des entreprises étrangères en France ; nécessité de réduire les conséquences de cet article ; rejeté (p. 4987) ; **article 19** : abstention de son groupe sur l'amendement n° 206 du Gouvernement ; question de la pauvreté ; augmentation du prix du tabac ; suppression de la vignette (p. 4994) ; **article 26 : son rappel au règlement** : retrait de l'amendement n° 45 de la commission [19 octobre 1984] (p. 5018) ; **après l'article 26** : absence de norme dans l'établissement du budget ; manipulation des recettes ; fonds de réserve des caisses d'épargne ; baisse de la rémunération du livret A ; financement du déficit du budget ; majoration des prélèvements obligatoires (p. 5019) ; **article 34 et Etat A** : réalité de l'équilibre du projet de loi de finances ; majoration des dividendes des entreprises nationales ; modification des recettes ; diminution des prélèvements obligatoires ; caractère discutable des chiffres concernant les dépenses ; inexactitudes concernant la contribution de la France aux dépenses de la communauté ; réduction uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; moins-value pour les recettes (p. 5037).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : nécessité de réunir la commission des finances ; modification des modalités d'évaluation des dividendes des entreprises nationales (p. 5038) ; **article 2** : caractère illusoire de la baisse des prélèvements obligatoires (p. 5039).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : faiblesse du budget du ministère chargé des relations avec le Parlement [25 octobre 1984] (p. 5185) ; difficultés rencontrées par la commission des finances dans son travail ; exécution des lois de finances ; problème des annulations de crédit ; régulation budgétaire ; rôle du Parlement ; reprise à son compte de la proposition de loi de M. Laurent Fabius ; réduction à un rôle formel de l'action parlementaire (p. 5186) ; emprunt Giscard (p. 5192) ; annulations de crédits (p. 5193).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **Etat C, Titre VI** : part de l'augmentation du dollar dans l'évolution des exportations du secteur de la machine-outil [15 novembre 1984] (p. 6092).

Articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 61 : son amendement n° 223 (majoration des droits de consommation applicables aux différents groupes de tabac définis à l'article 575 A du code général des impôts) ; problème de l'abaissement de l'âge de la retraite pour les exploitants agricoles ; majoration des droits de consommation sur les tabacs ; suppression de la vignette ; abaissement de l'âge de la retraite [15 novembre 1984] (p. 6104) ; rejeté (p. 1605) ; **article 61** : son amendement n° 300 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial » et augmentant les droits de consommation sur les tabacs visés à l'article 575 du code général des impôts) ; nécessité de porter de 1 à 2 pour 1 000 le niveau de la déduction des dons faits au bénéfice des associations à caractère culturel et de celles à caractère « philanthropique, social, familial et scientifique » (p. 6106) ; rejeté (p. 6109) ; **article 62** : son amendement n° 224 (substituant à la fin de la première phrase du 1er alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « 20 ans » les mots « 10 ans » et fixant la couverture des pertes et recettes) ; abaissement de 20 à 10 ans de l'âge des logements ouvrant droit aux bénéfices des dispositions de l'article 62 (p. 6122) ; importance des réparations des immeubles de standing moyen construits entre 1970 et 1971 ; augmentation des droits sur le tabac ; caractère réglementaire de cette augmentation ; utilité du remplacement de la vignette tabac par une majoration des prix (p. 6123) ; rejeté (p. 6124) ; son amendement n° 301 (application des dispositions de cet article aux propriétés données en location et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur le tabac) : retiré (p. 6125) ; existence de sanctions de droit commun en cas de fraude (p. 6126) ; **article 72** : légalisation des perquisitions fiscales ; rappel de son amendement déposé l'an dernier sur ce point ; sa volonté d'améliorer le texte du Gouvernement (p. 6136) ; manquement aux règles du droit des gens ; abstention de son groupe lors du vote de cet article (p. 6137) ; nécessité d'examiner sérieusement la législation sur les perquisitions ; caractère dangereux de la procédure retenue en cas d'absence du contribuable (p. 6139) ; **article 73** : sa volonté d'éviter la multiplication des perquisitions fiscales ; **après l'article 73** : son amendement n° 225 (soumission des testaments-partages au droit d'enregistrement de l'article 848 du code général des impôts) ; fixation à 350 francs du droit d'enregistrement (p. 6141) ; retiré (p. 6142) ; **avant l'article 75** : son amendement n° 222 (actualisation des valeurs locatives foncières sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation) ; calcul des coefficients servant de base à la révision générale des valeurs locatives ; nécessité de mettre au point un mécanisme automatique ; utilisation de la variation des prix à la consommation ; nécessité d'améliorer le contrôle par les contribuables des décisions des municipalités (p. 6143) ; rejeté ; **article 75** : conséquence du maintien à 11 p. 100 de l'augmentation des bases de calcul des valeurs locatives foncières (p. 6144) ; absence d'incompatibilité de la modification proposée avec celle de l'assiette des impôts locaux ; absence de mise à jour des valeurs locatives foncières des propriétés non bâties depuis 1978 ; sa proposition d'un coefficent permettant d'effectuer un rattrapage ; problème du paiement de la taxe professionnelle par les agriculteurs (p. 6145) ; son amendement n° 226 : devenu sans objet ; **après l'article 75** : son amendement n° 227 (rédaction des avis d'imposition adressés aux redevables des taxes visées à l'article 1586 du code général des impôts) ; possibilité pour les contribuables de mesurer l'évolution des impôts locaux (p. 6146) ; augmentation de ces impôts ; nécessité d'une présentation claire des feuilles d'impôt ; retiré (p. 6147) ; **après l'article 78** : son amendement n° 228 (substituant dans l'article L. 11 du livre des procédures fiscales aux mots « 30 jours » les mots « 60 jours » dans le cas d'une première demande et à 30 jours pour les demandes ultérieures) ; son rappel du contenu de l'article L. 11 du code des procédures fiscales ; brièveté du délai de 30 jours pour répondre aux demandes de renseignements de l'administration fiscale ; nécessité d'augmenter ce délai pour fournir une garantie aux contribuables (p. 6151) ; absence d'allongement de la durée de l'investigation fiscale ; rejeté (p. 6152) ; **après l'article 81** : son amendement n° 229 (évaluation du stock de vin au bilan d'entrée du viticulteur lors du passage de l'imposition forfaitaire à l'imposition du bénéfice réel) ; rétroactivité de la législation à leur détriment ; évaluation du stock initial de vin ; risque de divergences d'interprétation (p. 6152) ; évaluation des stocks au bilan d'entrée des viticulteurs ; rejeté (p. 6153) ; son amendement n° 230 (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de déduire de leurs revenus imposables une somme affectée à un fonds de réserve pour investissements) ; constitution pour les agriculteurs d'une réserve pour investissements ; possibilité pour ceux-ci d'être aidés dans leurs investissements ; amélioration de la législation en matière agricole ; rejeté (p. 6154) ; son amendement n° 232 (imposition de la fraction du bénéfice dépassant 100 000 francs selon les règles prévues à l'article 150-R du code général des impôts) ; élargissement de la définition des revenus exceptionnels ; fluctuations de revenus dans les professions agricoles ; modernisation de la législation fiscale (p. 6156) ; rejeté ; son amendement n° 231 : (choix par l'agriculteur imposé au bénéfice du réel de la date d'ouverture de l'exercice) (p. 6158) ; rejeté (p. 6159) ; son amendement n° 233 (application de l'impôt au montant moyen des bénéfices ou revenus réalisés) ; risques de la progressivité de l'impôt sur le revenu ; limitation des possibilités d'étalement des bénéfices exceptionnels ; réforme de la fiscalité ; rejeté (p. 6162).

Son rappel au règlement : procédure des questions orales ; publicité gratuite faite par M. Laurent Fabius au cours de son quart d'heure télévisé, pour une entreprise de chaussures ; lien unissant celui-ci au directeur de cette société ; souhaite que le Premier ministre évite de faire de la publicité gratuite à la télévision [18 octobre 1984] (p. 4907).

Son rappel au règlement : absence d'information sur le refus d'accepter le dépôt de son sous-amendement à l'amendement n° 296 de M. Adrien Zeller (deuxième partie du projet de loi de finances pour 1985) [15 novembre 1984] (p. 6119) ; recevabilité des amendements : problème des chômeurs en fin de droits (p. 6120).

Son rappel au règlement : dégradation du contrôle parlementaire en matière budgétaire [5 décembre 1984] (p. 6403).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457)

Première lecture, discussion générale : rappel des principes de l'emprunt communautaire ; fonds des taux d'intérêt à court terme ; progression de la dette [5 décembre 1984] (p. 6705) ; difficultés de l'examen rapide du collectif budgétaire (p. 6716) ; exécution de la loi de finances initiale de 1984 ; caractère

insatisfaisant des rentrées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ; annulation de 26 milliards de francs de crédits ; dépassements de crédits ; sous-évaluation de la charge de la dette et des taux d'intérêt à court terme ; absence de prise en considération de l'emprunt de la communauté européenne ; responsabilité du Gouvernement dans les dérapages financiers (p. 6717) ; leurs conséquences sur la protection sociale, le chômage et le pouvoir d'achat ; cas de l'enseignement agricole ; annulation de crédits relatifs à la titularisation d'agents de l'administration ; importance des erreurs financières du Gouvernement (p. 6718).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale : **son exception d'irrecevabilité;** communiqué de la Fédération du bâtiment et des travaux publics ; collectif budgétaire voté la semaine précédente comportant plus de 18 milliards de francs d'annulation de crédits ; situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; insuffisance du financement budgétaire classique ; quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux ; maîtrise de l'énergie ; pôles de conversion ; règles d'utilisation des crédits dans ces pôles ne respectant pas la loi instituant le fonds ; prime à l'amélioration de l'habitat destinée à porter les logements aux normes minimales d'habitabilité ; annulation de 20 p. 100 des crédits réservés aux primes à l'amélioration des logements sociaux [11 décembre 1984] (p. 6807) ; taxe spécifique sur les produits pétroliers ; 4e tranche de travaux à hauteur de 6 milliards de francs ; primes à l'amélioration de logements ; secteur de l'automobile ; insuffisance des crédits inscrits au budget de l'Etat en ce qui concerne le bâtiment et les travaux publics ; son exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 6809) ; nécessité d'inscrire les 350 millions de francs prévus pour le T.G.V. dans le budget de l'Etat ; déficit budgétaire ; annulations de crédit de 18 milliards de francs (p. 6812) ; maîtrise de l'énergie ; investissements réalisés dans ce domaine ; rationalisation des choix budgétaires ; fonds spécial de grands travaux ; taxe spécifique sur les produits pétroliers ; souhaite l'institution de péages pour les investissements portuaires (p. 6818) ; **son rappel au règlement** : mise en cause personnelle de M. Gilbert Gantier par M. Pierre Bérégovoy ; mise en cause d'un parlementaire dans ses fonctions de membre de la commission d'enquête sur les avions renifleurs (p. 6819).

Discussion de l'article unique : **article unique :** prix de l'essence ; instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers majorant ce prix (p. 6819) ; hausse du prix du pétrole ; amélioration de la balance énergétique, notamment en menant des opérations d'économie d'énergie financées par des emprunts (p. 6820).

ANCIANT (Jean)

Député de l'Oise
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Délégué de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 25 janvier 1984] (p. 419).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : urbanisme et logement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 39 : **urbanisme, logement et transports** : urbanisme et logement **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique monétaire en 1985** : volonté d'obtenir une meilleure adaptation des intermédiaires financiers aux besoins de l'économie française ; problème de la réduction du coût du crédit [31 octobre 1984] (p. 5478).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose** à la question préalable de M. Gilbert Gantier : déficit initial prévu par la loi de finances pour 1982 : 95 milliards de francs ; progression du S.M.I.C. [18 avril 1984] (p. 1721) ; droit d'annuler des crédits ; règlement définitif du budget 1982 (p. 1722).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : taux de création des petites et moyennes entreprises pendant la période 1974-1981 ; concurrence ; fonds salariaux ; fonds communs des placements à risques ; plus-values ; débat sur les exonérations fiscales [2 mai 1984] (p. 2045) ; avoir fiscal ; mesures d'accompagnement des restructurations industrielles dans les zones en difficulté ; action de la S.O.F.A.R.I.S. ; position du Gouvernement et des socialistes à l'égard de la liberté d'entreprendre ; position de M. Jacques Chirac ; innovation étant la véritable fonction économique du chef d'entreprise privée (p. 2046).

Discussion des articles : **article 6 :** avantages fiscaux justifiés dans la mesure où il s'agit d'investissements risqués [3 mai 1984] (p. 2085) ; **article 8 :** mobilisation des ressources existantes ; possibilité d'acquérir des actions de la société holding (p. 2105).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; facilités données aux salariés pour reprendre la direction de l'entreprise ; innovation ; création d'entreprise (p. 2118).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : solidarité du groupe socialiste avec le Gouvernement ; modernisation ; dégagement de ressources nationales consacrées à l'investissement ; bilan quantitatif de ce transfert ; prêts aidés à l'investissement des entreprises ; progression du revenu disponible ; suppression de nombreux emplois ; incapacité du patronat et des dirigeants français à préparer la mutation ; ampleur de cette mutation ; amélioration de la balance extérieure des échanges ; gain de productivité ; nécessité d'une solidarité ; problème de la pauvreté [17 octobre 1984] (p. 4830) ; situation des plus défavorisés ; enchevêtrement des structures d'aide sociale ; rythme de croissance ; déclin relatif de l'Europe ; cas du Japon ; nécessité d'un effort collectif ; prélèvements obligatoires ; augmentation du prix du téléphone ; endettement de la France ; chiffres concernant la dette publique en France et dans les autres pays ; comparaison entre son évolution en France et en République fédérale d'Allemagne ; déficit du budget (p. 4831) ; remise en cause par l'opposition de la protection sociale de l'aide aux chômeurs ; investissements productifs ; diminution des prélèvements obligatoires ; cas du budget des charges communes ; prélèvements consolidés nets de transferts ; S.M.I.C. ; problème du retour à la croissance ; diminution du nombre des fonctionnaires en Angleterre ; seuil de pauvreté aux Etats-Unis et au Japon ; caractère transitoire du budget de 1985 (p. 4832).

Première partie : Discussion des articles : **article 2 :** indique qu'il n'y a pas de raison qu'un enfant d'une famille riche donne droit à un avantage fiscal plus grand que celui d'une famille modeste (p. 4876) ; équité fiscale ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; évaluation des frais forfaitaires professionnels (p. 4884, 4885) ; **après l'article 2 :** fiscalité locale ; clarification de celle-ci [18 octobre 1984] (p. 4894) ; **article 3 :** réforme du financement des collectivités locales (p. 4902) ; **après l'article 3 :** problème de l'avoir fiscal ; fiscalité de l'entreprise (p. 4915) ; **après l'article 14 :** investissements ; atténuation de l'impôt sur les sociétés (p. 4949) ; **après l'article 3 :** emprunt de 1973 ; régime fiscal de cet emprunt ; intérêts des emprunts (p. 4955) ; **son rappel au règlement :** conditions du débat sur l'amendement n° 222 du Gouvernement (p. 4972).

Son rappel au règlement : emprunt Giscard ; respect par l'Etat de sa signature ; bataille de procédure menée par l'opposition ; [19 octobre 1984] (p. 4977).

Deuxième partie : **Urbanisme, logement et transports.** I. — **Urbanisme et logement.** — *Discussion générale,* rapporteur spécial : effort public en faveur de la construction ; reprise dans ce secteur ; logement social ; mouvement H.L.M. ; problème des impayés de loyers ; aide personnalisée ; actions prioritaires de solidarité sociale ; création du comité interministériel pour les villes et constitution d'un chapitre budgétaire « fonds social urbain » [30 octobre 1984] (p. 5386) ; développement social des quartiers ; opérations poursuivies au niveau régional (p. 5387).

Examen des crédits : **Etat B, Titre III :** déménagement des services du ministère (p. 5420) ; débat sur le budget des charges communes ; Carrefour international de la communication (p. 5421) ; fonds de garantie ; amélioration de l'habitat (p. 5422) ; fonds social urbain ; institut géographique national (p. 5423) ; **après l'article 89 :** rapport relatif au fonds spécial des grands travaux (p. 5424).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 61 : son amendement n° 307 (complétant cet article par les mots « cette déduction ne se cumule pas avec celle prévue à l'article 238 *bis* A ») [15 novembre 1984] (p. 6106) ; effort consenti dans le domaine culturel ; rôle de la procédure de reconnaissance d'utilité publique ; volonté d'éviter tout cumul de déduction (p. 6107) ; adopté (p. 6109) ; **article 63 :** incitation fiscale en faveur d'investissements immobiliers ; impact de la baisse des taux d'intérêt et de l'effort de simplification de la réglementation sur la construction (p. 6128) ; **article 64 :** objectifs de simplification de certaines obligations ; suppression de la production du relevé de frais généraux ; (p. 6132) ; **article 75 :** prorogation des dispositions votées en matière d'actualisation des valeurs locatives ; rapport sur les conditions d'une amélioration de l'assiette des taxes foncières ; nécessité d'un traitement particulier du foncier industriel ; mise en œuvre de mesures permettant de remédier à certaines anomalies (p. 6144) ; son amendement n° 298 (suppression de cet article) : adopté (p. 6146).

Articles de récapitulation. *Explications de vote :* vote positif du groupe socialiste ; amélioration du projet initial par les débats au Parlement ; ses regrets de l'abstention du groupe communiste (p. 6180).

Deuxième lecture, seconde délibération :

Explications de vote : sévérité des critiques des députés communistes ; absence de caractère déflationniste du budget ; initiatives courageuses du Gouvernement ; vote du groupe socialiste [18 décembre 1984] (p. 7203).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Discussion des articles : **article 16 :** débat sur les distorsions en faveur du monde agricole en France ; volonté du groupe socialiste de voter pour l'amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Bénetière [5 décembre 1984] (p. 6733) ; **article 22 :** caractère favorable aux P.M.E. de la tarification de l'électricité ; problème de la garantie des recettes de certaines collectivités locales (p. 6739) ; son amendement n° 42 (possibilité pour les communes de conserver la possibilité de dépasser le taux de 8 p. 100) ; situation particulière des communes appliquant un taux supérieur à 8 p. 100 ; cas des zones de montagne ; adopté ; son amendement n° 43 (continuation des conventions entre collectivités locales et entreprises) : adopté ; (p. 6740) ; **article 24 :** institution d'une taxe sur l'électricité avec plafonnement ; son amendement n° 44 (possibilité pour les communes d'être autorisées à instaurer une taxe sur l'électricité) : adopté après modification (p. 6741) ; **après l'article 27 :** régime fiscal et douanier de Mayotte (p. 6743) ; existence d'un vice de procédure (p. 6744).

ANDRE (René)

Député de la Manche
(2e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [du 28 juin 1984] (p. 3864).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) budget annexe des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XI : **prestations sociales agricoles (n° 2370)** [10 octobre 1984].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 247 du Livre des procédures fiscales afin d'étendre la possibilité pour les administrations de conclure des **transactions à titre gracieux (n° 2550)** [20 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Application des quotas laitiers :** augmentation de la taxe de coresponsabilité ; baisse du revenu des agriculteurs ; répartition de ces quotas [9 mai 1984] (p. 2144) ;

orales sans débat :

— **n° 571,** posée le 4 avril 1984 : **professions et activités paramédicales (infirmiers et infirmières)** (p. 1159).

— **n° 591,** posée le 24 avril 1984 : **transports maritimes (compagnies)** (p. 1905) ; appelée le 27 avril 1984 : **publicité de Brittany Ferries :** publicité faite au détriment du département de la Manche ; problème des quotas laitiers (p. 2004) ; nécessaire complémentarité entre le développement de la Bretagne et celui de la Normandie (p. 2005) ;

— **n° 621,** posée le 9 mai 1984 : **solidarité : ministère (personnel)** (p. 2194) ; appelée le 18 mai 1984 : **statut des éducateurs de l'action sanitaire et sociale :** souhait de ces derniers de relever d'un statut particulier (p. 2465) ;

— **n° 676,** posée le 26 juin 1984 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 3726) ; appelée le 29 juin 1984 : **quotas laitiers :** mesures applicables aux producteurs (p. 3872) ; rattachement des quotas à l'exploitation ; aides complémentaires ; pénalités (p. 3873).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962)

Première lecture, discussion générale : inadaptation du texte ; frein à l'installation des jeunes en agriculture ; volonté d'imposer des quotas laitiers ; difficultés s'opposant à l'installation des jeunes : absence de terres à louer, multiplication des terres à vendre [3 avril 1984] (p. 1085).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036)**

Première lecture, discussion générale : dépréciation du prix de la viande ; animaux en provenance de Grande-Bretagne ; hausse des coûts de production ; utilisation d'anabolisants ; autorisation de mise en marché ; viande importée [11 mai 1984] (p. 2261).

— **Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382)**

Deuxième lecture, discussion générale : garanties de l'accédant ; loi contribuant à relancer la construction ; occupant-accédant ; champ d'application de la loi étendu aux immeubles en construction ; taux des prêts immobiliers aux particuliers en R.F.A. et en Suisse [11 mai 1984] (p. 2269).

Discussion des articles : **article 1er :** cas où l'accédant ne donne pas suite au contrat (p. 2270) ; **article 27 *bis* :** transfert de propriété de l'immeuble au profit de l'accédant ; prix du logement ; vente à terme d'H.L.M. (p. 2275) ; **article 30 :** décision de justice ; possibilité pour l'accédant de percevoir des indemnités dues (p. 2277) ; **article 42 :** contrats de vente à terme ; organismes H.L.M. ; transfert de propriété différé jusqu'au paiement du prix du logement (p. 2279).

— **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** (suite), **article 441 du code rural :** son amendement n° 84 (agents mis à disposition des fédérations des associations) : adopté après modification [16 mai 1984] (p. 2421).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : **article 2 :** son amendement n° 77 (établissements pratiquant l'enseignement par alternance) : rejeté [4 juin 1984] (p. 2900) ; **article 6 :** son amendement n° 85 (institution d'un conseil de l'enseignement agricole dans chaque région) : rejeté (p. 2904) ; **article 7 :** son amendement n° 87 : devenu sans objet ; son amendement n° 88 (conseil d'établissement) (p. 2906) ; retiré (p. 2907) ; **titre :** son amendement n° 92 (enseignement agricole et forestier) (p. 2910) : rejeté (p. 2911).

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de margarine (n° 1886).**

Deuxième lecture, discussion générale : mesures tendant à restreindre la production laitière ; baisse du revenu agricole en 1983 et pour 1984 ; caractère inadmissible de ce texte [27 juin 1984] (p. 3756) ; lait U.H.T. ; problème posé au niveau communautaire ; importation des beurres étrangers ; nécessité pour les consommateurs de distinguer le produit qu'ils achètent ; contre-publicité à l'encontre du beurre ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3757).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* rattrapage du rapport constant ; valeur des pensions d'invalidité ; anciens de la guerre de 1914-1918 ; suppression d'emplois [24 octobre 1984] (p. 5125).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : faible augmentation des prestations vieillesse ; faible relèvement des prestations de maladie et de maternité et des prestations familiales ; nécessité d'une meilleure connaissance des revenus agricoles ; baisse du revenu des agriculteurs ; augmentation du financement professionnel des cotisations ; problème de l'équilibre du B.A.P.S.A. ; existence et utilisation du fonds de réserve ; retraite à soixante ans [6 novembre 1984] (p. 5568) ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 5569).

— **Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).**

Première lecture, discussion générale : recrutement des agriculteurs, maisons familiales rurales ; enseignement agricole privé scolarisant 60 % des effectifs ; schéma prévisionnel des formations ; contrats types ; niveau de vie des agriculteurs ; avènement d'une agriculture moderne [22 novembre 1984] (p. 6269).

Discussion des articles : **article 2 :** schéma prévisionnel ; échéances de ce schéma (p. 6291) ; **article 4 :** indique qu'il approuve la rédaction de l'article ; désignation des chefs d'établissement par l'association ou l'organisme responsable ; domaine du décret et domaine de la loi (p. 6292) ; **article 7 :** dispositions applicables aux établissements d'enseignement supérieur (p. 6297) ; **article 8 :** contributions aux frais d'investissement (p. 6300) ; **article 12 :** ses observations sur la création d'un comité régional ; schéma régional (p. 6304) ; enseignement agricole privé (p. 6305) ; **titre :** problème de la référence à la modification de la loi de 1984 dans le titre (p. 6309-6310).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : redéploiement des allocations et des prestations familiales ; rappelle le nombre des naissances en 1982 et 1983 ; incidences de l'abaissement de l'âge de la retraite ; taux de fécondité française atteignant 1,9 ; indique que la France se situe au-dessous du niveau des années 1930 ; problèmes du revenu familial ; allocation au jeune enfant (A.J.E.) ; problèmes démographiques [4 décembre 1984] (p. 6640) ; création de l'allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; nécessité de deux salaires par famille ; femmes préférant rester chez elles ; nécessité de travailler ; indique que dans la société actuelle ce sont les femmes qui élèvent les enfants ; A.P.E. ; nécessité d'une véritable politique familiale (p. 6641).

Discussion des articles : **article 5 :** — *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* versement de l'allocation parentale d'éducation pour compenser une perte de revenu ; nécessité de la verser aux mères n'exerçant pas d'activité professionnelle [5 décembre 1984] (p. 6670) ; **article 6 :** problème du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie du bénéficiaire de l'allocation parentale d'éducation ; situation en cas d'absence de reprise du travail (p. 6673) ; **après l'article 6 :** son hommage au dévouement des personnels des caisses d'allocations familiales (p. 6674) ; reprend l'amendement n° 70 de M. Jean-Michel Belorgey concernant les obligations des organismes débiteurs à l'égard des allocataires ; adopté (p. 6675).

Explications de vote : problème des veuves chargées d'enfants ; volonté d'instaurer un libre choix ; possibilité pour les mères de famille restant au foyer d'obtenir une indemnité ; maintien de seuils ; problème de l'effondrement démographique (p. 6684).

ANSART (Gustave)

Député du Nord
(20e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le coût **d'extraction et d'exploitation du charbon** des mines et découvertes françaises **(n° 2525)**[17 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de la S.E.I.T.A. :** conflit en cours à cette société ; déroulement de la concertation dans cette entreprise [21 novembre 1984] (p. 6223).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* situation de l'emploi dans les

houillères du Nord ; coût social du chômage et des préretraites ; réalisation de projets créateurs d'emplois dans le Nord-Pas-de-Calais [15 novembre 1984] (p. 6054).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
(4e circonscription)
R.P.R.

s'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

ASENSI (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
(8e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1449).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation au Nicaragua** : organisation des élections libres le 4 novembre dernier ; possibilité pour la France de soutenir le gouvernement légitime de ce pays et de répondre à sa demande d'aide en matériel militaire défensif [14 novembre 1984] (p. 6015).

orales sans débat :

— **n° 566,** posée le 3 avril 1984 : **affaires culturelles (établissements d'animation culturelle : Seine-Saint-Denis)** (p. 1112) ; appelée le 6 avril 1984 : **maison de la culture de la Seine-Saint-Denis** : décision de la municipalité d'Aulnay-sous-Bois de réduire de plus de 90 % la subvention allouée à cet équipement ; atteinte portée à la politique culturelle dans de nombreuses villes reconquises par l'opposition ; rappelle les propos prononcés par le maire d'Aulnay-sous-Bois ; décision du conseil général et de la ville de Bobigny de maintenir leur effort financier (p. 1210) ; originalité de la maison de la culture de Seine-Saint-Denis (p. 1211).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002)

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15 :** son amendement n° 8 (indiquant que toutes les régions sont placées dans les mêmes conditions d'agrément) : rejeté [3 mai 1984] (p. 2117).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347)

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* objectifs de la réforme de l'enseignement supérieur ; insuffisance des recrutements de maîtres de conférences ; stagnation des emplois de personnels A.T.O.S. ; diminution des crédits de fonctionnement et d'équipement ; effort en faveur de la recherche [12 novembre 1984] (p. 5880-5881).

Questions : augmentation du nombre de postes attribués aux classes maternelles ; importance des effectifs dans ces classes ; diminution de la scolarisation des deux à trois ans ; conséquences de la suppression de 800 postes d'instituteurs (p. 5906).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : dresse un bilan historique et philosophique de la protection sociale en France ; lien direct existant entre le travail ou l'absence de travail et la protection sociale ; lien inverse entre le libéralisme et les lois sociales ; accroissement du chômage ; avenir de la protection sociale ; réforme indispensable du financement de la sécurité sociale ; propose une cotisation assise en partie sur les salaires et en partie en tenant compte du rapport entre la masse salariale et la valeur ajoutée ; système incitatif à la création d'emplois ; cotisation patronale en risque maladie ; retour aux grands équilibres [13 décembre 1984] (p. 6915) : régime général ; cotisations à charge des employeurs ; indique que les employés contribuent de plus en plus à la protection sociale ; 9e Plan ; danger du glissement d'une part de responsabilité du régime obligatoire sur les régimes volontaires ; caractère injuste et inflationniste d'éventuels recours à la fiscalité indirecte (p. 6916).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer toute possibilité de réduction de peine pour les auteurs de meutre ou d'assassinat d'agents de la force publique et pour les grands criminels récidivistes (n° 1932) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux contrôles et aux **vérifications d'identité (n° 2512)** [13 décembre 1984].

Proposition de loi relative à l'**utilisation par les fonctionnaires de la Police nationale de leurs armes de service (n° 2513)** [13 décembre 1984].

Proposition de loi tendant à assurer l'**incompressibilité des peines** prononcées à l'encontre des auteurs de crimes particulièrement odieux, et des récidivistes de crimes de sang **(n° 2514)** [13 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réductions fiscales en 1985** : intentions du Gouvernement à ce sujet [9 mai 1984] (p. 2143) ;

— **Emeute de Bastia du 24 octobre** : absence de directive donnée aux forces de l'ordre ; nécessité de prendre des mesures permettant d'assurer la protection des personnes en Corse [31 octobre 1984] (p. 5474) ;

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : respect de la démocratie et de la légalité constitutionnelle ; nécessité d'assurer l'information du pays [12 décembre 1984] (p. 6854).

orale sans débat :

— **N° 723,** posée le 27 novembre 1984 : **sports (courses automobiles)** (p. 6410) ; appelée le 30 novembre 1984 ; **rallye automobile de Monte-Carlo :** suppression du Grand prix de Monaco de la liste des épreuves comptant pour le championnat du monde ; possibilité pour la fédération française de sport automobile de prendre cette décision (p. 6531) ; conditions de déroulement du rallye de Monte-Carlo ; possibilité de retirer son habilitation à la fédération ; absence de résultat des démarches du Gouvernement (p. 6532).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** injures ou insultes proférées dans l'hémicycle ; représentativité des parlementaires ; prend acte des excuses de M. Georges Fillioud [25 janvier 1984] (p. 57) ; ses observations sur le caractère répétitif de certains amendements ; liberté de la presse (p. 66) ; **article 5 : son rappel au règlement :** élections de Limeil-Brévannes ; jurisprudence du juge administratif à propos de ces élections ; volonté du maire communiste de conserver ses fonctions ; moyen pour le Gouvernement de mettre fin à cette usurpation de fonctions ; fraude électorale [31 janvier 1984] (p. 338) ; **son rappel au règlement :** diffamation par M. Ducoloné d'un parlementaire de l'opposition ; sa demande de suspension de séance [1er février 1984] (p. 409) ; délation ; caractère absurde de la référence aux biens (p. 412) ; problème de la date de connaissance des informations ; délit de non-dénonciation de malfaiteurs (p. 414, 415) ; maintien du code du commerce et de la loi de juillet 1966 (p. 417) ; **article 8 :** communication du procès-verbal de toutes les assemblées d'associés (p. 418) ; installation de la suspicion et de la délation (p. 420) ; attitude du groupe R.P.R. favorable à la transparence (p. 421) ; **article 9 :** fixation par le Gouvernement et le Parlement des conditions dans lesquelles des personnes étrangères peuvent exercer une influence sur l'information (p. 426) ; notion de solidarité ; ses propositions de revenir à l'esprit de l'ordonnance de 1944 en matière de participation financière ; approuve la volonté de réglementer dans le domaine de la presse la présence et l'action des étrangers (p. 427) ; constatation par le Secrétaire d'Etat à la communication d'un problème de réglementation de la présence de capitaux étrangers dans la presse française ; caractère dangereux de cet article ; possibilité pour l'argent étranger d'influencer la presse française (p. 431) ; son sous-amendement n° 1919 à l'amendement n° 2346 de la commission (insérant les mots « ratifiés par le Parlement et comportant une clause de réciprocité dans le domaine de la presse ») (p. 433) ; sa préférence pour le maintien des dispositions de l'ordonnance de 1944 ; conditions de réciprocité (p. 434) ; obligation d'introduire dans son amendement les mots « ratifiés par le Parlement » ; clause de réciprocité ; retiré (p. 435) ; son sous-amendement n° 2444 à l'amendement n° 2346 de la commission (référence à une clause d'assimilation nationale ou à une clause de réciprocité dans le domaine de la presse) ; accord du Gouvernement pour que cet article s'applique dans le cadre de contrats comportant une telle clause ; adopté (p. 436) ; référence aux biens ; nécessité de traiter du problème de l'audiovisuel ; problème des prises de participation étrangère dans les différents médias (p. 437) ; contribution de M. Michel Sapin à ce débat ; engagements internationaux souscrits par la France ; problème de l'acquisition d'une part de capital d'une entreprise de presse par une personne de nationalité étrangère [2 février 1984] (p. 454) ; communautés étrangères ; problème de la diffusion de campagnes de nature terroriste (p. 462, 463) ; **article 10 :** division entre publications nationales et régionales ; caractère malthusien de cet article ; fixation du seuil de 15 p. 100 ; place prise par l'audiovisuel en France ; problème de la presse [3 février 1984] (p. 522) ; **article 14 :** demande d'acquisition d'un nouveau titre ; délai prévu par cet article [7 février 1984] (p. 693) ; éventualité de recours contre les décisions de la commission ; droits de la défense devant la commission ; modalités de la convocation des intéressés devant celle-ci ; oubli de protection des droits de la défense (p. 695) ; droits de la défense (p. 696) ; nécessité pour la commission de procéder aux auditions des personnes intéressées (p. 697) ; **après l'article 14 :** son sous-amendement n° 2571 à l'amendement n° 900 de M. Jean-Marie Caro (possibilité de suspendre l'application des dispositions de la commission de nature à compromettre la situation de l'emploi) ; nécessité de retarder la décision de la commission en cas d'atteinte de l'emploi (p. 701) ; rejeté (p. 702) ; **article 15 :** « absurdité » de M. Guy Ducoloné, président de séance ; **son rappel au règlement :** évocation de M. Roger Salengro par M. Jacques Toubon ; déformation des propos de ce dernier par M. Guy Ducoloné « pendant son sang froid » (p. 720) ; souhaite la saisie immédiate du Bureau de l'Assemblée (p. 721) ; demande à ce qu'il ne soit plus fait référence au rapport Vedel [8 février 1984] (p. 744) ; gratuité du mandat des membres de la commission pour la transparence ; indemnisation de ces derniers (p. 746) ; **article 16 :** ingérences entre la presse, l'audiovisuel et la publicité (p. 777) ; problème de la rémunération des membres de la commission (p. 778 ; 779) ; nécessité de prémunir la commission contre certaines ingérences (p. 780) ; **article 19 :** attribution de pouvoirs judiciaires à une commission administrative [9 février 1984] (p. 852) ; suppression automatique des aides en cas de saisine de la commission ; risque de conflit de juridiction (p. 853) ; désir de « judiciariser » l'ensemble de la procédure (p. 854) ; nécessité de prévoir la possibilité de prorogation du délai d'exécution des mesures prescrites ; saisine de la commission des lois pour la forme (p. 855) ; **article 21 :** rôle de l'autorité judiciaire ; procédure pénale d'inculpation ; souhaite que le responsable de l'entreprise concernée soit prévenu avant les vérifications [10 février 1984] (p. 927) ; champ d'application de ces vérifications ; souhaite un texte plus simple ; son sous-amendement n° 2591 à l'amendement n° 1568 de la commission (indiquant que divers articles des ordonnances de 1945 ne s'appliquent pas aux entreprises de presse) ; possibilité pour la commission de demander des informations aux administrations ; ordonnances de 1945 (p. 928) ; rejeté (p. 929).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** décision du Conseil des ministres de recourir à l'article 49, alinéa 2 de la Constitution [4 juillet 1984] (p. 4027).

Son rappel au règlement ; propos excessifs tenus pendant les dernières séances ; action de l'opposition pour la liberté de la presse ; manœuvres et provocations [2 février 1984] (p. 452).

— Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984.

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : décision « scandaleuse » prise par la majorité de l'Assemblée consistant à censurer trois parlementaires de l'opposition ; demande une suspension de séance [2 février 1984] (p. 481).

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) [12 avril 1984] (p. 1517) ; concours de pathos ; adopté (p. 1519) ; **article 7 :** précision grammaticale (p. 1525).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Première lecture, discussion générale : divergences entre le Sénat et le projet initial du Gouvernement ; fixation du pourcentage d'abattement ; contrats dans lesquels les clauses de révision ne sont pas précisées ; abstention du groupe R.P.R. [11 mai 1984] (p. 2284).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : caractère inefficace et dangereux de cette réforme ; surpopulation carcérale ; *habeas corpus* en droit anglo-saxon ; instauration d'un débat contradictoire [15 mai 1984] (p. 2347) ; qualifie la détention provisoire de « mal nécessaire » ; responsabilité des juges d'instruction ; nécessité d'une réforme de la procédure de l'instruction ; pourcentage des détentions provisoires (p. 2348) ; rappelle son vote favorable aux peines de substitution (p. 2350).

Discussion des articles : **article 3 :** octroi au juge d'instruction d'un délai de 24 heures pour entendre l'inculpé (p. 2352) ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 15 (nomination en tant que juge d'instruction des magistrats justifiant d'au moins deux ans d'ancienneté) (p. 2353) ; rejeté (p. 2354) ; **article 8 :** possibilité de donner au juge d'instruction un minimum

d'expérience de la vie judiciaire (p. 2355) ; débat contradictoire comme garantie supplémentaire accordée à la défense (p. 2356) ; son amendement n° 13 (assimilant l'incarcération provisoire à une détention provisoire) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 18 (précisant que l'instruction doit être poursuivie dans les délais les plus rapides en matière correctionnelle) ; raisons des lenteurs de l'instruction (p. 2357) ; rejeté ; son amendement n° 19 (ordonnance motivée et rendue conformément aux dispositions de l'article 145) : rejeté (p. 2358) ; nécessité de réviser le code de procédure pénale ; notion de collégialité de la décision (p. 2359).

Explications de vote : difficultés éprouvées par l'épouse de Sakharov pour se faire soigner dans le pays de son choix ; « objectivité » de la télévision ; projet de loi visant à la judiciarisation de l'exécution des peines (p. 2362).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 8 (fixant à 6 le nombre des représentants des professions libérales) : rejeté [25 mai 1984] (p. 2701) ; son amendement n° 9 (incluant dans la composition du Conseil trois représentants des jeunes chambres économiques) : rejeté (p. 2702).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.

Explications de vote : recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [10 juillet 1984] (p. 4140) ; institution de cet article pour regrouper la majorité sur un texte difficile et non pour faire taire l'opposition ; volonté de museler la voix de la presse ; institution d'une autorisation préalable ; intolérance de la majorité ; devoir de l'opposition nationale ; vote de la censure ; radicalisation de la politique du Gouvernement (p. 4141).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Explications de vote : refus d'accorder la confiance à M. Pierre Mauroy ; transformation socialiste de la société française ; situation politique ; liberté de l'enseignement ; mission du Premier ministre ; motifs du refus de la confiance ; retrait des communistes ; rappel des résultats des élections entre 1961 et 1973 [24 juillet 1984] (p. 4172).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Troisième lecture, discussion générale : **ses rappels au règlement :** insécurité ; laxisme de la justice ; nouvelle forme de piraterie sur les autoroutes [31 juillet 1984] (p. 4226) ; protection des forces de l'ordre dans l'exercice de leur mission (p. 4227) ; directives émanant du garde des sceaux concernant les contrôles d'identité et l'interprétation des textes législatifs (p. 4228) ; sa volonté de ne pas mettre en cause les magistrats ; protection des policiers (p. 4229).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, explications de vote : redressement de la France ; lois Auroux [23 août 1984] (p. 4314).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** *-article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 :* propose une rectification à l'amendement n° 73 de M. Jacques Toubon tendant à ajouter avant les mots « au président » les mots « au maire » [9 octobre 1984] (p. 4561) ; *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983* : pouvoir de modification de la délibération par la collectivité locale (p. 4564) ; interdiction aux collectivités territoriales de diminuer leur participation ; prévisions budgétaires (p. 4565) ; taux d'augmentation du budget de l'établissement à partir de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement (p. 4566).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. *Discussion générale :* évolution du budget par rapport à 1980 ; nécessité d'une loi-programme définissant les grandes orientations de la politique de la police ; modernisation des armes ; augmentation des effectifs ; problème des charges indues ; capacité opérationnelle de la police nationale [5 novembre 1984] (p. 5529) ; effritement des dépenses de fonctionnement ; présence de la gendarmerie et de la police dans les grandes villes ; statut des enquêteurs et des agents de service ; situation actuelle de la police ; sa demande d'un grand débat et d'une loi-cadre sur la police et la sécurité (p. 5530) ; dépôt par le groupe R.P.R. d'une proposition de loi d'orientation relative à l'organisation de la police nationale ; accroissement de l'insécurité de la petite, de la moyenne délinquance et du crime ; désarroi des victimes ; problème des contrôles d'identité ; carences de la compressibilité des peines ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 5531).

Question : pose la question de M. Jean Foyer (p. 5555).

Son rappel au règlement : indépendance du pouvoir législatif ; sanctions frappant les personnes ne se rendant pas à une convocation judiciaire ; indique qu'il a écrit au président du tribunal de grande instance de Pontoise et au procureur de la République ; atteinte à la séparation des pouvoirs [29 novembre 1984] (p. 6485).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : problème constitutionnel ; départementalisation, loi de 1976 ; Constitution [29 novembre 1984] (p. 6504) ; suppression d'un département portant atteinte au principe d'indivisibilité de la République posé par l'article 2 de la Constitution ; organisation de la régression de l'archipel ; législation métropolitaine ; problème de l'organisation d'un référendum ; succès obtenu par la liste d'opposition nationale conduite par Mme Simone Veil au moment des élections européennes ; problème des abstentions à ces élections ; position des principaux syndicats à l'égard de la réforme ; risques de vides juridiques concernant l'indemnisation des chômeurs et le financement des A.S.S.E.D.I.C. ; décentralisation ; projet d'assemblée unique sanctionnée par le Conseil constitutionnel le 4 décembre 1982 ; Conseil général ; problème de l'application de plein droit de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon ; concentration des pouvoirs entre les mains du président du Conseil général (p. 6505) ; tarif extérieur ; problèmes de la pêche ; risques d'éloigner par ce statut Saint-Pierre-et-Miquelon et la France ; indique que tous les députés sont représentants du peuple français (p. 6506).

Explications de vote : position de M. Michel Debré (p. 6516) « Messe étonnante » représentée par l'adoption de ce texte en moins d'une demi-heure ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 6517).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** cas d'un maire souhaitant faire adopter un projet ; enveloppes financières prévisionnelles ; réhabilitation d'un ouvrage existant [12 décembre 1984] (p. 6887) ; **article 3 :** prérogatives du maître d'ouvrage ; possibilité d'étudier une autre rédaction de cet article (p. 6889).

AUBERT (François d')

Député de la Mayenne
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [J.O. du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du

public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : section commune des transports) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 40 ; **urbanisme, logement et transports** : section commune des transports **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Intervention du Premier ministre sur T.F.1.** : haute autorité de la communication audio-visuelle [17 octobre 1984] (p. 4850) ; droit de réplique pour l'opposition ; pressions effectuées sur les chaînes de télévision (p. 4851).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : statut de la presse ; rappelle que 28 articles du projet de loi (n° 1892) sur la presse ont été modifiés en commission ; agence Havas [24 janvier 1984] (p. 3-4).

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion générale : qualifie M. Georges Fillioud de « secrétaire d'Etat entre guillemets » [24 janvier 1984] (p. 5).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 811 (liberté et pluralisme de la communication) ; caractère négatif de ce texte ; pluralisme de la communication [25 janvier 1984] (p. 34) ; radios locales ; loi sur l'audiovisuel (p. 35) ; émissions étrangères transmises par câbles (p. 36) ; rejeté (p. 37) ; son amendement n° 813 (impossibilité pour la puissance publique d'entraver l'exercice de la liberté de la presse) ; moyens de pression pesant sur la presse ; nationalisation bancaire ; suppression des plafonds de recettes publicitaires ; stations de radios départementales ou régionales ; nationalisation des principaux annonceurs ; statut de la presse (p. 47) ; rejeté ; aides à la presse ; chantage vis-à-vis de la presse ; « hold-up » sur *France-Soir* de la part de la majorité socialo-communiste ; son amendement n° 815 (impossibilité de faire dépendre la création d'une société d'éditions d'une autorisation) (p. 48) ; rejeté ; son amendement n° 816 (interdiction des mesures limitant la liberté de la presse) : rejeté (p. 49) ; son amendement n° 817 (interdiction des mesures aboutissant à limiter la liberté de la presse) ; historique des autorisations préalables ; répartition sélective des aides publiques à la presse ; ressources de la presse ; rejeté (p. 54) ; **son rappel au règlement** : légitimité des députés ; son amendement n° 1689 (liberté des entreprises de presse) ; mise en cause de cette liberté (p. 58) ; C.G.T. du Livre ; approvisionnement en papier ; transport et distribution des publications ; rejeté ; son amendement n° 1683 (liberté de diffusion) ; approvisionnement en papier du journal *Libération* au Canada (p. 59) ; coûts de fonctionnement de la presse ; loi de 1947 : fabrication des journaux ; loi Moisan de 1956 ; rejeté ; *Lettre de Matignon ;* agence Havas ; capitulation de Port Arthur en 1905 ; son amendement n° 1688 (indiquant que la presse n'est pas un service public) ; attitude du parti socialiste vis-à-vis de la presse (p. 61) ; rejeté ; son amendement n° 814 (indépendance de la presse vis-à-vis de l'Etat) ; nationalisation du système bancaire ; région Rhône-Alpes ; indique que la presse n'est pas un service public ; aides de l'Etat (p. 62) ; rejeté ; dépendance de la presse par rapport à l'Etat ; publicité ; attitude de M. Gaston Defferre vis-à-vis de *Nice Matin* ; indique que c'est M. Jean-Claude Colliard qui téléphone dans les rédactions pour indiquer l'humeur de la Présidence de la République (p. 63) ; libre communication des pensées ; syndicat C.G.T. du Livre ; loi sur l'audiovisuel (p. 64) ; son amendement n° 812 (« la presse est libre ») : rejeté (p. 69) ; son amendement n° 1687 (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1954) (p. 71) ; motifs ayant présidé à cette ordonnance : intérêts étrangers, anciens collaborateurs pendant la seconde guerre mondiale ; Act voté en 1970 aux Etats-Unis pour adoucir le dispositif anti-trust en matière de journaux ; nombre des titres de la presse nationale ; grève du syndicat du Livre (p. 72) ; rejeté (p. 75) ; son amendement n° 42 (insérant l'intitulé d'un Titre I A) ; objectifs du texte ; rapport demandé à Mme Castro en matière de publicité ; problèmes de la publicité (p. 82) ; rejeté ; audiovisuel et publicité ; agence Havas (p. 83) ; son amendement n° 43 (impossibilité pour les agences de publicité ou l'Etat est majoritaire d'acquérir ou d'exploiter des journaux, librairies ou imprimeries) ; agence Havas ; rappelle la position de Balzac à l'égard de cette agence ; direction actuelle de cette agence par M. André Rousselet (p. 84) ; rejeté ; agence Havas ; filiale Eurocom ; Compagnie européenne de publication (C.E.P.) ; groupes du *Nouvel Economiste* et du *Moniteur des travaux publics ;* objet social de l'agence Havas (p. 85) ; son amendement n° 44 (impossibilité pour les mêmes agences d'avoir pour objet la création ou l'exploitation de procédés électroniques ou télématiques de communication) ; interview de M. André Rousselet au *Quotidien de Paris ;* confusion entre le Conseil en publicité et la régie en espace publicitaire ; indique que M. André Rousselet est directeur d'Eurocom ; régie publicitaire de R.T.L ; rejeté (p. 87) ; son amendement n° 45 (impossibilité pour ces mêmes agences de créer ou d'acquérir un journal d'information) ; aqence Havas ; problème de l'acquisition de *France-Soir ;* partage actuel de la diffusion des journaux entre la presse de la majorité et celle de l'opposition (p. 89) ; rejeté ; agence Havas ; majorité des parts de cette agence détenues par l'Etat ; nécessité d'établir des cloisons étanches entre le secteur public et la presse ; organigramme de cette agence ; édition ; indépendance de la pensée ; situation des éditions Larousse et Nathan (p. 90) ; manuels scolaires ; son amendement n° 46 (impossibilité pour ces mêmes agences de prendre des participations dans une entreprise d'édition de livres et de jeux pour enfants) ; son amendement n° 819 (limitant les possibilités pour une agence de publicité à capitaux publics d'acquérir une entreprise d'édition littéraire) ; intérêt de l'agence Havas pour les jeux pour enfants ; rejetés ; sont des journaux appartenant au groupe de M. Robert Hersant ; exemple de *Paris-Normandie ;* son amendement n° 47 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire de prendre des participations dans une entreprise de presse éditant une publication spécialisée) ; cas de l'agence Havas ; relation par cette agence de la capitulation de la marine russe à Port Arthur en 1905 (p. 91) ; régie publicitaire nationale ; autres activités de l'agence ; rejeté ; son amendement n° 48 (impossibilité pour cette même agence de détenir des participations financières dans une entreprise éditant des publications professionnelles) ; rejeté ; compare le trust Havas à une « pieuvre rose » ; agences de publicité ; son amendement n° 49 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire de prendre des participations dans une entreprise de presse ou d'édition) ; cession des parts de l'agence Havas à la Compagnie européenne de publication ; (p. 92) ; rejeté (p. 93) ; son amendement n° 50 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire d'acquérir des participations financières dans une entreprise éditant des magasines d'information économique) ; agence Havas ; groupe *Nouvel Economiste ; Moniteur des travaux publics ;* reproches adressés par le front populaire à l'agence Havas ; monopole de l'information dans notre pays ; création d'une agence de l'image ; problème de contrats entre l'A.F.P. et l'agence Havas pour cette création ; rejeté ; contacts entre l'agence Havas et l'A.F.P. pour la création d'une agence d'image (p. 94) ; souhaite que l'on remplace M. Georges Fillioud par un télescripteur ; contact entre l'A.F.P. et l'agence Havas (p. 95) ; son amendement n° 51 (absence de liens entre une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire et toute entreprise de radiodiffusion) ; doctrine en matière de radios locales ; agence Havas ; R.T.L. ; rejeté (p. 96) ; son amendement n° 52 (absence

de liens entre une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire et une agence d'images audiovisuelles) ; chaîne Canal Plus ; fragilité de ce réseau ; rejeté ; son amendement n° 53 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire de prendre des participations dans une entreprise audiovisuelle) (p. 97) ; rejeté ; son amendement n° 54 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire de prendre des participations financières directes ou indirectes dans une chaîne de télévision à péage) (p. 98) ; concession de service public accordée à Canal Plus ; télévision par câble ; bilan désastreux de TF 1 et de FR 3 ; rejeté (p. 99) ; son amendement n° 55 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire, de détenir une participation financière directe ou indirecte dans la régie publicitaire d'une chaîne de télévision publique) [26 janvier 1984] (p. 106) ; rejeté (p. 107) ; son amendement n° 56 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie publicitaire de la presse hebdomadaire régionale ou locale) : rejeté ; agence Havas ; rôle de cette agence en matière de régie publicitaire d'annuaires du téléphone (p. 108) ; son amendement n° 57 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie publicitaire d'annuaires utilisant un support audiovisuel ou télématique) ; office d'annonces ; rejeté ; son amendement n° 58 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité d'annuaires utilisant le support papier) ; insinuations du secrétaire d'Etat mettant en cause la légitimité de la représentation nationale (p. 109) ; contrat passé entre l'agence Havas et les P.T.T. pour la publicité sur les annuaires ; rejeté ; son amendement n° 59 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité extérieure) ; rejeté ; son amendement n° 61 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie publicitaire de support de presse spécialisée) (p. 110) ; rejeté ; prise en main par l'agence Havas de la régie publicitaire de FR 3 ; suppression des plafonds publicitaires à la télévision ; recettes publicitaires de la presse française ; presse régionale ; son amendement n° 60 (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité audiovisuelle) (p. 111) ; rejeté ; son amendement n° 810 (impossibilité pour une agence de publicité dont la majorité du capital ou des droits de vote est détenue par l'Etat d'être à la fois Conseil en publicité et régisseur d'espace publicitaire) (p. 112) ; rejeté ; son amendement n° 1684 (interdiction de toute entente ou collaboration de fait visant à rétablir la situation dominante de l'agence Havas) : rejeté ; son amendement n° 1685 (constitution du capital de toute société de régie publicitaire dans lesquelles l'Etat détient la majorité) ; démocratie économique ; régie publicitaire de FR 3 ; Télé Monte-Carlo (p. 113) ; association du « Provençal » à la future régie publicitaire du nouveau Télé Monte-carlo ; rejeté ; son amendement n° 1686 (révision du statut de l'agence Havas) ; nécessité de spécialiser cette agence dans la publicité ; rappel de l'article 3 définissant l'objet social de l'agence Havas (p. 114) ; rejeté ; son amendement n° 62 (impossibilité pour l'Etat de définir directement ou indirectement une participation financière dans une entreprise de presse) : rejeté ; son amendement n° 63 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de communication audiovisuelle à l'exception d'une chaîne de télévision et d'une chaîne de radio) ; dénationalisation du secteur audiovisuel de la communication ; désinformation sur les chaînes de télévision ; Elf-Erap ; sa proposition de laisser à l'Etat une chaîne de télévision et une chaîne de radio (p. 115) ; rejeté ; son amendement n° 64 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises audiovisuelles) ; concentration dans les secteurs de l'audiovisuel et de la publicité ; situation de la R.F.P. ; rejeté (p. 116) ; son amendement n° 65 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans les sociétés de publicité ou ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises de communication) ; volonté de la majorité de démanteler un groupe de presse ; détention par l'agence Havas de 25 p. 100 du marché publicitaire ; signature avec « Canal Plus » d'une concession de service public ; rejeté ; volonté de déconcentrer l'agence Havas, de la décartelliser et de la dénationaliser ; son amendement n° 66 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises de presse) : rejeté (p. 117) ; cas de M. Rousselet ; conditions de travail en commission, son amendement n° 67 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de radiodiffusion, à l'exception de la Société nationale chargée du service public national de la radiodiffusion) ; volonté de l'opposition de limiter la concentration des moyens de communication audiovisuels ; rejeté (p. 118) ; son amendement n° 68 (obligation pour l'Etat de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'il possède dans l'agence Havas dans un délai d'un an) : rejeté ; son amendement n° 69 (obligation pour les banques nationalisées de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'elles possèdent dans l'agence Havas dans un délai d'un an) ; dénationalisation de la S.O.F.I.R.A.D. et de l'agence Havas ; rejeté ; son amendement n° 70 (obligation pour la Caisse des dépôts et consignations de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'elle possède dans l'agence Havas dans un délai d'un an) ; missions de la Caisse des dépôts et consignations (p. 119) ; financement de la construction de la salle Zénith à la Villette par la Caisse des dépots et consignations ; câble ; rejeté ; son amendement n° 71 (obligation pour l'Etat de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'il possède dans la société financière de radiodiffusion dans un délai d'un an) ; rejeté ; son amendement n° 820 (introduisant une présomption d'action pour le compte de l'Etat applicable à toute entreprise dans laquelle l'Etat détient directement ou indirectement plus de 40 p. 100 du capital ou des droits de vote) ; notion de contrôle ; contrôle par l'agence Havas de 45 p. 100 de la publicité locale et extra locale des quotidiens hebdomadaires régionaux (p. 120) ; rejeté ; son amendement n° 821 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total de l'imprimerie) ; caractère malsain de la situation en ce domaine ; rejeté ; son amendement n° 822 (impossibilité pour l'Etat de contrôler directement ou indirectement plus de 5 p. 100 du marché total de l'édition en France) : rejeté ; son amendement n° 823 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total du livre) : rejeté ; son amendement n° 824 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des livres d'enseignement) : rejeté ; son amendement n° 825 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des logiciels scolaires) : rejeté ; son amendement n° 826 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des encyclopédies) : rejeté ; son amendement n° 827 (impossibilité pour l'Etat d'être actionnaire d'une société de télévision à péage) ; « Canal-Plus » ; modalités de la concession à cette chaîne de télévision ; volonté de rendre la profession du cinéma dépendante de « Canal-Plus » (p. 121) ; rejeté (p. 122) ; son amendement n° 828 (compétence législative pour autoriser une entreprise à capitaux publics à créer une agence d'images et à prendre dans celle-ci une participation financière) (p. 124) ; rejeté ; son amendement n° 829 (compétence d'une loi pour autoriser une entreprise à capitaux publics à prendre une participation financière dans une entreprise d'édition) : rejeté ; son amendement n° 73 (impossibilité pour la S.O.F.I.R.A.D. d'acquérir une publication quotidienne nationale visée par une mesure prescrite par la commission de la transparence et du pluralisme) : rejeté ; son amendement n° 74 (impossibilité pour la S.O.F.I.R.A.D. d'acquérir une publication quotidienne régionale visée par une mesure prescrite par la commission de la transparence et du pluralisme) : rejeté ; son amendement n° 75 (obligation pour la S.O.F.I.R.A.D. de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Europe n° 1-communication) ; détention par la S.O.F.I.R.A.D. de 34 p. 100 des parts de la société d'Europe n° 1 ; volonté de l'opposition de dénationaliser la radio ; avantage de l'argent privé pour assurer la liberté et l'indépendance de la presse ; rejeté ; son amendement n° 1059 (obligation de céder à l'actionnariat privé les actions détenues par la S.O.F.I.R.A.D. dans Europe n° 1) : rejeté ; son amendement n° 76 (obligation pour la S.O.F.I.R.A.D. de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Radio-Monte-Carlo) : rejeté (p. 125) ; son amendement n° 1060 (cession à l'actionnariat privé des actions détenues par Europe n° 1-communication dans la société d'affichage Noir-Clerc-Giraudy) : rejeté ; son amendement n° 1061 (cession à l'actionnariat privé des actions détenues par Europe n° 1-communication dans T.M.C.) ; modification du capital de Télé-Monte-Carlo ; rejeté ; son amendement n° 1062 (cession à l'actionnariat privé des actions détenues par Europe n° 1-communication dans le « *Nouvel economiste* ») ; critique le silence du secrétaire d'Etat à la communication sur les « magouilles » à T.M.C. ; rejeté (p. 126) ; son amendement n° 1063 (cession a l'actionnariat privé des actions détenues par l'agence Havas dans FR 3 publicité) ; contrat passé avec Canal Plus ; détention par Havas de 25 p. 100 du marché publicitaire ; rejeté ; son amendement n° 1064 (cession à l'actionnariat privé

des actions détenues par la régie française de publicité dans la société FR 3 publicité) ; rejeté ; son amendement n° 77 (impossibilité pour deux ou plusieurs sociétés à capitaux publics de constituer une filiale commune dans le domaine de la communication écrite ou audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 72 (incompatibilité entre les fonctions de président d'une société de Conseil en publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité, et les fonctions de président d'une Société de régie de publicité radiophonique à majorité de capitaux publics) ; évocation de la carrière de M. Rousselet ; rejeté ; son amendement n° 1058 (obligation pour le président d'une entreprise à capitaux publics de démissionner de tous ses postes d'administrateur, de directeur général ou de président de sociétés de droit privé) (p. 127) ; volonté du Gouvernement d'entretenir la confusion, entre le secteur public et le secteur privé ; rejeté ; son amendement n° 810 (suppression de la régie française de publicité) : rejeté ; son amendement n° 808 (limitation à une durée de trois ans des concessions de régie publicitaire) : rejeté ; son amendement n° 809 (obligation pour toute régie publicitaire de faire l'objet d'un appel d'offre) : rejeté ; son amendement n° 78 (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable, à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière, pour créer ou exploiter un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 81 (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière, pour créer ou exploiter un service de communication audiovisuelle) ; critique du système d'autorisation préalable comme contraire à la liberté ; loi de 1982 sur l'audiovisuel ; autorisation donnée à l'agence Havas par le biais de Canal Plus d'exploiter un service de télévision à péage ; cahier des charges de la concession passée entre le secrétariat d'Etat et l'agence Havas ou Canal Plus (p. 128) ; rejeté ; son amendement n° 79 (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable, à une agence de publicité dans laquelle il détient la majorité, pour créer ou exploiter un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 80 (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable, à une agence de publicité dans laquelle il détient la majorité, pour créer ou exploiter un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 1701 (impossibilité pour une société attributaire d'une concession au titre de l'article 79 de la loi de la communication audiovisuelle, de bénéficier des prérogatives de service public) ; octroi à l'agence Havas d'une concession de service public ; demande de publication du cahier des charges de la concession à Canal Plus ; rupture d'égalité (p. 129) ; rejeté (p. 130) ; **article 1er** : mauvaise définition du champ d'application de la loi ; coexistence d'obligations contraignantes et d'obligations plus légères relatives aux différentes publications ; politisation de la commission sur la transparence et le pluralisme (p. 136) ; son amendement n° 830 (de suppression) ; concentration de la presse en France ; loi de 1952 sur les enquêtes (p. 142) ; article 39 *bis* du code général des impôts ; champ d'application de la loi ; mise sous surveillance inquisitoriale de l'ensemble de la presse mensuelle (p. 143) ; rejeté (p. 144) ; son amendement n° 831 (application des dispositions de la loi aux entreprises de communication) ; son amendement n° 832 (application de la présente loi aux entreprises privées et publiques de communication) ; son amendement n° 833 (application des dispositions de la présente loi aux publications d'information politique et générale ainsi qu'aux entreprises de presse audiovisuelle) ; soumission d'environ 5 000 publications à l'autorité exceptionnelle de la commission sur la transparence et le pluralisme ; article 39 *bis* du code général des impôts ; rapport Vedel ; Newspaper preservation Act ; tradition française de réduire le monde de la communication à celui de la presse (p. 146) ; entreprises multimédias ; expériences de télématique ; nécessité pour la presse de trouver des ressources d'origine publicitaire ; domination de la publicité par l'agence Havas (p. 147) ; entreprises de presse audiovisuelle (p. 148) ; amendements n° 831, n° 832 et n° 833 : rejetés ; refus du statut de la presse ; notion de publication d'information politique et générale ; article 39 *bis* du code général des impôts ; définition de la notion de publication par l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 149) ; rappel des législations étrangères ; caractère libéral de la loi du 19 juillet 1977 (p. 150) ; absence de sanction systématique en cas d'entrave à la concurrence ; condamnation de l'agence Havas pour abus de position dominante dans l'Ile de la Réunion (p. 151) ; interprétation extensive de la notion de publication d'information politique et générale faite en commission ; arrêt du Conseil d'Etat du 24 avril 1981 relatif à la notion de publication d'information politique et générale (p. 153) ; publications contrôlées par des intérêts étrangers ; cas de l'International Herald Tribune (p. 156) ; fixité du capital de certains organes de presse étrangers ; information concernant la vie publique ; cas de la « *Revue Politique et Parlementaire* » (p. 157) ; problème de sa définition (p. 158) ; son amendement n° 834 (définition de la notion d'information politique et générale en se référant à la définition donnée par l'article 39 *bis* du code général des impots) ; nécessité de préciser cette référence dans le texte ; rejeté ; incohérence des propos du secrétaire d'Etat à la communication se prononçant contre un amendement qui se réfère à sa propre définition de l'information politique et générale (p. 159) ; son amendement n° 835 (inapplication des dispositions de la loi aux publications consacrées essentiellement au sport) ; son amendement n° 836 (inapplication des dispositions de la loi aux publications consacrant plus de la moitié de leur surface rédactionnelle à des informations financières et économiques) ; son amendement n° 837 (inapplication de la loi aux publications consacrant plus de la moitié de leur surface rédactionnelle à des informations sociales) ; sa proposition d'énumérer les publications exclues du champ d'application de la loi ; cas des publications d'information sportivo-politique (p. 160) ; exclusion des publications religieuses ; cas du *Journal du Dimanche ;* presse d'information financière et économique (p. 161) ; exclusion de fait du *Parisien Libéré* (p. 162) ; amendements n° 835 et n° 836 : rejetés (p. 163) ; amendement n° 837 : rejeté ; système de « délits ouverts » ; référence au « plumitif de base » qui a rédigé le texte (p. 164) ; son amendement n° 839 (application de la loi aux publications dont le tirage est supérieur à 10 000 exemplaires et dont la diffusion couvre au moins deux départements) ; son amendement n° 838 (application de la loi aux publications dont le tirage est supérieur à 10 000 exemplaires) ; nationalisation rampante de la presse ; groupe Hersant ; amendements n° 839 et n° 838 : rejetés (p. 166) ; influence du secteur bancaire nationalisé sur de nombreux organes de communication ; distinction traditionnelle entre presse d'information et presse d'opinion (p. 167) ; cas de *l'Humanité ;* s'affirme non marxiste ; publications philosophiques et confessionnelles ; prise en compte dans le champ d'application de la loi des publications des organisations syndicales (p. 168) ; application du taux réduit de la T.V.A. à la presse syndicale ; son amendement n° 841 (inapplication de la loi aux publications ayant pour objet la récréation du public) ; projet de suppression des aides à la presse pour les publications à caractère récréatif (p. 169) ; application de la loi aux publications donnant des informations générales et politiques ; retiré (p. 170) ; son amendement n° 842 (incluant du champ d'application du texte les publications dont le lancement a moins de six mois) ; publications syndicales ; lancement d'un journal [27 janvier 1984] (p. 178) ; rejeté ; son amendement n° 1075 (même mesure pour les publications éditées par une association) (p. 179) ; rejeté ; son amendement n° 1076 (mêmes dispositions en ce qui concerne les publications étrangères en langue française diffusées sur le territoire français) ; inégalité de traitement entre les publications étrangères destinées à des communautés étrangères installées en France et les autres ; langue française ; publications de la vie associative ; rejeté ; son amendement n° 843 (problème des publications éditées par le service d'information et de diffusion des services du Premier ministre) ; *la Lettre de Matignon ;* crédits de ce service (p. 180) ; publications du service d'information et de diffusion ; rejeté ; son amendement n° 844 (publications éditées par les municipalités ou les associations directement ou indirectement subventionnées) ; publications administratives ; club Léo Lagrange ; rejeté ; son amendement n° 845 (publications éditées par des Conseils généraux ou des associations subventionnées par un Conseil général) (p. 181) ; clubs Léo Lagrange ; rapport de la Cour des comptes sur la mission laïque ; rejeté ; son amendement n° 1077 (application de diverses mesures à la Compagnie Européenne de Publication) (C.E.P.) ; dévoiement du mouvement associatif ; Compagnie filiale de l'agence Havas ; publication de nombreux magazines ; cas du *Nouvel économiste ;* rejeté (p. 182) ; son amendement n° 846 (définition des publications d'information politique) ; son amendement n° 847 (responsabilité des partis politiques dans les publications d'information politique) ; son amendement n° 849 (définition de la publication d'information politique ; organe d'un parti politique) ; son amendement n° 850 (définition se référant explicitement à un parti politique) ; son amendement n° 848 (définition de la publication d'informations politiques en fonction de la surface rédactionnelle) ; son amendement n° 102 (notion de publication d'information politique) ; son amendement n° 1703 (même objet) ; son amendement n° 1704 (définition de la notion de publication d'information politique à partir de l'article 2 de l'ordonnance de 1944) ; article 298 *terdecies* du code général des impôts (p. 183) ; nécessité d'avoir des critères précis ; publications municipales ; presse des partis politiques ; journal *l'Humanité* (p. 104) ; presse des partis politiques ; notion d'information générale ; code général des impôts ; ses observations sur la discussion commune de ses

amendements ; définition du terme « publication » dans l'ordonnance de 1944 (p. 185) ; ses amendements n° 846, 847, 848, 849, 850, 1702, 1703, 1704 : rejetés ; son amendement n° 1078 (prévoyant la mise en annexe au texte d'une liste des publications d'information politique et générale) ; commission de la transparence ; liste des publications d'information ; nombre de publications concernées par les alinéas 1 et 2 de cet article (p. 186) ; rejeté ; son amendement n° 1079 (mise en annexe d'une liste des publications d'information politique) : rejeté ; son amendement n° 1080 (même objet) ; notion d'information générale ; rectifie cet amendement ; rejeté après rectification ; son amendement n° 1081 (élaboration de la liste des publications d'information politique) ; consultation des professionnels ; position de M. Jerôme Clément à ce sujet (p. 187) ; projets relatifs à la presse dans les autres pays du monde ; loi sur l'audiovisuel ; rejeté ; son amendement n° 1082 (mise en annexe au présent texte d'une liste des quotidiens régionaux d'information) ; contrôle du contenu et de la diffusion des quotidiens ; service juridique et technique de l'information ; rejeté ; son amendement n° 1083 (précisant que le *Journal du dimanche* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; journal du « septième jour » ; publication d'information générale et politique ; rejeté ; ses amendements n° 1084 à 1088, 1094 et 1095 : retirés ; son amendement n° 1089 (précisant que le *Nouveau Journal* n'est pas une publication d'information politique et générale) ; journal d'information politique (p. 188) ; publication financière et économique ; rejeté ; son amendement n° 1090 (mêmes dispositions en ce qui concerne *Les Echos*) ; cas du *Parisien Libéré ;* journal *Les Echos ;* rejeté ; son amendement n° 1091 (mêmes dispositions en ce qui concerne *l'Equipe*) ; définition du quotidien d'information politique ; journal *l'Equipe ;* rejeté ; son amendement n° 1092 (mêmes dispositions en ce qui concerne le journal *Le Provençal*) ; rôle de M. Gaston Defferre vis-à-vis de ce dernier journal (p. 189) ; rejeté ; son amendement n° 1093 (même disposition en ce qui concerne le journal *l'Humanité*) (p. 190) ; rejeté ; son amendement n° 1096 (suppression du second alinéa de l'article 1er) ; publications d'information politique (p. 191) ; problème de l'apport financier initial pour le lancement d'un journal ; financement des publications ; amendes ; rejeté ; (p. 192) ; souhaite la suppression du premier alinéa de l'article 8 ; délation parmi les propriétaires d'une publication ; service juridique et technique de l'information ; contrôles organisés sous l'autorité de la commission ; son amendement n° 1097 (information politique) ; souhaite restreindre le champ d'application du projet ; rejeté ; son amendement n° 1705 (non application des dispositions du texte aux publications vendues uniquement par abonnement) ; publications financières (p. 193) ; publications vendues par abonnement ; exonération pour celles-ci du respect des règles relatives à la concentration ; rejeté (p. 194) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 1706 (nécessité pour les journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information) ; protection des sources ; incarcération d'un journaliste ; droit de publication ; secret professionnel (p. 201) ; incarcération d'un journaliste de *Paris-Match ;* protection des sources d'information (p. 202) ; rejeté ; son amendement n° 1098 (application de la loi de 1977 relative au contrôle de la concentration économique à l'ensemble des entreprises de communication) (p. 203) ; rejeté ; son amendement n° 1099 (principes généraux de la loi de 1977 applicables à ces mêmes entreprises) : rejeté (p. 204) ; **article 2** : son amendement n° 1100 (suppression de cet article) (p.214) ; rejeté (p. 215) ; son amendement n° 1101 (supprimant la référence aux groupements de fait) (p. 219) ; rejeté (p. 221) ; son amendement n° 1108 (substituant à la référence « groupements de droit ou de fait » la référence « sociétés de fait ») ; rejeté (p. 222) ; son amendement n° 1102 (supprimant la référence aux groupements de fait dans le 2e alinéa de cet article) : rejeté (p. 223) ; ses amendements n° 1717 et n° 1718 (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) (p. 229) ; rejeté ; son amendement n° 1103 (groupements de fait) (p. 231) ; retiré ; son amendement n° 1104 (définition de ces groupements) : rejeté (p. 232) ; ses amendements n° 1105 et n° 1106 (indiquant qu'une famille ne peut être considérée comme un groupement de droit ou de fait) (p. 233) ; rejetés ; son amendement n° 1107 (indiquant qu'une association simple ne peut être considérée comme groupements de fait) (p. 234) ; rejeté ; son amendement n° 1719 (indiquant que des personnes ayant déclaré être totalement indépendantes ne peuvent être considérées comme constituant un groupement de fait) : rejeté ; son amendement n° 1109 (supprimant le 3e alinéa (2°) de cet article) (p. 235) ; rejeté ; son amendement n° 1720 (complétant le 3e alinéa par la référence à l'information politique et générale) : rejeté (p. 236) ; son amendement n° 1721 (faisant référence à l'article 1er dans le 3e alinéa de cet article) : rejeté (p.237) ; son amendement n° 1722 (cas d'une entreprise éditant plusieurs publications) : rejeté (p. 238) ; son amendement n° 1110 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 239) ; rejeté (p. 240) ; ses amendements n° 1112, n° 1281, n° 1282, n° 1283, n° 1284 et n° 1285 (champ d'exercice du contrôle) (p. 242) ; rejetés (p. 243) ; son amendement n° 1113 (insérant le mot « juridique » après les mots « sous quelque forme que ce soit » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p.245) ; son amendement n° 1115 (rajoutant le mot « physique » après les mots « moyens d'ordre » dans le dernier alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 1723 (insérant les mots « dans le cadre des lois et règlements en vigueur » après les mots « matériel ou financier ») (p. 246) ; rejeté (p. 247) ; son amendement n° 1117 (ressources publicitaires) : rejeté ; son amendement n° 1118 (influence politique) (p. 248) ; rejeté (p. 249) ; son amendement n° 1120 (indiquant que la notion de personne peut désigner une organisation syndicale) : rejeté ; son amendement n° 1121 (indiquant que cette notion ne peut concerner le responsable d'un parti politique) ; son amendement n° 1122 (indiquant que cette même notion ne peut concerner le responsable d'une association) : rejetés ; amendement n° 1724 (moyens de nature à exercer une influence déterminante) (p. 253) ; retiré ; son amendement n° 1129 (moyens matériels ou financiers censés représenter une influence déterminante) : rejeté ; ses amendements n° 1123, n° 1124, n° 1125, n° 1126, n° 1127, n° 1128 (précisant certains moyens d'ordre matériel) ; son amendement n° 1726 (précisant que la fourniture de matériel télématique est un moyen matériel déterminant) ; son amendement n° 1725 (précisant que les avances sur régies publicitaires représentent un moyen d'ordre financier déterminant) (p. 254) ; rejetés à l'exception de l'amendement n° 1126 : retiré ; ses amendements n° 1130, n° 1131, n° 1132, n° 1133 et n° 1134 (précisant la notion d'influence déterminante) (p. 255) ; son amendement n° 1708 (cas où une banque contrôle une entreprise de presse) : rejetés (p. 256) ; **après l'article 2** : liberté pour les partis politiques de choisir leur structure juridique ; son amendement n° 1135 (notion de groupe de presse) [30 janvier 1984] (p. 264) : rejeté ; nécessité d'assurer l'indépendance de la presse vis-à-vis du pouvoir politique ; faiblesse en France du pourcentage des recettes publicitaires allant à la presse ; affectation prioritaire des budgets publicitaires à l'audiovisuel (p. 265) ; potentiel des moyens de pression détenus par l'agence Havas ; prise en charge des dépenses publicitaires du journal *Le Progrès* par la régie publicitaire d'Havas ; problème des journaux gratuits (p. 266) ; système d'autorisation préalable (p. 267) ; aides la presse ; faiblesse de l'autofinancement des entreprises de presse ; C.G.T. du livre ; loi Moisan (p. 268) ; **son rappel au règlement** : gestion des papeteries de La Chapelle-Darblay par une personne physique étrangère ; demande que le ministre de l'industrie fasse part à l'Assemblée nationale du contenu exact de la convention réglant ce problème (p. 270) ; **son rappel au règlement** (p. 271) ; son désir de connaître le contenu de la convention relative à La Chapelle-Darblay ; sa demande de suspension de séance ; **avant l'article 3** : son amendement n° 1881 (rédigeant l'intitulé du Titre 1er : dispositions relatives à la « transparence ») (p. 272) ; rejeté ; **son rappel au règlement** : caractère scandaleux de la manière dont a été traitée l'affaire La Chapelle-Darblay (p. 273) ; sa demande au président de la commission des affaires culturelles d'auditionner le ministre de l'industrie (p. 274) ; **avant l'article 3** : son amendement n° 1695 (application des dispositions relatives à la transparence à toutes les entreprises de communication) ; **son rappel au règlement** : sa demande d'audition du ministre de l'industrie sur l'affaire de la Chapelle-Darblay ; gestion de cette entreprise par une personne physique étrangère ; contradiction entre le « bleu » budgétaire et le montant de la subvention accordée à l'entreprise Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 278) ; lien entre le problème du papier journal et le projet de loi sur la presse ; refus de la commission d'auditionner le ministre de l'industrie (p. 279) ; sa demande de suspension de séance (p. 281) ; extension de la transparence à toutes les entreprises de communication ; convention signée avec Canal Plus ; rejeté ; son amendement n° 1696 (application des dispositions relatives à la transparence, aux entreprises multimédia) ; évolution des techniques de communication ; blocage des investissements des entreprises de presse dans le secteur audiovisuel (p. 284) ; rejeté ; **article 3** : notion de prête-nom ; idée de « contrôle » ; groupement de fait (p. 285) ; conditions d'illégalité de l'opération de prête-nom (p. 286) : son amendement n° 1136 (de suppression) ; volonté de dissimulation ; élément déterminant pour définir le caractère délictueux du prête-nom ; problème du directeur d'un journal émanant d'un parti politique (p. 291) ; exemple de *« La lettre de Matignon »* ; rappelle les propos de M. Terrou sur l'article 4 de l'ordonnance de 1944 relatif au prête-nom ; cas de l'inculpation d'une personne liée à Paris-Normandie ; rejeté (p. 292) ; son amendement n° 1138 (supprimant la fin de cet

article après les mots « que ce soit ») ; devenu sans objet ; difficulte d'admettre qu'une personne puisse être « l'homme de paille » d'une société ou d'un groupement de fait ; problème de la compétence de la commission de la transparence et du pluralisme pour juger du caractère dissimulatif ou non d'une opération de prête-nom ; son amendement n° 1139 (supprimant les mots « possède, commandite ou ») ; notion de contrôle ; pouvoir d'appréciation de la commission sur la réalité d'une opération de prête-nom (p. 293) ; rejeté ; son amendement n° 1140 (supprimant les mots « ou contrôlé ») ; définition de cette notion ; rejeté ; caractère totalitaire de ce texte ; référence aux droits des sociétés pour définir la notion de contrôle (p. 294) ; volonté de l'opposition d'étendre le projet de loi à tous les secteurs de la communication ; agence Havas ; Canal Plus ; cas du journal *France-Soir* et du *Courrier de l'Ain* (p. 295) ; radios des collectivités locales communistes ; répression à l'encontre de certaines radios locales ; traitement distinct pour les situations nouvelles nées de l'acquisition d'une entreprise de presse (p. 296) ; son amendement n° 1141 (définition du « prête-nom ») : retiré ; son amendement n° 1142 (définition du mot « personne ») : retiré ; son amendement n° 1143 (déclarant qu'une personne possède une entreprise de presse lorsqu'elle détient 100 p. 100 de son capital) ; notion de propriété d'une entreprise de presse ; rejeté ; son amendement n° 1144 (groupement de fait) ; notion de personne et de groupement de fait ; rejeté ; son amendement n° 1145 (définition du mot « contrôle ») ; son amendement n° 1146 (même objet) ; son amendement n° 1147 (même objet) (p. 297) ; son amendement n° 1148 (notion de « contrôle ») ; son amendement n° 1149 (même objet) ; son amendement n° 1150 (même objet) ; son amendement n° 1151 (insuffisance du critère de détention de 20 p. 100 du capital d'une entreprise de presse pour définir la notion de contrôle) ; son amendement n° 1152 (présomption de l'existence d'un contrôle) ; son amendement n° 1153 (même objet) ; son amendement n° 1154 (appréciation de la notion de contrôle au regard du droit des sociétés) ; son amendement n° 1155 (appréciation de la notion de contrôle en référence aux prérogatives juridiques) ; son amendement n° 1156 (détermination de l'origine du contrôle dans les droits ou les contrats conférant la possibilité de déterminer l'action d'une entreprise) ; son amendement n° 1157 (conditions de l'existence d'un contrôle effectif établi par une société dominante sur une autre société) ; travaux de la commission des affaires culturelles ; absence de motivation de la réserve faite sur l'article 2 ; définition de la notion de contrôle par la haute autorité de la C.E.C.A. lors d'une décision du 6 mai 1954 ; référence au droit commercial pour définir la notion de contrôle (p. 298) ; nécessité d'apprécier cette notion au regard des critères reconnus par le droit des sociétés ; référence au code du travail ; amendements n° 1145 à 1157 ; rejetés ; **après l'article 3** : démantèlement d'un groupe de presse (p. 299) ; **article 4** : mise au nominatif des actions des sociétés contrôlant plus de 20 p. 100 du capital social des entreprises de presse ; contrôle subodoré et contrôle juridique ; nécessité de ne pas tarir les sources de financement extérieur à la presse ; rappel des interdits majeurs posés par les socialistes (p. 304) ; situation à l'étranger ; cotation en France du seul journal *« Les Dernières nouvelles d'Alsace »* ; tarissement des sources de financement de la presse (p. 305) ; son amendement n° 1158 (de suppression) (p. 308) ; inapplicabilité de la définition du contrôle donnée à l'article 2 ; découragement des financements extérieurs à la presse ; cas du groupe Hachette ; existence de deux catégories de sociétés cotées en bourse (p. 309) ; critique du système de dématérialisation ; rejeté ; **son rappel au règlement** : sa demande d'information sur l'accord passé entre le ministre de l'industrie et M. Kyla pour la restructuration de la Chapelle-Darblay ; demande une suspension de séance (p. 310) ; son sous-amendement n° 2268 à l'amendement n° 1529 de la commission (nominativité des certificats d'investissement) ; exemple de l'agence Havas ; forme des titres ; rejeté (p. 312) ; dualité de la notion de contrôle ; transparence « remontante » (p. 313) ; référence au taux de 20 p. 100 en matière de contrôle des changes ; transparence « remontante » ; difficulté de faire coexister la double notion de contrôle prévue aux articles 2 et 4 ; discrimination à l'encontre des sociétés cotées en bourse (p. 316) ; ses amendements n° 1161 et n° 1162 : devenus sans objet (p. 317) ; son amendement n° 1165 (définissant l'entreprise de presse) ; notion de contrôle ; détention d'une partie du capital d'une entreprise de presse par une société ; « contrôle à deux vitesses » ; notion de groupe ; création d'une obligation pénalement sanctionnée [31 janvier 1984] (p. 321) ; rejeté ; son amendement n° 1166 (absence de compétence de la commission pour enquêter sur le respect de dispositif prévu à cet article) ; rôle du juge judiciaire ; interprétation du contrôle ; rejeté (p. 322) ; actions émises avant le 1er octobre 1982 ; participation de R.T.L. dans un journal : *Le bien public* ; découragement des investissements ; intérêts étrangers dans la presse française ; mise de certains capitaux sous forme d'actions nominatives ; dirigeants des sociétés ; entreprises étrangères (p. 324) ; son amendement n° 1168 (substituant aux mots « huit jours » les mots « un mois » dans le 4e alinéa de cet article) (p. 326) ; délai laissé aux porteurs pour mettre leurs titres sans forme nominative ; durée de ce délai ; entreprises de presse ; entreprises étrangères ; entreprises installées à l'étranger détenant des intérêts en France ; son amendement n° 1169 (forme nominative pour les certificats d'investissement des entreprises de presse) (p. 327) ; sociétés étrangères ; banque Bruxelles-Lambert possédant des intérêts directs dans R.T.L. ; certificats d'investissement ; agence Havas ; transparence des sociétés de presse ; cas des entreprises étrangères ayant des intérêts en France (p. 328) ; rejeté ; son amendement n° 1170 (droit pour tout citoyen de créer une entreprise de presse) : rejeté (p. 330) ; **article 5** : son amendement n° 1171 (suppression de la première phrase de cet article) ; registre des titres nominatifs ; incriptions en comptes (p. 342) ; compte des valeurs nominatives ; rejeté (p. 343) ; valeur juridique d'une circulaire ; développement des investissements et de la protection de l'épargne ; rappelle que M. Gaston Defferre est un ancien dirigeant du journal *Le Provençal* ; référence à la société de rédacteurs ; notion d'équipe rédactionnelle ; problème de la consultation de l'équipe rédactionnelle dans le cadre de l'article 18 (p. 344) ; texte créant deux catégories de salariés dans les entreprises de presse selon le droit ou non d'accès aux comptes des valeurs nominatives (p. 345) ; position de M. Georges Montaron au sujet de cet article (p. 346) ; son amendement n° 1175 (insérant les mots « journalistes professionnels » après les mots « reconnu aux » dans la seconde phrase de cet article) ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 347) ; cessation de parution du quotidien *Combat socialiste* ; position de l'intersyndicale de ce quotidien au sujet du licenciement ; équipe rédactionnelle ; rejeté ; notion d'équipe rédactionnelle ; position de M. Gaston Defferre, hostile à cette équipe ; composition de ces équipes (p. 348) ; problème de l'extension du droit de consulter la liste nominative à l'ensemble des équipes rédactionnelles des publications non quotidiennes ; son amendement n° 1176 (complétant la seconde phrase de cet article par les mots « ayant plus d'un an d'ancienneté dans celle-ci ») ; retiré (p. 349) ; comités d'entreprise ; lois Auroux ; propose qu'un droit de consultation des comptes nominatifs soit accordé aux comités d'entreprise ; son amendement n° 1178 (absence de compétence de la commission pour enquêter sur le respect du dispositif de cet article) ; commission pour la transparence et le pluralisme ; philosophie socialiste ; rejeté ; **après l'article 5** : son amendement n° 1179 (obligation de publication de certains renseignements par les agences de publicité faisant appel à l'épargne publique) (p. 350) ; transparence de la gestion de ces agences ; obligation de publier la liste des publications dont elles assurent la régie ; cas de l'agence Havas ; rejeté ; son amendement n° 1180 (même objet) ; transparence des entreprises de communication ; dépenses publicitaires du Gouvernement ; agences spécialisées ; cas de l'agence Havas ; règles de la transparence ; rejeté ; son amendement n° 1181 (même objet) ; cas de l'agence Havas ; campagnes d'information gouvernementale ; campagne « les yeux ouverts » ; campagnes lancées sans appel d'offre (p. 351) ; rejeté ; son amendement n° 1182 (obligation d'une publication des changements de régies publicitaires) ; transparence dans le domaine publicitaire ; changements des régies ; rejeté ; son amendement n° 1183 (obligation de diffusion de certaines informations par la société de télévision Canal Plus) ; présidence de cette société par M. André Rousselet ; prérogatives de cette société ; transparence ; rejeté ; son amendement n° 1184 (obligation de publication du montant des recettes et des dépenses d'exploitation de cette même société) (p. 352) ; perspectives d'exploitation de Canal Plus ; rejeté ; son amendement n° 1185 (publication du bilan et du compte d'exploitation annuel de cette société) ; publicité commerciale ; rejeté ; son amendement n° 1186 (publication d'un bilan culturel de l'activité de cette société) ; nécessité de fournir ce bilan à tous les abonnés ; rejeté ; son amendement n° 1187 (obligation pour cette société de publier une fois par semaine au moins le nom de ses dix principaux actionnaires) ; mépris de l'institution parlementaire ; convention entre l'Etat et la chaîne de télévision Canal Plus (p. 353) ; problème de la transparence de publication des actionnaires de l'audiovisuel ; rappelle que la S.O.F.I.R.A.D. possède 83 p. 100 du capital de R.M.C. ; investisseurs institutionnels ; transparence ; rejeté ; son amendement n° 1188 (information sur les modifications intervenues dans le capital de la société de télévision Canal Plus) ; rejeté ; son amendement n° 1189 (impossibilité pour cette même société de bénéficier de subventions d'exploitation de l'Etat) ; financement de Canal Plus ; rejeté ; **article 6** : sa demande de suspension de séance (p. 354) ; **son rappel au règlement** : modification en

commission de la moitié des articles du projet de loi sur la presse ; nécessité de ne pas abuser des sessions extraordinaires (p. 362) ; sa demande de modification de l'ordre du jour ; attitude favorable de l'opposition à la transparence ; transparence « externe » ; risque de mettre à nu la vie financière de l'entreprise (p. 363) ; son amendement n° 1190 (de suppression) (p. 364) ; caractère sélectif de cet article ; respect du lecteur (p. 365) ; rejeté (p. 366) ; rétablissement du système d'autorisation préalable ; critique l'application de la transparence aux promesses de cession (p. 367-368) ; son amendement n° 1193 : retiré (p. 369) ; son amendement n° 1195 : devenu sans objet ; différentes définitions du contrôle ; mention des biens (p. 371) ; son amendement n° 1196 (incompétence de la commission pour la transparence et le pluralisme sur le respect des dispositions de cet article) : rejeté (p. 372) ; **après l'article 6** : son amendement n° 1847 (création d'un registre public de la presse) ; rejeté (p. 373) ; **article 7** : son amendement n° 1197 (de suppression) (p. 375) ; rejeté ; son amendement n° 1848 (rappel des informations obligatoires que doit comporter chaque numéro de la publication) ; son amendement n° 1849 (rappel des obligations annuelles d'information pesant sur les journaux et périodiques) ; rejetés ; son amendement n° 1276 (obligation pour toute entreprise d'édition de faire connaître le groupe d'éditions auquel elle appartient) (p. 376) ; son amendement n° 1277 (obligation pour toute entreprise d'édition de faire connaître le nom de ces cinq principaux actionnaires) ; rejetés ; son amendement n° 1278 (obligation pour toute entreprise d'édition de faire figurer la mention « éditeur directement ou indirectement contrôlé par l'Etat ») ; rejeté (p. 377) ; son amendement n° 1279 (obligation pour toute entreprise de presse de porter certaines informations à la connaissance de ses lecteurs) ; rejeté ; son amendement n° 1850 (abrogation de l'article 5 de l'ordonnance du 26 août 1944) ; rejeté (p. 378) ; son amendement n° 1200 : devenu sans objet ; son amendement n° 1202 (complétant le 2e alinéa de cet article par les mots « en petits caractères ») : rejeté (p. 379) ; son amendement n° 1204 (substituant aux mots « ses trois principaux associés » les mots « son principal associé ») rejeté (p. 380) ; son amendement n° 1205 (vérification des informations par l'office de justification de la diffusion) ; retiré ; ses amendements n° 1207 et n° 1208 : devenus sans objet ; son amendement n° 1280 (mention du tirage et du nombre d'abonnés parmi les informations annuelles obligatoires) : rejeté ; son amendement n° 1851 (mention de la raison sociale du ou des régisseurs publicitaires parmi les informations annuelles obligatoires) ; rejeté (p. 382) ; son amendement n° 1209 (rôle de vérification de l'Office de justification de la Diffusion) (p. 383) ; rejeté (p. 384) ; son amendement n° 1210 (faisant figurer la liste des actionnaires ou porteurs de parts présentant au moins 5 p. 100 du capital social de la publication concernée parmi les informations annuelles obligatoires) ; rejeté (p. 385) ; son amendement n° 1853 (indication du montant des aides directes de l'Etat parmi les informations annuelles obligatoires) ; retiré ; son amendement n° 1212 (mention de la surface occupée dans la publication par les mentions annuelles obligatoires) : non soutenu ; son amendement n° 1213 (impossibilité pour la juridiction compétente d'autoriser la non divulgation des dispositions relatives à la survie des entreprises de presse) : non soutenu ; son amendement n° 1214 (possibilité pour le juge compétent d'autoriser la non divulgation des renseignements prévus aux articles 6 et 7) ; rejeté ; son amendement n° 1215 (signalement de toute participation directe de l'Etat ou d'une entreprise à capitaux publics dans une station de télévision) : rejeté (p. 386) ; son amendement n° 1216 (mention de toute participation de l'Etat dans une entreprise de presse parmi les informations annuelles obligatoires) ; rejeté ; son amendement n° 1217 (mention de toute partipipation de l'Etat dans une station radiophonique parmi les informations annuelles obligatoires) ; rejeté ; son amendement n° 1218 (obligation pour les entreprises relevant de la présente loi de fournir à la commission toutes les informations jugées nécessaires) : non soutenu ; son amendement n° 1852 (indication par les entreprises de presse du nom des entreprises ayant apporté les 10 principaux budgets publicitaires) ; rejeté ; son amendement n° 1854 (indication par les entreprises de presse du montant des recettes publicitaires provenant de l'Etat) ; rejeté ; son amendement n° 1855 (publication par tout groupe de communication de ses comptes consolidés) (p. 387) ; rejeté ; son amendement n° 1856 (obligation pour tout groupe de presse de publier ses comptes consolidés) ; rejeté ; son amendement n° 1857 (publication par les entreprises publiques du montant de leurs dépenses publicitaires) ; rejeté ; son amendement n° 1858 (obligation pour les radios locales de service public de faire connaître leur appartenance à l'Etat) ; rejeté ; son amendement n° 1859 (obligation pour la société Canal Plus de faire apparaître le nom de ses principaux actionnaires) ; rejeté ; son amendement n° 1860 (obligation pour la société Canal Plus de communiquer le nombre de ses abonnés, ses résultats financiers et le montant des aides de l'Etat) (p. 388) ; son amendement n° 1861 (obligation pour toute entreprise de communication de mettre à la disposition de ses usagers et de ses abonnés certaines informations) ; rejeté ; son amendement n° 1862 (communication à la commission de la transparence et du pluralisme des contrats de concession de service public) : rejeté (p. 389) ; **après l'article 7** : son amendement n° 1219 (obligation pour toute entreprise de presse de tenir à la disposition du public un document portant sur l'organisation et l'activité de l'entreprise) ; rejeté [1er février 1984] (p. 392) ; bilan des campagnes d'informations gouvernementales ; augmentation du budget des relations publiques en matière de télévision ; détention par l'agence Havas de 45 p. 100 du marché de la propagande publicitaire (p. 393) ; **article 8** : champ d'application de cet article ; notion de contrôle ; article de délation (p. 395) ; non-définition des délits ; son amendement n° 1220 (de suppression) (p. 396) ; droit des lecteurs ; non-délimitation du champ d'application de cet article ; nécessité de définir clairement le délit ; (p. 397) ; rejeté (p. 398) ; bureaucratie et arbitraire (p. 399, 400) ; possibilité pour la « commission de la hache » d'avoir droit de vie ou de mort sur les entreprises de presse (p. 402) ; traitement discriminatoire entre les entreprises de presse ; inquisition et délation ; système de renseignements généraux sur la presse ; notion de détention indirecte (p. 403) ; cahier des charges de la 4e chaîne ; police de la presse ; écoutes téléphoniques ; article d'inquisition ; possibilité de faire une remontée des informations entre la commission de la transparence et l'administration fiscale (p. 405) écoutes téléphoniques (p. 406) ; distinction entre deux catégories de publications ; notion de contrôle (p. 407) ; incitation à la délation ; cas de la *Revue Politique et Parlementaire* ; souscription par la Banque de l'Europe du Nord des bons de l'emprunt Giscard (p. 408) ; police des renseignements généraux pour la presse (p. 409) ; notion de contrôle ; sanctions pécuniaires (p. 410) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel relative aux garanties de procédure ; impossibilité pour la commission de la transparence de rendre une décision de caractère juridictionnel ; notion de contrôle (p. 411) ; son amendement n° 1863 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « toutefois cette obligation ne concerne que les actionnaires d'entreprises de presse dont le capital social est au moins égal à 30 000 F ») ; risque de disproportion entre l'amende et la mise de fonds investie dans une publication ; rejeté ; son amendement n° 1864 (notion de renseignement) ; problèmes de procédure ; rejeté (p. 412) ; son amendement n° 1865 (interdiction d'utiliser les renseignements demandés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique) ; nécessité d'un cloisonnement entre l'administration fiscale et la commission de la transparence et du pluralisme ; rejeté (p. 413) ; son amendement n° 1227 (indication des modifications significatives intervenues dans la composition de l'actionnariat parmi les informations annuellement publiées) ; rejeté (p. 419) ; son amendement n° 1866 (publication parmi les informations annuelles de tout changement de régisseur publicitaire) ; rejeté (p. 420) ; son amendement n° 1867 (substituant au mot « cède » le mot « a cédé » dans le dernier alinéa de cet article) ; rejeté (p. 421) ; **article 9** : rupture du principe d'égalité ; principe universel de la liberté de communication des idées ; cas du docteur Hibbelen ; libre circulation des idées et des écrits ; différence de traitement entre deux catégories de publications étrangères (p. 425) ; son amendement n° 1231 (de suppression) (p. 430) ; cas de la Compagnie européenne de publication (p. 431) ; affirmation dans l'ordonnance de 1944 du principe de réciprocité ; différence entre l'article 19 de cette ordonnance et l'article 9 du projet de loi ; rejeté ; son amendement n° 1232 (application aux entreprises de presse de la liberté d'établissement prévue par l'article 52 du Traité de Rome) (p.432) ; sous-amendement n° 1930 à l'amendement n° 2346 de la commission (référence aux traités ou conventions) (p. 433) ; notion d'engagements internationaux (p. 434) ; rejeté (p. 436) ; appréciation des biens ; calcul de la participation (p. 437) ; attitude vis-à-vis de la presse étrangère déjà installée en France ; notion de « publications de langue française » ; cas de l'*International Herald Tribune* et de *Jeune Afrique* (p. 438) ; son amendement n° 1931 (référence aux langues et dialectes régionaux pratiqués en France) ; nécessité d'éviter que des puissances étrangères achètent des journaux de façon clandestine pour mener une action subversive ; cas de *Jeune Afrique* et de *Vogue* (p. 439) ; rejeté ; son amendement n° 1286 (instaurant une exception lorsque la personne relève d'un pays où les personnes françaises jouissent de droits similaires à ceux relevant de la présente loi) ; problèmes rencontrés par les publications en langue étrangère si elles se trouvent condamnées à la fixité de leur capital ; notion de réciprocité ; rejeté (p. 441) ; « M. Marchais

est revenu de chez Messerschmitt ! » ; « M. Mitterrand a un passé ! » (p. 443) ; agence Havas ; accords internationaux de réciprocité [2 février 1984] (p. 456) ; son amendement n° 1932 (mensuel *Vogue*) ; son amendement n° 1933 (publication *Sélection du Reader's Digest)* ; son amendement n° 1934 (non-application des dispositions de cet article à *l'International Herald Tribune*) ; son amendement n° 1935 (hebdomadaire *Jeune Afrique*) ; propriété d'actionnaires étrangers ; liberté de gestion des journaux étrangers ; journaux en langue française édités à l'étranger (p. 457) ; rejetés ; journaux s'adressant à des communautés étrangères implantées en France ; cas du *Herald Tribune* ; *Jeune Afrique* ; communautés étrangères (p. 458) ; son amendement n° 1936 (publications éditées à l'étranger) : rejeté (p. 460) ; son amendement n° 1234 (communautés étrangères d'au moins cent mille personnes) ; rejeté ; son amendement n° 1937 (substituant au mot « implantées » le mot « installées ») : rejeté (p. 461) ; son amendement n° 1938 (accords de réciprocité) : rejeté ; son amendement n° 1939 (définissant la communauté étrangère) : rejeté ; son amendement n° 1940 (prévoyant qu'une liste des communautés étrangères est annexée au texte) : rejeté ; son amendement n° 1941 (supprimant dans l'article 13 de l'ordonnance de 1944 les mots : « à l'exception des fonds destinés au paiement de publicité conforme à l'article 12) (p. 463) ; rejeté ; **avant l'article 10** : régression du pluralisme ; rétablissement de l'autorisation préalable ; historique de cette autorisation ; liberté de l'entreprise ; ses amendements n° 1301, 1237, 1236 et 1235 (rédaction de l'intitulé du Titre II) (p. 464) ; son amendement n° 1882 (même objet) : extension des dispositions relatives à la concentration et au pluralisme ; notion de concentration ; législation des pays étrangers dans ce domaine ; presse quotidienne ; « hold up » sur *France-Soir* (p. 465) ; titres du groupe Hersant ; syndicat C.G.T. du Livre ; cite divers cas de grèves ; limitation du nombre des exemplaires diffusés ; rejetés (p. 466) ; loi de 1881 ; dépôt de cautionnement et autorisation préalable dans l'histoire de la presse française (p. 467) ; son amendement n° 1239 (distinction entre publications nationale et régionale) (p. 469) : retiré ; son amendement n° 1954 (dispositions relatives au pluralisme) ; rejeté (p. 470) ; son amendememt n° 1238 (définissant la concentration) [3 février 1984] (p. 508) ; rejeté ; son amendement n° 1289 (même objet) ; rejeté (p. 509) ; **son rappel au règlement** : censure votée contre trois parlementaires au cours de la dernière séance du 2 février 1984 ; souhaite que le vote de censure soit nominatif ; son amendement n° 1290 (contrôle de concentration) ; contrôle exclusif en cas d'abus de concentration ; rejeté ; son amendement n° 1291 (même objet) ; pourcentage à partir duquel il y a abus de situation dominante ; rejeté ; son amendement n° 1292 (contrôle de concentration ne pouvant s'exercer qu'à l'égard des entreprises représentant 20 p. 100 de l'audience radiophonique nationale) ; marché national des régies publicitaires (p. 510) ; agence Havas ; concentration en matière de presse ; publicité ; rejeté ; son amendement n° 1293 (même disposition en ce qui concerne le seuil de 20 p. 100 du marché national des régies publicitaires) ; part du marché de la publicité représentée par l'agence Havas ; groupe Hersant ; position de M. André Rousselet (p. 511) ; rejeté ; son amendement n° 1294 (contrôle de concentration) ; degré de concentration dans la publicité ; rejeté ; son amendement n° 1295 (même objet) ; agence Havas ; contrôle des éditions Larousse ; dictionnaire Robert ; rejeté ; son amendement n° 1297 (contrôle de la concentration en matière d'édition de livres pédagogiques et scolaires) (p. 512) ; son amendement n° 1298 (contrôle de la concentration sur le marché de l'édition des œuvres littéraires) ; interventions de l'agence Havas ; édition de dictionnaires ; rejetés ; son amendement n° 1299 (possibilité de soumettre à contrôle la concentration au niveau des régisseurs publicitaires) ; loi de 1977 sur les concentrations économiques ; régies publicitaires de publications ; rejeté ; son amendement n° 1300 (concentration de nature à porter atteinte à une situation de concurrence dans une zone de diffusion) ; notion de zone de diffusion ; presse quotidienne régionale ; rejeté (p. 513) ; son amendement n° 1957 (chiffres de diffusion) ; zone de diffusion ; agence Havas ; rapport de M. Georges Vedel ; rejeté ; son amendement n° 1956 (même objet) ; mesure de la diffusion des quotidiens ; publications non adhérentes à l'O.J.D. ; service juridique et technique de la formation ; vocation de l'O.J.D. ; rejeté ; son amendement n° 1958 (prise en compte des chiffres déclarés par les publications aux services du Premier ministre) (p. 514) ; intervention de la commission pour la transparence et le pluralisme ; groupe Hersant ; problème de l'avenir de *France-Soir* ; plafond de 15 p. 100 fixé à l'article 10 ; rejeté ; son amendement n° 1959 (chiffres certifiés par l'O.J.D.) ; chiffres utilisés comme référence ; critères utilisés en matière de concentration ; rejeté ; son amendement n° 1960 (inscription d'un titre à l'O.J.D. ne pouvant être rendue obligatoire) ; indique que le journal *l'Humanité* n'adhère pas à l'O.J.D. (p. 515) ; chiffres fournis par cet office ; chiffres de diffusion de *l'Humanité* ; rejeté ; ses amendements n° 82 et n° 83 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire d'être régisseur publicitaire de plus d'une publication quotidienne nationale) (p. 516) ; rejetés ; son amendement n° 1961 (contrat de concession de service public entre l'Etat et une personne morale de droit public ou privé en matière de communication audiovisuelle) ; son amendement n° 1962 (impossibilité pour une personne morale, de droit privé de conclure plus d'un contrat de concession de service public pour l'exploitation d'un service de communication) ; rejetés (p; 517) ; **article 10** : concentration de la presse ; rappelle qu'il n'existe pas en France un quotidien dont la diffusion soit supérieure à 1 million d'exemplaires ; seuil de 15 p. 100 prévu par cet article ; marché publicitaire ; notion de diffusion (p. 520) ; son amendement n° 84 (de suppression) : non défendu (p. 523) ; son amendement n° 1243 (interdiction de certaines concentrations) : non soutenu (p. 527) ; son sous-amendement n° 1246 à l'amendement n° 1551 de la commission (non application des dispositions relatives au pluralisme lorsqu'une opération de concentration : non soutenu ; son sous-amendement n° 1977 à l'amendement n° 1551 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; rejeté (p. 528) ; son sous-amendement n° 1244 à l'amendement n° 1551 de la commission (impossibilité pour une même publication nationale de détenir plus de 15 p. 100 du tirage total des publications concernées) ; non soutenu (p. 529) ; son sous-amendement n° 1978 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant les mots « ou contrôler » dans cet amendement) ; imprécision de la notion de contrôle (p. 534) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1979 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant les mots « politique et générale » dans cet amendement) ; agence Havas ; groupe du *Moniteur* ; problème du *Parisien Libéré* ; rejeté ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au mot « diffusion » le mot « tiragé ») ; quotidien régional ; cas du *Parisien Libéré* ; problème pour les *Echos* ; problème de la comptabilisation dans la diffusion de *l'Humanité* des exemplaires vendus aux cellules ; tirage des journaux (p. 535) ; rejeté ; indique que M. Alain Madelin propose comme seuil 18,6 p. 100 ce qui est le taux actuel de la T.V.A. ; problème du seuil de 15 p. 100 ; moyens d'investigation de l'O.J.D. ; montant global de la diffusion du quotidien en France ; situation de *France-Soir* (p. 536, 537) ; son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 1551 de la commission (appréciation de la diffusion par l'.O.J.D) ; problème de la possibilité de confier une mission de service public à une association loi de 1901 : l'O.J.D. ; pouvoir de la commission ; rôle des messageries ; rejeté ; son sous-amendement n° 1980 à l'amendement n° 1551 de la commission (calcul de la diffusion sur la moyenne des douze mois) ; période d'appréciation proposée par la commission ; retiré ; son sous-amendement n° 1981 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant le mot « connus » dans le premier alinéa de cet amendement) ; risque de créer une inégalité dans l'appréciation de la diffusion entre les publications ; rejeté ; son sous-amendement n° 1982 à l'amendement n° 1551 de la commission (possibilité de dépasser le seuil de 15 p. 100 par croissance interne de la diffusion des publications concernées) ; constate que M. Jean-Jack Queyranne préfère la lecture du *Nouvel Observateur* à ses explications et demande en conséquence une suspension de séance (p. 538) ; rejeté (p. 539) ; publication, dont la diffusion atteint 12 p. 100 ouvrant ses colonnes à la publicité ; son sous-amendement n° 1983 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; acquisition ou prise de contrôle postérieure à la publication de ce texte (p. 540) ; loi applicable au groupe Hersant ; entrave à la liberté d'entreprise ; nationalisation rampante ; agence Havas et compagnie européenne de publication (C.E.P.) ; journal *Combat socialiste* ; groupe de presse Murdoch ; loi du marché en matière de presse ; rejeté (p. 541) : son sous-amendement n° 1984 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant la référence aux prises de contrôle dans cet amendement) (p. 541) concentration de la presse française ; cas de la presse communiste ; périodes de l'histoire pendant laquelle le parti communiste a été totalement aligné sur l'U.R.S.S. souhaite savoir qui a demandé la reparution de *l'Humanité* en juin 1940 ; rejeté (p. 542) ; son sous-amendement n° 1255 à l'amendement n° 1551 de la commission (calcul du seuil à partir du tirage au numéro le plus élevé observé pendant l'année précédant l'opération) ; tirage au numéro ; rôle des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.) (p. 543) ; rejeté ; commission pour la transparence et le pluralisme pouvant demander le nombre d'abonnements aux entreprises de presse ; Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.) ; déficit du système de messageries mis en place après la guerre et géré par des

personnes proches du parti communiste ; attitude du parti communiste ; loi du 2 avril 1947 (p. 544) ; Conseil supérieur des messageries ; possibilité de perquisition au siège de diverses entreprises ; article 20 du projet ; méthodes autoritaires contenues dans ce texte ; rejeté ; son sous-amendement n° 1245 à l'amendement n° 1551 de la commission (possibilité pour une publication nationale ou régionale de détenir plus de 15 p. 100 de l'ensemble de certaines publications) ; problème de constitutionnalité de ce texte ; discrimination entre la presse nationale et la presse régionale ; difficulté d'apprécier la presse régionale (p. 545) ; rejeté ; problème des effets de seuil (p. 546) ; son sous-amendement n° 1985 à l'amendement n° 1551 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet amendement) [4 février 1984] (p. 550) ; son sous-amendement n° 1986 à l'amendement n° 1551 de la commission (définition de la publication nationale) ; définition du quotidien national ; critères de la diffusion ; diffusion à bas prix ; cas du journal *Le Monde* (p. 551) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1987 à l'amendement n° 1551 de la commission (définition de la publication quotidienne nationale) (p. 552) ; rejeté (p. 553) : son sous-amendement n° 1988 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 10 p. 100 ») ; rôle de la commission pour la transparence et le pluralisme ; système des seuils ; définition de la diffusion (p. 554) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1989 à l'amendement n° 1551 de la commission (excluant la diffusion à l'étranger pour la prise en compte du caractère national d'un quotidien) ; chiffre fixé pour le seuil de diffusion (p. 556) ; diffusion internationale des journaux ; indique que 120 000 exemplaires de quotidiens sont vendus à l'étranger ; problème de la possession ou du contrôle des quotidiens régionaux ; rejeté ; son sous-amendement n° 1990 à l'amendement n° 1551 de la commission (zones d'édition locale) : retiré ; son sous-amendement n° 1991 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au mot « trois » le mot « deux » dans le dernier alinéa de cet amendement ; définition de la notion de diffusion ; définition du caractère national d'un quotidien ; rejeté (p. 557) ; son sous-amendement n° 1992 à l'amendement n° 1551 de la commission (insérant le mot « administratives » après le mot « régions » dans cet amendement) ; décentralisation ; zones naturelles de diffusion de la presse ; mesure de la diffusion des publications (p. 558) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1993 à l'amendement n° 1551 de la commission (indiquant que les journaux régionaux doivent consacrer au moins 1/3 de leur surface rédactionnelle à l'information régionale et locale) ; cas de *l'Humanité* ; régions Provence, Côte d'Azur et Corse ; quotidien *France-Antilles* (p. 559) ; rejeté ; appréciation du contenu rédactionnel de la presse locale sur une période de référence suffisamment longue ; son sous-amendement n° 1994 à l'amendement n° 1551 de la commission (indiquant que les programmes de radio et de télévision ne font pas partie de la surface rédactionnelle) ; distinction entre l'information régionale et locale ; journaux régionaux ; décompte du programme de radio et de télévision dans la surface rédactionnelle (p. 560) ; rejeté ; son sous-amendement, n° 1263 à l'amendement n° 1551 de la commission (définition du quotidien d'information politique) : rejeté ; son sous-amendement n° 1264 à l'amendement n° 1551 de la commission (zone de diffusion des quotidiens régionaux et impossibilité pour ces quotidiens de contrôler plus de trois radios locales dans ces zones) ; monopoles locaux ; cas de *La Dépêche* (p. 561) ; quotidien régional ; situation éventuelle de monopole à l'égard de l'information audiovisuelle ; rejeté ; son sous-amendement n° 1265 à l'amendement n° 1551 de la commission (impossibilité pour une même agence de publicité de détenir plus de 15 p. 100 du marché total des régies publicitaires) : rejeté ; ses amendements n° 1247, 1248 et 88 : devenus sans objet (p. 562) ; **après l'article 10** : son amendement n° 91 (situation des agences de publicité dans lesquelles l'Etat est majoritaire) ; — cumul des régimes publicitaires ; groupe Havas ; retiré ; son amendement n° 89 (limitant la concentration jouant pour les agences de publicité) ; régie publicitaire ; rejeté ; son amendement n° 90 (même objet) ; presse quotidienne régionale ; limitation des activités de l'agence Havas (p. 576) ; rejeté (p. 577) ; son amendement n° 1296 (contrôle de concentration ne pouvant être exercée qu'à l'égard de certaines entreprises) ; rejeté (p. 578) ; **article 11** : groupe Hersant ; cas du *Dauphiné Libéré* ; presse régionale (p. 578, 579) ; son amendement n° 1268 (de suppression) (p. 584) ; rejeté (p. 586) ; son sous-amendement n° 2001 à l'amendement n° 1552 de la commission (possibilité de dépasser par croissance interne le seuil de 15 p. 100) [6 février 1984] (p. 606) ; rejeté (p. 607) ; son sous-amendement n° 2002 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence au tirage du numéro le plus élevé observé pendant l'année précédent l'opération) : rejeté ; son amendement n° 1272 : devenu sans objet (p. 609) ; **article 12** : son amendement n° 2015 (autorisation des chaînes de journaux lorsqu'elles contribuent au pluralisme) ; restructuration à l'étranger dans le domaine de la presse ; existence de chaînes de journaux ; cas de *Libération* ; son amendement n° 2016 (possibilité pour une même personne de posséder plusieurs quotidiens régionaux, départementaux, locaux ou nationaux d'information politique et générale) ; son amendement n° 2017 (possibilité pour une même personne de posséder plusieurs quotidiens régionaux, départements, locaux ou nationaux lorsque cette situation contribue au pluralisme) (p. 619) ; son amendement n° 2020 (possibilité pour un quotidien régional de posséder plusieurs quotidiens locaux ou départementaux dans sa propre zone de diffusion) ; nécessité d'autoriser les quotidiens nationaux à diffuser des compléments régionaux ; absence de pluralisme dans certaines zones de diffusion ; cas de l'Ille-et-Vilaine et de l'Orne ; exemple du groupe *Sud-Ouest* ; caractère politique de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 620) ; amendements n° 2015, 2016, 2017 et 2020 : rejetés (p. 621) ; son amendement n° 2018 (possibilité pour une même personne de posséder ou contrôler plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux d'information politique et générale) ; obligation pour le président de séance de prendre part au vote ; rejeté ; son amendement n° 2019 (possibilité pour une personne déjà propriétaire de plusieurs quotidiens d'en acquérir un autre) ; période « menchefillioudiste » et « bolchefillioudiste » ; Newspaper preservation Act (p. 622) ; référence à un article de M. Serge July dans le journal *Libération* ; lutte contre le groupe Hersant ; rejeté (p. 623) ; respect du consommateur ; necessité des groupes de presse (p. 628) ; notion de contrôle ; presse de « pégreleux » ; affaire de l'équilibrage du groupe Hersant (p. 629) ; son sous-amendement n° 2021 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la référence aux quotidiens locaux) ; difficultés pour distinger les quotidiens départementaux des quotidiens locaux ; groupe Hersant et groupe Murdoch ; rachat des titres en difficultés ; fraude en matière de concentration (p. 630) ; rejeté ; problème de définition de l'information politique et générale ; violation de la loi sur la concurrence de 1977 ; son sous-amendement n° 2022 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant les mots « dans la limite de trois ») ; problème du quotidien national absorbant les quotidiens régionaux ; cas du quotidien *Ouest-France* ; complémentarité dans le sens de la presse quotidienne régionale vers la presse quotidienne nationale ; rejeté ; son sous-amendement n° 2023 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la fin de cet amendement après les mots « plusieurs quotidiens nationaux de même nature) ; refus du cumul des limitations (p. 631) ; difficulté d'application des seuils ; rejeté ; son sous-amendement n° 2024 à l'amendement n° 1553 de la commission (référence au tirage) ; caractère préférable de cette notion à la notion de diffusion ; problème posé par la mesure de la diffusion de *l'Humanité* ; policiers de la presse ; rejeté ; son sous-amendement n° 2025 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) ; multiplication des seuils (p. 632) ; introduction de seuil fondé sur des bases contestables ; rejeté ; son sous-amendement n° 2026 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) ; (p. 633) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2027 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant l'avant dernier alinéa de cet amendement) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2028 à l'amendement n° 1553 de la commission (possibilité de dépassement des seuils) (p. 634) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2029 à l'amendement n° 1553 de la commission (inapplication des dispositions lorsqu'elles entraînent la disparition d'un titre ou mettent en péril l'existence d'une entreprise de presse) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2030 à l'amendement n° 1553 de la commission (inapplication des dispositions aux publications possédées ou contrôlées par des syndicats) (p. 635) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2031 à l'amendement n° 1553 de la commission (inapplication des dispositions aux publications possédées ou contrôlées par des partis politiques) : rejeté ; son sous-amendement n° 2032 à l'amendement n° 1553 de la commission (publication d'un arrêté déterminant le niveau des seuils de diffusion applicables à l'article 12) (p. 636) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2033 à l'amendement n° 1553 de la commission (impossibilité pour une même personne de posséder une station de radio à audience nationale et plus de trois stations de radios locales) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2034 à l'amendement n° 1553 de la commission (impossibilité pour une même personne d'être régisseur publicitaire de plusieurs quotidiens) ; rejeté (p. 637) ; **article 13** : existence d'une équipe rédactionnelle propre pour des publications quotidiennes ; sociétés de rédacteurs ; notion de journaliste professionnel (p. 639) ; son amendement n° 1305 (de suppression) : retiré (p. 640) ; **article 13** : C.G.T. du Livre ; absence de dispositions concernant l'audiovisuel ; champ d'application

de la loi ; Canal Plus (p. 646) ; flou juridique de la notion d'équipe rédactionnelle (p. 647) ; nécessité de composer l'équipe rédactionnelle de journalistes professionnels ; sociétés de rédacteurs (p. 649) ; **article 14** : rétablissement d'un système d'autorisation préalable ; décision du 16 juillet 1971 du Conseil constitutionnel relative à la liberté d'association (p. 654) ; **son rappel au règlement** : violation des travaux de la commission ; sa demande de réunion de la commission saisie au fond (p. 661) ; son amendement n° 1307 (incompatibilité de tout régime d'autorisation préalable avec la liberté de communication) [7 février 1984] (p. 668) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2553 à l'amendement n° 2059 de M. Alain Madelin (déclaration à la commission visée par l'article 15) : rejeté ; son amendement n° 1308 (indiquant que la notification de l'opération de propriété ou de contrôle d'une entreprise de presse déroge à la loi de 1977 sur la répression des ententes illicites) (p. 670) ; rejeté ; son amendement n° 1309 (rôle du président de la concurrence en matière de transfert d'entreprise de presse) ; rejeté (p. 671) ; ses sous-amendements à l'amendement n° 1555 de la commission ; n° 2067, 2068, 2069, 2070 ; 2071, 2072, 2073, 2074 et 2075 : devenus sans objet (p. 678) ; son sous-amendement n° 2076 (définition de l'acquisition ou de la prise de contrôle) : rejeté ; son sous-amendement n° 2077 (suppression du second alinéa de cet amendement) (p. 679) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2078 (possibilité pour la commission de la concurrence de rendre un avis proposant des mesures au ministre compétent) (p. 680) ; autorisation préalable ; décisions de la commission ; commission de la concurrence dans la loi de 1977 ; rejeté ; son sous-amendement n° 2079 (rôle de la commission de la concurrence) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2080 (substituant aux mots « trois mois » les mots « une semaine » au début du second alinéa de cet amendement) ; pouvoir de police de la commission ; phase informative des travaux de celle-ci (p. 681) ; pertes financières subies par certains journaux ; délai d'un mois ; retiré ; difficultés des journaux ; journal *Combat Socialiste* ; omission des procédures permettant l'expression des personnes devant la commission de la transparence (p. 682) ; contrats portant sur la vente ou l'acquisition d'un journal ; clauses suspensives ; libertés fondamentales ; son sous-amendement n° 2081 (substituant aux mots « portant atteinte au pluralisme » les mots « accentuer la concentration ») ; ses interrogations sur la constitutionnalité des dispositions de cet article ; décisions de la commission ; dispositif « d'une imbécilité totale » ; lutte contre la concentration dans la presse (p. 683) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2082 (faisant référence aux dispositions des articles 10 à 13 dans le second alinéa de cet article) ; amendement de précision ; rejeté ; conditions dans lesquelles les intéressés sont entendus devant la commission ; nécessité d'établir diverses garanties de procédure ; censure votée contre trois parlementaires de l'opposition ; droits de la défense (p. 684) ; ses sous-amendements n° 2083, 2084, 2085 et 2086 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenus sans objet (p. 692) ; ses amendements n° 1312, 1315, 1316, 1317 et 1318 : devenus sans objet ; son amendement n° 1319 (impossibilité de prescrire des mesures plus lourdes que celles prescrites par la commission) : rejeté ; son amendement n° 1320 (impossibilité de prendre des mesures qui aient pour effet la diminution du nombre d'exemplaires vendus) ; pluralisme (p. 697) ; projet susceptible d'aboutir à une diminution du nombre d'exemplaires diffusés en France ; comparaison de la diffusion de la presse en France, en Angleterre et et Allemagne ; rejeté ; son amendement n° 1287 (opération destinée à éviter un dépôt de bilan) ; nécessité d'introduire une soupape de sécurité ; législation en vigueur aux Etats-Unis ; rejeté ; son amendement n° 1288 (impossibilité d'interdire une opération portant sur une entreprise de presse dont les deux derniers exercices budgétaires sont déficitaires) ; exercices déficitaires de certains titres ; possibilité de rachat dans ce cas ; rejeté (p. 698) ; son amendement n° 1321 (communication aux parties des rapports transmis à la commission) ; rejeté ; son amendement n° 1322 (création d'une section chargée du secteur de la communication au sein de la commission de la concurrence) ; adaptation de cette commission au secteur de la communication ; rejeté (p. 700) ; **après l'article 14** : son amendement n° 1323 (pouvoir du ministre dont relève le secteur de la communication) ; loi de 1977 sur la concurrence ; rejeté ; son amendement n° 1324 (cas dans lequel les prescriptions du ministre ne sont pas respectées) : retiré ; son amendement n° 92 (insérant le titre III A après cet article) ; concentration dans les entreprises de presse ; cas où la concentration apparaît comme le seul moyen de sauver une entreprise ; dispositions relatives à la survie des entreprises de presse ; rejeté (p. 701) ; son amendement n° 93 (possibilité pour le juge compétent de suspendre l'application de diverses dispositions) ; emploi ; journal *Combat socialiste* ; rejeté ; cas du *Courrier de l'Ain* ; contrôle des éditions Larousse par l'agence Havas ; son amendement n° 94 (possibilité pour le juge compétent de surseoir à l'application des dispositions des articles 10, 11 et 12) (p. 702) ; position de M. Max Théret ; candidature de ce dernier au rachat de *France-Soir* ; rejeté ; son amendement n° 95 (même objet) ; rejeté ; son amendement n° 96 (interdisant aux sociétés à capitaux publics d'acquérir certains titres) cas de l'agence Havas ; place de cette agence dans la presse économique ; rejeté ; son amendement n° 97 (possibilité pour le juge de suspendre l'application des dispositions des articles 10, 11 et 12 du texte si leur application risque de créer un monopole régional) ; rejeté (p. 704) ; **avant l'article 15** : souhaite la suppression du titre III ; commission pour la transparence (p. 710) ; son amendement n° 2090 (rédaction de l'intitulé du titre III : Conseil supérieur des entreprises de presse) ; création de ce Conseil en 1946 ; rejeté (p. 711) ; **article 15** : composition de la commission ; commission constituée pour exécuter les « sales besognes » assignées par le Gouvernement ; commission se substituant au législateur et aux pouvoirs judiciaires ; mode de fonctionnement de cette commission, notamment quant aux droits de la défense ; indique que Mme Eliane Provost a fait une erreur à propos du premier président de la Cour des comptes (p. 712) ; son amendement n° 1331 (de suppression) (p. 718) ; sa demande de suspension de séance (p. 720, 721) ; son amendement n° 1331 (de suppression) [8 février 1984] (p. 725) ; utilisation abusive du rapport Vedel ; demande au Rapporteur de retirer ses propos concernant les pouvoirs de la commission prévus par l'avant-projet Lecat ; rejeté ; son amendement n° 2182 : devenu sans objet (p. 726) ; falsification de la réalité ; référence au rapport Vedel (p. 727) ; son amendement n° 2094 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse en Conseil supérieur des entreprises de presse) ; devenu sans objet (p. 730) ; son amendement n° 1334 (référence au caractère consultatif de la commission) ; pouvoirs exceptionnels accordés à la « commission de la hache » ; (p. 731) ; rejeté ; pouvoirs d'investigation accordés à la commission sur tous les problèmes relatifs à la presse ; nécessité de définir les missions de cette commission (p. 732) ; nature des liens existant entre la future commission et le service juridique et technique de l'information ; caractère hybride de cette commission ; salue le ralliement de la commission saisie au fond aux propositions formulées par l'opposition (p. 733) ; nécessité de préciser que seules les commissions permanentes des assemblées parlementaires ont le pouvoir de consulter la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 734) ; caractère inacceptable de la nomination par le Président de la République, du président de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 735) ; service juridique et technique de l'information ; cas de M. Jérôme Clément ; composition de la haute autorité de l'audiovisuel ; introduction d'une limite d'âge dans la composition de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 736) ; candidature de M. Jacques Fauvet à la présidence de la commission pour le pluralisme ; « gesticulations » du secrétaire d'Etat ; problème de la rémunération des membres de la commission pour la transparence ; référence au rapport Vedel (p. 737) ; son amendement n° 1338 supprimant les 4e, 5e, 6e alinéas de cet article) ; propose qu'il n'y ait plus de membres de la commission désignés par le Président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale ; rejeté ; caractère politique de ce texte ; son amendement n° 1339 (supprimant la fin du 4e alinéa de cet article après les mots « Président de la République » (p. 738) ; fait du prince constitué par la nomination par le Président de la République d'un président doté d'une voie prépondérante : rejeté ; sa demande de suspension de séance (p. 739) ; son amendement n° 1340 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité du Conseil d'Etat élu par l'assemblée générale) ; rejeté (p. 740) ; son amendement n° 1342 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité de la Cour de cassation, élu par l'assemblée générale) ; spécificité des juridictions de la Cour de cassation, Cour des comptes et Conseil d'Etat ; risque d'encouragement des intrigues et des constitutions de clans ; rejeté (p. 741) ; son amendement n° 1344 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité de la Cour des comptes élu par l'assemblée générale) ; nomination de M. Chandernagor comme premier president de la Cour des comptes ; nécessité que les grandes institutions de la République restent à l'écart du débat politique (p. 742) ; rejeté ; son amendement n° 1348 (présence au sein de la commission pour la transparence de trois personnalités désignées par les organisations professionnelles de la presse écrite) (p. 743) ; rejeté (p. 744) ; son amendement n° 1350 (restreignant la possibilité pour le Président de nommer des rapporteurs) : rejeté ; son amendement n° 1353 (application de la limite d'âge de 65 ans aux membres de la commission pour

la transparence) (p. 747) : rejeté (p. 748) ; **article 16 :** son amendement n° 1354 (de suppression) (p. 775) ; rejeté (p. 776) ; son amendement n° 2105 (référence au Conseil supérieur des entreprises de presse) : devenu sans objet ; son amendement n° 1355 (incompatibilité de la qualité de membre de la commission pour la transparence avec l'exercice de certaines fonctions antérieures) ; nécessité que les membres et les rapporteurs de la commission pour la transparence n'aient aucune responsabilité dans le secteur de la presse, de l'édition et de la publicité pendant les trois ans précédant leur nomination ; ses questions sur le fonctionnement de la commission pour la transparence (p. 777) ; rejeté (p. 778) ; son amendement n° 2106 (impossibilité pour les membres de la commission de détenir un mandat impératif) ; nécessité d'indépendance de cette commission ; rejeté (p. 780) ; **article 17 :** système d'exception ; saisine de la commission pour la transparence ; possibilité pour les commissions permanentes des assemblées parlementaires de saisir la commission pour la transparence (p. 781) ; nécessité de modifier le règlement de l'Assemblée ntionale à cet effet ; son amendement n° 1356 (de suppression) ; absence de procédure contradictoire ; saisine de la commission pour la transparence ; absence de droit de saisine pour les équipes rédactionnelles (p. 782) ; rejeté (p. 783) ; son amendement n° 1357 (possibilité de saisir le tribunal de grande instance afin de faire appliquer la loi du 19 juillet 1977) ; son amendement n° 1358 (possibilité de saisir le tribunal de grande instance pour faire respecter les dispositions de la présente loi) : rejetés ; son amendement n° 2110 (référence au Conseil supérieur des entreprises de presse) : devenu sans objet ; son amendement n° 1361 (motivation des demandes) : rejeté ; son amendement n° 1359 (compétence de la commission pour vérifier l'application des articles 10 à 13 par les personnes définies à l'article 2 du projet de loi) ; son amendement n° 1360 (compétence de la commission pour vérifier l'application des articles 10 à 13 par un groupe de presse) ; rejetés (p. 790) ; son amendement n° 1363 (supprimant le 3e alinéa de cet article) : adopté ; ses amendements n° 1365 et n° 1366 : devenus sans objet ; son amendement n° 1367 (supprimant le 4e alinéa de cet article) : rejeté (p. 791) ; son amendement n° 1369 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par le représentant légal d'une entreprise) ; son amendement n° 1368 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises) : rejetés ; son amendement n° 1370 : retiré (p. 792) ; son amendement n° 1371 (supprimant le 6e alinéa de cet article) ; statut juridique des sociétés de rédacteurs ; retiré (p. 793) ; son amendement n° 1373 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par la majorité au moins des membres d'une société de rédacteurs) ; absence de référence aux décrets d'application ; statut juridique des sociétés de rédacteurs ; rejeté (p. 794) ; son amendement n° 1375 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; saisine d'office de la commission (p. 795) ; nature juridique de cette commission ; rejeté ; son amendement n° 1377 (information des entreprises de presse concernées par la commission pour la transparence et le pluralisme ; « loi sur les suspects » ; rejeté (p. 796) ; son sous-amendement n° 2111 à l'amendement n° 1560 de la commission (vote à la majorité des membres de la commission au vu d'un rapport de la commission parlementaire concernée) ; son sous-amendement n° 2112 à l'amendement n° 1560 de la commission (vote à la majorité des membres de la commission sur le fondement de sa saisine) ; son sous-amendement n° 2152 à l'amendement n° 1560 de la commission (vote à la majorité des membres de la commission) ; sous-amendement n° 2111 : rejeté (p. 798) ; sous-amendements n° 2112 et n° 2852 : rejetés (p. 799) ; son sous-amendement n° 2573 à l'amendement n° 1877 de M. Paul Mercieca (référence aux tribunaux de l'ordre judiciaire) (p. 800) ; tribunaux judiciaires comme seuls garants des libertés publiques ; toute-puissance de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 801) ; rejeté ; **après l'article 17 :** disparition des entreprises de presse en raison de cette loi (p. 802) ; **article 18 :** nécessité d'une procédure contradictoire ; démantèlement des groupes de presse ; groupe Hersant (p. 803) ; absence de dispositions relatives à l'indemnisation (p. 804) ; son amendement n° 1380 (de suppression) ; système de récupération des titres en surnombre (p. 805, 806) ; rejeté (p. 807) ; règle de l'accès aux dossiers ; principes généraux du droit [9 février 1984] (p. 813) ; vices de forme (p. 815) ; son amendement n° 2156 : devenu sans objet ; son amendement n° 1381 (notification de la décision de la commission pour la transparence aux personnes intéressées) ; nécessité d'une procédure contradictoire ; jurisprudence du Conseil d'Etat à ce sujet (p. 816) ; rejeté (p. 817), son amendement n° 1382 (information dans chaque entreprise de presse concernée du directeur général, du Conseil d'administration, du comité d'entreprise et de l'équipe rédactionnelle) ; notion de « personnes intéressées » (p. 818) ; problème d'indemnisation en cas de responsabilité de l'Etat du fait de la loi ; rejeté ; son amendement n° 1383 (communication des motifs aux personnes intéressées) ; notion de personnes intéressées ; rejeté (p. 819) ; son amendement n° 1387 (communication aux personnes intéressées des rapports au vu desquels la commission est appelée à se prononcer) ; propos de M. Jean-Jack Queyranne affirmant que la commission de la concurrence était bien une commission administrative ; différence de régime entre la commission administrative de la concurrence et la commission administrative pour la presse ; rejeté ; sa proposition de faire figurer dans la loi une règle de procédure puisqu'une règle analogue figure dans la loi sur la concurrence de 1977 (p. 820) ; caractère légitime de la possibilité pour les personnes intéressées de présenter leurs observations par l'intermédiaire d'un conseil ou d'un avocat ; son amendement n° 1385 (possibilité pour les intéressés de présenter leurs observations dans un délai de trois mois) ; nécessité d'un délai suffisant ; jurisprudence « Nègre » (p. 821) ; rejeté ; caractère détaillé de la réglementation prévue dans les lois Auroux (p. 822) ; utilité pour la commission de s'informer des procédures éventuellement en cours ; son amendement n° 2157 (précision du fait incriminé et indication du texte de loi applicable à la poursuite) ; délimitation entre domaine réglementaire et domaine législatif ; projet de refonte de la loi de 1977 sur la concurrence (p. 823) ; rejeté ; commission administrative à but répressif (p. 824) ; son amendement n° 1388 (absence de violation des articles 10 à 13 lorsque les actes concernés apportent un progrès économique et social) : rejeté ; organisation de l'éclatement des groupes de presse existants ; loi antitrust à l'étranger (p. 825) ; absence d'entreprise de presse cotée en bourse ; compétence du tribunal de grande instance ; lutte contre les ententes illicites et les abus de position dominante (p. 826) ; système arbitraire ; problème de savoir si la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun figurent parmi les mesures nécessaires prescrites par la commission (p. 827) ; son sous-amendement n° 2160 à l'amendement n° 1561 de la commission (substituant aux mots « met en demeure » les mots « demande au ») ; pouvoir de la commission de la concurrence ; séparation des actifs ; rejeté ; son sous-amendement n° 2161 à l'amendement n° 1561 de la commission (mise en demeure par exploit d'huissier) ; son sous-amendement n° 2162 à l'amendement n° 1561 de la commission (mise en demeure par lettre recommandée) ; rejetés (p. 828) ; son sous-amendement n° 2163 à l'amendement n° 1561 de la commission (prescription, par la commission pour la transparence, de mesures de nature à rétablir la concurrence) ; son sous-amendement n° 2164 à l'amendement n° 1561 de la commission (référence aux mesures de nature à garantir le pluralisme) ; risque de conflit entre les juridictions ; absence de garanties de procédure en ce qui concerne les droits de la défense (p. 836) ; rejetés (p. 837) ; son sous-amendement n° 2165 à l'amendement n° 1561 de la commission (impossibilité pour la commission d'interdire l'opération ou d'ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun) (p. 840) ; son sous-amendement n° 2166 à l'amendement n° 1561 de la commission (impossibilité d'interdire l'opération ou d'ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés) ; son sous-amendement n° 2167 à l'amendement n° 1561 de la commission (impossibilité d'ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés) ; son sous-amendement n° 2168 à l'amendement n° 1561 de la commission (impossibilité d'ordonner la cessation du contrôle commun) ; affaire de la Chapelle Darblay ; procédure de rachat des titres tombés en déshérence ; problème de la création d'une structure d'accueil recueillant les entreprises de presse ; cas de M. Max Théret (p. 841) ; rejetés ; son sous-amendement n° 2170 à l'amendement n° 1561 de la commission (possibilité pour la commission de proposer la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun au ministre compétent) ; législation anti-trusts à l'étranger ; absence d'entreprise de presse cotée en bourse ; rejeté ; son sous-amendement n° 2169 à l'amendement n° 1561 de la commission (impossibilité pour la commission de la transparence de prescrire des mesures plus lourdes que celles prescrites par la commission de la concurrence) (p. 842) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2171 à l'amendement n° 1561 de la commission (plafonds de diffusion) ; absence de moyen de contrôle de ces plafonds ; organisation du S.J.T.I. ou de l'O.J.D. ; rejeté ; ses amendements n° 1391 à n° 1398 : devenus sans objet ; son amendement n° 2158 (impossibilité pour la commission de prescrire la saisie d'une publication) ; risque de chômage dans la presse (p. 843) ; rejeté ; son amendement n° 1399 (impossibilité pour la commission de prononcer des mesures susceptibles d'entraîner l'entrée, dans le capital de l'entreprise de presse concernée, d'entreprises à capitaux publics) ; saisine d'un journal ; son amendement n° 1404

(impossibilité pour la commission de prononcer des mesures susceptibles d'entraîner l'entrée, dans le capital de l'entreprise, d'une entreprise de presse régionale ayant une situation dominante) ; son anendement n° 1400 (impossibilité pour la commission d'ordonner des mesures concernant une entreprise de presse dont l'un des titres est un facteur de pluralisme) ; son amendement n° 1401 (impossibilité pour la commission d'ordonner des mesures concernant une entreprise de presse dont l'un des titres contribue au pluralisme) ; circonstances de reprise des titres en déshérence ; nécessité d'empêcher les grands journaux régionaux de bénéficier des dispositions de cet article (p. 844) ; rejetés ; son amendement n° 1402 (impossibilité pour la commission d'ordonner des mesures lorsque la diffusion d'un titre édité par l'une des entreprises concernées a diminué au cours de l'année précédente) ; son amendement n° 1403 (impossibilité pour la commission de prononcer des mesures si l'une des entreprises concernées a eu un résultat déficitaire) ; sort des personnels travaillant dans les entreprises de presse ; newspaper preservation Act ; rejetés ; son amendement n° 1405 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 845) ; caractère arbitraire de la décision de prorogation du délai ; rejeté ; son amendement n° 1406 (déssaisissement de la commission si à l'expiration du délai celle-ci n'a pris aucune décision) (p. 846) ; rejeté ; son amendement n° 1500 (possibilité d'intenter un recours pour excès de pouvoir) (p. 847) ; retiré ; son amendement n° 1409 (impossibilité pour la commission d'engager une procédure sur des situations antérieures à la date de promulgation de la présente loi) : rejeté (p. 848) ; **après l'article 18** : son sous-amendement n° 2172 à l'amendement n° 466 de M. Alain Madelin (supprimant les mots « la commission constate que ») (p. 850) ; rejeté ; son amendement n° 1411 (impossibilité pour la commission de prendre une décision entraînant une remise en cause du système des aides à la presse) ; son amendement n° 1410 (impossibilité pour la commission de prendre une décision entraînant la suppression de la totalité ou d'une partie des aides à la presse) ; rejetés ; son amendement n° 1502 (caractère administratif des décisions prises par la commission) ; retiré (p. 851) ; **article 19** : son amendement n° 1412 (de suppression) (p. 853) ; rejeté (p. 854) ; son amendement n° 2153 : devenu sans objet ; risque de conflit de compétence entre la commission paritaire et la commission pour la transparence ; nécessité d'allonger le délai d'exécution des mesures prescrites ; nécessité d'éviter tout détournement de pouvoir (p. 855) ; estime que le travail des rapporteurs est d'une pauvreté navrante ; caractère autoritaire de cette loi (p. 856) ; **son rappel au règlement** : dépôt d'amendements par le Gouvernement sans qu'il soit possible d'avoir le temps d'en prendre connaissance ; maintient sa demande de suspension de séance (p. 857) ; son amendement n° 1416 (fixant le délai, prévu à la fin du premier alinéa de cet article, à trois ans au lieu de six mois) (p. 861) ; rejeté (p. 863) ; son amendement n° 1419 (possibilité pour la commission de transmettre le dossier au ministère public) ; son amendement n° 1420 (même objet) ; rejetés ; son amendement n° 1422 (substituant au mot « constate » le mot « estime » dans le second alinéa de cet article) (p. 865) ; rejeté ; son amendement n° 1423 (cas où les injonctions de la commission n'ont pas reçu de début d'exécution) : rejeté (p. 866) ; son amendement n° 1426 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté ; son amendement n° 2154 (cas où des poursuites ont été engagées) (p. 870) ; rejeté (p. 871) ; son amendement n° 1428 (substituant au mot « entraîne » les mots « peut entraîner par décision motivée du ministre compétent » au début de la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1431 (rétablissement des conditions du pluralisme) : rejeté (p. 873) : ses amendements n° 1430, n° 1429, n° 1432, n° 1433 et n° 1434 : devenus sans objet (p. 874) ; cas où il existe un conflit entre les décisions de la commission et celles prises par le ministre compétent ; commission pour la transparence et le pluralisme ; (p. 876) ; **article 20** : absence de limitation quant à la nature des renseignements que la commission peut collecter ; possibilité de prendre des renseignements auprès des personnes ; imprimeurs ; Nouvelles Messageries de la Presse Parisiennc (N.M.P.P.) [10 février 1984] (p. 890) ; son amendement n° 1436 (de suppression) (p. 892) ; possibilité pour la commission de recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des administrations et des entreprises ; ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix ; administration des impôts ; rejeté (p. 893, 894) ; son amendement n° 2203 : devenu sans objet ; son amendement n° 1437 (possibilité pour la commission de collecter des renseignements sur la structure des entreprises concernées) ; pouvoirs inquisitoriaux de cette commission ; problème du contrôle de l'autorité judiciaire sur les procédures diligentées par celle-là (p. 896) ; abus de position dominante ; structure financière des entreprises ; rejeté ; expression « personnes » incluant les groupements de fait, les partis politiques et les syndicats et concernant également les messageries (p. 897) ; imprimeurs ; groupements de fait (p. 898) ; son sous-amendement n° 2204 à l'amendement n° 1565 de la commission (limitation des pouvoirs d'investigation de la commission relevant du secret commercial) ; journaux vivant d'abonnements ; contrôle de la diffusion (p. 900) ; rejeté ; demande une suspension de séance ; incapacité du Gouvernement à répondre aux questions des parlementaires de l'opposition ; mot « personnes » ; organisations syndicales ; libre exercice de leur activité ; liberté d'association ; relation associations-administration (p. 901) ; principes généraux du droit s'appliquant aux partis politiques ; possibilité de se référer à l'article 4 de la Constitution (p. 902) ; son amendement n° 1439 : devenu sans objet (p. 903) ; son amendement n° 1440 (supprimant la seconde phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 908) ; son amendement n° 1441 (référence aux sanctions prévues à l'article 33 *bis*) : rejeté (p. 909) ; refus du secrétaire d'Etat de garantir des procédures aux personnes assujetties au contrôle de la commission ; partis politiques ; référence à l'ordonnance de 1945 ; délais pour répondre aux demandes de renseignements ; pouvoir de la commission pour fixer de tels délais ; note les « éclats de rire » de M. Jean-Jack Queyranne ; son amendement n° 1442 (supprimant les mots « ou fournit des renseignements incomplets ou inexacts » dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 910) ; rejeté ; entreprises ne fournissant pas les renseignements demandés dans le délai fixé par la commission ; caractère arbitraire de cet article ; sanctions infligées par la commission en cas d'absence ou de mauvaise réponse aux renseignements demandés ; provocations auxquelles se livre M. Jean-Jack Queyranne (p. 911) ; problème de la partialité avec laquelle les débats sont présidés ; demande une suspension de séance (p. 912) ; administration du contrôle des prix ; ordonnance du 30 juin 1945 ; vérification pouvant s'appliquer aux personnes (p. 914) ; son amendement n° 1443 : devenu sans objet (p. 915) ; **article 21** : procédure placée sous le contrôle de l'autorité judiciaire ; systèmes de vérification ; droit de recourir aux services de l'administration des prix pour opérer des perquisitions au siège même d'un journal (p. 918) ; son amendement n° 1444 (de suppression) (p. 920) ; loi de 1977 sur la concurrence ; contrôle des écoutes téléphoniques (p. 921) ; rejeté ; son amendement n° 2205 (cas où une information judiciaire est ouverte) (p. 922) ; retiré (p. 923) ; nécessité d'introduire le maximum de garanties dans ce texte ; contrôle de l'autorité judiciaire ; pouvoir des agents pour procéder à des visites d'entreprises ; descentes de police ; radios locales ; descente de police à Radio-Solidarité ; perquisitions de nuit (p. 926,927) ; ses amendements n° 2206, n° 1446, n° 1447 et n° 2207 : devenus sans objet (p. 930) ; **après l'article 21** : rectifie les amendements n° 527 de M. Pascal Clément et n° 535 de M. Alain Madelin ; personnes destinataires des procès-verbaux des agents chargés de la vérification (p. 941) ; application des ordonnances de 1945 (p. 942) ; **article 22** : motivation et publication des d'écisions ; jurisprudence du Conseil d'Etat liant la motivation et la nature juridictionnelle de certains organismes ; délai de recours pour excès de pouvoir ; son amendement n° 1448 (de suppression) (p. 944) ; nature juridique de la commission ; caractère administratif de celle-ci ; recours pour excès de pouvoir ; sursis à exécution ; rejeté (p. 945) ; son sous-amendement n° 2593 à l'amendement n° 1569 de la commission (prévoyant des recours de plein contentieux et d'excès de pouvoir contre les décisions de la commission) (p. 947) ; sort de *France-Soir* ; rejeté (p. 948) ; sursis à exécution ; loi anticoncentration ; décisions tacites de la commission (p. 949) ; son amendement n° 2208 : devenu sans objet ; **article 23** : possibilité pour les tribunaux de l'ordre judiciaire de demander l'avis de la commission ; procédures devant les tribunaux judiciaires (p. 950) ; son amendement n° 1453 (suppression de cet article) ; risque de conflit de décision ; commission des opérations de bourse ; rejeté (p. 951) ; **article 24** : attitude du Gouvernement à l'égard de la presse ; son amendement n° 1456 (de suppression) ; rapport publié par la commission (p. 954) ; situation de l'imprimerie de la Chapelle-Darblay ; sommes consacrées à la restructuration industrielle de cette entreprise ; rejeté ; son amendement n° 2214 : devenu sans objet (p. 955) ; situation de l'entreprise de la Chapelle-Darblay ; imputation de 3,2 milliards de francs sur le budget de l'industrie ; problèmes du papier journal (p. 956) ; contenu du rapport publié par la commission ; propose que ce rapport comporte une analyse des répartitions des ressources publicitaires ; importance de celles-ci (p. 957) ; publicité ; quantité d'exemplaires du journal l'*Humanité* mis à disposition des passagers de la Compagnie Air-Inter ; façon dont sont gérés les fonds publics par les ministres communistes (p. 958) ; **après l'article 24** : son amendement n° 1464 (introduction d'un Titre III *bis* sur l'indemnisation des anciens propriétaires) ; situation assimilable à

une nationalisation ou une expropriation ; principe de l'indemnisation ; rejeté (p. 959) ; contrôle de la Cour des comptes sur les crédits de la commission ; nécessité d'avoir une estimation du coût de celle-ci (p. 960) ; locaux et moyens de la commission ; crédits figurant au budget du ministère de la communication (p. 961) ; **article 25** : imprécision des éléments constitutifs des délits ; système de sanction « à double détente » ; lourdeur de certaines sanctions ; interdiction d'exercer la profession [11 février 1984] (p. 973) ; son amendement n° 1466 (de suppression) ; définition des incriminations ; notion de groupements de faits et de personnes morales (p. 974) ; système répressif (p. 975) ; rejeté (p. 976) ; son amendement n° 2230 (notion d'infraction volontaire) ; cas de manquements aux règles essentielles du droit pénal ; situation en matière de prête-nom ; preuve du délit ; indulgence fiscale « curieusé » à l'égard de M. Jean-Baptiste Doumeng ; cas des frères Willot ; affaire des fausses factures de Marseille (p. 977) ; infractions économiques ; garanties en matière pénale ; problème de la rétroactivité de cet article ; prise en considération du maximum des peines ; différence du calcul de ce maximum entre l'ordonnance de 1944 et le présent texte ; rejeté (p. 978) ; son amendement n° 2231 (fixant les peines prévues par cet article) ; cas des grands groupes ; publications paraissant au moins une fois par mois ; cas d'une dizaine de personnes fondant une revue littéraire ; principe de la rétroactivité ; ordonnance de 1944 ; rejeté (p. 979) ; son amendement n° 2232 (complétant la première phrase de cet article par la référence à l'application alternative des peines) : rejeté (p. 981) ; son amendement n° 2233 (complétant cet article par la connaissance qu'a eu l'intéressé de l'opération) : rejeté (p. 982) ; **article 26** : définition des personnes ; caractère intentionnel du délit (p. 983) ; son amendement n° 1469 (de suppression) (p. 984) ; rejeté ; son amendement n° 2235 (insérant le mot « sciemment » après le mot « auront » dans cet article) (p. 985) ; rejeté (p. 986) ; son amendement n° 2238 (fixant le montant des amendes prévues par cet article) ; caractère répressif de ce texte ; caractère trop élevé des amendes prévues par cet article ; compétence du tribunal correctionnel (p. 991) ; rejeté (p. 992) ; **article 27** : aggravation de la répression ; dispositif de l'ordonnance de 1944 ; cas d'un responsable de société ayant des intérêts directs dans une entreprise de presse (p. 992) ; participations directes ; note l'inattention de M. Georges Fillioud à l'égard de ses propos (p. 993) ; son amendement n° 1470 (suppression de cet article) (p. 994) ; rejeté (p. 995) ; son amendement n° 2240 (tendant à sanctionner le défaut volontaire de publication) (p. 997) ; personne susceptible d'être sanctionnée ; incertitude de cet article ; rejeté (p. 998) ; son amendement n° 2242 (fixant les montants minima et maxima des peines d'amende prévues par cet article) ; nouveau cas d'incrimination ; souhaite adoucir ce texte ; rejeté (p. 999) ; **article 28** : article 5 de l'ordonnance de 1944 ; principe de la rétroactivité des peines plus douces en matière pénale ; publications du parti communiste : *Miroir des sports, Pif Gadget, Humanité, Humanité dimanche* ; son amendement n° 1471 (de suppression) ; caractère répressif du texte ; rejeté ; son amendement n° 2244 (cas d'un directeur ayant sciemment omis l'obligation prévue à l'article 7 (p. 1000) ; rejeté ; son amendement n° 2246 (peines d'amende prévues par cet article) ; souhaite réduire de moitié le montant des sanctions pécuniaires applicables ; chiffres donnés pour le tirage ; cas des petits journaux où des personnes ont engagé leurs ressources personnelles ; rejeté (p. 1001) ; **article 29** : son amendement n° 1472 (de suppression) ; caractère répressif de ce texte ; création d'une nouvelle incrimination ; dispositif exorbitant et inhabituel en matière de droit sur les sociétés ; gravité de la sanction ; caractère répressif de cet article ; rejeté ; son amendement n° 2248 (réservant le champ d'application de la sanction prévue à cet article à des infractions intentionnelles) (p. 1003) ; manquements à l'article 8 ; petites entreprises de presse ; co-actionnaires des entreprises ; éléments intentionnels ; rejeté ; son amendement n° 2251 (fixation du montant de l'amende prévue par cet article) ; proportionnalité entre la sanction et le risque ; maximum des peines ; rejeté (p. 1004) ; **article 30** : journal *Jeune Afrique* ; principal actionnaire de ce journal ; journaux libanais ; délit répétitif ; son amendement n° 1474 (de suppression) ; jugement des observateurs étrangers sur cette législation ; caractère répressif de cet article (p. 1005) ; exemple du *Reader's Digest* ; prise de participation supérieure au niveau de 20 p. 100 ; rejeté (p. 1006) ; son amendement n° 2254 (application de cet article seulement lorsque la personne agit intentionnellement) ; image de la France aux Etats-Unis ; rapport du département d'Etat américain au sujet des droits de l'Homme ; rappelle la promesse des socialistes de créer un secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; jugement de la presse américaince sur le présent projet (p. 1007) ; rejeté ; interdictions prévues par ce texte ; son amendement n° 2258 (fixant les montants minima et maxima des peines d'amende prévues par cet article) ; amélioration de l'image de ce texte aux yeux des observateurs étrangers en cas d'adoption de son amendement ; exportation des produits culturels français ; amende de 120 000 francs (p. 1008) ; rejeté (p. 1009) ; **article 31** : son amendement n° 1475 (de suppression) [13 février 1984] (p. 1013) ; rejeté ; son amendement n° 2261 (insérant le mot « intentionnellement » après le mot « aura » dans cet article) : rejeté (p. 1014) ; son amendement n° 2266 (réduisant l'échelle des peines prévues par cet article) : rejeté (p. 1015) ; **article 32** : son amendement n° 1478 (de suppression) (p. 1016) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2290 à l'amendement n° 1573 de la commission (insérant le mot « intentionnellement » après les mots « se sera » dans le premier alinéa de cet amendement) ; (p. 1017) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2291 à l'amendement n° 1573 de la commission ; son amendement n° 2289 : devenus sans objet ; **article 33** : son amendement n° 1480 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; son amendement n° 2295 (insérant les mots « à dessein » après les mots « aura omis » dans cet article) ; infractions ; personnes agissant non intentionnellement ; projet de fusion ou d'acquisition soumis à un système d'autorisation et non de déclaration ; son amendement n° 2301 (fixant l'échelle des amendes prévues à la fin de cet article) ; opération de fusion ou d'acquisition non autorisée ; rejeté (p. 1019) ; **après l'article 33** : son amendement n° 1482 (cas de divulgation de renseignements en violation de l'article 20 de ce texte) ; origine de la rédaction de cet amendement revenant à l'opposition ; son sous-amendement n° 2303 à l'amendement n° 1574 de la commission (insérant le mot « intentionnellement » après les mots « quiconque aura » dans cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 2305 à l'amendement n° 1574 de la commission (peines applicables en cas de violation de la disposition prévue par cet amendement) ; violation du secret professionnel ; sanction pénale ; rejeté ; amendement n° 1482 : adopté (p. 1020). **article 34** : condamnation pour certaines infractions ; infraction à une interdiction prononcée en application de cet article ; interdiction professionnelle ; loi de « règlement de comptes » (p. 1021) ; son amendement n°1483 (de suppression) : rejeté ; interdiction de diriger ou d'administrer un titre ; liberté professionnelle et individuelle ; son amendement n° 1485 (substituant aux mots « dix ans » les mots « trois ans » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : (p. 1023) ; son amendement n° 2309 (substituant aux mots « dix ans » les mots « cinq ans » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) ; peines existant dans des pays totalitaires ; propose de réduire la durée de l'interdiction ; règles déontologiques ; rejetés ; son amendement n°1486 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; possibilité de prononcer une interdiction à titre définitif ; rejeté ; son amendement n° 2311 (substituant aux mots « à titre définitif » les mots « pour six ans au plus ») ; devenu sans objet (p. 1024) ; peines d'emprisonnement ; son amendement n° 2314 (fixant le montant de l'amende et la durée maximale de l'emprisonnement) : retiré ; son amendement n° 2315 (échelle des peines applicables) : rejeté ; **après l'article 34** : son amendement n° 2325 (cas où le juge de répression est saisi) (p. 1025) ; parallélisme des procédures ; rejeté ; son amendement n° 2327 (application de l'article 50 de la loi de 1881 aux informations ouvertes pour infractions) ; son amendement n° 2328 (application de l'article 53 de cette loi) (p. 1026) ; rejeté ; son amendement n° 2329 (prescription des actions publique et civile) : rejeté (p. 1027) ; différence existant entre une infraction intentionnelle et une infraction involontaire ; articles relatifs aux sanctions pénales ; son amendement n° 2324 (suspension des effets du certificat d'inscription) ; compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire ; nécessité d'instaurer une sorte de droit d'appel à l'égard de la suspension ; rejeté ; organisation de la publicité des sanctions (p. 1028) ; **article 35** : caractère politique et électoral de ce texte ; presse d'opposition ; son amendement n° 1488 (de suppression) ; menaces de suppression ou de modification des aides indirectes ; menaces figurant dans ce texte ; mesures transitoires ; rejeté (p. 1029) ; système d'aide supplémentaire ; son amendement n° 2316 : devenu sans objet ; article 36 : délai de mise en place des équipes rédactionnelles ; période transitoire ; son amendement n° 1489 (suppression de cet article) ; obligation d'avoir une équipe rédactionnelle par publication ; risque de disparition du journal *l'Aurore* ; rejeté (p. 1031) ; son amendement n° 2319 (fixant les peines prévues à la fin du second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 37** : son amendement n° 1490 (de suppression) ; caractère inapplicable d'une disposition du texte (p. 1032) ; adopté ; son amendement n° 1491 : devenu sans objet ; **article 38** : modification de l'ordonnance du 26 août 1944 ; rétroactivité éventuelle de ce texte ; son amendement n° 1492 (de suppression) ; adopté ; **article 39** : ordonnance du 26 août 1944 (p. 1033) ; maintien de l'article 2 de ce texte ; désignation du directeur

de la publicité ; agence Havas ; versements de fonds d'un gouvernement étranger ; cas du journal *l'Humanité* ; système de sanction prévue par cet article (p. 1034) ; son amendement n° 1493 (de suppression) : rejeté ; maintien de l'article 7 de l'ordonnance de 1944 ; infraction aux dispositions de cet article (p. 1035) ; amendes ; peines d'emprisonnement ; **article 40** : agences de presse étrangères installées en France ; son amendement n° 1495 (de suppression) : non soutenu ; lien entre la publicité, la presse et l'audiovisuel ; **article 41** : son amendement n° 1497 (de suppression) (p. 1036) : rejeté ; **article 42** : répression des ententes illicites ; son amendement n° 1498 (de suppression) (p. 1037) ; rejeté (p. 1038).

Explications de vote : caractère démocratique du débat (p. 1044) ; caractère répressif du texte ; lutte contre la concentration ; absurdité de ce texte sur le plan économique ; caractère inconstitutionnel de ce texte ; image de la France à l'étranger ; renforcement de la puissance de l'Etat ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 1045).

Deuxième lecture, discussion générale : conditions d'examen de ce texte ; examen de celui-ci en trois heures [18 juin 1984] (p. 3431) ; souhaite une interruption des travaux de l'Assemblée à 18 heures (p. 3437) ; législation antitrust aux Etats-Unis (p. 3438) ; **oppose** la question préalable : fâcheuse habitude, inaugurée par M. André Laignel, consistant à faire comme si il n'y avait plus de commissions permanentes ; « microbe Laignel » (p. 3443) ; indique que M. Claude Evin n'était pas très favorable à l'examen du projet de loi le 18 juin ; ordre du jour prioritaire ; durée du débat en commission ; loi sur l'enseignement libre ; loi sur la presse ; atteintes aux libertés ; scrutin du 17 juin ; éventualité d'une annonce d'un remaniement ministériel ; affaire du satellite luxembourgeois ; loi « tyrannique » ; problème de la transformation du mode de scrutin ; position du Sénat « Chambre de réflexion » (p. 3444) ; auditions auxquelles a procédé le Sénat, notamment celle de M. André Rousselet ; protection des sources d'information des journalistes ; utilisation de documents filmés par F.R.3 par la police ; projet s'apparentant à un statut ; institutions spécialisées pour la presse ; problèmes du *Monde* et du *Matin* ; titres de la presse quotidienne régionale ; remèdes politiques apportés à la maladie de la presse ; mythe I.T.T. avec le Chili d'Allende et mythe du comité des Forges de la France d'avant-guerre ; reproche fait par M. Laurent Fabius aux grands groupes industriels privés : absence de stratégie de ceux-ci ; cas de la Chapelle-Darblay ; entreprises de presse ; groupe Hersant (p. 3445) ; déficit du journal *Antoinette* ; souhaite savoir ce que sont devenus les collaborateurs de *Combat socialiste* ; rappelle que tout le monde n'a pas été « recasé comme assistant parlementaire de M. Claude Estier » ; entreprise de bidets de M. Claude Perdriel lui permettant de tenir à flot *Le Matin* ; entreprises multi-médias ; chiffre d'affaires du groupe de M. Robert Hersant ; souhaite que M. Georges Fillioud demande à M. François Mitterrand s'il est heureux de l'élection de M. Robert Hersant à l'Assemblée des Communautés européennes ; rappelle que ceux-ci ont été collègues dans cet hémicycle ; jugement de la dix-septième Chambre correctionnelle (p. 3446) ; indique à M. Georges Fillioud que ce dernier donne systématiquement de mauvais conseils au Président de la République ; groupe dirigé par M. Robert Hersant ; concentration dans la presse ; absence de concentration excessive en France ; existence de treize quotidiens nationaux parisiens ; diminution du nombre des quotidiens nationaux ; restructurations de 1945 à 1980 ; cessation de parution d'une vingtaine de titres pendant cette période, notamment journaux *l'Epoque, l'Aube, Le Soir, Franc-Tireur, Le Populaire* (p. 3447) ; causes de diminutions et de disparitions de titres : hausse des salaires et du papier, augmentation du prix des journaux ; attitude du syndicat du livre ; disparition de titres n'ayant rien à voir avec la concentration ; concentration économique ; problème de la presse quotidienne régionale ; monopoles ; situation à Pau : appartenance de deux journaux au même groupe ; presse quotidienne régionale ; cas de *La Dépêche du Midi* ; indique que M. Bernard Montergnole fait partie des personnes cherchant probablement à trouver des repreneurs pour *Le Dauphiné Libéré* (p. 3448) ; monopole le plus choquant se trouvant dans l'Etat et ses satellites ; monopole public sur l'audiovisuel ; monopole de la télévision ; présence de M. Georges Marchais à la tête de la liste communiste ayant probablement fait perdre deux ou trois points à celle-ci aux élections européennes ; agence Havas ; souhaite l'interdiction pour cette agence de devenir propriétaire de journaux ; s'interroge encore sur le retrait de sa question préalable ; indique que la sympathie qu'il porte à M. Jean-Pierre Le Coadic implique de ne pas priver celui-ci de la possibilité d'intervenir ; pense donc qu'il maintiendra sa question préalable ; souhait de M. Georges Fillioud de rétablir le texte voté en première lecture (p. 3449) ; difficultés des entreprises de presse ; recettes publicitaires ; coproductions entre Antenne 2, T.F.1 et des entreprises de production américaines ; recettes d'abonnement ; humeurs des P.T.T. ; retards de livraison entraînant des désabonnements ; cas de la Mayenne ; contraintes lourdes pesant sur la presse ; procédés de fabrication ; sureffectifs dans les imprimeries de presse ; affaire de *L'Union* de Reims ; conditions d'approvisionnement et de distribution ; référence incessante à l'ordonnance de 1944 ; poids du syndicat du livre ; poids des monopoles ; marchandages permanents sur les aides à la presse ; commission pour la transparence et le pluralisme ; composition de cette commission (p. 3450) ; pouvoirs de celle-ci ; organisation de l'expropriation des journaux ; dislocation des groupes de presse ; arbitraire politique auquel l'application du texte donnera lieu ; dispositif allant à l'encontre des législations et des pratiques étrangères ; loi risquant de faire « tache d'huile » dans les pays du tiers monde ; indication des tirages ou de la diffusion aux lecteurs ; propose une extension de la transparence au domaine de la publicité ; nécessité de permettre une transparence raisonnable (p. 3451) ; informatique ; régime de T.V.A. ; système des aides ; maintien sa question préalable ; propositions constructives du Sénat ; problèmes de transparence ; poisons juridiques, économiques et politiques que représente ce texte (p. 3452) ; sa question préalable : rejetée (p. 3458).

Discussion des articles : **article 1er A** : sectarisme de la majorité ; garantie par l'Etat d'une information pluraliste [19 juin 1984] (p. 3485) ; **avant l'article 1er** : son amendement n° 135 (liberté et pluralisme de la communication) ; application du droit de la presse à l'ensemble de la communication ; évolution des moyens techniques ; nouveaux medias ; taux réduit de T.V.A. ; entraves économiques ; grèves de la poste ; lenteur de la distribution du courrier ; (p. 3488) ; convention européenne des droits de l'Homme ; restrictions justifiées au principe de la liberté de la presse ; activités des entreprises (p. 3490) ; **avant l'article 1er (suite) : ses rappels au règlement** : possibilité pour le Gouvernement de retirer les projets de loi ; texte sur la presse ; réformes de structures [2 juillet 1984] (p. 3954) ; s'adresse à l'opposition : « quand on est les députés du goulag, on la ferme » (p. 3955) ; refus de M. Jean-Jack Queyranne de retirer les mots « députés putschistes » ; indique que M. Michel Sapin a entamé la discussion des amendements avant l'arrivée de l'opposition en séance (p. 3962) ; proposition de M. Jean-Jack Queyranne de rejeter purement et simplement le texte adopté par le Sénat (p. 3967) ; **ses rappels au règlement** : propos de « putschiste » employé par M. Jean-Jack Queyranne ; putsch des généraux en 1961 (p. 3971) ; échec subi par la majorité ; souhaite le retrait de ce texte (p. 3972) ; retranscription des propos de M. Jean-Jack Queyranne par le télescripteur et le compte rendu analytique officiel ; menaces de nature « putschisté » ; compte rendu officiel ; demande à M. Jean-Jack Queyranne de bien vouloir préciser ses propos ; souhaite que le bureau se réunisse pour regarder l'enregistrement de la séance (p. 3973) ; terme « putschiste » employé par M. Jean-Jack Queyranne ; problème de savoir si ce terme se rapporte à des menaces ou à des propos ; constate que celui-ci ne sait plus exactement ce qu'il a dit ; Rapporteur à irresponsabilité illimitée ; article de M. Pierre Mauroy concernant les media (p. 3980) ; **son rappel au règlement** : déclarations outrancières de M. Jean-Jack Queyranne ; élections européennes du 17 juin ; problèmes que M. Daniel Karlin rencontre avec le journal *l'Humanité* [3 juillet 1984] (p. 3984) ; **avant l'article 1er (suite) : son rappel au règlement** : demande de quorum ; absence de députés socialistes et communistes ; « soutien sans participation » (p. 3995) ; son amendement n° 141 (affirmant la liberté de la presse) ; article 9 de la déclaration des droits de l'Homme ; loi de 1881 ; liberté de la presse ; augmentation prévue de la T.V.A. pour la presse (p. 3997) ; rejeté après constat de l'absence de quorum ; son amendement n° 142 (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944) (p. 4002) ; rejeté (p. 4007) ; **son rappel au règlement** : volonté d'empêcher les députés de l'opposition de voter sur son amendement n° 142 (p. 4008) ; son amendement n° 137 (tendant à interdire les mesures limitant la liberté de la presse) ; principe d'égalité ; « transparence remontante » ; souhaite l'interdiction des mesures discriminatoires ; rejeté ; son amendement n° 140 (indépendance de la presse vis-à-vis de l'Etat) ; **franchises** ; taux privilégié de la T.V.A. ; **tarifs postaux** ; **indique que** M. Georges Fillioud est un secrétaire d'Etat à « **responsabilité limitée** » (p. 4009) ; **pérénisation des aides et des franchises** en faveur de la presse ; rejeté ; son amendement n° 136 (création d'une société d'édition) : rejeté (p. 4010) ; son amendement n° 138 (liberté des entreprises de presse) ; problèmes de la C.G.T. du livre ; indique que selon lui la liberté de la presse est plus importante que la liberté syndicale ; grève du journal

le Matin ; cas de *l'Union de Reims* ; monopole de la C.G.T. dans les imprimeries de presse ; souhaite avoir l'opinion de M. Georges Fillioud à ce sujet ; rejeté ; son amendement n° 139 (indiquant que la presse n'est pas un service public) ; amendement « anti-Natiez » (p. 4011) ; propos tenus par M. Pierre Mauroy au sujet de la manifestation pour l'enseignement libre ; négation de ces propos par celui-ci ; indique que celui-ci est un « menteur » ; rejeté ; **ses observations en réponse au rappel au règlement** de M. André Billardon : souhaite que M. Jean-Jack Queyranne retire le thème de « putschiste » ; « chasse à l'homme » menée contre M. Pierre Mauroy par divers membres du parti socialiste dont M. André Billardon ; modifie sa phrase : « M. Mauroy profère des contre-vérités » (p. 4012) ; **avant l'article 1er (suite)** : droit de présenter des sous-amendements [4 juillet 1984] (p. 4032) ; nombre d'amendements déposés par M. Jean-Jack Queyranne ; liberté de l'impression, de l'édition, de la publication et de la communication ; syndicat C.G.T. du livre ; expropriation de propriétaires des entreprises de presse ; cas de *France Soir* ; inconstitutionnalité de l'absence de système d'indemnisation (p. 4033) ; évaluation du préjudice par le juge (p. 4034) ; son amendement n° 143 : réservé (p. 4037) ; responsabilité de M. Rousselet dans la mise en œuvre du plan câble et du développement de Canal Plus ; pouvoir de l'agence Havas ; rachat au groupe Hersant de *France-Soir* (p. 4038) ; son amendement n° 144 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire de créer, d'acquérir, de vendre et d'exploiter des journaux et publications) ; (p. 4039) ; rejeté ; son amendement n° 145 (impossibilité pour une agence de publicité ou l'Etat est majoritaire d'avoir pour objet la recherche, l'exploitation d'affaires de télégraphie, de téléphone et de télématique) ; son amendement n° 146 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire d'acquérir un journal d'information politique et générale) ; statuts actuels de l'agence Havas ; chiffre d'affaires de cette agence ; pourcentage du capital détenu par l'Etat ; cas de Larousse ; possibilités d'expansion de l'agence Havas (p. 4040) ; rejetés ; son amendement n° 147 (acquisition par une agence de publicité à capitaux publics d'entreprise d'édition littéraire) ; son amendement n° 148 (participation d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité des droits de vote dans une entreprise de presse ou d'édition ; agence Havas) ; son amendement n° 149 (participation financière dans une entreprise de presse d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité des droits de vote) (p. 4041) ; chiffre d'affaires de l'agence Havas ; part de marché de la presse économique contrôlée par cette agence ; C.E.P. ; *usine nouvelle* ; groupe Usine publications ; le *nouvel économiste* ; nombre de quotidiens régionaux ou départementaux en régie chez Havas ; renouvellement de la convention entre les P.T.T. et l'agence Havas ; nécessité pour cette agence de vendre ses parts de la compagnie européenne de publication ; I.N.F. 14 ; rejetés ; son amendement n° 150 (participation financière dans une entreprise de radio diffusion d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire) ; son amendement n° 151 (participation financière dans une entreprise audiovisuelle d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire) (p. 4042) ; son amendement n° 152 (participation financière dans une chaîne de télévision à péage d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire) ; société Octo ; interférence d'une agence de publicité avec l'audiovisuel ; gouvernement luxembourgeois ; émissions par satellite ; C.L.T. ; diplomatie française en matière de télécommunication (p. 4043) convention passée avec la C.L.T. ; prix de location par canal ; rejetés ; son amendement n° 153 (seuil de participation financière dans une entreprise de régie publicitaire de presse d'une agence,de publicité ou l'Etat est majoritaire) ; son amendement n° 154 (seuil de participation dans une entreprise de régie publicitaire d'annuaire d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire) ; son amendement n° 155 (seuil de participation financière dans une entreprise de régie de publicité extérieure d'une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire) ; satellite franco-luxembourgeois ; abus de position dominante de l'agence Havas ; régies extra-locales et locales de publicité ; Office d'annonces ; régie publicitaire sur la télématique ; affichage publicitaire ; avenir de la publicité (p. 4044) ; rejetés ; son amendement n° 156 (impossibilité pour une agence de publicité dont la majorité est détenue par l'Etat d'être Conseil de publicité) ; déconcentration de l'agence Havas ; dénationnalisation de cette agence ; canal T.D.F. 1 ; Télé Monte Carlo ; démantèlement de l'agence Havas ; confusion entre la profession de conseil en publicité, de régisseur publicitaire et de propriétaire de supports ; rejeté ; son amendement n° 157 (interdiction de toute entente de fait rétablissant une situation dominante de l'agence Havas) ; son amendement n° 158 (consultation préalable de tous les groupes de presse pour la constitution du capital de toute société de régie publicitaire) ; démantèlement de l'agence Havas après la guerre ; A.F.P. (p. 4045) ; ambitions de l'agence Havas ; rejetés ; son amendement n° 159 (détention par l'Etat de participations financières dans une entreprise de presse) ; propriété de la gestion des journaux ; rejeté ; son amendement n° 160 (participation financière de l'Etat dans une entreprise de communication audiovisuelle) ; son amendenent n° 163 (participation financière de l'Etat dans une société de radiodiffusion) ; son amendement n° 166 (cession par l'Etat à l'actionnariat privé de la totalité des actions de la société financière de radiodiffusion) ; limitation de la concentration des entreprises de communication audiovisuelle ; Canal Plus ; dénationnalisation des trois chaînes de télévision et de la Sofirad (p. 4046) ; publicité dans les radios locales ; rejetés (p. 4047) ; son amendement n° 161 (détention par l'Etat des participations financières dans une société de publicité) ; son amendement n° 162 (détention par l'Etat de participations financières dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises de presse) ; mission d'un Etat dans un système de liberté économique ; cas des pays de l'O.C.D.E. ; agences de publicité ; rejetés ; son amendement n° 164 (cession par l'Etat à l'actionnariat privé de la totalité des actions qu'il possède dans l'agence Havas) ; son amendement n° 165 (cession par la caisse des dépôts et consignations à l'actionnariat privé de la totalité des actions qu'elle possède dans l'agence Havas) ; dénationalisation de l'agence Havas ; activités et interventions de la caisse des dépôts et consignations (p. 4052) ; rejetés ; son amendement n° 167 (entreprise dans laquelle l'Etat détient plus de 40 p. 100 du capital) (p. 4054) ; rejeté ; son amendement n° 168 (contrôle par l'Etat du marché de l'édition) ; son amendement n° 169 (contrôle par l'Etat du marché du livre) ; participations de l'agence Havas dans le secteur de l'édition ; compagnie européenne de publication ; cas du *nouvel économiste* (p. 4055) ; contrôle par l'Etat du marché de l'édition ; rejetés ; son amendement n° 170 (prise de participation financière dans une entreprise d'édition par une entreprise à capitaux publics) ; prise de contrôle de la librairie Larousse par la compagnie européenne de publication ; nationalisation rampante ; augmentation du domaine public ; cas de Thomson, de Rhône-Poulenc, de Saint-Gobain (p. 4056) ; rejeté ; son amendement n° 171 (acquisition d'une publication quotidienne régionale par la société financière de radiodiffusion « SOFIRAD » ; son amendement n° 172 (cession par la Sofirad des actions qu'elle possède dans Europe n° 1 communication) ; son amendement n° 173 (cession par la Sofirad des actions qu'elle possède dans Radio Monte Carlo) ; structures accueillant « les entreprises de presse abandonnées par le groupe Hersant » ; entreprises multimedias ; situation de la radio en France ; radios locales ; cas de N.R.J. (p. 4057) ; rejetés ; son amendement n° 174 (cession des actions détenues par Europe n° 1 communication dans *le Nouvel Economiste*) (p. 4058) ; hypocrisie de M. Jean-Jack Queyranne ; concentration causée par l'Etat et les entreprises publiques (p. 4059) ; rejeté (p. 4060) ; son amendement n° 175 (incompatibilité entre les fonctions de président d'une société de Conseil en publicité et les fonctions de président d'une société de régie de publicité radiophonique) ; son amendement n° 176 (démission du président d'une entreprise à capitaux publics) ; cas de M. Rousselet ; moralisation (p. 4061) ; cas de M. Hersant ; rejetés (p. 4062) ; son amendement n° 177 (obligation d'appels d'offres pour toute régie publicitaire accordée par une administration) régie publicitaire de l'annuaire téléphonique ; respect du code des marchés publics ; rejeté ; son amendement n° 178 (absence d'autorisation préalable de l'Etat à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière pour la création d'un service de communication audiovisuelle) ; son amendement n° 179 (absence d'autorisation préalable de l'Etat à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière pour la création ou l'exploitation d'un service de communication audiovisuelle) ; son amendement n° 180 (absence d'autorisation préalable de l'Etat à une agence de publicité pour la création ou l'exploitation d'un service de communication audiovisuelle) ; conditions de concession à l'agence Havas de Canal Plus ; braderie du service public (p. 4062) ; mise à la disposition de Canal Plus du réseau de 819 lignes ; rejetés ; son amendement n° 143 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 4063) ; dialogue avec le Sénat ; sectarisme ; liberté de la presse (p. 4064) ; **article 1er : son rappel au règlement** : propos de M. André Labarrère comparant l'Assemblée à une sorte d'aquarium dans lequel nagent des « piranhas et autres poissons » [5 juillet 1984] (p. 4071) ; souhaite une rectification de la part du Gouvernement (p. 4072) ; rétablissenent du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; publication d'informations politiques et générales ; interprétation de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; aides à la presse (p. 4073) ; loi sur la transparence et le pluralisme de la presse ; notion de transparence ; lutte

contre la concentration ; transparence (p. 4073) ; champ d'application de la loi ; critères retenus par le Sénat (p. 4074) ; taux de T.V.A. à 2,1 p. 100 ; son sous-amendement n° 294 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (application des dispositions du texte aux entreprises de communication) : rejeté ; son sous-amendement n° 295 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (entreprises privées et publiques de communication) : rejeté ; son sous-amendement n° 296 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (publications d'information politique générale) ; presse audiovisuelle (p. 4076) ; rejeté (p. 4077) ; son sous-amendement n° 297 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (article 39 *bis* du code général des impôts) ; information politique et générale ; rejeté (p. 4079) ; **son rappel au règlement :** salue la présence de M. Louis Mexandeau et rappelle son absence lors des débats sur le satellite T.D.F. 1 ; texte revenant du Sénat ; examen du texte du Sénat (p. 4082).

Troisième lecture, discussion générale : caractère « anachronique et anarchique » de ce texte ; changement de gouvernement [6 septembre 1984] (p. 4355) ; éventualité de la vente forcée de *France-Soir* ; report de l'application de la loi à 1986 ; spécificité des entreprises de presse ; lois sur le câble et les radios locales ; entreprises multi-médias ; problèmes financiers du *Monde* ; sondage sur le référendum ; ambiguïtés au sujet des aides à la presse ; aggravation de la séparation entre la presse nationale et la presse régionale ; concentrations dans la presse française ; rapport de M. Georges Vedel (p. 4356) ; recettes publicitaires de l'audiovisuel ; crise financière de la presse ; caractère inapplicable de l'ordonnance de 1944 (p. 4357).

Discussion des articles : **article 1er A :** garantie du droit à l'information ; principes généraux du droit [7 septenbre 1984] (p. 4364) ; loi de 1881 ; élections législatives ; **avant l'article 1er :** article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme, son amendement n° 100 (liberté et pluralisme de la communication) ; cas du domaine de l'audiovisuel ; agence Havas ; Canal Plus (p. 4365) ; rejeté ; son amendement n° 102 (liberté de la presse) ; cas du marché publicitaire ; part de la presse dans la publicité ; financement de la télévision par la publicité ; convention passée entre l'Etat et Canal Plus ; liberté de la presse ; rejeté ; son amendement n° 101 (indépendance de la presse par rapport à l'Etat) ; travaux de l'Assemblée d'Alger en 1944 ; aides apportées par l'Etat à la presse (p. 4366) ; rejeté ; son amendement n° 103 (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944) ; contenu de cette ordonnance ; problèmes de la presse française ; langage du Gouvernement et attitude de l'opposition (p. 4367) ; rejeté (p. 4368) ; son amendement n° 104 (incompatibilité applicable au président d'une entreprise à capitaux publics) ; cumul de fonctions entre la présidence d'une entreprise publique et la présidence d'une entreprise privée ; cas de M. André Rousselet ; rejeté ; son amendement n° 105 (impossibilité pour l'Etat de détenir des participations financières dans une entreprise de communication audiovisuelle) ; non soutenu ; son amendement n° 106 (cession par l'Etat des actions qu'il détient dans l'agence Havas) : rejeté ; son amendement n° 107 (impossibilité pour une agence de publicité de créer ou d'acquérir un journal d'information politique et générale) : rejeté ; son amendement n° 108 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de presse) (p. 4370) ; rejeté ; **article 1er :** contenu de cet article (p. 4371) ; son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) (p. 4372) ; rejeté ; son sous-amendement n° 216 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (application de la loi aux entreprises de communication) ; loi sur l'audiovisuel ; entreprises multimédias ; rejeté (p. 4373) ; son sous-amendement n° 217 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (faisant référence à l'article 39 *bis* du code général des impôts pour définir les publications d'informations politiques et générales) ; rejeté (p. 4374) ; vie associative ; son sous-amendement n° 218 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les publications éditées par une association du champ d'application de cet article) : rejeté ; son sous-amendement n° 219 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (fixation de la liste des publications visées par ce texte) ; consultation des organisations professionnelles intéressées ; rejeté (p. 4375) ; son sous-amendement n° 220 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (cas du journal *l'Equipe)* ; groupe de presse du *Parisien Libéré* ; retiré ; son sous-amendement n° 221 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; rejeté (p. 4376) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les partis politiques du champ du contrôle) : rejeté ; son sous-amendement n° 261 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (définissant les groupements de fait) ; rejeté : son sous-amendement n° 262 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (indiquant qu'une famille ne peut être considérée comme un groupement de droit) : rejeté ; son sous-amendement n° 263 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (impossibilité de considérer comme groupement de fait des personnes ayant déclaré être indépendantes) (p. 4384) : rejeté ; son sous-amendement n° 264 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (publications d'information politique et générale) : rejeté ; son sous-amendement n° 265 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas où une entreprise de presse édite plusieurs publications) ; définition des groupes de presse ; rejeté ; son sous-amendement n° 266 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le 4e alinéa (3°) de cet amendement) : rejeté (p. 4385) ; son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (contrôle des participations financières) : rejeté ; son sous-amendement n° 268 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (acquisition de la majorité du capital social) : rejeté (p. 4386) ; son sous-amendement n° 269 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (contrôle par des moyens juridiques) : rejeté (p. 4387) ; son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas des responsables d'un parti politique) : rejeté ; son sous-amendement n° 272 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas du responsable d'une association) (p. 4388) ; rejeté ; ; son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant le dernier alinéa de cet amendement par la référence aux avances sur régie publicitaire) : rejeté (p. 4389) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne (notion de contrôle) ; rejeté (p. 4390) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 275 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (incluant les certificats d'investissement dans le champ d'application de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 276 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (droit pour tout citoyen de créer une entreprise de presse) : retiré (p. 4391).

Quatrième lecture, discussion générale : atteinte aux libertés [12 septembre 1984] (p. 4428) ; attitude de l'opposition ; date de l'application du texte (p. 4429).

Son fait personnel : problème de la présence de M. Georges Marchais aux usines Messerschmidt pendant la seconde guerre mondiale ; attitude du parti communiste et de ses dirigeants pendant cette période ; reparution de *L'Humanité* ; se réfère à un ouvrage de M. Jacques Fauvet au sujet du parti communiste français [2 février 1984] (p. 449, 450).

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984.

Compte rendu intégral des débats ; indique qu'il a dit au cours de la séance : « M. Mitterrand a un passé » ; indique qu'il est prêt à retirer ces mots et se demande si le propre des hommes politiques est ne pas avoir de passé [2 février 1984] (p. 477) ; démocratie parlementaire ; utilisation pour la première fois de la censure sous la Ve République ; procès politique destiné à « bâillonner » l'opposition (p. 480) ; machination contre l'opposition ; **se voit opposé la censure simple** (p. 481).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : initiative économique ; nationalisations ; bonnes directions du texte ; incitation fondée sur des allègements fiscaux ; effort consenti en faveur des dirigeants créant ou développant une entreprise ; déficit budgétaire ; nationalisations ; multiplicité des conditions ; restriction et limitation contenues dans le texte ; transferts d'emploi ; zones de conversion en Lorraine ; [2 mai 1984] (p. 2044) ; transferts des déficits fiscaux ; confiance dans l'initiative privée ; vote de l'U.D.F. (p. 2045).

Discussion des articles : **article 1er :** livret d'épargne entreprise ; ouverture d'un seul livret par foyer fiscal ; obtention des prêts ; gestion de ces prêts ; problème des modalités de ces prêts [3 mai 1984] (p. 2067) ; primes à la création d'entreprise (p. 2068) ; son amendement n° 115 (indisponibilité des sommes pendant deux ans) ; blocage des fonds (p. 2073) ; rejeté (p. 2074) ; **article 4 :** son amendement n° 118 (suppression du paragraphe I de cet article) : non soutenu (p. 2080) ; **article 12 :** son amendement n° 123 (fixation du prix de souscription à partir d'une valeur à dire d'expert) (p. 2108) ; rejeté ; son amendement n° 126 (supprimant le 3° du paragraphe VI de cet article) (p. 2109) ; rejeté (p. 2110).

Son rappel au réglement : propos de M. Raymond Douyère, vice-président, sur l'existence d'une discussion en

séance publique du texte relatif à l'enseignement privé ; utilisation éventuelle de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; liberté de l'enseignement ; refus de l'audition de M. Gaston Defferre ; fonctionnement des commissions spéciales [10 mai 1984] (p. 2200).

Son rappel au règlement : audition de l'auteur d'une proposition ou d'un amendement par la commission si celui-ci en fait la demande ; commission spéciale chargée d'examiner le texte sur l'enseignement privé ; refus du président de cette commission d'entendre ses explications sur les amendements ; comportement « particulièrement sectaire » de ce dernier [15 mai 1984] (p. 2337).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : **oppose la question préalable** : implantation d'une espèce de « Disneyland de l'économie mixte » ; financement des programmes ; arbitrages budgétaires ; inauguration du Carrefour ; « obsession de laisser une trace dans l'histoire monumentale » et dans celle du gaspillage des fonds publics [17 mai 1984] (p. 2436) ; communication ; caractéristiques du projet ; tonalité internationale du projet ; réseaux câblés ; cité des affaires ; jardin d'acclimatation ; conception de l'ensemble ; gaspillage de l'investissement ; coût de fonctionnement du Carrefour (p. 2437) ; sa question préalable ; rejetée (p. 2441).

Son rappel au règlement : attitude du groupe socialiste vis-à-vis de l'Assemblée nationale ; réunion interne de ce groupe pendant le déroulement du débat sur l'enseignement privé ; absence de solution politique en ce qui concerne ce texte [22 mai 1984] (p. 2554).

— Projet de loi relatif aux Rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : constate que le banc de la commission est vide et remercie M. Luc Tinseau de venir y siéger ; crise de notre système éducatif ; poids de la bureaucratie administrative ; motivations des parents souhaitant choisir entre plusieurs écoles ; indique que dans trois domaines au moins l'enseignement public a plus à apprendre de l'enseignement privé que l'inverse : carte scolaire [22 mai 1984] (p. 2555), rôle des parents, autorité reconnue aux chefs d'établissement ; titularisation d'une partie des enseignants ; idée de pluralisme ; liberté de l'enseignement (p. 2556) ; ses observations sur les propos de M. Lucien Pignion : « on s'en fout, de votre histoire personnelle » (p. 2557).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : introduction de la publicité sur les radios locales ; contournement de l'interdiction ; radios locales ; prélèvement de quatre cent millions de francs sur le marché publicitaire ; situation actuelle se caractérisant par un désordre ; pouvoir exorbitant de Télédiffusion de France ; rôle de la haute autorité de l'audiovisuel ; discrimination entre les radios de service public de radio France et les radios « libres » ; discrimination d'ordre technique ; gaspillage des fréquences ; organisation en réseaux ; radios de service public locales [12 juin 1984] (p. 3249) ; pense que l'évolution se fera vers un nouveau texte sur les concentrations des radios locales ; distinction entre trois catégories d'organismes entre les associations autorisées ou non et les sociétés commerciales ; impossibilité de voter ce texte compte tenu de ses aspects répressifs ; radios locales à Paris ; indique qu'il ne votera pas contre le texte (p. 3250).

Discussion des articles : **article 1er** : mécanisme d'aide aux associations ; ressources publicitaires ; choix du statut (p. 3260) ; définition du service local ; puissance autorisée ; limitation relative à la participation des collectivités locales ; financement des services locaux (p. 3261) ; son amendement n° 8 (substituant aux mots « trente kilomètres » les mots « quarante kilomètres » à propos du rayon d'émission) ; fixation d'une règle de proportionnalité entre la portée et la puissance de l'émetteur (p. 3262) ; autorisations accordées par la haute autorité ; rayon de trente kilomètres ; cas de certains départements s'étirant en longueur ; vœux des collectivités territoriales ; rejeté ; son amendement n° 9 (publication annuelle du plan de fréquence utilisable) ; modulation de fréquence ; nombre de fréquences accordées aux filiales de Radio-France ; publication du plan de fréquence ; moyens techniques d'existence des radios libres (p. 3263) ; rejeté ; aveu de M. Georges Fillioud sur l'absence de plan de fréquence ; rôle de la haute autorité (p. 3264) ; son amendement n° 10 (stations de radiodiffusion locales) ; mauvaise gestion du service public ; soumission au prélèvement des radios diffusant en modulation de fréquence de la publicité ; rejeté ; diffusion de messages d'intérêt général par Radio-France ; possibilité pour les radios associatives de diffuser de la publicité (p. 3265) ; publicité faite par Radio-France sur Antenne 2 ou T.F.1 ; tarif de celle-ci ; son amendement n° 11 (excluant la publicité provenant des ministères du champ d'application de cet article) ; orientation politique de certains messages ; nécessité d'éviter certains dérapages ; cas des radios de Seine-Saint-Denis ; cas de T.S.F. 93 ; promotion des transports en commun ; nécessité d'éviter des transactions occultes entre les ministères et les radios locales à statut associatif ; rejeté ; son amendement n° 12 (suppression des mots « ou indirectement » dans le troisième alinéa de l'article 81 de loi de 1982 (p. 3266) ; liens entre les municipalités et les radios associatives ; personnels mis à disposition ; rejeté (p. 3267) ; son amendement n° 36 (impossibilité pour les entreprises de presse de participer financièrement aux services locaux de radiodiffusion) ; presse quotidienne régionale (p. 3268) ; possibilité pour des entreprises de presse d'investir dans diverses radios locales ; rejeté ; son amendement n° 14 (participation pouvant atteindre la moitié des charges d'équipement et de fonctionnement) ; hostilité de M. Georges Fillioud au développement de la presse dans des secteurs modernes ; entreprises multimédias ; relations entre les entreprises de presse et les radios locales ; rejeté (p. 3269) ; son amendement n° 15 (autorisation de tout service de radiodiffusion sonore) ; cas de Radio Monte-Carlo ; ouverture de nouveaux services en modulation de fréquence à Radio-France ; rejeté (p. 3270) ; **article 2** : structure associative et structure de société ; publicité ; programme de radio (p. 3271) ; **article 3** : transparence des radios locales ; projet de loi sur la presse ; communication faite par le titulaire de l'autorisation (p. 3273) ; son amendement n° 16 (substituant la référence aux dix principaux actionnaires par celle aux cinq principaux actionnaires) ; rejeté ; son amendement n° 17 (impossibilité pour une même personne de participer au capital de plus de cinq sociétés) ; passage de la vie associative à la vie commerciale ; dépôt de bilan (p. 3274) ; régies publicitaires ; situation d'inégalité juridique et d'inégalité de fait ; rejeté ; son amendement n° 18 (impossibilité pour la même entreprise de participer au capital et au fonctionnement de plus de deux sociétés titulaires d'une autorisation) ; participation au financement d'un organisme titulaire d'une autorisation ; participation au capital ; rejeté ; son amendement n° 19 (impossibilité pour les postes périphériques de participer à plus de deux services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne) ; cas de Europe 1 ; postes périphériques souhaitant prendre des participations dans des stations situées en dehors de leur zone d'écoute ; rejeté (p. 3275) ; **article 4** : son amendement n° 22 (émissions d'information) ; bulletins d'information ; dépêches ; constitution de réseaux ; dépêches d'agences de presse (p. 3277) ; rejeté ; **article 5** : article à caractère répressif ; possibilité de suspendre l'autorisation pour six mois (p. 3278) ; possibilité pour les radios locales de bénéficier du service de l'A.F.P. ; transmission de l'information locale (p. 3279) ; son amendement n° 20 (tendant à limiter la suspension à un mois) : non soutenu (p. 3280) ; **article 6** : son amendement n° 21 (prévoyant une amende d'un montant de 200 000 francs) : non soutenu ; son amendement n° 42 (supprimant la référence à la puissance de l'émetteur dans l'article 97 de la loi de 1982) : rejeté (p. 3282).

Deuxième lecture, discussion générale : position du Sénat ; souhait de cette Chambre de lier le système de financement au régime juridique [28 juin 1984] (p. 3800) ; régime initial des sanctions ; volonté de répression ; télévision privée ; saisie du matériel d'Antène 1 ; réseau N.R.J. ; inégalité de traitement existant entre les radios locales privées et les radios locales de service public ; relations entre les radios et la presse ; entreprises multi-médias (p. 3801).

Discussion des articles : **article 1er** : multiplicité des sources de publicité ; régime de T.V.A. applicable aux radios locales (p. 3802) ; problème de la soumission des subventions à la T.V.A. ; **article 2** : passage du statut d'association au statut de société ; incitation des radios à garder le statut associatif ; associations qui vont se constituer en sociétés (p. 3805) ; **article 3** : programme propre ; émissions d'information nationale et internationale ; productions locales ; **article 4** : origine des annonceurs ; détermination des secteurs publicitaires relevant du domaine réglementaire (p. 3806) ; publicité des grandes

surfaces ; conditions d'application du texte (p. 3807) ; **article 6** : liberté des stations privées ; infraction actuelle de toutes les stations privées ; utilisation d'un relais hertzien ; respect de la réglementation ; emprisonnement d'une durée maximum de trois mois visée par cet article [28 juin 1984] (p. 3807).

Troisième lecture, discussion générale : absence de M. Georges Fillioud ; projet de loi sur les entreprises de presse ; « magouille » [30 juin 1984] (p. 3935) ; texte sur la presse ; moyens financiers et économiques des radios locales ; choix de leur statut ; contrôle sur les radios locales ; recours des radios locales à des services extérieurs ; radio N.R.J. ; entreprises multi-médias (p. 3936) ; abstention du groupe U.D.F. (p. 3938).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : **oppose** la question préalable ; des reproches à l'égard du projet [14 juin 1984] (p. 3395) ; répartition des pouvoirs et des compétences entre l'Etat et la Haute Autorité ; présence d'un représentant de l'Etat au sein d'une société locale d'économie mixte ; cas des offices d'H.L.M. ; satellite ; programmes des réseaux locaux ; « déports » des chaînes étrangères ; accueil automatique des trois chaînes de télévision existantes par le réseau câblé (p. 3396) ; problème de la programmation ; rôle de l'agence Havas ; souhaite savoir si le *Figaro Magazine* pourra disposer de deux heures de programmation sur un réseau câblé dans une commune communiste de la Seine-Saint-Denis ; souhaite savoir si certaines communes tenues par l'opposition accorderont la programmation des programmes édités par l'*Humanité* ; association de parents d'élèves d'une école privée d'Issoudun ; utilisation des réseaux ; souhaite un système d'appel d'offres ; faiblesse du développement de l'industrie des programmes en France ; système de la concession ; méfiance à l'égard de la haute autorité ; problème de la délivrance d'autorisations globales ; texte ne contenant aucune règle déontologique (p. 3397) respect de l'usager ; garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques d'après l'article 34 de la Constitution ; tentation de traiter le câble comme un service public ; pénalisation de l'initiative privée ; société d'économie mixte ; exploitation des services locaux de radiodiffusion et de télévision ; satellite luxembourgeois ; entreprises publiques ; participations de celles-ci dans les sociétés d'économie mixte ; rappelle l'exemple de l'aménagement de la Villette ; rôle de la caisse des dépôts et consignations, de l'agence Havas, de la Sofirad (p. 3398) ; incohérence du dispositif sur le plan économique ; compagnies de distribution des eaux ; cas de la Lyonnaise des eaux ; entreprises multimedias ; situation à l'étranger ; absence de convention passée avec les villes ; télévision européenne ; refus d'accorder des concessions à des télévisions hertziennes privées ; situation en Italie ; alibi technique du manque de fréquences (p. 3399) ; tour Montparnasse créant une zone d'ombre pour l'émetteur de la tour Eiffel ; mission de contre expertise ; refus de la télévision hertzienne ; fibre optique ; différence d'équipement probable entre les villes les plus riches et les zones rurales ; réseaux pouvant être rentables à partir de 10 000 prises ; problème de la rentabilité ; plan câble ; caractère artificiel des critères retenus pour apprécier la rentabilité (p. 3400) ; exploitation du câble dans un cadre de contraintes administratives, techniques et financières ; satellites T.D.F. 1 ; projet Coronet; création de la société luxembourgeoise de satellite ; organisation de la braderie du service public ; retard concernant le câble ; accord franco-allemand pour lancer T.D.F. 1 ; date de l'existence des câbles en France ; entreprises pouvant être compétitives au niveau des programmes ; coproductions entre Antenne 2 et des producteurs américains ; équipement en câbles (p. 3401) ; contradiction entre la logique de décentralisation et la volonté de maintenir le contrôle de l'Etat ; Contradiction entre la logique de rentabilité et celle de planification ; instauration de discriminations sociales ; présence d'un représentant du Gouvernement (p. 3402) ; **sa question préalable** : rejetée (p. 3405).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 4 (liberté de la radio et télévision par câble) ; câbles ; contrôle des programmes par l'Etat ; possibilité d'admettre que les P.T.T. se chargent du câblage (p. 3408) ; rejeté (p. 3409) ; **article 1er** : son amendement n° 5 (de suppression) ; société d'économie mixte ; cahier des charges ; association de tous les partenaires au sein de la société d'économie mixte ; refus de rentabiliser les réseaux ; investissements des communes ; garanties des emprunts ; nécessité pour les collectivités locales de garantir l'exploitation ; rôle de la caisse des dépôts ; éventualité de déficits d'exploitation ; rejeté (p. 3410) ; son amendement n° 6 (référence à une société privée concessionnaire) : rejeté (p. 3411) ; possibilité pour les P.T.T. d'être actionnaire dans le capital des sociétés d'économie mixte ; **après l'article 1er** : son amendement n° 7 (soumettant les personnes physiques ou morales de droit privé et les organismes visés au Titre III de la loi de 1982 aux règles sur la possibilité d'exercer des fonctions de direction, de gestion ou de financement) ; égalité de traitement entre le secteur public et le secteur privé ; participation au capital des sociétés d'économie mixte ; amendement d'équité économique (p. 3412) ; rejeté ; son amendement n° 10 (impossibilité pour une même personne de cumuler des fonctions de direction, de financement dans plus de cinq sociétés d'économie mixte) ; détention indirecte de participation dans des sociétés d'économie mixte par des sociétés privées ; rejeté ; son amendement n° 9 (interdiction faite à la caisse des dépôts et consignations de diriger, de gérer ou de conseiller plus de cinq sociétés d'économie mixte) ; rôle de la caisse des dépôts ; son amendement n° 8 (impossibilité pour une agence de publicité d'assurer la régie publicitaire de plus de cinq sociétés d'économie mixte) ; régies publicitaires (p. 3413) ; problème de la limitation de la participation d'une régie publicitaire à un réseau ; rejetés ; **article 2** : ses amendements n° 13 et n° 14 : retirés ; son amendement n° 11 (délivrance des autorisations par la haute autorité) ; son amendement n° 12 (interdisant tout régime d'autorisation préalable pour les services de communication audiovisuelle) ; souhaite exclure tout régime d'autorisation préalable ; rôle de la caisse des dépôts et consignations ; limitation de la participation à cinq sociétés d'économie mixte ; rejetés (p. 3414) ; fixation d'une limite en kilomètre par la haute autorité ; son amendement n° 15 (rôle des sociétés d'économie mixte locales) ; son amendement n° 16 (garantissant une expression libre et pluraliste des idées et des courants d'opinion) ; son amendement n° 17 (référence au code des marchés publics) ; système d'appel d'offres ; spécification des programmes diffusés par les sociétés d'économie mixte ; son amendement n° 15 : rejeté (p. 3415) ; ses amendements n° 16 et n° 17 : rejetés ; **article 3** : son amendement n° 18 (élection du président du Conseil d'administration par ce Conseil) ; liberté d'organisation des sociétés d'économie mixte ; rôle des élus locaux ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 19 (de suppression) ; présence d'un représentant de l'Etat au sein de la société d'économie mixte ; indique que si sa disposition est adoptée la France serait le seul pays d'Europe où les réseaux câblés seraient placés sous l'oeil d'un représentant du Gouvernement (p. 3416) ; rejeté ; son amendement n° 20 (assistance du représentant de l'Etat à l'assemblée générale des actionnaires) ; limitation des pouvoirs du préfet ; nécessité que celui-ci rende compte « aux autorités compétentes » ; désarroi administratif de M. Georges Fillioud ; rôle de la Haute Autorité ; son refus de la présence d'un préfet dans les sociétés d'économie mixte ; son amendement n° 21 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; son amendement n° 22 (information de la haute autorité en cas de manquement aux dispositions des cahiers des charges) ; son amendement n° 23 (substituant la référence aux « autorités compétentes » par la référence à la « Haute Autorité de l'audiovisuel ») (p. 3417) ; son amendement n° 24 (impossibilité pour le représentant de l'Etat de faire des observations ou de demander de nouvelles délibérations sur le contenu des programmes) : rejetés ; (p. 3418).

Explications de vote : raisons conduisant le groupe U.D.F. à voter contre ce texte ; se déclare favorable à la câblo-distribution à condition qu'il ne s'agisse pas d'une « carte forcée de la distribution » (p. 3419).

Deuxième lecture, discussion générale : concession des réseaux câblés ; acceptation de la concession pour les radios locales et refus de cette solution pour le câble [28 juin 1984] (p. 3809) ; réseau 819 lignes ; choix du maintien de la pénurie ; responsabilité des régies ; suppression par le Sénat de la présence d'un représentant du Gouvernement aux réunions du Conseil d'administration des sociétés ; rôle des maires ; mauvaise image de la majorité sur le plan de la défense des libertés (p. 3810).

Discussion des articles : **article 4** : présence d'un représentant de l'Etat au sein des sociétés d'économie mixte (p. 3812) ; refus d'une liberté de programmation sur le câble (p. 3813) ; **article 6** : contrôle de la collectivité locale sur le plan de la programmation ; **article 7** : dispositions transitoires de cet article ; réseaux existants (p. 3814).

Explications de vote : expériences de câblage ; indique qu'il est favorable au câble ; programmation de programmes étrangers ; sociétés d'économie mixte ; hostilité au dispositif prévu par ce texte justifiant un vote négatif du groupe U.D.F. (p. 3815).

Troisième lecture, discussion générale : étatisation et municipalisation de la communication ; présence d'un représentant de l'Etat aux réunions du Conseil d'administration des sociétés d'économie mixte ; fibre optique ; vote contre du groupe U.D.F. ; télévisions hertziennes [30 juin 1984] (p. 3939) ; étude sur les fibres optiques (p. 3940-3941).

Son rappel au règlement : commémoration du 18 juin ; interruption des travaux des assemblées pour un congrès socialiste ou une « surprise-partie » à Matignon ; élections européennes ; discussion du projet sur la presse ; attitude de l'opposition [18 juin 1984] (p. 3424) ; nombre des amendements présentés par la majorité ; indique à M. Raymond Douyère, président la séance, que le temps qu'il croit gagner il risque de le perdre par ailleurs ; procédure employée à propos de la liberté de l'enseignement ; « microbe Laignel » (p. 3425).

Ses observations après le rappel au règlement de M. Jacques Toubon : souhaite la consultation du Gouvernement sur l'application de l'article 84 du règlement ; demande une suspension de séance [18 juin 1984] (p. 3427).

Son rappel au règlement : parlementaires souhaitant se rendre au Mont-Valérien ; souhaite le retrait du projet de loi sur la presse ; minorité cherchant à imposer sa tyrannie en matière de liberté [18 juin 1984] (p. 3428).

Son rappel au règlement : absence de réunion de la commission des affaires culturelles pour examiner les amendements sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3473).

Son rappel au règlement : débats de l'Assemblée nationale ; souhaite une interprétation précise de l'article 57 du règlement ; motion tendant à soumettre un texte à un référendum [3 juillet 1984] (p. 3993).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : souhaite que le référendum ait lieu ; combat pour la liberté de l'enseignement ; respect des consciences ; aspirations à moins d'Etat ; politisation du débat ; utilisation abusive de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; titularisation des enseignants [6 juillet 1984] (p. 4106) ; demande de référendum ; absence de carte scolaire dans l'enseignement privé ; rôle des parents (p. 4107).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; projet de loi « exécrable, anti-constitutionnel et archaïque » ; augmentation du prix de l'essence ; suspension de l'application d'une partie du texte et report de celle-ci après les élections législatives de 1986 ; congrès de Bourg-en-Bresse ; loi sur la presse ne pouvant être qu'une loi de consensus ; situation législative aux Etats-Unis : news paper preservation act ; textes idéologiques [10 septembre 1984] (p. 4411) ; refus d'un vrai dialogue avec le Sénat ; conception socialiste orthodoxe de la communication ; cas du journal *France-Soir* ; existence d'une presse quotidienne pluraliste dans son contenu ; groupe du *Provençal* ; motifs d'inconstitutionnalité du texte ; notion « baroque » de contrôle ; ordonnance de 1944 ; conditions que doit remplir une législation sur la presse ; problème de la diversification des activités de la presse dans les secteurs de la communication (p. 4412) ; rapports entre la presse et l'Etat ; aides à la presse ; dénationalisation de l'agence Havas ; déficits du journal *Le Monde* ; chaîne de télévision Canal Plus ; monopole des P.T.T. ; projet Coronet ; situation de la France par rapport à l'étranger en matière de communication ; industries de télécommunications (p. 4413) ; marques multinationales ; avenir de la communication ; vides juridiques ; loi contraire d'un texte de consensus (p. 4414).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** - *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* demande la parole ; dépenses de matériel ; rôle attribué au commissaire de la République dans le règlement des conflits ; pouvoir d'arbitrage autonome ; liberté d'administration des collectivités locales ; « dépenses semi-engagées » [9 octobre 1984] (p. 4556).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).

Discussion : oppose la question préalable ; caractère inconstitutionnel du projet de loi voté en juin ; méconnaissance de la répartition des compétences entre le Gouvernement et la haute autorité ; conditions de nomination du président-directeur-général d'une chaîne de télévision ; politique du câble ; intérêt des communes pour le câblage ; bases financières des relations entre les collectivités locales, les sociétés d'économie mixte et la direction générale des télécommunications ; nombre de commandes de lignes raccordables ; investissements dans les programmes ; politique menée pour les archives audiovisuelles [11 octobre 1984] (p. 4636) ; avance des programmes sur les investissements ; télévision hertzienne ; politique de censure en France ; coordination entre le câble et les satellites ; causes du retard de la France dans le domaine du câblage ; défauts des sociétés d'économie mixte ; structure et présidence de ces sociétés ; taux de participation des collectivités locales aux réseaux de câblage ; limitation de leurs droits en matière de programmation locale ; ouverture à l'édition du secteur des programmes ; critique des critères choisis ; nécessité d'une délimitation fondée sur le nombre d'abonnés ; nomination du P.D.G. d'Antenne 2 ; absence de libéralisation de l'audiovisuel (p. 4637) ; existence avant 1981 des réseaux utilisés actuellement ; date du début des études et de la mise au point de la fibre optique (p. 4639).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie.

Budget annexe des postes et télécommunications.— *Discussion générale :* mépris des usagers ; augmentation du prix du téléphone ; prise en charge par le budget annexe de dépenses devant figurer au budget général ; problèmes de la filière électronique, du Centre national d'études spatiales et de l'impôt sur les salaires ; endettement de la direction générale des télécommunications [29 octobre 1984] (p. 5318) ; ses craintes quant à la « dérégulation » et aux détournements de trafic ; fixation des tarifs ; péréquations entre les catégories d'usagers ; vote du groupe U.D.F. contre le projet (p. 5219) ; responsabilités au sein de la filière électronique (p. 5327-5328) ; **son rappel au règlement** : recevabilité de ses amendements n° 76, 77 et 87 portant sur des annulations de dépenses du budget annexe des P.T.T. (p. 5334) ; soumission des agents de l'Etat à la taxe sur les salaires ; présence de l'opposition lors des travaux de la commission des finances ; absence de réponse aux questions posées en commission ; redevance payée par les entreprises de messagerie (p. 5335) ; son rappel au règlement : possibilité de présenter des amendements sur les services votés (p. 5336).

Examen des crédits : **article 43 :** son amendement n° 90 (réduisant dans le paragraphe I de cet article les autorisations de programme de 1 milliard de francs) ; suppression du budget annexe des P.T.T. ; incapacité du ministre à défendre son budget ; équipements du téléphone et des télécommunications ; importance des commandes du secteur public dans le chiffre d'affaires de Thomson, de la C.G.E. et de la C.G.C.T. ; pressions économiques exercées par le secteur nationalisé ; tendance au surinvestissement dans le domaine de la commutation publique de la part de la direction générale des télécommunications (p. 5337) ; rejeté ; son amendement n° 91 (réduisant dans le paragraphe I de cet article les autorisations de programmes de 200 millions de francs) ; charte de gestion à moyen terme des télécommunications ; niveau de commandes de l'industrie française ; fibre optique ; difficultés rencontrées par le groupe Velec-C.G.C.T. ; problème des réseaux câblés (p. 5338) ; rejeté ; son amendement n° 92 (réduisant dans le paragraphe I de cet article les autorisations de programme de 50 millions de francs) ; manque de respect vis-à-vis des usagers et des parlementaires ; échec de la vente de l'E 10 en Grande-Bretagne ; voyage du Président de la République dans ce pays ; monopole dans le secteur du téléphone de la D.G.T. et de C.I.T.-Alcatel ; succès d'Ariane et de Télécom I (p. 5339) ; rejeté ; son amendenent n° 93 (réduisant dans le paragraphe I de cet article les autorisations de programme de 10 millions de francs) ; respect dû au Président de la République ; évocation du problème de l'E 10 pendant le voyage du Président de la République en Grande-Bretagne ; coopération en la France et

l'Allemagne ; négociation entre Siemens et la C.G.E. ; retiré ; son amendement n° 96 (réduisant les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de 14 millions de francs et les crédits ouverts au paragraphe II de 16 millions de francs) ; financement d'organismes dépendant auparavant du ministère de l'industrie par le budget des P.T.T. ; cas du C.E.S.I.A. (centre d'études des systèmes d'information des administrations) ; financement de la filière électronique par le budget des P.T.T. ; rejeté ; son amendement n° 94 (réduisant au paragraphe I de cet article les autorisations de programme de 233 millions de francs et les crédits ouverts au paragraphe II de 199 millions de francs) ; financement de l'agence de l'informatique ; droit de regard de cette agence ; rejeté ; son amendement n° 95 (réduisant les autorisations de programme de 90 millions de francs au paragraphe I de cet article et les crédits ouverts au paragraphe II de 83 millions de francs) (p. 5340) ; institut national de recherche en informatique et automatique ; rejeté p. 5341) ; son amendement n° 88 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 600 millions de francs) ; crédibilité du budget, problème des pertes de change ; rejeté ; son amendemont n° 89 (réduisant dans le pararaphe II de cet article les crédits de 10 millions de francs) ; sécurité dans les bureaux de poste ; absence d'évaluation du dollar dans le projet de budget ; retiré ; son amendement n° 97 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 100 millions de francs) ; agence de l'informatique ; retiré ; son amendement n° 98 (réduisant dans le paragraphe de cet article les crédits de 621 000 francs) ; dépenses de publicité, de promotion et de relations publiques ; rejeté (p. 5342) ; son amendement n° 99 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 1,87 milliard de francs) ; transfert fait au profit des P.T.T. ; rejeté ; son amendement n° 100 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 3,5 milliards de francs) ; « concours entre fonction principale » ; compensation par les télécommunications de la perte de recettes affectant les postes ; besoins de trésorerie des télécommunications ; rejeté ; son amendement n° 101 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 3 milliards de francs) ; son amendement n° 102 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 2,5 milliards de francs) ; suppression du versement de 3,5 milliards à la poste ; rejetés (p. 5343) ; son amendement n° 103 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 1 milliard de francs) ; rejeté ; son amendement n° 104 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 10 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 105 (réduisant dans le paragraphe de cet article les crédits de 59 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 106 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 1,7 milliards de francs) : rejeté ; son amendement n° 107 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 300 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 108 (réduisant dans le paragraphe de cet article les crédits de 200 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 109 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 100 millions de francs) : rejeté (p. 5344) ; son amendement n° 110 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 50 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 111 (réduisant dans le paragraphe de cet article les crédits de 2,2 milliards de francs) : rejeté ; son amendement n° 112 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 2 milliards de francs) : rejeté ; son amendement n° 113 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 1,5 milliard de francs) : rejeté ; son amendement n° 114 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 1 milliard de francs) : rejeté ; son amendement n° 115 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 3,26 milliards de francs) (p. 5345) : rejeté ; son amendement n° 116 (réduisant les crédits de 5 millions de francs) : rejeté (p. 5346).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale,* Rapporteur spécial : section commune représentant 3 p. 100 de l'ensemble du budget des transports ; catégories de dépenses de cette section ; dépenses d'administration générale [30 octobre 1984] (p. 5424) ; transports en Corse ; baisse du trafic ; création de l'office régional des transports ; dépenses de recherche en matière de transports ; transferts de crédits ; confusion existant entre les frais de fonctionnement et les subventions d'investissement ; crédits relatifs à la navigation aérienne ; attitude du ministre consistant à ne pas répondre aux questions ; transferts de crédits de fonctionnement sur un chapitre d'investissement (p. 5425).

Examen des crédits : **Etat C, Titre VI :** son amendement n° 38 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : rejeté [31 octobre 1984] (p. 5461).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* concession à Canal Plus et à Télé Monte-Carlo pour émettre sur la voie hertzienne [7 novembre 1984] (p. 5641) ; *examen des crédits :* **Etat B — Titre III :** son amendement n° 181 (réduisant les crédits de 79 674 francs) ; suppression de l'augmentation des crédits de la haute autorité ; mission de cet organisme ; conditions de nomination de M. Jean Héberlé à Antenne 2 et de M. Bourges à T.F. 1 ; absence d'utilité de la haute autorité [7 novembre 1984] (p. 5665) : rejeté ; son amendement n° 182 (réduisant les crédits de 2,952 millions de francs) ; suppression des crédits de fonctionnement de la commission pour la transparence et le pluralisme ; coût élevé du fonctionnement de cette commission, notamment de son loyer annuel (p. 5666) ; salaire du président de cette commission ; rejeté ; son amendement n° 183 (réduisant les crédits de 1 million de francs) ; diminution des crédits de la commission pour la transparence ; coût des loyers de location de cette commission et du salaire de son président ; conditions de nomination de ce président ; rejeté ; son amendement n° 180 (réduisant les crédits de 670 000 francs) ; réduction des crédits du service d'information et de diffusion ; coût des campagnes de ce service, notamment de celle pour faire connaître les travaux d'utilité collective (p. 5667) ; rejeté (p. 5668) ; **article 60 :** son amendement n° 190 (substituant dans le 2e alinéa de cet article au chiffre « 255 » le chiffre « 205 » et dans le 4e alinéa au chiffre « 872,5 » le chiffre « 922,5 ») ; son amendement n° 189 (substituant dans le 2e alinéa de cet article au chiffre « 255 » le chiffre « 205 » et dans le 5e alinéa au chiffre « 995,4 » le chiffre « 1 045,4 ») ; son amendement n° 188 substituant dans le 2e alinéa de cet article au chiffre « 255 » le chiffre « 205 » et dans le 6e alinéa au chiffre « 1 990,3 » le chiffre « 2 040,3 ») ; nouvelle répartition du produit de la redevance entre les organismes de radio-télévision ; suppression de 50 millions de francs à T.D.F. au profit de T.F.1, Antenne 2 et F.R.3 (p. 5669) ; conséquences du coût de la fixation arbitraire de la contribution budgétaire sur le fonctionnement des chaînes de télévision ; importance du coût de T.D.F. ; augmentation des crédits de fonctionnement de T.D.F. depuis 1981 ; taxation importante des chaînes de télévision ; ses amendements n° 190, 189 et 188 : rejetés (p. 5670) ; son amendement n° 179 (substituant dans le 7e alinéa de cet article au chiffre « 514,5 » le chiffre « 509,5 » et dans le 6e alinéa au chiffre « 1 990,3 » le chiffre « 1 995,3 ») ; montant de la contribution de Canal Plus à T.D.F ; fonctionnement du B.R.I. du Mans ; rejeté ; son amendement n° 186 (substituant dans le 8e alinéa de cet article au chiffre « 101,3 » le chiffre « 91,3 » et dans le 4e alinéa de cet article au chiffre « 872,5 » le chiffre « 882,5 ») ; son amendement n° 187 (substituant dans le 8e alinéa de cet article au chiffre « 101,3 » le chiffre « 91,3 » et dans le 5e alinéa de cet article au chiffre « 995,4 » le chiffre « 1 005,4 ») ; contributions des chaînes au fonctionnement de la Société française de production ; problème de l'équilibre financier de cette société ; coût de ses productions (p. 5671) ; rejetés (p. 5672).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* souhaite savoir combien représentent les crédits de la filière électronique pour 1985 [14 novembre 1984] (p. 6003) ; industrie française ayant perdu 300 000 emplois ; plan machine-outil ; plan cuir ; plan jouet ; filière électronique ; commerce extérieur ; subvention de l'Etat pour la filière électronique ; situation de l'entreprise Thomson ; informatique ; déficit de l'entreprise Bull ; électronique grand public ; sur-effectifs en matière de télécommunications ; accord signé entre la C.G.E. et Olivetti pour fabriquer des machines à écrire électroniques ; rapprochement entre Thomson et la C.G.E. [14 novembre 1984] (p. 6037).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV :** utilisation des 9,17 millions de francs pour les actions de formation ; évaluation des crédits de formation distribués par la région Pays de Loire en 1984 [15 novembre 1984] (p. 6064) ; son amendement n° 276 (réduisant les crédits de 10 000 francs) ; crédits de l'Ecole nationale d'exportation ; mission de cette école ; action entreprise dans les Pays de Loire, notamment par la chambre de commerce de Nantes (p. 6065) ; rejeté ; son amendement n° 277 (réduisant les crédits de 5 millions de francs) ; rôle du fonds de soutien et du C.N.L. ; modalités d'attribution de la subvention ; bilan de l'œuvre du fonds de soutien ; problème du développement des programmes (p. 6066) ; origine des « autres ressources » du fonds de soutien ; rejeté (p. 6067) ; sa position contre l'amendement n° 245 de M. Michel Noir (p. 6068) ; insuffisance du plan « composants » de 1979 ; importance des progrès chez Thomson ; résultat du plan « composants » (p. 6069) ; **Etat C — Titre V :** transfert de subventions du secteur sidérurgique dans le budget des charges communes (p. 6073) ; absence de précisions sur le détail des dotations en capital des entreprises publiques ; nécessité d'un traitement spécifique de la sidérurgie ; utilisation d'un crédit de 7 milliards de francs ; utilité pour les dirigeants du secteur

public de connaître les subventions de 1985 (p. 6074) ; **Etat C — Titre V** (suite) : son amendement n° 279 (réduisant les crédits de paiement de 1,16 milliard de francs) ; dotations en capital de C.D.F. — chimie (p. 6084) ; retiré ; sa protestation contre le départ de Mme Edith Cresson de l'hémicycle (p. 6085) ; nécessité d'obtenir des réponses sur la filière électronique (p. 6086) ; **Etat C — Titre VI** : son amendement n° 281 (réduisant les crédits de paiement de 160 340 000 francs) ; affaire de la Chapelle Darblay ; caractère privilégié du traitement de cette entreprise ; montant des crédits accordés à cette société par l'Etat ; manière dont l'aide de l'Etat lui a été attribuée ; rejeté ; son amendement n° 282 (réduisant les crédits de paiement de 210 340 000 francs) ; comparaison entre Creusot-Loire et la Chapelle Darblay ; montant des crédits affectés à cette dernière entreprise ; absence de contrôle de l'utilisation de l'argent public (p. 6089) ; rejeté caractère scandaleux du traitement de ce problème par le ministre ; nécessité d'expliquer aux contribuables l'utilisation des fonds publics (p. 6090) ; absence de réponses aux questions posées sur le financement des investissements affectés à la Chapelle Darblay ; situation de la machine-outil en France ; restructurations de cette industrie ; cession par la C.G.E. à l'Institut du développement industriel de 30 p. 100 des actions d'Intel-Automatisme (p. 6091) ; son amendement n° 284 (réduisant les crédits de paiement de 310 340 000 francs) ; problème des restructurations dans la machine-outil ; politique d'achats menée par l'éducation nationale ; montant des crédits de restructuration ; rappel des informations transmises par M. Claude Germon ; liste des opérations financées par le C.I.R.I. ; rejeté ; son amendement n° 285 (réduisant les crédits de paiement de 95 millions de francs) : retiré (p. 6092) ; **après l'article 89** : son amendement n° 273 (présentation par le gouvernement du montant de la dotation en capital de chaque entreprise publique) ; nécessité d'être informé sur les prévisions faites sur la dotation en capital ; rejeté ; son amendement n° 274 (présentation par le gouvernement des actions menées par l'Etat en faveur de la filière électronique) ; son amendement n° 275 (présentation par le gouvernement du montant prévisionnel des aides de l'Etat pour chaque entreprise publique de la filière électronique ; objectifs du programme d'action sur la filière électronique (p. 6097) ; montant des engagements financiers engagés ; rejetés (p. 6098).

Son rappel au règlement : choix du lundi comme jour de séance pour la discussion du budget des P.T.T. [29 octobre 1984] (p. 5313-5314) ; **son rappel au règlement** : existence de brumes dans l'hémicycle ; conditions de travail de l'Assemblée nationale ; demande une suspension de séance [7 novembre 1984] (p. 5629-5630) ; **son rappel au règlement** : limogeage du gouverneur de la Banque de France ; raisons de ce limogeage [14 novembre 1984] (p. 6021).

AUDINOT (André)

Député de la Somme
(5e circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **protection des sources d'information des journalistes** et des directeurs de publication **(n° 1977)** [2 février 1984].

AUMONT (Robert)

Député de l'Aisne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense : section gendarmerie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VI : **défense** : section gendarmerie **(n° 2368)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* gendarmerie ; dotations en carburant ; liaisons radio-électriques concernant la gendarmerie maritime ; formation initiale des élèves gendarmes ; rôle de la gendarmerie [9 novembre 1984] (p. 5814) ; équipements ; parc immobilier affecté à la gendarmerie ; complémentarité avec la police ; partage des compétences entre la police et la gendarmerie ; escadrons réquisitionnés en région parisienne ; vol d'armes dans les casernes ; construction de logements destinés à la gendarmerie ; protection sociale des gendarmes ; cas des gendarmes blessés au cours d'opérations (p. 5815, 5816).

AUROUX (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*JO* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Vincent Porelli (n° 577) : Ugine-Aciers** : mesures de redressement dans le secteur des produits longs et des aciers spéciaux de construction ; choix entre Ugine-Fos et les Dunes [13 avril 1984] (p. 1559) ;

— **M. Pierre Bernard (n° 584) : bassin houiller de Carmaux** : déblocage des crédits pour la préparation de la découverte de Carmaux ; compétence des Charbonnages de France pour établir l'échéancier des travaux [13 avril 1984] (p. 1560) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 600) : fusion thermonucléaire** : caractère fondamental de la recherche en matière de fusion thermonucléaire ; J.E.T. ; programme Fusion ; réalisation à Cadarache d'un équipement complémentaire : le Tore Supra ; situation dans les pays étrangers [27 avril 1984] (p. 2013) ;

— **M. Pierre Bernard (n° 596) : usine de ciment de Ranteil** : chute de l'industrie cimentière française ; action de rationalisation des productions de la société Ciments Lafarge ; nécessité de maintenir un tissu économique dans la région d'Albi [27 avril 1984] (p. 2014) ;

— **M. Joseph Legrand (n° 602) : utilisation de la subvention des Charbonnages** : octroi à Charbonnages de France d'une aide financière de l'Etat ; maintien de cette subvention pendant toute la durée du 9e Plan ; création d'une troisième ligne budgétaire spécifique concernant les charges non liées [27 avril 1984] (p. 2015) ;

— **M. Michel Debré (n° 633) : recherche et développement technologique** : respect des orientations de la loi du 12 juillet 1982 ; évolution et redéploiement des crédits ;

station spatiale européenne ; succès d'Ariane [25 mai 1984] (p. 2655) ;

— **M. Jean Briane (n° 642) : industrie de l'ameublement :** évolution de l'industrie du meuble ; modernisation et automatisation ; encouragement de la créativité ; action du comité de valorisation de l'innovation dans l'ameublement ; établissement de rapports contractuels entre la production et le négoce [25 mai 1984] (p. 2656, 2657) ;

— **M. Parfait Jans (n° 641) : création d'entreprises automobiles françaises à l'étranger :** raisons de l'implantation d'industries à l'étranger [25 mai 1984] (p. 2657) ; concertations entre tous les partenaires concernés au sein de la commission nationale de l'industrie (p. 2658) ;

— **M. Jean-Paul Desgranges remplacé par M. Michel Sainte-Marie (n° 647) : usines H. Ernault-Somua,** à Moulins : situation financière de cette société ; étude d'un rapprochement avec Intel-Automatisme [25 mai 1984] (p. 2658) ;

— **M. Jean Jarosz (n° 656) : situation des établissements G.S.I. — Natel :** caractéristiques de cette société ; comité central d'entreprise de Natel-Marseille ; reclassement ; développement de cette société en synergie avec Natel-Lille ; statuts des personnels [8 juin 1984] (p. 3116) ;

— **M. Jacques Badet (n° 644) : secteur des matériels de travaux publics :** secteur exportateur affecté par la crise ; nouvelles perspectives [8 juin 1984] (p. 3117) ;

— **M. Georges Le Baill (n° 655) : licenciements prévus à Gennevilliers par Thomson-C.S.F. :** concurrence japonaise ; restructuration ; offre de reclassement ; renforcement des activités dans le domaine de l'audiovisuel professionnel ; plan câblage [8 juin 1984] (p. 3117) ; plan de redéploiement stratégique (p. 3118) ;

— **M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset (n° 635) : disparitions de personnes :** lit l'intervention de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [8 juin 1984] (p. 3119) ;

— **M. Emile Koehl (n° 744) : construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg :** négociations en cours avec les autorités allemandes pour la construction de ce second pont ; accord pour le préfinancement des études et des acquisitions foncières par les collectivités territoriales de l'Alsace en vue de cette construction ; importance des investissements consacrés par l'Etat et la région [7 décembre 1984] (p. 6796).

INTERVENTIONS

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et réglementant l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Deuxième lecture, discussion générale : maintien des liaisons indispensables pour éviter l'isolement de certaines parties du territoire ; missions de défense nationale ; respect des engagements internationaux ; reconnaissance du droit de grève ; contenu du « service minimum » [3 octobre 1984] (p. 4476) ; obligation pour les organisations syndicales de déposer un préavis de cinq jours ; régulation des survols du territoire en cas de grève ; engagement d'une réflexion avec les personnels de la navigation aérienne (p. 4477) ; concertation et consultation des partenaires sociaux avant la publication des décrets d'application (p. 4478) ; absence de régression du droit des personnels et de discrimination grave entre les compagnies nationales et les compagnies étrangères ; compagnie Air Afrique (p. 4479).

Troisième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; position du Gouvernement [6 décembre 1984] (p. 6763).

Discussion des articles : **à l'article 1er :** donne son accord à l'ensemble des amendements déposés par la commission (p. 6764).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* réussites technologiques en matière de transport ; T.G.V. Sud-Est ; contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques ; liaison Lille-Lyon par T.G.V. ; handicapés ; objectifs du 9e Plan [30 octobre 1984] (p. 5434) ; contrats Etat-régions ; fusion de l'Institut de recherche des transports et de l'organisme national de la sécurité routière ; effort de sécurité et de réglementation dans le domaine de l'aviation civile ; effort de recherche et de développement ; commandes d'Airbus ; contrat de plan d'Air France ; préparation d'une convention avec Air Inter (p. 5435) ; problème de l'achat de billets à prix réduit sur des vols transatlantiques en Angleterre ; transports routiers ; transports collectifs de voyageurs ; métros et tramways ; poursuite des chantiers ; S.N.C.F. ; rôle de l'Etat vis-à-vis de cette entreprise ; transports fluviaux ; rénovation de l'Office national de navigation ; météorologie ; nécessité d'une politique de dimension européenne pour les transports ; sommet franco-allemand ; T.G.V. Atlantique (p. 5436) ; indique que quatre-vingt-onze commandes fermes d'Airbus sont actuellement passées (p. 5443) ; T.G.V. Atlantique ; transports routiers ; fiscalité ; taxe sur le gazole ; dispositif de déduction de T.V.A. ; secteur ferroviaire ; S.N.C.F. ; contrat de Plan ; nouveau statut de cet organisme ; voies navigables ; contribution que peuvent apporter les transports au commerce extérieur (p. 5445, 5446).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Paul Fuchs :* département du Haut-Rhin ; rocade Est de Colmar ; opérations prévues dans ce département ; liaison Alsace-Vosges [31 octobre 1984] (p. 5451) ;

— *M. Pierre Micaux :* liaison entre Bray et Nogent ; construction de la centrale nucléaire de Nogent ; opération de Mâcon (p. 5451) ;

— *M. Adrien Zeller :* T.G.V. Atlantique ; projet de T.G.V.-Est (p. 5451, 5452) ;

— *M. Gilbert Gantier :* périphérique parisien ; financement tripartite de cette voie ; programmes d'amélioration de l'environnement ; subvention annuelle versée au « pavé de Paris » ; indemnité compensatrice du déficit de fonctionnement des transports urbains à Paris financée à 70 p. 100 par l'Etat (p. 5452) ;

— *M. Jean-Pierre Fourré :* Eurocontrol ; réduction de 5 p. 100 des personnels ; suppressions d'emplois (p. 5453) ;

— *M. Jean Zuccarelli :* desserte aérienne de la Corse ; coût du voyage entre Paris et la Corse ; dotation de continuité territoriale (p. 5453) ; convention prévue par la loi pour définir les modalités d'organisation des transports entre l'île et le continent (p. 5454) ;

— *M. Robert Malgras, posée par M. Jean Bernard :* voies navigables ; schéma directeur des voies navigables ; achèvement des travaux de canalisation de la Sarre ; réduction du coût de transport ; niveau des péages (p. 5454) ;

— *M. Michel Sapin :* gestion de l'aérodrome de Châteauroux-Déols ; dégradation de la piste d'atterrissage ; estimation de l'ensemble des travaux (p. 5455) ;

— *M. Claude Germon :* se déclare favorable à la création d'une gare de T.G.V. à Massy ; intégration de la ligne S.N.C.F. Versailles-Juvisy à la ligne C du R.E.R. ; mise en service de la gare de R.E.R. de Saint-Michel ; ligne Versailles-Chantiers-Juvisy (p. 5455) ;

Annonce à l'Assemblée le décès de Mme Indira Gandhi ; demande une suspension de séance ;

Répond à la question de (suite) :

— *M. Alain Vivien :* conventions d'exploitation ; organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ; loi de 1983 sur la répartition et la décentralisation des compétences ; transports en Ile-de-France (p. 5456) ;

— *M. François Grussenmeyer :* liaison Lauterbourg-Strasbourg ; opérations d'équipement routier dans l'axe Nord-Sud alsacien (p. 5456) ; projet de contrat de plan Etat-région (p. 5457) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* liaison Rhin-Rhône ; schéma directeur des voies navigables. 9e Plan ; canal du Rhône à Sète ; dérivation de Mâcon ; liaison de la Saône au Rhin (p. 5457) ;

— *M. Jacques Godfrain :* accent mis sur les routes nationales 20 et 9 n'excluant pas la poursuite de l'aménagement de divers axes ; dresse un inventaire des axes aménagés ; ouverture prévue de l'autoroute A 72 Clermont-Ferrand-Saint-Etienne ; déviation de Millau (p. 5458) ;

— *M. Daniel Goulet :* situation économique et fiscale des transports routiers ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazole ; part des taxes non récupérables dans le gazole à l'heure

actuelle (p. 5458) ; échéancier relatif à la déduction de T.V.A. ; prix du gazole (p. 5459) ;

— *M. André Bellon :* projet d'aménagement de la voie raccordant Manosque à l'autoroute ; 9e Plan ; réalisation de la liaison Aix-Manosque ; desserte ferroviaire du Val-de-Durance ; position de la S.N.C.F. à cet égard ; troisième rail entre Digne et Saint-Auban ; coût estimé de cette réalisation ; indique qu'il est favorable à l'engagement d'études à ce sujet (p. 5459) ;

Examen des crédits : **Etat, titre IV** : problème du financement du transfert de certains services météorologiques à Toulouse (p. 5460) ; dotation globale des nouveaux équipements publics, scientifiques et techniques ; **article 71** : son amendement n° 131 (insérant un article 1062-B dans le code général des impôts) ; taxe pour frais de fonctionnement de la chambre nationale de la batellerie artisanale (p. 5461) ; adopté ; son amendement n° 132 (de clarification) ; transport par voie d'eau ; adopté ; **après l'article 89** : problème de l'information du Parlement et des questionnaires budgétaires (p. 5462).

AVICE (Edwige)

Ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports. Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Georges Tranchant : brochure « j'aime et je m'informe » et livres cités dans la bibliographie** : élaboration de cette brochure par le ministère du temps libre et le ministère des droits de la femme ; offensive politicienne ; information sur les méthodes contraceptives ; décision de supprimer toute référence bibliographique lors de la réédition de cette brochure [9 mai 1984] (p. 2145, 2146) ;

— **M. Alain Chénard : jeux olympiques** : participation de la France aux jeux olympiques de Los Angeles [9 mai 1984] (p. 2148) ;

— **Mme Marie-France Lecuir : emploi des jeunes** : caractère prioritaire des efforts en faveur de l'emploi des jeunes [21 novembre 1984] (p. 6229) ; utilisation des informations recueillies auprès des jeunes lors de leur passage dans les centres de sélection ; sensibilisation des appelés sur leur possibilité d'insertion professionnelle ; valonisiation de la formation et de l'expérience acquises pendant le service militaire (p. 6230) ;

orale sans débat de :

— **M. Christian Bergelin (n° 576) : formation des cadres sportifs** : nécessité d'un professorat de sport ; situation des personnels techniques ; création d'une situation statutaire [13 avril 1984] (p. 1563) ; création d'un corps de professeurs de sport de haut niveau ; accès de certaines catégories au statut de professeur de sport ; formation préparant au professorat de sport (p. 1564).

INTERVENTIONS

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : position du Sénat ; objectifs du Gouvernement ; généralisation des évolutions en matière sportive ; rôle du sport scolaire et du sport civil ; problème du sport professionnel ; mise en place d'un statut des athlètes de haut niveau ; renforcement des politiques de formation ; éducation physique et sportive ; écoles primaires ; intégration des professeurs adjoints d'éducation physique dans le corps des chargés d'enseignement ; enseignement supérieur ; liens entre sport scolaire et sport civil ; coordinations entre les fédérations ; relations entre celles-ci et l'Etat ; reconnaissance d'une mission de service public aux fédérations sportives ; nouvelles formes de pratique sportive ; tutelle de l'Etat sur les fédérations scolaires et universitaires [11 avril 1984] (p. 1468, 1469) ; rattachement des associations sportives scolaires universitaires (A.S.S.U.) au ministère de l'éducation nationale ; sport dans le monde du travail ; sport professionnel ; déficit des clubs de première division de football ; football professionnel ; problème des charges fiscales et sociales pesant sur les associations ; création de la commission nationale de contrôle de gestion des clubs ; application de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés ; statut de société d'intérêt sportif : société d'économie mixte locale ou société à objectif sportif ; problème de l'interdiction de distribuer des bénéfices au sein de ces sociétés (p. 1470) ; problème du sport professionnel ; taxe sur les spectacles ; versement de subventions publiques ; étalement des bénéfices et compensation avec les charges sur une durée de cinq ans ; médecine du sport ; second cycle des études médicales ; création de la capacité de médecine du sport ; assurance des pratiquants et des organisateurs de manifestations ; absence d'obligation d'assurance individuelle ; sport de haut niveau ; conventions entre le ministère et divers partenaires ; liens entre le sport de masse et le sport de haut niveau ; politique de formation ; mise en place d'un professorat de sport (p. 1471) ; débat au Sénat ; opérations commerciales ; équipement sportif ; conseil national des activités physiques et sportives ; comité de la recherche ; complémentarité entre le sport de masse et le sport de haut niveau ; actions menées en faveur des jeunes, notamment pour les périodes de vacances ; terrains de sport dans les grands ensembles ; jeux olympiques de Los Angeles ; possibilité d'organiser les jeux olympiques en France en 1992 (p. 1472, 1473) ; **ses observations sur** la question préalable de M. Christian Bergelin : son hostilité à la violence, même verbale ; indique qu'elle s'adresse à l'ensemble des députés ; concertation autour de ce texte avec le mouvement sportif ; attitude du Sénat ; existence d'une loi régissant la matière ; contexte législatif actuel ; souhaite le rejet de la question préalable (p. 1480) ; notion de tutelle ; fédérations sportives ; rôle des pouvoirs publics ; attitude de M. Pierre Mazeaud à l'égard de la nécessité de changer son texte ; sport et éducation physique dans l'institution scolaire ; heures d'enseignement d'éducation physique et sportive supplémentaires ; écoles normales ; équipements sportifs accessibles aux scolaires ; formules concevables pour la gestion du sport professionnel : associations régies par loi de 1901 ; rôle de ces associations ; sociétés à objet sportif [12 avril 1984] (p. 1502, 1503) ; obligation de nommer des commissaires aux comptes dans les associations sportives ; formule du groupement d'intérêt économique ; introduction des sociétés anonymes dans la gestion des activités sportives ; action des actionnaires minoritaires organisée par la loi de 1966 ; sociétés anonymes ; problème de la composition de dividende ou d'une dotation de réserve ; constitution du capital ; existence éventuelle d'un concordat en matière de sport professionnel ; rôle du comité national olympique et sportif français (p. 1504) ; Conseil national des activités physiques et sportives ; nécessité d'une coordination dans le domaine du sport ; proposition d'institution d'un toto ou d'un concours de pronostics ; cas des pays étrangers ; sports financés par des promoteurs privés ; centres médico-sportifs ; mise en place du professorat de sport ; jeux olympiques (p. 1505) ; problème des débouchés professionnels en fin de carrière des sportifs ; rôle des entreprises privées (p. 1506).

Discussion des articles : **article 1** : notion d'intérêt général [12 avril 1984] (p. 1508) ; caractère réglementaire de l'acte transférant au ministre de l'éducation nationale l'éducation physique et sportive (p. 1509) ; monopole pour l'Etat de la collation des grades et de la délivrance des diplômes (p. 1510) ; nécessité d'une collaboration entre l'Etat et le mouvement sportif pour aider le sport de haut niveau ; caractère automatique des équivalences (p. 1511) ; **article 2** : encouragement de l'installation d'équipements sportifs dans chaque école ; **article 3** : compétence réglementaire en ce qui concerne les moyens (p. 1515) ; son amendement n° 164 (constitution de l'équipe pédagogique par les instituteurs et institutrices) ; responsabilité de l'équipe pédagogique ; effort accompli par l'éducation nationale dans les écoles normales (p. 1517) ; mise en place de pédagogies adaptées aux jeunes ; nécessité de recourir à des concours extérieurs (p. 1518) ; adopté après rectification (p. 1520) ; problème des rythmes scolaires ; section sport-études (p. 1521) ; **article 4** : cas du centre Jean Sarrailh ; principe d'autonomie des universités (p. 1522) ; **article 7** : loi sur l'autonomie de l'enseignement supérieur (p. 1524) ; aides des collectivités locales ; son amendement n° 132 (adoption par les associations des dispositions statutaires obligatoires définies par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 1525) ; **article 8** : son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 22 de la

commission (affiliation des fédérations ou unions sportives scolaires elles-mêmes affiliées à une confédération scolaire et universitaire) ; son sous-amendement n° 165 à l'amendement n° 22 de la commission (approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts des unions et fédérations sportives scolaires) ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 22 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 167 à l'amendement n° 22 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) ; reconnaissance aux fédérations d'une mission de service public ; coordination des fédérations et unions sportives scolaires et universitaires (p. 1526) ; problème de la confédération : adoptés (p. 1527) ; **article 9** : son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 1537) ; primauté de l'intérêt général par rapport aux intérêts particuliers ; choix entre l'aménagement de la loi de 1901 et l'aménagement de la loi de 1966 ; rôle des commissaires aux comptes (p. 1538) ; rapprochement de la situation des associations de celles des sociétés sur le plan fiscal ; problème des bénéfices ; taxe additionnelle sur les spectacles ; proposition par M. Jean-Pierre Soisson d'un système applicable actuellement à un transit de fonds destinés à des investissements immobiliers ; volonté de négocier avec les représentants de chaque sport ; adopté (p. 1539) ; insuffisance de la nomination d'un commissaire aux comptes pour assurer une gestion saine et transparente des associations (p. 1540) ; son sous-amendement n° 248 à l'amendement n° 210 de M. René Olmeta (référence aux groupements sportifs) (p. 1541) ; élaboration du texte en concertation avec les clubs professionnels ; plan d'épargne pour les joueurs (p. 1542) ; rapprochement des associations et des sociétés sur le plan fiscal ; adopté (p. 1543) ; notion de société de fait (p. 1544) ; **article 11** : son amendement n° 243 (d'harmonisation) (p. 1545) ; adopté ; son sous-amendement n° 208 à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) ; affectation du bénéfice réalisé par les sociétés à objet sportif ; adopté (p. 1546) ; **article 12** : son amendement n° 169 (application dans le temps des dispositions du 1er et du 2e alinéa de l'article 9) : adopté ; son amendement n° 170 (possibilité de proroger d'une année au maximum le délai d'harmonisation des statuts (p. 1547) ; adopté ; son amendement n° 136 (obligation pour les sociétés d'économie mixte sportives d'harmoniser leurs statuts avec les dispositions de la présente (loi) ; adopté (p. 1548) ; **article 13** : imposition des activités lucratives des associations (p. 1574) ; notion de mission de service public ; statut des cadres techniques ; indépendance des fédérations sportives ; pouvoir disciplinaire de ces dernières sur les licenciés ; application aux fédérations sportives des dispositions de la loi de 1901 sur les associations ; tutelle du ministre chargé de l'éducation nationale (p. 1575) ; son sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 30 de la commission (participation des fédérations sportives agréées à l'exécution d'une mission de service public) ; son sous-amendement n° 172 à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) ; reconnaissance aux fédérations sportives de prérogatives de puissance publique ; délivrance par ces dernières de licences et de titres fédéraux (p. 1576) ; mission de service public ; adoptés (p. 1577) ; son amendement n° 174 (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article après les mots : « de l'Etat ») ; mise à disposition de cadres auprès des fédérations sportives ; mise en place du statut ; adopté (p. 1578) ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 35 de la commission (mettant sous la tutelle du ministre chargé de l'éducation nationale, les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires) : retiré ; **article 14** : durée de la délégation (p. 1579) ; problème des règlements internationaux notamment pour le basket ; **article 15** : notion d'ordre public ; son amendement n° 175 (soumettant à l'avis de la fédération intéressée l'organisation de manifestations sportives par des personnes de droit privé) ; intervention de l'autorité administrative (p. 1581) ; extension abusive de la notion d'ordre public ; devenu sans objet (p. 1582) ; **article 16** : comité national olympique (p. 1583) ; maintien du fonds national du développement du sport (p. 1584) ; **article 21** : compétence du pouvoir réglementaire pour donner un statut aux sportifs de haut niveau ; arrêté du 28 octobre 1982 précisant les différentes catégories de sportifs de haut niveau (p. 1590) ; **article 22** : problème de l'aménagement des cursus (p. 1591) ; **article 23** : son amendement n° 176 (fixation d'une proportion d'emplois réservés dans le statut particulier du corps de professeurs de sport) : adopté ; statut des cadres techniques (p. 1593) ; **article 24** : communication aux fédérations de la liste des unités dotées d'équipements permettant de pratiquer le sport de haut niveau ; **article 25** : son amendement n° 177 (conditions particulières d'emploi des sportifs de haut niveau, agents de l'Etat ou d'une collectivité territoriale) ; retiré ; mobilité des athlètes de haut niveau dans la fonction publique territoriale ; refus d'imposer une charge supplémentaire aux collectivités locales ; **article 26** : possibilité de signer une convention avec le secteur public et avec le secteur privé (p. 1594) ; **après l'article 26** : compétence réglementaire pour créer le comité national des activités physiques et sportives (p. 1596) ; son sous-amendement n° 259 à l'amendement n° 52 de la commission (référence aux missions confiées au comité national olymique et sportif français) ; critique les propos de M. Jacques Blanc sur les relations entre un ancien membre du Gouvernement et un membre du Gouvernement actuel (p. 1597) ; adopté ; ses sous-amendements n° 245, n° 246 et n° 247 : devenus sans objet (p. 1598) ; tentative de l'opposition d'opposer un membre du Gouvernement à l'un de ses prédécesseurs (p. 1599) ; rôle du Conseil national des activités physiques et sportives et du comité national olympique français (p. 1604) ; organes consultatifs intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports ; caractère flou de la délimitation de compétence dans le domaine des organes consultatifs ; problème de la co-existence dans un même ministère d'organes consultatifs créés par décret et par la loi ; inclusion de droit du comité national olympique et sportif français dans le Conseil national des activités physiques et sportives (p. 1605) ; refonte du haut comité (p. 1606) ; **article 27** : son amendement n° 178 (obligation d'attester d'un certificat médical de non contre-indication en cas de participation aux compétitions) ; application aux non licenciés des règles applicables aux licenciés (p. 1608) ; modulation des formalités selon les disciplines sportives ; livret sportif individuel ; adopté (p. 1609) ; **article 27 *bis*** : mise en place d'une coordination entre médecine préventive et médecine de soins (p. 1610) ; **article 28** : son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 55 de la commission (référence aux personnes occasionnellement admises dans l'établissement) ; son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 55 de la commission (maintien en application des dispositions relatives aux assurances obligatoires en vigueur) (p. 1611) ; adoptés (p. 1612) ; **article 29A** : problème des centres d'entraînement ; fonds national du développement du sport ; problème des besoins ; problème de la répartition entre les grands et les petits équipements ; situation dérogatoire de son ministère par rapport aux dispositions régissant la dotation globale d'équipement ; inapplication de la loi de décentralisation aux grands équipements sportifs nationaux (p. 1614) ; finances communales (p. 1615) ; **article 31** : application du principe du diplôme à l'ensemble des fédérations sportives (p. 1621) ; exclusion des centres de vacances, des associations de jeunesse d'éducation populaire et de plein air, du champ d'application de cet article (p. 1622) ; **article 32** : association du mouvement sportif à la politique de formation ; responsabilité de l'Etat en ce domaine ; **article 33** : statut des cadres techniques ; inclusion dans le circuit de formation des établissements de l'éducation nationale et des établissements dépendant du ministère de la jeunesse et des sports (p. 1623) ; son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 65 de la commission (supprimant la fin du second alinéa de cet amendement après les mots « et des dirigeants ») ; son sous-amendement n° 204 à l'amendement n° 65 de la commission (supprimant les mots « et les collectivités territoriales » dans le troisième alinéa de cet amendement) ; sous-amendements n° 202 et n° 203 : adoptés ; possibilité pour les collectivités territoriales de collaborer au service public de formation ; sous-amendement n° 204 : adopté (p. 1624) ; **après l'article 36** : son amendement n° 1 (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public dotés de la personnalités morale) ; avantages de cette formule juridique ; intention du Gouvernement de déposer un projet de loi autorisant de matière générale la création de ces personnes morales dans les différents secteurs de l'activité administrative ; adopté (p. 1625) ; rappel des moyens consacrés au sport ; effort consenti pour les athlètes de haut niveau ; primauté du loto sur le « totocalcio » dans les pays étrangers ; prise en charge dans ces pays de l'ensemble des équipements par les collectivités territoriales ; refus de considérer le concours de pronostic comme un remède au financement du sport (p. 1626) ; fonds national pour le développement du sport ; opération des grands stades (p. 1627) ; projet d'organisation des jeux olympiques ; financement du fonds national pour le développement du sport par le biais du deuxième tirage du loto (p. 1628) ; son amendement n° 140 (de coordination) : adopté (p. 1629).

Deuxième lecture, discussion générale : élargissement de la responsabilité de l'Etat ; accord intervenu sur les sociétés sportives ; création d'une confédération du sport scolaire ; opposition de la fédération du sport scolaire et universitaire ; problème des formations ; nécessité de rétablir la mention du service public de formation aux métiers des activités physiques

et sportives [5 juin 1984] (p. 2945) ; création du Conseil national des activités physiques et sportives ; composition et rôle de cet organisme ; mesures d'accompagnement fiscal et social de certaines dispositions ; formule de l'association-loi de 1901 ; négociations avec le mouvement sportif sur les aménagements fiscaux et sociaux ; problème de l'impôt sur les sociétés ; plan d'épargne pour les joueurs ; nécessité de faciliter leur reconversion (p. 2946).

Discussion des articles : **article 3** : son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 5 de la commission (suppression des mots « relevant des collectivités territoriales ») ; intervention d'associations en milieu scolaire (p. 2947) ; adopté (p. 2948) ; évocation des activités volontaires des élèves relevant des associations sportives ; **article 7** : respect de la loi de décentralisation (p. 2948) ; **article 15** : notion extensive de l'ordre public ; danger pour les libertés publiques ; maintien de la notion d'agrement ; différence entre la notion d'avis et celle d'agrément (p. 2951) ; pouvoir disciplinaire des fédérations sportives (p. 2952) ; **après l'article 26 et l'article 26 *bis*** : son amendement n° 35 (création d'un Conseil national d'activités physiques et sportives ; rôle et composition) ; représentation du mouvement sportif ; fonctionnement du fonds national de développement du sport ; gestion, intervention et élargissement du rôle du F.N.D.S. (p. 2954) ; nécessité d'une concertation avec les différents partenaires ; nécessité de créer le Conseil national d'activités physiques et sportives (p. 2955) ; adopté après modification (p. 2956) ; **article 29 B** : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 27 de la commission (substituant aux mots « équipements scolaires » les mots « des formations ») ; son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 27 de la commission (suppression des mots « et sous réserve des dispositions des articles 12 à 25 de ladite loi ») ; nécessité de tenir compte de la décentralisation ; intégration des équipements sportifs aux établissements scolaires ; habilitation des Conseils municipaux pour évaluer les situations locales ; adoptés (p. 2958) ; **article 31** : dispositions d'ordre réglementaire (p. 2959).

Troisième lecture, discussion générale : position du Gouvernement sur diverses améliorations à apporter au texte ; délais d'application des nouveaux statuts-types des fédérations sportives ; Conseil national des activités physiques et sportives ; tutelle du ministre chargé des sports sur les C.R.E.P.S. [26 juin 1984] (p. 3699).

Discussion des articles : **article 13** : nécessité de l'amendement n° 1 de la commission (p. 3701) ; **article 26 *bis*** : son amendement n° 2 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) rôle consultatif du haut comité ; missions particulières du comité national olympique et sportif ; rapport biennal ; domaine réglementaire ; composition du Conseil national des activités physiques et sportives ; rejeté (p. 3702) ; **article 33** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; mission de service public des fédérations et sociétés à objet sportif ; confédération du sport scolaire universitaire (p. 3703).

Quatrième lecture, discussion générale : sociétés à objet sportif ; Conseil national des activités physiques et sportives ; droit au sport ; candidature de Paris aux jeux olympiques de 1992 ; indique que l'Etat est prêt à prendre à sa charge la moitié du financement public des jeux olympiques et à accorder des garanties financières [29 juin 1984] (p. 3883) ; sociétés à objet sportif ; idée de confédération ; Conseil national des activités physiques et sportives ; loi de décentralisation ; concertation avec le mouvement sportif (p. 3885).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : indique qu'elle remplace M. Paul Quilès ; cas de délaissement faisant suite à un sursis à statuer ; délaissement du terrain par le propriétaire [22 juin 1984] (p. 3622) ; **article 3** : qualification de terrain à bâtir reposant à la fois sur le caractère desservi de celui-ci et sur sa constructibilité au regard du P.O.S. (p. 3624) ; expropriation ; article L. 13-17 du code de l'expropriation ; déclarations définitives (p. 3625) ; **article 11** : *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* consultation des Conseils municipaux (p. 3629) ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* possibilité d'améliorer le dispositif prévu par cet article (p. 3630) ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* mise en valeur des espaces naturels ; chambre d'agriculture (p. 3631) ; son amendement n° 281 (existence d'une construction ne faisant pas obstacle à l'exercice du droit de préemption) ; problème de l'impossibilité de préempter des terrains comprenant une construction ; zones de préemption ; adopté après rectification (p. 3632) ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme :* principe de la liberté d'accès ne devant pas interdire la constitution d'une redevance d'usage (p. 3634) ; **article 12** : absence de rupture dans la perception des taxes ; **article 13** : son amendement n° 264 (valeurs déclarées à l'occasion des mutations intervenues dans les cinq dernières années) ; déclarations faites par les propriétaires en tant que contribuables (p. 3635) ; adopté ; possibilité d'en revenir aux articles précédemment réservés du fait de l'arrivée de M. Paul Quilès (p. 3636).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206).

Première lecture, discussion générale : présente les excuses de M. Guy Lengagne [26 juin 1984] (p. 3704) ; création de l'I.F.R.E.M.E.R. ; gestion du personnel de droit public ; contrôle sanitaire ; création de taxes parafiscales au profit de l'Institut ; reclassement du personnel ; titularisation des non titulaires ; statut d'établissement public à caractère industriel et commercial ; ville de Nantes ; siège de l'Institut à Paris (p. 3705) ; harmonisation des conditions d'exercice des différentes fonctions de l'I.F.R.E.M.E.R. ; participation des professionnels à la définition des programmes de recherche ; navires océanologiques ; relations avec le milieu professionnel (p. 3707) ;

Discussion des articles : **article 4** : convention conclue depuis 1975 avec E.D.F. ; titularisation ; personnels de service (p. 3708) ; situation de 32 autres agents ; personnels navigants ; indique que 142 personnes pourront bénéficier de la loi « Le Pors » (p. 3709).

B

BACHELET (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Position du Gouvernement sur la semaine de trente-cinq heures : statistiques concernant la durée du travail et le chômage ; nécessité de supprimer les carcans fiscaux, juridiques et sociaux [30 mai 1984] (p. 2842).

— La délinquance et la drogue : augmentation du nombre de vols, d'homicides et de trafic de stupéfiants ; consommation de drogues dures ; prévention ; régression ; absence de crédits pour les établissements pénitentiaires [3 octobre 1984] (p. 4468).

orales sans débat :

— **n° 563**, posée le 2 avril 1984 : **bâtiment et travaux publics (emploi et activité)** (p. 1057) ; appelée le 6 avril 1984 : **situation désastreuse du bâtiment et des travaux publics** : critique du plan de relance du bâtiment ; cas du département des Alpes-Maritimes (p. 1218) ; baisse de la construction de logements ; repli de l'activité dans les travaux publics ; réglementation d'une part marginale du marché du logement au travers des aides à l'habitat octroyées par l'Etat (p. 1219) ;

— **n° 658**, posée le 6 juin 1984 : **enseignement secondaire (manuels et fournitures)** (p. 3041).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 125** : intervention fréquente des salariés à tous les stades de la procédure ; rôle des comités d'entreprise ; risque de multipli-

cation des conflits politiques [10 avril 1984] (p. 1346) ; **article 142** : projet d'un ensemble de plans (p. 1357) ; **article 162** : situation des créanciers à long terme ; apurement du passif ; crédit ; poids de la charge financière du renflouement de l'entreprise incombant aux créanciers ; jugement d'ouverture du règlement judiciaire (p. 1372) ; cas de clôture de liquidation pour insuffisance d'actif ; accélération de la perte de l'entreprise ; sous-traitants ; créanciers provenant de la C.E.E. ; aggravation du déficit budgétaire ; sacrifice des créanciers (p. 1373).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème posé par l'absentéisme des professeurs du secondaire ; évaluation des besoins de suppléance [12 novembre 1984] (p. 5903).

BADET (Jacques)

Député de la Loire
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Loyers impayés** : mise en place de dispositifs d'aide aux familles en difficulté temporaire pour faire face à leurs dépenses de logement ; cas du département de la Loire [24 octobre 1984] (p. 5136).

orale sans débat :

— **n° 644** posée le 22 mai 1984 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises)** (p. 2575) ; appelée le 8 juin 1984 : **secteur des matériels de travaux publics** : restructuration de ce secteur ; liquidation de biens de la société Richier (p. 3116, 3117).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096)**

Première lecture, discussion générale : décentralisation des opérations d'aménagement ; organismes H.L.M. ; suppression de la rénovation urbaine ; droit de préemption unifié à la place du régime double des Z.A.C. et des Z.I.F. ; liberté de choix des aménageurs par les collectivités ; encouragement à la coopération intercommunale ; communes né disposant pas des moyens juridiques nécessaires à la maîtrise des sols ou bâtiments abandonnés par des industriels défaillants ; régime des sociétés d'économie locale ; compétences des offices H.L.M. ; compétences des offices en matière d'aménagement ; possibilité d'exercice du droit de préemption [21 juin 1984] (p. 3584) ; distinction faite entre les domaines de compétences des différentes catégories d'offices ; décentralisation ; possibilité pour les organismes H.L.M. de réaliser des hébergements de loisirs à vocation sociale ; capacité de maîtrise d'ouvrage direct ; nécessité de définir les compétences des organismes d'H.L.M. ; politique d'attribution des logements ; déssaisissement d'un organisme en matière d'attribution si celui-ci ne respecte pas la finalité de son objet ; possibilité de faire assumer alors la présidence de la commission d'attribution par le représentant de l'Etat ; ménages notoirement insolvables ou associaux (p. 3585).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* priorités du budget ; logement social ; réhabilitation des logements insalubres ; prêts aidés conventionnés ; contribution globale de l'Etat au budget du fonds national d'aide au logement de l'aide personnalisée au logement [30 octobre 1984] (p. 5393) ; nécessité d'unifier les aides personnelles ; prêts d'aide à l'accession à la propriété ; réduction de l'aide de l'Etat au logement locatif ; possibilité de transformer en bonifications d'intérêts les parts de subventions que comporte l'aide de l'Etat aux prêts locatifs aidés ; politique d'urbanisation ; mesures d'incitation fiscale en faveur du logement ; entrée en vigueur de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les H.L.M. ; prêts (p. 5394) ; vote positif des crédits du budget par le groupe socialiste (p. 5395).

BADINTER (Robert)

Garde des Sceaux, ministre de la justice.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de garde des Sceaux, ministre de la justice : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé garde des Sceaux, ministre de la justice (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi tendant à renforcer les **droits des personnes** en matière de **placement en détention provisoire** et d'exécution d'un mandat de justice **(n° 2070)** [26 avril 1984].

Projet de loi organique relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107)** [10 mai 1984].

Projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-557 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales (n° 2264)** [28 juin 1984].

Projet de loi relatif au **transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2302)** [6 juillet 1984].

Projet de loi relatif aux **comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346)** [2 octobre 1984].

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la **domiciliation des entreprises (n° 2352)** [2 octobre 1984].

Projet de loi tendant à l'amélioration de la **situation des victimes d'accidents de la circulation** et à l'accélération des procédures d'indemnisation **(n° 2391)** [18 octobre 1984].

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques (n° 2415)** [8 novembre 1984].

Projet de loi relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556)** [20 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean Foyer : assassinat de détenus dans les locaux de l'administration pénitentiaire** : question des mobiles [13 juin 1984] (p. 3290) ; instruction en cours ; hommage au directeur de l'établissement ; responsabilités administratives ; enquête administrative ; énumération des cas d'évasion en 1967 (p. 3291) ;

— **M. Pierre Micaux : devoir de réserve des magistrats** : principe fondamental de la liberté d'opinion [13 juin 1984] (p. 3297) ; participation de magistrat à un colloque d'une formation politique de l'opposition et à une réunion du syndicat indépendant de la police nationale ; présence de membres du Conseil d'Etat au comité juridique consultatif du R.P.R. (p. 3298) ;

— **M. Pierre Bachelet : la délinquance et la drogue** : action menée contre la drogue ; distinction entre usagers et trafiquants ; circulaire de la direction des affaires criminelles au sujet de la qualification des usagers qui sont simultanément trafiquants [3 octobre 1984] (p. 4468) ; rôle des magistrats dans la détermination du caractère de trafiquant (p. 4469) ;

— **M. Jean Briane : éventuelle réforme des tribunaux de commerce** : regroupement éventuel des juridictions consu-

laires ; nécessité de reprendre ce débat lors de la future discussion du projet de loi [3 octobre 1984] (p. 4475) ;

— **M. Guy Ducoloné : date du procès de Klaus Barbie** : existence de commissions rogatoires internationales ; fixation de la date du procès par le magistrat instructeur ; étendue du champ des poursuites [31 octobre 1984] (p. 5472) ; notion de crimes contre l'humanité (p. 5473) ;

— **M. Joseph Pinard : sondages** : opportunité d'étendre les dispositions de la loi du 19 juillet 1977 régissant les sondages en périodes pré-électorales [5 décembre 1984] (p. 6693) ; rôle du directeur de publication (p. 6694).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).**

Troisième lecture, discussion générale : règlement amiable ; obligations comptables ; développement des pouvoirs des commissaires aux comptes ; encouragement de la prise de conscience des difficultés de l'entreprise [3 février 1984] (p. 488) ; conception de la vie de l'entreprise (p. 489).

Discussion des articles : **article 4 *bis*** :sociétés dualistes (p. 489) ; **article 10** : souci de protéger les actionnaires minoritaires ; critique du pouvoir accordé aux comités d'entreprises de demander une expertise de minorité (p. 490) ; **article 14** : laisse M. Marc Lauriol la responsabilité de ses propos sur l'esprit masculin et l'esprit féminin (p. 493) ; **article 18** : pouvoirs des commissaires aux comptes de la société-mère et des sociétés filiales (p. 494) ; **article 22** : devoir d'alerte (p. 496) ; **article 25 *bis*** : volonté du Gouvernement d'améliorer le fonctionnement des fédérations agréées (p. 498) ; **article 25 *quinquies*** : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 19 de la commission (obligation pour certains établissements publics de l'Etat de désigner au moins un commissaire aux comptes) : adopté (p. 499) ; **article 33** : son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté (p. 502).

Quatrième lecture, discussion générale : divergences subsistant entre les deux assemblées ; associations visées par les articles 25 et suivants du texte ; règlement judiciaire ; améliorations des modes de prévision [10 février 1984] (p. 885).

Discussion des articles : **article 46 *bis*** : son amendement n° 1 (abrogation de dispositions dérogatoires) : adopté (p. 889).

— **Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).**

Première lecture, discussion générale commune : réforme des procédures ; réforme dictée par la nécessité ; loi de 1967 ; chefs d'entreprise ; soupçons pesant sur ceux-ci ; créanciers chirographaires et créanciers privilégiés ; durée des procédures s'échelonnant entre trois et cent ans ; situation des salariés en cas de procédure ; dépôt de bilan ; règlement judiciaire ; pratiques déviantes dans ce domaine ; évolution de la notion de sanction à laquelle est liée la faillite [5 avril 1984] (p. 1180) ; finalité économique du texte ; suppression des trois procédures existantes ; procédure simplifiée dans 90 p. 100 des cas ; rôle du juge-commissaire dans cette procédure ; situation des entreprises importantes ; période d'observation ; financement nécessaire à la continuation de l'exploitation ; contrats de travail ; période d'observation ; projets de plan ; cas où la liquidation n'est pas envisagée ; droits des chefs d'entreprise ; période d'observation ; règlement judiciaire ; disparition des incriminations de banqueroute simple ; droits des créanciers (p. 1181) ; règlement des créances ; place des salariés dans la procédure ; statut et missions des professionnels ; syndics ; possibilité actuelle d'exercice d'une autre profession ; existence d'une commission nationale indépendante pour le recrutement des syndics ; composition de cette commission ; incompatibilité entre la profession d'administrateur et de mandataire liquidateur et toute autre profession ; création des experts en diagnostic ; réforme des juridictions consulaires ; regroupement des tribunaux ; représentativité des magistrats consulaires ; compétences de ceux ci (p. 1182) ; rôle des juges-commissaires ; mixité des tribunaux ; nécessité de renforcer en priorité les effectifs de magistrats professionnels dans le domaine de l'instruction (p. 1183) ; confirme que le seuil d'application de la procédure simplifiée est de 50 salariés (p. 1192) ; réforme tendant à assurer la survie des seules entreprises viables et ne tendant pas à permettre la survie artificielle des entreprises (p. 1193) ; rôle du juge-commissaire ; indique qu'il s'agit d'un magistrat consulaire élu ; propos de M. Francis Geng selon lequel l'objet du texte est le maintien de l'emploi « à tout prix » ; rappelle que la commission de nomination des administrateurs est composée en majorité de magistrats du siège ; indépendance des magistrats (p. 1200) ; nombre de faillites ; augmentation de ce nombre dans les années 1974-1975 ; droits des créanciers ; nécessité de la réforme ; caractère désuet de la législation ; rapport Sudreau ; personnes cherchant à « faire peur » à l'occasion de cette réforme (p. 1203) ; volonté d'efficacité et de rapidité ; procédure simplifiée applicable à 90 p. 100 des cas ; responsabilité de la décision revenant aux juridictions consulaires ; créanciers privilégiés ; entreprises en état de cessation de paiement ; problème du financement de ces entreprises ; durée de la période d'observation (p. 1204).

Commission mixte paritaire, discussion générale commune : importance économique de ces textes ; période d'observation ; salariés touchés par la liquidation de l'entreprise ; location-gérance ; cession de l'entreprise ; actions en comblement du passif ; disparition de la profession unique de syndic-liquidateur ; naissance de nouvelles professions [6 décembre 1984] (p. 6751) ; aide judiciaire ; amélioration des obligations de gestion prévisionnelle ; loi sur les sociétés anonymes ; bilan d'application de ce texte ; dresse un bilan de l'action de l'Assemblée et du Gouvernement dans le domaine du droit des entreprises (p. 6752) ; position du Sénat (p. 6754).

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : procédure du règlement judiciaire [6 avril 1984] (p. 1225) ; redressement de l'entreprise ; maintien ou sauvegarde de l'emploi (p. 1226) ; **article 2** : son amendement n° 392 (faisant référence aux artisans pour le champ d'application du règlement judiciaire) : retiré (p. 1227) ; notion d'artisan : problème de la référence au décret du 10 juin 1983 ; rôle des juridictions (p. 1228) ; possibilité de prévoir un règlement amiable ; caractère positif de cette possibilité ; son amendement n° 564 (personnes ayant bénéficié du règlement amiable) : adopté (p. 1229) ; procédure simplifiée ; documents professionnels ; seuil de de 50 salariés ; période d'observation ; part importante des entreprises employant moins de 50 salariés dans divers secteurs économiques (p. 1230) ; sociétés holding (p. 1231) ; **article 4** : problème de la confidentialité et du caractère obligatoire de la communication prévue par cet article (p. 1232) ; informations reçues par le comité d'entreprise selon l'article L. 432-6 du code du travail ; communication de renseignements au président du tribunal (p. 1233) ; protection des créanciers ; loi de 1984 (p. 1234) ; **article 6** : possibilité pour le tribunal d'entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile ; rôle du comité d'entreprise ; **article 7** : son amendement n° 393 (référence à la notion d'artisan au début de l'article) : adopté (p. 1235) ; rôle du juge-commissaire ; carte judiciaire ; position de M. Jean Foyer à l'égard de la concentration de juridictions portant des appréciations économiques (p. 1236) ; domaine réglementaire (p. 1237) ; **article 8** : possibilité pour le tribunal de procéder à une liquidation ; cas de l'échec du règlement amiable (p. 1239) ; entreprises importantes ; durée de la période d'observation ; délai d'un an ne concernant que certains cas « hors du commun » ; rôle des institutions représentatives du personnel (p. 1240) ; prolongation n'excédant pas six mois ; rôle des juges (p. 1241) ; son sous-amendement n° 394 à l'amendement n° 10 de la commission ; (cas où le tribunal prononce la liquidation) (p. 1241) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 395 (date de cessation des paiements, possibilité de report) : adopté ; limitation de la période suspecte à dix-huit mois (p. 1242) ; date de cessation de paiement ; **après l'article 9** : compagnie des agents de change ; rôle de la C.O.B. (p. 1243) ; **article 10** : possibilité de nommer plusieurs administrateurs ; rôle du mandataire de justice ; créanciers chirographaires (p. 1244) ; son amendement n° 396 (mode d'élection du représentant des salariés) ; précision de ce mode d'élection dans la loi (p. 1245) : adopté ; personnes pouvant être désignées comme juges-commissaires ; **après l'article 10** : son amendement n° 397 (rôle du représentant des salariés) ; comité d'entreprise : adopté ; **article 11** : pouvoir de révocation d'un administrateur par le tribunal (p. 1246) ; possibilité pour le représentant des créanciers de saisir l'autorité judiciaire par le biais du juge-commissaire (p. 1247) ; **article 12** : possibilité pour l'autorité judiciaire de contrôler l'exécution d'un mandat de justice (p. 1248) ; **article 16** : son amendement n° 398 (cas des artisans) : adopté (p. 1249) ; **article 17** : sauvegarde de l'emploi ; paiement des créanciers ; définition du plan de redressement (p. 1250, 1251) ; son accord avec l'amendement n° 271 de M. Serge Charles (p. 1252) ; **article 19** : suggère une rectification du début du second alinéa de cet article ; son amendement n° 565 (consultation du débiteur et du représentant des créanciers et audition

des autres personnes susceptibles d'informer l'administrateur) : adopté (p. 1257) ; **article 21** : possibilité de supprimer la seconde phrase de cet article ; demande la réserve de l'article ; **article 22** : droits des associés et des actionnaires (p. 1259) ; **article 21** (précédemment réservé) : son amendement n° 566 (suppression de la 2e phrase de cet article) : adopté (p. 1261) ; **article 27** : inscription des hypothèques (p. 1262) ; **article 28** : cession de capital ; restructuration ; rôle du tribunal (p. 1262) ; autorisation du juge-commissaire ; **article 29** : problèmes du contrôle du courrier adressé au débiteur par l'administrateur ; protection de la vie privée du débiteur ; problème de l'avertissement de celui-ci (p. 1263) ; **article 31** : rôle du Procureur de la République ou de l'administrateur ; **article 33** : son amendement n° 401 (interdiction de payer toute créance née avant le jugement d'ouverture) (p. 1264) ; notion de désaisissement ; actes nécessaires à la conservation des droits de l'entreprise ; cas de banqueroute ; contrat de fourniture ; adopté ; son amendement n° 402 (cas de tout acte ou paiement passé en violation de cet article) : adopté (p. 1265) ; **article 36** : situation du débiteur défaillant ; son sous-amendement n° 568 à l'amendement n° 477 de M. Claude Wolff (supprimant la référence à la demande de l'intéressé dans cet amendement) : adopté (p. 1267) ; **article 37** : maintien des possibilités d'exploitation (p. 1268) ; **article 39** : nécessité pour les entreprises de trouver du crédit ; ses observations sur la suggestion de créer un fonds commun de garantie ; nécessité de donner une garantie aux employeurs des fonds ; paiement par priorité ; problème des fournisseurs ; attitude de M. Serge Charles et vote de celui-ci sur le texte (p. 1269) ; ordre de répartition des délais de paiement ; situation aux U.S.A. ; son amendement n° 403 (créances nées après le jugement d'ouverture, rang de paiement de ses créances) ; paiement prioritaire des créances postérieures au jugement d'ouverture ; rang des créanciers ; privilège des frais de justice ; rang similaire des fournisseurs et des banques ; délais de paiement (p. 1270) ; adopté ; durée de la période d'observation ; privilège du donneur de fonds (p. 1271) ; **article 41** : mauvaise application de la location-gérance ; nécessité d'obtenir une décision rapide et d'établir un diagnostic sur le devenir de l'entreprise ; rejet de la location-gérance pour la seule période d'observation ; cas de la sauvegarde d'une entreprise [9 avril 1984] (p. 1277) ; caractère négatif de la location gérance en raison de son aspect provisoire ; refus d'une location-gérance sans promesse d'achat pendant la période d'observation ; application des dispositions de droit commun à la période de location-gérance (p. 1279) ; caractère exceptionnel de l'autorisation de location-gérance (p. 1280) ; **article 43** : nomination d'un représentant des salariés ; possibilité pour le comptable des salariés des petites et moyennes entreprises de procéder à certaines vérifications (p. 1282) ; son amendement n° 404 (communication de tous les documents et informations utiles au représentant des salariés) : adopté ; son amendement n° 405 (de correction) : adopté (p. 1283) ; la politique du syndic pour décider des licenciements en l'absence d'autorisation préalable ; rôle du juge-commissaire (p. 1285) ; **article 44** : caractère urgent et inévitable des licenciements économiques (p. 1286) ; obsession de M. Georges Tranchant pour la lutte des classes (p. 1287) ; confiance dans les magistrats consulaires ; exercice par le débiteur des fonctions dévolues à l'administrateur en l'absence de ce dernier (p. 1288) ; **article 45** : son amendement n° 569 (de correction) : adopté ; **article 46** : son amendement n° 406 (affectation des sommes recouvrées à la suite des actions du représentant des créanciers) : adopté (p. 1289) ; **article 47** : situation du créancier titulaire d'une sûreté ; sa préférence pour le terme d'« action » par rapport au terme d'« instance » (p. 1290) ; décision de la Cour de cassation selon laquelle les créanciers titulaires de sûretés réelles seraient astreints à l'obligation de produire et soumis à la procédure de vérification des créances ; cas des titulaires de sûretés personnelles ; **article 48** : maintien du régime des sûretés personnelles ; problème des cautions (p. 1291) ; **après l'article 49** : caractère plus favorable du mécanisme de l'action directe par rapport au mécanisme de la subrogation (p. 1292) **article 51** : déclaration par le créancier, de sa créance, au cours de la période d'observation ; **article 53** : souhait du Gouvernement qu'il n'y ait pas de reprise des poursuites individuelles dans l'intérêt des entrepreneurs après la clôture de la procédure (p. 1293) ; **article 54** : montant de la créance au jour du jugement (p. 1294) ; **article 55** : encouragement du crédit à moyen et long terme (p. 1295) ; **article 56** : situation des créanciers ; **article 57** : possibilité de l'inscription d'hypothèque des créances nées après l'ouverture du règlement judiciaire ; refus de créer de nouveaux créanciers privilégiés (p. 1296) ; son amendement n° 407 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; décision de la Cour de cassation estimant que le vendeur d'immeuble reste recevable à agir en résolution après le jugement déclaratif de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; dressement des ventes d'immeubles devant un officier ministériel : adopté ; **avant l'article 58** : son amendement n° 408 (intitulant le paragraphe 6 : cautions et co-obligés) : adopté (p. 1297) ; **article 63** : présence d'un volet social dans le plan de redressement ; **article 64** : son amendement n° 409 (référence aux cautions solidaires) ; bénéfice de discussion (p. 1300) : adopté ; **article 66** : indépendance de la durée du plan et de la durée des délais de paiement (p. 1301) ; **article 67** : son amendement n° 576 (fixation de la mission de l'administrateur par le tribunal) ; surveillance de l'exécution du plan par le représentant des créanciers ; adopté (p. 1308) ; **article 69** : son sous-amendement à l'amendement n° 48 de la commission (compétence du tribunal pour décider d'une modification substantielle dans les objectifs et les moyens du plan) : adopté ; son amendement n° 410 (obligation pour le tribunal d'entendre les parties) : adopté (p. 1309) ; **article 71** : intérêt des créanciers (p. 1311) ; **article 72** : son amendement n° 577 (mention dans le plan des modifications des statuts nécessaires à la continuation de l'entreprise) : adopté (p. 1312) ; **article 73** : priorité aux actionnaires ou aux associés ; compétence de l'Assemblée générale extraordinaire ou de l'Assemblée des associés pour décider de la réduction et de l'augmentation du capital ; son amendement n° 411 (compétence du tribunal pour décider que l'Assemblée générale extraordinaire ou l'Assemblée des associés procédera à la réduction et à l'augmentation du capital) (p. 1313) ; décision du tribunal renvoyant à l'Assemblée générale des associés ou des actionnaires la possibilité de voter la résolution prescrite (p. 1314) ; situation des associés ; adopté (p. 1315) ; **article 75** : survie des entreprises économiquement viables ; application aux privilèges généraux des délais applicables pour l'ensemble du passif ; cas d'une créance garantie par une sûreté hypothécaire (p. 1317) ; critique du concordat ; pose la question de savoir si l'opposition accepte l'alignement de tous les créanciers privilégiés (p. 1318) ; **article 81** : rôle du commissaire à l'exécution du plan (p. 1320) ; sa réticence à donner compétence à un groupe minoritaire pour provoquer la résolution du plan (p. 1321) ; **article 83** : cas du maintien d'un supplément d'actif après répartition du prix de cession (p. 1322) ; **article 85** : son sous-amendement à l'amendement n° 545 de M. Gilbert Gantier (fixation par l'administrateur du délai pendant lequel sont reçues les offres d'acquisition sous peine d'irrecevabilité) : rejeté (p. 1323) ; **article 88** : son opposition à la cession judiciaire des contrats ; situation des co-contractants (p. 1324) ; refus d'uniformisation des contrats (p. 1325) ; **article 91** : garantie du prix de cession grâce à l'inaliénabilité temporaire ; protection des intérêts des créanciers et des salariés ; son amendement n° 412 (annulation de tout acte passé en violation des dispositions du présent article) (p. 1326) : adopté ; **article 94** : son amendement n° 413 (prononcé de la clôture des opérations par le tribunal en cas de cession totale de l'entreprise) ; identité de situation du débiteur en cas de liquidation précédée ou non d'une cession et en cas de cession totale de l'entreprise ; adopté (p. 1327) ; **article 95** : possibilité pour les titulaires de sûreté de bénéficier de la co-location selon les règles du droit civil (p. 1328) ; **article 100** : nécessité pour le locataire gérant d'assumer le passif né de sa gestion de l'entreprise louée (p. 1330) ; **article 95** (précédemment réservé) : son amendement n° 578 (affectation d'une quote-part du prix par l'administrateur assisté d'une expert) : adopté ; son amendement n° 414 (transmission de la charge du nantissement au cessionnaire) ; nécessité de ne pas favoriser les opérations de vente à crédit de biens d'équipement professionnel ; transmission de la sûreté (p. 1331) ; adopté après rectification (p. 1332) ; **article 103** : son amendement n° 415 (tendant à affirmer la présence du débiteur, de l'administrateur et du représentant des créanciers dans le cadre de cet article) : adopté (p. 1338) ; **article 104** : son amendement n° 416 (ouverture du recours contre les décisions du juge-commissaire au profit du créancier, du débiteur et de l'administrateur) : adopté ; son amendement n° 417 (substituant aux mots : « le créancier » ; le mot : « le demandeur » dans le second alinéa de cet article) : retiré ; **article 105** : dispositions d'ordre réglementaire (p. 1339) ; **article 106** : son sous-amendement n° 418 à l'amendement n° 91 de la commission (supprimant la référence au créancier dans cet admendement) ; (mise sur un pied d'égalité du débiteur et du créancier) ; adopté (p. 1340) ; **article 109** : action en nullités ; nullités de plein droit et nullités facultatives ; son amendement n° 419 (faisant référence aux bordereaux de cession dans le cinquième alinéa de cet article) ; cessions de créances : adopté (p. 1341) ; actes à titre gratuit translatifs de propriété ; **article 110** : son amendement n° 420 (supprimant la référence aux cessions de créances dans cet article) : adopté (p. 1342) ; **article 123** : terme « marchandises » (p. 1344) ; clause de réserve de propriété ; financement de la période d'observation ; possibilité de conserver

la marchandise en payant le prix (p. 1345) ; **article 125 :** procédure de vérification des créances (p. 1347) ; **article 132 :** son amendement n° 421 (rupture des contrats de travail) ; champ d'application de l'A.G.S. ; créances dues en exécution du contrat du travail, notamment indemnité de fin de contrat à durée déterminée : adopté ; son amendement n° 422 (insérant la référence « à l'employeur ou au liquidateur » dans cet article) : adopté (p. 1350) ; **article 136 :** son amendement n° 423 (substituant aux mots : « personnes par lesquelles » les mots : « salariés pour lesquels ») ; mécanisme des avances de l'A.G.S. ne jouant qu'en faveur des salariés : adopté ; son amendement n° 424 (privilèges attachés au règlement des créances) ; cessation de paiement de l'entreprise : sommes avancées par l'A.G.S. : adopté (p. 1352) ; **article 137 :** rénovation du droit des entreprises en difficulté ; situation insupportable pour les P.M.E. ; impératifs de simplicité et de rapidité de procédure ; nomination facultative d'un administrateur dans les petites entreprises (p. 1353) ; **article 140 :** période d'observation ; rôle du juge-commissaire ; durée de cette période (p. 1355) ; **article 141 :** seuil d'application de la procédure simplifiée ; entreprise de moins de cinquante salariés ; principe selon lequel le débiteur reste à la tête de son entreprise ; élaboration du plan de redressement ; rôle du débiteur et du juge-commissaire (p. 1356) ; son amendement n° 425 (rôle du débiteur en cas d'absence d'administrateur) : adopté (p. 1357) ; **après l'article 142 :** location gérance ; possibilité de mettre une entreprise en location gérance pendant la période d'observation (p. 1358) ; **article 148 :** son amendement n° 426 (assistance du débiteur par le commissaire à l'exécution du plan) ; cas où il n'y a pas d'administrateur : adopté (p. 1363) ; **article 149 :** indépendance de la profession de mandataire-liquidateur et de celle d'administrateur (p. 1364) ; **article 155 :** ventes d'immeubles ; modification du système actuel ; saisie immobilière ; fixation de la mise à prix ; reproches adressés à la procédure actuelle : longueur, rigidité, frais (p. 1366) ; rôle du juge-commissaire ; procédure des enchères publiques ; son amendement n° 427 (ventes d'immeubles aux enchères) ; possibilité pour le juge-commissaire d'ordonner une vente à l'amiable ; défaut du système actuel ; projet de réforme à venir ; propose l'adoption de la procédure des ventes utilisée pour les biens des mineurs en tutelle (p. 1367) ; possibilité de vente par adjudication (p. 1368) ; devient sans objet ; **article 156 :** son amendement n° 428 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; modalités de cession (p. 1369) ; suppression de l'article 155 : adopté ; incompatibilité relative aux commissaires aux comptes ; son amendement n° 570 (ordonnance de la cession par le juge-commissaire) : adopté (p. 1370) ; son amendement n° 429 (affectation d'une quote-part du prix de cession à chacun des biens cédés) : adopté ; **article 157 :** son amendement n° 575 (possibilité pour le juge-commissaire d'ordonner la vente aux enchères publiques) : adopté (p. 1371) ; **article 162 :** créanciers ; part des créanciers chirographaires récupérant leurs créances ; paiement du super-privilège ; sauvetage d'une entreprise en difficulté (p. 1373) ; **article 167 :** créanciers chirographaires ; privilège du Trésor et de la sécurité sociale (p. 1374) ; **article 170 :** son sous-amendement n° 431 à l'amendement n° 141 de la commission (suppression de la référence à la faute de gestion dans cet amendement) (p. 1375) ; faute de gestion prévue à l'article 181 : adopté ; **article 172 :** son sous-amendement n° 432 à l'amendement n° 146 de la commission (cas où la Cour d'appel n'a pas statué dans les deux mois suivant le prononcé du jugement) (p. 1376) : adopté ; son amendement n° 433 (cas où la Cour d'appel n'a pas statué dans le délai prévu, pourvoi en cassation) : adopté ; **après l'article 172 :** son amendement n° 434 (impossibilité de recours en tierce opposition contre les décisions arrêtant le plan de continuation) ; voies de recours : adopté (p. 1377) ; **après l'article 174 :** son amendement n° 435 (ouverture du pourvoi en cassation en cas de défaut de communication au ministère public) ; communication de l'ensemble des procédures concernant les faillites ; limitation du pourvoi en cassation au seul ministère public ; voies de recours : adopté (p. 1378) ; **après l'article 178 :** son sous-amendement n° 436 à l'amendement n° 152 de la commission (faisant référence au seul alinéa 2 de l'article 178 dans cet article) ; son sous-amendement n° 437 à l'amendement n° 152 de la commission (cas où la Cour n'a pas statué dans les deux mois suivant le prononcé du jugement) ; sous-amendement n° 436 : retiré ; sous-amendement n° 437 : adopté ; son amendement n° 438 (possibilité pour la Cour d'appel d'ouvrir une nouvelle période d'observation en cas d'infirmation du jugement) ; obligation faite aux Cours d'appel de statuer dans un délai de deux mois ; prolongement de la période d'observation : adopté ; demande la réserve de divers articles ; lève cette réserve (p. 1379) ; **article 180 :** harmonisation du texte avec la loi du 1er mars 1984 (p. 1380) ; **article 181 :** son amendement n° 571 (faute de gestion ayant contribué à l'insuffisance d'actif) ; situation des entrepreneurs ; insuffisance d'actif ; suppression de la présomption de faute ; suppression de la présomption de culpabilité (p. 1381) ; faute de gestion ; lien de causalité entre la faute et l'insuffisance d'actif : adopté (p. 1382) ; **article 181 :** action en complément de passif ; fautes de gestion ; son amendement n° 572 (tendant à prévoir une prescription de l'action par trois ans) ; responsabilité des dirigeants des sociétés : adopté (p. 1386) ; son amendement n° 439 (apurement du passif) : retiré (p. 1387) ; **article 183 :** rôle du tribunal pour prononcer la sanction du règlement judiciaire ; son sous-amendement n° 573 à l'amendement n° 155 à la commission (tendant à prévoir l'action de prescription par trois ans) : adopté ; **article 184 :** rôle du représentant des salariés (p. 1389) ; **article 185 :** suspension provisoire des poursuites (p. 1390) ; information sur la situation patrimoniale (p. 1391) ; **article 187 :** son sous-amendement verbal à l'amendement n° 510 de M. Claude Wolff (supprimant la référence à des groupements de droit public ou de droit privé non commerçants dans cet amendement) : adopté (p. 1392) ; **article 190 :** son amendement n° 574 (substituant la référence à « un mois » par celle à « quinze jours » pour l'omission de la déclaration de l'état de cessation des paiements) : adopté (p. 1393) ; **article 201 :** banqueroute simple ; **article 203 :** son amendement n° 440 (interdiction ou incapacité prononcée en application de l'article 202) : adopté (p. 1396) ; possibilité pour la juridiction de relever le condamné des incapacités découlant de la décision pénale (p. 1396) ; **article 208 :** élaboration des engagements bancaires ; peines sanctionnant la malversation (p. 1398) ; **article 211 :** son amendement n° 581 (voie de citation directe) : adopté (p. 1399) ; saisine par voie de constitution de partie civile ; **article 213 :** son amendement n° 583 : (faisant référence au représentant des salariés dans cet article) (p. 1400) : adopté ; **article 217 :** son amendement n° 441 (suppression du septièmement de l'article 1844-7 du code civil) ; ouverture de la procédure de liquidation de biens ne mettant pas fin à la personnalité morale de l'entreprise : adopté (p. 1401) ; **article 220 :** son amendement n° 442 (faisant référence à l'article L. 133-6 du code du travail dans le premier alinéa de cet article) suppression de la notion de masse (p. 1402) ; son amendement n° 443 (maintien de l'assurance en cas de règlement judiciaire de l'assuré) : adoptés (p. 1403) ; **article 222 :** licenciements pour motif économique (p. 1404) ; **après l'article 224 :** cas de défaut d'exécution du plan ; **article 225 :** son amendement n° 444 (désignation d'une personne habilitée à représenter le comité d'entreprise ou les délégués du personnel en justice) : adopté ; **après l'article 225 :** son amendement n° 445 (licenciement d'un salarié protégé) : adopté (p. 1405) ; **article 226 :** son amendement n° 446 (excluant les sociétés en règlement judiciaire des dispositions de l'article 22 du texte) ; reconstitution des fonds propres : adopté ; **après l'article 227 :** son amendement n° 447 (précisant que le règlement judiciaire de l'éditeur n'entraîne pas la résolution du contrat) (p. 1406) ; contrat d'édition ; **article 229 :** son amendement n° 448 (de suppression) : retiré ; **article 230 :** son amendement n° 449 (cas des commerçants et des artisans) : adopté ; **après l'article 230 :** son amendement n° 450 (modifiant l'article 58 de la loi sur la prévention des difficultés d'entreprise, désignation du commissaire aux comptes dans les établissements publics) (p. 1407) ; loi sur la prévention des difficultés des entreprises ; modalités spécifiques de désignation dans certaines sociétés : adopté ; **article 233 :** son amendement n° 451 (faisant référence au Titre III de la présente loi dans cet article) (p. 1408) ; cas où le plan de cession est rejeté : adopté ; son amendement n° 452 (faisant référence à l'alinéa 4 de l'article 196 à la fin de cet article) : adopté ; **article 234 :** son amendement n° 453 (faisant référence à l'article 230 *bis* de ce texte dans cet article) : adopté ; son amendement n° 454 (date d'application du texte fixée au premier janvier 1986) : retiré ; **article 235 :** son amendement n° 455 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) ; statut applicable à certains T.O.M. (p. 1409) ; adopté (p. 1410)

Ses observations après les explications de vote : importance de ce débat ; indique que trente-cinq amendements de l'opposition ont été acceptés ; tribunaux de commerce ; créanciers chirographaires (p. 1412) ; esprit de ce projet de loi : humanité ; présomption de culpabilité pesant sur les dirigeants de l'entreprise ; intérêt des créanciers ; quasi-ignorance des salariés dans la procédure antérieure (p. 1413).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme des procédures collectives d'apurement du passif ; dissociation des fonctions d'administration de l'entreprise et de représentation des créanciers ; amélioration des droits de ceux concernés par le sort de l'entreprise ; appellation de la nouvelle procédure

« redressement et liquidation judiciaire » ; unicité de la procédure ; location-gérance (p. 4683) ; inadaptation des textes conçus en 1967 ; attitude de la précédente majorité ; méthode d'élaboration de ce texte ; insuffisance de la contribution de l'opposition ; financement de la période d'observation ; concertation avec les milieux économiques [15 octobre 1984] (p. 4687).

Discussion des articles : **article 1er** : sa préférence pour la formule de M. Serge Charles (p. 4688) ; **article 2** : demande la réserve de l'amendement n° 117 de M. Serge Charles après l'article 3 ; renonce à demander cette réserve ; cessation des paiements ; utilisation de la procédure du règlement judiciaire pour faire face aux difficultés de l'entreprise avant la cessation des paiements (p. 4689) ; nécessité d'un accord avec le ministre de l'économie et des finances (p. 4690) ; **article 3** : définition juridique ou définition comptable de la notion de cessation des paiements ; notion de passif exigible et d'actif « disponible réalisable » ; fixation de limites temporelles ; **article 4** : ouverture sur assignation de la procédure (p. 4691) ; **article 5** : son amendement n° 223 (complétant cet article par la phase suivante : « le tribunal prononce la résolution de l'accord » ; sort du règlement amiable non exécuté et converti en règlement judiciaire) : adopté (p. 4692) ; **article 6** : représentant de chaque catégorie de salariés au sein du comité d'entreprise (p. 4693) ; **article 7** : « rumeur consulaire » ; nécessité de spécialiser certains tribunaux ; réforme des tribunaux de commerce (p. 4694) ; **article 9** : son amendement n° 176 (date de cessation des paiements) ; nécessité pour les contractants de connaître la date de cessation des paiements : adopté (p. 4695) ; **article 13** : domaine réglementaire ; **article 15** : son amendement n° 177 (saisine du tribunal en cas de décès d'un commerçant ou d'un artisan en état de cessation des paiements) ; notion de cessation des paiements : adopté (p. 4704) ; **article 16** : son amendement n° 178 (date d'ouverture de la procédure à l'égard d'une personne membre ou associée d'une personne morale) ; notion d'antériorité de la cessation des paiements ; portée de l'inscription au registre des métiers ; exclusion du cas des associés des sociétés en nom collectif et des membres des groupements d'intérêt économique : adopté (p. 4705) ; **article 20** : son amendement n° 179 (sort de l'offre en cas d'appel) ; délai de maintien de l'offre par son auteur : adopté (p. 4707) ; **article 24** : son amendement n° 180 (application de ces dispositions aux institutions visées à l'article L. 143-11-4 du code du travail) ; réintroduction de dispositions supprimées par le Sénat : adopté ; son amendement n° 181 (remise concernant les créances du Trésor public et des organismes de prévoyance et de sécurité sociale) ; soumission du Trésor public et de la sécurité sociale aux mêmes règles que les autres créanciers) : adopté (p. 4708) ; **article 25** : intitulé du sous-amendement n° 138 de M. Serge Charles à l'amendement n° 26 de la commission (p. 4709) ; **après l'article 27** : sûretés réelles ; disposition faite par le débiteur des biens non frappés d'hypothèque ; juge-commissaire ; financement de l'entreprise (p. 4710) ; **article 31** : expert des règles de droit du travail (p. 4711) ; **article 38** : souhaite que la suspension de séance demandée par M. Serge Charles soit réduite à quinze minutes ; son souci des convenances de tous les parlementaires (p. 4713) ; absence d'éléments nouveaux sur l'article 39 (p. 4714) ; **article 39** : inspiration d'origine californienne de la loi américaine ; inutilité de la procédure introduite par le Sénat (p. 4715) ; **après l'article 39** : renforcement de la position des créanciers publics, des banques, du Trésor et de la sécurité sociale ; **après l'article 40** : son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 38 de la commission (substituant à la fin de cet amendement aux mots « au double du taux de l'intérêt légal » les mots « au taux de l'intérêt légal majoré de 5 points ») ; rédaction identique à l'article 40 et à l'article 152 : adopté (p. 4716) ; **article 43** : son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 41 de la commission (paiement du temps de travail passé par le représentant salarié à l'exercice de sa mission) (p. 4717) ; paiement des heures passées par le représentant des salariés à l'exercice de sa mission : adopté (p. 4718) ; **article 44** : plan de redressement ; sauvegarde et redressement ; **article 47** : son amendement n° 184 (insérant dans le premier alinéa de cet article après le mot « suspend » les mots « ou interdit ») ; problème de l'arrêt des poursuites individuelles aux procédures en cours : adopté ; son amendement n° 185 (effet du jugement d'ouverture sur les voies d'exécution) : adopté (p. 4719) ; **article 51** : son sous-amendement n° 186 à l'amendement n° 46 de la commission (visa du commissaire aux comptes sur la déclaration) ; amélioration de la procédure : adopté ; **article 52** : son sous-amendement n° 187 à l'amendement n° 47 de la commission (constatation de l'existence des créances par le commissaire aux comptes) (p. 4720) ; accélération de l'élaboration des propositions de règlement du passif : adopté ; **article 57** : son amendement n° 188 (conservation par le Trésor public de son privilège pour les créances qu'il n'était pas tenu d'inscrire) ; privilège du Trésor ; contradiction entre l'article 57 du projet de l'article 1929 *quater* du code général des impôts : adopté (p. 4721) ; **article 61** : manque de sérieux de la proposition de M. Serge Charles ; intégration de la période de location-gérance dans le cadre d'un plan (p. 4722) ; **article 68** : effet du défaut d'exécution du plan (p. 4724) ; **article 77** : son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 59 de la commission (inapplication de cette disposition lorsque le montant des créances détenues par une même personne excède un dixième de pourcentage) (p. 4726) ; institution d'une nouvelle limite lorsque plusieurs petites créances sont détenues par une même personne : adopté ; **article 78** : son amendement n° 215 (participation du créancier à titre provisionnel aux répartitions faites avant l'admission définitive) ; mise en œuvre provisionnelle des répartitions ; rejeté (p. 4727) ; **article 82** : son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 63 de la commission (vente des biens en absence de continuation de l'entreprise) ; contribution de l'entreprise ; procédure de redressement appliquée au chef d'entreprise : adopté (p. 4728) ; **article 100** : exécution par le locataire-gérant de ses obligations ; recours possibles contre le locataire-gérant défaillant ; connaissance des fichiers de clientèle ; protection du locataire-gérant contre les sanctions pécuniaires ; domaine de la location-gérance (p. 4731) ; **article 125** : son amendement n° 191 (rédactionnel) : adopté (p. 4735) ; **après l'article 128** : son amendement n° 192 (inscription des relevés de créances visées par le juge-commissaire sur l'état des créances déposées aux greffes) ; vérification des créances salariales ; contestations entre le débiteur, le représentant des créanciers, le salarié et l'A.G.S. ; contestation par les tiers : adopté (p. 4736) ; **article 132** : son amendement n° 193 (insérant dans le premier alinéa de l'article L. 143-11-1 du code du travail après les mots « assurer ses salariés » les mots « y compris les travailleurs salariés détachés à l'étranger ainsi que les travailleurs salariés expatriés » visés à l'article L. 351-4) : adopté ; son amendement n° 194 (couverture par l'assurance prévue à l'article L. 143-11-1 du code du travail des sommes dues aux titres de l'intéressement ; arrérages de préretraite dus à un salarié) ; sommes dues à un salarié au titre de l'intéressement de la participation ; cas où la garantie de l'A.G.S. doit jouer : adopté (p. 4737) ; **article 133** : son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 81 de la commission (insérant après les mots « aux salariés créanciers » les mots « à l'exclusion des créanciers subrogés ») ; suppression de la référence aux créanciers subrogés ; effet de la subrogation ; jurisprudence de la Cour de cassation ; adopté (p. 4738) ; **article 141** : son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 85 de la commission (insérant dans le troisième alinéa de cet amendement après les mots « faculté ouverte » les mots « par l'article 123 et... ») (p. 4739) ; compétence donnée à l'administrateur de s'opposer à la revendication d'une marchandise vendue avec réserve de propriété : adopté ; **article 149** : son amendement n° 197 (nomination par le tribunal de représentant des créanciers en qualité de liquidateur) ; remplacement du liquidateur (p. 4740) ; nécessité que le représentant des créanciers comme le liquidateur soit un professionnel ; modalités de remplacement du liquidateur : adopté ; son amendement n° 198 (précisant le rôle du liquidateur) : adopté (p. 4741) ; **article 154** : son amendement n° 216 (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; double emploi avec le quatrième alinéa non modifié ; accroissement des charges par un remplacement de personnes inutiles : adopté (p. 4742) ; **article 155** : point d'équilibre satisfaisant obtenu par le remplacement des termes « dans de meilleures conditions » par « à un meilleur prix » (p. 4743) ; **article 156** : son amendement n° 199 (personnes ne pouvant pas se porter acquéreur de l'entreprise) ; interdiction de l'acquisition aux dirigeants de la personne morale et à leurs parents ou alliés : adopté (p. 4743) ; **article 170** : son amendement n° 200 (droit de poursuite des créanciers en cas de fraude) ; reprise des poursuites individuelles lorsque les créanciers sont en présence d'un débiteur malhonnête ; disparité dans la situation des chefs d'entreprise : adopté ; **article 172** : son amendement n° 201 (substituant dans les 2e, 3e et 4e alinéas de cet article aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») : adopté (p. 4750) ; **article 178 *bis*** : possibilité d'une confirmation implicite par la Cour d'appel ; absence d'altération des principes (p. 4751) ; **article 178 *ter*** : son amendement n° 202 substituant dans le second alinéa de cet article aux mots « acquiert force de chose jugée » les mots « est confirmée en application de l'article 178 *bis* ») ; emploi du terme « force de chose jugée » : adopté ; **article 181** : insuffisance d'actif ; ouverture de la procédure de règlement judiciaire ; action en comblement de passif (p. 4752) ; présomption pure et simple de responsabilité ; prise en compte de la notion de faute grave ; sa demande de scrutin public ; abstention de l'opposition quant à la suppression

de présomption de faute (p. 4753) ; **article 186** : son amendement n° 203 (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; suppression de la référence à la catégorie des personnes morales commerçantes : adopté (p. 4754) ; **article 194** : son amendement n° 204 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « ou du liquidateur » les mots « du liquidateur ou du commissaire à l'exécution du plan ») ; possibilité pour le commissaire à l'exécution du plan de faire nommer un mandataire : adopté (p. 4755) ; **article 202** : son amendement n° 205 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « ainsi que les déchéances, interdictions et incapacités prévues au Titre 6 de la présente loi ») ; sanctions professionnelles ; incapacités et déchéances : adopté (p. 4756) ; **article 208** : délit de malversation ; restriction de la portée de l'incrimination pénale ; **article 211** : distinction des diverses possibilités de mise en œuvre de l'action publique ; recours par citation directe (p. 4757) ; constitution de partie civile ; **article 218** : son amendement n° 206 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots « ou après le prononcé d'un jugement de clôture pour extinction du passif ») ; cas de clôture pour extinction du passif : adopté (p. 4758), **article 220** : exercice de ponctuation (p. 4759) ; **article 225 *ter*** : son amendement n° 207 (procédure de licenciement par l'administrateur, l'employeur ou le liquidateur) ; fixation de la durée de la protection du représentant des salariés (p. 4760) ; protection du représentant des salariés dans les entreprises de moins de onze salariés ; alignement sur les règles du droit commun : adopté ; **article 226** : son amendement n° 208 (rédactionnel et de coordination) : adopté (p. 4761) ; **après l'article 230 *bis*** : son amendement n° 209 (responsabilité, suppléance, récusation, révocation, rémunération des commissaires aux comptes) ; conditions d'exercice des fonctions de commissaire aux comptes dans les différents types de personnes morales ; application générale des règles sur la suppléance et sur l'obligation de révéler des faits délictueux ; sanction contre les dirigeants s'opposant aux investigations des commissaires aux comptes : adopté (p. 4763) ; **article 232** : consultation de tous les partenaires de l'entreprise ; incidences du texte sur l'équilibre financier de l'A.G.S. ; charges de l'A.G.S. ; conditions de remboursement des salariés ; **article 233** : son amendement n° 217 (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « à l'exception de celle du troisième alinéa de l'article 94) (p. 4764) ; son accord avec la commission : adopté ; son amendement n° 218 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « à l'exception de celle des articles 170 et 171 ») : adopté ; son sous-amendement n° 210 à l'amendement n° 113 de la commission (substituant aux mots « au double du taux de l'intérêt légal » les mots « au taux de l'intérêt légal majoré de cinq points ») : adopté (p. 4765).

Ses observations après les explications de vote : attitude de l'opposition ; absence de proposition constructive de sa part ; problème des fonds pour les entreprises en difficulté (p. 4766).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 233** : son amendement n° 1 (maintien en fonction des présidents et juges titulaires des tribunaux de commerce) ; dépôt prochain d'un texte sur les juridictions commerciales ; durée des fonctions des juges des tribunaux de commerce ; renouvellement général des membres des tribunaux de commerce : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) : adopté [6 décembre 1984] (p. 6761).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 48 (matières relatives aux mineurs et aux majeurs protégés) : adopté [11 avril 1984] (p. 1424) ; son amendement n° 49 (personnes ayant une qualification particulière) ; possibilité de recours à des personnes qualifiées non inscrites sur la liste ; caractère exceptionnel de cette possibilité : adopté (p. 1425) ; **article 3** : composition de la commission nationale ; système d'inscription actuellement en vigueur ; fonction de nomination et fonction disciplinaire de la commission (p. 1426) ; **article 4** : profession d'administrateur judiciaire ; **article 5** : garanties données aux administrateurs ; contenu du projet de M. Alain Peyrefitte à cet égard (p. 1428) ; cas où une personne ne peut assurer normalement sa fonction ; critiques adressées au texte (p. 1429) ; **article 6** : limite d'âge ; cas du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation ; nécessité d'avoir une solution souple ; rôle du tribunal ; transmission des dossiers (p. 1430) ; **article 7** : rôle du tribunal (p. 1431) ; **article 8** : fonction d'administrateur ; conséquences de la réforme sur le nombre et la quantité de travail de ceux-ci (p. 1432) ; nécessité de recruter un nombre suffisant d'administrateurs (p. 1433) ; **article 9** : discipline des mandataires de justice ; **après l'article 9** : compagnie régionale ; commission de discipline ; différence existant entre les professions libérales et les mandataires de justice (p. 1434) ; **article 14** : cas de nullité ; son amendement n° 101 (personnes pouvant requérir la nullité) : adopté (p. 1436) ; **article 17** : missions de mandataire liquidateur (p. 1437) ; **article 25** : son amendement n° 50 (experts en diagnostic d'entreprise) (p. 1440) ; experts judiciaires : adopté ; **article 26** : son amendement n° 51 (radiation de l'expert) ; possibilité pour la Cour d'appel de retirer certains experts de la liste : adopté ; **article 27** : son amendement n° 52 (de suppression) ; expert judiciaire : adopté ; **article 28** : son amendement n° 53 (de suppression) : adopté ; **article 29** : son amendement n° 54 (de suppression) ; mission de diagnostic pouvant être confiée à des experts comptables : adopté (p. 1441) ; **article 32** : son amendement n° 102 (dotant de la personnalité civile la caisse de garantie) : adopté (p. 1443) ; **article 35** : détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités de rémunération des administrateurs (p. 1444) ; **après l'article 37** : son amendement n° 103 (possibilité pour les anciens syndics d'accéder à diverses professions juridiques) (p. 1445) : retiré ; **article 38** : souhaite le maintien d'un délai d'inscription de trois ans (p. 1446) ;

Ses observations après les explications de vote : se félicite de l'atmosphère des travaux et de l'attitude de l'opposition ; usage du verbe « enrégimenter » par M. Serge Charles lors de son explication de vote ; attitude du Gouvernement ; importance de ce projet ; impossibilité de mettre en cause la responsabilité collective d'une profession si quelques-uns de ses membres ont commis des actes regrettables (p. 1449).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de règles nouvelles mises en œuvre par des professionnels pourvus d'un statut rénové ; absence de mise en cause des hommes [15 octobre 1984] (p. 4767) ; création de deux professions autonomes : celle d'administrateur judiciaire et celle de mandataire-liquidateur ; organisation de commission indépendante chargée de l'inscription et de la discipline des professionnels ; mise en place d'une caisse de garantie ; possibilité de constituer des sociétés civiles professionnelles ; possibilité pour les actuels professionnels de se reconvertir dans d'autres professions judiciaires ; problème des incompatibilités ; désignation comme administrateur judiciaire d'un mandataire-liquidateur ; instauration d'un régime transitoire de trois ans ; recours à des personnes extérieures aux professions (p. 4768) ;

Discussion des articles : **article 5** : composition de la commission ; régime disciplinaire (p. 4769) ; **article 10** : son amendement n° 22 (substituant dans l'avant dernier alinéa de cet article aux mots « radié a obtenu sa réinscription » les mots « interdit temporairement reprend ses fonctions ») ; amendement de coordination : adopté (p. 4771) ; **article 22** : son amendement n° 23 (impossibilité pour le mandataire-liquidateur désigné comme expert d'être nommé administrateur judiciaire) ; comptabilité de la qualité de mandataire-liquidateur avec la qualité d'expert inscrit sur la ligne : adopté (p. 4773) ; **article 34** : son amendement n° 24 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « administrateur provisoire mentionné » les mots « au premier alinéa de l'article 5 *bis* ») ; coordination : adopté après modification (p. 4775).

Ses observations après les explications de vote : divergences avec l'opposition ; rappel des positions de MM. Barre et Peyrefitte ; caractère purement idéologique de l'attitude de l'opposition (p. 4777) ; son esprit d'ouverture (p. 4778).

— Proposition de loi visant à autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041).

Première lecture, discussion générale : loi de 1975 ; prestation compensatoire ; terme de la rente ; demande de rachat judiciaire ; personnes pouvant demander ce rachat ; extension de ce droit au créancier ; divorce sur demande conjointe [24 avril 1984] (p. 1851).

Discussion des articles : **article premier** : son amendement n° 4 (cas où le divorce a été prononcé sur demande conjointe) ; prestation compensatoire (p. 1852) : adopté (p. 1853).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage (n° 1571).

Première lecture, discussion générale : situation actuelle de l'étranger marié à une personne de nationalité française avant l'entrée en vigueur de la loi de 1973 [24 avril 1984] (p. 1854) ; mariages de complaisance ; possibilité pour le Gouvernement

de faire opposition ; défaut de communauté de vie entre les époux ; perte de la nationalité française ; conditions d'application du texte à Mayotte (p. 1855).

Discussion des articles : **article 5 :** position du Conseil supérieur des Français de l'étranger à l'égard du problème de la résidence (p. 1856) ; droit existant depuis 1927 ; cas d'une femme étrangère épousant un Français ; situation de 1927 à 1945 et entre 1945 et 1973 ; choix possible de la nationalité (p. 1857).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 (n° 1927).

Première lecture, discussion générale : concours organisé dans le département de l'Essonne ; vice de forme ; adjoints des cadres hospitaliers déjà nommés [24 avril 1984] (p. 1858).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : conséquences du placement en détention provisoire ; caractère exceptionnel de la détention provisoire ; réforme du 17 juillet 1970 ; loi de 1975 ; débat contradictoire [15 mai 1984] (p. 2342) ; fonction du juge d'instruction ; problème des moyens ; rappelle que tous les postes de magistrats instructeurs seront pourvus avant le 1er janvier 1985 ; « inflation carcérale » ; nécessité d'accroître les possibilités de contrôle judiciaire ; associations de contrôle judiciaire (p. 2343) ; application de la détention provisoire à une population marginalisée ; réduction de la durée de cette détention ; problème posé par l'exécution des mandats d'amener des arrêts délivrés par les juges d'instruction (p. 2344) ; démarche de M. Emmanuel Aubert le mettant systématiquement en cause (p. 2349) ; principe de l'*habeas corpus* ; nécessité d'améliorer les méthodes et les moyens de l'instruction (p. 2350).

Discussion des articles : **avant l'article 7 :** refus d'introduire une condition d'ancienneté pour accéder au poste de juge d'instruction (p. 2354) ; **article 8 :** impossibilité pour certains magistrats instructeurs de prononcer une mesure de contrôle judiciaire avec les garanties nécessaires ; nécessité pour les associations de contrôle judiciaire de se multiplier ; missions locales pour l'insertion professionnelle (p. 2355) ; débat contradictoire (p. 2356) ; caractère maximal du délai de cinq jours (p. 2357) ; **article 9 :** problème des lenteurs de l'instruction ; son amendement n° 1 (supprimant les mots « et notifiée » dans la seconde phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 145-1 du code de procédure pénale) ; droits des justiciables : adopté (p. 2358) ; caractère indispensable du débat contradictoire lors de la décision de placement initial ; **article 12 :** son amendement n° 14 (de précision) (p. 2359) : adopté ; pouvoirs respectifs du Parquet et du juge d'instruction dans le cadre d'une instruction (p. 2360).

Deuxième lecture, discussion générale : exécution des mandats d'amener et d'arrêt ; détention provisoire ; renvoi du débat contradictoire par le juge d'instruction ; débat différé ; rôle du juge d'instruction [26 juin 1984] (p. 3710) ; garanties offertes à l'inculpé ; durée des détentions provisoires ; caractère contradictoire du débat (p. 3711).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** Cour de cassation ; mesures destinées à l'amélioration du fonctionnement de cette juridiction, notamment introduction de moyens informatiques ; abaissement des limites d'âge ; période transitoire d'application de la réforme ; abaissement de trois ans de cette limite d'âge pour les conseillers et avocats généraux ; rythme des départs à partir de 1989 ; ancienneté des magistrats ; recrutement de magistrats plus jeunes [14 juin 1984] (p. 3380, 3381) ; magistrats hors hiérarchie ; souhaite que le Conseil supérieur de la magistrature propose un plus grand nombre de magistrats de province ; moyenne d'âge des magistrats concernés par ces possibilités de recrutement ; recrutement intensif dans la magistrature depuis 1970 ; Cours d'appel de province ; coût de la réforme des limites d'âge (p. 3382) ; spécificité des fonctions ; premier président de la Cour de cassation ; procureur général ; dérogations concernant ces hauts magistrats ; premiers avocats généraux et présidents de Chambre (p. 3383) ; **après l'article 1er :** premiers avocats généraux et présidents de Chambres de la Cour de cassation ; dispositions transitoires (p. 3384) ; **article 2 :** son amendement n° 20 (fixation de la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation à titre transitoire) ; amendement de coordination ; application de la période transitoire : adopté (p. 3385) **article 3 :** son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 3386).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Troisième lecture, discussion générale : exception à l'abaissement de la limite d'âge de 65 ans ; durée de la période transitoire ; magistrats de la Cour de cassation [5 septembre 1984] (p. 4343).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : attitude de la droite sénatoriale ; avantages présentés par le projet de loi ; analyse des deux propositions de loi déposées par l'opposition, notamment de celle de M. Jean Foyer et de celle de 41 députés U.D.F. et R.P.R. ; caractéristiques de la loi référendaire ; statut de l'enseignement privé ; ratification de la convention européenne des droits de l'Homme ; problèmes nouveaux posés par les progrès de la science et de la technologie dans le domaine des libertés ; cas du recours aux techniques artificielles de procréation [23 août 1984] (p. 4267, 4268) ; caractère exceptionnel du référendum en ce qui concerne les libertés publiques ; équilibre institutionnel ; pouvoirs du Président de la République ; procédure de l'article 34 de la Constitution ; pouvoirs du Parlement ; intervention du Conseil constitutionnel ; notion d'organisation des pouvoirs publics ; analyse de l'article 11 de la Constitution (p. 4269) ; nécessité d'une majorité parlementaire et d'un Président de la République issus des mêmes courants politiques pour que le référendum soit possible ; vote des Français contre leur propre liberté ; capacité d'initiative plus grande du Président de la République ; historique de l'utilisation du référendum en France ; nécessité d'une pratique « apaisée » du référendum ; conception gaulliste du référendum ; plébiscite ; élection pour sept ans du Président de la République ; contradictions dans l'attitude de l'opposition (p. 4270) ; volonté de l'opposition d'interdire une victoire du Président de la République ; élargissement du pouvoir de décision des Français (p. 4271) ; sa précision concernant le fait que le texte du projet de loi est celui proposé par le Conseil d'Etat (p. 4298) ; lois Auroux (p. 4310) ; extension du champ du référendum aux libertés publiques ; nécessité de compléter le texte ; intervention du Conseil constitutionnel ; complémentarité entre démocratie parlementaire et démocratie directe ; contradictions entre les propos tenus par M. Raymond Barre devant l'Assemblée et son article dans *Le Monde ;* « coutume » résultant des deux référendums successifs de 1962 et 1969 ; respect de la Constitution ; vote négatif du Sénat ; impossibilité de soumettre au référendum le projet de loi concernant, l'aide de l'Etat à l'enseignement privé (p. 4311) ; volonté de l'opposition d'éviter un progrès des libertés ; réunion du congrès ; clarté de la question posée (p. 4312).

— Projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).

Première lecture, discussion générale : notion de filiale et de participation ; choix de la méthode de consolidation ; nécessité d'une mise en équivalence de certaines sociétés contrôlées ; principes comptables applicables aux comptes consolidés ; cas du contrôle de société étrangère par une société mère ; élargissement des règles d'évaluation retenues par le code de commerce ; autonomie des règles de présentation et de classement des comptes consolidés ; définition du rôle des commissaires aux comptes ; nature juridique des comptes consolidés ; introduction d'une évaluation par équivalence ; entrée en vigueur des dispositions relatives à cette évaluation [11 octobre 1984] (p. 4649) ; application dans le temps des dispositions relatives à la consolidation ; publication de comptes crédibles (p. 4650).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 7 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 340-4 de la loi du 24 juillet 1966 après les mots « capitaux propres » les mots « déterminés d'après les règles de consolidation ») ; retraitement des capitaux propres ; prise

en compte de certains bénéfices résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées ; méthode d'évaluation par équivalence : adopté ; son amendement n° 8 (de coordination) : adopté (p. 4652) ; **article 7** : mot « examen » ; **après l'article 9** : son amendement n° 10 (supprimant dans l'article 357 de la loi du 24 juillet 1966 les mots « dont le modèle est fixé par décret ») ; vieillissement du tableau modèle des filiales et des participations : adopté (p. 4653) ; **après l'article 13** : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 11 de la commission (supprimant après les mots « des comptes consolidés » la fin de la première phrase du 2e alinéa de cet amendement) ; place de dispositions transitoires dans un article répressif : adopté (p. 4654) ; **article 14** : définition du contrôle visé à l'article 357-3.

Deuxième lecture, discussion générale : définition du périmètre de consolidation ; définition du contrôle exclusif ; contrôle conjoint ; influence notable ; cas où une personne dispose d'une fraction supérieure au tiers des droits de vote ; définition de principal actionnaire ; règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés ; ouverture de l'éventail des règles d'évaluation ; respect du principe de permanence des méthodes ; problème de la compensation des appauvrissements par des enrichissements acquis sur d'autres titres ; évaluation des titres des sociétés contrôlées [20 novembre 1984] (p. 6197).

Discussion des articles : **article 7** : indique les divers cas de figure possibles en matière de comptes consolidés ; sociétés établissant spontanément ces comptes ; sociétés cotées établissant ces comptes avant le 1er janvier 1986 ; sociétés non cotées établissant des comptes avant le 1er janvier 1990 ; sociétés ayant établi des comptes consolidés avant l'entrée en vigueur de ce texte mais selon des méthodes différentes (p. 6202) ; **article 13 *bis*** : absence des membres de l'opposition (p. 6203).

Commission mixte paritaire, discussion générale : mise en équivalence constituant une méthode de consolidation ; règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés [17 décembre 1984] (p. 7020).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la domiciliation des entreprises (n° 2352).

Première lecture, discussion générale : simplification et accélération des formalités administratives de création d'entreprises ; effort effectué en 1981 ; rappel du régime actuel ; recours à des agences ou à des officines ; installation du siège dans des locaux occupés en commun ou au propre domicile du chef d'entreprise ; caractère provisoire de cette domiciliation ; conditions de preuve de la jouissance des locaux affectés au siège [15 octobre 1984] (p. 4779).

Discussion de l'article unique : **après l'article unique** : suggère de modifier l'amendement n° 2 de la commission en substituant le mot « période » au mot « délai » (p. 4780).

Deuxième lecture, discussion générale : assouplissement des conditions de domiciliation permanente ; installation provisoire du siège d'entreprises ; sanctions ; sanction en cas de non respect de délai de deux ans ; résiliation de plein droit du bail [20 novembre 1984] (p. 6204).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 5 (radiation d'office) ; procédure de sanction ; protection des bailleurs et des propriétaires : adopté (p. 6205).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* rémunérations des personnels ; crédits de matériels ; dotation relative aux traitements des légionnaires et des médailles militaires ; effectifs ; niveau des résultats scolaires obtenu par les élèves des maisons d'éducation ; maison d'éducation de Saint-Denis ; ouverture de contingents exceptionnels de croix de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite ; crédits de secours alloués par l'Ordre aux compagnons de la Libération [23 octobre 1984] (p. 5049) ; **Justice** : statistiques relevant du ministère de l'intérieur (p. 5055) ; déformation de la vérité (p. 5059) ; gestion du corps des magistrats ; rationalisation des méthodes de travail ; développement de l'informatique ; gestion des personnels socio-éducatifs ; crédits d'équipement pénitentiaire ; gestion du contentieux ; modernisation ; accroissement des effectifs ; conditions du déroulement de l'audience ; informatisation du casier judiciaire de Nantes et du bureau du Parquet des juridictions parisiennes (p. 5061) ; machines de traitement de texte ; nouveau schéma directeur de l'informatique judiciaire ; informatique de documentation ; amélioration des méthodes de travail dans les greffes ; réduction des délais de procédure ; politique d'humanisation ; conditions et indemnisation des victimes ; associations d'aide aux victimes ; aide judiciaire ; plafond de ressources ; rémunérations des commissions d'office ; nombre de prévenus par rapport au nombre de détenus (p. 5062) ; dévouement des services de l'administration pénitentiaire ; déstabilisation de l'institution judiciaire ; productivité de cette institution ; amélioration de la condition pénitentiaire ; création d'emplois de surveillants ; crédits de location de logement ; effort de formation des personnels ; surpopulation pénale ; amélioration des conditions de détention ; augmentation des crédits de formation et d'enseignement ; développement des activités socio-éducatives ; contrôle judiciaire (p. 5063) ; peines de substitution ; travail d'intérêt général ; prévention de la récidive ; comités de probation ; protection judiciaire de la jeunesse ; entretien des mineurs délinquants ; effectifs de l'éducation surveillée et moyens de fonctionnement ; temps de parole des orateurs de l'opposition ; mutisme de la droite ; conception réductrice de la juctice ; répression ; rapport du nombre de citoyens au nombre de détenus en France et à l'étranger ; nombre de non-réintégrations des établissements pénitentiaires à l'issue des permissions de sortie (p. 5064) ; nombre des crimes de sang commis au cours des permissions de sortie ; contrôles d'identité ; meurtre d'un policier ; rapport entre les forces de l'ordre et le gouvernement de la République ; hommage à la justice ; comparaison avec les autres pays européens ; peine de mort (p. 5065).

Répond à la question de :

— *M. Joseph Gourmelon :* accord du ministre de la défense pour le changement d'affectation d'un terrain ; calendrier d'élaboration du programme arrêté depuis le 18 septembre 1984 (p. 5066).

— *M. Claude Germon :* position difficile du personnel de l'administration pénitentiaire ; promotion professionnelle de ces personnels (p. 5067).

— *M. Pierre Bas :* travaux de la commission de révision du code pénal ; nécessité d'élaborer une procédure originale de communication du projet ; concertation ; problème posé par l'article 64 du code rural (p. 5067).

— *M. Edouard Frédéric-Dupont :* contrôles d'identité ; proposition de loi de M. Charles Pasqua (p. 5067) ; position de M. Jacques Chirac en la matière ; sa position en faveur de la loi actuelle (p. 5068).

— *M. Pascal Clément :* réduction de la détention provisoire ; procédure de la comparution immédiate ; débat portant sur la justice ; son impossibilité d'intervenir seul dans un débat sur l'insécurité (p. 5068).

— *M. Emmanuel Hamel :* situation des juridictions de Lyon ; esprit de concertation entre magistrats et avocats, situation des prisons à Lyon ; maison d'arrêt de Lyon-Perrache et de Lyon-Montluc (p. 5068).

Condamnation de M. Jacques Abouchar :

volonté du Gouvernement de tout mettre en œuvre pour assurer sa libération [23 octobre 1984] (p. 5050).

— Projet de loi relatif au transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2302).

Première lecture, discussion générale : humanisation des conditions de détention ; conventions bilatérales conclues en matière de transfèrement ; cas des Français condamnés à l'étranger ; procédures possibles ; possibilité de réduction de la durée de la peine prononcée par le jugement étranger ; possibilité d'adaptation de la peine [20 novembre 1984] (p. 6194) ; exécution des peines privatives de liberté ; inscription au casier judiciaire (p. 6195).

Ses observations sur les rappels au règlement de :

— **M. Pascal Clément** : citation de parlementaires dues à l'initiative d'un substitut ; considère qu'aucun des parlementaires cités à comparaître ne devrait se rendre au tribunal de Pontoise [29 novembre 1984] (p. 6485).

— **M. Emmanuel Aubert** : initiative du substitut Bidalou ; (p. 6485).

— **MM. Jean Foyer, Jean-Claude Gaudin et Pascal Clément** : affaire Bidalou ; ordre du jour de la présente séance (p. 6486).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : profession d'avocat ; texte ne concernant que les tribunaux de grande instance ; principe de la territorialité [29 novembre 1984] (p. 6488) ; multipostulation dérogeant à ce principe ; loi de 1971 ; système dérogatoire ; prolongement de ce régime dérogatoire en 1979 et 1982 ; importance du contentieux soumis à la multipostulation ; effectifs des barreaux périphériques ; région parisienne ; concertation autour du texte ; définition des matières et des cas où seuls les avocats locaux pourront intervenir (p. 6489).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** principe de la territorialité (p. 6502) ; **article 1er :** indique qu'il accepte l'amendement n° 1 de la commission (p. 6503).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : condition des victimes dans la justice française ; bilan des accidents de la circulation ; nécessité d'une prévention accrue [17 décembre 1984] (p. 7023) ; assurance de responsabilité civile ; création du fonds de garantie ; dispositions de l'article 1384 du code civil ; acte de la victime impliquant un partage de la responsabilité ; comportement de la victime ; taux de contentieux en matière d'accidents de la route ; arrêt Desmares de la Cour de cassation (p. 7024) ; affaire Derguini ; intervention des prises en charge par les organismes sociaux ; complexité du droit français ; législations applicables dans divers pays étrangers, notamment aux Etats-Unis et au Québec ; extension de la garantie des victimes ; accélération du processus de l'indemnisation ; réforme n'entraînant pas d'augmentation des primes d'assurances ; élargissement de l'indemnisation ; faute inexcusable ; cas du cycliste ivre ; problème du caractère inexcusable de la faute (p. 7025) ; cas des personnes âgées ; projet tendant à l'indemnisation des mineurs de moins de 15 ans et des personnes âgées de plus de 70 ans dans tous les cas ; force majeure ; fait du tiers ; nécessité de faciliter la transaction par un règlement amiable des dommages ; offre obligatoire d'indemnité ; offre devant intervenir dans le délai maximal de huit mois ; nécessité pour la victime de se faire assister par un avocat ; accélération des procédures ; délai de prescription des actions en remboursement (p. 7026) ; existence d'un concensus sur l'importance du fléau social et les moyens de lutte contre celui-ci ; position de M. Jean Foyer ; rappelle que M. Alain Peyrefitte dans une réponse à une question écrite de celui-ci indiquait que le Gouvernement n'envisageait pas de modifier la législation existante en 1979 (p. 7033) ; création du référé-provision ; réforme du taux de l'intérêt légal ; position du professeur André Tunc ; origine de ce texte ; arrêt Desmares de la Cour de cassation ; faute inexcusable (p. 7034).

Discussion des articles : **article 1er :** terme « chemins de fer » (p. 7034) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 5 de la commission (cas où la personne a un taux d'incapacité ou d'invalidité au moins égal à 80 p. 100) ; fixation de l'âge de 15 ans pour prévoir l'indemnisation automatique ; adopté (p. 7035) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 5 de la commission (supprimant le second alinéa de cet amendement) (p. 7035) : principe d'opposabilité ; arrêt Desmares ; problème de la distinction entre conducteurs et non-conducteurs ; adopté (p. 7036) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 44 (opposabilité aux ayants droit de la victime des exclusions prévues aux articles 3, 4 et 5) ; nécessité de faire un article commun à l'ensemble des cas d'indemnisation ; adopté ; **article 7 :** son amendement n° 45 (institution d'un fonds de garantie chargé d'indemniser les victimes d'un accident où est impliqué un véhicule terrestre ; paiement des indemnités par le fonds de garantie) ; conditions d'intervention du fonds de garantie ; accident causé par un véhicule en circulation (p. 7037) ; prise en charge des dommages par le fonds de garantie si les auteurs de l'accident sont demeurés inconnus : devenu sans objet (p. 7038) ; **article 11 :** son amendement n° 47 (de coordination) : adopté (p. 7039) ; **article 16 :** cas où le retard de l'offre de transaction n'est pas imputable à l'assureur ; grève des postes ; mécanisme de la transaction ; rôle des compagnies d'assurances (p. 7040) ; **article 18 :** ses observations sur le délai de 7 jours prévu dans cet article ; possibilité pour la victime d'apprécier l'offre de transaction pendant ce délai (p. 7041) ; **article 22 :** son souhait d'une publication périodique des chiffres moyens des indemnités allouées par les tribunaux ; mode de calcul des dommages-intérêts compensatoires ; demande un vote par division de l'amendement n° 30 de M. Jean Foyer ; **après l'article 22 :** amélioration des expertises (p. 7043) : **article 24 :** possibilité de modifier ultérieurement cet article ; son amendement n° 48 (substituant la référence à l'accident par celle au dommage) ; dommages corporels ; adopté (p. 7044) ; **avant article 29 :** inutilité de prévoir une dualité de sanction ; rôle des tribunaux répressifs (p. 7046) ; **article 29 :** exécution provisoire d'une décision en faveur du créancier ; cas la Cour d'appel infirme le jugement du tribunal correctionnel ; possibilité d'obtenir des délais de remboursement en saisissant le juge des référés (p. 7047) ; **article 34 :** son amendement n° 49 (rectification d'un renvoi erroné) : adopté ; **article 37 :** financement du fonds de revalorisation des rentes ; (p. 7048) ; **article 40 :** nécessité d'arrêter avec précision la date de mise en application du texte (p. 7049).

BALLIGAND (Jean-Pierre)

Député de l'Aisne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (économie, finances et budget : charges communes ; services économiques et financiers ; comptes spéciaux du Trésor) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 14 : **économie, finances et budget :** (tome 1) : charges communes ; (tome 2) : services économiques et financiers ; (tome 3) : comptes spéciaux du Trésor **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Quotas laitiers : calendrier d'application des nouvelles règles ; problème des réserves [2 mai 1984] (p. 2025).

— Transparence des conditions de vente : ristournes exigées par les centrales d'achat et les choix de distribution pour « référencer » un nouveau produit [20 juin 1984] (p 3503) ;

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347)

Première lecture, discussion générale : erreurs de gestion ; échec de la relance par la consommation ; équilibre budgétaire ; déficit budgétaire en 1980 ; aide au secteur industriel ; plafonnement de la taxe professionnelle ; « *carry back* » ; exemples de la situation réelle de l'entreprise ; redressement de leur taux d'autofinancement ; taux de pénétration sur le marché français ; croissance des souscriptions de S.I.C.A.V. [16 octobre 1984] (p. 4808) ; compétitivité du secteur industriel (p. 4809).

Deuxième partie : **Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales.** — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : montant des ressources des comptes spéciaux du Trésor et des recettes des comptes de commerce ; insuffisance des informations du Parlement sur le fonctionnement de certains comptes ; répartition des comptes

spéciaux du Trésor ; progression du compte de « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels » ; diminution des crédits de paiement du fonds national pour le développement des adductions d'eau [7 novembre 1984] (p. 5689) ; baisse des dépenses du fonds forestier national ; problème de la transformation en établissement public industriel et commecial de l'Union des groupes d'achats publics (U.G.A.P.) ; problème de la suppression du fonds de développement économique et social ; ses observations sur le compte d'avances aux collectivités locales ; rémunération des fonds libres placés auprès du Trésor par ces collectivités (p. 5690-5691).

Economie, finances et budget. Consommation. *Discussion générale,* Rapporteur spécial : **charges communes :** dette publique ; budget des charges communes ; répartition des crédits de paiement [8 novembre 1984] (p. 5769) ; montant exact de la dette ; charge de la dette s'élevant à 83 milliards de francs pour 1985 ; endettement de nos principaux partenaires économiques ; Belgique ; rapport entre la dette et le P.I.B. ; cas de la République fédérale d'Allemagne et du Japon ; souligne que si l'on tient compte de cette référence seule la R.F.A. est moins endettée que la France ; rythme d'endettement ; hausse des taux d'intérêt ; augmentation de la dette publique ; composition de la dette (p. 5770) ; entreprises publiques ; financement ; emprunt « Giscard » de 1973 (p. 5771) ; **services économiques et financiers :** politique des prix ; activité de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; contrôle des prix ; décélération rapide de l'inflation ; systèmes de prix différents pratiqués dans l'industrie, la distribution et les services ; possibilité de modifier cette loi ; contrôle des concentrations ; relations entre la distribution et la production industrielle (p. 5772) ; contrôle des ententes et des abus de position dominante ; rôle de la commission de la concurrence (p. 5773) ; Rapporteur suppléant : **budget de la consommation** : crédits de la direction de la consommation ; dépenses en personnel et en matériel ; dépenses liées au regroupement de divers services ; répression des fraudes aux frontières ; institut national de la consommation ; organismes de consommateurs ; Conseil national de la consommation (p. 5773) ; missions de l'institut national de la consommation ; revue « 50 millions de consommateurs » ; émission télévisée destinée à l'information du consommateur ; contrats pour l'amélioration de la qualité ; campagne de promotion des signes de la qualité (p. 5774).

Examen des crédits : **article 87** : son amendement n° 40 (rectifiant une erreur matérielle) : adopté [9 novembre 1984] (p. 5795).

BALLY (Georges)

Député de l'Isère
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Allocation servie aux préretraités :** taux d'augmentation ; exclusion des retraités quittant leur emploi par contrat de solidarité ou par convention avec le fonds national de l'emploi [6 juin 1984] (p. 2984).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* mesures de sûreté concernant le fonctionnement du surgénérateur de Creys-Malville [15 novembre 1984] (p. 6058).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428)

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** ouverture aux jeunes de 16 à 18 ans des stages d'orientation professionnelle [3 décembre 1984] (p. 6556) ; **article 9 :** introduction du décloisonnement entre la recherche et l'enseignement (p. 6559). **article 14 :** obligation pour les réseaux bancaires de constituer un comité de groupe (p. 6560) ; **article 45 :** possibilité pour les organismes de sécurité sociale d'échanger des informations ; conformité de cet article avec les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (p. 6579).

BALMIGERE (Paul)

Député de l'Hérault
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Respect de la démocratie locale à l'occasion de sanction d'employés de la mairie de Sète :** suppression d'avantages acquis ; perturbation de la qualité du service public ; menace de suspension à l'encontre du secrétaire général adjoint ; agression contre ce dernier [9 mai 1984] (p. 2142).

— **Risque entraîné par la présence de l'entreprise La Littorale à Béziers :** problème posé par le stockage de méthyl-isocyanate dans la région ; nécessité de prendre des mesures pour la sécurité des travailleurs de l'usine et de la population ; action de la France en faveur de la population indienne à la suite de la catastrophe de Bhopal [5 décembre 1984] (p. 6699).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962)

Première lecture, discussion générale : aides au stockage à court terme ; désengagement financier du Marché commun au détriment de la viticulture méridionale ; souhaite la suppression des montants compensatoires et le respect de la règle de l'unicité des prix ; son refus d'un élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal ; souhaite l'instauration d'un office des vins et la fixation d'un cours minimum incompressible ; nécessité de diminuer les coûts des petits et moyens viticulteurs [3 avril 1984] (p. 1077).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 60 (modification de la répartition du capital entre diverses sociétés (p. 1095) ; retiré (p. 1096) ; **article 22 :** son amendement n° 63 (ramenant à trois ans le délai au terme duquel le métayer peut demander la conversion de son bail) [4 avril 1984] (p. 1148) ; retiré (p. 1149) ; **article 25 :** son amendement n° 69 : devenu sans objet (p. 1154) ; **après article 25 :** son amendement n° 66 (supprimant le dernier alinéa de l'article L. 416-5 du code rural) : adopté (p. 1157).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002)

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** absence de référence à l'agriculture ; dotation aux jeunes agriculteurs ; déficit de certaines productions agricoles [3 mai 1984] (p. 2067).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* situation des viticulteurs du midi ; inapplication du nouveau règlement viticole européen ; financement des contrats de stockage à court terme ; problème des baisses autoritaires de production ; effet de l'élargissement du Marché commun sur la viticulture ; effort de qualité sur la vinification ; nécessité de maintenir le stockage à court terme et d'assurer un prix minimum garanti par le biais de distillation de soutien [6 novembre 1984] (p. 5587-5588).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* revalorisation des allocations familiales et des pensions de retraite ; caractère injuste du maintien du forfait hospitalier ; diminution du pouvoir d'achat des pré-retraités ; nécessité de faire des avances de fonds aux familles les plus démunies par le biais de l'excédent de la sécurité sociale ; abaissement de l'âge de la retraite ; ses inquiétudes pour les régimes particuliers de retraite ; difficultés des femmes seules, veuves ou divorcées [13 novembre 1984] (p. 5956).

— Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408)

Première lecture, discussion générale : catastrophe industrielle de Bhopal ; présence à Béziers de la seule entreprise entreposant en France le méthyl-isocyanate ; usines d'Union Carbide aux Etats-Unis ; faiblesse des moyens du service des installations classées ; nécessité de s'appuyer davantage sur l'initiative des travailleurs dans les entreprises classées ; rôle des comités d'hygiène et de sécurité [11 décembre 1984] (p. 6826) ; impossibilité pour les employeurs sanctionnés de se soustraire aux obligations résultant des contrats de travail conclus avec leurs salariés ; limite à l'efficacité de la loi : difficultés pratiques pour ester en justice (p. 6827).

Discussion des articles : **article 5 :** infractions à la législation sur les installations classées ; publicité du jugement, y compris par le biais de médias audiovisuels (p. 6833) ; **après l'article 5 :** son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 8 de la commission (associations déclarées dont l'activité s'exerce dans la commune d'implantation de l'installation) ; associations œuvrant dans le domaine de l'environnement ; extension de la possibilité d'ester en justice aux associations locales ; retiré (p. 6834) ; cas des infractions commises par les employeurs (p. 6835).

BAPT (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie et de la recherche [*J.O.* du 8 février 1984] (p. 539).

Fin de cette mission le 7 août 1984 [24 août 1984] (p. 4263).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : rapatriés) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 5 : **affaires sociales et solidarité nationale :** rapatriés **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique en faveur des personnes âgées : perspectives de cette politique [19 décembre 1984] (p. 7229).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : montant des crédits budgétaires destinés à l'action en faveur des rapatriés [13 novembre 1984] (p. 5927) ; coût de la révision des carrières résultant de la loi relative au règlement des conséquences des événements d'Algérie ; règlement du problème des retraites ; progression du chapitre correspondant au reclassement économique des rapatriés ; cas de l'aide spéciale attribuée aux chauffeurs de taxi rapatriés ; problèmes spécifiques des Français musulmans ; montant de la subvention pour la préservation et le développement du patrimoine culturel des Français rapatriés d'Afrique du Nord ; montant des dépenses d'indemnisation ; opération d'indemnisation pour dépossession de meubles meublants ; augmentation des crédits relatifs au moratoire ; à la remise et à l'aménagement des prêts ; préparation d'une réforme permettant aux commissions de fonctionner dans de meilleures conditions (p. 5928) ; problème de l'application de la loi d'amnistie et du contentieux concernant les biens immobiliers appartenant aux Français résidant en Algérie (p. 5929) ; absence de l'opposition pendant le débat (p. 5936).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* difficultés rencontrées par les petites et moyennes entreprises pour obtenir des cautions bancaires à l'exportation ; cas d'une P.M.I. de Haute-Garonne, leader européen du rayonnage métallique [15 novembre 1984] (p. 6063).

BARAILLA (Régis)

Député de l'Aude
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

BARDIN (Bernard)

Député de la Nièvre
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : relations culturelles) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XII : **relations extérieures :** relations culturelles **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — coopération et développement. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : rôle du Comité interministériel pour les relations culturelles extérieures ; montant et répartition des crédits ; encadrement scolaire des Français à l'étranger ; audiovisuel, notamment actions radiophoniques étrangères et projet TV 5 ; moyen d'améliorer l'enseignement français à l'étranger ; [8 novembre 1984] (p. 5722) ; développement des nouvelles techniques de coopération ; incidence de la décentralisation sur les échanges culturels ; abstention de la commission sur ces crédits (p. 5723).

BARNIER (Michel)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : Conseil économique et social ; budget annexe des journaux officiels) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 26 : **Premier ministre** : Conseil économique et social ; annexe n° 47 : **journaux officiels (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Restructuration et chômage** : manipulations statistiques du chômage ; échec du Gouvernement dans la bataille de l'emploi [11 avril 1984] (p. 1455, 1456).

— **Position du Gouvernement sur les événements d'Afhanistan** : offensive soviétique dans la vallée du Panshir ; rencontre franco-soviétique [2mai 1984] (p. 2023).

orale sans débat :

— **n° 564**, posée le 2 avril 1984 : **collectivités locales (finances locales)** (p. 1057) ; appelée le 6 avril 1984 : **financement des collectivités locales** : nécessité de réussir la décentralisation (p. 1220) ; problème des fonds de roulement des collectivités locales ; sa demande de participation de l'Etat ; gestion de la trésorerie des collectivités locales ; demande d'assouplissement de la règle du dépôt obligatoire des fonds libres des collectivités locales ; gestion des fonds collectés au titre des C.O.D.E.V.I. (p. 1221).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 16** : son amenendement n° 198 (référence aux organismes représentatifs des cadres techniques) : retiré [13 avril 1984] (p. 1583).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : projet intéressant près de 7 p. 100 de la population française répartie sur le cinquième du territoire ; projet intéressant une dizaine de ministères [7 juin 1984] (p. 3059) ; zones fragiles ; discours de Vallouise prononcé en 1977 ; rappelle diverses mesures intervenues entre 1963 et 1980 pour la montagne ; possibilité de créer un magazine de télévision consacré à la montagne ; projet représentant une espérance déçue ; autodéveloppement ; risque d'appauvrissement ; objectifs de la planification (p. 3060) ; moyens budgétaires ; crédits du F.I.D.A.R. ; autorisations de programme ; dotation initiale pour 1984 ; projet apportant des améliorations dans divers domaines ; réflexions du groupe R.P.R. ; activités industrielles et artisanales ; aides publiques ; producteurs autonomes d'électricité ; tourisme en haute montagne ; équipement touristique de la moyenne montagne ; fonds national pour l'aménagement des gîtes ruraux ; mobilisation des énergies ; nécessité d'un nouveau « plan neige » ; revenus d'appoint découlant du tourisme vert ; fermeture des écoles dans les villages de montagne ; situation dans sa région ; volonté du Gouvernement de fermer une quinzaine d'écoles (p. 3061) ; Allemagne de l'Ouest ; pluriactivité ; indique que presque la moitié des agriculteurs français ont des revenus d'appoint ; cinquième semaine de congés payés ; possibilité de créer une structure interministérielle pour la montagne (p. 3062).

Discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 268 (massifs constituant la zone de montagne) ; définition de ces massifs ; rejeté [7 juin 1984] (p. 3090) ; **après l'article 2** : son amendement n° 269 (coordination par l'Etat de l'action conduite par l'ensemble des collectivités publiques) ; rôle de chacun des partenaires : rejeté (p. 3091) ; **avant l'article 4** : son sous-amendement n° 326 à l'amendement n° 9 de la commission (rapport du Gouvernement au Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne récapitulant le montant des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; nécessité de coordonner les actions, de dresser le bilan des crédits de paiement ; différences entre informations prévisionnelles et bilan (p. 3096) ; commission de planification : rejeté (p. 3097) ; **article 5** : son amendement n° 270 (composition du plan élaboré au niveau national et de chaque plan régional) : rejeté (p. 3102) ; **article 7** : son amendement n° 308 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 3109) ; **article 16** : son amendement n° 309 (priorité à la concession amiable des pâturages) : rejeté [8 juin 1984] (p. 3153) ; **article 28** : son sous-amendement n° 391 à l'amendement n° 95 de la commission (supprimant les mots « ainsi que les accès aux voies d'alpinisme et d'escalade en zone de montagne ») : rejeté ; son sous-amendement n° 392 à l'amendement n° 95 de la commission (substituant aux mots « 20 mètres » les mots « 50 mètres ») : rejeté ; ses amendements n° 310 et n° 311 : devenus sans objet (p. 3164) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 312 (fixant à 3 et 9 les limites du nombre des membres de la commission syndicale) : rejeté ; son amendement n° 313 (qualités requises pour être électeur) (p. 3177) ; rejeté (p. 3178) ; *article L. 151-5 du code des commune :* son sous-amendement n° 314 (fixant à 5 le nombre minimal des électeurs) : retiré ; son amendement n° 315 (regroupement de sections) : retiré (p. 3179) ; *article L. 151-18 du code des communes :* son amendement n° 316 (cas où une section de commune compte moins de 5 électeurs) : rejeté (p. 3184) ; **avant l'article 37** : son amendement n° 318 (élaboration ou révision d'un P.O.S.) : devenu sans objet (p. 3190) ; **article 37** : son sous-amendement n° 393 à l'amendement n° 136 de la commission (constitution de la commission communale) : retiré (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 319 (supprimant la deuxième phrase du 1 de cet article) (p. 3192) ; rejeté ; son amendement n° 320 (rôle de la commission communale en cas de révision d'un P.O.S.) (p. 3193) ; rejeté ; son amendement n° 322 (autorisation de construire en cas d'absence de P.O.S.) : retiré ; son amendement n° 321 (préservation des espaces et paysages du patrimoine naturel) : retiré (p. 3194) ; **article 42** : son amendement n° 380 (fixation des sites dans lesquels sont autorisées les déposes par hélicoptère) (p. 3203) ; rejeté (p. 3204) ; **article 49** : son amendement n° 382 (taxe perçue sur l'usager) : adopté (p. 3207) ; **article 53** : son sous-amendement n° 395 à l'amendement n° 169 de la commission (fonds pour le développement de l'économie agricole en montagne) (p. 3208) ; retiré ; son amendement n° 394 : devenu sans objet (p. 3209) **après l'article 55** : son amendement n° 397 (entreprises agricoles) : retiré (p. 3210) ; son sous-amendement n° 384 à l'amendement n° 182 de la commission pratique de certaines activités sportives (p. 3220) ; adopté ; (p. 3221).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 55 *sexies*** : son amendement n° 151 (obligation pour les personnels d'être titulaires du brevet national de pisteurs-secouristes) [28 novembre 1984] (p. 6426) ; rejeté (p. 6427).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *discussion générale,* Rapporteur spécial : locaux du Conseil économique et social ; augmentation du nombre de ses membres ; provision pour hausses de rémunérations [25 octobre 1984] (p. 5183) ; coût de la réforme du Conseil économique et social ; renforcement des moyens techniques de travail des groupes ; informatisation ; personnels du Conseil ; administration des journaux officiels ; modernisation des techniques de fabrication ; installation de la photocomposition (p. 5184) ; réalisation de banques de données ; techniques modernes de composition et d'impression ; création d'un budget annexe pour les journaux officiels ; développement de l'autonomie et de l'assainissement des finances des journaux officiels ; maîtrise insuffisante des coûts ; problème des sureffectifs ; départs à la retraite (p. 5185).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône
(4e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de la manisfestation du 24 juin :** liberté de l'enseignement ; choix d'un grand service public unifié et laïque ou d'un grand service national de l'enseignement fondé sur le pluralisme ; amendements du Sénat [27 juin 1984] (p. 3732).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : statut des membres de la commission européenne [24 juillet 1984] (p. 4158).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : sa position en faveur du recours au référendum et de l'extension de l'article 11 ; son vote sur la question préalable [23 août 1984] (p. 4278).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : prélèvements obligatoires ; relèvement de la pension des personnes âgées ; loi sur les handicapés ; financement par la solidarité nationale ; politique de solidarité et politique de financement social à crédit et par endettement [16 octobre 1984] (p. 4794).

Ses observations après le rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : emprunts lancés par le Gouvernement ; respect de la parole de l'Etat ; cite la déclaration de M^me^ Catherine Lalumière devant l'Assemblée nationale au sujet de l'emprunt Giscard [24 octobre 1984] (p. 5140).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique familiale :** réductions d'impôt ; soumission à des conditions de ressources de certaines prestations sociales notamment le complément familial, les allocations de logement ; caisses d'allocations familiales ; pénalisation des familles nombreuses [20 juin 1984] (p. 3508) ; baisse démographique (p. 3509) ;

— **Cotation des actes médicaux :** révision en baisse de la nomenclature de certains actes médicaux ; exemple de l'angiographie numérisée [7 novembre 1984] (p. 5657).

orale sans débat :

— **n° 745,** posée le 4 décembre 1984 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **conséquences de la politique des quotas en zone de montagne :** son rappel du revenu brut par exploitation dans son département ; prix du lait ; possibilité de traiter le Massif-Central comme l'Irlande ; prise en compte des calamités dans le calcul des quotas ; caractère rigoureux de l'application de la politique des quotas ; possibilité pour les départements de garder leur droit de produire en cas de non-utilisation de leurs quotas (p. 6799) ; absence d'équité de traitement pour les régions comme le Massif-Central ; son regret de l'absence du ministre de l'agriculture ; problème du maintien de l'activité des industries agro-alimentaires en cas de baisse de la production de lait (p. 6800).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : souhaite une réunion d'urgence du Bureau [17 mai 1984] (p. 2426) ; décision du président de la commission spéciale de mener l'examen du texte sur l'enseignement privé d'une manière « très expéditive » ; auditions ; rappelle l'existence de la procédure des ordonnances sans habilitation (p. 2427).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : **soutient** l'exception d'irrecevabilité de M. Alain Madelin : relance d'une querelle archaïque ; risque de division des français ; historique de la liberté de l'enseignement [21 mai 1984] (p. 2484) ; loi « Barangé » de 1951 ; loi de M. Michel Debré du 31 décembre 1959 ; décision du Conseil constitutionnel du 23 décembre 1977 ; Déclaration universelle des droits de l'Homme ; principes posés par le Conseil constitutionnel ; liberté de création et de gestion des établissements ; respect du caractère propre de ceux-ci ; contrats d'association ; contrats simples ; possibilité de bloquer la création des écoles maternelles et enfantines ; respect de la liberté de l'enseignement ; rationnement des crédits ; demande de contrats (p. 2485) ; contrats d'association ; contrats simples ; droit de veto sur la création d'une école ; principe constitutionnel de l'égalité du contribuable devant l'impôt ; taxe d'apprentissage ; contrats en cours ; cas de la communauté juive ; liberté de l'enseignement impliquant le droit à la différence ; décision du Conseil constitutionnel du 23 novembre 1977 ; exposé des motifs du texte (p. 2486) ; spécificités du projet éducatif des établissements privés ; pouvoir discrétionnaire de l'administration ; critères de l'agrément ; principes généraux s'imposant au service public de l'enseignement ; existence d'un point d'équilibre entre le caractère propre et le respect des consciences ; principe de laïcité ; agrément préalable à tout contrat pour les projets éducatifs des établissements ; établissements d'intérêt public ; contrôle du fonctionnement financier de ces établissements ; crédits affectés à l'enseignement privé (p. 2487) ; respect d'une convention type à laquelle est assujetti l'établissement privé ; caractère contraignant de la formule de l'établissement d'intérêt public ; atteinte portée à la libre organisation des équipes éducatives ; transformation des postes de maîtres de l'enseignement privé en emplois publics ; titularisation sur place ; gestion du corps enseignant ; interdiction faite à l'enseignement privé de former ses propres maîtres ; syndicalisme (p. 2488) ; fonctionnarisation sur place offerte à certains maîtres ; présence d'emplois publics occupés par des fonctionnaires titulaires au sein des établissements privés ; réduction de la liberté de choix des parents ; dispositions du texte pouvant être déclarées contraires à la Constitution, notamment violation du principe de l'égalité des contribuables devant les charges publiques ; prérogatives des collectivités locales ; possibilités d'un examen extrêmement critique de nombreux articles de ce texte par le Conseil constitutionnel ; caractère irrecevable du texte au regard de la Constitution ; problème de l'efficacité devant être plus important que celui de la laïcité ; décentralisation (p. 2489) ; équipes pédagogiques ; contrôles administratifs ; recul de la responsabilité des familles dans l'école privée ; procès de l'école privée ; inauguration d'un lycée d'enseignement professionnel public dans la commune dont il est maire ; initiatives associatives (p. 2490) ; rôle de l'Etat ; unité nationale ; laïcité ; projet s'éloignant d'un idéal démocratique et pluraliste (p. 2491).

— Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales.

Absence de saisine pour avis de la commission des affaires culturelles et sociales ; nécessité de sa participation à une réflexion sur l'organisation du système éducatif [3 octobre 1984] (p. 4483) ; justification de la création d'une commission spéciale ; absence de volonté de recourir à un procédé dilatoire (p. 4484).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** excuse l'absence de M. Alain Madelin [8 octobre 1984] (p. 4505) ; pluralisme scolaire ; évolution de l'ensemble du système scolaire ; caractère contradictoire des déclarations des responsables politiques notamment M. Laurent Fabius et M. Roland Dumas ; présence des représentants des collectivités dans les Conseils d'administration des écoles privées ; mode de désignation des maîtres ; comité national de concertation ; paiement en nature (p. 4516) ; risque de dépendance des personnels ; reconnaissance des besoins des familles ; schémas de formation ; résiliation des contrats ; rôle et reponsabilité des collectivités locales ; droit de dénonciation des contrats ; problème des crédits limitatifs ; moyens financiers ; transfert des charges financières d'investissement et de fonctionnement ; échelonnement sur cinq ans d'une remise en ordre des participations ; cantonnement des collectivités locales dans un rôle de financier ; arbitrage du commissaire de la République ; situation des élus au sein des Conseils d'administration (p. 4517) ; charge d'entretien des bâtiments ; nécessité d'entreprendre une pré-réforme des structures de gestion du système éducatif (p. 4518).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 25 (prise en compte dans les schémas prévisionnels des besoins de formation assurés par les établissements publics ou privés) ; possibilités offertes par les écoles privées liées par contrat ; obtention de l'ouverture d'une section supplémentaire dans les établissements privés ; rapports entre l'école privée et l'école publique ; retiré [9 octobre 1984] (p. 4535) ; son amendement n° 26 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « assurés par les établissements concernés qu'ils soient publics ou privés ») : rejeté (p. 4536) ; **article 15 :** rapports entre l'Etat et l'école privée et entre l'école publique et l'école privée ; compatibilité des contrats conclus par les établissements privés avec les besoins de formation prévus par le schéma prévisionnel ; initiatives privées susceptibles de « concourir au service public » ; gel de l'enseignement libre (p. 4577) ; *article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 27 (de suppression) ; retour à la loi Debré ; projet Mexandeau ; adaptation de l'enseignement privé à la loi de décentralisation (p. 4581) ; nomination des maîtres ; rejeté ; son amendement n° 28 (supprimant le premier alinéa de cet article) ; expression de M. Jean-Pierre Chevènement « simple et pratique » ; retiré ; son amendement n° 29 (conditions de prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association) ; simplification du calcul des dépenses de fonctionnement ; retour au système des contributions forfaitaires versées par élève et par an ; évaluation des apports en nature dans le forfait ; indépendance des écoles privées ; rejeté ; son amendement n° 30 (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; procès d'intention (p. 4582) ; création d'un état de dépendance nuisible à la personnalité de l'école privée ; refus des communes de payer leur contribution ; atteinte au caractère autonome des écoles privées ; rejeté ; son amendement n° 31 (substituant dans le 2e alinéa de cet article aux mots « des alinéas 2 et 3 » les mots « l'alinéa 2 ») : retiré ; son amendement n° 32 (précisant le caractère général des règles édictées par la puissance publique) ; possibilité pour les établissements publics de faire preuve d'innovation ; nécessité de laisser s'exprimer les diversités ; notion de « règles » ; qualificatif de « générales » ; rejeté ; son amendement n° 33 (nécessité d'une concertation avant tout accord) ; notion de « bureaucrate » (p. 4583) ; concertation sur la nomination des maîtres ; nécessité d'assurer aux personnels de l'enseignement privé la sécurité de l'emploi ; commissions pour l'emploi dans l'enseignement privé ; retiré (p. 4584) ; *article 27-2 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 34 (motivation obligatoire du refus de conclure un contrat d'association) ; cas où la commune refuse obstinément d'appliquer les décisions prises ; rejeté ; *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 35 (substituant dans le 2e alinéa de cet article au pourcentage 10 p. 100 les pourcentage 20 p. 100) ; rôle des personnes représentant la collectivité territoriale ; associations relevant de la loi de 1901 ; retiré (p. 4585) ; *article 27-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 36 (de suppression) ; conditions de résiliation des contrats d'association ; règles d'hygiène et qualification des personnels ; non conformité au schéma prévisionnel ; retiré ; son amendement n° 37 (insérant après les mots « les conditions » les mots « fixées par l'article 27-3 alinéa 1er) ; rejeté ; *article 27-7 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 38 (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; extension du droit de résiliation au contrat existant (p. 4587) ; résiliation des contrats sur une base arbitraire ; retiré (p. 4588) ; *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 109 (institution et attributions d'un comité national de conciliation) ; rétablissement du comité national de conciliation ; utilité et attributions de ce comité, notamment quant à la fixation des enveloppes de crédits d'emplois et en tant qu'instance d'appel des décisions prises par les commissions académiques de concertation ; polysynodie ; avis d'une commission de conciliation nationale (p. 4589) ; rejeté ; son amendement n° 40 (supprimant la 2e phrase du dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 4590).

Explications de vote : tentative de « rapprochement des deux enseignements de la part du Gouvernement » ; unification ; choix de société ; exemple de l'enfance inadaptée ; importance des initiatives privées ; concentration de la gestion des personnels et de la pédagogie ; étroitesse de la conception de la décentralisation ; modernisation du système éducatif ; (p. 4593).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 15 :** son hommage au contenu de l'article 15 réformé par le Sénat ; suppression de tout risque d'inconstitutionnalité par ce texte ; infirmation du caractère propre des établissements publics ; rappel de la décision du Conseil constitutionnel de novembre 1977 [19 décembre 1984] (p. 7281) ; pouvoir discrétionnaire conféré aux communes de s'opposer à l'exercice de la liberté d'enseignement sur leur territoire ; rappel des conditions de l'adoption de l'article 15 par le Sénat ; utilité de la création par celui-ci d'une commission nationale de concertation ; définition des éléments constitutifs d'une liberté publique ; risques d'inconstitutionnalité du texte (p. 7282) ; urgence de la concertation proposée par le ministre de l'Education nationale (p. 7283) ; importance du besoin des familles ; nécessité de respecter leurs souhaits (p. 7284) ; suppression d'une attribution du Conseil général en matière d'enseignement privé ; utilité de la création par le Sénat de la commission de concertation ; cas du texte sur l'enseignement agricole ; problème de la régulation des postes de personnel (p. 7285).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Examen des crédits :* **article 83 :** son amendement n° 21 (de suppression) : rejeté [24 octobre 1984] (p. 5174).

Education nationale. — *Discussion générale :* attachement des Français au pluralisme scolaire ; nécessité pour les établissements privés d'obtenir des moyens comparables aux établissements publics et de connaître le bilan des postes d'enseignement créés ; création d'un comité national d'évaluation des moyens mis à la disposition des différents établissements ; difficulté du dialogue entre l'Etat et les collectivités décentralisées ; préservation de la souplesse de gestion du secteur privé ; rigidité du mécanisme des crédits limitatifs ; association des établissements d'enseignement privé sous contrat aux efforts pour la qualité ; montant des crédits affectés à la formation des maîtres de l'enseignement privé ; caractère inéquitable des restrictions budgétaires subies par les établissements privés [12 novembre 1984] (p. 5870-5871).

Examen des crédits : **article 88 :** son amendement n° 234 (création d'un comité national d'évaluation des moyens mis à la disposition des différents types d'établissements d'enseignement auprès du ministre de l'éducation nationale) ; problème de la formation des maîtres de l'enseignement privé ; sa volonté d'arriver à un armistice scolaire (p. 5916) ; sa constatation de l'engagement du dialogue avec le ministre de l'éducation nationale ; retiré (p. 5917).

— Projet de loi réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricoles privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 41 (accueil de stagiaires étrangers et envoi d'enseignants à l'étranger) ; cas des pays en voie de dévelop-

pement (p. 6283) ; financement particulier de ce type d'action ; retiré ; **article 2** : expérimentation pédagogique ; absence de contrôle pédagogique ; innovation pédagogique (p. 6284) ; **article 3** : son amendement n° 43 (supprimant le mot « notamment » à la fin de la 2e phrase du 1er alinéa de cet article) : retiré (p. 6289) ; **article 4** : absence d'équivalence d'un titre à celui d'ingénieur en agronomie (p. 6293) ; son amendement n° 47 : devenu sans objet (p. 6295) ; **article 7** : formations d'ingénieurs (p. 6297) ; son amendement n° 51 (remplaçant l'expression « formation professionnelle » par l'expression « formation pédagogique ») ; cas du financement des écoles d'ingénieurs ; adopté (p. 6299) **article 8** : son amendement n° 53 (expérimentations pédagogiques) ; cas des établissements associés ; retiré ; son amendement n° 79 (substituant aux mots « peut contribuer » le mot « contribue ») : retiré ; son amendement n° 54 (excluant les dépenses de première construction ou d'agrandissement du champ d'application de cet article) (p. 6300) ; retiré (p. 6301) ; **article 10** : son amendement n° 59 (incluant un représentant désigné sur proposition de l'union nationale des associations familiales dans la composition du Conseil) (p. 6303) ; retiré (p. 6304) ; **après l'article 12** : création d'une commission nationale de conciliation ; son hostilité au sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 26 de la commission, présenté par M. Michel Couillet (p. 6306) ; **article 13** : enseignements supérieurs (p. 6308) ; **article 15** : son amendement n° 62 (maintien transitoire de dispositions réglementaires) : retiré (p. 6309).

Explications de vote : triple avantage de l'architecture générale du texte ; reconnaissance du fait associatif ; lien entre l'enseignement et le monde professionnel ; recours à la méthode contractuelle ; enveloppe financière affectée à l'enseignement agricole ; schéma prévisionnel de formation (p. 6310) ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 6311).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable : éloignement par rapport aux ambitions de Mme Nicole Questiaux ; déclin de la natalité ; problème démographique [4 décembre 1984] (p. 6621) ; éclatement de la famille ; nombre de mariages et de divorces ; indique qu'un enfant sur sept est un enfant naturel ; abaissement de l'âge de la retraite ; coût de cette mesure ; programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9e plan ; promesses du candidat François Mitterrand sur l'augmentation de 50 p. 100 des allocations familiales ; perte de pouvoir d'achat des prestations familiales ; cas des familles de deux enfants de condition modeste ; écart entre promesses et résultats ; caractère bénéficiaire des comptes de la branche famille à hauteur d'environ 7 milliards pour 1983 et 8,5 milliards pour 1984 ; manque de moyens financiers ; confusion avec la politique des revenus (p. 6622) ; système risquant d'encourager les fraudes ; confusion avec la politique de l'emploi ; traitement social du chômage ; peur d'affirmer des conceptions natalistes ; importance du troisième enfant pour relancer la natalité française ; suppression du surcomplément familial ; pénalisation pour les familles nombreuses les plus démunies ; refus du Conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales d'approuver ce texte ; nécessité de remettre ce dernier en question ; ressources de la branche famille (p. 6623) ; rejetée (p. 6627).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : commission des comptes de la sécurité sociale ; caractère excédentaire de l'exercice 1984 ; déséquilibres des excédents et déficits successifs ; instauration du 1 p. 100 de l'assurance vieillesse ; réapparition probable du déficit pour 1985 [13 décembre 1984] (p. 6916) ; minoration du déficit 1985 ; résultat des travaux des divers plans ; modernisation des recettes ; plan anti-tabac ; dépenses ; tarifs opposables ; ambulanciers ; système hospitalier ; mise en œuvre du budget global dans le secteur public (p. 6917) ; assurance vieillesse ; retraite à 60 ans ; mécanisme d'indexation des retraites ; retraites ; problème de la séparation claire entre les branches ; incitation des familles à garder des personnes âgées à leur domicile ; rapport Oheix ; nécessité de se doter d'indicateurs permettant de suivre l'évolution conjoncturelle de la pauvreté (p. 6918).

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à renforcer la responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de règlement judiciaire (n° 1985) [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur du projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2220) [28 juin 1984] (p. 3863).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à renforcer la **responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants** en cas de règlement judiciaire **(n° 1985)** [8 février 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Construction navale** : suppression d'emplois par la direction des Ateliers français de l'ouest à Saint-Nazaire, à Brest, au Havre et à Dunkerque ; nécessité de suspendre les mesures de licenciement et de réduction d'activité [24 octobre 1984] (p. 5133).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 63** : son amendement n° 204 (contenu du plan de redressement) : rejeté [9 avril 1984] (p. 1300) ; **après l'article 129** : son amendement n° 207 (créances du comité d'entreprise) : rejeté [10 avril 1984] (p. 1348) ; **article 154** : nécessité d'éviter une période trop courte de maintien de l'activité après la liquidation (p. 1365) ; **après l'article 181** : son amendement n° 235 (sort des dettes sociales en cas d'insuffisance d'actif) (p. 1387) ; affaire Peugeot-Talbot ; dépôt de bilan de Talbot ; dettes sociales ; rejeté (p. 1388) ; **après l'article 225** : son amendement n° 209 (application des dispositions du texte aux institutions représentatives des salariés sans préjudice des dispositions du code du travail droit des représentants des salariés) : retiré (p. 1405).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 35** :souhaite écarter ce qui peut conduire les administrateurs à être intéressés à la liquidation d'une entreprise [11 avril 1984] (p. 1444).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : concertation ; évolution institutionnelle ; pouvoirs de l'Assemblée territoriale ; transfert des compétences ; relations aériennes et maritimes internationales ; problèmes socio-économiques de la Polynésie ; implantation du centre d'expérimentation du Pacifique [9 mai 1984] (p. 2154-2155).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, explications de vote : vote du groupe communiste ; droit au travail ; droit à l'emploi ; référendums-plébiscites ; extension de la démocratie sur le problème des libertés [23 août 1984] (p. 4313) ; extension du champ des libertés ; intervention quotidienne des citoyens directement ou par l'intermédiaire de leurs syndicats et associations ; refus par la droite de la modification constitutionnelle (p. 4314).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : réduction des inégalités de scolarisation entre régions et établissements ; participation interrégionale créée pour les lycées ; missions des conseils d'éducation et des conseils d'orientation pédagogique placés auprès des Conseils d'administration des établissements publics ; reconstruction et réaménagement des collèges sinistrés de type Pailleron ou Binder ; dotation spéciale attribuée aux collèges pour leur équipement ; financement par les communes des dépenses d'investissement ; nécessité d'élaborer un projet de loi traitant des principes de la coopération intercommunale [8 octobre 1984] (p. 4518) ; projets en matière de réforme de la fiscalité locale ; statut de l'élu (p. 4519).

Discussion des articles : **article 7** : *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 54 (substituant à la fin du quatrième alinéa de cet article au mot « usagers » les mots « parents d'élèves ») : adopté [9 octobre 1984] (p. 4563) ; **article 15** : *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 59 (composition et procédure devant les commissions de concertation) : retiré (p. 4588).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* conditions de détention ; contrôle par le juge de l'application de la sanction ; campagne présentant la justice comme laxiste ; raisons profondes de la récidive ; inégalité sociale ; taux de suicides en prison ; rôle des gardiens de prison ; leur mouvement revendicatif ; victimes ; informatisation ; renforcement des moyens des juridictions ; dépénalisation [23 octobre 1984] (p. 5057) ; rôle de l'éducation surveillée et renforcement de ses moyens ; incarcération des mineurs ; amélioration du service de la justice (p. 5058).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* extension de la qualification d'agents de police judiciaire aux policiers en tenue [5 novembre 1984] (p. 5553).

BARTOLONE (Claude)

Député de la Seine-Saint-Denis
(6e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [24 mai 1984] (p. 2643).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2134) portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la **protection sociale des Français de l'étranger** (n° 2175) [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la **protection sociale des Français de l'étranger (n° 2233)** [26 juin 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134)

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : éducation des enfants ; protection sociale ; assurance sociale volontaire ; spécificités du régime des expatriés ; variations des taux de change ; compagnies d'assurance ; résultats financiers du régime des expatriés ; assurance comptant plus de 36 000 personnes ; adaptation de l'assiette des cotisations aux revenus des travailleurs salariés ; démocratisation de l'accès à l'assurance volontaire ; maladie ; maternité ; invalidité des salariés ; système actuel de la cotisation [14 juin 1984] (p. 3354) ; dispositif incitateur ; salariés français à hauts revenus ne pouvant bénéficier des assurances obligatoires dans certains pays ; création d'une caisse autonome des Français de l'étranger ; caractère complet du régime ; autonomie de gestion ; création de la caisse autonome ; systèmes de gestion automatique ; création d'une caisse unique ; situation des conjoints étrangers ; paiement des cotisations ; couverture sociale des Français de l'étranger (p. 3355).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 7 (correction d'une erreur matérielle) : adopté ; **article 3** :son amendement n° 8 (supprimant la référence à la non-appartenance à la C.E.E.) : adopté (p. 3362) ; son amendement n° 9 (remplaçant la possibilité pour les entreprises d'effectuer les formalités d'adhésion par une obligation, à la demande des intéressés) ; obligation pour l'employeur d'accomplir les formalités d'adhésion ; adopté (p. 3363) ; **article 4** : principe de la modulation ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; assurances privés (p. 3364) ; **article 5** : son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; problème de l'affiliation obligatoire ; paiement d'une partie des cotisations par l'employeur ; son amendement n° 12 (part des cotisations prise en charge par l'employeur ne pouvant être inférieure à une fraction du montant total de la cotisation) ; formalités d'affiliation ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 13 (prestations supplémentaires pouvant être établies sur la base d'un contrat) ; moyens de la caisse des Français de l'étranger (p. 3365) ; concurrence des compagnies d'assurance ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 9** : son amendement n° 15 (intitulé du Titre III du Livre XII du code de la sécurité sociale) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 16 (supprimant la référence de la C.E.E.) ; remboursement de soins par l'assurance volontaire ; adopté (p. 3366) ; **article 12** : son amendement n° 17 (adjonction d'un Titre V au Livre XII du code de la sécurité sociale sur les catégories diverses d'assurés volontaires) : adopté ; *article L. 778-12 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 18 (faisant référence à l'article L. 322-4-2° de ce code dans cet article) ; préretraite progressive ; faculté d'adhérer à l'assurance volontaire maladie-maternité ; statut de salarié à mi-temps ; adopté ; son amendement n° 19 (supprimant les mots « survenus à l'étranger ») ; remboursement des soins par l'assurance volontaire ; adopté (p. 3367) ; *article L. 778-13 du code de la sécurité sociale :* limite d'âge pour être reconnu étudiant ; fixation de cette limite à vingt-sept ans en France et devant s'appliquer aux Français de l'étranger ; équilibre financier de la caisse des Français de l'étranger ; son amendement n° 20 (rente d'accident du travail ou pension d'invalidité) ; adopté ; étudiants expatriés ; son amendement n° 21 (supprimant les mots « survenus à l'étranger » dans cet article du code de la sécurité sociale) ; remboursement des soins par l'assurance volontaire ; adopté (p. 3368) ; son amendement n° 22 (cas des Français n'exerçant aucune activité professionnelle)

affiliation au régime volontaire des conjoints d'étranger ; adopté après modification ; *après l'article L. 778-13 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 23 (affiliation volontaire) ; risques maladie-maternité ; adopté (p. 3369) ; *article L. 778-14 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 24 (fixant à un an la période prévue au premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 25 (fixant à cinq ans la période prévue au second alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 26 (cotisations précomptées) problème de la réversion des cotisations des caisses de retraite à la caisse autonome ; adopté (p. 3370) ; *article L. 778-16 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 27 (supprimant le mot « intégralement » dans cet article) ; assurances volontaires des non salariés et des pensionnés ; adopté ; *article L. 778-17 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 28 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 29 (supprimant le mot « intégralement » dans cet article) : adopté ; (p. 3371) ; assurances volontaires ; **article 13 :** son amendement n° 30 (de suppression) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 31 (transformation au Titre IV du Livre XII du code de la sécurité sociale en Titre VI) : adopté ; son amendement n° 32 (soins dispensés aux bénéficiaires) (p. 3372) ; référence à l'article L. 780 de ce code ; adopté ; son amendement n° 33 (service des prestations par la caisse des Français de l'étranger) ; cas des personnes effectuant en France des séjours d'une durée inférieure à trois mois ; couverture de ces personnes ; devenu sans objet (p. 3373) ; son amendement n° 34 (demandes d'adhésion aux assurances volontaires) ; assouplissement de la règle ; possibilité pour le Conseil d'administration d'écourter la durée de cinq ans ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification ; *article L. 780 du code de la sécurité sociale :* assurance volontaire vieillesse des expatriés non salariés ; son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 781 du code de la sécurité sociale :* élection des représentants des salariés ; système électoral (p. 3374) ; son amendement n° 36 (présence d'un représentant désigné par la fédération nationale de la mutualité française au sein du Conseil d'administration de la caisse autonome) ; composition du Conseil d'administration ; adopté (p. 3375) ; composition du Conseil d'administration ; *article L. 782 du code de la sécurité sociale :* votes par procuration (p. 3376) ; collèges électoraux (p. 3377) ; *après l'article L. 783 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 38 (cas des sièges devenus vacants) ; fonctionnement concret du Conseil d'administration ; adopté ; *article L. 784 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 39 (fixant à vingt jours le délai prévu au second alinéa de cet article) : adopté ; *article L. 786 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 40 (assurance accidents du travail et maladies professionnelles et assurance vieillesse) ; élargissement de l'assiette du prélèvement du fonds d'action sanitaire et sociale ; adopté ; son amendement n° 41 (de conséquence) : adopté (p. 3378) ; **article 15 :** son amendement n° 42 (assurances volontaires du régime des expatriés) ; transfert des excédents à la caisse des Français de l'étranger ; exclusion de l'assurance volontaire vieillesse de ce transfert ; adopté ; **article 17 :** son amendement n° 43 (supprimant la référence à la non appartenance à la C.E.E. dans l'article 1263-4 du code rural) : adopté (p. 3379).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : victoire remportée par l'équipe de France en finale du championnat d'Europe de football ; rôle économique et culturel des Français de l'étranger ; création d'un Conseil d'administration permettant aux intéressés de gérer la caisse autonome créée par ce texte ; assurance volontaire accidents du travail et maladies professionnelles ; détermination par un décret de la nature des prestations supplémentaires pouvant être instituées par la caisse [27 juin 1984] (p. 3772).

— Discussion de la notion de censure déposée par M. Claude Labbé

Explications de vote : contrôle de toute une partie de la presse par un seul groupe financier ; attitude de l'opposition ; refus du groupe socialiste de voter la motion de censure [10 septembre 1984] (p. 4420).

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à habiliter les **associations constituées pour la défense des intérêts du Quart-Monde** à exercer l'action civile **(n° 1971)** [2 février 1984].

Proposition de loi relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains **carburants biochimiques (n° 1972)** [2 février 1984].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux **clauses résolutoires (n° 973)** [2 février 1984].

Proposition de loi visant à abroger les articles L. 749 à L. 762 du code de procédure pénale concernant la **contrainte par corps (n° 1974)** [2 février 1984].

Proposition de loi organique visant à faciliter la **réinsertion professionnelle des parlementaires** au terme de leur mandat **(n° 2003)** [2 avril 1984].

Proposition de loi tendant à renforcer la **sécurité dans les immeubles** soumis à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis **(n° 2018)** [12 avril 1984].

Proposition de loi tendant à faciliter le **retour et la réinstallation des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine (n° 2030)** [12 avril 1984].

Proposition de loi relative au **statut de l'enfant conçu** ainsi qu'aux expérimentations et recherches concernant la création de la vie humaine **(n° 2158)** [24 mai 1984].

Proposition de loi visant à assurer la pleine application des décisions juridictionnelles en matière d'**élection municipale (n° 2188)** [14 juin 1984].

Proposition de loi visant à libérer les **loyers** en cas de départ volontaire du locataire **(n° 2193)** [14 juin 1984].

Proposition de loi tendant à l'abrogation du paragraphe VII de l'article 197 du code général des impôts relatif au **plafonnement du quotient familial (n° 2551)** [20 décembre 1984].

Proposition de loi tendant à instituer une **réduction d'impôt** au profit des contribuables effectuant des **dépenses de sécurité** destinées à renforcer la protection de leur résidence principale **(n° 2552)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 710 (impossibilité pour une entreprise dans laquelle l'Etat dispose de plus 10 p. 100 des droits de vote ou du capital, de détenir une participation dans toute entreprise de presse de publicité, de distribution ou de messagerie) [26 janvier 1984] (p. 118) ; rejeté ; situation de monopole ; volonté de déssaisir l'Etat des actions qu'il possède dans l'agence Havas (p. 119) ; **article 1er :** identification des démocraties avec le combat de la presse pour sa liberté ; tentative de mettre au pas un homme ; retour aux combats d'arrière-garde du XIXe siècle (p. 137) ; contradictions de ce projet avec la loi du 29 juillet 1881 ; volonté de démanteler le groupe Hersant (p. 138) ; son amendement n° 711 (de suppression) (p. 142) ; rejeté (p. 144) ; son amendement n° 588 (application de la loi aux organismes audiovisuels et agences de presse) : rejeté (p. 166) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 712 (application du texte à des entreprises de presse détenues partiellement ou totalement par la puissance publique) : rejeté [27 janvier 1984] (p. 203) ; **article 2 :** son amendement n° 713 (suppression de cet article) (p. 214) : rejeté (p. 215) ; son amendement n° 589 (supprimant la référence aux groupements de fait) : rejeté (p. 223) ; son amendement n° 714 (supprimant les mots : « matériel ou » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 246) ; **article 3 :** son amendement n° 715 (de suppression) [30 janvier 1984] (p. 291) ; rejeté ; son amendement n° 716 (autorisant le prête-nom) : non soutenu (p. 292) ; son amendement n° 717 (complétant cet article par les mots « de messageries, d'édition, de distribution ou d'audiovisuelle ») (p. 295) ; rejeté (p. 296) ; **article 4 :** son amendement n° 718 (de suppression) (p. 308) ; rejeté (p. 310) ; son sous-amendement n° 2277 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 51 p. 100) (p. 315) ; rejeté ; ses amendements n° 719 et n° 720 : devenus sans objet

(p. 317) ; **article 5** : son amendement n° 721 (suppression de cet article) [31 janvier 1984] (p. 341) ; rejeté. (p. 342) ; son amendement n° 722 (suppression de la seconde phrase de cet article) (p. 344) ; retiré (p. 347) ; **article 6** : son amendement n° 723 (de suppression) (p. 364) ; rejeté (p. 366) ; son sous-amendement n° 2335 à l'amendement n° 1534 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 51 p. 100) (p. 370) ; rejeté ; son amendement n° 724 : devenu sans objet (p. 371) ; **article 7** : son amendement n° 725 (de suppression) : non soutenu (p. 375) ; son amendement n° 726 (supprimant le 3e alinéa de cet article) : non soutenu (p. 379) ; son amendement n° 727 (supprimant le 4e alinéa de cet article) : non soutenu (p. 380) ; son amendement n° 728 (supprimant le 7e alinéa de cet article) : adopté (p. 382) ; son amendement n° 729 (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 385) ; **article 8** : son amendement n° 590 (de suppression) [1er février 1984] (p. 396) : rejeté (p. 398) ; son amendement n° 730 (supprimant la notion de détention indirecte) (p. 403) ; rejeté ; son amendement n° 731 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 51 p. 100) (p. 405) ; rejeté (p. 407) ; son amendement n° 732 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 51 p. 100) rejeté (p. 415) ; son amendement n° 734 (supprimant la fin du 3e alinéa de cet article après les mots capital social) ; non soutenu (p. 416) ; son amendement n° 733 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 51 p. 100) (p. 419) ; devenu sans objet (p. 420) ; son amendement n° 735 (supprimant les mots « et lui fait connaître le nom du cessionnaire » à la fin du dernier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 421) ; **article 9** : son amendement n° 736 (de suppression) (p. 430) ; rejeté (p. 432) ; **article 10** : son amendement n° 737 (de suppression) [3 février 1984] (p. 523) ; rejeté (p. 525) ; son sous-amendement n° 2385 à l'amendement n° 1551 de la commission (insérant le mot « publique » après le mot « personne » dans cet amendement) : rejeté (p. 530) ; son sous-amendement n° 2388 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au seuil « 15 p. 100 » le seuil « 30 p. 100 » dans cet amendement) (p. 536) ; rejeté (p. 537) ; son sous-amendement n° 2392 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant la référence aux douze derniers mois par la référence aux quarante-huit derniers mois dans cet amendement) (p. 543) ; rejeté (p. 544) ; ses amendements n° 591, 738, 739, 740, 741 et 592 : devenus sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; **article 11** : son amendement n° 593 (de suppression) (p. 584) ; rejeté (p. 586) ; **article 11** : son sous-amendement n° 2412 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « ou local ») : rejeté [6 février 1984] (p. 601) ; son sous-amendement n° 2415 à l'amendement n° 1552 de la commission (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) : rejeté (p. 602) ; son sous-amendement n° 2421 à l'amendement n° 1552 de la commission (faisant référence aux quarante-huit derniers mois) (p. 605) ; rejeté (p. 606) ; ses amendements n° 742, 743, 744 devenus sans objets (p. 609) ; **article 12** : son amendement n° 594 (p. 613) (de suppression) : rejeté (p. 614) ; son amendement n° 745 : devenu sans objet (p. 637) ; **article 13** : son amendement n° 595 (de suppression) : retiré (p. 640) ; **article 14** : son amendement n° 746 (de suppression) (p. 659) ; rejeté (p. 662) ; ses amendements n° 747, 596 et 748 : devenus sans objet [7 février 1984] (p. 697) ; **après l'article 14** : son amendement n° 749 (nécessité pour la commission de motiver ces décisions) : non soutenu ; ses amendements n° 750, 751 et 752 : non soutenus (p. 700) ; **article 15** : son amendement n° 753 (de suppression) (p. 718) ; son amendement n° 753 (de suppression) [8 février 1984] (p. 725) : rejeté (p. 726) ; son amendement n° 754 (supprimant la possibilité pour le Gouvernement de consulter cette commission) : non soutenu (p. 733) ; son amendement n° 756 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil d'Etat désigné par le Conseil d'Etat siégeant en assemblée plénière) : rejeté (p. 740) ; son amendement n° 757 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation désigné par la Cour de cassation siégeant en assemblée plénière) : rejeté (p. 741) ; son amendement n° 758 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes désigné par la Cour des comptes siégeant en assemblée plénière) (p. 742) : rejeté (p. 743) ; son amendement n° 755 (nomination de rapporteurs par la commission siégeant en réunion plénière) : non soutenu (p. 747) ; **article 16** : son amendement n° 759 (de suppression) (p. 775) ; non soutenu (p. 776) ; son amendement n° 1043 (supprimant les termes « ou indirectement » dans le premier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 777) ; son amendement n° 1044 (possibilité pour les membres de la commission de prendre une position publique sur les questions relevant de la compétence de cette dernière) : non soutenu ; son amendement n° 1045 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 779) ; **article 17** : son amendement n° 760 (de suppression) (p. 782) ; non soutenu (p. 783) ; son amendement n° 1046 (supprimant le 2e alinéa de cet article (p. 790) ; rejeté ; son amendement n° 1047 (supprimant le 4e alinéa de cet article) : non soutenu (p. 791) ; son amendement n° 1048 (supprimant le 5e alinéa de cet article) : retiré (p. 792) ; son amendement n° 1049 (supprimant le 6e alinéa de cet article) : retiré (p. 793) ; son amendement n° 597 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 795) ; rejeté (p. 796) ; son amendement n° 1050 (information des seules personnes intéressées sur l'absence de suite à la demande) (p. 797) ; rejeté (p. 798) ; **article 18** : son amendement n° 761 (de suppression) (p. 805) ; rejeté (p. 807) ; son amendement n° 1051 (possibilité pour les personnes intéressées de présenter leurs observations dans un délai de vingt-quatre mois) [9 février1984] (p. 821) ; rejeté (p. 822) ; son amendement n° 598 (supprimant le 2e alinéa de cet article) (p. 825) ; rejeté (p. 826) ; son amendement n° 1052 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 1053 : retiré (p. 846) ; **article 19** : son amendement n° 599 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; **article 21** : son amendement n° 1056 : devenu sans objet [10 février 1984] (p. 930) ; **article 24** : son amendement n° 767 (de suppression) (p. 954) ; rejeté (p. 955) ; son amendement n° 1057 (suppression de la dernière phrase de cet article) : rejeté (p. 959) ; **article 25** : son amendement n° 768 (de suppression) [11 février 1984] (p. 974) ; rejeté (p. 976) ; **article 26** : son amendement n° 769 (de suppression) (p. 984) ; rejeté (p. 985) ; **article 27** : son amendement n° 770 (suppression de cet article) (p. 994) ; non soutenu (p. 995) ; **article 28** : son amendement n° 771 (suppression de cet article) : non soutenu (p. 1000) ; **article 29** : son amendement n° 600 (de suppression) : retiré (p. 1003) ; **article 31** : son amendement n° 601 (de suppression) [13 février 1984] (p. 1013) ; rejeté (p. 1014) ; **article 33** : son amendement n° 603 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; **article 34** : son amendement n° 604 (de suppression) : rejeté (p. 1023) ; **article 35** : son amendement n° 774 (de suppression) : rejeté (p. 1029) ; **article 36** : son amendement n° 775 (de suppression) (p. 1030) ; rejeté (p. 1031) ; **article 37** : son amendement n° 776 (de suppression) (p. 1032) ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 777 (de suppression) : adopté (p. 1033) ; **article 39** : son amendement n° 778 (de suppression) : rejeté (p. 1035) ; **article 40** : son amendement n° 779 (de suppression) : non soutenu ; **article 41** : son amendement n° 780 (de suppression) (p. 1036) ; retiré ; **article 42** : son amendement n° 781 (suppression de cet article) (p. 1037) ; rejeté (p. 1038).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : *avant l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale :* modification de l'intitulé de la section III [14 mai 1984] (p. 2308) ; *article 56 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 32 (accueil provisoire de l'enfant par le service qui en avise immédiatement le Procureur de la République) (p. 2309) ; association des familles relevant de l'aide sociale à l'enfance dans un dialogue avec les services ; partage des responsabilités ; mouvement Aide à Toute Détresse-Quart-Monde ; rapport « Bianco-Lamy » ; garantie de la protection des droits des familles naturelles ; accueil provisoire d'un enfant ; situations présentant un caractère d'urgence ; caractère flou du texte proposé ; rejeté ; son amendement n° 33 (insérant le mot « matérielle » après le mot « impossibilité ») ; expression « en cas d'urgence » ; personnels scolaires ; accueil provisoire de l'enfant si la famille est dans une situation d'impossibilité (p. 2310) ; rejeté ; son amendement n° 34 (accord écrit du représentant légal du mineur) ; envoi de la demande ; jour de réception de la demande ; problème des délais après lesquels l'autorité judiciaire est saisie ; liens entre l'enfant et sa famille ; rejeté ; son amendement n° 35 (fixant le délai de saisine de l'autorité judiciaire à un mois à compter du jour de la notification) ; impossibilité de se satisfaire d'un délai de six semaines courant du jour de l'envoi de la demande du service ; point de départ du délai ; notification (p. 2311) ; retiré ; son amendement n° 36 (contenu du procès verbal) ; information ; rejeté (p. 2312) ; *article 59 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 37 (examen de la situation de l'enfant et de sa famille) ; réévaluation de la situation de l'enfant ; moyens à la disposition de la famille pour accéder à l'autonomie et maintenir les liens avec l'enfant remis temporairement au service ; rejeté (p. 2313) ; *article 61 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 38 (contestations relatives à l'admission d'un enfant comme pupille de l'Etat) ; recours ; rejeté (p. 2316) ; *article 62 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 39

(signature du procès verbal par les parties) ; transmission de la copie à la personne qui remet l'enfant ; transmission de cette copie ; délais ; rejeté ; *article 63 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 40 (liens affectifs établis entre la famille et l'enfant) ; personnes pouvant adopter une pupille de l'Etat (p. 2317) ; référence à l'affectivité ; familles d'accueil ; rejeté (p. 2318).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 7 (incluant un représentant du groupe « Aide à Toute Détresse-Quart-Monde » dans les représentants des associations) : rejeté [25 mai 1984] (p. 2703).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : effets de la loi sur les tribunaux administratifs et sur la Cour des comptes ; nombre de présidents de tribunaux administratifs partant à la retraite en 1986 et 1987 [13 juin 1984] (p. 3332) ; effectif des magistrats auprès des tribunaux administratifs ; augmentation des requêtes devant les tribunaux administratifs ; réformes de procédure et de statut ; carrière et avancement dans les tribunaux administratifs ; effets du projet de loi sur la Cour des comptes ; structure de la pyramide des âges à la Cour des comptes ; carrière des magistrats ; équilibre des effectifs d'origine différente ; problème de l'assimilation des nouveaux venus ; indépendance des magistrats ; chambre régionale des comptes ; accusation contre les hauts fonctionnaires ; arrière-pensées politiques (p. 3333).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de rajeunir les grands corps de l'Etat [13 juin 1984] (p. 3337) ; **article 2 :** anomalies du projet de loi ; complexité des régimes ; égalité républicaine ; disparités (p. 3339) ; **article 7 :** Collège de France ; substitution de gens dociles à des magistrats de valeur ; activité syndicale (p. 3343) ; **article 8 :** nominations au tour extérieur (p. 3345).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : budget de compression fiscale ; taxe professionnelle ; déficit budgétaire ; baisse des prélèvements obligatoires ; possibilités de relancer l'activité économique ; impôt sur le revenu ; taxe professionnelle [16 octobre 1984] (p. 4818) ; comparaison avec les pays étrangers ; réduction de l'impôt direct (p. 4819) ;

Première partie : Discussion des articles : **article 2 :** « délire fiscal » portant sur l'impôt sur le revenu ; inédaquation entre le projet et les moyens mis en œuvre ; nationalisations ; gouffres du déficit budgétaire ; société d'économie mixte ; saccage de l'économie française [17 octobre 1984] (p. 4870) ; **article 5 :** son amendement n° 27 (fixant au premier janvier la date d'application de la déduction de la T.V.A. pour le gazole) : non soutenu ; son amendement n° 28 (fixant à 100 p. 100 le taux de cette déduction) : non soutenu [18 octobre 1984] (p. 4920) ; **article 17 :** son amendement n° 29 (de suppression) [19 octobre 1984] (p. 4982) ; rejeté (p. 4983) ; **article 19 :** son amendement n° 30 (de suppression) : retiré (p. 4991).

Deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* abolition de la peine de mort ; peine de remplacement ; commission d'étude pour la réforme de l'article 64 du code pénal ; « démence » [23 octobre 1984] (p. 5067).

Culture. — *Discussion générale :* intransigeance des arbitrages ; poids des « chantiers du Président » ; musée d'Orsay ; Grand Louvre ; volonté d'imiter Georges Pompidou ; diminution des crédits d'équipement du patrimoine architectural ; augmentation de ceux du centre national des arts plastiques ; disparitions de mobilier [25 octobre 1984] (p. 5227-5228).

Techniques de la communication. — *examen des crédits :* **article 60 :** son amendement n° 64 (substituant dans le 2e alinéa de cet article au chiffre « 265 » le chiffre « 305 » ; et dans le 10e alinéa du même article au chiffre « 267,5 » le chiffre « 207,5 ») : non soutenu [7 novembre 1984] (p. 5669).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 63 : son amendement n° 5 (substituant dans le 1er alinéa de cet article aux mots « Du 12 septembre 1984 au 31 décembre 1989 » les mots « A compter du 12 décembre 1984 ») : non soutenu ; son amendement n° 6 (substituant à la fin de la deuxième phrase du 2e alinéa de cet article au pourcentage « 5 p. 100 » le pourcentage « 10 p. 100 ») : non soutenu ; son amendement n° 7 (application de la réduction d'impôt sur les revenus à compter de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition) : non soutenu [15 novembre 1984] (p. 6130).

BASSINET (Philippe)

Député des Hauts-de-Seine
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 26 septembre 1984] (p. 3001).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206) [21 juin 1984] (p. 3601).

Président de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 9 novembre 1984] (p. 3484).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2206) relatif à l'**Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2217)** [20 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Citroën :** annonce de licenciements [16 mai 1984] (p. 2383).

— **Secteur nationalisé concurrentiel :** résultats des entreprises nationalisées [28 novembre 1984] (p. 6438).

orales sans débat :

— **n° 582,** posée le 10 avril 1984 : **animaux (protection)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **expériences sur les animaux :** conditions de recours à ces expériences ; interdiction d'utiliser des animaux vivants à des fins expérimentales, dans l'enseignement ; recours aux méthodes de substitution ; pénurie des textes en ce domaine ; projet de convention européenne (p. 1566) ; nécessité de renforcer les contrôles (p. 1567) ;

— **n° 595,** posée le 24 avril 1984 : **sécurité sociale (cotisations)** (p. 1906) ; Appelée le 27 avril 1984 : **prestations sociales servies par les comités d'entreprise :** cas de la société comptage immobilier Schlumberger ; redressement opéré dans cette société par les agents de l'U.R.S.S.A.F. (p. 2008) ; distinction entre prestations en nature et en espèces ; article L. 120 du code de la sécurité sociale ; impossibilité de considérer qu'un comité d'entreprise peut se substituer à l'employeur (p. 2009) ;

— **n° 699,** posée le 9 octobre 1984 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 : **société Huré ;** groupe Intelautomatisme : établissements de Huré et de Graffenstaden ; éventualité de la construction d'un nouvel établissement à Bagneux ; industrie de la machine-outil (p. 4666) ; absence de consultation du personnel ; problème du regroupement de diverses activités en un seul site de production ; expertises (p. 4667) ;

— **n° 756,** posée le 11 décembre 1984 : **verre (entreprises)** (p. 6839).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : politique de coopération européenne ; Conseil de l'Europe ; U.E.O. ; problème de la construction européenne ; soutien de l'alliance Atlantique par la France [26 avril 1984] (p. 1992) ; politiques communes ; U.E.O. ; présidence du Conseil de l'Europe par la France ; requête dirigée par la France contre la Turquie devant la commission européenne des droits de l'homme (p. 1993).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Alain Madelin et Etienne Pinte : rencontre d'une délégation de parlementaires socialistes avec le Premier ministre ; absence de délégation de la commission spéciale devant le Premier ministre [14 mai 1984] (p. 2305).

Son rappel au règlement : suspension des travaux de la commission spéciale ; ordre du jour ; auditions ; blocage des travaux des commissions [17 mai 1984] (p. 2427).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif à la création du carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : attitude du Sénat ; rapport présenté par M. Giraud, président du Conseil régional d'Ile-de-France ; création d'un établissement public ; loi de 1982 sur la communication audiovisuelle ; équipement en réseaux large bande ; missions dévolues au carrefour ; mise en service de l'équipement ; échanges internationaux d'information ; priorités du 9e Plan ; organisation du carrefour ; jardin d'acclimatation [17 mai 1984] (p. 2444) ; cité des affaires ; équilibre entre l'animation publique du carrefour et la présence d'activités commerciales ; partage de ces activités ; intérêt du public pour ce projet (p. 2445).

Son rappel au règlement : réunion du groupe socialiste [22 mai 1984] (p. 2554).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : fonctions du Conseil ; évolution de l'attitude de la gauche politique et des organisations syndicales représentant la classe ouvrière à l'égard de cette forme de représentation professionnelle ; historique du Conseil ; collaboration des catégories professionnelles ; composition du Conseil ; voies possibles pour adapter cette composition ; introduction des associations autres que familiales [25 mai 1984] (p. 2695) ; représentation agricole ; nouvelle composition ; part du secteur public ; rappelle que la C.F.D.T. dispose de treize sièges et la C.F.T.C. d'un seul ; demande à M. Gilbert Gantier l'année de la création de la F.E.N. (p. 2696).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : création de cet institut par décret ; établissement public à caractère industriel et commercial ; domaine législatif ; politique océanologique et océanographique française ; unification de la recherche océanologique française ; création d'un établissement public regroupant les moyens et les personnels de toute la recherche [26 juin 1984] (p. 3703) ; pouvoirs de police et de contrôle maritime ; Conseil d'administration de l'I.F.R.E.M.E.R. ; transfert à l'Etat des pouvoirs de police ; intégration, recrutement ultérieur et statut des personnels rattachés à cet institut ; concentration des moyens de la recherche ; différence entre l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes et le centre national d'exploitation des océans ; statuts ; unification et promotion de la recherche ; siège de l'établissement public fixé à Paris ; décret du 5 juin 1984 (p. 3704).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 3, à titre personnel (personnels non titulaires de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes) ; personnels de l'Institut ; loi de titularisation de 1983 ; définition de l'agent public non titulaire de l'Etat (p. 3708) ; personnes ne possédant pas la qualité de fonctionnaire titulaire ; adopté (p. 3709).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion, explications de vote : vote hostile du groupe socialiste ; multiples questions suscitées par le texte ; article 11 de la Constitution ; pouvoirs publics ; organisation d'une liberté publique ; mise en cause de la démocratie ; motion référendaire ; populations immigrées [6 juillet 1984] (p. 4112).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 34 et Etat A** : caractère irréductible de certaines convictions ; réalité de la baisse des impôts ; réaffirmation de priorités pour certains secteurs ; modernisation de l'outil industriel ; volonté d'aller vers plus de justice sociale [19 octobre 1984] (p. 5036) ; renforcement des actions de solidarité ; suppression de l'article 26 (p. 5037).

Deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* part de l'effort national de recherche et de développement technologique dans le produit intérieur brut ; liaison entre le budget de la recherche pour 1985 et la première année d'application du 9e Plan ; importance de la portée économique du budget [5 novembre 1984] (p. 5501) ; maintien de la priorité attribuée aux actions de recherche ; réforme du statut des personnels de la recherche ; aides aux programmes définis par la loi de programmation ; diversification des financements de la recherche par la prise en charge par le ministère des P.T.T. des dépenses ordinaires et des autorisations de programme de l'Institut national de la recherche informatique et du centre national d'étude des systèmes informatiques ; réorganisation des structures nationales de la recherche ; intégration des objectifs de la recherche à ceux du 9e Plan à travers l'action n° 4 « impératif scientifique et culturel » (p. 5502) ; effort en faveur du programme prioritaire d'exécution n° 3 « favoriser la recherche et l'innovation » ; renforcement de l'enveloppe des conventions industrielles de formation ; développement de l'animation territoriale des activités de recherche ; rôle des délégués régionaux ; action internationale (p. 5503).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* centenaire de l'invention de l'automobile [14 novembre 1984] (p. 6039) ; secteur de l'automobile ; emploi dans ce secteur ; taux de pénétration des véhicules étrangers sur le territoire national ; régie Renault ; choc pétrolier ; problème d'endettement ; développement technologique ; place de l'électronique dans le secteur automobile ; sous-traitance (p. 6040). *Questions :* pose la question de M. Michel Lambert [15 novembre 1984] (p. 6062).

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV : son rappel au règlement** : possibilité pour un orateur de s'exprimer après le rapporteur et le Gouvernement sur un amendement (p. 6069) ; opposition du groupe socialiste à la réduction de 1 million de francs des crédits (p. 6069) ; utilisation par l'opposition de son droit d'amendement ; détournement de la procédure ; fixation du temps de parole des groupes par la conférence des présidents (p. 6073).

Son rappel au règlement : déroulement de la séance ; caractère injurieux des propos tenus par M. François d'Aubert ; insinuant l'existence d'une confusion entre la caisse électorale d'un parti et l'argent de l'Etat [15 novembre 1984] (p. 6090, 6091).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique** : son sous-amendement n° 2 à l'amendement n° 1 de la commission (dépôt d'un rapport du Gouvernement sur les conditions d'emploi des ressources du fonds) : devenu sans objet [11 décembre 1984] (p. 6820).

— Projet de loi, relatif à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement (n° 2096).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 35 :** son amendement n° 121 (de suppression) ; problèmes posés par l'abrogation de diverses lois ; adopté [14 décembre 1984] (p. 7014).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; représentants du tourisme social [17 décembre 1984] (p. 7070).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote positif du groupe socialiste [21 décembre 1984] (p. 7390) ; accord unanime de la commission mixte paritaire (p. 7391).

BATEUX (Jean-Claude)

Député de la Seine-Maritime
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commision des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : absence de nouveau statut de la presse ; attitude de la droite ; avenir de pluralisme de la presse française ; nécessité de mettre un terme à l'édification du monopole [24 janvier 1984] (p. 7) ; commission pour la transparence de la presse (p. 8).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* financement de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; moyens en personnel de cette agence [15 novembre 1984] (p. 6060).

BATTIST (Umberto)

Député du Nord
(22e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

BAUDOUIN (Henri)

Député de la Manche
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(8e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Réglementation des armes à feu : jeune homme abattu à Rueil-Malmaison ; réglementation de l'acquisition des munitions ; longueur de la délivrance des autorisations ; renforcement de la réglementation [30 mai 1984] (p. 2843) ;

orale sans débat :

— n° 722, posée le 27 novembre 1984 : **armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente)** (p. 6410) appelée le 14 décembre 1984 ; remplacé par M. Lucien Richard : **Répression de la détention, de la vente et du trafic d'armes** (p. 6939).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 156 (reconnaissant un droit individuel à la liberté d'expression) : rejeté [25 janvier 1984] (p. 38) ; son amendement n° 154 (application à la presse écrite des dispositions de l'article 1er de la loi de 1982 relative à l'audiovisuel) ; pluralisme ; quotidiens régionaux ; secteur privé de télévision ; presse aux Etats-Unis ; concentrations en Allemagne (p. 44) ; rapport « Vedel » ; rejeté ; son amendement n° 157 (nullité de toute limitation du droit d'informer) (p. 45) ; rejeté (p. 46) ; son amendement n° 1659 (droit représenté par la liberté de la presse) : rejeté (p. 47) ; entrepreneurs de presse ; conception de Léon Blum en matière de propriété de journaux (p. 67) ; son amendement n° 164 (droit de propriété) : rejeté (p. 68) ; son amendement n° 168 (rapport au Parlement sur la répartition des budgets de publicité sur les différents médias) [26 janvier 1984] (p. 133) ; rejeté (p. 134) ; **article 1er :** aide à la presse ; double langage ; problème du rachat éventuel de certains titres (p. 139) ; son amendement n° 181 (application de la loi à tous les moyens d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) ; son amendement n° 183 (substituant au mot « publications » le mot « moyens » dans le premier alinéa de cet article) (p. 155) ; rejetés (p. 156) ; son amendement n° 203 (application de la loi aux publications paraissant à intervalles réguliers ou irréguliers) : rejeté (p. 165) ; **article 2 :** son amendement n° 225 (insérant les mots « public et privé » après les mots « groupements de droit » dans cet article) [27 janvier 1984] (p. 221) ; rejeté (p. 222) ; son amendement n° 228 (supprimant les mots « ou morale » dans le second alinéa de cet article) : rejeté (p. 224) ; son amendement n° 1779 (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) (p. 229) ; rejeté (p. 231) ; son amendement n° 231 (supprimant le 3e alinéa (2°) de cet article) (p. 235) ; rejeté (p. 236) ; son amendement n° 232 (problème de la fourniture des informations à plusieurs publications) : retiré (p. 237) ; son amendement n° 1790 (définition de la concentration) ; contrôle de cette concentration ; son amendement n° 1791 (régime juridique et définition de la concentration) (p. 240) ; rejetés (p. 241) ; son amendement n° 1826 (insérant les mots « l'édition » après le mot « gestion » la fin de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1829 (supprimant les mots « ou le fonctionnement » à la même place) : rejeté (p. 252) ; **article 3 :** son amendement n° 1834 (interdiction de prêter son nom à l'occasion d'une opération portant sur l'acquisition ou sur la vente d'actions ou de parts d'une entreprise de presse) [30 janvier 1984] (p. 292) ; rejeté

(p. 293) ; son amendement n° 1838 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « cette interdiction ne s'applique pas au membres d'une même famille jusqu'au 2e degré ») (p. 296) ; rejeté (p. 297) ; **article 4** : son amendement n° 1844 (substituant aux mots « huits jours » les mots « six mois » dans le 4e alinéa de cet article) [31 janvier 1984] (p. 326) ; rejeté (p. 327) ; **article 6** : son amendement n° 1885 (excluant la promesse de cession du champ d'application de cet article) (p. 367) ; rejeté (p. 369) ; **article 7** : son amendement n° 279 : devenu sans objet (p. 379) ; son amendement n° 1899 (mention des noms de la rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) : devenu sans objet (p. 381) ; son amendement n° 1900 (référence au tirage moyen six mois après la clôture de chaque exercice) : devenu sans objet (p. 383) ; **article 8** : son amendement n° 286 (supprimant les mots « directement ou indirectement » dans le premier alinéa de cet article) [1er février 1984] (p. 403) ; rejeté (p. 405) ; son amendement n° 290 (entreprise de presse éditant une publication d'information politique) (p. 407) ; rejeté ; son amendement n° 294 (référence à l'entreprise de presse consacrant à l'actualité nationale et internationale 33 p. 100 de sa surface rédactionnelle) : non soutenu (p. 409) ; son amendement n° 298 (supprimant le mot « contrôle » dans le premier alinéa de cet article) (p. 410) ; rejeté (p. 411) ; son amendement n° 303 (complétant le deuxième aliéna de cet article par les mots « que ce soit par notification, révélation ou télépathie ») (p. 414) ; retiré (p. 415) ; son amendement n° 306 (supprimant le 5e alinéa de cet article) : rejeté (p. 418) ; son amendement n° 307 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 100 p. 100) (p. 419) ; retiré (p. 420) ; **article 9** : son sous-amendement n° 2347 à l'amendement n° 1545 de la commission (supprimant la référence aux biens) : rejeté ; son amendement n° 1921 (référence aux entreprises de presse écrites ou audiovisuelles) (p. 437) ; rejeté (p. 438) ; **article 9** : son amendement n° 314 (supprimant le second alinéa de cet article) [2 février 1984] ; (p. 458) ; rejeté (p. 459) ; son amendement n° 1929 (nécessité de communiquer une traduction en langue française à la commission visée à l'article 15) (p. 462) : rejeté après modification (p. 463) ; **article 10** : ses amendements n° 1967, 339 et 1970 : devenus sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; problèmes de la publicité ; pluralisme et transparence de la télévision ; parti pris de l'information télévisée et radiodiffusée ; monopole gouvernemental dans ce domaine ; présentation des débats par la télévision ne correspondant pas à la « stricte vérité » (p. 577) ; son amendement n° 1995 (limitant les possibilités de détention de participation majoritaire dans le cadre des sociétés de radio-diffusion et de télévision) : rejeté (p. 578) ; **article 11** : intervient à la place de M. Roland Nungesser ; seuil de 15 p. 100 ; application de cet article limitant à 200 000 exemplaires la diffusion des grands quotidiens ; dispositions très critiquables (p. 582) ; son sous-amendement n° 2401 à l'amendement n° 1552 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; notion de seuil écartée par le rapport de M. Georges Vedel ; situation dans divers pays étrangers ; position des journalistes à l'égard de ce projet ; notions de publications régionale, départementale et locale ; cas de vente forcée ; presse de province (p. 587) ; rejeté (p. 588) ; son sous-amendement n° 2422 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence au statut de l'entreprise multimédias) [6 février 1984] (p. 606) ; ses amendements n° 353 et n° 1999 : devenus sans objet (p. 609) ; **article 12** : son sous-amendement n° 2440 à l'amendement n° 1553 de la commission (critère de la contribution au pluralisme) : non soutenu ; son sous-amendement n° 2514 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 40 p. 100) : non soutenu (p. 632) ; son sous-amendement n° 2516 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 40 p. 100) (p. 633) ; rejeté (p. 634) ; ses amendements n° 2009 et n° 2010 : devenus sans objet (p. 637) ; **article 14** : son sous-amendement n° 2502 à l'amendement n° 1555 de la commission (cas du dépôt de bilan de l'entreprise après information de la commission) : rejeté [7 février 1984] (p. 694) ; son sous-amendement n° 2504 à l'amendement n° 1555 de la commission (notification des décisions de la commission à la commission européenne des droits de l'Homme) ; décisions prises par la commission pour la transparence et le pluralisme ; caractère de juridiction d'exception de cette commission : rejeté (p. 696) ; ses amendements n° 704, n° 705 et n° 380 : devenus sans objet (p. 697) ; **article 15** : son amendement n° 2053 (compétence de la commission pour mettre les entreprises de presse au service des orientations définies par le Gouvernement) : retiré [8 février 1984] (p. 732) ; son amendement n° 2057 (présence au sein de la commission pour la transparence de deux membres du Sénat élus par leurs pairs) (p. 739) ; rejeté (p. 740) ; son amendement n° 798 (présence au sein de la commission pour la transparence de six représentants des entreprises de presse désignés par leurs organisations professionnelles) (p. 743) ; rejeté ; son amendement n° 414 (supprimant le 10e alinéa de cet article) : rejeté (p. 744) ; son amendement n° 806 (référence aux magistrats de la Cour de cassation) : adopté ; son amendement n° 807 (désignation d'un rapporteur adjoint) : rejeté (p. 747) ; **article 17** : son amendement n° 436 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 789) ; son amendement n° 963 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les entreprises de presse écrite ou audiovisuelle) : retiré ; son amendement n° 968 (référence au pluralisme) (p. 792) ; rejeté (p. 793) ; son amendement n° 2108 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par tout citoyen français) : rejeté (p. 795) ; son amendement n° 965 (engagement de la procédure prévue, dans les quinze jours de la réception de la demande) : rejeté (p. 797) ; **article 18** : disproportion entre les sanctions prévues par cet article et les infractions définies aux articles 10 à 13 (p. 805) ; son amendement n° 459 (supprimant le 2e alinéa de cet article) [9 février 1984] (p. 825) ; rejeté (p. 826) ; son sous-amendement n° 2570 à l'amendement n° 1561 de la commission (évaluation des conséquences financières, économiques et sociales des mesures prises par la commission) : rejeté (p. 840) ; son amendement n° 981 : retiré ; son amendement n° 982 (recours devant la juridiction administrative à l'encontre de la décision de la commission pour la transparence) (p. 847) ; retiré (p. 848) ; **article 19** : son amendement n° 485 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; **article 20** : son amendement n° 506 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté [10 février 1984] (p. 909) ; **article 21** : son sous-amendement n° 2576 à l'amendement n° 1568 de la commission (impossibilité d'engager une vérification sans en informer préalablement l'entreprise ou la personne concernée) (p. 927) ; retiré (p. 928) ; son amendement n° 520 : devenu sans objet (p. 930) ; **article 23** : son amendement n° 2211 (substituant aux mots : « demander son avis à » les mots : « traduire devant elle les membres de ») (p. 952) ; rejeté (p. 953) ; **article 24** : ses amendements n° 2219, n° 2217, n° 2218, n° 1021 et n° 1025 : devenus sans objet (p. 956) ; **article 26** : son amendement n° 1029 (supprimant les mots « ou de fait » au début de cet article) : rejeté [11 février 1984] (p. 985) ; **article 35** : ses amendements n° 1031 et n° 1032 (fixant le délai de mise en conformité des entreprises aux dispositions de ce texte) : rejetés [13 février 1984] (p. 1030) ; **article 36** : son amendement n° 540 (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1033 (substituant à la notion d'équipe rédactionnelle celle de rédaction) : rejeté (p. 1031) ; **article 39** : son amendement n° 544 (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1035) ; **titre** : son amendement n° 553 (texte visant à restreindre le pluralisme de la presse) ; son amendement n° 1678 (complétant le titre par les mots « écrite et audiovisuelle ») ; (p. 1039) ; rejetés (p. 1041).

Deuxième lecture, discussion générale : opinion des professionnels ; régime des aides économiques à la presse ; droit, pour la presse écrite, de s'organiser en entreprises multimédias ; protection des sources d'information des journalistes ; réduction des pouvoirs exorbitants de la commission pour la transparence et le pluralisme ; crise du *Monde* et du *Matin ;* découragement des investisseurs ; composition de la commission pour la tranparence et le pluralisme ; amélioration des conditions de vie de la presse [19 juin 1984] (p. 3467) ; nécessité d'une alternance (p. 3468).

Discussion des articles : **avant l'article 1er : ses rappels au règlement** : souhaite le retrait du mot « putschistes » employé par M. Jean-Jack Queyranne ; session extraordinaire ; retour au texte initial ; texte de répression ; obstination coupable du Gouvernement [2 juillet 1984] (p. 3954, 3955) ; souhaite le retrait du terme injurieux « putschistes » employé par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3963) ; façon dont Antenne 2 a rendu compte des débats de l'après-midi ; retransmission des propos de M. André Labarrère parlant « des amis de M. Jean-Marie Le Pen » et déclaration de M. Jean-Jack Queyranne sur le caractère « putschiste » de certains propos de l'opposition (p. 3977) ; **avant l'article 1er (suite) : son rappel au règlement** : déclaration de M. Jean-Jack Queyranne qualifiant certaines interventions de l'opposition de « propos de nature putschiste » ; façon dont Antenne 2 a relaté le débat du 2 juillet 1984 ; indique qu'il n'a pas demandé de sanction contre les journalistes ; souhaite que M. Jean-Jack Queranne renonce à son obstination ; se demande si nous sommes dans un « système stalinien » [3 juillet 1984] (p. 3986).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : future société télématique ; place des initiatives privées [17 mai 1984] (p. 2441) ; responsabilité de l'Etat ; aide à l'industrie électronique ;

mobilisation de 1,5 milliard de francs pour ce projet ; utilisation des satellites ; retard de la France en matière de communication ; projet ne permettant pas de libérer l'audiovisuel ; poids de l'Etat ; établissement public ; composition du Conseil d'administration ; impossibilité d'approuver ce projet (p. 2442).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de la communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : loi sur l'audiovisuel ; explosion de liberté en France ; expression décentralisée ; ressources provenant de la publicité commerciale ; propositions de certains membres de la haute autorité d'étendre les mesures publicitaires à l'ensemble des radios privées [12 juin 1984] (p. 3243) ; possibilité pour les radios privées de choisir entre deux possibilités ; radios « mariées » ; limitation de la publicité sur certaines radios ; droit de la presse locale ; article 97 de la loi sur la communication audiovisuelle ; éventualité de chaînes de télévision libres ; satellite franco-luxembourgeois ; décision du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet (p. 3244, 3245).

Son rappel au règlement : hommage rendu aux anciens de la France libre ; demande à M. Raymond Douyère, présidant la séance, d'être plus courtois et respectueux de l'histoire de France ; députés ayant participé à la libération du pays ; souhaite une interrruption des travaux pour que les députés puissent être présents au « Mont-Valérien » [18 juin 1984] (p. 3425).

Son rappel au règlement : possibilité pour certains parlementaires de participer aux cérémonies du 18 juin ; impossibilité de lier le texte sur la presse aux ordonnances de 1944 ; signature de celles-ci par Henri Queuille à Alger ; loi tendant à restreindre les libertés de la presse [18 juin 1984] (p. 3428).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* maintien du monopole, mise à l'écart de responsables de l'information ; absence d'objectivité de la télévision française ; coût et activités de Canal Plus ; nombre réel de ses abonnés [7 novembre 1984] (p. 5635, 5636) ; rôle de l'agence Havas ; création d'une chaîne de télévision indépendante ; incertitude de l'avenir de la presse écrite ; aménagement des aides ; suppression de la taxe sur les magnétoscoques ; plan câble (p. 5637) ; *questions :* absence de M. Georges Fillioud ; conditions d'acceptation par le Gouvernement du cahier des charges de Canal Plus et de l'extension de Télé Monte-Carlo (p. 5661, 5662).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* séjour en Libye de jeunes Canaques ; position de la France vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie [8 novembre 1984] (p. 5753) ; problèmes de l'Unesco ; attitude des Etats-Unis vis-à-vis de cette organisation ; gestion de cette organisation internationale ; attitude du Gouvernement français à ce sujet (p. 5761).

Son fait personnel : son absence de responsabilités de tutelle sur l'audiovisuel pendant sa carrière politique [7 novembre 1984] (p. 5647, 5648).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
(7e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familliales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Proposition de loi visant à assurer la **protection des enfants contre toutes les formes de violence (n° 2381)** [18 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique familiale : conséquences de la baisse du taux de natalité [31 octobre 1984] (p. 5480) ; nécessité de mener une véritable politique de la natalité ; ses craintes concernant les nouvelles mesures réformant les prestations familiales (p. 5481).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* dotation en moyens nouveaux des centres d'apprentis et des chambres de métiers ; ouverture de grandes et moyennes surfaces ; rôle de la famille dans la consommation ; importance du secteur des métiers [24 octobre 1984] (p. 5158) ; simplification des formalités de création d'entreprises ; abaissement de l'âge de la retraite des non salariés ; garanties pour travaux de sous-traitance ; nécessité d'une autre politique pour le commerce (p. 5159).

Examen des crédits : **article 83 :** taxation des sociétés ; contribution des grandes surfaces pour permettre le paiement d'indemnités de départ des commerçants (p. 5174).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* situation des enseignants du supérieur non titulaires ; insuffisance du nombre de créations de postes ; maintien du nombre des postes proposés pour la titularisation des coopérants de l'enseignement [12 novembre 1984] (p. 5899).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* protection de l'enfant soumis à des mauvais traitements ; sa proposition de loi n° 2381 tendant à assurer la protection des enfants contre toutes les formes de violence [13 novembre 1984] (p. 5974).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : cite un extrait d'un document de juillet 1984 : « la France et la population » ; lien entre la régression démographique et la poussée du chômage [4 décembre 1984] (p. 6632) ; 9e Plan ; programme prioritaire d'exécution n° 8 ; notion de prestation sous condition de ressources ; rôle de la famille dans la société ; montant des mesures envisagées par ce texte ; montant des allocations créées ; maintien du pouvoir d'achat ; accueil de l'enfant ; défi démographique (p. 6633).

BAYLET (Jean-Michel)

Député du Tarn-et-Garonne
(2e circonscription)
Apparenté socialiste
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cessation de son mandat de député le 23 août 1984 [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement, de :

— M. Charles Miossec : techniciens aux mains des rebelles soudanais : rappel des cas de prises d'otages ; utilisation des voies politiques, diplomatiques et personnelles pour leur libération [31 octobre 1984] (p. 5476).

— **M. Jean-Pierre Fourré : session extraordinaire de l'U.E.O.** : propositions destinées à mieux utiliser cette institution ; nécessités de la sécurité et de la défense [31 octobre 1984] (p. 5480) ;

orales sans débat de :

— **Mme Ghislaine Toutain (n° 757) : taxe professionnelle** : allégement de la taxe professionnelle dans le projet de loi de finances pour 1985 ; [14 décembre 1984] (p. 6945).

— **Mme Ghislaine Toutain (n° 755) : citoyens soviétiques d'origine juive** : volonté du Gouvernement français de défendre la cause des droits de l'Homme ; rappel du contenu de la déclaration prononcée le 21 juin dernier au Kremlin par le Président de la République ; [14 décembre 1984] (p. 6946).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : laïcité de la République ; extension de la scolarité à seize ans ; loi de 1959 et loi « Guermeur » ; position des radicaux de gauche ; laïcité ; volonté incessante de dialogue et de négociation adoptée par le Gouvernement ; taxe d'apprentissage ; maîtres exerçant dans l'enseignement privé sous contrat ; rapprochement de leurs conditions de celles des maîtres de l'enseignement public ; intérêt pour les collectivités locales de la titularisation de la majorité des enseignants privés ; intérêt du service public ; rénovation globale du système éducatif ; contenu de l'enseignement ; transformation de l'école [22 mai 1984] (p. 2558) ; formation des esprits (p. 2559).

En qualité de secrétaire d'Etat :

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 2183).**

Première lecture, discussion générale : possibilité pour un condamné de purger sa peine dans son pays d'origine [20 novembre 1984] (p. 6192) ; caractère facultatif du transfèrement ; caractère indispensable du consentement du détenu ; exclusion de la procédure de conversion de la condamnation (p. 6193).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes, en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).**

Première lecture, discussion générale : autorisation de la ratification du traité ; entrée du Danemark dans la C.E.E. ; référendum ; consultation de la population groenlandaise ; octroi d'un statut de pays et territoire d'outre-mer au Groenland ; accord de pêche ; possibilité pour la commission de suspendre à tout moment le libre accès accordé aux produits groënlandais [21 novembre 1984] (p. 6242, 6243) ; référendum ; consultation de la population locale ; souveraineté du Gouvernement danois ; indique que le Groenland est peuplé de 0,01 p. 100 de la population européenne ; ratification du traité par tous les autres pays de la C.E.E. ; potentiel minier du Groenland ; maintien du territoire dans la zone O.T.A.N. (p. 6245).

Deuxième lecture, discussion générale : statut d'autonomie interne du Groenland ; maintien des liens entre le Groenland et la Communauté ; signature d'un accord de pêche et de son protocole ; versement au Groenland d'une compensation financière [18 décembre 1984] (p. 7075).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345).**

Première lecture, discussion générale : conclusion d'une trentaine de conventions du même type avec divers pays ; échanges commerciaux et investissements français en Haïti ; contenu de l'accord sur l'encouragement et la protection des investissements [21 novembre 1984] (p. 6247) ; droits de l'Homme (p. 6248).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184).**

Deuxième lecture, discussion générale : indemnisation pour les biens vendus en Tunisie ; évaluation des biens ; base du calcul de l'offre publique d'achat ; exécution des transferts ; assainissement des relations entre les deux Etats [21 novembre 1984] (p. 6249, 6250).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2416).**

Première lecture, discussion générale : accord des Etats membres sur le financement complémentaire à la Communauté en 1984 ; apparition des avances remboursables [28 novembre 1984] (p. 6449) ; émunération des décisions prises à Fontainebleau ; contenu de l'article 5 du Traité ; défense de l'Europe ; importance des dépenses agricoles (p. 6450) ; contestation par la commission de Bruxelles et l'Assemblée européenne de l'analyse de la Cour des comptes ; problème du remboursement des avances ; utilité juridique du texte ; mise en place de la réforme des organisations de marché (p. 6454) ; application à partir de 1986 du texte sur la maîtrise ; organisation d'un débat sur l'Europe à la session de printemps ; mise en cause de la ratification inter-ératique ; contenu de l'article 5 du Traité de Rome ; évaluation du chiffrage du déficit budgétaire (p. 6455).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 (n° 2473).**

Première lecture, discussion générale : changement de régime politique en Guinée équatoriale [11 décembre 1984] (p. 6822) ; entrée de ce pays dans la zone franc ; adhésion de cet Etat à la convention de coopération monétaire ; confiance des Etats d'Afrique dans la France (p. 6823) ; entrée de la Guinée équatoriale dans la zone franc ; limitation des avances de la banque à 20 p. 100 des recettes fiscales ; problèmes de la dette dans de nombreux pays d'Amérique latine ; rôle de l'ECU (p. 6824).

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques EUMETSAT (n° 2402).**

Première lecture, discussion générale : entrée en vigueur de la convention ; montant du programme Météosat ; intérêt de cette convention notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud ; organisation d'une exposition itinérante en 1985 [18 décembre 1984] (p. 7077).

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie (n° 2394).**

Première lecture, discussion générale : mise à jour de la convention par rapport à l'évolution des législations ; système de liquidation des rentes ; contenu de l'article 3 du nouvel accord concernant la protection du travailleur migrant ; intervention de la France concernant les problèmes des droits de l'Homme [18 décembre 1984] (p. 7078) ; problème des exécutions et des tortures en Turquie ; expulsion de ce pays du Conseil de l'Europe (p. 7079).

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (n° 2425).**

Première lecture, discussion générale : développement des échanges économiques et technologiques entre la France et la Chine ; contenu de l'accord [18 décembre 1984] (p. 7080).

— Projet de loi, abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964, relatif à certains personnels de la navigation aérienne et 64-58 du 17 janvier 1971 (n° 1785).

Quatrième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement d'obtenir le rétablissement du texte [18 décembre 1984] (p. 7080).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume hachémite de Jordanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 2426).

Première lecture, discussion générale : utilisation du modèle de convention élaboré par l'O.C.D.E. ; notion de résidence ; définition de l'établissement fixe ; modalité du partage d'imposition ; situation fiscale des compagnies aériennes [20 décembre 1984] (p. 7338) ; qualité du travail de la commission des affaires étrangères (p. 7339).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage (n° 2404).

Première lecture, discussion générale : élaboration de cette convention par la commission internationale de l'état civil ; établissement de la filiation des enfants nés hors mariage ; publicité internationale des reconnaissances ; adaptation des législations de certains pays à l'évolution internationale du droit de la famille [20 décembre 1984] (p. 7340).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° 2400).

Première lecture, discussion générale : extension du champ d'application de la convention aux infractions en matière fiscale ; organisation des conditions de forme et de fond de l'octroi de l'entraide judiciaire ; possibilité pour l'Etat requérant de transférer sur le territoire de l'Etat requis une personne détenue par lui ; exécution plus rapide des demandes d'entraide ; notion d'espace judiciaire européen ; difficultés pour la France de ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme [20 décembre 1984] (p. 7341) ; présentation par M. Christian Nucci des grandes lignes du projet judiciaire européen ; absence de confusion entre terrorisme et immigration ; problème de la Turquie (p. 7342).

BAYOU (Raoul)

Député de l'Hérault
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Viticulture** : risque de freinage des exportations de vins de la C.E.E. vers les Etats-Unis [3 octobre 1984] (p. 4471).

— **Catastrophe de Bhopal, usine de Béziers** : mesures de sécurité prises par la société Union Carbide pour son unité de production de Béziers ; nécessité d'assurer la sécurité des travailleurs de l'usine et des habitants de la ville [12 décembre 1984] (p. 6847).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : viticulture du midi ; prix pratiqués sur le marché ; caves coopératives ; échec des négociations de Bruxelles ; problème posé par l'élargissement éventuel de la Communauté à l'Espagne et au Portugal [3 avril 1984] (p. 1091).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : définition des règles communes à toute la production d'A.O.C. ; notion d'enrichissement ; problème des vins de table et de l'élaboration de produits nouveaux à base de jus de raisin [10 octobre 1984] (p. 4625).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* gravité de la situation des viticulteurs ; abandon des garanties du statut vinicole d'Edouard Barthe ; refus de la proposition de création d'office des vins ; absence de mesure de soutien des cours ; absence de sanction de la Communauté à l'encontre des pratiques frauduleuses des Italiens et des Allemands ; conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; nécessité de régler le problème viticole français avant cette entrée ; problème de la retraite à soixante ans [6 novembre 1984] (p. 5588).

BEAUFILS (Jean)

Député de la Seine-Maritime
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389) [8 novembre 1984] (p. 5778).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2389) relatif à la réglementation du **versement destiné au transport en commun (n° 2444)** [20 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la réglementation du **versement destiné au transport en commun** (n° 2504) **(n° 2520)** [14 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Passeport pour les Britanniques** : exigence d'un passeport pour l'entrée sur le territoire français des excursionnistes britanniques ; risque de découragement de ces derniers [16 mai 1984] (p. 2384).

— **Campagne sur la qualité** : rôle de cette campagne dans l'amélioration de la qualité des produits [24 octobre 1984] (p. 5138).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* efforts de l'Etat sur les ports autonomes ; difficultés du port de Dieppe [31 octobre 1984] (p. 5489, 5490).

— Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : loi du 11 juillet 1973 ; seuil d'application du versement transport ; risque de diminution du produit du versement ; texte ajoutant la condition de la gratuité du transport pour le remboursement du versement ; arrêt du Conseil d'Etat du 27 mai 1983 ; ambiguïté du texte législatif et des circulaires d'application ; positions divergentes des tribunaux administratifs jusqu'à cet arrêt ; impossibilité de percevoir les recettes commerciales tout en étant remboursé du versement transport [20 novembre 1984] (p. 6208) ; droit au remboursement du versement pour les

employeurs supportant seuls le coût du transport ; absence de charges nouvelles pour les entreprises ; cas de la régie Renault à Elbeuf ; préservation de l'avenir du financement des transports collectifs urbains (p. 6209).

Discussion de l'article unique : **article unique** : droit à remboursement ouvert exclusivement si l'entreprise organise le transport collectif (p. 6211).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : pour exigence de la gratuité ; notion de transport intégral n'impliquant pas celle de gratuité ; charges des entreprises [14 décembre 1984] (p. 6949).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 1 (insérant la condition de la gratuité) : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant la 2e phrase du second alinéa de cet article) ; retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée (p. 6949) : adopté (p. 6950).

BEAUFORT Jean)

Député du Finistère
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Statut des infirmières** : annulation par le Conseil d'Etat du décret arrêtant la liste des actes relevant de la compétence des infirmières [18 avril 1984] (p. 1673).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* problèmes des pêcheurs langoustiers ; maintien de leurs navires en Mauritanie ; sécurité de la navigation maritime, notamment au large d'Ouessant [31 octobre 1984] (p. 5490).

BÊCHE (Guy)

Député du Doubs
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre suppléant du comité des finances locales [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : solidarité nationale) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2002) sur le **développement de l'initiative économique (n° 2068)** [26 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le **développement de l'initiative économique (n° 2237)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 4 : **affaires sociales et solidarité nationale** : solidarité nationale **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 615,** posée le 9 mai 1984 : **taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application)** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **directive du Conseil des Communautés européennes du 17 mai 1977** : régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au secteur des transports en commun ; ralentissement des engagements des collectivités locales relatifs aux investissements (p. 2244).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Gilbert Gantier : répétition de ce dernier ; démonstration déjà faite lors de l'examen de la loi de finances [18 avril 1984] (p. 1706).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : secteurs en perdition tels que le textile ou la machine-outil ; protection de l'épargne ; effort consenti en faveur des petites et moyennes entreprises ; aides publiques ; crédit d'impôt ; allégement de la taxe professionnelle ; C.O.D.E.F.I. ; nécessité de faire le bilan des lois sociales [2 mai 1984] (p. 2028) ; mutations industrielles ; application des lois Auroux ; pôles de conversion ; livret d'épargne-entreprise ; complément des systèmes actuels d'aide à l'investissement ; mesures en faveur des pôles de conversion ; fiscalité ; amendements de l'opposition reposant sur la dénationalisation (p. 2029).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : caractère incomplet du dispositif proposé par M. Alain Madelin en matière de zones d'emploi [3 mai 1984] (p. 2065) ; **article 1er** : création d'un livret d'épargne-entreprise ; bilan du livret du travailleur manuel ; échec dû à plusieurs facteurs ; limitation du champ d'application du nouveau livret ; financement de la création d'entreprise ; reprise d'une entreprise existante ; taux des intérêts (p. 2066) ; rémunération des titulaires du livret (p. 2067) ; champ d'intervention du livret ; son opposition à divers amendements de M. Michel Noir à cause du gage proposé (p. 2072) ; taux de rémunération de l'épargne ; son amendement n° 9 (indisponibilité des sommes déposées) (p. 2073) ; adopté (p. 2074) ; **article 2** : déduction du revenu imposable des intérêts des emprunts contractés pour souscrire au capital d'une société nouvelle (p. 2075) ; **article 3** : son amendement n° 10 (rédactionnel) (p. 2079) ; adopté ; **article 4** : droits de timbre ; effort d'exportation (p. 2080, 2081) ; danger d'établissement d'une discrimination incompatible avec les règles de la C.E.E. ; **article 5** : son amendement n° 11 (taux de l'amortissement exceptionnel pour les souscriptions aux augmentations de capital affectées à certaines opérations) (p. 2082) ; dispositions relatives aux plus-values de cessions de

titres ; amortissement exceptionnel à 75 p. 100 ; nécessité de clarifier le régime des sanctions applicables en cas de non respect des engagements ayant permis l'octroi de l'avantage fiscal ; sociétés financières d'innovation ; taux de l'amortissement exceptionnel (p. 2083) ; affectation des augmentations de capital ; dirigisme bureaucratique ; propose l'adoption de l'amendement n° 11 à titre de mesure transitoire : adopté ; **article 6 :** parts de fonds communs de placement à risques orientées vers les augmentations de capital des sociétés non cotées ; réinvestissement des sommes distribuées au sein du fonds commun de placement ; fiscalité incitatrice comportant une exonération des plus-values et la possibilité de bénéficier du mécanisme du compte d'épargne en action (C.E.A.) (p. 2084) ; souscriptions aux parts de fonds commun de placement (p. 2085) ; son amendement n° 12 (cas où la personne physique est soumise à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2086) ; adopté (p. 2087) ; **article 7 :** gestion du régime d'assurance des créances des salariés ; son amendement n° 13 (supprimant les mots « en application » dans le second alinéa du paragraphe I de cet article) ; article L. 143-11-1 du code du travail ; projet de loi sur le règlement judiciaire ; adopté (p. 2088) ; **après l'article 7 :** durée du travail ; négociation ; amendement n° 6 de M. Parfait Jans étranger au texte présenté (p. 2095) ; **article 8 :** entreprise industrielle ou commerciale ; possibilité d'un crédit d'impôt ; cession des titres de la société ; agrément (p. 2097) ; notion de continuité de l'entreprise ; procédure de reprise d'une entreprise par ses salariés (p. 2098) ; taxe professionnelle ; reprise de certaines sociétés (p. 2099) ; direction de la société par les membres des personnels de l'entreprise dans les meilleurs délais ; minorité de blocage (p. 2100) ; cas des sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) ; parts sociales ; détention de plus de 50 p. 100 du capital de la société rachetée (p. 2101) ; création des S.C.O.P. ; société créée devant détenir plus de 50 p. 100 du capital de la société rachetée (p. 2102) ; reprise d'une entreprise par les salariés ; détention du capital (p. 2104) **après l'article 8 :** continuité de l'entreprise ; émission d'obligations ; obligations de la société créée (p. 2106) ; **article 9 :** son amendement n° 14 (fixant à cinq mois la date limite de dépôt de la demande d'agrément) ; seuil minimal de détention du capital social de la société rachetée par la société créée ; cas d'une opération entamée avant l'agrément ; adopté (p. 2107) ; **avant l'article 13 :** son amendement n° 15 (insérant un intitulé du Titre IV) : adopté ; **article 13 :** difficultés juridiques liées à la limitation du champ d'application de cet article à certaines zones (p. 2110) ; maintien à cinq ans du délai pendant lequel la société créée ne doit pas distribuer de dividendes ; son amendement n° 16 (substituant la date du 1er janvier 1984 par la référence aux années 1984-1985) ; établissement d'un bilan à la fin de l'année 1985 (p. 2111) ; adopté ; procédure de règlement judiciaire ; son amendement n° 17 (rédactionnel) ; transfert de déficit ; adopté ; son amendement n° 18 (délimitant les entreprises visées par l'article 209 A *bis* du code général des impôts) (p. 2112) ; adopté ; ses amendements n° 19 et n° 20 : devenus sans objet ; son amendement n° 21 (substituant au mot « l'entreprise » les mots « la société ») : adopté ; son amendement n° 22 (insérant la référence à une souscription en numéraire) : adopté ; son amendement n° 24 (substituant au mot « dividendes » le mot « bénéfice » dans l'article 209 A *bis* du code général des impôts) ; engagement financier de l'entreprise bénéficiant du transfert du déficit ; adopté ; (p. 2113) ; son amendement n° 157, à titre personnel (fixant à quatre ans la limite de l'application de l'article 209 A *bis* du code général des impôts) ; délai de cinq ans ; position de la commission ; adopté ; (p. 2114) ; maintien de l'emploi ; son amendement n° 25 (incluant l'entreprise dont relève l'établissement en difficulté dans le champ d'application de cet article du code général des impôts) : adopté ; son amendement n° 107, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 26 (substituant la référence au 1er janvier 1984 par la référence aux années 1984-1985 au début du second alinéa de cet article) (p. 2115) ; adopté ; ses amendements n° 27, 28 et 29 : devenus sans objet ; **article 15 :** rectifie son amendement n° 33 (p. 2116) ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; ses amendements n° 32 et n° 33 : devenus sans objet (p. 2117).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : développement de l'initiative économique ; régime fiscal applicable aux dépenses de recherche et d'informatique [27 juin 1984] (p. 3763) ; travaux de la commission mixte paritaire, notamment au sujet du livret d'épargne entreprise, de la déduction des intérêts contractés pour souscrire au capital d'une société nouvelle et de la fiscalité de certains fonds communs de placement ; problème de l'exonération des plus-values pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur les grandes fortunes ; fiscalité relative aux comptes bloqués d'associés ; reprise d'une entreprise par ses salariés sous forme d'une société coopérative ouvrière de production (S.C.O.P.) ; crédit d'impôt ; déduction du revenu imposable des intérêts des emprunts contractés par les salariés pour souscrire ou acheter des actions ; options de souscription ; mécanisme de transfert des déficits fiscaux ; souhaite l'adoption du texte mis au point par la commission mixte paritaire (p. 3764).

— Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales

Examen par la commission des lois des textes relatifs à la décentralisation ; inutilité de la constitution d'une commission spéciale [3 octobre 1984] (p. 4483).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : transferts de ressources aux collectivités territoriales ; taxe professionnelle ; carte nationale des bases de cette taxe ; prélèvements sur les recettes destinées aux collectivités locales ; problème de leurs initiatives en faveur de l'emploi et de la solidarité [16 octobre 1984] (p. 4821) ; relations entre les collectivités locales et l'Etat ; remboursement de la T.V.A. (p. 4822).

Première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** base de la taxe professionnelle ; redistribution du produit de l'écrêtement ; situation dans la région dont il est l'élu ; groupe Peugeot [18 octobre 1984] (p. 4897) ; taxe d'habitation (p. 4898).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* clarification des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales ; éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. de l'ensemble des participations financières des collectivités locales au fonds de concours [5 novembre 1984] (p. 5549, 5550).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : montant des excédents de la sécurité sociale ; ralentissement du taux d'accroissement des dépenses de protection sociale ; décélération de celles de la branche maladie ; évolution des honoraires médicaux et des dépenses de pharmacie ; augmentation des dépenses forfaitaires au profit des personnes âgées ; augmentation des dépenses d'assurance vieillesse ; ralentissement de celles de la branche famille ; progression des prestations versées aux handicapés ; augmentation des dépenses d'action sociale [13 novembre 1984] (p. 5924) ; maintien de la protection sociale ; organisation d'un débat sur l'ensemble des facteurs déterminant l'évolution du budget social ; amélioration de la gestion administrative et financière du régime général ; répartition des concours de l'Etat au financement de la protection sociale ; progression du montant total des subventions d'équipement ; stabilisation des crédits d'interventions sociales ; absence de réponse à certaines questions formulées dans les questionnaires (p. 5925) ; montant des crédits consacrés aux actions de lutte contre la pauvreté (p. 5933).

Examen des crédits :

Etat B, Titre IV : transfert du budget des entreprises à celui de la sécurité sociale ; raccourcissement des délais de versement des cotisations des entreprises ; mode de calcul utilisé pour chiffrer la dette de l'Etat envers la sécurité sociale ; déséquilibre de certains régimes de la sécurité sociale (p. 5984) ; **article 79 :** suppression de la majeure partie de la contribution du 1 p. 100 (p. 5985) ; **article 80 :** son amendement n° 74 (suppression de cet article) ; répercussions de cette disposition sur l'avenir du système de santé et de protection de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5986) ; adopté ; (p. 5987).

Deuxième lecture, seconde délibération de la deuxième partie :

Discussion des articles : **après l'article 75 :** son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 18 de la commission : retiré [18 décembre 1984] (p. 7193).

BECQ (Jacques)

Député de la Somme
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* importance de la concurrence à laquelle l'Europe et la France doivent faire face dans le domaine de la recherche [5 novembre 1984] (p. 5506) ; coopération en matière de recherche au sein de la Communauté ; contenu du programme cadre adopté par le Conseil des ministres de la Communauté européenne ; constitution d'un espace scientifique et technique européen ; mobilité des chercheurs en Europe (p. 5507).

BEDOUSSAC (Firmin)

Député du Cantal
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

BEGAULT (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (commerce, artisanat et tourisme : tourisme) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) tome IV : **commerce, artisanat et tourisme** : tourisme **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* hôtellerie ; prêts spéciaux au tourisme ; hôtellerie rurale de montagne ; politique des vacances et des loisirs ; étalement des vacances ; amélioration des infrastructures d'accueil et développement des offices d'animation [24 octobre 1984] (p. 5147) ; transferts de postes vers d'autres ministères ; désengagement de d'Etat dans les investissements touristiques (p. 5148) ;

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* caractéristiques de la production horticole [6 novembre 1984] (p. 5588) ; atouts de cette production en France ; inadaptation de la fiscalité aux problèmes de l'horticulture ; nécessité de définir une politique globale de l'horticulture (p. 5589).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, après l'adoption de la proposition de loi : **son rappel au règlement ;** indique qu'il n'a pas assisté à la réunion de la commission ; report de cette réunion et de l'examen du projet à diverses reprises [17 décembre 1984] (p. 7071).

BEIX (Roland)

Député de la Charente-Maritime
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : statut des personnels d'enseignement privé ; tutelle directe des chefs d'établissement et des organismes de gestion ; intégration des maîtres de l'enseignement privé dans la fonction publique communale ; contenu de l'enseignement ; rôle de l'Etat dans la définition des orientations pédagogiques et des programmes ; instruction civique [8 octobre 1984] (p. 4524).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures - Affaires européennes - Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* menace de retrait des Etats-Unis de l'Unesco ; possibilité de changement de l'attitude américaine [8 novembre 1984] (p. 5753-5754).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Robert Le Foll : problème des affectations des personnels enseignants ; retour en France des personnels enseignants mis à la disposition d'un Etat étranger ; conséquences de la suppression de 1 500 postes d'enseignants à l'étranger ; statuts des enseignants français en poste à l'étranger [12 novembre 1984] (p. 5900).

BELLON (André)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(2e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Uruguay : présence d'un parlementaire français à une réunion organisée par l'association Causa financée par la secte Moon [11 avril 1984] (p. 1460) ; reproduction, dans le journal

Ultimas Noticias, des propos tenus par ce parlementaire sur la politique de désinformation menée en France (p. 1461).

— **Sommet franco-allemand** : contenu des décisions adoptées [7 novembre 1984] (p. 5653).

orale sans débat :

— **n° 682,** posée le 26 juin 1984 : **impôt sur les sociétés (personnes imposables)** (p. 3726) ; retirée le 29 juin 1984 (p. 3876).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : dette extérieure de certains pays ; système financier international ; rôle du dollar ; insolvabilité à court terme des pays du tiers-monde tendant à devenir structurelle ; surarmement [26 avril 1984] (p. 1960) ; développement des échanges ; implantation des fusées Pershing ; accroissement de l'aide publique au tiers-monde ; événements africains et moyen-orientaux ; C.E.E. ; sommets d'Athènes et de Bruxelles ; système monétaire européen ; politique agricole commune (p. 1961) ; déplacement du centre de gravité du monde ; rôle de la Méditerranée (p. 1962).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : rappelle diverses mesures intervenues depuis 1972 ; schéma directeur des Alpes du Sud ; commission montagne ; aspects positifs du texte ; modalités financières ; volonté de maîtrise de la montagne par les populations ; amendements de la commission [7 juin 1984] (p. 3074).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008).

Deuxième lecture, discussion générale : **ses observations** sur le rappel au règlement de M. Xavier Deniau : incorporation d'Algériens ou d'anciens Algériens dans le contingent ; discussion et approbation du projet sans débat par l'Assemblée en première lecture [28 juin 1984] (p. 3818).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* volonté des pouvoirs publics de désenclaver les Alpes du Sud ; autoroute des Alpes ; poursuite de celle-ci jusqu'à Manosque ; rapports entre le rail et la route ; services ferrés dans le Val-de-Durance ; création du troisième rail sur la ligne Digne-Saint-Auban [31 octobre 1984] (p. 5459).

Relations extérieures - Affaires européennes - Coopération et développement. — *Discussion générale :* sens de la politique étrangère de la France ; solidarité vis-à-vis des Français de l'étranger ; efforts accomplis en coordination avec l'Allemagne ; objectif d'aide publique aux pays les moins avancés [8 novembre 1984] (p. 5736) ; politique de coopération ; système monétaire international ; liens avec les pays d'Afrique ; volonté de dialogue ; faiblesse de la France ; sommet de Fontainebleau (p. 5737).

Examen des crédits : I. — **Services diplomatiques et généraux : Etat C-Titre VI :** qualité des agents et services extérieurs (p. 5766) ; **après l'article 89 :** transferts financiers entre la France et les Communautés européennes (p. 5768).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).

Première lecture, discussion générale : Europe [21 novembre 1984] (p. 6244) ; souveraineté interne des Etats ; indique qu'il est impossible de ne pas adopter ce texte (p. 6245).

Deuxième lecture, explications de vote : approfondissement de la conception de l'Europe ; négociation concernant l'adhésion du Danemark à l'Europe [18 décembre 1984] (p. 7076).

BELORGEY (Jean-Michel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la **politique à l'égard des immigrés (n° 2253)** [27 juin 1984].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 657,** posée le 5 juin 1984 : **automobiles et cycles (pollution et nuisances)** (p. 2961) ; appelée le 8 juin 1984 ; remplacé par M. Guy Malandain : **pollution causée par le plomb** (p. 3127).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur pour avis : règlement judiciaire ; procédures retenues par le projet ; conditions d'intervention des salariés ou de leurs représentants ; intervention tout au long de la procédure d'élaboration du bilan économique ; intervention à différentes phases de la procédure juridictionnelle ; contrôle des créances ; emploi et garanties de salaires ; régime juridique des créances salariales et régime d'assurance [5 avril 1984] (p. 1178) ; définition des créances ; régime d'assurance ; champ couvert par l'A.G.S. ; extension de la définition des créances garanties ; silence du texte sur le rôle des organisations syndicales ; institutions représentatives du personnel ; position de la commission ; possibilité d'intervention d'instances représentant les salariés pendant la procédure ; droit d'initiative des poursuites à fin d'extension du règlement judiciaire au patrimoine personnel des dirigeants ; droit d'initiative en matière de constat de banqueroute ; domaine règlementaire ; consultation des institutions représentatives du personnel ; prestations de chômage partiel ; interdiction de l'aliénation (p. 1179-1180).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 210 (exercice d'une activité professionnelle indépendante) [6 avril 1984] (p. 1227) ; devenu sans objet (p. 1228) ; **article 25 :** son amendement n° 211 (procès-verbal de la réunion du comité d'entreprise) ; consultation de ce comité ; procès-verbal de la réunion ; rejeté (p. 1261) ;

article 33 : son amendement n° 212 (rôle du débiteur ou de l'administrateur pour préserver les biens) ; démarches pour préserver les éléments incorporels ; rejeté (p. 1265) ; **article 43** : son amendement n° 213 (rémunération par l'employeur, du temps passé par le représentant des salariés dans l'exercice de sa mission) : adopté [9 avril 1984] (p. 1283) ; **article 44** : son amendement n° 214 (justifiant les licenciements économiques lorsque ceux-ci sont inévitables et indispensables à la poursuite de l'exploitation pendant la période d'observation) (p. 1286) ; adopté (p. 1288) ; **article 62** : son amendement n° 216 (rédactionnel) : adopté (p. 1299) ; **article 69** : son amendement n° 217 (prise en considération des observations des représentants du personnel de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 1309) ; **article 91** : son amendement n° 218 (prix de la cession) (p. 1325) ; respect des engagements pris par le cessionnaire ; son amendement n° 219 (établissement par le tribunal des éléments du prix de cession) ; nécessité de préciser que l'interdiction d'aliéner peut s'étendre sur une période plus longue que celle qui s'écoule jusqu'au paiement intégral du prix de cession ; rejetés (p. 1326) ; **article 116** : son amendement n° 220 (exercice d'une activité indépendante) : devenu sans objet [10 avril 1984] (p. 1343) ; **article 125** : son amendement n° 221 (définition par décret des modalités de publicité fixées par cet article) : rejeté (p. 1347) ; **article 132** : son amendement n° 222 (référence à une personne morale de droit privé, même non commerçante, dans le cadre de cet amendement) : devenu sans objet (p. 1350) ; **article 139** : son amendement n° 223 (substituant à la référence L. 420-1 la référence L. 421-1 dans le dernier alinéa de cet article) (p. 1354) : adopté (p. 1355) ; **article 184** : son amendement n° 224 (représentant des salariés) : rejeté (p. 1389) ; **article 186** : son amendement n° 225 (personne exerçant une activité indépendante) : retiré (p. 1391) ; **article 188** : son amendement n° 226 (exercice d'une activité indépendante) : retiré (p. 1392) ; **article 197** : son amendement n° 227 (personne exerçant une activité indépendante) : devenu sans objet ; **article 200** : son amendement n° 228 (personne n'exerçant pas à titre principal une activité indépendante) (p. 1395) ; devenu sans objet (p. 1396) ; **article 204** : son amendement n° 229 (personne exerçant une activité indépendante) : devenu sans objet (p. 1397) ; **article 211** : son amendement n° 230 (p. 1399) (faisant référence au représentant des salariés dans cet article) : adopté (p. 1400) ; **article 223** : son amendement n° 232 (faisant référence au cinquième alinéa de l'article L. 321-11 du code du travail au début de cet article) : adopté ; **après l'article 224** : son amendement n° 233 (modalités de l'information et de la consultation du comité d'entreprise) (p. 1404) ; rejeté (p. 1405) ; **article 229** : son amendement n° 234 (de suppression) : adopté (p. 1407).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 16.** — *Article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 265 à l'amendement n° 55 de la commission (personnes physiques et morales) ; son sous-amendement n° 266 à l'amendement n° 55 de la commission (preneurs de baux ayant la qualité d'associations) ; sous-amendement n° 265 : adopté après rectification [22 juin 1984] (p. 3667) ; sous-amendement n° 266 : retiré (p. 3668).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : légalisation des démarches d'insertion professionnelle ; amélioration de la situation des assistantes maternelles ; substitution d'un capital aux rentes d'accidents du travail en cas d'incapacité permanente ; opportunité de la communication aux comptables du trésor d'informations concernant l'état civil des assurés sociaux par les organismes de sécurité sociale [3 décembre 1984] (p. 6548) ; renforcement de l'audience des mouvements anti-racistes ; situation des gitans et des nomades (p. 6549).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'éviter des phénomènes de seuil ; problème de la suppression du minimum de revenus ; nécessité de ne pas opérer de distinction entre la logique de l'assurance et la logique de la solidarité ; congé d'éducation parentale ; insuffisance du montant prévu pour l'allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; objection tirée de la séparation du domaine de la loi et du règlement ; chômeurs ; problème de l'inclusion de ceux-ci parmi les bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation ; couverture sociale des demandeurs de congés d'éducation parentale [4 décembre 1984] (p. 6647) ; risque de conduire à la marginalisation des titulaires de l'A.P.E. ; chômeurs de longue durée ; amélioration des rapports entre les caisses et les usagers ; continuité des prestations ; vote favorable du groupe socialiste (p. 6648);

Discussion des articles : **article 4** : *article L. 533 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 66 (problème de l'appréciation de la modification de la situation familiale) : adopté [5 décembre 1984] (p. 6666) ; **article 5** : *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 72 (situations assimilées à des activités professionnelles) : retiré (p. 6670) ; son amendement n° 73 (supprimant le 4e alinéa C de ce texte) : adopté (p. 6671) ; *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale :* inutilité de compliquer la présentation des règles de droit ; clarification de la lecture du texte (p. 6672) ; **article 6** : difficultés de création d'un nouvel avantage ; problème du cumul entre l'allocation parentale d'éducation et les indemnités journalières ; situation des chômeurs de longue durée ; mise en cause du régime des prestations d'invalidité pour les chômeurs ; possibilité d'accéder à la rente permanente d'invalidité (p. 6673) ; **après l'article 6** : son amendement n° 70 (obligation des organismes débiteurs des prestations familiales envers les allocataires) ; définition des rapports entre les organismes débiteurs de prestations et les allocataires ; nécessité pour ces derniers de bénéficier d'une information ; importance de la discipline dans les rapports entre les caisses et les usagers ; problème de la transition entre une pension d'invalidité et une pension de vieillesse entre une allocation d'éducation spécialisée et une allocation d'handicapé (p. 6674) ; son espoir de voir son amendement mieux accueilli en seconde lecture ; retiré (p. 6675) ; repris par M. René André au nom du groupe R.P.R. ; adopté (p. 6675) ; **article 8** : son amendement n° 77 (substituant au début du 3e alinéa de l'article L. 552 du code de la sécurité sociale aux mots « prévues par le code civil, ou pour » les mots « et liées à ») ; utilisation des allocations familiales par les époux ; nécessité de mieux caractériser leur objet ; problème de la référence au code civil et à la notion de contribution aux charges du mariage ; entretien de l'enfant (p. 6676) ; adopté (p. 6677).

BELTRAME (Serge)

Député des Vosges
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

BENEDETTI (Georges)

Député du Gard
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

BENETIERE (Jean-Jacques)

Député de la Loire
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (agriculture : dépenses ordinaires) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 6 : **agriculture** : dépenses ordinaires **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers** : réduction de la production laitière ; modalités d'application de cette politique ; mesures sociales [23 mai 1984] (p. 2578) ;

— **Production laitière** : demandes de cessation d'activité ; politique globale de conversion et de restructuration [17 octobre 1984] (p. 4847).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962)

Première lecture, discussion générale : prix du foncier en France ; structure financière des exploitations et part affectée à l'achat du foncier ; politique foncière ; contrôle des cumuls ; insuffisances de la loi de 1962 sur les cumuls ; loi sur les offices par produit [3 avril 1984] (p. 1089-1090).

Discussion des articles : **article 2** : problème du relèvement du seuil minimal de contrôle (p. 1098) ; **article 3** : position de M. Maurice Cornette en 1980 au sujet du contrôle des structures (p. 1099) ; autorisation de droit obligatoire pour les personnes ayant un avantage vieillesse d'un régime non agricole (p. 1100, 1101) ; **article 4** : rapport sur le statut de l'exploitant (p. 1107) ; passage au réel simplifié ou au réel normal pour les associés des groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.) (p. 1107, 1108) ; **article 6** : politique d'installation des jeunes [4 avril 1984] (p. 1116).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : rôle des associations et de leurs dirigeants ; nombre des licenciés sportifs ; développement de l'ensemble du sport ; sport dans l'entreprise [11 avril 1984] (p. 1495).

Discussion des articles : **article 1er** : inégalité en ce qui concerne les dirigeants d'associations [12 avril 1984] (p. 1513) ; **article 16** : rôle du comité national olympique français ; création du Conseil national des activités physiques et sportives [13 avril 1984] (p. 1582) ; **article 17** : caractère limité de la pratique sportive chez certaines catégories socio-professionnelles ; sport dans l'entreprise (p. 1585).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006)

Première lecture, discussion générale : agriculteurs de montagne ; montagne représentant 13,5 p. 100 de la surface agricole utile ; revenus agricoles en montagne ; structures de production ; production de lait ; contraintes spécifiques ; politique agricole ; aides à la modernisation des structures ; budget du F.E.O.G.A. ; budgets agricoles français ; directives « structures » de 1972 ; caractère défectueux de l'aide à l'agriculture de montagne au niveau communautaire ; exploitations agricoles atteignant 40 U.G.B. ; modulation des aides ; aides à la modernisation [7 juin 1984] (p. 3057) ; critiques à l'encontre de la politique agricole, favorisant les grandes exploitations ; caractère positif de l'aide destinée à compenser les handicaps ; caractère négatif du système des « 40 U.G.B. » ; système de l'indemnité spéciale de montagne (I.S.M.) ; réforme des aides ; gains de productivité ; qualité passant par des efforts de qualification (p. 3058).

Discussion des articles : **après l'article 3** : parité des conditions de vie dans les zones de montagne et dans les zones de plaine ; parité des niveaux de vie entre agriculteurs et autres catégories sociales (p. 3094) ; **article 15** : promotion de la qualité des produits en montagne ; modes de développement agricole montagnard ; contraintes locales ; recherche de l'amélioration des revenus ; types de consommation alimentaire ; appellations d'origine et labels ; promotion de la qualité ; protection des produits agricoles de montagne [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 3147) ; **après l'article 15** : son amendement n° 250 (appellation d'origine des produits issus des massifs de montagne) ; création d'une nouvelle appellation « montagne » ; garanties des consommateurs ; certification de qualité (p. 3148) ; marque collective « montagne » ; adopté ; son sous-amendement n° 435 à l'amendement n° 66 de la commission (limitant la figuration du label « montagne » aux matières premières et aux techniques de fabrication d'une zone de montagne) ; difficulté de contrôle de la « labellisation » (p. 3149) ; origine des produits ; technique de fabrication ; dérogation pour les produits à base de viande ; adopté (p. 3150) ; **après l'article 17** : son amendement n° 251 (possibilité pour les collectivités territoriales, les associations foncières et syndicales autorisées de propriétaires fonciers d'avoir recours au service d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole) (p. 3155) ; volumes des travaux ; détermination par décret des conditions d'utilisation par les collectivités locales des C.U.M.A. ; adopté (p. 3156).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 15** : son amendement n° 227 (de suppression) ; problème du bénéfice de l'appellation « montagne » pour les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ; adopté ; **article 15 *bis*** : importance de la notion d'« appellation » [27 novembre 1984] (p. 6367) ; **article 17 *quater*** : son amendement n° 228 (possibilité pour les collectivités territoriales, les associations foncières, les associations syndicales autorisées d'avoir recours aux services d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole après un appel d'offres suivi d'une réponse insatisfaisante) (p. 6370) ; attitude trop restrictive du Sénat limitant la définition des travaux exécutés par les coopératives d'utilisation du matériel agricole ; problème de l'adhésion des collectivités locales et des associations foncières ou syndicales à ces coopératives (p. 6371) ; devenu sans objet (p. 6372).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096)

Première lecture, discussion générale : taux global de croissance des communes rurales ; retour à la campagne ; procédures d'urbanisme ; procédure d'élaboration des P.O.S. ; possibilité de supprimer ou d'allonger les délais accordés aux collectivités locales pour remplacer leurs Z.E.P. ; possibilité offerte aux Conseils municipaux pour transformer une Z.E.P. en P.O.S. par simple délibération [21 juin 1984] (p. 3586) ; politiques d'aménagement rural ; concertation ; procédure prévue en matière d'espace naturel sensible ; élaboration des documents d'urbanisme ; programmation des opérations d'aménagement (p. 3587).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : comité d'études sur la fiscalité agricole ; équité fiscale entre les agriculteurs et les autres catégories socio-professionnelles ; régime forfaitaire ; réel simplifié ; travaux menés par le groupe « administration profession » ; urgence des textes pour les sociétaires des G.A.E.C. ; simplifications des obligations comptables ; régime du réel simplifié dans les autres pays ; groupe Prieur ; réforme des stocks à rotation lente ; secteur de l'élevage ; réforme des bénéfices en agriculture [16 octobre 1984] (p. 4814).

Discussion des articles : **article 6** : réduction de la production laitière [18 octobre 1984] (p. 4921) ; stocks communautaires ; installation des jeunes agriculteurs (p. 4922) ; **après l'article 19** : son amendement n° 200 (valeur des stocks de produits animaux ; tarifs du droit de timbre) [19 octobre 1984] (p. 4997) ; adopté (p. 4998).

Deuxième partie : **urbanisme, logement et transports. I. — urbanisme et logement.** — *Discussion générale :* procédures et systèmes de financement pour l'aide à l'amélioration du parc d'habitat privé ; prime à l'amélioration de l'habitat [30 octobre 1984] (p. 5403) ; récupération de la T.V.A. par l'Etat ; montant de la prime à l'amélioration de l'habitat ; fiscalité des travaux réalisés par les propriétaires occupants ;

réduction d'impôts ne s'appliquant qu'aux travaux réalisés après le 1er janvier 1985 ; amélioration de l'habitat ; logements restés vacants (p. 5404).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : évolution des revenus agricoles en 1984 ; taux de croissance des prix des consommations intermédiaires ; effort de la collectivité pour la protection sociale agricole ; importance de la place faite à la formation et à l'enseignement agricole privé et public ; faiblesse de la proportion des chefs d'exploitation formés ; caractéristiques structurelles de l'agriculture française ; activité du comité national d'étude des coûts de production [6 novembre 1984] (p. 5560) ; caractéristiques du renforcement de la compétitivité de l'agriculture française ; respect des engagements du ministère de l'agriculture dans les contrats de plan relatifs aux massifs montagnards ; problèmes du dispositif de maîtrise de la production laitière ; engagement de la réforme de la fiscalité agricole ; conséquences des contraintes du marché européen et international sur la campagne 1983-1984 ; problème du maintien d'une activité agricole suffisante face à l'impératif industriel (p. 5561).

Examen des crédits : **article 81** : système du fonds complémentaire ; nécessité de procéder à une révision d'ensemble des problèmes d'assurance [7 novembre 1984] (p. 5685).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* faiblesse de la cohésion de la C.E.E. ; consolidation de l'Europe ; déficit commercial des Etats-Unis ; déficit commercial agricole de la C.E.E. ; [8 novembre 1984] (p. 5742) ; mutations technologiques en matière agricole ; sommet de Fontainebleau ; démantèlement des montants compensatoires (p. 5743).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme de la fiscalité agricole [18 décembre 1984] (p. 7094) ; importance de la connaissance de revenus agricoles ; régime d'imposition simplifié pour les agriculteurs ; alignement de l'exercice de la T.V.A. sur celui du bénéfice réel ; problème de la suproduction laitière ; mise en place du régime réel simplifié ; imposition des adhérents des G.A.E.C. (p. 7095).

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 159 (complétant l'article 71 du code général des impôts par les mots « ces dispositions prennent effet à compter du 1er janvier 1985 ») [18 décembre 1984] (p. 7112) ; adopté (p. 7113).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416).

Première lecture, discussion générale : besoin de financement du F.E.O.G.A. ; montant du chèque accordé à la Grande-Bretagne ; financement de l'Europe ; mise en œuvre de politiques communautaires nouvelles [28 novembre 1984] (p. 6452) ; maîtrise des dépenses agricoles ; contenu de l'accord de Bruxelles ; problèmes posés par le mauvais fonctionnement du Marché commun agricole ; caractère essentiel du débat sur la discipline budgétaire (p. 6453).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 2457).

Première lecture, discussion des articles : **article 16** : difficultés d'interprétation de l'article 22-11 de la loi du 29 décembre 1983 ; problème du régime d'exonération de la taxe d'enregistrement des contrats d'assurance mutuelle agricole ; définition du cheptel mort ; problème de la prise en compte des véhicules automobiles dans cette notion ; nécessité de préciser l'application de cette exonération [5 décembre 1984] (p. 6732) ; son amendement n° 12 (application aux camions, camionnettes, fourgonnettes à utilisation exclusivement utilitaire du régime défini à l'alinéa précédent) ; adopté (p. 6733).

BENOIST (Daniel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Roland Renard : réduction de crédits concernant les aides ménagères : effort consenti par l'ensemble des « financeurs » en faveur de l'aide-ménagère ; cas de la caisse régionale d'assurance-maladie de Nord-Picardie ; contrôle des conditions de remboursement des heures d'aide-ménagère ; mise en place d'une grille d'analyse individuelle des besoins ; contrats de programme ; soins infirmiers à domicile [9 mai 1984] (p. 2141, 2142) ;

orales sans débat de :

— Mme Florence d'Harcourt (n° 594) : lutte contre la toxicomanie : répression du trafic [27 avril 1984] (p. 2007) ; énoncé des axes prioritaires ; réglementation de la vente de trichloréthylène aux mineurs ; rôle des médias ; fragilité de la population droguée ; rôle des parents (p. 2008).

— M. Philippe Bassinet (n° 595) : prestations sociales servies par les comités d'entreprise : article L. 120 du code de sécurité sociale définissant la rémunération ; contrôle opéré sur les avantages servis par les comités d'entreprise ; rôle de certains organismes chargés du recouvrement des cotisations [27 avril 1984] (p. 2009).

— M. Bernard Derosier (n° 612) : financement de l'aide-ménagère par la caisse régionale d'assurance maladie Nord-Picardie : effort réalisé en ce qui concerne l'aide-ménagère et l'aide sociale ; rôle des caisses de sécurité sociale ; priorité du maintien à domicile [11 mai 1984] (p. 2248) ; contrôle des conditions de maintien à domicile ; grille d'analyse individuelle des besoins ; soins infirmiers à domicile (p. 2249).

— Mme Florence d'Harcourt (n° 611) : bilan démographique de l'année 1983 : recul du nombre des naissances en 1983 [11 mai 1984] (p. 2249) ; baisse de la natalité depuis 1964 ; revalorisation des prestations familiales ; action en faveur des familles dans le cadre du 9e Plan ; mariage et fiscalité (p. 2250).

— M. Jean-Claude Dessein (n° 614) : travail clandestin : exposé des mesures proposées pour lutter contre le travail au noir [11 mai 1984] (p. 2250-2251).

— M. François Massot (n° 613) : travailleurs en contact avec des produits chimiques nocifs : définition des valeurs limites de concentration pour les substances dangereuses ; nécessité de modifier l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite ; mesures spécifiques [11 mai 1984] (p. 2251).

— Mme Muguette Jacquaint (n° 617) : escroquerie au détriment de la sécurité sociale commise par des cliniques privées : rappel de la genèse de ce dossier ; mission de contrôle de l'I.G.A.S. sur les établissements publics et privés [11 mai 1984] (p. 2252).

— M. Emmanuel Hamel (n° 619) : convention nationale de solidarité entre le Gouvernement et l'industrie textile : protection des entreprises françaises face aux importations ; procédure d'allégement des charges sociales ; Traité de Rome ; procédure des contrats emploi-investissement ; réforme du C.I.R.I.T.H. (comité interprofessionnel de rénovation des industries du textile et de l'habillement) [11 mai 1984] (p. 2252, 2253).

— M. Yves Tavernier (n° 616) : corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques : rappel de l'état des négociations en ce qui concerne la titularisation des personnels [11 mai 1984] (p. 2255).

— M. Jean Jarosz (n° 618) : situation de l'institut Pasteur Production : difficultés financières de cet organisme ; redéploiement des emplois sur les sites de Steenvoorde et Marnes-la-Coquette ; projet de production de vaccins contre la rage et la poliomyélite à l'aide de techniques fondées sur la culture cellulaire [11 mai 1984] (p. 2256).

— M. Antoine Gissinger (n° 634) : relations douanières et fiscales entre la France et la Suisse : suspension de l'application du droit d'escale aux plaisanciers suisses ;

placement sous contrôle helvétique de l'aéroport Bâle-Mulhouse ; absence d'écoutes téléphoniques [25 mai 1984] (p. 2649).

— **Mme Jacqueline Osselin (n° 648) : indemnisation des travailleurs des collectivités locales privés d'emploi** : gestion du personnel temporaire par les syndicats de communes ; recrutement par les centres départementaux de gestion ; caractère irrévocable de l'affiliation [25 mai 1984] (p. 2650, 2651).

BENOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
(12e circonscription)
apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— **Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984**

Rappelle qu'il était dans un collège religieux avec le Président François Mitterrand ; propos du Premier ministre faisant « semblant de croire » que l'opposition est Vichy ; rappelle le destin d'Honoré d'Estienne d'Orves ; ses souvenirs personnels quant à l'attitude de M. François Mitterrand en 1943 ; souhaite le retrait de propos non acceptables prononcés par M. Edmond Garcin selon lesquels l'opposition aurait eu peu d'amis dans les camps de déportation ; Résistance ; indique : « François Mitterrand fut l'un des nôtres » [2 février 1984] (p. 476) ; nécessité d'apporter une solution à une méprise (p. 478) ; rappelle que ses trois collègues incriminés ont dit avec netteté qu'ils n'avaient pas eu l'intention de mettre en cause le rôle du Président de la République pendant la guerre ; nécessité que l'Assemblée, dans son ensemble, « se tire convenablement » de cette situation ; indique que dans le pays il n'a pas d'ennemis, mais des adversaires (p. 479).

BEREGOVOY (Michel)

Député de la Seine-Maritime
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre la France et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs du 24 décembre 1936, au protocole annexe à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936 (n° 2127) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernemnent de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe et un échange de lettres) (n° 2405) [15 novembre 1984] (p. 6182).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 2425) [6 décembre 1984] (p. 6785).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2127), autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre la France et la **Suède** tendant à éviter les **doubles impositions** et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs du 24 décembre 1936, au protocole annexé à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936 **(n° 2201)** [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi par le Sénat (n° 2405) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire de Chine** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble une annexe et un échange de lettres) **(n° 2468)** [29 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2425) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire de Chine** en vue d'éviter les **doubles impositions et de prévenir l'évasion** fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) **(n° 2483)** [6 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2029)**

Discussion : problèmes du Proche-Orient ; guerre entre l'Irak et l'Iran ; situation au Liban ; position d'Israël, des Palestiniens, de l'Egypte et le la Jordanie ; principes auxquels la France est attachée à l'égard du Proche-Orient [26 avril 1984] (p. 1983) ; rôle de la France en Extrême-Orient, notamment rapports avec la Chine et le Vietman (p. 1984).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* S.N.C.F. [30 octobre 1984] (p. 5444) ; concours exceptionnel de l'Etat à l'assainissement financier de cette entreprise ; endettement de celle-ci ; construction de la ligne T.G.V. Atlantique ; contribution de l'Etat aux charges d'infrastructures ; marchandises ; contrats de Plan entre l'Etat et la S.N.C.F. (p. 5445).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* propos de M. Alain Peyrefitte au sujet des carrières et des nominations ; évolution des crédits des relations extérieures ; audiovisuel ; solidarité en faveur des réfugiés politiques ; course aux armements ; amélioration de la sécurité en Europe [8 novembre 1984] (p. 5741) ; militarisation de l'espace ; élections américaines ; (p. 5742).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* fonctions de la forêt ; mise en place de la profession de négociant en forêt ; possibilité d'accorder aux scieries des contrats d'approvisionnement ; implantation d'une plate-forme d'exportation du bois à Rouen [15 novembre 1984] (p. 6056).

Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (n° 2425).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : volume des échanges entre la France et la République populaire de Chine ; importance du marché chinois ; élaboration de cette convention selon les modèles des conventions fiscales de l'O.C.D.E. et de l'O.N.U. ; imposition des biens immobiliers ; cas des intérêts et dividendes ; dispositions relatives aux artistes sportifs [18 décembre 1984] (p. 7079-7080).

BEREGOVOY (Pierre)

Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale puis *ministre de l'économie, des finances et du budget.*

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1985 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre de l'économie, des finances et du budget (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2078)** [2 mai 1984].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'**amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134)** [21 mai 1984].

Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [2 octobre 1984].

Projet de loi relatif au **prix de l'eau en 1985 (n° 2359)** [8 octobre 1984].

Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [27 novembre 1984].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562)** [21 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Raymond Douyère : tarifs médicaux** : exposé des raisons du refus d'agrément au projet d'avenant tarifaire à la convention de 1980 ; plafonnement à 4 p. 100 des augmentations tarifaires [11 avril 1984] (p. 1461) ;

— **M. Antoine Gissinger : situation des hôpitaux** : rigueur dans la gestion des dépenses de santé ; amélioration de la qualité des soins ; compétence de la caisse nationale d'assurance maladie pour accorder des avances de trésorerie aux hôpitaux ; sa demande à l'inspection générale des affaires sociales de dresser un bilan de la situation financière des hôpitaux [18 avril 1984] (p. 1672) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : sanctions concernant les atteintes au droit du travail** : résultats satisfaisants des enquêtes et des contrôles ; nécessité de faire appliquer correctement la législation sociale [25 avril 1984] (p. 1919) ;

— **M. Gilbert Gantier : réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures** : allégement de la peine des hommes ; rappel historique ; effets du chômage ; introduction de nouvelles technologies ; partage du travail ; impossibilité de généraliser l'application des 35 heures ; gain de productivité ; sureffectifs ; réorganisation du travail ; préretraite ; diminution du nombre d'heures perdues du fait des grèves de 1981 à 1983 par rapport à 1979 et 1980 [30 mai 1984] (p. 2838) ; dialogue social (p. 2839) ;

— **M. Emile Jourdan : budgets hospitaliers** : montant des dépenses hospitalières ; bilan de la situation financière ; redéploiement des effectifs ; rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux [30 mai 1984] (p. 2840) ;

— **M. Philippe Mestre : présentation du budget de 1985** : indique qu'il a présenté le projet à la commission des finances où M. Philippe Mestre était alors absent [3 octobre 1984] (p. 4472) ; fixation du déficit budgétaire à 3 p. 100 du P.I.B. ; excédent en 1974 ; écart entre les prévisions et l'exécution du budget pour les années 1975 à 1982 ; prélèvements obligatoires ; taux de croissance (p. 4473) ;

— **M. Charles Fèvre : prélèvement de 3 milliards par l'Etat sur les recettes des collectivités locales** : recouvrement des impôts ; rôle de la commission des finances [10 octobre 1984] (p. 4616) ;

— **M. Michel Cointat : dérogation au contrôle des changes qui a permis au secrétaire général de la C.G.T. de remettre de l'argent aux mineurs britanniques** : sa volonté de faire examiner ce problème par ses services [24 octobre 1984] (p. 5135) ;

— **M. Jean Anciant : politique monétaire en 1985** : rappel des différentes mesures d'encadrement du crédit ; nécessité pour les banques d'organiser une concurrence entre elles ; contenu du nouveau dispositif ; diminution du coût de l'argent grâce aux efforts de modernisation [31 octobre 1984] (p. 5478) ;

— **M. Hervé Vouillot : reprise des investissements** : taux d'autofinancement en 1985 ; augmentation des commandes des entreprises du secteur de machine-outil ; accroissement du volume des prêts bonifiés à long terme ; baisse des taux d'intérêt [7 novembre 1984] (p. 5654) ;

— **Mme Denise Cacheux : officines intermédiaires entre débiteurs et créanciers** : volonté du secrétaire d'Etat à la consommation d'organiser une campagne d'information sur ces officines ; rappel des propositions du Conseil national de la consommation pour la mise en œuvre de ces propositions [12 décembre 1984] (p. 6846-6847) ;

— **M. Edmond Alphandery : exécution du budget de 1983** : possibilité pour le Parlement de débattre du rapport de la Cour des comptes sur le budget de 1983 ; absence de manipulations des comptes par le Gouvernement ; caractère habituel des pratiques utilisées ; problème de l'augmentation de la charge de la dette ; caractère dépassé de certaines procédures comptables datant de 1953 [12 décembre 1984] (p. 6849-6850) ;

— **M. Aimé Kerguéris : encadrement du crédit** : objectifs du nouveau dispositif de régulation du crédit ; volume d'augmentation de la masse monétaire ; évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire [19 décembre 1984] (p. 7217) ;

— **Mme Adrienne Horvath : exonération de la taxe d'habitation en faveur des chômeurs** : mise en place d'un dispositif d'allégement en faveur des personnes à faibles revenus ; institution d'un abattement spécial en faveur des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu ; dégrèvement du foncier bâti des titulaires d'allocation complémentaire du fonds national de solidarité [19 décembre 1984] (p. 7220) ;

— **M. Didier Chouat : lutte contre l'inflation** : comparaison entre la hausse des prix en 1981 et en 1984 ; rythme moyen de désinflation ; écart d'inflation avec les autres partenaires [19 décembre 1984] (p. 7227) ; amélioration de la compétitivité de la France sur le marché extérieur ; excédent du commerce extérieur (p. 7228).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).

Commission mixte paritaire, discussion générale : note le succès de l'équipe de France de football [27 juin 1984] (p. 3772) ; démocratisation du système ; principe de la participation patronale ; déplafonnement de la cotisation maladie ; cotisations d'assurance volontaire vieillesse des travailleurs salariés expatriés (p. 3773).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Deuxième lecture, discussion générale : proximité des positions des deux Assemblées [27 juin 1984] (p. 3776) ; conditions de financement de l'aide ménagère par les collectivités locales ; création et rôle du Conseil général des hôpitaux ; cotisation sur le tabac ; compensation pour la sécurité sociale ; formation des jeunes (p. 3777) ; ayants droit des morts et des blessés de Charonne ; retraite à 60 ans pour les artisans et les commerçants ; agriculteurs (p. 3778-3779).

Discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 4 de la commission (substituant au mot « décret » les mots « acte réglementaire » dans cet amendement) : adopté (p. 3779) ; **article 5** : capacité de décision des collectivités locales (p. 3780) ; **article 19 *bis*** : distinction du rôle des administrateurs et de celui des directeurs de caisses (p. 3781) ; **après l'article 38** : son amendement n° 23 (frais de fonctionnement du Conseil général des hôpitaux) ; existence de conseils généraux pour les mines et les ponts et chaussées ; création du Conseil général des hôpitaux (p. 3782) ; contribution des hôpitaux ; mission de conseil et de proposition de ce Conseil ; adopté ; son amendement n° 26 (instituant un prélèvement sur le produit du droit de consommation des tabacs au profit de la caisse nationale d'assurance maladie) ; cotisation sur les tabacs affectée à la sécurité sociale ; règles d'harmonisation des droits sur les tabacs manufacturés ; directive communautaire de 1972 ; compensation de la perte de recettes liée à la suppression de la taxe sur les tabacs ; mise en conformité du droit national avec le droit européen ; commission de la C.E.E. ; dispositif de remplacement ; adopté (p. 3783) ; **après l'article 56** : son amendement n° 24 (contrats de qualification pouvant concerner des jeunes de moins de 18 ans) ; contrat de qualification ; objet de ce contrat ; jeunes de plus de 18 ans ; nécessité d'un avis favorable des instances d'orien-

tation pour les jeunes de moins de 18 ans ; formation des jeunes (p. 3786) ; adopté (p. 3787).

En qualité de ministre de l'économie, des finances et du budget.

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : modernisation de notre économie [16 octobre 1984] (p. 4788) ; ses regrets concernant le fait que M. Barre ne s'exprime pas devant la représentation nationale ; crise ; taux de croissance de la production intérieure brute ; taux d'inflation ; taux de marge des sociétés ; augmentation de l'investissement industriel ; équilibre du commerce extérieur ; chômage ; dette intérieure ; conjoncture internationale ; accélération de l'économie américaine ; hausse du dollar ; accroissement de nos réserves ; rigueur (p. 4789) ; défi technologique ; esprit de justice ; caractère rigoureux et volontaire du budget ; taux de l'inflation ; accélération progressive de l'activité ; situation de l'emploi ; taux de pénétration des importations industrielles ; amélioration de l'efficacité de l'appareil productif ; compétitivité ; augmentation nominale des salaires en fonction de l'inflation ; modernisation dans l'industrie, les services et la distribution ; prélèvements obligatoires (p. 4790) ; taux d'augmentation de ces prélèvements sous les septennats précédents ; réduction des impôts ; taux d'augmentation des dépenses du budget de l'Etat ; absence de mise en cause des créations d'emplois ; informatisation des services publics ; cas des hôpitaux ; redéploiement des personnels ; régression de l'Etat ; effort de productivité des collectivités locales ; prélèvement de 3 milliards ; ralentissement des dépenses budgétaires ; équilibre de la sécurité sociale ; entreprises nationalisées ; niveau des taux d'intérêt américains (p. 4791) ; réduction des taux d'intérêts ; taux du déficit budgétaire ; relèvement des taxes ; poids de l'impôt ; réduction de la taxe professionnelle ; impôt sur le revenu ; investissement productif ; dépenses de recherche ; amélioration de la situation financière des entreprises ; institution du « carry-back » (p. 4792) ; agriculture ; déplafonnement des allocations familiales ; budget civil de la recherche ; revenus de valeurs mobilières ; mécanismes de solidarité ; système d'assurance chômage ; mobilité de l'emploi ; formation des jeunes ; cas de l'automobile ; mutation de notre société ; recul de la pauvreté (p. 4793) ; rassemblement ; confiance et clarté ; (p. 4794) ; accepte de délibérer avec M. Raymond Barre des meilleurs choix pour la France ; accroissement des prélèvements de 1974 à 1980 ; taux de prélèvement ; rattrapage des retards (p. 4795) ; rôle de l'Etat ; exécution du budget ; charge de la dette ; amélioration de l'économie ; taux d'intérêt ; luttre contre l'inflation ; chiffre du déficit budgétaire ; désintérêt français pour la politique (p. 4802) ; pouvoir d'achat des prestations sociales et des allocations familiales ; chômeurs ; assurance chômage ; partition du système (p. 4812) ; déficit de la sécurité sociale en 1985 ; rappel de son montant en 1982, 1983 et 1984 ; excédent dégagé en 1984 ; amélioration de la situation en 1985 ; trésorerie de la sécurité sociale ; délai de créditement ; taux d'intérêt versé à la caisse de dépôts et consignations (p. 4819) ; assurance chômage ; déficit prévisionnel de l'U.N.E.D.I.C. ; système de solidarité complémentaire [17 octobre 1984] (p. 4835) ; défaitisme ; tonalité générale du débat ; profondeur de la mutation ; crise monétaire ; rôle du secteur public dans une société d'économie mixte ; rôle de l'Etat ; libération des initiatives, des capacités de création des entreprises et des individus ; amélioration des relations internationales ; chiffre des prélèvements pour 1984 par rapport à ceux pour 1985 ; baisse des impôts (p. 4857) ; augmentation de la T.I.P.P. ; équilibre du commerce extérieur ; tarifs téléphoniques ; taxe téléphonique ; baisse des impôts ; chiffre du déficit ; état résumé des opérations du Trésor ; création d'un budget annexe de la navigation aérienne ; confusion entre dette intérieure et dette extérieure ; besoins de financement en pourcentage du P.I.B. par rapport aux autres pays de l'O.C.D.E. ; charge de la dette par rapport aux recettes ; besoins de financement public ; chiffre du chômage en France comparé à la Grande-Bretagne ; taux de la croissance économique en France, en Grande-Bretagne et en R.F.A. ; augmentation de la dette intérieure ; assainissement de l'économie ; modernisation de l'industrie ; formation des hommes ; lutte contre l'inflation (p. 4858) ; nécessité d'améliorer la productivité ; pouvoir d'achat ; différentiel d'inflation ; indice de la production industrielle de la France ; inflation ; investissements ; stabilisation des importations ; consommation pétrolière ; balance des paiements ; situation financière des entreprises ; équilibre de la sécurité sociale ; accroissement des dépenses de santé entre 1973 et 1982 ; baisse du taux de fréquentation des hôpitaux (p. 4859) ; effort de redéploiement des personnels ; modification des habitudes ; mesures de transformation des structures hospitalières ; modernisation de la gestion ; redressement de l'économie ; situation du nouveau secteur nationalisé ; crédits de l'agriculture ; reconduction de l'aide fiscale au carburant agricole ; politique agricole commune ; restitution du chèque à la Grande-Bretagne ; étendue du déficit budgétaire ; *carry-back* (p. 4860) ; situation des entreprises en difficulté ; solitude d'un Gouvernement face aux turbulences politiques ; jugement de M. Olivier Stirn ; division de la France ; voie de redressement ; bataille de l'inflation ; comptes de la sécurité sociale ; solidarité ; rénovation (p. 4861).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 3 :** emprunt 7 p. 100 de 1973 indexé sur l'or ; rapport de cet emprunt de 6,5 milliards ; coût de cet emprunt de 100 milliards ; régime fiscal dérogatoire [18 octobre 1984] (p. 45971) ; revenus de cet emprunt soumis à l'impôt sur le revenu à partir de 1985 ; mesure d'équité et de justice fiscale ; disposition ne s'appliquant pas aux étrangers ; extinction d'une dérogation exceptionnelle (p. 4972).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Edmond Alphandery, Dominique Frelaut, Georges Tranchant, Jean Anciant, Emmanuel Hamel et Claude Labbé : montant et coût de l'emprunt Giscard ; règles d'émission de l'emprunt ; confusion entre la signature de l'Etat et la fiscalité applicable à des placements financiers [19 octobre 1984] (p. 4979) ; délibération du Conseil constitutionnel du 29 décembre 1983 ; application du droit commun ; situation des porteurs d'emprunts indexés ; esprit de solidarité (p. 4980) ; **après l'article 16 :** dialogue entre le Gouvernement et le Parlement ; augmentation des recettes de l'Etat par les dispositions fiscales ; nécessité de ne pas confondre trésorerie et évolution des recettes dans le temps [19 octobre 1984] (p. 4980-4981).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget. Consommation. *Discussion générale :* fonds spécial de grands travaux ; ressources fiscales affectées ; dette de l'Etat ; poids de la dette en France et en R.F.A. ; augmentation de la dette ; financement de la dette [8 novembre 1984] (p. 5775) ; taux des prêts à long terme ; suppression de l'encadrement du crédit ; établissements de crédit ; réforme des prêts bonifiés ; prêts aux conditions du marché ; problème de la gestion de la masse monétaire ; actions par les taux d'intérêt ; taux de croissance ; augmentations des autorisations de programme ; construction du nouveau ministère à Bercy ; informatique et bureautique ; centre de formation professionnelle et de perfectionnement ; modernisation dans la fonction publique (p. 5776) ; compétences et intégrité des fonctionnaires (p. 5777).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 83-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale : travaux d'équipement ; actions du fonds ; mise en place des trois premières tranches ; fonds ayant consacré 3,5 milliards à la circulation routière ; transports publics ; T.G.V. Atlantique ; quatrième tranche d'un montant de 6 milliards ; montant de notre facture énergétique [11 décembre 1984] (p. 6806) ; taxe spécifique sur les produits pétroliers ; travaux d'économie d'énergie ; prix de l'essence (p. 6807) ; **ces observations sur l'exception d'irrecevabilité** de M. Alphandery : position du Sénat ; affectation d'une recette particulière à une dépense d'investissement (p. 6808) ; investissements routiers et auto-routiers ; ajustement conjoncturel (p. 6809) ; **ses observations sur la question préalable** soulevée par M. Gilbert Gantier : financement par l'emprunt ; rappelle que M. Edmond Alphandéry a demandé une réduction de la pression fiscale (p. 6812) ; pôles de conversion ; région Champagne-Ardennes ; T.G.V. Sud-Est ; entreprises du bâtiment et des travaux publics (p. 6813) ; gestion de l'économie et contrôle parlementaire (p. 6818) ; affaire des avions renifleurs ; indique qu'il ne permet pas à M. Gilbert Gantier de porter le jugement que celui-ci a formulé à son encontre ; maîtrise de l'énergie ; amélioration du confort ; amélioration de la balance commerciale ; secteur énergétique (p. 6809).

Discussion de l'article unique : **article unique :** caractère dépassionné du débat ; économies d'énergie ; position de M. Albin Chalandon au sujet de la réduction de notre consommation pétrolière (p. 6820).

BERGELIN (Christian)

Député de la Haute-Saône
(1er circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budgets annexes : Légion d'honneur, Ordre de la Libération [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 48 : **Légion d'honneur-Ordre de la Libération (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 576,** posée le 9 avril 1984 : **sports (associations, clubs et fédérations)** (p. 1332) ; appelée le 13 avril 1984 : **formation des cadres sportifs** : création d'un professorat de sport ; problème des prolongements des carrières des cadres techniques ; interférence des syndicats de l'éducation physique dans le dialogue Etat-mouvement sportif (p. 1563).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501)

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; organisation et promotion des activités physiques ; position du groupe R.P.R. ; échec du Gouvernement socialo-communiste ; caractère positif de la loi Mazeaud selon M. François Mitterrand lorsqu'il était Premier secrétaire du parti socialiste ; place du sport dans la nation ; place de l'Etat dans le texte ; reprise de diverses dispositions d'une loi du 26 mai 1941 ; problèmes des clubs professionnels ; statut des cadres techniques ; collectivités locales [11 avril 1984] (p. 1473) ; nombre des associations et des licenciés de fédérations ; paupérisation du ministère ; sport, victime de la politique gouvernementale ; structure de réflexion du R.P.R. sur le sport dotée d'un Conseil national et d'une commission exécutive ; souhaite favoriser l'autonomie et la responsabilité du mouvement sportif ; étatisation du sport ; alignement sur une doctrine politique dans les régimes totalitaires ; transferts de compétences ; sport de haut niveau et sport de masse ; sport au service de la jeunesse ; rôle des instituteurs ; enseignement secondaire ; premier cycle du second degré (p. 1474) ; second cycle rôle des clubs sportifs ; enseignement sportif scolaire ; autonomie des choix des étudiants ; heures hebdomadaires facultatives ; développement d'un nouvel humanisme des installations sportives ; conception architecturale ; disponibilité des équipements ; développement d'une politique générale de l'équipement sportif ; loi de décentralisation ; création d'un diplôme universitaire de technologie de gestion et d'animation de l'équipement sportif ; promotion de certains sportifs de haut niveau ; rôle des fédérations sportives ; clubs subventionnés ; propositions du R.P.R. (p. 1475) ; définition des objectifs et du contenu de l'enseignement sportif ; formation des éducateurs sportifs ; responsabilité du mouvement sportif ; recrutement des cadres de ce mouvement ; reconnaissance du sport en tant qu'élément de culture ; médecine du sport ; sport de loisirs et de compétition ; médecine libérale ; haut niveau nécessitant des spécialistes ; contrôle médical des jeunes sportifs ; problème des sections sports-études ; lutte contre le dopage ; recherche médicale pour le sport de compétition ; importance de la médecine du sport (p. 1476) ; dimension internationale et diplomatique du sport ; C.E.E. ; libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté ; concertation entre les fédérations sportives des Dix ; possibilité de mise en place d'un volet sportif de la convention de Lomé ; conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays de langue française ; échanges sportifs au niveau des D.O.M.-T.O.M. ; part du sport dans le budget ; possibilité de trouver diverses sources de financement : aménagements fiscaux, publicité et sponsoring ; avenir professionnel de certains sportifs ; indique qu'il écarte l'hypothèse d'une taxe spéciale sur les industries d'articles de sport (p. 1477) ; paris ; concours de pronostics ; création d'un Loto sportif ; concours de pronostics sur le football ; abandon de la tutelle de l'Etat ; loi de 1975 ; travail de la commission des sports du R.P.R. (p. 1478) ; sa question préalable : rejetée (p. 1481).

Discussion des articles : **article 1er** : rôle de l'Etat dans le domaine du sport ; financement des associations [12 avril 1984] (p. 1506) ; concepts d'éducation et de culture ; son amendement n° 66 (développement des activités sportives en tant que nécessité nationale) ; enjeux économiques et sociaux du sport ; rejeté ; notion de citoyen (p. 1508) ; inégalité des crédits affectés au budget du sport par rapport à ceux d'autres budgets (p. 1509) ; son amendement n° 67 (compétence des parties intéressées en matière de formation, de contrôle, de délivrance ou de reconnaissance des diplômes) : rejeté ; reconnaissance de l'équivalence des différents diplômes par l'Etat (p. 1510) ; problème de la reconnaissance des diplômes ; son amendement n° 68 (responsabilité de l'Etat pour créer une plus grande autonomie du mouvement sportif) (p. 1511) ; rejeté ; (p. 1512) ; **article 2** : son amendement n° 69 (intégration des activités physiques et sportives dans les programmes d'éducation) : rejeté ; son amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 1514) ; **article 3** : son amendement n° 71 (supprimant les mots « en cas d'impossibilité ») : devenu sans objet ; son amendement n° 72 (référence au titulaire d'un brevet d'Etat) : rejeté (p. 1520) ; **article 4** : son amendement n° 73 (organisation des activités physiques et sportives par les établissements de l'enseignement supérieur) : rejeté (p. 1521) ; **article 5** : sa demande de réserve de cet article ; justification de cette demande ; son amendement n° 74 : devenu sans objet ; **article 6** : son amendement n° 75 (agrément des groupements sportifs par le ministre chargé des sports) (p. 1523) ; rejeté ; **article 7** : son amendement n° 76 (création d'une association sportive dans tous les établissements du premier et second degré et dans tous les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 1524) ; devenu sans objet ; son amendement n° 77 (référence à l'enseignement supérieur) : satisfait (p. 1525) ; **article 8** : son amendement n° 78 : devenu sans objet (p. 1527) ; **article 9** : sociétés à objet sportif ; cas du football professionnel ; critique le choix du Gouvernement en faveur de la société anonyme ; intérêt de la forme associative ; loi de 1901 ; rôle des commissaires aux comptes (p. 1534) ; risque d'éloigner le sport d'élite du sport de masse (p. 1535) ; son amendement n° 79 (obligation pour les groupements sportifs de nommer au moins un commissaire aux comptes) ; renforcement du contrôle financier des associations sportives (p. 1539) ; rejeté (p. 1540) ; absence de précision sur le régime fiscal applicable aux sociétés à objet sportif ; son amendement n° 80 (possibilité pour les groupements sportifs de rester constitués sous forme d'associations régies par la loi de 1901) : rejeté ; son amendement n° 81 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté (p. 1541) ; absence de précision sur le régime fiscal des sociétés à objet sportif ; nécessité d'introduire une gestion plus rationnelle des clubs de football ; rôle des entraîneurs ; nature juridique des contrats passés entre la société à objet sportif et des amateurs (p. 1543) ; **article 10** : son amendement n° 82 (de suppression) (p. 1544) ; rejeté ; **article 11** : son amendement n° 83 (de suppression) ; rejeté (p. 1545) ; **article 12** : ses amendements n° 84 et 85 : devenus sans objet (p. 1547) ; **article 13** : articulation des relations entre l'Etat et les fédérations sportives ; indépendance du mouvement sportif [13 avril 1984] (p. 1573) ; son amendement n° 86 (plaçant les fédérations sportives sous la tutelle du ministre chargé des sports) ; imprécision de la notion d'autorité administrative ; rejeté (p. 1576) ; son amendement n° 87 (référence aux règlements édictés par les fédérations internationales et le comité national olympique et sportif français) : retiré (p. 1578) ; **article 14** : son amendement n° 88 (avis du comité national olympique et sportif français) : rejeté ; son amendement n° 89 (prise en compte pour les compétitions olympiques des compétences attribuées au comité national olympique et sportif français) ; responsabilité du C.N.O.S.F. ; rejeté ; **article 15** : possibilité pour les fédérations de dissuader les athlètes de participer à des manisfestations sportives non conformes à

l'éthique olympique (p. 1580) ; intervention de l'autorité administrative (p. 1581) ; **article 16** : rôle du comité national olympique et sportif français ; création du Conseil national des activités physiques et sportives ; absence de dimension internationale de ce projet (p. 1582) ; présence des organismes représentatifs des cadres techniques dans la composition du comité national olympique français ; son amendement n° 90 (supprimant la troisième phrase du dernier alinéa de cet article) ; retiré (p. 1583) ; son amendement n° 91 (association du comité national olympique et sportif français aux négociations menées par les fédérations avec les sociétés de programmes) ; autonomie du mouvement sportif ; rejeté ; son amendement n° 92 (association du C.N.O.S.F. à l'élaboration des accords internationaux approuvés par le gouvernement dans le domaine du sport) : rejeté (p. 1584) ; **article 17** : son amendement n° 93 (pratique du sport dans les ateliers de travail protégé) (p. 1586) ; rejeté (p. 1587) ; **après l'article 19** : termes « d'animateurs » et « d'éducateurs » ; volonté de déstabilisation des fédérations ; sport d'élite et sport de masse (p. 1588) ; **article 21** : son amendement n° 95 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 96 (création d'une commission du sport de haut niveau au sein du comité national olympique et sportif français) ; critère permettant de déterminer la qualité de sportif de haut niveau ; rejeté ; son amendement n° 97 (compétence de la commission pour arrêter chaque année la liste des sportifs de haut niveau) : rejeté (p. 1590) ; **article 22** : son amendement n° 98 (de suppression) ; prise en considération de la loi de décentralisation ; rejeté ; son amendement n° 99 (aménagement conventionnel de l'organisation des études sportives de haut niveau dans les établissements du second degré) ; son amendement n° 100 (obligation pour les établissements scolaires de l'enseignement supérieur de prévoir les aménagements nécessaires dans l'organisation des études du sportif de haut niveau) ; devenus sans objet (p. 1591) ; **article 23** : système de points de bonification ; aménagements d'études ; son amendement n° 101 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 102 (accès des sportifs de haut niveau dans les établissements de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet ; son amendement n° 103 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les sportifs de haut niveau bénéficient de points de bonification aux examens et concours) : rejeté ; son amendement n° 104 (même objet) (p. 1592) ; rejeté (p. 1593) ; **article 25** : ses amendements n° 105 et n° 106 : devenus sans objet ; **article 26** : son amendement n° 107 (de suppression) : rejeté (p. 1594) ; **article 29 A** : son amendement n° 108 (établissement d'un schéma directeur après consultation des fédérations concernées) (p. 1613) ; adopté (p. 1614) ; **article 29** : son amendement n° 109 (établissement par les communes du recensement des équipements sportifs installés sur leur territoire) (p. 1616) ; rejeté ; **article 30** : son amendement n° 110 (supprimant le terme « privé » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1617) ; son amendement n° 111 (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage minimum requis pour l'application de cet article) : adopté ; son amendement n° 112 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 1618) ; rejeté ; son amendement n° 113 (substituant au mot « est » les mots « peut-être ») : rejeté (p. 1619) ; **article 31** : son amendement n° 114 (supprimant les mots « à l'exception des agents de l'Etat pour l'exercice de leurs fonctions » au début de la première phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 115 (supprimant les mots « ou accidentelle » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 116 (référence à l'entraîneur) : devenu sans objet ; son amendement n° 117 (délivrance d'un diplôme français) : rejeté (p. 1621) ; **après l'article 31** : son amendement n° 118 (enseignement sur le sport pour les handicapés) : adopté (p. 1622) ; **article 32** : son amendement n° 119 (concours des associations et fédérations sportives à la formation des cadres rémunérés des activités physiques et sportives) : rejeté ; son amendement n° 120 (supprimant la référence aux organisations syndicales représentatives) : non soutenu ; son amendement n° 121 (formation de leurs propres cadres par les fédérations) : rejeté (p. 1623) ; **article 33** : ses amendements n° 122, n° 123, n° 124 et n° 125 : devenus sans objet (p. 1624).

Troisième lecture, discussion générale : projet sans concession, ne tenant pas compte des avis émis par l'opposition à l'Assemblée nationale et au Sénat ; mainmise de l'Etat sur le sport ; clubs professionnels ; problèmes budgétaires ; propositions de son groupe ; nécessité que le sport soit au service de la jeunesse ; aménagement des temps scolaires ; conception des installations sportives : réforme du statut ; rôle de la médecine du sport [26 juin 1984] (p. 3699) ; coopération internationale (p. 3700).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : augmentation de la subvention reçue du budget général ; évolution des effectifs ; travaux de préparation des décrets ; travaux réalisés à la Grande Chancellerie et à la maison d'éducation de Saint Denis ; plan de stabilisation des effectifs de la fonction publique ; pension versée par les élèves des maisons d'éducation ; nombre de ces élèves [23 octobre 1984] (p. 5048) ; insuffisance des locaux administratifs ; dépenses liées à l'acquisition de matériels et au fonctionnement des services ; secours alloués par l'Ordre des Compagnons de Libération (p. 5049).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* paupérisation du ministère de la jeunesse ; revendications catégorielles des personnels ; budget de régression pour le milieu associatif ; désengagement en matière d'investissement ; augmentation des prélèvements sur les paris ; Loto sportif [23 octobre 1984] (p. 5093) ; projet de création d'un Loto omnisports ; modalités d'application des concours de pronostics ; recours aux ressources extra-budgétaires ; réaménagement des rythmes scolaires ; travaux de la commission nationale des sports du R.P.R. ; loi relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (p. 5094) ; *questions :* pose la question de M. Roland Nungesser (p. 5102).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* aides aux regroupements de commerces ; tourisme fluvial ; encouragement de la construction de bateaux en France [24 octobre 1984] (p. 5171-5172).

— **Agriculture, B.A.P.S.A.** — *Discussion générale : questions :* baisse des collectes de lait en Saône-et-Loire ; nécessité d'une politique d'intervention spécifique de régulation du marché ; conséquences de la mise en place des quotas dans ce département ; augmentation des demandes de cessation d'activité [7 novembre 1984] (p. 5674-5675).

BERNARD (Jean)

Député de la Meuse
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : transports intérieurs) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XVII : **urbanisme, logement et transports** : transports intérieurs **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Coopération spatiale franco-allemande** : succès de la fusée Ariane ; conséquences du sommet franco-allemand sur l'autonomie européenne en matière spatiale [31 octobre 1984] (p. 5477).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347)**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : 9e Plan ; financement des transports urbains ; plans de développement des transports inter-urbains ; promotion de la modernisation des transports ; succès du T.G.V. ; S.N.C.F. ; transports routiers de marchan-

dises ; décentralisation ; rapport Grégoire ; développement du T.G.V. ; économies d'énergie ; transports parisiens ; présence de véhicules lents sur les routes [30 octobre 1984] (p. 5429-5430). *Questions :* présente la question de M. Robert Malgras ; canalisation de la Moselle ; désenclavement de la Lorraine [31 octobre 1984] (p. 5454).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **584**, posée le 10 avril 1984 : **charbon (houillères : Tarn)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **bassin houiller de Carmaux** : préparation de la découverte de Carmaux ; attitude d'attente des Charbonnages de France ; scepticisme au niveau local quant à la volonté de moderniser le tissu industriel (p. 1560) ; classement de la région Albi-Carmaux en pôle de reconversion (p. 1561).

— n° **596**, posée le 24 avril 1984 : **matériaux de construction (entreprises : Tarn)** (p. 1906) ; appelée le 27 avril 1984 : **usine de ciment de Ranteil** : fermeture de cette unité de production sur décision du groupe Ciments Lafarge France (p. 2013) ; position de monopole de C.L.F. dans la région du Tarn ; création du pôle de conversion Albi-Carmaux ; stratégie de Ciments Lafarge pénalisant l'économie locale (p. 2014).

— n° **598** de M. Jacques Fleury : appelée le 27 avril 1984 : **dotation globale d'équipement** : rôle de la D.G.E. (p. 2009) ; cas des communes rurales (p. 2010).

— n° **671**, posée le 19 juin 1984 : **élevage (ovins : Tarn)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **mesures à prendre contre une épizootie ovine** : mortalité d'agneaux de lait dans le Tarn et le Sud de l'Aveyron (p. 3613) ; isolations de troupeaux ou abattages (p. 3614).

BERNARD (Roland)

Député du Rhône
(12e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008) [26 avril 1984] (p. 2001).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative en matière fiscale (ensemble deux échanges de lettres) (n° 2121) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : coopération et développement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2008) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire relatif aux obligations du **service national** (ensemble trois annexes et un échange de lettres) **(n° 2115)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2121), autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de **Madagascar** en vue d'éviter les **doubles impositions**, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative en matière fiscale (ensemble deux échanges de lettres) (n° 2196) [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2256) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne démocratique et populaire** relatif aux **obligations du service national** (ensemble trois annexes et un échange de lettres) **(n° 2257)** [28 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome II : **relations extérieures** : coopération et développement **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sommet de Londres** : endettement des pays du tiers-monde ; conclusion de ce sommet [13 juin 1984] (p. 3294).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008)

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : ses observations sur le rappel au règlement de M. Xavier Deniau ; vote des groupes de l'opposition lors de l'examen de ce texte par la commission des affaires étrangères [28 juin 1984] (p. 3818) ; nombre d'appelés éventuels pouvant atteindre 10 000 à partir de 1990 ; rejet du projet par le Sénat ; terme de « double-national » (p. 3819) ;

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* financements croisés ; communes de banlieue [30 octobre 1984] (p. 5414).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : maintien des diverses formes de coopération ; réduction des autorisations de programme pour le F.A.C. ; dialogue Nord-Sud ; négociations sur le renouvellement de la convention de Lomé ; redéploiement des dépenses budgétaires ; objectifs du 9e Plan ; [8 novembre 1984] (p. 5724) ; évolution des crédits de l'assistance technique ; politique de titularisation des enseignants ; personnel technique ; nécessité d'un décloisonnement de diverses administrations (p. 5725).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345)

— *Première lecture, discussion générale :* position du Gouvernement en matière de droit de l'Homme ; commission consultative des droits de l'Homme ; situation à Haïti [21 novembre 1984] (p. 6248).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 38 : **travail, emploi et formation professionnelle** : formation professionnelle **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Travaux d'utilité collective** : programme de travaux ; jeunes chômeurs [17 octobre 1984] (p. 4844) ;

orale sans débat :

— **n° 629**, posée le 15 mai 1984 : **radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio)** (p. 2366) ; appelée le 18 mai 1984 : **radio privée locale « la voix du lézard »** : difficultés rencontrées par cette radio pour émettre, en raison des actions illégales de radio solidarité (p. 2464).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : obligation pour le chef d'entreprise de négocier avec les syndicats les plans de formation ; formations en alternance des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans ; accords contractuels du 26 octobre 1983 ; nouvelles formules de formation alternée ; nécessité de ne pas provoquer des interférences entre le système éducatif, l'apprentissage et les dispositifs mis en place pour les seize à dix-huit ans ; restructurations industrielles [8 février 1984] (p. 759 à 761).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051)

Première lecture, discussion générale : financement des établissements privés ; seuil de 50 p. 100 de titularisations [22 mai 1984] (p. 2546) ; financement des établissements d'enseignement professionnel et technologique ; taxe d'apprentissage ; affectation ; montant moyen de cette taxe ; disparités de répartition ; collecte de la taxe ; réforme nécessaire de cette taxe ; perception des fonds publics par les établissements d'intérêt public ; proposition de loi du groupe socialiste pour réformer cette taxe d'apprentissage ; maintien du principe des dépenses exonératoires (p. 2547 et 2548).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : rappel de l'œuvre de la gauche en matière de protection des libertés : abolition de la peine de mort, décentralisation, droit des femmes, radios locales ; charte des libertés ; nécessité d'un délégué national aux libertés ; portée du référendum proposé par le Président de la République [23 août 1984] (p. 4299) ; formes nouvelles d'oppression engendrée par le capitalisme ; raisons du refus du référendum par la droite ; division de l'opposition sur le thème des libertés (p. 4300).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : prélèvements obligatoires ; budget social ; revenus d'activité ; nécessité d'un déplafonnement de la cotisation d'assurance maladie ; prestations sociales [16 octobre 1984] (p. 4820) ; remplacement d'une cotisation dégressive par une cotisation générale et proportionnelle ; réforme du financement des allocations familiales ; pénalisation des entreprises de main d'œuvre ; recours aux heures supplémentaires (p. 4821).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : politique de formation professionnelle ; information des demandeurs d'emploi ; programme de stage pour les plus de dix-huit ans ; contrats emploi-formation ; nécessité d'éviter la concurrence entre les différents dispositifs de formation ; moyens du fonds national pour l'emploi [29 octobre 1984] (p. 5351) ; poursuite des politiques sectorielles de développement ; moyens budgétaires de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; fonctionnement des délégations régionales à la formation professionnelle ; actions de formation des régions ; augmentation des crédits des grands établissements de l'éducation nationale notamment de l'agence pour le développement de l'éducation permanente, du centre national d'enseignement par correspondance et du centre national des arts et métiers ; insertion sociale et professionnelle des jeunes sans emploi (p. 5352).

Education nationale. — *Discussion générale :* volonté du gouvernement de faire de la formation un impératif national ; nécessité d'une réforme du système de collecte et de distribution de la taxe d'apprentissage [12 novembre 1984] (p. 5881) ; définition des critères d'habilitation des organismes collecteurs et des établissements de formation bénéficiaires de la taxe ; ouverture d'une nouvelle ligne au budget de l'éducation nationale (p. 5882).

BERTILE (Wilfrid)

Député de la Réunion
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Evénements à la Réunion** : dispositions à prendre pour régler la question des bourses scolaires et de la couverture des frais de pension et de demi-pension dans les lycées et collèges de ce département [24 octobre 1984] (p. 5135).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : agriculture des D.O.M. ; cultures locales ; agriculture d'économie de plantation ; importance que revêt l'agriculture dans les D.O.M. ; volonté du Premier ministre de supprimer le colonat partiaire ; contrôle des structures [3 avril 1984] (p. 1088) ; baux sous forme verbale ; importance sociale et économique du colonat partiaire ; souhaite prévoir une conversion quasi-automatique du colonat en fermage (p. 1089).

Discussion des articles : **article 3** : son sous-amendement n° 201 à l'amendement n° 3 de la commission (cas des départements d'outre-mer) (p. 1099) ; surface minimale d'installation en Guadeloupe et en Martinique (p. 1100) ; rejeté (p. 1101) ; **article 6** : son amendement n° 202 (fixation de la surface minimum d'installation dans les départements d'outre-mer) ; nécessité de prendre en compte la différence des structures foncières entre les départements d'outre-mer et la métropole ; adopté [4 avril 1984] (p. 1116) ; **après l'article 10** : son amendement n° 203 (abrogation des articles 188-10 à 188-

17 du titre VIII du code rural) : adopté (p. 1127) ; **après l'article 23** : son amendement n° 204 (insérant une section III relative aux dispositions particulières aux départements d'outre-mer) ; regroupement de certaines dispositions concernant le fermage et le métayage dans ces départements ; adopté ; son amendement n° 207 (réglementant l'exercice du droit de reprise par le bailleur) : adopté après rectification ; son amendement n° 205 (possibilité d'implanter des activités artisanales) : adopté (p. 1150) ; son amendement n° 206 (abrogeant les 1°, 3°, 4° et 5° de l'article L. 461-19 du code rural) ; cas dans lesquels le droit de préemption ne peut s'exercer ; adopté ; son amendement n° 208 (abrogation du premier alinéa de l'article L. 462-2 du code rural) ; cas des superficies trop petites pour constituer des exploitations agricoles ; adopté ; son amendement n° 209 (prolongeant à neuf ans la durée minimale des baux) : retiré ; son amendement n° 211 (possibilité pour le preneur en place depuis trois ans ou plus de pratiquer les cultures de son choix) ; développement du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer ; adopté ; son amendement n° 210 (donnant compétence pour les baux à colonat partiaire au tribunal compétent pour les baux à ferme) ; absence de tribunal de baux ruraux dans les départements d'outre-mer (p. 1151) ; retiré ; son amendement n° 212 (impossibilité dans certains cas de refuser la conversion du métayage en fermage) : adopté ; son amendement n° 213 (fixation de la date et des modalités d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions) : adopté ; son amendement n° 214 (publication par le Gouvernement d'un rapport sur l'évolution comparée des différents modes de faire-valoir dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 1152).

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion générale : forces autonomistes ou indépendantistes [6 juin 1984] (p. 3025) ; séparatisme ; compétences des régions d'outre-mer ; projet pour les départements d'outre-mer ; décentralisation ; pacification du débat politique ; lutte contre le sous-développement ; nécessité du développement ; contrats de plan ; action des élus locaux (p. 3026).

Explications de vote : querelle du statut ; pacification du débat politique ; débat sur le développement économique à l'automne (p. 3038).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : D.O.M. ; Martinique, Guadeloupe, Réunion ; délaissement de la montagne ; départementalisation ; mise en valeur des terres incultes ; terres incultes à la Martinique ; son amendement tendant à donner une nouvelle définition des terres en cause et à permettre d'installer d'office un fermier sur une terre à l'abandon [7 juin 1984] (p. 3066).

Discussion des articles : **après l'article 13** : son amendement n° 356 (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département de mettre en demeure le propriétaire de parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées de les mettre en valeur ou d'en céder la jouissance) [8 juin 1984] (p. 3143) ; extension de la récupération des terres incultes dans les départements d'outre-mer (D.O.M.) (p. 3144) ; surfaces inexploitées dans les D.O.M. ; définition des terres incultes ; installation d'office d'un fermier sur les terres laissées à l'abandon ; utilisation des terres en cas d'indivisions ; retiré (p. 3145).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 154 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « notamment dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement prévu à l'article 3 de la loi relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) ; inexistence des comités de massif dans les départements d'outre-mer ; rôle des régions dans le développement des zones de montagne ; adopté [27 novembre 1984] (p. 6355) ; **après l'article 57** : son amendement n° 170 (remplaçant le mot « tribunal » par les mots « tribunal paritaire des baux ruraux ») ; modernisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer [28 novembre 1984] (p. 6428) ; extension à ces départements des tribunaux paritaires des baux ruraux ; adopté (p. 6429).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rôle des dépenses publiques dans les D.O.M. et les T.O.M. [26 octobre 1984] (p. 5290) ; compensation par le fonds spécial de grands travaux de la défection des crédits de l'institut d'émission des D.O.M. ; bourses scolaires à la Réunion ; crédits des chantiers de développement ; situations des chômeurs ; œuvre de décentralisation dans les D.O.M. ; signature de contrats de Plan ; diversification du fonds d'investissement dans les D.O.M. par la création d'une section régionale ; création d'une caisse « chômage intempéries » ; passage du colonage au fermage ; mise en valeur des terres (p. 5291) ; efforts en matière culturelle ; définition d'une politique de développement ; allocations familiales ; allocation logement (p. 5292).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : situation des D.O.M. ; indique l'existence de diverses catégories de prestations ; différences avec le système métropolitain : caractère complexe et discriminatoire de la réglementation applicable outre-mer ; loi de 1982 approuvant le Plan intérimaire [4 décembre 1984] (p. 6641) ; indique que l'espérance est « déçue » en ce qui concerne les D.O.M. ; adultes handicapés ; allocation au jeune enfant ; natalité dans les D.O.M. tenant davantage à des conditions économiques qu'à des allocations natalistes ; souhaite que le décret de suppression du critère d'activité pour bénéficier des prestations familiales soit publié rapidement (p. 6642).

Discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 90 (précision par décret des conditions d'extension des dispositions de cet article aux départements d'outre-mer) ; réservé [5 décembre 1984] (p. 6665) ; **article 15** : son amendement n° 90 précédemment réservé : rejeté (p. 6680).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Président de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **article 13** : son amendement n° 196 (application des dispositions du présent titre aux baux d'alpage et d'estive) : adopté [4 avril 1984] (p. 1133).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : rappelle l'engagement de dépôt d'un texte avant le 31 décembre 1972 [7 juin 1984] (p. 3051) ; politique globale de la montagne ; investissements extérieurs massifs dans le tourisme ; zones gravement désertifiées ; dégradations socio-démographiques ; aides ; existence de situations très diverses en zones de montagne ; adaptations des législations et réglementations ; communautés ; auto-développement ; droit à la solidarité nationale ; contrats de Plan (p. 3052) ; fonds interactivités pour l'auto-développement en montagne ; plafond communautaire ; indemnités compensatoires ; F.E.O.G.A. ; production laitière ; engagement d'une

revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne dès le prochain exercice budgétaire ; rôle du F.I.D.A.R. ; extension des actions des S.A.F.E.R. au bénéfice des petites communes ; activités commerciales hôtelières et industrielles ; ressources hydro-électriques ; tourisme (p. 3053) ; unités touristiques nouvelles ; principe de préservation ; pluriactivité ; moyens financiers complémentaires ; contrats de Plan ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs (p. 3054) ; avis négatif des groupes de l'opposition sur le rapport de la commission d'enquête (p. 3067).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** reconnaissance de la montagne par la nation [7 juin 1984] (p. 3085) ; **article 1er :** travaux de la commission d'enquête sur la montagne (p. 3088) ; **article 3 :** notion de continuité (p. 3092) ; **avant l'article 4 :** détermination de la liste des organisations représentatives (p. 3096) ; **avant l'article 5 :** droit à la différence (p. 3101) ; **après l'article 6 :** loi d'orientation des transports intérieurs ; responsabilité des communes ; nombre de places ; régions désertifiées (p. 3105) ; **article 7 :** son amendement n° 341 (substituant aux mots « facilitant le développement », les mots « tendant à contribuer au maintien et au développement » dans l'intitulé du chapitre Ier) : retiré ; orientation des choix de la politique de l'agriculture en montagne (p. 3107) ; engagement européen de la France ; encouragement de types de développement agricole adaptés à la montagne ; préservation des terres agricoles et pastorales ; concertation au niveau de la commune ; spécificité des productions de l'agriculture de montagne ; accord européen sur la maîtrise de la production laitière ; mécanisme de soutien des prix ; problème du financement des investissements ; aides à la mécanisation et majocations de subventions pour les investissements (p. 3108) ; **après l'article 13 :** son sous-amendement n° 342 à l'amendement n° 61 de la commission (substituant aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») [8 juin 1984] (p. 3142) ; retiré (p. 3143) ; cas de la Réunion ; nécessité de proposer une solution au problème de l'agriculture dans les départements d'outre-mer (p. 3144) ; **article 15 :** son amendement n° 344 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 15 :** disposition tendant à protéger la provenance « montagne » ; complémentarité du label « montagne » pour les produits bénéficiant déjà d'appellations d'origine ; (p. 3148) ; obstacle aux pratiques introduisant dans les zones de montagne des productions de l'extérieur (p. 3149) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 345 à l'amendement n° 69 de la commission (complétant l'avant dernier alinéa de cet amendement par les mots « et à leurs groupements ») : adopté (p. 3154) ; **avant l'article 18 :** son amendement n° 346 (substituant au mot « faciliter » les mots « organiser et promouvoir » dans l'intitulé du chapitre II) ; promotion des activités touristiques ; adopté (p. 3156) ; **article 23 :** son amendement n° 438 (supprimant les mots « dans les conditions de l'article 30, alinéa 2, de la loi d'orientation des transports intérieurs » à la fin du 3e alinéa de cet article) ; modalités de mise en conformité des conventions ; loi d'orientation des transports intérieurs ; adopté (p. 3160) ; son amendement n° 439 (application des dispositions de l'article 30, alinéa 2, de la loi d'orientation des transports intérieurs) : adopté (p. 3161) ; **article 29 :** modalités d'indemnisation (p. 3166) ; **article 30 :** nombre de travailleurs saisonniers en Haute-Savoie et dans l'Isère ; gestion de la protection sociale des travailleurs saisonniers ; précarité de l'emploi ; nécessité d'assurer une parité de garantie à ces travailleurs ; son sous-amendement n° 349 à l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 350 à l'amendement n° 98 de la commission (rédigeant ainsi le 3e alinéa de cet amendement « sur leur demande, une unicité... ») ; couverture sociale de certaines personnes ; adopté ; son sous-amendement n° 351 à l'amendement n° 98 de la commission (insérant après les mots « de leurs diverses activités » les mots « qui servent les prestations pour le compte du régime dont ils relèvent au titre de leur activité principale, soit par ce régime ») ; responsabilité de la gestion de la protection sociale d'un pluriactif ; adopté ; son sous-amendement n° 352 à l'amendement n° 98 de la commission (rédigeant ainsi le 5e alinéa de cet amendement : « décret en Conseil d'Etat détermine ») (p. 3167) ; adopté ; son sous-amendement n° 353 à l'amendement n° 98 de la commission (insérant dans le 6e alinéa de cet amendement, après les mots « en fonction », le mot « notamment ») adopté (p. 3168) ; **après l'article 33 :** son amendement n° 404 (titularisation des fonctionnaires nommés dans des emplois permanents saisonniers d'au moins trois mois) ; établissements thermaux ; emplois à temps partiel (p. 3169) ; accession à la titularisation ; régime des fonctionnaires ; droit à indemnités ; statut de la fonction publique territoriale ; adopté (p. 3170) ; **article 38 :** *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* développement touristique ; gestion locative pour les constructions nouvelles ; directive de 1977 ; terrains agricoles en montagne (p. 3195) ; accueil de touristes ; rectifie le sous-amendement n° 372 du Gouvernement (p. 3197) ; **après l'article 38 :** demande d'autorisation de construire présentée dans une commune où il n'y a pas de P.O.S. ; rôle des commissaires de la République ; avis de la commission départementale (p. 3201) ; installation des jeunes agriculteurs (p. 3202) ; **avant l'article 42 :** son amendement n° 347 (insérant l'intitulé d'un chapitre II) : adopté (p. 3203) ; **article 42 :** Alpes-du-Nord (p. 3203) ; recours à des appareils utilisant une énergie importée ; stations de sports d'hiver (p. 3204) ; **article 43 :** système d'élection des maires ; habitants permanents (p. 3205) ; **après l'article 48 :** pratique du ski de fond ; participation des usagers (p. 3206) ; **article 49 :** dispositif concernant les remontées mécaniques ; loi sur la montagne ; massifs locaux ; utilisation du fonds ; rôle du F.I.D.A.R. ; projets d'autodéveloppement (p. 3207) ; **article 53 :** répartition de la taxe départementale et communale ; activité de ski ; action des bénévoles pour former des jeunes (p. 3209) ; **article 55 :** bénéficiaires potentiels d'énergies de réserve ; son sous-amendement n° 348 à l'amendement n° 170 de la commission (cas où les rétrocessions ont été faites à deux attributaires successifs dans la même année) ; caractère saisonnier de certaines activités de montagne (p. 3210) ; élargissement des possibilités de l'économie ; attributaires successifs d'une rétrocession ; adopté (p. 3211) ; **après l'article 55 :** problème des usagers en zone de montagne ; locaux commerciaux (p. 3217) ; responsabilité des maires en matière de service de secours ; gratuité des secours ; compagnies d'assurance (p. 3220).

Deuxième lecture, discussion générale : introduction en première lecture de dispositions intéressant l'agriculture et le tourisme [27 novembre 1984] (p. 6340) ; son ralliement aux dispositions introduites par le Sénat concernant le commerce et l'artisanat ; problème des pluriactifs ; amélioration de la législation du travail concernant les salariés saisonniers des collectivités locales et ceux du secteur privé ; notion d'autodéveloppement ; rôle du fonds interactivités pour l'autodéveloppement de la montagne (p. 6341) ; sa demande de réunion de la commission spéciale (p. 6343).

Discussion des articles : **article 1er A :** possibilité de créer le mot « autodéveloppement » ; convergence sur la signification donnée à cette formule (p. 6349) ; **article 4 :** nécessité pour le Gouvernement de déposer un amendement supprimant l'avant dernier alinéa de l'article 4 (p. 6353) ; **avant l'article 5 A :** satisfaction de la revendication du droit à la différence (p. 6354) ; **avant l'article 7 A :** transfert d'intitulé (p. 6357) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 204 (possibilité pour les coopératives agricoles et les associations d'intérêt collectif et leurs groupements d'être membres d'un groupement foncier agricole) (p. 6359) ; problème des mises en vente d'alpages ; rôle des groupements fonciers agricoles ; entrée des communes et de leurs groupements dans les groupements fonciers agricoles ; possibilité pour le Gouvernement d'approfondir son expertise ; adopté (p. 6360) ; **après l'article 12 :** modernisation de la législation sur les sections de communes dans le Massif central et les indivisions dans les Pyrénées ; nécessité de tenir compte des réalités régionales spécifiques (p. 6364) ; situation d'un canton d'un massif de Savoie où le patrimoine forestier relève d'un statut particulier issu du droit sarde ; ses espoirs sur l'engagement pris par le Gouvernement d'approfondir ces problèmes (p. 6365) ; **article 25 :** son sous-amendement n° 233 à l'amendement n° 57 de la commission (pouvoir du représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les réserves et les prescriptions concernant la délivrance de l'autorisation de mise en exploitation) (p. 6380) ; simplification de l'instruction des dossiers ; retiré (p. 6381) ; **avant l'article 33 *bis* :** son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 134 de M. Robert de Caumont (insérant après les mots « dans les conditions fixées par décret » les mots « après consultation des organisations syndicales et professionnelles représentatives ») ; son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 134 de M. Robert de Caumont (supprimant le mot « renouvelé ») ; amélioration de la situation des pluriactifs de droit privé par un dispositif équilibré ; nécessité de tenir compte de la nature des activités saisonnières ; consultation des organisations syndicales et professionnelles représentatives pour l'établissement du décret ; rejetés (p. 6385) ; **article 33 *bis* :** importance de la progression des salariés saisonniers des collectivités territoriales ; difficultés de ces personnes (p. 6386) ; volonté de l'Assemblée d'obtenir des avancées sociales pour les salariés saisonniers de droit privé (p. 6387) ; **article 38 :** — *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* volonté de M. Henri Prat de permettre qu'un plan d'occupation de sols ouvre les mêmes possibilités qu'un schéma directeur (p. 6401) ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* critique des collectivités

locales, sur l'autorisation spéciale de remplacement du matériel existant ; simplification de la procédure d'unités touristiques nouvelles (p. 6403) ; **article 40** : son amendement n° 220 (insérant après le deuxième alinéa de l'article L. 122-1-3 les mots « en zone de montagne le délai ci-dessus est porté à trois mois ») ; modalités de transmission entre commissaires de la République ; retiré (p. 6405) ; **article 48** : problème de l'identification des accès propres aux pistes [28 novembre 1984] (p. 6417) ; **article 53** : problème de l'inadaptation des routes nationales à l'écoulement du trafic touristique ; situation de la vallée de la Tarentaise (p. 6418) ; nécessité de demander un effort temporaire spécial aux usagers réguliers ; affectation du produit de la taxe communale ; **article 54** : réaction négative des associations de pêche et de protection de la nature ; problème du développement économique de la montagne (p. 6419) ; utilisation des richesses hydrauliques ; procedure de création des microcentrales (p. 6420) ; cohérence entre cet article et la philosophie des travaux sur la montagne ; situation des communes possédant des richesses d'énergie hydro-électrique ; cohérence du projet de la montagne et de la loi sur la pêche ; affectation du produit des micro-centrales à des fins de développement économique local (p. 6421) ; **après l'article 57** : remplacement de la formule « aucun motif grave » par la formule « aucune raison de force majeure » dans l'article 58-17 du code rural (p. 6428).

Commission mixte paritaire, ses observations après ses explications de vote : énumération de droits essentiels reconnus par le texte aux montagnards ; accroissement des prérogatives des collectivités locales ; élargissement des interventions des S.A.F.E.R. [19 décembre 1984] (p. 7248) ; mise en place du F.I.A.M. ; importance de la méthode utilisée dans la mise en œuvre de l'élaboration de ce texte ; utilité d'un vote unanime ; motif de l'absention des groupes U.D.F. et R.P.R. ; problème de la flexibilité ; avantages des salariés saisonniers ; rappel des dispositions de l'article 33 *bis* (p. 7249, 7250).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* agriculture de montagne ; spécificité de la montagne dans la mise en place des quotas laitiers ; renforcement de l'aide de l'Etat aux bâtiments d'élevage dans ces régions ; application des mesures concernant la dotation d'installation [6 novembre 1984] (p. 5586) ; calcul des cotisations sociales ; aide aux surcoûts des organismes d'appui technique à l'élevage en montagne ; conséquences de la « loi montagne » ; répartition géographique des indemnités ; promotion de productions originales rémunératrices ; contenu du mémorandum adressé par le ministre de l'agriculture aux instances communautaires (p. 5587).

BIGEARD (Marcel)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(5e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Climat politique** : attitude de la majorité en juin 1981 ; congrès de Valence [17 octobre 1984] (p. 4849) ; attitude de M. Lionel Jospin ; indique que celui-ci a fait 16 p. 100 aux élections européennes dans sa circonscription ; problème du rassemblement (p. 4850).

— **Situation internationale** : détérioration de la situation en Afrique ; retrait précipité des forces françaises du Tchad ; dialogue franco-libyen en Crète ; situation au sud du Soudan [19 décembre 1984] (p. 7218) ; situation au Liban, en Centrafrique et en Nouvelle-Calédonie (p. 7219).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : indique qu'il aurait souhaité la réussite du Gouvernement sur les trente-cinq heures ; lutte des classes ; constate que « les libertés foutent le camp... on glisse vers un ersatz de démocratie populaire » [2 juillet 1984] (p. 3960).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* part du budget dans le P.I.B. ; décrispation ; [9 novembre 1984] (p. 5828) ; loi de programmation ; répartition des masses budgétaires ; nucléaire ; S.N.L.E. « l'Inflexible » ; problème du chauffage des armées ; conseille à M. Robert Aumont « d'écraser » ; maintien de la durée du service à un an ; problème des effectifs ; Tchad ; attitude de l'U.R.S.S. ; Sud-Est asiatique ; (p. 5829) ; Tchad et Liban ; affaire du Boeing Sud-Coréen ; caractère indispensable de la force nucléaire ; politique internationale de l'U.R.S.S., notamment en Corée du Sud et au Vietnam ; montant du budget correspondant au déficit budgétaire ; indique que M. Ronald Reagan n'est « peut-être pas une lumière » mais qu'il retrouve un idéal pour son pays (p. 5830).

BILLARDON (André)

Député de la Saône-et-Loire
(3e circonscription)
Socialiste

Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Président de ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1984] (p. 2462).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Démissionne de ses fonctions de vice-président [*J.O.* du 26 septembre 1984] (p. 3001).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Président de cette commission [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Creusot-Loire** : prononcé par le tribunal de commerce de Paris de la suspension provisoire des poursuites au bénéfice de cette société [16 mai 1984] (p. 2383).

— **Creusot-Loire** : règlement judiciaire de cette société ; avenir des activités industrielles stratégiques [13 juin 1984] (p. 3292).

— **Libéralisme** : contenu des discours et des projets de l'opposition [14 novembre 1984] (p. 6013).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047)

Discussion : existence d'une crise internationale ; aspects économique, culturel et social de cette crise ; moyens de la politique actuelle ; prise de conscience de la crise [19 avril 1984] (p. 1824) ; résultats économiques en matière d'inflation et de commerce extérieur ; environnement international ; projet industriel, social et culturel du Gouvernement ; maintien de l'effort d'assainissement sans sacrifice du long terme ; position de la France dans le monde ; gestion sociale du sous-emploi ; montée brutale du chômage ; stratégie industrielle (p. 1825) ; nécessité de moderniser l'industrie ; handicaps de l'industrie française ; évolution de l'emploi ; accélération de la création d'emplois ; partage du travail ; modernisation de l'industrie ; nouvelles branches industrielles ; dialogue social ; redressement des investissements ; réorientation de l'épargne vers l'industrie ; niveau de l'activité industrielle ; adaptations de notre appareil de production ; sidérurgie lorraine (p. 1826) ; restructuration ; lois Auroux ; formation professionnelle ; progrès social ; priorité de l'emploi ; indique qu'il n'y a pas d'autre politique de gauche que celle d'aujourd'hui et qu'il n'y a pas d'autre majorité de gauche que celle issue du 10 mai 1981 ; existence d'une alternative : politique conservatrice et de régression sociale ; vote positif du groupe socialiste (p. 1827).

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** propos de M. François d'Aubert : « M. Mauroy est un menteur » ; souhaite le retrait de ces propos [3 juillet 1984] (p. 4012, 4013).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : **ses observations sur la question préalable** de M. Michel Debré : contradictions de l'opposition ; objectifs du projet de loi [23 août 1984] (p. 4274) ; objet et utilisation de la question préalable ; dévoiement de la procédure parlementaire ; cas de la proposition de loi déposée par M. Jean Foyer et de celle déposée par MM. Jacques Barrot, François Léotard et Alain Madelin ; attitude de la majorité sénatoriale ; rappel du « scénario » qui s'est déroulé devant le Sénat ; analyse de l'article 11 de la Constitution ; organisation des pouvoirs publics (p. 4275) ; rôle du Sénat ; motion référendaire ; rôle du Président de la République ; plébiscite ; revirements de l'opposition ; propos de M. Charles Pasqua ; risque d'atteinte aux libertés fondamentales ; extension des libertés publiques (p. 4276) ; référendum sur la question scolaire ; remise en cause de la légitimité du Président de la République ; contrôle préalable du Conseil consitutionnel ; rappel des grandes réalisations de la gauche notamment les lois Auroux et la suppression de la peine de mort ; déclaration de M. Raymond Barre favorable à une extension de l'article 11 de la Constitution (p. 4277) ; attitude de M. Michel Debré (p. 4278).

BILLON (Alain)

Député de Paris
(29e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du carrefour international de la communication (n° 2076) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre du Conseil d'administration du carrefour international de la communication [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2031).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [8 octobre 1984] (p. 4485).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radiotélévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2076) relatif à la création du **carrefour international de la communication (n° 2104)** [10 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Centres d'information pour le logement :** association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne (A.I.L.A.P.) ; subvention [27 juin 1984] (p. 3745).

— **Attentat du Drakkar :** origine de cet attentat [31 octobre 1984] (p. 5479).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : fondements de la société libérale ; propositions de M. François Mitterrand, lorsqu'il était candidat à la présidence de la République ; attitude de l'opposition ; « maladie » de la presse ; publications régionales ; presse quotidienne nationale [24 janvier 1984] (p. 6) ; groupe « Hersant » ; déséquilibre entre les recettes et les coûts de la presse ; nécessité de légiférer ; transparence ; dispositions anti-trust ; cas de l'Italie et de la Suède ; manœuvres de l'opposition (p. 7).

Quatrième lecture, explications de vote : durée de ce débat [12 septembre 1984] (p. 4433) ; image de l'institution parlementaire ; ordonnances de 1944 ; report de l'application du texte pour les concentrations existantes ; article 35 du projet de loi ; transparence ; communication ; vote positif du groupe socialiste (p. 4434).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : grands équipements culturels ; opérations d'urbanisme [17 mai 1984] (p. 2431) ; essor des nouvelles techniques de communication ; nouvelles technologies ; avenir de la démocratie ; développement des industries ; communication ; cas de l'électronique ; exportations télévisuelles des sociétés du service public ; cas des Etats-Unis (p. 2432) ; défis de la modernité ; loi de 1982 sur la communication audiovisuelle ; 9e Plan ; carrefour international de la communication ; techniques de communication ; rôle du carrefour : décloisonnement des professions et des média, rencontres des personnes, activités du jardin d'acclimatation ; cité des affaires ; marché permanent des matériels informatiques ; ateliers de la communication (p. 2433) ; fonctions du centre de ressources ; réussite du programme du carrefour ; processus

d'élaboration du projet ; coût de l'équipement ; coût de fonctionnement global annuel ; rencontres régionales (p. 2434) ; rôle du carrefour ; points sur lequels le Sénat a modifié le texte (p. 2435).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : évolution des moyens modernes de communication ; interpénétration croissante de la télécommunication et de la communication audiovisuelle ; arrivée de la gauche au pouvoir ; mainmise totale sur la radio et la télévision avant mai 1981 ; indépendance du service public ; proposition de M. Jacques Chirac de privatiser l'ensemble de la communication audiovisuelle ; radios locales privées [12 juin 1984] (p. 3245) ; modification de la loi de juillet 1982 ; droit à bénéficier de ressources publicitaires ; taux d'écoute ; difficultés financières de la plupart des radios ; développement des projets privés ; publicité ; subventions versées par les collectivités territoriales et les établissements publics ; haute autorité ; fonds d'aide ; sanctions ; reconnaissance de la publicité comme moyen d'existence et de développement des radios locales (p. 3246) ; situation des radios aux Etats-Unis ; marchés italiens, américains et anglais ; audience des radios « de type léger » ; radios locales privées de type lourd, sur le modèle anglais ou italien ; grandes villes ; Italie ; publicité ; presse quotidienne régionale ; changement d'avis de celle-ci à l'égard des radios locales (p. 3247) ; audience de ces radios ; politique des média ; structures en cours d'implantation ; grandes régies radiophoniques ; organisation des réseaux ; identité culturelle ; industrie du disque ; réseaux publicitaires (p. 3248).

Discussion des articles : **article 6 :** sanctions prévues par cet article ; infractions (p. 3281).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008).

Deuxième lecture, discussion générale : obligations militaires des doubles nationaux ; nouveau cours des relations franco-algériennes [28 juin 1984] (p. 3820).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* grands équipements culturels ; incidences économiques de la politique d'investissements culturels ; projet de la Villette [25 octobre 1984] (p. 5241).

BIRRAUX (Claude)

Député de la Haute-Savoie
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1020).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

DEPOTS

Proposition de loi visant à faciliter le **développement du logement locatif privé (n° 2032)** [12 avril 1984].

Proposition de loi d'orientation relative au **développement du climatisme et de la climatothérapie (n° 2033)** [12 avril 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de **l'industrie française du raffinage (n° 2057)** [24 avril 1984]. Retrait de cette proposition le 4 juin 1984.

QUESTIONS

au gouvernement :

— Restriction des crédits de l'éducation nationale : situation financière de certains établissements scolaires ; cas de l'académie de Grenoble ; problème des échéances financières de l'automne 1984 [31 octobre 1984] (p. 5483).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion générale : clarification de la distinction entre pêcheurs professionnels et amateurs ; pêcheurs aux engins et filets de lac Léman ; statut de professionnels à temps partiel ; harmonisation des régimes sociaux ; notion de débit réservé ; fixation uniforme dans la loi d'un seuil pour tous les débits réservés ; échelles à poissons ; poursuites pénales ; fédérations départementales [16 mai 1984] (p. 2397, 2398).

Discussion des articles : **article 4.** — *article 415 du code rural :* son amendement n° 66 (mise en valeur du domaine piscicole départemental) : non soutenu ; son amendement n° 67 (modalités de recouvrement de la taxe piscicole) : devenu sans objet ; *article 416 du code rural :* son amendement n° 68 (pêcheurs exerçant à temps plein ou partiel) : adopté.

Explications de vote : Vote positif du groupe U.D.F. (p. 2423).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : actions ayant marqué la politique de la montagne entre 1960 et 1981 ; compensation partielle par l'indemnité spéciale de montagne (I.S.M.) ; subventions d'exploitation de 1970 à 1981 ; recul de la solidarité nationale marqué par ce projet ; taxe sur les remontées mécaniques ; 40 millions de francs affectés au fonds pour l'auto-développement [7 juin 1984] (p. 3054) ; contrats de Plan ; conventions d'affermage et concessions ; servitudes pour pistes de ski ; problèmes des pluriactifs ; diplômes nouveaux de moniteurs d'escalade ; maison familiale de Marcoles ; service de secours en montagne ; ressources de la fédération française de ski ; subventions des jeunes s'installant en agriculture ; climatisme ; capacité d'accueil des stations climatiques ; insuffisances du texte (p. 3055).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 399 (complétant cet article par les mots « et par le fonds interministériel de développement et d'aménagement rural ») ; renforcement de la politique nationale de la montagne ; rejeté (p. 3100) ; **avant l'article 18 :** son amendement n° 406 (complétant l'intitulé du chapitre II par les mots « climatiques et climatothérapiques ») : retiré [8 juin 1984] (p. 3157) **article 23 :** son amendement n° 407 (insérant les mots « ou en régie dite « simplifiée » définie par décret en Conseil d'Etat dans les communes de moins de 20 000 habitants » après les mots « service public industriel et commercial » dans le premier alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 3160) ; **après l'article 29 :** son amendement n° 410 (stations climatiques et climatothérapiques ») : réservé ; ses amendements n° 411 et n° 409 : réservés (p. 3166) ; **après l'article 34 :** son amendement n° 414 (superficies plafonds sur les surfaces de plancher hors œuvre et pour les surfaces de vente) : réservé (p. 3170) ; **article 38 :** *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 415 (rôle des P.O.S.) : rejeté (p. 3192) ; *article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 416 (suppression du mot « bouclage ») (p. 3197) ; retiré (p. 3198) ; **article 42 :** son amendement n° 417 (sites de dépose en hélicoptère) (p. 3203) : rejeté (p. 3204) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 409, précédemment réservé : retiré ; son amendement n° 410 (climatisme et climatothérapie) : retiré ; son

amendement n° 411 (composition de la section spéciale du haut comité du thermalisme et du climatisme) (p. 3216) ; rejeté ; son amendement n° 414 (projets de constructions nouvelles ou de transformation d'immeubles existants dans certains cantons) (p. 3217) ; retiré ; (p. 3218).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 10 :** nécessité d'introduire des personnes qualifiées en matière forestière dans la commission départementale d'aménagement foncier ; utilité de la suppression de termes ne figurant pas dans l'article 39 du code rural au paragraphe III de cet article [27 novembre 1984] (p. 6361) ; nécessité pour la commission départementale d'aménagement foncier de se prononcer sur l'état d'inculture en tenant compte des intentions de l'administration (p. 6362) ; **article 27 :** son amendement n° 234 (implantation en zone moyenne classée d'équipements complémentaires de remontées mécaniques) : rejeté (p. 6382) ; **article 53 :** affectation du produit de la taxe sur les remontées mécaniques ; montant des indemnisations [28 novembre 1984] (p. 6419).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* situation des sous-traitants ; problème des réintégrations de sous-traitance et des délais de paiement [24 octobre 1984] (p. 5166).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* absence de respect de la loi de programmation pour le budget 1985 ; cas de la progression des crédits civils de recherche, progression de la recherche fondamentale ; évolution des effectifs notamment de ceux du Musée de la Villette [5 novembre 1984] (p. 5503) ; effort de recherche des entreprises ; problème de la régulation budgétaire ; annulations des crédits de recherche ; progression des crédits de fonctionnement du Musée de la Villette ; autorisation d'emprunt conférée au commissariat à l'énergie atomique et au Centre national d'études spatiales ; séparation entre l'industrie et la recherche ; vote contre du groupe U.D.F. (p. 5504).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : nécessité d'aménager les règles de comptabilité applicables aux exploitants agricoles soumis au régime du réel simplifié [7 novembre 1984] (p. 5678).

Articles additionnels et articles non rattachés : après article 81 : son amendement n° 156 (possibilité pour un exploitant agricole de demander l'imposition de la fraction du bénéfice dépassant 100 000 francs selon les règles prévues à l'article 150 R du code général des impôts) [15 novembre 1984] (p. 6155) ; rejeté (p. 6157) ; son amendement n° 154 (supprimant les dispositions prévues par la dernière phrase du 1° du paragraphe II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) (p. 6157) ; rejeté (p. 6158) ; son amendement n° 155 (visant à ce que les dispositions de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 prennent effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) (p. 6159) ; rejeté (p. 6160).

BLADT (Paul)

Député de la Moselle
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* globalisation de l'aide aux Charbonnages de France ; baisse des prix de revient et amélioration du rendement [14 novembre 1984] (p. 6040) ; rémunérations ; nucléaire ; outillage minier ; houillères de Lorraine ; rôle des Charbonnages de France ; énergie ; production du bassin lorrain ; objectifs de cette production ; monopole d'E.D.F. (p. 6041).

Examen des crédits : **Etat C - Titre V :** redressement des Charbonnages de France-Chimie ; problème de l'aide aux Charbonnages de France [15 novembre 1984] (p. 6085).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique viticole : incapacité du Gouvernement à traiter des problèmes du monde agricole ; calendrier des négociations agricoles avec l'Espagne ; acceptation par le Gouvernement de la remise en cause des contrats de stockage à court terme [11 avril 1984] (p. 1463, 1464) ;

— Accords des Dix sur les dépenses européennes : avenir de la politique agricole commune et de l'agriculture française ; conséquence de la fixation *a priori* de l'enveloppe des dépenses agricoles [21 novembre 1984] (p. 6222).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : problème de la notification de la démission des députés socialistes de l'Aude à la présidence [11 avril 1984] (p. 1465).

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501)

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** son amendement n° 215 (énoncé des différents statuts juridiques possibles pour les groupements sportifs) [12 avril 1984] (p. 1540) ; devenu sans objet (p. 1541). **article 13 :** autonomie des fédérations sportives [13 avril 1984] (p. 1573) ; rôle du comité national olympique et sportif français (p. 1574) ; **article 17 :** caractère archaïque de la notion de lutte des classes ; nécessité d'une coopération entre le sport corporatif et le sport associatif (p. 1585) ; nécessité de développer le maximum d'activités physiques en fonction des moyens du comité d'entreprise ; origine bourgeoise de certains députés socialistes (p. 1586) ; volonté de développer les activités sportives en faveur des handicapés dans le cadre des ateliers de travail protégé ; différence entre les structures juridiques des centres d'aides par le travail et des ateliers de travail protégé ; encouragement de la pratique sportive de l'ensemble des citoyens (p. 1587) ; **article 20 :** absence d'amélioration en faveur des personnes handicapées ; **son rappel au règlement;** rappelle au président de séance son pouvoir discrétionnaire pour autoriser un député à répondre soit au Gouvernement soit à la commission (p. 1589) ; **après l'article 26 :** existence réglementaire du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; volonté du Gouvernement de créer une section de ce haut comité par voie législative ; pagaille dans laquelle M. Henry a laissé le ministère de la jeunesse (p. 1597) ; absence de précision sur le fonctionnement des organismes créés (p. 1599) ; situation de conflit entre les conceptions des différents ministres ; cas de M. Henry ; absence de réponse sur le rôle respectif des organismes crées par la majorité (p. 1605) ; succession de M. Henry ; **article 27 :** nécessité de renforcer la formation spécialisée en médecine du sport (p. 1606) ; reconnaissance aux docteurs en médecine d'une compétence générale ; son accord pour la création d'un livret de santé (p. 1607) ; effort des fédérations en matière de contrôle médical (p. 1608) ; **article 27 *bis* :** enfermement du ministre chargé des sports dans une idéologie dépassée ; référence au professeur Louis Lareng (p. 1609) ; participation des médecins généralistes à la pratique des examens médico-sportifs (p. 1610) ; **article 28 :** intégration des examens médico-sportifs dans le cadre de la prévention ; formation des médecins au cours du second cycle (p. 1611) ; **article 29 A :** schéma directeur d'équi-

pement sportif d'intérêt national ; cas des communes rurales ; exemple du colonel Crespin (p. 1613) ; **après l'article 29 A** : risque d'imposer aux communes le financement d'équipements nécessaires à la pratique d'activités sportives ; cas des communes rurales (p. 1615) ; nécessité de ne pas s'enfermer dans une conception rigide d'équipements réservés aux scolaires (p. 1616) ; **article 30** : phénomène de bureaucratisation ; nécessité d'une autorisation pour simple modification d'affectation de l'équipement (p. 1617) ; caractère ridicule de ce texte ; rôle des préfets ; annulation de crédits d'équipement (p. 1618) ; cas d'un propriétaire privé bénéficiant d'une aide pour réaliser un gite-étape pour randonnées équestres ; spoliation des propriétaires privés ; anéantissement des capacités d'initiative privée (p. 1619) ; **article 31** : blocage du développement des activités physiques et sportives ; manque de jeunes suffisamment qualifiés titulaires de diplômes d'Etat ; remise en cause de la capacité d'un grand nombre d'associations de prendre en charge les jeunes (p. 1620) ; son amendement n° 144 (inapplication des dispositions du présent article au personnel d'animation exerçant leurs activités dans le cadre des centres de vacances ou de loisirs) ; champ d'application de cet article ; rejeté (p. 1622).

Explications de vote : imposition aux clubs sportifs d'un régime juridique dont ils ne veulent pas ; mouvement de « recentralisation » ; absence de ressources financières (p. 1630) ; refus d'instituer des rapports nouveaux entre l'Etat et les mouvements sportifs (p. 1631).

Son rappel au règlement : s'étonne de la réponse de Mme Georgina Dufoix estimant que l'organisation d'un débat sur le problème de la démographie est sans intérêt parce qu'il ne va pas changer la situation de la démographie ; s'étonne que le président de séance se soit substitué à la conférence des présidents pour arrêter l'ordre du jour [25 avril 1984] (p. 1924).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069)

Discussion : visite du Président de la République aux Etats-Unis ; relations du Gouvernement avec Cuba ; attitude de la France vis-à-vis du Nicaragua [26 avril 1984] (p. 1979) ; envoi des troupes au Zaïre par le Président Valéry Giscard d'Estaing ; situation au Liban et au Tchad ; voyage de M. François Mitterrand aux Etats-Unis ; problèmes européens ; montants compensatoires monétaires ; productions laitières européennes ; règlement communautaire vinicole (p. 1980) ; endettement de la France ; dévaluations ; contradictions de la politique française (p. 1981) ; élections de Sète (p. 1989).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. : — *Discussion générale :* rôle de la taxe de coresponsabilité [6 novembre 1984] (p. 5605-5606) ; *questions* : cas du département de la Lozère ; part réservée à l'aménagement rural dans la dotation globale d'équipement pour 1985 ; perspectives pour le règlement viticole (p. 5623).

Relations extérieures — Affaires européennes — coopération et développement. — *Discussion générale :* problème européens [8 novembre 1984] (p. 5733) ; organisation politique de l'Europe ; difficultés financières ; politique agricole commune ; élargissement ; région du Languedoc-Roussillon (p. 5734).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* baisse des crédits d'investissement [13 novembre 1984] (p. 5963) ; montant de la dotation globale de décentralisation ; répartition des postes administratifs entre l'Etat et les départements ; renouvellement du matériel hospitalier ; problème de la nomenclature ; sort des handicapés (p. 5964) ; possibilité de révision de la dotation globale de décentralisation (p. 5969-5970).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : se félicite de la décision du Gouvernement de retirer les amendements relatifs à la D.G.E. ; communes rurales les plus démunies ; cas du département de la Lozère [6 décembre 1984] (p. 6778).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144)

Première lecture, discussion générale : tourisme régional ; Conseil régional ; compétence de la région ; décentralisation ; caractère facultatif de la formule de l'établissement public à caractère industriel et commercial ; composition des futurs comités ; représentation des Conseils régionaux au sein de ceux-ci [17 décembre 1984] (p. 7058) ; possibilité de créer un comité par région ; place du tourisme dans le budget de l'Etat ; nécessité d'assurer la convergence des actions et des financements ; rôle des régions ; possibilité de faire l'unanimité de l'Assemblée sur ce texte ; indique qu'il a parlé au nom de l'ensemble de l'opposition (p. 7059).

Discussion des articles : **article 1er** : problème de la nature juridique des comités régionaux ; régions Provence-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes ; possibilité de constituer plusieurs comités régionaux ; cas où le Conseil régional n'opte pas pour la formule juridique de l'établissement public (p. 7060) ; **article 2** : décentralisation et tourisme ; définition de la politique du tourisme (p. 7061) ; indique que la région est une collectivité locale ; absence d'élection au suffrage universel ; décentralisation ; compétences ; problème du statut actuel de la région ; établissement administratif selon la loi de 1972 aux collectivités territoriales ; application du texte (p. 7062) ; association des différents partenaires à la politique du tourisme ; statut actuel de la région ; rôle de l'opposition (p. 7063) ; **article 3** : cas du sud-ouest ; comités régionaux du tourisme ; (p. 7064) ; **article 4** : rôle des comités régionaux ; problème de la présidence de ceux-ci ; présence des présidents des comités départementaux du tourisme comme membres de droit des comités régionaux (p. 7065) ; **article 5** : indique qu'il souhaite demander une deuxième délibération de l'article 4 ; égalité entre les membres du comité ; présidents des comités départementaux (p. 7066) ; **article 9** : fonctions de directeur du comité régional (p. 7067) ; problème de la compatibilité entre les fonctions de délégué régional et le directeur du comité régional (p. 7068) ; **article 13** : cas de la Corse et des Conseils régionaux d'outre-mer ; problème de la suppression de cet article (p. 7069) ; possibilité d'élaborer un texte en seconde lecture ; demande une seconde délibération : rejetée.

Explications de vote : indique qu'il souhaitait faire des présidents des comités départementaux du tourisme des membres de droit des comités régionaux ; problème de la constitutionnalité de ce texte ; indique que la région n'est pas encore une collectivité territoriale ; réduction des inégalité entre les Français devant le tourisme ; chèques-vacances ; indique qu'il votera ce texte (p. 7070).

BLISKO (Serge)

Député de Paris
(14e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

BOCKEL (Jean-Marie)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
Socialiste

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cessation de son mandat de député le 23 août 1984 [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2413).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2039) tendant à faciliter **l'accession à la propriété immobilière avec occupation anticipée (n° 2083)** [3 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant la **location-accession à la propriété immobilière (n° 2227)** [21 juin 1984].

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430)** [15 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pluies acides** : contamination du massif vosgien [5 avril 1984] (p. 1171).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Jean-Claude Bois : (n° 703) coût des stages de formation;** stages offerts aux jeunes de seize à dix-huit ans ; stages organisés dans les secteurs prioritaires ; rémunération des stagiaires ; rôle des organismes privés (p. 4677).

— **M. François Mortelette (n° 704),** posée par M. Jean-Claude Bois : **logement mis à la disposition des instituteurs par les communes** : logements des instituteurs ; arrêt Renou du Conseil d'Etat du 11 mars 1983 ; décisions de la désaffection [12 octobre 1984] (p. 4677, 4678).

INTERVENTIONS

En qualité de député.

— **Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : articles restant en navette ; terme « d'occupation » ; obligation d'une occupation effective et personnelle ; résiliation du contrat pour inexécution ; position du Sénat ; crise du bâtiment [11 mai 1984] (p. 2267-2268).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (substituant aux mots « d'occupation-accession » les mots « de location-accession ») ; rétablissement de l'expression « location-accession » ; possibilité de maintien dans les lieux (p. 2269) ; occupation précaire ; adopté ; son amendement n° 2 (supprimant l'obligation d'une occupation effective et personnelle) ; cas où l'accédant a fait l'objet d'une mutation professionnelle ; adopté ; **article 1er *bis* :** son amendement n° 3 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression « de location-accession ») : adopté ; son amendement n° 4 (référence au Titre II et à l'article 22 dans cet article) : adopté ; **article 1er *ter* :** son amendement n° 5 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression « de location-accession ») : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 6 (même objet) : adopté (p. 2270) ; **avant l'article 3 :** son amendement n° 7 (même objet) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 8 (même objet) : adopté ; son amendement n° 9 (limitant le champ d'application du 2° de cet article au cas où le prix est révisable) ; contrat ne devant mentionner les modalités de révision du prix que si celui-ci est révisable ; adopté ; son amendement n° 10 (substituant la référence à l'article 26 par la référence aux articles 14 *bis* A et 14 *bis* C dans le 7° de cet article) ; erreur de référence ; adopté ; son amendement n° 11 (estimation des charges) ; évaluation des charges pour la première année d'exécution ; adopté (p. 2271) ; **article 14 A :** son amendement n° 12 (de suppression) ; cas de résiliation du contrat ou cas où le transfert de propriété n'a pas lieu à la date convenue ; adopté ; **article 14 B :** son amendement n° 13 (cas où le contrat de location-accession est résilié) : adopté ; son amendement n° 14 (faisant référence à un usage en bon père de famille) ; frais de remise en état des lieux correspondant à un usage normal ; adopté ; **article 14 :** son amendement n° 15 (substituant à la référence « 14 A » la référence « 14 B » dans cet article) : adopté (p. 2272) ; **article 14 *bis* A :** son amendement n° 16 (insérant la référence au fait de l'accédant pour l'inexécution des obligations) : adopté ; son amendement n° 17 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression de « location-accession » dans cet article) : adopté ; **article 14 *bis* B :** son amendement n° 18 (supprimant la référence au contrat d'occupation-accession dans la première phrase de cet article) ; indemnités mises à la charge de l'accédant ; demandes d'indemnisation ; adopté ; **article 16 :** son amendement n° 19 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression de « location-accession ») : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 20 (faisant référence aux organismes visés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation dans cet article) (p. 2273) ; évolution de la situation des organismes H.L.M. au cours des prochaines années ; garanties ; adopté ; **article 20 :** son amendement n° 21 (insérant le mot « autres » après les mots « de l'une des ») ; aliénation de l'immeuble ; droit du nouveau propriétaire ; adopté ; **article 21 :** son amendement n° 22 (substituant aux mots « d'occupation-accession » les mots « de location-accession ») : adopté ; **article 22 :** son amendement n° 23 (même objet) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 24 (même objet) : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 25 (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; demandes de prêts ; location-accession ; adopté ; **article 25 :** son amendement n° 26 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression « de location-accession ») : adopté (p. 2275) ; **article 27 *bis* :** consensualisme de la vente ; **article 28 :** son amendement n° 27 (même objet) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 29 (même objet) : adopté (p. 2276) : perception des indemnités par un accédant ; réalisation des travaux ; **article 31 :** son amendement n° 30 (substituant aux mots « d'occupation-accession » les mots « de location-accession ») : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 31 (même objet) : adopté ; **article 37 :** son amendement n° 32 (même objet) : adopté ; **article 38 :** ses amendements n° 33 et n° 34 (même objet) : adoptés (p. 2277) ; **article 38 *bis* :** son amendement n° 35 (même objet) : adopté ; **article 39 :** ses amendements n° 36 et n° 37 (même objet) : adoptés ; **après l'article 39 :** son amendement n° 38 (société coopérative de construction) ; cas où l'accédant n'exerce pas la faculté d'acquérir ; société coopérative de construction ; charges afférentes au logement de l'associé qui se retire ; adopté ; **article 40 :** son amendement n° 39 (substituant à l'expression « d'occupation-accession » l'expression « de location-accession ») : adopté ; son amendement n° 40 (même objet) : adopté ; **article 42 :** son amendement n° 41 (droits de l'acquéreur) (p. 2278) ; réparations sur les gros ouvrages ; vente d'H.L.M. ; adopté ; **article 42 *bis* :** son amendement n° 42 (même objet) : adopté ; **titre :** son amendement n° 43 (rédaction du titre tenant compte de la location-accession) : adopté (p. 2279).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : expression « location-accession » ; définition du contrat ; position de la commission mixte paritaire ; droit au maintien dans les lieux au profit de l'accédant en cas de résiliation du contrat ; garantie liée à la qualité du vendeur ; organismes d'H.L.M. ; recours à un prêt ; situation de l'accédant ; contrats en cours ; vote unanime de la commission mixte paritaire [26 juin 1984] (p. 3716).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : fonctionnarisation volontaire d'une partie du corps enseignant ; clergé concordataire en Alsace-Moselle ; projet éducatif ; titularisation représentant une liberté [22 mai 1984] (p. 2545).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : absence de cohérence des propos de M. Robert-André Vivien [12 juin 1984] (p. 3251) ; utilisation de la bande de modulation de fréquence ; département du Haut-Rhin ; radios locales ; problème international se posant dans les régions frontalières ; libération des fréquences de ces régions (p. 3252).

En qualité de secrétaire d'Etat.

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* vigueur du commerce en France ; augmentation des dotations pour les actions d'information et pour les aides aux groupements ; amélioration de la productivité du commerce ; engagements pris par l'Etat dans les contrats de Plan ; « multiples ruraux » ; gestion des marchés ; marché d'intérêt national de Rungis ; formation professionnelle ; réhabilitation de l'acte de commerce, [24 octobre 1984] (p. 5150) ; secteur rural (p. 5155) ; difficultés du commerce en France liées à la baisse du pouvoir d'achat ; alourdissement des charges ; problèmes des gérants-mandataires ; cessation d'activité des commerçants (p. 5162) ; aide à la vente de fonds ; urbanisme commercial (p. 5163).

Répond à la question de

— *M. Aimé Kerguéris :* ventes sauvages ; décret du 18 janvier 1984 réduisant la durée de validité du titre permettant l'exercice d'activités non sédentaires (p. 5166) ;

— *M. Guy-Michel Chauveau :* actions en faveur du tourisme rural (p. 5166) ; contrats passés par les régions avec l'Etat en matière d'études économiques, ponctuelles ou de réalisations informatiques (p. 5167) ;

— *M. Jean Peuziat :* dotation globale de fonctionnement ; sentiers (p. 5168) ;

— *Mme Paulette Nevoux :* établissement de monographie fiscale ; nomenclatures (p. 5168) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* modernisation du secteur commercial ; application de la loi Royer ; vote des commissions départementales d'urbanisme commercial ; urbanisme commercial (p. 5169) ;

— *M. Pierre Métais :* informatisation dans la grande distribution ; signature d'une convention avec l'agence de l'informatique (p. 5170) ;

— *M. Christian Bergelin :* posée par M. Charles Miossec : effort en matière de formation et de regroupements des commerçants pour l'informatisation (p. 5171) ;

— *M. Charles Miossec :* informatique ; subventions et prêts bonifiés au commerce (p. 5171).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430).

Première lecture, discussion générale : caractère complexe du calcul du coefficient de majoration ; réflexion sur les possibilités d'une simplification ; fixation par concertation du taux pour l'année 1985 [28 novembre 1984] (p. 6462) ; lutte contre l'inflation ; reconduction du dispositif mis en place en 1984 (p. 6463) ; pour les loyers des locaux professionnels et les garages.

Discussion de l'article unique : **article unique** : importance de la concertation ; problème de l'encadrement des prix des locations saisonnières ; volonté d'équilibre du Gouvernement (p. 6464) ; **après l'article unique** : son opinion concernant la lutte contre l'inflation ; importance de l'effort de réduction des prélèvements obligatoires mené par le Gouvernement (p. 6466).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère de compromis du coefficient de 2,25 ; cohérence des articles n° 3 et 4 réglementant l'évolution des loyers des locaux à usage professionnel ; utilité de rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture [18 décembre 1984] (p. 7081, 7082).

Troisième lecture, discussion générale : caractère équilibré du taux de 2,25 p. 100 ; utilité des modifications introduites par l'Assemblée dans la lutte contre l'inflation [20 décembre 1984] (p. 7314).

BOCQUET (Alain)

Député du Nord
(19e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Jeunes titulaires d'un C.A.P. ou d'un B.E.P. désirant continuer leurs études; titulaires d'un brevet d'enseignement professionnel ; accueil de ces jeunes diplômés dans les lycées [17 octobre 1984] (p. 4852) ; allocations familiales (p. 4853).

— Mesures imposées aux mineurs retraités en matière de droit au logement : pénalisation des mineurs par la récession et le chômage frappant leurs enfants ; remise en cause de leur droit au logement gratuit [19 décembre 1984] (p. 7221).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* nouvelle convention U.N.E.D.I.C. imposée par le C.N.P.F. ; hausse des sorties d'allocation de fin de droits ; financement des mesures en faveur des travailleurs en chômage prolongé [29 octobre 1984] (p. 5380).

— Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* situation des personnels du ministère de la solidarité et de la sécurité sociale [13 novembre 1984] (p. 5950) ; stagnation des crédits qui leur sont consacrés ; excédent de la sécurité sociale ; revalorisation de certaines prestations ; prélèvement sur les revenus salariaux ; originalité du système français de protection sociale ; responsabilité du patronat en ce qui concerne les accidents de travail ; nécessité d'une politique de l'emploi et de la croissance ; réforme du financement des régimes sociaux ; déplafonnement des cotisations ; problème du remboursement de l'I.V.G. ; contenu du rapport du planning familial à ce sujet (p. 5951) ; démocratisation des caisses (p. 5952).

BOIS (Jean-Claude)

Député du Pas-de-Calais
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 703,** posée le 9 octobre 1984 : **formation professionnelle et promotion sociale (stages : Pas-de-Calais)** (p. 4599) ; appelée le 12 octobre 1984 : **coût des stages de formation** : bassin d'emploi de Lens ; insertion sociale et professionnelle des jeunes de dix-huit ans ; stages de formation (p. 4676) ; stages d'informatique ; organismes de formation ; prix pratiqués par certains organismes privés (p. 4677).

— n° **704**, de M. François Mortelette : appelée le 12 octobre 1984 : **logements mis à la disposition des instituteurs par les communes** : indique les préoccupations de l'auteur de la question (p. 4677).

BONNEMAISON (Gilbert)

Député de la Seine-Saint-Denis
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137) [7 juin 1984] (p. 3113).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2155) [28 juin 1984] (p. 3863).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455) [12 décembre 1984] (p. 6905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 2137) relative à **l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2213)** [20 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome II : **justice** : administration pénitentiaire et éducation surveillée **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

Proposition de loi modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le **statut de copropriété des immeubles bâtis (n° 2455)** [22 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : absence de domicile des inculpés [15 mai 1984] (p. 2355).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : seuil des suffrages exprimés pour la répartition des sièges ; originalité et identité culturelle de la Corse ; commission de contrôle des opérations de vote et de recensement ; participation des électeurs aux élections de l'Assemblée régionale de Corse ; pouvoirs et composition de cette assemblée ; effets de la dissolution de l'Assemblée régionale de Corse ; offices agricoles ; office des transports ; convention quinquennale Etat-région Corse ; individualisation de la dotation de continuité territoriale ; principes de la décentralisation [20 juin 1984] (p. 3550).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 27** : spéculation foncière ; structure de l'espace urbain ; politique du logement échappant en grande partie à l'élu local ; rôle positif du 0,8 p. 100 patronal dans la construction sociale ; droit de réservation des logements sociaux ; attribution des logements sociaux ; aide financière pour la protection des portes palières des appartements et immeubles à vocation sociale ; dissuasion du vol ; création du comité d'étude interministériel pour organiser la lutte contre le recel ; Conseil national de prévention de la délinquance [22 juin 1984] (p. 3686).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Explications de vote : objectifs du nouveau Gouvernement ; détermination à résoudre les difficultés graves ; efforts de modernisation ; formation des hommes ; croissance économique ; dialogue social ; rassemblement autour des libertés ; lutte contre le sentiment d'insécurité ; délinquance ; nomination de parlementaires de l'opposition en mission ; rôle de la France dans le monde ; construction de l'Europe ; vote de confiance [24 juillet 1984] (p. 4172, 4173).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : évolution des moyens de la justice par rapport à celle des moyens de la médecine ; travail d'intérêt général ; création d'emplois dans l'administration pénitentiaire ; difficultés du personnel ; amélioration de leurs conditions de logement et de formation ; travail et activité socio-éducative des détenus ; rapprochement familial en région parisienne ; situation des comités de probation ; éducation surveillée ; augmentation des dotations de fonctionnement ; politique de prévention de la délinquance et de la récidive ; sécurité du personnel pénitentiaire [23 octobre 1984] (p. 5053-5054).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* importance des effectifs de la police [5 novembre 1984] (p. 5541) ; possibilité de renforcer la disponibilité et l'efficacité de la police par l'îlotage et l'utilisation de micro-ordinateurs ; réforme du recouvrement des timbres-amendes ; rôle des corps de police municipale ; problème de la complémentarité des polices municipales et de la police nationale ; sanction du meurtre d'un policier (p. 5542).

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne
(3e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budgets annexes : postes et télécommunications) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 51 : **postes, télécommunications et télédiffusion (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : adaptation aux nouvelles techniques ; prise en compte des droits et devoirs des usagers ; livre blanc sur les réseaux câblés adressé par la fédération C.G.T. ; insuffisance des moyens humains et financiers dans les P.T.T. ; développements récents de la télématique ; satellites ; droit fondamental d'accès au service public du téléphone ; responsabilité de l'Etat ; neutralité du service public des télécommunications ; régime des délais de prescription ; régime d'autorisation concernant les infrastructures et installations de communication audiovisuelle ; possibilité d'élaboration d'un code interministériel des télécommunications [5 juin

1984] (p. 2920) ; problème de la saturation du service des renseignements ; nouvelle tarification ; signal de base horaire de trois minutes ; service des annuaires ; sélection par l'argent quant à l'accès aux P.T.T. ; nécessité d'une remise à jour de la législation relative aux télécommunications (p. 2921).

Indique qu'il s'associe à la proposition de M. Emmanuel Hamel, tendant à marquer une minute de silence à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944 [6 juin 1984] (p. 2964).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : copie privée ; piraterie ; taux majoré de T.V.A. sur les supports magnétiques, les magnétophones et les magnétoscopes ; industrie française des matériels audiovisuels [28 juin 1984] (p. 3841).

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** existence de rappels au règlement sans fondement [2 juillet 1984] (p. 3957) ; attitude de son père en 1940 (p. 3958).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.

Discussion générale, Rapporteur spécial : augmentation du budget ; rôle de la poste, notamment sa vocation bancaire ; conclusions du rapport Chevallier ; nécessité de soutenir un effort commercial pour développer les collectes de fonds par la Caisse d'épargne ; rattachement du centre national d'études spatiales (C.N.S.) aux P.T.T. ; effort de recherche et de développement de ce ministère [29 octobre 1984] (p. 5314) ; coût du téléphone ; évolution de l'emploi ; titularisation des auxiliaires ; reclassement des receveurs-distributeurs en catégorie B ; progression du budget social (p. 5315) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : absence d'amendements déposés en commission par les parlementaires de l'opposition (p. 5334) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : son étonnement face aux attaques formulées par celui-ci contre le président de la commission des finances (p. 5335, 5336) ;

Examen des crédits : **article 43 :** suppression du budget annexe des P.T.T. ; poursuite de l'extension et de la modernisation des installations du téléphone ; impossibilité de réduire les crédits du téléphone (p. 5337) ; développement des réseaux de fibres optiques ; négociations avec les collectivités locales pour l'installation des réseaux (p. 5338) ; lancement du satellite Telecom I ; succès du programme « satellite » mis en œuvre par les P.T.T. (p. 5339) ; composition du programme « réseau international » ; contribution du budget annexe des P.T.T. au financement de la filière électronique (p. 5340) ; son opposition à l'amendement n° 80 de M. Gilbert Gantier (p. 5341) ; nécessité de dépenses de publicité permettant aux P.T.T. de mieux étendre leurs produits (p. 5342) ; justification du concours des télécommunications à la poste (p. 5343) ; prélèvement opéré sur le budget des P.T.T. au profit du budget général (p. 5345) ; extension des prérogatives du ministère des P.T.T. à des secteurs de pointe (p. 5436) ; **après l'article 43 :** mesures permettant de contribuer au financement du secteur informatique ; pouvoir d'achat des usagers ; travaux menés dans le cadre de l'élaboration de la charte de gestion (p. 5347).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : droit de la responsabilité civile ; risques que font courir les véhicules à moteur [17 décembre 1984] (p. 7029) ; circulation automobile ; exemple de la loi du 2 avril 1898 sur les accidents du travail ; faute grave du travailleur victime de l'accident ; réforme préconisée par M. André Tunc ; cas des personnes âgées de plus de soixante-dix ans ou de moins de quinze ans ; mission d'assistance juridique aux victimes ; nécessité d'une concertation entre avocats et assureurs ; sécurité routière (p. 7030).

Discussion des articles : **article 3 :** cas des dommages autres que matériels ; préjudice moral (p. 7035) ; **article 11 :** rôle des assureurs ; délai de transmission des procès-verbaux (p. 7039) ; **article 16 :** sanction d'un retard dans l'offre d'indemnité ; indemnisation résultant d'une condamnation (p. 7040) ; **article 24 :** action en remboursement contre le tiers responsable ; indemnités journalières de maladie ; prestations d'invalidité ; possibilité pour les assureurs d'engager des actions en remboursement (p. 7044) ; **article 37 :** intervention du fonds de revalorisation des rentes (p. 7048).

BONREPAUX (Augustin)

Député de l'Ariège
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 568, posée le 3 avril 1984 : **voirie (routes et tunnels)** (p. 1112) ; appelée le 6 avril 1984 : **trafic transpyrénéen :** insuffisance des relations transpyrénéennes ; cas de l'axe Toulouse-Barcelone ; aménagement de la R.N. 20 ; tunnel du Cadi et du Puymorens (p. 1214) ; nécessité d'intégrer tous les faits nouveaux pour procéder aux études techniques (p. 1215).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : travail de réflexion [7 juin 1984] (p. 3072) ; association des montagnards à l'élaboration du texte ; rôle des C.I.A.T. ; présence permanente de l'homme dans la montagne ; nécessité de réduire le déséquilibre entre la désertification et la multiplication des résidences secondaires ; indivisions successorales ; problème des biens vacants ; mobilisation des ressources de la montagne ; forêts ; contrats d'approvisionnement ; tarifs de carburants ; ressources hydrauliques ; rôle et importance du tourisme ; réglementation plus souple et mieux adaptée à la pluri-activité ; exemple de l'Ariège ; fonds interactivités (p. 3073, 3074).

Discussion des articles : **article 4 :** comité interrégional de développement et d'aménagement des Pyrénées (p. 3098) ; **après l'article 7 :** simplification de la procédure d'attribution des biens vacants et sans maître ; priorité d'affectation à la commune ou à la S.A.F.E.R. [8 juin 1984] (p. 3132) ; **article 9 :** problème des biens indivis ; mobilisation des terres incultes (p. 3133) ; **article 11 :** réglementation des boisements ; possibilité pour la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier de formuler des propositions sur les interdictions et les limitations (p. 3140) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 437 à l'amendement n° 67 de la commission (substituant aux mots « peut être concédé », les mots « ainsi que l'utilisation des aires apicoles, peuvent être concédés ») (p. 3151) ; droits des apiculteurs ; adopté (p. 3152) ; **article 28 :** possibilité pour les propriétés privées de faire l'objet d'une servitude ; problème des terrains domaniaux (p. 3163) ; **après l'article 36 :** droit d'usage ; terrains vacants ; aménagements importants ; réserves cynégétiques ; mise en valeur des terrains grevés du droit d'usage (p. 3189) ; **article 49 :** perception de la taxe communale ; taxe intercommunale (p. 3207).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 3222, 3223).

Deuxième lecture, discussion générale : augmentation des dotations pour l'installation des jeunes agriculteurs ; relations entre l'O.N.F. et les collectivités locales au sujet des terrains

domaniaux ; problème des droits d'usage sur ces terrains en Ariège ; ses préoccupations concernant la divagation des chiens et le nombre des animaux abandonnés [27 novembre 1984] (p. 6337).

Discussion des articles : **après l'article 14 :** son amendement n° 147 (consultation des Conseils municipaux ou commissions syndicales lors d'un projet affectant l'exercice des droits d'usage sur les pâturages domaniaux) ; risque de perturbation des droits d'usage par des travaux entrepris par l'Office national des forêts ; adopté ; son amendement n° 148 (possibilité d'autoriser l'Office national des forêts à passer des concessions pluriannuelles de pâturage pour terrains de droit d'usage) ; accès des pâturages domaniaux aux troupeaux de communes voisines ; adopté (p. 6366) ; **article 51 :** son amendement n° 228 (perception de la taxe communale en cas d'exploitation des remontées mécaniques par un groupement de communes) ; simplification de la procédure de perception de la taxe communale ; adopté [28 novembre 1984] (p. 6418) ; **article 54 :** problème de la protection de l'environnement ; multiplication des microcentrales (p. 6422).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* sous-équipement du massif pyrénéen en matière touristique ; aménagement de nouveaux sites ; candidature du département de l'Ariège à l'aménagement du site des Bessines [24 octobre 1984] (p. 5167).

Relations extérieures. Affaires européennes. Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* perspective d'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. ; situation du département de l'Ariège ; route nationale 20 [8 novembre 1984] (p. 5763).

Education nationale. — *Discussion générale :* attitude de l'opposition face à la création d'emplois supplémentaires [12 novembre 1984] (p. 5865) ; son hommage à M. Alain Savary ; amélioration de la situation des personnels ; suppression de postes d'instituteurs dans les départements ruraux ; baisse des crédits de fonctionnement ; augmentation des crédits de l'enseignement privé ; problème de la rénovation de l'éducation ; rôle des écoles normales dans la formation pédagogique des futurs enseignants ; aménagement des rythmes scolaires ; expérience du jumelage école-entreprise ; problème des conseils de classe (p. 5866) ; importance des améliorations apportées en trois ans (p. 5867).

Examen des crédits : **Etat B, Titre III :** caractère injustifié de l'amendement n° 150 de M. Jean-Claude Cassaing (p. 5914).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* usine de Sabart à Tarascon ; four à silicium de la Sofrem ; restructuration du bassin d'emploi à Tarascon [14 novembre 1984] (p. 6049).

BOREL (André)

Député de Vaucluse
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

BOUCHARDEAU (Huguette)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie puis *ministre de l'environnement.*

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée ministre de l'environnement (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la **protection de l'environnement (n° 2408)** [5 novembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Marie Bockel : pluies acides :** cas de la République fédérale d'Allemagne ; pollution par les oxydes de soufre et d'azote ; accord international visant à réduire les émissions de dioxyde de soufre ; mise en place d'un système de désulfuration des fumées dans la centrale de Gardanne ; mise au point d'une directive pour les installations de combustion [5 avril 1984] (p. 1171) ;

— **M. Georges Bally : allocation servie aux préretraités :** titulaires de la garantie de ressources ; abaissement de l'âge de la retraite ; préretraite conventionnelle ; absence de possibilité d'infléchir la décision des partenaires sociaux [6 juin 1984] (p. 2984) ;

— **Mme Marie-France Lecuir : aide aux chômeurs créateurs d'entreprises :** absence d'accord des partenaires sociaux ; transfert de la charge du dispositif d'aide à la création d'entreprise sur le régime de solidarité ; examen d'un nouveau dispositif par la commission sociale du Conseil d'Etat ; montant de l'aide ; effet rétroactif des nouvelles dispositions [6 juin 1984] (p. 2985) ;

— **M. Paul Balmigère : risque entraîné par la présence de l'entreprise La Littorale à Béziers :** mesures assurant la sécurité des travailleurs et des populations ; prise en compte par le ministère de l'environnement des problèmes d'hygiène dans l'usine de la Société Littorale de Béziers ; limitation de la capacité de stockage ; conditions de transport du méthyl-isocyanate ; réalisation d'une étude de sûreté imposée par l'inspection des installations classées [5 décembre 1984] (p. 6699) ; problème des grands risques industriels ; renforcement des sanctions pénales (p. 6700) ;

— **M. Raoul Bayou : catastrophe de Bhopal, usine de Béziers :** sa visite de l'usine de La Littorale à Béziers ; soumission de ses installations aux règles de sécurité fixées dans un arrêté préfectoral du 23 avril 1979 ; sa demande à la Société Union Carbide de ne pas procéder à de nouvelles livraisons de M.I.C., avant la fin de l'étude de sûreté ; aggravation des sanctions pénales en cas d'infraction à la législation sur les installations classées ; possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique autour des usines dangereuses [12 décembre 1984] (p. 6847) ;

orale sans débat de :

— **M. Jean-Michel Belorgey (n° 657) : pollution causée par le plomb :** pollution automobile ; rapport de M. le Professeur André Roussel ; pluies acides ; essence sans plomb ; pots d'échappement catalytiques à trois voies ; décisions du Conseil des ministres de l'environnement de la Communauté ; propositions de la commission [8 juin 1984] (p. 3126) ; indice d'octane de l'essence sans plomb ; valeurs limites d'émission des véhicules à moteur ; techniques tendant à éliminer la pollution ; économies d'énergie ; uniformisation des limitations de vitesse en Europe (p. 3127).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).

Première lecture, discussion générale : bassins hydrographiques ; 9e Plan ; priorité donnée à l'assainissement ; comités et agences de bassin ; suppression de la composition tripartite des comités de bassin ; diversification de la représentation des usagers, Conseils d'administration des agences ; position du Sénat ; composition de ces Conseils d'administration [16 mai 1984] (p. 2391) ; agences de bassin ; politique de l'assainissement ; variations des crédits accordés par l'Etat pour l'assainissement ; contrats Etat-région ; opération « Seine propre » ; exigences de lutte contre l'inflation et reconquête des eaux en France.

Discussion des articles : **article 1er :** organisations les plus représentatives d'employeurs et de salariés ; représentation de ces organisations dans les comités de bassin (p. 2393, 2394) ;

article 2 : nomination du président par le Gouvernement ; absence de clause d'exclusion dans les critères de désignation du président du Conseil d'administration (p. 2395).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Conseils d'administration des agences de bassin ; organisations les plus représentatives sur le plan national [26 juin 1984] (p. 3720).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion générale : modifications apportées par le Sénat [16 mai 1984] (p. 2397).

Discussion des articles : **article 4** : *article 403 du code rural :* eaux closes (p. 2402) ; *article 410 du code rural :* son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 16 de la commission (faisant exception du cas du Rhin et du Rhône dans cet article) ; cours d'eau à très grand débit ; problème des conventions ; cas particuliers auxquels la loi ne peut pas s'appliquer ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 16 de la commission (possibilité d'une convention entre l'exploitant et l'Etat) (p. 2403) ; rejetés ; son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 16 de la commission (bilan devant faire état des dispositions spécifiques prises pour le Rhin et le Rhône) : adopté (p. 2404) ; *article 411 du code rural :* listes d'espèces migratrices ; obstacles mis dans les cours d'eau ; bassin de la Seine ; terme « dispositif » ; possibilité d'expérimentation de dispositifs provisoires (p. 2405) ; *article 413 du code rural :* eaux libres ; règles sanitaires (p. 2406) ; *article 415 du code rural :* pêcheurs amateurs aux engins ; associations de pêche (p. 2413) ; actions de gestion piscicole ; assistances techniques apportées par les associations ; domaine réglementaire (p. 2414) ; *article 416 du code rural :* pêche professionnelle en eau douce (p. 2415) ; *article 424 du code rural :* problème du délai de vingt ans fixé par cet article (p. 2416) ; possibilité pour le propriétaire de racheter son droit de pêche ; *article 425 du code rural :* surveillance et aménagement des frayères ; pose de panneaux (p. 2417) ; *article 428 du code rural :* acquittement des taxes piscicoles et des licences ; licence délivrée à titre gratuit ; *article 430 du code rural :* avis de la fédération départementale (p. 2418) ; *article 431 du code rural :* exonération des règles de pêche ; conditions de création des enclos piscicoles ; étangs piscicoles ; *article 432 du code rural :* réalisation d'opérations de vidanges effectuées pour un motif de sécurité ; responsabilité pénale (p. 2419) ; lutte contre la pollution des eaux ; refus de sanctionner les agents d'exécution (p. 2420) ; *article 441 du code rural :* copie du procès-verbal d'infraction adressée au chef de service de l'administration ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 84 de M. René André (mise à disposition des fédérations départementales des associations agréées de certains agents) ; agents du Conseil supérieur de la pêche ; adopté ; *article 460 du code rural :* rôle des associations de protection de la nature (p. 2421) ; **après l'article 4 *ter*** : décret d'application de cet article en cours de rédaction ; **article 7 *quater*** : référence aux articles 410 et 411 du code rural concernant le débit réservé et les passes à poissons (p. 2422).

Commission mixte paritaire, discussion générale : consultation des principaux intéressés ; application de la loi pour une longue période [5 juin 1984] (p. 2932).

— Proposition de loi tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 du code général des impôts (n° 2062).

Commission mixte paritaire, discussion générale : choix d'un taux de 2,5 p. 100 [26 juin 1984] (p. 3720, 3721).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* modification de la structure du budget de l'environnement ; renforcement du rôle des agences de bassin dans la politique de l'eau ; réalisation du barrage de l'Aube ; transfert d'emplois vers le ministère de l'environnement [26 octobre 1984] (p. 5273) ; renforcement des attributions et de la place de ce ministère ; prévention des pollutions ; protection de la nature ; baisse des crédits destinés aux parcs naturels régionaux ; rôle du fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; progression du budget en matière de recherche d'études et d'information ; montant des dépenses consacrées à l'environnement (p. 5274) ; moyens des agences financières de bassin ; financement de l'assainissement ; conclusions du rapport Servant ; principe « pollueur-payeur » ; lutte contre les pluies acides et la pollution automobile ; amélioration de la sécurité en matière de déchets toxiques ; problème de la propreté de l'air ; affectation des crédits du fonds spécial de grands travaux ; lutte contre le bruit (p. 5275) ; politique de la nature ; cas de la chasse ; aide au développement en matière d'environnement ; programme « solidarité eau » ; lutte contre le chômage par les « chantiers écologiques » (p. 5276).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Weisenhorn :* causes des pluies acides (p. 5276) ; problème du soufre ; essence sans plomb (p. 5277) ;

— *M. Pierre Weisenhorn :* forages d'études dans le Rhin (p. 5277) ; injection de saumure dans les forages ; action du cartel du sel ; utilisation de l'oléoduc sud-européen (p. 5278) ;

— *M. Jean-Claude Portheault :* mise en place d'un réseau d'annonces des crues et de gestion des barrages (p. 5278) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* niveau des dotations consacrées aux réserves naturelles (p. 5278) ; rapports des réserves avec l'environnement ; protection du littoral ; action de protection de la faune (p. 5279) ;

— *M. Freddy Deschaux-Beaume :* refus d'attribution aux riverains des massifs forestiers de bracelets pour la chasse des cervidés ; possibilité pour ces riverains de se constituer en association cynégétique (p. 5279) ;

— *M. Jean Duprat* posée par Mme Colette Chaigneau : compétence de l'Etat en matière de gestion des parcs nationaux ; révision de la composition des Conseils d'administration de ces parcs (p. 5279) ;

— *M. Freddy Deschaux-Beaume :* droit de non-chasse ; loi Verdeille ; réforme de la chasse (p. 5280).

— Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).

Première lecture, discussion générale : catastrophe de Bhopal : loi de 1976 ; infractions [11 décembre 1984] (p. 6825) ; procès-verbaux d'infractions ; possibilité d'aggravation des peines sanctionnant des infractions ; extension des pouvoirs du juge ; atteintes à la qualité et à la sécurité de l'environnement (p. 6826) ; nombre d'inspecteurs ; entreprise « la Littorale » à Béziers ; détecteurs de métaux (p. 6830) ; catastrophe de Bhopal ; Société « Union Carbide » (p. 6831).

Discussion des articles : **article 5** : possibilité de faire publier un extrait des décisions de condamnations ; possibilité d'en ordonner l'affichage ; communication audiovisuelle ; **après l'article 5** : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 8 du Gouvernement (droit pour certaines associations déclarées d'ester en justice) (p. 6833) ; recours en matière d'installations classées ; régime du contentieux pénal ; rôle des associations agréées ; adopté ; son amendement n° 14 (indiquant que l'exploitant d'une entreprise est tenu d'assurer les paiements des salaires pendant la durée de la suspension de fonctionement de celle-ci) ; exécution des contrats de travail ; suspensions prononcées par les tribunaux judiciaires (p. 6834) ; adopté après rectification ; police administrative des installations classées (p. 6835).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : qualité du projet architectural ; échanges culturels et industriels internationaux [17 mai 1984] (p. 2445) ; existence d'un projet à Angoulême pouvant s'articuler avec le programme parisien ; musée national

de la bande dessinée d'Angoulême ; cité des affaires ; marché permanent des matériels informatiques (M.A.R.T.) ; rencontre du secteur privé et de la volonté publique (p. 2446).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3358).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [29 novembre 1984] (p. 6519).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1984** (n° 2457) **(n° 2463)** [28 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996).

Première lecture, discussion générale : recherche d'un maximum de garantie ; système de la saisine du Conseil de sécurité ; reprise du dialogue sur l'interdiction des armes chimiques [30 mai 1984] (p. 2819).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* développement de la télématique ; fiabilité du minitel [29 octobre 1984] (p. 5320) ; mise en place de centres serveurs grand public ; nécessité de produire de petits matériels périphériques ; production de micros et de mini-centres serveurs ; carte à mémoire (p. 5321).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* industrie de l'armement ; coût des armements ; coopération européenne et équilibre entre la maîtrise d'œuvre à statut public et privé dans la fabrication des armes [9 novembre 1984] (p. 5832) ; réformes dans la gestion du personnel ; nécessité de modifier la qualification du personnel des établissements travaillant pour l'armement et d'assurer la souplesse de cette gestion et la participation du personnel (p. 5833).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : absence de différences entre le collectif 1984 et celui de 1983 sur les problèmes de défense [5 décembre 1984] (p. 6706) ; montant des crédits ouverts au ministère de la défense ; montant des crédits de paiement ; pourcentage des annulations de crédits de paiement ; utilisation des crédits ouverts pour couvrir le surcoût des opérations extérieures menées au Liban et au Tchad ; coût des approvisionnements ; conditions d'emploi des matériels dans les régions ; prise en compte du surcoût des opérations extérieures (p. 6707).

BOURG-BROC (Bruno)

Député de la Marne
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 610,** posée le 9 mai 1984 : **enseignement secondaire (fonctionnement)** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **éducation artistique** : aggravation de la situation de l'éducation artistique dans les lycées et collèges et lycées d'enseignement professionnel (p. 2246) ; problème de la titularisation des maîtres ; « optionnalisation » des disciplines artistiques dans les collèges (p. 2247) ; appel à des vacataires, professionnels de l'art (p. 2248) ;

— **n° 675,** posée le 26 juin 1984 : **pharmacie (produits pharmaceutiques)** (p. 3725) ; appelée le 29 juin 1984 ; **industrie pharmaceutique** : concurrence internationale ; prix des médicaments ; conventions passées avec les laboratoires pharmaceutiques (p. 3876) ; contraintes internationales ; dépenses de santé (p. 3877) ; coût du développement d'une nouvelle substance chimique ; marge d'auto-financement des laboratoires français par rapport à leurs concurrents japonais (p. 3878) ;

— **n° 695,** posée le 9 octobre 1984 : **politique économique et sociale (politique industrielle)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 : **pôles de conversion** : circulaire du 23 mars dernier à propos des pôles de conversion ; problème de la publication éventuelle de nouveaux textes en ce qui concerne ces pôles de conversion ; souhaite connaître leur liste exacte et notamment la situation de Fos-sur-Mer ; destination des investissements publics ; T.G.V.-Est ; congés de conversion ; taux de chômage dans la région Champagne-Ardennes (p. 4671) ; site de Fos-sur-Mer figurant dans les pôles de conversion ; accélération de la programmation d'équipements publics dans ces pôles ; problème du développement d'une France « à plusieurs vitesses » (p. 4672) ;

— **n° 751,** posée le 11 décembre 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (école nationale supérieure d'arts et métiers : Marne)** (p. 6838, 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : centre régional de Châlons-sur-Marne de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers : conditions d'hébergement des élèves de cette école ; nécessité d'élaborer une convention par centre régional pour rénover les résidences de cette école ; interprétation de l'autorisation de programme signée en novembre dernier ; financement des travaux (p. 6941).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : propos de Mme Véronique Neiertz s'attaquant au contenu de l'enseignement libre ; conséquences de la titularisation des professeurs sur ce

contenu ; satisfaction d'une « antique haine » ; rapprochement des éléments diversifiés de l'enseignement ; succès des lois « Debré » et « Guermeur » ; école privée se chargeant des « laissés pour compte » de l'enseignement public : handicapés, immigrés ; position du Président Georges Pompidou au sujet du caractère « démodé » de la guerre de la laïcité ; texte visant à « satisfaire le fétichisme d'une frange de l'électorat » ; subventions ; cas de la presse ; notion de laïcité [22 mai 1984] (p. 2530) ; création ou survie d'établissements privés ; cite Tacite : « ils ont fait un désert, et ils l'ont appelé paix » ; absence de fixation du texte exact au moment du débat ; agrément préalable ; nocivité du texte (p. 2531).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : rend hommage à l'enseignement agricole public ; aspects positifs du texte ; lutte contre le cloisonnement excessif ; missions des établissements agricoles ; objectif d'élévation du niveau ; problème du lien entre les aides publiques et la capacité professionnelle ; financement de l'enseignement agricole privé pour 1985 ; date de discussion du projet sur l'enseignement privé ; problème de l'harmonisation des taux et des conditions d'attribution des bourses ; silence du texte sur les moyens de la rénovation ; subventions de fonctionnement et d'investissements ; moyens en personnel ; écoles d'application du ministère ; absence de mesures spécifiques en faveur de la formation des jeunes filles ; nécessité de développer les formations en alternance [4 juin 1984] (p. 2877) ; absence de vote hostile du groupe R.P.R. ; problème de l'enseignement agricole privé (p. 2878).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 71 (secteurs para-agricoles) ; clarification des publics visés par ce type de formation ; rejeté (p. 2896) ; son amendement n° 72 : devenu sans objet (p. 2897) ; souhaite supprimer la référence au principe de la laïcité ; respect du principe de la liberté de conscience équivalent à ce dernier (p. 2898) ; **article 2** : enseignement par alternance (p. 2900) ; **article 3** : indique qu'il n'approuve pas le mot « progressivement » à propos de l'harmonisation visée par cet article (p. 2901) ; **article 4** : son amendement n° 79 (supprimant le mot « public » à propos du Conseil de l'enseignement agricole) : rejeté ; ses amendements n° 80, n° 81 et n° 82 : devenus sans objet ; son amendement n° 84 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré ; **article 7** : souhaite l'institution d'un Conseil d'établissement dans chaque établissement ; compétence de ce Conseil en matière d'organisation intérieure (p. 2906).

Explications de vote : propos critiques de M. Michel Rocard à M. Jacques Chirac ; incertitudes et ambiguïtés pesant sur l'avenir de l'enseignement agricole privé ; position de Mgr Jean-Marie Lustiger à propos de « manquement à la parole donnée » pour le texte sur l'enseignement privé ; abstention du groupe R.P.R. (p. 2911).

— Projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Deuxième lecture : abstention du groupe R.P.R. [20 juin 1984] (p. 3527).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Georges Colin et plusieurs de ses collègues relative aux vins de Champagne tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation (n° 2176).

Discussion générale : taux de prise en charge au compte de l'appellation d'origine « Champagne » ; professionnels champennois ; balance agro-alimentaire de la France ; protection de la qualité des vins de Champagne ; petits producteurs ; inadaptation de la fiscalité ; coût de vieillissement et de renouvellement des vins ; protection du label « Champagne » contre les vins mousseux [20 juin 1984] (p. 3529).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : accélération des techniques de communication audiovisuelle ; sociétés de production ou de diffusion ; « collectivité nationale » ; agrément des sociétés de perception et de répartition ; projets de loi portant sur la presse et sur l'enseignement libre [28 juin 1984] (p. 3839) ; contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits ; présomption de consentement de l'artiste-interprète ; notion de « clause contraire » ; renforcement du pouvoir politique sur les artistes (p. 3840).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : avenir des établissements d'enseignement ; transfert des charges sans transfert de compétences ; conséquences du retour du patrimoine scolaire aux communes ; augmentation des charges des collectivités locales ; cas des ramassages scolaires ; alourdissement des systèmes étatiques ; complexité et lourdeur des procédures prévues ; autonomie des établissements scolaires ; volonté du Gouvernement depuis 1981 de s'attaquer aux institutions en matière d'éducation [8 octobre 1984] (p. 4519) ; multiplication des bureaucrates ; atteinte à l'autorité académique ; sort réservé à l'enseignement privé ; carte scolaire ; soumission des collectivités locales à la tutelle du représentant de l'Etat ; report de la date des transferts (p. 4520).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 14** : suppression de la provision pour investissement ; participation ; avantages fiscaux liés à la participation ; taux de la provision pour investissements ; accords dérogatoires ; méfiance du Gouvernement à l'égard de la participation justifiant une « normalisation fiscale » [18 octobre 1984] (p. 4933).

Deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* politique de renoncement en matière de pouvoir d'achat et d'emploi ; politique contractuelle [25 octobre 1984] (p. 5208) ; écrasement de la hiérarchie des salaires ; régression de l'emploi public ; réforme des structures ; rapport Blanchart sur les régimes de primes dans la fonction publique (p. 5209).

Culture. — *Discussion générale : questions :* centre national supérieur de formation aux arts du cirque ; existence d'une autre école du cirque [25 octobre 1984] (p. 5239) ; frais de fonctionnement de ce centre (p. 5240).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conséquences de la mise en place des quotas laitiers ; cas de la Suisse et du Canada ; fixation des prix des productions animales à Bruxelles ; position de la France sur les négociations au comité agricole du G.A.T.T. [6 novembre 1984] (p. 5618).

Education nationale. — *Discussion générale :* rappel du contenu des déclarations du ministre de l'éducation nationale [12 novembre 1984] (p. 5871) ; conséquences du transfert aux collectivités locales de la charge du patrimoine de l'éducation nationale ; augmentation des dépenses consacrées à « l'action éducative » ; accroissement des moyens informatiques des collèges et des lycées ; suppression de postes d'instituteurs ; baisse du taux d'encadrement des lycées ; problème de la résorption de l'auxiliariat (p. 5872) ; limitation des crédits du budget de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur (p. 5873) ; application du plan d'informatisation (p. 5890).

Examen des crédits : **son rappel au règlement** : disparition de l'amendement n° 237 du Gouvernement (p. 5913) ; importance du rôle joué par les personnels non enseignants (p. 5914) ; reprend l'amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (réduisant les crédits) : rejeté (p. 5915).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : nécessités en matière de formation ; savoir technique ; finalités de l'enseignement agricole ; schéma prévisionnel ; subvention de fonctionnement par référence au coût moyen du secteur public [22 novembre 1984] (p. 6271).

Discussion des articles : **article 8** : dépenses de première construction ou d'agrandissement des établissements (p. 6300) ; **article 15** : établissements d'enseignement technique agricole privés (p. 6309).

Explications de vote : reconnaissance officielle de l'enseignement agricole privé ; texte améliorant la situation de cet enseignement ; schéma prévisionnel ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 6311).

BOURGET (René)

Député de l'Isère
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Personnes âgées et aides ménagères :** bilan de la politique du Gouvernement dans ce domaine [17 octobre 1984] (p. 4846).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : ampleur de l'échec scolaire en matière d'enseignement agricole [4 juin 1984] (p. 2885) ; répartition des jeunes entrant dans les établissements publics agricoles entre un cycle court et un cycle long ; harmonisation des formations ; possibilité de sortir l'enseignement de l'établissement scolaire : activités de stage ; intervention des personnes extérieures ; relations entre l'établissement d'enseignement et le milieu rural à travers l'ensemble de l'équipe éducative ; spécialisation ; adaptation de l'enseignement agricole (p. 2886).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 66 (cohérence des schémas prévisionnels avec les objectifs du Plan) : adopté.

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : valorisation de la production du tabac, de la noix et des petits fruits ; nécessité d'accélérer les recherches et l'expérimentation pour résoudre les problèmes techniques posés par ces productions [7 Novembre 1984] (p. 5673).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de la Seine-Maritime
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de ce commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Malandain et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (n° 1936) [12 avril 1984] (p. 1551).

Rapporteur du projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 2264) [6 septembre 1984] (p. 4362).

Rapporteur du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [8 octobre 1984] (p. 4529).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile ; et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Rapporteur du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430) [20 novembre 1984] (p. 6213).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2346) relatif aux **comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2356)** [3 octobre 1984].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VI : **départements et territoires d'outre-mer** : départements d'outre-mer **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2398), relatif aux **comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2432)** [15 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2430) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2459)** [28 novembre 1984].

Rapport faut au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2502)** [13 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux** et à l'évolution de certains loyers immobiliers **(n° 2503)** [13 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2499) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2510)** [13 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2530) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2534)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : septième directive du Conseil des communautés européennes ; coordination des législations nationales sur les comptes consolidés ; adaptation et modernisation du droit des sociétés ; harmonisation des méthodes de consolidation utilisées par les sociétés françaises ; énumération des textes et projets de loi récemment votés sur le droit des sociétés ; rappel de l'ensemble des lois concernant la publication obligatoire des comptes consolidés par certaines entreprises ; avantages de la consolidation des comptes ; recommandations du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse [11 octobre 1984] (p. 4647) ; caractère incomplet de la loi comptable ; conditions d'élaboration de la directive ; description de la société mère ; contenu de la déclaration « annexe » à la septième directive ; définition du « périmètre de consolidation » ; notion de contrôle d'une société sur l'autre ; méthode d'établissement des comptes consolidés : « intégration proportionnelle » et mise en équivalence ; rapport consolidé de gestion ; comptes consolidés des entreprises publiques ; délai d'application de la loi, sanctions pénales (p. 4648) ; harmonisation du travail entre l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 4649).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (notion de contrôle direct ou indirect et d'influence notable) ; nécessité de distinguer l'existence d'un contrôle et l'exercice d'une influence notable ; adopté ; son amendement n° 2 (de coordination) ; adopté (p. 4651) ; **article 2** : son amendement n° 3 (supprimant à la fin du texte proposé pour l'article 357-10 de la loi du 24 juillet 1966, les mots « alinéa 2 ») ; inexactitude de cette référence ; **article 3** : retraitement des capitaux propres ; utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence (p. 4652) ; **article 7** : son amendement n° 4 (substituant dans le 2e alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « en s'appuyant notamment sur les » mots « après consultation des ») ; rectification de cet amendement en substituant le mot « examen » au mot « consultation » ; adopté après rectification ; **après l'article 9** : existence du tableau de référence dans le plan comptable général rédigé et approuvé par arrêté ; **article 10** : son amendement n° 5 (de coordination) ; adopté (p. 4653) ; **après l'article 13** : son amendement n° 6 (possibilité d'inscrire après inventaire le bénéfice réalisé sur une opération partiellement exécutée) ; secteur des travaux publics et du bâtiment ; adopté ; son amendement n° 11 (sanction contre les membres du directoire, du Conseil d'administration et les gérants de société n'ayant pas établi et adressé aux actionnaires les comptes consolidés) ; publication de la sanction à l'initiative du tribunal ; adopté après modifications (p. 4654).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : intérêt de la navette parlementaire ; extension du champ d'application de la loi à toutes les sociétés commerciales ; définition du contrôle d'une société ; contenu du contrôle exclusif [20 novembre 1984] (p. 6196) ; conditions dans lesquelles les commissaires aux comptes peuvent certifier les comptes consolidés (p. 6197).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (définissant l'influence notable et le contrôle exclusif) ; extension du champ d'application de la loi à toutes les sociétés commerciales ; adopté (p. 6198) ; **article 2** : son amendement n° 2 (supprimant les mots « émises par elles » dans le premier alinéa de l'article 357-2 de la loi du 24 juillet 1966) ; cas des sociétés ayant émis des titres inscrits à la cote officielle ; adopté ; son amendement n° 3 (supprimant le mot « consolidé » dans ce même article) ; rapport sur la gestion du groupe ; adopté ; son amendement n° 4 (substituant à l'expression « intégrés dans les comptes consolidés du groupe » le mot « consolidés ») ; possibilité de considérer la mise en équivalence comme une consolidation ; adopté ; son amendement n° 5 (fixation des modalités d'établissement et de publication des comptes consolidés par décret en Conseil d'État) ; adopté ; son amendement n° 6 (possibilité de faire usage de règle d'évaluation) (p. 6199) ; possibilité pour les dirigeants d'opter entre les règles d'évaluation traditionnelles et celles prévues par la quatrième directive des Communautés européennes ; adopté ; ses amendements n° 7 et n° 8 (rédactionnels) : adoptés ; **article 3** : son amendement n° 9 (supprimant la référence à la dérogation à l'article 12 dans cet article) : adopté ; son amendement n° 10 (introduisant la notion de contrôle de manière exclusive dans cet article) ; évaluation par l'équivalence des titres de participation ; adopté (p. 6200) ; **article 3*bis*, 4 et 6** : ses amendements nos 11, 12 et 13 (modalités de communication des documents) : adoptés ; **article 7** : son amendement n° 14 (substituant aux mots « en s'appuyant notamment sur les » les mots « notamment après examen des ») ; certification des comptes consolidés ; adopté (p. 6201) ; son amendement n° 18 (supprimant le mot « consolidé » à la fin du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 15 (même objet) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 16 (cas des entreprises exerçant une influence notable) (p. 6202) ; adopté ; **article 13*bis*** : indique que l'amendement n° 17 de M. Gilbert Gantier n'avait pas lieu d'être déposé (p. 6203).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : définition du contrôle ; notion d'influence dominante ; règles utilisables pour la gestion et le contrôle de gestion ; règles d'évaluation ; estime souhaitable une modification de l'article 357-8 [17 décembre 1984] (p. 7019-7020).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : changement dans les collectivités d'outre-mer ; exercice par les Conseils régionaux des compétences transférées en matière de formation professionnelle ; efforts en matière d'infrastructures et d'équipements collectifs [26 octobre 1984] (p. 5281) ; place du secteur agricole et de l'aquaculture ; financement du programme routier et des constructions scolaires ; préparation des contrats de plan ; transferts de ressources ; régime d'incitation fiscale à l'investissement productif ; projet concernant l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; solidarité nationale en faveur de l'île de Mayotte ; avenir statutaire de cette île ; relations entre Mayotte et la République des Comores (p. 5282-5283).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Deuxième lecture, explications de vote : vote du groupe socialiste ; importance des améliorations apportées [28 novembre 1984] (p. 6460).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : vote annuel d'un coefficient de plafonnement des loyers des baux commerciaux ; calcul de ce loyer [28 novembre 1984] (p. 6461) ; rappel de la valeur corrigée des taux de variation des loyers entre 1975 et 1983 ; fixation à 2,35 du taux pour 1984 ; fixation à 2,30 du coefficient de majoration pour 1985 ; caractère peu satisfaisant de cette procédure ; lutte contre l'inflation ; volonté de la commission de reconduire les dispositions concernant la location immobilière contenues dans le texte de 1984 ; possibilité de fixer librement les locations saisonnières en cas de changement de locataire (p. 6462).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 2 (substituant au coefficient 2,30 le coefficient 2,25) ; volonté de la commission de lutter contre l'inflation et d'assurer au bailleur une rémunération suffisante (p. 6464) ; adopté ; **après l'article unique** : son amendement n° 3 (limitation des loyers lors du renouvellement des baux des immeubles à usage professionnel et des garages) ; existence d'une concertation ; nécessité de contenir l'inflation (p. 6465) ; adopté ; son amendement n° 4 (fixant à 3 p. 100 la hausse des prix des locations saisonnières) ; utilité du taux de 3 p. 100 lié aux négociations menées ; application de l'amendement aux mutations saisonnières conclues ou renouvelées en 1985 (p. 6466) ; adopté ; **titre** : son amendement n° 5 (modifiant le titre du projet de loi) ; amendement de conséquence ; adopté (p. 6467).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : modification du coefficient par le Sénat ; suppression des dispositions additionnelles relatives aux loyers des locaux professionnels et de certains garages ; volonté de l'Assemblée de reconduire le dispositif mis en place en 1984 [18 décembre 1984] (p. 7081).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (substituant au coefficient 2,30 le coefficient 2,25) : adopté (p. 7082) ; **article 2** : son amendement n° 2 (plafonnant à 3 p. 100 les loyers convenus lors du renouvellement des baux d'immeubles à usage professionnel ou des garages) ; rétablissement au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (fixation à

3 p. 100 de la hausse des prix des locations saisonnières de locaux d'immeubles) ; adopté ; **Titre** : son amendement n° 4 (modifiant le titre du projet de loi) : adopté (p. 7082).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : amélioration de la création architecturale et du cadre de vie ; concepts juridiques de base ; adaptations de ce texte aux spécificités des collectivités territoriales ; champ d'application de ce texte ; dispositions applicables aux différents maîtres d'ouvrage publics ; clarification de la relation entre les divers intervenants ; loi de 1982 ; extension des barèmes de rémunération aux maîtres d'œuvre travaillant pour les collectivités locales ; limites fixées à la délégation de maîtrise d'ouvrage ; conduite d'opération [12 décembre 1984] (p. 6867) ; autonomie et spécificité des collectivités territoriales ; protection de celles-ci au niveau des négociations ; clarification de certains concepts juridiques ; définition de la maîtrise d'ouvrage publique ; notion de programme ; maîtrise d'œuvre ; relations entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ; notion de « bâtiment » ; imprécision de celle-ci ; imprécision quant au terme de « co-contractant » (p. 6868).

BOUVARD Loïc

Député du Mobihan
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis au projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense : section Air) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome V : **défense :** section air **(n° 2368)** [10 octobre 1984]

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 569,** posée le 3 avril 1984 : **assurance invalidité décès (pensions)** (p. 1112) ; appelée le 6 avril 1984 : **cumuls entre pensions d'invalidité et revenus professionnels :** rappelle les conditions de ce cumul ; problème de la revalorisation du plafond de ressources ; intérêt dans de nombreux cas à demander le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (p. 1216) ; sa demande d'une réforme des règles de cumul entre la pension d'invalidité et le revenu d'activité non salariée (p. 1217) ;

— **n° 696,** posée le 9 octobre 1984 : **chômage : indemnisation : (allocations)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 ; **aide aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à indemnisation :** phénomène du chômage ; couverture indemnitaire du chômage ; existence d'un million de chômeurs non-indemnisés ; allocation spécifique de solidarité ; situation critique pour deux catégories de personnes : les chômeurs âgés de 55 ans dont les durées maximales d'indemnisation ont été ramenées de 60 à 45 mois et les femmes seules ; assurance veuvage ; prestations sociales ; femmes seules sans enfant n'ayant pas atteint l'âge de le retraite (p. 4674) ; chômeurs âgés de 50 à 55 ans ; femmes seules avec un enfant (p. 4675) ;

— **n° 719,** posée le 20 novembre 1984 : **chômage : indemnisation (préretraites)** (p. 6215) ; appelée le 23 novembre 1984 : **allocations aux préretraités et aux chômeurs :** dégradation du pouvoir d'achat des préretraités ; absence de revalorisation des préretraites ; montant de l'augmentation des allocations de chômage ; nombre de chômeurs percevant les allocations d'insertion ; croissance des situations de précarité (p. 6328) ; insuffisance de l'allocation d'insertion ; existence du délai de carence (p. 6329) ;

— **n° 749,** posée le 6 décembre 1984 : **Elevage (ovins : Bretagne)** (p. 6785) appelée le 14 décembre 1984 : **Elevage de moutons :** situation dramatique des éleveurs de moutons bretons ; existence en Grande-Bretagne d'une prime variable à l'abattage engendrant des distorsions de concurrence (p. 6939) ; réexamen du règlement ovin ; harmonisation des relevés de prix du marché au sein des pays membres de la Communauté ; nécessité de prévoir un dispositif d'aide immédiate en faveur des éleveurs d'ovins ; extension à la Grande-Bretagne de la clause « zone sensible » (p. 6940).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : situation au Nicaragua ; commission permanente des droits de l'Homme dans ce pays ; situation à la Grenade [26 avril 1984] (p. 1985) ; implantation cubaine dans diverses parties de l'Amérique centrale et des Caraïbes ; problème de la livraison d'armes au Nicaragua ; régime sandiniste ; problèmes en Amérique centrale (p. 1986).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : compromis ; moyens financiers ; rémunération des professeurs ; formation des maîtres ; projet éducatif ; ouverture des classes [22 mai 1984] (p. 2533) ; recherche du monopole ; cas de la Bretagne ; ouverture des écoles catholiques à tous (p. 2534).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Deuxième lecture, discussion générale : abaissement de l'âge de la retraite des artisans et commerçants ; précipitation dans laquelle ces dispositions ont été intégrées dans le projet de loi ; pension de vieillesse ; sort des artisans et des commerçants qui ne pourront céder leur fonds de commerce [27 juin 1984] (p. 3778).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* réduction des crédits attribués à l'enseignement musical ; école de musique [25 octobre 1984] (p. 5237).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* conséquences de la mise en place des quotas laitiers sur la région Ouest ; désarroi des jeunes exploitants ; nécessité d'éviter les sanctions contre les producteurs ; critique de l'uniformité dans l'application des quotas ; crise de la production de viande bovine ; effondrement des cours de l'aviculture [6 novembre 1984] (p. 5591).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. ; problème de la reconnaissance officielle de la résistance afghane ; Pakistan [8 novembre 1984] (p. 5756).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* armée de l'air ; cite ses rapports antérieurs ; loi de programmation ; part de l'armée dans les crédits de la défense ; commandes de missiles [9 novembre 1984] (p. 5813) ; activité opérationnelle de l'armée de l'air : programmes ; transport des forces ; compétence aéronautique de la France (p. 5814).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : région Bretagne [22 novembre 1984] (p. 6271) ; maisons familiales rurales ; mission de l'enseignement agricole privé ; double tutelle subie par les établissements privés ; application du schéma prévisionnel des formations ; maintien d'un financement centralisé ; subventions d'équilibre (p. 6272).

BRAINE (Jean-Pierre)

Député de l'Oise
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
(2e circonscription)
Non inscrit.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Les incidents du golfe persique** : nouvelle dimension au conflit ; arbitrage de l'Europe [30 mai 1984] (p. 2846) ; action commune de médiation ; stocks de pétrole (p. 2847).

— **Création de postes en milieu hospitalier en faveur des handicapés** : subvention par l'Etat de la construction d'une maison spécialisée dans l'accueil des personnes handicapées adultes à Rochefort-sur-Mer ; retard dans la création de postes ; problème de redéploiement des effectifs des établissements hospitaliers de la Charente-Maritime [24 octobre 1984] (p. 5139).

— **Utilisation des locaux de l'hôpital des armées à Rochefort** : fermeture de cet hôpital ; dégradation de cet édifice [5 décembre 1984] (p. 6702) ; nature de la nouvelle affectation de cet établissement (p. 6703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : débat nous ramenant 25 ans en arrière ; enseignement privé représentant moins du cinquième des effectifs totaux de l'enseignement ; manifestations ; ouverture des écoles ; attitude anti-démocratique laissant croire que l'école privée est une école de classe ; écoles confessionnelles ; indique que dans aucun pays occidental les enseignants du privé ne sont des fonctionnaires [22 mai 1984] (p. 2527, 2528).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : quotas laitiers ; disponibilités restantes aux entreprises, aux commerçants, aux artisans et aux collectivités locales ; système bancaire ; taux d'intérêt ; endettement de la France ; nombre des demandeurs d'emploi [16 octobre 1984] (p. 4816) ; rôle des banquiers ; rémunération des livrets de caisse d'épargne (p. 4817).

Deuxième partie : **Agriculture, B.A.P.S.A.** : — *Discussion générale : questions :* suppression des montants compensatoires ; problème du supplément de prix de 5 p. 100 au profit de la République fédérale d'Allemagne [6 novembre 1984] (p. 5621).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* montant des crédits budgétaires ; rôle des opérations navales au Tchad et au Liban ; armée de l'air ; opération « Manta » [9 novembre 1984] (p. 5835) ; retraités militaires ; situation des personnels civils de l'armée (p. 5836).

BRIAL (Benjamin)

Député de Wallis et Futuna
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713), [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* statut de Wallis et Futuna ; rémunération des enseignants ; diminution des crédits de subventions aux budgets locaux [26 octobre 1984] (p. 5302).

BRIAND (Maurice)

Député des Côtes-du-Nord
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [10 février 1984] (p. 961).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308) [6 septembre 1984] (p. 4362).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2308) relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le **recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2350)** [2 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2407), relatif à l'intervention des organismes, débiteurs des prestations familiales pour le **recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2431)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : projet sur les offices fonciers ; installation des jeunes en agriculture ; contrôle des structures ; schémas directeurs départementaux des structures ; seuil des contrôles de cumuls ; nombre des cas d'autorisation de droit [3 avril 1984] (p. 1063) ; contrôle de la commission départementale ; sanctions ; location forcée ; commissions cantonales des structures ; statut du fermage ; indemnisation des investissements autorisés ; extinction progressive du métayage (p. 1064).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 39 : devenu sans objet (p. 1096) ; **article 2** : son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 1098) ; **article 3** : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 3 de la commission (insérant la référence aux neuf années précédant la demande pour la prise en compte de l'expérience professionnelle) (p. 1099) ; notion d'expérience acquise (p. 1100) ; rejeté (p. 1101) ; son amendement n° 41 : devenu sans objet (p. 1101) ; **article 4** : son amendement n° 42 (absence de cumul de professions) (p. 1103) : rejeté (p. 1104) ; **article 7** : son amendement n° 44 (motivation des avis de la commission des structures) ; article 188-5 : du code rural sur le contrôle des structures ; nécessité de mettre fin à une jurisprudence distinguant entre les articles concernant le champ du contrôle et les articles concernant la motivation des décisions ; adopté [4 avril 1984] (p. 1118) ; estime que l'opposition pourrait se mettre d'accord pour rédiger en commun les mêmes amendements (p. 1119) ; son amendement n° 45 (communication des pièces du dossier au demandeur et

possibilité pour ce dernier de présenter ses observations) ; principe constitutionnel des droits de la défense ; retiré (p. 1121) ; **article 8** : possibilité de consulter le registre de la mutualité sociale agricole ; nécessité de donner à tout candidat éventuel à la reprise des terres la possibilité de consulter ce fichier (p. 1123) ; **article 9** : distinction entre le droit d'exploiter et l'autorisation d'exploitation (p. 1126) ; **article 13** : son amendement n° 46 (application des dispositions du présent titre au baux d'élevage concernant toute production hors sol de marais salants) : adopté (p. 1133) ; **article 14** : son amendement n° 47 (établissement d'un état des lieux contradictoire) : adopté (p. 1134) ; **article 17** : formalisme des membres de l'opposition (p. 1138) ; **article 18** : son amendement n° 48 (référence aux travaux régulièrement exécutés en application des 1° et 3° de l'article L 411-73 du présent code) (p. 1143) ; extension du mode de calcul prévu à cet article aux travaux d'amélioration ; adopté ; comité technique départemental (p. 1144) ; **article 22** : son amendement n° 49 (possibilité de conversion de bail à colonat paritaire ou métayage en bail à ferme) (p. 1147) ; adopté ; son amendement n° 50 (ramenant à huit ans le délai au terme duquel le métayer peut demander la conversion de son bail) (p. 1148) ; adopté (p. 1149) ; **article 23** : son amendement n° 51 à titre personnel (de correction) : adopté (p. 1150) ; **après l'article 25** : son amendement n° 52 (référence à la nature de l'acte en vertu duquel est assurée la jouissance des biens) : adopté (p. 1155) ; **article 5** : (précédemment réservé) : son amendement n° 43 : devenu sans objet (p. 1158).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : importance du phénomène de non paiement des pensions alimentaires [2 octobre 1984] (p. 4443) ; causes de ce non paiement : mauvaise foi du débiteur, persistance des conflits entre ex-époux et méconnaissance par le créancier des droits et des procédures mis à sa disposition ; énumération des diverses voies d'exécution ; procédure de recouvrement public ; organisation du système autour des caisses d'allocations familiales ; missions de ces caisses : assistance financière et assistance juridique des créanciers (p. 4444) ; remplacement de l'allocation d'orphelin par une allocation de soutien familial ; conditions d'attribution de cette allocation ; récupération des sommes avancées par les caisses d'allocations familiales ; cas d'interventions de ces caisses ; pouvoirs de consultation des caisses et organismes assimilés ; absence de mise en place d'un dispositif administratif et bureaucratique (p. 4445) ;

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (substituant dans le premier alinéa de cet article à la référence « section III » la référence « section II ») ; rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 2 (conférant à l'organisme débiteur des prestations familiales la possibilité de poursuivre à la demande du créancier d'aliments) (p. 4454) ; nécessité de lever une ambiguité ; adopté ; son amendement n° 3 (insérant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe IV du texte proposé pour l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale après les mots « fixées au » les mots « premier alinéa du ») : adopté ; **article 5** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « peut bénéficier » les mots « bénéfice à sa demande ») (p. 4455) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 8 (suppression de l'obligation de rendre l'Etat exécutoire au commissaire de la République) ; suppression de ce « passage administratif » auprès du commissaire de la République ; pouvoir du directeur de la caisse d'allocations familiales d'établir l'état des sommes dues (p. 4456) ; suppression du « verrrou procédural » ; maintien de l'intervention du procureur de la République ; risque de contentieux administratif ; adopté ; son amendement n° 9 (supprimant après les mots « organisme débiteur des prestations familiales » la fin du premier alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; son amendement n° 10 (rôle du directeur de l'organisme débiteur des prestations familiales) (p. 4457) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 11 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article à la date « 1er juillet 1986 » celle du « 1er janvier 1986 ») ; raccourcissement des délais de mise en application de la future loi ; adopté ; son amendement n° 12 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») ; délai d'application de certaines dispositions du texte ; adopté ; **après l'article 7** : imprécision des statistiques (p. 4458).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : autorisation des caisses d'allocations familiales de verser des pensions alimentaires sous forme d'avances ; leur possibilité de se substituer aux créanciers pour le recouvrement des pensions, rétablissement par le Sénat de l'intervention du commissaire de la République dans les procédures de recouvrement : modification par le Sénat du régime du versement de l'allocation de soutien familial ; mécanisme de l'allocation différentielle ; [28 novembre 1984] (p. 6456).

Discussion des articles : **article 4** : ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement ; son amendement n° 1 (versement de l'allocation de soutien familial à titre d'avance sur créance alimentaire) ; rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; cas de l'infériorité de la créance au montant de l'allocation de soutien familial ; adopté ; son souhait du versement d'une allocation différentielle en cas de paiement partiel ; situation de saisie immobilière (p. 6458) ; possibilité d'éviter une collusion entre créancier et débiteur ; charge des frais de gestion ; **article 5** : son amendement n° 2 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « conditions d'application » les mots « conditions d'attribution ») ; rectification d'une erreur de rédaction ; adopté ; problème de l'allocation différentielle (p. 6459).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
(Ire circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à la commission supérieure des sites [20 novembre 1984] (p. 6191).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **lignes de transport E.D.F.** et à l'indemnisation des dégâts permanents **(n° 2383) [18 octobre 1984].**

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Industrie du meuble** : crise dans ce secteur ; problème de l'octroi de prêts d'épargne-logement pour l'achat de meubles [25 avril 1984] (p. 1918).

— **Eventuelle réforme des tribunaux de commerce** : tribunaux de commerce de province ; remise en cause de la compétence de juridictions ; risque d'imposer aux justiciables un éloignement supplémentaire de leur tribunal de commerce ; décentralisation [3 octobre 1984] (p. 4474, 4475) ;

orale sans débat :

— **n° 642,** posée le 22 mai 1984 : **ameublement (emploi et activité)** (p. 2574, 2575) ; appelée le 25 mai 1984 : **industrie de l'ameublement** : instauration temporaire d'une procédure de dépôt préalable pour les importations de meubles ; ouverture de prêts d'épargne-logement pour l'achat de meubles (p. 2655, 2656).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. ; problèmes de l'immigration ; France représentant une terre d'accueil ; lien entre les citoyens français et les immigrés ; cultes [25 mai 1984] (p. 2684).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : représentants des salariés et des entreprises ; professions libérales ; propose un renforcement et une répartition de la représentation des

activités sociales, notamment l'épargne et les associations [25 mai 1984] (p. 2693).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 10 (fixant à 70 le nombre de représentants des salariés) : rejeté (p. 2700) ; son amendement n° 11 (fixant à 5 le nombre des représentants des professions libérales) : rejeté (p. 2701) ; son amendement n° 12 (fixant à 24 le nombre des représentants des activités sociales répartissant ses représentants) ; représentants des autres associations que les associations familiales ; représentants de ces associations ; rejeté (p. 2702) ; son amendement n° 13 (fixant à trente le nombre des personnalités qualifiées) : rejeté.

— Projet de loi relatif au développement et à la création de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : propositions de la commission d'enquête parlementaire ; contenu de ce texte ; « montagne ayant accouché d'une souris » ; comités de massif ; classement des zones de montagne ; graduation de l'espace montagnard ; zones de piémont ; importance de l'eau dans le milieu de la montagne [7 juin 1984] (p. 3069).

Discussion des articles : **article 3** : unité du Massif central (p. 3093) ; **après l'article 13** : adaptation de l'article 13-95 du code général des impôts aux nouvelles définitions de l'agriculture [8 juin 1984] (p. 3142) ; **article 16** : régime de concession à l'amiable ; adjudication avec publicité ; gestion des pâturages sous forêt ; contrôle de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier (p. 3151) ; **article 29** : indemnisation des servitudes ; préjudice direct ; titre régulier d'occupation (p. 3165) ; **après l'article 36** : reprend les amendements n° 333 et n° 334 de la commission ; concertation (p. 3189) ; droits d'usage ; rejetés (p. 3190) ; **après l'article 55** : harmonisation des tarifs de péage en zones de plaine et de montagne (p. 3214) ; exploitation des forêts (p. 3215).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er A** : division du département de l'Aveyron en zone de piémont et en zone de montagne [27 novembre 1984] (p. 6348).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* situation du bâtiment et des travaux publics ; politique du logement [30 octobre 1984] (p. 5411).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* présence de la marine française dans le monde ; puissances navales en présence ; garde-côtes américains [9 novembre 1984] (p. 5832).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* financement des associations de soins et services à domicile et des associations d'aide à domicile en milieu rural ; conditions de réussite de la politique sociale du maintien à domicile [13 novembre 1984] (p. 5973, 5974).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter le préambule de la Constitution de la République en ce qui concerne les **droits et libertés économiques (n° 2000)** [2 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Déclaration du ministre de l'agriculture sur l'enseignement privé : propos du ministre au cours de l'émission « Politiques » sur T.F.1, constatant que 65 p. 100 des officiers d'active de l'armée française ayant servi en Algérie entre 1954 et 1962 avaient fréquenté l'école libre [2 mai 1984] (p. 2019).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Lors de la discussion du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et la pluralisme des entreprises de presse (n° 1832)

Constate le fonctionnement défectueux de l'appareillage électronique recensant les votes lors du débat sur le projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [25 janvier 1984] (p. 42, 43).

Répond aux rappels au règlement de MM. Emmanuel Aubert, Pascal Clément, François d'Aubert, et Alain Peyrefitte : rappelle que M. Louis Mermaz a reçu les représentants des groupes de l'opposition à la suite des incidents du 24 janvier 1984 [25 janvier 1984] (p. 58).

Refuse la parole à M. Marc Lauriol pour répondre au Gouvernement (p. 64) et indique que l'article 56 alinéa 3 n'est pas couramment utilisé ; obtention de la parole contre un amendement [25 janvier 1984] (p. 65).

Indique qu'il rendra compte à la conférence des présidents des propos de M. Jean-Pierre Michel selon lesquels certains amendements font « perdre de l'argent à la France » [25 janvier 1984] (p. 71).

Rappelle le rôle du président de séance [25 janvier 1984] (p. 73).

Interrompt le fait personnel de M. Michel Sapin [25 janvier 1984] (p. 76).

Refuse la parole à M. Robert-André Vivien pour un rappel au règlement [31 janvier 1983] (p. 339).

Refuse la suspension de séance demandée par M. Alain Madelin ; [31 janvier 1983] (p. 339).

Donne la parole à M. Robert-André Vivien pour un rappel au règlement [31 janvier 1984] (p. 339).

En qualité de député :

Son rappel au règlement : souhaite l'ouverture d'un débat de politique générale au début de la seconde session ordinaire de 1983-1984 [2 avril 1984] (p. 1053).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006)

Première lecture, discussion générale : propositions doctrinales ; projet ne comportant pas de mesures propres aux agriculteurs ; rappelle son rapport de 1975 *pour que la montagne vive ;* son scepticisme à l'égard du texte [7 juin 1984] (p. 3067).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 254 (action spécifique en faveur des régions de montagne) ; son amendement n° 255 (conception de la politique de la montagne) ; zones de montagne constituant des entités géographiques ; retirés [7 juin 1984] (p. 3804) ; son amendement n° 256 (spécificité de la montagne et de chacun de ses massifs (p. 3086) ; sauvegarde de l'emploi en montagne ; rejeté (p. 3087) ; **article 1er** : son amendement n° 258 (critères de classement des communes de montagne) ; liens entre divers amendements ; zones de montagne ; D.O.M. ; rejeté (p. 3089) ; matériels de montagne ; **après l'article 1er** : son amendement n° 259 (massifs constituant la zone de montagne) : rejeté (p. 3090) ; **article 2** : son amendement n° 260 (existence d'un massif par département d'outre-mer) : rejeté (p. 3091) ; **article 3** : reprend

le sous-amendement n° 206 de M. André Tourné à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du mot « immédiatement ») : rejeté (p. 3092) ; **après l'article 3** : son amendement n° 261 (coordination par l'Etat de l'action publique des collectivités en faveur des régions de montagne) ; unité de la politique de la montagne ; rejeté ; son amendement n° 262 (objet de la politique de la montagne — respect de l'environnement — parité au niveau des conditions de vie des montagnards) (p. 3093) ; « projet » pour la montagne ; rejeté (p. 3094) ; **avant l'article 4** : son amendement n° 263 (création, composition, fonctionnement et rôle du comité consultatif national de la montagne) ; création d'un organisme consultatif à l'échelle nationale (p. 3095) ; devenu sans objet (p. 3097) ; **article 4** : son amendement n° 264 (insérant après les mots « aides accordées » les mots « fonds interministériel de développement et d'aménagement rural dans le massif et par le fonds pour le développement de la montagne ») : rejeté ; son amendement n° 265 (consultation du comité de massif sur l'élaboration des prescriptions de massif) : retiré (p. 3100) ; **article 5** : son amendement n° 266 : devenu sans objet (p. 3103) ; **article 6** : égalité de traitement de la population de montagne dans les services publics (p. 3104) ; **après l'article 6** : son amendement n° 267 (établissement d'un schéma d'organisation et d'implantation des services publics au niveau de chaque département) ; problèmes des Pyrénées ; rejeté (p. 3106) ; **avant l'article 7** : son amendement n° 271 (conférant le caractère d'intérêt général aux activités agricoles) (p. 3107) ; retiré (p. 3108) ; **après l'article 7** : application de la loi d'orientation du 8 août 1962 [8 juin 1984] (p. 3132) ; **article 9** : son amendement n° 273 (extension de la réglementation des boisements au territoire des communes en cours de révision ou d'élaboration de plan d'occupation des sols) ; réflexion sur la réglementation des boisements ; rejeté (p. 3134) ; **article 10** : son amendement n° 274 (insérant les mots « agricole ou pastorale » après les mots « remise en état ») ; reprise de la formulation de l'article 39 du code rural ; rejeté (p. 3136) ; son amendement n° 275 (supprimant la fin du 5e alinéa (3°) de cet article) ; autorisation de défrichement ; procédure de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées ; absence de définition de l'état de friche ; rejeté ; son amendement n° 276 (dépôt d'un plan de remise en valeur auprès de la commission départementale d'aménagement foncier) (p. 3137) ; devenu sans objet ; son amendement n° 277 (référence au plan de remise en valeur) : devenu sans objet ; reprise par la commission de certains amendements de l'opposition (p. 3138) ; **après l'article 10** : son amendement n° 278 (bois situés en zone de montagne ; vocation agricole ou pastorale) ; reconnaissance de l'état d'inculture par la commission départementale d'aménagement foncier ; rejeté ; **article 11** : son amendement n° 279 (supprimant les mots « et opportune, à l'exclusion des biens dont le défrichement est soumis à autorisation ») : rejeté (p. 3139) ; son amendement n° 280 (attribution par le représentant de l'Etat dans le département de l'autorisation d'exploiter) : retiré ; **article 12** : son amendement n° 281 (possibilité pour les collectivités publiques de bénéficier de l'autorisation d'exploiter) ; obligation de céder le bail à tout demandeur ; problème des S.A.F.E.R. ; intervention directe des collectivités publiques comme locataires possibles (p. 3140) ; rejeté (p. 3141) ; **après l'article 13** : son amendement n° 283 (prise en considération pour la détermination de l'assiette des cotisations sociales des parcelles incultes ou sous-exploitées) ; calcul « sur la base du revenu cadastral des propriétés non bâties la plus élevé du département » ; rejeté (p. 3143) ; **après l'article 14** : son amendement n° 285 (acquisition de la personnalité morale pour les groupements de personnes propriétaires collectivement de biens et droits agricoles, pastoraux ou forestiers) (p. 3145) ; retiré ; son amendement n° 284 (perception d'un droit fixe pour la déclaration en préfecture des groupements de personnes rattachés à d'anciennes législations ou au droit coutumier) ; amélioration et gestion des biens ; associations collectives ; retiré (p. 3146) ; **article 15** : son amendement n° 286 (utilisation de la mention « montagne » pour les produits issus des zones de montagne) ; querelle de vocabulaire ; retiré (p. 3147) ; **article 16** : son amendement n° 287 (possibilité de concession à l'amiable des pâturages) : rejeté (p. 3151) ; son amendement n° 288 (priorité à la concession amiable des pâturages) (p. 3152) ; rejeté (p. 3153) ; **après l'article 17** : restrictions au droit de chasse des vacanciers ; réglementation de la chasse (p. 3155) ; rôle des coopératives d'utilisation du matériel agricole ; difficultés des entreprises de travaux agricoles ; coût du matériel (p. 3156) ; **avant l'article 18** : ses observations sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (p. 3157) ; **article 21** : son amendement n° 375 (suppression de la référence à la loi d'orientation des transports intérieurs (L.O.T.I.) ; impossibilité d'appliquer aux remontées mécaniques les dispositions de la L.O.T.I. ; rejeté (p. 3159) ; **article 23** : son amendement n° 376 (supprimant les mots « dans les conditions de l'article 30, alinéa 2, de la loi d'orientation des transports intérieurs » à la fin du 3e alinéa de cet article) ; différence entre la mise en conformité d'une convention existante et l'établissement d'une nouvelle convention ; adopté (p. 3160) ; son amendement n° 377 (continuation de l'autorisation antérieurement accordée en cas d'absence de convention avec l'autorité compétente ; mise en conformité de la convention) : retiré ; **après l'article 24** : son amendement n° 378 (fixation des tarifs des services de transports) : retiré (p. 3161) ; **après l'article 26** : son amendement n° 379 (création d'une commission consultative pour la construction et l'exploitation de remontées mécaniques) ; confirmation de l'existence de la commission des téléphériques ; rejeté (p. 3162) ; **article 28** : ses amendements n° 290 et n° 289 : devenus sans objet ; création de servitudes pour les accès aux voies d'alpinisme et d'escalade en zone de montagne (p. 3164) ; **article 29** : son amendement n° 291 (insérant dans le premier alinéa de cet article, après le mot « propriétaire », les mots « exploitant ou l'exploitant agricole ») ; droit à indemnisation de l'exploitant ou de l'exploitant agricole ; reservé (p. 3165) ; son amendement n° 291 précédemment réservé : devenu sans objet ; **après l'article 29** : appellation « stations climatiques et climatothérapiques » (p. 3166) ; **article 30** : concertation en faveur de l'unicité de la protection sociale (p. 3168) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 294 (fixant de 3 à 9 les limites du nombre des membres de la commission syndicale) ; baisse démographique dans les communes rurales ; rejeté (p. 3177) ; *article L. 151-5 du code des communes :* son amendement n° 295 (fixant à 3 le nombre minimal des électeurs prévu par cet article) (p. 3178) ; démographie actuelle des communes rurales ; retiré ; son amendement n° 296 (possibilité de tenir compte des regroupements de sections) : retiré (p. 3179) ; *article L. 151-18 du code des communes :* son amendement n° 297 (création d'une union entre les sections (p. 3183) ; incitation au regroupement des sections à faible population ; rejeté (p. 3184) ; **avant l'article 37** : son amendement n° 298 (prescription ou mise en révision d'un P.O.S.) ; rôle de la commission communale ; rejeté (p. 3190) ; **article 37** : son amendement n° 299 (avis de la commission communale ou intercommunale) : retiré (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* activités agricoles ou pastorales ; son amendement n° 300 (suppression de la seconde phrase du I de cet article) (p. 3192) ; rejeté ; son amendement n° 301 (communes élaborant ou révisant un P.O.S.) (p. 3193) ; rejeté ; son amendement n° 302 (autorisation de construire en l'absence de P.O.S.) rôle du commissaire de la République ; retiré ; son amendement n° 303 (préservation des espaces et paysages du patrimoine naturel) : rejeté (p. 3194) ; **article 38** : *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* distance entre sa demeure et la rive d'un lac (p. 3196) ; *article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* mot « bouclage » (p. 3197) ; *après l'article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* expression « haute montagne » (p. 3198) ; **après l'adoption de l'article 38** : demande à M. Jean Natiez s'il doit commander les croissants pour le petit déjeuner (p. 3201) ; **article 42** : stations françaises de sports d'hiver ; protection de l'environnement ; sauvegarde des intérêts économiques (p. 3203) ; **article 43** : son amendement n° 305 (dispositions ne s'appliquant pas aux véhicules à usage professionnel) ; usage professionnel des véhicules automobiles (p. 3204) ; adopté après modification ; **article 49** : taxe sur les remontées mécaniques (p. 3207) ; **article 53** : agriculture en montagne ; **après l'article 53** : son amendement n° 306 (extension de la taxe de séjour) ; affectation de cette taxe au financement du fonds pour le développement de la montagne ; retiré (p. 3209) ; **article 55** : quota d'énergie réservée (p. 3210) ; **après l'article 55** : atteinte au droit de propriété ; cas de Pechiney ; se demande si le président de la commission des finances n'a pas compris le problème posé par cet article (p. 3212) ; climatisme et climatothérapie (p. 3216).

Explications de vote : remercie le président, les personnels et le Rapporteur (p. 3221) ; rapport de la commission d'enquête ; politique de la montagne ; autodéveloppement ; priorité donnée aux coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) (p. 3222).

Deuxième lecture, discussion générale : ses craintes concernant la division du Massif Central ; suppression de l'expression « autodéveloppement » ; introduction d'assemblées permanentes des établissements consulaires dans le Conseil national de la montagne ; composition des comités de massif ; mise en valeur des terres incultes ou sous-exploitées ; rôle des S.A.F.E.R. ; emploi de la collecte de l'épargne au profit des entreprises des collectivités locales ; harmonisation des dispositions de ce texte avec celles de la loi sur les transports intérieurs en ce qui concerne les remontées mécaniques [27 novembre 1984] (p. 6336, 6337).

Discussion des articles : **article 4 A** : utilité du rapport annexé au projet de loi de finances récapitulant le montant des crédits entre les différents fonds (p. 6351) ; **article 4** : son rejet du terme « auto-développement » (p. 6353) ; **avant l'article 5 A** : caractère péjoratif du droit à la différence ; différence entre la plaine et la montagne (p. 6354) ; **article 7 A** : notion d'entretien général ; nécessité de compléter l'amendement n° 31 de la commission ; risque de brimer certains secteurs d'activités notamment l'élevage et la production laitière (p. 6358) ; **après l'article 9 *bis*** : définition des zones à vocation agricole et à vocation forestière (p. 6360) ; **article 11** : inutilité de l'insertion des termes supprimés dans l'amendement n° 226 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 6363) ; **article 12** : importance du rôle donné aux S.A.F.E.R. ; **après l'article 12** : son amendement n° 1 (possibilité pour les groupements de personnes propriétaires de biens et de droits agricoles pastoraux ou forestiers d'acquérir la personnalité morale) ; régularisation de la situation des personnes propriétaires de droits agricoles pastoraux ou forestiers remontant au Moyen-Age (p. 6364) ; situation en Savoie ; rejeté (p. 6365) ; **article 17 *quater*** : son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 53 de la commission (insérant au début de cet amendement les mots « en zone de montagne ») (p. 6370) ; ses observations sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Benetière ; rejeté (p. 6372) ; **article 17** *quinquies :* son amendement n° 3 (conditions de concours aux marchés des entreprises agricoles de moins de cinq salariés) ; possibilité de permettre aux entreprises agricoles de participer aux marchés de travaux publics ; rejeté (p. 6377) ; **article 23** : son amendement n° 140 (supprimant après les mots « respectives des parties » la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; problème de la répartition des charges financières ; rejeté ; son amendement n° 141 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) ; nécessité d'éviter la remise en cause des situations existantes ; rejeté ; son amendement n° 142 (effet de la nouvelle convention à l'expiration du délai de quatre ans) ; effet des autorisations et conventions antérieures en l'absence de conventions nouvelles à l'expiration du délai de quatre ans (p. 6379) ; sa volonté de maintenir cet amendement ; devenu sans objet ; son amendement n° 143 (supprimant dans la première phrase du quatrième alinéa de cet article les mots « en raison de la carence de l'autorité organisatrice et sans qu'elle puisse évoquer valablement la responsabilité du contractant ») : devenu sans objet (p. 6380) ; **article 27** : application des dispositions de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments et des sites ; autorisation de l'installation d'engins de remontées mécaniques dans le massif alpin (p. 6382) ; **article 38** : *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 145 (supprimant les mots « ou un renforcement significatif ») ; problème de la soumission en discussion commune de l'amendement n° 101 de la commission et de son amendement n° 145 ; retiré (p. 6403) ; **avant l'article 47 A** : ses observations sur le mot « autodéveloppement » (p. 6407) ; **article 53** : son amendement n° 146 (dépenses d'indemnisation des servitudes) : adopté [28 novembre 1984] (p. 6419) ; **après l'article 55 *sexies*** : situation des pisteurs-secouristes (p. 6426) ; nécessité de recruter des pisteurs titulaires du brevet (p. 6427).

Explications de vote : problème de l'utilisation du mot « autodéveloppement » ; rôle des coopératives d'utilisation du matériel agricole et des entreprises agricoles privées ; abstention du groupe U.D.F. (p. 6431).

Commission mixte paritaire, ses explications de vote : vote de ce texte à la majorité par le Sénat ; notion « d'autodéveloppement » ; importance du rapprochement entre la majorité de l'Assemblée nationale et celle du Sénat ; caractère flou de certaines dispositions notamment celles concernant les S.A.F.E.R. et les C.U.M.A. ; politique des quota laitiers ; caractère inacceptable de l'article 33 *bis* ; accord sur la flexibilité ; abstention des groupes U.D.F. et R.P.R. [19 décembre 1984] (p. 7247) ; conditions de vote de l'article 33 *bis* du projet de loi ; maintien par les groupes R.P.R. et U.D.F. de leur décision d'abstention (p. 7250).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 10** : déficit des maisons des jeunes et de la culture [18 octobre 1984] (p. 4929).

Deuxième partie : **Anciens combattants et victimes de guerre.** — *Discussion générale :* budget de régression [24 octobre 1984] (p. 5116) ; rattrapage du rapport Constant ; intégration de l'indemnité mensuelle spéciale et de l'indemnité de résidence dans le rattrapage ; diminution du nombre des ayants droit ; redéploiement des effectifs ; situation des veuves de guerre (p. 5117).

BROCHARD (Albert)

Député des Deux-Sèvres
(3e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1re avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Wolff visant à instaurer un service postal minimum (n° 1793) [19 avril 1984] (p. 1843).

BRUNE (Alain)

Député du Jura
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1re avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; nécessité d'encourager la location ; S.A.F.E.R. ; Franche-Comté ; application des quotas laitiers dans les zones de montagne ; mise en valeur des terres agricoles destinée à tourner les dispositions du statut du fermage ; lacune de la loi de 1980 dans ce cas ; ventes d'herbes [3 avril 1984] (p. 1084) ; constate avec satisfaction que plusieurs dispositions de sa proposition de loi n° 1362 figurent dans ce texte (p. 1085).

Discussion des articles : **article 13** : politique d'installation des jeunes agriculteurs en montagne [4 avril 1984] (p. 1133).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* rattrapage du rapport Constant ; volonté de traiter les anciens d'Afrique du Nord sur un pied d'égalité avec leurs aînés ; assistance administrative ; procédure d'attribution des cartes de combattant volontaire [24 octobre 1984] (p. 5123).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* répression du travail clandestin dans le bâtiment et dans la réparation automobile [24 octobre 1984] (p. 5169).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* évolution du nombre des installations de jeunes agriculteurs de 1980 à 1983 ; relèvement du montant de la dotation d'installation pour jeunes agriculteurs ; mesures prises en matière de prêts bonifiés d'installation [6 novembre 1984] (p. 5591) ; problème des conditions d'octroi des aides ; actions tendant à faciliter les opérations de pré-installation dans les zones à fort handicap ; problèmes concernant l'installation des jeunes ; problème foncier ; financement du capital d'exploitation ; conditions de logement ; nécessité d'apporter des aides financières aux petites structures laitières ; insuffisance des quotas supplémentaires (p. 5592).

BRUNET (André)

Député de la Drôme
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1re avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Gouzes et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des coopératives d'utilisation de matériel agricole **(n° 1935)** [19 avril 1984] (p. 1843).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Retraite à soixante ans pour les commerçants et les artisans** : calendrier d'application de cette mesure [11 avril 1984] (p. 1460).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832)**

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : conteste les propos de M. Robert-André Vivien en signalant que le maire de Paris a été interviewé à la télévision [4 février 1984] (p. 580).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002)**

Première lecture, discussion générale : rappelle les propos qu'il écrivait dans sa *Lettre au député* en août 1982, à propos des relations existantes entre les patrons et les ouvriers ; nécessité de faire évoluer les mentalités et les comportements ; ses souvenirs personnels à l'égard de son entreprise et du partage des bénéfices [2 mai 1984] (p. 2053).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* financement de l'indemnité de départ des commerçants ; pose la question de M. Augustin Bonrepaux [24 octobre 1984] (p. 5167).

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391)**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : adaptation de la législation aux contingences du monde moderne ; problème de l'indemnisation des dégâts matériels [17 décembre 1984] (p. 7036).

BRUNHES (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(1re circonscription)
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire consitutée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 8 février 1984] (p. 542).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095 [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **réforme de la formation professionnelle continue** et modification corrélative du code du travail **(n° 1979)** [7 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1978) modifié par le Sénat, portant réforme de la **formation professionnelle continue** et modification corrélative du code du travail **(n° 1980)** [8 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1990) modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant **réforme de la formation professionnelle continue** et modification corrélative du code du travail **(n° 1991)** [10 février 1984].

Proposition de loi relative à la réforme de la **taxe d'apprentissage (n° 2300)** [30 juin 1984].

Proposition de loi relative aux **langues de France et aux cultures régionales (n° 2321)** [31 juillet 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Place du spectacle et de l'audiovisuel dans le rayonnement culturel français et protection sociale des artistes et techniciens** : diminution des effectifs des artistes professionnels ; projet de suppression du minimum de ressources assuré entre deux emplois intermittents ; développement des industries de programme [18 avril 1984] (p. 1679).

— **Attaques de la droite contre l'école publique** : climat de guerre scolaire ; rénovation et transformation de l'école ; moyens donnés au service public de l'éducation nationale [6 juin 1984] (p. 2977).

— **Moyens nécessaires au service public de l'éducation** : nécessité de moyens supplémentaires [3 octobre 1984] (p. 4464) ; 9e Plan (p. 4465).

— **Sécurité** : inquiétude de la population ; conditions d'utilisation des forces de police ; nécessité d'une grande sévérité envers les criminels [14 novembre 1984] (p. 6016).

— **Situation de la Nouvelle-Calédonie et droit du peuple canaque à l'autodétermination et à l'indépendance** : nécessité de traduire dans les faits les engagements contenus dans la déclaration de Nainville-les-Roches [28 novembre 1984] (p. 6434).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : prise en mains par M. Robert Hersant du *Midi-Libre ;* pouvoirs de la commission ; article 4 de la Constitution relatif aux partis politiques ; presse des partis ; mesures économiques [24 janvier 1984] (p. 8).

Discussion des articles : **article 2 :** groupements de fait ; presse des partis politiques ; cas de *l'Humanité ;* camouflage de la presse d'argent ; propriété de plusieurs journaux par M. Robert Hersant ; article 4 de la Constitution ; contrôle juridictionnel sur les publications des partis politiques [27 janvier 1984] (p. 212) ; **article 7 :** Office de Justification de Diffusion ; utilité pour le lecteur de connaître le volume de publicité [31 janvier 1984] (p. 375) ; possibilité d'acquisition par des étrangers du capital d'une entreprise de presse française (p. 379) ; son amendement n° 1870 (extension des informations obligatoires prévues dans cet article) : rejeté (p. 380) ; notion de tirage (p. 381-382) ; **article 9 :** son amendement n° 1871 (impossibilité, en dessous du seuil de 20 p. 100, pour une personne de nationalité étrangère de prendre des participations au capital de plus d'une entreprise de presse éditant en France une publication en langue française) [1er février 1984] (p. 442) ; **article 9 :** son amendement n° 1871 (impossibilité pour une personne de nationalité étrangère de prendre des participations au capital de plus d'une entreprise de presse) [2 février 1984] (p. 453) ; satisfait ; dispositif interdisant à une personne étrangère de prendre moins de 20 p. 100 du capital dans plus d'une seule entreprise de presse française ; ordonnace de 1944 (p. 456) ; **article 10 :** son amendement n° 1873 : devenu sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; **après l'article 10 :** problème de l'exclusion de la presse des partis politiques ; position des représentants de la droite à ce sujet (p. 574) ; **article 14 :** son amendement n° 1875 (insertion des décisions de la commission dans une ou plusieurs publications de l'entreprise) ; décisions de la commission relatives aux opérations de propriété du journal ; retiré [7 février 1984] (p. 700) ; **article 15 :** presse des partis politiques ; article 4 de la Constitution ; position des syndicats et de la ligue des droits de l'Homme à ce sujet ; notion de presse d'opinion ; différence entre la presse des partis politiques et la presse mercantile ; pouvoir de la commission administrative (p. 713) ; libre exercice de l'activité des partis politiques (p. 714) ; **article 20 :** limite mise au pouvoir de la commission pour la transparence : libre activité des partis politiques ; publications de ces partis [10 février 1984] (p. 891).

Explications de vote : investissement de la presse par les forces de l'argent ; accaparement des journaux par les groupes financiers ; dispositions relatives au pluralisme ; activité des partis ; mode de financement des publications ; réaménagement à venir des aides à la presse ; liberté d'informer et d'être informé ; vote positif du groupe communiste [13 février 1984] (p. 1044).

Deuxième lecture, discussion générale : transparence financière des entreprises de presse ; danger pour la liberté de la presse ; abrogation de l'ordonnance du 16 août 1944 ; loi anti-trust ; quotidiens de Seine-Maritime appartenant à M. Robert Hersant ; refus du contrôle de la transparence ; aggravation par le Sénat de la situation économique de la presse [19 juin 1984] (p. 3466) ; contre-projet de la droite sur le statut de la presse ; cas de M. Raymond Bourgine, directeur de la revue *Valeurs actuelles ;* article 4 de la Constitution ; pouvoirs d'investigation de la commission pour la transparence ; société éditrice de publication ; asphyxie financière de la presse d'opinion ; critères d'attribution des aides à la presse ; lois de finances (p. 3467).

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : rémunération des stagiaires ; congé « jeunes » ; consultation du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle [8 février 1984] (p. 756) ; participation des employeurs au développement de la formation professionnelle ; financement du congé individuel de formation ; formations en alternance ; suppression de l'obligation du dépôt préalable ; contribution de l'Etat à la formation dans l'agriculture ; actions en faveur des jeunes (p. 757).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 18 (versement par l'employeur de la rémunération due au bénéficiaire d'un congé de formation) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 19 (consultation obligatoire du comité d'entreprise) : adopté ; **article 19 :** son amendement n° 20 (constitution obligatoire par le comité d'entreprise, d'une commission de la formation) (p. 762) ; adopté ; **article 20 :** son amendement n° 21 (consultation obligatoire du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle) : adopté ; son amendement n° 22 (prise en compte de l'analyse de la situation comparée des hommes et des femmes) : adopté ; son amendement n° 23 (consultation obligatoire du comité d'entreprise) : adopté ; son amendement n° 24 (supprimant la référence à la périodicité de réunion des organisations liées par une convention de branche) : adopté ; son amendement n° 25 (négociation obligatoire sur la reconnaissance des qualifications acquises du fait d'actions de formation) : adopté ; son amendement n° 26 (étendant les points sur lesquels doit porter la négociation) (p. 763) : adopté ; son amendement n° 27 (cadre de la négociation) : adopté ; son amendement n° 28 (engagement obligatoire de la négociation à la demande d'une organisation syndicale représentative ou en l'absence d'aboutissement d'une négociation de branche) : adopté ; son amendement n° 29 (obligation d'engager une nouvelle négociation) : adopté ; son amendement n° 30 (avis du comité d'entreprise sur l'exécution du plan de formation du personnel) : adopté ; **article 22 :** son amendement n° 31 (de coordination) (p. 764) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 32 (de coordination) : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 33 (référence aux conditions prévues à l'article 932-6) : adopté ; **article 27 :** son amendement n° 34 (financement des actions de formation) : adopté ; son amendement n° 35 (versements aux organismes de formation) : adopté ; son amendement n° 36 (définition des actions de formation) (p. 765) ; adopté ; **article 30 :** son amendement n° 37 (remboursement de tout ou partie de l'indemnité versée aux salariés recrutés par contrat à durée déterminée) : adopté (p. 766) ; **article 35 :** son amendement n° 38 (formation en alternance) : adopté (p. 767) ; **article 41 :** son amendement n° 39 (référence aux documents retraçant l'emploi des sommes reçues au titre des conventions mentionnées à l'article L. 920-1) : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 40 (définition du caractère excessif du prix des prestations) (p. 770) ; adopté ; **article 44 :** son amendement n° 41 (autorité administrative de l'Etat) : adopté (p. 771) ; **article 48 :** son amendement n° 42 (supprimant la référence au caractère représentatif des organisations professionnelles) : adopté ; son amendement n° 43 (supprimant les mots « ou conventionnés avec lui ») : adopté ; son amendement n° 44 (formation des pluriactifs) : adopté ; **article 49 :** son amendement n° 45 (application des dispositions de l'article L. 471-2 en cas d'infraction à l'obligation de négoicer) : adopté ; **article 50 :** son amendement n° 46 (participation due au titre de 1983 et de 1984) : adopté (p. 772).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : négociation obligatoire ; actions en faveur des jeunes ; échec de la commission mixte paritaire [10 février 1984] (p. 930).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [10 mai 1984] (p. 2232).

Son rappel au règlement : position de principe du groupe communiste ; droit d'expression ; droit d'amendement et de proposition de chaque groupe et de chaque député ; débat sur la presse ; organisation normale des débats devant assurer l'expression pluraliste et équilibrée des courants de pensée représentés à l'Assemblée [17 mai 1984] (p. 2428).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : souhaite la ré-écriture de l'article 1er ; réaffirmation de la priorité du service public d'éducation ; problèmes des personnels du privé ; position du groupe communiste ; libre exercice des droits et libertés individuelles et collectives ; établissements d'intérêt public ; position de M. Pierre Mauroy, selon M. Pierre Daniel ; financement de l'enseignement privé par les collectivités territoriales [22 mai 1984] (p. 2523) ; enseignants du primaire ; taxe d'apprentissage (p. 2524).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : apologie de la ségrégation scolaire par la droite ; égalitarisme ; efforts des députés communistes ; processus figeant le dualisme scolaire ; urgent besoin de pluralisme de l'école ; rassemblement des Français autour de leur école [24 mai 1984] (p. 2634).

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : réunion de Nainville-les-Roches portant sur la volonté commune de l'abolition du fait colonial par la reconnaissance à l'égalité de la civilisation mélanésienne et sur la reconnaissance de la légitimité du peuple kanak ; exercice de l'autodétermination ; tutelles administrative et financière ; contrôle *a posteriori* sur la légalité des actes des collectivités locales ; transfert de compétences ; recrutement et formation de la fonction publique du territoire ; problème de l'élection du Président du Gouvernement du territoire à la représentation proportionnelle ; projet portantréforme électorale abaissant à 2 p. 100 des suffrages exprimés le seuil des voix exigées pour participer à la répartition des sièges ; institution des assemblées des pays et du Conseil de pays ; identité néo-calédonienne ; front indépendantiste ; droit à l'autodétermination [28 mai 1984] (p. 2716) ; problème de la consultation des populations par voie de référendum ; structures socio-économiques et administratives du territoire ; droit à l'autodétermination (p. 2717).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : position du groupe communiste [28 mai 1984] (p. 2734) ; reconnaissance du droit à l'autodétermination pour tout peuple ; accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance politique ; création d'un comité Etat-peuple canaque ; souhaite la création d'une commission de concertation ; réunion de Nainville-les-Roches (p. 2735) ; position contradictoire de M. Jean-Marie Caro (p. 2737) ; **son Rappel au règlement** : regrette de ne pas pouvoir intervenir sur un amendement de M. Roch Pidjot ; position du groupe communiste ; abstention de ce groupe sur l'amendement n° 120 de M. Roch Pidjot (p. 2739) ; problème de l'indépendance du peuple kanak ; abstention du groupe communiste sur cet article (p. 2740) ; **article 5** : indique le vote positif du groupe communiste sur les amendements de M. Roch Pidjot tendant à élargir les compétences territoriales (p. 2749) ; **article 8** : élection du Gouvernement du territoire (p. 2754-2755) ; **article 68** : indentité culturelle kanake [29 mai 1984] (p. 2776-2777).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 2798).

Deuxième lecture, discussion générale : décentralisation ; transferts de compétences ; engagements pris à Nainville-les-Roches ; peuple kanak ; droit à l'autodétermination ; démarche colonialiste de M. Pierre Messmer en 1972 ; monde mélanésien [25 juillet 1984] (p. 4190) ; manifestation du comité Pierre Declercq le 4 août (p. 4191).

Explications de vote : esprit de Nainville-les-Roches ; droit du peuple kanak à l'autodétermination ; vote pour le projet de loi (p. 4217).

Troisième lecture, explications de vote : gravité de la situation ; reconnaissance du fait colonial [31 juillet 1984] (p. 4244) ; inquiétudes exprimées par M. Roch Pidjot ; droit inaliénable du peuple kanak à l'autodétermination (p. 4245).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : nouveaux médias ; négociations entre les représentants des auteurs et les producteurs ; droits de la création et du travail artistique ; nouvelles techniques de diffusion [28 juin 1984] (p. 3833) ; capacités de production de programmes ; observations du syndicat français des artistes ; caractère salarial des rémunérations ; présomption de cession des droits des artistes ; diminution du nombre d'artistes en France entre 1936 et 1983 ; concurrence des producteurs étrangers ; renouvellement de la création française ; nécessité d'une convention collective ; statut de salarié des artistes interprètes ; rémunération des auteurs-réalisateurs ; création d'une société nationale de télévision ; négociations sur les Assedic (p. 3834).

Discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 94 (rémunération due pour chaque mode d'exploitation cédé) ; détermination des taux de rémunération des auteurs par une négociation collective [28 juin 1984)] (p. 3855) ; remise en cause des contrats entre auteurs et organismes de radio et de télévision ; rejeté (p. 3856) ; **article 17** : son amendement n° 62 (conditions de l'autorisation de l'artiste-interprète) ; présomption de cession sauf stipulation contraire ; négociations conventionnelles (p. 3858) ; retiré (p. 3859) ; **article 36** : son amendement n° 66 : devenu sans objet [29 juin 1984] (p. 3909).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : élargissement des libertés publiques ; garanties contre le renforcement du pouvoir présidentiel ; manœuvres politiciennes de la droite ; alternance ; obstruction ; son appréciation sur le projet de loi ; élection de l'Assemblée nationale à la proportionnelle ; abaissement du Parlement ; caractère présidentialiste du régime ; utilisation de la procédure de référendum ; limitation du domaine de la loi ; rappel de l'exposé des motifs de la proposition de loi constitutionnelle portant déclaration des libertés déposées en 1975 par le groupe communiste [23 août 1984] (p. 4282) ; énumération des réformes effectuées depuis 1981 ; lutte pour la liberté ; écueil plébiscitaire ; consultation des élus du suffrage universel ; vote positif du groupe communiste ; réalité de la lutte des classes en France ; responsabilité du patronat et de la droite dans la crise ; droit au travail ; question scolaire ; efforts budgétaires ; industrie automobile ; élargissement du champ des libertés (p. 4283) ; volonté des communistes de rassembler dans l'action contre la crise (p. 4284).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : — *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 53 (représentation des organisations représentatives des salariés et des employeurs dans les conseils d'administration) [9 octobre 1984] (p. 4562) ; adopté (p. 4563) ; **article 8** : son amendement n° 55 (supprimant à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article les mots « parmi les personnes extérieures à l'établissement ») ; porte ouverte des établissements agricoles à la F.N.S.E.A. ; rejeté (p. 4569) ; **après l'article 14** : son amendement n° 56 (caractère prioritaire pour l'Etat du développement et de la rénovation du service public de l'éducation nationale) (p. 4575) ; rejeté (p. 4576) ;**article 15** : rappel de la position du parti communiste sur le débat scolaire ; avenir de l'école et de la jeunesse ; développement, modernisation et transformation de l'école publique ; recul constitué par le projet de loi (p. 4579) ; *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 57 (participation de représentants des personnels et des parents d'élèves aux réunions de l'organe compétent pour délibérer du budget) (p. 4585) ; rejeté ; élaboration en concertation avec les organisations syndicales de l'amendement n° 58 de M. Paul Chomat (p. 4586) ;

Explications de vote : rapports entre l'enseignement privé, l'Etat et les collectivités territoriales ; effet de la décentralisation sur le service public de l'enseignement ; transformations à opérer dans l'école publique (p. 4593) ; formation des hommes ; abstention du groupe communiste (p. 4594).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. *Discussion générale :* ralentissement de l'effort budgétaire pour la culture ; répartition des crédits à l'intérieur du budget [25 octobre 1984] (p. 5220) ; emploi des professionnels ; retour à une vraie croissance du budget de la culture ; état des rapports de l'ensemble de la population avec la vie culturelle du pays ; préservation de l'identité culturelle de la France (p. 5221) ; *questions :* diminution des effectifs des artistes professionnels (p. 5237) ; indemnisation du chômage des personnels techniques ; application de l'accord du 25 juin (p. 5238) ; bénéficiaires des crédits du fonds de soutien aux industries de programmes pour l'audiovisuel (p. 5238).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* diminution des dotations pour les chantiers de développements ; diminution des bourses scolaires ; progression des crédits de paiement ; nécessité de promouvoir le développement productif d'outre-mer ; caractère catastrophique de la situation dans les D.O.M. ; chute de la production de canne à sucre en Guadeloupe ; augmentation du chômage ; situation dans les T.O.M., notamment en Nouvelle-Calédonie ; engagements contenus dans la déclaration de Nainville-les-Roches [26 octobre 1984] (p. 5288) ; nécessité d'un dialogue et d'une concertation avec les représentants du peuple kanak (p. 5289).

Urbanisme, logement et transport. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* crédits affectés aux voies navigables ; équipement du réseau ; seconde loi de Plan ; missions de la compagnie du Rhône ; aide à la profession ; liaison Rhin-Main-Danube ; transports routiers [30 octobre 1984] (p. 5442-5443).

Education nationale. — *Discussion générale :* rappel de la politique menée par les gouvernements de droite ; importance du rôle de l'école dans la formation des adultes ; multiplication du temps consacré à la formation continue des enseignants ; problème du recrutement de nouveaux maîtres ; maintien du corps des P.E.G.C. [12 novembre 1984] (p. 5873-5874).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : processus d'autodétermination ; risque de guerre coloniale ; position du F.L.N.K.S. ; privilèges coloniaux ; assassinat de Pierre Declerq en 1981 ; appels à la haine raciste et coloniale ; droits du peuple kanak à l'autodétermination ; indique que M. Jacques Toubon tient « un langage du plus pur style colonial » ; projet d'aménagement foncier de 1980 ; inégalités dont sont victimes les kanaks ; fait colonial [4 décembre 1984] (p. 6603) ; génocide du peuple kanak ; exposition universelle de 1931 ; colonialisme ; réunion de Nainville-les-Roches ; déclaration faite à l'issue de cette rencontre ; indique que la situation actuelle aurait pu être évitée si ces engagements avaient été tenus ; entreprise coloniale ; processus de réforme engagé par le Gouvernement depuis janvier 1982 (p. 6604) ; nécessité de discuter de la mise en œuvre de ces droits avec les représentants du peuple kanak (p. 6605).

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Cesse d'être membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de sa Majesté le Roi du Népal sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble trois échanges de lettres) (n° 2120) [24 ami 1984] (p. 2644).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2120), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de sa Majesté le Roi du **Népal** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble trois échanges de lettres) (n° 2195) [14 juin 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et budget, consommation. — *Discussion générale :* action de l'Etat en matière de consommation ; institut national de la consommation ; revue « 50 millions de consommateurs » ; moyens de l'institut ; budget télévision de cet institut ; rôle des associations de consommateurs ; contrats de qualité ; programme prioritaire d'exécution n° 7 du 9e Plan ; mieux vendre en France et à l'étranger ; abstention du groupe communiste [9 novembre 1984] (p. 5780).

C

CABÉ (Robert)

Député des Landes
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : démagogie de l'opposition ; baisse des revenus des agriculteurs ; installation des jeunes agriculteurs ; prêts fonciers ; spéculation foncière [3 avril 1984] (p. 1080) ; problèmes européens ; entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté ; Offices fonciers ; concertation au niveau cantonal (p. 1081).

CACHEUX (Denise)

Député du Nord
(16e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 4 mai 1984] (p. 1320).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une intervention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre suppléant de la commission paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-348 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Officines intermédiaires entre débiteurs et créanciers** : mesures prises par le Gouvernement pour contrôler l'activité de ces officines [*J.O.* du 12 décembre 1984] (p. 6846).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (p. 2051).**

Première lecture, discussion générale : sa formation personnelle : école laïque, action catholique, parti socialiste ; fossé existant entre l'apparence de l'école catholique et sa réalité ; motivations des parents ; attitude de M. Jean-Marie Le Pen ; indique qu'aucune liberté ne lui semble personnellement en cause ; texte d'équilibre ; avancée vers la recherche du dépassement du dualisme [*J.O.* du 22 mai 1984] (p. 2550).

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : approbation du référendum par une majorité de Français ; Congrès ; rappel des propositions de loi ayant un objet similaire ; intervention du Conseil constitutionnel ; illogisme des sénateurs ; absence d'amendements de l'opposition ; querelle de la légitimité [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 4300) ; détournement de débat ; sensibilité des citoyens aux problèmes des libertés ; rassemblement ; anti-parlementarisme ; nécessité d'abandonner les soucis tactiques ; refus de l'opposition de discuter du projet de loi (p. 4301).

— **Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308)**

Première lecture, discussion générale : situation financière des femmes divorcées [2 octobre 1984] (p. 4450) ; déclaration des droits de l'enfant ; protection des enfants abandonnés ; augmentation des enfants de divorcés ; expérience des bureaux pilotes d'aide au recouvrement des pensions alimentaires ; énumération des différentes catégories de mauvais payeurs ; conséquences du non respect de l'obligation alimentaire sur l'enfant (p. 4451).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : démographie ; rapport de la commission du bilan à ce sujet ; montant des prestations familiales ; allocation au jeune enfant (A.J.E.) ; programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9e Plan ; conjoncture où certaines familles souffrent de ruptures dans leur situation économique et sociale ; rôle de la cellule familiale ; dépendance des petits enfants pendant les premières années de leur vie ; regrette que l'allocation parentale d'éducation soit réservée aux personnes pouvant prendre un congé parental ; allocation ne bénéficiant ni aux mères au foyer ni aux femmes privées d'emploi ; nécessité de concevoir les droits par rapport à l'enfant ; transformation de la vie familiale [4 décembre 1984] (p. 6639-6640).

CALMAT (Alain)

Ministre délégué à la jeunesse et aux sports

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué à la jeunesse et aux sports (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Michel Coffineau : Jeux olympiques** : signature d'un protocole d'accord entre l'Etat et la ville de Paris sur la présentation de Paris pour les Jeux olympiques de 1992 ; construction d'équipements de compétition ; modernisation des équipements existants ; incidence des Jeux olympiques sur le revenu national [5 décembre 1984] (p. 6692).

orales sans débat de :

— **M. Clément Théaudin (n° 702) : année internationale de la jeunesse** : rôle du comité national de coordination ; lignes directrices de l'action menée dans ce domaine ; définition de plusieurs orientations prioritaires [*J.O.* du 12 octobre 1984] (p. 4673) ;

— **M. André Tourné (n° 726) : marché du vin** : situation du marché des vins de table et statut fiscal des vins doux naturels ; contenu des interventions communautaires [30 novembre 1984] (p. 6528) ; négociations sur l'harmonisation des accises (p. 6529) ;

— **M. François Loncle (n° 731) : règlement communautaire sur la viande ovine** : renforcement de la baisse saisonnière dans le secteur de la viande ovine ; versement de la prime compensatrice à la brebis ; versement de la prime variable d'abattage pour les brebis exportées par la Grande-Bretagne ; caractère inachevé de la négociation dans le secteur de la viande ovine [30 novembre 1984] (p. 6530) ;

— **M. Emmanuel Aubert (n° 723) : rallye automobile de Monte-Carlo** contenu de l'article 63 de l'arrêté du 1er décembre 1959 sur l'organisation des compétitions sportives : demande par la Fédération française de sport d'une contribution aux frais auprès des organisateurs du rallye de Monte-Carlo [30 novembre 1984] (p. 6531) ; absence de rétroactivité de la décision de la Fédération ; son rôle de médiateur (p. 6532) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 708) : transfert à Toulouse de la météorologie nationale** : contenu du plan de localisation des services du ministère des transports ; maintien du service de la météorologie nationale à Paris [30 novembre 1984] (p. 6533).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* soutien en faveur du secteur sportif ; besoins de financement ; contraintes de la rigueur ; échéances des Jeux olympiques et du championnat d'Europe de football ; succès obtenu par les athlètes français ; effort fait en 1985 pour les établissements ; situation des cadres techniques ; moyens de fonctionnement des directions départementales et régionales ; développement de la vie associative ; coût de la pratique sportive [23 octobre 1984] (p. 5099) ; innovations technologiques ; moyens budgétaires dans le do-

maine de la jeunesse politique d'information des jeunes ; accès aux vacances ; patrimoine des associations ; développement de la concertation ; aménagement du temps ; actions de sensibilisation et d'information ; développement de la communication sociale ; primes des joueurs ; professorat de sport ; sport de haut niveau (p. 5100) ; accès des jeunes à des disciplines sportives, réforme des brevets d'Etat sportifs ; secteur de l'éducation populaire ; formation des cadres ; financement des collectivités locales ; nouvelles ressources extra-budgétaires ; création du loto sportif ; mouvement associatif (p. 5101).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Gascher :* société d'encouragement à la race chevaline ; nécessité de nouvelles ressources extra-budgétaires (p. 5102) ;

— *M. Roland Nungesser* posée par M. Christian Bergelin : négociations entre l'Etat, Paris et la région ; organisation des Jeux olympiques à Paris en 1992 ; implantation proposées ; cas de la Croix de Berny (p. 5102-5103) ;

— *M. Louis Lareng :* U.E.R. d'éducation physique et sportive ; enseignement relatif à la médecine sportive ; développement de la pratique sportive et socio-culturelle des jeunes enfants d'âge scolaire (p. 5103) ;

— *Mme Martine Frachon :* types de section sport-études ; moyens financiers ; aménagements scolaires ; encadrement sportif ; démocratisation de l'accès aux sections ; carte des implantations (p. 5104) ;

— *M. Jean Gallet :* difficultés de recrutement des formateurs ; réformes des brevets d'Etat d'éducateur sportif ; augmentation du potentiel en équipement des associations ; ouverture de l'école sur le milieu sportif ; bénévolat (p. 5105) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* programmes favorisant l'emploi et l'insertion professionnelle ; « programme jeunes volontaires » ; stages de qualification et de la formation de formateurs ; travaux d'utilité collective (p. 5105) ; associations (p. 5106) ;

— *Mme Paulette Nevoux :* formation des animateurs de centres de vacances et de loisirs ; règles posées par le code du travail ; durée moyenne d'activité d'un animateur ; régularisation de l'emploi occasionnel de cadres de centres de vacances ; aides à la formation ; C.R.E.P.S. ; nouveaux types de vacances et de loisirs proposés aux jeunes (p. 5106).

Examen des crédits : **état B. - Titre III :** diminution des moyens destinés aux organismes consultatifs placés auprès de son ministère ; C.N.A.P.S. (p. 5107).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347)

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* mise en place du financement de la retenue de Montbel ; taux de subvention pour les travaux de drainage ; montant de la dotation de la Compagnie nationale d'aménagement [6 novembre 1984] (p. 5615).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
(5e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Dominati visant à la réglementation des établissements de spectacles à caractère pornographique (n° 1787) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1746) de M. Jean-Louis Masson tendant à répartir les participations communales aux frais de fonctionnement et d'entretien des presbytères en Alsace-Lorraine [11 octobre 1984] (p. 4663).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 851 (mesures garantissant la liberté de la presse) ; nécessité de placer avant le texte certaines références fondamentales [25 janvier 1984] (p. 80) ; référence à divers textes ; rapport Vedel ; rejeté ; son amendement n° 852 (objets du texte) ; définition du droit des personnes travaillant dans l'information ; rapport Vedel ; amendements de l'opposition (p. 81) ; nécessité d'établir un dialogue ; rejeté (p. 82) ; **après l'article 1er : son rappel au règlement :** souhaite l'application de l'article 56, alinéa 3, du règlement pour que des réponses puissent être données à M. Georges Fillioud à propos du secret professionnel des journalistes [27 janvier 1984] (p. 202) ; **article 2 :** problème du respect de certains textes juridiques ; partis politiques ; notion de contrôle ; loi du marché (p. 207) ; **article 2 :** son amendement n° 853 (suppression du deuxième alinéa (1°) de cet article) ; personnalité de l'entreprise de presse ; qualité culturelle de ces entreprises ; partis politiques ; loi de 1881 ; ordonnance de 1944 ; rapport de M. Georges Vedel ; commission pour la transparence (p. 216) ; rejeté (p. 217) ; lutte contre les concentrations en matière de presse ; secteurs public et privé (p. 221) ; expression « sociétés de fait » ; groupements (p. 222) ; son amendement n° 854 (supprimant la référence aux groupements de fait ; notion de groupement de fait ; sociétés de fait ; partis politiques ; associations et syndicats ; rejetés (p. 223) ; groupements concourrant à la vie sociale ; problème des financements (p. 229) ; indique une errreur dans le vote de M. Michel Barnier au sujet de l'amendement n° 1710 de M. Alain Madelin (p. 230-231) ; groupements de fait ; journal *l'Humanité*, organe du parti communiste ; position du parti communiste en matière de groupements de fait (p. 232) ; son amendement n° 856 (supprimant le 3e alinéa (2°) de cet article) ; définition de l'entreprise de presse ; notion de groupement de fait (p. 235) ; rejeté (p. 236) ; communication écrite ou audiovisuelle ; problème de la concentration (p. 236) ; son amendement n° 857 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; définition de l'entreprise de presse (p. 239) ; rejeté (p. 240) ; son amendement n° 858 (supprimant les mots « sous quelque forme que ce soit » dans le dernier alinéa de cet article) ; possibilité d'interpréter arbitrairement cette disposition ; notion de contrôle ; techniques et méthodes de communication ; rejeté (p. 244) ; notion de contrôle (p. 245) ; son amendement n° 859 (responsabilité de la gestion ou du fonctionnement) ; influence déterminante ; loi de 1881 ; rejeté (p. 248) ; notion d'influence déterminante ; indique qu'il a reçu un document relatant l'avis du Conseil d'Etat sur les propositions faites par le Gouvernement ; différence entre l'opinion du Conseil d'Etat et celle du Gouvernement ; orientations du journal ou de la publication ; notion de contrôle (p. 250) ; contrôle des entreprises de radio et de télévision (p. 252) ; C.G.T. du livre ; notion de responsabilité en matière de gestion (p. 253) ; son amendement n° 1608 (excluant le contrôle lorsqu'une personne prête des capitaux à une entreprise) : retiré (p. 256) ; **après l'article 2 :** définition du mot « personne » ; nécessité d'abolir la distinction entre le secteur privé et le secteur public [30 janvier 1984] (p. 265) ; influence de l'Etat dans le domaine de la communication ; position de l'opposition sur l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 266) ; **article 3 :** son amendement n° 860 (supprimant les mots « ou contrôle ») : rejeté [30 janvier 1984] (p. 294) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 861 (interdiction d'acquisitions dont le financement bénéficierait d'un apport de fonds publics) : rejeté (p. 299) ; **article 4 :** son amendement n° 862 : devenu sans objet (p. 317) ; **article 8 :** son amendement n° 863 (supprimant la notion de contrôle dans le premier alinéa de cet article) [1er février 1984] (p. 410) : rejeté (p. 411) ; **avant**

l'article 10 : son amendement n° 864 (supprimant l'intitulé du Titre II) : rejeté [2 février 1984] (p. 464) ; son amendement n° 865 (publication sans autorisation préalable) : rejeté (p. 467) ; **article 10** : son amendement n° 866 (de suppression) : non soutenu [3 février 1984] (p. 523) ; son amendement n° 867 (interdiction de toute concentration et entente intéressant les quotidiens ou hebdomadaires politiques) : non soutenu (p. 527) ; son sous-amendement n° 2356 à l'amendement n° 1551 de la commission (interdiction de certaines concentrations) : rejeté (p. 529) ; son sous-amendement n° 2362 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au seuil « 15 p. 100 » le seuil « 20 p. 100 » dans cet amendement) ; rapport de M. Georges Vedel ; problème de la fixation des seuils ; seuil de 15 p. 100 ne reposant sur aucune justification réelle (p. 536) ; **son rappel au règlement** : propos de M. Georges Fillioud disant que certaines propositions sont « imbéciles » ; rejeté ; son sous-amendement n° 2363 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant la fin du premier alinéa de cet amendement après les mots « quotidiens nationaux ») ; détermination du seuil ; problème de la méthode retenue ; rejeté ; son sous-amendement n° 2364 à l'amendement n° 1551 de la commission (évaluation de la diffusion à partir de données statistiques) ; détermination du seuil effectuée en tenant compte de l'évolution prévisible de la diffusion nationale (p. 537) ; rejeté ; diffusion des quotidiens nationaux (p. 538) ; son sous-amendement n° 2373 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant les mots « ou prises de contrôle » dans le deuxième alinéa de cet amendement) (p. 541) ; notion de contrôle ; dangers de la concentration ; nécessité d'introduire des références spécifiques à l'identité particulière de l'entreprise de presse ; rejeté (p. 542) ; son sous-amendement n° 2374 à l'amendement n° 1551 de la commission (évaluation du seuil de 15 p. 100 à partir de données statistiques) ; allongement de la durée de la période d'enquête ; pouvoirs exhorbitants de la commission ; recours à l'O.J.D. ; rejeté (p. 543) ; régions de diffusion ; différence entre la notion de quotidien national et celle de quotidien régional [4 février 1984] (p. 550, 551) ; ses amendements n° 868, n° 869, n° 870, n° 871, n° 872, n° 873, n° 874, n° 875, n° 876, n° 877 et n° 878 : devenus sans objet (p. 563) ; son amendement n° 1609 (non application des dispositions du texte aux publications atteignant par croissance interne les seuils fixés par le présent texte) ; impossibilité sous peine d'inconstitutionnalité de limiter la diffusion d'un organe de presse ; cas où un journal est dans l'impossibilité juridique de satisfaire aux demandes de ses lectures en augmentant son tirage (p. 564) ; rejeté (p. 564) ; **article 11** : son amendement n° 879 (de suppression) (p. 584) ; rejeté (p. 586) ; son sous-amendement n° 2402 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet amendement) (p. 587) ; rejeté (p. 588) ; son sous-amendement n° 2409 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « ou contrôler ») : rejeté [6 février 1984] (p. 600) ; son sous-amendement n° 2411 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « régional, départemental ou local ») ; nécessité de placer tous les quotidiens sur un pied d'égalité ; rejeté ; son sous-amendement n° 2414 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant la fin du premier alinéa de cet amendement après les mots « ou local ») : rejeté (p. 601) ; nécessité de permettre la croissance interne d'une publication (p. 606) ; problème de la création d'un titre (p. 608) ; son sous-amendement n° 2426 à l'amendement n° 1552 de la commission (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) : devenu sans objet ; référence au tirage du numéro le plus élevé ; ses amendements n° 880, n° 881, n° 882, n° 883, n° 884, n° 885, n° 886, n° 888 et n° 887 : devenus sans objet (p. 609) ; nécessité de réserver un sort particulier aux entreprises se trouvant dans une situation économique difficile ; dispositions concourrant au développement de la presse ; **après l'article 11** : exclusion des partis politiques et de leurs publications du champ d'application de ce texte (p. 610) ; **article 12** : problème des seuils ; incohérence des articles de cette loi ; référence à la territorialité ; son amendement n° 889 (p. 613) (caractère contraignant des dispositions de cet article) ; différence de traitement entre la presse nationale et la presse régionale ; rejeté (p. 614) ; nécessité de la transparence ; distinction entre presse quotidienne nationale et presse régionale ; impossibilité pour la commission de la transparence et du pluralisme d'exercer son pouvoir d'appréciation (p. 624) ; fixation du seuil (p. 625) ; problème de la rédaction de cet article (p. 626) ; son sous-amendement n° 2433 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la référence à la notion de contrôle) ; caractère flou de cette notion (p. 629) ; rejeté (p. 630) ; procédure contradictoire ; son amendement n° 890 : devenu sans objet ; rapport Vedel sur la concentration (p. 637) ; **après l'article 12** : inapplication de l'article 12 aux publications émanant des partis politiques ; **article 13** : rupture du principe d'égalité des citoyens devant la loi ; référence à l'article L. 761-2 du code du travail pour définir les journalistes professionnels (p. 638) ; son amendement n° 891 (de suppression) : retiré (p. 640) ; engrenage d'un statut de la presse (p. 641) ; **article 13** : son amendement n° 892 (obligation pour chaque publication quotidienne de comporter son propre rédacteur en chef) ; critique de la notion d'équipe rédactionnelle (p. 646) ; rejeté (p. 647) ; désir d'éviter de proposer une définition juridique de l'équipe rédactionnelle ; article L. 161-2 du code du travail tenant compte de la possibilité pour les journalistes d'exercer dans plusieurs publications (p. 648) ; **article 14** : inconstitutionnalité de cet article rétablissant une autorisation préalable ; droit de contester les décisions de la commission ; absence de garanties suffisantes des droits de la défense ; caractère pénal de ce texte (p. 656) ; **son rappel au règlement** : « court-circuitage » des droits des commissions (p. 661) ; son sous-amendement n° 2558 à l'amendement n° 1555 de la commission (déclaration de toute cession ou acquisition de la propriété d'une entreprise de presse préalablement à la réalisation de l'opération) [7 février 1984] (p. 673) ; référence faite au contrôle dans cet amendement ; juridiction d'exception (p. 674) ; rejeté (p. 678) ; son sous-amendement n° 2451 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenu sans objet (p. 678) ; sons sous-amendement n° 2472 à l'amendement n° 1555 de la commission (saisine du ministère public en cas d'interdiction de l'opération) ; son sous-amendement n° 2563 à l'amendement n° 1555 de la commission (saisine de la juridiction compétente (p. 689) ; personnes intéressées ; compétence du Conseil d'Etat pour statuer sur les décisions de la commission pour la transparence ; rôle de la juridiction judiciaire (p. 690) ; rejetés ; sons sous-amendement n° 2478 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenu sans objet (p. 692) ; rapport de M. Georges Vedel ; rapport adressé par la commission à chacune des commissions parlementaires en cas de dépôt de bilan ou de réalisation de licenciements alors que la commission est saisie ; difficultés économies des entreprises (p. 694) ; ses amendements n° 893, n° 894, n° 895, n° 896, n° 897, n° 898 et n° 899 : devenus sans objet (p. 697) ; **après l'article 14** : son amendement n° 900 (pouvoir du juge) ; protection de l'emploi (p. 701) ; rejeté (p. 702) ; son amendement n° 901 (insérant un Titre II *bis* relatif aux actions économiques en faveur de la presse) ; risque de disparition de titres ; rejetés (p. 705) ; **avant l'article 15** : son amendement n° 902 (suppression de l'intitulé du Titre III) ; rapport de M. Georges Vedel (p. 710) ; rejeté ; son amendement n° 903 (rédaction de l'intitulé de ce titre : commission pour les opérations de presse) ; rapport de M. Georges Vedel ; rejeté (p. 711) ; **article 15** : commission pour la transparence ; position de M. Georges Vedel ; composition de cette commission ; pouvoirs quasi-juridictionnels de celle-ci (p. 713) ; proposition de M. Georges Vedel à l'égard de la composition d'une commission (p. 716) ; son amendement n° 904 (de suppression) (p. 718) ; son amendement n° 904 (de suppression) ; statut de la commission pour la transparence et le pluralisme [8 février 1984] (p. 725) ; absence de filiation entre cette commission et celle prévue par le rapport Vedel ; rejeté ; son amendement n° 905 : devenu sans objet (p. 726) ; problème de l'indépendance des membres de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 740) ; compétence de l'ordre judiciaire pour défendre les libertés (p. 747) ; **article 16** : rapport Vedel estimant qu'il ne serait pas bon que les représentants des professionnels de la presse participent aux délibérations de la commission ; rappel des solutions envisageables (p. 774) ; son amendement n° 907 (de suppression) (p. 775) ; risque de récusation des personnalités qualifiées désignées par des personnalités politiques ; nécessité d'étendre le régime des incompatibilités ; compétence de la juridiction judiciaire pour se prononcer sur l'application de la loi ; rejeté (p. 776) ; son amendement n° 1610 (régime de nullité des décisions prises par la commission pour la transparence) ; référence aux dispositions du code des communes ; rejeté (p. 777) ; **article 17** : absence de référence aux autorités judiciaires ; risque de détournement à des fins politiques de la saisine de la commission ; son amendement n° 908 (de suppression) (p. 782) ; rejeté (p. 783) ; son amendement n° 909 (possibilité pour la commission de provoquer les observations de toute personne intéressée) (p. 788) ; rejeté ; son amendement n° 910 (saisine de la commission des opérations de presse) : rejeté (p. 789) ; souci de protection des personnes impliquées dans une affaire relevant d'une acquisition ou d'une cession d'une entreprise de presse (p. 790) ; nécessité de désigner plus nettement les personnes compétentes pour saisir la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 792) ; **article 18** : absence de contrôle de l'autorité judiciaire ; octroi à la commission pour la transparence d'un véritable pouvoir d'expropriation (p. 804) ; son amendement n° 911 (de suppression) ; octroi à un organisme administratif d'un droit de vie ou de mort sur les organes de presse (p. 805) ; rejeté (p. 807) ;

son amendement n° 912 (obligation pour la commission lorsqu'elle est saisie de provoquer les observations de toute personne intéressée) ; son amendement n° 1611 (création d'une commission des opérations de presse) ; compétence de la juridiction de l'ordre judiciaire pour connaître des affaires relevant de l'application de la loi [9 février 1984] (p. 812) ; garanties juridictionnelles pour les entreprises de presse ; rejetés ; son amendement n° 913 (supprimant le 1er alinéa de cet article) ; problème de la compétence du pouvoir judiciaire (p. 813) ; nécessité d'éviter le conflit de compétence ; rappelle la position du groupe communiste affirmant que le pouvoir judiciaire demeure le garant de la liberté de la presse ; principe de l'exécution préalable dans le domaine administratif ; rejeté (p. 814) ; son amendement n° 914 (saisine du ministère public) ; variation des droits de la défense selon qu'il s'agit du domaine administratif ou judiciaire ; nécessité d'une procédure contradictoire ; rejeté (p. 816) ; **son rappel au règlement** : respect du vote majoritaire ; droit de défense des amendements (p. 821) ; son amendement n° 915 (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; nécessité d'expliciter l'expression « toute mesure propre à assurer le respect de ces dispositions » (p. 825) ; rejeté ; son amendement n° 916 (référence à la violation des dispositions de la présente loi) : rejeté (p. 826) ; inconstitutionnalité du 2e alinéa de cet article (p. 827) ; nécessité d'enlever à la commission toute compétence de caractère juridictionnel (p. 830) ; son amendement n° 2511 à l'amendement n° 1561 de la commission (substituant au mot « prescrit » le mot « recommande ») ; attribution à cette commission d'un pouvoir répressif ; contradiction entre les dispositions prises et le rapport Vedel ; rejeté (p. 835) ; ses amendements n° 917 et n° 918 : devenus sans objet (p. 843) ; son amendement n° 919 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 845) ; rejeté ; inconvénient de laisser substituer une période d'incertitude trop longue (p. 846) ; son amendement n° 920 (prorogation de droit à la demande des personnes intéressées) : rejeté (p. 847) ; nécessité du caractère suspensif du recours (p. 848) ; déclaration du Gouvernement donnant assurance à l'Assemblée nationale que la presse restera dans le domaine privé à l'abri des influences de l'Etat (p. 850) ; absence dans ce projet de loi du volet économique des aides à la presse ; nécessité d'assurer un caractère contradictoire à la procédure (p. 851) ; **article 19** : caractère trop bref du délai fixé par la commission pour exécuter ses décisions ; automaticité des représailles financières à l'égard des journaux ; rappel des propos tenus par le Rapporteur de la commission des lois relatifs à l'éventuelle contradiction de décision entre le Conseil d'Etat de la juridiction répressive (p. 852) ; son amendement n° 921 (supprimant le premier alinéa de cet article (p. 854) ; rejeté (p. 855) ; information des personnes passibles d'une peinte (p. 863) ; son amendement n° 922 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; souhaite maintenir la commission dans un cadre non juridictionnel ; procédures ; droits de la défense (p. 864) ; rejeté (p. 865) ; recommandations de la commission (p. 866) son amendement n° 923 (substituant au mot « informe » le mot « saisit » dans le second alinéa de cet article) ; rejeté ; son amendement n° 1612 (possibilité pour la commission d'accorder un nouveau délai après avoir entendu les intéressés) ; décisions de la commission ; rejeté ; son amendement n° 924 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; son amendement n° 925 (procédure judiciaire) : rejeté (p. 872) ; son amendement n° 926 (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 875) ; **article 20** : contrôle des concentrations de la presse ; partis politiques ; référence à l'ordonnance de 1945 sur les prix [10 février 1984] (p. 891) ; son amendement n° 927 (de suppression) (p. 892) ; mission d'enquête et de recherche de renseignements confiée à la commission ; problème du remplace du mot « entreprises » par le mot « personnes » ; limite aux investigations de la commission ; presse du parti communiste (p. 893) ; rejeté ; son amendement n° 928 (conditions dans lesquelles la commission peut recueillir des renseignements) ; suppression de la possibilité pour la commission d'infliger des amendes ; rejeté (p. 894) ; **article 21** : son amendement n° 929 (de suppression) (p. 920) ; rejeté (p. 922) ; **article 22** : son amendement n° 930 (de suppression) (p. 944) ; rejeté (p. 945) ; **article 24** : son amendement n° 931 (de suppression) (p. 954) ; rejeté (p. 955) ; ses amendements n° 932 et n° 933 : devenus sans objet (p. 956) ; opportunité des aides à la presse ; contenu du rapport de la commission ; réaménagement de dispositions d'ordre fiscal applicables à la presse (p. 957) ; **article 25** : son amendement n° 934 (prévoyant la précision ultérieure des sanctions pénales qu'entraîne la violation des dispositions de ce texte) ; sanctions pénales ; moyens dont disposent les entreprises de presse ; problème du texte à venir sur l'aide économique à la presse ; sanction pécuniaire ; rejeté [11 février 1984] (p. 976) ; **article 26** : son amendement n° 935 (de suppression) (p. 984) ; rejeté (p. 985) ; son amendement n° 936 : devenu sans objet (p. 991) ; **article 27** : son amendement n° 938 (suppression de cet article) (p. 994) ; rejeté (p. 995) ; **article 28** : son amendement n° 939 (suppression de cet article) : rejeté (p. 1000) ; **article 29** : son amendement n° 940 (de suppression) : rejeté (p. 1003) ; **article 30** : son amendement n° 941 (de suppression) (p. 1005) ; rejeté (p. 1006) ; **article 31** : son amendement n° 942 (de suppression) [13 février 1984] (p. 1013) ; rejeté ; son amendement n° 937 (supprimant les mots : « ou le contrôle » dans cet article) : rejeté (p. 1014) ; **article 32** : son amendement n° 943 (de suppression) (p. 1016) ; rejeté (p. 1017) ; **article 33** : son amendement n° 944 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; **article 34** : son amendement n° 945 (de suppression) : rejeté (p. 1023) ; **article 35** : ses amendements n° 946 et n° 947 (organisant les dispositions transitoires du texte) (p. 1029) ; rejetés ; **article 36** : son amendement n° 948 (suppression) (p. 1030) ; rejeté (p. 1031) ; **article 37** : son amendement n° 949 (de suppression) : adopté ; **article 38** : son amendement n° 950 (de suppression) : adopté (p. 1033) ; **article 39** : son amendement n° 951 (de suppression) : rejeté (p. 1035) ; **article 40** : son amendement n° 952 (de suppression) : non soutenu ; **article 41** : son amendement n° 953 (de suppression) (p. 1036) ; rejeté ; **article 42** : son amendement n° 954 (de suppression) (p. 1037) ; rejeté (p. 1038).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : centres régionaux de formation, suppression du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; organismes mis en place : centres régionaux de formation ; actions de formation ; contribution des collectivités locales au financement des organismes de formation de l'Etat ; organismes finançant les actions de formation ; répartition des subventions ; responsabilité des collectivités locales ; droit à la formation ; impossibilité d'opposer plus de trois refus consécutifs à une même demande de formation sans avis de la commission administrative paritaire [17 avril 1984] (p. 1643) ; critique à l'égard du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; distinction artificielle établie par le texte entre centres de gestion et centres de formation ; éclatement du C.F.P.C. ; position hostile du groupe U.D.F. (p. 1644).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 69 (agents titulaires des collectivités territoriales) ; caractère trop restrictif de la référence aux fonctionnaires territoriaux ; extension des actions de formation aux agents non titulaires (p. 1652) ; rejeté ; cas de refus successifs à une même demande de formation (p. 1653) ; **article 3** : ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission (p. 1654) ; **article 6** : principe de l'égalité de traitement entre non-titulaires et titulaires (p. 1656) ; **article 8** : son amendement n° 70 (imputation de la charge financière sur le montant des cotisations prévues aux articles 16 et 24) : rejeté ; **son rappel au règlement** : indique que son amendement n° 70 a été jugé recevable par le président de la commission des finances ; indique que son amendement à l'article 16 devrait donc être examiné (p. 1659) ; **article 12** : centre de formation ; vocation du centre régional pour assurer la formation (p. 1662-1663) ; **article 16** : son amendement n° 71 (convention entre les collectivités locales et un centre régional de formation) ; participation des collectivités aux dépenses des centres de formation [18 avril 1984] (p. 1682) ; rejeté (p. 1683) ; **article 17** : son amendement n° 72 (actions de formation des fonctionnaires) ; rôle de l'organisme national ; rejeté (p. 1684) ; **article 24** : son amendement n° 73 (suppression de la dernière phrase de cet article) ; autonomie des collectivités ; rôle des centres de formation régionaux ; adopté (p. 1689).

Explications de vote : centre de formation régionaux ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 1696).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047)

Explications de vote : spectacle « affligeant » donné par le Premier ministre [19 avril 1984] (p. 1834) ; tension et accès de fièvre au sein de la majorité ; position de M. Georges Marchais ; déception du peuple de gauche ; opposition dans la rue ; mise en cause du Conseil d'Etat par le parti communiste ; possibilité de menacer M. Georges Marchais de poursuites en vertu de l'article 226 du code pénal ; simulacre de débat public entre les partis de la majorité ; infiltration des agents du parti communiste dans l'administration (p. 1855) ; paix sociale ; trouble dans la majorité ; indique qu'il reprendra la parole si

« ses collègues de l'opposition » font moins de bruit ; indique que « ses collègues de la majorité » y verront peut-être un lapsus ; existence d'une seule solution démocratique : possibilité de dissolution de l'Assemblée nationale ; absence d'élections régionales ; contestation des élections municipales ; dialogue de sourds auquel « nous avons participé » ; contradictions de la majorité ; demande à ses collègues de ne pas lui tenir rigueur de quelques lapsus ; refus de vote de la confiance (p. 1836).

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : **sa motion de renvoi en commission** : dévolution de la légitimité ; place et rôle de la coutume dans les institutions ; droit actif à l'indépendance reconnu aux seuls Canaques ; référence à la déclaration de Nainville-les-Roches ; rôle de la coutume dans les institutions [28 mai 1984] (p. 2730) ; assemblée des pays ; indique qu'il n'a pas dit que les travaux de la commission ont été bâclés mais qu'il a demandé un surcroît de sagesse devant la difficulté de ce texte ; sa motion de renvoi en commission : rejeté (p. 2731).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094)

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 179 (objet du texte : création d'un statut évolutif et spécifique) ; déclaration de Nainville-les-Roches ; Calédoniens ; peuple canaque [28 mai 1984] (p. 2735) ; problème de la prise en compte de la « ligne » de la déclaration de Nainville-les-Roches (p. 2736) ; rejeté ; « esprit » de Nainville-les-Roches (p. 2737) ; **article 3** : découpage de la Nouvelle-Calédonie en six « pays » (p. 2748) ; **article 5** : son amendement n° 180 (supprimant la compétence de l'Etat sur le recrutement de la fonction publique territoriale) ; recrutement et formation de la fonction publique locale ; rôle des autorités locales ; adopté (p. 2751) ; **article 10** : amendement n° 182 (supprimant la condition d'âge fixée pour être membre du Gouvernement) : non soutenu (p. 2756) ; **article 14** : son amendement n° 183 (de suppression) ; cas d'une incompatibilité des fonctions de membre du Gouvernement et de membre de l'Assemblée territoriale ; rejeté (p. 2757) ; **article 24** : son amendement n° 193 (publication des décisions du Conseil des ministres au *journal officiel* du territoire) : retiré (p. 2760) ; **article 46** : son amendement n° 194 (suppression du premier alinéa de cet article) ; problème de l'absentéisme à une session ordinaire ; rejeté (p. 2765) ; **article 53** : son amendement n° 195 (soumission pour avis du règlement intérieur de l'Assemblée territoriale au tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie) : rejeté (p. 2767) ; **avant l'article 87** : son amendement n° 196 (création du Conseil économique et social) ; propose la substitution du comité d'expansion économique par un comité économique et social ; rejeté [29 mai 1984] (p. 2782) ; **article 87** : son amendement n° 197 (même objet) : devenu sans objet ; **article 88** : son amendement n° 198 (même objet) : devenu sans objet ; **avant l'article 89** : son amendement n° 199 (même objet) : devenu sans objet (p. 2783) ; **article 89** : son amendement n° 200 (même objet) : devenu sans objet (p. 2784).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095)

Première lecture, explications de vote : déclaration de Nainville-les-Roches ; présomption d'indépendance contenue dans le texte ; comité Etat-territoire ; accord entre le Front indépendantiste et le Gouvernement en date du 7 avril 1984 ; caractère transitoire du statut ; réforme du corps électoral [29 mai 1984] (p. 2806) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 2807).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 8 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 9 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté [13 juin 1984] (p. 3337) ; **article 2** : son amendement n° 11 (fixation de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1986 au 31 décembre 1987) : rejeté (p. 3340) ; **article 3** : son amendement n° 15 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « soixante-cinq ans » les mots « soixante-huit ans ») : non soutenu (p. 3341) ; **article 4** : son amendement n° 17 (de suppression) : retiré ; **article 5** : son amendement n° 19 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur du 31 décembre 1986 au 31 décembre 1989) : retiré (p. 3342) ; **article 7** : son amendement n° 22 (de suppression) : non soutenu (p. 3343) ; **article 8** : son amendement n° 24 (de suppression) : non soutenu (p. 3344) ; son amendement n° 27 (complétant la première phrase de cet article par les mots « pour les titulaires de l'un des titres exigés pour se présenter aux concours externes d'entrée à l'E.N.A. ») : non soutenu ; son amendement n° 28 (substituant dans la deuxième phrase de cet article aux mots « au tiers » les mots « au cinquième ») : non soutenu (p. 3346).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107)

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 5 (de suppression) [14 juin 1984] (p. 3381) : rejeté ; son amendement n° 6 (suppression du second alinéa de l'article 76 de l'ordonnance de 1958) (p. 3382) : rejeté (p. 3383) ; **article 2** : son amendement n° 8 (fixation des limites d'âge à titre transitoire (p. 3385) : rejeté ; **article 5** : son amendement n° 10 (de suppression) : retiré (p. 3386).

CARRAZ (Roland)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement technique et technologique

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2413).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Bernard Desrosier : jumelage entre les établissements scolaires et les entreprises : possibilité de jumeler les établissements scolaires avec les entreprises ; conventions ; développement des formations complémentaires en alternance ; formation permanente ; accès des jeunes à l'emploi [10 octobre 1984] (p. 4611) ;

— M. Alain Bocquet : jeunes titulaires d'un C.A.P. ou d'un B.E.P. désirant continuer leurs études : « classes passerelles » ; développement des formations complémentaires ; cas de l'académie de Lille ; élèves souhaitant entrer en section de B.E.P. ou de C.A.P. ; âge limite de versement des prestations familiales [17 octobre 1984] (p. 4853) ;

— M. Claude Birraux : restriction des crédits de l'éducation nationale ; augmentation des subventions de fonctionnement des lycées ; problème des crédits de chauffage [31 octobre 1984] (p. 5483) ; dégagement de crédits supplémentaires (p. 5484) ;

orales sans débat de :

— M. René André (n° 591) : publicité de Brittany Ferries : organisation de la compagnie Brittany Ferries [27 avril 1984] (p. 2004) ; campagne publiciaire lancée par cette compagnie ; bataille publicitaire entre cette société et ses concurrentes anglaises ; intervention du secrétaire d'Etat auprès des dirigeants de la société Brittany Ferries ; vocation touristique du département de la Manche (p. 2005) ;

— M. Georges Labazée (n° 599) : pratique dite du chômage « partiel total » : préjudice causé aux salariés par le recours à la pratique du chômage partiel « total » [27 avril 1984] (p. 2005) ; refus du directeur du travail d'accorder à la société Bidegain l'application du régime de chômage partiel (p. 2006).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* mise en place d'un plan de développement et de modernisation des enseignements techniques ; montant des crédits de fonctionnement des établissements techniques ; problème de la taxe d'apprentissage ; nombre de créations d'emploi dans les lycées professionnels et dans les lycées techniques ; augmentation des bourses ; développement d'activités de sensibilisation à la science et à la technologie ; poursuite de la professionnalisation du premier cycle ; rythme d'installation de micro-ordinateurs [12 novembre 1984] (p. 5896) ; évolution de la carte des formations ; développement de l'informatique pédagogique ; ouverture de l'école sur les entreprises par les jumelages écoles-entreprises ; création de grandes filières de formation professionnelle ; priorité conférée au décloisonnement des filières de formation ; développement de classes passerelles ; mise en place des classes de quatrième et de troisième expérimentales ; mise en place d'un plan général de reconversion pour la formation continue des enseignants ; diminution des flux à l'entrée du second cycle long (p. 5897) ; problème de l'apprentissage ; importance de la formation continue à l'éducation nationale ; augmentation des moyens en personnel ; rôle de l'éducation nationale dans les pôles de conversion ; création de centres d'enseignement des technologies adaptés au développement de Mayotte (p. 5898).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Ortet :* augmentation du nombre des élèves poursuivant leurs études en second cycle long (p. 5902) ; encouragement des expériences d'admission directe de titulaires du B.E.P. dans des classes de première ; augmentation de la capacité d'accueil de classes passerelles ; situation des professeurs techniques chefs de travaux des lycées d'enseignement professionnel (p. 5903) ;

— *M. André Durr :* contenu et finalité des baccalauréats de techniciens ; nombre de bacheliers poursuivant leurs études ; caractère inapproprié de la mise en place d'une année supplémentaire d'enseignement théorique ; développement des formations complémentaires après le baccalauréat de technicien ; modernisation des équipements des lycées techniques en machines-outils et en robotique (p. 5904) ; problème de la maintenance et de l'entretien des machines-outils (p. 5905).

— *M. Antoine Gissinger :* rôle et fonctionnement du conservatoire national des arts et métiers ; problèmes posés par sa décentralisation et son financement (p. 5911).

CARTELET (Michel)

Député de l'Aube
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : présente l'intervention de M. Gilbert Mitterrand [10 octobre 1984] (p. 4625).

CARTRAUD (Raoul)

Député de la Vienne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale : enseignement supérieur) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi finances pour 1985** (n° 2347), tome VI : **éducation nationale :** enseignement supérieur (**n° 2366**) [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Enseignants-chercheurs des enseignements supérieurs :** conditions de recrutement et de carrière ; contingentement au niveau du corps des futurs maîtres [6 juin 1984] (p. 2982) ;

— **Conditions de travail des handicapés :** place des handicapés dans la fonction publique et dans la société ; mesures prises pour améliorer leur intégration [5 décembre 1984] (p. 6694).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047)

Discussion : « Hamel à Moscou » [19 avril 1984] (p. 1832).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : pyramide des âges des enseignants-chercheurs ; limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur ; professeurs du Collège de France ; « retraite active » ; complément de la loi du 26 janvier 1984 ; continuité de la recherche ; définition du titre de « professeur émérite » [13 juin 1984] (p. 3330) ; politique de la recherche ; rénovation des enseignements supérieurs ; carrière des enseignants du supérieur ; rapport Quermonne ; « sclérose du corps enseignant » ; rythme des postes renouvelables de 1985 à 1988 ; professeurs de grands établissements et directeurs d'études ; incitation aux départs à la retraite anticipée ; droits des personnels de l'enseignement supérieur ; problème des dérogations ; droits attachés au titre de « professeur émérite » ; présence d'enseignants-chercheurs de trente-cinq ans dans les services de la recherche ; renouvellement de la communauté scientifique à l'horizon 1998 (p. 3331).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : cohérence du budget des universités [12 novembre 1984] (p. 5853) ; poursuite de la rénovation des enseignements supérieurs et de l'application de la loi du 26 janvier 1984 ; déblocage des carrières des enseignants chercheurs ; importance des titularisations, des créations et des transformations de postes ; statut-cadre des ingénieurs et des personnels administratifs et techniques ; déséquilibre entre le nombre des créations d'emplois des personnels enseignants et des personnels non-enseignants ; démocratisation de l'enseignement supérieur ; importance de l'effort du gouvernement en faveur des boursiers ; mesures prises pour adapter l'enseignement supérieur au monde moderne ; mode de rémunération des cours complémentaires (p. 5854) ; poursuite de la réforme des premiers cycles ; développement des formations à finalité professionnelle ; effort en faveur de l'initiation aux technologies nouvelles ; renouvellement de la recherche universitaire ; rôle joué par les A.T.O.S. et les ingénieurs techniciens administratifs dans la mise en place des premiers cycles rénovés ; problème des postes de chef de travaux de C.H.U. ou C.H.R. ; capacités d'accueil des I.U.T. (p. 5855, 5856).

Examen des crédits : **Etat B, Titre III :** son amendement n° 150 (réduction des crédits) (p. 5912) ; refus de la création de 30 des 110 emplois d'ingénieurs, techniciens, administratifs non titulaires ; créations de postes d'A.T.O.S. et de postes d'I.T.A. ; perspectives ouvertes au personnel A.T.O.S. (p. 5913) ; maintien de cet amendement ; rejeté ; son amendement n° 151 (réduisant les crédits) ; problème de la transformation des postes de chef de travaux de médecine en postes de maître de conférence de première classe ; coût de cette transformation ; rôle des chefs de travaux (p. 5914) ; clareté de l'engagement du Gouvernement ; retiré (p. 5915).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* composition, rôle et fonctionnement des centres de « responsabilité » ; informatisation de ces centres ; problème de l'affectation des personnes [13 novembre 1984] (p. 5978) ; risques présentés par la généralisation des centres (p. 5979).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : justice sociale et démographie ; réforme du régime des prestations familiales entreprise dès 1981 [4 décembre 1984] (p. 6649) ; réforme des prestations familiales ; programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9e Plan ; simplification des prestations ; création de l'allocation au jeune enfant ; regrette que le congé parental et l'allocation parentale d'éducation ne puissent être prolongés pour permettre la jonction avec l'entrée à l'école maternelle (p. 6650).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* institution d'une redevance sur les licences de pêche ; suppression progressive de l'indemnité l'éloignement servie aux fonctionnaires ; institution d'une taxe sur les produits transformés et d'une taxe sur l'électricité ; augmentation des crédits en faveur du domaine routier ; financement par l'Etat des travaux de dragage ; secteur de la santé [26 octobre 1984] (p. 5304) ; situation de l'emploi ; problèmes de la pêche, de l'agriculture, de l'industrialisation et de l'immigration ; accroissement de la délinquance ; immatriculation des pirogues (p. 5305).

CATHALA (Laurent)

Député du Val-de-Marne
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : appels à la dissolution de l'Assemblée nationale ; nécessité de réaffirmer les libertés acquises ; rappel de l'opposition du Conseil constitutionnel au projet de loi concernant la liberté d'association ; augmentation de l'exercice réel des libertés ; actions exemplaires du Gouvernement soulignées par les organismes internationaux ; utilité de la procédure référendaire ; absence de volonté de l'opposition d'élargir le champ des libertés ; cas de la ratification de la Convention européenne des droits de l'Homme [23 août 1984] (p. 4297) ; souffle nouveau conféré au procédé du référendum (p. 4298).

CAUMONT (Robert de)

Député des Hautes-Alpes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Rapporteur du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [12 avril 1984] (p. 1552).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (plan et aménagement du territoire) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2006) relatif au **développement et à la protection de la montagne (n° 2164)** [30 mai 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347), tome IX : **plan et aménagement du territoire (n° 2370)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2396) relatif au **développement et à la protection de la montagne (n° 2456)** [22 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la protection de la **montagne (n° 2526)** [18 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées ; projet politique pour la montagne ; articles d'orientation ; comités interministériels pour l'aménagement du territoire consacrés à la montagne depuis 1982 ; contrats de Plan Etat-régions ; petites communes à fréquentation touristique journalière ; offices par produits ; décentralisation ; planification ; calendrier suivi pour l'élaboration de ce texte [7 juin 1984] (p. 3043, 3044) ; partenaires concernés par le texte ; nouvelle politique de la montagne ; continuité ; spécificité des problèmes de montagne ; crédits d'investissements consacrés aux travaux publics et aux bâtiments ; zones de montagne et activités touristiques ; spécificité des problèmes de la montagne ; radios locales dans le Queyras ; commerces de proximité ; sections de communes et indivisions entre communes ; pluriactivité ; création du Conseil national de la montagne ; urbanisme ; foncier agricole ; passage de l'assistance à la solidarité ; (p. 3045) ; apports de la montagne à la nation : eau, énergie, loisirs, réserve de santé, patrimoine naturel et culturel ; caisses locales du crédit agricole ; aides à l'agriculture ; auto-développement ; houille blanche ; prix de l'énergie ; vague de « l'or blanc » ; périodes de dévitalisation et périodes de reconquête (p. 3046) ; climatisme et thermalisme ; redéploiement de la recherche en zone de montagne ; fonds interactivités ; convergence entre le développement et la protection ; parcs nationaux ; spécificité des problèmes de montagne ; majorité d'idées se réunissant sur des problèmes concrets ; travail en commun (p. 3047).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 1 (définition de la montagne ; politique de la montagne) ; démarche d'auto-développement [7 juin 1984] (p. 3083) ; niveau démographique dans les zones de montagne (p. 3085) ; rejeté ; rectifie le sous-amendement n° 204 de M. Louis Maisonnat ; amendement n° 1 : adopté après modification (p. 3086) ; son amendement n° 2 (insertion de l'intitulé du chapitre 1er : délimitation de la zone de montagne et des massifs) : adopté (p. 3087) ; **article 1er** : son amendement n° 3 (supprimant la référence à l'application de la présente loi au début du 1er alinéa de cet article) : adopté (p. 3089) ; son amendement n° 4 (substituant à la référence à divers ministères le mot « interministériel ») : adopté ; **après l'article 1er** : massifs jurassien et vosgien (p. 3090) ; **article 2** : son amendement n° 5 (substituant aux mots « conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé des départements d'outre-mer » le mot « interministériel ») : adopté ; **après l'article 2** : ses observations sur cet article ; **article 3** : son amendement n° 6 (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté (p. 3091) ; son amendement n° 7 (composition et énumération des massifs) ; utilité d'insister sur la notion d'« immédiateté » ; adopté (p. 3092) ; **avant l'article 4** : son amendement n° 8 (insérant un chapitre II intitulé : « des institutions spécifiques à la montagne ») : adopté ; son amendement n° 9 (création, composition, fonctionnement et rôle du Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne) (p. 3094) ; unicité de la politique de la montagne ; consultation de ce Conseil ; présidence du Conseil national (p. 3095) ; notion « d'auto-développement » ; information du Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne (p. 3096) ; adopté après modification ; **article 4** : commissaire de la République ; son amendement n° 10 (suppression dans le premier alinéa de cet article du mot « consultatif ») ; droit d'initiative du Conseil national pour le développement, la protection, l'aménagement de la montagne ; adopté ; son amendement n° 11 (substituant aux mots « collectivités territoriales » les mots « régions, départements, communes et leurs groupements ») (p. 3097) ; prise en compte de la loi du 2 mars 1982 ; adopté ; son amendement n° 12 (insérant les mots « des parcs nationaux et régionaux » après les mots « établissements publics consulaires ») ; décentralisation ; adopté ; son amendement n° 13 (substituant aux mots « agréées concernées » le mot « concernées ») ; volonté de ne pas limiter aux associations agréées la participation dans le comité de massif ; adopté ; son amendement n° 14 (composition du comité de massif) : adopté (p. 3098) ; son amendement n° 15 (substituant aux mots « le commissaire de la République » les mots « le représentant de l'Etat ») : adopté ; son amendement n° 16 (rôle du comité de massif) : adopté après rectification ; responsabilités du comité de massif (p. 3099) ; rôle du comité de massif ; son amendement n° 17 (insérant les mots « en montagne » après les mots « pour l'auto-développement ») : adopté ; son amendement n° 18 (consultation du comité de massif pour l'élaboration des prescriptions de massif) : adopté ; son amendement n° 327, à titre personnel (substituant aux mots « Titre II » les mots « Titre III ») : adopté ; son amendement n° 19 (avis du comité de massif sur la création d'unités touristiques nouvelles) ; désignation par le comité de massif d'une commission spécialisée (p. 3100) ; examen des dossiers de création d'unités touristiques nouvelles ; adopté ; son amendement n° 20 (insérant après le mot « informé » les mots « chaque année ») ; périodicité de l'information du comité de massif ; adopté ; son amendement n° 21 (programmes de développement agricole) : adopté ; son amendement n° 22 (composition des comités de massif) ; variation de la composition des comités de massif selon les massifs ; adopté ; **avant l'article 5** : son amendement n° 23 (insérant un chapitre III intitulé : « du droit à la différence ») : adopté ; son amendement n° 24 (adaptation pour chaque massif des dispositions relatives au développement économique et social et à la protection de la montagne) ; son sous-amendement n° 328, à titre personnel, à l'amendement n° 24 de la commission (insérant après les mots « les dispositions » les mots « de portée générale ») ; son sous-amendement n° 329, à titre personnel, à l'amendement n° 24 de la commission (insérant après les mots « peuvent être adoptées » les mots « à la spécificité de la montagne et à la situation particulière de chaque massif) (p. 3101) ; sous-amendements n° 328 et n° 329 : adoptés ; amendement n° 24 : adopté après modification (p. 3102) ; **article 5** : son amendement n° 25 (substituant aux mots « et social », les mots « social et culturel ») : adopté ; son amendement n° 26 (substituant aux mots « à l'article 6 » les mots « à l'article 15 ») : adopté ; son amendement n° 27 (supprimant le mot « consultatif ») : adopté ; son amendement n° 28 (rôle des contrats de Plan) (p. 3102) : adopté : son amendement n° 29 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 30 (schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale) programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle continue ; établissements d'enseignement agricole ; adopté ; son amendement n° 323, à titre personnel (rôle des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale) ; création d'une catégorie de groupements d'intérêt public ; effort de recherche pour dégager des activités nouvelles en zone de montagne ; adopté après modification ; son amendement n° 31 (application aux communes, aux départements, aux régions, aux établissements publics concernés par la zone de montagne, des dispositions particulières relatives aux prescriptions et procédures techniques) (p. 3103) : adopté ; son amendement n° 330, à titre personnel (affectation des investissements dans le domaine du bâtiment et des travaux publics selon les contraintes climatiques) ; chantiers de travaux publics ; période hivernale ; sports d'hiver ; adaptation du mode de gestion des deniers publics aux conditions particulières de la montagne ; contrats de plan Etat-régions ; mise en place de crédits d'investissements de la fonte des neiges ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 331, à titre personnel (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « notamment en facilitant et en développant leur polyvalence ») : adopté (p. 3104) ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 6** : son amendement n° 33 (exploitation et modalités de transport des personnes dans les zones de montagne) : rejeté ; son amendement n° 34 (autorisation d'aménagement technique particulier pour permettre une bonne réception des émissions des services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne) (p. 3105) ; faible densité démographique et économique des régions de montagne ; dérogation aux règles relatives à la communication audiovisuelle ; adopté (p. 3106) ; son amendement n° 35 (possibilitgé de déroger aux dispositions du cahier des charges pour la diffusion des émissions) : rejeté (p. 3106) ; **avant l'article 7** : son amendement n° 36 (substituant au mot « facilitant », les mots « tendant à assurer », dans l'intitulé du chapitre 1er) : adopté ; son amendement n° 324, à titre personnel (conférant à la présence en montagne d'une agriculture dynamique le caractère d'intérêt général ; encouragement des types de développement agricole adaptés à la montagne ; préservation des terres agricoles ; spécificité de l'agriculture en montagne ; politique agricole différenciée) (p. 3107) ; adopté (p. 3108) ; **article 7** : son amendement n° 38 (insérant après les mots « aux communes », les mots « de moins de 2 000 habitants » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 39 (insérant après les mots « coopération intercommunale » les mots « sociétés d'économie mixte locales dans le troisième alinéa de cet article) :

rejeté ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté (p. 3109) ; son amendement n° 41 (extension des possibilités de cession supplémentaire des S.A.F.E.R. aux collectivités locales dans les zones de montagne) : adopté (p. 3110) ; **après l'article 7** : son amendement n° 325 à titre personnel (priorité d'ordre préférentiel pour les sociétés d'aménagement foncier en zone de montagne) [8 juin 1984] (p. 3132) ; retiré (p. 3133) ; **article 9** : son amendement n° 42 (obtention de l'accord du ou des Conseils municipaux pour ordonner le remembrement-aménagement) : adopté ; son amendement n° 43 (substituant aux mots « deuxième alinéa » les mots « troisième alinéa ») : adopté ; son amendement n° 44 (exigence de l'accord du Conseil municipal avant la décision de la commission communale pour l'adhésion obligatoire à une association foncière urbaine) : adopté (p. 3134) ; **après l'article 9** : son amendement n° 45 (insérant les mots « incultes ou manifestement sous-exploitées » ; possibilité pour la commission communale de proposer des travaux de voirie, d'aménagement ou de remise en état des sols et d'hydraulique agriole) ; paragraphes I et II de l'amendement : adoptés ; paragraphe III de l'amendement : rejeté ; amendement n° 45, ainsi modifié : adopté ; **avant l'article 10** : son amendement n° 46 (définition des terres incultes) (p. 3155) ; abandon depuis plus de deux ans ; rejeté ; **article 10** : parcelles à vocation forestière ; son amendement n° 47 (substituant aux mots « trois ans », les mots « deux ans » ; réduction de trois à deux ans de la durée d'inculture pour l'application de l'article 39 du code rural (p. 3136) ; adopté ; son amendement n° 48 (saisine de la commission départementale d'aménagement foncier par le représentant de l'Etat dans le département sur l'état d'inculture ou de sous-exploitation du fonds ; publicité de la décision) : adopté ; son amendement n° 49 (reconnaissance de l'état d'inculture ou de sous-exploitation manifeste ; mise en demeure par le représentant de l'Etat dans le département de mettre en valeur le fonds) : adopté (p. 3137) ; son amendement n° 50 (obligation de joindre un plan de mise en valeur du fonds) : adopté ; son amendement n° 51 (obligation, pour les demandeurs de déposer un plan de remise en valeur auprès de la commission départementale d'aménagement foncier) : adopté ; son amendement n° 52 (précision sur la procédure en l'absence d'accord amiable entre un des demandeurs ou la société d'aménagement foncier et d'établissement rural et le propriétaire) : adopté ; son amendement n° 53 (attribution en priorité du droit d'exploiter à un demandeur exploitant agricole ou un agriculteur s'installant, en cas de pluralité de demandes) : adopté après modification (p. 3138) ; **article 11** : son amendement n° 54 (substituant aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») : adopté (p. 3139) ; son amendement n° 55 (formulation par la commission communale ou intercommunale de propositions sur les interdictions ou réglementation de plantations et semis d'essences forestières susceptibles d'être ordonnées par le représentant de l'Etat dans le département) : adopté ; son amendement n° 56 (complétant le 2e alinéa du II de l'article 40 du code rural par les mots « ayant présenté un plan de remise en valeur ») : adopté (p. 3140) ; **article 12** : son amendement n° 57 (substituant, dans l'article 40-1 du code rural, aux mots « acquérir le », les mots « devenir titulaire du ») ; baux ruraux ; adopté ; son amendement n° 58 (substituant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 40-1 du code rural, au mot « céder », le mot « transmettre ») : rejeté ; **article 13** : son amendement n° 59 (substituant au début du texte proposé pour l'article 42 du code rural, aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») : adopté ; son amendement n° 60 (substituant à la fin du texte proposé pour l'article 42 du code rural aux mots « commissaire de la République », les mots « représentant de l'Etat dans le département ») : adopté (p. 3141) ; **après l'article 13** : son amendement n° 61 (valeur locative cadastrale des terres incultes) ; nécessité pour le propriétaire d'apporter la preuve de l'impossibilité de louer les terres incultes (p. 3142) ; aboutissement rapide de cette procédure ; rejeté (p. 3143) ; récupération des terres incultes dans les départements d'outre-mer ; installation d'office d'un fermier sur une terre abandonnée (p. 3144) ; **article 14** : son amendement n° 62 (obligation pour les exploitants agricoles locaux de détenir la majorité du capital social d'une société) ; groupement pastoral ; adopté (p. 3145) ; **après l'article 14** : formules de gestion collective ; **avant l'article 15** : son amendement n° 63 (rédigeant ainsi l'intitulé de la section IV : « Dispositions relatives au développement des produits agricoles et alimentaires de qualité ») : adopté ; son amendement n° 64 (concours des organismes de recherche et de développement agricole, des instituts techniques et des offices par produits à l'élaboration de programmes spécifiques aux productions agricoles de montagne) ; intensification de la recherche en faveur des produits agricoles ; adopté (p. 3146) ; **article 15** : son amendement n° 65 (appellation d'origine, label ou certificat de qualité des produits issus des massifs de montagne) : retiré (p. 3147) ; **après l'article 15** : son amendement n° 66 (limitant l'usage du nom d'un massif, d'un sommet, d'une vallée ou d'un département situé en zone de montagne pour tout produit nouveau mis en marché postérieurement à la promulgation de la loi) : adopté après modifications (p. 3150) ; **article 16** : son amendement n° 67 (conditions de concession du pâturage des bovins, ovins, équidés, porcins et exceptionnellement des caprins) (p. 3151) ; nécessité d'une publicité de la concession ; possibilité, à titre exceptionnel, de pâturage des caprins ; chèvre de M. Seguin ; adopté après modifications (p. 3152) ; son amendement n° 68 (substituant aux mots « soit selon les procédures prévues à l'article L. 144-1, soit à l'amiable » les mots « après publicité soit à l'amiable, soit à défaut, selon les procédures prévues à l'article L. 144-1 ») ; application au pâturage dans les bois, forêts et terrains à boiser des collectivités, des modifications présentées pour le pâturage en forêt domaniale ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 69 (conclusion du bail rural) ; priorité réservée aux habitants de la commune ; faculté des collectivités locales de conclure à l'amiable des baux ruraux (p. 3153) ; nécessité de donner aux groupements locaux la même priorité qu'aux exploitants individuels de la commune ; précision nécessaire ; adopté après modification ; **après l'article 17** : son amendement n° 70 (application de la servitude de passage des eaux destinées à l'irrigation en zone de montagne) ; suppression de l'obligation de recourir à des conduites souterraines pour le passage des eaux destinées à l'irrigation ; adopté après modification ; son amendement n° 71 (limitation de l'admission des chasseurs n'ayant pas leur résidence principale dans la commune) ; périmètres des parcs nationaux ; risque d'une surcharge cynégétique ; utilisation d'engins performants (p. 3154) ; cas de Orcières-Merlette ; amélioration de la gestion de la faune sauvage ; zones périphériques des parcs nationaux ; sauvegarde des équilibres cynégétiques ; situation des parisiens ; rejeté ; son amendement n° 332, à titre personnel (institution d'un plan de chasse du grand gibier dans les zones de montagne) ; développement d'expériences de gestion globale de la faune sauvage ; adopté (p. 3155) ; **article 18** : son amendement n° 72 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale », les mots « d'une commune, d'un groupement de communes, d'un syndicat mixte regroupant des collectivités territoriales ») : adopté ; son amendement n° 73 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 75 (obligation pour chacun des contrats de porter sur l'un ou plusieurs des objets constitutifs de l'opération touristique) (p. 3157) ; possibilité pour des contrats conclus dans le cadre de l'opération d'aménagement de porter sur plusieurs des objets constitutifs de cette opération ; adopté ; son amendement n° 76 (insérant les mots « et si un contrat porte sur plusieurs des objets constitutifs, pour chacun de ces objets ») après les mots « à cet effet » dans le 4e alinéa de cet article) ; cas des contrats portant sur plusieurs des objets constitutifs ; adopté ; son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 78 (insérant les mots « la gestion de services publics » après les mots « gestion d'équipements collectifs » dans le 9e alinéa de cet article) ; insertion des stipulations relatives au contrôle technique, financier et comptable exercé par les communes dans les contrats portant sur la gestion des services publics ; adopté ; son amendement n° 79 (durée des contrats) : adopté ; son amendement n° 80 (organisation des relations de la commune et des différents opérateurs par un protocole d'accord préalable) ; nécessité d'un protocole général d'accord ; adopté après modification (p. 3158) ; **article 20** : son amendement n° 81 (application des dispositions de la loi d'orientation des transports intérieurs aux remontées mécaniques) ; application du contrôle technique et de sécurité à certaines remontées mécaniques ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 82 (rédactionnel) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 83 (organisation du service des remontées mécaniques par les communes) : adopté ; son amendement n° 84 (faculté pour les communes ou leurs groupements de s'associer au département pour organiser les remontées mécaniques) (p. 3159) ; opportunité de l'amendement n° 203 de M. Cointat ; devenu sans objet ; **article 23** : son amendement n° 85 (insérant les mots « directe, soit en régie » après les mots « en régie » dans le premier alinéa de cet article) ; exploitation par les communes des services de remontées mécaniques en régie directe ; adopté ; son amendement n° 86 (substituant au mot « entreprise », les mots « société de droit privé ») : rejeté (p. 3160) ; son amendement n° 87 (continuation des effets de l'autorisation antérieurement accordée en cas de carence de l'autorité organisatrice pendant quatre ans) ; reconduction de la convention antérieure ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 88 (substituant au mot « guidés » les mots « terrestres de personnes ») ; abrogation de

la loi sur les transports publics d'intérêt local ; adopté ; **article 25** : son amendement n° 89 (rédactionnel) : adopté (p. 3161) ; **après l'article 25** : son sous-amendement n° 445 à l'amendement n° 361 du Gouvernement (rédigeant ainsi le début de cet amendement « le tracé et l'aménagement de pistes... ») : adopté ; **article 26** : son amendement n° 90 (rédigeant ainsi le début de cet article « les services de transports terrestres de personnes organisés par les collectivités territoriales ou leurs groupements sont soumis... ») ; extension du domaine d'application de cet article à l'ensemble des services de transports de personnes ; adopté ; **après l'article 26** : son amendement n° 91 (abrogeant la loi du 19 juin 1979 relative aux transports publics d'intérêt local) : adopté ; nécessité d'innover ; **article 27** : son amendement n° 92 (rédactionnel) : adopté (p. 3192) ; son amendement n° 93 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 94 (complétant le paragraphe III de cet article par les mots « ou l'accès aux voies d'alpinisme et d'escalade ») ; possibilité d'instituer des servitudes en dehors du domaine skiable de la commune ; adopté ; **article 28** : son amendement n° 95 (possibilité pour les propriétés privées ou faisant partie du domaine privé d'une collectivité publique d'être grevées au profit de la commune d'une servitude de passage pour les pistes de ski ; création et réglementation de cette servitude) ; application des servitudes selon l'enneigement et le cours des travaux agricoles (p. 3163) ; adopté (p. 3164) ; **article 29** : son amendement n° 96 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article, aux mots « n'ouvre droit à indemnité que », les mots « ouvre droit à indemnité ») ; signification différente par rapport au projet de loi ; adopté ; indemnisation directe de l'exploitant (p. 3165) ; son amendement n° 97 (modalités de fixation de l'indemnité) ; utilisation habituelle antérieure ; qualité éventuelle de terrain à bâtir ; adopté ; **article 30** : son amendement n° 98 (organisation de la protection sociale des travailleurs pluri-actifs) : adopté après modifications ; **article 33** : commission d'enquête parlementaire ; analyse de la pluriactivité ; opinion des organisations syndicales sur la pluriactivité (p. 3168) ; mode de production ; régimes sociaux accordés à la pluriactivité ; protection sociale et stabilité de l'emploi (p. 3169) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 100 (fixant à quatre le nombre minimum des membres de la commission syndicale) ; nécessité de fixer un nombre total impair ; adopté ; son amendement n° 101 (fixant à six mois le délai de l'élection de la commission syndicale) : adopté ; son amendement n° 102 (qualités requises pour être électeur) (p. 3177) ; habitants permanents de la section et propriétaires de biens fonciers ; adopté ; *article L. 151-4 du code des communes :* son amendement n° 103 (maires pouvant demander la convocation de la commission syndicale) : adopté après modification ; son amendement n° 104 (possibilité pour la moitié des électeurs de la section de demander la convocation) : adopté ; son amendement n° 105 (cas où la commission syndicale n'a pas émis d'avis dans un délai de quatre mois) ; gestion des biens sectionnaux ; adopté (p. 3178) ; *article L. 151-5 du code des communes :* son amendement n° 106 (cas où les revenus de la section sont inférieurs à un montant minimal) : adopté après modification ; *article L. 151-6 du code des communes :* son amendement n° 107 (rectification d'une erreur de référence) : adopté ; son amendement n° 108 (fixant à neuf ans ou plus le délai prévu par cet article) ; statut du fermage (p. 3179) ; adopté ; son amendement n° 109 (rectifiant une erreur matérielle) : adopté ; son amendement n° 110 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 111 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 112 (possibilité pour la moitié des membres de la section de demander la consultation de la commission syndicale) : adopté ; son amendement n° 113 (de conséquence) : adopté ; *article L. 151-7 du code des communes :* son amendement n° 114 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 115 (supprimant la référence à l'acceptation des libéralités dans cet article) ; consultation de la commission syndicale ; adopté ; son amendement n° 116 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 117 (consultation de la commission sur la mise en valeur des terres incultes ou sous-exploitées) ; procédure d'arbitrage (p. 3180) ; adopté après modification ; son amendement n° 118 (supprimant le quatrième alinéa de cet article du code des communes) : adopté ; *article L. 151-8 du code des communes :* ses amendements n° 119, 120 et 121 : devenus sans objet ; *article L. 151-9 du code des communes :* établissement du projet de budget par la commission syndicale (p. 3181) ; son amendement n° 122 (de conséquence) : adopté ; *article L. 151-10 du code des communes :* son amendement n° 123 (rectifiant une erreur matérielle) : adopté ; *article L. 151-12 du code des communes :* son amendement n° 124 (prévoyant une majorité des deux tiers pour le transfert des biens) ; transfert des biens d'une section à la commune ; adopté ; *article L. 151-12 du code des communes :* son amendement n° 125 (cas où une section ne comporte plus d'électeur) ; modalités de transfert des biens dans ce cas ; retiré (p. 3182) ; *article L. 151-17 du code des communes :* son amendement n° 126 (rédactionnel) : adopté (p. 3183) ; *article L. 151-18 du code des communes :* dispositions concernant l'effectif minimum ; son amendement n° 127 (possibilité pour une section de commune de se retirer d'une réunion de sections) : adopté (p. 3184) ; **article 36** : *article L. 162-1 du code des communes :* son amendement n° 128 (délibérations de la commission syndicale) : adopté ; *article L. 162-2 du code des communes :* son amendement n° 129 (décisions relatives aux acquisitions de biens immobiliers) ; acquisitions de biens immobiliers à la majorité des deux tiers (p. 3185) ; adopté après modification ; son amendement n° 130 (cas où les recettes sont inférieures aux dépenses) ; rédaction proposée par le Gouvernement (p. 3186) ; devenu sans objet ; son amendement n° 131 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 162-3 du code des communes :* son amendement n° 132 (proposition de la commission syndicale) ; gestion des biens indivis ; adopté après modification ; son amendement n° 133 (biens indivis existant avant la constitution du syndicat) ; vente des biens avant la constitution de ce syndicat ; adopté après modification (p. 3187) ; *article L. 162-4 du code des communes :* son amendement n° 134 (exclusion des sources thermales du champ d'application de cet article) ; caractère particulier de ces sources (p. 3188) ; communes indivisaires ; rejeté ; **après l'article 36** : son amendement n° 333 à titre personnel (droits d'usage des réserves cynégétiques) ; son amendement n° 334 à titre personnel (fonds domanial grévé du droit au pâturage) : retirés, repris par M. Jean Briane (p. 3189) ; **avant l'article 37** : son amendement n° 335 à titre personnel (intitulé du Titre III) ; développement et aménagement de l'espace montagnard ; adopté ; son amendement n° 135 (élaboration ou révision du P.O.S.) ; constitution de la commission ; adopté (p. 3190) ; **article 37** : son amendement n° 136 (consultation de la commission syndicale à l'initiative du maire en cas d'élaboration d'un P.O.S.) : adopté (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 137 (exploitation de certains terrains) ; directive sur la montagne ; terres nécessaires aux activités agricoles ; adopté (p. 3193) ; son amendement n° 138 (aménagements nécessaires à la gestion des activités agricoles) : adopté après rectification (p. 3194) ; son amendement n° 139 (suppression de la référence aux unités touristiques nouvelles dans cet article du code de l'urbanisme) : adopté ; son amendement n° 140 (conditions auxquelles est soumis le développement touristique) : adopté (p. 3195) ; *article L. 145-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 141 (suppression de cet article du code de l'urbanisme) ; périmètres des schémas directeurs ; rejeté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 142 (substituant au mot « profondeur » le mot « distance ») ; notion de distance ; adopté (p. 3196) ; son amendement n° 143 (autorisation des chalets d'alpage et des refuges) : adopté après modification ; son amendement n° 144 (établissement d'un P.O.S., d'un schéma directeur, création d'un plan d'eau artificiel ; extension des agglomérations situées près des plans d'eau) : adopté après modification ; *article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* mot « bouclage » (p. 3197) ; multiplication des bouclages ; son amendement n° 145 (massifs forestiers) ; notion de massifs forestiers ; adopté ; son amendement n° 146 (liaison internationale) : adopté ; *article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 147 (aménagement des tracés de pistes de ski) : devenu sans objet ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 148 (études d'impact) ; études d'impact et procédures d'enquête publique (p. 3198) ; adopté ; *après article L. 145-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 149 (composition de la commission départementale des sites en cas de délibération sur un problème concernant une commune de montagne) : rejeté ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 150 (équipements modifiant l'économie locale ou entraînant une augmentation sensible de l'hébergement touristique (p. 3199) ; procédure des unités touristiques nouvelles ; son amendement n° 151 (contenu du programme d'une unité touristique nouvelle) ; amendement n° 150, mis aux voix par division : premier alinéa : rejeté ; second alinéa : adopté ; amendement, ainsi modifié : adopté ; création de réserves foncières ; accès aux pistes de ski ; reconstitution du potentiel d'exploitation ; disparition des exploitations agricoles ; son amendement n° 151, mis aux voix par division : premier alinéa : adopté ; second alinéa : rejeté ; amendement, ainsi modifié : adopté ; *article L. 145-10 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 152 (dispositions applicables aux unités touristiques nouvelles) : adopté ; *article L. 145-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 153 (création d'une unité touristique nouvelle en l'absence de schéma directeur) (p. 3200) ; rejeté ; son amendement n° 154 (fixant à quatre ans le délai pendant lequel l'autorisation de création est valable) : adopté ; son amendement n° 155 (autorisations antérieures à la publication

de cette loi) : adopté ; *article L. 145-12 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 156 (représentant de l'Etat dans le département) : adopté ; **après l'article 38** : son amendement n° 157 (cas où une autorisation de construire paraît poser un problème en zone de montagne) (p. 3201) ; rejeté ; son amendement n° 158 (périmètre tenant compte de la communauté d'intérêts économiques) : satisfait ; **article 39** : son amendement n° 337, à titre personnel (comité consultatif) : adopté ; son amendement n° 159 (délivrance d'un avis favorable tacite) : adopté ; son amendement n° 160 (mise à disposition du public du projet prévu par cet article) : adopté après rectification ; **article 40** : son amendement n° 161 (transmission des dispositions du schéma par le représentant de l'Etat dans le département) ; demandes de modifications présentées par le représentant de l'Etat ; adopté après modification ; **article 41** : son amendement n° 162 (de suppression) : adopté (p. 3203) ; **article 42** : activité de sports d'hiver ; moyens mécaniques ; **article 43** : son amendement n° 163 (communes agricoles forestières) : adopté (p. 3204) ; **article 44** : respect des divers documents et décisions d'urbanisme ; **article 45** : son amendement n° 164 (risques naturels prévisibles) ; refus ou prescriptions de travaux ou constructions) (p. 3205) ; adopté ; **après l'article 48** : son amendement n° 166 (création facultative d'une association départementale ou interdépartementale pour la promotion du ski de fond) : adopté (p. 3206) ; **article 49** : son amendement n° 167 (assiette des taxes) (p. 3207) ; adopté après modification ; **article 51** : son amendement n° 168 (rédactionnel) : adopté ; **article 53** : son amendement n° 169 (affectation des taxes communale et départementale) ; indemnisation des servitudes ; dépenses d'équipement ; activités liées au tourisme et à la prévention des accidents ; clubs locaux de ski (p. 3208) ; adopté après modification (p. 3209) ; **article 55** : son amendement n° 170 (possibilité pour les Conseils généraux de rétrocéder les réserves) (p. 3210) ; adopté après modification ; son amendement n° 171 (conventions intervenues entre les demandeurs et les collectivités locales) : adopté ; **après l'article 55** : son amendement n° 172 (réserves en force) ; quotas d'énergie réservée ; adopté après modification ; son amendement n° 173 (fournitures d'électricité) ; industrialisation de certaines vallées ; conditions de travail et rémunération de la main-d'œuvre montagnarde ; nationalisation de l'électricité et du gaz (p. 3211) ; activité consommatrice d'énergie ; entreprises nationalisées ; droit patrimonial ; constitutionnalité de son amendement ; droits afférents aux fournitures d'électricité ; nationalisation ; rejeté (p. 3212) ; son amendement n° 174 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 175 (parcs nationaux) ; son sous-amendement n° 340, à titre personnel, à son amendement n° 175 (gestion de la protection d'espaces sensibles) ; parcs nationaux ; population montagnarde (p. 3213) ; gestion des parcs nationaux ; décentralisation ; zone pilote ; maintien de la vie dans les fonds de vallée ; participation des établissements publics aux contrats de Plan ; rejetés ; son amendement n° 339 à titre personnel (représentation des parcs dans les comités de massifs) : adopté après modification ; son amendement n° 176 (établissement d'un tarif harmonisé de péage autoroutier) (p. 3214) ; rejeté ; son amendement n° 178 (accès au crédit pour les activités de montagne) ; encadrement du crédit ; taux de réemploi imposés à certains départements de haute montagne ; caisse régionale des Hautes-Alpes (p. 3215) ; rejeté ; climatothérapie ; communes de haute montagne ; climatothérapie d'altitude ; son amendement n° 461, à titre personnel (création d'une section spécialisée du climatisme au sein du comité du thermalisme) ; différence entre thermalisme et climatothérapie ; promotion de l'enseignement de cette discipline (p. 3216) ; rejeté ; son amendement n° 405, à titre personnel (développement de la climatothérapie d'altitude) : adopté ; son amendement n° 179 (projets de constructions commerciales (p. 3217) ; rejeté ; son amendement n° 180 (inscriptions sur la liste électorale) ; personnes possédant leurs résidences secondaires en montagne ; inscription sur les listes électorales (p. 3218) ; rejeté ; son amendement n° 338, à titre personnel (prix de vente des carburants) ; consommation des carburants en zone de montagne ; retiré (p. 3219) ; son amendement n° 183 (secours et sauvetage en montagne) : adopté après modification ; son amendement n° 182 (remboursement des frais de secours (p. 3220) ; adopté après modification ; son amendement n° 181 précédemment réservé (insérant un Titre IV *bis* : Des secours aux personnes) : adopté après modification ; **article 56** : son amendement n° 185 (supprimant la référence à l'article 5 dans cet article) : adopté ; son amendement n° 186 (supprimant la référence à l'article 38 dans cet article) : rejeté ; **article 57** : son amendement n° 187 (rédactionnel) : adopté (p. 3221).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : notions d'autodéveloppement et de droit à la différence ; rôle des S.A.F.E.R. ; existence d'un article d'orientation générale ; politique à l'égard du commerce et de l'artisanat ; adaptation du code de l'urbanisme ; importance des dispositions concernant l'adaptation de la formation à l'économie de montagne ; problème de la mobilisation des moyens [27 novembre 1984] (p. 6333, 6334) ; rôle du fonds interactivités pour l'autodéveloppement de la montagne ; difficultés concernant les régions de montagne enclavées ; fonctionnement des radios locales ; problème de la pluriactivité ; protection sociale des travailleurs saisonniers ; coût de l'énergie en zone de montagne ; nécessité d'instaurer une péréquation des prix des produits pétroliers (p. 6335) ; nécessité d'une recherche dans le domaine du tourisme ; fidélité des textes d'application aux orientations définies ; importance du rapport déposé annuellement devant le Parlement et remis au Conseil national de la montagne (p. 6336).

Discussion des articles : **article 1er A** : son amendement n° 11 (définition de la montagne et des objectifs de la politique de la montagne) (p. 6348) ; volonté de la commission d'opérer une synthèse entre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et celui du Sénat ; nécessité d'inscrire les améliorations de forme du Sénat dans l'article d'orientation générale (p. 6349) ; adopté après modification ; **article 1er** : son amendement n° 12 (composition des zones de montagne) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant dans le troisième alinéa 2e de cet article le mot « particulier ») : adopté ; **article 3** : son amendement n° 14 (supprimant après les mots « par décret » la fin de l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 6350) ; intérêt de la consultation des Conseils généraux sur la délimitation des massifs ; préoccupations des représentants du Massif Central ; adopté ; **article 4 A** : son amendement n° 15 (substituant à la fin du cinquième alinéa aux mots « interministériel pour le développement et l'aménagement de la » les mots « interactivités pour l'autodéveloppement en ») ; amendement de conséquence ; adopté ; son amendement n° 16 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; impossibilité du dépôt d'un rapport annexé au projet de loi de finances récapitulant le montant des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 6351) ; utilisation des fonds du F.I.D.A.R. ; adopté (p. 6352) ; **article 4** : son amendement n° 17 (supprimant la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article) ; inclusion des fédérations de pêche et de chasse parmi les organismes représentés dans les comités de massif ; caractère inopportun d'une énumération ; adopté ; son amendement n° 18 (substituant dans le sixième alinéa de cet article aux mots « interministériel pour le développement et l'aménagement de la » les mots « interactivités pour l'autodéveloppement en ») ; amendement de conséquence ; adopté ; son amendement n° 19 (désignation par le comité d'une commission spécialisée pour émettre un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles) ; fixation du nombre des membres de la commission ; adopté ; son amendement n° 20 (frais de fonctionnement des comités de massif) ; frais incombants à l'Etat ; devenu sans objet (p. 6353) ; **avant l'article 5 A** : son amendement n° 21 (modifiant l'intitulé du chapitre III) ; lien entre le droit à la différence et à la solidarité nationale ; adopté ; **article 5 A** : son amendement n° 22 (adaptation des dispositions de portée générale à la spécificité de la montagne) ; possibilité d'adapter la réglementation aux spécificités de la montagne ; adopté après modification (p. 6354) ; **article 5** : son amendement n° 23 (supprimant dans l'avant dernier alinéa de cet article les mots « et le cas échéant, des régions ») : adopté ; **article 5 *bis*** : son amendement n° 24 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « développement économique, social » le mot « sportif ») ; prise en compte des objectifs de la politique de la montagne par des programmes régionaux de l'éducation nationale ; adopté (p. 6355) ; **article 5 *ter* A** : son amendement n° 25 (obligation pour les établissements de formation professionnelle des zones de montagne de tenir compte des possibilités offertes par la pluriactivité) ; importance de la formation aux métiers du tourisme ; importance de la pluriactivité en zone de montagne ; adopté ; **article 5 *ter*** : son amendement n° 26 (création et rôle des groupements d'intérêt public) ; extension du rôle des groupements d'intérêt public de recherche en zone de montagne ; adopté ; **article 5 *quater*** : son amendement n° 27 (rôle du comité visé à l'article 91 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions) ; inutilité d'inclure ce texte dans la loi de mars 1982 ; adopté (p. 6356) ; **article 6** : son amendement n° 28 : devenu sans objet ; **avant l'article 7 A** : son amendement n° 30 (transférant l'intitulé « section première, aménagement foncier » avant l'article 7) : adopté ; **article 7 A** : son amendement n° 31 (rôles fondamentaux de l'agriculture de montagne) ; synthèse

entre les rédactions du Sénat et celles de l'Assemblée nationale ; prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture de montagne (p. 6357) ; crainte des agriculteurs de montagne sur la notion de « jardiniers de la montagne » ; existence de zones de productions alternatives ; adopté après modification ; **article 7** : son amendement n° 32 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « en Conseil d'Etat ») ; volonté du Sénat de définir par un décret en Conseil d'Etat les conditions d'intervention des S.A.F.E.R. ; adopté ; son amendement n° 132 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article le mot « technique ») ; volonté de ne pas limiter l'objet du concours des S.A.F.E.R., rejeté (p. 6358) ; son amendement n° 33 (possibilité pour les S.A.F.E.R. d'intervenir en matière de terres incultes ou sous-exploitées dans les conditions prévues à l'article 40-1 du code rural) ; possibilité pour les S.A.E.E.R. de demander l'autorisation d'exploiter les terres incultes ou manifestement sous-exploitées ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 203 de M. Georges Colin ; son amendement n° 34 (limite des superficies acquises) ; risques comportés par les cessions de S.A.F.E.R. interdépartementales des zones de montagne ; rejeté (p. 6359) ; **article 10** : son amendement n° 35 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot « trois » le mot « deux ») ; diminution de trois à deux ans de la durée minimale d'inculture ou de sous-exploitation manifeste ; utilité du maintien de ce délai ; adopté ; son amendement n° 36 (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « de valeur culturale et de taille similaires » les mots « de valeur culturale similaire ») ; suppression du critère de la taille ; possibilité d'apprécier l'état d'inculture ou de sous-exploitation manifeste du fonds ; adopté ; son amendement n° 37 (substituant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « aucun motif grave » les mots « aucune raison de force majeure ») ; caractère contestable de la notion de « motif grave » ; adopté (p. 6361) ; ses observations sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Paul Fuchs ; son amendement n° 38 (supprimant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article les mots « agréé par la commission départementale d'aménagement foncier ») ; suppression d'une obligation supplémentaire imposée à l'exploitant ; adopté ; son amendement n° 39 (substituant aux mots « agréé par la commission départementale d'aménagement foncier » les mots « et, en zone de montagne, à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural ») ; suppression de l'obligation d'agrément du plan de remise en valeur ; adopté ; son amendement n° 40 (attribution de l'autorisation d'exploiter) ; problème de la priorité à accorder à un agriculteur s'installant ; affirmation d'une politique favorable à l'installation des agriculteurs (p. 6362) ; adopté après modification ; **article 11** : son amendement n° 41 (substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « trois ans sans motif grave » les mots « deux ans sans raison de force majeure ») ; amendement de conséquence ; adopté ; son amendement n° 42 (complétant le paragraphe II de l'article 40 du code rural par les mots « et dans les zones de montagne la société d'aménagement foncier et d'établissement rural ») ; obligation du représentant de l'Etat d'informer la S.A.F.E.R. des demandes d'exploitation dans les départements de montagne ; rétablissement de la disposition supprimée par le Sénat (p. 6363) ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 43 (procédure de demande de bénéfice de l'autorisation d'exploiter prévue aux articles 39 et 40 du code rural) ; possibilité pour les S.A.F.E.R. d'intervenir en zone de montagne ; adopté (p. 6364) ; **article 13** : son amendement n° 44 (substituant au début du texte proposé pour l'article 40-2 du code rural au mot « trois » le mot « deux ») : adopté (p. 6365) ; **article 15** : ses observations sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Jacques Benetière ; **article 15 *bis*** : son amendement n° 46 (conditions de bénéfice de l'appellation « montagne ») ; retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; **article 15 *ter*** : son amendement n° 47 (conditions de l'usage du nom d'un massif, d'un sommet et d'une vallée situés en zone de montagne) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 6367) ; **article 16** : son amendement n° 48 (supprimant l'avis de la commission composée de représentants de l'Office national des forêts et d'exploitants agricoles pour l'autorisation administrative) ; simplification de la procédure ; adopté ; son amendement n° 49 (supprimant l'intervention de la commission composée paritairement de représentants de l'Office national des forêts et d'exploitants agricoles) : adopté ; **article 17** : son amendement n° 50 (insérant dans la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 411-15 après les mots « droit public » les mots « le bail peut être conclu soit à l'amiable, soit par voie d'adjudication ») ; nécessité de laisser aux collectivités publiques le soin de choisir le mode de conclusion des baux ; adopté ; son amendement n° 51 (réserve d'une priorité dans le mode de conclusion du bail aux exploitants réalisant une installation) ; danger de la superposition de priorités introduites par le Sénat (p. 6368) ; adopté ; **article 17 *ter*** : son amendement n° 52 (conditions de l'institution d'un plan de chasse du grand gibier) ; suppression de la disposition concernant la possibilité d'appliquer un plan de chasse au niveau de la commune ; adopté après modification ; son amendement n° 133, à titre personnel (possibilité pour le commissaire de la République de prendre des dispositions particulières limitant l'admission de nouveaux chasseurs à la demande de la fédération départementale des chasseurs) ; problème de la surcharge cynégétique ; importance de la condition de compromission des grands équilibres naturels (p. 6369) ; retiré ; **article 17 *quater*** : son amendement n° 53 (possibilité pour les associations foncières et les associations syndicales autorisées d'avoir recours aux services d'une coopérative d'utilisation de matériel agricole après un appel d'offres demeuré sans réponse) (p. 6370) ; précision de la notion d'appel d'offres infructueux ; conditions de l'intervention des coopératives d'utilisation du matériel agricole (p. 6371) ; adopté (p. 6372) ; **article 17 *quinquies*** : son amendement n° 54 (conditions d'admission à concourir aux marchés des entreprises agricoles de moins de cinq salariés) : rejeté (p. 6377) ; **article 18** : son amendement n° 55 (supprimant dans la deuxième phrase du dixième alinéa de cet article le mot « économique ») ; imprécision du mot « économique » ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 56 (introduisant une référence au Titre I^er^ de la loi d'orientation des transports inérieurs) ; utilité de la référence à cette loi ; adopté (p. 6378) ; **article 23** : ses observations sur l'amendement n° 142 de M. Jean Brocard et n° 181 du Gouvernement (p. 6379) ; **article 25** : son amendement n° 57 (insérant au Titre IV du code de l'urbanisme un chapire V intitulé : « remontées mécaniques et aménagements du domaine skiable ») ; intégration des articles 25 et 25 *bis* et du paragraphe II de l'article 27 au chapitre V du code de l'urbanisme ; attribution à l'autorité compétente en matière de permis de construire du pouvoir d'autoriser la mise en exploitation des remontées mécaniques (p. 6380) ; adopté ; **article 25 *bis*** : son amendement n° 58 (de suppression) ; limitation par le Sénat de la portée de l'article 25 *bis* à l'aménagement des pistes de ski alpin ; adopté ; **article 26** : son amendement n° 59 (rédactionnel) : adopté (p. 6381) ; **article 27** : son amendement n° 60 (supprimant le paragraphe II de cet article et dans le paragraphe V de cet article les mots « du II ou ») : adopté ; son amendement n° 61 (substituant dans la première phrase du paragraphe III de cet article à la référence « 11° » la référence « 6° ») : adopté ; son amendement n° 62 (supprimant la dernière phrase du paragraphe III de cet article) ; suppression de la procédure du décret en Conseil d'Etat prévue par le Sénat ; adopté (p. 6382) ; **article 29** : son amendement n° 63 (conditions de fixation de l'indemnité) ; fixation de la date prise en compte pour la qualification des terrains à bâtir ; adopté ; son amendement n° 64 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 65 (fixation du prix à défaut d'accord amiable) ; conditions d'exercice du droit de délaissement ; adopté ; **article 6 *bis*, précédemment** réservé : son amendement n° 29 (supprimant les mots « notamment des dérogations de puissance et des relais synchronisés sur la même fréquence ») ; caractère superfaitatoire de ces précisions techniques (p. 6383) ; adopté ; son amendement n° 243 à titre personnel (respect des conventions internationales régissant l'attribution des fréquences et du bon fonctionnement des services publics de radio et de sécurité) ; conditions de réception des émissions de radios locales privées ; prise en considération des préoccupations du Gouvernement concernant le respect des conventions internationales ; adopté ; **avant l'article 33 *bis*** : son amendement n° 134, à titre personnel (dérogations aux dispositions d'ordre public relatives à la détermination des périodes de référence pour le décompte des heures supplémentaires des activités économiques saisonnières) (p. 6384) ; rejeté (p. 6385) ; **article 30, précédemment réservé** : son amendement n° 66 : devenu sans objet ; **article 33 *bis*** : son amendement n° 67 (extension aux fonctionnaires nommés dans des emplois permanents saisonniers d'au moins trois mois des dispositions de l'article 109 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) ; rétablissement de l'article 33 *bis* dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale (p. 6386) ; devenu sans objet (p. 6387) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes* : son amendement n° 214, à titre personnel (supprimant après les mots « de la section » la fin du quatrième alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 68 (droit de vote du représentant qualifié pour agir quand le propriétaire est une personne morale) ; nécessité d'éviter la multiplicité des droits de vote lorsqu'une propriété appartient à une collectivité ; rejeté (p. 6389) ; *article L. 151-5 du code des*

communes : son amendement n° 69 (substituant aux mots « par un décret en Conseil d'Etat » les mots « par décret ») ; simplification de la procédure ; adopté ; *article L. 151-7 du code des communes :* son amendement n° 70 (supprimant les mots « des membres ») ; vente des biens au profit de la section ; adopté ; son amendement n° 71 (insérant après les mots « commission syndicale » les mots « il est statué par arrêté motivé du représentant de l'Etat dans le département ») ; arbitrage de ce représentant en cas de désaccord entre le Conseil municipal et la commission syndicale ; adopté (p. 6390) ; *article L. 151-9 du code des communes :* son amendement n° 72 (supprimant le quatrième alinéa de cet article) ; obligation pour chaque commune d'établir un état spécial pour retracer le budget de la section ; adopté ; son amendement n° 135, à titre personnel (supprimant le dernier alinéa de cet article) : retiré ; *article L. 151-11 du code des communes :* son amendement n° 136, à titre personnel (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « ou d'expérience ») ; harmonisation de la rédaction de cet article avec l'article 17 ; rejeté ; *article L. 151-13 du code des communes :* son amendement n° 73 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « est prononcé » les mots « peut être prononcé ») (p. 6391) ; possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'apprécier l'opportunité de la disparition d'une section ; adopté ; *article L. 151-16 du code des communes :* son amendement n° 74 (supprimant les mots « des membres ») : adopté ; *article L. 151-19 du code des communes :* son amendement n° 75 (de suppression) (p. 6392) ; retiré (p. 6393) ; **article 36** : *article L. 162-1 du code des communes :* son amendement n° 76 (création d'une personne morale de droit public pour la gestion des services publics) ; création d'une personne morale pour la gestion des biens et droits indivis ; gestion des établissements thermaux ; adopté ; *article L. 162-2 du code des communes :* son amendement n° 77 : devenu sans objet ; son amendement n° 78 : (insérant après les mots « de biens immobiliers » les mots « et les transactions qui s'y rapportent ») ; retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 6395) ; adopté ; son amendement n° 79 (insérant après les mots « aux acquisitions de biens immobiliers » les mots « et aux transactions qui s'y rapportent ») : adopté ; son amendement n° 80 (possibilité d'opérer la répartition de l'excédent des recettes et des dépenses votées par délibération des Conseils municipaux) : adopté ; son amendement n° 81 (supprimant les mots « après avis du Conseil général ») : adopté ; *article L. 162-3 du code des communes :* son amendement n° 82 (substituant aux mots « il peut être créé » les mots « il est créé ») ; rétablissement de l'obligation de la création d'un syndicat de communes sur proposition de la commission syndicale ; rejeté ; son amendement n° 83 (substituant aux mots « indivis existants avant » les mots « compris dans l'indivision à la date de ») (p. 6396) ; adopté ; son amendement n° 84 (substituant aux mots « d'échange, de partage ou d'acquisition » les mots « ou d'échange ») : adopté ; son amendement n° 85 (insérant après les mots « ou d'acquisition » les mots « et celles relatives aux transactions ») : adopté ; *article L. 162-4 du code des communes :* son amendement n° 86 (substituant aux mots « trois mois » les mots « six mois ») ; augmentation du délai accordé à la commission syndicale pour notifier un projet de définition de lots ; adopté ; son amendement n° 87 (charge des frais d'expertise) ; adopté ; son amendement n° 88 (cas d'impossibilité d'effectuer l'attribution en nature) : adopté ; (p. 6397) ; son amendement n° 89 (substituant aux mots « six mois » les mots « neuf mois ») : adopté ; son amendement n° 90 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 91 (procédure de la demande de partage de biens indivis entre les communes) ; apport à une association locale intercommunale, de droits de chasse et de pêche afférents à des biens indivis en cas de fin de l'indivision ; rejeté ; *article L. 162-4 du code des communes :* ses observations sur l'amendement n° 209 du Gouvernement et le sous-amendement n° 244 de M. Michel Inchauspé (p. 6398) ; **article 36 *bis*** : son amendement n° 92 (rédactionnel) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 93 (consultation de la commission communale d'aménagement foncier en zone de montagne) ; caractère obligatoire de cette consultation ; adopté (p. 6399) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 94 (problème des aménagements nécessaires à la gestion) ; conditions de protection des sites ; adopté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 95 (autorisation d'ouverture au public de certains équipements d'accueil et de sécurité) ; caractère trop extensif de la référence à l'article L. 111-1-2 : adopté ; limitation des possibilités de création de hameaux nouveaux (p. 6401) ; son amendement n° 96 (insérant après les mots « pour permettre la délimitation » les mots « à titre exceptionnel ») : adopté ; son amendement n° 97 (conditions d'élaboration du schéma directeur) : devenu sans objet ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 98 (précision des conditions d'application des paragraphes II et III de l'article L. 145-3) ; application directe de ces paragraphes ; adopté ; son amendement n° 152, à titre personnel (insérant après les mots « gorges, grottes, glaciers » le mot « lacs ») ; adopté ; son amendement n° 235, à titre personnel (substituant aux mots « au sens de l'article L. 431-8 du code rural » les mots « au sens de l'article L. 437-10du code rural ») ; coordination des nouvelles dispositions avec le code rural ; adopté ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 99 (création d'une urbanisation dans un site vierge) ; référence à l'extension du domaine skiable ; adopté ; son amendement n° 100 (création d'une urbanisation en discontinuité avec celle existante) (p. 6402) ; adopté ; son amendement n° 101 (extension des remontées mécaniques) ; son amendement n° 219, à titre personnel à l'amendement n° 101 (substituant au mot « conditions » le mot « proportions ») : rejetés (p. 6403) ; son amendement n° 102 (supprimant le sixième alinéa de cet article) ; rejeté ; son amendement n° 103 (supprimant le septième alinéa de cet article) : rejeté ; *article L. 145-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 104 (insérant après les mots « commission spécialisée » les mots « du comité de massif ») ; lien entre la commission spécialisée et le comité de massif ; rejeté ; *article L. 145-12 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 105 (insérant après les mots « commission spécialisée » les mots « du comité de massif ») : adopté ; **article 39** : ses amendements n[os] 106 et 107 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « commission spécialisée » les mots « comité de massif ») : adoptés ; **article 40** : son amendement n° 108 (conséquence de la création d'unités touristiques nouvelles sur les délais prévus par le deuxième alinéa de l'article L. 122-1-3) (p. 6404) ; nécessité d'organiser la transmission au commissaire de la République de massif et d'allonger les délais de consultation ; adopté ; **article 40 *bis*** : caractère indispensable des mesures transitoires prévues par cet article ; **article 42** : son amendement n° 109 (interdisant les déposes de passagers par aéronefs dans les zones de montagne) : adopté (p. 6405) ; **article 44** : problème de l'engagement de la responsabilité de l'Etat ; ses amendements n[os] 110 et 111 : devenus sans objet ; **article 45** : son amendement n° 112 (cas des projets de travaux soumis à une demande d'autorisation) : rejeté ; **avant l'article 47 A** : son amendement n° 113 (insérant un chapitre 1[er] AA intitulé : « du fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne ») : réservé ; son amendement n° 114 (mission d'assistance technique du fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne) ; son amendement n° 236, à titre personnel (mission du fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne) ; adopté ; amendement n° 114 ; devenu sans objet (p. 6406) ; son amendement n° 113, précédemment réservé : adopté ; **article 47 A** : son amendement n° 115 (caractère d'intérêt général de l'existence d'un équipement commercial et d'un artisanat en zone de montagne) : adopté (p. 6407) ; **article 47 B** : son amendement n° 116 (dépôt devant le Parlement d'un rapport sur les conditions d'adaptation de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat dans les zones rurales à faible densité de population) ; maintien du commerce et de l'artisanat en zones de montagne [28 novembre 1984] (p. 6414) ; absence de remise en cause de la loi Royer ; nécessité de rappeler certains objectifs ; adopté ; **article 47 C** : son amendement n° 117 (de suppression) ; inutilité de préciser le contenu du rapport du Gouvernement ; adopté ; **article 47 D** : son amendement n° 118 (de suppression) ; participation d'un représentant du comité de massif aux délibérations de la commission départementale d'urbanisme ; adopté ; **article 47 E** : son amendement n° 119 (présentation par le Gouvernement au Conseil national de la montagne et aux comités de massif d'un rapport rendant compte des mesures prises en faveur des commerçants et des artisans) ; bilan des mesures spécifiques prises en faveur du commerce et de l'artisanat en zones de montagne ; adopté (p. 6415) ; **article 47 F** : son amendement n° 120 (de suppression) ; distribution des hydrocarbures en zones de montagne ; caractère avantageux des droits à l'énergie conférés à certaines entreprises ; priorité dans l'affectation des moyens consacrés aux économies d'énergie ; adopté ; **article 47 G** : son amendement n° 121 (de suppression) : adopté (p. 6416) ; **article 47 H** : son amendement n° 122 (de suppression) : adopté ; **article 48** : son amendement n° 123 (insérant après le mot « pistes » les mots « et des accès qui leur sont propres ») ; son sous-amendement n° 221 à titre personnel à l'amendement n° 123 de la commission (insérant après les mots « des accès » les mots « et des parkings ») ; utilisation du produit de la redevance pour l'accès aux pistes de ski de fond ; inscription d'un crédit de 20 millions de francs compensant les charges des communes ayant une fréquentation touristique journalière ; son sous-amendement n° 221 : rejeté ; son amendement n° 123 : rejeté (p. 6417) ; **avant l'article 49** : son amendement n° 124 (modifiant l'intitulé du

chapitre II) : adopté ; **article 53** : son amendement n° 125 (supprimant à la fin du troisième alinéa les mots « communaux et départementaux ») ; problème de l'accès aux stations de sports d'hiver (p. 6418) ; adopté ; son amendement n° 126 (supprimant le dernier alinéa 6° de cet article) ; affectation du produit annuel de la taxe sur les remontées mécaniques ; critères du droit « à la neige » ; adopté (p. 6419) ; **article 54** : problème de la vente d'électricité par des sociétés privées spécialisées (p. 6420) ; son amendement n° 127 (substituant dans le premier alinéa de l'article 16 *bis* de la loi du 16 octobre 1919 aux mots « par les collectivités locales » les mots « à des fins de développement économique local par des collectivités territoriales ») ; modulation des tarifs par l'E.D.F. ; augmentation de l'écart entre le prix de l'électricité d'heure de pointe et le prix de l'électricité d'heure creuse ; affinement des mesures concernant la répartition de la D.G.F. et de la D.G.E. (p. 6421) ; rejeté ; **article 55** : son amendement n° 128 (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « selon des modalités déterminées par décret ») ; précision concernant la liste des entreprises susceptibles de bénéficier des réserves en eau et en force ; adopté (p. 6422) ; **article 55 *ter*** : son amendement n° 138 (rôle des parcs nationaux dans les massifs de montagne) ; finalité des parcs nationaux ; promotion d'une politique nouvelle de la montagne compatible avec le développement et le maintien des grands équilibres ; prérogatives des collectivités locales en zones de montagne ; différences entre les parcs régionaux et les parcs nationaux ; caractère inacceptable de la présence dans les comités de massifs de représentants de parcs régionaux (p. 6423) ; rétablissement des crédits de zones périphériques ; utilité des contrats « montagne-environnement » ; cas de la région Provence-Côte d'Azur ; adopté ; **article 55 *quater* A** : son amendement n° 129 (supprimant la dernière phrase de cet article) ; amendement de cohérence ; adopté ; **après l'article 55 *quater* A** : son amendement n° 223, à titre personnel (remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport sur les modulations apportées aux règles d'encadrement du crédit) ; analyse des flux d'épargne et de crédits dans les zones de montagne ; existence d'une forte épargne de précaution ; nécessité d'assouplir les normes (p. 6424) ; intérêt de cet amendement ; retiré ; repris par M. Michel Inchauspé ; **article 55 *quinquies*** : définition des plans d'urgence prévus par la loi du 2 mars 1982 (p. 6425) ; **article 55 *septies*** : son amendement n° 130 (de suppression) ; amendement de cohérence avec le débat sur les carburants en zone de montagne ; adopté ; **avant l'article 56** : son amendement n° 225 (complétant l'intitulé du Titre V par les mots à titre personnel, « et rapport annuel ») : réservé (p. 6427) ; **après l'article 57** : ses observations sur l'amendement n° 245 du Gouvernement (p. 6428) ; son amendement n° 131 (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport devant le Parlement sur l'application de la présente loi) ; reconnaissance de la spécificité des problèmes montagnards ; utilité d'un travail en commun avec le Sénat sur les parcs naturels ; transmission au Conseil national de la montagne du rapport sur l'application dee la présente loi ; adopté ; **avant l'article 56 (suite)** : son amendement n° 225, précédemment réservé (complétant l'intitulé du Titre V par les mots « et rapport annuel ») : adopté (p. 6429).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur accord sur une rédaction commune ; importance et ampleur du projet de loi [19 décembre 1984] (p. 7234) ; définition d'une politique d'ensemble des grands secteurs d'activité de la montagne ; représentation des montagnards ; démocratisation du statut des sections de communes ; mission des parcs naturels nationaux ; nécessité d'un vote unanime (p. 7235).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : décentralisation et nouvelles méthodes de planification ; contrats de plan ; solidarité nationale [23 octobre 1984] (p. 5073) ; rappel de la politique suivie depuis octobre 1981 ; suivie du Plan ; politique d'aménagement du territoire ; mise en place des contrats de Plan Etat-région ; contrats particuliers « montagne » ; mise en place par les régions de nouveaux régimes d'aide à la localisation des activités ; aides automatiques ; octroi de la prime à l'aménagement du territoire à des bassins d'emploi ; mise à contribution des sociétés nationalisées ; site d'Argentières-la-Bessée ; décentralisation d'activités tertiaires administratives ; création d'un centre de recherche appliquée sur l'économie de la montagne ; moyens européens consacrés aux grandes infrastructures de communications internationales entre l'Europe du Nord, et l'Europe du Sud (p. 5074) ; effort de désenclavement des régions méridionales ; politique de développement touristique de la montagne (p. 5075).

Examen des crédits : **état C, Titre VI** : son amendement n° 27 (réduction des autorisations de programme de 25 millions de francs et des crédits de paiement de 45 millions de francs) ; fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne ; conception de la loi sur la montagne ; progression des crédits du F.I.D.A.R. ; crédits du F.I.A.T. (p. 5083) ; moyens consacrés en 1985 au fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne ; rejeté (p. 5084).

Recherche et technologie. — *Discussion générale : questions :* nécessité de mettre en contact des équipes pluridisciplinaires pour intensifier l'effort de recherche appliquée aux zones de montagne [5 novembre 1984] (p. 5515).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* perspectives ouvertes par la loi sur le développement et la protection de la montagne ; progrès dans les techniques et les engins de déneigement, la gestion informatisée des stations de sport d'hiver et les matériels agricoles des zones de montagne ; importance des capacités de croissance industrielle en montagne [15 novembre 1984] (p. 6058).

CAVAILLE (Jean-Charles)

Député du Morbihan
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

CESAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion générale : régionalisation ; organisation d'un pouvoir local ; décision du Conseil constitutionnel de décembre 1982 ; octroi de mer ; fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; garantie des emprunts contractés par le Conseil général au niveau du fonds d'investissement routier ; régionalisation et ressources du fonds d'investissement routier [6 juin 1984] (p. 3024) ; problème de l'interprétation du texte ; situation aux Antilles ; réforme trop tardive (p. 3025).

Troisième lecture, discussion générale : organisation d'un bicaméralisme dans une région monodépartementale ; recherche d'un équilibre par ce texte [29 juin 1984] (p. 3893).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : nécessité de respecter les droits de l'opposition [8 février 1984] (p. 755).

CHAIGNEAU Colette

Député de la Charente-Maritime
(1re circonscription)
Apparentée socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Construction navale** : problème du plan de charge de la petite et moyenne construction navale [5 avril 1984] (p. 1170).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035).**

Première lecture, discussion générale : taux de chômage ; Charente-Maritime ; cultures marines nouvelles ; activité conchylicole ; affectation des espaces littoraux ; potentialités des D.O.M.-T.O.M. en matière de cultures marines ; comités locaux des pêches [3 mai 1984] (p. 2093) ; vote positif des députés radicaux de gauche (p. 2094).

— **Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).**

Première lecture, discussion générale : communication audiovisuelle ; création des radios libres ; loi du 29 juillet 1982 imposant que 80 p. 100 des programmes constituent une véritable création ; journaux régionaux ; choix des statuts ; marché potentiel pour les annonceurs ; chefs d'entreprise de province ; souhaiterait des télévisions libres [12 juin 1984] (p. 3253) ; article 97 de la loi de juillet 1982 ; vote positif des radicaux de gauche (p. 3254).

— **Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).**

Première lecture, discussion générale : nombre de divorces ; fragilité des familles monoparentales [2 octobre 1984] (p. 4451) ; caisse d'allocations familiales ; création et montant de l'allocation de soutien familial (p. 4452).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* centre national d'information sur les droits de la femme ; femmes et emplois ; effort de formation ; lutte contre la pauvreté ; femmes isolées ; régime des droits propres en matière d'assurance vieillesse et d'assurance veuvage ; enfants handicapés [26 octobre 1984] (p. 5255).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* dotation budgétaire consacrée aux réserves naturelles ; reconnaissance du droit à la nature [26 octobre 1984] (p. 5278) ; pose la question de M. Jean Duprat (p. 5279).

Mer. — *Discussion générale : questions :* importations de produits de pêche ; problèmes du port de la Rochelle ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun [31 octobre 1984] (p. 5490) ; plan de relance de la pêche (p. 5491).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* accélération du rythme de vieillissement de la population ; développement de l'aide ménagère à domicile ; cas du département de la Charente-Maritime [13 novembre 1984] (p. 5976).

CHANDERNAGOR (André)

Premier président de la Cour des comptes

Dépôt du rapport de la Cour des comptes : dépose le rapport établi par la Cour des comptes au titre de l'année 1984 [28 juin 1984] (p. 3803).

CHANFRAULT (Guy)

Député de la Haute-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [20 novembre 1984] (p. 6213).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2429) relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2470)** [29 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2532)** [19 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2529) relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2541)** [20 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2559) relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2561)** [21 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).**

Première lecture, discussion générale : champ de compétence de la profession de sage-femme ; annulation par le Conseil d'Etat d'un décret de 1981 relatif aux personnels infirmiers ; infirmiers et infirmières libéraux ; solution d'alternative à l'hospitalisation [15 mai 1984] (p. 2327).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : équipe éducative ; rôle de l'éducation ; transmission des valeurs ; philosophie s'inspirant de l'amour dû à son prochain pouvant se pervertir dès qu'une vérité révélée ne supporte pas une concurrence spirituelle ; laïcité [22 mai 1984] (p. 2543).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des structures du système de santé ;

accroissement du nombre de praticiens généralistes ; spécialisation de l'exercice de la médecine ; risque de suppression de nombreux lits ; nouvelles dispositions concernant la carte sanitaire ; structures des villes moyennes et des zones rurales ; incidences des nouvelles techniques de conception [13 novembre 1984] (p. 5958).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissement d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : spécificité de l'enseignement et de la formation agricole [22 novembre 1984] (p. 6269) ; participation majoritaire du privé dans la formation en agriculture ; rôle et missions du secteur privé ; harmonisation des filières ; coordination de ces filières ; complémentarité dans la mise en œuvre régionale d'enseignements spécifiques ; part du budget de l'Etat allant aux secteurs public et privé ; loi de 1984 (p. 6270).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur rôle de la femme dans la société ; unions hors mariage et familles monoparentales [4 décembre 1984] (p. 6617) ; fondements de la politique familiale ; finalités économique, sociale et démographique de cette politique ; importance des premiers mois suivant la naissance ; revalorisation de l'allocation logement et des allocations familiales ; déduction fiscale pour un enfant de moins de trois ans à charge d'un parent isolé ; programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9e Plan (p. 6618) ; expérience des « contrats-crèches » ; aide aux jeunes ménages et aux familles nombreuses ; déclin démographique ; allocation au jeune enfant ; allocation remplaçant huit prestations ; bénéficiaires éventuels de cette allocation ; conditions de ressources ; application du plafond revalorisé ; création de l'allocation parentale d'éducation (A.P.E.) (p. 6619) ; suspension du contrat de travail ; ouverture des droits à l'A.P.E. ; texte s'articulant avec la loi de 1984 sur le congé parental ; discriminations : personnes choisissant de poursuivre une activité professionnelle et supportant les frais de garde ; compensation ne représentant pas un caractère incitatif pour les familles à hauts revenus ; couverture sociale du risque maladie au retour de l'allocataire à son poste de travail ; chances de ce dernier de retrouver un emploi ; souhaite que le domaine réglementaire permette d'envisager des correctifs à ces discriminations ; familles dont les naissances sont peu espacées et accueillant plusieurs enfants de moins de trois ans ; catégories de familles voyant leurs avantages diminuer ; espacement des naissances ; transfert au secteur bancaire des octrois de prêts aux jeunes ménages ; montant maximum de l'emprunt ; dispositions nouvelles relatives à celui-ci (p. 6620) ; extension de dispositions concernant les prestations familiales aux D.O.M. ; contrôle des déclarations des allocataires ; influence de l'A.P.E. sur l'ouverture des droits à prestations en espèces de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité ; garantie du réemploi ; coût du projet ; amélioration du système des prestations familiales (p. 6621).

Discussion des articles : **article 1er :** remplacement des allocations prénatales et postnatales par l'allocation au jeune enfant ; **après l'article 1er :** son amendement n° 11 (versement des prestations familiales à la personne assumant la charge effective de l'enfant) ; retrait dans l'article L. 513 du code de la sécurité sociale de la notion d'enfant à charge effective et permanente ; utilité de dissocier la définition de la personne assumant la charge de l'enfant ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 12 (insérant dans le 2e alinéa de l'article L. 513 du code de la sécurité sociale après les mots « tout enfant » les mots « âgé de moins de seize ans ») ; explicitation de l'expression « jusqu'à la fin de l'obligation scolaire » ; adopté [5 décembre 1984] (p. 6662) ; son amendement n° 13 (supprimant le dernier alinéa de l'article L. 513 du code de la sécurité sociale) : adopté ; **article 3 :** progression des prestations familiales en fonction de l'évolution générale des salaires ; réévaluation du plafond des ressources en fonction de l'évolution générale des salaires (p. 6663) ; ses observations sur l'amendement n° 91 du Gouvernement ; *article L. 516 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 15 (conditions de versement de l'allocation) : devenu sans objet ; *article L. 517 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 16 (supprimant dans le 2e alinéa le mot « supprimée ») ; retrait de la possibilité de suppression de l'allocation au jeune enfant en cas de non observation des examens médicaux ; adopté ; *article L. 518 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 17 (substituant aux mots « les périodes de droit à l'allocation au jeune enfant les mots « le droit à l'allocation du jeune enfant après le troisième mois suivant la grossesse ») ; nécessité de prendre en compte la durée ; devenu sans objet ; son amendement n° 18 (versement d'une allocation différentielle en cas de ressources excédant le plafond) (p. 6664) ; adopté ; **après l'article 3 :** extension de certaines prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; **article 4 :** examen des dispositions relatives au complément familial (p. 6665) ; *article L. 533 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 19 (substituant aux mots « plus de trois ans » les mots « trois ans et plus ») ; risque d'ambiguïté quant à l'attribution du complément familial ; adopté ; importance de la correction de l'appréciation des ressources au cours de l'année de référence ; *article L. 534 du code de la sécurité sociale :* évolution du plafond de ressources en fonction de la variation des salaires ; fixation de ce plafond ; son amendement n° 20 (conditions de versement d'un complément différentiel ; cas de l'allocation au jeune enfant ; droit au complément différentiel) ; adopté ; *article L. 535 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 21 (substituant aux mots « peut-être » le mot « est ») ; maintien du droit à prestations (p. 6666) ; cas de décès d'un enfant dans une famille comptant trois enfants ; adopté (p. 6667) ; **article 5 :** réalité du travail féminin ; extension de l'attribution de l'allocation parentale d'éducation aux mères de trois enfants ; différence entre les familles modestes et les familles à revenus plus élevés dans l'aptitude à assurer l'éducation de leurs enfants ; importance de l'éducation (p. 6668) ; diversité des situations en période de crise économique ; *article L. 543-17 du code de la sécurité sociale;* son amendement n° 22 (insérant après les mots « est versé » les mots « à taux plein ou à moitié de taux ») ; détermination des modalités d'application par voie réglementaire ; rejeté ; suppression des discriminations pesant sur les personnes au chômage au moment de la demande d'A.P.E. (p. 6669) ; *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 24 (supprimant le 3e alinéa B de cet article) ; remaniements de ces dispositions ; logique entre la rédaction de l'alinéa B de cet article et celle de l'alinéa précédent ; présence de l'adverbe notamment ; retiré (p. 6670) ; son amendement n° 25 (cas de situations assimilées à des activités professionnelles) ; devenu sans objet ; ses observations sur l'amendement n° 94 du Gouvernement ; *article L. 543-19 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 26 (substituant aux mots « aux alinéas 1er et 2 » les mots « à l'alinéa 1er ») ; suspension de l'A.P.E. en cas de versement de l'allocation de remplacement à des non salariés ; adopté ; *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 27 (poursuite du versement des indemnités dues aux travailleurs sans emploi) ; droits à indemnisation d'une personne indemnisée au titre du chômage (p. 6671) ; introduction d'une disposition de type conventionnelle dans un texte de loi ; adopté ; *après l'article L. 543-21 du code de la sécurité sociale :* ses observations sur l'amendement n° 95 du Gouvernement ; **après l'article 5 :** son amendement n° 29 (priorité d'accès aux stages de formation professionnelle des personnes bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation) (p. 6672) ; devenu sans objet (p. 6673) ; **après l'article 6 :** utilité de l'amendement n° 70 de M. Jean-Michel Belorgey (p. 6674) ; **article 7 :** impossibilité de laisser la gestion des prêts à la C.N.A.F. ; risque de la transformer en organisme bancaire ; son amendement n° 31 (supprimant dans le 1er alinéa de cet article les mots « réduire ou ») ; versement de ces prêts sans intérêt ; adopté ; son amendement n° 32 (supprimant dans le 2e alinéa de cet article les mots « et le taux d'intérêt maximum ») ; absence de signification de la notion de ce taux ; adopté ; **après l'article 7 :** son amendement n° 33 (modalités de règlement des prestations familiales) ; principe du versement mensuel des prestations familiales ; substitution de la notion de manœuvre frauduleuse à celle de fraude ; adopté (p. 6675); **article 8 :** son ralliement à l'amendement n° 77 de M. Jean-Michel Belorgey (p. 6676) ; son amendement n° 34 (versement de l'allocation de logement entre les mains du bailleur en cas de non paiement des loyers) ; nécessité d'un délai de trois mois ; adopté ; **article 9 :** son amendement n° 35 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 553 du code de la sécurité sociale au pourcentage « 30 p. 100 » le pourcentage « 20 p. 100 ») ; possibilité de récupérer par tranche de 20 p. 100 les sommes indûment versées ; adopté (p. 6677) ; **article 10 :** risques quant au respect de la vie privée ; possibilité de modifier le dispositif prévu dans cet article ; son amendement n° 36 (substituant dans le 2e alinéa de l'article L. 554 du code de la sécurité sociale aux mots « et, notamment, les administrations financières », les mots « notamment les administrations financières, et ») ; caractère limitatif de la liste des établissements susceptibles d'être sollicités pour communiquer des informations ; adopté ; son amendement n° 37 (insérant dans le 2e alinéa de l'article L. 554

du code de la sécurité sociale après les mots « organismes débiteurs de prestations familiales » les mots « qui leur demandent ») ; volonté d'éviter la transmission aux caisses d'informations recueillies à l'occasion de grandes enquêtes de nature démographique et sociale ; adopté après modification ; son amendement n° 40 (soumission des décisions prises pour l'application de cet article à l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés) : devenu sans objet ; son amendement n° 38 (limitation des informations demandées aux allocataires) (p. 6678) ; conditions de la communication d'informations sur l'allocataire ; adopté ; son amendement n° 39 (obligeant les organismes débiteurs de prestations familiales à informer les allocataires de l'existence d'un contrôle sur leur déclaration) : adopté (p. 6679) ; **article 15** : précision concernant le décret prévu à cet article ; notion de « conditions d'adaptation et d'extension » (p. 6680) ; **article 16** : son amendement n° 41 (insérant après les mots « dispositions des articles » la référence L. 512-1) : adopté (p. 6680) ; **article 18** : son amendement n° 42 (supprimant le paragraphe I de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 44 (supprimant dans le 6e alinéa du paragraphe II de cet article les mots « L. 519 à L. 522-1 ») ; inutilité d'une abrogation expresse de ces articles ; son amendement n° 45 (insérant après le 6e alinéa du paragraphe II de cet article les mots « en outre à l'article L. 531 ») ; suppression d'une liaison entre l'article L. 531 et l'article L. 530 ; adoptés ; son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 47 (insérant après le 13e alinéa du paragraphe de cet article l'alinéa suivant « le terme « une » au 1er alinéa de l'article L. 544 ») ; revalorisation deux fois par an de la base de calcul des prestations familiales ; adopté ; son amendement n° 49 (supprimant le 4e alinéa du paragraphe II de cet article) (p. 6681) ; adopté ; son amendement n° 50 (insérant dans le 14e alinéa du paragraphe II de cet article les mots « non au chef de famille, mais » à l'article L. 551) ; suppression de la référence à la notion de chef de famille ; adopté ; son amendement n° 51 (rédactionnel) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 52 (de suppression) ; problème des familles bénéficiaires de l'allocation de supplément au revenu familial ; impossibilité de leur supprimer l'allocation différentielle ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 53 (substituant dans l'article L. 557 du code de la sécurité sociale au terme « fraudes » le terme « manœuvres frauduleuses ») ; adopté ; son amendement n° 54 (substituant dans l'article L. 558 du code de la sécurité sociale aux sommes de 1 440 francs à 8 000 francs les sommes de 4 000 francs à 80 000 francs) ; augmentation des pénalités en cas de récidive de fraude ; adopté (p. 6682) ; **article 24** : son amendement n° 55 (rédactionnel) : adopté ; maintien de la majoration de l'allocation post-natale pour le 3e enfant dans le régime transitoire (p. 6683).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : absence d'accord de la commission mixte paritaire ; suppression par le Sénat des articles fixant les conditions d'attribution de l'allocation parentale d'éducation [20 décembre 1984] (p. 7359).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 1 (substituant dans le deuxième alinéa de l'article L. 535 du code de la sécurité sociale au mot « modification » le mot « réduction ») ; caractère mieux approprié du terme « réduction » ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 2 (rétablissant les dispositions concernant l'allocation parentale d'éducation) (p. 7360) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 7361) ; ses observations sur les sous-amendements n° 14 et 20 du Gouvernement ; adopté après modification ; **article 6** : son amendement n° 3 (droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité au profit des personnes bénéficiant de l'allocation parentale d'éducation) ; rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; **article 6 *bis*** : son amendement n° 4 (obligation des organismes débiteurs de prestations familiales et de leur personnel envers les allocataires) ; prise en compte dans cet amendement de modifications demandées par le Gouvernement (p. 7362) ; rejeté ; **article 7** : son amendement n° 5 (conditions d'attribution des prêts par la caisse nationale des allocations familiales et les caisses centrales de la mutualité sociale agricole) (p. 7363) ; caution de la caisse nationale d'allocations familiales ; devenu sans objet ; **article 8** : son amendement n° 6 (insérant après les mots « l'allocation de rentrée scolaire » les mots « l'allocation de soutien familial et l'allocation parentale d'éducation ») ; rétablissement de dispositions supprimées par le Sénat ; adopté ; son amendement n° 7 (insérant dans le cinquième alinéa de l'article L. 552 du code de la sécurité sociale après le mot « propriété » les mots « pendant trois échéances mensuelles consécutives ou à l'issue d'un délai de deux mois suivant une échéance trimestrielle ») ; précision concernant les conséquences des retards dans le paiement des loyers ; rejeté ; son amendement n° 8 (complétant l'article L. 552 du code de la sécurité sociale par les mots « ce versement a lieu au plus tard jusqu'à l'extinction de la dette résultant des échéances impayées (p. 7364) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté après modification ; **article 10** : son amendement n° 9 (substituant dans l'article L. 554 du code de la sécurité sociale aux mots « peuvent contrôler » le mot « vérifient ») ; distinction du pouvoir de vérification de nature du pouvoir de contrôle ; adopté ; son amendement n° 10 (exercice du contrôle par les organismes débiteurs des prestations familiales) ; nature exacte de ce contrôle ; adopté ; son amendement n° 11 : devenu sans objet ; **article 17** : son amendement n° 12 (substituant dans le deuxième alinéa aux mots « ou de l'allocation au jeune enfant » les mots « de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation ») (p. 7365) ; rétablissement de la référence à l'allocation parentale d'éducation supprimée par le Sénat ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 13 (date d'attribution de l'allocation parentale d'éducation) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 7366).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : adoption d'une question préalable par le Sénat ; échec de la commission mixte paritaire [21 décembre 1984] (p. 7380).

CHAPUIS (Robert)

Député de l'Ardèche
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anobolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [du 28 juin 1984] (p. 3864).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (recherche et technologie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XII : **recherche et technologie (n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : problème des prix agricoles ; garantie du revenu agricole ; exigences en matière d'évolution des structures agricoles : exigence économique, nécessité d'aboutir à des exploitations viables ; exigence sociale, nécessité de faciliter le départ des agriculteurs âgés ; petites et moyennes entreprises ; mise en place des commissions cantonales ; caractère d'« étape essentielle » représenté par ce texte [3 avril 1984] (p. 1086).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* fonds social urbain [30 octobre 1984] (p. 5414-5415).

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : augmentation des interventions publiques ; effort concernant l'emploi ; développement de la formation à la recherche ; réforme de la structure des organismes publics de recherche ; développement de la filière électronique ; contradiction entre le dynamisme des hommes et la pesanteur des structures administratives, entre les incitations à la recherche industrielle et la mobilisation des entreprises [5 novembre 1984] (p. 5499) entre les nécessités de l'ouverture et le développement de la coopération sous toutes ses formes ; nécessité d'une mobilisation à l'échelle de l'Europe (p. 5500).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale ; questions :* situation de l'industrie du carrelage ; cas de l'entreprise Villeroy et Boch ; fermeture de l'unité de Bourg Saint-Andéol ; nécessité de sauver cette unité de production [15 novembre 1984] (p. 5057).

CHARIE (Jean-Paul)

Député du Loiret
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** impotance de la publicité pour la presse locale ; situation monopolistique de l'agence Havas [26 janvier 1984] (p. 113) ; rappel de l'exposé des motifs du projet de loi (p. 116) ; **article 1er :** caractère inopportun de ce débat en raison de la conjoncture économique ; débat d'école ; attitude méfiante du Gouvernement à l'égard de la presse ; chasse aux sorcières ; dénaturation des chiffres du chômage (p. 140) ; application de cet article aux publications d'information ; situation de la presse locale (p. 144) ; attribution par les ministères des budgets des campagnes de publicité à certains journaux ; presse locale ; nécessité que les budgets publicitaires ne soient pas orientés uniquement vers l'audiovisuel (p. 148) ; lien entre la publicité et la presse (p. 149) ; journaux politiques ; presse d'opposition [27 janvier 1984] (p. 183) ; **article 4 :** actions cotées en bourse [31 janvier 1984] (p. 323) ; délai de mise sous forme nominative des titres détenus par les porteurs d'actions ; publication d'une annonce légale ; délai de huit jours ; directeurs des sociétés de presse (p. 326) ; problème du natissement pour contracter des emprunts personnels (p. 329) ; paupérisation générale du pays (p. 330) ; problèmes rencontrés par notre pays ; rôle de l'opposition ; notion de pluralisme ; droit à la liberté d'expression ; notion d'équipe rédactionnelle ; pluralisme de la presse ; règles déontologiques auxquelles sont soumis les journalistes ; lois Auroux (p. 333) ; **article 5 :** problème de l'équipe rédactionnelle ; noms des actionnaires ; transparence dans l'audiovisuel ; transparence de la télévision ; indépendance des journalistes ; droit à la publication des listes d'actionnaires (p. 345) ; lois Auroux (p. 346) ; rappelle qu'il a toujours défendu la clause de conscience (p. 347) ; **article 7 :** dépôt légal ; responsabilité pénale du directeur de la publication ; absence de signification du nombre des tirages (p. 374-375) ; période d'évaluation du tirage moyen (p. 383) ; **après l'article 7 :** transparence des organismes de presse ; publications éditées par les collectivités locales, les chambre consulaires et certains ministères [1er février 1984] (p. 392) ; concurrence des publications émanant des ministères (p. 393) ; poids des budgets publicitaires des ministères (p. 394) ; rappel des chiffres concernant la presse quotidienne régionale en 1983 ; refus de la majorité d'instaurer la transparence pour les fonds publics ; publicité de la R.A.T.P. (p. 395) ; **article 8 :** respect de la vie privée, contrôle « remontant » des entreprises ; règles du secret (p. 396) ; organisation d'un système dangereux pour les libertés ; moyens d'investigation mis à la disposition de la commission (p. 397) ; exposé des critiques de cet article (p. 400) ; notion de groupe de presse (p. 402) ; refus de laisser porter atteinte aux structures économiques et aux capacités de développement des journaux ; généralisation des investigations (p. 403) ; **article 15 :** attachement à la liberté de la presse [8 février 1984] (p. 729) ; rappel des amendements de l'opposition tendant à changer l'appellation de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (p. 730) ; caractère inadmissible du pouvoir accordé aux assemblées parlementaires de surveiller la conformité des idées défendues dans la presse avec les orientations du Gouvernement (p. 732) ; composition de la commission pour la transparence et le pluralisme ; politisation de cet organisme (p. 734) ; dépendance de la presse à l'égard du représentant direct du Président de la République (p. 738) ; pratique du double langage ; nécessité d'assurer l'indépendance des membres de la commission pour la transparence ; propose que cette commission comprenne trois députés élus à la représentation proportionnelle par l'Assemblée nationale (p. 739) ; proposition de l'opposition de faire élire par les sénateurs les membres de cette commission à la proportionnelle ; octroi au Conseil d'Etat de la possibilité d'élire en son sein celui qui siégera au sein de la commission pour le pluralisme et la transparence (p. 740) ; soutient la proposition de M. Roland Nungesser demandant que le membre de la Cour de cassation élu par l'Assemblée générale, soit en activité (p. 741) ; proposition de faire siéger les représentants des entreprises de presse au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 743) ; nécessité de limiter le mandat des membres de la commission pour la transparence jusqu'à l'échéance des élections législatives de 1986 (p. 744) ; changement de majorité (p. 745) ; **article 18 :** nécessité d'une procédure différente de celle applicable à la suspension des permis de conduire [9 février 1984] (p. 818) ; communication aux personnes intéressées, des rapports au vu desquels la commission est appelée à se prononcer (p. 820) ; information de la commission des droits de l'Homme, par la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 822) ; aspect politique et juridique de l'organisation de la procédure (p. 824) ; risques consécutifs au démantèlement des entreprises ; gravité du démantèlement ; absence de mesures d'indemnisation ; article XVII de la Déclaration de 1789 (p. 825) ; système exhorbitant du droit commun : sa préférence pour le terme de « non conformité » à celui de « violation » (p. 826).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Deuxième lecture, discussion générale : compétitivité de l'agriculture française ; nombre des installations « en chute libre » ; incitation des jeunes à l'installation ; création de commissions ; limitation de la surface minimale d'installation et des revenus extérieurs pour les pluriactifs [6 juin 1984] (p. 2991) ; impossibilité pour deux époux d'exploiter séparément une unité économique individualisée ; rôle du tribunal paritaire lorsqu'un propriétaire ne sera pas en règle avec la législation des cumuls ; contradiction de ce rôle avec la Déclaration des droits de l'Homme ; contrôle des structures ; privation des libertés (p. 2992).

Discussion des articles : **article 2 :** liberté ; surface minimum d'installation ; terres disponibles non reprises par les agriculteurs (p. 2993) ; **article 3 :** autorisations de droit ne correspondant nullement à une interdiction ; impossibilité pour le conjoint de s'installer sans autorisation sur une exploitation séparée ; cumul temporaire en vue de l'installation d'un descendant (p. 2995-2996) ; **article 4 :** impossibilité que les agriculteurs soient assurés de transmettre leur exploitation à leurs enfants (p. 2996) ; **article 6 :** surface minimale d'installation départementale ; cas du département du Loiret (p. 2999) ; **avant l'article 25 :** attributions des coopératives d'utilisation de matériel agricole ; rapports entre celles-ci et les sociétés privées de commerce ; retire les amendements n° 40 et n° 41 de M. Jean-Louis Masson (p. 3007).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* vérité de ce budget ; redéploiement des subventions d'investissements ; augmentation des moyens en personnels et en fonctionnement [24 octobre 1984] (p. 5152) ; déficit budgétaire ; diminution du budget du commerce et de l'artisanat ; taxe professionnelle ; désengagement de l'Etat ; nécessité de faire cesser des contrôles injustifiés et de faciliter l'embauche (p. 5153) ; nécessité de libérer les prix et les marges ; transmission des entreprises ; manque de trésorerie (p. 5154).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Roger Corrèze [7 novembre 1984] (p. 5675).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assurer une rémunération suffisante des propriétaires ; conséquences du faible rendement de certains baux commerciaux ; extension du texte à d'autres locations d'immeubles ; « ravages » opérés par la loi Quilliot [28 novembre 1984] (p. 6463) ; difficultés de trouver des locations (p. 6464).

Discussion de l'article unique : **article unique :** nécessité de tenir compte des intérêts des locataires et de ceux des propriétaires (p. 6464) ; arbitrage de l'Etat sur le coefficient ; **après l'article unique :** caractère anti-économique de l'augmentation des loyers lors du renouvellement de la location ; problème de la diminution des textes et de la réduction des impôts ; attitude contradictoire du Gouvernement (p. 6465) ; distribution tardive de l'amendement n° 4 de la commission ; réduction des charges des locataires ; nécessité de libérer les prix pour lutter l'inflation (p. 6466).

CHARLES (Bernard)

Député du Lot
(1re circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Stimulateurs cardiaques :** coût des stimulateurs ; augmentation du budget affecté à ces appareils ([21 novembre 1984] (p. 6230).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).**

Première lecture, discussion générale : situation financière de cette entreprise ; mutation pour les planteurs ; inclusion du prix du tabac dans l'indice des prix ; possibilité de relever de 10 centimes le prix du paquet de Gauloises pour rétablir l'équilibre des comptes de la S.E.I.T.A. ; proposition faite par M. Martin Malvy ; unicité du statut du personnel ; plans d'approvisionnement pluriannuels ; vote positif des députés radicaux de gauche [24 avril 1984] (p. 1894).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
(9e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1254) de M. François d'Harcourt tendant à renforcer la protection des animaux [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-14-4 du code du travail relatif au **remboursement par un employeur des indemnités de chômage versées à un travailleur licencié (n° 2091)** [3 mai 1984].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 24-1 du **code des pensions civiles et militaires** de retraite afin que les fonctionnaires de sexe masculin, **veufs,** ayant certaines charges de famille, puissent bénéficier de la pension civile avec jouissance immédiate **(n° 2296)** [30 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Elections cantonales, législatives et régionales :** conséquences du blocage du fonctionnement du Conseil régional Corse ; importance du mode de scrutin pour la stabilité gouvernementale ; conditions de déroulement des élections cantonales et législatives [23 mai 1984] (p. 2588).

— **Situation économique du « versant nord-est » de la métropole lilloise :** nombre d'emplois disparus dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais ; voie rapide Lille-Roubaix-Tourcoing jusqu'au versant nord-est ; mise en place d'une société de conversion accordant des prêts bonifiés aux entreprises ; montant des aides européennes en faveur de la recherche d'emplois alternatifs à ceux perdus par la crise textile [7 novembre 1984] (p. 5652).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).**

Première lecture, discussion générale commune : nombre de faillites en 1983 ; restructurations ; nécessité de réviser la loi de 1967 ; buts affirmés des présents textes ; place des

fournisseurs ; critiques et propositions du groupe R.P.R. ; saisine du tribunal avant la décision couvrant la période d'observation ; règlements judiciaires ; liquidation de biens ; plans de redressement ; place des salariés des établissements de crédit et des nouveaux fournisseurs dans le processus ; cas où les entreprises ne sont plus viables ; possibilité d'affirmer clairement la nécessité de la liquidation de biens dans ce cas-là ; créanciers dont les créances sont nées avant l'ouverture de la procédure ; importance de la décision de continuation de l'entreprise ; créances prioritaires ; droit des sûretés réelles ; importance des restructurations dans les entreprises ; privilège des A.G.S. [5 avril 1984] (p. 1189) ; ses critiques à l'égard de l'article 39 du projet ; sous-traitants ; restructuration et redéfinition de la profession d'administrateur-syndic ; inconvénients de la réforme à cet égard ; répartition des compétences ; administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs ; incompatibilités ; problème du développement de la profession en province ; nécessité de limiter l'incompatibilité à l'exercice des deux fonctions contradictoires au sein d'une même procédure ; « fonctionnarisation qui n'ose pas dire son nom » (p. 1190) ; nomination des mandataires (p. 1191).

Commission mixte paritaire, discussion générale commune : importance de la réforme ; s'étonne de l'absence de commentaire sur l'article 39 en deuxième lecture ; loi de 1978 ; question de l'octroi de prêts aux entreprises ; système du financement et du crédit des entreprises ; nécessité d'une réforme tenant compte du développement d'un actionnariat populaire et de l'encouragement au développement d'établissements de crédit spécialisés dans la participation au capital des entreprises [6 décembre 1984] (p. 6754) ; recours au crédit bancaire ; pouvoir du tribunal ; article 95 ; cession des biens grevés d'une sûreté spéciale ; maintien du paiement des échéances par le nouvel entrepreneur dans ce cas ; reconstitution du capital social ; locataire gérant ; mise en redressement judiciaire ; locataire pouvant ne pas remplir son engagement d'acquérir ; projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires ; interdiction faite à un professionnel d'être à la fois administrateur et liquidateur ; conséquences de la réforme en province (p. 6755) ; situation des mandataires liquidateurs au plan régional ; garanties insuffisantes prévues par les articles 5 et 19 (p. 6756).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 236 (suppression du premier alinéa de cet article) ; redressement de l'entreprise ; second alinéa prévoyant une alternative : plan de redressement ou liquidation ; rejeté [6 avril 1984] (p. 1225) ; son amendement n° 237 (substituant aux mots « le maintien » les mots « la sauvegarde » à propos de l'emploi) problème de l'emploi ; rejeté ; cas où la liquidation est inéluctable (p. 1226) ; **article 2 :** son amendement n° 239 (possibilité de demander à bénéficier de la procédure de règlement judiciaire) ; procédure de cessation de paiement ; jurisprudence distinguant la cessation « notoire », de la cessation « potentielle » (p. 1228) ; rejeté (p. 1229) ; **article 3 :** son amendement n° 241 : devenu sans objet ; son amendement n° 242 (substituant aux mots « dans le mois » les mots « dans les quinze jours » pour le délai d'ouverture de la procédure) ; possibilité d'un report de la cessation de paiement par le tribunal ; délais de la période d'observation (p. 1231) ; adopté ; **article 4 :** se rallie à un amendement de la commission (p. 1232) ; obligation de discrétion de la communication ; son amendement n° 245 (supprimant la référence au Procureur de la République à la fin de cet article) : rejeté ; son amendement n° 246 (obligation de discrétion de la communication) : rejeté (p. 1233) ; **article 6 :** liberté pour le tribunal de déterminer ses sources d'information (p. 1234) ; **article 7 :** son amendement n° 249 (référence à la notion d'artisan au début de cet article) (p. 1235) ; ressort des tribunaux compétents (p. 1236) ; **article 8 :** délais dans lesquels doit intervenir la liquidation (p. 1238) ; rectifie l'amendement n° 251 de M. Jean Foyer ; ses amendements n° 376, 252, 377 et 253 : devenus sans objet ; son amendement n° 254 (motivation précise de la décision du tribunal) : rejeté (p. 1239) ; délai de la prolongation de la période d'observation ; rôle du Procureur de la République ; propose une prolongation éventuelle de trois mois (p. 1240) ; son amendement n° 257 (substituant aux mots « six mois » les mots « trois mois » à propos de cette période) : rejeté ; son amendement n° 258 (cas où des projets de restructuration sont en cours de discussion) : rejeté (p. 1241) ; **après l'article 9 : son rappel au règlement :** s'associe au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier ; attitude de M. Gérard Gouzes (p. 1243) ; **article 10 :** son amendement n° 261 (supprimant la référence à plusieurs administrateurs au début de cet article) ; inopportunité de cette disposition ; adopté (p. 1244) ; **article 11 :** son amendement n° 263 (possibilité pour l'administrateur et le représentant des créanciers de demander la désignation d'administrateurs adjoints) (p. 1246) ; retiré ; son amendement n° 264 (possibilité pour le syndic représentant les créanciers de demander le remplacement de l'administrateur ou des experts) : retiré ; son amendement n° 378 (même possibilité pour le représentant des créanciers ou le débiteur ; rôle du juge-commissaire ; rejeté ; son amendement n° 265 (rédactionnel) : adopté (p. 1247) ; **article 14 :** son amendement n° 266 (prévoyant la nomination de contrôleurs parmi les créanciers) : retiré ; son amendement n° 267 (choix de ces contrôleurs, l'un parmi les créanciers, l'autre parmi les salariés) ; représentants des créanciers (p. 1248) ; intérêts des salariés ; rejeté ; **article 17 :** son amendement n° 268 (établissement d'un bilan comptable) ; intérêt de ce document (p. 1249) ; rejeté ; son amendement n° 269 (assistance éventuelle d'experts) : rejeté (p. 1250) ; son amendement n° 270 (substituant aux mots « les modalités » les mots « ses modalités » à la fin de cet article) ; contenu du projet de plan de redressement ; modalités d'exercice de ce plan ; son rôle d'opposant ; rejeté (p. 1251) ; son amendement n° 271 (contenu du projet prévu par cet article) ; perspectives d'emploi ; rejeté ; son amendement n° 272 (définition des mesures pouvant faciliter l'indemnisation et le reclassement des salariés) : rejeté (p. 1252) ; **article 19 :** son amendement n° 273 (accomplissement de la mission de l'administrateur) (p. 1256) ; mission des experts ; devenu sans objet ; son amendement n° 274 (consultation du chef d'entreprise et du syndic représentant les créanciers) ; différence entre le verbe « entendre » et le verbe « consulter » ; devenu sans objet ; son amendement n° 275 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 276 (rédactionnel) (p. 1257) ; rejeté (p. 1258) ; **article 23 :** nécessités de la survie de l'entreprise ; **article 24 :** son amendement n° 278 (propositions pour le règlement des dettes) ; notion de dettes et de passif ; adopté ; **article 27 :** son amendement n° 279 (contenu du jugement prononçant le règlement judiciaire) ; aliénation des biens propres du chef d'entreprise ; rectifie son amendement ; rejeté après rectification (p. 1262) ; **article 28 :** son amendement n° 281 (autorisation du juge commissaire) ; rôle de celui-ci ; rejeté ; **article 29 :** remise à l'administrateur des lettres destinées au débiteur ; possibilité de préciser que le débiteur doit être informé de l'ouverture de son courrier ; son sous-amendement n° 567 à l'amendement n° 31 de la commision (insérant le mot « averti » à propos du débiteur à cette occasion) ; adopté après rectification ; **article 31 :** délimitation des pouvoirs de l'administrateur et du débiteur ; son amendement n° 283 (rôle du représentant des créanciers) : rejeté (p. 1264) ; **article 36 :** son amendement n° 284 (rédactionnel) : retiré ; son amendement n° 285 (rédactionnel) : devenu sans objet ; **article 37 :** clause résolutoire ; libre disposition des biens immeubles des propriétaires (p. 1268) ; **article 39 :** caractère « périlleux » de cet article ; paiement prioritaire des créances nées après le jugement ; privilèges des salariés ; rôle des créanciers ; importance du crédit pour les entreprises ; rang des fournisseurs, des banquiers et de l'A.G.S. parmi les créanciers ; indique que cette disposition est une raison suffisante pour ne pas voter le texte (p. 1269) ; politique économique du Gouvernement (p. 1270) ; ses amendements n° 288, 289, 290 : devenus sans objet ; son amendement n° 291 (impossibilité de modifier la carrière des employés de banques ou d'organismes de prêts du fait d'un défaut de paiement dans le cadre de cet article) : rejeté (p. 1271) ; **article 40 :** rémunération du produit des ventes et recouvrement [9 avril 1984] (p. 1275) ; **article 41 :** intérêt à faire valoir tous les éléments susceptibles d'être de nature à sauvegarder l'emploi et l'outil de travail ; nécessité que l'initiative de la location-gérance puisse être prise de tous côtés ; durée de la période d'observation ; poursuite de l'activité de l'entreprise durant cette période ; son amendement n° 293 (possibilité pour le tribunal d'autoriser la conclusion d'un contrat de location-gérance en l'absence d'intervention du Procureur de la République) (p. 1276) ; rejeté ; son amendement n° 294 (décision motivée de la location-gérance) : retiré (p. 1277) ; son amendement n° 295 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « le bail de l'immeuble ») ; notion de « trouble grave l'économie nationale » ; rejeté ; son amendement n° 296 (référence à l'économie locale) : rejeté (p. 1278) ; son amendement n° 298 (réglementation des rapports avec le personnel conformément aux termes des articles 61 et 63) ; nécessité d'assurer une consultation du personnel et de garantir les droits des salariés ; rejeté (p. 1279) ; son amendement n° 300 (impossibilité d'autoriser la prolongation de la location-gérance au-delà de la durée prévue) ; caractère non cumulable des délais (p. 1280) ; rejeté ; son amendement n° 301 (supprimant la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article) ; impossibilité pour la location-gérance de durer au-delà de la période d'observation ; rejeté ; **article 42 :** son amendement n° 303

(supprimant la référence à l'accomplissement d'un acte de nature à porter atteinte aux éléments pris en location-gérance) (p. 1281) ; risque de faire tomber sous le coup d'une sanction n'importe quel acte du locataire-gérant ; retiré (p. 1282) ; **article 43** : son amendement n° 304 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 305 (possibilité pour les salariés de se faire assister ou représenter par le représentant des salariés, en cas de recours devant la juridiction prud'homale) (p. 1283) ; respect de la liberté du justiciable d'ester en justice ; rejeté ; son amendement n° 306 : devenu sans objet (p. 1284) ; **article 44** : caractère suffisant du simple contrôle du juge commissaire pour garantir les justifications des licenciements pour motif économique (p. 1286) ; **article 48** : son amendement n° 308 (rédactionnel) (p. 1291) ; adopté ; **article 49** : son amendement n° 309 (représentation des créanciers par le syndic) : retiré ; **après l'article 49** : son amendement n° 379 (subrogation des entreprises sous-traitantes du débiteur dans les droits du maître de l'ouvrage) : rejeté ; **article 50** : son amendement n° 311 (possibilité de justifier d'une créance en l'absence de titre) (p. 1292) ; adopté (p. 1293) ; **article 53** : son amendement n° 312 (référence aux créances qui n'ont pas été régulièrement déclarées ou qui n'ont pas donné lieu à relever de forclusion) : rejeté ; son amendement n° 313 (substituant les termes « d'inopposabilité des créances » aux termes « d'extinction des créances ») ; distinction des rapports du débiteur avec les créanciers des rapports des créanciers entre eux ; rejeté ; son amendement n° 314 (impossibilité d'intenter une procédure d'exécution contre le débiteur lorsque les créances n'ont pas été régulièrement déclarées) : rejeté (p. 1294) ; **article 55** : son amendement n° 380 (référence aux contrats du prêt garantis par un privilège spécial, un nantissement ou une hypothèque) ; préservation de la valeur de la garantie hypothécaire ; rejeté (p. 1295) ; **article 58** : son amendement n° 316 (référence aux procédures de règlement judiciaire) (p. 1297) ; rejeté ; **article 59** : son amendement n° 317 (substituant aux mots « paiement reçu » les mots « paiement effectué ») : adopté ; **article 61** : référence aux représentants des créanciers ; son amendement n° 381 (possibilité pour le tribunal d'arrêter un plan de redressement de l'entreprise) : rejeté (p. 1298) ; **article 63** : son amendement n° 323 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 324 (rédactionnel) : rejeté (p. 1300) ; **article 66** : son amendement n° 325 (de suppression) ; « acharnement thérapeutique » à l'égard de l'entreprise ; retiré (p. 1301) ; **article 68** : son amendement n° 326 (de coordination) : devenu sans objet (p. 1308) ; **article 69** : son amendement n° 382 (compétence du tribunal pour décider d'une modification substantielle du plan à la demande du chef d'entreprise ou du cessionnaire) : rejeté ; son amendement n° 327 (supprimant la dernière phrase de cet article) (p. 1309) ; rejeté ; **article 70** : son amendement n° 328 (possibilité pour le tribunal de décider de la continuation de l'entreprise sur le rapport de l'administrateur) : devenu sans objet (p. 1310) ; **article 73** : son amendement n° 331 (compétence du tribunal pour décider d'une augmentation du capital ouverte aux personnes qui s'engagent à exécuter le plan) (p. 1313) ; rejeté ; son amendement n° 332 (supprimant la seconde phrase du second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 74** : son amendement n° 333 (supprimant le second alinéa de cet article) (p. 1315) ; adopté ; **article 75** : son amendement n° 334 (référence au paiement prioritaire des créances bénéficiant d'un privilège ou d'une sûreté réelle) (p. 1316) ; retiré ; son amendement n° 375 (référence aux créances non garanties par une hypothèque) : rejeté ; son amendement n° 335 (obligation pour le tribunal d'obtenir l'accord des créanciers lorsque pour des dettes échues la durée des remboursements prévue par le Plan est supérieure à cinq ans) (p. 1317) ; rejeté ; **article 76** : son amendement n° 336 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 337 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré (p. 1318) ; **article 77** : son amendement n° 338 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré (p. 1319) ; **article 79** : son amendement n° 339 (supprimant la fin de la seconde phrase du premier alinéa de cet article après les mots « paiement anticipé ») : retiré ; son amendement n° 340 (compétence du tribunal pour statuer sur la substitution des sûretés) : rejeté (p. 1320) ; **article 89** : son amendement n° 342 (possibilité pour l'administrateur sous son contrôle de confier la gestion de l'entreprise cédée au cessionnaire) : rejeté ; (p. 1325) ; **article 96** : son amendement n° 344 (objectif de maintien de l'activité et de sauvegarde de l'emploi) : devenu sans objet (p. 1328) ; **article 97** : son amendement n° 345 (nouvelle procédure de règlement judiciaire) : rejeté ; **article 99** : ses amendements n° 346 et n° 347 : devenus sans objet (p. 1329) ; **article 100** : son amendement n° 349 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1330) ; son amendement n° 350 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1331) ; **article 103** : son amendement n° 351 (rédactionnel) : rejeté [10 avril 1984] (p. 1338) : **article 105** : son amendement n° 352 (substituant aux mots : « du rejet » les mots : « de rejet » au début de cet article) : adopté (p. 1339) ; **article 109** : son amendement n° 353 (cas dans lequel les parties étaient conscientes de la précarité de la situation de l'entreprise) : rejeté ; **article 119** : son amendement n° 354 (cause autre que le défaut du paiement du prix) : rejeté (p. 1344) ; **article 123** : son amendement n° 383 (cas où la revendication de marchandise est suspendue, avenir des créances correspondantes) : rejeté (p. 1345) ; **article 125** : son amendement n° 355 (représentant des salariés) : rejeté ; son amendement n° 356 : devenu sans objet ; **article 126** : son amendement n° 357 (représentant des salariés) : devenu sans objet ; son amendement n° 358 (paiement de la part salariale des condamnations éventuellement prononcées) (p. 1347) ; rejeté ; **article 127** : ses amendements n° 359, 360 : devenus sans objet ; son amendement n° 361 (insérant le mot « alors » après le mot : « sont » à propos de la mise en cause des personnes visées à la fin de cet article) : rejeté (p. 1348) ; **article 130** : son amendement n° 362 (substituant aux mots : « a les » les mots : « dispose des ») : adopté ; son amendement n° 363 (application de l'article L. 143-11-7 du code du travail) : adopté (p. 1349) ; **article 133** : son amendement n° 364 (représentant des salariés) : devenu sans objet ; son amendement n° 365 (créances salariales) : rejeté ; son amendement n° 384 : devenu sans objet (p. 1351) ; **article 141** : son amendement n° 366 (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1356) ; **article 142** : son amendement n° 367 (substituant aux mots : « d'un plan » les mots « de plan » dans cet article) : adopté (p. 1357) ; **article 147** : son amendement n° 368 (de suppression) : adopté (p. 1361) ; **article 149** : son amendement n° 385 (rôle du tribunal pour prononcer la liquidation des biens) (p. 1363) ; rejeté (p. 1364) ; **après l'article 154** : son amendement n° 386 (conséquence du jugement prononçant la liquidation) : devient sans objet (p. 1366) ; **article 161** : son amendement n° 369 (exigibilité des créances non échues) : rejeté ; son amendement n° 370 (possibilité de convertir les créances détenues en monnaie étrangère) : adopté (p. 1372) ; **article 167** : son amendement n° 371 (répartition du prix de vente des biens entre les créanciers titulaires d'hypothèques ou de natissements) : rejeté (p. 1374) ; **article 170** : son amendement n° 387 (droit de poursuite individuelle des créanciers en cas de fraude) (p. 1375) ; rejeté (p. 1376) ; **article 178** : son amendement n° 389 (commissaire à l'exécution du Plan) ; voies de recours ouvertes à ce dernier (p. 1378) ; rejeté (p. 1379) ; **article 181** : règlement judiciaire ; problème de la responsabilité des dirigeants de sociétés en cas d'insuffisance d'actif ; responsabilité pour faute en droit civil ; présomption de faute (p. 1380) ; faute de gestion ; rectifie l'amendement n° 390 de M. Jean Foyer ; adéquation entre la faute et l'insolvabilité (p. 1381) ; son amendement n° 391 (possibilité d'engager la responsabilité du chef d'entreprise en cas de fraude ou de faute caractérisée) ; évolution du passif ; rejeté ; son amendement n° 373 (tendant à prévoir une prescription de l'action par trois ans) : adopté (p. 1396) ; son amendement n° 374 (liquidation des biens) : rejeté (p. 1387) ; **article 208** : administrateur se rendant coupable de malversation dans l'exercice de sa mission ; mise en place d'une coopérative (p. 1398).

Explications de vote : juges placés auprès des tribunaux de commerce ; problèmes économiques posés par ce projet ; entreprises de moins de cinquante salariés ; liquidation ; problème de la confidentialité de la communication de certaines informations ; abstention du groupe R.P.R. (p. 1410).

Deuxième lecture, discussion générale : remaniement par le Sénat du projet de réforme des procédures collectives [15 octobre 1984] (p. 4684) ; préoccupations partisanes ; nombre des défaillances d'entreprises ; absence de simulation de cas ; cohérence et adaptation du projet de loi aux réalités ; nécessité de meilleurs délais d'adoption ; système hypothécaire ; nantissements commerciaux ; exemple américain (p. 4685) ; importance en France de la pratique du crédit hypothécaire ; difficultés de financement des entreprises en règlement judiciaire ; « concept de masse » ; affaire Boussac ; privilège du Trésor public et de l'U.R.S.S.A.F. ; possibilité de contraindre le Trésor et les organismes de prévoyance à informer le tribunal de commerce des retards de paiement ; suppression des tribunaux de commerce (p. 4686) ; cas des tribunaux de Roubaix et de Tourcoing ; application des procédures collectives aux artisans ; réalité de l'inscription au registre du commerce et à celui de la comptabilité (p. 4687).

Discussion des articles : **article 1er** : consultations (p. 4687) ; présence de membres de l'opposition dans l'hémicycle ; obsolescence des textes ; prise en compte du contexte économique et des lois de nationalisation et de décentralisation ; son amendement n° 115 (institution d'une procédure de redressement

judiciaire favorisant la sauvegarde de l'entreprise) ; orientation volontariste de la procédure ; renaissance de l'entreprise ; notion de sauvegarde ; rejeté ; son amendement n° 116 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « par un plan » les mots « selon un plan ») : adopté ; nécessité d'agir le plus rapidement possible ; **article 2** : (p. 4688) : application de la procédure de redressement judiciaire ; report de cette définition à l'article 3 ; cas d'ouverture de la procédure de redressement ; location-gérance ; son amendement n° 117 (personnes à qui la procédure de règlement judiciaire s'applique) ; débiteurs ; rejeté (p. 4689) ; information sur le seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ; **article 3** : son amendement n° 118 (ouverture de la procédure de redressement judiciaire) : devenu sans objet ; évolution de la notion de cessation des paiements en jurisprudence ; définition du passif exigible ; notion « d'actif disponible » ; valeurs réalisables à court terme (p. 4690) ; son amendement n° 119 (substituant dans le deuxième alinéa de l'article 3 aux mots « l'ouverture de cette procédure » les mots « Son ouverture ») ; amendement rédactionnel ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 120 (rédigeant le début du premier alinéa de cet article : « en cas de cessation des paiements, la procédure ») ; ouverture de la procédure sur assignation ; rejeté ; son amendement n° 121 (insérant dans le dernier alinéa de cet article après le mot « communiquer » les mots « au tribunal ou » (p. 4691) ; opportunité du déclenchement de la procédure ; retiré ; nécessité de la réserve et du secret ; **article 6** : son amendement n° 122 (possibilité pour le tribunal d'entendre un représentant de chaque catégorie de salariés au sein du comité d'entreprise) ; représentant du comité d'entreprise (p. 4692) ; représentants des salariés ; représentation des différentes composantes des institutions représentatives des salariés de l'entreprise ; rejeté (p. 4693) ; suppression de nombreux tribunaux (p. 4694) ; **article 8** : son amendement n° 123 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot « renouvelable » les mots « elle est renouvelable » ; amendement rédactionnel ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 124 (date de la cessation des paiements) ; possibilité pour le tribunal de prendre sa décision d'ouverture de la procédure sans fixer la date de cessation des paiements) : devenu sans objet ; son amendement n° 125 (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot « elle » les mots « sa date ») : devenu sans objet ; son amendement n° 126 (supprimant dans le premier alinéa de cet article le mot « en ») ; amendement rédactionnel ; adopté (p. 4695) ; son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 8 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase de cet amendement les mots « ou du projet de plan prévu à l'article 145 ») ; écart entre la date où l'administrateur rend le rapport et celle où il remet le plan ; rôle du rapport ; rejeté ; son amendement n° 127 (date de la proposition de modification) : retiré (p. 4696) ; **article 10** : droit de représentation des différentes catégories de personnel ; personnel d'encadrement ; compétences du juge commissaire ; **article 10 *bis*** : date d'entrée dans l'entreprise ; introduction d'une limite d'âge ; choix d'un mineur (p. 4702) ; **article 11** : son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 13 de la commission (rédigeant ainsi le début de la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement : « un ou plusieurs créanciers ») ; formulation plus explicite ; rejeté ; **article 13** : son amendement n° 129 (supprimant après la deuxième phrase la fin de l'article) (p. 4703) ; compétence globale du juge commissaire ; devenu sans objet (p. 4704) ; **article 15** : son amendement n° 130 (saisine du tribunal en cas de décès du débiteur) ; décès du débiteur, personne physique ; devenu sans objet ; **article 16** : délai de prescription de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire à l'égard d'un artisan ; date de radiation ; (p. 4704) ; point de départ du délai de cessation d'activités ; éventualité de dispositions ultérieures ; **article 17** : son amendement n° 131 (contenu du projet de redressement de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 4705) ; **article 19** : son amendement n° 132 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 133 (énumération des personnes consultées par l'administrateur) ; nécessité d'une concertation pour l'élaboration d'un plan ; devenu sans objet ; son amendement n° 134 : devenu sans objet (p. 4706) ; **article 20** : acceptation par le garde des Sceaux de la modification adoptée par le Sénat (p. 4707) ; **article 24** : son amendement n° 135 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « individuellement ou collectivement ») ; accord de chaque créancier ; rejeté ; son amendement n° 136 (application de ces dispositions aux institutions visées à l'article L. 143-11-4 du code du travail) ; difficulté de traiter de la même façon le Trésor public et l'A.G.S. ; nécessité de délégation de compétences ; adopté ; son amendement n° 137 (remise concernant les créances du Trésor public et des organismes de prévoyance et de sécurité sociale) ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 4708) ; **article 25** : son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 26 de la commission (substituant dans le premier alinéa de ce texte aux mots « le rapport » les mots « contenu du rapport ») ; information sur les principaux éléments du rapport et sur certains détails de son contenu ; rejeté ; **article 26** : utilité d'une hypothèque légale ; publication au bureau des hypothèques ; protection des créanciers ; notion de masse ; interdiction des inscriptions postérieures au jugement ; inscriptions individuelles ; **après l'article 27** : son amendement n° 211 (obligation pour le représentant des créanciers de faire inscrire une hypothèque sur les biens du débiteur ; garanties des créanciers (p. 4709) ; rejeté ; **article 29** : son amendement n° 139 (substituant dans cet article aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») : adopté ; **article 31** : son amendement n° 140 (respect par l'administrateur des obligations légales et conventionnelles du chef d'entreprise) ; obligation de moyens et non de résultats (p. 4710) ; comportement de bon père de famille ; responsabilité de l'administrateur en cas de négligence ; devenu sans objet ; **article 32** : son amendement n° 141 (substituant aux mots « le chef d'entreprise » les mots « le débiteur ») ; adopté ; son amendement n° 142 (validité des actes de gestion courante accomplis par le débiteur seul) ; possibilité pour le débiteur d'exercer des actes non dévolus à l'administrateur ; devenu sans objet (p. 4711) ; **article 33** : son amendement n° 143 (substituant dans le dernier alinéa de cet article au mot « connaissance » le mot « conclusion ») ; sécurité des transactions ; adopté ; **article 35** : son amendement n° 144 (substituant aux mots « le tribunal » le mot « il ») ; retiré (p. 4712) ; **article 36** : son amendement n° 145 : devenu sans objet ; **article 38** : demande une suspension de séance ; sa volonté de ne pas bâcler le débat ; nécessité de se préoccuper du fond du texte (p. 4713) ; **article 39** : autofinancement dans les entreprises ; marché des valeurs mobilières ; besoin de financement des entreprises américaines ; exemple des concours consentis après l'ouverture d'une procédure de faillite aux Etats-Unis ; leçons de l'expérience étrangère (p. 4714) ; **article 40** : assouplissement du fonctionnement de la caisse des dépôts et consignations (p. 4716) ; **article 41** : caractère de piliers du dynamisme et de la renaissance de notre économie des petites et moyennes entreprises ; son amendement n° 146 : devenu sans objet ; **article 43** : énumération des modifications apportées par le Sénat ; limitation à un délai de quinze jours des possibilités de contestation du relevé des créances salariales ; information des salariés par leur représentant ; assistance des salariés devant le Conseil des prud'hommes ; possibilités de recours pendant la période d'observation ; son amendement n° 147 (vérification par le représentant des salariés du revelé des créances) ; son amendement n° 148 (substituant aux deux premières phrases du premier alinéa de cet article la phrase « en cas de difficulté, le représentant des salariés saisit l'administrateur, et le cas échéant, le juge commissaire ») ; son amendement n° 149 (délai de saisine du Conseil des prud'hommes par le salarié dont la créance ne figure pas sur le relevé) (p. 4717) ; son amendement n° 150 (supprimant la première phrase du deuxième alinéa de cet article et substituant au mot « il » le mot « le » dans le début de la deuxième phrase) ; rôle de vérificateur du représentant des salariés ; ses amendements : devenus sans objet ; **article 44** : non sens de la rédaction retenue ; notion de « poursuites de l'exploitation » ; caractère urgent et inévitable du licenciement ; action syndicale ; précision des exigences requises (p. 4718) ; indemnisation et reclassement des salariés licenciés ; contôle par le juge commissaire du respect de l'obligation de moyen ; demande d'autorisation adressée au juge commissaire ; son amendement n° 151 : devenu sans objet ; **article 47** : son amendement n° 152 : devenu sans objet ; son amendement n° 153 (suspension des délais impartis à peine de déchéance) : adopté ; **article 49** : son amendement n° 154 (rédactionnel) (p. 4719) ; élément fondamental de cet article ; rejeté ; **article 50** : son amendement n° 155 : devenu sans objet (p. 4720) ; **article 52** : liste exhaustive des dettes ; confiane en la déclaration ; **article 60 *bis*** : recours des cautions solidaires en cas de liquidation ; problème des dirigeants d'entreprise ; caution personnelle du chef d'entreprise (p. 4721) ; nécessité d'une réforme des droits des sûretés ; **article 61** : son amendement n° 157 (substituant aux mots « et arrête » le mot « arrête ») ; actes différents ; rejeté ; son amendement n° 158 (cession totale ou partielle de l'entreprise) (p. 4722) ; portée de ses amendements n° 157 et 158 ; rejetés ; location-gérance ; obligation d'achat à l'issue de la location-gérance ; argument fiscal ; **article 62** : son amendement n° 159 (substituant aux mots « les engagements auxquels sont souscrits » les mots « celles qui correspondent aux engagements souscrits par elles ») : rejeté (p. 4723) ; **article 64** : son amendement n° 160 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « cautions » le mot « solidaires ») : adopté ; **article 68** : son sous-amendement n° 212 à l'amendement n° 54 de la commission (insérant dans la première phrase de cet

amendement après les mots « du défaut » le mot « éventuel ») ; nécessité de préciser « défaut éventuel du plan » ; rejeté (p. 4724) ; **article 69** : son amendement n° 161 : devenu sans objet ; **article 71** : son amendement n° 162 (aliénation des biens immobiliers indispensables à l'entreprise) : devenu sans objet ; **article 76** : son amendement n° 163 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « un choix pour les créanciers comportant » les mots « avec l'accord de chaque créancier intéressé ») ; réduction des délais (p. 4725) ; possibilités de paiement avec l'accord du créancier ; clause de paiement anticipé ; chance de remboursement ; notion de proportionnalité ; rejeté ; son amendement n° 164 (supprimant le mot « uniforme ») ; libre détermination entre le créancier et le débiteur ; rejeté ; son amendement n° 165 (calcul du montant principal de la créance) ; modalités de réduction de la créance ; rejeté (p. 4726) ; **article 77** : définition des créances les plus faibles ; **article 78** : notion de paiements quérables ; changement de domicile ; consignation des sommes non réparties à l'issue des opérations (p. 4727) ; **article 85** : suppression de la sanction d'irrecevabilité (p. 4728) ; délai de remise des offres ; offres d'acquisition ; **article 95** : son amendement n° 166 (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots « il est nécessaire à son exploitation » les mots « lorsqu'il les rachète ») ; charge du nanntissement, de l'outillage du matériel d'équipement ; rejeté (p. 4729) ; **article 97** : son amendement n° 167 (résiliation du contrat de location-gérance à la demande du commissaire à l'exécution du plan) : rejeté ; mise en cause de la responsabilité des chefs d'entreprise ou de leur entreprise ; déchéance du locataire-gérant ; atteinte aux éléments pris en location ; cas de résiliation du contrat de location-gérance ; responsabilité pour faute du locataire-gérant ; introduction d'une nouvelle règle ; **article 99** : son amendement n° 168 (cession à l'issue d'une période de location-gérance) ; absence de lien entre une cession et une location-gérance (p. 4730) ; rejeté ; **article 100** : son amendement n° 169 (substituant au mot « obligation » le mot « engagement ») ; obligation d'exécuter un engagement préalable ; rejeté ; mise en cause de la responsabilité du locataire-gérant ; chances de sauvetage par la location-gérance ; reprise du passif par le locataire-gérant ; problème du rachat de l'entreprise par le locataire-gérant ; préjudice qui en résulte en cas de refus de rachat (p. 4731) ; responsabilité contractuelle du locataire défaillant (p. 4732) ; **article 117** : réduction du délai de prescription à l'égard des tiers depuis la loi de 1967 ; délai opposable aux tiers à partir de la publication du jugement (p. 4734) ; **article 125** : son amendement n° 170 : devenu sans objet ; son amendement n° 171 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; droits de recours des salariés mécontents ; devenu sans objet ; son amendement n° 172 (rédactionnel) : rejeté (p. 4735) ; **article 141** : son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 85 de la commission (supprimant la fin de la première phrase du premier alinéa de cet amendement après les mots « nommer un administrateur ») ; définition de la profession d'expert comptable ; suppression de certaines incompétences prévues dans le texte sur l'organisation de la profession (p. 4739) ; extension des possibilités de nomination par le tribunal d'autres personnes que les administrateurs ainsi définis ; rejeté (p. 4740) ; **article 149** : difficulté d'admettre qu'une personne non professionnelle puisse faire l'office d'un liquidateur ; complexité et spécificité des dossiers (p. 4741) ; **article 154** : possibilité de maintenir l'exploitation de l'entreprise après le jugement de liquidation ; charge de la gestion provisoire de l'entreprise (p. 4742) ; **article 178 *bis*** : caractère définitif du jugement dans le cas où la Cour d'appel ne se prononce pas ; droit d'appel contre les décisions du premier degré ; dérogation au droit commun ; son amendement n° 174 (exercice de la tierce opposition ou de recours en cassation contre les jugements ou arrêts rendus en application de l'article 174) : rejeté (p. 4751) ; **article 181** : son abstention sur cet article (p. 4753) ; **article 208** : son amendement n° 214 (sanctions à l'encontre des administrateurs ayant détourné au préjudice des créanciers des biens meubles ou immeubles confiés à leur gestion) (p. 4756) ; absence de définition du délit de malversation ; rejeté ; **article 211** : possibilité pour le représentant des salariés de se constituer partie civile devant la juridiction répressive ; réserves quant à sa capacité juridique ; changement d'attitude du garde des Sceaux (p. 4757) ; **article 232** : son amendement n° 221 (substituant au début du premier alinéa de cet article aux mots « deux ans » les mots « cinq ans ») (p. 4763) ; rejeté ; engagements de l'A.G.S. ; prolongation de la période transitoire (p. 4764).

Explications de vote : absence de réponse satisfaisante à ses critiques ; limitation de la location-gérance ; explication sur le droit américain ; conséquences économiques et sociales du texte ; abstention de son groupe (p. 4766).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : risque de porter atteinte à l'autorité des tribunaux [11 avril 1984] (p. 1424) ; caisse de garantie (p. 1425) ; **article 3** : son amendement n° 57 (fixant à deux le nombre des membres de la commission siégeant en raison de leur qualification) ; souhaite limiter le nombre de ces membres ; adopté ; son amendement n° 58 (fixant à cinq le nombre des administrateurs judiciaires siégeant dans cette commission) (p. 1426) ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 59 (personnes ressortissant d'un pays membre de la C.E.E.) ; ouverture de la profession aux ressortissans des pays membres de la C.E.E. ; retiré ; son amendement n° 60 (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 1427) ; examen d'aptitude ; retiré ; **article 5** : son amendement n° 61 (possibilité de retrait de la liste) ; rôle de la commission de discipline ; (p. 1428) ; caractère flou des critères disciplinaires imposables à la personne concernée ; rejeté ; **article 6** : son amendement n° 62 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; dossiers suivis par l'administrateur ayant atteint la limite d'âge ; règles pouvant jouer à l'encontre des hommes politiques (p. 1429) ; rejeté (p. 1430) ; son amendement n° 63 (possibilité pour l'administrateur atteint par la limite d'âge de terminer ses dossiers en cours) ; cas des dossiers en cours ; rejeté (p. 1430) ; **article 7** : son amendement n° 64 (exercice des personnes inscrites dans le ressort de la Cour d'appel) ; délégation des fonctions à des syndics locaux ; rejeté (p. 1431) ; **article 8** : son amendement n° 65 (impossibilité de désigner une personne pour exercer simultanément les fonctions d'administrateur judiciaire d'une même personne) ; rectifie cet amendement ; incompatibilité au sein d'une même affaire (p. 1432) ; rejeté ; son amendement n° 66 : devenu sans objet ; liquidateur amiable ; **article 9** : son amendement n° 67 (supprimant la première phrase de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 68 (surveillance du parquet dans le cadre de cet article) (p. 1433) ; rejeté ; son amendement n° 69 (contrôle des activités par la Chambre de discipline) ; rôle de cette Chambre ; rejeté ; **après l'article 9** : son amendement n° 70 (compagnie régionale et compagnie nationale) : rejeté ; son amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 1434) ; **article 10** : son amendement n° 72 (référence à la commission de discipline régionale) : devenu sans objet ; son amendement n° 73 (même objet) : devenu sans objet ; **article 11** : son amendement n° 74 (suppression des trois premiers alinéas de cet article) : devenu sans objet ; **article 12** : son amendement n° 75 (commission de discipline) : devenu sans objet ; **article 13** : son amendement n° 76 (prescription des fautes disciplinaires) ; nécessité de hiérarchiser les fautes ; adopté (p. 1435) ; **article 14** : son amendement n° 77 (suppression de la seconde phrase de cet article) ; actes accomplis par une administrateur radié ou suspendu ; rejeté ; **article 16** : son amendement n° 78 (exercice des fonctions de conciliateur) : non soutenu (p. 1436) ; **article 17** : son amendement n° 80 (fixant à deux le nombre de personnes qualifiées siégeant dans la commission visée à cet article) : adopté (p. 1437) ; **article 18** : son amendement n° 81 (cas des personnes ressortissant d'un pays membre de la C.E.E.) : retiré ; son amendement n° 82 : retiré ; **article 19** : son amendement n° 83 (suppression du premier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 84 : devenu sans objet ; **article 20** : son amendement n° 85 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) (p. 1438) ; rejeté ; son amendement n° 86 (possibilité pour tout mandataire liquidateur de terminer ses dossiers) : rejeté ; **article 22** : son amendement n° 87 (impossibilité d'être désigné pour exercer simultanément les fonctions de mandataire-liquidateur d'une même personne) : rejeté (p. 1439) ; **article 23** : son amendement n° 88 (discipline des administrateurs judiciaires) : devenu sans objet (p. 1440) ; **article 27** : son amendement n° 89 : devenu sans objet (p. 1441) ; **article 31** : son amendement n° 90 (suppression de la référence à la Cour d'appel de Paris dans cet article) ; décentralisation ; devenu sans objet (p. 1442) ; **article 32** : lourdeur de la caisse de garantie ; **après l'article 34** : son amendement n° 91 (modalités d'administration de la caisse de garantie) : devenu sans objet (p. 1443) ; **article 36** : son amendement n° 92 (de suppression) ; coût de la création d'un fonds de garantie ; lourdeur de sa gestion ; rejeté ; **article 37** : son amendement n° 93 (possibilité de s'inscrire sur les deux listes à la fois) (p. 1444) ; rejeté ; son amendement n° 94 (portant à six ans le délai pendant lequel les intéressés peuvent modifier leur choix) : rejeté (p. 1445) ; **article 38** : son amendement n° 95 (fixant à six ans le délai d'inscription prévu dans cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 96 : devenu sans objet (p. 1446) ; **article 40** :

son amendement n° 97 (de suppression) ; rejeté (p. 1447) ; **article 43** : son amendement n° 98 (référence au bureau de l'association nationale des syndics dans cet article) : retiré.

Explications de vote : nécessité d'organiser un contrôle plus efficace sans pour autant « enrégimenter » ; difficulté de diminuer les statistiques de conversion de règlement judiciaire en liquidation de biens (p. 1448) ; abstention du groupe R.P.R. (p. 1449).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : garantie judiciaire des administrateurs [15 octobre 1984] (p. 4769) ; **article 8** : scission stricte entre les professions d'administrateur judiciaire et de mandataire liquidateur ; exercice de différentes attributions dans le cadre de la même procédure (p. 4770) ; **article 17** : compatibilité entre deux activités dans le cadre d'une même prodécure ; **article 19** : protection nécessaire des administrateurs judiciaires (p. 4772) ; **article 22** : ses observations sur l'amendement n° 10 de la commission (p. 4773) ; **article 34** : son désaccord quant à la suppression de l'incompatibilité ; adhésion à la caisse de garantie des administrateurs non inscrits sur la liste nationale ; **article 36** : institution d'un fonds de garantie ; système de péréquation des honoraires (p. 4775) ; **article 37** : brièveté du délai imparti aux actuels administrateurs syndics pour opter entre deux activités (p. 4776).

Explications de vote : absence de mise en cause des personnes ; utilité de la réforme ; incompatibilité systématique ; abstention de son groupe (p. 4777).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : région Nord-Pas-de-Calais ; centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; centres universitaires régionaux d'études municipales (C.U.R.E.M.) ; collaboration avec les universités ; lourdeur de l'appareil mis en place [17 avril 1984] (p. 1644) ; problème des passerelles entre fonctions publiques (p. 1645).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : inutilité de la proposition présidentielle [23 août 1984] (p. 4281) ; rationalité dans l'organisation du travail parlementaire ; généralisation des sessions extraordinaires (p. 4282) ; ses observations sur ses propos rapportés dans le compte-rendu de la commission (p. 4295).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale : questions :* rapports entre les entreprises et l'université ; nécessité de tenir compte de la spécificité des facultés de droit dans le cadre de la délivrance des habilitations ; [5 novembre 1984] (p. 5515).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* insécurité des biens et des personnes ; absence de mesures prises pour faire face à ce fléau ; réduction des crédits affectés aux achats et à l'entretien du matéreil ; hausse du prix des carburants [5 novembre 1984] (p. 5552) ; pose la question de M. Marc Lauriol (p. 5555).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* baisse des crédits de protection et de préventions sanitaire ; stabilité des prélèvements obligatoires ; importance de la charge des chômeurs arrivant en fin de droits [13 novembre 1984] (p. 5982).

CHARPENTIER (Gilles)

Député des Ardennes
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur suppléant : **après l'article 34** : position de la commission des lois au sujet de divers amendements en discussion [13 février 1984] (p. 1027,1028).

CHARZAT (Michel)

Député de Paris
(30e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (recherche et technologie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 31 : **recherche et technologie (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Remise de médaille à un ancien général S.S. : remise effectuée le 22 mai dernier à Bayeux ; tentative de banalisation de l'extrême-droite [6 juin 1984] (p. 2981).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : importance de la recherche dans la stratégie de sortie de la crise ; encouragement de l'esprit de recherche ; augmentation des contributions du budget civil de la recherche et du développement à la réalisation des programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan ; réduction de l'écart entre la France et ses principaux partenaires ; nombre de créations d'emploi ; actions en faveur des programmes de l'Etat ; volume du financement public de la recherche industrielle [5 novembre 1984] (p. 5495-5496) ; encouragements de l'Etat à la politique de la recherche par des incitations fiscales, des transferts de crédits publics, des aides à l'innovation et des facilités d'emprunt au profit des entreprises innovantes ; rôle des entreprises publiques dans le développement de la recherche industrielle ; progression du nombre des chercheurs ; nécessité de prolonger la loi d'orientation et de programmation par un nouveau texte ; renforcement des moyens des délégués régionaux de la recherche et de la technologie (p. 5497).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1e avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 6 (fixation à 68 ans de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat bénéficiant de la qualité d'ancien combattant) : non soutenu [13 juin 1984] (p. 3338) ; **article 3** : son amendement n° 7 : devenu sans objet (p. 3341).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 4 (magistrats hors hiérarchie ayant la qualité d'ancien combattant ou une qualité similaire) : non soutenu [14 juin 1984] (p. 3383).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.S.P.A. — *Discussion générale : questions :* ses questions posées par M. Michel Inchauspé : politique d'intervention en matière de viande bovine ; limitation des achats d'intervention au Mans ; cas de la Société Interlait ; succès de la tentative de la Communauté de vendre de la viande congelée en Amérique Latine [7 novembre 1984] (p. 5676) ; conséquences de l'application des quotas laitiers ; cas du département de la Sarthe ; bases de calcul des références supplémentaires (p. 5681).

CHAUBARD (Albert)

Député de l'Allier
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : industrie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XIII : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : industrie **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : politique industrielle menée par la droite ; défis actuels de la politique industrielle : coût et qualité ; prise en compte des conséquences sociales des restructurations ; branches industrielles ; cas de l'automobile [14 novembre 1984] (p. 5991-5992).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion générale : suppression des décrets-lois de 1942-1943 ; rôle des régions ; évolution des actuels comités aux régions ; rôle de l'agence nationale pour l'information touristique [17 décembre 1984] (p. 7059).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

Député de la Sarthe
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VIII : **relations extérieures (n° 2368)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Convention de Lomé : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; établissement de la troisième convention de Lomé ; politique budgétaire des Etats-Unis [17 octobre 1984] (p. 4844).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : existence en France de terres non cultivées en raison du défaut d'information sur la libération des terres [4 avril 1984] (p. 1123).

Deuxième lecture, discussion générale : maintien d'un équilibre dans les communes rurales ; gestion de l'espace rural par les élus locaux ; commissions cantonales [6 juin 1984] (p. 2990) ; communication des informations détenues par la mutualité sociale agricole ; représentation des organisations syndicales dans la commission départementale d'aménagement foncier ; représentativité des commissions départementales ; statut du fermage et du métayage (p. 2991).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 29** : préoccupations des agriculteurs ; mesures prises en faveur des jeunes agriculteurs, notamment augmentation de la dotation aux jeunes agriculteurs ; excédents européens [27 juin 1984] (p. 3754).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, explications de vote : décentralisation ; vote positif du groupe socialiste [16 mai 1984] (p. 2423).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* augmentation des autorisations de programme ; protection des populations ; organisation des secours face à un accident majeur ; sécurité civile ; détermination de l'autorité responsable [25 octobre 1984] (p. 5187) ; risque d'ignorance dans le domaine de la protection (p. 5188).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* promotion touristique à l'étranger ; importance du tourisme rural ; appareil statistique en matière de tourisme [24 octobre 1984] (p. 5166).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* augmentation des cotisations sociales [6 novembre 1984] (p. 5592) ; diminution des prestations sociales ; renforcement du maintien à domicile des personnes âgées ; importance de la politique de redéploiement ; problème des prestations vieillesse ; abattement des cotisations accordé aux jeunes agriculteurs (p. 5593).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : Liban et Tchad ; formation de stagiaires militaires étrangers ; coopération militaire ; absence de prise en compte du surcoût des opérations extérieures ; rend hommage aux personnels des armées ayant participé à ces missions [8 novembre 1984] (p. 5725).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* esprit de défense ; armement nucléaire ; préparation du pays aux situations de crise ; organisation de la défense opérationnelle du territoire [9 novembre 1984] (p. 5831-5832).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* caractère excédentaire du commerce extérieur ; solde industriel ; dynamisme de nos exportations vers les Etats-Unis ; situation de l'entreprise Péchiney ; situation du marché français en Europe ; secteur agro-alimentaire ; commerce extérieur de produits agro-alimentaires ; réformes de structure, notamment création des directions régionales du commerce extérieur ; déficit énergétique [14 novembre 1984] (p. 6028) ; reconquête des marchés extérieurs ; indique qu'il votera ce projet de budget (p. 6029).

CHENARD (Alain)

Député de la Loire-Atlantique
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : transports intérieurs) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 1831) créant une **société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 2011)** [11 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2149) modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du **statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 2161)** [29 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une **société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 2236)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2222) modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du **statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 2247)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 2774) modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, créant une **société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 2275)** [29 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 41 : **urbanisme, logement et transports** : transports intérieurs **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Jeux olympiques** : décision de l'U.R.S.S. de ne pas se rendre aux Etats-Unis ; attitude de la France [9 mai 1984] (p. 2148).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

Lors de la discussion du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

Répond au rappel de règlement de M. Jacques Toubon : caractère injustifié de la multiplication des amendements [26 janvier 1984] (p. 133).

Rappelle la possibilité pour la commission et le Gouvernement d'intervenir chaque fois qu'ils le désirent [26 janvier 1984] (p. 135).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro : autorise les orateurs à s'exprimer en répondant à M. Georges Fillioud sur le problème du secret professionnel des journalistes [27 janvier 1984] (p. 202).

Interrompt M. Alain Peyrefitte : impossibilité pour les orateurs de dépasser de plus de 50 p. 100 leur temps de parole [27 janvier 1984] (p. 209).

Nécessité de respecter les mécanismes démocratiques, en particulier ceux de la procédure parlementaire [27 janvier 1984] (p. 235).

Rappelle que l'information entre dans la compétence de la commission des affaires culturelles [27 janvier 1984] (p. 244).

Ses observations sur le problème de l'utilisation de la suspension de séance ; déviations de procédure au cours des débats ; procédure normale d'examen des amendements [4 février 1984] (p. 555-556).

Constate l'existence d'un partage égal des voix à propos d'un sous-amendement qui, en conséquence, est rejeté [4 février 1984] (p. 559).

Accepte de donner la parole à deux orateurs pour expliquer leur vote au sujet de l'article 10 de ce texte [4 février 1984] (p. 572).

Rappelle l'existence de la haute autorité de la communication audiovisuelle [4 février 1984] (p. 577).

Indique que M. Gilbert Gantier a été inscrit par erreur pour une explication de vote alors qu'il souhaitait s'exprimer sur l'article 11 de ce texte [4 février 1984] (p. 581).

Souhaite que M. Gabriel Kaspereit retire les propos qu'il a prononcés à l'encontre de la majorité : « malades mentaux » [4 février 1984] (p. 582).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : souhaite garder une certaine dignité aux débats [4 février 1984] (p. 583).

Lève la séance compte tenu de l'heure tardive [4 février 1984] (p. 590).

Prie M. Emmanuel Hamel de ne pas parler de sa place [13 février 1984] (p. 1022).

Rappelle que l'examen du texte a duré vingt jours ; dépôt de 2593 amendements ; compare cette durée avec la discussion des projets de loi sur les nationalisations et sur l'enseignement supérieur ; remercie l'ensemble des services de l'Assemblé nationale [13 février 1984] (p. 1047).

Rappelle la saisine du Bureau de l'Assemblée à propos des événements du 1er février 1984 [2 février 1984] (p. 446).

Interrompt le rappel au règlement de M. Jacques Toubon [2 février 1984] (p. 446).

Interrompt le fait personnel de M. François d'Aubert en levant la séance [2 février 1984] (p. 450).

Répond aux rappels au règlement de MM. Emmanuel Aubert, Pierre Joxe et Guy Ducoloné : saisine du Bureau de l'Assemblée nationale à propos des incidents de la séance du 1er février 1984 [2 février 1984] (p. 453).

En qualité de député :

— Projet de loi relatif à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** nécessité de tenir compte de la diversité des sports concernés [12 avril 1984] (p. 1548).

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : Gauloise blonde ; statut de la S.E.I.T.A. ; statut unique pour le personnel ; coup d'arrêt au processus de privatisation [24 avril 1984] (p. 1881) ; unicité du statut du personnel ; statuts apparus avec les nationalisations ; déroulement de carrière ; perspectives industrielles et commerciales du développement de la S.E.I.T.A. ; diversification ; intervention de l'Etat dans la fixation des prix de vente et d'achat des tabacs (p. 1882).

Discussion des articles : **article 1er :** hostilité de la commission à l'amendement n° 3 de M. Emmanuel Hamel (p. 1896) ; **article 4 :** plans d'approvisionnement pluriannuels ; aides à la production (p. 1897) ; coopération entre planteurs et S.E.I.T.A. ; mécanisme de fixation des prix à la production ; son amendement n° 1 (calcul des prix industriels des tabacs manufacturés tenant compte des prix à la production et des coûts de fabrication) ; prix de vente ; prix à la production du tabac ; écrasement de la marge bénéficiaire de la S.E.I.T.A. ; politique des prix industriels (p. 1898) ; rejeté ; **article 5 :** personnels de la S.E.I.T.A. (p. 1899) ; discussion d'un statut du personnel ; statut de 1962 (p. 1900) ; **article 6 :** égalité entre tous les travailleurs ; prestations ; son amendement n° 2 (incluant les pensions de réversion dans le champ d'application de cet article) ; dispositions annexes du régime de retraite (p. 1901) ; prestations du régime de retraite ; rejeté (p. 1902).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (création d'une S.E.I.T.A. dont le capital appartient à l'Etat) [6 juin 1984] (p. 2967) ; devenu sans objet ; **article 2 :** son amendement n° 2 (soumission de cette société à la législation sur les sociétés anonymes) (p. 2968) ; adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (missions de cette société) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 5 (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 2969) ; adopté ; son amendement n° 6 (suppression des deux derniers alinéas de cet article) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 7 (régime de retraite des personnels) : adopté (p. 2970) ; **article 7 :** son amendement n° 8 (abrogation de la loi du 2 juillet 1980) : devenu sans objet ; **titre :** son amendement n° 9 (rédaction de ce titre : projet de loi créant une S.E.I.T.A.) : adopté (p. 2971).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : constat d'échec de la loi de 1980 [27 juin 1984] (p. 3758) ; relations entre la S.E.I.T.A. et les producteurs de tabac (p. 3759).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (création d'une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, appartenance du capital à l'Etat) ; rétablissement du texte adopté en première lecture ; adopté (p. 3760) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (soumission de la société à la législation sur les sociétés anonymes) ; adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (missions de cette société) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (rôle de l'Etat et de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes) (p. 3761) ; adopté ; son amendement n° 5 (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 6 (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 7 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 8 (régime des retraites des personnels) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 9 (liquidation de la société) : adopté (p. 3762) ; **titre :** son amendement n° 10 (rédaction de ce titre faisant référence à la création de la société nationale d'exploitation ; sigle : S.E.I.T.A.) ; succès de la Gauloise blonde ; adopté ; **ses observations après les explications de vote :** promotion du tabac blond et de la Gauloise blonde (p. 3763).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : position du Sénat [29 juin 1984] (p. 3888).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale,* Rapporteur spécial : transformation du ministère de l'urbanisme ; adjonction des transports au champ de sa compétence ; programmes prioritaires d'exécution n° 10 et n° 11 du 9e Plan : « mieux vivre dans la ville » et « réussir la décentralisation » ; situation de la S.N.C.F. ; voies navigables ; résultats d'exploitation de la S.N.C.F. ; chute du trafic marchandises ; dégradation de cette situation financière [30 octobre 1984] (p. 5428) ; crédits en dépenses ordinaires et crédits de paiement pour les transports collectifs urbains ; opérations nouvelles ; desserte de la Défense ; tramway français ; inauguration d'une ligne à Nantes ; loi d'orientation des transports intérieurs ; modernisation des autocars ; voies navigables ; sécurité routière ; entretien du réseau routier ; crédits affectés aux transports de marchandises ; accélération de la récupération de la T.V.A. sur le gazole ; Europe des transports ; axe de communication Paris-Cologne (p. 5429) ; dotation de l'Etat à la S.N.C.F. (p. 5439).

Examen des crédits : **Etat C, titre V :** réduction des frais de déplacement des membres de l'institut de la recherche et des transports [31 octobre 1984] (p. 5461) ; **après l'article 89 :** problème des réponses aux questionnaires budgétaires (p. 5462).

Articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 75 : mode d'indexation des valeurs locatives [15 novembre 1984] (p. 6143) ; inconvénients de l'amendement n° 222 de M. Edmond Alphandery (p. 6144).

CHEVALLIER (Daniel)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : préparation du projet de loi ; développement économique ; mesures prises par les différents comités interministériels d'aménagement du territoire ; moyens financiers ; zone sèche de la montagne ; désenclavement des Alpes du Sud ; autodéveloppement [7 juin 1984] (p. 3071, 3072).

CHEVENEMENT (Jean-Pierre)

Ministre de l'éducation nationale

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'éducation nationale (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jacques Brunhes : moyens nécessaires au service public de l'éducation : projet de budget pour 1985 ; objectif du 9e Plan ; investissement éducatif [3 octobre 1984] (p. 4465) ;

— M. Noël Ravassard : rentrée scolaire : ouverture de 1 400 classes maternelles nouvelles ; emplois nouveaux créés dans le second degré [3 octobre 1984] (p. 4470) ; situation dans le premier et le second degré ; collèges ; augmentation des moyens de formation continue pour les professeurs des collèges ; technologies nouvelles ; ouverture des établissements vers le monde de l'entreprise (p. 4471) ;

— M. Bernard Derosier : instruction civique : différence entre « instruction civique » et « éducation civique » ; dispositions pratiques pour la mise en place de cet enseignement ; caractère incontestable de cet enseignement [28 novembre 1984] (p. 6441, 6442).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : principes du service public de l'enseignement ; rôle de l'école de la République ; modernisation et qualité de l'enseignement ; dépenses afférentes à l'enseignement ; augmentation des responsabilités des ensei-

gnants, des personnels, des élus et des usagers [8 octobre 1984] (p. 4493) ; rôle des assemblées locales dans l'élaboration des schémas prévisionnels de formation et d'investissement ; élaboration de la carte scolaire ; représentation des élus locaux au sein des nouveaux conseils d'administration ; autonomie des établissements scolaires ; disposition relative aux rapports entre l'Etat, les collectivités locales et les établissements d'enseignement privé sous contrat ; liberté de l'enseignement ; analyse de la loi du 31 décembre 1959 ; nécessité de l'accord de la commune pour tout nouveau contrat d'association ; charges des communes périphériques ; absence de sectorisation (p. 4494) ; cas des contrats d'association en cours ; liberté de conscience ; nomination des maîtres ; introduction d'un représentant de la collectivité locale qui finance au sein du Conseil d'administration de l'établissement sous contrat ; obligation de comptabilité des classes du second degré avec les schémas prévisionnels ; création des commissions académiques de concertation (p. 4495) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jacques Touhon ; liberté de conscience (p. 4499) ; droit des communes ; schémas prévisionnels ; commissions de concertation ; présence d'un représentant des collectivités locales auprès du Conseil d'administration de l'établissement privé (p. 4500) ; œuvre de M. Alain Savary ; service public laïque et unifié de l'éducation nationale ; procès d'intention intenté par l'opposition (p. 4526) ; absence de dualisme ; unité nationale ; liberté de l'enseignement ; financement du fonctionnement matériel des classes ; liberté scolaire ; concours apporté au service public ; conséquence de la décentralisation sur le financement des établissements privés ; conclusion des nouveaux contrats d'association ; personnels de l'enseignement privé ; titularisation ; organisations représentatives des chefs d'établissement ; désignation des maîtres ; commission nationale d'harmonisation ; commission de concertation (p. 4527) ; caractère évolutif du système éducatif ; chèque scolaire ; responsabilité de l'éducation (p. 4528).

Discussion des articles : **article 7** — *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* définition du mot « usager » ; possibilité pour les élèves d'avoir des représentants élus ; constitution d'un quatrième collège au sein du Conseil d'administration ; participation des employeurs [9 octobre 1984] (p. 4563) ; définition par voie réglementaire des dispositions relatives aux attributions du Conseil d'dministration ; *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* délais de procédure fixés pour l'élaboration du budget ; incertitudes quant au montant de la dotation attribuée (p. 4564) ; ambiguïté du mot « prévisionnel » ; prévision d'une sanction (p. 4565) ; nécessité de trouver une procédure pour sortir du désaccord ; critères de l'évolution des ressources locales (p. 4566) ; *article 15-14 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 45 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « articles 15-5 à 15-11 » les mots « ainsi qu'à celles du deuxième alinéa de l'article 15-13 ») ; possibilité pour le président du Conseil régional ou général de s'adresser directement au chef d'établissement : adopté (p. 4568) ; **article 8 :** intégration d'un centre de formation permanente des adultes dans les établissements ; présidence du Conseil d'administration (p. 4569) ; **article 14 :** nécessité d'institutions pour régler les conflits (p. 4575) ; **après l'article 14 :** caractère prioritaire du développement et de la rénovation du service public de l'éducation nationale ; absence de valeur juridique contraignante de cette affirmation (p. 4576) ; **article 15 :** rappel du devoir de l'Etat d'assurer un service public d'éducation gratuit et laïc ; école de la République ; droit des parents de choisir un genre d'éducation particulier pour leurs enfants ; absence de volonté de construire un monopole ; schéma prévisionnel ; obligation des communes périphériques ; règle de la sectorisation (p. 4580) ; notion de caractère propre ; contrats d'association ; décentralisation ; problème de la rénovation, de la modernisation et de la transformation du service public de l'enseignement (p. 4581) ; *article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* absence de caractère simple et pratique de la loi Guermeur : conditions de financement des établissements privés (p. 4582) ; procès d'intention (p. 4583) ; obscurité de la notion « règles générales » ; détermination par voie réglementaire de la procédure de nomination des maîtres de l'enseignement privé ; *article 27-2 de la loi du 22 juillet 1983 :* obligation de motiver les actes administratifs ; inutilité de préciser les voies de recours contentieux (p. 4584) ; *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* liberté d'association ; présence dans un organe de gestion compétent d'un représentant des collectivités participant au financement de l'établissement (p. 4585) ; participation des personnels et des parents d'élèves dans les organes de gestion ; préambule de la Constitution de 1946 ; application du code du travail aux personnels des établissements privés ; attribution de décharges syndicales ; nécessité d'examiner la situation en concertation avec les représentants du personnel (p. 4586) ; concertation avec les organisations syndicales des personnels des établissements privés sur l'exercice des libertés collectives dans les établissements privés ; garantie par la Constitution des libertés visées par l'amendement de M. Paul Chomat ; *article 27-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* inopportunité de l'amendement n° 36 de M. Jacques Barrot ; *article 27-7 de la loi du 22 juillet 1983 :* caractère strict des conditions de résiliation ; notion de compatibilité (p. 4587) ; *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* création de plusieurs commissions de concertation par académie ; compétences des commissions de concertation (p. 4588) ; risque de la polysynodie ; concertation (p. 4589).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de Mme Hélène Missoffe ; philosophie laïque du projet de loi [19 décembre 1984] (p. 7258) ; dépôt de l'exception d'irrecevabilité en deuxième lecture (p. 7259).

Discussion des articles : **article 15 :** importance du débat de ce texte au Sénat ; principe du caractère propre ; possibilité pour les collectivités décentralisées de refuser leur accord aux nouveaux contrats ; absence d'obligation des communes périphériques ; constitutionnalité du projet ; importance de la concertation dans l'élaboration des décrets (p. 7282) ; confirmation par M. Michel Debré du rattachement à l'établissement de la notion de caractère propre ; respect de la liberté de conscience des enfants (p. 7283) ; soumission des personnels des établissements privés au code du travail ; possibilité pour les maîtres de bénéficier de décharges pour leurs activités syndicales ; importance de l'effort de clarification sur ce point (p. 7284) ; absence de réunion de la commission de la loi Debré ; inutilité de créer un organisme se substituant aux commissions parlementaires ; absence de décentralisation de l'enseignement agricole privé (p. 7285).

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur les paroles de M. Raymond Forni [20 décembre 1984] (p. 7366).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* son hommage à M. Alain Savary [12 novembre 1984] (p. 5857) ; formation des maîtres ; confirmation du principe du recrutement des professeurs d'enseignement général de collèges au niveau D.E.U.G. ; possibilité pour les parents de confier leurs enfants dès l'âge de trois ans à l'école maternelle ; réforme du contenu des enseignements ; revalorisation de la situation matérielle et morale des maîtres de l'école élémentaire ; ouverture de l'éducation nationale sur l'économie par la promotion de l'enseignement technique ; multiplication des relations entre l'école et l'entreprise ; revalorisation du rôle des lycées d'enseignement professionnel ; création d'emplois dans le secteur de la formation permanente ; nombre des suppressions d'emplois à l'éducation nationale (p. 5858) ; compensation de la diminution des effectifs dans le premier degré par leur augmentation dans le second ; crédits consacrés au développement des technologies nouvelles ; mise en œuvre d'actions pour le maintien de jeunes dans le système éducatif ; diminution des crédits dans le domaine de l'équipement et du fonctionnement ; bourses du second degré ; rénovation des collèges par la réadaptation du contenu de l'enseignement ; plan de formation pour les enseignants exerçant en collège ; action en faveur de l'enseignement supérieur et la recherche ; qualité de cet enseignement ; nécessité de l'adapter au monde moderne ; démocratisation des établissements d'enseignement supérieur (p. 5859) ; recherche universitaire ; redéfinition des emplois et des carrières dans l'enseignement supérieur ; réforme des contenus d'enseignement ; problème de l'éducation sportive et des rythmes scolaires ; importance de l'éducation physique ; développement du sport à l'école ; rapports entre l'Etat, les collectivités locales et les établissements d'enseignement public ; application des règles budgétaires aux établissements d'enseignement privé (p. 5860) ; progression des crédits concernant les établissements d'enseignement privé (p. 5861) ; moyens favorisant le maintien ou le retour dans le système éducatif de 60 000 jeunes supplémentaires ; déclin des crédits d'investissement ; augmentation du budget de l'éducation nationale par rapport au budget de l'Etat ; son absence de volonté de transposer en France un modèle étranger (p. 5687) ; problème de la pédagogie et de la transmission des connaissances ; rappel de la conception socialiste du savoir ; obligation pour le Gouvernement d'assumer ses responsabilités ; problème de la qualité de l'enseignement ; critère de calcul des crédits limitatifs des établissements d'enseignement privé ; montant de la dotation destinée à la rémunération des personnels (p. 5888) ; méthode de calcul des

créations de postes ; absence de nécessité d'un comité national d'évaluation ; problème de la formation des maîtres et du remplacement des maîtres en stage de formation continue ; extinction du corps des P.E.G.C. ; nombre de postes dans l'éducation physique et sportive ; contenu du plan d'informatisation (p. 5889) ; situation des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service ; maintien des zones d'éducation prioritaire ; effort en faveur des langues et cultures régionales ; problème des bourses des collèges et des lycées (p. 5890).

Répond à la question de :

— *M. Francisque Perrut :* méthode de calcul des dotations accordées aux établissements d'enseignement privé ; nombre de créations d'emplois dans le secteur public (p. 5898) ; taux d'encadrement dans les établissements publics et les établissements privés ; décision de création des sections de techniciens supérieurs (p. 5899) ;

— *M. Emile Koehl :* problème de la prévention de l'usage de la drogue ; mise en place d'équipes relais formées de volontaires ; développement d'actions d'information et de prévention (p. 5899) ;

— *M. Roland Beix :* posée par M. Robert Le Foll : contenu des décrets du 17 juillet 1984 fixant les conditions d'accès d'agents non titulaires à l'étranger à divers corps relevant du ministère de l'éducation nationale ; conditions de rémunération de ces agents (p. 5900) ;

— *M. Alain Richard :* problème des études surveillées ; statut des personnels de surveillance (p. 5900) ; situation des maîtres de demi-pension (p. 5901) ;

— *M. Freddy Deschaux-Beaume :* situation des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (p. 5901) ; augmentation de leur nombre ; revalorisation du crédit prévu pour rétribuer leurs actions de formation (p. 5902) ;

— *M. Daniel Goulet :* mise en place de l'enseignement des disciplines artistiques ; nécessité de dégager des crédits supplémentaires pour le remplacement des enseignants en formation continue ; nombre d'élèves par classe ; problème de la spécialisation des enseignants (p. 5903) ;

— *M. Pierre Bachelet :* insuffisance des moyens palliant l'absentéisme ; nécessité de faire effectuer par des titulaires les tâches de remplacement (p. 5904) ;

— *M. Roland Renard :* problème des bourses ; proportion des boursiers selon les cycles (p. 5905) ;

— *M. François Asensi :* importance du développement de la pré-scolarisation dans la lutte contre l'échec scolaire ; problème de l'allégement des taux d'encadrement ; nécessité de développer l'accueil des enfants de deux ans (p. 5906) ;

— *M. Manuel Escutia :* rôle de la pédagogie et de l'instruction dispensées par l'école ; importance de la formation de base (p. 5907) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* nombre de créations de postes de professeurs d'éducation physique et sportive ; problème du concours de recrutement de ces professeurs (p. 5907) ;

— *M. Roger Rouquette :* réduction du nombre des enseignements non assurés ; augmentation des postes mis aux concours de recrutement des professeurs du second degré ; problème des pédagogies « nouvelles » ; nécessité de tenir compte de la spécificité de la recherche en éducation ; ouverture d'un centre expérimental à Saint-Nazaire (p. 5908) ;

— *M. Daniel Goulet :* situation des personnels administratifs de l'éducation nationale ; nécessité de moderniser cette administration (p. 5908, 5909) ;

— *M. Antoine Gissinger :* rappel des enquêtes effectuées sur la mutuelle nationale des étudiants de France ; situation comptable de cette mutuelle (p. 5909) ;

— *M. Charles Haby :* décentralisation des crédits d'équipement pour les constructions scolaires du premier degré (p. 5909) ;

— *M. Antoine Gissinger :* fondement de l'autorité des maîtres ; problème de l'inspection ; amélioration des modalités du contrôle ; conditions de recrutement (p. 5910) ;

— *M. Michel Inchauspé :* opération de reconstruction du collège de Saint-Jean-Pied-de-Port ; utilisation des crédits du F.I.D.A.R. (p. 5910, 5911) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* développement de la scolarisation dans les départements d'outre-mer ; évolution des taux de scolarisation dans ces départements ; financement des constructions scolaires ; niveau des enseignants dans l'Académie des Antilles et de la Guyane (p. 5911) ; renforcement du dispositif de formation des personnels enseignants ; mise en place d'un plan de résorption de l'auxiliariat (p. 5912) ;

— *M. Emile Jourdan :* contenu du plan de titularisation ; problème de la promotion interne ; importance du personnel administratif ; sa volonté de prendre des mesures en faveur des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (p. 5912) ;

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV :** mise à la disposition des départements d'Ile-de-France et des T.O.M. de crédits permettant de couvrir les hausses de tarifs de l'accroissement des effectifs transportés ; problème du niveau des bourses d'études (p. 5915) ; **article 88 :** difficulté de comparer la formation de maîtres de l'enseignement privé avec celle de l'enseignement public (p. 5916) ; caractère injustifié de la création d'un comité national d'évaluation ; utilisation de règles claires pour la répartition des crédits ; son amendement n° 235 (règle d'attribution de la contribution forfaitaire) ; application aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association des règles de la loi du 22 juillet 1983 : adopté (p. 5917).

CHEYSSON (Claude)

Ministre des relations extérieures

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre des relations extérieures : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre des relations extérieures (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

Fin de ses fonctions ; décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République portugaise,** relative à la **protection des mineurs (n° 1992)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **l'Espagne** concernant la **modification de la frontière** le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba **(n° 1993)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République italienne** relatif à l'**entretien des bornes et de la frontière (n° 1994)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'**organisation de l'aviation civile internationale** relatif au statut de l'organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) **(n° 1995)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des **armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines** et sur leur destruction **(n° 1996)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le **Canada** sur le **transfèrement des détenus** et la surveillance de certains condamnés (ensemble deux échanges de lettres) **(n° 1997)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif à la **formation professionnelle** et à la promotion de l'emploi **(n° 1999)** [2 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire relatif aux **obligations du service national** (ensemble trois annexes et un échange de lettres) **(n° 2008)** [6 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole à l'Accord pour l'**importation d'objets de caractère édu-**

catif, scientifique et culturel (ensemble neuf annexes) **(n° 2012)** [11 avril 1984] ;

Déclaration du Gouvernement sur la **politique étrangère (n° 2069)** [26 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1983 **sur le café (n° 2072)** [26 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1982 **sur le jute et les articles en jute (n° 2073)** [26 avril 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle en matière douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de **Suède (n° 2135)** [21 mai 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le **transfèrement des personnes condamnées (n° 2183)** [7 juin 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif au **patrimoine immobilier français** construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) **(n° 2184)** [7 juin 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Haïti** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 2345)** [2 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation (n° 2353)** [2 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République socialiste tchécoslovaque** relative à l'**entraide judiciaire**, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiale et commerciale (ensemble une annexe) **(n° 2354)** [2 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord du 3 avril 1984 entre la République française et la **République portugaise** concernant l'**utilisation par la République française de certaines facilités dans la région autonome des Açores (n° 2355)** [2 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** relatif à l'**exemption fiscale** des instituts hongrois à Paris et français à Budapest **(n° 2373)** [11 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2374)** [11 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de **coopération en matière de marine marchande** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume du Maroc (n° 2388)** [18 octobre 1984] ;

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (C.O.S.T. 43) (ensemble 3 annexes) **(n° 2472)** [30 novembre 1984] ;

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la **convention de coopération monétaire** entre les Etats membres de la **Banque des Etats de l'Afrique centrale** (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 **(n° 2473)** [30 novembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Emmanuel Hamel : prochain voyage du Président de la République en U.R.S.S.** : accord sur le principe d'un voyage du Président de la République à Moscou ; condamnation de l'occupation de l'Afghanistan et de la suppression des libertés en Pologne ; impossibilité d'avoir des relations politiques normales avec l'Union soviétique [18 avril 1984] (p. 1678) ;

— **Mme Paulette Nevoux : mariages mixtes et problèmes des enfants enlevés** : volonté du Gouvernement de compléter les conventions multilatérales existantes ; impossibilité à l'heure actuelle d'aboutir à une négociation avec l'Algérie [9 mai 1984] (p. 2147) ; exécution des jugements (p. 2148) ;

— **M. Alain Madelin : perspective de modification de la déclaration des droits de l'Homme à l'initiative du Gouvernement** : déclare qu'il prend connaissance de ce document publié par le club des droits socialistes de l'Homme [9 mai 1984] (p. 2152) ;

— **M. Roland Bernard : sommet de Londres** : « déclaration économique » du sommet ; politique d'ajustement ; maintien du flux des ressources et de l'aide publique au développement ; fonds monétaire international ; banques mondiales ; agence internationale de développement ; allocation nouvelle de droits de tirages spéciaux ; club de Paris [13 juin 1984] (p. 3294) ;

— **M. Alain Madelin : bilan du voyage de M. François Mitterrand à Moscou** : défense de la paix : limitation des armements ; respect des droits de l'Homme ; cas de MM. Sakharov et Chtcharanski ; problèmes de la Pologne, de l'Afghanistan ; 40e anniversaire du débarquement en Normandie ; SS 20 ; construction communautaire [27 juin 1984] (p. 3735) ; rapprochement culturel (p. 3736) ; ;

— **M. Joseph Pinard : article du « Figaro-Magazine » sur Mme Yvonne Legrand** : défense des droits de l'Homme ; enquête sur les détournements de documents à l'ambassade [27 juin 1984] (p. 3745);

— **M. Michel Debré : retrait des troupes libyennes et non-immixtion dans les affaires intérieures du Tchad** : envoie des troupes au Tchad en 1983 ayant pour but d'arrêter une invasion étrangère ; position des Libyens, accord sur le retrait des troupes ; direction du Tchad par le Président Hissène Habré ; départ des troupes françaises du Liban [10 octobre 1984] (p. 4608) ;

— **M. Alain Vivien : Tchad** : désengagement militaire accompagné d'un désengagement des troupes libyennes ; chef d'Etat de la République du Tchad ; coopération entre les deux pays ; aide alimentaire [10 octobre 1984] (p. 4611) ;

— **M. Théo Vial-Massat : problème des démocrates condamnés à mort en Turquie** : renouveau de sévérité en Turquie ; situation des droits de l'Homme dans ce pays ; action de la France ; poursuites du Gouvernement turc devant le Conseil de l'Europe pour violation des droits de l'Homme [10 octobre 1984] (p. 4619) ;

— **M. Robert Montdargent : semaine de l'O.N.U. sur le désarmement** : nucléaire ; convention sur les armes biologiques [17 octobre 1984] (p. 4851) ; installation des SS 20 en Europe orientale ; équilibre des forces (p. 4852) ;

— **M. Jean-Louis Masson : rapatriement des Français d'Algérie et transfert de leurs biens en France** : cessions immobilières de propriétés ; attitude du Gouvernement algérien ; indique que les Français rapatriant des sommes provenant des ventes de biens n'ont aucune déclaration de revenus à faire [17 octobre 1984] (p. 4853) ; cessions immobilières ; procès-verbal de la réunion d'octobre 1983 entre la France et l'Algérie (p. 4854) ;

— **M. René La Combe : multiplication des relations des pays occidentaux avec la Pologne** : attitude du peuple polonais lors de l'enterrement du Père Popieluszko ; condamnation catégorique du « coup de Varsovie » par le Gouvernement français ; poursuite des échanges commerciaux avec la Pologne ; caractère distant des rapports politiques avec ce pays ; visite d'une délégation parlementaire polonaise en France [7 novembre 1984] (p. 5652) ;

— **M. André Bellon : sommet franco-allemand** : rencontre de Bad-Kreuznach ; future union politique ; élargissement de la Communauté ; développement d'Ariane 5 et du nouveau moteur HM 60 ; construction d'un satellite commun militaire d'observation [7 novembre 1984] (p. 5653) ;

— **M. Guy Malandain : Nicaragua** : absence d'incident pendant les élections ; son espoir de la contribution de cette élection à la détente en Amérique centrale [7 novembre 1984] (p. 5655) ;

— **M. Théo Vial-Massat : grévistes de la faim au Maroc** : rappel des événements survenus au Maroc et des démarches entreprises par le Gouvernement français ; cas du poète Ibrahim El Ansari ; revendications des grévistes concernant le droit de visite des familles [7 novembre 1984] (p. 5659) ;

— **M. François Asensi : situation au Nicaragua** : déroulement des élections générales au Nicaragua le 4 novembre

dernier ; nature des livraisons faites à ce pays ; demande de réunion du Conseil de Sécurité par le Nicaragua ; engagement de la France aux côtés des pays du groupe de Contadora [14 novembre 1984] (p. 6016) ;

— **M. Louis Odru : comportement du Gouvernement turc lors des obsèques d'un opposant politique :** caractère humiliant du contrôle d'identité subi par les membres de la famille de M. Kemal Ozgul ; retour en France des membres de la famille de ce militant [21 novembre 1984] (p. 6223) ;

— **M. Roger Rouquette : Chili :** détérioration de la situation au Chili ; multiplication des campagnes de protestation [21 novembre 1984] (p. 6228) ; rappel de l'indignation de la France ; activité de l'ambassade de France à Santiago (p. 6229) ;

— **M. Olivier Stirn : situation des Juifs en Syrie :** intervention systématique de la France en cas de discrimination [21 novembre 1984] (p. 6230) ; possibilité pour le Président de la République d'évoquer ce problème lors de sa visite en Syrie ; statut des Juifs syriens ; énumération des discriminations les concernant (p. 6231) ;

— **M. Gilbert Gantier : situation au Tchad :** présence de troupes libyennes au Tchad ; refus par le Président Hissène Habré d'un envoi par la France d'éléments défensifs ; impossibilité pour l'armée libyenne d'attaquer [5 décembre 1984] (p. 6695) ; volonté de la France d'obtenir l'évacuation des troupes libyennes du Tchad ; nécessité d'une réconciliation des Tchadiens (p. 6696) ;

orale sans débat de :

— **M. Emile Koehl (n° 620) : indemnisation des « malgré nous » :** hommage aux « malgré nous » [11 mai 1984] (p. 2253) ; opposition de certains milieux allemands au principe de l'indemnisation ; entrée en vigueur de l'accord d'indemnisation le 10 juin 1984 ; amitié franco-allemande ; forêt du Mundat (p. 2254).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes (ensemble trois annexes et un protocole) (n° 2037).**

Première lecture, discussion générale : monopole des entreprises des Etats membres pour participer aux appels d'offre de la Banque ; coopération de la Banque avec le fonds d'aide et de coopération ; engagement de la France dans une politique de coopération financière régionale ; politique de relance au niveau mondial [25 avril 1984] (p. 1925) ; taux de change sur la période de février à octobre 1983 ; utilisation du terme « Caraïbes » ; problème de savoir si la France est ou non un Etat régional ; politique systématique d'activité à l'intérieur des banques régionales ; adhésion à une institution dont la langue officielle est l'anglais (p. 1927).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).**

Discussion : événements ayant marqué la présence et l'action de la France lors des six derniers mois ; visite du Président de la République aux Etats-Unis ; visite à venir de celui-ci en U.R.S.S. ; relations avec l'U.R.S.S. ; Afghanistan ; Pologne ; pays d'Europe de l'Est multipliant les avances à l'égard de la C.E.E. ; cas de la Hongrie ; agriculture ; rapports avec le tiers monde [26 avril 1984] (p. 1950) ; élection de l'Assemblée européenne en juin 1984 ; coopération aéronautique ; erreurs commises lors de la négociation de l'élargissement de la Communauté avec le Royaume-Uni ; situation au Proche-Orient ; présence de la France à Beyrouth ; départ du contingent américain ; maintien de la présence française au Liban ; présence militaire française au Tchad (p. 1951) ; négociation dans ce pays ; prises de position de la France : condamnation du totalitarisme ; affirmation des droits à l'autodétermination ; politique d'apartheid menée en Afrique australe ; encouragement au non-alignement ; situation à Chypre ; engagement de la France au sein de l'alliance atlantique ; déséquilibre des armes en Europe ; désordre de l'économie mondiale (p. 1952) ; indépendance de la France (p. 1953) ; politique menée par la France vis-à-vis de l'U.R.S.S. ; décision du Président de la République de se rendre à Moscou (p. 1997) ; Liban ; absence d'alignement de la politique française au Liban sur celle des Etats-Unis ; attitude de la France vis-à-vis de la Pologne ; indépendance de la force nucléaire française ; cas de Mayotte ; déploiement des fusées Pershing ; élections en Argentine ; attitude de la France au Tchad ; sa visite à Tripoli ; situation au Liban (p. 1998) ; droit à l'autodétermination dans le monde ; sa condamnation de l'invasion de l'île de la Grenade ; respect du droit (p. 1999).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* maintien des priorités : solidarité avec les Français de l'étranger, action culturelle, modernisation de l'outil diplomatique ; direction générale des relations culturelles ; bourses accordées aux enfants français résidant à l'étranger ; mesures en faveur des étrangers ; audiovisuel ; expérience TV 5 ; développement de l'outil télématique ; titularisation des agents contractuels à l'étranger ; fermeture de consulats et ouverture de divers organismes à l'étranger [8 novembre 1984] (p. 5525, 5526) ; informatique ; construction d'un centre de conférences internationales ; confrontation entre l'Est et l'Ouest ; accumulation des armements ; alliance atlantique ; non-alignement ; attachement de la France à l'O.U.A. ; coopération entre la C.E.E. et l'Amérique centrale ; tensions et complots internationaux (p. 5727) ; violation du droit des peuples ; problème du tiers monde ; politique mondiale menée par la France (p. 5728) ; coordination dans le domaine culturel ; transformations d'emplois ; maintien de la présence du français en Asie ; fermetures et ouvertures d'instituts culturels (p. 5749) ; pays du tiers monde ; contribution de la France au budget de l'alliance française ; fermeture de certains postes consulaires ; redéploiement diplomatique de la France ; Tchad ; attitude des Libyens vis-à-vis de ce pays ; Liban ; tension Est-Ouest ; limitation contrôlée des armements (p. 5750) ; utilisation militaire de l'espace ; concertation de la France avec les pays européens ; rôle de l'Union de l'Europe occidentale ; réunions stratégiques bilatérales franco-allemandes ; Pologne ; Union Soviétique (p. 5751).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Godefroy :* souveraineté de l'Etat de Chypre ; rôle de la France vis-à-vis de ce pays (p. 5752) ;

— *M. Jacques Godfrain :* situation au Tchad ; force « Manta » ; sérieuses chances de réconciliations au Tchad (p. 5752) ;

— *M. Pierre Godefroy :* renvoie celui-ci au précédent débat (p. 5753) ;

— *M. Jacques Baumel :* Nouvelle-Calédonie ; voyage de jeunes Mélanésiens en Libye (p. 5753) ;

— *M. Roland Beix :* indique que les Etats-Unis doivent quitter l'Unesco le 31 décembre 1984 ; réforme de l'Unesco (p. 5753, 5754) ;

— *M. Loïc Bouvard :* condamnation par la France de la présence étrangère en Afghanistan ; aide aux populations victimes d'agression (p. 5756) ; rôle des associations privées (p. 5757) ;

— *M. Olivier Stirn :* bilan de la politique étrangère de la France en Asie, notamment au Cambodge (p. 5758) ;

— *M. Jacques Baumel :* attitude américaine à l'égard de l'Unesco ; position du Conseil exécutif ; possibilités de réformes (p. 5761) ;

— *M. Guy Vadepied :* frais de scolarité à l'étranger (p. 5761) ; enseignants français à l'étranger ; bourses (p. 5762) ;

— *M. Pierre Lagorce :* absence de relations entre la France et la Corée du Nord ; attitude de la France vis-à-vis de la Corée du Sud ; rôle de la France pour le rapprochement entre les deux Corées (p. 5762) ; attentat de Rangoon (p. 5763) ;

— *M. Louis Moulinet :* situation au Cambodge ; Gouvernement de Phnom Penh ; enseignement du français au Cambodge (p. 5764) ;

Examen des crédits : **I. — Services diplomatiques et généraux : Etat C. — Titre VI :** carrière des diplomates ; agents du ministère actuellement en poste dans les entreprises nationales ou privées (p. 5766).

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Risque de rallumer la guerre scolaire ; motivations du projet ; nationalisation des établissements privés ; argument financier n'ayant pas « l'ombre d'une justification sérieuse » ; enseignement privé ; argument pédagogique [24 mai 1984] (p. 2600) ; programmes ; syndicats politisés qui régentent l'éducation nationale ; statut des maîtres ; processus conduisant à la mise en tutelle des enseignants ; texte constituant un péril mortel pour la liberté des familles ; personnes morales de droit public devant disposer de la moitié au moins des sièges du Conseil d'administration des établissements d'intérêt public ; « asphyxie lente et certaine » des écoles privées ; choix des maîtres ; carte scolaire ; titularisation ; tutelle étatique et syndicale (p. 2601) ; établissements privés dont le personnel ne sera pas fonctionnarisé à 50 p. 100 ; possibilité pour le Président de donner davantage de son si M. Pierre Joxe est « un peu sourd » ; qualité de notre système éducatif ; rénovation de l'éducation nationale ; mise en chantier d'un collège par jour sous la Ve République (p. 2602) ; priorité donnée au budget de l'éducation nationale ; dévouement et conscience professionnelle de la très grande majorité des maîtres ; passion de l'égalitarisme ; création du collège unique ; suppression des mentions ; conception exigente de la laïcité ; déformation « marxiste » de l'initiation économique ; entreprise d'endoctrinement ; recherche de l'effort et du dépassement (p. 2603) ; pédagogie ; lutte contre le sentiment d'impuissance ; irresponsabilité engendrant l'inefficacité ; enseignement élémentaire ; responsabilité ; adhésion de certains maîtres aux syndicats parce qu'ils ne peuvent pas plus rapidement être informés de leur affectation (p. 2604) ; dégradation du système éducatif ; enseignants ; élèves ; choix des étudiants pour des filières où il y a sélection : I.U.T., grandes écoles, classes préparatoires ; transformation du premier cycle des universités en une sorte de garderie ; émulation ; diversification des établissements ; souhaite un service public de l'éducation nationale diversifié ; système éducatif ; disparition d'une liberté ; atteintes à diverses libertés parmi lesquelles la liberté d'entreprendre, la liberté de la presse et la liberté des familles ; crispation dans l'intolérance du Gouvernement ; absence de loi adoptée sous la Ve République sans que ses articles aient été discutés, au moins en commission (p. 2605) ; condamnation du projet de loi justifiant la motion de censure (p. 2606).

CHOMAT (Paul)

Député de la Loire
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention (n° 2074) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2074) modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les **brevets d'invention,** modifiée **(n° 2110)** [15 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2390) portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant **rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2421)** [14 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problèmes de l'enseignement** : insuffisance des moyens prévus pour la rentrée de 1984 ; décision de réduction des crédits d'équipement [5 avril 1984] (p. 1166) ;

— **Situation de Creusot-Loire** : exemple de l'entreprise Phoenix-Steel ; opération contre Framatome ; risque d'affaiblissement de l'industrie nucléaire ; aide de l'Etat [6 juin 1984] (p. 2978) ;

— **Entreprise Creusot-Loire** : engagements financiers des actionnaires privés ; renforcement du contrôle public sur la gestion [20 juin 1984] (p. 3510) ;

— **Application de la loi sur la démocratisation du secteur public dans la sidérurgie** : concertation de Sacilor et d'Usinor pour proposer un plan de restructuration des produits longs en aciers spéciaux ; accord de ces deux groupes pour la mise en place d'une équipe dirigeante ; constitution d'une holding Ascométal sans consultation des Conseils d'administration de Sacilor et d'Usinor [14 novembre 1984] (p. 6018) ;

— **Machines-outils** : suppression d'emplois dans ce secteur ; dépôt de bilan chez Ernault-Somua ; situation à l'usine Berthiez de Saint-Etienne ; réponse aux propos du dirigeant du M.F.L. [5 décembre 1984] (p. 6698) ;

orale sans débat :

— **n° 752,** posée le 11 décembre 1984 : **entreprises (nationalisées)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : **Restructurations externes de certains groupes publics** : problème des cessions d'actifs au privé ; mesures prises pour faire respecter les textes en vigueur ; nécessité de considérer la cession comme une ultime décision ; affaiblissement des groupes nationalisés en 1982 ; conséquence néfaste des décisions relatives au remboursement anticipé des prêts ; insuffisance des efforts de concertation (p. 6942).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : liquidations ; récupérations des créanciers chirographaires ; objectifs du présent texte ; loi sur la prévention et le règlement amiable des difficultés des entreprises ; droit actuellement en vigueur conçu pour faciliter le redéploiement et les restructurations du capital ; « faillite » de la législation de 1967 ; législation permettant de liquider une entreprise ; recherche du profit ; application de la réforme ; propositions de loi des députés communistes de 1982 ; période d'observation ; rôle du tribunal ; fonctions de l'administrateur [5 avril 1984] (p. 1191) ; amélioration du dispositif proposé ; instances judiciaires compétentes ; représentation des salariés pendant la période d'observation ; préoccupations de préservation de l'emploi ; nécessité d'amé-

liorer les systèmes actuels des aides ; possibilité de créer des agences départementales pour les entreprises en difficultés (p. 1192).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 192 (création d'une Chambre économique dans chaque tribunal de grande instance) [6 avril 1984] (p. 1235) ; retiré (p. 1236) ; **article 8 :** son amendement n° 193 (pouvoirs du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1240) ; rejeté (p. 1241) ; **article 10 :** son amendement n° 194 (possibilité de désigner un à trois représentants des salariés) : rejeté (p. 1245) ; **article 43 :** importance du droit de contrôle des créances salariales accordé au représentant des salariés ; compétence de la juridiction prud'homale [9 avril 1984] (p. 1283) ; **article 45 :** risque d'abus ; attitude de l'opposition prête à encourager les employeurs à licencier les salariés (p. 1288) ; **article 54 :** protection des créances salariales ; nécessité de protéger les créances des comités d'entreprise dans les mêmes conditions (p. 1294) ; **article 63 :** nécessité pour le plan de redressement de comporter un volet social ; protection des salariés ; nécessité d'un licenciement préalable pour pouvoir toucher l'A.G.S. (p. 1300) ; **article 77 :** protection des créances des comités d'entreprise (p. 1319) ; **après l'article 129 :** protection des créances des comités d'entreprise [10 avril 1984] (p. 1348).

Explications de vote : défense des intérêts des créanciers ; modification des statuts des sociétés Peugeot et Talbot ; projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires ; droit des salariés ; souhaite une mise en application rapide de ce texte (p. 1412).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Deuxième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [15 octobre 1984] (p. 4777).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : insuffisance des moyens budgétaires du sport ; loi Mazeaud [11 avril 1984] (p. 1481) ; existence de 14 200 clubs sportifs ; besoins nouveaux naissant des changements de société ; éducation physique et sportive ; aide de l'Etat ou des collectivités locales ; besoins de locaux pour les clubs sportifs ; possibilité de créer une structure pouvant être assimilée à un Fonjep sportif ; diversité des besoins ; rôle de la médecine par rapport au sport ; rôle du sport au service de la paix et de l'amitié entre les peuples ; budgets relatifs au sport (p. 1482).

Discussion des articles : **article 1 :** son amendement n° 219 (responsabilité du ministre de l'éducation nationale en matière d'éducation physique et sportive) ; caractère obligatoire de l'enseignement de l'éducation physique et sportive ; ministre « chargé » de l'éducation nationale [12 avril 1984] (p. 1509) ; rejeté ; son amendement n° 220 (rôle du sport de haut niveau) (p. 1510) ; responsabilité de l'Etat en matière de sport de haut niveau ; adopté (p. 1511) ; son amendement n° 221 (actions conjointes de l'Etat et du mouvement sportif pour encourager le sport de haut niveau) : adopté (p. 1512) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 240 (création d'un Conseil national des activités physiques et sportives) ; maintien du comité national olympique ; promotion du sport par le canal du Conseil national des activités physiques et sportives (p. 1513) ; réservé ; **article 2 :** son amendement n° 141 (incorporation des équipements sportifs dans les programmes pédagogiques des établissements scolaires) ; absence d'infrastructures (p. 1514) ; rejeté (p. 1515) ; **article 3 :** constitution d'équipes pédagogiques dans les écoles pré-élémentaires et élémentaires ; problème de la période transitoire ; nécessité de faire appel à des aides extérieures (p. 1519) ; **article 7 :** son amendement n° 225 (création d'associations sportives et universitaires dans l'enseignement supérieur) : satisfait (p. 1525) ; **article 8 :** situation du sport scolaire et universitaire ; lien entre le sport scolaire et l'enseignement (p. 1526) ; **article 9 :** inadaptation des structures actuelles régies par la loi de 1901 ; rôle des sportifs professionnels ; nécessité d'assainir la gestion et le financement des clubs professionnels ; spécificité de ces clubs (p. 1536) ; situation financière du football professionnel (p. 1537) ; **article 10 :** échec du plan de relance du sport à l'école élaboré par M. Jean-Pierre Soisson (p. 1544) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 249 à l'amendement n° 35 de la commission (mettant sous la tutelle du ministre de l'éducation nationale les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires) : adopté (p. 1579) ; **article 16 :** action du comité national olympique et sportif français ; création du Conseil national des activités physiques et sportives (p. 1582) ; **article 17 :** sport dans l'entreprise ; cinquantenaire de la fédération sportive et gymnique du travail (p. 1585) ; **article 23 :** son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) ; accès aux universités, des sportifs de haut niveau ; adopté ; son amendement n° 227 : devenu sans objet (p. 1592) ; **article 25 :** son sous-amendement n° 257 à l'amendement n° 177 du Gouvernement (conditions particulières d'emploi pour les sportifs de haut niveau sans préjudice de carrière) ; devenu sans objet (p. 1594) ; **après l'article 26 :** son amendement n° 240 (créant auprès du Premier ministre un comité national des activités physiques et sportives) ; prise en compte de l'évolution des activités physiques et sportives ; retiré (p. 1595) ; création d'un comité national de la recherche et de la technologie en activités physiques et sportives (p. 1598) ; son amendement n° 142 (élaboration par les communes d'une politique locale des activités physiques et sportives) : retiré (p. 1599) ; **article 27 :** nécessité d'instituer un livret sportif individuel pour chaque élève au début de sa scolarité (p. 1607) ; son amendement n° 235 (obligation pour tout participant à une manifestation sportive de produire son livret sportif individuel) : retiré (p. 1608) ; **après l'article 29A :** son amendement n° 236 (obligation pour les programmes de construction d'ensemble immobilier de comporter des aires destinées à la pratique des activités physiques et sportives) : rejeté (p. 1616) ; **article 30 :** son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 59 de la commission (avis du maire de la commune où l'équipement sportif est implanté) : adopté ; son amendement n° 238 : devenu sans objet (p. 1618) ; **article 31 :** son amendement n° 144 (inapplication des dispositions de cet article aux personnels d'animation exerçant leurs activités dans le cadre des centres de vacances) : retiré (p. 1622) ; **article 33 :** son amendement n° 242 à l'amendement n° 65 de la commission (supprimant la référence aux dirigeants dans le second alinéa de cet amendement) : non soutenu (p. 1624).

Deuxième lecture, discussion générale : célébration récente du 90e anniversaire du comité international olympique [5 juin 1984] (p. 2941) ; déroulement des jeux olympiques de 1992 en France ; participation aux jeux de Los-Angelès ; sécurité des athlètes des pays de l'Est ; boycott des jeux de Moscou ; soutien aux efforts déployés par le comité national olympique et sportif français pour les jeux de 1988 ; problème de la suppression du Conseil national des activités physiques et sportives ; droit au sport ; responsabilité de l'Etat ; problème des équipements sportifs (p. 2942).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 38 (possibilité pour les instituteurs et les institutrices constituant une équipe pédagogique d'acquérir une qualification dominante en éducation physique) ; intervention de personnes qualifiées dans les écoles primaires et maternelles à la demande et sous la responsabilité de l'équipe pédagogique (p. 2947) : retiré (p. 2948) ; **article 9 :** problème de la société à objet sportif (p. 2949) ; **article 15 :** son amendement n° 39 (nécessité d'une autorisation administrative après avis préalable de la fédération intéressée pour l'organisation, par toute personne de droit privé, de manifestation sportive) ; nécessité que l'organisateur demande à la fédération compétente un agrément ou un avis (p. 2950) ; abus de certains organisateurs ; pouvoir discrétionnaire accordé aux fédérations ; rejeté (p. 2951) ; **article 17*bis* :** son amendement n° 40 (organisation d'activités physiques sous la responsabilité du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : retiré (p. 2952) ; **après l'article 26 et l'article 26*bis* :** Conseil national des activités physiques et sportives ; formes nouvelles de la pratique grâce à l'action des collectivités locales ; risque d'aggravation de la ségrégation sociale ; nécessité d'un lieu de concertation (p. 2953) ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 23 de la commission (élargissement de l'accès aux activités physiques et sportives) : retiré ; son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 23 de la commission (avis sur le rapport annuel du fonds national de développement du sport) : retiré ; son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 35 du Gouvernement (rôle du Conseil national des activités physiques et sportives) ; avis sur le rapport annuel du fonds national du développement du sport ; publication tous les deux ans d'un bilan sur les perspectives et développement des activités physiques et sportives (p. 2955) ; domaine réglementaire ; fonds national de développement du sport ; nécessité de publication d'un rapport bi-annuel ; haut Conseil du secteur public ; rejeté ; abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 2956) ; **article 29B :** son amendement n° 43 (équipements

nécessaires à la pratique des activités physiques et sportives dans les établissements scolaires) (p. 2957) ; retiré (p. 2958).

Explications de vote : acquis significatif du texte ; limitation des activités du Conseil national des activités physiques et sportives ; vote favorable du groupe communiste (p. 2960).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : retrait d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; difficultés du secteur du bâtiment travaux publics ; loi de 1977 relative au financement du logement ; acharnement de la droite et du patronat ; projet d'exposition universelle ; T.G.V. Atlantique ; exportation ; liquidation d'unités de production en France ; politique sociale du secteur du bâtiment et des travaux publics ; troisième tranche du fonds spécial des grands travaux ; pôles de conversion [24 avril 1984] (p. 1865) ; économies d'énergie ; réforme du financement du logement ; rôle du secteur public ; 9e Plan ; vote positif du groupe communiste (p. 1866).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4.** — *article 410 du code rural :* conventions passées entre les pouvoirs publics et les concessionnaires [16 mai 1984] (p. 2404) ; *article 411 du code rural :* problème du transport par camion du poisson ; nécessité de protéger l'environnement et de maintenir la qualité de l'eau ; interventions sur les ouvrages ; cas d'impossibilités techniques (p. 2405).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée (n° 2074).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : situation de la France en matière de brevets ; initiatives du Gouvernement dans ce domaine, notamment programme des dix mesures pour le développement pour la recherche industrielle ; insuffisance de notre effort de recherche ; situation des inventeurs salariés ; thèmes du texte : protection des brevetés, sécurité juridique des industriels de bonne foi, simplification de certaines formalités pour les inventeurs, système d'assurance gratuite en matière de brevet [23 mai 1984] (p. 2592) ; mécanisme proche de l'assistance judiciaire pour les inventeurs aux faibles ressources ; souhait de la commission d'étendre la réduction des taxes et l'assistance gratuite pour les entreprises nouvelles ; progression du nombre des demandes de brevets français d'origine nationale en 1983 (p. 2593).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (substituant au mot « subordonne » les mots « peut subordonner ») ; constitution de garanties ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (action en contrefaçon) ; action en déclaration de non-contrefaçon ; jugement déclaratif de non-contrefaçon ; adopté ; son amendement n° 3 (dépenses afférentes à cette action) ; prise en charge des frais occasionnés par le brevet à l'exercice de l'action en déclaration de non-contrefaçon ; honoraires des avocats (p. 2595) ; adopté ; **après l'article 3** : problème de la décentralisation de l'Institut national de la propriété industrielle (I.N.P.I.) en Lorraine ; centres régionaux de cet institut (p. 2596) ; **article 4** : son amendement n° 4 (substituant aux mots « en premier et dernier ressort » le mot « directement ») ; rôle du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle ; adopté (p. 2597).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : renouveau de l'aménagement ; activités économiques productrices ; absence de référence à des objectifs de maintien et d'extension d'activités existantes dans la définition de l'aménagement ; besoins en aménagement ; attribution des logements sociaux ; nécessité de réduire les gâchis financiers [21 juin 1984] (p. 3587) ; rôle des milieux professionnels, notamment ateliers publics d'architecture ; volonté « transformatrice » de la maîtrise d'ouvrage public (p. 3588).

Discussion des articles : **article 1er.** — *avant l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 140 (organisation des villes et des quartiers pour l'utilité commune des habitants) (p. 3591) ; retiré ; *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 251 à l'amendement n° 2 de la commission (opérations assurant le droit au logement de toutes les catégories de population) (p. 3592) ; rejeté (p. 3593) ; son amendement n° 141 : devenu sans objet (p. 3594) ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* ses amendements nos 142, 143 et 144 : devenus sans objet ; *article L 300-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 146 (publicité accordée aux demandes de permis de construire ou d'aménagement) (p. 3595) ; rejeté (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 4 de la commission (acquisition de terrains par voie d'expropriation) ; procédure d'expropriation ouverte aux sociétés d'économie mixte (p. 3597) ; procédure de l'expropriation ; rejeté (p. 3598) ; **article 4** : spéculations ; système d'estimation résultant de l'article L. 13-15 du code de l'expropriation ; date de la publication du P.O.S. ; cas d'une commune de banlieue non dotée d'un P.O.S. ; concertation entre les acteurs de la vie urbaine ; date de décision d'élaboration du P.O.S. ; ses amendements n° 149 et n° 150 (décision prescrivant l'élaboration du P.O.S.) : rejetés [22 juin 1984] (p. 3626) ; **article 11.** — *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 155 (rendant obligatoire l'avis des communes concernées par la protection des sites) (p. 3629) ; retiré (p. 3630) ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 156 (ouverture gratuite des espaces naturels prévue par cet article du code) : retiré (p. 3634) ; **article 14** : son amendement n° 157 (avis des Conseils municipaux des communes concernées) : adopté ; son amendement n° 158 (création d'une zone d'aménagement concerté) (p. 3637) ; rejeté (p. 3638) ; **article 6 précédemment réservé** : *article L. 211-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 151 (possibilité de rétablir ultérieurement le droit de préemption dans les mêmes conditions) : adopté (p. 3646) ; **article 8 précédemment réservé** : prix du bien préempté ; règlement de ce prix dans un délai de six mois suite à la décision d'acquisition (p. 3652) ; *article L.213-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 152 (élaboration du P.O.S.) : rejeté ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 153 (extension du droit de préemption en application du dernier alinéa de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme) ; exercice du droit de préemption pendant un délai de cinq ans dans les zones où le Conseil municipal a renforcé ce droit ; cas d'un bien à nouveau mis en vente (p. 3655) ; cas où le nouveau propriétaire remet le bien en vente ; rejeté (p. 3656) ; **article 16.** — *article L. 314-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 159 (nécessité d'offrir au moins deux propositions de local de remplacement) : devenu sans objet (p. 3671) ; **article 17** : commerçants et artisans ; souhaite donner aux communes la possibilité d'empêcher le gel des terrains et des bâtiments au-delà d'un certain délai fixé à trois ans (p. 3672) ; **article 20** : son amendement n° 268 (possibilité pour le Conseil municipal de majorer la taxe locale d'équipement) ; constructions d'H.L.M. ; exonération de la taxe locale d'équipement pour les organismes constructeurs ; possibilité pour le Conseil municipal de majorer d'un point le taux de la taxe locale d'équipement ; retiré (p. 3675) ; **article 21.** — *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 162 (taxe locale d'équipement) ; soumission à cette taxe ; aménageurs ayant en charge la réalisation de certains équipements publics (p. 3677) ; retiré (p. 3678) ; **après l'article 23** : son amendement n° 163 (valeurs mobilières servant au financement de l'industrie française) (p. 3679) ; retiré (p. 3680) ; **article 24** : son amendement n° 164 (possibilité pour toute commune d'exercer les droits reconnus à la partie civile) : adopté (p. 3681) ; **article 27.** — *article L. 441-1 du code de la construction :* son amendement n° 165 (équilibre social des quartiers et communes) : adopté (p. 3687) ; *après l'article L. 441-1 du code de la construction :* son amendement n° 166 (élaboration d'un programme local de l'habitat) (p. 3688) ; retiré ; *article L. 441-2 du code de la construction :* son amendement n° 167 (organismes propriétaires de logements ayant bénéficié de l'aide de l'Etat) (p. 3689) ; retiré (p. 3690).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste ; justes évaluations des biens expropriés ; prise en compte de la dimension économique de l'aménagement urbain ; rôle des cités H.L.M. ; exploitation du thème de l'insécurité par la droite au cours des dernières élections municipales (p. 3695).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er.** — *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 1 de la commission (garantie de l'équilibre social des quartiers) ; son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 1 de la commission (mise en œuvre d'une politique locale des déplacements favorisant le développement des transports en commun) : rejetés [14 décembre 1984] (p. 6983) ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 96 (détermination des modalités minimales de la

concertation avec les habitants par décret en Conseil d'Etat) ; son amendement n° 97 (modification ou révision des plans d'occupation des sols) : rejetés (p. 6984) ; **article 27.** — *article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 102 (fixation des modalités selon lesquelles le maire de la commune d'implantation des logements est consulté) : devenu sans objet (p. 7011).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : retour à la loi Debré de 1959 ; renoncement à l'engagement majeur de la gauche ; aspect positif du texte : accord des communes pour la signature des contrats d'association ; absence d'amélioration de la situation actuelle des enseignants [8 octobre 1984] (p. 4513) ; commissions de concertation ; la carte scolaire ; critique du retour à la loi Debré ; ségrégation sociale ; besoin de rénovation et de développement de l'école publique ; nécessité de démocratiser et de transformer cette école ; risque d'affaiblissement des établissements publics ; mobilisation de la droite ; dualisme scolaire ; nécessité d'assurer une formation moderne pour chacun (p. 4514).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 52 (utilisation des équipements sportifs) [9 octobre 1984] (p. 4543) ; son amendement n° 52 : rejeté (p. 4549) ; **article 7.** — *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* composition des Conseils d'administration des collèges, lycées ou établissements d'éducation spéciale (p. 4562) ; notion d'usager ; situation identique à celle des établissements d'enseignement agricole (p. 4563) ; **après l'article 14 :** nécessité de réaffirmer la priorité au développement et à la rénovation du service public de l'éducation (p. 4576) ; **article 15.** — *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* participation des personnels et parents d'élèves aux réunions de l'organe compétent (p. 4585) ; son amendement n° 58 (garantie d'exercice des libertés individuelles et collectives pour les personnels des établissements privés) ; situation des personnels de l'enseignement privé ; arbitraire de la part de leurs employeurs (p. 4586) ; rejeté (p. 4587).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** frais de garde des jeunes enfants ; déduction ; grandes fortunes [17 octobre 1984] (p. 4878) ; service d'aide ménagère pour les personnes âgées ; charges financières occasionnées par le recours à une femme de ménage (p. 4879).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* familles démunies ; mise en place des commissions d'aide aux locataires en difficulté ; besoin en matière de rénovation et de construction de logements ; nombre de personnes mal logées ; chômage ; insuffisance de l'objectif de construction de 70 000 logements locatifs sociaux ; projet marqué par un retrait en matière de financement de la construction aidée ; baisse des autorisations de programme ; mécanisme de financement de la construction locative sociale ; taux des prêts ; rémunération de l'épargne-logement ; rémunération de l'épargne ; niveau des loyers [30 octobre 1984] (p. 5396) ; crédits prévus pour l'aide personnalisée aux logements ; hausse des loyers ; objectifs de réhabilitation de logements fixés par le Plan ; problème de la fusion en une aide unique de l'allocation logement et de l'A.P.L. ; vote hostile des députés communistes à ce budget (p. 5397).

Questions : conventionnement massif du patrimoine de l'office H.L.M. de Saint-Etienne ; départ de familles ne bénéficiant pas de l'aide personnalisée au logement ; travaux d'entretien pour les locataires (p. 5416) ; travaux générateurs d'économie d'énergie ; augmentation de la valeur locative ; réévaluations des valeurs locatives (p. 5418).

Education nationale. — *Discussion générale :* nécessité d'une rénovation du service public de l'éducation ; augmentation du nombre des ingénieurs et des techniciens ; baisse du recrutement en seconde technique ; absence d'effort dans les régions déclarées pôles de conversion ; existence de crédits supplémentaires en matière d'équipement informatique et de technologie nouvelle ; insuffisance du nombre d'emplois créés ; faiblesse des bourses pour les élèves des L.E.P. et des lycées d'enseignement technique ; mise en place de groupes de pilotage académiques ; importance du jumelage école-entreprise [12 novembre 1984] (p. 5883) ; réforme de la taxe d'apprentissage (p. 5884).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* politique du déclin de l'économie menée en 1981 ; résultats non satisfaisants en matière de production industrielle et de déficit du commerce extérieur en 1983 ; aggravation de la situation en 1984 ; part du charbon national dans la consommation de charbon ; recul du déficit du commerce extérieur ; possibilité de lier ce recul à la baisse du pouvoir d'achat et de l'investissement ; sommes allant à des secteurs et des régions en difficulté ; moyens de la politique industrielle ; secteur public industriel ; investissements massifs des entreprises publiques françaises à l'étranger notamment aux Etats-Unis ; nécessité de mettre au premier plan l'investissement sur l'homme [14 novembre 1984] (p. 6024) ; mobilisation de capitaux ; rôle des finances publiques et du capital privé ; vote hostile du groupe communiste (p. 6025).

— Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).

Première lecture, discussion générale : ouverture du droit au remboursement en cas de gratuité du transport effectué ; véhicules adaptés aux transports collectifs ; problème de la mise à disposition de véhicules particuliers aux chefs d'entreprises ; remboursement devant être calculé au prorata des effectifs concernés ; région d'Ile-de-France ; abaissement du seuil de perception du versement transport aux communes ou groupements de communes de 30 000 habitants ; suppression de tout seuil de population pour l'institution du versement ; libre détermination dans la fixation du taux de versement [20 novembre 1984] (p. 6210-6211).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 4 (précisant que le transport doit être effectué dans des véhicules adaptés à cet effet) ; notion de transport collectif ; retiré ; **après l'article unique :** son amendement n° 5 (supprimant la référence au seuil de population pour l'institution du versement transport) (p. 6211) ; différences existant actuellement entre les communes dont la population est comprise entre 30 000 et 100 000 habitants et les communes de plus de 100 000 habitants ; retiré ; son amendement n° 6 (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 233-61 du code des communes) : retiré ; son amendement n° 7 (insérant les mots « et à titre gratuit » après le mot « intégralement » dans la loi de 1971 relative aux transports en Ile-de-France) ; retiré.

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : rumeurs selon lesquelles la direction de l'architecture disparaîtrait au profit de directions techniques ; rapport Millier ; coût des réalisations publiques ; chiffre d'affaires dans le secteur du bâtiment-travaux publics ; délégation de la maîtrise d'ouvrage ; projet privilégiant les entreprises générales au détriment des entreprises secondaires et excluant les entreprises artisanales ; impossibilité pour le groupe communiste d'accepter ce texte [12 décembre 1984] (p. 6877) ; maîtrise d'ouvrage ; rapport Millier ; rôle du maître d'ouvrage ; rétablissement de la compétence exclusive du maître d'ouvrage pour le choix du maître d'œuvre et l'approbation des avant-projets ; souhaite la suppression de la mission de base ; entreprises générales ; négociation de la mission de base ; entreprises artisanales ; coût de construction ; multiplication des modèles sur l'aménagement du territoire ; indique que le vote du groupe communiste sera fonction du sort réservé à ses amendements (p. 6878).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 135 (cas des entreprises privées ou des sociétés nationales construisant des équipements publics) : retiré (p. 6884) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 6 de la commission (modalités d'information et de consultation de la population) (p. 6885) ; consultation de la population ; représentants des locataires (p. 6886) ; retiré (p. 6887) ; **article 3 :** son amendement n° 137 : devenu sans objet (p. 6888) ; problème de la prépondérance des entreprises générales ; son amendement n° 138 (agrément éventuel de sous-traitants) ; développement de la sous-traitance dans le bâtiment ; entrepreneur principal (p. 6890) ; rejeté (p. 6891) ; **article 4 :** son amendement n° 139 (suppression dans le troisième alinéa *b* de cet article des mots « ou par une personne interposée ») ; nécessite d'éviter que les personnes morales ne constituent un écran ; retiré ; **article 7 :** maîtrise d'œuvre ; capacités techniques et inventives des entreprises ; rôle des bureaux d'études ; disparition de nombreuses petites entreprises de construction (p. 6998) ;

article 12 : son amendement n° 140 (faisant référence à deux tiers des membres du second collège à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté [14 décembre 1984] (p. 6956) ; **article 17** : son sous-amendement n° 141 à l'amendement n° 41 de la commission (substituant au mot « des motifs d'ordre technique rendent » les mots « l'opération projetée présente une spécificité technique exceptionnelle rendant ») (p. 6958) ; retiré (p. 6959).

— **Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).**

Première lecture, discussion de l'article unique : article L. 147-5 du code de l'urbanisme : son amendement n° 22 (ajoutant les mots « l'extension mesurée » après le mot « amélioration » dans le 2° de cet article) : adopté [14 décembre 1984] (p. 6975).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Rapporteur du projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390) [31 octobre 1984] (p. 5494).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre l'inflation** : taux d'inflation ; augmentation de son rythme [19 décembre 1984] (p. 7227).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de débarrasser le débat de ses aspects passionnels [22 mai 1984] (p. 2518) ; respect de la législation en vigueur par le Gouvernement et la majorité parlementaire dans l'attente d'une nouvelle législation ; crédits budgétaires finançant les établissements privés sous contrat ; participation financière des communes aux frais de fonctionnement des écoles sous contrat ; décentralisation ; création des établissements d'intérêt public ; répartition du produit de la taxe d'apprentissage ; élaboration par le groupe socialiste d'une proposition de loi relative à ce sujet ; possibilité de mettre un terme à la guerre scolaire ; rapprochement des établissements privés du service public ; financement public, contrepartie de ces rapprochements ; cas du secteur de la santé ; autorisation préalable pour l'aggrandissement d'un établissement de soins privés (p. 2519) ; laïcisation du personnel enseignant de l'enseignement privé ; dévoiement de la notion de liberté ; propos de M. Guy Guermeur : dégâts que produirait la nomination d'une femme de ménage communiste dans une école catholique ; programme prioritaire d'exécution n° 2 du 9e Plan ; lutte contre l'échec scolaire ; expériences de travail commun des parents et enseignants des deux écoles ; cas de la commune de Chéméré, en Loire-Atlantique (p. 2520) ; loi de séparatisme scolaire votée en 1977 ; laïcité (p. 2521).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : importance de cet enseignement ; effectifs scolarisés ; vocation des établissements d'enseignement agricole ; mutations techniques en agriculture ; intégration de l'agriculture dans l'économie générale ; formation des agriculteurs ; programme prioritaire d'exécution n° 2 du 9e Plan ; création de postes d'enseignants supplémentaires ; installation des jeunes dans les quatre départements bretons pendant la durée du 9e Plan [4 juin 1984] (p. 2878) ; contrat de Plan conclu avec la région Bretagne ; mise en place des quotas laitiers ; établissements d'enseignement agricole ; adaptation de cet enseignement aux réalités économiques et humaines ; spécificité de cet enseignement ; principe de parité avec l'éducation nationale ; harmonisation des statuts des personnels de l'enseignement agricole avec ceux de l'éducation nationale ; définition des relations avec les établissements d'enseignement agricole privés ; principe d'harmonisation et de complémentarité ; sections de B.T.S. ; principe de la parité ; problème des garanties des personnels du secteur privé, notamment en matière de rémunération et de protection sociale (p. 2879).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 64 (formation professionnelle initiale et continue) : adopté (p. 2896) ; son sous-amendement n° 65 à l'amendement n° 6 de la commission (éducation et formation) ; service public de l'éducation ; adopté (p. 2898) ; **article 5** : schémas prévisionnels nationaux ; 9e Plan (p. 2904) ; **article 8** : autonomie de chaque établissement ; environnement culturel ; langues et cultures régionales ; animation locale (p. 2908).

Explications de vote : projet ne concernant que l'enseignement agricole public ; promotion de l'enseignement agricole ; harmonisation des moyens mis à la disposition de l'enseignement agricole public et de ceux qui sont utilisés dans l'éducation nationale ; fonctionnement interne des établissements ; rénovation pédagogique ; vote positif du groupe socialiste.

— **Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.**

Discussion : nombre important de questions soulevées par ce texte [6 juillet 1984] (p. 4099) ; impossibilité de répondre par un seul oui ou non à une douzaine de questions ; texte n'entrant pas dans le cadre de l'article 11 de la Constitution ; pétition nationale des forces laïques en 1959 ; motion référendaire n'étant conforme ni au règlement de l'Assemblée nationale ni à celui du Sénat ; article 122 du règlement de l'Assemblée ; impossibilité de dessaisir le Parlement en matière législative ; cite un récent sondage d'opinion ; problème de la menace d'une liberté de l'enseignement ; attitude de l'opinion publique (p. 4100) ; cite un tract distribué dans le Finistère ; rappelle le problème de la nomination d'une femme de ménage communiste dans une école catholique ; loi sur l'enseignement privé ; système éducatif ; campagne haineuse contre les enseignants du public (p. 4101) ; position de M. René Rémond ; éventualité d'un recours au Conseil constitutionnel contre le texte ; Convention européenne des droits de l'Homme ; article 26 de la déclaration universelle des droits de l'Homme ; manifestation du 24 juin dernier ; problème du financement par l'Etat de l'enseignement privé ; manœuvre d'obstruction et de retardement ; souhaite que ce référendum n'ait pas lieu (p. 4102).

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Alain Madelin ; multiplication par la droite des obstacles à l'organisation d'un débat ; rôle des collectivités locales dans le domaine de l'enseignement ; organisation du service public de l'enseignement [8 octobre 1984] (p. 4502) ; développement du système éducatif ; problèmes de gestion ; efforts du ministère de l'éducation nationale pour développer les initiatives locales ; nécessité de concrétiser la décentralisation du service public de l'éducation ; liberté de l'enseignement ; suppression des privilèges de l'enseignement privé ; liberté des communes ; rétablissement d'un climat d'apaisement ; volonté de la droite de faire fonctionner le service public de l'éducation comme le secteur privé (p. 4503) ; obligation scolaire ; analyse des propositions de l'opposition ; nécessité de concilier un enseignement de masse avec l'élévation du niveau général des connaissances (p. 4504).

Discussion des articles : **article 15** : unification du système éducatif ; pas de « paix scolaire » sans unification et pas

d'unification sans « paix scolaire » ; notion de « service public unifié » ; démantèlement du service public préconisé par M. Alain Madelin ; nécessité de tenir compte du milieu socio-culturel des enfants ; cas du collège public de Loudéac ; possibilité d'accomoder unification et pluralisme [9 octobre 1984] (p. 4578) ; application de la notion de pluralisme ; laïcité du sercice public (p. 4579).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : prévisions sur les recettes ; croissance du P.I.B. ; relance de la croissance industrielle ; ralentissement du taux de croissance ; augmentation de l'impôt sur les sociétés ; évaluations monétaires des dépenses en devises étrangères ; déficit budgétaire ; évolution du pouvoir d'achat des ménages [16 octobre 1984] (p. 4806) ; baisse de 1 p. 100 du prélèvement obligatoire ; nouvelle répartition de l'impôt ; allègement de la taxe professionnelle ; diminution des recettes fiscales mais alourdissement des recettes supplémentaires ; impôts locaux ; transferts de compétences aux régions, aux départements et aux communes ; justifications des évolutions spontanées ; aggravation du déficit budgétaire (p. 4807).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* importance de la priorité accordée à l'enseignement et à la formation ; nombre de créations de postes et de transformations d'emplois ; faiblesse des crédits consacrés aux constructions neuves et à la maintenance des équipements scolaires ; poursuite du plan de titularisation des auxiliaires ; augmentation des crédits de l'enseignement agricole privé [6 novembre 1984] (p. 5590) ; progression du montant des bourses (p. 5591).

Education nationale. — *Discussion générale :* objectifs du 9e Plan en matière d'éducation et de formation ; montant des crédits du programme prioritaire d'exécution n° 2 [12 novembre 1984] (p. 5877) ; affirmation de la priorité à l'enseignement technique ; nécessité de former des professeurs de l'enseignement technique ; possibilité de faire appel à des personnes volontaires extérieures aux établissements ; problème des bourses scolaires dans l'enseignement secondaire (p. 5878).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : élévation du niveau de formation des jeunes agriculteurs ; diversité des établissements privés ; établissements professionnels ; adoption du texte sur la rénovation de l'enseignement agricole public à l'unanimité ; législation concernant l'enseignement agricole privé ; loi du 2 août 1960 modifiée en 1978 ; régime d'aide financière « à deux vitesses » en faveur de l'enseignement agricole privé ; agrément ; subvention moyenne versée au titre de la reconnaissance [22 novembre 1984] (p. 6258) ; conditions de travail et de rémunération des personnels ; garanties statutaires ; crédits alloués par l'Etat ; notion de service public ; attribution de fonds publics à des organismes privés ; principe du contrat ; schéma prévisionnel des formations agricoles ; recherche de la parité la plus grande possible avec les établissements publics ; frais de fonctionnement ; modalités de financement public attribué aux établissements fonctionnant par alternance ; enseignement supérieur agricole ; garanties pour les enseignants ; formateurs exerçant dans les maisons familiales ; principe de la parité ; élévation de la qualification ; régime des bourses (p. 6259) ; mise en œuvre du texte ; échéances de la période transitoire ; caractère de compromis de ce texte ; pluralisme des structures ; domaine de la santé ou des transports ; rôle des établissements privés concourant au service public ; installations des jeunes agriculteurs (p. 6260).

Discussion des articles : **article 1er** : établissements d'enseignement agricole privé placés sous la responsabilité d'associations (p. 6282) ; obligations des établissements souhaitant souscrire un contrat (p. 6283) ; **article 2** : son amendement n° 7 (contrat signé par l'établissement) ; contrat souscrit par un établissement d'enseignement agricole privé ; adopté ; son amendement n° 8 (dernière année de formation de techniciens supérieurs) ; enseignement de second cycle long ; adopté ; son amendement n° 9 (accès des élèves au service d'orientation) ; loi de 1984 ; adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 6285) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 12 (rédactionnel) ; adopté ; conclusion d'un contrat ; contrôles pédagogiques (p. 6289) ; contrôles effectués par l'Etat ; schéma prévisionnel (p. 6290) ; modification éventuelle du schéma prévisionnel ; rôle du Conseil national de l'enseignement agricole (p. 6291) ; **article 4** : son amendement n° 13 (qualifications équivalentes à celles requises dans l'enseignement agricole public) ; qualifications des chefs d'établissements privés devant être équivalentes à celles requises dans l'enseignement agricole public (p. 6292) ; adopté après modification ; spécificité de l'enseignement agricole (p. 6293) ; garantie de réemploi ; son amendement n° 14 (complétant le 3e alinéa de cet article par les mots « relevant du présent article ») ; garantie de réemploi (p. 6294) ; adopté ; son amendement n° 15 (possibilité de saisir une commission des différends concernant l'application du 3e alinéa de cet article) ; garantie pour les personnels et les responsables des associations ; adopté (p. 6295) ; **article 5** : son amendement n° 16 (substituant au mot « dispenser » le mot « assurer directement ou indirectement ») ; maisons familiales rurales ; adopté ; son amendement n° 17 (garanties supplémentaires) ; garanties ne pouvant être inférieures à celles prévues dans le droit commun dans le code du travail ; adopté ; **article 6** : fédérations nationales représentatives des associations d'enseignement agricole privé ; instances nationales représentatives de ces associations (p. 6296) ; son amendement n° 18 (rédactionnel) ; adopté (p. 6297) ; **article 7** : son amendement n° 19 (cas où l'organisme de gestion a souscrit un contrat portant sur l'exécution des missions de service public) ; établissements d'enseignement supérieur ; adopté après modification (p. 6298) ; son amendement n° 20 (rendant applicables les articles 8, 9 et 13 aux établissements d'enseignement supérieur) : adopté ; son amendement n° 21 (substituant au mot « pédagogique » le mot « professionnel » à propos de la formation dispensée par ces établissements) ; finalités professionnelles générales des établissements d'enseignement supérieur ; adopté (p. 6299) ; **article 9** : son amendement n° 22 (possibilité pour l'association de demander l'intégration dans l'enseignement public) : adopté (p. 6301) ; **article 10** : nécessité d'une structure de concertation réunissant les représentants des établissements concourant au service public de l'enseignement agricole ; représentation proportionnelle ; difficultés de ce système pour la composition du Conseil (p. 6302) ; son amendement n° 23 (incluant un représentant des organisations nationales représentatives des associations familiales, rurales dans la composition du Conseil) ; rôle de ce représentant ; représentant de l'union nationale des associations familiales ; appartenance des associations familiales rurales à cette union (p. 6303) ; représentants des maisons familiales rurales ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 24 (substituant au mot « projet » les mots « avant-projet de loi ou ») ; Conseil national de l'enseignement agricole ; adopté (p. 6304) ; **article 12** : son amendement n° 25 (émission d'un avis sur le projet régional de schéma prévisionnel des formations par le comité régional) ; compétences du Conseil d'académie en matière d'enseignement agricole (p. 6305) ; adopté après modification ; **après l'article 12** : son amendement n° 26 (recours préalable devant une commission de conciliation, avant tout recours contentieux) ; contentieux résultant de l'application de certains des articles de la loi (p. 6305) ; adopté après modification ; **article 13** : son amendement n° 27 (rédactionnel) ; adopté (p. 6307) ; article 40 de la Constitution ; son amendement n° 29 (rédactionnel) ; adopté (p. 6308) ; **article 15** : son amendement n° 30 (formations n'entrant pas dans le champ d'application des articles 4, 5 et 7 de ce texte) ; établissements bénéficiant d'une aide de l'Etat ; possibilité de na pas perdre le bénéfice de ces aides ; adopté ; **article 16** : son amendement n° 31 (adaptation de ce texte aux D.O.M.) : adopté (p. 6309) ; **titre** : rédaction du titre (p. 6310).

CLEMENT (Pascal)

Député de la Loire
(6e circonscription)
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Gilbert Gantier relative aux parlementaires en mission (n° 1774) [2 févier 1984] (p. 483).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin visant à permettre le respect du suffrage universel dans les élections municipales (n° 2026) [17 mai 1984] (p. 2450).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng tendant à instituer une charte de la police nationale (n° 2085) [7 juin 1984] (p. 3113).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1383) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (intérieur et décentralisation : administration générale et collectivités locales) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle (n° 4) de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à réviser les articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution pour accorder aux membres du Conseil économique et social l'initiative des lois et le droit d'amendement [11 octobre 1984] (p. 4662).

Rapporteur de la proposition de loi organique (n° 392) de M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, en vue d'assurer la représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics [11 octobre 1984] (p. 4662, 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1747) de M. Alain Mayoud visant à créer des conseils consultatifs des communautés étrangères vivant en France [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1751) de M. Pierre Micaux tendant à modifier l'article 314-3 du code des communes relatif aux marchés [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à la création du parrainage éducatif (n° 2088) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas visant à assurer la pleine application des décisions juridictionnelles en matière d'élection municipale (n° 2188) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à imposer une nouvelle élection du maire en cas de démission de la majorité des membres du Conseil municipal (n° 2189) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2193) de M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues visant à libérer les loyers en cas de départ volontaire du locataire [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer tendant à l'institution d'une taxe communale sur les chiens (n° 368) [12 décembre 1984] (p. 6905).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jean Seitlinger et Gilbert Gantier, tendant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens (n° 421) [12 décembre 1984] (p. 6905).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Briane, relative aux lignes de transport E.D.F. et à l'indemnisation des dégâts permanents (n° 2383) [12 décembre 1984] (p. 6905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome III : **intérieur et décentralisation** : administration générale et collectivités locales **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Débat parlementaire sur l'enseignement privé** : demande d'audience du comité national de l'enseignement catholique ; problème du recours à l'article 49, alinéa 3 [2 mai 1984] (p. 2018) ;

— **Droit de vote des immigrés** : déclaration du ministre de l'intérieur sur ce point ; problème du vote des immigrés à Marseille [7 novembre 1984] (p. 5656).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 1613 (caractères de la communication) ; [25 janvier 1984] (p. 34) ; rejeté ; son amendement n° 1579 (reconnaissant le droit individuel à la liberté d'opinion et d'expression) : rejeté (p. 37) ; son amendement n° 1580 (droit à la liberté d'expression) (p. 38) ; convention européenne des droits de l'Homme ; projet sur la presse ; décisions du Conseil constitutionnel ; statut de la presse (p. 39) ; rejeté (p. 40) ; son amendement n° 1614 (droit individuel à une information libre et pluraliste) ; observateurs étrangers ; indignation des députés de l'opposition ; grands groupes de presse français ; existence d'une dizaine de quotidiens nationaux ; rôle du système bancaire (p. 42) ; rejeté (p. 43) ; son amendement n° 1615 (impossibilité pour la puissance publique d'entraver l'exercice de la liberté de la presse) : rejeté ; charges pesant sur la presse

d'information générale ; propos de M. Louis Mermaz sur l'aide à « ceux qui le méritent » (p. 48) ; aides étatiques ; prises de participation financière dans certains groupes de presse ; problème de l'aide aux journaux « méritants » (p. 49) ; son amendement n° 1581 (restrictions à l'exercice de la communication) (p. 54) ; protection des pays démocratiques ; coup d'Etat ; rôle de la presse d'opposition (p. 55) ; **son rappel au règlement** : remercie M. Georges Fillioud pour ses excuses ; situation au Chili ; présidence de l'Assemblée (p. 57) ; rejeté (p. 58) ; son amendement n° 1582 (impossibilité d'empêcher la diversité des sources d'information par le contrôle de la diffusion) (p. 60) ; rejeté (p. 61) ; son amendement n° 1616 (indépendance de la presse vis-à-vis des pouvoirs publics) : rejeté (p. 63) ; son amendement n° 1583 (abrogation de l'ordonnance de 1944) (p. 71) ; rejeté (p. 75) ; son amendement n° 1617 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire, de détenir une participation financière directe ou indirecte dans la régie publicitaire d'une chaîne de télévision) [26 janvier 1984] (p. 106) : rejeté (p. 107) ; son amendement n° 1618 (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total de l'édition) ; rejeté (p. 121) ; **article 1er** : son amendement n° 1584 (application à l'ensemble des entreprises de communication des dispositions relatives à la concurrence, au pluralisme et à l'abus de position dominante) (p. 146) ; rejeté (p. 149) ; son amendement n° 1585 (introduisant dans le premier alinéa de cet article la référence à la loi du 19 juillet 1977 relative à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante) (p. 150) ; rejeté (p. 151) ; son amendement n° 1619 (application des dispositions de la loi à toutes les formes écrites d'information politique et générale) (p. 155) ; rejeté (p. 156) ; son amendement n° 1620 (inapplication des dispositions de la loi aux publications d'information sportives, religieuses, philosophiques et cinématographiques) (p. 160) ; rejeté (p. 163) ; son amendement n° 1621 (excluant du champ d'application de cet article les publications dont le lancement a moins d'un an) [27 janvier 1984] (p. 176) ; rejeté (p. 178) ; **article 2** : son amendement n° 563 (groupement constitué par des personnes physiques ou morales) (p. 222) ; rejeté (p. 223) ; son amendement n° 1586 (supprimant la référence aux groupements de fait dans cet article) : rejeté (p. 223) ; son amendement n° 1587 (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) (p. 229) ; rejeté (p. 230) ; son amendement n° 564 (supprimant les mots « sous quelque forme que ce soit » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 244) ; son amendement n° 1588 (supprimant la référence à tous moyens d'ordre matériel ou financier, à la fin de cet article) (p. 245) ; rejeté (p. 246) ; **article 3** : son amendement n° 1622 (insérant les mots « directement ou indirectement » après le mot « contrôle ») : rejeté [30 janvier 1984] (p. 294) ; **article 4** : problème du contrôle d'une part du capital social des entreprises de presse par une société [31 janvier 1984] (p. 322) ; transparence financière ; rôle de l'Etat ; investissement privé (p. 323) ; prises de participations ; achats d'actions ; candidature de certaines banques ; participations financières (p. 325) ; délai de mise des titres sous forme nominative ; durée de ce délai ; transparence ; rôle de l'Etat (p. 326) ; son amendement n° 1623 (nécessité pour les sociétés visées par cet article de faire état du présent texte) : non soutenu (p. 327) ; **article 5** : son amendement n° 1624 (indiquant que le droit de consulter le compte des valeurs nominatives est reconnu aux membres des comités d'entreprise) : rejeté (p. 350) ; **article 6** : son amendement n° 565 (supprimant la promesse de cession du champ d'application de cet article) (p. 367) ; rejeté (p. 369) ; son amendement n° 1625 (incompétence de la commission pour la transparence et le pluralisme sur cet article) : rejeté (p. 372) ; **article 7** : son amendement n° 1626 (obligation pour toute entreprise de presse écrite de porter sur un registre public ce qui sera déposé aux services techniques) : rejeté (p. 378) ; son amendement n° 566 (mention des noms du directeur de la publication et des responsables de la rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) : rejeté (p. 380) ; son amendement n° 567 (supprimant le sixième alinéa de cet article) (p. 381) : rejeté ; son amendement n° 568 (application au gérant des règles figurant aux 1° et 2° de cet article lorsque l'entreprise a été confiée à un gérant) (p. 382) ; rejeté ; son amendement n° 1627 (supprimant les mots « ou à la société de gérance ») : rejeté (p. 383) ; son amendement n° 569 (mention du total des aides reçues de l'Etat parmi les informations annuelles obligatoires) (p. 384) ; retiré (p. 385) ; son amendement n° 1628 (possibilité pour le juge compétent d'autoriser la non divulgation des renseignements prévus aux articles 6 et 7) : rejeté (p. 386) ; **article 8** : charges de la preuve ; pouvoirs d'investigation à la disposition de la commission de la transparence ; découragement des petites publications [1er février 1984] (p. 397) ; son sous-amendement n° 2344 à l'amendement n° 1735 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « possédant ou contrôlant » les mots « détenant directement ou indirectement 20 p. 100 au moins du capital ») ; mise en conformité de ce texte avec le premier alinéa proposé par le Gouvernement ; rejeté (p. 399) ; pouvoirs d'investigation accordés à la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 400) ; son amendement n° 570 (substituant aux mots « en tout état de cause » le mot « éventuellement ») (p. 416) ; rejeté (p. 417) ; son amendement n° 571 (supprimant le 5e alinéa de cet article) : rejeté (p. 418) ; **article 9** : son amendement n° 1629 (conditions de réciprocité) (p. 441) : retiré (p. 442) ; **article 9** : son amendement n° 572 (supprimant le second alinéa de cet article) [2 février 1984] (p. 458) ; rejeté (p. 459) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 1630 (contrôle de concentration) : rejeté ; son amendement n° 1631 (même objet) [3 février 1984] (p. 510) ; rejeté ; son amendement n° 1632 (même objet) (p. 511) ; rejeté ; son amendement n° 1633 (contrôle de concentration sur des entreprises de publicité) : rejeté (p. 512) ; **article 10** : son amendement n° 1634 (impossibilité pour une même publication de détenir plus de 20 p. 100 du tirage total des publications similaires) : non soutenu ; son amendement n° 1635 (même objet) : non soutenu (p. 527) ; **article 11** : groupe de presse de *La Montagne* ; cas du journal *Sud-Ouest* ; journaux régionaux ou nationaux ; différence de traitement entre les diverses catégories [4 février 1984] (p. 585) ; son amendement n° 573 : devenu sans objet [6 février 1984] (p. 609) ; **article 12** : son amendement n° 574 : devenu sans objet ; **après l'article 12** : son amendement n° 575 (inapplication des dispositions de l'article 12 aux publications émanant des partis politiques) (p. 637) ; rejeté (p. 638) ; **article 13** : son amendement n° 576 (obligation pour toute publication quotidienne de comporter une rédaction composée de journalistes professionnels) (p. 649) ; rejeté (p. 650) ; **article 14** : ses amendements nos 579, 1636, 577, 1637 et 1638 : devenus sans objet [7 février 1984] (p. 697) ; son amendement n° 1639 (impossibilité d'interdire une opération portant sur une entreprise de presse qui risque, à défaut de rachat ou de reprise, de déposer son bilan) : rejeté ; son amendement n° 1640 (impossibilité d'interdire une opération portant sur un journal dont les derniers exercices sont déficitaires) : rejeté (p. 698) ; son amendement n° 1641 (communication aux parties intéressées des rapports transmis à la commission) : rejeté (p. 700) ; **après l'article 14** : son amendement n° 1642 (possibilité pour le juge compétent de suspendre l'application des décisions de la commission en cas de remise en cause de l'équilibre financier d'une entreprise de presse) : rejeté (p. 702) ; son amendement n° 1643 (mêmes dispositions en cas de risque de suppression d'emplois) : rejeté (p. 703) ; **article 15** : son amendement n° 381 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil d'Etat élu par ses membres) ; son amendement n° 382 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil d'Etat tiré au sort parmi ses membres) : rejetés [8 février 1984] (p. 740) ; son amendement n° 383 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation élu par ses membres) ; son amendement n° 384 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation tiré au sort parmi les conseillers à la Cour de cassation en exercice) : rejetés (p. 741) ; son amendement n° 385 (présence au sein de la commisssion pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes élu par l'ensemble de ses membres) ; son amendement n° 386 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes tiré au sort parmi ses membres) (p. 742) ; rejetés (p. 743) ; son amendement n° 387 (supprimant le 10e alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 388 (ramenant à trois ans le durée du mandat des membres de cette commission) (p. 744) ; rejeté ; son amendement n° 389 (coïncidence du premier mandat des membres de la commission pour la transparence avec la fin du mandat du Président de la République) : rejeté (p. 745) ; son amendement n° 390 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 391 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 746) ; **article 16** : son amendement n° 415 (impossibilité pour certaines personnes de devenir membres de la commission pour la transparence) (p. 776) ; retiré (p. 777) ; son amendement n° 416 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 779) ; **article 17** : son amendement n° 424 (supprimant la référence à la transparence et au pluralisme de la presse) : devenu sans objet (p. 790) ; son amendement n° 425 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les lecteurs de la presse) : rejeté (p. 795) ; son amendement n° 426 (information des seules personnes intéressées sur l'absence de suite donnée à la demande) (p. 797) ; rejeté (p. 798) ; son amendement n° 427 (information du ministre de la justice de l'absence de suite donnée à une demande) : rejeté (p. 798) ; son amendement n° 428 : devenu sans objet ; son amendement n° 429 : devenu

sans objet (p. 799) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 422 (possibilité pour toute personne justifiant d'un intérêt de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme) : rejeté ; son amendement n° 439 (possibilité pour la commission de ne pas appliquer l'article 18 lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise de presse) : rejeté (p. 802) ; **article 18** : son amendement n° 445 (possibilité de saisir la commission de la tranparence en vue de faire respecter les dispositions relatives à la répression des ententes et des abus de position dominante) [9 février 1984] (p. 815) ; rejeté (p. 816) ; son amendement n° 446 (information des personnes intéressées de la décision de la commission pour transparence dans les 48 heures) (p. 817) ; rejeté (p. 818) ; ses amendements n° 447 et n° 1644 : retirés (p. 819) ; son amendement n° 1645 (possibilité pour les personnes intéressées de présenter leurs observations dans un délai de deux mois) (p. 821) ; rejeté (p. 822) ; son amendement n° 448 (transmission de la décision de la commission au parquet) : rejeté (p. 827) ; ses amendements n° 1646 et 449 : devenus sans objet (p. 843) ; son amendement n° 1647 (impossibilité pour la commission de prononcer des mesures si la diffusion d'un titre éditée par l'une des entreprises concernées a diminué au cours des deux années précédentes) ; son amendement n° 1648 (impossibilité pour la commission d'ordonner des mesures si l'une des entreprises concernées a eu un résultat déficitaire) ; rejetés ; son amendement n° 450 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 845) ; rejeté (p. 846) ; son amendement n° 1649 (notification de la décision de prorogation aux personnes intéressées) : rejeté (p. 847) ; **après l'article 18** : son amendement n° 461 (compétence de la commission veillant à ce que la séparation des entreprises ou la cessation du contrôle commun ne porte pas atteinte au pluralisme) (p. 848) ; rejeté ; son amendement n° 462 (compétence de la commission pour veiller à ce qu'aucune entreprise n'exerce une influence déterminante ou ne tire profit des opérations ordonnées en vertu de l'article 18 de la présente loi) : rejeté (p. 850) ; son amendement n° 1650 (prise des décisions de la commission en séance publique) : rejeté (p. 851) ; son amendement n° 1504 (possibilité pour le Conseil d'Etat d'ordonner le sursis à exécution) : retiré ; son amendement n° 1506 (compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire pour assurer l'exécution de la présente loi) : rejeté (p. 852) ; **article 19 :** son amendement n° 467 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 854) ; rejeté (p. 855) ; son amendement n° 468 (portant à un an le délai fixé à la fin du premier alinéa de cet article) (p. 861) ; rejeté (p. 863) ; son amendement n° 469 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 864) ; rejeté ; son amendement n° 1651 (possibilité pour la commission de transmettre le dossier au ministère public à l'expiration du délai de mise en conformité prévu) : rejeté (p. 865) ; son amendement n° 470 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; son amendement n° 471 (cas où la juridiction pénale prononce la relaxe) (p. 871) ; rejeté ; son amendement n° 472 (sanction des publications par la commission) : rejeté (p. 872) ; son amendement n° 473 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 875) ; retiré ; son amendement n° 474 (constatation entraînant la saisine de la commission paritaire des publications et agences de presse) : rejeté ; **après l'article 19 :** son amendement n° 487 (cas d'annulation des sanctions par le juge pénal) (p. 876) ; rejeté (p. 877) ; **article 20** : son amendement n° 489 (supprimant le premier alinéa de cet article) [10 février 1984] (p. 894) ; rejeté ; son amendement n° 490 (plaçant sous le contrôle de l'autorité judiciaire les procédures diligentées par la commission) (p. 895) ; rejeté (p. 896) ; son amendement n° 491 (supprimant les mots « et des entreprises » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 897) ; son amendement n° 492 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 908) ; rejeté ; son amendement n° 493 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 909) ; son amendement n° 494 (supprimant la seconde phrase de cet alinéa) (p. 911) ; adopté (p. 914) ; son amendement n° 495 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 20** : son amendement n° 508 (réservant l'intervention des procédures prévues à cet article à la délivrance d'une ordonnance du président du tribunal de grande instance) : rejeté (p. 915) ; **article 21** : ses amendements n° 510, n° 511, n° 512, n° 514 et n° 513 : devenus sans objet (p. 930) ; **après l'article 21** : son amendement n° 522 (soumettant les investigations à une décision du procureur général près la Cour d'appel ; condition d'octroi et de retrait de l'habilitation) ; son amendement n° 528 (même objet) (p. 940) ; rejetés ; son amendement n° 527 (procès-verbaux) (p. 941) ; rejeté après rectification ; son amendement n° 529 (visites effectuées dans des locaux à usage exclusif d'habitation) (p. 942) ; rejeté ; son amendement n° 523 (information de la personne mise en cause) ; son amendement n° 524 (valeur des procès-verbaux) ; son amendement n° 525 (modifiant l'article 8 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : retirés (p. 943) ; **article 22** : son amendement n° 1452 : devenu sans objet (p. 950) ; **article 23 :** son amendement n° 1454 (de suppression) : rejeté (p. 951) ; **article 24 :** son amendement n° 1462 (contenu du rapport : possibilité d'émettre des propositions de réforme législative) : rejeté (p. 959) ; **article 25 :** son amendement n° 1652 (introduisant la notion de volonté dans cet article) [11 février 1984] (p. 977) ; rejeté (p. 978) ; **article 26 :** son amendement n° 1653 (insérant le mot « intentionnellement » après le mot « auront » dans cet article) (p. 985) ; rejeté (p. 986) ; **article 27 :** son amendement n° 1654 (sanctionnant le défaut intentionnel de publication prévu par cet article) (p. 997) ; rejeté (p. 998).

Deuxième lecture, discussion des articles : **son rappel au règlement** : déroulement des travaux de l'Assemblée nationale ; menace de licenciement collectif des députés par l'application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [4 juillet 1984] (p. 4024).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 2 :** son sous-amendement n° 259 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence aux groupements de fait pour la définition du mot « personne ») [7 septembre 1984] (p. 4383) ; rejeté (p. 4384).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 460 (possibilité pour le tribunal d'entendre un représentant du personnel) [6 avril 1984] (p. 1234) ; retiré ; **article 7 :** son amendement n° 461 (référence aux artisans au début de cet article) : retiré (p. 1235) ; son amendement n° 462 (contestation sur la compétence du tribunal saisi) : rejeté ; son amendement n° 463 (conflit de compétence entre plusieurs juridictions) : rejeté (p. 1237) ; **article 8** : son amendement n° 464 (suppression de la seconde phrase du second alinéa de cet article) (p. 1239) ; rejeté (p. 1240) ; **article 10 :** son amendement n° 467 (possibilité de désigner un représentant des délégués du personnel) : rejeté (p. 1245) ; **article 11 :** son amendement n° 468 (possibilité de procéder à tout moment aux remplacements prévus par cet article) : rejeté ; son amendement n° 471 (fixation par décret des modalités de représentation des délégués du personnel) (p. 1247) ; rejeté ; **article 44 :** son amendement n° 486 (référence à l'administrateur ou au débiteur) : retiré [9 avril 1984] (p. 1288) ; **article 45 :** son amendement n° 487 : devenu sans objet : (p. 1289) ; **article 71** : son amendement n° 495 (de suppression) (p. 1310) ; rejeté (p. 1311) ; **article 143 :** son amendement n° 503 (assistance éventuelle de l'administrateur pour l'élaboration du plan) : retiré (p. 1361).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 37 :** son amendement n° 99 (dispense de formation, pendant une période transitoire, des personnes inscrites sur les listes de syndics et d'administrateurs) [11 avril 1984] (p. 1445) ; retiré (p. 1446).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : ses observations : possibilité pour chaque chômeur de bénéficier d'un parking ; majorité donnant au Gouvernement l'occasion de céder [19 avril 1984] (p. 1834).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : ambiguïtés du texte ; loi-cadre de 1956 ; champ des compétences territoriales ; autonomie interne ; centre d'expérimentation du Pacifique [9 mai 1984] (p. 2155, 2156).

Discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 204 (supprimant le recrutement obligatoire du président du gouvernement parmi les membres de l'Assemblée territoriale) ; choix des ministres ; rejeté ; son amendement n° 205 (présentation de chaque candidat) : rejeté ; son amendement n° 206 (substituant aux mots « a la possibilité d'exposer » le mot « expose » à propos des programmes des candidats) ; engagement du gouvernement sur un programme ; adopté (p. 2176) ; **article 20** : son amendement n° 207 (inscription à l'ordre du jour des cas dans lesquels l'avis du gouvernement est demandé) : non soutenu (p. 2179) ; **article 86 :** son amendement n° 208 (rôle du haut commissaire) : non soutenu [10 mai 1984]

(p. 2217) ; **article 10, précédemment réservé** : cas où un membre de l'Assemblée des communautés européennes a droit au titre de parlementaire ; problème juridique non résolu (p. 2225).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : droits de l'Homme ; abrogation de la loi sécurité et liberté [15 mai 1984] (p. 2344) ; réduction du nombre et de la durée des détentions provisoires ; sentiment d'insécurité ; habeas corpus à la française ; risque de pression sur les juges d'instruction ; nécessité d'une justice rapide (p. 2345).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 21 (notification de l'ordonnance de placement en détention provisoire au conseil de l'inculpé) : non soutenu (p. 2354) ; son amendement n° 22 (mise en liberté d'office de l'inculpé lorsque le juge n'ordonne pas le placement en détention provisoire) (p. 2356) ; devenu sans objet (p. 2357).

Explications de vote : problème des moyens de la politique criminelle ; habeas corpus à la française (p. 2361).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : division et abaissement ; loi allant rendre le socialisme et le laïcisme insupportables à la grande majorité des Français ; Déclaration internationale des droits de l'Homme ; département de la Loire ; commune de Boyer où l'école privée n'a plus de locaux et où l'administration refuse de nommer un instituteur public ; refus du permis de construire d'une école ; menaces proférées par le parti des instituteurs dans la commission sur la laïcité [22 mai 1984] (p. 2524).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 244 (zone de montagne) [7 juin 1984] (p. 3083) : retiré (p. 3084) ; **article 1er** : son amendement n° 245 (zone de montagne) [7 juin 1984] (p. 3083) : retiré (p. 3084) ; **article 1er** : son amendement n° 245 (matériels spécialisés) : rejeté après rectification (p. 3090) ; **article 2** : son amendement n° 246 (existence d'un massif par département d'outre-mer) : rejeté (p. 3091) ; **article 4** : son amendement n° 247 (substituant aux mots « fonds interactivités pour l'autodéveloppement », les mots « fonds de développement de la montagne ») : non soutenu (p. 3100) ; **article 5** : son amendement n° 248 : devenu sans objet (p. 3103) ; **article 10** : son amendement n° 355 (insérant les mots « agricole ou pastorale » après les mots « remise en état ») : rejeté [8 juin 1984] (p. 3136) ; **article 28** : ses amendements n° 400 et n° 401 : devenus sans objet (p. 3164) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 402 (réservant le droit de vote aux habitants à titre principal) : retiré (p. 3178) ; **article 38** : *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 403 (chalets d'alpage) : non soutenu (p. 3197).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : partie du texte relatif aux H.L.M. ; simplifications de procédure ; position de M. Edgard Pisani favorable à la création d'un office foncier intercommunal ; droit de préemption ; droit d'expropriation [21 juin 1984] (p. 3572) ; augmentation des charges financières ; zones à urbaniser ; situation aux Pays-Bas ; négociations ; expropriation et droit de préemption ; position du groupe U.D.F. ; rejet « rédhibitoire » du socialisme par les Français (p. 3573).

Discussion des articles : **article 1er** : — *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 196 (publicité des demandes de permis de construire ou d'aménagement en dehors des zones définies par un P.O.S.) : rejeté (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 197 (possibilité pour toute personne de proposer à l'Etat la réalisation d'opérations d'aménagement) : rejeté (p. 3597) ; **article 2** : son amendement n° 198 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 199 (date de début des travaux d'aménagement) : rejeté [22 juin 1984] (p. 3622) ; **article 11** : — *article 142-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 238 (collaboration des conseils municipaux des communes concernées par la politique de protection des espaces naturels sensibles) : rejeté (p. 3629) ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 239 (consultation des conseils municipaux dans le cadre de cet article) ; retiré (p. 3631) ; *article L. 142-9 du code de l'urbanisme :* ses amendements nos 240 et 241 (supprimant respectivement le 1er et le second alinéas de cet article du code) : rejetés (p. 3634) ; **article 5 précédemment réservé** : son amendement n° 200 (équipements publics et réseaux de voirie) ; débat éminemment politique ; droit de préemption ; monopolisation des sols ; procédure des Z.A.D. ; création d'une Z.A.D. (p. 3642) ; rejeté (p. 3643) ; **article 6, précédemment réservé** — *article L. 211-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 223 (reprise de la libre disposition du bien) (p. 3648) ; adopté ; son amendement n° 224 (supprimant le dernier alinéa de cet article du code) : rejeté (p. 3649) ; **article 7, précédemment réservé** : *article L. 212-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 226 (reprise de la libre disposition du bien soumis à droit de préemption) : adopté ; son amendement n° 227 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme) (p. 3650) ; rejeté (p. 3651) ; **article 8, précédemment réservé** — *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 228 (liberté de transaction) ; liberté du propriétaire ; rejeté (p. 3655) ; — *article L. 213-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 229 (réalisation d'équipements publics ou de réseaux de voirie) : non soutenu (p. 3663) ; son amendement n° 230 (fixant à cinq ans le délai prévu par cet article) : retiré (p. 3664).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion des articles : **article 16** : ses amendements nos 49 et 50 : devenus sans objet [28 juin 1984] (p. 3858) ; **article 17** : son amendement n° 51 : devenu sans objet (p. 3859) ; **article 22** : son amendement n° 52 (substituant au mot « nouvelle » le mot « seconde ») : rejeté [29 juin 1984] (p. 3902) ; **article 27** : ses amendements n° 53 et n° 54 (complétant les deuxième et troisième alinéas de cet article par les mots « ou dont le producteur a soit la nationalité française s'il est une personne physique, soit son siège social en France s'il est une personne morale ») : non soutenus (p. 3903) ; son amendement n° 55 (versement de la rémunération aux sociétés civiles de perception et de répartition agréées) : rejeté (p. 3904) ; **article 35** : son amendement n° 56 (insérant après le mot « acquis », les mots « pour leur propre usage ou production ») (p. 3906) ; adopté ; son amendement n° 57 (substituant aux mots « à des fins médicales », les mots « à des fins d'aide aux handicapés visuels ou auditifs ») : satisfait (p. 3907) ; **article 37** : son amendement n° 58 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article : « l'agrément ne peut être retiré à la société qu'en cas de violation ») : adopté (p. 3910) ; **article 39** : son amendement n° 59 (insérant après les mots « des vidéogrammes reproduits », les mots « distribués, loués ou échangés ainsi que les recettes d'exploitation réalisées par les personnes ayant pour activité de reproduire, distribuer, louer ou échanger des vidéogrammes destinés à l'usage privé du public » : adopté (p. 3911) ; **article 41** : son amendement n° 60 : devenu sans objet ; **article 43** : son amendement n° 61 (sanction à l'encontre de la fixation, de la reproduction, de la communication de phonogrammes ou de vidéogrammes réalisée en violation des dispositions de la présente loi) : rejeté (p. 3912).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : attitude favorable du groupe U.D.F. à la procédure référendaire ; énumération des critères définis par M. François Mitterrand pour juger du caractère démocratique d'un référendum ; conformité du référendum à la Constitution ; application de la procédure de l'article 89 de la Constitution ; plébiscite ; chronologie de la modification constitutionnelle ; session extraordinaire [23 août 1984] (p. 4284) ; citation de l'ouvrage de M. Robert Badinter intitulé *libertés-libertés ;* notion de liberté publique ; manque de clarté ; référendum sur l'enseignement et sur la réduction du mandat présidentiel ; capacité financière de l'association pour le référendum ; qualité du sondage (p. 4285) ; élargissement du champ d'application de l'article 11 de la Constitution ; réticence du parti communiste ; revirement de la doctrine

socialiste ; caractère plébiscitaire du référendum (p. 4286) ; nécessité d'un visa préalable du Conseil Constitutionnel ; revirement de la doctrine du parti socialiste ; absence de clarté et d'honnêteté du projet ; (p. 4287) ; action menée depuis trois ans en matière de liberté (p. 4295).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* condition pénitentiaire ; saisine directe ; nécessité de concevoir une procédure plus rapide pour limiter le nombre des détentions provisoires [23 octobre 1984] (p. 5068).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* articulation entre le plan et le budget ; semaine de 35 heures ; diminution brutale de la durée du travail ; absence d'investissements ; décentralisation ; [23 octobre 1984] (p. 5076) ; caractère imposé de la planification ; charges des entreprises ; taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) ; mesures en faveur des nouveaux pauvres ; défaillances (p. 5077) ; rôle du Plan en tant que philosophie de l'action (p. 5079).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* crédits de paiement et autorisations de programme relatifs aux P.A.P. et aux P.A.L.U.L.O.S. ; chute de la construction de logements ; crise du secteur des travaux publics ; accession aux logements ; problème de la relance de l'investissement immobilier [30 octobre 1984] (p. 5392) ; investissement en matière de logement ; glissement de la demande de l'accession à la propriété vers la location ; accès aux logements aidés ; pénalisation du statut de l'accédant ; fiscalité des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition principale ; indique que le groupe U.D.F. ne votera pas les crédits du ministère (p. 5393) ; montants financiers affectés au logement social ; volet privé de la politique du logement ; secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 5410).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : nécessité d'un effort de planification ; mode de scrutin pour les élections législatives ; augmentation des délais de jugement des tribunaux administratifs ; statut législatif de leurs membres ; augmentation des charges des collectivités locales ; importance du transfert de compétence opéré par l'Etat dans le domaine de l'action sociale et de la santé ; problème de la nouvelle pauvreté [5 novembre 1984] (p. 5525) ; poids de la charge concernant les transports scolaires ; retard des échéances concernant le transfert de compétences en matière d'enseignement ; compensation financière des dépenses afférentes au service public de la justice ; élections régionales ; statut des élus ; finances locales ; absence d'évolution des droits d'enregistrement ; montant de la dotation globale d'équipement et de la dotation globale de fonctionnement ; ressources de la fiscalité locale ; problèmes posés par la décentralisation (p. 5526).

Ses rappels au règlement : indique que 300 parlementaires ont été convoqués par le substitut Bidalou ; convocation précédente de 231 témoins pour transformer « le prétoire en arène » ; révocation de ce magistrat par le Conseil supérieur de la magistrature ; nouveau poste attribué à M. Bidalou au tribunal de Pontoise ; confusion faite par ce magistrat entre le pouvoir parlementaire et le pouvoir judiciaire ; souhaite savoir si le garde des Sceaux compte prendre des mesures contre celui-ci [29 novembre 1984] (p. 6484) ; problème de l'exploitation politique de cet événement ; révocation de M. Bidalou ; confusion des pouvoirs entre le législatif et le judiciaire ; exploitation de la révocation du juge Bidalou en 1980 (p. 6486).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : indique son accord avec le Gouvernement sur ce projet ; multipostulation à titre transitoire maintenue depuis treize ans ; conséquences de la réforme définitive de la postulation en région parisienne ; amendement de la commission des lois prévoyant trois exceptions à la multiplostulation : en cas d'aide judiciaire, de saisie immobilière et d'avocat postulant pour les avocats extérieurs au quatre barreaux périphériques [29 novembre 1984] (p. 6498) ; affaire intéressant strictement les avocats de la région parisienne ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 6499).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : précipitation ayant présidé à l'examen de ce projet ; réforme fondamentale portant atteinte à toute la philosophie de la décentralisation ; problème de la T.V.A. ; gel des investissements d'équipement [6 décembre 1984] (p. 6775) ; indique qu'il a lui-même réclamé une réforme de la D.G.E. ; possibilité de donner des subventions au Conseil général ; esprit de la décentralisation (p. 6776).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : décentralisation ; rapport Millier ; consultation précédant ce rapport et conclusions de celui-ci, notamment responsabilité des maîtres d'ouvrages publics à l'égard de la qualité et du coût des ouvrages commandés ; études préalables ; barèmes simplifiés de rémunération ; projet définissant une mission de base ; concept de négociation ; nécessité de délimiter le domaine de la négociation ; intervention de l'architecte ; délégations de maîtrise d'ouvrage [12 décembre 1984] (p. 6871) ; décentralisation ; rapport Millier ; importance de la profession d'architecte ; problème de la réforme de la D.G.E. ; indique que le groupe U.D.F. ne votera pas ce texte (p. 6872).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 142 : devenu sans objet ; son amendement n° 143 (missions de la maîtrise d'œuvre) : rejeté (p. 6899) ; son amendement n° 119 : devenu sans objet ; son amendement n° 120 : satisfait (p. 6904).

Son rappel au règlement : réforme des services de l'Assemblée nationale ; importance de la neutralité politique des fonctionnaires des assemblées législatives ; risque de politisation de la fonction publique de l'Assemblée nationale [19 décembre 1984] (p. 7234).

COFFINEAU (Michel)

Député du Val-d'Oise
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p.1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [20 novembre 1984] (p. 6213).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1967) modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la **démocratisation du secteur public (n° 1969)** [2 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2428) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2458)** [27 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2531)** [19 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2527) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2540) [20 décembre 1984].**

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2558) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2560)** [21 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rémunération des dirigeants d'entreprises nationalisées** : attribution à un dirigeant, d'une rente à vie [2 mai 1984] (p. 2024) ;

— **Jeux olympiques** : présentation de la candidature de Paris pour les jeux olympiques de 1992 ; nature des orientations sur ce point [5 décembre 1984] (p. 6692).

INTERVENTIONS

— Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (n° 1731).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur : position de la commission des affaires culturelles [2 février 1984] (p. 471).

— Projet de loi portant réforme de la fonction professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Explications de vote : consultation obligatoire du comité d'entreprise ; formation des jeunes [8 février 1984] (p. 772).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : prise en compte des salariés ; rôle du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégues du personnel [5 avril 1984] (p. 1197) ; importance de l'intervention du tribunal ; audition par celui-ci du comité d'entreprise ; consultation du comité d'entreprise ; institutions représentatives du personnel ; intérêt d'une négociation facultative avec les syndicats ; problème des licenciements ; chômage partiel ; indemnités ; investissement productif (p. 1198).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : vice-président de la commission des affaires culturelles : **article 2** : obligation de l'immatriculation des artisans au répertoire des métiers ; décret du 10 juin 1983 [6 avril 1984] (p. 1227, 1228) ; **article 17** : moyens de financement disponibles dans l'entreprise (p. 1251, 1252) ; **article 125** : intervention des institutions représentatives du personnel ; risque de conflit ; publicité concernant le relevé des salariés [10 avril 1984] (p. 1347) ; **article 184** : possibilité pour le représentant des salariés d'exercer l'action en comblement du passif (p. 1389) ; **article 211** : saisine de la juridiction pénale ; représentant des salariés ; rôle du comité d'entreprise ; **article 213** : frais de la poursuite intentée par l'administrateur (p. 1400) ; **après l'article 224** : information et consultation du comité d'entreprise (p. 1404, 1405) ; **article 229** : soutient l'amendement n° 234 de M. Jean-Michel Belorgey (p. 1407).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite pour les artisans et commerçants ; problème de la suspension de cette pension en cas de reprise d'activité professionnelle ; augmentation du nombre des représentants des salariés au sein des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; interprétation des textes relatifs aux nouveaux droits des travailleurs ; problème des documents communiqués à l'expert-comptable désigné par le comité d'entreprise ; montant des sommes allouées au comité d'entreprise pour son fonctionnement ; indemnités de licenciement ; indemnités de départ à la retraite [30 mai 1984] (p. 2828).

Discussion des articles : **après l'article 19** : problème du crédit d'heures affecté aux salariés représentants ; moyens des administrateurs (p. 2853) ; **article 39** : cas du délégué devenant de droit représentant syndical au comité d'entreprise ou d'établissement pour les entreprises de moins de 300 salariés ; cas des entreprises de plus de 300 salariés possédant des établissements de moins de 300 salariés ; **après l'article 39** : son amendement n° 68 (accès de l'expert comptable aux informations et documents auxquels a normalement accès le commissaire aux comptes) ; rôle de l'expert comptable ; information de celui-ci ; documents mis à disposition du commissaire aux comptes ; cas de demande d'un licenciement collectif (p. 2858) ; retiré ; son amendement n° 69 (cas où l'employeur fait déjà bénéficier le comité d'entreprise d'une somme ou de moyens en personnels équivalent à 0,2 p. 100 de la masse salariale brute) ; fonctionnement du comité d'entreprise ; cas où il bénéficie d'une somme correspondant à 0,2 p. 100 de la masse salariale brute ; retiré (p. 2859) ; **après l'article 43** : son amendement n° 70 (calcul de l'indemnité de licenciement à partir de la rémunération brute dont le licencié bénéficiait avant la rupture de son contrat de travail) ; indemnité de licenciement ; arrêt Triolle du 9 mai 1983 de la Cour de cassation remettant en cause l'interprétation selon laquelle le salaire brut servait de référence dans ce cas ; indemnité calculée sur la base du salaire moyen effectivement perçu ; adopté (p. 2861) ; cas où des difficultés existent dans les entreprises ; dépassements des temps de délégation pour circonstances exceptionnelles ; souhaite l'étude d'un moyen de paiement des heures nécessaires en cas de circonstances exceptionnelles (p. 2862).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* politique de l'emploi pour les jeunes ; formation des jeunes ; stages d'initiation professionnelle ; responsabilité donnée aux salariés et à leurs représentants ; développement du rôle économique du comité d'entreprise ; intervention directe des salariés sur leur vie au travail ; création de conseils d'atelier et de bureaux dans le secteur public ; négociation collective ; négociations engagées entre les partenaires sociaux sur la flexibilité de l'emploi ; analyse des propositions du C.N.P.F. [29 octobre 1984] (p. 5369) ; ordonnances sur le travail temporaire et sur les contrats à durée déterminée (p. 5370).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème du gâchis dans les hôpitaux ; sa proposition d'amendement visant à obtenir l'entrée de plusieurs représentants élus des salariés dans les conseils d'administration des hôpitaux [13 novembre 1984] (p. 5966) ; mise en place de la départementalisation (p. 5967).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : application des orientations du Gouvernement pour la formation des jeunes ; agrément des stages ; légalisation des associations de main-d'œuvre et de formation ; suppression du « double S.M.I.C. » ; démocratisation du secteur public ; situation des établissements publics en formation ; application de la loi sur les comités de groupes pour certains organismes bancaires ; généralisation de la cinquième semaine de congés payés pour les assistantes maternelles ; amélioration de dispositions de droit du travail ; protection des salariés élus au sein des chambres d'agriculture ; remplacement des rentes versées aux accidentés du travail par un versement en capital ; communication au comptable du Trésor de l'état-civil et du domicile de l'assuré social ; extension de la législation sur les accidents du travail aux élèves dans les travaux d'atelier ou de laboratoire [3 décembre 1984] (p. 6542) ; coordination entre les différents

régimes d'assurances invalidité ; versement d'une indemnité journalière au père de l'enfant dont la mère est décédée ; élargissement de la participation des usagers et du personnel à tous les établissements sociaux ; renforcement de l'action contre l'immigration clandestine ; extension des possibilités de constitution de partie civile pour les associations luttant contre le racisme ; situation des étrangers employés par les collectivités locales ; mise en place du régime de retraite à Mayotte (p. 6543).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 6 (substituant dans le 2e alinéa de cet article aux mots « de l'une des instances d'orientation mentionnées au 2e alinéa de l'article 4 » les mots « de l'une des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ou de l'une des missions locales mentionnées à l'article 4 ») ; différence de méthode de travail entre l'Assemblée nationale et le Conseil d'Etat ; utilité d'une harmonisation dans les numérotations ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 7 (supprimant dans l'avant-dernier alinéa les mots « qui peut varier selon les caractères du stage ») ; variation du montant de l'indemnité versée aux stagiaires ; adopté (p. 6557) ; **article 4** : son amendement n° 8 (perception d'une rémunération par les stagiaires pendant la période de formation) : adopté ; son amendement n° 9 (perception d'une rémunération par le stagiaire pour la durée du stage) ; absence de subvention des frais de gestion des associations ; adopté ; **article 6** : son rappel des propos de M. Jean-Paul Fuchs sur l'augmentation du S.M.I.C. (p. 6558) ; **article 9** : son amendement n° 10 (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; inutilité d'établir par décret la liste des personnels de recherche ; adopté ; **article 10** : son attachement à la participation des salariés au Conseil d'administration des entreprises publiques ; problème de la mise en place du Conseil d'administration des établissements nouvellement créés (p. 6559) ; **article 12** : son amendement n° 11 (supprimant dans le 7e alinéa de cet article le mot « désignés ») ; ambiguïté de ce mot ; adopté ; fixation de la date d'entrée en vigueur des dispositions par la loi ; **article 14** : situation des organismes bancaires mutualistes ; rôle et attributions du comité de groupe (p. 6560) ; **article 19** : son amendement n° 12 (possibilité de déférer à la Cour de cassation les contestations relatives à la délégation des représentants du personnel au comité) ; utilité de cet amendement : adopté ; **article 20** : son amendement n° 13 (substituant dans le 1er alinéa aux mots « article L. 412-11 » la référence « article L. 412-15 ») : adopté (p. 6561) ; son amendement n° 14 (charge des dépenses afférentes à la contestation) ; utilité de la citation de la disposition applicable ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 15 (charge des dépenses du recours à une mesure d'instruction) ; adopté ; **après l'article 23** : son amendement n° 16 (insérant au 3e alinéa après le mot « avantages » les mots « y compris l'indemnité de congés payés ») ; inclusion de l'indemnité de congés payés dans les avantages du salarié durant le délai de congé ; risques de l'obligation d'embauche des jeunes soldats libérés (p. 6562) ; problème des accidents de trajet ; son amendement n° 17 (point de départ du délai de dépôt de la déclaration dénonçant une convention collective) ; nécessité de cette précision ; adopté ; son amendement n° 18 (délai de dépôt des conventions et accords collectifs) ; délai d'opposition des organisations syndicales ; adopté ; son amendement n° 19 (dépôt du procés-verbal) ; dépôt du procés-verbal de désaccord ; adopté (p. 6563) ; son amendement n° 86, à titre personnel, (remplaçant dans le 1er alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail les mots « localement, au plan professionnel ou interprofessionnel » par les mots « au plan local ou départemental, professionnel ou interprofessionnel ») ; mise en place d'une commission inter-entreprises ; institution de commissions paritaires à l'échelon départemental ; adopté ; son amendement n° 20 (insérant à la fin du 2e alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail après les mots « des réclamations individuelles et collectives » les mots « et de toute autre question relative aux conditions d'emploi et de travail ») ; rôle des commissions paritaires ; adopté ; son amendement n° 21 (modalités de la formation des membres des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises de moins de 300 salariés) ; conséquences des dispositions de la loi du 23 décembre 1982 ; adopté ; son amendement n° 22 (rôle des établissements publics employant du personnel dans les conditions du droit privé) ; cas des chambres de commerce gérant des aéroports ou des ports autonomes ; adopté ; son amendement n° 23 (soumission des établissements publics à caractère industriel et commercial aux dispositions du présent titre) ; adopté ; son amendement n° 24 (substituant dans le 3e alinéa de l'article L. 231-6 du code du travail aux mots « du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels » les mots « de la commission d'hygiène industrielle ») ; correction terminologique ; adopté (p. 6564) ; son amendement n° 25 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 412-11 du code du travail aux mots « dans une entreprise d'au moins cinquante salariés » les mots « dans les entreprises et organismes visés à l'article L. 421-20 qui emploient au moins cinquante salariés ») ; champ d'application des dispositions concernant la désignation des délégués syndicaux ; adopté ; son amendement n° 26 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 423-18 du code du travail aux mots « la date du premier tour » les mots « la date envisagée pour le premier tour ») ; obligation pour le chef d'entreprise d'inviter les organisations syndicales à négocier un protocole d'accord pré-électoral ; adopté ; son amendement n° 27 (obligation pour le chef d'entreprise d'inviter les organisations syndicales à négocier un protocole d'accord pré-électoral et à établir les listes de leurs candidats) : adopté ; son amendement n° 28 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 424-4 du travail aux mots « ou ses représentants » les mots « ou son représentant » ; possibilité pour les cadres d'être plus nombreux que les délégués du personnel ; adopté ; son amendement n° 29 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 433-13 du code du travail aux mots « la date du premier tour » les mots « la date envisagée pour le premier tour ») ; harmonisation des différents articles concernant le protocole pré-électoral ; adopté ; son amendement n° 30 (négociation du protocole d'accord pré-électoral et établissement des listes par les organisations syndicales) : adopté ; son amendement n° 31 (substitutant dans le 1er alinéa de l'article L. 434-6 du code du travail aux mots « au dixième alinéa » les mots « au quatorzième alinéa ») ; différence entre la méthode de décompte des alinéas de l'Assemblée nationale et celle du Conseil d'Etat ; adopté (p. 6565) ; son amendement n° 32 (constitution d'une commission d'information et d'aide au logement des salariés au sein des comités d'entreprise des entreprises de moins de 300 salariés) ; mise en place d'une commission d'information et d'aide au logement des salariés ; adopté ; son amendement n° 33 (supprimant dans le 5e alinéa de l'article L. 980-2 du code du travail le mot « favorable ») : adopté ; disparition des auxiliaires à temps complet dans les collectivités locales ; possibilité pour les collectivités locales d'employer des agents non titulaires étrangers en fonction de la date d'application de la présente loi ; son amendement n° 35 (corrigeant une erreur matérielle) : adopté ; **avant l'article 24** : impossibilité pour la commission de se prononcer sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (p. 6566) ; **article 24** : nombre de magistrats honoraires employés (p. 6568) ; **après l'article 24** : son amendement n° 37 (remplaçant les mots « commission de première instance » par les mots « tribunal des affaires de sécurité sociale » dans toutes les dispositions des textes où ils figurent) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 39 (excluant du contentieux technique de la sécurité sociale les accidents du travail des salariés agricoles) ; adopté ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 41 (rédactionnel) : adopté (p. 6569) ; **article 30** : son amendement n° 43 (supprimant dans le texte de l'article L. 195 du code de la sécurité sociale les mots « du deuxième alinéa ») : adopté ; **article 31** : son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; **article 32** : son amendement n° 45 (substituant dans l'article L. 197 du code de la sécurité sociale aux mots « tribunaux des affaires de la sécurité sociale » les mots « tribunaux des affaires de sécurité sociale ») ; adopté (p. 6570) ; **article 33** : son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 48 (insérant dans l'article L. 198 du code de la sécurité sociale après les mots « cette juridiction » les mots « soit par leur conjoint soit par l'un de leurs ascendants ou descendants directs ») ; possibilité pour les intéressés de se faire représenter par leur conjoint devant les tribunaux ; adopté après modification ; **article 34** : son amendement n° 49 (rédactionnel) : adopté (p. 6571) ; **article 35** : utilité de la transformation de la rente en capital pour les incapacités légères (p. 6572) ; son amendement n° 50 (substituant dans le 2e alinéa aux mots « dans la limite des taux fixés par décret » les mots « lorsque le taux de l'incapacité est inférieur à 10 p. 100 ») ; possibilité pour la victime d'un accident de travail de bénéficier d'une rente à partir d'un taux d'incapacité de 10 p. 100 ; adopté ; **article 36** : son amendement n° 51 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 52 (substituant dans le 1er alinéa de l'article L. 450-1 du code de la sécurité sociale aux mots « à des taux fixés par décret » les mots « à 10 p. 100 ») : adopté ; son amendement n° 53 (détermination du montant de l'indemnité en capital) ; révision de ce montant en fonction de l'état de la victime ; adopté ; notion de décision « définitive » contenue dans l'amendement n° 124 du Gouvernement ; **article 37** : son amendement n° 54 (de suppression) (p. 6573) ; adopté ; **après l'article 37** : son amendement n° 55 (insérant après les mots

« soit l'indemnité journalière » les mots « soit l'indemnité en capital ») ; astreinte en cas de retard injustifié au paiement de l'indemnité journalière ; élargissement du champ d'application de l'article L. 464 du code de la sécurité sociale ; nécessité de garantir l'assuré contre tout retard injustifié ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 56 (insérant après les mots « article L. 451 » les mots « du code de la sécurité sociale » et après les mots « article L. 453 » les mots « du même code ») ; problème de numérotation ; adopté ; son amendement n° 57 (substituant aux mots « au moins égal au taux fixe par application de l'article L. 405-1 » les mois « au moins égal à 10 p. 100 ») ; taux de l'incapacité permanente ; adopté (p. 6574) ; **article 39** : son amendement n° 58 (de précision) : adopté ; **article 40** : son amendement n° 59 (rédactionnel) : adopté ; **article 28 précédemment réservé** : son amendement n° 42 (substituant aux mots « à un taux déterminé par décret » les mots « 10 p. 100 ») ; fixation à 10 p. 100 du taux d'incapacité ; adopté (p. 6575) ; **article 41** : utilité du registre du contrôle des accidents du travail ; contrôle des accidents du travail par les caisses régionales ; nécessité pour la commission d'hygiène de connaître le registre ; possibilité pour la victime de le consigner ; son amendement n° 60 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de cet article) ; critères d'attribution de l'autorisation ; suppression des mots « en Conseil d'Etat » ; adopté après modification ; son amendement n° 61 (insérant après le 2e alinéa de cet article les mots « l'employeur est tenu d'en aviser le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ») : adopté (p. 6576) ; son amendement n° 62 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « au cas où un tel accident » les mots « lorsqu'un accident ayant fait l'objet d'une simple inscription sur un registre ») : adopté ; son amendement n° 63 (insérant après le mot « caisse » les mots « primaire dont relève la victime ») : adopté ; **après l'article 41** : son amendement n° 64 (modifiant l'intitulé du chapitre 1er du Titre V du Livre IV du code de la sécurité sociale) ; suppression de la référence à la caisse primaire ; adopté ; son amendement n° 65 (sanctions contre les employeurs n'ayant pas inscrit les accidents du travail sur le registre) ; extension des sanctions aux employeurs n'ayant pas inscrit les accidents du travail ; adopté ; **article 42** : son amendement n° 66 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de cet article) ; application aux salariés agricoles des dispositions applicables à l'ensemble des bénéficiaires de la sécurité sociale ; adopté après modification (p. 6577) ; son amendement n° 67 (substituant dans le dernier alinéa aux mots « au cas où un tel accident » les mots « lorsqu'un accident ayant fait l'objet d'une simple inscription sur un registre ») : adopté ; son amendement n° 68 (sanctions au manquement à l'obligation de déclaration ou d'inscription sur le registre) ; extension des sanctions au secteur agricole ; adopté ; **article 43** : son amendement n° 69 (instituant un délai de 12 mois à compter de la date de règlement des cotisations ou majoration de retard) ; détermination du delai de prescription ; adopté ; **article 44** : possibilité pour le comptable du Trésor d'être informé de l'état-civil et du domicile de l'assuré social débiteur de créances hospitalières (p. 6578) ; son amendement n° 70 (insérant après les mots « assurés sociaux » le mot « débiteurs ») ; précision sur la finalité de la procédure engagée ; adopté ; **article 45** : son amendement n° 89 à titre personnel, (respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique pour la communication des renseignements) : adopté (p. 6579) ; **article 46** : son amendement n° 71 (insérant après les mots « sans interruption » les mots « soit de régimes de salariés » ; adopté ; **article 47** : son amendement n° 73 (possibilité pour le père de demander le report de la période d'indemnisation) ; cas où l'enfant reste hospitalisé longtemps ; adopté ; **après l'article 47** : son amendement n° 75 (impossibilité de cumuler le congé et le versement de l'indemnité journalière) ; extension du versement de cette indemnité aux fonctionnaires (p. 6580) ; volonté de la commission d'étendre le champ d'indemnisation à l'ensemble des salariés ; volonté du Gouvernement de permettre le cumul entre l'indemnité et le congé ; rejeté ; **article 48** : son amendement n° 76 (substituant dans le texte de l'article L. 122-26-1 du code du travail aux mots « du fait de son accouchement » les mots « au cours des périodes définies » aux premier, deuxième et cinquième alinéas de l'article L. 122-26) ; extension du droit au congé au cas où la mère décède durant la période d'indemnisation ; nécessité d'une harmonisation ; adopté ; son amendement n° 77 (période de suspension du contrat de travail) ; augmentation de la durée de suspension du contrat de travail ; adopté (p. 6581) ; **article 49** : son amendement n° 90, à titre personnel (insérant dans le 4e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « établissements secondaires » les mots « ou d'enseignement spécialisé ») ; caractère incontestable de cette disposition ; adopté ; son amendement n° 91, à titre personnel (précision par décret des catégories d'élèves et de stages) ; utilité des précisions ; expression « enseignement spécialisé » ; adopté ; **article 50** : son amendement n° 78 (association des usagers des familles et des personnels au fonctionnement des établissements) (p. 6582) ; absence de confusion entre les établissements privés et les établissements de droit public (p. 6583) ; adopté ; **après l'article 54** : son amendement n° 79 (situation des personnes relevant des régimes de protection sociale des exploitants agricoles des départements d'outre-mer à la date d'entrée en vigueur de la loi) ; fixation de critères pour la détermination des prestations sociales ; pérennisation de la situation des exploitants agricoles ; introduction de ces dispositions par décret ; rejeté (p. 6584) ; **article 55** : son amendement n° 80 (insérant après les mots « en application » les mots « de l'article 12 ») ; utilité de cette précision ; adopté ; possibilité pour les fonctionnaires de déposer une demande de reconstitution de carrière jusqu'au 31 décembre 1984 ; adopté ; caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 116 de M. Guy Ducoloné ; publication des décrets d'application ; cas des décrets d'application de la loi sur les conseils d'établissements dans les hôpitaux (p. 6585) ; **article 58** : son amendement n° 83 (substituant au mot « antérieures à la modification résultant de la présente loi » les mots « dans la rédaction antérieure à la présente loi ») ; extension du bénéfice des dispositions relatives au plafonnement de la contribution sociale de solidarité aux entreprises de négoce ; adopté ; **article 59** : son amendement n° 84 (rédactionnel) : adopté (p. 6586) ; **article 61** : son amendement n° 85 (substituant à la référence l'article 20 la référence à l'article 20-1) : adopté ; **après l'article 61** : développement des dispensaires et des centres de santé ; position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Dominique Dupilet (p. 6587) ; déplafonnement des cotisations ; étude du problème de la réforme globale des cotisations ; utilité de la création d'un régime de retraite à Mayotte (p. 6586) ; **article 63** : amélioration de la situation des étrangers vivant depuis longtemps en France ; lutte contre l'immigration clandestine (p. 6589) ; **après l'article 64** : absence de protection des représentants des salariés élus dans les chambres d'agriculture ; protection de l'embauche et du licenciement (p. 6590).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : absence d'accord de la commission mixte paritaire ; augmentation du S.M.I.C. ; mise en place des comités de groupe dans les organismes bancaires ; droits des salariés membres des chambres d'agriculture ; protection sociale ; problème de la transmission des informations ; limitation par le Sénat des possibilités d'intervention des associations anti-racistes [20 décembre 1984] (p. 7343) ; amélioration de la situation hospitalière dans les prisons ; limitation du cumul du revenu et de la pension d'invalidité (p. 7344).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (modifiant le début du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; son amendement n° 2 (substituant dans le troisième alinéa de l'article L. 980-9 au mot « accord » le mot « contrat ») ; harmonisation du code du travail ; adopté (p. 7345) ; **article 6** : son amendement n° 3 (prise en compte de la date d'effet du premier relèvement de salaire minimum pour les abrogations contenues dans cet article) ; nécessité d'éviter le cumul de deux augmentations du S.M.I.C. ; rejeté ; **article 7** : son amendement n° 4 (fixant la date d'augmentation du S.M.I.C.) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 5 (autorisant la ratification des ordonnances prises en application de l'article premier de la loi d'orientation du 6 janvier 1982) (p. 7346) : adopté ; **avant l'article 18** : son amendement n° 6 (constitution d'un comité de groupe dans les organismes bancaires) ; volonté de mise en place des comités de groupe ; adopté ; **après l'article 18** : son amendement n° 7 (mise en place d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements de cinquante salariés) ; précision concernant les établissements de plus de cinquante salariés ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 8 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I par les mots « la décision peut être déférée à la Cour de cassation ») : adopté ; **article 23** : son amendement n° 9 (modifiant le deuxième alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail par les mots « toute disposition ou tout acte contraire est nul de plein droit ») ; rétablissement du texte initial ; adopté (p. 7347) ; **article 23 *ter*** : son amendement n° 10 (prise en compte des accidents de trajet dans l'article L. 122-32-1 du code du travail) ; assimilation des accidents de trajet aux accidents de travail pour les conséquences à l'égard du contrat de travail ; difficulté de mettre en œuvre la responsabilité des chefs d'entreprise pour les accidents de trajet ; cas de suspension de

contrat de travail pour maladie ; rejeté ; **article 23 *octies* :** son amendement n° 11 (insérant dans l'article L. 132-3 du code du travail après les mots « des réclamations individuelles et collectives » les mots « et de toute autre question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés intéressés ») (p. 7348) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; **après l'article 23 *nonies* :** son amendement n° 12 (application aux entreprises publiques des dispositions de l'article L. 131-2 du code du travail) : adopté ; **article 23 *decies* :** son amendement n° 13 (modifiant l'article L. 134-1 du code du travail) ; rétablissement du texte initial ; adopté ; **article 23 *undecies* :** son amendement n° 14 (soumettant les établissements publics à caractère industriel et commercial aux dispositions du présent titre) : adopté ; **article 23 *tredecies* :** son amendement n° 15 (substituant dans le premier alinéa de l'article L. 412-11 du code du travail aux mots « dans une entreprise d'au moins cinquante salariés » les mots « dans les entreprises et organismes visés par l'article L. 421-1 qui emploient au moins cinquante salariés ») : adopté (p. 7349) ; **article 23 *vicies* :** son amendement n° 16 (constitution d'une commission d'information et d'aide au logement au sein du comité d'entreprise dans les entreprises industrielles et commerciales) : adopté ; **article 23 *duovicies* :** son amendement n° 17 (possibilité pour les collectivités locales de continuer à employer des agents non titulaires n'ayant pas la nationalité française) : adopté ; **après l'article 23 *quatuorvicies* :** son amendement n° 18 (concernant le statut des salariés membres des chambres d'agriculture) ; droits des salariés membres des chambres d'agriculture ; adopté (p. 7350) ; son amendement n° 19 (possibilité pour les salariés désignés en qualité de membres du Conseil de direction et des Conseils spécialisés des offices de bénéficier des dispositions des articles L. 515-1 à L. 515-4 du code rural) : adopté ; **article 28 *bis* :** son amendement n° 20 (permettant aux juridictions de la sécurité sociale de statuer en dernier ressort sur les taux d'incapacité permanente) ; compétence du contentieux général de la sécurité sociale en matière d'accidents du travail des salariés ; adopté ; **article 29** : son amendement n° 21 (substituant aux mots « tribunaux des affaires de sécurité sociale » les mots « juridictions visées au premier alinéa de l'article L. 191 du code de la sécurité sociale ») : adopté (p. 7351) ; **article 36** : son amendement n° 22 (versement de l'indemnité) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; **article 39** : son amendement n° 23 (supprimant dans le premier alinéa de l'article L. 462 du code de la sécurité sociale les mots « en totalité ou ») ; suppression de la possibilité de rachat facultatif de la rente ; adopté ; **article 40** : son amendement n° 24 (versement d'indemnités en capital en plusieurs fractions à titre transitoire par les caisses) ; rétablissement des dispositions relatives au versement fractionné par les caisses de l'indemnité en capital ; adopté ; **article 41** : son amendement n° 25 (établissement du registre des accidents du travail remplaçant la déclaration d'accident) (p. 7352) : adopté ; son amendement n° 26 (obligeant l'employeur à aviser le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des accidents du travail) : adopté ; **article 41 *ter* :** son amendement n° 27 (sanctions pour défaut d'inscription sur le registre des accidents du travail) : adopté ; **article 42** : son amendement n° 28 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « dans les conditions qui seront fixées par décret ») : adopté ; son amendement n° 29 (fixation par décret des critères d'attribution de l'autorisation et de son retrait) : adopté ; son amendement n° 30 (sanction des manquements à l'obligation des déclarations d'inscription) : adopté (p. 7353) ; **article 44** : son amendement n° 31 (insérant dans le premier alinéa de cet article après le mot « relatives » les mots « à l'état civil ou ») : adopté ; son amendement n° 32 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 45 *bis* :** son amendement n° 33 (conditions et modalités des déclarations mentionnées aux articles 87, 240 et 241 du code général des impôts) ; contrôle de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; adopté ; **article 47** : son amendement n° 34 (substituant dans l'article L. 298 du code de la sécurité sociale aux mots « dans des conditions déterminées aux articles L. 525 à L. 529 » les mots « dans les conditions déterminées aux articles L. 513, L. 514, L. 525 et L. 526 ») (p. 7354) ; mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses ; adopté ; **article 55 *bis* :** absence d'amendements accompagnant la déclaration du Gouvernement ; **article 59** : son amendement n° 35 (composition du Conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales des marins pêcheurs) (p. 7355) : adopté ; **article 61 *ter* :** notions de « proposition » ou « d'avis » du directeur général des affaires sanitaires et sociales : son amendement n° 36 (substituant aux mots « sur proposition » les mots « après avis ») : adopté (p. 7356) ; **article 62** : son amendement n° 37 (permettant aux associations anti-racistes de se constituer partie civile) ; nécessité de substituer à l'expression « à raison du code pénal » l'expression « en raison » ; adopté ; **article 65** : son amendement n° 38 (de suppression) : adopté ; **article 66** : son amendement n° 39 (de suppression) : adopté (p. 7357).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [21 décembre 1984] (p. 7376).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : « idée perverse » consistant à individualiser le rapport entre les cotisations et les prestations ; système de protection sociale [13 décembre 1984] (p. 6918) ; mise en place du système en 1945 ; situation aux Etats-Unis ; maintien d'une protection sociale collective ; excédents de 11,2 milliards de francs du régime général en 1983 ; retour à l'équilibre ; nouvelle tendance au déficit ; rigueur devant toucher le moins possible à la protection sociale ; déplafonnement des cotisations ; mise en place du budget global des hôpitaux ; réforme hospitalière ; loi de 1984 ; nouveau statut des praticiens hospitaliers ; recours aux alternatives à l'hospitalisation (p. 6919) ; nomenclature ; actes en « K » des radiologues ; honoraires médicaux ; soins dentaires ; politique familiale ; régime vieillesse ; pauvreté et personnes âgées ; difficultés de financement du régime des personnes âgées (p. 6920) ; problème de l'harmonisation des régimes ; équité exigeant des avancées progressives dans le sens de l'harmonisation ; indemnisation du chômage ; effort de solidarité ; aide sociale (p. 6921).

COINTAT (Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1373).

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 20 avril 1984] (p. 1207).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1373).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale ; budget annexe des essences) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 25 : **Premier ministre** : secrétariat général de la défense nationale ; annexe n° 45 : **essences** (n° 2365) [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Dérogation au contrôle des changes qui a permis au secrétaire général de la C.G.T., de remettre de l'argent aux mineurs britanniques : moyens utilisés par M. Krasucki pour envoyer 7 000 francs aux mineurs britanniques [24 octobre 1984] (p. 5135).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962)

Première lecture, discussion générale : objectifs de la politique d'aménagement des structures agricoles depuis un quart de siècle ; politique visant à protéger ceux qui exploitent ; souhaite que l'on s'oriente vers un assouplissement des textes en vigueur ; amendements de la commission ; objectif de la politique d'aménagement rural dans les années 1960 : incitation des agriculteurs âgés à quitter leurs terres ; diminution du nombre des jeunes s'installant en agriculture [3 avril 1984] (p. 1068) ; souci de grignoter la liberté foncière en agriculture ; existence de dix-sept départements où les structures sont trop étroites et la pression démographique trop forte ; existence de nombreuses régions devenant des terres d'accueil ; texte retardant le progrès économique dans l'agriculture ; texte ne facilitant pas l'installation des jeunes agriculteurs (p. 1069).

Discussion des articles : **article 1er** : article 188-2 du code rural ; critères d'autorisation d'exploiter ; cas où l'autorisation préalable d'exploiter est obligatoire ; son amendement n° 75 : devenu sans objet (p. 1096) ; **article 2** : son amendement n° 76 (de suppression) ; surface moyenne d'installation minimum ; rejeté ; son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 2 de la commission (soumettant à autorisation préalable les installations dépassant quatre fois la surface minimum d'installation) ; son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 2 de la commission (soumettant à autorisation préalable les agrandissements dépassant deux fois la surface minimum d'installation) ; son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 2 de la commission (soumettant à autorisation préalable les agrandissements jusqu'à quatre fois la surface minimum d'installation) ; limite comprise entre deux et quatre fois la surface minimum d'installation ; abaissement du plancher ; seuil à partir duquel l'autorisation préalable est nécessaire (p. 1097) ; rejetés (p. 1098) ; **article 3** : son amendement n° 80 (soumission optionnelle à une autorisation préalable) ; opérations devant être soumises à autorisation préalable ; rejeté (p. 1099) ; ses amendements nos 81, 82 : devenus sans objet ; son amendement n° 83 (référence aux voies de communication les plus communément employées pour le calcul de la surface minimum d'installation) ; calcul de la distance ; voies de communications ; retiré (p. 1101) ; **article 4** : son amendement n° 84 (insérant les mots « ou acquis » après les mots « donation ») (p. 1102) : rejeté ; son amendement n° 85 : satisfait ; son amendement n° 86 (non exigence des conditions prévues par cet article en cas de succession) : rejeté (p. 1103) ; son amendement n° 87 (installation par reprise au profit d'un descendant du propriétaire) : rejeté (p. 1104) ; son amendement n° 88 (suppression de la référence à une installation préalable pour bénéficier d'une autorisation de droit) : rejeté (p. 1105) ; son sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 9 de la commission (supprimant la référence au foyer fiscal dans cet amendement) ; caractère restrictif de cet article ; prise en compte des revenus extra-agricoles du foyer fiscal ; souhaite considérer les seuls revenus du demandeur ; rejeté ; son amendement n° 89 : devenu sans objet (p. 1106) ; son amendement n° 236 (prise en compte de la superficie en cas de réunion d'exploitation du fait d'un mariage) ; limitation favorisant le concubinage ; mariage en milieu rural (p. 1107) ; devenu sans objet ; son amendement n° 90 (cas où l'agrandissement est réalisé au profit d'un descendant du demandeur) : rejeté (p. 1108) ; **article 6** : politique de décentralisation [4 avril 1984] (p. 1114) ; son amendement n° 96 (supprimant la référence à la polyculture-élevage) ; variation de la surface des exploitations familiales selon les régions ; rejeté ; son amendement n° 95 (précisant que la surface minimum d'installation ne peut être inférieure de plus de 30 p. 100 à la surface minimum d'installation nationale) ; critique la fixation d'une limite maximum pour la surface minimum d'installation (p. 1115) ; rejeté (p. 1116) ; **article 7** : son amendement n° 97 (référence à un demandeur unique) (p. 1118) ; rejeté (p. 1119) ; ses critiques sur la rédaction de ce texte ; son amendement n° 98 (supprimant la référence au preneur en place) : retiré ; son amendement n° 99 (référence à la situation des terres sur le territoire du département même ou d'un autre département) : retiré (p. 1120) ; son amendement n° 102 (obligation pour la commission départementale des structures de communiquer les pièces du dossier à la demande du requérant) : retiré (p. 1121) ; son amendement n° 101 (nécessité lorsque la demande porte sur un fonds n'appartenant pas au demandeur de produire une attestation du propriétaire) : retiré ; son amendement n° 100 (recours en plein contentieux devant le tribunal administratif) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 103 (de suppression) ; communication de certaines informations (p. 1122) ; rejeté (p. 1123) ; problèmes causés par le fichier de la M.S.A. (p. 1124) ; **article 9** : son amendement n° 104 (obligation pour le ministre de l'agriculture de se prononcer lorsqu'il est saisi d'un recours après la mise en demeure de cesser d'exploiter) : rejeté (p. 1125) ; son amendement n° 105 (compétence du tribunal paritaire des baux ruraux) : retiré (p. 1126) ; **article 11** : son amendement n° 106 (de suppression) ; estime qu'il serait vain d'engager une bataille sur des points de détail ; retiré ; son amendement n° 107 : retiré ; son sous-amendement n° 109 à l'amendement n° 23 de la commission (supprimant la référence au contrat conclu en vue de la prise en pension d'animaux) : retiré (p. 1127,1128) ; son amendement n° 108 : retiré (p. 1129) ; **article 12** : son amendement n° 110 (référence au jour où la location a été consentie) ; problème des jardins familiaux ; rejeté ; son amendement n° 111 (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 1130) ; **article 13** : son amendement n° 112 (application des dispositions du présent titre aux baux d'élevage porcin et bovin quelle que soit l'origine des aliments) ; nécessité d'éviter que l'on affecte certains élevages de baux commerciaux ; retiré (p. 1133) ; **article 14** : son amendement n° 113 : devenu sans objet ; réalisation de l'état des lieux à frais communs (p. 1134) ; son amendement n° 114 (précisant que le défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut accord sur l'état des lieux) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 115 (de suppression) : rejeté (p. 1135) ; **article 16** : réalisation de travaux pour améliorer le fonds (p. 1136) ; **article 17** : son amendement n° 116 (obligation de faire figurer dans l'état descriptif et estimatif des travaux le fait que la non-réponse dans un délai de deux mois permet l'exécution de ces derniers) : retiré (p. 1138) ; son amendement n° 117 (supprimant la référence aux maisons d'habitation) : rejeté ; son amendement n° 118 (notification de la proposition du preneur à la commission départementale) : retiré ; son amendement n° 119 (remplaçant la commission départementale par un comité technique départemental) (p. 1139) ; adopté ; son amendement n° 120 (obligation pour le preneur d'être en règle avec ses obligations légales à l'égard du bailleur) : retiré ; son amendement n° 121 (réalisation des travaux de manière économique et conforme au descriptif et au devis) (p. 1140) ; retiré ; son amendement n° 122 (faculté pour le preneur de participer avec voix délibérative aux assemblées de l'association syndicale ou foncière qui a la maîtrise des travaux) (p. 1141) ; absence de sanctions vis-à-vis du preneur ayant cessé de respecter son engagement de paiement ; retiré (p. 1142) ; **article 18** : son amendement n° 123 (substituant à la commission un comité technique départemental) : devenu sans objet ; son amendement n° 124 (calcul de l'indemnisation de reprise) ; référence à l'accord bailleurs-preneurs ; rejeté (p. 1144) ; **après l'article 21** : protection des personnes âgées (p. 1146) ; **article 22** : son sous-amendement n° 238 à l'amendement n° 32 de la commission (inapplication de cet amendement aux cultures pérennes) (p. 1147) ; métayage comme mode normal de faire-valoir dans les régions viticoles ; regrette que des réglementations un peu plus contraignantes ne s'appliquent pas à l'agriculture fruitière ; rejeté (p. 1148) ; **article 25** : son amendement n° 126 : devenu sans objet ; **après l'article 25** : son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 35 de la commission (location à titre précaire d'un bien agricole exproprié) : rejeté (p. 1154) ; son amendement n° 128 (composition des commissions communales d'aménagement foncier) : retiré (p. 1155) ; baux de carrière (p. 1157) ; **article 5 précédemment réservé** : son amendement n° 91, son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 12 de la commission et son amendement n° 92 : devenus sans objet (p. 1158).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536)

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4** : *article 424 du code rural :* son amendement n° 69 (fixant à 15 ans le délai prévu par cet article) : devenu sans objet (p. 2416).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006)

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 188 (définition de la montagne) : retiré [7 juin 1984] (p. 3083) ; son sous-amendement n° 189 à l'amen-

dement n° 1 de la commission (supprimant la référence à l'auto-développement) ; notion d'auto-développement ; solidarité (p. 3084) ; rejeté ; son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 1 de la commission (professions forestières) ; forêt dans les zones de montagne ; adopté ; son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 1 de la commission (protection de l'équilibre biologique) : adopté ; son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 1 de la commission (mesures destinées à favoriser la densité démographique) ; mesures d'ordre social et économique ; processus de désertification humaine (p. 3085) ; **article 1er** : politique spécifique ; rapport de la commission d'enquête ; programmes régionaux d'action concertée ; souhaits des populations ; reprise dans un texte législatif de dispositions ayant fait l'objet de décrets (p. 3087) ; loi de 1972 (p. 3088) ; caractère positif de certaines propositions du texte ; son amendement n° 193 (zones de montagne) ; D.O.M. (p. 3089) ; adopté (p. 3090) ; **article 3** : son amendement n° 194 (division en plusieurs massifs du Massif Central) ; difficulté d'appliquer la même politique à l'Auvergne, les Cévennes et au Vivarais (p. 3092) ; rejeté (p. 3093) ; **avant l'article 4** : son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « la zone de montagne » les mots « les zones de montagne ») : adopté ; son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « fonds interactivités pour l'auto-développement en montagne » les mots « fonds interactivités d'aide à la montagne ») : rejeté (p. 3096) ; **article 4** : droits des montagnards à la maîtrise de leur « devenir » ; démarche « d'auto-développement » ; son amendement n° 197 (consultation du comité de massif sur les aides accordées par le fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) (p. 3099) ; Conseil national pour le développement et l'aménagement de la montagne ; rejeté (p. 3100) ; **article 5** : différence entre l'adaptation des dispositions d'ordre général et la modulation de certaines dispositions à chaque massif (p. 3102) ; **article 7** : droit de préemption ; mission des S.A.F.E.R. ; terres incultes ou manifestement sous-exploitées ; son amendement n° 198 (supprimant la première phrase du deuxième alinéa de cet article et rédigeant ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « dans les zones de montagne les S.A.F.E.R. peuvent... ») ; rappel de la mission des S.A.F.E.R. ; rejeté (p. 3109) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 200 (définition des terres incultes ; abandon depuis plus de trois ans) : rejeté [8 juin 1984] (p. 3136) ; **après l'article 13** : son amendement n° 201 (égalité entre la valeur locative cadastrale des terres incultes ou manifestement sous-exploitées et la valeur locative cadastrale des terres labourables de première classe de la commune concernée) (p. 3142) ; rejeté (p. 3143) ; **article 15** : son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 65 de la commission (substituant aux mots « issus des massifs de montagne », les mots « fabriqués dans les zones de montagne ») : reporté à l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Benetière (p. 3147) ; **après l'article 15** : son sous-amendement n° 202 précédent (p. 3148) à l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Benetière (substituant aux mots « issus des massifs de montagne », les mots « fabriqués dans les zones de montagne ») : rejeté (p. 3149) ; **après l'article 17** : son sous-amendement n° 241 à l'amendement n° 70 de la commission (complétant cet amendement par les mots « dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa ») : adopté (p. 3154) ; **article 22** : son amendement n° 203 (possibilité pour les communes ou leurs groupements de s'associer au département pour organiser le service des remontées mécaniques) (p. 3159) ; adopté (p. 3160) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 239 (définition des terres nécessaires à l'activité agricole) : devenu sans objet (p. 3193) ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 240 (substituant au mot « profondeur » le mot « distance ») : adopté (p. 3196).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er A** : son amendement n° 201 : devenu sans objet [27 novembre 1984] (p. 6350) ; **article 17 *quinquies*** : son amendement n° 2 (admission à concourir aux marchés des entreprises agricoles de moins de cinq salariés) : rejeté [27 novembre 1984] (p. 6377) ; **article 54** : son amendement n° 202 (placement des entreprises autorisées sous le régime de la concession à la demande des collectivités ou des groupements locaux) [28 novembre 1984] (p. 6420) ; rejeté (p. 6421).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : caractère de mission du secrétariat général de la défense (S.G.D.N.) ; programme civil de défense ; réduction des effectifs ; équipement du S.G.D.N. ; déséquilibre entre les différentes actions pour la défense civile de la Nation ; diminution des crédits de fonctionnement et d'équipement [25 octobre 1984] (p. 5182) ; protection des populations (p. 5183).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* résultats du sommet de Fontainebleau ; obtention par la R.F.A. d'un dégrèvement de 3 p. 100 de T.V.A. ; perception par les Etats membres de subsides non prévus par les traités [7 novembre 1984] (p. 5681).

Examen des crédits : **article 81** : son amendement n° 46 (suppression de cet article) ; problème du paiement de cotisations supplémentaires par les agriculteurs dans le cadre de l'assurance des accidents du travail ; réduction de la subvention de l'Etat ; rejeté (p. 5685).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* budget annexe du service des essences ; diminution des dépenses ; sous-évaluation de la progression des charges des impôts ; évaluation du cours du dollar ; augmentation des charges de gestion ; problème du renouvellement du parc des matériels [9 novembre 1984] (p. 5807) ; volume prévu pour les achats de carburant ; problème du chauffage des bâtiments ; suppression du budget annexe (p. 5808).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Disucssion générale : questions :* informatisation des services de la direction des relations économiques extérieures et du centre français du commerce extérieur ; équipement de nos services à l'étranger d'un matériel américain [14 novembre 1984] (p. 6047).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 81 : son amendement n° 134 (exonération d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices réalisés l'année de l'installation des exploitants agricoles) ; définition par la loi de finances pour 1984 de la nouvelle fiscalité agricole ; caractère subjectif des gages choisis ; rapprochement de la législation agricole du droit commun (p. 6153) ; rejeté ; son amendement n° 149 (complétant l'article 69 du code général des impôts par les mots « le bénéfice imposable est calculé à partir d'une moyenne mobile triennale des bénéfices ») (p. 6154) ; manière de calculer les bénéfices imposables dans l'agriculture ; distorsions dans la progressivité de l'impôt ; rejeté (p. 6155) ; son amendement n° 137 (substituant dans le premièrement de l'article 38 *sex decies* J de l'annexe III du code général des impôts aux mots « deux fois la moyenne des résultats », les mots « 1,25 fois la moyenne des résultats ») ; absence de modifications du système du quotient pour l'étalement de l'imposition des revenus exceptionnels ; inadaptation de la limite de 50 000 francs (p. 6156) ; choix de 1,25 pour le coefficient ; rejeté ; son amendement n° 138 (abrogeant l'article 20 de la loi de finances pour 1984) ; nécessité de faciliter l'installation des jeunes agriculteurs ; caractère de biens professionnels des exploitations données à bail à long terme ; rejeté ; son amendement n° 139 (supprimant la dernière phrase du 1° du paragraphe II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; choix d'une date de clôture d'exercice permettant d'échapper pour 1984 à l'obligation nouvelle de durée d'exercice de 12 mois (p. 6157) ; rejeté ; son amendement n° 140 (supprimant la dernière phrase du 2° du paragraphe II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; rejeté ; son amendement n° 141 (supprimant le 3° du paragraphe II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; rejeté ; son amendement n° 142 (modification des dates d'ouverture et de clôture des exercices des exploitants soumis à un régime de bénéfice réel sur agrément de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) ; absence de système de modification des dates d'ouverture et de clôture d'exercice ; nécessité d'éviter une interprétation restrictive de l'article 79 (p. 6158) ; rejeté ; son amendement n° 143 (substituant dans l'alinéa 1er de l'article 80 de la loi de finances pour 1984 au mot « deuxième », le mot « premier ») ; retiré ; son amendement n° 144 (visant à ce que les dispositions du dernier alinéa du paragraphe I de l'article 80 de la loi de finances pour 1984 prennent effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) ; son amendement n° 146 (visant à ce que les dispositions du paragraphe I de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 concernant la détermination du régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun prennent effet à compter de l'imposition des revenus en 1985) ; report de l'application de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 en ce qui concerne les groupements agricoles d'exploitation en commun ; nécessité du report d'un an (p. 6159) ; son amendement n° 144 : rejeté ; son amendement n° 146 : retiré ; son amendement n° 145 (soumission de la moyenne des recettes au-delà de laquelle les groupements agricoles d'exploitation en commun sont soumis

au régime du réel simplifié d'imposition) ; assujettissement des groupements agricoles d'exploitation en commun au régime simplifié de T.V.A. ; introduction de la référence au nombre d'associés dans le calcul du chiffre d'affaires ; devenu sans objet ; son amendement n° 297 (application du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts ou d'actions des sociétés coopératives) (p. 6160) ; extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats de parts ou d'actions des sociétés coopératives ; retiré ; son amendement n° 148 (application aux achats nets de parts de groupements fonciers agricoles du régime du compte d'épargne en actions) ; extension du régime du compte d'épargne en actions aux parts des groupements fonciers agricoles ; rejeté ; son amendement n° 135 (caractère de biens professionnels des biens donnés à bail à long terme) ; son amendement n° 136 (complétant le 3° de l'article 902 du code général des impôts par les mots « 12° Les minutes, originaux et expéditions des actes constatant la formation des groupements d'exploitation en commun ») (p. 6161) ; simplification et accélération des formalités de création des entreprises ; exonération des droits de timbre de dimension aux actes constatant la formation des groupements agricoles d'exploitation en commun ; rejeté (p. 6162).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 22 :** son amendement n° 109 (exonérant dans l'année de leur installation les exploitants agricoles de l'impôt sur le revenu) [18 décembre 1984] (p. 7141) ; son amendement n° 110 (permettant de considérer comme biens professionnels les biens donnés à bail à long terme) ; son amendement n° 111 (abrogeant l'article 20 de la loi de finances pour 1984) ; ses amendements n° 112, n° 113 et n° 114 (supprimant dans l'article 79 de la loi de finances pour 1984 la dernière phrase du 1° du paragraphe II, la dernière phrase du 2° du paragraphe II, le 3° du paragraphe II) ; son amendement n° 115 (permettant aux exploitants soumis à un régime de bénéfice réel de modifier les dates d'ouverture et de clôture de leur exercice) ; son amendement n° 116 (substituant dans le 1e alinéa du paragraphe I de l'article 80 de la loi de finances pour 1984 au mot « deuxième » le mot « premier ») ; son amendement n° 117 (permettant aux dispositions du dernier alinéa du 1° de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 de prendre effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) ; son amendement n° 118 (permettant aux dispositions concernant la détermination du régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun de prendre effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) ; son amendement n° 119 (soumettant au régime du bénéfice réel simplifié la moyenne des recettes de groupements agricoles d'exploitation en commun) ; son amendement n° 120 (exonérant du timbre de dimension les minutes constatant la formation des groupements agricoles d'exploitation en commun) (p. 7142) ; son amendement n° 121 (substituant dans le paragraphe 1er de l'article 38 *sex decies* J de l'annexe III du code général des impôts aux mots « deux fois la moyenne des résultats » les mots « 1,25 fois la moyenne des résultats ») ; son amendement n° 122 (concernant le calcul du bénéfice imposable) ; son amendement n° 123 (appliquant aux achats nets de parts de groupements fonciers agricoles le régime du compte d'épargne en actions) ; amendements n° 109 à n° 111 : rejetés (p. 7143) ; amendements n° 112 à n° 123 : rejetés (p. 7144).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 81 :** son amendement n° 132 (de suppression) : rejeté (p. 7195).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2416)

Première lecture, discussion générale : défense des agriculteurs ; caractère « a-communautaire » de l'accord ; son énumération des différentes possibilités de financement de l'exercice 1984 ; emprunt sur le marché international ; recours à un prêt intra-communautaire ; incertitude concernant le caractère suffisant des ressources ; évaluation du déficit en 1984 [28 novembre 1984] (p. 6453) ; risque d'institutionnalisation du chèque versé à la Grande-Bretagne ; part de la France dans le financement de la communauté (p. 6454).

COLIN (Georges)

Député de la Marne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de sa proposition de loi relative aux vins de champagne tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation (n° 1631) [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale : enseignement technique) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2056) relatif à la **pêche en eau douce** et à la **gestion des ressources piscicoles (n° 2102)** [10 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **pêche en eau douce** et à la **gestion des ressources piscicoles (n° 2146)** [24 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1631) relative aux **vins de champagne** tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation **(n° 2176)** [7 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VII : **éducation nationale** : enseignement technique **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536)

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : vote unanime de l'Assemblée en première lecture ; champ d'application du texte ; étangs ; cohérence de l'organisation des pêcheurs ; droits et devoirs des associations et des fédérations ; pêcheurs aux engins et filets ; préservation des milieux aquatiques ; problème du débit réservé ; autorisations et concessions accordées pour l'établissement d'ouvrages ; conventions [16 mai 1984] (p. 2396) ; objectif d'un débit réservé ; nécessité d'une loi sur l'eau (p. 2397).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 14 (indiquant les articles du code rural remplacés par ce texte) ; article 414 du code rural ; adopté ; *article 403 du code rural :* son amendement n° 15 (plans d'eau non visés à l'article 402) : adopté ; *article 410 du code rural :* son amendement n° 16 (rédaction de cet article : débit minimal) (p. 2402) ; différence entre les rivières à gros débit et les filets d'eau et les rivières à débit plus faible ; période transitoire ; problème de la possibilité de passation de conventions (p. 2403) ; adopté après modification ; *article 411 du code rural :* son amendement n° 17 (délai de mise en conformité des ouvrages) ; problème de l'édiction d'une liste des espèces migratrices par bassin (p. 2404) ; passage du poisson de l'amont vers l'aval ; migrations (p. 2405) ; adopté ; *article 413 du code rural :* qualité des poissons ; problème des maladies et du passage des poissons d'un étang

dans l'autre ; son amendement n° 18 (possibilité de réempoissonnage par du poisson provenant d'établissements agréés) : adopté ; *après l'article 413 du code rural :* son amendement n° 19 (de coordination) : adopté (p. 2406) ; *article 415 du code rural :* son amendement n° 62 à titre personnel (association agréée de pêcheurs amateurs) ; unicité de cette association ; liberté d'association ; adopté ; son amendement n° 20 (associations de pisciculture) : adopté (p. 2413) ; son amendement n° 21 (associations de pêche et de pisciculture) : adopté ; son amendement n° 22 (surveillance du domaine piscicole départemental) ; mise en valeur de ce domaine piscicole ; adopté ; son amendement n° 23 (associations de pêche et de pisciculture) : adopté ; son amendement n° 63, à titre personnel (recouvrement de la taxe piscicole) ; recouvrement de cette taxe par les fédérations ; adopté (p. 2414) ; *article 416 du code rural :* son amendement n° 24 (pêcheurs exerçant à plein temps ou à temps partiel) : adopté ; son amendement n° 64, à titre personnel (recouvrement de la taxe piscicole) : adopté ; *article 416 bis du code rural :* son amendement n° 25 (cas où les orientations concernent des espèces vivant alternativement dans les eaux douces et salées) ; limite de la pêche en eau douce ; adopté ; *article 422 du code rural :* son amendement n° 26 (rédactionnel) ; nécessité de prendre en compte les fautes de passivité : adopté ; son amendement n° 27 (supprimant la référence à la demande du propriétaire au début du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 29 (associations de pêche et de pisciculture) : adopté ; son amendement n° 30 (possibilité de fixer la durée visée à l'article 422 du code rural par convention) ; relations entre les pêcheurs et les propriétaires pouvant se faire par accord tacite ; adopté (p. 2415) ; *article 424 du code rural :* son amendement n° 31 (remise en état ou aménagement des rives et des fonds) ; suppression de la référence à l'entretien des rives ; adopté ; son amendement n° 32 (associations agréées) : adopté ; son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 34 (associations de pêche et de pisciculture) : adopté ; son amendement n° 35 (fixant à 20 ans la durée visée à la fin du premier alinéa de cet article du code rural) ; partage de l'exercice du droit de pêche en cas de subvention publique ; adopté ; aménagement des cours d'eau ; déclaration d'utilité publique ; problème posé par l'application de cet article à une personne privée (p. 2416) ; possibilité pour un propriétaire de payer une partie des travaux d'amélioration des cours d'eau ; son amendement n° 36 (suppression du second alinéa de cet article du code rural) : adopté ; *article 425 du code rural :* son amendement n° 37 (référence aux « mesures prises » dans cet article) ; travaux effectués et mesures prises en vertu des articles 422, 423 et 424 de ce code ; adopté ; *article 425 bis du code rural :* son amendement n° 38 (référence à une association ou à une fédération) ; lien du droit de passage à l'exercice de la pêche ; adopté ; son amendement n° 39 (modalités d'exercice du droit de passage) (p. 2417) ; relations entre le propriétaire riverain et le pêcheur ; adopté ; *article 428 du code rural :* son amendement n° 40 (substituant aux mots « 10 ans » les mots « 3 ans » dans cet article) ; délivrance d'une licence gratuite aux anciens inscrits maritimes ; indique qu'il est favorable à la suppression totale de la gratuité ; adopté ; *article 430 du code rural :* pollution ; état sanitaire des poissons ; son amendement n° 41 (installations classées pour la protection de l'environnement) ; pisciculture ; adopté ; son amendement n° 42 (avis de la fédération départementale des associations) ; suppression de cet avis par le Sénat ; associations agréées ; adopté ; *article 431 du code rural :* son amendement n° 43 (référence aux coutumes locales visant à favoriser l'élevage du poisson) (p. 2418) ; propriétaires d'étangs ; adopté ; son amendement n° 44 (durée de la concession ou de l'autorisation) ; expiration du droit : adopté ; *article 432 du code rural :* son amendement n° 45 (suppression de la fin de l'article 432 du code rural) ; cas de vidanges autorisées ; poursuites pénales contre des personnels ; vidanges opérées en exécution d'une obligation légale ou réglementaire (p. 2419) ; adopté ; *article 437 du code rural :* son amendement n° 46 (faisant référence à tous « moyens similaires » dans cet article) ; produits chimiques ; adopté ; *article 438 du code rural :* son amendement n° 47 (faisant référence aux poissons provenant des eaux non visées à l'article 402 ou des eaux visées aux articles 430 et 431 de ce code) ; eaux non visées à l'article 402 ; adopté ; *article 438 ter du code rural :* son amendement n° 48 (interdiction de colporter, de vendre ou d'acheter certaines espèces) : adopté ; *article 441 du code rural :* dispositions visées à l'article 444 du même code ; police de la pêche maritime (p. 2420) ; agents commissionnés du Conseil supérieur de la pêche ; *article 444 du code rural :* son amendement n° 49 (associations de pêche et de pisciculture) : adopté ; *article 460 du code rural :* son amendement n° 50 (même objet) : adopté ; son amendement n° 51 (associations agréées) ; droit pour ces associations de se porter partie civile (p. 2421) ; adopté ; **après l'article 4 ter :** son amendement n° 65, à tire personnel (cas où l'exploitation de l'industrie n'existe plus depuis 20 années consécutives, révocation du droit d'eau) ; exploitations de l'industrie ; décrets d'application : adopté ; **article 7 bis :** son amendement n° 52 (cas des poissons des eaux non visées à l'article 402 du code rural et des plans d'eau visés aux articles 430 et 431 de ce code) : adopté ; son amendement n° 53 (supprimant la référence à l'article 428 — 2° de ce code dans cet article) : adopté ; **article 7 *quater* :** son amendement n° 54 (faisant référence aux articles 410 et 411 du code rural dans cet article) ; référence au débit réservé à la libre circulation du poisson ; adopté ; **article 7 *quinquies* :** son amendement n° 55 (référence aux associations de pêche et de pisciculture) : adopté (p. 2422) ; **article 8 :** son amendement n° 56 (supprimant la référence à l'article 5 dans cet article) ; articles d'application immédiate ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 2423).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : exclusivité du droit de pêche [5 juin 1984] (p. 2931) ; renforcement de la protection de l'environnement ; vie associative (p. 2932).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Georges Colin et plusieurs de ses collègues relative aux vins de Champagne tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation (n° 2176)

Discussion générale : Rapporteur : appellation d'origine « Champagne » ; rappel des textes sur cette appellation ; durée de la première fermentation ; soutien de la profession [20 juin 1984] (p. 3528) ; similitude des emballages des vins mousseux et des champagnes (p. 3529) ; maîtrise des techniques de vieillissement ; gestion du stock ; fiscalité inadaptée depuis la loi de finances pour 1970 ; problèmes posés aux viticulteurs par la loi de finances de 1984 (p. 3530).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096)

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à** l'exception d'irrecevabilité de M. Robert Galley ; absence de motif d'irrecevabilité de ce texte ; intervention économique ; contrainte des procédures ; menace contre le droit de propriété [21 juin 1984] (p. 3569) ; pouvoir de l'Etat en matière d'attribution des logements sociaux (p. 3570) ; problème urbain dans les années 1950 à 1975 ; ségrégation fonctionnelle et sociale de l'espace urbain ; centralisation ; moyens de la politique ; rôle des communes ; droit de préemption (p. 3575) ; procédures prévues dans ce texte ; déclaration d'utilité publique ; protection des espaces naturels sensibles ; autonomie communale ; équipements d'infrastructures ; juge des expropriations ; friches industrielles (p. 3576).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221)

Première lecture, discussion générale : complexité des textes qui se sont succédé de 1905 à 1973 ; inégalités de traitement entre diverses appellations ; pouvoir de décision ; appellation « Champagne » [10 octobre 1984] (p. 4624).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : relations entre l'enseignement technique et la vie professionnelle [12 novembre 1984] (p. 5856) ; difficultés d'une analyse de l'enseignement technique ; déficit de l'enseignement technique ; nécessité d'une formation continue et d'un effort de sensibilisation à l'enseignement technologique ; efforts en faveur des formations complémentaires ; introduction de l'enseignement technologique dans les collèges (p. 5857).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006)

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 203 (substituant dans la première phrase du dernier alinéa de cet article aux mots « ou institutions reconnues d'utilité publique » les mots « institutions déclarées d'utilité publique ou associations agréées au titre de la protection de la nature ») ; possibilité pour les S.A.F.E.R. de rétrocéder des terrains à des associations agréées au titre de la nature ; rôle

des conservatoires associatifs ; action des associations foncières ; inclusion des associations de protection de la nature dans la liste des bénéficiaires des rétrocessions ; rejeté [27 novembre 1984] (p. 6359).

COLLOMB (Gérard)

Député du Rhône
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 4 mai 1984] (p. 1320).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : thèse de l'opposition ; vote de la loi « Debré », problème du caractère « bâclé » de ce débat ; examen des lois « Debré » et « Guermeur » ; démission de M. André Boulloche [22 mais 1984] (p. 2548) ; position de M. Michel Debré ; loi « Guermeur » ; querelle scolaire ; congrès du Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) rompant avec le critère « à école publique, fonds publics, à l'école privée, fonds privés » ; manœuvres politiciennes ; attitude des chrétiens ; force de l'opinion publique ; paix scolaire (p. 2549).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : amélioration des méthodes de fonctionnement du Conseil : procédure d'urgence, publicité des séances, accroissement des compétences en matière de suivi de la planification ; confrontation entre groupes socio-économiques ; section agriculture ; part de la représentation des salariés [25 mai 1984] (p. 2690) ; représentation des professions libérales ; associations familiales ; entreprises nationalisées ; effectifs du secteur public ; place des artisans ; répartition des représentants du mouvement associatif ; français de l'étranger (p. 2691).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* bilan des zones d'éducation prioritaire ; nombre de créations de postes dans ces zones [12 novembre 1984] (p. 5884).

Affaire sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* bilan de l'action menée par le secrétariat d'Etat aux rapatriés depuis trois ans ; levée des forclusions en matière d'indemnisation pour les rapatriés ; politique en faveur des Français musulmans ; efforts en faveur du logement et de la formation des jeunes ; problème de la retraite des rapatriés [13 novembre 1984] (p. 5947).

COLONNA (Jean-Hugues)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : différence des besoins en fonction de l'âge ; responsabilité de l'Etat ; loi sur l'enseignement supérieur [11 avril 1984] (p. 1498) ; formation initiale ; responsabilité des établissements de l'enseignement supérieur pour la formation initiale et continue des enseignants ; recherche théorique ; collectivités territoriales (p. 1499).

Discussion des articles : **article 1 :** estime inopportun de donner dès cet article des précisions figurant dans des amendements votés à d'autres articles en commission [12 avril 1984] (p. 1510) ; discrimination à l'encontre des associations qui ne sont pas typiquement sportives (p. 1512) ; caractère démocratique du financement des associations (p. 1513) ; **article 2 :** élaboration des programmes de l'éducation physique et sportive après concertation des partenaires intéressés (p. 1514) ; compétence des départements en ce qui concerne les collèges ; compétence des régions en ce qui concerne les lycées et les L.E.P. (p. 1515) ; **article 3 :** sections d'éducation spécialisée (p. 1516) ; **article 4 :** compétence des universités pour gérer les moyens affectés à l'éducation physique et sportive (p. 1522) ; **article 21 :** accession des sportifs de haut niveau à l'enseignement supérieur [13 avril 1984] (p. 1590) ; **après l'article 26 :** mode d'insertion du Conseil national des activités physiques et sportives dans une structure plus large traitant des aspects relatifs à la jeunesse et à l'éducation populaire (p. 1596) ; possibilité pour les représentants de la Nation de prendre l'initiative de créer des organismes comme le Conseil national des activités physiques et sportives (p. 1599) ; problème de l'insertion du C.N.A.P.S. créé par voie législative dans un ensemble plus large dont les composantes ont été créées par voie réglementaire (p. 1606) ; **article 27 *bis* :** expression « formation spécifique » (p. 1609).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Robert de Caumont [5 novembre 1984] (p. 5515) ; financement du réseau de centres culturels, scientifiques et techniques régionaux ; montant des crédits consacrés à La Villette (p. 5515) ; baisse des crédits affectés à la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (p. 5516).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* situation de l'éducation physique et sportive ; déficit en postes budgétaires dans ce secteur ; nombre de postes de professeurs d'éducation physique et sportive mis aux concours du C.A.P.-E.P.S. [12 novembre 1984] (p. 5907).

COMBASTEIL (Jean)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Rapporteur pour avis au projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense : section forces terrestres) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347), tome III : **défense** : section forces terrestres **(n° 2368)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : nécessité de motiver les décisions de la commission pour la transparence [7 février 1984] (p. 683).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : modalités d'appréciation de la distance [3 avril 1984] (p. 1101) ; **article 11** : difficulté des conditions d'exploitation ; poids des charges financières ; conversion du métayage en fermage [4 avril 1984] (p. 1127).

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : rôle de l'éducation physique et sportive dans le processus de transfomation du système éducatif ; rétablissement du forfait de trois heures dans le service des enseignants de l'éducation physique ; formation continue des institutrices et des instituteurs [12 avril 1984] (p. 1516) ; **article 4** : importance des activités physiques et sportives dans l'enseignement supérieur (p. 1522) ; **article 5** : rôle du bénévolat ; formation technique des bénévoles ; nécessité de créer des passerelles entre les qualifications de bénévoles et les formations professionnelles (p. 1523).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste [24 avril 1984] (p. 1881).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, explications de vote : élargissement des missions de la S.E.I.T.A. ; statut des travailleurs ; son opposition résolue à l'extinction du régime des retraites justifiant l'abstention du groupe communiste sur ce projet [24 avril 1984] (p. 1902).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : activités agricoles dans l'économie ; montagnes basses ou sèches [7 juin 1984] (p. 3055) ; forêts ; production laitière ; productions de viande ; diminution de la production laitière prévue par la C.E.E. ; quotas ; disparition d'exploitations ; aides spécifiques à l'agriculture des zones de montagne ; cas du Massif Central ; taux d'aide communautaire atteignant 13 p. 100 en France et nettement supérieur dans d'autres pays européens ; Assemblée européenne ; hostilité du parti de Mme Simone Veil à diverses propositions tendant à rejeter les quotas laitiers ou la diminution de la prime à la vache allaitante ; vote positif du groupe communiste (p. 3056).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 205 (suppression du premier alinéa de l'article 3) : adopté (p. 3091) ; **après l'article 9** : son amendement n° 213 (possibilité pour l'exploitant de demander l'aliénation à son profit d'un chemin rural) : retiré [8 juin 1984] (p. 3135) ; **article 10** : son sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 53 de la commission (insérant après les mots « attribué en priorité » les mots « à un demandeur agriculteur qui s'installe ou à un exploitant agricole à titre principal ») : adopté (p. 3138) ; **après l'article 13** : son amendement n° 218 (équivalence de la valeur locative cadastrale des terres incultes ou manifestement sous-exploitées avec la valeur locative cadastrale des propriétés non bâties) (p. 3141) ; retiré (p. 3142) ; son amendement n° 219 (détermination de l'assiette des cotisations sociales ; date à laquelle elles sont dues par le propriétaire) : rejeté (p. 3143) ; **article 28** : son amendement n° 223 à l'amendement n° 95 de la commission (supprimant les mots « l'implantation des supports de lignes dont l'emprise au sol est inférieure à quatre mètres carrés ») (p. 3163) ; retiré (p. 3164) ; **article 29** : son amendement n° 226 (rédigeant ainsi la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article « ouvre droit à indemnité ») : retiré (p. 3165) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 233 (préservation des espaces, milieux et paysages) : retiré (p. 3194) ; **après l'article 55** : son amendement n° 234 (abrogeant le 2° de l'article L. 11 du code électoral) (p. 3218) ; retiré (p. 3219).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *quater*** : son sous-amendement n° 230 à l'amendement n° 53 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de cet amendement aux mot « elles sont alors » les mots « les collectivités territoriales sont ») [27 novembre 1984] (p. 6370) ; rejeté (p. 6372) ; **article 36** : *article L. 162-1 du code des communes :* préoccupation des élus locaux pyrénéens concernant la consitution d'une commission ; modalités de cette constitution ; pouvoirs donnés aux syndicats de communes ; conditions du retrait de l'indivision [27 novembre 1984] (p. 6395).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* problème de la parité entre l'enseignement agricole et l'enseignement relevant de l'éducation nationale [6 novembre 1984] (p. 5609-5610) ; pose la question de M. Ernest Moutoussamy (p. 5622).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* loi de programmation militaire ; armée de terre ; instruction [9 novembre 1984] (p. 5810) ; F.A.R. ; crédits du titr V ; personnels ; mesures d'incitation au départ ; situation des appelés ; tendance à la professionnalisation ; crise économique ; stagnation du produit national ; systèmes d'armes (p. 5811).

COMMERGNAT (Nelly)

Député de la Creuse
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre du comité consultatif des courses [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* situation des producteurs de viande ; conséquences de la mise en place des quotas laitiers sur le prix de la viande bovine ; cas du Limousin et de la Creuse ; effondrement des cours de la viande bovine ; effets positifs des mesures spécifiques prises en faveur de la viande porcine ; nécessité de trouver des solutions avant l'abattage des vaches laitières ; doublement de la prime à la vache allaitante ; prise en charge des intérêts « prêts d'élevage » ; progression des crédits de l'Ofival [6 novembre 1984] (p. 5584).

CORREZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
(2e circonscription)
R.P.R.

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 25 :** son amendement n° 130 (adaptation du statut du fermage dans les régions d'agriculture marginale) ; cas de la Sologne ; incitation des propriétaires fonciers à louer leurs terres disponibles [4 avril 1984] (p. 1156) ; retiré (p. 1157) ; son amendement n° 235 (droit de chasse des preneurs de baux ruraux) ; réserves cynégétiques ; rejeté (p. 1158).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : loi Mazeaud ; rôle de l'Etat en matière sportive ; alourdissement de la tutelle étatique par ce texte ; rappelle les pratiques en usage dans les démocraties populaires, singulièrement en Chine où chaque citoyen est invité à une gymnastique quotidienne [11 avril 1984] (p. 1484) ; montant « lamentable » des crédits du ministère pour 1984 ; texte confondant le « moulin à prières et la machine à calculer » ; nécessité de distinguer ce qui revient à l'Etat en matière sportive et ce qui revient à l'initiative privée ; sport à l'école ; éducation nationale ; formation des maîtres et du personnel qualifié ; décentralisation ; association des clubs et du mouvement sportif au développement de l'éducation physique et sportive (p. 1485) ; conséquences de la loi Mazeaud ; « sponsoring » ; problème des ressources en matières sportive ; création de concours de pronostics ; rappelle que seule, en Europe, l'Albanie n'a pas adopté les paris sur le football ; impossibilité pour le groupe R.P.R. de voter un texte « aussi creux » (p. 1486).

Discussion des articles : **article 24 :** son amendement n° 199 (communication de la liste des unités dotées d'équipements permettant de pratiquer le sport de haut niveau) ; centre sportif des armées de Fontainebleau [13 avril 1983] (p. 1593) ; retiré (p. 1594) ; **article 27 *bis* :** son amendement n° 200 (supprimant la référence « au cours de leurs études » à la fin du premier alinéa de cet article) ; reconnaissance des médecins fédéraux spécialisés par la fédération française de football ; satisfait (p. 1610) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 255 à l'amendement n° 58 de la commission (excluant les équipements tenus au secret militaire de l'obligation de déclaration à l'administration) (p. 1616) ; existence d'établissements militaires dont les installations sportives sont ouvertes aux populations des collectivités locales voisines ; rejeté ; son amendement n° 201 : devenu sans objet (p. 1617) ; **après l'article 36 :** son amendement n° 126 (autorisant le Gouvernement à organiser des concours de pronostics basés sur les résultats des matchs de football) (p. 1625) ; caractère squelettique du budget de la jeunesse et des sports ; situation des pays étrangers en matière de concours de pronostics ; nécessité de moraliser le jeu (p. 1626) ; rejeté (p. 1629).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** travaux d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eau ; travaux relevant de l'hydraulique ; confiscation du droit de pêche au profit des associations ; transfert du droit appartenant à une personne privée ; travaux de curage ou de recalibrage réalisés dans la commune après déclaration d'utilité publique [16 mai 1984] (p. 2402) ; *article 413 du code rural :* son amendement n° 82 (exclusion des piscicultures visées à l'article 430 du champ d'application du deuxième alinéa de cet article) ; piscicultures ; exploitations d'élevage de poissons ; rejeté (p. 2406) ; *article 424 du code rural :* son amendement n° 70 (cas où des subventions sont versées à une collectivité locale) ; cessation du droit de pêche à une association agréée de pêche (p. 2416) ; rejeté ; son amendement n° 71 (subventions versées à une collectivité locale) ; rôle des Conseils municipaux ; droit de pêche du propriétaire ; retiré ; son amendement n° 72 (même objet) : retiré (p. 2417) ; *article 430 du code rural :* son amendement n° 83 (supprimant la référence à l'article 413 de ce même code dans cet article) ; exclusion des piscicultures du champ d'application de la loi ; rejeté ; son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 42 de la commission (faisant référence aux syndicats régionaux de pisciculteurs professionnels dans cet article) ; fédération nationale des pisciculteurs ; rejeté (p. 2418) ; *article 441 du code rural :* son amendement n° 73 (personnes habilitées à rerchercher et à constater les infractions) ; gardes-pêche (p. 2420) ; retiré (p. 2421).

Explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. (p. 2423).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* loto ; organisation de concours de pronostics ; cas du « Totocalcio » ; intérêt des concours de pronostics sur les matchs de football [23 octobre 1984] (p. 5097).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Jean-Paul Charié : nécessité de séparer le capital foncier de l'exploitation agricole ; utilité de l'investissement de l'épargne des non-agriculteurs dans le foncier agricole ; aides et interventions de l'Etat ; problème de la mise en place du régime fiscal du réel simplifié et de la détermination des bénéfices pour les petites exploitations [7 novembre 1984] (p. 5675).

COUILLET (Michel)

Député de la Somme
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 3864).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budgets annexes : prestations sociales agricoles) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 52 : **prestations sociales agricoles (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Conséquences de la récente tempête : importance des dégâts causés sur le littoral normand et sur celui de la Picardie par la tempête des 23 et 24 novembre ; nécessité de prendre d'urgence un arrêté déclarant zones sinistrées les communes atteintes [28 novembre 1984] (p. 6435).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 25 *bis* :** son amendement n° 42 (inapplication des obligations comptables aux partis politiques, congrégations, et syndicats professionnels) : retiré [3 février 1984] (p. 497) ; **article 25 *ter* :** son amendement n° 43 (inapplication des dispositions de cet article aux partis politiques, congrégations et syndicats professionnels) : retiré (p. 498).

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** système de limitation apportée au nombre des publications ; réalité de la presse française : domination de la presse d'argent ; problème de la liberté du choix du lecteur [3 février 1984] (p. 522).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** installation des jeunes en agriculture ; rôle des S.A.F.E.R. [3 avril 1984] (p. 1094) ; souhaite l'introduction d'un titre supplémentaire ; modification de l'aire de certaines S.A.F.E.R. ; financement des S.A.F.E.R. ; location de parcelles ; composition des S.A.F.E.R. (p. 1095).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : importance du secteur des tabacs ; S.E.I.T.A. représentant 8 500 emplois ; harmonisation fiscale au niveau communautaire ; démantèlement ; attitude du personnel contre la loi de 1980 ; travailleurs revendiquant le retour à la forme d'un établissement public industriel et commercial ; remise en cause de certains acquis en matière sociale [24 avril 1984] (p. 1889) ; contenu du nouveau statut du personnel (p. 1890).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 7 (contenu du statut tenant compte des acquis en matière sociale) ; décret de 1962 ; notion de mobilité du personnel ; travailleurs de la S.E.I.T.A. (p. 1899) ; négociations ; rejeté (p. 1900) ; **article 6 :** son amendement n° 8 (de suppression) ; rejeté (p. 1901).

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article 410 du code rural :* son sous-amendement n° 57 à l'amendement n° 16 de la commission (cas d'une convention contraire entre les ministères et les concessionnaires) [16 mai 1984] (p. 2403) ; retiré ; son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 16 de la commission (même objet) : retiré ; *article 411 du code rural :* son sous-amendement n° 59 à l'amendement n° 17 de la commission (cas d'impossibilités techniques) ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 17 de la commission (conditions d'expérimentation des dispositifs) (p. 2404) ; sous-amendement n° 59 : rejeté (p. 2405) ; sous-amendement n° 60 : rejeté (p. 2406) ; *article 432 du code rural :* son amendement n° 61 (cas où la vidange constitue une obligation légale ou réglementaire pour l'exploitant de l'ouvrage) ; absence de sanction pénale en cas de fautes (p. 2419) ; agents responsables d'une opération de vidange : retiré (p. 2420).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 39 : devenu sans objet [4 juin 1984] (p. 2897) ; **article 2 :** son amendement n° 44 (mention de la spécialité correspondante sur les diplômes) : retiré (p. 2901) ; **article 5 :** son amendement n° 51 (cohérence avec les objectifs du Plan) : satisfait (p. 2904) ; **article 7 :** son amendement n° 69 (gestion de chaque établissement public local) : adopté ; son amendement n° 70 (représentants des collectivités territoriales, des organisations syndicales et des usagers de la profession) : retiré (p. 2906).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 55 (supprimant la référence aux années suivantes pour le calcul de la taxe professionnelle) : rejeté [18 octobre 1984] (p. 4905) ; **article 4 :** son amendement n° 60 (de suppression) : retiré (p. 4916).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : stabilité du budget annexe des prestations sociales agricoles ; diminution des dépenses d'assurance-maladie [6 novembre 1984] (p. 5565) ; diminution des dépenses concernant les prestations familiales ; assurance vieillesse ; faiblesse de l'augmentation des cotisations professionnelles ; remise en cause de la modulation des taxes sur les céréales ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; nécessité d'améliorer la protection sociale des agriculteurs notamment le statut des agricultrices ; problème de l'aide à domicile des personnes âgées (p. 5566).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : accumulation « désordonnée » de textes constituant la « réforme » des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé ; construction d'un grand service public ; effort de développement [22 novembre 1984] (p. 6264) ; nécessité d'une grande école publique ; prépondérance de l'enseignement privé agricole ; carte scolaire ; niveau de formation des agriculteurs ; formation initiale ; formation de niveau long ; nature des formations dispensées ; résultats obtenus par l'enseignement privé ; filières longues ; projet ne représentant pas une étape vers la constitution d'un grand service public ; modification des structures ; rôle du service public (p. 6265) ; absence de décentralisation ; financement ; contrôle pédagogique ; amendements ; rejet éventuel de ces amendements conduisant le groupe communiste à voter contre le projet (p. 6266).

Discussion des articles : **article 1er :** établissements n'ayant pas de statut juridique ; limitation du financement public aux actions d'enseignement faisant l'objet du contrat avec l'Etat ; financement de l'Etat ; aides locales (p. 6282) ; **article 3 :** son amendement n° 33 (indiquant que les contrôles pédagogiques doivent se faire dans les mêmes conditions que pour l'enseignement public) ; contrôles ; retiré ; contrat ne pouvant être passé si la formation proposée est en concurrence avec les formations de l'enseignement public (p. 6290) ; **article 4 :** son amendement n° 35 (substitutant aux mots « sur proposition » les mots « après accord ») (p. 6293) ; retiré (p. 6294) ; **article 10 :** création du Conseil national de l'enseignement agricole et maintien du Conseil de l'enseignement agricole public ; rôle de ce dernier ; son amendement n° 83 (supprimant les mots « au moins » dans le 6e alinéa de l'article 4 de la loi de 1984) ; détention par la puissance publique de la majorité des sièges au Conseil (p. 6302) ; rejeté (p. 6303) ; **article 11 :** son amendement n° 39 (substituant la référence au « projet » par la référence « à l'avant-projet de loi » dans cet article) : adopté (p. 6304) ; **article 12 :** émission d'un avis du Conseil d'académie sur les demandes d'ouverture des établissements privés (p. 6305) ; **après l'article 12 :** son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 26 de la commission (incluant une référence à la composition du Conseil national de l'enseignement agricole) ; composition de la commission de conciliation (p. 6306) ; adopté (p. 6307).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 13 (de suppression) [5 décembre 1984] (p. 6732) ; retiré (p. 6733).

COUQUEBERG (Lucien)

Député du Territoire de Belfort
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfant et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013) [26 avril 1984] (p. 2001).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2013) relatif aux **droits des familles** dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat **(n° 2098)** [9 mai].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : aide sociale à l'enfance ; réseaux d'aide ; catégories d'enfants bénéficiaires de la protection ; adoption des mineurs ; déclin de la part des pupilles de l'Etat et augmentation des enfants restant dans leur famille ; baisse des effectifs totaux de l'aide sociale à l'enfance ; recours des familles à l'aide sociale ; causes de ce recours ; aide à la famille ; évolution de l'aide sociale ; attitude du Gouvernement [14 mai 1984] (p. 2292-2293) ; amélioration des procédures ; familles candidates à l'adoption ; conditions de sélection ; adoptions internationales ; nécessité d'éviter les risques de trafic ; contenu du projet de loi initial ; reconnaissance des droits des enfants ; nécessité de donner des responsabilités aux familles ; rôle du commissaire de la République ; possibilités de recours contre la décision d'admission ; texte renforçant les compétences du conseil de famille ; garanties pour le traitement des problèmes humains (p. 2294) ; services de la D.D.A.S.S. ; formation des personnels ; droits des usagers ; nécessité du ministère d'avocat ; droit de visite des familles aux enfants placés ; rôle primordial des familles d'accueil ; rôle des associations des pupilles et des anciens pupilles de l'Etat ; statut de ces personnes ; droits de recours ; procédure administrative d'abandon ; propositions de la commission, notamment meilleure garantie des droits des familles ; révision annuelle du dossier ; rapport sur la situation de l'enfant présentée à l'autorité judiciaire ; dispositions relatives au conseil de famille ; adoption de ce texte à l'unanimité de la commission (p. 2295).

Discussion des articles : **article 1er** — *avant l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale :* notion de services chargés de la protection de la famille et de l'enfance (p. 2308) ; *article 55 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 1 (substituant au mot « sollicite » le mot « demande » à propos de la prestation visée à cet article) ; usagers ; obligation d'information ; demande d'une prestation ; adopté ; *article 55-1 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 2 (personne représentant ou non une association) ; possibilité de se faire assister par le représentant d'une association ; adopté ; son amendement n° 3 (possibilité de proposer un entretien individuel dans l'intérêt du demandeur ou du bénéficiaire de la prestation) ; service de l'aide sociale à l'enfance ; cas où le secret professionnel s'impose ; adopté après modification ; *article 56 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 4 (enfants confiés au service par décision judiciaire) : adopté (p. 2309) ; délai de saisine de l'autorité judiciaire ; garanties judiciaires concernant la procédure d'accueil de l'enfant (p. 2310) ; notion d'impossibilité matérielle ; conditions sur lesquelles repose la procédure d'accueil provisoire ; demande que la notion d'impossibilité soit précisée ; son amendement n° 5 (fixant à 4 semaines le délai de saisine de l'autorité judiciaire, délai courant à partir de la notification de la demande) (p. 2311) ; intérêts de l'enfant et des parents ; date d'envoi ; adopté ; son amendement n° 6 (cas où l'enfant est placé) ; maintien des liens affectifs entre la famille d'origine et l'enfant qui a fait l'objet d'un placement ; devenu sans objet (p. 2312) ; *article 58 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 7 (examen de toute décision concernant le mineur par le service, avec l'avis de celui-ci) ; examen du projet avec le mineur ; adopté ; *article 59 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 8 (présentation chaque année d'un rapport sur la situation de l'enfant à l'autorité judiciaire) ; aide sociale à l'enfance ; alignement de la situation des enfants placés sur celle des enfants sous protection judiciaire ; adopté ; *article 60 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 2313) ; son amendement n° 10 (avis du mineur dans le cadre de cet article) : adopté ; démultiplication des conseils de famille ; risque de bureaucratisation (p. 2314) ; son amendement n° 11 (associations d'assistantes maternelles) ; rôle de ces associations ; adopté ; son amendement n° 12 (fixant à trois ans la durée du mandat renouvelable une fois) ; ajustement de la durée du mandat au renouvellement périodique des conseils généraux (p. 2315) ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) ; son amendement n° 14 (précision par décret en Conseil d'Etat de la composition et des règles de fonctionnement des conseils de famille) : adoptés ; *article 61 du code de la famille et de l'aide sociale :* position du Sénat tendant à introduire un double recours ; existence d'un seul recours jusqu'à maintenant en matière de légalité ; recours devant le juge administratif ; nécessité de maintenir le contrôle du tribunal administratif (p. 2316) ; son amendement n° 15 (rôle du président du Conseil général : adopté ; *article 62 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; *article 63 du code de la famille et de l'aide sociale :* projet d'adoption ; délai de ce projet (p. 2317) ; services d'aide sociale ; représentation des assistantes maternelles dans les conseils de famille (p. 2318) ; *article 64 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; **article 3 *bis* :** son amendement n° 18 (de suppression) ; texte visant à faciliter et à simplifier l'adoption ; révision annuelle obligatoire ; procédure d'adoption (p. 2319) ; adopté (p. 2320).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* rôle de la protection sociale pour la gauche ; rappel des progrès réalisés depuis 1981 ; contenu des programmes d'intervention sociale en faveur des handicapés [13 novembre 1984] (p. 5942) ; insuffisance du nombre des établissements d'accueil pour ces personnes ; action en faveur des personnes âgées ; rôle et financement des bureaux d'aide sociale ; action de lutte contre la précarité ; disparités régionales pour l'hébergement en établissement social ou socio-sanitaire ; importance des plus de soixante ans ; amélioration des dispositifs d'accueil de la petite enfance ; réforme dans le domaine sanitaire ; négociation de la nouvelle convention entre les caisses de sécurité sociale et les syndicats représentatifs médicaux ; problème de l'éviction de l'union syndicale des médecins ; originalité du système français de soins (p. 5943-5944).

COURRIERE (Raymond)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Beaufort : statut des infirmières : annulation par le Conseil d'Etat du décret arrêtant la liste des actes relevant de la compétence des infirmières ; prise d'un nouveau décret ; projet de loi relatif aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux ; possibilité pour les infirmières de pratiquer certains actes professionnels nouveaux [18 avril 1984] (p. 1673) ;

— M. Parfait Jans : situation de l'entreprise Citroën : difficultés de l'industrie automobile ; évolution préoccupante des ventes de l'entreprise Citroën ; énoncé du plan social proposé par l'entreprise [18 avril 1984] (p. 1679) ;

— **M. André Tourné : situation des retraités et des veuves** : effort du Gouvernement pour améliorer la situation des retraités ; rappel des mesures prises en matière de retraite [16 mai 1984] (p. 2388) ;

— **M. Gérard Gouzes : attentat à Carcassonne** : sa volonté de faire jouer la solidarité nationale en faveur de l'ensemble des rapatriés [21 novembre 1984] (p. 6227) ; mesures prises pour remédier aux injustices ; caractère raciste de l'attentat ; établissement d'une distinction entre rapatriés et Français (p. 6228) ;

orales sans débat de :

— **M. René André (n° 621) : statut des éducateurs de l'action sanitaire et sociale** : intégration de ces éducateurs parmi les agents du département ; loi du 26 janvier 1984 précisant que les fonctionnaires territoriaux appartiennent à des corps régis par des statuts particuliers à caractère national [18 mai 1984] (p. 2465) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 603) : interdiction de fumer dans les taxis** : priorité accordée à la lutte contre le tabagisme [18 mai 1984] (p. 2465) ; compétence des autorités préfectorales pour réglementer l'activité des taxis (p. 2466) ;

— **M. Germain Gengenwin (n° 666) : financement de la retraite à soixante ans par les caisses de retraite complémentaire** : accord du 4 février 1983 ; prise en charge des surcoûts résultant pour les régimes complémentaires de leur adaptation à la réforme de l'âge de la retraite [22 juin 1984] (p. 3604) ; agrément du ministre des affaires sociales aux statuts de l'association pour la gestion de la structure financière ; caisse U.N.E.D.I.C. (p. 3605) ;

— **M. Maurice Serghereart (n° 665) : situation financière de l'hôpital d'Hazebrouck** : caractéristiques de l'hôpital-hospice d'Hazebrouck [22 juin 1984] (p. 3605) ; étude par les services compétents de la demande de crédits supplémentaires (p. 3606) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 667) : application des réglementations de la Communauté économique européenne** : arrêt de la Cour de justice européenne du 21 juin 1983 ; modalités de fixation des prix de vente au détail des tabacs [22 juin 1984] (p. 3606) ; avis de la commission du 17 avril relatif à la cotisation sur les tabacs et les boissons alcooliques ; droits d'accise (p. 3607) ;

— **M. Jean Esmonin (n° 670) : faïencerie française** : caractéristiques de la société anonyme des Faïenceries de Longchamp [22 juin 1984] (p. 3607) ; diagnostics d'entreprises ; recul de la consommation intérieure ; concurrence de nouveaux matériaux ; contingentement sur les produits en porcelaine et en faïence en provenance de l'étranger (p. 3608) ;

— **M. Jean-Paul Planchou (n° 669) : délai de livraison de la R25** : période de lancement d'un véhicule ; équipement des concessionnaires automobiles en télématique [22 juin 1984] (p. 3608) ;

— **M. Georges Hage (n° 664) : politique d'investissements de la Régie Renault** : politique de développement sur le marché nord-américain de la société American Motors ; pacte automobile américano-canadien ; nouveau véhicule assemblé à Brampton ; exportations de Renault vers les Etats-Unis [22 juin 1984] (p. 3609) ; innovation ; équipement des concessionnaires (p. 3610) ;

— **M. André Durr (n° 651) : entreprise Graffenstaden S.A.** : choix du siège de la société Intelautomatisme de Graffenstaden ; aspects sociaux de la restructuration [22 juin 1984] (p. 3610) ;

— **M. Charles Miossec (n° 659) : implantation d'une nouvelle centrale nucléaire en Bretagne** : approvisionnement de la Bretagne en énergie électrique ; centrale thermique de Cordemais ; centrale de Flamanville ; mise en place d'une délégation régionale pour la maîtrise de l'énergie à Rennes [22 juin 1984] (p. 3611) ; organisation d'un concours d'architecture solaire en Bretagne ; contrat de plan énergie (p. 3612).

— **M. Noël Ravassard (n° 701) : centre de fractionnement de Beynost** ; centre de transfusion sanguine ; mission de réflexion confiée sur ce thème à M. Jacques Ruffié [12 octobre 1984] (p. 4673) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 696) : aide aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à indemnisation** ; formes nouvelles de pauvreté (p. 4674) ; augmentation du minimum vieillesse de 65 p. 100 en trois ans ; jeunes chômeurs ; programmes d'action contre la pauvreté ; nécessité de réaliser des actions contre l'illettrisme [12 octobre 1984] (p. 4675).

— **M. François Grussenmeyer (n° 694) : régime économique des publications culturelles et littéraires locales** ; absence de lien entre la parution d'une publication périodique et le bénéfice automatique de régime économique de la presse [12 octobre 1984] (p. 4675) ; rôle de la commission paritaire des publications et agences de presse ; publications culturelles et littéraires ; publications éditées en Alsace, dans les département du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; publication ne remplissant pas les conditions de droit commun (p. 4676) ;

— **M. Yves Lancien (n° 693) : P.M.U. de la rue Vandamme** : nuisances supportées par les habitants du fait de l'installation d'un P.M.U. rue Vandamme ; agence « course par course » ; instauration de ces agences pour lutter contre les bookmakers [12 octobre 1984] (p. 4678) ; nécessité de laisser le P.M.U. déterminer ses choix ; nécessité de trouver des localisations accessibles à la présence quotidienne de la police ; rôle du ministère de l'intérieur (p. 4679).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).**

Lors des explications de vote de M. Jacques Toubon : indique que celui-ci dit « n'importe quoi » [19 avril 1984] (p. 1838).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des français de l'étranger (n° 2134).**

Première lecture, discussion générale : possibilité de maintien de l'affiliation au régime français ; possibilité d'une affiliation au régime de droit local du pays de résidence ; possibilité d'une affiliation à un régime d'assurance volontaire ; démocratisation de ce régime ; détention de la majorité des sièges du conseil d'administration par les assurés ; principe de la création de catégories de répartition des intéressés en fonction de leurs revenus ; définition de ces catégories par rapport au plafond des cotisations [14 juin 1984] (p. 3357) ; comptes de l'assurance volontaire ; équilibre financier du régime ; choix de la modulation retenue ; élargissement du champ d'application personnelle de l'assurance volontaire ; suppression de diverses restrictions par ce texte ; possibilité d'adhésion des salariés des entreprises aux assurances volontaires ; exclusion de l'obligation d'affiliation pour les collaborateurs d'entreprise ; choix en faveur d'une possibilité optionnelle ; progression du nombre d'assurés volontaires (p. 3358) ; problème des agents locaux ; maladies tropicales ; résidents français à Pondichéry ; organisation de l'élection des représentants des français ; approbation du projet par le Conseil supérieur des français de l'étranger (p. 3362).

Discussion des articles : **article 3** : son hostilité à l'obligation d'affiliation des établissements non situés en France (p. 3363) ; **article 12** : *article L 778-13 du code de la sécurité sociale :* son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 22 de la commission (français pensionnés d'un régime étranger) ; assurance volontaire des étudiants (p. 3368) ; accès aux assurances volontaires ; intéressés percevant une pension d'un régime étranger ; adopté (p. 3369) ; *article L 778-14 du code de la sécurité sociale :* invalidité ; engagements privés contractés par les intéressés auprès de caisses privées (p. 3370) ; **article 14** : son amendement n° 83 (prestations en nature de l'assurance maladie maternité) ; protection contre ces risques pour les personnes effectuant des séjours temporaires en France ; assurés volontaires ; adopté (p. 3373) ; *après l'article L 783 du code de la sécurité sociale :* rectifie l'amendement n° 38 de la commission ; *article L 786 du code de la sécurité sociale :* assurés volontaires (p. 3378) ;

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* diminution du budget consacré aux rapatriés liée à l'abaissement du nombre de rapatriements [13 novembre 1984] (p. 5937) ; rappel de l'effort entrepris depuis 1981 en faveur des rapatriés ; amélioration des situations résultant des événements d'Afrique du Nord et de la guerre d'Indochine ; réouverture du délai pour le versement de l'indemnité forfaitaire de 5 000 francs ; mesures législatives concernant le nantissement des titres d'indemnisation ; amélioration du fonctionnement des commissions de remise et d'aménagement des prêts consentis aux rapatriés ; signature d'un accord entre la France et la Tunisie relatif au patrimoine immobilier français ; mise en

œuvre d'un projet architectural destiné à accueillir le patrimoine culturel des français d'Afrique du Nord ; levée de la forclusion permettant d'intégrer les exclus des lois d'indemnisation ; nombre des ménages ayant bénéficié de l'indemnité pour la perte de mobilier ; augmentation des prestations de retour ; problème des rapatriés d'origine musulmane (p. 5937) ; attribution de bourses aux familles nombreuses ; mise en place de la délégation à l'action sociale éducative et culturelle ; nécessité de permettre aux rapatriés de bénéficier d'une retraite (p. 5938) ; intérêt des contrats d'action sociale, éducative et culturelle ; notion de français « musulmans rapatriés » ; condition sociale de rapatrié (p. 5973).

Répond à la question de :

M. Manuel Escutia : problème des rapatriés résidant en Tunisie avant 1956 et ayant conservé la propriété de leurs biens immobiliers dans ce pays ; contenu des accords franco-tunisiens du 23 février 1984 sur ce problème (p. 5978).

COUSTE (Pierre-Bernard)

Député du Rhône
(5e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de la proposition de la loi de M. François Fillon tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 2020) [10 mai 1984] (p. 2236).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'**orientation du commerce et de l'artisanat (n° 2031)** [12 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de la société d'ingénierie Technip :** société Creusot-Loire Ingénierie ; plan de redressement de l'entreprise [17 octobre 1984] (p. 4855).

orales sans débat :

— **n° 606,** posée le 2 mai 1984 : **postes et télécommunications (télécommunications)** (p. 2060) ; appelée le 4 mai 1984 : **satellite T.D.F.1** (p. 2132) ; accord franco-luxembourgeois sur le satellite de télévision ; rôle du satellite T.D.F.1 ; rapport entre le satellite et le câble ; projet de câblage de villes importantes ; problème de télédistribution (p. 2133) ; satellites lourds (p. 2134) ;

— **n° 652,** posée le 29 mai 1984 : **audiovisuel (politique de l'audiovisuel)** (p. 2809) ; appelée le 8 juin 1984 : **Haute Autorité de l'audiovisuel** : rapport de la Haute autorité ; stagnation des productions ; pléthore de personnels ; frais de gestion et d'administration (p. 3124) ; livre vert intitulé « Télévision sans frontières » (p. 3125) ;

— **n° 689,** posée le 5 septembre 1984 : **dette publique (dette extérieure)** (p. 4344) ;

— **n° 690,** posée le 10 septembre 1984 : **prestations de services (entreprises)** (p. 4424).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** ses observations sur l'amendement n° 1551 de la commission ; seuil retenu par cet amendement [4 février 1984] (p. 554).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression et la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1186).**

Première lecture, discussion générale : producteurs de lait ; libéralisation des formes de conditionnement de la margarine [20 juin 1984] (p. 3521) ; réforme de la politique agricole commune ; insuffisance des ventes de beurre ; développement des ventes de margarine ; marché des margarines au tournesol ; concurrence étrangère ; développement récent de la production d'oléagineux en France (p. 3522).

Discussion des articles : **article 4 :** problème de la suppression des articles 3 et 4 (p. 3523) ;

— **Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** absence de cumul des pénalités en cas d'infraction ; nécessité d'éduquer dans ce domaine [20 juin 1984] (p. 3528).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : importance du déficit annoncé ; déficit des dépenses sociales ; accélération du paiement des cotisations sociales ; déficit extérieur ; hausse des prix ; compétitivité des entreprises ; chômage [16 octobre 1984] (p. 4819) ; problème posé aux entreprises par le contrôle des prix et le contrôle des changes ; prélèvements obligatoires ; autofinancement ; coûts de production ; lutte contre le chômage ; nécessité d'une participation active ; réduction des provisions pour investissement (p. 4820) ;

Deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *discussion générale :* **son rappel au règlement :** manifestation de fonctionnaires [25 octobre 1984] (p. 5199) ; apparition de M. Henri Krasucki sur T.F.1 (p. 5200).

Urbanisme ; logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* axe mer du Nord-Méditerranée ; commission « Grégoire » ; amorce de la liaison Rhin-Rhône ; tronçon Niffer-Mulhouse [31 octobre 1984] (p. 5457) ;

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* sentiment d'insécurité des populations urbaines ; nécessité de rétablir les brigades de surveillance nocturnes dans certains quartiers en transformation ; cas d'un assassinat commis dans un cinéma lyonnais [5 novembre 1984] (p. 5551).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **Etat B — Titre IV :** son amendement n° 236 (réduisant les crédits de 40 000 francs [15 novembre 1984] (p. 6065) ; rejeté (p. 6066).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : rappelle que M. Pierre Beregovoy avait indiqué qu'il n'y aurait pas de déficit de la sécurité sociale en 1985 ; autorisation de l'association pour la gestion de la structure financière à emprunter 4 milliards de francs ; enfance inadaptée ; région Rhône-Alpes ; secteur social et médico-social ; maison d'accueil spécialisée de Battières [13 décembre 1984] (p. 6926).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** absence de représentation suffisante des architectes dans le cadre de cet article [14 décembre 1984] (p. 6955).

— **Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).**

Première lecture, discussion de l'article unique : article L 147-3 du code de l'urbanisme : conditions d'établissement du plan d'exploitation au bruit [14 décembre 1984] (p. 6971) ; *article L 147-4 du code de l'urbanisme :* développement éventuel de l'activité aérienne ; respect des plans d'urbanisme ; besoins du trafic aérien (p. 6973) ; zones de bruit « A » et « B » ; opérations de rénovation de l'habitat dans ces zones (p. 6975).

Explications de vote : abstention du groupe R.P.R. (p. 6976).

COUVE DE MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6e circonscription)
R.P.R.

s'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Elections européennes et manifestation du 24 juin** : mécontentement des français ; respect de la lettre et de l'esprit de la Constitution [27 juin 1984] (p. 3741) ;

— **Evacuation du Tchad pour les Libyens** : rappel de la succession des événements du Tchad ; entrevue entre M. François Mitterrand et le colonel Kadhafi ; annonce de « la permanence d'une présence libyenne au Tchad » par le Président de la République [21 novembre 1984] (p. 6224) ; information du Parlement sur l'action de la Libye (p. 6225) ;

— **Représentation française à la commission européenne** : absence de français à la commission des communautés européennes ; caractère inadmissible de cette situation ; nécessité de trouver une solution [25 décembre 1984] (p. 6688).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).**

Discussion : participation du parti communiste au Gouvernement ; voyage de M. François Mitterrand à Washington [26 avril 1984] (p. 1962) ; installation des fusées Pershing II ; déclarations de M. Claude Cheysson en 1981 : absence de rencontre de haut niveau avec les Soviétiques tant que les affaires d'Afghanistan et de Pologne subsistent ; échec de la négociation de Bruxelles ; Conseil européen ; élargissement de la C.E.E. ; problème du Tchad ; situation du Liban ; évacuation des troupes américaines (p. 1963) ; attentat d'octobre 1983 ; situation au Liban (p. 1964).

— **Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé** : projet de loi portant sur le contrôle de la presse ; majorité de « godillots malgré eux » ; congrès de Bourg-en-Bresse [10 juillet 1984] (p. 4124) ; contrôle de la presse ; attitude de l'opposition ; ordre du jour de la session extraordinaire ; projets prévus par le décret de convocation ; situation de la France ; élections européennes ; manifestation du 24 juin dernier ; héritage des trois années venant de s'écouler ; calomnie à l'égard des deux principaux partis de l'opposition (p. 4125) ; projet du Sénat pour soumettre au référendum le texte sur l'enseignement privé ; remise en cause de la direction du parti communiste ; défaite de la majorité aux élections européennes ; loi électorale ; élections cantonales et municipales ; découpage des circonscriptions en 1958 ; approbation de cette opération par l'opposition de l'époque ; élections cantonales ; socialisme aboutissant à une étatisation universelle ; subventions ; son vote hostile à la loi sur le contrôle étatique de la presse (p. 4126, 4127).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* rigueur budgétaire ; suppression de plusieurs consulats [8 novembre 1984] (p. 5739) ; incident policier de Londres ; situation aux Etats-Unis ; attitude internationale de l'U.R.S.S. et dialogue russo-américain ; problèmes posés par l'Allemagne occidentale ; réunion de Fontainebleau ; renouvellement des accords de Lomé ; problèmes de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal et du fonctionnement de la C.E.E. (p. 5740) ; Tchad ; Moyen-Orient ; Liban (p. 5741).

CREPEAU (Michel)

Ministre du commerce et de l'artisanat
puis
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du commerce et de l'artisanat : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Brunet : retraite à soixante ans pour les commerçants et artisans** : décision d'extension de la retraite à soixante ans pour les commerçants et les artisans ; problème du versement de la cotisation de solidarité par les salariés occupant un nouvel emploi après leur retraite ; nécessité d'une loi [11 avril 1984] (p. 1460) ;

— **M. Aimé Kergueris : entreprises de construction, notamment dans le Morbihan** : apparition des difficultés de la construction et du logement en 1974 ; rappel des mesures prises par le Gouvernement ; engagement de l'Etat ; rappel des mesures concernant l'acquisition des logements et des mesures relatives au marché locatif [16 mai 1984] (p. 2386, 2387) ; affectation de deux tranches du programme de grands travaux au logement (p. 2387).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 12 :** son amendement n° 1 (service d'une pension de vieillesse subordonné à la cessation définitive d'une activité non salariée pour les artisans et commerçants, suspension de ce service si l'assuré reprend une activité professionnelle) ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans dans le commerce et l'artisanat ; harmonisation de la protection sociale des travailleurs indépendants avec les autres travailleurs ; effort financier consenti par le secteur du commerce et de l'artisanat ; abaissement de l'âge de la retraite ; date d'application du nouveau régime fixée au 1er juillet ; adopté ; son amendement n° 2 (personnes visées par une contribution de solidarité au profit des régimes bénéficiaires de la contribution sociale de solidarité, assiette et taux de cette contribution) [30 mai 1984] (p. 2849) ; rectifie une erreur ; institution de cette disposition à compter du 1er juillet 1984 ; adopté après rectification ; son amendement n° 3 (dispositions non applicables aux personnes titulaires d'une pension prenant effet postérieurement au 30 juin 1984) : adopté ; son amendement n° 63 (référence à l'article L 342-3 du code de la sécurité sociale dans cet article) ; modalités de calcul des pensions des commerçants et artisans ; adopté (p. 2850) ; **article 16 :** conjoints collaborateurs d'artisans et de commerçants (p. 2851) ; problème des cumuls (p. 2852) ; **après l'article 19 :** administrateurs des caisses ; hostilité du Gouvernement aux amendements nos 54 et 55 de Mme Muguette Jacquaint (p. 2853) ; son amendement n° 67 (versement d'une participation destinée à couvrir les charges de personnel et des frais de fonctionnement du Conseil général des hôpitaux par les établissements d'hospitalisation, de soin et de cure) ; dépenses de l'assurance maladie ; problème de la création d'un Conseil général des hôpitaux ; financement de ce conseil ; fonds de concours ; problème de la création de ce conseil ; concertation relative au statut des agents et des cadres hospitaliers ; retiré (p. 2854) ; **article 27 :** son amendement n° 64 (personnes ayant eu la qualité d'assuré d'un régime obligatoire avant de percevoir son revenu de remplacement (p. 2855) ; conditions d'ouverture des droits à revenu de remplacement du fait d'une activité insuffisante ; adopté ; **article 30 :** régime de cessation anticipée d'activité des agents des collectivités locales (p. 2856) ; **article 39 :** fusion des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise ; petites entreprises ; entreprises de moins de 300 salariés ; **après l'article 39 :** problème du crédit d'heures ; rôle de l'expert comptable en cas de projet de

licenciement collectif pour motif économique (p. 2858) ; dépenses de fonctionnement liées au rôle économique du comité d'entreprise et dépenses relatives à ses activités sociales et culturelles (p. 2859) ; **article 42** : suggère deux rectifications à l'amendement n° 31 de la commission relatif à la procédure de licenciement des salariés membres du Conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne ; **article 43** : limite maximum de la prise en charge financière de la formation des membres des comités par l'employeur (p. 2860) ; fixation du maximum par un décret ; impossibilité de fixer un minimum dans la loi (p. 2861) ; **après l'article 43** : suggère une rectification de l'amendement n° 35 de la commission ; crédit d'heures des délégués du personnel ; problème de la dévolution d'une partie de ces heures au suppléant (p. 2861) ; crédit d'heures ; suggère une rectification de l'amendement n° 36 de la commission ; apprentissage ; circonstances exceptionnelles (p. 2862) ; son amendement n° 65 (cas des salariés quittant volontairement l'entreprise à partir d'au moins soixante ans) (p. 2863) ; retraite à soixante ans dans le secteur du commerce et de l'artisanat ; retiré (p. 2864).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* industries liées au tourisme ; restauration de monuments historiques ; priorité conférée à la formation des hommes à la modernisation et au développement économique dans le secteur de l'artisanat [24 octobre 1984] (p. 5148) ; réforme de la loi Royer ; hôtellerie familiale ; conquête des marchés étrangers ; modernisation du tourisme social ; valorisation de l'apprentissage ; développement des actions de formation continue dans l'artisanat ; crédits de l'association « Bienvenue France » ; crédits de l'A.N.I.T. ; rigueur dans l'utilisation des fonds publics (p. 5149) ; statistiques sur le tourisme ; rappel des mesures prises par M. Jean-Pierre Soisson ; profession hôtelière ; taux de T.V.A. ; tourisme social ; taxe professionnelle (p. 5163) ; sensibilisation du secteur bancaire aux problèmes de l'artisanat ; urbanisme commercial ; artisanat du bâtiment ; rôle de la nouvelle tranche du fonds spécial de grands travaux ; prime à la création d'emplois dans l'artisanat ; rôle des prêts bonifiés dans ce domaine (p. 5164) ; pôles de conversion ; apprentissage ; structures du tourisme ; rôle des régions ; problème de la retraite à soixante ans ; maintien de l'indemnité de départ (p. 5165).

Répond à la question de :

— *M. Claude Birraux :* importance de la sous-traitance pour les entreprises artisanales ; nécessité de « réguler » le système (p. 5166).

— *M. André Brunet :* montant de l'indemnité de départ des commerçants et artisans ; revalorisation des plafonds de ressources (p. 5167).

— *M. Augustin Bonrepaux* posée par M. André Brunet: son intention de se rendre dans les Pyrénées pour étudier les problèmes du tourisme dans les zones de montagne (p. 5167).

— *M. Georges Labazée :* problème de régulation budgétaire ; cas des contrats particuliers à l'intérieur des contrats de Plan (p. 5168).

— *M. Alain Brune :* nécessité de correctionaliser les contraventions concernant le travail au noir ; rôle de la publicité dans les journeaux d'annonces gratuites (p. 5170) ;

— *M. Daniel Goulet :* nécessité d'exiger des garanties des personnes faisant visiter le patrimoine touristique (p. 5170) ;

— *M. Charles Miossec :* problème des cotisations de retard ; nécessité de fermeté dans ce domaine (p. 5171) ;

— *M. Christian Bergelin* posée par M. Charles Miossec : développement du tourisme fluvial ; remise en état des canaux (p. 5172) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* problème du tourisme dans les Caraïbes ; son intention de se rendre aux Antilles (p. 5172) ;

— *M. Vincent Porelli* posée par Mme Andrienne Horvath : problème de l'étalement des vacances ; équipements professionnels et équipements du tourisme social (p. 5173).

Examen des crédits : **article 83** : prélèvements obligatoires ; taxe sur la grande distribution ; **article 84** : maximum du droit fixe concernant la taxe pour frais de chambres des métiers (p. 5174) ; **après l'article 84** : contrôle parlementaire sur les montants des participations de l'Etat dans le secteur du tourisme (p. 5175).

— Proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344).

Troisième lecture, discussion générale : critères géographique et administratif pour la définition du réseau ; rejet de cette proposition par le Sénat ; souhaite l'adoption de ce texte en dernière lecture par l'Assemblée [17 décembre 1984] (p. 7054).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion générale : proposition de loi adoptée à l'unanimité du Sénat [17 décembre 1984] (p. 7055) ; institution des comités régionaux par deux textes du Gouvernement de Vichy ; politique touristique ; politique ayant rapporté un excédent de devises d'un montant de 24 milliards de francs en 1984 ; forme d'établissement public industriel et commercial pour les comités régionaux qui le souhaitent ; cas du pays basque (p. 7056).

Discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 1 de la commission (appellation de « comité » ne pouvant émaner que du Conseil régional) ; réserves quant à cette appellation ; possibilité de créer un établissement public à caractère industriel et commercial ; rôle du Conseil régional ; forme jurique retenue pour le comité ; adopté (p. 7060) ; région Provence-Côte d'Azur ; **après l'article 1er** : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 2 de la commission (faisant référence à la loi de 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales) ; forme d'établissement public à caractère industriel et commercial ; adopté (p. 7061) ; **article 2** : compétences en matière de tourisme ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 4 de la commission (comités départementaux du tourisme de la région) ; attitude de l'opposition ; élections régionales ; retiré ; **article 3** : possibilité pour les comités régionaux de s'associer (p. 7063) ; actions au niveau interrégional ; **article 4** : son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 7 de la commission (faisant référence aux organismes consulaires) (p. 7064) ; tourisme social ; composition du comité régional ; adopté (p. 7065) ; présence des comités départementaux dans le comité régional ; note la mauvaise foi de M. Jacques Blanc ; **article 5** : souhaite que les comités départementaux du tourisme soient représentés dans le conseil d'administration ; rôle des comités régionaux (p. 7066) ; **article 10** : mise à disposition de fonctionnaires de l'Etat au profit des comités régionaux ; **article 13** : cas de la Corse et des D.O.M. (p. 7068) ; tourisme outre-mer ; subvention de l'office du tourisme et de l'artisanat ; décentralisation ; prime à l'installation hôtelière ; intervention des assemblées consulaires dans les comités régionaux de tourisme ; problèmes particuliers pour l'outre-mer (p. 7069) ; souhaite reprendre ce problème en deuxième lecture (p. 7070).

CRESSON (Edith)

Ministre du commerce extérieur et du tourisme
puis
Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du commerce extérieur et du tourisme ; démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Pierre-Bernard Cousté : situation de la société d'ingénierie Technip : indique que cette société réalise 80 p. 100 de son chiffre d'affaires hors de France ; renforcement de la structure en capital de cette société ; structuration du capital ; négociations en cours ; demande de 290 licenciements par cette entreprise [17 octobre 1984] (p. 4855, 4856) ;

— M. Jean-Jacques Barthe : construction navale : caractère international de la crise de la construction navale ; situation des Ateliers français de l'Ouest ; application du plan de restructuration de la société Normed ; classement de

Dunkerque comme pôle de conversion [24 octobre 1984] (p. 5133) ;

— **M. Daniel Le Meur : fermeture de l'entreprise Trailor** : baisse des commandes dans l'industrie du conteneur français ; possibilité de maintenir une production française par la perspective de reprise du marché et la remontée des prix ; augmentation des importations de conteneurs de République fédérale d'Allemagne en France [31 octobre 1984] (p. 5473) ;

— **M. Jean Narquin : suppression d'emplois au groupe Bull** : nécessité d'avoir une industrie informatique française performante [31 octobre 1984] (p. 5476) ; réorganisation du groupe Bull depuis la nationalisation ; présentation par ce groupe d'un plan de réduction d'effectifs contenant des mesures de mise en préretraite et de reclassement interne (p. 5477) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : situation dans le secteur automobile** : nombre d'emplois dans l'industrie automobile ; taux d'exportation de cette industrie ; conséquences de la stagnation de la productivité ; engagement des groupes français dans un processus de modernisation ; possibilité pour les industriels de bénéficier de prêts à taux superbonifiés [31 octobre 1984] (p. 5482) ; nécessité d'efforts de formation continue ; réajustements d'effectifs dans le groupe P.S.A. et Renault (p. 5483) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : maintien de l'activité sur les sites industriels de Citroën dans la région parisienne** : modernisation et automatisation du processus de fabrication de l'automobile ; cas de l'usine Citroën à Aulnay, des usines Renault à Flins et à Billancourt et de l'usine Talbot à Poissy [7 novembre 1984] (p. 5658) ;

— **M. Paul Chomat : application de la loi sur la démocratisation du secteur public dans la sidérurgie** : regroupement des activités produits longs et aciers spéciaux d'Usinor et de Sacilor ; création d'Unimétal ; consultations de chaque comité central d'entreprise sur la constitution d'une société commune ; transmission aux administrateurs salariés des dossiers présentés aux comités centraux d'entreprise [14 novembre 1984] (p. 6018) ;

— **M. Philippe Bassinet : secteur nationalisé concurrentiel** : rappel de la gravité de la situation des entreprises nationalisées en 1982 ; augmentation de l'effort d'investissement industriel de ces entreprises ; importance de leur contribution à l'amélioration de la balance commerciale de la France ; poursuite de leur redressement financier [28 novembre 1984] (p. 6439) ;

— **M. Charles Paccou : compagnie française des aciers spéciaux à Leffrinckoucke** : discussion entre la direction générale d'Ascométal et les partenaires sociaux sur un projet de plan industriel ; conséquences de ce plan sur les effectifs de l'usine des Dunes ; nécessité de réductions d'emplois [5 décembre 1984] (p. 6689) ;

— **M. François Grussenmeyer : emploi et activité en Alsace** : situation de l'emploi en Alsace ; mise à l'étude d'une mission interministérielle pour le développement technologique et la modernisation industrielle de l'Alsace [5 décembre 1984] (p. 6689) ; montant des crédits débloqués par le centre interministériel d'aménagement du territoire ; crédits du C.N.R.S. pour l'Alsace (p. 6690) ;

— **M. Jean-Louis Masson : plan acier soumis à la commission européenne** : rappel de la situation de la sidérurgie avant 1981 [5 décembre 1984] (p. 6690) ; rappel des erreurs techniques commises en 1976 ; manque de coordination dans les investissements ; contenu du plan du Gouvernement ; regroupement des activités d'Usinor et de Sacilor ; approbation par la commission des communautés européennes des plans de redressement de la sidérurgie française (p. 6691) ;

— **M. Paul Chomat : machines-outils** : évolution du plan mis en place par le Gouvernement dans ce secteur [5 décembre 1984] (p. 6698) ; importance des investissements réalisés par M.F.L. ; augmentation des prises de commande en 1984 ; caractère inadmissible des déclarations du P.D.G. de l'entreprise M.F.L. (p. 6699) ;

— **M. Georges Le Baill : filière électronique** : caractère inexact des informations chiffrées présentées à la presse ; accord entre la firme Thomson et la société I.B.M. ; opposition du Gouvernement à la reprise de la C.G.R. par un groupe étranger ; refus par les Gouvernements d'avant 1981 de l'accord Unidata entre Siemens, Bull et Philips ; restructuration de l'industrie électronique à partir de 1981 ; bilan actuel de la filière électronique [12 décembre 1984] (p. 6848) ; rôle de l'Etat dans le développement de cette filière (p. 6849).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* entreprises françaises [14 novembre 1984] (p. 5997) ; modernisation ; élection du Président Ronald Reagan ; taux de couverture des importations par les exportations ; secteur agro-alimentaire ; hausse du dollar ; excédents industriels ; stabilisation des importations ; équipements électriques ; plan machine-outil (p. 5998) ; électronique grand public ; conjoncture internationale ; cas du Japon et des Etats-Unis ; diminution de la part française des importations allemandes de produits manufacturés ; persistance de notre déficit avec la R.F.A. ; diminution de la subvention allouée au Centre français pour le commerce extérieur ; ingénierie ; fonction commerciale ; création de l'Ecole nationale d'exportation (p. 5999) ; mauvaise qualité de l'image industrielle et technologique de la France à l'étranger ; cas du sud-est asiatique ; apport des services à la balance des paiements ; handicaps de l'industrie française ; baisse des emplois agricoles ; sous-investissement (p. 6000) ; indique que la France ne consacre pas une part suffisante de sa richesse à l'investissement industriel ; nationalisations ; croissance de la production industrielle ; secteurs connaissant des résultats positifs : secteurs s'adaptant à la mutation industrielle et secteurs portés par une conjoncture favorable au niveau international ; investissement industriel ; évolution de cet agrégat depuis 1974 ; industrie manufacturière ; redressement du taux de marge des industries et du secteur tertiaire ; concentration industrielle (p. 6001) ; aménagement du territoire ; création d'entreprises ; agence nationale pour la création d'entreprises ; prêts du fonds industriel de modernisation ; actions de maîtrise de l'énergie ; directions régionales du commerce extérieur ; restructurations en matière de charbonnages et de construction navale ; filière électronique ; productique ; développement des technologies de l'information (p. 6002) ; crédits de politique industrielle ; impulsion donnée au secteur public, notamment entreprises Bull et Pechiney ; contrats de Plan ; effort d'investissement industriel (p. 6003) ; contribution des groupes nationalisés à l'amélioration de la balance commerciale de la France ; démocratisation de la gestion et amélioration de la qualité des relations sociales ; réduction de moitié des pertes des entreprises nationales en 1983, hors sidérurgie ; coopération industrielle européenne ; programme « Esprit » ; révolution industrielle ; flexibilité du temps choisi ; formation professionnelle (p. 6004-6005) ; améliorations du commerce extérieur ; redressement industriel ; investissement industriel ; modernisation ; entreprises nationales ; dividendes versés par les groupes nationalisés ; investissements ; entreprises nationalisées en 1981 ; réduction de la perte subie par ces entreprises ; rôle du secteur industriel public en matière de recherche ; formation professionnelle ; construction navale (p. 6043, 6044) ; situation en R.F.A. et au Japon ; situation des grands chantiers ; machine-outil ; productique ; programme « Esprit » et réflexion au niveau européen ; filière électronique ; investissements dans cette filière ; électronique ; exportations agricoles ; sidérurgie ; effectifs et investissements des groupes Usinor et Sacilor ; quotas dans la sidérurgie européenne ; plan de la société Unimétal (p. 6045) ; mesures d'accompagnement des restructurations industrielles ; contribution à la création d'emplois en Lorraine ; dossier Creusot-Loire ; avenir du nucléaire français ; moyens financiers du commissariat à l'énergie atomique pour sa branche « industrie » ; secteur automobile ; cas de l'entreprise Renault (p. 6046) ;

Répond à la question de :

— *M. Jean Narquin :* situation de la société « l'Aiglon » (p. 6047) ;

— *M. Pierre Raynal :* plan de restructuration de Sauvagnat ; plan de redémarrage proposé (p. 6047) ;

— *M. Michel Cointat :* informatisation des postes d'expansion économique et des directions régionales du commerce extérieur (p. 6047) ; équipement des postes à l'étranger ; Etats-Unis (p. 6048) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* situation économique et commerciale des D.O.M.-T.O.M. ; commerce extérieur ; énergie ; filière bois ; diffusion des techniques françaises vers l'Océan Indien et l'Océanie (p. 6048) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* four à Silicium de la Sofrem (p. 6049) ; plan présenté par Pechiney concernant le bassin

d'emploi de Tarascon ; fermeture des lignes d'électrolyse ; installation de Renix à Foix (p. 6050) ;

— *M. Robert Malgras :* contrat de Plan entre l'Etat et la région Lorraine ; contribution à la création d'emplois dans le bassin sidérurgique lorrain ; situation de la C.G.E. de Thionville (p. 6050) ;

— *Mme Colette Goeuriot :* adaptation des plans de restructuration à moyen terme des groupes Sacilor et Usinor ; effectifs des sociétés appartenant à ces groupes [15 novembre 1984] (p. 6055) ; soumission de la sidérurgie européenne au régime des quotas (p. 6056) ;

— *M. Michel Beregovoy :* montant du déficit de la filière bois ; montant des importations de pâte à papier ; nécessité d'améliorer la productivité des unités de production ; importance de l'action menée en faveur du meuble (p. 6056) ;

— *M. Jean-Pierre Kucheida :* évolution de la part des importations d'engrais azotés entre 1976 et 1982 ; regroupement du secteur des engrais autour de C.D.F.-chimie et de C.P.P. ; action énergétique au niveau international ; amélioration du résultat des groupes ; approvisionnement de Mazingarbe (p. 6057) ;

— *M. Robert Chapuis :* fermeture de l'usine Villeroy et Boch de Bourg-Saint-Andéol (p. 6057) ; recherche de solutions permettant d'atténuer l'impact économique de cette fermeture (p. 6058) ;

— *M. Robert de Caumont :* importance du secteur des industries liées à la montagne et à la neige ; difficultés de trouver des entreprises assumant les responsabilités industrielles d'opérations nouvelles (p. 6058) ;

— *M. Vincent Porelli* posée par Mme Colette Goeuriot : nombre d'emplois à l'usine Solmer et Ugine-Fos de Fos-sur-Mer ; importance des sur-capacités de production de ce secteur (p. 6060) ;

— *M. Marcel Wacheux :* problème des garanties des P.M.E. en matière de sous-traitance ; importance de la répartition des sous-traitants (p. 6061) ;

— *M. Alain Vivien :* conséquences de la crise économique et financière des pays en développement ; nécessité d'accroître les exportations en direction de pays solvables (p. 6061) ; lutte contre les tentatives américaines de remettre en cause la politique de prêts au trésor ; bilan de l'activité de la C.O.F.A.C.E. pour les années 1983-1984 ; mise en œuvre de la réforme de cette compagnie en matière d'assurance-crédit à court terme (p. 6062) ;

— *M. Michel Lambert* posée par M. Philippe Bassinet : importance des difficultés des entreprises dans le bassin de l'emploi de Flers ; création de pôles de conversion dans ces zones ; difficultés du bassin d'emploi du Trégor (p. 6062) ; responsabilités de la C.G.E. dans l'économie de cette région (p. 6063) ;

— *M. Gérard Bapt :* importance des difficultés liées à l'obtention de cautions bancaires ; mise au point d'un mécanisme axé sur la Sofaris (p. 6063) ;

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV :** aides aux actions de formation des cadres ; nécessité de mettre en place des écoles d'ingénieurs ; augmentation des capacités de l'école des mines ; sauvegarde des priorités, notamment de la formation ; utilité des 9 millions de francs de crédits (p. 6064) ; possibilité pour l'école des mines d'augmenter sa capacité ; rôle de l'école nationale d'exportation (p. 6065) ; nécessité d'une dotation consacrée au fonds de soutien aux industries de programme (p. 6066) ; choix des projets avec le ministère de la culture ; frais engagés par l'Anvar dans la gestion des procédures du F.I.M. ; montant des crédits disponibles en 1985 ; affectation de la collecte des C.O.D.E.V.I. (p. 6067) ; importance du traitement social en Lorraine ; report des crédits au titre du fonds d'industrialisation de la Lorraine pour couvrir les dépenses d'aides à la création d'emplois (p. 6068) ; problème de la filière électronique ; action conduite en matière de composants (p. 6069) ; caractère inadmissible des propos tenus par M. François d'Aubert sur les fonctionnaires de son ministère (p. 6074-6075) ; **Etat C — Titre V :** difficultés du groupe P.S.A. ; concours de l'Etat à la Régie Renault ; rôle de l'industrie automobile ; difficultés du groupe C.D.F.-Chimie ; action du Gouvernement dans le secteur de la Chimie (p. 6084) ; arrêt de la progression des importations en 1984 ; montant des investissements de l'Etat sur la filière électronique ; stratégie de Thomson dans le secteur de l'électronique « grand public » (p. 6085) ; situation de Pechiney ; utilité de l'action de l'Etat sur cette entreprise (p. 6086) ; **Etat C — Titre I :** rappel du rôle du B.R.G.M. entre 1974 et 1981 ; rôle de cet organisme ; autonomie de sa gestion (p. 6087) ; montant du programme d'investissement de la Chapelle Darblay ; importance de cette entreprise dans le secteur de l'industrie du papier journal ; situation de la papeterie de la Rochelle-Cempa (p. 6088) ; risque de suppression du C.I.R.I. ; répartition des aides pour la branche papier ; situation de Creusot-Loire (p. 6089) ; absence de correction de M. François d'Aubert ; **ses observations sur le rappel au règlement de :** M. Marc Lauriol ; caractère injurieux des propos tenus par M. François d'Aubert (p. 6090) ; nécessité de s'en tenir au débat sur la machine-outil ; présence de la télévision ; caractère mensonger des déclarations de M. François d'Aubert ; montant du chiffre d'affaires de la machine-outil ; nécessité d'une restructuration de ce secteur (p. 6091) ; conclusions de contrats de développement ; rôle des crédits de politique industrielle ; augmentation des commandes publiques de l'éducation nationale ; caractère prématuré d'un bilan définitif de l'action du Gouvernement dans ce secteur ; exportation de machines-outils vers la Communauté européenne, non vers les Etats-Unis ; refus par l'ancienne majorité de publier le rapport Hannon ; publication des aides de l'Etat distribuées par le C.I.R.I. (p. 6092) ; **Etat B — Titre III :** affaire des ordinateurs Wang ; informatisation des postes d'expansion économique à l'étranger ; respect par l'Etat de ses engagements dans les contrats Etat-régions ; augmentation des crédits de rémunération des services extérieurs (p. 6095) ; frais de déplacement des fonctionnaires ; décision prise en matière spatiale ; programme « Esprit » et programme « Ariane » (p. 6096) ; **après l'article 89 :** publication d'un rapport sur les répartitions d'aides (p. 6097) ; répartition des dotations budgétaires des aides aux entreprises nationales (p. 6098) ;

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Alain Madelin, Emmanuel Hamel, Michel Noir ; communication d'informations à la commission des affaires étrangères sur la rencontre entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi ; volonté de l'opposition de dévoyer la procédure parlementaire [15 novembre 1984] (p. 6083) ;

Ses observations sur le fait personnel de M. Michel Noir : nécessité de se reporter aux statistiques du commerce extérieur ; réduction du déficit dans la branche des produits électroniques [12 décembre 1984] (p. 6857) ; accord entre Technicare et de C.G.R. ; opposition des Gouvernements d'avant 1981 à la conclusion d'un accord européen ; importance de l'effort entrepris par l'Etat dans ce secteur (p. 6858).

CURIEN (Hubert)

Ministre de la recherche et de la technologie

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la recherche et de la technologie (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Emile Koehl : récente décision gouvernementale sur le synchrotron :** choix du site de Grenoble en fonction de critères scientifiques ; absence de la candidature de Grenoble au moment de la signature du contrat avec Strasbourg ; existence de discussions internationales [24 octobre 1984] (p. 5131) ;

— **M. François Grussenmeyer : non-implantation de synchrotron à Strasbourg :** absence de désaveu de la vocation scientifique et européenne de la région Strasbourg [24 octobre 1984] (p. 5135) ;

— **M. Jean Bernard : coopération spatiale franco-allemande :** intérêt du sommet franco-allemand ; contenu des programmes civils ; adhésion de l'Allemagne au programme du moteur HM 60 pour la fusée Ariane 5 ; souhait de la France de participer à la phase préparatoire de la station Columbus aux côtés des Etats-Unis [31 octobre 1984] (p. 5477) ; réorientation des études du groupe mixte franco-allemand sur les satellites d'observation (p. 5478) ;.

— **M. Jean-Pierre Sueur : I.N.S.E.R.M. :** problème de la recherche médicale en France ; mesures prises en faveur de la formation ; volonté de l'I.N.S.E.R.M. d'établir un équilibre entre diagnostic, soin et recherche ; valorisation de la recherche ; effort concernant l'appareillage mi-lourd [21 novembre 1984] (p. 6229);

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* part de l'augmentation du budget civil de la recherche par rapport à celui de l'Etat [5 novembre 1984] (p. 5511) ; ses regrets concernant les annulations de crédits ; adoption d'un nouveau statut pour les personnels de la recherche ; assurance d'un taux convenable de recrutement ; taux de créations d'emplois ; cas des ingénieurs, des techniciens et des administratifs ; élargissement des missions conférées aux chercheurs ; action favorisant leur mobilité ; développement de la recherche industrielle, notamment de celle financée par les entreprises (p. 5512) ; coopération entre industriels et chercheurs ; rôle des universités et des écoles en ce sens ; rapprochement des jeunes avec le monde de la recherche ; bilan de la loi d'orientation et de programme et suite donnée à cette loi ; progression des crédits de laboratoires ; effort en faveur des programmes « emploi-conditions de travail » ; conséquences du financement par le budget annexe des P.T.T. de la filière électronique ; avenir du commissariat à l'énergie atomique (p. 5513) ; part des crédits de la recherche française dépensés à l'étranger ; recours des organismes de recherche à l'emprunt auprès des banques ; organisation du ministère de la recherche et de la technologie ; construction du musée des sciences et techniques de la Villette ; autorisations de recrutement consacrées à cette cité ; efficacité des structures régionales ; rôle de coordination des délégués régionaux ; cas de l'Ile-de-France ; dispositif d'action scientifique et technologie de la France à l'étranger ; énumération des programmes de recherche effectués dans le cadre de la Communauté ; mise en place de réseaux de coopération au sein de la Communauté européenne (p. 5514-5515).

Répond à la question de :

— *M. Serge Charles :* spécificité des habilitations à la préparation et à la délivrance des D.E.A. dans les facultés de droit (p. 5515) ;

— *M. Robert de Caumont* posée par M. Jean-Hugues Colonna : possibilité de créer un groupement d'intérêt économique pour mettre en œuvre la politique de recherche dans l'aménagement et la protection de la montagne ; financement par le ministère de projets de recherche dans le cadre du programme « Diversification des modes de développement ruraux » (p. 5515) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* nécessité d'attirer les jeunes vers la science et la technologie ; soutien par le ministère de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (p. 5516) ;

— *M. Jean-Pierre Fourré :* rééquilibrage à l'Est de la région Ile-de-France par l'implantation de l'école des Ponts-et-Chaussées à Marne-la-Vallée et le transfert de laboratoires de recherche du C.N.R.S. (p. 5516) ;

— *M. Léo Grézard :* rôle et financement du comité consultatif national d'éthique (p. 5516).

D

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : situation internationale ; stratégie de l'U.R.S.S. [26 avril 1984] (p. 1966) ; combattants afghans ; cas du Mozambique ; attitude des Etats-Unis ; situation en Amérique centrale ; Chine ; Proche-Orient ; intérêts des démocraties dans cette partie du monde (p. 1967) ; déclaration politique du comité central du parti communiste libanais faisant état notamment « de la défaite américaine au Liban » ; réception de M. Walid Joumblatt par MM. François Mitterrand et Claude Cheysson ; absence de réception des représentants de la population chrétienne du Liban ; attitude du parti communiste libanais ; Gouvernements de ce pays ; situation du Tchad (p. 1968) ; situation dans l'île de la Grenade ; Nicaragua ; Salvador ; guerillas en Amérique centrale ; propositions formulées par l'U.D.F. ; 40e anniversaire de la Libération ; participation de la France à l'Alliance Atlantique ; relations bilatérales avec la R.F.A. ; concertation avec les Etats-Unis ; conteste l'opportunité du prochain voyage de M. François Mitterrand à Moscou ; nécessité d'accélérer la marche vers l'Europe unie (p. 1969) ; problème de la diffusion de Radio-France Internationale en langue polonaise ; appartenance de la politique étrangère au domaine réservé du Chef de l'Etat ; ministère des relations extérieures ; dégradation de la position internationale de la France (p. 1970).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Union de l'Europe occidentale ; réunion des ministres de la défense et des affaires étrangères ; coopération franco-allemande [8 novembre 1984] (p. 5742).

Examen des crédits : **après l'article 89** : relations financières entre la France et la C.E.E. ; remise d'un rapport au Parlement à ce sujet (p. 5768-5769).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* évolution du pouvoir d'achat des armées ; courbe de l'évolution de l'effort national consenti en faveur de la défense par rapport au produit intérieur brut marchand ; chiffres fournis par le ministre pour la loi de programmation militaire ; infléchissement de cette courbe, même en acceptant les chiffres du ministre ; annulation de crédits ; crédits d'équipement ; F.A.R. ; manœuvres ; U.E.O. ; défense de l'Europe et coopération franco-allemande [9 novembre 1984] (p. 5823-5824) ; *questions :* pose la question de M. Jean Juventin : intentions du Gouvernement à l'égard de l'U.E.O. (p. 5845).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes, en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).

Première lecture, discussion générale : importance de l'enjeu ; exemple de l'Alaska ; souhaite que l'on surseoie à cette affaire ; statut de pays et territoire d'outre-mer ; importance stratégique du Groenland ; attitude des Soviétiques dans le Spitzberg ; base américaine de Thulé ; hostilité du groupe U.D.F. à la ratification de ce traité [21 novembre 1984] (p. 6244).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345).

Première lecture, discussion générale : indique qu'il est d'accord avec les propos de M. Jean-Michel Baylet ; situation des droits de l'Homme en Haïti ; statut politique de ce pays ; position de l'organisation Amnesty International ; contacts culturels de la France avec le territoire d'Haïti [21 novembre 1984] (p. 6247) ; attitude des Etats-Unis (p. 6248).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* loi de programmation militaire de 1983 ; retard pris par le budget vis-à-vis de cette loi ; interventions extérieures au Tchad et au Liban ; respect des programmes majeurs de la loi de programmation ; développement de la composante aéromobile de la F.A.R. ; dissuasion ; programme du R.P.R. en matière de défense ; problèmes de la référence au P.N.B. dans ce programme ; se demande s'il existe une « dérive atlantiste du R.P.R. » [9 novembre 1984] (p. 5816) ; diminution des effectifs ; carrière des officiers ; problème d'avancement dans la marine ; problème du cumul d'une retraite avec un emploi (p. 5817).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise
(1re circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DASSONVILLE (Pierre)

Député du Nord
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEBRE (Michel)

Député de la Réunion
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Part des contraintes financières dans les décisions du Gouvernement relatives à la sidérurgie :** risque de régionalisation du problème de la sidérurgie ; politique communautaire du charbon et de l'acier [18 avril 1984] (p. 1669) ; train universel de Gandrange ; Opéra de la Bastille (p. 1670) ;

— **Chute des naissances et des mariages :** nécessité d'une nouvelle politique ; rapport Jarlegand et Sullerot ; conséquences négatives de ce phénomène ; sa demande d'un débat à l'Assemblée nationale [25 avril 1984] (p. 1921, 1922) ;

— **Industrie automobile :** mesures du Gouvernement pour redresser la situation ; déclin des ventes ; robotisation et informatique [16 mai 1984] (p. 2381-2382) ;

— **Institutions de la Ve République :** abstention aux élections européennes ; problème de sécurité ; chômage ; pouvoir d'achat ; atteintes aux libertés ; scrutin proportionnel ; anti-parlementarisme [20 juin 1984] (p. 3515) ;

— **Liberté de l'enseignement et paix scolaire :** élections du 17 juin et manifestation du 24 juin ; déformation ou renouvellement de l'enseignement public ; liberté d'enseignement [27 juin 1984] (p. 3738) ;

— **Retrait des troupes libyennes et non immixtion dans les affaires intérieures du Tchad :** satisfaction de l'opinion publique et du Parlement ; absence d'accord sur l'intégrité du Tchad ; problème de la position de la Libye [10 octobre 1984] (p. 4608) ;

orales sans débat :

— **n° 558,** posée le 26 janvier 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : démographie)** (p. 170) ; appelée le 6 avril 1984 : **démographie de l'Ile de la Réunion :** absence délibérée du secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ; chute de la venue en métropole de jeunes Réunionnais ; augmentation du nombre de chômeurs à la Réunion ; risque de rupture avec la métropole (p. 1212) ; risque d'explosion sociale ; instruction donnée à l'A.N.P.E. afin de refuser les demandes de contrats de travail intéressant les Réunionnais ; diminution des crédits pour les logements (p. 1213) ;

— **n° 562,** posée le 2 avril 1984 : **département des territoires d'outre-mer (Mayotte)** (p. 1057) ;

— **n° 588,** posée le 13 avril 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : emploi et activité)** (p. 1631) appelée le 23 novembre 1984 : **évolution démographique de la Réunion :** gratuité du voyage en métropole des Réunionnais sous condition d'un contrat de travail ; hausse du chômage et augmentation de la population ; risque d'explosions sociales ; nécessité de promouvoir la mobilité des Réunionnais en métropole (p. 6322) ; impossibilité pour les jeunes de venir en métropole (p. 6323) ;

— **n° 622,** posée le 10 mai 1984 : **famille (politique familiale)** (p. 2236) ;

— **n° 633,** posée le 16 mai 1984 : **recherche scientifique et technique (politique de la recherche)** (p. 2424) ; appelée le 25 mai 1984 : **recherche et développement technologique :** politique de l'espace ; réduction des crédits destinés à des laboratoires ; (p. 2654) ; demande de débats sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée et les programmes spaciaux (p. 2655).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : tenue des sessions extraordinaires ; sa demande d'élargir l'ordre du jour en raison de l'actualité internationale ; situation au Tchad ; [26 janvier 1984] (p. 134) ; sa demande de modifier le décret de convocation en session extraordinaire (p. 135) ;

Son rappel au règlement : respect du régime parlementaire ; affaire du Tchad et du Liban ; sa demande de modification du décret de convocation en session extraordinaire [8 février 1984] (p. 755) ;

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069)**

Discussion : situation en Europe ; sommet de Fontainebleau ; prélèvements payés par la Grande-Bretagne [26 avril 1984] (p. 1989) ; natalité ; production laitière ; force nucléaire ; problème de Mayotte ; îles éparses de l'océan Indien ; France d'outre-mer ; Guadeloupe (p. 1990) ;

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : **oppose la** question préalable ; absence de refus de l'opposition d'examiner des adaptations à la législation actuelle ; attaque portée par ce texte aux principes fondamentaux régissant l'enseignement privé ; paix en Europe ; querelle artificiellement réouverte ; discussions totalement dépassées par rapport à la première des réalités nationales ; diminution « gravissime » de la natalité [21 mai 1984] (p. 2499) ; marche vers le monopole d'une école ; droit de veto des communes à la signature des contrats pour les maternelles et les classes enfantines ; définition de la laïcité : défense de la liberté de conscience ; aide à la liberté ; cas de la création d'entreprise ou d'exploitations agricoles, de l'activité culturelle et artistique des journaux, des syndicats ; aides sans lesquelles la liberté serait un vain mot ; refus de l'aide impliquant un refus de la liberté ; paix scolaire ; mise en place d'un service public pluraliste ; service public inégalitaire car l'école publique est largement dominante (p. 2500) ; libre accès

des enfants ; respect de la liberté de conscience ; création des établissements d'intérêt public ; disparition des mots « caractère propre » ; procédures ; titularisation généralisée ; système paraissant calqué sur celui de l'enseignement public ; décentralisation ; œuvre accomplie au début de la Ve République en matière de création des collèges et des lycées, en matière d'équipements et en matière d'effectifs ; augmentation démographique ; ouverture des établissements d'enseignement supérieur (p. 2501) ; chiffre des effectifs des personnels enseignants ; part des dépenses d'éducation par rapport aux dépenses totales de l'Etat ; œuvre de la Ve République ; loi-programme ; aide à l'enseignement privé n'ayant pas nui à l'enseignement public ; problème des églises ; nécessité de ne pas chercher dans l'église des liens entre certaines parts de la collectivité nationale et l'étranger ; possibilité de chercher ces liens ailleurs ; motifs ayant justifié l'anti-cléricalisme n'existant plus aujourd'hui ; situation dans la France envahie et occupée ; situation des églises dans le monde pour la lutte pour les droits de l'Homme ; école publique (p. 2502) ; marche vers le monopole ; corps enseignant ; retour à l'enseignement de l'histoire et de la géographie ; baisse du savoir, de l'effort, de la discipline ; liberté de conscience ; place des maîtres dans la société ; débat de politique extérieure ; liberté ; ambiguïté trop grande de ce projet (p. 2503) ; différence entre la majorité et la République (p. 2504) ; loi de 1959 ayant permis de respecter à la fois la responsabilité de l'Etat et la liberté de l'enseignement (p. 2506) ; sa question préalable : rejetée (p. 2508) ;

Son rappel au règlement : indique qu'il demandera la parole en fin de séance pour un fait personnel [24 mai 1984] (p. 2631) ;

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé

Explications de vote : citation exacte mais incomplète de ses propos par M. Pierre Mauroy ; interprétation inexacte par ce dernier de la loi de 1959 [24 mai 1984] (p. 2638) ; indique qu'il a refusé l'intégration et qu'il a refusé la création d'une université concurrente ; effort de coopération ; service public pluraliste ; respect du « caractère propre » des établissements privés ; obligation faite à ces derniers de s'aligner sur les établissements publics ; accueil de tous les enfants ; centres de formation des maîtres de l'enseignement privé ; comités départementaux de conciliation ; loi de paix scolaire ; responsabilité de l'Etat en matière de contrats ; décentralisation ; conséquences négatives du texte, notamment suppression des centres de formation des maîtres de l'enseignement privé et procédure de discussion des contrats ; orientation de ce texte vers le monopole (p. 2639) ;

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture : ses observations lors des explications de vote : comité Etat-territoire ; définition du corps électoral ; migration des Réunionnais [29 mai 1984] (p. 2807) ;

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 37** : son amendement n° 39 (fixation, produit et affectation des taux de la taxe spéciale de consommation) ; son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 37 de la commission (substituant aux mots « Conseil régional » les mots « Conseil général ») ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 37 de la commission (allocation aux départements des sommes nécessaires au remboursement des emprunts souscrits pour le financement des travaux) ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 37 de la commission (inscription dans son budget de la part revenant au département) [6 juin 1984] (p. 3037) ; amendement n° 39 et sous-amendements n° 47, 48 et 49 : devenus sans objet (p. 3038) ;

Troisième lecture, discussion générale : **soulève une exception d'irrecevabilité** : départementalisation [29 juin 1984] (p. 3889) ; hésitation du Gouvernement en matière de logement ; refus de la mobilité sociale et professionnelle ; entêtement du Gouvernement à privilégier le créole sur le français ; fonction publique ; rôle du Conseil général ; région outre-mer ; décision du Conseil constitutionnel : inconstitutionnalité de la suppression du Conseil général dans les D.O.M. ; compétences communes à tous les départements ; représentation des conseils régionaux au sein des S.A.F.E.R. ; centre régional de promotion de la santé ; adaptation du régime législatif ; conditions auxquelles est soumise cette adaptation ; faculté d'adaptation concernant les D.O.M. et non les régions (p. 3890) ; pouvoir du Conseil régional de fixer le taux de l'octroi de mer ; volonté de confisquer les pouvoirs importants au département pour les confier à la région ; Conseil général ; loi de 1982 ; cas de la région Corse ; risque d'explosion sociale ; **son exception d'irrecevabilité** : rejetée ; indique que le Conseil constitutionnel appréciera (p. 3891) ;

Discussion des articles : **article 37** : son amendement n° 28 (taux et modalités de répartition de la taxe spéciale de consommation) ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 25 de la commission (inscription budgétaire des produits de la taxe revenant aux collectivités) (p. 3899) ; rejetés (p. 3900) ;

Son rappel au règlement : absence de M. Robert Badinter ; indépendance de la magistrature ; abaissement de la limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation ; modification de la loi organique relative au statut de la magistrature [13 juin 1984] (p. 3306) ;

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : absence de M. Robert Badinter ; indépendance du statut de la magistrature ; rappel de ses critiques du projet de loi organique destiné à abaisser l'âge de la retraite en 1975 ; lois de circonstance ; absence de gérontocratie ; assouplissement du régime actuel des retraites ; indépendance des magistrats ; lois d'épuration ; lois d'avertissement ; lois de nomination ; pressions politiques sur la justice et sur l'administration ; liberté de la presse et de l'enseignement [13 juin 1984] (p. 3330) ;

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : confiance que fait le peuple aux dirigeants de la France [6 juillet 1984] (p. 4102) ; multiplicité des causes de la crise politique actuelle ; accumulation des promesses ; idéologie de lutte des classes ; malaise politique ; impopularité ; souhaite un Gouvernement de salut public ou un appel à la souveraineté nationale ; possibilité de démission du Président de la République ou de dissolution de l'Assemblée nationale ; possibilité d'un référendum ; double aspect d'une consultation référendaire : technique et politique (p. 4103) ; notion de « pouvoirs publics » ; sens restreint : organisation constitutionnelle ; sens plus large : organisation de l'Etat et responsabilité de la puissance publique ; cas du référendum de 1969 sur la décentralisation ; position de la doctrine à ce sujet ; décentralisation ; rôle des communes ; objet du référendum justifiant la thèse du Sénat ; organisation de l'Etat et des collectivités publiques ; indique qu'il accepte que l'on soumette la loi portant son nom au vote du peuple ; lien entre un vote populaire et une sanction politique ; institutions républicaines ; indépendance du Gouvernement (p. 4104) ; retour à une conception périmée ; souveraineté de l'Assemblée nationale ; promesses faites à des minorités portant atteinte à l'unité nationale ; éventualité d'un retour au scrutin proportionnel ; risque de représenter les partis d'extrême-droite ; remise en cause de la liberté de l'enseignement ; opposition de caractère national (p. 4105, 4106) ;

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Troisième lecture, explications de vote : accord sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie ; accord de Nainville-les-Roches ; « statut-évolutif » ; indépendance [31 juillet 1984] (p. 4243) ; avenir de ce territoire ; soutien de l'Australie au mouvement indépendantiste ; appel aux différentes communautés ; maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République (p. 4244) ;

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; loi Debré ; élargissement des cas de référendum ; thèse du Gouvernement ; exemple du référendum de 1962 ; [23 août 1984] (p. 4271) ; application de l'article 11 à une répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; possibilité pour le Président de la République de présenter un nouveau texte accentuant le caractère de répartition des compétences ; nécessité d'éviter deux référendums ; refus d'application de l'article 11 de la Constitution ; inutilité de la modification ; vote blanc ; réduction du mandat présidentiel ; caractère républicain du référendum ; rappel de son utilisation sous la IV[e] et la V[e] République (p. 4272) ; référendum de 1969 sur la décentralisation ; politique budgétaire ; impossibilité pour l'opposition de rallier le camp gouvernemental ; endettement de l'Etat ; inflation ; déficit du commerce extérieur ; comparaison avec les autres concurrents ; énumération des remèdes employés par ceux-ci, notamment la libéralisation de la durée du travail, la diminution des dépenses publiques ; enseignement supérieur ; élection au suffrage universel et à la proportionnelle des assemblées régionales ; décentralisation ; vieillissement de la France ; élection à la proportionnelle de cent députés (p. 4273) ; cas de la Corse ; extrême-droite ; référendum sur la loi électorale ; refus d'un vote de confiance (p. 4274) ; échecs de la gauche (p. 4288) ;

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 19 :** son amendement n° 174 (augmentation des limites des tranches prévues au tableau du paragraphe I de cet article ; compensation des pertes par la rétrocession par l'Etat au secteur privé d'une fraction du capital qu'il détient) ; rejeté [19 octobre 1984] (p. 4994) ;

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* risque d'explosions sociales à la Réunion ; problème des bourses scolaires ; arrêt des voyages gratuits en métropole ; conséquences néfastes des désordres institutionnels créés par les réformes ; mobilité des Réunionnais ; nécessité d'obliger l'A.N.P.E. à traiter les Français originaires d'outre-mer comme les autres au regard des offres d'emploi ; entraves à leur entrée dans les centres de formation professionnelle accélérée [26 octobre 1984] (p. 5292) ; nombre de logements terminés dans le premier trimestre 1984 par rapport au premier trimestre 1983 ; encouragement des retours à la Réunion ; création d'emplois dans l'île ; projet d'irrigation dans la région Ouest ; caractère indispensable de la participation de l'Etat à la réalisation des grands projets d'équipement (p. 5293) ; indépendance de la France à l'égard de la commission de Bruxelles (p. 5310) ;

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 19 :** son amendement n° 91 (augmentant les limites des tranches d'imposition sur les grandes fortunes pour enfants à charge) [18 décembre 1984] (p. 7133) ; rejeté ;

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes, en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).**

Première lecture, discussion générale : départ du Groenland de la C.E.E. ; Constitution danoise ; opportunité de ce départ ; affaire de pêche réglée pour seulement dix ans [21 novembre 1984] (p. 6243) ; souhaite une renégociation du traité (p. 6244).

DEFARGE (Christian)

Député de la Dordogne
(1[re] circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 19 janvier 1984, de M. Roland Dumas, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) [*J.O.* du 1[er] avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 27 janvier 1984] (p. 462).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède (n° 2135) [24 mai 1984] (p. 2644).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2135) autorisant l'approbation d'une convention **d'assistance administrative mutuelle en matière douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède (n° 2438) [15 novembre 1984].

DEFFERRE (Gaston)

Ministre de l'intérieur et de la décentralisation puis *Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.*

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'intérieur et de la décentralisation : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale (n° 1986)** [8 février 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Soisson : concours financiers de l'Etat aux communes :** mode de financement des communes ; estime que M. Jacques Blanc a pour spécialité de « débarquer » au milieu des discussions [25 avril 1984] (p. 1917) ; montant de la dotation globale de fonctionnement ; mise en application progressive de la dotation globale d'équipement ; globalisation d'une partie des crédits affectés aux investissements ; modification des mécanismes de répartition de la D.G.E. communale pour tenir compte de la situation de certaines communes rurales ; majoration pour les communes dont le potentiel fiscal est inférieur d'au moins 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen par habitant des communes de même importance (p. 1918) ;

— **M. Paul Balmigère : respect de la démocratie locale à l'occasion de sanction d'employés de la mairie de Sète :** responsabilité des collectivités locales ; compétence du tribunal administratif à l'égard d'un membre du personnel de la ville de Sète [9 mai 1984] (p. 2142) ;

— **M. Philippe Mestre : enseignement privé : incidents du 21 mai 1984 :** déplacement de motards de la préfecture de police ; acceptation de la construction d'un chalet sans permis de construire [23 mai 1984] (p. 2585, 2586) ;

— **M. Serge Charles : élections cantonales, législatives et régionales :** absence d'étude et de décision sur une modification du mode de scrutin des élections législatives ; non modification du mode de scrutin pour les élections cantonales [23 mai 1984] (p. 2588) ;

— **M. Jacques Baumel : réglementation des armes à feu :** décret de 1983 ; caractère sérieux de l'enquête ; difficultés de réglementer la vente des munitions ; industrie des armes à feu [30 mai 1984] (p. 2843) ;

— **M. Alain Richard : mesures de sécurité pour les transports scolaires :** absence de compensation d'un transfert de crédits par un transfert de fiscalité ; création d'une commission pour vérifier cas par cas le respect des engagements

de l'Etat ; avis du Conseil d'Etat ; modernisation des transports collectifs [30 mai 1984] (p. 2846) ;

— **M. Xavier Hunault : pôles de conversion** : décision de création de ces pôles ; mesures sociales d'accompagnement ; pôles portant sur un type d'industrie et non sur une zone géographique [10 octobre 1984] (p. 4619) ;

— **M. Serge Charles : situation économique du « versant Nord-Est » de la métropole lilloise** : effets de la crise sur l'industrie textile ; montant des crédits consacrés au versant nord-est de Lille ; problème de l'installation d'une usine Bull à Roubaix [7 novembre 1984] (p. 5652, 5653) ;

orales sans débat de :

— **M. Jacques Fleury (n° 598) : dotation globale d'équipement** : rappel des mesures prises en faveur des petites communes ; majoration de la D.G.E. pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen par habitant des communes équivalentes ; construction d'écoles ; globalisation des crédits ; autonomie des collectivités locales [27 avril 1984] (p. 2010) ;

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (n° 635) : disparitions de personnes** : étude de l'inspection générale de l'administration ; violation d'une liberté individuelle ; droit d'aller et de venir ; multiplicité des éléments à prendre en considération [8 juin 1984] (p. 3119).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'intérieur.

— **Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).**

Première lecture, discussion générale : décentralisation [17 avril 1984] (p. 1637) ; formation des personnels ; responsabilité des élus locaux ; décentralisation pour l'organisation des centres de formation ; concertation avec toutes les associations d'élus ; Conseil constitutionnel (p. 1638) ; direction des centres de gestion par les élus et les représentants des fonctionnaires ; note le sectarisme de certains amis politiques de M. Jacques Toubon, changeant les noms des rues, des villes dont ils sont élus ; propos de ce dernier : « écuries d'Augias » (p. 1639) ; situation à Marseille (p. 1640) ; centres de formation ; centres de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; cotisations versées par les collectivités locales ; dispositions applicables aux fonctionnaires de l'Etat ; rôle des syndicats de communes (p. 1647) ; centres régionaux de formation ; indique que les collectivités ne subiront pas d'augmentation de coût ; politique de décentralisation ; rôle dévolu aux préfets (p. 1648) ;

Discussion des articles : **article 8 : répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Caro : indique que l'amendement de celui-ci à l'article 16 devient sans objet (p. 1659) ; ressources des établissements de formation (p. 1660) ; **article 11** : centre de formation régional pour Paris (p. 1661) ; **article 12** : son amendement n° 93 (possibilité pour le centre d'assurer des actions de formation des fonctionnaires de l'Etat par voie de convention) ; conventionnement (p. 1662) ; adopté ; **article 14** : son accord avec l'amendement n° 66 rectifié de M. Jacques Toubon (p. 1663) ; **article 15** : problème de la composition du Conseil d'orientation (p. 1664) ; composition du Conseil d'orientation [18 avril 1984] (p. 1682) ; **article 16** : somme versée par les collectivités locales au profit des centres de formation (p. 1683) ; **article 17** : son amendement n° 94 (possibilité pour le centre national de passer des conventions) : adopté (p. 1684) ; **article 21** : cotisations des collectivités locales (p. 1686) ; possibilité pour le Parlement de limiter les cotisations ; référence à la masse salariale (p. 1687) ; **article 28** : syndicats de communes et communautés urbaines (p. 1691) ; **article 30** : souhaite un centre par région monodépartementale dans les D.O.M. ; **après l'article 30** : problème de l'application du texte à Paris (p. 1692) ; **article 32** : communication de renseignements dans le cadre de cet article (p. 1693) ; **après l'article 34** : son amendement n° 1 (de coordination) : adopté (p. 1694) ; son amendement n° 58 (application de diverses dispositions de la loi de 1984 aux agents non-titulaires) ; agents recrutés avant la publication de la loi ; adopté ; son amendement n° 55 (cas de divers directeurs et chefs de service) ; adopté ; son amendement n° 59 (impossibilité d'engager des fonctionnaires ayant rempli certaines fonctions dans les collectivités intéressées) ; limitation des possibilités de recrutement de fonctionnaires d'Etat dans les départements ou les régions dans lesquelles ils ont exercé des fonctions ; adopté ; son amendement n° 2 (participation des communes au fonctionnement du service départemental d'incendie) : adopté ; son amendement n° 56 (organisation générale des services d'incendie et de secours communaux) : adopté (p. 1695) ;

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité d'aboutir à un accord avec le Sénat [20 juin 1984] (p. 3538) ;

Discussion des articles : **article 7** : loi du 13 juillet 1983 ; habilitation des organisations de fonctionnaires pour débattre des questions relatives aux conditions et à l'organisation du travail (p. 3539) ; **article 13** : réserve de l'amendement n° 6 de la commission (p. 3540) ; **article 18** : réserve de l'amendement n° 11 de la commission (p. 3542) ; **article 33** : contribution des communes de moins de 2 000 habitants ; risque d'abus ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 27 de la commission (supprimant la dernière phrase de cet amendement) : rejeté ; **article 35 *bis*** : son interprétation du mot « représentatives » (p. 3547) ; appréciation de la représentativité d'une association ; nécessité de considérer comme recevables les candidatures de toutes les organisations syndicales pour la première constitution des centres de formation (p. 3548) ; **après l'article 36** : son amendement n° 34 (application aux forestiers-sapeurs des dispositions des articles 126 à 136 de la loi du 26 janvier 1984) ; titularisation des agents dans les conditions définies par les statuts particuliers ; adopté (p. 3549) ;

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 A du code général des impôts (n° 2062)**

Première lecture, discussion générale : proposition de M. Girod ; frais d'assiette [23 mai 1984] (p. 2591).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (frais d'assiette de recouvrement et de dégrèvement s'ajoutant aux droits et taxes transférés aux départements et à la région de Corse) ; compensation des charges résultant des transferts de compétences (p. 2590, 2591) ; adopté (p. 2592) ;

— **Projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1984 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).**

Deuxième lecture, discussion générale : organisations les plus représentatives sur le plan national des employeurs et des salariés dans les comités de bassin ; possibilité pour les délégués siégeant au Conseil d'administration d'avoir un suppléant [20 juin 1984] (p. 3536) ;

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'assemblée de Corse (n° 2137)**

Première lecture, discussion générale : seuil des suffrages exprimés pour la répartition des sièges [20 juin 1984] (p. 3551) ; problème des offices ; crédits transférés pour l'office des transports ; diminution du nombre et de l'importance des attentats ; statut libéral (p. 3553) ; rétablissement de la paix civile (p. 3554) ;

En qualité de ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* croissance des crédits du ministère ; ardoisière ; conception du Plan ; créations d'emplois dans l'Ouest ; Est de la France [23 octobre 1984] (p. 5081) ; politique de désenclavement ; durée du travail ; cas des trois milliards de francs demandés aux collectivités locales ; système de la taxe professionnelle ; contrats de Plan ; villes nouvelles ; choix de Grenoble par rapport à Strasbourg ; problèmes relatifs à la famille (p. 5082) ; investissements en Alsace ; Urba 2000 ; technologies nouvelles ; cas de la région Ile-de-France (p. 5083) ;

Examen des crédits : **Etat C. Titre VI** : crédits du F.I.A.T. ; besoins de la montagne ; mesures en faveur des départements pauvres ; date de répartition des crédits (p. 5084).

DEFONTAINE (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEHOUX (Marcel)

Député du Nord
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DELANOE (Bertrand)

Député de Paris
(26e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* jugement des Français sur les problèmes de l'insécurité ; contenu des statistiques concernant l'augmentation des crimes et des délits ; expériences conduites à partir du comité national de prévention de la délinquance ; cas de la mairie de Rezé ; utilisation des forces de police de manière décentralisée par une extension de l'îlotage ; efficacité du travail en faveur de la réinsertion ; contenu du programme pluriannuel relatif à l'immobilier et à l'équipement [5 novembre 1984] (p. 5528) ; crédits pour le logement des policiers ; nécessité de prendre des mesures spécifiques en leur faveur (p. 5529).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
(10e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DELEBARRE (Michel)

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

NOMINATIONS

Est nommé ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Georges Hage : engagements de la direction de la régie Renault** : programme de formation-reclassement ; application du plan social ; restructuration dans l'industrie automobile ; négociations entamées à la régie Renault [3 octobre 1984] (p. 4466) ;

— **M. Gabriel Kaspereit : action syndicale chez Citroën** : procédure d'orientation-qualification ; possibilités de reclassement dans la région parisienne [3 octobre 1984] (p. 4467-4468) ;

— **Mme Marie-France Lecuir : formation et emploi des jeunes** : nécessité que tous les jeunes de moins de vingt et un ans puissent bénéficier d'une proposition d'emploi, de formation ou d'activité ; formations en alternance ; formation initiale ; formation professionnelle des jeunes appelés du contingent ; tâche d'utilité collective [3 octobre 1984] (p. 4469) ; fonds d'initiative pour les jeunes ; effort concernant près de 900 000 jeunes (p. 4470) ;

— **M. Michel Berson : travaux d'utilité collective** : dispositif des travaux d'utilité collective ; informations nécessaires à des projets de convention [du 17 octobre 1984] (p. 4845) ;

— **M. Joseph Legrand : droit d'expression et liberté des travailleurs** : droits nouveaux reconnus aux travailleurs ; règlements intérieurs dans les entreprises de plus de vingt salariés [17 octobre 1984] (p. 4852) ;

— **M. Frédéric Jalton : emploi des jeunes en Guadeloupe** : ampleur du chômage en Guadeloupe ; application des mesures relatives au développement de la formation professionnelle ; nécessité d'adapter les travaux d'utilité collective aux départements d'outre-mer [24 octobre 1984] (p. 5136) ;

— **M. Bernard Schreiner : meurtre d'un ouvrier gréviste** : mort de M. Ozgun Kemal [14 novembre 1984] (p. 6011) ; intervention des services de l'inspection du travail auprès de l'entreprise Pirault ; enquête sur la situation de cette entreprise (p. 6012) ;

— **M. Maurice Nilès : assassinat d'un militant turc à Epône** : sa réprobation à l'encontre du drame d'Epône ; priorité à la mise en place des institutions représentatives des salariés dans les entreprises ; accroissement de la présence des inspecteurs du travail dans les entreprises [14 novembre 1984] (p. 6017) ; mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs (p. 6018) ;

— **M. Charles Millon : recouvrement des cotisations de sécurité sociale** : possibilité pour certaines entreprises de réaliser un gain de trésorerie au détriment des salariés de la sécurité sociale ; absence de changement dans la situation des employeurs payant leurs salariés avant la fin du mois de travail ; possibilité pour les directeurs des U.R.S.S.A.F. d'accepter des prorogations de délai pour les entreprises en difficulté [5 décembre 1984] (p. 6697) ;

— **M. Emmanuel Hamel : situation de l'emploi** : montant de l'inflation [5 décembre 1984] (p. 6697) ; fin de non recevoir opposée par M. Barre à la création d'une commission du bilan proposée par M. Jacques Chirac ; situation de l'emploi ; nombre des demandeurs d'emploi aux deuxième et troisième trimestres ; effort de l'agence nationale de l'emploi en faveur de la réinsertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi ; effort en faveur de la formation des jeunes (p. 6698) ;

— **M. Yves Dollo : campagne emploi des jeunes** : importance de l'information dans la mobilisation ; effort des élus, des fonctionnaires et des partenaires sociaux en ce domaine ; mise en place d'une campagne d'information nationale au mois de janvier ; son attachement à la politique contractuelle [12 décembre 1984] (p. 6846) ;

orales sans débat de :

— **Mme Florence d'Harcourt (n° 728) : lutte contre la toxicomanie** : caractère de priorité nationale de cette lutte ; amplification de la répression contre les trafiquants ; nombre de condamnations de trafiquants en 1979 et en 1983 ; développement de la prévention [30 novembre 1984] (p. 6535) ; mesures prises pour lutter contre le détournement de produits toxiques ; montant des crédits consacrés à la lutte contre la toxicomanie (p. 6536) ;

— **M. Jean Royer (n° 724) : grands travaux financés par le fonds spécial** : lien entre le fonds spécial de grands travaux et le développement de l'activité de cette industrie ; financement de ce fonds ; champ d'action de ses interventions [30 novembre 1984] (p. 6537) ; problèmes du transfert de crédits (p. 6538) ;

— **M. Marcel Esdras (n° 727) : taxation des rhums** : caractère dissuasif du contingentement des rhums étrangers ; risque d'importation en France de rhums [30 novembre 1984] (p. 6538).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* nouvelles structures ministérielles ; défiscalisation du 0,1 p. 100 additionnel à la taxe d'apprentissage et des 0,2 p. 100, partie de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; réforme du système d'indemnisation du chômage ; prise en charge par l'Etat du remboursement des annuités de l'emprunt contracté en 1982 par l'U.N.E.D.I.C. ; rôle de conseil des services extérieurs en matière de négociations et de rénovation des institutions représentatives du personnel ; exercice du droit d'expression des salariés [29 octobre 1984] (p. 5370) ; moyens accrus de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; rénovation des institutions représentatives du personnel ; mise en place de comités de groupe ; réalisation aux niveaux départemental et régional d'un état d'application des droits nouveaux des salariés ; politique sociale des entreprises nationalisées ; problèmes posés par les conditions d'emploi ; modernisation de l'appareil de production ; augmentation du nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. ; amélioration du travail de cette agence (p. 5371) ; allongement de la durée du chômage ; cumul d'activités et travail clandestin ; liens entre la réduction du temps de travail et l'aménagement de son temps ; aide à l'embauche de salariés ; chômage partiel ; aide aux chômeurs créateurs d'entreprises ; mise en œuvre des travaux d'utilité collective ; objectif d'insertion sociale de ces travaux (p. 5372) ; reclassement professionnel des handicapés ; accompagnement social des restructurations ; mesures prises en faveur des pôles de conversion ; nécessité d'une approche préventive et concertée des problèmes de l'emploi ; création du centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile ; renforcement de la formation professionnelle dans l'entreprise ; rôle des comités locaux de l'emploi, des comités d'expansion et des commissions paritaires de l'emploi ; importance de l'effort de coordination dans le domaine de la formation des adultes ; compétences du comité régional de la formation professionnelle (p. 5373) ; amélioration de la coordination entre l'Etat et les régions ; formation des jeunes ; rôle de l'appareil scolaire ; réforme de l'apprentissage ; système actuel de la taxe d'apprentissage ; maintien et amélioration du système de formation existant ; accord sur la formation en alternance ; maintien de 100 000 contrats emploi-formation (p. 5374) ; jumelages entre les écoles et les entreprises ; insuffisance des connaissances des résultats des formations ; lancement d'un programme d'évaluation ; problème des suppressions d'emploi dans les services extérieurs du travail ; développement des moyens informatiques de l'agence nationale pour l'emploi ; rôle, fonctionnement et statut du personnel de cette agence ; moyens de l'agence pour la formation professionnelle des adultes (p. 5375) ; problème du personnel du ministère du travail ; insertion professionnelle des chômeurs de longue durée (p. 5376).

Répond à la question de :

— *M. Kléber Haye :* multiplicité des textes concernant le problème de l'emploi ; publication d'un guide de l'entreprise (p. 5376).

— *M. Jean-Claude Portheault :* expérience des missions locales ; renforcement du dispositif actuel concernant les financements publics ; possibilité pour les entreprises intermédiaires de bénéficier des aides de droit commun (p. 5377) ;

— *M. Claude Germon :* délais séparant la formation et l'emploi ; mise en place d'un suivi personnalisé pour chaque jeune en formation ; soutien des enseignants et du ministère de l'éducation nationale à la formation professionnelle ; problème du travail intermédiaire (p. 5377) ;

— *M. Jean-Marie Alaize :* intervention de l'A.N.P.E. dans le domaine du travail saisonnier ; expérience de coopération entre cette agence et des associations professionnelles de secteur ; problème du travail intérimaire (p. 5378) ;

— *M. Marcel Wacheux :* allocation « d'adulte handicapé » ; élargissement du contrat emploi-formation à tous les handicapés ; problème de l'emploi de ces personnes (p. 5378) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* alignement du régime d'indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer sur le régime métropolitain ; financement par l'Etat des chantiers de développement ; mise au point d'un décret d'application sur les travaux d'utilité collective dans les départements d'outre-mer (p. 5379) ;

— *M. Georges Hage :* opérations de restructuration dans les entreprises nationalisées ; avenir de l'industrie française ; existence de sociétés de conversion dans les entreprises nationalisées (p. 5379) ; nécessité de développer un effort de formation (p. 5380) ;

— *M. Roland Renard :* mise en œuvre de la décentralisation en matière de formation professionnelle ; réforme des comités régionaux de la formation professionnelle ; mise en place d'un comité national de coordination entre l'Etat, les régions et les partenaires sociaux (p. 5380) ;

— *M. Alain Bocquet :* problème de la pauvreté (p. 5380) ; proportion des chômeurs non indemnisés ; durée maximale de l'indemnisation ; allongement des durées du chômage (p. 5381) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* remise d'un rapport sur l'évolution des droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise ; utilité de nouveaux textes législatifs ou réglementaires en la matière (p. 5381).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).**

Première lecture, discussion générale : procédure d'agrément des stages de formation ; reprise dans la loi des dispositions de l'accord sur l'insertion professionnelle des jeunes ; définition de l'organisation de cette insertion professionnelle par les associations de main-d'œuvre et de formation ; suppression du double S.M.I.C. ; ratification des ordonnances sur le travail temporaire [3 décembre 1984] (p. 6544) ; extension de l'obligation de mise en place d'un comité de groupe aux réseaux bancaires mutualistes et coopératifs ; amélioration de la situation des assistantes maternelles (p. 6545) ; effort accompli en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; problèmes de l'offre de formation ; modalités des travaux d'utilité collective ; suppression du double S.M.I.C. ; démocratisation des entreprises (p. 6551).

Discussion des articles : **article 2 :** rôle des stages en entreprise ; rôle des associations de main-d'œuvre et de formation ; mesures en faveur des chômeurs créateurs d'entreprises (p. 6557) ; **article 6 :** causes de la suppression du double S.M.I.C. ; réévaluation de ce salaire (p. 6558) ; **article 10 :** dispositions visant les établissements publics nouvellement créés (p. 6559) ; **article 12 :** délai d'entrée en vigueur de la loi ; **article 14 :** son amendement n° 123 (insérant après les mots « établissements de crédit » les mots « quand cet organe central n'est pas un établissement public ») ; énumération des établissements bancaires concernés par cet article ; situation du crédit agricole ; rôle de sa commission nationale de concertation (p. 6560) ; adopté ; **article 16 :** amélioration de la situation des assistantes maternelles en matière de congés payés (p. 6561) ; **après l'article 23 :** position constante du ministère sur l'indemnité de congés payés ; effets pervers de la priorité de réembauche des jeunes libérés ; conséquence de la suspension du contrat de travail (p. 6562) ; conséquences de la généralisation de la sauvegarde de l'emploi pendant un an pour les jeunes appelés ; impossibilité de rompre l'équilibre entre les deux catégories de suspension du contrat de travail (p. 6563) ; institution de commissions paritaires à l'échelon départemental ; utilité des négociations sur la flexibilité (p. 6564) ; ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission (p. 6565).

Deuxième lecture, discussion générale : suppression du double S.M.I.C. ; pérennité de l'ordonnance sur le travail temporaire ; contenu du protocole d'accord sur la « flexibilité » ; extension des obligations imposées à l'employeur pour les accidents du travail et les accidents de trajet ; rémunération des jeunes stagiaires ; rémunération des étudiants en pharmacie [20 décembre 1984] (p. 7344).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 40 (rémunération des stages des jeunes stagiaires) ; simplification des modalités de versement de l'indemnité complémentaire (p. 7345) ; variation du montant de cette indemnité ; adopté ; **article 6 :** son amendement n° 41 (prise en compte de la date

d'effet du premier relèvement du salaire minimum pour les abrogations prévues à cet article) ; possibilité d'utiliser un délai supplémentaire d'un mois pour les entreprises concernées par la suppression du double S.M.I.C. ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 42 (date du relèvement du S.M.I.C.) ; adopté (p. 7346) ; **après l'article 18** : situation de certains établissements d'entreprises du bâtiment et des travaux publics occupant plus de cinquante salariés (p. 7347) ; **article 23 *ter*** : caractère néfaste de l'assimilation des accidents de trajet aux accidents de travail ; réintégration en cas de rupture du contrat de travail ; sa volonté d'engager une concertation sur ces points (p. 7348) ; **article 23 *quatuorvicies*** : son amendement n° 43 (application de la limite prévue à l'article 7 de la loi du 13 septembre 1984 aux sociétés d'économie mixte) ; application de la limite d'âge des dirigeants des sociétés du secteur public aux sociétés d'économie mixte ; adopté (p. 7351) ; **après l'article 40** : son amendement n° 44 (communication par les employeurs du montant total des salaires par catégories de risque) ; nécessité de collecter l'information nécessaire à l'appréciation de l'impact économique et social du système des cotisations ; adopté (p. 7352) ; **article 55 *bis*** : volonté des sénateurs de compléter l'article 13 de la loi du 4 août 1981 sur l'amnistie par mesure individuelle ; sanction de l'inobservation de la procédure ; possibilité d'amnistier cette inobservation ; absence de nouvelle loi d'amnistie sur ces points ; son rejet de l'article 55 *bis* ; **article 56** : son amendement n° 45 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « et aux sociétés d'intérêt collectif agricoles ») ; assimilation des sociétés d'intérêt collectif agricoles aux coopératives ; adopté (p. 7355) ; **article 61 *ter*** : son amendement n° 48 (création d'officines de pharmacie par dérogation) ; contenu de l'article L. 571 du code de la santé publique ; possibilité pour les représentants de l'État d'accorder une dérogation ; recours hiérarchique auprès du ministre ; maintien d'une action coordonnée au niveau national en matière d'ouverture d'officine de pharmacie ; possibilité d'arbitrage définitif du ministre ; rejeté (p. 7356) ; **article 62** : garantie concernant la procédure de reconduite des étrangers aux frontières (p. 7357) ; **après l'article 69** : son amendement n° 46 (rémunération des étudiants hospitaliers en pharmacie) ; formation de ces étudiants par la voie de l'internat ; existence d'un groupe de travail sur la réforme du troisième cycle des études de pharmacie ; création d'un cadre d'étudiants hospitaliers en pharmacie ; nécessité de dispositions statutaires ; adopté (p. 7358).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Deuxième lecture, discussion générale : importance de l'allocation parentale d'éducation ; dégradation du niveau de vie des parents à l'arrivée du troisième enfant ; son souhait que les problèmes familiaux ne soient pas un enjeu politique ; évolution du pouvoir d'achat des prestations familiales ; évolution des comptes de la branche famille [20 décembre 1984] (p. 7359).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale du travail n° 142 concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la mise en valeur des ressources humaines (n° 2126) [24 mai 1984] (p. 2644).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2126), autorisant la ratification d'une **Convention internationale du travail** n° 142 concernant le **rôle de l'orientation et de la formation professionnelles** dans la mise en valeur des ressources humaines **(n° 2200)** [14 juin 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'agriculture depuis quarante ans ; contexte de l'emploi ; âge moyen des exploitants agricoles ; financement des installations ; contrôle des structures des exploitations agricoles [3 avril 1984] (p. 1078) ; installation des jeunes en agriculture (p. 1079).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* crédits inscrits au titre de la réinsertion sociale ; actions médico-sociales ; postes d'encadrement [24 octobre 1984] (p. 5120) ; associations d'anciens combattants ; rapport constant ; commémoration du quarantième anniversaire de la Libération ; bénéfice de la campagne double ; pathologie et cartes du combattant pour les anciens d'Afrique du Nord (p. 5121).

DELFOSSE (Georges)

Député du Nord
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **après l'article 89** : son amendement n° 243 (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport définissant les grands axes de sa politique charbonnière) [15 novembre 1984] (p. 6096) ; rejeté (p. 6097).

DELISLE (Henry)

Député du Calvados
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démission de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Bockel et plusieurs de ses collègues sur le dressage des chiens (n° 1691) [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre titulaire du Conseil national des transports [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports Centre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Licenciement d'un journaliste du groupe de presse Hersant** : article de M. Gille Morineau dans le journal *Le Pays d'Auge ; Figaro Magazine* ; apologie du nazisme et de la collaboration ; législation du travail [27 juin 1984] (p. 3743).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : voix s'étant élevées à droite et parfois à gauche pour affirmer que l'opposition entre l'enseignement public et l'enseignement privé constitue une querelle dépassée [22 mai 1984] (p. 2539) ; absence de remise en question de la liberté de choix des parents ; séparation de l'église et de l'Etat ; convergence de l'église et de la droite ; son respect total des convictions religieuses ; impossibilité d'accepter la remise en cause des libertés les plus fondamentales de la République ; atteintes aux libertés ; indique que M. Guy Guermeur n'a pas hésité à affirmer que la présence d'une seule femme de ménage communiste représentait un danger pour une école privée ; absence d'indépendance des enseignants des écoles privées ; lutte pour la sauvegarde des lois les plus essentielles de la République (p. 2540).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* amélioration du fonctionnement du service public des P.T.T. ; recrutement de personnels par cette administration ; rémunérations des agents ; modernisation du tri [29 octobre 1984] (p. 5319) ; revendications des receveurs-distributeurs ; titulatisation d'auxiliaires ; coût de la formation ; amélioration de la qualité du réseau des télécommunications ; diversité des services mis à la disposition de l'usager (p. 5320) ; **son rappel au règlement** : propos tenus par M. François d'Aubert sur le séjour du Président de la République en Grande-Bretagne (p. 5339).

DELORS (Jacques)

Ministre de l'économie, des finances et du budget

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'économie, des finances et du budget : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982, portant création du Fonds spécial de grands travaux **(n° 1998)** [2 avril 1984].

Projet de loi sur le **développement de l'initiative économique (n° 2002)** [2 avril 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Emmanuel Aubert : réductions fiscales en 1985** : rappelle les propos du Président de la République annonçant une baisse des prélèvements obligatoires ; assainissement de l'économie à court terme [9 mai 1984] (p. 2143) ; renforcement de la justice sociale (p. 2144) ;

— **M. Hervé Vouillot : perspective de reprise de l'investissement** : indices de la reprise ; rôle des grandes entreprises nationales en matière d'investissement [9 mai 1984] (p. 2148) ; redressement des marges des entreprises ; croissance de leurs ressources financières ; conditions d'accès au crédit bancaire ; incitations fiscales (p. 2149) ;

— **M. Adrien Zeller : interdiction de l'usage de la carte de crédit à l'étranger** : plan dit « de rigueur » ; nécessité de vendre aux pays étrangers [13 juin 1984] (p. 3296) ; suppression du carnet des changes ; maintien de l'interdiction d'utiliser des cartes de crédit individuelles ; accords passés à Rambouillet ; sommet de Fontainebleau (p. 3297) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur : augmentation des revenus des entreprises françaises** : comptes des entreprises ; valeur ajoutée ; épargne des sociétés ; compétitivité de l'économie française ; investissement de recherche [27 janvier 1984] (p. 3744) ; aides et prêts bonifiés (p. 3745).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : mise en œuvre des moyens nécessaires au redressement économique ; nationalisations ; environnement économique ; taux de change ; inflation accroissant les inégalités ; nécessité d'une baisse de l'inflation, du maintien du pouvoir d'achat de la monnaie, de la recherche et de la compétitivité ; indique qu'il est sensible aux applaudissements de l'opposition [2 mai 1984] (p. 2032-2033) ; association des travailleurs au processus de production ; adaptations de nos structures de production ; bataille pour l'assainissement ; inflation (p. 2034) ; reprise de l'investissement ; achats de biens d'équipement ; recours aux crédits bonifiés ; caractère structurel de la croissance actuelle du chômage ; implantations à l'étranger ; adaptation créant du chômage ; redressement de notre économie ; rôle des grands groupes industriels en matière d'emploi ; rôle d'entraînement joué par le secteur public concurrentiel ; gisements d'emplois constitués par les petites et moyennes entreprises ; nécessité de lever des verrous fiscaux entravant la création ou la transmission d'entreprises ; aménagement des fonds salariaux (p. 2035) ; objectifs du texte : création et transmission des entreprises, soutien à l'investissement, contribution des salariés au développement productif ; livret d'épargne-entreprise ; déduction des intérêts d'emprunt ; valorisation des travaux individuels de recherche ; aménagement du régime fiscal des fonds communs de placement à risques ; fonds salariaux ; formule de reprise progressive du capital d'une entreprise par ses salariés ; plans de souscription et d'achat d'actions par les salariés ; effort en faveur des pôles de conversion ; périodes de mutation (p. 2036) ; **ses observations sur la question préalable** de M. Michel Noir : limites du texte ; politique de l'épargne ; augmentation de l'épargne financière ; capitaux à risques ; mise en place d'un compte d'épargne en actions (C.E.A.) et du compte pour le développement industriel (C.O.D.E.V.I.) ; amélioration des conditions de financement de l'épargne ; soutien de l'investissement ; pôles de conversion ; politique d'aménagement du territoire ; revendications du président du C.N.P.F. : allègement massif des charges des entreprises et liberté du droit de licencier (p. 2040) ; charges sociales ; décélération des coûts salariaux et sociaux ; taux de productivité comparés de l'industrie allemande et de l'industrie française ; droit de licenciement ; équilibre entre les forces du « management » et les forces du travail ; excédent brut d'exploitation des entreprises (p. 2041) ; attitude des français à l'égard de l'administration ; endettement actuel de la France ; commerce extérieur ; importations (p. 2055) ; problème des moyens des établissements de recherche ; distinction entre l'entreprise et les revenus du capital ; livret d'épargne populaire ; épargne investie dans l'immobilier ; rendements ; économie de marché ; libération à 52 p. 100 des prix industriels ; contrôle des changes ; commission d'enquête sénatoriale sur l'endettement de la France ; demande de renseignement direct au Fonds Monétaire International ; minorité continuant de « cracher sur son pays à l'étranger » ; contrôle des changes (p. 2056) ; importance des petites et moyennes industries et entreprises ; création d'une entreprise ; fonds communs de placements à risques ; épargne ; euro-émissions ; reprise des entreprises en difficultés dans les pôles de conversion ; aide aux régions en détresse ; agréments ; contre-propositions syndicales en matière de gestion des entreprises à Roanne et à Saint-Etienne (p. 2057) ; agréments ; recherche d'un équilibre entre les forces du travail et les forces du « management » (p. 2058) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : pôles de conversion [3 mai 1984] (p. 2066) ; **article 1er** : placements financiers à long terme (p. 2069) ; capitaux à risque ; émissions d'obligations ; épargne ; taux d'épargne financière ; diminution du taux d'épargne ; tarifs publics ; statistiques du Fonds monétaire international à propos des taux d'intérêt réel à long terme ; caractère plus faible de ces taux en France que dans les autres pays industrialisés ; Codevi ; livret d'épargne-entreprise (p. 2070) ; livret d'épargne manuel ; dirigeants d'entreprise de moins de dix salariés ; agriculteurs ; professions libérales ; extension du livret ; plafond des sommes déposées ;

octroi de primes ; prêts participatifs ; aides diverses ; rémunération du dépôt ; taux d'intérêt américains ; cas où le banquier refuse un prêt ; son amendement n° 160 (complétant la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article par la référence à une forme juridique ou à un secteur industriel quelconques) (p. 2071) ; adopté ; ses observations sur la rédaction du paragraphe I de cet article (p. 2072) ; **article 2** : titres cédés avant cinq ans ; placement de capitaux à risque (p. 2075) ; augmentations de capital ; différence entre les créations et les reprises d'entreprise (p. 2076) ; pénalités ne s'appliquant qu'en cas de non paiement volontaire des impôts ; activités industrielles (p. 2077) ; intérêts des biens contractés pour la création de l'entreprise (p. 2078) ; équité fiscale ; déduction des intérêts (p. 2079) ; **article 4** : opérations de recherches scientifique et technique (p. 2080) ; **article 5** : sociétés financières d'innovation (p. 2083) ; **article 6** : placements de capitaux à risque ; création des fonds communs de placement à risque (p. 2085) ; exonération du revenu ; mécanisme de l'avoir fiscal ; compte d'épargne à long terme (p. 2086) ; **article 7** : garantie de salaire ; fonds salariaux ; politique des salaires ; travailleurs souhaitant contribuer à une opération de réduction-partage du temps de travail ; préservation de l'outil de travail (p. 2088) ; **après l'article 7** : réduction du temps de travail (p. 2095) ; lutte contre le chômage (p. 2096) ; **article 8** : caractère positif de cette disposition : possibilité pour les salariés d'assurer la continuité de l'entreprise ; situation en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis (p. 2097) ; possibilité offerte aux cadres et aux salariés de continuer l'entreprise ; économie de marché ; continuité de la direction de l'entreprise (p. 2098) ; entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; taxe professionnelle (p. 2099) ; mesure tendant à permettre aux salariés de reprendre une entreprise (p. 2100) ; sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) ; reprise des entreprises en difficulté ; continuité des entreprises prospères (p. 2101) ; son amendement n° 161 (suppression du sixième aliné (3°) de cet article) ; pourcentage des droits de vote ; partage du capital détenu par la société nouvelle ; conditions d'application de cet article ; mobilité du capital des tierces personnes ; adopté (p. 2103) ; nécessité que les salariés possèdent la moitié de la société holding et que celle-ci possède la moitié de l'entreprise ; son amendement n° 162 (substituant la référence à la majorité du capital de la société nouvellement créée par la référence à plus de 50 p. 100 des droits de vote) : adopté (p. 2104) ; **après l'article 8** : possibilité pour l'entreprise rachetée de garantir une émission d'obligations par la société holding (p. 2106) ; société rachetée existant depuis plus de deux ans ; émission d'obligations de la société holding (p. 2107) ; **article 12** : problème de la présence d'un expert (p. 2108) ; **article 13** : possibilité d'appliquer les dispositions des articles 13, 14 et 15 sur l'ensemble du territoire (p. 2111) ; expression « entreprise » (p. 2112) ; son amendement n° 163 (supprimant le troisième alinéa (2°) du paragraphe II de l'article 209 A *bis* du code général des impôts) : adopté (p. 2113) ; **article 14** : son amendement n° 164 (supprimant la référence aux zones définies par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 2116) ; **article 15** : application des dispositions des articles 13 à 15 à l'ensemble du territoire jusqu'au 31 décembre 1985 ; son amendement n° 165 (prévoyant une limite de 20 p. 100 pour l'application du second alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 15** : région parisienne (p. 2117).

Ses observations après les explications de vote : double preuve restant à administrer : utilisation des instruments mis à la disposition des chefs d'entreprise et des salariés ; mise des services de la rue de Rivoli au service de l'intérêt général (p. 2118).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Louis Mermaz à la mémoire de M. Jacques Marette [9 mai 1984] (p. 2141).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de l'aviation civile internationale relatif au statut de l'organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) (n° 1995) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un protocole à l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel (ensemble neuf annexes) (n° 2012) [26 avril 1984] (p. 2001).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale du travail n° 141 concernant les organisations de travailleurs ruraux et de leur rôle dans le développement économique et social (n° 2128) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : relations culturelles [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345) [11 octobre 1984] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Proposition de loi, tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 83-430 du 31 mai 1983 portant diverses mesures relatives aux **prestations de vieillesse (n° 2021)** [12 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1995) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'**Organisation de l'Aviation civile internationale** relatif au statut de l'organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) **(n° 2067)** [26 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2012) autorisant la ratification d'un protocole à l'accord pour l'**importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel** (ensemble neuf annexes) **(n° 2117)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2128), adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une Convention internationale du travail n° 141 concernant les **organisations de travailleurs ruraux** et leur rôle dans le développement économique et social **(n° 2181)** [7 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347), tome III : **relations extérieures** : relations culturelles **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2345) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Haïti** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 2440)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes (ensemble trois annexes et un protocole) (n° 2037).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; terme « Caraïbes » [25 avril 1984] (p. 1925) ; banque du Commonwealth ; utilisation de la langue française ; rôle de nos départements d'Amérique ; qualification d'Etat régional (p. 1926).

Explications de vote : sa préférence pour une coopération directe ; aide aux îles des Caraïbes faisant partie du Commonwealth britannique ; proposition de ratification d'un texte

authentique qui n'est pas rédigé en langue française pour la première fois dans notre histoire ; signature d'un document redonnant à la France la qualité d'Etat régional (p. 1928).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 68** : culture mélanésienne ; institution [28 mai 1984] (p. 2771).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008).

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : problème posé sur cette discussion ; absence de l'ensemble des documents du Sénat ; souhaite l'audition de M. le ministre de la défense par la commission des affaires étrangères ; importance de la convention examinée [28 juin 1984] (p. 3818) ; allégeance d'un jeune Algérien envers son pays reposant sur l'ascendance et la religion ; nationalité française pour les Français d'origine algérienne ; option ; âge de vingt-neuf ans ; cas de mobilisation (p. 3819, 3820).

Son fait personnel : assimilation de l'orateur aux sénateurs nostalgiques des aventures coloniales ; jeunes Français d'origine algérienne [28 juin 1984] (p. 3827).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : « consternante évolution » du budget des relations culturelles ; « clochardisation » du ministère ; fermeture de huit centres culturels et insuffisance de moyens des centres restants ; mauvais fonctionnement du comité interministériel pour les relations culturelles extérieures ; postes de professeurs de français à l'étranger ; existence de cinq coopérants au Vietnam [8 novembre 1984] (p. 5720) ; problèmes posés par le Vietnam et le Cambodge ; situation dans divers pays européens ; nomination de quarante titulaires à des postes culturels ; recrutement de secrétaires adjoints ; problèmes statutaires ; rôle de l'Alliance française ; lutte contre l'immigration clandestine ; problèmes qu'il a rencontrés avec un jeune chef de poste (p. 5721-5722) ; nombre de professeurs de français au Maroc (p. 5749). *Questions :* pose la question de M. Robert Galley (p. 5760).

Examen des crédits : **I. — Services diplomatiques et généraux : Etat C — Titre VI** : son amendement n° 220 (réduction des crédits de paiement de 1 million de francs) (p. 5765) ; retiré (p. 5766). **après l'article 89** : contenu du document retraçant le volume de l'aide publique (p. 5768).

Economie, finances et budget-consommation. — *Discussion générale :* contrôles fiscaux ; poursuites pour fraude fiscale ; nombre de personnes échappant aux procédures de vérification de leurs revenus ; système fiscal fondé sur le domicile [9 novembre 1984] (p. 5781) ; critique ce système ; cas de la condamnation d'un membre d'une profession libérale ; problème du contrôle des sociétés nationalisées et des sociétés d'économie mixte ; cas des sociétés ne déclarant pas de bénéfices ; individus de nationalité étrangère installés en France ; fraude fiscale (p. 5782) ; amalgame réalisé par M. Henri Emmanuelli ; indique qu'il s'est exprimé sur les personnes ne pouvant faire l'objet d'une vérification fiscale parce qu'elles n'ont pas de domicile fixe ; imposition des contribuables sans domicile fixe ; indique qu'environ 6 millions de personnes échappent à la vigilance fiscale (p. 5791) ; cas des personnes ne déclarant pas de bénéfices ; recherche de la fraude fiscale ; possibilité de rétablir la retenue à la source pour les personnes n'ayant pas de domicile fixe (p. 5792).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* politique d'aide ménagère à domicile ; absence de réponse à ses deux questions écrites [13 novembre 1984] (p. 5979) ; volume des crédits d'heures pour l'aide à domicile ; crédits utilisables en matière d'aide ménagère en 1985 (p. 5980).

Son rappel au règlement : indique qu'il n'y a pas, depuis plus de trois quarts d'heure, de représentant du Gouvernement en séance ; ordre du jour [21 novembre 1984] (p. 6241).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : développement des investissements français en Haïti ; pays ayant le revenu le plus faible de l'Amérique ; rappelle sa mission en 1971 ; devoir de la France envers les Haïtiens [21 novembre 1984] (p. 6246).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).

Première lecture, explications de vote : sortie du Groenland de la C.E.E. ; maintien d'avantages à ce territoire ; vote hostile du groupe R.P.R. [21 novembre 1984] (p. 6246).

Deuxième lecture, explications de vote : argumentation de MM. Michel Debré et Jean-Marie Daillet sur le retrait du Groenland de la Communauté ; statut d'autonomie du Groenland ; caractère dérogatoire de ce statut [18 décembre 1984] (p. 7075) ; caractère temporaire du système de garanties pour la pêche ; vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 7076).

Troisième lecture, explications de vote : absence de problème bilatéral entre la France et le Danemark ; caractère dérogatoire de la procédure utilisée ; liens entre cet accord et la négociation sur la pêche ; caractère dangereux de cette procédure ; risque de transformation du système européen en zone de libre-échange ; cas de la Grèce ; démantèlement de la politique agricole commune par Mme Thatcher ; utilisation de la procédure de la commission mixte paritaire pour une autorisation de ratification [20 décembre 1984] (p. 7309) ; caractère néfaste de cette négociation et de ce traité.

Son rappel au règlement : conditions de la convocation de la commission mixte paritaire concernant le Groenland [20 décembre 1984] (p. 7307).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184).

Deuxième lecture, explications de vote : compromis n'établissant aucune réciprocité entre la situation des biens tunisiens en France et des biens français en Tunisie ; vote hostile du groupe R.P.R. [21 novembre 1984] (p. 6250).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : indique qu'il n'a pas reçu le document signé de M. Pierre Messmer auquel M. Laurent Fabius fait allusion [4 décembre 1984] (p. 6615).

DENVERS (Albert)

Député du Nord
(11e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 43 : **urbanisme, logement et transports (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* maintien du montant du nombre des logements aidés à construire ; mission sociale des organismes d'H.L.M. ; mise en place des fonds d'aide départementaux [30 octobre 1984] (p. 5398, 5399).

Mer. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : situation de la construction et de la réparation navales ; diminution des dépenses d'administration générale ; insuffisance de la dotation de la société nationale de sauvetage en mer ; diminution des crédits destinés à la protection et à l'aménagement du territoire et de ceux affectés aux ports maritimes ; transferts des crédits d'aide à la construction navale au ministère du redéploiement industriel ; diminution de ceux affectés aux pêches maritimes et aux cultures ; accroissement des pensions [31 octobre 1984] (p. 5463) ; devenir des flottes de commerce et de pêche (p. 5464).

Examen des crédits : **Etat C, Titre IV :** son amendement n° 28 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; nécessité d'accorder des crédits supplémentaires à la Société nationale de sauvetage en mer ; retiré (p. 5492).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(5e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963).

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de la loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 novembre 1984] (p. 3447).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2051) relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privés (n° 2133)**[18 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés sur la motion (n° 2301), adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au **référendum** le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privés (n° 2303)** [6 juillet 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome V : **éducation nationale (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Saisie de documents dans les locaux de F.R. 3 Lille :** saisie de cassettes vidéo filmées lors de la manifestation du 23 mai dernier ; soutien aux policiers blessés ; secret des sources d'information [30 mai 1984] (p. 2845).

— **Jumelage entre les établissements scolaires et les entreprises :** ouverture de l'école sur la vie active [10 octobre 1984] (p. 4611).

— **Instruction civique :** modalités et contenu de l'enseignement de l'instruction civique rétabli à la rentrée 1985-1986 [28 novembre 1984] (p. 6441).

orale sans débat :

— **n° 612,** posée le 9 mai 1984 : **professions et activités sociales (aides ménagères)** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **financement de l'aide ménagère par la caisse régionale d'assurance maladie Nord-Picardie :** politique de maintien à domicile ; inquiétude des bénéficiaires d'un tel service ; baisse du financement des services d'aides ménagères (p. 2248).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).**

Première lecture, discussion générale : stoppage du démantèlement du service public ; privatisation de la S.E.I.T.A. ; abrogation de la loi de 1980 ; statut de société nationale ; caractéristiques d'un service public à vocation industrielle et commerciale ; rapports de l'entreprise et de son personnel [24 avril 1984] (p. 1886) ; loi de 1983 relative à la démocratisation du secteur public ; statut des salariés de la S.E.I.T.A. ; régime de retraite (p. 1887).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : désinformation à laquelle s'est livrée l'opposition sur les travaux de la commission spéciale ; commission ayant siégé pendant près de quarante-cinq heures [21 mai 1984] (p. 2480) ; responsabilités des collectivités locales ; rénovation du système éducatif français ; vote de la loi « Guermeur » en 1977 ; article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ; rapports entre l'école de la République et l'école privée ; position de l'épiscopat à ce sujet (p. 2481) ; maintien de la paix scolaire ; concept de laïcité ; pluralisme scolaire ; mutations structurelles de l'éducation en France ; rapports entre l'Etat et l'enseignement privé ; texte visant à mettre fin aux ambiguïtés et aux inégalités de la législation (p. 2482) ; négociations autour de ce texte ; principe d'un concours financier de l'Etat aux établissements privés concourant au service public ; existence de ce principe depuis vingt-cinq ans ; rappelle la suppression des subventions aux écoles privées par le Général de Gaulle à la Libération ; création des établissements d'intérêt public ; unité d'instruction ; enseignants ; problème de la titularisation ; financement des établissements privés ; position du Conseil constitutionnel en 1977 au sujet de l'aide de l'Etat et de ses contreparties (p. 2483) ; indique que la liberté ne se décide pas mais se vit (p. 2484) ; indique que les membres de la délégation du comité national d'action laïque (C.N.A.L.) n'ont jamais tenu devant la commission spéciale les propos qui leur ont été prêtés par M. Alain Madelin [22 mai 1984] (p. 2518) ; indique que M. Alain Madelin avait déposé cinquante-sept amendements jusqu'à l'article 6 (p. 2527).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Souhaite que M. Robert-André Vivien cesse de se comporter « comme un soudard » [24 mai 1984] (p. 2614) ; souhaite que celui-ci se taise ; mesures portant atteinte aux libertés avant 1981 ; lutte pour les libertés ; ses observations sur le dépôt de la motion de censure ; actes permettant de parler d'intégration dans l'enseignement public tel l'agrément discrétionnaire des directeurs d'école (p. 2615) ou l'affectation administrative des enseignants ; notion de caractère propre ; raisons de l'existence d'un agrément de l'autorité académique ; contrats d'association ; notion de crédits limitatifs ; création des établissements d'intérêt public ; municipalités conquises par l'opposition en 1983 ; possibilité de titularisation au terme d'un délai de six ans ; problème de la rémunération et du statut des maîtres auxiliaires (p. 2616) ; problème du réexamen de certaines dispositions dans neuf ans ; négociation ; attitude de l'opposition ; impôt sur les grandes fortunes ; notion de « bien public » (p. 2617) ; taux d'inflation ; moindre progression du chômage en France que dans le reste de la C.E.E. ; commerce extérieur ; rénovation de l'enseignement ; retard pris pendant le septennat précédent ; bilan « impressionnant » du Gouvernement en matière sociale et familiale (p. 2618) ; caractère « gratuit » de la motion de censure ; son vote hostile à cette motion (p. 2619).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 32 :** son amendement n° 139 (abrogeant l'article 2 de la loi du 19 octobre 1919) : retiré [22 juin 1984] (p. 3692).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion. Rapporteur : soumission au référendum du projet de loi relatif aux établissements d'enseignement privés ; article 11 de la Constitution ; organisation des pouvoirs publics ; détournement de la lettre de l'article 11 [6 juillet 1984] (p. 4094) ; caractère restrictif des dispositions de cet article ; cite des propos de M. François Goguel ; notion de pouvoirs publics ; expression « porter sur » impliquant qu'un projet de loi affectant de façon indirecte l'organisation des pouvoirs publics échappe au champ d'application de l'article 11 ; cas d'un projet de loi modifiant les relations entre les communes et les entreprises privées concessionnaires de service public des pompes funèbres ; impossibilité d'un référendum dans ce cas ; devoirs de l'Etat en matière éducative ; affectation des emplois aux établissements d'enseignement privés ; répartition des dépenses de fonctionnement des écoles entre les communes ; objectifs réels des auteurs de la motion ; initiative du Sénat méconnaissant les règlements des Assemblées (p. 4095) ; initiative du référendum ; problème de l'accord entre les deux Assemblées ; article 67 du règlement du Sénat ; motion devant être signée par au moins trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal ; article 42 de la Constitution ; alinéa 3 de l'article 122 du règlement de l'Assemblée nationale ; volonté d'éviter qu'un projet sur lequel une Assemblée a déjà voté puisse être soumis à référendum ; règlements des deux Assemblées ; caractère anticonstitutionnel du projet de loi du Gouvernement selon divers auteurs lors de la première lecture ; impossibilité pour ceux-ci de soumettre au peuple un texte « anticonstitutionnel » (p. 4096) ; élections européennes ; droit de manifester ; opposition à la politique du Gouvernement ; manœuvre de retardement ; risque d'accentuer l'anti-parlementarisme (p. 4097) ; indique que la commission a souhaité à l'unanimité le rejet de la motion (p. 4098).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : baisse des prélèvements obligatoires ; 1 p. 100 social ; finances des collectivités territoriales ; assiette du financement de la sécurité sociale ; aménagement des cotisations actuelles sur les revenus professionnels ; déplafonnement des cotisations de sécurité sociale ; réduction de 2 p. 100 du montant des avances aux collectivités locales ; réduction par l'Etat des avances aux collectivités locales [17 octobre 1984] (p. 4841) ; vérité des coûts ; coût du service que l'Etat rend aux collectivités publiques par la collecte des impôts locaux ; taxe professionnelle ; place de la fiscalité locale dans les ressources des collectivités territoriales ; hausse de leurs prélèvements fiscaux ; relation entre l'Etat et les collectivités territoriales (p. 4842).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* mot « jeunesse » ; élaboration d'une charte de la jeunesse ; mouvements d'éducation populaire [23 octobre 1984] (p. 5094) ; travail accompli par les associations ; diminution des prélèvements obligatoires dans de nombreux secteurs ; nécessité pour les associations à caractère social, éducatif et sportif, de bénéficier d'exonérations ; modernisation du secteur associatif (p. 5095).

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement de tenir ses engagements [24 octobre 1984] (p. 5117) ; création d'une commission extra-budgétaire ; rattrapage de l'écart entre les traitements de la fonction publique et les pensions militaires d'invalidité ; prise en considération par la sécurité sociale de la pension de mutilé parmi les ressources personnelles ; emplois réservés (p. 5118).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* mesures prises en faveur de la formation professionnelle ; nécessité de mobiliser les partenaires sociaux pour participer à la bataille pour l'emploi ; rénovation des schémas de formation [29 octobre 1984] (p. 5366) ; carence gouvernementale entre 1974 et 1981 ; caractère d'investissement éducatif de la formation continue (p. 5367).

Education nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : poursuite de la résorption de l'auxiliariat ; aide de l'Etat aux établissements privés ; importance du flux des sorties prématurées de l'appareil scolaire ; absence de création d'emplois dans l'enseignement préscolaire ; problème du report du transfert des compétences ; objectif de la modernisation de l'appareil éducatif ; nécessité de former des personnes compétentes ; adéquation des formations aux besoins du marché de l'emploi ; augmentation du nombre de jeunes quittant le système scolaire à la sortie des classes [12 novembre 1984] (p. 5850) ; augmentation des crédits de bourse ; importance de la formation économique ; nécessité de lutter contre l'échec scolaire ; instauration d'un débat entre éducation et instruction ; nécessité d'ancrer dans la formation de base l'attachement aux droits de l'Homme ; importance de la politique pédagogique dans la politique scolaire ; utilité de la réintroduction de l'instruction civique ; contenu des conclusions du rapport sur l'illettrisme en France ; poursuite de l'effort de rénovation amorcé par M. Alain Savary ; problème des rythmes scolaires (p. 5851-5852).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* œuvre de la gauche dans le domaine de la santé ; mise en œuvre d'une politique cohérente d'équipement [13 novembre 1984] (p. 5955) ; maintien d'une gestion rigoureuse des dépenses de santé ; poursuite d'une politique audacieuse dans le domaine des équipements lourds ; mise en œuvre de

la départementalisation dans les hôpitaux ; amélioration de la coordination des activités médicales au sein de l'hôpital ; importance de la concertation (p. 5956).

DESANLIS (Jean)

Député du Loire-et-Cher
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocration française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers** : diminution de la production laitière ; jeunes agriculteurs de la Sarthe ; Communauté européenne ; livraisons de lait ; producteurs de lait des pays de montagne [10 octobre 1984] (p. 4616).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* diminution des crédits affectés aux prophylaxies des maladies animales ; nécessité d'entreprendre la prophylaxie de la fièvre Q.J.B.R. et de la peste porcine [6 novembre 1984] (p. 5613).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : se réjouit du rappel des principes fondamentaux aux articles 2, 3 et 4 ; durée de l'enseignement de l'éducation physique dans le cadre du tiers temps pédagogique ; part de l'éducation physique dans l'enseignement ; polyvalence de l'instituteur ; nécessité de développer des équipes pédagogiques ; action des conseillers pédagogiques de circonscriptions ; recours à un personnel extérieur ; inconvénients d'ordre pédagogique ; nécessité d'avoir un enseignement dispensé par un personnel qualifié ; inconvénients d'ordre financier : rôle des communes dans le traitement des moniteurs mis à disposition des écoles ; transfert du problème financier des collectivités locales vers l'Etat [11 avril 1984] (p. 1488) ; formation des institutrices et des instituteurs (p. 1489).

Discussion des articles : **article 3** : absence de formation des instituteurs en matière physique et sportive ; mesures spéciales d'adaptation pour les établissements destinés aux enfants handicapés [12 avril 1984] (p. 1515) ; inclusion des établissements d'éducation spécialisée parmi les établissements du second degré (p. 1516) ; notion d'équipement pédagogique (p. 1518) ; instauration d'une période transitoire (p. 1519).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* attribution de bracelets pour la chasse des cervidés ; comptage des cervidés ; structures des commissions de plan de chasse [26 octobre 1984] (p. 5278) ; incident de La Valette (p. 5279) ; nécessité de rendre public un projet de loi sur la chasse (p. 5280).

Techniques de la commission. — *Discussion générale :* décentralisation de la télévision et de la radio ; taux d'écoute de F.R. 3 ; rôle de l'agence des programmes inter-régionaux ; nécessité d'une mise en œuvre de moyens supplémentaires en personnels et en matériels ; caractère préoccupant de l'avenir des radios régionales et départementales [7 novembre 1984] (p. 5639) ; désenchantement du personnel des stations locales ; nécessité d'assurer une cohérence entre les différentes catégories de personnel (p. 5640).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* importance du rôle des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (I.D.E.N.) ; implantation territoriale des I.D.E.N. ; nécessité d'une revalorisation indiciaire pour cette catégorie de personnel ; charges de travail supplémentaires imposées aux I.D.E.N. par les nouvelles attributions de formation [12 novembre 1984] (p. 5901).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : tentatives d'aide financière de l'enseignement agricole privé ; élaboration de ce texte ; rôle des établissements privés ; stagnation des effectifs des établissements privés ; insuffisance de leurs moyens financiers [22 novembre 1984] (p. 6276) ; système actuel de la reconnaissance ; subvention moyenne attribuée par élève pour les classes agréées ; dépenses de fonctionnement ; établissements proposant une formation par alternance ; agrément ; projet de loi rétablissant l'égalité entre tous les établissements ; personnels (p. 6277).

DESGRANGES (Jean-Paul)

Député de l'Allier
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (culture) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome IV : **culture (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 647,** posée le 22 mai 1984 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Allier)** (p. 2575) ; appelée le 25 mai 1984 : remplacé par M. Michel Sainte-Marie : **usines H. Ernault-Somua, à Moulins** (p. 2658).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : procédure utilisée pour débattre de ce texte ; indique qu'il aurait été souhaitable d'avoir un débat non raccourci ; maîtres choisissant la

titularisation ; sens de la liberté de l'école publique ; prééminence de l'école ; rôle de l'école publique [22 mai 1984] (p. 2556) ; vocation de cette école (p. 2557).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture : — *Discussion générale*, Rapporteur pour avis : priorité politique accordée à la culture ; économies sur les dépenses de matériel, nouveaux rapports avec les collectivités locales ; concours de l'Etat à la politique culturelle des collectivités locales [25 octobre 1984] (p. 5216) ; rééquilibrage géographique de l'action du ministère ; moyens en personnel ; statut des conservateurs et des personnels d'inspection ; réduction des inégalités devant la culture ; pratiques culturelles propres à la jeunesse ; interventions en faveur des immigrés et du monde du travail ; rôle du nouveau fonds d'innovation ; politique de soutien à l'éducation artistique, à la création littéraire et cinématographique et aux grandes institutions culturelles (p. 5217) ; art lyrique ; réduction des concours de l'Etat à l'action culturelle menée au niveau régional et local ; poids financiers des grands projets d'architecture ; opportunité d'échelonner dans le temps leur réalisation (p. 5218).

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV :** son amendement n° 30 (réduisant des crédits) (p. 5242) ; rejeté (p. 5243) ; son amendement n° 29 (réduisant des crédits) : rejeté (p. 5244) ; **Etat C, Titre VI :** son amendement n° 31 (réduisant les crédits) ; redéploiement des crédits ; effort supplémentaire pour les dotations allouées aux bibliothèques municipales et centrales (p. 5246) ; rejeté (p. 5247).

DESSEIN (Jean-Claude)

Député de la Somme
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 597,** posée le 24 avril 1984 : **travail (travail noir)** (p. 1906) ;

— **n° 614,** posée le 9 mai 1984 : **travail (travail noir)** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **travail clandestin :** recours à la publicité par petites annonces ; concurrence déloyale à l'égard des professionnels (p. 2250).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences ; — *Discussion générale :* réorganisation de l'armée de terre ; division aéromobile de la F.A.R. ; crédits d'équipements ; financement des opérations extérieures ; réduction des crédits de l'armée de terre [9 novembre 1984] (p. 5817).

DESTRADE (Jean-Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096) [17 mai 1984] (p. 2451).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (commerce, artisanat et tourisme : commerce) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Proposition de loi visant à établir un **titre de propriété des communes sur les biens situés à l'intérieur de leurs limites cadastrales,** qujand ils n'appartiennent pas à des tiers par des titres contraires de droit commun **(n° 2154)** [24 mai 1984].

Proposition de loi sur la promotion des **langues et cultures de France (n° 2157)** [24 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2096) pour un **renouveau de l'aménagement (n° 2207)** [14 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome III : **commerce, artisanat et tourisme :** commerce et artisanat **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1144), adoptée par le Sénat, portant réforme de l'**organisation régionale du tourisme (n° 2447)** [22 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2417) modifié par le Sénat, relatif à la définition et à la mise en œuvre des **principes d'aménagement (n° 2477)** [4 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Permis moto :** modalités du décret modifiant le permis de conduire des motocyclistes [5 décembre 1984] (p. 6694).

orale sans débat :

— **n° 672,** posée le 19 juin 1984 : **chasse et pêche (réglementation)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **chasse à la palombe :** sauvegarde de la chasse ; existence de palombières (p. 3616).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : approbation des documents d'urbanisme ; décentralisation des opérations d'aménagement ; consultation nationale engagée sur le thème de l'aménagement des quartiers ; conditions d'une relance de la planification des sols ; absence de décentralisation de la déclaration d'utilité publique et de la déclaration d'insalubrité préalables à l'expropriation ; transferts de compétences subordonnés à la publication ou à l'approbation d'un P.O.S. ; renforcement des interventions des collectivités locales en matière d'aménagement ; perspective planificatrice ; définition juridique de l'aménagement [21 juin 1984] (p. 3558) ; affirmation du principe selon lequel les collectivités peuvent contracter avec l'opérateur de leur choix ; développement de l'innovation et de l'amélioration de la qualité de conception et de la réalisation des projets ; projets de quartiers ; changement d'échelle ; renouvellement des conditions de l'aménagement ; concertation devant s'adresser à divers intervenants ; programmes d'action devant être conformes aux orientations définies par l'Etat ; définition des objectifs poursuivis par les communes ; possibilité d'inscrire les restructurations de quartiers dans les P.O.S. ; pratique déjà en vigueur ; quartier (p. 3559) ; décentralisation de l'aménagement ; adaptation des procédures d'aménagement pour les utilisateurs ; zones d'aménagement différé (Z.A.D.) ; décentralisation de la Z.A.C. ; rénovation de l'habitation en centre ville ; systèmes d'aide aux propriétaires de logements anciens ; restauration immobilière ; améliorations apportées par ce texte ; procédure des périmètres d'aménagement ; modification du régime de la taxe locale d'équipement ; participations pouvant être exigées des constructeurs en plus de cette taxe ; régime des contributions des lotisseurs ; prescription des participations ponctuelles ; participations pour équipements publics exceptionnels ; possibilité de cumuler ces participations avec la taxe locale d'équipement ; obligations imposées aux constructeurs (p. 3560-3561).

Discussion des articles : **article 1er** — *avant l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* modalités de concertation avec le public ; *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 2 (objet de l'aménagement) (p. 3592) ; politique globale dont l'objet est d'harmoniser la réalisation de divers objectifs ;

aspect social de la politique de l'habitat (p. 3593) ; adopté après modification ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 216 à l'amendement n° 136 de la commission des lois (objectifs d'aménagement poursuivis) ; cas où la commune fait partie d'un établissement public de coopération intercommunale (p. 3594) ; adopté ; suggère une rectification au sous-amendement n° 221 du Gouvernement ; concertation (p. 3595) ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* dossiers de demande d'autorisation (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* loi du 7 janvier 1983 ; rôle de l'Etat ; son amendement n° 4 (cas où la convention est passée avec un établissement public) ; expropriation ; sociétés d'économie mixte locales ; possibilité pour les sociétés d'économie mixte publiques de procéder à l'expropriation (p. 3597) ; adopté (p. 3598) ; **article 2 :** expression « prise en considération » ; son amendement n° 5 (date de référence visée à l'article L. 13-15 du code de l'expropriation) : adopté [22 juin 1984] (p. 3622) ; **article 3 :** son amendement n° 6 (intention dolosive de l'expropriant) ; évaluation des terrains à bâtir ; adopté ; qualification de ces terrains ; prescriptions figurant au P.O.S. (p. 3624) ; évaluations administratives et déclarations faites par les contribuables ; prescriptions en matière fiscale (p. 3625) ; **article 4 :** date de référence de la prescription du P.O.S ; (p. 3626) ; **article 11 :** loi du 7 janvier 1983 ; droit des sols ; rôle du représentant de l'Etat en cas de désaccord entre la commune et le département ; compétence des communes en matière de droit des sols ; *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* consultation des Conseils municipaux ; difficulté d'envisager la consultation de toutes les communes ; droit de préemption (p. 3629) ; son amendement n° 233 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article du code de l'urbanisme) ; acquisitions auxquelles procède le département par voie amiable et par expropriation ; adopté ; son amendement n° 234 (de conséquence) : adopté ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 235 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 39 (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 3630) ; paiement de la taxe ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 236 (de conséquence) ; adopté ; caractère essentiel de cette consultation ; son amendement n° 40 (supprimant la référence à l'avis de la Chambre d'agriculture) ; liste des consultations auxquelles devra procéder le Conseil général ; rejeté par partage égal des voix (p. 3631) ; zones de préemption ; acquisition de terrains bâtis au titre de la politique des espaces naturels ; rectifie l'amendement n° 281 du Gouvernement (p. 3632) ; son amendement n° 41 (substituant au mot « locale » le mot « territoriale » dans l'avant-dernier alinéa de cet article) ; réunion des Conseil généraux élus au suffrage universel ; adopté ; son amendement n° 42 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 142-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 237 (de coordination) : adopté ; *article L. 142-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 43 (de coordination) : adopté ; *article L. 142-9 du code de l'urbanisme :* droit de préemption urbain (p. 3633) ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme :* gratuité de l'accès du public aux terrains acquis ; son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté (p. 3634) ; **article 13 :** son amendement n° 45 (modifiant le livre des procédures fiscales) ; accès aux informations foncières ; adopté ; administration des Domaines ; informations devant être communiquées par l'administration fiscale (p. 3635) ; **article 14 :** compétence des communautés urbaines (p. 3636) ; délimitation du périmètre des Z.A.C. ; procédure de mise à disposition du public du dossier de création (p. 3637) ; son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 261 (cas d'absence d'un P.O.S.) ; plan d'aménagement des zones ; adopté ; consultations ; approbation du plan d'aménagement de zones ; rôle du représentant de l'Etat dans cette opération (p. 3638) ; **article 15 :** son amendement n° 48 (corrigeant une erreur matérielle) : adopté ; son amendement n° 49 (faisant référence à la section correspondante du code de l'urbanisme) ; restauration immobilière ; adopté ; ses amendements n° 50 et n° 51 (rédactionnels) : adoptés (p. 3639) ; son amendement n° 52 (rédactionnel) : adopté (p. 3640) ; **article 5, précédemment réservé :** droit de préemption dans les Z.I.F. ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 3641) ; droit de préemption ; réalisation des équipements publics (p. 3642) ; **article 6, précédemment réservé** — *article L. 211-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 8 (possibilité pour les communes de moins de 10 000 habitants d'exercer de plein droit le droit de préemption urbain dans les zones d'urbanisation futures) ; indique qu'il a défendu, à titre personnel, le seuil de 10 000 habitants ; adopté (p. 3645) ; droit de préemption dans les Z.I.F. ; son amendement n° 9 (supprimant la référence aux communes de moins de 10 000 habitants) : adopté ; rétablissement du droit de préemption ; *article L. 211-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 217 (référence à l'article L. 214-1 de cet article) ; compétence des communautés urbaines ; adopté ; *article L. 211-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 3646) ; son amendement n° 218 (possibilité de rétablir le droit de préemption) ; transfert de compétences ; adopté ; son amendement n° 219 (possibilité d'appliquer le droit de préemption aux aliénations et cessions visées à l'article L. 211-4) ; exercice renforcé du droit de préemption par le représentant de l'Etat ; adopté ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 3647) ; adopté ; *article L. 211-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 15 (supprimant la référence au délégataire dans cet article du code) ; droit de préemption ; adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 3648) ; procédure de délaissement ; mise en demeure d'acquérir formulée à l'égard du titulaire du droit de préemption (p. 3649) ; **article 7, précédemment réservé** — *article L. 212-1 du code de l'urbanisme :* transfert de compétences ; autorisations de construire ; autorisations communes ; initiatives de l'Etat ; *article L. 212-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 17 (possibilité pour le propriétaire d'un bien soumis au droit de préemption de proposer au titulaire de ce droit l'acquisition du bien en demandant un prix) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté (p. 3650) ; **article 8, précédemment réservé** — *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* délai de réflexion ; droit applicable dans les Z.I.F. ; adjudication forcée ; adjudication n'ayant pas un caractère d'adjudication forcée (p. 3652) ; adjudication volontaire ; licitation à la barre ; garanties offertes au propriétaire ; *article L. 213-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 19 (substituant au mot « immeuble » le mot « bien ») : adopté ; *article L. 213-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 20 (même objet) : adopté ; son amendement n° 21 (droit du délégataire) : adopté (p. 3653) ; *article L. 213-4 du code de l'urbanisme :* date de référence pour l'estimation des biens soumis au droit de préemption ; ses amendements n° 23 et n° 22 (rédactionnels) : adoptés ; *article L. 213-5 du code de l'urbanisme :* harmonisation des effets de la déclaration d'utilité publique ; *article L. 213-6 du code de l'urbanisme :* harmonisation des dates des références en matière d'expropriation et de droit de préemption (p. 3654) ; son amendement n° 24 (de coordination) : adopté ; *article L. 213-7 du code de l'urbanisme :* ses amendements n° 25 et n° 26 (rédactionnels) : adoptés ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* prix auquel la vente peut être réalisée ; cas où le titulaire du droit de préemption a renoncé à l'exercice de ce droit ; fixation judiciaire du prix ; impossibilité d'exercer ce droit pendant un délai de cinq ans ; (p. 3655) ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 213-9 du code de l'urbanisme :* ses amendements n° 28 et n° 29 (rédactionnels) : adoptés (p. 3656) ; **article 8, précédemment réservé** — *article L. 213-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 30 (utilisation ou aliénation d'un bien au profit d'une personne privée) ; droit de préemption ; adopté après modification (p. 3663) ; son amendement n° 231 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (substituant au mot « réponse » le mot « acceptation ») ; cas où le propriétaire n'accepte pas le prix fixé par le juge ; adopté ; son amendement n° 32 (cas où l'ancien propriétaire renonce à l'acquisition) ; possibilité pour l'acquéreur évincé d'exercer un droit de reprise sur un bien dont le titulaire du droit de préemption n'aurait pas l'utilisation ; adopté ; *article L. 213-14 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 33 (supprimant la référence au délégué dans cet article) : adopté ; *article L. 213-15 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 34 (supprimant la référence à la consignation) ; consignation du prix (p. 3664) ; adopté ; **article 9, précédemment réservé :** son amendement n° 35 (substituant au mot « régi » le mot « mentionné ») ; règles applicables au droit de préemption urbain ; adopté ; son amendement n° 36 (de coordination) : adopté (p. 3665) ; **article 16** — *article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 53 (supprimant la référence à la bonne foi à propos de l'acceptation de cet article) ; locataires en fin de contrat ; législation applicable aux H.L.M. ; adopté (p. 3666) ; son amendement n° 54 (substituant aux mots « par le présent chapitre » les mots « ci-après ») ; situation la plus favorable à l'occupant ; adopté ; son amendement n° 55 (définissant les occupants) ; définition de la notion d'occupant ; champ d'application de divers articles ; propriétaires ; personnes morales (p. 3667) ; adopté après modification ; *article L. 314-2 du code de l'urbanisme :* droit au relogement ; obligation de faire au moins deux propositions à l'occupant évincé ; (p. 3668) ; son amendement n° 56 (supprimant la référence à la situation sur le territoire de la commune) ; relogement des occupants ; adopté ; droit de priorité pour les commerçants, artisans et industriels ; *article L. 314-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 57 (conditions de localisation) ; local pour le relogement provisoire ; adopté ; son amendement n° 58 (bail à titre précaire pour le relogement provisoire (p. 3669) ; adopté ;

son amendement n° 59 (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme) ; modalités de fixation du loyer après travaux ; règles applicables aux logements conventionnés ; suspension des baux ; adopté ; *article L. 314-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 262 (exercice du droit de préemption) : adopté ; *article L. 314-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 61 (suppression du second alinéa de cet article du code de l'urbanisme) : adopté (p. 3670) ; son amendement n° 62 (d'harmonisation) : adopté ; *article L. 314-6 du code de l'urbanisme :* commerçants et artisans dont l'activité est menacée par une opération d'aménagement ; son amendement n° 63 (de précision) : adopté ; *article L. 314-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 64 (acceptation tacite de l'offre) : adopté (p. 3671) ; *article L. 314-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 65 (nouvelle activité choisie) : autorisation du juge devant être conforme aux dispositions législatives régissant le local qu'il réintègre ; adopté (p. 3672) ; **article 19** : ses amendements n° 66, n° 67, et n° 68 et n° 263 (rédactionnels) : adoptés (p. 3673) ; **article 20** : son amendement n° 70 (de précision) : adopté ; son amendement n° 71 (rédactionnel) (p. 3674) ; adopté ; indique qu'il semble inopportun d'augmenter le taux maximum de la taxe locale d'équipement (p. 3675) ; son amendement n° 72 (modifiant une erreur matérielle) : adopté (p. 3676) ; **article 21** — *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 73 (taxe pour le financement des dépenses de conseil d'architecture) : adopté ; problème de l'actualisation de la participation des riverains exigible dans les départements de l'Est ; *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* création d'un périmètre d'aménagement (p. 3677) ; possibilité d'étudier des allégements de la taxe locale d'équipement pour certains constructeurs devant réaliser des équipements publics ; **article 22** — *article L. 332-15 du code de l'urbanisme :* équipements propres à certaines opérations (p. 3678) ; **article 23** : son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 23** : fonds des Codevi (p. 3679) ; **article 24** : ses amendements n° 75 et n° 76 (réparant des erreurs matérielles) : adoptés ; son amendement n° 77 (modifiant les références aux articles du code de l'urbanisme visés par cet article) (p. 3681) ; adopté ; **après l'article 24** : système de péréquation départementale de la taxe professionnelle sur les ressources de certains syndicats mixtes départementaux ; **article 25** : son amendement n° 275 (réalisation d'opérations d'aménagement) (p. 3682) ; adopté ; son amendement n° 79 (cas des sociétés d'économie mixte) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 80 (rédactionnel) (p. 3683) ; son amendement n° 81 (réalisation des hébergements de loisirs à vocation sociale) ; possibilité de réaliser des hébergements de loisirs pour les prestataires de services ; adopté ; ses amendements n° 82, n° 83 et n° 84 (même objet) : adoptés (p. 3684) ; ses amendements n° 85 et n° 86 (même objet) : adoptés (p. 3685) ; **article 27** — *article L. 441-1 du code de la construction :* son amendement n° 87 (logements construits ou acquis avec le concours financier de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 88 (attribution de ces logements) : adopté ; son amendement n° 89 (faisant référence aux équipements répondant aux besoins des demandeurs) ; obligations des organismes d'H.L.M. en matière de réservation de logements (p. 3687) ; obligations des organismes d'H.L.M. ; son amendement n° 90 (conditions dans lesquelles le maire de la commune du lieu d'implantation peut être consulté pour l'attribution des logements) : adopté ; son amendement n° 91 (conditions dans lesquelles les organismes d'H.L.M. peuvent contracter des obligations de réservation) : adopté (p. 3688) ; *après l'article L. 441-1 du code de la construction :* rôle des communes pour se doter d'un programme d'habitat ; *article L. 441-2 du code de la construction :* son amendement n° 92 (faisant référence à la réservation dans cet article du code) ; règlement départemental ; adopté ; son amendement n° 93 (personnes prioritaires définies selon les critères déterminés par décret en Conseil d'Etat) ; caractère prioritaire pour les jeunes fonctionnaires et les militaires ; adopté (p. 3689) ; son amendement n° 94 (cas de manquement aux règles d'attribution des logements) ; cas de non observation des règles par l'organisme délégataire de logements (p. 3690) ; adopté après modification ; son amendement n° 95 (logements régis par une convention conclue en application de divers articles du code) ; logements appartenant aux organismes d'H.L.M. ou gérés par ceux-ci ; adopté (p. 3691) ; **article 29** : son amendement n° 96 (rédactionnel) : adopté ; **titre** : son amendement n° 97 (faisant référence à la mise en œuvre des principes d'aménagement de ce titre) ; procédure existante et innovations (p. 3692) ; adopté ; demande une seconde délibération de l'article 11 de ce texte (p. 3693).

Seconde délibération : **article 11** : son amendement n° 1 (avis de la Chambre d'agriculture dans le cadre de la délimitation des zones de préemption) : adopté (p. 3695).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : limitation de l'institution de plein droit du droit de préemption urbain aux communes de plus de 10 000 habitants ; exercice du sursis à statuer ; droit de préemption ; procédure de concertation préalable aux opérations d'aménagement [14 décembre 1984] (p. 6080).

Discussion des articles : **article 1er** : *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 1 (objet des opérations d'aménagement) ; responsabilité des aménageurs ; notion de garantie de l'équilibre social ; articulation de la politique de logement avec l'accueil d'activités économiques ; adopté ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 2 (associations locales) (p. 6983) ; rôle de celles-ci ; adopté ; son amendement n° 3 (insérant les mots « ou révision » après les mots « toute modification » dans le *a*) du paragraphe I de cet article) : adopté ; son amendement n° 4 (supprimant le mot « non » dans le *c*) de ce même paragraphe) ; possibilité de définir positivement les opérations d'aménagement ; adopté ; rôle des collectivités dans la détermination des modalités de concertation ; son amendement n° 5 (supprimant l'avant dernier alinéa de ce même paragraphe) (p. 6984) : adopté ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 6 (supprimant la référence à la création d'une association foncière urbaine) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 7 (aménagements de terrains) ; notion d'autorisation de travaux divers ; adopté ; son amendement n° 8 (supprimant la dernière phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 9 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté (p. 6985) ; **article 3** : son amendement n° 11 (inscriptions de privilèges ou d'hypothèques éteints) ; proposition formulée par le médiateur en 1983 ; ordonnance d'expropriation ; préemption automatique des inscriptions au fichier des hypothèques ; cessions amiables après déclaration d'utilité publique ; adopté ; son amendement n° 12 (insérant les mots « tout à la fois » après les mots « leur utilisation » dans la première phrase du second alinéa du paragraphe II de cet article) ; terrains déclarés constructibles ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant les mots « en vue de l'urbaniser » dans la deuxième phrase du second alinéa de ce paragraphe) : adopté ; son amendement n° 14 (terrains situés dans un secteur constructible) : adopté (p. 6986) ; **article 4** : son amendement n° 15 (possibilité pour le propriétaire d'un terrain réservé pour un ouvrage public de demander l'acquisition de celui-ci dans un délai de deux ans ; contenu de la demande d'acquisition ; fixation des indemnités) : adopté ; **article 5** : ses amendements n° 16 et n° 17 (rédactionnels) : adoptés (p. 6987) ; **article 6** : son amendement n° 18 (droit de préemption urbain) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté (p. 6988) ; **article 8** : *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 19 (référence au prix de la dernière enchère) : adopté ; son amendement n° 20 (contrat de location-accession) : adopté ; *article L. 213-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 21 (de conséquence) : adopté ; *article L. 213-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 22 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 23 (zones comparables) : adopté (p. 6990) ; *article L. 213-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 24 (délai dans lequel intervient le transfert de propriété) ; délai de deux mois après la décision juridictionnelle ; adopté ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 25 (fixant à cinq ans le délai pendant lequel le droit de préemption ne peut plus être exercé) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale ; adopté ; *article L. 213-15 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 26 (supprimant la référence à la responsabilité dans cet article) ; retour au texte de l'Assemblée nationale ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 27 (référence aux établissements publics ayant vocation à acquérir des immeubles) ; retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté (p. 6991) ; **article 11** : *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* problème de la consultation des collectivités locales pour la mise en œuvre de la politique des espaces naturels ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 29 (agence des espaces verts de la région d'Ile de France) : adopté ; son amendement n° 30 (supprimant la référence aux régions dans cet article) : adopté ; son amendement n° 31 (supprimant le *e*) de cet article) (p. 6993) : adopté ; son amendement n° 32 (logements à usage d'habitation ouvrant droit à l'exonération de la taxe départementale) ; taxe départementale des espaces naturels ; logements dont le financement ouvre droit à l'aide personnalisée au logement ; exonération de cette taxe pour ces logements ; adopté après modification ; son amendement n° 33 (fixant à 2 p. 100 le pourcentage maximal du taux de la taxe) ; taux maximum de la taxe départementale des espaces naturels

sensibles ; adopté ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 34 (supprimant la référence à l'avis de la Chambre d'agriculture) : adopté ; son amendement n° 35 (supprimant la référence à l'accord des Conseils municipaux intéressés) : adopté ; son amendement n° 36 (zones de préemption) (p. 6994) : adopté ; son amendement n° 37 (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 38 (supprimant la référence à l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France) : adopté ; son amendement n° 39 (supprimant cette même référence) : adopté ; *article L. 142-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 40 (modalités de fixation du prix) : adopté ; *article L. 142-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 41 (possibilité de demander la rétrocession des terrains préemptés qui n'ont pas été utilisés comme espaces naturels) ; retour au texte adopté par l'Assemblée ; adopté ; *article L. 142-8-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 42 (de suppression) : adopté ; *article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 43 (zones de préemption) ; autorisation préalable de division des propriétés foncières (p. 6995) ; adopté après rectification ; *après article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* amendement n° 44 (taxe départementale des espaces verts) ; codification de dispositions ; adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 45 (déclaration préalable pour toute division volontaire d'une propriété foncière dans certaines zones) ; déclaration préalable (p. 6996) ; adopté après modification ; **article 12 :** amendement n° 46 (de suppression) : adopté ; **article 14 :** amendement n° 47 (substituant au mot « recueillir » les mots « demander qu'il soit recueilli ») ; établissement du plan d'aménagement de zones ; adopté ; son amendement n° 48 (supprimant la référence à la décision de création d'une zone d'aménagement concertée) ; établissement du plan d'aménagement de zones (p. 6997) ; adopté ; amendement n° 49 (soumission du plan d'aménagement de zones à enquête publique par le maire et par le représentant de l'Etat) ; autorité organisant l'enquête publique ; adopté ; amendement n° 50 (réalisation d'un nouveau projet d'intérêt général) ; modification du plan d'aménagement ; adopté ; **article 16 :** amendement n° 51 (supprimant la référence aux locataires ou preneurs de biens agricoles) ; retour au texte adopté par l'Assemblée ; adopté ; **article 19 :** amendement n° 52 (projet de contrat) ; statut des associations foncières urbaines (p. 6998) ; distinction entre les fonctions d'exécution de l'association et les prestations pouvant être réalisées par un de ses assistants ; adopté après modification ; **article 20 :** amendement n° 53 (rédactionnel) (p. 6999) : adopté après modification ; son amendement n° 54 : devenu sans objet (p. 7000) ; **article 21 :** *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 55 (taxes ou contributions obtenues en violation des dispositions du présent article) ; obligations pouvant être imposées aux bénéficiaires d'autorisations de construire ; adopté ; *article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme :* ses amendements n° 56, n° 57 et n° 58 (rédactionnels) : adoptés ; *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 59 (supprimant la référence aux équipements publics de viabilisation, d'assainissement ou d'éclairage public) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7001) ; adopté ; participation forfaitaire exigible des constructeurs dans les périmètres d'aménagement ; **article 22 :** son amendement n° 60 (lien entre l'autorisation de construire et la réalisation de certains travaux) ; référence à la notion de télécommunications ; adopté ; amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté (p. 7002) ; **article 23 :** augmentation du plafond légal de densité (p. 7003) ; **article 24 :** son amendement n° 62 (supprimant le paragraphe I A de celui-ci) ; modalités de révision des schémas directeurs (p. 7004) ; rejeté ; révision du schéma directeur (p. 7005) ; son amendement n° 63 (supprimant le paragraphe I B de cet article) ; révision du plan d'occupation des sols ; adopté ; son amendement n° 64 (supprimant le paragraphe I de cet article) : adopté ; son amendement n° 65 (supprimant le paragraphe I *ter* de cet article) ; déclaration d'utilité publique ; décentralisation des compétences en matière d'élaboration des plans d'occupation des sols ; décentralisation ; adopté ; son amendement n° 66 (supprimant le paragraphe XVIII *bis* de cet article) ; Chambre des métiers ; droit de préemption urbain ; adopté (p. 7006) ; son amendement n° 67 (faisant référence au premier alinéa de l'article L. 430-2 du code de l'urbanisme dans cet article) ; obligation d'obtenir une autorisation de construire ; personnes ou concessionnaires des services publics des régions ; adopté ; son amendement n° 68 (supprimant le paragraphe XXX de cet article) ; délivrance du permis de construire avec l'accord du représentant de l'Etat ; constructions susceptibles d'abriter 100 personnes ou plus ; adopté ; **après l'article 24 :** son amendement n° 69 (cas où le permis de démolir porte sur un immeuble support d'une plaque commémorative) ; occupation nazie ; importance de la préservation des plaques commémoratives (p. 7007) ; adopté ; **article 25 :** communautés urbaines ; délégation du droit de préemption (p. 7008) ; ses amendements n° 70 et n° 71 (de coordination) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 72 (statut et objet des offices publics d'aménagement de construction) (p. 7009) ; statut et compétences de ces offices ; adopté ; son amendement n° 73 (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ; son amendement n° 74 (exercice des compétences mentionnées au 4e et au 5e alinéa de cet article) ; compétences des offices publics d'H.L.M. ; adopté ; son amendement n° 75 (prévoyant une possibilité d'extension partielle de compétences accordées aux offices publics d'H.L.M.) : adopté ; **article 27 :** *article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation :* notion d'équilibre social des quartiers ; règles d'attribution des logements sociaux (p. 7010) ; son amendement n° 76 (fixation des modalités de la consultation du maire de la commune d'implantation des logements sur leur attribution) ; politique d'attribution des logements H.L.M. ; rôle des sociétés anonymes ; adopté ; réservation de logements au profit de personnes prioritaires (p. 7011) ; son amendement n° 77 (rôle du représentant de l'Etat dans le département) ; définition des obligations de réservation au profit des personnes prioritaires ; adopté ; nécessité de tenir compte des situations locales ; son amendement n° 78 (information du maire de toutes les attributions réalisées pour les logements visés par cet article) ; information des maires ; adopté ; *article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 79 (critères de priorité pour l'attribution de logements et les conditions de leur réservation) ; rôle du représentant de l'Etat dans le département (p. 7012) ; nomination du délégué spécial ; logements conventionnés et logements anciens soumis à réservation ; adopté ; **article 33 :** son amendement n° 80 de la commission (rôle des établissements publics et des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'opérations d'aménagement) ; cas d'exonération ; adopté (p. 7013) ; **article 34 :** son amendement n° 81 (impossibilité que la publicité recouvre tout ou partie d'une baie) ; possibilités publicitaires ; adopté ; **article 35 :** ses amendements n° 82, n° 83 et n° 84 : devenus sans objet (p. 7014).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : croissance plus forte ; relance de l'investissement ; désinflation ; rétablissement du solde extérieur ; baisse du poids de l'impôt ; augmentation moins rapide de certains tarifs publics [16 octobre 1984] (p. 4815) ; efficacité des services publics ; taux du déficit budgétaire ; hausse de l'énergie, du téléphone et de l'essence ; tarifs publics ; formation et insertion des demandeurs d'emploi ; régime de déductibilité de la provision constituée au titre de la participation (p. 4816).

Deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* opérations d'infrastructures ; mutation technologique ; opération Urba 2000 ; mobilisation des capacités d'initiative et d'imagination ; nécessité de prise de décision de l'Etat notamment dans les régions du pays basque et du Nord-Pas-de-Calais ; réseau câblé et réseau Télétel ; apport « de matière grise » ; formation ; multiplication des usagers de l'informatique [23 octobre 1984] (p. 5080).

Commerce, artisanat et tourisme. *Discussion générale :* création d'un secrétariat d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme ; rôle du travail des actifs du commerce et de l'artisanat ; ralentissement de la consommation des ménages ; lutte contre l'inflation ; intervention de l'Etat par le biais de la fiscalité, du système de crédit et du régime de protection sociale ; réhabilitation de l'acte de commerce [24 octobre 1984] (p. 5145) ; redéploiement des crédits d'intervention publique ; impact des perspectives financières des entreprises sur l'embauche ; priorité donnée à la rénovation ; formation professionnelle ; contrats de Plan Etat-région ; action en faveur des groupements d'entreprises ; mutations technologiques et sociologiques (p. 5146).

Examen des crédits : **article 84 :** son amendement n° 34 ; (substituant à la fin de cet article à la somme 370 francs la somme 373 francs) ; garantie du maintien en francs constants du montant maximum de la taxe pour frais de Chambre de métiers ; adopté (p. 5174).

Budget annexe des postes et télécommunications ; — *Discussion générale : questions :* application du plan câble ; choix de la fibre optique [29 octobre 1984] (p. 5331).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : adaptation des comités régionaux du tourisme aux réalités économiques et sociales ; missions de ces comités ; composition et mode de fonctionnement ; instauration de ceux-ci par deux textes du régime de Vichy ; absence de personnalité morale ; décentralisation ; critique des actuels comités ; propositions de réforme ; participation des personnes concourant au développement du tourisme [17 décembre 1984] (p. 7055).

Discussion des articles : **article 1er** : associations loi de 1901 ; son amendement n° 1 (possibilité pour le Conseil régional de créer un comité régional du tourisme et des loisirs) ; souplesse de la formule retenue ; rôle du Conseil régional ; statut possible d'établissement public industriel et commercial ; adopté après modification ; son amendement n° 29 (possibilité exceptionnelle de créer deux comités régionaux dans des régions ou un seul comité pour plusieurs régions) (p. 7060) ; rôle du Conseil régional ; adopté ; **après l'article 1er** : son amendement n° 2 (possibilité pour le Conseil régional de donner au comité régional du tourisme la forme d'un établissement public industriel et commercial) : adopté après modification ; **article 2** : rôle des comités ; attributions des organismes existant actuellement (p. 7061) ; indique que la région n'est pas une collectivité territoriale ; son amendement n° 3 (rédactionnel) ; possibilité pour la région de créer des établissements publics à caractère industriel et commercial dès qu'elle sera une collectivité territoriale ; adopté ; son amendement n° 4 (élaboration d'un programme général d'action) (p. 7062) ; nécessité d'associer les différents partenaires à la politique du tourisme ; adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (de suppression) ; possibilité pour les comités régionaux de s'associer (p. 7063) ; cas des régions aquitaine et midi-pyrénées ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 7 (composition du comité régional) ; fixation de celle-ci par le Conseil régional ; majorité de conseillers régionaux dans la représentation ; présidence du comité confiée à un conseiller régional (p. 7064) ; composition du comité régional ; adopté après modification (p. 7065) ; inclusion de représentants des comités départementaux du tourisme dans le comité régional ; **article 5** : son amendement n° 8 (composition du Conseil d'administration) ; problème de l'élection des membres du comité ; fixation de la composition du Conseil d'administration par le Conseil régional (p. 7066) ; adopté **articles 6, 7, 8, 9** : ses amendements n° 9, 10, 11 et 12 (supprimant chacun de ces articles) : adoptés ; **article 10** : son amendement n° 13 (ressources possibles du comité) ; dons et legs (p. 7067) ; fonctions de directeur des comités ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 15 (abrogeant les textes de 1942 et 1943) ; modalités de dissolution des actuels comités régionaux ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 16 (de suppression) ; texte ne s'appliquant pas aux D.O.M. ni à la Corse ; compétences de la région Corse (p. 7068) ; suppression de cet article (p. 7069) ; texte du Sénat ; adopté ; **article 14** : rend hommage au sénateur Marc Bœuf ; s'oppose à la demande de seconde délibération de M. Jacques Blanc (p. 7070).

Ses observations lors des explications de vote : indique que sur les quatre textes dont il a été Rapporteur, trois ont été adoptés à la quasi-unanimité (p. 7070).

DHAILLE (Paul)

Député de la Seine-Maritime
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Délégué de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 25 janvier 1984] (p. 419).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416) [15 novembre 1984] (p. 6182).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1264) autorisant la ratification d'un accord instituant une **fondation européenne** (ensemble un acte final et un arrangement) **(n° 2065)** [26 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2416) autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du **budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2449)** [22 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2416)**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : effort de remise en ordre des finances communautaires ; faiblesse du taux de T.V.A. ; conformité des avances remboursables au traité ; montant de la contribution de la France ; importance du secteur agricole dans les dépenses ; conséquences du refus de l'accord ; augmentation des dépenses faites au titre du F.E.O.G.A. [28 novembre 1984] (p. 6446) ; contribution britannique ; augmentation du plafond de T.V.A. ; nécessité d'une discipline budgétaire ; problème de la cohérence budgétaire (p. 6447).

DOLLO (Yves)

Député des Côtes-du-Nord
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Destrade sur la promotion des langues et cultures de France (n° 2157) [28 juin 1984] (p. 3863).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Campagne emploi des jeunes** : mise en place des travaux d'utilité collective ; moyens d'information de l'opinion publique sur l'ensemble des mesures concernant l'emploi des jeunes [12 décembre 1984] (p. 6845).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : école libre ; socialistes n'admettant pas la mystification consistant à faire croire que les libertés sont menacées par la gauche [22 mai 1984] (p. 2554) ; liberté de l'enseignement ; enseignement privé ; titularisation des maîtres ; amendement socialiste liant le devoir de financement des communes à la présence d'une majorité de maîtres titulaires ; contrôle des fonds publics (p. 2555).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* responsabilité des moyens audiovisuels dans la promotion des langues et cultures de France ; problème de la création des Conseils consultatifs régionaux de l'audiovisuel ; cas de la Provence et de la Bretagne [7 novembre 1984] (p. 5642) ;

importance pour les langues régionales d'une « présence » quotidienne (p. 5643).

Education nationale. — *Discussion générale :* progression du mouvement de prise en compte des réalités culturelles et linguistiques des régions ; application des instructions de la circulaire du 21 juin 1982 dans le premier degré et dans le second degré ; nécessité d'un nouvel effort en matière de formation [12 novembre 1984] (p. 5876) ; discussion de la proposition de loi sur les langues et cultures de France déposée par le groupe socialiste (p. 5877).

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DOUSSET (Maurice)

Député d'Eure-et-Loir
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 579,** posée le 10 avril 1984 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Eure-et-Loir)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **industrie des télécommunications :** développement de techniques nouvelles ; suppression d'emplois dans l'entreprise Téléphone-Picart-Lebas de Châteaudun (p. 1568) ; recours des P.T.T. à d'autres entreprises ; suppression d'emplois dans une société annonçant un bénéfice prévisionnel (p. 1569).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : « illusions perdues » du Gouvernement ; projet électoral de création d'offices fonciers cantonaux et locaux ; multiplication des contrôles d'installation ou d'agrandissement de terres agricoles ; création des commissions cantonales ; accords de Bruxelles [3 avril 1984] (p. 1087).

Discussion des articles : **article 1er :** retire divers amendements en discussion (p. 1096) ; **article 3 :** critère tiré de l'âge du requérant ; existence d'un successeur ; prestations vieillesse (p. 1100) ; **article 4 :** cas où le descendant ne peut pas réunir immédiatement les conditions d'expérience pour exercer son activité (p. 1103) ; **son rappel au règlement :** date du dépôt des amendements de l'opposition et date de distribution du rapport de la commission ; possibilité pour le ministre d'indiquer son opinion sans prendre d'engagement ; son amendement n° 200 (cas où un refus d'autorisation est opposé à un descendant exploitant) ; loi d'orientation de 1980 ; cas où les héritiers sont jeunes ; possibilité pour la commission d'accorder l'autorisation (p. 1105) ; rejeté (p. 1106) ; **article 7 :** fichier de la mutualité sociale agricole (M.S.A.) ; obligation de produire une attestation du propriétaire indiquant que ce dernier a donné son accord au candidat pour le bail à ferme [4 avril 1984] (p. 1117) ; pluralisme dans l'opposition (p. 1120) ; négligence du cas du propriétaire subissant la pression du fermier (p. 1122) ; **article 8 :** communication chaque année à chaque exploitant d'un relevé de ses parcelles ; mauvaise fiabilité du fichier de la mutualité sociale agricole (p. 1124) ; **article 9 :** fichier de la M.S.A. (p. 1125) ; **article 11 :** dissociation du fermage des bâtiments d'exploitation et d'habitation du fermage des terres ; processus du démembrement des exploitations ; nécessité d'inciter les bailleurs à un meilleur entretien de leurs biens (p. 1128) ; loyer des bâtiments d'habitation (p. 1129) ; **article 12 :** critique du principe de rétroactivité de la législation (p. 1130) ; **article 15 :** possibilité pour le bailleur de saisir le tribunal paritaire (p. 1135) ; **article 17 :** estime que le tribunal paritaire a fait ses preuves en ce qui concerne les litiges entre bailleur et preneur (p. 1139) ; **article 18 :** exclusion des bâtiments d'habitation des améliorations donnant lieu à indemnité (p. 1142) ; valeur résiduelle des investissements entrepris par le preneur (p. 1143) ; **article 21 :** vente des terres en rente viagère (p. 1146) ; **article 22 :** présentation par le groupe socialiste d'amendements identiques (p. 1148).

Deuxième lecture, discussion générale : contingentement des produits laitiers ; imposition de la cessation d'activités à un grand nombre de producteurs, environ 100 000 [6 juin 1984] (p. 2989) ; nouvelle directive socio-culturelle de la C.E.E. ; année 1984 devant confirmer la baisse des revenus des agriculteurs enregistrée en 1983 ; constate l'acquiescement du ministre à ce propos ; obligation de concilier politique sociale et politique économique ; contrôle des réunions d'exploitation par mariage ; rôle des commissions cantonales ; absence de vote positif du groupe U.D.F. (p. 2990).

Discussion des articles : **article 3 :** autorisations ; indique qu'il s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2995) ; **article 4 :** absence d'autorisation de droit en cas de mariage ou de cession par un parent indépendant (p. 2996) ; **après l'article 4 :** syndicats représentatifs localement ; indique que les principales organisations professionnelles sont opposées à cet article ; offices fonciers (p. 2998) ; **article 7 :** indique qu'il est anormal que le propriétaire se voit imposer un fermier qui ne lui convient pas (p. 3000) ; communication des pièces du dossier au propriétaire ou au preneur ; **article 8 :** exploitation des terres (p. 3001) ; **article 14 :** indique qu'il a déposé un amendement similaire à l'amendement n° 22 de la commission en première lecture ; mauvaise qualité des logements représentant un frein à l'installation des jeunes agriculteurs (p. 3003) ; son amendement n° 39 : devenu sans objet (p. 3004).

Troisième lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; suppression de la mesure sexiste figurant dans le texte initial sur le concubinage et le mariage ; demande d'autorisation n'entraînant pas automatiquement un refus [27 juin 1984] (p. 3749).

Discussion des articles : **article 3 :** vote hostile du groupe U.D.F. sur cet article et les articles suivants (p. 3749).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : difficultés de cette entreprise ; fiscalité ; vétusté des installations ; caractère élevé des déficits récents ; vente des cigarettes en dessous du prix de revient impliquant que le contribuable non-fumeur subventionne la S.E.I.T.A. ; investissements ; absence d'adhésion du personnel [24 avril 1984] (p. 1893) ; indique qu'il ne votera pas ce texte (p. 1894).

Discussion des articles : **article 4 :** rôle des régions ; plans d'approvisionnement pluriannuels (p. 1898).

Deuxième lecture, discussion générale : consommation du tabac ; taxation du paquet de Gauloises ; paiement du paquet de cigarettes en partie par le contribuable ; incohérence de ce phénomène avec la politique anti-tabagique ; privatisation partielle ; diversification des missions du S.E.I.T.A. [6 juin 1984] (p. 2966) ; subventions payées par les contribuables ; réglementation communautaire ; négociations au sujet du statut du personnel (p. 2967).

Discussion des articles : **article 4 :** regrette qu'aucune disposition ne prévoie la reconversion des planteurs de tabac brun vers le tabac blond (p. 2969).

Troisième lecture, discussion générale : problèmes économiques de la S.E.I.T.A. ; institution de la vignette sur les tabacs ; problème de la baisse des prix à la consommation [27 juin 1984] (p. 3760).

Discussion des articles : **article 4 :** rôle de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture (p. 3761).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* augmentation du budget notamment des crédits alloués à l'enseignement public et privé agricole [6 novembre 1984] (p. 5576) ; accroissement des crédits de l'Office du lait et augmentation des cotisations pour le B.A.P.S.A. ; conséquences de la mise en place des quotas laitiers et du plafonnement de la production laitière ; part du budget consacrée à la cessation d'activité ; nombre de producteurs agricoles devant disparaître ; conséquences de la politique menée en matière de quotas laitiers ; problème de la baisse des revenus des producteurs de viande (p. 5577) ; augmentation de la production céréalière ; nécessité d'améliorer l'habitat rural pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs (p. 5578).

— **Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole privé (n° 2390).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** ; efforts consentis en faveur de l'enseignement agricole ; traitement plus avantageux de l'enseignement public par rapport à l'enseignement privé ; possibilité de report de crédits non utilisés [22 novembre 1984] (p. 6292).

DOUYERE (Raymond)

Député de la Sarthe
(2e circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : fonction publique) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation (n° 2427) [15 novembre 1984] (p. 6182).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 30 : **Premier ministre :** fonction publique **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tarifs médicaux :** refus par le Gouvernement de l'avenant tarifaire à la convention médicale de 1980 ; plafonnement des augmentations tarifaires à 4 p. 100 ; raison de cette décision [11 avril 1984] (p. 1461) ;

— **Emprunt Giscard :** absence de remise en cause de la parole de l'Etat par l'amendement adopté par l'Assemblée nationale sur la fiscalité appliquée à cet emprunt [24 octobre 1984] (p. 5137).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Souhaite** la bienvenue à une délégation de l'Assemblée du Népal [10 avril 1984] (p. 1337) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Charles Millon : convocation des commissions par leur président ; maîtrise de leurs travaux par les commissions [10 mai 1984] (p. 2198) ; débat du texte relatif à la Polynésie française (p. 2199) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : règles de fonctionnement de la la commission sociale sur la liberté de l'enseignement [10 mai 1984] (p. 2199) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : organisation des débats des commissions ; possibilité de s'inscrire sur chaque article pendant cinq minutes, conférant un temps de parole de trois heures en séance [10 mai 1984] (p. 2200) ;

— **Indique** à M. François d'Aubert que la conférence des présidents a prévu cinq heures de discussion générale pour le texte sur l'enseignement privé [10 mai 1984] (p. 2200) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes : règle consistant à ne donner la parole qu'à un seul orateur contre un amendement quel que soit le débat [28 mai 1984] (p. 2739) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : célébration de l'anniversaire du 18 juin 1940 ; conférence des présidents ; années au cours desquelles l'Assemblée a siégé le 18 juin ; participation du Premier ministre aux cérémonies du 18 juin [18 juin 1984] (p. 3424) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : se demande si les propos de M. François d'Aubert doivent être considérés comme une menace ; rapport établi à la suite de l'examen des articles en commission ; travaux de la commission [18 juin 1984] (p. 3425) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : élections européennes [18 juin 1984] (p. 3426) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : intention de la présidence de lever plus tôt la séance pour permettre aux parlementaires le souhaitant de participer aux cérémonies du 18 juin [18 juin 1984] (p. 3426) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : élections européennes ; absence ou caractère incomplet d'un rapport ne pouvant empêcher ou différer l'ouverture du débat [18 juin 1984] (p. 3427) ;

— **Ses observations sur la demande** de suspension de séance de M. François d'Aubert ; accorde une suspension de séance d'un quart d'heure [18 juin 1984] (p. 3427) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Baumel : appel du 18 juin ; rôle joué par le Général de Gaulle dans la Libération de la France [18 juin 1984] (p. 3428) ;

— **Accorde** une suspension de séance d'un quart d'heure à la demande de M. Jacques Toubon (p. 3428, 3429).

Lors de la discussion du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

— **Rappelle** la décision d'interrompre les travaux vers 18 h 30 ; indique que si M. Alain Madelin dépasse cette limite, l'Assemblée attendra la fin de son intervention [18 juin 1984] (p. 3438) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Alain Madelin et M. Jacques Toubon : indique qu'un ministre

s'exprimant à l'Assemblée intervient toujours au nom du Gourvernement (p. 3443) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Alain Madelin et Jean-Pierre Sueur : convocation du Parlement en session extraordinaire [29 juin 1984] (p. 3882) ; indique qu'il partage le point de vue de M. Jean-Pierre Sueur (p. 3883).

Lors de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

— **Répond** à la question de M. Jacques Baumel pour savoir si nous sommes en système stalinien : « tout à fait » [3 juillet 1984] (p. 3987) ;

— **Constate** que le quorum n'est pas atteint sur l'amendement n° 95 de M. Jacques Toubon déposé avant l'article 1er du projet de loi (p. 3988) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pascal Clément : obligation d'adresser les rappels au règlement à la présidence [4 juillet 1984] (p. 4024) ; distribution du rapport sur le projet de loi (p. 4026) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : distribution du rapport sur le projet de loi (p. 4026) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : droit du président de retirer la parole (p. 4028) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : recevabilité des amendements (p. 4032) ;

— **Commente** la forme de l'amendement n° 171 présenté par M. François d'Aubert (p. 4058) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : nombre d'amendements examinés par l'Assemblée nationale à l'heure (p. 4065) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : mise en cause de sa façon de présider (p. 4065) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : indique qu'il n'a pas reçu d'indication concernant l'application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [5 juillet 1984] (p. 4070).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : absence de tableau comparatif dans le rapport écrit portant sur le projet ; ordre du jour prioritaire (p. 4075) ;

— **Refuse** la parole à M. Alain Madelin (p. 4080) ;

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) :

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Edmond Alphandery et Gibet Gantier ; numérotation et ordre de présentation des sous-amendements [18 octobre 1984] (p. 4959) ;

— **Constate** que le quorum n'est pas atteint sur l'amende n° 222 du Gouvernement [18 octobre 1984] (p. 4964) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : compétences de M. le ministre chargé des relations avec le Parlement ; unicité du Gouvernement [7 novembre 1984] (p. 5660) ;

Lors de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : possibilité pour un ministre de répondre s'il le souhaite [14 novembre 1984] (p. 6021) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : diffusion du compte rendu analytique des débats à la fin de la séance (p. 6021) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : article 31 de la Constitution permettant aux membres du Gouvernement d'être entendus quand ils le demandent (p. 6022) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : rappelle le déroulement de la séance de questions au Gouvernement de cette journée (p. 6022) ;

— **Refuse** d'accorder la suspension de séance demandée par M. François d'Aubert, le groupe de celui-ci n'ayant pas fait parvenir de mandat à la présidence (p. 6022) ;

— **Incite** au respect des temps de parole lors de la discussion du budget du redéploisement industriel et du commerce extérieur, du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [14 novembre 1984] (p. 6035) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Xavier Deniau : établissement de l'ordre du jour de l'Assemblée ; problème de la présence des membres du Gouvernement dans l'hémicycle [21 novembre 1984] (p. 6241) ;

— **Refuse la parole** à M. Pascal Clément pour un second rappel au règlement [29 novembre 1984] (p. 6485) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Gaudin : rappelle l'existence des procédures des questions du mercredi et du vendredi (p. 6486) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre-Charles Krieg : ordre du jour (p. 6495) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : possibilité pour le Rapporteur général et les ministres d'intervenir à tout moment [18 décembre 1984] (p. 7091) ;

— **Déclare** ouverte la seconde session extraordinaire de 1984-1985 [21 décembre 1984] (p. 7376) ;

— **Constate** la clôture de la seconde session extraordinaire pour 1984-1985 [21 décembre 1984] (p. 7393).

En qualité de député :

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : troisième tranche du fonds spécial de grands travaux ; loi de 1982 ; recours à la fiscalité et à l'emprunt ; programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan ; T.G.V. Atlantique ; politique de l'énergie ; activité du secteur du bâtiment et des travaux publics [24 avril 1984] (p. 1874) ; abaissement des prélèvements obligatoires ; troisième tranche portant sur un montant de 4 milliards de francs ; affectation géographique des subventions ; pôles de conversion (p. 1875).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à la question préalable** de M. Michel Noir : détournement de l'institution parlementaire ; texte de loi allant dans le bon sens selon M. Michel Noir [2 mai 1984] (p. 2038) ; critiques adressées à l'égard de ce texte : changement de politique ; hostilité de la gauche au profit des entreprises ; insuffisances du texte ; participation des salariés à l'investissement ; agréments fiscaux ; entreprises nationalisées ; diminution des déficits de la plupart de ces entreprises ; distribution des dividendes ; souhaite le rejet de cette question préalable (p. 2039).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 167 (modalités de la souscription d'actions émises par des sociétés créées dans les conditions prévues par cet article) : adopté [3 mai 1984] (p. 2105).

— Projet de loi modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : abrogation de la loi de 1980 ; échec de ce texte [6 juin 1984] (p. 2964) ; création d'une société dynamique et concurrentielle ; position du Sénat (p. 2965) ;

Discussion des articles : **article 1er** : dispositions permettant d'éviter un chevauchement entre deux sociétés (p. 2968) ; **article 2** : soumission de la S.E.I.T.A. à la législation sur la démocratisation du secteur public ; **article 3** : possibilité de diversification des activités de la S.E.I.T.A. ; **article 4** : relations entre l'entreprise et les planteurs ; Gauloise blonde ; **article 5** : statut du personnel de la S.E.I.T.A. ; fixation de ce statut par un décret en Conseil d'Etat (p. 2969) ; unicité du statut ; **article 7** : liquidation de l'ancienne société ; **titre** : abrogation de la loi de 1980 (p. 2971) ;

Son rappel au règlement : indique que le Premier ministre s'exprime au nom de la France entière [18 octobre 1984] (p. 4907).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : mouvement de revendication des syndicats de fonctionnaires ; nombre de salariés et évolution des rémunérations dans la fonction publique ; répartition des emplois selon les ministères ; adaptation des effectifs aux besoins [25 octobre 1984] (p. 5200) ; stabilisation des emplois publics ; créations d'emplois ; redéploiements ; respect du pouvoir d'achat ; répercussion des augmentations accordées ; effets « G.V.T. » (glissement, vieillissement et technicité) ; contribution exceptionnelle de solidarité ; revalorisation des traitements ; évolution comparée des rémunérations publiques en 1983-1984 par rapport à celle des prix ; prime de 500 francs ; rapport sur les rémunérations annexes prévu par l'article 15 de la loi du 13 juillet 1983 (p. 5201) ; rapport Blanchard sur la répartition des primes et indemnités ; difficultés d'obtenir des informations à ce sujet ; crédits de l'administration générale et de la fonction publique ; mensualisation des pensions ; bas salaires ; son étude sur la fonction publique dans les collectivités territoriales (p. 5202).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).**

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à la question préalable** de M. Gilbert Gantier : contrôle parlementaire ; possibilité de créer 5 000 emplois autour du futur T.G.V.-Atlantique ; financement du T.G.V. ; statut du fonds ; logements en milieu rural [11 décembre 1984] (p. 6812) ; entreprises du bâtiment et des travaux publics ; montant des travaux réalisés par l'intermédiaire du fonds spécial de grands travaux atteignant presque le double des crédits supprimés à ce titre dans le budget de l'Etat en 1984 (p. 6813).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : prestations sociales ; part des prestations sociales dans le revenu disponible des Français [13 décembre 1984] (p. 6927) ; chômeurs ; augmentation de la population médicale ; augmentation de la T.V.A. ; prestations supplémentaires ; régime d'assurance vieillesse ; « troisième niveau » de retraite ; prestations de retraite ; possibilité de trouver une solution aux problèmes de celle-ci dans la capitalisation (p. 6928).

— **Projet de loi, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2427).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : possibilité d'apporter des modifications fiscales au système d'assurance-vie et de capitalisation ; place des entreprises nationales sur le marché des sociétés anonymes d'assurances ; importance du nombre d'emplois dans cette branche ; création d'épargne à long terme par les compagnies d'assurances ; importance de la part des produits d'assurance-vie dans le placement financier des ménages ; comparaison entre le développement de l'assurance-vie en France et à l'étranger ; existence de régimes collectifs ; absence de transparence des contrats d'assurances traditionnels ; information des assurés ; renforcement des sanctions contre l'assureur ; développement de l'épargne à long terme [20 décembre 1984] (p. 7297) ; diminution du logement dans la motivation de l'épargne ; insuffisance des revenus procurés par les systèmes de répartition ; développement de l'assurance-vie ; coût fiscal engendré par l'exonération ; justice fiscale ; utilité de l'exonération fiscale assortie d'un plafonnement (p. 7298) ; amalgame de M. Parfait Jans entre ses propres considérations et celles du Sénat ; problème de l'exonération fiscale (p. 7301).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (supprimant à la fin du paragraphe II le mot « ouvrables ») ; délai de remboursement ; notion de jours ouvrables ; adopté ; son amendement n° 2 (substituant dans le 3e alinéa de l'article L. 132-5-1 du code des assurances aux mots « les intérêts de retard au taux légal » les mots « les intérêts de retard au double du taux légal » ; caractère vexatoire pour les assureurs de la disposition relative aux intérêts de retard ; rétablissement de ces intérêts au double du taux légal (p. 7302) ; adopté ; son amendement n° 3 (substituant à la fin du paragraphe IV de cet article aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») ; report au 1er janvier 1986 de la date d'application du projet de loi ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 4 (substituant à la fin du paragraphe II aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») : adopté ; **article 3** : ses amendements n° 5 et n° 6 : devenus sans objet (p. 7303) ; **article 4** : son amendement n° 7 : devenu sans objet ; **article 5** : son amendement n° 8 : devenu sans objet ; **article 6** : son amendement n° 9 (substituant à la fin du paragraphe II aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») : adopté (p. 7304) ; **article 8** : son amendement n° 10 (insérant dans la deuxième phrase de l'article 150 du code des assurances avant les mots « taux légal » les mots « double du ») : adopté ; son amendement n° 11 (substituant à la fin du paragraphe II aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») : adopté ; **article 9** : son amendement n° 12 (possibilité pour tout souscripteur d'un contrat de capitalisation de le dénoncer par lettre recommandée) ; rétablissement de l'article 9 supprimé par le Sénat (p. 7305) ; adopté après modification ; **article 10** : son amendement n° 13 (substituant à la fin du paragraphe II aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») : adopté (p. 7306).

DROUIN (René)

Député de la Moselle
(3e circonscription)
Socialiste
puis non inscrit
puis socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).

Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).

NOMINATIONS

Rapporteur de la Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 7 janvier 1984] (p. 237).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* perte de 41 p. 100 des emplois dans le bassin Nord-Lorrain entre 1974 et 1982 ; implantation d'emplois nouveaux ; contrats de Plan Etat-régions ; parc immobilier ; friches industrielles ; rôle des ministères concernés ; plan « Unimétal » [*J.O.* du 14 novembre 1984] (p. 6029).

DUCOLONE (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
(11e circonscription)
Communiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues tendant à faire figurer, sur l'acte de

décès des personnes ayant trouvé la mort dans un camp de déportation, l'indication, comme lieu de décès, dudit camp de déportation et, lorsque celui-ci est inconnu, la mention « mort en déportation » (n° 1861) [5 avril 1984] (p. 1205).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à reconnaître la nationalité française à tout étranger résistant (n° 2152) [21 juin 1984] (p. 3600).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Président de cette commission [*J.O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître la **nationalité française** à tout étranger résistant **(n° 2152)** [24 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre l'illettrisme** : importance de ce handicap dans le contexte de crise économique [25 avril 1984] (p. 1919) ; responsabilité de la droite dans ce retard ; nécessité de rénover l'école publique (p. 1920) ;

— **Protestation de la Turquie après l'inauguration d'un monument commémorant le génocide arménien** : référence du Président de la République au génocide de 1915 ; participation active de la Turquie à l'O.T.A.N. [2 mai 1984] (p. 2021) ;

— **Arrêt de l'indemnisation des chômeurs et expulsions** : indique qu'un chômeur sur deux ne touche plus rien ; fin de droits ; indemnisations ; logement ; familles de chômeurs les plus en difficulté [3 octobre 1984] (p. 4465) ;

— **Excès dus aux vigiles recrutés par certaines communes** : maires de droite ; missions de sécurité en région parisienne ; individus embauchés comme policiers municipaux [10 octobre 1984] (p. 4617) ;

— **Date du procès de Klaus Barbie** : livre édité au Canada publiant un entretien au cours duquel celui-ci reconnaît avoir torturé Jean Moulin ; déplacement de magistrats lyonnais en République fédérale d'Allemagne [31 octobre 1984] (p. 5472).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président

Lors du débat du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

— **Ses observations** sur le rythme d'examen du texte [27 janvier 1984] (p. 176) ;

— **Constate** la nécessité de rectifier l'amendement n° 846 de M. François d'Aubert (p. 184) ;

— **Note** l'incorrection de M. Robert-André Vivien à son égard [7 février 1984] (p. 697) ;

— **Indique** à M. François d'Aubert que Mme Eliane Provost a dit la vérité (p. 712, 713) ;

— **Demande** à M. Jacques Toubon de ne pas parler avec commisération du « pauvre Salengro » (p. 719) ;

— **Indique** à M. Emmanuel Aubert que l'Assemblée n'est pas un régiment (p. 720) ;

— **Répond** au rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : ton d'un parlementaire parlant du « pauvre Salengro » ; amendements de suppression de l'article 15 ; souhaite la poursuite de la discussion ; lève la séance à la suite de la demande de suspension de séance présentée par M. François d'Aubert (p. 721) ;

— **Note** l'attitude « scandaleuse et inadmissible » de M. François d'Aubert [10 février 1984] (p. 912) ;

— **Refuse** d'accorder la réserve à M. Bergelin sur l'article 5 du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [12 avril 1984] (p. 1523).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) :

— **Lit** à titre d'information l'amendement déposé par M. Georges Hage à titre personnel relatif au développement des activités physiques et sportives dans les structures spécialisées accueillant des personnes handicapées [13 avril 1984] (p. 1587) ;

— **Rappelle** l'article 100 alinéa 7 du règlement relatif à la discussion des amendements (p. 1589) ;

— **Rappelle** l'ordre d'examen des amendements (p. 1597) ;

— **Informe** l'Assemblée du décès de M. Jacques Marette [26 avril 1984] (p. 1950) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir : publication des rapports des missions d'information [2 mai 1984] (p. 2027, 2028) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Marc Lauriol et Emmanuel Hamel : décision de faire siéger l'Assemblée un 18 juin ; rôle du Général de Gaulle en 1940 ; indique que le 18 juin n'a pas été considéré comme un jour où l'Assemblée ne devait pas siéger ; souhaite que l'opposition veille à ce que le 18 juin soit bien célébré, notamment à Bayeux [12 juin 1984] (p. 3237) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Debré : droit pour tout ministre de parler au nom du Gouvernement [13 juin 1984] (p. 3306) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Gilbert Gantier et Alain Madelin : travail de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi relatif à la presse [19 juin 1984] (p. 3462).

Lors de la discussion du projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096) :

— **Indique** son intention d'appliquer strictement l'article 100 du règlement ; possibilité de renvoyer la discussion de ce texte à une séance ultérieure [22 juin 1984] (p. 3642) ;

— **Souligne** l'intérêt des propos de M. Gilbert Bonnemaison [22 juin 1984] (p. 3686, 3687). ;

— **Indique** à l'Assemblée qu'il convient de modifier la référence à un article du code de l'urbanisme (p. 3672).

Lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : rappelle que le président est chargé d'appliquer certaines sanctions ; rappel à l'ordre ; censure avec exclusion temporaire ; problème de la vérification du quorum ; indique qu'il donnera la parole pour cinq minutes aux auteurs des amendements [3 juillet 1984] (p. 3996) ;

— **Constate** que le quorum n'est pas atteint sur l'amendement n° 141 de M. François d'Aubert (p. 3998) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : article 50 du règlement prévoyant d'autres séances que celles des jours indiqués par cet article (p. 4002) ;

— **Remercie** M. Emmanuel Hamel de se faire « le cornac » du groupe U.D.F. (p. 4002) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : problème des injures proférées dans l'hémicycle ; ses observations sur la demande de suspension de séance de celui-ci (p. 4003, 4004) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : indique que 486 députés ont participé au vote sur l'amendement n° 142 de M. François d'Aubert (p. 4009) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : délégation exceptionnelle du droit de vote par un parlement (p. 4008) ; absence de délégation notifiée au président ; indique que c'est de la faute des membres de l'opposition s'ils n'ont pas été assez rapides pour tourner la clef de M. François d'Harcourt (p. 4009) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Billardon : demande à M. François d'Aubert de bien vouloir retirer ses propos (p. 4012) ; constate que celui-ci a retiré le mot « menteur » à propos de M. Pierre Mauroy ; problème des injures proférées dans l'hémicycle (p. 4013) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Gaudin : accusations proférées contre la conférence des présidents : dédain ou mépris envers l'opinion ou le suffrage populaire [3 juillet 1984] (p. 3992) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : souhaite qu'il n'y ait pas une succession d'orateurs se répondant à l'occasion de rappels au règlement (p. 3993) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Gaudin : indique à celui-ci qu'il n'est pas écouté dans son groupe (p. 3993) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : conférence des présidents ; conditions de la discussion d'une motion éventuellement transmise par le Sénat (p. 3993) ; début de la réunion de la conférence ; composition de celle-ci ; article 122 du règlement relatif aux débats sur les projets de loi visés à l'article 11 de la Constitution ; article 57 de ce règlement ; retard de M. Jean-Claude Gaudin à la conférence des présidents (p. 3994).

Lors de la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : modalités de discussion de la question préalable [8 octobre 1984] (p. 4505) ;

— **Indique** à M. Etienne Pinte qu'il aurait dû s'inscrire dans la discussion générale [9 octobre 1984] (p. 4539) ;

— **Indique, lors de la discussion sur la condamnation de M. Jacques Abouchar** qu'il est difficile de se recueillir et qu'il suspend la séance pendant cinq minutes [23 octobre 1984] (p. 5050) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Edmond Alphandery, Dominique Frelaut, Georges Tranchant et Jean Anciant : rappelle les termes de l'article 58 du règlement [19 octobre 1984] (p. 4977) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : rôle des présidents de séance (p. 4978, 4979) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : nécessité de respecter le règlement pour examiner la loi de finances (p. 4979) ;

— **Indique** à M. Gilbert Gantier la nécessité de respecter le temps de parole (p. 4981) ;

— **Indique** à M. Michel Noir qu'il faut respecter le règlement (p. 4981) ;

— **Rappelle** le caractère discrétionnaire de la convocation de la commission des finances par son président (p. 5038).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) :

— **Indique** qu'il souhaite que le temps de parole soit respecté [23 octobre 1984] (p. 5052) ;

— **Rappelle** les modalités de fixation des temps de parole de chaque groupe pour le budget (p. 5055) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : obligation pour les députés de s'en tenir au rappel au règlement et de ne pas répondre au Gouvernement (p. 5065, 5066) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : absence de protestation du président de son groupe sur la fixation au lundi de la discussion du budget des P.T.T. [29 octobre 1984] (p. 5314) ;

— **Indique** au Rapporteur la nécessité de respecter le temps de parole (projet de loi de finances pour 1985) [6 novembre 1984] (p. 5661) ;

— **Invite** les orateurs au respect de leur temps de parole, [12 novembre 1984] (p. 5871) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Bourg-Broc : droit pour le Gouvernement de déposer et de retirer des amendements (p. 5913) ;

— **Informe** l'Assemblée d'une modification de l'ordre du jour des travaux [28 novembre 1984] (p. 6453) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Louis Masson : portée des rappels au règlement (p. 6466) ;

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Edmond Alphandery et Gilbert Gantier : enregistrement à la présidence du projet de loi de finances rectificative pour 1984 le 26 novembre 1984 ; retard dans la distribution ; possibilité pour les groupes de travailler le vendredi soir et le samedi matin [5 décembre 1984] (p. 6704).

En qualité de député.

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** imprécision de la notion de personne [30 janvier 1984] (p. 287) ; nécessité de garantir le libre exercice de l'activité des partis ; défense de l'amendement tendant à exclure la presse des partis politiques du champ d'investigation de la commission (p. 288) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Foyer : maintient son terme de « grognement » (p. 289) ; **article 4 :** son amendement n° 1868 (modalités de mise sous forme nominative de certaines actions aux porteurs) ; défense du capital par divers orateurs de l'opposition ; problème de l'anonymat du capital ; actions aux porteurs [31 janvier 1984] (p. 325) ; adopté (p. 326) ; **article 8 :** demande à M. Jacques Toubon où il met son argent et rappelle que M. Georges Tranchant le met en Suisse [1er février 1984] (p. 408) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert ; rappelle les propos de M. Georges Tranchant disant qu'il avait reçu l'accord de la Banque de France pour placer de l'argent en Suisse (p. 409) ; **article 9 :** son amendement n° 1872 (impossibilité pour un étranger d'acquérir un montant fixé du capital d'une entreprise appartenant déjà en partie à un ou plusieurs étrangers) [2 février 1984] (p. 456) ; rejeté (p. 457) ; **article 14 :** son sous-amendement n° 2566 à l'amendement n° 1555 de la commission (délivrance par la commission de la transparence d'un avis motivé sur l'opération envisagée) : retiré [7 février 1984] (p. 683) ; son amendement n° 1874 : devenu sans objet (p. 697) ; **article 19 :** son amendement n° 1878 (cas où un recours devant le Conseil d'Etat est intenté) : retiré [9 février 1984] (p. 875).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** ses observations lors des rappels au règlement de M. Alain Madelin, M. François d'Aubert et M. Jacques Baumel : « vous,

vous avez soutenu Franco et Salazar, vous êtes pour la dictature » [2 juillet 1984] (p. 3955) ; **ses rappels au règlement** : emploi du mot de « goulag » par M. François d'Aubert ; attitude des communistes en 1934, 1936, 1940 (p. 3958, 3962) ; putsch de l'O.A.S. (p. 3959) ; interroge M. Claude Labbé au sujet de l'attitude des communistes pendant l'occupation ; rappelle qu'il y a eu 3 500 communistes sur les 4 000 fusillés du Mont-Valérien (p. 3960) ; article 58 du règlement ; suspension de séance demandée pour un autre motif que pour une réunion de groupe (p. 3963).

Quatrième lecture, explications de vote : souhaite l'application des ordonnances de 1944 ; obstination de la droite ; article 35 du texte reportant l'application de la loi à vingt-cinq mois ; attitude de M. Gaston Defferre dans la Résistance ; députés issus de la Résistance ; vote positif du groupe communiste [12 septembre 1984] (p. 4435).

Son fait personnel : attitude de la droite ; propos tenus par M. Edmond Garcin ; attidude des communistes pendant la Résistance ; rappelle que M. Robert Hersant a été condamné pour collaboration [2 février 1984] (p. 449) ;

Son rappel au règlement : examen en commission du texte relatif à la presse ; dépôts d'amendements de dérision [2 février 1984] (p. 452) ; mise en cause du passé du Président de la République (p. 453).

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984 :

Cite l'éditorial de Vladimir d'Ormesson dans *Le Figaro* du 3 septembre 1941 qualifiant les communistes de « traîtres les plus abjects » ; rappelle les circonstances dans lesquelles les incidents incriminés se sont produits ; compte rendu analytique [2 février 1984] (p. 477).

Son rappel au règlement : propos du Général de Bénouville parlant de « son camarade Ducoloné » [8 février 1984] (p. 755) ; mise en cause du Président de la République ; mise en cause du journal *L'Humanité* (p. 756).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 10** : possibilité de conflit entre plusieurs administrateurs [6 avril 1984] (p. 1244) ; désignation d'un juge-commissaire, d'un administrateur et d'un mandataire par le tribunal ; pluralisme syndical ; information des travailleurs (p. 1245).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : importance du mouvement sportif ; pourcentage des pratiquants ne possédant pas de licence ; agrément ; propose d'instituer un Conseil national des activités physiques et sportives [11 avril 1984] (p. 1486) ; assises nationales pour l'éducation physique et sportive de 1970 ; budget concernant le sport ; comité national olympique (p. 1489).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : opposition de M. Maurice Ligot à l'article garantissant le droit de grève aux fonctionnaires ; possibilité d'assurer un service au-delà du minimum prévu si un certain nombre de personnels ne sont pas en grève [25 avril 1984] (p. 1940) ; **article 3** : nécessité de mettre en place un système ne privant pas totalement un agent du droit de grève (p. 1943).

Son fait personnel : pays dans lesquels des interdits professionnels frappent les communistes ; cas de la Turquie ; communistes morts pour la liberté ; rappelle ses onze mois de détention provisoire [15 mai 1984] (p. 2362).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : constitution de la moitié de la population carcérale française par des prévenus en attente d'un jugement ; conséquences néfastes de la détention provisoire ; détention provisoire en matière correctionnelle [15 mai 1984] (p. 2345) ; conséquences négatives de la prison ; nécessité d'interdire toute détention provisoire en matière correctionnelle pour les mineurs de moins de seize ans ; nécessité de la célérité de la sentence ; réinsertion sociale du délinquant ; mandats de justice ; organisation par les avocats d'une permanence d'assistance ; absence de moyens financiers ; contrôle judiciaire ; nécessité de réduire les délais d'instruction (p. 2346) ; nécessité de renforcer les moyens budgétaires (p. 2347).

Discussion des articles : **après l'article 7** : absence de dispositions dans le code de procédure pénale affirmant expressément qu'un prévenu est présumé innocent (p. 2354) ; **article 12** : son amendement n° 20 (abrogeant le 6e alinéa de l'article 186 du code de procédure pénale) ; suppression du caractère suspensif de l'appel du Parquet contre les ordonnances de mise en liberté rendues au cours de l'instruction ; retiré (p. 2360).

Explications de vote : droits des victimes ; nombre de magistrats (p. 2361) ; situation des mineurs (p. 2362).

Deuxième lecture, discussion générale : placement en détention provisoire ; caractère exceptionnel de cette détention provisoire [26 juin 1984] (p. 3711).

Son rappel au règlement : indique que les rappels au règlement ne sont pas limités à un orateur par groupe ; alinéa 1er de l'article 86 du règlement auquel se sont reportés Mme Hélène Missoffe et M. Jacques Barrot ; article 48 de la Constitution prévoyant que le Gouvernement fixe l'ordre du jour prioritaire ; distribution du rapport ; « staliniens » ; indique qu'il aurait compris Mme Hélène Missoffe si elle s'était fondée sur l'alinéa 2 de l'article 86 du règlement ; rapport exposant l'opinion du Rapporteur ; absence de violation de la Constitution ou du règlement [17 mai 1984] (p. 2429, 2430).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé ;

budget de l'éducation nationale ; réformes « Haby-Soisson » ; politique menée par la droite contre l'école privée ; indique qu'il voulait parler de l'école publique ; conditions d'accueil et d'enseignement ; intentions de l'ex-Président de la République de supprimer 30 000 postes d'enseignants [24 mai 1984] (p. 2623) ; déclaration du centre national du patronat français (C.N.P.F.) en 1977 ; position de M. René Haby ; attitude du Club de l'Horloge ; liberté de création et de fonctionnement des écoles privées ; mobilisation ne présentant que des raisons politiciennes (p. 2624) ; avenir et développement du service public ; école publique ; établissements d'intérêt public ; contrôle de l'utilisation des fonds publics par les établissements privés ; impôt sur la fortune ; compromis ; urgence dans l'adoption d'un collectif budgétaire ; nécessité de donner plus de cohérence à la politique scolaire (p. 2625).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206).

Première lecture, discussion générale : Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; centre national pour l'exploitation des océans ; rapprochement et fusion de ces deux organismes ; forme de l'établissement public industriel et commercial ; prime de mer versée aux chercheurs et techniciens lors de leur embarquement ; orientations de recherche et d'études multiples ; besoins à court terme des professionnels de la pêche ; nodules polymétalliques ; moyens d'intervention en mer ; recherche fondamentale ; océanographie [26 juin 1984] (p. 3705-3706).

Discussion des articles : **article 4** : indique qu'il votera l'amendement n° 3 de M. Philippe Bassinet ; suppression des contractuels ; titularisation (p. 3709).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Deuxième lecture, explications de vote : ses observations sur les propos de M. Robert-André Vivien ; collectivités attendant ce texte ; décentralisation ; abstention de M. Michel Péricard lors de la première lecture de ce texte [28 juin 1984] (p. 3817) ; vote positif du groupe communiste (p. 3818).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion, explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; article 11 ; organisation des pouvoirs publics ; procédure ; textes ne pouvant être que des projets de loi ; indique qu'il faut peut-être craindre que le Sénat n'ait été pris de folie [6 juillet 1984] (p. 4111) ; respect des institutions (p. 4112).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Explications de vote : rigueur ; absence de participation au Gouvernement ; récapitulation des réformes engagées depuis 1981 ; résultats des élections du 17 juin 1984 ; Union de la gauche ; batailles pour la liberté [24 juillet 1984] (p. 4175) ; attitude de l'opposition ; activité des entreprises ; retour de la droite ; reconquête du marché intérieur ; progression du pouvoir d'achat ; secteur public industriel ; propositions du parti communiste ; responsabilités du patronat ; conditions du dialogue ; vote d'abstention (p. 4176) ; appartenance des députés communistes à la majorité (p. 4177).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Première lecture, discussion générale : protection des bénéficiaires des pensions alimentaires ; obstacles rencontrés par les créanciers dans l'exercice des procédures mises en place par les lois de 1973 et 1975 ; proposition de loi communiste visant à instituer un fonds des pensions alimentaires ; responsabilité des parents ; peines encourues pour non paiement des pensions [2 octobre 1984] (p. 4449, 4450).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 14 (substituant au début du dernier alinéa du paragraphe II du texte proposé pour l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale aux mots « peut également poursuivre » le mot « poursuit ») ; nécessité pour les parents isolés et leurs enfants de recevoir une pension alimentaire décidée par le tribunal ; idée du fonds de garantie des pensions alimentaires ; retiré ; **article 5** : son amendement n° 15 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « peut bénéficier » le mot « bénéficie ») : retiré (p. 4455).

— Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales.

Rappel de la modification du règlement de l'Assemblée à la demande de M. Jean Foyer sur le nombre de commissions permanentes devant demander à être saisies pour justifier la constitution d'une commission spéciale ; opposition à la création d'une telle commission [3 octobre 1984] (p. 4483).

— Projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).

Première lecture, explications de vote : portée pratique et politique de ce texte ; vision plus exacte de la réalité des sociétés et entreprises publiques ; information des acteurs économiques, notamment des travailleurs [11 octobre 1984] (p. 4654) ; augmentation de leur pouvoir d'appréciation et d'intervention ; vote positif du groupe communiste (p. 4655).

Son rappel au règlement : avantages exorbitants de l'emprunt Giscard [24 octobre 1984] (p. 5141).

Son rappel au règlement : situation en Turquie ; intervention de la France pour empêcher la dictature turque de commettre de nouveaux crimes [25 octobre 1984] (p. 5194).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* rôle de la formation professionnelle ; insuffisances du système éducatif ; nécessité de créer un service public national de formation et de consacrer 10 p. 100 du temps de travail à la formation et aux technologies nouvelle., insuffisance des crédits en matière de formation ; défiscalisation du 1 p. 100 additonnel à la taxe d'apprentissage ; rénovation de l'apprentissage ; stagnation des dotations de l'agence pour la formation professionelle des adultes [29 octobre 1984] (p. 5354).

Son rappel au règlement : départ des députés de la droite de l'hémicycle ; volonté de l'U.D.F. et du R.P.R. de déstabiliser l'institution parlementaire ; rappel des règles régissant les questions au Gouvernement [14 novembre 1984] (p. 6018, 6019).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **article 55** : son amendement n° 116 (admission de la preuve par tous les moyens pour l'examen des demandes d'indemnité) : rejeté ; son amendement n° 118 (publication dans un délai de trois mois du décret prévu par l'article 9) [3 décembre 1984] (p. 6585) ; retiré (p. 6586).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23 *ter*** : assimilation des accidents de trajet aux accidents du travail [20 décembre 1984] (p. 7348) ; **article 55 *bis*** : caractère particulier des lois d'amnistie ; absence de décret d'application de la loi de 1981 ; sort des demandes nouvelles d'amnistie ; risque d'une nouvelle loi d'amnistie pour des licenciements injustifiés (p. 7355).

Son rappel au règlement : indignation des députés communistes contre les propos de M. Didier Julia sur l'apartheid et le national socialisme ; nécessité de refuser de telles campagnes [19 décembre 1984] (p. 7233).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion des articles : nécessité d'engager des efforts sur la formation spéciale et professionnelle de la population ; développement et rénovation du service public de formation ; moyens consacrés par le budget pour 1985 ; risque de l'institutionnalisation d'un système de formation périphérique au système éducatif [19 décembre 1984] (p. 7259).

Discussion des articles : **article 3** : nécessité pour l'Etat de se substituer à la commune lorsqu'il n'y a pas d'établissement à créer (p. 7263) ; **article 7** : composition des Conseils d'administration ; utilité pour les organisations du personnel et les parents d'élèves de débattre du rôle et des compétences de la commission permanente, des Conseils d'enseignement et du Conseil de perfectionnement ; nécessité de la fixation par décret de la composition du Conseil (p. 7278).

DUFOIX (Georgina)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés

puis
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale

puis
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés ; démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

Est nommée ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

DEPOTS

Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux **étrangers séjournant en France** ainsi qu'aux **titres uniques de séjour et de travail (n° 2075)** [26 avril 1984].

Projet de loi portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2428)** [15 novembre 1984].

Projet de loi relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429)** [15 novembre 1984].

Déclaration du Gouvernement sur le **budget social de la Nation (n° 2509)** [13 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : chute des naissances et des mariages** : baisse de la natalité en France depuis 1964 ; enregistrement de 750 000 naissances en France pour 1983 ; politique du Gouvernement [25 avril 1984] (p. 1922) ; nécessité d'organiser un débat public (p. 1923) ;

— **M. Parfait Jans : intransigeance de la direction de Citroën dans les négociations avec les salariés** : négociation ; calendrier fixé par le Gouvernement ; travailleurs immigrés ; reclassement et formation ; adaptation des qualifications [6 juin 1984] (p. 2979) ;

— **M. Jean-Claude Cassaing : enseignants-chercheurs des enseignements supérieurs** : historique de la situation ; nouveau statut des enseignants-chercheurs ; organisation nouvelle des carrières universitaires ; absence de création d'emplois d'assistant ; équilibre entre contingentement et transformation d'emplois ; amélioration du fonctionnement des établissements [6 juin 1984] (p. 2982) ;

— **Mme Jacqueline Osselin : opérations « anti-été chaud »** : coût des opérations de 1984 ; insertion professionnelle des jeunes ; informatique [20 juin 1984] (p. 3505-3506) ;

— **M. Jacques Barrot : politique familiale** : rappel des mesures prises par le Gouvernement en faveur de la famille, notamment création d'un secrétariat d'Etat spécifique pour la famille ; transformation de déductions fiscales sur le revenu en crédit d'impôt ; parents isolés ; action en faveur de la petite enfance ; nombre de divorces en France ; mesure législative concernant les embryons et les nouveaux moyens de conception des enfants [20 juin 1984] (p. 3509) ;

— **M. Guy Ducoloné : arrêt de l'indemnisation des chômeurs et expulsions** : système d'indemnisation du chômage ; nouvel accord portant sur des allocations limitées dans le temps ; chômage de longue durée ; allocation d'insertion pour les jeunes [3 octobre 1984] (p. 4465) ; tâches d'utilité collective ; saisies et expulsions (p. 4466) ;

— **M. Adrien Zeller : le problème de la grande pauvreté** : personnes âgées ; augmentation récente du minimum vieillesse ; femmes seules ne bénéficiant pas de prestations familiales ; chômeurs en fin de droits ; décentralisation des crédits d'action sociale ; personnes sans domicile fixe ; travaux d'utilité collective [3 octobre 1984] (p. 4474) ;

— **M. Jean-Marie Alaize : situation dans le secteur de l'électroradiologie** : révision de la nomenclature ; postes de la protection sociale ; radiologues ; concertation sur la nomenclature [10 octobre 1984] (p. 4613) ;

— **M. Luc Tinseau : émission « droit de réponse » sur la direction départementale des affaires sanitaires et sociales** : décentralisation ayant confié aux départements la responsabilité de la gestion de l'aide sociale à l'enfance ; ensemble du système de protection de l'enfance en France ; placement d'un enfant dans une famille [10 octobre 1984] (p. 4614) ;

— **M. Francis Geng : aggravation des charges des entreprises** : stabilisation des charges fiscales et sociales des entreprises [10 octobre 1984] (p. 4614) ; allègement de la taxe professionnelle en 1985 ; gestion de la trésorerie de la sécurité sociale ; rétablissement financier de cet organisme ; calendrier du paiement des cotisations (p. 4615) ;

— **M. Michel Noir : conception de la famille et prestations familiales** : soumission d'un projet de refonte des prestations familiales à la C.N.A.F. ; instauration d'une allocation unique au jeune enfant [24 octobre 1984] (p. 5133) ; problème posé par l'allocation aux parents isolés ; évolution de la démographie en France (p. 5134) ;

— **M. Roland Nungesser : modification de la lettre-clé des actes de radiologie** : problème de la nomenclature médicale ; garantie par la nouvelle nomenclature d'une juste rémunération et d'un juste amortissement [24 octobre 1984] (p. 5134) ;

— **M. Jacques Badet : loyers impayés** : nécessité de créer un fonds chargé de relayer les familles en difficulté et d'y associer différents partenaires ; sa volonté de s'occuper de la situation dans le département de la Loire [24 octobre 1984] (p. 5136-5137) ;

— **M. Jean-Guy Branger : création de postes en milieu hospitalier en faveur des handicapés** : importance du nombre de places créées par l'établissement implanté à Rochefort-sur-Mer ; possibilité de procéder à une étude sur les établissements sanitaires et sociaux de la Charente-Maritime [24 octobre 1984] (p. 5139) ;

— **M. Claude Evin : racisme** : sa sympathie à l'égard de la communauté turque ; problème de l'intolérance ; nécessité de respecter les communautés étrangères en France [14 novembre 1984] (p. 6011) ;

— **M. Marc Lauriol : acquisition de la nationalité française par les immigrés** : absence de projet de loi sur ce point ; étude de simplifications permettant de répondre dans des délais plus brefs aux demandes de naturalisation [28 novembre 1984] (p. 6437) ;

— **M. Georges Sarre : crèches** : contenu du décret du 15 janvier 1974 ; absence d'exclusion de l'admission en crèche des enfants de chômeurs ; évolution de l'accès au travail des femmes depuis 1974 ; problème de la garde des enfants [28 novembre 1984] (p. 6440) ;

orales sans débat de :

— **M. Michel Debré (n° 558) : démographie de l'île de la Réunion** : rappelle qu'elle s'exprime au nom du Gouvernement tout entier [6 avril 1984] (p. 1212) ; baisse de la proportion des jeunes dans la population réunionnaise ; priorité au développement de l'appareil productif dans les départements d'outre-mer ; décision du Gouvernement de mettre un terme à la politique systématique d'incitation à la migration menée jusqu'en 1981 ; formation professionnelle des volontaires au départ (p. 1213) ; nécessité de créer sur place un maximum d'emplois (p. 1214) ;

— **M. Augustin Bonrepaux (n° 568) : trafic trans-pyrénéen** : rappel des réseaux routiers permettant les échanges entre la France et l'Espagne ; déblocage de crédits afin de procéder à l'étude technique et financière du projet de percement du tunnel du Puymorens [6 avril 1984] (p. 1214-1215) ;

— **M. François Mortelette (n° 567) : transport des enfants se rendant dans un centre médico-socio-psychologique** : rétablissement des équilibres de la sécurité sociale ; nécessité d'assainir les comptes de la sécurité sociale ; arrêté du 2 septembre 1955 relatif au remboursement des frais de déplacement ; possibilité de recours à l'aide sociale [6 avril 1984] (p. 1215) ; cas du centre de la rue Gerbault à Blois (p. 1216) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 569) : cumuls entre pensions d'invalidité et revenus professionnels** : caractère injuste du blocage du plafond de ressources depuis 1976 ; étude en cours à ce sujet [6 avril 1984] (p. 1216) ;

— **M. Paul Mercieca (n° 565) : fichages à l'usine S.K.F. d'Ivry** : remercie M. Paul Mercieca d'avoir dénoncé devant la représentation populaire de telles atteintes à la liberté ; nécessité pour les pouvoirs publics de disposer des éléments nécessaires à la connaissance des faits incriminés [6 avril 1984] (p. 1217-1218) ;

— **M. Jean Royer (n° 653) : situation financière des hôpitaux publics** : réduction de l'augmentation des dépenses d'hospitalisation ; bilan de la situation financière ; raccourcissement des délais de paiement ; redéploiement des effectifs [8 juin 1984] (p. 3120) ; négociation et contractualisation (p. 3121).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : amélioration des conditions de vie des familles ; aide sociale à l'enfance ; responsabilité des Conseils généraux ; association des parents aux projets formés pour leurs enfants ; restauration des capacités des parents à agir ; orientations du texte ; importance de la famille naturelle ; droits de l'enfant ; droit d'être informé sur les conséquences de l'intervention du service ; droit d'être assisté ; consultation de l'enfant sur la décision importante le concernant [14 mai 1984] (p. 2296) ; limitation de la portée des conventions entre la famille et la D.D.A.S.S. à un an ; importance de l'enfant ; pupilles de l'Etat ; innovations du texte ; service départemental de l'aide sociale ; rôle du président du Conseil général ; enfants actuellement recueillis par la D.D.A.S.S. ; situations individuelles ; (p. 2297) ; problème de la filiation ; nécessité d'une évolution dans ce domaine ; adoption internationale ; risques existant en ce domaine ; filières pouvant se constituer en cette matière ; critères d'adoption pour les couples ; devoirs des familles envers les enfants (p. 2305) ; garde de l'enfant ; composition des Conseils de famille ; O.R.C.A. ; accélération des procédures ; droit d'accès des enfants à leurs origines ; risques de conflit avec la famille naturelle ; délais d'adoption ; unité de la politique départementale ; risque de conflit entre le président du Conseil général et le préfet ; problèmes de l'adoption (p. 2306) ; filiation et adoption internationale (p. 2307).

Discussion des articles : **article 1er**, *avant l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale :* services chargés de la protection de la famille et de l'enfance (p. 2308) ; *article 55-1 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 28 (aide sociale à l'enfance) ; organisation des services départementaux ; adopté ; son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 3 de la commission (supprimant la référence au bénéficiaire de la prestation dans cet amendement) ; position du Gouvernement à l'égard de cet amendement ; famille : bénéficiaire de la prestation au sens juridique ; adopté (p. 2309) ; *article 56 du code de la famille et de l'aide sociale :* problème du délai prévu pour la saisine de l'autorité judiciaire (p. 2310) ; cas d'une impossibilité matérielle ; nécessité de s'en tenir dans le texte au terme « d'impossibilité » ; cas d'absence des parents (p. 2311) ; son amendement n° 29 (pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire) ; impossibilité de porter atteinte à l'autorité parentale ; droits de visite et d'hébergement ; existence d'autres droits pour les parents ; limitation de l'exercice du droit de visite et d'hébergement des enfants ; adopté (p. 2312) ; *article 60 du code de la famille et de l'aide sociale :* Conseils de famille ; se déclare favorable à la pluralité dans ce domaine (p. 2314) ; accès aux dossiers ; composition des Conseils de famille ; cas des assistantes maternelles ; associations d'assistantes maternelles ; travailleuses familiales ; personnes ayant une opinion sur la situation de l'enfant ; cas des assistantes maternelles et des travailleuses familiales (p. 2315) ; *article 61 du code de la famille et de l'aide sociale :* situation de l'enfant ; compétence en matière juridictionnelle ; intérêts de l'enfant ; souhaite le maintien d'un bloc de compétences unique (p. 2316) ; *article 63 du code de la famille et de l'aide sociale :* subjectivité des liens affectifs : son amendement n° 30 (recours devant le tribunal de grande instance) ; rejeté ; ouverture de recours aux personnes ayant un lien affectif avec l'enfant ; assistantes maternelles (p. 2318) ; **article 3*bis*** : immatriculation en qualité de pupille de l'Etat (p. 2319) ; sa position favorable à l'amendement n° 18 de la commission (p. 2320).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : retour au pays d'origine ; désir d'égalité ; progrès économique ; problèmes de l'emploi [25 mai 1984] (p. 2670) ; politique d'insertion ; difficultés de l'emploi en France ; arrêt de l'immigration de main-d'œuvre ; risques de flux clandestins ; carte de débarquement à deux volets ; rythme des poursuites engagées à l'encontre des trafiquants et des employeurs de main-d'œuvre clandestine ; insertion ; problème du logement ; résorption des cités de transit ; formation professionnelle ; rôle des média ; progression de la compréhension ; agence de développement des relations inter-culturelles ; émissions télévisées sur le racisme ; campagne « vivre ensemble » (p. 2671) ; réinsertion ; esprit de coopération Nord-Sud ; gestion des candidatures à la réinsertion ; travailleurs étrangers privés d'emploi ; politique de réinsertion ; contrôle des flux ; restitution des titres de séjour ; multiplicité des démarches entraînées par la réglementation ; simplification de la gestion des titres de résidence par les administrations ; discriminations entre hommes et femmes ; institution d'un titre unique de dix ans ; obtention de plein droit de ce titre ; mesures transitoires ; étrangers venant temporairement en France (p. 2672) ; ressortissants Algériens ; conventions avec divers pays ; renouvellement des titres de séjour des femmes abandonnées ; sort réservé aux étrangers ; conventions internationales ; rôle des administrations (p. 2673) ; systèmes d'attribution de logement ; contrats d'agglomération (p. 2677) ; alphabétisation ; mise en place à venir du Conseil national des populations immigrées ; dynamique de la nation française ; expression « ordre public » ; question du logement des travailleurs immigrés ; cités de transit ; citoyenneté des étrangers ; carte de résident ; intégration des populations étrangères ; dignité de ce débat (p. 2678).

Discussion des articles : **article 1er**, *article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* pouvoir de refuser d'octroyer un titre de séjour ; menaces que le comportement d'un individu peut faire peser sur l'ordre public ; séjour des étrangers ; définition de l'ordre public excluant toute appréciation relevant de considérations économiques ou sociales ; *article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* répète que les motifs économiques et sociaux ne sont pas assimilés à des atteintes à l'ordre public ; *après l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* décisions administratives présentant un caractère exécutoire ; sursis à exécution (p. 2680) ; décision de surseoir à l'exécution ; délais (p. 2681) ; **article 3** : expulsion des délinquants récidivistes ; avis conforme d'une commission composée de plusieurs magistrats (p. 2682) ; son amendement n° 22 (peines prononcées au cours des cinq années écoulées) : adopté (p. 2683).

Deuxième lecture, discussion générale : stabilité du statut des étrangers et fermeté à l'égard des flux migratoires ; divergences subsistant entre les deux Assemblées ; problème des Haïtiens en France [28 juin 1984] (p. 3844) ; étrangers actuellement titulaires de carte de séjour d'un an (p. 3845).

Discussion des articles : **article 1er** : travailleurs étrangers souhaitant s'établir dans une profession industrielle, commerciale ou artisanale (p. 3847).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* définition de la solidarité ; rôle de l'Etat dans sa mise en œuvre ; insertion sociale [13 novembre 1984] (p. 5929) ; augmentation de l'allocation aux adultes handicapés et des crédits consacrés par l'Etat au financement des centres d'hébergement ; solutions au problème du logement des familles en difficulté ; lutte contre la détresse sociale ; importance de la solidarité familiale ; simplification du système des prestations familiales ; accueil et garde des jeunes enfants ; dispositions concernant les jeunes les plus défavorisés ; action en faveur des personnes âgées (p. 5930) ; poursuite de l'amélioration des conditions de leur hébergement ; problème de l'insertion des personnes handicapées ; nécessité de l'intégration scolaire des enfants handicapés ; contenu de la politique d'immigration ; progression du budget du F.A.S. ; logement des travailleurs immigrés ; application de dispositifs permettant le retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine regroupement familial (p. 5931) volonté de « responsabiliser » les acteurs de la solidarité ; retards pris dans la communication de certains documents ; poursuite de la modernisation des équipements hospitaliers ; conséquences de la décentralisation en matière de santé ; problème de la prévention sanitaire ; actions menées par l'Etat et les caisses de mutualité en faveur de la prévention ; progression des crédits pour la prévention et le traitement de la toxicomanie et l'alcoolisme ; importance de la nouvelle répartition des compétences entre Etat et collectivités locales ; revalorisation des indemnités versées aux personnels ; situation des Cotorep (p. 5932) ; évolution des crédits en faveur des Français rapatriés ; répartition des actions de lutte contre la pauvreté (p. 5933) ; absence de compression des budgets hospitaliers ; effort de gestion des hôpitaux ; situation financière de certains établissements sanitaires ; négociations concernant la future convention médicale ; représentativité de l'union syndicale des médecins ; augmentation du barème mensuel des allocations familiales depuis 1981 ; problèmes de solidarité, d'insertion et de prévention sociale (p. 5967) ; augmentation du minimum vieillesse ; adoption d'un plan de lutte contre la

pauvreté ; possibilité de déduction fiscale des versements aux associations caritatives ; protection sociale des chômeurs ; politique menée en faveur des handicapés ; amélioration des conditions de fonctionnement des Cotorep ; action en faveur de l'insertion professionnelle des handicapés dans la fonction publique ; action de formation des travailleurs handicapés en C.A.T. ; développement des services de soins à domicile (p. 5968) ; difficultés des services de soins à domicile (p. 5968) ; difficultés des caisses nationales d'assurance maladie ; augmentation des crédits sanitaires de lutte contre la toxicomanie ; accentuation de la prévention de la toxicomanie ; décentralisation de l'action sanitaire et sociale ; rôle des directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale (p. 5969) ; évolution de la dotation globale de décentralisation ; redéfinition des orientations du travail social ; absence d'augmentation en 1985 du budget des écoles ; conventions collectives ; problème de la disparition des petits établissements (p. 5970).

Répond à la question de :

— *M. Henri Bayard :* nature de l'action conduite en faveur de l'enfance en difficulté ; rôle des directions départementales d'action sanitaire et sociale ; développement de la formation professionnelle des travailleurs sociaux ; diffusion d'une campagne d'information sur les enfants victimes de sévices ; poursuite des actions de prévention (p. 5975) ;

— *M. Emile Koehl :* paiement de la taxe sur les salaires ; problème des effets de seuil (p. 5975) ;

— *Mme Paulette Nevoux :* répartition des crédits attribués aux personnes en situation de détresse ; réinsertion de ces personnes ; actions des associations caritatives (p. 5975) ;

— *Mme Martine Frachon :* condamnation des incitations à la violence ; problème des rapports sociaux et du racisme ; présentation prochaine au Conseil des ministres d'un projet de loi permettant aux associations de se porter partie civile dans le cas de violences à caractère raciste (p. 5976) ;

— *M. Nicolas Schiffler :* activité des travailleuses familiales ; volume des crédits qui leur sont consacrés ; existence de conventions multi-partites harmonisant les efforts des différents financeurs ; nécessité pour les associations de travailleuses familiales d'établir des budgets prévisionnels (p. 5977) ;

— *M. Jean-François Hory :* retraites des habitants de Mayotte ; nécessité d'attendre des précisions sur le statut de cette île (p. 5978) ;

— *M. Daniel Goulet :* sa volonté de soumettre au comité consultatif les propositions de M. Daniel Goulet tendant à une simplification de la réglementation (p. 5981) ;

— *M. François Grussenmeyer :* application par la France de la jurisprudence européenne concernant la définition du salaire antérieur perçu par les travailleurs frontaliers (p. 5981) ; existence de recours sur ce point devant les tribunaux (p. 5982) ;

— *M. Daniel Goulet :* importance des dossiers traités par les C.O.T.O.R.E.P. ; nécessité de renforcer la cohésion des dispositifs et l'unification des modalités d'instruction des dossiers ; simplification des procédures dans ces organismes (p. 5982) ;

— *M. Serge Charles :* raisons de la diminution des dépenses d'aide médicale et d'aide sociale ; diminution de la participation de l'Etat en raison de la modification de l'assiette des cotisations d'assurance des adultes handicapés ; couverture sociale des chômeurs (p. 5982-5983) ;

— *M. Jean Narquin :* importance de la croissance pour régler le problème de l'emploi (p. 5983).

Examen des crédits

Etat B - titre IV : rôle des subventions de l'Etat à divers régimes de protection sociale ; inutilité de la réduction des crédits du chapitre 47-23 destinés à permettre le versement des retraites à de nombreux fonctionnaires (p. 5984) ; **article 79 :** caractère provisoire de la contribution du 1 p. 100 ; accroissement du taux des cotisations nécessaires à l'équilibre des comptes (p. 5985) ; **article 80 :** nécessité d'appliquer à Saint-Pierre-et-Miquelon les principes de financement et de gestion de la protection sociale en vigueur en métropole ; conséquences du changement du statut de l'archipel ; objet de l'article 80 ; absence de modifications de la situation des assurés ; financement de l'action sociale publique par un prélèvement sur cotisation ; déficit structurel de la caisse de prévoyance de l'archipel (p. 5987).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : simplification des formalités et des procédures administratives ; indemnisation des victimes d'accidents du travail ; amélioration des liaisons entre les organismes sociaux ; fonctionnement du contentieux de la sécurité sociale ; amélioration des droits des assurés sociaux ; actualisation de la législation ; mesures relatives à l'immigration [3 décembre 1984] (p. 6543) ; amélioration de l'insertion des étrangers vivant en france ; possibilité pour les associations anti-racistes de se porter partie civile (p. 6544) ; sa politique globale de la petite enfance ; situation des assistantes maternelles ; problème de l'agrément (p. 6551) ; poursuite des négociations concernant l'alignement des régimes spéciaux sur le régime général pour les frais de garde ; développement d'une action d'information sur l'accueil de la petite enfance ; problème du contentieux de la sécurité sociale ; remplacement des rentes d'accidents du travail par un capital ; possibilité pour les associations anti-racistes de se constituer partie civile ; protection judiciaire des plus défavorisés ; utilisation de l'excédent de la sécurité sociale ; problème des échanges d'informations entre les organismes sociaux ; sa volonté d'informer la commission nationale Informatique et Libertés sur ce point ; simplification des procédures (p. 6552).

Discussion des articles : **article 35 :** ajustement du capital en fonction de la nouvelle situation en cas d'incapacité successive ; problème des modalités de paiement ; diminution des cotisations patronales ; caractère favorable du barème pour les salaires les plus faibles (p. 6572) ; **article 36 :** caractère réglementaire du contenu de l'amendement n° 53 de la commission ; son amendement n° 124 (versement de l'indemnité) ; nécessité d'éviter un contentieux ; adopté (p. 6573) ; **après l'article 37 :** notion de retard injustifié ; difficultés d'application de l'amendement n° 55 de la commission (p. 6574) ; **article 41 :** législation de la pratique du registre ; possibilité pour les travailleurs de la contrôler ; son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 60 de la commission (supprimant les mots « en Conseil d'Etat ») ; inutilité de prendre le décret en Conseil d'Etat ; adopté (p. 6576) ; **article 42 :** son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 66 de la commission (supprimant les mots « en Conseil d'Etat ») ; adopté (p. 6577) ; caractère réglementaire des sanctions ; **article 43 :** transfert au pouvoir législatif des sanctions relevant du pouvoir réglementaire (p. 6578) ; **article 44 :** recouvrement des créances hospitalières ; information de la commission nationale Informatique et Libertés (p. 6579) ; **après l'article 45 :** son amendement n° 125 (possibilité pour l'administration fiscale de contrôler la régularité du traitement et de la transmission des informations) ; (aménagement de la procédure de souscription des déclarations annuelles de salaires) ; compétence des organismes de sécurité sociale pour recevoir des déclarations ; adopté (p. 6579) ; **article 46 :** nécessité d'une coordination bénéficiant aux titulaires de rentes d'invalidité ; **après l'article 47 :** attribution du congé prévu à l'article L. 562 du code de la sécurité sociale ; début du congé du père en cas de décès de la mère ; problème du cumul (p. 6580) ; **article 48 :** problème de l'extension des avantages à la mère en cas de décès du père (p. 6581) ; **article 49 :** son amendement n° 130 (insérant dans le 4e alinéa de cet article après les mots « établissements secondaires » les mots « ou d'enseignement spécialisé ») ; extension de la protection contre les accidents du travail aux élèves de l'enseignement spécialisé ; cas des élèves des écoles d'ingénieurs ; utilité de la précision par décret ; notion d'enseignement spécialisé ; adopté ; son amendement n° 131 (précision par décret des catégories d'élèves et de stages) ; ouverture de possibilités par la procédure du décret ; adopté ; **après l'article 61 :** son amendement n° 132 (fixation pour chacune des catégories de praticiens ou d'auxiliaires médicaux des honoraires applicables aux soins fournis dans un dispensaire) ; alignement des tarifs des dispensaires sur ceux pratiqués par les praticiens des villes ; inutilité du principe de l'abattement ; adopté ; son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 94 de M. Dominique Dupilet (substituant aux mots « après avis » les mots « sur proposition ») ; son amendement n° 139 à l'amendement n° 94 de M. Dominique Dupilet (cas d'une proposition négative) ; création d'une pharmacie en dérogation aux règles habituelles (p. 6587) ; amélioration de la répartition des pharmacies sur le territoire ; ses sous-amendements n° 138 et n° 139 : adoptés ; calcul du taux en fonction des salaires ; nécessité de poursuivre des études ; avenir de la protection sociale ; son amendement n° 137 (création d'un régime de retraite à Mayotte au profit des salariés du secteur privé) ; habilitation législative donnée par le Parlement ; situation particulière de Mayotte (p. 6588) ; adopté ; **avant l'article 62 :** existence d'un groupe de travail

sur le problème des associations en Alsace-Moselle ; absence de rapport avec le projet de l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson ; **article 63** : volonté du Gouvernement de mener une politique d'insertion des étrangers en France (p. 6589) ; nécessité de combler un vide juridique et de mieux maîtriser le flux migratoire **après l'article 64** : son amendement n° 140 (concernant les représentants des salariés à la chambre d'agriculture) ; extension à ces représentants de la protection des salariés élus membres des Conseils des entreprises du secteur public) : adopté ; son amendement n° 141 (permettant aux salariés désignés en qualité de membres du Conseil de direction et des Conseils spécialisés des offices de bénéficier des dispositions des articles L. 515-1 à L. 515-4 du code rural) ; amendement concernant les offices agricoles ; adopté (p. 6590).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable de M. Jacques Barrot ; fondements de la politique familiale ; problème de l'insuffisance des mesures prises à travers ce texte ; moyens de la branche « famille » ; excédent des comptes de la sécurité sociale pour l'année 1984 dû à l'affectation du « 1 p. 100 » ; comptes de la branche « famille » de la sécurité sociale ; allocation « adulte handicapé » ; hausse des prestations familiales intervenue en 1981 [4 décembre 1984] (p. 6625) ; augmentation du niveau des prestations familiales ; maintien du pouvoir d'achat ; projet de loi représentant un effort supplémentaire de 1,3 milliard de francs par an ; cite des exemples d'application du texte, notamment familles de deux enfants de moins de trois ans ou familles de trois enfants ; principe des conditions de ressources ; prestations instituées entre 1975 et 1980 sous condition de ressources ; part de l'allocation de la branche famille distribuée sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations ; allocation au jeune enfant ; allocation parentale d'éducation ; possibilité pour les jeunes enfants de vivre avec leurs parents ; nombre de naissances en 1983 et 1984 (p. 6626) ; institution du congé parental (p. 6632) ; actions en faveur de l'accueil du jeune enfant ; ouverture de places de crèches ; problème de l'insuffisance des mesures proposées ; allocation parentale ; incitation des femmes à revenir au foyer (p. 6650) ; indique que le retour de la femme au foyer n'est pas à l'ordre du jour ; montant de 1 000 francs de l'allocation parentale ; situation de la femme dans la société ; souhaite que les congés éducation soient pris autant par les hommes que par les femmes ; importance des deux premières années de la vie d'un enfant ; transfert du prêt aux jeunes ménages de la Caisse d'allocations familiales au système bancaire ; taux d'intérêt nul pour ces prêts ; injustice d'une éventuelle suppression de ceux-ci ; rôle des banques ; mariage et concubinage ; droit social ; droit fiscal ; quotient familial (p. 6651) ; déduction fiscale en cas d'accueil de personnes âgées au domicile du déclarant ; pauvreté ; supplément de revenu familial ; application de l'article 40 de la Constitution à certains amendements ; ouverture du droit au chomeur indemnisé ; octroi d'une priorité d'accès aux stages de formation rémunérés à la fin du congé d'éducation ; cas des D.O.M. ; allocation jeune enfant (p. 6652-6653).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : protection sociale ; mutations économiques et sociales ; progression du prélèvement social et nécessaire respect des équilibres économiques ; préservation des équilibres financiers ; volonté de bien gérer la sécurité sociale ; évolution démographique ; assurance vieillesse ; système actuel de retraite [13 décembre 1984] (p. 6908) ; système de pension par répartition ; solidarité entre actifs et inactifs ; gestion du système de retraite ; régime par répartition ; problèmes de la santé ; amélioration des équipements des hôpitaux ; financement par dotation globale pour le service public hospitalier ; redéploiement de moyens ; ajustement budgétaire de 1 p. 100 ; 9e Plan ; surcoûts liés à la réforme des études médicales et pharmaceutiques ; investissements hospitaliers ; nécessaire maintien de la maîtrise des investissements structurels dans la compétence de l'Etat ; tutelle des hôpitaux ; 9e Plan ; médicaments (p. 6909) ; nécessaire renforcement du potentiel de notre industrie pharmaceutique ; différence entre le médicament et les autres marchandises commerciales ; contraintes de financement de l'assurance maladie ; prévisions des comptes de la sécurité sociale pour 1985 comportant une croissance des dépenses de pharmacie de 11,5 p. 100 ; problème des honoraires médicaux ; nombre de praticiens conventionnés ; effort de réduction de l'inflation ; politique du revenu des praticiens et système conventionnel ; tarifs opposables ; secteur « deux » ; action en faveur des familles, notamment jeunes familles et familles nombreuses (p. 6910) ; déclin démographique ; taux de fécondité ; allocation au jeune enfant et allocation parentale d'éducation ; effort financier réalisé en faveur des familles ; financement par l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés ; solidarité à l'égard des familles ; action sociale en faveur des familles ; « contrats familles » ; centres de loisirs pour les enfants jeunes ; protection des chômeurs ; augmentation du nombre de demandeurs d'emplois ; indemnisation des préretraités ; double dispositif d'indemnisation ; allocation de solidarité ; allocation d'insertion ; dépenses représentant plus de six milliards de francs en 1985 ; prise en charge par l'Etat à hauteur de 2,8 milliards de francs et financement par la contribution de solidarité des agents publics pour 3,5 milliards de francs ; dépenses du régime d'assurance-chômage ; augmentation du chômage ; création de postes dans les secteurs sanitaires et sociaux ; résorption du déficit de la sécurité sociale (p. 6911) ; contribution de 1 p. 100 ; vignettes alcool et tabac ; allègement des prélèvements obligatoires ; situation financière positive de l'exercice 1985 ; besoins de financement pour 1986 à cause du déséquilibre démographique (p. 6912) ; importance du débat ; équilibre de la sécurité sociale ; maîtrise des dépenses de santé ; revalorisation des prestations sociales ; hôpitaux ; système par répartition ; assurance vieillesse ; liens devant exister entre les actifs et les inactifs ; financement du régime vieillesse par les excédents des familles (p. 6930) ; allocations aux adultes handicapés ; rapport Oheix ; paupérisation ; minimum vieillesse ; contraintes financières en matière de vieillesse ; besoins de financement ; maladies ; débat entre partisans et adversaires des tarifs opposables ; décélération des dépenses de maladie ; augmentation des frais de séjour dans le secteur de l'hospitalisation publique ; opposition entre secteur public et secteur privé ; problèmes des hôpitaux (p. 6931) ; alternative à l'hospitalisation ; projet de loi à venir ; problèmes de gestion hospitalière ; politique familiale ; prestations perçues par les familles ; augmentation du pouvoir d'achat ; départementalisation ; statut des personnels ; problèmes des non-salariés demandant la retraite du régime général à 60 ans ; problèmes de la retraite par répartition ou par capitalisation ; tarifs opposables ; systèmes d'assurance ; protection sociale (p. 6932-6933).

DUMAS (Roland)

Député de la Dordogne
(1re circonscription)
Socialiste

Ministre des affaires européennes

Ministre des affaires européennes, chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement

puis
Ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement

puis
Ministre des relations extérieures

Cessation de son mandat de député le 18 janvier 1984 [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

NOMINATIONS

Est chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement (troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 18 juin 1984 [*J.O.* du 19 juin 1984] (p. 1887).

Fin de ses fonctions de ministre des affaires européennes, chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

Est nommé ministre des relations extérieures (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le **financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416)** [8 novembre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention de délimitation maritime** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de **Monaco** (ensemble une annexe) **(n° 2524)** [14 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Lucien Pignion : Conseil de l'Europe :** progrès en matière de droits de l'Homme ; conséquences du développement de la science et des technologies ; mise au point de la convention européenne contre la torture [23 mai 1984] (p. 2580) ;

— **M. Guy Vadepied : sommet européen :** bilan de la présidence française ; lancement de politiques nouvelles notamment dans les domaines des télécommunications, des tranports, de la recherche, des fonds structurels ; négociations relatives à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ; Conseil européen de Fontainebleau ; constitution d'un espace social européen ; politique européenne de la culture [13 juin 1984] (p. 3293) ; suppression des contrôles aux frontières intracommunautaires ; discours du Président de la République devant l'Assemblée des Communautés européennes (p. 3294) ;

— **M. Jean Peuziat : conformité du F.I.O.M. aux règlements communautaires :** demande d'informations de la commission de Bruxelles sur les interventions de soutien des marchés grâce aux crédits du F.I.O.M. [7 novembre 1984] (p. 5653) ; volonté de maintenir l'aide octroyée au monde de la pêche par le F.I.O.M. (p. 5654) ;

— **M. Olivier Stirn : débat sur l'Europe :** volonté du Gouvernement d'informer les Assemblées parlementaires sur l'Europe ; possibilité d'ouvrir un grand débat [7 novembre 1984] (p. 5660) ;

— **M. Pierre Méhaignerie : construction européenne :** désignation des commissaires à la commission européenne ; nomination de M. Jacques Delors comme président [21 novembre 1984] (p. 6222) ;

— **M. Jacques Blanc : accords des Dix sur les dépenses européennes :** position de la France en faveur de la maîtrise de toutes les dépenses communautaires [21 novembre 1984] (p. 6222) ; augmentation du budget du F.E.O.G.A. ; avenir de l'agriculture européenne et française (p. 6223) ;

— **M. Maurice Couve de Murville : représentation française à la commission européenne :** rappel de situations similaires ; inutilité de prendre des mesures exceptionnelles [5 décembre 1984] (p. 6688) ;

— **M. Luc Tinseau : sommet de Dublin :** contenu de l'accord intervenu à Dublin sur le marché viticole ; clarté des critères de déclenchement de la distillation obligatoire [5 décembre 1984] (p. 6691) ; existence d'un rapport intérimaire établi par le comité *ad hoc* sur l'union européenne (p. 6692) ;

— **M. Marcel Bigeard : situation internationale :** déclaration du Président de la République du 16 décembre 1984 ; rappel de la situation au Tchad en mai 1981 ; accord du sommet franco-africain de Bujumbura [19 décembre 1984] (p. 7219) ; application des accords franco-africains ; retrait des forces libyennes du Tchad ; volonté du Gouvernement d'encourager un règlement politique interne dans ce pays (p. 7220) ;

— **M. Jean de Lipkowski : situation au Tchad :** son rappel de la situation de ce pays en mai 1981 et actuellement ; opération Manta ; absence de respect de l'accord du 16 décembre 1984 ; exercice d'une pression diplomatique constante par la France ; déroulement des faits depuis le 5 novembre 1984 ; problème du sud du Tchad [19 décembre 1984] (p. 7226) ; situation des populations civiles ; crédibilité de la France en Afrique ; satisfaction des Etats africains devant ce comportement ; absence d'accord de défense entre le Tchad et la France ; caractère inopportun des critiques de l'opposition sur l'intervention française (p. 7227) ;

— **M. Jean-Pierre Le Coadic : Afrique du Sud :** vote par le Conseil de sécurité de la résolution condamnant les élections en Afrique du Sud ; attachement de la France au respect des droits de l'Homme ; respect de l'embargo sur les ventes d'armes ; relations sportives entre la France et l'Afrique du Sud ; intervention de la France en faveur des droits de l'Homme [19 décembre 1984] (p. 7230).

orale sans débat de :

— **M. Charles Miossec (n° 604) : relations entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens :** caractère absurde de la proposition consistant à « bouter » le Royaume-Uni hors de la communauté ; situation de l'économie agricole du Royaume-Uni et de sa politique alimentaire [4 mai 1984] (p. 2131) ; rappel des principes fondant la politique agricole commune ; volonté de la Grande-Bretagne de rester dans la Communauté ; faiblesse du pouvoir politique lors de la négociation de l'entrée de la Grande-Bretagne (p. 2132).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : problèmes de la Communauté ; Conseil d'Athènes ; Conseil à venir à Fontainebleau ; Conseil de Bruxelles ; ressources de la Communauté ; maîtrise des dépenses ; Joint European Torus (J.E.T.) ; lancement de l'Airbus A 320 ; politique agricole commune ; régulation de la production laitière ; aides aux pays producteurs ; démantèlement des montants compensatoires monétaires [26 avril 1984] (p. 1953) ; phases de ce démantèlement ; rappelle que les montants compensatoires ont été instaurés en 1969 ; problèmes posés par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; sauvegarde des intérêts des viticulteurs français (p. 1954) ; problème de la compensation éventuellement versée au Royaume-Uni ; sommet de Fontainebleau ; programme d'action à moyen terme sur l'emploi et la formation ; élections au Parlement de Strasbourg ; lien entre la C.E.E. et le tiers-monde ; présidence du Conseil de l'Europe par la France ; apprentissage des langues vivantes (p. 1955-1956) ; sommet à venir de Fontainebleau ; contribution du Royaume-Uni aux charges communautaires ; principe d'un remboursement acquis en 1978 et 1979 ; problème laitier ; surproduction européenne et insuffisances alimentaires de plusieurs régions du monde ; projet de traité d'union européenne ; voyage du Président Georges Pompidou à New York (p. 1995) ; rendez-vous manqué de Londres entre le Président de la République et le Premier ministre britannique, évoqué par M. Alain Peyrefitte ; rappelle que le protocole britannique interdit la présence simultanée du Premier ministre et du souverain à une cérémonie ; présence du Premier ministre britannique à Paris le 4 mai prochain ; accord laitier ; producteurs des zones de montagne ; jeunes agriculteurs ; hostilité de M. Jacques Godfrain à l'élargissement de la C.E.E. ; montants compensatoires ; principe de la préférence communautaire (p. 1996) ; négociations avec l'Espagne ; problème du vin ; dispositifs d'entrée progressive de l'Espagne dans le Marché commun ; négociations ; élargissement de la Communauté ; mesures d'accompagnement (p. 1997).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* annexe au budget général comportant une présentation de la participation financière de la France à la Communauté [8 novembre 1985] (p. 5730) ; accords de Fontainebleau ; problèmes budgétaires de la Communauté ; acquis de la présidence française ; agriculture ; production laitière ; industrie ; fragmentation du marché européen ; impératif d'ouverture de la Communauté vers le sud ; adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; régions du midi de la France ; renouvellement de la convention de Lomé ; impératif de relance de la construction européenne ; édification de l'Europe politique (p. 5731-5732) ; aide alimentaire de la Communauté européenne au Vietnam ; politique agricole commune (p. 5748) ; sommet de Fontainebleau ; projet d'union européenne ; indique qu'il souhaite un débat parlementaire sur les affaires européennes (p. 5749).

Répond à la question de :

— *M. Bernard Poignant :* élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; politique commune en matière de pêches (p. 5754) ;

— *M. Jean Oehler :* budget du Conseil de l'Europe (p. 5754) ; nécessité de consentir un effort particulier en faveur du groupe Pompidou, spécialisé dans les problèmes de toxicomanie (p. 5755) ;

— *M. Lucien Pignon* posée par M. Pierre Lagorce : assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; présidence du comité des ministres par la France ; puis, après le 22 novembre, par la R.F.A. (p. 5755).

— *M. Emile Koehl :* implantation du synchrotron ; candidature de Grenoble ; intérêt de ce choix (p. 5757) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; route nationale 20 ; Ariège (p. 5763) ;

Examen des crédits : **après l'article 89 :** problème du budget des Communautés (p. 5768) ; action européenne de la France (p. 5769).

DUMONT (Jean-Louis)

Député de la Meuse
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (commerce, artisanat et tourisme : artisanat) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982, portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424) [22 novembre 1984] (p. 6314).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 10 : **commerce, artisanat et tourisme :** artisanat **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2424), modifiant, à compter du mois de juin 1986 ; le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux **(n° 2461)** [28 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : pôles de conversion ; zones de fragilité ; mesures sociales, financières, économiques et fiscales du texte ; circulaire du 23 mars 1984 sur les interventions gouvernementales [2 mai 1984] (p. 2054) ; cas de la Lorraine ; contrôle de la direction générale des impôts (p. 2055).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* entretien des monuments [24 octobre 1984] (p. 5122).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : renforcement des actions de formation ; institution d'un secrétariat chargé des zones rurales ; création par l'I.N.S.E.E. d'une enquête annuelle d'entreprise ; les activités de service ; politique de contractualisation ; montants des crédits pour la formation professionnelle ; progression des crédits d'intervention dans les zones sensibles [24 octobre 1984] (p. 5144) ; subventions d'investissement ; primes d'installation ; primes aux titulaires du livret d'épargne manuel ; aides à l'artisanat ; priorité à l'innovation technologique ; droits nouveaux pour le conjoint artisan ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans (p. 5145).

Examen des crédits : **article 83 :** refus par M. Jacques Barrot de la suppression d'une taxe payée essentiellement par les commerçants ; **article 84 :** droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers (p. 5174).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers porté à 9,7 centimes ; ressources du fonds ; emprunts ; mobilisation des ressources ; intervention du fonds alliant efficacité et souplesse ; soutien sélectif au secteur du bâtiment et des travaux publics [11 décembre 1984] (p. 6804) ; action du fonds depuis sa création ; emprunts ; répartition des ressources ; paiements effectifs ; travaux de circulation routière ; maîtrise de l'énergie ; pôles de conversion (p. 6805).

DUPILET (Dominique)

Député du Pas-de-Calais
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 730,** posée le 27 novembre 1984 : **société nationale des chemins de fer français (lignes)** (p. 6411) appelée le 30 novembre 1984 : **desserte de la région boulonnaise :** affectation du car-ferry de la nouvelle génération *Champs-Elysées* à Calais ; transfert des services du car-ferry *Horsa* sur Calais ; amélioration des conditions de transport ferroviaire entre la région boulonnaise et la capitale ; suppression de deux arrêts à Marquise-Rinxent et Wimille-Wimereux ; électrification de la ligne Boulogne-Amiens (p. 6527) ; remise en service du navire *Horsa* ; impératifs de la liaison Calais-Boulogne (p. 6528).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Ses observations sur l'explication de vote de M. Jean-Marie Caro : « c'est le Caro du temple » [19 avril 1984] (p. 1835).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* nombre de navires de la flotille française de pêche semi-industrielle ; difficultés des armements ; main-d'œuvre de la pêche semi-industrielle ; contrôle des pouvoirs publics sur l'utilisation et la gestion des subventions attribuées à la restructuration et à la modernisation de la flotte semi-industrielle ; problème du trafic transmanche ; nécessité de créer une société nationale transmanche ; équipement du centre de surveillance de la navigation mis en place sur le détroit du Pas-de-Calais [31 octobre 1984] (p. 5469).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 61 :** son amendement n° 94 (possibilité pour le préfet de déroger aux règles d'ouverture de pharmacie en cas de besoin de la population) [3 décembre 1984] (p. 6587) ; adopté après modifications (p. 6588).

DUPRAT (Jean)

Député des Hautes-Pyrénées
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : part du foncier dans les exploitations agricoles ; successions ; jeunes agriculteurs ; mécanisme de l'article 5 ; différences des structures des exploitations agricoles selon les systèmes de production et les départements ; problèmes des reprises abusives ; vote positif des députés radicaux de gauche ; quota laitiers [3 avril 1984] (p. 1078).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 21 *bis*** : son amendement n° 38 (personne ayant atteint l'âge de la majorité et pouvant devenir co-preneur) ; possibilité d'associer un descendant comme co-preneur ; associations père et fils ; adopté [6 juin 1984] (p. 3006).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* attribution d'un contingent exceptionnel de croix de Chevalier de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre de 1914-1918 ; rattrapage des pensions [24 octobre 1984] (p. 5141).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* gestions des parcs nationaux, notamment du parc des Pyrénées [26 octobre 1984] (p. 5279).

DUPUY (Lydie)

Député du Gers
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le Canada sur le transfèrement des détenus et la surveillance de certains condamnés (ensemble deux échanges de lettres) (n° 1997) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre de la commission consultative des droits de l'Homme [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la convention sur le commerce relative à l'aide alimentaire de 1980, constituant l'accord international sur le blé de 1971 (n° 2124) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 2183) [14 juin 1984] (p. 3420).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1997) autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le **Canada** sur le **transfèrement des détenus et la surveillance de certains condamnés** (ensemble deux échanges de lettres) **(n° 2079)** [2 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2124) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des **protocoles** de 1983 portant nouvelle prorogation de la convention sur le **commerce du blé** de 1971 et la convention relative à l'aide alimentaire de 1980, constituant l'accord international sur le blé de 1971 **(n° 2180)** [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2183) autorisant l'approbation d'une **convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 2439) [15 novembre 1984].**

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Coupures d'électricité :** coupures dans les logements pendant l'hiver [17 octobre 1984] (p. 4845, 4846).

orale sans débat :

— **n° 599** de M. Georges Labazée : appelée le 27 avril 1984 : **pratique dite du chômage « partiel total » :** cas de l'entreprise de chaussures Bidegain ; détournement des procédures prévues en matière de licenciement économique (p. 2005).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : droits de l'Homme ; défenses des droits de l'Homme en France ; ratification des articles 14 et 25 de la convention européenne des droits de l'Homme ; possibilité d'un recours individuel devant la commission ; plainte déposée par la France contre la Turquie ; principes de l'acte final d'Helsinki ; torture dans le monde [26 avril 1984] (p. 1986) ; emploi d'armes chimiques ; commission consultative des droits de l'Homme ; situation dans l'île de la Grenade (p. 1987).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 2183).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : accroissement de la circulation des personnes ; détention de condamnés dans des pays autres que leur pays d'origine ; détention de 1 300 français environ à l'étranger ; cas de la Thaïlande [20 novembre 1984] (p. 6191) ; rapprochement d'un condamné avec sa famille ; conditions d'incarcération ; convention multilatérale ; conditions exigées pour le transfèrement du condamné ; caractère facultatif du transfèrement ; réserve au traité concernant la compétence du comité européen pour les problèmes criminels ; droits de l'Homme (p. 6192).

DURAFFOUR (Paul)

Député de la Saône-et-Loire
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* désarmement ; position de la France dans le contexte international ; groupe parlementaire sur le désarmement ; coût de l'armement nucléaire mondial [8 novembre 1984] (p. 5746).

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Deuxième lecture, discussion des articles : - **article 4 A :** caractère injustifié du terme « interactivités » [27 novembre 1984] (p. 6351).

DURBEC (Guy)

Député du Var
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifié (n° 2074).

Première lecture, discussion générale : accès aux brevets ; rôle du directeur de l'institut national de la propriété industrielle ; meilleure protection de l'exploitation des brevets [23 mai 1984] (p. 2594) ; incitations à la recherche et à l'innovation (p. 2595).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* montant de la dotation en capital accordée aux entreprises industrielles ; redressement du commerce extérieur et du solde industriel ; climat d'inquiétude dans les bassins industriels du Nord-Lorraine ; pôles de conversion ; définition d'une politique industrielle ; indique qu'il votera le budget [14 novembre 1984] (p. 6026).

DUROMEA (André)

Député de la Seine-Maritime
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire du Conseil national des transports [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XIX : **urbanisme, logement et transports : mer (n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** nature des relations de la commission pour la transparence et des tribunaux judiciaires ; pouvoir judiciaire comme garant de la liberté de la presse ; nécessité d'éviter tout conflit entre la commission et les tribunaux [8 février 1984] (p. 799) ; risque de conflit de compétences (p. 800) ; bataille aggressive menée par l'opposition contre ce projet de loi (p. 801).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : libération de l'initiative locale ; concertation avec les habitants des quartiers ; urbanisation ; intégration des activités économiques dans une conception nouvelle de l'urbanisme ; intégration des activités de production dans le tissu urbain ; concertation avec les habitants [21 juin 1984] (p. 3673) ; renouveau de l'aménagement ; risque de discrimination entre les communes dotées d'un P.O.S. comptant plus ou moins de 10 000 habitants ; procédure du délaissement ; expropriation ; financement de l'urbanisme ; taxe locale d'équipement ; actualisation de l'assiette de cette taxe ; régime du plafond légal de densité (P.L.D.) ; réforme de la taxe locale d'équipement et du P.L.D. ; prêts bonifiés ; instauration de C.O.D.E.V.I. ; destination exclusivement industrielle de ces comptes (p. 3574) ; saisine du juge des expropriations par les communes ; souhaite que les communes puissent être conduites à verser des intérêts compensatoires ; dévaluation du prix d'acquisition d'un bien dans le cadre d'une expropriation ; maîtrise de l'attribution des logements ; logements construits avec le concours financier de l'Etat ; politique locale de l'habitat ; droit d'attribution du préfet (p. 3575).

Discussion des articles : **article 1er :** — *avant l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* nécessité d'inverser les logiques actuelles en matière d'urbanisation ; rôle de l'aménagement (p. 3592) ; *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* politique de l'habitat ; catégories modestes de la population ; villes dortoirs (p. 3593) ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* souhaite l'affichage des demandes d'autorisation (p. 3596) ; **article 3 :** expropriation pour cause d'utilité publique ; biens expropriés ; rétrocession de ce bien à l'ancien propriétaire si la destination prévue n'a pas été respectée ; évolution des besoins sociaux [22 juin 1984] (p. 3623) ; **article 11 :** — *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* nécessité d'une coordination entre les communes et les départements pour les espaces naturels et la qualité des sites (p. 3629) ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme :* ouverture des espaces naturels ; perception de la taxe départementale (p. 3634) ; **article 6, précédemment réservé :** droits de préemption ; indique qu'environ 6 000 communes possèdent un P.O.S. ; droit de préemption urbain s'appliquant sur l'étendue du territoire communal pour les seules communes de plus de 10 000 habitants ; possibilité pour les communes de supprimer le droit de préemption sur tout ou partie de leur territoire ; dérogation ; droit de préemption renforcé ; possibilité de préempter des immeubles construits depuis moins

de dix ans (p. 3644) ; *article L. 211-1 du code de l'urbanisme :* droit de préemption dans les zones urbaines et les zones d'urbanisation (p. 3646) ; **article 24 :** constitution de partie civile par une commune (p. 3681).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. *Discussion générale : questions :* activité du secteur de l'accession à la propriété ; baisse des crédits P.A.P. ; alourdissement des mensualités [30 octobre 1984] (p. 5418) ; situation de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; problème de la mise en place d'un statut social des salariés de la construction (p. 5419).

II. Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* annulation de crédits ; crédits de 1985 ; fonds spécial de grands travaux ; S.N.C.F. ; déficit annuel ; nécessités de rénovation et de développement ; transports collectifs urbains et inter-urbains ; transports aériens ; construction aéronautique (p. 5436-5437) ; vote négatif du groupe communiste (p. 5438).

Mer. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : déception des milieux professionnels de la mer [31 octobre 1984] (p. 5464) ; progression de l'action en faveur des gens de mer ; rattrapage du salaire forfaitaire ; déficit de l'E.N.I.M. ; problème des ports maritimes ; solidarité transporteurs-chargeurs ; financement du F.S.G.T. ; réduction de la flotte de commerce ; plan de redressement de la C.G.M. ; intérêts des pêcheurs français ; entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. (p. 5465) ; attributions du F.I.O.M. ; subvention de la société nationale de sauvetage en mer (p. 5466).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).**

Première lecture, discussion générale : soutien de l'activité du bâtiment et des travaux publics ; projet de quatrième tranche ; autorisations de programme ; projet de budget des transports pour 1985 ; chute des crédits d'investissements de 13,5 p. 100 dans ce projet ; budget du logement ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers et prix de l'essence ; nouvelle tranche du fonds spécial de grands travaux ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; débudgétisation que représente l'intervention du fonds ; alimentation de celui-ci par la fiscalité indirecte ; augmentation de 10 centimes par litre de carburant pour les quatre tranches [11 décembre 1984] (p. 6814) ; utilisation prévisionnelle du fonds spécial de grands travaux ; secteur des transports ; routes et autoroutes ; rappelle que 640 millions de francs destinés aux routes ont été annulés dans le budget de 1984 ; indique que le groupe communiste émettra un vote positif, justifié par le soutien à l'activité du bâtiment et des travaux publics (p. 6815).

— **Projet de loi, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 2423).**

Première lecture, discussion générale : convention internationale sur le droit de la mer ; statut des navires et autres bâtiments de mer ; limitation de la responsabilité du propriétaire [12 décembre 1984] (p. 6859) ; limitation de responsabilité refusée pour les dommages de pollution par les hydrocarbures ; cas du capitaine d'un navire ; nécessité de modifier le droit maritime pour y introduire des dispositions de la réglementation internationale (p. 6860).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : politique de la santé ; redressement financier de la sécurité sociale ; réforme hospitalière [13 décembre 1984] (p. 6926) ; rappelle que le Gouvernement a adressé aux préfets des directives comportant cinq objectifs ; difficultés des hôpitaux généraux ; amélioration des conditions de vie, de travail et du pouvoir d'achat des personnels ; réduction des crédits en matière de formation des personnels et des professions médicales ; difficultés de trésorerie que rencontrent la plupart des hôpitaux ; élaboration des besoins hospitaliers (p. 6927).

DUROURE (Roger)

Député des Landes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur **l'industrie française du meuble (n° 2307)** [24 juillet 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles.— *Discussion générale :* taux de la taxe parafiscale instituée au profit du comité de développement des industries françaises de l'ameublement [7 novembre 1984] (p. 5693) ; conséquences de la diminution de cette taxe ; situation, rôle et financement du C.O.D.I.F.A. et du centre technique du bois ; modalités du soutien de l'industrie française de l'ameublement par les pouvoirs publics (p. 5694).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 637,** posée le 21 mai 1984 : **éducation physique et sportive (enseignement : Bas-Rhin)** (p. 2509) ; appelée le 8 juin 1984 : **construction d'un gymnase à Illkirch-Graffenstaden :** nécessité de mise en chantier rapide (p. 3122) ; manque de coordination entre les services ; date du versement de la subvention due par l'Etat ; délégation d'autorisation de programme non parvenue à la préfecture (p. 3123).

— **n° 651,** posée le 28 mai 1984 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 2772) ; appelée le 22 juin 1984 : **entreprise Graffenstaden S.A. :** société Intelautomatisme ; plan gouvernemental machine-outil ; regroupement des entreprises Hure et Graffenstaden H.E.S. ; réduction d'effectifs ; construction d'un nouvelle unité de production à Illkirch-Graffenstaden (p. 3610).

— **n° 709,** posée le 12 novembre 1984 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Bas-Rhin)** (p. 5918) : appelée le 23 novembre 1984 : **service de néphrologie des hospices civils de Strasbourg :** création d'une nouvelle unité au pavillon chirurgical B des hospices civils de Strasbourg (p. 6329) ; comparaison entre le taux d'occupation du service d'urologie et celui du service de néphrologie ; suroccupation de ce service (p. 6330).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* efficacité de la solution allemande en matière de tarification ; absence de création d'emplois en Alsace ; moyens nouveaux accordés aux salariés ; taux de vacances d'emplois ; modernisation du tri ; problèmes de l'avancement, du pouvoir d'achat des salariés et de la révision des classifications indiciaires [29 octobre 1984] (p. 5330).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Charles Miossec : nature des mesures à prendre en faveur des centres de secours et des services d'incendie [5 novembre 1984] (p. 5550).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème posé par l'absence de définition de la finalité du baccalauréat F ; création d'une année de formation supplémentaire ; initiation aux techniques de pointe [12 novembre 1984] (p. 5904).

DURUPT (Job)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : importance de l'architecture ; rôle des partenaires indissociables : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entrepreneur ; dualité entre le commanditaire et l'auteur ; rôle du maître d'ouvrage, notamment élaboration du programme et choix du maître d'œuvre ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; position des professionnels et position des socialistes [12 décembre 1984] (p. 6879).

Discussion des articles : **article 5 :** contrôle architectural exercé par le maître d'ouvrage (p. 6896) ; **article 12 :** son amendement n° 76 (faisant référence à au moins deux tiers des membres du collège prévu au 3° de cet article) pour les objets mentionnés au 1° de l'article 9) : adopté ; son amendement n° 77 (faisant référence aux objets mentionnés au 1° de l'article 9 à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté [14 décembre 1984] (p. 6956) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 41 de la commission (groupement de personnes de droit privé reconnues qualifiées) (p. 6958) : devenu sans objet (p. 6959).

DUTARD (Lucien)

Député de la Dordogne
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 601,** posée le 24 avril 1984 : **agriculture (coopératives, groupements et sociétés)** (p. 1906) ; Appelée le 27 avril 1984 : **coopératives utilisatrices de matériel agricole de drainage :** hommage à M. Jacques Marette ; coopératives d'utilisation de matériel en commun (p. 2011) ; dépôt d'une proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales des associations syndicales et des établissements publics à des C.U.M.A. ; retard de la maîtrise hydraulique en France ; aménagements fiscaux ; intérêt porté par le Gouvernement à la coopération (p. 2012).

— **n° 714,** posée le 20 novembre 1984 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 6214) ; appelée le 23 novembre 1984 : **bassin d'emploi de Brive-Terrasson :** situation de l'emploi dans l'entreprise Porges à Sarlat et La Paumellerie électrique de la Rivière-de-Mansac ; absence d'intervention des pouvoirs publics (p. 6319) ; nécessité du maintien de La Paumellerie électrique ; désespoir des travailleurs de cette région (p. 6320).

INTERVENTIONS

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** relations entre la société nationale et les planteurs ; déclin tabacole ; loi de 1976 ; marques anglo-saxonnes favorisées par ce texte ; nécessité de produire davantage de tabac blond ; situation en Dordogne ; prix d'écoulement [24 avril 1984] (p. 1897).

Souhaite le report de la minute de silence demandée par M. Emmanuel Hamel pour la commémoration du 6 juin 1966 [6 juin 1984] (p. 2964).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* fragilité du solde positif dégagé par le commerce agro-alimentaire ; mesures de réduction des productions de lait, du vin et du sucre ; nécessité d'exporter des produits mieux valorisés ; effritement de l'emploi ; importance des industries agro-alimentaires ; faiblesse des crédits affectés à la prime d'orientation agricole ; développement de la recherche ; promotion de l'industrie du matériel agricole [6 novembre 1984] (p. 5583).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole privé (n° 2390).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 81 (nécessité que les formations effectuées dans le secteur privé ne soient pas en concurrence avec des formations assurées par l'enseignement public) : retiré [22 novembre 1984] (p. 6290) ; **article 4 :** son amendement n° 34 (qualifications équivalentes à celles requises dans l'enseignement agricole public) (p. 6292) ; **article 6 :** son amendement n° 37 (de suppression) (p. 6296) ; retiré (p. 6297) ; **article 12 :** son amendement n° 40 (supprimant le premier alinéa de cet article) : retiré ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 25 de la commission (demandes d'ouverture des établissements privés) (p. 6305) ; adopté (p. 6306).

E

EMMANUELLI (Henri)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget
puis
Sécrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Georges Tranchant : annulation de certains crédits budgétaires pour les affecter au soutien de la construction navale et au maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires :** inaction de l'opposition face au problème des chantiers navals ; rappel du taux d'écart

moyen entre les prévisions budgétaires et l'exécution finale du budget ; décisions du Gouvernement en matière d'emploi et de conversion industrielle ; énoncé des redéploiements de crédits pour financer ces choix [11 avril 1984] (p. 1457) ; volonté de maîtriser le déficit budgétaire (p. 1458) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : annulation de crédits :** mesures prises en faveur des chantiers navals [11 avril 1984] (p. 1464) ; écart entre les prévisions budgétaires et la réalisation du budget ; redéploiement des crédits (p. 1465) ;

— **M. Charles Millon : tracasseries administratives auxquelles sont soumis les frontaliers :** délation [13 juin 1984] (p. 3295) ; respect par les résidents français frontaliers de la législation sur les changes et le contrôle fiscal ; possibilité pour les frontaliers de posséder un compte courant ; contacts avec les autorités suisses (p. 3296) ;

— **M. Georges Tranchant : contrôles d'identité et perquisitions fiscales :** souveraineté des arrêts de la Cour de cassation ; perquisitions fiscales ; contrôle d'identité judiciaire ; position du Conseil constitutionnel en matière de perquisition fiscale ; droit de visite en matière fiscale ; article 72 du projet de loi de finances ; types de fraudes recherchées ; commencements de preuve ; fraude fiscale [10 octobre 1984] (p. 4610) ; ordonnance de 1945 relative au contrôle des prix (p. 4611) ;

— **M. Roland Renard : recouvrement de la taxe d'habitation :** mesure d'exonération de la taxe d'habitation au profit des personnes veuves et non imposables à l'impôt sur le revenu ; possibilité pour les collectivités locales d'instituer des abattements forfaitaires sur les bases de cette taxe ; impossibilité de reporter les paiements [7 novembre 1984] (p. 5659) ;

— **M. Jacques Godfrain : charges fiscales pesant sur les transports scolaires ruraux :** problème de la désertification des zones rurales ; gratuité des transports scolaires dans ces zones ; diversité de la situation des transports scolaires ; existence d'un échange de correspondance à ce sujet dans le département de l'Aveyron [28 novembre 1984] (p. 6438) ;

orales sans débat de :

— **M. Germain Gengenwin (n° 592) : plate-forme douanière de Marckolsheim ;** achèvement prochain du pont de Marckolshein, construction du bureau à contrôles dans le courant de 1986 ; mise en place d'installations douanières provisoires dès l'ouverture du pont [27 avril 1984] (p. 2006) ; dédouanement de la plus grande partie du trafic à l'intérieur (p. 2007) ;

— **M. Guy Bêche (n° 615) : directive du Conseil des Communautés européennes du 17 mai 1977 :** imposition des subventions d'équilibre à la T.V.A. ; application de la T.V.A. aux activités de transport public de voyageurs ; versement de transport [11 mai 1984] (p. 2244) ; distorsion selon les formes d'exploitation des réseaux de transport (p. 2245) ;

— **M. Pierre Gascher (n° 605) : contrôles fiscaux :** caractère déclaratif de notre système fiscal ; augmentation du rendement des contrôles fiscaux [11 mai 1984] (p. 2245) ; nécessité de ne pas multiplier les contrôles portant sur les mêmes entreprises ; secret fiscal ; chantage à la fermeture d'entreprises (p. 2246) ;

— **M. Adrien Zeller (n° 628) : traitement fiscal du contribuable marié :** disparité entre les couples mariés et les personnes vivant en concubinage [18 mai 1984] (p. 2459) ; avantage des couples mariés lorsque seul l'un des conjoints dispose d'un revenu ; extension aux couples mariés de la déduction des frais de garde des jeunes enfants ; notion de foyer fiscal ; limite aux aménagements possibles (p. 2460) ; étude d'une imposition séparée (p. 2461) ;

— **M. Jean-Pierre Lambertin (n° 743) : budgets des collectivités locales :** allègement de la taxe professionnelle ; prise en charge par l'Etat des dégrèvements [7 décembre 1984] (p. 6797) ; possibilités de faire évoluer la taxe professionnelle ; pouvoir fiscal des collectivités locales (p. 6798) ;

— **M. Pierre Gascher (n° 721) : production cidricole :** conséquences de l'état du verger sur l'ensemble de la filière cidricole ; énumération des actions entreprises pour remédier à cette situation ; attribution de primes pour la rénovation du verger par la région Basse-Normandie [7 décembre 1984] (p. 6798-6799) ;

— **M. Jacques Barrot (n° 745) : conséquences de la politique des quota en zone de montagne :** difficultés des négociations à Bruxelles [7 décembre 1984] (p. 6799) ; impossibilité de négocier pour une région particulière ; aménagement en faveur des zones de montagne décidé dans le cadre de la maîtrise de la production laitière ; aide communautaire aux petits producteurs de lait ; possibilité d'une prise en compte d'un groupement de laiteries pour l'application de la réglementation en zone de montagne (p. 6800).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité présentée par M. Gilbert Gantier : exception reposant sur l'inconstitutionnalité de l'ordonnance du 18 mai 1983 modifiant les tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) loi de finances rectificative [18 avril 1984] (p. 1706) ; dispositions ne relevant pas obligatoirement du domaine des lois de finances ; article 34 de la Constitution énumérant le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ; domaine relevant des lois ordinaires pouvant être inclu dans des lois de finances ; jurisprudence du Conseil constitutionnel à propos de l'article 108 de la loi de finance pour 1984 ; demande le rejet de cette exception d'irrecevabilité (p. 1707) ; constate que M. Georges Tranchant ne sait pas ce qu'est le taux de pression fiscale ; niveau de ce taux par rapport au produit intérieur brut en 1980 (p. 1710) ; dérive du franc pendant la période précédente ; dévaluations ; contrôle des changes ; émission d'un emprunt obligatoire ; pression fiscale ; remboursement de l'emprunt obligatoire à terme (p. 1714) ; ordonnance modifiant le tarif de la T.I.P.P. ; taux de pression fiscale ; prélèvements obligatoires ; impôts supplémentaires utilisés pour compenser des moins-values ; exonération de 7 millions de foyers fiscaux ; exonération en matière de taxe d'habitation ou de redevance télévision ; taux de la pression fiscale (p. 1715) ; souscription d'un emprunt ; déficit de la France ; annulations de crédits ; fonds d'action conjoncturelle (p. 1716).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).**

Première lecture, discussion générale : indique à M. Gilbert Gantier que le mémoire en défense du ministère des finances à propos de l'annulation de l'arrêté du 18 octobre 1982 a été transmis il y a un an au Conseil d'Etat [18 avril 1984] (p. 1720) ; progression des dépenses définitives ; solde d'exécution ; hausse des prix (p. 1724) ; moyens de financement du déficit ; modifications de crédits ; crédits nominatifs ou provisionnels ; annulations de crédits ; factures impayées des ministères ; dépassements de crédits limitatitifs ; progression de ces dépassements ; fonds de concours ; pouvoir d'information des Rapporteurs spéciaux (p. 1725) ; taxation de l'outil de travail ; subventionnement de certaines associations ; problème d'une éventuelle dénationalisation ; situation à Rhône-Poulenc ; critiques de l'opposition ; réduction du nombre des fonctionnaires ; sidérurgie ; souhaite l'adoption de la loi de règlement (p. 1726).

— **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).**

Première lecture, discussion générale : troisième tranche du fonds spécial ; soutien de l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; réalisation d'équipements durables [24 avril 1984] (p. 1861) ; fonctionnement du fonds spécial des grands travaux ; date de déclenchement des travaux ; étalement des travaux effectifs ; bilan des deux premières tranches ; listes d'opérations ; fonctionnement de l'établissement public ; travaux publics ; bâtiment ; réductions d'effectifs ; mesures de soutien de l'activité ; lancement du T.G.V. Atlantique ; contrats Etat-régions ; efforts menés par les entreprises pour l'exportation (p. 1862) ; pôles de reconversion ; équipements routiers ; économies d'énergie ; subventions du fonds spécial de grands travaux ; orthodoxie budgétaire ; annulations de crédits ; déficit budgétaire ; maîtrise des finances publiques (p. 1863) ; actions financées par le fonds spécial de grands travaux (p. 1864) ; absence de cette taxe en 1982 (p. 1866) ; taux de la pression fiscale ; identité de ce taux en 1980 et en 1983 (p. 1867) ; calcul de ce taux par rapport à la P.I.B. (p. 1868).

Discussion des articles : **article unique** : endettement ; nationalisations ; taux de la pression fiscale ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; construction de H.L.M. ; attitude de l'opposition (p. 1877) ; mesures prises en Lorraine ; conséquences fiscales du projet ; taux de pression fiscale en 1983 égal à 17,83 p. 100 ; identité de ce chiffre avec le taux constaté en 1980 ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; taux de chômage ; opérations de réseaux de chaleur (p. 1878) ; destination des impôts ; cotisation de 1 p. 100 versée à la sécurité sociale ; répartition des crédits par tête d'habitant (p. 1880).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : mode de gestion de la fabrication des tabacs manufacturés ; situation actuelle de la S.E.I.T.A. ; abolition du monopole d'importation en 1976 ; cigarette blonde ; nécessité d'une détention totale du capital par l'Etat ; diversification des activités de la S.E.I.T.A. [24 avril 1984] (p. 1882, 1883) ; statut du personnel ; décret du 6 juillet 1962 ; réexamen des dispositions de ce décret ; mise en extinction du régime spécial de retraite ; planteurs et débitants ; production nationale de tabacs ; aides du F.O.R.M.A. ; culture des tabacs blonds (p. 1884) ; exportation ; compétitivité de la S.E.I.T.A. ; amélioration de la productivité ; régime des prix industriels ; blocage des prix de 1982 (p. 1885) ; souhaite savoir si la S.E.I.T.A. figure dans le programme de dénationalisation du R.P.R. (p. 1888) ; problème de l'attitude du R.P.R. en matière de dénationalisation (p. 1894) ; loi de 1980 ; tabac blond ; comparaison entre production et importation de tabac brun ; gauloise blonde ; diversification des activités de la S.E.I.T.A. ; négociation en matière de statut ; mobilité des personnels (p. 1895) ; régimes sociaux ; diminution du nombre des cotisants ; prestations ; emplois réservés aux anciens combattants ; rumeurs de fermeture (p. 1896).

Discussion des articles : **article 2** : salariés ; planteurs et débitants (p. 1897) ; **article 4** : rôle de l'Etat ; politique des prix ; politique tarifaire ; vérité des prix (p. 1898) ; **article 5** : négociation d'un statut du personnel (p. 1900) ; **article 6** : prestations qui ne sont pas maintenues (p. 1901).

Troisième lecture, discussion générale : position du Sénat ; politique tarifaire ; vignette ; problème de la mise en conformité avec la législation européenne [27 juin 1984] (p. 3759).

Discussion des articles : **article 1er** : modifications de la vignette « sécurité sociale » (p. 3760) ; **article 4** : planteurs de tabac ; tabac ; culture française ; nouveau mode de relations entre les planteurs et la société ; recherche ; absence de désengagement de la S.E.I.T.A. quant à l'achat de la récolte française ; rôle de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes (p. 3761) ; **article 5** : démantèlement du statut de 1962 (p. 3762) ; **titre** : succès de la Gauloise blonde (p. 3763).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Commission mixte paritaire, discussion générale : texte adopté par la commission miste paritaire ; élaboration du budget ; effort de redressement national ; débats du Sénat [27 juin 1984] (p. 3766).

Discussion des articles : **Titre III — article 8** : son amendement n° 1 (possibilité de porter la limite prévue à l'article 24 de la loi de 1978 sur le statut des sociétés coopératives ouvrières de production à la moitié du capital de ces sociétés) ; création des sociétés coopératives ouvrières de production ; adopté (p. 3770).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : intérêt de la discussion parlementaire ; authenticité du débat ; baisse des impôts ; droit pour le Gouvernement de modifier la physionomie de la dépense publique ; sincérité de l'évaluation des dépenses et des recettes ; nécessité de délibérer sur des propositions concrètes ; décentralisation ; modernisation ; choix politique ; prélèvements obligatoires [16 octobre 1984] (p. 4795) ; taux d'endettement intérieur de la France ; effort au niveau des dépenses ; programme d'économies ; pourcentage des dépenses hors charge de la dette ; dépenses de fonctionnement courant des administrations ; effort de productivité ; politique de stabilisation des effectifs ; diminution de ceux de la fonction publique ; emplois à l'éducation nationale ; engagements pris au titre du Plan ; taux de progression des dotations budgétaires consacrées à l'exécution du Plan ; programmes prioritaires en matière d'emploi et de modernisation de notre industrie ; rappel des engagements respectés ; contrats de plans ; ventilation des taux de dépenses à l'intérieur du budget de la défense (p. 4796) ; politique de soutien aux secteurs productifs ; progression des dotations en capital des entreprises publiques ; effort en faveur de la recherche ; création d'un pôle industriel aux P.T.T. ; problème de l'orthodoxie budgétaire ; amélioration du système éducatif et de formation professionnelle ; notion de prélèvements obligatoires ; impôts locaux ; comparaison avec l'extérieur ; production intérieure brute ; allègement de l'impôt sur le revenu (p. 4797) ; suppression de la contribution du revenu imposable ; allègement de la taxe professionnelle ; accélération du calendrier de déduction de la T.V.A. ; diminution des impôts directs ; structure des tarifs publics ; financement de certains investissements ; gestion des collectivités locales ; juste répartition de la baisse ; progressivité de l'impôt ; taux de l'allègement fiscal (p. 4798) ; impôts sur les grandes fortunes ; amélioration de la situation des personnes à revenus modestes ; baisse des prélèvements obligatoires ; garantie de justice et de liberté (p. 4799) ; baisse des prélèvemenets obligatoires ; progression des débats budgétaires ; tarification téléphonique [17 octobre 1984] (p. 4861) ; comparaison internationale sur cette tarification ; budget annexe des P.T.T. ; baisse des prélèvements obligatoires ; baisse proportionnelle de l'impôt ; progressivité et diminution des impôts ; tranches du barème ; fiscalité locale ; dispositions frappant les collectivités locales (p. 4862) ; problème de la fiscalité agricole et des stocks à rotation lente ; renoncement à l'ensemble de l'équilibre de la réforme ; profession agricole ; économie sur l'ensemble des masses budgétaires ; prélèvements obligatoires ; déficit budgétaire (p. 4863) ; contribution de l'intervention de M. Alphandery au débat budgétaire ; déficit budgétaire ; attitude de M. Adrien Zeller ; socialisme à la française ; solidarité en faveur des allocataires arrivant en fin de droits ; aggravation de la fiscalité sur les grandes fortunes (p. 4864).

Première partie : Discussion des articles : **article 1er** : déplore une faute de frappe dans la rédaction d'une note bleue ; contenu de l'annexe « voies et moyens » ; taxe parafiscale ; fonds spécial de grands travaux ; prend l'engagement de « faire le maximum » pour fournir des informations en temps utile au Parlement [17 octobre 1984] (p. 4868) ; **article 2** : taux d'imposition de 70 p. 100 ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; fiscalité directe moins forte dans notre pays que dans divers pays étrangers ; liens entre l'imposition et la déclaration de revenus ; impôt locaux ; baisse de la fiscalité directe de 5 p. 100 (p. 4869) ; **article 2** : taux de pression fiscale ; masse des impôts payée par les Français en pourcentage de la production intérieure brute ; évolution de ce taux ; chiffres de l'I.N.S.E.E. ; taux annuels relatifs à la fiscalité locale ; baisse du taux de pression fiscale en 1983 et 1984 ; problème du lien entre le déficit budgétaire et la pression fiscale (p. 4873) ; déficit budgétaire ; choix entre la réduction de celui-ci et la baisse des impôts ; endettement intérieur de la France ; pression fiscale sur les hauts revenus ; régime fiscal des concubins ; problème de la nécessité d'une déclaration séparée (p. 4874) ; plafonnement ; quotient familial ; pouvoir d'achat ; nécessité du plafonnement ; baisse de l'impôt (p. 4876) ; plafonnement du quotient familial ; salaire supérieur à 550 000 francs ; seuil de déduction pour frais personnels ; plafond de l'I.G.F. ; son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 34 de la commission (fixation du droit fixe de procédure prévu à l'article 1018 A du code général des impôts (p. 4877) ; société ayant une valeur boursière importante (p. 4878) ; vente du patrimoine de l'Etat ; adopté ; aide ménagère fournie aux personnes âgées (p. 4879) ; prix de l'énergie ayant un effet dissuassif (p. 4882) ; progressivité pour l'impôts de 1985 ; imposition séparée ; possibilité pour tout le monde de faire une déclaration séparée ; coût de la mise en application de cette éventuelle mesure (p. 4884) ; son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 153 de la commission (portant le droit forfaitaire prévu à l'article 1018 B du code général des impôts de 20 francs à 40 francs) (p. 4885) ; adopté (p. 4886) ; **après l'article 2** : sections locales des associations reconnues d'utilité publique ; cas des associations s'occupant d'enfants inadaptés ; souhaite unifier les interprétations administratives en matière de déduction des dons versés aux sections départementales ; cas des associations d'Alsace-Moselle ; contrôle exercé par l'administration [18 octobre 1984] (p. 4891) ; possibilité de créer un groupe de travail pour le problème des associations d'Alsace-Lorraine (p. 4892) ; associations reconnues d'utilité publique (p. 4893) ; problème des personnes à revenus modestes ; personnes exonérées de la taxe d'habitation ; baisse des prélèvements obligatoires (p. 4894) **article 3** : campagne de presse au sujet de la pression fiscale baisse du taux de celle-ci (p. 4896) ; taux de pression fiscale déficit budgétaire (p. 4899) ; charge du remboursement de la

dette ; taux de pression fiscale égal à 18 p. 100 en 1984 ; taxe professionnelle ; charges globales des entreprises ; taux d'inflation (p. 4900) ; blocage des prix ; somme acquittée par les entreprises au titre de la taxe professionnelle ; calcul effectué par le Rapporteur général ; taxe professionnelle ; augmentation du taux de la T.V.A. ; position du C.N.P.F. ; éventualité de suppression de la taxe professionnnelle (p. 4901) ; taux d'intermédiation bancaire ; taux de prélèvements obligatoires ; critères de la péréquation ; taxe professionnelle ; zones à haute pression de taxe professionnelle ; décentralisation (p. 4905) ; abaissement du plafond de la valeur ajoutée ; compétitivité des entreprises (p. 4906) ; économie française (p. 4907) ; **après l'article 3** : politique fiscale de l'épargne ; risque d'évasion fiscale (p. 4913) ; épargne financière et épargne immobilière (p. 4914) ; élimination de la double imposition ; taxe professionnelle (p. 4915) ; demande la réserve de l'amendement n° 73 de M. Parfait Jans (p. 4916) ; **article 4** : augmentation du capital par apport de numéraire ; gestion de l'entreprise et distribution des réserves ; **après l'article 4** : modernisation industrielle et formation professionnelle (p. 4917) ; **article 5** : déductibilité applicable au carburant ; son amendement n° 207 (taxe applicable au gaz de pétrole liquéfié utilisé comme carburant routier) ; mesure gagée sur les droits fixes d'enregistrement ; adopté (p. 4920) ; **après l'article 5** : harmonisation pour les locations de véhicules ; locations de courte durée figurant au débit du compte d'exploitations des entreprises (p. 4921) ; **article 6** : quota laitiers ; accord de Bruxelles ; limitation de la production ; déficit budgétaire (p. 4922) ; assujettissement des « livraisons à soi-même » à la T.V.A. ; application de ce principe aux mineurs (p. 4923) ; **après l'article 7** : position du Conseil d'Etat à propos de la taxation des prestations de chauffage allouées aux mineurs des Charbonnages ; différence entre la fiscalité directe et la T.V.A. ; **article 8** : taux de la T.V.A. applicable aux agences de voyages ; taux applicable au sein de la C.E.E. (p. 4924) ; problème des rétorsions éventuelles ; excédent touristique en 1983 (p. 4925) ; Communauté économique européenne (p. 4926) ; **après l'article 9** : délai et procédure applicable aux formalités de création des entreprises (p. 4928) ; **article 10** : prélèvements obligatoires ; abattement de 3 000 francs pour la taxe sur les salaires versés par les organismes non astreints à la T.V.A. (p. 4929) ; **article 12** : exploitation des appareils automatiques (p. 4930) ; **article 13** : perte pour la sécurité sociale ; subvention de l'Etat au régime général incluant la compensation de la vignette tabac et de la vignette alcool ; tarifs d'E.D.F. ; déséquilibre actuel des comptes du S.E.I.T.A. (p. 4932) ; **article 14** : déductions des charges des entreprises (p. 4933) ; diminution du taux de provision pour participation depuis 1973 (p. 4935) ; participation ; dénationalisations ; mécanisme d'incitation ; participation concernant 11 000 entreprises environ ; diminution de la provision pour investissements ; disparition du mécanisme d'incitation (p. 4936) ; **article 14** : son sous-amendement n° 208 à l'amendement n° 39 de la commission (augmentant la taxe sur les véhicules des sociétés prévue à l'article 1010 du code général des impôts) ; taux de déductibilité pour investissements ; participation (p. 4940) ; adopté (p. 4941) ; **après l'article 14** : son amendement n° 210 (possibilité de report en arrière du déficit des entreprises ; crédit d'impôt ; bénéfices non distribués au titre des trois exercices précédents ; système d'option) (p. 4942) ; report en arrière (p. 4943) ; souhaite fixer la durée de ce report à trois ans ; chiffrage budgétaire de cette mesure (p. 4944) ; durée du report en arrière en Grande-Bretagne ou en R.F.A. ; impôt sur les sociétés ; indique que le Gouvernement n'a pas à gager ses amendements (p. 4945) ; crédit d'impôt ; banques ; entreprises en difficulté ; comptabilité du système de report en arrière avec les dispositions de la loi sur l'initiative économique ; différence entre ce système et le transfert d'une créance ; cas de cession (p. 4947) ; adopté ; **article 15** : se déclare prêt à retirer le mot « numéros » employé à propos des interventions de M. Georges Tranchant et rappelle que M. Edmond Alphandéry parle de « magouille absolue » (p. 4948) ; prélèvements exceptionnels ; appareil bancaire ; banques nationalisées ; bons du Trésor ; bilan des banques ; taux d'intermédiation bancaire (p. 4950) ; taux de l'eurodollar ; nationalisation des banques (p. 4951) ; déficit budgétaire américain ; appareil bancaire français (p. 4952) ; **après l'article 3** : son amendement n° 222 (non application des dispositions du 1 de l'article 125 A et du 3e alinéa du 3° de l'article 158 du code général des impôts à l'emprunt 7 p. 100 de 1973-1988) ; taux d'emprunt des banques ; rapport et coût de l'emprunt 1973 ; coût égal à plus de 100 milliards de francs ; retour au droit commun en ce qui concerne les dispositions fiscales liées à cet emprunt (p. 4953) ; indexation ; dépense de plus de 100 milliards de francs par le Trésor public ; somme supérieure au coût des nationalisations (p. 4955) ; **ses observations** après les rappels au règlement de M. Edmond Alphandéry et Claude Labbé ; emprunt 7 p. 100 de 1973 bénéficiant d'un régime fiscal favorable par dérogation spéciale ; caractère singulier de cet emprunt ; coût de cet emprunt ; problème d'une éventuelle audition du Premier ministre (p. 4957) ; esprit des institutions de la Ve République ; taxe professionnelle ; participation ; pratique de l'obstruction par l'opposition (p. 4958-4959) ; souhaite savoir si la présence de M. Pierre Beregovoy dans l'hémicycle pourra faire passer au vote (p. 4960) ; demande la réserve sur les sous-amendements n° 225 de M. Michel Noir, n° 226 de M. Michel Inchauspé et n° 227 de M. Michel Gantier à son amendement n° 222 (p. 4961) ; demande la réserve du sous-amendement n° 228 de M. Emmanuel Hamel au même amendement (p. 4962) ; demande la réserve des sous-amendements n° 229 de M. Emmanuel Hamel et n° 230 de M. Georges Tranchant au même amendement ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur son amendement n° 222 ; en exluant l'ensemble des sous-amendements présentés par celui-ci, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4963) ; motivations du Gouvernement ; indique que l'examen de cet amendement a déjà duré six heures ; appel tardif de cet amendement dû à la procédure (p. 4964) ; amendement n° 222 ; adopté après levée de la séance à la suite de l'absence de quorun (p. 4971) ; **article 17** : son amendement n° 211 (modifiant le tableau figurant au paragraphe IV de cet article) ; gages de prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales ; schéma de substitution ; augmentation du fonds de concours versé à l'Etat par la caisse des dépôts ; économique budgétaire [19 octobre 1984] (p. 4983) ; relations financières entre les collectivités locales et l'Etat ; progression de la fiscalité locale ; adopté ; **après l'article 17** : son amendement n° 212 (exonération du droit annuel pour les navires de commerce et les navires de pêche ; mesures de simplification ; date d'institution du droit annuel ; exonération totale des navires de commerce et de pêche ; adopté (p. 4984) ; **article 18** : activité de production et de distribution en amont et en aval du raffinage (p. 4986) ; provision pour reconstitution de gisement ; activités de production et activités de raffinage ; sources d'approvisionnement (p. 4987) ; **article 19** : problème de la pauvreté (p. 4991) ; son amendement n° 206 (augmentant la fraction de la valeur nette taxable) ; sa conviction du maintien définitif de l'impôt sur les grandes fortunes ; progressivité de l'impôt sur le revenu (p. 4992) ; sous-indexation (p. 4993) ; adopté (p. 4994) ; nécessité d'améliorer la connaissance des patrimoines et le rendement de l'impôt ; abaissement du seuil de la déclaration d'impôt (p. 4995) ; sanction de la non déclaration de l'impôt sur le revenu (p. 4996) ; **après l'article 19** : regrette l'absence de M. Jacques Marette ; taxation des profits non encore réalisés (p. 4998) ; **article 20** : son amendement n° 214 (cas d'exonération de la taxe d'apprentissage : champ d'application d'un accord collectif) ; résultats d'un approfondissement de la concertation ; agrément de l'Etat aux accords professionnels ou interprofessionnels (p. 5007) ; absence d'agrément du Gouvernement à ce qui remettrait en cause l'accord interprofessionnel ; adopté ; son amendement n° 215 (cas d'exonération de la taxe d'apprentissage : accord collectif, projet d'accueil et de formation des jeunes) : adopté ; son amendement n° 216 (rôle des organismes collecteurs chargés de recueillir les fonds) : adopté ; gestion par des organismes spécialisés du 1 p. 100 et du 2 p. 100 (p. 5008) ; son amendement n° 217 (insérant à la fin du paragraphe VI de cet article après les mots « organismes collecteurs » les mots « dans le cadre des présentes dispositions ») ; approfondissement de la concertation entre les partenaires sociaux ; adopté ; son amendement n° 218 (supprimant dans le paragraphe VII de cet article les mots « accords et conventions ») : adopté ; **après l'article 21** : aide aux entreprises de presse ; attente des résultats des travaux d'un groupe d'étude placé sous l'autorité de M. Georges Fillioud ; son amendement n° 219 (contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu) ; majoration des taux proportionnels applicables aux plus-values) ; maintien au profit de l'Etat des taux appliqués aux revenus de capitaux mobiliers (p. 5009) ; adopté ; **après l'article 21** : son amendement n° 197 (prélèvement sur les intérêts des emprunts obligatoires) ; augmentation des tarifs du droit de timbre ; suppression du prélèvement de 30 p. 100 sur les intérêts des emprunts obligataires émis aux Etats-Unis ; protection des marchés financiers ; prélèvement libératoire pour les intérêts des obligations détenus par les non-résidents ; « non-augmentation » des droits de timbre relatifs aux cartes d'entrée dans les casinos ; taxation de l'orfèverie et de la bijouterie (p. 5010) ; droit d'entrée dans les casinos ; risque de ne plus recevoir d'investisseurs étrangers ; modification de la réglementation intérieure française ; maintien de la possibilité de faire appel à des investisseurs étrangers ; adopté (p. 5011) ; **article 22** : dispositif d'aide à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; réduction des réserves de

l'I.E.D.O.M. ; budget des départements et des territoires d'outre-mer (p. 5012) ; nécessité d'une gestion plus rigoureuse des fonds ; **après l'article 22** : sort de certaines catégories socio-professionnelles (p. 5013) ; distinction juridique entre les amendements ; nationalisations ; déduction des cotisations de retraite et de maladies des régimes obligatoires ; nécessité d'adhérer à un centre de gestion agréé (p. 5014) ; rétablissement du privilège des bouilleurs de cru (p. 5016) ; **article 23** : règle des 50-50 ; écarts sur le taux de la vignette ; problème des départements pauvres ; crise immobilière ; concurrence (p. 5017) ; **après l'article 26** : son amendement n° 238 (modification des tarifs des droits de timbre) ; augmentation des droits de timbre ; adopté (p. 5019) ; **article 30** : son amendement n° 235 (substituant à la fin de cet article au taux de 16,730 p. 100 le taux de 16,731 p. 100) ; modification du taux applicable à la base de la T.V.A. pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; adopté ; **après l'article 32** : caractère indicatif des amendements n° 47 de M. Christian Pierret et n° 70 de M. Joseph Legrand ; solution aux problèmes des ayants-droit des morts et blessés de Charonne (p. 5020) ; gage de l'amendement tendant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru (p. 5021) ; **article 33** : taux de revalorisation des rentes pour 1984 ; bénéfice par les crédirentiers d'un supplément de majoration légale ; son amendement n° 231 (insérant à la fin du paragraphe V de cet article après les mots « ainsi qu'aux rentes constituées », les mots « par l'intermédiaire des sociétés mutualistes au profit des bénéficiaires de la majoration attribuée en application des articles 91 et suivants du code de la mutualité) ; son amendement n° 232 (modifiant le tableau du paragraphe VI de cet article) ; son amendement n° 233 (modifiant le tableau du paragraphe VII de cet article) ; son amendement n° 234 (substituant à la fin du 2e alinéa du paragraphe VIII de cet article à la somme « 3 856 francs » la somme de « 3 908 francs » et à la fin du 3e alinéa du paragraphe VIII à la somme de « 22 572 francs » la somme « 22 878 francs » ; rentes d'anciens combattants ; taux de majoration des rentes viagères ; adoptés (p. 5023) ; **article 34 et Etat A** : son amendement n° 239 (modifiant les évaluation des recettes fiscales et non fiscales ; modifications de recettes liées à l'adoption de différents amendements ; baisse des impôts ; adopté (p. 5037).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : **article 2** : son amendement n° 1 (réduction des cotisations d'impôt sur le revenu au titre de l'année 1984) ; variation de la réduction entre 4,63 p. 100 et 5 p. 100 ; adopté ; **article 26 *bis*** : son amendement n° 2 (tarifs des droits fixes d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) : adopté (p. 5039) ; **article 34 et Etat A** : son amendement n° 3 (majorant les recettes et diminuant l'excédent net des charges) ; nécessité de tenir compte des modifications adoptées par l'Assemblée ; contrepartie du renoncement au prélèvement de 3 milliards sur les collectivités locales ; adopté (p. 5042).

Deuxième partie :

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement de moderniser l'Imprimerie nationale et de poursuivre le processus de restauration du bâtiment ; transformation de certains emplois [7 novembre 1984] (p. 5687) ; poursuite de l'activité éditoriale de l'Imprimerie nationale ; modernisation de l'unité de production de Rungis ; son hommage à l'ensemble des personnels de cet organisme (p. 5688) ; poursuite de l'amélioration de la gestion financière des Monnaies et médailles ; création de collection ; développement de nouveaux produits dans le secteur des médailles (p. 5689) ; transmission de données chiffrées concernant le placement des fonds libres des collectivités locales (p. 5690) ; problèmes relatifs aux comptes spéciaux du Trésor ; prise en compte de la nécessité d'une meilleure information du Parlement ; rôle du F.D.E.S. ; transformation en établissement public et commercial de l'Union des groupes d'achats publics ; nécessité de réexaminer les relations financières entre les collectivités et l'Etat ; problème des méthodes de comptabilisation (p. 5694) ; justification des taxes parafiscales ; délais de publication des décrets de prorogation des taxes ; prolongation de l'autorisation de perception de la taxe sur les granulats ; conséquences du refus des adhérents du syndicat national des transporteurs aériens de payer la redevance phonique ; prise en compte des observations de la Cour des comptes relatives à certaines interventions dans le domaine agricole ; modulation du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires de l'industrie du meuble ; utilité et financement du centre technique du bois ; absence de menace pesant sur l'établissement de Douai ; cas de l'établissement de Pessac (p. 5695-5696).

Examen des crédits : **Etat E - ligne 20** : sa volonté de prendre les textes nécessaires à la possibilité de percevoir certaines taxes parafiscales ; **ligne 24** : problème de la définition par le centre national de l'horticulture du nombre et de la qualité des redevables (p. 5709) ; **ligne 50** : prise en considération du rapport de la Cour des comptes par le Gouvernement (p. 5711).

Economie, finances et budget. Consommation. — *Discussion générale :* souhaite la levée de la séance [8 novembre 1984] (p. 5777) ; demande à M. Xavier Deniau si une personne à laquelle ce dernier a fait allusion a été condamnée en correctionnelle [9 novembre 1984] (p. 5782) ; problème de la modernisation ; productivité des administrations financières ; informatique ; direction de la comptabilité publique ; réseau télé-informatique du service extérieur (p. 5788) ; effort de simplification et de rationalisation ; direction générale des impôts ; informatisation des centres des impôts fonciers ; concertation ; moyens de gestion des services ; direction générale des douanes ; souhait de M. Jacques Chirac de supprimer la moitié des effectifs de cette direction (p. 5789) ; absence de déclin des administrations financières ; contrôle fiscal ; rôle des brigades spécialisées ; contrôle fiscal des étrangers ; position de M. Jacques Chirac expliquant le chômage par la présence des étrangers ; fraude fiscale (p. 5790) ; secret fiscal ; position des étrangers pris comme « boucs émissaires » ; concurrence de M. Jean-Marie Le Pen sur le plan électoral ; impôts des étrangers ; création de postes de contrôleurs supplémentaires (p. 5791) ; personnes ne déclarant pas de bénéfices ; recherche de la fraude fiscale ; souhaite savoir comment M. Xavier Deniau calcule que plus de 6 millions de personnes échappent totalement à l'impôt ; problème de la baisse des prélèvements obligatoires ; dette publique de la France ; situation de la France par rapport aux autres pays européens ; critère du rapport entre la dette et le P.I.B. (p. 5792) ; bons du Trésor ; emprunt « Giscard » 1973 ; encaisse-or de la Banque de France ; contrôles opérés sur les entreprises nationales ; rendement des administrations financières ; impôt sur les grandes fortunes ; indique que 600 fonctionnaires s'occupent de cet impôt (p. 5793) ; impôt sur les grandes fortunes (p. 5794).

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV** : plan d'épargne logement ; prêtes locatifs aidés ; estime que la mesure proposée par M. Parfait Jans coûterait 2 milliards de francs (p. 5794).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 56 et Etat F : déroulement du débat [15 novembre 1984] (p. 6100) ; **avant l'article 61** : abaissement de l'âge de la retraite pour les agriculteurs ; problème relevant de la compétence du ministre de l'agriculture (p. 6104) ; baisse des prélèvements obligatoires ; niveau des prix industriels (p. 6105) ; **article 61** : son amendement n° 292 (insérant à la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « ou associations » les mots « d'intérêt général, à caractère culturel et agréé par le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre de l'agriculture ») ; utilité de la Croix rouge et des autres associations ; alignement du régime de déduction des dons aux fondations et associations à caractère culturel sur celui appliqué aux sociétés et organismes publics ou privés de recherche scientifique et technique agréés ; utilité de la formule de l'agrément (p. 6106) ; exclusivité du bénéfice de la déduction aux associations culturelles (p. 6107) ; intérêt de l'amendement n° 307 de M. Jean Anciant ; constitution d'un groupe de travail sur les associations en Alsace-Lorraine ; définition du caractère culturel des associations visées à l'article 61 (p. 6108) ; son amendement n° 292 : rejeté (p. 6109) ; **article 62** : coût de la mesure proposée à cet article ; réductions d'impôts afférentes aux ravalements et aux économies d'énergie ; augmentation des prix industriels du tabac (p. 6124) ; cumul des nouvelles réductions d'impôt avec d'autres déductions pour la résidence principale (p. 6125) ; nécessité d'un contrôle des services fiscaux sur la nature et la réalité des travaux ; perte du droit à déduction en cas de fraude (p. 6126) ; **article 63** : traitement de la cession au sens fiscal ; éléments retenus par l'administration pour établir la connivence entre le propriétaire et le locataire (p. 6127) ; **après l'article 63** : utilisation du fonds spécial de grands travaux ; **article 64** : objectifs de la suppression des relevés de frais généraux ; entreprises concernées par l'obligation de déclaration (p. 6132) ; **après l'article 66** : son amendement n° 293 (déductibilité des provisions constituées par une entreprise pour faire face au versement d'allocations) ; possibilité de cette déduction par l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat ; déductibilité des cotisations payées à des régimes de retraite et des allocations servies aux membres du personnel (p. 6133) ; absence de provision constituée pour congés payés depuis 1971 ; adopté (p. 6134) ; **après l'article 69** : son amendement n° 308 (abrogeant les dispositions du 1° a) de l'article 259 A du code général des impôts et insérant après le 2e alinéa de l'article 259 B du code général des impôts l'alinéa suivant : — « locations de biens meubles

corporels autres que des moyens de transport ») ; notion de biens similaires ; charge de la T.V.A. pour les opérations de lotissement ; supression des dispositions relatives à l'imposition des livraisons à soi-même d'immeubles construits ; mise en conformité des règles de territorialité de la T.V.A. applicables aux locations de biens meubles corporels ; adopté (p. 6135) ; **après l'article 71** : sa volonté de ne pas participer au débat livré par M. Georges Tranchant contre le contrôle fiscal (p. 6136) ; **article 72** : rappel de l'existence de perquisitions de 1945 à 1984 sur des bases illégales ; absence de progression des perquisitions depuis 1981 ; comparaison avec la République Fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis (p. 6138) ; nombre de perquisitions réalisées en 1980 ; sa volonté de légaliser cette pratique ; problème de la définition de la fraude fiscale et de l'absence de l'occupant ; constat de l'impossibilité de la présence du contribuable par un O.P.J. ; sa volonté de lutter contre la fraude fiscale organisée ; caractère inopérant des méthodes actuelles de contrôle fiscal ; existence de la garantie du juge ; nécessité d'aider l'administration fiscale à réprimer la grande fraude (p. 6139) ; son rappel de l'attachement du groupe R.P.R. à la sécurité, notamment en matière de lutte contre la drogue ; possibilité jusqu'en 1977 de perquisitionner au domicile privé sans intervention du juge (p. 6140) ; progrès constitués par la loi de 1977 ; utilité des prérogatives de l'administration des douanes (p. 6141) ; **après l'article 73** : régime fiscal des testaments partages ; différence entre un testament ordinaire et un testament partage ; **article 74** : précision des différents niveaux de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales (p. 6142) ; **avant l'article 75** : risque de transfert vers la taxe professionnelle (p. 6143) ; **article 75** : sa critique de la proposition de M. Edmond Alphandery changeant les années de référence (p. 6144) ; problème de l'année de référence pour la revalorisation des bases de la taxe professionnelle ; mode d'établissement de cette taxe ; (p. 6145) ; nécessité d'éviter d'opérer un transfert de la taxe professionnelle vers les ménages ; montant des valeurs locatives foncières ; importance de la progression de ces valeurs ; existence d'un rapport sur la taxe d'habitation ; dépôt prochain d'un rapport sur les taxes foncières ; nécessité de procéder à des simulations (p. 6146) ; **après l'article 75** : amélioration de la présentation des feuilles d'impôts locaux ; utilité de faire apparaître clairement la part des communes, des départements et de la région sur ce document (p. 6147) ; son amendement n° 306 (bases d'imposition afférentes aux personnels et aux biens et équipements mobiliers transférés par une entreprise d'une commune à une autre) ; nécessité de mettre fin à la double imposition entraînée par le transfert partiel d'établissement d'une commune à une autre ; adopté (p. 6149) ; **article 78** : volonté de M. Georges Tranchant d'aider les fraudeurs ; nécessité d'introduire une disposition législative expresse pour éviter toute prime aux fraudeurs (p. 6150) ; confusion entre les pénalités administratives et les pénalités d'ordre pénal (p. 6151) **après l'article 78** : lenteur des contrôles fiscaux ; caractère innoportun de l'allongement de la durée des contrôles fiscaux (p. 6152) ; **après l'article 81** : méthodes d'évaluation des stocks ; importance de la fraude nécessitant des contrôles fiscaux (p. 6153) ; comparaison avec les pays étrangers ; absence de réserve pour investissement dans la législation française (p. 6154) ; son amendement n° 309 (substituant aux chiffres de 360 000 francs les mots « 60 p. 100 de la limite prévue pour les exploitants individuels multipliés par le nombre d'associés ») ; limite des recettes au-delà de laquelle les groupements agricoles d'exploitation en commun sont assujettis au paiement de la T.V.A. ; extension de ce mode de calcul ; adopté ; son amendement n° 294 (extension du régime du compte épargne en actions aux achats nets réalisés à compter du 1er janvier 1985 de parts de caisse de crédit agricole mutuel) (p. 6160) ; extension du bénéfice du compte d'épargne en actions aux souscriptions de parts du secteur bancaire agricole ; adopté (p. 6161) ; existence de liens entre les personnes ayant été chargées de l'agriculture ; **après l'article 86** : son amendement n° 200 (perception par la commission des opérations de bourse des redevances sur les personnes publiques ou privées) ; accroissement de l'activité de la commission des opérations de bourse ; financement de cette commission (p. 6162) ; fixation par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du dispositif de son amendement n° 200 ; réexamen par cette commission des frais afférents aux opérations sur valeurs mobilières ; adopté après rectification (p. 6163) ; **article 78** : son amendement n° 312 (substituant dans le dernier alinéa 2° du paragraphe I de cet article au mot « pénalités » les mots « sanctions fiscales autres que celles visées au 3e alinéa de l'article L. 188 du livre des procédures fiscales ») ; problème des sanctions pénales ; sa volonté d'améliorer ce texte en seconde lecture ; ses critiques contre les insinuations de M. Georges Tranchant ; absence de pénalités rétroactives (p. 6164) ; sa proposition de substituer dans son amendement n° 312 aux mots « pénalités corrélatives éventuelles », les mots « sanctions fiscales autres que celles visées au 3e alinéa de l'article L. 188 du livre des procédures fiscales » ; son amendement n° 312 rectifié : adopté (p. 6165).

Article de récapitulation. — article 43 : son énumération des entreprises remboursant par anticipation des prêts consentis par le F.D.E.S. (p. 6167).

Seconde délibération du projet de loi : volonté du Gouvernement de traduire les engagements pris au cours de la discussion budgétaire ; majoration du budget des dotations consacrées à la jeunesse et aux sports : augmentation des crédits de l'emploi et de la formation professionnelle et de ceux du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ; augmentation des dotations des bourses scolaires ; annulations de crédits (p. 6168) ; **état B, Titre III** : ses amendements n° 1 et 2 (réduisant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : II — Santé et Solidarité nationale) : adoptés ; son amendement n° 52 (majorant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : III — Travail, Emploi) : adopté ; son amendement n° 3 (majorant les crédits concernant l'agriculture) : adopté ; ses amendements n° 4 et 5 (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget : II Services financiers) : adoptés ; ses amendements n° 5, 6 et 7 (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adoptés ; son amendement n° 8 (majorant les crédits concernant l'environnement) : adopté ; ses amendements n° 9 et 10 (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adoptés ; son amendement n° 11 (relatif aux services du Premier ministre) : adopté ; **Titre IV** : son amendement n° 12 (réduisant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : II — Santé, Solidarité nationale) : adopté ; ses amendements n° 13 et 14 (majorant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale II : Santé, Solidarité nationale) : adoptés ; son amendement n° 15 (majorant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : III — Travail, Emploi) : adopté ; son amendement n° 16 (majorant les crédits concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 17 (majorant les crédits concernant les anciens combattants) : adopté ; son amendement n° 18 (majorant les crédits concernant le commerce, l'artisanat, le tourisme) : adopté (p. 6170) ; son amendement n° 19 (majorant les crédits concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 20 (réduisant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget : I — Charges communes) : adopté ; son amendement n° 21 (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget : II — Services financiers) : adopté ; ses amendements n° 22, 23 et 24 (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adoptés ; son amendement n° 25 (majorant les crédits concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 26 (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 27 (réduisant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 28 (majorant les crédits concernant la jeunesse et les sports) : adopté ; son amendement n° 29 (majorant les crédits concernant la mer) : adopté ; son amendement n° 30 (majorant les crédits concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; son amendement n° 31 (majorant les crédits concernant le redéploiement industriel) : adopté ; son amendement n° 32 (majorant les crédits concernant les relations extérieures : I — Services diplomatiques et généraux) : adopté ; son amendement n° 33 (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre : I — Services généraux) : adopté ; son amendement n° 34 (majorant les crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté (p. 6171) ; **Etat C : Titre V** : son amendement n° 53 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'économie, les finances et le budget : I — Charges communes) : adopté ; son amendement n° 35 (modifiant l'intitulé du chapitre 56-01 concernant l'éducation nationale) : adopté ; ses amendements n° 36 et 37 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'éducation nationale) : adoptés ; son amendement n° 38 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; **Titre VI** : son amendement n° 39 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : II — Santé et Solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 40 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : III — Emploi - Travail) : adopté ; son amendement n° 41 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 42 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'éducation

nationale) : adopté ; son amendement n° 43 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 44 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 45 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; son amendement n° 46 (majorant les autorisations de programme concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; son amendement n° 47 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant le redéploiement industriel) : adopté ; son amendement n° 48 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les services du Premier ministre : I. — Services généraux) : adopté (p. 6173) ; son amendement n° 49 (réduisant les crédits de paiement concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ; **état F** : son amendement n° 54 (rétablissant les deux lignes suivantes : « II Services financiers. » ; « 37-8 application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision ») : adopté ; **article 90** : son amendement n° 50 (de suppression) : adopté ; **article 91** : son amendement n° 51 (de suppression) ; adopté (p. 6174) ; **article 34** : son amendement n° 56 (majorant le plafond des dépenses ordinaires civiles et diminuant le plafond des dépenses civiles en capital) : adopté (p. 6178).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : procès d'intention et calomnies de l'opposition [18 décembre 1984] (p. 7091) ; nécessité de prendre connaissance du rapport de la Cour des comptes ; absence de plainte en diffamation du Gouvernement (p. 7092) ; volonté de M. Georges Tranchant de caricaturer la politique gouvernementale (p. 7094) ; prise en compte par le Gouvernement de l'opinion des parlementaires ; baisse des prélèvements obligatoires ; mise en cause des statisticiens de l'I.N.S.E.E. par M. Pierre Micaux ; poids de la dette ; problème des « cadeaux » aux entreprises ; exonération de la taxe professionnelle (p. 7102) ; lutte contre le chômage ; caractère caricatural de l'intervention de M. Georges Tranchant (p. 7103).

Discussion des articles : **article 2** : taux moyen d'imposition ; cas des autres pays européens [18 décembre 1984] (p. 7105) ; fixation des plafonds par l'ancienne majorité ; obligation de rattrapage (p. 7106) ; sa volonté de ne pas reprendre les arguments développés en première lecture (p. 7108) ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; problème du « cadeau » fait aux entreprises ; avantages fiscaux des catégories les plus défavorisées (p. 7109) ; nécessité de ne pas déformer les réalités budgétaires (p. 7110) ; **après l'article 2** : existence d'un groupe de travail présidé par M. Jean Oehler concernant les associations en Alsace-Lorraine (p. 7111) ; importance des dégrèvements sur la taxe d'habitation et des mesures fiscales prises en faveur des bas salaires (p. 7112) ; obligation pour les G.A.E.C. de tenir une comptabilité pour leur information ; utilité de délais pour établir leur comptabilité ; nécessité d'adapter la comptabilité du réel simplifié ; caractère inacceptable de l'interprétation de ses propos donnés par M. Gilert Mathieu (p. 7113) ; **article 3** : son rappel de l'inutilité pour M. Georges Tranchant de critiquer la taxe professionnelle (p. 7115) ; **après l'article 3** : respect de la parole de la France en ce qui concerne l'emprunt Giscard ; rappel de la gestion financière de l'ancienne majorité (p. 7117) ; caractère contradictoire des propos du R.P.R. sur l'emprunt Giscard (p. 7118) ; rappel des conditions de la revalorisation du stock d'or en 1969 ; rappel de l'erreur commise en 1978 ; bilan de l'ancien Premier ministre (p. 7119) ; **après l'article 8** : son amendement n° 4 (possibilité pour les sociétés immobilières d'investissement de détenir des parts de sociétés civiles) ; aménagement du régime des sociétés immobilières d'investissement ; relance de leur activité (p. 7121) ; sa critique des propos de M. Parfait Jans ; sa volonté de relancer le marché locatif (p. 7122) ; son opération de 10 000 P.L.A. ; problème posé par la réanimation de la construction (p. 7123) ; adopté ; **article 12** : situation des exploitants avant l'institution de la taxe d'Etat sur les appareils automatiques ; assujettissement des appareils automatiques à la T.V.A. sous la pression de la commission des Communautés européennes ; son sous-amendement à l'amendement n° 14 de la commission (substituant au mot « juillet » le mot « septembre ») (p. 7124) ; sa volonté de tenir la commission des finances informée de l'avancement de cette question ; problème des délais ; adopté (p. 7125) **article 14** : rôle du centre d'études sur les revenus et les coûts sur les accords de participation ; conséquences de ces dispositions sur ces accords (p. 7126) ; **article 14 *bis*** : situation des fonds propres des entreprises ; mobilisation des créances ; modernisation de la fiscalité (p. 7128) ; problème du rapport entre investissements et amortissements ; son amendement n° 1236 (sort du déficit constaté au titre de l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 1984) (p. 7129) ; adopté après modification ; **après l'article 14 *bis*** : son amendement n° 5 (insérant dans l'article 787 A du code général des impôts après les mots « de la nation » les mots « et aux enfants visés à l'article 49 du code de la famille et de l'aide sociale ») ; extension des dispositions de l'article 787 A du code général des impôts aux enfants reçus en garde ; adopté (p. 7130) ; **article 19** : son amendement n° 6 (supprimant le paragraphe III de cet article) ; recherche des contribuables relevant de l'impôt sur les grandes fortunes par l'administration fiscale ; inutilité du dépôt d'une déclaration alourdissant les obligations déclaratives des contribuables (p. 7133) ; inopportunité de la création d'une obligation non sanctionnable ; attitude de M. Parfait Jans concernant les syndicats du ministère des finances et du budget ; inexistence d'instructions données par lui aux syndicats concernant la recherche des contribuables payant l'impôt sur les grandes fortunes (p. 7134) ; adopté (p. 7135) ; **après l'article 19 *bis*** : son amendement n° 138 (réintégration du montant global des prévisions pour hausse des prix) ; inadaptation du mécanisme de la provision pour hausse des prix au secteur de l'agriculture ; problème de la réintégration de ces provisions ; liberté de choix des agriculteurs ; adopté ; son amendement n° 137 (permettant aux exploitants agricoles soumis au régime du bénéfice réel simplifié de modifier la date de clôture de leur exercice) ; principe de l'intangibilité des exercices ; (p. 7136) ; rigidité de ce principe à l'égard du monde agricole ; possibilité de dérogations sur agrément d'une commission départementale ; adopté (p. 7137) ; **article 21 *bis*** : problème de la taxe sur les huiles neuves minérales et synthétiques ; augmentation des droits de timbre ; affaire de Saint-Quentin ; difficulté de distinguer les huiles neuves et les huiles régénérées ; difficulté de mise en œuvre de la taxe sur les huiles ; problème de la rentabilité des casinos (p. 7139) ; **après l'article 21 *bis*** : son amendement n° 7 (exonérant de la retenue à la source les intérêts des emprunts émis en France en E.C.U. par les organisations internationales) : promotion du rôle de l'E.C.U. comme monnaie internationale ; sa volonté d'encourager le placement en E.C.U. ; définition des organisations internationales ; adopté (p. 7140) ; **après l'article 23** : son amendement n° 153 (réduisant le taux de la taxe départementale de publicité foncière) ; réduction des droits exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ruraux ; problème des compensations pour les départements ; adopté (p. 7144) ; **article 24** : caractère forfaitaire des prélèvements effectués sur les impôts locaux ; importance des administrations s'occupant de fiscalité locale ; prise en compte des dépenses indirectes dans le prélèvement ; coût de la fiscalité locale ; **après l'article 25** : son amendement n° 139 (diminuant les minima figurant à l'article 1568 du code général des impôts) ; réduction des minima des tarifs du droit de licence sur les débits d'alcool ; adopté ; **après l'article 27** : son amendement n° 34 (instituant un prélèvement sur les enjeux au profit du sport) (p. 7145) ; création d'un jeu multi-sports ; rôle des sociétés organisatrices ; affectation du produit des jeux ; loto sportif ; fonds national de développement de la vie associative ; adopté ; son amendement n° 35 (concernant la répartition du produit des prélèvements entre les différentes sociétés sportives) : adopté (p. 7146) ; **article 30** : son amendement n° 36 (substituant au taux de 16,731 p. 100 le taux de 16,752 p. 100) : adopté ; **après l'article 31** : aménagement d'un barème ; répartition différente de la charge fiscale entre les exploitants (p. 7148) ; **article 34 et état A** : son amendement n° 165 (modifiant les évaluations des recettes) ; prise en compte des modifications intervenues dans l'article d'équilibre ; adopté (p. 7151).

Seconde délibération — Première partie : **article 2 *bis*** : son amendement n° 1 (détermination du régime d'imposition de chaque associé d'un groupement agricole d'exploitation) ; nécessité d'assurer la continuité dans la détermination des régimes d'imposition des G.A.E.C. ; appréciation de la limite de 5 000 francs pour le changement des régimes d'imposition (p. 7152) ; adopté après modification (p. 7153) ; **article 34 et état A** : son amendement n° 2 (modifiant les évaluations de recettes) : adopté (p. 7156).

Deuxième partie :

article 36 et état B : Titre III : son amendement n° 37 (réduisant les crédits du ministère de l'agriculture) ; modification des crédits ouverts au budget général par l'ensemble des amendements portant sur les articles 36 et 37 ; prise en compte des attributions du ministre de la recherche et de la technologie ; financement des frais de fonctionnement de l'administration préfectorale ; redéploiement des dotations ouvertes dans le budget de la culture ; affectation de crédits au centre national du machinisme agricole et à l'institut Curie ; adopté ; son

amendement n° 38 (majorant les crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 39 (majorant les crédits du ministère de la recherche et de la technologie) : adopté (p. 7158) ; son amendement n° 40 (réduisant les crédits du ministère de l'urbanisme et du logement) : adopté ; **Titre IV** : son amendement n° 41 (majorant les crédits des affaires sociales et de la solidarité nationale. II — Santé, Solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 42 (réduisant les crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. II. — Santé et Solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 155 (majorant les crédits du ministère de l'économie, des finances, et du budget. I — Charges communes) : adopté ; son amendement n° 43 (réduisant les crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 44 (majorant les crédits du ministère de la technologie) : adopté (p. 7159) ; **article 37 et état C — Titre V** : son amendement n° 45 (réduisant les autorisations de programme du ministère de la culture) : adopté ; son amendement n° 163 (majorant les crédits du ministère de la culture) : adopté ; son amendement n° 46 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement du ministère de l'intérieur et de la décentralisation) : adopté ; **Titre VI** : son amendement n° 47 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. II — Santé et Solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 48 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. II — Santé et Solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 49 (réduisant les autorisations de programme et les crédits du ministère de l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 164 (réduisant les crédits de paiement du ministère de la culture) : adopté ; son amendement n° 50 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement du ministère de la culture) : adopté (p. 7161) ; son amendement n° 51 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement de la recherche et de la technologie) : adopté ; son amendement n° 52 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement du ministère de l'urbanisme et du logement) : adopté (p. 7162) ; **article 43** : son amendement n° 53 (modifiant les crédits des mesures nouvelles des budgets annexés) : adopté (p. 7163) ; **après l'article 45** : son amendement n° 54 (ouvrant un compte d'affectation spéciale : « fonds national pour le développement de la vie associative ») : adopté ; **article 46** : son amendement n° 55 (modifiant les crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations de dépenses civiles) : adopté (p. 7164) ; **après l'article 59** : inopportunité du relèvement du plafond la taxe spéciale d'équipement ; **après l'article 60** : son amendement n° 56 (permettant aux départements de la Gironde, des Landes, de la Saône-et-Loire et de la Savoie de ne pas assurer les prestations qui leur incombent) : adopté (p. 7181) ; **article 61** : son amendement n° 8 (insérant après les mots « ou associations » les mots « d'intérêt général à caractère culturel agréées par le ministère de l'économie, des finances et du budget ») ; nouveau régime de déduction des organismes culturels ; adopté (p. 7182) ; **article 63** : son amendement n° 9 (accordant au contribuable la réduction d'impôt prévue au paragraphe I de cet article) ; problème de la réduction d'impôt accordée au contribuable achetant un logement neuf ; extension du dispositif de cet article aux souscriptions de parts de sociétés immobilières ; volonté d'éviter de créer des distorsions entre les épargnants ; problèmes posés par la loi Quilliot ; cas de la location-vente ; adopté ; **article 64** : son amendement n° 10 (abrogeant les articles 39-5, 54 *quater*, 223 *quinquies* du code général des impôts) ; souci de simplification ; rejeté (p. 7184) ; détermination du bénéfice des sociétés à responsabilité limitée familiales exerçant une activité industrielle et commerciale ; imposition des associés ; extension de l'article 239 *bis* AA aux activités libérales ; **article 66 *bis*** : son amendement n° 140 (conférant à cet article un caractère interprétatif) (p. 7185) ; problème des provisions des entreprises ; changement de la jurisprudence du Conseil d'Etat ; **article 69 *bis*** : modification du lieu d'imposition des prestations (p. 7186) ; critère de territorialité des encaissements se rapportant à des locations postérieures au 31 décembre 1984 ; son amendement n° 141 (organisant la perception d'une taxe spéciale sur le prix des billets d'entrée dans les salles de cinéma) ; son amendement n° 142 (permettant la réévaluation des tarifs de cette taxe) ; reprise d'un amendement adopté à l'unanimité par le Sénat ; caractère de « cavalier budgétaire » de ses amendements (p. 7187) ; son amendement n° 141 : adopté ; son amendement n° 142 : rejeté (p. 7188) ; **article 72** : son amendement n° 60 (absence de pourvoi contre l'ordonnance mentionnée au premier alinéa de cet article) ; renforcement des garanties offertes aux contribuables ; existence d'une étude du Conseil d'Etat sur ce point (p. 7189) ; adopté ; **article 74** : son amendement n° 143 (supprimant dans les articles 24 et 26 de la loi de finances pour 1984 les mots « avant la date unique fixée pour le vote du budget du département par département par l'article 51 de la loi du 2 mars 1982 » et « avant la date prescrite pour le vote du budget primitif ») ; harmonisation et simplification des règles concernant la notification des tarifs des taxes différentielles ; son ralliement au texte de l'amendement n° 74-II du Sénat ; adopté ; son amendement n° 144 (substituant au 2e alinéa de l'article 1635 *bis* F du code général des impôts aux mots « et plus tôt un mois après leur vote » les mots « le premier jour du deuxième mois à compter de la date à laquelle les décisions concernées sont devenues exécutoires ») : adopté (p. 7190) ; **article 75** : son amendement n° 11 (concernant l'actualisation des valeurs locatives foncières) ; nécessité d'éviter les transferts résultant d'une actualisation ; communication par l'administration des bases d'imposition aux collectivités locales ; problème de la réforme de la fiscalité locale directe ; contenu du rapport sur la taxe d'habitation ; rejeté ; **après l'article 75** : son amendement n° 145 (fixation du taux de la taxe professionnelle dans les communes où il était nul les années précédentes) ; calcul du taux de la taxe professionnelle (p. 7191) ; fixation par les communes de la taxe professionnelle dans une limite plafonnée ; absence de solution apportée par l'amendement n° 135 de M. Adrien Zeller ; nécessité de maintenir une certaine cohérence ; adopté ; son amendement n° 12 (application du plafonnement prévu au paragraphe I de l'article 1647 B *sexies* du code général des impôts sur la cotisation de la taxe professionnelle) ; contenu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 mai 1984 (p. 7192) ; caractère de mesure de sauvegarde du plafonnement ; adopté (p. 7193) ; **article 80** : son amendement n° 57 (permettant le financement des dépenses d'action sociale publique à Saint-Pierre et Miquelon) ; participation de l'Etat à certaines dépenses sociales à Saint-Pierre et Miquelon ; adopté ; **après l'article 81 *ter*** : son amendement n° 146 (remplaçant dans le 2e alinéa du paragraphe I de l'article 69 du code général des impôts les mots « 1986 et 1987 » par les mots « 1988 et 1989 ») (p. 7195) ; problème de l'abaissement des seuils du forfait ; création d'un nouveau régime « le super simplifié » ; abaissement des seuils ; adopté (p. 7196).

Seconde délibération de la première partie : **article 34 et état A** : son amendement n° 4 (modifiant l'article 34) : adopté (p. 7202).

Troisième lecture, discussion générale : respect des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale ; demande à M. Georges Tranchant de préciser à quelle guerre il fait allusion [20 décembre 1984] (p. 7315).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : date de dépôt du collectif budgétaire [5 décembre 1984] (p. 6707) ; volonté de l'opposition de faire des procès d'intention ; montant du déficit budgétaire ; traduction en ouverture de crédits budgétaires des priorités du Gouvernement ; moins-values des recettes ; montant des remboursements et des dégrèvements ; problème de la taxe sur les salaires ; application des règles de présentation de la loi de finances ; difficultés des prévisions dans tous les pays (p. 6708) ; absence de possibilité de maîtrise des taux par les Gouvernements européens ; importance du taux d'intérêt du dollar ; coût de la bonification des prêts aidés à l'industrie ; réforme des prêts bonifiés ; nécessité d'une politique volontariste pour contenir le déficit budgétaire ; action sur les recettes ; remboursement anticipé des créances du F.D.E.S. ; existence de redéploiements au sein des budgets civils ; diminution du nombre des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; réforme de l'indemnisation du chômage (p. 6709) ; énumération des dépenses définitives ; contenu des opérations temporaires ; réforme des taxes sur l'électricité ; prise en charge par l'Etat de la dette de la S.O.M.I.V.A.C. ; déficit budgétaire (p. 6710).

Discussion des articles : **article 3** : publication prochaine d'une courbe d'évolution de la trésorerie des départements en 1984 ; personnalisation de l'émission des vignettes de la taxe différentielle sur les véhicules (p. 6721) ; **article 6, Etat B, Titre I** : dépassement des chiffres figurant dans le collectif ; impossibilité d'estimer les mouvements sur les chapitres budgétaires de l'Etat dans leur ensemble (p. 6727) ; **article 7, Titre V** : raison de l'annulation de crédits ; caractère relatif de la dette extérieure française ; maîtrise des finances publiques par la France ; sa demande de rejet des amendements n° 31 à 40 de M. Gilbert Gantier (p. 6730) ; **article 16** : paiement par les artisans et les commerçants de la taxe sur les conventions d'assurance pour leurs véhicules utilitaires ; risques d'accentuer

certaines distorsions ; caractère inopportun de la suppression de cet article ; caractère inopportun de l'extension aux artisans, aux commerçants et aux salariés de mesures concernant l'utilisation des véhicules à titre professionnel ; sa demande de rejet de l'amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Benetière (p. 6733) ; **après l'article 16** : extension de l'exonération sur les contrats d'assurance contre la tempête ; sa volonté de supprimer le gage ; encouragement du développement des assurances ; son sous-amendement n° 4 de la commission (supprimant le paragraphe 2 de cet amendement) ; adopté (p. 6734) ; **après l'article 17** : attitude de M. Georges Tranchant favorable à la fraude fiscale ; rappel de l'affaire des magnétophones ; ses critiques des méthodes de M. Georges Tranchant ; cas des fraudes sur les marchandises ; caractère de réparation de la sanction en matière d'infractions sur les changes ; existence de garanties nouvelles dans la loi (p. 6735) ; **article 18** : son amendement n° 46 (fixation à 137 millions de francs de la prise en charge par l'Etat de la dette à moyen et long termes de la S.O.M.I.V.A.C.) ; nécessité de 137 millions de francs dans le cadre des négociations ; date de la transformation de la S.O.M.I.V.A.C. ; nécessité d'apurer rapidement le contentieux ; son premier sous-amendement à l'amendement n° 5 de la commission (substituant aux mots « 28 juillet 1983 » les mots « 31 décembre 1983 ») ; son second sous-amendement à l'amendement n° 5 de la commission (substituant aux mots « cent millions de francs » les mots « cent trente sept millions de francs ») ; adoptés (p. 6736) ; **article 19** : assiette de la contribution versée par les collectivités locales à l'office national des forêts ; absence de volonté du Gouvernement d'accroître les charges des communes ; sa réponse au rappel de M. Christian Pierret concernant sa signature de certains amendements (p. 6737) ; **après l'article 21** : difficultés pour l'administration d'établir des rapports évaluatifs (p. 6739) ; **article 22** : volonté de favoriser la pénétration de l'énergie électrique dans le pays ; caractère contradictoire de l'existence de taxes sur l'électricité (p. 6740) ; **article 24** : nécessité d'une application concrète des décisions du Conseil des ministres ; sa volonté de maintenir l'article 24 ; ses observations sur le sous-amendement n° 48 de la commission ; son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 44 de M. Jean Anciant : (substituant aux mots « le département » les mots « la région ») : adopté (p. 6741) ; **article 26** : attitude de l'opposition à l'encontre des radios libres ; respect de leurs cahiers des charges ; justification du contrôle des services techniques (p. 6742) ; utilité du contrôle ; son attitude à l'égard de Canal Plus ; **après l'article 27** : causes de l'amendement n° 45 de M. Jean Hory ; son rapport avec l'article 2 de l'ordonnance du 1er avril 1981 (p. 6743) ; inopportunité de cet amendement (p. 6744).

Commission mixte paritaire, après les explications de vote : amendements du Gouvernement ; indique que le Gouvernement s'est interdit de déposer des amendements ; position de M. Georges Tranchant [21 décembre 1984] (p. 7391) ; indique que celui-ci a voté l'accord intervenu en commission mixte paritaire et qu'il vote contre le texte ; raisons politiques de cette attitude ; absence d'amendements sur le régime des alcools (p. 7392).

— **Projet de loi, relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : critère d'amélioration de la qualité de l'eau ; égalité de traitement entre les différents intervenants dans ce secteur ; accord entre l'association des maires de France et les sociétés fermières ; problème de la tarification ; existence de privilèges au profit des sociétés fermières [18 décembre 1984] (p. 7084) ; inexactitude de l'affirmation de M. Pierre Micaux sur leur existence ; problème de l'obtention de dérogations ; application de l'encadrement ; rythme de croissance des prix (p. 7085).

ESCUTIA (Manuel)

Député de Paris
(28e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2122) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'assistance mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays (n° 2403) [15 novembre 1984] (p. 6182).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2037), autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant **création de la Banque de développement des Caraïbes** (ensemble trois annexes et un protocole) **(n° 2050)** [19 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2122), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **l'Etat d'Israël** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 2197) [14 juin 1984].**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2403) autorisant l'approbation d'une convention d'assistance mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du **Mexique** visant la **prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières** par les administrations **(n° 2467)** [29 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes (ensemble trois annexes et un protocole) (n° 2037).**

Première lecture, discussion générale : objectifs de la Banque de développement des Caraïbes ; fonctions remplies par cette dernière ; bilan de ses actions ; adhésion de la France à cette institution [25 avril 1984] (p. 1924) ; nécessité pour la France de demander, dès son entrée à la Banque, que le français en devienne une langue officielle ; participation de la Banque de développement des Caraïbes aux études et aux cofinancements des projets bilatéraux financés par la France ; relations entre les départements d'outre-mer antillais et les Caraïbes (p. 1925).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Union inter-parlementaire ; relations entre la France et les pays du Moyen-Orient ; droits de l'Homme ; rôle international de la France [8 novembre 1984] (p. 5745).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Guy Malandain [12 novembre 1984] (p. 5902) ; rôle de l'école (p. 5906-5907) ;

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* bilan de l'action conduite par le secrétariat d'Etat chargé des rapatriés ; conclusion d'accords relatifs au patrimoine immobilier construit ou acquis en Tunisie avant 1956 par des ressortissants français [13 novembre 1984] (p. 5977) ; incertitudes sur les garanties présentées par cet accord (p. 5978).

— **Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).**

Première lecture, discussion générale : pollution de l'eau et de l'air ; substances toxiques ; conférence de Stockholm de 1972 ; conférence de Nairobi de 1984 ; défrichage de vastes

zones ; sécheresse et désertification ; mesures nécessaires aux projets de développement ; aide accrue et coopération vis-à-vis du tiers monde [11 décembre 1984] (p. 6829) ; garantie d'un environnement viable ; charte de Stockholm en 1972 ; lutte contre les dépôts acides ; conférence de Nairobi ; problème de l'environnement ; augmentation de la prévention ; catastrophe de Bhopal (p. 6830).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : bilan des accidents de la route ; « responsabilisation » ne pouvant passer que par une éducation à la sécurité routière ; politique de la sécurité routière ; enseignement scolaire ; lutte contre l'alcool au volant ; cas d'une faute inexcusable ; politique globale à mener en matière de sécurité routière [17 décembre 1984] (p. 7028-7029).

ESDRAS (Marcel)

Député de la Guadeloupe
(3e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 720,** posée le 20 novembre 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : logement)** (p. 6215) ; appelée le 23 novembre 1984 : **financement du logement en Guadeloupe** : caractère précaire et insalubre de l'habitat ; besoins annuels de la Guadeloupe ; faiblesse des aides ; nécessité de rééquilibrer les prestations (p. 6318) ; absence de programme spécifique ; nécessité d'augmenter les dotations de l'ensemble des départements d'outre-mer (p. 6319) ;

— **n° 727,** posée le 27 novembre 1984 : **boissons et alcools (alcools)** (p. 6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **taxation des rhums** : maintien du contingentement pour les départements d'outre-mer ; faiblesse de la surtaxe frappant le rhum hors contingent ; intérêt de l'activité rhumière en Martinique et en Guadeloupe ; maintien de l'emploi (p. 6538).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion générale : décentralisation ; ressources relevant du budget départemental ; problème de l'octroi de mer ; volonté d'anémier l'institution départementale ; responsabilité du fonds routier ; droits assimilés à l'octroi de mer sur la consommation des rhums et spiritueux ; création d'un office de développement agricole [6 juin 1984] (p. 3022) ; problème des transports aériens et maritimes dans les départements d'outre-mer ; création d'un Office des transports ; conventions avec Air-France pour les réquisitions de passage ; cas des personnes ne résidant pas à Paris ; problème du chômage dans les D.O.M. (p. 3023).

Discussion des articles : **article 8 :** effort sur le plan agricole ; économie sucrière ; culture de la canne et de la banane ; Chambres d'agriculture ; création de l'Office agricole et rural (p. 3029) ; **article 15 A :** problème de la création de l'Office des transports aériens et maritimes ; continuité territoriale ; congrès de l'association des maires (p. 3031) ; **article 37 :** problème du fonds routier ; maîtrise des ouvrages ; prise en charge des annuités d'emprunt ; mode de calcul de la dotation (p. 3036) ; produit de la taxe spéciale de consommation ; inscription au budget de la région ; problème de trésorerie ; date d'application de la loi ; pistes forestières ; travaux d'aménagement du réseau routier national (p. 3037).

Explications de vote : offices de développement agricole et rural ; prérogatives du département par rapport à la région ; déséquilibre du budget du département (p. 3038).

Troisième lecture, discussion générale : prérogatives spécifiques des collectivités régionales d'outre-mer aux départements des D.O.M. ; octroi de mer ; finances départementales ; offices de développement agricole ; désengagement financier de l'Etat ; économie sucrière [29 juin 1984] (p. 3892) ; problème des planteurs de bananes ; aide aux planteurs des Antilles (p. 3893).

Discussion des articles : **article 8 :** offices agricoles ; agriculture dans les D.O.M. (p. 3895) ; **article 37 :** gestion du fonds routier ; trésorerie des départements ; pistes forestières (p. 3899) ; illégalité du transfert horizontal des compétences ; nécessité d'améliorer la rédaction de cet article (p. 3900).

Quatrième lecture, discussion générale : Conseil constitutionnel ; transfert aux Conseils régionaux des compétences et des moyens financiers des Conseils généraux ; création des régions d'outre-mer ; suppression des prérogatives des départements d'outre-mer ; accroissement de la pression fiscale [30 juin 1984] (p. 3944).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Deuxième lecture, explications de vote : proposition du Sénat de retarder l'examen du projet de loi [25 juillet 1984] (p. 4216) ; avis défavorable de l'ensemble des élus ; cas de M. Roch Pidjot et du sénateur Ukeiwé ; politique suivie outre-mer ; apaisement sur le plan local ; événements sanglants ; déstabilisation de l'administration ; vote contre le projet (p. 4217).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** situation de l'enseignement du second degré dans les départements d'outre-mer [9 octobre 1984] (p. 4569) ; priorité conférée à ces départements ; état de vétusté de nombreux collèges ; réduction des crédits d'équipement scolaire ; calcul de la dotation des départements d'outre-mer ; nécessité d'un inventaire des besoins réels de ces départements ; transports scolaires ; dotation par enfant transportable (p. 4570).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* caractère stationnaire de l'intervention financière de l'Etat ; augmentation des crédits de paiement ; situation des entreprises locales de travaux publics ; retard dans le domaine de la santé et de l'éducation ; programme de rénovation de la région de la Basse-Terre et de la Côte sous le vent en Guadeloupe ; problème de l'industrie sucrière ; cas de l'usine de Beauport ; crise de l'économie bananière ; revendications de la profession ; handicaps affectant le tourisme ; développement de la pêche ; situation de l'emploi ; risque de délinquance juvénile [26 octobre 1984] (p. 5289) ; absence d'extension aux D.O.M. de la législation sociale ; rôle du F.A.S.S.O. ; suppression du critère d'activité permettant aux travailleurs de bénéficier des allocations familiales ; maintien des chantiers de développement ; utilisation des fonds de réserve de l'institut

d'émission des D.O.M. pour la promotion de logements sociaux ; sauvegarde de l'économie bananière ; indemnité spéciale de montagne ; adaptation de la décentralisation aux D.O.M. (p. 5290).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : loi de 1976 ; instauration du statut départemental ; collectivité territoriale nouvelle se substituant au département ; organisation administrative ; article 73 ; problèmes posés par la situation ambiguë de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'égard de la Communauté européenne ; respect de la signature du Traité de Rome ; intervention des fonds structurels européens dont les montants sont plus importants que ceux du F.E.D. ; problème de la volonté des populations locales ; rejet de l'actuel statut étant loin de recueillir une adhésion suffisamment large des populations concernées [29 novembre 1984] (p. 6483) ; transformation des anciennes colonies en D.O.M. en 1946 ; position du Conseil constitutionnel en 1982 ; expérience de Saint-Pierre-et-Miquelon ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6484).

ESMONIN (Jean)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 670,** posée le 19 juin 1984 : **céramique (entreprises : Côte-d'Or)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **faïencerie française** : faïenceries de Longchamp en Côte-D'Or ; importations de Corée du Sud et de Taïwan ; lycée d'enseignement professionnel (p. 3607) ; promotion sur les marchés extérieurs (p. 3608).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : harmonisation de la gestion des divers régimes de sécurité sociale [30 mai 1984] (p. 2828) ; système d'information sur les retraites et sur le cumul ; nature anonyme des informations ; alignement des taux de revalorisation des pensions et revenus de référence des artisans et commerçants sur ceux du régime général ; réorganisation financière de la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs indépendants ; mode de fonctionnement des caisses mutuelles régionales ; abaissement de l'âge de la retraite des artisans ; assiette de la contribution de solidarité ; aide ménagère aux personnes âgées ; représentation syndicale dans l'entreprise ; Cour supérieure d'arbitrage et de formation des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 2829).

Discussion des articles : **après l'article 12 :** satisfaction du groupe socialiste pour l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans dans le commerce et l'artisanat ; absence de l'opposition dans l'hémicycle (p. 2849) ; **après l'article 43 :** son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 43 de la commission (substituant au mot « ouvriers » le mot « salariés » dans cet article) (p. 2863) ; adopté (p. 2864).

ESTIER (Claude)

Député de Paris
(25e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Président de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1449).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la délégation parlementaire pour la **communication audiovisuelle,** instituée par l'article 10 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 **(n° 2159)** [28 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sommet de Fontainebleau :** développement d'une « Europe des citoyens » [27 juin 1984] (p. 3742) ;

— **Meurtres de personnes âgées :** émotion de la population dans le XVIIIe arrondissement ; volonté des élus socialistes d'obtenir des mesures concrètes de protection des citoyens ; utilisation politique de l'insécurité [14 novembre 1984] (p. 6010).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** contrôle de plusieurs titres à grand tirage par un même homme ; ses observations sur le seuil de 15 p. 100 de la diffusion de tous les quotidiens de même nature prévue par cet article ; critère de diffusion et critère du contenu ; article répondant bien à l'objet de limiter la concentration de la presse [3 février 1984] (p. 520) ; **après l'article 10 :** renonce à la parole dans la mesure où il n'entend pas intervenir pour un rappel au règlement [4 février 1984] (p. 575) ; **article 12 :** sa référence au sens de l'humour de M. Marc Lauriol [6 février 1984] (p. 627) ; **article 13 :** importance de l'obligation pour chaque quotidien de posséder une équipe rédactionnelle ; cas de *l'Aurore* (p. 638) ; **article 13 :** se déclare favorable au secret professionnel des journalistes ; engagement par M. Peyrefitte, en qualité de garde des Sceaux, de poursuites contre des journalistes du *Monde* et de *Libération* en octobre 1980 (p. 650) ; **article 25 :** interdiction de prêter son nom ; sanctions accompagnant cette interdiction [11 février 1984] (p. 973).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : Proche-Orient ; attitude militaire et diplomatique de la France ; Liban ; Afrique [26 avril 1984] (p. 1958) ; Tchad ; attitude du colonel Kadhafi ; Sud-Est asiatique ; Chine ; avenir du Cambodge ; Amérique Latine ; Chili ; situation au Salvador ; pays du groupe du Contadora ; voyage aux Etats-Unis de M. François Mitterrand ; situation en Afghanistan ; affaire des euromissiles ; évènements en Europe (p. 1959) ; Communauté européenne ; élections de l'Assemblée européenne ; rôle international de la France (p. 1960).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Alain Madelin, Emmanuel Hamel, Michel Noir : rappel des informations transmises à la commission des affaires étrangères sur la rencontre entre le Président de la République et le colonel Kadhafi ; exécution de l'accord franco-tchadien ;

absence d'obstacles à la reprise des relations entre la France et la Lybie [15 novembre 1984] (p. 6082) ; sa volonté de s'associer à la demande d'explications de ses collègues (p. 6083).

— **Projet de loi, autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (n° 2533).**

Troisième lecture, après les explications de vote : utilisation de la procédure de la commission mixte paritaire ; désaccord entre le Sénat et l'Assemblée ; amalgame opéré par M. Xavier Deniau entre Mme Margaret Thatcher et l'affaire du Groenland ; règlement du statut du Groenland par le Danemark ; caractère incontestable sur le plan juridique de cet accord [20 décembre 1984] (p. 7310).

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Président de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1984] (p. 1979).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et la pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Racisme** : assassinat de deux travailleurs turcs à Châteaubriant ; moyens mis en œuvre pour intégrer les immigrés dans la société française [14 novembre 1984] (p. 6011).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er (suite) : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien : inexamen en commission de l'amendement n° 1661 de M. Michel Péricard [26 janvier 1984] (p. 132) ; **après l'article 2** : responsabilité des organisations syndicales pour organiser les sections syndicales d'entreprise [30 janvier 1984] (p. 268) ; condamnation des discriminations en fonction des étiquettes syndicales, à l'intérieur des entreprises (p. 269) ; dispositions du Gouvernement pour régler la situation des chantiers navals (p. 272, 273) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert : rappelle que les commissions sont maîtresses de leurs travaux (p. 274) ; **avant l'article 3** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; problèmes de restructuration industrielle (p. 280) ; incompétence de l'opposition pour fixer l'ordre du jour des commissions permanentes de l'Assemblée nationale (p. 281) ; **article 3** : cas de M. Rousselet et de l'agence Havas (p. 295) ; caractère de droit de la réserve (p. 299) ; **article 4** : rend hommage à l'assiduité de M. Jean-Jack Queyranne, Rapporteur (p. 307) ; sanction pénale de l'obligation de mise au nominatif des actions d'une entreprise de presse (p. 311) ; référence à la 7e directive du Conseil des Communautés européennes, du 13 juin 1983, sur les comptes consolidés (p. 317) ; **après l'article 7** : ses observations sur l'atmosphère de la discussion [1er février 1984] (p. 393) ; **article 8** : rabâchage du débat (p. 415) ; fixation d'un délai pour l'information de la commission sur la cession d'un titre (p. 421) ; **avant l'article 10** : agence Havas [3 février 1984] (p. 511) ; possibilité d'expression de l'opposition en dépit du vote de la censure contre trois parlementaires (p. 512) ; **après l'article 10** : partis politiques ; article 4 de la Constitution [4 février 1984] (p. 574) ; radio et télévisison ; autonomie des journalistes (p. 577, 578) ; **article 11** : ses observations sur les propos de M. Robert-André Vivien (p. 580) : mise en cause du président Louis Mermaz ; presse quotidienne régionale (p. 582) ; modalités de la discussion de l'amendement n° 1552 de la commission (p. 588).

Deuxième lecture, discussion générale : indique qu'il ne s'est jamais opposé en conférence des présidents à la discussion de ce texte le 18 juin [18 juin 1984] (p. 3444).

Discussion des articles : **avant l'article 1er : ses observations sur les rappels au règlement** de M. François d'Aubert : retrait de l'exception d'irrecevabilité présentée par M. Alain Madelin ; question préalable sur ce texte ; attitude de l'opposition en commission [2 juillet 1984] (p. 3967) ; **ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Jacques Baumel et Emmanuel Hamel : légitimité du Gouvernement ; obstruction pratiquée par l'opposition ; propos de M. Bernard Pons ; Assemblée fondée par le suffrage universel (p. 3978) ; énervement de l'opposition ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : durée de l'examen du texte en première lecture (p. 3979) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : utilisation de l'article 49, alinéa 3 ; attitude de l'opposition en commission ; accords avec les sénateurs ; nombre d'amendements déposés par l'U.D.F. et le R.P.R. ; utilisation nouvelle de la procédure [4 juillet 1984] (p. 4028) ; nécessité d'examiner au fond le projet de loi ; **avant l'article 1er (suite)** : dépôt de sous-amendements par M. Alain Madelin (p. 4029) ; attitude de l'opposition ; exemples d'obstruction (p. 4030) ; similitude de l'amendement n° 187 de M. Alain Madelin et de l'amendement n° 94 de M. Jacques Toubon ; syndicat C.G.T. du livre (p. 4033) ; réouverture du débat sur les nationalisations ; article 34 de la Constitution ; obstruction de M. François d'Aubert (p. 4057) ; attitude des parlementaires des groupes socialiste et communiste (p. 4058) ; dignité des débats de l'Assemblée nationale ; caractère injurieux des propos de M. François d'Aubert ; mise en cause du Rapporteur ; impossibilité pour celui-ci de présenter ses amendements ; obstruction au travail parlementaire ; attitude de M. Alain Madelin en commission (p. 4059) ; nombre d'heures de débat ; artifice de procédure ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : validité du rapport de la commission ; répétition d'interventions ; article 48 de la Constitution (p. 4060) ; abus de droit ; obstruction ; article 49 de la Constitution (p. 4061) ; hors sujet (p. 4062) ; nombre d'amendements examinés à l'heure ; poursuite du débat (p. 4063) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : temps consacré à l'examen des amendements ;

mauvaise foi de l'opposition (p. 4064) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : nombre d'heures consacrées par la commission à l'examen en première lecture du projet de loi ; attitude de M. Peyrefitte lors du débat sur la loi « sécurité et liberté » (p. 4065) ; **ses observations sur les rappels au règlement** de M. Alain Madelin : attitude de l'opposition ; examen des amendements ; indique que le Gouvernement est fondé à utiliser les moyens de procédure que lui donne la Constitution [5 juillet 1984] (p. 4070) ; rythme d'examen des amendements : un amendement en dix-huit minutes ; demande à M. Alain Madelin s'il peut prendre l'engagement de terminer ce texte rapidement (p. 4071) ; **article 1er : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : manœuvre de retardement des travaux de l'Assemblée (p. 4082).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [12 septembre 1984] (p. 4428) ; *ses observations après les explications de vote :* en qualité de président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : remercie le personnel de l'Assemblée (p. 4435).

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion des articles : **article 25 :** son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 54 de M. Claude Michel (présence au sein de la commission départementale d'aménagement foncier des représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles) [4 avril 1984] (p. 1153) ; prise en compte de la réalité départementale dans la composition de la commission départementale d'aménagement foncier ; adopté (p. 1154).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 19 :** problème de la création d'un Conseil général des hôpitaux ; gestion des hôpitaux publics ; problème de l'opportunité de créer une charge supplémentaire pour les hôpitaux ; frais de fonctionnement du Conseil général incombant aux établissements publics hospitaliers ; souhaite des négociations sur l'institution d'un Conseil général des hôpitaux [30 mai 1984] (p. 2854).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 38 :** création d'un Conseil général des hôpitaux ; négociation sur le statut des cadres hospitaliers ; souhaite, à titre personnel, un vote positif de l'amendement n° 23 du Gouvernement [27 juin 1984] (p. 3782).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon : maîtrise par le Gouvernement de l'ordre du jour des assemblées [19 juin 1984] (p. 3474-3475).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon : possibilité pour les commissions de procéder à des secondes délibérations sur les articles [19 juin 1984] (p. 3475).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Alain Madelin, Jacques Toubon et Gilbert Gantier : travail des commissions ; manœuvres de retardements [19 juin 1984] (p. 3477) ; ordre du jour prioritaire ; nombre d'heures consacrées par la commission des affaires culturelles à l'examen en première lecture du projet de loi sur les entreprises de presse ; organisation du débat en commission ; teneur des amendements déposés par l'opposition (p. 3478).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : possibilité pour le Gouvernement d'imposer l'inscription d'un projet de loi à l'ordre du jour et de s'opposer à l'examen de tout amendement non soumis à la commission [19 juin 1984] (p. 3479).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Jacques Barrot : problèmes démographiques ; absence de concomitance entre la baisse de la natalité et l'éclatement de la famille ; problème du lien entre la fécondité et le niveau des prestations familiales [4 décembre 1984] (p. 6623) ; taux de fécondité en France ; taux de fécondité supérieur à celui que connaissent les autres pays européens ; baisse de la natalité en 1980 au moment de l'application du « million » pour le 3e enfant ; définition de la politique familiale ; évolution des prestations familiales pour 1981 ; déduction des frais de garde ; rattrapage d'un retard pris avant 1981 ; rappelle les orientations du 9e Plan ; risque d'accroître le déficit des régimes sociaux ; solde positif de la caisse nationale des allocations familiales en 1984 ; compensation d'un déficit pour les deux années précédentes ; allocation au jeune enfant ; allocation parentale d'éducation (p. 6624) ; reconnaissance du droit à l'enfant ; souhaite que soit repoussée la question préalable de M. Jacques Barrot (p. 6625) ; adoption de certains amendements ; amendements déclarés irrecevables au titre de l'article 40 de la Constitution (p. 6652).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : financement des retraites ; financement de la protection sociale [13 décembre 1984] (p. 6912) ; contestations de notre régime de protection sociale ; contraintes pesant sur notre système de protection sociale ; renchérissement des soins de santé ; politique économique ; amélioration des droits sociaux ; système de santé ; réorganisation du système de santé prévu par le 9e Plan ; impossibilité de laisser croître de façon « aveugle » les dépenses sociales ; médicaments (p. 6913) ; politique de redéploiement ; 9e Plan ; évolution démographique ; ressources ; assiette « revenus de travail » ; prise en compte d'autres éléments que les salaires ; lutte contre le chômage ; charges sociales des entreprises ; financement de notre protection sociale (p. 6914) ; indique que la majorité de l'Assemblée est solidaire des orientations du Gouvernement (p. 6915).

F

FABIUS (Laurent)

Ministre de l'industrie et de la recherche
Premier ministre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'industrie et de la recherche : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé Premier ministre. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le **recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308)** [24 juillet 1984].

Déclaration de politique générale du Gouvernement (n° 2314) [24 juillet 1984].

Rapport sur l'**exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel** (1984-1988) [31 juillet 1984] (p. 4258).

Projet de loi relatif à l'**organisation de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon (n° 2322)** [23 août 1984].

Rapport sur la **situation démographique de la France** [23 août 1984] (p. 4315).

Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'année 1983 [23 août 1984] (p. 4315).

Rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) et l'utilisation des crédits qui lui sont confiés pour l'année 1983 [23 août 1984] (p. 4315).

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Haïti** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 2345)** [2 octobre 1984].

Projet de loi relatif aux **comptes consolidés** de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques **(n° 2346)** [2 octobre 1984]. Lettre, en date du 10 octobre 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet [10 octobre 1984] (p. 4630).

Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [2 octobre 1984].

Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351)** [2 octobre 1984].

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la **domiciliation des entreprises (n° 2352)** [2 octobre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation (n° 2353)** [2 octobre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République socialiste tchécoslovaque** relative à l'**entraide judiciaire**, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiales et commerciales (ensemble une annexe) **(n° 2354)** [2 octobre 1984].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord du 3 avril 1984 entre la République française et la **République portugaise** concernant **l'utilisation par la République française de certaines facilités dans la région autonome des Açores (n° 2355)** [2 octobre 1984].

Projet de loi relatif au **prix de l'eau en 1985 (n° 2359)** [8 octobre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** relatif à l'**exemption fiscale** des instituts hongrois à Paris et français à Budapest **(n° 2373)** [11 octobre 1984].

Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2374)** [11 octobre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière de **marine marchande** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume du Maroc (n° 2388)** [18 octobre 1984].

Projet de loi relatif à la réglementation du **versement destiné au transport en commun (n° 2389)** [18 octobre 1984].

Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'**enseignement agricole public (n° 2390)** [18 octobre 1984].

Projet de loi tendant à l'amélioration de la **situation des victimes d'accidents de la circulation** et à l'accélération des procédures d'indemnisation **(n° 2391)** [18 octobre 1984].

Rapport sur l'installation en France de **médecins originaires des autres états membres de la Communauté économique européenne** [29 octobre 1984] (p. 5382).

Rapport sur l'application de l'article 3 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à **Mayotte**, pour la période du 1er novembre 1983 au 31 octobre 1984 [30 octobre 1984] (p. 5446).

Projet de loi modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la **protection de l'environnement (n° 2408)** [5 novembre 1984].

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques (n° 2415)** [8 novembre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le **financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416)** [8 novembre 1984].

Projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2428)** [15 novembre 1984].

Projet de loi relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429)** [15 novembre 1984].

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430)** [15 novembre 1984].

Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la **dotation globale de fonctionnement** et aux **agglomérations nouvelles (n° 2443)** [15 novembre 1984].

Rapport sur le fonds national pour le développement du **sport-gestion** 1983 [15 novembre 1984] (p. 6181).

Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [27 novembre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (C.O.S.T. 43) (ensemble trois annexes) **(n° 2472)** [30 novembre 1984].

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la **convention de coopération monétaire** entre les Etats membres de la **Banque des Etats de l'Afrique centrale** (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 **(n° 2473)** [30 novembre 1984].

Déclaration du Gouvernement sur la situation en **Nouvelle-Calédonie (n° 2488)** [7 décembre 1984].

Déclaration du Gouvernement sur le **budget social de la Nation (n° 2509)** [13 décembre 1984].

Projet de loi relatif à la **publicité faite en faveur des armes à feu** et de leurs munitions **(n° 2523)** [14 décembre 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention de délimitation maritime** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe) **(n° 2524)** [14 décembre 1984].

Projet de loi relatif à **Mayotte (n° 2555)** [20 décembre 1984].

Projet de loi relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556)** [20 décembre 1984].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562)** [21 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Hyacinthe Santoni : fermeture d'Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer** : nécessité de redresser le secteur des produits longs et celui des aciers spéciaux de construction ; nécessité des regroupements de production ; choix entre Ugine-Fos et Les Dunes [5 avril 1984] (p. 1168) ;

— **M. Jean-Louis Masson : refus du projet de train universel de Gandrange** : politique de modernisation des laminoirs de profilés lourds ; modernisation des usines d'Hayange et de Trith-Saint-Léger ; nécessité du redéploiement [5 avril 1984] (p. 1169) ;

— **M. Michel Debré : part des contraintes financières dans les décisions du Gouvernement relatives à la sidérurgie** : problème de la sidérurgie de la France ; crise internationale ; Communauté économique du charbon et de l'acier ; train universel de Gandrange ; nécessité de la politique de rigueur [18 avril 1984] (p. 1670) ;

— **Mme Véronique Neiertz : Citroën** : dégradation des résultats de Citroën ; réduction des effectifs dans l'usine de montage d'Aulnay ; effort du Gouvernement pour encourager la modernisation et développer les actions de formation [18 avril 1984] (p. 1672) ; étude du problème général de l'automobile au sein de la Commission nationale de l'industrie ; allégement de la procédure d'agrément (p. 1673) ;

— **M. Georges Hage : Renault et la reconquête du marché intérieur** : succès à l'exportation de la régie Renault ; problème de la reconquête du marché intérieur ; modernisation de l'outil de production [9 mai 1984] (p. 2143) ;

— **M. Guy Malandain : fermeture de l'usine Iveco-Unic à Trappes** : impossibilité pour l'Etat de se substituer aux décideurs et de modifier leurs décisions ; récession du marché du véhicule industriel ; spécialisation de l'usine de Trappes dans ce secteur [9 mai 1984] (p. 2149) ; gravité de la situation dans le secteur du poids lourd en Europe (p. 2150) ;

— **M. Jean-Louis Masson : restructuration de la Lorraine** : création d'un établissement lorrain de Supélec ;

localisation de l'école supérieure d'électricité et de l'usine CIT-Alcatel ; projet de réalisation d'un T.G.V. Paris-Francfort [23 mai 1984] (p. 2589) ;

— **M. Pierre Jagoret : accords internationaux noués par les entreprises françaises nationalisées et situation financière de ces entreprises :** coopération européenne et internationale ; nombre d'accords internationaux signés par Thomson, Péchiney, Bull et Renault ; absence d'investissement dans le passé ; augmentation des bénéfices de C.G.E. et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ; diminution des pertes de Thomson, Bull et Péchiney [30 mai 1984] (p. 2844) ;

— **M. Paul Chomat : situation de Creusot-Loire :** accord entre le groupe privé Creusot-Loire et les banques de l'Etat ; groupe Empain-schneider ; nécessité de consulter les principaux partenaires de Creusot-Loire [6 juin 1984] (p. 2978) ;

— **M. Germain Sprauer : fermeture éventuelle de la raffinerie de Strasbourg :** surcapacité de distillation ; restructuration de l'outil de raffinage [6 juin 1984] (p. 2980) ;

— **M. Michel Noir : aides de l'Etat à l'usine de la Chapelle-Darblay :** industrie du papier journal en France ; négociations avec l'entrepreneur ; cas de Solac en Lorraine [13 juin 1984] (p. 3292) ;

— **M. André Billardon : Creusot-Loire :** caractéristiques de Creusot-Loire ; groupe Empain-Schneider ; accord entre les dirigeants de Creusot-Loire et les pouvoirs publics [13 juin 1984] (p. 3292) ; comité interministériel de restructuration industrielle ; processus de nationalisation ; salariés (p. 3293) ;

— **M. Philippe Sanmarco : règlement judiciaire du groupe A.M.R.E.P :** pertes pour l'exercice 1983 ; négociations ; élaboration de projet de reprise par des entreprises directement intéressées ; cas de la société Sud-Marine ; société E.C.M. ; contruction *offshore* [13 juin 1984] (p. 3295) ;

— **M. François Loncle : arrestation de Jacques Abouchar en Afghanistan :** démarches entreprises par le Gouvernement pour obtenir sa libération ; sa présence à Kaboul ; son état de santé [3 octobre 1984] (p. 4470) ;

— **M. Marcel Bigeard : climat politique :** congrès de Valence ; rassemblement [17 octobre 1984] (p. 4850) ;

— **M. Jean-Claude Gaudin : participation de la France aux cérémonies de commémoration de l'insurrection algérienne :** rappel de la constance de la présence française à l'occasion du 1er novembre [24 octobre 1984] (p. 5129) ;

— **M. Raymond Douyère : emprunt Giscard :** coût de l'emprunt Giscard ; évolution du régime fiscal des intérêts ; bien fondé de la modification fiscale [24 octobre 1984] (p. 5137) ; volonté de la droite de rétablir un privilège fiscal (p. 5138) ;

— **M. Bernard Schreiner : meurtre d'un ouvrier gréviste :** son indignation devant les meurtres d'Epône et de Chateaubriant ; nécessité de rejeter l'exploitation politicienne de ces drames ; sa demande d'une minute de silence [14 novembre 1984] (p. 6012) ;

— **M. André Billardon : libéralisme :** publication faite par le centre national des indépendants : « cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance » ; thèmes développés par le groupe R.P.R. [14 novembre 1984] (p. 6013) ; incohérence de ces propositions concernant le budget ; remise en cause des droits des travailleurs ; importance des dispositions répressives ; intolérance de l'opposition (p. 6014) ; caractère rétrograde des propositions de l'opposition (p. 6015) ;

— **M. Didier Julia :** caractère normal de son intervention liée à la gravité des crimes ; nécessité de banir toute exploitation politique d'affaires criminelles [14 novembre 1984] (p. 6018) ;

— **M. André Rossinot : situation au Tchad :** son rappel des trois périodes caractérisant les relations de la France avec le Tchad ; accords entre la Libye et la France sur le retrait des troupes françaises et libyennes ; possibilité d'une coopération entre la Libye et la France [21 novembre 1984] (p. 6221, 6222) ;

— **M. Maurice Couve de Murville : évacuation du Tchad par les Libyens :** rappel des trois périodes marquant l'évolution des rapports entre la Libye et le Tchad ; caractère intégral de l'évacuation française [21 novembre 1984] (p. 6225) ; difficulté des relations avec le Tchad ; rappel de la situation de la Libye entre 1969 et 1980 (p. 6226) ;

— **M. Valéry Giscard d'Estaing : situation en Nouvelle-Calédonie :** acceptation par le Gouvernement d'un débat sur la Nouvelle-Calédonie ; rappel des réalités économiques et sociales de ce territoire ; analyse des grandes étapes de l'évolution politique de la Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6444) ; conséquences de l'adoption du nouveau statut de ce territoire ; nécessité du maintien de l'ordre ; son souhait de la libération du sous-préfet retenu dans l'île de Lifou ; sa volonté de dialogue ; citation d'une intervention de M. Bernard Stasi (p. 6445) ;

— **M. Emmanuel Aubert : situation en Nouvelle-Calédonie :** ordre public en Nouvelle-Calédonie [12 décembre 1984] (p. 6854) ; visite de M. Edgard Pisani dans l'île de Lifou ; priorité accordée par le Gouvernement au dialogue ; action de M. Edgard Pisani ; consultation séparée des forces politiques et socio-économiques (p. 6855) ;

— **M. Didier Julia : Nouvelle-Calédonie :** utilisation par M. Didier Julia du mot « apartheid » et du mot « national socialisme » ; volonté de certains députés de l'opposition de ne pas s'associer à ces propos ; indignité des mots « apartheid » et « nazisme » ; nécessité d'éviter la provocation en politique intérieure [19 décembre 1984] (p. 7224) ; caractère scandaleux de l'extrémisme ; sa volonté de dialogue dans le respect des règles (p. 7225).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'industrie et de la recherche.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée (n° 2074)**

Première lecture, discussion générale : caractère déficitaire de notre balance en matière de brevets ; protection des brevets ; tendance récente au redressement de cette balance ; délai d'obtention d'un jugement exécutoire ; renforcement des droits du breveté ; accès à la protection ; souhaite remercier l'ensemble des parlementaires [23 mai 1984] (p. 2593).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** localisation de l'Institut national de la propriété industrielle (I.N.P.I.) relevant du pouvoir réglementaire ; décentralisation de cet Institut ; caractère d'établissement public ; implantation en Lorraine de diverses antennes de cet Institut, dont un centre régional et une banque de données ; confirme l'installation du centre régional avant la fin de l'année en Lorraine (p. 2596) ;

après l'adoption de l'ensemble du texte : ses remerciements (p. 2597) ;

En qualité de Premier ministre :

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.**

Discussion : priorités du Gouvernement ; hommage à M. Pierre Mauroy ; résultats de l'élection européenne ; composition du Gouvernement ; modernisation ; bataille de l'emploi ; croissance ; inflation ; investissements ; pouvoir d'achat ; 9e Plan ; recherche industrielle [24 juillet 1984] (p. 4149) ; investissement industriel ; charges des entreprises ; réorientation de l'épargne ; libération des prix industriels ; formation des hommes ; filière électronique ; qualification professionnelle ; formation de reconversion ; modernisation des rapports sociaux ; rôle de l'Etat ; réduction des prélèvements obligatoires ; capacité des entreprises, notamment des P.M.E. ; entreprises nationales ; contrats de plan ; autonomie de gestion ; dialogue social ; syndicalisme ; politique contractuelle (p. 4150) ; lois Auroux ; réduction de la durée du travail ; conditions d'emploi et de travail ; conclusion d'accords à l'automne ; rassemblement ; unanimisme ; sujets de division ; défense des libertés ; liberté judiciaire ; décentralisation ; juridictions d'exception ; développement des radios libres (p. 4151) ; rénovation de l'école ; référendum sur les libertés publiques ; prévention et lutte contre l'insécurité ; développement de la délinquance ; immigrés ; « commission Bonnemaison » ; sa proposition de nommer deux parlementaires de la majorité et deux parlementaires de l'opposition pour examiner le problème de l'allongement de la durée de la vie et l'avenir du système de retraite ; politique étrangère ; négociations entre les détenteurs d'armes nucléaires ; actions au Proche-Orient, en Amérique Centrale et en Afrique ; respect des Etats (p. 4152) ; actions des soldats au Tchad ; autodétermination ; respect des droits de l'Homme ; construction européenne ; négociations avec le Tiers-monde, l'Espagne et le Portugal ; système monétaire international ; développement des pays pauvres ; tolérance ; paix civile ; vérité (p. 4153) ; sa réponse au commentaire de M. Claude Labbé sur sa jeunesse ; nécessité de redonner confiance à la jeunesse ; responsables d'entreprises (p. 4167) ; arguments de la dissolution ; élections

intermédiaires ; analyse de comportement des électeurs ayant voté en 1981 pour M. François Mitterand ; interprétation de la Constitution ; référendum ; erreur de jugement sur la situation de la reprise et sur les capacités de l'appareil industriel français ; progression des prélèvements (p. 4168) ; poids de l'Etat, de la dépense sociale et des collectivités locales dans la richesse nationale ; absence de critiques précises de l'opposition sur sa déclaration ; référendum ; possibilité de cette procédure ; création d'une commission bipartite sur des sujets de grand intérêt pour la société ; nomination d'un parlementaire de l'opposition en mission ; commentaires de M. Olivier Stirn sur le rassemblement ; position du parti communiste ; union (p. 4169) ; choix budgétaires ; difficultés de la tâche ; modernisation et rassemblement (p. 4170) ;

Ses observations sur la durée du débat ; procédure de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [7 septembre 1984] (p. 4396) ; engage la responsabilité du Gouvernement conformément à cet article (p. 4397).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Quarantième anniversaire des ordonnances d'août 1944 ; législations anti-trusts aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en R.F.A. ; cas de l'Italie ; droit pour le lecteur de savoir qui finance un journal ; notion d'équipe rédactionnelle ; limitations à la concentration financière ; nombre de chômeurs ; augmentation de ce nombre de 30 p. 100 depuis 1981 ; agriculture et politique agricole commune [10 septembre 1984] (p. 4417) ; utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; durée du débat pour examiner ce texte ; politique menée avant 1981 en matière de communication ; radios libres ; inculpation de divers parlementaires socialistes pendant l'été 1980 ; politique du câblage ; bilan de la politique de la gauche en matière de communication ; notamment : radios libres, haute autorité de l'audiovisuel ; agence France-Presse ; problème de la légitimité du Gouvernement (p. 4418) ; élections de 1981 ; rend hommage à l'action de M. Pierre Mauroy ; projet de Gouvernement de l'opposition ; méthodes idéologiques en cours aux Etats-Unis ; déficit budgétaire et situation économique en Grande-Bretagne ; application immédiate de l'ensemble des dispositions de la loi à l'exception de celle relative aux groupes existants dépassant la part de marché prévue par le texte (p. 4419) ; retard pris dans l'examen du projet de loi sur la presse (p. 4420) ;

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. André Lotte [17 octobre 1984] (p. 4844) ;

Condamnation de M. Jacques Abouchar : importance du sentiment d'indignation en France après la condamnation de ce journaliste ; exercice du droit de visite [24 octobre 1984] (p. 5128) ;

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : question de savoir si l'emprunt Giscard a été ou non une bonne ou une mauvaise affaire pour l'Etat ; possibilité ou non pour le Gouvernement de revenir sur les avantages fiscaux ; sa proposition d'inscrire en priorité à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale une proposition de loi signée par MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Raymond Barre ; suppression d'un privilège ; contrat d'émission de l'emprunt [24 octobre 1984] (p. 5139, 5140) ;

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire d'Indira Gandhi par le Président de l'Assemblée nationale [31 octobre 1984] (p. 5472) ;

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin ; possibilité pour le Premier ministre de s'exprimer à sa demande ; ses réponses sur les affaires criminelles récentes et les projets et programmes de l'opposition [14 novembre 1984] (p. 6019) ;

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Claude Labbé : absence de ce dernier lors des déclarations du Premier ministre devant le Parlement ou à la télévision [14 novembre 1984] (p. 6020) ;

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : situation historique et géographique du territoire ; répartition des populations sur l'île ; fossé partageant les deux communautés ; évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie, notamment loi-cadre de 1956 [4 décembre 1984] (p. 6598) ; mouvement indépendantiste ; inégalité économique dont souffrent les Mélanésiens ; décentralisation ; table ronde de Nainville-les-Roches de juillet 1983 ; refus du principal parti indépendantiste de participer aux dernières élections ; nécessité d'assurer le respect de l'ordre et du dialogue ; forces de l'ordre en Nouvelle-Calédonie, notamment gendarmerie et moyens aériens ; gendarmeries occupées et incidents sur l'île (p. 6599) ; volonté de reprendre le dialogue ; mission Barbeau ; nomination de M. Edgard Pisani ; échéances dans lesquelles celui-ci doit remettre ses propositions ; absence de solution durable si on ne respecte pas les droits de chaque communauté ; communautés présentes sur l'île ; lance un appel aux Calédoniens (p. 6600) ; choix de M. Edgard Pisani ; négociation de la Convention de Lomé ; son rôle en tant que Premier ministre ; indique qu'il prend directement en mains ce dossier (p. 6601) ; autodétermination ; aspect économique et social de la situation (p. 6614) ; délibérations de Nainville-les-Roches ; problème des Kanaks ; indique que le Gouvernement n'a pas opéré son choix ; lettre adressée par M. Pierre Messmer à M. Xavier Deniau en 1972 ; position de M. Roch Pidjot (p. 6615) ; position de M. Olivier Stirn ; rôle de M. Edgard Pisani pour informer la totalité des formations politiques sur place ; souhaite que l'ensemble de la représentation nationale se rassemble sur la nécessité de rétablir l'ordre (p. 6616).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (anciens combattants et victimes de guerre) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome III : **anciens combattants et victimes de guerre (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Décisions des C.O.T.O.R.E.P. réduisant les taux d'incapacité : inquiétudes des handicapés [31 octobre 1984] (p. 5475).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budget de régression ; révision annuelle du plafond de la retraite mutualiste ; rattrapage du rapport constant ; suppressions d'emplois ; élargissement des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord [24 octobre 1984] (p. 5111).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Micaux tendant à modifier les articles 17 et 20 de la loi du 6 mai 1919 modifiée portant sur le vin d'appellation champagne (n° 1752) [12 avril 1984] (p. 1551).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prélèvement de 3 milliards par l'Etat sur les recettes des collectivités locales** : augmentation de la D.G.F. de l'ordre de 3 milliards ; prélèvement sensiblement équivalent à cette augmentation ; augmentation prévisionnelle des impôts locaux ; baisse des prélèvements fiscaux [10 octobre 1984] (p. 4615) ; souhaite le retrait de cette disposition du projet de loi de finances pour 1985 (p. 4616).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* infrastructures routières ; régression des autorisations de programme ; réseau routier national ; chantiers d'autoroutes engagés en 1985 ; augmentation des crédits ; annulations de crédits ; contrats de Plan Etat-région ; crédits routiers ; crédits pour la sécurité routière ; quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux ; augmentation du prix du carburant ; secteur des travaux publics [30 octobre 1984] (p. 5438) ; entreprises de travaux publics ; transport routier international français ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazole ; concours et subventions à la S.N.C.F. ; charges financières liées aux emprunts ; emprunts de la S.N.C.F. ; dotation en capital de deux milliards de francs en 1983 ; transports collectifs ; vote hostile du groupe U.D.F. à ce budget (p. 5439).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conséquences de l'application des quotas laitiers aux producteurs de lait titulaires d'un plan de développement ; cas d'une exploitation laitière de la Haute-Marne [7 novembre 1984] (p. 5678) ; difficultés pour l'exploitant de faire face aux échéances (p. 5679).

— **Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).**

Première lecture, discussion générale : notion de gratuité ; arrêt « Surmont » du Conseil d'Etat du 27 mai 1983 ; interprétations contradictoires des tribunaux administratifs au sujet du remboursement des transports ; gratuité du transport [20 novembre 1984] (p. 6209) ; transport collectif ; possibilité de rappeler que les transports organisés par les entreprises ne doivent avoir aucun but lucratif ; pénalisation financière de certaines entreprises (p. 6210) ;

Explications de vote : agglomérations de 30 000 habitants ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6212).

FIEVET (Berthe)

Député du Cher
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

FILLIOUD (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

DEPOTS

Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation **(n° 2144)**[23 mai 1984].

Projet de loi relatif à **l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145)** [23 mai 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Lajoinie : impartialité de la radio et de la télévision dans l'information préparatoire à l'élection européenne** : loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle donnant compétence à la haute autorité de l'audiovisuel sur ces questions [5 avril 1984] (p. 1165) ;

— **M. Jean-Pierre Kucheida : FR3 Nord-Picardie** : désignation du président de cet organisme par la haute autorité ; nombre de radios locales ; difficulté de mettre en place des structures administratives [23 mai 1984] (p. 2582) ;

— **Mme Véronique Neiertz : avenir de l'A.C.P.** : journalistes de l'A.F.P. et de l'agence Reuter ; augmentation des charges d'exploitation ; soutien de l'activité de l'A.C.P. par des souscriptions d'abonnement par les administrations ; compagnie luxembourgeoise de télévision ; Radio Monte-Carlo ; absence d'intervention directe de l'Etat ; opération de restructuration [20 juin 1984] (p. 3503) ;

— **M. Henry Delisle : licenciement d'un journaliste du groupe de presse Hersant** : contenu de l'article paru dans le journal *Le Pays d'Auge* [27 juin 1984] (p. 3743) ; droits de l'Homme ; liberté de l'information en Normandie (p. 3744) ;

— **M. Marc Lauriol : nomination du président d'Antenne 2** : haute autorité de la communication audiovisuelle ; abstention de sa présidente dans le vote sur la nomination du président d'Antenne 2 ; partage des membres entre plusieurs candidats ; qualités de M. Jean-Claude Héberlé ; radios locales privées [10 octobre 1984] (p. 4609) ; réseaux câblés et liberté de la communication sous l'actuel septennant (p. 4610) ;

— **M. François d'Aubert : intervention du Premier ministre sur T.F. 1** : haute autorité de la communication audiovisuelle ; délibération des présidents des groupes parlementaires sur ses recommandations [17 octobre 1984] (p. 4851) ;

— **M. Maurice Adevah-Pœuf : radios locales privées** : distinction entre les radios locales privées autorisées et celles émettant dans l'illégalité ; conséquences de l'introduction de la publicité ; danger représenté par la diffusion d'émissions illégales ; nécessité de faire cesser les émissions de radios pirates ; acquisition occulte et illégale de fréquences de radios autorisées [28 novembre 1984] (p. 6441) ;

orales sans débat de :

— **M. Lucien Richard (n° 624) : société régionale de radio dans les pays de la Loire** : loi du 29 juillet 1982 relative à la décentralisation du service public de l'audiovisuel ; mise en place de sociétés régionales de radiodiffusion ; intention de Radio France de poursuivre à Nantes son programme « Harmonie » ; rationalisation des moyens [18 mai 1984] (p. 2463) ; autorisation par le Gouvernement d'initiatives privées locales concernant des opérations de communication audiovisuelle (p. 2464) ;

— **M. Michel Berson (n° 629) : radio privée locale « la voix du Lézard »** : compétence de la haute autorité pour délivrer des autorisations aux radios locales privées sur la bande de modulation de fréquence [18 mai 1984] (p. 2464) ; possibilité de recours devant les tribunaux (p. 2465).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : manœuvres de l'opposition ; proposition de transformation de l'intitulé du texte pour le baptiser : « loi de justice et d'amour » ; indique l'existence de 42 amendements de suppression ; existence de « représentants du peuple » — entre guillemets — [24 janvier 1984] (p. 4) ; maintient les guillemets ; dispositions prévues à l'article 10 du texte relatives au pluralisme ne s'appliquant qu'aux quotidiens ; aides à la presse ; critères d'attribution de l'aide à la presse politique (p. 5) ; ordonnance de 1944 ; liberté de la presse (p. 6) ; **Ses observations** sur la demande de renvoi en commission présentée par M. Jean Foyer ; Convention européenne des droits de l'Homme ; remercie les rapporteurs et les membres des commissions ; remercie les orateurs de la discussion générale ; situation de F.R. 3 en Corse (p. 26).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : statut de la presse [25 janvier 1984] (p. 36) ; liberté d'édition et liberté de la presse ; ordonnance de 1944 (p. 37) ; statut des organismes du service public de la radio-télévision ; limitation des cumuls des entreprises de presse (p. 38) ; convention internationale engageant la France (p. 40) ; objet du projet de loi : lutte contre les monopoles en matière de presse (p. 42) situation de la presse aux Etats-Unis ; nombre de journaux nationaux en France (p. 43) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière de respect des traités internationaux par la loi ; liberté de la presse (p. 44) ; monopole des grands quotidiens régionaux (p. 45) ; exercice de la liberté de la presse ; réaménagement des aides étatiques à la presse (p. 48) ; transfert de la propriété d'une entreprise de presse (p. 49) ; droits fondamentaux garantis par la Constitution ; attitude de l'opposition ; son utilisation des guillemets ; indique qu'il n'a jamais considéré qu'il y avait plusieurs catégories d'élus ; insultes proférées par divers membres de l'opposition (p. 56) ; système coopératif pour l'approvisionnement des journaux en papier et la distribution ; coûts du papier ; rôle des nouvelles messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.) ; fabrication (p. 59) ; organismes de distribution (p. 60) ; résolution de l'O.N.U. ; indique que la presse n'est pas un service public (p. 61) ; aides diverses à la presse ; relations entre les journaux écrits et l'Etat (p. 62) ; mission d'intérêt général de la presse (p. 63) ; hiérarchie des normes juridiques ; déclaration des droits de l'Homme (p. 64) ; répétition de l'opposition (p. 66) ; abandon du monopole de l'audiovisuel par la puissance publique (p. 67) ; respect de l'article 17 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 69) ; problème de l'abrogation de l'ordonnance de 1944 ; transparence et pluralisme (p. 71) ; ordonnance de 1944 ; absence de signature du Général de Gaulle ; rôle de ce dernier à cette époque ; travaux du Conseil national de la Résistance et de la commission de l'Assemblée provisoire (p. 75) ; rapport Vedel ; ordonnance de 1944 (p. 81) ; différence entre ce texte et un statut de la presse (p. 82) ; entreprises de publicité (p. 83) ; agence Havas ; positions dominantes et monopole privé (p. 84) ; statut de cette agence (p. 85) ; entreprises à capitaux privés ; structures de l'agence Havas ; politique commerciale des régies ; interdiction pour le groupe Havas de participer aux publications relevant du projet de loi ; distribution des recettes publicitaires par cette agence ; groupe du *Nouvel Economiste* (p. 86) « propos infâmants » tenus par M. Jacques Toubon à propos de la position de M. Jean-Charles Lignel à l'égard de ce texte (p. 89) ; ralentissement des débats ; longueur de la discussion sur l'agence Havas [26 janvier 1984] (p. 107) ; entreprise de diversion (p. 109) ; volonté de l'opposition de privatiser le service public de la radio et de la télévision (p. 116) ; critique les amendements hors du champ d'application du texte (p. 125) ; champ d'application de la loi ; loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (p. 126) ; refus d'instituer un système d'autorisation préalable pour la presse écrite ; recherche par l'opposition d'effets de séance (p. 129) ; loi du 29 juillet 1982 ; respect de l'ordre du jour ; critique les propos de M. Robert-André Vivien sur le Congrès de Bourg-en-Bresse (p. 130) ; déclare qu'il subodore l'existence de situations dominantes ou abusives dans le secteur de la presse ; nécessité de limiter ces concentrations abusives (p. 131) ; **article 1er** : nécessité d'instaurer des règles de transparence ; mise à jour de l'ordonnance de 1944 ; rappelle les propos de M. Raymond Barre sur la nécessité d'étudier les conditions de gestion des entreprises de presse (p. 141) ; adaptation des obligations de la loi à des formes de presse différentes ; notion de publication d'information politique et générale ; article 39 *bis* du code général des impôts ; publications autres que celles d'information politique et générale (p. 142) ; application de la loi aux seules entreprises de presse (p. 148) ; rejet par les membres de l'opposition des principes de l'ordonnance de 1944 (p. 149) ; réalisation par un seul groupe de presse de 40 p. 100 du chiffre d'affaires de l'ensemble de la presse en France (p. 150) ; non condamnation de la S.F.P. par la commission de la concurrence ; symétrie entre la loi de 1977 et le texte proposé (p. 151) ; réalité du droit positif ; référence du code général des impôts à la « presse d'information politique et générale » (p. 153) ; référence à la loi du 27 décembre 1977 étendant un avantage fiscal consenti à la presse quotidienne, à un certain nombre d'hebdomadaires politiques nationaux (p. 155) ; nationalité des journaux (p. 156) ; différence entre l'ensemble de l'information politique et générale et les publications spécialisées (p. 157) ; problème des frontières ; exclusion de la presse associative de la catégorie de la presse politique et d'information générale (p. 158) ; définition de la publication d'information politique et générale en se référant entre autres au code général des impôts (p. 159) ; sa reconnaissance de l'existence de cas litigieux (p. 163) ; application d'obligations spécifiques aux publications quotidiennes d'information politique et générale (p. 165) ; proposition, par l'opposition, d'une législation de circonstance (p. 167) ; inapplication de la loi aux publications spécialisées des organisations syndicales ; exclusion du champ d'application de la loi, de la presse récréative (p. 169) ; amendements de l'opposition tendant à exclure successivement chacune des catégories de presse du champ d'application du texte ; procédures de retardement systématique ; journaux d'information politique [27 janvier 1984] (p. 177) ; non application de cet article à la presse syndicale ; presse des associations (p. 179) ; publications administratives ; critères tirés de la nature de l'organe assurant la publication ; possibilité d'inclusion ou d'exclusion des publications du champ d'application de la loi selon cette nature (p. 181) ; mouvement associatif (p. 182) ; ridicule des auteurs de certains amendements (p. 186, 187) ; indique qu'on ne fait pas un texte pour un journal nommément désigné (p. 189) ; publications d'information politique (p. 191) ; audiovisuel ; indication du nom du propriétaire, du directeur ou du responsable de la rédaction (p. 192) ; secret des sources d'information ; texte déontologique applicable aux journalistes ; étude d'une mesure législative par ses services à propos du secret de ces sources (p. 194) ; **après l'article 1er** : différence entre ce texte et un statut de la presse ou des journalistes (p. 200) ; indique que, à titre personnel, il n'est pas opposé à ce qu'une loi garantisse le secret ; indépendance de la magistrature ; juge d'instruction ; affaire de F.R. 3 Corse (p. 201) ; rôle du juge d'instruction ; problème de l'application de la loi de 1977 sur la concurrence ; commission de la concurrence ; liberté d'information des lecteurs ; rapport Vedel (p. 203) ; loi de 1977 (p. 204) ; **article 2** : notion de personne ; groupements et partis politiques ; associations ; article 4 de la Constitution ; moyens d'investigation de la commission pour la transparence ; définition de l'entreprise de presse ; notion de contrôle sur les entreprises (p. 205) ; contrôle des concentrations en matière de presse dans la C.E.E. ; 7e directive du Conseil des communautés ; pouvoir d'appréciation de chaque cas par la commission pour la transparence ; problème de la détention d'un taux minimum de 20 p. 100 du capital social ; notion de groupe de presse (p. 206) ; caractère tronqué d'une citation de ses propos par M. Alain Madelin ; *Journal officiel* du 22 juin 1983 (p. 217) ; groupements d'intérêt économique ; groupements de fait (p. 220), cas de la famille ; associations (p. 221) ; publications éditées par l'Etat ; associations de fait ; groupements économiques ; groupements qui ne seraient constitués ni par des personnes physiques ni par des personnes morales (p. 222) ; utilisation du paravent des associations ; groupements de fait (p. 223) ; législation de liberté ; ordonnances de 1944 (p. 224) ; indique que la famille n'est pas un groupement de fait mais que, exceptionnellement, elle peut le devenir (p. 233) ; appartenance à une même famille ; diversité d'activités au sein de cette même famille ; problème de la constitution d'un groupement par une famille (p. 234, 235) ; cas dans lesquels l'exploitation est confiée à un tiers (p. 236) ; indique que le critère de définition de l'entreprise de presse n'est pas l'identité de l'éditeur mais la catégorie des publications (p. 239) ; durée du débat (p. 249) ; demande à M. Jean-Marie Caro comment ce dernier a eu connaissance de l'avis du Conseil d'Etat (p. 250) ; impossibilité de considérer les coopératives de messageries comme un moyen de nature à exercer une influence déterminante au sens de cet article (p. 253) ; **après l'article 2** : caractère secret des délibérations du Conseil d'Etat sur les textes législatifs [30 janvier 1984] (p. 264) ; définition par le Conseil d'Etat des notions de « personne », « d'entreprise » et de « contrôle » ; absence de statut de la presse (p. 265) ; position dominante ; tentative de l'opposition de faire abroger l'ordonnance de 1944 ; estime que la position exposée par

M. Jean-Marie Caro n'est pas conforme à celle défendue par ses amis politiques (p. 266) ; non-rétablissement du système de l'autorisation préalable ; accords de modération des prix de vente des journaux à l'unité, libre fixation des tarifs de publicité par les entreprises de presse (p. 267) ; maintien de l'article 12 de l'ordonnance de 1944 relatif aux tarifs de publicité (p. 268) ; loi Moisan (p. 269) ; **répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; tentative de diversion ; intérêt de maintenir une production française de papier journal (p. 271) ; refus de mettre le mot transparence entre guillemets (p. 273) ; **avant l'article 3** : ordre du jour de l'Assemblée nationale [30 janvier 1984] (p. 283) ; loi de 1982 sur la communication audiovisuelle (p. 284) ; obligation pour M. Jacques Toubon d'aller chercher des arguments dans des commentaires parus dans la presse étrangère (p. 285) ; **article 3** : son désir d'intervenir ultérieurement (p. 289) ; rappelle les dispositions de l'ordonnance de 1944 relatives au prête-nom ; rapport Vedel (p. 290) ; définition du prête-nom ; notion de dissimulation ; arrêt de la Cour de Rennes du 8 juillet 1958 (p. 291) ; caractère dérisoire des amendements déposés par l'opposition sur cet article (p. 294) ; jurisprudence constante en matière de prête-nom ; demande à M. François d'Aubert de faire preuve de plus de rapidité (p. 297) ; notion de contrôle (p. 299) ; **article 4** : seuil de 20 p. 100 ; attitude paralysante de l'opposition mise au nominatif des actions ; réforme de « dématérialisation des titres » ; notion de droit de vote (p. 307) ; référence à la directive communautaire du 13 juin 1983 sur les comptes consolidés ; mise au nominatif obligatoire des actions de certaines sociétés françaises ; régime spécifique de mise au nominatif pour les actions constituant le capital d'une entreprise de presse ; modalités de la mise au nominatif de ces actions (p. 308) ; position incohérente de M. Jacques Toubon sur cet article (p. 310) ; attitude contradictoire de l'opposition (p. 312) ; absence de contradiction entre les notions de contrôle définies à l'article 2 et à l'article 4 du projet de loi (p. 314) ; impossibilité d'apprécier s'il y a contrôle ou non de l'entreprise, par la seule prise en compte de la détention d'une part de capital (p. 315) ; son amendement n° 2332 (droits de vote dans les entreprises de presse) ; exercice de ces droits [31 janvier 1984] (p. 320) ; possibilité de dissocier les droits pécuniaires du droit de vote : adopté (p. 321) ; pluralisme ; transparence ; mise sous forme d'actions de certains capitaux des entreprises (p. 323) ; modalités de la mise de certaines actions sous forme nominative ; organisation de la période transitoire (p. 325) ; délai de publication ; annonces légales (p. 327) ; S.I.C.A.V. ; principe de territorialité des lois (p. 328) ; ordonnance de 1944 (p. 329) ; épargnants (p. 330) ; **article 5** : mise sous forme nominative des actions des entreprises de presse ; notion de dématérialisation des actions ; assimilation des collaborateurs directs de la rédaction aux journalistes professionnels ; journalistes des quotidiens d'information politique ; notion juridique d'équipe rédactionnelle (p. 341) ; compte des valeurs mobilières et compte des valeurs nominatives ; respect du secret des affaires (p. 342) ; application de la législation sur la dématérialisation des titres ; remplacement du registre des titres nominatifs par un compte des valeurs nominatives (p. 343) ; droit d'accéder aux sources d'information ; notion d'équipe rédactionnelle ; droits des équipes de journalistes ; rend hommage à la position de M. Michel Péricard au sujet de cet article (p. 347) ; journalistes professionnels et information de l'équipe rédactionnelle (p. 348) ; composition de l'équipe rédactionnelle uniquement faite de journalistes professionnels (p. 349) ; **après l'article 5** : limitation de la concentration (p. 351) ; procédures d'information du Parlement (p. 353) ; **article 6** : importance du lecteur (p. 365) ; problème de la territorialité des lois (p. 366) ; refus de l'opposition d'établir la transparence (p. 367) ; définition de la promesse d'action comme contrat ; son sous-amendement n° 2340 à l'amendement n° 1534 de la commission (supprimant les mots « ou le dépôt en caution d'actions ou de parts ») ; impossibilité d'assimiler le dépôt en caution d'actions ou de parts à la cession ou à la promesse de cession d'actions ou de parts : adopté (p. 369) ; son amendement n° 2341 (insérant les mots « ou des droits de vote dans cette entreprise » après les mots « capital social d'une entreprise de presse ») : adopté (p. 371) ; **après l'article 6** : informations portées à la connaissance des lecteurs (p. 373) ; **article 7** : reprise des principes de l'ordonnance de 1944 ; respect du lecteur (p. 375) ; bulletin édité par les collectivités locales ; dépôt légal ; notion de rédacteur en chef (p. 376) ; se refuse à répéter les mêmes propos (p. 377) ; contrôle de l'office de justification de la diffusion (p. 381) ; son amendement n° 2342 (référence au tirage moyen au cours du mois de septembre) ; possibilité pour l'éditeur de choisir le numéro dans lequel il souhaite insérer les mentions obligatoires : adopté (p. 383) ; son amendement n° 2343 (substituant aux mots « le bilan et le compte de résultats de la publication » les mots « le bilan de l'entreprise éditrice et le compte de résultats de la ou des publications ») : retiré ; difficulté pour calculer le montant des aides (p. 384) ; intérêt de faire figurer parmi les informations obligatoires le total des aides directes reçues de l'Etat (p. 385) ; **après l'article 7** : nécessité d'alléger les dispositions de l'ordonnance de 1944 ; limitation du champ d'application de la loi aux entreprises de presse [1er février 1984] (p. 392) ; **article 8** : information des lecteurs (p. 397) ; délibération du Conseil d'Etat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 24 août 1944 lors de sa séance du 25 novembre 1979 ; rappel des deux séries de dispositions contenues dans cet article (p. 398) ; double nécessité de cet article (p. 399) ; faculté pour la commission pour la transparence d'adresser un questionnaire à tous les actionnaires supposés détenir 20 p. 100 du capital d'une entreprise de presse (p. 400) ; notion de transparence ; information de la commission ; obligation de répondre à certaines demandes de renseignements (p. 403) ; volonté de l'opposition de faire appliquer la loi au plus petit nombre possible d'entreprises (p. 404) ; contrôle d'une entreprise ; plaidoyer de l'opposition en faveur de la fraude fiscale (p. 408) ; refus de l'opposition d'établir la transparence (p. 410) ; incohérence des amendements de l'opposition ; amendements de fiction (p. 412) ; secret des affaires ; son amendement n° 2345 (référence à l'entreprise de presse) ; obligations mises à la charge des entreprises de presse : adopté (p. 413) ; durée insuffisante du délai de déclaration ; protection de l'entreprise en matière répressive (p. 414) ; envoi de questionnaires par le S.J.T.I. en application de l'ordonnance de 1944 ; technique de blocage de la part de l'opposition ; refus de l'opposition d'instaurer la transparence (p. 416) ; problème de la connaissance des mutations intervenant dans le capital ; notion de « modifications significatives » (p. 419) ; obligation pour toute personne qui cède un titre de publication d'en informer la commission pour la transparence ; secret des affaires (p. 421) ; **article 9** : demande à l'opposition si elle estime ou non qu'il faut réglementer la participation de capitaux étrangers dans la presse politique et d'information générale éditée en France (p. 424) ; demande à M. d'Aubert s'il considère que le Parlement doit légiférer pour réglementer les conditions de participation des capitaux étrangers dans la presse française (p. 425) ; rappel des dispositions de cet article ; différence entre les entreprises de presse et les autres entreprises ; rappelle que M. Aubert s'est déclaré favorable à une intervention législative pour fixer les conditions dans lesquelles les capitaux étrangers pourraient s'investir dans un organe de presse français (p. 429) ; sa demande à l'opposition de se prononcer pour ou contre une réglementation de l'investissement des capitaux étrangers dans les entreprises de presse ; engagements multilatéraux ; préservation des intérêts nationaux (p. 430) ; rappel des citations de M. Michel Debré sur l'ordonnance de 1944 (p. 431) ; sa demande de suspension de séance (p. 433) ; impropriété de l'expression « ratifiés par le Parlement » ; son sous-amendement n° 2400 à l'amendement n° 2346 de la commission (référence aux engagements internationaux souscrits par la France, notamment ceux comportant une clause de réciprocité dans le domaine de la presse) (p. 435) : retiré ; termes de « réciprocité et d'assimilation nationale » ; égalité de traitement pour les nationaux de différents pays de la Communauté (p. 436) ; instauration du seuil de 20 p. 100 (p. 439) ; application de la limitation de 20 p. 100 du capital aux seules entreprises éditant en France des journaux en langue française ; protection des entreprises de presse françaises d'expression française (p. 441) ; **répond au rappel au règlement** de M. Raymond Forni ; insinuations insultantes proférées par des membres de l'opposition à l'encontre du Président de la République ; sa demande de suspension de séance (p. 443, 444) ; tactique employée par M. Jacques Toubon ; engagements internationaux de la France ; accords de réciprocité [2 février 1984] (p. 454) ; ordonnance de 1944 ; problème de l'extension du texte à l'outre-mer ; problème des participations étrangères indirectes dans des entreprises de presse françaises ; son sous-amendement n° 2446 à l'amendement n° 1592 de la commission (supprimant les mots « ou indirectement » dans cet amendement) (p. 455) ; adopté (p. 456) ; engagements internationaux souscrits par la France ; indique que le mensuel *Vogue* et diverses autres publications n'entrent pas dans le champ d'application du texte ; conditions de fonctionnement de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (p. 457, 458) ; égalité du droit ; communautés étrangères vivant en France ; fraternité humaine (p. 459) ; liberté d'expression des communautés étrangères (p. 462) ; **avant l'article 10** : établissement de la transparence et du contenu du rapport de M. Georges Vedel présenté au Conseil économique et social ; ordonnance de 1944 (p. 468) ; **avant l'article 10** : notion de concentration [3 février 1984] (p. 509) ; dictionnaire Robert (p. 513) ; impossibilité que le texte ait pour conséquence de limiter la croissance et le

développement du tirage d'un journal ; croissance naturelle des journaux ; chiffres de diffusion (p. 514) ; limitation en parts de marché ; impossibilité pour un seul groupe d'être propriétaire de la moitié ou de la totalité de la presse quotidienne d'information politique (p. 515) ; constate l'existence de longs monologues répétitifs de la part des mêmes députés dans la défense des amendements (p. 517) ; **article 10** : ses observations sur la typologie de la presse quotidienne faite par M. Alain Madelin ; classement d'un côté de la presse favorable à la majorité et de l'autre de la presse favorable à l'opposition ; indique que, selon M. Alain Madelin, 800 000 exemplaires de journaux sont « de gauche » (p. 518, 519) ; attitude de l'opposition ; accélération des phénomènes de concentration dans les deux dernières années ; différence entre *L'Aurore* et *Le Figaro* (p. 524) ; taux fixé ; modalités juridiques du contrôle de la concentration ; ordonnance de 1944 ; journal *La Lettre de la Nation* ; protection de certains intérêts par des parlementaires de l'opposition ; devoirs et droits des journalistes ; situation en R.F.A. ; cite un passage des mémoires de Raymond Aron à propos de l'origine des fonds du *Figaro* (p. 525) ; rappelle qu'un Français sur cinq en province ne peut plus acheter qu'un seul titre (p. 526) ; notion de contrôle (p. 534) ; critère du tirage ou de la diffusion (p. 535) ; existence de sous-amendements « imbéciles » ; problème de la fixation du seuil au-delà duquel on peut considérer qu'il y a concentration ; problème de la proposition de seuils différents ; **répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Caro ; indique que les propositions de seuil étaient « imbéciles » au sens étymologique du terme (p. 537) ; limitation en parts de marché ne jouant qu'en cas d'acquisition d'une nouvelle entreprise de presse (p. 539) ; seuil de 15 p. 100 ; différence entre *L'Aurore* et *Le Figaro* (p. 541) ; définition du contrôle (p. 542) ; principe de l'égalité de traitement ; zone de diffusion des quotidiens nationaux ; fixation de critères pour la détermination des quotidiens nationaux ; régime fiscal de certaines publications périodiques ; hebdomadaires [4 février 1984] (p. 551) ; progression des crédits de fonds d'aide à la diffusion de la presse française à l'étranger ; commission pour la transparence et le pluralisme (p. 552) ; « comptes fantastiques » de M. Alain Madelin supputant la disparition d'un titre ; journal *Le Monde* (p. 553) ; utilisation de la technique de la suspension de séance par l'opposition ; droits de l'opposition (p. 555) ; circonscriptions administratives régionales (p. 557) ; référence aux régions administratives ; documents de l'O.J.D. établis sur la base des régions administratives (p. 558) ; cite des exemples de diffusion ; diffusion dans les régions d'outre-mer (p. 559) ; contenu des journaux (p. 560) ; publication des programmes de télévision par les journaux nationaux et régionaux ; produit rédactionnel (p. 561) ; croissance naturelle des publications et des groupes ; difficultés rencontrées par un journal ; phénomène de concentration ; cas de rachat par un groupe (p. 563, 564) ; concentration des entreprises de presse ; excès de la concentration capitaliste ; pluralisme (p. 570) ; droits issus de la Constitution s'imposant au législateur (p. 574) ; **après l'article 10** : statut de la radio-télévision fixé par la loi de 1982 (p. 578) ; **article 11** : problème de la violation du principe d'égalité (p. 582) ; application de ce principe ; quotidiens régionaux ; limitations de la concentration ; cas d'*Ouest-France* ; situations de monopole ; groupes de presse régionaux ; nouvelle rédaction de cet article (p. 583) ; seuil de 15 p. 100 ; application de ce seuil à la presse locale ; catégories de presse ; affirme qu'aucun groupe de presse ne détient 15 p. 100 du marché ; souhaite que l'on supprime les mots « sur le territoire national » dans l'amendement n° 1552 de la commission ; rôle de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 586) ; souhaite la prolongation de la séance après une suspension (p. 590) ; application de la loi de 1982 au secteur audiovisuel [6 février 1984] (p. 602) ; principe de l'égalité devant la loi ; différence entre journaux régionaux et journaux nationaux ; son sous-amendement n° 2535 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « sur le territoire national » dans le premier alinéa de cet amendement) ; fonds d'expansion de la presse française (p. 603) : adopté (p. 604) ; référence à la moyenne des 12 mois connus précédant la publication de la présente loi ; application des enquêtes à l'ensemble des journaux à la même période de temps (p. 605) ; application des articles 10 à 12 à la situation résultant du volume atteint par un groupe de presse par addition des titres qu'il exploitait et de ceux qu'il a créés (p. 607) ; obligation de faire une déclaration à la commission pour toute acquisition ou prise de contrôle d'une entreprise de presse existante ; possibilité de créer une entreprise de presse sans formalité ; effets produits par le franchissement d'un seuil ; caractère anti-trust de cette loi (p. 608) ; **après l'article 11** : multiplication des amendements sur les mêmes thèmes (p. 610) ; **article 12** : hypothèse de la disparition de *France-Soir* (p. 611) ; loi sur l'audiovisuel (p. 619) ; acceptation par le Gouvernement du principe de la propriété ou de la capacité de contrôle de journaux nationaux et régionaux ; refus des chaînes de journaux ; référence à l'article de M. Serge July dans *Libération* (p. 621) ; hostilité de l'opposition au mécanisme des seuils (p. 622) ; principe « un homme, un journal » ; rapport Vedel sur les chaînes de journaux (p. 626) ; relit les termes du sous-amendement de M. Alain Madelin relatif à l'interdiction de lire plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux (p. 627) ; tirages et diffusion dans la presse étrangère (p. 629) ; progression des journaux ; violation du droit à l'information des citoyens français (p. 630) ; son sous-amendement n° 2538 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant les mots « sur le territoire national ») : adopté (p. 633) ; liberté de la croissance interne des journaux ; inintérêt pour l'Assemblée nationale de revenir, à propos de chaque article, sur la même série d'amendements (p. 635) ; **article 13** : coût du maintien d'une équipe rédactionnelle ; nécessité d'éviter que des opérations financières n'aboutissent au rachat d'un journal pour n'en garder que le titre (p. 640) ; sociétés de rédacteurs ; appréciation de la notion d'équipe rédactionnelle (p. 641) ; **article 13** : démagogie de l'opposition (p. 646) ; problème de la reconnaissance d'une responsabilité collective de l'équipe rédactionnelle (p. 648) ; définition du journaliste professionnel (p. 649) ; absence d'intervention de M. Alain Peyrefitte en qualité de garde des Sceaux pour protéger le secret professionnel des journalistes (p. 651) ; **article 14** : liberté d'édition d'une publication ; limite à l'extension des concentrations d'entreprises de presse ; déclaration des opérations de concentration ; sanction du défaut de déclaration (p. 657) ; mise en demeure de respecter la loi ; **répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : droit du Gouvernement de se rallier à un amendement voté par la commission saisie au fond (p. 658) ; son sous-amendement n° 2544 à l'amendement n° 1555 de la commission (déclaration de toute personne cédant ou acquérant la propriété ou le contrôle d'une entreprise de presse antérieurement à la réalisation de l'opération) [7 février 1984] (p. 673) ; rédaction de cet article ; acquisition de la propriété ou contrôle du capital d'une entreprise de presse ; modifications entre les diverses versions de cet article ; caractère lourd du système proposé par la commission (p. 675) ; maintien des sanctions pénales en cas de défaut de déclaration ; articles 7 et 8 de la loi de 1881 modifiée par l'ordonnance de 1944 ; obligation de déclaration (p. 676) : adopté ; article 9 de la loi de 1881 ; peines d'amende (p. 678) ; motivation des décisions de la commission pour la transparence (p. 683) ; son sous-amendement n° 2545 à l'amendement n° 1555 de la commission (information des personnes intéressées par la commission) (p. 689) ; différence entre la déclaration préalable, prévue par le texte, et l'autorisation préalable ; phases d'action de la commission ; prévention dans un délai maximum de trois mois des personnes envisageant de réaliser l'opération ; différence entre cette disposition et une procédure d'autorisation préalable ; seconde phase intervenant après la réalisation de l'acte de cession ; procédure prévue à l'article 18 du projet ; « phantasmes » de l'opposition (p. 690) : adopté (p. 692) ; survie des entreprises de presse ; pouvoir de la commission pour la transparence ; problème du rachat de certains titres par des groupes de presse (p. 699) ; **après l'article 14** : s'oppose à l'adjonction d'un Titre III A (p. 701) ; rachat du journal *L'Aurore* ; éditions Larousse (p. 702) ; réforme à venir du régime économique de la presse (p. 705) ; **article 15** : création de la commission pour la transparence ; rapport de M. Georges Vedel ; projet de loi de M. Jean-Philippe Lecat ; indique que cette commission est une autorité administrative indépendante et non une autorité juridictionnelle dont les décisions sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat ; pouvoirs confiés à la commission : avis, (p. 716) possibilité de mise en demeure après la réalisation d'une opération de construction ; rappelle que M. Alain Peyrefitte a été ministre de l'information ; pouvoir de suppression des aides postales et fiscales ; pouvoir de décision de la commission ; privation éventuelle d'aides économiques ; presse des partis politiques ; article 4 de la Constitution ; impossibilité pour la commission d'accéder au fichier des abonnés et des souscripteurs d'un journal de parti ; publications se réclamant de partis politiques ; différence entre celles-ci et les publications marchandes (p. 717) ; composition de la commission ; qualité des membres de la commission (p. 718) ; refus de la politisation de la commission pour la transparence [8 février 1984] (p. 728) ; amendements de dérision (p. 731) ; défend les collaborateurs de son ministère qui ont travaillé à la rédaction du projet de loi (p. 734) ; cas de M. Jérôme Clément (p. 736) ; rejet de la limite d'âge pour les membres de la commission de la transparence (p. 737) ; attitude de blocage de l'opposition (p. 742) ; cas où les chefs des hautes juridictions ont compétence pour désigner les représentants de

leur juridiction dans différentes instances (p.743) ; présentation au Parlement des crédits de fonctionnement de cette commission (p. 746) ; intérêt de faire appel à l'ensemble des magistrats de l'ordre judiciaire pour procéder à la nomination des rapporteurs (p. 747) ; **article 16** : estime que l'opposition n'est pas très soucieuse de la dignité des membres de la commission pour la transparence (p. 780) ; **article 17** : nécessité d'accorder aux équipes rédactionnelles le droit de saisir la commission pour le pluralisme (p. 783) ; contestation des décisions d'une commission administrative devant les tribunaux administratifs ; volonté de M. Georges Tranchant de supprimer tout le projet de loi (p. 789) ; attitude de M. Georges Tranchant à l'égard des syndicats et des comités d'entreprise (p. 792) ; estime que M. Tranchant fait partie des députés les plus réactionnaires de l'opposition ; refus de l'opposition d'accorder aux sociétés de rédacteurs la possibilité de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 793) ; négation par l'opposition de l'existence de sociétés de rédacteurs ; son amendement n° 2572 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les membres de l'équipe rédactionnelle) (p. 794) : adopté (p. 795) ; recevabilité de la demande de saisine comme préalable à l'information obligatoire des parties (p. 796) ; s'étonne de la demande de l'opposition de faire saisir par une organisation internationale une commission administrative à propos de problèmes internes (p. 797) ; indépendance des interventions de la commission pour la transparence et des interventions de la juridiction pénale (p. 799) ; respect des règles du parallélisme ; caractère limité des risques de contradiction entre une décision juridictionnelle et une décision administrative (p. 800) ; règle de la séparation des pouvoirs ; répartition des compétences (p. 801) ; **après l'article 17** : application des règles du marché à la mise en vente de titres de presse (p. 803) ; **article 18** : caractère contradictoire de la procédure ; définition de l'expropriation ; obligation de cession (p. 806) ; nécessité de limiter la concentration des entreprises de presse (p. 807) ; notion de « personnes intéressées » [9 février 1984] (p. 819) ; possibilité pour ces dernières de se faire assister d'un conseil ; **répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Caro : reconnaît, pour chaque parlementaire, le droit de défendre un amendement (p. 821) ; importance des pouvoirs accordés à la commission de la concurrence par la loi de 1977 (p. 827) ; évocation par l'opposition du rapport Vedel lorsqu'il lui est favorable (p. 831) ; position de M. Jean-Marie Caro demandant une analogie avec la loi de 1977 (p. 832) ; parallélisme des actions administratives et judiciaires (p. 833, 834) ; rabâchage du problème de la dualité de juridiction ; caractère interminable des débats (p. 835) ; impossibilité d'introduire dans la loi la notion d'utilité publique (p. 836) ; sous-amendements de dérision (p. 837) ; faiblesse du niveau de responsabilité des parlementaires (p. 839) ; refus de limiter les pouvoirs de la commission en cas de violation des articles 10 à 13 (p. 840) ; attitude de l'opposition dans la discussion de ce projet de loi (p. 842) ; limitation de la concentration de la propriété des entreprises de presse existantes (p. 844) ; caractère maximum du délai de trois mois (p. 846) ; décision expresse et exceptionnelle de prorogation ; refus du Gouvernement d'instituer une prorogation de droit (p. 847) ; refus du Gouvernement d'accorder un effet suspensif au recours formé devant le Conseil d'Etat (p. 848) ; nécessité d'empêcher des situations abusives par rachat successif des titres (p. 849) ; intervention de l'Etat en faveur de la presse ; concentration de la presse ; uniformisation de la presse comme facteur de découragement du lecteur (p. 850) ; **article 19** : nécessité de maintenir à un an le délai d'exécution des mesures prescrites (p. 855) ; son amendement n° 2574 (substituant aux mots « des articles 14 et 18 » les mots « de l'article 18 ») (p. 856) ; **répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : dépôt de cet amendement par le Gouvernement, suffisamment à l'avance pour que l'Assemblée puisse en prendre connaissance (p. 857) ; son amendement n° 2574 (supprimant la référence à l'article 14 à la fin de la première phrase de cet article) ; possibilité pour la commission de procéder à une mise en demeure ou de recommander des dispositions : adopté (p. 860) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel (p. 868) ; projet élaboré lorsque M. Jean-Philippe Lecat était ministre de la communication ; aides de l'Etat aux entreprises de presse ; recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat ; possibilité de sursis à exécution ; éventualité du rachat d'un organe de presse (p. 869) ; absorption de certains titres par d'autres ; droits des journalistes (p. 870) ; **article 20** : possibilités d'information auprès des administrations et des personnes ; respect du secret statistique et fiscal ; activité des partis politiques ; contreparties nécessaires au pouvoir d'information de la commission : informations devant demeurer secrètes ; problèmes des sanctions [10 février 1984] (p. 892) ; son accord à la substitution du mot « entreprises » par le mot « personnes » (p. 897) ; son accord à l'amendement n° 1565 de la commission (p. 900) ; attaques portées en séance publique contre le président de séance ; interruptions de séance ; suspensions de droit ; déviation du règlement de l'Assemblée nationale ; conditions d'examen de ce texte, notamment temps de cet examen battant le record de durée de toute l'histoire parlementaire ; date de clôture de la discussion (p. 912) ; indique qu'il accepte trois amendements de l'opposition (p. 915) ; **article 21** : accepte qu'il ne soit pas fait référence aux ordonnances de 1945 ; loi du 19 juillet 1977 ; possibilité de visiter des entreprises aux heures légales, soit de six heures à vingt et une heures ; moyens d'investigation dont dispose la commission ; modalités des visites (p. 916) ; moyens de vérification accordés à la commission (p. 917) ; attitude de divers parlementaires de l'opposition ; journal *Le canard enchaîné* (p. 920) ; principes généraux du droit (p. 924) ; mission de la commission pour la transparence et le pluralisme ; secret professionnel ; documents auxquels la commission peut avoir accès ; article L. 103 du code général des impôts (p. 925) ; opération d'investigation se déroulant sous l'autorité de la justice ; dispositions réglementaires (p. 927) ; ordonnances de 1945 sur les prix ; portée générale de ce texte ; pouvoirs d'investigation de la commission (p. 929) ; **article 22** : problème de la motivation des décisions administratives ; possibilité de recours devant le Conseil d'Etat contre les décisions rendues par la commission ; demande de sursis à exécution ; délai dans lequel le Conseil d'Etat doit rendre son avis lorsque la demande est assortie d'un sursis à exécution (p. 945) ; licenciements dans les entreprises de presse (p. 947) ; son sous-amendement n° 2584 à l'amendement n° 1569 de la commission (supprimant le chiffre « 14 » dans le second alinéa de cet amendement) : adopté (p. 949) ; **article 23** : cas où les autorités judiciaires sont saisies ; possibilité de demander l'avis de la commission (p. 951) ; **article 24** : rappelle que l'interpellation au Gouvernement n'existe plus ; impossibilité pour un membre du Gouvernement de traiter un sujet non inscrit à l'ordre du jour ; haute autorité de la communication audiovisuelle ; contenu du rapport annuel de la commission (p. 955) ; accusation sans fondement proférée par M. François d'Aubert à l'encontre de M. Charles Fiterman ; choix des journaux de la compagnie Air-Inter (p. 958) ; **après l'article 24** : fixation des modes de financement de la commission pour la transparence (p. 959) ; affectation des crédits nécessaires ; commission pour l'informatique et les libertés ; contrôle de la Cour des comptes (p. 960) ; crédits de fonctionnement de la commission ; informe l'Assemblée de l'éventualité de la tenue d'une séance de nuit pour le 11 février (p. 961) ; **article 25** : tradition constante de la droite : indulgence à l'égard des délits économiques ; définition du prête-nom ; sanctions pénales [11 février 1984] (p. 975) ; notion de contrôle ; opération de prête-nom ; personnalités ; emprisonnement ; peine d'amende (p. 976) ; personne au profit de laquelle l'opération de prête-nom est intervenue ; volonté de commettre une infraction ; cas où la loi peut punir une imprévoyance ou une négligence ; son amendement n° 2594 (cas où l'opération de prête-nom est réalisée au profit d'une personne morale) : adopté (p. 982) ; **article 26** : dénonce la stratégie de l'opposition ; personne assumant effectivement la direction d'une société ; sociétés par actions (p. 984) ; tactique de l'opposition consistant à reprendre systématiquement le même argument ; exemple de M. Alain Madelin revenant sur le caractère intentionnel de l'infraction ; situation de délits matériels ; exemple des délits de chasse ou de pêche (p. 985) ; volonté de décorrectionnaliser et volonté de diminuer la peine manifestées par divers orateurs de l'opposition (p. 991) ; souhait de ces derniers de ne pas créer d'obligations pour les porteurs de parts ; sanctions pénales (p. 992) ; **article 27** : obligation de publication des changements de propriété (p. 995) ; **après l'article 30** : ses observations sur l'amendement n° 2259 de M. Robert-André Vivien liant la survie du journal *L'Humanité* à l'existence de fonds provenant de l'Union soviétique (p. 1009) ; **article 32** : définition des incriminations [13 février 1984] (p. 1016) ; **article 34** : personne se mettant en infraction avec les dispositions du texte (p. 1022) ; peines d'amendes (p. 1025) ; **après l'article 34** : parallélisme des deux actions administrative et pénale (p. 1026) ; compétence des autorités judiciaires pouvoir de sanction d'une instance administrative (p. 1027) ; **article 36** : publications quotidiennes d'information générale et politique (p. 1031) ; **article 38** : son amendement n° 2598 (de suppression) ; disposition introduite dans le projet à la demande du Conseil d'Etat ; inutilité de cet article dans la mesure où l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944 n'est pas abrogé ; intérêt du travail législatif : adopté (p. 1033) ; **article 39** : ordonnance de 1944 (p. 1034, 1035) ;

Ses observations après les explications de vote : durée du débat ; risque pris par l'opposition actuelle ; absence de demande de l'urgence de la part du Gouvernement ; remerci

les rapporteurs et les députés de la majorité ; indique que la presse n'est pas une marchandise comme les autres ; règles à respecter : respect du droit à l'information exigeant le pluralisme (p. 1046) ; pluralisme exigeant la limitation des concentrations, limitation exigeant la transparence ; ordonnance de 1944 ; reconnaissance du rôle de la responsabilité de l'équipe rédactionnelle ; rappelle les propos de François Mauriac au moment du rachat du journal *Le Temps* (p. 1047).

Deuxième lecture, discussion générale : critiques a l'encontre du texte [18 juin 1984] (p. 3431) ; liberté de la presse ; loi de 1881 ; attitude de l'opposition ; nécessité d'assurer la transparence ; publication du tirage des comptes et de la liste des principaux propriétaires ; mesures tendant à limiter la concentration des entreprises de presse ; renforcement de la pratique de concentration ; diminution du nombre des quotidiens diffusés en France ; part du marché des quotidiens nationaux qu'un même groupe peut détenir ; part du marché des quotidiens régionaux ; commission paritaire pour la transparence et le pluralisme (p. 3432) ; obligation faite à tout quotidien d'information politique et générale de comporter une équipe rédactionnelle ; exemple de *l'Aurore ;* protection des sources des journalistes et des directeurs de journaux ; nécessité d'une réflexion approfondie à ce sujet ; régime économique actuel de la presse ; dispositions de ce texte existant déjà chez certains de nos voisins (p. 3433) ; souhaite savoir si M. Alain Madelin a bien dit que R.T.L. était entre les mains de l'Etat (p. 3435) ; groupes régionaux ; souhaite que M. Alain Madelin dépose un amendement à leur sujet (p. 3437).

Ses observations avant la reprise du débat : dépôt par M. Alain Madelin d'une exception d'inconstitutionnalité et retrait de celle-ci ; manœuvre visant à retarder l'examen du projet de loi sur la presse ; cascade de rappels au règlement ; assistance des parlementaires aux cérémonies du 18 juin ; blocage du débat parlementaire (p. 3441) ; indique que le Parlement ne se séparera pas avant l'adoption définitive de ce texte ; forces pouvant ne pas tarder à contester le régime parlementaire ; élections européennes ; vote ne pouvant avoir aucune répercussion sur nos institutions et leur fonctionnement (p. 3442) ; souhaite savoir si M. François d'Aubert se réjouit de l'élection de M. Robert Hersant à l'Assemblée des Communautés européennes (p. 3446) ; indique qu'il regrette cette élection (p. 3447) ; souhaite savoir si M. François d'Aubert envisage de retirer sa question préalable (p. 3449) ; rappelle que M. Alain Madelin n'a pas soumis son exception d'irrecevabilité au vote (p. 3451) ; **ses observations** sur la question préalable de M. François d'Aubert ; exception d'irrecevabilité soutenue par M. Alain Madelin (p. 3453) ; projet de loi portant création de l'établissement public Carrefour international de la communication ; sociétés d'exploitation des réseaux locaux câblés ; principe de l'égalité devant la loi ; droit de propriété ; liberté de création d'entreprises ; liberté de la presse (p. 3454) ; déclaration des droits de l'Homme ; rappelle l'historique des lois sur la presse, notamment la loi du 29 juillet 1881 ; introduction de la clause de conscience en 1935 ; position de la doctrine ; exigence du pluralisme ; rapport « Vedel » ; principes de pluralisme et de transparence ; projet ne portant nullement atteinte à la liberté de créer une publication ; liberté restant régie par la loi de 1881 (p. 3455) ; absence de limitation de la croissance interne d'un journal ; parts de marché ; impossibilité de parler d'autorisation préalable ; distinction de la presse nationale et de la presse régionale ; impact d'un quotidien national ; principe de la liberté d'expression ; équipe rédactionnelle ; notion d'unité rédactionnelle ; pouvoirs de la commission du pluralisme et de la transparence ; décisions placées sous le contrôle du Conseil d'Etat ; caractère contradictoire de la procédure au terme de laquelle ces décisions interviennent ; absence de décision de retrait d'une aide sans que le Conseil d'Etat ne se soit prononcé ; pouvoirs d'investigation de la commission (p. 3456) ; projet ne constituant en aucune manière une atteinte au droit de propriété ; ordonnance de 1944 ; rachat d'un journal bi-hebdomadaire de la région de Lisieux ; rappelle que certaines dispositions du texte visent l'ensemble des publications ; relation d'un meeting du parti socialiste par un journaliste du *Pays d'Auge* ; absence de jugement de ce journaliste dans cet article ; licenciement immédiat de celui-ci pour faute professionnelle ; cite la lettre de licenciement faisant état d'une attaque portée à l'encontre du *Figaro Magazine* (p. 3457) ; interventions du Gouvernement depuis le début du débat [19 juin 1984] (p. 3471).

Discussion des articles : **article 1er A** : impossibilité d'acheter *l'Aurore* sans payer le *Figaro* (p. 3487) ; **avant l'article 1er** : rappel des principes constitutionnels et des principes généraux du droit (p. 3488) ; convention européenne des droits de l'Homme ; préambule de la Constitution (p. 3490) ; **répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé ; sessions extraordinaires ; textes sur lesquels repose la République ; règles qui régissent le fonctionnement des institutions ; limitation des concentrations menaçant les libertés de la presse [2 juillet 1984] (p. 3956) ; débat de ce texte pendant 146 heures en séance publique, ce qui représente un record absolu ; propos excessifs de certains orateurs ; fonctionnement de l'institution parlementaire ; fixation de l'ordre du jour (p. 3957) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : majorité parlementaire (p. 3961-3962) ; **ses observations après le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : attitude des propos tenus par M. Bernard Pons ; tentative de mise en cause des fonctionnaires de l'Assemblée nationale par M. Jacques Toubon ; mise en cause des journalistes du service public par celui-ci ; expression « manipulation » et « moyen d'information à votre botte » ; souhaite que M. Jacques Toubon précise ses propos (p. 3975) ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme ; loi sur la presse du 29 juillet 1881 [3 juillet 1984] (p. 3987) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : « soutien sans participation » (p. 3995) ; déclaration des droits de l'Homme (p. 3997) ; loi de 1881 (p. 3998) ; expressions méprisantes utilisées par M. Alain Madelin à l'égard de l'ordonnance de 1944 ; contenu de cette ordonnance ; assouplissement de la législation issue de la Résistance (p. 4003) ; limitation de la liberté des uns par rapport à celle des autres (p. 4009) ; liberté syndicale ; problème de la limitation éventuelle de la liberté de la presse (p. 4011) ; loi de 1881 ; organisation du travail législatif (p. 4013-4014) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; nombre d'heures de débat en séance publique ; procédures systématiques de retardement [4 juillet 1984] (p. 4026) ; nombre d'amendements déposés par M. Alain Madelin (p. 4030) ; dépôt de sous-amendements par M. Alain Madelin ; intention de l'opposition ; nécessité pour M. Alain Madelin de retirer son amendement n° 189 (p. 4031) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : propos de ce dernier indiquant sa volonté de s'opposer « par tous les moyens » au projet de loi (p. 4032) ; ses observations sur l'amendement n° 188 de M. Alain Madelin (p. 4033) ; commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (p. 4034) ; nécessité de mettre en place un dispositif éloigné du pouvoir exécutif (p. 4035) ; amalgame (p. 4036) ; inquiétudes de M. Albert et du doyen Vedel sur l'évolution de la presse française ; droit des citoyens à l'information ; phénomènes de concentration (p. 4037) ; « sa responsabilité limitée » ; ses attributions (p. 4038) ; agences de publicité ; définition des notions de personne physique ou morale, d'entreprise de presse et de contrôle (p. 4039) ; possession par une même personne de plusieurs quotidiens (p. 4040) ; pourcentage de capitaux d'Havas détenu par l'Etat ; Compagnie européenne de publication ; absence de participation d'Havas dans un hebdomadaire ou un quotidien d'information ; régisseur de publicité d'une publication ; séparation entre la régie et la rédaction ; énumération des journaux régis par l'agence Havas (p. 4041) ; annuaire des P.T.T. (p. 4042) ; satellite français de télévision directe T.D.F. 1 ; technologie française de pointe (p. 4043) ; ses observations sur les propos de M. François d'Aubert : « copinage douteux » entre M. Rousselet et certains ministres du Gouvernement ; absence de rapport entre l'amendement n° 156 de M. François d'Aubert et l'objet du projet de loi (p. 4045) ; proposition de M. Jacques Chirac tendant à ne laisser à l'Etat qu'une seule chaîne de télévision ; ses observations sur l'amendement n° 160 de M. François d'Aubert (p. 4047) ; professions de la publicité (p. 4052) ; attitude de MM. François d'Aubert et Alain Madelin avant 1981 ; leur absence de volonté de démanteler la télévision et l'agence Havas ; statut de cette agence ; entreprises de publicité (p. 4053) ; conséquences de la vente par l'Etat des actions qu'il détient dans l'agence Havas ; garantie que représente cette détention (p. 4054) ; emploi de l'expression « part de marché » par M. François d'Aubert (p. 4056) ; forme de l'amendement n° 171 présenté par M. François d'Aubert (p. 4057) ; nécessité de faire progresser le travail législatif (p. 4058) ; dispositions citant nommément deux entreprises de droit privé (p. 4060) ; textes « *ad hominem* » ; objet du projet de loi (p. 4062) ; présence du Rapporteur dans l'hémicycle (p. 4063) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : possibilité pour le Premier ministre de recourir à l'article 49 de la Constitution [5 juillet 1984] (p. 4070) ; **article 1er** : presse spécialisée ; publication non aidée ; dépôt légal ; publications dont la périodicité est inférieure à au moins une fois par mois ; article 39 *bis* du code général des impôts ; ordonnance de 1944 (p. 4074) ; régime économique de la presse ; concertation avec les organisations professionnelles ; élaboration du projet de budget pour 1985 ; domaine fiscal ; dispositions concernant la T.V.A. ; article 39 *bis* du code général des

impôts (p. 4078) ; journaux d'information générale politique, économique et sociale ; article 39 *bis* du code général des impôts (p. 4079) ; publications d'information politique générale (p. 4080).

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable de M. Alain Madelin ; démantèlement de l'O.R.T.F. en juillet 1974 ; souhaite le rejet de cette question préalable [6 septembre 1984] (p. 4355) ; limitation des concentrations excessives dans le domaine de la presse ; conditions des travaux parlementaires sur ce texte ; quarantième anniversaire de la Libération ; législation d'août 1944 (p. 4360) ; problème des aides à la presse ; manœuvres de retardement ; reconduction de l'ensemble du dispositif économique concernant la presse dans le projet de loi de finances pour 1985 (p. 4361) ; droit pour le lecteur de choisir entre plusieurs journaux (p. 4362).

Discussion des articles : **article 1er A :** différence entre ce texte et un statut de la presse [7 septembre 1984] (p. 4364) ; **avant l'article 1er :** travaux préparatoires de l'ordonnance de 1944 ; Assemblée d'Alger ; évolution de l'industrie de la presse (p. 4368) ; ordonnance de 1944 ; rappelle le bilan du Gouvernement en matière de communication, d'audiovisuel et de presse, notamment nomination des présidents directeurs généraux des organismes de radio-télédiffusion (p. 4369) ; agence Havas (p. 4370) ; **article 1er :** délai d'application des dispositions nouvelles aux entreprises de presse existantes (p. 4372-4373) ; publications d'informations politiques et générales ; cas des publications spécialisées (p. 4374) ; publications d'information politique et générale ; cas des publications syndicales ; problème de la fixation de la liste des périodiques concernés par ce texte (p. 4375) ; indique que, selon lui, *l'Equipe* n'est pas un journal d'information politique et générale (p. 4376) ; **article 2 :** ordonnance de 1944 ; attitude de la droite (p. 4383) ; organisations coopératives (p. 4388) ; **article 3 :** interdiction de prête-nom (p. 4389) ; principe de la transparence ; interdiction du prête-nom (p. 4389) ; **article 8 :** ses observations sur le pourcentage de 20 p. 100 prévu par cet article (p. 4395).

Quatrième lecture, discussion générale : souhaite l'approbation du texte adopté en troisième lecture [12 septembre 1984] (p. 4428).

Ses observations après les explications de vote : remercie la majorité de l'Assemblée nationale (p. 4435-4436).

Répond au rappel au règlement de M. Michel Debré ; rappelle l'essentiel du communiqué publié par les services du ministère des relations extérieures sur la situation au Tchad ; demande une suspension de séance afin de pouvoir obtenir des éléments nouveaux d'information [26 janvier 1984] (p. 134).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Michel Suchod, en qualité de vice-président, à la mémoire de M. Youri Andropov [10 février 1984] (p. 903).

Répond au rappel au règlement de M. François Fillon : indique que la France entend assumer la plénitude de ses responsabilités à l'égard du Liban ; mission d'interposition de nos forces armées ; impossibilité d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale d'autres sujets que ceux prévus dans le décret de convocation de l'Assemblée en session extraordinaire ; audition des ministres par les commissions compétentes [11 février 1984] (p. 1002).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Marc Lauriol ; souhaite que l'Assemblée puisse délibérer sur le projet de loi inscrit à son ordre du jour [17 mai 1984] (p. 2431).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : objectifs généraux du projet ; caractère ambitieux de ce texte ; secteurs d'activités ; financement venant d'investisseurs privés ; associations préfigurant le Carrefour international ; nécessité de constituer un établissement public ; caractère public du projet [17 mai 1984] (p. 2435) ; rôle de l'établissement public ; rôle du Carrefour à l'échelle européenne ; nouvelle ouverture de liberté de la démocratie (p. 2436) ; **ses observations** sur la question préalable de M. François d'Aubert : attitude de l'opposition ; souhaite le rejet de cette question préalable (p. 2440) ; ville d'Angoulême ; nombre de représentants des salariés au Conseil d'administration du Carrefour ; loi sur la démocratisation du secteur public ; composition du Conseil d'administration ; représentants des personnels ; part des personnalités qualifiées (p. 2446).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : droit à l'expression ; radios libres ; bande de la modulation de fréquence ; loi du 29 juillet 1982 ; fonds d'aide à l'expression radiophonique locale ; indique qu'il existe près de 1 200 fréquences autorisées ; radios souhaitant devenir de véritables entreprises de communication ; statut juridique des radios-libres ; exigences de transparence quant à la propriété, à la direction et à la responsabilité de la station ; choix du mode de financement ; possibilité de se financer par la publicité [12 juin 1984] (p. 3231) ; autorisation d'émission ; droit d'existence (p. 3232) ; **ses observations** sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Madelin : question des réseaux interdits par la loi ; proportion des programmes propres (p. 3241) ; négociation internationale entre la France et le Luxembourg à propos du satellite franco-luxembourgeois (p. 3244) ; problème des télévisions libres ; réseaux hertziens nationaux ; disponibilité des fréquences ; plan de câblage ; moyens de communication technique ; bande des fréquences disponibles ; fréquences militaires ; puissances autorisées à l'émission (p. 3254) ; modulation de fréquence ; réglementation assez libérale ; capacité créative en matière de communication publicitaire ; cas de radios ne respectant pas les conditions de l'autorisation ; sanctions pénales ; rôle de la haute autorité ; existence de 1 417 associations sur 1 192 fréquences (p. 3255).

Discussion des articles : **article 1er :** subvention nationale ; dévolution des biens ressortissant au droit commun ; problème de la couverture d'une zone ; émission ; rayon des trente kilomètres (p. 3261, 3262) ; absence de plan de fréquence ; impossibilité de publier un plan de fréquence pour de multiples raisons ; problème de la progressivité du prélèvement (p. 3264) soumission à la taxe pour les radios faisant appel à la publicité (p. 3265) ; associations parties prenantes dans une radio ; mode de financement ; montant des participations de l'entité radio ; exigence de transparence ; se déclare certain que le maire de Saint-Germain-en-Laye, M. Michel Péricard, ne couvrirait pas une opération clandestine faisant transiter une subvention municipale par l'intermédiaire d'une association (p. 3268) ; **article 2 :** cas d'une association qui fait de la publicité et ne voulant pas en faire la déclaration (p. 3272) ; messages d'intérêt général (p. 3273) ; **article 3 :** contradiction dans le raisonnement de M. François d'Aubert ; transparence ; rôle de la haute autorité ; autorisations d'émettre ; publicité des informations (p. 3274) ; achat et rétribution d'un service par une régie ; limitation à 25 p. 100 du capital de la participation d'une seule personne physique dans une station de radio (p. 3275) ; **article 4 :** réseaux câblés ; texte en cause s'appliquant aux services de communication audiovisuelle visés au titre IV de la loi de 1982 (p. 3276) ; problème concernant le câble ; ressources autres que les ressources publicitaires ; fixation à 80 p. 100 du taux maximal de financement par voie publicitaire ; bulletins d'information ; groupes de presse locale (p. 3277) ; journaux arrivant par câble téléphonique (p. 3278) ; **article 5 :** peines prévues par cet article (p. 3280) ; **article 6 :** rappelle à M. Gilbert Gantier les emprisonnements lorsque l'opposition exerçait le pouvoir (p. 3281).

Ses observations *après les explications de vote :* intention du Gouvernement de demander l'extension des dispositions de ce texte aux T.O.M. ; assemblées territoriales ; attitude de l'opposition (p. 3284) ; rappelle que lorsque la majorité antérieure présentait une bonne loi, l'opposition la votait ; introduction de la publicité sur les radios locales privées (p. 3285).

Deuxième lecture, discussion générale : introduction de la publicité sur les radios locales privées ; souhaite le rétablissement du texte en première lecture ; problème des réseaux ; position de M. Dominique Pado à ce sujet ; notion de programmes propres ; diffusion d'informations ; modifications pénales [28 juin 1984] (p. 3799, 3800) ; indique que le Gouvernement souhaite favoriser le service public par rapport aux initiatives privées (p. 3801).

Discussion des articles : **article 1er :** radios locales ; ressources publicitaires ; statut commercial (p. 3802).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévisision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : loi sur la communication audiovisuelle de 1982 ; radios locales privées ; télédistribution ; câbles ; choix de la fibre optique ; pourcentage des capacités

devant être consacré à des programmes d'expression locale ; distribution des programmes ; publicité sur les câbles ; ressources des réseaux de télédistribution locaux ; sociétés exploitantes des services ; part des ressources consacrées au financement de programmes [14 juin 1984] (p. 3393, 3394) ; exploitation des services locaux de radiodiffusion ; statut des sociétés d'économie mixte ; collectivités locales ; possibilité pour celles-ci de s'associer ; situation d'un seuil minimun pour la participation des collectivités locales au capital des sociétés ; convention d'exploitation passée avec les P.T.T. ; service local de radio-télévision ; réseau dépassant le cadre de soixante kilomètres ou deux départements ; textes d'application réglementaires (p. 3395) ; **ses observations** sur la question préalable de M. François d'Aubert : hostilité de la droite aux câbles ; droit à la cablo-distribution en France ; souhaite le rejet de cette question préalable (p. 3404, 3405) ; note le désaccord de M. Michel Péricard avec l'U.D.F. ; maîtrise d'ouvrage dans la réalisation des réseaux câblés ; collectivités locales ; retour de la part d'investissement consentie par celles-ci (p. 3407) ; société d'exploitation ; possibilité de désignation d'un opérateur commercial ; définition des services locaux ; zone de 60 kilomètres ; participations de la presse ; ressources affectées à la production propre ; moyens financiers de réaliser les objectifs fixés par le Gouvernement ; plan de câblage ; place du service public ; risque de dérégulation des télécommunications ; se déclare favorable à la dévolution d'une minorité de blocage aux collectivités publiques (p. 3408).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son hostilité à l'amendement n° 4 de M. François d'Aubert (p. 3409) ; **article 1er** : désaccord entre le groupe du R.P.R. et celui de l'U.D.F. (p. 3410) ; **après l'article 1er** : aspect local original des sociétés d'exploitation du câble (p. 3413) ; problème de l'insertion dans la loi d'un article visant une société à statut public nommément désignée ; rôle de la caisse des dépôts ; **article 2** : son amendement n° 32 (ensemble des programmes mis à disposition du public sur un réseau n'excédant pas des limites fixées par décret) (p. 3414) ; son amendement n° 33 (modalités de délivrance de l'autorisation) : adoptés ; (organisation de la liberté d'accès aux différents canaux (p. 3415) ; **article 3** : note la méfiance de M. François d'Aubert à l'égard des maires (p. 3416) ; **article 4** : difficulté de rendre personnellement responsable le représentant de l'Etat ; sociétés locales d'exploitation des câbles (p. 3417) ; notion d'autorité compétente ; problème de la désignation de ces autorités dans ce texte ; **article 5** : se déclare favorable à la suppression du mot « locaux » ; problème de la part minimale du capital des sociétés locales d'exploitation détenue par les collectivités locales ; son amendement n° 36 (indiquant que le tiers au moins du capital des sociétés d'économie mixte doit être détenu par une ou plusieurs personnes publiques) ; adopté (p. 3418).

Deuxième lecture, discussion générale : absence de possibilité d'accord entre les Assemblées ; formule mixte alliant les collectivités locales garantes des intérêts publics à des partenaires privés [28 juin 1984] (p. 3808).

Discussion des articles : **article 1er** : mécanisme des autorisations ; rôle de la haute autorité ; programmes destinés à être offerts sur plus d'un réseau local (p. 3811) ; diffusion d'un programme national sur plusieurs réseaux locaux **article 7** : article 78 de la loi de 1982, (p. 3814).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Claude Labbé, François d'Aubert, Jacques Baumel, et Jacques Toubon : célébration de la commémoration du 18 juin [18 juin 1984] (p. 3425, 3426) ; respect de l'histoire par le Gouvernement ; indique que le Gouvernement ne s'opposera pas à une levée anticipée de la séance pour que les parlementaires puissent se rendre au Mont-Valérien (p. 3426) ; suspension des travaux de l'Assemblée nationale ; manœuvres de retardement ; élections des représentants à l'Assemblée des communautés européennes ; références au 18 juin 1940 ; fixation des conditions d'exercice des libertés par le texte sur la presse ; ordonnance de 1944 ; vœux du Conseil national de la Résistance ; examen du texte en première lecture à l'Assemblée nationale (p. 3427) ; souhaite que l'Assemblée nationale se mette à l'examen du texte (p. 3428).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Madelin ; débats de procédure ; nombre de séances de l'Assemblée nationale consacrées à l'examen en deuxième lecture du projet de loi sur les entreprises de presse ; utilisation par l'opposition de tous les moyens de procédure [19 juin 1984] (p. 3480).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Troisième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; position de l'Assemblée nationale [28 juin 1984] (p. 3795).

— Dépôt du rapport de la Cour des comptes : regrette les manifestations qui ont eu lieu pendant que le président de la commission des finances s'adressait à M. André Chandernagor [28 juin 1984] (p. 3804).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernenent de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008).

Deuxième lecture, discussion générale : accord signé le 11 octobre 1983 à Alger ; certificat attestant l'accomplissement des obligations du service national ; choix de l'Etat où le jeune homme peut accomplir son service militaire [28 juin 1984] (p. 3819) ; article 7 du code du service national faisant référence à l'âge de vingt-neuf ans ; délai de choix pour l'option ; décision de la commission des affaires étrangères ; absence de débat sur ce texte ; ministre de la défense (p. 3820) ; nombre de jeunes visés par ce texte au cours des années à venir ; difficulté technique du dénombrement de cette population ; absence de statut de double nationalité ; rôle des Etats en la matière (p. 3821).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).

Discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; critères proposés [11 octobre 1984] (p. 4635) nécessité d'une relecture de la décision du Conseil constitutionnel (p. 4636) ; ses observations sur la question préalable de M. François d'Aubert ; prophétie de ce dernier concernant le câblage (p. 4639) ; potentiel de diffusion limité des réseaux existants (p. 4640).

Discussion de l'article unique : **avant l'article unique** : absence de remise en cause par le Conseil constitutionnel de la distinction entre réseau local et réseau extralocal (p. 4643) ; caractère hors sujet des amendements déposés par M. Jacques Toubon ; inutilité de revenir sur des dispositions votées (p. 4644).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* changement du paysage audiovisuel par la création de radios locales sur modulation de fréquence ; démarrage du plan câble ; capacité de la France à créer et à produire des programmes ; conformité à la Constitution de la loi du 23 octobre 1984 organisant la transparence et le pluralisme des entreprises de presse ; mise en place de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse [7 novembre 1984] (p. 5644) ; concertation avec la profession sur la modification du système d'aides à la presse ; création d'un groupe de travail interministériel relatif à la presse associative ; absence de changement du régime fiscal de la presse ; augmentation des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse ; diminution de ceux relatifs au remboursement du transport de la presse par la S.N.C.F. ; volonté du Gouvernement de permettre au service public de garder une presse privilégiée ; augmentation du budget total de la radiotélévision ; difficultés concernant la perception de la redevance ; progression des recettes publicitaires (p. 5645) ; amélioration du mécanisme de contrôle ; augmentation des crédits pour les charges en personnel : lancement de la régie française des espaces ; création de télévisions locales hertziennes ; problème du coût de la télévision ; problème de l'audiovisuel en Italie (p. 5646) ; nécessité d'assurer un équilibre entre média existants et média à venir ; priorité conférée au développement de la création et à l'enrichissement des programmes du service public de l'audiovisuel ; engagement de l'opération de Brie-sur-Marne ; développement de Radio-France internationale ; poursuite de

la décentralisation : action de Radio-France outre-mer ; relations entre T.D.F. et Canal Plus ; montant de la redevance réglée par Canal Plus à T.D.F. ; absence de licenciement de journalistes de la télévision ; rappel des épurations des années 1974 et 1975 (p. 5647).

— Proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344).

Deuxième lecture, discussion générale : distribution de programmes audiovisuels par câble ; définition de la notion de réseau local ; position du Conseil constitutionnel [21 novembre 1984] (p. 6240).

FILLON (François)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi tenant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 2020)** [12 avril 1984].

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : son retour du Liban ; désintégration de ce pays ; impossibilité d'abandonner le Liban ; impossibilité de laisser « nos soldats mourrir pour rien » [11 février 1984] (p. 1001) ; souhaite un débat de l'Assemblée sur la politique du Gouvernement au Liban (p. 1002) ; se fait l'interprète des soldats français en poste au Liban (p. 1003).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* problème du respect de la programmation ; dépenses de rémunération ; fonctionnement de l'armée de l'air ; réduction de l'instruction ; manque de crédits pour l'entretien ; dépenses en capital ; crédits consacrés à l'armement nucléaire ; budget de l'armée de l'air ; marine ; autorisations de programme pour l'armée de terre ; loi de programmation ; force nucléaire stratégique [9 novembre 1984] (p. 5825, 5826) ; mise en service du 6e S.N.L.E. ; 7e S.N.L.E. ; armement nucléaire tactique ; cas d'un conflit en Europe ; cas d'un combat conventionnel ; utilisation militaire de l'espace ; doctrine américaine en matière de défense ; coopération européenne ; possibilité de lancer divers programmes européens ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5827) ;

FITERMAN (Charles)

Ministre des transports

NOMINATIONS

Fin de ses missions de ministre des transports : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

INTERVENTIONS

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion générale : rétablissement du droit de grève pour les personnels du contrôle aérien ; rappel de la situation des personnels de la navigation aérienne ; droit de grève et service minimum ; droit de survol [25 avril 1984] (p. 1934) ; cas de la Corse et des territoires et départements d'outre-mer ; notion d'intérêts essentiels et de besoins vitaux ; aéroport Bâle-Mulhouse ; besoins vitaux de la défense nationale ; missions incluses dans le service minimum (p. 1935) ; sécurité des usagers ; nécessité de définir un service minimum ; définition stricte des effectifs nécessaires par centre et par catégorie ; absence de risque « d'engrenage » ; maintien des missions d'ordre public et de défense nationale ; risque de militarisation en ne faisant pas appel à des contrôleurs civils attachés à la fonction publique (p. 1938) ;

Discussion des articles : **article 2 :** délimitation stricte du service minimum ; caractère trop général de l'expression continuité du service public (p. 1940) ; « intérêts essentiels et besoins vitaux » de la Nation ; incohérence du détournement des effets du droit de grève dans un sens défavorable aux intérêts étrangers (p. 1941) ; nécessité d'éviter l'isolement de la Corse ; difficultés de la Lorraine ; réalisation d'un T.G.V. Est (p. 1942) ; **article 3 :** consultation des organismes paritaires concernés avant l'adoption définitive des textes d'application ; intention du Gouvernement d'assurer l'exercice du droit de grève à la quasi-totalité des personnels concernés (p. 1943) ; **après l'article 3 :** refus de soumettre les personnels de la navigation aérienne à une discrimination et de les placer dans une situation d'exception au regard de la loi (p. 1944) ;

Ses observations après les explications de vote : principe du droit de grève et instauration d'un service minimum prenant en compte l'intérêt général du pays (p. 1945).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 598,** posée le 24 avril 1984 : **communes (finances locales)** (p. 1906) ; appelée le 27 avril 1984 ; remplacé par M. Pierre Bernard : **dotation globale d'équipement** (p. 2009, 2010).

FLOCH (Jacques)

Député de la Loire-Atlantique
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la

Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de la mer (n° 2385) [31 octobre 1984] (p. 5494).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Rapporteur du projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443) [20 novembre 1984] (p. 6213).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 2423) [29 novembre 1984] (p. 6519).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2443) portant modification de certaines dispositions relatives à la **dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2464)** [29 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2423) modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant **statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 2486)** [6 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2385) complétant la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux **événements de mer (n° 2487)** [6 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : finances locales ; taux garanti de progression minimale de la D.G.F. ; agglomérations nouvelles ; produit net prévisionnel de la T.V.A. pour 1985 ; taux de progression de la D.G.F. [6 décembre 1984] (p. 6765) ; dotation supplémentaire versée aux communes touristiques ou thermales ; communes connaissant une forte fréquentation touristique journalière ; comité des finances locales ; taxe de séjour ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; personnels des villes nouvelles ; fonds national de péréquation ; ressources du fonds ; répartition de celles-ci en trois parts ; montant de l'attribution versée à chaque commune ; cas des communes enregistrant une perte importante de bases d'imposition ; compensation des pertes de bases de taxe professionnelle ; dotation globale d'équipement des départements (p. 6766) ; critiques formulées à l'encontre de la D.G.E. ; phase transitoire ; globalisation ; crédits de paiement ; taux de concours attribués en 1983 et 1984 ; investissements ; cas des communes de moins de 2 000 habitants ; mécanismes de répartition de la D.G.E. ; taux de concours ; évolution prévisible du volume des investissements ; enveloppe prévisionnelle ; mécanismes actuels de répartition de la D.G.E. ; adoption d'amendements par la commission des lois (p. 6767) ; principes retenus s'articulant sur deux axes : détermination de trois groupes de communes, attribution d'un taux de concours en fonction de ces trois catégories (p. 6768) ; D.G.E. ; D.G.F. ; fonds de T.V.A. représentant neuf fois plus que la D.G.E. (p. 6775).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 7 (de suppression) ; codification (p. 6778) ; adopté (p. 6779).

Ses observations lors des explications de vote : regrette l'absence de débats au fonds sur la D.G.E. ; nécessité d'un texte à ce sujet ; rôle de la commission des lois (p. 6782).

— Projet de loi, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 2423).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : limitation de responsabilité du propriétaire du navire ; droit maritime ; abrogation de l'article 216 du code de commerce ; convention de Londres [12 décembre 1984] (p. 6859).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de mer (n° 2385).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : opérations d'assistance ou de sauvetage ; convention internationale de Londres [12 décembre 1984] (p. 6861).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 15** : rappel des propos de Mme Hélène Missoffe ; problème de l'obligation pour les maîtres de donner un enseignement inspiré du caractère propre de l'établissement [19 décembre 1984] (p. 7283) ; **après l'article 23 *septies*** : disparition de l'opposition depuis l'article 15 ; responsabilité de l'opposition concernant la réforme de la dotation globale d'équipement ; absence de progrès dans l'aide apportée par la collectivité nationale aux investissements des collectivités locales (p. 7288).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2e circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* risques d'explosion sociale dans les D.O.M.-T.O.M. liés à la diminution du budget ; régression des autorisations de programme ; caractère néfaste du budget sur le plan économique et social ; bourses scolaires ; protection des chômeurs, notamment des « fins de droits » ; problème de l'habitat ; Institut d'émission des D.O.M. [26 octobre 1984] (p. 5297) ; adaptation des travaux d'utilité collective aux D.O.M. ; desserte aérienne de la Réunion ; conflits de compétences au sein des collectivités ; cadre de la coopération régionale (p. 5298).

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : communication et radio-télévision) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 29 : **Premier ministre :** communication et radiotélévision **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : occupation du territoire montagnard ; équilibre entre protection et développement ; création de comités de massif représentant toutes les forces vives de la montagne [7 juin 1984] (p. 3070).

Discussion des articles : **après l'article 6 :** zones d'ombre pour la diffusion par voie hertzienne en zone de montagne ; nécessité de tenir compte de la topographie des lieux (p. 3105) ; dérogation au cahier des charges ; difficulté de fonctionnement d'une radio locale privée pendant l'hiver (p. 3106).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 36 :** indivisions entre communes ; préservation de leur autonomie ; création de syndicats communaux ; précision des conditions de sortie de l'indivision ; solidarité intercommunale [27 novembre 1984] (p. 6394) ; *article L. 162-2 du code des communes :* son amendement n° 137 (supprimant les mots « représentant au moins la moitié de la population totale de celle-ci ») ; risque de blocage du système par une seule commune ; adopté ; rôle d'appréciation et de proposition de la commission syndicale ; possibilité pour les communes de se prononcer à l'unanimité sur le partage des excédents des recettes et des dépenses ; cas de l'extension de l'indivision sur plusieurs départements (p. 6396) ; *article L. 162-4 du code des communes :* organisation de la sortie de l'indivision (p. 6397) ; **article 55 *sexies* :** caractère dangereux de l'amendement n° 151 de M. Michel Barnier ; insuffisance des formations préparant au brevet de pisteur-secouriste [28 novembre 1984] (p. 6427).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : reconduction des dispositions économiques en faveur des entreprises de presse ; retard dans la réforme du système des aides publiques ; nécessité de réformer les tarifs postaux préférentiels et l'aide au financement des investissements ; extension du taux de T.V.A. de 2,10 p. 100 à certaines publications d'information générale ; nécessité d'instituer à titre définitif le fonds d'aide aux quotidiens à faible capacité publicitaire ; montant des ressources affectées au budget du service public de la radio-télévision [7 novembre 1984] (p. 5630) ; dégradation des conditions de recouvrement de la redevance ; possibilité de remplacer le versement annuel par une facturation périodique ; augmentation des recettes de la publicité de marque ; modernisation du potentiel de production de la S.F.P. ; sous-utilisation de ses studios de tournage ; stabilisation du budget d'investissement technique ; participation du service public de l'audiovisuel à la mise en place et à l'exploitation des nouveaux médias ; relations entre T.D.F. et Canal Plus ; conditions d'exploitation de cette chaîne ; situation financière de l'I.N.A. (p. 5631) ;

Examen des crédits : **Etat B — Titre III :** son amendement n° 75 (réduisant les crédits de 13,3 millions de francs et majorant les crédits de 13,3 millions de francs) ; regroupement des dotations de la haute autorité sous une ligne unique ; (p. 5664) ; rôle de l'attitude de la droite en matière d'information ; accroissement de l'indépendance de la haute autorité par rapport au pouvoir exécutif ; meilleure efficacité du contrôle du Parlement sur le budget de la haute autorité ; adopté ; moyens de fonctionnement de la haute autorité (p. 5665) ; publication le 24 octobre 1984 de la loi tendant à limiter la concentration et assurer la transparence et le pluralisme de la presse ; caractère essentiel de la commission pour la transparence et le pluralisme ; nécessité de la doter de crédits suffisants ; importance de son travail de documentation (p. 5667) ; **Etat E — ligne 52 :** suppression de la redevance sur les magnétoscopes dans la loi de finances pour 1986 ; Existence de contradictions dans les propos de M. Alain Madelin (p. 5669) ; **article 60 :** caractère raisonnable de l'augmentation des crédits de fonctionnement de T.D.F. (p. 5670) ; caractère équitable de la redevance de Canal Plus à T.D.F. ; assainissement de la situation financière de la Société française de production (S.F.P.) ; problème de la programmation des commandes passées à la S.F.P. par les chaînes de télévision ; compétence du personnel de cette société (p. 5671).

FORNI (Raymond)

Député du Territoire de Belfort
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Président de cette commission [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1984 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Président de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Président de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Président de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Président de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat (n° 2323) portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par **référendum** sur les garanties fondamentales en matière de **libertés publiques (n° 2324)** [23 août 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** problème de la multiplication des suspensions de séance [31 janvier 1984] (p. 331) ; instauration de la transparence financière des entreprises de presse ; consultation du compte des valeurs nominatives (p. 332) ; réforme du droit des sociétés commerciales ; politique de la majorité ; publicité tirée par certains orateurs de l'opposition de ce texte ; « fossoyeurs de l'institution parlementaire » (p. 333) ; **article 9 :** utilité de l'interdiction faite à une personne de nationalité étrangère de prendre une participation au capital dans plus d'une entreprise de presse au-dessous du seuil de 20 p. 100 [1er février 1984] (p. 442) ; sa question concernant M. Hersant pendant la guerre ; préfère le parti des ralliés au parti des collaborateurs ; **son rappel au règlement :** attitude de l'opposition se permettant d'attaquer certains groupes quant à leur passé et à l'action qu'ils ont pu mener (p. 443).

Son rappel au règlement : stratégie d'obstruction de l'opposition ; souhaite une suspension de séance d'une demi-heure [2 février 1984] (p. 448).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 155 :** saisie immobilière ; cas du tribunal de grande instance de Paris ; conditions dans lesquelles s'effectuent les ventes aux enchères ; intérêts du débiteur et des créanciers ; souhaite l'approfondissement de la réflexion sur ce point [10 avril 1984] (p. 1367).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 37 :** éventail des possibilités professionnelles offertes aux syndics et administrateurs [11 avril 1984] (p. 1445) ; **article 38 :** ses observations sur la durée du délai prévu par cet article (p. 1446).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : calendrier des débats [17 avril 1984] (p. 1650) ; modifications de l'ordre du jour (p. 1651).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : indique que la Polynésie française fait partie intégrante de la République française et doit le rester ; caractère « évolutif » du statut ; nouvelles attributions de la Polynésie ; création du Gouvernement du territoire se réunissant en Conseil des ministres ; compétences ; attributions de caractère consultatif du Gouvernement ; transfert de l'exécutif à un président élu ; incompatibilité entre un mandat de député européen et un mandat de membre du Gouvernement du territoire [9 mai 1984] (p. 2161) ; proposition de loi de M. Gaston Flosse à propos des incompatibilités (p. 2162).

Discussion des articles : **article 3 :** compétences de l'Etat ; eaux territoriales ; zone des 188 milles ; partage de la compétence avec les institutions locales ; Gouvernement Polynésien ; exercice de la souveraineté nationale ; demande la réserve de cet article (p. 2172) ; attitude contradictoire de M. Jacques Toubon en matière de maintien de l'ordre et de services de sécurité ; coordination entre l'action des services de l'Etat et ceux du territoire (p. 2173) ; plan O.R.S.E.C. ; cataclysmes ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 2174) ; **article 34 :** demande la réserve de cet article (p. 2185) ; **article 36 :** prérogatives du Parlement ; compétences du territoire (p. 2187) ; **article 41 :** augmentation du nombre des conseillers territoriaux ; **article 42 :** incompatibilités [10 mai 1984] (p. 2202) ; **article 45 :** caractère périmé de la loi de 1952 ; mise en disponibilité des fonctionnaires élus ; automaticité de cette opération (p. 2203) ; **article 46 :** stabilité de l'Assemblée territoriale ; nécessité de ne pas transformer celle-ci en « caravane » ; nombre de conseillers territoriaux (p. 2204) ; **après l'article 46 :** sous-amendement de M. Tutaha Salmon augmentant le nombre de conseillers territoriaux visé dans le rapport de M. Michel Suchod (p. 2205) ; **article 49 :** élection du président de l'Assemblée territoriale ; rôle du haut commissaire (p. 2206) ; **article 51 :** soumission pour avis du règlement intérieur de l'Assemblée territoriale au tribunal administratif ; tribunal administratif de la Polynésie française (p. 2207) ; **article 56 :** vote par procuration ; **article 57 :** notification des décisions individuelles ; caractère exécutoire de ces décisions (p. 2208) ; **après l'article 57 :** délibérations adoptées ; **article 58 :** zone économique exclusive ; **après l'article 58 :** gestion des ressources naturelles dans la zone économique exclusive (p. 2209) ; **article 3 précédemment réservé :** demande la réserve de divers amendements à cet article ; ses observations sur cet article (p. 2210) ; **après l'article 62 :** possibilité de création des commissions d'enquête ; **article 63 :** nécessité de ne pas viser explicitement un article de la Constitution ; **article 65 :** Assemblée territoriale (p. 2211) ; impossibilité pour la commission permanente d'émettre les avis demandés en application de l'article 74 de la Constitution (p. 2212) ; **article 69 :** possibilité de demander une seconde lecture d'une délibération pendant un délai de 8 jours (p. 2213) ; **article 73 :** saisine de la Cour des comptes ; cas où il n'y a pas de mandatement d'une dépense obligatoire ; possibilité de prévoir un mandatement d'office (p. 2214) ; **article 76 :** information du Parlement

de la dissolution de l'Assemblée territoriale ; dissolution (p. 2215) ; **article 82** : comité économique et social (p. 2216) ; prérogatives du président du Gouvernement du territoire et du président de l'Assemblée territoriale (p. 2217) ; position de la commission au sujet de cet article ; **article 88** : cas dans lequel le haut commissaire décide de ne pas publier une loi ou un décret (p. 2218) ; publication des décisions ; rôle du président de l'Assemblée territoriale et du président du Gouvernement du territoire ; soumission du représentant de l'Etat à une décision du président du Conseil de Gouvernement pour la publication des lois et décrets (p. 2219) ; **après l'article 98** : maintien en vigueur des lois et décrets existants ; **article 102** : lignes de crédits accordées à la Polynésie française (p. 2221) ; **après l'article 102** : modalités d'élection du président de l'Assemblée territoriale ; caractère contradictoire du discours de M. Jacques Toubon ; rôle du règlement intérieur de l'Assemblée (p. 2223) ; **article 8 précédemment réservé** : révocations ; déséquilibre des institutions ; nouvelle compostion du Conseil de Gouvernement ; compétence de chacun des ministres ; liste présentée à l'Assemblée territoriale ; pouvoir de révocation (p. 2224) ; **article 10 précédemment réservé** : fixation des règles d'incompatibilités ; cumul des fonctions par M. Jacques Chirac ; cas des membres de l'Assemblée des Communautés européennes ; inéligibilité du chef du Conseil de Gouvernement de la Polynésie française si l'Assemblée adopte l'amendement n° 7 de M. Jean Juventin ; élection à l'Assemblée des Communautés européennes ; incompatibilité de fonctions de membre du Gouvernement avec l'exercice de tout mandat parlementaire ; article 23 de la Constitution (p. 2226) ; incompatibilité entre un mandat de parlementaire européen et la fonction de président du Conseil de Gouvernement ; note une abstention partielle du groupe U.D.F. sur l'amendement n° 7 de M. Jean Juventin (p. 2227) ; **article 17 précédemment réservé** : pouvoir de révocation d'un ministre (p. 2228).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur suppléant : caractère évolutif de l'organisation de la Polynésie ; organisation des professions d'avocat ; compétences sur la zone économique ; nomination des ministres locaux [31 juillet 1984] (p. 4246) ; lettre du 11 juillet 1984 de M. Boris Léontieff ; seuil des investissements étrangers à partir duquel l'autorisation du Gouvernement local est requise ; attributions du président et du Gouvernement du territoire dans les relations internationales ; nomination par décret d'un secrétaire général assistant le haut commissaire (p. 4247).

Discussion des articles : **article 28** : dépôt par le Gouvernement d'un amendement sur un texte ayant fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire ; **article 89** : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (p. 4257).

Son rappel au règlement : audition de M. Jean Juventin par la commission des lois lors de la discussion du projet de loi relatif au statut de la Polynésie française ; non appartenance de M. Jean Juventin à un groupe parlementaire ; travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le texte sur l'enseignement privé ; attitude de MM. Alain Madelin et Charles Millon devant cette commission ; précédent du texte sur la presse ; travaux de la commission spéciale [15 mai 1984] (p. 2338).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : protection des libertés individuelles ; exploitation politicienne à l'encontre de la politique menée par le ministère de la justice [15 mai 1984] (p. 2361).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : mode de désignation des membres du Conseil de Gouvernement [28 mai 1984] (p. 2755) ; **article 11** : incompatibilités applicables aux membres du Gouvernement du territoire (p. 2756).

Troisième lecture, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert : rappel des positions prises par certains collègues de celui-ci contre les magistrats ; adoption à l'unanimité d'un certain nombre de textes présentés par le garde des Sceaux ; nombre de détenus dans les prisons françaises ; caractère grave des attaques de M. Emmanuel Aubert ; résultats obtenus par la majorité [31 juillet 1984] (p. 4227, 4228).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 34 (application des dispositions anciennes à la limite d'âge des présidents de la Cour des comptes) : non soutenu [13 juin 1984] (p. 3338).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son hostilité aux amendements de suppression de cet article [14 juin 1984] (p. 3381) ; abaissement de l'âge de la retraite de 70 à 68 ans (p. 3382) ; période transitoire ; fonctionnement de la Cour de cassation ; maintien en fonction du premier président et du procureur général au-delà de la limite d'âge ordinaire (p. 3383) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 13 (fixation de la limite d'âge des magistrats occupant certaines fonctions à titre transitoire) ; acquis sociaux ; retraite à 60 ans ; inspiration « essentiellement reaganiste » de M. Gilbert Gantier ; indépendance du premier président de la Cour de cassation ; indépendance de la magistrature ; abaissement de la limite d'âge de 70 à 68 ans ; période transitoire permettant aux présidents des Chambres et aux premiers avocats généraux de continuer d'exercer leurs fonctions jusqu'à la limite d'âge actuellement en vigueur (p. 3384) ; rejeté ; **article 2** : son amendement n° 14 (abaissement progressif de l'âge de départ en retraite) (p. 3385) ; adopté (p. 3386).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 33** : hommage au précédent président de la commission des lois du Sénat M. Jozeau-Marigné ; comportement de certains sénateurs ; besoins des collectivité locales ; fixation du seuil de participation à la prise en charge des fonctionnaires non engagés par les collectivités locales ; défense des maires des communes rurales [20 juin 1984] (p. 3546) ; échec de la commission mixte paritaire ; résultats électoraux du 17 juin (p. 3547).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé : indique que les libertés sont mises à mal sous la droite et qu'elles s'épanouissent sous la gauche ; Cour de sûreté de l'Etat ; loi de sécurité et de liberté ; historique des libertés publiques [10 juillet 1984] (p. 4127, 4128) ; technologie ; décentralisation ; loi sur la communication audiovisuelle ; maintien du pays dans un « psychodrame permanent » ; propos de M. Bernard Pons à Marseille ; position de M. Bernard Stasi sur la légitimité du pouvoir ; blocage des administrations (p. 4129) ; propos de M. Jean Rivero à propos de la légitimité ; problème de la légitimité du général Boulanger ; indique que la droite rejoint le même combat que M. Jean-Marie Le Pen ; contorsions de M. Raymond Barre ; tentatives de déstabilisation des institutions (p. 4130) ; volonté de travestir la procédure parlementaire ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution à six reprises en deux mois par M. Raymond Barre ; attitude de l'opposition (p. 4131) ; ordonnance du 26 août 1944 ; liberté de choisir son quotidien local ; rapport « Vedel » ; défense des libertés et pluralisme ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 4132) ; concentration économique dans la presse (p. 4133).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : attitude de l'opposition [23 août 1984] (p. 4264) ; liste des propositions de loi déposées par les membres de l'opposition et de la droite sénatoriale ; extension de la possibilité d'intervention directe des Français dans le domaine des libertés ; polémiques entourant certains sondages ; utilisation de l'article 89 de la Constitution ; cas de la proposition de loi déposée par M. Jean Foyer et de celle déposée par M. Marcel Bigeard et les membres du groupe U.D.F. ; exercice de la souveraineté par le peuple français (p. 4265) ; rappel des déclarations de MM. Charles Pasqua et Etienne Dailly au Sénat ; danger résultant de la rédaction de l'article 11 de la Constitution ; utilisation de cet article dans le passé ; intervention préalable du Conseil constitutionnel (p. 4266) ; opportunité de cette saisine préalable ; cas d'un

référendum organisé pour restreindre les libertés publiques ; convocation d'un congrès ; prérogatives personnelles du Président de la République ; nécessité d'une intervention du peuple pour décider d'une modification de la Constitution ; caractère contradictoire des thèses de l'opposition (p. 4267) ; sa demande d'interrompre M. Claude Labbé (p. 4293) ; temps de parole du groupe R.P.R. (p. 4294) ; rappel des propos tenus par M. Serge Charles et M. Pascal Clément sur le maintien des libertés publiques après 1981 devant la commission des lois (p. 4295).

— Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales.

Son opposition à la constitution d'une commission spéciale ; texte modifiant un projet examiné précédemment par la commission des lois ; rappel des conditions d'examen des lois Guermeur et Debré [3 octobre 1984] (p. 4482) ; absence de Constitution d'une commission spéciale pour ces lois (p. 4483).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : recherche d'un accord entre les diverses parties ; impossibilité d'un compromis ; nécessaire équilibre entre les barreaux périphériques et le barreau de Paris ; nécessité que ce texte fasse l'objet de mesures d'accompagnement de la part des professionnels ; développement des barreaux périphériques [29 novembre 1984] (p. 6490).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : territorialité de la postulation ; nécessaire modernité de la justice ; évolution de la profession d'avocat ; libéralisme absolu prôné par M. Alain Madelin (p. 6501) ; **article 1er** : barreaux périphériques ; aide judiciaire ; postulation des avocats extérieurs ; saisie immobilière ; liquidations ; partages ; faible nombre d'avocats s'installant à Bobigny, Créteil ou Nanterre ; installation des jeunes avocats dans la périphérie de Paris (p. 6502).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Troisième lecture, discussion générale : absence d'accord de la commission mixte paritaire sur un texte ; application de l'article 114 du règlement [20 décembre 1984] (p. 7366).

FOSSE (Roger)

Député de la Seine-Maritime
(8e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

FOURRÉ (Jean-Pierre)

Député de Seine-et-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'être représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; devient représentant titulaire [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « Eumetsat » (ensemble deux annexes) (n° 2402) [15 novembre 1984] (p. 6182).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (Cost 43) (ensemble trois annexes) (n° 2472) [20 décembre 1984] (p. 7373).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2402) autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une organisation européenne pour l'exploitation de **satellites météorologiques « Eumetsat »** (ensemble deux annexes) (n° 2466) [29 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Session extraordinaire de l'U.E.O. : réactivation de cette institution [31 octobre 1984] (p. 5479) ; nature des intentions du gouvernement français quant au rôle de l'U.E.O. (p. 5480).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. *Discussion générale,* Rapporteur pour avis suppléant : action en faveur de Jacques Abouchar ; dimension européenne de notre politique culturelle ; lutte contre la piraterie audiovisuelle ; IVe conférence des ministres européens de la culture [25 octobre 1984] (p. 5218) ; francophonie ; exportation du film français ; effort du ministère en faveur de la présence culturelle à l'étranger (p. 5219).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* fonctions de l'organisation Eurocontrol ; élaboration des objectifs communs à long terme concernant la navigation aérienne [31 octobre 1984] (p. 5452) ; représentants des personnels de cet établissement ; situation de ces personnels ; responsabilités nouvelles de cet organisme (p. 5453).

Recherche et technologie. — *Discussion générale : questions :* ouverture du musée de la Villette ; rééquilibrage vers l'Est de la région Ile-de-France, notamment par le projet de cité Descartes à Marne-la-Vallée [5 novembre 1984] (p. 5516).

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* taxe en vue d'atténuer les nuisances subies par les riverains de Roissy et d'Orly ; redevance pour l'atténuation des nuisances phoniques ; inadaptation des aides pour le logement ; révision des plans d'exposition au bruit ; la non reconduction de la taxe parafiscale sur les huiles minérales et synthétiques commercialisées en France ; utilité d'une modification de la réglementation du rammassage des huiles usagées [7 novembre 1984] (p. 5692).

— Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : reconnaissance des avis des commissions consultatives de l'environnement ; système d'aide financière aux riverains ; différenciation des zones I et

11 ; fixation des zones ; champ d'application des nouvelles dispositions ; situation des petits aérodromes dépourvus jusqu'alors de plans d'exposition au bruit ; effets du classement d'un territoire en zone de bruit ; secteurs à vocation rurale ; constructions d'habitations non groupées ; vote positif de ce texte par le groupe socialiste [14 décembre 1984] (p. 6967).

— Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques Eumetsat (n° 2402).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : utilité de la mise en place de ces satellites ; établissement des prévisions météorologiques ; mission de Météosat ; mise en place d'une organisation européenne ; statut du personnel ; fixation des contributions des Etats [18 décembre 1984] (p. 7076) ; caractère d'ambition nationale de la politique spatiale du Gouvernement ; organisation d'une semaine spatiale française (p. 7077).

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur de sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'article 11 de la Constitution (n° 1835) [2 février 1984] (p. 483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines tendant à modifier les articles 110 et 183 du code de commerce afin de limiter à 45 jours les échéances des effets de commerce (n° 1933) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas relative à la protection des enfants (n° 1934) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à la protection des sources d'information des journalistes et des directeurs de publication (n° 1977) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi modifiée par le Sénat tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités (n° 2040) [26 avril 1984] (p. 2002).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Brocard tendant à compléter le préambule de la Constitution de la République en ce qui concerne les droits et libertés économiques (n° 2000) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à harmoniser les ressorts des Cours d'appel avec l'organisation régionale de la France (n° 2019) [7 juin 1984] (p. 3113).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Francis Geng tendant à insérer, dans le préambule de la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (n° 2077) [7 juin 1984] (p. 3113).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson définissant le mode de scrutin pour l'élection des Conseils régionaux au suffrage universel (n° 2028) [21 juin 1984] (p. 3600).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé tendant à abroger les articles 1er, 2, 3, 5 et 6 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 2191) [28 juin 1984] (p. 3863).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de la proposition de loi organique (n° 78) de M. Gilbert Gantier tendant à modifier l'article L.0-18 du code électoral en vue d'éviter que les élections législatives partielles aient lieu au mois de juillet ou au mois d'août [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 410) de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer plus sévèrement des infractions à la législation sur les stupéfiants [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 801) de M. Jacques Médecin tendant à réprimer toute incitation publique à l'usage des stupéfiants [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 810) de M. Gabriel Kaspereit et plusieurs de ses collègues visant à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle (n° 1317) de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 11 de la Constitution en vue d'étendre la possibilité de recours à la procédure du référendum [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1625) de M. Jean-Louis Masson permettant de choisir pour les enfants le nom du père ou de la mère [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1749) de M. Pierre Micaux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 91 du code civil relatif aux actes de décès [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1750) de M. Pierre Micaux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1304 du code civil [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean-Louis Masson tendant à harmoniser le régime des immunités parlementaires des membres du Parlement et celui des membres de l'assemblée des Communautés européennes (n° 2055) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte tendant à préciser la portée de l'article 1097 du nouveau code de procédure civile relatif au divorce sur demande conjointe des époux (n° 2320) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843, 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2040) tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines **libéralités (n° 2178)** [7 juin 1984].

Proposition de loi tendant à assurer la **garantie des engagements pris vis-à-vis des préretraités (n° 2382)** [18 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Assassinat de détenus dans les locaux de l'administration pénitentiaire : maison d'arrêt d'Ajaccio ; conséquences de cet acte [13 juin 1984] (p. 3290).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission : « hypocrisie législative » [24 janvier 1984] (p. 20) ; définition du contrôle ; ouverture du débat en séance publique ; travaux des commissions, et notamment de la commission des lois ; projet portant atteinte au droit de propriété ; convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme ; autorisation préalable ; inconstitutionnalité de l'article 89 de la loi de finances pour 1984 ; restrictions à la liberté de la presse ; institution d'un régime d'autorisation préalable implicite ; pouvoir de perquisition (p. 21) ; rôle du Conseil constitutionnel ; jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et de la Cour de cassation française ; possibilité de recours individuel devant la Cour européenne ; jurisprudence de celle-ci en matière de liberté de la presse ; article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme ; exercice de la liberté d'expression incluant la liberté d'opinion ; liberté de l'entreprise ; restrictions auxquelles peut être soumis l'exercice de certaines libertés (p. 22) ; liberté de posséder ou de contrôler les journaux ; absence de vérification de la conformité de la loi avec un traité par le Conseil constitutionnel ; indique qu'il saisira ce dernier pour les restrictions apportées par ce texte à la liberté de la presse ; régime de la loi de 1881 excluant une autorisation préalable à la publication d'un journal ; contradiction entre ce régime et l'article 14 du projet prévoyant un système d'autorisation préalable implicite ; décision du Conseil constitutionnel relative à la liberté d'association en 1971 (p. 23) ; liberté de la presse ; pouvoir d'annulation des délibérations illégales d'une autorité administrative ; nature juridique de la commission ; principe de la séparation des pouvoirs ; certificat d'inscription délivré par la commission paritaire des publications ; texte conférant à une autorité administrative la possibilité de priver les citoyens des moyens matériels d'exercer une liberté fondamentale ; « attirail répressif » prévu par le texte ; modalités relatives aux prix ; visites d'entreprises ; rôle du juge ; transparence (p. 24) ; doctrine totalitaire de M. André Laignel ; nécessité de respecter le droit, la Constitution et la liberté, qui se situent au-dessus de la volonté d'une majorité transitoire ; « élucubrations législatives » (p. 25).

Discussion des articles : **article 2 :** texte visant un seul groupe de presse ; presse des partis politiques ; signification du terme de « personne » en matière juridique, groupements de fait ; notion de contrôle [27 janvier 1984] (p. 210) ; utilisation de ce terme dans l'histoire et la jurisprudence, notamment en matière de nationalité des sociétés ; Traité de Rome ; notion de contrôle ; contrôle en matière fiscale ; incriminations pénales ; nécessité de précisions législatives en matière pénale (p. 211) ; personnes morales de droit public ; établissements publics ; entreprises nationalisées par transfert à l'Etat ; notion de « personne morale » (p. 222) ; **article 3 :** conséquences juridiques de l'adoption des dispositions de cette loi sur le prête-nom ; aggravation de la disposition de l'article 4 de l'ordonnance du 26 août 1944 à ce sujet [30 janvier 1984] (p. 287) ; **son rappel au règlement :** critique le terme de « grognement » utilisé par M. Guy Ducoloné pour qualifier la réaction des membres de l'opposition face à son discours (p. 289) ; abrogation implicite, du fait de la ratification de la Convention européenne des droits l'Homme, de diverses dispositions de l'ordonnance de 1944 ; insécurité juridique (p. 292) ; **article 5 :** se déclare favorable à la suppression de cet article ; porteurs de parts des sociétés ; compte des valeurs mobilières [31 janvier 1984] (p. 342) ; dématérialisation des valeurs mobilières ; actions émises sous forme nominative ; actions aux porteurs (p. 343) ; associés de sociétés de personnes (p. 344) ; **article 18 :** octroi à un organisme administratif de pouvoirs de décision ; système contraire à la loi de 1881, règle de l'autorité de la chose jugée [9 février 1984] (p. 832) ; exposé des contradictions contenues dans ce projet (p. 833).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 238 (liquidation de l'entreprise dans les plus brefs délais lorsqu'aucune solution n'est envisageable) : rejeté [6 avril 1984] (p. 1226) ; **article 4 :** son amendement n° 243 (cas d'ouverture de la procédure de règlement judiciaire) : devenu sans objet (p. 1232) ; son amendement n° 244 (responsabilité des personnes communiquant les informations) ; rejeté ; son amendement n° 247 (information sur les retards de paiements dûs à divers organismes publics) (p. 1233) ; rejeté ; **article 6 :** son amendement n° 248 (possibilité pour le tribunal d'entendre les institutions représentatives du personnel s'il le juge utile) (p. 1234) ; rejeté ; **article 7 :** son amendement n° 250 (suppression du second alinéa de cet article) (p. 1236) ; rejeté (p. 1237) ; **article 8 :** son amendement n° 251 (cas où le tribunal constate la cessation des paiements) (p. 1238) ; rejeté après rectification (p. 1239) ; son amendement n° 256 (possibilité pour le tribunal de prolonger la période d'observation) : rejeté (p. 1240) ; **article 9 :** son amendement n° 260 (possibilité pour le tribunal de modifier la date de cessation des paiements) : devenu sans objet (p. 1242) ; **article 37 :** son amendement n° 286 (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté (p. 1268) ; **article 39 :** son amendement n° 287 (de suppression) (p. 1269) ; rejeté (p. 1270) ; **article 41 :** son amendement n° 292 (supprimant les termes « par dérogation aux dispositions de l'article 34 ») : adopté [9 avril 1984] (p. 1276) ; son amendement n° 299 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 1279) ; rejeté (p. 1280) ; son amendement n° 302 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 1281) ; **article 44 :** son amendement n° 307 (possibilité pour l'administrateur de faire procéder aux licenciements pour motif économique nécessaires) : rejeté (p. 1286) ; **article 50 :** son amendement n° 310 (supprimant la référence aux créances des salariés) : retiré (p. 1292) ; **article 55 :** son amendement n° 315 (conditions de réclamation des intérêts des créances garanties par un privilège spécial, un nantissement ou une hypothèque) (p. 1295) ; rejeté (p. 1296) ; **article 61 :** son amendement n° 318 (compétence du tribunal pour arrêter le plan de redressement) : rejeté après rectification ; son amendement n° 319 (possibilité pour le tribunal de prononcer la liquidation de biens) : adopté après rectification ; son amendement n° 320 (rédactionnel) : retiré, son amendement n° 321 (référence au contrat de location-gérance prévoyant une option d'acquisition à son terme) : rejeté ; **après l'article 61 :** son amendement n° 322 (contenu du plan de redressement) : devenu sans objet (p. 1299) ; **article 73 :** son amendement n° 329 (supprimant le second alinéa de cet article) (p. 1312) ; rejeté (p. 1313) ; **article 87 :** son amendement n° 341 (de précision) : devenu sans objet (p. 1323) ; **article 95 :** son amendement n° 343 (affectation d'une part du prix de cession à chacun des biens grevés d'un privilège spécial, d'un nantissement ou d'une hypothèque) (p. 1327) ; réservé (p. 1328) ; **article 100 :** son amendement n° 348 (de suppression) (p. 1329) ; rejeté (p. 1330) ; **article 95 précédemment réservé :** son amendement n° 343 : rejeté (p. 1331) ; **article 181 :** son amendement n° 390 (responsabilité du chef d'entreprise pouvant être retenue à la demande du syndic et dans la mesure où il existe des fautes ayant causé ou aggravé l'insolvabilité) [10 avril 1984] (p. 1381) ; rejeté (p. 1382).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 55 (établissement de la liste par chaque Cour d'appel) [11 avril 1984] (p. 1424) ; rejeté ; son amendement

n° 56 (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté (p. 1425) ; **article 17** : son amendement n° 79 (liste établie par une commission instituée au siège de chaque Cour d'appel) : non soutenu (p. 1437).

— Proposition de loi visant à autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041).

Première lecture, discussion générale : son accord avec le texte primitif ; ses réserves sur les modifications proposées par la commission ; prestations compensatoires ; ouverture de la faculté de demander la conversion aux créanciers ; possibilité de demander la conversion [24 avril 1984] (p. 1852).

Discussion des articles : **article premier** : ouverture de la faculté de la conversion ; modification des conditions de versement de la rente (p. 1852,1853).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage (n° 1571).

Première lecture, discussion générale : mariages de complaisance ; étranger épousant une française ; mécanisme imposant un minimum de six mois de communauté de vie pour permettre de faire la déclaration ; divorces de complaisance [24 avril 1984] (p. 1855) ; condition de résidence sur le territoire français ; souhaite subordonner la faculté de réclamation à une condition de résidence sur le territoire national ; principe d'égalité ; condition de résidence exigée par plusieurs textes (p. 1856).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 1 (nécessité que l'un et l'autre des époux aient leur domicile sur le territoire de la France à l'époque de la déclaration) ; époux résidant à l'étranger et mariés avec des nationaux (p. 1856) ; loi du 10 août 1927 ; possibilité pour le conjoint d'être naturalisé sans condition de stage ; article 153 du code de la nationalité française ; cas de divorce ; position du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; rejeté (p. 1857).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 2 (préservation des liaisons indispensables avec la Corse, les départements et les territoires d'outre-mer et la collectivité de Mayotte) [25 avril 1984] (p. 1941) ; rejeté (p. 1942).

Son rappel au règlement : droits du Parlement ; projet de loi relatif aux établissements d'enseignement privé ; indique que le Rapporteur est « hors d'état de présenter un rapport » ; nécessité de remonter à l'époque de la Convention pour voir étouffer la voix de l'opposition comme cela se fait à propos de ce texte ; sabotage du travail législatif [17 mai 1984] (p. 2429).

Son rappel au règlement : se demande si les membres de la majorité ne sont pas devenus « minoritaires politiquement dans le pays » et si dans ces conditions M. André Laignel est bien assuré d'avoir « raison juridiquement » ; rapports faits par les commissions devant conclure à l'adoption ou au rejet du texte et ou à des amendements ; article 86, alinéa 2, du règlement ; irrégularités du rapport ; intention du Gouvernement d'engager sa responsabilité ; détournement de cars de manifestants de Loire-Atlantique ; volonté de supprimer « d'une manière sournoise et pernicieuse » la liberté d'enseignement [21 mai 1984] (p. 2474) ; indique que, lorsqu'un Gouvernement ne croit plus qu'à la force, il manifeste des « symptômes d'agonie » (p. 2475).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : fable de La Fontaine : le loup et l'agneau [24 mai 1984] (p. 2634) ; son indignation sur le reproche fait à l'opposition de mépriser le personnel de l'enseignement public ; comédie des fourberies de Scapin ; position de vote de M. Guy Hermier ; établissements d'intérêt public ; titularisation du personnel ; arrêt de l'examen des articles en commission ; suppression de la discussion des articles en séance publique ; façon de légiférer sur les libertés dans une République socialiste ; rappelle que selon la loi de 1959 tout enfant, quelle que soit sa religion, est admis dans un établissement privé sous contrat ; défense des droits de l'Homme par l'église catholique ; méconnaissance de divers principes (p. 2635) ; institutions de la Ve République ; Gouvernement « de l'échec » demandant à une majorité parlementaire devenue minoritaire dans le pays de supprimer « sournoisement » une liberté fondamentale (p. 2636).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : causes et historique de l'entrée massive d'étrangers en France ; existence de certaines communautés du fait de la colonisation ; disparition d'emplois non qualifiés ; vote positif du groupe R.P.R. ; indique qu'il ne croit pas à l'efficacité de la politique de retour ; mélange dont sont issus de nombreux grands peuples ; cas de l'empire romain ou des U.S.A. [25 mai 1984] (p. 2675).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : échec du référendum du 27 avril 1969 ; rapprochement entre le Conseil et le régime des assemblées parlementaires ; publicité des débats ; caractères du Conseil ; intention d'accroître le nombre des membres de gauche au Conseil économique et social ; part des personnalités qualifiées dans la composition actuelle [25 mai 1984] (p. 2694-2695).

Discussion des articles : **article 2** : professions libérales ; nombre des représentants de ces professions (p. 2701) ; jeunes chambres économiques ; problème de la représentation du groupe Aide à toute détresse quart-monde ; existence d'une personne de ce groupe siégeant actuellement en tant que telle ; intervention du Conseil supérieur des Français de l'étranger pour désigner quatre sénateurs ; régime électoral (p. 2703) ; proposition de M. Daniel Goulet de donner dix sièges aux représentants des retraités ; caractère incompréhensible du fait que ceux-ci n'aient pas une représentation propre au Conseil ; personnalités qualifiées (p. 2704) ; élection des sénateurs.

Explications de vote : abstention du groupe R.P.R. (p. 2705).

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion générale : organisation de la régionalisation dans les départements d'outre-mer ; assemblée unique ; décision du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1982 ; extension des attributions de la région en matière d'urbanisme, de transports et de logement [6 juin 1984] (p. 3025).

Son rappel au règlement : événements produits à la prison d'Ajaccio ; responsabilités encourues ; sanctions prises ; carence du Gouvernement [8 juin 1984] (p. 3132).

— Proposition de loi tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 A du code général des impôts (n° 2062).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : taux de la retenue que l'Etat pratique à titre de remboursement des frais d'assiette et de recouvrement ; produit des droits et taxes transférés à la région Corse [13 juin 1984] (p. 3316).

Discussion des articles : **article 3** : ses observations sur les amendements déposés (p. 3317).

— Proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités (n° 2040).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : imprévision en matière de libéralités avec charges ; conséquences du mouvement des prix ; situation en droit administratif ; généralisation de la procédure de révision ; qualité de la personne gratifiée ; collectivité publique ; établissement public ; personnes physique ou morale de droit privé ; détermination des défendeurs à l'action en révision ; rétractation sur tierce opposition ; rédaction des articles d'abrogation ; action en contrefaçon ;

précision concernant le terme « révision » [13 juin 1984] (p. 3318).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (rédigeant ainsi le texte proposé pour l'article 900-2 du code civil « tout gratifié peut demander que soient révisées... » et substituant aux mots « elles ont reçu », les mots « il a reçus » et aux mots « pour elles » les mots « pour lui ») : adopté ; son amendement n° 2 (possibilité pour les demandes en révision d'être formées contre les héritiers et le ministère public) ; ses observations sur cet amendement ; adopté ; **article 1er *ter*** : son amendement n° 3 (autorisation de la révision des conditions et charges de la donation par arrêté interministériel) (p. 3319) ; définition du terme « révision » par le nouvel article L. 12 du code du domaine de l'Etat ; adopté ; **après l'article 1er *ter*** : son amendement n° 4 (modalités d'exécution des articles L. 12 et L. 14) : adopté ; **article 1er *quater*** : son amendement n° 5 (exécution des conditions et charges grevant une donation ou legs ; conditions d'autorisation de la révision des charges) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 6 (substituant aux mots « L. 16 et L. 17 » les mots « L. 16, L. 17 et L. 20 ») (p. 3320) ; adopté (p. 3321).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : nécessité de circonstances exceptionnelles pour justifier l'abaissement des limites d'âge dans la fonction publique ; rappel du problème de l'intégration dans les corps métropolitains de corps de magistrats ou de fonctionnaires d'Algérie ou de la France d'outre-mer en 1962 [13 juin 1984] (p. 3321) ; rappel du contexte de 1974 et de son opposition à l'abaissement de la limite d'âge à soixante-cinq ans ; absence de justification de la réforme ; fixation d'un âge préfix ; diversité des situations ; coût de la réforme ; problème de la gestion des corps ; déroulement de la carrière ; liberté du travail ; arguments de droit comparé ; rajeunissement de certains corps ; cas de l'institution des référendaires à la Cour de cassation ; exercice de fonctions juridictionnelles par des personnes jeunes ; surcharge du Conseil d'Etat ; problème de la pyramide des âges à la Cour des comptes ; augmentation du nombre des étudiants à l'université ; qualité des enseignants ; recrutement de l'Ecole Nationale d'administration ; nouvelle organisation universitaire ; statut du personnel enseignant (p. 3322) ; inflation des pourvois à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat ; risque de dégradation de la jurisprudence de la Cour de cassation ; entrée de socialistes et de communistes dans la haute fonction publique ; tour extérieur ; corps d'inspection ; délibération de la commission d'avancement ; écrêtement de la Cour de cassation ; épuration au sein du Conseil d'Etat ; politisation de certains corps ; problème des dérogations ; malaise dans la magistrature et la haute fonction publique ; évolution du droit public (p. 3323).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 35 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 36 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté [13 juin 1984] (p. 3337) ; **article 2** : son amendement n° 37 (de suppression) (p. 3338) ; rejeté ; son amendement n° 38 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1986 au 31 décembre 1989) : rejeté ; son amendement n° 40 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1984 au 31 décembre 1989) (p. 3339) ; rejeté ; son amendement n° 39 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1985 au 31 décembre 1987) : rejeté ; (p. 3340) ; **article 3** : son amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 3341) ; **après l'article 5** : son amendement n° 21 (tour extérieur ; remplacement des fonctionnaires admis à la retraite) : rejeté ; **article 7** : son amendement n° 42 (de suppression) : rejeté (p. 3343) ; **article 8** : son amendement n° 25 (de suppression) (p. 3344) : rejeté ; son amendement n° 44 (possibilité de pourvoir les vacances d'emplois dans le grade d'inspecteur général ou de contrôleur général) : rejeté (p. 3345).

Deuxième lecture, discussion générale : discrimination entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation ; fraudes électorales ; mission laïque (p. 4323) ; création de tours extérieurs ; prix Nobel français ; propositions du Sénat ; dirigeants des entreprises publiques ; docilité du groupe socialiste à l'Assemblée nationale [24 août 1984] (p. 4324).

Discussion des articles : **article 7** : difficulté d'insérer dans un texte de loi ordinaire une disposition de nature organique comme celle concernant l'Ecole Nationale de la Magistrature ; référence au statut de la magistrature (p. 4326).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 11 (de suppression) [14 juin 1984] (p. 3381) ; rejeté ; son amendement n° 12 (suppression du second alinéa de l'ordonnance de 1958) (p. 3382) ; rejeté (p. 3383) ; **article 2** : son amendement n° 16 (fixation des limites d'âge des magistrats hors hiérarchie à titre transitoire) ; son amendement n° 17 (même objet) ; son amendement n° 15 (même objet) ; amendement n° 16 : rejeté (p. 3385) ; amendements n° 17 et n° 15 : rejetés ; **article 4** : son amendement n° 18 (de suppression) : retiré ; **article 5** : son amendement n° 19 (de suppression) : retiré (p. 3386).

Deuxième lecture, discussion générale : spécificité de la fonction des magistrats à la Cour de cassation ; durée de leurs fonctions ; recrutement de la Cour de cassation ; nécessité d'étaler sur une année supplémentaire l'entrée en vigueur des dispositions concernant cette nouvelle limite d'âge [24 août 1984] (p. 4329).

Troisième lecture, explications de vote : caractère néfaste de l'abaissement de la limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation [5 septembre 1984] (p. 4343) ; enseignement (p. 4344).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : droits d'auteur ; progrès techniques dans le domaine de la reproduction et de la communication ; diffusion d'œuvres d'auteurs étrangers ; droit prélevé sur la valeur des cassettes ; agrément des sociétés de perception et de répartition [28 juin 1984] (p. 3835).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 24 (insérant après les mots « par l'expression », les mots « œuvres audiovisuelles et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la cinématographie, quels que soient le procédé, la nature du support et la première destination de l'objet obtenu ») [28 juin 1984] (p. 3849) ; rejeté ; son amendement n° 25 (insérant après les mots « par l'expression », les mots « œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie, quels que soient le procédé, la nature du support et la première destination de l'objet obtenu ») : adopté (p. 3850) ; **article 8** : son amendement n° 26 (insérant après les mots « la communication », les mots « de l'œuvre au public par un procédé quelconque, et notamment ») : adopté ; son amendement n° 27 (supprimant les mots « projection publique et transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée ») (p. 3851) ; adopté ; son amendement n° 28 (incluant la diffusion dans la définition de la représentation) : adopté ; son amendement n° 29 (rédigeant ainsi le dernier alinéa 2° du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957 : « soit la réception de cette œuvre par l'intermédiaire d'un organisme tiers ») : rejeté (p. 3852) ; **article 11** : son amendement n° 30 (autorisation de télédiffusion d'une œuvre) : rejeté (p. 3853) ; **article 12** : son amendement n° 31 (taux et modalités de calcul et de versement de la rémunération pour chaque mode d'exploitation) (p. 3855) ; rejeté ; **après l'article 12** : son amendement n° 92 (accord entre les organisations représentatives des auteurs et les organisations représentatives des annonceurs sur les barèmes de rémunération concernant l'exploitation à des fins publicitaires d'œuvres d'arts graphiques) (p. 3856) ; devenu sans objet ; **article 16** : son amendement n° 32 (autorisation écrite de l'artiste-interprète pour la communication publique directe ou indirecte de la prestation) (p. 3857) ; devenu sans objet (p. 3858) ; **article 17** : ses amendements n° 33 et 34 : devenus sans objet (p. 3859) ; **article 22** : « nouvelle délibération » ; prérogative du président ; président d'un organisme collégial [29 juin 1984] (p. 3902) ; **article 27** : ratification de la Convention de Rome ; critère de nationalité (p. 3903) ; actions de développement de la création, de la production et de la diffusion ; protection des phonogrammes et des vidéogrammes fixés en France ; droit à rémunération des artistes-interprètes et producteurs ; Convention internationale ; **après l'article 27** : son amendement n° 35 (application aux phonogrammes et vidéogrammes des dispositions du 1° et 2° de l'article 27) ; dispositions semblables à celles de l'amendement n° 55 de M. Pascal Clément ; retiré (p. 3904) ; **avant l'article 31** : protection du logiciel par les droits d'auteur

(p. 3905) ; **article 35** : son amendement n° 36 (insérant après le mot « acquis » les mots « pour leur usage personnel ou les besoins de leur production ») (p. 3906) ; retiré ; cas d'exénoration ; loi sur les brevets ; son amendement n° 37 (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « ou à des fins d'aide aux handicapés visuels ou auditifs ») ; utilisation des enregistrements par les handicapés ; retiré ; **avant l'article 36** : son amendement n° 38 (supprimant l'intitulé suivant : « Titre IV. Des sociétés de perception et de répartition des droits ») ; régime administratif des sociétés de perception ; soumission de ces sociétés à un agrément ; nécessité qu'une telle décision soit prise par un organisme juridictionnel (p. 3907) ; disposition dérogatoire ; modification des statuts de ces sociétés ; motif de retrait d'agrément ; rejeté ; **article 36** : associations locales ; S.A.C.E.M. ; redevances perçues à l'occasion des fêtes (p. 3908) ; statuts des sociétés de perception et de répartition des droits ; caractère privé de ces sociétés (p. 3909) ; **article 37** : son amendement n° 39 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article : « l'agrément ne peut être retiré à la société qu'en cas de violation ») : adopté ; ses observations sur la remarque de M. Jack Lang concernant son prédécesseur ; pouvoir d'accorder l'agrément ; contrôle sur le fonctionnement des sociétés de perception et de répartition (p. 3910) ; **article 39** : son amendement n° 40 (substituant aux mots « ou distribués », les mots « distribués, loués ou échangés ») ; catégories de vidéogrammes reproduits ou distribués : devenu sans objet ; **article 41** : son amendement n° 41 (publication au registre prévu au Titre III du code de l'industrie cinématographique des actes et conventions intervenus pour la production) : retiré (p. 3911) ; sanction du défaut de publicité ; formes de constitution de gages sans dépossession ; **article 43** : son amendement n° 42 (sanction à l'encontre de la fixation, de la reproduction, de la communication de phonogrammes ou de vidéogrammes réalisée en violation des dispositions de la présente loi) ; élements constitutifs de ce délit ; rejeté (p. 3912).

Explications de vote : pouvoir de l'autorité administrative (p. 3913).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : alinéa 1er de l'article 42 de la Constitution ne concernant que les projets, alinéa 2 de cet article englobant les projets et les propositions [6 juillet 1984] (p. 4096) ; **son rappel au règlement** : conclusions de la commission ; unanimité de celles-ci selon M. Bernard Derosier ; diatribe dirigée contre le Sénat ; retrait des commissaires de l'opposition en signe de protestation (p. 4099).

Explications de vote : loi du 31 décembre 1959 ; paix scolaire ; avertissements contre le Gouvernement (p. 4112) ; rôle du Sénat ; recours au référendum conforme à la lettre de la Constitution ; article 11 de la Constitution visant les pouvoirs publics au sens large ; référendum à propos de l'Algérie ou de la régionalisation ; conformité du recours au référendum à la démocratie ; conformité de ce recours à l'intérêt général ; souhaite la consultation du peuple sur ce texte (p. 4113).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Deuxième lecture, discussion générale : statut rétrograde ; organisation administrative ; institutions actuelles ; bi-caméralisme ; comité d'expansion économique ; comparaison avec les républiques africaines ; statut de la Polynésie ; mouvement indépendantiste ; co-existence pacifique des populations ; prérogatives du représentant de l'Etat ; conférence de Nainville-les-Roches ; résultats des élections du 17 juin 1984 ; renouvellement de l'Assemblée territoriale [25 juillet 1984] (p. 4188) ; festival des arts du Pacifique ; décentralisation ; régime foncier ; réforme agraire ; droit coutumier ; vote contre le texte (p. 4189).

Discussion des articles : **article 1er** : éducation nationale ; nombre d'enseignants à l'Assemblée nationale ; réunion de Nainville-les-Roches ; institution d'un comité Etat-territoire (p. 4193) ; **article 2** : « autonomie interne » ; article 74 de la Constitution ; emblème de la Nouvelle-Calédonie ; cas du département du Maine-et-Loire (p. 4194) ; **article 3** : création de six « pays » ; découpage artificiel (p. 4195) ; **article 5** : décentralisation ; compétence du territoire ; droit coutumier ; enseignement du second cycle ; **article 6** : simplification des institutions du territoire (p. 4196) ; **article 7** : inflation de Gouvernement ; **article 8** : jeu des institutions ; présidence du Conseil de Gouvernement (p. 4197) ; **article 27** : dispositions du Traité de Rome et règlement communautaire (p. 4200) ; **article 33** : chefs de subdivision ; interférence entre les autorités de l'Etat et les autorités territoriales pour la nomination de ces fonctionnaires (p. 4201) ; **article 62** : Conseil constitutionnel ; dispositions concernant l'emprisonnement ; stationnement et circulation ; contraventions à la police de circulation ; taux des amendes forfaitaires ; rectification de l'amendement n° 69 en retirant son 3e alinéa (p. 4204) ; **après article 64 *bis*** : qualification « d'autonomie interne » (p. 4205) ; **article 69** : conséquences du rejet de la suppression de l'assemblée des pays par l'Assemblée nationale : retrait des amendements n° 14 à n° 30 de M. Jacques Lafleur (p. 4206) ; **article 87** : composition du comité économique et social ; « comité d'expansion économique » ; rapprochement avec la composition du Conseil économique et social institué par la Constitution (p. 4207) ; rappel de la réforme de la composition du Conseil économique et social ; autonomie interne de l'Assemblée territoriale ; comité d'expansion ; fonction des comités d'expansion économique départementaux (p. 4208) ; **article 124** : composition du comité d'expansion économique ; compétences de l'Assemblée territoriale ; centre de formation du personnel administratif (p. 4212) ; **article 125** : suppression des dispositions introduisant des discriminations selon l'origine des candidats pour le recrutement dans la fonction publique (p. 4213) ; **article 126** : absence d'utilisation par le Sénat de délais abusifs ; possibilité pour le Gouvernement de déposer un projet de loi prorogeant le mandat de l'assemblée en fonction jusqu'au moment du vote du nouveau statut (p. 4214) ; **article 131** : recrutement des fonctionnaires ; utilisation d'expressions malencontreuses : « sur le plan de, au niveau de » ; promotion sociale ; mise en place d'amis politiques ; procédure de sélection confiée à une commission dont les membres sont choisis par le haut commissaire ; garanties insuffisantes ; troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (p. 4215).

Explications de vote : rappel historique de l'établissement de la souveraineté de la France en Nouvelle-Calédonie ; wallisiens ; scrutin d'autodétermination ; nécessité de faire vivre ensemble les diverses communautés ; vote contre le texte (p. 4217).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Commission mixte paritaire, discussion générale : pourcentage minimum qu'une liste doit recueillir pour avoir des élus ; constitutionnalité de l'égalité des suffrages ; inégalité des circonscriptions ; consultation sur l'autodétermination [25 juillet 1984] (p. 4220).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Première lecture, discussion générale : défaillances et défaut de paiement des pensions ; rappel des législations existantes ; mécanismes des avances [2 octobre 1984] (p. 4452).

Discussion des articles : **article 1er** : raison du mauvais fonctionnement des dispositifs actuels (p. 4453) ; organisation par les débiteurs de leur insolvabilité ; caisses d'allocations familiales (p. 4454) ; **article 6** : ordres adressés à un comptable public ; possibilité pour le préfet de déléguer sa signature (p. 4457).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : régime juridique actuel de l'enseignement privé ; absence de véritable décentralisation ; bâtiments ; organisations syndicales ; nécessité de transférer davantage de responsabilité aux conseils régionaux et aux conseils généraux ; formation professionnelle ; cas des pays voisins [9 octobre 1984] (p. 4532) ; **article 3** : absence de signification de cet article ; besoins scolaires de l'enseignement privé (p. 4534) ; système d'élaboration étatique ; possibilité d'ouvrir ou de développer un établissement privé si le schéma prévisionnel ne le prévoit pas (p. 4534) ; **article 4** : terme de « participation » ; volonté des élus communaux d'éviter que les communes ne participent aux dépenses des établissements d'enseignement secondaire (p. 4536) ; **article 5** : notion de propriété (p. 4537) ; **article 7** : maintien du système des

financements croisés ; obligation des communes de participer aux dépenses d'investissement ; nécessité de mettre à la charge des départements des dépenses de fonctionnement ; caractère étatique de l'organisation intérieure des établissements publics communaux (p. 4552) ; *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* suppression de la référence « à l'exclusion des dépenses afférentes au matériel » ; méthode de simplification et de clarification (p. 4556) ; **article 14** : caractère des dispositions ; obligation pour les régions de contribuer aux charges de fonctionnement (p. 4574) ; prise en considération du domicile des usagers d'un service public pour déterminer un système de contributions entre collectivités ; fixation dans la loi des règles de la contribution ; autorité de tutelle (p. 4575) ; **article 15** : volonté de contenir le développement ultérieur de l'enseignement privé ; transformation de la nature des établissements sous contrat ; nomination des maîtres ; risque de contentieux ; notion de dépenses de fonctionnement ; précarité des contrats (p. 4577) ; nécessité de laisser plus de liberté aux établissements publics en ce qui concerne la nomination des maîtres ; possibilité pour le chef d'établissement de choisir les maîtres (p. 4578).

Deuxième lecture, discussion générale : esprit d'intolérance du Gouvernement ; « force injuste de la loi » ; absence de retour à la loi Debré ; volonté de contenir l'expansion des établissements privés et d'effacer leur caractère propre [19 décembre 1984] (p. 7259) ; fonctionnarisation des établissements privés ; absence de décentralisation réelle des services ; difficultés de l'opposition à obtenir l'abrogation de ce texte après les élections de 1986 ; délestage de l'Etat sur les collectivités locales ; pouvoir de nomination des maîtres (p. 7260).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la domiciliation des entreprises (n° 2352).

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique** : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 1 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les sièges de plusieurs entreprises peuvent être situés dans les mêmes locaux) [15 octobre 1984] (p. 4779) ; non soutenu ; **après l'article unique** : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 2 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par la phrase « avant la communication au greffe, elle doit notifier son projet au bailleur ou au syndic de la copropriété ») : non soutenu (p. 4780).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Emmanuel Aubert ; critères du logement convenable pour le refus aux instituteurs de l'indemnité représentative de logement ; problème de l'appréciation de ce critère par le Conseil municipal [5 novembre 1984] (p. 5555).

Son rappel au règlement : réquisition du substitut Bidalou constituant une atteinte à la séparation des pouvoirs ; possibilité pour le garde des Sceaux d'ordonner au procureur général d'introduire un recours pour excès de pouvoir contre les actes convoquant plusieurs parlementaires devant le tribunal de Pontoise [29 novembre 1984] (p. 6485).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : phénomène de la circulation automobile ; inaction du législateur ; position de M. André Tunc ; comportement d'une victime pour une faute [17 décembre 1984] (p. 7031) ; position de la Cour de cassation notamment arrêts Desmares et Jand'heur ; position des assureurs ; cas où le conducteur est poursuivi en correctionnelle ; voies contentieuses ; cas de force majeure ; distinction selon l'âge de la victime et la nature du dommage ; caractère complexe de cette distinction (p. 7032) ; sort particulier réservé aux mineurs et différence faite entre les adultes selon leur âge ; indique que selon lui il fallait sortir totalement du système de responsabilité ; proposition de M. André Tunc en ce sens ; faute inexcusable ; indique qu'il votera ce texte ; caractère de « fléau social » que présente l'accident automobile (p. 7033).

Discussion des articles : **article 1er** : cas des contrats de transport (p. 7034) ; **article 4** : possibilité de supprimer la référence aux dommages autres que matériels ; son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant les mots « autres que matériels » dans cet amendement) : adopté (p. 7036) ; **article 22** : son amendement n° 30 (détermination du mode de calcul des dommages-intérêts compensatoires ; publication des chiffres moyens des indemnités allouées par les tribunaux) ; caractère indicatif du mode de calcul des dommages-intérêts (p. 7042) ; publication régulière par le ministère de la justice des montants moyens des indemnités allouées par voie de justice ; vote par division : premier alinéa : rejeté, second alinéa : adopté ; **après l'article 22** : son amendement n° 40 (fixation du taux d'invalidité suivant les règles du contentieux technique de la sécurité sociale) ; transaction amiable ; fixation du taux d'invalidité ; contentieux technique de la sécurité sociale ; possibilité d'apprécier les taux d'invalidité dans un délai plus bref (p. 7043) ; juridictions d'exception ; retiré (p. 7044) ; **avant l'article 29** : son amendement n° 41 (cas de condamnation d'un conducteur de véhicule en cas de faute inexcusable) ; assurance de responsabilité ; insuffisance des condamnations pénales dans certains cas ; préjudice corporel ; propose de ne pas attribuer l'amende à la compagnie d'assurances ; propose de faire supporter une partie des conséquences civiles de la faute à l'auteur de celle-ci ; rejeté (p. 7046).

FRACHON (Martine)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : définition en droit civil de la notion de prête-nom [30 janvier 1984] (p. 286) ; **article 11** : concentration de la presse quotidienne régionale ou locale d'information [4 février 1984] (p. 579).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : droit des enfants ; droits des familles face à l'aide sociale à l'enfance [14 mai 1984] (p. 2297) ; nécessité de ne pas culpabiliser les familles ; moyens financiers des familles ; droits et devoirs de celles-ci ; information des effets de l'intervention de l'aide sociale ; droit d'assistance ; droit donné aux familles d'être associées à toute décision concernant l'enfant ; statut de pupille de l'Etat ; problèmes de l'adoption ; décision d'acceptation ou de refus d'une adoption ; critères exigés des familles souhaitant adopter un enfant ; pays du tiers-monde (p. 2298) conventions avec les pays d'origine ; indique qu'elle votera ce texte (p. 2299).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : urgence de revoir le système d'enseignement agricole ; enseignement public et privé ; spécificité de l'enseignement agricole et nécessaire perméabilité entre l'enseignement agricole et l'enseignement général ; modernisation du monde rural ; champ d'application de la mission de l'enseignement agricole ; bourses ; statut des enseignants ; cloisonnement ; structure de l'agriculture [4 juin 1984] (p. 2888) ; rôle des femmes dans l'enseignement agricole ; modernisation que requiert l'agriculture (p. 2889).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* sections sport-études ; harmonisation du sport et de l'école ; stagnation des crédits alloués [23 octobre 1984] (p. 5103) ; démocratisation de l'accès aux sections sportives (p. 5104) ;

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* rôle, gestion et modernisation de l'agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) [29 octobre 1984] (p. 5357) ; manque de crédits et suppression d'effectifs de cette agence ; importance de son rôle dans l'organisation des travaux d'utilité collective ; formation du personnel de l'A.N.P.E. ; activité des inspecteurs du travail ; problème de la « nouvelle pauvreté » frappant les jeunes et les travailleurs privés d'emploi ; nécessité d'un effort d'information des personnes en difficulté ; diminution des prolongations d'allocation chômage ; nécessité d'une politique active et offensive de l'emploi par le déplacement d'entreprises vers des pôles de reconversion (p. 5358) ; création d'emplois au sein des nouvelles industries ; nécessité d'un effort des partenaires sociaux ; mobilité professionnelle ; effort de formation (p. 5359) ;

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* situation des personnes âgées ; nécessité de trouver des alternatives à l'hospitalisation de ces personnes ; prix de la journée d'hospitalisation pour une personne âgée ; décélération de la consommation médicale ; suppression de la réduction des indemnités journalières [13 novembre 1984] (p. 5953) ; accroissement des demandes de soins ; risque de déficit des comptes de la sécurité sociale ; généralisation du système de protection sociale (p. 5954) ; *questions :* son hommage aux travailleurs turcs assassinés (p. 5975) ; méthodes utilisées dans les usines Talbot ; rôle du tribunal de commerce pour assurer la survie des entreprises en difficulté ; mesures prises pour la protection des travailleurs (p. 5976).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : explosion démographique consécutive à la deuxième guerre mondiale et essoufflement de la natalité à partir de 1944 [4 décembre 1984] (p. 6629) ; causes de la dénatalité ; avortement ; baisse de la fécondité et mutations culturelles ; changement de la place de l'enfant dans la société et éducation ; changement du rôle de la femme ; chômage ; droit au travail ; niveau et conditions de vie des familles ; troisième enfant ; allocation au jeune enfant (A.J.E.) et allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; discriminations introduites par l'A.P.E. ; projet pouvant inciter des femmes à revenir à la maison ; problème de reprise d'un travail à l'issue du service de l'A.P.E. (p. 6630) ; suppression du surcomplément familial ; capacité de financement ; prêts versés aux jeunes ménages transférés des caisses d'allocations vers les banques ; missions des banques ; taux d'intérêt de ces prêts (p. 6631) ;

Discussion des articles : **article 3.** — *article L. 517 du code de la sécurité sociale :* application de sanctions à des personnes en difficultés financières [5 décembre 1984] (p. 6664) ; **article 4 :** *article L. 533 du code de la sécurité sociale :* fondement légal conféré aux dérogations (p. 6666) ; *article L. 535 du code de la sécurité sociale :* Examen des cas individuels (p. 6667) ; **article 5 :** institution d'une allocation nouvelle par cet article ; possibilité pour les jeunes couples d'allier leur vie professionnelle à leur vie familiale ; nécessité de préciser les bénéficiaires de la mesure ; problème du maintien de certaines couvertures sociales ; possibilité de bénéficier d'une prestation d'invalidité pendant la durée du congé ; incitation des familles à avoir un troisième enfant (p. 6668) ; *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* nécessité de compléter l'amendement n° 101 du Gouvernement par les mots « notamment de chômage indemnisé ou non » (p. 6670) ; **article 15 :** nécessité de préciser les conditions d'extension des dispositions de l'article 3 aux départements d'outre-mer (p. 6680) ;

Explications de vote : caractère positif du projet de loi ; prise en considération des situations dramatiques ; modifications importantes de l'allocation parentale d'éducation ; importance de ce texte dans la politique familiale ; son souhait d'autres réformes contribuant à mettre en œuvre une grande politique familiale (p. 6684) ;

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 6 *bis* :** mission des organismes débiteurs de prestations familiales ; rôle des caisses d'allocations familiales [20 décembre 1984] (p. 7362) ; rôle d'aide et d'assistance des services sociaux (p. 7363).

— **Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).**

Discussion : équilibres financiers ; excédents enregistrés cette année ; déficit ; hospitalisation publique [13 décembre 1984] (p. 6928) ; honoraires privés ; actes « en K » en médecine ambulatoire ; danger d'une décélération brutale de la consommation médicale ; hospitalisation ; renforcement des inégalités ; augmentation du taux de la consultation à l'hôpital ; financement du système hospitalier ; nécessité d'une réforme du système de financement ; système d'offre de soins ; raisons de l'augmentation de la demande de soins notamment part des personnes âgées dans la population, alcoolisme et tabagisme ; raisons de l'augmentation des dépenses ; offre de soins (p. 6929) ; accroissement de la consommation dans le domaine de la santé ; système de contribution des assurés sociaux (p. 6930).

FRANCESCHI (Joseph)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique,
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Claude Labbé : multiplication des victimes au sein de la police et maintien de la sécurité** : sollicitude du Gouvernement à l'égard des familles ; exploitation par l'opposition des sentiments de tristesse de ces dernières ; effort du Gouvernement pour développer les moyens dont dispose la police et pour assurer une meilleure protection des policiers [16 mai 1984] (p. 2381) ;

— **M. Jean Beaufils : passeport pour les Britanniques** : possibilité pour l'ensemble des ressortissants du Commonwealth de pénétrer en France avec une « carte d'identification » ; lutte contre l'immigration clandestine ; faiblesse du risque de détournement du trafic des ports français vers les ports belges ou néerlandais [16 mai 1984] (p. 2384) ;

— **M. René Bourget : personnes âgées et aides ménagères** : minimum vieillesse ; renforcement des aides à domicile ; aide ménagère ; barème de participation des bénéficiaires au financement de l'aide ménagère ; gestion de cette prestation [17 octobre 1984] (p. 4846) ;

— **M. André Lajoinie : versement d'une allocation aux chômeurs privés de ressources** : volonté du Gouvernement de lutter contre les situations de détresse ; programmes d'action spécifiques ; rôle de l'allocation de fin de droits ; nombre de chômeurs non indemnisés ; distribution de surplus agricoles ; ouverture de locaux d'hébergement [12 décembre 1984] (p. 6852) ;

— **M. Gérard Bapt : politique en faveur des personnes âgées** : bilan de cette politique depuis mai 1981 ; augmentation des ressources des personnes âgées ; mesures fiscales nouvelles ; importance des soins infirmiers à domicile ; aide à l'amélioration de l'habitat ; effort de médicalisation des

institutions et modernisation des hospices ; conclusion de contrats de plan entre les régions et les hospices ; développement du droit à la parole des retraités [19 décembre 1984] (p. 7229) ;

orales sans débat de :

— **M. Lucien Dutard (n° 714) : bassin d'emploi de Brive-Terrasson** : raisons de la dégradation de la situation des sociétés Porges et La Paumellerie électrique [23 novembre 1984] (p. 6319) ; remède apporté à ces situations ; absence d'accord entre les parties sur le plan de redressement de La Paumellerie électrique (p. 6320) ;

— **Mme Colette Goeuriot (n° 715) : bassin ferrifère lorrain** : évolution de la production française de fer de 1974 à 1983 ; prise en charge par l'Etat du coût des charges de retraite normales et anticipées ; charge du surcoût de l'exhaure dû à la diminution de la production [23 novembre 1984] (p. 6321) ;

— **Mme Paulette Nevoux (n° 718) : frais de gestion du crédit immobilier** : possibilité pour les sociétés de crédit immobilier de réévaluer leurs frais de gestion annuels ; absence de caractère obligatoire et automatique de cette révision [23 novembre 1984] (p. 6327) ; plafonnement de l'indexation des frais de gestion (p. 6328) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 719) : allocations aux préretraités et aux chômeurs** : conséquences de la réforme du financement des préretraités et de l'indemnisation du chômage ; financement par l'Etat de l'allocation d'insertion et de l'allocation spécifique de solidarité ; problème du pouvoir d'achat des bénéficiaires des différentes allocations ; nombre de chômeurs non indemnisés ; initiatives du Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes [23 novembre 1984] (p. 6329) ;

— **M. André Durr (n° 709) : service de néphrologie des hospices civils de Strasbourg** : situation des hospices civils de Strasbourg ; étude en cours sur les différents besoins des services de santé de la région [23 novembre 1984] (p. 6330) ;

— **M. Louis Lareng (n° 716) : protection des arbres** : cause des agressions contre la forêt [23 novembre 1984] (p. 6330) ; campagne d'information du ministère de l'agriculture sur les méthodes de lutte contre le chancre du platane et la graphiose de l'orme ; problème des « pluies acides » ; existence d'un programme de recherche sur le dépérissement des forêts (p. 6331).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : accès à certains corps ou grades supérieurs réservés à des personnes ayant subi une formation préalable ; statuts particuliers ; **article 2** : agents titulaires des collectivités locales [17 avril 1984] (p. 1652) ; consultation de la commission paritaire (p. 1653) ; **article 6** : agents soumis à un régime de droit privé (p. 1655) ; son amendement n° 60 (actions de formation visées au présent titre ; égalité en matière de droit à formation entre les agents titulaires et les agents non titulaires ; conditions dans lesquelles les non titulaires peuvent suivre des actions de formation ; diversité des situations juridiques entre les titulaires et les non titulaires ; adopté (p. 1656) ; **article 7** : article 8 de la loi du 13 juillet 1983 ; rôle des organisations syndicales (p. 1657) ; priorité donnée aux services des usagers (p. 1658).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* son émotion devant les crimes perpétrés à Paris contre plusieurs personnes âgées ; lutte contre l'isolement de ces personnes ; augmentation du nombre des personnes âgées ; conséquences du changement de contexte institutionnel sur le budget ; volonté de maintien à domicile des personnes âgées ; évolution de la prestation d'aide ménagère ; développement des soins infirmiers à domicile ; effort en matière d'accueil ; progression de la médicalisation des maisons de retraite ; montant des crédits consacrés aux stages destinés aux personnels apportant leur concours aux personnes âgées [13 novembre 1984] (p. 5935) ; montant des crédits d'équipement consacrés aux établissements sociaux pour personnes âgées et à la transformation des hospices ; progression des crédits de paiement ; développement d'une politique de loisirs et de participation à la vie sociale des personnes âgées ; création du fonds d'innovation sociale ; adoption d'un amendement permettant aux personnes accueillant des personnes âgées de bénéficier d'un abattement sur leur revenu imposable (p. 5936) ; actions de restructuration de la maison de Nanterre ; prise en compte du souhait de création d'un hôpital général dans cette ville ; accueil et hébergement des personnes âgées ; nombre de personnes âgées en l'an 2000 (p. 5971) ; progression du nombre de lits installés dans les sections de cure médicale ; évolution du nombre des lits consacrés aux soins infirmiers à domicile ; disparité concernant les dépenses d'hébergement ; réexamen des règles de l'obligation alimentaire ; politique de maintien à domicile ; amélioration de la qualité de la vie des personnes âgées ; possibilité d'engager un débat avec le comité national des retraités ; participation financière des bénéficiaires d'une aide ménagère (p. 5972, 5973).

Répond à la question de :

M. Jean Briane : volonté de celui-ci de ne pas porter à sa connaissance le texte exact de sa question (p. 5973) ; bilan de la politique menée en faveur du maintien à domicile des personnes âgées ; augmentation de la dotation concernant l'aide ménagère ; constitution de commissions de coordination chargées d'examiner les possibilités d'harmonisation des conditions de prise en charge (p. 5974) ;

M. Colette Chaigneau : progression des dépenses consacrées par les caisses de retraite à l'aide ménagère (p. 5976) ; autorisation d'un budget rectificatif pour le fonds d'action sanitaire et social de la caisse nationale d'assurance vieillesse des vieux travailleurs salariés ; rationalisation des modalités d'attribution des heures (p. 5977) ;

M. Xavier Deniau : caractère peu explicite de la question écrite de M. Xavier Deniau ; possibilité pour les commissions de décider des barèmes ; perspectives de l'aide ménagère pour 1985 ; rationalisation des modalités d'attribution des heures (p. 5980).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 24** : absence de distorsion entre couples mariés et couples non mariés en droit social ; volonté du Gouvernement de les réduire en droit fiscal [3 décembre 1984] (p. 6566) ; accord du ministère du travail pour l'examen de cette situation pendant le débat sur le budget social de la Nation ; différence entre le droit social et le droit fiscal ; rôle de la déclaration sur l'honneur pour l'attribution du droit aux prestations familiales ; importance des possibilités de contrôle par l'accès aux informations de l'administration ; amélioration du fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. ; mise en place d'une campagne de résorption du retard des dossiers ; réorganisation de leur fonctionnement ; existence d'une mission chargée d'assurer la mise en œuvre de cette réforme (p. 6567) ; **article 24** : possibilité de recours exceptionnel à des magistrats honoraires pour la présidence des tribunaux de la sécurité sociale ; réforme du contentieux de la sécurité sociale ; mise en place d'une procédure plus rapide (p. 6568) ; **article 30** : ses observations sur l'amendement n° 134 déposé par Mme Marie-Josèphe Sublet (p. 6570) ; **article 33** : son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 48 de la commission (substituant au mot « directs » les mots « en ligne directe ») ; respect de la terminologie habituelle du code civil ; adopté (p. 6571) ; **article 50** : importance du champ d'application du texte ; obligation de la création d'un Conseil d'établissement dans ces établissements ; distinction entre établissements privés et publics ; mise en place d'instances représentatives spécifiques ; participation des familles et des personnels ; mission du Conseil d'établissement (p. 6583) ; importance de l'effort d'animation et d'ouverture ; **après l'article 54** : fixation de nouveaux coefficients d'équivalence (p. 6584) ; **article 55** : son amendement n° 136 (recevabilité des demandes présentées en application de l'article 9) ; extension du délai permettant la demande d'une indemnité ; adopté rôle de la commission d'examen de dossier (p. 6585) ; inutilité de l'amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné ; **article 58** : son amendement n° 126 (supprimant dans le dernier alinéa les mots « à la date de publication de la présente loi » et complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « et délivré avant le 1er janvier 1986 ») ; possibilité pour les propriétaires de navires de se voir appliquer la réglementation en matière d'exonération de contribution patronale ; rejeté (p. 6586).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 2 de la commission (substituant dans l'article L. 543 du code de la sécurité sociale aux mots « lorsque l'une au moins des personnes assumant la charge des enfants interrompt » les mots « pour chacune des personnes assumant la charge des enfants qui interrompt ») ; son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 2 de la commission (complétant le deuxième alinéa de l'article L. 543-17 du code de la sécurité sociale par les mots « ou la demande d'allocation parentale d'éducation, si cette demande est postérieure à la naissance ») ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 2 de la commission (supprimant le dernier alinéa de l'article L. 543-17 du code de la sécurité sociale) ; son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 2 de la commission (insérant dans l'article L. 543-18 du code de la sécurité sociale après les mots « les conditions » les mots « mises à l'attribution de l'allocation parentale d'éducation pour une réduction d'activité, ainsi que celles ») ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 2 de la commission (fixant la durée de l'allocation parentale d'éducation) ; son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 2 de la commission (insérant dans le dernier alinéa de l'article L. 543-19 du code de la sécurité sociale après les mots « cumulée » les mots « pour la même personne ») ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 2 de la commission (versement de l'allocation parentale d'éducation en cas de modification du nombre d'enfants) ; interruption de l'allocation parentale d'éducation ; droits à cette allocation pendant certaines périodes d'activités ; durée des comptes allocation ; ambiguïté concernant le versement de l'allocation [20 décembre 1984] (p. 7361) ; adoptés ; **article 6 *bis*** : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 4 de la commission (supprimant à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale après les mots « incombe » la fin du texte) ; rôle des caisses d'allocations familiales ; possibilité de verser des avances sur prestations ; perturbation du traitement informatique dans ces caisses ; erreur du groupe socialiste sur le rôle donné aux caisses (p. 7362) ; utilité de ne pas transférer à ces caisses les missions des services sociaux départementaux et des Conseils régionaux ; retiré ; son amendement n° 26 (obligation des organismes débiteurs de prestations familiales et de leur personnel envers les allocataires) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 21 (conditions d'attribution des prêts par les caisses nationales des allocations familiales) ; caractère impropre des termes « régime de prestations familiales » ; utilisation du terme de « subventions » ; introduction d'une garantie minimale pour l'établissement de crédits contre les défaillances de remboursement des emprunteurs (p. 7363) ; possibilité pour les établissements de crédit de relancer les emprunteurs ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 22 (précisant la périodicité des remboursements de la dette contractée) : adopté ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 8 de la commission (complétant cet amendement par les mots « dans la limite d'un délai fixé par décret ») (p. 7364) ; fixation par décret d'un butoir pour les conventions passées entre la caisse et l'allocataire ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 27 (fixation par décret des modalités d'information des allocataires) ; contrôle des modalités d'information des allocataires ; adopté ; son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 11 de la commission : devenu sans objet (p. 7365).

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline)

Député des Hauts-de-Seine
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Barrot tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422) [19 avril 1984] (p. 1843).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

— 1° (n° 422) de M. Jacques Barrot ;

— 2° (n° 1191) de M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux **pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 2045)** [18 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève de la faim de prisonniers en Turquie** : tortures ; statut de prisonnier politique ; démarche entreprise auprès des dirigeants d'Ankara [20 juin 1984] (p. 3510) ;

— **Maintien de l'activité sur les sites industriels de Citroën dans la région parisienne** : problème de la mise en vente de ces sites et de leur rachat éventuel ; absence de concertation sur ce point [7 novembre 1984] (p. 5658) ;

— **Situation des usines Citroën** : projet de vente de l'usine de Nanterre ; sa demande d'organisation d'une rencontre entre toutes les parties intéressées [19 décembre 1984] (p. 7220, 7221) ;

orale sans débat :

— **n° 626**, posée le 15 mai 1984 : **urbanisme (politique de l'urbanisme : Hauts-de-Seine)** (p. 2365) ; appelée le 18 mai 1984 : **aménagement de la Défense** : aménagement de la Z.A.C. B1 de la Défense ; dérogation de la zone d'aménagement de la Défense à la loi de décentralisation ; compétence de l'E.P.A.D. ; mise au point d'un programme de logements ; problème des pouvoirs dont dispose la ville de Nanterre (p. 2461) ; information des mairies des communes représentées à l'E.P.A.D. (p. 2462).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).

Première lecture, discussion générale : intégration de directives communautaires en droit interne ; harmonisation ; rapport au Conseil des Communautés en 1986 sur la recherche obstrétique et les besoins nouveaux des sages-femmes ; vote positif du groupe communiste [15 mai 1984] (p. 2327).

— Conclusions du rapport (n° 2045) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422, 1191).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : essences utilisées en thérapeutique et en cosmétologie ; meilleure protection de la santé ; loi de 1978 ; rôle des pharmaciens ; dangers de certaines publicités [15 mai 1984] (p. 2334).

Discussion de l'article unique : **article unique** : lourdeur de la procédure proposée par M. Antoine Gissinger ; Conseil d'Etat (p. 2335).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* taux de progression des crédits affectés à la santé ; baisse de ceux consacrés à l'hôpital ; son hommage aux personnels hospitaliers et à ceux de la C.G.R. ; nécessité de rattraper des retards dans la modernisation ; conséquences de la suppression de lits ; problème du fonctionnement hospitalier ; moyens mis en œuvre pour la psychiatrie ouverte ; nécessité de publier d'urgence des décrets d'application de la départementalisation ; nombre des personnels hospitaliers ; baisse des crédits consacrés à la formation ; réduction du nombre d'élèves infirmiers et infirmières ; diminution des crédits de protection et de prévention sanitaire et de ceux consacrés à la maternité et à l'enfance ; difficultés des familles les plus démunies

[13 novembre 1984] (p. 5939, 5940) ; contenu de la nouvelle convention médicale ; dépassements d'honoraires pour certains médecins conventionnés ; transformation de l'établissement de Nanterre ; conséquences de la réduction des dépenses de santé (p. 5941).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : écart entre ce texte et la politique familiale annoncée ; familles de trois enfants ; souhaite le versement de l'allocation au jeune enfant pendant trois ans à toutes les familles qui y ont droit ; revalorisation du plafond de ressources [4 décembre 1984] (p. 6643) ; allocation parentale d'éducation ; personnes reprenant un travail à l'issue du service de cette allocation ; prêts accordés aux jeunes ménages ; absence de taux d'intérêt de ceux-ci ; allocation logement ; règles de contrôle des familles ; sanctions passant du domaine de la contravention à celui du délit ; position du groupe communiste (p. 6644).

Discussion des articles : **article 3 :** insuffisance des moyens dégagés pour aider les familles ; revalorisation de l'allocation au jeune enfant [5 décembre 1984] (p. 6663) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 79 (obligation pour les employeurs de laisser à toute femme enceinte le temps nécessaire pour ses obligations) : rejeté (p. 6665) ; **article 5 :** — *article L. 543-17 du code de la sécurité sociale :* caractère restrictif de l'exigence de deux années d'activité professionnelle ; possibilité d'un congé parental rémunéré ; ouverture de ce droit aux chômeurs (p. 6669) ; *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 81 (poursuite du versement d'indemnité due aux travailleurs sans emploi) (p. 6671) ; adopté (p. 6672) ; **article 6 :** nécessité pour les personnes ayant suspendu leur contrat de travail de retrouver la totalité de leurs droits dès la reprise du travail (p. 6673) ; **après l'article 6 :** mesures d'aide aux personnes les plus démunies (p. 6674) ; **article 7 :** problème de l'exercice par les organismes bancaires de la responsabilité des prêts aux jeunes ménages ; risques de frais supplémentaires ; possibilité pour les banques nationalisées de prêter à taux bonifiés aux jeunes familles (p. 6675) ; **article 8 :** son amendement n° 84 (supprimant le 3e alinéa (*a*) du texte de l'article L. 552 du code de la sécurité sociale) ; possibilité de détourner des allocations pour le paiement de la dette alimentaire ou l'exécution de la contribution aux charges du ménage ; possibilité pour l'allocation d'être détournée pour faire face à des obligations alimentaires ; ses observations sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Michel Belorgey ; inutilité de la notion de contribution aux charges du ménage et de la référence au code civil ; rejeté (p. 6676) ; **article 10 :** son amendement n° 86 (contrôle par les organismes débiteurs des déclarations des allocataires sur leur situation de famille) ; institution d'un régime policier à l'égard des familles ; caractère déplaisant du contrôle systématique ; son amendement n° 87 (substituant dans l'article L. 554 du code de la sécurité sociale au mot « contrôles » les mots « peuvent contrôler ») ; perte du caractère systématique du contrôle (p. 6677) ; caractère policier de ces mesures ; rejetés (p. 6678).

Explications de vote : absence de volonté d'une grande politique familiale ; abstention du groupe communiste (p. 6684).

FRECHE (Georges)

Député de l'Hérault
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'être représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
(5e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 561,** posée le 2 avril 1984 : **circulation routière (stationnement : Paris)** (p. 1057) ; appelée le 13 avril 1984 : **stationnement aux abords du musée du XIXe siècle :** problème de la circulation ; site de la place Montherlant ; non convocation du maire d'arrondissement aux réunions traitant des problèmes d'environnement de la gare d'Orsay (p. 1562).

— **n° 603,** posée le 25 avril 1984 : **taxis (réglementation)** (p. 1946) ; appelée le 18 mai 1984 : **interdiction de fumer dans les taxis :** pétition des chauffeurs de taxi ; sa proposition d'apposer sur les voitures un macaron pour fumeurs ou non fumeurs (p. 2465).

— **n° 650,** posée le 28 mai 1984 : **assurance maladie maternité (prestations en nature)** (p. 2772).

— **n° 708,** posée le 6 novembre 1984 : **météorologie (structures administratives)** (p. 5627) ; appelée le 30 novembre 1984 : **transfert à Toulouse de la météorologie nationale :** conséquences de ce transfert ; contenu du rapport de la Cour des comptes sur ce point ; bilan de cette opération (p. 6533).

— **n° 748,** posée le 5 décembre 1984 : **postes : ministère (immeubles : Paris)** (p. 6745).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : politique de « matraquage » à l'égard de la petite épargne ; évolution du taux d'intérêt du livret A de 1982 à 1984 ; problème des rentes viagères ; nécessité de les revaloriser [16 octobre 1984] (p. 4822).

Première partie, discussion des articles : **article 5 :** chauffeurs de taxi ; augmentation des tarifs ; augmentation du carburant et de l'assurance ; amortissement des véhicules [18 octobre 1984] (p. 4919) ; **article 33 :** revalorisation des rentes des crédits-rentiers de la caisse nationale de prévoyance ; perte de pouvoir d'achat de ceux qui ont souscrit en 1948 ; cas des rentiers-viagers des caisses d'assurance sur la vie ; conclusions du rapport de la Cour des comptes ; indexation annuelle automatique des rentes viagères [19 octobre 1984] (p. 5022) ; financement, grâce aux rentiers-viagers, de la construction des routes et des logements (p. 5023).

Deuxième partie : **Justice.** — *Discussion générale : questions :* hécatombe des policiers ; Action directe ; rétablissement des contrôles d'identité [23 octobre 1984] (p. 5067).

Economie, finances et budget consommation. — *Discussion générale :* problème de l'application de la loi de 1974 sur la mensualisation des pensions civiles et militaires en Ile-de-France ; attitude de divers membres du Gouvernement en 1979 et 1980 ; engagement de M. Maurice Papon à ce sujet en 1982 ; retraités d'Ile de France [9 novembre 1984] (p. 5783).

FRELAUT (Dominique)

Député des Hauts-de-Seine
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à supprimer l'avoir fiscal et à créer un **crédit d'impôt (n° 2029)** [12 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 37 : **travail, emploi et formation professionnelle** : travail et emploi **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : position des députés communistes ; amendement visant à alléger la contribution des familles à petit et moyen revenus compensée par diverses sources notamment l'impôt sur les grandes fortunes et les revenus du capital ; emprunt « Giscard » ; réforme de la fiscalité ; plan de mars 1983 ; ponction de l'ordre de 30 milliards de francs sur les revenus ; pouvoir d'achat ; augmentation des revenus de la propriété et baisse des salaires [18 avril 1984] (p. 1707) ; machine-outil ; pénétration étrangère dans le marché français ; reconquête du marché intérieur ; réforme de la fiscalité ; suppression de l'avoir fiscal ; emprunt « Giscard » ; coût et rendement de cet emprunt pour l'Etat ; coût environ égal à dix-sept fois la somme collectée en 1973 ; indexation d'un emprunt sur l'or violant l'ordonnance du 2 janvier 1959 (p. 1708) ; coûts salariaux ; aides publiques aux entreprises ; dividendes versés aux ménages ; exportations abusives de capitaux ; renforcement de notre appareil de production ; politique de l'emploi ; vote positif du groupe communiste (p. 1709).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** son amendement n° 5 (suppression de l'avoir fiscal) : retiré [3 mai 1984] (p. 2087).

Commission mixte paritaire, discussion générale : préparation du budget de 1984 ; objectif d'une baisse de 1 p. 100 des prélèvements obligatoires [27 juin 1984] (p. 3764) ; amélioration de la situation des entreprises ; dégraissage d'effectifs ; volonté d'assurer la compétitivité industrielle par la baisse de la masse salariale ; taxe professionnelle ; masse salariale ; possibilité de dynamiser la taxe professionnelle en faveur de ceux qui créent le plus de valeur ajoutée ; son hostilité à la suppression de la taxe professionnelle ; taxe d'habitation ; problème de l'éventuelle substitution de la taxe professionnelle par une autre taxe ; rappelle les propositions de moyens à mettre en œuvre (p. 3765-3766).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : réforme de la taxe locale d'équipement ; somme des recettes provenant de cette taxe ; taxe professionnelle ; indique qu'il n'est pas favorable à la suppression de celle-ci ; suppression pouvant constituer un « grave danger » ; suppression allant à l'encontre de l'esprit de décentralisation ; effets de la décentralisation sur le financement des opérations d'aménagement ; partage entre crédits globalisés et non globalisés ; politique de l'aménagement urbain ; contraintes d'aménagement ; application de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) ; rénovation de l'habitat [21 juin 1984] (p. 3651) ; résorption de l'habitat insalubre ; création du fonds social urbain ; dispositions financières du texte ; faculté d'exonérer les constructions H.L.M. ; statistiques relatives au produit communal de la taxe locale d'équipement ; répartition des populations dans une agglomération pluri-communale ; péréquation de la taxe locale d'équipement ; extension de la taxe départementale sur l'espace naturel sensible ; pouvoir des conseils généraux pour l'exemption du paiement de la taxe départementale ; loi sur la montagne ; zone rurale (p. 3562).

Discussion des articles : **article 3 :** prix des terrains et des pavillons ; classement en Z.I.F. de l'ensemble de la commune dont il est élu [22 juin 1984] (p. 3623) ; **article 4 :** possibilités de spéculation ; garanties dont doivent bénéficier les personnes dont les biens sont concernés ; publication du P.O.S. ; risque de changement d'affectation du terrain (p. 3626) ; **article 11 :** *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 98 (commission départementale d'aménagement foncier) (p. 3631) ; Chambre d'agriculture ; rejeté (p. 3632) ; **article 12 :** départements percevant la taxe départementale d'espace vert ; taxe départementale des espaces naturels sensibles (p. 3635) ; **article 5, précédemment réservé :** libertés ; droit de propriété ; passage des possibilités d'exercice du droit de préemption d'une surface de 1,1 million d'hectares à environ 1,4 million d'hectares ; zone pavillonnaire ; taxation des coefficients d'occupation des sols (C.O.S.) (p. 3643) ; **article 20 :** fonds de grands travaux ; taxe locale d'équipement ; inégalités dans la perception de cette taxe ; apports du plafond légal de densité (p. 3675) ; **après l'article 23 :** emprunts à consentir aux collectivités territoriales ; prêts Codevi (p. 3680) ; **article 27** — *article L. 441-1 du code de la construction :* agglomération d'Ile-de-France ; attribution de prêts locatifs aidés (p. 3688).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; abaissement forfaitaire de la taxe d'habitation [16 octobre 1984] (p. 4812) ; diminution de la taxe professionnelle ; création d'un fonds spécial de développement pour l'amélioration de nos capacités ; aides directes à l'industrie ; marges brutes des sociétés ; nécessité d'encourager les investissements productifs ; *carry back* ; évaluation des charges résultant des transferts de compétences ; « nouvelle pauvreté » ; dépenses en matière scolaire ; dotation globale d'équipement ; difficultés des collectivités locales ; exemple de la formation professionnelle (p. 4813).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 53 (dégrèvement de 500 francs de la taxe d'habitation pour les personnes non imposables au titre de l'impôt sur le revenu) ; réduction fiscale de 5 p. 100 ; indique que deux millions de foyers fiscaux non imposables au titre de l'impôt sur le revenu paient la taxe d'habitation ; propose la suppression de l'avoir fiscal comme gage [18 octobre 1984] (p. 4893) ; exonération pour les assujettis à la taxe professionnelle ; rejeté (p. 4894) ; **article 3 :** diminution de 10 millions de francs de la taxe professionnelle (p. 4896) ; indique que l'association des maires de France s'est prononcée pour le maintien de celle-ci ; affectataires de cette taxe ; paiement par l'Etat de la moitié de celle-ci ; investissements ; prise en compte de la masse salariale pour déterminer la taxe professionnelle (p. 4897) ; position de l'association des maires de France et position du R.P.R. (p. 4898) ; son amendement n° 54 (suppression de cet article) : rejeté ; son amendement n° 57 (présentation par le Gouvernement d'un projet de réforme de la taxe professionnelle mettant en œuvre divers principes) (p. 4901) ; réforme de cette taxe ; indique que les entreprises françaises souscrivent les 2/3 des S.I.C.A.V. émises ; diminution du montant de la masse salariale ; se déclare favorable à une modification de la taxe professionnelle ; besoins financiers des collectivités locales ; déduction de l'impôt sur les sociétés ; rejeté (p. 4902) ; lien entre l'aide consentie pour la taxe professionnelle aux créations d'emplois, à l'investissement et à la limitation de la pénétration de produits étrangers sur les marchés français ; taux de pénétration pour la machine-outil et l'électronique professionnelle ; modernisation du pays ; exportations (p. 4906) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 59 (instituant un revenu à la source sur les revenus des capitaux mobiliers) (p. 4914) ; rejeté (p. 4916) ; **article 9 :** problème de l'utilisation des fonds collectés grâce aux C.O.D.E.V.I. (p. 4927) ; **son rappel au règlement :** emprunt Giscard ; suppression des avantages du prélèvement libératoire exceptionnel [19 octobre 1984] (p. 4976) ; moralisation de l'emprunt (p. 4977) ; **article 17 :** pouvoir d'achat des consommateurs ; conséquences du prix de l'essence sur l'industrie automobile et sur les collectivités territoriales (p. 4983) ; **article 19 :** abaissement du seuil déclaratif ; doublement du rapport de l'impôt sur les grandes fortunes ; nombre de contribuables assujettis à cet impôt ; assiette de l'I.G.F. (p. 4988) ; élargissement de l'impôt sur les grandes fortunes

(p. 4992) ; **article 20** : montant des versements du Trésor au titre de la taxe d'apprentissage ; défiscalisation ; contrôle de l'engagement effectif des dépenses (p. 4999) ; caractère de l'exonération ; formation professionnelle des jeunes ; risque de financement prioritaire des contrats d'initiation à la vie professionnelle au détriment des contrats de qualification (p. 5000) ; **article 20** : stages bénéficiant de la défiscalisation ; son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 214 du Gouvernement (utilisation des sommes défiscalisées) ; conditions supplémentaires pour accroître le caractère incitatif des stages (p. 5007) ; rejeté ; nécessité de viser le 1 p. 100 additionnel à la taxe d'apprentissage ; son sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 215 du Gouvernement (obligation pour les jeunes de passer par l'A.N.P.E.) ; intérêt des suggestions relatives aux stages d'initiation ; rejeté (p. 5008) ; **article 23** : état catastrophique des collèges construits entre 1960 et 1970 (p. 5017) ; **article 30** : augmentation de la dotation globale de fonctionnement ; enquête du comité des finances locales (p. 5020) ; **article 34 et Etat A** : caractère néfaste du projet de budget en raison de ses répercussions économiques ; impôt sur le revenu ; allégement de la taxe professionnelle ; dégrèvement de 500 francs sur la taxe d'habitation ; tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ; avantages fiscaux accordés aux revenus en capital ; abrogation de l'avoir fiscal ; report en arrière du *carry back* ; emprunt Giscard ; impôt sur les grandes fortunes ; prélèvement sur les produits à recouvrer au titre des impôts locaux (p. 5036).

Deuxième partie : **Travail, emploi et formation professionnelle.** — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : modification de la ventilation des crédits au sein de ce budget du fait du nouveau système d'indemnisation du chômage [29 octobre 1984] (p. 5347) ; coût du chômage ; augmentation de la subvention à l'A.N.P.E. ; absence de statut du personnel de cette agence ; rôle des services extérieurs du travail ; dimension économique et humaine du chômage ; taux de pénétration des produits industriels étrangers sur le marché français ; disparition d'emplois industriels ; importance des lois Auroux comme facteur de progrès social ; nécessité de contrôler les aides de l'Etat aux entreprises ; utilisation du F.N.E. ; rythme des licenciements économiques ; reconquête du marché intérieur (p. 5348) ; « nouvelle pauvreté » ; dénonciation de l'accord de l'U.N.E.D.I.C. par le patronat ; risque de marginalisation des jeunes chômeurs ; rôle de la formation professionnelle ; situation des chômeurs non indemnisés ; financement du dispositif en faveur des jeunes chômeurs ; nécessité d'une politique de croissance (p. 5349).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 75 : absence d'identité des coefficients d'actualisation pour les immeubles industriels et pour les propriétés bâties et non bâties ; existence d'un lien entre l'évolution de la taxe professionnelle et la taxe d'habitation ; compensations dues au passage de la patente à la taxe professionnelle ; conséquence de la baisse du taux de la taxe d'habitation ; problème de la réforme de la fiscalité locale [15 novembre 1984] (p. 6145) ; **après l'article 75** : utilisation de la baisse du taux de la taxe d'habitation (p. 6148) ;

Articles de récapitulation. Etat C, Titre VI : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 49 du Gouvernement (p. 6174).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : ses observations sur la formule de la réduction uniforme de 5 p. 100 ; changement de philosophie du Gouvernement [18 décembre 1984] (p. 7109) ; **après l'article 2** : son amendement n° 25 (dégrèvement de 500 francs des cotisations dues au titre de la taxe d'habitation) (p. 7111) ; rejeté ; **article 3** : son amendement n° 26 (de suppression) ; absence de réponse du Gouvernement aux nouveaux amendements déposés par le groupe communiste ; conséquences de l'allégement de 10 p. 100 de la taxe professionnelle à toutes les entreprises ; dilution de cette taxe (p. 7114) ; importance des marges brutes des entreprises ; signification de l'aide apportée aux entreprises ; rejeté (p. 7115) ; **après l'article 3** : son amendement n° 29 (abrogeant les articles 158 *bis,* 158 *ter* et 209 *bis* du code général des impôts et instituant une retenue à la source pour les revenus des capitaux mobiliers) ; problème de l'avoir fiscal ; importance des « cadeaux » faits aux sociétés ; rejeté (p. 7116) ; **article 19** : son amendement n° 31 (modifiant le tarif de l'impôt sur les grandes fortunes) ; création d'une tranche supplémentaire pour les fortunes supérieures à 20 millions de francs ; problème de la « nouvelle pauvreté » ; devoirs de solidarité envers ces nouveaux pauvres ; obligation de déclaration pour les personnes physiques dont le patrimoine excède trois millions de francs ; montant des recettes procurées à l'Etat par cet amendement ; rejeté (p. 7132) ; encombrement du bureau d'aide sociale du 16e arrondissement (p. 7133) ; liberté d'un Rapporteur spécial (p. 7134).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 63** : son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 7183).

— Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).

Première lecture, discussion générale : lutte contre l'inflation ; limitation de l'augmentation du prix de l'eau à 4,25 p. 100 en 1984 ; distributeurs d'eau [21 novembre 1984] (p. 6233) ; impôt local ; inégalité des situations au niveau local ; péréquation ; politique modérée des prix ; position de l'association des maires de France ; souhaite aboutir à un accord par voie contractuelle (p. 6234).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 5 (cas de l'amélioration des services d'eau et d'assainissement) ; rejeté ; son amendement n° 6 (cas où l'évolution des prix n'a pas été supérieure aux normes fixées pour les trois années précédentes) : adopté (p. 6237).

Commission mixte paritaire, discussion générale : problème de l'encadrement des tarifs communaux ; fixation de l'augmentation des tarifs [18 décembre 1984] (p. 7084) ; privilège des sociétés fermières ; nécessité d'envisager l'encadrement de façon globale (p. 7085).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : mention des trois arrêtés d'annulation ; rôle du Parlement ; véracité des crédits budgétaires [5 décembre 1984] (p. 6710) ; augmentation du découvert prévisionnel ; aggravation du déficit ; dérive de la charge de la dette publique ; problème des « S.I.C.A.V. court terme » ; importance des opérations extérieures de la France au Tchad et au Liban ; coût de l'opération M.A.N.T.A. ; importance du problème tchadien ; baisse du rendement de l'impôt sur les sociétés (p. 6711) ; qualités de la taxe professionnelle ; lien entre l'activité économique et les collectivités locales ; importance des remboursements anticipés au F.D.E.S. ; modification de la taxe sur l'électricité ; inquiétudes du groupe communiste sur les différents plans de rigueur (p. 6712).

Discussion des articles : **articles 11, 12, 13** : abstention (p. 6732) ; **après l'article 21** : volonté du groupe communiste d'obtenir des précisions sur l'utilisation des aides directes et indirectes (p. 6738) ; **article 22** : inconvénients de la simplification du calcul de l'assiette de la taxe sur l'électricité (p. 6739) ; son amendement n° 17 (complétant le dernier alinéa de l'article L. 233-2 du code des communes par les mots « et sur 2 p. 100 du montant au-dessus de 250 KVA ») : retiré (p. 6740).

Commission mixte paritaire, explications de vote : conditions d'examen de ce texte ; déficit définitif de 1984 ; abstention du groupe communiste [21 décembre 1984] (p. 7390).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : fixation à 4 p. 100 du taux de la garantie de progression minimale ; conditions de travail ; absence de temps nécessaire pour discuter de ce projet et mise en cause du droit d'amendement ; nécessité de la réforme de la D.G.E. ; souhait du Congrès des maires ; fonds national de péréquation ; inégalités entre les assujettis à la taxe professionnelle ; communes sinistrées ; fonds de compensation de la T.V.A. ; montant de celui-ci ; problème de la disparition totale de toutes les subventions spécifiques, notamment en matière d'équipements scolaires ; caractère inadapté de la D.G.E. pour les communes rurales [6 décembre 1984] (p. 6772) ; indique qu'il ne souhaite pas retomber dans la tutelle ; changement des critères de la D.G.E. ; indique qu'il conteste les trois catégories de communes établies par ce texte ; se prononce pour le maintien de deux catégories de communes selon qu'elles ont plus ou moins de 2 000 habitants ; indique qu'il ne souhaite pas qu'il y ait des transferts de catégories à catégories ; situation des communes urbaines ; communes de 2 000 à 20 000 habitants ; fonds de compensation de la T.V.A. ; communes de moins de 2 000 habitants recevant une subvention de fonctionnement au titre de l'investissement ; indique que ces communes ne recevront plus cette subvention (p. 6773) ; comité directeur de l'association des maires de France ; tutelle préfectorale (p. 6776).

Discussion des articles : **après l'article 16** : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (cas

des communes dont le taux d'imposition de la taxe professionnelle a été égal au plafond de 1983) ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (cas des communes dont le taux de taxe professionnelle a été plafonné en 1983) ; son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 2 de la commission (substituant aux mots « écart relatif » les mots « écart absolu ») ; légère montée du plafonnement de la taxe professionnelle ; période transitoire de deux ans (p. 6780) ; indique que ce problème pourrait être repris au Sénat ; ses sous-amendements : retirés (p. 6781).

Explications de vote : comités des finances locales ; souhaite que la commission des finances soit saisie pour avis de ce texte ; D.G.E. (p. 6782).

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de la loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'oganisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire consitutée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale : enseignement technique) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VII : **éducation nationale** : enseignement technique **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Annulations de crédits** : amputation des dépenses d'équipement des ministères ; réduction des crédits de l'éducation nationale [11 avril 1984] (p. 1464) ;

— **Indemnistation du chômage** : niveau du chômage ; augmentation des chômeurs non indemnisés [9 mai 1984] (p. 2151) ;

— **Situation dans le secteur automobile** : taux de la baisse de production en France ; investissement dans cette industrie ; libération des prix ; contenu du rapport Dalle [31 octobre 1984] (p. 5482) ;

orale sans débat :

— **n° 643,** posée le 22 mai 1984 : **boissons et alcools (vins et viticulture : Alsace)** (p. 2575) ; appelée le 25 mai 1984 : **viticulture alsacienne** : importance des stocks ; appellation « Tokay d'Alsace » ; imposition sur les stocks (p. 2653).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : montant de l'effort des employeurs ; possibilité pour les salariés d'une entreprise de moins de dix salariés de partir en congé formation ; élargissement du pouvoir consultatif des comités d'entreprise ; caractère contestable de l'obligation de négocier ; défiscalisation du 1 p. 100 de la taxe d'apprentissage et du 2 p. 100 de la formation continue ; assainissement du marché de la formation [8 février 1984] (p. 759).

Explications de vote : aspects positifs de ce projet de loi (p. 772, 773).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : concertation ; texte « sans ampleur et sans innovations fondamentales » ; équipements sportifs ; associations ; athlètes de haut niveau ; développement du sport dans le monde du travail ; développement du sport à l'école ; financement ; idée de créer un livret sportif et médical ; recours à des médecins spécialisés en matière sportive ; texte comportant des objectifs intéressants mais peu d'innovation ; rôle de l'Etat [11 avril 1984] (p. 1490).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : droits des familles [14 mai 1984] (p. 2300) ; statut des pupilles de l'Etat ; rapport « Bianco-Lamy » ; droit de tout enfant au respect de son identité : processus de décentralisation ; candidatures à l'adoption ; situations de blocage ; actions préventives ; développement d'un dialogue et d'une responsabilité ; vote positif de l'opposition (p. 2301).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : objectif du système d'enseignement ; loi restreignant la liberté de choix des parents ; sa défense de l'école publique [22 mai 1984] (p. 2549) ; problème de la mise en place d'un système unifié d'enseignement ; nécessité de diversifier l'école publique (p. 2550).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : loi de 1960 ; candidats aux aides à l'installation ; choix d'une agriculture fondée sur des exploitations familiales à responsabilité personnelle ; secteur privé accueillant 60 p. 100 des élèves de l'enseignement agricole ; nouvelle guerre scolaire ; texte concernant l'enseignement privé ; aspects positifs du présent texte ; compétence du ministre de l'agriculture ; notion de rénovation pédagogique ; formation des adultes ; création de postes [4 juin 1984] (p. 2880).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 27 (formation professionnelle associée à une formation générale) : retiré (p. 2895) ; son amendement n° 28 (aides familiaux, associés d'exploitation) : clarification du public visé par cet article ; rejeté (p. 2896) ; **article 2** : son amendement n° 30 (substituant au mot « doivent » le mot « peuvent » à propos du passage des étudiants dans les classes supérieures) ; classes préparatoires ; service d'orientation ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 32 : devenu sans objet, son amendement n° 33 (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; conditions de représentation de l'enseignement agricole au sein du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; retiré ; son amendement n° 34 (fixation des modalités d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 2903) ; **article 6** : son amendement n° 35 (institution d'un Conseil de

l'enseignement agricole dans chaque région) : rejeté (p. 2904) ; **article 7** : son amendement n° 36 : devenu sans objet (p. 2906).

Explications de vote : sujets d'inquiétude concernant les moyens en investissement et l'absence de débat d'ensemble sur l'enseignement agricole justifiant l'abstention du groupe U.D.F. (p. 2911).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : détermination des zones de montagne [7 juin 1984] (p. 3047) ; objectifs assignés à la politique de la montagne ; reconnaissance de la spécificité et de l'identité montagnarde ; base institutionnelles ; Conseil national de la montagne, comités de massifs ; fonds interactivités ; dotation de 40 millions de francs pour ce fonds ; aménagement de l'espace associant largement les montagnards ; recettes de la forêt domaniale ; conditions et niveaux de vie ; problème de la parité ; péage des autoroutes ; prix des carburants ; disparités sur le plan des revenus ; absence de proposition en matière artisanale et commerciale (p. 3048) ; problème de la revalorisation immédiate de l'indemnité spéciale de montagne (I.S.M.) ; nécessité de revaloriser l'I.V.D. ; son vote dépendant de la mise en place de diverses mesures concrètes (p. 3049).

Discussion des articles : **après l'article 1er** : son sous-amendement n° 385 à l'amendement n° 1 de la commission (politique de la montagne) ; recherche de la parité ; rejeté [7 juin 1984] (p. 3084) ; **avant l'article 4** : son sous-amendement n° 389 à l'amendement n° 9 de la commission (représentation des organisations du milieu montagnard au sein du Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne) (p. 3095) ; représentation par des organisations professionnelles ; adopté après rectification (p. 3096) ; **article 4** : son amendement n° 386 (création d'un commissaire de la République pour la coordination dans le massif) ; fonctionnement du Comité de massif ; rejeté (p. 3097) ; son amendement n° 387 (élection du président au sein du Comité de massif) ; contrôle de l'emploi des crédits *a posteriori* ; rejeté (p. 3098) ; son amendement n° 388 (insérant les mots « et à la mise en œuvre » après les mots « à l'élaboration ») ; nécessité de consulter le Comité sur la mise en œuvre des dispositions relatives au développement économique et social du massif ; rejeté (p. 3099) ; **article 6** : son amendement n° 390 (services publics en zone de montagne) : rejeté (p. 3104) ; **après l'article 7** : son amendement n° 419 (priorité d'affectation des biens vacants et sans maître à la S.A.F.E.R. territorialement compétente) [8 juin 1984] (p. 3132) ; rejeté (p. 3133) ; **article 38** : *après l'article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 421 à l'amendement n° 148 de la commission (référence à la haute montagne dans cet amendement) (p. 3198) ; rejeté (p. 3199) ; **article 53** : son sous-amendement n° 422 à l'amendement n° 169 de la commission (supprimant le mot « éventuellement » dans le 1° de cet amendement) ; son amendement n° 237 (affectation du produit de la taxe) (p. 3208) ; son amendement : retiré ; son sous-amendement : adopté (p. 3209) ; **article 55** : son amendement n° 238 (groupement de certaines exploitations agricoles) : retiré (p. 3211).

Deuxième lecture, discussion générale : améliorations apportées par le Sénat [27 novembre 1984] (p. 6337) ; contenu de l'article 1er A ; limitation du rôle des S.A.F.E.R. ; maintien des services publics et des services privés en zone de montagne ; revalorisation de l'I.S.M. et de l'I.V.D. (p. 6338).

Discussion des articles : **article 1er A** : son sous-amendement n° 155 à l'amendement n° 11 de la commission (insérant dans le premier alinéa de cet amendement après les mots « le patrimoine naturel » les mots « et culturel ») ; son sous-amendement n° 156 à l'amendement n° 11 de la commission (précisant la finalité de la politique de la montagne à l'égard des populations locales et de leurs élus) ; son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 11 de la commission (fondement de la politique de la montagne) ; son sous-amendement n° 158 à l'amendement n° 11 de la commission (substituant à la fin de l'avant dernier alinéa de cet amendement aux mots « et l'emploi de l'épargne locale » les mots « emploi de l'épargne locale et la définition des tarifs publics ») (p. 6348) ; importance du patrimoine culturel constitué par la montagne ; son sous-amendement n° 155 : adopté ; impossibilité de limiter la finalité de la politique de la montagne à « la maîtrise de programmes de développement et d'aménagement » ; son sous-amendement n° 156 : adopté ; absence du mot « autodéveloppement » dans le dictionnaire (p. 6349) ; son sous-amendement n° 157 : rejeté ; disparité des tarifs publics au détriment des montagnards ; son sous-amendement n° 158 : rejeté (p. 6350) ; **article 4 A** : son amendement n° 159 (substituant dans le cinquième alinéa de cet article au mot « interministériel » le mot « interactivités ») : devenu sans objet (p. 6351) ; **article 5 A** : son sous-amendement n° 160 à l'amendement n° 22 de la commission (substituant aux mots « peuvent être adaptées » les mots « sont adaptées en tant que de besoin ») ; obligation des pouvoirs publics d'adapter les textes à la spécificité de la montagne ; adopté (p. 6354) ; **article 7 A** : son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 31 de la commission (substituant dans le premier alinéa de cet amendement aux mots « entretien des sols » les mots « entretien du territoire ») ; son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 31 de la commission (complétant le troisième alinéa de cet amendement par les mots « et la diffusion des connaissances acquises ») ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 31 de la commission (supprimant à la fin du quatrième alinéa de cet amendement les mots « dans les secteurs qui n'ont pas de possibilité de productions alternatives ») (p. 6357) ; sous-amendement n° 161 : rejeté ; sous-amendement n° 162 : adopté ; sous-amendement n° 163 : retiré (p. 6358) ; **après l'article 9** ***bis*** *:* son amendement n° 205 (possibilité pour la commission communale d'aménagement foncier de demander au représentant de l'Etat la mise en œuvre des procédures prévues) : déclaré irrecevable (p. 6360) ; **article 10** : son amendement n° 206 (composition de la commission départementale d'aménagement foncier) : rejeté ; son amendement n° 213 (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article les mots « et que le fond en cause ne fait pas partie des biens dont le défrichement est soumis à autorisation ») (p. 6361) ; rejeté (p. 6362) ; **article 11** : son amendement n° 226 (supprimant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe I les mots « à l'exclusion des biens dont le défrichement est soumis à autorisation ») : rejeté (p. 6363) ; **article 17** : son amendement n° 164 (réserve d'une priorité aux habitants de la commune pour le mode de conclusion du bail) : retiré (p. 6368) ; **article 37** : son amendement n° 217 : devenu sans objet (p. 6399) ; **article 38** : — *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 165 (substituant aux mots « collectifs liés notamment » le mot « liés ») ; équipements liés au ski et à la randonnée ; adopté (p. 6400) ; son amendement n° 218 (rôle de la commission communale d'aménagement foncier dans les communes procédant à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols) ; importance du recensement ; rejeté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 166 (conséquences de l'établissement d'un schéma directeur pour l'ensemble des communes riveraines d'un plan d'eau) ; nécessité d'éviter des difficultés d'interprétation ; retiré (p. 6401) ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 167 (substituant aux mots « tels que » les mots « et notamment les ») ; protection des gorges, grottes ou glaciers ; adopté (p. 6402) ; **article 40** ***bis*** *:* son amendement n° 168 (de suppression) ; application de la directive d'aménagement national ; rejeté (p. 6405).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français à l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion générale : acquis importants de la protection sociale de 1965 à 1980, notamment allocation veuvage ; extension du champ d'application de l'assurance volontaire ; représentants des Français de l'étranger ; majorité favorable de ces représentants à l'égard du texte présenté ; généralisation de l'assurance volontaire ; création d'une caisse autonome ; diminution de formalités d'accès à l'assurance volontaire ; ses craintes que la caisse autonome ne soit pas en équilibre financier [14 juin 1984] (p. 3359).

Discussion des articles : **article 1** : équilibre de la caisse autonome (p. 3364).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : protection des créateurs et nouvelles technologies de la communication ; marchés mondiaux de la communication ; droit de cession aux producteurs ; logiciels et programmes d'ordinateurs ; droits voisins des artistes interprètes [28 juin 1984] (p. 3837) ; notion de clause contraire ; copie privée ; fixation et répartition de la redevance sur les cassettes vierges ; monopole de la S.A.C.E.M. ; taxe sur les magnétoscopes ; taux de T.V.A. sur les disques et les matériels vidéo ; soumission à l'agrément du ministre des sociétés d'auteurs ; rémunération des auteurs par la S.A.C.E.M. ; ressource de la S.A.C.E.M. et de la S.D.R.M. ;

société des auteurs et compositeurs dramatiques ; aide à la création et à la diffusion ; musique étrangère ; associations locales (p. 3838) ; fixation de la redevance par la S.A.C.E.M. ; lutte contre le piratage et les contrefaçons (p. 3839).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 79 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « les logiciels et produits-programmes informatiques conçus pour l'usage privé à des fins éducatives, culturelles ou de loisirs ») : rejeté [28 juin 1984] (p. 3850) ; **après l'article 5** : son amendement n° 80 (contrat passé par la publication et la diffusion des logiciels et produits-programmes informatiques) : retiré ; **article 8** : définition de la représentation ; distributeur pirate (p. 3851) ; **article 12** : son amendement n° 81 (contrat entre producteur et auteur ; droits exclusifs d'exploitation de l'œuvre) ; clause contraire ; présomption de cession ; rejeté ; son amendement n° 82 (supprimant les mots « , autres que l'auteur de la composition musicale avec ou sans paroles ») ; statuts et fonctionnement de la S.A.C.E.M. ; contrôle de production audiovisuelle ; rejeté (p. 3854) ; son amendement n° 83 (domaine d'exploitation de chaque droit énuméré au contrat de production) ; absence de contrôle des auteurs sur le mode de rémunération ; expertise des comptes de production (p. 3855) ; rejeté ; son amendement n° 84 : devenu sans objet ; son amendement n° 85 : devenu sans objet (p. 3856) ; **avant l'article 31** : son amendement n° 86 (rédigeant ainsi la fin de l'intitulé du Titre III : « vidéogrammes, logiciels et produits-programmes informatiques ») : retiré ; **article 32** : son amendement n° 87 (insérant après les mots « des phonogrammes ou des vidéogrammes » les mots « et des logiciels et produits-programmes informatiques ») : retiré [29 juin 1984] (p. 3905) ; **article 36** : son amendement n° 88 (obligation pour les statuts des sociétés de perception et de répartition de prévoir l'assiette sur laquelle seront calculés les montants des droits d'auteur et les droits des artistes-interprètes (p. 3908) ; rejeté ; son amendement n° 89 : devenu sans objet (p. 3909).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : reconnaissance et fixation des conditions de production des vins A.O.C. ; existence de près de 260 A.O.C., 60 V.D.Q.S. et 30 eaux-de-vie ; rôle de l'I.N.A.O. dans la délimitation et l'encépagement de certaines régions d'appellation ; jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle l'I.N.A.O. ne peut étendre les aires de production bénéficiaires de l'appellation d'origine ; possibilité d'étendre ces aires ; procédure du décret en Conseil d'Etat retenue par le texte [10 octobre 1984] (p. 4626).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er** : affirmation selon laquelle les Français paieront moins d'impôts en 1985 représentant une contre-vérité ; augmentation de la taxe d'habitation en 1984 ; alourdissement de la pression fiscale ; D.G.E. ; ville de Strasbourg ; rareté et coût du crédit ; encadrement des tarifs publics locaux ; augmentation des charges nouvelles ; vignette automobile [17 octobre 1984] (p. 4867).

Deuxième partie :

Culture. *Discussion générale :* répartitions des dépenses culturelles entre Paris et la province ; continuité de la politique culturelle ; grands travaux ; crédits alloués aux monuments historiques ; sauvegarde du patrimoine ; archives [25 octobre 1984] (p. 5219) ; conventions de développement culturel ; réduction des interventions des collectivités locales en matière culturelle ; mécennat ; démocratisation de la culture (p. 5220).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* Alsace ; autoroute internationale Lauterbourg-Bâle ; aménagement de la R.N. 59 ; désengagement de l'Etat en Alsace [31 octobre 1984] (p. 5450) ;

Education nationale. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : nécessité de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ; poursuite de la rénovation pour lutter contre l'échec scolaire ; situation des lycées d'enseignement professionnel ; diminution du budget de l'enseignement technique ; aggravation du déficit ; diminution des crédits affectés au plan machine-outil ; diminution du nombre des boursiers ; progression du budget de la formation professionnelle [12 novembre 1984] (p. 5856) ; importance des critiques portées contre le budget de l'éducation nationale ; raisons du mécontentement ; problème de l'amélioration de la formation ; difficulté de réformer l'éducation nationale (p. 5874).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : revalorisation du S.M.I.C. ; problèmes posés par les dispositions relatives à la protection sociale [3 décembre 1984] (p. 6546) ; amélioration du fonctionnement du contentieux de la sécurité sociale ; communication à une seule instance des recours concernant les petites incapacités ; son inquiétude concernant les nouvelles modalités d'indemnisation des petites incapacités de travail ; imprécision des articles 45 et 46 du projet de loi ; son approbation de la possibilité donnée au père de bénéficier du congé postnatal ; extension aux élèves de l'enseignement secondaire et aux étudiants du bénéfice de la législation sur les accidents du travail ; suppression de la représentation des travailleurs indépendants au sein du Conseil d'administation de la caisse nationale d'allocations familiales des marins de commerce (p. 6547).

Discussion des articles : **avant l'article 24** : rapport sur le bilan comparé des avantages fiscaux, familiaux et sociaux des couples mariés par rapport au couples non mariés (p. 6566) ; base des déclarations pour l'attribution des prestations familiales ou sociales ; délai d'attente des décision de la C.O.T.O.R.E.P. (p. 6567) ; **article 49** : situation des enfants des instituts médico-professionnels (p. 6582) ; **avant l'article 62** : possibilité pour les associations d'Alsace et de Moselle de bénéficier des dispositions de la loi du 1er juillet 1901 ; possibilité pour les enfants de porter soit le nom de leur père soit celui de leur mère (p. 6589).

Explications de vote : son abstention (p. 6591).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : allocation au jeune enfant et allocation parentale d'éducation ; simplification que représente ce texte ; problème d'équité ; amélioration des droits des familles ; déplore que les efforts ne soient pas concentrés sur le troisième enfant [4 décembre 1984] (p. 6642) ; éventualité de l'attribution de l'allocation parentale d'éducation à toute les familles d'au moins trois enfants ; coût de cette mesure ; prêt aux jeunes ménages ; dispositions transitoires ; recoupements de fichiers ; position de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; redéploiement des moyens existants et nécessité de dégager des moyens supplémentaires ; débat sur une augmentation des dépenses sans connaître son financement ; problème de la cohérence de la politique familiale ; régression du pouvoir d'achat (p. 6643).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : débat de l'année précédente ; montant du « budget social » supérieur au montant des dépenses de l'Etat ; promesses non tenues car présentant un caractère « irréaliste » ; avancement de l'âge de la retraite ; régime général d'assurance vieillesse ; objectif de gratuité des soins hospitaliers ; érosion du pouvoir d'achat des prestations sociales, des prestations familiales et des retraites ; progression du pouvoir d'achat du minimum vieillesse de 17 p. 100 en 3 ans 1/2 [13 décembre 1984] (p. 6924) ; paiement tardif des dettes de l'Etat s'élevant à près de 13 milliards de francs ; trésorerie du régime général (p. 6925).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : bilan des accidents de la route ; système de responsabilité et d'indemnisation ; arrêt Desmares ; nécessité d'une réforme législative ; prise en compte du risque présenté par l'usage de l'automobile ; proposition de M. André Tunc ; cas d'une faute inexcusable constituant la cause exclusive de l'accident ; exemple de l'alcoolisme ; absence de définition du mot « victime » ; élargissement de la protection accordée dans le cadre de l'assurance obligatoire [17 décembre 1984] (p. 7027) ; éducation ; diminution du nombre des tués sur la route au Japon (p. 7028).

G

GABARROU (Jean-Pierre)

Député du Tarn
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres
(1re circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 740,** posée le 4 décembre 1984 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centre de soins et de cure : Deux-Sèvres)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **ouverture d'un centre de santé à Niort :** volonté de l'union mutualiste de créer un centre d'examen de santé à Niort (p. 6796) ; volonté de cet organisme de se conformer aux directives techniques ; nature des obstacles à l'ouverture de ce centre ; nécessité d'une réponse rapide en raison du risque de licenciement de cinq personnes (p. 6797).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* loi d'orientation des transports intérieurs ; lois de décentralisation ; dispositif de modernisation des autocars ; S.N.C.F. ; transports urbains ; contribution de l'Etat au financement du T.G.V. Atlantique ; voies navigables ; transports routiers de marchandises ; opérateurs nationaux de transports ; infrastructures ; orientations de la politique de sécurité routière [30 octobre 1984] (p. 5440) ; vote positif du groupe socialiste (p. 5441).

GALLET (Jean)

Député de l'Eure-et-Loir
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* difficultés de recrutement des formateurs ; ouverture de l'école sur le domaine sportif ; politique en faveur de l'animation sportive ; volontariat ; rémunération des formateurs [23 octobre 1984] (p. 5104).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : texte ne répondant pas aux préoccupations essentielles des agriculteurs ; absence d'installation des jeunes agriculteurs [3 avril 1984] (p. 1076) ; limitation exagérée des superficies d'installation ; intervention du tribunal paritaire en cas de violation de la règle des cumuls ; impossibilité pour les jeunes de s'engager dans la profession agricole ; assèchement du marché locatif à la suite de la loi « Quilliot » (p. 1077).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : réforme de la fonction publique territoriale ; exercice du droit à la formation ; Ecole nationale d'administration ; agents des collectivités territoriales ; centre national de gestion ; centres régionaux ; participation de la collectivité territoriale au traitement du candidat qu'elle a refusé de nommer ; dates des élections régionales ; textes réglementaires restreignant les libertés locales [17 avril 1984] (p. 1645) ; rôle actuel du préfet : « procureur pour les collectivités locales » (p. 1646).

Discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 64 (possibilité de demander au centre de gestion la prise en charge financière correspondant aux actions de formation) : rejeté (p. 1659).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : bonnes directions du texte ; limitation de l'ampleur des mesures prévues ; limitation de l'ouverture d'un livret par foyer fiscal ; bilan décevant du livret d'épargne du travailleur manuel ; aide aux entreprises artisanales de moins de 10 salariés ; pôles de conversion [2 mai 1984] (p. 2050) ; création de deux catégories d'entreprises et de Français ; mort prochaine du plan textile ; absence de pôle de conversion dans les Vosges ; primes d'aménagement du territoire ; soutien de la recherche (p. 2051) ; réduction des crédits alloués au commissariat à l'énergie atomique (p. 2055).

Discussion des articles : **article 1er :** ses amendements nos 58 et 59 : devenus sans objet [3 mai 1984] (p. 2072) ; **article 2 :** son amendement n° 71 (activités de services) ; reprise d'une société (p. 2076) ; rejeté ; son amendement n° 73 (activités de services) : rejeté ; son amendement n° 74 (activités d'ingénierie ou de services) ; son amendement n° 75 (même objet) (p. 2077) ; retirés ; son amendement n° 76 (déductibilité applicable l'année de la création de l'entreprise et l'année suivante) ; retiré ; son amendement n° 77 (salaire versé à l'emprunteur par une société nouvelle) (p. 2078) ; son amendement n° 78 (revenus de l'emprunteur) : rejetés ; ses amendements nos 79 et 80 (tendant à fixer à trois la limite du blocage des titres) : rejetés (p. 2079) ; **article 8 :** son amendement n° 90 (taxe professionnelle) ; nécessité de faciliter le rachat d'une entreprise par ses salariés ; crédit d'impôt ; suggère que le crédit d'impôt soit assis sur l'impôt sur les sociétés et sur la taxe professionnelle ; rejeté (p. 2099) ; son amendement n° 95 (suppression du septième alinéa (4°) de cet article) ; fixation des délais ; société holding détenant au moins la moitié du capital de la société rachetée (p. 2103) ; rejeté ; son amendement n° 96 (substituant aux mots « la majorité » les mots « le quart » à propos de la détention du capital de la société nouvellement créée) ; société holding ; opération de fusion ; rejeté (p. 2104) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 99 (cas de cessions de titres, montant de la déduction pratiquée dans ce cas) ; droits de mutation à titre gratuit ; parts du capital social exigées pour que l'opération puisse s'effectuer ; cession devant être faite à une personne autre que celles visées à l'article 160 du code général des impôts (p. 2105) ; déduction pouvant être pratiquée ; rejeté (p. 2106) ; **article 12 :** son amendement n° 102 (rétrocession d'une fraction du capital par l'Etat) ; levée d'option (p. 2109) ; fixation des plus-values sur valeur mobilière ; options de souscription ou d'achat d'actions ; rejeté (p. 2110) ; **article 13 :** ses amendements n° 105 et n° 106 (cas de cession de titres en garantie d'emprunt) ; société bénéficiaire du transfert de crédit ne devant pas céder des titres à la société créée ; rejetés (p. 2114).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035).

Première lecture, discussion générale : aquaculture ; cas du homard ; problème de l'investissement ; chiffre du déficit des crustacés marins ; élevage marin de poissons et de crustacés [3 mai 1984] (p. 2094).

— Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 *bis* :** son amendement n° 46 (indiquant que le non paiement du prix constitue un obstacle au transfert de propriété) [11 mai 1984] (p. 2275) ; rejeté ; **article 30 :** son amendement n° 47 (décision de justice rendue contradictoire) (p. 2276) ; adopté (p. 2277) ; **article 42 :** son amendement n° 48 (non application de ce texte aux contrats visés par l'alinéa 3 de l'article L. 261-10 du code de la construction) : devenu sans objet (p. 2279).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).

Première lecture, discussion générale : décentralisation ; meilleure association des représentants des collectivités aux organismes consultatifs ; compétitivité des produits industriels ; sa participation au bassin Seine-Normandie ; composition des comités ; agences de bassin ; subventions ; blocage des tarifs publics ; compatibilité de diverses mesures économiques avec la lutte contre la pollution ; position du groupe R.P.R. [16 mai 1984] (p. 2292).

Discussion des articles : **article 1er :** contrats de plan Etat-région ; contrat « Seine propre » ; représentation des organisations syndicales au sein des agences de bassin (p. 2394) ; représentation des personnels au sein du conseil d'administration ; **article 2 :** responsabilités financières ; décision de choisir le président parmi les représentants des usagers ; problème de la participation de spécialistes aux conseils d'administration des agences ; personnalités compétentes en matière financière (p. 2395).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : **soulève une exception d'irrecevabilité :** procédures juridiques ; prolongations de certaines orientations de 1975 ; absence totale de référence à l'aménagement du sol à des fins économiques ; actions destinées à favoriser les implantations industrielles ; problèmes des usines relais ; modernisation de l'appareil industriel français : instauration de nouvelles démarches pour transférer aux communes les décisions d'aménagement ; problèmes du nucléaire ; égalité des citoyens devant la loi ; concertation avec les habitants ; uniformisation et réunification du droit de préemption pour la zone d'aménagement différé (Z.A.D.) [21 juin 1984] (p. 3567) ; distinction entre les communes de moins et de plus de 10 000 habitants pour l'application du droit de préemption ; intérêt des collectivités et risque d'un blocage des transactions foncières ; procédure des Z.A.D. et des Z.I.F. ; tutelle de l'Etat sur le contrôle des appartements d'H.L.M. ; nomination de plusieurs représentants du Conseil des offices par le préfet du département ; section III de la loi du 7 janvier 1983, relative aux transferts de compétence (p. 3568) ; cas des locataires dont l'insolvabilité est notoire ; caractère contradictoire de l'article 27 du projet de loi du 7 janvier 1983 ; plafond légal de densité (P.L.D.) ; problème du financement de l'aménagement des collectivités locales par la taxe locale d'équipement ; liberté des communes ; attribution des logements H.L.M. (p. 3569) ; son exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 3572).

Discussion des articles : **article 1er :** nécessité de faire référence aux activités économiques, industrielles et commerciales dans cet article ; exemple de la rénovation des halles dans la ville dont il est l'élu ; concertation avec les conseils municipaux ; aménagements nouveaux (p. 3591) ; *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* énumération proposée par M. Jean-Pierre Worms ; logements sociaux (p. 3593) ; son amendement n° 171 : devenu sans objet ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* concertation avec les habitants (p. 3594) ; ses amendements nos 172, 173, 174, 175 et 176 : devenus sans objet ; son amendement n° 177 (modification de l'urbanisation de tout ou partie d'une zone) ; opération d'aménagement modifiant l'urbanisation d'une partie de zone ; obligations de l'Etat et des collectivités locales ; retiré (p. 3595) ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 178 (implantation d'activités économiques et industrielles) ; terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs ; stationnement des caravanes ; rejeté (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 179 (faisant référence à la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat) ; économie mixte ; transfert des compétences ; retiré (p. 3597) ; **article 2 :** son amendement n° 180 (substituant aux mots « a été prise en considération » les mots « a été décidée ») : rejeté [22 juin 1984] (p. 3622) ; **article 3 :** capacité à faire modifier le droit de préemption ; définition limitative des terrains à bâtir ; situation des réseaux à proximité des terrains en cause (p. 3623) ; Z.A.D. et Z.I.F. ; indique que le P.O.S. donne de la valeur au terrain ; son amendement n° 181 (substituant aux mots « tout à la fois » le mot « soit ») ; détermination de la qualification du terrain à bâtir ; rejeté ; son amendement n° 182 (zone urbanisable à court terme) : rejeté ; son amendement n° 183 (zone constructible à court et moyen termes) ; définition du terrain à bâtir ; rejeté ; son amendement n° 184 (publication ou approbation du P.O.S.) (p. 3624) ; opposabilité de ce document aux tiers ; adopté ; son amendement n° 185 (zone urbanisable à court et moyen termes) ; situation des terrains concernés dans ces zones ; retiré ; son amendement n° 186 (supprimant le 3° de cet article) ; souhaite le maintien de la rédaction initiale de l'article L. 13-15 du code de l'expropriation) : retiré ; son amendement n° 187 (supprimant le 4° de cet article) : retiré (p. 3625) ; **article 11 :** — *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* questions prioritaires ; loi de décentralisation ; espaces verts sensibles (p. 3629) ; mise en œuvre de la politique d'espaces naturels sensibles ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 242 (tendant à prévoir un avis conforme des conseils municipaux concernés par la taxe départementale des espaces naturels sensibles) : retiré ; son amendement n° 243 (avis devant représenter au moins deux tiers des communes consultées et concernées) ; son amendement n° 244 (espaces naturels sensibles délimités par le périmètre) : retirés (p. 3630) ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 245 (tendant à prévoir la mise en place obligatoire des zones de préemption) ; zones de préemption ; adopté ; son amendement n° 246 (tendant à prévoir un accord motivé des communes concernées) : retiré ; son amendement n° 247 (accord des communes concernées) ; retiré ; création d'un espace sensible naturel autour d'un bâtiment communal (p. 3632) ; *article L. 142-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 248 (supprimant le mot « mais » à propos de la situation des terrains dans des zones comparables) ; zones comparables ; adopté ; *article L. 142-9 du code de l'urbanisme :*

son amendement n° 249 (supprimant le texte de cet article du code) ; son hostilité à l'ouverture d'un registre (p. 3633) ; rejeté ; *article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 250 (publication du plan d'occupation des sols) (p. 3634) ; rejeté (p. 3635) ; **article 14 :** son amendement n° 252 (publication du plan d'occupation des sols) : retiré ; son amendement n° 253 (rôle du président du conseil régional ou du conseil général) ; zones d'aménagement concerté ; rejeté (p. 3637) ; son amendement n° 254 (élaboration du plan d'aménagement de zone) ; avis des organismes ou des associations intéressées ; procédure de concertation ; association de l'Etat à l'élaboration du plan ; élaboration du plan avec la consultation des associations et des autres organismes ; rejeté ; son amendement n° 255 (tendant à prévoir un avis conforme du conseil municipal dans le cadre de cette procédure) (p. 3638) ; rejeté ; **article 15 :** son amendement n° 256 (publication du P.O.S.) : retiré (p. 3639) ; **article 5, précédemment réservé :** politique locale de l'habitat ; domaines dans lesquels peut s'exercer le droit de préemption ; notion d'utilité économique des habitants ; limitation de l'exercice des droits de préemption ; son amendement n° 188 (objectifs pour lesquels s'exerce le droit de préemption urbain) ; procédure des Z.A.D. et des Z.I.F. (p. 3640) ; constitution des réserves foncières ; droit de préemption urbain ; procédure des Z.A.C. ; droit de préemption ; implantations industrielles et commerciales ; rejeté (p. 3641) ; **article 6, précédemment réservé :** préemption ; chiffre de 1 400 000 hectares avancé par M. Paul Quilès ; droit de préemption devenu la règle dans les communes de plus de 10 000 habitants ; élaboration du P.O.S. ; création des Z.I.F. ; cas de la commune d'Adge ; nécessité de limiter le champ d'application du droit de préemption (p. 3644) ; jumelage des Z.A.D. et des Z.I.F. ; *article L. 211-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 189 (supprimant la référence aux communes de plus de 10 000 habitants pour l'exercice du droit de préemption) ; seuil de 10 000 habitants ; création des Z.I.F. ; possibilité de déroger par délibération simple du conseil municipal ; adopté (p. 3645) ; son amendement n° 190 (commune de moins de 10 000 habitants) : satisfait (p. 3646) ; *article L. 211-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 191 (rôle de l'autorité administrative ; possibilité pour celle-ci de recourir à l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique) ; rôle de l'Etat ; droit de préemption ; retiré ; son amendement n° 192 (supprimant le quatrième alinéa (*c*) de l'article 211-4) ; Z.A.D. ; rejeté ; son amendement n° 201 (supprimant les deux derniers alinéas du 4° de cet article) : rejeté (p. 3647) ; *article L. 211-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 202 (fixation du prix en cas d'échec de l'accord amiable et des autres formules de négociation) ; recherche *a priori* de l'accord amiable ; retiré (p. 3648) ; *article L. 211-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 203 (prévoyant l'approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur) : retiré (p. 3949) ; **article 7, précédemment réservé :** *article L. 212-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 204 (avis conforme des communes pour la création des zones d'aménagement différé) ; conformité de cet avis à celui du Gouvernement ; commune de Saint-Priest-la-Prugne ; rejeté ; son amendement n° 205 (supprimant le second alinéa de cet article) : devenu sans objet ; *article L. 212-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 206 (formules de négociation possibles) : retiré (p. 3650) ; **article 8, précédemment réservé :** — *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 208 (prix de la dernière enchère) ; cas où une commune fait jouer son droit de préemption pour un aménagement de voirie ; retiré (p. 3653) ; *article L. 213-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 209 (supprimant la fin du *a* de cet article du code après les mots « actes instituant la zone) ; droit de préemption ; délai retenu pour la procédure des Z.A.D. ; retiré ; son amendement n° 210 (supprimant le mot « mais » dans cet article du code) : adopté après rectification ; *article L. 213-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 211 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté ; *article L. 213-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 212 (supprimant le texte de cet article du code de l'urbanisme) ; complexité de la rédaction de cet article (p. 3654) ; retiré (p. 3655) ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 213 (interdiction d'exercice du droit de préemption pendant un délai de 10 ans à la suite d'une renonciation à l'acquisition du bien soumis à préemption) ; cas où le titulaire du droit de préemption renonce à l'exercice de ce droit ; droit de propriétaire ; rejeté (p. 3656) ; **article 8, précédemment réservé :** — *article L. 213-13 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 214 (supprimant le texte proposé pour cet article du code) : rejeté (p. 3664) ; **article 16** — *article L. 314-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 257 (caractère facultatif des propositions de relogement) ; propositions de relogement ; retiré (p. 3668) ; *article L. 314-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 258 (substituant aux mots « un an » les mots « six mois ») : retiré (p. 3671) ; **article 19 :** son amendement n° 259 (publication du P.O.S.) : retiré (p. 3673) ; son amendement n° 260 (même objet) : retiré (p. 3674) ; **article 22 :** — *article L. 332-15 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 271 (supprimant la première phrase du deuxième alinéa de cet article du code) ; équipements propres à la charge du bénéficiaire de l'autorisation ; rejeté (p. 3678) ; **article 23 :** son amendement n° 272 (prévoyant un avis conforme des services fiscaux dans cet article) ; taxe sur le plafond légal de densité ; rejeté ; son amendement n° 273 (même objet) : rejeté (p. 3679) ; **après l'article 24 :** création et gestion des zones d'habitation équilibrées par des zones d'aménagement à vocation commerciale (p. 3682) ; **article 25 :** son amendement n° 274 (mesures en faveur de l'activité commerciale et industrielle) ; souci d'homogénéité ; devenu sans objet (p. 3683) ; **article 27** — *article L. 441-1 du code de la construction :* son amendement n° 276 (réservations de logements) ; lutte contre la délinquance ; sentiment d'insécurité (p. 3687) ; offices municipaux ; niveau des ressources à disposition de ces offices ; contingences imposées aux offices ; adopté (p. 3688) ; *article L. 441-2 du code de la construction :* son amendement n° 277 (suppression du texte proposé pour cet article) ; autonomie financière et administrative des organismes d'H.L.M. ; retiré (p. 3689) ; **après l'article 27 :** rôle du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.) dans la ville dont il est l'élu ; aide personnalisée au logement (p. 3691).

Explications de vote : amélioration du code de l'urbanisme ; extension du droit de préemption ; villes de plus ou moins de 10 000 habitants ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3695).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Troisième lecture, explications de vote : nécessité de permettre aux hauts fonctionnaires de terminer l'année de leur mandat ; diktat du Gouvernement aux députés de la majorité ; caractère discriminatoire et contraire à l'intérêt de l'Etat de ce projet de loi ; période transitoire [29 août 1984] (p. 4335).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* croissance des dépenses de recherche ; annulations d'autorisations de programme ; anomalies budgétaires concernant le centre national des études spatiales ; financement par le budget annexe des P.T.T. de l'agence de l'informatique et de l'institut national de recherche en informatique et en automatique ; financement de la recherche par le recours aux prêts bancaires [5 novembre 1984] (p. 5500) ; augmentation des dotations en capital de la compagnie CII Honeywell Bull ; coût du musée de la Villette ; problème de la restructuration de la recherche, notamment de celle de la direction du développement scientifique et technique de l'innovation ; importance de la recherche technique ; nécessité de définir une stratégie de recherche appliquée et d'aide à l'industrie (p. 5501).

Relations extérieures — Affaires étrangères — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Xavier Deniau : misère et sécheresse au Sahel ; rôle des coopérants français et effort de solidarité de la France vis-à-vis du Sahel [8 novembre 1984] (p. 5760).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **Etat B — Titre IV :** son amendement n° 253 (réduisant les crédits de 1 million de francs [15 novembre 1984] (p. 6069) ; retiré (p. 6070) ; son amendement n° 254 (réduisant les crédits de 1 milliard de francs) (p. 6070) ; retiré (p. 6071) ; son amendement n° 257 (réduisant les crédits de 10 millions de francs) (p. 6072) ; retiré (p. 6073) ; **Etat C — Titre V :** son amendement n° 263 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 150 millions de francs) (p. 6086) ; rejeté (p. 6087) ; **Etat C — Titre VI :** son amendement n° 267 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 350 millions de francs) (p. 6087) ; rejeté (p. 6088) ; **Etat B — Titre III :** son amendement n° 248 (réduisant les crédits de 50 millions de francs) : rejeté (p. 6095).

GALLO (Max)

Secrétaire d'Etat, porte parole du Gouvernement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement (troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 18 juin 1984 [*J.O.* du 19 juin 1984] (p. 1887).

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
(21e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale : enseignement supérieur) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à compléter l'article 13 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant **loi organique relative aux lois de finances (n° 2042)** [18 avril 1984].

Proposition de loi tendant à imposer une nouvelle élection du maire en cas de démission de la majorité des membres du **conseil municipal (n° 2189)** [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347), annexe n° 18 ; **éducation nationale** : enseignement supérieur (n° 2365) [10 octobre 1984].

Proposition de loi organique tendant à interdire le **cumul** d'un mandat parlementaire avec la fonction de membre du cabinet d'un ministre ou du Président de la République **(n° 2496)** [12 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de l'industrie automobile** : sureffectif dans ce secteur ; interruption de la production dans cinq usines Citroën ; décision du tribunal de grande instance de Nanterre de faire évacuer les usines de Nanterre et de Levallois par la force publique ; politique fiscale anti-automobile [16 mai 1984] (p. 2387) ;

— **Réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures** : échec des politiques successives pour l'emploi ; partage du travail ; compensation salariale ; exemple des autres pays industrialisés [30 mai 1984] (p. 2837) ; baisse des salaires (p. 2838) ;

— **Attentats terroristes d'Action directe** : développement du sentiment d'insécurité ; responsabilité d'Action directe dans les drames ayant endeuillé la police, notamment l'attentat de l'avenue Trudaine ; effets de la loi d'amnistie [24 octobre 1984] (p. 5129, 5130) ;

— **Situation au Tchad** : présence de militaires libyens dans cette région [5 décembre 1984] (p. 6695) ;

orales sans débat :

— **n° 570**, posée le 3 avril 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel)** (p. 1112) ; appelée le 6 avril 1984 : **statut des personnels enseignants-chercheurs** : aggravation des charges de service ; rapport d'activité ; nouvelle procédure de recrutement ; cas des assistants et des maîtres-assistants (p. 1211) ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel que l'indépendance des professeurs d'université résulte d'un principe fondamental reconnu par les lois de la République (p. 1212) ;

— **n° 593**, posée le 24 avril 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (Institut national des langues et civilisations orientales)** (p. 1905) ; Appelée le 27 avril 1984 : **école des langues orientales vivantes** : hommage à son collègue Jacques Marette ; enseignement du japonais en France ; pénurie des enseignants (p. 2010) ; problème des locaux ; département « Corée-Japon » ; projet d'acquisition des locaux de la Manufacture des tabacs de Pantin (p. 2011) ;

— **n° 667**, posée le 19 juin 1984 : **Communautés européennes (législation communautaire et législations nationales)** (p. 3495, 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **application des réglementations de la Communauté économique européenne** : marché du tabac en France ; réforme de la S.E.I.T.A. ; « vignette Bérégovoy » ; T.V.A. ; accise ; prix des produits du tabac en France (p. 3606) ; situation des fournisseurs étrangers (p. 3607).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : annulation de certaines dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur par le Conseil constitutionnel ; « mauvaise humeur » du ministre face à cette position ; autorité juridique des décisions du Conseil constitutionnel [24 janvier 1984] (p. 3).

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : injure proférée par M. Georges Fillioud, qualifiant les députés de l'opposition de « représentants du peuple entre guillemets » [24 janvier 1984] (p. 5).

Discussion des articles : **avant l'article 3 : son rappel au règlement** : sa demande d'explication sur l'origine des fonds accordés à la Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 280) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe ; attitude de blocage du syndicat du Livre dans l'affaire de la Chapelle-Darblay (p. 282) ; **article 3** : possession par le Gouvernement, de la radio, de la télévision et de l'agence Havas ; problème du contrôle de M. Gaston Defferre sur le journal

Le Provençal ; absence à l'étranger de loi tendant à introduire la transparence, en matière de presse (p. 289) ; **article 10** : publication du journal *L'Humanité* ; liberté de la presse [4 février 1984] (p. 556) ; contrôle des ententes et des positions dominantes ; doctrine française en matière d'abus de positions dominantes ; pratiques restrictives aboutissant à une diminution de la concurrence (p. 571, 572) ; **article 11** : indique qu'il avait demandé à être inscrit sur cet article et non pour une explication de vote ; quota encadrant la liberté de la presse ; destruction d'un groupe portant ombrage à la majorité ; seuil de 15 p. 100 à partir duquel se détermine la concentration (p. 581) ; presse quotidienne régionale ; indique qu'il saisira le Conseil constitutionnel sur cet article (p. 582) ; souhaite la suppression de cet article ; agence Havas ; position du Conseil d'Etat ; perquisitions pour raison fiscale ; caractère inconstitutionnel de diverses dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur (p. 585) ; quotidien régional ; monopole local ; liberté de la presse (p. 587, 588) ;

Deuxième lecture, discussion générale : groupe de presse d'opposition ; prochaines échéances électorales ; temps imparti à la commission des affaires culturelles ; rappel des conclusions de M. Jean Cluzel, sénateur ; [19 juin 1984] (p. 3465) ; logique économique du Sénat ; approche idéologique de la majorité ; principes des ordonnances de 1944 ; difficultés des quotidiens comme *Le Monde* et *Le Matin* ; agence centrale de presse ; menace sur le pluralisme ; accentuation de la concentration ; loi du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique ; commission de la concurrence ; liberté d'opinion ; propos de M. Maurice Bujon (p. 3466).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : rôle du chef d'entreprise dans l'innovation économique [5 avril 1984] (p. 1196) ; défaillances d'entreprises ; problèmes posés par les successions ; modalités actuelles des droits de succession et d'imposition des fortunes ; procédure simplifiée et procédure de droit commun ; durée de la période d'observation ; possibilité de licencier pendant celle-ci ; possibilité de faire passer les petites entreprises sous le régime de la procédure complexe ; rôle des tribunaux pendant cette procédure (p. 1197).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 525 (objet de la procédure du règlement judiciaire) ; suggère diverses modifications à cet article [6 avril 1984] (p. 1225) ; maintien de l'emploi : rejeté ; son amendement n° 526 (plan de redressement ou liquidation de l'entreprise) ; délai dans lequel peut être prononcée cette liquidation : rejeté (p. 1226) ; **article 2** : procédure simplifiée ; relèvement du seuil de mise en œuvre de cette procédure ; petites entreprises de moins de cent salariés (p. 1230) ; conditions cumulatives pour la mise en œuvre de cette procédure ; souhaite la détermination du seuil du chiffre d'affaires par décret en Conseil d'Etat (p. 1231) ; **article 4** : communication de renseignements au président du tribunal ; problème de la confidentialité et de l'obligation de cette communication ; rectifie l'amendement n° 459 de M. Claude Wolff (p. 1232) ; son hostilité à l'amendement n° 6 de la commission ; indique qu'il a commis une erreur en rectifiant un amendement et note le travail « parfait » du service de la séance (p. 1233) ; **article 6** : impossibilité de convoquer tout un comité d'entreprise (p. 1234) ; « idéologie » du rapporteur (p. 1235) ; **article 7** : son sous-amendement verbal à l'amendement n° 7 de la commission ; (désignation d'un ou de plusieurs tribunaux dans chaque département) : adopté ; cas de contestation sur la compétence d'un tribunal saisi ; cas de conflit de compétence entre deux tribunaux (p. 1237) ; **article 8** : son amendement n° 527 (cas où le tribunal constate l'échec du règlement amiable ou la cessation des paiements) ; élaboration du projet de plan de redressement (p. 1238) ; rejeté (p. 1239) ; période d'observation ; possibilité de renouveler une fois cette période (p. 1241) ; **article 9** : son amendement n° 529 (date de cessation des paiements ne pouvant être antérieure de plus de dix-huit mois au jugement) ; actes nuls (p. 1242) ; rejeté ; **après l'article 9** : suspension de la cotation d'une société en règlement judiciaire ; **son rappel au règlement** : propos de M. Gérard Gouzes selon lesquels l'opposition serait en « pleine paranoïa » (p. 1243) ; **article 10** : rôle du tribunal ; nombre de personnes siégeant au comité d'entreprise (p. 1245) ; son amendement n° 531 (rôle du juge-commissaire) ; encombrement de certains tribunaux ; rejeté ; **article 11** : possibilité de remplacer des administrateurs ; rôle du tribunal dans ce cas (p. 1246) ; **article 17** : son amendement n° 532 (bilan économique, financier et social de l'entreprise) ; rôle de l'administrateur ; rejeté ; son amendement n° 533 (insérant le mot « financier » à propos du bilan) ; nécessité d'adjonction d'un volet financier au bilan ; rejeté ; son amendement n° 534 (contenu du bilan incluant les possibilités de redressement) ; résultats de l'entreprise (p. 1250) ; rejeté (p. 1251) ; **article 19** : information et consultation ; rôle de l'administrateur ; **article 21** : cas particulier des sociétés à directoire ; droit d'information du débiteur (p. 1258) ; rôle de l'administrateur à cet égard ; **article 22** : reconstitution des capitaux propres ; formes de la convocation de l'assemblée générale (p. 1259) ; **article 28** : cession des parts sociales (p. 1262) ; **article 29** : pouvoirs du juge commissaire en matière de correspondance adressée au débiteur (p. 1263) ; **article 36** : problème du maintien des contrats (p. 1266) ; situation du co-contractant ; rôle du juge-commissaire ; entreprises en difficulté ; interruption du contrat ; conséquences de cette disposition sur le co-contractant ; restitution des sommes versées en excédent par le débiteur (p. 1267) ; **article 39** : possibilité pour le juge d'arrêter l'exploitation ; exécution forcée du contrat de travail (p. 1271) ; **article 41** : méfiance du législateur à l'égard de la location-gérance ; notion de « trouble grave à l'économie nationale » [9 avril 1984] (p. 1278) ; nécessité de fixer une durée déterminée à la location-gérance durant la phase d'observation ; obligation pour le locataire de reprendre l'entreprise au terme de la location de deux ans ; proposition de réduire la durée maximale de la location-gérance à un an (p. 1280) ; **article 43** : caractère désobligeant du contrôle exercé sur le représentant des créanciers ; relevé des créances résultant d'un contrat de travail (p. 1282) ; **article 44** : son opposition aux interdictions de licencier pendant une certaine période ; qualification du caractère urgent et inévitable des licenciements ; son souhait d'un contrôle juridictionnel en ce qui concerne l'ouverture du courrier personnel (p. 1285-1286) ; possibilité pour les administrateurs de surveiller les opérations ou d'assister le débiteur (p. 1288) ; **article 47** caractère suspensif du jugement prononçant le règlement judiciaire ; nécessité de pouvoir faire jouer les cautions en toute circonstance (p. 1291) ; **article 51** : caractère néfaste du formalisme en matière d'entreprises ; **article 53** : extinction des créances non déclarées et qui n'ont pas donné lieu à levée de forclusion (p. 1293) ; **article 54** : interdiction de toute contestation de la proposition du représentant des créanciers en cas de défaut de réponse dans un délai de quinze jours ; nécessité de prolonger ce délai (p. 1295) ; **article 57** : distinction des créances nées avant et après le jugement (p. 1296) ; **article 67** : limitation de l'activité de l'administrateur à la conclusion des actes juridiques nécessaires à la mise en œuvre du plan (p. 1301) ; fonction du représentant des créanciers ; **article 68** : nécessité de faire intervenir le représentant des créanciers si les événements prennent une tournure inquiétante (p. 1308) ; **article 71** : plan de continuation ou de cession de l'entreprise (p. 1310) ; substitution du tribunal aux dirigeants de l'entreprise pour décider des biens qui pourront ou non être aliénés (p. 1311) ; **article 72** : son amendement n° 541 (mention dans le plan des modifications des statuts nécessaires pour assurer le redressement) ; compétence de l'assemblée générale ; impossibilité pour le tribunal de prescrire des modifications des statuts ; retiré (p. 1312) ; **article 74** : octroi de privilèges exorbitants aux nouveaux associés ou actionnaires (p. 1315) ; **article 81** : son amendement n° 543 (possibilité pour un créancier ou un groupe de créanciers de saisir le tribunal aux fins de résolution du plan) ; évaluation du passif (p. 1320) ; refus de maintenir en vie les canards « super-boiteux » ; rejeté (p. 1321) ; **article 83** : son amendement n° 544 (de suppression) : retiré ; **article 85** : son amendement n° 545 (fixation par l'administrateur du délai pendant lequel les offres d'acquisition peuvent être reçues) (p. 1322) ; rejeté ; **article 87** : son amendement n° 546 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1323) ; **article 88** : détermination par le tribunal du maintien de certains contrats nécessaires à la poursuite de l'activité ; risque de pénalisation des co-contractants ; nécessité de traiter ces derniers de manière égale (p. 1324) ; **article 89** : détermination du responsable de la gestion de l'entreprise (p. 1325) ; **article 91** : risque constitué par l'inexécution des obligations du cessionnaire (p. 1326) ; **article 96** : son amendement n° 550 (création d'emplois sains et durables) : devenu sans objet (p. 1328) ; **article 97** : son amendement n° 551 (précisant qu'une nouvelle procédure de règlement judiciaire ne peut tendre qu'à la cession ou à la liquidation) : rejeté (p. 1329) ; **article 100** : son amendement n° 552 (obligation pour le locataire gérant d'assumer le passif né de sa gestion de l'entreprise louée) ; distinction entre un locataire gérant qui échoue dans sa gestion et un locataire gérant qui n'exécute pas son obligation ; rejeté (p. 1330) ; **article 95 précédem-**

ment réservé : obligations du cessionnaire (p. 1331) ; **article 109** : son amendement n° 554 (inopposabilité aux créanciers des actes énumérés par cet article) ; notion de nullité ; mariage putatif ; nécessité d'éviter la nullité chaque fois que c'est possible ; rejeté [10 avril 1984] (p. 1341) ; **article 112** : son amendement n° 555 (substituant la référence à la nullité par celle à l'inopposabilité dans cet article) : devenu sans objet (p. 1342) ; **article 123** : son amendement n° 557 (supprimant la fin de la seconde phrase du second alinéa de cet article) ; clause de réserve de propriété ; période d'observation (p. 1344) ; paiement des créances assorties d'une réserve de propriété ; fixation d'un délai par le juge commissaire ; retiré (p. 1345) ; **article 141** : dessaisissement du débiteur en cas de nomination d'un administrateur ; possibilité de prévoir l'assistance du débiteur par l'administrateur ; seuil d'application de la procédure simplifiée ; lien existant entre le débiteur et l'administrateur (p. 1356) ; dessaisissement du chef d'entreprise ; **après l'article 142** : cas d'une entreprise en location gérance ; possibilité de mettre l'entreprise en location gérance pendant la période d'observation ; durée de cette période (p. 1357) ; durée de trois mois ; location gérance (p. 1358) ; **article 143** : nomination d'un administrateur impliquant le dessaisissement du débiteur (p. 1361) ; **article 154** : introduction du mot « impérieusement » au début de cet article, conforme à la loi de 1967 (p. 1365) ; **article 155** : son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 524 de M. Gérard Gouzes (fixation du siège de la juridiction où la vente aura lieu par ordonnance du juge-commissaire) ; son sous-amendement n° 580 à l'amendement n° 524 de M. Gérard Gouzes (possibilité pour le juge-commissaire d'autoriser la vente de gré à gré) (p. 1368) ; amendement n° 524 de M. Gérard Gouzes : devient sans objet ; **article 156** : réalisation de l'actif ; ventes d'immeubles ; son amendement n° 560 (possibilité d'une cession globale de branches autonomes d'activité) ; indemnisation des créances ; rejeté (p. 1369) ; suppression de l'article 155 (p. 1370) ; **article 180** : article visant les personnes morales de droit privé non commerçantes (p. 1380) ; **article 181** : son amendement n° 561 (faute de gestion ayant contribué à l'insuffisance d'actif) (p. 1381) ; position de Jean Jaurès à l'égard des chefs d'entreprise ; faute de gestion ; rédaction de cet article ; retiré (p. 1382) ; **article 183** : son amendement n° 562 (supprimant le sixième alinéa de cet article) ; délai de banqueroute (p. 1388) ; rejeté (p. 1389) ; **article 185** : droits de l'individu représentant les créanciers ; recherche sur la situation patrimoniale ; présomption de responsabilité (p. 1390) ; possibilité d'organiser une insolvabilité ; **article 187** : nécessité d'exclure de cet article les associations sans but économique (p.1391) ; **article 190** : abandon de la présomption de responsabilité ; son amendement n° 582, se substituant à l'amendement n° 511 de M. Claude Wolff (introduisant la notion de connaissance de la cessation de paiement pour l'application du cinquième alinéa de cet article) : adopté (p. 1393) ; **article 203** : patrimoine du débiteur (p. 1396-1397) ; **article 222** : réunion du comité d'entreprise ou des délégués du personnel dans le cadre de cet article ; licenciements économiques (p. 1403).

Explications de vote : période d'observation ; procédure simplifiée pour les entreprises de moins de cinquante salariés ; amendements protecteurs des droits des fournisseurs ; caractère négatif de certaines dispositions du texte ; suppression des sureffectifs dans les entreprises en difficultés ; allocation gérance (p. 1411) ; abstention du groupe U.D.F.

Son rappel au règlement : fixation de l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale ; modification importante ; problème de l'information des parlementaires sur cette modification ; ratification des ordonnances financières [17 avril 1984] (p. 1650) ; égalité de tous les parlementaires (p. 1651).

Son rappel au règlement : obligation d'information des commissions permanentes ; absence de dépôt du rapport sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles ; absence de distribution du rapport relatif à l'exercice 1982 [18 avril 1984] (p. 1700).

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : **soulève une exception d'irrecevabilité** : propos de M. Christian Pierret ; débat sur la ratification des ordonnances ; ordonnances ayant rapporté près de 25 milliards de francs ; dévaluation ; taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) ; considère que l'article d'équilibre de la loi de finances pour 1984 et l'Etat A annexé valident implicitement l'ordonnance du 18 mai 1983 ; caractère inconstitutionnel de cette ordonnance ; [18 avril 1984] (p. 1703) ; modification du tarif et du produit de la T.I.P.P. par cette ordonnance ; fixation initiale de ce tarif et de ce produit par la loi de finances pour 1983 ; jurisprudence du Conseil constitutionnel à propos du contenu des lois de finances rectificatives ; évaluations des recettes fixées par les lois de finances ; absence d'habilitation du Gouvernement à prendre des dispositions modifiant la loi de finance par voies d'ordonnance ; tarif de la T.I.P.P. (p. 1704) ; modification des recettes et de l'équilibre budgétaire fixé par la loi de finances ; dispositions ne pouvant être mises en œuvre que par une loi de finances rectificative et non par une ordonnance ; position de M. Christian Pierret en décembre 1983 ; problème de la mise en place d'un mécanisme autonome par l'ordonnance du 18 mai 1983 ; majoration d'un tarif existant ; absence de caractère autonome de la disposition contestée ; violation de l'ordonnance organique de 1959, même si l'on admet le caractère autonome de la majoration ; ordonnance instituant une contribution sur les revenus des personnes physiques destinée au financement des régimes de sécurité sociale ; recettes supplémentaires (p. 1705-1706) ; son exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 1707).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).

Première lecture, discussion générale : **oppose la question préalable** : annulations de crédits ; pourcentage des arrêtés d'annulation par rapport aux crédits votés ; quadruplement de ce pourcentage ; dépenses d'investissement ; dépenses en matière de recherche ; annulations de crédits contraires à l'ordonnance organique de 1959 ; arrêté d'annulation du 18 octobre 1982 déféré au Conseil d'Etat [18 avril 1984] (p. 1719) ; absence de présentation du mémoire en défense du ministère des finances ; répond à l'indication de M. Henri Emmanuelli selon laquelle ce mémoire a été produit : souhaite le contenu de ce document ; possibilité d'annuler des crédits par arrêtés ; régulation de 1983 ; annulations des crédits de l'éducation nationale ; notion de crédit « devenue sans objet » (p. 1720) ; difficultés de contrôle ; débat sur la loi de règlement de 1981 ; sa proposition de loi organique tendant à limiter les possibilités d'annulation de crédit par voie réglementaire ; ordonnance de 1959 (p. 1721) ; sa question préalable ; rejetée (p. 1722).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : attitude de M. Henri Emmanuelli consistant à défendre à la fois le fonds spécial des grands travaux et des annulations des crédits [24 avril 1984] (p. 1863).

Discussion des articles : **article unique** : progression « vertigineuse » de la taxe spéciale sur les carburants ; emprunts ; conclusion d'un emprunt à 16,4 p. 100 ; emprunt souscrit auprès de la Banque européenne d'investissement ; produit de la taxe ; économies d'énergie (p. 1876) ; son amendement n° 2 (de suppression) (p. 1878) ; rejeté (p. 1879).

Explications de vote : projet contraire à l'orthodoxie financière ; fonds spécial de grands travaux ; incompatibilité de ce fonds avec le principe de l'annualité budgétaire (p. 1880) ; affectation de taxes ; fonds spécial de grands travaux ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 1881).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : loi de 1980 ; blocage du processus de dynamisation ; affaiblissement de la S.E.I.T.A. ; compétitivité de cette entreprise ; résultats d'exploitation ; contributions de l'Etat ; statut de société nationale [24 avril 1984] (p. 1885) ; statut fixé par le décret de 1962 ; instauration d'une vignette sur le tabac ; indique qu'il ne votera pas ce texte (p. 1886).

Deuxième lecture, discussion générale : logiques s'affrontant à propos de ce texte ; loi du 2 juin 1980 ; productivité de la S.E.I.T.A. [6 juin 1984] (p. 2965) ; résultats d'exploitation négatifs à partir de 1976 ; dotation en capital de l'Etat ; problème de l'ouverture du capital de la S.E.I.T.A. à des actionnaires privés ; statut du personnel ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 2966).

Explications de vote : loi de juillet 1980 ayant dû entrer en application au début de l'année 1981 ; dates justifiant qu'aucun

actionnaire privé ne se soit présenté ; planteurs ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 2972).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 5** : respect des engagements pris par le Gouvernement [27 juin 1984] (p. 3762).

Explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. ; absence de chance d'une privatisation partielle de la S.E.I.T.A. ; soumission de la nouvelle société aux dispositions de la loi de démocratisation du secteur public ; régime des retraites (p. 3763).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : bilan du livret d'épargne ; création d'entreprise ; fixation du taux de rémunération par arrêté [3 mai 1984] (p. 2068) ; **article 2** : son amendement n° 43 (intérêts des emprunts contractés) ; examen du projet de loi relatif au règlement judiciaire ; souscription à une augmentation de capital ; rejeté (p. 2076) ; son amendement n° 44 (déduction applicable aux deux années suivant la création) ; années suivant la création ; rejeté (p. 2078) ; **article 4** : logiciels français (p. 2082) ; **article 6** : fonds communs de placement à risques ; conditions nombreuses pour bénéficier des avantages fiscaux ; exonération des revenus tirés des capitaux de ces fonds (p. 2085) ; avantages fiscaux soumis à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2086) ; droits fiscaux ; **article 7** : son amendement n° 45 (suppression du paragraphe I de cet article) ; régime d'assurance des créances des salariés ; pénalisation des entreprises performantes par cet article (p. 2087) ; rejeté (p. 2088) ; **article 8** : procédure en vigueur aux Etats-Unis ; technique d'acquisition d'une entreprise par ses propres cadres ; société holding recherchant l'endettement maximal ; solution reposant sur le choix d'entreprises rentables ; déductibilité des intérêts des emprunts contractés pour cette opération ; transmission des entreprises ne répondant qu'à une fraction des cas ; solution familiale possible (p. 2096) ; son amendement n° 46 (nécessité pour la société créée de détenir plus de 20 p. 100 du capital de la société rachetée) ; problème du montant du capital détenu par la nouvelle société ; taux de 50 p. 100 ; cas des petites et moyennes sociétés ; détention de 20 p. 100 du capital de la société rachetée ; rejeté (p. 2102) ; **article 12** : système américain des stock-options ; référence à une valeur à dire d'expert pour les sociétés non côtées (p. 2108) ; système des stock-options (p. 2110) ; **article 13** : son amendement n° 47 : devenu sans objet ; son amendement n° 48 (suppression du 2° du paragraphe II de l'article 209 A *bis* du code général des impôts : devenu sans objet (p. 2113) ; **article 14** : son amendement n° 49 (supprimant le mot « industriel » dans la première phrase du second alinéa du paragraphe II de cet article) : rejeté ; son amendement n° 50 : devenu sans objet (p. 2115) ; **article 15** : son amendement n° 51 : devenu sans objet (p. 2117).

Explications de vote : nationalisations (p. 2117) ; contrats de Plan ; impossibilité d'approuver totalement le dispositif tout en reconnaissant qu'il va dans le bon sens (p. 2118).

Commission mixte paritaire, discussion générale : extension du champ d'application du texte aux activités libérales ; fiscalité de certains fonds communs de placements à risques ; personnes physiques soumises à l'impôt sur les grandes fortunes ; garantie des sommes versées dans les fonds salariaux ; institut de développement de l'économie sociale ; options de souscription ou d'achat d'actions par les salariés ; votes positifs des groupes U.D.F. et R.P.R. si aucune modification n'est apportée au texte de la commission mixte paritaire [27 juin 1984] (p. 3766).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Première lecture, discussion générale : choix de l'indice B.T. 01 ; position de la Cour de cassation ; indication du prix et des conditions de sa révision [11 mai 1984] (p. 2284).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : procédure d'urgence ; augmentation des effectifs du Conseil ; effectif des représentants de la C.F.T.C. porté à six et de ceux de la C.F.D.T. porté à 17 ; disproportion entre les représentations ; élections de la sécurité sociale ; passage des représentants de la F.E.N. de 1 à 4 [25 mai 1984] (p. 2696) ; majorité des sièges revenant aux syndicats se réclamant de la gauche ; résultats des élections aux comités d'entreprise ; nécessité de fixer la représentation au Conseil par une loi organique ; considérations électoralistes et désir de mise en tutelle traduits par ce texte (p. 2697).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 23 (représentants des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé) : retiré (p. 2704).

Explications de vote : qualité et sérieux des travaux du Conseil ; dernières élections à la sécurité sociale ; F.E.N. ; loi sur l'école laïque ; abstention du groupe U.D.F. (p. 2705).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : fonctionnement des radios locales privées ; caractère transitoire de ce projet [12 juin 1984] (p. 3261) ; **article 2** : article affichant une prétention libérale ; association faisant appel à la publicité ; modalités techniques de l'exploitation devant être soumises à autorisation (p. 3271) ; aide qu'une municipalité peut accorder à une radio ; récépissé de dépôt de la lettre ; **article 3** : nécessité de donner le nom du comptable et du comptable adjoint ainsi que des dix principaux actionnaires ou porteurs de parts ; multiplication des contrôles et des demandes d'information (p. 3273) ; contrôle de type soviétique ou polonais (p. 3274) ; **article 5** : délai de la suspension fixée à six mois ; possibilité pour les radios locales de diffuser des informations en provenance d'autres sources ; réseaux de petits journaux locaux (p. 3279) ; **article 6** : article aggravant les sanctions ; souhait d'empêcher la constitution de réseaux ; accroissement des pénalités et des contrôles (p. 3281) ; aggravation des sanctions ; administration d'une petite radio locale ; cas d'un émetteur dont la puissance est légèrement supérieure à la puissance autorisée (p. 3282).

Explications de vote : position antérieure de M. Georges Fillioud hostile au financement publicitaire ; parrainage ; soumission des radios locales à une autorisation préalable ; abstention du groupe U.D.F. (p. 3284).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : impréparation du projet de loi ; conséquences pour les juridictions [13 juin 1984] (p. 3331) ; égalitarisme ; rappel de la loi de 1975 ; dérogations au bénéfice des plus hauts fonctionnaires du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; professeurs de l'enseignement supérieur ; professeurs émérites ; conséquences de la réforme sur la charge de travail du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation ; rappel de certains magistrats en retraite ; coût de la réforme ; moyens mis à la disposition de la Cour de cassation ; nombre de postes offerts à l'E.N.A. et à l'E.N.M. ; désorganisation du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation ; moyens de financement de la réforme (p. 3332).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : magistrats de l'ordre judiciaire ; abaissement des limites d'âge ; intérêt du bon fonctionnement des juridictions ; difficultés de la Cour de cassation ; moyens d'appliquer la réforme ; risque de désorganisation du fonctionnement de la Cour de cassation [14 juin 1984] (p. 3380) ; coût financier de la mesure proposée (p. 3381) ; limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire ; fixation de celle-ci à soixante-cinq ans ; règle selon laquelle les magistrats doivent prendre leur retraite à soixante-cinq ans ; prolongation des fonctions de trois ans pour certains hauts magistrats de la Cour de cassation (p. 3382) ; abaissement de la limite d'âge dans le secteur public ; hauts fonctionnaires ; prolongation de la limite d'âge pour certains hauts magistrats ; présidents de chambre et avocats généraux ; arbitraire de cet article (p. 3383) ; **après l'article 1er** : financement des caisses de retraite ; situation aux Etats-Unis ; hauts magistrats (p. 3384) ; **article 2** : allongement de la période transitoire ; risque de désorganisation de la Cour de cassation (p. 3385).

Son rappel au règlement : absence d'examen par la commission des articles du projet de loi sur la presse [19 juin 1984] (p. 3461-3462).

Son rappel au règlement : examen des amendements par la commission avant la discussion du texte en séance publique [19 juin 1984] (p. 3477).

Son rappel au règlement : examen des amendements après l'ouverture du débat [19 juin 1984] (p. 3479).

— Dépôt du rapport à la Cour des comptes : son rappel au règlement : irrégularités de gestion de la mission laïque française ; proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à ce sujet déposée par M. Georges Mesmin ; commission d'information et commission d'enquête sur les avions « renifleurs » ; présidence de la Cour des comptes ; souhaite la création d'une mission d'enquête parlementaire [28 juin 1984] (p. 3804).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : rémunération des créateurs ; contrôle de l'autorité publique sur la production intellectuelle [28 juin 1984] (p. 3840) ; présomption de cession des droits d'auteur ; droit nouveau des artistes interprètes ; rémunération de la copie privée, des phonogrammes et des vidéogrammes ; paiement des droits sur l'achat de cassettes par les consommateurs ; taux majoré de T.V.A. (p. 3841).

Son rappel au règlement : propos tenus sur le Sénat [5 septembre 1984] (p. 4342).

— Projet de loi finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : « héritage » ; appareil industriel français en 1981 ; priorité à l'emploi ; relance ; niveau de la production industrielle ; comparaison avec les pays étrangers ; « nouveaux pauvres » ; alourdissement de la dette intérieure ; hausse du dollar ; augmentation du différentiel d'inflation par rapport à nos principaux partenaires ; blocage des prix ; police des salaires [16 octobre 1984] (p. 4804) ; inflation structurelle ; concurrence ; nécessité d'une confiance réelle (p. 4805).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1er** : impositions ; souhaite obtenir du Gouvernement diverses informations [17 octobre 1984] (p. 4867) ; son amendement n° 114 (évaluation dans l'annexe des voies et moyens des impôts affectés aux établissements publics) ; renseignements concernant les taxes parafiscales ; information du Parlement ; rejeté ; avant l'article 2 : son amendement n° 86 (plafonnement du montant total des impôts directs à 70 p. 100 du revenu imposable des contribuables) ; tranche d'imposition à 65 p. 100 (p. 4868) ; fuite des cerveaux ; découragement des producteurs ; prélèvement de fiscalité directe ; rejeté ; son amendement n° 87 (plafonnement à 50 p. 100 du revenu imposable des impôts acquittés du fait de la croissance des revenus du travail ou des revenus de placement) ; demi-part supplémentaire du quotient familial pour le 3e enfant ; plafonnement (p. 4869) ; imposition des revenus du travail ; rejeté ; **article 2** : programme d'allègement de la fiscalité directe (p. 4870) ; indexation des tranches du barème et quotient familial ; différence entre la non-reconduction d'une surtaxe et les allègements fiscaux ; souhaite supprimer toute reconduction de la surtaxe exceptionnelle en 1985 (p. 4871) ; son amendement n° 115 (abrogation du paragraphe 7 de l'article 197 du code général des impôts et majoration à due concurrence du droit de consommation sur les tabacs) ; plafonnement du quotient familial ; politique familiale (p. 4874) ; natalité ; coût du quotient familial et rapport du plafonnement de ce quotient ; réforme de la S.E.I.T.A. ; droit de consommation des tabacs (p. 4875) ; rejeté ; son amendement n° 116 (modifiant la somme inscrite au paragraphe III de cet article et majorant, à due concurrence, le droit de consommation sur les tabacs) ; enfants mariés à la charge du foyer fiscal ; plafonnement (p. 4876) ; plafonnement du quotient familial ; rejeté ; son amendement n° 117 (modifiant la somme inscrite au paragraphe IV de cet article et majorant à due concurrence les tarifs de consommation sur les tabacs) ; nécessité de ne pas pénaliser les responsables ; déduction pour frais professionnels ; rejeté (p. 4877) ; son amendement n° 118 (augmentant la somme prévue au paragraphe 5 de cet article et majorant les tarifs du droit de consommation sur les tabacs) ; petits commerçants ; allégements accordés à des adhérents à des organismes de gestion agréés ; alignement des conditions d'imposition des revenus non salariaux sur celles des revenus salariaux ; barème général ; rejeté (p. 4880) ; asphyxie de l'économie par l'impôt ; imposition des revenus de 1984 ; majoration sur les hauts revenus ; son amendement n° 88 : devenu sans objet (p. 4885) ; **article 3** : allègement de 10 milliards de francs pour les personnes physiques [18 octobre 1984] (p. 4895) ; importance de celles-ci ; prise en compte du déficit budgétaire ; allègement de la taxe professionnelle ; position du Président de la République vis-à-vis de cette taxe ; réforme ; perte du caractère local de la taxe professionnelle ; hausse de la taxe téléphonique (p. 4896) ; son amendement n° 90 (calcul des cotisations de la taxe professionnelle) ; indique qu'il demandera une commission du bilan pour se pencher sur la gestion financière actuelle ; transfert opéré sur les collectivités locales (p. 4902) ; « 1 p. 100 » destiné à la sécurité sociale ; allègement indispensable de la taxe professionnelle ; allègement de la taxe payée par les entreprises du secteur public ; imprécision de la notion de « prélèvements obligatoires » ; suggère une réduction prioritaire de 15 p. 100 pour les entreprises les plus pénalisées (p. 4903) ; diminution des investissements ; taux de marge ; nationalisation du crédit (p. 4904) ; production industrielle n'ayant pas rejoint le niveau de 1981 à l'heure actuelle (p. 4905) ; **après l'article 3** : son amendement n° 119 (modifiant le plafond prévu aux 3e et 4e alinéas du 4° de l'article 39 du code général des impôts) ; automobiles de tourisme ; prix du modèle moyen de la Renault 25 ; rejeté ; article 4 : mesures en faveur de l'investissement ; réduction du taux du droit d'apport perçu pour les actes de capitalisation, de réserve ou de provisions ; création d'entreprises (p. 4916) ; **article 5** : déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée afférente au gazole utilisé par les transporteurs routiers ; son amendement n° 91 (modifiant le tableau B annexé à l'article 265-1 du code des douanes fixant la fiscalité applicable à certains carburants) ; T.V.A. (p. 4919) ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazole ; retiré (p. 4920) ; **article 8** : taux de T.V.A. applicable à la marge des agences de voyages ; passage de ce taux de 16,6 p. 100 à 7 p. 100 ; location des voitures ; taxation des hôtels 4 étoiles (p. 4924) ; **article 9** : C.O.D.E.V.I. (p. 4926) ; ressources de l'épargne ; déficit du budget de l'Etat ; destination des fonds collectés par les C.O.D.E.V.I. ; son amendement n° 92 (application du 2e alinéa (11°) de cet article à compter du 3 octobre 1983) ; C.O.D.E.V.I. ; épargne ; détenteurs de comptes bancaires (p. 4927) ; adopté ; **article 10** : suppression de la taxe sur les salaires que l'Etat se verse ; rémunération payée sur le budget général de l'Etat ; caractère artificiel de la notion de « prélèvements obligatoires » (p. 4929) ; **article 11** : allègement des obligations fiscales des petites et moyennes entreprises et des entreprises nouvellement créées ; délai de création des entreprises (p. 4930) ; **article 13** : rédaction du bleu budgétaire ; cotisation sur les boissons alcooliques ; réglementation communautaire ; non conformité de la vignette « Bérégovoy » à cette réglementation ; boissons alcoolisées ; compensation éventuelle faite par une subvention allouée à la sécurité sociale (p. 4931) ; **article 14** : participation ; existence de deux types de régimes ; accords dérogatoires (p. 4932) ; sociétés coopératives ouvrières de production (p. 4933) ; son amendement n° 93 (de suppression) (p. 4938) ; rejeté ; son amendement n° 94 (possibilité pour les S.C.O.P. et les sociétés anonymes à participation ouvrière de constituer une participation pour investissement) ; participation ; rejeté ; droit des salariés à bénéficier des fruits de leur travail (p. 4939) ; augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés ; industrie automobile (p. 4940) : **article 15** : propos de M. Henri Emmanuelli selon lequel il ferait des « numéros » ; contribution sur les institutions financières ; augmentation du coût du crédit ; bénéfice des banques nationalisées ; modification de la classification de certaines banques au cours des dernières années (p. 4948) ; effort de productivité ; fiscalité allant à l'encontre de l'abaissement du coût de l'intermédiation bancaire (p. 4949) ; son amendement n° 95 (de suppression) ; banques nationalisées ; prélèvements ; coût du crédit ; existence de certaines taxes déjà supportées par les banques (p. 4950) ; Conseil constitutionnel (p. 4951) ; **après l'article 3** : son sous-amendement n° 227 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (fixant la date d'application de celui-ci au 1er janvier 1986) (p. 4958). **Son rappel au réglement** : problème de la numérotation des sous-amendements à l'amendement n° 222 du Gouvernement (p. 4959) ; position de M. Parfait Jans ; réserve demandée par le Gouvernement sur celui-ci ; indique qu'il se satisfera de la présence de M. Pierre Bérégovoy ; endettement intérieur de la France (p. 4960) ; sous-mendement n° 227 ; réservé ; position de M. Laurent Fabius lors de l'émission « l'heure de vérité » ; crédit national ; position emprunteuse de la France sur les marchés internationaux ; cas des non résidents ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution à son sous-amendement (p. 4963) ; **article 16** : souci de solidarité ; augmentation du

budget ; confusion entre trésorerie et recettes fiscales [19 octobre 1984] (p. 4980) ; modification de l'équilibre du projet de budget ; appel à la sérénité du débat ; saisine du Bureau ; son amendenent n° 96 (majoration des tarifs du droit de consommation sur les tabacs) ; contrainte de la monocarburation ; suppression du privilège fiscal attaché à l'utilisation du gaz (p. 4981) ; rejeté ; **article 17** : indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; nécessité de supprimer cette indexation ; institution d'une taxe parafiscale sur ces produits ; son amendement n° 97 (de suppression) (p. 4982) ; rejeté (p. 4983) ; **article 18** : institution d'une contribution sur les entreprises de production pétrolière ; son attitude avant 1981 (p. 4985) ; **article 19** : barème de l'impôt sur le revenu ; érosion monétaire ; égalité de traitement au regard de l'impôt ; caractéristiques de la majoration conjoncturelle instituée par la loi de finances de 1984 (p. 4987) ; caractère contestable de l'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4988) ; son amendement n° 98 (majoration de la fraction de la valeur nette taxable du patrimoine) (p. 4991) ; « amendement de vérité » ; impôt sur les grandes fortunes ; rapport Blot-Méraud-Ventejol (p. 4992) ; réévaluation des tranches de l'impôt sur le revenu (p. 4993) ; rejeté ; son amendement n° 99 (supprimant le paragraphe II de cet article et augmentant le droit de consommation sur les tabacs) ; charges de famille (p. 4994) ; rejeté ; nouvelle forme d'inquisition ; refus de prendre en compte la situation familiale (p. 4995) ; maintien de la majoration exceptionnelle ; controverse à l'égard de l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 100 (modifiant les abattements prévus aux paragraphes I et II de l'article 779 et au I de l'article 788 du code général des impôts) ; réajustement des droits de mutation par décès ; rejeté (p. 4996) ; **article 20** : accord interprofessionnel du 26 octobre 1983 relatif à la formation des jeunes ; lutte pour l'emploi des jeunes ; fonds nécessaires à la mise en œuvre de formation alternée ; autorisation pour les compagnies consulaires de collecter la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage ; irrecevabilité de l'amendement de M. Jacques Barrot ; financement des centres de formation d'apprentis (p. 4999) ; **article 22** : son amendement n° 101 (de suppression) ; institut d'émission des départements d'outre-mer ; rejeté [19 octobre 1984] (p. 5012) ; **article 23** : transfert aux départements des droits exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles d'habitation ; base de calcul de la compensation ; taux de la vignette votés par les Conseils généraux ; rendement des droits de mutation (p. 5016) ; faiblesse des ressources par habitant dans certains départements ; état du patrimoine immobilier des écoles et des collèges transférés aux collectivités locales ; écart des vignettes ; **article 24** : aménagement du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement institué au profit de l'Etat (p. 5017) ; taux de prélèvement opéré par l'Etat au titre de frais d'assiette du montant des droits perçus au profit des départements de la Corse ; fixation de la rémunération d'un service rendu en pourcentage d'un impôt ; son amendement n° 102 (de suppression) ; prélèvement effectué sur les impôts transférés ; assiette du prélèvement autorisé par cet article ; rejeté (p. 5018) ; **article 33** : revalorisation des rentes viagères ; distribution aux crédit-rentiers des participations aux bénéfices (p. 5022) ; **article 34 et Etat A** : coût de l'emprunt de 7 p. 100 en 1973 ; modification des évaluations des recettes fiscales ; incohérence du budget ; carry back ; compensation de la perte de recette résultant de la suppression de l'article 26 ; T.I.P.P. sur le fuel lourd, maintien du 1 p. 100 de contribution sociale de solidarité ; majoration des dividendes des entreprises publiques ; rôle d'actionnaire de l'Etat ; prélèvements supplémentaires ; mécanisme du prélèvement ; ponctions sur le fonds de réserve et de garantie (p. 5034).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : **article 34 et Etat A** : majoration de l'évaluation de 400 millions de francs (p. 5042).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* part des dépenses des grands équipements parisiens dans le budget de l'Etat ; entretien des bâtiments existants [25 octobre 1984] (p. 5237).

Examen des crédits : **Etat B — Titre III** : son amendement n° 64 (réduction des crédits) ; Opéra de la Bastille ; crédits pour les grands travaux (p. 5241) ; rappel des chiffres ; protection du patrimoine ; création de charges nouvelles ; rejeté (p. 5242) ; **Titre IV** : son amendement n° 65 (réduisant les crédits) ; protection du patrimoine ; entretien des monuments historiques ; vote unanime du Conseil de Paris sur le permis de construire de l'Opéra de la Bastille ; rejeté ; son amendement n° 66 (réduisant les crédits) ; « suppression du fonds d'intervention culturelle » ; utilité de la création d'un fonds d'innovation culturelle (p. 5243) ; rejeté ; son amendement n° 67 (réduisant les crédits) ; commande de statues à la mémoire de divers personnages ; rejeté ; **Etat C — Titre V** : son amendement n° 68 (réduisant les autorisations de programme) ; « actions de formation à l'audiovisuel » ; dépenses de fonctionnement figurant parmi les dépenses d'équipement (p. 5244) ; rejeté ; **Titre VI** : son amendement n° 69 (réduisant les autorisations de programme) ; aide aux communes démunies pour l'entretien du patrimoine monumental ; rejeté ; son amendement n° 70 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; travaux d'aménagement du Grand Louvre ; futur ministère des finances de Bercy ; perspective du Louvre (p. 5245) ; aménagement de plusieurs musées différents ; rejeté ; son amendement n° 71 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; Opéra de la Bastille ; patrimoine monumental et monuments historiques (p. 5246) ; rejeté ; son amendement n° 72 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; grandes opérations culturelles dans les régions ; rejeté (p. 5247) ; **article 70** : son amendement n° 73 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; modalités de révision du barème de la taxe additionnelle spéciale ; désindexation progressive des salaires ; taxe de base téléphonique ; adopté (p. 5248).

Budget annexe des postes et télécommunications : son rappel au règlement : contrôle budgétaire des départements ministériels ; utilisation des augmentations tarifaires pour financer le budget général [29 octobre 1984] (p. 5333) ; impossibilité pour les parlementaires d'annuler cette recette et de proposer un gage (p. 5334).

Examen des crédits : **article 43** : son amendement n° 117 (réduisant dans le paraqraphe I de cet article les autorisations de programmes de plus de 39 milliards de francs) suppression du budget annexe des P.T.T. et réintégration des comptes le concernant dans le budget général ; énumération des prélèvements au profit du budget général ; notion de budget annexe (p. 5336) ; rejeté (p. 5337) ; son amendement n° 80 (réduisant de 1,7 milliard de francs les autorisations de programme du paragraphe I et les crédits du paragraphe II) ; échec de la politique industrielle du Gouvernement en matière électronique ; nationalisation de la C.G.C.T. ; fusion de la C.G.E et de Thomson ; rejeté ; son amendement n° 81 (réduisant et majorant de 1,7 milliard de francs au paragraphe I de cet article les autorisations de programme et au paragraphe II les crédits) ; création d'une commission du bilan ; vente des actions Olivetti (p. 5341) ; suppression des crédits pour les rouvrir en leur donnant une qualification meilleure ; rejeté (p. 5342) ; **Son rappel au règlement** : son étonnement de constater que son amendement n° 86, identique à l'amendement n° 100 de M. François d'Aubert, ne soit pas présenté en même temps ; son amendement n° 86 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 3,5 milliards de francs) ; reversement de 3,5 milliards de francs des télécommunications au profit de la poste ; application du principe des vases communicants à la poste ; rémunération des fonds de chèques postaux (p. 5343) ; rejeté ; ses observations sur l'amendement n° 103 de M. François d'Aubert ; son amendement n° 78 (réduisant les crédits 1,8 milliard de francs dans le paragraphe I de cet article) ; financement des organismes de recherche de la filière électronique ; rejeté ; réduction des crédits des « réseaux spécialisés » ; son amendement n° 79 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 7,97 milliards de francs) ; suppression de mesures nouvelles pour le développement de la filière électronique ; rejeté (p. 5344) ; son amendement n° 82 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 2 200 millions de francs) ; rejeté ; son amendement n° 83 (réduisant dans le paragraphe II de cet article les crédits de 3 103 millions de francs) ; contribution aux programmes du centre national d'études spatiales ; activités de ce centre (p. 5347) ; financement du centre ; développement de la filière électronique ; rejeté ; **après l'article 43** : son amendement n° 84 (obligation pour le Gouvernement de déposer en annexe à la prochaine loi de finances un rapport sur l'effet, en 1985, des mesures tarifaires prévues par l'article 70-02 du budget annexe des P.T.T.) ; suppression des augmentations des tarifs du téléphone ; charges pour les entreprises ; recettes de fonctionnement ; prise en compte de l'élasticité de la demande (p. 5346) ; rejeté ; son amendement n° 85 (obligation pour le Gouvernement de déposer en annexe à la prochaine loi de finances un rapport sur l'effet de la suppression de la rémunération par le Trésor des fonds déposés aux chèques postaux) ; réduction de la rémunération des chèques postaux ; absence de contrôle du Parlement sur la décision prise par le Gouvernement de réduire cette rémunération ; rejeté (p. 5347).

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. — *Après les questions :* **son rappel au règlement** : contrôle budgétaire ; adoption de la première

partie de la loi de finances anticipant sur la discussion de la deuxième partie ; conditions d'examen de l'article d'équilibre.

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** son amendement n° 121 (réduisant les crédits de 6 millions de francs) ; amélioration du contrôle du Parlement sur le budget ; projet d'achèvement du quartier de la Défense ; déménagement du ministère de l'urbanisme [30 octobre 1984] (p. 5420) ; rejeté ; **Etat C, titre V :** son amendement n° 122 (supprimant l'article 90 du chapitre 57-92) ; Carrefour international de la communication ; jurisprudence constitutionnelle ; dépense de l'argent public sans contrôle parlementaire ; rejeté ; **Etat C, titre VI :** son amendement n° 123 (suppression du chapitre 65-41 dans ce titre) ; primes à la construction ; caisse des dépôts et consignations ; aides à la pierre ; fonds de garantie des Caisses d'épargne (p. 5421) ; croissance des dépenses budgétaires ; rejeté ; son amendement n° 124 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de ce titre) ; article 65-41 ne comportant que des guillemets ; déclaration d'intention ; vote des crédits dans le titre I ; fonds spécial de grands travaux ; actions susceptibles d'être confiées à ce fonds ; résorption de l'habitat insalubre (p. 5422) ; rejeté ; son amendement n° 125 (même objet) ; résorption de l'habitat insalubre ; budget de l'urbanisme et du logement ; fonds social urbain ; autorisations de programme ; fonds spécial des grands travaux ; rejeté ; son amendement n° 126 (même objet) ; Institut géographique national ; crédits de paiement ; rejeté (p. 5423) ; **après l'article 89 :** son amendement n° 127 (présentation par le Gouvernement d'un état récapitulatif des dotations allouées par le fonds spécial des grands travaux dans le fascicule budgétaire « urbanisme, logement et transports ») ; Institut géographique national ; dotations allouées au fonds spécial des grands travaux ; mélange des crédits provenant de ce fonds et des financements budgétaires ; indique qu'on ne trouve aucune référence aux chapitres dans le fascicule jaune relatif au fonds spécial des grands travaux ; rejeté (p. 5424).

11. — **Transports et budget annexe de la navigation aérienne.** *Discussion générale : questions :* transports à Paris ; boulevard périphérique ; « versement transport » et participation de l'Etat au financement des transports ; proposition de loi de 1979 du parti socialiste ; contribution du Gouvernement aux transports parisiens [31 octobre 1984] (p. 5452).

Examen des crédits **Etat C, titre V :** son amendement n° 129 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; transfert à Toulouse d'une partie des services de la Météorologie nationale ; rapport de la Cour des comptes ; rejeté (p. 5460) ; **après l'article 89 :** son amendement n° 128 (dépôt, par le Gouvernement, d'un rapport sur l'état d'avancement et le financement des programmes de construction aéronautique civile) ; financement de ces programmes ; importance des sommes en cause ; rejeté (p. 5462).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* sécurité des habitants du 16e arrondissement de Paris ; statistiques sur la délinquance dans cet arrondissement ; causes de ce phénomène ; absence de moyens de police suffisants dans cet arrondissement ; état des commissariats [5 novembre 1984] (p. 5544).

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** conséquences de la parution tardive du rapport sur les taxes parafiscales [7 novembre 1984] (p. 5686).

Examen des crédits : **Etat E. — ligne 3 :** son amendement n° 192 (de suppression) ; utilité de la taxe sur les transports fluviaux ; rejeté ; **ligne 20 :** son amendement n° 193 (de suppression) ; suppression du centre technique de la salaison, de la charcuterie et des conserves de viande ; observations de la Cour des comptes sur cet organisme ; rejeté ; **ligne 24 :** son amendement n° 194 (de suppression) ; sévérité de la Cour des comptes sur le fonctionnement du centre national interprofessionnel de l'horticulture, florale et ornementale ; notion de « professionnel intéressé » ; rejeté (p. 5709) ; **ligne 27 :** son amendement n° 195 (de suppression) ; problème de la taxe prélevée au profit du bureau national interprofessionnel de l'armagnac ; coexistence de deux ressources alourdissant les frais de gestion de ce bureau ; rejeté ; **ligne 33 :** son amendement n° 196 (de suppression) ; problème du prélèvement de la taxe au profit du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes ; observations de la Cour des comptes à ce sujet ; rejeté ; **ligne 34 :** son amendement n° 197 (de suppression) ; modalités de gestion du centre technique de conserves de produits agricoles ; rejeté ; **ligne 50 :** son amendement n° 198 (de suppression) ; produits de la taxe parafiscale sur certains produits pétroliers prélevés au profit de la Caisse nationale de l'énergie ; définition de la notion de taxe parafiscale ; nécessité de contrôler la gestion de ces taxes (p. 5710) ; rejeté ; **ligne 56 :** son amendement n° 199 (de suppression) ; utilisation et mode de gestion de la taxe parafiscale au profit de la Caisse nationale de l'énergie ; modalités de paiement de cette taxe ; rejeté (p. 5711).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et budget. Consommation. — *Discussion générale : son rappel au règlement :* intégration des dotations du fonds spécial de grands travaux dans la masse des crédits inscrits dans le budget général ; annexe retraçant l'activité de ce fonds [8 novembre 1984] (p. 5769) ; regrette l'absence de M. Pierre Beregovoy ; budget retraçant les charges de la dette publique [9 novembre 1984] (p. 5783) ; multiplication des charges par 2,3 entre 1981 et 1985 ; charge de la dette ; modalités de paiement des intérêts relatifs aux bons du trésor ; disparition des bons à intérêt précomptés ; charge de la dette publique ; rémunération de la trésorerie de la branche télécommunication des P.T.T. ; dette extérieure de l'Etat ; emprunt Giscard de 1973 ; fonds de concours ; prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des Caisses d'épargne ; montant de ce prélèvement (p. 5784) ; versements prévus au profit de la caisse nationale d'assurance maladie ; dotation relative à la majoration des rentes viagères ; caractère hétéroclite du budget des charges communes (p. 5785).

Education nationale. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : nécessité d'un ministère autonome des universités ; caractère médiocre du budget de l'enseignement supérieur ; importance de la part des dépenses ordinaires au sein de ce budget ; gravité des problèmes de carrière des enseignants du supérieur ; augmentation des crédits de bourse ; diminution des crédits du fonds de solidarité universitaire ; baisse de fréquentation des restaurants universitaires ; montant et évolution des crédits d'équipement ; évolution des dotations allouées aux travaux de maintenance [12 novembre 1984] (p. 5852) ; dotation en crédit des enveloppes de recherche ; augmentation des crédits de soutien de programme et des crédits d'équipement de l'enveloppe recherche ; adaptation des universités au monde moderne ; absence de réelle autonomie des universités ; conditions de mise en œuvre de la réforme des premiers cycles ; nécessité de l'abrogation de la loi du 26 janvier 1984 et de la prise en considération des spécificités de chaque établissement ; accroissement du système d'aide financière aux étudiants les plus démunis ; importance des atouts des universités françaises (p. 5853).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Examen des crédits :* **Etat B — titre IV :** son amendement n° 238 (réduction des crédits) ; suppression des mesures nouvelles afférentes aux subventions de l'Etat à divers régimes de protection sociale ; modifications des dates de versement des cotisations de la sécurité sociale [13 novembre 1984] (p. 5983) ; transfert de la trésorerie des entreprises vers celle de la sécurité sociale ; sa protestation contre la manière dont M. Guy Bêche lui a répondu ; retiré (p. 5984) ; **article 79 :** son amendement n° 239 (suppression de la contribution instituée par l'article 115 de la loi de finances pour 1984) ; raccourcissement des délais de paiement pour les entreprises ; rejeté (p. 5985).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 56 et Etat F : problème de l'évaluation des dépenses dans la loi de finances initiale ; constatation de dépassements sur les chapitres de caractère évaluatif ; risque de sous-estimation systématique des dépenses [15 novembre 1984] (p 6100) ; **article 61 :** doublement de la déduction mentionnée au premier alinéa de l'article 238 *bis* du code général des impôts ; diminution des subventions aux associations culturelles ; augmentation de la déduction pour les versements aux associations à caractère culturel (p. 6105) ; son sous-amendement n° 303 à l'amendement n° 292 du Gouvernement (majoration due à concurrence des taux normaux et des minima de perception fixés à l'article 575 A du code général des impôts) ; son sous-amendement n° 304 à l'amendement n° 292 du Gouvernement (publication de la liste des organisnes bénéficiaires de l'agrément) ; son amendement n° 302 (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article et majorant les taux normaux et les minima de perception fixés à l'article 575 A du code général des impôts) ; nécessité d'étendre la déduction aux versements à des associations à caractère culturel (p. 6106) ; substitution à la reconnaissance d'utilité publique d'un agrément délivré par les bureaux des ministères de la culture et de l'économie ; réintroduction de la notion de reconnaissance d'utilité publique ; son sous-amendement n° 303 : retiré ; caractère scandaleux de l'amendement n° 292 du Gouvernement ;

publication d'une liste des organismes bénéficiaires de l'agrément (p. 6108) ; son sous-amendement n° 304 : retiré ; son amendement n° 302 : rejeté (p. 6109) ; **article 62** : évaluation du chiffre de la réduction d'impôt ; efforts de l'Etat en faveur du logement social ; addition des dotations budgétaires des concours financiers du fonds spécial de grands travaux ; volume des concours de ce fonds (p. 6122) ; **article 63** : ses critiques à l'encontre de l'attitude de la majorité ; caractère néfaste des effets de cette politique sur la fiscalité des entreprises (p. 6127) ; impossibilité de se loger à Paris ; insuffisance de la contrepartie représentée par l'avantage fiscal par rapport aux contraintes de la loi Quilliot ; problème du passage de la résidence principale à la résidence secondaire ; aggravation de la crise du logement à Paris (p. 6128) ; extension de la crise aux appartements à loyer moyen ; importance du nombre d'appartements vacants à Paris (p. 6129) ; **après l'article 63** : son amendement n° 305 (indication dans le rapport des chapitres du budget dont les concours alloués par le fonds complètent les dotations) ; ses citations du rapport de M. Christian Pierret ; son rappel du contenu de l'article 7 de la loi du 3 août 1982 portant création du fonds spécial grands travaux ; ses citations des réponses faites par MM. Paul Quilès et Pierre Beregovoy sur le détail du mouvement de crédits et le rôle du fonds spécial grands travaux ; caractère d'écran juridique de ce fonds (p. 6131) ; rejeté ; **article 64** : simplification d'obligations déclaratives des entreprises (p. 6132) ; **article 67** : taxation des droits sociaux concernés par le régime des plus-values ; mobilité du capital ; conception ancienne du groupe familial (p. 6134) ; **article 69** : règles d'exigibilité de la T.V.A. sur les livraisons de gaz ; amélioration de la trésorerie de la sécurité sociale ; notion « de biens similaires » (p. 6135) ; **article 72** : sa volonté de laisser M. Edmond Alphandery s'exprimer (p. 6136) ; améliorations apportées par cet article par rapport à l'article 83 de la loi de finances pour 1984 ; rappel des débats de la séance du 17 décembre 1983 ; notion d'impossibilité (p. 6137) ; caractère inconstitutionnel de l'ordonnance de 1945 ; progrès législatifs effectués par la réforme de 1977 (p. 6140) ; pouvoirs exorbitants de l'administration des douanes ; **article 73** : application de règles nouvelles en matière d'inopposabilité des bons anonymes ; imprécisions des qualifications juridiques (p. 6141) ; **article 74** : ses considérations sur le style des exposés des motifs des articles de la loi de finances ; raisons de la modification du texte de la loi de finances pour 1984 (p. 6142) ; **article 75** : problème du financement des compétences des collectivités locales ; modalités retenues pour la compensation financière des transferts de charges ; annonce de la réforme de la fiscalité locale directe ; lourdeur de cette réforme (p. 6144) ; **article 78** : nécessité de sanctionner la fraude fiscale ; régularisation des notifications intéressant les exercices prescrits ; contradiction entre l'article 78 I. I du projet de loi de finances ; et l'article L. 80A du livre des procédures fiscales ; son amendement n° 291 (supprimant le dernier alinéa 2° du paragraphe I de cet article) ; sa volonté de s'associer à la poursuite de la fraude fiscale ; problème de la rétroactivité de ce texte (p. 6150) ; réservé (p. 6151) ; **article 78** : son argument fondé sur l'article L. 188 du livre des procédures fiscales ; son hostilité à la rétroactivité de la loi fiscale (p. 6163) ; son sous-amendement n° 313 à l'amendement n° 312 du Gouvernement (substituant dans le paragraphe I de cet amendement aux mots « au 3e alinéa de l'article », les mots « à l'article ») ; son rappel du contenu du 2e alinéa du paragraphe Ier de cet article ; son absence d'hostilité à des mesures contre les fraudeurs (p. 6164) ; caractère choquant du 2e alinéa du paragraphe I de cet article ; son amendement n° 291 ; rejeté (p. 6165).

Articles de récapitulation : demande de reversement par Aéroport de Paris de 1,5 milliard de francs au F.D.E.S. ; sa demande de suspension de séance pour prendre connaissance de la modification de l'article d'équilibre (p. 6167) ; augmentation du déficit budgétaire ; retrait de 700 millions de francs au logement ; perte de 300 millions de francs correspondant à la suppression du prélèvement à la source pour l'emprunt Giscard (p. 6168) ; **article 34** : énumération des pratiques budgétaires observées depuis 1981 ; nécessité de modifier les règles organiques relatives aux lois de finances ; importance de l'examen de l'exécution du budget ; utilisation des « recettes de poche de l'Etat » ; prélèvement sur le fonds de réserve des fonds de garantie des Caisses d'épargne et sur l'institut d'émission des départements d'outre-mer ; existence d'opérations de débudgétisation (p. 6177) ; utilisation abusive de la procédure d'annulation des crédits ; suppression de l'émunération par le Trésor des dépôts des comptes chèques postaux (p. 6178).

Explications de vote : vote contre du groupe U.D.F. insuffisance de l'information du Parlement sur les dépenses publiques ; problème de l'allègement de la taxe professionnelle et des prélèvements sur les entreprises pétrolières ; absence d'aide à l'investissement ; risques de perte d'emploi (p. 6178).

Deuxième lecture, discussion générale : énumération des thérapeutiques utilisées par le Gouvernement dans la loi budgétaire ; citation des appréciations de la Cour des comptes ; évaluation du poids de la dette [18 décembre 1984] (p. 7088) ; baisse des prélèvements obligatoires ; problème de l'exécution du budget ; accroissement de l'écart avec l'étranger en matière d'investissements ; caractère précaire de la situation financière des entreprises (p. 7089) ; **son rappel au règlement** : caractère inopiné de l'intervention de M. Christian Pierret ; existence d'annulations budgétaires ; opérations de débudgétisation ; surévaluation des recettes (p. 7091) ; **son rappel au règlement** : conditions de travail imposées au Parlement [18 décembre 1984] (p. 7103).

Discussion des articles : **article 1er** : évaluation des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers (p. 7103) ; intervention des rapporteurs spéciaux sur l'utilisation des ressources ; utilité d'une informtion automatique *a priori* ; son amendement n° 147 (évaluation dans l'annexe des voies et moyens du produit des impôts affectés aux établissements publics) : rejeté (p. 7104) ; **article 2** : régime fiscal des adhérents des centres et associations de gestion agréés ; problème des frais de garde ; diminution des impôts sur le revenu ; son amendement n° 148 (substituant à la somme « 4 310 F » la somme « 6 000 F ») (p. 7105) ; montant de la déduction pour frais de garde ; rejeté ; son amendement n° 149 (substituant à la somme « 182 000 F» la somme « 193 000 F ») ; abattement pratiqué sur les bénéfices des adhérents de centres et associations de gestion agréés ; rejeté (p. 7106) ; son amendement n° 150 (insérant dans le 4e alinéa de cet article après les mots « avant déduction » les mots « des réductions d'impôt ») ; caractère uniforme de la baisse des cotisations ; transformation de diverses déductions pratiquées sur le revenu en réductions d'impôt (p. 7110) ; montant de la charge fiscale ; rejeté (p. 7111) ; **article 3 *bis*** : coût de cet article à la trésorerie de l'Etat ; intervention des investisseurs institutionnels pour empêcher la chute des cours (p. 7117) ; taxation des personnes morales (p. 7118) ; **article 5** : sa volonté d'intervenir ultérieurement (p. 7120) ; **article 14** : rappel de la déclaration de M. Henri Emmanuelli au Sénat concernant la constitution d'une réserve de participation non obligatoire (p. 7125) ; **article 19** : caractère choquant de l'attitude de M. Parfait Jans faisant appel aux syndicats ; obéissance du personnel de l'administration des finances au pouvoir hiérarchique (p. 7134) ; **article 21** : utilisation du contingentement en rhum et tafias originaires des TOM et DOM ; nécessité d'ajouter les rhums légers dans le contingent (p. 7138) ; **article 23** : prévisibilité des reprises de produits fiscaux ; prise en compte des transferts fiscaux ; ouverture de dotation globale de décentralisation ; **article 24** : son amendement n° 154 (insérant dans le 2e alinéa de cet article après les mots « l'Etat perçoit » les mots « jusqu'au 31 décembre 1985 ») ; caractère choquant de la fixation de la rémunération d'un service rendu au pourcentage d'impôt (p. 7144) ; nécessité de ne pas pérenniser un système vicié ; rejeté (p. 7145) ; **après l'article 31** : son amendement n° 133 (remplaçant les 21 premiers alinéas de l'article 1621 du code général des impôts concernant la taxe spéciale incluse dans le prix des billets d'entrée de salles de spectacle) ; risque d'inconstitutionnalité de la loi de finances ; évaluation des comptes spéciaux du trésor par l'article 34 (p. 7147) ; obligation de faire figurer cette taxe dans la première partie de la loi de finances ; rejeté (p. 7148).

Seconde délibération de la deuxième partie : **après l'article 59** : modification du plafond annuel de la taxe spéciale d'équipement instituée au profit de l'établissement public foncier de la métropole Lorraine (p. 7181) ; **article 61** : possibilité de permettre aux entreprises de déduire les dons de leurs bénéfices imposables ; extension de cette faculté aux organismes de même intérêt ; notion de « culturel » ; conditions et modalités de l'agrément des établissement de concert (p. 7182) ; **article 63** : difficulté de la situation des souscripteurs ; problème de l'éviction du locataire par le propriétaire : cas de force majeure retenus par l'administration fiscale pour la reprise d'imposition (p. 7183) ; **article 69 *bis*** : rappel de la déclaration de M. Henri Emmanuelli concernant la mise en conformité des règles de territorialité de la T.V.A. applicables aux locations de biens meubles corporels (p. 7186) ; **article 70** : nécessité de faire figurer cet article dans la première partie de la loi de finances ; absence d'incidences financières du 1er alinéa de cet article ; caractère contradictoire des déclarations du Gouvernement sur la taxe spéciale sur les spectacles (p. 7187) ; **article 72** : sa volonté de ne pas défendre les fraudeurs ; voie

de recours contre une ordonnance judiciaire (p. 7189) ; **article 78** : pénalités lors des vérifications fiscales (p. 7194).

Explications de vote : suppression de la rétroactivité des mesures pénales ; rappel de l'historique de l'introduction de la mesure du *carry bock ;* écart entre la France et l'Allemagne fédérale en matière d'inflation (p. 7202).

Son rappel au règlement : notes bleues publiées par le ministère de l'économie ; problème de la suppression du prélèvement spécifique sur les intérêts des obligations détenues par les non-résidents ; documents faisant ressortir que cette suppression est « décidée » par le Gouvernement ; article 34 de la Constitution [17 octobre 1984] (p. 4866).

Son rappel au règlement : amendements de contrôle du budget de l'urbanisme, du logement et des transports ; financement intégral d'une aide au logement par un prélèvement sur le fonds de garantie des Caisses d'épargne ; rattachement d'un fonds de concours [31 octobre 1984] (p. 5450).

— Projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 13 *bis*** : son amendement n° 17 (prise en considération de la réalisation du bénéfice constaté en fonction d'évaluations) : non soutenu [20 novembre 1984] (p. 6203).

Son rappel au règlement : droit d'amendement : affirmations contradictoires de MM. Paul Quilès et Henri Emmanuelli au sujet de l'intégration du fonds spérieur de grands travaux dans la loi de finances rectificative [21 novembre 1984] (p. 6231).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : multipostulation ; loi de 1971 ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; principe de territorialité de la postulation ; cas de la région parisienne ; régime dérogatoire ; caractère attractif de la capitale ; projet proposant de pérenniser le régime actuel de multipostulation dans la région parisienne constituant « la solution la moins mauvaisé » [29 novembre 1984] (p. 6496) ; enchérissement du coût de la justice ; territorialité ; barreau de Paris ; position de la Cour du Luxembourg permettant à un avocat allemand de s'inscrire au barreau de Paris sans perdre son domicile professionnel d'origine ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 6497).

Son rappel au règlement : conditions de travail du Parlement [5 décembre 1984] (p. 6703) ; dépôt tardif du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (p. 6704).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : volonté de dissimulation de l'échec politique ; sous-estimation des charges ; augmentation du déficit budgétaire ; diminution des recettes ; annulations de crédits ; montant de la charge de la dette ; rémunération des fonds de chèques postaux ; baisse des taux d'intérêt ; diminution des rentrées de l'impôt sur le revenu [5 décembre 1984] (p. 6719) ; montant des versements à la C.O.F.A.C.E. montant des remboursements de prêts du F.D.E.S. ; absence de respect de la norme des 3 p. 100 du produit intérieur brut pour le déficit (p. 6720).

Discussion des articles : **article 3** : rappel des conditions de rapidité d'examen du projet de loi ; problème de la dotation globale de fonctionnement ; assiette de la taxe d'habitation ; transfert aux départements de la vignette ; tarifs départementaux de cette vignette (p. 6721) ; **article 4** : difficultés du Gouvernement sur cette disposition ; modalités de collationnement et d'exploitation des données statistiques ; établissement du niveau des ressources fiscales définitives des collectivités locales ; date de la régularisation (p. 6722) ; **article 6, Etat B, titre I** : son amendement n° 18 (concernant les crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget I charges communes) ; son souci de sincérité budgétaire ; sous-évaluation des dotations de certains chapitres ; sa volonté d'obtenir une explication des mouvements en sens contraire : rejeté ; son amendement n° 19 (relatif aux crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget I charges communes) : rejeté ; **titre III** : son amendement n° 20 (concernant les crédits du ministère des anciens combattants) : rejeté ; son amendement n° 21 (concernant les crédits du ministère de la culture) (p. 6727) ; rejeté ; son amendement n° 22 (concernant les crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer I section commune) : rejeté ; son amendement n° 23 (concernant les crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget, II services financiers) ; rejeté ; son amendement n° 24 (concernant les crédits du ministère de l'industrie et de la recherche I section commune) : rejeté ; son amendement n° 25 (concernant les crédits du ministère de la justice) : rejeté ; son amendement n° 26 (concernant les crédits du ministère des transports I section commune) : rejeté ; son amendement n° 27 (concernant les crédits du ministère des transports : IV Météorologie) : rejeté ; **Titre IV** :son amendement n° 28 (relatif aux crédits du ministère de l'agriculture) : rejeté ; son amendement n° 29 (relatif aux crédits du ministère des anciens combattants) : rejeté ; son amendement n° 30 (concernant les crédits du ministère de l'économie,des finances et du budget : I charges communes) : rejeté (p. 6728) ; **article 7, titre V** : absence de distribution des amendements à cet article, son amendement n° 31 (réduisant les autorisations de programme du ministère des affaires sociales et de la solidarité) ; problème posé par le caractère temporaire de l'annulation de crédits ; rejeté ; son amendement n° 32 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'agriculture) ; application de cet amendement au chapitre 51-92 « forêts, acquisitions et travaux » ; rejeté ; son amendement n° 33 (réduisant les autorisations de programme du ministère de la culture) ; application de cet amendement au chapitre 56-91 « bâtiments publics, acquisitions, constructions et équipement » ; financement de la fondation Louis-Aragon ; rejeté ; son amendement n° 34 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'intérieur) ; rejeté ; son amendement n° 35 (supprimant le chapitre 57-92) ; suppression de l'utilisation de la procédure de dotation pour mémoire ; méconnaissance des opérations financées par ce chapitre (p. 6730) ; taux de consommation au 31 décembre 1983 ; rejeté ; **titre VI** : son amendement n° 36 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'agriculture) ; application de cet amendement au chapitre 61-61 « développement de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires » ; rejeté ; son amendement n° 37 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'agriculture) ; application de cet amendement au chapitre 61-92 « forêts, acquisitions et travaux » ; rejeté ; son amendement n° 38 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'industrie et de la recherche) ; rejeté ; son amendement n° 39 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'urbanisme et du logement) ; rejeté ; son amendement n° 40 (réduisant les autorisations de programme du ministère de l'urbanisme et du logement) : rejeté ; (p. 6731) ; **après l'article 21** : son amendement n° 41 (obligation pour le rapport sur les conditions d'attribution des fonds publics de faire ressortir le montant des dotations initiales et les dotations définitives) ; information sur les aides publiques aux entreprises ; fusion de plusieurs documents budgétaires ; caractère de « camouflage » de ce procédé ; nécessité d'inclure dans le rapport des données concernant l'utilisation des crédits destinés aux aides publiques à l'industrie ; son rappel de l'article 80 de la loi de finances pour 1974 (p. 6738) ; rejeté ; **article 26** : extension à des organismes de droit privé d'obligations de service public ; problème des frais demandés aux radios locales ; diversité des tarifs ; cas de Paris ; conformité à la Constitution du mécanisme de l'article 26 (p. 6742).

Explications de vote : vote du groupe U.D.F. ; contrôle budgétaire ; sa volonté de faire établir un rapport ; refus de moyens d'information au Parlement (p. 6744).

Commission mixte paritaire, explications de vote : indique que le groupe U.D.F. n'a pas participé à la réunion de la C.M.P. ; vote hostile de ce groupe [21 décembre 1984] (p. 7390) : dispositions relatives a' la forêt ; vote hostile du groupe U.D.F. sur le projet de loi relatif au fonds spécial des grands travaux (p. 7392).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1980, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : date du dépôt de la publication annexe du rapport sur la gestion du fonds spécial des grands travaux [11 décembre 1984] (p. 6804) ; **oppose la question préalable** : aggravation du principe d'un financement d'Etat spécifique pour certaines catégories de dépenses ; travaux préparatoires du Sénat ; entreprises du bâtiment et des travaux publics ; extension du recours au fonds par rapport au projet

de loi initial ; substitution d'un financement spécifique par le fonds à un financement budgétaire ; pôles de conversion (p. 6809) ; primes à l'amélioration de l'habitat ; travaux d'entretien et de restauration du réseau ; économies d'énergie ; changement de nature des interventions du fonds ; impossibilité d'abroger la loi créant ce fonds sans mettre en cause les opérations financées ; caractère irrecevable d'un amendement supprimant l'autorisation de percevoir la taxe additionnelle ; impossibilité de contrôler le fonctionnement du fonds (p. 6810) ; absence totale d'information en ce qui concerne les emprunts ; octroi de deux emprunts de 250 millions de francs par la Banque européenne d'investissements ; information sur les dépenses ; importance des enveloppes financières gérées par le fonds s'élevant à 18 milliards de francs de crédits ; définition de l'équilibre général du budget ; autonomie du fonds ; risques que comporte le fonctionnement de celui-ci ; investissements des collectivités locales ; soutien au secteur du Bâtiment et des travaux publics ; création et perpétuation du fonds spécial des grands travaux ; décrets budgétaires d'annulation de crédits (p. 6811) ; propos de M. Michel Delebarre (p. 6812) : sa question préalable : rejetée (p. 6813) ; T.G.V. Atlantique et T.G.V. Sud-Est contrôle budgétaire ; augmentation de la taxe sur le carburant (p. 6818).

Son rappel au règlement : conditions de travail de l'Assemblée nationale ; dépôt tardif de ses amendements par le Gouvernement [18 décembre 1984] (p. 7103).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (n° 2533).

Troisième lecture, discussion générale : absence de difficulté dans les discussions de ratification ; rapports entre le Groenland et la Communauté économique européenne ; pression exercée sur les Groenlandais ; existence de conversations préliminaires entre la Communauté économique européenne et les futures autorités du Groenland [20 décembre 1984] (p. 7308).

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs, en remplacement de M. André Lotte, décédé [*J.O.* du 21 novembre 1984] (p. 3590).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à supprimer l'**interdiction de séjour (n° 2549)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : rappelle les principes de l'ordonnance du 26 août 1944 ; possibilité de fraude en l'absence d'interdiction à une personne étrangère de prendre plusieurs participations de moins de 20 p. 100 dans le capital de plusieurs entreprises de presse [1er février 1984] (p. 442) ; caractère intolérable de l'attitude de l'ambassadeur américain en France à l'encontre des communistes ; cinquième colonne formée par la bourgeoisie ; présence limitée des amis de l'opposition dans les camps de concentration (p. 443).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 195 (rôle du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel) ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 15 de la commission : retiré [6 avril 1984] (p. 1248) ; **article 17** : son amendement n° 196 (ressources mobilisables) (p. 1251) ; rejeté (p. 1252) ; **article 31** : son amendement n° 197 (possibilité pour les institutions représentatives du personnel de demander une modification de la mission de l'administrateur) : retiré (p. 1264) ; **article 43** : son amendement n° 198 (rémunération par l'employeur du temps passé par le représentant des salariés dans l'exercice de sa mission) : adopté [9 avril 1984] (p. 1283) ; son amendement n° 199 : devenu sans objet ; **article 44** : son amendement n° 200 (réglementant les licenciements pour motif économique) (p. 1284) ; rejeté (p. 1286) ; **article 45** : son amendement n° 201 (impossibilité pour l'administrateur de procéder à des mesures concernant l'arrêt temporaire d'activité ou la réduction de l'horaire de travail pendant les périodes définies à l'article précédent) (p. 1288) ; devenu sans objet ; **après l'article 45** : son amendement n° 202 (modifiant la rédaction de l'article L 321-7 du code du travail) : devenu sans objet (p. 1289) ; **article 54** : son amendement n° 203 (exclusion des créances salariales ou des créances du comité d'entreprise) (p. 1294) ; rejeté (p. 1295) ; **article 77** : son amendement n° 205 (application aux créances du comité d'entreprise des dispositions prévues à l'alinéa précédent) : rejeté (p. 1319) ; **après l'article 129** : son amendement n° 206 (créances du comité d'entreprise) : rejeté [10 avril 1984] (p. 1348) ; **article 154** : son amendement n° 208 (fixant à six mois renouvelables la période de maintien de l'activité après la liquidation) : rejeté (p. 1365).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 35** : son amendement n° 47 (traitement des administrateurs judiciaires et des mandataires-liquidateurs [11 avril 1984] (p. 1443) ; retiré (p. 1444).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).

Première lecture, discussion générale : comités de bassin ; agences financières de bassin ; lutte contre la pollution des eaux ; statut juridique des agences financières de bassin : établissement public à caractère administratif et à personnalité financière ; perception de redevances ; composition des Conseils d'administration ; composition incluant le « patronat pollueur » ; caractère anti-démocratique de cette composition ; situation de l'eau en France ; actions des agences de bassin ; politique de l'eau ; personnels des agences de bassin en majorité contractuels ; vote positif du groupe communiste sur divers amendements et le projet final [16 mai 1984] (p. 2393).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* crise du secteur des activités maritimes ; problème de l'emploi dans la construction et la réparation navales [31 octobre 1984] (p. 5466) ; éclatement de la filière maritime ; renouvellement de la flotte ; nécessité du maintien des sites et du refus des licenciements dans les chantiers ; système d'aide aux armements ; baisse des crédits en faveur de la flotte du commerce ; renforcement des capacités

de transport de l'armement français ; problème des pêches maritimes et des cultures marines ; intérêts des pêcheurs français ; caractère spécifique des pêches méditerranéennes ; entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; nécessité d'une action déterminée sur les marchés par l'accroissement du rôle du fonds d'intervention et d'organisation des marchés (p. 5467, 5468).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une réforme visant à instituer un nouveau mode de calcul du coefficient de renouvellement des baux commerciaux ; utilité de faire appel à une large gamme d'instruments de calcul ; réduction à 2,25 du coefficient par la commission ; extension du champ d'application du projet à l'évolution de certains loyers [28 novembre 1984] (p. 6463).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 1 (substituant au nombre « 2,30 » le nombre « 2,20 ») ; opportunité de ce coefficient ; retiré (p. 6464).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : cas d'ouvrages privés intégrés à terme dans le domaine public [12 décembre 1984] (p. 6884) ; **article 3** : attributions du maître d'ouvrage ; prérogatives de puissance publique de celui-ci (p. 6888).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 19 *bis*** : son amendement n° 58 (de suppression) : adopté [19 décembre 1984] (p. 7286).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
(4e circonscription)
Socialiste

S'incrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* gendarmerie ; effectifs ; casernements ; [9 novembre 1984] (p. 5830) ; intégration de l'indemnité de sujétion de police dans le calcul des pensions des retraités ; rôle de la gendarmerie (p. 5831).

GARROUSTE (Marcel)

Député du Lot-et-Garonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre suppléant de la commision mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale ; questions :* problème des charges sociales occasionnées par la main d'œuvre saisonnière ; [6 novembre 1984] (p. 5616).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* finalité de la politique de la vieillesse ; notion de vieillissement [13 novembre 1984] (p. 5960) ; action de prévention du vieillissement ; création de l'Institut national de recherche sur la prévention du vieillissement cérébral ; participation des personnes âgées à la vie sociale (p. 5961).

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 605,** posée le 27 avril 1984 : **impôts et taxes (contrôle et contentieux)** (p. 2016) ; appelée le 11 mai 1984 : **contrôles fiscaux** : cas de l'entreprise Sotapharm de la Ferté-Bernard (p. 2245) ; risque d'aboutir à la cessation d'activité de cette entreprise (p. 2246).

— **n° 721,** posée le 21 novembre 1984 : **boissons et alcools (cidre)** (p. 6256) ; appelée le 7 novembre 1984 : **production cidricole** : menace de disparition de cette production ; nécessité de reconstituer le verger (p. 6798) ; participation de l'Etat aux aides attribuées pour l'implantation de nouveaux vergers (p. 6799).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* création d'un nouveau loto [23 octobre 1984] (p. 5101) ; exemple italien ; comité national olympique ; dédommagement pour la société d'encouragement à la race chevaline (p. 5102).

GASPARD (Françoise)

Député d'Eure-et-Loir
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [31 octobre 1984] (p. 5494).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2391) tendant à **l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation** et à l'accélération des procédures d'indemnisation **(n° 2485)** [6 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève des internes** : grève des internes dans plusieurs centres hospitaliers ; inégalité de salaires entre les internes titulaires et les « faisant fonction d'interne » ; diminution prévisible du nombre des internes dans les centres hospitaliers [10 octobre 1984] (p. 4612).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : fermeture des frontières à toute nouvelle immigration de travail ; stricte limitation de l'immigration ; mesures concrètes d'insertion des communautés immigrées [25 mai 1984] (p. 2676) ; nécessité de dénoncer les discours xénophobes notamment ceux hostiles aux Maghrébins ; racisme ; ouverture du choix au retour ; obtention d'un titre unique de séjour et de travail de dix ans ; cohabitation des communautés ; contrôle des étrangers ; insertion d'un article revenant sur les aspects positifs de la loi de 1981 ; référence à la notion d'ordre public ; appréciation réaliste de la situation sociale (p. 2677).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : clarté de la question posée par le référendum ; motifs de l'obstruction de l'opposition ; déclarations de M. Charles Pasqua ; attitude de l'opposition lors de l'extension de certaines libertés, notamment les droits des travailleurs dans l'entreprise, ceux des locataires et ceux des syndicalistes ; interprétation restrictive de la liberté par l'opposition ; refus d'un vrai débat par la minorité [23 août 1984] (p. 4304) ; référendum sur l'école ; précédent de 1962 ; anti-parlementarisme ; extrême-droite ; attentat de la rue Marbeuf ; esprit partisan ; vote de la question préalable pour éviter de se prononcer sur le fond ; changement d'argumentation des députés de l'opposition ; doute sur le caractère constitutionnel de la demande de référendum formulée par les sénateurs le 30 juin 1984 ; rappel des déclarations de MM. Charles Pasqua, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Debré (p. 4305) ; propositions de loi constitutionnelle déposées par M. Jean Foyer et par une quarantaine de parlementaires de l'U.D.F. et du R.P.R. ; amendements au projet de loi ; volte-face de l'opposition ; dissolution ; volonté de restaurer le Sénat de la IIIe République ; obstruction (p. 4306).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* irresponsabilité des dirigeants politiques de droite ; problème des Français d'origine maghrébine ; augmentation des crédits consacrés à cette communauté ; efficacité des contrats d'action sociale ; éducative et culturelle ; ambiguïté de la notion de « Français musulmans » ; rappel des liens de la ville de Dreux avec l'Algérie ; présence du Gouvernement français le 1er novembre à Alger ; insertion de la Communauté maghrébine [13 novembre 1984] (p. 5949, 5950).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation ; position de M. André Tunc ; droit de la responsabilité civile ; articles du code civil concernant cette responsabilité ; dresse l'historique du dispositif juridique applicable aux victimes d'accidents de la circulation ; nombre de ces accidents ; arrêt Jamd'heur de la Cour de cassation ; multiplication du nombre des véhicules automobiles [17 décembre 1984] (p. 7021) ; parc automobile ; situation antérieure de la victime ; faute de la victime ; commission « Bellet » ; arrêt Desmares de la Cour de cassation ; cas de force majeure ; insécurité routière ; amélioration des conditions d'indemnisation des victimes par ce projet ; impossibilité d'imposer à celles-ci la force majeure ou le fait d'un tiers ; cas de la faute de la victime ; cas des conducteurs victimes d'accidents corporels ; indemnisation automatique des victimes jeunes ou âgées (p. 7022) ; accélération du règlement des sinistres ; offre d'indemnité faite par l'assureur ; délais de cette offre ; production des créances des tiers payeurs entre les mains de l'assureur ; intervention du fonds de garantie automobile ; règles applicables aux recours des tiers payeurs ; rentes indemnitaires (p. 7023).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (cas des remorques ou semi-remorques) : adopté ; son amendement n° 2 (substituant le mot « train » aux mots « chemins de fer ») ; expression « chemins de fer » : retiré ; son amendement n° 3 (personnes transportées en vertu d'un contrat) : adopté (p. 7034) ; **article 2** : son amendement n° 4 (impossibilité d'opposer la force majeure aux victimes) ; possibilité pour le piéton, le cycliste ou la personne transportée d'invoquer la force majeure ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 5 (indemnisation des victimes) ; référence à l'âge de quinze ans ; adopté après modification ; **article 4** : son amendement n° 6 (limitation de l'indemnisation en cas de dommages autres que matériels ; opposabilité de l'exclusion de la limitation de la réparation aux ayants droits des conducteurs) ; notion de dommages corporels ; adopté après modification ; **article 5** : son amendement n° 7 (indemnisation des dommages corporels) : adopté ; son amendement n° 8 (éventualité d'un recours contre le conducteur) (p. 7036) ; recours du propriétaire du véhicule contre le conducteur fautif ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 9 (institution d'un fonds de garantie chargé d'indemniser la victime d'un accident de la circulation où est impliqué un véhicule terrestre à moteur) ; problème de l'indemnisation des accidents autres que ceux causés par des véhicules terrestres à moteur (p. 7037) ; véhicules à l'arrêt ; cas d'une voiture dans un parking ; adopté ; son amendement n° 10 (paiement des indemnités par le fonds de garantie) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 11 (transaction du fonds de garantie) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 12 (cas où l'accident n'a occasionné que des dommages matériels) : adopté (p. 7038) ; **article 11** : son amendement n° 13 (supprimant la référence aux procès-verbaux et actes détenus par l'assureur) ; procédure de transmission des procès-verbaux ; rôle des assureurs ; adopté ; son amendement n° 14 (substituant la référence à une expertise par celle d'un examen médical) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 16 (cas des tiers payeurs n'ayant pu faire valoir leurs droits contre l'assureur par la faute de la victime) : adopté (p. 7039) ; **article 16** : son amendement n° 17 (substituant la référence aux pénalités mentionnées par la référence aux intérêts mentionnés) : adopté ; son amendement n° 18 (cas des circonstances imputables à la victime) : adopté (p. 7040) ; **article 17** : son amendement n° 19 (paiement du premier arrérage d'une rente) ; conditions de l'information du juge des tutelles ; adopté ; **article 18** : son amendement n° 20 (substituant aux mots « dans les sept jours » les mots « dans les quinze jours ») ; nécessité pour l'assureur de présenter une offre d'indemnité dans un délai maximum de huit mois ; délai de réflexion de la victime ; problème des délais ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 21 (cas des sommes non versées) ; cas d'un paiement partiel ; adopté (p. 7041) ; **après l'article 19** : son amendement n° 22 (possibilité pour la victime de demander la réparation de l'aggravation d'un dommage) ; nouvelle demande en cas d'aggravation ; adopté ; son amendement n° 23 (cas où l'assureur invoque une exception de garantie légale ou contractuelle) ; suppression de la référence à la notion de mandat légal de l'assureur ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 24 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 25 (actions en justice contre le fonds) ; intervention du fonds de garantie au profit des victimes d'accidents ; adopté (p. 7042) ; **avant l'article 23, article 23 et 24** : ses amendements n° 26, 27 et 28 (rédactionnels) : adoptés (p. 7044) ; **après l'article 26** : son amendement n° 29 (actions en remboursement des avances sur indemnité) ; délai de prescription de l'action en remboursement des avances sur indemnité ; garantie volontaire des assureurs couvrant toutes les circonstances d'accidents ; adopté ; **article 27** : son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; **avant l'article 29** : son amendement n° 31 (prise en charge de l'indemnisation des dommages de toute nature autre que matériels par le fonds de garantie) ; conditions de l'intervention de ce fonds ; harmonisation de ces conditions en matière d'accidents de chasse et en matière d'accidents de la circulation ; adopté (p. 7045) ; **article 29** : son amendement n° 32 (comdamnation à une indemnité portant intérêt au taux légal) : adopté ;

article 30 : son amendement n° 33 (supprimant l'obligation de mise en demeure du débiteur) : adopté (p. 7047) ; **article 34 et 36** : ses amendements n° 34, 35 et 36 (rédactionnels) : adoptés ; **article 38** : son amendement n° 37 (fixation d'une table de conversion par décret) : adopté (p. 7048) ; **article 40** : son amendement n° 38 (fixant la date d'application de diverses dispositions du texte) ; date d'entrée en vigueur de la loi ; jurisprudence « Desmares » ; adopté (p. 7049).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° **347** tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la **présentation de personnes handicapées à des spectateurs** [24 janvier 1984].

Proposition de loi tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la **présentation de personnes handicapées à des spectateurs (n° 1970)** [2 février 1984].

Proposition de loi tendant à modifier les articles L 323-36 et L 323-37 du **code du travail** afin de faciliter **l'emploi des femmes seules**, chefs de familles **(n° 2027)** [12 avril 1984].

Proposition de loi relative à l'établissement des listes pour les **élections professionnelles (n° 2516)** [13 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

— **Agriculture, B.A.P.S.A.** — *Discussion générale : questions :* rôle du revenu cadastral dans l'établissement des impôts ; problème de l'ancienneté du classement des terres dans certaines communes ; difficultés de l'expertise du territoire agricole français ; délais de révision du classement des terres dans les communes non remembrées [7 novembre 1984] (p. 5683) ; augmentation des charges des agriculteurs ; établissement de la comptabilité des agriculteurs âgés (p. 5684).

GATEL (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Xavier Hunault : durée du service militaire** : résultats de la mise en œuvre du volontariat pour un service long ; rappel des objectifs fixés par le ministère de la défense en la matière [13 juin 1984] (p. 3299) ; insertion de ce dispositif dans le cadre du service militaire ; avenir professionnel des appelés (p. 3300).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba (n° 1993).

Première lecture, discussion générale : modification de la frontière ; col de la Pierre-Saint-Martin ; échange de terrains [30 mai 1984] (p. 2815).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à l'entretien des bornes et de la frontière (n° 1994).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur ce texte [30 mai 1984] (p. 2815).

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996).

Première lecture, discussion générale : rappelle le contexte diplomatique ; protocole de Genève ; insuffisance des dispositions de la Convention de 1972 ; négociations sur les armes chimiques actuellement en cours à la conférence du désarmement ; consultations en cours en vue de la réunion fin 1985 d'une conférence spéciale des parties à la convention [30 mai 1984] (p. 2818).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Yves Lancien : indique qu'il accepte que M. Yves Lancien pose immédiatement ses questions sur les problèmes de défense [25 octobre 1984] (p. 5194) ; mission de son secrétariat d'Etat : développement de l'économie sociale ; reconnaissance des mutuelles, coopératives et associations ; poids économique des coopératives de la mutualité et du secteur coopératif ; révision coopérative ; nombre des coopératives d'artisans adhérant à la F.N.C.J.A. ; groupements de commerçants détaillants ; transmission de l'entreprise à des salariés groupés en société coopérative ouvrière de production ; structures de l'économie sociale (p. 5195) ; contrats de Plan ; mouvements de l'économie sociale ; banque mutualiste ; problèmes du financement ; développement des associations ; Conseil national de la vie associative ; statut de l'élu associatif ; énumération des priorités notamment renforcement des politiques des Conseils régionaux ; construction de nouvelles relations de solidarité (p. 5196).

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
U.D.F.
Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Président de ce groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation politique** : retour des « soldats de la paix » du Liban ; échec du sommet de Bruxelles ; Plan acier ; demande un débat de politique générale [5 avril 1984] (p. 1162) ;

— **Situation politique** : désaveu de la majorité présidentielle par le pays ; respect du suffrage populaire ; atteinte aux libertés [20 juin 1984] (p. 3506-3507) ;

— **Participation de la France aux cérémonies de commémoration de l'insurrection algérienne** : nécessité

de renoncer à cette participation par respect pour la mémoire des Français morts pendant la guerre d'Algérie [24 octobre 1984] (p. 5128-5129).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** réunion du bureau du groupe de l'U.D.F. justifiant une suspension de séance [31 janvier 1984] (p. 331) ; présentation des lois « scélérates » justifiant une durée de débat plus longue (p. 332) ; **avant l'article 10 : son rappel au règlement :** sanction de censure frappant trois parlementaires de l'opposition ; procédé sans précédent sous la Ve République ; rappelle les insultes proférées à l'encontre du Président de la République lors de la séance du 12 novembre 1980 ; demande une suspension de séance [2 février 1984] (p. 482).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** obstruction [2 juillet 1984] (p. 3966-3967).

Son rappel au règlement : concentrations de presse dans le midi ; demande la vérification du quorum sur l'amendement n° 141 de M. François d'Aubert [3 juillet 1984] (p. 3998).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : lézardes fissurant l'édifice majoritaire ; liberté de l'enseignement ; rappelle vingt années de paix scolaire pendant la gestion de l'opposition ; enseignement public ; indique que l'opposition rétablira la liberté scolaire si le Gouvernement actuel y touche [19 avril 1984] (p. 1815) ; « vaudeville » de la majorité ; propos de M. Georges Marchais : « adieu, je reste » ; propos de M. François Mitterrand : « pars si tu peux » ; désarroi de la gauche face à son échec ; notion d'héritage ; pronostics en matière du nombre de chômeurs ; relance ; période de rigueur ; dévaluation ; dilapidation de l'héritage (p. 1816) ; remise en cause de la liberté de l'enseignement ; diminution du pouvoir d'achat et de la protection sociale des Français ; décentralisation ; régionalisation ; nationalisations ; promesses de M. François Mitterrand en 1979 de maintenir le potentiel de production d'acier ; désespoir des sidérurgistes ; plan acier ; logique économique de ce plan représentant « malheureusement la seule voie possible » ; nécessité impérative des restructurations ; évolution des effectifs dans la sidérurgie (p. 1817) ; erreurs de la gauche ; chômage ; relance par la dépense ; position du Gouvernement sur l'Europe ; récession sans précédent depuis 1945 ; position des communistes (p. 1818) ; « noviciat » de ces derniers ; problème des vœux des communistes : temporaires ou perpétuels ; refus de la confiance du groupe U.D.F. (p. 1819).

Son rappel au règlement : projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat et l'enseignement privé ; fin des travaux de la commission alors que celle-ci discute de l'article 6 de ce projet [17 mai 1984] (p. 2441).

Son rappel au règlement : article 86, alinéas 1 et 2, du règlement ; rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le texte sur l'enseignement privé ; interruption brutale des travaux de cette commission [21 mai 1984] (p. 2473) ; utilisation d'une procédure baptisée par M. François Mitterrand de « doigt sur la couture du pantalon » ; abaissement au « point zéro » de la compétence politique du Parlement ; attachement de près de 80 p. 100 des Français à la liberté de l'enseignement (p. 2474).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Droits du Parlement ; création d'un grand service public unifié laïc de l'éducation ; remise en cause de la liberté ; négociation ; quasi-totalité des articles du texte n'ayant fait l'objet d'une discussion ni devant l'Assemblée, ni en commission ; sujet rassemblant près de 80 p. 100 des Français ; indique qu'il est le défenseur d'un principe fondamental : la liberté de l'enseignement [24 mai 1984] (p. 2619) ; problème des maîtres ; garanties d'emploi des maîtres de l'enseignement privé ; décision du Conseil constitutionnel de 1979 ; texte représentant une loi de réaction ; coût d'un enfant du privé et coût d'un enfant du même âge dans l'enseignement public ; position de M. Louis Joxe ; loi « Debré » ; paix scolaire (p. 2620) ; parents d'élèves ; recul de la liberté ; motifs d'inconstitutionnalité de ce texte ; lien entre l'aide des communes et un niveau de titularisation ; position du secrétaire général du comité national d'action laïque : « laïcité représentant le summum de la pensée humaine » ; diversion idéologique ; division de la majorité actuelle (p. 2621) ; opération dite de « recentrage » ; liberté de l'enseignement ; procédure de l'article 49, alinéa 3 ; positions de MM. François Mitterrand, Louis Mexandeau et Gaston Defferre au sujet du texte ; carcan bureaucratique ; projet faisant deux victimes : l'enseignement privé dans un premier temps puis l'enseignement public ; vote de trois-quart des Français contre trois-quart des députés ; indique à la majorité qu'elle est numériquement majoritaire mais qu'elle a politiquement tort (p. 2622) ; indique que le nombre d'enfants a diminué de 30 000 en dix ans dans les écoles et que, dans ce même temps, 33 000 postes d'instituteurs supplémentaires ont été crées (p. 2623).

Ses rappels au règlement : conditions dans lesquelles la conférence des présidents a arrêté les modalités d'examen de la motion sénatoriale tendant à soumettre un texte au référendum [3 juillet 1984] (p. 3991) ; propositions de référendum ; motion transmise par le Sénat ; attitude de l'opposition (p. 3992) ; modalités d'examen, par la conférence des présidents, de la discussion de la motion du Sénat (p. 3993).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : rappel des déclarations faites par M. Pierre Mauroy en 1981 ; chômage ; improvisation notamment en ce qui concerne le retrait du projet de loi de M. Alain Savary, l'annonce du référendum et la nomination du nouveau Premier ministre ; départ des ministres communistes ; majorité présidentielle ; attitude du groupe communiste [24 juillet 1984] (p. 4161) ; rappel des propos de M. Laurent Fabius en 1981 et lors des débats budgétaires ; politique de relance ; déficit budgétaire ; impôts ; majoration exceptionnelle ; taux de T.V.A. ; échec technique par rapport aux objectifs annoncés et aux promesses faites ; image du rassemblement ; cas de M. Hubert Curien (p. 4162) ; modernisation ; nationalisations ; communistes ; loi électorale ; suppression du 1 p. 100 « sécurité sociale » ; référendum sur le référendum ; revirement présidentiel (p. 4163) ; nécessité d'une concertation pour examiner la proposition de M. Laurent Fabius d'associer les représentants de l'opposition au traitement de certains dossiers ; présidentialisation du régime (p. 4164).

Son rappel au règlement : emprunt Giscard ; impossibilité pour un député de répondre immédiatement à une interpellation [24 octobre 1984] (p. 5139).

Ses observations lors de la question d'actualité de M. André Billardon : libéralisme : sa volonté de répondre à une provocation de M. Laurent Fabius ; sa demande d'une minute de silence pour les morts des forces de l'ordre [14 novembre 1984] (p. 6015).

Son rappel au règlement : dévoiement de la procédure des questions d'actualité ; répartition inégale des temps de parole depuis 1981 [14 novembre 1984] (p. 6019).

Son rappel au règlement : demande une suspension de séance ; convocation de parlementaires par un substitut du procureur [29 novembre 1984] (p. 6486).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Troisième lecture : Discussion générale : son vote contre le projet de loi [20 décembre 1984] (p. 7315).

GENG (Francis)

Député de l'Orne
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à insérer, dans le **préambule de la Constitution,** la Convention européenne de **sauvegarde des droits de l'Homme et**

des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 **(n° 2077)**[27 avril 1984].

Proposition de loi tendant à instituer une **charte de la police nationale (n° 2085)** [3 mai 1984].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle (n° 2150)** [24 mai 1984].

Proposition de loi relative à l'élection de **l'Assemblée de Corse (n° 2155)** [24 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aggravation des charges des entreprises** : problème de la réduction des charges sociales des entreprises ; déficit d'exploitation du Gaz de France ; prix du gaz algérien ; dates d'exigibilité et de paiement des cotisations sociales des entreprises auprès de l'U.R.S.S.A.F. [10 octobre 1984] (p. 4614).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : importance et nécessité d'une réforme ; sa conception de la notion d'entreprise [5 avril 1984] (p. 1198) ; cas où une entreprise est économiquement viable ; maintien de l'emploi « à tout prix » ; consultation des représentants des salariés ; licenciements ; pouvoirs de ces représentants ; créanciers chirographaires ; période d'observation ; administrateurs judiciaires et syndics liquidateurs ; tutelle administrative pesant sur les partenaires de la justice (p. 1199) ; texte relatif à la réforme des tribunaux de commerce ; suppression de la présomption de faute à l'égard des chefs d'entreprise ; indique qu'il ne votera pas ce texte (p. 1200).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : livret d'épargne-entreprise ; taux des rémunérations de l'épargne [2 mai 1984] (p. 2049) ; modalités des prêts ; déductibilité des intérêts d'emprunt ; régime fiscal des dépenses de recherche ; fonds commun de placements à risques ; garantie des sommes investies par le régime de l'A.G.S. ; caractère critiquable d'une telle disposition ; insuffisance des mesures proposées dans le domaine de la transmission d'entreprise ; pôles de conversion ; seuils ; complexité et insuffisance du texte (p. 2050).

Son rappel au règlement : déclaration de l'urgence du projet en discussion relatif à l'enseignement privé ; proteste, au nom du groupe U.D.F., contre de telles « méthodes expéditives » [22 mai 1984] (p. 2535).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : disparition du caractère propre de l'enseignement privé ; position de M. Gaston Defferre au sujet de l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; absence de représentants de la commission spéciale pour ce débat ; droit d'amendement ; rappelle le mot de Talleyrand : « asseyez-vous sur vos principes, ils finiront par céder » ; absence de notion de caractère propre ; rôle de la puissance publique [24 mai 1984] (p. 2362) ; mérites de la « vraie » école laïque ; rôle de l'école privée ; caricature de l'enseignement catholique faite par Mme Véronique Neiertz ; position de M. Henri Delisle affirmant que l'église et la droite ont tenté de s'approprier l'éducation ; position de M. André Henry sur le lien entre l'éducation et le fait d'être « de gauche » ; négociation autour de ce texte ; droits du Parlement ; cortège des promesses non tenues et des échecs du Gouvernement (p. 2633) ; vote de la motion de censure par toute l'opposition (p. 2634).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : sa proposition de loi identique ; débat sur le statut particulier de la Corse ; seuil d'éligibilité ; arrêt du Conseil constitutionnel ; projet de loi sur l'organisation des régions et le mode d'élection des conseils régionaux ; harmonisation du statut électoral de la Corse avec le statut des régions d'outre-mer [20 juin 1984] (p. 3552).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : comparaison entre la situation actuelle et celle de la IV^e^ République ; nécessité d'une question claire ; plébiscite ; position du groupe U.D.F. sur le projet de loi ; avis préalable du Conseil constitutionnel [23 août 1984] (p. 4301) ; risque d'abaissement du Parlement ; possibilité pour le Président de la République de faire obstacle à la majorité parlementaire ; danger du projet de loi pour les libertés ; droit des minorités ; élections européennes et manifestation du 24 juin ; sondage sur le référendum ; résultats économiques et sociaux ; suppression d'emplois (p. 4302) ; désarroi de la majorité présidentielle et parlementaire ; dissolution de l'Assemblée nationale ; vote contre le projet de loi (p. 4303).

Explications de vote : procès d'intention engagé contre M. Claude Labbé ; absence de clarté de la démarche présidentielle (p. 4314).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* problème de l'aide à domicile aux profit des agriculteurs ; nécessité de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ; nécessité d'une prise en charge de ces mesures par l'Etat [6 novembre 1984] (p. 5611).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* redéploiement industriel ; fin des idéologies ; frontière entre le secteur public et le secteur privé ; montée du chômage ; bouleversement des mentalités des entrepreneurs ; diminution du montant de la taxe professionnelle et augmentation du coût des carburants et des communications téléphoniques ; hausse de l'énergie ; rôle de l'entreprise privée dans l'économie de marché [14 novembre 1984] (p. 6030) ; problèmes de l'entreprise ; petites et moyennes entreprises ; construction de l'Europe ; nécessité de retenir diverses orientations prioritaires parmi lesquelles le renforcement de la structure financière des entreprises et l'allégement des contraintes administratives ; situation au Japon ; limites de l'Etat-providence ; respect des grands équilibres économiques (p. 6031).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 :** son amendement n° 21 (modifiant le paragraphe I de cet article) : rejeté ; son amendement n° 22 (substituant dans le 2^e^ alinéa du paragraphe II aux mots « l'essence et le gazole » les mots « et l'essence ») : rejeté [18 décembre 1984] (p. 7131).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
(4^e^ circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1^er^ avril 1984] (p. 1030).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budget annexe des prestations sociales agricoles) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XV : **prestations sociales agricoles (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Accident d'avion militaire à Colmar :** Mirage 5 F de la base de Colmar-Meyenheim ; survol de zones habitées ; ordre de tirer [6 juin 1984] (p. 2985) ; défaillance technique (p. 2986).

orales sans débat :

— **n° 592,** posée le 24 avril 1984 : **douanes (fonctionnement : Bas-Rhin)** (p. 1905) ; appelée le 27 avril 1984 : **plate-forme douanière de Marckolsheim** : axe transvosgien ; vocation interrégionale de la liaison Célestat-Marckolsheim ; absence de plate-forme douanière ; caractère précaire de l'économie de la moyenne Alsace (p. 2006) ;

— **n° 627,** posée le 15 mai 1984 : **entreprises (aides et prêts : Alsace)** (p. 2365) ; appelée le 18 mai 1984 : **aide à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi** : place de la région Alsace en matière de création d'entreprise ; montant dérisoire de la somme allouée aux travailleurs privés d'emploi créant une entreprise ; blocage des initiatives privées (p. 2458) ; effet rétroactif des mesures prises en faveur des créateurs d'entreprise (p. 2459) ;

— **n° 666,** posée le 19 juin 1984 : **retraites complémentaires (caisses)** (p. 3495) ; appelée le 22 juin 1984 : **financement de la retraite à soixante ans par les caisses de retraite complémentaire** : accord du 4 février 1983 entre les partenaires sociaux ; régime de retraite des cadres et des non-cadres ; campagnes menées contre les caisses de retraite par les compagnies d'assurance (p. 3604) ; agrément du ministre de la solidarité nationale à la structure financière (p. 3605).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 152** : soutient l'amendement n° 504 de M. Claude Wolff [10 avril 1984] (p. 1364).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : culture du tabac [24 avril 1984] (p. 1890) ; revendication de l'utilisation prioritaire des tabacs français ; surfaces consacrées au tabac blond ; intérêt des planteurs (p. 1891).

Discussion des articles : **article 1er** : possibilité pour la S.E.I.T.A. de trouver des ressources sur le marché financier (p. 1896) ; **article 4** : son amendement n° 9 (politique de développement d'une filière nationale des tabacs) ; reconversion de tabac brun en tabac blond (p. 1897) ; rejeté (p. 1898).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** — *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* demande d'autorisation d'occuper le sol en dehors des zones définies par un P.O.S. [21 juin 1984] (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* possibilité pour les personnes privées de concurrencer les personnes publiques (p. 3597).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 38** : compétences et attributions du Conseil général des hôpitaux [27 juin 1984] (p. 3782) ; problème de l'abrogation de la cotisation sur les tabacs ; compensation de la perte de recettes ; prix du tabac (p. 3783) ; **après l'article 56** : jeunes ayant quitté le système scolaire à 16 ans sans formation (p. 3786).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Ancien combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* indemnisation des « malgré nous » ; cas des rescapés du camp de Tambow ; révision triennale des pensions militaires d'invalidité ; réactions des organisations d'anciens combattants ; diminution des effectifs [24 octobre 1984] (p. 5118).

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* baisse du taux d'intérêt des livrets A ; branche des travaux publics ; situation en Alsace [30 octobre 1984] (p. 5411).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les agriculteurs [6 novembre 1984] (p. 5566) ; distorsion entre les prestations et les cotisations ; désengagement croissant de l'Etat ; augmentation des cotisations pour l'assurance vieillesse ; reconnaissance du statut de la femme travaillant sur l'exploitation ; son droit à pension d'invalidité ; carences du budget dans le domaine de l'action sanitaire et sociale, problème du maintien à domicile des personnes âgées (p. 5567).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** — *après l'article L. 543-21 du code de la sécurité sociale :* risque d'alourdissement des charges des régions finançant les stages [5 décembre 1984] (p. 6672) ; **après l'article 6** : problème de l'information des allocataires sur leurs droits ; transfert aux banques de la gestion des prêts à taux zéro accordés aux jeunes ménages (p. 6674).

GERMON (Claude)

Député de l'Essonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : industrie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 32 : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : industrie **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* indemnités, logement et mutation des personnels de Fleury-Mérogis [23 octobre 1984] (p. 5066-5067).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* importance du bassin d'emploi constitué par la région Ile-de-France [23 octobre 1984] (p. 5080) ; effectifs salariés dans cette région ; concentration de capitaux ; évolution du chômage en province ; mouvement réel de l'emploi en Ile-de-France ; étude sur les transferts apportés aux régions d'accueil ; maintien d'un équilibre régional ; multiplication des pôles de développement et réduction des inégalités par le haut (p. 5081).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* intérêt des mesures d'insertion professionnelle et sociale en faveur des jeunes ; mise en place d'une phase transitoire [29 octobre 1984] (p. 5377).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* création d'une deuxième gare de T.G.V. à Massy ; études techniques en matière de T.G.V. ; date de la mise en service de cette gare ; possibilité que cette date corresponde à la mise en place du T.G.V. Atlantique ; R.E.R. [31 octobre 1984] (p. 5455).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* vétusté des commissariats ; réalité des informations de presse concernant la refonte des moyens aériens de la direction de la sécurité civile ; risque de sous-utilisation des pilotes de la sécurité civile [5 novembre 1984] (p. 5549).

Economie, finances et budget, consommation. — *Discussion générale :* normalisation ; contrôle des laboratoires d'essais [9 novembre 1984] (p. 5780) ; nouveau statut de la normalisation ; participation des consommateurs aux travaux de l'Afnor ; renforcement du contrôle des produits à l'importation ; contrats d'amélioration de la qualité ; négociation de ces contrats avec les organisations de consommateurs ; politique de la consommation (p. 5881).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : redressement de l'industrie française ; redressement du solde du commerce extérieur ; exportations à destination des U.S.A. ; investissement ; emploi ; régulation étatique de l'économie ; différences notables du budget par rapport au budget précédent : structures budgétaires, développement de la filière électronique ; crédits de la politique industrielle [14 novembre 1984] (p. 5990) ; fonds industriel de modernisation ; subventions de l'agence nationale pour la création d'entreprises ; modernisation de notre appareil productif ; crédits d'intervention pour la construction navale ; subventions de fonctionnement du bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) ; normalisation ; moyens généraux du ministère ; cité scientifique de l'Ile-de-France Sud ; adoption des crédits par la commission (p. 5991).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV :** contenu des amendements de l'opposition ; volonté de celle-ci de s'attaquer à la formation des hommes [15 novembre 1984] (p. 6064) ; sa constatation du concensus sur les positions qu'il avait prises (p. 6065) ; ses explications figurant dans son rapport écrit sur les problèmes de la Lorraine et de la Chapelle-Darblay (p. 6068) ; **Etat C — Titre V :** ses observations sur l'amendement n° 278 de M. Charles Millon (p. 6074) ; avenir de l'industrie automobile (p. 6084) ; ses observations sur l'amendement n° 260 de M. Michel Noir (p. 6085).

GIOLITTI (Francis)

Député des Alpes-Maritimes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

GIOVANELLI (Jean)

Député du Morbihan
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [26 avril 1984] (p. 2001).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1984] (p. 1979).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2052) portant rénovation de **l'enseignement agricole public (n° 2111)** [16 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de **l'enseignement agricole public (n° 2231)** [26 juin 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : formation et qualification des agriculteurs ; structures de l'enseignement agricole ; effectifs ; faible taux des filles par rapport aux garçons ; nombre d'établissements ; diplômes ; enseignement supérieur agricole ; compétences des régions ; séparation avec les filières dépendant de l'éducation nationale ; aides sociales ; traitement discriminatoire de l'enseignement agricole ; insuffisance des moyens financiers ; lien entre les qualifications et les besoins ; changement de contexte de l'agriculture [4 juin 1984] (p. 2870) ; portée du projet ; désenclavement ; décentralisation ; enseignement technique ; rattachement des exploitations ou ateliers à vocation pédagogique ; autonomie pédagogique des établissements ; participation de personnes extérieures à l'établissement ; aides à caractère social ; vocation de l'enseignement agricole ; décloisonnement entre les diverses filières ; spécificité de vocation de cet enseignement ; responsabilités du ministre de l'agriculture sur celui-ci (p. 2871) ; approfondissement des relations entre les établissements et le milieu rural ; problèmes budgétaires ; réforme de l'enseignement agricole privé ; problème de l'équivalence des diplômes et de la parité pour les personnels de l'enseignement supérieur (p. 2872).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (évolution des diverses formes de l'agriculture) ; nécessité d'une adaptation de l'enseignement agricole aux évolutions du milieu rural ; adopté ; secteurs de transformation et de commercialisation des produits agricoles ; son amendement n° 2 (insérant les mots « en les associant » après le mot « assurer ») ; formation générale et formation professionnelle ; adopté (p. 2895) ; son amendement n° 3 (associés d'exploitation et aides familiaux) ; publics concernés par l'enseignement ; adopté (p. 2896) ; son amendement n° 4 (participation de l'enseignement au développement et à l'animation du milieu rural) ; rôle de l'enseignement agricole en matière de développement rural ; adopté ; son amendement n° 5 (accueil des stagiaires étrangers et envoi d'enseignants à l'étranger) ; possibilités de coopération ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 (enseignement et formation professionnelle agricoles placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture) (p. 2897) ; adopté après modification (p. 2898) ; **article 2 :** son amendement n° 7 (supprimant la référence aux diverses formes de l'agriculture et de ses activités annexes) : adopté ; son amendement n° 8 (substituant un singulier à un pluriel) : adopté ; son amendement n° 62, à titre personnel (référence à la loi d'orientation sur l'enseignement technologique) : adopté (p. 2899) ; passerelles entre les divers enseignements ; enseignement par alternance (p. 2900) ; son amendement n° 9 (diplômes reconnus équivalents) ; adopté (p. 2901) ; **article 4 :** son amendement n° 63 (composition du conseil de l'enseignement agricole public) ; principe du tripartisme (p. 2902) ; adopté ; ses amendements n° 10 et n° 11 : devenus sans objet ; son amendement n° 12 (rôle du conseil) ; représentation de l'enseignement agricole public au sein de ce conseil ; adopté (p. 2903) ; **article 6 :** son amendement n° 13 (de coordination) : adopté (p. 2904) ; **article 7 :** son amendement n° 14 (établissements publics locaux dotés de la personnalité civile) : adopté (p. 2905) ; son amendement n° 15 (gestion de chaque établissement public local) : adopté ; structures juridiques des établissements ; détermination des structures fonctionnelles par voie réglementaire (p. 2906) ; **article 8 :** son amendement n° 16 (stages) ; notion de séquences pédagogiques ; adopté ; autonomie pédagogique (p. 2907) ; son amendement n° 17 (rythmes scolaires) ; particularités du milieu rural ; adopté ; son amendement n° 18 (connaissance et diffusion de langues et cultures régionales) : adopté (p. 2908) ; **article 9 :** son amendement n° 20 (réalisation de la parité) : adopté ; son amendement n° 21 faisant entrer dans le champ d'application de cet article l'ensemble des personnels) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 22 (possibilité de rendre applicables certaines dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur aux établissements relevant de l'autorité ou du contrôle du ministre de l'agriculture) (p. 2909) ; formations relevant du ministre de l'éducation nationale ; extension des dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur ; adopté ; **article 11 :** son amendement n° 23 (abrogeant divers articles du code rural) : adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 97 (application de ce texte aux D.O.M.) ; adaptation éventuelle de dispositions de ce texte pour les D.O.M. ; adopté ; **titre :** formation professionnelle (p. 2910, 2911).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : amélioration du texte ; compétences des conseils de l'éducation

nationale en matière d'enseignement agricole public ; création, dans chaque région, d'un comité régional de l'enseignement agricole public ; concertation ; objet de l'enseignement agricole public ; bourses ; compétences du conseil de l'enseignement agricole public [26 juin 1984] (p. 3721).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste [26 juin 1984] (p. 3709).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Deuxième lecture, discussion générale : accord intervenu entre les deux Assemblées ; absence de l'opposition [26 juin 1984] (p. 3711).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* désengagement du ministère à l'égard de la province ; dotation des monuments historiques ; contrats Etat-région ; effort en faveur de la formation théâtrale ; conventions culturelles ; « grands projets » ; situation des personnels de magasinage spécialisé relevant de la direction des Archives de France [25 octobre 1984] (p. 5228).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : loi de 1984 sur le secteur public ; possibilité pour les établissements privés de participer au service public de l'enseignement [22 novembre 1984] (p. 6267) ; loi relative à l'enseignement public agricole ; calendrier de rattrapage ; aide sociale ; statut des personnels ; schéma prévisionnel national ; projet pédagogique de chaque établissement ; situation lors de la dernière rentrée scolaire ; établissements privés ; agrément ; crédits accordés aux établissements d'enseignement agricole privés ; enseignement public ; enseignement technique agricole ; système de l'agrément ; contrats ; associations de gestion des établissements ; contrat proposé aux associations gérant les maisons familiales rurales ; personnel enseignant ; soumission au schéma national des formations (p. 6268) ; enseignement technique agricole (p. 6269).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 80 à l'amendement n° 19 de la commission (référence à la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur dans le premier alinéa de cet amendement) : adopté (p. 6298).

Explications de vote : présentation de deux textes spécifiques pour l'enseignement privé et l'enseignement public (p. 6311) ; amélioration des formations agricoles ; vote positif du groupe socialiste (p. 6312).

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
U.D.F.

Elu le 23 septembre 1984 [*J.O.* du 25 septembre 1984] (p. 2990).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 octobre 1984] (p. 3091).

Contestation de son élection [2 octobre 1984] (p. 4460) ; rejet de la requête et décision du Conseil constitutionnel [7 novembre 1984] (p. 5678, 5712).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 368) de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une taxe communale sur les chiens [11 octobre 1984] (p. 4662). Remplacé le 12 décembre 1984 (p. 6905).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 421) de MM. Jean Seitlinger et Gilbert Gantier tendant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens [11 octobre 1984] (p. 4663). Remplacé le 12 décembre 1984 (p. 6905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation en Nouvelle-Calédonie : cause de la suspension de la mise en œuvre du statut de ce territoire ; raisons de l'absence de respect des attributions du Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6442) ; absence de respect des échéances ; nature des options proposées dans le cadre de l'autodétermination ; lien entre « autodétermination » et « indépendance » ; notion de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; application du droit des premiers occupants ; comparaison des résultats de l'élection présidentielle de 1974 avec ceux de 1981 (p. 6443) ; son souhait d'une départementalisation progressive ; information du Parlement ; ouverture d'un débat parlementaire (p. 6444).

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5e circonscription)
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XIV : **travail, emploi et formation professionnelle** : formation professionnelle **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation financière des hôpitaux : ralentissement des dépenses d'hospitalisation ; situation de cessation de paiement [18 avril 1984] (p. 1671) ;

— Réaffectation de crédits du fonds spécial de grands travaux : future liaison fluviale Rhin-Saône-Rhône ;

maintien de crédit de 75 millions de francs pour la section Niffer-Mulhouse [28 novembre 1984] (p. 6437) ;

orale sans débat :

— **n° 634,** posée le 17 mai 1984 : **politique extérieure (Suisse)** (p. 2451) ; appelée le 25 mai 1984 : **relations douanières et fiscales entre la France et la Suisse :** instructions données aux douanes françaises pour les enquêtes relatives aux violations de la loi sur les changes (p. 2648) ; problème des frontaliers et des résidents suisses en France (p. 2649) ; absence de réponse du ministre sur les griefs des autorités suisses (p. 2650).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : loi du 16 juillet 1971 ; évolution des technologies, apprentissage ; formation alternée ; qualification professionnelle ; formation professionnelle en agriculture [8 février 1984] (p. 761).

Explications de vote : plans formation (p. 773).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : sport à l'école ; collèges et lycées ; service d'animation sportive ; fédérations sportives ; surveillance médicale [11 avril 1984] (p. 1491) ; organisation matérielle de cette surveillance ; associations sportives des entreprises ; décentralisation ; absence de construction de gymnase en 1983 et 1984 en Alsace ; fédération française des sports populaires (p. 1492).

— Conclusions du rapport (n° 2045) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422, 1191).

Première lecture, discussion générale : place des produits utilisant des essences naturelles ; possibilité d'avoir recours à un décret en Conseil d'Etat pour l'établissement de la liste des essences concernées [15 mai 1984] (p. 2335).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 1 (fixation de la liste des produits concernés par cet article par un décret en Conseil d'Etat) (p. 2335) ; retiré (p. 2336).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant la référence à la laïcité dans cet amendement) : rejeté [4 juin 1984] (p. 2898) ; **article 4** : son amendement n° 83 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article) : retiré ; **article 7** : son amendement n° 86 : devenu sans objet (p. 2906) ; **article 10** : son amendement n° 90 (extension subordonnée à l'avis conforme des conseils généraux des établissements concernés) (p. 2909) ; rejeté ; **titre** : son amendement n° 91 (rédaction du titre : « projet de loi portant rénovation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole ») (p. 2910) : rejeté (p. 2911).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : rappel des différentes dispositions prises en faveur de la formation professionnelle depuis 1978 ; actions de formation alternée ; difficulté de procéder à une évaluation qualitative des actions de formation pour la période 1981-1984 [29 octobre 1984] (p. 5352) ; taux de participation des employeurs ; enquête du centre d'étude et de recherche sur les qualifications ; devenir des jeunes à la sortie de leur stage ; éléments d'appréciation de la valeur des nouvelles formations ; évolution des effectifs en stages de formation ; décentralisation et formation professionnelle ; redistribution des moyens du budget de la formation professionnelle ; diminution des crédits destinés à l'agence pour la formation professionnelle des adultes ; diminution des stages en cours ; communication des statistiques concernant les jeunes à l'issue de leur formation alternée (p. 5353) ; communication de l'annexe budgétaire (p. 5354).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* situation financière de la mutuelle nationale des étudiants de France [12 novembre 1984] (p. 5909) ; problème de l'autorité des maîtres et de la qualité de l'enseignement (p. 5910) ; conséquences du transfert aux régions des crédits réservés au conservatoire national des arts et métiers ; problème du maintien de l'aide financière aux candidats diplômés de ce conservatoire (p. 5911).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des arrêtés d'annulation de crédits ; baisse des dépenses d'intervention sociale ; diminution des crédits relatifs aux programmes d'action sociale ; montant des crédits de lutte contre la pauvreté ; situation des nouveaux pauvres ; indemnisation des chômeurs ; situation des secteurs de la santé ; diminution des programmes de protection et de prévention sanitaire ; diminution des crédits consacrés à la lutte contre l'alcoolisme et de ceux concernant les bourses d'enseignement des professions para-médicales ; régression des dépenses en capital en matière de santé [13 novembre 1984] (p. 5944) ; nécessité de définir un programme annuel de formation professionnelle continue ; conséquences de l'absence de création de postes ; mise en place des départements hospitaliers et transfert des compétences aux départements et aux régions en cette matière ; conséquences de la réforme dans les C.H.R. ; rôle des circuits de demandes de prises en charge par la sécurité sociale ; développement de nouveaux modes de prévention ; conséquences de l'application des nouveaux statuts des praticiens hospitaliers (p. 5945) ; répartition des rôles entre le service public et les patriciens libéraux ; contenu de la nouvelle politique d'aides destinées aux personnes âgées (p. 5946).

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers** : inquiétude pour la production laitière bretonne [23 mai 1984] (p. 2589).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : traite M. Georges Fillioud de « voyou » [24 janvier 1984] (p. 5).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : modernisation des outils de production ; gauche « championne de l'anti-productivisme » ; politique de récession agricole [3 avril 1984] (p. 1072) ; exploitation de dimension humaine ; loi d'orientation agricole de 1980 ; prix moyen de l'hectare ; diminution du profit tiré de la terre ; situation difficile de nombreuses S.A.F.E.R. ; atteinte au droit de propriété ; statut du fermage ; notion d'utilisation continue ou répétée du bien ; incohérence de la réflexion en matière d'investissement foncier ; commission

cantonale ; composition de cette commission (p. 1073) ; politique des structures (p. 1074).

Discussion des articles : **article 4 :** cas des successions (p. 1103) ; possibilité pour les exploitants de continuer à cumuler en attendant l'installation d'un descendant (p. 1108) ; **article 5 précédemment réservé :** son amendement n° 93 : devenu sans objet [4 avril 1984] (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale : abstention du groupe R.P.R. en première lecture ; élections européennes ; vote hostile du groupe R.P.R. [6 juin 1984] (p. 2991).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : problème du financement ; ouverture de cet enseignement sur le monde rural ; ambiguïté en ce qui concerne « l'égalité des chances » ; schéma prévisionnel de formation ; incohérence de ce texte ; problème de la date du dépôt du texte sur l'enseignement agricole privé ; retard de formation des agriculteurs français par rapport à leurs partenaires de la C.E.E. ; insuffisance de formation des jeunes agriculteurs candidats à l'installation ; mutation de l'activité agricole ; évolution des techniques [4 juin 1984] (p. 2885).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 76 (substituant au mot « doivent » le mot « peuvent » à propos du passage des étudiants dans les classes supérieures) : rejeté (p. 2900) ; **article 4 :** nécessité de créer plus tard un conseil national de l'enseignement privé ; enseignement agricole public (p. 2902) ; **article 8 :** son amendement n° 89 (supprimant les mots « les calendriers scolaires » dans cet article) ; impossibilité de calquer le calendrier de l'enseignement agricole sur le calendrier scolaire normal (p. 2907) : retiré (p. 2908) ; **article 10 :** conseils généraux (p. 2910).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1186).

Première lecture, discussion générale : rétrécissement des débouchés commerciaux des produits laitiers ; difficultés d'écoulement du beurre en France et en Belgique ; décision de la Cour de justice européenne ; concurrence entre les matières grasses végétales et animales ; régime d'importation des matières premières à bas prix ; taux d'auto-approvisionnement de la Communauté européenne en matières grasses ; taxation des matières grasses végétales ; accroissement des dépenses du F.E.O.G.A. ; publicité concernant les margarines ; cas de la Grande-Bretagne ; politique des matières grasses végétales de la C.E.E. [20 juin 1984] (p. 3520).

Explications de vote : agriculteurs bretons ; quotas laitiers ; vote contre le projet de loi (p. 3524).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* réformes de structures ; transmission du nom patronymique [26 octobre 1984] (p. 5255) ; date de dépôt d'un projet de loi sur ce point (p. 5256).

Environnement. — *Discussion générale :* pollution des eaux de surface et des eaux souterraines [26 octobre 1984] (p. 5266) ; nécessité d'interdire les rejets de produits utilisés par les agriculteurs ; lutte contre la pollution par les nitrates (p. 5267).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur agricole ; diminution de la part des dépenses de l'Etat dévolue à ce secteur ; dégradation du revenu agricole ; nécessité d'améliorer la fiscalité agricole ; conséquences néfastes de l'apparition des quota [6 novembre 1984] (p. 5581) ; suppressions de crédits en cours d'exercice ; augmentation du financement professionnel des dépenses liées au B.A.P.S.A. ; efforts en faveur de l'enseignement ; faiblesse des augmentations des dotations aux offices ; crise du secteur de la viande ; progression du montant des aides à l'installation des jeunes agriculteurs ; désengagement de l'Etat en matière de bonification d'intérêt ; faiblesse des dépenses d'équipement ; difficultés des éleveurs et producteurs bretons ; risques de pénalisation des agriculteurs endettés ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 5582).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : loi de 1984 sur l'enseignement agricole public ; décentralisation ; relations entre l'Etat et l'enseignement privé ; formation professionnelle ; dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; moyens financiers ; définition d'un cadre juridique nouveau ; prévision de création de 1 250 emplois dans l'enseignement agricole public ; secteur privé ; absence d'engagement de création d'emplois dans ce secteur [22 novembre 1984] (p. 6263) ; dépenses pédagogiques ; missions des établissements supérieurs privés ; schéma prévisionnel de formation ; absence de formule d'arbitrage ; débat sur l'enseignement agricole pluraliste ; rôle des instances départementales ; égalité des chances ; reconnaissance de l'existence d'un enseignement privé (p. 6264).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* attitude de la Turquie vis-à-vis de l'île de Chypre [8 novembre 1984] (p. 5751) ; pillage du patrimoine artistique (p. 5751) ; dialogue russo-américain, course aux armements (p. 5752) ; capacité de défense de la France ; (p. 5753).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* problème de la mise en place des quotas laitiers dans le département de la Manche [7 novembre 1984] (p. 5682) ; possibilité de diminuer le coût des formalités fiscales au profit des exploitants à faibles revenus (p. 5683).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 27 *bis* du code du domaine de l'Etat relatif aux **immeubles vacants et sans maître (n° 2017)** [12 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Achat d'Airbus par Air Inter : liberté et pluralisme scolaires ; paiement en dollars ; échanges commerciaux européens [6 juin 1984] (p. 2980) ; instauration d'une monnaie européenne (p. 2981) ; **charges fiscales pesant sur les transports scolaires ruraux :** lutte contre la désertification en zone rurale ; inquisition fiscale à l'encontre des transporteurs scolaires [28 novembre 1984] (p. 6438).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** principe de l'habeas corpus ; position des représentants des salariés et des équipes rédactionnelles ; [8 février 1984] (p. 805).

Deuxième lecture, discussion générale : principe de la transparence ; publication du tirage, des noms des trois principaux associés et du responsable de la rédaction ; autorisation préalable ; commission pour la transparence ; franchises fiscales ; pluralisme ; concentration ; presse écrite [19 juin 1984] (p. 3468) ; contraintes de la transparence ; contradiction avec la loi de 1881 ; désinvestissements au profit de sociétés anonymes ; problème des seuils ; pouvoirs de la commission pour la transparence et le pluralisme ; conclusions du rapport Vedel (p. 3469).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : politique agricole européenne ; négociation en matière laitière ; facteurs d'éclatement de la Communauté nationale ; politique viticole ; hausse des prix à la production [26 avril 1984] (p. 1987) ; élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal impliquant un accroissement des dépenses pour soutenir les productions méditerranéennes ; ristournes consenties sur la contribution britannique ; faim dans les pays du tiers monde (p. 1988).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* Massif Central ; aménagement de la nationale 9 ; tunnel de Lodève ; déviation d'Issoire [31 octobre 1984] (p. 5457) ; déviation de Millau (p. 5458).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* crise de l'agriculture ; absence de priorité accordée à l'agriculture par M. Laurent Fabius ; problème de l'institution des quotas ; abandon par le ministère de l'agriculture du secteur de la recherche et du secteur de l'enseignement agricole ; politique foncière [6 novembre 1984] (p. 5595) ; taux d'augmentation de l'impôt sur le foncier non bâti ; exercice du « pouvoir syndical » au sein du ministère de l'agriculture ; contenu d'une note de service intitulée « accord d'expression des agents » (p. 5596) ; attitude de M. Michel Rocard à l'égard de la taxe de coresponsabilité et lors des négociations de Bruxelles sur les quota (p. 5605).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* intervention militaire française au Tchad ; expansionnisme Libyen ; problème de la crédibilité de la protection française [8 novembre 1984] (p. 5752).

GOEURIOT (Colette)

Député de Meurthe-et-Moselle
(6e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la sidérurgie : attitude des communistes estimant que les décisions prises en ce qui concerne le Plan acier sont négatives ; rachat de concessions françaises de minerai de fer par l'Arbed luxembourgeoise [5 avril 1984] (p. 1165) ;

— Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs : grève de défense du pouvoir d'achat des fédérations syndicales de fonctionnaires et agents du secteur public ; nécessité de faire cesser une campagne injuste contre cette catégorie de travailleurs [24 octobre 1984] (p. 5132) ;

orale sans débat :

— n° 715, posée le 20 novembre 1984 : **métaux (emploi et activité : Lorraine)** (p. 6214) ; appelée le 23 novembre 1984 : **bassin ferrifère lorrain :** grève dans les mines ; Plan Unimétal ; nécessité de suspendre les décisions de fermeture et les mutations en Lorraine (p. 6320) ; situation de l'emploi dans les mines de fer ; perspectives de la production, problème de la filière électrique ; prix de la tonne de fonte ; problème des eaux d'exhaure des mines ; régime social minier (p. 6321).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* augmentation du nombre des demandeurs d'emploi ; déclin de l'activité industrielle ; nécessité d'instaurer la logique de l'emploi ; traitement social et indemnisation du chômage ; durée hebdomadaire du travail ; nouvelle convention U.N.E.D.I.C. ; aggravation de la situation des chômeurs [29 octobre 1984] (p. 5367) ; problème des fins de droits ; menaces sur les crédits publics de l'emploi (p. 5368).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* situation de l'entreprise Unimétal ; gravité des conséquences sociales du Plan acier ; arrêt immédiat de la phase « fonte » à Neuves-Maisons ; fermeture de la mine de Droitaumont ; caractère dangereux du choix de la filière électrique ; nécessité de mesures pour éviter l'application du Plan acier [15 novembre 1984] (p. 6055) ; pose la question de M. Vincent Porelli (p. 6059).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 18 (composition du comité régional) : devenu sans objet (p. 7065) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 19 (possibilité de créer des commissions) : retiré [17 décembre 1984] (p. 7067).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— L'état des libertés en France : ampleur de la manifestation du 24 juin [27 juin 1984] (p. 3739) ; liberté de l'enseignement et de la presse ; audiovisuel ; « cuisine électorale » (p. 3740).

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
(1re circonscription)
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

DEPOTS

Proposition de loi portant sur **l'éducation des jeunes (n° 2192)** [14 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Répartition des crédits du fonds spécial culturel de développement** : région de Basse-Normandie [17 octobre 1984] (p. 4854, 4855).

orales sans débat :

— n° **572**, posée le 5 avril 1984 : **handicapés (établissements)** (p. 1207) ; appelée le 13 avril 1984 : **institutions pour enfants et adultes inadaptés ou handicapés** : diffcultés de gestion de ces instances ; fixation des prix de journée ; insuffisance de la progression des dépenses de fonctionnement (p. 1556) ; situation des administrateurs bénévoles de ces associations (p. 1557) ;

— n° **636**, posée le 18 mai 1984 : **enseignement supérieur et postbaccaluréat (pharmacie : Basse-Normandie)** (p. 2470, 2471) ; appelée le 25 mai 1984 : **effectifs admis en deuxième année de l'U.E.R. des sciences pharmaceutiques de Caen** : nombre d'étudiants bas-normands par rapport aux étudiants parisiens (p. 2660, 2661) ;

— n° **736**, posée le 4 décembre 1984 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Orne)** (p. 6656) ; appelée le 7 décembre 1984 : **service de gynécologie du centre hospitalier de Domfront** ; raisons de l'émotion causée par le projet de fermeture de ce service (p. 6794) ; importance économique de la présence de cet établissement ; nombre de naissances en 1982 et 1984 ; effectif des « petites maternités » (p. 6795).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : orientations décidées dès 1959 sous l'autorité du Général de Gaulle ; rappel que près de 70 p. 100 des Français sont hostiles à « ce scandaleux coup de force » ; enseignement chrétien [22 mai 1984] (p. 2545) ; parents constatant que leurs enfants ne savent plus utiliser leur langue maternelle et qu'ils ignorent l'histoire ; système éducatif victime de l'ébranlement des parents ; interrogation et inquiétude des parents et des enseignants ; rénovation de l'enseignement ; liberté ; responsabilité ; action visant à promouvoir à la fois la restauration de l'enseignement public et la liberté de l'enseignement (p. 2546).

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 14 (incluant dix représentants des salariés parmi les membres du Conseil) [25 mai 1984] (p. 2704) ; rejeté (p. 2705).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* contraintes juridiques pesant sur les Offices départementaux et les syndicats d'initiative [24 octobre 1984] (p. 5170) ;

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* priorité budgétaire accordée à la formation professionnelle ; rôle de l'investissement pour la formation continue ; nécessité d'accompagner d'une déconcentration le transfert des compétences en matière de formation [29 octobre 1984] (p. 5362) ; rigidité des conditions exigées des stagiaires entrant en formation ; nécessité d'une coopération entre l'Etat et les régions (p. 5363).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* fiscalité applicable aux travailleurs routiers ; récupération de la T.V.A. sur le gazole [31 octobre 1984] (p. 5458).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* absence de chiffrage de la baisse du revenu agricole ; difficultés des agriculteurs normands ; problème de l'élargissement de la Communauté européenne ; nécessité de prendre des mesures d'allégement des charges comme la récupération de la T.V.A. sur les carburants et les aides au revenu pour les éleveurs laitiers et les producteurs de viande [7 novembre 1984] (p. 5683) ; problème de l'intervention de l'Etat sur les carcasses (p. 5684).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* dégradation des conditions d'enseignement ; augmentation des effectifs par classe ; objectifs du Gouvernement dans le domaine de l'enseignement des matières facultatives [12 novembre 1984] (p. 5903) ; conséquences de la dégradation des services de gestion des établissements (p. 5908).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* besoins d'hospitalisation dans les zones rurales ; difficultés financières des établissements [13 novembre 1984] (p. 5979) ; garantie de ressources des handicapés, mutilés du travail et invalides civils ; possibilité de leur accorder un droit à une retraite anticipée (p. 5981) ; progrès apportés à la condition des personnes handicapées ; mesures prises pour l'amélioration du fonctionnement des Cotorep (p. 5982).

Son rappel au règlement : problème de la réorganisation des services de l'Assemblée nationale ; son hommage à l'administration [19 décembre 1984] (p. 7233) ; méconnaissance de la réflexion des organisations syndicales ; absence de participation du R.P.R. aux décisions de nomination (p. 7234).

GOURMELON (Joseph)

Député du Finistère
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis au projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense : section marine) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome IV : **défense :** section marine **(n° 2368)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Indemnisation relative à la catastrophe de l'Amoco-Cadiz :** satisfaction des élus socialistes bretons devant les résultats obtenus lors du premier jugement ; nécessité d'une politique préventive [25 avril 1984] (p. 1913).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* vétusté et inadaptation de la prison de Brest, dite de Pontaniou ; normes élémentaires d'hygiène et de sécurité ; reconstruction de cette maison d'arrêt [23 octobre 1984] (p. 5066).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* heures d'ouverture de certains bureaux de poste et de levée du courrier [29 octobre 1984] (p. 5331).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* section marine ; part des crédits de cette section dans l'ensemble du budget ; pouvoir d'achat [9 novembre 1984] (p. 5811) ; dépenses de fonctionnement ; dépenses d'entretien

de la flotte ; dépenses d'équipement ; porte-avion nucléaire ; entrée en service du 6e S.N.L.E. et programme de réforme du « Tonnant » ; futur porte-avions nucléaire ; nombre de nos porte-avions ; personnels de la marine ; volontaires pour un service long ; gendarmerie maritime ; personnels civils (p. 5812) ; restriction des dépenses de fonctionnement (p. 5813).

GOUX (Christian)

Député du Var
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Président de cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1984] (p. 3824).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

INTERVENTIONS

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** : carrière de M. André Chandernagor ; liens devant exister entre le Parlement et le Cour des comptes ; contrôle parlementaire des finances publiques ; importance du dépôt du rapport annuel [28 juin 1984] (p. 3803) ; commission des suites ; décentralisation ; augmentation du nombre d'entreprises publiques ; abaissement de la limite d'âge des fonctionnaires (p. 3804).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : accroissement de la part des recettes des administrations publiques dans la richesse nationale ; intervention de l'Etat ; bas revenus ; part des impôts de l'Etat ; réduction des prélèvements obligatoires ; esquisse macro-économique ; vague de croissance américaine [16 octobre 1984] (p. 4799) ; problème de l'endettement ; équilibre de la balance des paiements ; persistance de la dette extérieure ; problème de la croissance ; nécessité du redressement industriel ; poids des intérêts payés rapportés aux dépenses ; nécessité de réduire le déficit et les taux d'intérêts ; déficit budgétaire ; taux d'intérêt réel ; signification d'un budget ; prévisions pluriannuelles (p. 4800) ; taux du budget militaire ; service des pensions ; charges des intérêts de la dette ; diminution du déficit budgétaire ; équilibre budgétaire ; formation continue ; lutte contre la marginalisation ; sécurité ; rôle de l'Etat ; hypertrophie des corporatismes locaux (p. 4801) ; « vérité » (p. 4802) ; autofinancement des entreprises (p. 4820).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 5 :** indique qu'il n'est pas favorable, à titre personnel, au maintien du taux de T.V.A. à 18,6 p. 100 pour les locations de voitures de courte durée (p. 4921) ; **article 9 :** caisse des dépôts et consignations (p. 4927) ; **ses observations** sur le rappel au règlement de M. Edmond Alphandery : souhaite une réunion de la commission des finances à propos de l'amendement n° 222 du Gouvernement (p. 4956).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : absence de raison de réunir la commission des finances pour l'examen des amendements de la seconde délibération [19 octobre 1984] (p. 5038).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial suppléant : conditions de travail des députés lors de la précédente discussion budgétaire ; retards excessifs et absences de réponses aux questionnaires ; demande de report de l'examen du budget ; droits de la représentation nationale [25 octobre 1984] (p. 5180) ; effort de compression des charges ; dotations affectées aux services centraux ; créations de la délégation aux fonctionnaires internationaux, du comité interministériel de l'informatique et de la commission pour la simplification des formalités ; aménagement des bâtiments administratifs et des hôtels ministériels ; fichier législatif automatisé L.E.X. ; situation préoccupante de la documentation française ; politique de la francophonie ; nouveau commissariat général de la langue française ; haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme ; sécurité routière ; adaptation de l'institution du médiateur à la décentralisation (p. 5181) ; crédits de la commission consultative pour les radios privées locales ; crédits de l'économie sociale ; loi sur le développement des activités d'économie sociale ; rôle des S.C.O.P. (p. 5182).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Après les questions :* problèmes de recevabilité financière des amendements ; parties distinctes de la loi de finances [30 octobre 1984] (p. 5419) ; rôle du juge de la recevabilité financière pour la mise en œuvre des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances (p. 5420).

II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* Air France ; mise en ligne du boeing 737 (p. 5432) ; caractère bénéficiaire de l'exercice d'Air France ; mission de service public confiée à cet organisme (p. 5433).

Articles de récapitulation. — **article 43 :** possibilité pour la commission de rapporter immédiatement [15 novembre 1984] (p. 6167).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère déplacé de l'intervention de M. Georges Tranchant ; absence de dépôt au Parlement du rapport de la Cour des comptes [18 décembre 1984] (p. 7094) ; sa demande de suspension de séance pour examiner les amendements (p. 7096).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : impossibilité d'aboutir à un texte commun en commission mixte paritaire [20 décembre 1984] (p. 7315).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Edmond Alphandery : recevabilité du gage de l'amendement n° 296 déposé par M. Adrien Zeller (deuxième partie du projet de loi de finances pour 1985) [15 novembre 1984] (p. 6120).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).**

Première lecture, discussion générale : ses explications concernant la surestimation de la dette flottante ; expansion aux Etas-Unis ; apparition de taux d'intérêt réels positifs [5 décembre 1984] (p. 6707) ; réunion de la commission des finances pour l'examen des amendements restants (p. 6710).

GOUZE (Hubert)

Député du Tarn-et-Garonne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* F.A.R. ; cas du Liban et du Tchad ; opérations inter-armées [9 novembre 1984] (p. 5834) ; problèmes de logistique ; adaptation des techniques traditionnelles aux conflits modernes ; efficacité opérationnelle de la F.A.R. ; problème des transports par voie aérienne ; vote positif du groupe socialiste (p. 5835).

GOUZES (Gérard)

Député du Lot-et-Garonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Fin, le 24 mai 1984, de sa mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [24 mai 1984] (p. 2599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2186) relatif au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (n° 2349)** [2 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (n° 2471)** [29 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Attentat à Carcassonne** : attentat contre les locaux de l'Office national à l'action sociale éducative et culturelle de Carcassonne ; mesures prises pour mettre un terme au racisme frappant les harkis [21 novembre 1984] (p. 6227).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579)

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur : réforme du règlement judiciaire ; substitution du règlement judiciaire aux trois procédures actuelles ; fonction de redressement de l'entreprise ; régime juridique de la procédure [5 avril 1984] (p. 1176) ; existence d'un représentant des créanciers ; rappelle que Jean Jaurès rendait hommage à la liberté d'entreprise ; modification des sanctions applicables aux dirigeants d'entreprise ; assouplissement du régime de la faillite personnelle et suppression de la présomption de faute des dirigeants sociaux ; dimension sociale de l'entreprise ; volet social de la procédure de règlement judiciaire ; juridictions consulaires ; créanciers ; disparition des assemblées concordataires ; questions demeurant en suspens, notamment longueur des procédures (p. 1177) ; liquidation ; suppression de la saisie immobilière (p. 1178).

Commission mixte paritaire, discussion générale commune. Rapporteur : changement d'appellation du texte relatif à la liquidation judiciaire ; rôle du syndic, du tribunal et du juge commissaire ; situation salariale des personnels ; procédure simplifiée ; nécessité de désigner un représentant des cadres ; conclusion d'un contrat de location-gérance pendant la période d'observation ; étendue de la garantie de l'assurance de garantie sur les salaires (A.G.S.) ; compétence d'attribution des tribunaux de commerce [6 décembre 1984] (p. 6749) ; rôle de ces tribunaux ; idée d'urgence ; principe de l'unicité du représentant des salariés ; régime de l'allocation-gérance ; problème du paiement des droits d'enregistrement par le locataire-gérant ; en qualité de Rapporteur suppléant : suppression de la profession de syndic ; incompatibilité de la qualité d'administrateur-judiciaire avec l'exercice d'une autre profession ; compromis accepté pour divers articles du texte ; assurance et garantie des administrateurs judiciaires et des administrateurs provisoires ; suppression de l'article 36 concernant le fonds de garantie (p. 6750) ; inscription des personnes ayant actuellement les fonctions de syndic et d'administrateur ; dispositions transitoires ; création de nouvelles professions (p. 6751).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son hostilité à l'amendement n° 236 de M. Serge Charles [6 avril 1984] (p. 1225) ; apurement du passif ; créanciers ; préservation de l'emploi ; rôle du tribunal ; son amendement n° 1 (supprimant les mots « de l'entreprise » à la fin du second alinéa de cet article) (p. 1226) ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (champ d'application du règlement judiciaire) ; commerçants et artisans ; notion d'artisan dans la loi du 23 décembre 1982 (p. 1227) ; adopté (p. 1228) ; possibilité de demander la nomination d'un conciliateur ; position jurisprudentielle de la Cour de cassation en matière de définition de la cessation de paiement ; son amendement n° 3 (substituant à l'expression « n'est pas en mesure de respecter » les mots « ne respecte pas ») : adopté (p. 1229) ; son amendement n° 4 (substituant au seuil de vingt salariés celui de 50 salariés pour l'application de la procédure simplifiée) ; seuil de 50 salariés ; seuil proposé de cent salariés (p. 1230) ; adopté ; problème de la référence au nombre des salariés ; conditions cumulatives pour l'ouverture de la procédure simplifiée ; son amendement n° 5 (substituant aux mots « dix millions de francs » la référence à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat, à propos d'un chiffre d'affaires) : adopté (p. 1231) ; **article 3 :** cessation de paiement ; **article 4 :** son amendement n° 6 (possibilité de communiquer tout fait révélant la cessation des paiements) ; rôle des représentants des travailleurs ; obligation de discrétion ; terme « confidentialité » ; droit d'action du ministère public ; loi du 15 octobre 1981 ; inscription du privilège du Trésor public (p. 1233) ; contradictions de l'opposition ; information du tribunal ; **article 6 :** amendements hostiles à l'audition des institutions représentatives du personnel (p. 1234) ; dialogue social ; **article 7 :** son amendement n° 514 (référence aux artisans au début de l'article) : adopté (p. 1235) ; problème de la création d'une Chambre économique ; tribunaux appelés à connaître du règlement judiciaire ; tribunal de grande instance (p. 1236) ; son amendement n° 7 (référence aux départements pour le ressort des tribunaux compétents) : adopté après modification ; dispositions réglementaires (p. 1237) ; **article 8 :** son amendement n° 8 (période d'observation) (p. 1238) ; règlement amiable ; adopté ; son amendement n° 9 (cas d'ouverture de la période renouvelable) ; personnes pouvant saisir le tribunal aux fins de renouvellement de la période d'observation ; adopté (p. 1239) ; caractère exeptionnel du délai supplémentaire ; motivation éventuelle de la décision du tribunal (p. 1240) ; délai de six mois ; juges consulaires ; son amendement n° 10 (date à laquelle le tribunal arrête le plan) (p. 1241) ; nécessité d'éviter la prolongation de la période d'observation ; adopté après modification ; **article 9 :** son amendement n° 11 : satisfait (p. 1242) ; **après l'article 9 :** pouvoirs de la C.O.B. ; rôle de la Chambre syndicale des agents de change ; se demande si l'opposition serait en « pleine paranoïa » ; **ses observations sur les rappels aux règlements** de MM. Gilbert Gantier et Serge Charles ; indique qu'il a plaisanté ; retire ses propos (p. 1243) ; **article 10 :** son amendement n° 12 (supprimant la référence à plusieurs administrateurs au début de cet article) ; attributions de l'administrateur ; adopté ; rôle du syndic ; expression « mandataire de justice » (p. 1244) ; rôle du représentant des salariés (p. 1245) ; ses observations sur l'amendement n° 531 de M. Gilbert Gantier (p. 1246) ; **article 11 :** rôle de l'administrateur et du représentant des créanciers ; son amendement n° 13 (de coordination) : adopté ; possibilité pour le tribunal de remplacer l'administrateur ou les experts (p. 1247) ; **article 12 :** son amendement n° 14 (supprimant la référence à la forme écrite pour l'information du juge commissaire) : adopté ; son amendement n° 15 (transmission d'information sur la durée de la procédure au juge commissaire et au Procureur de la République) : adopté (p. 1248) ; **article 14 :** choix du contrôleur ; **article 15 :** son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 1249) ; **article 17 :** rôle de l'administrateur (p. 1249) ; bilan économique et social incluant les

résultats financiers ; plan de redressement ; volets économique, social et financier de ce plan (p. 1250) ; contenu du projet de plan ; indique qu'il n'a aucun *a priori* contre M. Serge Charles (p. 1251) ; son amendement n° 17 (faisant référence aux organismes compétents à la fin de cet article) ; actions à entreprendre en vue du reclassement des salariés ; son amendement n° 18 (intervertissant l'ordre des mots reclassement et indemnisation à la fin de cet article) : adoptés (p. 1252) ; **article 19** : son amendement n° 19 (référence à l'accomplissement de la mission de l'administrateur) (p. 1256) ; rôle de celui-ci ; adopté ; son amendement n° 20 (substituant la référence aux chefs d'entreprises ou aux dirigeants par la référence au débiteur et au représentant des créanciers) ; audition de celui-ci ; rectifie son amendement : devenu sans objet ; son amendement n° 21 (même objet) : adopté (p. 1257) ; consultation de toute personne susceptible d'intéresser l'administrateur ; notion de débiteur incluant les organes de direction ; **article 20** : son amendement n° 22 (irrecevabilité de toute offre ne répondant pas aux conditions visées au second alinéa de cet article) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 23 (de suppression) (p. 1258) ; réservé ; **article 22** : cas où il existe des pertes d'actif importantes ; diminution des capitaux propres ; son amendement n° 24 (proposition d'un plan de redressement au tribunal) (p. 1259) ; adopté ; **article 23** : son amendement n° 25 (rédactionnel) ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 515 (référence à l'alinéa 3 de l'article 50 de ce texte dans cet article) ; correction d'une erreur matérielle ; adopté ; son amendement n° 26 (supprimant le mot « définitif » à propos du rapport de l'administrateur) ; adopté (p. 1260) ; **article 25** : cas où la consultation du comité d'entreprise n'a pas eu lieu ; **article 21 (précédemment réservé)** : son amendement n° 23 précédemment réservé : rejeté : **article 26** : son amendement n° 27 (préservation des capacités de production de l'entreprise) ; mesures conservatoires (p. 1261) ; adopté ; **article 27** : notion de « masse des créanciers » (p. 1262) ; **article 28** : son amendement n° 28 (prévoyant la nullité comme sanction en cas de cession des parts sociales) : adopté ; importance de la cession (p. 1262) ; son amendement n° 29 (substituant la référence au juge commissaire par celle à l'administrateur dans cet article) ; son amendement n° 30 (même objet) : adoptés ; **article 29** : son amendement n° 31 (possibilité pour le débiteur d'assister à l'ouverture du courrier) ; remise du courrier au syndic ; suggère une rectification au sous-amendement n° 567 de M. Serge Charles (p. 1263) ; son amendement : adopté après modification ; **article 31** : rôle de l'administrateur ; **article 32** : son amendement n° 32 (faisant référence à l'article 33 dans cet article) : adopté (p. 1264) ; **article 33** : conservation des droits de l'entreprise contre les débiteurs par l'administrateur ; son amendement n° 33 (point de départ du délai de trois ans à compter de la conclusion de l'acte) ; rectifie cet amendement ; notion de paiement de la créance ; adopté après rectification (p. 1265) ; **article 35** : son amendement n° 34 (possibilité pour le tribunal d'ordonner la cessation de l'activité à la demande du débiteur, du Procureur de la République, ou d'office) ; personnes pouvant demander la cessation d'activité ; adopté ; son amendement n° 35 (procédure applicable dans le cadre de cet article) ; consultation du comité d'entreprise par le tribunal ; adopté (p. 1266) ; **article 36** : poursuite du contrat ; droits du co-contractant (p. 1267) ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; **article 37** : problème du maintien du bail (p. 1268) ; **article 39** : mise des fournisseurs et des établissements de crédit sur un pied d'égalité ; distribution des fonds des déposants ; rôle des banques ; son amendement n° 37 : devenu sans objet ; place du Trésor et de la sécurité sociale au sein des créanciers (p. 1271) ; **article 40** : garanties offertes par la Caisse des dépôts et consignations ; son amendement n° 38 (intérêts moratoires) ; incidents concernant les syndics ; adopté [9 avril 1984] (p. 1275) ; **article 41** : compétences du Procureur de la République pour décider qu'un locataire concerné peut ou non s'affranchir de toutes les obligations existant dans le cadre d'un plan de cession ou de reprise (p. 1277) ; fragilité des sociétés en location-gérance (p. 1278) ; nécessité de prévoir une offre de rachat dans l'hypothèse d'une location-gérance ; détermination par la jurisprudence du caractère national ou non d'une entreprise (p. 1279) ; durée de la période d'observation (p. 1280) ; son amendement n° 39 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; contradiction entre la prolongation de la période d'observation et la fixation de délais stricts applicables à cette période ; adopté (p. 1281) ; **article 42** : caractère trop vague de l'expression « acte de nature à porter atteinte aux éléments pris en location-gérance » (p. 1282) ; **article 43** : son amendement n° 40 (possibilité pour le salarié de se faire assister par le représentant des salariés devant la juridiction prud'homale) : adopté (p. 1284) ; **article 44** : impossibilité d'empêcher tout licenciement pendant la période d'observation (p. 1285) ; référence au caractère urgent et inévitable des licenciements pour motif économique ; son amendement n° 41 (substituant au « caractère inévitable du licenciement économique » les mots « inévitable et indispensable à la poursuite de l'exploitation pendant la période d'observation ») (p. 1286) ; nécessité d'affirmer le caractère exceptionnel des licenciements effectués pendant la période d'observation ; impossibilité de prétendre que les licenciements ne sont pas possibles pendant cette période (p. 1287) ; adopté (p. 1288) ; **article 47** : son amendement n° 42 (effet suspensif du jugement d'ouverture) ; interdiction de toute demande tendant à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent ; sa préférence pour le terme d'action en justice par rapport au terme d'instance (p. 1290) ; adopté après rectification ; **article 48** : caractère complexe de la procédure de paiement des créances (p. 1291) ; **article 49** : son amendement n° 43 (référence au représentant des créanciers) : adopté (p. 1292) ; **article 51** : nécessité que le commissaire aux comptes puisse certifier sincères les créances ; **article 53** : son amendement n° 44 (supprimant la référence à l'obligation de déclarer régulièrement les créances) ; compétence du tribunal pour apprécier l'existence de la déclaration (p. 1293) ; adopté ; protection des créanciers ; caractère systématique de l'extinction de la créance dès lors qu'il y a forclusion (p. 1294) ; **article 55** : arrêt du cours des intérêts même à l'égard des créances garanties par une sûreté ; son amendement n° 45 (référence aux intérêts résultant soit de contrats de prêt conclus pour une durée supérieure à un an, soit de créances salariales constatées par un titre exécutoire) ; nécessité de préserver les créances salariales ; rejeté (p. 1295) ; **article 57** : son amendement n° 46 (référence à la fin de la période d'observation) (p. 1296) ; rejeté (p. 1297) ; **article 61** : nécessité de prévoir un engagement d'acquisition au terme de la location-gérance (p. 1299) ; **article 63** : problème des licenciements intervenant pendant le délai d'un mois après le prononcé du jugement ; intervention sur simple notification des licenciements visés par le tribunal (p. 1300) ; **article 66** : son amendement n° 47 (fixation de la durée du plan de redressement par le tribunal) : adopté (p. 1301) ; **article 69** : son amendement n° 48 (de précision) : adopté (p. 1309) ; son amendement n° 49 (de précision) : adopté ; **article 70** : son amendement n° 50 (possibilité pour le tribunal de décider de la continuation de l'entreprise sur le rapport de l'administrateur) : adopté (p. 1310) ; possibilité pour le tribunal de décider que certains biens pourront ou non être aliénés ; son amendement n° 51 (compétence du tribunal pour décider que les biens indispensables à la continuation de l'entreprise ne pourront être aliénés sans son autorisation pour une durée qu'il fixe) : adopté ; son amendement n° 52 (annulation de tout acte passé en violation des dispositions de l'alinéa 1er de cet article) ; adopté (p. 1311) ; **article 73** : critique l'impossibilité pour le tribunal de décider d'une modification du capital social (p. 1312) ; son amendement n° 53 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 54 (compétence du tribunal pour décider de la réduction et de l'augmentation du capital) (p. 1313) ; encouragement de l'entrée de nouveaux associés ; notion de réduction du capital (p. 1314) ; retiré ; son amendement n° 55 (de précision) : adopté ; **article 74** : encouragement des nouveaux associés par le biais d'une clause d'intérêt fixe (p. 1315) ; **article 75** : son amendement n° 56 (rédactionnel) : adopté ; priorité aux établissements de crédit et aux fournisseurs par rapport au Trésor public et à la sécurité sociale (p. 1316) ; rupture de l'unité de traitement des créanciers (p. 1317) ; critique la limitation de la durée du plan (p. 1318) ; **article 77** : super privilège des créances salariales ; régime particulier applicable aux petites créances ; son amendement n° 57 (remboursement sans remise ni délai des créances les plus faibles) : adopté ; **article 78** : son amendement n° 58 (rédactionnel) ; suppression du versement à la Caisse des dépôts et consignations des sommes non encore admises ; adopté (p. 1319) ; **article 79** : volonté du R.P.R. de supprimer la référence au paiement privilégié des créances salariales ; **article 81** : possibilité pour les créanciers d'assigner l'entreprise lorsqu'ils ne reçoivent pas de paiement (p. 1320) ; son amendement n° 59 (possibilité pour le Procureur de la République de saisir le tribunal dans les mêmes conditions que les commissaires à l'exécution du plan) : adopté ; **avant l'article 82** : son amendement n° 60 (rédactionnel) : adopté ; **article 82** : son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 63 (de précision) : adopté ; son amendement n° 64 (référence à une cession totale ou partielle) : adopté (p. 1321) ; son amendement n° 65 (application des dispositions du Titre III en l'absence de continuation de l'entreprise) : adopté ; **article 83** : son amendement n° 66 (disparition de la personne morale par la réalisation de la dernière opération de répartition du prix de cession en cas de cession totale) : retiré ; **article 85** : son amendement n° 67 (obligation pour toute offre d'avoir été reçue par l'adminis-

trateur sous peine d'irrecevabilité) (p. 1322) ; adopté ; **article 86** : son amendement n° 68 (rédactionnel) : adopté ; **article 87** : son amendement n° 69 (rédactionnel) : adopté (p. 1323) ; **article 88** : son amendement n° 70 (de précision) : adopté (p. 1324) ; **article 89** : responsabilité de l'administrateur dans le choix du cessionnaire ; **article 90** : son amendement n° 71 (rédactionnel) : adopté (p. 1325) ; **article 91** : protection des tiers (p. 1326) ; **article 93** : son amendement n° 72 (référence au plan de cession totale) ; existence d'un plan de continuation en cas de cession partielle ; adopté ; **article 94** : son amendement n° 73 : retiré (p. 1327) ; **article 96** : son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté (p. 1328) ; **article 97** : cas d'une location gérance qui échoue ; **article 99** : son amendement n° 78 (rédactionnel) : adopté (p. 1329) ; **article 100** : possibilité pour le locataire gérant de dégager sa responsabilité en cas de force majeure ; sanction du locataire gérant qui n'a pas exécuté son obligation ; son amendement n° 79 (de coordination) (p. 1330) ; adopté ; **article 95 précédemment réservé** : affectation par l'administrateur de la quote-part du prix (p. 1331) ; son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 75 (supprimant les mots « au titre de leur sûreté » dans le second alinéa de cet article) : adopté (p. 1332) ; **avant l'article 101** : son amendement n° 80 (rédaction de l'intitulé du chapitre III : « le patrimoine du débiteur ») [10 avril 1984] (p. 1337) ; adopté ; **article 101** : ses amendements n° 81 et 82 (rédactionnels) : adoptés ; **article 103** : son amendement n° 83 (référence au débiteur dans cet article) ; pouvoir du juge commissaire pour rejeter une créance ; retiré ; son amendement n° 84 (impossibilité d'exercer un recours contre la décision du juge commissaire si elle est conforme à celle du représentant des créanciers) : adopté (p. 1338) ; **article 104** : son amendement n° 85 (supprimant la référence au rejet d'une créance dans le premier alinéa de cet article) ; possibilité de contester les décisions d'admission d'une créance ; adopté ; son amendement n° 86 (substituant aux mots : « le créancier » les mots : « le défendeur ») ; rectifie son amendement ; nécessité de lire : « demandeur » et non pas : « défendeur » ; adopté ; son amendement n° 87 (supprimant les mots : « qu'il estime » dans le second alinéa de cet article) ; compétence matérielle des juridictions ; adopté ; **article 105** : son amendement n° 88 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 89 (date du dépôt, publicité de cette date) (p. 1339) ; retiré ; son amendement n° 90 (possibilité de former une réclamation dans un délai fixé par le décret en Conseil d'Etat) : adopté ; **article 106** : son amendement n° 91 (de forme) : adopté après modification ; **article 107** : son amendement n° 92 (substituant la référence au chapitre par la référence à la section dans cet article) : adopté (p. 1340) ; **article 109** : impossibilité de rétablir la notion d'inopposabilité au créancier ; son amendement n° 93 (faisant référence à la propriété mobilière ou immobilière dans le second alinéa de cet article) ; acte à titre gratuit ; adopté ; son amendement n° 94 (faisant référence à la date fixée en application du premier alinéa à la fin de cet article) ; nullité des actes à titre gratuit ; période suspecte (p. 1341) ; adopté ; précarité de la situation de l'entreprise ; **article 110** : son amendement n° 95 (faisant référence au seul alinéa premier de l'article 109 dans cet article) : adopté ; **article 111** : son amendement n° 96 (rédactionnel) : adopté (p. 1342) ; **article 112** : son amendement n° 97 (supprimant les mots : « à défaut » dans la première phrase de cet article) ; action en nullité ; adopté ; **article 115** : son amendement n° 98 (rédactionnel) : adopté ; **article 116** : son amendement n° 99 (cas du conjoint du débiteur si celui-ci était commerçant ou artisan lors de son mariage) ; conjoint des commerçants ; acquisition de la qualité de commerçant postérieure au mariage ; adopté ; **article 118** : son amendement n° 100 (supprimant les mots : « à l'encontre du débiteur »,) ; droit de revendication (p. 1343) ; adopté ; **article 119** : son amendement n° 101 (rédactionnel) ; existence des marchandises sans référence à une notion de durée ; adopté ; **article 123** : son amendement n° 102 (délai fixé par le juge commissaire dans le cadre de cet article) (p. 1344) ; proctection des fournisseurs ; rôle du juge commissaire ; fixation du délai ; adopté ; paiement du prix gagnant par l'administrateur (p. 1345) ; **article 125** : créances salariales ; garanties à donner aux salariés ; son amendement n° 103 (institutions fixées à l'article L. 134-11-4 du code du travail) ; possibilité d'associer l'A.G.S. au contrôle des relevés des créances salariales (p. 1346) ; adopté ; définition par décret des modalités d'application de la loi ; son amendement n° 104 (possibilité d'action du demandeur) : adopté ; **article 126** : son amendement n° 516 (référence à des articles du code du travail) : adopté (p. 1347) ; **article 127** : son amendement n° 105 (formation du représentant des créanciers dans le cadre de cet article) : adopté (p. 1348) ; **article 132** : son amendement n° 106 (référence à un artisan ou à une personne morale de droit prévue dans cet article) ; définition du mot « artisan » ; adopté ; son amendement n° 517 (de forme) : adopté (p. 1350) ; **article 133** : son amendement n° 107 (réversion aux salariés des sommes reçues par le représentant des créanciers sous le contrôle du représentant des salariés) ; versement immédiat des sommes payées par l'A.G.S. ; suggère de remplacer l'expression : « sous le contrôle » par l'expression : « en liaison avec » ; rectifie son amendement en ce sens ; adopté après rectification ; son amendement n° 108 (substituant aux mots : « à l'alinéa 3 » les mots : « au septième alinéa » à la fin de cet article) (p. 1351) ; correction d'une erreur matérielle ; adopté ; **article 136** : son amendement n° 109 : devenu sans objet ; (p. 1352) ; **article 137** : caractère simple de la procédure ; application de la loi de 1967 ; son amendement n° 110 (substituant aux mots : « sont soumises » les mots : « bénéficient ») ; petites et moyennes entreprises ; adopté ; **article 138** : son amendement n° 111 (procédure de nature à favoriser le redressement de l'entreprise) ; possibilité de décider l'application du régime des grandes entreprises aux petites et moyennes entreprises (p. 1353) ; rôle du tribunal dans ce cas-là ; adopté ; son amendement n° 112 (période d'observation) : adopté ; **article 139** : son amendement n° 113 (visant les personnes mentionnées au troisième alinéa de l'article 2 de ce texte dans cet article) : adopté ; son amendement n° 114 (juridiction compétente dans le cadre de cet article) ; souhaite qu'il y ait au moins un tribunal compétent par département ; adopté ; son amendement n° 115 (rôle du juge-commissaire) : adopté (p. 1354) ; **article 140** : liquidation des biens au début de la période d'observation ; son amendement n° 116 (rédactionnel) : adopté (p. 1355) ; **article 141** : son amendement n° 117 (lien entre le débiteur et l'éventuel administrateur : représentation ou assistance) ; souplesse de la procédure ; lien entre le débiteur et l'administrateur ; dépôt de bilan dans les petites et moyennes entreprises (p. 1365) ; assistance ; priorité de la sauvegarde de l'entreprise ; nécessité de ne pas pérenniser l'assistanat ; adopté ; son amendement n° 118 (suppression de la première phrase du second alinéa de cet article) : adopté (p. 1357) ; **après l'article 142** : possibilité d'une location-gérance pendant la période d'observation (p. 1358) ; **article 143** : son amendement n° 120 (élaboration du projet de plan de redressement avec le concours éventuel de l'expert) : adopté ; son amendement n° 518 (référence à l'article 19 alinéa 3, à la fin de cet article) : adopté (p. 1361) ; **article 144** : son amendement n° 121 (contenu du projet) ; contrôle du juge-commissaire sur les offres reçues par l'administrateur ; adopté ; **article 145** : son amendement n° 122 (de précision) : adopté ; **article 146** : suggère une modification rédactionnelle : adoptée ; **avant l'article 147** : son amendement n° 123 (tendant à introduire un chapitre II : exécution du plan de redressement de l'entreprise) : adopté ; **article 147** : locations-gérances (p. 1362) ; **avant l'article 149** : son amendement n° 124 (supprimant les mots « d'entreprise » dans l'intitulé du Titre III) : adopté ; **article 149** : son amendement n° 125 (nomination d'un liquidateur, possibilité de désigner le représentant des créanciers s'il est inscrit) (p. 1363) ; nécessité d'éviter que ce dernier soit automatiquement nommé liquidateur ; adopté ; **article 151** : son amendement n° 127 (supprimant la référence à l'écrit pour l'information du procureur de la République prévue à cet article) : adopté ; **article 152** : son amendement n° 128 (modalités de fixation de l'intérêt prévu à la fin de cet article) (p. 1364) ; taux de l'intérêt dont le liquidateur est redevable ; adopté ; **article 153** : son amendement n° 129 (possibilité pour le débiteur de se constituer partie civile) ; rédaction de l'article 41 de la loi du 10 juin 1983 ; adopté ; **article 154** : limitation de la période de maintien en activité lorsque le principe de liquidation est acquis ; jugement prononçant la liquidation (p. 1365) ; son amendement n° 130 (cas où l'administrateur ne dispose pas des sommes nécessaires au maintien de l'activité) ; possibilité pour le liquidateur de remettre ces sommes à celui-ci ; adopté ; **article 155** : son amendement n° 131 (de suppression) ; ventes d'immeubles ; fixation des prix de vente ; procédure civile ; vente sur saisie immobillère (p. 1366) ; son amendement n° 524, à titre personnel (ventes d'immeubles aux enchères publiques ; fixation de la mise à prix par le juge-commissaire) ; saisie immobilière ; ventes des biens des mineurs en tutelle ; enchères ; fixation de la mise à prix au détriment du débiteur ; frais de publicité ; rôle du juge-commissaire ; saisie immobilière ; son amendement n° 131 : adopté (p. 1368) ; amendement n° 524 : devient sans objet (p. 1369) ; **article 156** : son amendement n° 132 (évaluation de chaque élément par le liquidateur) : retiré ; son amendement n° 133 (substituant aux mots « quatrième degré » les mots « deuxième degré » à propos du lien de parenté visé au second alinéa de cet article) ; redressement de l'entreprise ; adopté ; son amendement n° 519 (de forme) : adopté ; son amendement n° 134 (maintien de l'emploi et paiement des créanciers) : adopté (p. 1370) ; **article 158** : son

amendement n° 135 (insérant le mot « destruction » à propos des archives du débiteur) ; rôle du liquidateur ; adopté ; **article 160** : son amendement n° 136 (possibilité pour le liquidateur de retirer le gage, possibilité pour le créancier de demander l'attribution judiciaire) ; parallélisme entre le droit de rétention et le gage ; adopté (p. 1371) ; **article 163** : son amendement n° 137 (substituant au mot « réduites » le mot « déduites » à la fin de cet article) : adopté (p. 1372) ; **article 166** : son amendement n° 138 (rédactionnel) : adopté ; **article 167** : rang des fournisseurs pour récupérer leurs créances (p. 1374) ; **article 168** : son amendement n° 139 (prononciation de la clôture de la liquidation par le tribunal) ; distinction de la clôture pour extinction du passif et de la clôture pour insuffisance d'actif ; adopté ; **article 169** : son amendement n° 140 (reddition des comptes effectuée par le liquidateur) : adopté ; **article 170** : son amendement n° 141 (droit de poursuite des créanciers en cas de fraude à leur égard) ; jugement de clôture des liquidations ; égalité entre les personnes physiques et les associés d'entreprise (p. 1375) ; reprise des poursuites individuelles ; adopté après modification ; **article 171** : son amendement n° 142 (rédactionnel) : adopté ; **article 172** : son amendement n° 143 (substituant aux mots « les décisions d'ouverture » les mots « les décisions statuant sur l'ouverture ») ; identité de régime entre les décisions de rejet et les décisions d'ouverture ; son amendement n° 144 (suppression d'une virgule) ; régime dérogatoire spécifique au ministère public ; adopté ; son amendement n° 145 (substituant aux mots « les décisions prononçant » les mots « les décisions statuant sur ») : adopté ; son amendement n° 146 (cas où la Cour d'appel n'a pas statué au fond dans les deux mois de l'appel) ; appel dans le domaine des voies de recours ; délais (p. 1376) ; adopté après modification ; **article 174** : son amendement n° 147 (incluant dans le champ d'application de cet article les jugements portant sur la durée de la période d'observation) ; limitation des voies de recours ; adopté ; son amendement n° 148 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 1377) ; **article 175** : son amendement n° 149 (appel ouvert au Procureur de la République) ; délai dans lequel la Cour d'appel statue ; adopté ; **article 176** : son amendement n° 150 (de suppression) : adopté (p. 1378) ; **article 178** : son amendement n° 151 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 178** : son amendement n° 152 (cas où un appel est interjeté, force de chose jugée du jugement) ; règle imposant à la Cour de statuer dans les deux mois ; adopté après modification ; défense à exécution provisoire (p. 1379) ; **article 181** : suppression de la présomption de responsabilité pesant sur le chef d'entreprise ; position de Jean Jaurès à l'égard du petit patronat (p. 1381) ; se prononce pour l'amendement n° 571 du Gouvernement (p. 1382) ; **article 181** : entrepreneurs (p. 1386) ; son amendement n° 520 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 153 (point de départ du délai de prescription courant à partir du jugement) ; date du jugement ; adopté ; son amendement n° 154 (plan d'apurement du passif) : adopté (p. 1387) ; **après l'article 181** : jurisprudence en matière de dirigeant de fait ; responsabilité du gérant de la société mère ; restructuration dans un groupe de société (p. 1388) ; **article 183** : règlement judiciaire des dirigeants fautifs ; son amendement n° 155 (prescription de l'action par cinq ans) : adopté après modification ; **article 184** : créances salariales (p. 1389) ; **article 185** : possibilité pour le tribunal de commerce d'avoir communication de tous documents ou informations sur la situation patrimoniale des personnes visées à l'article 180 (p. 1390) ; action en comblement du passif ; **article 186** : son amendement n° 156 (faisant référence aux artisans dans cet article) : adopté (p. 1391) ; **article 187** : son amendement n° 157 (personnes en état de faillite) : adopté ; **article 188** : son amendement n° 158 (référence aux artisans dans cet article) : adopté (p. 1392) ; **article 190** : rédaction du cinquième alinéa de cet article ; **article 191** : son amendement n° 159 (possibilité pour le tribunal de prononcer la faillite personnelle du dirigeant) : adopté (p. 1393) ; **article 193** : son amendement n° 160 (rédactionnel) : adopté ; **article 196** : son amendement n° 161 (faisant référence au jugement de liquidation pour la durée de l'inéligibilité) ; point de départ de cette durée ; adopté ; son amendement n° 162 (jugement de clôture pour extinction du passif) : adopté (p. 1393) ; **article 197** : son amendement n° 163 (cas des artisans) : adopté ; son amendement n° 164 (de forme) : adopté ; son amendement n° 165 (faisant référence à la liquidation dans le troisième alinéa de cet article) ; responsabilité des personnes chargées de la liquidation) ; adopté ; son amendement n° 166 (personnes physiques représentants permanents de personnes morales) ; dispositions sur la banqueroute ; adopté ; **article 200** : son amendement n° 521 (référence aux artisans pour l'application de cet article) (p. 1395) ; **article 201** : son amendement n° 167 (fixant les montants plafond et plancher de l'amende prévue par l'article 404 du code pénal) ; agents de change coupables de banqueroute ; adopté ; **article 202** : son amendement n° 168 (juridiction répressive) : adopté ; **article 203** : son amendement n° 169 (faisant référence à l'inéligibilité dans le second alinéa de cet article) ; son amendement n° 170 (faisant référence à l'article 202 dans cet article) : retiré (p. 1396) ; **article 204** : son amendement n° 522 (faisant référence aux artisans dans cet article) : adopté ; ses amendements n° 171 et 172 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 173 (faisant référence aux actes mentionnés aux 1° et 2° de cet article dans le dernier alinéa) : adopté (p. 1397) ; **article 205** : ses amendements n[os] 174 et 175 (rédactionnels) : adoptés ; **article 207** : son amendement n° 176 (référence au patrimoine du débiteur dans cet article) : adopté (p. 1397) ; **article 208** : son amendement n° 177 (détournement de l'utilisation au profit d'une des personnes visées au second alinéa de cet article) ; incrimination de malversation ; adopté ; son amendement n° 178 (nullité de l'acquisition) ; sanction de l'acquisition faite au mépris de l'interdiction ; adopté ; **après l'article 209** : son amendement n° 179 (sanction en cas de détournement ou de dissimulation de biens ; patrimoine personnel des dirigeants ; organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; adopté ; **article 211** : son amendement n° 180 (p. 1399) (référence au représentant du salarié dans cet article) : adopté (p. 1400) ; **article 215** : son amendement n° 181 (supprimant les mots « à défaut » dans le premier alinéa de cet article) ; compétences du président du tribunal et du juge commissaire ; adopté ; son amendement n° 182 (modalités de la publicité prévue par cet article) : adopté ; son amendement n° 183 (même objet) : adopté (p. 1401) ; **article 218** : son amendement n° 184 (jugement de clôture pour extinction du passif) : adopté (p. 1402) ; **article 221** : son amendement n° 185 (rôle de l'administrateur, de l'employeur ou du liquidateur en cas de règlement judiciaire) : adopté ; son amendement n° 186 (faisant référence à l'article 149 de ce texte) ; consultation de l'autorité administrative en cas de licenciement ; adopté ; **article 222** : son amendement n° 187 (rôle de l'administrateur, de l'employeur ou du liquidateur en cas de règlement judiciaire) : adopté (p. 1403) ; indique qu'il est persuadé que l'immense majorité des Français sont de gauche ; cas de licenciements économiques (p. 1404) ; **article 224** : rédaction du texte ; **article 225** : difficulté de remplacer le représentant des salariés par le comité d'entreprise (p. 1405) ; **article 231** : son amendement n° 189 (de coordination) : adopté ; **article 233** : son amendement n° 190 (dispositions relatives à la cession d'entreprise) ; procédures ouvertes après l'entrée en vigueur de la loi ; adopté (p. 1408) ; son amendement n° 191 (taux des sommes dues par le syndic) ; syndic ; phase de transition ; adopté ; **article 234** : son amendement n° 523 (fixant la date d'application de ce texte au 1[er] juillet 1985) ; problème de cette date d'application ; adopté (p. 1409).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : procédure unique et rénovée de règlement judiciaire ; caractères et objectifs du projet de loi ; organes de la procédure ; institution d'une phase préalable d'observation ; sort de l'entreprise ; sanctions applicables aux dirigeants fautifs ; suppression des fonctions et de la profession de syndic ; représentation et droit de priorité des créanciers ; sort de l'entreprise ; régime de la faillite personnelle [15 octobre 1984] (p. 4682) ; notion de cessation des paiements ; compétences des tribunaux de commerce ; rôle du juge commissaire ; importance du projet de loi ; accélération des renouvellements techniques et des changements technologiques et scientifiques (p. 4683).

Discussion des articles : **article 1[er]** : amélioration de la rédaction par le Sénat ; « pointillisme » ; son amendement n° 1 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « sans attendre » le mot « alors ») ; expression « sans attendre » ; adopté ; **article 2** : (p. 4688) ; dépôt d'un amendement de principe par M. Serge Charles ; champ d'application de la procédure du redressement judiciaire ; définition de la cessation des paiements (p. 4689) ; son amendement n° 2 (personnes bénéficiant de la procédure simplifiée) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale mentionnant deux sortes de sociétés ; adopté (p. 4690) ; **article 3** : existence de deux définitions de la cessation des paiements : celle de la chambre criminelle et celle de la chambre commerciale de la Cour de cassation ; son accord avec les sénateurs ; **article 4** : possibilité d'ouverture de la procédure ; son amendement n° 3 (insérant dans le dernier alinéa de cet article après le mot « communiquer » les mots « au président du tribunal ou ») ; possibilité pour le comité d'entreprise ou les délégués du personnel de communiquer au président du tribunal ou au procureur de la République les faits révélant la cessation des paiements de l'entreprise (p. 4691) ; saisine du procureur de la République ; information du président du tribunal ; adopté ; son amendement n° 4 (supprimant les

deux dernières phrases du dernier alinéa de cet article) ; caractère confidentiel des informations communiquées ; adopté ; **article 5** : votre favorable à l'amendement du Gouvernement (p. 4692) ; **article 6** : rejet par la commission de l'amendement n° 122 de M. Serge Charles ; son amendement n° 5 (substituant dans le dernier alinéa de cet article au mot « entend » les mots « statue après avoir entendu ou dûment appelé ») ; nécessité d'éviter que le conciliateur refuse de comparaître ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 6 (compétence du tribunal de commerce) ; règles de répartition des compétences entre le tribunal de commerce et le tribunal de grande instance (p. 4693) ; spécialisation ; rétablissement des dispositions votées en première lecture ; carte des tribunaux de commerce ; dérogation aux règles de compétences territoriales sous l'appréciation du procureur de la République ; adopté ; **article 7 *bis*** : son amendement n° 7 (suppression de cet article) ; retour au plus mauvais « avant-projet » ; adopté (p. 4694) ; **article 8** : rédaction de cet article (p. 4695) ; **article 9** : son amendement n° 8 (demande de modification de date) ; délai de l'action en report ; procédure simplifiée ; adopté (p. 4696) ; **article 10** : son amendement n° 9 (désignation par le tribunal du juge commissaire, de l'administrateur et du mandataire de justice) ; représentation des cadres ; adopté ; son amendement n° 10 (possibilité pour l'administrateur de demander la désignation d'un expert par le tribunal) ; désignation des experts par le tribunal ; adopté ; son amendement n° 11 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « nommé » le mot « désigné ») : adopté ; **article 10 *bis*** : son amendement n° 12 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; âge du représentant des salariés ; désignation d'un mineur ; adopté (p. 4702) ; **article 11** : son amendement n° 13 (remplacement de l'administrateur, de l'expert ou du représentant des créanciers) ; droit du Procureur de la République de saisir directeur le tribunal pour procéder au remplacement de l'administrateur, de l'expert ou du représentant des créanciers ; adopté ; **article 11 *bis*** : son amendement n° 14 (de suppression) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 15 (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot « tient » les mots « et le représentant des créanciers tiennent » ; obligation pour le représentant des créanciers d'informer le juge commissaire et le procureur de la République ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 16 (supprimant après la première phrase la fin de l'article) (p. 4703) ; énumération des missions du juge commissaire ; adopté ; **article 15** : imprécision du mot « débiteur » (p. 4704) ; **article 17** : son amendement n° 18 (complétant le premier alinéa de cet article par le mot « judiciaire ») : adopté ; son amendement n° 19 (contenu du projet de plan de redressement de l'entreprise) ; éléments hypothétiques ; adopté ; son amendement n° 20 (justification du niveau des perspectives d'emploi dans le projet de plan) (p. 4705) ; rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 21 (communication à l'administrateur du rapport d'expertise) ; nécessité de tenir compte de la loi sur la prévention des difficultés d'entreprises ; adopté ; son amendement n° 22 (possibilité pour l'administrateur de consulter le débiteur et le représentant des créanciers) ; adopté ; son amendement n° 23 (rôle de l'administrateur) ; possibilité d'une consultation ; adopté (p. 4706) ; **article 20** : son amendement n° 24 (date à laquelle les tiers sont admis à soumettre à l'administrateur des offres) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 25 (nécessité de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire ou l'Assemblée des associés lorsque l'administrateur envisage de proposer un plan de continuation) ; nécessité de faire appel aux associés pour redresser financièrement l'entreprise ; adopté (p. 4707) ; **article 24** : accord avec la rédaction proposée par le Sénat ; soumission des créanciers privilégiés au régime du droit commun ; **article 25** : son amendement n° 26 (communication par l'administrateur du rapport au débiteur, au comité d'entreprise, au délégué du personnel et au représentant des créanciers) (p. 4708) ; obligation de communiquer le rapport ; contenu d'un rapport ; adopté ; **après l'article 27** : hypothèque de la masse (p. 4709) ; **article 29** : son amendement n° 27 (substituant dans cet article aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») ; notion de chef d'entreprise et de débiteur ; adopté ; **article 31** : son amendement n° 28 (obligation pour l'administrateur de respecter les obligations légales et conventionnelles du chef d'entreprise) ; obligations de l'administrateur ; respect de la loi sur les contrats (p. 4710) ; obligations légales et conventionnelles ; adopté ; son amendement n° 29 (insérant après les mots « sur demande de celui-ci » les mots « du représentant des créanciers ») ; représentant des créanciers ; mission de l'administrateur ; adopté ; **article 32** : son amendement n° 30 (substituant au début de cet article aux mots « le chef d'entreprise » les mots « le débiteur ») ; adopté ; son amendement n° 31 (validité des actes de gestion courante accomplis par le débiteur) ; protection des tiers de bonne foi ; adopté (p. 4711) ; **article 33** : son amendement n° 32 (substituant dans le dernier alinéa de cet article au mot « connaissance » le mot « conclusion ») ; prescription de l'action en nullité des actes passés en violation de cet article ; adopté ; **article 35** : impression de l'amendement n° 144 de M. Serge Charles ; son amendement n° 33 (substituant aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») : adopté ; **article 36** : son amendement n° 34 (continuation des contrats en cours) (p. 4712) ; mécanisme de renonciation du cocontractant ; adopté ; **article 37** : son amendement n° 35 (action en résiliation du bail des immeubles affectés à l'activité de l'entreprise) ; droits du bailleur ; patrimoine de l'entreprise ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 36 (privilège du bailleur) : adopté ; travail en commission (p. 4713) ; **article 39** : son amendement n° 37 (paiement des créances nées régulièrement après le jugement de l'ouverture) (p. 4714) ; amélioration de la situation des créanciers dont la créance est née après le jugement d'ouverture ; énumération des modifications du Sénat notamment concernant la portée de l'article et le droit de préférence ; lourdeur de la procédure mise en place par le Sénat ; priorité accordée aux banquiers ; risque de dissuader les prêteurs d'apporter leur concours ; adopté (p. 4715) ; **après l'article 39** : bénéfice de nouveaux privilèges pour les créanciers ; **article 40** : son amendement n° 38 (versement en compte de dépôt à la caisse des dépôts et consignations de toutes sommes perçues par l'administrateur) ; sanctions civiles à l'encontre du représentant des créanciers ; conformité de l'article 40 avec l'article 152 ; adopté après modification ; **article 41** : son amendement n° 39 (autorisation de la conclusion d'un contrat de location-gérance en cas de disparition de l'entreprise) ; recours à la location-gérance (p. 4716) ; risque de pillages ; adopté ; son amendement n° 40 (substituant dans l'avant-dernier alinéa de cet article aux mots « d'un an » les mots « de deux ans ») ; amendement de conséquence ; adopté ; **article 43** : son amendement n° 41 (contrôle des relevés des créances résultant des contrats de travail) (p. 4717) ; rôle du représentant des salariés ; mission de contrôle du relevé des créances ; adopté après modifications ; avis de la commission sur le sous-amendement n° 183 du Gouvernement et les amendements 147 à 150 de M. Serge Charles ; **article 44** : son amendement n° 42 (autorisation de licenciement pour motif économique) ; indemnisation ou reclassement des salariés (p. 4718) ; meilleure garantie aux salariés ; adopté ; **article 47** : son amendement n° 45 (suspension des délais impartis à peine de déchéance ou de résolution des droits) ; adopté ; **article 49** : son amendement n° 44 (insérant au début de cet article après les mots « actions en justice » les mots « et les voies d'exécution ») ; alignement du régime des voies d'exécution sur celui des actions en justice ; adopté (p. 4719) ; **article 50** : son amendement n° 45 (modalités de la déclaration des créances ; possibilité de faire une déclaration des créances à titre provisionnel) ; adopté ; **article 51** : son amendement n° 46 (régime de la créance déclarée) ; suppression de complication quant à l'obligation de moyens ou de résultats ; certificat de conformité de la créance par le commissaire aux comptes ; adopté après modification ; **article 52** : son amendement n° 47 (remise de la liste des dettes certifiées par le débiteur au représentant des créanciers) ; liste des créances certifiées (p. 4720) ; différence entre la liste des créanciers et la liste des dettes ; adopté après modification ; **article 57** : approbation du Gouvernement par le groupe R.P.R. (p. 4721) ; **article 60 *bis*** : son amendement n° 48 (de suppression) ; aggravation de la situation des cautions solidaires ; adopté ; **article 61** : son amendement n° 49 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») : adopté (p. 4722) ; ses observations sur l'expression « le plan peut prévoir une période » ; son amendement n° 50 (cas où le contrat de location-gérance comporte l'engagement d'acquérir à son terme) ; rétablissement de l'obligation d'acquérir ; adopté ; **article 62** : son amendement n° 51 (insérant à la fin du dernier alinéa de cet article après les mots aux articles la référence : « 22 ») : adopté (p. 4723) ; **article 63** : son amendement n° 52 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « ou des contrats à durée déterminée ») ; problème du « préavis » ; adopté ; **article 64** : son amendement n° 53 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « cautions » le mot « solidaires ») ; extension à l'ensemble des cautions de l'interdiction de se prévaloir des dispositions du plan ; adopté ; **article 68** : son amendement n° 54 (rôle du commissaire à l'exécution du plan en cas de défaut d'exécution de ce plan) ; obligation de rendre compte du « suivi de plan » ; adopté ; **article 69** : son amendement n° 55 (nécessité d'un rapport du commissaire à l'exécution du plan pour toute modification substantielle dans les objectifs de ce plan) ; retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 4724) ; suppression de la référence au cessionnaire ; adopté ;

article 71 : son amendement n° 56 (biens indispensables à la continuation de l'entreprise) ; publicité de l'inaliénabilité temporaire ; impossibilité d'aliéner les biens indispensables à la continuation de l'entreprise ; adopté ; **article 73** : son amendement n° 57 (supprimant les deuxième et troisième alinéas de cet article) ; amendement de coordination ; adopté ; **article 76** : juste équilibre (p. 4725) ; réduction proportionnelle du montant de la créance ; **article 77** : son amendement n° 58 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « deux salaires » les mots « résultant d'un contrat de travail ») ; amendement rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 59 (remboursement sans délai ni remise des créances les plus faibles) ; délai et remises prévus par le plan (p. 4726) ; adopté après modification ; **article 78** : participation du créancier à titre provisionnel aux répartitions faites avant l'admission définitive ; son amendement n° 60 (substituant au mot « quérables » le mot « portables ») ; solution plus favorable aux créanciers ; adopté ; son amendement n° 61 (supprimant le dernier alinéa de l'article 78) ; consignation à la caisse des dépôts des sommes au nom des personnes disparues ; adopté ; **article 79** : son amendement n° 62 (vente d'un bien grevé d'un privilège spécial, d'un nantissement ou d'une hypothèque) (p. 4727) ; réduction des garanties de l'A.G.S. ; adopté ; **article 82** : son amendement n° 63 (conditions de la cessation de l'entreprise ») ; critères de la cession totale ou partielle ; adopté après modification ; **article 85** : son amendement n° 64 (indication contenue dans l'offre) ; sanction de l'irrégularité de l'offre (p. 4728) ; irrecevabilité de l'offre ; adopté ; **article 95** : son amendement n° 65 (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; nantissement portant sur un outillage ou un matériel d'équipement ; transmission de la charge de nantissement ; adopté (p. 4729) ; **article 97** : son amendement n° 66 (inexécution des obligations imputables au locataire-gérant) ; inexécution de l'obligation d'acquérir aux termes de la location-gérance ; adopté (p. 4730) ; **article 100** : son amendement n° 67 (ouverture de la procédure de redressement judiciaire) ; sanctions applicables aux locataires-gérants ; cessation des paiements (p. 4731) ; adopté ; **article 106** : son amendement n° 219 (substituant aux mots « deuxième alinéa de l'article 104 » les mots « troisième alinéa de l'article 104 ») : adopté ; **avant l'article 109** : son amendement n° 68 (substituant dans l'intitulé de la section II au mot « Inopposabilité » le mot « Nullité ») ; inopposabilité des actes accomplis pendant la période suspecte ; adopté (p. 4732) ; **article 109** : son amendement n° 69 (énumération des actes nuls faits par le débiteur après la date de cessation des paiements) ; unité de la date de cessation des paiements et de celle de l'ouverture de la période suspecte ; adopté ; **article 110** : son amendement n° 70 (substituant aux mots « déclarés inopposables au représentant des créanciers » le mot « annulés ») : adopté ; **article 112** : son amendement n° 71 (exercice et effet de l'action en nullité faite par l'administrateur) : adopté ; **avant l'article 116 *bis*** : son amendement n° 72 (supprimant l'intitulé « section III *bis* : Droits du bailleur ») ; amendement de coordination (p. 4733) ; adopté ; **article 116 *bis*** : son amendement n° 73 (de suppression) : adopté ; **article 116 *ter*** : son amendement n° 74 (de suppression) : adopté ; **article 117** : son amendement n° 75 (substituant aux mots « de la publication » les mots « du prononcé ») ; limitation de l'action en revendication à la période d'observation ; adopté (p. 4734) ; **article 125** : son amendement n° 76 (soumission au représentant des salariés du relevé des créances) ; établissement du relevé des créances par le représentant des salariés ; adopté ; son amendement n° 77 (substituant aux mots « le relevé » les mots « les relevés ») : retiré ; **article 127** : son amendement n° 78 (refus de régler une créance par les institutions mentionnées à l'article L. 143-11-4 du code du travail) (p. 4735) ; cas où l'A.G.S. refuse de régler une créance ; rôle d'informateur du représentant des créantiers ; adopté ; **après l'article 128** : amendement du Gouvernement complétant un amendement proposé auparavant ; **article 130** : son amendement n° 79 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « une somme égale » les mots « au plus ») ; caractère forfaitaire des sommes que doit verser l'administration ; adopté ; son amendement n° 80 (supprimant la fin du dernier alinéa de l'article 130 après les mots « première rentrée de fonds ») ; suppression de l'intervention immédiate de l'A.G.S. ; adopté (p. 4736) ; **article 132** : avancée sociale constituée par ce texte (p. 4737) ; **article 133** : son amendement n° 81 (reversement aux salariés créanciers des sommes reçues par leur représentant) ; délai d'établissement du relevé des créances salariales et du versement par l'A.G.S. des sommes dues aux salariés) ; caractère immédiat de ce versement ; mission du représentant des salariés ; adopté après modification ; **article 137** : son amendement n° 82 (bénéfice de la procédure simplifiée pour les personnes mentionnées au troisième alinéa de l'article 2) ; amendement de coordination ; adopté ; **article 138** : son amendement n° 83 (substituant aux mots « d'abandonner la procédure simplifiée » le mot « de ») (p. 4738) ; adopté ; **article 139** : son amendement n° 84 (conséquence de l'ouverture de la procédure à l'égard d'une personne mentionnée au troisième alinéa de l'article 2) ; notion de juridiction statuant commercialement ; adopté ; **article 141** : son amendement n° 85 (rôle du débiteur pendant la période où il poursuit l'activité de l'entreprise) ; régime juridique de la procédure simplifiée (p. 4739) ; sous-amendement de M. Serge Charles contraire à celui adopté ; adopté après modification ; **article 143** : son amendement n° 86 (communication au représentant des créanciers des informations et consultations prévues aux articles 19, troisième alinéa, et 25) ; communication des propositions de règlement du passif au juge commissaire ; adopté (p. 4740) ; **article 149** : nomination du représentant des créanciers comme liquidateur ; son amendement n° 87 (rôle du liquidateur) ; licenciements auxquels il procède ; rectifie cet amendement par les dispositions suivantes « les licenciements auxquels procède le liquidateur en application de la décision prononçant la liquidation » ; adopté après rectification (p. 4741) ; **article 154** : son amendement n° 88 (administration de l'entreprise par l'administrateur) ; mission d'administration de l'entreprise ; adopté ; **article 155** : son amendement n° 89 (substituant aux mots « dans de meilleures conditions » les mots « à un meilleur prix ») ; règles de droit positif relatives à la vente des immeubles dans le cadre de la procédure de liquidation ; régime de la saisie immobilière ; vente des immeubles ; formes prescrites en matière de saisie immobilière ; consistance des biens (p. 4742) ; « notion de meilleure condition » ; distribution du produit des ventes ; rejeté ; **article 156** : son amendement n° 90 (affectation d'une quote-part du prix de cession à chacun des biens cédés pour la répartition du prix) ; vente des unités de production ; adopté (p. 4743) ; **article 172** : son amendement n° 91 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; coordination ; adopté (p. 4750) ; **article 178 *bis*** : son amendement n° 92 (exercice de la tierce opposition ou du recours en cassation contre les jugements ou arrêts rendus en application de l'article 174) ; absence de voie de recours en dehors de l'appel du procureur de la République, de celui du commissaire aux comptes, du cocontractant ; adopté (p. 4751) ; **article 181** : son amendement n° 93 (rédactionnel) ; action en comblement de passif ; procédure unique formée par le redressement judiciaire et la liquidation judiciaire ; rejeté ; son amendement n° 94 (supprimant dans le premier alinéa de cet article après les mots « de faute » le mot « grave ») ; champ d'application des dispositions de cet article ; retour au texte adopté en première lecture (p. 4752) ; adopté ; son amendement n° 95 (insérant le deuxième alinéa de cet article après les mots « redressement ou » les mots « à défaut du jugement ») : adopté ; son amendement n° 96 (sort des sommes versées par les dirigeants en application de l'alinéa 1er) ; sort des sommes versées par les dirigeants sociaux ; adopté (p. 4753) ; **article 188** : son amendement n° 97 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; situation des chefs d'entreprise ; application des peines de substitution ; adopté ; **article 190** : son amendement n° 98 (cause de la faillite personnelle) : adopté (p. 4754) ; **article 195** : son amendement n° 99 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; personnes exerçant une fonction publique élective ; adopté (p. 4755) ; **article 205** : son amendement n° 100 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « faisant le commerce ou l'artisanat » les mots « exerçant une activité commerciale ou artisanale ») ; critique de la formule du Sénat ; adopté (p. 4756) ; **article 208** : précision de la jurisprudence en la matière ; **article 211** : son amendement n° 101 (saisine de la juridiction répressive) ; énumération des personnes pouvant se constituer partie civile ; cas des salariés ; frais de la poursuite intentée par l'administrateur, le représentant des créanciers, le représentant des salariés (p. 4757) ; adopté ; **article 220** : son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 103 (de coordination) ; étude approfondie du projet de loi ; adopté ; **article 222** : son amendement n° 104 (rôle de l'administrateur en cas de licenciement économique) ; licenciements dans les entreprises de moins de dix salariés (p. 4759) ; adopté ; **article 224** : son amendement n° 105 (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots « informé et consulté » les mots « avant tout dépôt de bilan et ») ; rétablissement de la consultation du comité d'entreprise avant tout dépôt de bilan ; adopté ; **article 225** : son amendement n° 106 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; imprécision de ces dispositions ; adopté (p. 4760) ; **article 225 *ter*** : dispositions relatives à la protection accordée aux représentants des salariés (p. 4761) ; **article 226** : son amendement n° 107 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 1er de cet article après les mots « plan de cession » le mot « totale ») ; dissolution de la société ; cas de cessation

« partielle » ; adopté ; **article 227 *ter*** : son amendement n° 108 (de suppression) ; organisation des entreprises de presse ; adopté (p. 4762) ; **article 230 *ter*** : son amendement n° 109 (de suppression) ; bénéfice par les débiteurs des prestations d'assurance maladie ; cadre de l'action sanitaire et sociale ; adopté (p. 4763) ; **article 232** : délais suffisamment longs ; **article 232 *bis*** : son amendement n° 110 (de suppression) ; difficultés entraînées par la rétroactivité de cette loi ; adopté ; **article 233** : son amendement n° 111 (de coordination) : adopté (p. 4764) ; son amendement n° 112 (supprimant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article les mots « le cas échéant ») ; nomination d'un administrateur chargé de soumettre au tribunal le projet de plan de cession ; adopté ; son amendement n° 113 (versement en compte de dépôt à la caisse des dépôts et consignations des sommes perçues par le syndic dans l'exercice de ses fonctions) ; adopté après modification ; son amendement n° 114 (supprimant le quatrième alinéa de cet article) ; coordination ; adopté ; **article 235** : son amendement n° 220 (substituant aux mots « à 136 » les mots « à 135 ») ; suppression de l'article 136 par le Sénat ; adopté (p. 4765).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 230 *bis* 1** : montant du capital minimal ; sociétés se trouvant soumises à une procédure collective de redressement ; **après l'article 233** : problème du prolongement de la fonction de certains magistrats ; souhaite que le Parlement soit saisi d'un projet de loi relatif aux juridictions commerciales [6 décembre 1984] (p. 6761).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, explications de vote : règlement judiciaire ; moralisation de la profession d'administrateur judiciaire ; vote positif du groupe socialiste [11 avril 1984] (p. 1448).

Deuxième lecture, explications de vote : garanties en matière de rénumération ; incompatibilité entre les deux professions ; amélioration de la situation actuelle [15 octobre 1984] (p. 4777).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* augmentation du budget de l'agriculture ; nombre de jeunes agriculteurs titulaires d'un diplôme de capacité ayant bénéficié de la dotation d'installation ; caractère aléatoire des perspectives de débouchés pour l'agriculture ; évolution démographique dans ce secteur ; montant des retraites ; niveau des prestations d'invalidité ou d'assurance maladie ; problème des agricultrices ; nécessité de la recherche d'une égalité des droits professionnels et sociaux des hommes et des femmes de ce secteur [6 novembre 1984] (p. 5597) ; augmentation du B.A.P.S.A. ; augmentation des prestations sociales ; situation des agriculteurs bretons (p. 5598).

GREZARD (Léo)

Député de l'Yonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi modifant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998) [12 avril 1984] (p. 1552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : bilan du fonds spécial des grands travaux ; 3e tranche ; financement du T.G.V. Atlantique [24 avril 1984] (p. 1860) ; résultats du commerce extérieur ; économies de matières premières non énergétiques ; bilan des deux premières tranches du fonds ; travaux routiers ; 3e tranche du fonds spécial des grands travaux ; volet « maîtrise de l'énergie » ; habitat tertiaire ; volet « transports » ; affectation de fonds aux pôles de conversion (p. 1861).

Discussion des articles : **article unique** : ressources du fonds ; inégalités régionales ; régionalisation des crédits (p. 1879, 1880).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale : questions :* rôle et fonctionnement du comité consultatif national d'éthique [5 novembre 1984] (p. 5516).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* difficultés du marché de la viande bovine, nécessité d'encourager des actions de découpe et de désossage avant stockage, [7 novembre 1984] (p. 5672-5673).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale : affectation des crédits aux actions prévues dans le cadre de l'intervention du fonds spécial de grands travaux ; programme autoroutier ; troisième tranche du fonds ; taxe sur les carburants liquides ; agence française pour la maîtrise de l'énergie ; nécessité d'informer le législateur sur le contenu des tranches à venir [11 décembre 1984] (p. 6813) ; nécessité de ce fonds (p. 6814).

GRIMONT (Jean)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 août 1984, de M. Jean-Marie Bockel nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 28 août 1984] (p. 2739).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à empêcher la dissociation des **communes fusionnées (n° 1984)** [8 février 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les graves **consé-**

quences des pluies acides sur les forêts de l'Est de la France et les mesures à prendre d'urgence pour y remédier **(n° 2309)** [24 juillet 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Délivrance des permis de construire** : lourdeur des paperasseries administratives imposées aux communes dotées d'un plan d'occupation des sols approuvé [2 mai 1984] (p. 2023) ;

— **Non-implantation du synchrotron à Strasbourg** : raisons de l'abandon du site de Strasbourg ; réactions du Conseil régional et du Conseil général du Bas-Rhin [24 octobre 1984] (p. 5134) ;

— **Emploi et activité en Alsace** : nombre de chômeurs en Alsace ; désengagement des entreprises nationalisées et de leurs filiales ; refus par la D.A.T.A.R. d'une aide pour l'extension de l'entreprise Rohm and Haas de Lauterbourg ; devenir des investissements dans cette région [5 décembre 1984] (p. 6689) ;

orale sans débat :

— **n° 694**, posée le 9 octobre 1984 : **impôts et taxes (édition, imprimerie et presse)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 : **régime économique des publications culturelles et littéraires locales** ; agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse ; situation en Alsace ; rôle de la culture et de la vie associative dans cette région (p. 4675) ; ligues alsaciennes de football ; automobile club d'Alsace (p. 4676).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 1 (cas des gérants des S.A.R.L.) : rejeté [18 octobre 1984] (p. 4890) ; son amendement n° 4 (association d'Alsace et Moselle) (p. 4891) ; dons aux associations d'utilité publique ; départements d'Alsace-Lorraine (p. 4892) ; retiré (p. 4893) ; **après l'article 22** : son amendement n° 2 (déduction des cotisations versées par l'exploitant à un régime de retraite complémentaire pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux) ; loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; assurance maladie ; assurance vieillesse des artisans ; déduction du bénéfice imposable des sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou de vieillesse [19 octobre 1984] (p. 5013) ; rejeté ; son amendement n° 3 (détermination des bénéfices agricoles) ; occupation d'un emploi salarié par la femme d'un artisan ; règle de la réintégration ; rejeté ; son amendement n° 7 (fixation des modalités de paiement des droits de mutation) ; conséquence de l'application aux donations et aux successions des droits de mutation (p. 5014) ; cas de mutation à titre gratuit ; rejeté ; son amendement n° 21 (personnes considérées comme récoltants en fruits ; allocation en franchise de dix litres d'alcool) ; droit de distiller en franchise dix litres d'alcool ; conditions atmosphériques rendant les fruits impropres à la consommation ; transfert aux régions de la distillation en franchise (p. 5015) ; rejeté (p. 5016).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* schéma directeur des autoroutes ; section Strasbourg-Lauterbourg ; Conseil régional d'Alsace ; plate-forme douanière de Lauterbourg-Scheibenhard ; aménagement autoroutier du C.D. 300 ; 9e Plan [31 octobre 1984] (p. 5456).

— **Affaires sociales et solidarité nationale.** — *Discussion générale : questions :* indemnisation du chômage des travailleurs frontaliers alsaciens ; inapplication par la France de l'arrêt de la Cour de justice européenne et du décret du 7 mai 1984 accordant aux travailleurs frontaliers chômeurs une allocation complémentaire [13 novembre 1984] (p. 5981).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 3 (application des dispositions n° 4 de l'article 238 *bis* du code général des impôts aux dons faits aux associations du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ; retiré [18 décembre 1984] (p. 7111) ; **après l'article 22** : son amendement n° 105 (permettant la déduction du salaire du conjoint pour déterminer les bénéfices agricoles imposables) ; son amendement n° 106 (fixant par décret les modalités de paiement du droit de mutation à titre gratuit) ; son amendement n° 107 (permettant la déduction des cotisations versées par l'exploitant à un régime complémentaire de maladie et de retraite) ; son amendement n° 108 (définissant la notion de récoltants de fruits) : rejetés (p. 7141).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion des articles : **article 17** : situation des veuves sans ressources [5 décembre 1984] (p. 6680) ; lutte contre la dénatalité ; utilité de réformer la loi du 7 juillet 1980 relative à l'assurance veuvage (p. 6681).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Respect de l'esprit de la Constitution** : volonté des citoyens ; principe démocratique de la Ve République [20 juin 1984] (p. 3514).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 49 (abrogeant l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983) ; importance de la modification de la loi du 22 juillet 1983 [19 décembre 1984] (p. 7267) ; difficulté de mettre fin aux conventions entre les départements et les communes ; utilité de la suppression de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983 ; rejeté ; son amendement n° 50 (conditions de participation des communes aux dépenses d'investissements pour les établissements créés postérieurement à la date du transfert de compétences) (p. 7268) ; gravité de la situation financière des communes (p. 7269) ; rejeté ; son amendement n° 51 (définissant les conditions de passation des conventions entre les établissements existant à la date du transfert des compétences et les collectivités locales) (p. 7271) ; rejeté (p. 7272) ; son amendement n° 52 (similitude des rapports financiers entre les communes et la région pour les lycées et les collèges) ; nécessité d'éviter un transfert de charges des communes au détriment du département ou de la région ; maintien d'une contribution des communes ; rejeté (p. 7273) ; montant du transfert de charges non compensées (p. 7275).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne, les 14 octobre et 18 novembre 1976 (n° 1927) [5 avril 1984] (p. 1206).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1927) relatif à la situation des candidats admis au **concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers** organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976. **(n° 2044)** [18 avril 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 (n° 1927).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : annulation d'un concours administratif ; jury de l'oral s'étant scindé en deux sous-jurys ; attitude du requérant ; déroulement de carrière des agents nommés [24 avril 1984] (p. 1858).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'enseignement public ; transfert des charges non compensées [8 octobre 1984] (p. 4523) ; rapport entre les collèges, les lycées et les collectivités territoriales ; rappel de l'œuvre de Jules Ferry ; garantie d'indépendance de l'équipe pédagogique ; liaison entre les élus, l'équipe des enseignants et les entreprises ; stages de formation des futurs chefs d'établissement (p. 4524).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* rôle des travaux d'utilité collective ; association de plusieurs partenaires sociaux dans le mécanisme de ces travaux ; nécessité d'un encadrement compétant des travaux d'utilité collective ; traitement économique du chômage [29 octobre 1984] (p. 5363) ;

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* participation des entreprises au logement ; gestion du « 1 p. 100 » ; paritarisme ; exigence de l'abaissement des coûts de construction ; écart excessif entre la rémunération de l'épargne populaire et le coût des emprunts en matière de construction sociale [30 octobre 1984] (p. 5399) ;

Education nationale. — *Discussion générale :* état du patrimoine de l'éducation nationale ; modernisation de l'enseignement public [12 novembre 1984] (p. 5874) ; accroissement des crédits destinés à la formation continue des enseignants ; statuts des enseignants des écoles normales ; place de l'éducation nationale dans la société ; maîtrise d'orientation des jeunes (p. 5875) ;

H

HABY (Charles)

Député du Haut-Rhin
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 574,** posée le 6 avril 1984 : **accidents du travail et maladies professionnelles (indemnisation)** (p. 1271) ; appelée le 4 mai 1984 : **régime de l'incapacité temporaire des sapeurs-pompiers volontaires ;** inconvénients du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers (p. 2134) ; énoncé des mesures souhaitables (p. 2135).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* droit des pensionnés ; révision triennale des pensions militaires d'invalidité [24 octobre 1984] (p. 5124).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* nature des moyens mis à la disposition des communes pour faire face au transfert de charges imposé pour les constructeurs scolaires [12 novembre 1984] (p. 5909).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* fermeture de certains services hospitaliers [13 novembre 1984] (p. 5980) ; cas du centre Strauss de Strasbourg (p. 5981).

HABY (René)

Député de Meurthe-et-Moselle
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 754,** posée le 11 décembre 1984 : **céramique (emploi et activité)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : **industrie céramique française** : déclin de la production française de vaisselle de table ; cas d'entreprises situées à Sarreguemines et à Badonviller ; nécessité de maintenir en France des fabrications à usage du grand public ; intérêt du Gouvernement à l'égard de cette industrie (p. 6943) ; nécessité d'investissements ; possibilité d'envisager des mesures sociales en faveur des ouvriers de la céramique (p. 6944).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : condamnation par Mme Véronique Neiertz de l'enseignement catholique ; rappel que les élèves de Saint-Cloud ont observé une minute de silence pour la mort de Staline [22 mai 1984] (p. 2543) ; tolérance ; contenu de l'enseignement ; cas de la théorie marxiste ; impossibilité de réaliser une véritable neutralité de l'enseignement ; seule solution libérale paraissant être l'ouverture des choix ; droit des familles de choisir l'établissement assurant la forme d'éducation de leur choix ; respect des consciences (p. 2544).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* suppression de postes d'instituteurs ; accroissement de la dégradation des conditions d'enseignement ; diminution du temps d'enseignement dû aux élèves ; disparition des heures de soutien en seconde [12 novembre 1984] (p. 5861) ; diminution croissante des horaires d'enseignement dans chaque discipline ; faiblesse des moyens mis à la disposition de création de zones d'éducation prioritaire ; problème du recyclage des P.E.G.C. et des professeurs de l'enseignement technique ; dégradation de l'enseignement ; école maternelle ; enseignement de la lecture ; possibilité d'associer dans les collèges un enseignement technologique et un enseignement scientifique sans suppression du travail manuel (p. 5862) ; nécessité d'adapter les formations professionnelles

scolaires aux besoins du monde du travail ; création de filières courtes professionnalisées dans le premier cycle universitaire (p. 5863).

Deuxième lecture, seconde délibération de la deuxième partie :

Discussion des articles : **après l'article 59 :** son amendement n° 156 (fixant le montant annuel maximum de la taxe spéciale d'équipement instituée au profit de l'établissement public de la métropole Lorraine) : rejeté [18 décembre 1984] (p. 7181) ; **article 78 :** son amendement n° 157 (supprimant le dernier alinéa (2) du paragraphe I de cet article) : adopté (p. 7194).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion générale : importance de la formation des jeunes Français [19 décembre 1984] (p. 7260) ; caractère monopolistique de l'enseignement public ; nécessité d'assouplir l'enseignement public ; fixation au plan national des objectifs, des structures et des contenus de la formation ; retard dans le transfert des personnels de l'administration académique ; effet pervers de la loi de décentralisation (p. 7261).

Discussion des articles : **article 2 *ter*** : rôle du schéma prévisionnel ; consultation des familles (p. 7263) ; **article 7 :** participation des communes au fonctionnement et à l'investissement des lycées ; problème du transfert de charges à la région ; refus de participation des communes (p. 7268) ; amendement n° 2 (concernant la composition du Conseil d'administration des établissements publics locaux) ; représentation des élèves et des parents d'élèves ; efficacité des conseils d'établissement ; importance des sièges accordés aux représentants des enseignants et à ceux des parents d'élèves ; sa volonté qu'un quart seulement des représentants de l'administration des établissements siège au sein des conseils d'administration (p. 7274) ; devenu sans objet (p. 7275) ; détournement de la nature de la taxe d'apprentissage (p. 7276) ; nécessité de rapprocher l'école et les entreprises ; inutilité d'un dispositif spécial de la taxe d'apprentissage ; nécessité pour le chef d'établissement d'attendre les notifications de l'Etat ; ses amendements n° 3 et 4 (devenus sans objet) (p. 7277) ; ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Daniel Le Meur ; lourdeur de la procédure de décret en Conseil d'Etat prévue par cet amendement (p. 7278) ; **article 8 :** diminution du rôle des familles (p. 7279).

HAESEBROECK (Gérard)

Député du Nord
(10e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15e circonscription)
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 522).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre titulaire de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [30 mai 1984] (p. 2865).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : communication et radio-télévision) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1501) relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 2007)** [5 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2143) relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 2163)** [29 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2145) relatif à l'**exploitation des services locaux de radio-télévision** mis à la disposition du public sur un réseau câblé **(n° 2174)** [6 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 2219)** [20 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2225) modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 2229)** [21 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2249) adopté avec modifications par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 2251)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exploitation des **services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2254)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2242), relatif aux **services de communication audiovisuelle sur un réseau câblé (n° 2258)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2276), modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif aux **services de communication audiovisuelle sur un réseau câblé (n° 2278)** [29 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome X : **Premier ministre** : communication et radio-télévision **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Renault et la reconquête du marché intérieur** : stratégie globale de ce groupe ; usine de Douai [9 mai 1984] (p. 2142) ; nécessité de reconsidérer le problème de la fabrication à l'étranger en fonction des ventes réalisées dans les pays concernés (p. 2143) ;

— **Accueil des handicapés mentaux dans les centres d'aide par le travail** : mesures envisagées pour augmenter le nombre de places dans ces centres [23 mai 1984] (p. 2586, 2587) ;

— **Chômage partiel-total à l'entreprise Massey-Ferguson** : détournement de la réglementation en matière de chômage partiel [20 juin 1984] (p. 3510) ; protection et contrôles garantissant les droits des salariés (p. 3511) ;

— **Engagements de la direction de la régie Renault** : nécessité de négociations [3 octobre 1984] (p. 4466).

orales sans débat :

— **n° 625**, posée le 15 mai 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (fonctionnement)** (p. 2365) ; appelée le 18 mai 1984 : **réforme de l'enseignement supérieur** : condamnation par les intéressés du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs ; situation des assistants (p. 2468, 2469) ; situation des A.T.O.S. ; problème des moyens consacrés à l'enseignement supérieur (p. 2469) ; rénovation de l'enseignement supérieur (p. 2470) ;

— **n° 664**, posée le 19 juin 1984 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 3495) ; appelée le 22 juin 1984 : **politique d'investissements de la Régie Renault** : investissement au Canada ; prise de contrôle de l'American Motors Corporation (A.M.C.) ; création d'une usine de moteurs au Mexique ; prise de contrôle de Mack trucks ; protectionnisme yankee ; difficultés de l'industrie automobile ; compressions d'emplois ; frais financiers ; formation des salariés (p. 3609) ;

— **n° 678**, posée le 26 juin 1984 : **handicapés (politique à l'égard des handicapés)** (p. 3726) ; appelée le 29 juin 1984 : **langue des signes française** : personnes sourdes ; audience de la langue des signes française (L.S.F.) ; nécessité de sa reconnaissance par les pouvoirs publics (p. 3869) ; spécificité de la L.S.F. (p. 3870) ;

— **n° 697**, posée le 9 octobre 1984 : **études, conseils et assistance (entreprises)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 : **licenciement dans les sociétés d'études et de recherche** ; sociétés d'ingénierie ; liaison entre l'ingénierie et les biens d'équipement (p. 4669) ; exportation par les sociétés d'ingénierie d'à peu près 80 p. 100 de leur chiffre d'affaires ; compétence internationale de ces sociétés ; situation dans l'entreprise Technip ; position de la direction de cette société ; baisse des grands contrats (p. 4670).

— **n° 737**, posée le 4 décembre 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (œuvres universitaires)** (p. 6656, 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **œuvres universitaires** : nécessité d'élever la formation des hommes et des femmes ; démocratisation de l'accès aux études universitaires ; nécessité de développer l'aide sociale ; effort en direction des bourses universitaires ; insuffisance des moyens prévus par le budget 1985 ; remplacement des restaurants universitaires par les « fast-food » universitaires (p. 6791) ; régression des crédits des restaurants universitaires ; projet compensant l'arrêt de la construction de logements, de cités universitaires par l'établissement de contrats entre le ministère de l'éducation nationale et les offices de H.L.M. ; concertation sur la réforme des œuvres universitaires (p. 6792) ; nécessité d'augmenter les moyens de l'université (p. 6793).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : loi Mazeaud ; tentative d'organisation du démantèlement de l'éducation physique et sportive à l'école ; développement des pratiques sportives en marge de ce texte ; nécessité de rattraper le retard sportif et de créer les conditions d'un accueil des jeux Olympiques en 1992 [11 avril 1984] (p. 1465) ; texte proposant une nouvelle charge du sport ; changement de conception et de moyens ; création de nouvelles structures : Conseil national des activités physiques ou sportives, comité de la recherche ; rattachement de l'éducation physique au ministre de l'éducation nationale ; écoles primaires ; notion d'équipe pédagogique ; plan de recrutement dans les établissements du second degré ; associations sportives scolaires et universitaires (A.S.S.U.) (p. 1466) ; spécificité des fédérations ; mission de service public de celles-ci ; exercice des activités des fédérations en toute indépendance ; problème de la pratique des rencontres sportives avec des pays pratiquant l'apartheid ; sport à l'entreprise ; composition de la population sportive reflétant les inégalités sociales ; démocratisation des activités physiques et sportives ; communauté de travail ; imbrication du sport dans la culture ; sport de haut niveau et formation des cadres sportifs (p. 1467) ; circulaire « Billères » ; sociétés à objet sportif ; clubs sportifs professionnels ; forme commerciale pour ces clubs ; responsabilité des dirigeants des clubs ; création de plusieurs organismes ; problème des formations ; comité de la recherche ; comité national des activités physiques et sportives ; champ d'application du texte ; position de la commission et du Rapporteur ; perspective d'organiser les jeux Olympiques de 1992 en France (p. 1468) ; loi sur les activités physiques et sportives (p. 1493).

Discussion des articles : **article 1** : son amendement n° 2 (activités physiques et sportives comme facteur d'épanouissement de l'individu) [12 avril 1984] (p. 1507) ; philosophie de gauche des activités physiques et sportives ; droit au sport pour chaque citoyen ; adopté ; son amendement n° 3 (faisant de la promotion des activités sportives une mission d'intérêt général pour l'État) : rejeté ; son amendement n° 4 (substituant au mot citoyen le mot individu) ; droit au sport pour chaque habitant ; adopté ; son amendement n° 5 (droit au sport pour chaque citoyen quels que soient son sexe, son âge, ses capacités ou sa condition sociale) (p. 1508) ; adopté ; son amendement n° 127, à titre personnel, (responsabilité du ministre de l'éducation nationale en ce qui concerne l'enseignement de l'éducation physique et sportive) ; distinction entre la formation des enseignants d'éducation physique et sportive et celle des cadres des activités physiques et sportives (p. 1509) ; responsabilité de l'État en matière de formation des enseignants d'éducation physique et de formation conduisant au différentes professions des activités physiques et sportives ; rejeté ; son amendement n° 6 (autorité du ministre de l'éducation nationale en matière d'éducation physique et sportive) : adopté ; rejet de l'idée d'une reconnaissance des diplômes par l'État ; son amendement n° 7 (suppression de la reconnaissance par l'Etat des diplômes validant des activités physiques et sportives) ; adopté (p. 1510) ; valeur du sport de haut niveau ; principes de co-responsabilité de l'Etat et du mouvement sportif (p. 1511) ; terme de démocratie (p. 1513) ; **article 2** : son amendement n° 8 (définition des programmes scolaires par le ministre de l'éducation nationale) : adopté ; circulaire Billières (p. 1514) ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 1515) ; **article 3** : son amendement n° 10 (référence aux établissements d'enseignement pré-élémentaires et élémentaires) : rejeté (p. 1516) ; son amendement n° 11 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; transfert aux collectivités locales de certaines compétences dans le domaine de l'enseignement public ; adopté ; son amendement n° 12 (possibilité pour les instituteurs et institutrices d'acquérir une qualification dominante) ; nécessité de responsabiliser les institutrices et instituteurs ; équipes pédagogiques (p. 1517) ; recours à des intervenants extérieurs (p. 1518) ; rejeté (p. 1519) ; enseignement de l'éducation physique et sportive dans le second degré par des professeurs du niveau du C.A.P.E.S. ; son amendement n° 14 (organisation par les associations sportives scolaires, des activités physiques et sportives volontaires des élèves) ; adopté (p. 1520) ; son amendement n° 15 (supprimant le dernier alinéa de cet article), adopté ; **article 4** : son amendement n° 16 (organisation des activités sportives par les établissements de l'enseignement supérieur) ; nécessité d'avoir dans l'enseignement supérieur des enseignants d'éducation

physique de qualité ; adopté (p. 1521) ; principe d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ; son amendement n° 17 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 18 (intégration des personnes handicapées) ; son amendement n° 128, à titre personnel : (mesures spéciales d'adaptation pour les enfants handicapés) ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 128 : devenu sans objet (p. 1522) ; **article 5** : son amendement n° 19 (constitution de groupements sportifs sous forme d'associations) ; adopté (p. 1523) ; **article 7** : son amendement n° 20 (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré) ; participation des associations sportives universitaires de l'exécution du service public de l'enseignement supérieur ; « déserts sportifs » ; (p. 1524) ; adopté ; son amendement n° 21 (aide de l'Etat et des collectivités territoriales) ; responsabilité des collectivités locales à l'égard des associations sportives scolaires et universitaires ; adopté (p. 1525) ; **article 8** : son amendement n° 22 (affiliation des associations visées à l'article précédent à des fédérations ou à des unions sportives scolaires) ; spécificité des fédérations ou unions sportives scolaires et universitaires (p. 1526) ; nécessité pour ces dernières de coordonner leur activité au sein d'un comité national du sport scolaire ou universitaire ; adopté (p. 1527) ; **article 9** : son amendement n° 23 (rédactionnel) (p. 1537) ; précise que ce texte déborde le sujet de la société à objet sportif (p. 1538) ; adopté (p. 1539) ; son amendement n° 24 (de précision) (p. 1540) ; adopté (p. 1541) ; son amendement n° 25 (application des dispositions du 1er alinéa de cet article aux groupements sportifs bénéficiant d'un concordat) (p. 1543) ; adopté (p. 1544) ; **article 11** : son amendement n° 26 (rédactionnel) (p. 1545) ; devenu sans objet ; son amendement n° 27 (affectation du bénéfice réalisé par les sociétés à objet sportif) ; impossibilité pour les actions des nouvelles sociétés de donner droit à la distribution de dividendes ; adopté (p. 1546) ; **article 12** : son amendement n° 28 (possibilité de prolonger jusqu'à la saison en cours le délai au cours duquel un groupement sportif doit constituer une société anonyme) (p. 1547) ; devenu sans objet (p. 1548) ; **article 13** : mission de service public dévolue aux fédérations sportives ; refus d'accorder à ces dernières un pouvoir de contrôle sur l'organisation et le fonctionnement des groupements affiliés [13 avril 1984] (p. 1575) ; fédérations affinitaires ; son amendement n° 29 (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; tutelle sur les fédérations sportives ; adopté ; son amendement n° 30 (donnant aux fédérations sportives une mission de service public) (p. 1576) ; reconnaissance aux fédérations d'une mission de service public ; adopté ; son amendement n° 31 (exercice du pouvoir disciplinaire des fédérations dans le respect des principes généraux) (p. 1577) ; adopté ; son amendement n° 32 (application du pouvoir disciplinaire des fédérations sportives aux groupements sportifs qui leur sont affiliés et à leurs licenciés) : adopté ; son amendement n° 33 (approbation par décret en Conseil d'Etat des dispositions statutaires minimales auxquelles les fédérations sportives doivent se conformer dans le cadre de leur mission de service public) ; indépendance de ces dernières ; devenu sans objet (p. 1578) ; son amendement n° 34 : devenu sans objet ; son amendement n° 35 (mettant les fédérations sportives sous la tutelle de l'autorité administrative dont elles relèvent) : adopté (p. 1579) ; **article 15** : son amendement n° 36 (soumettant à l'autorisation de l'autorité administrative l'organisation de manifestations sportives par des personnes de droit privé) (p. 1581) ; adopté ; (p. 1582) ; **article 16** : son amendement n° 37 (de précision) : adopté ; son amendement n° 38 (supprimant la référence à l'engagement d'une procédure devant la juridiction compétente) : adopté (p. 1583) ; rapport entre le C.N.O.S.F. et les fédérations ; son amendement n° 39 (substituant aux mots : « peut être » le mot : « est ») ; nécessité de rendre obligatoire la représentation du comité national olympique et sportif français dans chaque département et dans chaque région ; adopté (p. 1584) ; **article 17** : son amendement n° 40 (faisant de l'organisation des activités physiques et sportives sur le lieu de travail une condition essentielle du développement du sport pour tous) ; référence à l'ouvrage d'Henry-de-Montherlant « Les Onze devant la Porte dorée » ; expression « Amis par-la-foulée » ; absence de démocratisation de la pratique des activités physiques et sportives ; adopté ; son amendement n° 41 (compétences du comité d'entreprise pour définir la politique des activités physiques et sportives dans l'entreprise) : adopté (p. 1586) ; absence de contrat de travail et de comité d'entreprise dans les centres d'aide par le travail ; son amendement n° 42 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; distinction entre les activités physiques et sportives et les activités physiques à finalité professionnelle ; adopté ; son amendement n° 43 (encouragement de la pratique sportive des agents publics) : adopté ; **après l'article 17** : son amendement n° 44 (responsabilité du comité d'hygiène et de sécurité dans l'organisation des activités physiques à finalité professionnelle) (p. 1587) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 45 (de précision) ; caractère trop sélectif du terme d'éducateur ; adopté ; **après l'article 19** : son amendement n° 129, à titre personnel, (prévoyant que l'organisation et le développement de la pratique sportive dans les structures spécialisées accueillant des personnes handicapées font l'objet de mesures spéciales d'adaptation) ; attitude de M. Christian Bergelin suspectant la manière dont il remplit son rôle de rapporteur ; adopté (p. 1588) ; **article 21** : commission nationale du sport de haut niveau ; rôle social des sportifs de haut niveau (p. 1590) ; **article 22** : son amendement n° 46 (préparation des élèves en vue de la pratique sportive de haut niveau) : adopté (p. 1591) ; **article 23** : son amendement n° 47 (accès des sportifs de haut niveau aux enseignements de formation ou de perfectionnement des établissements de l'enseignement supérieur) ; loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur ; adopté (p. 1592) ; son amendement n° 48 (prévoyant des contingents particuliers réservés aux sportifs de haut niveau pour les concours aux emplois de professeur de sport) ; devenu sans objet ; **après l'article 23** : son amendement n° 131, à titre personnel, (recul des limites d'âge pour les sportifs de haut niveau voulant accéder aux grades et emplois publics de l'Etat) : adopté ; **article 24** : son amendement n° 49 (procédure relative aux sportifs de haut niveau pendant la durée de leur service national) : adopté (p. 1593) ; **article 25** : son amendement n° 50 (conditions particulières d'emploi pour le sportif de haut niveau agent de l'Etat ou d'une collectivité territoriale) ; fonction publique territoriale ; adopté ; **article 26** : son amendement n° 51 (encouragement de l'emploi ou du reclassement des sportifs de haut niveau) (p. 1594) ; adopté ; **après l'article 26** : son amendement n° 52 (insérant un chapitre V *bis* intitulé : « Conseil national des activités physiques et sportives ») ; son amendement n° 216, à titre personnel, (insérant un chapitre V *bis* relatif au Conseil national des activités physiques et sportives et comité national de la recherche) (p. 1595) ; regroupement dans une même structure de toutes les parties concernées par le développement des activités physiques et sportives ; prérogative en matière de recherche ; rejet de la proposition de M. Jean-Pierre Soisson voulant instituer un haut comité à caractère consultatif (p. 1596) ; adopté ; son amendement n° 216 à titre personnel : devenu sans objet ; son amendement n° 217, à titre personnel, (création d'un comité national de la recherche et de la technologie en activités physiques et sportives) ; absence de recherche systématique dans les fédérations sportives ; développement des pratiques sportives (p. 1598) ; rejeté (p. 1599) ; **article 27** : surveillance médicale des sportifs ; livret sportif individuel (p. 1607) ; son amendement n° 53 (obligation pour tout titulaire d'une licence participant à une compétition de justifier d'un examen médical dans l'année) ; maladie de la « pépinite » ; sanction en cas de non respect des obligations médicales (p. 1608) ; rôle des fédérations ; rejeté ; **article 27 *bis*** : son amendement n° 54 (rôle des médecins en matière de prévention concernant la pratique des activités sportives) ; jugement du psychiatre Jacques Blanc estimant que M. Louis Lareng est « maso » (p. 1609) ; volonté d'adapter la formation des médecins (p. 1610) ; adopté ; **article 28** : son amendement n° 55 (souscription par les groupements sportifs d'un contrat d'assurance) (p. 1611) ; introduction par le Sénat de la possibilité d'accorder des dérogations aux collectivités territoriales ; adopté ; **après l'article 28** : son amendement n° 56 (obligation pour les groupements sportifs d'informer leurs adhérents de leur intérêt à souscrire un contrat d'assurance) (p. 1612) ; adopté ; **article 29 A** : schéma directeur d'équipement sportif d'intérêt national (p. 1613) ; **après l'article 29 A** : son amendement n° 57 (nécessité d'accompagner d'équipements sportifs toute construction d'un établissement scolaire) ; possibilité de construire des équipements accessibles en dehors des heures scolaires à l'ensemble de la population (p. 1614) ; adopté ; **article 29** : son amendement n° 58 (obligation pour tout propriétaire d'un équipement sportif d'en faire déclaration à l'administration en vue d'un recensement) (p. 1616) ; adopté (p. 1617) ; **article 30** : son amendement n° 59 (autorisation de la personne publique ayant participé principalement au financement de l'équipement sportif) : adopté (p. 1618) ; son amendement n° 60 (supprimant les cinq derniers alinéas de cet article) ; dispositions introduites par le Sénat relatives à l'indemnisation éventuelle des propriétaires qui ne seraient pas autorisés à supprimer ou à modifier un équipement sportif ; adopté (p. 1619) ; **article 31** : son amendement n° 61 (référence à l'entraîneur) : adopté ; son amendement n° 62 (supprimant les mots « ou reconnus » dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté (p. 1621) ; son amendement n° 63 (référence à l'emprisonnement sans sursis) ; politique de

réinsertion sociale et professionnelle des délinquants ; adopté (p. 1622) ; **article 32** : son amendement n° 64 (de précision) : adopté (p. 1623) ; **article 33** : son amendement n° 65 (service public de formation) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 250 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; **article 35** : son amendement n° 251 à titre personnel (rédactionnel) : adopté (p. 1624) ; **après l'article 36** : moyens à la disposition du mouvement sportif (p. 1629).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : droit au sport [5 juin 1984] (p. 2938) ; co-responsabilité de l'Etat et du mouvement sportif ; maintien des compétences et des prérogatives du comité national olympique et sportif français ; lutte contre les inégalités ; rétablissement de l'article relatif au Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) ; problème des équipements sportifs scolaires ; démocratisation des activités physiques ; gestion actuelle du fonds national de développement du sport ; nécessité d'un avis du C.N.A.P.S. sur l'utilisation des fonds distribués ; responsabilité des collectivités territoriales ; aide accordée aux associations sportives scolaires et universitaires ; problème de la carrière des sportifs de haut niveau ; responsabilité des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) dans l'organisation des activités physiques ; lois Auroux ; rôle du comité d'entreprise dans l'organisation des activités physiques et sportives (p. 2939) ; protection des travailleurs ; problème de la confédération du sport scolaire et universitaire ; risques d'improvisation dans le domaine des activités physiques et sportives ; nouveaux espaces de liberté sportive ; création du Conseil national des activités physiques et sportives représentant l'organisation sportive (p. 2940).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 3 (affirmation du rôle de l'Etat dans le développement des activités physiques et sportives) ; coresponsabilité de l'Etat et du mouvement sportif ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (suppression de la deuxième phrase du 1er alinéa de l'article 3) ; nécessité de mettre à la charge de l'Etat l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles maternelles, primaires et les établissements du second degré ; adopté ; son amendement n° 5 (possibilité pour les instituteurs et les institutrices constituant une équipe pédagogique d'acquérir une qualification dominante en éducation physique et sportive pendant leur formation initiale) ; nécessité de pallier une insuffisance éventuelle de formation (p. 2947) ; adopté après modification ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (organisation des activités physiques et sportives dans les établissements scolaires) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 45, à titre personnel (aide de l'Etat et des collectivités territoriales en faveur des associations sportives, scolaires et universitaires) ; rappel de leur contribution à l'animation et à la vie locale ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 8 (rétablissement de la confédération du sport scolaire et universitaire) : adopté ; son amendement n° 9 (insérant les mots « ainsi que ceux de la confédération » après les mots « unions et fédérations ») (p. 2948) ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 10 (substituant aux mots « le groupement » les mots « tout groupement ») : retiré ; **article 12** : son amendement n° 11 (date de publication des décrets d'application) : adopté ; son amendement n° 12 (délai de constitution de la société à objet sportif) ; nécessité d'éviter d'obliger un groupement sportif à constituer une société en cours de saison sportive ; adopté ; son amendement n° 13 (substituant aux mots « de ce délai » les mots « des délais » visés aux alinéas précédents) : adopté (p. 2949) ; **article 13** : son amendement n° 14 (insérant le mot « sportives » après les mots « sociétés d'économie mixte ») : adopté ; son amendement n° 15 (substituant au mot « d'assurer » les mots « elles assurent ») ; risque d'exclusion de la formation et du perfectionnement des cadres bénévoles de la mission de service public conférée aux fédérations ; adopté ; son amendement n° 16 (substituant aux mots « du comité national » les mots « la confédération ») : adopté (p. 2950) ; **article 15** : son amendement n° 17 (substituant au mot « agrément » le mot « avis ») ; identification de l'agrément à une autorisation préalable ; ambiguïté du mot « agrément » ; rejeté ; son amendement n° 46, à titre personnel (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « qui n'a pas reçu » les mots « de nature à compromettre l'exercice des missions définies à l'article 14 et n'ayant pas reçu ») ; droit au sport ; cas des licenciés participant à une manifestation sportive sans avis favorable de la fédération ; rejeté ; son amendement n° 18 (substituant au mot « agréé » les mots « avis favorable ») (p. 2951) ; devenu sans objet ; **article 16** : son amendement n° 19 (substituant aux mots « peuvent être » le mot « sont ») : adopté ; son amendement n° 20 (suppression de l'avant-dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; suppression du pouvoir d'arbitrage du comité national olympique sportif français ; incompatibilité avec la procédure d'arbitrage réglementée par les articles 1442 et suivants du nouveau code de procédure civile ; adopté ; **article 17 *bis*** : son amendement n° 47, à titre personnel (contrôle des activités physiques à finalité professionnelle) ; compétences du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; rejeté (p. 2952) ; **article 22** : son amendement n° 21 (rôle des établissements d'enseignement dans la formation des sportifs) : adopté ; **article 25** : son amendement n° 22 (carrière des sportifs de haut niveau) ; risque d'inégalité entre les sportifs ; droit de poursuivre une carrière et de mener une vie professionnelle ; adopté (p. 2953) ; **après l'article 26 et l'article 26 *bis*** : son amendement n° 23 (création du Conseil national des activités physiques et sportives) ; composition de ce Conseil ; rôle consultatif ; développement des activités physiques (p. 2954) ; son sous-amendement n° 48, à titre personnel, à l'amendement n° 23 de la commission (avis sur le rapport annuel du fonds national de développement du sport) : retiré ; son sous-amendement n° 49, à titre personnel, à l'amendement n° 23 de la commission (relations entre différents organes consultatifs) : retiré ; amendement n° 23 : rejeté (p. 2955) ; nécessité d'un avis du C.N.A.P.S. sur le rapport annuel du fonds national de développement des activités physiques et sportives ; **article 27** : son amendement n° 24 (détermination des modalités d'application de l'article par décret en Conseil d'Etat) ; problème des sanctions applicables ; adopté ; **article 28 *bis*** : son amendement n° 25 (obligation pour les groupements sportifs de tenir à la disposition de leurs adhérents des formules de garantie) : adopté ; son amendement n° 26 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 2957) ; **article 29 B** : son amendement n° 27 (nécessité de prévoir, lors de la création d'écoles élémentaires, des équipements sportifs, sous réserve des dispositions de la loi de décentralisation) (p. 2957) ; rôle des équipements sportifs ; adopté après modification (p. 2958) ; **article 33** : son amendement n° 28 (éléments composant le service public de formation ; son rôle) : adopté ; son amendement n° 29 (liaisons avec les fédérations sportives, les ligues et les comités départementaux pour le développement d'actions communes) : adopté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 32 (suivi médical et paramédical des sportifs) (p. 2959) ; adopté ; son amendement n° 33 (formation des enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur) : adopté (p. 2960).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : position du Sénat et de la commission mixte paritaire ; désaccords profonds et désaccords moindres ; enseignement des activités physiques et sportives à la charge de l'Etat [26 juin 1984] (p. 3698) ; équipe pédagogique ; discussion sur les activités physiques et sportives (p. 3699).

Discussion des articles : **article 13** : son amendement n° 1 (renouvellement des comités de direction des fédérations sportives) ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 3701) ; **article 26 *bis*** : souhaite, à titre personnel, la publication du rapport biennal visé par cet article (p. 3702).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur : bilan des travaux des deux assemblées sur ce texte [29 juin 1984] (p. 3883) ; volonté de démocratisation du sport ; sport scolaire ; rôle des associations sportives scolaires et universitaires ; cas des écoles élémentaires ; enseignement de l'éducation physique et sportive ; mouvement sportif ; sociétés sportives ; pouvoirs des fédérations (p. 3884) ; institution d'un comité national de la recherche et de la technologie ; garanties professionnelles pour les sportifs de haut niveau ; actions de promotion du sport ; sport dans l'entreprise ; création du Conseil national des activités physiques et sportives ; victoire de l'équipe de France de football ; organisation des jeux olympiques de 1992 (p. 3885).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Ses observations sur l'explication de vote de M. Jean-Marie Caro : indique que si ce dernier descend sur le trottoir il restera sur le « caro » [19 avril 1984] (p. 1835).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : établissement public national à caractère industriel et commercial ; communication aux Etats-Unis et contrôle du marché international par ce pays ; déséquilibre des échanges ; service public de la radio-

télévision et industries de communication ; s'inquiète du coût du projet ; loi de démocratisation ; rôle des personnels ; nécessité de se méfier des modèles en matière de communication ; utilisation d'outils nouveaux ; qualité du service public de la communication [17 mai 1984] (p. 2443).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : emprise de la droite, avant 1981, sur tous les moyens d'information [12 juin 1984] (p. 3241) ; mise en œuvre du droit à l'information et à la communication ; loi du 9 novembre 1981 ; indépendance d'une radio locale privée ; position des députés communistes ; création du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale ; attribution de près de 1 300 fréquences par la haute autorité de l'audiovisuel ; existence du fonds de péréquation ; décentralisation ; insuffisances de la loi de 1982 ; développement du service public ; nécessité de permettre aux citoyens de se réapproprier le domaine de l'audiovisuel (p. 3242) ; publicité ; dualisme ; financement ; rôle des associations ; propose que la subvention du fonds puisse être allouée aux radios associatives faisant appel à la publicité en dessous d'un certain seuil ; nécessité de prévoir des moyens de nature à obliger les radios à respecter la loi ; niveau de la publicité ; constitution de réseaux ; fonds de péréquation (p. 3243).

Discussion des articles : **article 1er :** radios locales privées de type associatif ; bénéfice de l'aide à ces radios ; fonds de soutien ; moyens fournis par ce fonds ; nombre des fréquences réservées aux radios locales privées ; égalité des puissances (p. 3261) ; son amendement n° 37 (caractère progressif du prélèvement visé par cet article) : retiré (p. 3264) ; son amendement n° 39 (impossibilité pour la même personne de contribuer au financement de plus d'un service local de radiodiffusion sonore) ; nécessité d'éviter la constitution de réseaux (p. 3269) ; retiré (p. 3270) ; **article 3 :** son amendement n° 40 (publication des renseignements au *journal officiel* ; règles de transparence concernant le capital, les dirigeants et les subventions applicables à la presse ; radios locales privées ; retiré (p. 3274).

Explications de vote : ouverture d'un nouveau champ de liberté par la loi de 1982 ; publicité ; vote positif du groupe communiste (p. 3284) .

Deuxième lecture, discussion générale : service public ; radios locales privées ; autorisation de plus de mille radios locales privées ; sociétés commerciales faisant appel exclusivement à la publicité ; radios associatives ; indique que la publicité ne peut être le seul critère d'existence d'une radio ; position du groupe communiste confirmant son vote en première lecture [28 juin 1984] (p. 3800).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : utilisation du câble ; foyers raccordés à un réseau de télédistribution ; plan d'équipement arrêté par le Conseil des ministres en 1982 ; perspectives de la télévision notamment pour la vie locale ; fonction de transport de l'information ; exploitation des services locaux [14 juin 1984] (p. 3392) ; rôles de l'Etat, du ministère des P.T.T. et de la haute autorité de la communication audiovisuelle ; règles d'exploitation ; cahier des charges ; obligation du « déport » des programmes de chaînes nationales ; diffusion des chaînes de télévision étrangères ; structure d'exploitation : société d'économie mixte locale à caractère spécifique ; régime des sociétés d'économie mixte ; réseaux câblés ; rôle des collectivités locales ; seuil minimum de 33 p. 100 de participation des collectivités publiques au capital des sociétés d'économie mixte locales (p. 3393).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** organisation de l'exercice de la liberté de la radio-télévision (p. 3409) ; **article 2 :** clauses générales des cahiers des charges (p. 3415) ; **article 3 :** présence d'un élu local au sein du Conseil d'administration des sociétés ; possibilité pour les collectivités locales d'être minoritaires dans le capital des sociétés d'économie mixte (p. 3416) ; **article 4 :** rôle du représentant de l'Etat ; sociétés d'économie mixte locales ; loi de 1983 ; son amendement n° 1 (référence au Titre IV de la loi de 1982 sur la communication audiovisuelle) ; expression « cahier des charges » (p. 3417) ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adoptés ; **article 5 :** nécessité de supprimer le mot « locaux » dans cet article ; son amendement verbal (supprimant le mot « locaux » dans cet article) : adopté (p. 3418).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : dispositions restant en discussion ; champ d'intervention des personnes de droit privé élargi par le Sénat ; société d'économie mixte ; organisation de la liberté ; souhaite le retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale pour l'ensemble du texte à l'exception de deux modifications rédactionnelles [28 juin 1984] (p. 3808).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (gestion de l'exploitation du service de radio-télédiffusion câblé par une société d'économie mixte) (p. 3811) ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (délivrance de l'autorisation) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (nomination du président ou du directeur général par le Conseil de surveillance parmi les élus locaux) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (rôle du représentant de l'Etat dans le département) (p. 3812) ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 5 (détention du tiers au moins du capital social des sociétés par une ou plusieurs personnes publiques) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 6 (mise en conformité des réseaux existants avec la présente loi dans un délai de deux ans) (p. 3813) ; adopté ; **article 7 :** son amendement n° 7 (de suppression) ; article 78 de la loi de 1982 ; adopté ; **titre :** son amendement n° 8 (faisant référence à l'exploitation des services de radio-télévision) : adopté (p. 3814).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : incompatibilités de dispositions retenues par le Sénat avec celles adoptées par l'Assemblée nationale [30 juin 1984] (p. 3939) ; homogénéité des différents réseaux ; engagements des collectivités locales ; « déréglementation » des télécommunications (p. 3940).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : article 11 de la Constitution ; règlements des assemblées [6 juillet 1984] (p. 4107) ; défense de la liberté de l'enseignement ; manifestation à but politique ; proposition portant sur l'éducation des jeunes ; obligation scolaire ; forces politiques n'hésitant pas à s'allier avec l'extrême droite ; titularisation volontaire des enseignants du privé ; respect des consciences ; nécessité de donner plus de cohérence à la politique scolaire (p. 4108).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : ordonnances de 1944 ; absence de mesures économiques dans ce texte ; expression des partis politiques ; utilisation de la procédure de vote bloqué ; refus de la censure par les députés communistes ; engagements de la gauche [10 septembre 1984] (p. 4422).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* aménagement des rythmes scolaires relevant de l'autorité du ministère de l'éducation nationale [23 octobre 1984] (p. 5087) ; budget de rigueur ; absence de création de postes F.O.N.J.E.P. ou de cadres sportifs ; nécessité de faire du sport une priorité nationale ; nouvelle loi sur le sport ; amélioration des rythmes scolaires ; désengagement financier de l'Etat (p. 5092) ; moyens extra-budgétaires ; rapports nouveaux entre les pouvoirs publics et le mouvement associatif ; abandon du projet de loi sur la vie associative (p. 5093).

Examen des crédits : **Etat B, Titre III :** crédits affectés aux dépenses de matériel et de fonctionnement de l'administration centrale ; son vote contre le projet de budget (p. 5107).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* caractère contrasté du bilan des entreprises nationales au regard de l'emploi ; réduction du temps de travail [29 octobre 1984] (p. 5379).

Technique de la communication. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : montant des aides de l'Etat à la presse écrite ; insuffisance des moyens de la communication audiovisuelle ; blocage des effectifs en 1984 ; pluralisme de l'information ; problèmes relatifs à la décentralisation ; lenteur du

démarrage des réseaux câblés ; difficultés des radios privées locales ; création de Canal Plus [7 novembre 1984] (p. 5632) ; privilèges de cette station de télévision ; modalités d'exploitation de deux canaux français du satellite de télévision ; nécessité de conforter le service public (p. 5633).

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* situation et perspectives de l'Imprimerie nationale pour 1985 ; problèmes de l'établissement de Douai et de la disparition de la fabrication de l'annuaire [7 novembre 1984] (p. 5692) ; retard de l'équipement informatique ; contentieux des mineurs de fond silicosés reconvertis à Douai (p. 5693).

Education nationale. — *Discussion générale :* régression des créations d'emplois dans le secondaire ; place de l'éducation physique et sportive à l'école ; nécessité d'une augmentation du nombre de postes de professeurs d'éducation physique ; problème de leur formation [12 novembre 1984] (p. 5877).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* progression de l'allocation pour les adultes handicapés ; difficulté de leur insertion sociale ; contenu du rapport Lasry-Gagneux sur le bilan de la politique en faveur des handicapés ; recrutement des handicapés dans la fonction publique ; carences concernant le travail en milieu protégé ; lenteur du fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. [13 novembre 1984] (p. 5946) problème du forfait hospitalier appliqué aux personnes handicapées adultes (p. 5947).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 21** : son inquiétude concernant la réduction des aides directes de l'Etat aux quotidiens d'information régionale ; importance des charges téléphoniques des correspondants de presse ; conséquences de la diminution des crédits ; nécessité d'une réforme des aides économiques à la presse [18 décembre 1984] (p. 7138) ; **après l'article 27** : autorisation de création du loto sportif (p. 7146) ; danger des recours aux moyens extra-budgétaires ; réserves du groupe communiste sur l'instauration d'un concours de pronostics ; gestion des fonds collectés ; contenu de la loi concernant la promotion et l'organisation des activités physiques et sportives (p. 7146).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 97 (effet immédiat de l'abrogation du 2e alinéa de l'article 24 de l'ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail et du 2e alinéa de l'article 10 de l'ordonnance du 30 janvier 1982 relative à la durée du travail en agriculture) : rejeté [3 décembre 1984] (p. 6558) ; **article 55** : application de la loi du 3 décembre 1982 sur les événements d'Afrique du Nord et de la guerre d'Indochine ; validation des dossiers déposés jusqu'à la fin de 1984 ; reconstitution des carrières pour les fonctionnaires ; situation des militants anti-colonialistes (p. 6584) ; problème du blocage des dossiers (p. 6585) ; problème de l'obtention de l'attestation de l'arrêté d'assignation à résidence ; importance des blocages dans l'examen de requêtes ; absence de traitement des dossiers de militants anti-colonialistes sanctionnés dans leur carrière (p. 6585) ; **article 63** : son rappel de la position du groupe communiste sur l'arrêt de l'immigration ; problème de la substitution à l'interdiction d'entrée en France d'une interdiction de séjour ou d'entrée de trois ans (p. 6589).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : handicapés mentaux ; nécessité d'une politique d'insertion ; besoins quantitatifs et qualitatifs ; éducation de l'enfant déficient mental ; instituts médicaux-éducatifs [13 décembre 1984] (p. 6923) ; difficultés s'aggravant pour les handicapés arrivés à l'âge adulte ; places manquant en milieu protégé (p. 6924).

HALIMI (Gisèle)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
Apparentée socialiste.

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cessation de son mandat de député le 9 septembre 1984, par suite de la prolongation de sa mission temporaire au-delà de six mois [*J.O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876).

NOMINATIONS

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 10 mars 1984] (p. 822).

Prolongation de cette mission [*J.O.* du 8 septembre 1984] (p. 2864).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi interdisant les **enquêtes de « moralité »** sur les victimes de viol et de certains attentats aux mœurs **(n° 2022)** [12 avril 1984].

Proposition de loi relative aux **révocations des donations entre époux séparés de biens (n° 2023)** [12 avril 1984].

Proposition de loi tendant à soumettre aux dispositions de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 les **publications destinées à la jeunesse** comportant des incitations de nature à inspirer ou entretenir des préjugés sexistes **(n° 2024)** [12 avril 1984].

Proposition de loi sur la **transmission des noms patronymiques (n° 2025)** [12 avril 1984].

Proposition de loi relative à **l'interruption volontaire de grossesse (n° 2084)** [3 mai 1984].

Proposition de loi tendant à la création d'un **fonds de garantie des pensions alimentaire (n° 2087)** [3 mai 1984].

Proposition de loi portant **rémunération du congé parental alterné (n° 2298)** [30 juin 1984].

HAMEL (Emmanuel)

Député du Rhône
(8e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : droits de la femme) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 27 : **Premier ministre** : droits de la femme **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Prochain voyage du Président de la République en U.R.S.S. : article du journal *l'Humanité* à ce sujet [18 avril 1984] (p. 1677) ; demande si la déclaration du Premier vice-ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. a été faite avec l'accord du ministre des relations extérieures ; survol des installations militaires de Toulon par un Tupolev ; estime que ce voyage risque d'apparaître comme un signe d'affaiblissement de la France (p. 1678) ;

— de M. Roger Rouquette : monument à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des alliés : voyage à Moscou de M. François Mitterrand [30 mai 1984] (p. 2844) ;

— Voyage du Président de la République à Moscou : manquement grave aux usages diplomatiques ; agression en Afghanistan ; répression dans les pays de l'Europe de l'Est ;

santé de M. Sakharov ; respect des accords d'Helsinki [6 juin 1984] (p. 2987) ;

— **Situation de l'emploi** : endettement de la France ; nombre de chômeurs ; montant du déficit budgétaire ; diminution du pouvoir d'achat ; réponse du Gouvernement aux prévisions pessimistes des dirigeants syndicaux [5 décembre 1984] (p. 6697) ;

orales sans débat :

— **n° 619**, posée le 9 mai 1984 : **habillement, cuirs et textiles (emploi et activité)** (p. 2194) ; appelée le 11 mai 1984 : **Convention nationale de solidarité entre le Gouvernement et l'industrie textile** : demande de prorogation de cette convention en raison des difficultés connues dans ce secteur (p. 2252) ; mesures prises par les pays de la Communauté et le Japon en faveur de leur industrie textile (p. 2253) ;

— **n° 680**, posée le 26 juin 1984 : **professions et activités sociales (aides ménagères : Rhône)** (p. 3726) ; appelée le 29 juin 1984 : **crédits de l'aide ménagère à domicile dans le Rhône** : diminution de cette aide (p. 3875) ; dotations complémentaires (p. 3876).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : notion de communauté étrangère [2 février 1984] (p. 463) ; **article 11** : concentration de la presse nationale ; presse régionale ; rapport de M. Georges Vedel ; principe d'égalité ; texte visant à démanteler un groupe de presse « et un seul » [4 février 1984] (p. 579) ; **article 12** : caractère funeste de cet article ; volonté de démantèlement du principal groupe de presse de l'opposition [6 février 1984] (p. 613) ; reprend l'amendement n° 2427 de M. Alain Madelin relatif à l'interdiction de lire plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux d'information politique ou générale ; rejeté (p. 627) ; **article 14** : retour à la déclaration préalable ; loi d'exception discriminatoire (p. 656) ; **article 15** : indique qu'il a voté l'abrogation de la Cour de sûreté de l'Etat ; pouvoirs de la commission de la transparence et notamment pouvoir d'édicter des sanctions pécuniaires ; désignation de divers membres de cette commission ; garantie des droits des justiciables ; indique que l'on s'écarte des voies véritables de la démocratie [7 février 1984] (p. 714) ; « haine » de M. Georges Fillioud (p. 718) ; constate que M. Guy Ducoloné, présidant la séance, « déshonore » l'armée (p. 720) ; **article 17** : juridiction d'exception [8 février 1984] (p. 788) ; extension du nombre des personnes pouvant saisir la commission (p. 789) ; **article 18** : octroi à la commission pour la transparence et le pluralisme de pouvoirs répressifs ; tribunal d'exception (p. 804) ; **article 20** : nature de la commission pour la transparence ; absence d'impartialité de cette commission administrative d'inspiration politique [10 février 1984] (p. 909) ; **son rappel au règlement** : importance de ce texte ; attaques et injures proférées contre des députés de l'opposition ; impossibilité d'accuser l'opposition d'obstruction ; date de clôture du débat et rythme d'examen du texte (p. 913) ; **article 21** : article « effroyable » ; vérifications auprès des entreprises (p. 891) ; contexte dans lequel sont intervenues les ordonnances de 1945 ; pouvoir d'investigation donné aux agents ; visite d'établissement ; système marquant le « début du commencement d'un régime délibéré d'oppression » (p. 919) ; entreprises de presse de l'opposition (p. 921) ; **après l'article 24** : indications relatives au coût de l'application de la loi ; nécessité d'avoir une idée de ce coût (p. 960) ; **article 25** : cumul des sanctions administratives et pénales [11 février 1984] (p. 973) ; régime répressif (p. 974) ; **article 30** : règles différentes régissant les publications françaises et les publications destinées aux communautés étrangères implantées en France ; sanctions prévues par cet article (p. 1005) ; **article 31** : violations des dispositions de divers articles du texte ; souhaite une réduction de l'échelle des amendes [13 février 1984] (p. 1015) ; **article 33** : régime d'autorisation préalable (p. 1018) ; **article 34** : lourdeur des peines prévues ; système de contrôle de la presse ; dispositions faisant glisser la France vers un régime d'étouffement des libertés ; injustice de ce texte (p. 1022) ; **article 42** : législation fixant le démantèlement d'un groupe de presse d'opposition ; loi contraire aux principes démocratiques (p. 1037).

Deuxième lecture, discussion générale : absence de réponse du Gouvernement [19 juin 1984] (p. 3471) ; avis du peuple français (p. 3472).

Discussion des articles : **article 1er A** : élections européennes ; absence d'examen approfondi en commission ; non respect des procédures habituelles ; nécessité d'affirmer un certain nombre de principes au début du projet de loi ; faute « politique » (p. 3485) ; principe de la liberté de la presse (p. 3486) ; **avant l'article 1er : ses rappels au règlement** : souci du Gouvernement d'introduire progressivement la France dans un régime de démocratie populaire ; danger soviétique ; députés communistes « suppôts de Moscou » ; élections européennes ; attitude du parti communiste [2 juillet 1984] (p. 3966) ; propos de M. Jean-Jack Queyranne : « putschiste » ; refus de M. Georges Fillioud de condamner ce propos (p. 3977) ; réforme ; création d'une atmosphère de « pré-guerre civile » ; s'adresse à M. Claude Evin : « vous êtes encore légaux, vous n'êtes plus légitimes » (p. 3978) ; goulag ; débats sur la liberté de l'enseignement et la liberté de la presse ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; [4 juillet 1984] (p. 4026, 4027) ; pouvoir du président de retirer la parole à un orateur (p. 4028) ; propos de M. Jean-Jack Queyranne traitant certains députés de « putschistes » ; droit de déposer des amendements (p. 4032) ; **article 1er** : liberté de la presse ; refus de commencer le texte par l'affirmation de principes ; champ d'application de la loi [5 juillet 1984] (p. 4072, 4073) ; **son rappel au règlement** : problème de l'utilisation éventuelle de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; session d'été ; article 121 du règlement ; vie familiale du personnel de l'Assemblée ; débat sur la presse (p. 4083).

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984, propos tenus par M. Raymond Forni selon le compte rendu analytique : « mieux vaut le parti des ralliés que celui des collaborateurs » ; se souvient des premières affiches de François Mitterrand lorsqu'il était candidat dans la Nièvre ; propos tenus par ses trois collègues incriminés alors que l'on évoquait l'après-guerre ; incidents de séance mineurs [2 février 1984] (p. 476) ; rôle de l'opposition (p. 477) ; absence de faute morale de la part de ses trois collègues (p. 479) ; **ses observations** lors du vote de la censure simple contre ceux-ci : procès staliniens ; « fossoyeurs de la liberté » ; traite les parlementaires votant la censure « d'hommes de l'oppression totalitaire » (p. 480) ; **son rappel au règlement** : assainissement des débats ; nécessité de ne pas incriminer en permanence l'opposition ; défense de la France ; son appel au respect du règlement ; référence à Roger Salengro [8 février 1984] (p. 754).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047)

Discussion : ses observations sur les méthodes du Gouvernement : « méthodes staliniennes » [19 avril 1984] (p. 1814) ; note l'absence d'applaudissements communistes au discours du Premier ministre (p. 1815) ; affaire du boeing sud-coréen ; indique que M. Pierre Mauroy a cédé au chantage des communistes (p. 1832) ; lors des explications de vote : indique que les socialistes demeurent les otages des communistes (p. 1842).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion des articles : **article unique** : son amendement n° 1 (répartition du produit de la 3e tranche des emprunts du fonds spécial entre les régions) [24 avril 1984] (p. 1879) ; retiré (p. 1880).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 3 (de suppression) : rejeté [24 avril 1984] (p. 1896) ; **article 3** : son amendement n° 4 (supprimant les mots « ou indirectement » à propos de l'exercice d'autres activités industrielles): non soutenu (p. 1897) ; **article 4** : son amendement n° 5 (plans d'approvisionnement pluriannuels régionaux) ; rejeté (p. 1898).

Son rappel au règlement : « action programmée d'étouffement de la liberté » [17 mai 1984] (p. 2427) ; limitation de la discussion générale à cinq heures, ce qui signifie que chacun des députés de l'opposition ne dispose même pas de quarante-cinq secondes ; volonté de disparition de la liberté ; interruption des travaux de la commission spéciale (p. 2428) ; utilisation de « procédés staliniens » par M. Guy Ducoloné (p. 2430).

Son rappel au règlement : limites de temps fixé au débat sur l'enseignement privé ; députés de l'opposition ne disposant que de quarante-cinq secondes chacun [21 mai 1984] (p. 2474).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : position de l'archevêque de Lyon, Mgr. Decourtray [22 mai 1984] (p. 2548) ; impossibilité de prétendre que ceux qui défendent le pluralisme scolaire se sont livrés à une attaque contre l'enseignement public (p. 2549).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : rend hommage à l'enseignement agricole public ; maintien de celui-ci sous l'autorité du ministre de l'agriculture ; liberté de l'enseignement ; problèmes de l'enseignement privé ; moyens de cet enseignement [4 juin 1984] (p. 2889) ; inquiétude à ce sujet ; région Rhône-Alpes ; engagement sur certains crédits ; forte diminution des crédits d'équipement du ministère de l'agriculture (p. 2890).

Souhaite que l'Assemblée nationale observe une minute de silence à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944 [6 juin 1984] (p. 2964, 2987).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : délimitation des zones ; développement des aides spécifiques accordées à la montagne ; modalités de classement des zones ; zone de piémont [7 juin 1984] (p. 3088) ; **article 4** : Massif central ; habitants des zones périphériques ; coordination des actions et animation sous l'égide du commissaire de la République (p. 3097).

Son rappel au règlement : discussion concernant les entreprises de presse l'après-midi du 18 juin [12 juin 1984] (p. 3236, 3237).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : noyautage communiste de l'Etat [13 juin 1984] (p. 3327).

Son rappel au règlement : score réalisé par les partis soutenant le Gouvernement aux élections européennes ; se demande si le Premier ministre estime qu'il peut continuer à être le chef du Gouvernement de la France [18 juin 1984] (p. 3426).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Troisième lecture, discussion générale : conditions de travail de l'Assemblée ; sanctions prévues à l'article 6 ; fréquences ; lieux d'émission ; notion de confort d'écoute [30 juin 1984] (p. 3937) ; son vote contre le projet de loi (p. 3938).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : bon fonctionnement des institutions ; attitude du Sénat ; vote du projet de loi à l'Assemblée ; application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; élections européennes du 17 juin ; jugement sur la politique du Gouvernement ; élections partielles ; manifestation du 24 juin ; indique que le Gouvernement n'est plus détenteur du pouvoir moral [6 juillet 1984] (p. 4110) ; problème du recours à l'article 11 ; affaiblissement de la République ; glissement vers une société où les libertés disparaissent (p. 4111).

Explications de vote : propos de M. Guy Ducoloné ayant employé le mot « folie » à propos du Sénat ; absence de réprobation du Gouvernement contre cette expression ; interprétation de la Constitution ; article 11 ; esprit des institutions (p. 4113) ; texte contraire aux libertés (p. 4114).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.

Explications de vote : haine s'exprimant à travers les propos de M. Pierre Mauroy ; propos excessifs proférés à l'encontre du Sénat ; bilan de l'action du Gouvernement ; réformes ; promesse électorale à propos de la création d'un million d'emplois ; demandeurs d'emplois [10 juillet 1984] (p. 4137) ; chômage ; pouvoir d'achat des travailleurs les plus mal payés ; dette extérieure de la France ; résultats de trois ans de gestion par la gauche ; accroissement de la dette publique intérieure ; déficit budgétaire ; dévaluations (p. 4138) ; politique agricole ; sanction de la politique par les électeurs ; vote de la motion de censure (p. 4139) ;

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Troisième lecture, explications de vote : organisation du favoritisme dans la haute fonction publique ; coût du projet [29 août 1984] (p. 4335) ;

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Première lecture, discussion générale : rappel des textes existants ; création d'un véritable service de recouvrement ; expérience des trois bureaux de Lille, Créteil et Paris ; allocation d'orphelin [2 octobre 1984] (p. 4448) ; allocation de personne isolée ; montant de l'allocation d'orphelin (p. 4449).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : guerre idéologique [8 octobre 1984] (p. 4522) ; liberté d'enseignement ; pluralisme scolaire ; liberté de choix pour les parents ; volonté démocratique et républicaine de pluralisme, d'émulation et de complémentarité entre enseignement public et privé de l'opposition ; déclaration du Premier ministre concernant l'absence de réalisation immédiate d'un service public unique et laïque ; constitution d'une commission spéciale ; risque d'organisation d'une asphyxie lente de l'enseignement privé ; abandon des établissements d'intérêt public prévus par la loi Savary ; rôle des élus dans les conseils d'établissement ; effectivité d'une concertation avec l'enseignement privé (p. 4523).

Son rappel au règlement : retour en France de M. Jacques Abouchar ; efforts du Gouvernement [17 octobre 1984] (p. 4856, 4857).

Condamnation de M. Jacques Abouchar : indignation à la suite de cette condamnation ; nécessité de faire libérer Jacques Abouchar [23 octobre 1984] (p. 5050).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 10** : fixation du plancher et du plafond de la taxe sur les salaires affectant les organismes non astreints à la T.V.A. ; absence de réévaluation honnête des valeurs plafond et plancher ; lutte contre le chômage [18 octobre 1984] (p. 4929) ; **article 14** : réduction du déficit (p. 4933) ; nombre de sociétés appliquant la participation ; cas de l'Oréal et des grandes sociétés de distribution ; avantages pour les salariés ; création d'un fossé entre les entreprises (p. 4932) ; **après l'article 3** : évolution du cours de l'or ; petits porteurs ; respect de la parole de l'Etat (p. 4954) ; son sous-amendement n° 228 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (introduisant l'avis du Conseil d'Etat dans cet amendement) ; crise de 1973 ; conditions dans lesquelles ont été souscrits 5,6 milliards de francs à cette époque ; position de Mme Catherine Lalumière en 1983 au sujet de l'emprunt 7 p. 100 ; remise en cause de la position du Gouvernement ; souhaite le retrait de l'amendement du Gouvernement (p. 4961) ; son sous-amendement n° 229 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (substituant aux mots « ne s'appliquent pas » les mots « ne s'appliquent plus ») ; responsabilité prise par cet amendement vis-à-vis du crédit de l'Etat ; modification, au cours d'un contrat, de ses conditions d'examen (p. 4962) ; réservé ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution à son sous-amendement (p. 4963).

Son rappel au règlement : absence de débat après la déclaration du ministre de l'économie et des finances ; intérêts

fondamentaux de la France ; conséquences de l'indexation de l'emprunt Giscard [19 octobre 1984] (p. 4978) ; **article 19** : cas d'extrême pauvreté ; chômage ; programme de lutte contre la pauvreté ; aggravation de l'impôt sur les grandes fortunes ; démobilisation de l'opinion ; réactions défavorables au franc (p. 4989) ; **article 20** : efforts des chambres de métiers et de commerce en faveur de la formation professionnelle ; nécessité de les autoriser à collecter les taxes (p. 5000).

Deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* sécurité, surpeuplement des prisons ; action de formation ; réinsertion ; peines de travail général ; éducation surveillée ; engorgement des tribunaux ; contrôles d'identité ; surveillants de prison ; protection des policiers ; rémissions de peines [23 octobre 1984] (p. 5058) ; insécurité ; permissions de sortir ; échec de la politique judiciaire (p. 5059) ; *questions :* taux d'occupation des maisons d'arrêt de Lyon ; encombrement judiciaire de la Cour d'appel de Lyon (p. 5068).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* installation de l'anneau européen de rayonnement synchrotron à Grenoble [23 octobre 1984] (p. 5078) ; intervention d'éléments nouveaux ; planification après mai 1981 ; nécessité de souplesse et d'adaptation ; financement des programmes prioritaires ; famille et natalité ; allocation au jeune enfant ; congé parental d'éducation (p. 5079) ; équipements d'accueil ; retard dans les secteurs de la famille et de la santé (p. 5080).

Droits de la femme. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : emploi et formation ; taux de chômage ; association pour la formation professionnelle des femmes ; mères isolées ; missions locales de lutte pour l'emploi ; droits propres et autonomie des femmes ; égalité fiscale des membres des couples mariés ; centre national d'information sur les droits de la femme ; action du ministère au sein de la Communauté économique européenne [26 octobre 1984] (p. 5252).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* encombrement des lignes téléphoniques [29 octobre 1984] (p. 5326).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* Bilan du chômage ; nécessité d'infléchir en faveur de la formation professionnelle les crédits répartis entre la formation scolaire et universitaire et la formation professionnelle ; correction des critères de répartition des crédits pour l'apprentissage et la formation professionnelle transférés par l'Etat aux régions ; promotion des femmes ; bilan de l'action des centres d'animation et de ressources de l'information sur la formation [29 octobre 1984] (p. 5365) ; moyens de l'A.N.P.E. ; problème de la concurrence des travaux d'utilité collective aux entreprises de certains secteurs (p. 5366).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* ressources des collectivités territoriales ; conséquences du blocage de l'accroissement des tarifs publics locaux ; érosion du pouvoir autonome des collectivités locales ; malaise de la police ; sécurité des citoyens ; conditions de travail des policiers ; problème des réductions de peines accordées à des personnes ayant attaqué des policiers [5 novembre 1984] (p. 5540) ; cas des personnes ayant été amnistiées ; système des réductions de peines et des permissions de sortie ; nécessité de modifier la législation pour assurer la protection des policiers (p. 5541).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** absence de possiblité d'inscription de certains orateurs [6 novembre 1984] (p. 5609).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **après l'article 89 :** variation des appréciations sur l'avenir du bassin charbonnier [15 novembre 1984] (p. 6096) ; problème du site de l'Escarpelle (p. 6097).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 74 : son amendement n° 310 (substituant dans le 2e alinéa de l'article 1635 *bis* F du code général des impôts, aux mots « au plus tôt un mois après leur vote » les mots « un mois après la date à laquelle les décisions concernées sont devenues exécutoires ») ; fixation au 1er juin de la date d'entrée en vigueur des délibérations des conseils régionaux portant modification du taux de la taxe additionnelle au droit d'enregistrement ; caractère immédiatement exécutoire des délibérations du Conseil régional [15 novembre 1984] (p. 6142) ; problème de la date d'entrée en vigueur des modifications fiscales ; mauvaise adaptation de l'article 74 aux procédures budgétaires ; rejeté (p. 6143).

Son rappel au règlement : procédure des questions au Gouvernement ; refus d'accorder la parole à M. Jean-Claude Gaudin ; annulation du temps de parole du groupe U.D.F. dans la série de questions précédant son rappel au règlement [14 novembre 1984] (p. 6022).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : effet de cet article sur les ménages ; imposition à 50 p. 100 de la tranche supplémentaire à partir de 25 000 francs [18 décembre 1984] (p. 7105) ; **article 3** : allégement de la taxe professionnelle ; existence de chances supplémentaires imposées aux entreprises (p. 7114) ; **après l'article 3** : charges de la dette (p. 7119).

Son rappel au règlement : rencontre entre M. François Mitterrand et M. Kadhafi ; objet de l'entretien ; nécessité pour le ministre des relations extérieures de s'expliquer sur ce point [15 novembre 1984] (p. 6081).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : réforme des relations entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; charge de participation au service public ; schéma prévisionnel des formations ; association de l'enseignement agricole privé à une réflexion sur l'implantation des établissements scolaires ; schéma prévisionnel ; contrats types ; « rareté budgétaire » [22 novembre 1984] (p. 6273).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : action consistant à distendre les liens entre la métropole et la République d'outre-mer [29 novembre 1984] (p. 6479) ; possibilité de faire état de l'avis du Conseil d'Etat au sujet de ce projet (p. 6481).

Son rappel au règlement : grève de la faim des présidents des syndicats ambulanciers [6 décembre 1984] (p. 6749).

HAMELIN (Jean)

Député d'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
Non inscrite
puis apparentée U.D.F.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la défense nationale et des forces armées sur la **défense civile (n° 2166)** [30 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prise en compte du fait chimique dans le domaine de la défense nationale** : principe de dissuasion ; déséquilibre entre les capacités des belligérants éventuels ; problème de la capacité d'encaisse de nos forces aux actions chimiques de l'adversaire ; capacité de riposte [18 avril 1984] (p. 1680).

— **Lutte contre la drogue** : nécessité de prendre des mesures de lutte contre le grand trafic de drogue, les usagers trafiquants et de rendre effective l'information diffusée par des policiers spécialisés dans les écoles [7 novembre 1984] (p. 5656).

orales sans débat :

— n° **594**, posée le 24 avril 1984 : **drogue (lutte et prévention)** (p. 1905) ; Appelée le 27 avril 1984 : **lutte contre la toxicomanie** : bilan de la politique du Gouvernement en ce domaine ; consommation de drogue par des adolescents de plus en plus jeunes ; nécessité de favoriser la multiplication des mouvements associatifs de parents de jeunes drogués (p. 2007) ; rôle d'information des parents ; importance de la formation professionnelle des jeunes drogués ; institution « Le Patriarche » (p. 2008) ;

— n° **611**, posée le 9 mai 1984 : **famille (politique familiale** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **bilan démographique de l'année 1983** : non renouvellement de la population française ; nécessité d'inciter les familles à avoir un troisième enfant ; brochure « j'aime, je m'informe » ; importance de la population immigrée (p. 2249) ; intégration de la défense démographique dans la défense de la France (p. 2250) ;

— n° **728**, posée le 27 novembre 1984 : **drogue (lutte et prévention)** (p. 6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **lutte contre la toxicomanie** ; bilan de cette lutte ; augmentation des interpellations et des saisies ; coordination entre les institutions spécialisées, les hôpitaux et les médecins ; création de nouveaux centres d'hébergement ; information des parents et des enfants (p. 6535) ; montant des crédits consacrés à la lutte contre la toxicomanie (p. 6536).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* crédits affectés à la défense civile ; équipement de certaines administrations ; recensement des abris ; prélèvement sur les crédits de recensement ; réforme de l'armée ; secrétariat d'Etat à la défense [25 octobre 1984] (p. 5186, 5187).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* budget des « illusions perdues » [9 novembre 1984] (p. 5833) ; consensus sur la réforme des forces classiques ; refonte du service national ; interventions au Liban et au Tchad ; crédits consacrés aux forces nucléaires ; forces terrestres ; crédits d'entretien ; crédits d'entraînement des forces de réserve (p. 5834).

HARCOURT (François d')

Député du Calvados
(4e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre l'exemption de **réquisition de véhicules en temps de guerre** aux infirmiers et infirmières **(n° 2453)** [22 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* conséquence de la mise en place des quota laitiers sur l'effondrement du marché de la viande bovine ; baisse du prix des céréales ; mesures d'aide au revenu ; garantie du paiement des prix minimaux communautaires ; suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; problème des retraites agricoles [6 novembre 1984] (p. 5586).

HAUTECLOCQUE (Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

HAUTECŒUR (Alain)

Député du Var
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'être délégué de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 25 janvier 1984] (p. 419).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

HAYE (Kléber)

Député de la Gironde
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [17 mai 1984] (p. 2451).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anobolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2108) relatif au **service public des télécommunications (n° 2165)** [30 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **service public des télécommunications (n° 2362)** [8 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2361), modifié par le Sénat, relatif au **service public des télécommunications (n° 2364)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2375) modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif au **service public des télécommunications (n° 2376)** [11 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : divergence entre les textes élaborés au XIX[e] siècle et le modernisme des équipements de télécommunications ; amélioration des relations entre les usagers et le service public des P.T.T. ; obligations d'élagage ; modalités de contrôle des installations de télécommunications ; affirmation du droit d'accès au service public ; engagement possible de la responsabilité de l'Etat en cas de faute lourde ; garantie de la neutralité des services par rapport au contenu des messages transportés ; rétablissement d'un équilibre entre les droits des usagers et ceux de l'administration en matière de délais de prescription ; notion d'occupant régulier ; renforcement de la notion de service public ; facturation détaillée [5 juin 1984] (p. 2916) ; débordements de plantations sur le domaine public ; délai de dix jours avant travaux ; sanction de l'établissement d'installations de télécommunications sans autorisations ; nécessité d'autres réformes ; maintien d'inégalité entre usagers du fait de circonscriptions tarifaires (p. 2917).

Discussion des articles : **article 1[er]** : son amendement n° 1 (services proposés par les abonnements souscrits auprès de l'administration des postes et télécommunications) ; cas du télex, des liaisons spécialisées, de minitel, du radiotéléphone ; adopté ; son amendement n° 2 (extension aux mandataires de l'interdiction de s'opposer à l'installation du téléphone) : adopté ; son amendement n° 3 (insertion de la notion de locataire ou d'occupant de bonne foi ; abandon de la notion d'occupant régulier) (p. 2926) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (substituant dans le deuxième alinéa de l'article 3 aux mots « aux articles suivants » les mots « au présent chapitre ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 5 (réduisant à quinze jours le délai accordé aux propriétaires avant que le représentant de l'Etat ne fasse procéder d'office aux travaux) : adopté ; (p. 2927) ; **article 6** : obstacle à l'adaptation du code des postes et télécommunications ; **article 7** : absence d'erreur ; explication sur la réglementation applicable au radio-amateurisme (p. 2929).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; position de la commission de la production [10 octobre 1984] (p. 4604).

Discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 1 (rôle de l'Etat pour établir ou autoriser les moyens de diffusion par voie hertzienne) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 2 (peines encourues en cas d'établissement d'un moyen de diffusion hertzien sans autorisation) : adopté (p. 4604).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* nombre de lignes téléphoniques ; importance des investissements ; reclassement progressif des receveurs-distributeurs ; amélioration des conditions de travail du personnel ; augmentation de la gamme des services offerts ; suppression d'emplois ; augmentation de la taxe téléphonique ; nécessité de réformer les structures tarifaires [29 octobre 1984] (p. 5321, 5322).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* dédale des mesures et des actions spécifiques en faveur des créations d'entreprises et d'emplois ; son souhait d'avoir un guide unique rassemblant toutes les mesures [29 octobre 1984] (p. 5376).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône
(4[e] circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1[er] avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Explications de vote : inquiétudes des communistes sur le chômage, le pouvoir d'achat, la politique industrielle ; regrette vivement que ces préoccupations n'aient pas été prises en compte [19 avril 1984] (p. 1836) ; regrette que le Premier ministre soit « resté sourd » en matière d'emploi ou d'école ; indique qu'il n'est pas partisan d'un système de confusion entre parti et Etat ; vote positif du groupe communiste ; attachement à l'union de la gauche ; lutte contre le chômage ; montée du chômage ; attachement des communistes à l'école publique ; obstacles de la droite et du patronat à l'avancée des changements (p. 1837) ; nouveaux droits des travailleurs ; union dans le Gouvernement et la majorité (p. 1838).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : ses regrets que la commission spéciale n'ait pas terminé l'ensemble des articles ; manœuvres d'obstruction de la droite ; impossibilité pour le groupe communiste d'approuver ce texte en l'état ; inscription des crédits budgétaires ; carte scolaire ; création des établissements d'intérêt public ; ses réserves à l'égard du texte : obligation faite aux collectivités territoriales de financer les dépenses de fonctionnement des établissements privés ; problème du lien entre cette obligation et la titularisation de la majorité des enseignants ; processus de titularisation des maîtres du privé ; finalité du texte ; projet consacrant le système « néfaste » de concurrence et de division scolaires ; position de la droite [22 mai 1984] (p. 2513, 2514) ; inquiétude des forces laïques ; laïcité de l'école ; âge de scolarisation obligatoire ; reproduction des ségrégations sociales par l'échec scolaire ; moyens affectés à la formation ; nécessité d'une autre cohérence dans la définition d'un projet novateur pour l'école (p. 2515) ; formation des jeunes (p. 2516).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* importance de la formation des hommes ; problème des rapport entre l'école privée et l'Etat ; campagne de la droite contre « l'égalitarisme » ; relativité de la priorité donnée à l'école [12 novembre 1984] (p. 5868) ; problème des créations de postes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur ; baisse des crédits d'investissement ; réduction des crédits de fonctionnement ; risque d'aggravation des conditions d'enseignement pour les jeunes ; importance du projet éducatif ; nécessité de faire de la formation un pôle actif ; risque de constitution d'un système parallèle de formation (p. 5869) ; nécessité de combattre le maintien des critères de rentabilité (p. 5870).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* crédits de l'équipement naval ; dépenses d'intervention dans le domaine de la construction navale ; nombre de bateaux mis en construction et dégradation de l'activité des chantiers de construction [14 novembre 1984] (p. 6029) ; démantèlement de l'outil de production ; nécessité de renforcer la flotte marchande ; indique que le groupe communiste ne votera pas ce budget (p. 6030).

HERNU (Charles)

Ministre de la défense

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la défense : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre de la défense (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Marc Verdon : politique de la France au Tchad :** nécessité de contenir une agression lybienne contre le Tchad ; rappel de la mission des forces françaises ; surveillance des activités des éléments situés au nord du Tchad [11 avril 1984] (p. 1459) ; rappel des circonstances de l'accident d'Oum Chalonba (p. 1459, 1460).

— **M. Alain Billon : attentat du Drakkar :** existence de trois enquêtes ; rappel du déroulement de l'attentat ; sa confiance dans l'armée [31 octobre 1984] (p. 5479).

— **M. Jean-Guy Branger : utilisation des locaux de l'hôpital des armées à Rochefort :** réutilisation des locaux devenus vacants ; projet de création d'une unité de formation professionnelle ; étude de toutes les hypothèses des réaffectation [5 décembre 1984] (p. 6703).

— **M. Didier Julia : Nouvelle-Calédonie :** mise en cause de la gendarmerie par M. Didier Julia ; sa volonté d'y répondre dans une ambiance plus calme [19 décembre 1984] (p. 7225).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* progression du budget ; part de celui-ci dans les dépenses de l'Etat ; contexte international ; dissuasion nucléaire ; contenu des documents budgétaires ; comportement des Français au sujet de la dissuasion nucléaire ; force nucléaire stratégique ; S.N.L.E. ; refonte du « Tonnant » ; armement nucléaire tactique ; armement pré-stratégique [9 novembre 1984] (p. 5798) ; respect du contenu de la loi de programmation ; course aux armements ; création de la F.A.R. ; réorganisation de l'armée de terre ; capacité d'intervention de la France auprès de ses alliés ; forces françaises en Allemagne ; force « Manta » ; Tchad (p. 5799) ; solidarité humanitaire ; coopération européenne ; industrie d'armement ; industrie aéronautique ; contrats de Plan (p. 5800) ; modernisation de l'industrie de la défense ; crédits de paiement ; poursuite de programmes nouveaux ; fabrications d'armements ; crédits consacrés à la recherche ; poursuite de divers programmes ; crédit d'équipement ; force nucléaire stratégique ; lutte contre l'inflation ; autorisations de programme ; dépenses de rémunérations ; effectifs militaires ; dépenses d'alimentation (p. 5801) ; mise en service de matériels plus économes en carburant ; personnels de la défense ; formation des appelés ; réinsertion professionnelle de ceux-ci ; rélèvement de la prime de service en campagne et mesures financières en faveur des appelés ; problèmes posés par les cadres et les personnels civils ; titularisations ; part de la défense dans le budget de l'Etat (p. 5802) ; dépenses d'équipement ; rôle du secteur militaire vis-à-vis du secteur industriel ; poids économique de la défense (p. 5803) ; indique qu'il s'associe à l'hommage de M. Yves Lancien à la mémoire du Général de Gaulle (p. 5818) ; absence de professionnalisation accrue de l'armée ; part des appelés dans le diverses unités ; création d'un seul régiment d'engagés depuis 1981 ; (p. 5821) ; rectifie les chiffres de M. Daillet sur la part de la défense dans le P.I.B. (p. 5822, 5823) ; dissuasion ; force d'action rapide ; réorganisation de l'armée de terre ; première armée ; appartenance à l'alliance Atlantique ; liens entre la France et l'Allemagne ; coopération en matière d'armement ; désarmement ; U.E.O. ; gendarmerie, retrait des forces libyennes au Tchad ; satellite militaire français (p. 5836, 5837) ; loi de programmation ; projet de coopération avec la R.F.A. pour la construction d'un satellite ; budget des essences et dépenses de carburant ; frais généraux du service des essences ; commande de véhicules ; gendarmerie ; augmentation des crédits de la délégation générale pour l'armement ; engins stratégiques (p. 5838) ; études sur les futurs missiles balistiques ; service de santé ; protection des installations du commissariat à l'énergie atomique ; Hôpital Jean-Prince à Papeete ; informatisation ; acquisition de matériels ; service d'information et de relations publiques des armées ; problème des retraités ; adoption d'une proposition du Sénat à ce sujet ; non inscription de cette proposition à l'ordre du jour de l'Assemblée ; armée de terre ; activité des troupes ; divisions d'infanterie ; marine ; effectifs dans cette armée (p. 5839) ; recrutement des officiers de la marine ; personnel ouvrier de la délégation générale pour l'armement ; volontariat pour un service long ; achats de carburants en 1985 ; prévisions d'achat en dollars ; éventualité d'un écart entre le cours prévu et le cours réel ; armée de l'air ; entretien des matériels ; munitions (p. 5840) ; stocks de matériels ; incitation au départ de certaines catégories de personnels ; programmation militaire ; appelés ; problème de trouver un emploi à l'issue du service national ; objecteurs de conscience ; affectation des volontaires pour un service long ; porte-avions à propulsion nucléaire ; contenu de la loi de programmation à ce sujet ; examen du financement du surcoût des opérations extérieures lors de la préparation de la loi de finances rectificative ; Mirage 2000 (p. 5841) ; avion de détection aéroporté ; sous-officiers ; effectifs militaires ; capacité technologique des arsenaux ; transport aérien ; dissuasion nucléaire (p. 5842).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-Thérèse Patrat :* liens entre les armées et la Nation (p. 5842) ; signature de protocoles avec divers départements ministériels ; volontaires pour un service long (p. 5843).

— *M. Marcel Join :* négociations avec divers pays européens sur le futur avion de combat européen ; coopération européenne en matière technique (p. 5843).

— *M. Bernard Villette :* posée par M. Bernard Lefranc : indique qu'il a répondu précédemment (p. 5843).

— *M. André Lejeune :* musique militaire ; réorganisation de l'armée de terre ; chants de soldats au cours de défilés (p. 5844).

— *M. Marie-Thérèse Patrat :* statistiques sur l'inégalité devant le service national ; dispenses et exemptions (p. 5844).

— *M. Jean Juventin :* posée par M. Jean-Marie Daillet : différences entre l'U.E.O. et l'alliance Atlantique ; stratégie de dissuation de la France ; défense du territoire national et protection de nos intérêts vitaux ; centre d'essais du Pacifique ; conséquences écologiques des essais nucléaires ; site de Mururoa ; convention douanière (p. 5845).

HERVE (Edmond)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Paul Mercieca : préoccupations légitimes des infirmiers :** annulation en Conseil d'Etat du décret du 12 mai 1981 sur la contestation d'un syndicat de médecins biologistes [25 avril 1984] (p. 1920) ; nouveau projet de décrets ; accroissement des compétences des infirmières et des infirmiers ; maintien de l'application des articles 473 et 372 du code de la santé donnant base légale et juridique à la majorité des actes effectués par les infirmiers et les infirmières (p. 1921) ;

— **M. Georges Hage : accueil des handicapés mentaux dans les centres d'aide par le travail :** arrivée à l'âge adulte d'une très grande classe d'âge ; priorité d'accueil pour les handicapés graves ; politique de diversification des moyens d'insertion professionnelle ; redéploiement des moyens en cours favorables aux C.A.T. [23 mai 1984] (p. 2587) ;

— **M. Maurice Sergheraert : associations d'aide à domicile pour les personnes âgées :** nouveaux mécanismes de gestion et d'attribution de la prestation d'aide ménagère ; expérimentation en cours ; financement complémentaire [27 juin 1984] (p. 3746) ;

— **Mme Françoise Gaspard : grève des internes :** période transitoire ; grève des internes de région sanitaire ; inégalité entre les régimes des internes de région sanitaire, et celui des « nouveaux » internes ; situation financière des internes de région sanitaire ; grille du nouveau régime de l'internat ; internes de spécialité [10 octobre 1984] (p. 4613) ;

— **M. Jean Falala : décisions des C.O.T.O.R.E.P. réduisant les taux d'incapacité :** détermination du taux

d'incapacité physique des personnes handicapées ; rôle et composition des C.O.T.O.R.E.P. ; existence d'une circulaire adressée aux commissaires de la République afin d'améliorer le fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. [31 octobre 1984] (p. 5475) ;

— **Mme Eliane Provost : enfants handicapés** : priorité donnée à l'accueil des enfants handicapés à l'école ; existence d'un effort d'information et de sensibilisation sur ce point [31 octobre 1984] (p. 5480) ;

— **M. Henri Bayard : politique familiale** : évolution de la baisse de la natalité en France de 1964 à 1984 ; hausse des allocations familiales et des allocations logement en 1981 et 1982 ; importance de la politique de la petite enfance ; amélioration de la déduction fiscale pour frais de garde ; installation d'un Institut de l'enfance et de la famille ; contenu du projet de loi en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses [31 octobre 1984] (p. 5481) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : lutte contre la drogue** : caractère de priorité nationale de la lutte contre la toxicomanie ; doublement des saisies d'héroïne en 1983 ; évolution du nombre des condamnations ; rôle des comités locaux de prévention contre la délinquance ; lutte contre le détournement de certains produits toxiques ; augmentation des crédits consacrés au soin des toxicimanes ; mise en place d'une chaîne thérapeutique allant de l'hospitalisation à la réinsertion [7 novembre 1984] (p. 5656-5657) ;

— **M. Jacques Barrot : cotation des actes médicaux** : objectifs de cette révision [7 novembre 1984] (p. 5657) ; problème de la cotation unique pour l'angiographie ; volonté de poursuivre la concertation avec les parties concernées en ce qui concerne la cotation de l'électrocardiogramme et de l'échographie grossesse (p. 5658) ;

— **M. Bernard Charles : stimulateurs cardiaques** : coût des stimulateurs ; nombre d'appareils vendus en France ; soumission de ces appareils à la procédure d'homologation [21 novembre 1984] (p. 6230) ;

orales sans débat de :

— **M. Daniel Goulet (n° 572) : institutions pour enfants et adultes inadaptés ou handicapés** : maîtrise des dépenses du secteur social ; taux moyen de progression des dépenses par département ; salaires versés aux personnels [13 avril 1984] (p. 1556) ; propositions de redéploiement des personnels ; réorganisation dans le cadre du département (p. 1557) ;

— **M. Lucien Richard (n° 735) : pensions d'assurance vieillesse des mères d'enfants handicapés** : contenu du décret du 8 mars 1978 concernant les règles d'affiliation de l'assurance vieillesse des mères de famille ; nécessité de généraliser la possibilité pour les C.O.T.O.R.E.P. de fixer la date d'affiliation au premier jour du trimestre suivant le dépôt du dossier [14 décembre 1984] (p. 6938) ;

— **M. Jacques Baumel (n° 722) : Répression de la détention, de la vente et du trafic d'armes** : mise en œuvre des mesures réglementaires accentuant la sévérité des modalités d'acquisition et de détention d'armes ; restriction des possibilités d'acquisition de certaines armes par les particuliers ; dispositions relatives à la publicité en faveur des armes à feu [14 décembre 1984] (p. 6939) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 749) : Elevage de moutons** : difficultés des éleveurs ovins ; impact de la prime compensatrice à la brebis ; intensification de l'action de la France pour obtenir la disparition des éléments de distorsion induits par le versement de la prime variable aux brebis ; volonté du Gouvernement français d'obtenir la réduction des possibilités d'exportation offertes aux pays tiers vers la Communauté ; [14 décembre 1984] (p. 6940).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).**

Première lecture, discussion générale : directives communautaires relatives aux sages-femmes ; niveau de formation ; reconnaissance du champ d'activité des sages-femmes ; mesures d'application des directives ; autorisation d'exercer ; possibilité de prescrire un arrêt de travail à la femme enceinte ; diplôme de puériculture ; cas des citoyens andorrans ; annulation par le Conseil d'Etat du décret du 12 mai 1981 sur le statut des personnels infirmiers ; contrôles biologiques de dépistage à lecture instantanée ; médecins ; pharmaciens d'officine [15 mai 1984] (p. 2326) ; liberté d'établissement (p. 2327).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).**

Première lecture, discussion générale : conservation du virus variolique dans deux laboratoires ; risque de réapparition de la variole ; maintien des dispositions permettant de rendre à nouveau obligatoire la vaccination en cas de menace ; suspension de l'obligation de vaccination ; provisions de vaccins [15 mai 1984] (p. 2331) ; implantation des stocks ; absence de cas de variole depuis sept ans dans le monde ; avantages de la vaccination ; éradication possible d'autres maladies virales telles que la rougeole et la rubéole (p. 2332) ; armes chimiques ; s'interroge sur les conséquences de la « folie » pouvant conduire à mettre de l'arsenic dans les canalisations d'eau des villes ; stock national de vaccins ; surveillance et dépistage (p. 2333).

— **Conclusions du rapport (n° 2045) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (nos 422, 1191).**

Première lecture, discussion générale : médication à base de plantes ; thérapeutiques ; risque d'utilisation de certaines essences végétales ; expériences pratiquées dans ce domaine [15 mai 1984] (p. 2334) ; rôle du pharmacien ; utilisation de ces essences par diverses industries notamment en matière alimentaire (p. 2335).

Discussion de l'article unique : **article unique** : rôle du Conseil d'Etat (p. 2335) ; risque d'alourdissement de la procédure (p. 2336).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).**

Première lecture, discussion générale : simplification de la gestion du système social ; régime local d'Alsace-Moselle ; extension des conditions de validation pour les mineurs des périodes de chômage pour faits de grève [30 mai 1984] (p. 2821) ; abaissement de l'âge de la retraite des artisans et commerçants ; modification des conditions de représentation dans les conseils d'administration des caisses ; représentation du personnel dans les conseils de l'A.C.O.S.S. et de l'U.R.S.S.A.F. ; représentants du personnel ; création d'un conseil général des hôpitaux ; mission d'expertise et d'information ; réforme de l'enquête obligatoire en matière d'accident du travail ; modification des règles applicables à la gestion des fonds du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles ; mise en place d'instruments nécessaires à l'établissement d'un échantillon pour la connaissance de la situation effective des retraités ; harmonisation des dispositions du code de la sécurité sociale avec la nouvelle convention de l'U.N.E.D.I.C. (p. 2822) ; protection contre le licenciement des salariés ; fixation par décret des modalités de prise en charge par l'entreprise de la formation des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 2823).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 62 (montants de retraites) ; meilleure connaissance des niveaux de retraite effectifs ; adopté ; commission nationale de l'informatique et des libertés ; **article 2** : validation pour la retraite des périodes de chômage consécutives à un licenciement pour fait de grève ; détermination du régime de validation des périodes d'activité postérieures au licenciement ; conclusions du groupe de travail sur le régime minier (p. 2830) ; **après l'article 4** : son amendement n° 66 (possibilité d'ouverture d'une pension de vieillesse aux titulaires d'une pension d'invalidité liquidée avant le 31 mai 1983) ; pensions de vieillesse ; adopté (p. 2831) ; **article 5** : décentralisation (p. 2832).

Troisième lecture, discussion des articles : son amendement n° 1 (supprimant la paragraphe II de l'article 38 *ter* instituant un prélèvement sur les recettes de l'Etat imputé sur le produit du droit de consommation sur les tabacs) ; décisions récentes du Conseil constitutionnel ; retraite à 60 ans des artisans et commerçants [29 juin 1984] (p. 3920) ; suppression de la cotisation sur les tabacs ; adopté (p. 3921).

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886).**

Quatrième lecture, discussion générale : présente les excuses de Mme Catherine Lalumière ; position de la commission mixte paritaire ; risque de condamnation imminente de la France par la Cour de justice des Communautés européennes [29 juin 1984] (p. 3921).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* critères d'évaluation de la politique de la santé ; progression des crédits ; problème du rythme d'évolution des dépenses d'hospitalisation par rapport au produit intérieur brut ; son hommage aux agents hospitaliers ; augmentation des crédits de fonctionnement [13 novembre 1984] (p. 5933) ; moyens de la sectorisation psychiatrique ; augmentation des dépenses de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies ; effort en matière de formation des personnels gestionnaires ; nécessité de doter tous les départements d'un S.A.M.U. ; crédits consacrés au programme d'équipement des maternités ; nécessité de perfectionner les actions de coordination ; progression des crédits consacrés à la recherche et aux interventions dans le domaine de la pharmacie ; équipement de la France en scanners ; réduction des inégalités régionales ; poursuite de la modernisation des établissements hospitaliers ; ses préoccupations concernant le développement des sciences et des techniques médicales (p. 5934) ; problème de l'expérimentation des médicaments et des nouvelles techniques (p. 5935) ; montant des investissements de l'assistance publique ; rôle des hopitaux locaux ; réforme de l'internat ; présence des médecins généralistes dans le corps enseignant ; utilisation des équipements (p. 5970) ; modes de rémunération ; application du budget global à l'ensemble des C.H.U. ; réajustement des crédits de la psychiatrie et de la sectorisation ; application de la règle des 40 p. 100 (p. 5971).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Claude Cassaing :* définition des centres de responsabilité dans une circulaire récente ; mise en œuvre d'une nouvelle comptabilité de gestion dans les hôpitaux (p. 5979) ;

— *M. Daniel Goulet :* problèmes posés par l'application de la loi de 1970 sur les hôpitaux ; nécessité d'établir une complémentarité entre les structures existantes au niveau d'une région, d'un département ou d'un canton ; nécessité de tenir compte de l'évolution des besoins hospitaliers (p. 5979) ;

— *M. Charles Haby :* contenu du programme prioritaire d'équipement n° 11 et 9e Plan ; nécessité de réorienter les moyens physiques et financiers de l'appareil de soins ; suppressions ponctuelles de lits (p. 5981).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** existence de 22 prestations sociales [5 décembre 1984] (p. 6661) ; **article 3 :** ménages concernés par l'allocation au jeune enfant ; coût du déplafonnement des ressources ; *article L. 516 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 91 (substituant dans le 1er alinéa aux mots « à l'état de grossesse » les mots « à la durée de la grossesse ») (p. 6663) ; adopté ; son amendement n° 92 (absence de conditions de ressources pour le versement de l'allocation pendant la grossesse) ; inscription du principe du versement de l'allocation sans condition de ressources du troisième mois de la grossesse au troisième mois de la vie de l'enfant ; caractère plus précis de son amendement par rapport à l'amendement n° 15 de la commission ; adopté ; *article L. 517 du code de la sécurité sociale :* impossibilité pour les caisses de retirer l'allocation aux jeunes enfants ; but incitateur de la sanction (p. 6664) ; **après l'article 3 :** conséquences financières de l'amendement n° 79 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 6665) ; **article 4 :** — *article L. 533 du code de la sécurité sociale :* existence dans la règlementation des dispositions de l'amendement n° 66 de M. Jean-Michel Belorgey ; *article L. 534 du code de la sécurité sociale :* notion de plafond de ressources ; *article L. 535 du code de la sécurité sociale :* possibilité de maintenir le complément familial pendant un an (p. 6666) ; **article 5 :** nature de l'allocation parentale ; fixation de sa durée ; notion des couvertures sociales ; problème de l'invalidité et de la réembauche après le congé parental ; *article L. 543-17 du code de la sécurité sociale :* sa proposition de rejet de l'amendement n° 22 de la commission ; son amendement n° 93 (subordonnant l'ouverture du droit à l'exercice de deux années d'activité professionnelle) ; examen des deux années d'activité ; notion de revenu moyen ; possibilité pour les chômeurs non indemnisés de bénéficier du congé parental ; adopté (p. 6669) ; *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 101 (situations de chômage indemnisées) ; utilité d'une précision dans cet article ; cohérence entre la rédaction du 3e alinéa de cet article et celle de l'article L. 543-17 ; notion de fonction parentale (p. 6670) ; adopté ; son amendement n° 102 (supprimant le 4e alinéa C de cet article) : adopté ; son amendement n° 94 (insérant dans l'avant dernier alinéa de cet article les mots « conditions dans lesquelles l'allocation est versée à plein taux ou à moitié de ce taux ») ; possibilité de verser l'allocation à mi-taux ; adopté ; *article L. 543-19 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 103 (supprimant dans le 4e alinéa de cet article les mots « dans les conditions de l'article L. 543-17 ») : adopté ; *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale :* garanties de reprise des indemnités de chômage (p. 6671) ; rappel du régime d'aide aux travailleurs privés d'emploi institué par les ordonnances des 16 février et 21 mars 1984 ; possibilité pour les chômeurs de percevoir le reliquat de la période d'indemnisation ; fixation des conditions d'admission des allocations de chômage *après l'article 543-21 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 95 (instituant une priorité d'accès aux stages de formation professionnelle au profit des bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation) ; situation des personnes en fin d'allocation parentale d'éducation ; entrée dans les formations alternées ; adopté (p. 6672) ; **article 6 :** son amendement n° 96 (possibilité pour les personnes énumérées de retrouver leurs droits aux prestations en cas de reprise du travail) ; impossibilité de cumuler ; adopté (p. 6673) ; **après l'article 6 :** énumération dans l'amendement n° : 70 de M. Jean-Michel Belorgey d'une règle générale du service public ; sa volonté d'obtenir le rejet de cet amendement ; impossibilité d'obliger les organismes débiteurs des prestations familiales d'aider les allocataires dans leur démarche ; mission des organismes débiteurs ; possibilité pour les allocataires de se faire régler en espèces (p. 6674) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 97 (possibilité d'une avance sur les fonds d'action sanitaire pour toute prestation dont le bénéfice a été sollicité) ; nécessité de remédier au retard de versement des prestations ; adopté (p. 6675) ; **article 8 :** sa volonté de rejeter les amendements n° 34 de la commission et n° 85 de Mme Muguette Jacquaint comme relevant du domaine réglementaire (p. 6677) ; **article 10 :** caractère habituel de l'exercice d'un contrôle par une organisme public ; nécessité de préciser les hypothèses de référence ; son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 37 de la commission (insérant après le mot « qui » le mot « le ») : adopté ; son amendement n° 98 (possibilité d'appliquer la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) ; volonté d'éviter que cette disposition sur le contrôle des déclarations des allocataires n'empiète sur leurs droits au regard de la loi informatique et libertés ; adopté (p. 6678) ; risque de complications et d'alourdissement des frais de gestion lié à l'adoption de l'amendement n° 39 de la commission (p. 6679) ; **article 15 :** son amendement n° 100 (inscription des conditions d'adaptation dans les départements d'outre-mer de l'allocation au jeune enfant dans un décret) ; application dans les départements d'outre-mer de l'allocation au jeune enfant ; caractère favorable aux départements d'outre-mer de certaines disparités ; adopté (p. 6680) ; **article 18 :** modification de l'article L. 544 du code de la sécurité sociale ; suppression de la revalorisation annuelle (p. 6681) ; **article 24 :** coût du maintien du bonus ; possibilité pour les familles de bénéficier de compléments familiaux ; compensation de l'absence de majoration des allocations postnatales (p. 6683).

Ses observations après les explications de vote : rappel des objectifs du texte favorisant les familles ayant des enfants rapprochés ; volonté de favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle (p. 6684).

HORVATH (Adrienne)

Député du Gard
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur de sa proposition de loi portant création d'un droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers (n° 1688) [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Exonération de la taxe d'habitation en faveur des chômeurs** : rejet des demandes de dégrèvement de la taxe d'habitation ; problème du chômage [19 décembre 1984] (p. 7220).

orale sans débat :

— **n° 640,** posée le 22 mai 1984 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Gard)** (p. 2574) ; appelée le 25 mai 1984 : **situation de l'emploi dans le bassin d'Alès** : exploitation du gisement d'anthracite de Ladrecht ; annonce de la fermeture de l'atelier de fabrication d'aluminium par la direction de Péchiney ; problème de la société des ateliers de fonderie de Tamaris-Alès ; zone industrielle de la Coste-La-Vaheille (p. 2658, 2659) ; conséquences des restructurations sur l'emploi (p. 2660).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Première lecture, discussion générale : problème de la concurrence étrangère en matière bovine [11 mai 1984] (p. 2260) ; identification des viandes importées ; information des consommateurs ; restructuration laitière ; procédure d'autorisation de mise en marché ; vote positif du groupe communiste (p. 2263).

— **Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382).**

Deuxième lecture, explications de vote : indemnisation du vendeur ; montant de l'indemnité touchée par le vendeur lorsque l'acheteur est défaillant ; cas où le transfert de propriété ne se réalise pas du fait de l'accédant [11 mai 1984] (p. 2279) ; vote positif du groupe communiste (p. 2280).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).**

Première lecture, discussion générale : révisions de prix pouvant être effectuées selon deux indices ; nécessité d'une clarification en matière de révision ; commission des clauses abusives ; pratique des prix fermes et définitifs ; principe de révision ; accession à la propriété ; sacrifices des acquéreurs ; frais de promotion ; position du Sénat ; modalités de révision [11 mai 1984] (p. 2283) ; caractère trimestriel de l'indice I.N.S.E.E. ; souhaite que soit retenu cet indice (p. 2284).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 9 (calcul de la révision du prix) ; indice I.N.S.E.E. ; rejeté ; son amendement n° 10 (impossibilité de réviser le prix au-delà d'une période de six mois entre la date de signature du contrat et la date fixée à l'article L. 231-1-2) ; période pendant laquelle l'indice de révision du prix de l'immeuble peut évoluer ; rejeté (p. 2285).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).**

Deuxième lecture, discussion générale : loi de 1980 ; lancement de la Gauloise blonde ; tabac blond ; extension des missions de la S.E.I.T.A. et contractualisation de ses rapports avec les producteurs ; son opposition à la mise en extinction du régime des retraites ; abstention du groupe communiste [6 juin 1984] (p. 2966).

Explications de vote : abstention du groupe communiste (p. 2972).

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Deuxième lecture, discussion générale : moyens de contrôle des cumuls abusifs ; commission départementale d'aménagement foncier ; conditions de demandes de conversion du métayage en fermage ; location de terres aux jeunes agriculteurs s'installant ; limites du projet ; projet constituant néanmoins un progrès ; vote positif du groupe communiste [6 juin 1984] (p. 2989).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 9 de la commission (rôle des organisations locales de syndicats représentatifs vis-à-vis de la commission cantonale ou intercantonale) ; position du groupe communiste en matière de commissions cantonales ; composition de ces commissions ; besoins locaux ; souhaite que les représentants locaux d'un syndicat représentatif puissent demander la consultation de la commission (p. 2997) ; rejeté (p. 2999).

— **Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : tendance à la désertification ; absence du droit à la retraite à 60 ans pour les agriculteurs ; soutien à l'organisation de la production agricole ; ramassage du lait ; montagnes sèches ; culture du châtaignier dans le Languedoc-Roussillon [7 juin 1984] (p. 3086) ; **avant l'article 4** : politique différenciée par le massif ; poids de l'agriculture en montagne ; industrie de la montagne ; conséquences de la désertification sur l'artisanat et le commerce (p. 3095).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : nouvelles compétences des Conseils municipaux ; création des Z.A.C. [22 juin 1984] (p. 3637) ; **après l'article 23** : projets d'aménagement industriel ; C.O.D.E.V.I. ; possibilité pour la collectivité locale de disposer de ce nouvel instrument de financement (p. 3679) ; **article 27** : financement du logement ; logements H.L.M. ; rôle du préfet ; logements et locaux commerciaux ; communes ayant défini un programme local de l'habitat ; organismes propriétaires des logements ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ; information du maire (p. 3685) ; *article L. 441-1 du code de la construction :* attribution des logements (p. 3687).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme du financement du logement ; réforme de l'urbanisme ; exploitations agricoles familiales ; spéculation immobilière et foncière ; loi de 1977 sur le financement du logement ; accueil des activités productives ; responsabilités des collectivités locales en matière de financement de l'aménagement ; injustices de la fiscalité locale et nécessité de l'intervention de l'Etat ; possibilité de prévoir une péréquation de la taxe locale d'équipement et une majoration urbaine de la D.G.E. [14 décembre 1984] (p. 6981) ; plans d'urbanisme ; participation des habitants aux décisions d'aménagement ; caractère nocif de certaines dispositions introduites par le Sénat ; plafond légal de densité ; attribution des logements sociaux (p. 6082).

Discussion des articles : **article 11** : *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 98 (avis des communes concernées) : rejeté (p. 6993) ; **article 21** : *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 99 (participation ne pouvant être inférieure à la taxe locale d'équipement normalement exigible) : rejeté (p. 7002) ; **article 23** : son amendement n° 100 (supprimant le paragraphe IV *bis* de cet article : rejeté (p. 7003) ; **article 27** : *article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 101 (équilibre social des quartiers et communes) (p. 7010) : rejeté (p. 7011) ; son amendement n° 103 (attribution de logements sociaux sur proposition du maire au profit des personnes mal logées ou défavorisées) : rejeté (p. 7012) ; *article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation :* son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 79 de la commission (rôle du comité départemental de l'habitat) ; cas des organismes propriétaires de logements ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ; rejeté (p. 7013).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* absence d'aide à la cessation d'activité ; augmentation des crédits consacrés à l'artisanat ; recul des dépenses d'intervention publique pour l'artisanat ; efforts réalisés en faveur de l'apprentissage [24 octobre 1984] (p. 5160) ; *questions :* pose la question de M. Vincent Porelli (p. 5173).

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanismes et logement. — *Discussion générale : questions :* services administratifs de l'équipement ; informatisation des services ; centres d'études techniques de l'équipement [30 octobre 1984] (p. 5412) ; « 0,9 p. 100 logement » ; contructions locatives sociales (p. 5412-5413).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* location par les S.A.F.E.R. de terres aux jeunes qui s'installent ; financement du foncier agricole ; nécessité de reconnaître le caractère spécifique de l'agriculture ; contenu des propositions communistes de réforme des S.A.F.E.R. [6 novembre 1984] (p. 5621, 5622).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* politique énergétique ; Nord-Pas-de-Calais ; Cévennes ; bureau de recherche géologique et minière (B.R.G.M.) [14 novembre 1984] (p. 6048-6049).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 63 : son amendement n° 25 (de suppression de l'article) [15 novembre 1984] (p. 6129) ; rejeté (p. 6130).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : principe de négociation posé par divers articles ; égalité de représentation entre les entreprises générales, celles du second œuvre et les entreprises artisanales ; crédibilité des négociations engagées [14 novembre 1984] (p. 6950) ; **article 17** : travaux ou ouvrages présentant une technicité particulière (p. 6959).

Explications de vote : problème et responsabilité des maîtres d'ouvrage ; risque de délégations excessives de leurs prérogatives ; rémunération des missions ; abstention du groupe communiste (p. 6961).

HORY (Jean-François)

Député de Mayotte
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2473).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (n° 2384) [31 octobre 1984] (p. 5494).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2138) relatif à l'**adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion des lois portant répartition des compétences** entre l'Etat, les régions et les départements **(n° 2171)** [6 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 2266)**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2241) relatif à l'**adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Réunion des lois portant répartition des compétences** entre l'Etat, les régions et les départements **(n° 2271)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture relatif aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 2292)** [30 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2384) modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les **assurances maritimes (n° 2479)** [5 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Cyclone à Mayotte :** nécessité d'organiser des secours [11 avril 1984] (p. 1460) ;

orale sans débat :

— **n° 758,** posée le 11 décembre 1984 : **associations et mouvements (politique à l'égard des associations et mouvements)** (p. 6839).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion générale : motion de censure déposée par M. Michel d'Ornano ; position des radicaux de gauche [24 janvier 1984] (p. 8) ; définition de l'expression « liberté de la presse » ; liberté de publication, liberté d'écrire, liberté de lire ; menaces pesant sur cette dernière liberté ; concentrations ; quotidiens régionaux ; attitude de l'opposition ; régime des aides à la presse ; rappelle que les Français lisent peu ; augmentation rapide des charges pesant sur la presse, notamment le prix du papier (p. 9) ; aides publiques ; investissements des entreprises de presse ; possibilité de compléter le

dispositif d'aide par un fonds d'aide à l'investissement ; mission de conseil pouvant s'exercer lors du lancement de journaux ; vote positif des radicaux de gauche (p. 10) ; **article 20** : indique que rien dans le texte ne s'oppose à la création d'un parti politique ; liberté de réunion pour les partis politiques ; possibilité d'existence de deux ordres de législation compatibles ; article 4 de la Constitution [10 février 1984] (p. 899).

— **Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : décision du Conseil constitutionnel ; attribution de blocs de compétences à la région et au département [6 juin 1984] (p. 3020) ; création des offices de développement agricole et rural ; attributions des régions en matière d'emploi, de formation professionnelle et de santé ; égalité entre les départements de métropole et ceux d'outre-mer ; spécificité des régions d'outre-mer ; dispositions financières et fiscales (p. 3021).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (compétences des collectivités territoriales de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) ; mesures d'adaptation ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (supprimant le cinquième alinéa de cet article) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (supprimant le mot « régional » dans le premier alinéa de cet article) : adopté (p. 3027) ; **article 4** : son amendement n° 4 (conférant au schéma d'aménagement régional les mêmes effets que les prescriptions du code de la construction et de l'urbanisme) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 5 (supprimant les mots « après avis des représentants du Conseil général et des communes concernées » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 6** : financement des travaux d'élaboration du schéma d'aménagement régional ; **après l'article 7** : son amendement n° 7 (obligeant le représentant de l'Etat dans la région à prendre l'avis du Conseil régional et du Conseil général pour la détermination du périmètre) ; nécessité de consulter le Conseil régional lors de la fixation des périmètres des chartes intercommunales de développement ; adopté (p. 3028) ; **article 8** : son amendement n° 8 (définition par les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion des orientations en matière de développement de l'agriculture et de la forêt ; création, rôle, attributions et budget de l'Office de développement agricole rural) ; avancée importante du texte ; adopté (p. 3029) ; **article 9** : son amendement n° 9 (obligation pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural de prévoir la présence dans leur Conseil d'administration de représentants du Conseil régional dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) : adopté ; **article 9 *bis*** : son amendement n° 10 (supprimant cet article) ; amendement de coordination ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 11 (financement des aides antérieurement accordées par l'Etat aux entreprises de cultures marines) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 12 (exercice par les Conseils régionaux et les régions des compétences dévolues aux Conseils généraux en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à la Réunion) ; compétence de la région en ce qui concerne les transports intérieurs ; compétence relative aux transports scolaires ; (p. 3030) ; adopté ; **article 15 A** : son amendement n° 13 (supprimant cet article) ; création effective d'un office des transports ; implications financières ; adopté ; **article 15** : son amendement n° 14 (consultation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion sur les programmes d'exploitation et les modifications de tarifs soumis par les compagnies françaises à l'approbation de l'Etat pour les liaisons aériennes et maritimes) : adopté (p. 3031) ; **article 17 *bis*** : son amendement n° 15 (information de chaque région sur les projets des sociétés nationalisées et la répartition des aides de l'Etat) : adopté ; **avant l'article 18** : son amendement n° 16 (rédigeant ainsi l'intitulé du Titre II : « De l'éducation, de la recherche, de la culture et de la communication ») ; rétablissement de l'intitulé initial ; adopté ; son amendement n° 17 (rédigeant ainsi l'intitulé du chapitre Ier : « De l'éducation et de la recherche ») : adopté ; **article 18 *bis*** : son amendement n° 18 (supprimant cet article) : adopté ; **article 18 *ter*** : son amendement n° 19 (supprimant cet article) : adopté (p. 3032) ; **article 19** : son amendement n° 20 (détermination après avis du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, des activités éducatives et culturelles relatives à la connaissance des langues et cultures régionales) : adopté ; son amendement n° 21 (supprimant les mots « et du département » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 22 (supprimant les mots « ou le département » à la fin du troisième alinéa de cet article et substituant aux mots « le département », les mots « la collectivité gestionnaire de l'établissement » dans le troisième alinéa de cet article) : adopté ; **avant l'article 21** : son amendement n° 23 (rétablissant le chapitre II et son intitulé : « Du développement culturel ») : adopté ; **article 21** : son amendement n° 24 (définition par les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion des activités culturelles) ; mise en valeur et développement du patrimoine spécifique de la région ; retiré ; **article 22** : son amendement n° 25 (attribution par l'Etat à chacune des régions d'une dotation globale pour le développement culturel) : adopté (p. 3033) ; **article 25** : retour à la rédaction adoptée en première lecture ; son amendement n° 26 (substituant au mot « avis », le mot « accord » dans cet article) : adopté ; son amendement n° 27 (rédigeant ainsi la deuxième phrase de cet article : « en cas de désaccord, le Conseil régional intéressé doit motiver sa décision et son président informe la haute autorité ») : adopté ; **article 26 *bis*** : son amendement n° 28 (supprimant cet article) : adopté ; **article 27 A** : son amendement n° 29 (consultation d'une commission mixte composée de représentants de l'Etat et de représentants de la région pour l'établissement du programme d'intervention de l'agence nationale pour l'emploi) : adopté (p. 3034) ; **article 27 B** : son amendement n° 30 (création et composition d'un centre régional de promotion de la santé dans chaque région d'outre-mer) : adopté ; **article 27 C** : son amendement n° 31 (définition par les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion des actions en matière d'habitat) : adopté ; **article 27 D** : son amendement n° 32 (possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion de participer au capital des sociétés immobilières créées dans les régions d'outre-mer) : adopté ; **article 27 E** : son amendement n° 33 (création, composition et rôle d'un Conseil régional de l'habitat dans les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion) : adopté ; **article 27 F** : son amendement n° 34 (répartition de l'aide de l'Etat en faveur de l'habitat dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) : adopté (p. 3035) ; **article 34** : son amendement n° 35 (modalités et répartition du droit de consommation dénommé octroi de mer) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 36 (fixation du taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer par délibération du Conseil régional) : adopté (p. 3036) ; **article 37** : son amendement n° 37 (fixation, produit et affectation des taux de la taxe spéciale de consommation) ; compétence de la région en matière de répartition du fonds routier ; développement des infrastructures routières (p. 3037) ; difficulté d'application ; amendement n° 37 : devenu sans objet ; **après l'article 38** : son amendement n° 38 (possibilité par les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion de saisir le ministre chargé des départements d'outre-mer) : adopté ; **Titre** : son amendement n° 40 (rédigeant ainsi l'intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ») : adopté (p. 3038).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : représentation du Conseil régional au sein des conseils d'administration des S.A.F.E.R. ; compétences en matière d'éducation et de recherche, de communication audiovisuelle, de santé et de logement ; dispositions financières et fiscales ; étude en cours sur certaines difficultés d'application du texte [29 juin 1984] (p. 3889).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (compétences des collectivités territoriales) ; exception d'irrecevabilité de M. Michel Debré ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (supprimant le cinquième alinéa de cet article) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 3 (prescriptions définies en application de l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 4 (avis des représentants du Conseil général des communes concernées dans le cadre de la procédure prévue par cet article) : adopté (p. 3894) ; **article 6 *bis*** : son amendement n° 5 (schéma d'aménagement régional) : adopté ; **article 7 *bis*** : son amendement n° 6 (application de cet article quel que soit le nombre d'habitants associés dans le cadre de la charte intercommunale) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 7 (programmes d'aide à l'équipement rural) ; compétence générale des régions pour le développement agricole ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 8 (présences de représentants du Conseil régional dans les conseils d'administration des S.A.F.E.R.) (p. 3895) ; adopté ; **article 9 *bis*** : son amendement n° 9 (de suppression) ; **article 13** : son amendement n° 10 (aides accordées par l'Etat aux entreprises de culture marine) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 11 (comités régionaux des transports) ; compétences de la région en matière de transports ; compétence exceptionnelle des départements pour les transports scolaires ; adopté après modification ; **article 17 *bis*** : son amendement

n° 12 (information de chaque région sur les projets des sociétés nationalisées et la répartition des aides de l'Etat à l'industrie) : adopté (p. 3896) ; **article 19** : son amendement n° 13 (prévoyant l'avis du comité de la culture dans le cadre de cet article) : adopté ; son amendement n° 14 (substituant aux mots « le département » les mots « la collectivité gestionnaire de l'établissement » dans la seconde phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; **article 25** : son amendement n° 15 (prévoyant l'approbation du Conseil régional intéressé dans le cadre de la procédure prévue par cet article) ; cahiers des charges des sociétés de radio-télévision ; adopté ; son amendement n° 16 (prévoyant la communication de la délibération du Conseil régional) : adopté ; **avant l'article 27 B** : son amendement n° 17 (introduisant un intitulé du chapitre 1er B : de la santé) : adopté ; **article 27 B** : son amendement n° 18 (création et composition du centre régional de promotion de la santé) (p. 3897) ; adopté ; **article 27 C** : son amendement n° 19 (actions des régions en matière d'habitat) : adopté ; **article 27 D** : son amendement n° 20 (possibilité pour les régions de participer au capital des sociétés immobilières) : adopté ; **article 27 E** : son amendement n° 21 (institution et composition du Conseil régional de l'habitat) : adopté ; **article 27 F** : son amendement n° 22 (répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 23 (soumission des marchandises introduites dans les régions à l'octroi de mer) : adopté (p. 3898) ; **article 36** : son amendement n° 24 (taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 25 (taux et modalités de répartition de la taxe spéciale de consommation) (p. 3899) ; rôle de la région pour la fixation des taux ; adopté ; **article 38 *bis*** : son amendement n° 26 (pouvoirs des conseils régionaux) : adopté ; **titre** : son amendement n° 27 (supprimant la référence faite aux lois de répartition des compétences) : adopté (p. 3900).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [30 juin 1984] (p. 3944).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* création d'un département ministériel chargé de l'économie sociale ; coopératives artisanales ; statut des coopératives de professions libérales ; coopératives de commerçants détaillants ; préoccupations du secteur associatif ; statut de l'élu social ; institution du titre associatif ; création de la banque mutuelle [25 octobre 1984] (p. 5188) ; *questions :* conséquences du cyclone ayant endommagé l'île de Mayotte ; aides matérielles d'extrême urgence ; nécessité d'une assistance technique en vue de la prévention des risques liés à ce genre d'accident (p. 5197).

Droits de la femme. — *Discussion générale : questions :* action du ministère dans les départements d'outre-mer ; application de la loi sur l'I.V.G. ; aide pour l'accès à l'enseignement ; condition des femmes mahoraises [26 octobre 1984] (p. 5261, 5262).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* expectative statutaire de Mayotte ; attachement des Mahorais à la France ; [26 octobre 1984] (p. 5306) ; dégâts provoqués par le cyclone Kamisy ; sous-développement mahorais ; progression du fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; moyens de transport maritime entre Petite-Terre et Grande-Terre ; difficultés en matière de crédits publics (p. 5307).

Urbanisme, logement et transports. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* maintien de l'aide budgétaire au logement pour l'ensemble de l'outre-mer ; dégâts occasionnés par le cyclone Kamisy à Mayotte ; logement social à Mayotte [30 octobre 1984] (p. 5415).

Education nationale. — *Discussion générale :* efforts de développement de l'enseignement à Mayotte ; ouverture du premier centre d'études des technologies appropriées au développement de Mayotte ; rappel des recommandations du Conseil général de l'île quant à la mise en place de l'enseignement professionnel ; possibilité d'accorder à l'enseignement professionnel dans l'île le statut de L.E.P. expérimental ; [12 novembre 1984] (p. 5886) ; alignement des bourses scolaires du technique sur celles du secondaire général (p. 5887).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* absence de régime de retraite dans le secteur privé de Mayotte ; possibilité d'autoriser la création du régime de retraite des salariés du secteur privé dans l'île [13 novembre 1984] (p. 5978).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : approbation de ce texte par le M.R.G. ; souci d'égalité ; cas des D.O.M. ; insuffisance des moyens de l'enseignement public [22 novembre 1984] (p. 6277) ; cas de Mayotte ; formation professionnelle dans ce territoire ; possibilité d'accorder au C.F.P.A. de Coconi le statut d'établissement public (p. 6278).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Didier Julia : refus de tout amalgame entre les problèmes de ce territoire et ceux des autres T.O.M. ; problème de développement pouvant se poser à certaines collectivités de l'outre-mer [29 novembre 1984] (p. 6475) ; réduction de la marge de manœuvre du législateur dans les articles 72, 73 et 74 de la Constitution ; absence des commissaires R.P.R. au sein de la commission des lois ; droit de Mayotte de choisir librement son avenir ; relations entre le droit interne et le droit communautaire ; possibilité pour les organes des communautés d'édicter des règles de droit obligatoires pour les Etats membres et leurs ressortissants ; article n° 227-2 du Traité de Rome ; applicabilité de plein droit aux T.O.M. de tous les règlements et décisions des Communautés européennes ; tarif extérieur commun ; absence de subordination de notre droit interne au droit communautaire (p. 6476) ; nouveau statut du Groenland ; absence d'utilisation des possibilités d'adaptation prévue par l'article 73 de la Constitution ; organisation administrative des régimes législatifs des T.O.M. ; spécificités de Mayotte ; Conseil constitutionnel ; particularités de Saint-Pierre-et-Miquelon ; compétences attribuées au Conseil général dans le projet ; application du statut départemental ; problème de la mise en œuvre d'un référendum national (p. 6477) ; intégration maximale du statut départemental apparaissant dans la réforme de 1976 ; volonté d'imposer ce statut à l'époque ; application de l'article 53 de la Constitution ; nécessité d'une consultation nationale pour la cession d'un D.O.M. ; absence de consultation de la population de Saint-Pierre-et-Miquelon ; changement de statut en droit interne ; problème de l'organisation éventuelle d'un référendum local ; positions des élus ; motifs utilisés pour abandonner la revendication d'une consultation locale ; création d'un T.O.M. dans la loi de 1976 (p. 6478) ; matières douanières et fiscales ; règles communautaires ; cas de Mayotte ; effort de décentralisation (p. 6479).

Discussion des articles : **article 21** : ses observations sur l'expression : « la loi s'applique de plein droit » ; spécificités de Saint-Pierre-et-Miquelon ; réforme du statut ; système de l'application sélective de la loi ; difficultés techniques probables dans l'application de cet article (p. 6512) ; **article 41** : possibilité d'étendre à Mayotte les dispositions permettant de verser à des organismes de crédit agricole, de crédit immobilier ou de crédit social le bénéfice dégagé par l'Institut d'émissions d'outre-mer (p. 6515) ; **article 42** : textes de nature législative ; application de l'article 34 de la Constitution (p. 6516) ;

Explications de vote : vote positif des députés socialistes ; conformité de ce texte à la Constitution, à la décentralisation et à la démocratie (p. 6517).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428)

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 61** : absence de régime de retraite dans le secteur privé à Mayotte [3 décembre 1984] (p. 6588) ; possibilité de mettre fin à des obstacles administratifs (p. 6589).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2457).

Discussion des articles : **après l'article 27** : son amendement n° 45 (création de deux impôts nouveaux par les délibérations du Conseil général de la collectivité territoriale de Mayotte) [5 décembre 1984] (p. 6743) ; retiré (p. 6744).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (n° 2394).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : dispositions ne pouvant être écartées par les parties au contrat ; conséquences pécuniaires de la responsabilité ; cas de la faute

intentionnelle causée par le capitaine ; risques assurés demeurant couverts même en cas de faute de l'assuré ou de ses préposés terrestres ; harmonisation du droit des assurances maritimes avec le droit commun ; statut des navires ; extension de l'application des lois aux T.O.M. et à Mayotte [12 décembre 1984] (p. 6862).

Discussion des articles : **après l'adoption de l'article 3 :** se réjouit de l'unanimité de l'Assemblée sur ce texte (p. 6864).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion générale : décentralisation ; possibilité de créer un ministère indépendant pour le tourisme ; composition des comités [17 décembre 1984] (p. 7056) ; application de la loi à la Corse et aux D.O.M. ; indique qu'il ne voit pas de raison de maintenir l'article 13 de ce texte ; chiffres disponibles en matière de tourisme pour la Réunion ; difficultés organiques de l'organisation du tourisme au niveau régional et ministériel ; cas de Mayotte ; compagnies aériennes (p. 7057).

Discussion des articles : **article 13 :** son opposition à la suppression de cet article ; développement touristique outremer ; possibilité de créer des agences ; appellation de « comité régional de tourisme » ; cas de Mayotte et des T.O.M. ; indique qu'il n'est pas indispensable de consulter le Conseil régional pour étendre ce texte à Mayotte (p. 7069).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de Mme Hélène Missoffe ; caractère rare de l'invocation de l'irrecevabilité en deuxième lecture ; absence de motif de cette exception [19 décembre 1984] (p. 7257) ; absence d'atteinte aux libertés de conscience et d'enseignement ; caractère non constitutionnel des aides publiques à l'enseignement ; accord des directeurs d'établissements pour la nomination des maîtres ; interprétation de la décision du Conseil constitutionnel du 23 novembre 1977 concernant la sauvegarde du caractère propre d'un établissement lié à l'Etat par contrat ; abandon du système de contribution forfaitaire ; appréciation par les collectivités locales de l'effectivité du concours à un service public ; présence d'un représentant de la collectivité compétente aux réunions du Conseil d'administration ; appréciation du besoin scolaire ; modernisation et rénovation de l'ensemble du système éducatif français (p. 7258).

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 424) de M. Paul Pernin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1785) abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 2048)** [19 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2280) relatif à l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne** et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics **(n° 2348)** [2 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 2469)** [29 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2378), relatif à l'exercice du **droit de grève dans les services de la navigation aérienne** et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics **(n° 2478)** [5 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 2506) relatif à l'exercice du **droit de grève dans les services de la navigation aérienne** et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics **(n° 2507)** [13 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nouveau statut de la fonction publique ; droit de grève, à l'étranger, des contrôleurs de la navigation aérienne ; réglementation de ce droit ; reconnaissance du droit de grève aux contrôleurs de la circulation aérienne ; loi du 31 juillet 1963 relative à la grève dans le secteur public ; rénovation et ouverture de la fonction publique ; loi du 19 octobre 1982 traitant de la question des retenues pour absence de service fait [25 avril 1984] (p. 1932) ; loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ; modalités d'application des principes ; droit de survol ; maintien en fonctionnement de l'aéroport Bâle-Mulhouse ; missions nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens ; « préservation des besoins vitaux de la Nation » ; cas de la Corse et des D.O.M.-T.O.M. ; compétence du ministre des transports pour désigner les personnels demeurant en fonction ; disparité entre les différents corps de fonctionnaires (p. 1933) ; application de ce texte aux territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 1934).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 1941) ; **article 3 :** son amendement n° 10 (désignation, par le ministre chargé de l'aviation civile, des personnels demeurant en fonction) : adopté (p. 1943).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : équilibre entre la reconnaissance du droit de grève et les nécessités du service public ; rappel des dispositions existantes [3 octobre 1984] (p. 4475) ; définition du service devant être assuré en cas de grève ; aéroport franco-helvétique de Bâle-Mulhouse ; maintien de certains vols internationaux ; loi du 19 octobre 1982 en matière de retenue pour service non fait ; restriction par le Sénat de la portée du droit de grève ; exclusion de la Polynésie du champ d'application de la loi (p. 4476).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 abrogation des 2e et 3e alinéas de l'article 2 de la loi du 2 juillet 1964 et des 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi du 17 juin 1971) ; extension du droit commun aux personnels de la navigation aérienne et de la navigation civile ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « au moins ») ; extension des

pouvoirs de l'exécutif sur la définition du service qu'il convient d'assurer en toute circonstance ; adopté ; son amendement n° 3 (substituant dans le 2e alinéa de cet article aux mots « des pouvoirs publics » le mot « gouvernemental ») (p. 4479) ; contrôle aérien ; adopté ; son amendement n° 4 (substituant dans le 3e alinéa de cet article aux mots « la satisfaction des besoins essentiels » les mots « ou besoins vitaux ») ; rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 5 (substituant dans le 4e alinéa de cet article aux mots « protection de la santé et de la sécurité » le mot « sauvegarde ») ; inclusion des notions de « santé » et de « sécurité » dans la notion de sauvegarde ; adopté ; son amendement n° 6 (maintien des liaisons destinées à éviter l'isolement de la Corse, des départements et territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) ; absence de différence notable entre « sauvegarde » et « protection de la santé » ; spécificité de la situation de la Corse par rapport à celle des départements du continent ; adopté ; **article 2 *bis*** : son amendement n° 7 (de suppression) ; risque de limitation du droit de grève ; adopté (p. 4480) ; **article 3** : son amendement n° 8 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « aux articles 2 et 2 *bis* » les mots « à l'article 2 ») ; adopté ; **article 3 *bis*** : son amendement n° 9 (de suppression) ; retenues sur traitement pour absence de service fait ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 10 (supprimant au début du premier alinéa de cet article les mots « des articles 1er à 3 ») : adopté ; son amendement n° 11 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « des décrets visés aux articles 2 et 2 *bis* » les mots « du décret visé à l'article 2 ») ; amendement de coordination ; adopté ; son amendement n° 12 (supprimant dans le 2e alinéa de cet article les mots « à l'exception du territoire de la Polynésie française ») ; égalité de traitement entre les différents territoires d'outre-mer ; adopté ; **après l'article 4** : dispositions figurant à l'article 3 *bis* repoussé par l'Assemblée nationale (p. 4481) ; **titre** : son amendement n° 13 (rédigeant ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 et n° 71-458 du 17 juin 1971 ») ; retour au titre initial ; adopté (p. 4482).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : absence de service fait par les personnels de l'Etat ; échec de la commission mixte paritaire [6 décembre 1984] (p. 6763).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (abrogeant les 2e et 3e alinéas de l'article 2 de la loi de 1964) ; indique que l'ensemble de ces amendements reprend la rédaction adoptée par l'Assemblée en première et seconde lectures ; adopté ; son amendement n° 2 (abrogation des 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi de 1971) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (supprimant les mots « au moins » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 4 (substituant la référence aux « pouvoirs publics » par la référence au « gouvernement ») : adopté ; son amendement n° 5 (substituant la référence aux « besoins essentiels » par la référence aux « besoins vitaux ») : adopté ; son amendement n° 6 (substituant aux mots : « protection de la santé et de la sécurité » le mot : « sauvegarde ») : adopté ; son amendement n° 7 (référence à la Corse, aux D.O.M.-T.O.M. et à Mayotte) : adopté ; **article 2 *bis*** : son amendement n° 8 (de suppression) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 9 (de conséquence) : adopté (p. 6764) ; **article 3 *bis*** : son amendement n° 10 (de suppression) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 11 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 12 (supprimant la référence à l'article 2 *bis* dans cet article) : adopté ; son amendement n° 13 (incluant la Polynésie française dans le champ d'application de cet article) : adopté ; **titre** : son amendement n° 14 (faisant référence à l'abrogation de certaines dispositions des lois de 1964 et de 1971) : adopté (p. 6765).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : absence d'accord de la commission mixte paritaire ; nécessité d'adopter le texte voté en nouvelle lecture sans modification [18 décembre 1984] (p. 7080).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (agriculture : dépenses en capital) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome II : **agriculture** : dépenses en capital **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : caractéristiques de l'évolution démographique de l'agriculture française [6 novembre 1984] (p. 5562) ; poursuite de l'essor de la production et de l'excédent agro-alimentaire ; amélioration de la protection sociale des agriculteurs ; évolution du revenu brut agricole ; disparités de ce revenu selon la taille et l'orientation des exploitations ; retard pris au niveau européen pour maîtriser les productions excédentaires ; mise en œuvre du plan laitier ; difficultés d'application des quota ; situation excédentaire du secteur viticole ; priorité accordée à la formation et à la recherche agronomique ; nécessité de conduire une politique de réduction des coûts à l'échelle communautaire (p. 5563).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(5e circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des agriculteurs** : augmentation des charges ; cas des producteurs de viande bovine ; diminution du nombre des chefs d'exploitation [5 avril 1984] (p. 1173).

— **Durée du service militaire** : accueil réservé par les jeunes appelés à l'instauration du volontariat pour un service long [13 juin 1984] (p. 3299).

— **Pôles de conversion** : création de ces pôles ; situation dans la région des pays de Loire [10 octobre 1984] (p. 4619).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : installation des jeunes en agriculture ; société d'épargne foncière agricole ; office foncier ; ignorance de l'agriculture dans le 9e Plan ; crédits d'investissement ; taxe de corresponsabilité ; caractère inadapté de ce texte [3 avril 1984] (p. 1090).

Discussion des articles : **article 1er** : recul du nombre d'installations des jeunes agriculteurs (p. 1096).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 29** : déphasage entre ce texte et la réalité ; exploitants agricoles ; problèmes agricoles ; problème laitier ; problèmes communautaires [27 juin 1984] (p. 3754).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, explications de vote : vote hostile du Président de la République à la Constitution ; retrait du projet de loi sur l'enseignement privé [23 août 1984] (p. 4313).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Problème de l'agriculture ; prix du lait ; inquiétudes des agriculteurs dans l'Ouest ; institutions et image du Parlement ; sessions extraordinaires ; absence d'urgence pour l'examen de ce texte ; application reportée à 1986 ; union de la gauche ; indique qu'il votera la motion de censure [10 septembre 1984] (p. 4416).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* suppression de la taxe professionnelle [5 novembre 1984] (p. 5554).

Examen des crédits : **après l'article 88 :** potentiel d'investissement des collectivités locales (p. 5557).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* problème des annulations de crédits [6 novembre 1984] (p. 5584) ; diminution des revenus des producteurs de lait ; respect des prix indicatifs de la viande bovine ; directives communautaires concernant la modernisation des exploitations agricoles ; simplification de la fiscalité agricole ; problème de l'aménagement rural (p. 5585).

— **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** discrimination entre les collectivités locales et E.D.F.-G.D.F. ; possibilité d'augmenter les prix de vente du gaz et de l'électricité [21 novembre 1984] (p. 6237).

HUYGUES DES ETAGES (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale ; défense : politique de défense de la France) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : **défense :** politique de défense de la France ; tome VII : **Premier ministre :** secrétariat général de la défense nationale **(n° 2368)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : diminution des autorisations de programme du S.G.D.N. ; importance de l'impulsion électromagnétique ; laboratoire de détection des explosions nucléaires ; réseau électrifié de la S.N.C.F. ; recensement des capacités d'abris ; suggère une nouvelle présentation des crédits du programme civil de défense [25 octobre 1984] (p. 5183).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* armée de terre ; prévisions concernant les carburants ; dépenses d'investissement ; respect de la loi de programmation ; dissuasion nucléaire ; recherche en matière militaire ; actions extérieures ; marine [9 novembre 1984] (p. 5805) ; opération Manta ; personnels ; effets de la réforme de 1976 ; défense dans l'espace ; stratégie de dissuasion des Etats-Unis (p. 5806).

I

IBANES (Jean)

Député de l'Ariège
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).**

Discussion C.E.E. ; renforcement du marché intérieur communautaire ; union douanière ; problème de l'uniformisation des taux de T.V.A. ; marché intérieur communautaire [26 avril 1984] (p. 1970) ; productions industrielles ; politique agricole commune ; prix garantis à la production ; coopération européenne en matière scientifique ; ressources propres de la Communauté ; problème de la transformation des institutions européennes (p. 1971).

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les compte [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article 410 du code rural :* son amendement n° 75 à l'amendement n° 16 de la commission (débit minimal dit « débit réservé ») : non soutenu [16 mai 1984] (p. 2403) ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 16 de la commission (substituant aux mots « le quart » les mots « le cinquième » à propos des valeurs fixées au second et troisième alinéas de cet article pour la fixation du débit minimal) : non soutenu ; son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 16 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) : non soutenu ; son amendement n° 78 (conventions entre les ministres et les concessionnaires) : non soutenu (p. 2404).

— **Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montange (n° 2006).**

Première lecture, discussion générale : Pyrénées ; travail de la commission spéciale ; limitation de la construction en poursuite d'agglomérations ; unités touristiques nouvelles ; auto-développement [7 juin 1984] (p. 3050) ; cas de l'Ecosse : classement de 1,2 millions d'hectares en zones défavorisées au niveau communautaire ; taux de l'indemnité spéciale de montagne (I.S.M.) ; élevage ovin ; commissions syndicales ; démantèlement ; système fonctionnant valablement à l'heure actuelle (p. 3051).

Discussion des articles : **avant l'article 10 :** fixation du délai à l'expiration duquel une terre est considérée comme inculte [8 juin 1984] (p. 3136) ; **après l'article 15 :** importance du label « montagne » ; précisions sur la nature des produits visés (p. 3148) ; « produits agricoles » (p. 3149) ; différence entre « issues et fabriquées » pour des matières premières comme la viande (p. 3150) ; **article 16 :** pâturage des caprins (p. 3152) ; **après l'article 17 :** installations d'adduction d'eau ; nécessité de préciser l'extension de servitude (p. 3154) ; **article 28 :** inutilité de l'établissement d'une servitude (p. 3164) ; **article 36 :** biens indivis ; existence de ces biens avant les communes (p. 3184) ; définition donnée à ces biens en 1793 reposant sur l'appartenance à la généralité des habitants ; commissions syndicales ; fausseté du concept d'indivision ; biens distincts de ceux des communes ; prise en compte des particularités de chaque massif ; *article L. 162-2 du code des communes :* son sous-amendement n° 446 à l'amendement n° 129 de la commission (cas où une des communes manifeste son désaccord) ; soumission des décisions de la commission syndicale aux Conseils municipaux ; décisions ne concernant que les acquisitions (p. 3185) ; règle de l'unanimité ; rejeté ; son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 130 de la commission (budget de la commission syndicale) ; fonctionnement des commissions syndicales ; rôle des préfets ; dépenses ; budgets syndicaux ; équilibre de ces budgets en recettes et en dépenses ; indivision ; décisions de toutes les autorités préfectorales (p. 3186) ; budget de la commission syndicale ; devenu sans objet ; son amendement n° 425 (avis du Conseil général) : retiré ; son amendement n° 426 (biens et droits indivis) : retiré ; *article L. 162-4 du code des communes :* son amendement n° 427 (supprimant le texte proposé pour cet article) (p. 3187) ; article 815 du code civil : répartition des biens ; éclatement des commissions syndicales ; pastoralité ; pétitions émanant des commissions syndicales ; rejeté (p. 3188) ; **article 38 :** *article L 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 428 (cas où le représentant de l'Etat estime qu'une urbanisation moins compacte est possible) ; urbanisation ; rôle du commissaire de la République ; rejeté (p. 3195) ; *article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* routes de montagne ; texte empêchant certains équipements ; station de ski ; *après l'article L. 145-8 du code de l'urbanisme :* impossibilité de retirer un amendement présenté par la commission ; maintien de l'équilibre au sein de la commission des sites ; conseillers généraux (p. 3199) ; **article 54 :** son amendement n° 429 (collectivités locales productrices d'énergie) ; projets des collectivités locales ; éclairage public ; énergie ; réseau de distribution de l'E.D.F. ; rejeté ; **après l'article 55 :** énergies réservées (p. 3210) ; son amendement n° 431 (conditions d'éligibilité) ; éligibilité dans les communes de montagne (p. 3218) ; retiré ; son amendement n° 430 (prix des carburants) : retiré (p. 3219).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *quinquies* :** maintien des mots « à titre accessoire » dans l'amendement n° 3 de M. Jean Brocard [27 novembre 1984] (p. 6377) ; **après l'article 22 :** son amendement n° 149 (conditions de répartition entre les collectivités locales des investissements réalisés sur une même station de ski) ; importance de cet amendement pour la région des Pyrénées-Atlantiques ; nécessité de répartition des redevances au prorata des équipements réalisés par chaque commune ; rejeté (p. 6378) ; **article 36** — *article L. 162-2 du code des communes :* maintien d'un danger d'éclatement par l'article L. 164-4 du code des communes ; sens du mot « transaction » ; (p. 6395) ; conditions d'établissement des petits baux ; *article L. 162-3 du code des communes :* rôle du préfet dans la constitution d'un syndicat de communes regroupant les deux tiers des communes représentant la moitié de la population (p. 6396) ; *article L. 162-4 du code des communes :* son amendement n° 216 (de suppression) ; problème de la sortie de l'indivision ; situation de communes des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques ; nécessité de limiter le danger d'éclatement ; problème du pacage des troupeaux ; rejeté (p. 6397) ; délai de notification à la commune ; *après l'article L. 162-4 du code des communes :* son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 209 du Gouvernement (apport des droits de chasse et de pêche au même établissement) ; utilité d'une même unité de gestion des problèmes de la chasse et de la pêche (p. 6398) ; adopté (p. 6399) ; **article 54 :** son amendement n° 222 (de suppression) ; description des procédures applicables à la construction des microcentrales ; nécessité de soumettre les communes au droit commun ; utilité de la concertation entre l'industriel, la commune et l'E.D.F. ; rejeté [28 novembre 1984] (p. 6420) ; possibilité pour les communes de recourir aux régimes de la concession (p. 6421) ; **article 55 *ter* :** rôle des parcs nationaux dans les Pyrénées ; suppression des crédits de la zone périphérique (p. 6423) ; **après l'article 55 *quater* A :** suppression de l'encadrement du crédit ; problème du gel des réserves obligatoires ; risque de renchérissement du crédit ; reprend l'amendement n° 223 de M. Robert De Caumont ; (remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport sur les modulations apportées aux règles de l'encadrement du crédit) ; rejeté (p. 6425) ; **après l'article 55 *sexies* :** mesures transitoires en faveur des pisteurs-secouristes ; recrutement des pisteurs ; volonté du Gouvernement de permettre aux communes le recrutement de pisteurs-secouristes non titulaires ; rejeté (p. 6426).

Explications de vote : absence de mesures pratiques et financières dans ce texte ; sa position contre l'auto-développement et pour l'auto-protection ; problème de l'impossibilité de construire en dehors des agglomérations en zone de montagne : ses réserves à l'égard des mesures concernant les biens indivis ; abstention du groupe R.P.R. (p. 6431).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : diminution des prélèvements obligatoires [16 octobre 1984] (p. 4814) ; « l'impôt tue l'impôt » ; libération et modernisation de l'entreprise ; rôle de l'entrepreneur dans une P.M.E. ; justice de l'impôt direct par rapport à l'impôt indirect ; baisse de l'I.R.P.P. ; déficit budgétaire ; cas du Gouvernement japonais demandant un audit sur plusieurs ministères (p. 4815).

Première partie, discussion des articles : **article 14 :** participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises ; attitude du Général de Gaulle ; problème pour les entreprises de moins de 100 salariés [18 octobre 1984] (p. 4933) ; son sous-amendement n° 221 à l'amendement n° 39 de la commission (maintien de la réserve pour participation de 12,5 p. 100 dans certaines entreprises) (p. 4939) ; actionnariat coopératif (p. 4940) ; rejeté (p. 4941) ; **article 15 :** transformation de la contribution exceptionnelle des institutions financières en contribution permanente ; égalité devant l'impôt ; assiette de cette taxe reposant essentiellement sur les salaires ; impôt sur les sociétés (p. 4949) ; **après l'article 3 :** son sous-amendement n° 226 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (fixant une date d'application de cet amendement au 1er janvier 1987) (p. 4958) ; réservé (p. 4961) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution à son sous-amendement (p. 4963).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* demande de classement en zone de montagne de trente-trois communes des Pyrénées-Atlantiques [7 novembre 1984] (p. 5675) ; pose les questions de M. Gérard Chasseguet (p. 5676, 5681) ; aide au ramassage et au classement des laines par l'intermédiaire de coopératives lainières et de l'O.F.I.V.A.L. (p. 5682).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* reconstruction du collège de Saint-Jean-Pied-de-Port ; utilisation des crédits du F.I.D.A.R. et du F.I.A.T. pour cette opération [12 novembre 1984] (p. 5910).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **Etats B — Titre IV :** montant des crédits collectés au titre des C.O.D.E.V.I. en 1984 ; utilisation de l'argent procuré par les C.O.D.E.V.I. [15 novembre 1984] (p. 6067) ; **Etat C — Titre VI :** rôle du B.R.G.M. ; vente d'actifs par cet organisme (p. 6087) ; système de financement assurant la reprise de la Chapelle Darblay par le groupe Parenco ; cas de la papeterie de la Rochelle-Cempa ; situation de Manufrance ; montant de son chiffre d'affaires (p. 6088) ; **Etat B — Titre III :** suppression des crédits de la direction des industries électroniques et de l'informatique ; inscription de ces crédits au budget annexe des P.T.T. ; bilan du programme « filière électronique » ; absence de succès des projets pour l'électronique ; suppression des crédits concernant les Directions générales de l'industrie et de la recherche ; problème de la tenue de ses engagements par l'Etat (p. 6095) ; frais de déplacement des fonctionnaires des ministères ; coopération industrielle européenne ; bilan de la participation des entreprises

françaises au programme « Esprit » ; situation dans le domaine de l'espace ; problème de la station orbitale européenne ; indépendance technologique de la France ; (p. 6096).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 (n° 2473).

Première lecture, discussion générale : Guinée équatoriale ; dégradation de l'économie de ce pays ; adoption d'une nouvelle Constitution en 1982 ; entrée de ce pays dans la zone franc ; insuffisance de l'épargne interne ; poids du service de la dette dans le budget ; rééchelonnement de la dette ; zone franc ; facilités maximales de l'Institut d'émission ne devant pas excéder 20 p. 100 des recettes fiscales encaissées par l'Etat [11 décembre 1984] (p. 6823) ; groupe d'amitié France-Guinée équatoriale ; réalisation d'une micro-centrale dans l'île de Malabo ; intérêt de ce texte pour la France ; possibilité de créer une zone E.C.U. (p. 6824).

ISTACE (Gérard)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

J

JACQ (Marie)

Député du Finistère
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sanctions concernant les atteintes au droit du travail** : quasi-impunité du patronat ; manque de moyens des services du travail [25 avril 1984] (p. 1919) ;

— **Saisies et expulsions** : dépôt d'un texte rendant applicable l'article 26 de la loi Quilliot ; bilan des commissions d'aide aux familles en difficulté ; réforme des voies d'exécution [23 mai 1984] (p. 2586) ;

orales sans débat :

— **n° 609,** posée le 2 mai 1984 : **état civil (noms et prénoms)** (p. 2061) ; appelée le 4 mai 1984 : **nom patronymique des époux** : refus opposé aux femmes demandant le rétablissement de leur véritable identité ; loi du 6 fructidor an II (p. 2135) ; usage du nom du conjoint ; caractère contraire à la loi de certaines mentions figurant dans les formulaires administratifs (p. 2136) ; nécessité de rétablir l'égalité entre la femme et l'homme en matière de nom (p. 2137) ;

— **n° 617,** posée le 9 mai 1984 : **crimes, délits et contraventions (escroquerie)** (p. 2194) ; appelée le 11 mai 1984 : **escroquerie au détriment de la sécurité sociale commise par des cliniques privées** : licenciements abusifs à l'hôpital de Passy (p. 2251) ; participation de certaines cliniques privées au service public ; condition de contrôle sur les prix de journée (p. 2252).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 25 *bis*** : gestion par certaines associations de budgets plus importants que ceux de certaines entreprises ; problème des comités d'entreprise [3 février 1984] (p. 497).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : approuve la fin du rôle actuel des syndics ; séparation des fonctions des administrateurs judiciaires des mandataires-liquidateurs ; modalités de rémunération des administrateurs et des mandataires liquidateurs ; vote positif du groupe communiste [5 avril 1984] (p. 1196).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : compétences des tribunaux de grande instance [6 avril 1984] (p. 1235) ; entreprises industrielles ; souhaite une composition spécifique de la Chambre économique examinant les affaires de règlement judiciaire (p. 1238) ; **article 8** : position des communistes à l'égard des entreprises (p. 1241) ; **article 12** : transforme l'amendement n° 195 de M. Edmond Garcin en sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 15 de la commission ; rôle du comité d'entreprise ; retiré (p. 1248) ; contenu du projet de plan de redressement ; ressources mobilisables (p. 1251) ; **article 31** : retire l'amendement n° 197 de M. Edmond Garcin (p. 1264).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : lutte contre les inégalités et la ségrégation sociale ; lien entre les aspirations à travailler et produire autrement et à vivre autrement [11 avril 1984] (p. 1497) ; importance de la concertation ; budget du département ministériel chargé du sport ; inégalités touchant les femmes en matière sportive ; inégalités de pratique ; publicité faite avec l'image de la femme sportive (p. 1498).

Discussion des articles : **avant l'article 2** : son amendement n° 222 (contribution du sport scolaire à la rénovation du

système éducatif) : adopté [12 avril 1984] (p. 1514) ; **article 4** : son amendement n° 223 (possibilité de rendre obligatoires des activités physiques et sportives dans le programme du premier cycle universitaire) : rejeté (p. 1522) ; **article 13** : discrimination entre les fédérations ; nécessité de réhabiliter la dimension culturelle, sociale et éducative du sport [13 avril 1984] (p. 1573) ; **article 17** : développement des activités physiques et sportives dans l'entreprise en fonction du budget du comité d'entreprise (p. 1586) ; **article 21** : défense du sport de haut niveau ; notion d'espoir national (p. 1589) ; aide de l'Etat ; son amendement n° 226 (introduisant la référence aux espoirs nationaux) : retiré (p. 1590) ; **après l'article 26** : son sous-amendement n° 230 à l'amendement n° 52 de la commission (publication par le Conseil national des activités physiques et sportives d'un bilan sur les perspectives de développement des activités physiques et sportives) ; son sous-amendement n° 231 à l'amendement n° 52 de la commission (avis du C.N.A.P.S. sur les projets de loi et de règlement relatifs à la politique sportive nationale) ; son sous-amendement n° 233 à l'amendement n° 52 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 232 à l'amendement n° 52 de la commission (coopération du C.N.A.P.S. avec les institutions nationales des enseignements supérieurs) : retirés (p. 1597) ; son amendement n° 241 (insérant après l'article 26 un chapitre relatif au comité national de la recherche et de la technologie) (p. 1598) : adopté (p. 1599) ; **article 27** : son amendement n° 234 (contenu du livret sportif individuel) (p. 1607) ; rejeté (p. 1608) ; **après l'article 29 A** : son amendement n° 237 (obligation pour les entreprises de plus de cinquante salariés de mettre à la disposition de leur personnel des installations sportives) : rejeté (p. 1616).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : rappel des réformes législatives ; droits nouveaux des travailleurs ; démocratisation des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales [30 mai 1984] (p. 2825) ; problème des mineurs licenciés ; amélioration des pensions de vieillesse ; enquête légale à la suite d'un accident du travail ; problème du statut des administrateurs élus représentant les assurés sociaux ; contribution de l'employeur à la formation des membres du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ; représentativité au sein de l'entreprise ; hostilité aux prélèvements sociaux sur des prestations chômage, préretraite ou retraite ; nécessité d'une réforme en profondeur du financement de la protection sociale (p. 2826) ; modifications du code rural, du régime des avocats et du fonctionnement de certaines caisses ; risque de diminution de ressources ; risque d'inégalité dans l'application des mesures sociales nouvelles (p. 2827).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 51 (majoration de 0,5 p. 100 de la contribution patronale à l'assurance maladie maternité) ; retraite des personnes inaptes au travail ; retiré (p. 2831) ; **article 14** : son amendement n° 53 (composition des caisses locales et régionales visées dans la loi de 1982) (p. 2850) ; représentants du personnel des caisses nationales et des caisses locales ; rejeté (p. 2851) ; **après l'article 19** : son amendement n° 54 (moyens de l'administrateur élu) ; information documentation et secrétariat ; adopté ; son amendement n° 55 (temps nécessaire à l'exercice de sa fonction) ; problème de l'irrecevabilité de cet amendement ; s'étonne de sa discussion (p. 2853) ; rejeté (p. 2854) ; **après l'article 39** : son amendement n° 56 (problème du crédit d'heures) ; cumul des mandats ; cas d'un responsable syndical élu simultanément au comité d'entreprise ; retiré (p. 2858) ; **article 43** : son amendement n° 57 (fixation du minimum de financement de la formation des membres du comité par l'employeur) ; souhaite la fixation d'un minimum de base par voie législative ; indique que M. Michel Coffineau avait déposé un amendement similaire (p. 2860) ; rejeté ; **après l'article 43** : son amendement n° 58 (possibilité de partager le crédit d'heures entre le délégué titulaire et le délégué suppléant désigné comme délégué syndical) ; délégués du personnel pouvant être désignés comme délégués syndicaux ; rôle des suppléants (p. 2861) ; retiré ; son amendement n° 60 (cas des apprentis) ; décompte de l'ancienneté pour ceux-ci ; rejeté ; son amendement n° 59 (possibilité de dépassement des temps de délégation pour circonstances exceptionnelles) ; événements exceptionnels ; dépassements de délégation ; retiré (p. 2862) ; son amendement n° 61 (personnes participant au comité d'entreprise) ; retiré (p. 2863) ; ouverture des droits à la retraite à soixante ans pour les inaptes ; retraite à soixante ans pour les commerçants et artisans ; problème posé par l'âge de la retraite en agriculture (p. 2864).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 19 *bis*** : son amendement n° 28 (moyens dont dispose l'administrateur élu) ; souhaite le retour au texte voté en première lecture [27 juin 1984] (p. 3780) ; rejeté (p. 3781) ; **après l'article 38** : institution d'une vignette sur les tabacs (p. 3783).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : âge limite de la retraite dans le secteur privé et dans la fonction publique ; rajeunissement des corps ; réforme de la troisième voie de l'E.N.A. ; promotion interne des fonctionnaires ; organisation d'une période transitoire ; difficultés de fonctionnement de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; allongement des procédures ; création des Chambres régionales des comptes ; recrutement extérieur des corps d'inspection et de contrôle ; calcul des pensions ; garantie des droits des fonctionnaires [13 juin 1984] (p. 3329) ; reconstitution de carrière ; statut législatif des membres des tribunaux administratifs (p. 3330).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 68 (rémunérations professionnelles réelles pour le calcul de l'assurance volontaire maladie-maternité-invalidité) : rejeté [14 juin 1984] (p. 3364) ; **article 14** — *article L. 780 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 71 (réversion périodique de cotisations à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) : retiré (p. 3374) ; *article L. 782 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 73 (élection des représentants des assurés) (p. 3376) ; rejeté ; *après l'article L. 782 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 75 (moyens de l'administrateur élu) : retiré ; *article L. 783 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 76 (faisant référence au système de la plus forte moyenne pour le système électoral retenu pour l'élection au Conseil d'administration de la caisse autonome) : retiré (p. 3377).

Commission mixte paritaire, discussion générale : création d'une caisse autonome des Français de l'étranger ; absence d'obligation de cotisation pour le patronat ; entreprise Bouygues ; gestion de la caisse autonome ; suffrage universel ou élection au second degré du Conseil d'administration [27 juin 1984] (p. 3773).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-claude Gaudin et Claude Labbé.

Explications de vote : indique que les députés communistes rejettent la motion de censure [10 juillet 1984] (p. 4141) ; fondements juridiques de la presse ; remise en cause des choix majoritaires des Français (p. 4142).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* opéra de la Bastille ; nécessité d'un fonctionnement moins coûteux que celui de l'opéra actuel ; salle du rock de Bagnolet [25 octobre 1984] (p. 5238).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* diminution des crédits budgétaires ; égalité professionnelle ; information sur les droits de la femme ; politique industrielle ; emploi féminin ; cas de l'entreprise des poupées Bella ; diminution du temps de travail [26 octobre 1984] (p. 5256).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* qualité du service des P.T.T. ; productivité des télécommunications ; capacité des P.T.T. à développer des produits nouveaux ; nécessité de financer la filière électronique ; problème de la modernisation des bureaux de poste ; retard pris dans la réalisation de grands projets, tels que le vidéothèque, le plan câble et la monnaie électronique ; augmentations tarifaires [29 octobre 1984] (p. 5317) ; augmentation des frais financiers induits par l'endettement ; suppression d'emplois et rémunérations des personnels (p. 5318).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* résistances et obstruction du patronat sur l'application de la loi relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise ; nécessité de donner à chaque

salarié un droit à l'expression directe et collective [29 octobre 1984] (p. 5381).

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. *Discussion générale : questions :* situation des organismes d'H.L.M. ; Chambres régionales des comptes ; gestion de ces organismes ; interdiction du conventionnement sans travaux [30 octobre 1984] (p. 5413) ; aggravation de la crise du logement ; familles modestes ; mise à la disposition d'associations humanitaires des logements sociaux vacants ; rôle des préfets à cet égard ; loyers impayés (p. 5416) ; demandes de résiliation du contrat de location d'un locataire de bonne foi en difficulté ; position de la jurisprudence à l'égard de ces demandes (p. 5417).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole privé (n° 2390).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 32 (substituant au mot « responsable » les mots « gestionnaire de cet établissement » au début de cet article) [22 novembre 1984] (p. 6282) ; rejeté (p. 6283) ; **article 3 :** son amendement n° 82 (progression des crédits affectés aux établissements privés) (p. 6290) ; retiré (p. 6291) ; **article 4 :** qualifications identiques pour les chefs d'établissements publics et privés ; sanctions des qualifications par des diplômes (p. 6292) ; amendements allant dans le sens d'une amélioration de l'enseignement agricole privé (p. 6293) ; son amendement n° 36 (détermination par décret de conditions dans lesquelles le personnel est consulté) ; amélioration de la concertation ; retiré (p. 6295) ; **article 10 :** son amendement n° 38 (supprimant le 1er alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 84 (supprimant les mots « au moins » à propos de la représentation des établissements privés) ; rejeté.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** présence des députés de droite dans l'hémicycle ; recul dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes ; caractère inacceptable de l'accès de jeunes de seize à dix-huit ans à certains types de formation ; ses critiques concernant les dispositions de l'article 3 [3 décembre 1984] (p. 6556-6557) ; **article 6 :** son amendement n° 96 (substituant aux mots « par application de l'article L. 141-3 du code du travail, après la publication » les mots « par dérogation à l'article L. 141-3 du code du travail, dès la publication ») ; rejeté (p. 6558).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23 *ter* :** conséquence de l'introduction de la flexibilité du travail sur les déplacements des travailleurs ; importance des risques d'accident de trajet [20 décembre 1984] (p. 7348).

Explications de vote : abstention du groupe communiste (p. 7358).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : mise en œuvre d'une vraie politique familiale ; amélioration du pouvoir d'achat de la famille en 1983 [4 décembre 1984] (p. 6637) ; nombre de chômeurs ; lien entre les familles et la création d'emplois ; baisse de la natalité ; indique que ce ne sont ni la contraception ni l'avortement qui sont la cause de cette baisse ; libre choix d'avoir des enfants ; possibilité de donner aux familles les conditions réelles de leur épanouissement ; mesures ne suffisant pas à résoudre les problèmes démographiques ; maintien du pouvoir d'achat ; nécessité de donner aux familles la possibilité de concilier réellement vie familiale et vie professionnelle ; décision du maire de Paris d'exclure des crèches les enfants des chômeurs ; projet n'atténuant pas une « grande déception » ; position du groupe communiste (p. 6638-6639).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** possibilité pour les femmes travaillant dans des entreprises privées de se soumettre à des examens prénataux [5 décembre 1984] (p. 6665) ; **article 5** — *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale :* ses observations sur l'amendement n° 81 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 6671) ; utilité de garantir les personnes bénéficiant du congé parental (p. 6672) ; **article 7 :** son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté (p. 6675) ; **article 8 :** son amendement n° 85 (versement de l'allocation de logement entre les mains du bailleur ou du prêteur sur leur demande à la suite du non paiement des loyers) ; absence de déclenchement automatique de cette procédure dès l'arrêt du paiement des loyers ; adopté (p. 6677) ; **article 15 :** discriminations entre la métropole et les départements d'outre-mer pour le régime des prestations sociales ; inapplication à ces départements de l'allocation au jeune enfant et de l'allocation parentale d'éducation ; modalités des allocations familiales dans ces départements ; établissement du principe de la parité globale des prestations ; institution du fonds d'action sociale ; existence de situations injustes à l'égard des départements d'outre-mer (p. 6679) ; suppression du critère d'activité pour l'attribution de certaines prestations ; nécessité d'étendre aux départements d'outre-mer l'allocation au jeune enfant et l'allocation parentale (p. 6680) ; **article 24 :** report du délai d'attribution de l'allocation parentale d'éducation (p. 6683).

Deuxième lecture, discussion générale : pouvoir d'achat des familles ; droits des chômeurs ; versement de l'allocation au jeune enfant ; service des prêts aux jeunes ménages [20 décembre 1984] (p. 7359-7360).

Discussion des articles : **article 6 *bis* :** volonté du Gouvernement de ne pas conférer de rôle nouveau à la caisse d'allocations familiales ; prêts aux jeunes familles (p. 7363).

JAGORET (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Composants électroniques : ruptures de stocks dues à la longueur des délais de livraison [2 mai 1984] (p. 2025) ;

— Accords internationaux noués par les entreprises françaises nationalisées et situation financière de ces entreprises : déclaration télévisée de Mme Simone Veil ; cas des groupes Saint-Gobain et Thomson [30 mai 1984] (p. 2844) ;

— Suppression d'emplois dans les Côtes-du-Nord : associe M. Maurice Briand à sa question ; suppression de 1 000 emplois dans le triangle Lannion-Tréguier-Guingamp ; souhaite que cette région soit déclarée pôle de conversion ; groupe C.G.E. [10 octobre 1984] (p. 4612).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : ses observations lors du rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : « il faut le mettre aux fers » [2 juillet 1984] (p. 3978).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Emploi des jeunes en Guadeloupe : modalités d'application en Guadeloupe des mesures de lutte contre le chômage [24 octobre 1984] (p. 5136).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* date du débat sur le développement économique des départements d'outre-mer ; problème de la formation professionnelle ; nécessité de privilégier les industries agro-alimentaires en Guadeloupe, notamment celles de la canne à sucre ; cas de la banane ; diminution brutale des crédits de l'A.N.T. ; insertion en métropole des Français d'outre-mer ; discrimination entre Français d'outre-mer et Français de l'hexagone en matière sociale [26 octobre 1984] (p. 5301).

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi modifiant, à compter d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers, instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire du comité des finances locales [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1945).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (économie, finances et budget : budget) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à mettre un terme à l'injustice et à la dilapidation des fonds publics résultant de l'**emprunt 7 p. 100-1973 (n° 1976)** [2 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 1998) modifiant, à compter du mois d'avril 1984, le **taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux **(n° 2009)** [11 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1984** (n° 2347), annexe n° 15 : **économie, finances et budget** : budget **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une **« invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 2418)** [14 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'entreprise Citroën** : chute de la part de Citroën dans la production nationale ; fabrication à Vigo en Espagne de modèles précédemment construits en France ; demande si le Gouvernement envisage d'aider Citroën par le biais du fonds de modernisation industrielle [18 avril 1984] (p. 1678-1679) ;

— **Intransigeance de la direction de Citroën dans les négociations avec les salariés** : « sureffectifs » ; refus de la direction de recevoir une délégation de la C.G.T. [6 juin 1984] (p. 2978) ; réduction du temps de travail (p. 2979) ;

— **Situation de l'entreprise Citroën à Nanterre** : licenciements [27 juin 1984] (p. 3736) ; attitude du patronat, notamment de M. Pineau-Valencienne de Creusot-Loire et de M. Calvet de P.S.A. (p. 3737).

orales sans débat :

— **n° 578,** posée le 10 avril 1984 : **produits agricoles et alimentaires (entreprises : Hauts-de-Seine)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **entreprise Olida** : forte consommation de viande de porc en France ; difficultés de la production (p. 1564) ; restructuration de la société Olida ; cas de l'usine de Levallois ; sa demande de mise en vente du siège social de cette société ; critique de la décision de fermeture totale de l'entreprise Olida à Levallois ; aide de l'Etat à une entreprise se refusant à investir (p. 1565) ;

— **n° 641,** posée le 22 mai 1984 : **automobiles et cycles (emploi et activité)** (p. 2574) ; appelée le 25 mai 1984 : **création d'entreprises automobiles françaises à l'étranger** ; réimportation de véhicules français fabriqués à l'étranger et vendus en France (p. 2657) ; accroissement du nombre de véhicules réimportés (p. 2658) ;

— **n° 677,** posée le 26 juin 1984 : **bâtiment et travaux publics (entreprises)** (p. 3726) ; retirée le 29 juin 1984 (p. 3876) ;

— **n° 725,** posée le 27 novembre 1984 : **logement (politique du logement : Paris)** (p. 6410-6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **vente de logements par la caisse d'épargne de Paris** : problème de la liquidation de leur patrimoine social par des organismes publics ; cas de l'opération de la rue de la Santé ; contribution à la spéculation immobilière de la part d'un organisme public ; nécessité pour la caisse d'épargne de Paris de garantir les droits des occupants ; possibilité pour le Gouvernement de s'opposer à cette opération (p. 6626) ; problème du droit de préemption de la ville de Paris (p. 6627).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 20 :** indique que l'article 4 de la Constitution vise l'ensemble des partis politiques [10 février 1984] (p. 900).

— Projet de loi modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : fonds spécial de grands travaux ; montant de la taxe ; émission de deux emprunts ; versement des subventions dans le domaine des économies d'énergie ; travaux d'économie d'énergie ; opérations liées à la deuxième tranche du fonds spécial des grands travaux ; troisième tranche [24 avril 1984] (p. 1859) ; annulations de crédits pour 1984 ; risque d'une interpénétration entre le budget et le fonds spécial de grands travaux ; distribution de la troisième tranche de ce fonds (p. 1860).

Discussion des articles : **article unique;** industries du bâtiment et des travaux publics (p. 1878) ; orthodoxie budgétaire ; prix de vente d'un hectolitre d'essence ou de supercarburant ; importance du réseau routier à entretenir ou à créer dans les régions ; caractère déterminant de ce critère par rapport à celui de la population ou du potentiel fiscal (p. 1879).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : chômage partiel ; choix patronal des sureffectifs ; cas de l'industrie automobile ; nécessité d'assainir la situation économique ; revenus du capital ; passerelles ; revenus ; passerelles existant entre patrimoine de l'entreprise et le patrimoine privé ; reprise des établissements en difficultés par une entreprise saine ; limitation des aides ; conditions d'aide à la création de l'entreprise [2 mai 1984] (p. 2048) ; position des communistes à l'égard des entreprises et des patrons ; existence de « véritables vautours » parmi ceux-ci ; exonérations fiscales appliquées aux revenus des actionnaires ; avantages fiscaux des revenus du capital ; injustice fiscale ; vote positif du groupe communiste pour les aides aux entreprises ; vote hostile aux avantages fiscaux accordés au capital (p. 2049).

Discussion des articles : **article 1er :** position du groupe communiste à l'égard des amendements nos 69 et 70 de M. Michel Noir [3 mai 1984] (p. 2074) ; **article 2 :** emprunts pour la création d'entreprise ; cas où une personne cède ses titres avant cinq ans (p. 2075) ; limitation à deux ans de la durée pendant laquelle la déduction des intérêts est possible (p. 2076, 2077) ; **article 4 :** dépenses de fonctionnement exposées dans les opérations de recherche scientifique et technique (p. 2080) ; son amendement n° 2 (acquisition de logiciels de fabrication et de conception française) ; informatique française ; avantage fiscal de l'amortissement exceptionnel ; nécessité de réserver cet avantage à l'achat de logiciels français (p. 2081) ; rejeté (p. 2082) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 11 de la commission (suppression des mots « à titre principal » à propos de l'affectation des sommes visées dans cet amendement) (p. 2082) ; souscriptions aux augmentations de capital (p. 2083) ; rejeté (p. 2084) ; **article 6 :** mécanismes d'aide aux entreprises ; maintien des parts des fonds communs de placement à risque pendant une durée de cinq ans ; son amendement n° 3 (suppression de cet article) : rejeté ; son amendement n° 4 (suppression du paragraphe I de cet article) (p. 2085) ; avantages fiscaux ; revenus des actions ; dividences ; mécanisme de l'avoir fiscal ; fonds communs de placement à risques ; rejeté (p. 2086) ; **après l'article 6 :** suppression de l'avoir fiscal (p. 2087) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 6 (travailleurs soumis au travail de nuit) ; travaux pénibles, insalubres et dangereux (p. 2095) ; rejeté (p. 2096) ; **article 8 :** manque d'expérience de gestion des salariés reprenant la société ; fixation du délai prévu par cet article (p. 2103) ; **article 13 :** période de cinq années ; possibilité de ramener le délai à quatre ans (p. 2114) ; son amendement n° 7 (cas de l'entreprise bénéficiant du transfert de déficit) ; possibilité d'un transfert de déficit ; maintien de l'emploi dans l'entreprise en difficulté ; rejeté (p. 2115) ; **après l'article 15 :** situation de la région parisienne sur le plan de l'aménagement du territoire ; implantation d'entreprises (p. 2117).

Explications de vote : vote hostile des communistes à l'article 6 ; déduction des intérêts sur toute la durée de l'emprunt ; recherche technique et scientifique ; vote positif du texte en dépit de « sérieuses réserves » (p. 2117).

— **Conclusions du rapport (n° 1987) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° la proposition de résolution de M. André Lajoinie tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964).**

Discussion générale : sommes versées par Elf-E.R.A.P. s'élevant à plus de 2 milliards de francs [16 mai 1984] (p. 2370) ; complicité entre MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Antoine Pinay ; mission d'information de la commission des finances ; décision de création de la commission d'enquête ; personnes ayant tenté de tirer des avantages de cette affaire : financer Pesenti ; rôle de Maître Violet ; lien de celui-ci avec des mouvements de droite ; personnes destinataires des sommes versées ; rôle de M. de Weck ; lien entre l'épiscopat suisse et le Vatican ; signature du second contrat ; nécessité de procéder à l'audition de M. de Weck ; position de M. Pierre Guillaumat, président d'Elf, démonstration de Soudron ; « course entre les magouilleurs » et les scientifiques (p. 2371) ; rôle de M. Antoine Pinay dans cette affaire ; société nationale Elf-E.R.A.P. ; position du maire R.P.R. de Levallois au sujet de la délinquance ; personnages cités dans le livre blanc de la Cour des comptes (p. 2372).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Première lecture, discussion générale : taxe sur le plafond légal de densité ; financement de la politique d'urbanisme [21 juin 1984] (p. 3569).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé :**

Lutte des classes ; groupe de presse de M. Robert Hersant [10 septembre 1984] (p. 4414) ; mission d'intérêt général de la presse ; volonté de soutenir la presse « riche » ; article 39 *bis* du code général des impôts ; indique qu'il ne peut accepter un report de l'application des dispositions essentielles du texte ; ses craintes sur l'avenir de la presse démocratique ; concertation avec les professionnels ; ordonnance du 26 août 1944 ; « mauvais coups » portés à l'O.R.T.F. en 1974 ; nécessité de modifier les aides économiques à la presse ; perte de crédibilité du Parlement au cours des derniers mois (p. 4415) ; projet de loi relatif à l'enseignement privé ; loi sur le référendum ; temps perdu à débattre sur des projets retirés ; indique qu'aucune proposition du groupe communiste n'a été inscrite à l'ordre du jour depuis 1981 ; avoir fiscal ; emprunt Giscard de 1977 ; indique ses réserves sur l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; rejet de la motion de censure par les députés communistes (p. 4416).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : taux de croissance retenu ; suppressions d'emplois dans la fonction publique ; pouvoir d'achat ; taux du déficit budgétaire ; accroissement du chômage ; taux de pénétration des produits étrangers ; cas de l'automobile ; reconquête du marché intérieur ; utilisation des aides de l'Etat aux entreprises ; autogestion ; réduction des prélèvements obligatoires [16 octobre 1984] (p. 4805) ; injustice de la réduction uniforme de 5 p. 100 du montant de l'impôt ; suppression du 1 p. 100 social ; plafonnement de l'avantage qui en découle ; prélèvements libératoires ; exonération fiscale favorisant les capitaux étrangers ; suppression de l'avoir fiscal ; effet de l'emprunt Giscard (p. 4806).

Première partie : discussion des articles : **article 2 :** accord du groupe communiste sur les cinq premiers alinéas de cet article, mais désaccord sur le point 6 prévoyant une baisse uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; cadeaux aux contribuables les plus riches ; suppression du 1 p. 100 relatif à la contribution sociale ; ménages ; réduction de l'impôt sur le revenu ; hausse des tarifs ; souhaite un plafonnement pour les revenus supérieurs et la possibilité pour les couples d'opter pour des déclarations distinctes ; se déclare favorable à l'existence d'une tranche supplémentaire à 70 p. 100 [17 octobre 1984] (p. 4871) ; progressivité (p. 4872) ; **son rappel au règlement :** indique que deux amendements ont été refusés au titre de l'article 40 de la Constitution ; président de la commission des finances ; gage proposé : suppression de l'avoir fiscal (p. 4881) ; son amendement n° 52 (plafonnement de la réduction d'impôt de 5 p. 100) ; plafonnement de l'avantage accordé à la réduction d'impôt (p. 4883) ; progressivité ; barème de l'impôt ; baisse de 5 p. 100 ; situation du couple salarié (p. 4884) ; rejeté (p. 4885) ; apparaillage automatique Skull placé au fond de la mer du Nord pour l'extraction du pétrole ; grignotage du fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 4886) ; **article 3 :** son amendement n° 56 (calcul de la taxe professionnelle tenant compte du recul du taux de pénétration des produits étrangers) ; commerce extérieur français ; diminution des importations [18 octobre 1984] (p. 4906) ; retiré (p. 4907) ; **après l'article 3 :** prélèvements libératoires : faveur accordée au revenu du capital par rapport à ceux du travail ; distribution aux particuliers de 48 milliards de francs de revenu d'obligations en 1983 ; souhaite le maintien de l'abattement de 5 000 F par an et par foyer fiscal (p. 4912) ; avantages accordés aux porteurs d'obligations (p. 4914) ; son amendement n° 73 (mettant fin à certains avantages fiscaux relatifs aux obligations de l'emprunt 7 p. 100 de 1973 et rendant possible la conversion des coupons lors du paiement des intérêts en janvier 1985) : réservé (p. 4916) ; **article 12 :** maintien de la taxe communale (p. 4930) ; **après l'article 14 :** exonération des biens professionnels de l'I.G.F. ; report en arrière ; distribution de créances au capital ; investissements des trois années antérieures ; avoir fiscal ; risque de redistribution de l'avoir fiscal comme revenu du capital (p. 4944-4945) ; **après l'article 3 :** son amendement

n° 73 précédemment réservé ; emprunt 7 p. 100 de 1973 ; rapport de cet emprunt égal à 6,5 milliards de francs ; coût de cet emprunt étant inférieur à 23 milliards ; indique qu'en 1988 plus de 104 milliards auront été déboursés ; article 40 de la Constitution ; souhaite un emprunt obligatoire et la suppression des avantages fiscaux liés à l'emprunt Giscard (p. 4953) ; intérêt de 68 p. 100 par an ; indexation ; (p. 4955) ; personnes bénéficiant d'un intérêt de 68 p. 100 annuels ; regrette que ni l'indexation ni le paiement de cet emprunt ne soit remis en cause ; intérêts annuels des titulaires de livrets d'épargne ; rejeté (p. 4958) ; **article 18** : contribution exceptionnelle des entreprises de production pétrolière ; recherche et exploitation du pétrole sur le sol national ; encouragement des entreprises pétrolières se consacrant à la recherche ; nécessité de répartir l'effort [19 octobre 1984] (p. 4985-4986) ; **article 19** : « cahiers de la misère » ; avions renifleurs ; lutte contre la pauvreté ; impôt sur le revenu ; I.G.F. (p. 4990) ; son amendement n° 63 (modification des taux du tarif prévu dans cet article) (p. 4991) ; avancée constituée par les amendements communistes (p. 4993) ; rejeté (p. 4994) ; création artistique et marché de l'art ; maintien d'un seuil de déclaration de l'I.G.F. pour mieux explorer l'ensemble des patrimoines (p. 4995) ; **après l'article 21** : absence d'action commune avec les pays d'Europe ; rétribution élevée des capitaux étrangers ; différence de traitement entre citoyens français ; [19 octobre 1984] (p. 5011) ; **après l'article 32** : ayants-droit des morts de Charonne ; ouverture d'un nouveau délai d'un an leur permettant d'introduire une action (p. 5021) ; **article 33** : taux unique de majoration sur l'ensemble des rentes ; traitement différent des rentes servies aux particuliers et des rentes servies par les organismes publics ; accumulation des retards (p. 5022) ; **article 34 et État A** : autorisation de lancer des emprunts par le truchement de l'article d'équilibre (p. 5034) ; taux d'intérêts élevés payés par les partenaires économiques ; emprunts en dollars (p. 5035) ; son amendement n° 71 (insérant dans le 2e alinéa du paragraphe II de cet article après les mots « court terme » les mots « libellé en francs ou en E.C.U. ») ; intentions du Gouvernement concernant les emprunts (p. 5037) ; retiré ; son amendement n° 72 (intérêts servis pour les emprunts de l'Etat) ; retiré (p. 5038).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget. Consommation. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : indique qu'il a demandé à la commission de repousser le budget des services financiers ; développement de l'informatique et de la bureautique ; direction de la comptabilité publique ; condition de travail des fonctionnaires ; temps partiel ; impôt sur les grandes fortunes et vérifications de comptabilité fiscale [8 novembre 1984] (p. 5771) ; recommandation de la commission à propos de la concertation entre le ministre et les organisations syndicales (p. 5772) ; périodicité des contrôles fiscaux ; augmentation de la dette ; intérêts ; emprunt « Giscard » [9 novembre 1984] (p. 5782) ; triple critique à l'encontre de cet emprunt : illégalité due à l'absence d'un vote exprès du Parlement, avantages fiscaux liés à cet emprunt, indexation des intérêts et du capital (p. 5783) ; estimation inexacte de M. Xavier Deniau au sujet des personnes n'ayant pas de domicile fixe (p. 5792) ; nombre d'employés et de cadres affectés à la gestion et au recouvrement de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 5793).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : son amendement n° 221 : (réduction des crédits) ; emprunt « Giscard » ; primes d'épargne-logement ; plan d'épargne-logement ; prêts locatifs aidés ; rejeté (p. 5794).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Examen des crédits :* **Etat B — Titre IV** : volonté du R.P.R. de faire licencier des milliers de mineurs et de retirer aux Charbonnages de France la possibilité de se moderniser [15 novembre 1984] (p. 6070) ; **Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 61** : son sous-amendement n° 311 à l'amendement n° 296 de M. Adrien Zeller (majorant l'impôt sur les grandes fortunes) ; nombre des chômeurs ; nécessité d'augmenter l'impôt sur les grandes fortunes [15 novembre 1984] (p. 6109) ; problème du revenu des chômeurs en fin de droits (p. 6110) ; rejeté (p. 6111) ; **article 62** : aide aux familles propriétaires ; réduction du travail clandestin ; longueur du délai fixé à vingt ans (p. 6122) ; **article 63** : paiement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; diminution des constructions locatives sociales en 1985 par rapport à 1984 ; caractère néfaste de la disposition proposée ; caractère imprécis des contreparties exigées en échange d'un avantage fiscal ; encouragement de la construction locative privée (p. 6128) ; absence de conditions de loyers pour obtenir l'avantage fiscal ; passage du relais au privé (p. 6129) ; **Articles de récapitulation.** *Explications de vote :* importance des concessions économiques au patronat ; volonté de revanche de l'opposition ; son énumération des propositions communistes retenues et rejetées (p. 6179) ; risque d'accroissement du chômage et de réduction des possibilités d'action du Gouvernement ; montant des recettes supplémentaires apportées par les propositions communistes ; abstention du groupe communiste (p. 6180).

Deuxième lecture, discussion générale : analyse de la situation de la France sur le plan politique et économique ; importance des privilèges fiscaux accumulés ; absence de croissance ; augmentation des licenciements ; vote « de cadeaux » au patronat ; développement de la pauvreté ; refus du Gouvernement de prendre en considération les amendements communistes ; existence de l'avoir fiscal ; coût de l'emprunt Giscard [18 décembre 1984] (p. 7087) ; réduction des prélèvements obligatoires ; volonté du groupe communiste de reprendre ses propositions (p. 7088).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 23 (augmentant les chiffres du paragraphe VIII de l'article 2 de la loi de finances pour 1984) [18 décembre 1984] (p. 7109) ; rejeté ; son amendement n° 24 (insérant dans le 4e alinéa du paragraphe VI de l'article 2 après les mots « avant déduction » les mots « des réductions d'impôt ») ; situation des titulaires de salaire faible ; création d'une tranche à 70 p. 100 (p. 7110) ; rejeté (p. 7111) ; **article 3 *bis*** : son amendement n° 27 (assujettissement à un prélèvement à la source les personnes morales titulaires de revenus de l'emprunt Giscard) ; son amendement n° 152 (possibilité pour les porteurs de recevoir la totalité de la valeur-coupon lors du paiement des intérêts de l'emprunt) ; suppression d'un avantage fiscal ; montant des intérêts payés au titre de l'emprunt Giscard (p. 7117) ; possibilité pour le Parlement de modifier la partie fiscale de l'emprunt ; absence de réforme de la partie contractuelle (p. 7118) ; rejetés (p. 7119) ; **après l'article 8** : risque d'un désengagement de l'Etat concernant la construction de logements sociaux (p. 7122) ; **article 14*bis*** : son amendement n° 30 (de suppression) ; volonté du Gouvernement de donner satisfaction aux revendications du C.N.P.F., notamment en ce qui concerne la réduction de la taxe professionnelle et la stabilisation des charges sociales ; sa critique du système du « carry back » ; utilité d'appliquer ce système aux familles défavorisées (p. 7127) ; rejeté (p. 7129) ; **article 19** : ses contacts avec les syndicats du ministère des finances ; efficacité de l'obligation de déclaration des fortunes supérieures à 3 millions de francs ; problème de la sanction en cas de non-déclaration ; utilité de ces contacts avec les syndicats pour connaître l'exécution du budget ; manque de personnel affecté à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 7134).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 63** : position du groupe communiste contre cet article (p. 7183).

— Projet de loi de finances rectificative 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion des articles : **article 16** : principe de l'exonération de la taxe pour les risques spécifiquement agricoles ; caractère abusif de la taxation des camions et camionnettes des professionnels de l'agriculture ; nécessité de définir la notion de « cheptel mort » [5 décembre 1984] (p. 6733) ; **après l'article 17** : son rappel du combat du groupe communiste contre la loi « Sécurité et Liberté » ; nécessité de donner à l'administration des douanes des moyens de sortir de sa réserve (p. 6735).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : bilan des accidents de la route ; hésitations jurisprudentielles notamment jurisprudence Desmares de la Cour de cassation ; possibilité pour le conducteur de s'exonérer de sa responsabilité en invoquant la force majeure ; distinction opérée par le texte concernant les dommages matériels ; règle d'indemnisation des conducteurs ; portée de l'assurance ; système d'offre d'indemnité [17 décembre 1984] (p. 7029).

Discussion des articles : **article 4** : cas des conducteurs de véhicules (p. 7036) ; **article 16** : dommages à payer à la victime par la collectivité des assurés ; cas où les retards de paiement sont imputables à des tiers (p. 7040) ; **article 29** : ses observations sur l'article 1153-1 du code civil ; remboursement de l'indemnité par la victime au cas où le jugement a été réformé ; possibilité d'échelonner de tels remboursements (p. 7046-7047).

— **Projet de loi, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2427).**

Première lecture, discussion générale : amélioration de l'information des assurés ; transparence des contrats ; création de nouveaux produits financiers ; mise en cause du système de retraite fondé sur la solidarité ; protection des assurés en tant que consommateurs ; son refus de tout avantage fiscal [20 décembre 1984] (p. 7299) ; risques d'un financement par cotisation et capitalisation du système de retraite ; problème de la démographie de la France ; refus du parti communiste de mettre en parallèle assurance et retraite ; financement des régimes de retraite ; nécessité de développer l'emploi en France ; problème des avantages fiscaux (p. 7300) ; fiscalité des assurances-vie ; risque de remise en cause de la retraite par répartition (p. 7301).

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
(3e circonscription)
communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (des postes et télécommunications) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome X : **postes, télécommunications et télédiffusion (n° 2370)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Production d'aciers moulés** : création du fonds de restructuration des aciers moulés ; suppression de l'aciérie Haisnes-Saint-Pierre à Lesquin ; contribution de l'Etat [21 novembre 1984] (p. 6224).

orales sans débat :

— **n° 618,** posée le 9 mai 1984 : **recherche scientifique et technique (Institut Pasteur)** (p. 2194) ; appelée le 11 mai 1984 : **situation de l'Institut Pasteur Production** : projet de restructuration de cet organisme entraînant des suppressions d'emplois ; absence de projet à long terme (p. 2255) ;

— **n° 656,** posée le 5 juin 1984 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 2961) ; appelée le 8 juin 1984 : **situation des établissements G.S.I. — Natel** : dégradation constante ; réorganisation ; recul social ; licenciement arbitraire ; politique de spéculation ; place de cette entreprise dans le secteur de l'informatique (p. 3116).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7 :** initiative économique ; création de nombreux emplois ; abaissement de la durée du travail à trente-cinq heures pour certaines catégories de travailleurs puis pour tous les travailleurs permettant de dégager des emplois [3 mai 1984] (p. 2095) ; **article 13 :** zones de reconversion ; unité sidérurgique ; nationalisation d'Usinor et de Sacilor ; bassin de la Sambre ; zones concernées par cet article ; emplois dans les zones de reconversion ; augmentation du chômage (p. 2111).

— **Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).**

Première lecture, discussion générale : amélioration des relations entre l'usager et le service public des P.T.T. ; problème des personnes âgées à faibles revenus ; redevance d'abonnement ; engagement de la responsabilité de l'Etat ; suppression de la censure des télégrammes [5 juin 1984] (p. 2918) ; élagage ; conditions difficiles de la poste ; dégradation du service pour le courrier urgent et les plis non urgents (p. 2919).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 6 (substituant à la somme de 6 000 francs la somme de 4 000 francs à la fin de la première phrase du 1er alinéa de l'article L. 39 du code des postes et télécommunications) : retiré ; son amendement n° 7 (domaine de la radiocommunication de loisirs pour un usage non strictement professionnel) ; possibilité d'exclure des sanctions pénales les infractions à la réglementation pour les canaux banalisés et le radio-amateurisme ; retiré (p. 2929).

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radiotélévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).**

Discussion de l'article unique : **article unique :** définition du service local de radio-télévision par câble ; vote positif du groupe communiste [11 octobre 1984] (p. 4643).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.

— *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : dénaturation de la notion de budget annexe des P.T.T. ; composition du financement de la filière électronique ; institutionnalisation du prélèvement « exceptionnel » [29 octobre 1984] (p. 5315) ; situation des personnels des P.T.T. ; reclassement des receveurs-distributeurs en catégorie B ; rémunérations des agents des P.T.T. ; insuffisance de la progression des crédits destinés aux mesures indemnitaires et statutaires ; diminution des effectifs (p. 5316).

— **Projet de loi, relatif à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement (n° 2096).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* politique locale de l'habitat ; crise du logement [14 décembre 1984] (p. 6983) ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* concertation ; soumission de certaines opérations d'aménagement ; enquêtes publiques ; politique d'aménagement ; consultation organisée par les communes (p. 6984) ; **article 6 :** discrimination introduite par le Sénat entre les communes de plus de 10 000 habitants et les autres (p. 6988) ; **article 11 :** *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* politique départementale des espaces naturels (p. 6993) ; **article 21 :** *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* taxe locale d'équipement ; participation éventuelle des constructeurs (p. 7002) ; **article 23 :** plafond légal de densité ; versement pour dépassement du plafond ; promoteurs privés ; spéculation immobilière et foncière (p. 7003) ; **après l'article 24 :** plaques commémoratives ; opérations de rénovation du tissu urbain (p. 7007) ; **article 27 :** *article L. 441-1 du code de la construction :* attribution des logements H.L.M. (p. 7010) ; organisme d'H.L.M. ; politique d'attribution des logements par ces organismes (p. 7011) ; logements sociaux ; politique locale de l'habitat ; rôle du commissaire de la République (p. 7012).

Explications de vote : plaques commémoratives ; amendement sur le plafond légal de densité ayant pour effet de renforcer la spéculation immobilière ; besoins des mal logés (p. 7014) ; vieux quartiers des centres villes ; vote favorable du groupe communiste (p. 7015).

JOIN (Marcel)

Député de la Gironde
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* coopération européenne en matière d'armements [9 novembre 1984] (p. 5843).

JOSEPHE (Noël)

Député du Pas-de-Calais
(11e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* bassin minier du Nord-Pas-de-Calais [14 novembre 1984] (p. 6032) ; promesses faites lors de l'élection de M. François Mitterrand ; gestion des Charbonnages de France ; aide de l'Etat aux Charbonnages ; dotation aux Charbonnages ; indique que les députés socialistes du bassin Nord-Pas-de-Calais ne pourront pas voter le budget si la part de la dotation budgétaire revenant aux houillères de ce bassin n'est pas maintenue pour permettre notamment le raval du puits 9 de l'Escarpelle ; fermeture de trois centrales thermiques (p. 6033).

JOSPIN (Lionel)

Député de Paris
(27e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984 :

impossibilité pour M. François Mitterrand, Président de la République, de répondre à des accusations proférées dans l'hémicycle ; Constitution ; nécessité pour MM. Jacques Toubon, Alain Madelin et François d'Aubert de faire savoir qu'ils n'ont pas voulu mettre en cause le passé de Résistant du Président de la République [2 février 1984] (p. 479).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : nouveau Gouvernement ; assurance de la confiance du groupe socialiste ; son hommage à M. Pierre Mauroy ; parti communiste ; orientations fixées par le Président de la République ; sécurité de la France dans le monde ; restauration des grands équilibres économiques ; réduction des inégalités sociales ; développement des libertés [24 juillet 1984] (p. 4156) ; assurance de la durée de ce Gouvernement ; droit de dissolution ; motivations de l'opposition ; comportement de M. Jacques Chirac, notamment son impatience ; problème du référendum ; dissolution ; conditions de la révision constitutionnelle ; rapports de pouvoirs entre les deux assemblées ; conséquences du choix du Sénat sur le référendum (p. 4157) ; contradictions de M. Jacques Chirac ; obsession de la dissolution ; parti communiste ; élections européennes ; extrême-droite ; instabilité ; rappel des résultats des élections intermédiaires entre 1974 et 1981 ; nombre de voix dont disposait M. Raymond Barre en 1976 ; pourcentage dont disposait dans l'opinion le Gouvernement de l'U.D.F. de 1976 à 1981 (p. 4158) ; risque d'instabilité gouvernementale par le jeu de dissolutions répétitives ; élections législatives ; tâches du Gouvernement ; crise économique et monétaire ; hausse des prix ; déficit budgétaire ; chômage ; fragilité de certains secteurs industriels ; dotation en capital pour les entreprises publiques ; restructuration ; choix budgétaires ; école ; planification des emplois scientifiques ; problème de l'emploi ; niveau de croissance ; allègement des prélèvements ; suggestion du parti socialiste, notamment soumission à des engagements d'embauche de l'allègement des prélèvements (p. 4159) ; justice fiscale ; impôts sur la fortune ; diversité des capacités contributives ; défense des droits de l'Homme et des libertés ; Tiers-monde ; Europe ; dialogue Nord-Sud ; endettement mondial ; réforme du système monétaire international ; volonté de rassemblement ; projet de loi sur l'enseignement privé ; réduction des privilèges de l'école privée par rapport à l'école publique ; laïcité ; insécurité ; problème de la vie quotidienne dans les grandes concentrations urbaines (p. 4160) ; rassemblement (p. 4161).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : difficultés de faire vivre la démocratie dans une grande formation politique [23 août 1984] (p. 4286).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : propos mesurés tenus par les responsables politiques ; problème de décolonisation [4 décembre 1984] (p. 6607) ; situation géographique de la Nouvelle-Calédonie ; conquête coloniale ; loi-cadre de 1956 ; négation des droits des indigènes ; inégalités économiques ; pensée coloniale ; spécificité de la Nouvelle-Calédonie ; indique que le Kanaks ne sont plus majoritaires sur le territoire de leurs ancêtres ; vague d'immigration déclenchée depuis 1969 ; lettre adressée par M. Pierre Messmer à M. Xavier Deniau (p. 6608) ; texte faisant état d'une colonie de peuplement et souhaitant amener la Calédonie à une situation « comparable au Luxembourg » ; face à face de deux communautés comparables par leur nombre ; rencontre de Nainville-les-Roches (p. 6609) ; principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; autodétermination ; décolonisation de l'empire français ; Constitution ; principe de la libre détermination des peuples ; maintien avec autonomie, dans la République, de la Nouvelle-Calédonie ; possibilité d'une indépendance qui « ne le choquerait en rien » ; difficultés de l'autodétermination ; article 2 de la Constitution (p. 6610) ; droit pour les Caldoches de donner leur consentement ; aspiration mélanésienne ; scrutin de 1967 concernant les Somalies ; possibilité d'envisager que le législateur distingue des Caldoches les Européens arrivés plus récemment ; possibilité de faire voter les communautés séparément ; consultation sur l'autodétermination des Comores ; vote séparé pour l'île de Mayotte ; contrôle du Conseil constitutionnel ; consultation éventuelle du peuple français par référendum ; cas de l'Algérie (p. 6611) ; statut d'autonomie interne ; caractère évolutif de celui-ci ; départementalisation ; cas de l'indépendance canaque ; rôle de la minorité européenne ; possibilité d'une indépendance pluri-ethnique ou d'une solution fédérale ; mission confiée à M. Edgard Pisani (p. 6612).

Son fait personnel : caractère inadmissible des propos tenus par M. Didier Julia à l'occasion des questions d'actualité ; rôle de M. Edgard Pisani en Nouvelle-Calédonie ; rappel des campagnes menées par le parti socialiste en solidarité avec les noirs emprisonnés en Afrique du Sud ; sa participation à la conférence de mobilisation contre l'apartheid ; sa définition de l'apartheid [19 décembre 1984] (p. 7231) ; originalité du problème de la Nouvelle-Calédonie ; combat du mouvement socialiste contre le nazisme ; motivations politiques de l'opposition ; renaissance de l'extrême droite (p. 7232).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : services diplomatiques et généraux) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2416) [15 novembre 1984] (p. 6182).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 2185)** [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 35 : **relations extérieures** : services diplomatiques et généraux **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

Avis présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2416) autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du **budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2446)** [21 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — coopération et développement. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : faible augmentation des crédits des services diplomatiques et généraux ; crédits d'informatique ; efforts portant sur divers domaines d'application de l'informatique, notamment informatisation des ambassades ; postes consulaires ; ouverture de l'ambassade de Brunei ; croissance du budget de Radio France Internationale ; programme télévisé francophone TV5 [8 novembre 1984] (p. 5716) ; titularisation des agents de catégorie « C » ; recrutement de gardiens et techniciens de sécurité pour les ambassades ; réfugiés en France et français de l'étranger (p. 5717).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : caractère urgent de l'application de l'accord inter-gouvernemental ; contenu de l'article 5 du Traité de Rome ; énumération des moyens de financement du budget des Communautés ; importance du surcroît de dépenses sur l'exercice 1984 [28 novembre 1984] (p. 6447) ; causes de l'évolution de la conjoncture ; augmentation des dépenses concernant les produits laitiers ; besoins de financement du F.E.O.G.A. ; montant des recettes nouvelles ; caractère justifié de la contribution des Etats membres ; conséquences sur les agriculteurs d'un refus de financer le budget rectificatif ; caractère d'avances de l'apport des ressources des Etats membres ; problème du remboursement de ces avances (p. 6448) ; financement du « chèque » britannique ; engagement du Conseil relatif à la progression des dépenses communautaires ; difficultés d'encadrement des dépenses agricoles ; respect des droits acquis des agriculteurs ; sous-évaluation des besoins du F.E.O.G.A. ; difficultés causées par le financement de la Communauté (p. 6449).

JOURDAN (Emile)

Député du Gard
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Viticulteurs du midi** : marasme du marché du vin ; aides au stockage à court terme [11 avril 1984] (p. 1454) ;

— **Budgets hospitaliers** : circulaire du 27 mars ; difficultés de fonctionnement dans les établissements [30 mai 1984] (p. 2840) ;

— **Viticulture et sommet de Dublin** : caractère néfaste des décisions prises dans la perspective de l'élargissement de la C.E.E. ; gel des prix agricoles ; sacrifice de la viticulture française [5 décembre 1984] (p. 6700).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème de l'accession des jeunes aux établissements d'enseignement supérieur de recherche ; risque d'augmentation des droits d'inscription ; conséquences de la priorité accordée à l'aide directe aux étudiants ; nécessité d'améliorer la gestion des aides indirectes et des prestations [12 novembre 1984] (p. 5905) ; lenteur des mesures de titularisation d'enseignants ; faiblesse du nombre d'emplois créés (p. 5912).

JOURNET (Alain)

Député du Gard
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

JOXE (Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
(5e circonscription)
Socialiste

Président du groupe socialiste

Ministre de l'intérieur et de la décentralisation

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Président de ce groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cessation de son mandat de député le 19 août 1984 [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2888).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Est nommé ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une **« invention scientifique** susceptible de bouleverser la **recherche pétrolière » (n° 1964)** [24 janvier 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi n° 89, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République populaire de Pologne relatif aux **Instituts français en Pologne** et aux **Instituts polonais en France (n° 2014)** [12 avril 1984].

Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351)** [2 octobre 1984].

Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la **dotation globale de fonctionnement** et aux **agglomérations nouvelles (n° 2443)** [15 novembre 1984].

Projet de loi relatif à la **publicité faite en faveur des armes à feu** et de leurs munitions **(n° 2523)** [14 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **École publique** : manifestation de soutien à l'école publique ; campagne haineuse de la part des partisans de l'enseignement privé ; rigidité du budget du ministère de l'éducation nationale ; nécessité de concilier la rigueur financière et l'amélioration du service public d'éducation [25 avril 1984] (p. 1912).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Guy Ducoloné : excès dus aux vigiles recrutés par certaines communes** : rôle de la police nationale dans les villes où la police a été étatisée ; durée de la formation ; cas de certains délits faisant l'objet de poursuites judiciaires ; abus d'autorité ; recours à des vigiles ; loi de 1983 ; exercice des pouvoirs de police du maire sous le contrôle administratif du préfet et rôle de l'Etat dans les communes où la police est étatisée [10 octobre 1984] (p. 4618) ;

— **M. Didier Julia : attitude du Gouvernement à l'égard des séparatistes néo-calédoniens** : indique que ces services réprimeront toute infraction à la loi ; volonté de l'abolition du fait colonial ; reconnaissance de la légitimité du peuple Canaque ; Assemblée territoriale ; évolution de la République française vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie [17 octobre 1984] (p. 4854) ;

— **M. Gilbert Gantier : attentats terroristes d'Action directe** : effets de la loi d'amnistie : responsabilité d'Action directe dans les attentats, notamment celui de l'avenue Trudaine ; mise en place de dispositions pour identifier et arrêter ces personnes [24 octobre 1984] (p. 5130) ;

— **M. André Lajoinie : matraquage par le service d'ordre de jeunes manifestants contre la répression en Turquie** : sa volonté d'avoir une connaissance approfondie des faits pour donner une réponse claire ; caractère organisé de la manifestation avant les incidents [24 octobre 1984] (p. 5131-5132) ;

— **M. Emmanuel Aubert : émeute de Bastia du 24 octobre** : rôle des forces de l'ordre en Corse ; diminution des attentats de 1982 à 1984 [31 octobre 1984] (p. 5474) ; organisation d'élections en Corse ; sa confiance dans les forces de l'ordre (p. 5475) ;

— **M. Roland Nungesser : découpage des cantons pour les élections de mars 1985** : existence d'une circulaire de M. Gaston Defferre précisant que les commissaires de la République doivent faire des propositions de création de cantons ; application stricte de la circulaire dans la région parisienne ; exemples de « charcutage » dans le Val-de-Marne en 1976 [7 novembre 1984] (p. 5650-5651) ;

— **M. Pascal Clément : droit de vote des immigrés** : son opinion personnelle en faveur du vote des immigrés ; sa constatation que l'opinion française n'y est pas prête [7 novembre 1984] (p. 5656) ;

— **M. Claude Estier : meurtres de personnes âgées** : son inquiétude devant ces crimes ; installation d'un commissariat de police supplémentaire ; rassemblement de plusieurs dizaines de fonctionnaires de la police dans le XVIII[e] arrondissement ; emploi de tous les moyens de police scientifiques et techniques [14 novembre 1984] (p. 6010) ; prélèvement de patrouilles parmi les personnels d'autres arrondissements ; quadrillage du XVIII[e] arrondissement (p. 6011) ;

— **M. Jacques Brunhes : sécurité** : conditions d'utilisation des forces de police ; mesures prises par le Gouvernement en faveur des victimes de délits et de crimes ; action menée par le comité pour la prévention présidé par M. Gilbert Bonnemaison ; création d'effectifs supplémentaires dans les forces de police ; insuffisance de l'équipement de la police nationale [14 novembre 1984] (p. 6016) ; opérations en faveur de l'équipement scientifique de la police ; suppression de certaines charges indues ; généralisation de l'informatique et de la bureautique dans les commissariats (p. 6017) ;

— **M. Jacques Brunhes : situation de la Nouvelle-Calédonie et droit du peuple canaque à l'autodétermination et à l'indépendance** rappel du contenu du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie [15 novembre 1984] (p. 6434) ; rappel des différentes étapes du processus de décolonisation ; volonté de dialogue du Gouvernement (p. 6435) ;

— **M. Michel Couillet : conséquences de la récente tempête** : importance des dommages causés par la tempête des 23 et 24 novembre [28 novembre 1984] (p. 6435) ; estimation des dégâts ; indemnisation (p. 6436) ;

— **M. Pierre Messmer : respect du suffrage universel en Nouvelle-Calédonie** : maintien de l'ordre public et de la démocratie dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6436) ; acheminement des moyens d'ordre public pour éviter des affrontements ; rôle de la mission d'information ; rappel de l'évolution de la situation en 1958 et 1979 (p. 6437) ;

— **M. Jacques Toubon : situation en Nouvelle-Calédonie** : caractère de contre-vérité des déclarations de l'opposition ; mission de rétablissement de l'ordre et de dialogue de M. Edgard Pisani ; indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; démarches entreprises par le délégué du Gouvernement [12 décembre 1984] (p. 6856) ; poursuite du rétablissement de l'ordre et du dialogue (p. 6857) ;

— **M. Tutaha Salmon : situation des Polynésiens en Nouvelle-Calédonie** : importance de la communauté polynésienne en Nouvelle-Calédonie ; sa participation au récent scrutin ; volonté du Gouvernement de rétablir l'ordre et de développer le dialogue [19 décembre 1984] (p. 7222) ;

orale sans débat de :

— **M. Yves Tavernier (n° 729) : effectifs de la police dans l'Essonne** : problèmes de la sécurité dans le département de l'Essonne ; comparaison du taux de la criminalité et de la délinquance dans l'Essonne et dans les Yvelines ; création d'un commissariat aux Ulis ; construction de cantonnements pour les C.R.S. ; existence d'un centre de formation à Gif-sur-Yvette ; importance du taux des effectifs de police par rapport à la population en France [30 novembre 1984] (p. 6534).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1[er]** : remercie M. Georges Fillioud pour ses propos [25 janvier 1984] (p. 56) ; rappelle diverses insultes proférées à l'encontre de celui-ci : « menteur, gougnafier » ; situation au Chili (p. 57) ; **avant l'article 3 : son rappel au règlement** : rappelle la réglementation relative aux suspensions de séance [30 janvier 1984] (p. 281) ; détournement de procédure ; désintérêt de l'ancienne majorité à l'égard de l'industrie du papier journal (p. 282) ; mise en garde de l'Assemblée nationale contre les détournements de procédure (p. 283) ; **avant l'article 10 : son rappel au règlement** : indique que le groupe socialiste est tout à fait disposé à examiner les améliorations possibles au règlement de l'Assemblée [3 février 1984] (p. 510) ; **article 15** : mise en cause de M. Roger Salengro au cours du débat [7 février 1984] (p. 720).

Son rappel au règlement : article 73, alinéa 5 du règlement prévoyant la censure contre tout député injuriant le Président de la République ; propos injurieux tenus à la fin de la séance du 1er février 1984 à l'égard de M. François Mitterrand ; obstruction et provocation faites par divers membres de l'opposition ; passé de résistant de M. François Mitterrand [2 février 1984] (p. 445).

Son rappel au règlement : injures proférées à l'égard de M. Georges Fillioud et mise en cause du passé civique de M. François Mitterrand [2 février 1984] (p. 452).

— Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984 : problème de l'application de la censure [2 février 1984] (p. 477) ; souhaite ne pas se référer au compte rendu analytique mais au compte rendu sténographique ; propos tenus à l'encontre de François Mitterrand ; Résistance ; attitude du journal *Le Figaro* pendant la guerre (p. 478) ; **son rappel au règlement** : sens du vote de la censure contre trois parlementaires de l'opposition ; débat sur la presse (p. 481).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Claude Labbé : son souhait que le débat parlementaire puisse avoir lieu ; respect dû au Président de la République dans l'enceinte de l'Assemblée nationale ; passé patriotique du Chef de l'Etat [8 février 1984] (p. 752) ; alternance démocratique (p. 753).

Répond à M. Claude Labbé : nécessité de respecter un certain nombre de règles [8 février 1984] (p. 756).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Explications de vote : problème de l'existence d'une majorité dans l'Assemblée ; accords de 1981 [19 avril 1984] (p. 1840) ; sens du vote positif des députés socialistes ; propositions de M. François Mitterrand ; habitude du libre débat par les socialistes ; soutien du Gouvernement (p. 1841) ; position des socialistes (p. 1842).

Son rappel au règlement : organisation des débats ; texte relatif à l'enseignement privé ; proposition de loi « Guermeur » déposée le 14 juin 1977 et votée le 28 juin à 7 heures du matin ; loi de M. Michel Debré, de 1959, votée moins d'une semaine après son dépôt [21 mai 1984] (p. 2475).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. André Laignel : élévation du débat ; nécessité de respecter la liberté d'expression de celui-ci [21 mai 1984] (p. 2493).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Ses observations lors des propos de M. Jacques Chirac : « on n'entend rien » [24 mai 1984] (p. 2602).

Son rappel au règlement : souhaite une levée anticipée de la séance pour que certains parlementaires puissent participer à la commémoration du 18 juin ; examen du projet de loi sur la presse [18 juin 1984] (p. 3426).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.

Découpage électoral de 1959 ; cas de l'Essonne [10 juillet 1984] (p. 4126) ; **son rappel au règlement** : indique qu'il est « plutôt content » de M. Raymond Forni (p. 4137).

En qualité de ministre.

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : rappel des lois relatives à la décentralisation ; simplifications entraînées par la décentralisation et conséquences sur la démocratisation de la vie locale ; extension aux départements et à la région des pouvoirs détenus par les communes sur les établissements primaires ; possibilité pour les maires d'utiliser certains équipements publics [8 octobre 1984] (p. 4491) ; consultation des associations d'élus locaux lors de l'élaboration du projet de loi ; rôle de l'Etat par rapport aux collectivités locales ; carte scolaire ; transferts des ressources ; répartition des compétences entre les différents niveaux de collectivités ; contribution des communes aux dépenses de fonctionnement et d'investissement ; intervention du commissaire de la République ; établissements spécialisés ; contrôle de l'Etat sur les collèges et les lycées ; mécanisme de financement des collèges ; dotation régionale d'équipement scolaire ; dotation départementale d'équipement des collèges ; création de postes budgétaires ; garantie de l'autonomie et de la responsabilité des collectivités locales (p. 4492) ; établissements d'enseignement privé ; loi du 31 décembre 1959 ; cohérence entre les dispositions relatives à la décentralisation de l'enseignement public et le régime applicable aux établissements d'enseignement privé ; associations d'élus locaux ; mise en vigueur du projet de loi (p. 4493) ; constate l'absence de M. Alain Madelin ; répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 4504) ; inutilité de répondre à une question préalable opposée par un parlementaire absent (p. 4505) ; rapidité de la procédure suivie ; consultation de l'association des maires de France et de celle des présidents des Conseils généraux ; dispositions réglementaires ; rôle des commissaires de la République ; compensation des charges transférées ; état du patrimoine actuel ; création d'écoles privées (p. 4525) ; carte scolaire ; avis des communes ; « désordre des financements croisés » ; nombre des élus dans les conseils d'administration ; conseil de l'éducation nationale ; conseils d'orientation pédagogique ; définition d'un échéancier des travaux de reconstruction ; transferts de crédits de l'Etat pour les établissements privés ; rôle des chefs d'établissement ; valorisation du contenu de l'enseignement et rôle de l'instruction civique (p. 4526).

Discussion des articles : **après l'article 2** : établissement d'un schéma prévisionnel [9 octobre 1984] (p. 4533) ; **article 3** : ensemble des besoins de formation ; notion de « formation » (p. 4534) ; système d'élaboration moins étatique que le précédent ; « besoins scolaires de l'enseignement privé » ; référence à l'ensemble des besoins de formation dans l'article 15 du projet de loi (p. 4535) ; **article 5** : projet de décret concernant les dépenses pédagogiques en préparation ; travaux en cours ; conventions ; référence aux marchés passés ; établissement de conventions types (p. 4538) ; transfert des crédits de l'Etat vers les départements ; financements croisés ; bail emphytéotique ; problèmes financiers ; décentralisation des fonctions (p. 4539) ; délai d'un mois ; absence de sanction administrative à défaut de réponse (p. 4540) ; **article 6** : suppression des tutelles ; personnel d'entretien ; définition de la reconstruction ; principes du transfert ; substitution de la collectivité au propriétaire (p. 4542) ; personnel d'entretien ; multiplicité des formes d'utilisation des équipements scolaires ; accords locaux entre le ou les établissements concernés et la collectivité propriétaire de l'équipement ; risque d'exclusion des conventions ou des accords existants (p. 4543) ; **article 7** : législations étrangères ; cas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique ; arbitrage ; nécessité d'organiser la décentralisation ; continuité du service public ; rôle du représentant de l'Etat (p. 4554) ; signature d'une convention par les élus locaux ; allègement des charges des communes ; nécessité d'une concertation des élus pour définir par convention les conditions de la contribution des communes (p. 4555) ; *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* sa conception de l'Etat (p. 4557) ; absence d'inconvénient à l'amendement n° 111 de la commission des lois ; efficacité de l'amendement n° 67 de M. Toubon sur le plan de la gestion ; son amendement n° 110 (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots « d'un collège » les mots « ou des dépenses de fonctionnement d'un lycée » et complétant cet alinéa par les mots « ou le lycée ») ; amendement de conséquence ; adopté (p. 4558) ; décision des commissaires de la République (p. 4559) ; *article 15-5 de la loi de 22 juillet 1983 :* atteinte au crédit du Cantal et de la Moselle ; proposition par certains membres de l'opposition d'une transformation du système politique administratif français (p. 4560) ; suppression du ministère de l'éducation nationale ; bouleversement du système institutionnel ; caractère réglementaire de l'amendement n° 73 de M. Jacques Toubon (p. 4561) ; **article 9** : projet mené à Morne-à-l'Eau et à Vieux-Habitants ainsi qu'aux Abymes ; part des crédits consacrée à l'ensemble des départements d'outre-mer (p. 4570) ; **article 13** : levée d'une ambiguïté (p. 4572) ; **article 18** : son amendement n° 46 (de suppression) ; soumission aux collectivités locales des actes budgétaires pour 1985 ; nécessité d'utiliser le délai maximum offert par la loi ; transmission aux conseils généraux et aux conseils régionaux des documents budgétaires ; adopté (p. 4590) ; **article 20** : son amendement n° 47 (substituant dans la nouvelle rédaction de l'article L. 772 du code de la santé publique aux mots « décembre 1984 » les mots « décembre 1985 ») ; correction d'imperfections de certains textes ; bureaux municipaux d'hygiène ; retiré (p. 4591) ; **après l'article 23** : son amendement n° 48 (impossibilité pour le Conseil municipal d'adopter des délibérations

sur le budget de l'exercice en cours à compter de la saisine de la chambre régionale des comptes) ; effet de la saisine d'une chambre régionale des comptes ; problème de son effet suspensif ; adopté ; son amendement n° 49 (impossibilité pour le Conseil municipal de délibérer en matière budgétaire à compter de la saisine de la chambre régionale des comptes) ; règlement des budgets votés en déséquilibre ; adopté ; son amendement n° 50 (règles d'adoption du compte administratif pour les communes en cas de scrutin secret) ; règles d'adoption du compte administratif en cas de partage des voix ; égalité des suffrages (p. 4592) ; adopté ; son amendement n° 51 (règles d'adoption du compte administratif pour les départements en cas de scrutin secret) : adopté (p. 4593).

Ses observations après les explications de vote : décentralisation dans le domaine de l'éducation ; abrogation de la loi Guermeur (p. 4594).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** droit pour l'Etat de créer des établissements ; caractère de portée générale de la règle édictée par l'amendement n° 53 de M. Daniel Le Meur ; objectifs des dispositions de la loi de finances [19 décembre 1984] (p. 7263) ; **article 7 :** inconvénients des amendements proposés par MM. Olivier Guichard et Maurice Pourchon ; sa proposition de rejet des amendements n° 50 de M. Olivier Guichard et 60 de M. Maurice Pourchon (p. 7270) ; caractère contradictoire des déclarations de M. René Haby ; augmentation du nombre des représentants dans les conseils d'administration des établissements publics ; absence de diminution de la représentation des collectivités locales ; retour au projet initial du Gouvernement (p. 7275) ; critères de la répartition des crédits aux établissements ; emploi du terme « alloué » dans le sous-amendement n° 54 de M. Daniel Le Meur ; risque d'introduction d'un élément extrinsèque dans un système de répartition des crédits ; mode de fonctionnement de la taxe d'apprentissage ; importance du retard apporté à la réforme (p. 7276) ; inutilité de renvoyer à un décret en Conseil d'Etat la composition du Conseil d'administration ; problème de son mode de désignation ; rappel du contenu de l'article 15-15 adopté par l'Assemblée nationale et non modifié par le Sénat (p. 7278) ; **article 8 :** rôle des associations d'anciens élèves dans les établissements agricoles ; son opposition à l'amendement n° 38 de M. Philippe Marchand (p. 7279) ; **article 19 :** son amendement n° 65 (possibilité pour les régions d'assumer la réalisation des établissements d'enseignement relevant de leurs compétences pour l'année 1985) ; taux de remboursement de la T.V.A. au profit des régions ; introduction de dispositions concernant l'année 1985 (p. 7285) ; engagement par les régions d'opérations d'investissement ; adopté ; **article 19 *bis* :** son amendement n° 6 (de suppression) : retiré ; **article 20 *quater* :** son amendement n° 7 (de suppression) ; création par le Sénat d'une commission nationale d'harmonisation ; inutilité de cette disposition ; existence d'une commission prévue par la loi du 7 janvier 1983 ayant les mêmes attributions ; adopté (p. 7286) ; **après l'article 23 *quinquies* :** son amendement n° 8 (nomination du directeur départemental du service d'incendie et de secours) ; compétence de l'autorité territoriale pour la nomination des agents de la fonction publique territoriale ; pouvoir de l'Etat de nommer le directeur départemental du service d'incendie et secours ; adopté ; **après l'article 23 *sexies* :** son amendement n° 9 (modalités d'affectation d'un fonctionnaire territorial après son détachement) ; remise à disposition de la collectivité d'origine d'un fonctionnaire en détachement ; risque de frein au détachement ; adopté ; son amendement n° 10 : (calcul des décharges d'activité de service par les centres départementaux de gestion) (p. 7287) ; possibilité pour les centres de gestion de rembourser aux collectivités les rémunérations afférentes aux décharges d'activité de service ; conservation des droits acquis en matière d'exercice des droits syndicaux ; adopté ; **après l'article 23 *septies* :** son amendement n° 48 (montant des attributions des départements au titre de la dotation globale d'équipement et des crédits de paiement) ; difficulté de financement de certains départements ; institution dans la loi du 29 décembre 1983 de garantie de ressources au profit de ceux-ci ; adopté ; son amendement n° 59 (substituant dans le 2e alinéa de l'article 27 de la loi du 13 juillet 1983 aux mots « deux mois » les mots « trois mois ») ; harmonisation des délais relatifs à la répartition de certains personnels des villes nouvelles ; adopté (p. 7288).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* montant des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales ; finalité de la décentralisation ; nécessité de l'accompagner d'une déconcentration ; moyens d'action des représentants de l'Etat ; rôle des sapeurs-pompiers dans la sécurité civile [5 novembre 1984] (p. 5517) ; ouverture du débat sur la police nationale ; rappel des articles de la déclaration des droits de l'Homme de 1789 concernant le problème de sécurité ; objectifs de la recherche de la sécurité ; adaptation de la gendarmerie à la société rurale (p. 5518) ; problèmes posés à la police par l'urbanisation ; amélioration des moyens de la police urbaine par l'augmentation des effectifs, l'acquisition de matériels, le recrutement et la formation ; évolution de la délinquance et de la criminalité pour le premier semestre 1984 ; malaise de la police (p. 5519) ; élaboration d'une programmation pluriannuelle sur le développement des techniques ; caractère préoccupant de l'état des commissariats et des logements des policiers ; utilisation de l'informatique et de la bureautique ; retards dans le domaine des transmissions et dans celui de la police scientifique ; mise en place accélérée de la micro-informatique dans les commissariats et modernisation des matériels de transmission ; projets mis en œuvre par le conseil national de prévention de la délinquance (p. 5520) ; réorganisation des structures du ministère de l'intérieur par la création d'une direction des libertés publiques et d'un service chargé de la police scientifique ; accélération de la modernisation et la professionnalisation de la police par l'amélioration des qualifications, de la formation et de la gestion ; développement des moyens informatiques ; étude d'une nouvelle réglementation pour les tenues des personnels de gardiennage (p. 5521) ; nécessité de programmer l'achèvement de la rénovation des grands fichiers, la multiplication des terminaux d'accès et « la sécurisation » des communications ; examen des mesures intéressant le personnel par le comité technique paritaire de la police nationale ; agents de surveillance de la voie publique ; situation des commandants et des sous-brigadiers en fin de carrière ; réduction des charges indues notamment les enquêtes sur les créances du Trésor et le port de plis ; problème de la délivrance des titres administratifs dans les zones de gendarmerie (p. 5522) ; prolongation des mesures prises en faveur de la formation (p. 5523) ; programme pour la rénovation et les constructions neuves ; nombre de stages de formation permanente ; création d'une direction de la formation des personnels de police (p. 5530) ; inexactitude des propos tenus par M. Emmanuel Hamel concernant la libération dans des conditions exceptionnelles d'assassins de policiers ; problème des personnes ayant bénéficié de l'amnistie [5 novembre 1984] (p. 5541) ; contenu du programme de rénovation des bâtiments affectés à l'administration centrale ; regroupement des services dispersés dans Paris ; mesures catégorielles concernant les corps des enquêteurs ; absence d'atteinte aux programmes prioritaires par des annulations de crédits ; répercussion de la baisse du taux des Livrets A sur les taux de prêts aux collectivités locales ; conséquences de la mise en place de la dotation globale d'équipement sur certaines communes ; amélioration de la taxe d'habitation ; dépôt d'un projet de loi lors de la session de printemps sur la dotation globale de fonctionnement ; avantages de la décentralisation de l'aide sociale (p. 5545) ; conditions du détachement des personnels de l'Etat auprès des collectivités territoriales ; frais de fonctionnement de la justice ; encombrement des tribunaux administratifs ; rattachement de ceux-ci au ministère de l'intérieur ; problème du logement des policiers à Paris ; développement de la formation continue au profit des personnels de police ; son absence de méfiance à l'égard de la police (p. 5546) ; absence de créations d'emploi dans la police ; modification de la répartition des effectifs ; problème des qualifications judiciaires ; réductions des gardes statiques ; protection des ambassades étrangères à Paris ; crédits pour l'expérimentation de matériels de surveillance ; modification du régime de police municipale (p. 5547) ; renforcement des moyens de l'office français pour la protection des réfugiés et des apatrides ; problèmes des finances locales et de la sécurité des policiers ; droit de manifestation ; cas de la manifestation organisée en faveur des démocrates turcs (p. 5548).

Répond à la question de :

— *M. Maurice Pourchon* posée par Mme Jacqueline Osselin : présentation dans des délais relativement brefs de l'avant-projet de statut des personnels régionaux (p. 5548) ;

— *Mme Jacqueline Osselin :* dépôt, par le ministre des finances d'un rapport comprenant des simulations sur le problème de la taxe d'habitation (p. 5549) ;

— *M. Claude Germon :* rôle et fonctionnement des services de la sécurité civile ; possibilité de valoriser l'action de ce service par une rationnalisation des moyens (p. 5549) ;

— *M. Guy Bêche :* caractéristique des dépenses d'investissement prises en considération pour le calcul des attributions des fonds de compensation ; sa volonté de saisir sur ce point le ministère de l'Economie et des Finances (p. 5550) ;

— *Mme Jacqueline Osselin :* prise en considération du potentiel social comme élément de péréquation pour l'aménagement de la dotation globale de fonctionnement dans le rapport déposé prochainement au Parlement (p. 5550) ;

— *M. André Durr* posée par M. Charles Miossec : inclusion des établissements particuliers, notamment des centres de formation dans les mécanismes de financement de la dotation globale d'équipement (p. 5550) ;

— *M. Charles Miossec :* problème du prix des tarifs publics locaux ; contraintes du contrôle des prix ; absence de contradiction entre ce contrôle et la décentralisation (p. 5551) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* incidents graves dans l'agglomération lyonnaise (p. 5551) ; importance des mesures de prévention ; amélioration de la sécurité et de la tranquillité pendant l'été 1984 (p. 5552) ;

— *M. Serge Charles :* conditions de l'inscription des dépenses de carburant dans les budgets ; augmentation des crédits de matériels (p. 5552) ; nombre des décès de policiers et de gendarmes en 1966, 1972 et 1979 (p. 5553) ;

— *M. Louis Maisonnat :* difficulté pour les communes à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'investissements liées à la désindustrialisation ; financement par le fond national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 5553) ;

— *M. Jean-Jacques Barthe :* extension de la qualification d'agent de police judiciaire ; risque de détournements d'activités au détriment d'autres fonctions (p. 5554) ;

— *M. Emile Koehl :* correction des inconvénients résultant du transfert aux collectivités locales des compétences en matière de transport scolaire par la réforme du 1er septembre 1984 (p. 5554) ;

— *M. Xavier Hunault :* nécessité de réformer progressivement la taxe professionnelle (p. 5554-5555) ;

— *M. Charles Miossec :* diminution du volume des travaux des collectivités locales ; contenu de la réforme de la dotation globale d'équipement (p. 5555) ;

— *M. Jean Foyer* posée par M. Emmanuel Aubert : volonté des instituteurs de conserver en milieu rural un lien avec la municipalité ; problème de la réforme des critères du « logement convenable » (p. 5555) ;

— *M. Marc Lauriol :* nécessité pour la police d'assurer une obligation de moyens (p. 5556) ;

Examen des crédits : **Après l'article 88 :** publication du montant du produit de chacun des impôts transférés ; suggère de substituer dans l'amendement n° 39 de la commission des finances aux mots : « pour l'année précédente » les mots « pour la dernière année connue » (p. 5557).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : mesures ayant nécessité dix-huit lois et plus de 160 textes réglementaires ; D.G.F. ; agglomérations nouvelles ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; alimentation du fonds ; compensations revenant aux collectivités locales ; projet divisant les ressources de péréquation en trois parties distinctes ; compensations des insuffisances du potentiel fiscal des communes ; compensations des pertes de taxe professionnelle ; part utilisée au profit des communes connaissant des difficultés budgétaires [6 décembre 1984] (p. 6768) ; dotation globale d'équipement (D.G.E.) ; principe d'indexation de la D.G.E. ; concours de l'Etat aux investissements de toutes les communes ; cas des petites communes ; D.G.E. ; seuil de 2 000 habitants ; proposition d'un système à trois niveaux selon que les communes ont plus de 20 000 habitants, entre 20 000 et 2 000 habitants, ou moins de 2 000 habitants ; détaille le système proposé (p. 6769) ; cas des élus des communes rurales ; maintien des avantages de la D.G.E. pour le cadre urbain ; cas des communes de 2 000 habitants (p. 6770) ; critique du système de la D.G.E. (p. 6772) ; système ne répondant pas aux besoins des communes rurales ; indique qu'il souhaiterait entendre des contre-propositions ; situation des communes de plus de 20 000 habitants en cas d'adoption du projet ; absence de changement en ce qui les concerne ; indique que la somme en cause pour les communes de moins de 2 000 habitants est d'environ 500 millions de francs (p. 6773) ; position des diverses associations d'élus ; indique qu'il n'a pas demandé la rédaction d'un rapport au commissariat général du Plan (p. 6774) ; difficulté de parvenir à provoquer un débat parlementaire sur un texte ; agglomérations nouvelles ; fonds de péréquation de la taxe professionnelle ; réforme de la D.G.E. des communes (p. 6777) ; indique qu'il va retirer l'ensemble des amendements concernant la D.G.E. et que ceux-ci seront redéposés devant le Sénat (p. 6778).

Discussion des articles : **article 6 :** indique qu'il n'est pas opposé à l'amendement n° 18 de M. Alain Vivien ; **après l'article 7 :** son amendement n° 1 (insérant l'intitulé d'une section III : « du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ») (p. 6779) : adopté ; son amendement n° 2 (définissant et prévoyant les modalités de répartition du surplus des ressources du fond de péréquation pour la première part, la seconde part et la perte résiduelle) ; parts de surplus des ressources du fonds ; indique qu'il n'a pas reçu les sous-amendements à cet amendement ; nombre de communes visées par ces sous-amendements (p. 6780) ; possibilité d'amender le texte dans le sens souhaité par M. Dominique Frelaut ; adopté ; son amendement n° 3 (répartition du surplus pour 1984) ; attribution d'une aide aux communes remplissant certaines conditions ; adopté ; son amendement n° 4 (répartition de la seconde part à titre transitoire en deux fractions, fixées par le comité des finances locales) ; répartition de la seconde part du fonds de péréquation ; adopté ; ses amendements n° 5 et 8 à 17 : retirés ; **Titres :** son amendement n° 6 (relations entre l'Etat et les collectivités locales) : adopté (p. 6781).

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mayotte :** convocation des parlementaires de cette île par un conseiller du Président de la République pour leur demander de préparer la population à un rattachement aux Comores ; principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes [25 avril 1984] (p. 1921) ;

— **Attitude du Gouvernement à l'égard des séparatistes néo-calédoniens ;** élections territoriales devant se dérouler le 18 novembre en Nouvelle-Calédonie ; exercice de la liberté de vote [17 octobre 1984] (p. 4854) ; exploitation faite par le Premier ministre d'événements douloureux ; raisons de la non participation du groupe R.P.R. à la séance de questions [14 novembre 1984] (p. 6018) ;

— **Situation en Nouvelle-Calédonie :** trouble de l'ordre public lors du dernier scrutin ; inutilité d'opposer le vote mélanésien au vote européen ; nombre d'abstentions [21 novembre 1984] (p. 6226) ; importance des indépendantistes ; actions en faveur du respect de la volonté populaire (p. 6227) ;

— **Nouvelle-Calédonie :** son rappel de la situation depuis le 15 septembre 1984 ; absence de condamnation par le Gouvernement de la destruction des urnes ; occupation de la commune de Thio [19 décembre 1984] (p. 7222) ; incendie de maisons par les hommes armés de Machoro ; mise en pratique par M. Edgard Pisani de l'apartheid ; volonté du Gouvernement de donner le pouvoir à une petite minorité ; découverte par le Gouvernement du national socialisme ; sa volonté d'obtenir une réponse claire du Premier ministre (p. 7223) ; caractère déshonorant des actes commis par le Gouvernement en Nouvelle-Calédonie (p. 7224) ; sa volonté d'obtenir plus de modération de la part du Gouvernement (p. 7225).

INTERVENTIONS

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : position de la grande majorité des Calédoniens favorable à la France ; loi imposant un statut contre l'avis des populations concernées ;

institution d'un seuil de 2 p. 100 des voix pour accéder à la répartition des sièges ; statut comparable à celui de la Corse ; indique que si une alternance parlementaire se produit en 1986, le statut ne durera pas plus de huit jours ; complication des modes de scrutin ; loi imposée contre l'avis de tous ; représentation inégalitaire de la population ; barre des 2 p. 100 [28 mai 1984] (p. 2727).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : mode de désignation des membres du Gouvernement [28 mai 1984] (p. 2755).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* difficultés des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon ; transformation de ce territoire en département ; maintien du statut départemental ; problème constitutionnel posé par sa modification ; niveau de vie des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon [26 octobre 1984] (p. 5306).

Son rappel au règlement : troubles en Nouvelle-Calédonie ; respect de l'ordre ; application des lois de la République [20 novembre 1984] (p. 6191).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : **son exception d'irrecevabilité :** assassinat de M. Guérin en Nouvelle-Calédonie ; se déclare favorable à l'application du principe d'autodétermination ; contradiction entre ce projet et les engagements du Gouvernement ; texte contraire aux intérêts des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon ; caractère de non conformité de ce projet à la Constitution ; élus locaux ; profession de foi diffusée en 1981 par le candidat élu en Nouvelle-Calédonie ; élections cantonales de 1982 ; élections municipales de 1983 et profession de foi de M. Albert Pen [29 novembre 1984] (p. 6472) ; attitude des électeurs n'ayant jamais eu à se prononcer sur le problème du statut ; évocation de cette question à l'occasion des élections européennes dans la profession de foi du comité de soutien à la liste conduite par Mme Simone Veil ; liste ayant recueilli plus de 56 p. 100 des suffrages exprimés ; position de M. François Mitterrand en avril 1981 ; engagement du candidat aux élections présidentielles à consulter les populations de Saint-Pierre-et-Miquelon ; mémorandum de l'union intersyndicale C.G.T.-F.O.M. ; communiqué des syndicats Force ouvrière et position de M. André Bergeron ; vocation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; problème d'intégration de ce territoire à la C.E.E. (p. 6473) ; communiqué publié par le président du Conseil général le 11 avril 1984 ; effets négatifs de la suppression de la départementalisation ; arrêt « Hansen » de la Cour de justice des Communautés européennes ; intégration des départements d'outre-mer dans la C.E.E. entraînant l'application du tarif extérieur commun ; dépendance de Saint-Pierre-et-Miquelon vis-à-vis de la zone dollar ; produits d'origine française et européenne ; diversification des activités et des productions ; sortie de la départementalisation pouvant porter un préjudice à la pêche ; attribution des quota en matière de pêche ; suppression des subventions annuelles à la caisse de prévoyance sociale et à l'établissement hospitalier départemental ; coût de la vie dans l'archipel ; prix des transports (p. 6474) ; chute du pouvoir d'achat ; engagement de M. François Mitterrand pour une consultation de l'ensemble de la population ; avant de procéder à une modification de statut ; respect de la parole du Chef de l'Etat ; article 73 de la Constitution ; adaptations aux spécificités de chaque D.O.M. ; impossibilité d'abandonner le statut de département français sans consultation des populations ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; position du Conseil constitutionnel ; respect de la liberté et des lois de la République (p. 6475) ; absence des membres de son groupe à la commission des lois justifiée par un voyage de ceux-ci à Colombey-les-deux-Eglises ; projet de loi sur Mayotte (p. 6476) ; spécificité des D.O.M. (p. 6477) ; rejetée (p. 6479) ; caractère « un peu hâtif » de la départementalisation de 1976 ; bilan de l'action entreprise entre 1976 et 1984 (p. 6480).

JULIEN (Raymond)

Député de la Gironde
(5e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route tanspyrénéenne d'Arette à Isaba (n° 1993) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à l'entretien des bornes et de la frontière (n° 1994) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [18 octobre 1984] (p. 4973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1993) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Espagne** concernant la **modification de la frontière** le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba **(n° 2015)** [12 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1994) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République italienne** relatif à l'**entretien des bornes et de la frontière (n° 2016)** [12 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2374) autorisant la ratification d'un traité modifiant les **traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland** (ensemble un protocole) (n° 2442) [15 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2518) rejeté par le Sénat, autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les **Communautés européennes** en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2521)** [14 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée du proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les **Communautés européennes** en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2537)** [20 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, en deuxième lecture (n° 2533), autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les **Communautés européennes** en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2539)** [20 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi rejeté par le Sénat, en troisième et nouvelle lecture (n° 2546), autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les **Communautés européennes** en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole) **(n° 2547)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba (n° 1993).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessité d'éviter l'entrée de la route dans le territoire français ; construction d'un nouveau tracé de la section frontalière de la route nationale et du chemin départemental de Puigcerda à Llivia [30 mai 1984] (p. 2814-2815).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à l'entretien des bornes et de la frontière (n° 1994).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : mesures d'entretien et de surveillance ; propriété indivise des bornes ; commission mixte de huit membres pour régler les difficultés [30 mai 1984] (p. 2815).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : arguties juridiques ; chronologie des faits depuis le 12 juillet 1984 ; champ d'application de l'article 11 de la Constitution ; modification référendaire de l'article 7 en 1962 [23 août 1984] (p. 4306) ; propositions de loi tendant à élargir le champ de l'article 11 ; attitude de M. Charles Pasqua et du président du Sénat ; sondages ; cacophonie de l'opposition ; légitimité du pouvoir ; rappel des résultats des scrutins de 1962, 1973 et 1978 où la majorité était minoritaire ; volonté des radicaux de gauche de dialoguer (p. 4307).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : renversement historique de la croissance des prélèvements obligatoires ; allégement et simplification de la taxe professionnelle ; réduction des dépenses de l'Etat ; déficit budgétaire ; équilibre de la balance commerciale ; baisse des impôts ; loi sur le développement de l'initiative économique ; aide aux cadres créateurs d'entreprises ; système du *carry back ;* marges de manœuvre de l'Etat [16 octobre 1984] (p. 4817) ; indicateurs économiques de la commission des comptes ; luttre contre l'inflation (p. 4818).

Deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* nécessité d'accroître la productivité des artisans [24 octobre 1984] (p. 5161) ; amélioration de la formation professionnelle ; réforme de l'assiette des cotisations sociales ; conditions de la retraite à soixante ans ; création d'une fondation à l'exportation artisanale (p. 5162).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes, en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : premier cas de retrait d'un pays de la C.E.E. ; position du Gouvernement danois ; importance géographique du Groenland ; économie de ce pays ; pêche ; relations de pêche entre le Groenland et la Communauté ; relations commerciales franco-groenlandaises ; référendum indicatif de 1982 [21 novembre 1984] (p. 6241) ; statut de pays et territoire d'outre-mer ; possibilités de pêche au Groenland ; accord de pêche conclu pour dix ans ; désarmement douanier (p. 6242).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : caractère de précédent du retrait du Groenland de la C.E.E. ; intérêt économique de ce pays ; octroi du statut de pays et territoire d'outre-mer ; intérêts communautaires en matière de pêche [18 décembre 1984] (p. 7074) ; vote favorable à cette convention de tous les groupes (p. 7075).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; adoption par la commission des affaires étrangères du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 1984] (p. 7307).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie française
(1re circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Code du travail de la Polynésie française : nécessité de réformer le code du travail en vigueur en Polynésie et datant de 1952 [2 mai 1984] (p. 2027).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : autonomie du territoire ; statut de 1977 ; absence de remise en cause de l'appartenance à la République française ; promesses électorales du Président de la République ; transfert de la présidence de l'Exécutif à un élu local ; suppression de la tutelle *a priori ;* prérogatives de l'Assemblée territoriale ; attributions de chaque ministre du Gouvernement local ; caractère évolutif du statut ; propos de M. Pierre-Charles Krieg, rapporteur du statut de 1977 ; nécessité d'inclure dans le texte des mesures annexes ; nécessité de porter le nombre des conseillers territoriaux de 30 à 41 [9 mai 1984] (p. 2158-2159) ; incompatibilités ; renouvellement de l'Assemblée territoriale avant la mise en application de ce texte ; possibilité pour l'Assemblée territoriale de créer des commissions d'enquête ; indique que sous réserve de l'adoption de ses amendements, il votera ce texte (p. 2160).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 42 (garantie par la loi du caractère spécifique et évolutif du statut) ; indépendance ; maintien de l'ordre (p. 2168) ; adopté (p. 2169) ; **article 3 :** son amendement n° 2 (suppression du 5e alinéa (4°) de cet article) ; compétence du territoire, par rapport à la loi de 1977, en matière d'exploitation des richesses naturelles maritimes (p. 2170) ; réservé ; son amendement n° 3 (droits de la République en matière des exploitations des ressources naturelles de la zone économique (exclusive) : réservé (p. 2172) ; **article 6 :** son amendement n° 5 (supprimant la désignation du président du Gouvernement parmi les membres de l'Assemblée territoriale) ; Conseil du Gouvernement ; rejeté (p. 2176) ; **article 8 :** son amendement n° 31 (présentation de la liste des ministres à l'Assemblée territoriale) : reservé ; **article 9 :** son amendement n° 6 (substituant aux mots « 21 ans » les mots « 23 ans » à propos de la limite d'âge) ; âge minimum des conseillers du Gouvernement ; adopté (p. 2177) ; **article 25 :** son amendement n° 8 (supprimant la référence aux conditions prévues par la réglementation de la C.E.E.) ; importations ; adopté ; son amendement n° 9 (sort des textes en vigueur antérieurement à l'entrée en application de ce texte) : rejeté (p. 2182) ; **article 31 :** son amendement n° 11 (projets de loi de ratification de conventions internationales traitant de matières ressortissant de la compétence territoriale) : rejeté (p. 2184) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 16 : réservé ; **article 41 :** son amendement n° 21 : (composition de l'Assemblée territoriale) ; doublement de la population du territoire ; nombre de conseillers territoriaux [10 ami 1984] (p. 2201) ; représentation de l'archipel des Iles du Vent ; adopté (p. 2202) ; **article 58 :** son amendement n° 22 (application des délibérations) : retiré ; son amendement n° 23 (suppression du second alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 24 (impossibilité de réduire les compétences antérieures du territoire) : retiré (p. 2209) ; **après l'article 62 :** son amendement n° 25 (demande de création d'une commission d'enquête par l'Assemblée territoriale) : adopté (p. 2211) ; **article 8, précédemment réservé :** son amendement n° 31 (présentation à l'Assemblée territoriale de la liste des ministres dans les cinq jours suivant l'élection du Gouvernement) (p. 2223) ; rejeté ; **article 10, précédemment réservé :** son amende-

ment n° 7 (membre de l'Assemblée des Communautés européennes) (p. 2225) ; proposition de loi de l'actuel vice-président dans ce domaine (p. 2226) ; adopté ; **article 17, précédemment réservé** : son amendement n° 43 (soumission des révocations de ministres à l'Assemblée territoriale) (p. 2227) ; retiré, **après l'article 31, précédemment réservé** : son amendement n° 16 (création et composition du comité paritaire Etat-territoire) ; réforme des institutions ; comité paritaire Etat-territoire (p. 2228) ; retiré (p. 2229) ; **article 3, précédemment réservé** : son amendement n° 2 (supprimant le 4° de cet article) : rejeté (p. 2231) ; son amendement n° 3 (exploitation de la zone économique exclusivement) : retiré (p. 2232).

Commission mixte paritaire, discussion générale : équilibre des pouvoirs entre l'Assemblée territoriale et le président du Gouvernement ; caractère évolutif du statut ; augmentation du nombre des conseillers territoriaux ; création d'une commission paritaire Etat-territoire ; création de commissions d'enquête par l'Assemblée territoriale ; incompatibilité entre les fonctions de membre du Gouvernement du territoire et celles de député européen [31 juillet 1984] (p. 4248) ; démission d'un membre du conseil du gouvernement (p. 4249).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Jean-Marie Daillet : centre d'expérimentation du Pacifique [9 novembre 1984] (p. 5844) ; renouvellement de la convention liant ce centre au territoire de la Polynésie (p. 5845) ;

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Action syndicale chez Citroën : immigration clandestine [3 octobre 1984] (p. 4466) ; attitude d'Akka Ghazi, indique que la France constitue deux circonscriptions électorales du Royaume du Maroc ; souhaite savoir si un homme politique étranger peut organiser la destruction d'une des principales entreprises automobiles françaises (p. 4467).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** ses observations sur divers membres de la majorité : « ce sont des malades mentaux » ; refuse de retirer ses propos [4 février 1984] (p. 582).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : ses observations sur les propos du Premier ministre : « cela suffit ; assez de mensonges » [19 avril 1984] (p. 1834) ; caractère partisan du président de l'Assemblée nationale (p. 1835) ; caractère « inconvenant » de l'attitude de ce dernier (p. 1836).

Ses observations après le rappel au règlement de M. Jacques Toubon : s'adresse à la majorité : « rigolos, dans vingt mois vous ne serez plus là » [18 juin 1984] (p. 3427).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : ses observations sur les propos de M. Laurent Fabius : « vous êtes la honte de la France » [4 décembre 1984] (p. 6616).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan
(2e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426), [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Entreprises de construction, notamment dans le Morbihan : perspectives préoccupantes dans ce secteur ; annulation de 2 milliards de francs de crédits des programmes bâtiment et travaux publics figurant au budget 1984 [16 mai 1984] (p. 2386) ;

— Encadrement du crédit : suppression de l'encadrement du crédit ; problèmes posés par le système de réserves instantanées en fonction des crédits distribués ; « déstabilisation du marché des obligations » [19 décembre 1984] (p. 7216-7217).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* vente sauvage de produits pendant la saison estivale ; insuffisance des contrôles d'hygiène des commerces clandestins [24 octobre 1984] (p. 5166) ;

Mer. — *Discussion générale :* subvention de l'Etat à l'établissement national des invalides ; problème de la retraite à cinquante ans ; instruction demandée par la commission européenne sur les aides accordées par la France au soutien du marché et au carburant ; rôle du F.E.O.G.A. ; accroissement de l'aide au crédit maritime ; mise en place de la société centrale du crédit maritime ; effort de modernisation juridique ; application de l'article R. 213 du code des ports maritimes [31 octobre 1984] (p. 5466) ;

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conséquences de la modification de l'indemnité viagère de départ ; risque de sacrifier l'agrandissement des exploitations à l'installation des jeunes [6 novembre 1984] (p. 5612).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Récente décision gouvernementale sur le synchrotron : raison du choix d'un autre lieu d'implantation que Strasbourg pour le synchrotron [24 octobre 1984] (p. 5130) ;

orales sans débat :

— n° 580, posée le 10 avril 1984 : **logement (construction : Alsace)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **secteur**

du bâtiment en Alsace : situation du logement social dans le département du Bas-Rhin ; sentiment de cette région d'être défavorisée par rapport aux autres régions françaises (p. 1561) ; critères du taux d'urbanisation (p. 1562) ;

— **n° 620,** posée le 9 mai 1984 : **anciens combattants et victimes de guerre (malgré nous)** (p. 2194) ; appelée le 11 mai 1984 : **indemnisation des « malgré nous »** : affaires de la forêt du Mundat et des biens sous séquestre ; manœuvres de certains responsables allemands en vue de retarder le versement d'une indemnisation à cette population (p. 2253) ; entente franco-allemande (p. 2254) ;

— **n° 744,** posée le 4 décembre 1984 : **voirie (ponts : Bas-Rhin)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg** : utilité de cette construction (p. 6795) ; aménagement d'un nouveau complexe routier « Eurofret » ; approbation de l'implantation d'un deuxième pont à la hauteur de Plobsheim ; caractère indispensable de la construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg (p. 6796).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).**

Première lecture, discussion générale : points de satisfaction et points perfectibles de ce texte ; unicité de la politique départementale d'adoption ; recherche de familles ; placements ; tâches du Conseil du département ; clarification du statut des pupilles de l'Etat ; familles d'accueil ; demande d'adoption par une famille ayant déjà établi un lien affectif avec l'enfant ; son vote positif [14 mai 1984] (p. 2302).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* pouvoir de décision des Conseils généraux dans le domaine de l'action sociale et des transports scolaires [5 novembre 1984] (p. 5554) ;

Relations extérieures — affaires européennes — coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* candidature de la ville de Strasbourg pour l'implantation du synchrotron [8 novembre 1984] (p. 5757).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* respect des interdictions de fumer ; lutte contre la drogue dans les établissements scolaires ; action pédagogique du personnel sur ce problème [12 novembre 1984] (p. 5899).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* réévaluation des seuils de rémunérations servant de base de calcul de la taxe sur les salaires [13 novembre 1984] (p. 5975).

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 501) de M. Pascal Clément et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Séguin tendant à compléter la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes (n° 2342) [11 octobre 1984] (p. 4663).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter le **code des communes** ainsi que certaines **dispositions applicables au président du Conseil général (n° 2034)** [12 avril 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

Première lecture, discussion des articles : **article 156 :** modalités des cessions du fait de la suppression de l'article 155 du projet [10 avril 1984] (p. 1369) ;

Son rappel au règlement : levée de la séance à 19 heures [29 novembre 1984] (p. 6494) ; indique que cela ne s'est jamais produit pour convenance du président de séance (p. 6495).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).**

Première lecture, discussion générale : loi de 1971 ; nécessité de mettre fin à cette situation provisoire [29 novembre 1984] (p. 6500) ; justiciables du ressort des tribunaux périphériques ayant recours à des avocats parisiens (p. 6501).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **F.R. 3 Nord-Picardie** : délai de mise en place de cette société [23 mai 1984] (p. 2581-2582) ;

— **Problème charbonnier** : population du Nord-Pas-de-Calais ; supression de 40 000 emplois ; emplois de remplacement ; situation dans la plate-forme de Mazingarbe [17 octobre 1984] (p. 4845).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur.

Discussion générale : questions : conséquences des décisions de nationalisation et de restructuration du secteur des engrais ; stagnation d'activité de certaines unités de production de la C.D.F.-Gesa et Cofaz-Sopag ; approvisionnement en gaz de Socanord et de la plate-forme chimique de Mazingarbe ; avenir de la production nationale des engrais [15 novembre 1984] (p. 6056-6057) ;

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV :** manœuvres dilatoires du R.P.R. ; caractère scandaleux de l'amendement n° 255 de M. Michel Noir demandant l'anéantissement des populations minières ; conséquences d'une réduction des crédits de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie [15 novembre 1984] (p. 6072) ; attitude de la droite à l'encontre des mineurs (p. 6073).

L

LABARRERE (André)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Colette Chaigneau : construction navale :** cas des petits et moyens chantiers ; commande d'une plate-forme off shore dans les ateliers et chantiers du Sud-Ouest ; signature de protocoles financiers avec l'Inde et l'Indonésie [5 avril 1984] (p. 1170) ; G.I.E. dragage-port (p. 1171) ;

— **M. Robert Montdargent : Nicaragua :** blocus de fait au Nicaragua ; condamnation par la France de toute entrave à la liberté de navigation ; consultation avec les pays de la région [11 avril 1984] (p. 1454) ;

— **M. Jean-François Hory : cyclone à Mayotte :** bilan des dégâts causés par le cyclone Kamizy ; organisation des secours [11 avril 1984] (p.1460) ;

— **M. André Bellon : Uruguay :** présence d'un parlementaire R.P.R. à une convention de Causa International liée à la secte Moon ; critique les propos tenus par ce dernier [11 avril 1984] (p. 1461) ;

— **M. Jacques Brunhes : place du spectacle et de l'audiovisuel dans le rayonnement culturel français et protection sociale des artistes et techniciens :** progression du budget de la culture ; création d'un fonds de soutien aux industries de programme ; encouragement de la création originale française [18 avril 1984] (p. 1679) ; protection sociale des artistes et des techniciens ; indemnisation du chômage ; projet de loi ouvrant des droits nouveaux pour les artistes interprètes (p. 1680) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : prise en compte du fait chimique dans le domaine de la défense nationale :** menace constituée par les armes chimiques ; dotation des unités combattantes de matériels de détection, de protection et de décontamination [18 avril 1984] (p. 1680) ; nécessité d'un accord vérifiable d'interdiction de la production des armes chimiques ; interdiction par le protocole de Genève de l'emploi des armes chimiques (p. 1681) ;

— **Mme Ghislaine Toutain : article d'un bulletin R.P.R. de Loir-et-Cher :** idéologie d'extrême-droite contenue dans cet article ; qualifie les membres de l'opposition de « Gobineau du XX^e siècle » [25 avril 1984] (p. 1914) ; hommage à l'école de la République ; souhaite que l'opposition dénonce catégoriquement les affirmations du R.P.R. du Loir-et-Cher (p. 1915).

— **M. Georges Le Baill : Creusot-Loire :** difficultés de Creusot-Loire ; accords passés entre cette entreprise et les groupes sidérurgiques publics ; montant de l'aide de l'Etat ; caractère choquant de la demande de rediscussion des accords passés entre cette entreprise et l'Etat [25 avril 1984] (p. 1915) ;

— **M. Adrien Zeller : T.G.V. Est :** rappelle l'opposition de M. Giscard d'Estaing au projet de T.G.V. Est et de T.G.V. Ouest ; effort du Gouvernement pour promouvoir un programme de grands projets d'infrastructure d'intérêt communautaire ; concertation avec les présidents de régions en vue de la construction de ce T.G.V. [25 avril 1984] (p. 1917) ;

— **M. Jean Briane : industrie du meuble :** identité du taux d'endettement dans ce secteur et dans celui de l'agro-alimentaire ; résultat positif réalisé par les entreprises ; encouragement de la productique ; projet de décret réglementant les conditions de vente vis-à-vis des consommateurs ; rôle du comité de développement de l'industrie française de l'ameublement [25 avril 1984] (p. 1919) ;

— **M. Charles Millon : statistiques sur les origines des officiers et des soldats :** s'étonne de la question imprévue de M. Charles Millon ; référence à un article du R.P.R. affirmant que tous les enfants de familles défavorisées sont des cancres et des débiles [2 mai 1984] (p. 2020) ;

— **M. Louis Odru : complément de rémunération d'un directeur général d'un groupe nationalisé et adhésion des entreprises publiques au C.N.P.F. :** application du régime des conventions collectives aux sociétés industrielles nationalisées ; fixation de la rémunération des présidents des groupes, par le Gouvernement [2 mai 1984] (p. 2021) ;

— **M. Guy Ducoloné : protestation de la Turquie après l'inauguration d'un monument commémorant le génocide arménien :** libre exercice du droit de manifestation ; reconnaissance par la France du génocide arménien de 1915 [2 mai 1984] (p. 2021) ;

— **M. Michel Barnier : position du Gouvernement sur les événements d'Afghanistan :** invasion soviétique dans la région du Panshir ; condamnation de l'intervention de l'U.R.S.S. en Afghanistan ; nécessité d'un règlement négocié [2 mai 1984] (p. 2023) ;

— **M. Michel Coffineau : rémunération des dirigeants d'entreprises nationalisées :** impossibilité pour le Gouvernement d'empêcher le vote de telles rémunérations ; caractère choquant de cette décision [2 mai 1984] (p. 2025) ;

— **M. Alain Richard : Afghanistan :** action diplomatique de la France fondée sur le retrait des troupes étrangères et l'autodétermination des populations [2 mai 1984] (p. 2026) ;

— **M. André Billardon : Creusot-Loire :** concertation entre les actionnaires et les créanciers pour élaborer un plan d'apurement du passif ; situation des sous-traitants et des fournisseurs [16 mai 1984] (p. 2383) ;

— **M. Gilbert Gantier : avenir de l'industrie automobile :** atouts solides de l'industrie automobile française [16 mai 1984] (p. 2387) ;

— **M. Gilbert Gantier : réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures :** excuse l'absence du Premier ministre [30 mai 1984] (p. 2837) ;

— **M. Bernard Derosier : saisie de documents dans les locaux de F.R.3 Lille :** ouverture d'une information pour coups et blessures ; légalité de la saisie ; partie non exploitée du reportage ; absence d'interdiction ; création d'une commission presse-justice [30 mai 1984] (p. 2845) ;

— **M. Alain Rodet : R.V.I. — Contrôle de la police allemande sur les semi-remorques :** enquête en cours ; directive européenne sur la validité réciproque entre les Etats membres des certificats nationaux de conformité [30 mai 1984] (p. 2846) ;

— **M. Jacques Brunhes ; attaques de la droite contre l'école publique :** contribution des départements non touchés par les augmentations des effectifs ; recrutement d'élèves-instituteurs ; effort de solidarité nationale ; préservation des zones rurales ; poussée démographique dans les zones péri-urbaines ; régression dans les zones rurales [6 juin 1984] (p. 2977) ; atteinte à l'école publique (p. 2978) ;

— **M. Marc Lauriol : endettement de l'Etat :** tableaux retraçant l'évolution de l'endettement de l'Etat [6 juin 1984] (p. 2979) ; information du parlement (p. 2980) ;

— **M. Jacques Godfrain : achat d'Airbus par Air Inter :** Airbus A 320 ; remplacement des Mercure et des Caravelle ; protocole d'accord signé le 12 janvier 1984 avec Airbus Industrie ; emprunt Giscard d'Estaing [6 juin 1984] (p. 2981) ;

— **M. Michel Charzat : remise de médaille à un ancien général SS :** incident regrettable ; falsification de l'histoire ; réconciliation franco-allemande [6 juin 1984] (p. 2981-2982) ;

— **M. Joseph Pinard : taxe professionnelle :** mise en place des comités départementaux de modération ; réaménagement de la taxe professionnelle ; allégement de la taxe ; réduction des cotisations ; étalement sur deux ans de l'intégration des équipements nouveaux ; réductions spécifiques pour les artisans et les commerçants ; modification des règles de fixation des taux par les collectivités locales ; péréquation entre collectivités locales [6 juin 1984] (p. 2983) ;

— **M. Georges Labazée : primes attribuées aux fonctionnaires :** action méthodique ; intégration au 1^er janvier 1982 des indemnités dans le traitement ; étude sur les rémunérations annexes des fonctionnaires ; rapport Blanchard ; opération de clarification [6 juin 1984] (p. 2984) ;

— **M. Germain Gengenwin : accident d'avion militaire à Colmar :** rappel des faits ; anomalie de fonctionnement

du réacteur ; enquête technique en cours ; défaut de fonctionnement de la post-combustion ; protection de la zone nucléaire ; système d'autodestruction [6 juin 1984] (p. 2986) ; instruction sur simulateurs (p. 2987) ;

— **M. André Tourné : situation de la viticulture française** : règles d'intervention communautaire [13 juin 1984] (p. 3298) ; création d'un groupe de hauts fonctionnaires pour le secteur vin ; distillation obligatoire ; contrats de stockage à court terme ; prix d'orientation (p. 3299) ;

— **M. Jean Natiez : arrestation de M. Ferreira Aldunate en Uruguay** : déclaration du porte-parole du ministère des relations extérieures ; absence d'informations précises [20 juin 1984] (p. 3504) ;

— **M. Jean-Claude Gaudin : situation politique** : élections pour l'Europe ; vote contre la crise ; recul de tous les Gouvernements en place ; politique de rigueur ; production industrielle ; protection sociale ; hausse des prix ; chômage ; propositions économiques de l'opposition [20 juin 1984] (p. 3507) ; dissolution de l'Assemblée nationale ; anti-parlementarisme ; campagne électorale de M. Le Pen ; défenseurs de la liberté (p. 3508) ;

— **M. Paul Chomat : entreprise Creusot-Loire** : rôle de l'Etat et responsabilités des actionnaires ; rappel de la déclaration de M. Fabius sur la situation de cette entreprise ; problème des salariés du groupe et des sous-traitants [20 juin 1984] (p. 3510) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : grève de la faim de prisonniers en Turquie** : inquiétude du Gouvernement ; condamnation des sévices [20 juin 1984] (p. 3510) ;

— **M. Georges Hage : chômage partiel-total à l'entreprise Massey-Ferguson** : indemnisation de la privation partielle d'emplois ; situations temporaires [20 juin 1984] (p. 3511) ;

— **M. Louis Odru : entreprise Vallourec** : composition du capital de Valexy Vallourec ; négociations entre Usinor et Valexy ; investissements importants [20 juin 1984] (p. 3511) ;

— **M. André Soury : mise en place des contrats emploi-formation** : accroissement du montant des aides financières ; réduction de la durée du travail ; signature de contrats emploi-formation notamment celui liant l'Etat avec la Société coopérative agricole forestière catalane et la Société des bouchons à champagne Sabaté ; accélération de l'expérimentation [27 juin 1984] (p. 3736) ;

— **M. Parfait Jans : situation de l'entreprise Citroën à Nanterre** : difficulté de l'industrie automobile ; examen de ces problèmes par la commission nationale de l'industrie [27 juin 1984] (p. 3737) ;

— **M. Wilfrid Bertile ; événements à la Réunion** : problème de l'harmonisation du régime des bourses de la Réunion avec celui de la métropole et celui des autres départements d'outre-mer ; mesures spécifiques prises en faveur des familles les plus démunies ; concertation entre toutes les parties intéressées pour la continuité du service de la pension et de la demi-pension ; condamnation des troubles portés à l'ordre public [24 octobre 1984] (p. 5135) ;

— **M. Gustave Ansart : situation de la S.E.I.T.A.** : rappel de la situation de la S.E.I.T.A. avant 1981 ; déclenchement d'un mouvement de grève dès la première phase de la négociation [21 novembre 1984] (p. 6223) ; rejet des propositions par les organisations syndicales majoritaires (p. 6224) ;

— **M. Alain Madelin : radios libres** : manipulation de l'opinion par l'opposition ; rappel des réponses des Gouvernements d'avant 1981 face au problème de la communication ; conséquences de la course à la puissance engagée par certaines radios commerciales ; nécessité pour les radios libres respectant les normes de pouvoir émettre [12 décembre 1984] (p. 6851) ;

— **M. Michel Sapin : Boussac Saint-Frères** : rappel des éléments du dossier Boussac Saint-Frères ; accord des pouvoirs publics sur la solution présentée par le groupe Férinel ; garanties données sur le non-démantèlement du groupe [19 décembre 1984] (p. 7228-7229) ;

orales sans dèbat de :

— **M. Germain Gengenwin (n° 627) : aide à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi** : dénonciation unilatérale par le C.N.P.F. de la convention de 1958 ; transfert de la charge du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi sur le régime de solidarité ; montant des aides à la création d'entreprise [18 mai 1984] (p. 2458) ; compétence du préfet pour examiner la viabilité du projet (p. 2459) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (n° 626) : aménagement de la Défense** : composition de l'E.P.A.D. ; caractère d'interêt national de cette opération ; caractère non définitif de ce classement ; exercice par la commune de la totalité des prérogatives reconnues par la loi en matière de planification urbaine [18 mai 1984] (p. 2462) ;

— **M. François Loncle (n° 632) : industrie du disque** : concurrence faite au disque par les nouveaux supports de diffusion ; projet de loi sur les droits voisins des droits d'auteurs ; « plan son » [18 mai 1984] (p. 2466) ;

— **M. Georges Sarre (n° 630) : combustibles nucléaires d'électricité de France** : assemblages combustibles ; politique de diversification menée par E.D.F. ; nécessité de sauvegarder la charge de travail de l'industrie française [18 mai 1984] (p. 2467) ;

— **M. François Loncle (n° 631) : incendies de forêt** : possibilité pour le commissaire de la République de faire appel aux services des départements voisins ou à ceux de l'Etat ; unité d'intervention de la sécurité civile de Nogent-le-Rotrou ; inopportunité de la mise en place des moyens nationaux à titre permanent dans les régions de Bretagne et Haute-Normandie [18 mai 1984] (p. 2468) ;

— **M. Georges Hage (n° 625) ; réforme de l'enseignement supérieur** : rénovation du premier cyle ; refonte du troisième cycle ; adaptation des statuts des établissements ; structure des instances consultatives ; recrutement de jeunes enseignants-chercheurs [18 mai 1984] (p. 2469) ; nécessité de réformer les statuts (p. 2470).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : répond aux rappels au règlement** de MM. Emmanuel Aubert et Pascal Clément : absence de déclaration d'urgence sur ce texte [25 janvier 1984] (p. 57-58) ; **avant l'article 10** : problème de l'examen en quatrième et dernière lecture du texte relatif à la démocratisation du secteur public [2 février 1984] (p. 470) ; **article 15** : attitude provocatrice de M. Jacques Toubon [8 février 1984] (p. 725) ; **article 16** : s'excuse à l'égard de l'Assemblée de son ton « légèrement agacé » (p. 773) ; indépendance des membres de la commission pour la transparence ; référence aux règles d'incompatibilité applicables pour la haute autorité de l'audiovisuel et pour la commission nationale « Informatique et Libertés » (p. 775) ; indépendance de la commission pour la transparence (p. 776) ; refus du Gouvernement de faire siéger au sein de la commission pour la transparence des personnes liées à la communication audiovisuelle ; sa préférence pour le système d'incompatibilité absolue (p. 777) ; délai de viduité ; s'étonne de la proposition de l'opposition permettant aux membres de la commission de définir le régime des incompatibilités qui leur seront applicables (p. 778) ; possibilité pour les membres de la commission d'opposer le secret qui les lie aux autorités judiciaires elles-mêmes (p. 779) ; garantie d'indépendance de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 780) ; **article 20** : présente l'ordre du jour à venir pour l'examen de ce texte ; déroulement des débats parlementaires ; durée de la deuxième partie de la discussion de ce texte ; possibilité de rectifier l'ordre du jour [10 février 1984] (p. 915) ; **article 27 : répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : ses souvenirs personnels en 1967 vis-à-vis de M. Jacques Toubon ; propos contradictoires tenus par ce dernier lors de son rappel au règlement ; problème de la fin de l'examen de ce texte ; impossibilité de terminer cet examen pendant la séance du soir ; responsabilité de l'opposition quant à cette impossibilité ; ses observations sur divers orateurs de l'opposition [11 février 1984] (p. 996) ; gentillesse et courage des députés de la majorité ; **répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien : rappelle qu'un de ses meilleurs amis d'adolescence est Monseigneur Lustiger ; impossibilité de laisser M. Robert-André Vivien attaquer les cardinaux ; rythme du débat (p. 997).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : indique que les propos de celui-ci sont un « sac de menaces » ; recours à la session extraordinaire ; obstruction systématique de l'opposition ; texte du Sénat ; motion de référendum [2 juillet 1984] (p. 3953) ; indique

qu'à la place de certains parlementaires il aurait « un peu honte de jouer les galopins » (p. 3954) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : technique d'obstruction ; élections européennes ; indique que certains parlementaires de l'opposition sont « en fait les alliés de Le Pen » (p. 3962) ; inscription de textes à l'ordre du jour de la session extraordinaire ; propos de M. Alain Madelin selon lesquels ces textes ne seraient pas adoptés pendant cette session (p. 3964) ; motion tendant à recourir au référendum ne pouvant interrompre le débat dans la mesure où elle porte sur un des textes inscrits à l'ordre du jour de cette session ; rappels au règlement, article 58 du Règlement ; rappelle que le score de la liste unie de l'opposition aux élections européennes n'est que de 24 p. 100 des électeurs ; attitude de M. Labbé consistant certainement à jouer « les pères nobles » ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Claude Labbé : attaques de celui-ci à son encontre (p. 3965) ; notion de tolérance (p. 3966) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pascal Clément : menace de licenciement collectif [4 juillet 1984] (p. 4024) ; nombre d'heures de débat en première lecture ; manœuvre d'obstruction ; mise en cause du Sénat (p. 4025).

Après le rejet de la motion de censure : remercie l'Assemblée nationale d'avoir rejeté la motion de censure [10 juillet 1984] (p. 4142).

Troisième lecture. Après le rejet de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé : indique qu'une cinquantaine de députés supplémentaires ont compris que cette loi sur la presse était « une bonne loi » ; motion de censure ne recueillant que 105 voix [10 septembre 1984] (p. 4423).

Quatrième lecture, ses observations après les explications de vote : remercie le personnel de l'Assemblée nationale, les journalistes de la presse parlementaire et l'ensemble des députés de tous les groupes [12 septembre 1984] (p. 4436).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert : existence de la procédure des questions au Gouvernement ; volonté de l'opposition de détourner la procédure et de dévoyer la Constitution [31 janvier 1984] (p. 338).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : comportement de l'opposition dans ce débat [31 janvier 1984] (p. 339).

— **Ses observations** sur les propos de M. Jacques Toubon : insulte de l'industrie de la casserole [31 janvier 1984] (p. 340).

— **Ses observations sur la fixation de l'ordre des travaux :** décision du Gouvernement de ne pas déclarer l'urgence du projet de loi sur la presse ; déclaration de l'opposition de terminer les débats le 8 février [31 janvier 1984] (p. 361) ; anti-parlementarisme (p. 362).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : ordre du jour de la session extraordinaire ; pression exercée par M. Jacques Toubon sur le Président de la République [31 janvier 1984] (p. 362).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : risque de détournement de la Constitution par l'allongement des sessions extraordinaires [31 janvier 1984] (p. 363).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : dégradation de la vie parlementaire ; attaques contre le Président de la République à la fin de la séance du 1er février 1984 ; possibilité de censurer les auteurs de ces attaques ; montée de l'antiparlementarisme [2 février 1984] (p. 446).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : mise en cause du passé de résistant de François Mitterrand ; dégradation du climat parlementaire [2 février 1984] (p. 447).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Raymond Forni : propos de MM. Claude Labbé et Jean-Claude Gaudin au sujet du mode d'examen du texte sur la presse ; montée de l'antiparlementarisme [2 février 1984] (p. 448).

— **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (n° 1731).**

Quatrième lecture, discussion générale : position du Gouvernement [2 février 1984] (p. 471).

— **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).**

Troisième lecture, après le vote sur l'ensemble du texte : exprime le souhait de voir le débat sur la presse reprendre de manière normale [3 février 1984] (p. 506).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé et à M. Pierre Joxe : dangers menaçant les démocraties ; montée de l'extrême droite ; propos de M. Jacques Toubon à l'égard des députés socialistes et communistes ; dépôt abusif d'amendements [8 février 1984] (p. 753) ; nécessité de faire en sorte que le Parlement joue son rôle (p. 754).

— **Modification de l'ordre des travaux :** affaire des fausses factures de Marseille ; arguments de divers membres de l'opposition sur la date de clôture du débat ; rappelle que le Gouvernement n'a pas demandé l'urgence sur ce texte ; élections européennes [11 février 1984] (p. 980).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé (n° 2051).**

Ses observations après le vote négatif de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé : absence totale des députés de l'opposition ; « naufrage » de la motion de censure déposée par celle-ci ; remercie la majorité d'avoir rejeté cette motion [24 mai 1984] (p. 2640).

— **Associe** le Gouvernement à la demande de M. Emmanuel Hamel de marquer une minute de silence pour commémorer le 6 juin 1944 [6 juin 1984] (p. 2987).

— **Ses observations** sur les rappels au règlement de MM. Marc Lauriol et Emmanuel Hamel : importance du 18 juin 1940 ; absence de déclaration de l'urgence des textes sur la presse ; nécessité d'une seconde lecture [12 juin 1984] (p. 3237).

— **Proposition de loi tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 A du code général des impôts (n° 2062).**

Deuxième lecture, discussion générale : dates limites de notification des taux des impôts directs locaux et de vote du budget primitif [13 juin 1984] (p. 3316) ; frais d'assiette ; fixation du taux de ces frais à 2,5 p. 100 ; dispositions budgétaires ; rétrocession aux budgets des départements de la dette de l'Etat en matière d'action sociale et de santé (p. 3317).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement verbal à l'amendement n° 2 de la commission (incluant le dégrèvement et les non-valeurs dans cet amendement) : adopté (p. 3317).

— **Proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités (n° 2040).**

Deuxième lecture, discussion générale ; généralisation de l'application du dispositif de révision ; unité du droit ; amélioration du droit des libéralités ; [13 juin 1984] (p. 3318).

Discussion des articles : **article 1er *ter* :** arrêté interministériel ; accord de l'auteur des libéralités ; modification de l'objet des charges ; mesures d'aliénation des biens donnés ou légués ; périodicité des attributions prévues par les disposants (p. 3320).

— **Ses observations** sur la modification de l'ordre du jour prioritaire ; discussion en dernière lecture du projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de la Martinique et de la Réunion [30 juin 1984] (p. 3930).

— **Motion, adopté par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.**

Discussion : opposition farouche du Sénat aux référendum de 1962 et de 1969 ; extension du champ d'application de l'article 11 au domaine des libertés publiques ; fronde de certains députés de l'opposition, relayés par le Sénat ; mise en péril de la légalité républicaine ; convocation du Parlement en session extraordinaire ; terme de « résistance » [6 juillet 1984]

(p. 4098) ; souhaite le rejet de la motion de référendum (p. 4099) ; respect de la Constitution ; absence de menace d'une liberté (p. 4107).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : ses remerciements après le vote sur cette déclaration [24 juillet 1984] (p. 4177).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Troisième lecture, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert ; rejet de l'offre faite par le Premier ministre à un parlementaire de l'opposition de travailler sur les problèmes de l'insécurité ; nombre de morts dans les forces de l'ordre au cours des années précédentes ; sa critique de l'utilisation par M. Emmanuel Aubert des termes « l'invraisemblable laxisme de notre justice » ; sentiment d'insécurité [31 juillet 1984] (p. 4227).

— Communication du Gouvernement sur la suite des travaux de l'Assemblée : date des prochaines séances [31 juillet 1984] (p. 4246).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Serge Charles : ordre du jour de la session extraordinaire ; manœuvres d'obstruction à l'Assemblée nationale et au Sénat [23 août 1984] (p. 4282).

— Ses observations sur l'aménagement de l'ordre des travaux : report de la séance publique ; projet relatif aux entreprises de presse ; manœuvres de retardement du Sénat [5 septembre 1984] (p. 4342).

— Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Soisson : maîtrise de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement (p. 4342).

— Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales.

Opposition du Gouvernement ; compétence normale de la commission des lois ; manœuvre d'obstruction politicienne [3 octobre 1984] (p. 4482).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* progression des crédits des services généraux ; création de la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté et du comité interministériel de l'informatique et de la bureautique ; missions des services généraux du Premier ministre ; publications de la documentation française [25 octobre 1984] (p. 5188) ; défense de la langue française ; lutte contre l'alcoolisme ; prévention des risques majeurs ; mise en place de plans d'exposition aux risques majeurs prévisibles ; catastrophe d'Arette ; travail d'inventaire sous la direction de M. Haroun Tazieff ; sécurité civile ; délégation aux risques majeurs ; régionalisation de la politique de développement social (p. 5189) ; financement du secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) ; priorité au centre de transmissions gouvernemental ; diminution des effectifs militaires ; programme civil de défense ; augmentation des autorisations de programme affectées à la protection civile ; extension du laboratoire de détection et géophysique de Bruyères-le-Chatel ; opérations de recensement (p. 5190) ; protection des populations ; effort civil de défense ; réforme des structures du secrétariat général ; budget du Conseil économique et social ; accroissement du nombre des conseillers ; conditions de travail des conseillers et des personnels ; budget des journaux officiels (p. 5191) ; passage du « plomb » à la photocomposition ; amélioration du journal officiel ; informatique juridique ; tarifs de vente des journaux officiels ; charges de personnel ; sureffectifs ; suppression de la sous-traitance ; respect des droits du Parlement ; proposition de M. Laurent Fabius de faire venir en discussion une proposition de loi sur l'emprunt Giscard (p. 5192) ; arrêtés d'annulation ; inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour ; répartition des crédits ; différence entre solde prévisionnel de la loi de finances et le solde d'exécution en pourcentage ; déficit budgétaire (p. 5193).

Répond à la question de :

— *M. Yves Lancien :* étude par les P.T.T. d'un durcissement de certains réseaux (p. 5194) ; crédits nécessaires pour les réseaux Rimbaud (p. 5194) ;

— *M. Yves Lancien :* conseils sur la conduite à tenir en cas de crise majeure ; diffusion d'une brochure « savoir pour vivre » (p. 5195) ;

— *M. Jean-François Hory :* dommages causés par le cyclone à Mayotte ; détail des aides ; réparation des dommages subis ; politique de prévention des catastrophes ; recours aux photos du satellite météo ; constructions paracycloniques ; mission d'étude de M. Haroun Tazieff (p. 5197) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* importance des centres interministériels de renseignements administratifs ; nombre d'appels par jour dans ces centres (p. 5197) ; moyens de fonctionnement de ces centres (p. 5198).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon; caractère habituel du remplacement du ministre compétent par un autre membre du Gouvernement lors des débats parlementaires ; son rappel de la décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1984 [7 novembre 1984] (p. 5660-5661).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :*

Répond à la question de :

— *M. Jacques Baumel :* problème de Canal Plus ; création par cette societé privée d'un service nouveau de télévision à péage ; financement par le marché publicitaire du service public de télévision ; extension de Radio Monte-Carlo [7 novembre 1984] (p. 5662) ;

— *M. Jacques Toubon :* limitation dans le temps du privilège de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (p. 5662) ;

— *M. Marc Lauriol :* absence de possibilité d'action directe du Gouvernement sur les chaînes de télévision ; rôle de la haute Autorité de la communication audiovisuelle (p. 5662) ; problème des scènes de violence à la télévision (p. 5663) ;

— *M. Jacques Toubon :* pouvoir de la haute autorité ; conditions de nomination à cet organisme (p. 5663).

Examen des crédits : **Etat B — titre III :** individualisation et identification des crédits de la haute autorité ; absence d'avantages pratiques de leur regroupement (p. 5664) ; caractère inadmissible des propos tenus par M. François d'Aubert et M. Alain Madelin sur la Haute autorité ; autorité morale de cette institution (p. 5665) ; absence de respect des règles de déontologie de la part de MM. Gabriel de Broglie et Jean Autin ; caractère inadmissible des propos tenus par M. François d'Aubert sur la Haute autorité (p. 5666) ; rôle et composition de la commission pour la transparence de la presse ; traitement du président de la commission pour la transparence ; rappel des propos de M. Georges Fillioud sur les membres de cette commission (p. 5667) ; absence du service d'information et de diffusion dans le budget de la communication ; intérêt des travaux d'utilité collective (p. 5668) ; **Etat E — ligne 52 :** caractère inadmissible de l'intervention de M. Alain Madelin qualifiant les français de fraudeurs (p. 5669) ; **article 60 :** pourcentage d'augmentation des crédits de fonctionnement de T.D.F. 1 ; irrecevabilité des amendements concernant la répartition du produit de la redevance ; rappel de l'hommage rendu par M. Alain Madelin au Gouvernement sur le rôle des radios locales privées en faveur du pluralisme ; application des tarifs commerciaux normaux de T.D.F. à Canal Plus (p. 5670) ; son opposition aux amendements n^{os} 179, 186 et 187 de M. François d'Aubert (p. 5671) ; création à Bry-sur-Marne du premier pôle de création d'audiovisuelle d'Europe (p. 5672).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.*

Répond à la question de :

— *M. Pierre Larroque :* simplification des méthodes comptables ; problème du déficit de la balance commerciale dans le secteur horticole ; importance des crédits alloués au F.O.R.M.A. et à l'oniflhor pour l'amélioration des serres ; encouragement à l'organisation des producteurs et à la création de marchés ; aide à la recherche et à la promotion des produits français [7 novembre 1984] (p. 5672).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : situation en Turquie ; volonté du Gouvernement d'empêcher ces crimes tant à l'Ouest qu'à l'Est [25 octobre 1984] (p. 5194).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Didier Julia : respect du suffrage universel et de la démocratie en Nouvelle-Calédonie [20 novembre 1984] (p. 6191).

— **Informe** l'Assemblée d'une modification de l'ordre du jour ; tenue des séances [27 novembre 1984] (p. 6347).

— **Modification de l'ordre du jour** : déclaration sur la situation en Nouvelle-Calédonie [3 décembre 1984] (p. 6541).

— **Modification de l'ordre du jour** : examen des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la montagne [19 décembre 1984] (p. 7216).

— **Projet de loi, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2427).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance de l'information des assurés ; faiblesse des garanties offertes ; transparence des contrats [20 décembre 1984] (p. 7998) ; existence d'une note d'information remise par l'assureur au client potentiel ; délai de renonciation de trente jours au bénéfice de l'assuré ; amélioration des conditions de rachat du contrat ; principe de spécialisation des entreprises d'assurances (p. 7299) ; absence de volonté de réforme de l'actuel système de retraite ; utilité de l'assurance-vie dans la formation de l'épargne ; possibilité pour le parti communiste de soutenir la majorité (p. 7301).

Discussion des articles : **article 1er** : absence d'amélioration du texte du Gouvernement par l'amendement n° 14 de la commission des lois ; possibilité pour l'assuré de différer son acceptation ; importance pour les assureurs de connaître le sort du contrat ; son avis défavorable à l'amendement n° 14 de la commission des lois (p. 7302) ; **article 3** : ses observations sur l'amendement n° 15 de la commission des lois (p. 7303) ; **article 8** : indication d'une erreur de frappe dans l'amendement n° 10 de M. Raymond Douyère (p. 7305) ; **article 9** : ses observations sur l'amendement n° 12 de la commission des finances et les sous-amendements nos 18 et 19 de la commission des lois (p. 7306).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).**

Troisième lecture, discussion générale : donne un avis favorable à l'adoption du texte adopté par l'Assemblée dans la lecture précédente [21 décembre 1984] (p. 7376).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Troisième lecture, discussion générale : attitude de la majorité du Sénat ; indemnisation du congé parental ; souhaite l'adoption du dernier texte voté par l'Assemblée [21 décembre 1984] (p. 7380).

LABAZEE (Georges)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(Ire circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [17 mai 1984] (p. 2451).

Rapporteur du projet de loi relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [17 mai 1984] (p. 2451).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Destrade visant à établir un titre de propriété des communes sur les biens situés à l'intérieur de leurs limites cadastrales, quand ils n'appartiennent pas à des tiers par des titres contraires de droit commun (n° 2154)[21 juin 1984] (p. 3601).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : fonction publique) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1442) de M. Edmond Alphandéry et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les limites d'âge pour l'accès à la fonction publique [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2106) relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2167)** [30 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 2107) relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2168)** [30 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2327)** [23 août 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2327)** [23 août 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositioins restant en discussion du projet de loi organique relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2328)** [23 août 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de

la République, sur le projet de loi (n° 2325) modifié par le Sénat, relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique (n° 2329)** [24 août 1984].

Rapport fait du nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2326) modifié par le Sénat, relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2330)** [24 août 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2331) relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2333)** [29 août 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2333) relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de Cassation (n° 2335)** [5 septembre 1984].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome V : **Premier ministre** : fonction publique **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ententes illicites (firmes productrices d'engrais)** : hausse de prix pénalisant l'agriculture française [11 avril 1984] (p. 1461-1462) ;

— **Primes attribuées aux fonctionnaires** : lutte contre les inégalités ; élaboration d'un rapport [6 juin 1984] (p. 2984) ;

— **Prime aux éleveurs** : rôle des délégués locaux de la F.N.S.E.A. sur ce point ; caractère discriminatoire de la situation ; précisions concernant le dispositif mis en place pour l'octroi de cette prime [19 décembre 1984] (p. 7230) ;

orale sans débat :

— **n° 599**, posée le 24 avril 1984 : **chômage, indemnisation (chômage partiel)** (p. 1906) ; appelée le 27 avril 1984 ; remplacé par Mme Lydie Dupuy : **pratique dite du chômage « partiel total »** (p. 2005).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : Conseil supérieur de l'adoption ; portée du projet de loi ; validité de la décision d'octroi d'une prestation à un an ; politique de l'aide sociale à l'enfance ; problèmes de l'adoption internationale [14 mai 1984] (p. 2303) ; libertés individuelles ; décentralisation ; enfants souhaitant connaître leurs origines familiales ; législation étrangère ; travailleurs sociaux ; souhaite que ce texte reçoive l'accord de l'ensemble de l'Assemblée (p. 2304).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : rôle joué par les mouvements d'éducation populaire ; ligue française de l'enseignement ; amicales laïques ; foyers d'éducation populaire ; rôle de l'école publique [22 mai 1984] (p. 2544).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur : bilan de la politique de rénovation de la fonction publique ; réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite dans le secteur privé ; prises de position de la presse nationale ou régionale ; examen des débats de 1975 [13 juin 1984] (p. 3300) ; rappel des propos de M. Gabriel Péronnet pendant les débats de 1975 ; conditions d'examen de la loi de 1975 ; rappel des dispositions de la loi de 1975 ; désorganisation des institutions intéressées par l'abaissement de l'âge de la retraite ; réalisme financier ; limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat ; aménagement d'une période transitoire ; égalité entre tous les corps de fonctionnaires et les salariés du secteur privé ; cas des fonctionnaires des autres pays d'Europe ; nombre de fonctionnaires mis à la retraite ; cas des membres du Conseil d'Etat, des inspecteurs des finances, des professeurs de l'enseignement supérieur (p. 3301) ; volume des affaires traitées par le Conseil d'Etat et par la Cour des comptes ; opinion des représentants des corps de fonctionnaires et de magistrats intéressés sur la réforme ; droits des fonctionnaires ; coût de la réforme ; répercussions du projet de loi sur le fonctionnement des institutions ; application à l'ensemble des fonctionnaires civils de l'Etat de la limite d'âge à soixante cinq ans ; dérogations et dispositions transitoires ; problème des présidents de chambre de la Cour des comptes et des présidents de section du Conseil d'Etat ; corps d'inspection ; abaissement de la limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur ; énumération des distinctions ouvrant droit à dérogation pour les professeurs de l'enseignement supérieur ; champs d'application du projet de loi ; problème des dirigeants d'entreprises publiques ; mouvement d'abaissement de l'âge de la retraite dans les entreprises du secteur public ; loi sur la démocratisation du secteur public ; cas des sociétés commerciales (p. 3302) ; principe de généralisation du tour extérieur pour les corps d'inspection ; nécessité d'un effort d'organisation ; fonctionnement des institutions ; droits des fonctionnaires et des magistrats touchés par la réforme ; financement du nouveau régime ; limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; application progressive des mesures du projet de loi ; comparaison entre le projet de loi et la loi organique de 1976 ; nombre des magistrats mis à la retraite à la suite de la réforme ; élargissement du « vivier de recrutement » de la Cour de cassation ; problème des pensions des magistrats (p. 3303).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : cas des présidents des grands corps de l'Etat ; son amendement n° 1 (supprimant dans le 2e alinéa de cet article les mots « et des présidents de section ») [13 juin 1984] (p. 3337) ; adopté ; son amendement n° 2 (supprimant dans le 2e alinéa de cet article les mots « des présidents de chambre ») ; nécessité d'éviter des distorsions ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (de suppression) (p. 3338) ; rejeté ; régimes transitoires différents ; professeurs de l'enseignement supérieur ; allongement du « sifflet » ; alignement de la phase transitoire sur la durée la plus longue ; dispositions concernant la Cour des comptes (p. 3339) ; **article 3** : abaissement de l'âge de la retraite pour les professeurs de l'enseignement supérieur (p. 3340) ; ses observations sur l'amendement n° 29 du Gouvernement et sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Soisson (p. 3341) ; **article 4** : conditions d'attribution de l'éméritat ; **article 5** : son amendement n° 4 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires civils, des professeurs de l'enseignement supérieur et des directeurs de recherche) : devenu sans objet (p. 3342) ; **après l'article 5** : fonctionnement des juridictions ; nominations au tour extérieur au cours de la période transitoire ; **article 7** : âge de retraite pour les sociétés nationalisées (p. 3343) ; cas de T.F. 1, F.R. 3, T.D.F. et des autres stations de radios ; **article 8** : possibilité, pour le Gouvernement, de nommer au tour extérieur (p. 3344) ; son amendement n° 5 (supprimant, dans la première phrase de cet article, les mots « par décret en Conseil des ministres ») ; respect de la cohérence des formes pour les nominations au tour extérieur (p. 3345) ; rejeté (p. 3346).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : modification par le Sénat des dispositions concernant la durée des périodes transitoires pour certains corps, la limite d'âge pour les dirigeants d'entreprises publiques, le recrutement au tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle [24 août 1984] (p. 4320-4321).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat) ; adopté (p. 4325) ; **article 5** : son amendement n° 2 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur, des directeurs de recherche et des personnels assimilés) ; fixation au 31 décembre 1987 de la phase de transition ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 3 (limite d'âge des présidents de Conseil d'administration, directeurs généraux, directeurs ou membres de directoire des

sociétés, entreprises et établissements du secteur public) ; abaissement de la limite d'âge de soixante-cinq ans pour les dirigeants des entreprises nationalisées et les établissements contrôlés par l'Etat ; maintien de la limite d'âge à soixante-huit ans pour le vice-président du Conseil d'Etat et le président de la Cour des comptes (p. 4326) ; loi organique relative à la limite d'âge des magistrats ; adopté après modification ; **article 8** : son amendement n° 4 (obligation de prévoir dans les statuts particuliers des corps d'inspection et de contrôle la possibilité de pourvoir aux vacances d'emploi dans le grade d'inspecteur général ou de contrôleur général) ; adopté ; **titre** : son amendement n° 5 (complétant le titre du projet de loi par les mots « et le secteur public ») : adopté (p. 4327).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : phase transitoire ; tour extérieur ; abaissement de la limite d'âge à soixante-cinq ans pour l'ensemble des sociétés nationalisées [29 août 1984] (p. 4334).

Ses observations après les explications de vote : travail de la commission ; désaccord de la commission avec le Gouvernement sur la phase transitoire ; rappel du débat qui s'est déroulé sur un texte analogue en 1975 (p. 4335) ; entretien du Secrétaire d'Etat avec le directeur de l'E.N.A. (p. 4336).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (cas du premier président et du procureur général de la Cour de cassation) ; adopté [14 juin 1984] (p. 3383) ; **article 3** : son amendement n° 2 : devenu sans objet ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 3386).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : dispositions transitoires échelonnant l'entrée en vigueur de la réforme ; maintien en fonction des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation pendant l'année civile au cours de laquelle ils atteignent leur limite d'âge [24 août 1984] (p. 4328).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (fixation de la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation à titre transitoire) ; adopté (p. 4329).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : divergences entre les assemblées ; phase transitoire [5 septembre 1984] (p. 4343).

— Projet de loi finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Fonctions publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis ; effort de modernisation de la fonction publique ; cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions ; rénovation des méthodes et des techniques ; évolution du parc français des ordinateurs par rapport à celui de la République fédérale allemande ; retard en matière de bureautique et de télématique ; nécessité de former des fonctionnaires aux techniques de la communication et de la négociation ; insertion des I.R.A. dans la mise en œuvre de la décentralisation ; mesures de simplifications administratives ; politique statutaire ; tassement des effectifs ; développement de la gestion prévisionnelle ; actions en faveur des instituteurs, des infirmiers et des bas salaires [25 octobre 1984] (p. 5203) ; absence de réponses aux questionnaires ; rationalisation des corps et des structures de la fonction publique ; obligation pour le Gouvernement de présenter un rapport annexe à la loi de finances portant sur l'ensemble des rémunérations versées aux agents de l'Etat (p. 5204).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale ; questions :* déconcentration des crédits dans le cadre des contrats de Plan ; retards dans l'instruction des dossiers [24 octobre 1914] (p. 5168).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale ; questions :* conséquences du décret du 8 août 1984 relatif aux conditions d'attribution de la dotation aux jeunes agriculteurs sur le budget de formation professionnelle des établissements publics régionaux [6 novembre 1984] (p. 5614-5615).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
R.P.R.

Président du groupe R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Président de ce groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Proposition de loi d'orientation relative à l'organisation de la **police nationale (n° 1975)** [2 février 1984].

Proposition de loi tendant à abroger les articles 1er, 2, 3, 5 et 6 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux **retenues pour absence de service fait** par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics **(n° 2191)** [14 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XVIII : **urbanisme, logement et transports** : aviation civile et météorologie **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la situation de **l'industrie automobile française (n° 2412)** [7 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Multiplication des victimes au sein de la police et maintien de la sécurité : inversion du sens de certaines valeurs accordant davantage d'intérêt à l'agresseur qu'à la victime ; concurrence entre la police et la gendarmerie [16 mai 1984] (p. 2380, 2381).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 : son rappel au règlement** : tenue des sessions extraordinaires ; ordre du jour de la présente session extraordinaire ; sujets préoccupant l'opinion publique ; atmosphère d'irréalisme du débat [31 janvier 1984] (p. 355).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : ses rappels au règlement** : multiplication des sessions extraordinaires ; souhaite le retrait de divers projets de loi [2 juillet 1984] (p. 3955) ; IVe République ; indique que les socialistes ont peur du peuple (p. 3956) ; résistance du parti communiste français ; attitude de M. Gabriel Péri au moment de l'accord germano-soviétique ; terme « putschistes » employé par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3960) ; critique adressée à M. Michel Sapin, présidant la séance, par M. André Labarrère (p. 3965) ; **son rappel au règlement** : demande l'application du quorum pour le scrutin public sur l'amendement n° 95 de M. Jacques Toubon [3 juillet 1984] (p. 3988) ; **article 1er : son rappel au règlement** : utilisation éventuelle de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; comportement du président et du Gouvernement [5 juillet 1984] (p. 4083).

Son rappel au règlement : rappel au respect du règlement ; réunion du Bureau pour invoquer des faits en l'absence du président de séance ; prononcé de la censure en l'absence de rappel à l'ordre ; immunité parlementaire ; propos relatifs à la Résistance [8 février 1984] (p. 751) ; son souhait de voir un changement de climat à l'Assemblée nationale ; respect de la fonction et de la personne de M. François Mitterrand (p. 752).

Répond à M. Pierre Joxe : nécessité d'un changement de climat ; règle de la séparation des pouvoirs ; caractère secret et privé de la conférence des présidents (p. 754) ; confirme qu'il a demandé à MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy de quitter leur poste ; attitude intolérante de la majorité [8 février 1984] (p. 755).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : caractère mondial de la crise ; irresponsabilité ; confiance ; attitude de l'opposition ; départ des ministres communistes représentant « la grande illusion » ; absence de changement de ces derniers [19 avril 1984] (p. 1822) ; problème du changement des socialistes ; « chemin de crête » représenté par le record du chômage ; politique industrielle ; rôle des entreprises ; destruction des organes de presse ; démantèlement de l'enseignement privé (p. 1823) ; attitude des communistes ; impérialisme soviétique ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1824).

Son rappel au règlement : existence pour le président d'un dispositif permettant de hausser ou de baisser le son ; indique que M. Le Premier ministre pourra se faire entendre parce qu'on lui donnera du son « et il en a besoin » [24 mai 1984] (p. 2606).

Son rappel au règlement : habitude de faire siéger l'Assemblée tous les lundis ; tentative d'effacer la mémoire du Général de Gaulle ; importance de l'appel du 18 juin 1940 ; élection européenne [18 juin 1984] (p. 3423, 3424).

Son rappel au règlement : difficultés rencontrées par une équipe de télévision appartenant à T.F.1 pour entrer dans l'Assemblée nationale ; circulation dans le Palais-Bourbon ; [19 juin 1984] (p. 3478).

Son rappel au règlement : demande de suspension de séance ; constate que M. Georges Fillioud s'est exprimé après cette demande [19 juin 1984] (p. 3480).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : parti socialiste [24 juillet 1984] (p. 4153) ; volontés stratégiques de l'Elysée ; référendum ; projet Savary ; usages de la V^e^ République ; héritage ; jeunesse ; rappel du passé de M. Laurent Fabius ; composition du Gouvernement ; problème posé par le parti communiste ; grèves ; choix Atlantique ; engagements budgétaires ; « monsieur 20 p. 100 » (p. 4154) ; choix du Président de la République ; personnalisation du pouvoir ; modernisation et rassemblement ; nationalisations ; interventions de l'Etat ; dirigeants d'entreprise ; manœuvre politicienne ; division des Français ; refus de la confiance ; thème des libertés ; fixation d'un certain nombre de rendez-vous, notamment sur la liberté de l'enseignement, la loi sur la presse, la loi de finances et le mode de scrutin (p. 4155) ; climat de l'Assemblée nationale ; débats parlementaires ; composition du Gouvernement ; projet de référendum ; renouvellement de l'Assemblée nationale ; dissolution de cette Assemblée ; responsabilité de M. François Mitterrand ; absence de confiance en la majorité actuelle (p. 4156).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : convocation insolite du Parlement ; manœuvre de la majorité ; échec du Gouvernement et du Président de la République devant le Sénat ; remise en cause de la légitimité de la haute Assemblée [23 août 1984] (p. 4291) ; importance de ce désaveu ; interprétation de l'article 89 de la Constitution ; nécessité de retirer le projet de loi ; responsabilité du Président de la République ; machination ; formule du référendum sur le référendum ; référendum-plébiscite ; Corse ; diversion ; différence entre la conception plébiscitaire de M. François Mitterrand et l'engagement personnel du Général de Gaulle ; vérité des sondages (p. 4292) ; capacité de la majorité à restreindre les libertés notamment par des nationalisations abusives, le renforcement de la lutte des classes, l'absence de rigueur dans la protection des personnes ; son refus d'être interrompu par M. Raymond Forni ; rappel des déclarations de M. Laurent Fabius (p. 4293) ; remise en cause de la majorité parlementaire ; banalisation de la procédure de référendum ; responsabilité de la majorité dans la dégradation des structures de l'édifice républicain ; détournement de la Constitution ; querelle institutionnelle ; élections européennes ; manifestation du 24 juin ; loi Savary ; objectifs du pouvoir ; baisse du niveau de vie ; manœuvres politiciennes ; nécessité d'arrêter le débat (p. 4294).

Son rappel au règlement : organisation d'une émission dite droit de réponse ; mensonge de M. Fillioud, secrétaire d'Etat ; opération de propagande du Premier ministre, devenu producteur de T.F.1 ; absence de délibération des présidents de groupe [17 octobre 1984] (p. 4856).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **son rappel au règlement** : comportement de M. Henri Emmanuelli ; amendement n° 222 du Gouvernement portant une atteinte aux droits des épargnants ; manquement à la parole donnée ; position de M. Henri Emmanuelli le 21 octobre 1983 ; souhaite la présence de M. Laurent Fabius dans l'hémicycle et indique qu'il opposera à tout scrutin une demande de quorum, si celui-ci n'est pas présent [18 octobre 1984] (p. 4956) ; demande l'application du quorum en vertu de l'article 61, alinéa 2, du Règlement ; regrette l'absence de M. Laurent Fabius ; hypothèse « grotesque » selon laquelle cette mesure permet de donner un gage aux communistes (p. 4958) ; rappelle qu'il compte demander la vérification du quorum ; position du Gouvernement et du parti communiste (p. 4963) ; volonté du Gouvernement de faire passer « à la sauvette » n'importe quelle mesure ; absence du Premier ministre en dépit de son jeune âge et présence de députés plus âgés ; dialogue avec les députés ; **demande le quorum** sur l'amendement n° 222 du Gouvernement (p. 4964).

Son rappel au règlement : son souhait que la présidence soit assurée dans de bonnes conditions même lorsqu'elle est assumée par le président de l'Assemblée lui-même ; valeur de la signature du Premier ministre [19 octobre 1984] (p. 4979).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : projet de budget de l'aviation civile ; nécessité d'améliorer la coordination entre les différents départements ministériels ; entretiens franco-allemands ; succès de la technologie française ; position majoritaire de la commission favorable à l'adoption de ce budget [30 octobre 1984] (p. 5432) ; indique qu'il applaudit les succès de la compagnie Air France ; réussite d'une bonne nationalisation ; présente le monopole d'Air France comme une « excellente chose » (p. 5433).

Son rappel au règlement : climat d'aggravation de la criminalité et de l'insécurité ; ouverture d'une campagne anti-droite ; volonté du Premier ministre de faire une communication du Gouvernement pendant la séance des questions ; sa demande d'une minute de silence à la mémoire des policiers et gendarmes tués en service commandé [14 novembre 1984] (p. 6020).

Son fait personnel : absence d'approbation par la droite de l'apartheid en Afrique du Sud ; définition de l'apartheid [19 décembre 1984] (p. 7232) ; problème du double collège en Nouvelle-Calédonie ; éventualité de votes séparés ; sa lutte anti-raciste (p. 7233).

LABORDE (Jean)

Député du Gers
(1^re^ circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1^er^ avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).

Première lecture, discussion générale : rôle des infirmiers et des infirmières ; complexité croissante de leurs tâches [15 mai 1984] (p. 2329, 2330).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).**

Première lecture, discussion générale : inconvénients et avantages des vaccinations ; caractère obligatoire d'une vaccination ; cas de la vaccination antitétanique [15 mai 1984] (p. 2333).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : installation des jeunes en agriculture ; motivation de ceux-ci ; fonction écologique de l'agriculture ; exode rural ; enseignement agricole devant préparer à de nombreuses professions rattachées à l'agriculture [4 juin 1984] (p. 2891).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conséquences des mesures prises pour réduire la production laitière ; résultats de la politique d'encouragement à l'installation des jeunes [6 novembre 1984] (p. 5615) ; avenir des régions défavorisées (p. 5616).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* bilan de la politique en faveur des personnes âgées ; maintien à domicile de ces personnes ; rôle de l'aide ménagère ; efforts en faveur de la rénovation des hospices et de l'accueil en maison de retraite ; différences entre les régimes de prise en charge [13 novembre 1984] (p. 5965-5966).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).**

Première lecture, discussion générale : rôle de formation des hommes et rôle financier du crédit maritime mutuel ; développement de la coopération maritime [6 juin 1984] (p. 3015) ; promotion des jeunes « patrons pêcheurs » ; mise en place d'un réseau de coopératives de gestion, d'armement des navires, de mareyage et d'organisation de producteurs ; bilan des caisses régionales ; clarification des relations entre le crédit coopératif et le crédit maritime ; création d'une société centrale ; organisation nationale propre au crédit maritime mutuel ; autonomie des établissements de crédit maritime mutuel ; encadrement du crédit maritime ; extension des guichets dans les ports de pêche (p. 3016).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; décentralisation [22 juin 1984] (p. 3695).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (n° 2206)**

Première lecture, discussion générale : création des conditions d'application du décret du 5 juin 1984 portant création de l'I.F.R.E.M.E.R. ; problème concernant directement plus de 1 200 chercheurs ; établissement public à caractère industriel et commercial ; décentralisation ; région de Languedoc-Roussillon ; son jugement positif à l'égard du texte et de l'amendement de M. Philippe Bassinet ; développement de la profession halieutique [26 juin 1984] (p. 3707).

Discussion des articles : **article 4 :** station de l'institut scientifique et technique des pêche maritimes située dans sa circonscription (p. 3709).

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : problème de conscience ; sondages d'opinion ; rappel de la genèse du projet de loi ; raison du refus du référendum par l'opposition ; absence de cohérence de la minorité ; légitimité du Gouvernement ; citation des déclarations des leaders de l'opposition, notamment de MM. Alain Peyrefitte, Charles Pasqua, Claude Labbé et Michel Debré ; comportement négatif de l'opposition ; redressement de la France [23 août 1984] (p. 4303) ; possibilité de rassembler les Français par ce référendum (p. 4304).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. *Discussion générale : questions :* problème des accidents de mer ; protection des richesses du golfe du Lion [31 octobre 1984] (p. 5491).

LA COMBE (René)

Député du Maine-et-Loire
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (environnement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VIII : **environnement (n° 2370)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Multiplication des relations des pays occidentaux avec la Pologne :** visites de responsables occidentaux en Pologne [7 novembre 1984] (p. 5651) ; reprise des contacts entre la Pologne et la France (p. 5652).

orales sans débat :

— **n° 589,** posée le 18 avril 1984 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 1808) ;

— **n° 733,** posée le 29 novembre 1984 : **enseignement (politique de l'éducation)** (p. 6520) ; appelée le 7 décembre 1984 : **formation scolaire :** problème de « l'illettrisme » ; médiocrité de la connaissance de la géographie et de l'histoire ; niveau de culture générale ; conséquences de la suppression des notations et de l'évaluation des progrès (p. 6793) ; degré d'instruction des enfants de la génération d'après 1968 (p. 6794).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : territoire de 150 000 habitants ; multiplication des institutions pour ce territoire ; statut du territoire ; émancipation ; problème de la légitimité du peuple kanak ; choix ouverts par l'autodétermination ; déclaration de Nainville-les-Roches ; son opposition à l'Assemblée des pays et au Conseil des pays ; souhaite l'officialisation par une loi du collège des clans et du Conseil des grands chefs ; existence de quatre modes de scrutin différents pour les divers organes institutionnels du territoire prévus par ce texte ; intérêt électoral des indépendantistes minoritaires ; mépris pour la population de Nouvelle-Calédonie [28 mai 1984] (p. 2723, 2724) ; offices créés par les ordonnances de 1982 ; rééquilibrage ethnique à l'intérieur de l'administration territoriale ; se déclare favorable à un statut de large décentralisation administrative ; élection du Conseil de Gouvernement ; réforme électorale ; représentation avantageuse pour les communes rurales ; déséquilibre entre le sud et les autres régions ; choix de la représentation proportionnelle ; problème de l'équité électorale ; formes du scrutin ; système de la répartition des sièges selon le plus fort reste ; recul électoral constant de l'union calédonienne et des extrémistes ; souhait des Mélanésiens d'une société pluri-ethnique paisible (p. 2725) ; avis de la majorité de la population (p. 2726).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (suppression de la référence à la déclaration de Nainville-les-Roches) ; union calédonienne [28 mai 1984] (p. 2735) : rejeté (p. 2737) ; réunion de Nainville-les-Roches ; comité Etat-territoire ; accord entre le Gouvernement et le Front indépendantiste (p. 2740) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (de suppression) ; problème de la représentativité de l'association des grands chefs présents à Nainville-les-Roches : rejeté (p. 2748) ; problème de la suppression du mot « Kaponé » (p. 2749) ; **article 5 :** son amendement n° 4 (supprimant la compétence de l'Etat sur l'office culturel, l'aménagement foncier et le développement économique) : rejeté (p. 2750) ; **article 6 :** son amendement n° 5 (énumérant les institutions du territoire) ; création d'une Assemblée coutumière et de Conseils de pays ; Chambre coutumière ; rejeté (p. 2752) ; **article 7 :** son amendement n° 6 (composition du Gouvernement du territoire) ; souhaite que ce Conseil comprenne 7 membres ; rejeté (p. 2753) ; **article 8 :** son amendement n° 7 : devenu sans objet ; **article 9 :** son amendement n° 8 (supprimant la référence au président de l'Assemblée des pays) : devenu sans objet (p. 2755) ; **article 11 :** son amendement n° 9 (cas des membres du Conseil de Gouvernement d'un T.O.M.) : devenu sans objet (p. 2756) ; **article 17 :** son amendement n° 10 (notification sans délai de la démission du Gouvernement au haut-commissaire) : devenu sans objet ; **article 18 :** son amendement n° 11 (supprimant la référence au président de l'Assemblée des pays dans cet article) : devenu sans objet (p. 2758) ; **article 20 :** son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 2759) ; **article 68 :** son amendement n° 15 (de suppression) : non soutenu [29 mai 1984] (p. 2776) ; **article 69 :** son amendement n° 16 (de suppression) ; importante proportion de Mélanésiens opposés au statut et au départ de la France (p. 2777) : devenu sans objet ; **articles 70, 71, 72 et 73 :** ses amendements n° 17, n° 18, n° 19 et n° 20 (suppression de ces articles) : devenus sans objet ; **article 74 :** son amendement n° 21 (suppression de cet article) : devenu sans objet ; loi-cadre « Defferre » de 1957 (p. 2778) ; **articles 75, 76, 77 et 78 :** ses amendements n° 22, n° 23, n° 24 et n° 25 (de suppression) : devenus sans objet (p. 2779) ; **articles 79 et 80 :** ses amendements n° 26 et n° 27 (de suppression) : devenus sans objet (p. 2780) ; **articles 81, 82, 83, 84 et 85 :** ses amendements n° 28, n° 29, n° 30, n° 31 et n° 32 (de suppression) : devenus sans objet (p. 2781) ; **article 86 :** son amendement n° 33 (de suppression) : devenu sans objet ; **avant l'article 87 :** son amendement n° 34 (comité économique et social) ; propose de remplacer le comité d'expansion par ce comité ; rejeté ; **article 87 :** son amendement n° 35 (composition du comité économique et social) (p. 2782) : devenu sans objet ; **après l'article 87 :** son amendement n° 36 (conditions pour être membre de ce comité) ; son amendement n° 37 (règles de fonctionnement) ; son amendement n° 38 (modalités de réunion du comité) ; son amendement n° 39 (fonctionnement du comité) : devenus sans objet ; **article 88 :** son amendement n° 40 (comité économique et social) : devenu sans objet ; son amendement n° 41 (supprimant la référence à l'Assemblée des pays à la fin de cet article) : devenu sans objet (p. 2783) ; **article 89 :** son amendement n° 42 (comité économique et social) : devenu sans objet (p. 2784) ; **articles 92 et 93 :** ses amendements n° 43 et n° 44 (de suppression) : devenus sans objet ; **article 94 :** son amendement n° 45 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 2785) ; **article 95 :** son amendement n° 46 (supprimant la référence à l'Assemblée des pays) : devenu sans objet (p. 2789) ; **article 99 :** son amendement n° 47 (limitant les dépôts de motion de censure à une seule par session) ; projet prévoyant quatre motions de censure par an ; adopté (p. 2787) ; **avant l'article 102, article 102 :** ses amendements n° 49 et n° 50 (de suppression) : devenus sans objet (p. 2788) ; **article 125 :** son amendement n° 157 (suppression du second alinéa de cet article) (p. 2793) ; rejeté (p. 2794) ; **article 131 :** amendement n° 159 (de suppression) : recrutement politique des fonctionnaires ; recrutement d'élus ou de syndicalistes ; rejeté (p. 2795).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « dans la ligne de la déclaration du Gouvernement à Nainville-les-Roches en date du 12 juillet 1984 ») : rejeté ; son amendement n° 62 (supprimant le 2e alinéa de cet article) [25 juillet 1984] (p. 4193) ; rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 63 (substituant à la fin du 2e alinéa de cet article au mot « interne », les mots « administrative, économique et financière ») : rejeté ; son amendement n° 2 (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 4194) ; retiré ; **article 3 :** son amendement n° 3 (de suppression) : rejeté (p. 4195) ; **article 5 :** son amendement n° 4 (supprimant les références aux ordonnances n° 82-878, n° 82-979, n° 82-880 et n° 82-1115 contenues dans le 12e alinéa, 11°, de cet article) : rejeté ; son amendement n° 64 (transfert au territoire de l'enseignement du second cycle) : rejeté ; **article 6 :** son amendement n° 5 (composition des institutions du territoire) (p. 4196) ; rejeté ; **article 7 :** son amendement n° 6 (composition du Gouvernement du territoire) : rejeté ; **article 8 :** son amendement n° 65 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « pas ses membres » les mots « ou hors de son sein ») : rejeté ; **article 9 :** son amendement n° 7 (supprimant à la fin de cet article les mots « et au président de l'Assemblée des pays ») : devenu sans objet (p. 4197) ; **article 11 :** son amendement n° 8 (substituant à la fin du 2e alinéa de cet article aux mots « de membre d'un Conseil de Gouvernement d'un territoire d'outre-mer ou de membre de l'Assemblée des pays », les mots « ou de membre d'un Conseil de Gouvernement d'un territoire d'outre-mer ») : devenu sans objet ; **article 17 :** son amendement n° 9 (rédigeant ainsi la dernière phrase de cet article « et en informe sans délai le haut-commissaire ») : devenu sans objet (p. 4198) ; **article 18 :** son amendement n° 10 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « le président de l'Assemblée des pays ») : devenu sans objet (p. 4199) ; **article 27 :** son amendement n° 66 (fixation par le Conseil des ministres du territoire des statuts particuliers des corps territoriaux de fonctionnaires) : devenu sans objet (p. 4200) ; **article 33 :** son amendement n° 11 (supprimant à la fin de l'avant-dernier alinéa 8° de cet article les mots « et nomination par le Gouvernement de la République des chefs de subdivision ») : rejeté (p. 4201) ; **article 62 :** son amendement n° 69 (tarifs et modalités de perception des amendes forfaitaires) ; code de la route métropolitain ; perception au titre des recettes de fonctionnement du produit des amendes par les communes ; adopté après rectification (p. 4204) ; **après l'article 64 *bis* :** son amendement n° 67 (compétences de l'Assemblée territoriale pour fixer les dispositions du statut général des fonctionnaires territoriaux) : rejeté ; **article 68 :** son amendement n° 12 (de suppression) : devenu sans objet ; **article 69 :** son amendement n° 13 (de suppression) (p. 4205) : devenu sans objet ; **articles 70 à 86 :** ses amendements n° 14 à n° 30 (de suppression) : retirés (p. 4206) ; **avant l'article 87 :** son amendement n° 31 (rédigeant ainsi l'intitulé du chapitre IV : « du comité économique et social ») : devenu sans objet ; **article 87 :** son amendement n° 32 (composition et nombre de membres du comité économique et social) (p. 4207) ; rejeté ; **après l'article 87 :** son amendement n° 33 (nationalité des membres du Conseil économique et social) : retiré ; son amendement n° 34 (fixation par le Gouvernement du territoire du nombre des membres du comité économique et social et de ses règles de fonctionnement) : devenu sans objet ; son amendement n° 35 (siège du comité économique et social) : retiré ; son amendement n° 36 (fonctionnement du comité économique et social) : devenu sans objet ; **article 88 :** son amendement n° 37 (substituant

aux mots « le comité d'expansion économique », les mots « le comité économique et social ») : devenu sans objet ; son amendement n° 38 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « l'Assemblée territoriale ou l'Assemblée des pays » les mots « ou l'Assemblée territoriale ») : devenu sans objet (p. 4208) ; **article 89** : son amendement n° 39 (insérant après les mots « les membres de l'Assemblée » les mots « soit d'avis émis par le comité économique et social dans les conditions prévues à l'article 88 ») : devenu sans objet ; **article 92** : son amendement n° 40 (de suppression) : devenu sans objet ; **article 93** : son amendement n° 41 (de suppression) : devenu sans objet ; **article 94** : son amendement n° 42 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4209) ; **article 124** : son amendement n° 68 (de suppression) (p. 4212) ; rejeté ; **article 125** : son amendement n° 55 (supprimant les deux premiers alinéas de cet article) : rejeté ; son amendement n° 56 (supprimant dans le 3e alinéa de cet article les mots « dans le territoire ») : rejeté (p. 4213) ; **article 131** : son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 4215).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (de suppression) ; répartition du nombre des conseillers territoriaux ; rejeté [29 mai 1984] (p. 2802) ; **article 2** : son amendement n° 2 (nombre de conseillers à élire) : rejeté ; **article 3** : son amendement n° 3 (substituant au système du plus fort reste le système de la plus forte moyenne) ; répartition des sièges à la représentation proportionnelle ; attribution des sièges restants à plus forte moyenne ; lutte contre une dispersion excessive des voix ; élections à l'Assemblée européenne ; élections municipales (p. 2804) ; rejeté ; son amendement n° 4 (fixant à 5 p. 100 des voix le seuil minimal pour participer à la répartition des sièges ; propose ce seuil à la place du seuil de 2 p. 100 ; nécessité de ne pas disperser le nombre de sièges ; rejeté ; son amendement n° 5 : devenu sans objet (p. 2805).

Explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. ; texte tendant à favoriser la minorité au détriment de la majorité (p. 2807).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1996) autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des **armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines** et sur leur destruction **(n° 2114)** [17 mai 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome IX : **défense (n° 2367)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessité d'adhérer pour agir dans le cadre de la convention ; dangers provoqués par les armes bactériologiques, biologiques, les toxines et les armes chimiques ; protocole de Genève de 1925 ; nécessité de régler le problème de l'adjonction des armes chimiques [30 mai 1984] (p. 2816) ; renforcement des mesures de contrôle des exportations de produits chimiques décidées par la Communauté économique européenne (p. 2817).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Lucien Pignon [8 novembre 1984] (p. 5755) ; politique de la France à l'égard des deux Corées ; possibilité de nouer des relations diplomatiques avec la Corée du Nord ; possibilité de jouer un rôle pour l'amélioration des relations entre les deux Corées (p. 5762).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* relance de l'Union de l'Europe Occidentale [9 novembre 1984] (p. 5806) ; politique de sécurité européenne ; incompatibilité de la politique menée par la France avec le projet de traité d'union européenne de M. Spinelli (p. 5807).

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignements privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Président de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (intérieur et décentralisation) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443) [22 novembre 1984] (p. 6314).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 20 : **intérieur et décentralisation (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à l'exception d'irrecevabilité** soulevée par M. Alain Madelin et soutenue par M. Jacques Barrot : indique qu'il est hostile au monopole et qu'il est pour la liberté de l'enseignement ; préservation des privilèges constituant une des raisons d'être de la droite ; ouverture de l'école à tous [21 mai 1984] (p. 2491) ; liberté de l'enseignement ; droits de l'enfant ; école ne devant en aucun cas cultiver des particularismes ; indique que l'école doit absolument se garder de se livrer sur l'esprit des enfants à un « quelconque endoctrinement confessionnel, politique ou autre » ; garantie du respect des élèves ; indépendance scientifique des maîtres ; respect du principe de l'unité et de

l'indivisibilité de la République ; droit des parents de donner à leurs enfants, notamment en matière religieuse, l'éducation de leur choix ; cas de l'implantation d'une secte dans le département dont il est président du Conseil général ; annihilation de toute liberté des enfants ; démantèlement du service public de l'enseignement (p. 2492) ; droits propres de l'enfant ; retrait de la garde de leurs enfants à des parents défaillants ; situation de l'école au Liban ; liberté des parents, erreur du pluralisme par la ségrégation ; intervention de la puissance publique apparaissant « seule capable de garantir à chaque enfant l'enseignement complet et adopté auquel il a droit » ; conception élitiste de l'enseignement reposant sur la sélection par l'échec (p. 2493) ; laïcité ; neutralité ; principes du respect des enfants à l'enseignement de la tolérance ; corps enseignant du secteur public ; instabilité du poste du ministre de l'éducation nationale ; multiplication des réformes de l'éducation ; école laïque demeurant le choix fondamental de 83 p. 100 des élèves ; indique que seule la laïcité permet le pluralisme dans l'unité ; confrontation des opinions (p. 2494) ; position de l'abbé Lemire en matière de contrôle ; impossibilité d'un financement public sans contrôle public ; caractères du projet ; suppression des privilèges exorbitants de l'école privée en matière de carte des enseignements et de création des postes ; décentralisation ; rapprochement des éléments du système national d'enseignement ; ne pense pas que le projet contribue au rapprochement et à l'unification progressive du système éducatif ; graves conséquences du projet : institutionnalisation du dualisme scolaire ; nécessité pour que ce texte soit acceptable d'être amélioré ; amendements déposés en commission spéciale ; notion de concours au service public de l'enseignement ; conditions d'attribution de postes d'enseignants payés aux écoles privées ; contraintes particulières du service public ; lien entre l'obligation de financement et le respect de diverses conditions ; suppression de tout risque de contrainte en matière de financement des classes maternelles privées ; possibilité pour les enseignants du privé d'opter librement pour une titularisation ; obligation de financement des communes dans la mesure où l'enseignement est assuré par une majorité de maîtres titulaires (p. 2495) ; nécessité de créer les conditions d'une avancée « significative » vers l'unification des systèmes d'enseignement ; choix de l'école ; liberté ; responsabilité des collectivités territoriales ; choix de la laïcité (p. 2496).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé :

Indique que selon la loi de décentralisation seules les dépenses expressément prévues par la loi sont obligatoires pour les communes ; dépenses prévues par décret ; texte reconnaissant une obligation de financement des communes aux écoles privées [24 mai 1984] (p. 2611).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé.

Discussion : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Foyer : rôle du Sénat ; manœuvre de retardement ; danger du processus [6 juillet 1984] (p. 4099).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : correction des situations injustes dans la gestion des corps de la police nationale ; problèmes de la formation des policiers ; gestion des collectivités locales en 1985 [5 novembre 1984] (p. 5523) ; montant, mécanismes et aménagement de la dotation globale de fonctionnement ; initiatives concernant la réforme de la dotation globale d'équipement ; problème des constructions scolaires ; compensation des transferts de charges résultant de la nouvelle répartition des compétences ; réformes concernant la taxe professionnelle (p. 5524) : caractère injuste de la taxe d'habitation ; problème des emprunts des collectivités locales (p. 5525).

Examen des crédits : **après l'article 88 :** son amendement n° 39 (obligation pour le Gouvernement de communiquer, en annexe au fascicule retraçant les crédits du budget de l'intérieur, le montant pour l'année précédente du produit de chacun des impôts transférés) ; nécessité d'une information sur l'évolution de la fiscalité transférée ; adopté après rectification [5 novembre 1984] (p. 5557).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
(3e circonscription)
Communiste

Président du groupe communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Président de ce groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Impartialité de la radio et de la télévision dans l'information préparatoire à l'élection européenne : cas de la sidérurgie Lorraine ; nécessité d'assurer l'égalité entre les listes dans la campagne [5 avril 1984] (p. 1164) ; évolution négative du temps de parole à la télévision accordé au parti communiste (p. 1165) ;

— Matraquage par le service d'ordre de jeunes manifestants contre la répression en Turquie : refus de la grâce du jeune démocrate Hidir Aslan par le Gouvernement turc ; sanctions prises à l'encontre des brutalités commises par le service d'ordre [24 octobre 1984] (p. 5131) ;

— Versement d'une allocation aux chômeurs privés de ressources : pauvreté et dénuement de certains foyers [12 décembre 1984] (p. 6851) ; nécessité d'attribuer une allocation de fin d'année aux foyers disposant d'un revenu modeste ; financement de cette allocation par une taxe additionnelle à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6852).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : accords de juin 1981 entre le parti socialiste et le parti communiste ; politique industrielle ; montée du chômage ; sidérurgie ; mesures ne réduisant pas les pertes financières ; industries nouvelles ; cas de l'électronique [19 avril 1984] (p. 1819) ; question scolaire ; ses craintes que le projet de loi fige la division et la concurrence scolaire ; pluralisme de la gauche ; traitement du parti communiste dans les médias publics ; annulations d'élections ; décentralisation ; retraite à soixante ans et cinquième semaine de congés payés ; justice fiscale ; « scandale » de « l'emprunt Giscard » ; programme du Centre national du patronat français (C.N.P.F.) ; attitude de la droite tendant à la recrudescence du racisme et des idées fascisantes (p. 1820) ; stagnation de la croissance ; aggravation du chômage ; pouvoir d'achat ; indique que la parti communiste est un élément déterminant de l'union de la gauche ; progrès techniques ; informatique et robotique ; emploi ; exonérations de charges sociales des entreprises du textile ; insolence des privilégiés de la fortune, 24e congrès du parti communiste (p. 1821-1822).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignements privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : déroulement du débat ; absence d'expression du groupe communiste à l'inverse de tous les autres groupes ; souhaite une suspension de séance pour examiner ce problème [21 mai 1984] (p. 2509).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Discussion : moyens de la mise en œuvre d'une nouvelle politique ; absence de garanties nécessaires [24 juillet 1984] (p. 4165) ; renforcement de l'union de la gauche ; volonté d'empêcher le retour de la droite ; soutien du parti communiste à tout progrès dans le sens des engagements de la gauche ; manœuvre d'obstruction de la droite ; absence de réponse aux propositions du parti communiste ; lutte contre le chômage ; défense du pouvoir d'achat ; politique de rigueur (p. 4166).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : politique de rigueur ; blocage des salaires ; politique de l'emploi ; participation des communistes au Gouvernement [17 octobre 1984] (p. 4836) ; nombre de suppression d'emplois dans l'industrie ; aggravation de la crise ; diminution du revenu des ménages et progression des inégalités sociales ; reprise de l'investissement ; montant du déficit extérieur ; rythme de l'inflation ; faiblesse structurelle de l'industrie française ; recours aux emplois précaires et à l'immigration ; dérèglement des relations humaines ; marginalisation du monde rural ; objectif de rassemblement des victimes de la crise ; rappel de la politique d'austérité, de redéploiement menée en 1981 ; nécessité de répondre à l'espoir populaire (p. 4837) ; reconquête et développement du marché national ; cas des Etats-Unis et du Japon ; renaissance de l'appareil productif industriel agricole ; rôle des banques ; chômage ; semaine de 35 heures ; croissance de la productivité ; préservation du pouvoir d'achat ; justice fiscale ; réduction du nombre des fonctionnaires ; qualité inférieure des services notamment des P.T.T. ; accroissement de la fiscalité locale ; charges des collectivités locales ; réduction de l'impôt sur le revenu ; aggravation des inégalités (p. 4838) ; caractère injuste de l'impôt indirect ; transfert inacceptable de charges au détriment des plus défavorisés ; réduction forfaitaire de l'impôt sur le revenu ; nécessité de s'attaquer au gâchis de capitaux ; impôt sur les grandes fortunes ; suppression de l'avoir fiscal ; reconversion de l'emprunt Giscard en emprunt d'Etat ordinaire ; augmentation des salaires des fonctionnaires ; taxation des sorties de capitaux vers les Etats-Unis ; réduction de la taxe professionnelle ; absence de fiscalité moderne ; financement du déficit ; prélèvement de 3 milliards sur les collectivités locales (p. 4839) ; transformation de l'école publique ; développement de l'emploi et des productions compétitives ; aides aux entreprises ; gestion différente du secteur nationalisé ; étatisme ; importance des décisions associant les salariés aux instances représentatives ; développement de l'agriculture ; rassemblement du 28 octobre pour arrêter l'escalade des armements ; nécessité de changer de cap ; appel au dialogue et au rassemblement populaire (p. 4840).

LALUMIERE (Catherine)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation
puis
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221)** [20 juin 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Georges Labazée : ententes illicites (firmes productrices d'engrais)** : entrave à la concurrence dans le secteur des engrais ; « clubs de produits » ; prononcé de sanctions ; commission d'homologation des produits ; fixation du prix des engrais compte tenu de la politique de désinflation [11 avril 1984] (p. 1462) ;

— **M. Jean-Pierre Balligand : transparence des conditions de vente** : évolution des circuits de distribution ; circulaire du 22 mai 1984 ; concertation ; transparence des relations entre les distributeurs et les producteurs français [20 juin 1984] (p. 3504) ;

— **M. Jean Beaufils : campagne sur la qualité** : rôle de la campagne sur les signes de la qualité, respect des délais de livraison et des conditions de mise en service ; volonté d'améliorer l'information des consommateurs sur les étiquettes [24 octobre 1984] (p. 5138) ;

— **M. René Rouquet : relations France-Israël** : importance de la visite du chef de Gouvernement d'Israël pour le développement des relations entre la France et ce pays ; volonté de la France de poursuivre une politique équilibrée de dialogue avec tous les pays du Moyen-Orient ; importance des entretiens de Paris [12 décembre 1984] (p. 6845).

INTERVENTIONS

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035).**

Première lecture, discussion générale : exploitation des ressources vivantes de la mer ; exploitation de la matière vivante ; aquaculture ; ordonnance de 1945 ; comités locaux et comité central des pêches maritimes [3 mai 1984] (p. 2091) ; possibilité de créer des structures professionnelles pour le poisson d'élevage ; organisation professionnelle résultant de l'ordonnance de 1945 ; T.O.M. ; harmonisation des mécanismes de représentation professionnelle ; comité interprofessionnel de la conchyliculture (p. 2092) ; déplafonnement des annuités ; âge de la retraite pour les marins-pêcheurs ; vacations P.T.T. ; aménagement du littoral (p. 2094).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Première lecture, discussion générale : loi sur les oestrogènes ; interdiction totale de commercialisation et d'usage des produits considérés comme nocifs ; autorisations de mise sur le marché ; procédures de contrôle ; augmentation de la taxe de production sanitaire ; procédure d'autorisation des anabolisants [11 mai 1984] (p. 2264) ; amélioration de la rentabilité de l'élevage ; interdiction de certains anabolisants ; directive communautaire ; produits importés ; contrôle des viandes importées ; nécessité du contrôle ; qualité de la viande offerte sur le marché (p. 2265).

Discussion des articles : **article 3 :** problème de la mise en place d'un délai de six mois pour la mise en conformité au texte ; **article 5 :** son amendement n° 8 (fixant l'échelle des peines applicables en cas de fraude au texte) ; peines applicables aux personnes contrevenant à la législation sur les anabolisants (p. 2266) ; adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 9 (fixation par décret des modalités d'application du texte notamment en matière de contrôle des viandes et d'information des consommateurs) ; décrets d'application ; adopté (p. 2267).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).**

Première lecture, discussion générale : historique et rôle du crédit maritime mutuel ; extension de l'implantation sur la quasi-totalité du littoral ; préparation de la « loi bancaire » ; composition de la commission tripartite ; consolidation de l'armature financière du réseau [6 juin 1984] (p. 3014) harmonisation des rapports avec la caisse centrale de crédit coopératif ; développement de la complémentarité commerciale entre le crédit coopératif et le crédit maritime ; nécessité de textes réglementaires ; création et développement de la société centrale de crédit maritime mutuel ; centralisation des mouvements de trésorerie ; impératifs de la réforme (p. 3015) ; ressources du crédit maritime mutuel ; fiscalisation des fonds de garantie des réseaux bancaires ; ouverture des guichets ; problèmes des Codevi ; soutien financier au secteur de la pêche ; mesures sociales ; élargissement de la Communauté économique européenne ; problème des vacations pour les messages radios ; attachement aux populations qui vivent de la mer (p. 3019).

Discussion des articles : **article 3 :** loi du 11 juillet 1975 relative à la commission supérieure du crédit maritime mutuel (p. 3020).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la magarine (n° 1186).

Première lecture, discussion générale : nécessité de mettre notre législation en conformité avec le droit communautaire ; arrêt de la Cour de justice européenne du 6 novembre 1982 ; industrie de la magarine ; intérêts des producteurs de lait ; modification de la loi de 1897 ; détention et vente de la margarine au détail ; abrogation des articles concernant les ex-colonies et protectorats ; obligation d'étiquetage [20 juin 1984] (p. 3519) ; modalités de l'information du consommateur (p. 3520) ; importations de produits végétaux dans la Communauté économique européenne ; application directe dans les pays membres de la Communauté européenne des arrêts de la Cour de justice européenne ; concurrence des margariniers étrangers ; conditions de présentation d'étiquetage de la margarine ; mesures complémentaires évitant une dérive de la consommation au détriment du beurre (p. 3522) ; réglementation de la publicité de la margarine (p. 3523).

Discussion des articles : **article 4 :** impossibilité de prévoir une période transitoire ; conséquences d'un éventuel arrêt de la Cour de justice européenne (p. 3523).

Ses observations après les explications de vote : évolution du goût des consommateurs ; accords européens relatifs à l'agriculture ; quotas laitiers ; cas de la Hollande ; conséquences financières pour les petits agriculteurs ; politique agricole commune (p. 3524).

Deuxième lecture, discussion générale : amélioration du texte en première lecture par le Sénat et l'Assemblée nationale ; libéralisation du conditionnement de la margarine ; procédure utilisée devant la Cour de justice des Communautés européennes ; condamnation de la législation française ; souhait du Gouvernement pour le rétablissement de ce texte [27 juin 1984] (p. 3756) ; problèmes rencontrés par les producteurs de lait ; accords de Bruxelles ; politique agricole commune ; augmentations de production de lait ; consommations respectives de beurre et de margarine ; arrêt de 1982 de la Cour de justice permettant aux Etats de prendre les dispositions nécessaires pour éviter une confusion entre différents produits ; condamnation de la Belgique ; entrée sur le territoire des margarines d'origine étrangère (p. 3757) ; lait U.H.T. ; problème de la conformité de la législation nationale à la réglementation communautaire ; impossibilité de relever une infraction à l'encontre des importateurs de margarine ; nécessité de combler un vide juridique (p. 3758).

— Projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Deuxième lecture, discussion générale : consultation de la commission des clauses abusives et du Conseil national de la consommation ; principe de l'indexation ; équilibre des rapports entre constructeurs et clients ; fixation par décret de l'augmentation de l'indice du bâtiment ; information du consommateur [20 juin 1984] (p. 3525).

Discussion des articles : **article 1er :** fixation des modalités de révision du prix du contrat de construction de maisons individuelles ; jurisprudence de la Cour de cassation ; indexation sans limitation ; information de l'accédant (p. 3526).

Troisième lecture, discussion générale : présente les excuses de M. Paul Quilès ; points de divergence entre les deux assemblées sur les modalités de révision des prix des contrats [27 juin 1984] (p. 3754) ; caractère élevé du pourcentage d'abattement retenu par le Sénat (p. 3755).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Georges Colin et plusieurs de ses collègues relative aux vins de Champagne tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation (n° 2176).

Discussion générale : dispositions relatives à l'appellation « Champagne » ; pourcentage de la récolte ne bénéficiant pas de l'appellation « Champagne » ; amélioration des techniques de vinification ; pourcentage de la récolte ayant droit à l'appellation « Champagne » [20 juin 1984] (p. 3528) ; première fermentation avant le tirage des vins (p. 3529) ; amélioration de la protection du champagne aux Etats-Unis, en Union soviétique et dans les pays membres de la Communauté économique européenne ; vignoble bordelais ; financement des stocks et fiscalité (p. 3530).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : mécanisme de protection des appellations d'origine en matière viticole ; objectifs d'améliorer le système de définition des conditions d'attribution d'une appellation [10 octobre 1984] (p. 4622) ; historique de la protection des appellations ; régime de protection des appellations d'origine défini par la voie réglementaire ; appellation d'origine contrôlée « Saint-Emilion » ; décret en Conseil d'Etat pouvant étendre l'aire de production ou modifier les conditions de production ainsi prévues ; rôle de l'I.N.A.O. (p. 4623) ; procédure du décret en Conseil d'Etat ; augmentation de la part des vins d'origine à l'exportation (p. 4624) ; appellation « Champagne » ; rôle de l'I.N.A.O. ; vins doux naturels ; souhaite qu'il n'y ait pas assimilation au niveau communautaire entre ceux-ci et des produits similaires ; vins de table ; projet de décret sur les boissons tirées du raisin ; côtes du Castillon ; compatibilité des appellations d'origine avec la réglementation européenne ; rôle des agriculteurs ; qualité des produits (p. 4627) ; rôle de l'I.N.A.O. ; pétillants de raisin (p. 4628).

Discussion des articles : **après l'article 2 :** indique que l'I.N.A.O. n'est pas investi d'un pouvoir réglementaire ; rôle des tribunaux (p. 4629).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et budget, consommation. — *Discussion générale :* dispersion des crédits de la consommation [9 novembre 1984] (p. 5785) ; modernisation de l'action administrative ; modernisation des services ; rénovation des laboratoires ; commission de la sécurité des consommateurs ; formules de restauration rapide ; problème de la gestion des dettes de formation professionnelle ; cas des ventes libres d'appartements ; opérations d'utilisation des excédents agricoles par les organisations caritatives ; accroissement de la participation des consommateurs dans les circuits économiques ; rôle des associations de consommateurs (p. 5786) ; émissions de télévision réservées aux problèmes de consommation ; associations de consommateurs ; objectifs d'augmentation de la qualité et de lutte contre la hausse des prix ; campagne de qualité ; information sur les prix ; rapport entre les fournisseurs et les distributeurs ; transparence tarifaire ; centrales d'achats (p. 5787) ; cas des personnes victimes du crédit ; situation du débiteur en cas de perte de son emploi ; réglementation du crédit gratuit ; ristournes et affichages (p. 5788).

— Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).

Première lecture, discussion générale : lutte contre l'inflation [21 novembre 1984] (p. 6232) ; résultats de cette lutte ; objectif de ramener le taux d'inflation à 4,5 p. 100 en 1985 ; hausse du prix de l'eau ; procédure de dérogation dans le cadre contractuel ; disparités des prix ; nécessité d'une loi ; règle d'égalité de traitement entre les divers intervenants ; élements de tarification ayant le caractère d'une redevance pour services rendus ; prix de référence ; dérogations (p. 6233) ; redevances des agences de bassin ; dérogations ; taux d'augmentation des tarifs de l'eau ; travaux d'entretien (p. 6235) ; système de péréquation ; vérité des prix ; liberté pour les collectivités locales de fixer leurs tarifs (p. 6236).

Discussion des articles : **article 1er :** position de M. Pierre Micaux ; demande le rejet des amendements de celui-ci (p. 6236) ; demandes de dérogation (p. 6237) ; augmentation des dépenses courantes ; équilibres des charges et des recettes au niveau des budgets locaux (p. 6238).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

— Projet de loi, autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (n° 2533).

Troisième lecture, discussion générale : rejet du projet de loi par la majorité sénatoriale ; statut du Groenland dans le nouveau traité ; liens du Groenland avec la C.E.E. [20 décembre 1984] (p. 7307) ; absence de liens directs entre les habitants du Groenland ; la Communauté et ses Etats membres ; procédure suivie par les Danois ; son regret du départ du Groenland de

la Communauté ; historique de la procédure de consultation des populations groenlandaises par les autorités danoises ; recours au statut de pays et territoire d'outre-mer (p. 7308) ; problème de la pêche ; possibilité pour le Groenland de s'exprimer en tant que pays territoire d'outre-mer (p. 7309).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (n° 2374).

Quatrième lecture, discussion générale : justification de cet accord ; relations de la France avec l'ensemble des partenaires de la Communauté économique européenne [20 décembre 1984] (p. 7371).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : installation de jeunes agriculteurs ; avantages du texte ; régime des investissements ; conditions d'indemnisation du preneur sortant ; méthodes d'élaboration de ce texte, notamment concernant l'article 17 [3 avril 1984] (p. 1072).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).

Première lecture, discussion générale : protection des consommateurs ; boycott du veau en 1980 ; interdiction de la commercialisation et de l'usage des produits considérés comme nocifs notamment les stilbènes ; procédure d'autorisation de mise sur le marché pour les anabolisants ; large consensus scientifique autour du texte ; nécessité de renforcer les contrôles ; importance économique de l'élevage en France ; qualité des viandes importées [11 mai 1984] (p. 2263) ; réglementation européenne relative à la pharmacie vétérinaire ; diversification de la production ; sa demande de label pour un veau nourri au lait entier naturel ; caractère positif du texte (p. 2264).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : spécificités du monde agricole et rural [4 juin 1984] (p. 2891) ; niveau de formation des jeunes s'installant restant « dramatiquement insuffisant » ; cite divers chiffres, notamment concernant la Basse-Normandie ; niveau des connaissances générales et de la qualification professionnelle ; concept de formation professionnelle ; stages ; formations initiale et continue ; participation de cet enseignement à la coopération internationale ; accueil de paysans africains dans le département de l'Orne (p. 2892).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* évaluation du revenu cadastral ; cas particulier du pays d'Auge et des parties vallonées du boccage ornais [6 novembre 1984] (p. 5614).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Philippe Bassinet ; ampleur des restructurations à accomplir ; cas du secteur textile ; problème du bassin d'emploi de Flers-de-l'Orne et de celui du Trégor ; licenciement à l'usine de Luchaire de Messei [15 novembre 1984] (p. 6062).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : loi de 1984 sur l'enseignement agricole public ; diversité ; originalité de l'enseignement agricole ; maisons familiales rurales ; rappelle l'historique de ce type d'enseignement [22 novembre 1984] (p. 6273) ; temps plein de formation et alternance ; difficultés des maisons familiales rurales ; évolution des formations ; indique qu'il est partisan du brevet de technicien agricole par alternance ; situation des maisons familiales ; aide de l'Etat ; régime transitoire ; personnels ; loi de 1984 (p. 6274).

LAMBERTIN (Jean-Pierre)

Député du Vaucluse
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 743, posée le 4 décembre 1984 : **collectivités locales (finances locales)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **budgets des collectivités locales :** conséquence de l'allègement de la taxe professionnelle ; nature de la compensation sur les budgets des collectivités locales ; risque de pénalisation des communes situées à proximité d'installations industrielles ; caractère injuste de la répartition du produit de la taxe professionnelle ; existence de disparités d'une commune à l'autre (p. 6797-6798).

LANCIEN (Yves)

Député de Paris
(15e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 693, posée le 2 octobre 1984 : **jeux et paris (paris mutuels : Paris)** (p. 4461) ; appelée le 12 octobre 1984 : **P.M.U. Rue Vandamme :** présence d'un P.M.U. dans le 14e arrondissement de Paris ; nuisances supportées pour les habitants ; prolifération des sex-shops ; reconstruction du théâtre Bobino ; possibilité de transférer le P.M.U. « course par course » dans un autre emplacement (p. 4678) ; liens entre la présence d'un P.M.U. et les jeux installés aux alentours ; réunion entre les représentants du P.M.U. et ceux de la préfecture de police ; possibilité de réinstaller ce P.M.U. dans les sous-sols de la gare Montparnasse (p. 4679).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** déplore la situation en Turquie ; *questions :* capacité de la France à faire face à une situation de crise ; exercice des responsabilités gouvernementales ; programme Rimbaud [25 octobre 1984] (p. 5194) ; conduite à tenir par la population en cas de crise majeure ; information préalable des Français (p. 5195).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* rôle du Général De Gaulle dans la définition d'une doctrine et d'un outil de défense ; position du R.P.R. ; diminution des crédits ; moyens des armées ; s'adresse au ministre : « Charlot, des sous » ; loi de programmation ; écart entre le budget et les objectifs de cette loi [9 novembre 1984] (p. 5818) ; équipements ; matériels de l'armée de terre ; autorisations de programme ; armes stratégiques ; réduction des expérimentations nucléaires dans le Pacifique ; futur char de combat ; remplacement des porte-avions ; futur avion de combat ; politique de défense de la France ; dissuasion nucléaire stratégique ; F.A.R. ; théâtre « Centre-Europe » (p. 5819) ; multiplication des commandements et des corps d'armée ; marine ; compétition internationale pour l'exportation d'armements ; contenu du service militaire ; problème de la réduction du temps du service ; actualisation future de la loi de programmation (p. 5820) ; *lors de la procédure des questions :* **son rappel au règlement** : note l'absence de réponse du ministre sur le Centre Europe, le deuxième cercle et l'armement tactique nucléaire (p. 5844).

LANG (Jack)

Ministre délégué à la culture
puis
Ministre de la culture

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué à la culture : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre délégué à la culture (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

Est nommé ministre de la culture (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 7 décembre 1984 [*J.O.* du 8 décembre 1984] (p. 3771).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **droits d'auteur** et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle **(n° 2169)** [4 juin 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Pierre Méhaignerie : poursuite des grands projets parisiens voulus par le Président de la République :** projets du Président de la République ; projets conçus pendant le septennat précédent ; musées de la Villette et d'Orsay ; crédits inscrits au projet de budget pour 1985 [17 octobre 1984] (p. 4848) ; absence d'un véritable conservatoire national supérieur de musique ; parc de la Villette ; construction de logements sociaux ; grands projets ; liste d'une quarantaine de projets concernant la province (p. 4849) ;

— **M. Daniel Goulet : répartition des crédits du fonds spécial culturel de développement :** attitude de M. Michel d'Ornano en sa qualité de président du Conseil régional de Basse-Normandie ; nouveau conservatoire de Caen [17 octobre 1984] (p. 4855) ;

orale sans débat de :

— **M. François Asensi (n° 566) : maison de la culture de la Seine-Saint-Denis :** manifestation d'intolérance de la part des élus de l'opposition [6 avril 1984] (p. 1210) ; rappelle ses interventions sur cette affaire ; élaboration d'un projet permettant à cette maison de la culture de se maintenir (p. 1211).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Première lecture, discussion générale : confrontation avec les différentes professions [28 juin 1984] (p. 3825) ; mesures prises depuis 1981 en matière culturelle et artistique ; plan câble ; industrie des phonogrammes ; création de l'Institut de financement des industries culturelles ; mise en place d'une agence pour les nouvelles technologies ; modernisation des divers styles de création ; rémunération des ayants-droits pour la copie privée ; statut légal des sociétés d'auteurs ; lutte contre la piraterie ; droits des graphistes et des dessinateurs ; indemnisation du chômage ; régime de solidarité en faveur des « intermittents » du spectacle ; réforme de la commission de la propriété intellectuelle (p. 3826) ; agréments des sociétés d'auteurs et de perception ; contrôle public de ces sociétés dans les pays européens ; absence de tutelle ; organismes privés maniant des fonds publics (p. 3841, 3842).

Discussion des articles : **article 1er** : élaboration d'un texte précis [28 juin 1984] (p. 3850) ; **article 8** : précision apportée par l'adverbe « contractuellement » ; pays d'Amérique Latine ; U.R.S.S. (p. 3852) ; **article 11** : ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Jean Foyer ; son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 67 de la commission (insérant après les mots « télédiffuser une œuvre par voie hertzienne » les mots « donnée à une entreprise relevant de la loi du 27 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ») ; nécessité d'un minimum de contrôle ; adopté (p. 3853) ; **après l'article 12** : droits des créateurs travaillant dans des agences de publicité ; dessinateurs et graphistes (p. 3857) ; droits des artistes (p. 3858) ; **article 17** : présomption de cession ; rémunération des artistes ; politique commerciale en France et à l'étranger ; **article 18** : son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 72 de la commission (rédigeant ainsi le début du troisième alinéa de cet amendement : « à défaut d'accord conclu dans les termes de l'article précédent soit dans les neuf mois suivant la promulgation de la présente loi, soit à la date d'expiration du présent accord, les modes et le taux de rémunération... ») ; son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 72 de la commission (supprimant la deuxième phrase de l'avant dernier alinéa de cet amendement) (p. 3859) ; adoptés (p. 3860) ; **article 22** : président de la commission instituée par cet article ; accord entre les membres de la commission ; pouvoir de mettre fin aux travaux de la commission [29 juin 1984] (p. 3902) ; **article 27** : production nationale de phonogrammes et de vidéogrammes (p. 3903) ; fonds de soutien au cinéma (p. 3904) ; **après l'article 30** : conventions collectives ; référence au code du travail (p. 3905) ; **article 35** : exonération de la redevance pour copies privées ; besoins des entreprises et organismes mentionnés à la fin de cet article (p. 3907) ; **avant l'article 36** : mécanismes de contrôle des sociétés de perception dans tous les pays européens ; tutelle ou surveillance de ces sociétés (p. 3908) ; **article 36** : possibilités de réduction des redevances pour les communes et les associations d'éducation populaire ; associations et mouvements culturels ; exercice par des associations à but lucratif d'une concurrence déloyale au détriment des entreprises de spectacles (p. 3909) ; **article 41** : son amendement n° 95 (immatriculation au registre des actes et conventions concernant les œuvres cinématographiques) ; effets juridiques du registre public ; œuvres audiovisuelles (p. 3911) ; devenu le sous-amendement n° 95 ; son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 21 de la commission (immatriculation au registre des actes et conventions concernant les œuvres cinématographiques) : rejeté (p. 3912).

Ses observations après les explications de vote : dispositions relatives au câble et au satellite (p. 3913) ; rapports commerciaux entre Etats ; clause de l'artiste et du créateur le plus « favorisé » ; nécessité d'apporter certaines améliorations sur ce texte, notamment sur le câble et les sociétés de perception (p. 3914).

— **Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : souhaite l'adoption du texte conformément aux conclusions de la commission mixte paritaire [28 juin 1984] (p. 3842).

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886).**

Troisième lecture, discussion générale : présente les excuses de Mme Catherine Lalumière ; procédure de la Cour de justice européenne ; reconversion des margariniers [28 juin 1984] (p. 3843).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* augmentation du budget de la culture [25 octobre 1984] (p. 5230) ; répartition des rôles

entre l'Etat et les collectivités locales ; place de la création ; effort pour l'éducation artistique ; enseignement supérieur de la musique ; effort pédagogique pour le théâtre ; écoles d'art plastique ; bibliothèques municipales ; musées classés et contrôlés (p. 5231) ; culture scientifique et technique ; mise en œuvre de la décentralisation pour les bibliothèques et les musées ; gestion des crédits affectés aux musées ; situation de Paris (p. 5232) ; pourcentage du budget culturel de la ville de Paris par rapport à son budget global ; durée de la fermeture du théâtre de la *Gaité Lyrique ;* développement des pratiques culturelles nouvelles ; création cinématographique et théatrale ; dotation du fonds de la commande publique ; crédits de restauration des monuments historiques (p. 5233) ; archéologie ; bibliothèque nationale ; archives nationales ; patrimoine cinématographique ; photographie ; insertion de la culture dans l'économie ; mouvement en faveur du mécénat ; exportation de biens culturels ; présence de la culture française aux Etats-Unis et au Brésil ; ouverture de réseaux de diffusion sur les cinq continents (p. 5234) ; « grands projets » à Paris et en Province ; conservatoire national supérieur de la musique au Parc de la Villette ; utilisation de la grande halle de la Villette ; part du budget des grands équipements dans le budget de l'Etat ; dépassements des enveloppes arrêtées ; Palais des sports de Bercy (p. 5235) ; contributions financières du ministère de l'industrie ; participation des autres administrations dans l'effort en faveur de la commande publique ; théâtre de l'Europe (p. 5236).

Répond à la question de :

— *M. Francisque Perrut :* efforts consentis par l'Etat en faveur de la région Rhônes-Alpes ; contrats de Plan avec les régions ; orchestre régional ; office régional du livre (p. 5236) ; fonds régional d'art contemporain (p. 5237) ;

— *M. Loïc Bouvard :* répartition des rôles entre l'Etat et les collectivités locales ; éducation artistique ; formation musicale (p. 5237) ;

— *M. Gilbert Gantier :* comparaison entre le coût des projets artistiques et celui d'autres grands projets comme le musée des sciences et des techniques (p. 5237) ;

— *M. Jacques Brunhes :* indemnisation de l'intermittence ; sécurité sociale des artistes (p. 5238) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* abandon de la construction de l'opéra de la Bastille ; réduction des crédits affectés à cette opération ; salle de rock de Bagnolet ; construction de dix « Zénith » (p. 5238) ;

— *M. Jacques Brunhes :* fonctionnement du fonds de soutien à l'industrie des programmes (p. 5238) ; fonds de soutien au cinéma (p. 5239) ;

— *M. Etienne Pinte :* multiplication de l'effort de l'Etat à Versailles ; école nationale de musique (p. 5239) ;

— *M. Bruno Bourg-Broc :* action de la droite en faveur du cirque ; fonctionnement de l'école nationale du cirque (p. 5240) ;

— *M. Michel Sapin :* effort d'encadrement des chantiers de fouilles ; constitution d'un ensemble pour la création d'un parc archéologique lié à un musée de sites ; recensement de l'ensemble des sites (p. 5240) ;

— *M. Jean Proveux :* modes de diffusion de la musique enregistrée ; droit à rémunération pour les producteurs ; plan son ; fiscalité du disque ; aides et apport du système bancaire (p. 5241) ;

— *M. Alain Billon :* incidence des grands projets sur les nouvelles techniques ; exposition universelle (p. 5241).

Examen des crédits : **Etat B — Titre III** : crédits de paiement pour les projets provinciaux ; restauration des monuments historiques ; **Titre IV** : célébration du dixième anniversaire du centre Pompidou ; bilan de l'art contemporain (p. 5242) ; politique internationale du ministère de la culture ; progression des crédits consacrés aux monuments historiques et à l'archéologie ; maintien du fonds d'intervention culturelle ; rôle du fonds d'innovation (p. 5243) ; nécessité de la commande publique ; énumération des œuvres ayant bénéficié de ces crédits (p. 5244) ; **Etat C — Titre V** : effort en faveur de la rénovation de l'enseignement du cinéma ; **Titre VI** : crédits consacrés aux monuments historiques situés hors de Paris ; patrimoine rural non protégé ; arrêtés de classement ; action de préservation du patrimoine (p. 5245) ; perspective séculaire du Louvre ; crédits prévus pour le Grand Louvre ; efforts d'économie sur la tranche 1985 de l'opéra de la Bastille ; exemple de la construction du centre Pompidou ; coût de l'exposition universelle (p. 5246) ; **article 70** : modification des tarifs de la collecte de la taxe spéciale en faveur des fonds de soutien au cinéma (p. 5248).

LARENG (Louis)

Député de la Haute-Garonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053) [26 avril 1984] (p. 2001).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : santé) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2053) abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux **professions médicales** et aux **auxiliaires médicaux** et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale **(n° 2103)** [10 mai 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : **affaires sociales et solidarité nationale** : santé **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aide alimentaire aux pays en voie de développement :** moyens de remplacement de l'aide alimentaire extérieure par le développement des cultures locales [23 mai 1984] (p. 2581) ;

orale sans débat :

— **n° 716,** posée le 20 novembre 1984 : **fleurs, graines et arbres (maladies et parasites)** (p. 6214, 6215) ; appelée le 23 novembre 1984 : **protection des arbres** : disparition des ormes et des platanes (p. 6330) ; résultats de la prévention (p. 6331).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : formation des médecins vis-à-vis du sport ; contrôle médical des athlètes de haut niveau ; moyens de financement ; recherche en matière de médecine du sport ; instituts régionaux de médecine sportive ; problème des diplômes et des débouchés des enseignants d'éducation physique [11 avril 1984] (p. 1497).

Discussion des articles : **article 27 *bis*** : son amendement n° 212 (précisant que le second cycle des études médicales comprend les éléments de formation nécessaires à la pratique des examens médico-sportifs) : adopté [13 avril 1984] (p. 1610).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : intégration de directives européennes au droit interne ; profession de sage-femme ; possibilité donnée au pouvoir réglementaire de définir les modalités d'exercice des professions d'auxiliaires médicaux ; réalisation de la C.E.E. ; pratique de la liberté de circulation des travailleurs ; suppression des restrictions à la liberté d'établissement ; directives calquées sur celles des médecins ; programme et organisation des études ; champ d'activité de la sage-femme [15 mai 1984] (p. 2324) ; distinction de deux catégories de diplômes ; instauration d'un comité consultatif pour la formation des sages-femmes ; adhésion des organisations professionnelles de sages-femmes à l'ensemble du dispositif prévu par ce texte ; reconnaissance des diplômes ; place des sages-femmes dans le système sanitaire français ; projet d'allongement des études ; décision du Conseil d'Etat à propos du statut d'infirmière ; modalités d'exercice des professions d'auxiliaires médicaux ; décision d'annulation du Conseil d'Etat ; puéricultrices (p. 2325) ; progrès de l'Europe médicale (p. 2326).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).

Première lecture, discussion générale : réserve de vaccins ; prophylaxie du tétanos ; persuasion de la population en matière de vaccination [15 mai 1984] (p. 2332).

— Conclusions du rapport (n° 2045) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422, 1191).

Première lecture, discussion générale : définition des essences végétales ; spécialisation des pharmaciens ; thérapeutique réputée efficace et inoffensive ; risques d'utilisation de certains produits [15 mai 1984] (p. 2335).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* université et unités d'éducation et de recherche d'éducation sportive ; intégration des activités physiques à différents niveaux ; moyens financiers extra-budgétaires ; enseignement de la médecine sportive [23 octobre 1984] (p. 5103).

Droits de la femme. — *Discussion générale : questions :* créances alimentaires ; égalité professionnelle ; importance de l'information des femmes [26 octobre 1984] (p. 5262).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* application de la loi d'orientation et de programmation ; diversification du financement du budget de la recherche par la participation accrue du budget annexe des P.T.T. ; réorganisation de la recherche médicale et pharmaceutique ; priorités en faveur de l'emploi scientifique et du soutien de base aux laboratoires ; limitation du nombre des postes nouveaux d'ingénieurs et d'administratifs ; nouveaux statuts des personnels ; allongement de la durée des allocations de recherche [5 novembre 1984] (p. 5508).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* hôpitaux ; aide médicale urgente ; collaboration entre les S.A.M.U. et les armées, notamment en cas de catastrophe naturelle, de recherche, de sauvetage en mer ; mise en place d'un centre de télédétection [9 novembre 1984] (p. 5833).

Education nationale. — *Discussion générale :* taux de croissance budgétaire dans l'enseignement supérieur ; nombre de transformations d'emplois ; effort en faveur des crédits des cours complémentaires ; augmentation du taux des bourses ; problème de la médecine préventive des personnels [12 novembre 1984] (p. 5878) ; nécessité d'améliorer les conditions de travail des enseignants ; importance de la recherche dans le cadre universitaire (p. 5879).

Examen des crédits : **Etat B — titre III** : existence de deux collèges en médecine ; statut des chefs de travaux et des personnels médicaux hospitalo-universitaires ; problème de la disparition du corps des chefs de travaux assistants des hôpitaux (p. 5914).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : importance des progrès de la médecine ; croissance des dépenses de santé ; rôle de la couverture mutualiste ; contribution de la mutualité à la politique de prévention ; régulation des dépenses de santé ; effort d'équipement des services en moyens informatiques ; augmentation des crédits pour l'hygiène mentale ; diminution de ceux consacrés à la lutte contre les toxicomanies et l'alcoolisme [13 novembre 1984] (p. 5922) ; crédits relatifs à la formation continue ; engagement des opérations de révision de la carte sanitaire court séjour ; dépassement des enveloppes d'investissement du Plan ; problème du décès survenu au centre hospitalier universitaire de Poitiers ; son hommage au dévouement du personnel médical ; rôle des actions régionalisées de prévention ; efforts en faveur de l'épidémiologie ; évolution dans le domaine de la psychiatrie ; révision de la cotation d'actes techniques pour les professions de santé ; publication des premiers textes réglementaires organisant la rémunération des actions expérimentales ; mise en place du nouveau régime des études médicales (p. 5923) ; mise en place des centres de responsabilité et du nouvel internat (p. 5924).

LARROQUE (Pierre)

Député du Tarn-et-Garonne
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

En remplacement, le 24 août 1984, de M. Jean-Michel Baylet nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 28 août 1984] (p. 2739).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.S.P.A. — *Discussion générale : questions :* problème de la fiscalité agricole ; mise en place d'une commission paritaire administration-professionnels présidée par M. Prieur ; existence d'aides incitatrices pour les horticulteurs notamment en ce qui concerne le fuel domestique [7 novembre 1984] (p. 5672).

LASSALE (Roger)

Député de l'Yonne)
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

LAURAIN (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants
Secrétaire d'Etat, auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Roger Rouquette : monument à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des alliés** : absence de réception officielle de M. Botha en France [30 mai 1984] (p. 2843) ; condamnation de l'apartheid ; aucune discrimination pendant la cérémonie du 7 juin ; hommage à l'ensemble de la Communauté sud-africaine ; droits de l'Homme (p. 2844) ;

— **M. André Tourné : droit au titre de « victime de la déportation du travail »** : loi de 1951 ; appellation de « déporté » devant être réservée aux seuls détenus des camps de concentration ; appellation des anciens requis au S.T.O. en Allemagne [10 octobre 1984] (p. 4617).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* stabilité en francs courants du budget ; développement d'actions d'information historique ; déconcentration des tâches et modernisation des méthodes de gestion [24 octobre 1984] (p. 5111) ; redéploiement et formation du personnel ; informatisation des services ; crédits de fonctionnement du C.E.R.A.H. ; réalisation des engagements à l'égard du monde combattant ; accélération du rattrapage du rapport constant ; maintien à domicile, grâce à l'aide ménagère ; ouverture de sections médicalisées dans les maisons de retraite ; indemnisation des « malgré nous » ; programme commémoratif pour 1985 (p. 5112) ; action de la solidarité en faveur des anciens combattants (p. 5113).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-France Lecuir :* coût des mesures catégorielles réclamées par les associations ; pensions de veuves ; rétablissement de la proportionnalité des indices des pensions ; cas des veuves d'anciens combattants non pensionnées (p. 5122) ;

— *M. Jean-Louis Dumont :* crédits accordés aux nécropoles ; entretien des pelouses, plantations et constructions ; rénovation des cimetières ; information historique (p. 5122) ; publication d'inventaires (p. 5123) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* accélération du rattrapage du rapport constant ; pouvoir d'achat des pensionnés (p. 5123) ;

— *M. Alain Brune :* moyenne d'âge des ressortissants de l'O.N.A.C. ; rôle d'assistance administrative de ces organismes (p. 5123) ; modalités d'attribution de la carte de combattant ; déconcentration à l'échelon départemental des décisions en la matière ; sauvegarde de l'authenticité des faits de résistance (p. 5124) ;

— *M. Charles Haby :* restructuration du secrétariat d'Etat ; révision triennale (p. 5124) ; création de la commission budgétaire (p. 5125) ;

— *M. René André :* mécanisme d'indexation des pensions sur les traitements de la fonction publique ; rapport constant ; indemnités de résidence et indemnités mensuelles spéciales ; maintien du pouvoir d'achat des pensionnés ; anciens combattants de la guerre 1914-1918 ; suppressions d'emplois (p. 5125) ;

— *M. Hyacinthe Santoni :* cérémonie du 1er novembre à Alger ; souvenir du conflit algérien ; manifestations nationales ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; bénéficie de la campagne double (p. 5126) ;

— *M. Jean Duprat :* contingent spécial de croix de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; rapport constant ; pathologie des anciens d'Afrique du Nord ; constitution d'une commission médicale ; indemnisation des « malgré nous » (p. 5141) ; accès à la commission nationale spéciale de réforme des déportés internés et résistants ; participation et indemnisation allemande ; prisonniers de Tambow ; retraite mutualiste ; ouverture du droit à réparation pour les déportés ou internés politiques ; crédits affectés au comité des amitiés africaines (p. 5142).

LAURENT (André)

Député du Nord
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

LAURIOL (Marc)

Député des Yvelines
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 333) de M. Pierre Bas tendant à améliorer les conditions de dégrèvement de la taxe d'habitation en faveur des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans [11 octobre 1984] (p. 4663).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à aligner les **cotisations de sécurité sociale des préretraités** sur celles des retraités **(n° 2318)** [31 juillet 1984].

Proposition de loi tendant à abroger, compléter ou modifier certaines dispositions du code de procédure pénale relatives au **respect des droits de la défense (n° 2380)** [18 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Endettement de l'Etat** : information du Parlement [6 juin 1984] (p. 2979) ;

— **Nomination du président d'Antenne 2** : Haute autorité de la communication audiovisuelle ; remplacement de M. Pierre Desgraupes par M. Jean-Claude Héberlé ; conditions

de ce remplacement ; « pressions élyséennes » [10 octobre 1984] (p. 4609) ;

— **Acquisition de la nationalité française par les immigrés** : préparation d'un projet de loi permettant aux immigrés ayant résidé une dizaine d'années en France d'accéder à la nationalité française ; conséquences d'un tel projet [28 novembre 1984] (p. 6437).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : problème d'une autorisation préalable à la publication ; principes généraux du texte [25 janvier 1984] (p. 67) ; article 17 de la déclaration des droits de l'Homme ; caractère inviolable et sacré de la propriété (p. 68) ; privations de propriété (p. 69) ; **article 2** : partis politiques et syndicats ; éditions de presse ; cas du parti communiste ; définition de l'entreprise de presse ; notion de contrôle ; loi de 1977 sur les concentrations économiques ; article ouvrant la porte à l'arbitraire [27 janvier 1984] (p. 209, 210) ; concentration en matière de presse ; pouvoir de la commission ; régime d'autorisation préalable ; droit de suspension unilatérale ; caractère dangereux de cet article (p. 215) ; **avant l'article 3 : son rappel au règlement** : possibilité pour les parlementaires de demander au Gouvernement l'extension de l'ordre du jour de la session extraordinaire [30 janvier 1984] (p. 281) ; **article 3** : notion de personne, de prête-nom et de contrôle (p. 288) ; violation des droits de l'Homme (p. 289) ; caractère arbitraire de la rédaction de cet article (p. 292) ; distinction entre la notion de possession et la notion de propriété (p. 293) ; imprécision de la notion de contrôle (p. 294) ; caractère inégalitaire de ce projet de loi ; intervention de l'État dans l'audiovisuel (p. 295) ; **article 8** : absence de signification du pourcentage de 20 p. 100 [1er février 1984] (p. 415) ; défaillances techniques dans la rédaction du texte du Gouvernement (p. 417) ; **article 9** : problème de la participation au capital social d'une entreprise ; problème de l'application de l'amendement n° 1549 de la commission à l'outre-mer [2 février 1984] (p. 456) ; publications destinées à des Communautés étrangères ; cas de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (p. 459) ; nécessité de viser des personnes et non des Communautés ; personnes étrangères publiant en France (p. 460) ; **article 10** : pluralisme de l'information ; moyens d'expression de la presse ; menaces pesant sur son régime fiscal ; situation de la presse en Grande-Bretagne ; conséquences de l'application d'une loi similaire dans les pays étrangers [3 février 1984] (p. 521) ; **article 12** : cas du *Figaro* et de *France-Soir* [6 février 1984] (p. 625) ; « dégraissement » des groupes de presse (p. 627) ; agence Havas (p. 628) ; nécessité d'harmoniser les taux de seuil (p. 634) ; nécessité d'étendre la transparence à la presse audiovisuelle et aux entreprises multimédias (p. 636) ; **après l'article 12** : multiplication des sociétés et stations régionales et locales de télévision et de radio (p. 638) ; **article 13** : obligation pour chaque quotidien d'avoir une équipe rédactionnelle propre (p. 640) ; **article 14** : recours administratifs contre les décisions de la commission et recours juridictionnels [7 février 1984] (p. 700) ; **article 20** : nature juridique de la commission pour le pluralisme et la transparence ; composition ne correspondant pas à celle d'une juridiction [10 février 1984] (p. 891) ; sanctions que peut prononcer cette commission ; problème de la référence aux ordonnances de 1945 relatives aux prix ; pouvoirs de l'administration fiscale ; pouvoir d'investigation de la commission (p. 892) ; souhaite la suppression de cet article ; compétence des tribunaux ; juridictions d'exception (p. 893) ; **article 34** : notion de rétroactivité de la loi ; gravité des dispositions de cet article ; champ d'application des sanctions aux infractions ; compare cet article avec des dispositions en droit pénal ; pénalisation des dirigeants de presse [13 février 1984] (p. 1021) ; absurdité du seuil de 15 p. 100 (p. 1022) ; établissement des sanctions ; interdiction d'exercice (p. 1023) ; enrichissement du droit par une nouvelle notion : celle de « mort civile » (p. 1024) ; sanctions prévues par cet article ; interdiction d'exercer ; emprisonnement ; amendes ; caractère excessif du texte ; mécanismes de droit pénal ; peines d'amendes (p. 1025) ; **après l'article 34** : principe selon lequel la saisine du juge répressif implique la suspension des travaux de la commission (p. 1026) ; **article 35** : délai accordé aux entreprises de presse pour se mettre en conformité avec ce texte (p. 1030) ; **article 36** : situation actuelle de la presse (p. 1030) ; publications d'information générale et politique ; substitution de l'expression « équipe rédactionnelle » par le mot « rédaction » (p. 1031) ; propose de fixer à deux ans le délai dans lequel les entreprises doivent constituer l'équipe rédactionnelle ; aspect « rébarbatif » de ce texte ; souhaite réduire le « matraquage pénal » qu'il prévoit (p. 1032) ; **article 38** : texte comportant une langue juridique ; rédaction initiale de celui-ci ; erreurs de rédaction (p. 1033) ; **article 39** : souhaite l'abrogation de l'article 12 de l'ordonnance de 1944 ; tarif de la publicité ; ordonnance de 1945 sur les prix (p. 1035) ; **article 42** : notion d'ordre public ; droit pénal ; possibilité pour le juge de se saisir d'office (p. 1037).

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Troisième lecture, discussion générale : désaccord du R.P.R. sur la conception d'ensemble de ce projet ; rappel des trois défauts principaux du texte [3 février 1984] (p. 487).

Discussion des articles : **article 14** : son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour un commissaire aux comptes d'occuper un emploi chez un expert-comptable, un Conseil juridique ou dans une société inscrite sur la liste des Conseils juridiques) ; tendance à confier au commissaire aux comptes l'appréciation de notions juridiques ; préparation par des stagiaires chez des Conseils juridiques, de l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes ; contrôleurs de régularité ; caractère choquant de l'exclusion d'un salarié de Conseil juridique à l'accès aux fonctions de commissaire aux comptes ; application au Conseil juridique et à l'expert comptable de règles déontologiques moins strictes que celles applicables aux commissaires aux comptes (p. 492) ; caractère indispensable de la formation de juriste pour un commissaire aux comptes ; rejeté (p. 493) ; **article 18** : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 5 de la commission (obligation de désigner deux commissaires aux comptes pour les sociétés dont les actions sont admises à la cote d'une bourse des valeurs mobilières) (p. 493) ; son souhait de voir la présence de deux commissaires aux comptes dans les sociétés obligées d'établir des comptes consolidés ; répartition des fonctions entre le commissaire de la société mère et ceux des sociétés filiales ; monopole de fait exercé par un seul commissaire aux comptes ; rejeté (p. 494) ; **article 19** : ses précisions rédactionnelles (p. 495) ; **article 22** : possibilité pour le commissaire aux comptes d'être à l'origine d'une « fuite » sans en être l'auteur (p. 496) ; **article 26 A** : risque de chevauchement des attributions des commissaires aux comptes et des groupements de prévention agréés ; critique le pouvoir laissé au préfet de région pour organiser les groupements de prévention agréés (p. 501).

Quatrième lecture, discussion générale : position des groupes du R.P.R. et de l'U.D.F. ; raisons de l'hostilité de ces groupes au texte ; alerte remise au commissaire aux comptes ; règlement amiable ; vote hostile au texte, en dépit des progrès qu'il réalise [10 février 1984] (p. 885).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion des articles : **article 88** : rôle des autorités du territoire ; publication des actes ; indique que le président du Conseil de Gouvernement ne doit pas apprécier l'opportunité de la publication [10 mai 1984] (p. 2219).

Son rappel au règlement : gravité des faits évoqués par tous les orateurs à propos du texte sur l'enseignement privé ; demande une suspension de séance d'une heure [17 mai 1984] (p. 2430).

Son rappel au règlement : travail des commissions ; commission spéciale chargée d'examiner le texte sur l'enseignement privé ; violation du Règlement et de la Constitution [17 mai 1984] (p. 2441).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (fixant à 6 le nombre des représentants des professions libérales) : rejeté [25 mai 1984] (p. 2701).

Son rappel au règlement : ordre du jour ; commémoration de l'appel du 18 juin 1940 ; sa demande lors de la conférence des présidents ; souhaite que le projet de loi sur la presse ne soit pas discuté au moment de l'anniversaire du 18 juin [12 juin 1984] (p. 3226).

— **Projet de loi relatif au comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : vote positif du groupe R.P.R. ; éclaircissements sur la rédaction du deuxième alinéa de l'article 357-1 de la loi de 1966 ; notion de contrôle par la société mère ; majorité des voix [11 octobre 1984] (p. 4651).

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 175 (insérant dans le premier alinéa de l'article 3 après les mots « faire face » les mots « au paiement des dettes échues et non contestées avec son actif disponible ou réalisable à moins d'un mois ») [15 octobre 1984] (p. 4690) ; rejeté (p. 4691).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 5** : son amendement n° 152 (taux de la T.V.A. applicable au crédit-bail ou aux locations) ; location des voitures ; location de courte durée assujettie jusqu'ici au taux normal de la T.V.A. [18 octobre 1984] (p. 4920) ; caractère courant de la location de voiture ; rejeté (p. 4921) ; **après l'article 22** : son amendement n° 192 (déduction des cotisations versées en vue d'une caution d'une retraite complémentaire par les titulaires de bénéfices agricoles et industriels) : rejeté [19 octobre 1984] (p. 5014).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Jean de Lipkowski [31 octobre 1984] (p. 5488) ; évolution de la marine marchande ; problème des pavillons de complaisance ; évolution des frais financiers de la C.G.M. (p. 5489).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Serge Charles : moyens nécessaire à la police pour accomplir sa mission de maintien de l'ordre et de poursuite des criminels et délinquants [5 novembre 1984] (p. 5555) ; nécessité de défendre la police (p. 5556).

Techniques de la communication. — *Discussion générale : questions :* multiplicité des scènes de violence dans les films projetés à la télévision ; action du Gouvernement sur ce point [7 novembre 1984] (p. 5662).

Son rappel au règlement : tenue des séances plénières ; rapport entre le Parlement et le Gouvernement [15 novembre 1984] (p. 6090).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).**

Première lecture, discussion générale : procédure de cette discussion ; D.G.F. ; nécessité de modifier la répartition de la D.G.E. entre les petites communes [6 décembre 1984] (p. 6776) ; position de M. Louis Maisonnat ; absence de communication d'informations du comité des finances locales aux députés ; indique que le groupe du R.P.R. approuve intégralement la déclaration de M. Louis Maisonnat à ce sujet ; position de M. Alain Richard ; son hostilité aux méthodes de travail de l'Assemblée au sujet de ce texte ; indique qu'il ne participera pas au vote de celui-ci (p. 6776).

Explications de vote : indique, au nom du groupe R.P.R. sa satisfaction devant le retrait des amendements du Gouvernement au sujet de la D.G.E. ; rôle du Sénat ; abstention des groupes R.P.R. et U.D.F. sur ce texte (p. 6782).

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
(Ire circonscription)
Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Etablissements Ducellier en Auvergne** : avenir des fabricants d'équipements pour l'industrie automobile ; implications du rapport Dalle ; nombre de licenciements annoncés dans le département du Puy-de-Dôme [24 octobre 1984] (p. 5137).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [8 novembre 1984] (p. 5778).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur le XIIe Congrès de la **Conférence mondiale de l'énergie** (New-Delhi, septembre 1983) **(n° 2306)** [24 juillet 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2393) relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2476)** [4 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Creusot-Loire** : démarche de cette société privée en vue d'obtenir une aide de l'Etat [25 avril 1984] (p. 1915).

— **Filière électronique** : déclarations d'un secrétaire national du R.P.R. sur ce point [12 décembre 1984] (p. 6847) ; situation actuelle de cette branche d'activité (p. 6848).

orale sans débat :

— **n° 655,** posée le 5 juin 1984 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine)** (p. 2961) ; appelée le 8 juin 1984 : **licenciements prévus à Gennevilliers par Thomson-C.S.F. :** aide individuelle au départ ; réductions d'effectifs ; négociation ; secteur de la vidéo professionnelle ; restructurations (p. 3117).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : reprise par le Sénat du texte précédemment adopté ; retour au texte adopté en nouvelle lecture [11 octobre 1984] (p. 4659).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* modernisation ; nécessité d'investissements massifs ; croissance nécessaire pour limiter le chômage ; secteur C.I.T.-Thomson-télécommunications ; modernisation du dialogue social ; situation de l'ingénierie en France [14 novembre 1984] (p. 6035) ; vente de parts françaises détenues par le bureau de recherche géologique et minière (B.R.G.M.) et Inmétal dans une mine de cuivre au Portugal ; reprise de Creusot-Loire par la société Framatome ; rôle des entreprises (p. 6036).

— Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : problèmes posés par les grands équipements [14 décembre 1984] (p. 6961) ; nuisances sonores ; groupes de travail dirigés par M. Christian Gabolde ; avions les plus bruyants représentant 70 p. 100 de la flotte mondiale ; vitesse de renouvellement des flottes aériennes limitant les actions de réduction du bruit ; taxe parafiscale applicable aux riverains des aéroports d'Orly et de Roissy-en-France ; renouvellement de la flotte ; aide financière ; création de commissions consultatives auprès de chaque aérodrome civil ou militaire ; maîtrise de l'urbanisation ; décentralisation ; circulaire de 1973 ; zones de bruit ; plan d'exposition au bruit (p. 6962) ; modulation régionale des indices servant à délimiter les zones de bruit ; zones de bruit fort dites « A » ; logements de fonction ; secteur déjà urbanisé ; zones « B » et « C » ; information des personnes souhaitant construire dans une zone de bruit (p. 6963).

Discussion de l'article unique : article L. 147-1 du code de l'urbanisme : son amendement n° 1 (schémas de secteur) (p. 6969) : adopté ; son amendement n° 2 (d'harmonisation) : adopté ; *article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 3 (cas des aérodromes militaires) ; aérodromes non classés ; adopté ; détermination des aérodromes n'appartenant pas aux catégories « A » « B » ou « C » ; *après l'article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 13 (création d'une commission consultative de l'environnement) ; composition et fonctionnement de celle-ci ; consultation de cette instance lors de l'élaboration du plan d'exposition au bruit (p. 6970) ; adopté ; *article L. 147-3 :* procédure d'élaboration du plan d'exposition au bruit ; concertation avec les communes et les régions ; son amendement n° 4 (faisant référence à la commission consultative de l'environnement concernée) ; adopté après rectification ; son amendement n° 5 (texte tenu à la disposition du public, modalités de la publicité du plan d'exposition au bruit) : adopté (p. 6971) ; son amendement n° 6 (référence à l'article L. 147-5 dans cet article), cohérence entre le contenu du plan d'exposition au bruit et celui du plan d'occupation des sols ; adopté ; son amendement n° 7 (plan d'exposition au bruit existant) ; maintien en vigueur des plans établis en application de la réglementation antérieure ; adopté après modification ; limites de la zone « C » (p. 6972) ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* problème de la meilleure protection contre les nuisances ; établissement du plan d'exposition en fonction des prévisions (p. 6973) ; possibilité d'adaptation des valeurs d'indice fondant la délimitation des zones de bruit ; son amendement n° 8 (situation des aérodromes au regard de leur utilisation notamment pour la formation aéronautique) ; délimitation des zones de bruit ; formation aéronautique ; adopté ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 9 (substituant aux mots « des logements » les mots « de celles qui sont ») ; constructions à usage d'habitation ; adopté ; son amendement n° 10 (équipements publics ou collectifs) ; possibilité d'édifier des installations nécessaires à l'activité aéronautique en zones « A » et « B » ; adopté ; logements de fonction afférents aux équipements publics ou collectifs ; zones « A » et « B » (p. 6974) ; zones de bruit « A » et « B » ; zone « C » (p. 6975) ; *article L. 147-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 11 (autorisation d'utiliser ou d'occuper le sol) : adopté ; son amendement n° 12 (substituant aux mots « de la construction » les mots « du terrain ») : adopté ; **après l'article unique :** son sous-amendement n° 30, à titre personnel, à l'amendement n° 26 du Gouvernement (création d'une commission consultative de l'environnement à la demande d'une commune concernée) : adopté (p. 6976).

LEBORNE (Roger)

Député de la Saône-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

Devenu député le 29 septembre 1984, en remplacement de M. André Lotte, décédé [*J.O.* du 2 octobre 1984] (p. 3047).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3114).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2153) de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues relative à la clause pénale [11 octobre 1984] (p. 4663).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 739,** posée le 4 décembre 1984 : **équipement industriel et machines-outils (entreprises : Saône-et-Loire)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **société Potain-Poclain-Matériel :** licenciement de salariés par cette entreprise ; solutions pour maintenir et développer la production française de matériel de levage et de manutention ; problème de la reprise de la société Poclain par Case-Tenneco ; ses craintes sur la production française de grues mobiles (p. 6789).

LE COADIC (Jean-Pierre)

Député du Val d'Oise
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2078) portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2147)** [24 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2234)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2212) portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2252)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2281), portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2282)** [29 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Renault** : absence de signature de l'accord cadre mis au point par la régie ; situation des sous-traitants [2 mai 1984] (p. 2024).

— **Afrique du Sud** : mesures prises par le Gouvernement pour aider les Noirs sud-africains à obtenir l'égalité des droits [19 décembre 1984] (p. 7229).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : menace pesant sur la liberté de lire ; pluralisme [24 janvier 1984] (p. 13) ; conclusions du rapport Vedel ; défense du pluralisme et du lecteur ; mépris à l'encontre des journalistes ; application de l'ordonnance de 1944 ; limitation de la concentration ; nécessité de faciliter la transparence ; transparence sur l'organisation de l'entreprise ; équipe rédactionnelle ; publicité (p. 14) ; cas de l'Italie (p. 15) ; **s'oppose** à la motion de renvoi en commission présentée par M. Jean Foyer : attitude d'abstruction de l'opposition ; temps consacré par la commission à l'examen de ce texte ; auditions ; exception d'irrecevabilité ; examen des amendements ; problème de la propriété des quotidiens ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 25).

Discussion des articles : **article 1er** : définition du champ d'application de la loi ; article 39 *bis* du code des impôts [26 janvier 1984] (p. 137) ; **article 4** : obligation de mettre au nominatif toutes les actions d'une société qui contrôle 20 p. 100 du capital social d'une entreprise de presse ; cas des sociétés non cotées [30 janvier 1984] (p. 305) ; **article 8** : informations mises à la disposition de la commission pour la transparence [1er février 1984] (p. 396) ; compétence de la commission pour demander des renseignements ; présence de délégués des assemblées parlementaires dans le Conseil d'administration de chacune des chaînes de télévision (p. 404) ; **article 17** : procédure de saisine de la commission pour la transparence ; propose de supprimer ce droit aux commissions permanentes des assemblées parlementaires ; motivation de la décision de ne pas donner suite ; problème des sociétés de rédacteurs [8 février 1984] (p. 783) ; sociétés de rédaction (p. 789) ; octroi du droit de saisine aux personnes travaillant dans la presse (p. 791) ; confusion faite par M. Tranchant entre syndicat et comité d'entreprise (p. 792) ; statut des sociétés de rédacteurs (p. 794) ; recevabilité de la demande (p. 796) ; enquêtes menées par la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 797) ; **article 18** : assouplissement des règles de l'ordonnance de 1944 ; prescriptions de la commission (p. 806) ; **article 26** : hostilité de la commission à l'amendement n° 1029 de M. Jacques Baumel [11 février 1984] (p. 985).

Deuxième lecture, discussion générale : **s'opppose** à la question préalable de M. François d'Aubert ; texte du Sénat ; lien entre ce texte et la volonté de l'opposition [18 juin 1984] (p. 3452) ; position de M. Raymond Barre en 1978 ; rapport du doyen Vedel en 1979 ; records représentés par le vote en première lecture ; examen de 2 593 amendements ; attitude de la majorité de l'Assemblée nationale ; concentration ; position du Sénat ; environnement économique des entreprises de presse ; licenciement d'un journaliste de Normandie ; exemple de Pau ; souhaite le rejet de la question préalable déposée par l'opposition (p. 3453).

Troisième lecture, discussion générale : **s'oppose** à la question préalable de M. Alain Madelin ; contradictions de celui-ci [6 septembre 1984] (p. 4353) ; travail du Sénat ; objet de la question préalable de M. Alain Madelin ; problème de l'abrogation des ordonnances ; date de l'application de ce texte ; élections législatives de 1986 ; conditions du démantèlement de l'O.R.T.F. en juillet 1974 : vote d'une loi en quatre jours (p. 4354) ; conditions et durée de l'examen du présent texte par l'Assemblée nationale (p. 4355).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : reactualisation de certains codes [30 mai 1984] (p. 2819) ; caisse nationale des barreaux français ; fonds national de solidarité des travailleurs non salariés des professions artisanales, commerciales, industrielles ; revalorisation des pensions de vieillesse ; actualisation des dispositions du code rural ; institution d'agents de contrôle assermentés auprès des caisses mutuelles régionales ; participation des bénéficiaires des services ménagers ; correctif à la loi de décembre 1982 ; modalités de remplacement des administrateurs défaillants ; modalités d'indemnisation des personnes involontairement privées d'emploi ; suppression de la garantie de ressources ; conditions d'éligibilité et d'inéligibilité aux élections aux conseils d'administration des caisses mutuelles régionales ; réforme des caisses d'épargne et de prévoyance ; système d'information sur les retraités (p. 2820) ; assurances sociales de l'Alsace et de la Moselle ; réforme de l'enquête légale en cas d'accident ou de maladie ; simplification de la sécurité sociale ; allocation orphelin ; abaissement à soixante ans du droit au départ en retraite pour les artisans et commerçants ; renforcement des pouvoirs de la direction de la C.A.N.A.M. ; passage du régime de pension invalidité au régime de pension vieillesse (p. 2821).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 44, à titre personnel (de forme) : adopté ; son amendement n° 4 (cumuls de retraites) (p. 2829) ; système d'information sur les retraites ; rejeté ; son amendement n° 5 (de forme) : adopté ; son amendement n° 6 (fixation des modalités d'application de cet article après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés) ; fichiers ; adopté (p. 2830) ; **après l'article 4** : irrecevabilité de certains amendements au titre de l'article 40 de la Constitution (p. 2831) ; **article 5** : son amendement n° 9 (rendant facultative la participation aux services ménagers visés par cet article) ; décentralisation ; aide ménagère ; rôle du Conseil général ; adopté ; son amendement n° 10 (fixant à 5 p. 100 du taux horaire la limite d'application de cet article) ; aide ménagère (p. 2831) ; adopté (p. 2832) ; **article 9** : son amendement n° 11 (de suppression) ; souhaite la suppression des articles 9, 10 et 11 ; adoption éventuelle de ces articles ayant pour conséquence la réduction des prestations pour 15 000 familles aux revenus modestes ; adopté ; **articles 10 et 11** : ses amendements n° 12 et 13 (de suppression) : adoptés (p. 2848) ; **après l'article 12** : maintien de la date du 1er juillet 1984 pour la mise en application de l'abaissement de l'âge de la retraite dans le commerce et l'artisanat) ; possibilité de cumul (p. 2849) ; alignement des modalités de calcul des pensions des commerçants et artisans sur les pensions de l'ensemble des salariés ; **article 13** : son amendement n° 45, à titre personnel (composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale incluant trois représentants des travailleurs indépendants) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 46, à titre personnel (représentants du personnel siégeant au sein des organismes visés dans la loi de 1982) (p. 2850) ; adopté ; **article 16** : son amendement n° 14 (conjoints d'artisan et de commerçant) ; qualité d'électeur non requise des représentants désignés des travailleurs et des associations familiales ; statut du conjoint collaborateur ; listes électorales ; adopté ; son amendement n° 15 (conditions d'éligibilité) ; âge et droits dont doivent jouir les représentants des employeurs des associations et des conjoints collaborateurs d'artisan ; adopté ; son amendement n° 16 (incompatibilités) ; nécessité d'éviter certains cumuls (p. 2851) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; **article 18** : ses amendements n° 18 et n° 19 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 20 (substituant au mot « collège » le mot « groupe » dans cet article) (p. 2852) ; différence entre la procédure d'élection et le mode de désignation ; adopté ; son amendement n° 21 (organisation ayant obtenu localement le plus grand nombre de voix) ; désignation des représentants des travailleurs indépendants ;

adopté ; **après l'article 19** : moyens des administrateurs élus (p. 2853) ; **article 22** : son amendement n° 47, à titre personnel (de forme) : adopté ; **article 26** : ses amendements n° 22 et n° 23 (rédactionnels) : adoptés ; **article 27** : son amendement n° 24 (personnes ayant rempli les conditions d'ouverture d'un droit à revenu de remplacement à la date de cessation de l'activité salariée) (p. 2855) ; devenu sans objet ; son amendement n° 48, à titre personnel (de forme) : adopté ; **article 29** : son amendement n° 25 (faisant référence aux articles 27 et 28 de ce texte dans les articles L. 242-4 et L. 342 du code de la sécurité sociale) ; rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; **article 30** : son amendement n° 26 (supprimant la référence à l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 au début du troisième alinéa de cet article) ; régime de cessation anticipée d'activité pour les agents des collectivités locales intéressés ayant perçu leur revenu de remplacement ; rejeté (p. 2856) ; **article 35** : son amendement n° 49, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 27 (transfert des réserves et reports figurant au bilan de chaque caisse mutuelle régionale) ; calcul des dotations administratives ; inégalités entre les caisses ; adopté (p. 2857) ; **après l'article 39** : son amendement n° 28 (rectification d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2858) ; **article 41** : son amendement n° 29 (insertion d'un article L. 525-9 dans le code du travail) ; article n'existant pas actuellement ; adopté ; **après l'article 41** : son amendement n° 30 (élection au scrutin de liste à deux tours des représentants des salariés au Conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : adopté (p. 2859) ; **article 42** : son amendement n° 31 (modalités du licenciement d'un salarié membre du Conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne et de prévoyance, recours hiérarchique) ; cas où l'annulation de la décision d'autorisation devient définitive ; protection des salariés élus au Conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne ; licenciement ; adopté après rectification ; **article 43** : son amendement n° 32 (charges financières de la formation des membres du comité) ; pense qu'il y a eu une erreur ; amendement présenté par Mme Muguette Jacquaint devant la commission et adopté par celle-ci ; existence d'un projet de décret allant dans le même sens que l'amendement n° 57 de celle-ci (p. 2860) ; **après l'article 43** : son amendement n° 33 (modification de la composition des délégations syndicales par accord entre l'employeur et l'ensemble des organisations syndicales représentatives) ; modification de la composition de ces délégations ; adopté ; son amendement n° 34 (composition des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : adopté ; son amendement n° 35 (possibilité pour les membres du comité d'entreprise de se réunir sur leur temps de délégation) ; réunions visées à l'article L. 412-10 du code du travail ; adopté après rectification ; impossibilité qu'il y ait un partage du temps de délégation entre le titulaire et le suppléant (p. 2861) ; son amendement n° 36 (modalités de calcul des effectifs dans le cadre de l'article L. 412-13 du code du travail) ; détermination du nombre des représentants du personnel ; adopté après rectification ; lois sur les droits nouveaux des travailleurs ; dépassements en cas de circonstances exceptionnelles pouvant donner lieu à des abus ; son amendement n° 37 (calcul des effectifs) (p. 2862) ; adopté (p. 2863) ; son amendement n° 38 (possibilité de modifier le nombre et la composition des sièges électoraux) ; nécessité d'obtenir l'unanimité des organisations représentatives pour modifier ce nombre ; adopté ; son amendement n° 39 (possibilité pour les membres du comité d'entreprise de se réunir sur leur temps de délégation) ; adopté ; son amendement n° 40 (calcul des effectifs s'effectuant dans les conditions prévues à l'article L. 731-2 du code du travail) : adopté ; son amendement n° 41 (cas de la signature d'un accord pré-électoral entre les organisations syndicales représentatives) ; élection des membres du comité d'entreprise ; adopté ; son amendement n° 42 (substituant aux mots « les organisations » les mots « l'ensemble des organisations ») ; activités sociales relevant du comité d'établissement ; adopté ; son amendement n° 43 (cas des ouvriers quittant volontairement l'entreprise à partir d'au moins soixante ans) (p. 2863) ; droit au départ à la retraite à soixante ans ; prime de départ en retraite ; adopté après rectification (p. 2864).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : régimes de retraite ; aide ménagère au titre de l'aide sociale ; taux plafond de 5 p. 100 proposé par la commission ; application de la réforme des études médicales ; exonération de cotisations des travailleurs non salariés des professions non agricoles [27 juin 1984] (p. 3776).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 4 (fixation des conditions de communication des données statistiques visées par cet article) ; rôle de la commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) ; adopté après modification ; son amendement n° 5 (de conséquence) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 6 (participation pouvant être demandée aux bénéficiaires des services ménagers) : adopté ; son amendement n° 7 (fixation de la limite de cette participation) ; aide sociale (p. 3779) ; rejeté ; **article 16** : son amendement n° 25, à titre personnel (nécessité de n'avoir encouru aucune des condamnations visées aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral pour être électeur) ; qualité d'électeur ; adopté ; **article 19 *bis* A** : son amendement n° 8 (de suppression) : adopté ; **article 19 *bis*** : son amendement n° 9 (moyens des administrateurs) (p. 3780) ; fonctions d'administrateur ; adopté ; **après l'article 19 *bis*** : son amendement n° 10 (possibilité pour certains étudiants de se présenter au concours d'internat) : adopté ; **article 26 *bis*** : son amendement n° 11 (déclaration des décisions attributives de rentes par les organismes d'assurance) : adopté (p. 3781) ; **article 35** : son amendement n° 12 (de forme) : adopté ; son amendement n° 13 (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « mutuelles régionales ») ; possibilité pour des étrangers d'être élus au Conseil d'administration des caisses mutuelles régionales ; adopté ; **après l'article 38** : application rapide des directives européennes par la France ; prix du tabac (p. 3783) ; **article 39** : son amendement n° 14 (fixant à trois cents salariés le seuil au-dessous duquel les fonctions de délégué et de représentant syndical sont confondues) : adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; **article 41 *bis*** : son amendement n° 16 (modalités des élections prévues par cet article : scrutin de liste à deux tours ; représentativité syndicale) ; élection des représentants du personnel dans les conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté ; **article 41 *ter*** : son amendement n° 17 (de suppression) ; élection des représentants des déposants aux conseils d'orientation et de surveillance ; adopté (p. 3784) ; **article 46** : son amendement n° 18 (composition du comité prévu par cet article) : adopté ; **article 50** : son amendement n° 19 (nombre et composition des collèges électoraux) : adopté ; **article 53** : son amendement n° 20 (même objet) : adopté ; **article 55** : son amendement n° 21 (cas des salariés quittant volontairement leur entreprise à partir d'au moins soixante ans) (p. 3785) ; salariés partant volontairement en retraite à soixante ans ; adopté ; **article 56** : son amendement n° 22 (modalités de désignation du remplaçant d'un représentant du personnel cessant ses fonctions) ; remplacement des représentants au sein des comités de groupe ; adopté ; **après l'article 56** : accords conclus entre partenaires sociaux ou interprofessionnels (p. 3786) ; rejet par la commission de l'amendement n° 1 de M. Joseph Legrand, instituant un droit d'entrée sur les charbons importés au profit des mineurs licenciés pour fait de grève (p. 3787).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : position du Sénat [29 juin 1984] (p. 3919).

Discussion des articles : son amendement n° 2 (abrogation de l'article 25 de la loi du 2 septembre 1954) ; organismes gestionnaires du fonds commun des accidents du travail ; adopté ; son amendement n° 3 (complétant le paragraphe I de l'article 38 *ter* relatif à la cotisation sur les tabacs par la référence au 11 juillet 1984) ; suppression de la vignette sur les tabacs ; directives européennes ; adopté (p. 3920) ; suppression de la vignette sur les tabacs ; équilibre de la sécurité sociale (p. 3921).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* augmentation de la pratique des activités physiques par les Français ; intégration des enseignants d'éducation physique et sportive parmi les personnels de l'éducation nationale ; évolution du nombre de postes créés de 1981 à 1985 ; nécessité d'un rééquilibrage des horaires en faveur de l'éducation physique [12 novembre 1984] (p. 5885).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val d'Oise
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XIII : **travail, emploi et formation professionnelle** : travail et emploi **(n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Orientation et formation des femmes** : problème des jeunes filles sorties du système éducatif sans diplôme ni qualification [2 mai 1984] (p. 2026).

— **Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises** : absence de mesures d'application de la décision du Gouvernement de faire payer cette allocation par l'Etat ; critères d'attribution de cette allocation [6 juin 1984] (p. 2985).

— **Formation et emploi des jeunes** : lutte contre le chômage des jeunes [3 octobre 1984] (p. 4469).

— **Emploi des jeunes** : mesures prises en faveur de l'utilisation du service militaire pour la qualification et l'emploi des jeunes [21 novembre 1984] (p. 6229).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).**

Première lecture, discussion générale : cas de conflit ou de défaillance des parents ; cas de conflit entre l'enfant et les parents ; défaillance des familles [14 mai 1984] (p. 2302) ; droit de l'enfant de vivre dans une famille psychologique ; possibilité d'adoption des petits enfants ; propos « ségrégationnistes » tenus par le président de la commission des finances du Conseil général de son département ; décentralisation ; candidature à l'adoption ; intervention de l'Etat (p. 2303).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).**

Première lecture, discussion générale : ouverture de la profession de sage-femme à l'Europe ; extension des compétences de celle-ci ; sage-femme libérale ; cas du département du Val-d'Oise ; revalorisation des salaires des sages-femmes ; son vote positif au texte [15 mai 1984] (p. 2328).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* pension de veuve ; part accordée dans le développement de l'action sociale en faveur du monde combattant [24 octobre 1984] (p. 5121) ; protection de l'O.N.A.C. (p. 5122).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale : questions :* fonction des centres interministériels de renseignements administratifs ; faiblesse de leur budget pour 1985 ; redéploiement des moyens [25 octobre 1984] (p. 5197).

Fonction publique et simplifications administratives. *Discussion générale : questions :* cumuls d'activités ; montant des primes ; publication du rapport Blanchard [25 octobre 1984] (p. 5213).

Culture. — *Discussion générale :* création et diffusion de grandes œuvres ; théâtre de marionnettes [25 octobre 1984] (p. 5228) ; subventions aux différentes compagnies ; aide aux professionnels ; budget pour l'année internationale de la jeunesse ; travaux d'utilité collective pour jeunes chômeurs (p. 5229).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* possibilité d'accorder à l'A.N.P.E. des facilités allégeant son budget courrier [29 octobre 1984] (p. 5332).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : changements de structure du budget ; politique de création d'emplois ; intervention sur le marché du travail par le renforcement du rôle de l'A.N.P.E., l'amélioration des systèmes d'aide à l'emploi, la politique des pôles de conversion ; efforts de formation et de qualification ; rôle des travaux d'utilité collective [29 octobre 1984] (p. 5349) ; aménagement de la durée du travail ; création d'emplois nouveaux dans le cadre d'un autre mode de développement ; rénovation des logements et maîtrise de l'énergie ; indemnisation du chômage en France par rapport aux Etats-Unis ; accord intervenu entre l'U.N.E.D.I.C. et le patronat ; situation des chômeurs non indemnisés (p. 5350) ; lutte contre le travail au noir ; participation de chacun à l'occupation et à la formation des jeunes sans travail ; statut des personnels de l'A.N.P.E. (p. 5351).

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* insécurité et délinquance ; immeubles collectifs ; sécurité dans les maisons individuelles ; sa proposition d'accorder une déduction fiscale aux propriétaires de pavillons faisant poser des équipements de sécurité [30 octobre 1984] (p. 5415).

Education nationale. — *Discussion générale :* rôle du rapport Prost ; nécessité de diversifier les modèles de réussite et les voies de formation ; redéfinition des objectifs des différentes disciplines ; réduction des horaires des cours ; rôles des enseignants [12 novembre 1984] (p. 5879) ; augmentation du taux de scolarisation dans les sections scientifiques et techniques (p. 5880).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* contenu du projet de loi sur les droits des familles ; rôle du travail social dans l'évolution de la société ; multiplicité des statuts particuliers des personnels ; cas de la création d'un institut médico-éducatif dans la vallée de Montmorency ; dossier du « Colombier » à Soisy-sous-Montmorency [13 novembre 1984] (p. 5948) ; solutions aux situations de précarité ; formation des travailleurs sociaux (p. 5949).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : arrêt de l'activité professionnelle de la mère au second ou au troisième enfant ; 9e Plan ; loi de 1984 sur le congé parental ; allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; arrivée du troisième enfant ; lutte contre les inégalités [4 décembre 1984] (p. 6648) ; situation des femmes dans la société ; créations d'emplois publics ; réduction de la durée du travail (p. 6649).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).**

Première lecture, discussion générale : maîtrise de l'énergie ; objectifs de la quatrième tranche ; programme prioritaire d'exécution n° 5 du 9e Plan ; coût net de la facture énergétique ;

diminution de celui-ci en 1983 ; redémarrage de la consommation d'énergie depuis le début de 1984 ; procédure d'aides mises en œuvre par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; diminution, dans la 3e tranche du fonds, des crédits accordés aux interventions en matière d'énergie ; rénovation du patrimoine immobilier [11 décembre 1984] (p. 6816) ; nécessité d'agir sur les mentalités ; travaux routiers (p. 6817).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

Rapporteur pour avis du projet de loi adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (n° 2384) [6 décembre 1984] (p. 6785).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2097) modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au **crédit maritime mutuel (n° 2162)** [29 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 44 : **défense (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035).

Première lecture, discussion générale : professionnels de l'aquaculture ; déficit dû aux produits de la mer dans notre balance commerciale ; comité local des pêches ; comité institué après la loi de 1945 ; organisation des marchés ; suppression des vacations P.T.T. du samedi à partir des stations maritimes [3 mai 1984] (p. 2092) ; problème de la prise en compte fiscale d'un achat de nouvel équipement par les marins-pêcheurs ; problème de l'obtention d'une retraite réelle à cinquante ans (p. 2093).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : place du crédit maritime mutuel au sein du secteur coopératif ; « loi bancaire » ; caisse centrale de crédit coopératif dite la « 4C » ; renforcement des capacités d'intervention du crédit maritime mutuel ; banque de la mer ; financement de la pêche artisanale ; évolution de la législation sur le crédit maritime mutuel ; clarification des rapports entre le crédit maritime mutuel et la « 4C » ; protocole d'accord sur l'organisation du réseau du crédit maritime mutuel ; création d'une société centrale de crédit maritime mutuel ; rôle de la caisse centrale de crédit coopératif ; fédération nationale du crédit maritime mutuel [6 juin 1984] (p. 3013) ; extraction des sables et des graviers ; nodules polymétalliques ; commission supérieure du crédit maritime mutuel ; constitution d'un fonds de garantie de crédit maritime mutuel ; plan sur cinq ans en matière d'ouverture de guichets ; fonds collectés par les agences de crédit maritime mutuel sous forme de Codevi (p. 3014) ; suppression par le ministre des P.T.T. des « vacations P.T.T. » (p. 3018) ; problème de communication des marins croisant dans les régions Nord-Ecosse et Mauritanie ; sécurité des marins pendant le week-end (p. 3019).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* problèmes du maintien des interventions du F.I.O.M. et de la suppression du F.I.A.M. [31 octobre 1984] (p. 5491).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* mise en œuvre du 6e S.N.L.E. ; refonte du « Tonnant » ; réorganisation de l'armée de terre ; solidarité européenne ; création de la F.A.R. ; montant des crédits ; écart par rapport aux prévisions de la loi de programmation [9 novembre 1984] (p. 5803) ; faiblesse de l'écart entre la programmation et le budget ; part des dépenses militaires dans le P.I.B.M. ; carburants ; dépenses d'équipement ; diminution des autorisations de programme ; dépenses nucléaires ; 7e S.N.L.E. ; armements classiques ; crédits d'équipement ; modernisation des forces conventionnelles (p. 5804) ; souhait de la commission de voir inscrit un crédit suffisant pour financer le curcoût des opérations extérieures (p. 5805) ; évolution du pouvoir d'achat des armées (p. 5822).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* régime du financement des investissements hospitaliers publics ; taux de subvention des investissements sanitaires ; domaine des opérations subventionnables [13 novembre 1984] (p. 5966).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : montant des surcoûts en matière de défense ; renchérissement des frais de carburant ; situation des crédits établis par la direction de la comptabilité publique ; importance des surdotations de certains chapitre du Titre III du budget de la défense ; surcoût des opérations extérieures ; réforme de l'assiette des taxes communale et départementale sur l'électricité ; risque de la diminution du potentiel fiscal de certaines communes [5 décembre 1984] (p. 6718) ; sa volonté de voir pris en compte un de ses amendements sur ce point (p. 6719).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (n° 2394).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : harmonisation des conditions de concurrence entre les assureurs français et leur principaux concurrents ; interdiction faite à l'assuré de se garantir contre les dommages et pertes causés par la faute intentionnelle du capitaine ; interdiction ne concernant que les assurances de dommages sur corps des navires ; possibilité pour l'assuré de se garantir contre ses fautes lourdes ; interdiction d'assurance des fautes intentionnelles ou inexcusables ; rééquilibrage de la balance des paiements ; prise en compte d'une directive communautaire de 1978 ; contrat de co-assurance [12 décembre 1984] (p. 6863).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : avenir du territoire ; centre d'expérimentation du Pacifique ; extension du code du travail à la Polynésie ; compétences de l'Etat ; maintien du territoire dans l'ensemble français et affirmation de l'identité culturelle polynésienne [9 mai 1984] (p. 2156).

Explications de vote : caractère démocratique des institutions mises en place ; loi électorale ; éducation et formation ; code du travail ; vote positif du groupe socialiste [10 mai 1984] (p. 2232).

Commission mixte paritaire, discussion générale : aspects positifs du statut ; problème des incompatibilités ; immunité parlementaire ; rôle de l'Etat en Polynésie ; autonomie interne ; problème des jeunes ; avenir de la Polynésie [31 juillet 1984] (p. 4250).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : revendication indépendantiste ; possibilité d'autonomie ; conclusions de la réunion de Nainville-les-Roches ; statut pouvant apporter des solutions constructives ; droits de chaque Communauté ; composition du Gouvernement ; seuil électoral ; loi électorale prévoyant une augmentation du nombre des élus ; circonscriptions législatives ; cas de la Lozère ou de l'Essonne [28 mai 1984] (p. 2726) ; création du comité Etat-territoire (p. 2727).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : urgence de l'ouverture de négociations ; reconnaissance de la légitimité du peuple canaque ; Front indépendantiste ; réunion de Nainville-les-Roches [28 mai 1984] (p. 2737) ; reconnaissance de la spécificité du peuple Canaque à cette réunion ; comité Etat-territoire ; autodétermination (p. 2739) ; indépendance (p. 2740) ; **article 5** : son amendement n° 181 (supprimant la compétence de l'Etat en matière de recrutement et de formation de la fonction publique du territoire) ; centre de formation territorial ; adopté (p. 2751) **article 17** : son amendement n° 187 (démission du Gouvernement de droit en cas de démission de son président) : adopté ; **après l'article 17** : son amendement n° 188 (de coordination) : adopté (p. 2758) ; **article 19** : son amendement n° 191 (référence à l'article 17 *bis* dans cet article) : adopté (p. 2759).

Explications de vote : points positifs du projet [29 mai 1984] (p. 2797) ; reconnaissance de la spécificité du peuple kanak ; conclusion de la réunion de Nainville-les-Roches ; autonomie ; vote positif du groupe socialiste (p. 2798).

Deuxième lecture, discussion générale : kanaks ; situation en Nouvelle-Calédonie ; nickel ; loi-cadre ; retard des élections ; réunion de Nainville-les-Roches ; droit à l'indépendance, à l'autodétermination ; propositions des indépendantistes [25 juillet 1984] (p. 4189) ; extrémistes ; nécessité de voter rapidement ce statut ; organisation des élections ; mise en place du statut (p. 4190).

Explications de vote : amalgame ; attentat (p. 4217) ; droit à l'expression et à la dignité des populations de Nouvelle-Calédonie ; volonté des élus locaux ; statut transitoire ; loi Billotte et lois électorales (p. 4218).

Troisième lecture, explications de vote : loi-cadre de 1956 ; résultat du vote d'autodétermination ; droit d'existence du peuple Kanak ; scolarisation et formation de ce peuple ; maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français [31 juillet 1984] (p. 4244).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : différence de représentativité entre les élus des zones urbaines et des zones rurales dans les départements ; différence dans les circonscriptions législatives [29 mai 1984] (p. 2802).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 2807).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* problème des personnels non enseignants ; importance des besoins en personnel ; augmentation de la charge de travail ; installation et maintenance des ordinateurs [12 novembre 1984] (p. 5871).

Questions : pose la question de M. Roland Beix (p. 5900).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* nécessité d'une amélioration du logement ; action en faveur de sa qualité ; problème des équipements d'accueil pour l'enfance ; rôle de la politique de prévention [13 novembre 1984] (p. 5952).

LEFRANC (Bernard)

Député de l'Aisne
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat

— n° 757, posée le 11 décembre 1984 : **impôts locaux (taxe professionnelle)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 ; remplacé par Mme Ghislaine Toutain : (p. 6945).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Bernard Villette [9 novembre 1984] (p. 5843).

LE GARREC (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304)

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Paul Planchou : régulation budgétaire et programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan : rigueur budgétaire ; priorité à la politique familiale ; redéploiements et transferts de crédits ; importance des contrats de Plan Etat-régions ; comité interministériel des programmes prioritaires ; application d'un traitement privilégié aux priorités du 9e Plan [9 mai 1984] (p. 2147) ;

— **Mme Colette Goeuriot : baisse du pouvoir d'achat des travailleurs** : augmentation des rémunérations par rapport à 1983 au même rythme que l'augmentation des prix ; possibilité de reprise des négociations pour l'année 1985 ; caractère injustifié des attaques contre la fonction publique [24 octobre 1984] (p. 5132) ;

— **M. Jean-Claude Cassaing : conditions de travail des handicapés** : poursuite de l'effort en faveur des handicapés ; importance de leur recrutement aux P.T.T. et à l'éducation nationale [5 décembre 1984] (p. 6694) ; simplification des procédures et des réglementations les concernant (p. 6695).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).**

Première lecture, discussion générale : concertation autour du texte ; refus de tout calcul politicien ; rénovation du Conseil ; création d'une procédure d'urgence ; renforcement du rôle du Conseil en matière du suivi du Plan [25 mai 1984] (p. 2691) ; contrats Etats-régions et IX[e] Plan ; comités économiques et sociaux régionaux ; publicité des séances du Conseil ; composition du Conseil ; augmentation de la représentation des salariés ; augmentation de la représentation des entreprises publiques ; représentation des professions libérales, des coopératives non agricoles, de la mutualité et des associations familiales ; D.O.M.-T.O.M ; nombre de personnalités qualifiées (p. 2692) ; définition, par décret, des conditions de désignation des conseillers ; sections ; moyens matériels alloués au Conseil (p. 2693) ; évolution sans bouleversement quant à la composition du Conseil ; différence entre le Conseil et une assemblée élective ; classes moyennes ; représentation des professions libérales ; associations familiales ; personnes qualifiées (p. 2698) ; chiffre de 40 personnes qualifiées ; meilleure représentation des organisations désavantagées ; associations familiales ; statut du personnel ; meilleure représentation de la F.E.N. ; représentation de la C.F.T.C. ; rôle du Conseil ; indique qu'il demandera à celui-ci de se saisir des problèmes d'application des lois Auroux ; problèmes du quart-monde ; personnalités qualifiées (p. 2699).

Discussion des articles : **article 2** : représentants du secteur public ; représentation des professions libérales (p. 2701) ; jeunes chambres économiques ; impossibilité de retenir l'amendement n° 9 de M. Emmanuel Aubert prévoyant une représentation de celles-ci (p. 2702) ; rôle du Conseil national de la vie associative pour organiser sa propre représentation ; problème de la représentation des Français de l'étranger (p. 2703) ; syndicats (p. 2704) ; groupe des personnalités qualifiées (p. 2705).

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).**

Deuxième lecture, discussion générale : inquiétudes au sein des corps de hauts fonctionnaires ; caricature des intentions du Gouvernement ; évolution vers l'abaissement de l'âge de la retraite ; délai et difficultés d'application de ce texte ; affectations futures des promotions de l'E.N.A. ; réflexion sur l'encombrement des dossiers au Conseil d'Etat [24 août 1984] (p. 4321) ; développement de l'informatique et de la bureautique ; délai d'adaptation prévu pour la Cour de cassation ; arrêt d'activité des responsables des établissements publics ; conditions de compétence pour le recrutement au tour extérieur des Conseillers d'Etat ; souplesse de l'administration ; exigences de la décentralisation et de la déconcentration ; concertation avec les hauts responsables des grands corps de l'Etat (p. 4322) ; dignité des personnes ; droits des hauts fonctionnaires ; comparaison avec les pays de la Communauté économique européenne (p. 4324) ; politique de la recherche ; « accaparer un minimum de place dans un minimum de temps » ; évolution des tours extérieurs dans les années 1986, 1987 et 1988 ; organisation des sorties de l'Ecole nationale d'administration (p. 4325).

Discussion des articles : **article 7** : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 3 de la commission (maintien à la présidence des établissements publics des fonctionnaires ou magistrats dont la limite d'âge est fixée à 68 ans) ; cas du vice-président du Conseil d'Etat, président de droit du Conseil d'administration de l'E.N.A. (p. 4326) ; utilité de ce sous-amendement ; nécessité de le rectifier ; adopté après rectification (p. 4327).

Troisième lecture, discussion générale : nature identique des dispositions du projet de loi à celles en vigueur dans les autres pays européens ; conditions d'application de la loi ; entretien avec le directeur de l'E.N.A. sur l'établissement d'un plan d'affectation à la sortie de l'école ; encombrement dans certains grands corps ; amélioration du fonctionnement de la Cour de cassation ; nécessité d'adapter l'administration française à la décentralisation et à l'évolution des méthodes de gestion nouvelles [29 août 1984] (p. 4334).

Ses observations après les explications de vote : rappel des propos de M. Emmanuel Hamel notamment « désorganisation organisée » ; mesures analogues à celles prises en 1975 (p. 4336).

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).**

Deuxième lecture, discussion générale : retour au texte adopté par l'Assemblée nationale [24 août 1984] (p. 4328) ; potentiel de recrutement de hauts magistrats ; « parisianisation » ; importance numérique et hiérarchique des juridictions parisiennes (p. 4329).

Discussion des articles : **après l'article 5** : son amendement n° 2 (maintien à la présidence des établissements publics des magistrats dont la limite d'âge est fixée à 68 ans) ; nécessité de cette précision ; adopté (p. 4330).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre-Bernard Cousté : indépendance des chaînes de télévision ; coïncidence entre la manifestation des fonctionnaires et l'ordre du jour de l'Assemblée [25 octobre 1984] (p. 5200) ; évolution en masse des salaires de la fonction publique en 1982 par rapport à 1981 (p. 5210) ; effort en faveur des basses catégories ; taux d'inflation ; rapports avec les organisations syndicales ; informations sur les rémunérations principales et annexes ; achèvement des décrets d'application relatifs au statut de la fonction publique (p. 5211) ; fonction publique territoriale ; titularisation ; modernisation de la fonction publique ; technologie et simplifications administratives ; travail du comité interministériel « informatique et bureautique » ; création d'un groupe de travail sur « fonction publique et modernisation » ; formation (p. 5212) ; expérience « Administration à votre service » ; effort concernant la mensualisation des pensions et le déroulement des carrières des basses catégories ; adaptation de la fonction publique aux nouvelles technologies (p. 5213).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-France Lecuir :* rémunérations annexes ; cumuls d'activités (p. 5213).

— *M. Jean Peuziat :* mensualisation des pensions ; problèmes des moyens (p. 5214) ;

— *M. Albert Pen :* prise en compte de la situation des fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon ; stabilisation de la majoration supplémentaire ; prime exceptionnelle (p. 5214).

Libération de M. Jacques Abouchar :

Précise que le Gouvernement se réjouit, avec l'Assemblée nationale, de la libération de M. Jacques Abouchar grâce à l'action efficace de l'Assemblée nationale et du Gouvernement [25 octobre 1984] (p. 5213).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984 (n° 2397).**

Première lecture, discussion générale : création d'un fonds de compensation permettant aux agents de cesser leur activité ; nombre des demandes présentées ; assouplissement des modalités de gestion des effectifs de la fonction publique ; évolution dans la fonction publique ; position de M. Jacques Chirac souhaitant une embauche pour deux départs à la retraite dans la fonction publique ; effectifs budgétaires actuels de la fonction publique ; politique menée par le Gouvernement [20 novembre 1984] (p. 6207).

— Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).

Première lecture, discussion générale : loi du 11 juillet 1973 ; institution d'un versement destiné au transport en commun ; notion d'intégralité du transport collectif ; cas du Sivom d'Elbeuf ou du district de Montbéliard ; notion de gratuité ; région Ile de France [20 novembre 1984] (p. 6209) ; remboursement n'intervenant qu'en cas de gratuité du transport ; notion de transport collectif ; problème du remboursement au prorata des effectifs transportés ; cas de l'Ile de France.

Discussion de l'article unique : **article unique ;** notion de transport collectif faisant partie intégrante de ce texte (p. 6211).

LE GARS (Jean)

Député des Yvelines
(1e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français à l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : solidarité nationale) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome II : **affaires sociales et solidarité nationale** : solidarité nationale (**n° 2366**) [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction progressive de la durée du travail à 35 heures** : création d'emplois, ouverture de négociations ; travailleurs de nuit [30 mai 1984] (p. 2839) ;

— **Droit d'expression et liberté des travailleurs** : atteintes patronales au droit du travail ; licenciement d'un salarié par la C.G.E.E.-Alsthom ; menaces de licenciement [17 octobre 1984] (p. 4852) ;

orale sans débat :

— **n° 602,** posée le 24 avril 1984 : **charbon (Charbonnages de France)** (p. 1906) ; Appelée le 27 avril 1984 : **utilisation de la subvention des Charbonnages** : rappel des charges liées au charbon ; présentation des charges non liées ; opérations de vente de logements par les houillières ; coût et qualité du charbon français (p. 2015).

INTERVENTIONS

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : harmonisation des régimes de protection sociale figurant dans les objectifs du IXe Plan ; régime général de sécurité sociale ; majoration pour enfant ; harmonisation ; conditions d'âge de départ à la retraite ; régime particulier de la S.E.I.T.A. [24 avril 1984] (p. 1892) ; caractère déficitaire de ce régime spécial ; cotisations ; opposition du groupe communiste à l'article 6 du texte ; système de retraite (p. 1893).

Discussion des articles : **article 6 :** dualité de régimes pour le personnel ; région du Nord et du Pas-de-Calais ; cotisants (p. 1901).

Troisième lecture, discussion générale : opposition du groupe communiste à la mise en extinction du régime des retraites spécifiques des personnels ; statut des travailleurs de la S.E.I.T.A. [27 juin 1984] (p. 3759-3760).

Explications de vote : abstention du groupe communiste (p. 3763).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : élargissement du champ d'application de la loi d'amnistie aux travailleurs des houillères ; respect du statut du mineur ; défense de l'emploi ; cas du licenciement de l'ingénieur Vuldy de la fosse Ligny-les-Aires ; nombre de mineurs licenciés durant les grèves de 1948 ; principe de reconstitution de carrière ; double campagne pour les mineurs anciens combattants ; suppression de la notion de rente ; majoration pour enfants pour les mères ayant travaillé dans les mines ; versement de l'allocation aux adultes handicapés [30 mai 1984] (p. 2823).

Discussion des articles : **article 2 :** amendement du groupe communiste sur la reconstitution de carrière des mineurs ; article 40 de la constitution ; reconstitution de carrière des généraux de l'O.A.S. (p. 2830).

Deuxième lecture, discussion générale : protection sociale des chômeurs et des préretraités ; inquiétudes des personnels des caisses d'épargne quant à leur représentation au sein des Conseils d'orientation et de surveillance ; problèmes d'amnistie ; amnistie pour les mineurs ; événements de Charonne [27 juin 1984] (p. 3777) ; ayants-droit des tués et des blessés de cette manifestation ; titres de combattant volontaire de la Résistance ; fonctionnaires anciens résistants ; vote positif du groupe communiste (p. 3778).

Discussion des articles : **après l'article 38 :** relations du Conseil général des hôpitaux avec les hôpitaux eux-mêmes et la direction des hôpitaux ; concertation au sujet de cet organisme (p. 3782) ; **après l'article 56 :** jeunes de 16 à 18 ans (p. 3786) ; son amendement n° I (instituant un droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers) ; mineurs licenciés pour fait de grève ; article 40 de la constitution ; rejeté (p. 3787).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 69 (entreprises effectuant des formalités nécessaires à l'adhésion de leurs salariés aux assurances volontaires) : rejeté ; son amendement n° 70 : devenu sans objet [14 juin 1984] (p. 3365) ; **article 14** — *article L 781 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 72 (présence de huit représentants élus des salariés au Conseil d'administration de la caisse autonome) (p. 3374) ; rejeté (p. 3375) ; *article L 782 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 74 (référence aux articles 22 et 23 de la loi de 1982) : retiré (p. 3377) ; **article 17 :** son amendement n° 77 (entreprises effectuant des formalités nécessaires à l'adhésion de leurs salariés) : retiré (p. 3379).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 7 :** son amendement n° 61 (défiscalisation des attributions de combustibles au personnel des houillères nationales) ; personnel et retraités des Charbonnages de France ; prestations de chauffage ; prélèvement de la T.V.A. sur cette gratification ; position du Conseil d'Etat

dans un arrêt du 3 février 1966 ; caractère illégal de l'imposition des prestations non combustibles à la T.V.A. ; position de M. André Giraud en 1981 à ce sujet ; indique que cet assujettissement représente environ 4 millions de francs [18 octobre 1984] (p. 4923) ; rejeté (p. 4924 ; **après l'article 32** : son amendement n° 70 (abrogeant les dispositions de l'article 39 *quaterdecies* I du code général des impôts [19 octobre 1984] (p. 5020) ; retiré (p. 5021).

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : rappel des recommandations formulées par la commission des affaires culturelles [13 novembre 1984] (p. 5925) ; mise en évidence des excédents de la sécurité sociale ; problème des dettes patronales ; conséquences des mesures d'économie prises au niveau de la gestion des organismes de sécurité sociale ; réduction de certaines prestations notamment de la couverture sociale des chômeurs ; réduction du pouvoir d'achat des prestations familiales ; nécessité d'un rattrapage des rentes et des pensions ; contenu de la nouvelle convention médicale de 1985 ; conséquences du transfert des compétences d'action sociale aux collectivités territoriales ; nécessité d'un regroupement des aides sociales de solidarité nationale (p. 5926-5927).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : suppression de la rente d'accident du travail pour les incapacités permanente légères ; absence de saisine de la commission des lois à propos des mesures concernant l'organisation judiciaire et les travailleurs immigrés ; transformation des commissions de première instance de la sécurité sociale en tribunaux ; conséquences de la levée de l'obligation de secret professionnel des organismes de sécurité sociale ; risque de constitution d'un fichier national des citoyens sur la base du numéro de sécurité sociale [3 décembre 1984] (p. 6549) ; possibilité pour les associations antiracistes de se constituer partie civile ; opportunité de l'interdiction à tout travailleur clandestin de séjourner en France pendant trois ans ; amélioration de la situation des assistantes maternelles ; mise en œuvre de la démocratisation dans les établissements publics ; suppression de rentes d'accidents du travail ; utilisation de l'excédent de la sécurité sociale ; utilité de la réduction des délais de recouvrement des cotisations ; contenu d'un projet prévoyant un triplement des consultations hospitalières externes ; suppression du forfait hospitalier ; réexamen des cotisations payées par les préretraités et les retraités ; suppression du bénéfice de l'assurance décès pour les préretraités ; poursuite de la coordination de l'ensemble des régimes (p. 6550-6551).

Discussion des articles : **article 3** : recul en matière de formation professionnelle par rapport à la loi Rigout (p. 6557) ; **article 6** : application immédiate du texte (p. 6558) ; **article 10** : son amendement n° 98 (de suppression) ; nécessité d'une participation des salariés au Conseil d'administration des établissements nouvellement créés ; retiré (p. 6559) ; **après l'article 23** : difficultés pour les soldats libérés de retrouver un emploi (p. 6562) ; son amendement n° 101 (supprimant dans le premier alinéa de l'article L 122-32-1 du code du travail les mots « autre qu'un accident de trajet ») ; prise en compte des accidents de trajet dans la garantie d'emploi des victimes d'accidents de travail ; adopté (p. 6563) ; **article 24** : son amendement n° 102 (supprimant les mots « ou un magistrat honoraire ») (p. 6568) ; rejeté ; **article 28** : son amendement n° 103 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; concordance avec les amendements du groupe communiste aux articles 35 à 40 du projet de loi (p. 6569) ; réservé ; **article 30** ; inopportunité de l'amendement n° 134 de Mme Marie-Josèphe Sublet ; **article 32** : possibilité d'un recours en cassation (p. 6570) ; **article 33** : caractère restrictif de la notion de conjoint ; **article 34** : nécessité de dispositions pour informer les intéressés de leurs droits (p. 6571) ; **article 35** : situation de personnes ayant un taux d'invalidité de 8 p. 100 ; calcul du capital (p. 6572) ; **article 36** : son amendement n° 105 (de suppression) ; rejeté (p. 6573) ; **article 38** : article L 450 du code de la sécurité sociale ; **article 39** : son amendement n° 107 (de suppression) (p. 6574) ; rejeté ; **article 28 précédemment réservé** : son amendement n° 103 (devenu sans objet (p. 6575) ; **article 41** : son amendement n° 109 (de suppression) (p. 6575) ; rejeté ; son amendement n° 110 (obligation de mise à disposition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du registre) : retiré (p. 6576) ; **article 44** : son amendement n° 112 (de suppression) : risque d'atteinte aux libertés publiques et privées ; constitution d'un fichier national de la population sur la base du numéro de l'I.N.S.E.E. (p. 6578) ; rejeté (p. 6579) ; **article 46** : situation du salarié étant en invalidité après sa titularisation ; élargissement des possibilités de coordination entre les régimes ; inapplication de la majoration de deux ans de la durée d'assurance par enfant dans le régime minier (p. 6580) ; **article 49** : risque d'exclusion des technologies nouvelles (p. 6582) ; **après l'article 61** : déplafonnement des cotisations des employeurs aux risques accidents du travail et maladies professionnelles ; élargissement de la protection sociale ; abrogation de l'article 38 de la loi du 9 juillet 1984 ; son amendement n° 120 (majorant les cotisations des employeurs à l'assurance maladie) : rejeté (p. 6588) ; **article 63** : son amendement n° 122 (de suppression) (p. 6589) ; rejeté (p. 6590).

Explications de vote : absence d'intérêt de l'opposition pour ce texte ; volonté du groupe communiste d'améliorer les dispositions existantes ; versement d'un capital pour les accidents du travail entraînant une incapacité inférieure au taux de 10 p. 100 ; suppression du forfait hospitalier (p. 6591).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23 *ter*** : son amendement n° 47 (supprimant dans l'article L 522-32-1 du code du travail les mots « autre qu'un accident de trajet ») : rejeté [20 décembre 1984] (p. 7348).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* importance des musiques militaires ; cas du 12e régiment d'infanterie de Brive [9 novembre 1984] (p. 5843-5844).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Cesse d'être membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 février 1984] (p. 566).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues tendant à moraliser la vie publique (n° 991) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Fermeture de l'entreprise Trailor** : spécialité de cette entreprise ; possibilité pour l'entreprise Fruehauf-Maubeuge de

reprendre la fabrication de conteneurs ; problèmes de la satisfaction du marché français des conteneurs [31 octobre 1984] (p. 5473).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 44 :** référence aux notions d'urgence et d'« inévitabilité » des licenciements ; droit d'alerte des salariés en matière de licenciement économique ; nécessité d'interdire les licenciements pendant la période d'observation [9 avril 1984] (p. 1285).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : statut des personnels des collectivités locales et statut des fonctionnaires ; droit à la formation des fonctionnaires territoriaux ; rôle des régions [17 avril 1984] (p. 1640) ; personnels du centre de formation et des délégations ; lien entre la formation et la gestion des personnels ; formation ; préparation aux concours ; unicité du niveau de formation et des concours d'accès aux corps ; Conseils d'orientation ; préparation aux carrières administratives ; concrétisation des passerelles entre les fonctions publiques (p. 1641).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 74 (financement des congés individuels de formation) (p. 1654) ; part de la cotisation des employeurs affectée au financement de la formation professionnelle ; rejeté ; **article 6 :** fonctionnaires non titulaires (p. 1655) ; **article 7 :** son amendement n° 76 (modalités d'établissement du plan de formation par les collectivités locales et les établissements publics) ; centres de gestion ; rejeté (p. 1657) ; **article 8 :** son amendement n° 77 (cas où le centre de formation ne prévoit pas une formation particulière figurant dans un plan de formation) ; prise en compte des besoins exprimés par les collectivités territoriales (p. 1659) ; problème de la prise en charge du coût des formations dispensées en cours de carrière ; retiré (p. 1660) ; **article 15 :** son amendement n° 78 (modalités de la désignation des membres composant le Conseil d'orientation) ; caractère paritaire de la gestion de la formation de ce centre ; rejeté (p. 1664) ; **article 20 :** son amendement n° 79 (composition du Conseil d'orientation) : retiré [18 avril 1984] (p. 1686) ; **article 30 :** cas des D.O.M. ; possibilité d'implanter un centre régional de formation dans chaque D.O.M. (p. 1691).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 1696).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 17 (fixant à 87 le nombre des membres représentant des salariés) : retiré ; ses amendements n° 19, n° 18, n° 20 et n° 21 : retirés [25 mai 1984] (p. 2700).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** son amendement n° 63 (conditions de rémunération des artistes interprètes pour les communications au public) : retiré [28 juin 1984] (p. 3859).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* situation financière des collectivités locales ; cas des communes péri-urbaines [5 novembre 1984] (p. 5539) ; difficultés concernant le contrôle des tarifs ; statut de l'élu (p. 5540).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 53 (création d'établissements publics par l'Etat lorsqu'il n'existe pas d'écoles et de filières de formation publique) [19 décembre 1984] (p. 7263) ; retiré (p. 7264) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 33 de la commission (prise en compte de ressources allouées au titre de la taxe d'apprentissage dans la répartition des crédits) (p. 7276) ; rejeté ; son amendement n° 55 (insérant dans l'article 15-12 de la loi du 22 juillet 1983 après les mots « est un agent » les mots « nommé par l'Etat. La collectivité de rattachement est informée de cette nomination ») : retiré (p. 7277) ; son amendement n° 56 (fixation par le Conseil d'Etat de la composition du Conseil d'administration, du mode de désignation et de la durée du mandat de ses membres) : rejeté (p. 7278).

LEMOINE (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

DEPOTS

Projet de loi portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094)** [3 mai 1984].

Projet de loi relatif à la composition et à la formation de **l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095)** [3 mai 1984].

Projet de loi relatif à **l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322)** [23 août 1984].

Projet de loi relatif à **Mayotte (n° 2555)** [20 décembre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Didier Julia : Mayotte :** décision des Mahorais d'appartenir à la Communauté française sous la forme d'une collectivité territoriale ; prise en compte de la volonté du peuple mahorais [25 avril 1984] (p. 1921) ;

— **M. Jean Juventin : code du travail de la Polynésie française :** compétence des autorités de l'Etat en matière de principes fondamentaux du droit du travail [2 mai 1984] (p. 2027) ;

— **M. Ernest Moutoussamy : prix et débouchés de la banane :** relèvement du prix prévu ; baisse saisonnière de la consommation ; endettement actuel des planteurs ; fonds de secours aux victimes des calamités naturelles [13 juin 1984] (p. 3299) ;

— **M. Didier Julia : situation en Nouvelle-Calédonie ;** absence d'affrontement entre les communautés européenne et canaque lors des élections ; son hommage aux forces de l'ordre ; importance du taux d'abstention ; position dominante du R.P.C.R. dans la circonscription du sud ; émergence de la formation Kanak indépendantiste ; possibilité de fixer une date pour l'autodétermination [21 novembre 1984] (p. 6227) ;

orales sans débat de :

— **M. Georges Sarre (n° 686) : radiations des listes électorales ;** radiations effectuées par la commission administrative prévue à l'article L. 17 du code électoral ; avis émanant de l'I.N.S.E.E. ; pratiques irrégulières d'une commune de Guadeloupe [29 juin 1984] (p. 3866) ;

— **M. Pierre Mauger (n° 679) : assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie** : renouvellement de l'Assemblée territoriale ; adoption du nouveau statut ; précédents concernant la prorogation du mandat d'une Assemblée territoriale ; ordre du jour de la session extraordinaire ; attitude du Sénat ; mission d'information en Polynésie française [29 juin 1984] (p. 3867) ; concertation de Nainville-les-Roches ; incompatibilité entre le mandat de membre du Gouvernement de la Polynésie française et celui de député européen (p. 3868) ;

— **M. Bernard Montergnole (n° 684) : formations complémentaires d'initiative locale** : flux des jeunes sortant du système éducatif ; capacité d'accueil des établissements scolaires ; statut d'élève ou d'étudiant [29 juin 1984] (p. 3868) ; bilan des actions de formation complémentaire ; affectation par les régions de fonds pour la formation professionnelle (p. 3869) ;

— **M. Marcel Esdras (n° 720) : financement du logement en Guadeloupe** : évolution du montant des dotations budgétaires destinées au financement du logement d'outre-mer entre 1981 et 1984 ; contribution de l'institut d'émission des départements d'outre-mer [23 novembre 1984] (p. 6318) ; résorption de l'habitat insalubre ; rôle de la société anonyme d'H.L.M. (p. 6319) ;

— **M. Michel Debré (n° 588) : évolution démographique de la Réunion** : pourcentage des moins de vingt ans de 1961 à 1982 ; stabilisation démographique de la Réunion ; caractère restreint des possibilités d'emploi dans l'hexagone pour les jeunes originaires d'outre-mer ; nécessité d'assurer leur insertion en métropole [23 novembre 1984] (p. 6322) ; signature d'une convention avec l'A.F.P.A. ; rôle de l'A.N.T. dans la mobilité professionnelle ; montant des crédits mis à la disposition des départements d'outre-mer pour les chantiers de développement et les travaux d'utilité collective ; nécessité pour les jeunes Réunionnais de vivre et de travailler dans leur département d'origine (p. 6323-6324) ;

— **M. Charles Miossec (n° 706) : réforme électorale** : dépôt d'un projet de modification du mode de scrutin ; compatibilité de la représentation proportionnelle avec les institutions de la V[e] République ; rôle des « petits partis » ; critères de redécoupage des circonscriptions [23 novembre 1984] (p. 6324) ; introduction de correctifs favorisant la représentation de l'opposition dans les élections municipales (p. 6325).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : lois de 1957 et de 1977 ; affirmation de la souveraineté de l'Etat [9 mai 1984] (p. 2165) ; attachement de la Polynésie à la France ; concertation avec les élus du territoire ; autonomie interne ; spécificité de la Polynésie française ; identité culturelle ; enseignement de la langue tahitienne ; novations institutionnelles ; élargissement des compétences du territoire ; compétences de l'Etat ; transfert partiel des compétences de l'Etat en matière de relations extérieures et de communication ; droit du travail ; enseignement ; avis du Gouvernement sur le contrôle de l'immigration et des tarifs postaux ; création du comité consultatif du crédit (p. 2166) ; missions du haut commissaire ; évolution du statut actuel ; disparités entre certains atolls et l'île de Tahiti ; contrats de Plan ; problèmes que rencontre la jeunesse de la Polynésie ; souveraineté de l'Etat ; propos de M. Jacques Toubon opposant le régime d'Assemblée et les pouvoirs du Président ; incompatibilités (p. 2167) ; absence de marchandage entre la présence du Centre d'essai du Pacifique et l'avenir de la Polynésie française ; autonomie interne ; respect des institutions de la République (p. 2168) ;

Discussion des articles : **article 2** : application du code pénal à la Polynésie française ; commerce des armes ; droit du travail (p. 2169) ; **article 3** : communications extérieures (p. 2170) ; droits de souveraineté et de propriété de l'Etat en matière de domaine public et privé ; zone économique exclusive (p. 2171) ; création d'un comité Etat-territoire ; souveraineté de l'Etat sur la zone économique et possibilité de déléguer des compétences (p. 2172) ; mise en œuvre du plan O.R.S.E.C. (p. 2173) ; son amendement n° 209 (substituant aux mots « principes fondamentaux » les mots « principes directeurs ») ; droit du travail ; notion de principe directeur ; adopté (p. 2174) ; compétence de l'Etat en matière d'organisation judiciaire ; date de parution d'un décret d'application du texte (p. 2175) ; **article 6** : personne pouvant être désignée comme Président du Gouvernement(p. 2176) ; **article 11** : compétences du Haut commissaire (p. 2178) ; **article 17** : demande la réserve de l'article (p. 2179) ; **article 20** : phases de la procédure dans le cadre de cet article (p. 2180) ; **article 25** : réglementation applicable à la C.E.E. (p. 2182) ; **article 36** : son amendement n° 210 (substituant au mot « déléguer » le mot « délivrer ») ; pouvoirs des autorités de la République en vertu de la Constitution ; rejeté (p. 2187) ; **article 38** : Conseil régional ; distinction entre le personnel dépendant du haut commissaire et la fonction publique territoriale ; agents de l'Etat mis à la disposition du territoire (p. 2188) ; **après l'article 40** : Président du Gouvernement ; délégation de pouvoirs (p. 2189) ; demande la réserve de divers articles ; **article 41** : augmentation de la représentation au sein de l'Assemblée territoriale [10 mai 1984] (p. 2202) ; **article 45** : détachement d'office (p. 2203) ; **article 46** : réunion de l'Assemblée territoriale dans la salle de Papeete (p. 2204) ; **article 74** : demande la réserve de cet article (p. 2215) ; **article 87** : son hostilité à divers amendements ; **article 88** : son amendement n° 214 (publication des décisions assurée par le haut commissaire, défaut de publication dans un délai de 15 jours) (p. 2218) ; rôle du Président du Gouvernement et du haut commissaire ; publication des décisions ; adopté (p. 2219) ; **article 102** : respect des engagements budgétaires concernant certaines dispositions relatives à la Polynésie ; **aprés l'article 102** : répartition des compétences (p. 2222) ; **article 8, précédemment réservé** : son amendement n° 215 (technique de la présentation de la liste des ministres) (p. 2223) ; mise en place du Conseil de Gouvernement ; indique qu'il n'est pas possible d'établir une comparaison entre les institutions de la Polynésie et la IV[e] République (p. 2224) ; délai de cinq jours pour la présentation du Gouvernement ; faute de l'Assemblée territoriale ; autonomie interne ; information de l'Assemblée territoriale sur la composition du Gouvernement ; adopté (p. 2225) ; **article 17, précédemment réservé** : son amendement n° 216 (possibilité pour le Président du Gouvernement de mettre fin par arrêté aux fonctions d'un seul ministre) (p. 2227) ; révocation de membres du Gouvernement ; pouvoir du Président ; adopté ; **après l'article 31, précédemment réservé** : son amendement n° 217 (création d'une commission paritaire de concertation) (p. 2228) ; souhaite la création de cette commission ; comité Etat-territoire ; création de la commission de concertation ; procédure de conciliation ; possibilité de composition paritaire de cette commission : représentants du Gouvernement et de l'Assemblée territoriale ; représentativité de l'Assemblée territoriale ; rectifie cet amendement (p. 2229) ; rectifie à nouveau cet amendement ; adopté après rectifications ; **article 34, précédemment réservé** : son amendement n° 219 (de coordination) : adopté ; **après l'article 58** : son amendement n° 218 (compétence de l'Assemblée territoriale dans la zone économique exclusive) (p. 2230) ; zone économique exclusive ; surveillance par la marine ou par l'aviation ; place de la Polynésie française dans la République ; ressources maritimes ; adopté ; **article 3, précédemment réservé** : indique qu'il est hostile à divers amendements en discussion ; suggère une rectification de cet article (p. 2231) ; son amendement n° 220 (faisant référence à l'article 58 *bis* à la fin du 5[e] alinéa (4°) de cet article) : adopté.

Ses observations après les explications de vote : décentralisation (p. 2232) ; affirmation de la souveraineté de l'Etat ; statut actuel ; compétence du territoire sur les eaux territoriales (p. 2233).

Commission mixte paritaire, discussion générale : spécificité de l'« Assemblée des pays en Nouvelle-Calédonie » ; élaboration d'un contrat de plan [31 juillet 1984] (p. 4250).

Discussion des articles : **article 28** : son amendement n° 1 (substituant dans le second alinéa de cet article au nombre « 100 », le nombre « 80 ») ; seuil de 55 millions votés pour la Nouvelle-Calédonie ; adopté ; **article 89** : son amendement n° 2 (nomination par décret d'un secrétaire général assistant le haut commissaire dans toutes ses fonctions) ; nécessité d'assurer la continuité de la représentation de l'Etat dans le territoire ; loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes ; adopté ; zone économique exclusive ; souveraineté de l'Etat (p. 4257).

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : histoire de la Nouvelle-Calédonie ; lien entre les Français et les Kanak ; problème de la durée du nouveau statut [28 mai 1984] (p. 2717) ; propose une durée de cinq ans ; action du bataillon du Pacifique pendant la seconde guerre mondiale ; loi « Defferre »

de 1956 ; attachement des Kanak à la France en 1958 ; articles 74 et 76 de la Constitution ; problème de l'autonomie interne et de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie (p. 2718) ; caractères du nouveau statut : limité dans le temps, spécifique et évolutif ; préparation du scrutin d'autodétermination de 1989 ; coutume ; tradition mélanésienne Kanak ; Assemblée des pays ; rôle de la Chambre coutumière ; pouvoir de la coutume ; recherche d'un syncrétisme entre deux civilisations ; régionalisation en métropole (p. 2719) ; problème de la répartition des sièges en Polynésie ; Assemblée territoriale ; Assemblée des pays ; constate l'hostilité à ce texte : « c'est bien d'avoir réussi à faire l'unité » ; projet de statut n'étant fait ni pour les uns, ni pour les autres ; mise en place d'un comité Etat-territoire ; avenir de la France dans l'ensemble de l'Océan pacifique (p. 2720) ; rappelle la note de M. Pierre Messmer du 19 juillet 1972 (p. 2731) ; note faisant état de la chance ultime, de créer un nouveau pays francophone par immigration ; emplois réservés aux immigrants dans les entreprises privées ; comparaison de la situation de la Nouvelle-Calédonie avec celle du Luxembourg par cette note ; histoire de la Nouvelle-Calédonie ; déportations ; île des Pins ; déclaration de M. Roch Pidjot en 1976 (p. 2732) ; électoralisme ; présence de la France dans le Pacifique ; nécessité d'élaborer un statut d'autonomie interne spécifique et évolutif ; égalité des chances ; structures scolaires ; présidence de la Chambre coutumière ; organisation d'une cérémonie folklorique le 29 juin ; impossibilité pour M. Jacques Toubon d'affirmer qu'il y a dans cette partie du monde 20 millions d'Européens et 2 millions de Mélanésiens ; Australiens (p. 2733) ; droit inné et actif à l'indépendance ; autodétermination liée à la volonté du peuple calédonien (p. 2734).

— **Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : déclaration de Nainville-les-Roches [28 mai 1984] (p. 2735) ; abolition du fait colonial ; Canaques ; vues historiques des représentants du R.P.R. ; droit à l'autodétermination ; légitimité première du peuble Canaque ; création d'un comité Etat-territoire ; réunion de Nainville-les-Roches ; Front indépendantiste (p. 2736) ; autodétermination de Djibouti (p. 2737) ; organisation d'un référendum dont une question sera relative à l'indépendance en 1989 ; scrutin d'autodétermination ; travaux du comité Etat-territoire (p. 2738) ; comité Etat-territoire ; Front indépendantiste ; son amendement n° 161 (création, objet, composition du comité Etat-territoire) : adopté (p. 2740) ; **article 3** : découpage en pays accepté par l'ensemble des représentants de la réunion de Nainville-les-Roches ; processus historique ; position de la société historique de la Nouvelle-Calédonie ; grands chefs (p. 2748) ; **article 5** : préparation par le Gouvernement d'un projet de loi concernant le statut communal (p. 2751) ; **article 6** : Conseil général (p. 2752) ; **article 8** : amendement n° 174 (modalités de l'élection du Président du Gouvernement du territoire par l'Assemblée territoriale) ; indique qu'il assume la responsabilité de la rédaction de cet article ; choix possibles ; regrette qu'on ne puisse pas retenir la formule d'un Gouvernement formé à la proportionnelle (p. 2754) ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 175 (Président du Gouvernement) : adopté ; **après l'article 9** : son amendement n° 176 (présentation de la liste des ministres à l'Assemblée territoriale par le Président du Gouvernement) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 177 (choix des ministres du territoire parmi les membres de l'Assemblée territoriale ou hors de celle-ci) (p. 2755) ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 178 (faisant référence au Président du Gouvernement du territoire et aux ministres dans cet article) : adopté (p. 2756) ; **article 14** : son amendement n° 184 (cas d'un membre du gouvernement élu président) : adopté (p. 2757) ; **article 15** : son amendement n° 185 (insérant les mots « ou de sa nomination » après le mot « élection » dans cet article) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 186 (réservant cet article au Président du Gouvernement du territoire) : adopté ; **article 18** : son amendement n° 189 (possibilité de mettre fin par arrêté aux fonctions d'un seul ministre) (p. 2758) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 190 (de coordination) : adopté ; **article 20** : son amendement n° 192 (de suppression) : adopté (p. 2759) ; **article 65** : possibilité de réduire à un mois le délai dans lequel l'Assemblée territoriale doit rendre son avis (p. 2769) ; **article 68** : coutume ; déclaration de Nainville-les-Roches ; culture mélanésienne ; statut de la Polynésie (p. 2771) ; rôle de la Chambre coutumière [29 mai 1984] (p. 2776) ; attachement du peuple mélanésien au respect de la coutume ; redistribution de la terre aux clans (p. 2777) ; **article 69** : statut d'autonomie interne de 1956 ; **article 74** : volonté de citoyenneté manifestée par la majorité de la population en 1958 (p. 2778) ; **article 79** : attitude du R.P.R. local à la future Chambre coutumière (p. 2780) ; **avant l'article 87** : comité d'expansion économique ; possibilité de créer un comité économique et social (p. 2782) ; **article 124** : son amendement n° 201 (candidats aux emplois administratifs) ; faible proportion des emplois de catégorie A occupés par les Kanaks ; faible part des Kanaks dans l'ensemble de la fonction publique ; sa visite au lycée protestant de Dokamo (p. 2792) ; sélection et recrutement inadaptés à la formation initiale ; adopté ; **article 125** : son amendement n° 202 (recrutement des fonctionnaires aux emplois administratifs) ; emplois techniques relevant de la compétence territoriale ; adopté (p. 2793) ; mesures exceptionnelles en matière de recrutement (p. 2794) ; **article 130** : candidatures devant faire l'objet d'une proposition d'une commission de sélection ; présidence de cette commission par le président du tribunal administratif ; choix des conseillers municipaux en fonction de qualités de gestionnaires (p. 2796).

Ses observations après les explications de vote : dignité du peuple Kanak (p. 2798) ; rôle des tribus Kanaks ; mission de la France ; correction des inégalités ; attitude du R.P.R. ; texte signé à Nouméa entre le représentant du Gouvernement et une délégation du Front indépendantiste faisant état du comité Etat-territoire (p. 2799-2800).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur l'intervention de M. Jean Foyer ; réunion de Nainville-les-Roches ; peuplement de la Nouvelle-Calédonie avant 1958 ; dialogue avec le peuple Kanak ; engagements pris en 1958 à l'égard du peuple Kanak ; régime d'autonomie interne de la Nouvelle-Calédonie en 1956 ; régionalisation de la Nouvelle-Calédonie en 1974 ; Assemblée territoriale ; administration coutumière ; conseils de pays ; comité Etat-territoire [25 juillet 1984] (p. 4191) ; composition de la population de Nouvelle-Calédonie ; attitude du Sénat ; loi électorale ; consultation d'auto-détermination ; cas du scrutin de Djibouti (p. 4192).

Discussion des articles : **article 1er** : Assemblée territoriale ; transfert au territoire des offices ; **article 2** : notion d'autonomie interne ; Polynésie française (p. 4194) ; son amendement n° 70 (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « aux côtés des emblèmes de la République ») ; drapeau de la République ; signe distinctif ; adopté ; **article 3** : propositions de Nainville-Les-Roches ; recoupement des unités linguistiques et des unités coutumières par la carte administrative (p. 4195) ; **article 6** : suppression de la Chambre coutumière (p. 4197) ; **article 17** : son amendement n° 71 (supprimant la deuxième phrase de cet article) ; coordination avec un amendement adopté par le Sénat à l'article 16 du projet de loi portant statut de la Polynésie française ; adopté (p. 4198) ; **article 17 *bis*** : son amendement n° 72 (intérim en cas de démission ou de décès du Président du Gouvernement du territoire) : adopté (p. 4199) ; **article 27** : son amendement n° 73 (complétant le 10e alinéa, 9°, de cet article par les mots « dans les conditions particulières définies en application de la 4e partie du Traité instituant la Communauté économique européenne ») ; coordination avec un amendement adopté par le Sénat à l'article 25 du projet de loi portant statut de la Polynésie; rejeté ; son amendenent n° 74 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « 9° *bis* agrément des aérodromes privés ») : adopté (p. 4200) ; **après l'article 38** : son amendement n° 75 (exécution des délibérations de l'Assemblée territoriale et de sa commission permanente) ; dispositions devant faire l'objet d'un article à part ; modification du texte de cet article ; adopté (p. 4201) ; **article 40** : son amendement n° 76 (supprimant l'avant-dernier alinéa, 4°, de cet article) : adopté (p. 4202) ; **article 57** : son amendement n° 77 (insérant dans la première phrase de cet article après les mots « en son sein », les mots « et à la représentation proportionnelle des groupes ») ; Polynésie française ; adopté (p. 4203) ; **article 62** : répartition par l'Assemblée territoriale du produit des amendes (p. 4204) ; **article 64 *bis*** : son amendement n° 78 (création, composition et rôle des commissions d'enquête et de contrôle) : adopté (p. 4205) ; **article 87** : autonomie interne ; responsabilité de l'Assemblée territoriale dans la fixation du nombre des membres du comité économique et social (p. 4208) ; **article 113** : son amendement n° 79 (possibilité pour une personne physique ou morale lésée par un acte des autorités territoriales de demander au haut commissaire la mise en œuvre de la procédure prévue aux 4e, 5e et 6e alinéas de cet article) ; amendement de coordination avec une disposition introduite par le Sénat à l'article 87 du statut de la Polynésie française ; adopté (p. 4211) ; **article 125** : son amendement n° 80 (supprimant dans le dernier alinéa de cet article les mots « en tant que de besoin ») ; formation du personnel administratif de la Nouvelle-Calédonie ; publication d'un décret en Conseil d'Etat ; centre territorial de préparation à l'administration ; retiré ; **article 126** : son amendement n° 81 (substituant dans le dernier alinéa de cet

article aux mots « en cours de mandat » les mots « élus le 1er juillet 1979 ») ; calendrier du Parlement ; prorogation du mandat de l'Assemblée territoriale jusqu'à la promulgation de la présente loi (p. 4213) ; nécessité d'adapter à des circonstances nouvelles les dispositions transitoires déjà prévues par cet article ; rappel des précédents, notamment la loi du 24 juillet 1967 prorogeant les pouvoirs de l'Assemblée territoriale élue le 15 avril 1962 et celle du 18 mai 1972 prorogeant les pouvoirs de l'Assemblée élue le 9 juillet 1967 ; adopté ; **article 127** : son amendement n° 82 (désignation par décret pris sur proposition du ministre de l'intérieur du président et du commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie) ; adopté (p. 4214) ; **article 131** : conformité de cet article à la Constitution ; son amendement (substituant dans le 3e alinéa de cet article aux mots « sur le plan du » les mots « dans le ») : adopté (p. 4215) ; **article 132** : son amendement n° 83 (abrogeant le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse en Nouvelle-Calédonie) ; contenu de ce décret ; identité culturelle mélanésienne ; adopté (p. 4216).

Seconde délibération du projet de loi : **article 38** : son amendement n° 1 (décision du Conseil des ministres du territoire) : adopté (p. 4216).

Ses observations lors des explications de vote : événements survenus le 24 juillet 1984 en Guadeloupe (p. 4217) ses observations sur la formule de M. Jean Foyer, considérant que l'indépendance est impossible ; principe d'autodétermination ; nature de l'indépendance ; comité Etat-territoire ; place faite aux Wallisiens et aux Polynésiens ; nouvelle institution ; autonomie interne ; décentralisation (p. 4218) ; nécessité de redonner au peuple Kanak sa dignité ; déclaration de Nainville-les-Roches ; appel lancé par M. Roch Pidjot ; date du scrutin sur l'autodétermination (p. 4219).

Troisième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de rassembler les ethnies ; existence du peuple Kanak ; [31 juillet 1984] (p. 4230) ; sa lecture d'un message adressé par le grand chef coutumier de Lifou, M. Boula ; avenir de la Nouvelle-Calédonie ; Front indépendantiste ; engagement de Nainville-les-Roches ; date de l'autodétermination ; loi électorale ; caractère pluri-ethnique du territoire (p. 4231).

Ses observations après les explications de vote : déclaration de Nainville-les-Roches ; principe de l'auto-détermination ; énumération des trois questions sur lesquelles la consultation électorale devrait porter : statut, « autonomie interne », indépendance ; déclaration des Etats du Pacifique sud, notamment de l'Australie ; appartenance de la Nouvelle-Calédonie à cette zone géographique ; forum du Pacifique ; loi électorale ; Front indépendantiste ; respect des engagements pris (p. 4245).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : élections municipales en Nouvelle-Calédonie [29 mai 1984] (p. 2802) ; **article 3** : propose un seuil de 3 p. 100 des voix pour participer à l'attribution des sièges ; son amendement n° 13 (fixant ce seuil à 3 p. 100) : adopté (p. 2805).

Ses observations lors des explications de vote : problème de la date du référendum d'autodétermination ; indépendance ; garanties de l'homme et du citoyen ; accord du 7 avril 1984 entre le Gouvernement et les représentants du Front indépendantiste ; réforme du corps électoral ; rappelle la teneur d'une lettre envoyée par M. Pierre Messmer sur la nécessité de créer un pays francophone supplémentaire en Nouvelle-Calédonie (p. 2807) ; rappelle que 98 p. 100 des Néo-calédoniens ont fait confiance à la France en 1958 ; peuple Kanak ; avenir de la Nouvelle-Calédonie (p. 2808).

Commission mixte paritaire, discussion générale : système de la plus forte moyenne [25 juillet 1984] (p. 4220).

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Deuxième lecture, discussion générale : compétences des régions d'outre-mer en matière d'agriculture et de transports ; fonds routier ; office agricole ; principe de la continuité territoriale ; transfert des personnels départementaux aux régions [6 juin 1984] (p. 3021) ; décision du Conseil constitutionnel ; évolution de l'institution régionale ; création, attribution et moyens de l'assemblée ; fonds d'investissement routier ; signature des contrats de Plan entre l'Etat et les régions ; débat sur l'économie d'outre-mer (p. 3026) ; renégociation des accords de Lomé III (p. 3027).

Discussion des articles : **après l'article 6** : son amendement n° 41 (conférant aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, le concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation) ; financement de l'élaboration du schéma d'aménagement régional ; exemple de la Corse ; adopté (p. 3028) ; **article 8** : son amendement n° 42 (nécessité pour les départements de faire connaître aux régions les programmes d'aide à l'équipement rural) ; désaccord des élus et des agriculteurs sur la création d'offices de développement agricole et rural ; justification de la création d'offices en Corse ; devenu sans objet (p. 3029) ; **article 14** : son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 12 de la commission (supprimant les mots « ainsi que par les articles 29 et 30 de la loi du 22 juillet 1983 précitée ») ; nécessité de laisser la responsabilité des transports scolaires à la collectivité détenant celle des collèges (p. 3030) ; rejeté ; **article 15 A** : existence d'une continuité territoriale (p. 3031) ; article 21 : son amendement n° 44 (définition par les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion des actions culturelles ; élaboration d'un programme culturel régional) : adopté (p. 3033) ; **article 25** : son amendement n° 45 (soumission aux conseils généraux des dispositions des cahiers des charges applicables aux programmes propres aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) : rejeté (p. 3034) ; **article 37** : son amendement n° 46 (fixation, produit et affectation des taux de la taxe spéciale de consommation) (p. 3036) ; effort pour trouver un point d'équilibre (p. 3037) ; adopté (p. 3038).

Troisième lecture, discussion générale : rôle des régions ; moyens financiers [29 juin 1984] (p. 3889) ; compétences du Conseil général en matière de santé ; contrats Etat-régions ; banane et canne à sucre ; institution de deux assemblées sans qu'il existe une concurrence entre celles-ci (p. 3893).

Discussion des articles : **article 14** : son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 11 de la commission (faisant référence aux articles 29 et 30 de la loi de 1983) ; compétences des départements sur les collèges et les transports scolaires ; adopté (p. 3896) ; **article 37** : rôle du Conseil régional (p. 3900).

Quatrième lecture, discussion générale : F.I.R. [30 juin 1984] (p. 3944) ; décision du Conseil constitutionnel ; décentralisation (p. 3945).

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.).

Quatrième lecture, discussion générale : abrogation de la loi du 2 juillet 1980 ; hostilité du Gouvernement à la privatisation de la S.E.I.T.A. ; diversification de l'objet social de cette société [29 juin 1984] (p. 3888).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* progression du budget par rapport à 1984 [26 octobre 1984] (p. 5285) ; importance des investissements ; augmentation des crédits de paiement ; dépenses de fonctionnement ; développement de l'appareil productif ; mise en œuvre de la décentralisation ; maintien et développement de l'emploi ; promotion d'un réseau d'entreprises de taille moyenne ; organisation de tables rondes sur le tourisme ; contrats de plan ; nécessité d'une coopération régionale ; prise en compte des spécificités des départements d'outre-mer dans le cadre de la Convention Lomé III (p. 5286) ; projets en matière d'énergies renouvelables ; suppression du critère d'activités pour les prestations sociales ; aides publiques au logement ; travaux d'utilité collective ; réforme du service militaire adapté ; action de l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; rémunérations des fonctionnaires d'outre-mer ; mise en œuvre d'une réforme d'ensemble de la situation de la fonction publique et militaire ; réforme du fonds d'action sanitaire et sociale ; mise en place des statuts d'autonomie interne ; promotion mélanésienne dans la fonction publique (p. 5287) ; accroissement de l'effort financier (p. 5288) ; décalage entre la situation économique des D.O.M. et celle de la métropole (p. 5307) ; problème de la jeunesse et de la démographie ; mise en place d'un système scolaire éducatif adapté ; formation professionnelle ; service national ; préparation des contrats de plan en matière de tourisme ; problème de la migration intérieure ; accueil des concitoyens des départements d'outre-mer en métropole ; crédits des chantiers de développement (p. 5308) ; travaux d'utilité collective ; problème des prestations sociales outre-mer et notamment des bourses à la Réunion ; évolution des investissements de 1982 à 1985 ; autorisations de programme (p. 5309) ; aide à la

replantation de canne à sucre ; cas de l'usine de Beauport ; économie de la banane ; avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon ; rémunération des fonctionnaires en Polynésie française ; augmentation du budget des départements et territoires d'outre-mer (p. 5310-5311).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : incidents en Nouvelle-Calédonie à Ouégoa ; indique qu'il s'efforce de trouver une solution préservant les intérêts des deux Communautés en présence ; spécificités de la Nouvelle-Calédonie ; changement de statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; concile de Vatican II [29 novembre 1984] (p. 6479) ; volonté de la population de s'exprimer par referendum en 1976 ; élaboration du nouveau statut à la demande des élus de l'archipel ; indique que M. Dick Ukeiwé exprime bien ce que souhaite la population ; rejet à l'unanimité du Conseil général du projet de 1976 (p. 6480) ; caractère secret des avis du Conseil d'Etat ; constatation de l'inadaptation du régime de département à Saint-Pierre-et-Miquelon ; maintien des acquis de la départementalisation ; possibilité d'avoir une décentralisation aussi simple et aussi complète que possible ; problème de l'abandon de la départementalisation ; arrêt « Hansen » de la Cour de justice des Communautés européennes ; conséquences de l'appartenance à la C.E.E. devant s'appliquer aux D.O.M., notamment application du tarif extérieur commun ; consultation de la commission des Communautés européennes ; préparation des accords de Lomé III ; augmentation du cours du dollar ; remplacement des ressources fiscales locales par des transferts financiers ; règlement communautaire de 1984 définissant le tarif douanier de la Communauté faisant une exception pour Saint-Pierre-et-Miquelon ; élection du Conseil général ; mode de scrutin (p. 6481) ; article 73 de la Constitution ; décisions du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1982 et du 25 juillet 1984 ; conformité de la réforme à la Constitution ; décision du Conseil constitutionnel du 25 février 1984 ; futur statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; élection et fonctionnement du Conseil général ; compétences de ce Conseil ; spécificité de l'archipel ; code de l'urbanisme ; problèmes de l'alignement systématique de l'archipel sur la métropole ; décentralisation ; rôle du président du Conseil général ; applicabilité des lois de la métropole à Saint-Pierre-et-Miquelon ; services publics nationaux (p.6482) ; engagement à respecter le Traité de Rome ; statut de 1976 ; possibilité pour l'archipel de bénéficier de l'aide du F.E.D. (p. 6483) ; attachement des populations locales à la France ; lien entre Saint-Pierre-et-Miquelon et la France ; indique que M. Emmanuel Aubert a « fait du vol sans visibilité » (p. 6508).

Discussion des articles : **article 37** : indique à M. Albert Pen qu'il a saisi le ministère de l'intérieur et le ministère de l'économie du problème posé par les contractuels et auxiliaires (p. 6515).

LENGAGNE (Guy)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2413).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les **navires et engins flottants abandonnés (n° 2220)** [20 juin 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Joseph Gourmelon : indemnisation relative à la catastrophe de l'Amoco-Cadiz : responsabilité solidaire des sociétés Standart oil of Indiana, Amoco international et Amoco-transport ; effort du Gouvernement pour renforcer la sécurité de la navigation maritime ; renforcement de l'arsenal juridique national pour prévenir les pollutions ou sanctionner les infractions [25 avril 1984] (p. 1913) ; effort de la France dans le cadre de la C.N.U.C.E.D. pour élaborer un code international de bonne conduite pour l'immatriculation des navires ; révision des conventions internationales en matière de responsabilité civile et d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution (p. 1914) ;

— M. Vincent Porelli : entreprises de constructions métalliques d'Arles et Compagnie Française des entreprises métallurgiques de Fos : reprise de l'usine d'Arles des constructions métalliques de Provence par les constructions métalliques d'Arles ; difficulté du marché de la chaudronnerie et des marchés de plates-formes off-shore [16 mai 1984] (p. 2389).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Deuxième lecture, discussion générale : conséquences de l'échec de la loi de 1980 ; statut unique du personnel fixé par décret en Conseil d'Etat ; position du Sénat [6 juin 1984] (p. 2965) ; indique qu'il évoquait les conséquences de l'échec de la loi du 2 juillet 1980 et non celles de l'échec de la S.E.I.T.A. ; loi de 1980 ; compétitivité ; gauloise blonde ; problème de la mise en extinction du régime de retraite de la S.E.I.T.A. ; dotations en capital ; problème de la vignette ; négociations relatives au statut du personnel (p. 2967).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 10 (création d'une S.E.I.T.A. dont le capital appartient à l'Etat ; cas des administrateurs en fonction au 31 décembre 1984) (p. 2967) ; transition entre les deux sociétés ; nécessité de prévoir une période transitoire ; loi de démocratisation du secteur public ; indique qu'il n'y a jamais eu un seul actionnaire privé à la S.E.I.T.A. ; problème des salariés de cette entreprise ; loi de démocratisation du secteur public ; adopté (p. 2968) ; **article 5** : conventions collectives ; unicité du statut (p. 2970), **article 7** : son amendement n° 11 (abrogation de la loi de 1980) ; date de cette abrogation ; capitaux privés ; substitution d'une société à une autre ; transfert des acquis du personnel de la première société à la seconde ; absence de problème pour les salariés de l'établissement ; adopté (p. 2971).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Troisième lecture, discussion générale : souhait de M. Michel Rocard d'adopter ce texte [27 juin 1984] (p. 3748).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 1 (faisant référence à deux fois la superficie prévue au I-1° dans l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 3750).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* crédits du fonds spécial de grands travaux ; transfert de l'équipement naval au ministère du redéploiement industriel ; importance du matériel naval dans l'exploitation des entreprises ; assistance aux gens de mer, modernisation de la flotte de commerce, des ports et des pêches [31 octobre 1984] (p. 5485) ; concurrence entre les armements ; promotion d'un transport maritime international ; nécessité de faciliter le dialogue nord-sud et de définir les règles d'une saine concurrence ; exploitation des océans ; réforme des Conseils d'administration des ports autonomes ; prospection de trafics nouveaux ; stabilité des détournements de trafic au détriment des ports français ; amélioration de la surveillance de la navigation par le développement de la couverture des systèmes de surveillance ; extension de la couverture radar, dans les eaux internationales du sud de la mer du Nord ; protection des marins (p. 5486) ; revalorisation des salaires forfaitaires ; poursuite de la rénovation pédagogique par la création effective du C.A.P., de marin-pêcheur ; activités concernant les pêches maritimes et les cultures marines ; fixation des crédits d'aides au F.I.O.M. ; élargissement de la Communauté économique européenne ; rôle de la France dans le domaine des négociations internationales sur les pêches maritimes ; développement du trafic transmanche ; renouvellement de la flotte de commerce semi-industriel ; problème de la jauge ; cautionnement du mareyage (p. 5487) ; difficultés financières de la pêche artisanale ; problèmes posés par le

gazole-pêche ; mécanismes de répartition des textes portuaires (p. 5488).

Répond à la question de :

— *M. Jean de Lipkowski :* posée par M. Marc Lauriol ; changement de la structure gouvernementale dont dépend la mer ; volume de la production des chantiers navals destinée à l'exportation (p. 5488) ; problème de leur rattachement au ministère du redéploiement industriel (p.5489) ;

— *M. Marc Lauriol :* évolution de la marine marchande et des « sorties de flotte » ; cas de la Grande Bretagne ; construction de super tankers ; retour à l'équilibre d'exploitation de la C.G.M. (p. 5489) ;

— *M. Jean Beaufils :* activité portuaire des ports autonomes ; trafic transmanche du port de Dieppe (p. 5490) ;

— *M. Jean Beaufort :* pêche langoustière en Mauritanie et au Maroc ; accident du Montlouis ; construction d'un phare près de l'ile d'Ouessant (p. 5490) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* élargissement de la Communauté européenne ; port de la Rochelle ; poursuite du programme de construction de navires artisans (p. 5491) ;

— *M. Jean-Yves Le Drian :* posée par M. Jean Peuziat ; intervention du F.I.O.M. ; nécessité de définir une règle commune dans la Communauté européenne sans diminuer l'aide octroyée au monde de la pêche ; problème du rétablissement du F.I.A.M. (p. 5491) ;

— *M. Jean Lacombe :* posée par M. Jean Peuziat ; diminution des crédits de la mission interministérielle de la mer (p. 5491) ; inclusion de la méditerranée dans la politique communautaire des pêches ; protection des ressources de la méditerranée (p. 5492).

Examen des crédits : **Etat C, Titre VI :** rôle de la société nationale de sauvetage en mer ; son engagement de déposer en deuxième lecture un amendement tendant à majorer les dotations accordées à cet organisme (p. 5492).

— **Projet de loi, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 2423).**

Première lecture, discussion générale : convention de Bruxelles de 1957 ; institution de régimes spéciaux de responsabilité pour les créances nées de dommages particuliers ; mise à jour de la Convention de 1957 ; Convention de 1976 ; réserves prévues à l'article 18 de ce texte ; navires étrangers dans les eaux territoriales [12 décembre 1984] (p. 6859) ; responsabilité du navire et rôle du capitaine (p. 6860).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat complétant la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de mer (n° 2385).**

Première lecture, discussion générale : Conventions de Bruxelles et de Londres ; définition de la notion d'assistant ; mise en œuvre du principe de la limitation de responsabilité ; identité de ce principe pour le propriétaire du navire et pour l'assistant [12 décembre 1984] (p. 6861).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (n° 2394).**

Première lecture, discussion générale : adaptation de la législation française aux pratiques actuelles du marché des assurances ; défense faite à l'assureur de garantir les fautes intentionnelles ou lourdes de l'assuré ; faute intentionnelle du capitaine [12 décembre 1984] (p. 6863) ; différence entre l'assuré et le capitaine ; fautes simples et fautes intentionnelles.

Discussion des articles : **après l'adoption de l'article 3 :** se réjouit de l'unanimité de l'Assemblée sur ce texte (p. 6864).

LEONETTI (Jean-Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
(7e circonscription)
Socialiste.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

LEOTARD (François)

Député du Var
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble trois échanges de lettres) (n° 2401) [15 novembre 1984] (p. 6182).

DEPOTS

Avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome X : **urbanisme, logement et transports :** mer **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2401) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Costa Rica** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble trois échanges de lettres) **(n° 2465)** [29 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Détention de M. Sakharov :** inopportunité de la visite du Président de la République en Union Soviétique ; décision de M. Chaban-Delmas de quitter les manifestations officielles pour protester contre l'internement de M. Sakharov [16 mai 1984] (p. 2385).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : comparaison entre l'évolution des dépenses ordinaires et celle des crédits de paiement ; politique communautaire de la pêche ; régime de conservation et de gestion des ressources ; échec de la négociation avec l'Espagne et succès de celle avec le Portugal ; lutte contre la pollution des mers ; incidents avec les pêcheurs espagnols ; relations franco-canadiennes concernant la grande pêche et la zone économique de Saint-Pierre-et-Miquelon [31 octobre 1984] (p. 5464).

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

LE PORS (Anicet)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique** et le secteur public (n° 2106) [10 mai 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Soisson : abaissement de l'âge de la retraite pour les grands corps de l'Etat** : application progressive de la retraite à soixante ans aux hauts fonctionnaires ; situation des professeurs de l'enseignement supérieur [9 mai 1984] (p. 2150) ; pourvoi des places laissées vacantes sur la base d'un tour extérieur ; promotion sociale ; examen des conditions de la réforme des inspections générales (p. 2151).

orales sans débat de :

— **M. Lucien Richard (n° 660) : conséquences de la réduction de la production laitière** : effort financier consenti par les producteurs âgés ; réforme des aides à la cessation d'activité ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs [22 juin 1984] (p. 3613) ;

— **M. Pierre Bernard (n° 671) : mesures à prendre contre une épizootie ovine** : constatation d'une nouvelle pathologie des ovins dans l'Aveyron, le Tarn et la région de Poitou-Charentes ; recherches entreprises [22 juin 1984] (p. 3614) ;

— **M. Ernest Moutoussamy (n° 663) : problème sucrier en Guadeloupe** : sécheresse ; fonds de secours aux victimes des calamités naturelles ; indemnisation versée aux planteurs de canne [22 juin 1984] (p. 3615) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 668) : ateliers publics d'expression pour les arts plastiques** : fonds d'incitation à la création ; soutien de l'association culture dans la ville [22 juin 1984] (p. 3616) ;

— **M. Jean-Pierre Destrade (n° 672) : chasse à la palombe** : exercice du droit de chasse ; usages locaux ; réglementation en la matière [22 juin 1984] (p. 3616) ;

— **M. Alain Richard (n° 673) : études d'impact sur l'environnement** : qualité des études d'impact ; contrôle et évaluation des études [22 juin 1984] (p. 3617) ; augmentation du fonds de connaissances mis à disposition des maîtres d'ouvrage (p. 3618).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).**

Première lecture, discussion générale commune : problème des professeurs des universités ; « éméritat » ; activité des professeurs atteints par la limite d'âge ; recrutement par le tour extérieur dans le grade d'inspecteur général ou de contrôleur d'Etat ; grade terminal du corps des inspecteurs des ponts et chaussées ; corps de l'inspection ou de contrôle de l'administration ; corps de l'I.N.S.E.E. et des vétérinaires inspecteurs ; ingénieurs généraux des télécommunications ; inspecteur général de l'éducation nationale ; réforme de l'Ecole nationale d'administration ; nombre de candidatures pour le concours de l'E.N.A. ; « désorganisation » de l'administration ; politique malthusienne en matière de création d'emplois et de comblement des vacances de postes ; nombre de fonctionnaires admis à la retraite après 1975 [13 juin 1984] (p. 3308, 3309) ; conseillers d'Etat ; magistrats de la Cour des comptes ; évolution du nombre d'élèves sortis de l'E.N.A. depuis sa création ; nombre de postes mis au concours ; problèmes des professeurs d'université ; nécessité d'une émulation ; égalité d'accès aux emplois publics ; dérogations au principe du recrutement par concours ; statut particulier de certains corps de fonctionnaires ; accès direct de fonctionnaires de catégorie A ou de fonctionnaires internationaux de niveau équivalent ; égalité de traitement des fonctionnaires appartenant à un même corps ; cas des professeurs d'enseignement supérieur et problème des professeurs au Collège de France ; « éméritat » ; coût du projet de loi ; répartition des mises à la retraite supplémentaires (p. 3310) ; Conseil supérieur de la fonction publique (p. 3311) ; rappel des observations de M. Gabriel Péronnet lors du débat sur la loi de 1975 ; rajeunissement des corps touchés par la réforme ; capacités d'adaptation des corps aux changements ; amélioration de l'efficacité du travail de la Cour de cassation ; problèmes du Conseil d'Etat ; structure de la juridiction administrative ; politique de détachement à la Cour des comptes et à l'inspection générale des finances ; Chambres régionales des comptes ; charge de travail de la Cour des comptes ; promotion des enseignants-chercheurs dans l'enseignement supérieur ; continuité des travaux scientifiques ; « éméritat » ; moyenne d'âge des professeurs (p. 3327) ; impossibilité d'assimiler les dérogations à des discriminations ; problèmes scientifiques au Conseil d'Etat ; écart entre la population active et la population en âge de travailler ; comparaison des limites d'âge dans la fonction publique en France et dans les autres pays européens ; accusation de politisation ; déclaration de Vesoul ; membres du parti communiste français au sein de la haute administration (p. 3328) ; cas de Georges Valbon ; chasse aux sorcières ; tour extérieur au Conseil d'Etat ; ses rapports avec le Conseil d'Etat ; rejet de la question préalable (p. 3329) ; cohérence de l'ensemble législatif et réglementaire élaboré dans la fonction publique depuis trois ans ; mesures de progrès pour les fonctionnaires et d'amélioration du service public pour les usagers ; concertation avec les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires ; rationalisation du dispositif juridique par la simplification et la codification ; statut général des fonctionnaires ; principes d'égalité, d'indépendance et de pleine citoyenneté de l'agent public ; respect des principes républicains ; politique de l'emploi depuis 1981 ; nombre de créations d'emploi (p. 3334) ; contrats de solidarité ; généralisation des possibilités d'horaires variables ; extension du temps partiel ; mesures spécifiques facilitant l'insertion des handicapés dans la fonction publique ; ses observations sur la proposition de M. Jacques Chirac le 23 janvier 1983 à la Porte de Versailles ; mesures prises pour réduire l'encombrement de la Cour de cassation ; généralisation pour tous les fonctionnaires de la limite d'âge ; absence de discrimination ; rajeunissement des cadres ; hommage à la haute fonction publique ; progressivité de l'application de ce texte ; préservation des intérêts des fonctionnaires concernés par le renouvellement des cadres ; cas des professeurs au Collège de France ; problème de l'éméritat ; abaissement différencié de la limite d'âge ; caractère spécifique des catégories concernées (p. 3335) ; problème des dirigeants d'entreprises publiques ; intérêts des agents concernés ; application des reculs de limite d'âge existant pour l'ensemble des fonctionnaires ; égalité pour le calcul de la pension ; Conseil supérieur de la fonction publique ; renouvellement des cadres dans la fonction publique ; possibilité de recrutement des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; recrutement dans les grades d'inspecteur général et de contrôleur général ; promotion sociale ; liste des inspections concernées par les dispositions ; arguments évoqués en 1975 ; transformation de la fonction publique ; réflexion sur les structures de la haute fonction publique ; principe d'une réforme des inspections générales (p. 3336) ; suppression des dérogations à la limite d'âge des dirigeants des entreprises publiques (p. 3337).

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : personnes visées par les dérogations [13 juin 1984] (p. 3338), **article 2** : alignement de la durée de la période transitoire prévue pour les grands corps sur celle prévue pour les universitaires et les membres de la Cour de cassation ; postes offerts à la sortie de l'E.N.A. à la Cour des comptes et au Conseil d'Etat ; débat budgétaire (p. 3339) ; période transitoire ; retard de l'application de la limite d'âge dans la fonction publique (p. 3340) ; **article 3** ; son amendement n° 29 (supprimant les 3e, 4e et 5e alinéas de cet article) ; dérogations prévues au bénéfice des professeurs de l'enseignement supérieur ; attribution de l'éméritat ; risque d'inconstitutionnalité ; principe de l'égalité : bénéficiaires radiés des cadres ; consultation du Conseil d'Etat ; séparation des pouvoirs ; adopté (p. 3341) ; **article 4** : son amendement n° 30 (supprimant dans la première phrase de cet article les mots « par la limite d'âge ») ; adopté ; son amendement n° 33 (insérant dans la première phrase de cet article les mots « la durée de l'éméritat » après les mots « par la limite d'âge ») ; statut des enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur ; adopté ; son amendement n° 31 (conditions d'attribution de l'éméritat) ; notoriété scientifique ; distinctions reconnues par la Communauté scientifique ; prix Nobel ; médaille Fields ; C.N.R.S. ; adopté (p. 3342) ; **article 7** ;

son amendement n° 32 (fixation à 65 ans de la limite d'âge des présidents des Conseils d'administration et des directeurs des sociétés du secteur public) ; champ d'application de la loi ; sociétés, entreprises et établissements relevant du secteur public ; adopté ; caractère anticonstitutionnel de l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Soisson (p. 3344) ; **article 8** : réforme statutaire de l'inspection générale des affaires sociales ; diversité des missions de l'inspection générale ; évolution de la carrière des inspecteurs généraux et des contrôleurs généraux ; statut des membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes (p. 3345) ; harmonisation du recrutement des inspecteurs généraux et des contrôleurs généraux sur celui du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes (p. 3346).

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **article 24** : pénalisation des faux associés [4 avril 1984] (p. 1153).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* avenir de l'exploitation familiale ; conséquences de la réduction de la production laitière ; effondrement des cours de la viande bovine ; encombrement des abattoirs [6 novembre 1984] (p. 5583) ; effets d'une émission télévisée sur la consommation de viande ; diminution des crédits affectés à la prophylaxie ; nécessité de la lutte contre le varron (p. 5584).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire
(5e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1443).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : multiplication des défaillances d'entreprise ; nombre de faillites en 1983 ; nécessité de sauvegarder l'outil industriel et de protéger les intérêts des créanciers ; réforme mettant en péril ces derniers ; abandon de la notion de masse des créances ; période d'observation ; lourdeur de la procédure de règlement judiciaire ; existence d'une procédure simplifiée pour certaines entreprises [5 avril 1984] (p. 1192) ; représentants des salariés ; objectifs du maintien de l'emploi ; texte tendant à privilégier le social sur l'économique ; indique qu'il ne votera pas ce texte (p. 1193).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1981).

Première lecture, discussion des articles : **article 15)** : son amendement n° 57 (composition du Conseil d'orientation) ; problème de la titularisation des maîtres d'enseignement privé ; Conseil d'administration ; propose une répartition des catégories de représentants au sein du Conseil d'orientation [18 avril 1984] (p. 1681) ; composition du Conseil d'orientation ; représentation du personnel ; retiré (p. 1682) ; **article 17** : centre national ; mission du centre national de formation ; représentants des syndicats et des collectivités territoriales ; renforcement de la centralisation (p. 1683) ; inefficacité du service public (p. 1684) ; **article 20** : composition du Conseil régional (p. 1685) ; composition du Conseil national d'orientation (p. 1686) ; **article 23** : organismes compétents pour assurer la formation ; centres régionaux (p. 1688).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : domaine d'application du service minimum ; position défavorable des compagnies nationales [25 avril 1984] (p. 1939, 1940) ; rappelle ses propos lors de la discussion de la loi concernant les droits et obligations des fonctionnaires (p. 1940) ; maintien de l'acheminement des passagers en transit ou sur le retour en cas de grève (p. 1942, 1943).

Explications de vote : rétablissement du droit de grève dans un domaine à « haut risque » ; caractère démagogique de ce texte (p. 1945).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* grève de la fonction publique ; politique conduite depuis trois ans ; système de titularisation ; problème de l'impartialité de la qualité des agents de l'Etat ; désindexation des rémunérations ; maintien du pouvoir d'achat [25 octobre 1984] (p. 5207) ; définition de la masse salariale ; rémunérations dans la fonction publique ; effectifs des fonctionnaires (p. 5208).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* position du comité directeur de l'union des H.L.M. ; condamnation de l'insuffisance de la politique du logement [30 octobre 1984] (p. 5399) ; situation du bâtiment-travaux publics ; accession à la propriété ; suppression de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; découragement des constructeurs ; secteur locatif ; taux des P.L.A. ; situation des organismes H.L.M. ; désengagement de l'Etat ; retard des loyers ; droit à l'habitat (p. 5400).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* taux de croissance des pays en voie de développement ; problème de l'endettement de ces pays ; coopération bilatérale ; commerce international ; aide publique ; problème des financements [8 novembre 1984] (p. 5744) ; relations entre la France et les anciens pays colonisés ; renouvellement de la Convention de Lomé (p. 5745).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique de la France au Tchad :** enlisement ; position de la Lybie ; accident d'Oum Chalouba ; attitude d'irrésolution de la part du Gouvernement [11 avril 1984] (p. 1458).

— **Situation au Tchad :** rappel de la situation de ce pays en 1981 ; rencontre entre M. François Mitterrand et M. Kadhafi en Crète ; situation au Tchad en juin-juillet 1983 [19 décembre 1984] (p. 7225) ; l'évacuation des forces françaises et libyennes ; limite territoriale de la protection conférée par la France ; contestation de la légalité de M. Hissène Habré ; crédibilité de la France en Afrique (p. 7226).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : déclarations de M. Claude Cheysson sur le Tchad ; objectifs de la politique française ; prise de Faya-Largeau ; attitude du colonel Kadhafi [26 avril 1984] (p. 1984) ; réaffirmation des droits de ce dernier sur le Tchad ; dispositif de nos forces militaires au Tchad ; nécessité de renforcer les moyens aériens (p. 1985).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. —*Discussion générale ; questions :* structures nationales de la gestion maritime ; incorporation de la construction navale au ministère du redéploiement industriel ; représentation du secteur de la mer au Conseil économique et social [31 octobre 1984] (p. 5488).

LONCLE (François)

Député de l'Eure
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 7 janvier 1984] (p. 237).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (agriculture) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe) (n° 2524) [20 décembre 1984] (p. 7373).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VII : **agriculture (n° 2367)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Satellite de télécommunications du Luxembourg :** concession pour l'usage d'un satellite ; acte anti-européen du Luxembourg ; obstacle à l'accord franco-luxembourgeois [30 mai 1984] (p. 2844) ;

— **Arrestation de Jacques Abouchar en Afghanistan :** détention du journaliste d'Antenne 2 en Afghanistan ; démarches faites par le Gouvernement [3 octobre 1984] (p. 4470) ;

— **Contraception et interruption volontaire de grossesse :** propos de M. Jacques Chirac sur la loi concernant l'interruption volontaire de grossesse ; conséquences d'une révision de cette loi [31 octobre 1984] (p. 5478) ;

orales sans débat :

— **n° 632,** posée le 15 mai 1984 : **édition, imprimerie et presse (disques, bandes et cassettes enregistrées)** (p. 2366) ; appelée le 18 mai 1984 : **industrie du disque :** déclin de ce secteur industriel ; projet de licenciements dans la firme Philips ; cas de l'usine de Louviers ; disque compact (p. 2466) ; proposition de l'abaissement du taux de la T.V.A. sur le disque figurant dans le programme du Président de la République (p. 2467) ;

— **n° 631,** posée le 15 mai 1984 : **bois et forêts (incendies)** (p. 2366) ; appelée le 18 mai 1984 : **incendies de forêt :** incendies en Bretagne et en Haute-Normandie ; organisation des secours dans ces régions (p. 2468) ;

— **n° 731,** posée le 27 novembre 1984 : **élevage (ovins)** (p. 6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **règlement communautaire sur la viande ovine :** situation des éleveurs d'ovins de l'Eure et du Calvados ; injustice de la réglementation européenne ; caractère trop favorable à la Grande Bretagne ; contenu du rapport de M. Jacques Godfrain ; conséquences du versement de la prime compensatrice à la brebis (p. 6529-6530).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).

Deuxième lecture, discussion générale : gestion et protection des ressources piscicoles ; adaptation des ouvrages existant au nouvel article 410 du code rural ; notion de débit minimal [16 mai 1984] (p. 2399).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 43 :** problème de la retraite des agriculteurs ; retraite des artisans et des commerçants [30 mai 1984] (p. 2864).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : volume des dépenses représentant les versements de ressources propres à la C.E.E. ; augmentation des crédits destinés à l'aide alimentaire et à d'autres actions de coopération technique ; résultats des échanges agro-alimentaires ; nécessité de mener au sein de la C.E.E. une politique volontariste d'exportation ; relations commerciales agricoles entre la C.E.E. et les Etats-Unis ; problème de la maîtrise de la production laitière ; existence de blocages à l'élargissement de la Communauté économique européenne ; renouvellement de la Convention de Lomé et mutation de l'aide alimentaire au tiers-monde [6 novembre 1984] (p. 5564).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* stagnation des créations d'emplois à l'E.D.F.-G.D.F. ; attitude de l'E.D.F. face aux problèmes d'environnement [15 novembre 1984] (p. 6059).

Son rappel au règlement : organisation des séances ; décision du président de lever la séance du 14 novembre à minuit [15 novembre 1984] (p. 6054).

LOTTE (André)

Député de la Saône-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).
Décédé le 28 septembre 1984 [*J.O.* du 30 septembre 1984] (p. 3039).
Son éloge funèbre est prononcé le 17 octobre 1984 [17 octobre 1984] (p. 4844).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Michel relative à la clause pénale (n° 2153) [21 juin 1984] (p. 3601).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2043) modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au **régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2099)** [9 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2204) modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au **régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2214)** [20 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au **régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2228)** [21 juin 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : actions dans le domaine de l'eau ; comités de bassin ; agences financières de bassin ; participation des travailleurs dans l'entreprise ; composition des Conseils d'administration des agences financières de bassin et des comités de bassin ; décentralisation [16 mai 1984] (p. 2390) ; représentation des régions ; place de l'Etat ; représentation des organisations professionnelles au niveau des comités de bassin ; liberté pour le Gouvernement de nomination du président du Conseil d'administration des agences financières de bassin (p. 2391).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (représentant des organisations les plus représentatives sur le plan national des employeurs et des salariés) ; représentants des salariés (p. 2394) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (existence d'un président pour l'administration de chaque agence) ; rétablissement de la présence d'un président dans la composition du Conseil d'administration ; adopté ; son amendement n° 3 (personnes compétentes) : adopté ; son amendement n° 4 (composition des Conseils d'administration de chaque agence) : adopté (p. 2395).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : composition des comités de bassin et des Conseils d'administration des agences financières de bassin ; suppression par le Sénat de la représentation des organisations syndicales ; choix du président du Conseil d'administration [20 juin 1984] (p. 3535).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (permettant aux représentants des organisations les plus représentatives sur le plan national des employeurs et des salariés de siéger dans les comités de bassin) ; importance du problème de l'eau dans la vie économique ; nécessité d'assurer aux forces productives une représentation spécifique dans les comités de bassin ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (rétablissant le troisième alinéa (1° A) de cet article dans le texte suivant : « 1° A. d'un président ») ; possibilité pour le Gouvernement de désigner le président du Conseil d'administration des agences de bassin parmi les membres du Conseil d'administration ; adopté ; son amendement n° 3 (complétant le cinquième alinéa de cet article par les mots « et des personnes compétentes ») ; nécessité de prévoir au sein du Conseil d'administration des agences de bassin, une représentation des usagers et des personnes compétentes dans le domaine de l'eau ; adopté son amendement n° 4 (supprimant la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) (p. 3536) ; désignation du président ; adopté (p. 3537).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : divergences substituant entre le Sénat et l'Assemblée nationale après les deux premières lectures ; présence des représentants des organisations représentatives d'employeurs et de salariés [26 juin 1984] (p. 3719) ; libre désignation du président de l'agence financière de bassin par le Gouvernement (p. 3720).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : caractère essentiel du secteur de l'agriculture ; considération sociale très médiocre de ce secteur ; formation initiale des futurs agriculteurs ; cloisonnement ; notion de parité ; capacité d'intervention de l'Etat ; enseignement privé ; parité d'études et de diplômes ; disparités entre les bourses de l'enseignement agricole et celles de l'enseignement général [4 juin 1984] (p. 2890) ; rémunération et interchangeabilité des enseignants de l'enseignement général et technique et de l'enseignement agricole (p. 2891).

LUISI (Jean-Paul)

Député de la Haute-Corse
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : avis du Conseil constitutionnel ; dissolution de l'Assemblée régionale de Corse ; fixation du seuil de suffrages exprimés pour la participation à la répartition des sièges ; risque d'instabilité ; scrutin départemental [20 juin 1984] (p. 3553).

M

MADELIN (Alain)

Député d'Ille-et-Vilaine
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1ec novembre 1984] (p. 3416).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Perspective de modification de la déclaration des droits de l'Homme à l'initiative du Gouvernement :** déclaration des droits socialistes de l'homme prévoyant notamment que tout dirigeant élu peut être soumis à la réélection avant le terme normal de son mandat ; application éventuelle de ce principe aux dirigeants actuels [9 mai 1984] (p. 2152) ;

— **Bilan du voyage de M. François Miterrand à Moscou :** présence de la fille de Mme Sakharov dans les tribunes ; préalables à la reprise des relations avec l'Union Soviétique, l'Afghanistan et la Pologne ; contrat de gaz [27 juin 1984] (p. 3734) ; accords d'Helsinki (p. 3735) ;

— **Radios libres :** « climat général de reprise en main des médias par le pouvoir politique » [12 décembre 1984] (p. 6850) ; conséquences du vote de la loi sur la liberté des radios ; nécessité de moderniser cette loi (p. 6851).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : situation des agriculteurs en Bretagne ; politique agricole ; exactions syndicales ; souhaite l'inscription à l'ordre du jour d'un débat sur la situation de l'agriculture [24 janvier 1984] (p. 3).

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 140 (liberté de la communication) ; son amendement n° 1070 (liberté de la communication écrite et audiovisuelle) ; ses explications quant aux divers types d'amendements présentés par l'opposition ; principes de la liberté de la communication ; pluralisme des acteurs en matière de communication ; loi sur l'audiovisuel [25 janvier 1984] (p. 34) ; liberté d'entreprendre ; télévision française ; démission de M. Philippe Viannay du *Matin de Paris ;* liberté des entreprises de presse (p. 35) ; rejetés ; son amendement n° 141 (droit individuel à la liberté d'opinion et d'expression) ; ordonnance de 1944 ; liberté d'expression ; convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme ; suprématie des traités sur nos lois intérieures ; jurisprudence du Conseil constitutionnel du 15 janvier 1975 ; rejeté (p. 37) ; son amendement n° 142 (droit à la liberté d'expression) ; convention européenne des droits de l'Homme ; droit à la liberté (p. 38) ; texte contraire à la Constitution sur de nombreux points (p. 39) ; rejeté (p. 40) ; son amendement n° 143 (restrictions à l'exercice de la liberté de communication) ; textes internationaux liant la France (p. 54) ; bloc de constitutionnalité ; divulgation d'informations ; décision du Conseil constitutionnel du 15 janvier 1975 ; convention européenne des droits de l'Homme (p. 55) ; rejeté (p. 58) ; son amendement n° 144 (impossibilité pour le Gouvernement ou tout groupe d'intérêt d'empêcher la diversité des sources d'information) ; liberté de communication ; décision du Conseil constitutionnel du 15 janvier 1975 ; résolution de l'O.N.U. ; impossibilité de contrôler les moyens de diffusion (p. 60) ; rejeté (p. 61) ; son amendement n° 608 (droit à la libre communication des opinions) (p. 63) ; rejeté (p. 64) ; son amendement n° 145 (liberté d'impression et de communication) (p. 65) ; menaces touchant la liberté d'impression ; monopole de la C.G.T. du livre ; loi « Moisan » ; libertés de publication et d'expression ; rejeté ; son amendement n° 610 (application de l'article 1er de la loi de 1881 à la presse) (p. 66) ; limitations à l'action d'entreprendre ; lien entre la liberté d'entreprendre et la liberté de communiquer ; rejeté ; son amendement n° 1074 (liberté de l'imprimerie et de la librairie) (p. 67) ; principes de la loi de 1881 ; rejeté ; son amendement n° 611 (propriété d'une entreprise de presse) ; nécessité d'une indemnisation préalable à l'expropriation ; article 17 de la déclaration des droits de l'Homme ; cite un article de la revue *Faire;* intention d'expropriation ; rejeté ; situation aux Etats-Unis ; son amendement n° 146 (abrogation de l'ordonnance de 1944) ; problème du droit de propriété (p. 69) ; caractère inapplicable de l'ordonnance de 1944 (p. 70) ; rejeté ; son amendement n° 652 (même objet) ; souhaite l'abrogation de cette ordonnance ; conditions de son élaboration ; lutte contre les concentrations ; rappelle l'existence de textes d'exception telles les ordonnances de juin 1945 ; abrogation de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté » (p. 71-72) ; rejeté (p. 75) ; son amendement n° 614 (insérant un titre I A avant l'article 1er) : rejeté ; son amendement n° 1679 (impossibilité pour une entreprise dans laquelle les pouvoirs publics ont une influence dominante d'acquérir des journaux) (p. 83) ; rejeté (p. 84) ; son amendement n° 615 (impossibilité pour ces mêmes entreprises de s'occuper de problèmes de communication électronique ou télématique) (p. 85) ; rejeté (p. 86) ; son amendement n° 1680 (impossiblité pour les mêmes entreprises de créer un journal d'information) (p. 87) ; rejeté (p. 89) ; son amendement n° 616 (impossibilité pour une agence de publicité contrôlée par l'Etat de créer ou d'acquérir un journal d'information) : rejeté ; son amendement n° 1681 (impossibilité pour toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent avoir une influence dominante de prendre des participations financières dans une entreprise de presse ou d'édition) : rejeté ; son amendement n° 617 (même disposition en ce qui concerne les entreprises d'édition) (p. 90) ; rejeté ; son amendement n° 618 (même disposition en matière d'entreprises de presse) : rejeté (p. 91) ; son amendement n° 620 (impossibilité pour une agence de publicité possédée ou contrôlée par l'Etat de prendre des participations dans une entreprise de presse) : rejeté (p. 92) ; son amendement n° 1682 (impossibilité pour toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent avoir une influence dominante de prendre des participations dans une entreprise de presse) ; agence Havas ; position dominante de cette agence ; journal *Progrès de Lyon ;* souhaite l'abrogation de l'ordonnance de 1944 (p. 93) ; rejeté ; son amendement n° 621 (impossibilité pour une agence de publicité possédée ou contrôlée par l'Etat de prendre une participation financière dans une entreprise de presse éditant des périodiques d'information économique) (p. 94) ; rejeté après rectification ; son amendement n° 622 (impossibilité pour toute entreprise sous influence de l'Etat de prendre des participations financières dans des entreprises de radiodiffusion) ; chaîne Canal Plus ; loi sur les radios locales (p. 95) ; interdiction de la publicité pour les radios locales ; rejeté ; son amendement n° 623 (interdiction de prises de participation dans des entreprises de communication audiovisuelle de la part d'entreprises sur lesquelles les pouvoirs publics peuvent avoir une influence dominante) ; agence Havas ; esprit de la résistance (p. 96) ; rejeté (p. 97) ; son amendement n° 624 (impossibilité pour une agence de publicité possédée par l'Etat d'acquérir des participations financières dans des entreprises de communication audiovisuelle) ; volume publicitaire de la presse féminine ; régies publicitaires régionales ; concurrence entre la télévision et la presse sur le marché publicitaire ; rejeté (p. 98) ; son amendement n° 626 (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire, de détenir une participation financière directe ou indirecte dans la régie publicitaire d'une chaîne de télévision publique) ; limitation des pouvoirs de l'Etat dans le domaine de la communication ; confusion entre le rôle de conseil et le rôle de régisseur au sein de l'agence Havas ; nécessité de favoriser la libre concurrence sur le marché

publicitaire [26 janvier 1984] (p. 106) ; rejeté ; son amendement n° 627 (impossibilité pour une entreprise sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence dominante, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une régie publicitaire de la presse hebdomadaire régionale ou locale) ; concentration en matière publicitaire ; position dominante de l'agence Havas dans la publicité ; utilisation par l'Etat de l'agence Havas (p. 107) ; rejeté ; indépendance de la presse ; situation de M. Rousselet ; son amendement n° 629 (impossibilité pour une entreprise sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence dominante, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité d'annuaires téléphoniques) (p. 108) : rejeté (p. 109) ; régime juridique et économique de la presse en Italie ; extension de l'empire Havas ; affaire du « *Courrier de l'Ain* » (p. 110) ; son amendement n° 631 (impossibilité pour une entreprise sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence déterminante, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité audiovisuelle) : rejeté (p. 111) ; sa demande de suspension de séance (p. 112) ; son amendement n° 1065 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de presse) : rejeté (p. 115) ; son amendement n° 1066 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de radiodiffusion ou de télévision à l'exception d'une société nationale de radiodiffusion et d'une société nationale de télévision) : rejeté ; son amendement n° 1067 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour objet ou activité la régie publicitaire d'entreprises de communication) (p. 116) ; rejeté ; son amendement n° 1068 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de publicité) : rejeté ; son amendement n° 633 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour objet la régie publicitaire de publications paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) (p. 117) : rejeté ; son amendement n° 1069 (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de radiodiffusion à l'exception de la société nationale chargée du service public national de la radiodiffusion) : rejeté (p. 118) ; son amendement n° 147 (rapport au Parlement sur la situation au regard du pluralisme et de la concentration, des entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 148 (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle de pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante dans le secteur de la presse, de l'édition, de la publicité et de la communication audiovisuelle) : rejeté [26 janvier 1984] (p. 131) ; son amendement n° 149 (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle de pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante dans le secteur de la presse) ; demande au Gouvernement de rappeler les pratiques anticoncurrentielles « subodorées » (p. 132) rejeté ; **son rappel au règlement** : critique l'attitude du président de séance prenant position sur le fond et sur le contenu d'un amendement (p. 133) ; **article 1er** : problème de l'objet du texte et de son champ d'application ; sanctions des abus de position dominante (p. 135-136) ; son amendement n° 1 (de suppression) (p. 142) ; rejeté (p. 144) ; son amendement n° 170 (application à l'ensemble des entreprises de communication des dispositions relatives à la concurrence, au pluralisme et à l'abus de position dominante) ; son amendement n° 171 (application de la loi à l'ensemble des entreprises de communication) (p. 146) ; rejetés ; son amendement n° 658 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 149) ; rejeté ; son amendement n° 172 (introduisant la référence, dans le premier alinéa de cet article, à la loi du 19 juillet 1977 relative à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante) (p. 150) ; rejeté (p. 151) ; son amendement n° 1690 (application des dispositions de la loi aux entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) (p. 153) ; rejeté (p. 155) ; son amendement n° 1691 (application de la loi aux publications nationales d'information politique et générale) (p. 156) ; retiré ; son amendement n° 662 (application des dispositions de la loi aux publications d'information politique, économique et sociale) : rejeté (p. 157) ; son amendement n° 664 (application des dispositions de la loi aux publications d'information politique et générale quel qu'en soit le support) (p. 159) ; rejeté ; son amendement n° 173 (exclusion de la presse idéologique du champ d'application de la loi) (p. 160) ; rejeté (p. 163) ; son amendement n° 174 (application de la loi aux publications paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) (p. 164) ; rejeté (p. 165) ; son amendement n° 175 (application de la loi à toute entreprise en rapport avec les secteurs de la presse et de la communic tion sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence déterminante) : rejeté ; son amendement n° 1692 (exclusion de la presse idéologique du champ d'application de la loi) (p. 167) ; rejeté ; son amendenent n° 840 (inapplication de la loi aux publications des organisations syndicales) (p. 168) ; rejeté (p. 169) ; problèmes politiques et constitutionnels posés par ce texte ; rythme d'examen des amendements au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse ; lancement d'une publication [27 janvier 1984] (p. 176) ; dépassement des quotas ; notion de délits continus (p. 177) ; publications éditées par une association ; publications syndicales ; pouvoir de perquisition de nuit ; hebdomadaire « *la vie ouvrière* » (p. 179) ; publication d'information politique ; liberté d'expression des partis politiques et des associations ; problème de l'application du texte aux publications des partis politiques (p. 184) ; article 39 *bis* du code général des impôts ; jurisprudence relative aux publications syndicales (p. 185) ; liste des publications visées par ce texte ; journal « *l'Humanité* » ; hebdomadaire « *la vie ouvrière* » ; presse des partis politiques et des syndicats (p. 187) ; partis politiques ; parti communiste ; nécessité de ne pas dépasser un certain quota du total des quotidiens nationaux ou des quotidiens régionaux ; journal *l'Humanité ;* cas du groupe dirigé par M. Robert Hersant ; souhaite exclure *l'Humanité* du champ d'application du texte (p. 190) ; son amendement n° 176 (suppression du second alinéa de l'article 1) ; transparence des moyens de communication ; possibilité pour la commission de vérifier la sincérité de diverses informations ; pouvoirs d'inquisition confiés à cette commission pour la transparence (p. 191) ; rejeté ; son amendement n° 671 (suppression de la référence au premier alinéa de l'article 8 dans cet article) (p. 192) ; rejeté (p. 193) ; son amendement n° 1693 (protection du secret des sources d'information) ; incarcération de M. Jean Durieux, rédacteur en chef de *Paris-Match ;* secret professionnel ; possibilité de considérer des journalistes comme des auxiliaires de police ; rejeté (p. 194) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 1694 (interdiction pour les journalistes de révéler les secrets qu'on leur a confiés) ; protection du secret des sources d'information ; article 62 du code pénal ; rejeté (p. 200) ; affaire de F.R. 3 Corse ; conception de M. Georges Fillioud sur la possibilité de changer la loi ; problème de l'application de l'ordonnance de 1944 à M. Robert Hersant (p. 201) ; concentration ; abus de position dominante à la télévision ; rôle de la commission de la concurrence (p. 203) ; seuil à partir duquel cette commission peut intervenir ; abus de position dominante ; rapport de M. Georges Vedel (p. 204) ; **article 2** : texte dirigé contre M. Robert Hersant ; « habillage » juridique de cet objectif ; position du Conseil d'Etat à l'égard du projet initial ; presse des partis politiques ; hebdomadaires ; groupes de presse (p. 206) ; capacité des partis à camoufler les sociétés éditrices de leurs journaux en sociétés distinctes (p. 207) ; son amendement n° 2 (de suppression) ; propos de M. Georges Fillioud à l'Assemblée nationale le 22 juin dernier ; loi visant M. Robert Hersant ; « habillage » juridique de cet objectif ; partis politiques ; journal *l'Humanité;* division des titres de la presse du parti communiste (p. 214) ; rôle de ce parti ; absence de définition du parti politique en droit français ; maintien d'une inégalité devant la loi ; liberté d'expression des partis ; rejeté (p. 215) ; son amendement n° 1709 (suppression du 2e alinéa (1°) de cet article) ; définition du mot « personne » ; position de M. Georges Fillioud à l'égard de M. Robert Hersant ; ordonnance de 1944 (p. 216) ; application de cette ordonnance ; partis politiques ; appel du comité central du parti communiste publié dans *l'Humanité* en faveur de la presse du parti ; souscriptions ; pouvoir de la commission ; différence entre les publications politiques et les autres ; liberté d'expression des partis politiques ; rejeté ; (p. 217) ; son amendement n° 1707 (indiquant que le mot « personne » désigne M. Robert Hersant) ; changement de la loi ; volonté de démanteler la presse Hersant ; article du journal *l'Unité* au sujet de ce texte (p. 218) ; rejeté ; notion de groupement de fait ; inquisition ; groupe dirigé par M. Robert Hersant (p. 219) ; cite la réponse de M. Georges Fillioud à une question parlementaire concernant M. Robert Hersant ; impossibilité de dire que ce n'est pas ce dernier qui est visé par ce texte (p. 220) ; rejeté ; son amendement n° 672 (supprimant les mots « de droit ou ») ; associations de défense de l'école libre ; définition du mot « personne » ; personnalité morale ; cas des associations non déclarées ; rejeté ; son amendement n° 673 (insérant les mots « public et privé » après les mots « groupements de droit ») (p. 221) ; rejeté (p. 222) ; son amendement n° 674 (supprimant la référence aux groupements de fait) : rejeté (p. 223) ; son amendement n° 210 (supprimant les mots « ou morale » dans le 2e alinéa de cet article) : rejeté (p. 224) ; son amendement n° 211 (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) ; son amendement n° 1710 (excluant les partis ou groupements politiques du champ d'application de cet article) ; partis politiques ; pouvoirs

d'inquisition de la commission pour la transparence ; erreur de numérotation d'un amendement (p. 229) ; article 4 de la Constitution ; disparition d'un amendement identique présenté par divers membres du parti communiste ; groupements politiques ; rejetés (p. 230) ; note l'abstention du groupe communiste au sujet de son amendement n° 1710 ; son amendement n° 675 (référence à l'Etat dans le second alinéa de l'article 2) ; groupe dirigé par M. Robert Hersant ; groupements de fait ; composantes de l'U.D.F. (p. 232) ; problème de la prise en compte de la famille comme groupement de droit ou de fait ; famille de M. Robert Hersant ; notion de groupement de fait (p. 233) ; **son rappel au règlement :** texte portant atteinte aux libertés ; champ d'application de cette loi ; texte concernant les partis politiques ; notion de personne (p. 235) ; son amendement n° 1711 (complétant le 3e alinéa par la référence aux informations politiques et générales) ; nombre de publications concernées par le second alinéa de cet article ; pouvoirs d'inquisition ; rejeté ; son amendement n° 212 (même objet) : rejeté ; son amendement n° 213 (complétant ce même 3e alinéa par les mots « quel qu'en soit le support ») ; transparence de la presse ; syndicats et associations (p. 236) ; intention de M. Hervé Bourges, président de T.F. 1, de faire du journal de cette chaîne le plus grand journal de France ; rejeté ; son amendement n° 1712 (inscription des publications auprès de la commission paritaire) ; commission paritaire ; non inscription des publications locales ou sectorielles ; commission pour la transparence ; franchises postales et fiscales ; rejeté ; son sous-amendement n° 1714 à l'amendement n° 232 de M. Jacques Baumel (informations politiques ou générales) : devenu sans objet (p. 237) ; son amendement n° 1713 (exclusion des entreprises de presse d'un parti politique) ; amendement similaire à un amendement déposé par divers membres du groupe communiste ; article 4 de la Constitution ; rejeté ; groupes de presse (p. 238) ; différence entre les versions successives de ce texte ; opinion du Conseil d'Etat ; notion de contrôle ; notion d'influence déterminante (p. 239) ; distribution des journaux ; son amendement n° 1715 (définissant et précisant le régime juridique de la concentration) (p. 240) ; influence déterminante ; rapport de M. Georges Vedel ; atteinte au pluralisme ; problème du *Figaro* ou de *France-Soir;* concentrations ; rejetés (p. 241) ; nécessité de donner un contenu juridique à la notion de contrôle ; lois « Auroux » ; participation financière ; minorité de blocage ; comparaison avec le droit allemand en matière de contrôle des concentrations (p. 242-243) ; son amendement n° 214 (insérant les mots « ou par quelque moyen » après les mots « sous quelque forme » dans le dernier alinéa de cet article) ; première version de ce projet ; position du parti communiste ; moyens d'ordre matériel ou financier ; rejeté ; son amendement n° 215 (supprimant les mots « et par tout moyen d'ordre matériel ou financier » dans le dernier alinéa de cet amendement) ; presse communiste ; rappelle que Jules Moch a envoyé les C.R.S. aux communistes ; parution de *l'Humanité* (p. 245) ; professionnels de la distribution ; notion de contrôle d'une banque ; rejeté ; pressions physiques exercées par la C.G.T. du livre sur le fonctionnement de certaines entreprises ; papeterie de la Chapelle Darblay ; impressions de *France-Dimanche;* contrat d'impression (p. 246) ; influence déterminante de certains contrats publicitaires ; agence Havas ; notion de contrôle ; ressources publicitaires (p. 247) ; rapport de M. Georges Vedel ; tribunaux de l'ordre judiciaire (p. 248) ; son amendement n° 217 (ressources publicitaires) ; inconstitutionnalité de la notion de contrôle ; cite un article de M. Gabriel Enkiri, ancien militant de la C.F.D.T. et du parti socialiste ; rejeté ; son amendement n° 218 (insérant le mot « l'orientation » après le mot « gestion » à la fin de cet article) (p. 249) ; son amendement n° 219 (insérant le mot « l'impression » après le mot « gestion » à la fin de cet article) ; notion de contrôle ; projet de M. Jacques Delors sur cette notion ; monopole de la C.G.T. du livre en matière d'imprimerie ; rejeté ; son amendement n° 220 (insérant les mots « la diffusion » après le mot « gestion » à la fin de cet article) ; exercice d'une influence importante sur les entreprises de presse ; jurisprudence ; sociétés coopératives de messageries ; retiré (p. 251) ; son amendement n° 1716 (supprimant les mots « ou le fonctionnement » à la fin de cet article) : rejeté ; son amendement n° 221 (substituant aux mots « entreprises de presse » les mots « entreprises de communication » à la fin de cet article) ; contrôle de toutes les entreprises de communication ; groupe de presse parisien *Le Figaro-France-Soir;* interdiction du contrôle de deux titres à la fois ; rachat de *France-Soir;* agence Havas ; rejeté ; son amendement n° 222 (complétant la fin de cet article par les mots « de radio ou de télévision ») (p. 252) ; rejeté ; son amendement n° 1756 (excluant les coopératives de distribution du champ d'application de cet article) : rejeté (p. 253) ; loi de 1947 ; notion de contrôle ; problème du contrôle des messageries de presse sur la distribution (p. 253) ; moyens matériels ou financiers ; jurisprudence en matière de contrôle ; monopole d'embauche du syndicat C.G.T. du livre ; loi « Moisan » ; situation financière du journal *Le Monde* (p. 254) ; moyens d'ordre matériel susceptibles d'exercer une influence déterminante ; distribution d'un journal ; avances sur régies publicitaires ; définition de la notion d'influence déterminante ; possibilité pour la C.G.T. du livre de tenter d'empêcher la parution d'un titre ; discrimination syndicale ; proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête à ce sujet ; coûts de fonctionnement d'une entreprise de presse ; quotidien *Le Monde* (p. 255) ; coûts de fabrication ; problème de la distribution de certains journaux ; C.G.T. du livre parisienne ; son amendement n° 1757 (absence de contrôle pour les opérations liées à la distribution et à l'imprimerie) : retiré ; son amendement n° 1758 (contrôle excluant la distribution de la presse) : retiré (p. 256) ; commission administrative ; texte portant atteinte aux libertés (p. 257) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 233 (notion de contrôle au regard des publications qui émanent d'un parti politique) : rejeté [30 janvier 1984] (p. 264) ; son amendement n° 234 (insérant l'intitulé suivant Titre I A « Dispositions relatives à l'indépendance de la presse ») ; rejeté ; son amendement n° 235 (présomption d'une influence dominante) (p. 265) : rejeté ; son amendement n° 236 (impossibilité pour une même personne de posséder ou de contrôler une ou plusieurs régies publicitaires affectant les ressources publicitaires de plus de 40 p. 100 de l'ensemble des titres des quotidiens régionaux ou locaux d'information politique ou générale sur le territoire national) (p. 266) : rejeté ; son amendement n° 237 (libre fixation par les entreprises de presse, du prix de leurs publications) ; rejeté ; son amendement n° 238 (libre fixation par les entreprises de presse de leurs tarifs de publicité) (p. 267) ; rejeté ; son amendement n° 239 (interdiction de prendre en considération l'appartenance à un syndicat pour décider de l'embauche) (p. 268) ; rejeté ; son amendement n° 240 (nullité des accords tendant à obliger l'employeur à respecter le monopole syndical dans le secteur de l'imprimerie) (p. 269) ; rejeté (p. 270) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (de suppression) (p. 291) ; rejeté (p. 292) ; son amendement n° 1697 (insérant le mot « physique » après le mot « personne ») : rejeté ; son amendement n° 241 (substituant au mot « commandite » le mot « commande ») (p. 293) ; rejeté ; son amendement n° 242 (insérant les mots « de quelque façon que ce soit » après le mot « contrôle ») : retiré ; son amendement n° 244 (substituant aux mots « entreprise de presse » les mots « entreprise liée au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) (p. 294) ; rejeté ; son amendement n° 243 (substituant aux mots « entreprise de presse » les mots « entreprise de communication ») : rejeté (p. 295) ; son amendement n° 245 (complétant cet article par les mots « de radio ou de télévision ») : rejeté ; son amendement n° 1698 (complétant cet article par les mots « à l'exception des opérations effectuées par un mandataire lors de l'acquisition d'une entreprise de presse ») : rejeté (p. 296) ; **article 4 :** pouvoir d'inquisition accordé à la commission pour le pluralisme et la transparence ; transparence remontante ; mécanisme de tracasserie (p. 304) ; son amendement n° 4 (de suppression) ; cas de M. Gaston Defferre ; possibilité de se soustraire au principe de la transparence ; article 4 du projet de loi initial ; désinvestissement dans la presse ; rappelle les différents types d'investissement (p. 308-309) ; rejeté (p. 310) ; notion de contrôle (p. 311) ; son sous-amendement n° 2272 à l'amendement n° 1529 de la commission (mise au nominatif des actions d'une societé non cotée en bourse) ; système remontant ; exemple de la société Gaumont ; rejeté (p. 312) ; son sous-amendement n° 2269 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant aux mots « détient directement ou indirectement 20 p. 100 au moins du capital social » le mot « exploite ») ; lourdeur du dispostif ; possibilité de frauder la loi ; rachat de *France-Soir;* rejeté ; son sous-amendement n° 2271 à l'amendement n° 1529 de la commission (supprimant les mots « directement ou indirectement 20 p. 100 au moins du capital social d' ») ; élargissement du champ d'application du projet soumis au Conseil d'Etat ; rejeté (p. 313) ; son sous-amendement n° 2276 à l'amendenent n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « plus de 50 p. 100 ») ; son sous-amendement n° 2281 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 33 p. 100 ») ; liste nominative des actionnaires ; sa proposition qu'une société par actions qui possède plus de 50 p. 100 d'une entreprise de presse soit obligée de mettre ses actions au nominatif (p. 315) ; soumission à la règle du nominatif de l'investissement destiné à contrôler (p. 316) ; absurdité de la notion de contrôle définie à partir du seuil de 20 p. 100 ; exemple du *Maine-Libre;* rejetés ; ses amendements n° 246, n° 247, n° 248, n° 1699 et n° 1164 : devenus sans objet (p. 317) ; son amendement n° 249 (supprimant

le 2e alinéa (1°) de cet article) [31 janvier 1984] (p. 322) ; rejeté (p. 323) ; son amendement n° 1700 (substituant aux mots « huit jours » les mots « trois mois » dans le 4e alinéa de cet article) (p. 326) ; rejeté ; son amendement n° 251 (nécessité pour certaines sociétés de mentionner qu'elles sont régies par la présente loi) : rejeté (p. 327) ; ordonnance de 1944 ; notion de contrôle ; principe de la territorialité des lois ; pouvoirs d'investigation de la commission pour la transparence (p. 329) ; article visant à décourager certains investissements ; investissements privés ; transparence ; ordonnance de 1944 ; rapport « Vedel » ; contradiction entre l'ordonnance de 1944 et la volonté du Gouvernement (p. 330) ; **son rappel au règlement** : possibilité d'expliquer les votes ; article 84 alinéa 1er du règlement (p. 331) ; **article 5** : débat parlementaire ; ordonnance de 1944 ; caractère honteux de ce texte pour la démocratie ; transparence ; protection des libertés publiques ; compte des valeurs nominatives ; droit des membres de l'équipe rédactionnelle ; consultation du compte des valeurs nominatives (p. 332) ; son amendement n° 5 (de suppression) ; équipe rédactionnelle ; confidentialité des informations nominatives ; entreprises pouvant détenir une participation dans l'entreprise de presse ; accès aux informations nominatives ; loi de janvier 1978 ; obligation de mise au nominatif des titres des sociétés cotées en bourse (p. 341) ; rejeté (p. 342) ; son amendement n° 256 (substituant aux mots « porteurs de parts » le mot « associés ») : retiré (p. 343) ; son amendement n° 257 (suppression de la seconde phrase de cet article) (p. 344) ; rejeté (p. 347) ; son amendement n° 258 (substituant aux mots « l'équipe rédactionnelle » les mots « la rédaction ») (p. 348) ; rejeté ; son amendement n° 259 (reconnaissant le droit de consulter la liste des valeurs nominatives aux comités d'entreprise des sociétés) (p. 349) ; rejeté (p. 350) ; **article 6** : son amendement n° 6 (de suppression) (p. 364) ; rejeté (p. 366) ; son amendement n° 260 (excluant du champ d'application de cet article la promesse de cession) (p. 367) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2334 : devenu sans objet (p. 369) ; son sous-amendement n° 2337 à l'amendement n° 1534 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) (p. 370) ; rejeté ; son amendement n° 261 : devenu sans objet ; son amendement n° 1727 : devenu sans objet (p. 371) ; **article 7** : son amendement n° 7 (de suppression) (p. 375) ; rejeté ; son amendement n° 262 (obligation pour toute entreprise de presse de faire connaître à ses lecteurs les informations relatives à la transparence de l'enquête annuelle du service juridique et technique de l'information) : rejeté (p. 376) ; son amendement n° 263 (élargissement du champ d'application de cet article aux entreprises de radio et de télévision) : rejeté ; son amendement n° 264 : devenu sans objet ; son amendement n° 265 (nécessité de faire précéder chaque journal d'information politique et générale radiophonique ou télévisé de l'indication du contrôle de l'Etat) (p. 378) ; rejeté ; son amendement n° 1728 (supprimant les mots « sur la première ou la dernière page » dans le second alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 1201 : devenu sans objet (p. 379) ; son amendement n° 1729 (mention des participations directes ou indirectes de l'Etat parmi les informations obligatoires) : rejeté ; son amendement n° 266 (supprimant les mots « et de ses trois principaux associés » dans le 4e alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 267 (mention du responsable de la rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) (p. 380) ; son amendement n° 268 (mention de l'équipe de rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) : devenu sans objet ; son amendement n° 1730 (mention du contrôle exercé directement ou indirectement par l'Etat sur la publication parmi les informations annuelles obligatoires) : rejeté ; son amendement n° 269 (supprimant le 6e alinéa de cet article) (p. 381) ; rejeté ; son amendement n° 1732 (mention du régisseur éventuel de la publicité parmi les infornations annuelles obligatoires) : rejeté ; son amendement n° 1733 (supprimant le 7e alinéa de cet article) : adopté (p. 382) ; son amendement n° 1734 (substituant aux mots « un gérant » les mots « un ou plusieurs gérants ») : rejeté ; son amendement n° 270 (supprimant les mots « ou à la société de gérance » dans l'avant dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 271 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 383) ; son amendement n° 272 (substituant aux mots « le bilan et le compte de résultats » les mots « les comptes annuels ») : retiré (p. 384) ; son amendement n° 273 (substituant aux mots « porteurs de parts » le mot « associés ») (p. 385) ; rejeté ; son amendement n° 274 (mention des comptes annuels faisant apparaître les aides directes reçues éventuellement de l'Etat, parmi les informations annuelles obligatoires) : retiré (p. 386) ; **après l'article 7** : son amendement n° 280 (obligation pour toute entreprise d'affichage de porter la mention du contrôle de l'Etat) ; Europe 1 comme propriété de l'Etat ; empire de l'agence Havas ; défense des consommateurs de journaux ; rejeté [1er février 1984] (p. 392) ; application de la transparence à tous les secteurs de la communication ; transparence des budgets publicitaires ; exemple de *l'Unité* (p. 394) ; **article 8** : sa démonstration de l'absurdité de cet article (p. 395) ; son amendement n° 8 (de suppression) ; pouvoirs illimités accordés à la commission pour la transparence ; ambiguïté de la notion de personne (p. 396) ; rejeté (p. 398) ; son amendement n° 1735 (énoncé des informations portées à la connaissance de la commission pour le pluralisme de la presse) ; sa volonté d'établir la transparence des entreprises de presse ; politisation de cette commission administrative ; possibilité pour cette commission d'engager un contrôle des entreprises détenant une participation dans une entreprise de presse ; rejeté ; son amendement n° 1736 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 399) ; rejeté (p. 400) ; son amendement n° 1737 (référence aux personnes physiques ou morales) (p. 402) ; rejeté ; son amendement n° 1738 (supprimant la notion de détention indirecte) (p. 403) ; rejeté ; son amendenent n° 1739 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage plus de 50 p. 100) ; son amendement n° 1740 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 18,6 p. 100) (p. 405) ; retiré ; amendement n° 1739 : rejeté (p. 407) ; son amendement n° 1741 (référence à une publication paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) : non soutenu ; son amendement n° 281 (notion de délai raisonnable) : non soutenu ; son amendement n° 1742 (insérant les mots « dans la mesure où elle en a elle-même acquis la connaissance » après les mots « est tenu de répondre » dans le premier alinéa de cet article) non soutenu ; son amendement n° 1743 (substituant au mot « renseignement » le mot « dénonciation » :) non soutenu ; son amendement n° 1744 (insérant les mots « d'ordre général » après le mot « renseignement » dans le premier alinéa de cet article) (p. 409) ; rejeté (p. 410) ; son amendement n° 282 (procédure de la lettre recommandée avec accusé de réception) : rejeté ; son amendement n° 1746 (référence à une commission administrative) : rejeté (p. 411) ; son amendement n° 283 (obligation pour la commission de faire preuve de l'accusé de réception de la lettre demandant ces renseignements) : devenu sans objet (p. 412) ; son amendement n° 1748 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; garantie de procédure visant à protéger les salariés en cas de litige avec leur employeur ; obligation pour l'entreprise de presse de transmettre à la commission les informations énumérées aux quatre derniers alinéas de cet article ; retiré ; son amendement n° 1749 (p. 413) ; (substituant au mot « d'un mois » les mots « de six mois ») ; questionnaire du S.J.T.I. ; rejeté (p. 414) ; son amendement n° 1750 (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; sa protestation contre la référence faite aux personnes détenant 20 p. 100 au moins du capital social ; questionnaire du S.J.T.I. ; rejeté ; son amendement n° 1751 (qui substitue au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage plus de 50 p. 100) ; notion de personne (p. 415) ; intérêt de fournir le nom de celui qui joue le rôle du propriétaire ; rejeté ; son amendement n° 284 (supprimant l'obligation de fournir la liste des vingt principaux actionnaires ou porteurs de parts) ; son amendement n° 1752 (rédactionnel) ; notion de personne ; questionnaire du S.J.T.I. ; amendement n° 284 : rejeté ; son accord pour actualiser les dispositions relatives à la transparence (p. 416) ; exigence de la liste des vingt principaux actionnaires dans la mesure où cette dernière existe ; amendement n° 1752 : rejeté ; son amendement n° 1753 (supprimant le 4e alinéa de cet article) ; volonté de demander aux entreprises de presse certains renseignements déjà connus des services administratifs (p. 417) ; rejeté ; son amendement n° 285 (indication du nom des présidents, administrateurs, directeurs généraux, gérants, membres du directoire et du Conseil de surveillance, parmi les informations publiées annuellement) : rejeté ; absurdité d'imposer à chaque associé des démarches multiples ; communication du procès-verbal de toutes les assemblées d'associés ; mise en place d'une machine bureaucratique de tracasseries administratives ; son amendement n° 1747 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; notion de groupement (p. 418) ; rejeté ; notion de « modifications significatives » ; notion « de personnes » ; son amendement n° 1230 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) (p. 419) ; devenu sans objet ; importance de la publicité pour la presse ; son amendement n° 1745 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; notion de personne ; cession d'un titre ; rejeté (p. 420) ; notion de cession ; son amendement n° 1731 (interdiction d'utiliser les renseignements communiqués à la commission de la transparence à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique) ; problème de la naissance de l'obligation ; instauration de mesures bureaucratiques (p. 421) ; rejeté (p. 422) ; **article 9** : problème des investissements étrangers dans la presse ; notion de personnes ; possibilité pour une personne de nationalité étrangère de frauder la loi (p. 424) ; notion de « communauté étrangère » ; (p. 425) ; son

amendement n° 9 (de suppression) ; volonté de supprimer la presse Hersant ; rapport Vedel sur les investissements étrangers dans la presse ; principe de liberté et de réciprocité (p. 430) ; rejeté ; question de la réciprocité ; possibilité de contourner les dispositions prévues ; autorisation des sociétés étrangères à investir jusqu'à 20 p. 100 du capital social dans une entreprise de presse (p. 432) ; exigence de réciprocité dans l'ordonnance de 1944 ; possibilité de participation des pays totalitaires dans la presse française ; son sous-amendement n° 1942 à l'amendement n° 2346 du Gouvernement (supprimant les mots « à compter de la publication de la présente loi ») ; **son rappel au règlement** : utilisation par le Gouvernement de son droit de prendre la parole à tout moment pour interrompre un orateur de l'opposition (p. 433) ; investissements de pays totalitaires dans la presse française devenus possibles ; principe de non-rétroactivité de la loi pénale (p. 434) : rejeté ; son amendement n° 1943 (référence à une personne physique ou morale) ; notion de personne ; contrôle du jeu des filiales des différentes sociétés investissant dans les entreprises de presse française) : rejeté ; son amendement n° 1944 (référence aux ressortissants d'un pays où les personnes de nationalité française ne jouissent pas des mêmes droits) (p. 436) ; retiré ; son amendement n° 1945 (supprimant les mots « indirectement, notion de contrôle ou de détention indirects ») : rejeté (p. 437) ; son amendement n° 311 (supprimant les mots « de langue française » à la fin du premier alinéa de cet article) ; son amendement n° 1946 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « ou de l'un des parlers régionaux pratiqués en France ») (p. 439) ; volonté de certains pays de déstabiliser notre communauté nationale (p. 440) ; retirés ; son souhait de maintenir le principe de réciprocité ; porte ouverte aux investissements étrangers en provenance des pays totalitaires (p. 441) ; possibilité pour un pays totalitaire de cumuler différentes participations dans une même entreprise de presse (p. 442) ; « Que faisait Mitterrand au lendemain de la guerre ? » (p. 443) ; son amendement n° 312 (supprimant le second alinéa de cet article) [2 février 1984] (p. 458) : rejeté (p. 459) ; son amendement n° 1947 (faisant référence à un décret en Conseil d'Etat pour fixer le statut des communautés étrangères) : rejeté (p. 461) ; son amendement n° 1948 (définissant la communauté étrangère) : rejeté ; son amendement n° 1949 (supprimant l'exception des fonds destinés au paiement des publicités faite dans l'article 13 de l'ordonnance de 1944) (p. 463) : rejeté (p. 464) ; **avant l'article 10** : ses amendements nos 315, 316 et 317 (rédaction de l'intitulé du Titre II) (p. 464) ; amendements de transparence ; exclusion de la presse communiste ; discrimination entre les entreprises de presse ; problème de l'éventualité du rachat de *France-Soir;* rapport de forces entre la majorité et l'opposition quant à la presse quotidienne nationale ; titres de province (p. 465) ; rejetés (p. 466) ; son amendement n° 319 (interdiction des concentrations et ententes intéressant les quotidiens lorsque ceux-ci portent atteinte au pluralisme de l'expression) ; avis de M. Georges Vedel présenté au Conseil économique et social (p. 467) ; concentration de la presse ; seuil au-dessous duquel la concentration ne sera pas soumise à un contrôle ; atteinte au pluralisme ; difficultés des quotidiens ; problème du rachat de *France-Soir;* rejeté ; son amendement n° 1951 (soumission à contrôle de certaines concentrations et ententes) ; conclusions du rapport de M. Georges Vedel ; idée d'un seuil en pourcentage (p. 468) ; modernisation de la presse ; premier amendement à la Constitution de 1787 aux Etats-Unis : liberté d'expression ; rejeté ; son amendement n° 320 (libre concurrence) ; suggestions issues du rapport de M. Georges Vedel ; entraves au libre jeu de la concurrence ; nécessité d'améliorer réellement le pluralisme ; rejeté ; son amendement n° 321 (prohibition des activités conduisant à une situation de monopole) ; loi de 1977 ; contrôle des concentrations ; concentrations tendant au monopole ; rejeté ; distinction entre publications nationales et régionales (p. 469) ; réglementations fiscales ; distinction entre quotidiens nationaux et régionaux ; son amendement n° 1955 (appréciation du pluralisme en fonction des zones de diffusion) ; maintien et développement du pluralisme ; possibilité de choisir entre plusieurs quotidiens locaux ; quotidiens de province ; rejeté (p. 470) ; **avant l'article 10** : différence existant entre le compte-rendu analytique officiel des débats de l'Assemblée et le texte sténographique qui est reproduit par le *Journal officiel;* problème de l'édiction de seuils ; rapport de M. Georges Vedel ; loi de 1977 sur la concentration [3 février 1984] (p. 508) ; son amendement n° 1953 (concentration de nature à porter atteinte à une situation de concurrence) : rejeté ; son amendement n° 1952 (possibilité de soumettre à un contrôle la concentration dans certaines zones de diffusion) : rejeté (p. 513) ; ses amendements n° 1241 et n° 1242 (limitant les possibilités d'action d'une agence de publicité contrôlée par l'Etat) ; concentration des capitaux ; marché publicitaire de la presse ; cas de l'agence Havas ; agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire en droits de vote ; presse du secteur privé (p. 516) ; rejetés ; extension de « l'empire » de l'agence Havas ; contrat de concession ; **son rappel au règlement** : souhaiterait que le secrétaire d'Etat participât davantage à la discussion ; son intention de défendre divers amendements (p. 517) ; **article 10** : loi de censure ; partage actuel de la presse quotidienne entre quotidiens favorables à l'opposition et quotidiens favorables à la majorité ; parité dans ce partage (p. 518) ; problème de l'avenir de *France-Soir* : position de M. Max Théret à l'égard de ce journal ; rappelle que M. François Mitterrand a fait le partage entre les journaux qui le soutiennent et ceux qui sont ses « ennemis » dans son ouvrage « la paille et le grain » ; sa conception de la liberté des journalistes ; concentration des moyens de communication audiovisuelle entre les mains de l'Etat (p. 519) ; situation de pluralisme de la presse ; rapport de M. Georges Vedel (p. 520) ; son amendement n° 10 (de suppression) ; cite un passage de l'ouvrage « la paille et le grain » de M. François Mitterrand sur les adversaires de celui-ci dans la presse (p. 523) ; rejeté ; ses amendements n° 1972 (interdiction de lire plus d'un quotidien national), n° 322 (interdiction de lire plus de trois publications nationales émanant de la même entreprise de presse), n° 1973 (interdiction de lire plus de trois quotidiens nationaux émanant de la même entreprise) et n° 323 (possibilité de lire jusqu'à trois quotidiens nationaux) ; presse allemande ; discrimination politique (p. 525) ; groupe d'entreprises de presse ; création de titres nouveaux ; possibilité d'accès au marché de la presse nationale pour divers groupes de pensée ; problème de la vente forcée du quotidien *France-Soir;* interdiction de lire plus d'un quotidien national d'information politique ou plus de trois publications nationales lorsqu'elles appartiennent à la même personne ; retire puis maintient ses amendements ; son amendement n° 1972 : rejeté (p. 526) ; ses amendements n° 322, 1973 et 323 : rejetés (p. 527) ; son sous-amendement n° 2351 à l'amendement n° 1551 de la commission (problème des groupes de presse possédant ou contrôlant jusqu'à trois publications quotidiennes) ; son hostilité à un mécanisme de seuil (p. 527) ; développement interne d'un titre ; rédaction du premier alinéa ; retiré ; incohérence de la politique de seuil ; calcul du pourcentage de 15 p. 100 ; ses sous-amendements nos 2353, 2352, 2354 et 2355 à l'amendement n° 1551 de la commission (interdiction de lecture de plusieurs quotidiens ou publications émanant de la même entreprise de presse) ; interdiction d'éditer ; droit du lecteur (p. 528) ; problème de la vente de *France-Soir;* rôle des pouvoirs publics ; répression des ententes illicites ; retirés ; concentration ; entente illicite ; entente portant atteinte au pluralisme ; concentration de la presse ; rappelle que M. Max Théret a tenté de racheter *France-Soir;* son sous-amendement n° 2357 à l'amendement n° 1551 de la commission (interdiction de lire plusieurs quotidiens nationaux d'information politique générale lorsqu'ils sont contrôlés par une même personne) ; droit du lecteur ; rejeté ; son sous-amendement n° 2358 à l'amendement n° 1551 de la commission (impossibilité pour une personne de posséder ou de contrôler plusieurs quotidiens d'information) ; caractère rédactionnel de ce sous-amendement ; interdiction de dépasser une limite (p. 529) ; problème du contrôle d'un groupe de presse par une même personne ; rejeté ; son sous-amendement n° 2359 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant aux mots « une personne » les mots « un groupe de presse ») ; son sous-amendement n° 2360 à l'amendement n° 1551 de la commission (insérant le mot « physique » après le mot « personne ») ; problème de la concentration ; groupe Hersant ; propose de substituer au mot « personne » les mots « un groupe de presse » ; sous-amendement n° 2360 : retiré ; sous-amendement n° 2359 : rejeté (p. 530) ; son sous-amendement n° 2361 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au pourcentage « 15 p. 100 » le pourcentage « 18,6 p. 100 » dans cet amendement) (p. 536) ; retiré (p. 537) ; son sous-amendement n° 2365 à l'amendement n° 1551 de la commission (appréciation de la diffusion par l'O.J.D.) : rejeté ; son sous-amendement n° 2366 à l'amendement n° 1551 de la commission (limitation de la part du marché ne jouant qu'en cas d'acquisition d'une entreprise) (p. 538) ; indique que M. Jean-Jack Queyranne se distrait pendant le débat par une « lecture assidue du *Nouvel Observateur* » ; cite un article de cet hebdomadaire ; limitation en parts de marché ; rejeté ; son sous-amendement n° 2369 à l'amendement n° 1551 de la commission (non-application des dispositions du premier alinéa à la publication dont la diffusion a augmenté en valeur relative seulement) ; cite un autre article du *Nouvel Observateur* ; cas dans lesquels la diffusion dépasse 15 p. 100 du marché national des quotidiens nationaux ; diffusion totale ; croissance interne d'un groupe (p. 539) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2367 à l'amendement n° 1551 de la commission (cas des publications quotidiennes dont la diffusion atteint 12 p. 100 de la diffusion des publications de même

nature) ; groupe de presse ; rejeté ; son sous-amendement n° 2368 à l'amendement n° 1551 de la commission (cas des publications quotidiennes appartenant ou contrôlées par une même personne) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2371 à l'amendement n° 1551 de la commission (cas dans lesquels il existe un surcroît de demandes dans les points de diffusion) ; loi ne devant pas s'appliquer au développement des groupes de presse déjà existants ; logique absurde qui préside à la fixation d'un seuil ; rejeté ; son sous-amendement n° 2372 à l'amendement n° 1551 de la commission (cas où il existe un surcroît de demandes dans les points de diffusion ou d'abonnement) : retiré (p. 540) ; son sous-amendement n° 2375 à l'amendement n° 1551 de la commission (appréciation de la part de diffusion d'un quotidien sur la base des chiffres de l'O.J.D.) (p. 544) ; rejeté (p. 545) ; son sous-amendement n° 2376 à l'amendement n° 1551 de la commission (possibilité de dépasser le plafond fixé en cas de surcroît de demandes de diffusion ou d'abonnement) : rejeté (p. 546) ; problème de la prise en compte de la diffusion des quotidiens à l'étranger ; diffusion totale des quotidiens nationaux ; conséquence d'une éventuelle disparition de *France-Soir;* quotidien *l'Humanité* [4 février 1984] (p. 552) ; son sous-amendement n° 2377 à l'amendement n° 1551 de la commission (définition de la publication d'informations politiques et générales) ; notion de quotidien d'information politique et générale ; marge d'erreur au niveau de la diffusion des quotidiens ; sources de diffusion statistique ; disparition éventuelle de *France-Soir;* autorisation de parution de *l'Humanité;* mise en péril de la vie d'un quotidien comme celui-ci ; rejeté ; son sous-amendement n° 2378 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le poucentage « 50 p. 100 » dans cet amendement) ; son sous-amendement n° 2379 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 33 p. 100 » dans cet amendement) son sous-amendement n° 2378 : rejeté ; quotidien *l'Humanité;* défense des libertés ; question touchant directement à l'avenir des publications politiques ; son sous-amendement n° 2379 : rejeté (p. 556) ; son sous-amendement n° 2380 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au mot « régions » le mot « zones » dans cet amendement) (p. 557) ; notion de région ; rapport de M. Georges Vedel ; partage de la diffusion des quotidiens nationaux entre journaux favorables à la gauche et journaux favorables à la droite ; zones de diffusion de la presse ; rejeté (p. 558) ; son sous-amendement n° 2381 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant les mots « de manière régulière » dans le dernier alinéa de cet amendement) ; caractère interchangeable des orateurs à l'intérieur d'un groupe ; rejeté ; son sous-amendement n° 2382 à l'amendement n° 1551 de la commission (complétant le dernier alinéa de celui-ci par les mots « calculée sur les douze derniers mois ») : rejeté (p. 560) ; répression des ententes illicites ; loi sur le pluralisme ; problèmes de la communication ; sources d'information ; situation aux Etats-Unis ; règle interdisant la délivrance d'une licence de radio locale à un groune de presse dans ce pays (p. 561) ; problème de la publicité ; agence Havas ; parts du marché des régies publicitaires ; ses amendements nos 324, 325, 326, 327, 1250, 328, 1253, 1254, 330, 1256 : devenus sans objet (p. 562) ; son amendement n° 331 (non application des dispositions relatives aux prix en cas de refus de vente ou d'abonnement résultant de l'application des dispositions de cet article) ; son amendement n° 329 (cas des groupes de presse contrôlant jusqu'à trois publications quotidiennes) ; son amendement n° 1261 (publications quotidiennes appartenant à un groupe dont le total de la diffusion atteint 12 p. 100 de la diffusion des publications de même nature) ; son amendement n° 1259 (cas où il existe un surcroît de demandes au niveau de la diffusion ou de l'abonnement ; possibilité de dépasser le plafond de diffusion dans ce cas là) ; son amendement n° 1260 (même objet) ; son amendement n° 1262 (cas où la publication a augmenté sa diffusion en valeur relative alors que sa valeur absolue est restée constante) ; démantèlement, selon le texte, de tous les groupes de presse dépassant 320 000 exemplaires ; rejetés (p. 563) ; son amendement n° 1974 (cas où l'opération de rachat envisagé est indispensable à la survie d'une entreprise de presse) ; cas où l'acheteur ne modifie pas l'orientation politique du titre ; clause de sauvegarde excluant l'application de cet article (p. 564) ; rejeté (p. 565) ; son amendement n° 1975 (non application de cet article si l'opération envisagée ne porte pas atteinte au pluralisme) ; interdiction faite à des groupes de presse de dépasser des parts de marché fixées arbitrairement ; texte initial ; automaticité des sanctions en cas de violation des dispositions prévues (p. 570) ; rejeté ; son amendement n° 1976 (non application de ce même article lorsque l'opération contribue à améliorer les conditions de réalisation ou de distribution du journal) (p. 571) ; rejeté (p. 572) ; explique son vote sur cet article : censure visant non plus le contenu mais les journaux eux-mêmes ; **après l'article 10 :** son amendement n° 343 (non application des dispositions de cet article aux publications d'un parti politique) ; presse communiste (p. 573) ; fixation des quotas ; quotidien *l'Humanité ;* position de M. Roland Leroy souhaitant exclure les partis politiques du champ d'application de ce texte ; souhaite atteindre le même objectif (p. 574) ; rejeté ; son amendement n° 1302 (limitation de la concentration au profit des agences de publicité) ; création d'une liberté de communication « à deux vitesses » ; entreprises de communication et de publicité ; agence Havas ; groupe Hersant ; journal *Courrier de l'Ain;* nécessité d'étendre la transparence aux agences de publicité (p. 575) ; actions de ces agences ; rejeté ; son amendement n° 1267 (même objet) : rejeté (p. 576) ; son amendement n° 1266 (même objet) : rejeté (p. 577) ; **article 11 :** article « guillotine » ; presse dirigée par M. Robert Hersant ; exercice d'une liberté publique ; liberté d'expression ; indique plusieurs situations en cas d'application du texte aux quotidiens (p. 578) ; **son rappel au règlement :** rappelle que divers membres de la majorité ont accusé certains des membres de l'opposition de placer leur argent en Suisse ou d'être des collaborateurs payés d'un patron de presse ; rappelle les propos de M. Georges Fillioud le 12 novembre 1980 ; regrette que l'utilisation du règlement se fasse dans un seul sens (p. 583) ; son amendement n° 11 (de suppression) ; situation de la presse régionale ; possibilité offerte aux lecteurs de choisir entre plusieurs journaux locaux ; vente forcée de divers titres quotidiens régionaux ; souhaite la suppression de cet article (p. 584) ; rejeté (p. 586) ; groupe Hersant ; groupe du *Dauphiné libéré;* problème de la vente forcée de divers titres ; notion de quotidien régional (p. 587) ; son sous-amendement n° 2404 à l'amendement n° 1552 de la commission (calcul de la référence de 15 p. 100 visée dans cet amendement) ; pluralisme ; situation de la radio et de la télévision confisquée par l'Etat (p. 588) ; manipulation de la radio et de la télévision ; censure de trois parlementaires de l'opposition ; campagne de désinformation à la suite de cette censure ; presse écrite ; radio et télévision régionales ; système de quotas de parts de marché ; rejeté ; son sous-amendement n° 2405 à l'amendement n° 1552 de la commission (cas où le total de la diffusion n'excède pas 15 p. 100 de la diffusion de tous les quotidiens régionaux) ; pluralité des sources d'information ; ses exemples à propos de la Bretagne et du Dauphiné ; rejeté ; son sous-amendement n° 2406 à l'amendement n° 1552 de la commission (impossibilité pour une personne de posséder ou de contrôler plus d'un quotidien régional, départemental ou local si le total de leur diffusion excède 15 p. 100 de la diffusion de journaux de même nature) (p. 589) ; souhaite retrouver la forme de la première rédaction du texte ; rejeté (p. 590) ; son sous-amendement n° 2408 à l'amendement n° 1552 de la commission (notion de personne physique) [6 février 1984] (p. 598) ; rejeté ; **son rappel au règlement :** détournement de la procédure du scrutin public (p. 599) ; son sous-amendement n° 2410 à l'amendement n° 1552 de la commission (insérant les mots « par quelque moyen que ce soit » après le mot « contrôler ») : rejeté (p. 601) ; son sous-amendement n° 2416 à l'amendement n° 1552 de la commission (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) ; son hostilité à tout seuil ; obligation pour le Gouvernement d'augmenter le seuil de la part du marché ; rejeté (p. 602) ; son sous-amendement n° 2537 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « sur le territoire national » dans le premier alinéa de cet amendement) (p. 603) ; « sous-amendement de la peur » ; cas de *l'Humanité;* nécessité de tenir compte de la diffusion de la presse à l'étranger ; adopté (p. 604) ; son sous-amendement n° 2424 à l'amendement n° 1552 de la commission (inapplication des dispositions du premier alinéa aux partis politiques) ; attitude du Gouvernement annulant toute possibilité de faire tomber le quotidien *l'Humanité* dans le champ d'application de la loi ; rejeté (p. 606) ; ses amendements n° 1269, n° 348, n° 349 et n° 350 : devenus sans objet ; son amendement n° 352 (inapplication de certaines dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) : rejeté ; son amendement n° 351 (obligation pour les groupes de presse de veiller par tout moyen approprié à ne pas augmenter leur vente) : retiré ; son amendement n° 347 (interdiction pour les publications quotidiennes de se livrer à la publicité risquant de porter le total de leur diffusion au-delà de la part autorisée par l'article précédent) : retiré ; ses amendements n° 1274 et n° 1275 : retirés ; son amendement n° 2003 (inapplication des dispositions du présent article lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie d'une entreprise de presse) (p. 609) ; rejeté ; son amendement n° 2004 (inapplication des dispositions du présent article si l'opération envisagée ne porte pas atteinte au pluralisme) : rejeté ; son amendement n° 2005 (inapplication des dispositions du présent

article si l'opération contribue à l'amélioration des conditions de réalisation ou de distribution) ; rejeté ; **après l'article 11** : son amendement n° 355 (inapplication des dispositions de l'article 11 aux publications émanant d'un parti politique) (p. 610) ; rejeté ; **article 12** : règlement de comptes ; interdiction de certains cumuls de titres de la presse nationale et de la presse de province ; protection de la presse communiste ; démantèlement du groupe de presse de l'opposition ; cas du rachat de *France-Soir* (p. 611) ; son amendement n° 12 (p. 613) (de suppression) : rejeté (p. 614) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance de préciser qu'il participe au vote avec ses collègues (p. 621) ; son sous-amendement n° 2427 à l'amendement n° 1553 de la commission (interdiction de lire plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux d'information politique et générale) ; rôle du lecteur ; pose la question de savoir si les titres nationaux et régionaux de M. Hersant contribuent au pluralisme ; retiré (p. 626) ; son sous-amendement n° 2428 à l'amendement n° 1553 de la commission (impossibilité pour une même personne de posséder ou contrôler plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) ; censure du droit des lecteurs ; rejeté (p. 627) ; son sous-amendement n° 2430 à l'amendement n° 1553 de la commission (référence aux personnes physiques) : rejeté (p. 628) ; son sous-amendement n° 2434 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la référence à l'information politique et générale) : rejeté ; son sous-amendement n° 2436 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant les limitations à la concentration des titres) : rejeté ; son sous-amendement n° 2437 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant les limitations à la concentration des titres) : non soutenu ; son sous-amendement n° 2438 à l'amendement n° 1553 de la commission (référence aux quotidiens nationaux d'information politique et générale) : non soutenu (p. 631) ; son sous-amendement n° 2439 à l'amendement n° 1553 de la commission (critère de la contribution au pluralisme) : non soutenu (p. 632) ; son sous-amendement n° 2542 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la référence au territoire national) ; problème de la zone de diffusion ; cas du quotidien *France-Soir* et du quotidien *l'Humanité;* adopté (p. 633) ; caractère absurde de la fixation d'un seuil ; groupe Hersant ; presse de province ; indépendance de la notion de seuil de la notion de pluralisme ; calcul de la période de référence ; enquêtes du S.J.T.I. (p. 634) ; son sous-amendement n° 2441 à l'amendement n° 1553 de la commission (inapplication des dispositions du présent article aux situations résultant du développement interne des entreprises et groupes de presse) ; période d'appréciation du cumul des plafonds ; rejeté ; clause de sauvegarde ; avenir des titres menacés de démantèlement ; volonté de l'opposition de ne pas appliquer les dispositions de cet article aux publications possédées ou contrôlées par les partis politiques ou les syndicats (p. 635) ; exclusion des publications des organisations syndicales, du champ d'application de l'article 12 ; presse du parti communiste (p. 636) ; ses amendements n° 358, n° 360 et n° 359 : devenus sans objet ; son amendement n° 2035 (inapplication des dispositions du présent article si l'opération envisagée est indispensable à la survie d'une entreprise de presse) ; son amendement n° 2036 (inapplication des dispositions du présent article si l'opération envisagée ne porte pas atteinte au pluralisme) ; son amendement n° 2037 (inapplication de cet article si l'opération envisagée contribue à l'amélioration des conditions de réalisation ou de distribution) : rejetés ; **après l'article 12** : son amendement n° 361 (inapplication des dispositions de l'article 12 aux quotidiens émanant de partis politiques) (p. 637) ; rejeté (p. 638) ; **article 13** : cas du journal *l'Aurore;* témoignage de M. Lignel dans le *Progrès de Lyon* relatif aux pouvoirs des journalistes ; problème de la création de titres par des journalistes non professionnels ; cas du *Nouvel Observateur* (p. 639) ; son amendement n° 13 (de suppression) : retiré (p. 640) ; **article 13** : son amendement n° 2038 (obligation pour toute publication quotidienne de comporter sa propre imprimerie) : retiré (p. 646) ; son amendement n° 362 (obligation pour toute publication quotidienne de comporter sa propre rédaction) (p. 647) ; rejeté (p. 649) ; son amendement n° 1306 (définition de l'équipe rédactionnelle) ; rappelle les propos de M. Lignel dans *le Progrès de Lyon* relatifs aux pouvoirs des journalistes ; caractère flou de la notion juridique d'équipe rédactionnelle ; rejeté (p. 652) ; sa demande de suspension de séance ; **article 14** : caractère inconstitutionnel de cet article ; rappelle la genèse de la rédaction de cet article (p. 653) ; utilisation par le Gouvernement de la technique de la suspension de séance et de la possibilité d'intervention à tout moment pour couper la parole à un orateur de l'opposition (p. 657) ; dépôt par le Gouvernement en dernière minute de sous-amendements modifiant l'architecture du texte (p. 658) ; son amendement n° 14 (de suppression) ; rappel des modifications relatives à la procédure d'autorisation préalable ; impossibilité de réaliser une opération non préalablement déclarée (p. 659) ; rejeté (p. 662) ; ses sous-amendements à l'amendement n° 1307 de M. François d'Aubert ; n° 2549 (interdiction de toute déclaration préalable à une opération d'acquisition ou de contrôle d'une entreprise de presse), n° 2550 (interdiction de tout régime juridique imposant une déclaration préalable faite à la commission), n° 2551 (interdiction de toute déclaration préalable) et n° 2552 (caractère non obligatoire de la déclaration) ; régime déclaratif pour les projets d'acquisition de propriété [7 février 1984] (p. 668) ; libertés publiques ; incidence de l'obligation de déclaration sur les actes d'acquisition ; rôle de la commission ; système de contrôle *a priori;* déclaration devant entraîner une autorisation automatique selon la jurisprudence du Conseil constitutionnel ; effet juridique de l'acte de déclaration ; problème d'une éventuelle suspension ; déclaration préalable à la réalisation d'une opération d'acquisition ou de contrôle (p. 669) ; rejetés ; son amendement n° 2059 (personne procédant à l'acquisition de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse devant notifier cette opération à la commission) ; mécanisme de sanction des ententes illicites selon la loi de juillet 1977 ; contrôle *a posteriori;* système d'autorisation institué par cet article ; rejeté ; contrôle de la concentration économique (p. 670) ; loi de 1977 sur le contrôle et la concentration économique ; absence de vide juridique en matière de contrôle de concentration des entreprises de presse du fait de cette loi (p. 671) ; **son rappel au règlement** : non de distribution de l'amendement n° 1596 de la commission des lois ; son sous-amendement n° 2447 à l'amendement n° 1555 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; système d'autorisation de tout projet d'acquisition ou de contrôle d'une entreprise de presse ; différence existant entre un régime répressif et un régime préventif ou régime de police ; cite un ouvrage de M. Georges Burdeau à ce sujet (p. 672) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2555 à l'amendement n° 1555 de la commission (cas dans lesquels une déclaration à la commission est obligatoire) ; son sous-amendement n° 2556 à l'amendement n° 1555 de la commission (même objet) ; son sous-amendement n° 2557 à l'amendement n° 1555 de la commission (déclaration de tout projet d'acquisition antérieurement à la réalisation de l'opération) ; ses sous-amendements n° 2559, n° 2560, n° 2554 et n° 2561 à l'amendement n° 1555 de la commission (même objet) ; son sous-amendement n° 2562 à l'amendement n° 1555 de la commission (forme de la déclaration) ; déclaration des projets d'acquisition ou de contrôle des entreprises de presse (p. 673) ; responsabilité de la déclaration incombant à la personne cédante ; projet d'acquisition du *Courrier de l'Ain* par M. Robert Hersant ; expression « par quelques moyens que ce soit » ; application de cet article aux hebdomadaires ; presse du parti communiste ; sous-amendement n° 2559 : retiré (p. 674) ; problèmes posés pour les hebdomadaires et les mensuels ; acquisitions de la propriété d'un quotidien d'information politique ; personne cédant ou acquérant cette propriété ; nécessité d'inscrire dans la loi la véritable nature des dispositions proposées ; autorisations préalables ; lois Auroux (p. 675) ; ses autres sous-amendements : rejetés ; ses sous-amendements nos 2448, 2449, 2450, 2452, 2453, 2454, 2455 et 2456 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenus sans objet ; son sous-amendement n° 2457 à l'amendement n° 1555 de la commission (prévoyant la délivrance d'un récépissé lorsque l'opération est signalée) ; loi de 1881 prévoyant un tel récépissé ; ordonnance de 1944 ; sanction de la non-déclaration selon la loi de 1881 ; sanctions de la non-conformité à diverses dispositions selon cet article (p. 678) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2458 à l'amendenent n° 1555 de la commission (disposition ne s'appliquant pas aux entreprises de presse procédant d'un parti politique) ; déclaration suspensive prévue au premier alinéa ; entreprise de presse dépendant d'un parti politique ; rejeté ; son sous-amendement n° 2459 à l'amendement n° 1555 de la commission (soumission de tout projet d'acquisition à l'avis de la commission pour la transparence et le pluralisme) : retiré ; son sous-amendement n° 2460 à l'amendement n° 1555 de la commission (supprimant le second alinéa de cet amendement) ; délai au terme duquel la commission doit rendre son avis ; déclaration préalable ; système de police en droit administratif ; rôle de la commission démontrant que l'on se situe dans un système d'autorisation préalable (p. 679) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2461 à l'amendement n° 1555 de la commission (possibilité pour la commission pour la transparence d'autoriser l'opération avant l'expiration d'un délai de trois mois) : rejeté (p. 680) ; son sous-amendement n° 2462 à l'amendement n° 1555 de la commission (autorisation de l'opération avant l'expiration d'un délai de trois mois) : rejeté ; son sous-amendement n° 2464 à l'amendement n° 1555 de la commission (substituant aux mots « de trois mois » les mots « d'un an ») ; son sous-amendement n° 2465 à l'amen-

dement n° 1555 de la commission (substituant au même délai le délai d'un mois) (p. 681) ; sous-amendement n° 2464 : retiré ; sous-amendement n° 2465 : rejeté ; son sous-amendement n° 2466 à l'amendement n° 1555 de la commission (supprimant les mots « de la date » dans la première phrase du second alinéa de cet amendement) (p. 682) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2467 à l'amendement n° 1555 de la commission (substituant aux mots « porter atteinte au pluralisme » les mots « renforcer la concentration ») (p. 683) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2468 à l'amendement n° 1555 de la commission (supprimant les mots « au sens des articles 10 à 13 de la présente loi » dans cet amendement) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2469 à l'amendement n°1555 de la commission (insérant les mots « en séance publique » à propos de l'audition des intéressés devant la commission) : rejeté (p. 684) ; son sous-amendement n° 2470 à l'amendement n° 1555 de la commission (insérant le mot « physiques » après le mot « personnes » dans cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 2471 à l'amendenent n° 1555 de la commission (insérant les mots « et leurs conseils » après les mots « personnes intéressées » dans cet amendement) ; commission administrative ; possibilité d'édicter des sanctions pénales ; déclaration préalable ; inconstitutionnalité de cette disposition (p. 688) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2564 à l'amendement n° 1555 de la commission (information de l'autorisation ou du refus par la commission) ; commission pour la transparence et le pluralisme ; instance contrôlant la conformité d'une opération au présent texte ; inconstitutionnalité ; déclaration préalable ; système préventif appelé « régime de police » en droit administratif ; imposition d'obligations aux entreprises préalablement à la réalisation de l'opération (p. 689) ; rejeté ; ses sous-amendements n^os^ 2473, 2474, 2475 et 2477 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenus sans objet (p. 692) ; son sous-amendement n° 2479 à l'amendement n° 1555 de la commission (prévoyant une autorisation implicite en cas de silence de la commission pendant trois mois) ; son sous-amendement n° 2480 à l'amendement n° 1555 de la commission (opération ne devenant définitive qu'à l'expiration du délai de trois mois) ; différence entre le récépissé et le régime de l'autorisation préalable ; sous-amendement n° 2480 : retiré ; sous-amendement n° 2479 : rejeté ; son sous-amendement n° 2481 à l'amendement n° 1555 de la commission (cas dans lesquels on doit procéder à des licenciements) (p. 693) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2482 à l'amendement n° 1555 de la commission (cas où l'entreprise de presse disparaît après information à la commission) (p. 694) ; rejeté (p. 695) ; ses amendements n^os^ 365, 366, 2062, 2061, 2060, 367, 368, 1313, 1314, 2063, 371, 372, 373, 374, 2065, 375, 376, 377 : devenus sans objet ; risques de conflit de compétence entre diverses juridictions ; plaintes ou constitution de partie civile ; rôle du tribunal de commerce ; commission de la concurrence (p. 697) ; son amendement n° 2066 (cas où une opération de rachat est indispensable à la survie de l'entreprise) (p. 698) ; ventes forcées ; maintien de l'orientation politique d'un journal ; opération indispensable à la survie de l'entreprise (p. 699) ; rejeté ; possibilité de laisser mourir des entreprises de presse ; surenchères pratiquées par les groupes ; souhaite la communication des rapports transmis à la commission aux parties intéressées (p. 700) ; **après l'article 14** : son amendement n° 2181 (possibilité de ne pas appliquer les dispositions des articles 10 à 13 si elles peuvent entraîner des licenciements) (p. 702) ; survie des entreprises de presse ; tentative de rachat de *France-Soir;* position de M. Max Théret ; rejeté ; son amendement n° 1328 (possibilité pour le juge de ne pas appliquer les dispositions de ce même article si celles-ci peuvent entraîner la disparition d'une publication) ; pouvoir du tribunal de déroger à celles-ci ; rejeté (p. 703) ; son amendement n° 2087 (possibilité pour la commission et le tribunal de ne pas appliquer les articles 10 à 13 du texte si cette application se traduit par le contrôle d'une publication par l'Etat) ; risque d'étatisation de la presse ; risque de contrôle de titres démantelés ; vente forcée de *France-Soir;* rejeté ; situation au niveau régional ; son amendement n° 2088 (mêmes dispositions en cas d'atteinte au pluralisme régional) : rejeté (p. 704) ; **avant l'article 15** : son amendement n° 2089 (suppression de l'intitulé du Titre III) ; commission administrative politisée ; rappelle l'histoire du texte sur la presse sous Charles X ; règlement de compte contre la presse d'opposition ; défense de certains intérêts électoraux ; quotidien *le Provençal* (p. 710) ; intitulé mensonger du Titre III ; rejeté ; **article 15** : création d'un tribunal d'exception pour la presse ; pouvoirs exorbitants de la commission ; commission nationale « informatique et liberté » ; haute autorité de l'audiovisuel ; possibilité de soumettre les décisions de ces deux organismes au Conseil d'Etat ; rôle des tribunaux (p. 711) ; nomination des présidents des chaînes de télévision ; composition de la commission (p. 712) ; son amendement n° 15 (de suppression) ; rappelle les propos de M. Georges Fillioud lors de la séance du 12 novembre 1980, accusant M. Alain Peyrefitte de « crime et de forfaiture » ; indique qu'à l'époque on ne censurait pas les députés de l'opposition (p. 718) ; son amendement n° 15 (de suppression) [8 février 1984] (p. 725) ; rejeté ; son amendement n° 392 (création d'un commissaire aux questions de presse) ; droit de perquisitionner de nuit ; « commissariat aux questions de presse » : rejeté ; son amendement n° 2091 : devenu sans objet ; son amendement n° 2092 (création d'une commission des opérations de presse) (p. 726) : rejeté ; son amendement n° 2093 (composition de la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 727) ; « cuisine » de la composition de la commission pour la transparence ; proposition de créer une autorité de sept membres, dont deux désignés par l'Assemblée Nationale et deux par le Sénat (p.728) ; rejeté ; son amendement n° 393 (supprimant le premier alinéa de cet article) ; sa demande d'une représentation équilibrée au sein de la commission pour la transparence ; rejeté ; son amendement n° 1332 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission administrative d'exception) ; son amendement n° 1333 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en tribunal permanent de la presse) (p. 729) ; son amendement n° 394 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse en commission pour le pluralisme et la transparence de la presse) (p. 730) ; rejetés (p. 731) ; son amendement n° 395 (supprimant le 2^e^ alinéa de cet article) ; possibilité pour les commissions des assemblées parlementaires de saisir la commission pour la transparence (p. 732) ; rejeté ; son amendement n° 2095 (rappelant que la commission pour la transparence et le pluralisme est au service du Gouvernement) : retiré (p. 733) ; son amendement n° 396 (supprimant le 3^e^ alinéa de cet article) (p. 735) ; rejeté ; son amendement n° 2096 (impossibilité de nommer comme membre de cette commission une personne de plus de soixante-cinq ans) (p. 736) ; rejeté ; son amendement n° 2097 (réduisant la composition de la commission pour la transparence au Président de la République et au Premier ministre) ; son amendement n° 2098 (supprimant la fin du 4^e^ alinéa et les huit derniers alinéas de cet article) : rejetés ; son amendement n° 2099 (présence au sein de la commission pour le pluralisme de représentants des entreprises de presse désignés par leurs organisations professionnelles) (p. 737) : rejeté ; son amendement n° 397 (octroi d'une voix prépondérante au président désigné par le Président de la République) : rejeté ; son amendement n° 398 (supprimant le mot « président » dans le 4^e^ alinéa de cet article) (p. 738) ; rejeté (p. 739) ; son amendement n° 2100 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité du Conseil d'Etat élu par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat) ; son amendement n° 399 (présence au sein de la commission pour la tranparence d'un membre du Conseil d'Etat élu par ses membres) ; son amendement n° 400 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil d'Etat tiré au sort parmi ses membres) : rejetés (p. 740) ; son amendement n° 401 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation, élu par ses membres) ; son amendement n° 402 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation tiré au sort parmi les conseillers à la Cour de cassation en exercice) : rejetés (p. 741) ; son amendement n° 403 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes élu par l'ensemble de ses membres) ; son amendement n° 404 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes tiré au sort parmi ses membres) (p. 742) ; rejetés (p. 743) ; son amendement n° 1347 (présence au sein de la commission pour la transparence de représentants des entreprises de presse désignés par leurs organisations professionnelles) (p. 743) ; rejeté ; son amendement n° 405 (supprimant le 10^e^ alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2101 (durée du mandat des membres de la commission pour la transparence) ; nécessité d'abroger la loi sur la presse à l'issue du prochain renouvellement de l'Assemblée nationale : rejeté ; son amendement n° 406 (portant à sept ans la durée du mandat des membres de la commission pour la transparence) ; identité de la durée de ce mandat avec celui du Président de la République (p. 744) ; rejeté ; son amendement n° 408 (coïncidence entre l'expiration du premier mandat des membres de la commission pour la transparence cités aux 4^e^, 5^e^ et 6^e^) et l'expiration du mandat du Président de la République) : rejeté (p. 745) ; son amendement n° 2102 (nécessité de la présence de tous les membres de la commission pour prendre les décisions) ; politisation de cette commission ; rejeté ; son amendement n° 409 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 410 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 746) ; cas du P.D.G. d'Antenne 2 (p. 748) ; **article 16** : champ d'application

de la loi ; nécessité d'appliquer la transparence à l'ensemble des moyens de communications ; presse régionale ; attributions des membres de la commission et des rapporteurs ; interdictions qui s'attachent à l'exercice de leurs fonctions ; notion de secret ; violation des dispositions de la loi de janvier 1978 (p. 774) ; son amendement n° 16 (de suppression) ; incompatibilités tendant à assurer l'indépendance des membres de la commission pour le pluralisme ; sa proposition d'instituer une autorité administrative comprenant un nombre égal de représentants de la majorité et de l'opposition (p. 775) ; critique la référence faite à la haute autorité de l'audiovisuel ; propos de M. Francis Dalle à ce sujet ; citation d'un article du *Point* relatif à M. Pierre Desgraupes ; rejeté ; son amendement n° 417 (impossibilité pour certaines personnes de devenir membre de la commission pour la transparence) (p. 776) ; retiré (p. 777) ; son amendement n° 418 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; nécessité d'assurer le secret des informations communiquées à la commission ; retiré (p. 779) ; politisation des travaux de la commission (p. 780) ; **article 17** : absence de garanties sur le caractère contradictoire de la procédure applicable à la commission pour la transparence ; mécanisme de saisie (p. 781) ; son amendement n° 17 (de suppression) (p. 782) ; rejeté (p. 783) ; son amendement n° 2113 (possibilité de saisir la commission de la concurrence) : rejeté (p. 788) ; son amendement n° 2114 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 789) ; son amendement n° 2115 (possibilité de saisir le tribunal de grande instance afin de faire appliquer la présente loi) : rejeté ; son amendement n° 430 (supprimant la référence à la transparence et au pluralisme de la presse) : devenu sans objet ; son amendement n° 2116 (possibilité pour toute personne ayant intérêt à agir de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme) : rejeté (p. 790) ; son amendement n° 2117 (supprimant le 3e alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 1364 : devenu sans objet ; son amendement n° 2118 (supprimant le 4e alinéa de cet article) : rejeté (p 791) ; son amendement n° 2119 : retiré (p. 792) ; son amendement n° 2120 (supprimant le 6e alinéa de cet article) : retiré (p. 793) ; son amendement n° 2121 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par la majorité des membres d'une société de rédacteurs) ; rejeté (p. 794) ; son amendement n° 431 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les lecteurs de la presse) ; absence de définition de l'équipe rédactionnelle sur un plan juridique ; rejeté ; son amendement n° 2122 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 795) ; rejeté (p. 796) ; son amendement n° 432 (information des personnes intéressées sur l'absence de suite donnée à la demande) ; sa décision de saisir la haute autorité de la désinformation sur l'affaire Boulin ; cas d'un article de M. Alfred Grosser (p. 797) ; cas du quotidien *Combat Socialiste;* rejeté ; son amendement n° 433 (information du ministre de la justice de l'absence de suite donnée à la demande) ; rejeté (p. 798) ; son amendement n° 434 : devenu sans objet ; son amendement n° 435 : devenu sans objet ; problème du conflit de compétence (p. 799) ; reprend l'amendement n° 1877 de M. Paul Mercieca ; soutient la position du groupe communiste accordant la prééminence aux tribunaux de l'ordre judiciaire en cas de conflit entre la commission pour la transparence et le pluralisme dans les tribunaux de l'ordre judiciaire (p. 800) ; conception du secrétaire d'Etat selon laquelle les tribunaux de l'ordre judiciaire ne doivent pas entraver le travail de la commission (p. 801) ; rejeté ; **après l'article 17** : son amendement n° 423 (possibilité pour toute personne justifiant d'un intérêt de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme) : rejeté ; son amendement n° 442 (possibilité pour la commission de ne pas appliquer l'article 18 lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise de presse) : rejeté ; son amendement n° 2123 (possibilité pour un groupe de presse obligé de céder ses actifs de faire procéder à leur évaluation par une commission d'évaluation des biens de la presse) ; ventes forcées ; indemnisation du préjudice (p. 802) ; rejeté ; **article 18;** instauration d'un tribunal d'exception ; possibilité pour la commission pour la transparence et le pluralisme d'ordonner le démantèlement d'un groupe de presse ; absence de marché (p. 803) ; son amendement n° 18 (de suppression) ; compétence de la commission pour la transparence et le pluralisme pour ordonner la « séparation des entreprises » (p. 805) ; rejeté (p. 807) ; son amendement n° 2142 (obligation pour la commission d'informer les personnes intéressées lorsqu'elle décide de l'inculpation d'une entreprise de presse) [9 février 1984] (p. 814) ; son amendement n° 451 (possibilité de saisir la commission de la transparence en vue d'assurer le respect des dispositions relatives à la répression des ententes et des abus de position dominante) ; rappelle les propos de M. Jean-Pierre Michel estimant que les pouvoirs de la commission dépassent les pouvoirs des commissions analogues ; prééminence de la commission administrative en cas de conflit avec un tribunal de l'ordre judiciaire ; règle de la non communication du dossier (p. 815) ; rejetés (p. 816) ; son amendement n° 452 (information par la commission de la transparence, des personnes intéressées dans un délai de 48 h) ; renforcement des garanties de procédure ; problème de la saisine des tribunaux de l'ordre judiciaire effectuée parallèlement à la saisine de la commission pour la transparence (p. 817) ; rejeté ; sa demande de suspension de séance (p. 818) ; son amendement n° 2143 : retiré (p. 819) ; son amendement n° 2144 : retiré (p. 820) ; son amendement n° 1386 (information de la commission des droits de l'Homme) ; rejeté ; son amendement n° 2145 (obligation pour la commission de s'informer des autres procédures en cours) (p. 822) ; rejeté (p. 823) ; son amendement n° 2146 (application des dispositions du code de procédure pénale aux procédures suivies par la commission) : rejeté (p. 824) ; son amendement n° 2147 (supprimant le 2e alinéa de cet article) (p. 825) ; rejeté ; son amendement n° 2148 (saisine du tribunal de grande instance lorsque la commission constate une violation des articles 10 à 13) : rejeté ; son amendement n° 2149 (référence aux ententes illicites et aux abus de position dominante) : rejeté (p. 826) ; son amendement n° 454 (information des personnes intéressées) ; son amendement n° 455 (information du ministère public) : rejetés (p. 827) ; son sous-amendement n° 2506 à l'amendement n° 1561 de la commission (substituant aux mots « met en demeure » les mots « demande au ») : rejeté ; son sous-amendenent n° 2507 à l'amendement n° 1561 de la commission (mise en demeure par exploit d'huissier) ; son sous-amendement n° 2508 à l'amendement n° 1561 de la commission (mise en demeure par lettre recommandée) : rejetés (p. 828) ; son sous-amendement n° 2509 à l'amendement n° 1561 de la commission (substituant aux mots « prescrit les mesures nécessaires » les mots « en informe les intéressés ») ; rappel des deux conceptions possibles applicables à la commission pour la transparence et le pluralisme ; indépendance de cette commission à l'égard d'une décision de relaxe prononcée par un tribunal de l'ordre judiciaire (p. 832) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2510 à l'amendement n° 1561 de la commission (transmission de la décision de la commission au Parquet) ; dualité de juridiction (p. 834) ; impossibilité pour la commission administrative d'aller à l'encontre de la chose jugée ; rejeté (p. 835) ; son sous-amendement n° 2512 à l'amendement n° 1561 de la commission (référence aux mesures de nature à rétablir la concurrence) ; sous sous-amendement n° 2513 à l'amendement n° 1561 de la commission (référence aux mesures de nature à garantir le pluralisme) (p. 836) ; rejetés (p. 837) ; son amendement n° 456 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 457 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 845) ; rejeté ; son amendement n° 2150 (ramenant à deux mois la durée du délai) : rejeté ; son amendement n° 2151 (impossibilité de proroger ce délai) (p. 846) ; retiré ; son amendement n° 1501 (possibilité d'intenter un recours de pleine juridiction) (p. 847) ; retiré ; **après l'article 18** : son amendement n° 464 (compétence de la commission pour veiller à ce que la séparation des entreprises ne porte pas atteinte au pluralisme) (p. 848) ; rejeté ; son amendement n° 465 (compétence de la commission pour veiller à ce qu'aucune entreprise n'exerce une influence déterminante et ne tire profit des opérations ordonnées en vertu de l'article 18 de la présente loi) : rejeté ; son amendement n° 466 (possibilité pour la commission de ne pas faire application de l'article 18 lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise) (p. 850) ; rejeté ; son amendement n° 463 (obligation pour la commission de se réunir au complet pour délibérer valablement) : rejeté ; son amendement n° 1508 (prise de décision par la commission réunie en séance publique) : rejeté ; son amendement n° 1509 (possibilité pour les parties intéressées de présenter par écrit leurs observations sur le rapport du Rapporteur) ; son amendement n° 1510 (précision par décret en Conseil d'Etat des conditions de procédure de nature à garantir les droits de la défense) : rejetés ; son amendement n° 1503 (p. 852) (possibilité pour le Conseil d'Etat d'ordonner le sursis à exécution) : retiré ; son amendement n° 1505 (obligation pour le Conseil d'Etat de se prononcer dans les trois mois en cas de refus du sursis à exécution) : rejeté ; son amendement n° 1507 (compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire pour assurer l'exécution de la présente loi) : rejeté ; **article 19** : son amendement n° 19 (de suppression) ; caractère de tribunal d'exception de la commission pour la transparence ; caractère scandaleux du système d'automaticité des « privations » ; conflit de compétences ; privation des franchises fiscales et postales (p. 853) ; rejeté ; son amendement n° 475 (supprimant le premier alinéa de cet article) ; sa demande d'explications sur le déroulement, le démantèlement et la vente des entreprises de presse (p. 854) ; rejeté ; son amendement n° 2183 (délai minimum de deux ans) : rejeté (p. 855) ; son amendement n° 2184 (substituant aux mots « mesures prescrites » les mots

« mesures suggérées ») : retiré (p. 856) ; son amendement n° 2185 (supprimant la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; délai de l'exécution des mesures prescrites par la commission ; possibilité de fixation de ce délai ; rejeté (p. 860) ; son amendement n° 1414 (cas de prolongation de ce délai) ; cas où la survie d'une entreprise de presse est en jeu ; rejeté ; son amendement n° 2186 (fixant ce délai à un an au moins) ; son amendement n° 476 (fixant ce délai à un an) (p. 861) ; cas de rachat du quotidien *France-Soir;* possibilité de constituer une société nationale ou para-publique pour divers titres sans acquéreur ; amendement n° 2186 : rejeté (p. 862) ; son amendement n° 1417 (possibilité de proroger le délai de mise en conformité avec les prescriptions de la commission) ; hypothèse où la mise en vente des titres s'effectuerait à un prix trop faible ; vente forcée d'un titre ; quotidien *Presse-Océan;* cas où l'opération modifie l'orientation du quotidien racheté ; rejeté (p. 863) ; son amendement n° 477 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; pouvoirs de la commission ; contradictions entre la voie judiciaire prévue au deuxième alinéa de cet article et la voie administrative prévue par le troisième alinéa du même article) (p. 864) ; rejeté ; nécessité de prévoir un délai de grâce d'un mois ; expiration d'un délai de trois mois sans effet ; transmission du dossier au Parquet ; son amendement n° 2187 (insérant les mots « et dans le cas où aucune autre procédure n'est par ailleurs engagée » après le mot « délai » dans le second alinéa de cet article) ; retrait d'un amendement similaire du groupe communiste ; cas dans lequel il y a saisine simultanée de la commission et d'un tribunal de l'ordre judiciaire ; rejeté (p. 865) ; son amendement n° 2188 (cas où les recommandations sont restées sans effet) ; son amendement n° 2189 (substituant aux mots « n'a pas été exécutée » les mots « n'a reçu aucun commencement d'exécution » dans la seconde phrase de cet article) ; rejetés ; son amendement n° 2190 (tranmission du dossier au ministère public) ; cas où les membres de la commission constatent leur échec (p. 866) ; information du ministère public par la commission ; rejeté ; son amendement n° 2191 (substituant au mot « informe » le mot « saisit » dans le second alinéa de cet amendement) ; saisine du ministère public ; rejeté ; son amendement n° 478 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; franchises postales et fiscales ; décision des tribunaux de l'ordre judiciaire (p. 867) ; pouvoir de sanction de la commission ; disparition d'un titre en dehors des procédures judiciaires ; privation de propriété ; caractère anti-constitutionnel de l'article 21 ; décision du Conseil constitutionnel de 1983 à propos des privations de propriété (p. 868) ; souhaite une suspension de séance pour établir la liste « très impressionnante des contre-vérités proférées » par M. Georges Fillioud ; rejeté ; franchises postales et fiscales ; sursis à exécution ; jurisprudence du Conseil d'Etat ; cas où il existe un dommage irréparable ; compétence liée de l'administration par les avis de la commission paritaire en matière de franchises (p. 870) ; jurisprudence du Conseil d'Etat à ce sujet ; franchises fiscales ; son amendement n° 479 (cas où la juridiction pénale prononce la relaxe) (p. 871) ; rejeté (p. 872) ; pouvoirs de la commission (p. 873) ; suppression des franchises fiscales et postales ; situation sans précédent dans l'histoire de la presse ; presse de M. Robert Hersant (p. 874) ; son amendement n° 481 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; compétence liée de l'administration par les décisions de la commission paritaire en matière d'avantages paritaires et fiscaux ; retiré (p. 875) ; son amendement n° 482 (constatation entraînant la saisine de la commission paritaire des publications et agences de presse) ; différence existant entre la notion d'information et celle de saisine ; rejeté ; son amendement n° 2192 (possibilité pour l'avis de la commission paritaire d'annuler les effets des décisions prises en application du troisième alinéa de cet article) ; rejeté ; **après l'article 19** : son amendement n° 488 (cas d'annulation des sanctions par le juge pénal) ; politisation probable de la commission ; principe de la responsabilité de ses membres ; nécessité de prévoir l'indemnisation du préjudice (p. 876) ; rejeté (p. 877) ; **article 20** : démantèlement de certains titres qui déplaisent à l'actuelle majorité [10 février 1984] (p. 889) ; rappelle que la commission n'est pas liée par la décision de relaxe prononcée par un tribunal ; pouvoirs exceptionnels de cette commission et notamment possibilité de recueillir des informations détenues par les administrations ; ambiguïté des notions de contrôle et de personne ; sanctions prévues ; partis politiques ; moyens de perquisition excluant les garanties judiciaires (p. 890) ; son amendement n° 20 (de suppression) (p. 892) ; problème des partis politiques ; suppression des législations d'exception ; possibilité pour la commission de recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des administrations (p. 893) ; rejeté ; son amendement n° 496 (suppression du premier alinéa de cet article) ; pouvoirs de perquisition de la commission indiquant qu'un trafiquant de drogue a plus de garanties qu'un patron de presse le jour d'une perquisition (p. 894) ; ordonnances de 1945 ; rejeté ; son amendement n° 497 (tendant à placer sous le contrôle de l'autorité judiciaire les procédures de la commission) ; article permettant initialement les perquisitions de nuit sans témoin ni mandat ; compare cet article avec une loi de Vichy du 7 août 1942 (p. 895) ; article 21 du texte initial ; article 6 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; possibilité offerte à de très nombreux fonctionnaires d'obtenir communication de documents ; rejeté (p. 896) ; son amendement n° 498 (supprimant les mots « et des entreprises » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 897) ; problème des partis politiques ; liberté de publier ; existence de quotas dans ce texte (p. 899) ; garanties entourant les investigations de la commission ; article 4 de la Constitution ; transparence (p. 900) ; son sous-amendement n° 2518 à l'amendement n° 1565 de la commission (liberté de publication) ; son sous-amendement n° 2519 à l'amendement n° 1565 de la commission (liberté de communication) : rejetés ; son sous-amendement n° 2520 à l'amendement n° 1565 de la commission (insérant les mots « de l'activité des syndicats » après les mots « libre exercice » dans cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 2521 à l'amendement n° 1565 de la commission (activité des associations) (p. 901) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2522 à l'amendement n° 1565 de la commission (protection des informations nominatives) (p. 902) ; rejeté ; son amendement n° 499 : devenu sans objet (p. 903) ; son amendement n° 501 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2196 (substituant aux mots « le délai fixé par la commission » les mots « un délai de trois mois » dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2197 (substituant aux mots « le délai fixé par la commission » les mots « les délais légaux » dans le première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 909) ; rejeté ; son amendement n° 2198 (fixation des délais de réponse par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu ; son amendement n° 2199 (insérant le mot « réglementaire » après le mot « délai ») : non soutenu (p. 910) ; son amendement n° 2200 (insérant le mot « volontairement » après les mots « fournit des renseignements » dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2201 (absence de réponse dans un délai de deux mois) : rejeté ; son amendement n° 502 (supprimant la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 911) ; adopté (p. 914) ; son amendement n° 503 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; garanties judiciaires ; ordonnance de 1945 ; adopté ; son amendement n° 2202 : devenu sans objet ; **après l'article 20** : son amendement n° 509 (soumettant l'intervention des procédures prévues à l'article 20 à la délivrance d'une ordonnance du président du tribunal de grande instance) ; pouvoirs de la commission pour la transparence ; rejeté (p. 915) ; **article 21** : rappelle ses propos lors de la défense de son exception d'irrecevabilité ; loi du 7 août 1942 ; visite des locaux ; position du Conseil constitutionnel sur la loi de finances pour 1984 ; ordonnances de 1945 (p. 917) ; son amendement n° 21 (de suppression) ; rappel des perquisitions à *l'Humanité;* loi du 7 août 1942 (p. 920) ; procédures placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire (p. 921) ; rejeté ; impossibilité d'établir un contrôle à l'intérieur d'une entreprise de presse, sauf en cas d'infraction ; souhaite affirmer le principe que le contrôle ne doit être opéré que par l'autorité judiciaire (p. 923) ; son sous-amendement n° 2523 à l'amendement n° 1568 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; infraction ou présomption d'infraction ; ordonnances de 1945 ; rejeté ; son sous-amendement n° 2590 à l'amendement n° 1568 de la commission (possibilité de procéder à des vérifications) : rejeté (p. 923) ; son sous-amendement n° 2524 à l'amendement n° 1568 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet amendement) ; pouvoirs de perquisition ; rejeté (p. 924) ; son sous-amendement n° 2525 à l'amendement n° 1568 de la commission (impossibilité pour les agents chargés du contrôle de demander communication de documents relatifs à l'activité rédactionnelle et impossibilité de pénétrer dans les locaux de la rédaction) ; garantie accordée à la rédaction en cas de perquisition (p. 925) ; problème de la visite des salles de rédaction ; rejeté ; son sous-amendement n° 2526 à l'amendement n° 1568 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet amendement) ; absence d'infraction pénale ; rejeté ; son sous-amendement n° 2527 à l'amendement n° 1568 de la commission (limitant les investigations à la présence du président de la fédération nationale de la presse française) ; son sous-amendement n° 2528 à l'amendement n° 1568 de la commission (soumettant les investigations à une autorisation du président du tribunal de grande instance) ; souhaite apporter une garantie supplémentaire (p. 926) ; rejetés (p. 927) ; son sous-amendement n° 2529 à l'amendement n° 1568 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) ; mécanisme d'investigation et de

perquisition ; rejeté ; pouvoirs prévus par les ordonnances du 30 juin 1945 ; souhaite que ces textes ne s'appliquent pas aux entreprises de presse (p. 929) ; ses amendements n° 515, n° 516, n° 517, n° 518, n° 519 et n° 580 : devenus sans objet (p. 930) ; **après l'article 21** : son amendement n° 530 (soumettant les investigations à une décision du procureur général près la Cour d'appel et fixant les conditions d'octroi et de retrait de l'habilitation prévue par cet article) ; son amendement n° 536 (même objet) ; contrôle judiciaire sur certaines investigations (p. 940) ; mise à disposition de la commission de certains agents de l'administration de façon indirecte ; décision d'habilitation ; rôle de la Chambre d'accusation ; entreprises de presse ; souhaite que les entreprises de presse soient exclues du champ d'application des ordonnances de 1945 ; rejetés ; son amendement n° 535 (procès-verbaux) (p. 941) ; rejeté après rectification ; son amendement n° 537 (visites effectuées dans des locaux à usage exclusif d'habitation) ; dispositions autorisant les perquisitions ; abrogation de la loi sécurité et liberté ; ordonnance de 1945 ; indépendance de la presse (p. 942) ; rejeté ; modification de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; problème des procès-verbaux ; son amendement n° 534 (constatation des infractions en cas de flagrant délit) : retiré ; **article 22** : motivation des actes administratifs ; sanctions pénales ; recours devant le Conseil d'Etat ; sursis à exécution (p. 943-944) ; possibilité de recourir au Conseil d'Etat contre les décisions de la commission ; motivation de ces décisions ; publication ; exposé des motifs de l'amendement n° 1569 de la commission faisant état d'une possibilité de condamner à mort certaines entreprises par les retraits des aides de l'Etat ; cas où l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise de presse ; son sous-amendement n° 2530 à l'amendement n° 1569 de la commission (substituant au mot « décisions » les mots « avis et prescriptions ») ; possibilité pour la commission de condamner un journal à mort ; rejeté (p. 947) ; son amendement n° 1449 : devenu sans objet ; **article 23** : cas de saisine parallèle des tribunaux judiciaires et de la commission ; cas de multiplication des procédures et de conflits de compétences ; cas où l'autorité judiciaire prend une décision (p. 950) ; son amendement n° 22 (de suppression) ; commission pour la transparence et le pluralisme ; tribunaux de l'ordre judiciaire ; conflit entre la commission et les autorités judiciaires ; rejeté ; son amendement n° 581 (sursis à statuer de la part de la commission si les juges répressifs sont saisis) (p. 951) ; rôle de l'autorité judiciaire ; méfiance du groupe communiste à l'égard de la commission ; décisions des tribunaux judiciaires ; cas où les tribunaux qualifient les faits ; rejeté (p. 952) ; son amendement n° 2212 (sursis à statuer de la part de la commission en cas de saisine des autorités judiciaires) ; dualité des procédures ; tribunaux de l'ordre judiciaire ; saisine du Conseil constitutionnel ; rejeté ; **article 24** : recours devant le Conseil constitutionnel (p. 953) ; son amendement n° 23 (de suppression) ; publication d'un rapport par la haute autorité ; sa demande de saisine de la haute autorité à propos d'un manquement au pluralisme lors de l'affaire Boulin (p. 954) ; rejeté (p. 955) ; son amendement n° 1457 (suppression de la deuxième phrase de cet article) : adopté ; son amendement n° 2216 : devenu sans objet ; son amendement n° 2220 (contenu du rapport de la commission) ; analyse des entreprises de presse et des entreprises de publicité (p. 956) ; entreprises de communication ; rejeté ; son amendement n° 1459 (contenu du rapport : analyse de l'évolution des aides à la presse) : rejeté ; son amendement n° 1460 (contenu du rapport : répartition des ressources publicitaires) (p. 957) ; rejeté (p. 958) ; **après l'article 24** : son amendement n° 1463 (crédits nécessaires à la commission) ; son sous-amendement n° 2595 à l'amendement n° 1571 de la commission (substituant aux mots « ministère chargé de la communication » les mots « Premier ministre ») ; son sous-amendement n° 2596 à l'amendement n° 1571 de la commission (supprimant la dernière phrase de cet amendement) (p. 959) ; moyens de fonctionnement de la commission ; indique son hostilité à cette autorité ; référence à la commission nationale « informatique et liberté » ; contrôle de la Cour des comptes (p. 960) ; son amendement n° 1463 : non soutenu ; ses sous-amendements n° 2595 et n° 2596 : rejetés (p. 961) ; **avant l'article 25** : son amendement n° 2221 (manquement au secret des sources d'information) ; article 378 du code pénal ; rejeté ; son amendement n° 2222 (prescription des actions publique et civile) : rejeté ; son amendement n° 2223 (application des articles 50 et 53 de la loi de 1881) [11 février 1984] (p. 972) ; rejeté ; **article 25** : sanctions d'exception ; interprétation de la notion de personne ; problème de la non-rétroactivité d'un texte pénal (p. 973) ; son amendement n° 24 (de suppression) (p. 974) ; dispositions pénales ; notion de contrôle indirect ; édiction de peines d'amende et de prison ; possibilité de cumuler ces deux peines (p. 975) ; rejeté ; son amendement n° 2224 (excluant les opérations de mandataire du champ d'application de cet article) (p. 976) ; loi dirigée contre un homme ; sanctions pénales ; système du prête-nom ; rejeté ; ses amendements n° 582 et n° 2225 (retenant l'élément intentionnel dans le cadre de cet amendement) ; souhaite lier le délit et le caractère intentionnel des actes qui le constituent ; droit de perquisitionner de nuit (p. 977) ; notion d'intention délictuelle ; imprécision des notions de contrôle et de personne ; définition des délits ; rejetés ; nécessité que l'infraction à la loi soit volontaire et intentionnelle ; exemple de la presse communiste (p. 978) ; prête-nom (p. 979) ; discussion de la loi « sécurité et liberté » ; peines applicables aux trafiquants de drogue ; suppression des tribunaux d'exception ; loi dirigée contre un homme (p. 981) ; sanctions pénales ; poursuites pénales ; suppression possible des franchises postales et fiscales antérieurement à la décision du tribunal de l'ordre judiciaire (p. 982) ; **article 26** : élément intentionnel constitutif d'un délit ou d'un crime ; définition de l'escroquerie ; rappelle qu'il existe dans la loi des délits non intentionnels ; exemples de l'obligation faite aux commissaires aux comptes de révéler des faits délictueux, de la destruction de poissons par déversement de produits toxiques, du transport des alcools ; rappelle que l'article 460 du code pénal réprime le recel lorsque celui-ci se fait sciemment (p. 983) ; son amendement n° 25 (de suppression) ; dirigeants de droit ou de fait d'une société par actions ; mise des actions sous forme nominative ; participations croisées entre plusieurs groupes (p. 984) ; rejeté ; son amendement n° 583 (insérant les mots « volontairement » après les mots « de l'article 4, auront » dans cet article) (p. 985) ; délits non intentionnels ; nécessité que certains délits soient intentionnels ; différence d'interprétation entre une Cour d'appel et la Cour de cassation à ce sujet ; exemple de la presse communiste ; rejeté (p. 986) ; son amendement n° 584 (sanctions portant sur des abstentions volontaires aux obligations prévues par cet article) ; mise des actions au porteur sous forme nominative ; cas d'une personne détenant une participation minoritaire dans une entreprise de presse ; droit pénal ; rejeté (p. 990) ; son amendement n° 2237 (fixant à deux ans le délai de mise en conformité avec les dispositions de cet article) ; opérations de mise des actions sous forme nominative ; devenu sans objet (p. 991) ; **article 27** : sanction pour défaut d'insertion et sanction pour défaut volontaire d'insertion ; délits non intentionnels ; promesses de cession entraînant un transfert de propriété ; contrôle indirect ; possibilité de frauder volontairement le texte ; cas où des changements de propriété ne sont pas insérés dans les publications (p. 992) ; son amendement n° 26 (de suppression) (p. 994) ; rejeté (p. 995) ; son amendement n° 585 (défaut volontaire d'insertion) ; nécessité que ce défaut soit volontaire ; article 460 du code pénal ; refus de donner un caractère intentionnel à l'infraction (p. 997) ; rejeté (p. 998) ; **article 28** : sanctions pénales ; délits non intentionnels ; cas de non-insertion de certaines informations visées à l'article 7 ; édition de multiples publications par le parti communiste ; cas de *Pif Gadget* (p. 999) ; intention de fraude ; son amendement n° 27 (suppression de cet article) : rejeté (p. 1000) ; possibilité de présumer l'intention dans pratiquement tous les cas de non-publication ; familles Amaury et Hersant (p. 1001) ; **article 29** : son amendement n° 28 (de suppression) ; notion de famille ; rejeté ; son amendement n° 2249 (réservant le champ d'application de cet article à des infractions commises volontairement) (p. 1003) ; rejeté ; **article 30** : sanctions pénales pour violation des interdictions ; notion de détention indirecte (p. 1004) ; son amendement n° 29 (de suppression) (p. 1005) ; rejeté ; son amendement n° 586 (réservant l'application de cet article à des agissements volontaires) ; tribunaux d'exception ; création d'une commission administrative placée au-dessus des tribunaux de l'ordre judiciaire ; rejeté (p. 1006) ; son amendement n° 2255 (réservant l'application de cet article au cas où une personne agit sciemment) (p. 1007) ; rejeté (p. 1008) ; **article 31** : son amendement n° 30 (de suppression) [13 février 1984] (p. 1013) ; rejeté ; son amendement n° 587 (insérant les mots « volontairement et en connaissance de cause » après les mots : « aura acquis » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2263 (supprimant les mots : « ou le contrôle » dans cet article) : rejeté (p. 1014) ; son amendement n° 2264 (réduisant l'échelle des peines prévues par cet article) : rejeté (p. 1015) ; **article 32** : son amendement n° 31 (de suppression) (p. 1016) rejeté (p. 1017) ; son sous-amendement n° 2292 à l'amendement n° 1573 de la commission, ses amendements n^{os} 2284, 2285, 2286 et 2287 : devenus sans objet ; **article 33** : son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; son amendement n° 2296 (insérant le mot « volontairement » après les mots « aura omis » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2297 (substituant au mot « déclaration » les mots « demande d'autorisation » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2298 (insérant le mot « préalable » après le mot « déclaration » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2299 (fixant l'échelle

des amendes prévues à la fin de cet article) : rejeté (p.1019) ; **après l'article 33** : son sous-amendement n° 2304 à l'amendement n° 1574 de la commission (insérant les mots : « quiconque aura » dans cet amendement) : rejeté (p. 1020) ; **article 34** : son amendement n° 33 (de suppression) : rejeté ; son amendenent n° 2306 (substituant aux mots « prononcer l'interdiction » les mots « retirer la liberté ») : rejeté ; son amendement n° 2307 (supprimant les mots « à un titre quelconque » au début de cet article) : rejeté (p. 1023) ; son amendement n° 2312 (supprimant le second alinéa de cet article) : rejeté (p. 1025) ; **après l'article 34** : son sous-amendement n° 2330 à l'amendement n° 1575 de la commission (réservant l'application de cette disposition aux cas de volonté de la personne incriminée) (p. 1027) ; rejeté (p. 1028) ; **article 35** : son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté (p. 1029) ; **article 36** : son amendement n° 35 (de suppression) (p. 1030) ; rejeté (p. 1031) ; **article 37** : son amendement n° 36 (de suppression) (p. 1032) ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 37 (de suppression) : adopté (p. 1033) ; **article 39** : son amendement n° 38 (de suppression) : rejeté (p. 1035) ; **article 40** : son amendement n° 39 (de suppression) ; non soutenu ; son amendement n° 1496 (supprimant la référence à l'article 6 de l'ordonnance du 26 août 1944 dans cet article) : rejeté ; **article 41** : son amendement n° 40 (de suppression) (p. 1036) ; rejeté ; **article 42** : son amendement n° 41 (de suppression) (p. 1037) ; rejeté ; **titre** : son amendement n° 1525 (rédaction du titre : texte remettant en cause les article 10 et 11 de la déclaration des droits de l'Homme) ; son amendement n° 1517 (projet de loi visant à renouer avec la tradition autoritaire antérieure à juillet 1881) ; son amendement n° 548 (texte modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) ; son amendement n° 1522 (texte visant à limiter la liberté de la presse) (p.1038) ; son amendement n° 1515 (rétablissement de l'autorisation préalable) ; son amendement n° 1523 (texte tendant à instaurer un statut de la presse) ; son amendement n° 546 (texte tendant à renforcer la concentration des moyens de communication entre les mains de l'Etat) ; son amendement n° 2322 (texte tendant à renforcer la concentration des moyens de communication entre les mains de l'Etat) ; son amendement n° 547 (texte relatif à la discrimination des entreprises de presse) ; son amendement n° 1521 (texte tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la télévision) ; son amendement n° 1520 (texte tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la radio) ; son amendement n° 549 (insérant le mot « l'indépendance » après le mot « financière » dans ce titre) ; son amendement n° 550 (supprimant les mots « et le pluralisme des entreprises de presse » dans ce titre) ; son amendement n° 551 (substituant aux mots « entreprises de presse » la référence « à l'ensemble des entreprises de communication ») (p. 1039) ; rejetés (p. 1040-1041) ;

Deuxième lecture, discussion générale : **soulève une** exception d'irrecevabilité : idéologies totalitaires ; projet socialiste ; mise sur le même pied de la presse et de l'enseignement ; radios locales ; réseaux câblés ; texte touchant une liberté essentielle ; son exception d'irrecevabilité en première lecture ; déclaration des droits de l'Homme [18 juin 1984] (p. 3433) ; loi de « règlement de comptes » dirigée contre M. Robert Hersant ; nécessité d'adopter cette loi dans les mêmes termes par les deux Assemblées ; effondrement de la majorité parlementaire ; difficultés du Gouvernement pour faire voter ce texte ; nécessité de changer de politique ; demande, au nom de l'U.D.F., un « cessez le feu » sur la presse et l'enseignement ; indique que face au choix des français, un homme comme le Général de Gaulle aurait d'ores et déjà choisi ; éventualité de la dissolution de l'Assemblée nationale ; attitude du parti communiste ; absence d'irrévocabilité du mandat qu'on peut détenir de la souveraineté populaire ; situation de l'information (p. 3434) ; menace pesant sur la presse ; dégradation de la situation économique de divers titres : *le Matin, le Monde ;* situation catastrophique de l'A.C.P. ; quotidiens menacés ; cas de *France-Soir ;* difficultés de l'A.C.P. avec ses abonnements ; définition de cette agence : structure coopérative ; participations au capital ; entrée de R.M.C. dans les partenaires de cette agence ; entrée de R.T.L. « où l'Etat joue indirectement aussi un rôle » ; indique qu'il reviendra sur R.T.L. plus tard ; conditions du sauvetage de l'A.C.P. : nécessité du pluralisme, désengagement de l'Etat (p. 3435) ; situation menaçante pour le pluralisme des sources d'information ; tarifs fixés par F.R. 3 région ; protection des sources d'information des journalistes ; affaires *Paris-Match* et F.R. 3 Lille ; cas du cumul de plusieurs quotidiens nationaux et de plusieurs quotidiens de province ; parti communiste ; difficultés du journal *Le Matin;* procédure d'inconstitutionnalité ; commissions spéciales ; examen devant être apprécié en fonction des règles fixées par le règlement ; refus d'un examen du texte en commission ; dépôt du rapport en première lecture ; texte sur l'enseignement (p. 3436) ; travaux du Sénat ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme ; position de M. Georges Fillioud à propos des monopoles régionaux ; existence des monopoles régionaux (p. 3437) ; méthode traditionnelle des socialistes : « faux-semblants, fausses promesses » ; utilisation « assidue » de faux témoignages par le Gouvernement ; rapport « Vedel » ; proposition de loi du sénateur Henri Goetschy ; comparaisons avec les législations étrangères ; jugements de la presse étrangère à propos du texte ; réponse de la commission des Communautés européennes à une question de M. Rudolph Wedeking ; position personnelle de M. Karl Narge ; concentration ne résolvant pas les problèmes de pluralisme ; propositions faites par le Sénat ; garantie du pluralisme ; travaux du Sénat (p. 3438) ; dispositif de seuils ; position de M. Raymond Bourgine ; rapport « Vedel » ; proposition par le Sénat d'une limitation des prélèvements opérés sur le marché publicitaire par l'ensemble des sociétés et organismes audiovisuels ; droit de s'organiser en entreprise multi-médias ; droit pour la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse de consulter le dossier ; inconstitutionnalité du texte ; institution d'une procédure déguisée d'autorisation préalable ; violation du droit de propriété ; notion d'équipe rédactionnelle ; décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 sur la liberté d'association condamnant les articles 18, 19 et 14 de ce texte ; procédures des « visites » à l'intérieur des entreprises de presse ; pouvoir de vérification accordé à la commission pour la transparence (p. 3439) ; juridiction d'exception que constitue cette commission ; déclaration du barreau de Paris à ce sujet ; pouvoirs de cette commission ; article 10 de la convention européenne des droits de l'Homme ; rappelle le recours contre la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, devant le Conseil constitutionnel ; inconstitutionnalité du débat, de la procédure et du texte ; indique qu'il n'entend pas soumettre son exception d'irrecevabilité au vote de l'Assemblée ; son exception d'irrecevabilité : retirée (p. 3440) ; **son rappel au règlement;** possibilité de déposer une exception d'irrecevabilité et de ne pas la soumettre au vote ; pratique déjà utilisée ; gain de temps pour l'Assemblée ; vote du 17 juin 1984 représentant un désaveu de l'actuelle majorité (p. 3442) ; attitude de l'opposition (p. 3443) ; souhaite savoir si le groupe F.G.D.S. s'est réjoui lorsqu'il a compté parmi ses membres M. Robert Hersant ; se réjouit de l'élection de celui-ci le 17 juin 1984 (p. 3447) ; **son rappel au règlement** : saisine du tribunal en cas de licenciement pour faute lourde ; souhaite que M. Georges Fillioud ne prenne pas parti dans une affaire pendante devant les tribunaux (p. 3458).

Discussion des articles : **son rappel au règlement** : fixation de l'ordre du jour ; « sabotage délibéré » du travail en commission ; détournement de procédure [19 juin 1984] (p. 3483) ; **article 1er A** : dispositif concernant le pluralisme ; rappel des principes fondamentaux de la liberté de la presse ; logique du droit à l'information ; notion d'imprimerie et de librairie ; référence à l'article 1er de la loi sur la communication audiovisuelle ; projet de loi Savary (p. 3484, 3485) ; affirmation du droit de l'Homme à la communication ; réserve formulée par M. Francis Balle ; intervention de l'Etat ; déclaration des droits de l'Homme ; article 1er de la loi de 1881 sur la presse ; utilité de l'affirmation que la presse est libre ; rappel des principes fondamentaux (p. 3487) ; **avant l'article 1er** : son amendement n° 181 (liberté de la communication et liberté des entreprises de communication) ; esprit du droit libéral ; rapprochement entre la liberté de communication et la liberté des entreprises de communication ; liberté de l'enseignement ; volonté de Léon Blum de nationaliser la presse ; nécessité de mettre les entreprises de presse à l'abri des interventions bureaucratiques ; rejeté (p. 3488) ; son amendement n° 182 (droit pour tout individu à la liberté d'opinion et d'expression) ; définition de la liberté de la presse et de la liberté de communication ; diffusion des informations et des idées ; pacte international relatif au droit civil et politique de New-York ; rejeté ; son amendement n° 183 (liberté d'expression, d'opinion, de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées) : engagement international souscrit par la France ; article 10 de la convention européenne des droits de l'Homme ; commission pour la transparence et le pluralisme ; rejeté ; son amendement n° 184 (formations, conditions, restrictions ou sanctions s'appliquant à l'exercice de la liberté de communication) (p. 3489) ; rejeté (p. 3490) ; **ses rappels au règlement** : conditions « tout à fait extraordinaires » de la session extraordinaire ; mépris à l'égard du travail du Sénat ; absence d'examen des articles du texte en commission ; texte sur l'enseignement ; affaire de Creusot-Loire [2 juillet 1984] (p. 3952) ; avis du Sénat à propos de ce texte ; proposition tendant à soumettre à un référendum le projet de loi sur l'enseignement privé ; parti socialiste ne représentant qu'un

Français sur cinq ; lois touchant aux libertés publiques ; raisons de l'obstination du Gouvernement (p. 3961) ; libertés publiques ; liberté de l'enseignement ; peur de la sanction du suffrage universel ; projet sur la liberté de l'enseignement ne pouvant être voté avant le début de la session ordinaire puisque l'Assemblée ne peut repousser la motion de référendum que lors d'une session ordinaire ; inutilité de cette session extraordinaire (p. 3964) ; son amendement n° 184 (limitant les restrictions ou sanctions prévues par ce texte à ce qui concerne la sécurité nationale ou la défense de l'ordre) : rejeté ; son amendement n° 185 (diversité des sources d'information) : non soutenu ; son amendement n° 186 (libre communication des pensées) : non soutenu (p. 3962) ; **son rappel au règlement** : question préalable de M. François d'Aubert (p. 3967) ; rapport de la commission ; dégradation du travail parlementaire (p. 3968) ; emploi du terme de « putschistes » par M. Jean Jack Queyranne ; souhaite que le bureau de l'Assemblée soit saisi des propos gravement injurieux de celui-ci (p. 3972, 3973) ; « paranoïa » saisissant la majorité au vu d'un certain nombre de résultats électoraux ; pression des députés de l'opposition ; maintien des propos de M. Jean-Jack Queyranne ; projets de loi sur la presse et sur l'enseignement ; éventualité du rejet de la motion de référendum demandée par le Sénat (p. 3974) ; **son rappel au règlement** : conditions de déroulement du débat ; examen des amendements ; travail en commission ; impossibilité de commencer le débat tant que M. Jean-Jack Queyranne n'aura pas retiré ses propos (p. 3979) ; situation créée par M. Jean-Jack Queyranne ; propos « putschistes » ; remise en cause des institutions ; souhaite une censure avec exclusion temporaire de l'Assemblée ; application de l'article 61-11 du règlement (p. 3980) ; **son rappel au règlement** : insultes proférées par M. Jean-Jack Queyranne traitant les députés de l'opposition de « putschistes » ; sénateurs ; libre exercice de la liberté de parole [3 juillet 1984] (p. 3984) ; **son rappel au règlement** : souhaite que M. Jean-Jack Queyranne demande la cassette audiovisuelle sur laquelle ses propos sont enregistrés ; terme « putschistes » ; injure (p. 3985-3986) ; **son rappel au règlement** : injures proférées par M. Jean-Jack Queyranne : « putschistes » ; possibilité de censurer ses propos ; procédure du quorum (p. 3996) ; **son rappel au règlement** : absence de quorum ayant conduit à reporter le scrutin sur l'amendement n° 141 de M. François d'Aubert ; jours de réunion de l'Assemblée selon l'article 50 du règlement ; rôle du président de séance ; souhaite la suppression de l'ordonnance de 1944 ; situation aux Etats-Unis ; souhaite l'abrogation de l'ordonnance de 1944 pour la mise en place d'une œuvre législative nouvelle ; indique à M. Jean-Jack Queyranne qu'il n'a jamais parlé « d'oripeaux de la Résistance » à propos de cette ordonnance (p. 4001, 4002) ; **son rappel au règlement** : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 142 de M. François d'Aubert ; souhaite une suspension de séance (p. 4003) ; indique que le vote sur l'amendement n° 142 de M. François d'Aubert n'était pas terminé (p. 4007) ; **son rappel au règlement** : injures ; refus de la possibilité de voter pour certains députés de l'opposition ; annonce par le Premier ministre de l'utilisation de la procédure de l'article 49, alinéa 3 ; procédure ayant empêché le vote de certains membres de l'opposition (p. 4008) ; éventualité de consignes de fraude électorale dans certaines municipalités ; système d'autorisation pour la presse ; affrontement de diverses conceptions (p. 4010) ; son amendement n° 193 (liberté de l'imprimerie et de la librairie) ; loi de 1959 sur l'enseignement ; position des marxistes à l'égard de la loi de 1884 dénoncée comme une loi de police ; cas de l'*Union de Reims;* position du syndicat C.G.T. ; limitation autoritaire des tirages de *Libération* et du *Quotidien de Paris;* demande à M. Georges Fillioud s'il est ou non partisan du monopole d'embauche de la C.G.T. du livre (p. 4013) ; rejeté (p. 4014) ; **son rappel au règlement** : adoption sans vote du projet de loi sur la presse : nécessité d'examiner les projets de loi en commission [4 juillet 1984] (p. 4025) ; son amendement n° 189 (liberté de la presse ; abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; respect du règlement de l'Assemblée nationale ; nombre d'amendements en deuxième lecture ; réaffirmation de positions de principes constitutionnnels par la loi Debré ; abrogation de l'ordonnnance du 26 août 1944 ; limites à l'exercice de la liberté de la presse ; article 10 de la convention européenne des droits de l'Homme (p. 4029) ; dépôt de sous-amendements (p. 4031) ; retiré ; son amendement n° 187 (liberté de l'impression, de l'édition, de la publication et de la conmunication) (p. 4032) ; rejeté ; son amendement n° 188 (définition de la propriété d'une entreprise de presse) (p. 4033) ; rejeté ; son amendement n° 194 (présentation par le Gouvernenent d'un rapport sur la situation du pluralisme et de la concentration des entreprises de presse) ; interprétation de la déclaration des droits de l'Homme ; « monopoles régionaux » ; atteintes au pluralisme (p. 4034) ; rejeté ; son amendement n° 195 (rapport de la commission de la concurrence sur des pratiques anticoncurrentielles) ; rapport unique de la commission de la concurrence (p. 4035) ; définition de l'abus de position dominante ; *dépêche du midi* (p. 4036) ; rejeté ; son amendement n° 190 (impossibilité pour une entreprise influencée par les pouvoirs publics de devenir une entreprise de presse) ; son amendement n° 191 (impossibilité pour une entreprise influencée par les pouvoirs publics de créer ou d'acquérir un journal d'information politique) ; séparation de la presse et de l'Etat ; pouvoirs de l'Etat dans l'histoire de la presse ; agence Havas ; vente de *France-soir* (p. 4037) ; intervention de l'Etat dans le domaine de la presse ; définition juridique de l'influence dominante ; vente forcée d'un certain nombre de titres ; rejetés (p. 4038) ; son amendedement n° 192 (participation financière directe ou indirecte d'une agence de publicité contrôlée par l'Etat dans une entreprise de presse d'édition) ; séparation de la presse et de l'Etat ; agence de publicité ; législation sur la diffamation ; publications destinées aux mineurs ; rejeté ; agences de publicité ; séparation de la presse et de l'Etat (p. 4039) ; confusion des pouvoirs (p. 4040) ; nécessité de faire référence à l'audiovisuel et à d'autres moyens de communication (p. 4054) ; statut des entreprises multimedias ; exemples étrangers ; transformation d'un monopole d'Etat en monopole privé ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 4055) ; temps consacré à une exception d'irrecevabilité (p. 4059) ; **son rappel au règlement** : possibilité de citer nommément des entreprises ; absence d'élaboration d'un rapport ; absence d'examen des amendements par la commission (p. 4060) ; pouvoir législatif ; libertés publiques ; droits de la minorité ; respect de la procédure devant la commission ; article 48 de la Constitution (p. 4061) ; son sous-amendement n° 418 à l'amendement n° 179 de M. François d'Aubert (supprimant le mot « préalable » au début de cet amendement) (p. 4062) ; rejeté ; **son rappel au règlement** : attitude de M. Claude Evin proposant de lever la séance ; possibilité de mener le débat à son terme ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 (p. 4064) ; **ses rappels au règlement** : éventualité de l'engagement de la responsabilité du Gouvernement ; cérémonie d'attente de l'application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; problème de l'utilisation de cet article ; rythme d'examen actuel des amendements permettant de limiter le débat à vingt-cinq ou trente heures [5 juillet 1984] (p. 4070) ; **son rappel au règlement** : indique qu'il est prêt à retirer tous ses amendements si M. Jean-Jack Queyranne retire tous ses siens ; **article 1er** : notion de publication ; mécanismes d'inquisition ; problème de l'application de la loi aux partis politiques ; articles 12 et 13 du règlement (p. 4071) ; **son rappel au règlement** : problème de la validité de divers amendements qui n'ont pas été examinés par la commission ; absence de tableau comparatif dans le rapport ; illégalité du rapport écrit ; son sous-amendement n° 389 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) (p. 4075) ; rejeté ; son sous-amendement n° 391 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (dispositions applicables à l'ensemble des entreprises de communication) ; rejeté ; son sous-amendement n° 390 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; rejeté (p. 4076) ; son sous-amendement n° 392 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (contrôle de la concentration économique) : rejeté ; son sous-amendement n° 393 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (entreprises liées au secteur privé de l'édition et de la publicité) ; rythme des débats ; rejeté (p. 4077) ; son sous-amendement n° 394 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (publications nationales) (p. 4078) ; rejeté ; son sous-amendement n° 395 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (publications d'information générale, politique économique et sociale) ; opérations partisanes ; rejeté ; son sous-amendement n° 396 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (insérant les mots « quel qu'en soit le support » après le mot « générale ») ; concentration et pluralisme intéressant l'ensemble des médias ; rejeté ; son sous-amendement n° 397 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant la presse idéologique du champ d'application de cet amendement) (p. 4079) ; notion de presse idéologique ; rejeté (p. 4080) ; **son rappel au règlement** : proteste contre la façon dont sont écourtées systématiquement les séances ; côté artificiel des débats ; décision du Gouvernement d'utiliser l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 4081) ; indique qu'il suffirait de vingt-six heures de séance pour terminer l'examen du texte au rythme adopté par l'Assemblée actuellement (p. 4082).

Troisième lecture, discussion générale : **oppose** la question préalable : conditions d'examen du texte ; intolérance ; travaux de la commission [6 septembre 1984] (p. 4351) ; date d'entrée en application de ce texte selon M. Laurent Fabius ; passage de la loi « Savary » au compte « profits et pertes » ; changement

de Gouvernement ; texte élaboré par le Sénat ; éventualité de la vente forcée de quotidiens de l'opposition (p. 4352) ; délais de l'application du texte ; conséquences « liberticides » de ce texte ; caractère inutile de cette loi ; problèmes économiques de la presse (p. 4353) ; volonté de la majorité de ne pas tenir compte des propositions du Sénat (p. 4354) ; sa question préalable : rejetée (p. 4355).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : travaux de l'Assemblée d'Alger en 1944 ; indépendance de la presse par rapport à l'argent et à l'Etat ; législations étrangères ; abrogation des barrières entre les secteurs de la conmunication ; application des législations anti-trusts à la presse ; propos tenus par M. Jean-Michel Baylet : impossibilité d'appliquer l'ordonnance de 1944 [7 septembre 1984] (p. 4368) ; indépendance de la presse par rapport à l'Etat ; achat de journaux par l'Etat ; agence Havas (p. 4370) ; possibilité pour cette agence de se porter acquéreur de quotidiens dont la vente forcée aurait été provoquée par l'Etat, en application de ce texte (p. 4371) ; **article 1er** : son sous-amendement n° 211 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) (p. 4372) ; rejeté ; son sous-amendement n° 212 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (faisant référence à la loi de 1977 sur la concentration économique) : rejeté (p. 4373) ; son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (exluant du champ d'application de cet article la presse idéologique) ; presse confessionnelle, syndicale et politique ; rejeté (p. 4374) ; son sous-amendement n° 214 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les publications des organisations syndicales du champ d'application de ce texte) : rejeté (p. 4375) ; **article 2** : ordonnance de 1944 ; problème de la précision juridique du texte ; propositions du Sénat (p. 4383-4384) ; **article 3** : transparence (p. 4390) ; **article 4** : création d'un mécanisme d'inquisition bureaucratique ; notion de transparence remontante (p. 4391).

Quatrième lecture, discussion générale : vigilence de l'opposition ; délai d'application du texte ; agence Havas ; vote hostile du groupe U.D.F. ; recours contre ce texte devant le Conseil constitutionnel [12 septembre 1984] (p. 4428).

Son rappel au règlement : mise en cause de députés de l'opposition ; saisine du bureau ; activité d'éditeur de M. François Mitterrand au lendemain de la guerre ; direction de la revue *« Votre Beauté »* par ce dernier [2 février 1984] (p. 447).

— Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984.

Précise qu'il a évoqué le nom de M. Mitterrand « au lendemain de la guerre » ; indique qu'il est clair qu'il visait les activités d'éditeur et d'homme de presse de ce dernier ; propos provocateurs et diffamatoires tenus par divers membres de la majorité à l'égard de l'opposition [2 février 1984] (p. 477) ; indique qu'on retrouvera sa phrase visant les activités de M. Mitterrand au lendemain de la guerre ; rappelle les propos de M. Georges Fillioud lors de la séance du 12 novembre 1980 à l'encontre de M. Valéry Giscard d'Estaing l'accusant de « crime et de forfaiture » ; **se voit opposer la censure simple** (p. 480).

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Quatrième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. [10 février 1984] (p. 889).

Son fait personnel : provocation de M. Jean-Jack Queyranne à son égard ; application éventuelle de la loi à la seule presse d'opposition ; souhaite l'exclusion des partis politiques du champ d'application du texte ; se voit retirer la parole par M. Michel Suchod, présidant la séance [10 février 1984] (p. 903).

Ses observations sur la modification de l'ordre des travaux annoncée par M. André Labarrère : fin de la première moitié de la première des sept lectures du texte relatif aux entreprises de presse (n° 1832) ; questions de l'opposition demeurées sans réponse [11 février 1984] (p. 980, 981).

Son rappel au règlement : son soutien de la politique étrangère quels que soient les Gouvernements en place ; sort des populations civiles au Liban ; souhaite une modification du décret convoquant l'Assemblée en session extraordinaire pour une déclaration du Gouvernement à ce sujet [11 fevrier 1984] (p. 1002).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 31** : maintien des contraintes bureaucratiques ; cas d'un moniteur de colonie de vacances rémunéré et enseignant une discipline de façon saisonnière [13 avril 1984] (p. 1620) ; **après l'article 36** : son sous-amendement n° 256 à l'amendement n° 126 de M. Roger Corrèze (rédactionnel) (p. 1625) ; son sous-amendement n° 261 à l'amendement n° 126 de M. Roger Corrèze (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 10 p. 100) (p. 1626) ; décrue des ressources du budget de la jeunesse et des sports ; création par M. Jean-Pierre Soisson du fonds national pour le développement du sport ; concours de pronostic (p. 1628) ; rejetés (p. 1629).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 135 (zones d'emploi) ; son amendement n° 136 (création de zones d'emploi dans les régions touchées par un chômage structurel) ; son amendement n° 137 (rôle des zones d'emploi) ; son amendement n° 138 (délimitation géographique de ces zones) ; son amendement n° 139 (situation des entreprises s'établissant dans une zone d'emploi) ; son amendement n° 140 (entreprise établie dans une zone d'emploi) [3 mai 1984] (p. 2064) ; son amendement n° 141 (seuil de personnes employées par cette entreprise) ; son amendement n° 143 (accélération des procédures administratives dans ces zones) ; son amendement n° 144 (entreprises exclues du bénéfice des mécanismes de subvention) ; amendement n° 135 : réservé ; zones d'emploi ; restructurations industrielles ; principe fonctionnant à l'étranger ; principe des zones d'emploi accepté par la C.E.E. ; allègement des procédures ; création des emplois dans certaines zones sinistrées ; création d'emplois (p. 2065) ; amendement n° 136 : rejeté ; en conséquence, ses autres amendements, dont son amendement n° 135 : devenus sans objet (p. 2066) ; **article 7** : fonds salariaux ; défauts de ces fonds ; mécanisme de garantie (p. 2087).

Son rappel au règlement : examen du texte de M. Georges Fillioud sur l'audiovisuel ; auditions ; commission spéciale chargée de l'examen du texte « portant atteinte à la liberté de l'enseignement » ; refus de procéder à des auditions [10 mai 1984] (p. 2199) ; caractère « quasi-clandestin » de l'ordre du jour de la commission ; commission d'exception chargée d'examiner ce texte « à la hussarde » (p. 2200).

Son rappel au règlement : dépêche d'agence de presse faisant état de la réception d'une délégation de la commission spéciale de l'Assemblée nationale par MM. Pierre Mauroy et Alain Savary ; délégation composée exclusivement de socialistes, dont M. Pierre Joxe qui ne participe pas aux travaux de la commission spéciale [14 mai 1984] (p. 2304).

Son rappel au règlement : convocation de l'auteur d'une proposition ou d'un amendement aux séances de la commission s'il en fait la demande ; demande de M. François d'Aubert d'être autorisé à défendre ses amendements devant la commission spéciale chargée d'examiner le texte sur l'enseignement privé ; texte portant atteinte à la liberté de l'enseignement [15 mai 1984] (p. 2338).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : **soulève** une exception d'irrecevabilité [21 mai 1984] (p. 2484) ; rejetée (p. 2496) ; rappelle la position de la S.F.I.O. à l'époque où le mot d'ordre du parti communiste était : « à bas l'école laïque et bourgeoise » ; position de M. François Mitterrand en 1946 sur le fait que le parti communiste et le parti socialiste « nous menacent implicitement du monopole de l'enseignement » ; loi ne représentant qu'une étape ; transformation de l'Assemblée en tribunal d'exception ; avenir des enfants ; annexion de l'enseignement privé sous contrat ; choix des parents ; suppression de la notion de besoin scolaire reconnu ; possibilité offerte aux municipalités de refuser leur accord aux classes maternelles [22 mai 1984] (p. 2516) ; obligation scolaire devant entraîner la gratuité scolaire ; assimilation de l'enseignement privé à l'enseignement public ; établissements d'intérêt public ; projet éducatif ; principe de laïcité ; possibilité pour un établissement confessionnel de continuer d'être confessionnel à condition d'être en même temps laïc ; « trahison » ; laïcité ; lien entre la laïcité et le combat pour la liberté de consciences ; propos de M. André Laignel visant la secte Moon et pensant aux écoles

catholiques ; guerres ; équilibre entre la liberté de conscience des parents et celle des enfants (p. 2517) ; principe de la concurrence ; syndicats d'enseignants pratiquant le chantage électoral ; contrôle des moyens de communication et de l'école ; **son rappel au règlement** : indique qu'il a cité les travaux de la « commission Laignel sur la laïcité, dans lesquels les enseignants ont exercé un chantage électoral » (p. 2518) ; **son rappel au règlement** : absence d'examen des nouveaux amendements du Gouvernement sur ce texte ; contenu du projet éducatif ; principe de laïcité pouvant s'appliquer à l'enseignement confessionnel ; indique qu'il n'y a pas de précédent dans l'histoire parlementaire d'un débat écourté par l'application de l'article 49, alinéa 3, sans examen complet du texte par la commission saisie au fond [22 mai 1984] (p. 2563).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Ses observations lors des explications de vote : rappelle que le manuel scolaire de Jules Steeg classait le communisme entre le vol et la fraude [24 mai 1984] (p. 2637).

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : « responsabilisation » du service public de la distribution du courrier ; sanctions ; domaine hertzien réglementé par l'Etat ; protection contre les télévisions directes ; contradiction avec la Convention européenne ; contrôle des têtes de réseaux câblés ; exclusion des « équipements privés de réception » ; barrières d'ordre constitutionnel ; renforcement du monopole de la Direction générale des télécommunications sur les réseaux câblés ; satellites de télévision directe [5 juin 1984] (p. 2922).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : **soulève** une exception d'irrecevabilité : changement d'attitude de M. Georges Fillioud ; hostilité à la publicité sur les radios locales puis admission de cette publicité ; absence de possibilité de contrôle justifiant auparavant le refus de l'introduction de la publicité ; radios municipales ; organisation de la publicité sur les ondes des radios libres ; décision prise par le Président de la République ; période probatoire ; introduction de la publicité sur les ondes [12 juin 1984] (p. 3232) ; caractère inéluctable de la liberté à la radio ; exemple du câble ; libéralisation de la télévision hertzienne locale ; télévisions privées ; commission administrative ; limitation de la puissance de l'émetteur ; aggravation de la répression au-delà du principe de la proportionnalité des peines ; possibilité d'interdire les agences d'information et d'obliger les radios locales à concevoir intégralement leurs programmes d'informations localement ; possibilité d'entretenir des correspondants nationaux (p. 3233) ; refus des agences de presse sonores ; coopérative ; programmes d'information ; problème de la distinction entre la « bonne » et la « mauvaise » information ; inclusion des programmes d'information dans les 80 p. 100 de programmes propres que doivent diffuser les radios locales ; rôle du Conseil constitutionnel ; possibilités de financement publicitaire des radios locales privées (p. 3234) ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 3241).

Discussion des articles : **article 1er** : **son rappel au règlement** : souhaite que lors d'une lecture ultérieure, on puisse s'assurer du sens du mot « rémunérer » (p. 3266) ; problème de la décision du financement total d'une radio municipale par une collectivité publique ; ordonnances de 1944 sur la presse (p. 3268) ; **article 5** : fourniture d'informations « clés en main » à des radios locales ; radios assurant la couverture de l'information locale ; possibilité de recevoir directement des pages d'informations nationales ou des plages musicales nationales ; radios produisant en commun des programmes ; coopération des radios ; peines d'amende prévues par cet article (p. 3278) ; **article 6** : peines d'amende ; récidive (p. 3280) ; peines de prison ; souhaite la suppression de cet article (p. 3281).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : gestion du réseau du câble ; situation du câble hors de l'économie de marché ; programmation ; câblo-distribution [14 juin 1984] (p. 3406) ; choix de la formule de la municipalisation ; atteinte aux libertés ; zone de 60 kilomètres ; distinction entre le cas de l'abonnement à un programme général et des programmes complémentaires payants ; souhaite un régime de liberté ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 3407).

Discussion des articles : **article 1er** : indique qu'il est favorable à la câblo-distribution ; son hostilité à certaines modalités du texte ; prise de position de l'U.D.F. en mars 1982 sur l'organisation du réseau câblé ; sociétés d'économie mixte ; cahiers des charges (p. 3409) ; position du groupe U.D.F. en 1982 ; référence expresse à la concession ; situation aux Etats-Unis ; cas où une concession fait faillite ; son amendement n° 34 (supprimant la référence au cahier des charges dans cet article) ; choix d'une voie unique : société d'économie mixte ; souhaite la suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat ; limitations à la liberté de la communication ; article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme ; rejeté (p.3411) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 35 (restrictions auxquelles la liberté de communication audiovisuelle sur les réseaux câblés peut être soumise) ; Convention européenne des droits de l'Homme ; possibilité pour le Gouvernement de contrôler les contenus des programmes ; nécessité de laisser l'usager juger de la réception des programmes ; rejeté (p. 3412).

Son rappel au règlement : textes liberticides relatifs à la presse et à l'enseignement ; nature de la déclaration de M. Georges Fillioud lors de la discussion du projet de loi sur la presse ; contradiction entre les propos du secrétaire d'Etat et ceux d'autres membres du Gouvernement [19 juin 1984] (p. 3462).

Son rappel au règlement : nécessité d'une suspension de séance pour permettre à la commission d'examiner les amendements déposés sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3473-3474) ; nécessité d'examiner les amendements en commission (p. 3475).

Son rappel au règlement : maîtrise par les commissions de leurs travaux ; fixation de l'ordre du jour [19 juin 1984] (p. 3475-3476).

Son rappel au règlement : interprétation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; absence de rapport sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3476).

Son rappel au règlement : possibilité pour le Gouvernement de s'opposer à l'examen d'un amendement non soumis à la commission ; volonté de ne pas examiner le travail du Sénat sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3479).

Son rappel au règlement : convocation du Parlement en session extraordinaire ; mesures de représaille [29 juin 1984] (p. 3882).

Ses rappels au règlement : liberté de l'enseignement ; motion tendant à proposer de soumettre un texte au référendum ; motion provenant du Sénat [3 juillet 1984] (p. 3992) ; exception d'irrecevabilité défendue par un sénateur socialiste (p. 3993) ; soumission d'un texte à un référendum ; article 122 du règlement ne visant que le cas où certains députés souhaitent arrêter un débat ; article 57 du règlement (p. 3994) ; problème de l'utilisation de la procédure de renvoi en commission de la motion du Sénat (p. 3995).

Son fait personnel : accusation de nauvaise foi portée contre lui par le président de la commission des affaires culturelles ; illégalité du travail en commission ; nombre d'amendements examinés à l'heure [4 juillet 1984] (p. 4065) ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 4066).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé : lois sur la presse et sur l'enseignement ; attitude du Sénat ; attitude de l'opposition ; mise en péril de la légalité républicaine par la majorité ; risque d'une crise institutionnelle [10 juillet 1984] (p. 4118) ; absence d'examen des textes par la commission dans des conditions normales ; conflits au sein de la majorité ; loi sur la presse dirigée contre un groupe ; première étape du service public unifié et laïque ; vote d'une résolution sur la liberté de l'enseignement dans la Communauté européenne ; attitude de la majorité présidentielle à cette occasion ; rejet de l'opinion (p. 4119) ; statut de service public ; légitimité de la majorité ; nécessité d'obtenir un consensus entre les deux Assemblées sur certains textes importants ; engagements de la majorité (p. 4120) ; libertés publiques ; souveraineté de l'Assemblée ; inutilité de certaines lois (p. 4121) ; nécessité de changer de cap (p. 4122).

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondanentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : recul de la protection des libertés publiques ; économie des procédures parlementaires ; « super vote bloqué » ; absence de protection constitutionnelle des libertés ; énumération des dangers du projet de loi ; référendum sur le nucléaire ; loi sur la presse [23 août 1984] (p. 4298) ; autorisation juridique d'un recul des libertés publiques camouflées sous le nom d'avancées des libertés ; contrôle du Conseil constitutionnel ; nouveau genre de plébiscite ; absence d'amendements de la majorité (p. 4299).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Explications de vote : congrès de Bourg-en-Bresse ; loi de règlement de comptes ; texte représentant « un abus de pouvoir législatif » [10 septembre 1984] (p. 4422) ; élections législatives ; presse d'opposition (p. 4423).

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Première lecture, discussion générale : **oppose** la question préalable ; obstination du Gouvernement pour tenter de faire voter la loi Savary ; absence de travaux préparatoires au projet ; inadaptation de notre enseignement ; nécessité d'un grand débat d'orientation sur l'enseignement [8 octobre 1984] (p. 4500) ; constitution d'une commission spéciale ; décentralisation pédagogique ; abus de l'idée de décentralisation ; rôle des parents dans les Conseils d'administration des établissements publics locaux ; affectation des maîtres ; autonomie et développement des établissements privés ; liberté de choix des parents ; caractère inconstitutionnel de l'obligation de soumettre la passation d'un contrat d'association à l'avis du département ou de la région pour le second degré et à l'accord des communes pour le premier degré (p.4501) ; possibilité pour les communes voisines de refuser leur participation à une école privée ; comité national de conciliation ; création des commissions de concertation ; projet du parti socialiste d'un grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale ; nécessité d'un débat sur la modernisation de l'enseignement ; sa question préalable ; rejetée (p. 4502).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 14 :** son amendement n° 76 (de suppression) [18 octobre 1984] (p. 4938) ; rejeté ; son amendement n° 77 (possibilité pour les entreprises de constituer une provision pour investissement résultant de l'application d'accords dérogatoires) (p. 4939) ; rejeté (p. 4941).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications : son rappel au règlement : conditions de fixation de l'ordre du jour des séances de la journée [29 octobre 1984] (p. 5334).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* faillite des recettes de la gauche ; « rigidification » du marché du travail ; augmentation du nombre des chômeurs ; aggravation des inégalités en matière de chômage ; caractère de « gadget » des travaux d'utilité collective ; nécessité d'alléger les contraintes pesant sur le marché du travail ; défiscalisation des versements au titre de la taxe d'apprentissage [29 octobre 1984] (p. 5360) ; « nouvelle pauvreté » ; cas des chômeurs de longue durée (p. 5361).

Techniques de la comunication. — *Discussion générale :* effets de la loi sur la presse ; conditions du renflouement de l'agence centrale de presse ; problème de Canal Plus ; situation des télévisions locales hertziennes ; report du lancement du satellite T.D.F. 1 ; problème des radios locales [7 novembre 1984] (p. 5641) ; incohérence juridique entre le régime de concession du service public et le régime d'autorisation ; absurdité de la taxe sur la vidéo ; conditions de nomination du successeur de M. Pierre Desgraupes ; problème de l'indépendance de la haute autorité (p. 5642) ; **son rappel au règlement** : absence du secrétaire d'Etat chargé du budget de la communication ; rappel des propos de M. Georges Marchais sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale ; attitude des députés communistes absents de l'hémicycle ; (p. 5661).

Examens des crédits : **Etat B — Titre III :** indépendance de la haute autorité ; rôle de cette institution dans la nomination des P.D.G. de chaîne ; révélations de M. Gabriel de Broglie et M. Jean Autin sur les pressions excercées par le pouvoir sur la haute autorité ; problème de la nomination de M. Jean Héberlé (p. 5664) ; suppression des crédits de la haute autorité ; rappel des propos de M. Gabriel de Broglie sur la haute autorité et de la déclaration de M. Jean Autin ; son amendement n° 159 (réduisant les crédits de 2,952 millions de francs) ; pouvoir, rôle et composition de la commission pour la transparence de la presse ; rappel des propositions de l'opposition sur la composition de cette commission (p. 5666) ; rejeté (p. 5667) ; **Etat E — Ligne 52 :** son amendement n° 191 (suppression de cette ligne) ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; effets pervers de cette taxe ; importance de la fraude (p. 5668) ; nécessité de soumettre la vidéo à une fiscalité comparable à celle des autres produits ; rejeté ; **article 60 :** son amendement n° 174 (suppression de cet article) : retiré (p. 5669) ; son amendement n° 184 (substituant dans le 3e alinéa de cet article au chiffre « 1 661,1 » le chiffre « 1 556,1 » et dans le 5e alinéa au chiffre « 995,4 » le chiffre « 1 100,4 ») ; conséquences de la décentralisation de Radio-France ; nécessité de réadapter le financement du service public de la radio télévision (p. 5670) ; rejeté (p. 5671).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 78 : son amendenent n° 11 (de suppression) : non soutenu [15 novembre 1984) (p. 6150).

Son rappel au règlement : « look » Fabius ; questions au Gouvernement ; souhaite savoir à quelle heure il pourra disposer du compte rendu analytique des débats relatif à ces questions [14 novembre 1984] (p. 6021).

Son rappel au règlement : rencontre entre M. François Mitterrand et le colonel Kadhafi ; cohérence de la politique française au Tchad ; nécessité pour le Gouvernement de s'expliquer sur ce point [15 novembre 1984] (p. 6081).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).**

Première lecture, discussion générale : solutions possibles ; principe de la territorialité [29 novembre 1984] (p. 6499) ; son hostilité à ce principe du fait de la modernisation de la justice ; principe du libre échange européen ; caractère libéral de la profession d'avocat (p. 6500).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 2 (supprimant toute limitation territoriale à la postulation) ; possibilité de permettre l'exercice de la profession d'avocat sans limitation territoriale ; caractère limité de ce texte en ce qui concerne son application géographique ; région parisienne (p. 6501) ; rejeté (p. 6502).

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde
(10e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale de travail n° 149 concernant l'emploi et les conditions de travail et de vie du personnel infirmier (n° 2123) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184) [14 juin 1984] (p. 3420).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2123), autorisant la ratification d'une **convention internationale du travail** n° 149 concernant l'emploi et les conditions de travail et de vie du **personnel infirmier (n° 2198)** [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2184) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif au **patrimoine immobilier français** construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) **(n° 2261)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2406) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif au **patrimoine immobilier français** construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) **(n° 2437)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nombre et répartition des biens immobiliers ; loyers ; vente de ces biens ; spéculation et transferts illégaux de capitaux à l'étranger ; biens sociaux [30 juin 1984] (p. 3930) ; prix de cession ; droit des locataires ; crédits mis à la disposition de la Tunisie ; création d'une commission mixte ; offre publique d'achat ; durée de l'accord (p. 3931).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : règlement du contentieux du patrimoine immobilier français en Tunisie [21 novembre 1984] (p. 6248) ; possibilité pour les Français de vendre ces biens et de rapatrier le produit de cette vente ; accord permettant une telle vente (p. 6249).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole et un échange de lettres) (n° 2426) [6 décembre 1984] (p. 6785).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 (n° 2473) [6 décembre 1984] (p. 6785).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2473) autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de **coopération monétaire** entre les **Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.)** et la République française du 23 novembre 1972 **(n° 2482)** [6 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2426) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hashémite de **Jordanie** en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole et un échange de lettres) **(n° 2542)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française du 23 novembre 1972 (n° 2473).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : dépôt de l'essentiel des réserves de changes de la B.E.A.C. auprès du Trésor ; adhésion de la Guinée équatoriale à la zone franc ; suppression des barrières tarifaires ; circulation d'une monnaie stable et convertible : le franc C.F.A. ; assainissement économique et financier par l'exploitation des règles monétaires strictes de la B.E.A.C. ; déficit de la balance des paiements équato-guinéenne ; rôle de la Caisse centrale de coopération économique ; échanges commerciaux franco-guinéens [11 décembre 1984] (p. 6822).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 2426).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : reprise des dispositions du modèle de convention fiscale adopté par l'O.C.D.E. ; notion d'« établissement stable » ; dispositions concernant le trafic international ; sort des intérêts relatifs aux crédits acheteurs et aux crédits fournisseurs ; partage de l'imposition des redevances entre le pays de la source et celui de la résidence du bénéficiaire ; nombre de personnes physiques et morales françaises concernées par cette convention ; utilité de ce texte pour les échanges commerciaux franco-jordaniens ; volume de ces échanges [20 décembre 1984] (p. 7338).

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant du comité des finances locales [*JO* du 22 juin 1984] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (justice : administration centrale et services judiciaires) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la

liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 435-2 du **code du travail (n° 2343)** [12 septembre 1984].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : **justice** : administration centrale et services judiciaires **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 16** : nécessité de clarifier l'étendue de l'obligation de réserve [8 février 1984] (p. 779).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 75 (agents non titulaires) [17 avril 1984] (p. 1655) ; rejeté (p. 1656).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : quotas laitiers ; souhaits des agriculteurs ; maintien des activités industrielles dans les régions de montagne ; forêts ; énergie hydro-électrique ; charbon ; tourisme et aménagement touristique [7 juin 1984] (p. 3049) ; ski ; remontées mécaniques ; contrats de Plan ; audiovisuel ; primes à l'emploi ; crédits du F.I.D.A.R. ; création du fonds interactivités ; droit à la parité ; commission d'enquête parlementaire ; souhaite que chaque année le Parlement reçoive un document récapitulatif de l'ensemble des mesures prises en faveur de la montagne (p. 3050).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 204 à l'amendement n° 1 de la commission (prise en compte des handicaps) : adopté après rectification [7 juin 1984] (p. 3086) ; **article 3** : place du 1er alinéa de cet article (p. 3091) ; **avant l'article 4** : son amendement n° 207 (création, composition, fonctionnement et rôle du comité national de la montagne) (p. 3094) ; retiré (p. 3095) ; **article 4** : son sous-amendement n° 242 à l'amendement n° 16 de la commission (coordination des actions publiques dans le massif) ; importance des services en région de montagne ; adopté (p. 3099) ; **article 5** : son sous-amendement n° 210 à l'amendement n° 28 de la commission (insérant les mots « pour la part contractualisée » après le mot « traduisent ») ; possibilité pour l'Etat d'intervenir en dehors des contrats de Plan (p. 3102) ; retiré (p. 3103) ; **avant l'article 7** : son amendement n° 211 (substituant au mot « facilitant », les mots « tendant à assurer » dans l'intitulé du chapitre 1er) ; affaiblissement de l'agriculture française au sein de la C.E.E. ; montants compensatoires monétaires ; règles du G.A.T.T. ; politique agricole commune ; adopté (p. 3107) ; **après l'article 9** : possibilité d'aliéner des chemins ruraux ; circulaire du 18 décembre 1969 ; composition de certains Conseils municipaux ; institution d'une procédure plus souple pour l'exploitant [8 juin 1984] (p. 3135) ; **article 10** : son amendement n° 214 (insérant après les mots « aucune raison de force majeure » le mot « définitive ») : retiré (p. 3137) ; inversion de l'ordre de priorité entre demandeurs (p. 3138) ; **après l'article 10** : son amendement n° 215 (incluant les bois situés en zone de montagne dans la procédure de reconnaissance par la commission départementale d'aménagement foncier) ; fonds en l'Etat d'inculture reconnu ; règlement du problème par la prochaine loi sur l'aménagement de la forêt ; retiré (p. 3139) ; **après l'article 13** : inclusion des parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées dans le champ d'application de la loi du 4 juillet 1980 ; cotisations calculées sur la taxe du revenu cadastral des propriétés non bâties le plus élevé de la commune (p. 3142) ; **après l'article 17** : impossibilité pour les coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) d'intervenir dans les opérations de drainage au profit des collectivités publiques ; concurrence des C.U.M.A. aux entreprises privées ; régime fiscal des C.U.M.A. ; (p. 3156) ; **article 28** : servitude concernant les supports de lignes ; absence de récupération du terrain en période d'enneigement ; son sous-amendement n° 224 à l'amendement n° 95 de la commission (supprimant les mots « ainsi que les accès aux voies d'alpinisme et d'escalade en zone de montagne ») ; accès systématique aux voies d'alpinisme et d'escalade en zone de montagne ; rejeté (p. 3164) ; **article 29** : couverture du droit à indemnisation (p. 3165) ; **article 35** : *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 227 (fixant à 3 et 9 les limites du nombre des membres de la commission syndicale) ; droit de vote ; rejeté (p. 3177) ; gestion des biens sectionaux (p. 3178) ; *article L. 151-5 du code des communes :* son amendement n° 229 (ifxant à 5 le nombre minimal des membres électeurs prévu par cet article) ; personnes pouvant être électrices ; retiré (p. 3179) ; **article 37** : son amendement n° 231 (consultation de la commission d'aménagement foncier) : retiré (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 232 (terrains favorables à l'extension des activités agricoles) ; rôle agronomique de ces terrains ; devenu sans objet (p. 3193) ; préservation des espaces (p. 3194) ; **article 43** : son amendement n° 249 (excluant l'usage professionnel des véhicules du champ d'application de cet article) (p. 3204) ; adopté après rectification (p. 3205) ; **article 53** : son amendement n° 235 : devenu sans objet (p. 3209) ; **après l'article 55** : souhaite l'abrogation du 2° de l'article L. 11 du code électoral (p. 3218) ; conseillers municipaux forains (p. 3219).

Explications de vote : solidarité nationale ; rôle de la C.E.E. ; vote positif du groupe communiste (p. 3222).

Deuxième lecture, discussion générale : importance de la densité du tissu industriel dans le développement de la montagne ; devenir des houillères du bassin du Dauphiné ; exercice de la solidarité nationale à l'égard de la montagne ; cas de la création de la chaîne de sciage d'Autrans ; situation des travailleurs ; problème financier ; rôle du fonds interactivités ; ses propositions concernant les C.U.M.A. [27 novembre 1984] (p. 6340).

Discussion des articles : **article 17 *quater*** *:* son sous-amendement n° 231 à l'amendement n° 53 de la commission (possibilité pour les associations foncières ou syndicales d'adhérer à une coopérative d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) sans obligation de souscription du capital social) ; son sous-amendement n° 229 à l'amendement n° 53 de la commission (possibilité pour les collectivités locales d'adhérer à une coopérative d'utilisation du matériel agricole en souscrivant au capital social) (p. 6370) ; difficulté de l'intervention des C.U.M.A. à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat de 1980 ; nécessité de permettre à des petites localités de bénéficier de l'équipement et de la compétence technique des coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) ; concurrence de ces coopératives au secteur privé ; statut fiscal de ces coopératives (p. 6371) ; rejeté (p. 6372) ; **article 38** : *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* ses observations sur l'amendement n° 101 de la commission (p. 6404) ; **article 55 *ter*** *:* rôle des parcs nationaux dans la protection de la nature [28 novembre 1984] (p. 6423) ; leur utilité comme instruments de développement économique (p. 6424).

Commission mixte paritaire, ses explications de vote : amélioration de la rédaction du texte par la commission mixte paritaire ; référence à l'emploi dans l'article 7 A ; intervention des C.U.M.A. ; caractère inopportun de l'article 33 *bis* A ; statut des salariés saisonniers ; reconnaissance de la spécificité de la montagne ; vote positif du groupe communiste [19 décembre 1984] (p. 7248).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : son amendement n° 64 (substituant aux deux derniers alinéas de cet article, l'alinéa suivant « les délibérations de la commission

sont exécutoires et les décisions de celle-ci sont publiées au *Journal officiel* de la République française ») : rejeté [29 juin 1984] (p. 3902) ; **après l'article 30 :** son amendement n° 65 (assimilation des rémunérations des artistes-interprètes à des salaires) : rejeté (p. 3905).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** utilisation des équipements sportifs appartenant à la collectivité territoriale ; problème financier ; convention entre l'Etat et les collectivités locales pour le fonctionnement des équipements sportifs [9 octobre 1984] (p. 4543) ; conditions à la disposition du département par la collectivité territoriale (p. 4544) ; **article 7 :** *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* montant des participations aux dépenses des collèges d'enseignement secondaire ; nature des équipements acquis par les collèges d'enseignement secondaire (p. 4564) ; **article 8 :** composition du Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement agricole ; spécificité de l'enseignement agricole (p. 4569) ; **article 15 :** *article 27-2 de la loi du 22 juillet 1983 :* caractère superfétatoire de l'amendement n° 34 de M. Jacques Barrot ; atteinte au principe de la libre administration des communes (p. 4584-4585) ; *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* importance des fonctions de ces commissions ; nécessité d'y intégrer des représentants des parents d'élèves et des élèves ; procédure devant ces commissions ; référence au comité national de conciliation ; représentant de l'Etat (p. 4588) ; son amendement n° 60 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 4589) ; **article 18 :** conditions d'adoption des budgets pour 1985 ; fixation des dotations budgétaires (p. 4590) ; **article 23 :** report de l'application des lois de décentralisation ; nécessité de prévoir des crédits de subvention en faveur des collectivités locales dans le budget de la justice (p. 4592).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** caractère prioritaire de l'action de l'Etat en direction de l'enseignement public ; cas des secteurs dépourvus d'établissements publics [19 décembre 1984] (p. 7263) ; **article 7 :** gestion de la taxe d'apprentissage ; représentation inégalitaire entre les établissements (p. 7276) ; **article 15 :** son amendement n° 57 (garantie des libertés individuelles et collectives des personnels dans le contrat d'association) ; conditions de représentation des collectivités locales au sein de l'organe de l'établissement compétent pour le budget ; nécessité de faire figurer dans le contrat d'association les garanties des libertés individuelles et collectives du personnel ; rejeté (p. 7284) ; **article 19 *bis* :** remise en cause d'une obligation créée par la loi de 1882 ; possibilité pour les Conseils municipaux de supprimer des caisses des écoles (p. 7286).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* Raporteur pour avis : moyens nouveaux affectés à l'administration pénitentiaire ; création d'emplois de magistrat et de greffier ; école nationale de la magistrature ; délivrance des copies pénales aux compagnies d'assurances ; développement de l'informatique ; situation des juridictions compétentes en matière sociale ; solidarité à l'égard des justiciables ; aide judiciaire et indemnisation des victimes ; création d'un service des requêtes ; associations venant en aide aux victimes [23 octobre 1984] (p. 5052) ; report du transfert à l'Etat des charges supportées par les collectivités locales (p. 5053).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* obligation pour l'Etat d'assurer la sécurité des personnes et des biens ; problèmes de l'organisation des forces de police ; augmentation des effectifs et de l'équipement de la police depuis 1981 ; conséquences de l'arrêt de la Cour de cassation réglementant les contrôles d'identité ; problèmes de l'assassinat des policiers ; lutte contre les causes sociales et économiques de la délinquance ; réforme de la police nationale portant sur une revalorisation de la profession ; dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi-cadre à ce sujet ; insécurité des communes de banlieue [5 novembre 1984] (p. 5532) ; son opposition à la suppression des commissariats de quartier ; instauration d'un débat sur le rôle et le fonctionnement de la police (p. 5533) ; *questions :* difficultés des communes face aux dépenses d'investissement et de fonctionnement en l'absence d'aides suffisantes ; nécessité de définir, dans le cadre de la D.G.F., les critères leur permettant de bénéficier de mesures adaptées à leur situation (p. 5553).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conséquences de la mise en place des quotas laitiers sur les salariés des laiteries et sur le marché de la viande ; maintien de l'intervention sur les carcasses ; soutien du marché du maigre ; garantie du revenu des éleveurs spécialisés [6 novembre 1984] (p. 5610).

MALANDAIN (Guy)

Député des Yvelines
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispostions financières relatives aux compétences tranférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Rapporteur du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [24 juillet 1984] (p. 4179).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2265) relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée **(n° 2481)** [5 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fermeture de l'usine Iveco-Unic à Trappes : conséquences négatives pour la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ; nécessité d'empêcher la fermeture de cette usine [9 mai 1984] (p. 2149) ;

— **Nicaragua :** élections dans ce pays ; représentativité du front sandiniste [7 novembre 1984] (p. 5654) ; position du Gouvernement sur les élections (p. 5655) ;

orale sans débat :

— **n° 657** de M. Jean-Michel Belorgey ; appelée le 8 juin 1984 : **pollution causée par le plomb :** utilisation d'additifs à base de plomb dans l'essence ; pluies acides ; révision de la réglementation sur le contrôle des émanations toxiques ; production de véhicules automobiles (p. 3126) ; mouvements atmosphériques ; déplacements de pollution (p. 3127).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : droit à l'information pluraliste ; rapport Vedel ; réformes votées depuis 2 ans ; haute autorité de l'audiovisuel ; indique qu'il y avait 203 quotidiens nationaux et régionaux en 1948 ; contradiction de l'opposition s'opposant à la presse officielle et à ce texte dont l'objectif est d'éviter la constitution d'une presse unique en France ; radios locales [24 janvier 1984] (p. 15).

Discussion des articles : **article 15 :** équilibre de la composition de la commission ; position du doyen Georges Vedel ; griefs portés à l'encontre de la haute autorité lors de sa création et position actuelle du sénateur Jean Cluzel à ce sujet [7 février 1984] (p. 714).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** — *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* politique de l'habitat [21 juin 1984] (p. 3593).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* secteur du bâtiment-travaux publics ; faiblesse du chiffre d'affaires et des effectifs ; baisse des mises en chantier ; nécessité d'améliorer les formules de soutien de l'Etat par un retour à l'aide à la pierre ; nécessité de donner la priorité au secteur locatif ; utilisation des loyers comme outil de régulation économique ; nécessité de maîtriser le coût des terrains ; rôle des entreprises en matière de bâtiment-travaux publics [30 octobre 1984] (p. 5397, 5398).

Economie, finances et budget consommation. — *Discussion générale :* budget de la consommation ; pauvreté ; modalités d'octroi des crédits à la consommation [9 novembre 1984] (p. 5785).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Manuel Escutia : besoins de notre économie en techniciens supérieurs ; état d'avancement du schéma directeur des nouveaux départements d'I.U.T. pour le 9e Plan ; absence d'établissements d'enseignement supérieur dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines [12 novembre 1984] (p. 5902).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 23 :** son amendement n° 87 (possibilité pour les collectivités locales d'employer des agents non titulaires étrangers) : adopté [3 décembre 1984] (p. 6566).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : responsabilité de la maîtrise d'ouvrage publique ; responsabilité d'ordre culturel et économique ; nécessité de préserver l'autonomie de la créativité architecturale ; rôles de l'architecte et de l'ingénieur [12 décembre 1984] (p. 6864) ; rôle de l'entrepreneur ; intervention de celui-ci dans les négociations sur les missions de maîtrise ; rapports entre maître d'ouvrage et maître d'œuvre ; décret de 1973 ; problèmes de rémunération et de définition des missions ; problème des barèmes ; loi de 1982 ; rapport Millier ; procède à un examen des dispositions du texte ; liste des maîtres d'ouvrage ; devoirs essentiels de ceux-ci ; refus de délégation de la maîtrise d'ouvrage ; nécessités techniques d'aide au maître d'ouvrage ; personnes morales pouvant recevoir une délégation (p. 6865) ; exercice de la conduite d'opérations ; éléments de la mission de maîtrise d'œuvre ; négociations ; précédures de ces négociations ; personnes habilitées à négocier ; durée de validité des accords ; possibilité d'étude ou d'exécution des travaux ; rapprochement entre une équipe de concepteurs et une entreprise (p. 6866-6867).

Discussion des articles : son amendement n° 4 (établissements publics d'aménagement des villes nouvelles) ; possibilité de créer des groupements d'établissements publics régionaux ; responsabilité des régions en matière de lycées ; devenu sans objet ; son amendement n° 5 (substituant au mot « construits » le mot « réalisés ») : adopté ; loi sur la maîtrise d'ouvrage publique ; impossibilité de soumettre à celle-ci des entreprises privées ou des sociétés nationales (p. 6884) ; **article 2** : son amendement n° 6 (indiquant la responsabilité principale du rôle du maître d'ouvrage) ; fonction d'intérêt général de celui-ci (p. 6885) ; publicité du mode de financement et des programmes au cas où une commune décide de réaliser une école ; responsabilité confiée au maître d'ouvrage ; publicité du programme et de l'enveloppe financière ; organisation de consultation de la population (p. 6886) ; information de la population sur les projets envisagés ; contraintes architecturales ; adopté après modification (p. 6887) ; **article 3** : son amendement n° 7 (possibilité pour le maître d'ouvrage de confier tout ou partie de certaines attributions à un mandataire) ; notion de mandataire ; adopté ; son amendement n° 8 (préparation du choix des maîtres d'œuvre et signature et gestion des contrats de maîtrise d'œuvre) (p. 6888) ; responsabilité du maître d'ouvrage ; adopté après modification ; problème de l'approbation des avant-projets et du projet (p. 6889) ; son amendement n° 9 (préparation du choix des entrepreneurs ; signature et gestion du ou des contrats de travaux) ; problème de la passation d'un contrat unique ; absence d'obligation de faire appel à une entreprise générale ; adopté après modification (p. 6890) ; sous-traitance ; loi bancaire ; responsabilité du maître de l'ouvrage public par rapport aux sous-traitants ; son amendement n° 10 (supprimant les mots « détermination et » au début du 5° de cet article) : adopté ; contenu de la convention entre le mandataire et le maître d'ouvrage ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 12 (exécution des attributions dont le mandataire a la charge) (p. 6891) ; caractère total ou partiel du mandat ; adopté après modification ; **article 4** : son amendement n° 13 (possibilité pour les établissements publics sanitaires et sociaux d'être mandataires) : adopté ; son amendement n° 14 (limitation aux seules personnes morales n'ayant pas une activité de maître d'œuvre ou d'entrepreneur pour le compte de tiers de la possibilité d'être mandataire) ; filiales de la caisse des dépôts et consignations ; adopté ; son amendement n° 15 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 16 (faisant référence à la loi de juillet 1983) ; sociétés d'économie mixte locales (p. 6893) ; adopté ; rédaction de cet article ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 6894) ; **article 5** : son amendement n° 18 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 19 (constat de l'achèvement de la mission du mandataire) ; achèvement de celle-ci ; adopté ; son amendement n° 20 (mode de financement de l'ouvrage) ; définition du contenu de la convention (p. 6895) ; adopté ; son amendement n° 72 (insérant le mot « architectural » dans le C de cet article) : rejeté ; son amendement n° 21 (accord préalable du maître de l'ouvrage pour l'approbation des avant-projets et de la réception de l'ouvrage) : adopté ; son amendement n° 22 (possibilité pour le mandataire de représenter le maître de l'ouvrage en justice) ; possibilité pour le mandataire d'ester en justice ; adopté après rectification ; son amendement n° 23 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 6896) : adopté ; **article 6** : rapport Millier ; autorité publique conférée au maître d'ouvrage ; son amendement n° 24 (précisant que la mission de conduite d'opération fait l'objet d'un contrat) ; importance de cette mission ; adopté (p. 6897) ; **article 7** : son amendement n° 25 (possibilité de confier une mission de maîtrise d'œuvre à un professionnel ou à une équipe de professionnels) ; mission de maîtrise d'œuvre (p. 6898) ; distinction entre la maîtrise d'œuvre et la mission de l'entrepreneur ; son sous-amendement à titre personnel n° 153 à l'amendement n° 64 du Gouvernement (distinction entre la mission de maîtrise d'œuvre et celle d'entrepreneur pour la réalisation de l'ouvrage) ; mission de maîtrise d'œuvre ; modification ne changeant pas l'esprit du texte ; son amendement n° 25 : rejeté ; son sous-amendement n° 153 : adopté (p. 6899) ; son amendement n° 26 (faisant référence aux études d'avant-projet ou de projet) : adopté ; esquisse réalisée par un architecte (p. 6900) ; son amendement n° 27 (examen de la conformité au projet) ; notion de visa ; devenu sans objet ; son amendement n° 28 (direction de l'exécution des marchés de travaux et coordination du chantier) (p. 6901) : rejeté ; son amendement n° 29 (mission de base pour les ouvrages de bâtiment) ; définition de cette mission de base ; objectifs de celle-ci ; consultation des entrepreneurs ; désignation du titulaire du contrat de travaux ; possibilité pour le maître de l'ouvrage de s'assurer du respect des études effectuées par le maître d'œuvre ; négociations (p. 6903) ; rejeté (p. 6904) ; **article 9** : cas où les négociations aboutissent ; ratification des résultats par décret du Conseil d'Etat ; cas où les négociations échouent ; décentralisation ; composition des délégations représentant chacun des partenaires ; détermination des missions et de la rémunération des maîtres d'œuvre [14 décembre 1984] (p. 6951) ; son amendement n° 30 (élément des missions de maîtrise d'œuvre) ; éléments de ces missions devant tenir compte de certaines données spécifiques ; réalisation d'un ouvrage d'art ; adopté après modification ; son amendement n° 73 (contenu de la mission de base pour les ouvrages de bâtiment) ; contenu détaillé des éléments de mission ; adopté ; son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté ; (p. 6952) ; **article 10** : ses amendements nos 31, 32, 33 et 34 (rédactionnels) : adoptés (p. 6953) ; **article 11** : son amendement n° 35 (rédactionnel) ; négociation par les représentants des organisations ; adopté ; son amendement n° 75 (faisant référence aux 1° *bis* dans le 3° de cet article) : adopté ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; négociation (p. 6954) ; son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 38 (faisant référence à au moins les deux tiers des membres des collèges prévu au 2° de l'article 11 dans le 2° de cet article) ; discussion des modes de calcul des rémunérations des éléments de mission de la maîtrise d'œuvre (p. 6955) ; rôle des maîtres d'œuvre ; rejeté ; collège des maîtres d'ouvrage et

des maîtres d'œuvre ; son amendement n° 39 (faisant référence au second collège à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; note la nécessité de procéder à une modification rédactionnelle dans cet article (p. 6956) ; **article 14** : durée des accords ; **article 16** : son amendement n° 40 (fixation des règles de passation des contrats ayant pour objet l'exécution des missions de maîtrise d'œuvre) (p. 6957) ; sociétés d'économie mixte ; adopté après modifiction ; **article 17** : son amendement n° 41 (mission portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux) ; caractère dérogatoire de cet article ; contrats d'ouvrage ; caractère exceptionnel de certains contrats par leur caractère technique (p. 6958) ; ouvrages d'infrastructure ; adopté après modification : son amendement n° 42 (fixation par décret des conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage peut adapter les dispositions découlant des articles 7 et 9 à 15) : adopté (p. 6959) ; **article 20** : son amendement n° 43 (abrogeant l'article 3 de la loi de 1959 relative à l'équipement sanitaire et social) ; possibilité pour un architecte d'étudier des équipements sanitaires et sociaux ; conditions de cette étude ; adopté (p. 6960).

MALGRAS (Robert)

Député de la Moselle
(4e circonscription)
Socialiste
puis non inscrit
puis socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).
N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).
Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 19 avril 1984] (p. 1201).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de la formation permanente à Thionville** : mise en place d'un plan d'accompagnement permettant à la Lorraine sidérurgique de faire face à ses difficultés ; possibilité de faire du lycée technique de la Briquerie un pôle de formation permanente [16 mai 1984] (p. 2389) ;

— **Conseil européen des ministres de l'industrie-sidérurgie** : report de la date limite d'accord des aides au fonctionnement des entreprises ; engagement d'une concertation avec les organisations syndicales sur le problème des mines de fer [21 novembre 1984] (p. 6228).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* sa question présentée par M. Jean Bernard : canalisation de la Moselle ; coût excessif du péage sur la Moselle ; travaux entrepris par la R.F.A. ; désenclavement de la Lorraine [31 octobre 1984] (p. 5454).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* plans de restructuration pour la sidérurgie lorraine ; fonds d'industrialisation de la Lorraine ; situation de l'unité C.G.E.-Alsthom de Thionville [14 novembre 1984] (p. 6050).

— **Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste [20 novembre 1984] (p. 6212).

— **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).**

Première lecture, discussion générale : charges d'électricité ; hausse des frais de personnel ; élus municipaux [21 novembre 1984] (p. 6234).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Première lecture, discussion générale : environnement ; importance des maîtres d'ouvrages ; statut des élus municipaux ; négociation ; renouveau de l'aménagement ; réforme à venir de la loi sur l'architecture ; entreprises petites et moyennes ; mission de base [12 décembre 1984] (p. 6879).

— **Projet de loi, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2427).**

Première lecture, discussion générale : importance de l'assurance-vie dans le secteur économique et financier ; montant des placements financiers effectués par les compagnies d'assurances ; insuffisance de la transparence des contrats traditionnels ; problème des possibilités de renonciation et de résiliation du contrat ; rappel du système en vigueur en Alsace et en Moselle [20 décembre 1984] (p. 7300) ; nécessité d'améliorer le dispositif en vigueur en Alsace-Moselle ; nécessité de créer une faculté d'option en faveur du droit français au profit des assurés (p. 7301).

Discussion des articles : **après l'article 11** : son amendement n° 23 (possibilité pour l'assuré de se soustraire à l'application de la loi locale) (p. 7306) ; possibilité pour les assurés d'Alsace-Moselle de choisir entre la législation de 1908 et celle de 1930 ; suppression de litiges grâce à cette disposition ; adopté (p. 7307).

MALVY (Martin)

Député du Lot
(2e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).
Cessation de son mandat de député le 23 août 1984 [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire consituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Kucheida : problème charbonnier** : équilibre financier des Charbonnages de France ; restructurations de Charbonnages de France ; bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais ; action de réindustrialisation ; fonds d'industrialisation du bassin minier ; dotation spécifique versée par l'Etat aux Charbonnages de France, bassin minier du Nord-Pas-de-Calais classé comme pôle de conversion [17 octobre 1984] (p. 4845) ;

— **Mme Lydie Dupuy : coupures d'électricité** : situation des plus démunis ; limitation des impayés pour E.D.F.-G.D.F. ; demande de collaboration adressée à ces entreprises par les partenaires locaux [17 octobre 1984] (p. 4846) ;

— **Mme Renée Soum : entreprise Bella-Berchet** : échec de la reprise des poupées Bella par l'entreprise Berchet ;

demande d'enquête sur l'utilisation des fonds publics dans cette affaire [24 octobre 1984] (p. 5136) ;

— **M. Jacques Lavédrine : établissements Ducellier en Auvergne** : présentation d'un nouveau plan de réduction d'effectifs ; volonté de l'entreprise Valéo de réorganiser l'ensemble des activités de machines tournantes [24 octobre 1984] (p. 5137) ;

— **M. André Soury : centralisation de districts E.D.F.** : évolution des structures territoriales de distribution ; examen d'opérations de regroupement de districts dans le département de la Charente ; nécessité d'une concertation avec le personnel et les élus locaux sur ce point [31 octobre 1984] (p. 5474) ;

— **M. Jean Jarosz : production d'aciers moulés** : difficultés des entreprises de ce secteur ; réduction brutale des productions ; nécessité d'une réduction des capacités de production ; création du fonds de restructuration de l'acier moulé ; traitement des restructurations industrielles et des groupements d'entreprises [21 novembre 1984] (p. 6224) ;

— **M. Robert Malgras : Conseil européen des ministres de l'industrie-sidérurgie** : nécessité pour la sidérurgie française de préserver sa part de production communautaire ; rétablissement des parts de marché ; demande par la France du report de l'arrêt des versements des aides au fonctionnement de la sidérurgie ; situation des mines de fer de la région de la Moselle [21 novembre 1984] (p. 6228) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : situation des usines Citroën** ; amélioration de la productivité face à la concurrence étrangère ; nécessité de mutations importantes dans le groupe P.S.A. Citroën ; importance des efforts de modernisation ; volonté du Gouvernement de prendre contact avec la direction du groupe P.S.A. [19 décembre 1984] (p. 7221) ;

— **M. Alain Bocquet : mesures imposées aux mineurs retraités en matière de droit au logement** : rappel des usages aux Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais [19 décembre 1984] (p. 7221) ; description de l'indemnité d'occupation ; prise en compte des problèmes sociaux dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais (p. 7222) ;

orales sans débat de :

— **M. Philippe Bassinet (n° 699) : Société Huré** : financement de la société holding « Intelautomatisme » ; marché mondial de la machine-outil ; personnels de Huré [12 octobre 1984] (p. 4666) ; région Ile-de-France ; expertises ayant conclu à une concentration sur le site de Strasbourg ;

— **M. Roger Rouquette (n° 700) : compagnie internationale de services en informatique** : pertes financières de cette compagnie ; consultation du personnel ; plan présenté au personnel [12 octobre 1984] (p. 4667) ; emplois de reclassement ;

— **M. André Tourné (n° 698) : usine des poupées Bella** : difficultés de la société Bella depuis 1981 ; coûts de production supérieurs à ceux de la concurrence étrangère ; reprise de 315 personnes dans la société Berchet industrie ; retards ayant affecté la construction de la nouvelle usine [12 octobre 1984] (p. 4668) ; aides des pouvoirs publics ; arrêt de la production rendant une opération de reprise de plus en plus difficile ; implantations industrielles nouvelles dans les Pyrénées-Orientales (p. 4669) ;

— **M. Georges Hage (n° 697) : licenciement dans les sociétés d'études et de recherche** : réduction des grands contrats d'études et de recherche ; société Technip ; pertes d'exploitations de cette société ; réunion entre la direction et les représentants du personnel ; nécessité de ramener le chiffre de 760 suppressions d'emplois à un seuil très sensiblement inférieur [12 octobre 1984] (p. 4670) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 695) : pôles de conversion** : conventions de congés de conversion ; plafond de l'aide à la création d'emplois d'initiative locale ; liste des pôles de conversion ; notion de pôle de conversion [12 octobre 1984] (p. 4671) ; renforcement des moyens mis à disposition des commissaires de la République ; programmes d'investissements ; propositions de financement touchant à la réhabilitation du logement ; mesures de redéploiement industriel ; inscription du site de Fos-sur-Mer parmi les pôles de conversion (p. 4672) ;

— **M. Paul Chomat (n° 752) : restructurations externes de certains groupes publics** : rareté des opérations de cessions d'actifs affectant les groupes industriels ; existence d'une concertation approfondie avec les personnels lors de ces cessions [14 décembre 1984] (p. 6942) ;

— **M. René Haby (n° 754) : industrie de céramique française** : difficultés de la production de vaisselle en faïence ; maintien d'un contingentement pour la vaisselle en céramique ; aide à l'entreprise installée à Badonviller ; pénétration du marché intérieur français par les productions étrangères ; développement de la compétitivité de l'outil de production [14 décembre 1984] (p. 6943) ; poursuite par le Gouvernement de l'examen du dossier de l'industrie de céramique française (p. 6944) ;

— **M. Ernest Moutoussamy (n° 753) : promotion de la culture guadeloupéenne** : affaiblissement des procédures et des moyens financiers améliorant les conditions du dialogue régional ; développement de l'action en faveur de la musique en Guadeloupe [14 décembre 1984] (p. 6944, 6945).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).**

Première lecture, discussion générale : rappel des diverses mesures prises depuis trois ans ; situation des exploitants agricoles ; conséquences pour l'emploi d'un abaissement de l'âge de la retraite, de l'alignement du régime agricole sur celui des salariés, des artisans et des commerçants ; difficulté du calcul de la charge financière [30 mai 1984] (p. 2827).

— **Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).**

Troisième lecture, discussion générale : S.E.I.T.A. ; lien entre cet organisme et les producteurs ; relations entre l'Etat et cet organisme ; augmentation du prix de revient des tabacs ; assistance technique ; importation vers la C.E.E. de plus de 300 000 tonnes de tabac ; intérêts liés entre la S.E.I.T.A. et les producteurs français ; rapports privilégiés existant entre l'Etat et les exploitants agricoles concernés [27 juin 1984] (p. 3759).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* taux d'indépendance énergétique ; maîtrise de l'outil énergétique ; groupe « long terme » : adaptation du programme nucléaire ; baisse de la consommation d'énergie ; charbon national ; production électro-nucléaire ; contrat de Plan ; pénétration de l'électricité dans l'industrie ; offre de matériels utilisant l'électricité [14 novembre 1984] (p. 6005) ; factures simplifiées rédigées par E.D.F. ; dotation globale aux Charbonnages de France ; retour vers l'équilibre financier des Charbonnages ; réindustrialisation des bassins miniers ; part affectée au bassin du Nord-Pas-de-Calais ; définition d'une liste des « points d'ancrage » par le Conseil d'administration des Charbonnages (p. 6006) ; pétrole et gaz ; secteur du raffinage ; carburant sans plomb devant être mis sur le marché en 1989 ; calcul des prix des produits pétroliers ; projet de contrat de Plan pour Gaz de France ; politique énergétique ; politique de maîtrise de l'énergie ; agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) ; ressources budgétaires ; 4e tranche du fonds spécial de grands travaux (p. 6007) ; politique de maîtrise de l'énergie ; promotion de matériels performants ; diminution de notre dépendance extérieure (p. 6008) ; réindustrialisation ; groupe d'études ; entreprises publiques ; situation d'E.D.F. en matière d'exportation ; programme nucléaire (p. 6041) ; prévisions du groupe « long terme énergie » ; tranches réalisées en matière nucléaire et hydraulique ; exportations d'électricité et production d'électricité nucléaire ; tarifs d'électricité ; entreprise Pechiney ; énergies nouvelles ; politique énergétique ; exploitation charbonnière ; région du Nord-Pas-de-Calais ; approvisionnement en gaz de la plate-forme de Mazingarbe (p. 6042) ; construction d'un hydrogénoduc reliant Dunkerque à Mazingarbe et problème de l'installation éventuelle d'un pilote de gazéification ; problème du raval de l'Escarpelle ; aides publiques à la région Nord-Pas-de-Calais ; aide à l'exploitation ; difficultés de la région lorraine ; réindustrialisation ; fonds d'aide à la Lorraine ; pénétration de l'énergie nucléaire dans l'industrie ; politique énergétique de la France (p. 6043).

Répond à la question de :

— *Mme Adrienne Horvath :* politique charbonnière de la France ; pénétration du charbon ; possibilité de création d'une commission d'enquête ; définition d'une liste des points d'encrage ; inventaire des ressources ; poursuite des recherches en matière charbonnière (p. 6049) ;

— *M. Gustave Ansart :* difficultés de la région Nord-Pas-de-Calais [15 novembre 1984] (p. 6054) ; exploitation des ressources charbonnières dans cette région ; impossibilité pour le Gouvernement de se substituer à une entreprise (p. 6055) ;

— *M. Georges Bally :* achèvement du chantier de la centrale à neutrons rapides Super Phenix de Creys-Malville ; création d'une commission locale d'information près de cette centrale pour assurer une meilleure information du public (p. 6059) ;

— *M. François Loncle :* efforts accomplis par E.D.F. dans le domaine de l'emploi, par la mise en place d'un contrat de solidarité ; signature d'un contrat de plan avec E.D.F. ; prise en considération des problèmes d'environnement en concertation avec les intervenants locaux (p. 6059) ;

— *M. Jean-Claude Bateux :* financement de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; moyens en personnel de cette agence (p. 6060) ;

— *M. Henri Prat :* description de la centrale d'Artix ; déclassement des trois groupes de cette centrale (p. 6060) ; négociations entre E.D.F. et Pechiney (p. 6061).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV :** nombre de départs de mineurs ; montant de la subvention de l'Etat aux Charbonnages ; efforts effectués par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie et les Charbonnages de France (p. 6070) ; accord du Gouvernement à l'engagement de travaux à Carmaux ; importance de la réserve de charbon dans ces mines ; prix de revient de ce charbon ; importance de l'investissement en faveur de cette opération ; (p. 6071) ; montant des crédits consacrés à la maîtrise de l'énergie ; impossibilité de réduire le budget de fonctionnement de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 6072).

Etat C — Titre V : raisons de l'absence de Mme Edith Cresson (p. 6086) ; **après l'article 89 :** cohérence de la politique énergétique du Gouvernement (p. 6096) ; difficultés de dissocier la politique charbonnière de l'ensemble de la politique énergétique ; moyens accordés au Nord-Pas-de-Calais (p. 6097).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1864) de M. Claude Wolff et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution de suppléants pour les élections au Conseil général [11 octobre 1984] (p. 4663).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : problème du comportement des médias à l'égard du parti communiste ; affaire du Tupolev concernant les Soviétiques et non le parti communiste français [19 avril 1984] (p. 1833).

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [8 octobre 1984] (p. 4529).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (intérieur et décentralisation : sécurité) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 5 décembre 1984] (p. 3741).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843, 3844).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1579) relatif aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs** et **experts en diagnostic d'entreprise (n° 1981)** [8 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2351) modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2358)** [8 octobre 1984].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'admnistration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347)** ; tome IV : **intérieur et décentralisation** : sécurité **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2371) modifié par le Sénat, relatif aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 2372)** [11 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 2475)** [4 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2519)** [13 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 2495) modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2528)** [18 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2545) modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2548)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnotic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur : souhaite la suppression de la profession de syndic, telle qu'elle est organisée actuellement ; historique de l'apparition de cette profession, notamment décret de 1955 portant statut des syndics ; conditions pour l'exercice de cette profession ; absence de conditions quant à la détention d'un diplôme universitaire ; profession pouvant s'exercer à titre accessoire ; désignation des syndics par le tribunal ; fonctions du syndic ; contrôle du juge commissaire [5 avril 1984] (p. 1174) ; fonction de représentation des créanciers et de défense des intérêts du débiteur ; système de rémunération des syndics ; critiques adressées à la profession et au statut de syndic ; reconduction d'année en année de la liste des syndics ; coût de la procédure ; réflexions et projets émis pendant la période précédente, notamment rapport « Sudreau » ; dresse l'économie du texte : soumission du recrutement de la profession à des conditions de diplômes et de stages ; compétences de l'administrateur judiciaire (p. 1175) ; compétences juridiques ; limite d'âge ; garanties financières ; création de la catégorie des experts en diagnostic ; adoption de divers amendements par la commission ; position de la commission à l'égard de la liste nationale des administrateurs ; silence du texte à l'égard de la rémunération de cette profession (p. 1176).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (missions pouvant être confiées aux membres des professions judiciaires) ; administration des biens d'autrui à titre occasionnel ; adopté ; maintien du pouvoir disciplinaire à l'échelon national [11 avril 1984] (p. 1424) ; affaires Boussac ou Manufrance ; **après l'article 2** : son amendement n° 2 (division de la liste visée à l'article 1er en sections régionales) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (référence à un magistrat de la Cour des comptes et à un membre de l'inspection générale des finances dans cet article) ; composition de la commission nationale prévue à l'article 2 (p. 1425) ; administrateurs judiciaires ; adopté ; son amendement n° 4 (référence à un magistrat du siège d'une Cour d'appel dans cet article) : adopté ; son amendement n° 5 (référence à un membre d'une juridiction commerciale du 1er degré dans cet article) : adopté ; son amendement n° 6 (fixant à deux le nombre des personnes qualifiées faisant partie de la commission) : adopté (p. 1426) ; son amendement n° 7 (cas d'égalité des voix) : adopté ; son amendement n° 8 (complétant le 8e alinéa de cet article par la référence au décret) ; suggère une modification rédactionnelle de cet article ; son amendement n° 8 ; adopté ; **article 4** : droit d'établissement ; article 55 du Traité de Rome (p. 1427) ; personnes pouvant être dispensées de l'examen d'aptitude ; **article 5** : cas de retraits de l'autorisation d'exercice ; problème de la mise en place d'une commission disciplinaire ; son amendement n° 9 (possibilité pour la commission nationale de retirer certains administrateurs de la liste) (p. 1428) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (sort des dossiers suivis par l'administrateur atteignant la limite d'âge) (p. 1429) ; fixation de cette limite à soixante-cinq ans ; adopté ; complexité des dossiers ; limite d'âge empêchant la poursuite de l'exercice complet de la profession ; son amendement n° 11 (personnes atteintes par la limite d'âge) (p. 1430) ; obligations professionnelles de ces adminstrateurs ; adopté ; **article 7** : sections régionales (p. 1431) ; **article 8** : nombre des affaires soumises aux administrateurs (p. 1432) ; son amendement n° 12 (supprimant les mots « direct ou indirect » au début de cet article) : adopté ; son amendement n° 13 (cas des experts en diagnostic d'entreprise) : adopté ; **article 9** : création d'un corps d'inspecteurs contrôlant les activités professionnelles des administrateurs (p. 1433) ; **après l'article 9** : problème de la création des compagnies régionales (p. 1434) ; **article 12** : son amendement n° 14 (référence à l'alinéa 3 de l'article 4 dans cet article) : adopté (p. 1435) ; **article 14** : actes accomplis par un administrateur radié ou suspendu ; **article 15** : son amendement n° 15 (référence à l'article 6, alinéa 2 dans cet amendement) : adopté ; son amendement n° 16 (personne faisant usage d'une dénomination causant une méprise avec le titre d'administrateur judiciaire) ; sanction pénale ; adopté (p. 1436) ; **article 17** : son amendement n° 17 (possibilité de désigner comme représentant des créanciers des personnes non inscrites) : adopté ; son amendement n° 18 (juridictions commerciales du 1er degré) ; organisation de la profession de mandataire-liquidateur ; adopté ; son amendement n° 19 (substituant au chiffre 4 le chiffre 2 à propos du nombre des personnes qualifiées siégeant à la commission) : adopté ; son amendement n° 20 (cas d'égalité des voix) : adopté (p. 1437) ; son amendement n° 21 (fixation par décret des conditions de désignation du président et des membres) : adopté ; **article 19** : son amendement n° 22 (possibilité de retirer de la liste des personnes empêchées d'exercer leurs fonctions) : adopté ; **article 20** : son amendement n° 23 (dossiers suivis par le mandataire-liquidateur atteignant la limite d'âge) (p. 1438) ; adopté ; son amendement n° 24 (possibilité pour les personnes atteintes par la limite d'âge de poursuivre des dossiers en cours) ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 25 (supprimant le mot « commerciale » au début de cet article) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 26 (supprimant les mots « direct ou indirect » dans le 1er alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 27 (cas des mandats de conciliateurs) (p. 1439) ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 28 (mandataire-liquidateur atteint par la limite d'âge) ; adopté ; son amendement n° 29 (supprimant la seconde phrase du second alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 30 (déterminant les peines en cas d'usage d'une dénomination causant une méprise avec le titre d'administrateur-liquidateur) : adopté (p. 1440) ; **article 25** : son amendement n° 31 : retiré ; son amendement n° 32 : devenu sans objet (p. 1441) ; **article 30** : son amendement n° 33 (substituant la référence à la force majeure par celle aux motifs légitimes dans cet article) ; notion de motif légitime plus large que celle de force majeure ; adopté ; **article 31** : son amendement n° 100 (recours devant les diverses Cours d'appel) ; Cour d'appel de Paris ; adopté ; son amendement n° 35 (caractère suspensif des recours, à l'exception de ceux dirigés contre des décisions de suspension provisoire) : adopté (p. 1442) ; **article 33** : son amendement n° 36 (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 37 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application des articles 32 à 34) : adopté (p. 1443) ; **article 35** : son amendement n° 38 (modalités de rémunération des administrateurs) ; nécessité de maintenir un caractère attractif à la rémunération ; adopté ; **article 36** : intérêt de la création du fonds de garantie visé à cet article (p. 1444) ; **article 37** : son amendement n° 39 (personnes exerçant des fonctions de syndic à titre accessoire) ; régions dans lesquelles il n'existe pas d'aministrateur judiciaire ; adopté ; délai d'option (p. 1445) ; **après l'article 37** : son amendement n° 40 (maintien des personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans sur les listes d'administrateur ou de mandataire) ; possibilité pour ces personnes de continuer l'exercice de leur profession jusqu'à soixante-dix ans ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 41 (fixant à un an le délai prévu à la fin de cet article) : adopté ; **article 39** : son amendement n° 42 (personnes en cours de stage) (p. 1446) ; choix d'une profession ; adopté ; **article 40** : ses amendements nos 43, 44, et 45 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement no 46 (possibilité de refuser un mandat pour motif légitime) : adopté (p. 1447) ; **article 43** : disparition du bureau de l'association nationale des syndics (p. 1448).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : règles d'incompatibilité ; création des sociétés civiles professionnelles ; création de la caisse de garantie par les professionnels ; utilité pour les syndics actuels d'intégrer d'autres activités judiciaires ; possibilité pour le tribunal de désigner comme administrateur judiciaire un professionnel figurant sur la liste des mandataires-liquidateurs ; régime des incompatibilités avec les autres professions ; problème de la prolongation du délai où le cumul est possible [15 octobre 1984] (p. 4767).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (désignation comme administrateurs judiciaires de personnes physiques ayant une expérience ou une qualification particu-

lière) ; risque de rétablissement de la profession unique de syndic (p. 4768) ; retour au texte initial ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 2 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; composition de la commission nationale instituée par le projet de loi ; pouvoir et saisine de cette commission ; risque de paralysie de cet organisme (p. 4769) ; adopté ; **article 5 *bis*** : son amendement n° 25 (désignation d'un administrateur provisoire en cas de décès) : adopté ; son amendement n° 3 (choix d'un administrateur provisoire parmi les administrateurs judiciaires inscrits sur une liste nationale) ; extension aux cas d'empêchement temporaire ou de décès des règles applicables en matière de suppléance ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 4 (insérant après les mots « exercice de toute » les mots « autre profession en particulier avec celle de mandataire-liquidateur ») ; risque de rétablir l'exercice à titre accessoire des nouvelles professions par l'assouplissement du régime des incompatibilités ; adopté (p. 4770) ; son amendement n° 5 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « ou de liquidateur ») ; suppression de la possibilité pour des administrateurs judiciaires d'être désignés comme liquidateurs amiables ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 6 (insérant après les mots « l'administrateur judiciaire » le mot « interdit ») ; cas de l'administrateur judiciaire frappé d'une peine disciplinaire d'interdiction temporaire ; adopté (p. 4771) ; **article 17** : son amendement n° 7 (désignation comme représentant des créanciers des personnes autres que celles inscrites sur la liste des mandataires-liquidateurs) ; retiré ; son amendement n° 8 (supprimant le deuxième alinéa de l'article 17) ; amendement de coordination ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 9 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement de coordination ; adopté (p. 4772) ; **article 22** : son amendement n° 10 (insérant après les mots « exercice de toute » les mots « autre profession en particulier celle d'administrateur judiciaire ») ; incompatibilité de la profession de mandataire liquidateur avec l'exercice de toute autre profession ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 11 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « des tribunaux ») ; « amendement carte de visite » ; adopté (p. 4773) ; son amendement n° 12 (de coordination) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 13 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « après que les intéressés qui peuvent se faire assister par un avocat, auront été appelés à formuler leurs observations ») ; assistance d'un avocat en cas de retrait de la liste des experts en diagnostic ; assistance de droit ; adopté ; **après l'article 31** : son amendement n° 14 (recours contre les décisions prises en application de l'article 5 *bis*) : adopté (p. 4774) ; **article 34** : son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 24 du Gouvernement (substituant aux mots « au premier alinéa de » le mot « a ») ; amendement de coordination ; adopté ; son amendement n° 15 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 16 (couverture des risques pour l'administrateur non inscrit sur la liste nationale) ; désignation d'un administrateur ne figurant pas sur la liste nationale ; adhésion de droit à la caisse de garantie ; adopté ; **article 36** : son amendement n° 17 (création d'un fonds de garantie assurant en tout ou en partie la rémunération des administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs ou experts) ; problème de la rémunération des professionnels ; prélèvement d'une somme versée à un fonds de garantie ; adopté (p. 4775) ; **article 37** : son amendement n° 18 (obligation pour les personnes inscrites sur la liste des administrateurs judiciaires de renoncer à l'exercice de leur profession principale) ; délai de trois ans ; persistance du cumul ; adopté ; son amendement n° 19 (instituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « cinq ans » les mots « trois ans ») ; calcul du délai de trois ans à partir du 1er janvier 1986 ; adopté (p. 4776) ; **article 40** : son amendement n° 20 (de coordination) : adopté ; **article 44** : son amendement n° 21 (de coordination) : adopté (p. 4777).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : rappel des réformes entreprises en matière de politique pénale depuis 1981 ; réduction du pourcentage des détenus provisoires ; surpopulation pénale ; approbation par les magistrats des grandes lignes de ce projet ; nécessité du débat contradictoire ; suppression de l'effet suspensif de l'appel [15 mai 1984] (p. 2349).

Explications de vote : accueil positif des juges d'instruction ; moyens de la politique criminelle (p. 2361).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : politique de décentralisation ; clarification de la répartition des charges ; énumération des transferts de compétences existants [8 octobre 1984] (p. 4486) ; accroissement du rôle des collectivités territoriales en matière d'enseignement ; renforcement de l'homogénéité des blocs de compétences ; contrats d'association ; dotation régionale d'équipement scolaire ; dotation départementale d'équipement ; poursuite du transfert des compétences ; régime juridique des bâtiments appartenant aux collectivités territoriales ; charges des annuités d'emprunt ; équipements sportifs (p. 4487) ; matériel pédagogique ; nouvelle répartition des charges entre les collectivités territoriales ; participation des communes aux dépenses des collèges et des lycées ; conditions de la contribution municipale ; dépenses d'investissement et de fonctionnement ; régime juridique des établissements publics locaux d'enseignement ; dérogations à l'application de la loi du 2 mars 1983 : composition du Conseil d'administration des établissements, modalités d'élaboration, d'adoption et d'exécution du budget, régime juridique des actes du Conseil d'administration (p. 4488) ; intervention du représentant de l'Etat en cas d'absence d'adoption du budget par les Conseils d'établissement ; actes du Conseil d'administration des établissements ; mécanismes financiers de compensation du transfert ; régime spécifique pour les départements d'outre-mer ; taux de la participation de l'Etat aux investissements des collèges ; modalités de la répartition des crédits entre chaque région ; critères de la répartition ; abrogation de la loi Guermeur et retour à la loi Debré (p. 4489) ; contrats d'association ; inscription d'office au budget des communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées ; arrêt « commune d'Aurillac » ; suppression du caractère forfaitaire de la contribution des communes ; liberté de conscience des enseignants ; contrôle des collectivités locales sur les établissements privés ; égalité de traitement entre établissements publics et privés pour l'ouverture et la fermeture des classes ; schémas prévisionnels ; rémunération des personnels des établissements privés (p. 4490) ; concertation avec les élus locaux pour l'élaboration de ce texte ; attribution aux départements et régions des pouvoirs des communes sur les établissements d'enseignement primaire (p. 4491).

Discussion des articles : **après l'article 2** : nécessité d'une transmission et non d'une proposition du schéma prévisionnel [9 octobre 1984] (p. 4533) ; **article 3** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; besoins de formation (p. 4535) ; inutilité d'invoquer sans cesse les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (p. 4536) ; **article 5** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 4539) ; adopté ; désignation par le représentant de l'Etat de la collectivité chargée d'assurer les grosses réparations ; inutilité de consulter le responsable de la collectivité territoriale ; nécessité de laisser au représentant de l'Etat un pouvoir d'appréciation (p. 4540) ; son amendement n° 4 (visant à réparer une erreur matérielle) : adopté (p. 4541) ; **article 6** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; utilisation des équipements sportifs ; existence de conventions conclues avec des organismes ou associations (p. 4543) ; réserve de la question des installations sportives (p. 4544) ; utilisation par l'établissement scolaire d'équipements sportifs ; conséquences sur le plan financier de la révision des conventions en vigueur ; son amendement n° 7 (substituant dans le premier alinéa du paragraphe 3 du texte proposé pour l'article 14-1 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « commissaire de la République » les mots « représentant de l'Etat) ; son amendement n° 8 (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe 3 du texte proposé pour l'article 14-1 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « commissaire de la République » les mots « représentant de l'Etat ») (p. 4549) ; caractère réglementaire de l'appellation « commissaire de la République » : adoptés (p. 4550) ; **article 7**-*article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* participation des communes aux dépenses de matériel (p. 4555) ; risque que le matériel soit à la charge des communes (p. 4556) ; matériel pédagogique ; programme d'équipement dans les départements ; son amendement n° 103 (participation des communes sièges de l'établissement et des communes périphériques aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des établissements) ; participation limitée des communes périphériques aux dépenses de fonctionnement des établissements fréquentés par leurs habitants ; adopté (p. 4557) ; son amendement n° 111 (insérant dans le troisième alinéa de cet article après les mots « en tenant compte » le mot « notamment ») ; pouvoir d'appréciation du représentant de

l'Etat ; adopté ; pouvoirs du représentant de l'Etat (p. 4558) ; *article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 9 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 104 (participation des communes envoyant dans l'établissement un nombre d'élèves d'au moins 5 p. 100 de l'effectif) ; seuil de 5 p. 100 ; adopté ; son amendement n° 105 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « ou le lycée ») ; amendement de coordination ; adopté ; *article 15-3 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 10 (substituant aux mots « trois précédents articles » les mots « article 15 à 15-2) : adopté (p. 4559) ; *article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 :* responsabilité des Conseils régionaux ; paiement du personnel de l'éducation nationale par l'Etat (p. 4560) ; son amendement n° 11 (supprimant le dernier alinéa de ce texte) ; schéma prévisionnel de formation ; adopté ; *après l'article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 :* nature réglementaire de l'amendement n° 73 de M. Jacques Toubon (p. 4561) ; *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* difficulté pour les élus de participer aux Conseils d'administration de plusieurs établissements ; augmentation grâce au projet de loi de l'importance de la représentation des collectivités locales (p. 4562) ; précisions sur les intentions du Gouvernement ; notion d'usager ; cas des membres d'associations (p. 4563) ; vote du règlement intérieur de l'établissement ; *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* retard de la procédure ; possibilité d'augmenter le budget (p. 4564) ; montant de la participation ; augmentation du budget ; inutilité d'imposer un délai au chef d'établissement pour transmettre le budget ; (p. 4565) ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; Chambre régionale des comptes ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; évolution de la fiscalité directe locale et participation de l'Etat aux dépenses pédagogiques (p. 4566) ; *article 15-9 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; *article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; *article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983 :* disposition de nature réglementaire (p. 4567) ; *article 15-12 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 16 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « les dispositions » les mots « les trois premiers alinéas ») ; application au comptable des établissements d'enseignement du dernier alinéa de cet article ; adopté ; *article 15-15 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 106 (insérant dans le sixième alinéa de cet article après les mots « ainsi que » les mots « des représentants ») ; représentants des organisations professionnelles désignées (p. 4568) ; présidence du Conseil d'administration ; appartenance syndicale des futurs présidents de ce Conseil ; intégration par ces établissements des centres de formation permanente pour adulte (p. 4569) ; **article 9** : son amendement n° 19 (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe 4 au mot « département » le mot « région » et complétant la première phrase du dernier alinéa par les mots « pour les départements d'outre-mer ») ; nécessité d'adresser la dotation aux régions ; adopté (p. 4570) ; **article 10** : nécessité d'une délibération de la région sur les désaccords des présidents de Conseils généraux ; **article 13** : son amendement n° 20 (insérant après le paragraphe 2 de cet article les mots « dans le dernier alinéa de l'article 22 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 », après les mots « du paragraphe 7 de l'article 14 » sont insérés les mots « et du paragraphe 5 de l'article 14-1 ») ; responsabilité de la construction de l'équipement et du fonctionnement d'un collège ou d'un lycée ; agglomérations nouvelles (p. 4571) ; adopté (p. 4572) ; **article 14** : conflits entre les collectivités ; arbitrages ; forme de déconcentration ; son amendement n° 107 (insérant dans le 2e alinéa de cet article après les mots « d'éducation spéciale » les mots « ou 5 p. 100 au moins si l'établissement est un lycée d'enseignement professionnel ») ; aire de recrutement des lycées d'enseignement professionnel ; adopté (p. 4575) ; **après l'article 14** : caractère prioritaire pour l'Etat du développement et de la rénovation du service public de l'éducation ; valeur de pétition de principe de cette affirmation (p. 4576) ; *article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* exemples pratiques (p. 4582) ; caractère ambigü du terme « générales » (p. 4583) ; obligation de consultation avant l'accord ; *article 27-2 de la loi du 22 juillet 1983 :* motivation des actes administratifs ; contrôle du juge de l'excès de pouvoir (p. 4584) ; *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* nécessité d'obtenir des précisions sur le rôle des représentants de la collectivité locale (p. 4585) ; droit de regard des collectivités locales sur l'avis du Conseil d'administration ; garantie de l'exercice des libertés individuelles et collectives pour les personnels (p. 4586) ; *article 27-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* existence de voies de recours contre l'arrêté de résiliation pris par le représentant de l'Etat (p. 4587) ; *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 21 (création dans chaque académie de commissions de concertation) ; nécessité de préciser la création de ces commissions dans chaque académie ; nécessité « d'au moins une commission » par académie ; rectification de cet amendement « au moins une commission » ; adopté après rectification ; composition des commissions de concertation ; surreprésentation des personnels des parents d'élèves et des élèves entraînant un déséquilibre au profit des établissements privés (p. 4588) ; son amendement n° 22 (complétant la dernière phrase du premier alinéa par les mots « pour avis ») ; soumission préalable aux commissions académiques de concertation des litiges relatifs au contrat ; adopté (p. 4589) ; **article 18** : engagements de M. Pierre Joxe (p. 4590) ; **article 20** : son amendement n° 23 (supprimant au début de cet article les mots « à l'article 41 de la loi du 22 juillet 1983 ») ; nécessité de modifier directement le code de la santé publique ; adopté (p. 4591) ; **article 23** : son amendement n° 24 (remplaçant dans les 2e et 4e alinéas de cet article les mots « de l'enseignement public et de l'éducation » par les mots « de l'enseignement ») ; nécessité d'harmoniser la rédaction de l'article 4 de la loi du 7 janvier 1983 avec les dispositions du projet de loi ; adopté (p. 4592).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : financement des lycées et des collèges ; distinction entre les établissements créés après le transfert de compétences et ceux existant au moment du transfert ; suppression par le Sénat de la contribution des communes ; répartition de la participation ; versement des contributions au département ; principe d'homogénéité des blocs de compétences [19 décembre 1984] (p. 7255) ; composition des Conseils d'administration ; réduction du nombre des représentants des personnels ; modalités d'adoption du budget des établissements ; réintroduction des dispositions de la loi Guermeur ; obligation pour les maîtres de respecter le caractère propre de l'établissement ; modalités de calcul de la contribution forfaitaire (p. 7256).

Discussion des articles : **article 2 *bis*** *:* son amendement n° 11 (substituant dans le paragraphe II de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1983 au mot « propose » le mot « transmet ») ; schéma prévisionnel des formations ; tutelle d'une collectivité locale sur l'autre ; adopté ; **article 2 *ter*** : son amendement n° 12 (précisant le champ d'application du schéma prévisionnel) ; arbitrage par une commission administrative régionale prévue par le Sénat ; avis préalable des associations ; sa volonté de clarification (p. 7262) ; mise au point du schéma prévisionnel par le Conseil régional ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 13 (supprimant la 2e phrase du 2e alinéa de cet article) ; risques de difficultés d'interprétation ; adopté ; réserve par l'Etat du droit d'exercer un devoir constitutionnel ; responsabilité des établissements d'enseignement (p. 7263) ; **article 5** : son amendement n° 14 (substituant dans le paragraphe 7 *bis* nouveau de cet article au mot « communes » les mots « collectivité propriétaire ») ; possibilité pour les départements d'être propriétaires de lycées ; adopté (p. 7264) ; **article 6** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (applicationn des dispositions de l'article 21 de la loi du 7 janvier 1983 aux biens mis à disposition du département) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 7265) ; **article 7** : suppression de l'article 14 ou 15 de la loi de 1983 ; son souci de simplification partagé avec M. Olivier Guichard ; respect du principe des blocs de compétences (p. 7268) ; rejet par la commission des amendements nos 60 et 61 de M. Maurice Pourchon ; son amendement n° 17 (supprimant dans le 1er alinéa de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983 les mots « du département ») ; participation des communes au financement des établissements visés par ces articles ; adopté ; son amendement n° 18 (substituant dans l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983 au mot « transférés » le mot « nationalisés ») ; précision concernant le calcul du taux moyen de participation des communes ; adopté ; son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (prenant en compte les niveaux de participation des communes à la date du transfert des compétences) (p. 7270) ; possibilité d'une mise en œuvre progressive des dispositions de cet article ; critères retenus pour la répartition de la contribution entre les communes ; adopté (p. 7271) ; ses observations sur les amendements n° 51 de M. Olivier Guichard et n° 62 de M. Maurice Pourchon ; son amendement n° 21 (participation aux dépenses d'investissements des communes propriétaires pour les collèges existant à la date du transfert) ; charge des dépenses d'investissements des collèges ; adopté ; son amendement n° 22 (substituant dans le 2e alinéa de l'article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983 les mots « par référence au », les mots « par le représentant de l'Etat en tenant compte notamment du ») ; détermination par le représentant de l'Etat de la participation des communes aux dépenses d'investissements ; adopté ; son amendement n° 23 (application des dispositions

de l'articleL 221-4 du code des communes à la répartition intercommunale des dépenses d'investissements) ; dispositions de l'article L. 221-4 du code des communes ; adopté (p. 7272) ; son amendement n° 24 (obligeant la commune propriétaire à supporter la part lui incombant au titre des investissements réalisés avant la date du transfert ou au cours de cette date) ; charge des dépenses afférentes aux investissements réalisés ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 52 de M. Olivier Guichard ; son amendement n° 25 (obligeant la collectivité locale à supporter la part lui incombant des dépenses d'investissements réalisées dans les établissements transférés à la région avant la date du transfert) ; charge des dépenses afférentes aux investissements réalisés avant le transfert de compétences ; adopté ; son amendement n° 26 (substituant à la fin du 1er alinéa de l'article 15-3 de la loi du 22 juillet 1983 à la date 1989, la date 1990 et substituant au début de la 1re phrase du 2e alinéa de cet article aux dates « 1988 à 1989 » les dates « 1989, 1990 ») ; report de 1989 à 1990 de la date à compter de laquelle les dispositions du texte relatives à la participation des communes au financement des collèges cesseront d'être applicables ; adopté ; son amendement n° 27 (supprimant la dernière phrase du 2e alinéa du texte de l'article 15-3 de la loi du 22 juillet 1983) ; suppression d'une disposition contraire à celle de l'article 22 de la loi du 7 janvier 1983 ; adopté ; son amendement n° 28 (supprimant l'article 15-4 *bis* de la loi du 22 juillet 1983) : adopté (p. 7273) ; son amendement n° 29 (substituant dans le 2e alinéa de l'article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « au 2e alinéa du VII » les mots « aux VII *bis* et VII *ter* ») ; nécessité de tenir compte des modifications apportées par le Sénat ; adopté ; son amendement n° 30 (composition du Conseil d'établissement des établissements publics locaux) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture ; utilité de prévoir des suppléants ; rejet par la commission de l'amendement n° 2 de M. René Haby (p. 7274) ; adopté ; son amendement n° 31 (supprimant dans le 1er alinéa de l'article 15-7 de la loi du 22 juillet 1983 les mots « après information de la collectivité territoriale de rattachement ») ; possibilité pour les chefs d'établissements de prendre ses fonctions après l'information de la collectivité locale ; adopté ; son amendement n° 32 (insérant après le 1er alinéa de l'article 15-7 *bis* de la loi du 22 juillet 1983 les mots « à ce titre, il exerce notamment les attributions suivantes ») ; précision des attributions du Conseil d'administration ; adopté ; son amendement n° 33 (définissant les conditions d'adoption et d'exécution du budget de l'établissement) (p. 7275) ; description du système prévu par le Sénat ; introduction d'une disposition contraire au principe de l'unité budgétaire ; nécessité de réformer la répartition de la taxe d'apprentissage (p. 7276) ; adopté ; son amendement n° 34 (rôle du représentant de l'Etat dans le règlement du budget de l'établissement) ; rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 35 (insérant dans le paragraphe III de l'article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983 après les mots « la situation financière de l'établissement » les mots « ainsi que préalablement à la passation de toute convention à incidence financière ») ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; son amendement n° 36 (supprimant la 2e phrase du 2e alinéa du paragraphe III de l'article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983) ; communication du rapport d'enquête à la collectivité locale ; adopté (p. 7277) ; son amendement n° 37 (substituant dans le dernier alinéa de l'article 15-15 de la loi du 22 juillet 1983 à la référence « 4° » la référence « 3° ») : adopté (p. 7278) ; **article 8** : son amendement n° 38 (insérant après les mots « et le cas échéant » les mots « des représentants ») ; participation des établissements privés locaux aux Conseils d'administration (p. 7278) ; possibilité pour les représentants des associations d'être désignés par elles ; adopté ; son amendement n° 39 (insérant après les mots « à l'exception du 3e alinéa » la référence « 15-7 *bis* ») : adopté ; **article 10** : son amendement n° 40 (insérant à la fin du 2e alinéa de l'article 17 de la loi du 22 juillet 1983 les mots « et de la capacité d'accueil des établissements ») ; dotation départementale d'équipement des collèges ; possibilité pour chaque département d'adopter son propre système de notation ; adopté ; son amendement n° 41 (communication par le représentant de l'Etat dans la région de la liste des opérations de construction) (p. 7279) ; volonté du Sénat de répartir la dotation globale d'équipement sur la base du programme prévisionnel d'investissements ; impossibilité d'une telle répartition ; adopté (p. 7280) ; **article 15** : son amendement n° 42 (remettant en vigueur les dispositions des 2e et 3e alinéas de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé) ; volonté de réaffirmer les principes édictés par le ministre de l'Education nationale (p. 7282) ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 5 de Mme Hélène Missoffe ; son amendement n° 43 (conditions de la conclusion des contrats d'association) ; volonté du Sénat de subordonner cette conclusion à l'accord de la commune sur l'existence d'un besoin scolaire (p. 7283) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; abrogation des dispositions de la loi Guermeur rendant inutile l'amendement n° 57 de M. Louis Maisonnat ; son amendement n° 44 (résiliation des contrats d'association par le représentant de l'Etat) ; incompatibilité des dispositions adoptées par le Sénat sur la résiliation des contrats avec celles relatives à leur conclusion ; adopté ; son amendement n° 45 (substituant dans le 1er alinéa de l'article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « intéressés, des responsables » les mots « territoriales, des représentants ») ; mention par le Sénat de « responsables des établissements d'enseignement privés » ; responsabilité de ces établissements conférée aux chefs d'établissements ; adopté ; son amendement n° 46 (substituant dans le 2e alinéa de l'article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « des Conseils institués dans chaque académie et chaque département en application de l'article 12 » les mots « des organismes prévus à l'article 12 ») ; création d'une commission de concertation dans chaque département (p. 7284) ; adopté ; son amendement n° 47 (supprimant l'article 27-8 *bis* de la loi du 22 juillet 1983) ; suppression du rétablissement par le Sénat d'une commission consultative substituée au comité national de consultation de la loi Debré ; adopté (p. 7285).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : nécessité de mettre en place une programmation ; lutte contre la délinquance ; progression des atteintes contre les personnes et des atteintes contre les biens ; lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants par la spécialisation de policiers ; maintien des programmes en matière immobilière ; caractère indispensable de l'informatisation des grands fichiers ; conséquences de la micro-informatisation des commissariats sur les tâches du personnel ; nécessité d'une réforme des structures de la police nationale [5 novembre 1984] (p. 5526, 5527).

MARCUS (Claude)

Député de Paris
(8e circonsciption)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 832).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : publications en langue étrangère [2 février 1984] (p. 459) ; publications destinées à des communautés étrangères ; cas des quotidiens arméniens ; communauté russe ayant acquis la nationalité française (p. 460) ; **avant l'article 10** : volonté de limiter le nombre des journaux de l'opposition (p. 467) ; **article 14** : incompatibilité de cet article avec l'article 10 de la convention européenne des droits de l'Homme ; rappel du contenu de de dernier [6 février 1984] (p. 655) ; son hostilité à ce texte ; opérations en cours de réalisation ; survie de l'entreprise en cause ; possibilité de ramener le délai prévu par cet article de trois à un mois [7 février 1984] (p. 682) ; **article 15** : souhait de l'opposition de voir le représentant de la Cour des comptes élu et non désigné pour siéger à la commission pour la transparence [8 février 1984] (p. 742) ; **article 19** : possibilité pour la commission de suspendre les effets du certificat d'inscription à la commission paritaire des publications ; rappelle l'ouvrage « 1984 » de George Orwell ; inexistence de la transparence [9 février 1984] (p. 875).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : ses rappels au règlement** : se demande si M. François Mitterrand était putschiste en mai 1968 lorsqu'il souhaitait la dissolution de l'Assemblée nationale [2 juillet

1984] (p. 3963) ; liste unique de l'opposition aux élections européennes ; problèmes de l'Algérie et de la régionalisation envisagés par le général de Gaulle (p. 3964) ; caractère inadmissible et falsificateur des propos de M. Georges Fillioud à l'encontre de M. Bernard Pons (p. 3976) ; indique que ce dernier s'est borné à dresser un constat selon lequel le Gouvernement risque de sortir de la légalité (p. 3977) ; **avant l'article 1er (suite) : son rappel au règlement :** rappelle les propos de M. Michel Sapin, présidant la séance du 2 juillet 1984 : « classement général après l'étape de ce soir » ; comparaison du travail des députés à une course cycliste [3 juillet 1984] (p. 3985).

— Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (n° 1731).

Quatrième lecture, discussion générale : vote hostile du groupe R.P.R. [2 février 1984] (p. 471).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).

Première lecture, discussion générale : professions paramédicales ; construction de l'Europe des professions ; annulation du décret du 12 mai 1981 par le Conseil d'Etat ; statut des infirmiers ; statuts des professions paramédicales ; vote positif du groupe R.P.R. [15 mai 1984] (p. 2327, 2328).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).

Première lecture, discussion générale : éradication de la variole ; vote positif du groupe R.P.R. [15 mai 1984] (p. 2332).

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Décédé le 25 avril 1984 [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Son éloge funèbre est prononcé le 9 mai 1984 (p. 2140).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : — **article 9 :** ordonnance de 1944 ; accords internationaux ; libre circulation des capitaux [2 février 1984] (p. 456, 457).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

MASSAUD (Edmond)

Député du Lot
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 août 1984, de M. Martin Malvy, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 août 1984] (p. 2751).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 30 août 1984] (p. 2762).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* caractéristiques du marché du tabac en France ; difficultés financières de la S.E.I.T.A. ; nécessité d'encourager la production de noix pour la région Sud-Est et Sud-Ouest et de maintenir l'aide en francs constants à cette production ; problème de la fiscalité de la trufficulture [6 novembre 1984] (p. 5617).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

MASSION (Marc)

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3. avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (économie, finances et budget : consommation) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 16 : **économie, finances et budget : consommation (n° 2365)** [*J.O.* du 10 octobre 1984].

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1038).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre aux collectivités publiques la possibilité d'adhérer aux coopératives d'utilisation de matériel agricole (C.U.M.A.) (n° 1628) [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1551).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les ressorts des **cours d'appel** avec l'organisation régionale de la France **(n° 2019)** [12 avril 1984].

Proposition de loi définissant le mode de scrutin pour **l'élection des Conseils régionaux** au suffrage universel **(n° 2028)** [12 avril 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles les options techniques du **plan de restructuration de la sidérurgie** annoncé en avril 1984, ont été définies, notamment en ce qui concerne l'abandon du projet de train universel à Gandrange **(n° 2046)** [18 avril 1984].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à harmoniser le **régime des immunités parlementaires** des membres du Parlement et celui des membres de l'Assemblée des Communautés européennes **(n° 2055)** [19 avril 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités d'établissement de **l'égalité des sexes dans la transmission du nom patronymique (n° 2338)** [12 septembre 1984].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles des aides publiques ont été attribuées aux **papeteries de la Chapelle-Darblay (n° 2387)** [18 octobre 1984].

Proposition de loi tendant à aménager l'exercice du **monopole des pompes funèbres (n° 2515)** [13 décembre 1984].

Proposition de loi tendant à rénover et à adapter la loi n° 73-1193 du 7 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 2517)** [13 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Refus du projet de train universel de Gandrange :** décision de démantèlement de la sidérurgie Lorraine ; laminoirs de Sollac ; condamnation de la sidérurgie de la vallée de l'Orne et des produits longs en Lorraine ; rachat par les Luxembourgeois des concessions minières en Lorraine [5 avril 1984] (p. 1168, 1169) ;

— **Restructuration de la Lorraine :** localisation de l'usine C.I.T.-Alcatel ; délai d'étude pour la construction du T.G.V. Paris-Francfort ; non réalisation du train universel de Grandange ; arrêt du train à fil de Rombas ; possibilité de choix de la région messine pour l'implantation de l'école supérieure d'électricité [23 mai 1984] (p. 2589) ;

— **Rapatriement des Français d'Algérie et transfert de leurs biens de France ;** rapatriés d'Algérie ; non respect des engagements pris par ce pays ; prix du gaz algérien [17 octobre 1984] (p. 4853) ;

— **Plan acier soumis à la commission européenne :** rappel des promesses de la majorité en 1981 ; gravité de la situation de la sidérurgie ; situation dans les mines de fer ; nature du programme de modernisation et de restructuration de la sidérurgie [5 décembre 1984] (p. 6690).

orales sans débat :

— **n° 559,** posée le 2 avril 1984 : **politique économique et sociale (Plans)** (p. 1057) ;

— **n° 560,** posée le 2 avril 1984 : **électricité et gaz (E.D.F.)** (p. 1057) ;

— **n° 573,** posée le 5 avril 1984 : **politique économique et sociale (Plans)** (p. 1207) ;

— **n° 575,** posée le 6 avril 1984 : **métaux (emploi et activité Moselle)** (p. 1272) ;

— **n° 587,** posée le 12 avril 1984 : **S.N.C.F. (lignes)** (p. 1552) ;

— **n° 590,** posée le 24 avril 1984 : **électricité et gaz (distribution de l'électricité : Moselle)** (p. 1905) ;

— **n° 623,** posée le 11 mai 1984 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (fonctionnement)** (p. 2287) ;

— **n° 638,** posée le 22 mai 1984 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 2574) ;

— **n° 639,** posée le 22 mai 1984 : **départements (élections cantonales)** (p. 2574) ;

— **n° 661,** posée le 18 juin 1984 : **politique économique et sociale (politique industrielle : Lorraine)** (p. 3458) ;

— **n° 662,** posée le 19 juin 1984 : **Communautés européennes (assemblée parlementaire)** (p. 3494, 3495) ;

— **n° 688,** posée le 24 juillet 1984 : **cantons (limites)** (p. 4180) ;

— **n° 691,** posée le 2 octobre 1984 : **calamités et catastrophes (calamités agricoles)** (p. 4401) ;

— **n° 692,** posée le 2 octobre 1984 : **voirie (autoroutes : Moselle)** (p. 4461) ;

— **n° 705,** posée le 19 octobre 1984 : **Parlement (élections sénatoriales)** (p. 5043) ;

— **n° 707,** posée le 29 octobre 1984 : **politique extérieure (Algérie)** (p. 5383) ;

— **n° 710,** posée le 20 novembre 1984 : **famille (politique familiale)** (p. 6213, 6214) ;

— **n° 711,** posée le 20 novembre 1984 : **animaux (protection : Lorraine)** (p. 6214) ;

— **n° 712,** posée le 20 novembre 1984 : **Lois (Alsace-Lorraine)** (p. 6214) ;

— **n° 713,** posée le 20 novembre 1984 : **crimes, délits et contraventions (meurtres et coups et blessures volontaires) (Vosges)** (p. 6214) ;

— **n° 732,** posée le 29 novembre 1984 : **commerce et artisanat (grandes surfaces)** (p. 6520) ;

— **n° 734,** posée le 30 novembre 1984 : **étrangers (politique à l'égard des étrangers)** (p. 6539) ;

— **n° 746,** posée le 5 décembre 1984 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 6745) ;

— **n° 747,** posée le 5 décembre 1984 : **travail (contrats de travail)** (p. 6745) ;

— **n° 750,** posée le 11 décembre 1984 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Moselle)** (p. 6838).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 10 :** ses amendements n° 344, 345, 356 et 357 : retirés [4 février 1984] (p. 575).

Deuxième lecture, discussion des article : **article 1er A :** philosophie du texte du Gouvernement ; contraintes de caractère juridique ; fonctionnement des grands journaux ; nécessité d'aider les petites publications périodiques ; T.V.A. ; absence de monopole dans la presse nationale ; problème de la presse régionale et des monopoles régionaux [19 juin 1984] (p. 3486).

Son rappel au règlement : décision de démission de trois parlementaires du groupe socialiste ; absence de prise en compte de cette décision dans la composition des groupes parlementaires [3 avril 1984] (p. 1060).

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 24 :** son amendement n° 233 (référence aux associations et groupements composés en majorité d'agriculteurs ou de propriétaires fonciers) : non soutenu ; son amendement n° 234 (référence aux collectivités territoriales et établissements publics désirant bénéficier des services offerts par la coopérative) : non soutenu [4 avril 1984] (p. 1153).

— Projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 25 :** son amendement n° 40 (associations et groupements ayant des intérêts complémentaires avec la coopérative agricole) : retiré ; son amendement n° 41 (possibilité pour les collectivités territoriales de bénéficier des services offerts par la coopérative) : retiré [6 juin 1984] (p. 3007).

— Proposition de loi visant à autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 1 (cas où le divorce a été prononcé aux torts exclusifs) ; cas où la femme n'a pas la garde des enfants ; non soutenu ; son amendement n° 2 (droit à la pension pour le conjoint séparé de corps ou divorcé) : non soutenu ; son amendement n° 3 (contenu des régimes de retraite complémentaire) : non soutenu (p. 1853).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée (n° 2074).

Première lecture, discussion générale : droit des brevets ; historique des textes régissant ce droit [23 mai 1984] (p. 2593) ; caractéristiques du système français ; droit au brevet appartenant à l'inventeur ; protection des inventions en France ; innovateurs ; atteinte portée aux droits de l'inventeur ; rôle de la Cour d'appel de Paris ; implantation de l'institut national de la propriété industrielle ; problème de la création d'une antenne régionale de cet institut à Nancy ; région Lorraine (p. 2594).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 5 (dépôt par le Premier ministre d'un rapport sur les mesures envisagées pour la décentralisation de l'institut national de la propriété industrielle à Metz ou dans le Nord métropole Lorraine) ; conversion industrielle de cette région ; retiré (p. 2596) ; **article 4 :** son amendement n° 6 (rôle de la Cour d'appel de Paris jusqu'à la décentralisation de cet institut) ; département de la Moselle ; sidérurgie ; décentralisation ; retiré (p. 2597).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** système du « sifflet » ; étape de la réforme [13 juin 1984] (p. 3338) ; fixation d'un échéancier ; **article 3 :** problème des professeurs d'université ; corps techniques des ministères (p. 3340) ; **après l'article 5 :** « noyautage » de l'administration ; nominations au tour extérieur (p. 3343) ; **article 8 :** tour extérieur ; « noyautage » de l'administration ; exemple de la Lorraine ; activisme syndicalo-politique (p. 3344) ; ses observations sur l'amendement n° 44 de M. Jean Foyer (p. 3345).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (abrogeant les dispositions de la loi du 2 mars 1982 concernant l'élection des conseillers régionaux de Corse) : non soutenu ; **après l'article 1er :** son amendement n° 2 (conférant à chaque département de la région Corse la forme d'une circonscription électorale) : non soutenu [20 juin 1984] (p. 3554).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 24 :** son amendement n° 1 (possibilité pour le Conseil général d'attribuer aux établissements publics ou aux groupements de communes tout ou partie de la taxe professionnelle) : rejeté [22 juin 1984] (p. 3682).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** transfert à l'I.N.A.O. de certaines situations résultant de décisions judiciaires ; craint que les décisions de cet organisme ne soit parfois laxiste ; **après l'article 2 :** son amendement n° 1 (rôle de l'I.N.A.O. pour interdire la commercialisation des productions qui ne respectent pas les conditions fixées par ce texte) ; dénomination « château » dans le Bordelais [10 octobre 1984] (p. 4628) ; retiré (p. 4629).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** son sous-amendement n° 160 à l'amendement n° 37 de la commission (cas des associations déclarées en Alsace et Moselle) [18 octobre 1984] (p. 4890) ; rejeté (p. 4891) ; son amendement n° 18 (régime fiscal des dons versés aux associations d'Alsace-Lorraine) (p. 4892) ; retiré (p. 4893) ; **article 12 :** son amendement n° 158 (non application des dispositions du I et du II de cet article jusqu'au 1er juillet 1985) (p. 4930) ; rejeté (p. 4931) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 13 (exonération de la T.V.A. pour les locations de stationnement des véhicules) : non soutenu (p. 4932) ; **article 14 :** son amendement n° 14 (de suppression) (p. 4938) ; rejeté ; son amendement n° 15 (suppression du paragraphe I de cet article) : non soutenu ; son amendement n° 16 (provision pour investissement correspondant à sa participation attribuée en application d'accords dérogatoires) (p. 4939) ; rejeté ; son amendement n° 17 (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 4941) ; rejeté (p. 4942) ; **après l'article 21 :** son amendement n° 8 (soumission des travaux de composition, d'impression, d'expédition, de diffusion et de routage des écrits périodiques à un taux réduit de T.V.A.) : non soutenu ; son amendement n° 9 (application des dispositions législatives et réglementaires afférents aux publications de presse aux suppléments et aux numéros spéciaux) : non soutenu ; son amendement n° 10 (absence d'assujettissement des écrits périodiques à caractère politique à la T.V.A.) : non soutenu ; son amendement n° 11 (compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de timbre) : non soutenu [19 octobre 1984] (p. 5011) ; son amendement n° 12 (modifiant le 7e alinéa de l'article 72 de l'annexe III du code général des impôts) : non soutenu (p. 5012).

Deuxième partie :

Budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — *Examen des crédits :* **article 55 :** son amendement n° 33 (perception de la cotisation des industriels et négociants de l'horlogerie à compter de la parution des décrets et arrêtés en cours de publication) : non soutenu [7 novembre 1984] (p. 5711).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* sidérurgie française ; plan global de restructuration ; projets de Neuves-Maisons ; démantèlement des autres unités sidérurgiques existant à Longwy ; situation à Sacilor et à Usinor ; train universel de Grandrange ; train à fil de Rombas ; acierie de Grandrange ; plan gouvernemental ; plan entraînant la suppression de 2 000 emplois immédiatement et condamnant à terme 5 000 emplois [14 novembre 1984] (p. 6033-6034) ; indique que 600 lorrains ont acquis des actions de Sacilor pour avoir accès aux assemblées générales ; déficit des produits longs à Grandrange-Rombas ; déficit cumulé de la société Sacilor dépassant les trois-quarts du capital ; dossier de la Chapelle-Darblay (p. 6035).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 75 : son amendement n° 287 (devenu sans objet) [15 novembre 1984] (p. 6146) ; **après l'article 75 :** son amendement n° 22 (diminution d'un abattement de 15 p. 100 de la valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable âgé de 35 ans) : non soutenu (p. 6146) ; son amendement n° 23 (attribution de la taxe professionnelle versée par le fonds départemental aux établissements publics et aux groupements de communes) : rejeté (p. 6148) ; **après l'article 81 :** son amendement n° 288 (substituant dans le premièrement de l'article 38 *sexdescies* — J de l'annexe III du code général des impôts aux mots « 2 fois la moyenne des résultats » les mots « 1,5 fois la moyenne des résultats ») (p. 6156) ; rejeté (p. 6157) ; son amendement n° 289 (supprimant dans le 2e alinéa du premièrement de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 les mots « 60 p. 100 ») : non soutenu (p. 6159).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 22** son amendement n° 2 (remplaçant le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 par les mots « ces dispositions prennent effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) : retiré [18 décembre 1984] (p. 7140).

Seconde délibération de la deuxième partie : **après l'article 75 :** son amendement n° 1 (possibilité pour le Consei

général d'attribuer aux établissements publics une partie de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 7193).

Son rappel au règlement : divergences entre deux ministres à propos de la nomination d'une commission spécifique sur les problèmes du droit local d'Alsace-Lorraine [14 novembre 1984] (p. 6039).

— Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).

Première lecture, discussion de l'article unique : son amendement n° 2 (cas du transport partiellement gratuit) : non soutenu ; son amendement n° 3 (gratuité dans la limite de 75 p. 100 du prix de revient) : non soutenu [20 novembre 1984] (p. 6211) ; **après l'article unique** : son amendement n° 1 (abaissement à 15 000 habitants le seuil de population pour l'institution du versement) : non soutenu (p. 6212).

Son rappel au règlement : sa protestation contre la déclaration du Premier ministre concernant la protection des étrangers ; son regret de l'absence de réponse du Premier ministre à sa lettre [27 novembre 1984] (p. 6351-6352).

Son rappel au règlement : conditions de l'exercice du droit de vote en Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6645).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 3 (composition du Conseil général) : non soutenu [29 novembre 1984] (p. 6509) ; **article 8** : son amendement n° 1 (composition du bureau) : non soutenu ; **article 9** : son amendement n° 2 (impossibilité de modifier le règlement sans un vote du Conseil général à la majorité des trois cinquièmes des votants) : non soutenu (p. 6510).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 24** : son amendement n° 1 (obligation pour le Gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur le bilan des avantages fiscaux, familiaux et sociaux pour les couples mariés et couples qui ne le sont pas) [3 décembre 1984] (p. 6566) ; retiré ; son amendement n° 2 (utilisation des déclarations fiscales pour établir la situation des couples vivant en concubinage) : rejeté ; son amendement n° 3 (obligation pour la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel d'émettre un avis motivé dans un délai de quatre mois) : rejeté (p. 6567) ; **avant l'article 62** : son amendement n° 4 (possibilité pour les associations situées en Alsace-Lorraine d'être régies par la loi du 1er juillet 1901 à leur demande) : retiré ; son amendement n° 5 (impossibilité pour un citoyen de porter un autre nom que celui exprimé dans son acte de naissance) : rejeté (p. 6589).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 1 (possibilité pour les associations ayant leur siège en Alsace-Lorraine d'être régies par loi du 1er juillet 1901) : non soutenu ; son amendement n° 2 (obligation pour la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel d'émettre un avis motivé dans un délai de quatre mois après le dépôt d'un dossier complet) : non soutenu ; son amendement n° 3 (interdisant à tout citoyen la possibilité de porter un nom et un prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance) : non soutenu ; son amendement n° 4 (obligation pour le Gouvernement de présenter un bilan comparé des avantages fiscaux, familiaux et sociaux dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples non mariés) : non soutenu ; son amendement n° 5 (concernant l'attribution des prestations familiales et sociales) : non soutenu [5 décembre 1984] (p. 6662).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 7** : son amendement n° 1 (définition du maître d'œuvre) ; fonction de la maîtrise d'œuvre [12 décembre 1984] (p. 6887) ; rejeté (p. 6898) ; **article 7** : son amendement n° 2 (contrat unique pour les ouvrages de bâtiment) (p. 6902-6903) : devenu sans objet (p. 6904) ; **article 11** : son amendement n° 3 (intervention consultative des organisations nationales représentatives, limitée à certaines négociations) : non soutenu [14 décembre 1984] (p. 6954).

MASSOT (François)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(1re circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Bas tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données par certains syndicats de la direction générale des impôts à leurs membres en matière de contrôle fiscal (n° 1874) [2 février 1984] (p. 483).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) [2 février 1984] (p. 483).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Mesmin tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion de la « mission laïque française » (n° 1961) [2 février 1984] (p. 483).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Marcel Bigeard tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'apprécier les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le bombardement effectué par l'aéronavale française sur un camp terroriste de Baalbek et les résultats de cette opération (n° 1982) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [10 mai 1984] (p. 2235).

Rapporteur du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [10 mai 1984] (p. 2236).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Adrien Zeller tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir les éléments d'information sur l'importance, l'évolution et les causes de la grande pauvreté en France et de définir les moyens susceptibles d'enrayer sa progression (n° 2004) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Gisèle Halimi interdisant les enquêtes de « moralité » sur les victimes de viol et de certains attentats aux mœurs (n° 2022) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les options techniques du plan de restructuration de la sidérurgie annoncé en avril 1984 ont été définies, notamment en ce qui concerne l'abandon du projet de train universel à Gandrange (n° 2046) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roch Pidjot tendant à fixer le statut de la Nouvelle-Calédonie et relatif à l'autodétermination en vue de la mise en place de l'indépendance (n° 2089) [24 mai 1984] (p. 2644).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la

Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2343).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 933) de M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues relative à la révision des procès pénaux [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la propostion de résolution de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les différents aspects du problème soulevé par la disparition des personnes en France (n° 2273) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la propostion de résolution de M. François Grussenmeyer tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les graves conséquences des pluies acides sur les forêts de l'est de la France et les mesures à prendre d'urgence pour y remédier (n° 2309) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la propostion de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles des aides publiques ont été attribuées aux papeteries de la Chapelle-Darblay (n° 2387) [8 novembre 1984] (p. 5778).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'industrie automobile française (n° 2412) [22 novembre 1984] (p. 6314).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités d'établissement de l'égalité des sexes dans la transmission du nom patronymique (n° 2338) [12 décembre 1984] (p. 6905).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Georges Sarre et Alain Vivien, relative à l'emploi de la langue française (n° 2451) [12 décembre 1984] (p. 6905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre titulaire de la comission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution : 1° (n° 1946) de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite **« avions renifleurs »** a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. ; 2° (n° 1964) de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une **« invention scientifique susceptiblede bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1987)** [9 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues (n° 1874) tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données par certains syndicats de la Direction générale des impôts** à leurs membres en matière de contrôle fiscal **(n° 2058)** [25 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Georges Mesmin (n° 1961) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner la gestion de la **« Mission laïque française » (n° 2059)** [25 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Marcel Bigeard et plusieurs de ses collègues (n° 1982) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'apprécier les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le **bombardement effectué par l'aéronavale française sur un camp terroriste proche de Baalbek** et les résultats de cette opération **(n° 2060)** [25 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2094) portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2131)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2095) relatif à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2132)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2004) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir les éléments d'information sur l'**importance, l'évolution et les causes de la grande pauvreté en France** et de définir les moyens suscpetibles d'enrayer sa progression **(n° 2140)** [23 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2046) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les **options techniques du plan de restructuration de la sidérurgie** annoncé en avril 1984, ont été définies, notamment en ce qui concerne l'abandon du projet de train universel à Gandrange **(n° 2141)** [23 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant

statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2311) [24 juillet 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2312)** [24 juillet 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 2304) portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2313)** [24 juillet 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2316) rejeté par le Sénat, en deuxième et nouvelle lecture, portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2317)** [31 juillet 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2273) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les différents aspects du problème soulevé par la **disparition des personnes en France (n° 2395)** [25 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2309) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les graves **conséquences des pluies acides sur les forêts de l'est de la France** et les mesures à prendre d'urgence pour y remédier **(n° 2413)** [8 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2387) de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles des **aides publiques** ont été attribuées **aux papeteries de la Chapelle-Darblay (n° 2462)** [28 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2412) tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'**industrie automobile française (n° 2493)** [12 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1570), tendant à **réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 2494)** [12 décembre 1984].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 613,** posée le 9 mai 1984 : **assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions)** (p. 2193) ; appelée le 11 mai 1984 : **travailleurs en contact avec des produits chimiques nocifs** : chlorure de vinyle monomère ; cas des ouvriers de l'usine Atochem à Saint-Auban ; demande pour ces derniers d'une retraite anticipée ; nécessité de créer une table ronde (p. 2251).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Lors du débat sur le projet de loi (n° 1832) visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert [30 janvier 1984] (p. 278) ; compétence des présidents de commissions pour fixer l'ordre du jour de leur commission (p. 279).

Rappelle la possibilité pour le président de séance de retirer la parole à un orateur dont l'intervention est sans rapport avec le règlement ou l'ordre du jour [30 janvier 1984] (p. 281).

Répond au rappel au règlement de M. Georges Tranchant : possibilité pour le président de séance de retirer la parole à un député lorsque son rappel au règlement n'a aucun rapport avec le règlement [30 janvier 1984] (p. 310).

Rappelle la liste des personnes autorisées à intervenir sur un amendement [30 janvier 1984] (p. 311).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : modalités de vote de la censure [3 février 1984] (p. 510).

Répond aux rappels au règlement de MM. Emmanuel Hamel et Georges Tranchant [10 février 1984] (p. 913) ; problème du décompte des interruptions du temps de parole des orateurs [10 février 1984] (p. 919).

Indique qu'il préside en toute impartialité et retire la parole à M. Robert-André Vivien [11 février 1984] (p. 994).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon : indique qu'il reste encore 255 amendements à discuter ; rythme moyen d'examen des amendements par l'Assemblée [11 février 1984].

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon : valeur des comptes rendus analytique et sténographique de l'Assemblée [11 février 1984] (p. 998).

Répond aux rappels au règlement de MM. François Fillon, Robert-André Vivien et Alain Madelin : impossibilité pour l'Assemblée de délibérer sur d'autres sujets que ceux prévus dans le décret de convocation en session extraordinaire [11 février 1984] (p. 1003).

En qualité de député :

— Proposition de loi visant à autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041).

Première lecture, discussion générale : litiges entre les époux [24 avril 1984] (p. 1851-1852).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : clarification et innovation de ce texte ; spécificité et identité polynésiennes ; décentralisation ; Gouvernement du territoire ; problèmes d'importation, d'immigration et d'accords sur la pêche ; rôle consultatif du Gouvernement ; transfert des compétences [9 mai 1984] (p. 2160).

Discussion des articles : **après l'article 31 précédemment réservé :** création d'un comité Etat-territoire [10 mai 1984] (p. 2228) ; se déclare favorable à l'amendement n° 217 du Gouvernement ; souhaite une rectification à cet amendement (p. 2229) ; **après l'article 58 précédemment réservé :** se rallie à l'amendement n° 218 du Gouvernement (p. 2230) ; **article 3 précédemment réservé :** sa position sur l'amendement n° 220 du Gouvernement (p. 2232).

— Conclusions du rapport (n° 1987) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° la proposition de résolution de M. André Lajoinie tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964).

Discussion des articles : Rapporteur : faits constitutifs de l'affaire dite des « avions renifleurs » ; rapport fait à la Cour des comptes ; pertes financières pour le groupe Elf-Aquitaine d'un montant de 740 à 790 millions de francs sans retombées positives ; poursuites judiciaires ; mission d'information menée par la commission des finances ; position de M. Christian Goux : nécessité de créer une commission d'enquête ; questions subsistant dans cette affaire [16 mai 1984] (p. 2370).

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur : historique de la Nouvelle-Calédonie ; évolution de la population mélanésienne ; accroissement du nombre de cette population ;

européens ; océaniens ; rejet du projet de statut par les principales organisations politiques ; historique des statuts successifs de la Nouvelle-Calédonie parmi lesquels la loi cadre du 23 juin 1956 dite loi « Defferre » ; institution d'un Conseil du Gouvernement par le décret de 1957 : Assemblée territoriale ; réorganisation du conseil de gouvernement avec la loi du 21 décembre 1963 ; compétences territoriales ; réforme du statut décidée en 1963 ; caractéristiques du statut de 1976 : énumération limitative des compétences de l'Etat [28 mai 1984] (p. 2710) ; investissements économiques et sociaux ; statut renforçant sensiblement le rôle du Conseil du Gouvernement ; représentation proportionnelle ; administration du territoire ; Assemblée territoriale ; ordonnances de 1982 ; caractéristiques du présent texte : spécificité du statut ; référence aux conclusions de la réunion de Nainville-les-Roches ; consultation par voie de référendum des populations de la Nouvelle-Calédonie sur l'avenir du territoire à l'expiration d'un délai de cinq ans ; caractère temporaire du nouveau statut ; coutume mélanésienne ; Assemblée consultative ; texte divisant la Nouvelle-Calédonie en six « pays » ; création d'une Assemblée des pays ; caractère évolutif du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie ; décentralisation (p. 2711) ; suppression des tutelles administratives et financières ; substitution du contrôle *a priori* par un contrôle *a posteriori* portant sur la légalité des décisions des autorités territoriales ; budget du territoire ; institutions du territoire ; composition du gouvernement du territoire ; position de la commission pour la détermination du nombre des membres du conseil de gouvernement ; élection du Gouvernement par l'Assemblée territoriale à la représentation proportionnelle ; position de la commission préférant un scrutin de liste majoritaire pour l'élection du gouvernement ; responsabilités du président du gouvernement ; accroissement des compétences du territoire, notamment enseignement facultatif des langues locales ; investissements étrangers et relations extérieures ; matières demeurant de la compétence de l'Etat ; compétence consultative du territoire dans ces matières ; matières régies par les ordonnances de 1982 ; composition et formation de l'assemblée territoriale ; circonscriptions électorales ; seuil exigé pour qu'une liste puisse obtenir des sièges ; problème de la substitution de la règle du plus fort reste à celle de la plus forte moyenne (p. 2712) ; position de la commission (p. 2713) ; **s'oppose** à la question préalable de M. Pierre Messmer ; référendum ; période de cinq ans ; mise en cause de l'institutionnalisation de la coutume (p. 2714) ; désignation des membres des assemblées coutumières ; mode d'élection ; chambre coutumière ; existence du droit coutumier en Mélanésie ; dispersion du pouvoir exécutif ; assemblée territoriale ; problème de la disproportion entre la représentation de la circonscription sud et celle des autres circonscriptions ; cas du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence (p. 2715) ; **s'oppose** à la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Caro ; conférence de Nainville-les-Roches ; mission de la commission ; problème de la constitutionnalité du texte ; place laissée à la coutume (p. 2731).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** référence de la déclaration de Nainville-les-Roches [28 mai 1984] (p. 2735) ; son amendement verbal (substituant aux mots « dans la ligne » les mots « dans l'esprit » à propos de la réunion de Nainville-les-Roches) ; attitude de l'opposition : retiré ; amendements de M. Roch Pidjot (p. 2737) (proposition tendant à aboutir à l'indépendance du territoire sans consultation de la production locale) ; caractère indispensable de cette consultation avant l'indépendance (p. 2738) ; création du comité Etat-territoire (p. 2739) ; **article 3 :** division en six « pays » proposée ; mot « régions » (p. 2748) ; son amendement n° 60 (supprimant le mot « Kaponé » dans le 7e alinéa de cet article) : adopté ; **article 5 :** ses observations sur les amendements de M. Roch Pidjot (p. 2749) ; son amendement n° 61 (substituant aux mots « sous réserve » les mots « compte tenu » à propos de la référence à l'article 60) ; exploitation des fonds marins dans la zone économique ; adopté ; son amendement n° 62 (substituant la référence à l'article 60 par la référence à l'article 60 *bis* ;) dispositions relatives à la compétence du territoire dans la zone économique ; adopté ; caractère évolutif du statut (p. 2750) ; sa position personnelle sur divers amendements (p. 2751) ; **article 6 :** notion d'assemblée des pays ; assemblée territoriale ; problème de la création d'une chambre coutumière (p. 2752) ; **article 7 :** son amendement n° 63 (composition du gouvernement du territoire) ; nombre des membres de ce gouvernement ; rejeté (p. 2753) ; **article 8 :** son amendement n° 64 (modalités de l'élection des membres du gouvernement par l'assemblée territoriale) ; élection du conseil du gouvernement à la proportionnelle ; scrutin majoritaire ; système retenu pour la Polynésie (p. 2754) ; devenu sans objet ; **article 9 :** son amendement n° 65 (rédactionnel) ; notification ; transmission des résultats de l'élection des membres du gouvernement ; adopté (p. 2755) ; **article 10 :** son amendement n° 66 (fixant à 23 ans l'âge minimum requis pour être membre du gouvernement) ; statut actuel ; adopté ; **article 11 :** son amendement n° 67 (cas des membres de l'Assemblée des communautés européennes) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 68 (cas où l'incompatibilité est postérieure à l'élection) ; incompatibilité survenant postérieurement à la date d'élection offrant un droit d'option (p. 2756) ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 69 (acceptation de certaines fonctions en cours de mandat) ; statut de la Polynésie ; adopté ; **article 14 :** indique à M. Jacques Toubon qu'une disposition similaire existe pour la Polynésie (p. 2757) ; **article 17 :** son amendement n° 70 (information du haut commissaire) : adopté (p. 2758) ; **article 20 :** son amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 2759) ; **article 23 :** son amendement n° 72 (problème de la suppléance du président) ; harmonisation avec le statut de la Polynésie française ; adopté ; **article 24 :** principe de la publication des actes des autorités territoriales ; **article 25 :** son amendement n° 73 (maintien de l'indemnité du membre du gouvernement pendant trois mois après la cessation de ses fonctions) ; cas dans lequel la personne n'a pas retrouvé son siège à l'Assemblée territoriale ou n'a pas repris d'activité rémunérée ; adopté ; **article 27 :** son amendement n° 74 (supprimant la référence à la réglementation communautaire dans cet article) ; harmonisation avec le statut de la Polynésie (p. 2760) ; adopté ; **article 28 :** son amendement n° 75 (supprimant la référence à la réglementation de soutien de la production) ; mise en œuvre des délibérations de l'assemblée territoriale ; adopté ; **article 29 :** son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 77 (insérant le mot « ou » après les mots « menace l'ordre public ») ; son amendement n° 78 (supprimant la référence à l'activité économique des autres départements français) ; seuil en deçà duquel le Gouvernement peut autoriser les investissements à l'étranger ; adoptés (p. 2761) ; **article 33 :** son amendement n° 79 (création des subdivisions administratives territoriales) : adopté ; **article 38 :** son amendement n° 80 (transmission des décisions du gouvernement du territoire par son président au haut commissaire) ; contrôle de la légalité ; adopté (p. 2762) ; **article 39 :** son amendement n° 81 (substituant au mot « délivrer » le mot « confier » dans cet article) : adopté ; **article 41 :** son amendement n° 82 (possibilité de déléguer certains pouvoirs d'ordonnateur) : adopté ; **après l'article 43 :** son amendement n° 162 (possibilité de saisir le ministre chargé des T.O.M. de toute question d'intérêt territorial) ; cas de difficultés de coordination dans l'exercice des compétences ; adopté ; **article 44 :** attitude de M. Roch Pidjot souhaitant une indépendance immédiate ; son amendement n° 83 (rédactionnel) : adopté (p. 2764) ; **article 45 :** son amendement n° 84 (supprimant la référence à l'incompatibilité dans cet article) ; son amendement n° 85 (modalités de l'incompatibilité) : adoptés ; **article 47 :** son amendement n° 86 (supprimant la référence à l'article 119 dans cet article) ; rôle du tribunal administratif ; adopté ; **article 48 :** son amendement n° 87 (réunion de plein droit de l'assemblée territoriale du premier jeudi suivant l'élection de ses membres) ; conseils généraux ; adopté (p. 2765) ; **article 50 :** son amendement n° 88 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 89 (substituant la référence à la moitié au moins des membres par celle à la majorité des membres) ; demande de convocation en session extraordinaire ; adopté ; **article 51 :** son amendement n° 90 (constitution du bureau provisoire) : adopté ; son amendement n° 91 (possibilité pour le président de l'assemblée de faire appel au haut commissaire pour s'assurer le concours de la force publique) : adopté ; **article 52 :** son amendement n° 92 (substituant au mot « session » le mot « séance ») ; adopté ; **article 53 :** son amendement n° 93 (supprimant la référence au haut commissaire dans cet article) ; possibilité de déférer le règlement de l'Assemblée territoriale du tribunal administratif ; adopté ; **article 59 :** son amendement n° 94 (transmission sans délai des délibérations de l'assemblée territoriale au haut commissaire) ; caractère exécutoire de ces décisions après transmissions ; adopté ; **après l'article 59 :** son amendement n° 95 (délibérations adoptées par l'assemblée territoriale) : adopté (p. 2767) ; **article 60 :** son amendement n° 96 (supprimant le second alinéa de cet article) ; compétences du territoire dans la zone économique exclusive ; adopté ; **après l'article 60 :** son amendement n° 97 (zone économique exclusive) : adopté ; **après l'article 64 :** son amendement n° 98 (possibilité pour l'assemblée de créer des commissions d'enquête) : adopté (p. 2768) ; **article 65 :** son amendement n° 99 (rédactionnel) : adopté ; **article 67 :** son amendement n° 100

(faisant référence à l'article 74 de la Constitution dans cet article) ; possibilité d'émettre des avis dans les matières visées par cet article ; adopté ; son amendement n° 101 (supprimant la fin de cet article après les mots « crédits supplémentaires ») ; faculté d'effectuer des prélèvements sur la caisse de réserve ; adopté (p. 2769) ; **article 68** : problème de la création d'une assemblée coutumière ; règles coutumières (p. 2770) ; institutions mélanésiennes (p. 2771) ; amendement de M. Roch Pidjot tendant à accorder l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans le délai d'un an [29 mai 1984] (p. 2776) ; **article 74** : son amendement n° 102 (supprimant la référence à l'article 119 dans cet article) : adopté (p. 2778) ; **article 75** : son amendement n° 103 (réunion de plein droit de l'assemblée des pays le premier jeudi suivant l'élection de ses membres) ; nécessité d'éviter une trop longue période entre la désignation et la réunion de l'assemblée ; adopté ; **article 78** : son amendement n° 163 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 164 (substituant à la référence « la moitié au moins des membres de l'assemblée des pays » par celle « à la majorité de ces membres ») : adopté (p. 2779) ; **article 79** : son amendement n° 165 (possibilité de faire appel au haut commissaire pour s'assurer le concours de la force publique) ; rôle du président de l'assemblée des pays ; cas du Sénat ; adopté ; **article 80** : son amendement n° 166 (substituant au mot « session » le mot « séance ») : adopté ; son amendement n° 167 (rédactionnel) (p. 2780) ; adopté ; **article 81** : son amendement n° 168 (supprimant la référence au haut commissaire dans cet article) : adopté (p. 2781) ; **avant l'article 87** : comité d'expansion économique contrôlé par l'assemblée territoriale (p. 2782) ; **article 90** : propose un article additionnel après cet article ; **après l'article 90** : son amendement n° 104 (rôle du haut commissaire) : adopté ; **article 91** : son amendement n° 105 (rédactionnel) (p. 2784) ; adopté ; **article 92** : son amendement n° 169 (rédactionnel) : adopté ; **article 94** : son amendement n° 196 (substituant au mot « notifiés » le mot « transmis » au début de cet article) : adopté ; son amendement n° 107 (supprimant la référence au haut commissaire dans cet article) ; transmission des délibérations de l'assemblée territoriale et de la commission permanente au haut commissaire figurant déjà à l'article 59 ; adopté ; son amendement n° 170 (substituant au mot « notifiés » le mot « transmis » dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 108 (transmission de la délibération au président du Gouvernement) : adopté (p. 2785) ; **article 96** : son amendement n° 109 (substituant aux mots « n'a pas été adopté » les mots « n'est pas exécutoire ») ; transmission du budget au haut commissaire ; adopté ; **article 97** : son amendement n° 171 (substituant au mot « notification » le mot « transmission ») : adopté ; son amendement n° 110 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; correction d'une erreur matérielle ; adopté (p. 2786) ; **article 98** : son amendement n° 111 (cas où les inscriptions de crédit n'ont pas été rétablies dans les quinze jours de la demande de seconde lecture) ; saisine de la Cour des comptes ; adopté ; son amendement n° 112 (défaut de mandatement d'une dépense obligatoire) : adopté ; **article 99** : souhaite limiter le dépôt des motions de censure à une seule par session ; **article 101** : son amendement n° 113 (information du Parlement en cas de dissolution de l'assemblée territoriale par décret) : adopté ; son amendement n° 114 (possibilité d'une dissolution de l'assemblée territoriale à la demande du Gouvernement du territoire) (p. 2787) ; possibilité ouverte même en dehors du cas où le fonctionnement des institutions est impossible ; adopté (p. 2788) ; **article 108** : rectifie une erreur matérielle ; **article 110** : son amendement n° 172 (convocation des membres d'un conseil de pays après leur élection) ; convocation du premier conseil de pays ; adopté (p. 2789) ; **article 113** : son amendement n° 115 (caractère exécutoire des actes et réception des actes par le haut commissaire) : adopté ; son amendement n° 173 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 116 (rédactionnel) : adopté (p. 2790) ; **article 114** : son amendement n° 117 (publication des décisions par le haut commissaire) ; décision relevant de la compétence du territoire ; cas de défaut de publication dans un délai de quinze jours ; adopté (p. 2791) ; **article 124** : centre de formation du personnel administratif (p. 2792) ; **article 125** : recrutement des fonctionnaires de catégorie C et D (p. 2794) ; **article 132** : son amendement n° 118 (suppression du second alinéa de cet article) ; existence d'une formule traditionnelle de promulgation de la loi ; adopté (p. 2797).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : rejet du projet de loi par le Sénat ; adoption de la question préalable ; insuffisance du temps imparti au Sénat [25 juillet 1984] (p. 4187).

Discussion des articles : **article 1er** : référence à la déclaration du Gouvernement de Nainville-les-Roches ; statut évolutif ; création d'un comité Etat-territoire (p. 4193) ; élections de 1989 ; **article 2** : mot « interne » ; référence à toute évolution de la Nouvelle-Calédonie ; drapeau français ; hymne français (p. 4194) ; **article 3** : ancien découpage ; mêmes circonscriptions après un siècle d'intervalle (p. 4195) ; **article 5** : dernier alinéa au 11° de cet article (p. 4196) ; **article 6** : création des assemblées de pays ; reconnaissance de la coutume ; **article 7** : composition du gouvernement du territoire ; référence à la Polynésie (p. 4197) ; **article 17** : réparation d'un oubli par l'amendement n° 72 du gouvernement (p. 4198) ; **article 19** : son amendement n° 58 (insérant après les mots « la démission » les mots « du gouvernement du territoire ou la notification du décès du président du gouvernement du territoire ») ; similitude de la procédure prévue en cas de décès avec celle prévue en cas de démission ; adopté (p. 4199) ; **article 27** : application des traités (p. 4200) ; **article 40** : coordination avec l'amendement adopté sur les aérodromes privés ; **article 45** : son amendement n° 59 (de suppression) ; loi électorale sur la Nouvelle-Calédonie ; accord en commission mixte paritaire ; adopté (p. 4202) ; **article 62** : nécessité d'explications (p. 4204) ; **après l'article 101** : son amendement n° 60 (publication au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie et dépendances des décisions ressortissant à la compétence de l'Etat par le haut commissaire) : adopté (p. 4210) ; **article 114** : son amendement n° 61 (de suppression) : adopté (p. 4211) ; **article 126** : légalité de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; attitude du Sénat ; prorogation du mandat de l'assemblée territoriale (p. 4214).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : caractère évolutif du statut de la Nouvelle-Calédonie ; consultation des habitants du territoire [31 juillet 1984] (p. 4229).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095)

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : quotient électoral ; répartition du nombre des inscrits entre les circonscriptions [29 mai 1984] (p. 2802) ; nombre de représentants à l'assemblée territoriale ; contrôle des impôts par les électeurs ; **article 2** : notion de région (p. 2803) ; **article 3** : répartition des sièges restants au plus fort reste (p. 2804) ; son amendement n° 6 (fixant à 4 p. 100 des voix le seuil minimal pour participer à la répartition des sièges) ; seuil de 5 p. 100 proposé par M. Jacques Lafleur ; volonté de conciliation de la commission ; rejeté (p. 2805) ; **article 6** : problème de l'immunité des membres de l'assemblée territoriale (p. 2806).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : nomination du nouveau Premier ministre, M. Laurent Fabius : nombre de conseillers à élire par circonscription ; mode de répartition des sièges ; pourcentage qu'une liste devait recueillir pour avoir des élus [25 juillet 1984] (p. 4219) ; justification de la différence entre les circonscriptions ; nécessité d'une représentation territoriale (p. 4220).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion des articles : **article 43** : véhicules à usage professionnel agricole [8 juin 1984] (p. 3205).

Commission mixte paritaire, ses explications de vote : réussite de la commission mixte paritaire ; desaveu par les représentants des groupes R.P.R. et U.D.F. des membres ayant participé aux travaux de la C.M.P. ; défense des montagnards [19 décembre 1984] (p. 7248).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : interprétation de l'article 11 ; domaine d'application de cet article ; détournements de procédure ; distinction entre le référendum législatif de l'article 11 et le référendum constitutionnel de l'article 89 ; convocation du Congrès ; possibilité pour le Président de la République de choisir entre le référendum ou le Congrès ; responsabilité du Sénat ; notion d'organisation des pouvoirs publics ; fixation des règles de financement des écoles privées [23 août 1984] (p. 4296).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : avoués ; ensemble des affaires civiles commerciales et prud'homales ne présentant que dans 30 p. 100 des cas un recours à la postulation ; multipostulation ; système provisoire [29 novembre 1984] (p. 6497) ; système favorisant les gros cabinets d'avocat ; barreaux périphériques ; récent arrêt de la Cour du Luxembourg permettant à un avocat allemand de s'inscrire au barreau de Paris sans perdre son domicile professionnel ; tribunal de Bobigny ; indique que ce texte présente un caractère positif ; surcharge de certains avocats des barreaux périphériques (p. 6498).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : statut de 1976 ; position du groupe socialiste ; absence d'ordonnance en matière budgétaire et fiscale ; décision du Conseil des ministres de la C.E.E. de 1980 indiquant que Saint-Pierre-et-Miquelon ne figure plus sur la liste des « pays et des territoires d'outre-mer » au sens du Traité de Rome ; marchandises originaires des T.O.M. [29 novembre 1984] (p. 6503) ; statut de D.O.M. ; appartenance à la C.E.E. ; compétences originales de l'archipel ; absence d'application intégrale des lois de décentralisation ; nouveau statut correspondant à une nécessité juridique ; souhaite l'adoption de ce texte (p. 6504).

Discussion des articles : **article 42 :** expression « textes de nature législative » (p. 6516).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte d'Or
(4e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : sacrifices demandés aux agriculteurs français ; augmentation du prix du lait ; caractère théorique du taux de 5,86 p. 100 retenu pour cette augmentation ; taxe de coresponsabilité ; augmentation réelle du prix du lait voisine de zéro en 1984 ; montants compensatoires monétaires ; acceptation par le ministre d'une dérogation aux quotas laitiers pour le Luxembourg et l'Irlande [3 avril 1984] (p. 1079) ; réduction de la production laitière française sans contrepartie ; absence de demande d'un démantèlement complet des montants compensatoires monétaires négatifs ; participation financière de la France dans la restitution à la Grande-Bretagne ; réforme de la fiscalité agricole (p. 1080).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 215 (de suppression) ; discrimination entre la surface minimum d'installation sans autorisation et la surface minimum d'agrandissement ; rejeté (p. 1097) ; **article 3 :** son amendement n° 216 : devenu sans objet (p. 1101) ; **article 4 :** son amendement n° 217 (cas de donation ou de licitation) ; différence entre la succession, la donation et la licitation (p. 1102) ; rejeté (p. 1103) ; son amendement n° 218 (cas où l'autorisation est demandée par le conjoint d'un chef d'exploitation agricole) : rejeté (p. 1107) ; son amendement n° 219 (cas où l'agrandissement est demandé au profit de descendants du demandeur) : rejeté (p. 1108) ; **article 6 :** son amendement n° 221 (fixation au niveau départemental de la surface minimum d'installation (S.M.I.) ; rejeté [4 avril 1984] (p. 1114) ; **article 7 :** son amendement n° 222 (nécessité d'obtenir l'attestation du propriétaire indiquant que ce dernier est susceptible de donner son bien à bail au demandeur) (p. 1117) ; rejeté (p. 1118) ; **article 9 :** son amendement n° 223 (de suppression) (p. 1124) ; rejeté (p. 1125) ; **article 11 :** son amendement n° 226 : retiré (p. 1128) ; son amendement n° 227 : retiré ; **article 12 :** son amendement n° 228 (prise en compte de la superficie applicable au jour où la location a été consentie, en cas de modification de la réglementation) (p. 1129) ; rejeté ; son amendement n° 229 (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 1130) ; **article 14 :** son amendement n° 230 (établissement d'un état des lieux contradictoire) : devenu sans objet (p. 1134) ; **article 16 :** son amendement n° 231 (obligation de rappeler les termes du présent article par lettre recommandée avec accusé de réception) : devenu sans objet (p. 1137) ; **article 18 :** son amendement n° 232 (calcul des indemnités pour les bâtiments et ouvrages) : rejeté (p. 1142) ; **article 5 précédemment réservé :** son amendement n° 220 : devenu sans objet (p. 1158).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la fabrication de la margarine (n° 1186).

Première lecture, discussion générale : emballage de la margarine ; taux des importations de la Communauté en matières grasses végétales ; dégradation du marché du beurre [20 juin 1984] (p. 3520) ; stocks français et communautaires ; consommation de beurre ; banalisation du conditionnement de la margarine ; quotas laitiers ; incitations à la cessation des livraisons de lait ; calcul de l'acompte de la surtaxe laitière ; baisse du revenu des producteurs de lait (p. 3521).

Explications de vote : importance des stocks de beurre ; vote contre le projet de loi (p. 3524).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* réaction des associations d'anciens combattants ; coût de la vie [24 octobre 1984] (p. 5119) ; suppression d'effectifs dans les directions et les offices ; régression des crédits sociaux ; bénéfice de la campagne double ; veuves de guerre ; retraite mutualiste ; rapport constant (p. 5120).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* effets de la mise en place des quotas laitiers dans le département de la Côte d'Or [6 novembre 1984] (p. 5589) ; insuffisance des quota supplémentaires attribués aux agriculteurs prioritaires ; problème de la perception de la prime de cessation d'activité par les agriculteurs ; effet des quotas laitiers sur le marché de la viande et sur la production de céréales ; contraintes administratives concernant le secteur des protéagineux (p. 5590).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** réforme de la fiscalité agricole ; statut des G.A.E.C. ; report au 1er janvier 1985 des effets de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 ; absence de précision sur les détails des mécanismes du bénéfice réel simplifié d'imposition [18 décembre 1984] (p. 7113).

MATHUS (Maurice)

Député de la Saône-et-Loire
(5e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 20 août 1984, de M. Pierre Joxe, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 24 août 1984] (p. 2718).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis au projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (défense : section commune ; budget annexe des essences) ; [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le **bénéfice de la campagne double** aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants **d'Afrique du Nord (n° 2293)** [30 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées **sur le projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome II : **défense** : section commune, budget annexe des essences **(n° 2368)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **André Rossinot : plan sidérurgique** : qualifie M. Pierre Mauroy « d'homme du Nord » [5 avril 1984] (p. 1163).

orales sans débat :

— **n° 674**, posée le 21 juin 1984 : **assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions)** [28 juin 1984] (p. 3864).

— **n° 679**, posée le 26 juin 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie : institutions)** (p. 3726) appelée le 29 juin 1984 : **assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie** (p. 3866) : régime démocratique ; Conseil de Gouvernement ; convocation des collèges électoraux ; liberté de la presse ; liberté de l'enseignement ; élections du 17 juin en Nouvelle-Calédonie (p. 3867).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** son amendement n° 125 (inapplication des dispositions de l'article L. 417-12, alinéas 1, 2 et 3 lorsque la conversion est prononcée par le tribunal paritaire) ; juste indemnisation de la conversion ; rejeté [4 avril 1984] (p. 1149).

Commission mixte paritaire, discussion générale : enseignement agricole privé ; assise financière des enseignements agricoles [26 juin 1984] (p. 3722).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : s'exprime en son nom personnel et au nom de M. Bruno Bourg-Broc ; débat électoral en Calédonie ; choix du peuple calédonien : attachement à la France [28 mai 1984] (p. 2729) ; méconnaissance des réalités ethniques du territoire ; découpage des pays ; arrières-pensées politiques ; mode d'élection de l'Assemblée territoriale (p. 2730).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* rattrapage du rapport constant ; colère du monde combattant [24 octobre 1984] (p. 5114) ; suppressions d'emplois ; crédits concernant le comité des amitiés africaines ; campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; pathologie de ces derniers ; retraite mutualiste du combattant ; caractère inacceptable de ce budget ; inquiétude du monde combattant (p. 5115).

Mer. — *Discussion générale :* maintien des différentes aides attribuées à la pêche artisanale ; renforcement et organisation de la coopération et du crédit maritime ; aide en faveur du mareyage ; situation des marins pêcheurs ; entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; retraite des marins ; insuffisance du financement de la société nationale de sauvetage en mer ; missions de cette société [31 octobre 1984] (p. 5468).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* crédits de la section communes ; crédits de la délégation générale à l'armement ; plan de charge des établissements industriels ; baisse des prises de commandes à l'exportation ; crédits du commissariat à l'énergie atomique [9 novembre 1984] (p. 5808) ; propulsion navale ; forces nucléaires stratégiques ; autorisations de programme ; problèmes de sécurité des installations dépendant du commissariat à l'énergie atomique ; service de santé des armées ; médecins et chirurgiens-dentistes ; hôpital des armées Jean-Prince de Papeete ; effectifs ; modernisation des moyens ; loi de programmation militaire ; crédits de l'action sociale ; crédits des postes à l'étranger (p. 5809) ; service d'information et de relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) ; possibilité d'inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi sur le droit au travail des militaires retraités ; diminution du budget des essences (p. 5810).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les différents aspects du problème soulevé par la **disparition des personnes en France (n° 2273)** [28 juin 1984].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 557**, posée le 26 janvier 1984 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Loire-Atlantique)** (p. 170).

— **n° 586**, posée le 12 avril 1984 : **boissons et alcools (vins et viticulture)** (p. 1552).

— **n° 608**, posée le 2 mai 1984 : **boissons et alcools (vins et viticulture)** (p. 2061) ; appelée le 4 mai 1984 : **chaptalisation à partir du saccharose** : définition de cette opération ; réglementation de la question (p. 2129) ; caractère exceptionnel de cette opération ; mise en cause de la chaptalisation par la commission de la Communauté économique rendant obligatoire l'enrichissement des vins par moûts concentrés ; groupement de défense du muscadet en Loire-Atlantique (p. 2130).

— **n° 635**, posée le 17 mai 1984 : **famille (absents)** (p. 2451) ; appelée le 8 juin 1984 : **disparitions de personnes** : statistiques du ministère de l'intérieur ; personnes retrouvées ; faiblesse des moyens de recherche ; structure des services publics ; centralisation et circulation des informations ; constitution d'une commission d'enquête (p. 3118) ; relativité des chiffres (p. 3119).

— **n° 681**, posée le 26 juin 1984 : **hôtellerie et restauration (personnel)** (p. 3726) ; appelée le 29 juin 1984 : **convention collective nationale de l'industrie hôtelière** : organisation du temps de travail ; extension de l'accord (p. 3874) ; conflits du travail (p. 3875).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : problème de l'éventualité de la tenue d'une session extraordinaire [28 juin 1984] (p. 3821).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Claude Birraux [7 novembre 1984] (p. 5678) ; importance du nombre des départs du secteur de l'agriculture ; problème de l'installation des jeunes et de leur formation ; montant de l'enveloppe consacrée aux actions de

pré-installation dans le cadre d'opérations groupées d'aménagement foncier ; conditions spéciales relatives à l'octroi de prêt aux jeunes agriculteurs (p. 5679) ; développement du remplacement en agriculture pour les vacances, les maladies ou la formation ; attribution des quotas laitiers (p. 5680).

— **Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390)**

Première lecture, discussion générale : écoles privées [22 novembre 1984] (p. 6270) ; associations familiales ; défense des intérêts des familles ; gestion financière de l'établissement ; formations ayant un caractère agricole moins marqué ; mutations de certains enseignants ; animation du milieu rural (p. 6271).

MAUROY (Pierre)

Premier ministre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de Premier ministre : démission de son troisième gouvernement. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au **statut du fermage (n° 1962)** [24 janvier 1984].

Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale (n° 1986)** [8 février 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République portugaise,** relative à la **protection des mineurs (n° 1992)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Espagne** concernant la **modification de la frontière** le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba **(n° 1993)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République italienne** relatif à l'**entretien des bornes et de la frontière (n° 1994)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'**Organisation de l'aviation civile internationale** relatif au statut de l'organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives) **(n° 1995)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des **armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines** et sur leur destruction **(n° 1996)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le **Canada** sur le **transférement des détenus** et la surveillance de certains condamnés (ensemble deux échanges de lettres) **(n° 1997)** [2 avril 1984].

Projet de loi modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux **(n° 1998)** [2 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif à la **formation professionnelle** et à la promotion de l'emploi **(n° 1999)** [2 avril 1984].

Projet de loi sur le **développement de l'initiative économique (n° 2002)** [2 avril 1984].

Lettre, en date du 23 mars 1984, communicant l'avis émis le 21 septembre 1983 par l'**Assemblée territoriale de la Polynésie française** sur le projet de loi n° 1871 [2 avril 1984] (p. 1053). **Lettre,** en date du 9 mai 1984, transmettant copie du procès-verbal de la séance du 12 avril 1984, au cours de laquelle l'Assemblée territoriale a examiné le projet [9 mai 1984] (p. 2190).

Lettre, en date du 27 mars 1984, relative à la **consultation des Assemblées territoriales** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, sur les projets de loi n° 1578 et n° 1579 [2 avril 1984] (p. 1053).

Rapport complémentaire sur l'application des articles 13 à 20 de la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-540 du 28 juin 1982 [2 avril 1984] (p. 1053).

Projet de loi relatif au **développement et à la protection de la montagne (n° 2006)** [5 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire relatif aux **obligations du service national** (ensemble trois annexes et un échange de lettres) **(n° 2008)** [6 avril 1984].

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole à l'accord pour **l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel** (ensemble neuf annexes) **(n° 2012)** [11 avril 1984].

Déclaration de politique générale du Gouvernement **(n° 2047)** [19 avril 1984].

Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privés. (n° 2051)** [19 avril 1984].

Projet de loi portant rénovation de l'**enseignement agricole public (n° 2052)** [19 avril 1984].

Déclaration du Gouvernement sur la **politique étrangère (n° 2069)** [26 avril 1984].

Projet de loi tendant à renforcer les **droits des personnes** en matière de **placement en détention provisoire** et d'exécution d'un mandat de justice **(n° 2070)** [26 avril 1984].

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** n° 84-106 du 16 février 1984 et n° 84-198 du 21 mars 1984, relatives au **revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi** et portant modification du code du travail **(n° 2071)** [26 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1983 **sur le café (n° 2072)** [26 avril 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1982 **sur le jute et les articles en jute (n° 2073)** [26 avril 1984].

Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux **étrangers séjournant en France** ainsi qu'aux **titres uniques de séjour et de travail (n° 2075)** [26 avril 1984].

Projet de loi portant diverses **dispositions d'ordre social (n° 2078)** [2 mai 1984].

Projet de loi portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094)** [3 mai 1984]. Lettre, en date du 16 mai 1984, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet [16 mai 1984] (p. 2423).

Projet de loi relatif à la composition et à la formation **de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095)** [3 mai 1984]. Lettre, en date du 16 mai 1984, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet [16 mai 1984] (p. 2423).

Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096) [3 mai 1984].

Rapport sur la **taxe d'habitation** (application de l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1982, n° 82-540 du 28 juin 1982) [9 mai 1984] (p. 2189).

Rapport sur l'exécution en 1983 de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [9 mai 1984] (p. 2190).

Projet de loi relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106)** [10 mai 1984].

Projet de loi organique relatif à la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107)** [10 mai 1984].

Projet de loi relatif au **service public des télécommunications (n° 2108)** [10 mai 1984].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la **protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134)** [21 mai 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention d'**assistance administrative mutuelle en matière douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de **Suède (n° 2135)** [21 mai 1984].

Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation **(n° 2144)** [23 mai 1984].

Projet de loi relatif à l'**exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145)** [23 mai 1984].

Projet de loi relatif aux **droits d'auteur** et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle **(n° 2169)** [4 juin 1984]. Lettre, en date du 6 juin 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales d'outre-mer sur ce projet [8 juin 1984] (p. 3223).

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le **transfèrement des personnes condamnées (n° 2183)** [7 juin 1984].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif au **patrimoine immobilier français** construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) **(n° 2184)** [7 juin 1984].

Rapport bisannuel sur les mesures prises dans la **fonction publique de l'Etat** pour assurer l'application du principe d'**égalité des sexes** [18 juin 1984] (p. 3458).

Projet de loi relatif aux **appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221)** [20 juin 1984].

Projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales (n° 2264)** [28 juin 1984].

Projet de loi relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée **(n° 2265)** [28 juin 1984].

Rapport sur le contrôle *a posteriori* des actes des **collectivités locales** et des établissements publics locaux [30 juin 1984] (p. 3949).

Projet de loi relatif au **transférement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2302)** [6 juillet 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Claude Gaudin : situation politique :** référence à la qualification de « ministres de la parole » au sujet des responsables de l'opposition ; nécessité de redéployer l'industrie ; rappelle que le chef du R.P.R. a pratiqué l'art du double jeu [5 avril 1984] (p. 1162) ; priorité à la Lorraine (p. 1163).

— **M. André Rossinot : plan sidérurgique :** politique négative de l'opposition en ce qui concerne la Lorraine ; exposé des mesures entreprises en faveur de cette région [5 avril 1984] (p. 1163) ; pôles de conversion ; contrat de Plan (p. 1164).

— **Mme Colette Goeuriot : situation de la sidérurgie :** dégradation de la sidérurgie en Europe ; site de Neuves-Maisons ; modernisation de Sollac [5 avril 1984] (p. 1165) ; qualité du minerai lorrain ; passage progressif à la filière électrique (p. 1166).

— **M. Pierre Messmer : fondement des décisions concernant la sidérurgie ; création d'emplois de reconversion :** problème de surproduction ; plan de restructuration de la sidérurgie européenne ; passage de la filière fonte à la filière électrique ; exemple de conversion industrielle ; son engagement de régler les problèmes de la Lorraine sans qu'il y ait de licenciements [5 avril 1984] (p. 1167).

— **M. Michel Barnier : restructuration et chômage :** stabilisation du chômage ; nécessité de moderniser l'industrie ; congé de conversion de deux ans ; non comptabilisation des pré-retraites avec le chômage ; progression du chômage [11 avril 1984] (p. 1456, 1457).

— **M. Jean de Lipkowski : politique de la France au Tchad :** rappel des origines des interventions françaises au Tchad ; intervention pour stopper une invasion ; inviolabilité des frontières issuees de la décolonisation [11 avril 1984] (p. 1458) ; rappel des interventions de la France au Tchad sous les septennats précédents ; rôle dissuasif des troupes françaises ; refus d'engager ces forces au nord de la zone définie (p. 1459).

— **M. Edmond Alphandéry : bilan du plan de rigueur :** résultats du commerce extérieur ; montant de l'endettement extérieur ; niveau de l'inflation [18 avril 1984] (p. 1676) ; effort de l'Etat en faveur de l'industrie ; situation de l'emploi ; niveau de croissance (p. 1677).

— **M. Pierre Joxe : école publique :** caractère injuste des attaques portées contre l'école publique ; hommage à l'école de la République [25 avril 1984] (p. 1912) ; budget de l'éducation nationale ; décision de porter à quatre ans la formation des instituteurs ; rénovation des collèges (p. 1913).

—**M. Jacques Toubon : mise en cause des membres du Conseil d'Etat :** intégrité et indépendance du Conseil d'Etat ; arrêt Canal [25 avril 1984] (p. 1923) ; mémoire déposé par le ministère de l'intérieur au nom du Gouvernement concluant à la validation des élections ; référence à M. Tomasini, secrétaire général de l'U.D.R. dénonçant la lâcheté des magistrats (p. 1924).

— **M. Michel Debré : industrie automobile :** rappel des caractéristiques de ce secteur ; effort de modernisation et de formation ; commission nationale de l'industrie ; introduction de l'électronique dans les véhicules ; accord entre Renault, Jaeger et le groupe japonais Stanley ; étude pour réduire la consommation de carburant ; modernisation de l'outil de production [16 mai 1984] (p. 2382).

— **M. Philippe Bassinet : Citroën :** application dans cette société d'une politique sociale d'un autre âge ; aspect social du conflit ; discussion de l'aménagement du temps de travail [16 mai 1984] (p. 2383).

— **M. François Léotard : détention de M. Sakharov :** défense des droits de l'Homme par le Gouvernement ; acceptation des recours individuels devant la commission européenne des droits de l'Homme ; témoignage d'intérêt à la famille Sakharov [16 mai 1984] (p. 2385) ; déploiement des euromissiles (p. 2386).

— **M. Robert Malgras : avenir de la formation permanente à Thionville :** importance de la formation ; installation d'un pôle de formation spécialisée à Thionville ; formation à la productique ; financement du pont de Beauregard au titre de la troisième tranche du fonds spécial de grands travaux [16 mai 1984] (p. 2389).

— **M. Francisque Perrut : modifications au projet de loi sur les établissements d'enseignement privés :** sa volonté d'une loi de conciliation [23 mai 1984] (p. 2583) ; liberté des parents ; augmentation des subventions aux établissements privés ; rapprochement et collaboration de l'enseignement public et des écoles privées (p. 2584) ; mobilisation de l'ensemble des capacités éducatives (p. 2585).

— **M. Joseph Legrand : réduction progressive de la durée du travail à trente-cinq heures :** nécessité du partage du travail ; mesures d'incitation ; IX^e^ Plan ; maîtrise des coûts salariaux ; efficacité des équipements ; maintien des effectifs ; nouveaux contrats de solidarité ; revendication historique [30 mai 1984] (p. 2839) ; doublement du chômage durant le Gouvernement de M. Chirac et doublement durant le Gouvernement de M. Barre ; chiffre de 2 millions de chômeurs ; gains de productivité (p. 2840).

— **M. Pierre Messmer : résultats des élections du 17 juin :** niveau d'abstention ; extrême droite ; communauté européenne ; retard à l'égard des Etats-Unis et du Japon ; score du parti communiste [20 juin 1984] (p. 3512) ; score de la liste d'opposition ; démagogie ; xénophobie ; immigrés (p. 3513).

— **M. Olivier Guichard : respect de l'esprit de la Constitution :** représentation nationale ; comparaison entre le score obtenu par la majorité aux élections européennes avec celui de la majorité en 1973, en 1967 et en 1962 ; légitimité [20 juin 1984] (p. 3514).

— **M. Michel Debré : institutions de la V^e^ République :** Gouvernement de salut public ; consultations

électorales ; « guerre économique » ; politique de rigueur [20 juin 1984] (p. 3516).

— **M. Raymond Barre : conséquences de la manifestation du 24 juin :** citation de l'article de M. Raymond Barre paru dans *l'Expansion* ; niveau des abstentions aux élections européennes ; sécurité et immigration [27 juin 1984] (p. 3732) ; Constitution de la Ve République ; alliance avec l'extrême droite ; querelle scolaire ; contenu des négociations ; liberté de choix des enseignants par rapport à leur statut ; nombre d'enfants scolarisés par l'enseignement privé et l'enseignement public ; réforme des études médicales et de l'enseignement supérieur (p. 3733) ; existence de libertés contradictoires, notamment celle des parents, celle des enseignants et celle des communes (p. 3734).

— **M. Alain Madelin : bilan du voyage de M. François Mitterrand à Moscou :** problème du professeur Sakharov posé par le Président de la République lors de son voyage à Moscou [27 juin 1984] (p. 3734).

— **M. Georges Gorse : l'état des libertés en France :** responsabilité de l'opposition ; cas notamment de la loi anti-casseurs et de la loi sécurité et liberté ; xénophobie [27 juin 1984] (p. 3740) ; solidarité nationale (p. 3741).

— **M. Maurice Couve de Murville : élections européennes et manifestation du 24 juin :** atteintes au crédit de la nation ; propos des leaders de l'opposition [27 juin 1984] (p. 3741), notamment ceux de MM. François Léotard, Roger Chinaud et Michel Poniatowski ; paralysie des institutions (p. 3742).

— **M. Claude Estier : sommet de Fontainebleau :** contentieux européens ; bilan de la présidence française ; Conseil européen d'Athènes ; budget de la Communauté [27 juin 1984] (p. 3742) ; élargissement de la Communauté ; convention de Lomé ; passeport européen ; questions institutionnelles ; environnement (p. 3743).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).**

Discussion : mobilisation des électeurs de toute la gauche pour l'élection du Président de la République ; attitude des communistes conforme aux règles de la solidarité gouvernementale ; pluralisme de la majorité ; impossibilité pour l'union de la gauche d'être médiocre ; nécessité d'une mise au net ; politique de rigueur ; objectifs du IXe Plan ; assainissement ; prévision d'un taux d'inflation de 6,3 p. 100 pour 1984 ; résultat plus élevé que l'objectif de 5 p. 100 [19 avril 1984] (p. 1809-1810) ; prévision du F.M.I. pour notre balance des paiements courants ; croissance en 1983 ; production industrielle ; relèvement prioritaire des bas salaires ; maintien global du pouvoir d'achat ; engagements du Gouvernement dans le secteur public ; accoutumance culturelle faisant que la gauche est perçue comme « généreuse mais inadaptée à la gestion » ; objectif de modernisation ; économies d'énergie ; gains de productivité ; reprise nécessaire de l'investissement industriel (p. 1811) ; nationalisation ; Charbonnages ; construction navale ; « plan acier » et sidérurgie ; fermetures visant à réduire la surcapacité de production ; fermeture de certains sites ne faisant pas perdre de débouchés ; passage à la filière électrique ; dispositions sociales d'accompagnement du Plan ; investissements dans la sidérurgie Lorraine ; garanties sociales pour les travailleurs ; secteur secondaire ; évolution immédiate du chômage ; bilan des contrats de solidarité ; formation professionnelle en faveur des jeunes (p. 1812) ; objectif de formation ; effort d'éducation ; nécessité de mobiliser l'ensemble des capacités éducatives et de dépasser la querelle scolaire ; projet d'un grand service public pluraliste ; financement des établissements ; statut des personnels des établissements sous contrat ; droit à la titularisation de ces personnels ; loi de revanche prise par l'opposition contre l'enseignement public ; loi « de concorde et de compromis » prise par la gauche ; création du grand service public ; remise à plus tard de son unification (p. 1813) ; part de la France dans le monde ; règles de la solidarité européenne ; engagements de la France vis-à-vis des pays africains ; politique agricole commune ; politiques d'assainissement ; méthodes du Gouvernement ; « bassesse » de l'interruption de M. Emmanuel Hamel faisant état de « méthodes statiniennes » (p. 1814) ; politique contractuelle ; solidarité (p. 1815) ; indique qu'il ne recherche pas de renfort sur les bancs de l'opposition ; remercie M. Olivier Stirn de ses propos (p. 1829) ; charges des entreprises ; évaluation des suppléments de charges imputables aux décisions gouvernementales ; stabilisation des prélèvements obligatoires sur les entreprises ; dépenses publiques ; propos de M. Jean-Claude Gaudin sur la dilapidation des réserves de changes ; avoirs de changes de la France s'élevant à 430 milliards de francs à la fin de mars 1984 (p. 1830) ; dialogue entre le Gouvernement et la majorité ; division des français ; paix civile ; attitude de l'opposition ; exonération de l'impôt sur le revenu de personnes défavorisées ; débat sur la justice fiscale ; sidérurgie (p. 1831) ; concertation avec les syndicats ; importations de produits sidérurgiques ; reconquête du marché intérieur ; problèmes des médias ; épisode du Tupolev soviétique ; création de la haute autorité de l'audiovisuel (p. 1832) ; affaire du Tupolev ; crise économique ; concertation entre les groupes de la majorité et le Gouvernement ; pouvoir d'achat en France et à l'étranger depuis 1981 ; dimension culturelle de l'action du Gouvernement ; réduction du temps de travail ; évolution du chômage ; diminution « inquiétante » des offres d'emploi (p. 1833) ; chômage ; accueil et orientation des chômeurs ; pôles de conversion ; relations entre l'enseignement public et les écoles privées ; résultats de la politique de rigueur (p. 1834) ; **ses observations lors des explications de vote :** affaire du Tupolev (p. 1838) ; mise en cause d'un pays étranger par M. Jacques Toubon ; quitte l'hémicycle (p. 1839).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : engagement de la responsabilité vingt-deux fois conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; préparation du texte [22 mai 1984] (p. 2563) ; utilisation du débat à des fins partisanes ; loi « Guermeur » ; volonté de dialogue et de concorde ; respect des principes généraux s'imposant au service public par le projet éducatif ; principe d'égalité et de respect des consciences ; financement des contrats d'association ; classes sous contrat d'association du second degré ; contrôle des collectivités publiques sur le fonctionnement financier des établissements ; transformation des contrats simples en contrats d'association ; financement de la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement privé ; possibilité d'organiser des formations communes à tous les maîtres ; ses réponses sur ces points au secrétaire général de l'enseignement catholique ; autonomie pédagogique ; point d'équilibre ; possibilité d'une titularisation dans la fonction publique ; mécanisme de rapprochement ; problème du délai de neuf ans ; obligation pour les communes de contribuer aux établissements concourant au service public d'éducation ; établissements d'intérêt public ; engage la responsabilité du Gouvernement sur ce texte conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; loi de concorde et de réconciliation (p. 2565).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Ecole publique ; dualisme scolaire ; problème du financement [24 mai 1984] (p. 2606) ; financement des établissements sur des fonds publics ; transformation des contrats simples en contrats d'association ; liberté des enfants ; projet éducatif définissant l'identité de l'établissement (p. 2607) ; mobilisation politique recherchée par M. Jacques Chirac ; pressions de l'opposition sur l'enseignement catholique ; respect des consciences ; égalité de tous devant l'éducation (p. 2608) ; insultes proférées à l'encontre des enseignants de l'éducation nationale ; loi « Guermeur » ; intervention de ce texte pour des motifs électoraux (p. 2609) ; signature par divers membres de l'opposition de l'appel d'un secrétariat de liaison des élus pour les libertés scolaires ; caractère réactionnaire de certains membres de l'opposition ; institution des commissions d'agrément et d'emploi (p. 2610) ; unité du système éducatif dans le respect des différences ; texte n'indiquant pas que les communes ne pourront pas payer s'il n'y a pas 50 p. 100 des maîtres titulaires ; possibilité pour les communes de verser des subventions ; contribution de certaines communes de gauche aux établissements d'enseignement privé (p. 2611) ; corrélation entre les subventions et la titularisation des maîtres ; effort de rénovation et d'adaptation du système éducatif ; premier degré ; secondaire ; filières professionnelles ; micro-informatique ; décentralisation de l'enseignement public (p. 2612) ; attente de 100 000 élèves supplémentaires à la prochaine rentrée ; combat de la liberté ; direction du « parti bonapartiste » par M. Jacques Chirac ; bilan des travaux accomplis par la majorité notamment libération des chaînes de radio et de télévision de la tutelle politique du pouvoir ; amendements du Gouvernement ; décision prise avant l'ouverture du débat d'organisation d'une grande manifestation en faveur de l'enseignement privé (p. 2613) ; officialisation du dualisme scolaire ; existence d'écoles privées refusant toute coordination avec l'école de la nation ; intolérance

de l'opposition ; indique qu'il ne répondra pas à la fin du débat (p. 2614).

Explications de vote : paix scolaire ; imposition de lois que les laïques n'ont pas acceptées [24 mai 1984] (p. 2639) ; regrette de ne pas pouvoir répondre à M. Michel Debré compte tenu de l'intolérance de l'opposition (p. 2640).

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er** : respect total du Parlement par le Gouvernement ; attitude de l'opposition [5 juillet 1984] (p. 4084) ; attitude consistant à porter atteinte à la dignité du Parlement et à « faire le lit de l'extrême droite » ; taux d'inflation en France ; œuvre de réforme et de redressement national du Gouvernement ; engagement de sa responsabilité ; rappelle les conditions d'examen du texte « sécurité et liberté » pour lequel 500 amendements avaient été discutés en huit jours pendant trente heures ; volonté délibérée du R.P.R. et de l'U.D.F. de mise en cause de l'institution parlementaire (p. 4085) ; respect des institutions par la gauche ; **engage** la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 4086).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.

Campagne permanente de l'opposition contre la gauche ; assainissement de l'économie française ; excès de la propagande ; commission des communautés européennes [10 juillet 1984] (p. 4133) ; appartenance de la France à la communauté européenne ; texte ne menaçant pas les libertés ; situation en 1944 ; fixation de principes par les ordonnances ; publications du groupe Hersant ; cas du *Pays d'Auge* ; trucage de l'information ; « éternel combat de la droite contre le progrès », la démocratie, la dignité de l'homme et la liberté (p. 4134) ; possibilité pour les journalistes de faire respecter leurs droits moraux ; transparence ; Agence France Presse ; A.C.P. ; respect de règles ayant pour objectif de tendre au bien public ; cas de l'entreprise Creusot-Loire ; conception de la liberté pour la droite ; aides économiques ; aide aux quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires (p. 4135) ; garantie du développement de la presse écrite ; légitimité du Gouvernement ; esprit partisan de l'opposition ; souhaite un refus de céder à l'intimidation d'un groupe de pression (p. 4136).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
(9e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Proposition de loi tendant au rétablissement de la **peine de mort (n° 2190)** [14 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XV : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : commerce extérieur **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* faible augmentation du budget des transports ; secteur des travaux publics ; autofinancement des entreprises ; décentralisation [30 octobre 1984] (p. 5404) ; rôle des collectivités locales ; fonds spécial de grands travaux ; indique que M. Jean Rigaud se félicite de la confirmation de l'engagement de l'Etat pour le financement des agences d'urbanisme (p. 5405).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* moyens consacrés à l'immigration ; nombre de résidents étrangers en France [13 novembre 1984] (p. 5961) ; développement d'une conception de société pluri-raciale ; importance des mesures relatives au logement et à l'urbanisme ; nécessité de doter d'une formation les candidats au retour ; situation de la seconde et de la troisième génération ; utilité d'un débat au Parlement sur la question de l'immigration (p. 5962).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : redressement de la balance commerciale ; couverture des importations par les exportations [14 novembre 1984] (p. 5996) ; chute brutale de l'investissement industriel ; redressement du solde des échanges des produits industriels ; déficit face à l'O.C.D.E. ; solde agro-alimentaire ; taux de couverture de nos échanges avec l'O.C.D.E. ; compétitivité monétaire de la France vis-à-vis de la R.F.A. ; taux de pénétration du marché français dans le secteur manufacturer ; service de l'expansion économique à l'étranger ; redéploiement des postes économiques à l'étranger ; Centre français du commerce extérieur ; soutien aux grands contrats ; avis favorable de la commission, contrairement aux conclusions du Rapporteur (p. 5997).

MAZOIN (Roland)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait son nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 34 : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : commerce extérieur **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 59 (agrément des sociétés par le ministre, contenu des statuts de ces sociétés) [3 avril 1984] (p. 1094) ; rejeté (p. 1095) ; **article 22** : son amendement n° 64 (possibilité de convertir le métayage en fermage à la fin de chaque année culturale dès lors que la demande aura été formulée douze mois avant) : retiré ; **après l'article 22** : son amendement n° 65 (supprimant la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 411-71 du code rural) [4 avril 1984] (p. 1149) ; adopté (p. 1150) ; **après l'article 25** : son amendement n° 70 (composition des commissions communales d'aménagement foncier) (p. 1154) ; retiré (p. 1155).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 18** : son amendement n° 83 (instituant une contribution exceptionnelle sur le montant des provisions pour fluctuation des cours) [19 octobre 1984] (p. 4985) ; rejeté (p. 4986) ; **article 19** : son amendement n° 64 (obligation faite à toute personne physique d'adresser à l'administration une déclaration de ses biens, droits et valeurs) (p. 4995) ; adopté (p. 4996) ; **article 20** : son amendement n° 65 (supprimant dans le 2e alinéa du paragraphe I de cet article les mots « ou des stages d'initiation à la vie professionnelle mentionnés à l'article L. 980-9 du même code ») : rejeté (p. 5007) ; son amendement n° 66 (supprimant dans le 2e alinéa du paragraphe II de cet article les mots « ou des stages d'initiation à la vie professionnelle mentionnés à l'article L. 980-9 du même code ») : rejeté (p. 5008).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions ;* problème de la contribution britannique et du règlement ovin au sein de la C.E.E. [6 novembre 1984] (p. 5611).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : redressement des résultats du commerce extérieur ; secteurs bénéficiaires ; excédents industriels [14 novembre 1984] (p. 5994) ; excédents agro-alimentaires ; mauvais résultats de trois secteurs : automobile, filière bois, filière cuir ; offices par produits ; base géographique des échanges ; firmes multinationales ; élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal ; caractère précaire des résultats du commerce extérieur ; crédits d'aide à l'exportation (p. 5995) ; position de la commission favorable à l'adoption des crédits (p. 5996).

MEDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder certaines **garanties de procédure** aux contribuables **en matière fiscale (n° 1983)** [8 février 1984].

Proposition de loi tendant à rétablir la **peine de mort** pour les crimes les plus odieux et pour ceux dont les victimes sont des magistrats ou des agents de la force publique **(n° 2297)** [30 juin 1984].

MEHAIGNERIE (Pierre)

Député d'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique agricole commune** : situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; année 1984 comme année de rupture pour l'agriculture française [11 avril 1984] (p. 1462) ;

— **Poursuite des grands projets parisiens voulus par le Président de la République** : endettement ; montant des opérations de prestige du Président de la République ; annulation de 10 à 20 milliards de crédits d'investissements ; situation d'un pays ayant emprunté plus d'un milliard de francs chaque semaine depuis trois ans [17 octobre 1984] (p. 4848) ;

— **Construction européenne** : crédit de la France dans les instances européennes ; choix d'un second commissaire au sein du parti socialiste [21 novembre 1984] (p. 6222).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* réseau fluvial ; liaisons inter-bassins ; commission « Grégoire » ; programme de modernisation et de diversification de la flotte fluviale française ; modernisation du réseau et du parc fluvial [30 octobre 1984] (p. 5444).

MENGA (Joseph)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Rapporteur du projet de loi relatif au transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2302) [8 octobre 1984] (p. 4529).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2302) relatif au **transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2433)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : simplicité de la question posée ; référendum sur l'école ; impossibilité d'une telle consultation en l'état actuel de l'article 11 ; rappel de l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée le 16 décembre 1982

par des parlementaires de l'opposition ; revirement des sénateurs ; renforcement du pouvoir présidentiel ; notion d'organisation des pouvoirs publics ; danger pour les libertés [23 août 1984] (p. 4309) ; nécessité de se prononcer sur le fond du projet de loi ; extrême-droite (p. 4310).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* éducation surveillée ; politique de prévention ; incarcération des mineurs ; suppressions d'emplois d'éducateurs ; réduction des autorisations de programme ; vacation ; frais de déplacement et parc automobile ; décentralisation de l'aide sociale et de la prévention ; éducation surveillée ; législation sur les institutions sociales et médico-sociales ; respect des législations civiles et pénales [23 octobre 1984] (p. 5059) ; modification de l'ordonnance de 1945 (p. 5060).

— Projet de loi relatif au transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger (n° 2302).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : mise en œuvre des conventions bilatérales ou multilatérales ; transfèrement des détenus ; conditions d'incarcération à l'étranger ; rapprochement du détenu avec son environnement familial ; coopération internationale en matière de transfèrement ; décisions pénales rendues à l'étranger ; inefficacité en France des jugements répressifs étrangers ; accord franco-canadien ; convention du Conseil de l'Europe [20 novembre 1984] (p. 6193) ; problème de la substitution de peines ; choix entre deux procédures pour l'exécution de la condamnation ; notion de substitution d'une peine à une autre ; modalités d'exécution de la peine ; transfèrement des détenus ; conventions internationales ; pouvoirs de contrôle de l'autorité judiciaire ; article 55 de la Constitution ; valeur des traités dans la hiérarchie des normes juridiques (p. 6194).

Discussion des articles : **article 1er :** ses amendements n° 1 et n° 2 (rédactionnels) : adoptés (p. 6195) ; son amendement n° 3 (supprimant le mot « prescrit » dans l'article 713-2 du code de procédure pénale) ; rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 4 (prévoyant que le juge pénal détermine la durée de la peine à exécuter dans la limite de la partie de la peine restant à subir) ; impossibilité d'allonger la durée de la peine prononcée à l'étranger ; adopté **article 2 :** son amendement n° 6 (faisant référence à un accord international dans cet article) : adopté (p. 6196).

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre du Conseil d'administration du Carrefour international de la communication [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2031).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (divers : taxes parafiscales) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 53 : **taxes parafiscales (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plan de relance du logement :** politique de construction locative sociale ; prêts locatifs aidés (P.L.A.) [11 avril 1984] (p. 1455) ;

— **Préoccupations légitimes des infirmiers :** annulation par le Conseil d'Etat du décret d'application du 12 mai 1981 arrêtant la liste des actes relevant de leur compétence [25 avril 1984] (p. 1920) ;

orale sans débat :

— **n° 565,** posée le 3 avril 1984 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Val de Marne)** (p. 1111) ; appelée le 6 avril 1984 : **affichages à l'usine S.K.F. d'Ivry :** occupation de cette usine depuis octobre 1983 ; problème de l'obtention de renseignements personnels par la Direction de S.K.F. ; transmission au parquet de l'affaire du fichier d'embauche de cette entreprise, par la commission nationale Informatique et libertés (p. 1217) ; sacrifice de la production française de S.K.F. (p. 1218).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 1869 (mention de la nationalité de l'entreprise parmi les informations obligatoires) : rejeté [31 janvier 1984] (p. 379) ; **article 16 :** son amendement n° 1876 (obligation de secret) : retiré [8 février 1984] (p. 779) ; **article 17 :** son amendement n° 1877 (possibilité de saisir des mêmes faits les tribunaux judiciaires indépendamment de la saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 799) ; retiré (p. 800) ; **article 22 :** son amendement n° 1880 : devenu sans objet [10 février 1984] (p. 950) ; **article 24 :** publicité dans la presse communiste (p. 958).

Deuxième lecture, discussion générale : sauvegarde du pluralisme de la presse et des mécanismes d'aides économiques ; aides publiques à la presse ; régime économique préférentiel ; effets pervers de l'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts ou des tarifs postaux préférentiels ; réforme globale du système des aides à la presse ; masse financière représentée par les aides à la presse ; nécessité de la réforme des tarifs postaux et de la réforme de l'aide au financement des investissements ; création d'un fonds d'aide à la modernisation de la presse ; ressources publicitaires ; aide exceptionnelle aux journaux régionaux d'information politique et générale réalisant des investissements de modernisation [19 juin 1984] (p. 3469) ; aide à la création de nouveaux titres ; extension du taux de T.V.A. ; fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire ; fonds d'aide aux quotidiens régionaux ; contenu du projet de loi de finances pour 1985 (p. 3470).

Troisième lecture, discussion générale : examen de ce texte par l'Assemblée depuis neuf mois ; défense de privilèges exorbitants ; existence d'un dualisme au sein de la presse : presse d'argent et presse d'opinion ; ordonnance du 26 août 1944 ; soutien à la presse d'opinion ; projet de budget pour 1985 [6 septembre 1984] (p. 4359).

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** nécessité d'un contrôle sur les manifestations sportives organisées en dehors du cadre institutionnel du mouvement sportif ; régime de l'autorisation préalable [13 avril 1984] (p. 1581) ; **article 20 :** sport dans l'armée ; pratique du sport de haut niveau (p. 1589) ; **article 27 :** système de prévention ; nécessité d'intégrer dans la formation initiale des médecins des épreuves se rapportant à l'exercice des activités physiques et sportives ; nécessité de renforcer le réseau de la médecine sportive (p. 1607) ; **après l'article 29 A :** obligation pour les promoteurs de créer des équipements diversifiés lors de la construction d'ensembles immobiliers (p. 1616) ; **article 30 :** prise en compte de l'avis du maire de la commune où est implanté l'équipement sportif destiné à être supprimé ou modifié (p. 1618) ; **article 31 :** retard dans la définition d'une politique cohérente de formation des cadres ; droit des associations et fédérations sportives de former leurs cadres dirigeants bénévoles ; nécessité d'étudier

un système cogéré du type Fongep sportif (p. 1620) ; exclusion des associations de jeunesse ou de tourisme social des dispositions de cet article (p. 1622) ; **après l'article 36 :** question du concours de pronostic ; moyens financiers à la disposition du sport français (p. 1626) ; nécessité de faire du sport une composante de la culture (p. 1627).

Explications de vote : création du C.N.A.P.S. ; affirmation par la loi que l'éducation physique et sportive fait partie intégrante de l'éducation nationale ; sport dans l'entreprise ; sport de haut niveau ; rôle du C.N.O.S.F. ; démocratisation de l'accès aux activités sportives ; moyens accordés au sport (p. 1630).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).

Première lecture, discussion générale : différence entre le budget de 1982 et les budgets de régression des dépenses sociales d'avant 1981 [18 avril 1984] (p. 1723) ; augmentation des dotations en direction du secteur public ; création de l'impôt sur les grandes fortunes ; limitation du système de quotient familial ; niveau du chômage et de l'inflation ; entreprises nationales ; aménagement de la taxe professionnelle ; réduction du taux de la T.V.A. sur les produits de première nécessité ; desserrement de la contrainte extérieure (p. 1724).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : nécessité de donner au service public les moyens de son développement ; projet en 1981 de suppression de 30 000 postes d'instituteurs ; indique que 150 000 jeunes quittent chaque année l'enseignement public pour l'enseignement privé, essentiellement pour des raisons d'exclusion de l'école publique ; cas du Val-de-Marne ; rôle de l'école publique ; urgence de l'adoption d'un collectif budgétaire ; accueil de 60 000 élèves supplémentaires à la rentrée prochaine ; mise en œuvre des réformes [22 mai 1984] (p. 2538).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : carte de résident ; carte de séjour ; possibilité de refus d'une carte de séjour pour des motifs d'ordre public ; rôle de l'autorité administrative notamment des commissaires de la République ; informatisation des titres de séjour ; texte ne réglant pas le problème de l'insertion des étrangers dans la Communauté nationale [25 mai 1984] (p. 2675) ; attachement des immigrés à leur pays d'origine ; tensions sociales ou racistes ; attitude de la droite ; concentration d'immigrés dans certains départements ; population des Hauts-de-Seine ; municipalités dirigées par un maire communiste ; cercle vicieux de concentration ; nécessité d'être plus exigeants à l'égard des villes de droite ; formation des immigrés ; revalorisation des tâches ; stabilisation de la population immigrée (p. 2676).

Discussion des articles : **article 1er :** *après l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 21 (examen d'un appel éventuel par voie du référé contre tout refus motivé par des considérations d'ordre public) ; dangers potentiels que l'individu peut faire courir à la France ; contrôle du tribunal administratif ; voie du référé (p. 2680) ; notion d'ordre public ; rejeté (p. 2681).

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.).

Quatrième lecture, avant l'adoption de l'ensemble du projet : abstention du groupe communiste [29 juin 1984] (p. 3888).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** transfert de la responsabilité de la demande de nouvelle délibération du ministre chargé de l'économie au ministre chargé de la culture [29 juin 1984] (p. 3901) ; **après l'article 30 :** droits sociaux des artistes-interprètes (p. 3905).

Explications de vote : droits des auteurs ; caractère salarial des rémunérations dues aux artistes-interprètes ; capacité de productions de programmes ; canaux de diffusion ; droits sociaux des artistes-interprètes (p. 3913).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé : concentrations dans la presse ; indique que la presse n'est pas une marchandise ordinaire ; existence de libertés obtenues contre la droite ; mise à mort de l'O.R.T.F. ; cas de *l'Humanité* [10 juillet 1984] (p. 4122) ; expression pluraliste de notre pays ; groupe de M. Robert Hersant ; bilan de la gauche, notamment élargissement des droits des travailleurs et décentralisation ; journal *Rhône-Alpes* (p. 4123) ; attitude des députés communistes ; presse d'opinion ; liberté des partis politiques ; maintien et développement du pluralisme ; article 39 *bis* du code général des impôts (p. 4124).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 50 (fixant à 4 310 francs la somme visée à l'article 154 *ter* du code général des impôts et majorant l'impôt sur les grandes fortunes) [17 octobre 1984] (p. 4877) ; retiré ; son amendement n° 51 (prise en charge des dépenses occasionnées par les femmes de ménage pour les personnes de plus de soixante-dix ans) ; institution d'une nouvelle tranche à 70 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; rejeté (p. 4879) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 58 (suppression du système du prélèvement libératoire) [18 octobre 1984] (p. 4912) ; rejeté (p. 4914) ; **article 21 :** son amendement n° 67 (abrogeant l'article 39 *bis* du code général des impôts) : rejeté [19 octobre 1984] (p. 5009).

Deuxième partie :

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxtes parafiscales. — *Discusion générale :* Rapporteur spécial ; caractère tardif et incomplet des réponses apportées aux questionnaires ; problème de la multiplicité et de la concurrence des tutelles financières administratives et techniques ; nécessité de prendre en compte les observations de la Cour des comptes relatives à des organismes d'intervention agricole ; problème de l'utilité de certaines taxes ; nécessité de prorogation de la taxe sur les granulats ; transformation de la taxe en vue d'atténuer les nuisances subies par les riverains d'aéroports ; utilisation des recettes consacrées à l'insonorisation des locaux d'habitation ; décision du syndicat national des transporteurs aériens de suspendre le versement du produit de la redevance de cette taxe à l'aéroport de Paris [7 novembre 1984] (p. 5691) ; nécessité de procéder à un examen systématique de la justification et de l'utilisation des taxes parafiscales ; rôle de ces taxes dans le domaine agricole (p. 5692).

Examen des crédits : **Etat E — ligne 3 :** ses observations sur l'amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier (p. 5709).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 28 (supprimant le système du prélèvement libératoire) ; suppression d'un privilège exorbitant ; rejeté [18 décembre 1984] (p. 7116).

Explications de vote : absence de prise en compte des amendements du parti communiste ; augmentation du chômage ; nécessité d'investissements supplémentaires dans le logement, les transports et l'agriculture ; importance des nouveaux avantages fiscaux ; refus systématique des amendements de justice sociale (p. 7202) ; vote contre du groupe communiste (p. 7203).

— Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : aéroports d'Orly, du Bourget et de Roissy ; rôle du transport aérien ; progrès scientifique et technologique et besoins des hommes ; position des députés communistes ; zones de bruit ; directive de 1977 [14 décembre 1984] (p. 6965) ; concertation entre les intéressés ; existence de plusieurs arrêtés préfectoraux sur ce problème ; octroi des prêts locatifs aidés ; projet de construction de la piste n° 6 d'Orly ; zone « C » ; décentralisation ; plans d'exposition au bruit ; zonage (p. 6966) ; vote final dépendant du sort réservé aux amendements des députés communistes (p. 6967).

Discussion de l'article unique : caractère irrecevable d'un amendement du groupe tendant à instaurer une redevance sur le bruit ; riverains d'Orly et de Roissy ; aéroport de Paris ; nuisances sonores (p. 6969) ; *article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 14 (substituant la référence à l'autorité administrative par la référence à un décret) ;

établissement de la liste par décret ; rejeté ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme :* plans d'exposition au bruit : son amendement n° 17 (cas des plans existants) : devenu sans objet ; son amendement n° 16 (possibilité pour le Conseil municipal de modifier la délimitation de la zone « C ») ; procédure permettant à la commune de modifier le plan d'exposition au bruit ; mise en annexe de ce plan au plan d'occupation des sols (p. 6972) ; rejeté ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 18 (réduction du bruit émis par les aéronefs) ; hypothèses de réduction du bruit à la source ; rapport « Gabolde » ; rejeté ; son amendement n° 19 (adaptation de la zone « C ») ; plan d'exposition au bruit ; zone où le bruit est approximativement mesuré ; rejeté ; son amendement n° 20 (avis des communes et de la commission consultative de l'environnement) (p. 6973) ; responsabilité des élus locaux dans la détermination des indices de bruit ; rejeté ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 21 (cas des constructions à usage d'habitation afférentes aux équipements collectifs de ces zones) ; logements de fonction (p. 6974) rejeté ; extension mesurée des constructions à usage d'habitation dans les zones de bruit fort ; poursuite de l'effort d'insonorisation et de réduction du bruit à la source ; son amendement n° 23 (supprimant les mots « individuelles non groupées » dans le 3° de cet article) ; bâtiments collectifs construits par les organismes sociaux ; rejeté ; son amendement n° 24 (introduisant les mots « l'extension mesurée » après le mot « amélioration » à cette même place) (p. 6975) : adopté.

Explications de vote : décentralisation ; abstention du groupe communiste (p. 6976).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
(5e circonscription)
Socialiste
Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

En qualité de président de l'Assemblée nationale :

— **Déclare** ouverte la deuxième session extraordinaire de 1983-1984 [24 janvier 1984] (p. 2).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : existence de la procédure des questions pour interpeller le Gouvernement [24 janvier 1984] (p. 3).

— **Ses observations** sur les incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984 : mise en cause du passé de résistant de M. François Mitterrand : demande à MM. Jacques Toubon, François d'Aubert et Alain Madelin de retirer les paroles qu'ils ont prononcées lors de ce débat [2 février 1984] (p. 475) ; indique que, dans le cas contraire, il se verra au regret de demander à l'Assemblée de prononcer une sanction contre ces trois parlementaires (p. 476) ; lutte pour l'indépendance et combat dans la Résistance ayant réuni les Français de tous horizons ; insinuations malfaisantes ; nécessité d'avoir la « noblesse du geste » ; problème de morale ; indique qu'il a répondu sur le problème de la déportation pour toute l'Assemblée y compris pour M. Edmond Garcin (p. 478) ; article 73 du règlement prévoyant la censure avec exclusion temporaire pour les personnes ayant injurié le Président de la République ; article 75 du règlement prévoyant la censure simple ; indique qu'il demandera que la censure soit prononcée sans exclusion temporaire ; caractère individuel de la responsabilité morale (p. 479) ; propose à l'Assemblée de voter la censure simple contre M. Jacques Toubon : censure simple prononcée ; propose la même sanction contre M. Alain Madelin : censure simple prononcée ; propose à l'Assemblée la même sanction contre M. François d'Aubert (p. 480) : censure simple prononcée (p. 481).

— **Répond** au rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : insinuations sans précédent proférées par trois parlementaires de l'opposition qui ont conduit au vote de la censure [2 février 1984] (p. 482).

— **Déclare** ouverte la seconde session ordinaire de 1983-1984 [2 avril 1984] (p. 1051).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de la Diète de la République populaire de Pologne [2 avril 1984] (p. 1052).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Louis Masson [3 avril 1984] (p. 1060).

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale de la République socialiste du Viet-Nam [18 avril 1984] (p. 1669) ;

— **Indique** à M. Robert-André Vivien qu'il est devenu un spécialiste du dérisoire, lors de la procédure des questions au Gouvernement [18 avril 1984] (p. 1671).

Lors de la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale (n° 2047) :

— **Note** le caractère « pitoyable » de M. Emmanuel Hamel [19 avril 1984] (p. 1814) et le « numéro incroyable » de celui-ci ; lui conseille la prudence car il risque une attaque (p. 1815).

— **Conseille** à M. Robert-André Vivien de rester calme et de « se borner à faire des gestes » [19 avril 1984] (p. 1819).

— **Souhaite** que M. Emmanuel Hamel ne se comporte pas comme un « maniaque » ; nécessité de soigner celui-ci dans le cas contraire [19 avril 1984] (p. 1832).

— **Note** les effets provoqués par M. Jean-Marie Caro [19 avril 1984] (p. 1836).

— **Note** le caractère « indigne » du comportement de M. Pascal Clément qui « n'est pas un oiseau pour pousser des cris » [19 avril 1984] (p. 1841).

— **Prononce** l'éloge funèbre de M. Jacques Marette [9 mai 1984] (p. 2140, 2141).

— **Souhaite la bienvenue** à Madame la présidente de l'Althing de la République d'Islande [9 mai 1984] (p. 2141).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'Assemblée de la République du Portugal [16 mai 1984] (p. 2380).

— **Souhaite la bienvenue** à la délégation de l'Assemblée populaire de la République démocratique de Somalie [16 mai 1984] (p. 2380).

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) :

— **Indique** que les propos de M. André Laignel en matière d'endoctrinement par des sectes sont simplement un exemple et non une comparaison [21 mai 1984] (p. 2492).

— **Note** les « perpétuelles incongruités » de M. Emmanuel Hamel [21 mai 1984] (p. 2496).

— **Note** que M. Michel Debré n'a pas été interrompu ; respect de la liberté de parole de l'orateur à la tribune [21 mai 1984] (p. 2504) ; incite M. Michel Debré à ne pas interrompre un orateur (p. 2504, 2505).

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale de la République du Burundi [23 mai 1984] (p. 2578).

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale du Québec [24 mai 1984] (p. 2599).

Lors de la discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé :

— **Signale** à M. Jacques Chirac qu'à partir d'un certain degré de force dans la voix on n'entend plus [24 mai 1984] (p. 2602).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : absence de dispositif à la tribune permettant de baisser ou de monter le son [24 mai 1984] (p. 2606).

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale de la République du Burundi [23 mai 1984] (p. 2578).

— **Souhaite la bienvenue** à M. le Premier ministre de la République populaire de Chine [30 mai 1984] (p. 2846).

— **Rappelle** à M. Claude Labbé qu'un orateur se laisse, en général, interrompre surtout si la demande est faite par le Rapporteur ou le président de la commission (discussion du projet de loi constitutionnelle (n° 2323) portant révision de l'article 11 de la Constitution) [23 août 1984] (p. 4293).

— **Proclamation d'un député** : adresse ses salutations au Président Giscard d'Estaing [2 octobre 1984] (p. 4442).

— **Prononce** l'éloge funèbre de M. André Lotte [17 octobre 1984] (p. 4844).

— **Appelle** au respect des temps de parole lors des questions au Gouvernement [17 octobre 1984] (p. 4849).

— **Rappelle** que la télévision se retire à 17 heures et constate que les questions deviennent « bedonnantes » [17 octobre 1984] (p. 4855).

— **Répond au rappel au réglement** de M. Claude Labbé ; réunion des présidents de groupe pour répondre à une invitation de la haute autorité d'exercer le droit de réponse à l'issue de l'intervention de M. Laurent Fabius à T.F. 1 ; absence de délibération ; choix des intervenants par les présidents de groupe [17 octobre 1984] (p. 4856).

— **Répond au rappel au réglement** de M. Emmanuel Hamel : souhait unanime du retour rapide de M. Jacques Abouchar [17 octobre 1984] (p. 4857).

— **Condamnation de M. Jacques Abouchar** : informe l'Assemblée nationale des démarches en cours en vue d'obtenir la libération de ce dernier [24 octobre 1984] (p. 5128).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire de la République démocratique allemande [24 octobre 1984] (p. 5130).

— **Rend hommage** à la mémoire d'Indira Gandhi ; son amitié pour la France ; son rôle éminent sur la scène internationale [31 octobre 1984] (p. 5472).

— **Indique,** lors de la séance de questions au Gouvernement, à M. Jean-Claude Gaudin la possibilité d'avoir la parole à la fin des questions d'actualité ; constate que le groupe U.D.F. renonce à ses questions [14 novembre 1984] (p. 6015).

— **Répond au rappel au réglement** de M. Claude Labbé : respect du temps de parole de chaque groupe lors des questions d'actualité ; sa volonté d'observer une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes de la violence [14 novembre 1984] (p. 6020).

— **Souhaite la bienvenue** à la délégation parlementaire algérienne [21 novembre 1984] (p. 6220).

— **Informe** l'Assemblée de la présence de M. Dick Ukeiwé, Président du Gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [4 décembre 1984] (p. 6598).

— **Souhaite la bienvenue** à M. Shimon Pérès, président du Conseil des ministres de l'Etat d'Israël [5 décembre 1984] (p. 6690).

— **Souhaite la bienvenue** au premier vice-président de la Knesset, M. Aron Nahmias [12 décembre 1984] (p. 6845).

Lors des questions au Gouvernement :

— **Demande** à M. Didier Julia de ne pas reprendre l'expression « national-socialisme » et de retirer ses propos [19 décembre 1984] (p. 7223).

— **Indique** à M. Julia qu'il suspend la séance et en réfère au Bureau (p. 7224).

— **Informe** l'Assemblée qu'il a demandé en présence des membres du Bureau à M. Didier Julia de retirer ses propos (p. 7224).

— **Exprime** sa profonde réprobation contre le fait que M. Didier Julia n'a pas accepté de les retirer (p. 7224).

MESMIN (Georges)

Député de Paris
(20e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1030).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion de la **« mission laïque française » (n° 1961)** [24 janvier 1984].

Retrait de sa proposition de loi n° 434 tendant à la création du **parrainage éducatif** [24 janvier 1984].

Proposition de loi visant à permettre le respect du suffrage universel dans les **élections municipales (n° 2026)** [12 avril 1984].

Proposition de loi tendant à la création du **parrainage éducatif (n° 2088)** [3 mai 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* pollution de l'air ; pluies acides ; émanations des moteurs automobiles ; élimination des déchets industriels ; protection de la nature ; rapports entre l'agriculture et l'environnement ; proposition de règlement communautaire sur ce point [26 octobre 1984] (p. 5267).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* relations entre la France et la Pologne ; situation de ce pays ; projets de loi « scandaleux » en préparation dans ce pays notamment celui relatif aux prisonniers politiques ; [8 novembre 1984] (p. 5745) ; réponse de la France à la politique de répression en Pologne (p. 5746).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fondement des décisions concernant la sidérurgie ; création d'emplois de reconversion** : demande des précisions sur les implantations industrielles devant se faire en Lorraine [5 avril 1984] (p. 1166) ;

— **Résultats des élections du 17 juin** : défaite du parti socialiste et du parti communiste ; loi sur la liberté de l'enseignement [20 juin 1984] (p. 3511, 3512) ;

— **Respect du suffrage universel en Nouvelle-Calédonie** : gravité de la situation dans ce territoire ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; volonté du Gouvernement d'appliquer en Nouvelle-Calédonie le statut d'autonomie interne organisé par la loi du 6 septembre 1984 [28 novembre 1984] (p. 6436).

INTERVENTIONS

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : **oppose** la question préalable : droit à l'autodétermination ; régime transitoire ; sa critique de l'institutionnalisation de la coutume ; action de Félix Eboué ; désignation des chefs coutumiers ; position de Félix Eboué à l'égard de l'institutionnalisation de certaines pratiques ; problème foncier en Calédonie ; pouvoir exécutif ; organisation caractérisée par la dispersion de ce pouvoir ; haut commissaire ; nombre des pays ; possibilité d'un blocage des institutions [28 mai 1984] (p. 2713) ; composition et attribution de l'Assemblée territoriale ; régime électoral ; seuil de 2 p. 100 des suffrages exprimés pour participer à l'attribution des sièges ; Assemblée régionale de Corse ; inégalité des quatre circonscriptions ; cas de la circonscription Sud ; autodétermination ; suffrage universel ; assemblée des pays ; comité d'expansion économique ; multiplication des assemblées ; accueil unanimement défavorable de ce projet par l'Assemblée territoriale ; caractère de « monstre dangereux » du projet (p. 2714) ; désignation des représentants de la coutume selon

les usages reconnus par celle-ci ; position de Félix Eboué à l'égard de la désignation de chefs coutumiers (p. 2715) ; sa question préalable : rejetée (p. 2716).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : non application de la loi de 1984 ; responsabilités du Gouvernement dans l'actuelle situation ; indique que M. Roynette n'a pas rempli son devoir ; mission du délégué du Gouvernement ; autodétermination en Afrique Noire et à Madagascar ; cas de l'Algérie, des Comores et de Mayotte ; indique qu'il réclamera l'application du principe d'autodétermination pour Saint-Pierre et Mayotte ; vote nécessaire de tous les Calédoniens ; nécessité de ne pas avoir une discrimination électorale tenant à la race ; [4 décembre 1984] (p. 6601) ; refus de réserver le droit de vote à la seule ethnie canaque représentant 43 p. 100 de la population ; choix à offrir aux électeurs : indépendance ou maintien dans la République ; problème de la sincérité des résultats ; déroulement des opérations électorales ; présence de forces de gendarmerie passives ; nécessité de respecter l'ordre public ; discussion avec un « pseudo gouvernement illégal, ami du colonel Khadafi » ; date du scrutin d'autodétermination ; salue la présence du sénateur Dick Ukeiwé dans les tribunes (p. 6602) ; indique que dans le Gouvernement de celui-ci cinq ministres sur dix sont des canaques ; volonté d'assurer un choix libre aux populations (p. 6603).

MESTRE (Philippe)

Député de la Vendée
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budgets annexes : Imprimerie nationale) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 46 : **Imprimerie nationale (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Enseignement privé : incidents du 21 mai 1984 : instructions données pour faire obstacle au déplacement de parents d'élèves de l'enseignement privé [23 mai 1984] (p. 2585) ;

— Présentation du budget de 1985 : sous-évaluation du déficit ; baisse affichée des prélèvements obligatoires financée par une augmentation abusive de la redevance téléphonique ; surestimation du taux de croissance [3 octobre 1984] (p. 4472).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** critique du seuil de 20 p. 100 ; difficulté d'investir pour les entreprises de presse ; étatisation de ces entreprises [30 janvier 1984] (p. 306).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : stabilisation du chiffre d'affaires de l'Imprimerie nationale ; régression des impressions pour le compte des ministères ; progression des recettes de l'annuaire téléphonique et de l'activité éditoriale de l'Imprimerie nationale ; nécessité de développer l'action de la commission interministérielle des matériels d'impression et de reproduction [7 novembre 1984] (p. 5686) ; diminution des achats de l'Imprimerie nationale et des crédits consacrés aux sous-traitants ; coût des frais de personnels ; taux d'augmentation des traitements des fonctionnaires ; montant des autorisations de programme au titre de la modernisation ; progression du niveau d'activités des imprimeries administratives (p. 5687) ; Rapporteur spécial suppléant : baisse de la production des monnaies françaises ; montant de la marge bénéficiaire accordée à l'Hôtel des monnaies ; énumération des innovations ; recherche d'une tarification plus adaptée ; amélioration de la gestion de l'Hôtel des monnaies ; montant du produit de la fabrication des monnaies étrangères (p. 5688) ; évolution des ventes de médailles et des monnaies de collection (p. 5689).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982, portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424) [22 novembre 1984] (p. 6315).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : consultations auxquelles a procédé la commission de la production ; positions du M.O.D.E.F., du président du C.N.J.A., de la F.N.S.E.A., de la Fédération nationale des syndicats de paysans [3 avril 1984] (p. 1085) et de la confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (p. 1086).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* dispositions prises pour encourager l'informatisation du commerce et de l'artisanat [24 octobre 1984] (p. 5170).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* contenu de la politique laitière ; augmentation de la collecte laitière ; rappel des mesures prises à Bruxelles pour assurer le respect des quota laitiers ; effets de leur mise en place en Vendée ; efficacité de la politique d'installation de jeunes agriculteurs dans des exploitations laitières [6 novembre 1984] (p. 5593) ; nécessité de laisser aux producteurs laitiers le choix de la meilleure année de référence entre les trois dernières ; prix du lait payé au producteur (p. 5594).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : bilan des trois premières tranches du fonds ; agence française pour la maîtrise de l'énergie ; diminution sensible des crédits directement gérés par cette agence ; poids de la fiscalité sur les carburants ; taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers porté à 9,7 centimes [11 décembre 1984] (p. 6805) ; régions bénéficiaires du fonds ; communiqué émanant de la fédération nationale des travaux publics (p. 6806).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 1 : (informations sur les conditions d'emploi de l'ensemble des ressources du fonds spécial de grands travaux) ; indique qu'il a été autorisé par la commission à retirer cet amendement si le Gouvernement apportait des précisions ; retiré (p. 6820).

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 février 1984] (p. 542).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [14 juin 1984] (p. 3421).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984 (n° 2397) [20 novembre 1984] (p. 6213).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2397), adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la **cessation d'activité des fonctionnaires, et des agents de l'Etat** et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984 **(n° 2422)** [14 novembre 1984].

INTERVENTIONS

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Madelin [19 juin 1984] (p. 3474).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : adaptation des droits d'auteur aux nouveaux moyens de communication ; développement des échanges interculturels ; 9e Plan ; rémunération de l'activité créatrice dans le domaine de l'audiovisuel ; statut de l'artiste interprète ; droit moral de l'auteur ; producteurs d'œuvres audiovisuelles et de phonogrammes ; entreprises de communication audiovisuelle ; équilibre entre les droits des différents participants à l'activité créatrice [28 juin 1984] (p. 3824) ; rémunération des auteurs, producteurs et artistes ; légalité de la copie privée ; prix de vente des supports enregistrés ; phonogrammes ; recours aux procédures collectives ; statut économique des artistes-interprètes ; accès aux prestations de chômage et calcul de leurs indemnités ; contrôle de l'exploitation commerciale des œuvres ; fixation par une commission paritaire des taux de rémunération ; contrôle ministériel sur les organismes de perception (p. 3825).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 43 (insérant après les mots « les œuvres chorégraphiques », les mots « les numéros et tours de cirque ») ; protection des tours de cirque ; adopté ; son amendement n° 44 (insérant après les mots « à la topographie, à l'architecture ou aux sciences », les mots « les logiciels d'ordinateurs ») ; exclusion des logiciels d'ordinateurs du champ d'application de la loi de 1968 sur les brevets ; texte spécial pour ces logiciels ; retiré [28 juin 1984] (p. 3850) ; **article 17 :** son amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 3859) ; **article 35 :** son amendement n° 47 (substituant au mot « médicales », les mots « d'aide aux handicapés visuels et auditifs ») : adopté après rectification [29 juin 1984] (p. 3907) ; **article 36 :** son amendement n° 48 (statuts des sociétés de perception et de répartition ; conditions dans lesquelles les associations bénéficieront d'une exonération ou d'une réduction) (p. 3908) ; adopté (p. 3909).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* rénovation de la politique culturelle ; développement des pratiques culturelles ; utilité du fonds d'intervention culturelle ; rénovation de l'action culturelle ; diffusion sociale de la culture [25 octobre 1984] (p. 5226).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* caractère préoccupant de la formation des jeunes ; augmentation des crédits de la formation professionnelle ; rapports entre les centres de formation d'apprentis et les lycées d'enseignement professionnel ; extension des jumelages du type école-entreprise ; création de nouvelles missions locales ; caractère vague des travaux d'utilité collective [29 octobre 1984] (p. 5362).

Education nationale. — *Discussion générale :* introduction dans les programmes scolaires d'un enseignement par l'informatique ; nécessité d'ouverture du système scolaire [12 novembre 1984] (p. 5887).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* difficultés des comptes sociaux ; notion de couverture sociale ; prise en charge de la couverture sociale des personnes les plus démunies par l'Etat ; remise en ordre de la gestion hospitalière [13 novembre 1984] (p. 5961).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984 (n° 2397).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : texte visant à proroger certaines dispositions d'ordonnances ; cessation anticipée d'activité des fonctionnaires ; mise en extinction du régime de cessation anticipée ; régime de cessation progressive d'activité ; transformation d'emploi à plein temps en emploi à mi-temps ; agents des collectivités locales ; système du « temps choisi » ; coût budgétaire des mesures prévues ; rajeunissement de la pyramide des âges dans les administrations [20 novembre 1984] (p. 6206).

MEXANDEAU (Louis)

Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T.

Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

DEPOTS

Projet de loi relatif au **service public des télécommunications (n° 2108)** [10 mai 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Vincent Porelli : situation d'Ugine-Aciers :** raisons conduisant à la fermeture de cette usine ; situation du secteur des aciers spéciaux ; passage à la filière électrique [2 mai 1984] (p. 2022) ;

— **M. Michel Noir : situation alarmante du trafic postal :** régularisation de la situation ; exemple des Etats-Unis ; création sous le septennat précédent du courrier à deux vitesses ; instauration d'un écart tarifaire [2 mai 1984] (p. 2022) ; situation des personnels ; refus de la prolifération de services privés ; nécessité de la modernisation (p. 2023) ;

— **M. Jean-Pierre Le Coadic : Renault :** signature prochaine de l'accord cadre mis au point par la régie [2 mai 1984] (p. 2024) ;

— **M. Pierre Jagoret : composants électroniques :** appel à des composants étrangers [2 mai 1984] (p. 2025) ; présentation du plan « composants » (p. 2025, 2026) ;

— **M. Robert-André Vivien : décision du Luxembourg de traiter avec les Américains pour les satellites :** lancement à Kourou de Télécom 1 ; entretiens avec les Allemands ; association avec d'autres pays européens ; groupe d'études définissant une nouvelle génération de satellites ; lutte contre l'atteinte portée à l'intégrité linguistique et culturelle par les satellites « Coca-Cola » [30 mai 1984] (p. 2841) ;

— **M. François Loncle : satellite de télécommunications du Luxembourg :** lancement de satellites jumeaux T.D.F. et T.V. S.A.T. ; envahissement de l'espace audiovisuel ; « satellite Coca-Cola » ; rapport sur l'évolution prévisible de la technique des satellites ; entretiens avec les Allemands ; deuxième génération de satellites ; nécessité d'un cadre européen [30 mai 1984] (p. 2845) ;

— **M. Pierre Jagoret : suppression d'emplois dans les Côtes-du-Nord ;** situation de l'industrie du téléphone ; rapprochement des activités de communication civile des groupes Thomson et C.G.E. ; contrats de plan ; région Bretagne [10 octobre 1984] (p. 4612).

orales sans débat de :

— **M. Parfait Jans (n° 578) : entreprise Olida :** situation de l'industrie alimentaire ; compensation de la fermeture de l'usine de Levallois par le développement de l'usine d'Epinay-sur-Seine ; estime que l'usine de Levallois ne donnait pas une impression de dynamisme [13 avril 1984] (p. 1565) ;

— **M. Philippe Bassinet (n° 582) : expériences sur les animaux :** absence de statistiques depuis 1970 sur les expériences pratiquées sur les animaux ; projet de décret limitant l'utilisation expérimentale de l'animal ; développement des techniques *in vitro* [13 avril 1984] (p. 1566) ;

— **M. Alain Richard (n° 581) : service des P.C.V. :** présentation des services nouveaux mis en place par les P.T.T. ; « numéro vert » ; prise en charge par l'entreprise de la carte télécommunications ; attribution à chaque cabine d'un numéro permettant de s'y faire appeler ; problème de la disponibilité des cabines ; obsolescence du service des P.C.V. [13 avril 1984] (p. 1567) ; évolution vers l'automatisation ; mise en place pour l'année 1983 de treize nouveaux services ; problème du vandalisme (p. 1568) ;

— **M. Maurice Dousset (n° 579) : industrie des télécommunications :** problème de l'emploi dans l'usine Picart-Lebas de Châteaudun ; problèmes de reconversion ; appel à d'autres constructeurs ; problème de charge pour la société Téléphone-Picart-Lebas ; absence de « déménagement » d'industrie de l'Ouest vers l'Est [13 avril 1984] (p. 1569) ; installation du groupe Matra dans la région de Châteaudun nécessité d'aider les entreprises à se diversifier (p. 1570) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 606) : satellite T.D.F. 1 :** maintien du programme de fabrication et de lancement du satellite T.D.F. 1 ; convention franco-allemande ; lancement de satellites ultérieurs pour relayer T.D.F. 1 ; rapports entre le satellite et le câble ; fibre optique ; R.N.I.S. (réseau numérique à intégration de services) [4 mai 1984] (p. 2133) ; absence de concurrence entre le téléphone et la télématique ; densité du réseau téléphonique ; préservation de l'industrie cinématographique (p. 2134) ;

— **M. Charles Haby (n° 574) : régime de l'incapacité temporaire des sapeurs-pompiers volontaires :** proposition de faire verser par la caisse primaire d'assurance maladie les indemnités journalières de sécurité sociale dues aux sapeurs-pompiers du fait de leur activité principale salariée ; garantie de ressources durant la période d'incapacité [4 mai 1984] (p. 2135) ;

— **M. Parfait Jans (n° 725) : vente de logements par la caisse d'épargne de Paris :** nature du contrôle exercé par le ministère des finances sur les caisses d'épargne ; impossibilité d'appliquer la réglementation des organismes d'H.L.M. aux logements de l'îlot 13 ; possibilité pour le maire de Paris d'utiliser son droit de préemption [30 novembre 1984] (p. 6526) ;

— **M. Dominique Dupilet (n° 730) : desserte de la région boulonnaise :** desserte du port de Boulogne-sur-Mer par le car-ferry *Horsa* ; mise en service d'un aller-retour en T.G.V. Lille-Lyon ; suppression des arrêts de Marquise et de Wimille-Wimereux [30 novembre 1984] (p. 6527) ; électrification de la ligne Amiens-Boulogne-Calais (p. 6528).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : aspect quantitatif des services offerts par les télécommunications ; objectifs de la charte de gestion ; plan télématique ; Minitels ; délai moyen de raccordement ; effort d'information sur les services de télécommunications et sur leur tarification ; facturation téléphonique ; traitement des contestations de taxes ; commission mixte de conciliation dans la direction opérationnelle de Melun [5 juin 1984] (p. 2917) ; association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications ; modification des tarifs téléphoniques ; volonté de donner de nouveaux droits aux usagers ; développement du réseau ; expérience de Biarritz ; câble fibre optique ; extension de la responsabilité de l'Etat pour les messages transmis par le réseau ; établissement illégal d'une installation de télécommunications ; protection contre les branchements clandestins ; monopole technique des P.T.T. ; tarification (p. 2918) ; technique des avances remboursables ; développement du téléphone (p. 2920) ; concertation et renforcement des liens avec les usagers ; fonctionnement du service public des postes ; application d'une nouvelle tarification ; relations commerciales avec l'étranger ; fonctionnement du service de renseignements ; programme télématique ; modernisation du système de renseignements ; montant des contestations concernant la facturation ; fonctionnement du service public ; problème des personnes âgées (p. 2925) ; loi sur l'audiovisuel ; cohérence du service public ; espace européen de la télédiffusion et des télécommunications (p. 2926).

Discussion des articles : **article 6 :** plan de câblage (p. 2928) ; plan d'équipement télématique du pays ; établissement d'un réseau câblé, accord pour le câble sous-marin entre Singapour et Marseille ; acccord pour un câble France-Portugal en fibre optique (p. 2929) ; **article 7 :** attribution de bandes de fréquences spécifiques ; procédures d'agrément particulières ; gravité de la faute appréciée par le tribunal (p. 2930).

Deuxième lecture, discussion générale : position du Sénat ; souhaite le rétablissement des articles 6 et 7 de ce texte [10 octobre 1984] (p. 4604).

Discussion des articles : **article 7 :** rôle de la direction générale des télécommunications et de Télédiffusion de France (p. 4604).

Troisième lecture, discussion générale : rétablissement à l'unanimité des articles 6 et 7 par l'Assemblée nationale [11 octobre 1984] (p. 4659) ; incohérence de leur suppression par le Sénat ; sanction de l'installation de réseaux irréguliers ; nécessité de protéger les sociétés d'économie mixte (p. 4660).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : situation de T.D.F. 1 ; plan câble [14 juin 1984] (p. 3401).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert : absence de volonté du Gouvernement de débattre en catimini du budget des P.T.T. [29 octobre 1984] (p. 5314).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.
— *Discussion générale :* montant de la baisse des prélèvements

obligatoires [29 octobre 1984] (p. 5317) ; inégalités tarifaires ; réforme du tarif ; création d'un groupe de travail sur ce point (p. 5322) ; diversité des responsabilités de la poste ; automatisation du tri ; modernisation des services financiers ; création par la poste de prestations nouvelles comme le service Postexpress ; comparaison de la qualité des services de la poste française avec celles de l'Allemagne et des Etats-Unis ; augmentation du volume du courrier ; contenu du rapport Chevallier (p. 5324) ; nombre d'abonnés aux télécommunications ; augmentation du prix du téléphone ; diminution de la taxe d'abonnement ; évolution des tarifs en France ; exemples des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale allemande ; mise en place du téléphone électronique (p. 5325) ; qualité du matériel ; remplacement des canaux électro-mécaniques par des centraux téléphoniques ; étalement du trafic ; développement de l'annuaire électronique ; poursuite du plan câblage en fibres optiques ; mesures prises en faveur du personnel, notamment reclassement des receveurs-distributeurs en catégorie B et titularisation des auxiliaires ; amélioration des perspectives de carrière et des taux d'encadrement (p. 5326) ; revalorisation de la prime de résultat d'exploitation ; action sociale spécifique du ministère des P.T.T. ; augmentation des investissements propres à ce ministère ; effort de modernisation par l'installation de micro-ordinateurs ; organisation d'un réseau spécialisé de transport de fonds ; développement de la filière électronique (p. 5327) ; répartition des responsabilités entre le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur et celui des P.T.T. ; responsabilités des entreprises nationalisées ; importance du secteur spatial pour les télécommunications ; montant de la rémunération globale des services financiers de la poste ; unité entre postes et télécommunications (p. 5328).

Répond à la question de :

— *M. André Durr :* séparation de la poste et des télécommunications (p. 5330) ; problème des centres de tri ; reprises d'emplois en Alsace ; avancement du personnel ; cas des receveurs-distributeurs (p. 5331) ;

— *M. Jean-Pierre Destrade :* expérience du centre expérimental pour la technologie des fibres optiques à Biarritz ; programme de câblage (p. 5331) ;

— *M. Joseph Gourmelon :* heures d'ouvertures des bureaux ; cas du bureau de Brest ; nécessité d'une concertation avec les élus (p. 5331) ; avancement de l'heure limite de levée (p. 5332) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* difficulté d'accepter des dérogations tarifaires au profit de l'A.N.P.E. ; nécessité pour cette organisation d'effectuer un tri préalable (p. 5332) ;

— *M. Jean-Claude Portheault :* réactions à la suite de la diffusion du rapport Chevallier ; existence d'un groupe de travail sur les conclusions de ce rapport (p. 5332) ;

— *M. Noël Ravassard :* montant des crédits d'investissement consacrés par les télécommunications à la recherche ; énumération des actes prioritaires de recherche (p. 5333).

Examen des crédits : **article 43 :** contradictions de M. François d'Aubert ; charte de gestion des télécommunications (p. 5337) ; mise en cause par M. François d'Aubert de l'action du ministère des P.T.T. ; secteur des vidéocommunications ; plan câble (p. 5338) ; niveau des commandes dans le domaine de la commutation publique ; cas de British Telecom ; **ses observations** sur l'amendement n° 92 de M. François d'Aubert (p. 5339) ; existence de renégociation concernant le radiotéléphone (p. 5340) ; bilan positif du secteur des télécommunications ; cas de la filière T.I.B.-télécommunications-informatique-bureautique ; participation des P.T.T. au financement de cette action ; nécessité d'établir un bilan (p. 5341) ; raisons du prélèvement opéré sur le budget des P.T.T. (p. 5345) ; **après l'article 43 :** assimilation du téléphone à un objet de luxe ; utilisation de l'argent du budget des P.T.T. (p. 5347).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
(1re circonscription)
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (départements et territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 1443 tendant à exclure toute référence aux **prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées** dans les indices des prix publiés par les pouvoirs publics [27 avril 1984] (p. 2016).

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome V : **départements et territoires d'outre-mer (n° 2370)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Devoir de réserve des magistrats :** signatures de quatorze magistrats dans un placard publicitaire pour soutenir la liste conduite par M. Jospin ; article 10 du statut de la magistrature [13 juin 1984] (p. 3297) ;

orale sans débat :

— **n° 654,** posée le 5 juin 1984 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 2961) ; appelée le 8 juin 1984 : **difficultés financières d'établissements scolaires :** situation dans l'académie de Reims ; gestion des budgets ; qualité des repas servis dans le demi-internat ; problème de chauffage (p. 3123) ; cas de la commune de Vendeuvre-sur-Barse (p. 3124).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : diminution des revenus agricoles ; limitation de certaines productions ; volet « structures » de ce texte ; installation des jeunes en location ; décentralisation ; rôle dévolu aux tribunaux ; volet concernant le fermage et le métayage ; absence de disposition en matière de plus-values ; rentabilité minimale assurée au propriétaire [3 avril 1984] (p. 1071) ; problème de l'affermage (p. 1072).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 131 (de suppression) ; ses amendements n° 132 et n° 133 : retirés (p. 1096) ; **article 2 :** son amendement n° 134 (de suppression) ; soumission de certaines opérations à une autorisation préalable ; rejeté (p. 1097) ; ses amendements n° 135 et n° 136 : devenus sans objet ; son amendement n° 137 (installations réalisées sur une surface inférieure à une surface minimum d'installation) ; seuil minimum ; dotation aux jeunes agriculteurs ; rejeté (p. 1098) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 241 à l'amendement n° 3 de la commission (supprimant la référence à l'âge de la retraite) ; son sous-amendement n° 242 à l'amendement n° 3 de la commission (cas de personnes bénéficiant d'un avantage vieillesse) ; son sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 3 de la commission (cas des personnes âgées maintenant l'exploitation pour un descendant) ; personnes continuant l'exploitation après l'âge de la retraite (p. 1101) ; rejetés ; ses amendements n° 138 et n° 139 : devenus sans objet (p. 1101 ; **article 4 :** son amendement n° 140 (cas d'acquisition) ; son amendement n° 141 (cas de règlement d'une succession) (p. 1102) ; rejetés ; son amendement n° 142 : satis-

fait ; son amendement n° 143 (non exigence temporaire des conditions prévues en cas de succession) : rejeté ; son amendement n° 144 (excluant le cas où s'agit d'une installation pour bénéficier d'une autorisation d'exploiter les biens libres de location) ; condition n'existant qu'en matière d'agrandissement ; rejeté ; **son rappel au règlement** : impossibilité de refuser un amendement sous prétexte que le ministre n'a pas eu le temps de l'étudier (p. 1104) ; son amendement n° 145 (installation partielle) : rejeté (p. 1105 ; ses amendements n° 146 et n° 147 : devenus sans objet (p. 1106) ; son amendement n° 148 (cas où l'autorisation est demandée par un conjoint) (p. 1106) ; impossibilité pour celui-ci de s'installer sans autorisation ; rejeté (p. 1107) ; son amendement n° 149 (cas où chacun des époux exerce une activité séparée) : rejeté ; son amendement n° 151 (cas où un agrandissement est fait au profit de descendant du demandeur) ; son amendement n° 150 (même objet) : rejetés (p. 1108) ; **article 6** : son amendement n° 154 (prévoyant que la surface minimum d'installation en polyculture-élevage ne peut être inférieure de plus de 30 p. 100 à la surface minimum d'installation nationale) ; diversité des surfaces minimum d'installation d'une région à l'autre [4 avril 1984] (p. 1115) ; rejeté (p. 1116) ; **article 7** : son amendement n° 155 (de suppression) ; retiré ; son amendement n° 224 (nécessité d'obtenir l'attestation du propriétaire du fonds lorsque la demande porte sur un fonds n'appartenant pas au demandeur) (p. 1117) ; rejeté ; son amendement n° 156 (référence à un seul demandeur) (p. 1118) ; compétence du préfet et des tribunaux administratifs pour accorder ou refuser des autorisations ; droit de reprise du bailleur ; rejeté (p. 1119) ; son amendement n° 157 (supprimant la référence au preneur en place) : retiré (p. 1120) ; son amendement n° 225 (communication des pièces du dossier au demandeur et possibilité pour ce dernier de faire connaître ses observations) ; son amendement n° 159 (obligation pour la commission départementale des structures de communiquer les pièces du dossier à la demande du requérant) : retirés (p. 1121) ; son amendement n° 158 (obligation de produire une attestation du propriétaire lorsque la demande porte sur un fonds n'appartenant pas au demandeur) : retiré ; son amendement n° 160 (recours en plein contentieux devant le tribunal administratif) ; caractère subjectif des motivations de la commission et du préfet ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 155 (de suppression) (p. 1122) ; rejeté (p. 1123) ; **article 9** : son amendement n° 161 (de suppression) ; atteinte au droit de propriété (p. 1124) ; rejeté ; son amendement n° 162 (obligation pour le ministre de l'agriculture de se prononcer lorsqu'il est saisi d'un recours après la mise en demeure de cesser d'exploiter) : rejeté ; son amendement n° 163 (application des dispositions de l'article 188-9 lorsque l'intéressé n'a pas déféré à la mise en demeure) ; système de la sanction pénale en cas de refus du propriétaire de s'exécuter ; rejeté ; son amendement n° 164 (référence aux sociétés à vocation agricole) (p. 1125) ; rejeté ; son amendement n° 165 (compétence du tribunal paritaire des baux ruraux) ; distinction entre l'autorisation d'exploiter et le droit d'exploitation ; retiré ; **article 10** : son amendement n° 166 (de suppression) : rejeté (p. 1126) ; **article 11** : son amendement n° 167 (de suppression) : retiré ; ses amendements n° 168 et n° 169 : retirés ; son amendement n° 172 (calcul du montant de la part du fermage relative aux bâtiments d'habitation et du montant de la part du fermage relative aux bâtiments d'exploitation) (p. 1128) ; retiré ; ses amendements n° 173 et n° 174 : retirés ; **article 12** : son amendement n° 175 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; nature et superficie maximum des parcelles de terres à retenir à chaque renouvellement de la location (p. 1129) ; rejeté ; son amendement n° 177 (référence au jour où la location a été consentie) : rejeté ; son amendement n° 176 (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 1130) ; **article 14** : son amendement n° 178 (établissement d'un état des lieux contradictoire) : devenu sans objet (p. 1134) ; son amendement n° 179 (précisant que le défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut accord sur l'état des lieux) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 180 (référence à une dégradation totale ou partielle du sol ou de l'exploitation) (p. 1135) ; rejeté ; **article 16** : son amendement n° 181 (obligation de rappeler par lettre recommandée les termes du présent article relatifs aux échanges ou locations de parcelles) : rejeté (p. 1136) ; son amendement n° 182 (possibilité pour le preneur de saisir le tribunal paritaire en cas de non réponse ou de désaccord du propriétaire) ; charge de la preuve pesant sur le propriétaire ; échanges en jouissance ; rejeté (p. 1137) ; **article 17** : son amendement n° 183 (obligation de rappeler les termes du présent alinéa dans la communication faite au bailleur) ; son amendement n° 184 (obligation de faire figurer dans l'état descriptif et estimatif des travaux le fait que la non réponse dans les deux mois permet l'exécution de ces derniers) ; rejeté (p. 1138) ; son amendement n° 185 (substituant un tribunal paritaire à la commission départementale) (p. 1139) ; rejeté ; son amendement n° 186 (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition et des conditions d'intervention d'une commission technique départementale) : retiré ; son amendement n° 187 (supprimant les mots « si aucune opposition n'a été formée à un avis favorable de la commission » dans le dixième alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 1140) ; son amendement n° 188 (participation du preneur à des opérations collectives de drainage ou d'irrigation) ; attachement au droit de propriété ; responsabilité des ayants droit ; rejeté (p. 1141) ; **article 18** : son amendement n° 189 (conditions de versement de l'indemnité pour les bâtiments et ouvrages) (p. 1142) ; conservation de la valeur vénale du bâtiment ; rejeté ; son amendement n° 190 (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 1143) ; **article 20** : son amendement n° 191 (de suppression) ; possibilité pour un preneur de s'opposer à un congé délivré à un jeune agriculteur ; retiré (p. 1145) ; **article 21** : son amendement n° 192 (de suppression) : rejeté (p. 1146) ; **article 22** : son amendement n° 193 (conditions de conversion du métayage en fermage en ce qui concerne les plantations fruitières et la vigne) ; exposé des problèmes posés par la conversion de métayage en fermage en ce qui concerne les plantations fruitières et la vigne (p. 1147) ; rejeté (p. 1148) ; son amendement n° 194 (supprimant la seconde phrase du dernier alinéa du paragraphe II de cet article) : retiré (p. 1149) ; **article 24** : son amendement n° 195 (de suppression) : rejeté (p. 1153) ; **article 5 précédemment réservé** : son amendement n° 153 : devenu sans objet (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale : position du Sénat ; fixation de la surface minimum d'installation à l'échelon national ; réunion d'exploitation entre époux ; fixation des commissions cantonales ou intercantonales ; mutualité sociale agricole ; conversion du métayage en fermage ; indique qu'il ne pourra en aucun cas apporter sa caution au texte [6 juin 1984] (p. 2989).

Discussion des articles : **article 2** : rôle des forces socio-professionnelles (p. 2994) ; **après l'article 4** : souhaite que le contenu des décrets d'application de cet article ne permette pas la mise en place d'offices fonciers (p. 2998).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : bonne intention du texte ; reconquête des marchés ; dette extérieure ; nombre de chômeurs ; contrôle des prix ; lutte des classes ; effet de seuil [2 mai 1984] (p. 2052).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Georges Colin et plusieurs de ses collègues relative aux vins de Champagne tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation (n° 2176).

Discussion générale : champagne de l'Aube ; pérennité de la qualité du champagne [20 juin 1984] (p. 3529).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* diminution des crédits consacrés aux parcs naturels régionaux [26 octobre 1984] (p. 5271) ; suppression de la ligne budgétaire « lutte contre les inondations — Réalisation de barrages » ; construction du barrage réservoir de l'Aube ; taux des redevances des agences de bassin (p. 5272).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : interventions publiques dans les D.O.M.-T.O.M. ; action du fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; rôle du fonds d'investissement pour le développement économique et social ; action de la caisse centrale de coopération économique ; aides de la Communauté aux départements d'outre-mer par le fonds européen d'orientation et de garantie agricole et le fonds européen de développement régional ; possibilité d'ouverture vers la banque européenne d'investissement [26 octobre 1984] (p. 5284) ; régime de l'association des territoires d'outre-mer à la C.E.E. ; mécanismes de négociations de la Convention de Lomé III ; régime des échanges ; problèmes de la pêche et du sucre ; question des quotas ; rôle de la planification dans les D.O.M. et les T.O.M. en ce qui concerne l'investissement, les transports, le tourisme, l'agriculture, la pêche et le logement ; objectifs

du 9e Plan, notamment lutte contre le chômage et ouverture sur l'extérieur ; caractère de zone prioritaire d'aménagement du territoire reconnu aux D.O.M.-T.O.M. par la seconde loi de plan (p. 5285).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* mise à grand gabarit de la Seine entre Noyen-sur-Seine et Nogent-sur-Seine ; projet de la déviation de la Saône à hauteur de Mâcon [31 octobre 1984] (p. 5451).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* financement de l'électrification rurale ; adduction d'eau [6 novembre 1984] (p. 5623).

— Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).

Première lecture, discussion générale : limitation du tarif de vente de l'eau en 1983 ; situation en 1984 [21 novembre 1984] (p. 6234) ; hausse autorisée limitée aux environs de 4 p. 100 ; agences de bassin ; péréquation ; taxe alimentant le fonds national de développement des adductions d'eau ; demandes de dérogation ; décentralisation ; libération des prix (p. 6235).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (incluant la référence au contrat de concession d'affermage de régie intéressée ou de gérance dans le champ d'application de cet article) ; péréquation ; besoin d'équilibre des budgets locaux ; rejeté ; son amendement n° 2 (supprimant le mot « notamment » à la fin du premier alinéa de cet article) (p. 6236) ; rejeté ; son amendement n° 3 (faisant référence aux contrats de concession, d'affermage, de régie intéressée ou de gérance) : rejeté (p. 6237).

Commission mixte paritaire, discussion générale : disparité de traitement entre les communes ; durée des accords de modération ; montant de la redevance du fonds national de développement des adductions d'eau [18 décembre 1984] (p. 7084).

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une intervention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1962) relatif au **contrôle des structures agricoles** et au **statut du fermage (n° 2001)** [*J.O.* du 2 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 645) relative à l'exercice de la **profession d'expert en automobile (n° 2138)** [23 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2112), relatif au **contrôle des structures des exploitations agricoles** et au **statut du fermage (n° 2160)** [29 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 2238)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième lecture (n° 2218) relatif au **contrôle des structures des exploitations agricoles** et au statut du fermage **(n° 2245)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2283), rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, relatif au contrôle des **structures, des exploitations agricoles** et au **statut du fermage (n° 2284)** [29 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Retraite à 60 ans des agriculteurs :** possibilité, à compter du 1er juillet prochain, pour les artisans et les commerçants, de prendre leur retraite à partir de 60 ans ; cas des exploitants agricoles [18 avril 1984] (p. 1673).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : diminution de la population active agricole [3 avril 1984] (p. 1060) ; disparition des petites exploitations ; nombre prévisionnel des chefs d'exploitation vers 1985 ; nécessité de freiner l'extension des plus grandes exploitations ; coût des investissements de production ; place du secteur agro-alimentaire dans l'emploi ; lois de 1980 et 1982 sur la réglementation des cumuls ; difficulté de mise en place du contrôle des cumuls ; complexité du contrôle des structures (p. 1061) ; critères d'examen des demandes d'autorisation de cumuls ; insuffisances de la loi de 1980 ; abaissement de la surface minimale d'installation ; cas d'autorisation de droit ; schémas directeur départementaux des structures agricoles ; ventes séparées de l'exploitation et des bâtiments d'habitation ; statut du fermage et du métayage ; position de la commission sur diverses questions dont les contrats de prise en pension d'animaux (p. 1062) ; droit de préemption ; conversion du métayage en fermage (p. 1063).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (de suppression) ; dispositions figurant dans l'article 3 de ce texte ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (définissant les opérations d'installation et d'agrandissement soumises à autorisation préalable) ; superficies excédant certains seuils ; opérations soumises à autorisation préalable (p. 1097) ; fixation des seuils ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (liste des installations ; agrandissements ou réunions soumises à une autorisation préalable) ; opérations soumises à une autorisation sans tenir compte de la surface de l'exploitation (p. 1099) ; réforme du statut du fermage dans les départements d'outre-mer ; personnes reprenant une exploitation familiale (p. 1100) ; adopté après modification ; modalités de calcul de la surface minimum d'installation ; voies d'accès (p. 1101) ; **article 4** :

son amendement n° 4 (cas dans lesquels la demande d'autorisation est accordée automatiquement) : adopté ; son amendement n° 5 (limitant les cas dans lesquels la demande d'autorisation est de droit à quatre fois la surface minimum d'installation) ; autorisation de droit ; limitation de cette autorisation ; adopté (p. 1102) ; son amendement n° 6 (expérience professionnelle visée dans cet article) ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification ; rôle de la commission pour accorder ou refuser les autorisations d'exploiter (p. 1101) ; autorisation de droit pour les biens d'origine familiale ; **ses observations sur le rappel au réglement** de M. Pierre Micaux : dépôt des amendements de l'opposition ; possibilité pour le ministre d'examiner la portée exacte de ces amendements d'ici la 2e lecture du texte (p. 1104) ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Maurice Dousset** : date de la discussion et de l'adoption du rapport par la commission ; son amendement n° 7 (nécessité pour le donateur de détenir ou d'exploiter les biens transmis depuis neuf ans au moins) : adopté ; son amendement n° 8 (cas d'agrandissement ou de réunion d'exploitation) : adopté ; cas où le demandeur libère certaines terres en vue d'une restructuration (p. 1105) ; son amendement n° 9 (cas où le demandeur ne satisfait pas aux conditions d'expérience) ; limite de la superficie fixée par le schéma directeur ; prise en compte des revenus extra-agricoles du foyer fiscal ; adopté ; son amendement n° 10 (cas d'indivision) : adopté (p. 1106) ; son amendement n° 11 (superficie prise en compte en cas de réunion d'exploitations due au mariage) ; limitation de l'autorisation de droit ; surface minimum d'installation ; mariage (p. 1107) ; personnes exploitant pour un mineur (p. 1108) ; adopté ; **article 6** : caractère d'étalon de la polyculture-élevage ; nécessité de prévoir une limite maximale pour la surface minimum d'installation [4 avril 1984] (p. 1115) ; fixation de la surface minimale d'installation nationale à 22 hectares ; son amendement n° 13 (référence à la commission nationale des structures agricoles) : adopté ; rappelle l'objet des amendements déposés par M. Wilfrid Bertile (p. 1116) ; **article 7** : son amendement n° 14 (de conséquence) : réservé ; nécessité de lutter contre les dessous de table (p. 1117) ; son amendement n° 15 (motivation des avis de la commission des structures) : adopté ; son amendement n° 16 (critère de l'autonomie de l'exploitation faisant l'objet de la demande) ; rappelle la jurisprudence du Conseil d'Etat pour refuser l'autorisation d'exploiter ; adopté (p. 1118) ; libre choix du propriétaire pour désigner le demandeur ; son amendement n° 17 (prise en compte de la superficie des biens faisant l'objet de la demande) (p. 1119) ; adopté ; nécessité de prendre en compte les superficies déjà mises en valeur par le preneur en place ; son amendement n° 18 (nécessité de prendre en compte le nombre et la nature des emplois salariés en cause) : adopté ; son amendement n° 19 (possibilité pour la commission de donner un avis favorable en vue d'une meilleure restructuration de l'exploitant) (p. 1120) ; adopté ; son amendement n° 20 (communication des pièces du dossier au demandeur et possibilité pour ce dernier de faire connaître ses observations) (p. 1121) ; adopté ; nécessité de remédier à la subjectivité des éléments de la décision (p. 1122) ; **article 8** : lacunes de la loi de 1980 ne prévoyant aucune diffusion des informations relatives aux structures agricoles ; son amendement n° 21 (possibilité pour le représentant de l'Etat d'obtenir les informations figurant dans les fichiers sur sa simple demande) (p. 1123) ; possibilité pour le propriétaire de savoir quelles sont les terres exploitées par le preneur ; adopté ; **article 9** : procédure applicable aux terres incultes (p. 1124) ; mise en place de la décentralisation ; son amendement n° 22 (possibilité pour le propriétaire de récolter les cultures faites avant la mise en demeure) : adopté (p. 1125) ; distinction entre l'autorisation d'exploiter et le droit d'exploiter ; **article 10** : nécessité de faire appliquer effectivement le contrôle des structures (p. 1126) ; **article 11** : son amendement n° 23 (cession exclusive des fruits de l'exploitation) : adopté (p. 1128) ; **article 13** : son amendement n° 24 (application des dispositions du présent titre aux baux d'élevage concernant toute production hors sol, de marais salants) : adopté (p. 1133) ; **article 14** : son amendement n° 25 (établissement d'un état des lieux contradictoire) : adopté (p. 1134) ; **article 16** : son amendement n° 26 (notification au propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception des échanges ou locations de parcelles) ; distinction entre l'intérêt du preneur et l'intérêt du propriétaire ; rappel des obligations du preneur ; adopté (p. 1136) ; son amendement n° 27 (définition du droit de préemption) ; garantie du droit de préemption du locataire ; adopté (p. 1137) ; **article 17** : son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; système de l'opposition selon lequel le preneur seul doit connaître la loi et en informer le bailleur (p. 1138) ; nécessité de créer une instance proche des intéressés (p. 1139) ; son amendement n° 29 (de conséquence) : adopté (p. 1140) ; son amendement n° 30 (participation du preneur aux travaux de draînage ou d'irrigation) : adopté (p. 1141) ; **article 18** : maintien de la valeur vénale après amortissement du bien ; son amendement n° 31 (référence aux travaux visés aux 1° et 3° du I de cet article) (p. 1143) ; retiré (p. 1144) ; **article 19** : son amendement n° 53, à titre personnel, (rédactionnel) : adopté ; **article 20** : arrêt de la Cour de cassation refusant la prorogation au preneur (p. 1145) ; **article 21** : nécessité d'éviter les fraudes (p. 1146) ; **article 22** : son amendement n° 32 (possibilité de conversion du bail à colonat partiaire ou du métayage en bail à ferme) (p. 1147) ; nécessité de laisser la possibilité de passer au fermage dans les régions de viticulture ; adopté ; son amendement n° 33 (ramenant à huit ans le délai au terme duquel le métayer peut demander la conversion de son bail) (p. 1148) ; adopté (p. 1149) ; **article 23** : son amendement n° 34 (de correction) : adopté (p. 1150) ; **article 25** : son amendement n° 54 à titre personnel, (rédactionnel) (p. 1153) ; adopté après modification ; **après l'article 25** : son amendement n° 35 (location d'un bien agricole exproprié) : adopté (p. 1154) ; difficulté pour trouver des exploitants uniquement preneurs dans certaines régions ; son amendement n° 36 (référence à la nature de l'acte en vertu duquel est assurée la jouissance des biens) ; proposition de soumettre au contrôle des structures toutes les mutations ; adopté (p. 1155) ; absence de définition précise de l'agriculture marginale (p. 1156) ; son amendement n° 37 (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 416-5 du code rural) ; prix des baux de carrière ; adopté ; son amendement n° 55, à titre personnel (de conséquence) : adopté (p. 1157) ; **article 5 précédemment réservé** : son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 1158) ; **article 7 précédemment réservé** : son amendement n° 14 (référence à la commission cantonale ou intercantonale) : devenu sans objet (p. 1159).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : politique agricole menée depuis trois ans ; position du Sénat ; contrôle des structures des exploitations agricoles [6 juin 1984] (p. 2988).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (autorisations préalables de divers types d'opérations) (p. 2993) ; opérations soumises à autorisation préalable ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (opérations soumises à une autorisation préalable) (p. 2994) ; rétablissement du texte adopté en première lecture ; adopté (p. 2995) ; **article 4** : son amendement n° 3 (agrandissement portant jusqu'à quatre fois la surface minimale d'installation) ; liens d'origine familiale ; exploitants recueillant un bien familial ; parts d'une société constituée entre les membres d'une même famille pour mettre fin à l'indivision ; adopté ; son amendement n° 4 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 5 (substituant au nombre 3120 le nombre 2080 dans la deuxième phrase, *c*, du 2° de cet article) : adopté ; son amendement n° 6 (supprimant la référence à toute mesure d'incitation à la cessation de l'activité) (p. 2996) ; adopté ; son amendement n° 7 (époux mettant en valeur des exploitations séparées avant leur mariage) : adopté ; son amendement n° 8 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; absence d'autorisation de droit pour un agrandissement ou une réunion d'exploitation en vue d'une descendance ; adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 9 (rôle des commissions cantonales) ; composition de la commission cantonale ou intercantonale ; organisations professionnelles (p. 2997) ; rôle du représentant de l'Etat (p. 2998) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (surface minimum d'installation en polyculture élevage) ; zones hors montagne ; adopté (p. 2999) ; **article 7** : son amendement n° 11 (faisant référence aux demandeurs) ; possibilité d'une pluralité des demandes pour l'exploitation du même fonds ; adopté ; son amendement n° 12 (supprimant le 6e alinéa de cet article) ; problème de l'unicité de candidatures ; attestation d'intention du propriétaire ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant le 8e alinéa de cet article) ; cas de l'exploitant installé sur des terres autres que celle de l'exploitation familiale dont il hériterait ultérieurement ; adopté (p. 3000) ; son amendement n° 14 (communication au demandeur des pièces du dossier) ; possibilité d'entendre les observations de ceux-ci ; convocation et audition du demandeur ; information de la commission ; adopté ; son amendement n° 15 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 16 (communication des informations des fichiers de la mutualité sociale agricole au représentant de l'Etat dans le département) : adopté (p. 3001) ; **article 9** : son amendement n° 17 (supprimant la 2e phrase du second alinéa de cet article) ; cas d'exploitation irrégulière par le propriétaire ; alourdissement considérable de la procédure par l'introduction d'une proposition relative au recours hiérarchique : adopté ; son amendement n° 18 (droit d'exploiter à l'expiration de la l'année culturale si un nouveau propriétaire de ce droit n'a pas été désigné) : adopté ;

article 12 : son amendement n° 19 (indiquant que les arrêtés visés à l'article L. 411-3 s'imposent aux parties aux contrats en cours) : adopté (p. 3002) ; **article 14** : son amendement n° 20 (fixant à un mois le délai prévu par cet article) : adopté ; son amendement n° 21 (supprimant la troisième phrase du second alinéa de cet article) ; cas d'accord tacite ; adopté ; **article 14 *bis*** : son amendement n° 22 (de suppression) ; commission consultative paritaire des baux ruraux ; vétusté de certains locaux d'habitation en agriculture (p. 3003) ; concertation entre bailleurs et preneurs ; adopté ; **article 15** : son amendement n° 23 (dégradation du fonds) ; limitation du champ de la loi à ce cas de figure ; adopté ; son amendement n° 24 (fixant à 15 jours le délai dans lequel le tribunal paritaire peut être saisi dans le cadre de cet article) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté (p. 3004) ; **article 17** : son amendement n° 26 (supprimant une disposition du code rural) ; travaux pouvant être exécutés sans l'accord préalable du bailleur ; travaux « libres » régis par une loi de 1967 ; adopté ; son amendement n° 27 (autres travaux d'amélioration) ; principe de la double saisine du bailleur et du comité technique départemental ; adopté ; son amendement n° 28 (cas où un avis favorable du comité n'a pas été formé par le bailleur auprès du tribunal paritaire) : adopté ; son amendement n° 29 (supprimant le remembrement du champ d'application de cet article) : adopté (p. 3005) ; **article 21** : son amendement n° 30 (rétablissant cet article : cas du versement d'une rente viagère) : adopté ; **article 21 *bis*** : son amendement n° 31 (droit de reprise) ; limitation du droit de reprise des propriétaires âgés ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 32 (cas où la demande de conversion ne porte pas sur un bail afférent à des cultures pérennes) (p. 3006) ; adopté ; **article 25** : son amendement n° 33 (composition visée par cet article incluant quatre conseillers généraux et deux maires de communes rurales) (p. 3007) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 34 (intéressés justifiant d'être en situation régulière compte tenu de la location) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 35 (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 416-5 du code rural) : adopté ; **article 29** : son amendement n° 36 (de conséquence) adopté (p. 3008).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : positions du Sénat et de la commission mixte paritaire [27 juin 1984] (p. 3748).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 2 (rectification d'une référence dans cet article) : adopté (p. 3750) ; **article 21 *ter*** : son amendement n° 3 (supprimant la référence à l'installation dans un délai maximal de cinq ans) ; suppression de cette obligation pour l'intéressé descendant co-preneur ; adopté (p. 3752).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [29 juin 1984] (p. 3922)

— Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur suppléant : problème du délai de mise en application du texte [28 juin 1984] (p. 3842).

— Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : absence d'accord entre les deux assemblées [28 juin 1984] (p. 3842) ; délai d'entrée en vigueur de la libéralisation du conditionnement de la margarine (p. 3843).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : position du Sénat [29 juin 1984] (p. 3921).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* situation de l'agriculture sur le plan national ; augmentation de l'ensemble des dépenses consacrées à ce secteur [6 novembre 1984] (p. 5579) ; conséquences de la loi de rénovation de l'enseignement agricole public ; augmentation des crédits affectés à l'enseignement et au développement agricole ; créations d'emplois dans le corps des professeurs techniques de lycées agricoles ; création d'un nouveau corps de conseillers d'administration et d'intendance ; dépôt d'un projet de loi relatif à la nouvelle définition des relations entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; existence d'un projet de transformation du centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts ; augmentation des crédits consacrés aux actions tendant à faciliter les opérations de pré-installation des agriculteurs ; maintien des crédits consacrés au développement et à la modernisation des industries agro-alimentaires ; problème posé par le programme de réduction de la production laitière décidé par la Communauté ; instauration d'une aide aux petits producteurs de lait ; diminution des crédits de bonification d'intérêts des prêts du Crédit agricole (p. 5580) ; contenu de la réforme de la fiscalité agricole ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite ; vote positif du groupe socialiste sur ce budget ; difficultés concernant la politique à court terme de la viande ; conséquences de l'élargissement de la Communauté aux deux pays de la péninsule ibérique (p. 5581).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070) [3 mai 1984] (p. 2121).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Gisèle Halimi relative aux révocations des donations entre époux séparés de biens (n° 2023) [17 mai 1984] (p. 2450).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [*J.O.* du 26 mai 1984] (p. 1667).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 décembre 1984] (p. 3741).

Rapporteur du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant

réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415) [20 novembre 1984] (p. 6213).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2070) tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en **détention provisoire** et d'exécution d'un mandat de justice **(n° 2105)** [10 mai 1984].

Proposition de loi relative à la clause pénale (n° 2153) [24 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2216), tendant à renforcer les **droits des personnes en matière de placement** en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice **(n° 2224)** [21 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2415) modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques (n° 2460)** [28 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : travaux de la commission des lois ; rôle des représentants de l'opposition ; définition des quotidiens nationaux et régionaux ; équipe rédactionnelle [24 janvier 1984] (p. 20).

Discussion des articles : Rapporteur pour avis : **avant l'article 1er** : problème de l'appréciation de la constitutionnalité d'une loi par rapport aux conventions internationales dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel [25 janvier 1984] (p. 39) ; Cour européenne de justice (p. 40) ; positions du R.P.R. et de l'U.D.F. en matière d'information ; unicité de la liste de l'opposition pour les élections européennes (p. 43) ; atteinte à l'ordre public ; interdictions faites aux journalistes de critiquer des décisions de justice (p. 46) ; article 17 de la Déclaration des droits de l'Homme ; préambule de la Constitution (p. 68) ; abrogation de plusieurs articles de l'ordonnance de 1944 ; publicité financière ; ses observations sur l'amendement n° 146 de M. Alain Madelin qui fait perdre du temps à l'Assemblée, ce qui revient « à faire perdre de l'argent à la France » (p. 71) ; **article 4** : son amendement n° 1589 (modalités de la mise sous forme nominative de certaines actions aux porteurs) ; position de la commission [31 janvier 1984] (p. 325) ; adopté (p. 326) ; son amendement n° 1590 (cession des actions d'entreprises de presse) : adopté (p. 329) ; **article 7** : son amendement n° 1591 (substituant au mot « vingt » le mot « dix » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 385) ; **article 8** : décision du Conseil constitutionnel sur des procédures de contentieux fiscal dont il a déclaré qu'elles étaient partiellement législatives ; fixation par la commission de la procédure qu'elle entend suivre [1er février 1984] (p. 413) ; possibilité pour le tribunal de constater que l'entreprise n'avait pas connaissance des faits et de prononcer la relaxe (p. 414) ; caractère plus libéral de cet article par rapport à l'article 62 du code pénal (p. 415) ; **article 9** : notion d'engagements internationaux ; existence de traités ou d'accords internationaux ne comportant pas de clauses de réciprocité (p. 435) ; son amendement n° 1592 (impossibilité en dessous du seuil de 20 p. 100 pour une personne de nationalité étrangère de prendre des participations au capital dans plus d'une entreprise de presse éditant en France une publication en langue française) (p. 442) ; **article 9** : son amendement n° 1592 (impossibilité pour une personne de nationalité étrangère de prendre des participations au capital de plus d'une entreprise de presse) [2 février 1984] (p. 453) ; adopté après modification (p. 456) ; **article 10** : son amendement n° 1593 (impossibilité pour une personne de posséder ou de contrôler plus d'un quotidien national d'information dont la diffusion excède 15 p. 100 des quotidiens nationaux de même nature) ; notion de quotidien national [3 février 1984] (p. 527) ; adopté [4 février 1984] (p. 562) ; **article 11** : son amendement n° 1594 (impossibilité pour une même personne de contrôler plus de 15 p. 100 de la diffusion des quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) (p. 586) ; **article 11** : son amendement n° 1594 (limitation de la possession ou du contrôle de plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux, par une seule personne) [6 février 1984] (p. 598) ; satisfait (p. 609) ; **article 12** : son amendement n° 1595 (possibilité pour une même personne de posséder ou contrôler plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux d'information politique et générale) (p. 623) ; satisfait (p. 637) ; **article 14** : son amendement n° 1596 (régime juridique de l'acquisition ou de la prise de contrôle d'une entreprise de presse, délai pendant lequel la commission peut s'opposer à une opération de transfert de propriété envisagée) [7 février 1984] (p. 671) ; satisfait (p. 697) ; **article 18** : procédure contradictoire ; sauvegarde des droits de la défense [9 février 1984] (p. 817) ; caractère inquisitorial de la procédure ; possibilité d'engager une procédure pénale parallèlement à la procédure administrative ; problème résultant de l'existence de deux ordres de juridictions parallèles (p. 818) ; refus du Gouvernement de reconnaître la personnalité morale à l'équipe rédactionnelle ; intégration des journalistes parmi les personnes intéressées visées par ce texte (p. 819) ; s'étonne de la demande de M. Jean-Paul Charié obligeant la juridiction française à saisir une juridiction supra-nationale (p. 822) ; référence à l'article de Mme Sophie Huet dans le *Figaro* au sujet des amendements déposés par M. Jean-Marie Caro (p. 824) ; son amendement n° 1597 (mise en demeure des personnes intéressées afin de respecter les dispositions des articles 10 à 13) (p. 827) ; compétence des tribunaux administratifs en matière de droit de réunion et de droit de manifestation (p. 837) ; adopté (p. 843) ; **article 19** : absence de référence à la notion de tribunal dans les articles 14 et 18 (p. 854) ; son amendement n° 1598 (fixation par la commission d'un délai pour se conformer à sa mise en demeure ou pour exécuter les mesures qu'elle a prescrites) (p. 855) ; adopté ; rappelle le travail effectué par la commission des lois (p. 856) ; son amendement n° 1599 (privation de divers avantages) [9 février 1984] (p. 873) ; adopté (p. 874) ; **article 20** : son amendement n° 1600 (faisant référence à l'activité des partis et groupements politiques visés à l'article 4 de la Constitution dans cet article) [10 février 1984] (p. 898) ; adopté (p. 903) ; son amendement n° 1601 (supprimant la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 911) ; adopté (p. 914) ; son amendement n° 1602 : devenu sans objet (p. 915) ; **article 21** : son amendement n° 1603 (pouvoirs des agents habilités à effectuer les vérifications) (p. 922) ; adopté (p. 930) ; **article 22** : son amendement n° 1604 (possibilité de recours contre les décisions) ; cas où les demandes sont assorties d'une demande de sursis à exécution ; motivation et publication des décisions (p. 946) ; satisfait (p. 950) ; **après l'article 33** : son amendement n° 1605 (cas de divulgation de renseignements en violation de l'article 20 du texte) : adopté [13 février 1984] (p. 1020) ; **après l'article 34** : son amendement n° 1606 (cas où la personne refuse de déférer à la mise en demeure prévue au troisième alinéa de l'article 20) (p. 1027) ; adopté ; son amendement n° 1607 (insertion dans divers journaux de la condamnation) : adopté (p. 1028).

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Explications de vote : associations des travailleurs aux procédures de prévention ; demande au Gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour le texte concernant le règlement judiciaire [3 février 1984] (p. 506).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : caractère exceptionnel de la détention préventive ; caractère provisoire de cette détention ; historique de la détention provisoire ; augmentation de la part des détenus provisoires dans l'ensemble des personnes incarcérées ; allongement de la durée des détentions provisoires ; causes de ces dernières [15 mai 1984] (p. 2339) ; infractions ayant lieu à une détention provisoire ; possibilité d'hébergement en milieu ouvert ; dénonciation par

le garde des Sceaux, de la fonction de peine par anticipation remplie par la détention provisoire ; droits des inculpés ; règle relative au placement initial en détention ; débat contradictoire ; nécessité de prévoir des locaux spécialement aménagés dans les palais de justice ; demandes de commission d'office ; problème de l'indemnisation des avocats commis d'office (p. 2340) ; possibilité pour le juge de prescrire l'incarcération provisoire de l'inculpé pour une durée ne pouvant excéder cinq jours ; amorce d'une réforme de l'instruction préparatoire ; suppression de l'effet suspensif de l'appel ; limitation de la détention provisoire à un an en matière correctionnelle ; détention provisoire des mineurs ; mandats d'amener et mandats d'arrêt du juge d'instruction ; fixation de délais stricts au transfèrement de l'inculpé arrêté à une certaine distance du siège du juge d'instruction ; redéploiement des effectifs (p. 2341-2342).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 2 (précisant que l'inculpé est conduit devant le juge d'instruction) (p. 2352) ; adopté ; **article 4 :** son amendement n° 3 (de coordination) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 4 (d'harmonisation) ; conduite de l'inculpé à la maison d'arrêt dans un délai de trois jours ; adopté ; **article 6 :** son amendement n° 5 (substituant au mot « incarcération » les mots « privation de liberté ») ; imputation sur la durée de la peine de toute la période pendant laquelle l'inculpé a été privé de liberté ; adopté (p. 2353) ; **avant l'article 7 :** nécessité d'une modification de loi organique pour introduire une condition supplémentaire d'accès à une fonction de juge du siège ; **après l'article 7 :** son amendement n° 6 (caractère exceptionnel de la mise en détention provisoire) : adopté après rectification (p. 2354) ; **article 8 :** son amendement n° 7 (vérification par le juge d'instruction que toutes les diligences ont été effectuées pour trouver un logement) : rejeté (p. 2355) ; débat contradictoire ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (mise en liberté d'office de l'inculpé lorsque le juge n'ordonne pas le placement en détention provisoire) (p. 2356) ; adopté (p. 2357) ; **article 9 :** nécessité d'une certaine célérité de l'instruction (p. 2357-2358) ; problème du renouvellement du débat contradictoire préalable au placement initial en détention provisoire, lors de la prolongation de cette détention ; son amendement n° 10 (prolongation à titre exceptionnel de la détention provisoire au-delà d'une durée d'un an) (p. 2358) ; adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 23 (de correction) : adopté (p. 2359) ; **article 12 :** son amendement n° 24 (abrogeant le 6e alinéa de l'article 186 du code de procédure pénale) ; suppression de l'effet suspensif de l'appel du Parquet contre les ordonnances de mise en liberté du juge d'instruction ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 11 (de rectification) : adopté ; **après l'article 13 :** son amendement n° 25 (de coordination) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 12 (entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1985) (p. 2360) ; organisation par les barreaux, des services chargés d'assurer les permanences pour répondre aux demandes des juges d'instruction ; adopté (p. 2361).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : renforcement des libertés des inculpés en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice ; égalité de l'avocat et de l'inculpé ; placement en détention provisoire ; prolongement de la détention au-delà d'un délai d'un an [26 juin 1984] (p. 3709) ; position du Sénat ; possibilité de reporter la décision de placement en détention provisoire pendant un délai de cinq jours maximum ; augmentation du nombre des jurés ; dispense d'un inventaire des pièces ; accord entre les deux assemblées ; souhaite l'adoption du projet dans le texte du Sénat (p. 3710).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : s'oppose aux exceptions d'irrecevabilité [13 juin 1984] (p. 3306) ; intérêt historique de l'exposé de M. Jean-Pierre Soisson ; morale politique ; assassinats de ministres ; affaire Matesa ; absence de dispositions anticonstitutionnelles dans le projet de loi ; égalité de traitement des agents d'un même corps ; cas des présidents de Chambre et des avocats généraux à la Cour de cassation et des présidents de section du Conseil d'Etat ; fonctions administratives des chefs de juridiction du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; égalité d'admissibilité aux emplois publics ; harmonisation des règles actuelles aux inspecteurs et aux contrôleurs généraux ; système des dépouilles ; nomination au tour extérieur du Conseil d'Etat de M. Mazeaud et de M. Brousse (p. 3307) ; principe d'égalité ; existence de périodes transitoires différentes ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; problèmes de la gestion du corps des conseillers d'Etat ; continuité du service public ; nécessité d'augmenter le nombre des postes supplémentaires à la sortie de l'E.N.A. et de l'E.N.M. pour les grands corps ; vacances de postes ; problème de la mobilité vers l'extérieur ; nécessité d'un temps d'exercice avant le détachement ; répartition des tâches à l'intérieur des grands corps de l'Etat ; discipline au sein des corps de fonctionnaires et de magistrats concernés par les projets de loi ; période transitoire ; spécificité de chacun des corps ; égalité dans la carrière ; absence de justification de l'exception d'irrecevabilité (p. 3308).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** statut de la magistrature ; souhaite un projet de loi organique proposant une réforme d'ensemble de ce statut [14 juin 1984] (p. 3380).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** statut de la magistrature ; présidence par les membres du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, des conseils d'administration de l'E.N.M. et de l'E.N.A. [24 août 1984] (p. 4327).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* introduction de l'informatique ; intervention en faveur des différentes associations œuvrant pour la mise en œuvre de la politique pénale ; associations des victimes ; création de postes de magistrat ; réforme de la détention provisoire ; restriction des postes de personnel socio-éducatif ; encombrement de la justice ; dépôt du projet de loi sur la réforme du droit de la responsabilité ; revalorisation des sommes attribuées aux avocats ; aide judiciaire ; réforme du code pénal et du statut de la magistrature ; attitude des Français face à l'institution judiciaire [23 octobre 1984] (p. 5054) ; appels à la haine ; réflexion sur l'institution judiciaire (p. 5055).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : multipostulation dans la région parisienne ; loi de 1971 ; suppression de la profession d'avoué [29 novembre 1984] (p. 6486) ; prorogation à plusieurs reprises des délais du régime de multipostulation ; article 1er du texte tendant à pérenniser pour les quatre barreaux de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil le régime dérogatoire et transitoire de la multipostulation ; création de sociétés civiles professionnelles entre les cours ; fixation d'une date limite pour le dépôt des demandes d'indemnisation découlant de l'application de la loi de 1971 ; spécificité de la région parisienne ; système moins coûteux pour le justiciable ; promesses faites par le législateur ; barreaux périphériques ; présence obligatoire des avocats dans les affaires de comparution personnelle (p. 6487) ; indique qu'il n'est pas favorable au projet tel qu'il est présenté ; intérêt des justiciables ; position de la Cour de justice des Communautés européennes dans un arrêt « Klopp » abolissant la règle de l'unicité des cabinets ; indique qu'il a proposé un amendement pour maintenir la règle de territorialité de la postulation en matière d'aide judiciaire et dans certaines procédures ; grève des avocats (p. 6488).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (excluant la multipostulation pour les procédures de saisie immobilière, de partage, de licitation, d'aide judiciaire ou pour les instances dans lesquelles l'avocat n'est pas maître de l'affaire chargé d'assurer la plaidoirie) (p. 6502) ; adopté (p. 6503).

— Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).

Première lecture, discussion générale : catastrophe de Bhopal ; lutte contre les atteintes à l'environnement ; progrès du droit pénal ; accroissement nécessaire de la prévention ; possibilité pour les tribunaux d'accentuer la prévention ; ajournement de la peine avec injonction ; loi sur les établissements classés ;

aggravation des sanctions applicables aux délits les plus graves ; mesures de publicité ; jugements ; presse audiovisuelle [11 décembre 1984] (p. 6827-6828).

Discussion des articles : **article 5 :** communication audiovisuelle et informations sur les condamnations prononcées par les tribunaux (p. 6833).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer tendant à empêcher la dissociation des communes fusionnées (n° 1984) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Birraux visant à faciliter le développement du logement locatif privé (n° 2032) [17 mai 1984] (p. 2450).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 169) de M. Gilbert Gantier tendant à assurer l'indemnisation des dommages subis par les victimes d'attentats [11 octobre 1984] (p. 4662).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1549) de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le remboursement des dépenses de propagande électorale dans les communes de 2 500 à 9 000 habitants [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1629) de M. François d'Aubert tendant à prévenir la fraude électorale [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bayard visant à assurer la protection des enfants contre toutes les formes de violence (n° 2381) [8 novembre 1984] (p. 5778).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à compléter l'article 13 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 2042) [12 décembre 1984] (p. 5905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Statistiques sur les origines des officiers et des soldats** : problème de l'existence ou non au ministère de l'intérieur d'un fichier sur les origines des soldats de l'Armée française [2 mai 1984] (p. 2020) ;

— **Tracasseries administratives auxquelles sont soumis les frontaliers :** D.A.T.A.R. ; frontaliers suisses ; resserrement du contrôle des changes ; cas de certaines sociétés effectuant des opérations en toute impurité ; prérogatives de l'administration des douanes [13 juin 1984] (p. 3295) ;

— **Recouvrement des cotisations de sécurité sociale :** transfert de dix milliards de francs de la trésorerie des entreprises vers celle de la sécurité sociale ; justification technique de la mesure d'avancement du paiement des cotisations ; aggravation des charges des entreprises [5 décembre 1984] (p. 6696) ; risque d'aggravation de la situation de l'emploi (p. 6697).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** atteintes au système démocratique [25 janvier 1984] (p. 92) ; débats sur les nationalisations ; agence Havas ; souhaite la cession à l'actionnariat privé des actions que cette agence détient dans la compagnie européenne de publication (C.E.P.) (p. 93) ; absence d'audition de M. André Rousselet par la commission des affaires culturelles (p. 97) ; radio Canal Plus ; extension de l'empire de l'agence Havas sur la presse, l'information et la publicité (p. 98) ; **article 2 :** son amendement n° 1114 (supprimant la référence à tout moyen d'ordre matériel ou financier dans le dernier alinéa de cet article) [27 janvier 1984] (p. 245) ; rejeté ; son amendement n° 1116 (supprimant le mot « matériel ou » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 246) ; son amendement n° 1119 (supprimant les mots « ou le fonctionnement » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 252) ; **article 4 :** son amendement n° 1159 (conditions de nominativité des actions) [30 janvier 1984] (p. 310) ; rejeté (p. 311) ; son sous-amendement n° 2270 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant aux mots « détient directement ou indirectement 20 p. 100 au moins du capital social » le mot « exploite ») : rejeté (p. 313) ; son sous-amendement n° 2279 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) (p. 315) ; rejeté ; ses amendements n° 1160 et n° 1163 : devenus sans objet (p. 317) ; **article 5 :** son amendement n° 1172 (registre des titres nominatifs) [31 janvier 1984] (p. 343) ; rejeté ; son amendement n° 1173 (compte des valeurs mobilières) : rejeté ; son amendement n° 1174 (suppression de la seconde phrase de cet article) (p. 344) ; rejeté (p. 347) ; **article 6 :** exemple des difficultés d'application de cet article ; inégalité entre les entreprises de presse et les entreprises de l'audiovisuel (p. 364) ; son amendement n° 1191 (publication dans le délai d'un mois des cessions d'actions ou de parts entraînant transfert de la propriété d'une entreprise de presse) ; risque d'effet pervers ; technique des cessions de parts en blanc ; dépendance des entreprises de presse à l'égard de l'Etat ; limitation de la transparence aux entreprises de presse (p. 366) ; rejeté ; son amendement n° 1192 (excluant la promesse de cession du champ d'application de cet article) ; détention des entreprises de presse par le pouvoir socialiste ; cessions en blanc (p. 367) ; rejeté (p. 369) ; son sous-amendement n° 2336 à l'amendement n° 1534 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) ; demande comment une société peut détenir 20 p. 100 des biens d'une entreprises personnelle ; différence entre un compromis de vente et une promesse de vente ; minorités de contrôle ; retiré (p. 370) ; son amendement n° 1194 : devenu sans objet (p. 371) ; notion de contrôle d'une sotiété en droit commercial (p. 372) ; **après l'article 6 :** attachement de l'opposition à la notion de transparence (p. 373) ; **article 7 :** service juridique et technique de l'information ; utilité de la publication du tirage (p. 375) ; enquête annuelle du service juridique et technique de l'information ; allégement de la procédure (p. 376) ; prise de contrôle de nouvelles maisons d'édition par des entreprises dont le capital est détenu par l'Etat ; mainmise par le Gouvernement sur toutes les recettes de communication ; caractère central du problème publicitaire dans la presse (p. 377) ; remplacement de l'article 5 de l'ordonnance du 26 août 1944 ; nécessité d'étendre la transparence dans le domaine de la radio et de la télévision ; nécessité que chaque journal d'information politique et générale radiophonique ou télévisé soit précédé de la mention de l'influence dominante des pouvoirs publics (p. 378) ; sa demande que l'Etat fasse paraître les informations prévues à l'article 7 dans les publications qu'il contrôle ; son amendement n° 1203 (supprimant les mots « et de ses trois principaux associés ») ; inutilité de mettre sur le même plan les associés et le représentant légal ; rejeté (p. 380) ; Office de la justification de la diffusion (O.J.D.) (p. 381) ; vérification par l'O.J.D. ; agence Havas comme régisseur de publicité ; son amendement n° 1206 (supprimant le 7e alinéa de cet article) ; adopté ; régisseurs publicitaires (p. 382) ; obligation pour les entreprises de presse de tenir une comptabilité publication par publication ; exigence du parti socialiste de faire publier les aides reçues de l'Etat par les grandes entreprises ; calcul des

aides directes reçues de l'Etat (p. 384) ; sa satisfaction de voir l'approbation du secrétaire d'Etat pour faire figurer parmi les informations obligatoires le total des aides directes reçues de l'Etat ; son amendement n° 1211 (substituant au mot « vingt » le mot « trois ») ; « mégotage » sur le nombre d'associés qui doivent être mentionnés chaque année dans les publications ; rejeté (p. 385) ; qualification d'associé du porteur de parts dans une S.A.R.L. ; nécessité que les comptes annuels fassent apparaître les aides directes de l'Etat ; possibilité pour le juge d'autoriser la non divulgation de certaines informations (p. 386) ; nécessité d'avoir une connaissance plus précise des groupes de communication (p. 387) ; nécessité d'éclairer les lecteurs sur certains jeux d'influence ; nécessité de connaître la répartition des ressources publicitaires ; constitution du capital de la société Canal Plus et composition du capital de cette société (p. 388) ; extension de la transparence à toutes les entreprises de communication (p. 389) ; **article 8** : son amendement n° 1221 (supprimant le premier alinéa de cet article) [1er février 1984] (p. 399) ; rejeté (p. 400) ; son amendement n° 1222 (substitutant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) (p. 405) ; rejeté (p. 407) ; notion de contrôle (p. 410) ; son amendement n° 1223 (référence à la personne qui possède ou exploite une entreprise de presse) : devenu sans objet (p. 413) ; son amendement n° 1224 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) (p. 415) ; non soutenu ; son amendement n° 1225 (substituant au mot « vingt » le mot « trois ») (p. 416) ; rejeté (p. 417) ; son amendement n° 1226 (supprimant le 5e alinéa de cet article) : rejeté (p. 418) ; son amendement n° 1228 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) ; son amendement n° 1229 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) (p. 419) ; devenus sans objet (p. 420) ; **article 9** : son amendement n° 1233 (supprimant le second alinéa de cet article) [2 février 1984] (p. 458) : rejeté (p. 459) ; **article 10** : ses amendements n° 1249, 1251, 1252 et 1257 : devenus sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; **article 11** : ses amendements n° 1270 et n° 1271 : devenus sans objet [6 février 1984] (p. 609) ; **article 14** : son amendement n° 1310 (régime de l'acquisition de la prise de contrôle d'une entreprise de presse ; cas de refus d'autorisation) : non soutenu [7 février 1984] (p. 671) ; son amendement n° 1311 : devenu sans objet (p. 697) ; **article 15** : son amendement n° 1335 (supprimant l'obligation pour la commission de la transparence de veiller à l'application de la présente loi) : rejeté [8 février 1984] (p. 732) ; son amendement n° 1336 (supprimant la possibilité pour le Gouvernement de consulter cette commission) : rejeté ; son amendement n° 1337 (référence aux commissions permanentes des assemblées parlementaires) (p. 733) ; adopté (p. 734) ; son amendement n° 1341 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil d'Etat désigné par le bureau du Conseil d'Etat) : rejeté (p. 740) ; son amendement n° 1343 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation désigné par l'Assemblée générale de la Cour de cassation) : rejeté (p. 741) ; son amendement n° 1345 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes désigné par l'Assemblée de la Cour des comptes) (p. 742) ; rejeté (p. 743) ; son amendement n° 1346 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil économique et social) : rejeté (p. 744) ; son amendement n° 1349 (inamovibilité des membres de la commission pour la transparence) : non soutenu (p. 745) ; son amendement n° 1351 (obligation pour le président de nommer en qualité de Rapporteur des membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ou des magistrats de l'ordre judiciaire) : rejeté (p. 747) ; **article 17** : son amendement n° 1362 (supprimant le 2e alinéa de cet article) (p. 790) ; rejeté (p. 791) ; son amendement n° 1372 (supprimant le 6e alinéa de cet article) : retiré (p. 793) ; son amendement n° 1378 : retiré ; son amendement n° 1379 (information des personnes intéressées sur l'absence de suite donnée à la demande) (p. 797) ; rejeté (p. 798) ; **article 18** : son amendement n° 1384 (possibilité pour les personnes intéressées de se faire assister d'un Conseil) [9 février 1984] (p. 820) ; rejeté (p. 821) ; son amendement n° 1389 (demande de la commission, aux personnes intéressées de prendre toute mesure de nature à assurer le respect des dispositions des articles 10 à 13) : rejeté (p. 827) ; son amendement n° 1390 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 1407 (autorisant la prorogation au dela pour une seule fois) ; son amendement n° 1408 (motivation et notification aux parties intéressées de la décision de prorogation) : rejetés (p. 847) ; **article 19** : son amendement n° 1413 (obligation pour les intéressés de se conformer aux dispositions légales) (p. 855) ; rejeté (p. 856) ; son amendement n° 1415 (impossibilité pour la commission de fixer un délai de mise en conformité avec les mesures qu'elle a prescrites inférieur à six mois) (p. 861) ; rejeté ; son amendement n° 1418 (prévoyant que la commission adresse une mise en demeure à l'expiration du délai en cas d'inexécution de sa décision) (p. 863) ; rejeté (p. 864) ; son amendement n° 1421 (transmission du dossier au Parquet à l'expiration d'un délai de trois mois) : rejeté (p. 865) ; son amendement n° 1427 (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; son amendement n° 1435 (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 875) ; **article 20** : son amendement n° 1438 (supprimant la fin de cet article après les mots : « renseignements nécessaires auprès des administrations ») : devenu sans objet [10 février 1984] (p. 894) ; **article 21** : son amendement n° 1445 (de suppression) (p. 920) ; rejeté (p. 922) ; **article 22** : ses amendements n° 1450 et n° 1451 : devenus sans objet (p. 950) ; **article 24** : son amendement n° 1461 (suppression de la dernière phrase de cet article) : rejeté (p. 959) ; **avant l'article 25** : son amendement n° 1465 (supprimant l'intitulé du Titre IV) : rejeté [11 février 1984] (p. 972) ; **article 25** : son amendement n° 1467 (volonté de dissimuler une infraction à la présente loi) (p. 978) ; rejeté ; son amendement n° 1468 (substituant aux mots « trois mois à un an » les mots « six mois à deux ans » pour la peine d'emprisonnement applicable dans le cadre de cet article) : retiré (p. 979) ; **article 29** : son amendement n° 1473 (de suppression) : rejeté (p. 1003) ; **article 31** : son amendement n° 1476 (supprimant les mots « ou le contrôle » dans cet article) : rejeté [13 février 1984] (p. 1014) ; son amendement n° 1477 (réduisant l'échelle des peines prévues par cet article) : rejeté (p. 1015) ; **article 32** : son amendement n° 1479 : devenu sans objet ; **article 33** : son amendement n° 1481 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; **article 34** : son amendement n° 1484 (supprimant la référence aux articles 32 et 33 dans cet article) : rejeté (p. 1023) ; son amendement n° 1487 (fixation des montants minima et maxima des amendes) : rejeté (p. 1025) ; **article 39** : son amendement n° 1494 (supprimant l'abrogation de l'article 4 de l'ordonnance de 1944) : rejeté (p. 1035).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 2** : son sous-amendement n° 270 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence aux moyens matériels du contrôle) : rejeté [7 septembre 1984] (p. 4387).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : réforme des procédures de faillite ; procédure simplifiée pour les petites entreprises ; règlement judiciaire ; phase d'observation ; plan d'entreprise ; nombre des personnes susceptibles d'intervenir dès la phase d'observation ; poursuite de l'activité dans l'intérêt de l'entreprise ; évolution des faillites ; clause de réserve de propriété ; droits des créanciers [5 avril 1984] (p. 1183) ; accroissement du rôle des salariés dans la perspective du maintien de l'emploi ; possibilité que cet accroissement conduise à des impasses ; ses réserves à l'égard du texte ; méfiance des créanciers dès les premiers signes de faiblesse d'une entreprise ; événements de Lorraine (p. 1184).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 528 (substituant aux mots « six mois » les mots « trois mois ») : rejeté [6 avril 1984] (p. 1241) ; **après l'article 9** : son amendement n° 530 (possibilité pour le tribunal de demander à la C.O.B. la suspension d'une société mise en règlement judiciaire) : rejeté (p. 1243) ; **article 22** : son amendement n° 535 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 1259) ; devenu sans objet (p. 1260) ; **article 25** : son amendement n° 536 (dépôt du rapport au greffe du tribunal) : rejeté (p. 1261) ; **article 44** : son amendement n° 537 (référence à l'administrateur ou au débiteur) : retiré [9 avril 1984] (p. 1288) ; **article 45** : son amendement n° 538 : devenu sans objet (p. 1289) ; **article 67** : son amendement n° 539 (fixation de la mission de l'administrateur par le tribunal) (p. 1301) ; son amendement n° 539 (fixation de la mission de l'administrateur par le tribunal) (p. 1307) ; retiré (p. 1308) ; **article 71** : son amendement n° 540 (de suppression) (p. 1310) ; rejeté (p. 1311) ; **article 75** : son amendement n° 542 (possibilité pour le tribunal de réduire ou d'augmenter les délais de remise) : retiré (p. 1316) ; **article 88** : son amendement n° 547 (détermination par le tribunal du maintien en vigueur de certains contrats) : rejeté ; son amendement n° 548 (référence aux contrats de fournitures de biens ou services) : adopté ; son amendement n° 549 (supprimant la fin du troisième alinéa de cet article après les mots « ouverture de la procédure ») : rejeté (p. 1324) ;

article 109 : son amendement n° 553 (possibilité d'annulation des actes énumérés par cet article) : rejeté [10 avril 1984] (p. 1341) ; **article 123** : son amendement n° 556 (substituant aux mots : « marchandises » les mots : « biens » dans le cadre de cet article) : rejeté ; **article 141** : son amendement n° 558 (assistance du débiteur par l'administrateur) (p. 1356) ; rejeté ; **article 143** : son amendement n° 559 (assistance éventuelle de l'administrateur pour l'élaboration du plan) : retiré (p. 1361) ; **article 222** : son amendement n° 563 (substituant aux mots : « réunir et consulter » le mot : « informer » à propos des institutions représentatives du personnel prévues dans cet article) (p. 1403) ; rejeté (p. 1404).

Ses rappels au règlement : commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi relatif aux relations entre les collectivités locales et l'enseignement privé ; absence de calendrier des travaux de cette commission ; refus du président de cette commission de procéder aux auditions demandées par l'opposition ; utilisation probable de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; volonté de porter atteinte à une liberté fondamentale [10 mai 1984] (p. 2198) ; projet relatif à la Polynésie française ; coordination dans les travaux parlementaires ; prolongement des travaux de la commission spéciale jusqu'à 5 h du matin ; procédures employées par M. André Laignel (p. 2199).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignements privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : choix des parents ; déontologie du corps enseignant de l'école publique ; danger pour la liberté ; suppression des contrats simples ; titularisation progressive de l'ensemble des personnels ; caractère inquiétant du texte pour la neutralité ; caractère néfaste de ce texte pour l'égalité ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par le Gouvernement ; impossibilité de trahir les convictions de tout un peuple [22 mai 1984] (p. 2528).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Discussion : constitutionnalité de ce référendum ; définition des pouvoirs respectifs de l'Etat et des collectivités publiques ; organisation des libertés publiques ; bloc de constitutionnalité ; opportunité de ce référendum ; vœux exprimés par la grande majorité des Français ; problème de communication entre le Gouvernement et le peuple ; éventuel refus de référendum traduisant la crainte de la consultation populaire [6 juillet 1984] (p. 4108, 4109).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 87 (substituant dans le paragraphe 2 de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1983 au mot « propose » le mot « transmet ») ; nécessité de redonner aux Conseils régionaux et aux collectivités concernées toutes leurs compétences ; possibilité pour le représentant de l'Etat de réviser les schémas prévisionnels ; adopté [9 octobre 1984] (p. 4533) ; **article 3** : « besoins de formation » ; « besoins scolaire reconnus » (p. 4534) ; suite logique de l'amendement n° 25 de M. Jacques Toubon (p. 4536) ; **article 5** : renouvellement du matériel pédagogique (p. 4537) ; dépenses de construction d'équipement et d'entretien ; conventions entre collectivités pour la répartition des charges ; participation-modèle et participation-type ; rétablissement de la tutelle ; répartition des charges entre collectivités ; travaux en cours (p. 4538) ; **article 6** : arbitrage ; fixation des participations communales ; problème posé par l'absence de régler en la matière (p. 4542) ; **article 7** : définition des règles de répartition des charges ; cas des législations étrangères ; arbitrage du représentant de l'Etat (p. 4552) ; « clause d'arbitrage » en droit privé (p. 4553) ; *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 88 (supprimant les quatre derniers alinéas de cet article) (p. 4556) ; rejeté (p. 4557) ; *article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 89 (supprimant le deuxième alinéa du paragraphe 5 de cet article) : rejeté (p. 4559) ; *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 90 (représentants désignés par les organisations représentatives des employeurs et des chambres consulaires) (p. 4563) ; rejeté ; *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 91 (insérant après les mots « le montant » le mot « prévisionnel ») (p. 4564) ; adopté ; son amendement n° 92 (supprimant la deuxième phrase du paragraphe 1er de cet article) rejeté ; son amendement n° 93 (supprimant le paragraphe 5 de cet article) (p. 4565) ; rejeté ; son amendement n° 94 (supprimant le paragraphe 6 de cet article) (p. 4566) ; rejeté ; *article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 95 (supprimant le paragraphe 1er de cet article) : rejeté ; son amendement n° 96 (supprimant le paragraphe 4 de cet article) : rejeté (p. 4567) ; **article 10** : son amendement n°97 (insérant dans le cinquième alinéa de cet article après les mots « conseils généraux » les mots « et après consultation du conseil régional concerné ») : rejeté (p. 4571) ; **article 14** : son amendement n° 98 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 99 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 4575) ; **après l'article 21** : son amendement n° 100 (complétant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1982 relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon par les mots « sans toutefois être inférieur à quatre ») : non soutenu (p. 4591).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* affirmation de la réussite et du succès des entreprises nationalisées ; coût de ces entreprises ; coût des nationalisations ; coût des fonds versés aux entreprises publiques ; pertes et déficits d'exploitation ; situation des entreprises Péchiney et Rhône-Poulenc ; régie Renault ; règne de l'« anti-économique » ; investissement [14 novembre 1984] (p. 6025) ; comptes de la Nation ; objectif social des entreprises nationalisées ; gaz algérien payé par Gaz de France ; contrats privilégiés accordés par E.D.F. ; amélioration de la situation des entreprises ; modernisation ; projet de loi promis l'année précédente par M. Laurent Fabius à propos de la « respiration » du secteur public (p. 6026).

Examen des crédits : **Etat C — Titre V** : son amendement n° 278 (réduisant les crédits de paiement de 7 milliards de francs) [15 novembre 1984] (p. 6073) ; rejeté (p. 6075) ; son amendement n° 280 (réduisant les crédits de paiement de 860 millions de francs) : retiré (p. 6086) ; **Titre VI** : son amendement n° 283 (réduisant les crédits de paiement de 10 340 000 francs) (p. 6090) ; rejeté (p. 6092) ; **après l'article 89** : son amendement n° 272 (présentation par le Gouvernement au Parlement d'un bilan financier et économique des aides de l'Etat accordées au titre des restructurations d'entreprises) : retiré (p. 6097).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Techniciens aux mains des rebelles soudanais : libération du journaliste Jacques Abouchar ; démarches entreprises pour obtenir la libération des otages [31 octobre 1984] (p. 5476) ;

orales sans débat :

— n° 604, posée le 26 avril 1984 : **Communautés européennes (politique agricole commune)** (p. 2002) ; appelée le 4 mai 1984 : **relations entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens** : problème de la participation financière de cette dernière ; dénaturation du Marché commun ; absence de participation de la Grande-Bretagne au système monétaire européen (p. 2131) ; prolongation indue de la période de transition accordée à la Grande-Bretagne (p. 2132) ;

— n° 659, posée le 12 juin 1984 : **électricité et gaz (centrales d'E.D.F. : Bretagne)** (p. 3286) ; appelée le 22 juin 1984 : **implantation d'une nouvelle centrale nucléaire**

en Bretagne : accord du Président de la République pour l'engagement d'études préalables (p. 3610) ; approvisionnement énergétique de la Bretagne ; qualité du courant électrique ; installations de Brennilis (p. 3611) ;

— **n° 706,** posée le 29 octobre 1984 : **Parlement (élections législatives) (p. 5382)** ; appelée le 23 novembre 1984 : **réforme électorale** : conséquences de l'introduction de la proportionnelle ; importance des petits partis ; problème du désaccord entre le Président de la République et une nouvelle majorité parlementaire ; risque de dénaturation de l'esprit et de la pratique des institutions de la Vᵉ République (p. 6324,6325).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).**

Première lecture, discussion générale : loi bancaire ; diversification des activités de crédit maritime ; création de la société centrale de crédit maritime mutuel ; système de financement du secteur traditionnel de la pêche artisanale et des cultures marines ; avances du F.D.E.S. [6 juin 1984] (p. 3016) ; encadrement du crédit ; missions futures du crédit maritime ; exploitation des océans ; domaine énergétique ou industriel ; aquaculture ; modules polymétalliques (p. 3017).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* pose la 1re question de M. Christian Bergelin ; régime de retraite vieillesse des commerçants ; cas de la Bretagne ; recouvrement des arriérés de cotisations par des huissiers de justice ; amnistie des majorations de retard ; pose la 2e question de M. Christian Bergelin [24 octobre 1984] (p. 5171).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. André Durr ; problème du blocage des tarifs publics et de l'imputation des crédits de certains programmes d'Etat ; majoration du contingent d'aide sociale [5 novembre 1984] (p. 5550) ; suppression des crédits relatifs à certains programmes d'Etat ; évolution de la D.G.E. (p. 5551) ; problème du taux et du champ d'application de la dotation globale d'équipement ; diminution du volume des travaux entrepris par les collectivités locales (p. 5555).

MISSOFFE (Héléne)

Député de Paris
(24e circonscription)
Apparentée R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : suspension des travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le texte relatif aux établissements d'enseignement privé ; indique que vingt articles restent à examiner ; refus de procéder à des auditions ; violation de l'alinéa 2 de l'article 86 ; aspects inacceptables de ce texte [17 mai 1984] (p. 2426).

Indique à M. Guy Ducolonè qu'elle s'est fondée, dans son rappel au règlement, sur l'alinéa 2 de l'article 86 [17 mai 1984] (p. 2429, 2430).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : caractère « irréel » du débat ; escamotage ; insulte faite au Parlement ; décision unilatérale de M. André Laignel d'interrompre les travaux de la commission spéciale ; abus de pouvoir ; anéantissement des possibilités d'explication d'amendement ou de discussion des articles ; décision de détruire le pluralisme scolaire ; cynisme et indécence ; objectif de l'unification ; pluralisme ne pouvant « s'éteindre qu'en un régime policier dictatorial » [22 mai 1984] (p. 2521) ; augmentation de la proportion des Français ne voyant pas de contradiction entre la laïcité de l'Etat et le financement partiel des écoles privées sur fonds publics ; obligation d'éducation des enfants par les parents prévue à l'article 213 du code civil ; liberté de l'enseignement ; contrats d'association ; ouverture des classes maternelles et enfantines privées ; taxe d'apprentissage ; respect des principes généraux du service public d'enseignement par les projets éducatifs à dimension confessionnelle ; suppression de l'assise législative des conventions de formation des maîtres de l'enseignement privé ; méthode de dissimulation et d'hypocrisie (p. 2522) ; virages à 180° dans l'économie ; étape capitale vers la fin du pluralisme scolaire ; rétablissement à venir du pluralisme éducatif par l'opposition (p. 2523) ; ses observations sur les propos de M. Alain Savary ; réponse quasiment injurieuse de ce dernier ; textes allant à l'encontre des promesses qui ont été faites (p. 2562).

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité de M. Jacques Toubon ; décentralisation : législation « feuilleton » [8 octobre 1984] (p. 4495) ; nomination des maîtres ; critères requis pour la passation des contrats d'association ; procédure parlementaire ; article 15 du projet de loi ; retour à la loi Debré ; restriction des libertés publiques ; schémas prévisionnels et plans régionaux de formation ; pluralisme scolaire ; justification de l'aide de l'Etat à l'enseignement privé (p. 4496) ; conséquences de l'abrogation par le projet de loi des articles 1er et 4 de la loi du 25 novembre 1977 concernant le contrat d'association ; notion de besoin scolaire reconnu ; conditions de passation des contrats ; possibilité d'ouverture d'écoles privées ; liberté de conscience des maîtres de l'enseignement privé ; disparition du caractère forfaitaire des dépenses de fonctionnement ; possibilité pour les communes de refuser la passation d'un contrat d'association (p. 4497) ; participation d'un représentant de la collectivité compétente aux réunions du Conseil d'administration des établissements privés ; sort des contrats en cours ; intégration par étapes de l'enseignement privé au service public (p. 4498) ; absence de retour réel à la loi Debré (p. 4500).

Discussion des articles : **article 3** : élaboration des schémas prévisionnels ; plans régionaux et carte des formations supérieures ; région Ile-de-France [9 octobre 1984] (p. 4534) ; **article 5** : évaluation du montant des constructions, reconstructions et extensions ; calcul des transferts financiers (p. 4537) ; **article 6** : convention entre le département et la collectivité propriétaire ; risque de transfert de la charge des personnels d'entretien des services aux départements et régions (p. 4541,4542) ; **article 7** : représentation des élus dans les conseils d'administration des établissements publics locaux ; problème de la région Ile-de-France ; date de notification du montant de la participation régionale (p. 4553) ; **article 15** : son amendement n° 85 (de suppression) : rejeté (p. 4581).

Deuxième lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité : liberté de l'enseignement ; difficultés d'interprétation de la notion de caractère propre ; évolution de cette notion depuis la loi Debré du 24 décembre 1959 [19 décembre 1984] (p. 7256) ; rappel des propos du ministre de l'éducation nationale sur l'instruction civique ; contenu de la loi de 1971 ; loi Guermeur de 1977 sur la notion de caractère propre ; approfondissement de cette notion ; prise en compte de celle-ci pour les résiliations de contrats (p. 7257) ; rejetée (p. 7259).

Discussion des articles : **article 15** : utilité des dispositions introduites par le Sénat à l'article 15 ; importance des allusions aux apports des lois de 1971 et 1977 (p. 7282) ; son amendement n° 5 (possibilité pour les maîtres exerçant leurs fonctions dans un établissement privé lié à l'Etat de donner un enseignement inspiré du caractère propre de l'établissement) ; caractère essentiel de la liberté de conscience des enseignants ; conséquence

de l'abrogation de l'article 1er de la loi Guermeur et du rétablissement du 2e alinéa de l'article 4 de la loi Debré ; rappel du débat parlementaire de 1959 sur l'article 15 ; nécessité de respecter la neutralité de l'enseignement ; risques d'interprétation réduisant à néant la sauvegarde du caractère propre de l'établissement ; rejeté (p. 7283) ; absence de représentants des régions au sein de la commission de concertation de l'article 27-8 (p. 7284).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* augmentation de la complexité des actions de formation par la création des régions ; nouveau régime de congé individuel de formation ; coût élevé des différents stages ; traitement social du chômage ; taxe d'apprentissage [29 octobre 1984] (p. 5359) ; diminution des dépenses d'équipement (p. 5360).

Education nationale. — *Discussion générale :* application de la loi sur le transfert des compétences en matière scolaire ; réouverture de la guerre scolaire ; faiblesse des crédits d'équipement ; problème de l'évaluation financière de l'Etat du patrimoine ; caractère incertain des crédits de fonctionnement des lycées et des collèges ; conséquences de l'application du système des crédits limitatifs à l'enseignement privé ; possibilité pour le Gouvernement de faire échec à un projet d'ouverture d'établissement privé par le biais de l'article 88 paragraphe 3 [12 novembre 1984] (p. 5867) ; diminution des crédits de formation pour les maîtres du privé ; nombre d'écoles privées ne touchant pas le forfait communal ; volonté de geler le développement du pluralisme scolaire (p. 5868).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole privé (n° 2390).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 42 (convention de formation professionnelle) : devenu sans objet [22 novembre 1984] (p. 6285) ; **article 3 :** son amendement n° 44 (insérant les mots « à son échéance normale » dans l'avant-dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 6291) ; **article 4 :** son amendement n° 46 (dépenses autres que celles visées au 2e alinéa du second paragraphe) : adopté (p. 6295) ; **article 7 :** son amendement n° 50 (fixation des modalités particulières d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat) : devenu sans objet (p. 6299) ; son amendement n° 52 (fixation par décret des modalités particulières d'application de cet article) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 55 (supprimant les mots « ou d'agrandissement » à la fin de cet article) : adopté (p. 6301) ; **article 10 :** son amendement n° 60 (substituant au chiffre « deux » le chiffre « cinq » à propos du nombre minimal des organisations représentatives de parents d'élèves des établissements privés) : rejeté ; son amendement n° 58 (incluant un représentant des associations familiales rurales dans la composition du conseil) : retiré (p. 6303) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 56 (création d'une commission nationale de conciliation) : retiré (p. 6307) ; **titre :** son amendement n° 63 : (supprimant la référence à la loi du 9 juillet 1984 dans le titre) (p. 6309) ; rejetée (p. 6310).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : rapport de Mme Evelyne Sullerot ; chute démographique dans les pays européens ; poids des cotisations sociales ; politique familiale et évolution des mœurs ; diminution du nombre des mariages ; dispositions fiscales pénalisant le mariage ; assimilation des couples non mariés aux couples mariés en droit social [4 décembre 1984] (p. 6627) ; effets de seuils ; souhaite la suppression des seuils et l'étude d'une politique permettant la fiscalisation de certaines allocations ; neutralité devant le choix des formes de la vie privée allant à l'encontre d'une politique démographique ; mesures conjoncturelles de faible portée contenues dans ce texte ; fiscalisation ; création de l'allocation au jeune enfant ; problèmes d'équité posés par cette allocation ; familles ne remplissant pas les conditions de ressources ; dispositions transitoires pénalisant certaines familles ayant un troisième enfant ; allocation parentale d'éducation ; caractère discriminatoire de celle-ci (p. 6628) ; référence au travail accompli antérieurement au service de cette allocation ; articulation de l'allocation avec le congé parental ; jeunes ménages mariés ; transfert au secteur bancaire de la gestion des prêts concernant ceux-ci ; conditions de ressources ; nombres de prêts accordés par les caisses d'allocations familiales ; taux d'intérêt de ces prêts ; critères d'attribution de ces prêts ; limitation des réformes envisagées par des considérations financières ; séparation entre prestations et ressources ; son hostilité au plafond de ressources ; impossibilité de voter pour une politique familiale faisant une « part si petite » aux familles (p. 6629) ; indique qu'elle ne dispose pas des amendements du groupe socialiste demandant le rétablissement de supplément familial et l'ouverture de la possibilité de l'allocation parentale aux chômeurs indemnisés ; application discriminatoire de l'article 40 de la Constitution (p. 6652).

Discussion des articles : **article 1er :** utilité de la création de l'allocation au jeune enfant ; remplacement des allocations prénatales et postnatales par cette allocation [5 décembre 1984] (p. 6661) ; **article 3 :** excès entraîné par le plafond de ressources ; risque de fraude ; conséquences de la suppression du plafond (p. 6663) ; *article L. 518 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 57 (de suppression) : retiré (p. 6664) ; **article 4 :** — *article L. 534 du code de la sécurité sociales :* son amendement n° 59 (de suppression) ; suppression du plafond de ressources ; rejeté (p. 6666) ; **article 5 :** existence de l'allocation parentale d'éducation à Paris ; problème de la chute de la natalité en France ; utilité des naissances rapprochées ; importance des premières années de la vie d'un enfant ; mesures suggérées par le Conseil économique et social (p. 6667, 6668).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : conditions du débat de l'année précédente et de cette année ; fascicules jaunes annexés à la loi de finances ; absence de réunion de commissions ; dépenses sociales ; dépenses ayant franchi le seuil de 33 p. 100 du P.I.B. ; rôle de l'Etat dans les recettes de la protection sociale [13 décembre 1984] (p. 6921) ; pouvoir d'achat ; politique familiale ; allocation parentale d'éducation ; indemnités de chômage ; préretraite ; régimes de retraites complémentaires ; caractère excédentaire des comptes de la sécurité sociale en 1984 et probable réapparition du déficit en 1985 ; suppression du 1 p. 100 prélevé par l'impôt et légère accélération des dépenses de soins ; glissement de la trésorerie des entreprises vers celle de la sécurité sociale ; équilibre de la sécurité sociale ; ambulanciers ; austérité en matière de protection sociale ; budget pour 1985 (p. 6922) ; dégradation de la situation sociale ; mesures restrictives prises en matière de chômage ; solidarité ; système de protection sociale ; nécessité de choisir entre un aménagement du système des cotisations et une fiscalisation progressive (p. 6923).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** préambule de la Constitution ; textes adoptés depuis 1789 [25 janvier 1984] (p. 64).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221)

Première lecture, discussion générale : son intervention présentée par M. Michel Cartelet : appellation d'origine contrôlée « côtes de Castillon » ; jurisprudence du Conseil d'Etat précisant que l'I.N.A.O. ne peut que restreindre les aires d'appellation délimitées sans jamais les étendre [10 octobre 1984] (p. 4625).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* rôle du Centre international pour le développement social et la santé communautaire ; statut associatif de ce centre [8 novembre 1984] (p. 5755) ; avantages de la transformation de ce centre en établissement public (p. 5756).

— **Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** prise en charge par les régions des dépenses d'investissement pour les lycées ; possibilité de débloquer certaines situations ; risques du maintien de la date d'application au 1er janvier 1986 ; possibilité pour la région de récupérer la T.V.A. lorsqu'elle assume seule le financement des lycées [19 décembre 1984] (p. 7267).

MOCŒUR (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* maîtrise de l'énergie ; agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) ; association pour la promotion des énergies renouvables ; conventions passées avec l'A.F.M.E. ; énergies renouvables ; projet de carburants de substitution ; construction prévue de trois pilotes ; rôle que pourraient jouer certaines cultures énergétiques, notamment le topinambour en Limousin ; facteurs d'évolution structurelle de l'économie agricole ; souhaite le remplacement d'une partie des carburants pétroliers par du carburant de synthèse [14 novembre 1984] (p. 6036) ; énergies renouvelables (p. 6037).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val d'Oise
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi (n° 1999) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche, additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (ensemble une annexe) (n° 2400) [15 novembre 1984] (p. 6182). Démissionnaire [6 décembre 1984] (p. 6785).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1999) autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif à la **formation professionnelle et à la promotion de l'emploi (n° 2064)** [26 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Nicaragua** : condamnation de l'intervention des Etats-Unis par la commission des Nations Unies pour l'Amérique latine ; initiative de la France en ce domaine [11 avril 1984] (p. 1454) ;

— **Semaine de l'O.N.U. sur le désarmement** : rupture des négociations de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires ; conférence de Stockholm [17 octobre 1984] (p. 4851) ;

orale sans débat :

— **n° 738,** posée le 4 décembre 1984 : **informatique (entreprises)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **licenciements décidés par le groupe Bull** : diminution de 5 p. 100 des effectifs ; affaiblissement du secteur « disques » (p. 6790) ; suppression ; nécessité d'utiliser toutes les formes de coopération en France et en Europe ; utilité d'un accord entre Thomson, C.G.E. et Bull (p. 6791).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).**

Première lecture, discussion générale : modalités du rétablissement du droit de grève ; décision du Gouvernement en 1973 de remplacer les personnels civils du contrôle aérien par des militaires ; loi de 1964 interdisant le droit de grève aux personnels du contrôle aérien ; continuité du service public [25 avril 1984] (p. 1935) ; nécessité d'un service de sécurité ; cas de la Corse ; notion de préservation des intérêts essentiels de la France et de ses besoins vitaux ; droit de survol (p. 1936).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 6 (supprimant les mots « au moins » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 7 (préservation des intérêts ou des besoins vitaux de la France en cas de cessation concertée d'un travail) (p. 1940) ; adopté (p. 1941) son amendement n° 8 (de conséquence) ; volonté de donner une valeur égale aux besoins vitaux de la Nation et aux engagements internationaux de la France ; adopté (p. 1942) ; **article 3 :** son amendement n° 9 (désignation des personnels demeurant en fonction par le ministre chargé de l'aviation civile après consultation des organismes paritaires concernés) ; retiré (p. 1943) ; **après l'article 3 :** caractère abusif de l'assimilation faite par M. Jacques Toubon entre l'affaire du tri postal de Caen et la navigation aérienne (p. 1944).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).**

Discussion : Nicaragua ; opérations de minage des ports ; attitude du Président Ronald Reagan à l'égard de l'Amérique centrale ; cas du Honduras ; situation au Proche-Orient [26 avril 1984] (p. 1964) ; élections en Israël ; constitution d'un Etat palestinien indépendant ; nostalgie des aventures coloniales manifestée par la droite ; attitude de M. Hissène Habré ; régime d'apartheid en Afrique du Sud ; indépendance de la Namibie ; indique qu'il est partisan de la cessation des ingérances extérieures en Afghanistan et au Cambodge (p. 1965) ; implantation des fusées Pershing et Cruise ; escalade de la course aux armements ; manifestations pacifistes ; F.M.I. ; pays en voie de développement ; déficit budgétaire américain ; avenir de l'Europe (p. 1966).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion générale : position favorable des députés communistes à l'égard de l'objectif de ce projet ; objectif de démocratisation ; équilibre financier du régime ; assujettis [14 juin 1984] (p. 3359) ; catégories de cotisations au régime d'assurance volontaire ; cotisations obligatoires ; concurrence des compagnies d'assurance ; retraités ; élection « à deux niveaux » ; régime autonome ; élections hors de France ; organisations syndicales (p. 3360).

Discussion des articles : **article 4 :** assiette de la cotisation ; fixation d'un taux plafond (p. 3364) ; **article 5 :** financement de la protection sociale (p. 3365) ; **article 14 :** — *article L. 780 du code de la sécurité sociale :* harmonisation avec le régime général ; risque vieillesse ; caisse des Français à l'étranger ; *article L. 781 du code de la sécurité sociale :* représentants élus des salariés (p. 3374) ; système électoral (p. 3375).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernement des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416).

Première lecture, discussion générale : importance du financement de la Communauté ; mise en œuvre du déplafonnement de la T.V.A. ; caractère contestable de la gestion financière de la Communauté ; existence du déficit budgétaire [28 novembre 1984] (p. 6450) ; dérogations à la préférence communautaire accordées à la Grande-Bretagne ; distribution de fonds communautaires aux propriétaires fonciers anglais ; nécessité de réformer les finances européennes ; élargissement de la Communauté (p. 6451).

— Projet de loi, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie (n° 2394).

Première lecture, discussion générale : aménagement de dispositions de coordination relatives à l'assurance vieillesse ; atteinte aux droits de l'Homme en Turquie ; expulsion de ce pays du Conseil de l'Europe [18 décembre 1984] (p. 7078).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° 2400).

Première lecture, discussion générale : éclairage donné par le Gouvernement à la ratification de l'accord franco-autrichien [20 décembre 1984] (p. 7341) ; refus par les communistes de l'organisation et du principe de l'espace judiciaire européen ; risque de création d'une organisation européenne de lutte contre « le terrorisme ou l'immigration » ; appréciation de la notion de terrorisme ; cas de la Turquie ; refus du Gouvernement de ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme (p. 7342).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : rétablissement de la garantie de l'emploi pour les victimes d'accidents de trajet [20 décembre 1984] (p. 7344) ; suppression de la rente au profit du versement d'un capital ; refus du groupe communiste de confier la présidence des tribunaux des affaires de la sécurité sociale à des magistrats honoraires ; recouvrement des créances hospitalières (p. 7345).

MONTERGNOLE (Bernard)

Député de l'Isère
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [10 mai 1984] (p. 2235).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 645,** posée le 22 mai 1984 : **jeunes (formation professionnelle et promotion sociale)** (p. 2575) ; retirée le 25 mai 1984 : **rémunération de certains stagiaires de la formation professionnelle** (p. 2661).

— **n° 684,** posée le 26 juin 1984 : **jeunes (formation professionnelle et promotion sociale)** (p. 3727) ; appelée le 29 juin 1984 : **formations complémentaires d'initiative locale :** rémunération des stages ; financement des formations complémentaires par le ministère de la formation professionnelle ; bilan des stages (p. 3868) ; statut d'élève ou d'étudiant (p. 3869).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** possibilité d'une participation de capitaux étrangers ; notion de « communauté étrangère » ; respect du droit à la différence ; possibilité pour le ministre de l'intérieur d'interdire la circulation ou la mise en vente de publications d'origine étrangère [1er février 1984] (p. 426).

Deuxième lecture, discussion générale : mission éducative de la presse ; célébration du 18 juin 1940 ; ordonnances de 1944 ; disparition de nombreux titres dans les années 1944-1947 ; transparence des entreprises de presse ; réalité économique des entreprises de presse ; cas de M. Hubert Beuve-Méry ; droits du lecteur citoyen [19 juin 1984] (p. 3464) ; choix des informations livrées aux lecteurs ; évolution du *Dauphiné Libéré ;* établissement de la carte d'identité d'un titre ; composition du capital ; cas du journal *Le Progrès* ; groupe Hersant ; tirage ; juridiction d'exception ; Cour de sûreté de l'Etat ; indépendance et nomination des membres de la commission pour la transparence ; limites à la concentration (p. 3465).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 43 :** nécessité de préciser que le temps passé par le représentant des salariés à l'exercice de sa mission est rémunéré par l'employeur [9 avril 1984] (p. 1283) ; **article 44 :** nécessité de motiver les licenciements pendant la période d'observation (p. 1287) ; **article 62 :** hiérarchie des objectifs (p. 1299).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : immigration ; stabilisation légale de la population immigrée ; accès de tout travailleur étranger installé depuis au moins trois ans sur le

territoire à toute profession de son choix ; précarité du statut des étrangers ; référence indirecte à la situation de l'emploi [25 mai 1984] (p. 2669) ; motifs d'ordre public ; carte de résident ; mesures du chapitre II de l'ordonnance limitées aux seuls étrangers exerçant une activité salariée ; souhaite la modification de l'article 4 du texte à propos de la délivrance d'autorisation de travail à un étranger titulaire de la carte de séjour temporaire ; article 16 de l'ordonnance de 1945 ; instauration du titre unique de séjour de dix ans ; aide à la réinsertion ; avis favorable de la commission des affaires culturelles (p. 2670).

Discussion des articles : **article 1er** : *article 10 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 1 (supprimant le mot « salariée » à propos de l'activité professionnelle) ; texte visant l'ensemble des situations professionnelles ; adopté (p. 2679) ; *article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 2680) ; **article 4** : son amendement n° 3 (substituant au mot « titulaire » les mots « qui demande l'autorisation ») : adopté (p. 2683).

Deuxième lecture, discussion générale : situation des étrangers en France ; regroupement familial ; radios locales privées [28 juin 1984] (p. 3845).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : introduction de la publicité sur les radios locales ; maintien du statut associatif ; pluralité ; affirmation de la transparence ; définition du volume plafond des ressources publicitaires à l'intérieur d'un budget d'une des radios ; organes de la presse régionale ; bulletins d'information locale [12 juin 1984] (p. 3250, 3251).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* chômage des jeunes ; orientations concernant les travaux d'utilité collective ; durée des stages ; rôle des préretraités et des demandeurs d'emploi dans la formation complémentaire ; validité et valorisation des acquis des différents stages [29 octobre 1984] (p. 5366).

MORA (Christiane)

Député d'Indre-et-Loire
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : refus de l'existence de deux catégories de Présidents de la République ; référendum : contrepoids à l'influence des partis ; idée de l'accroissement des pouvoirs personnels du Président de la République ; prétendue astuce tactique de la majorité ; enseignement ; organisation des pouvoirs publics ; thème de la menace pour les libertés [23 août 1984] (p. 4310).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
(5e circonscription)
U.D.F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Rapporteur de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 7 ajnvier 1984] (p. 237).

Est nommée vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1449).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-présidente :

Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : maîtrise de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement [17 avril 1984] (p. 1651).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro : recevabilité d'un amendement de ce dernier [17 avril 1984] (p. 1659).

Note que chaque groupe s'est déjà exprimé par un orateur au moins lors des rappels au règlement ; souhaite donc mettre un terme à la discussion après deux autres rappels au règlement [17 mai 1984] (p. 2429).

Répond aux rappels au règlement de Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Barrot, Philippe Bassinet, Emmanuel Hamel, Jacques Brunhes, Jean Foyer, Guy Ducoloné et Marc Lauriol : ordre du jour prioritaire ; maîtrise de leurs travaux par les commissions conformément à l'article 40 du règlement [17 mai 1984] (p. 2431).

Répond au rappel au règlement de M. Xavier Deniau : inscription de la ratification du texte portant accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne relatif aux obligations du service national (n° 2008) [28 juin 1984] (p. 3818).

Répond au rappel au règlement de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : ouverture des sessions extraordinaires par décret du Président de la République (p. 3821).

Rappelle la possibilité pour les membres du Gouvernement d'être entendus lorsqu'ils le souhaitent [5 juillet 1984] (p. 4084).

Refuse la parole à MM. François d'Aubert et Alain Madelin pour des faits personnels [5 juillet 1984] (p. 4087).

Informe l'Assemblée de la décision des autorités afghanes de libérer le journaliste Jacques Abouchar [25 octobre 1984] (p. 5213).

Lors de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances pour 1985 (n° 2347) :

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : fixation de l'ordre du jour par la conférence des présidents [29 octobre 1984] (p. 5334).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : report de l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier, des amendements n° 88 et n° 89 de M. François d'Aubert aux crédits ouverts à l'article 43 [29 octobre 1984] (p. 5336).

Indique en réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel (deuxième partie de la loi de finances pour 1985) que chaque groupe répartit le temps de parole qui lui est imparti entre les discussions des différents fascicules budgétaires [6 novembre 1984] (p. 5609).

Demande le respect du temps de parole, lors de la discussion des crédits du ministère des relations extérieures [8 novembre 1984] (p. 5722).

Répond au rappel au règlement de M. François Loncle ; impossibilité de mener à son terme la discussion des crédits du ministère du redéploiement industriel lors de la séance du 14 novembre 1984 [15 novembre 1984] (p. 6054).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : raisons de la prise de parole de M. François d'Aubert [15 novembre 1984] (p. 6069).

Signale que le président peut autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission (p. 6069).

Rappelle les termes de l'application de l'article 56-3 du règlement (p. 6088).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : obligation pour tout rappel au règlement d'avoir un rapport avec celui-ci [15 novembre 1984] (p. 6081).

En qualité de député :

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* existence de dispositifs dissuasifs mis en place à l'encontre de la vidéo ; résultats de la loi de juillet 1982 ; adoption d'une nouvelle législation sur les radios locales privées ; existence de Canal Plus ; projet d'une quatrième chaîne de télévision [7 novembre 1984] (p. 5633) ; perspectives du plan câble ; question du seuil de rentabilité ; financement des canaux non affectés à la compagnie luxembourgeoise de télévision ; contrepartie de l'offre de nouveaux services dans l'appel à des nouvelles ressources ; diversité des programmes (p. 5634).

MOREAU (Paul)

Député du Nord
(17e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

MORTELETTE (François)

Député du Loir-et-Cher
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (éducation nationale : enseignements primaire et secondaire) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1984] (p. 3953).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 17 : **éducation nationale** : enseignements primaire et secondaire **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 567**, posée le 3 avril 1984 : **assurance maladie maternité (prestations en nature)** (p. 1112) ; appelée le 6 avril 1984 : **transport des enfants se rendant dans un centre médico-socio-psychologique** : non remboursement des frais de transport des enfants soignés par un centre médico-socio-psychologique, depuis le 1er avril 1984 (p. 1215, 1216).

— **n° 704**, posée le 9 octobre 1984 : **communes (mairies et bâtiments communaux)** (p. 4599) ; appelée le 12 octobre 1984, remplacé par M. Jean-Claude Bois : **logements mis à la disposition des instituteurs par les communes** : possibilité pour les communes de mettre ces logements à la disposition des instituteurs ; possibilité pour les maires de décider une désaffectation (p. 4677).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er son rappel au règlement** : respect du temps de parole pour la défense des amendements [25 janvier 1984] (p. 73).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : création d'un livret d'épargne-entreprise ; mécanisme de l'avoir fiscal ; fiscalité de certains fonds communs de placements à risques [2 mai 1984] (p. 2054).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : article 3 de la Constitution ; rappel des faits antérieurs au dépôt du projet ; nécessité de modifier l'article 11 de la Constitution ; dépôt par les députés de l'opposition de propositions de loi sur ce point [23 août 1984] (p. 4307) ; possibilité d'un second référendum sur le problème de l'école ; réduction des pouvoirs du Sénat ; nécessité d'examiner ce projet de loi au fond ; question préalable ; nécessité d'asseoir les libertés à tous les stades de la vie ; élargissement du recours au référendum (p. 4308).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : améliorations apportées par l'actuelle majorité au système éducatif ; insuffisances de la lutte contre l'échec scolaire et de l'aide accordée aux familles les plus démunies ; analyse du projet de budget global de l'éducation nationale ; ses regrets concernant les annulations de crédits intervenues en cours d'année ; niveau des effectifs du système éducatif métropolitain [12 novembre 1984] (p. 5848) ; caractéristiques du niveau atteint à la sortie du système de formation ; niveau des créations d'emplois ; poursuite de la résorption de l'auxiliariat dans le second degré ; rappel de la faiblesse des rémunérations ; évolution de l'aide aux familles ; rend hommage à l'action de M. Alain Savary ; montant de l'aide à ces établissements ; caractère indispensable de la réforme de la taxe d'apprentissage ; budget des constructions scolaires ; calcul des crédits destinés à la rémunération des personnels d'enseignement des classes sous contrat des établissements privés ; application de la décentralisation à ces établissements (p. 5849, 5850).

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV** : son amendement n° 119 (réduisant les crédits de 3,7 milliards de francs) ; problème du financement des transports scolaires par des crédits destinés aux familles les plus défavorisées ; rejeté (p. 5915) ; **article 88** : son amendement n° 120 (substituant à la fin du paragraphe I de cet article aux mots « premier alinéa du présent article » les mots « présent paragraphe ») : adopté ; caractère plus avantageux pour l'enseignement public que pour l'enseignement privé de l'amendement n° 234 de M. Jacques Barrot (p. 5916) ; conséquence du report du transfert des charges au 1er janvier 1986 (p. 5917).

MOULINET (Louis)

Député de Paris
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute (n° 2073) [10 mai 1984] (p. 2235).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif aux transports internationaux de marchandises par route (n° 2129) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque relative à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiale et commerciale (ensemble une annexe) (n° 2354) [11 octobre 1984] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur projet de loi (n° 2073) autorisant l'approbation d'un **accord international de 1982 sur le jute** et les articles en jute **(n° 2118)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2129), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif aux **transports internationaux de marchandises par route (n° 2202)** [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2354) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République socialiste tchécoslovaque** relative à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiale et commerciale (ensemble une annexe) **(n° 2441)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : application de règles différentes à la presse nationale et à la presse régionale [6 février 1984] (p. 610) ; **article 12** : caractère théorique de l'interdiction du cumul prévu à l'origine par cet article (p. 612).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes (ensemble trois annexes et un protocole) (n° 2037).

Première lecture, discussion générale : présentation d'un texte rédigé en anglais ; projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord constitutif de la banque interaméricaine de développement [25 avril 1984] (p. 1926-1927).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* Cambodge ; efforts de diffusion de la langue française vis-à-vis de ce pays [8 novembre 1984] (p. 5764).

— Projet de loi, relatif à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement (n° 2096).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 35** : son amendement n° 93 (devenu sans objet) [14 décembre 1984] (p. 7014).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
(1re circonscription)
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prix et débouchés de la banane :** cataclysmes naturels ; revenu garanti pour le planteur [13 juin 1984] (p. 3299) ;

orales sans débat :

— **n° 663,** posée le 19 juin 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires)** (p. 3495) ; appelée le 22 juin 1984 : **problème sucrier en Guadeloupe :** production métropolitaine de sucre de betterave ; intégration des départements d'outre-mer dans le marché commun ; usine de Gardel de la Sosugat (p. 3614) ; plan de relance de la canne et de l'industrie sucrière ; couverture du déficit agricole (p. 3615) ;

— **n° 753,** posée le 11 décembre 1984 : **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : langues et cultures régionales)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : **promotion de la culture guadeloupéenne :** nécessité de créer un institut de recherche musicale ; intentions du Gouvernement en matière de recherche et de promotion de la culture guadeloupéenne ; réalisation du festival international de percussions en 1985 (p. 6944).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** mouvement sportif guadeloupéen ; absence de moyens dans cette région ; recrutement d'enseignants d'éducation physique et sportive ; absence de structure permettant des rencontres internationales [12 aril 1984] (p. 1506).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1981).

Première lecture, discussion des articles : **article 30 :** son amendement n° 80 (de suppression) [18 avril 1984] (p. 1691) ; rejeté (p. 1692).

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Deuxième lecture, discussion générale : politique d'assimilation dans les départements d'outre-mer ; Bumidon ; *France-Antilles ;* aliénation des populations antillaises ; liberté d'information ; politique spécifique en faveur de la presse dans les D.O.M. ; inefficacité des aides publiques actuelles ; pluralisme de la

presse outre-mer ; suppression de la T.V.A. pour les organes de presse dans les départements d'outre-mer ; formation professionnelle des journalistes et du personnel d'imprimerie aux Antilles [19 juin 1984] (p. 3468).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 21 :** suppression du régime fiscal néfaste au pluralisme de la presse quotidienne ; aide à la presse « pauvre » ; réexamen des rapports entre la presse et l'argent ; réorganisation des différentes aides économiques ; [19 octobre 1984] (p. 5009) ; **article 22 :** reconduction des mesures d'incitation prévues en faveur du développement économique des D.O.M. ; statut de l'institut d'émission des départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) ; bénéfices de l'I.E.D.O.M. ; création de la caisse d'investissement des départements d'outre-mer : (C.I.D.O.M.) ; mode de répartition des produits de l'I.E.D.O.M. (p. 5012).

Deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* difficultés du tourisme aux Antilles ; contrats de plan Etat-région ; politique en faveur de l'artisanat ; contribution de l'Etat à la création en Guadeloupe du centre interprofessionnel de formation d'apprentis [24 octobre 1984] (p. 5172).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* effets de la politique économique antérieure à 1981 [26 octobre 1984] (p. 5295) ; crédits de paiement du fonds d'investissement des D.O.M. ; équilibre de la structure des échanges ; montant des primes d'équipement ; procédure douanière dans les D.O.M. ; pratique tarifaire de la Compagnie générale maritime ; réduction de la prime de chère ; exploitation de la canne à sucre ; industrie sucrière ; cas de l'usine de Beauport ; institut d'émission des départements d'outre-mer ; échec de l'assemblée unique (p. 5296) ; rôle du « reaganisme » dans les Caraïbes (p. 5297).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* indemnisation du chômage dans les D.O.M. ; gestion des crédits attribués aux chantiers ; mise en place d'une filière bois ; application du programme des travaux d'utilité collective dans les départements et territoires d'outre-mer [29 octobre 1984] (p. 5379).

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* résorption de l'habitant insalubre ; direction départementale de l'équipement en Guadeloupe [30 octobre 1984] (p. 5418) ; caisse des dépôts et consignations ; société coopérative de production d'H.L.M. de Pointe-à-Pitre (p. 5419).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Jean Combasteil : objectifs du plan de relance de la culture de la canne à sucre ; mise à disposition de la S.A.F.E.R. de subventions permettant de faire face au déficit de l'exploitation des terres en faire valoir direct ; problème de l'irrigation des bassins canniers de la zone nord de la Grande-terre [6 novembre 1984] (p. 5622).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* contenu du rapport de la Cour des comptes concernant l'éducation nationale dans les départements d'outre-mer ; problème posé par l'insuffisance des effectifs et le retard dans les nominations ; nécessité d'efforts spécifiques en faveur de l'académie Antilles-Guyanne [12 novembre 1984] (p. 5911).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* taux de couverture des importations et exportations dans les D.O.M. ; plan de redressement ; problème du commerce extérieur ; développement de l'énergie solaire [14 novembre 1984] (p. 6048).

N

NARQUIN (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(1e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Suppression d'emplois au groupe Bull : rappel des propos tenus par le Président de la République lors de sa visite à Angers ; nécessité d'explications sur ce problème [31 octobre 1984] (p. 5476).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* renouveau de la planification ; obligations de l'Etat ; priorités des régions ; repli économique de l'agriculture ; problème de la région Ouest ; modernisation de l'industrie ; politique de soutien aux P.M.E. ; action des entreprises publiques ; improvisation conjoncturelle ; départ de Téléfil d'Angers ; discrimination sociale entre les chômeurs ; ardoisiers d'Angers [23 octobre 1984] (p. 5075) ; nécessité de « donner un coup de semonce » en matière d'aménagement du territoire (p. 5076).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* financement de l'université d'Angers ; caractère insuffisant de l'encadrement dans cette université [12 novembre 1984] (p. 5909-5910) ;

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* recul du droit au travail ; augmentation du nombre des « sans ressources » [13 novembre 1984] (p. 5983).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* règlement judiciaire de la société « l'Aiglon » [14 novembre 1984] (p. 6046).

NATIEZ (Jean)

Député de Loire-Atlantique
(1re circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste[*J .O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (justice) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) ; annexe n° 22 : **justice (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Arrestation de M. Ferreira Aldunate en Uruguay : campagne électorale dans le cadre des élections du 25 novembre prochain en Uruguay ; violation des droits de l'Homme ; démarches effectuées pour la libération de M. Wilson Ferreira Aldunate et de son fils [20 juin 1984] (p. 3504).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président

— Lors de la discussion du projet de loi sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) :

Demande un retour à un débat plus serein [13 avril 1984] (p. 1605).

Rappelle les règles d'attribution du temps de parole (p. 1606).

Demande à M. Jacques Blanc de ne pas recourir à l'artifice consistant à s'inscrire sur un article pour parler d'un article précédent (p. 1611).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : nécessité de vérifier s'il n'y a pas une erreur dans une dépêche d'agence [14 mai 1984] (p. 2304).

Répond au rappel au règlement de M. Etienne Pinte : maîtrise de leurs travaux par les commissions [14 mai 1984] (p. 2304-2305).

Donne la parole à M. Michel Debré au titre de l'article 154 du règlement, les conditions de déroulement d'une séance de discussion d'une motion de censure ne permettant pas d'intervenir pour un fait personnel [24 mai 1984] (p. 2638).

Lors de la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Indique qu'il n'y a pas d'erreur dans l'appel des amendements [30 mai 1984] (p. 2860).

Considère que les explications de vote ont eu lieu [30 mai 1984] (p. 2864).

Remercie M. Michel Rocard de n'avoir proposé aucun amendement lors du débat [4 juin 1984] (p. 2912).

Invite l'Assemblée à observer une minute de silence en hommage aux personnes mortes pour la Libération de la France, à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944 [6 juin 1984] (p. 2964).

Lors de la discussion de projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Suggère une discussion commune des divers amendements [7 juin 1984] (p. 3083, 3084).

Suggère une rectification de l'amendement n° 245 de M. Pascal Clément (p. 3090).

Explicite l'amendement n° 354 de M. Maurice Adevah-Poeuf lors du débat sur l'article 35 du projet de loi [8 juin 1984] (p. 3183).

Ses observations sur la numérotation des articles et sur le rythme d'examen des amendements [8 juin 1984] (p. 3201, 3209).

Indique que l'Assemblée nationale siège depuis près de 10 heures [8 juin 1984] (p. 3214).

Souhaite que l'ensemble des orateurs fasse preuve de concision [8 juin 1984] (p. 3214, 3217).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : maîtrise des travaux par la commission ; possibilité de suspendre le débat s'il y a lieu [19 juin 1984] (p. 3474).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon : suppléance des présidents de commission par les vice-présidents [19 juin 1984] (p. 3474).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : ordre du jour prioritaire [19 juin 1984] (p. 3476).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : modifications apportées par la Constitution de la Ve République au travail parlementaire [19 juin 1984] (p. 3476).

Rèpond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon : nombre d'amendements déposés sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3477).

Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : délai de dépôt des sous-amendements [19 juin 1984] (p. 3477).

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé : circulation dans le Palais Bourbon [19 juin 1984] (p. 3478-3479).

Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : absence d'opposition à l'examen des amendements [19 juin 1984] (p. 3479).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : réunion du bureau ; ordre du jour prioritaire [19 juin 1984] (p. 3480).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin : nombre de séances prévues pour l'examen du texte sur le projet de loi (n° 1832) relatif à la presse [19 juin 1984] (p. 3483).

Répond aux rappels au règlement de M. Emmanuel Aubert : ordre du jour de la session extraordinaire [31 juillet 1984] (p. 4227, 4228).

Rappelle les règles de prises de parole lors de la discussion par articles (projet de loi (n° 2351) portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales) [9 octobre 1984] (p. 4556).

Indique à M. Jacques Barrot la présence d'une cinquantaine de députés dans l'hémicycle [9 octobre 1984] (p. 4593).

Rappelle l'absence d'explications de vote lors de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1985 (jeunesse et sports) [23 novembre 1984] (p. 5107).

Suggère une rectification à un amendement lors du débat des crédits du ministère des relations extérieures [8 novembre 1984] (p. 5768).

Rappelle les conditions de report de l'examen du budget des charges communes du projet de loi de finances pour 1985 [9 novembre 1984] (p. 5783).

Indique qu'il n'est pas possible de revenir sur un vote intervenu (projet de loi n° 2443 relatif à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles) [6 décembre 1984] (p. 6779).

En qualité de député :

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** ses observations à propos du service public concédé de la presse ; « on y reviendra » ; rappelle que nul n'est censé ignorer la loi ; peines applicables au directeur de la publication n'ayant pas procédé à l'insertion prévue par cet article [11 février 1984] (p. 998) : **son rappel au règlement :** rythme du débat ; rappelle que le propos qu'il a tenu à propos du service public concédé de la presse est le suivant : « on y reviendra » (p. 999).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : position de l'abbé Lemire ; cas d'une petite commune près de Nantes ; pluralité scolaire dans diverses régions ; absence de lycée agricole public dans le département de Loire-Atlantique ; droit syndical ; problème du renvoi abusif de certaines personnes ; nécessité d'un statut pour les enseignants de l'enseignement privé ; égalité par rapport à la taxe d'apprentissage [22 mai 1984] (p. 2536) ; gestion des transports scolaires, pluralité scolaire représentant une des causes de l'échec scolaire dans les régions de l'Ouest ; catéchèse ; obstacles à la création d'une école publique ; point d'équilibre ; appels à la colère ; pression sur le travail parlementaire (p. 2537-2538).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Discussion : exigences du bien public en matière de politique familiale et sociale ; liberté de l'enseignement ; financement garanti ; respect des consciences ; titularisation des maîtres ; mépris pour le libre choix des enseignants du privé ; cas de l'Alsace-Lorraine ; pratique concordataire dans les départements du Rhin ; guerre scolaire ; régions subissant les effets désastreux de la pluralité scolaire ; cas des communes de l'Ouest [24 mai 1984] (p. 2629) ; pluralité scolaire ; opposition entretenant la guerre scolaire à des fins politiques et électorales ; campagnes électorales en milieu rural de Loire-Atlantique ; paix scolaire ; position du groupe socialiste ; texte constituant une avancée positive (p. 2630).

— **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 26 et l'article 26 *bis* :** son opposition à l'amendement n° 23 de la commission [5 juin 1984] (p. 2955).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : budget d'équipement ; progression des crédits de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire ; amputations budgétaires ; création d'emplois de surveillants [23 octobre 1984] (p. 5050) ; engorgement des tribunaux ; capacité d'accueil des établissements pénitentiaires ; cas des femmes détenues ; retard de l'application de la loi du 3 janvier 1983 sur le transfert à l'Etat des charges supportées par les collectivités territoriales en matière de justice ; modernisation et rationalisation concernant les flux judiciaires et carcéraux ; prévention ; action pénitentiaire post-pénale ; budgétisation de l'indemnisation de copie de pièces ; amélioration de l'équipement du casier judiciaire national de Nantes grâce à l'informatique ; automatisation du bureau d'Ordre pénal des tribunaux ayant plus de trois chambres ; élaboration d'un Plan triennal pour la construction et la rénovation des établissements pénitentiaires ; création de deux maisons d'arrêt ; accès aux tribunaux ; solidarité à l'égard des victimes ; conditions de détention (p. 5051) ; intégration des éducateurs dans le corps des psychologues de l'éducation surveillée ; reconduction des étrangers aux frontières (p. 5052).

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).**

Première lecture, discussion générale : allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; engagement électoral de M. François Mitterrand ; garantie d'une embauche temporaire de remplacement ; maintien du contrat de travail ; problème de l'inclusion des chômeurs dans le champ d'application de l'A.P.E. ; allocation rarement versée à un homme ; taux de fécondité [4 décembre 1984] (p. 6631) ; coûts de non travail ; caractère irréversible du développement de l'activité professionnelle féminine ; cas des chômeuses indemnisées ; nécessités de permettre le service de l'allocation au troisième mois d'une grossesse (p. 6632).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : services diplomatiques et généraux) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : **relations extérieures** : services diplomatiques et généraux **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Citroën :** mise en cause par les travailleurs d'Aulnay de la stratégie de la direction du groupe P.S.A. ; baisse des plans de formation du personnel ; rappelle que la région Ile de France n'est pas considérée comme un pôle de reconversion [18 avril 1984] (p. 1672) ;

— **Avenir de l'A.C.P. :** désabonnement de trois quotidiens régionaux [20 juin 1984] (p. 3502) ; avenir des salariés ; pluralisme de l'information (p. 3503).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** cessation de parution du journal *Combat socialiste ;* licenciements respectant le droit du travail [31 janvier 1984] (p. 349).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).**

Discussion : voyage du Président de la République aux Etats-Unis ; position de M. Ronald Reagan en matière internationale [26 avril 1984] (p. 1971) ; équilibre des forces stratégiques ; implantation des fusées Pershing en Europe ; attitude de la gauche européenne ; attitude du Congrès américain ; intérêts des Etats-Unis se déplaçant vers la zone Pacifique ; désaccord entre la France et les Etats-Unis à propos de l'Amérique centrale, notamment du Nicaragua ; retrait des marines du Liban (p. 1972) ; problème de la commémoration du débarquement de Jacques Cartier au Québec (p. 1973).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : son expérience comme élève de l'école catholique ; spécificité du projet éducatif catholique ; école fonctionnant sur une mécanique d'exclusion [22 mai 1984] (p. 2528) ; cite le cas de son cours d'histoire sur la Commune ; laïcité représentant une morale généreuse proposant aux enfants la prise en compte de valeurs de solidarité et de diversité ; condamnation ouverte de certaines lois de la République par l'école catholique ; projet éducatif pouvant être différent pour les garçons et les filles ; amendement socialiste liant l'obligation de financement à la titularisation de la majorité des enseignants des établissements privés ; souhaite l'indépendance de l'école par rapport à tout dogmatisme et toute église ; apprentissage de la tolérance (p. 2529).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : axes de la politique extérieure française ; inquiétudes sur l'emploi et l'activité culturelle extérieure ; enseignement du français aux adultes ; Alliance française ; situation en Grande-Bretagne [8 novembre 1984] (p. 5717) ; informatisation et modernisation des services ; action audiovisuelle ; redéploiement des postes consulaires ; représentation de la France à l'étranger par le réseau consulaire ; spécificité de ce budget ; informations sur les sommes affectées à la compensation des pertes de pouvoir d'achat et des crédits de fonctionnement des postes (p. 5718).

NEVOUX (Paulette)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires européennes) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention relative à la reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage (n° 2404) [15 novembre 1984] (p. 6182).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome IV : **affaires européennes (n° 2367)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2404) autorisant l'approbation d'une Convention relative à la **reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage (n° 2543)** [20 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mariages mixtes et problèmes des enfants enlevés** : vide juridique face à cette situation [9 mai 1984] (p. 2147) ;

orale sans débat :

— **n° 718,** posée le 20 novembre 1984 : **banques et établissements financiers (crédit)** (p. 6215) ; appelée le 23 novembre 1984 : **frais de gestion du crédit immobilier :** nécessité de modifier l'arrêté du 13 novembre 1974 autorisant la réévaluation des frais de gestion des sociétés de crédit immobilier (p. 6327) ; problème de la rétroactivité de cet arrêté (p. 6328).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).**

Première lecture, discussion générale : intérêts de l'enfant ; problème de l'enfance malheureuse ; enfant ignoré par sa famille d'origine ; changement de contexte familial ; personne déposant un enfant à la D.D.A.S.S. [14 mai 1984] (p. 2301) ; rôle des magistrats ; problème des délais (p. 2302).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : abus de langage : « école libre » [22 mai 1984] (p. 2524) ; motivations des forces de droite : reconquête des jeunes en dirigeant l'éducation dans un sens contraire à nos institutions ; dualisme scolaire ; loi de 1977 ; devoir de rénovation du système éducatif français ; absence d'atteinte à la liberté (p. 2525).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).**

Première lecture, discussion générale : adaptation de l'assiette des cotisations aux revenus des travailleurs salariés ; maladies tropicales ; accidents de trajet ; rachat des cotisations [14 juin 1984] (p. 3358) ; nécessité d'accélérer la négociation de conventions bilatérales en matière de sécurité sociale ; situation des agents publics, notamment enseignants ; cas des militaires retraités de Pondichéry ; cotisations de sécurité sociale (p. 3359).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* centres de vacances organisés l'été ; situation des animateurs de ces centres [23 octobre 1984] (p. 5106).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* imposition des bénéfices industriels et commerciaux ; utilisation des nomenclatures [24 octobre 1984] (p. 5168).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : problèmes communautaires ; rôle du ministère des affaires étrangères ; acquis de la présidence française de la Communauté ; réduction des contentieux ; politique agricole commune ; production laitière ; augmentation des ressources propres [8 novembre 1984] (p. 5719) ; coopération industrielle ; suppression des droits de douane ; poursuite du plan de restructuration de la sidérurgie (p. 5720).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* répartition des crédits prévus pour faire face aux situations de détresse [13 novembre 1984] (p. 5975).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).**

Première lecture, discussion générale : rapprochement du justiciable et de son conseil ; dérogation initialement prévue pour sept ans ; intérêt du justiciable ; restructuration du tribunal de la Seine ; incitation des avocats à venir s'installer dans un des barreaux périphériques [29 novembre 1984] (p. 6499).

— **Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).**

Première lecture, discussion générale : rôle du Conseil national du bruit [14 décembre 1984] (p. 6964) ; installations classées ; urbanisation aux alentours des aéroports ; production d'avions moins bruyants ; taxe parafiscale ; circulaire étendant les zones de bruit et créant une zone complémentaire ; fonds d'aide aux riverains ; aide à l'insonorisation ; élargissement de la zone n° 1 d'Orly ; dépenses d'insonorisation ; extension du droit à indemnisation aux logements acquis ; nécessité d'une concertation accrue avec les élus (p. 6965).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; souhaite l'extension des zones de bruit donnant droit à indemnisation des riverains ; nécessité que les aéroports ne modifient pas l'utilisation des pistes (p. 6976).

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie (n° 2394).**

Première lecture, explications de vote : amélioration du statut social des travailleurs turcs ; vote des socialistes contre la réintégration de la Turquie au Conseil de l'Europe [18 décembre 1984] (p. 7079).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage (n° 2404).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : évolution démographique et juridique en matière de naissances hors mariage ; comparaison de cette situation en France et dans les autres pays ; élaboration de la convention dans le cadre de la commission internationale de l'état civil ; conditions des reconnaissances d'enfants ; contenu de la législation française ; réserves émises par la France ; validité d'une reconnaissance ; problème des filiations incestueuses [20 décembre 1984] (p. 7339) ; conformité de la convention à la loi française sur la filiation (p. 7340).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° 2400).**

Première lecture, explications de vote : refus par la France d'adhérer au projet de création d'un espace judiciaire européen ; vote du groupe socialiste [20 décembre 1984] (p. 7342).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (n° 2374).**

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : absence d'accord de la commission mixte paritaire [20 décembre 1984] (p. 7371).

NILES (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Assassinat d'un militant turc à Epône** : indignation et colère des travailleurs contre cet acte ; caractère non accidentel de l'affaire d'Epône ; nature des instructions données au commissaire de la République et des moyens alloués au service du travail et de l'emploi pour éviter la reproduction de tels actes [14 novembre 1984] (p. 6017).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).**

Première lecture : explications de vote : vote positif du groupe communiste [11 avril 1984] (p. 1449).

— **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1** : nécessité des activités physiques et sportives ; droit à la pratique du sport ; ségrégation sociale face au sport ; rôle du ministre chargé de l'éducation nationale ; rôle des entreprises en matière de sport ; projet de création d'un Conseil national des activités physiques et d'un comité national de la recherche et de la technique en activités physiques et sportives [12 avril 1984] (p. 1506, 1507).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* solidarité entre les armées et la nation ; approbation du budget par le groupe communiste ; nécessité d'un collectif budgétaire pour financer l'opération « Manta » ; professionnalisation dans les armées [9 novembre 1984] (p. 5820) ; économies de carburant ; part des appelés dans certaines unités fortement professionnalisées ; solde des militaires ; crédibilité de la force de dissuasion nucléaire ; doctrine de l'O.T.A.N. (p. 5821) ; course aux armements ; sécurité de la France et paix mondiale (p. 5822).

NOIR (Michel)

Député du Rhône
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre du conseil d'administration de la Caisse nationale des banques [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2001).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (budgets annexes : monnaies et médailles) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3157).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix et de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la **répression des infractions à la législation économique (n° 2341)** [12 septembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 49 : **monnaies et médailles (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation alarmante du trafic postal** : création à Caen de tris parallèles [2 mai 1984] (p. 2022) ;

— **Aides de l'Etat à l'usine de la Chapelle-Darblay** : attribution à cette usine de subventions et de prêts [13 juin 1984] (p. 3291) ; avenir de l'industrie du papier ; ligne directrice de la politique industrielle (p. 3292) ;

— **Conception de la famille et prestations familiales** : conséquences de la refonte du système des prestations familiales ; possibilité pour les couples non mariés de bénéficier de certaines prestations en déclarant leur enfant orphelin de père ; évolution de la démographie française ; mesures en faveur des familles de trois enfants et plus [24 octobre 1984] (p. 5133).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : publicité donnée aux travaux de la mission d'information sur certaines opérations de l'E.R.A.P. ; publication ne pouvant engager les députés de l'opposition membres de cette mission d'information [2 mai 1984] (p. 2027).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : **oppose la question préalable** : développement de l'entreprise privée ; initiative privée ; question préalable originale consistant à dire que le texte va « tout à fait dans le bons sens » ; possibilité de proposer un texte beaucoup plus ambitieux ; changement de cap entre 1981 et 1984 ; éloge exclusif du secteur public ; éloge de la création individuelle ; livret d'épargne entreprise ; fonds propres de l'entreprise ; fiscalité des fonds communs de placement à risques ; charges supplémentaires des entreprises depuis 1981 ; effort de recherche ; succession au sein des petites et moyennes entreprises [2 mai 1984] (p. 2037) ; amortissement des logiciels ; ressources financières ; conception de l'économie administrée ; pôles de conversion ; reprise des entreprises en difficultés ; seuils fiscaux à l'origine de la non création de nombreux emplois ; accroissement du chômage (p. 2038) ; sa question préalable : rejetée (p. 2041).

Discussion des articles : **article 1er** : comportement d'épargne en vue de créer une entreprise ; livret d'épargne-entreprise ; effets financiers du nouveau livret ; limitation des sommes déposées ; orientation de l'épargne vers des emplois productifs ; affectation des sommes collectées par les Codevi [3 mai 1984] (p. 2068-2069) ; ses amendements nos 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 61, 62 et 63 : devenus sans objet ; dispositions relatives au seuil de dix salariés ; son amendement n° 64 (possibilité d'ouvrir deux livrets) ; son amendement n° 65 (même objet) ; droit fiscal encourageant le concubinage (p. 2072) ; rejetés ; ses amendements n° 66 et n° 67 (substituant aux mots « foyer fiscal » les mots « personne physique » à propos du nombre de livrets qu'il est possible d'ouvrir) : rejetés ; son amendement n° 68 (suppression de la référence au seuil de 75 p. 100 dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article) ; taux de rémunération ; rejeté (p. 2073) ; ses amendements n° 69 et n° 70 (conditions privilégiées d'attribution du prêt) ; taux de rémunération ; rejetés (p. 2074) ; **article 2** : déductibilité des intérêts des titres contractés pour créer une entreprise ; cas de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (p. 2075) ; activités de

services ; déduction des intérêts des emprunts dans l'hypothèse de la reprise d'une entreprise (p. 2076) ; sociétés de services ; article 34 du code général des impôts (p. 2077) ; déductions des intérêts ; problème de la durée de cette déduction ; déductibilité courant sur toute la durée de l'emprunt ; son amendement n° 72 (cas de l'augmentation du capital d'une société exerçant le type d'activité similaire) : rejeté (p. 2078) ; investissements et dépenses nécessaires au lancement de l'entreprise (p. 2079) ; **article 4** : informatique ; recherche ; durée de l'amortissement ; son amendement n° 81 (substituant au mot « recherche » les mots « recherche-développement) ; décret du 10 juin 1983 ; retiré ; son amendement n° 82 (études d'ingénierie) (p. 2080) ; son amendement n° 83 (même objet) ; opérations de conception de logiciels ; informatique ; rejetés ; son amendement n° 84 (études destinées à accroître l'effort de l'entreprise à l'exportation) ; son amendement n° 85 (même objet) : rejeté (p. 2081) ; **article 5** : son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 11 de la commission (souscriptions au capital ou aux augmentations) ; son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 11 de la commission (même objet) ; son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 11 de la commission (conventions-types proposées par décret) ; son sous-amendement n° 89 à l'amendement n° 11 de la commission (même objet) (p. 2082) ; avantage fiscal ; augmentation de capital des sociétés existantes ; création de sociétés financières ; ses sous-amendements n^{os} 86 et 87 : rejetés (p. 2083) ; ses sous-amendements n^{os} 88 et 89 : rejetés (p. 2084) ; **après l'adoption de l'article 7 : son rappel au règlement** : recevabilité de deux amendements portant sur la suppression de certains effets des seuils fiscaux pour les entreprises de dix à vingt salariés ; argument de l'insuffisance du gage prévu ; nationalisation du secteur bancaire ; erreur d'interprétation quant à la recevabilité de ces amendements (p. 2095) ; **article 8** : situation aux Etats-Unis (p. 2096) ; possibilité de reprise d'une entreprise par des personnes issues de sa direction ; nécessité de dissocier le capital des droits de vote ; sociétés de services ; modalités d'application de cette mesure (p. 2097) ; imprécision de la notion de continuité de la direction de l'entreprise ; nature de l'activité des entreprises concernées ; expression « membres du personnel » ; participation des salariés (p. 2098) ; son amendement n° 91 (fixant à un an le délai visé au quatrième alinéa (1°) de cet article) ; son amendement n° 92 (même objet) ; cas où le chef d'entreprise ne pense pas pouvoir assumer la direction de son entreprise (p. 2099) ; mobilisation d'emprunt ; dotation d'une fraction des parts de capital ; rejetés ; son amendement n° 93 (substituant au taux de 50 p. 100 le taux de 33,4 p. 100 à cette même place) ; part des droits de vote attachée aux parts et aux actions détenues et parts de sociétés financières ; rejeté (p. 2100) ; son amendement n° 94 (substituant au taux de 50 p. 100 le taux de 33,4 p. 100 à propos de la part de capital détenue par la société nouvelle) ; fonds commun de placement à risques ; détention de 50 p. 100 du capital ; insiste pour que le dispositif proposé soit souple (p. 2102) ; rejeté ; détention par les salariés de 50 p. 100 au moins des actions de la société holding ; création de sociétés de ce type (p. 2103) ; son amendement n° 97 (substituant aux mots « la majorité » les mots « le tiers » à propos de la détention du capital de la société nouvellement créée) ; société holding ; rejeté (p. 2104) ; son amendement n° 98 (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; rejeté (p. 2105) ; **après l'article 8** : son amendement n° 100 (non imposition de la plus value réalisée dans les conditions prévues dans cet article) ; son amendement n° 101 (même objet) : rejetés ; son amendement n° 154 (non application de l'article 285 de la loi du 24 juillet 1966 pour la mise en œuvre de l'article 8) ; possibilité pour la société holding d'émettre des obligations non autorisées (p. 2106) ; émission d'obligations par la société holding ; retiré (p. 2107) ; **article 12** : son amendement n° 103 (supprimant le 3° du paragraphe VI de cet article) (p. 2109) ; rejeté (p. 2110) ; **article 13** : intégration du déficit fiscal dans les comptes de la société rachetante ; déficit fiscal de la société rachetée (p. 2111) ; son amendement n° 104 (suppression du 3°, alinéa 2, du paragraphe II de l'article 209 A *bis* du code général des impôts) ; volonté de non discrimination par rapport aux entreprises et aux salariés ; devenu sans objet (p. 2113) ; cession temporaire de titres ; recours à des emprunts (p. 2114) ; **article 15** : agrément ministériel (p. 2117).

Explications de vote : redressement des entreprises françaises ; projet de loi allant dans le bon sens ; mobilisation des ressources financières ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 2118).

— Conclusions du rapport (n° 1987) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° la propostion de résolution de M. André Lajoinie tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964).

Discussion générale : affaire présentant les caractéristiques d'une « mauvaise bande dessinée » ; acteurs : escroc, services de sécurité, financier italien, banquier suisse, avocat, cardinal ; attitude du président de la mission d'information « jouant les Zorro » [16 mai 1984] (p. 2374) ; rapport de cette mission d'information ; attitude des parlementaires de l'opposition au sein de celle-ci ; recherches menées dans le domaine énergétique ; absence du président Christian Goux ; honnêteté intellectuelle de ce dernier ; problèmes réels du pays ; mythologie socialo-communiste ; information judiciaire en cours ; erreur scientifique ; escroquerie (p. 2375) ; débat politique de mauvais goût (p. 2376).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : formation de techniciens aux U.S.A. et au Japon ; destruction d'un point par des amendements sous la pression des « ultras laïcs » de la majorité ; projet portant gravement atteinte aux principes donnant corps à la liberté de l'enseignement ; affectation des emplois ; article 4 du projet ; disparition de la notion de besoins reconnus ; liberté de conscience ; soumission du projet éducatif aux principes de l'enseignement public ; agrément ; droit de veto ; mécanisme d'étouffement de l'enseignement privé ; emplois ; moyens financiers ; contrôle de la gestion des établissements privés ; mesures relatives au personnel ; intégration au service public ; titularisation des maîtres constituant la marche obligatoire vers le monopole ou allant vers la disparition d'un secteur éducatif privé autonome [22 mai 1984] (p. 2540-2541) ; nécessaire mutation de l'appareil éducatif ; formation des enseignants ; utilisation des nouvelles techniques ; fossé existant entre les formations techniques et les métiers correspondant aux besoins ; décentralisation ; besoin des adolescents de croire à certaines valeurs ; démarche « archaïque et suicidaire » pour la nation (p. 2542).

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : attribution de nouvelles fréquences ; techniques de la communication audiovisuelle ; contrôle de l'Etat ; régression par rapport à la loi de 1982 ; confusion entre télécommunications et audiovisuel ; risque de censure car autorisation préalable ; plan câble ; droit d'installation d'un réseau câblé ; préfinancement des réseaux par les collectivités locales [5 juin 1984] (p. 2919) ; part minime de préfinancement des collectivités ; contrôle exclusif sur les installations de réseaux câblés (p. 2920).

Discussion des articles : **article 6** : degré de liberté laissé aux collectivités locales dans l'application du plan câble (p. 2927) ; fibre optique ; coût de fabrication ; installation de réseaux par l'Etat ; monopole en matière de télécommunication ; nécessité d'un régime pluraliste ; préfinancement des collectivités locales ; difficulté de réalisation du plan de câblage ; problème des lignes supplémentaires (p. 2928) ; son amendement n° 8 (de suppression) : rejeté (p. 2929).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : mutation dans le tissu industriel des technologies et techniques ; augmentation des différentiels ; crise des finances publiques et des dépenses sociales ; procédure de débudgétisation ; surrévaluation de certaines recettes ; tentative électoraliste du « moins » d'impôt ; erreurs de la gestion socialiste ; ampleur du déficit budgétaire ; endettement ; compétivité des entreprises ; intéressement des salariés [16 octobre 1984] (p. 4809) ; diminution de l'enveloppe consacrée à la formation professionnelle ; investissements ; épargne familiale ; avantages fiscaux (p. 4810).

Première partie : Discussion des articles : **article 3** : problème de la suppression de la taxe professionnelle, allégement de celle-ci par cet article ; variations des taux ; hausse de la taxe téléphonique et du prix du carburant [18 octobre 1984] (p. 4899) ; absence de rémunération de fonds des chèques

postaux permettant de réduire les recettes de 6 milliards (p. 4900) ; **article 4** : reconstitution des fonds propres des entreprises (p. 4916) ; obligations d'apports en numéraires (p. 4917) ; **après l'article 4** : existence de seuils sociaux ; potentiel de créations d'emplois ; effort pour le logement représentant 140 milliards de francs ; nécessité de motiver les entreprises pour créer des emplois ; proportion de 1 p. 100 formation qui va au fisc (p. 4918) ; **article 14** : réussite de la participation ; distribution de plus de 15 milliards au titre de l'intéressement (p. 4934) ; position du comité d'entreprise et des délégués syndicaux ; participation fondée sur le volontariat ; suppression des actions détenues par le personnel lors de la nationalisation des banques (p. 4935) ; **après l'article 14** : cas de cession d'entreprise ; comptabilité du système du retour en arrière avec la loi sur l'initiative économique (p. 4947) ; **article 15** : relations entre l'Etat et le système bancaire ; déficit budgétaire ; création monétaire ; correspondants du Trésor (p. 4949-4950) ; crédibilité de la signature des banques françaises à l'étranger ; contrôle de la masse monétaire ; bons du Trésor (p. 4952) ; **après l'article 3** : problème de la fidélité à la parole donnée ; propos de M. Henri Emmanuelli et de Mme Catherine Lalumière à cet égard ; emprunt 7 p. 100 de 1973 (p. 4954) ; parti communiste (p. 4955) ; son sous-amendement n° 225 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (fixant la date d'application de celui-ci au 1er janvier 1988) (p. 4958) ; manquement à la parole de l'Etat (p. 4959) ; réservé (p. 4961) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution à son sous-amendement (p. 4963) ; **son rappel au règlement** : qualification juridique de l'emprunt Giscard ; prélèvement libératoire [19 octobre 1984] (p. 4977) ; emprunt en garantie de change ; nature de l'engagement de l'Etat ; remise en cause de la parole de l'Etat (p. 4978) ; **article 16** : modification d'un régime fiscal privilégié ; qualification et nature de l'emprunt émis en 1973 ; déformation de l'interprétation de la décision du Conseil constitutionnel (p. 4981).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* sous-évaluation du courrier en franchise postale ; surestimation des recettes des télécommunications [29 octobre 1984] (p. 5316) ; désillusion des usagers ; impôt sur le téléphone ; avenir du plan câble ; problèmes du personnel ; sacrifice de la sécurité de la poste (p. 5317) ; montant en valeur absolue de la baisse de la taxe de raccordement et des hausses tarifaires (p. 5325).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* révolution industrielle ; gouffres financiers du secteur nationalisé ; préparation de la troisième révolution industrielle ; sidérurgie ; construction navale ; contrats signés entre les Charbonnages de France et E.D.F. [14 novembre 1984] (p. 6022) ; objectifs du 9e Plan ; cas de Manufrance et de la Chapelle-Darblay ; lourdeur du bilan du secteur nationalisé ; accord entre Thomson et C.G.E. sur les télécommunications ; acquisition de Telefunken par Thomson ; cas de l'entreprise Renault ; sort « déplorable » des sous-traitants des entreprises publiques ; situation de l'électronique (p. 6023) ; rejet du budget par le groupe R.P.R. (p. 6024).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : son amendement n° 250 (réduisant les crédits de 1 million de francs) ; utilité d'un débat de politique industrielle secteur par secteur ; insuffisance de formation des ressources humaines ; nombre d'ingénieurs formés par la France par rapport à l'Allemagne fédérale et aux Etats-Unis [15 novembre 1984] (p. 6063) ; intentions du Gouvernement à cet égard (p. 6064) ; diminution des crédits de formation ; retiré ; rôle de l'école nationale d'exportation ; problème de la formation des jeunes au métiers de l'exportation (p. 6065) ; ouverture du débat sur l'exécution du programme prioritaire du 9e Plan ; évolution des crédits du fonds de soutien aux industries de programme ; contradiction de la politique du Gouvernement relative aux grands projets de communication (p. 6066) ; son amendement n° 252 (réduisant les crédits de 5 millions de francs) ; rejeté ; son amendement n° 244 (supprimant le chapitre 44-75) ; fonds d'industrialisation de la Lorraine ; montant et utilisation des 5 millions de francs ; caractère dérisoire de cette somme (p. 6067) ; différence de traitement économique et social des difficultés d'emplois et des difficultés humaines ; inégalité de traitement entre les chômeurs ; nécessité de renoncer à des manœuvres politiques comme Manufrance ou la Chapelle-Darblay ; rejeté (p. 6068) ; problème des composants électroniques ; difficultés chez Thomson ; situation du plan « puce » ; nécessité d'un échange de vues sur la filière électronique (p. 6069) ; point de vue du Gouvernement sur cette industrie (p. 6070) ; son amendement n° 255 (réduisant les crédits de 500 millions de francs) (p. 6071) ; retiré ; son amendement n° 246 (supprimant le chapitre 45-14) : retiré ; son amendement n° 256 (réduisant les crédits de 15 millions de francs) (p. 6072) ; retiré ; brièveté du débat sur la maîtrise de l'énergie ; nécessité de déposer des amendements sur ce point (p. 6073) ; **Etat C — Titre V** : son amendement n° 258 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 5,5 milliards de francs) : retiré (p. 6083) ; difficultés du secteur automobile ; contenu du Plan présenté par le président de la Régie Renault (p. 6084) ; son amendement n° 260 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 1,2 milliards de francs) ; devenir des grands secteurs industriels ; évolution de l'industrie française des télécommunications ; présence de la France sur les marchés extérieurs ; stratégie d'alliance de Thomson ; évolution des investissements apportés par ce groupe dans le secteur des composants électroniques (p. 6085) ; rejeté ; son amendement n° 261 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 1 milliard de francs) ; retiré ; son amendement n° 262 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 700 millions de francs) ; retiré ; nécessité de la loi dite « de respiration du secteur public » ; cessions d'actifs dans des groupes nouvellement nationalisés ; absence de réponse à sa lettre du 4 octobre concernant la violation de la Constitution sur ce point ; affaire Pechiney (p. 6086) ; amélioration des comptes par cession des actifs ; violation de l'article 34 de la Constitution ; absence de respect de la légalité républicaine ; rejeté ; **Etat C — Titre VI** : son amendement n° 265 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 2 millions de francs) ; retiré ; son amendement n° 266 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 50 millions de francs) ; retiré (p. 6087) ; son amendement n° 268 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 100 millions de francs) ; retiré ; son amendement n° 269 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 200 millions de francs) ; retiré ; son amendement n° 270 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 40 millions de francs) (p. 6088) ; rejeté (p. 6089) ; son amendement n° 271 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 1 milliard de francs) ; retiré (p. 6092) ; **Etat B — Titre III** : son amendement n° 247 (réduisant les crédits de 10 millions de francs) (p. 6094) ; rejeté ; son amendement n° 249 (réduisant les crédits de 5 millions de francs) (p. 6095) ; retiré (p. 6096).

Son rappel au règlement : rencontre entre le Président de la République et M. Kadhafi ; perte de crédibilité de la France en Afrique ; information de la représentation nationale [15 novembre 1984] (p. 6082).

Son fait personnel : absence d'erreur sur les chiffres relatifs aux concours publics et à la balance commerciale dans le dossier du R.P.R. ; accord C.G.R.-Technicare [12 décembre 1984] (p. 6857).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

NUCCI (Christian)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : démission du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement (gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Alain Vivien : enseignants exerçant en coopération** : hommage aux coopérants ; vocation à la titularisation des coopérants non fonctionnaires ; réemploi de tous les coopérants contractuels réintégrant la France à la suite de mesures de relève décidées par certains Etats ; titularisation des techniciens ; coopération par objectif [25 avril 1984] (p. 1916).

— **M. Louis Odru : venue éventuelle du Premier ministre Sud-Africain en France** : précise que la visite du Premier ministre Sud-Africain n'est pas prévue à Paris ; processus devant conduire à l'indépendance de la Namibie ; caractère intolérable de l'apartheid [16 mai 1984] (p. 2388).

— **M. Olivier Stirn : projet de traité d'union européenne** : importance des compétences attribuées à l'union européenne ; difficulté de mise en œuvre en raison de la coexistence de deux ordres juridiques distincts : les communautés et l'union européenne ; volonté du Gouvernement de donner une impulsion nouvelle à la construction européenne [16 mai 1984] (p. 2390).

— **M. Louis Lareng : aide alimentaire aux pays en voie de développement** : montant du commerce mondial de céréales ; différents types d'aide alimentaire ; soutien des politiques d'autosuffisance alimentaire ; développement de cultures vivrières [23 mai 1984] (p. 2581).

— **M. Jean-Guy Branger : les incidents du golfe persique** : historique du problème ; non application de la résolution 540 ; nouveau projet de résolution soumis au Conseil de sécurité ; atteintes au principe de la liberté de navigation ; stock de pétrole [30 mai 1984] (p. 2847).

— **M. Emmanuel Hamel : voyage du Président de la République à Moscou** : combat pour le respect des droits de l'Homme ; détermination de la France pour rétablir en Europe l'équilibre des forces ; recherche de la paix [6 juin 1984] (p. 2987, 2988).

— **M. Guy-Michel Chauveau : Convention de Lomé** : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; détermination du montant de l'enveloppe financière prévue pour la reconduction de la Convention de Lomé [17 octobre 1984] (p. 4844).

— **M. Jean-Jack Queyranne : Ethiopie** : caractère exceptionnel de la sécheresse dans la région sahélienne ; mobilisation exceptionnelle des organisations non gouvernementales françaises ; problème de l'acheminement de l'aide ; gravité de la sécheresse frappant le Niger, le Mali, le Tchad, le Burkina-Fasso et la Mauritanie ; fourniture par la Communauté européenne d'une aide supplémentaire à l'Ethiopie et aux payx du Sahel [5 décembre 1984] (p. 6693).

orale sans débat de :

— **M. Jean Proveux (n° 717) : faim dans le monde** : situation en Ethiopie [23 novembre 1984] (p. 6325) ; problème des ports et des transports intérieurs dans ce pays ; solidarité de la France avec les Etats du Sahel; problème de la sécheresse au Cap-Vert, en Mauritanie, au Sénégal, au Burkina et au Niger ; situation alimentaire au Tchad ; nature des aides (p. 6326) ; problème de la sécurité alimentaire ; nécessité de diversifier l'aide ; création d'un fonds spécial pour l'Afrique ; nécessité de privilégier les opérations triangulaires (p. 6327).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : tiers-monde ; cours des matières premières ; orientations et priorité de la politique menée par la France en matière de coopération ; plan intérimaire ; cas de la Côte d'Ivoire ; accroissement de l'enveloppe triennale de financement de l'A.I.D. ; contenu de la prochaine convention avec les pays A.C.P. ; priorités géographiques de l'aide bilatérale [26 avril 1984] (p. 1956) ; aide de la France en Angola ; situation au Mozambique ; Cameroun ; situation du tiers-monde ; aide alimentaire d'urgence ; conférences internationales ; crise financière de l'Amérique latine ; respect des engagements pris par la France concernant l'accroissement de l'aide ; crise économique en Afrique (p. 1957) ; Haute-Volta ; coopération ; plan d'intégration de 7 000 contractuels enseignants (p. 1958) ; son récent voyage au Vietnam ; situation au Cambodge (p. 1993) ; relations bilatérales de la France et du Vietnam ; coopération régionale ; océan Indien ; nouvelle politique de coopération ; développement des Etats du Sud ; projet de création d'un Institut de ressources naturelles de l'Université des Nations Unies ; Haute-Volta (p. 1994) ; mutation en Afrique (p. 1995).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184).

Première lecture, discussion générale : rapatriés de Tunisie [30 juin 1984] (p. 3931) ; conditions des transactions ; droit des locataires ; autorisation administrative ; transferts de fonds ; rachats de biens par l'Etat tunisien ; charges exigibles au titre de ces biens ; création d'une commission mixte *ad hoc* (p. 3932).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Troisième lecture, discussion générale : statut des étrangers ; politique d'aide à la réinsertion ; rapports Nord-Sud [30 juin 1984] (p. 3933).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Troisième lecture, discussion générale : utilisation par M. François d'Aubert du terme « magouille » [30 juin 1984] (p. 3935) ; texte sur la presse (p. 3936) ; décalage entre le Sénat et l'Assemblée nationale (p. 3937) ; lieux d'émission ; fréquences ; confort d'écoute (p. 3938).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Troisième lecture, discussion générale : nouveau service de communication ; participation des collectivités locales [30 juin 1984] (p. 3939) ; présense d'un représentant de l'Etat aux Conseils d'administration des sociétés d'économie mixte ; nécessité de rattraper le retard sur le plan technologique (p. 3940) ; fibre optique (p. 3941).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* croissance économique des pays en voie de développement ; préservation des chances de développement ; Etats africains [8 novembre 1984] (p. 5728) ; renforcement de l'impact de l'aide multilatérale ; Convention de Lomé ; lutte contre la sécheresse au Sahel ; aide publique financière au développement ; politique financière dans les relations Nord-Sud ; assistance technique ; assitance en personnel (p. 5729) ; enseignants techniciens ; rôle et crédits réservés aux acteurs non gouvernementaux ; sauvegarde de la capacité d'intervention du ministère de la coopération (p. 5730) ; diminution des crédits d'intervention ; crédits du F.A.C. ; diminution des crédits d'assistance technique (p. 5746) ; Maroc ; coopération et développement ; faible diminution du nombre des enseignants français à l'étranger ; problème du redéploiement des postes ; situation en Guinée-Conakry ; Tchad ; assistance militaire ; multiplication des aides d'urgence en faveur du Sahel ; aide publique au développement ; dialogue Nord-Sud (p. 5747) ; fusion du ministère de la coopération et du ministère des affaires étrangères ; liens entre la France et l'Ethiopie ; aide de la C.E.E. ; problèmes du Sahel ; (p. 5748).

Répond à la question de :

— *M. Gilbert Mitterrand :* rôle du Centre international pour le développement social et la santé communautaire (C.I.D.E.S.S.C.O.) ; statut associatif de cet organisme ; mise en place des établissements publics ; problèmes posés par cette mise en place (p. 5756).

— *M. Robert Galley,* posée par M. Xavier Deniau : aide alimentaire au Sahel ; zone touchée par la sécheresse ; aide au Tchad et au Mali ; création d'un corps de volontaires ; coopération et crédits réservés aux jeunes volontaires ; (p. 5760) ; rôle des organismes non gouvernementaux (p. 5761).

— *M. Guy Vadepied :* liens entre les organisations non gouvernementales et les pouvoirs politiques (p. 5763) ; rôle du ministère de la coopération ; action menée vis-à-vis de l'opinion publique (p. 5764).

Examens des crédits : II. — **Coopération et développement : Etat C titre VI :** subventions au fonds d'aide et de coopération ; **après l'article 89 :** affectation de crédits d'intervention ; rôle des élus locaux en matière de coopération (p. 5767) ; problème de l'information sur l'évolution de l'aide publique au développement ; possibilité d'organiser un débat parlementaire sur cette idée (p. 5768).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instaurer quatre **cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort (n° 2454)** [22 novembre 1984].

Proposition de loi tendant à renforcer la **protection animale** et complétant la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 **(n° 2553)** [20 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Modification de la lettre-clé des actes de radiologie :** difficultés des cardiologues dans l'exercice de leur activité ; nécessité de renouer le dialogue avec la profession médicale [24 octobre 1984] (p. 5134) ;

— **Découpage des cantons pour les élections de mars 1985 :** problème de la création de nouveaux cantons ; choix du seuil démographique ; cas de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine, de l'Essonne et du Val d'Oise ; recours à des « charcutages » [7 novembre 1984] (p. 5650).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 207 (application de la loi aux chaînes de radiodiffusion et de télévision émettant régulièrement plus de six heures par jour) : rejeté [26 janvier 1984] (p. 167). **article 2 :** son amendement n° 678 (indiquant que l'Etat est considéré, bien entendu, comme une personne morale) : rejeté [27 janvier 1984] (p. 231) ; **article 11 :** ses observations sur cet article présentées par M. Jacques Baumel [4 février 1984] (p. 582) ; son sous-amendement n° 2413 à l'amendement n° 1552 de la commisssion (étendant le champ d'application de cet amendement aux chaînes de radiodiffusion ou de télévision) [6 février 1984] (p. 601) ; rejeté (p. 602) ; son sous-amendement n° 2417 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence au taux de 15 p. 100 de l'écoute de toutes les chaînes de radio et de télévision sur le territoire national) (p. 604) ; ses amendements n° 687 et n° 688 : devenus sans objet (p. 609) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 2435 à l'amendement n° 1553 de la commission (possibilité de posséder ou de contrôler plusieurs publications hebdomadaires ou mensuelles d'information politique et générale) : non soutenu (p. 631) ; son amendement n° 695 : devenu sans objet [6 février 1984] (p. 637) ; **article 15 :** son amendement n° 789 (présence au sein de la commission pour la transparence de trois députés élus à la représentation proportionnelle par l'Assemblée nationale) : rejeté ; son amendement n° 791 (présence au sein de la commission pour la transparence de trois sénateurs élus à la représentation proportionnelle par le Sénat) [8 février 1984] (p. 739) : rejeté ; (p. 740) ; son amendement n° 795 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité de la Cour de cassation, élu par l'assemblée générale de la Cour de cassation) : rejeté (p. 741) ; son amendement n° 796 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre en activité de la Cour des comptes élu par la Chambre du Conseil de la Cour des comptes) (p. 742) : rejeté (p. 743) ; son amendement n° 801 (retrait du mandat des membres de la commission pour la transparence en cas de manquement grave à leur mission) : non soutenu (p. 745). **Titre :** son amendement n° 1042 (complétant l'intitulé du texte par la référence « aux chaînes de radio et de télévision ») [13 février 1984] (p. 1039) ; rejeté (p. 1041).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* officialisation de la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 1992 ; potentialités offertes par les équipements de l'Est parisien [23 octobre 1984] (p. 5102).

Environnement. — *Discussion générale :* évaluation en baisse du programme d'action de la direction de la protection de la nature et des parcs naturels régionaux ; problème du bruit ; contrôles des salles de spectacles ; situation des animaux sauvages [26 octobre 1984] (p. 5272) ; chasse à courre ; nécessité d'établir une coopération internationale sur la protection de la nature ; système « bourses de projet » favorisant la coopération dans le domaine de l'eau ; problème des pluies acides (p. 5273).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* voies navigables ; rapport « Grégoire » ; réalisations à venir de grandes liaisons fluviales ; entretien du réseau fluvial existant ; quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux ; routes nationales ; craintes d'une nouvelle annulation de programmes ; faillites d'entreprises routières ; transporteurs routiers ; S.N.C.F. ; ampleur du déficit de l'endettement de cette société [30 octobre 1984] (p. 5441) ; T.G.V. Atlantique ; travaux d'infrastructures ferroviaires ; aviation civile ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5442).

— Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : réglementation de 1977 ; rénovation et réhabilitation ; zones de bruit « C » ; augmentation du nombre des habitants dans cette zone ; construction d'habitations dans les zones « A » et « B » ; interdiction de cette construction ; règles d'urbanisme ; études d'impact ; problème de la consultation des populations au plan régional [14 décembre 1984] (p. 6964).

Discussion de l'article unique : article L. 147-3 du code de l'urbanisme : son amendement n° 27 (établissement d'un plan d'exposition au bruit) ; consultation de la région et des communes intéressées ; rejeté (p. 6971) ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 28 (impossibilité que le développement de l'activité aérienne entraîne la création de nouvelles zones d'exposition au bruit) : rejeté (p. 6973) ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 29 (supprimant le 4e alinéa (2e) de cet article) : rejeté (p. 6975).

O

ODRU (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : population immigrée) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VI : **affaires sociales et solidarité nationale** : population immigrée **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Complément de rémunération d'un directeur général d'un groupe nationalisé et adhésion des entreprises publiques au C.N.P.F. : cas de M. Pebereau ; caractère scandaleux de la décision de relaxe du P.D.G. de Paribas, M. Pierre Moussa ; condamnation des entreprises publiques à jouer le rôle de grand argentier du C.N.P.F. [2 mai 1984] (p. 2021) ;

— Venue éventuelle du Premier ministre Sud-Africain en France : caractère contradictoire de cette visite avec la politique anti-apartheid menée par le Gouvernement [16 mai 1984] (p. 2388) ;

— Entreprise Vallourec : plan de redressement de la société ; inquiétude des travailleurs et de la population de Noisy-le-Sec [20 juin 1984] (p. 3511) ;

— Comportement du Gouvernement turc lors des obsèques d'un opposant politique : interpellation de personnalités et de journalistes français accompagnant la famille de M. Kemal Özgul ; nécessité d'exclure la Turquie du Conseil de l'Europe [21 novembre 1984] (p. 6223).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : période d'observation ; rôle des travailleurs [6 avril 1984] (p. 1238) ; soutien l'amendement n° 193 de M. Paul Chomat (p. 1240).

Deuxième lecture, discussion générale : participation des travailleurs à la procédure du redressement judiciaire des entreprises ; détermination du tribunal compétent ; contrats de location-gérance ; pénalités pécuniaires imposées au syndic ; droits d'intervention des salariés en cas de licenciement économique [15 octobre 1984] (p. 4684).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes (ensemble trois annexes et un protocole) (n° 2037).

Première lecture, discussion générale : développement des Antilles anglophones ; impossibilité pour les départements d'outre-mer de prétendre aux prêts de la Banque ; caractère modeste des interventions de cette dernière par rapport aux autres banques régionales de développement ; collaboration des Etats avec les multinationales [25 avril 1984] (p. 1927).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : inégale répartition tripartite ; salariés ; groupe « entreprises » ; répartition entre les organisations syndicales ; absence de représentation spécifique des retraités [25 mai 1984] (p. 2693) ; troisième groupe ; place du secteur associatif ; moyens de foncitonnement ; irrecevabilité financière d'un de ses amendements relatif au personnel administratif du Conseil ; renforcement de l'autorité du Conseil économique et social (p. 2694).

Discussion des articles : **article 2** : répartition globale des effectifs ; représentants des activités sociales ; souci d'égalité des sièges ; personnalités qulifiées (p. 2700).

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996).

Première lecture, discussion générale : absence de contrainte nouvelle pour la France ; recherche du désarmement ; [30 mai 1984] (p. 2818) ; initiatives en vue du renforcement des procédures de vérification et de contrôle (p. 2819).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : traite M. François d'Aubert de « canaille » [12 juin 1984] (p. 3266).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : plan câble ; maîtrise d'œuvre du projet par les P.T.T. ; affirmation du rôle des municipalités ; question budgétaire ; programmes ; statut des sociétés locales d'exploitation du câble ; vote positif du groupe communiste [14 juin 1984] (p. 3406).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 3419).

Deuxième lecture, discussion générale : approbation de ce texte par le groupe communiste ; place de la France dans le monde de la communication [28 juin 1984] (p. 3809).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gourvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2008).

Deuxième lecture, discussion générale : jeunes bénéficiant de la double nationalité ; attitude des sénateurs de droite liée à la nostalgie des aventures coloniales [28 juin 1984] (p. 3820).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 3** : fiscalité privilégiée pour les revenus non salariaux ; mécanisme de l'avoir fiscal ; confusion entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus ; taux de l'impôt sur les sociétés [18 octobre 1984] (p. 4914) ; impôt sur le revenu ; justice fiscale ; avoir fiscal (p. 4915).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : lutte contre le rascisme, l'intolérance et la discrimination ; rôle de l'école et des grands moyens d'information dans cette lutte ; origine de la présence des immigrés en France ; nécessité pour le gouvernement de lutter contre l'emploi de la main d'œuvre clandestine ; problème du logement des travailleurs immigrés et des cités de transit ; situation scolaire des immigrés ; garantie de la réinsertion volontaire dans le pays d'origine ; conséquences de la réduction des crédits affectés à la politique d'immigration [13 novembre 1984] (p. 5927).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2345).

Première lecture, discussion générale : situation des droits de l'Homme et aggravation de la répression en Haïti ; vote hostile du groupe communiste [21 novembre 1984] (p. 6247, 6248).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374).

Première lecture, explication de vote : vote positif du groupe communiste [21 novembre 1984] (p. 6246).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : intérêt du justiciable ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; nécessité d'un équilibre relatif entre les barreaux ; cas du tribunal de Nanterre ; période transitoire ; aide judiciaire ; commissions d'office [29 novembre 1984] (p. 6495) ; période transitoire ; développement des barreaux périphériques ; problème de la réévaluation des tarifs de postulation ; abstention du groupe communiste sur ce texte (p. 6496).

Discussion des articles : **article 1er :** limitation territoriale de la multipostulation ; souhaite un compromis entre les quatre barreaux concernés ; abstention du groupe communiste (p. 6503).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : vote hostile du groupe communiste au statut de 1976 ; décision du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1982 ; vote positif du groupe communiste sur ce texte [29 novembre 1984] (p. 6508).

OEHLER (Jean-André)

Député du Bas-Rhin
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : suppression du délai d'option aux salariés de l'Alsace-Moselle [30 mai 1984] (p. 2823) ; suppression de la forclusion ; intégrité du droit d'option ; bénéfice de la réglementation locale ; droits acquis des titulaires d'une pension d'invalidité (p. 2824).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 199 (régime fiscal des dons versés aux associations d'Alsace et Moselle) ; types d'association dans cette région ; vie associative ; retiré [18 octobre 1984] (p. 4892).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* ressources propres de la Communauté européenne ; contribution financière de la France au Conseil de l'Europe [8 novembre 1984] (p. 5754).

Deuxième lecture, seconde délibération de la deuxième partie :

Discussion des articles : **après l'article 61 :** son amendement n° 33 (confirmant la condition relative à la reconnaissance d'utilité publique des associations régies par la loi locale dans les départements de la Moselle ; du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) ; ses remerciements pour la mise en place d'un groupe de travail sur les problèmes des associations de droit local ; reconnaissance d'utilité publique de certaines de ces associations ; nécessité de soutenir la vie associative ; adopté [18 décembre 1984] (p. 7182).

OLMETA (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'oganisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : amélioration de la pratique du sport ; associations sportives ; gestion des clubs et des fédérations ; athlètes de haut niveau ; budget national ; part du sport dans ce budget [11 avril 1984] (p. 1484).

Discussion des articles : **article 1er :** responsabilité de l'Etat en matière sportive ; sport de haut niveau ; bénévolat [12 avril 1984] (p. 1507) ; **article 9 :** son amendement n° 210 (définition par convention des relations entre l'association sportive et la société à objet sportif) (p. 1541) ; adopté (p. 1543) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 252 à l'amendement n° 30 de la commission (participation des fédérations sportives agréées à une mission de service public) [13 avril 1984] (p. 1576) ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 211 à l'amendement n° 31 de la commission (référence aux principes généraux du droit) : adopté (p. 1577) ; **après l'article 26 :** son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 52 de la commission (consultation du Conseil national des activités physiques et sportives sur les projets de loi et de décret relatifs à la politique sportive nationale) (p. 1597) ; adopté (p. 1598) ; **article 27 *bis* :** nécessité d'intégrer un enseignement approprié dans la formation initiale des médecins généralistes (p. 1610) ; **article 30 :** son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 214 (autorisation de la personne publique ayant financé l'équipement sportif à titre principal) : adopté (p. 1618).

Deuxième lecture, discussion générale : responsabilité de l'Etat ; importance des associations sportives scolaires et universitaires ; confiance dans le mouvement sportif ; situation de l'athlète de haut niveau : problèmes d'encadrement ; amélioration de la surveillance médicale ; faiblesse du budget [5 juin 1984] (p. 2944) ; risque de découragement (p. 2945).

ORNANO (Michel)

Député du Calvados
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— posée par M. Daniel Goulet : répartition des crédits du fonds spécial culturel de développement : indique qu'il est obligé de ne pas se conformer à la loi car la région devrait disposer librement de ses crédits [17 octobre 1984] (p. 4855).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème de la qualité et de la variété des formations dans l'enseignement technique ; nécessité d'augmenter les classes passerelles ; situation des professeurs techniques chefs de travaux des lycées d'enseignement professionnel [12 novembre 1984] (p. 5902).

OSSELIN (Jacqueline)

Député du Nord
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Opérations « anti-été chaud » :** modalités de financement de ces opérations [20 juin 1984] (p. 3505) ;

orales sans débat :

— **n° 648,** posée le 22 mai 1984 : **chômage : indemnisation (allocations)** (p. 2575, 2576) ; appelée le 25 mai 1984 : **indemnisation des travailleurs des collectivités locales privés d'emploi :** problème des remplacements exceptionnels et de courte durée ; moniteurs de centres de loisirs de vacances ; adhésion des collectivités locales au régime d'assurance pour ces agents temporaires (p. 2650) ; absence de réponse sur le problème des moniteurs de centres de vacances (p. 2651) ;

— **n° 683,** posée le 26 juin 1984 : **chômage : indemnisation (cotisations)** (p. 3726-3727).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : politiciens de droite « agitant désespérément l'un de leurs hochets à des fins électoralistes et partisanes » ; idée d'un service public de l'éducation nationale ouvert à la notion d'orientations pédagogiques diversifiées ; organisation du pluralisme ; recrutement ; amélioration des possibilités offertes aux parents ; nécessité d'inclure dans la loi le principe de la liberté associative des parents [22 mai 1984] (p. 2542) ; volonté de rechercher la réussite et l'épanouissement de tous les enfants de notre pays, sans distinction (p. 2543).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : libération des ondes ; floraison des radios locales privées ; investissements publicitaires sur les radios locales en 1983 ; rôle des associations ; critères de répartition ; radios locales privées [12 juin 1984] (p. 3252) ; rôle du fonds de soutien ; existence de certaines radios ne respectant pas les règles de l'information (p. 3253).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* sa citation d'exemples concrets démontrant que l'abaissement du temps de travail permet la création d'emplois [29 octobre 1984] (p. 5364) ; rappel des mesures en faveur de l'emploi prises depuis 1981 ; nécessité de concilier les exigences économiques et les droits des travailleurs ; rôle de conseil des pouvoirs publics envers les partenaires sociaux (p. 5365).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* soutien à la construction neuve ; problème de la rénovation urbaine ; zone d'aménagement concerté ; décentralisation ; loi à venir sur le renouveau de l'aménagement [30 octobre 1984] (p. 5403).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Maurice Pourchon ; persistance de la taxe d'habitation ; difficultés de son recouvrement ; [5 novembre 1984] (p. 5548) ; nécessité de moderniser cette taxe (p. 5549) ; prise en considération du potentiel social comme élément de péréquation dans l'aménagement de la dotation globale de fonctionnement (p. 5550).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* tâche du ministère de la solidarité [13 novembre 1984] (p. 5964) ; énumération des actions de lutte contre la pauvreté ; mise en place d'un dispositif d'urgence ; partage du travail et des revenus ; problème de l'évaluation du nombre des personnes dénuées de toute ressource (p. 5965).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : D.G.F. ; variation du produit de la T.V.A. ; garantie de progression minimale ; maintien du taux à 4 p. 100 [6 décembre 1984] (p. 6774) ; fonds de péréquation de la taxe professionnelle ; calcul de l'attribution revenant à chaque commune ; D.G.E. ; modalités d'attribution de cette dotation (p. 6775).

P

PACOU (Charles)

Député du Nord
(12e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Compagnie française des aciers spéciaux à Leffrinckoucke :** suppression du four électrique de l'usine des Dunes ; conséquences sur l'emploi ; taux de chômage dans le Dunkerquois ; mesures prises pour moderniser l'usine des Dunes [5 décembre 1984] (p. 6689).

PATRAT (Marie-Thérèse)

Député du Rhône
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* finalité du service national ; information des appelés ; volontaires du service long [9 novembre 1984] (p. 5842) ; jeunes créateurs d'entreprises ; situation financière des appelés ; exemptions (p. 5844).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** rôle des assistantes maternelles ; leur cinquième semaine de congés payés [3 décembre 1984] (p. 6561) ; **article 47 :** utilité de la présence du père en cas de décès de la mère du fait de l'accouchement ; extension de cette mesure quelle que soit la cause du décès de la mère (p. 6580).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [5 avril 1984] (p. 1207).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabilisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [19 avril 1984] (p. 1843).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 3864).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2036) relatif à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances **(n° 2081)** [3 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2205) adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances **(n° 2209)** [19 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1886) adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la **répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2210)** [19 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième lecture (n° 2240) modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la **fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2246)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances **(n° 2262)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la **fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2263)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la **fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2270)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2285), rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la **fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2286)** [29 juin 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** réforme du droit foncier ; nécessité de maintenir un plus grand nombre d'agriculteurs ; priorité à l'usage sur la possession ; lutte contre les reprises abusives ; transfert de la charge de la preuve au bénéficiaire de la reprise [4 avril 1984] (p. 1145).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : législation anarchique et inapplicable ; boycottage du veau en 1980 ; contrôles en abattoir ; définition des « anabolisants » ; classement de ces substances ; utilisation des substances œstrogènes [11 mai 1984] (p. 2259) ; administration de ces substances accroissant la production annuelle de la viande ; caractère « intenable » de la situation actuelle ; produits jugés nocifs ; interdiction de principe d'administrer aux animaux divers anabolisants ; autorisation de mise en marché ; procédure reposant sur trois expertises ; taxe finançant les contrôles sanitaires sur les viandes ; infractions aux interdictions ; autorisation de mise en marché pour tous les produits contenant un anabolisant ; nécessité d'exclure les anabolisants du champ d'application de l'article L. 647-17 du code de la santé publique ; Trenbolone ; information des consommateurs ; procédure d'autorisation de mise en marché (p. 2260) ; identification des animaux traités ; concurrence internationale ; contrôles aux frontières ; souhaite l'adoption du texte (p. 2261).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (suppression de la deuxième phrase de cet article) ; identification des animaux ; commission Bricaire ; adopté (p. 2265) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 2 (retrait de la consommation humaine des denrées contenant les substances interdites) ; possibilité d'ordonner la destruction de ces denrées ; adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (supprimant la référence au délai de six mois pour l'application du texte) ; date d'effet de l'interdiction ; commission Bricaire ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 4 (fixant les limites des peines d'amende prévues par cet article) ; son amendement n° 5 (fixant les limites des peines d'emprisonnement visées par cet article) (p. 2266) ; alignement des sanctions en cas de fraude sur celles de la loi de 1905 ; dévenus sans objet ; son amendement n° 6 (possibilité d'ordonner la publication ou l'affichage du jugement) ; alignement des dispositions du texte sur celles de la loi de 1905 ; adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 7 (fixation des modalités de contrôle et d'étiquetage des denrées animales par décret en Conseil d'Etat) ; décrets nécessaires à l'application du texte ; devenu sans objet (p. 2267).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : protection des consommateurs ; libre circulation des préparations mises en vente ; retard accumulé par la commission chargée de statuer sur les autorisations de mise en marché ; sanctions financières ou des peines de prison ; commission Bricaire ;

délai entre la promulgation de la loi et l'obtention d'autorisation de mise en marché pour les substances concernées [20 juin 1984] (p. 3527).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (supprimant dans cet article les mots « dans un délai de six mois ») ; protection du consommateur ; suppression du délai prévu par le Sénat ; adopté (p. 3528).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1186).

Première lecture, discussion générale : requête de la commission des Communautés européennes tendant à la suppression de l'obligation de conditionnement cubique de la margarine [20 juin 1984] (p. 3517) ; assimilation abusive du beurre et de la margarine ; risque de condamnation de la France par la Cour de justice européenne ; entrée des margarines étrangères sur le marché national ; cas de la Belgique et du Luxembourg ; nombre de producteurs de lait en France ; modernisation de la production laitière ; installation des jeunes agriculteurs ; mesures de conversion ; aide aux petits producteurs de lait ; consommation de la margarine par tête d'habitant en France et en Europe ; diminution de la consommation de beurre ; part des importations des corps gras d'origine végétale en 1983 par rapport à 1982 (p. 3518) ; possibilité pour le lait U.H.T. d'entrer en Angleterre ; réglementation française en matière d'additifs (p. 3519).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 1 (substituant aux mots « deux ans » les mots « six mois ») ; nécessité d'une période transitoire de deux ans permettant l'équipement et la transformation des chaînes de fabrication de la margarine ; concurrence de la margarine étrangère ; protection des producteurs de lait ; possibilité pour le lait U.H.T. d'entrer en Grande-Bretagne ; adopté (p. 3523).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : réduction de deux ans à six mois du délai d'application de ce texte ; producteurs français de margarine ; reconversion des équipements ; producteurs laitiers français ; problèmes communautaires [27 juin 1984] (p. 3755) ; importations de beurre de Nouvelle-Zélande par la Grande-Bretagne ; problème de l'harmonisation des règles de conditionnement de la margarine ; réglementation relative au lait U.H.T. ; modification de la réglementation applicable en Grande-Bretagne ; nécessité de faciliter l'adaptation de la production laitière (p. 3756).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* mise en place des mesures fiscales prises dans la loi de finances de 1984 ; compatibilité de ces mesures avec la lourdeur des investissements ; problème des stocks à rotation lente ; difficultés engendrées par la mise en place du réel simplifié ; nécessité d'un report des nouvelles règles d'appréciation des limites du forfait [6 novembre 1984] (p. 5594) ; effets de l'augmentation du foncier non bâti (p. 5595).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** problème posé par l'application de la loi de finances à la fiscalité agricole ; conditions du passage au bénéfice réel des G.A.E.C. [18 décembre 1984] (p. 7112).

PEN (Albert)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale : questions :* situation des fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon ; diminution de l'indemnité spéciale compensatrice ; octroi d'une prime forfaitaire ; blocage des négociations franco-canadiennes sur la zone économique [25 octobre 1984] (p. 5214).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* conséquences du changement de statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; accroissement du chômage ; augmentation des cotisations sociales ; poids des bourses d'études sur le budget local ; financement de l'hôpital et de la caisse nationale de prévoyance [26 octobre 1984] (p. 5298) ; appauvrissement de la population de l'archipel ; augmentation des traitements de la fonction publique ; différend franco-canadien ; intérêts de la pêche métropolitaine ; problème des pensionnés relevant de la C.N.R.A.C.L. et de l'E.N.I.M. ; intégration des fonctionnaires locaux dans la fonction publique nationale (p. 5299) ; maintien du niveau de vie (p. 5300) ; départementalisation effectuée contre l'avis des élus locaux ; situation actuelle de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5306) ; son vote sur le budget (p. 5311).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Examen des crédits :* **article 80 :** absence de consultation du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon sur la modification de l'ordonnance de 1977 ; conséquences de l'application de l'article 80 ; alignement des taux de cotisation sur les taux métropolitains ; augmentation importante du prix de la journée à l'hôpital de Saint-Pierre-et-Miquelon ; participation de l'Etat au financement de l'action sociale publique ; amélioration du régime local de sécurité sociale ; son amendement n° 201 (suppression de cet article) [13 novembre 1984] (p. 5986) ; adopté (p. 5987).

Deuxième lecture :

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 80 :** importance de la concertation développée sur cet article ; situation de l'hospice et de l'orphelinat de Saint-Pierre-et-Miquelon ; calcul du ticket modérateur laissé à la charge de l'assuré [18 décembre 1984] (p. 7194) ; nécessité d'envoyer des avances ; problème de la délégation des pouvoirs par l'autorité administrative (p. 7195).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : regrette l'interruption du débat [29 novembre 1984] (p. 6484) ; élections européennes ; pourcentage d'abstention à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6505) ; situation de l'archipel ; décentralisation ; refus de la possibilité de création d'une fonction publique locale ; conditions d'adoption de la loi de 1976 ; sa position aux élections municipales en 1977 appelant à voter pour manifester un désaccord avec le statut départemental (p. 6506) ; son attitude similaire aux législatives de 1978 ; position des syndicats ; absence de consultation des syndiqués F.O. de la Fédération de Saint-Pierre-et-Miquelon ; résultats obtenus par la liste de Mme Simone Veil aux élections européennes ne représentant pas un succès ; position de M. Reux ; position de M. Jean Foyer ; Conseil général ; position de M. Michel Debré à propos de la loi sur les compétences des assemblées régionales ; statut de D.O.M. indique que la départementalisation « n'a rien résolu » ; différend franco-canadien (p. 6507) ; Communauté européenne ; statut de « pays et territoire d'outre-mer » ; intervention d'E.D.F. ; P.T.T. ; sort des contractuels et auxiliaires de l'administration (p. 6508).

Discussion des articles : **article 37 :** absence de tout représentant de l'opposition ; article intégrant les fonctionnaires membres d'un corps destiné à l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon dans l'ensemble de la fonction publique de l'Etat ; problèmes posés pour les contractuels et auxiliaires (p. 6515). **Son rappel au règlement :** retour des députés de l'opposition dans l'hémicycle au moment de la « bénédiction finale » (p. 6517).

PENICAUD (Jean-Pierre)

Député des Landes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 152 (faisant référence aux dispositions de l'article 10, 1er alinéa, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme) ; contenu de cette convention ; cite un texte de M. Georges Fillioud faisant référence à cet article 10 lors d'un recours devant le Conseil constitutionnel [25 janvier 1984] (p. 43) ; rejeté ; son amendement n° 155 (application des dispositions de l'article 2 de la loi de 1982 relative à l'audiovisuel à l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle) (p. 44) ; rejeté (p. 45) ; Convention européenne des droits de l'Homme ; ses relations avec M. Frédéric Pottecher (p. 47) ; son amendement n° 163 (liberté de l'imprimerie et de la librairie) (p. 67) ; rejeté (p. 68) ; son amendement n° 165 (application de l'article 17 de la déclaration des droits de l'Homme à la presse) : rejeté (p. 69) ; ses amendements n° 166 et 167 (date de l'abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; se prononce pour la suppression de ce texte ; caractère inapplicable de cette ordonnance ; rejetés (p. 80) ; son amendement n° 1661 (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle de pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante dans le secteur de la presse) ; demande au Gouvernement de donner les textes sur lesquels il se fonde pour affirmer qu'il y a des pratiques anticoncurrentielles dans ce secteur ; rejeté [26 janvier 1984] (p. 131) ; son amendement n° 169 (établissement d'un rapport au Parlement sur la répartition de la publicité des pouvoirs publics et du secteur public entre les différents médias) : rejeté (p. 134) ; **article 1er** : définition des publications visées par le champ d'application de la loi ; volonté d'étendre la transparence à l'ensemble du secteur de la communication (p. 140-141) ; son amendement n° 178 (application des dispositions de l'article 7 à toutes les publications paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) (p. 146) ; rejeté (p. 149) ; son amendement n° 187 (inapplication des dispositions de la loi aux publications d'information sportive, religieuse, philosophique et confessionnelle) ; son amendement n° 200 (inapplication des dispositions de la loi aux publications d'information sportive) (p. 160) ; rejeté (p. 163) ; son amendement n° 205 (inapplication de la loi aux publications philosophiques et confessionnelles) : rejeté (p. 168) ; son amendement n° 208 (définition des publications politiques) [27 janvier 1984] (p. 183) ; rejeté (p. 186) ; **article 2** : travaux des commissions ; précipitation à l'égard de ce texte ; notions de personne juridique et de groupement de fait ; attaque à l'égard des partis politiques et violation de l'article 4 de la Constitution ; notion d'entreprise de presse (p. 211) ; définition du contrôle pesant sur les entreprises ; agence Havas (p. 212) ; objectif du texte tendant à démanteler le groupe de M. Robert Hersant ; nécessité d'avoir le courage de ses actes en politique ; journal *l'Aurore* (p. 218) ; son amendement n° 226 (suppression de la référence aux groupements de fait) : rejeté (p. 223) ; commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; partis politiques (p. 229) ; groupe Hersant (p. 231) ; son amendement n° 1781 (indiquant qu'une famille ne peut être considérée comme un groupement de droit ou de fait) ; partis politiques ; possibilité pour les membres d'une même famille de créer ou de céder des entreprises ; indique que plusieurs membres de sa famille ont « voté socialiste » (p. 233) ; rejeté (p. 234) ; presse audiovisuelle (p. 235) ; agences de presse (p. 237) ; entreprises de presse (p. 238) ; souhaite savoir si l'Etat rentre dans la définition de l'entreprise de presse (p. 239) ; terme « possibilité » ; notion de contrôle ; nécessité de préciser le contenu juridique du texte (p. 243) ; ses observations sur divers amendements de l'opposition (p. 246-247) ; son amendement n° 1827 (insérant le mot « l'exploitation » après le mot « gestion » à la fin de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1824 (insérant le mot « l'impression » après le même mot) : rejeté (p. 251) ; **article 4** : son sous-amendement n° 2278 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 50 p. 100 ») [30 janvier 1984] (p. 315) ; rejeté ; son amendement n° 253 : devenu sans objet (p. 317) ; son amendement n° 1843 (substituant aux mots « huit jours » les mots « deux ans » dans le 4e alinéa de cet article) [31 janvier 1984] (p. 326) ; rejeté (p. 327) ; **article 5** : journalistes ; clause de conscience ; accès des journalistes à certains documents leur permettant de connaître les propriétaires du journal ; indique qu'à titre personnel il ne votera pas les amendements de suppression de la seconde phrase de cet article (p. 346) ; son amendement n° 1884 (substituant aux mots « l'équipe rédactionnelle » les mots « la rédaction ») (p. 348) ; notion d'équipe rédactionnelle ; retiré (p. 349) ; **après l'article 5** : transparence en matière de presse (p. 352) ; **article 6** : nécessité de supprimer cet article (p. 365) ; **article 7** : information du journaliste ; publication du nom du rédacteur en chef ; inutilité de faire apparaître l'origine des aides (p. 374) ; formule du supplément gratuit ; son amendement n° 277 : devenu sans objet (p. 379) ; son amendement n° 1897 (mention du directeur de la rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) (p. 380) ; rejeté (p. 381) ; son amendement n° 1902 (faisant figurer la liste des journalistes et des photographes permanents parmi les informations annuelles obligatoires) : retiré (p. 385) ; son amendement n° 1905 : retiré (p. 387) ; **article 8** : son amendement n° 289 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 25 p. 100) [1er février 1984] (p. 405) ; rejeté (p. 407) ; son amendement n° 293 (référence à l'entreprise de presse consacrant à l'actualité nationale et internationale 50 p. 100 de sa surface rédactionnelle) : non soutenu ; son amendement n° 297 (insérant les mots « généraux » après le mot « renseignements ») : retiré (p. 409) ; son amendement n° 301 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « en lui transmettant gratuitement un exemplaire de chacune des publications éditées par ladite entreprise de presse ») : rejeté (p. 412) ; son amendement n° 1911 (p. 413) (substituant au mot « d'un mois » les mots « de six mois ») : rejeté (p. 414) ; son amendement n° 305 (supprimant le 4e alinéa de cet article) (p. 417) ; rejeté (p. 418) ; son amendement n° 310 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 25 p. 100) (p. 419) ; devenu sans objet (p. 420) ; **article 9** : son sous-amendement n° 1918 à l'amendement n° 2346 de la commission (substituant aux mots « souscrits » le mot « signés ») (p. 433) ; retiré (p. 434) ; son amendement n° 1922 (référence à une publication de langue française écrite ou audiovisuelle diffusant en France des informations en langue française ou étrangère) (p. 437) ; rejeté (p. 438) ; son amendement n° 1923 (supprimant les mots de langue française à la fin du premier alinéa de cet article) (p. 439) ; retiré (p. 441) ; son sous-amendement n° 2349

à l'amendement n° 1549 de la commission (substituant aux mots « en France métropolitaine et d'outre-mer » les mots « sur le territoire de la République ») (p. 442) ; son sous-amendement n° 2349 à l'amendement n° 1549 de la commission (insérant les mots « sur le territoire de la République » dans cet amendement) [2 février 1984] (p. 453) ; non soutenu (p. 455) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 1950 (rédaction de l'intitulé du Titre II) (p. 464) ; rejeté (p. 466) ; ses amendements nos 336, 1966, 1968, 338 et 342 : devenus sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; **article 11** : son sous-amendement n° 2403 à l'amendement n° 1552 de la commission (mode de calcul de la référence de 15 p. 100 de la diffusion visée à cet article) (p. 588) ; rejeté (p. 589) ; son amendement n° 686 : devenu sans objet [6 février 1984] (p. 609) ; **article 12** : son sous-amendement n° 2432 à l'amendement n° 1553 de la commission (supprimant la référence à la notion de contrôle) (p. 629) ; rejeté (p. 630) ; son sous-amendement n° 2442 à l'amendement n° 1553 de la commission (application de la règle énoncée au présent article lorsqu'une loi aura fixé une règle comparable pour les autres moyens d'information) : rejeté (p. 636) ; ses amendements n° 693 et n° 2011 : devenus sans objet (p. 637) ; **article 13** : son amendement n° 364 (obligation pour toute publication quotidienne de comporter sa propre rédaction) (p. 647) ; rejeté (p. 649) ; absence de personnalité juridique de l'équipe rédactionnelle ; rôle de cette équipe ; obtention de la carte de journaliste ; composition de l'équipe rédactionnelle (p. 652) ; **article 14** : son sous-amendement n° 2491 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenu sans objet [7 février 1984] (p. 678) ; son sous-amendement n° 2499 à l'amendement n° 1555 de la commission (impossibilité de proroger le délai visé au dernier alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 693) ; son amendement n° 379 : devenu sans objet (p. 697) ; **article 15** : son amendement n° 2043 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse en Cour de sûreté des entreprises de presse) ; son amendement n° 2044 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de répression de l'information par voie écrite) ; son amendement n° 2045 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission d'épuration) ; son amendement n° 2046 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission d'atteinte à la liberté) ; son amendement n° 2047 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de limitation de la liberté) ; son amendement n° 2048 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de surveillance de la liberté) ; son amendement n° 2049 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission en vue d'instaurer le contrôle de l'Etat) ; son amendement n° 2050 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de contrôle) ; son amendement n° 2051 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de surveillance) ; son amendement n° 2052 (changeant l'appellation de la commission pour la transparence en commission de limitation du pluralisme) [8 février 1984] (p. 729) ; rejeté (p. 731) ; son amendement n° 413 (supprimant les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e alinéas de cet article) : rejeté (p. 734) ; son amendement n° 2055 (supprimant le caractère prépondérant de la voie du Président en cas de partage) (p. 738) ; rejeté (p. 739) ; **article 16** : son amendement n° 957 (impossibilité pour le membre de la commission nommé par le Président de la République de détenir une fonction élective) : rejeté (p. 778) ; son amendement n° 959 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 779) ; son amendement n° 2104 (prévoyant que dans l'exercice de leurs attributions les membres de la commission ne reçoivent d'instruction d'aucune autorité) : rejeté (p. 780) ; **article 17** : son amendement n° 960 (référence au ministre chargé de la communication) : rejeté ; son amendement n° 2107 : devenu sans objet (p. 791) ; **article 18** : son amendement n° 458 (supprimant le premier alinéa de cet article) [9 février 1984] (p. 813) ; rejeté (p. 814) ; son amendement n° 970 (application des dispositions du code de procédure pénale aux procédures suivies par la commission) : rejeté ; son amendement n° 2127 (précision par un décret en Conseil d'Etat des conditions de procédure garantissant les droits de la défense devant la commission) (p. 824) ; rejeté (p. 825) ; son amendement n° 975 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 979 (impossibilité de proroger le délai) (p. 846) ; retiré (p. 847) ; **article 19** : son amendement n° 984 (obligation pour les intéressés d'exécuter les mesures prescrites dans un délai d'un an) : rejeté (p. 855) ; son amendement n° 985 (substituant aux mots « mesures prescrites » les mots « mesures proposées ») ; rejeté (p. 856) ; son amendement n° 484 (supprimant le second alinéa de cet article) (p. 864) ; rejeté (p. 865) ; son amendement n° 2177 (information donnée par la commission sur l'absence d'exécution de ses injonctions) (p. 866) ; rejeté (p. 867) ; son amendement n° 2180 (transmission par la commission d'un faire-part de décès de l'entreprise concernée à la commission paritaire des publications) : rejeté (p. 875) ; **article 20** : son amendement n° 505 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) [10 février 1984] (p. 908) ; rejeté (p. 909) ; **article 21** : application du secret professionnel à l'ensemble des informations collectées à l'occasion des vérifications ; informations comptables et administratives ; secret industriel (p. 923) ; son sous-amendement n° 2578 à l'amendement 1568 de la commission (documents réunis par les journalistes pour exercer leur profession) ; accès aux informations ; respect du secret des informations ; règles déontologiques (p. 924) ; problème de l'extension du secret professionnel à toutes les informations recueillies par la commission à l'occasion des vérifications ; article L. 103 du code général des impôts ; rejeté (p. 925) ; **article 24** : son amendement n° 2215 (suppression de la deuxième phrase de cet article) : adopté ; son amendement n° 1023 : devenu sans objet (p. 956) ; **article 26** : son amendement n° 1028 (fixant les limites de la peine d'amende prévue par cet article) : rejeté [11 février 1984] (p. 979) ; son amendement n° 1030 (fixant le montant des amendes prévues par cet article) (p. 991) ; rejeté (p. 992) ; **article 34** : son amendement n° 539 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté [13 février 1984] (p. 1025) ; **article 37** : ses amendements nos 1035, 1037, 1036 et 543 : devenus sans objet (p. 1033) ; **titre** : son amendement n° 562 (substituant aux mots : « des entreprises de presse » les mots : « des entreprises de communication » dans ce titre) (p. 1039) ; rejeté (p. 1041).

— **Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 24 (supprimant la première phrase du 1er alinéa de l'article 81 de la loi de 1982) ; zone de trente kilomètres ; possibilité d'autoriser des mini-relais ; rejeté [12 juin 1984] (p. 3262) ; son amendement n° 25 (supprimant le dernier alinéa de l'article 81 de la loi de 1982) ; droit des associations ; dons et legs ; subvention ; caractère transitoire du présent texte (p. 3267) ; rejeté (p. 3268) ; **article 2** : son amendement n° 27 (déclaration faite à la haute autorité) ; cas de l'association choisissant de recourir à la publicité ; association se transformant en société pour recourir à la publicité ; rôle de la haute autorité ; demande d'immatriculation au registre du commerce ; association faisant de la publicité (p. 3272) ; rejeté (p. 3273) ; **article 4** : problème du câble ; problème des ressources publicitaires du câble ; son amendement n° 30 (substituant au taux de 80 p. 100 le taux de 90 p. 100 à propos de la part de la publicité dans le total du financement) ; propose que la part de la publicité soit fixée au maximum à 90 p. 100 du financement (p. 3276) ; rejeté ; **article 6** : son amendement n° 31 (de suppression) (p. 3281) ; rejeté (p. 3282) ; son amendement n° 33 (supprimant la référence à l'article 80 de la loi de 1982 dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 82 (suppression du cinquième alinéa de l'article 97 de la loi 1982) : retiré (p. 3282) ; son amendement n° 34 (cas de récidive) : devenu sans objet ; son amendement n° 35 (supprimant la référence aux installations à l'article 97 de la loi de 1982) : rejeté (p. 3282).

— **Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).**

Première lecture, discussion générale : câblage ; abstention du groupe R.P.R. lors du vote de la question préalable présentée par M. François d'Aubert ; fonctionnement des grands réseaux câblés ; partage inégal des ressources attendues du câble ; statut juridique des sociétés d'exploitation ; modalités de partage du risque commercial et du bénéfice d'exploitation entre les P.T.T. et les sociétés d'économie mixte ; autorisation des services locaux ; diffusion de programmes étrangers ou périphériques ; ressources publicitaires des sociétés d'économie mixte ; garanties de pluralisme en matière de culture et d'information ; projet « surréaliste » [14 juin 1984] (p. 3405) ; rappelle le vote de la loi municipale ; caractère bénéfique du libre choix des collectivités envers des partenaires privés ; équipement de l'électricité, du gaz et de l'eau ; étatisation du téléphone ; câble ; position réservée du groupe R.P.R. ; vote de ce groupe dépendant de la réponse à ses questions (p. 3406).

Discussion des articles : **après l'article 1er** : appel aux grands professionnels ; possibilité pour ceux-ci d'offrir leurs services à au moins cinq réseaux (p. 3413) ; **article 2** : souhaite

une modification des amendements n° 32 et 33 du Gouvernement (p. 3415) ; **article 4** : suppression de la présence du commissaire de la République dans les sociétés d'économie mixte ; respect du cahier des charges ; problème de la solidarité de ce commissaire en cas de mauvaise gestion (p. 3416).

Explications de vote : abstention du groupe R.P.R. (p. 3419).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : vote de la motion de censure par le groupe R.P.R. [10 septembre 1984] (p. 4420) ; problème du bien-fondé d'une législation sur la presse ; possibilité de démanteler un seul groupe de presse : le groupe de M. Robert Hersant ; indique à M. Guy Ducoloné qu'il comprend que celui-ci ait dû rester tard à la fête de *l'Humanité* pour faire nombre ; abrogation éventuelle de ce texte après 1986 ; aides économiques à la presse ; chômage ; insécurité (p. 4421) ; perspectives de la réduction du nombre des journaux en France ; vote positif de la motion de censure (p. 4422).

— Proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344).

Deuxième lecture, discussion générale : position du Conseil constitutionnel ; limite de 60 kilomètres ; abstention du groupe R.P.R. [21 novembre 1984] (p. 6240).

Troisième lecture, discussion générale : critère géographique retenu par cette proposition ; abstention du groupe R.P.R. [17 décembre 1984] (p. 7055).

PERNIN (Paul)

Député de Paris
(11e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* financement de la construction de l'opéra de la Bastille ; imprécision des coûts de cet ouvrage [25 octobre 1984] (p. 5222) ; frais d'études et d'honoraires des architectes ; coût prévisionnel de fonctionnement du futur opéra (p. 5223).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* statistiques sur la criminalité pour 1983 ; moyens budgétaires de la police ; conséquences de l'absence de création de poste en 1985 ; impossibilité d'assurer une protection efficace dans le métro ; moyens en matériels accordés à la police nationale ; insuffisance des crédits concernant les équipements immobiliers ; contenu de la liste des rénovations prévues [5 novembre 1984] (p. 5533) ; nécessité d'un projet de loi définissant les contrôles d'identité ; importance d'une volonté politique pour faire échec à la criminalité et la délinquance ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 5534).

PERRIER (Paul)

Député de la Savoie
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône
(10e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Membre de la commission supérieure des sites [*J.O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à amener la **cotisation de sécurité sociale des préretraités** au niveau de celle des retraités **(n° 2299)** [30 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Modifications au projet de loi sur les établissements d'enseignement privés : volonté de « museler » la représentation démocratique ; texte ambigu et dangereux pour régler les rapports entre Etat et enseignement privé ; risque de disparition de cet enseignement ; déroulement de la prochaine rentrée scolaire [23 mai 1984] (p. 2582, 2583).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501)

Première lecture, discussion générale : tutelle de l'Etat sur le sport ; loi de 1975 ; amateurs et amateurisme ; moyens financiers ; projet de création d'un Conseil national des activités physiques et sportives ; obligation faite aux groupements sportifs ayant une équipe professionnelle de se constituer sous la forme de sociétés anonymes [11 avril 1984] (p. 1487-1488).

Discussion des articles : **article 1** : incompétence des entreprises en matière de promotion des sports [12 avril 1984] (p. 1508) ; construction d'un roman au lieu d'un texte de loi (p. 1511) ; **article 3** : nécessité de former du personnel spécialisé (p. 1515) ; **article 4** : caractère spécieux de certains amendements (p. 1522) ; **article 7** : application de la loi de 1901 aux associations sportives (p. 1525) ; **article 8** : confédération du sport scolaire et universitaire (p. 1527) ; **article 9** : nécessité de mieux contrôler les finances de certains clubs ; critique la création des sociétés anonymes à but non commercial (p. 1535).

Deuxième lecture, discussion générale : absence de mention de la pratique du sport amateur ; création du Conseil national des activités physiques et sportives [5 juin 1984] (p. 2943) ; politisation dans la vie sportive ; problème des mesures financières assurant le développement de la vie sportive en France ; faiblesse du budget pour 1984 ; nécessité de faire appel à des ressources extra-budgétaires ; candidature de la France aux jeux olympiques (p. 2944).

Discussion des articles : **après l'article 26 et l'article 26 *bis* :** création et composition du Conseil national des activités physiques et sportives (p. 2955) ; **article 27 :** nécessité d'une garantie supplémentaire (p. 2956) ; **article 29 et 30 :** nécessité pour le stagiaire de donner des cours (p. 2959).

Explications de vote : vote contre le projet (p. 2960).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051)

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** possibilité de discuter une motion de renvoi en commission après la discussion générale ; suppression de cette possibilité du fait de la décision d'appliquer la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; conditions anti-démocratiques dans lesquelles se déroule le débat ; amendements ; mesures conduisant à la destruction de la liberté de l'enseignement [22 mai 1984] (p. 2562).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351)

Première lecture, discussion des articles : **article 7** — *article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* règles d'arbitrage en cas de désaccord entre les collectivités intéressées [9 octobre 1984] (p. 4559) ; *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* composition des Conseils d'administration ; nombres de sièges au sein de ces conseils ; représentants désignés par les organisations représentatives des employeurs et des chambres consulaires (p. 4563) ; *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 :* adjectif « prévisionnel » (p. 4564) ; participation de la collectivité territoriale ; exercice de leurs responsabilités par les collectivités locales (p. 4565) ; suite logique de l'amendement n° 93 de M. Charles Millon (p. 4566) ; *article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 :* pouvoir du représentant de l'Etat ; logique des amendements précédents (p. 4567) ; **article 10 :** nécessité pour le représentant de l'Etat de consulter le Conseil régional avant la répartition de la dotation entre les différents départements ; risque pour la région de jouer un rôle de tutelle (p. 4571) ; **article 14 :** rôle d'arbitrage confié à l'Etat et à son représentant (p. 4575) ; **article 15 :** liberté pour les familles de choisir l'école de leurs enfants ; création de contrats d'association ; appréciation des besoins figurant dans les schémas prévisionnels (p. 4579) ; détournement de la loi de décentralisation (p. 4580) ; *article 27-4 de la loi du 22 juillet 1983 :* présence des parents d'élèves et des représentants des personnels au sein des organes compétents ; pluralisme syndical dans les collèges de l'enseignement privé (p. 4586).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* diminution des crédits ; associations sportives ; cas d'un club de football ; accueil des jeunes dans les gymnases ; jeux olympiques de Los Angeles ; insuffisance du projet de budget [23 octobre 1984] (p. 5096).

Culture. — *Discussion générale : questions :* répartition des crédits entre Paris et la province ; conditions d'application des conventions dans le domaine des arts plastiques dans la région Rhône-Alpes [25 octobre 1984] (p. 5236).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* nécessité d'une harmonisation des régimes de protection sociale entre les divers secteurs d'activité ; reconnaissance du droit à la retraite à 60 ans ; de l'alignement des pensions vieillesse sur celles du régime général ; définition des droits propres des conjoints d'agriculteurs ; aide aux familles en difficulté [6 novembre 1984] (p. 5612).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des créations de postes ; méthode d'évaluation des crédits de l'enseignement privé ; problème de la décision d'ouvrir des classes de brevets de techniciens supérieurs dans les grandes écoles privées [12 novembre 1984] (p. 5898).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* importance du nombre des personnes « sans droits » ; cas des handicapés ; restrictions apportées au service des aides ménagères à domicile ; problème de l'accueil des personnes âgées dépendantes ; politique d'aide à la famille au moment des naissances [13 novembre 1984] (p. 5954).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390)

Première lecture, discussion générale : enseignement agricole privé ; place de cet enseignement dans la nation ; loi Debré de 1960 et loi « Guermeur » de 1978 ; schéma prévisionnel de formation ; distinction entre deux types de formation : formation à plein temps et alternance [22 novembre 1984] (p. 6266) ; enseignement supérieur ; contribution de l'Etat aux frais d'investissement ; participation de l'Etat à la construction ou à l'agrandissement des établissements privés ; composition du Conseil national de l'enseignement agricole ; mesures transitoires ; crédits budgétaires pour 1985 ; présomption favorable du groupe U.D.F. à l'égard du texte (p. 6267).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 64 de M. Jean Rigaud (p. 6283) ; **article 3 :** problème des missions de l'enseignement agricole privé ; responsabilité de chaque établissement pour déterminer son projet pédagogique (p. 6289) ; **article 4 :** absence de dévalorisation des chefs d'établissements concernés ; problème de l'équivalence des titres (p. 6293) ; choix des enseignants par les chefs d'établissements ; obligation de donner priorité aux enseignants ayant perdu leur emploi (p. 6294) ; **article 7 :** participation à la recherche fondamentale et appliquée ; rectifie l'amendement n° 72 de M. Jacques Rigaud (p. 6298) ; **article 8 :** contribution de l'Etat aux frais d'investissement (p. 6300) ; **article 10 :** représentativité des organisations syndicales du personnel (p. 6302).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429)

Première lecture, discussion générale : importance des naissances pour le renouvellement des sociétés ; allocation au jeune enfant ; plafond de ressources ; caractère discriminatoire de cette allocation ; régression de la natalité ; développement du travail féminin ; allocation parentale d'éducation ; exclusion du champ d'application de celle-ci des femmes ne travaillant pas ; avantage des seuls foyers bénéficiant du double salaire ; concubinage favorisé par les mesures fiscales ; conception de la famille [4 décembre 1984] (p. 6645-6646) ; pouvoir d'achat ; position du groupe U.D.F. (p. 6647).

Discussion des articles : **article 3 :** caractère de mesure de justice de l'allocation au jeune enfant ; égalité des enfants en droit [5 décembre 1984] (p. 6663) ; *article 518 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 8 (de suppression) ; conséquences de la suppression de la notion de plafond de ressources ; retiré (p. 6664) ; son amendement n° 7 (prise en compte dans le revenu imposable du montant de l'allocation) ; introduction dans le montant du revenu imposable du montant de l'allocation différentielle ; retiré ; **article 4 :** versement de l'allocation parentale d'éducation aux foyers (p. 6665) ; **article 5 :** caractère paradoxal des conditions de versement de l'allocation parentale d'éducation ; cas des femmes au foyer ; nécessité de verser cette allocation à toutes les mères (p. 6668) ; *article L. 543-17 du code de la sécurité sociale :* nécessité de supprimer toute discrimination dans l'attribution de l'allocation parentale d'éducation (p. 6669) ; *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale :* signification de la formule « les situations, notamment de chômage indemnisé » ; situation de la mère au foyer (p. 6670) ; **article 24 :** son amendement n° 10 (supprimant la deuxième phrase du 2e alinéa de cet article) ; établissement d'une discrimination entre les enfants conçus jusqu'au 31 décembre 1984 et les autres ; volonté d'éviter toute discrimination ; rejeté (p. 6683).

PESCE (Rodolphe)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* soutien à la création ; création des fonds régionaux d'art contemporain ; développement des industries culturelles ; action en faveur du cinéma et de l'audiovisuel [25 octobre 1984] (p. 5221) ; pluralisme des disciplines culturelles ; renforcement du rôle culturel de la France ; effort en faveur du public non francophone ; augmentation des charges des grands projets ; effort en faveur des bibliothèques ; problèmes relatifs aux écoles d'art, à la musique et aux musées (p. 5222).

Examen des crédits : **Etat C — Titre VI :** opéra de la Bastille ; utilisation des crédits alloués à cet opéra (p. 5247).

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 1rr :** vague d'épuration dans l'audiovisuel, l'administration et la police ; volonté d'éliminer toute opposition politique [26 janvier 1984] (p. 141).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* bilan des réformes institutionnelles ; suppression de la subvention de l'institut d'émission des départements d'outre-mer ; pertes des allocations familiales ; coût de revient de la banane ; rôle de l'Etat dans la protection du rhum ; plan de développement régional Caraïbes ; difficultés de l'industrie touristique et hôtelière ; organisation des vols charters ; application aux D.O.M. des mesures destinées à lutter contre l'accroissement du chômage des jeunes [26 octobre 1984] (p. 5300) ; nécessité de privilégier les actions de formation (p. 5301).

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035) [19 avril 1984] (p. 1843).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2035) adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant **réorganisation des pêches maritimes (n° 2061)** [25 avril 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Conformité du F.I.O.M. aux règlements communautaires : inquiétude et avenir des professionnels de la mer [7 novembre 1984] (p. 5653).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (n° 2035).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : vocation maritime de la France ; activité de pêche ; activités de production [3 mai 1984] (p. 2090) ; repeuplement des fonds ; réalisations de cultures marines ; ordonnance de 1945 ; organisation des pêches maritimes ; comités interprofessionnels des pêches maritimes ; comité central et comités locaux des pêches maritimes ; lien entre les activités de cultures et les autres formes d'exploitation des ressources de la mer ; D.O.M.-T.O.M. (p. 2091).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).

Première lecture, discussion générale : problèmes de la mer ; déficit commercial de la pêche ; développement des équipements portuaires ; modernisation et construction d'une nouvelle flottille de pêche ; entrepôts frigorifiques ; nécessité d'ajouter un chapitre « sécurité » au règlement européen aux fins d'une uniformisation des normes ; suppression de certaines vacations par le ministère des P.T.T. [6 juin 1984] (p. 3017).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale : questions :* mensualisation des pensions [25 octobre 1984] (p. 5214).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* critères d'attribution de la dotation particulière des communes soumises à une forte fréquentation touristique ; cas de la commune de Goulien ; problème des sentiers touristiques [24 octobre 1984] (p. 5167-5168).

Mer. — *Discussion générale :* humanisation des métiers de la pêche ; programme d'équipement des centres de surveillance de la navigation ; sécurité des navires [31 octobre 1984] (p. 5484) ; formation professionnelle maritime ; création d'un C.A.P. « commerce » ; poursuite du plan pluri-annuel d'investissement permettant le renouvellement des flottilles de pêche ; diminution de la subvention du F.I.O.M. ; négociations relatives à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun (p. 5485) ; *questions :* pose les questions de M. Jean-Yves Le Drian et de M. Jean Lacombe (p. 5491).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : maisons familiales rurales [22 novembre 1984] (p. 6272) ; revitalisation des zones rurales (p. 6273).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : maîtres d'ouvrage publics responsables de la sécurité et de la beauté du territoire [12 décembre 1984] (p. 6880) ; décentralisation ; échanges avec les communes ; décret de 1973 ; note de complexité ; opérations de réhabilitation ; maître d'ouvrage et maître d'œuvre ; fixation du prix ; réalisation des équipements ; missions des maîtres d'ouvrage (p. 6881).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : loi de 1881 ; liberté d'expression des représentants du peuple ; immunité [25 janvier 1984] (p. 58) ; **après l'article 1er** : indépendance de la magistrature du siège ; pressions exercées sur certains journalistes pour qu'ils livrent leurs informations [27 janvier 1984] (p. 202-203) ; **article 2** : désinformation (p. 208) ; presse des partis politiques ; distinction entre un parti et un journal ; cas du journal *l'Humanité ;* maintien du monopole de l'agence Havas et du monopole de l'Etat sur la télévision ; son passage au ministère de l'information ; S.O.F.I.R.A.D. ; maintien de certains monopoles (p. 209) ; **article 13** : son sous-amendement n° 2541 à l'amendement n° 1554 de la commission (protection des sources d'information des journalistes professionnels) (p. 649) ; problème du secret professionnel des journalistes ; protection du secret des sources [6 février 1984] (p. 650) ; précise qu'il n'a pas personnellement poursuivi les journalistes du *Monde* et de *Libération ;* rappelle que, pendant vingt-trois ans, aucun journaliste n'a été emprisonné afin qu'il révèle la source de ses informations ; rejeté (p. 651) ; **article 15** : « euthanasie de la presse libérale » ; aides aux publications ; composition de la commission ; loi « informatique et libertés » [7 février 1984] (p. 714, 715) ; attaques personnelles de M. Georges Fillioud à son encontre ; rappelle qu'il n'a jamais utilisé la possibilité de saisir les journaux au titre des ordonnances établies pendant le conflit d'Algérie (p. 717) ; son amendement n° 787 (composition de la commission pour la transparence et le pluralisme) [8 février 1984] (p. 734) ; son opposition à la création d'une commission mettant la presse sous surveillance ; loi « informatique et libertés » ; sa proposition de faire siéger au sein de la commission pour la transparence les représentants du Conseil économique et social ; nécessité d'élire les membres de cette commission ; rappel des propos tenus par l'actuelle majorité au cours des débats relatifs à la composition de la commission « informatique et libertés » ; rejeté (p. 735) ; **article 22** : son amendement n° 1015 : devenu sans objet [10 février 1984] (p. 950).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : rapports Est-Ouest ; déclaration de M. Claude Cheysson liant des relations normales entre la France et l'U.R.S.S. au retrait de troupes d'Afghanistan ; ministres communistes ; première des 110 propositions de M. François Mitterrand portant sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ; lien entre la France et l'U.R.S.S. ; Pologne ; position des communistes, du parti socialiste et de la C.F.D.T. à propos de la Pologne ; problème de la détermination de la position de la France en fonction des appréciations de Washington ; intervention de la France au Liban [26 avril 1984] (p. 1973) ; visite du Président de la République en Grande-Bretagne sans rencontre avec Mme Margaret Thatcher ; voyage à venir de celui-ci à Moscou ; drame du boeing sud-coréen ; survol de Toulon par un Tupolev ; attitude de l'Union soviétique ; report de la décision de fabriquer la bombe à neutrons (p. 1974) ; discours de M. Jack Lang à Mexico, dénonçant « l'impérialisme américain » ; intervention américaine à la Grenade ; intervention des soviétiques en Afghanistan ; présence de la France au Liban et au Tchad ; déclin de l'influence de la France dans le monde (p. 1975).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* « clochardisation des ambassades » ; perte de pouvoir d'achat pour les agents et les services appauvrissant des départements ministériels concernés [8 novembre 1984] (p. 5734) ; présence de la France dans le monde ; fermeture de consulats ; ouverture d'antennes consulaires et d'une ambassade à Brunei ; confusion régnant entre les services ministériels ; crédits du F.A.C. ; dotation pour l'informatique ; paupérisation du ministère ; problème des nominations des fonctionnaires ; colonisation de l'administration (p. 5735) ; dégradation de l'outil diplomatique français (p. 5736).

Examen des crédits : **I. — Services diplomatiques et généraux : Etat C — Titre VI** : politisation du quai d'Orsay ; « chasse aux sorcières » ; multiplication du recrutement extérieur (p. 5765-5766).

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1946).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie
(1re circonscription)
Apparenté socialiste
puis *non inscrit*

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

Cesse d'être apparenté à ce groupe [*J.O.* du 13 juin 1984] (p. 1820).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1846).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à fixer le **statut de la Nouvelle-Calédonie** relatif à l'**autodétermination** en vue de la mise en place de l'indépendance **(n° 2089)** [3 mai 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : rejet à l'unanimité du statut [28 mai 1984] (p. 2727) ; droit inné et actif du peuple kanak à l'autodétermination et à l'indépendance ; colonisation ; droit à la propriété ; indique que le peuple kanak est le seul dépositaire du droit à l'autodétermination ; réunion

de Nainville-les-Roches ; peuple disposant de tous les attributs correspondants à la résolution 15-14 des Nations Unies ; indique qu'il refusera le projet tel qu'il est présenté (p. 2728).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 120 (droits innés et actifs du peuple kanak à l'indépendance) ; caractère transitoire et évolutif du statut ; fixation de la durée de la période transitoire à un an [28 mai 1984] (p. 2737) : rejeté, son amendement n° 160 (création du comité Etat-peuple kanak pour préparer l'accession à l'indépendance) ; rôle du comité ; indépendance (p. 2739) ; rejeté (p. 2740) ; **article 3** : son amendement n° 121 (transfert aux régions de l'appareil administratif des subdivisions) : rejeté (p. 2748) ; son amendement n° 122 (supprimant le mot « Kaponé » dans le 7e alinéa de cet article) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 123 (excluant le contrôle de l'immigration et des étrangers du champ d'application de cet article) ; immigration ; rejeté ; son amendement n° 124 (excluant la référence aux communications extérieures du champ d'application de cet article) (p. 2749) : rejeté ; son amendement n° 125 (supprimant la référence à la zone économique exclusive dans cet article) ; statut d'autonomie interne transitoire ; rejeté ; son amendement n° 126 (excluant la référence à la défense et aux matières premières stratégiques du champ d'application de cet article) : rejeté ; son amendement n° 127 (supprimant la référence au droit commercial dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 128 (supprimant la compétence de l'Etat pour l'application des ordonnances relatives à la Nouvelle-Calédonie) ; souhaite que les offices créés par cette ordonnance soient de compétence territoriale ; rejeté ; son amendement n° 129 (supprimant la compétence de l'Etat en matière de droit du travail) : rejeté ; son amendement n° 130 (supprimant cette compétence en matière de fonction publique territoriale) : adopté ; son amendement n° 131 (supprimant la compétence de l'Etat en matière d'administration communale et de contrôle des communes) ; lois « Billotte » ; mainmise de l'Etat centralisateur : rejeté ; son amendement n° 136 (compétence des pouvoirs publics territoriaux sur divers services, matières et domaines) : rejeté (p. 2751) ; **article 6** : son amendement n° 137 (composition des institutions du territoire) ; distinction des pouvoirs entre le chef de territoire et le Conseil du Gouvernement ; rejeté (p. 2752) ; **article 7** : son amendement n° 138 (composition du Gouvernement du territoire, modalités de l'élection du président du Conseil du Gouvernement) ; choix du chef du territoire par l'Assemblée territoriale ; rôle de celui-ci ; Conseil du Gouvernement : rejeté (p. 2753) ; **article 44** : son amendement n° 139 (élection des membres composant l'Assemblée territoriale) ; caractère transitoire du statut ; réforme du corps électoral ; rejeté (p. 2764) ; **article 68** : son amendement n° 140 (institution d'une Chambre coutumière) ; coutume ; liens entre le droit et la culture kanak [29 mai 1984] (p. 2776) ; rejeté (p. 2777) ; **article 89** : son amendement n° 141 (délibération et rôle de l'Assemblée territoriale) (p. 2783) ; rapports entre le Conseil du Gouvernement et cette assemblée ; rejeté ; **article 90** : son amendement n° 142 (relations entre le haut commissaire et le Conseil de Gouvernement) ; autonomie interne conduisant à l'indépendance du peuple kanak ; rejeté (p. 2783) ; **avant l'article 102** : son amendement n° 143 (collectivités locales de droit territorial) : rejeté ; **article 102** : son amendement n° 144 (institution de collectivités locales par le président du Conseil de Gouvernement) ; tribus et districts ; rejeté (p. 2788) ; **article 112** : son amendement n° 145 (actes promulgués et contrôlés par le haut commissaire) (p. 2789) ; rejeté (p. 2790) ; **article 116** : son amendement n° 146 (fixation par conventions des modalités d'intervention des organismes métropolitains vis-à-vis des services publics territoriaux) ; assistance technique et financière ; rejeté (p. 2791) ; **avant l'article 126** : son amendement n° 147 (rédaction de l'intitulé du Titre VI : des transferts de compétences) ; signature de conventions ; rejeté ; **article 127** : son amendement n° 149 (de suppression) : rejeté ; **article 128** : son amendement n° 150 (de suppression) : rejeté ; **article 129** : son amendement n° 151 (de suppression) (p. 2794) ; rejeté ; **article 130** : son amendement n° 152 (de suppression) : rejeté ; **article 131** : son amendement n° 153 (de suppression) : rejeté (p. 2795) ; **article 132** : son amendement n° 154 (conventions devant conduire la Nouvelle-Calédonie à l'exercice de l'indépendance) ; consultation de l'assemblée territoriale ; abrogation de diverses dispositions ; acte anti-colonial ; indépendance revendiquée par le peuple kanak ; légitimité de ce peuple ; texte ne représentant pas la préparation de l'indépendance (p. 2796) ; rejeté.

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 132** : peuple kanak ; autodétermination des peuples ; ses observations sur le caractère constitutionnel de sa proposition de la loi [25 juillet 1984] (p. 4215) ; délai au terme duquel il sera procédé à une consultation ; voie de la décolonisation ; rappel historique notamment de la déclaration du 20 janvier 1855 du gouverneur Dubouzet ; consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas ; revendications des kanaks ; droit à la différence ; front indépendantiste ; esprit de Brazzaville (p. 4216).

Troisième lecture, discussion générale : légitimité du peuple kanak ; droits à l'autodétermination ; déclaration de Nainville-les-Roches ; garantie offerte par une puissance colonisatrice ; risques de déstabilisation ; son vote contre le projet de loi ; aspirations des kanaks [31 juillet 1984] (p. 4229).

— Projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 7 (composition de l'assemblée territoriale, période transitoire) [29 mai 1984] (p. 2802) ; caractère transitoire du statut ; déclaration finale de Nainville-les-Roches ; rejeté ; **article 2** : son amendement n° 8 (organisation des circonscriptions électorales) (p. 2803) ; rejeté ; **article 3** : son amendement n° 9 (de suppression) : devenu sans objet (p. 2804) ; **article 4** : son amendement n° 10 (révision exceptionnelle pour le renouvellement de l'assemblée territoriale) ; mise en place des dispositions d'une nouvelle loi électorale ; rejeté ; **article 5** : son amendement n° 11 (suppression de cet article) : devenu sans objet (p. 2805) ; **article 6** : son amendement n° 12 (immunité des membres de l'Assemblée territoriale) : droit inné et actif du peuple kanak à l'indépendance ; rejeté (p. 2806).

— Déclaraction du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : dépassement des clivages politiques gauche-droite ; situation présente du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; loi « Jacquinot » de 1966 ; réglementation minière ; lettre de M. Pierre Messmer à M. Xavier Deniau en 1972 [4 décembre 1984] (p. 6612) ; émigration en Nouvelle-Calédonie ; rappel historique de la politique d'émigration ; sa proposition de loi de 1975 ; revendication de l'indépendance au congrès de Bourail en 1977 ; indique qu'il a qualifié de raciste le texte de 1977 permettant l'élection d'un député pour chaque communauté ; délégation du front indépendantiste se rendant à l'O.N.U. en 1979 ; projets d'industrialisation ; indique qu'il exite deux légitimités en Calédonie : une légitimité institutionnelle et celle du peuble kanak ; position du F.L.N.K.S. ; politique de l'émigration ; nécessité de conduire ce territoire à l'indépendance (p. 6613).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Président de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1984] (p. 3824).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1984] (p. 3953).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1724) portant **ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332** du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 2005) [4 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1952) portant **règlement définitif du budget de 1982 (n° 2010)** [11 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : rapport général ; tome II : examen de la première partie du projet de loi de finances ; conditions générales de l'équilibre financier ; tome III : examen de la deuxième partie du projet de loi de finances ; moyens des services et dispositions spéciales **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1984** (n° 2457) **(n° 2474)** [4 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de **loi de finances pour 1985 (n° 2491)** [11 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1985**, rejeté par le Sénat (n° 2490) **(n° 2508)** [13 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet **de loi de finances pour 1985** rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2535) **(n° 2538)** [20 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2557)** [21 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : orientations de la politique gouvernementale ; problème du revirement de cette politique ; « néo-barrisme » ; déficit extérieur ; relance à contre-temps ; indexation des revenus des ménages et diminution des revenus des entreprises de 1974 à 1981 ; marge brute d'autofinancement des entreprises industrielles entre 1973 et 1981 [18 avril 1984] (p. 1700) ; part de la France dans le commerce mondial ; technologie de pointe ; diminution de l'emploi industriel en France entre 1974 et 1981 ; vieillissement des équipements ; différence d'inflation entre la France et la R.F.A. ; politique gouvernementale actuelle ; cassure des mécanismes d'anticipation inflationniste ; course entre les prix et les salaires ; renforcement des fonds propres des entreprises en 1983 ; différence entre la potitique économique actuelle et la politique barriste (p. 1701) ; nationalisation des cinq grands groupes industriels ; lois Auroux ; décentralisation ; loi sur le développement de l'épargne ; taux d'imposition ayant atteint un niveau « qu'il convient de ne pas dépasser » pour diverses catégories sociales dont les cadres ; chômage ; durée moyenne du chômage ; réduction des prélèvements obligatoires (p. 1702) ; ratification des ordonnances (p. 1703) ; montant du déficit de la sécurité sociale (p. 1712).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).

Première lecture, discussion générale : gestion des autorisations budgétaires de l'exercice 1982 [18 avril 1984] (p. 1716) ; redressement économique ; déficit prévisionnel d'exécution du budget ; déficit d'exécution ; réajustement des monnaies du 11 juin 1982 ; ralentissement de la hausse des prix et des salaires en 1982 ; fonds de concours rattachés ; annulations de crédits ; comptes spéciaux du Trésor ; procédure de régulation des dépenses publiques (p. 1717) ; conditions d'exécution du budget ; critiques adressées par la Cour des comptes aux différents projets de règlement ; dépassements des crédits limitatifs ; pratique du report des charges ; dépassements des crédits évaluatifs ; montant des crédits reportés sur 1983 ; cumul de la procédure des reports avec celle du fonds de concours ; gestion des crédits globaux ; utilisation des crédits en cours d'exercice ; annulations de crédits de recherche en 1984 ; crédits de l'A.N.V.A.R. (p. 1718-1719).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : réalisme des hypothèses économiques fondant le budget ; incertitude sur l'économie française et européenne ; dépendance de la France quant aux décisions économiques et monétaires des Etats-Unis ; inadaptation de notre industrie ; dégradation intervenue de 1974 à 1981 ; baisse des prélèvements obligatoires ; réduction du déficit budgétaire ; modernisation des structures de l'économie française ; réduction d'inflation ; équilibre de la balance commerciale ; « truquage » du budget ; chiffrage de la ponction supplémentaire engendrée par la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers [16 octobre 1984] (p. 4785, 4786) ; « manipulation » de la structure du budget ; querelle de la débudgétisation ; évolution de cette structure ; transfert d'un certain nombre d'aides à l'industrie au secteur bancaire ; création d'un budget annexe de la navigation aérienne ; justice sociale ; « dérive droitière » : baisse des prélèvements obligatoires ; rupture du rythme de croissance ; impôt sur le revenu ; taxe professionnelle ; formule : « moins d'Etat » (p. 4787) ; accusation d'électoralisme ; aggravation de la situation des chômeurs ; nécessité d'expliciter les choix des impôts ; comptes de la sécurité sociale ; prix industriels du tabac ; participation des collectivités locales à l'effort de baisse des prélèvements obligatoires ; leur capacité à maîtriser leurs dépenses ; taux de l'augmentation du revenu disponible des ménages ; dispositif fiscal nouveau favorable à l'investissement ; personnes âgées ; actualisation de la déduction pour frais de garde (p. 4788).

Première partie : Discussion des articles : **article 1er :** informations transmises par le Gouvernement au Parlement ; précisions concernant le détail des impôts et taxes perçues par l'Etat ; renseignements devant figurer dans son rapport ; souhaite que le Gouvernement s'engage à fournir ses renseignements [17 octobre 1984] (p. 4868) ; **avant l'article 2 :** notion de taux marginal d'imposition ; mobilité du patrimoine (p. 4869) ; barème de l'imposition sur le revenu ; effort demandé aux hauts revenus (p. 4870) ; **article 2 :** simplicité de la réduction de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; suppression de cet impôt pour les smicards et les titulaires de faibles revenus ; surtaxe progressive ; augmentation prévue du revenu disponible des ménages de 1,6 p. 100 pour 1985 ; baisse de l'impôt sur le revenu ; plafonnement du quotient familial (p. 4875) ; plafonnement touchant moins de 200 000 contribuables (p. 4876) ; son amendement n° 34 (fixant la somme visée à l'article 154 *ter* du code général des impôts à 4 310 francs et majorant les tarifs du droit de timbre de dimension) (p. 4877) ; indexation des frais de garde et augmentation des prix ; nationalisations ; indexation sur le barème de l'impôt sur le revenu ou sur le barème de l'I.G.F. ; indexation de la déduction pour frais de garde sur le barème de l'impôt sur le revenu (p. 4878) ; caractère inadapté du gage proposé par l'amendement n° 51 de M. Paul Mercieca ; personnes âgées (p. 4879) ; personnes adhérant à des centres de gestion agréés ; revenus salariaux et revenus des adhérents des centres de gestion (p. 4880) ; incitation à la construction et à la location de logements neufs ; économies d'énergie ; réduction d'impôt ; assurance vie (p. 4882) ; fonds salariaux (p. 4883) ; son amendement n° 35 (modalités d'imposition des revenus de 1984 et réduction des cotisations) (p. 4883) ; seuil de 500 francs pour les bas revenus ; distribution de l'impôt sur le revenu entre les différentes catégories sociales ; réduction d'impôt devant être uniformément de 5 p. 100 (p. 4884) ; son amendement n° 153, à titre personnel (cas des avantages en nature consentis, en l'absence d'obligations alimentaires à des personnes âgées de plus de 75 ans) ; possibilité pour le contribuable de déduire de son revenu imposable les pensions qu'il verse à ses ascendants ; élargissement des conditions de déduction ; personnes âgées (p. 4885) ; adopté après modification ; **après l'article 2 :** statut fiscal dérogatoire pour les gérants des S.A.R.L. ; son amendement n° 37 (dons faits aux sections locales des associations reconnues d'utilité publique) ; possibilités de dons faits aux associations ; interprétation administrative sur les versements aux associations

locales [18 octobre 1984] (p. 4890) ; rejeté (p. 4891) ; cas des associations d'Alsace-Lorraine (p. 4892) ; injustice de la taxe d'habitation ; possibilité de réformer celle-ci dans le cadre d'une réforme d'ensemble des impôts locaux ; taxe professionnelle (p. 4893) ; **article 3** : allègement de la taxe professionnelle : réduction de 10 milliards du produit de celle-ci ; cas des redevables acquittant la cotisation minimum ; cas particulier des taxes pour frais de chambres de commerce ou des métiers ; montant des dégrèvements et allègements de la taxe professionnelle atteignant 17 milliards de francs en 1985 ; baisse de l'imposition sur les ménages égale à 13 milliards de francs selon MM. Edmond Alphandéry et Adrien Zeller (p. 4895) ; charges pesant sur les petits commerçants et les artisans ; distribution de la taxe professionnelle ; surcharge de cette taxe existant pour le petit commerce (p. 4903) ; dynamisme des entreprises ; taux d'auto-financement et de marge des entreprises ; comparaison du résultat brut de l'entreprise à sa valeur ajoutée ; épargne des entreprises ; autofinancement ; charges des entreprises (p. 4904) ; recul de la pénétration des produits étrangers en France ; réforme de la taxe professionnelle (p. 4905) ; taux de cette pénétration (p. 4906) ; **après l'article 3** : marché obligataire ; maintien des avantages fiscaux de l'épargne (p. 4912) ; affectation de l'épargne à l'investissement industriel productif ; succès de la politique de l'épargne actuelle ; crise internationale de l'épargne ; déficit budgétaire (p. 4913) ; gage proposé par certains amendements consistant à dénationaliser ; **après l'article 4** : problème des seuils d'application du 1 p. 100 affecté aux bâtiments (p. 4917) ; petites et moyennes entreprises ; formation du personnel ; problème du maintien du seuil à 10 salariés ; effort de formation (p. 4918) ; seuil fiscal et seuil social (p. 4919) ; **après l'article 7** ; situation des mineurs ; position de la commission à l'égard de l'amendement n° 61 de M. Joseph Legrand ; hostilité au gage choisi (p. 4923) ; **article 8** : problème de l'assujettissement des agences de voyages à la T.V.A. : cas des pays de la C.E.E. (p. 4925) ; **après l'article 8** : prélèvement libératoire ; compte courant d'associé (p. 4926) ; **article 9** : son amendement n° 38 (de forme) ; adopté (p. 4927) ; **après l'article 9** : fiscalité applicable à la formation des sociétés commerciales (p. 4928) ; **article 12** : imposition du produit des appareils automatiques à jeux (p. 4931) ; **article 14** : mécanisme de la participation ; taux de provision pour investissement ; normalisation progressive du régime de la participation ; accords dérogatoires ; provision pour investissements déductible ; fixation des taux de cette provision (p. 4935) ; principe de la participation (p. 4936) ; **article 14** : son amendement n° 39 (provision pour investissements) (p. 4939) ; constitution de cette provision en franchise d'impôt en cas de participation supplémentaire relevant de l'application d'accords dérogatoires (p. 4940) ; accords dérogatoires de participation ; adopté après modification ; dénationalisation (p. 4941) ; **après l'article 14** : son amendement n° 40 (possibilité pour les entreprises d'imputer leur déficit sur le montant des bénéfices fiscaux du cinquième exercice précédant l'exercice déficitaire ; modalités de cette possibilité) (p. 4942) ; impôt sur les sociétés assis sur les bénéfices ; possibilité de report du déficit fiscal sur les bénéfices éventuels des cinq exercices postérieurs ; nouvelle méthode proposée ; report en arrière sur le bénéfice des années précédentes ; compensation par report ; liquidation de biens ; impôt sur les sociétés ; système du report en arrière ; description de la procédure proposée ; droit à restitution (p. 4943) ; rejeté ; retour en arrière financier ; taux de croissance ; défaillances d'entreprises ; système du report en arrière ; crédit d'impôt ; regrette le passage de la durée du retour en arrière à trois ans (p. 4946) ; suppression du système de créance ; problème de la remise en cause du crédit d'impôt en cas de cession d'entreprise (p. 4947) ; **article 16** : maintien en vigueur du régime fiscal privilégié pour le gaz de pétrole liquéfié ; **article 17** : taxe levée au profit de la caisse nationale de l'énergie ; tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers [19 octobre 1984] (p. 4982) ; substitution des ressources fiscales aux trois milliards de francs que les collectivités locales devaient rembourser à l'Etat ; « négociation » entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement ; **après l'article 17** : caractère positif de l'amendement n° 212 du Gouvernement (p. 4984) ; **article 18** : prélèvement exceptionnel ; situation du raffinage dans le pays ; provision pour fluctuation des cours ; dispositif de substitution à l'article 26 ; **article 19** : amendement de suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; caractère de cet impôt ; sa fidélité aux principes qui ont présidé à la création de cet impôt (p. 4990) ; assiette de l'I.G.F. ; remise en cause de l'I.G.F. ; tranche d'imposition de 2 p. 100 supplémentaire ; « nouvelle pauvreté » ; équilibre entre les objectifs de justice fiscale et d'efficacité (p. 4991) ; intérêt des amendements présentés par M. Parfait Jans et le Gouvernement ; indexation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes sur la hausse générale des prix (p. 4992) ; indexation de toutes les tranches de l'impôt sur le revenu ; effort de solidarité des détenteurs de patrimoine ; revalorisation des tranches (p. 4993) ; prise en compte des charges de famille pour la détermination de l'I.G.F. (p. 4994) ; son amendement n° 41 (obligation à toute personne physique de faire parvenir à l'administration une déclaration de ses biens, droits et valeurs) (p. 4995) ; imposition des petites successions (p. 4996) ; **après l'article 19** : allègement de la fiscalité agricole ; bénéfice agricole ; effort en faveur des exploitants agricoles ; ses regrets de l'absence de M. Jacques Marette (p. 4998) ; **article 20** : exclusion des formations ayant pour objet l'initiation à un emploi ou à un type d'emploi du dispositif de défiscalisation ; mécanisme de formation professionnelle ; approfondissement de la concertation entre partenaires sociaux (p. 5007) ; rôle des chambres de métiers comme collecteur potentiel de fonds défiscalisés ; mécanismes de mutualisation des fonds (p. 5008) ; son amendement n° 42 devenu sans objet ; **article 21** : situation des organes de presse ; maintien du système d'aide à l'investissement dans les entreprises de presse ; remboursement de trois milliards de francs des collectivités locales à l'Etat (p. 5009) ; conséquence financière du retrait de l'article 26 ; **après l'article 21** : son sous-amendement n° 220 à l'amendement n° 197 du Gouvernement (substituant le taux de 6,5 p. 100 au taux de 6 p. 100 dans les deux premiers alinéas du paragraphe I[er] de l'article 302 *bis*-A du code général des impôts) ; suppression en France, en R.F.A., et aux Etats-Unis de la taxe frappant les investissements étrangers en obligations ; suppression par les Etats-Unis de la retenue à la source sur les coupons des obligations américaines ; exonération du prélèvement de 26 p. 100 sur les intérêts des obligations émises à compter du 1[er] octobre 1984 ; majoration des droits de timbre relatifs aux cartes d'entrée dans les casinos ; conventions fiscales passées avec les Etats de la zone franc ; augmentation du taux de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, les collections, les antiquités (p. 5010) ; rejeté (p. 5011) ; **article 22** : prélèvement de 200 millions de francs (p. 5012) ; rémunération des fonds déposés aux comptes des opérations du Trésor ; compte spécial d'attente ; baisse du taux de rémunération des fonds ; rente de situation ; **après l'article 22** : déduction des cotisations versées par l'exploitant à un régime complémentaire de maladie des bénéfices industriels et commerciaux ; cas des retraites complémentaires ; cas des souscriptions de contrats auprès de Compagnies d'assurances (p. 5013) ; statut du conjoint de l'artisan ; statut du conjoint de l'exploitant ; adhésion à un centre de gestion agréé ; amélioration de la connaissance des revenus ; financement des pertes de recettes résultant de l' amendement n° 192 de M. Marc Lauriol ; (p. 5014) ; problème de la transmission des entreprises et du règlement des droits de mutation à titre gratuit (p. 5015) ; extension du régime du compte d'épargne en actions à l'acquisition des parts de groupements fonciers agricoles ; encouragement de l'épargne à risque (p. 5016) ; **article 23** : transferts fiscaux en faveur des collectivités locales ; intégration des droits de mutation et de publicité foncière à la fiscalité locale ; évaluation du transfert de ressources (p. 5017) ; **après l'article 26** : son amendement n° 45 : retiré ; caractère indicatif et incitatif de cet amendement ; économie d'un montant de trois milliards de francs (p. 5019) ; **article 29** : son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté : **après l'article 32** : son amendement n° 47 (abrogeant l'article 39 *quaterdecies* I du code général des impôts) : retiré (p. 5020) ; caractère paradoxal du gage choisi (p. 5021) ; **article 33** : son amendement n° 48 (de suppression) ; atteinte à l'intérêt de certains crédit-rentiers ; revalorisation des plus anciennes rentes viagères publiques ; participation aux bénéfices ; rentes d'anciens combattants ; retiré (p. 5023).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : **article 2** : soutien de l'action d'un certain nombre de ministères (p. 5039) ; **article 34 et Etat A** : nécessité de modifier l'article d'équilibre (p. 5042).

Deuxième partie : **Articles additionnels et articles non rattachés.** Rapporteur spécial : **article 56 et Etat F** : son amendement n° 203 (supprimant la ligne 37-08 et la ligne « II. — Services financiers ») ; dispense de la présentation d'une évaluation de la dépense correspondante en fin de loi de finances dans un chapitre à caractère évaluatif ; notion de caractère évaluatif du chapitre ; nécessité de sanctionner certaines pratiques ; adopté [15 novembre 1984] (p. 6100) ; **avant l'article 61** : affirmation par le ministre de l'agriculture de ses préoccupations concernant les retraites dans le domaine agricole ; problème de l'augmentation du prix des tabacs ; possibilité pour le Gouvenement de trouver des moyens de proposer une réforme des retraites des agriculteurs (p. 6104) ; **article 61** : portée de l'extension aux entreprises d'une mesure

existant pour les personnes physiques ; nécessité de déterminer le caractère « culturel » d'une association ; inutilité de soumettre un double agrément à une association reconnue d'utilité publique ; problème posé par la majoration des droits de consommation sur les tabacs (p. 6107) ; convergence des votes des groupes de la majorité et de la minorité sur le sous-amendement n° 303 de M. Gilbert Gantier (p. 6108) ; **après l'article 61** : volonté de faire bénéficier les bureaux d'aide sociale et les organismes de caractère public de la déduction de 5 p. 100 ; objet de l'exigence du caractère d'utilité publique ; imprécision de la référence à des œuvres ou organismes de caractère philanthropique ; caractère inadapté du gage lié à la nécessité de maintenir les prix du tabac (p. 6109) ; imprécision de la rédaction de l'amendement n° 296 de M. Adrien Zeller sur la nature des organismes et la définition des situations de détresse ; importance de l'extension de la déduction et de la surcharge de l'impôt sur les grandes fortunes ; ses critiques concernant la méthode utilisée par l'opposition (p. 6110) ; impossibilité de modifier l'article d'équilibre adopté en première lecture (p. 6111) ; **Article 62** : mesures de soutien à l'activité du secteur du bâtiment ; possibilité pour le propriétaire de choisir entre deux dispositions fiscales ; notion de grosses réparations ; interprétation de cet article ; possibilité de cumul entre la nouvelle réduction d'impôts et les réductions existantes (p. 6121) ; coût de l'amendement n° 224 de M. Edmond Alphandery ; attitude de ce dernier lors de la prochaine augmentation des prix industriels (p. 6123) ; mécanismes de l'article 62 (p. 6125) ; son amendement n° 204 (substituant dans le 4e alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « du *b* du 1° *bis* du II de l'article 156 », les mots du « *b* du 1° de l'article 199 *sexies* ») : adopté ; son amendement n° 205 (supprimant à la fin de l'avant dernier alinéa du paragraphe I de cet article les mots « et précisant que ces travaux y ouvrent droit », et substituant dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « à 50 p. 100 du montant » les mots « au montant ») ; renforcement du caractère attractif de l'incitation fiscale du dispositif de cet article ; notion de grosses réparations ; renforcement des sanctions applicables aux autres comportements ; adopté (p. 6126) ; **article 63** : soutien de l'activité du bâtiment ; nombre de logements locatifs réalisés annuellement dans le secteur non aidé : nécessité de clarifier la rédaction de cet article ; éléments retenus par l'administration pour établir la connivence entre le propriétaire et le locataire (p. 6127) ; problème de la fiscalité de l'épargne ; absence de caractère social des logements visés ; niveau actuel des plafonds de ressources ; nécessité de réserver l'accès des logements sociaux aux familles les plus modestes ; son amendement n° 206 (substituant dans le 1er alinéa de cet article aux mots « la location » les mots « une location dont le produit est imposé dans la catégorie des revenus fonciers ») ; suppression des difficultés résultant d'une rédaction complexe ; adopté ; son amendement n° 207 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « les constructions commencées ou les immeubles acquis en état futur d'achèvement » les mots « les logements que les contribuables ont commencé à faire construire ou qu'ils ont acquis en état futur d'achèvement ») ; nécessité de préciser la date d'application du dispositif de cet article ; possibilité de bénéficier de la réduction quelle que soit la date de la réalisation du logement (p. 6130) ; adopté ; **après l'article 63** : précisions apportées ultérieurement par le ministre sur le fonds spécial de grands travaux (p. 6131) ; **article 64** : son amendement n° 208 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; institution d'une taxe sur les frais généraux ; double emploi avec la liste des frais généraux (p. 6132) ; adopté ; **article 65** : son amendement n° 209 (complétant le paragraphe I de cet article par les mots « sous réserve des dispositions de l'article 1565 *bis* ») : dérogation aux procédures retenues par le 3e alinéa de l'article 1564 applicable à l'ensemble des spectacles, jeux et divertissements ; adopté : son amendement n° 210 (rédactionnel) : adopté : son amendement n° 211 (rédactionnel) : adopté (p. 6133) ; **après l'article 66** : déductibilité des indemnités de départ à la retraite ; conséquence de l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 février 1983 ; rentabilité des rentrées fiscales ; **article 67** : son amendement n° 212 : (exonération des droits sociaux pour une cession consentie au sein du groupe familial) ; utilisation du vocable « cessionnaire » ; nécessité de favoriser les transmissions d'entreprises au sein du groupe familial ; modification de l'aménagement du régime d'imposition des plus-values réalisées à cette occasion ; adopté : (p. 6134) ; **après l'article 71** : sa critique de l'interprétation de l'article L. 277 du livre des procédures fiscales par M. Georges Tranchant (p. 6135) ; absence d'obligation pour l'administration de refuser le sursis en cas d'imposition d'office (p. 6136) ; **Article 72** : nécessité de parfaire les garanties légitimes des contribuables ; rappel des observations du Conseil constitutionnel sur l'article 89 de la loi de finances pour 1984 ; exercice par le juge d'un contrôle préalable sur le fond (p. 6137) ; détermination des conditions de la mise en œuvre de la procédure de visite ; recherche de la preuve des infractions ; extension des garanties des libertés individuelles au delà des exigences du Conseil constitutionnel ; respect de l'objectif de lutte contre la fraude fiscale ; constatation par les agents fiscaux des infractions par procès-verbaux ; habilitation des fonctionnaires ; reprise du principe de l'article 89 de la loi de finances pour 1984 ; possibilité de pourchasser la fraude fiscale par des perquisitions (p. 6138) ; **après l'article 73** : soumission des testaments partages à un droit d'enregistrement fixé de 350 francs ; conséquences de l'adoption de cette disposition (p. 6141) ; **avant l'article 74** : son amendement n° 242, à titre personnel, (complétant l'article 252-3 du code des communes par les mots « cette décision demeure applicable tant qu'elle n'a pas été rapportée dans les mêmes conditions ») ; décision de doter le district d'une fiscalité propre ; conditions du vote annuel des impôts par le Conseil du district ; adopté (p. 6142) ; **article 74** ; son amendement n° 215 (rédactionnel) : adopté (p. 6143) ; **après l'article 75** : son amendement n° 214 : (rédaction des avis d'imposition adressés aux redevables des taxes visées à l'article 1586 du code général des impôts) ; difficultés pour les contribuables locaux de faire la différence entre les diverses impositions prévues par les collectivités territoriales et les régions (p. 6146) ; retiré : inapplication de l'article 17 du collectif budgétaire de 1982 au profit de l'article 1636 B *sexies* du code général des impôts ; suppression de la liaison entre le taux de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation ; caractère forfaitaire de l'allègement de la taxe professionnelle (p. 6147) ; caractère désobligeant des jugements émis par M. Adrien Zeller ; problème posé par la rédaction de l'amendement n° 295 de M. Adrien Zeller ; financement du fonds départemental de péréquation (p. 6148) ; utilité de l'amendement n° 306 du gouvernement ; **article 76** : son amendement n° 215 (rédactionnel) : adopté : son amendement n° 216 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 217 (date de l'inscription de l'hypothèque légale en cas de procédure de redressement) ; cas où certains contribuables organisent leur insolvabilité ; suppression de la disposition prévue à l'article 70-4 du code général des impots ; adopté (p. 6149) ; **article 78** : caractère inadmissible en matière pénale de la rétroactivité : rejet par le Conseil constitutionnel de tout recours à la rétroactivité ; **après l'article 78** : allongement du délai accordé aux contribuables pour répondre à une demande de renseignements de l'administration (p. 6151) ; caractéristiques de l'amendement de M. Edmond Alphandéry ; **après l'article 81** : évaluation des stocks lors du passage du régime forfaitaire au régime réel ; entérinement d'une situation passée (p. 6152) ; nécessité de modifier le système d'évaluation pour la période d'imposition des jeunes viticulteurs au forfait ; risque de surévaluation des stocks ; importance de l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs ; augmentation de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; adaptation de la fiscalité agricole (p. 6153) ; problèmes de revenus exceptionnels de l'agriculture ; situation particulière liée à l'irrégularité de ces revenus ; conséquences du mode de calcul proposé par M. Michel Cointat dans son amendement n° 149 ; description des mécanismes applicables aux revenus exceptionnels ; problème de l'évaluation de la moyenne des résultats des trois années antérieures ; appréciation du système du quotient du niveau du revenu catégoriel (p. 6155) ; rejet par la commission des amendements modifiant la caractérisation des biens professionnels ; contenu de l'article 79 de la loi de finances pour 1984 (p. 6157) ; application de ces dispositions concernant l'exercice sur douze mois et de la période transitoire à l'exploitation de polycultures (p. 6158) ; risque d'évasion fiscale constituée par les amendements n° 231 de M. Edmond Alphandery et n° 142 de M. Michel Cointat ; caractère favorable du système fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun ; absence de raison objective pour reporter l'application de ce texte (p. 6159) ; rappel de son attachement aux groupements agricoles d'exploitation en commun (p. 6160) ; extension du champ d'application du compte d'épargne en actions ; avantages fiscaux des parts des groupements fonciers agricoles (p. 6161) ; problème du droit de timbre de dimension ; **après l'article 86** : redevances de la commission des opérations de bourse (p. 6162) ; caractéristiques de l'assiette de la redevance de la commission des opérations de bourse ; application de redevances à l'acte aux organismes de placements ; incertitudes pesant sur l'évolution du volume des émissions sur les marchés financiers ; nécessité de rectifier l'amendement n° 200 du Gouvernement et de substituer le mot « fixe » au mot « fixera » (p. 6163) ; **article 87** : son amendement n° 218 (substituant dans le dernier alinéa (2) au paragraphe I de cet article aux mots « la dite mention », les mots « la mention prévue au 2e alinéa des articles L. 76 et L. 189 du livre des procédures fiscales ») :

adopté : son amendement n° 219 (insérant dans l'article 1740 *ter* du code général des impôts après le mot « travesti » les mots « ou dissimulé ») : adopté (p. 6165).

Articles de récapitulation : renforcement des moyens de lutte contre la pauvreté ; conséquences de la suppression de l'article 26 du projet de loi de finances ; report d'un an de la décentralisation de certains établissements d'enseignement ; augmentation des crédits consacrés aux bourses d'études et des crédits d'équipement des lycées techniques ; transfert des services de santé scolaire du ministère des affaires sociales à celui de l'éducation nationale ; augmentation des dotations de certains ministères [15 novembre 1984] (p. 6167-6168).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur général : ralentissement de l'inflation [18 décembre 1984] (p. 7085) ; réduction du différentiel d'inflation avec l'Allemagne ; évolution positive des coûts de production ; lutte contre les inégalités ; poursuite de l'assainissement de l'économie ; montant du volume de l'investissement des entreprises non financières ; fragilité du redressement ; exercice par le Parlement de ses prérogatives en matière budgétaire ; rappel des modifications d'origine parlementaire au projet de budget initial (p. 7086-7087) ; conditions d'exécution du budget de 1983 ; caractère choquant du fait que le rapport de la Cour des comptes soit parvenu à la presse avant son dépôt officiel ; évolution des conditions de la gestion des autorisations budgétaires ; caractère raisonnable des annulations de crédit (p. 7089) ; utilisation des crédits votés au titre de l'exercice 1982 ; pratique du report des crédits ouverts par le collectif de fin d'année ; problème d'imputation des recettes et des dépenses ; rôle du Parlement dans l'élaboration de la loi de finances ; ses critiques concernant l'article publié par « *le Point* » (p. 7090) ; contenu des amendements du Gouvernement (p. 7101) ; caractère tardif de leur dépôt (p. 7102).

Discussion des articles : **article 1er** : fourniture par le Gouvernement d'éléments d'appréciation concernant le produit des impôts affectés aux établissements publics [18 décembre 1984] (p. 7104) ; augmentation du montant de la déduction de 7,6 p. 100 ; alignement de la situation des membres des centres et associations de gestion agréés sur celle des salariés (p. 7106) ; situation des contribuables les plus défavorisés ; progression de la réduction et de l'exonération en ce qui concerne ces contribuables (p. 7109) ; **après l'article 2** : caractère inopportun du gage choisi par M. François Grussenmeyer dans son amendement n° 3 (p. 7111) ; caractère injuste de la taxe d'habitation ; importance de l'effort fiscal en faveur des G.A.E.C. ; système d'imposition des plus-values réalisées par ces groupements (p. 7112) ; **article 3** : caractère néfaste de la taxe professionnelle ; rappel des conditions de sa création en 1975 ; utilité de la réformer (p. 7115) ; **après l'article 3** : importance de cette disposition pour le redressement de l'épargne en France ; inutilité de bouleverser un équilibre donnant des résultats satisfaisants en matière d'épargne et d'investissement (p. 7116) ; **article 8** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 8** : volonté de favoriser l'investissement dans le secteur locatif ; énumération des sociétés concernées (p. 7121) ; importance de la référence aux sociétés civiles ; obligation des porteurs en cas de faillite ; problème technique soulevé par l'amendement n° 4 du Gouvernement ; contraintes exercées sur les sociétés et les contribuables ; risque de contentieux (p. 7122) ; utilité du plafonnement (p. 7123) ; **article 12** : son amendement n° 14 (complétant le paragraphe I de cet article par les mots « ces dispositions prennent effet à compter du 1er septembre 1985 ») ; assujettissement à la T.V.A. du produit de l'exploitation des appareils automatiques ; utilité d'une concertation entre les pouvoirs publics et les professionnels (p. 7124) ; adopté après modification (p. 7125) ; **article 14** : maintien d'avantages aux accords de participation dérogatoires signés avant le 1er octobre 1973 ; fiscalisation des réserves de participation (p. 7126) ; **article 14 *bis*** : application dans les pays européens du système du report en arrière ; possibilité d'amélioration des fonds propres des entreprises ; nécessité de procéder à des restructurations industrielles (p. 7127) ; possibilité de refinancement au niveau du système bancaire ; aggravation de la clause relative à l'investissement ; caractère inaliénable et incessible de la créance (p. 7128) ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 136 du Gouvernement (caractère inaliénable et incessible de la créance) (p. 7129) ; adopté (p. 7130) ; **article 19** : inopportunité du doublement du taux de l'impôt sur les grandes fortunes ; création d'une tranche supplémentaire sur cet impôt (p. 7132) ; inconvénients de la souscription d'une déclaration de biens pour l'impôt sur les grandes fortunes ; utilité de l'amendement n° 6 du Gouvernement (p. 7134) ; **après l'article 19 *bis*** : étalement de la réintégration des provisions pour hausse des prix ; inadaptation de ce système à la spécificité de l'activité agricole (p. 7136) ; **article 21 *bis*** : son amendement n° 15 (instituant une taxe sur les huiles neuves minérales et synthétiques commercialisées en France) (p. 7138) ; utilité d'accorder à l'industrie de la régénération des huiles usées la possibilité de supporter la concurrence des huiles neuves ; revalorisation des déchets ; affaire de Saint-Quentin ; utilité de la création de cette taxe pour aider les éliminateurs, les stockeurs et les régénérateurs ; existence de cette taxe dans les autres pays européens ; son intérêt écologique ; adopté (p. 7139) ; **après l'article 21 *bis*** : notion d'organisation internationale ; émission d'emprunt par la banque européenne d'investissement ; **après l'article 22** : ses observations sur la discussion des amendements (p. 7140) ; **article 24** : ses observations sur l'amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (p. 7145).

Seconde délibération de la première partie : **article 2 *bis*** : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 du Gouvernement (fixant le taux de la taxe prévue au 1er alinéa de cet article) ; prise en compte de sa réserve formulée lors de l'amendement de M. François Patriat ; changement de gage ; adopté (p. 7152).

Deuxième partie : **article 36 et Etat B : Titre III** : son accord sur les amendements présentés par le Gouvernement ; répartition des crédits consacrés à la commission nationale par le développement des quartiers (p. 7158) ; **article 61** : ses observations sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 7182) ; **après l'article 66 *bis*** : son amendement n° 162 (possibilité pour les entreprises de constituer des provisions pour faire face aux charges liées aux obligations contractuelles) ; obligation de constituer des provisions destinées à couvrir des dépenses futures ; affectation de l'actif net des entreprises ; adopté (p. 7186) ; **article 70** : ses observations sur l'amendement n° 141 du Gouvernement (p. 7187) ; caractère contradictoire de l'amendement n° 142 du Gouvernement (p. 7188) ; **article 72** : son amendement n° 16 (insérant après les mots « en passant ou en faisant passer » le mot « sciemment ») ; adopté (p. 7189) ; **après l'article 73** : son amendement n° 17 (approuvant les délibérations du Conseil général de Mayotte pour l'imposition des revenus) ; limite de l'approbation de la validation effectuée par cet amendement ; adopté ; **article 74** : ses observations sur l'amendement n° 143 du Gouvernement (p. 7190) : **après l'article 75** : dangers de l'amendement n° 135 de M. Adrien Zeller (p. 7192) ; son amendement n° 18 (permettant au Conseil municipal d'additionner les taux des taxes foncières de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) ; nécessité d'apporter plus de souplesse dans la détermination des taux d'imposition de la taxe professionnelle ; adopté (p. 7193) ; **article 78** : son amendement n° 19 (supprimant le dernier alinéa (2) du paragraphe I de cet article) : adopté (p. 7194) ; **après l'article 81 *ter*** : nécessité de réfléchir sur les incidences de l'abaissement du seuil du forfait ; rythme de développement du régime du réel simplifié (p. 7196) ; **après l'article 89** : son amendement n° 20 (concernant la coopération avec les Etats en voie de développement) ; nécessité de mieux informer le Parlement sur la coopération avec les pays en voie de développement ; adopté (p. 7198).

Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : ampleur des mouvements affectant les crédits du budget voté pour 1984 ; montant des crédits demandés dans le collectif ; comparaison avec 1979 et 1980 ; absence de bouleversement du budget initial ; conditions d'examen du collectif ; progression des dépenses ordinaires ; stabilité des dépenses civiles ; augmentation des dépenses militaires [5 décembre 1984] (p. 6704) ; diminution des recettes du budget général ; accroissement du déficit ; montant du déficit d'exécution en 1975, 1976, 1978 et 1980 ; charge de la dette ; dépassement des crédits initiaux ; difficultés d'évaluation des dépenses de la dette ; existence d'erreurs d'appréciation dans le Gouvernement précédent (p. 6705) ; maintien d'un déficit budgétaire limité depuis 1975 ; poursuite de la désinflation ; évolution du fonds de développement économique et social ; diminution des dépenses publiques ; problème de la débudgétisation ; poursuite des remboursements ; révision des modalités d'intervention de l'Etat ; financement par l'Etat de bonification d'intérêts afférents aux prêts ; coût des garanties consenties aux établissements prêteurs ; montant des dotations à capital accordées aux entreprises publiques ; énumération des dispositions législatives contenues dans le projet de loi ; cas de la taxe sur les conventions d'assurance ; assiette de la taxe sur l'électricité (p. 6706).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (substituant dans le 2e alinéa de cet article aux mots « voitures ayant acquitté ces taxes » les mots « véhicules ayant donné

lieu au paiement de ces taxes » et aux mots « celles les ayant acquittées » les mots « ceux ayant donné lieu à leur paiement ») ; lien entre ces articles et la décentralisation ; rappel du principe général de la compensation financière ; affectation des excédents de ressources fiscales ; notion de surfiscalisation (p. 6720) ; modalité d'évaluation de la compensation des charges ; évaluation de la vignette ; poursuite des régularisations du dispositif des articles 3 et 4 ; adopté (p. 6721) ; **article 6, Titre I** : nécessité d'un tableau définitif de l'exécution de la loi de finances de 1984 pour l'examen des propositions de M. Gilbert Gantier (p. 6727) ; **article 15** : son amendement n° 2 (insérant dans le 2e alinéa après les mots « les communes » les mots « ou leurs groupements ») ; extension aux groupements de communes des dispositions de cet article ; adopté : **article 16** : son amendement n° 3 (de suppression) ; nécessité de précision sur la portée des exonérations (p. 6732) ; rejeté ; extension de la mesure aux artisans commerçants et aux salariés (p. 6733) ; **après l'article 16** : son amendement n° 4 (substituant dans le 6° de l'article 995 du code général des impôts aux mots « de récoltes » les mots « et de tempêtes sur récoltes ou sur bois sur pied » et modifiant les taux des taxes figurant à l'article 302 *bis* A du code général des impôts) ; assurance tempête ; extension de cette assurance à d'autres cultures que le tournesol, comme le maïs et le colza ; utilité de favoriser le développement des assurances sur les risques de tempêtes affectant les bois sur pied ; adopté après modification ; **après l'article 17** : utilité de la lutte contre les infractions douanières ; rappel de la nature de ces infractions ; importance de l'appréciation objective en matière d'infractions douanières ; caractère des sanctions douanières ; possibilité pour le juge d'accorder des circonstances atténuantes (p. 6734) ; **article 18** : rappel du contexte de cet article ; attributions de l'office de développement agricole et rural et de l'office d'équipement hydraulique de la Corse ; reprise par ces deux offices de la société pour la mise en valeur agricole de la Corse (S.O.M.I.V.A.C.) (p. 6735) ; problème du transfert des activités de l'arrêt des comptes de cette société : évaluation de la dette à moyen terme ; fixation d'un plafond au niveau de la prise en charge de cette dette ; son amendement n° 5 (prise en charge par l'Etat dans les limites de 100 millions de francs de la dette à moyen terme et à long terme de la S.O.M.I.V.A.C.) ; utilité du plafonnement de cette dette ; sa volonté d'obtenir des assurances concernant la date de dissolution de la S.O.M.I.V.A.C. (p. 6736) ; adopté après modification ; **article 19** : son amendement n° 6 (de suppression) ; caractère illégal du décret du 30 octobre 1935 lié à la modification du mode de fixation des contributions versées par les collectivités locales à l'office national des forêts ; situation des communes acquittant des frais de garderie à l'office national des forêts ; taux de leur contribution ; inopportunité d'élargir l'assiette de ce taux ; adopté (p. 6737) ; **article 21** : son amendement n° 7 (insérant dans le paragraphe I de cet article après les mots « la date » les mots « de la publication ») : adopté : **après l'article 21** : altération de l'effectivité du contrôle parlementaire par l'inflation de rapports ; sa volonté d'accroître la qualité du contrôle parlementaire ; rappel des dispositions de l'article 80 de la loi de finances (p. 6738) ; **article 22** : problème posé par l'assiette de la taxe sur l'électricité : pénalisation des ménages ; conséquence de la simplification sur les coûts de fonctionnement (p. 6739) ; son amendement n° 8 (insérant dans l'article L. 233-2 du code des communes après le mot « inférieur » les mots « ou égal ») : adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans l'article L. 233-2 du code des communes aux mots « de 36 K.V.A. à 250 K.V.A. » les mots « supérieure à 36 K.V.A. et inférieure ou égale à 250 K.V.A. ») : adopté : **article 24** : son amendement n° 10 (de suppression) ; gel des taux des taxes communales et départementales sur l'électricité pour 1984 ; p. 6740) ; utilité de la suppression de l'article rejeté ; son sous-amendement n° 48, à titre personnel, à l'amendement n° 44 de M. Anciant (introduisant au début de cet amendement les mots « les communes et les départements qui, le 26 novembre 1984, n'ont pas instauré ») ; sa volonté de se rallier à l'amendement n° 44 de M. Anciant ; adopté : **article 25** : son amendement n° 11 (de suppression) ; inutilité de sanctionner des activités publicitaires ; problème des sources de rentrées fiscales ; adopté (p. 6741) ; **article 26** : extension des services privés de communication audiovisuelle ; recours à la procédure du fonds de concours ; contenu du cahier des charges des sociétés nationales de programme ; cas de celui de Canal Plus ; respect du partage des fréquences entre les radios ; nécessité d'une diminution de la cotisation exigée des sociétés de télévision par voie hertzienne (p. 6742) ; **après l'article 27** : problèmes juridiques posés par l'amendement n° 45 de M. Jean Hory ; situation particulière de Mayotte ; problème des validations ; existence du livre des procédures fiscales du code général des impôts mahorais (p. 6743).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dépôt d'amendements par le Gouvernement ; accord de la commission mixte paritaire ; frais de garderie ; produits forestiers ; taxes communale et départementale sur l'électricité : mission confiée à M. Jacques Chérèque ; reconversions industrielles en Lorraine ; ajustements demandés dans la loi de finances rectificative pour 1984 [21 décembre 1984] (p. 7382) ; accord de la commission mixte paritaire (p. 7383).

Ses observations après les explications de vote : accord de la commission mixte paritaire (p. 7391).

PIGNION (Lucien)

Député du Pas-de-Calais
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à **l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 35e session ordinaire (1938-1984) **(n° 2489)** [7 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conseil de l'Europe** : action du Conseil de l'Europe pendant la période de la présidence française [23 mai 1984] (p. 2580).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : son expérience en tant qu'inspecteur de l'enseignement ; personnalité des enfants ; efforts de Ve République en faveur de l'enseignement public ; crédits allant aux établissements d'enseignement privé ; indique que lorsqu'il a été admis à l'école normale d'instituteur il s'est coupé de sa famille [22 mai 1984] (p. 2557).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par M. Pierre Lagorce : Conseil de l'Europe ; rôle du Gouvernement français vis-à-vis de cet organisme [8 novembre 1984] (p. 5755).

PINARD (Joseph)

Député du Doubs
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Production laitière** : politique suivie par la France pour faire respecter la préférence communautaire dans ce domaine [5 avril 1984] (p. 1171) ;

— **Taxe professionnelle** : montant des abattements pris en charge par l'Etat [6 juin 1984] (p. 2982) ;

— **Article du « Figaro-Magazine » sur Mme Yvonne Legrand** : article de *La Croix ;* politique de M. Pinochet [27 juin 1984] (p. 3745) ;

— **Sondages** : possibilité d'éviter des manipulations et des désinformations en utilisant les règles de publication des sondages [5 décembre 1984] (p. 6693) ;

orale sans débat :

— **n° 607,** posée le 2 mai 1984 : **enseignement (personnel)** (p. 2061) ; appelée le 4 mai 1984 : **actions de formation continue de l'éducation nationale** : propos du secrétaire général du comité national de l'enseignement catholique relevant la faiblesse de ces formations dans l'éducation nationale ; multiplication des initiatives bénévoles ; référence à l'ouvrage de Pierre Jaillet « Vocabulaire des faits religieux » ; travail réalisé dans les maternelles (p. 2126) ; capacité du secteur privé à mieux faire connaître ses innovations ; enseignement de l'histoire ; dossiers de « Presse Actualité » (p. 2127).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion générale : positions de plusieurs parlementaires lors du vote de la loi de 1881 ; audience internationale de notre pays ; contenu du *Figaro magazine ;* nombre de placards publicitaires payés par M. Marcel Dassault dans *la Nation* entre janvier et juin 1974 ; rappelle une phrase de ce dernier à propos de sa subvention au R.P.R. ; « c'est une de mes danseuses » [24 janvier 1984] (p. 11) ; position de M. Robert Hersant refusant la participation des journaux dont il a la charge à une entreprise humanitaire ; danger d'analphabétisme dans les nouvelles générations ; nécessité de privilégier l'écrit ; amendements ridicules de l'opposition ; limitation au droit de communiquer ; ordonnances de 1944 ; triple aspect de la liberté de la presse ; liberté d'entreprendre, liberté des journalistes, liberté du lecteur (p. 12).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : loi « Debré » de 1959 ; démission d'André Boulloche ; déontologie ; respect dû aux jeunes en formation ; nécessité de bâtir un « socle moral » par le recours aux exigences de la logique ; réflexion sur le contenu de l'enseignement ; exemple du problème de la sexualité et des désirs ; enseignant tentant d'endoctriner provoquant un phénomène de rejet chez ses élèves ; faits originaux de la société française ; laïcité et absence d'un grand parti démocrate chrétien ; conquête de l'objectivité ; problème du recours à la colère pour certains ; agitation reposant sur certaines théories ; loi sur l'avortement [22 mai 1984] (p. 2532) ; maintien de l'identité d'une minorité ne passant pas par la ségrégation scolaire ; cas de la confession israélite ; laïcité ; indique qu'il souhaite faire partager sa conviction mais qu'il n'a pas le pouvoir ni le droit de l'imposer ; rend hommage au courage de M. Alain Savary (p. 2533).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Explications de vote : leaders de l'opposition signataires de l'« appel pour une constitution fondamentale des libertés scolaires » ; contenu de ce texte ; loi « Guizot » ; syndicat C.F.T.C. ; manuels scolaires [24 mai 1984] (p. 2636) ; édition de ces manuels ; contenu des derniers manuels d'histoire publiés par les éditions de l'enseignement privé ; manuel d'instruction civique rédigé en 1877 démontrant l'impossibilité mathématique d'appliquer l'impôt sur le revenu ; rappelle que M. Michel Poniatowski traite le Président de la République de « dégueulasse » et que les médias transmettent ce « vocabulaire choisi » aux enfants ; programmes d'histoire en terminale ; élections aux commissions paritaires ; enfants d'immigrés ; équipes éducatives (p. 2637) ; titularisation ; discours de l'opposition mêlant la défense du privé à l'appui donné aux penseurs souhaitant rétablir un examen d'entrée en sixième ; augmentation depuis deux décennies du nombre des élèves latinistes ; manifestations méticuleusement préparées ; Compagnons pour l'université nouvelle pendant la guerre de 1914-1918 ; lutte contre l'injustice ; rôle du Front populaire (p. 2638).

— **Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).**

Première lecture, discussion générale : importance de ce débat ; arguments employés par la droite ; plébiscite ; procès fait à Léon Blum [23 août 1984] (p. 4308) ; rappel des écrits du Général de Gaulle sur Léon Blum ; programme commun de l'opposition ; séparation de l'école et de l'Etat ; contradictions de la droite ; respect de la Constitution par le Président de la République (p. 4309).

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).**

Première lecture, discussion générale : éditorial de M. Jean Guitton dans le *Figaro* du 16 juillet 1984 ; titularisation des contractuels ; notion de caractère propre [8 octobre 1984] (p. 4520) ; différence entre les positions de M. Michel Debré et certaines thèses de l'opposition ; formule du « chèque scolaire » ; servitudes du service public : assurer l'égalité des chances ; risque de retour aux situations connues avant Jules Ferry ; sa citation d'un article de M. Alain Griotteray paru dans le *Figaro Magazine* du 22 décembre 1984 ; projet de séparation des écoles et de l'Etat ; tentative de caricature de l'école publique (p. 4521) ; multiplication des livres à diffusion gratuite calomniant les maîtres et les mutuelles de l'enseignement ; cas du département du Doubs, et en particulier du chef-lieu, le Russey ; comparaison de l'article de M. Guermeur dans le *Figaro* du 8 septembre 1984 avec les propos de M. Pierre Daniel ; nécessité d'un débat serein (p. 4522).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* problème des aides à la presse ; accroissement de l'écart des ressources publicitaires ; rôle des P.T.T. et de la S.N.C.F. en la matière ; sévérité de la commission paritaire des publications de presse [7 novembre 1984] (p. 5640-5641).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des centres d'aide par le travail ; effort consenti par le ministère des P.T.T. en faveur des handicapés ; nombre de créations de places dans les centres d'aide par le travail ; utilisation des crédits pour l'insertion en milieu ordinaire ; application des textes sur les quotas d'emplois réservés aux handicapés ; disparités dans l'attribution de l'aide ménagère ; sort des ascendants [13 novembre 1984] (p. 5952).

— **Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).**

Première lecture, discussion générale : lutte contre les nuisances ; sites et monuments ; destruction d'une partie du patrimoine archéologique par utilisation intensive d'appareils servant à la détection d'objets métalliques ; pillage des sites ; législations étrangères ; nécessité de limiter la possibilité d'acquérir certains matériels ; infractions ; fûts de dioxine [11 décembre 1984] (p. 6828) ; indique qu'il est d'accord avec les textes proposés ; textes répondant à l'attente des maires ; loi de 1917 relative aux établissements insalubres (p. 6829).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines
(5e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes,

les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (jeunesse et sports) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'article 1097 du nouveau code de procédure civile relatif au **divorce sur demande conjointe des époux (n° 2320)** [31 juillet 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VIII : **jeunesse et sports (n° 2366)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : efforts en matière d'équipement sportif ; loi Mazeaud de 1975 ; sport à l'école ; modalités d'exercice de l'éducation physique et sportive dans le premier degré ; natation scolaire ; rythmes scolaires ; aménagement de ces rythmes ; formation des maîtres et des enseignants ; équipements sportifs ; problème de la construction d'un gymnase dans la ville dont il est maire [11 avril 1984] (p. 1489) ; implantation et utilisation des équipements sportifs selon les prescriptions législatives de 1975 ; financement ; charges des communes (p. 1490).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 180 (de précision) : adopté ; son amendement n° 181 (référence aux équipements et installations nécessaires) [12 avril 1984] (p. 1514) ; rejeté (p. 1515) ; **article 3** : compétence de l'Etat en matière de formation et de rémunération des enseignants ; cas de la natation scolaire (p. 1517) ; difficulté pour trouver des instituteurs capables d'enseigner l'éducation physique ; nécessité de recourir à des concours extérieurs ; équipes pédagogiques (p. 1518) ; possibilité de concours extérieurs pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans le second degré (p. 1520) ; **article 4** : encouragement de concours de personnel qualifié extérieur dans l'enseignement supérieur (p. 1521) ; **article 6** : compétence du ministre chargé des sports pour agréer les groupements sportifs ; **article 7** : possibilité de créer des associations sportives dans les établissements du premier degré (p. 1524) ; incompétence des collectivités territoriales en matière d'enseignement supérieur (p. 1525) ; **article 12** : impossibilité de modifier une disposition législative par voie réglementaire (p. 1547-1548) ; **article 13** : référence aux fédérations internationales et au C.N.O.S.F. [13 avril 1984] (p. 1578) ; **article 14** : C.N.O.S.F. (p. 1580) ; **article 15** : interdiction d'une manifestation qui n'aurait pas recueilli l'avis favorable d'une fédération (p. 1581) ; **article 17** : pratique du sport adapté pour les handicapés travaillant dans les ateliers de travail protégé (p. 1586) ; **article 21** : association des fédérations et des mouvements sportifs à la définition de la politique sportive nationale (p. 1590) ; **article 27** : création du livret sportif individuel ; bilan de santé ; formation médicale ; délivrance d'un certificat médical d'aptitude ; problème de la santé en milieu scolaire (p. 1606) ; **article 28** : garantie des organisateurs de manifestations sportives ; lourdeur de la procédure d'assurance (p. 1612) ; **article 29 A** : schéma d'implantation des équipements sportifs à caractère national ; nécessité pour l'Etat de donner une impulsion aux grandes métropoles régionales ; exemple d'Euro 1984 en football ; cas de la ville de Paris (p. 1613) ; **après l'article 29 A** : loi de décentralisation (p. 1614) ; notion de programmes pédagogiques (p. 1615) ; **article 29** : nécessité de confier la responsabilité du recensement des équipements sportifs aux communes (p. 1616) ; quartier militaire de Satory ; **article 30** : situation des équipements publics (p. 1617) ; lourdeur de la procédure ; dénonciation du Gouvernement en place en 1941 (p. 1618) ; nécessité de remplacer un équipement sportif par un équipement équivalent (p. 1619) ; **article 31** : nécessité d'intégrer l'évolution des techniques sportives dans l'éducation physique et sportive en milieu scolaire ; connaissance du sport de haut niveau ; formation des éducateurs sportifs de l'Etat en fonction des objectifs assignés à chaque niveau d'enseignement (p. 1620) ; inapplication de cet article aux agents de l'Etat ; cas des animateurs encadrant des classes de nature ou des classes de neige ; problème des équivalences (p. 1621) ; **après l'article 31** : introduction dans les programmes de formation d'un enseignement sur le sport pour les handicapés (p. 1622) ; **article 32** : concours des associations et fédérations sportives à la formation des cadres rémunérés des activités physiques et sportives ; formation par les fédérations de leurs propres cadres (p. 1623).

Explications de vote : absence de moyens financiers de la politique menée en matière sportive (p. 1631).

Deuxième lecture, discussion générale : manque de considération que le Gouvernement porte à la représentation nationale ; diminution de l'intervention de l'Etat au profit d'une plus grande responsabilité du mouvement sportif [5 juin 1984] (p. 2942) ; confédération du sport scolaire et universitaire ; exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des membres fautifs ; limite d'âge des sportifs de haut niveau ; possibilité de délivrer des diplômes ; obligation faite aux clubs sportifs professionnels de se constituer en société anonyme ; insuffisance en matière d'éducation ; nécessité de modifier les rythmes scolaires ; « aménagement du temps scolaire » ; problème de financement ; nécessité d'encourager le *sponsoring ;* aménagements fiscaux ; existence d'un autre projet sur le sport : « sport libre dans une société responsable » (p. 2943).

Discussion des articles : **article 3** : obligations fondamentales de l'Etat (p. 2947) ; **article 15** : refus d'agrément ; délai d'appel (p. 2952).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 (n° 1927).

Première lecture, discussion générale : validation législative soustrayant au contrôle juridictionnel certains actes administratifs irréguliers ; position du Conseil constitutionnel ; atteinte à l'autorité de la chose jugée [24 avril 1984] (p. 1858) ; absence d'autre possibilité pour le législateur que de valider les actes irréguliers ; vice de forme de ce concours ; délai dans lequel le Conseil d'Etat a statué ; souci d'équité poussant à accepter la validation législative du texte (p. 1859).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).

Première lecture, discussion générale : indique que plus d'un demi-million d'enfants sont concernés par texte ; souhaite un prochain texte touchant la politique globale de l'aide sociale ; droits des familles ; amélioration de la gestion des pupilles de l'Etat ; multiciplité des conseils de famille ; composition de ces conseils ; situation des pupilles ; recensement des pupilles immatriculés ; adoption internationale ; famille naturelle ; refus opposé à une adoption par l'administration ; problèmes posés par l'adoption internationale conduisant parfois à un marchandage [14 mai 1984] (p. 2299) ; objet des enquêtes ; processus d'adoption ; délai au terme duquel une personne peut être déclarée adoptable ; délai suffisant pour procéder aux études nécessaires (p. 2300).

Discussion des articles : **article 1er** — *avant l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 19 (aide sociale à l'enfance) : retiré (p. 2308) ; *article 58 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 20 (information relative à la mesure envisagée) : retiré ; *article 60 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 21 (fixation de la composition et des règles de fonctionnement

de l'organe de tutelle par décret en Conseil d'Etat) ; fonction du représentant de l'Etat dans le département (p. 2312) ; rejeté ; son amendement n° 22 (tutelle des pupilles de l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 23 (composition du conseil de famille) ; unicité de cet organisme ; répartition des dossiers ; introduction de travailleuses familiales ou d'aides ménagères dans cet organisme (p. 2314) ; rejeté ; constitution des conseils de famille ; rôle de l'autorité de tutelle ; problème du choix des conseillers généraux (p. 2315) ; renouvellement de ces personnes (p. 2316) ; *article 61 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 26 (nécessité pour le tribunal de statuer dans un délai maximum de trois mois) ; fixation de ce délai ; rejeté ; *article 63 du code de la famille et de l'aide sociale :* son amendement n° 24 (dépôt du projet d'adoption dans un délai maximum de trois mois) ; difficultés d'imposer au tribunal de grande instance un délai ; nécessité de fixer ce délai à une commission administrative ; rejeté (p. 2317) ; son amendement n° 25 (rôle du président du Conseil général) ; agrément ; rejeté (p. 2318) ; cas des familles n'ayant pas pu faire accepter leur demande d'adoption ; **article 3 bis** : problèmes de rapidité de procédure pour l'adoption d'un enfant ; article 350 du code civil (p. 2319) ; son amendement n° 31 : devenu sans objet (p. 2320).

Son rappel au règlement : délégation de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'enseignement privé reçue par le Premier ministre ; confusion entre la commission et le parti socialiste ; absence de membres de l'opposition dans cette délégation ; refus de M. André Laignel d'une audition complémentaire de M. Alain Savary par la commission spéciale [14 mai 1984] (p. 2304).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : « hache laïque » s'abattant sur le choix des parents ; justification d'une nouvelle loi ; problème du versement du forfait d'externat par les communes ; adaptation à la décentralisation ; participation des collectivités locales à la gestion des établissements privés [22 mai 1984] (p. 2525) ; carte scolaire ; caractère inacceptable de ce texte ; agrément préalable pour la liberté d'association ; contrats d'association ; possibilité pour une commune de ne pas verser le forfait d'externat ; création d'une école maternelle privée ; enjeu électoral que représentera l'école ; fonctionnarisation des enseignants ; travaux de la commission spéciale ; interruption brutale de ceux-ci ; décision du Gouvernement de recourir à une procédure d'exception (« vote bloqué ») ; violation de la Constitution ; texte n'étant qu'une étape vers l'unification du système éducatif (p. 2526). **Son rappel au règlement** : dépôt de 18 amendements par le Gouvernement ; articles 6 et 7 du texte ; création de classes maternelles et enfantines ; rôle des associations ; souhaite une réunion de la commission spéciale (p. 2563).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : simplification de la gestion des régimes de sécurité sociale ; problème de la Constitution d'un échantillon « anonyme et représentatif » de retraités par rapport aux libertés ; anonymat de cette représentativité ; validation des périodes de chômage des mineurs licenciés ; reconstitution fictive de la carrière des mineurs [30 mai 1984] (p. 2824) ; participation financière des bénéficiaires de l'aide ménagère ; problème des marins (p. 2825).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection des Français de l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion générale : texte n'emportant pas totalement sa conviction ; préoccupations actuelles du développement du commerce extérieur ; portée économique du texte ; renforcement de la protection sociale des travailleurs expatriés ; transformation du système d'assurance en un système d'assistance ; danger d'un alourdissement des charges des salariés ; assiette des cotisations [14 juin 1984] (p. 3360) ; fluctuations incessantes du système monétaire international ; calcul de la cotisation sur la base d'un salaire unique et forfaitaire ; plafond de la sécurité sociale ; équilibre financier du système ; généralisation ; partie sociale du texte ; création de la caisse autonome ; élections ; son amendement visant à instituer un système d'élection directe par les assurés eux-mêmes ; règles relatives aux listes électorales, à la propagande et aux candidatures ; souhaite une ouverture plus large du Conseil d'administration ; maladies tropicales ; son amendement permettant à diverses catégories de siéger au Conseil d'administration de la caisse autonome (p. 3361).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 44 (Français résidant à l'étranger) : adopté (p. 3362) ; **article 3** : son hostilité à une discrimination entre les entreprises privées et les établissements publics ; **article 4** : son amendement n° 45 (assurance volontaire maladie-maternité invalidité) ; maintien du système actuel de cotisations (p. 3363) ; évolution de l'équilibre financier de la caisse ; rejeté (p. 3364) ; **article 5** : son amendement n° 46 (prise en charge de tout ou partie des cotisations des salariés par les employeurs) : rejeté ; son amendement n° 47 (supprimant la fin de la deuxième phrase du second alinéa de l'article 5 après les mots « Français de l'étranger ») ; cotisation des salariés ; rejeté (p. 3365) ; **article 8** : son amendement n° 48 (travailleurs non salariés de nationalité française exerçant certaines activités dans un pays étranger) : adopté (p. 3366) ; **article 12** — *article L. 778-13 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 49 (limite d'âge applicable aux étudiants) ; rejeté ; son amendement n° 50 (nécessité pour ceux-ci d'être âgés de moins de 27 ans) ; limite d'âge de 27 ans ; rejeté ; son amendement n° 51 (risque d'invalidité) : rejeté (p. 3368) ; Français de l'étranger cotisant à l'assurance vieillesse ; problème de l'assurance maladie ; *article L. 778-14 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 52 (maladie maternité invalidité) ; régime d'invalidité ; travailleurs salariés privés d'emploi ; notion d'invalidité (p. 3369) ; rejeté ; son amendement n° 53 (cas des personnes ayant contracté une assurance personnelle auprès d'une compagnie privée) ; salariés résidant à l'étranger ayant contracté une assurance maladie dans un régime privé ; rejeté ; son amendement n° 54 (rédactionnel) : rejeté ; *article L. 778-15 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 55 (assurance invalidité) ; personnes ne travaillant pas ; rejeté : son amendement n° 56 (ajoutant la référence au code de la sécurité sociale) : rejeté ; *article L. 778-18 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 57 (assurances volontaires maladie-maternité-invalidité) ; cas de déséquilibre de la caisse des Français de l'étranger ; rejeté ; son amendement n° 58 (assurances volontaires) ; différence entre l'assurance obligatoire et l'assurance volontaire (p. 3371) ; rejeté (p. 3372) ; **article 14** : son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 33 de la commission (personnes séjournant en France pour une durée visée par cet article) ; création d'une cotisation supplémentaire ; personnes venant passer leurs vacances en France ; devenus sans objet (p. 3373) ; *article L. 781 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 60 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 59 (personnes siégeant au Conseil d'administration avec voix consultative) (p. 3375) ; composition du Conseil d'administration ; souhaite que diverses catégories supplémentaires puissent avoir une voix consultative, notamment un représentant de l'union nationale des associations familiales ; personnel de la caisse des Français de l'étranger ; personnes pouvant siéger en qualité d'expert ; mutualité sociale agricole ; rejeté ; *article L. 782 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 62 (élection des représentants des assurés du Conseil d'administration de la caisse autonome) ; démocratisation du régime d'assurances volontaires ; élection des représentants des Français de l'étranger (p. 3376) ; rejeté ; son amendement n° 63 (personnes ayant la qualité d'assuré volontaire) ; règles relatives aux listes électorales, à la propagande et aux candidatures ; caisse de sécurité sociale pour les Français de l'étranger ; rejeté ; *article L. 783 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 65 (vote par procuration) ; rejeté ; son amendement n° 66 (opérations électorales) ; composition du Conseil d'administration des organismes du régime général ; opérations électorales (p. 3377) ; rejeté ; *après l'article L. 783 du code de la sécurité sociale :* cas de remplacement du siège vacant (p. 3378) ; **article 16** : son amendement n° 67 (insérant le mot « résidant » après le mot « Français ») : adopté (p. 3379).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : Cour de cassation souffrant de l'inflation des pouvoirs [14 juin 1984] (p. 3381) ; **article 2** : fonctionnement de la Cour de cassation ; problème de la réintégration des présidents de Chambres et des premiers avocats généraux (p. 3385) ; **articles 4 et 5** : retire les amendements n° 18 et n° 19 de M. Jean Foyer (p. 3386).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** compétences croisées ; absence de transfert de l'intégralité des pouvoirs du propriétaire ; sort des collèges et des lycées ; esprit de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 ; possibilité d'utiliser le bail emphytéotique [9 octobre 1984] (p. 4537) ; participation financière des communes ; transfert des pouvoirs de décision ; transfert des ressources ; élargissement des compétences des départements et des régions (p. 4539) ; **article 6 :** financement et évolution des transferts territoriaux de compétences ; diminution de la charge des communes sur cinq ans ; problème du gros entretien ; travaux neufs ; bail emphytéotique (p. 4542) ; rééquilibrage des frais engagés pour les installations sportives mises par les communes à la disposition des établissements d'enseignement (p. 4544) ; renégociation des conventions de mise à disposition des équipements sportifs (p. 4549) ; **article 7 :** définition de deux catégories d'établissements du second degré ; durée des conventions passées entre l'Etat et les communes ; nécessité d'un accord à l'amiable pour la répartition des charges d'investissement et de fonctionnement ; contribution temporaire des collectivités locales (p. 4553) ; *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* nécessité d'éviter des contentieux entre différentes collectivités locales (p. 4557) ; *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* attributions du Conseil d'administration ; *article 15-8 du code de la loi du 22 juillet 1983 :* calendrier prévu dans le projet de loi (p. 4564) ; réduction des délais ; date butoir pour l'adoption du projet ; précisions quant au calendrier (p. 4565) ; contentieux entre la collectivité de rattachement et le Conseil d'administration de l'établissement ; arbitrage du commissaire de la République (p. 4566) ; *article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 :* arbitrage du préfet ; *article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983 :* transmission des décisions du Conseil d'administration au recteur (p. 4567).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. —*Discussion générale :* Rapporteur pour avis : budget en régression ; modification des rythmes scolaires ; crédits du temps libre ; stagnation des postes F.O.N.J.E.P. ; « opération chèque-vacances » ; programme « jeunes volontaires » ; aide aux déplacements ; dépenses d'investissement [23 octobre 1984] (p. 5086) ; ressources extra-budgétaires ; concours de pronostics ; possibilité d'instituer des tranches spéciales du loto ; aménagement des rythmes scolaires ; meilleure répartition des heures ; cas du Danemark ; jour de congé mobile ; nécessité d'un encadrement suffisant (p. 5087) ; missions et formation des maîtres du premier degré ; efforts pour aider les communes et financer les acquisitions foncières et les équipements sportifs (p. 5088).

Culture. — *Discussion générale : questions :* participation de l'Etat au frais de fonctionnement des conservatoires nationaux de région de musique ; aide à l'acquisition de matériel musical [25 octobre 1984] (p. 5239).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : traite M. Lionel Jospin de « sale raciste » [4 décembre 1984] (p. 6611).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (agriculture : dépenses ordinaires) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome I : **agriculture :** dépenses ordinaires **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : statut du fermage ; extinction du métayage ; cas où le bailleur demande la conversion ; protection du preneur ; statut du fermage ; contrôle des structures ; accélération de la disparition du métayage [3 avril 1984] (p. 1076).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : nécessité du projet ; rôle des producteurs ; problème de la comptabilité entre les A.O.C. et la réglementation européenne sur les vins de qualité produits dans des régions délimitées ; possibilités d'extension des aires d'appellation ; déclassement et prime d'arrachage ; critères de qualité [10 octobre 1984] (p. 4626) ; mise sur le marché de produits nouveaux sans protection ; cas des pétillants de raisin (p. 4627).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : vicissitudes de la politique agricole commune ; installation des jeunes agriculteurs ; réforme des critères d'attribution de la dotation aux jeunes agriculteurs ; nécessité d'accentuer les mesures en faveur des agriculteurs âgés ; difficulté de réalisation de l'harmonisation des taux et de l'abaissement de l'âge de la retraite ; nécessité d'intégrer les agriculteurs dans le mouvement de réforme sociale [6 novembre 1984] (p. 5564-5565).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : nécessité de la formation en agriculture [22 novembre 1984] (p. 6274) ; retard de la qualification des agriculteurs français ; loi de 1984 ; nécessité de cette réforme ; enseignement dispensé dans des établissements sous contrat ; schéma prévisionnel national des formations ; choix des filières ; importance de l'échelon régional ; industries agro-alimentaires ; rénovation de l'enseignement agricole (p. 6275).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *quater* :** relations entre les coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.), les collectivités territoriales, les associations syndicales et les associations foncières ; limitation par le Sénat des possibilités d'intervention des C.U.M.A. ; notions d'appel d'offre sans réponse ; possibilité pour les associations foncières et les associations syndicales autorisées d'adhérer aux C.U.M.A. [27 novembre 1984] (p. 6370).

PLANCHOU (Jean-Paul)

Député de Paris
(31e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre du Conseil national du crédit [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (culture)[*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 12 : **culture (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Régulation budgétaire et programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan** : planification des actions prioritaires ; annulations de crédit ; engagement de l'Etat dans le cadre des contrats de plan Etat-régions [9 mai 1984] (p. 2146).

orale sans débat :

— **n° 669,** posée le 19 juin 1984 : **autoroutes et cycles (entreprises)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **délai de livraison de la R 25** : crédibilité du réseau commercial de la Régie Renault (p. 3608) ; succès de la R 25 (p. 3609).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 18 :** conséquences de l'amendement n° 83 du groupe communiste sur l'ensemble de la profession du raffinage [19 octobre 1984] (p. 4986) ; **article 19 :** mesures de solidarité ; problème de l'impôt sur les successions (p. 4989) ; **après l'article 19 :** durée au terme de laquelle a lieu le blocage de la valeur des stocks à rotation lente (p. 4997) ; valeur de ces stocks (p. 4998).

Deuxième lecture :

Culture. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : part de ce budget dans l'ensemble du budget général [25 octobre 1984] (p. 5214) ; décentralisation et meilleure répartition de l'action culturelle entre Paris et la province ; soutien à la création dramatique ; diffusion sociale de la culture ; dépenses d'intervention et subventions aux établissements culturels ; avenir des directions régionales de l'action culturelle ; équipements culturels ; absence d'effort financier de la ville de Paris ; opéra de la Bastille (p. 5215) ; caractère positif des évolutions concernant la bibliothèque nationale, l'édition et l'exportation du livre ; portée culturelle et économique de la commande publique ; participation de l'Etat aux grandes opérations culturelles des régions ; répartition de la dotation en capital pour le développement culturel (p. 5216).

Examen des crédits : **Etat B — Titre III :** avenir de l'opéra de la Bastille ; **Titre IV :** son amendement n° 41 (réduisant les crédits) ; célébration des dix ans du centre Pompidou ; opéra de la Bastille (p. 5242) ; rejeté (p. 5243) ; son amendement n° 42 (réduisant les crédits) ; crédits destinés à la commande publique ; rejeté (p. 5244) ; **Etat C — Titre VI :** son amendement n° 43 (réduisant les crédits) ; économie sur les crédits alloués à l'établissement de l'opéra de la Bastille (p. 5246) ; rejeté (p. 5247) ; **article 70 :** réserves de la commission sur le paragraphe II de cet article (p. 5248).

POIGNANT (Bernard)

Député du Finistère
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Montants compensatoires monétaires :** demande si le démantèlement des M.C.M. correspond à un abandon définitif du système [5 avril 1984] (p. 1169).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : laïcité ; nécessité que la laïcité irrigue toutes nos institutions [22 mai 1984] (p. 2538) ; unité nationale ; définition de la laïcité ; lien entre laïcité et anti-cléricalisme ; lien entre la laïcité et le caractère anti-religieux ; formation spirituelle ; lien entre la laïcité et la neutralité ; distinction entre la foi et la raison ; contrat d'association ; exigence d'ouverture à tous des écoles sous contrat ; exigence du respect des lois de la République ; respect des consciences ; enseignement dispensé dans les classes sous contrat devant respecter les règles et programmes de l'enseignement public (p. 2539).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* problème de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne ; situation en matière de pêches [8 novembre 1984] (p. 5754).

PONS (Bernard)

Député de Paris
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose** à la question préalable de M. Michel Debré ; fonction de l'éducation nationale ; préparation des métiers ; ouverture sur la vie [21 mai 1984] (p. 2503) ; spécialisation ; enseignement civique ; agression de la diversité de l'information et rapidité des échanges de l'époque contemporaine ; besoins de formation générale ; enseignement de l'histoire « saccagé » ; cas de Bonaparte et du régime de Vichy ; legs du siècle des Lumières auquel la gauche se rattache (p. 2504) ; respect du libre arbitre ; liberté de l'enfant ; capacité de choix de celui-ci ; procès faits par certains aux enseignants de notre pays ; mérites respectifs de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; budgets de l'éducation ; enseignement privé limitant, voire supprimant la liberté de choix de l'enfant ou de l'adolescent ; école publique laïque donnant à l'enfant les moyens du choix et n'en imposant aucun ; rappelle dans quelle circonstance des maîtres de l'enseignement public ont essayé de lui imposer une vision unique en 1941 (p. 2505) ; absence d'école publique dans certaines communes, notamment dans les départements de l'Ouest ; cas de la commune d'Andrezé ; ne doute pas que M. Jean Foyer, député du département sur lequel est située cette commune, interviendra pour que le pluralisme y existe ; indique que la droite « n'avance sur la voie des libertés, qu'à reculons » ; cas de l'examen du texte sur les protections individuelles ; nécessité pour la droite de diminuer le rôle de l'Etat ; risque d'aggravation du dualisme ; cite M. Michel Debré (p. 2506) ; loi « Guermeur » ; cite des propos tenus par un orateur lors d'un colloque du club de l'Horloge en matière de scolarité obligatoire et d'égalitarisme ; conclusions du conseil pour l'avenir de la France présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing : possibilité pour les collectivités territoriales d'ouvrir et de fermer les classes, de nommer des directeurs recrutant les professeurs ; attitude de l'opposition (p. 2507) ; partisans de l'enseignement confessionnel ; création d'un grand service public de l'enseignement ; maniement de « pseudo-sondages » à cet égard ; participation des communes au financement de l'enseignement privé ; texte représentant une avancée écartant le dualisme scolaire et laissant la place au pluralisme des consciences (p. 2508).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : obstruction : réalité de l'accord de M. Raymond Barre avec M. Michel Debré [23 août 1984] (p. 4287) ; désintérêt pour ce débat ; prix de la liberté ; chômage ; droit au travail ; pourcentage de l'inflation ; démographie (p. 4288) ; problème du sous-emploi et du chômage ; accroissement des moyens d'avoir plus de liberté ; débat en commission ; interprétations de l'article 11 de la Constitution (p. 4289) ; élargissement du droit de consultation de la nation par référendum ; volonté de la majorité d'examiner les propositions de l'opposition ; situation de blocage ; paralysie des travaux de l'Assemblée nationale ; intervention du Conseil constitutionnel ; comportement des socialistes à l'égard des libertés ; trafics rendus plus difficiles aux frontières ; abrogation de la loi Marcellin et de la loi Peyrefitte (p. 4290) ; manœuvre *d'impeachment* contre le Président de la République (p. 4291).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
(11e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la suppression de l'ordre des géomètres-experts et à la création d'un organisme démocratique concernant la profession de géomètre-topographe (n° 2151) [7 juin 1984] (p. 3113).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la suppression de **l'ordre des géomètres experts** et à la création d'un organisme démocratique concernant la profession de géomètre topographe **(n° 2151)** [24 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation d'Ugine-Aciers :** nécessité de ne pas fermer cette usine [2 mai 1984] (p. 2021) ; guerre des sites (p. 2022) ;

— **Entreprises de constructions métalliques d'Arles et compagnie française des entreprises métallurgiques de Fos :** mise au point par les constructions métalliques d'Arles d'un projet de plate-forme semi-submersible [16 mai 1984] (p. 2388) ; nécessité d'inviter Elf ou Total à financer ce projet (p. 2389) ;

orale sans débat :

— **n° 577,** posée le 10 avril 1984 : **métaux (entreprises : Bouches-du-Rhône)** (p. 1416) — appelée le 13 avril 1984 : **Ugine-Aciers :** action du Gouvernement pour permettre à cette usine de fonctionner ; caractère injustifiable de la fermeture d'Ugine-Aciers ; production d'acier pour roulements à billes, par cette entreprise ; problème du déficit de cette usine ; coût de la reconversion du personnel (p. 1559) ; décision de classer Fos en zone de reconversion (p. 1560).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* généralisation de la cinquième semaine de congés payés ; investissements en faveur du camping-caravaning ; contribution du tourisme à l'équilibre de la balance commerciale ; augmentation des subventions en faveur de l'agence nationale pour l'information touristique [24 octobre 1984] (p. 5152) ; *questions :* problèmes posés par la concentration des séjours de vacances sur une courte période de l'été ; sous-utilisation des structures d'accueil (p. 5173).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* insuffisance de la progression des dotations en dépenses ordinaires et des autorisations de programme [5 novembre 1984] (p. 5504) ; recours du commissariat à l'énergie atomique et du centre national d'étude spatiale à l'emprunt auprès des banques ; remise en cause de l'implantation du synchrotron à Strasbourg ; débudgétisation des dépenses de l'institut national de recherche chimique appliquée ; rôle du secteur public ; utilisation des fonds alloués aux industriels du secteur privé ; objectifs du colloque national pour la recherche et la technologie ; publication des textes réglementaires relatifs aux statuts des chercheurs ; nécessité d'une démocratisation de la recherche ; baisse des prélèvements obligatoires (p. 5505).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par Mme Colette Gueuriot : fermeture de l'usine Ugine-Aciers à Fos ; dénonciation de cette décision par le Conseil général des Bouches-du-Rhône [15 novembre 1984] (p. 6059) ; création de la société Ascométal (p. 6060).

— Proposition de loi , adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion générale : réduction du temps hebdomadaire de travail ; comités régionaux du tourisme ; complémentarité entre tourisme et loisirs ; attributions des comités

[17 décembre 1984] (p. 7057) ; rôle des comités ; leur composition ; tourisme associatif social ; représentation des élus ; participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des orientations en matière de tourisme et de loisirs (p. 7058).

Discussion des articles : **article 4 :** associations de tourisme social (p. 7064) ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 7 de la commission (associations de tourisme social) : rejeté (p. 7065).

Explications de vote : abstention du groupe communiste (p. 7070).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

Député du Loiret
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur du projet de loi (n° 2054) adopté par le Sénat relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitants agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Rapporteur du projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221) [24 juillet 1984] (p. 4179).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2054) relatif à la **révision du prix des contrats de construction de maison individuelle** et de vente d'immeuble à construire **(n° 2101)** [10 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2203), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la révision du **prix des contrats de construction** d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire **(n° 2208)** [19 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2239)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 2243) relatif à la **révision du prix des contrats de construction** d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire **(n° 2244)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2287), adopté avec modifications par le Sénat, en troisième et nouvelle lecture, relatif à la **révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle** et de vente d'immeuble à construire **(n° 2288)** [29 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2221) relatif aux **appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2360)** [8 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : sport et communication ; rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; lycées et collèges ; tiers temps pédagogique ; classes primaires ; cadre associatif [11 avril 1984] (p. 1491).

— Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382).

Deuxième lecture, explications de vote : caractère positif du texte sur le plan juridique, économique et social ; vote positif du groupe socialiste [11 mai 1984] (p. 2280).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : existence de deux contrats immobiliers de nature différente : contrat de construction d'une maison individuelle et contrat de vente d'immeuble à construire ; spécification de contrat ; révision des prix ; contrats de construction ; modalités de révision ; nécessité d'une remise en ordre des règles de révision des prix des contrats de construction ; sauvegarde des intérêts des diverses parties au contrat ; clauses de révision [11 mai 1984] (p. 2280) ; essor de la maison individuelle ; attitude des constructeurs ; abandon des clauses de révision des prix ; marché de la maison individuelle ; accédants à la propriété ; nécessité d'élaborer un dispositif de révision des prix ; évolution des prix de vente ; opportunité du choix de l'index BT 01 ; modalités de révision proposées ; formule d'actualisation des prix de vente sur une durée limitée ; formule de révision des prix (p. 2281) ; taux effectif de 70 p. 100 ; gain de productivité ; proposition de la commission de fixer à 85 p. 100 le taux d'abattement voté par le Sénat ; fixation de ce taux à l'intérieur d'une fourchette (p. 2282).

Discussion des articles : **article 1er :** indice de l'I.N.S.E.E. présentant l'inconvénient d'être publié trimestriellement ; retard de cet indice par rapport à la date de saisie des données ; délivrance des autorisations de construire ; son amendement n° 1 (révision sur chaque paiement dans une limite exprimée en pourcentage de la variation de l'indice) ; inconvénients de la fixation à 85 p. 100 de la limite de variation de cet indice ; adopté ; son amendement n° 2 (information sur les modalités de révision, introduction de ces modalités dans le contrat) (p. 2285) ; information des accédants ; adopté ; son amendement n° 3 (définition de l'indice et de la limite de sa variation par décret en Conseil d'Etat) ; limite devant être comprise entre 60 et 80 p. 100 de la variation de l'indice ; adopté ; son amendement n° 4 (délai prévu à l'article L. 231-1 du code de la construction) ; date d'ouverture du chantier ; **article 2 :** son amendement n° 5 (limite de la révision) : adopté ; son amendement n° 6 (définition par décret en Conseil d'Etat de l'indice et de la limite prévue dans l'article L. 271-1 du code de la construction) : adopté ; son amendement n° 7 (révision devant également s'effectuer sur chaque dépôt) : adopté ; **titre :** son amendement n° 8 (rédactionnel) (p. 2286) ; adopté (p. 2287).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : indice et modalités de révision [20 juin 1984] (p. 3524) ; délai de révision ; mécanisme de l'abattement ; part des frais fixes dans le prix de vente ; fixation par voie législative du taux de révision ; jeu des clauses de révision ; difficultés des petites entreprises du bâtiment ; information des accédants (p. 3525).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (calcul de la révision du prix en fonction de la variation d'un indice national du bâtiment ; information du maître d'ouvrage ; date d'application des clauses de révision) ; allégement de la procédure d'information du maître de l'ouvrage ; adopté (p. 3526) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (limite à la révision sur chaque paiement ou dépôt) ; principe de la révision du prix (p. 3526) ; adopté ; son amendement n° 4 (fixation de la limite de révision du contrat par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3527).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : absence d'accord entre les deux assemblées quant à l'abattement à apporter à l'indice BT 01 pour le calcul du montant de la révision [27 juin 1984] (p. 3754).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : révision du prix des contrats de construction ; calcul de cette révision en tenant compte de la variation de l'indice du bâtiment [29 juin 1984] (p. 3926).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : extension de la capacité d'intervention de l'I.N.A.O. ; loi de 1919 relative à la protection des appellations d'origine [10 octobre 1984] (p. 4621) ; historique de la réglementation en matière d'appellation d'origine du vin ; aire géographique de production ; aire d'appellation Saint-Emilion ; possibilité pour le Conseil d'Etat de rejeter une proposition de l' I.N.A.O. (p. 4622).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 3 (application du texte aux appellations d'origine contrôlées) ; application aux V.D.Q.S. définis à l'article 3 du texte ; adopté ; son amendement n° 2 (référence au titre alcoométrique volumique naturel du vin) ; directives européennes et décrets de contrôle ; adopté (p. 4628) ; **après l'article 2** : pouvoirs de l'I.N.A.O. (p. 4629).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* aménagement de la vallée de la Loire ; protection contre les crues ; implantation des futurs barrages [26 octobre 1984] (p. 5278).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* suites données aux conclusions du rapport Chevallier [29 octobre 1984] (p. 5332).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* situation des jeunes sans diplôme et sans emploi ; leur insertion professionnelle ; fonctionnement des entreprises intermédiaires [29 octobre 1984] (p. 5376) ; aides fournies à ces entreprises (p. 5377).

Urbanisme, logement et transport. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* prêts locatifs aidés ; prêts pour l'accession à la propriété (P.A.P.) ; fiscalité de l'investissement locatif ; prêt complémentaire à la P.A.L.U.L.O.S. ; résorption de l'habitat insalubre [30 octobre 1984] (p. 5402) ; logements financés en P.A.P. ; stagnation de l'activité du bâtiment et redressement progressif du nombre des mises en chantier ; indique qu'il votera le projet de budget (p. 5403).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* plan d'indépendance énergétique ; groupe « long terme-énergie » ; effort d'équipement ; électricité ; indépendance énergétique [14 novembre 1984] (p. 6031) ; régression de la part du charbon dans la production d'électricité et dans la sidérurgie ; Charbonnages de France ; charbon ; situation des Charbonnages ; convention entre les Charbonnages et E.D.F. ; solidarité à l'égard des régions minières ; politique de maîtrise de l'énergie ; agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) ; économies d'énergie réalisées ; investissements envisagés pour la maîtrise de l'énergie ; vote positif du groupe socialiste (p. 6032).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1443).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économiqe (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (départements et territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) ; annexe n° 13 : **départements et territoires d'outre-mer (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* importance du tourisme [24 octobre 1984] (p. 5160) ; nombre d'emplois dans cette activité ; contenu du rapport de M. Gilbert Trigano sur le tourisme ; adaptation des structures administratives du tourisme aux problèmes actuels ; financement des opérations touristiques ; politique sociale d'accès au tourisme (p. 5161).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : importance de l'œuvre institutionnelle réalisée dans les DOM-TOM [26 octobre 1984] (p. 5280) ; expansion des crédits de paiement ; progression du fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer ; crédits de l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; progression du fonds d'investissement pour le developpement économique et social ; recherche scientifique dans les terres australes et antarctiques ; utilisation tardive des dotations d'investissements (p. 5281).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* sa question posée par Mme Jacqueline Osselin : date de la sortie des décrets concernant la situation du personnel des régions [5 novembre 1984] (p. 5548).

— Projet de loi, modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 23 juilet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 60 (conditions de participation des communes au financement des établissements créés postérieurement à la date du transfert de compétences) ; absence d'utilisation de l'article 40 à l'encontre de l'amendement n° 49 de M. Olivier Guichard ; rétablissement du texte adopté en première lecture ; obligation pour les régions de recourir à l'emprunt pour faire face aux dépenses supplémentaires [19 décembre 1984] (p. 7269) ; rejeté ; son amendement n° 61 (rédactionnel) ; sa volonté d'améliorer la qualité littéraire du texte ; rejeté (p. 7270) ; son amendement n° 62 (conditions de passation des conventions entre les collectivités propriétaires et les collectivités signataires) ; rétablissement de l'équilibre entre le traitement réservé aux départements et celui réservé aux régions (p. 7271) ; rétablissement d'une certaine justice entre les collectivités locales ; rejeté ; son amendement n° 63 (insérant dans les 1er, 2e et dernier alinéa de l'article 15 A de la Loi du 22 juillet 1983 après les mots « pour les collèges » les mots « et les lycées » et 1er, 2e, 3e et dernier alinéas de cet article les mots « ou la région ») : rejeté (p. 7272) ; son amendement n° 64 (insérant dans le 2e alinéa de l'article 15-3 de la loi du 22 juillet 1983 après les mots « des collèges » les mots « et les lycées ») : non soutenu (p. 7273).

PRAT (Henri)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures

des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : texte constituant un « progrès certain » ; politique des structures ; schémas directeurs départementaux des structures ; extension du champ du contrôle ; limitation des autorisations de droit ; mécanisme de l'article 5 ; information au niveau cantonal ou intercantonal ; contrats de pays [3 avril 1984] (p. 1067) ; statut du fermage et du métayage ; locations sans bail et ventes d'herbes (p. 1068).

Discussion des articles : **article 17 :** problème de la représentation des bailleurs par les preneurs dans les associations syndicales [4 avril 1984] (p. 1141) ; impossibilité pour le bailleur de participer à la vie de l'association syndicale en l'état actuel des textes (p. 1142) ; **après l'article 25 :** son amendement n° 198 (supprimant la référence à l'exercice du droit de préemption de la S.A.F.E.R.) ; lutte contre la fraude au droit de préemption des S.A.F.E.R. (p. 1155) ; retiré (p. 1156) ; son amendement n° 197 (exercice du droit de préemption) (p. 1157) ; fraude au droit de préemption des S.A.F.E.R. ; cas des Landes ; retiré (p. 1158).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : commission d'enquête ; bonnes dispositions du texte ; distinction par massifs ; organisation et composition des comités de massif [7 juin 1984] (p. 3067) ; rôle du représentant de l'Etat dans le département ; Pyrénées ; biens et droits indivis entre plusieurs communes ; propos tenus par M. Michel Inchauspé ; indivision ; article 815 du code civil ; établissement thermal ; équipements sportifs ; distinction entre les actes « d'administration » et les actes « de disposition » ; conditions d'administration des communes ; réalisation des unités touristiques nouvelles ; souhaite la suppression de la référence de 300 mètres autour des plans d'eau faite à l'article L 145-5 du code de l'urbanisme ; zones frontalières (p. 3068) ; prime d'aménagement du territoire ; création d'emplois ; classement des communes en zone de montage (p. 3069).

Discussion des articles : **après l'article 15 :** choix des fabricants ; *dumping* à l'exportation des porcs en Hollande [8 juin 1984] (p. 3150) ; **article 29 :** indemnisation de celui qui subit un préjudice (p. 3166) ; **article 36 :** *article L. 162-2 du code des communes :* fonctionnement des commissions syndicales ; répartition des dépenses (p. 3186) ; *article L. 162-4 du code des communes :* possibilité de retrait de l'indivision d'une commune ; problème du partage ; forêt (p. 3188) ; établissement thermal ; retrait de l'indivision (p. 3189) ; **article 38 :** *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* rive des lacs (p. 3196).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 38 :** — *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 150 (conséquences de l'établissement d'un schéma directeur pour l'ensemble des communes riveraines d'un plan d'eau) : retiré [27 novembre 1984] (p. 6401).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture ; B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* problème du marché de la viande ; inapplication de la loi de 1965 sur l'organisation du marché de la viande ; problème de la conformité des abattoirs aux règlements communautaires et du financement de leur modernisation ; importance de l'abattoir de Pau ; nécessité de protéger et de développer les P.M.E. et les P.M.I. de la filière viande [6 novembre 1984] (p. 5589).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* situation de la centrale thermique E.D.F. d'Artix ; plan de restructuration de Pechiney-Aluminium [15 novembre 1984] (p. 6060).

— Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 4 (dérogations particulières pouvant être accordées aux collectivités locales) ; lutte contre l'inflation ; obligation d'équilibrer les budgets des communes ; rôle des départements ; cas des Pyrénées-Atlantiques [21 novembre 1984] (p. 6237) ; budget d'un service d'eau et d'assainissement (p. 6238) ; rejeté (p. 6238).

PREAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (commerce, artisanat et tourisme : tourisme) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 11 : **commerce, artisanat et tourisme :** tourisme **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 8 :** réduction de 18,6 p. 100 à 7 p. 100 du taux de T.V.A. applicable aux agences de voyages ; cas des autres pays de la C.E.E. ; coût de cette mesure [18 octobre 1984] (p. 4924) ; situation de nos partenaires ; voyages des français dans la C.E.E. (p. 4925) ; situation des voyages au sein de la Communauté (p. 4926).

Deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale:* Rapporteur spécial : effort en matière de promotion du tourisme ; existence d'une politique du tourisme ; dispersion des crédits consacrés à cette activité ; [24 octobre 1984] (p. 5146) ; aides pour l'équipement ; fluctuations des structures gouvernementales ; statut des personnels ; contrôle des changes et fiscalité ; régression des crédits consacrés aux études générales et aux enquêtes statistiques (p. 5147).

Examen des crédits : **après l'article 84 :** son amendement n° 37 (présentation du montant total des participations de l'Etat et des entreprises nationalisées en annexe du fascicule budgétaire du tourisme) ; nécessité d'indiquer le montant des participations de l'Etat et des entreprises nationalisées dans le secteur du tourisme, pour préciser la part exacte du capital détenu rejeté ; (p. 5175).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrôle des structures

des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'action de groupe (n° 2554)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : projets à venir sur les offices fonciers et sur la montagne ; modification de la loi de 1980 ; caractère compétitif de l'agriculture française ; agriculteurs arrivant à l'âge de la retraite ; autorisations de droit ; création de commissions cantonales ou intercantonales ; impossibilité pour deux époux d'exploiter séparément une unité économique individualisée ; décentralisation ; statut du fermage ; loi « Quilliot » [3 avril 1984] (p. 1075) ; indique qu'il ne peut pas voter ce texte (p. 1076).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : commission d'enquête parlementaire ; disparition des cultures d'altitude ; revenu agricole des exploitants en zone de montagne ; fonds interactivités ; recettes des remontées mécaniques ; Massif Central [7 juin 1984] (p. 3062) ; problème de la production de lait en montagne ; taxe de coresponsabilité ; enveloppe des crédits ; suppression de l'annexe B *ter* de la S.N.C.F. ; abstention du groupe U.D.F. (p. 3062).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* ralentissement de la construction ; pénalisation des propriétaires ; politique sociale du logement ; programmes sociaux de logements ; crédits PALULOS ; situation financière des organismes d'H.L.M. ; taux des P.L.A. ; recentralisation des décisions en matière d'investissement ; cas de la région Auvergne [30 octobre 1984] (p. 5397).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* sélectivité de la poltique d'installation des jeunes ; nécessité d'une période transitoire avant l'application du décret du 8 août 1984 ; problème du relèvement du niveau d'exigence professionnelle et du nombre de places en stages professionnels [6 novembre 1984] (p. 5613).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, explications de vote : abstention du groupe U.D.F. ; problème du renouveau démographique en France ; baisse du niveau de vie ; possibilité d'envisager des mesures en faveur du troisième enfant : efficacité de l'allocation parentale d'éducation ; transfert aux banques des prêts aux jeunes ménages ; absence de moyens pour une véritable politique familiale [5 décembre 1984] (p. 6683) ; champs d'application du projet de loi (p. 6684).

PROUVOST (Pierre)

Député du Nord
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

PROVEUX (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 717, posée le 20 novembre 1984 : **politique extérieure (Afrique)** (p. 6215) ; appelée le 23 novembre 1984 : **faim dans le monde :** situation en Afrique sub-saharienne, en Erythrée, au Soudan, au Mali, au Mozambique, en Asie du Sud-Est, en Afghanistan et en Bolivie ; progression de la faim ; faiblesse de l'aide alimentaire d'urgence ; bilan des actions conduites par la France dans ce domaine (p. 6325) ; création d'un fonds spécial pour l'Afrique (p. 6327).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* calendrier du rattrapage du rapport constant ; indemnisation des « malgré nous » ; négociations pour l'indemnisation des réfractaires et incorporés de force ; suppression d'emplois ; informatisation des services ; revendication des anciens d'Afrique du Nord [24 octobre 1984] (p. 5113) ; situation des ayants-droit ; prolongement du plafond de la rente mutualiste ; développement de l'information historique pour la paix ; effort en faveur des ressortissants plus âgés (p. 5114).

Culture. — *Discussion générale : questions :* promotions phonographiques françaises ; concurrence des grandes surfaces ; disparition des disquaires indépendants [25 octobre 1984] (p. 5240) ; moyens en faveur du développement de cette industrie (p. 5241).

Droits de la femme. — *Discussion générale : questions :* rôle du ministère des droits de la Femme ; signature de contrats Etat-région ; stages permettant l'insertion professionnelle des femmes ; recours au F.N.E. et au fonds social européen ; difficultés des centres d'information sur les droits de la Femme [26 octobre 1984] (p. 5260).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* augmentation des crédits de la formation professionnelle et de ceux de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; objectifs des actions de formation ; inadéquation entre la formation proposée aux jeunes sans emploi et le profil des candidats ; insertion professionnelle des plus défavorisés ; évolution des systèmes pédagogiques ; problème posé par les missions locales [29 octobre 1984] (p. 5361, 5362).

Education nationale. — *Discussion générale :* part de budget consacrée à l'éducation nationale en France par rapport aux Etats-Unis ; croissance du nombre d'élèves dans le système scolaire et amélioration de la qualité de l'enseignement ; nécessité de lutter contre les déséquilibres régionaux [12 novembre 1984] (p. 5875) ; importance de la formation des enseignants ; nécessité d'accélérer la mutation technologique des filières d'enseignement ; situation de l'informatique (p. 5876).

PROVOST (Eliane)

Député du Calvados
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la présentation et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du publics sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2093) relatif à la **vaccination antivariolique (n° 2100)** [9 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aides à la mutation professionnelle** : nécessité de justifier d'une activité agricole à titre principal d'une durée d'au moins sept années [16 mai 1984] (p. 2384-2385).

— **Enfants handicapés** : nécessité de favoriser l'insertion de ces enfants [31 octobre 1984] (p. 5480).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : institution d'une commission pour la transparence ; rattachement de cette commission à la catégorie des institutions administratives indépendantes ; composition des membres de la commission en deux catégories ; attaque lancée par le directeur du *Figaro* contre les futurs membres de la commission ; caractère inamovible de ces membres [7 février 1984] (p. 712).

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

Première lecture, discussion des articles : **article 132** : amélioration du système de la garantie des créances salariales ; relevé des créances résultant d'un contrat de travail [10 avril 1984] (p. 1349) ; soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Michel Belorgey (p. 1354).

— **Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).**

Première lecture, discussion générale : actions menées par le fonds spécial de grands travaux ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; 3e tranche du fonds spécial des grands travaux ; bassin de Caen [24 avril 1984] (p. 1875, 1876).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du code de la sécurité sociale (n° 2053).**

Première lecture, discussion générale : directives communautaires [15 mai 1984] (p. 2328) ; responsabilité des sages-femmes ; conditions de formation et de déroulement des carrières ; rôle des sages-femmes ; études ; forfait différent pour le médecin et pour la sage-femme ; grossesse physiologique ; possibilité de prescription d'arrêts de travail pour les femmes enceintes (p. 2329).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : caractère obligatoire de la vaccination ; chute de la mortalité variolique ; suspension de l'obligation de la primo-vaccination ; stockage des vaccins ; conservation du virus dans deux laboratoires spécialisés ; fabrication annuelle de doses de vaccins [15 mai 1984] (p. 2331).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* action du Gouvernement contre les inégalités sociales ; stages d'insertion professionnelle ; programmes « vacances et loisirs pour tous » ; nécessité d'un effort scolaire préalable ; activités des foyers socio-éducatifs [23 octobre 1984] (p. 5096) ; climat d'accueil des jeunes ; moyens budgétaires pour réaliser certains programmes (p. 5097).

Droits de la femme. — *Discussion générale : questions :* rappel des mesures prises pour donner à la femme sa place ; chômage ; parents isolés ; stages-pilotes ; opération « mille femmes seules » [26 octobre 1984] (p. 5261).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* but de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées ; fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. ; contenu de la circulaire du 25 mai 1984 précisant les modalités d'organisation de leur travail ; rôle du médecin de la Mutualité sociale agricole ; définition du statut des fonctions et des conditions d'exercice du médecin de la main-d'œuvre ; conditions d'accueil des personnes handicapées [13 novembre 1984] (p. 5949).

Q

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député du Rhône
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 522).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre du Conseil d'administration d'Antenne 2 [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3357).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1832) visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des **entreprises de presse (n° 1963)** [24 janvier 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à garantir la **liberté de la presse** et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement **(n° 2194)** [14 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à **limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 2336)** [6 septembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2334) tendant à **garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence des entreprises de presse** et à favoriser leur développement **(n° 2337)** [6 septembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ethiopie** : ravages causés par la famine dans ce pays ; actions menées par la France pour aider le peuple éthiopien [5 décembre 1984] (p. 6692).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : travaux de la commission ; examen de 1 750 amendements [24 janvier 1984] (p. 17) ; attitude de l'opposition ; concentration des entreprises de presse ; organisation de la presse quotidienne ; définition de la publication nationale ; publications hebdomadaires ; cumuls de quotidiens nationaux et locaux ; notion d'équipe rédactionnelle ; absence de définition de la structure juridique et des droits des membres de l'équipe rédactionnelle (p. 18) ; droit de consulter le compte des valeurs nominatives de l'entreprise ; réglementation des concentrations de l'équipe rédactionnelle ; extension du droit de saisine de la commission de la transparence ; pouvoirs de cette commission ; déclaration de toute acquisition ou prise de contrôle d'une entreprise de presse à cette commission ; taux réduits de T.V.A. ; pouvoirs d'investigation de cette commission ; pouvoirs de santions ; vérifications effectuées auprès des entreprises ; visites d'établissements ; agents habilités à opérer des vérifications ; pouvoirs de la commission (p. 19) ; ordonnance de 1944 (p. 20).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : régime juridique de la presse ; liberté de l'imprimerie et de la librairie ; liberté d'entreprendre ; liberté de la radio ; contrôle de parties importantes de la presse par un seul homme [25 janvier 1984] (p. 36) ; Convention européenne des droits de l'Homme ; recours individuel devant la commission européenne (p. 39) ; liberté d'opinion et d'expression ; liberté de la presse (p. 40) ; nécessité de recréer les conditions du pluralisme ; liberté des lecteurs (p. 41) ; article 10 de la Convention européenne (p. 44) ; monopole des grands quotidiens de la presse régionale ; situation de la presse audiovisuelle (p. 45) ; liberté de l'information dans l'audiovisuel ; loi de 1982 (p. 46) ; évolution des entreprises de presse vers de nouvelles formes de communication ; loi de 1982 sur l'audiovisuel (p. 49) ; suppression du régime de l'autorisation préalable par la loi de 1881 ; absence de modification de cette disposition (p. 49) ; article 55 de la Constitution ; rôle du Conseil constitutionnel (p. 55) ; situation au Chili (p. 56) ; impossibilité de concevoir la presse écrite comme un service public ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 61) ; agence Havas ; position de M. André Rousselet ; garantie du pluralisme des titres (p. 62) ; principe général du droit ; position de M. Jean-Philippe Lecat en matière de concentration des entreprises de presse ; nationalisations de 1944 (p. 70) ; position du Général de Gaulle vis-à-vis de l'ordonnance de 1944 ; instruction ouverte contre M. Robert Hersant (p. 74) ; maintien en vigueur de certains articles de l'ordonnance de 1944 (p. 80) ; rapport de M. Vedel (p. 81) ; adoption de plusieurs amendements de l'opposition par la commission des affaires culturelles (p. 82) ; agence Havas (p. 84) ; présidence de cette agence par M. André Rousselet ; problème de la vocation de l'agence à acquérir des entreprises de presse (p. 85) ; gestion de cette agence (p. 86) ; ses observations sur les propos de M. Jacques Toubon déclarant qu'un dirigeant d'entreprise de presse a pris une position favorable au projet de loi du fait de la conclusion d'un contrat entre cette entreprise et l'agence Havas (p. 88, 89) ; attitude de l'opposition suscitant des sentiments anti-parlementaristes[26 janvier 1984] (p. 109) ; sa demande aux députés de faire preuve d'esprit de synthèse (p. 116) ; caractère inadapté de certaines dispositions de la loi du 19 juillet 1977 (p. 132) ; rapport Vedel (p. 133) ; **article 1er** : rappelle les règles d'intervention des rapporteurs ; champ d'application de la loi ; moyens d'investigation donnés à la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 136-137) ; rappel des dispositions spécifiques de la presse à l'étranger ; inopportunité d'étendre les dispositions de la loi à l'ensemble de la communication ; loi du 29 juillet 1982 (p. 148) ; terrorisme juridique ; arrêt du 24 avril 1981 (p. 154) ; exclusion des revues spécialisées à caractère économique et social, du champ d'application de la loi (p. 157) ; caractère suffisant de la définition des publications d'information politique et générale ; presse idéologique (p. 162) ; « préméditation législative » (p. 165) ; problème du caractère idéologique de la presse quotidienne ; proposition de M. François d'Aubert d'exclure toute la presse du champ d'application de la loi (p. 168) ; double fonction des débats parlementaires et attitude de l'opposition [27 janvier 1984] (p. 178) ; publications nouvelles ; règles de transparence (p. 179) ; municipalités passées à droite ; liquidation des associations culturelles ; situation à Brest (p. 181) ; liste des publications concernées par le premier et le second alinéa de cet article ; nombre des publications à caractère d'information politique et générale à périodicité au moins mensuelle ; arguments « dérisoires » employés par l'opposition ; (p. 186) ; presse du parti communiste ; attitude de M. Alain Madelin (p. 190, 191) ; **article 2** : transparence des entreprises de presse ; déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'égard du pluralisme ; avant-projet soumis au Conseil d'Etat ; ouverture d'une information judiciaire contre le journal *Le Monde* par M. Alain Peyrefitte en 1980 ; liberté de la presse ; presse des partis politiques ; article 4 de la Constitution ; règles de transparence et de pluralisme (p. 212, 213) ; règles de transparence ; ses observations sur les propos de M. Alain Madelin, défenseur des partis politiques ; parti communiste ; notion de groupement de fait ; associations ; notion de contrôle (p. 214) ; notion d'influence déterminante ; moyens d'ordre matériel ou financier ; contrôle exercé par les tribunaux (p. 215) ; presse des partis politiques ; notion de personne englobant la presse des partis politiques (p. 217) ; problèmes posés par l'ordonnance de 1944 (p. 224) ; quotidiens nationaux d'information politique et générale (p. 230) ; ses observations sur l'amendement n° 678 de M. Roland Nungesser incluant les mots : « bien entendu » dans cet article (p. 231) ; indique que le droit français ne connaît pas la notion d'« association simple » (p. 234) ; son amendement n° 1527 (insérant les mots « ou exploité » après le mot « édicté ») ; définition de l'entreprise de presse ; adopté (p. 236) ; position de M. Raymond Forni en matière de contrôle (p. 243) ; notion d'influence déterminante (p. 248-249) ; publications d'information politique (p. 257) ; **avant l'article 3** : son amendement n° 1528 (nouvelle rédaction de l'intitulé du Titre 1er : dispositions relatives à la « transparence ») [30 janvier 1984] (p. 272) ; adopté (p. 273) ; **article 4** : son amendement n° 1529 (mise au nominatif des actions représentant le capital social d'une entreprise de presse et des actions d'une société qui détient directement ou indirectement 20 p. 100 au moins du capital social) (p. 311) ; adopté (p. 317) ; notion de droits de vote [31 janvier 1984) (p. 320) ; définition de l'entreprise de presse et notion de détention de cette entreprise (p. 322) ; transparence financière des entreprises de presse (p. 323) ; son amendement n° 1655, à titre personnel, (de forme) : adopté ; son amendement n° 1530 (rédactionnel) : adopté (p. 324) ; son amendement n° 1531 (substituant aux mots « huit jours » les mots « un mois » dans le 4e alinéa de cet article) ; souhaite porter de huit jours à un mois le délai laissé aux porteurs d'actions pour mettre leurs titres sous la forme nominative (p. 326) ; adopté (p. 327) ; son amendement n° 1532 (cession à des tiers des actions constituant le capital d'une entreprise de presse) ; cession d'actions ; article 6 de l'ordonnance de 1944 ; retiré (p. 329) ; petits épargnants (p. 330) ; **article 5** : ouverture du droit de consultation ; contrôle exercé sur le journal *Le Midi-Libre* ; droit de propriété ; transactions d'actions (p. 346) ; possibilité pour les journalistes de savoir quels sont les mouvements de capitaux (p. 347) ; droit de consultation du compte des valeurs nomi-

natives ; membres de l'équipe rédactionnelle (p. 348) ; son amendement n° 1533 (substituant aux mots « prévue à l'article 13 » les mots « des publications visées à l'article 1er, alinéa 1er ») ; droit de consulter le compte des valeurs nominatives ; équipe rédactionnelle ; adopté (p. 349) ; procédure d'information des membres du comité d'entreprise ; position de droit commun ; droits reconnus à l'équipe rédactionnelle (p. 350) ; **article 6** : Constitution de 1958 ; sessions extraordinaires ; suspension de séance ; déviations de l'institution parlementaire (p. 355) ; insertion dans la ou les publications éditées par l'entreprise concernée ; des modifications intervenues dans la répartition de son capital ; attitude de l'opposition favorable au secret des affaires en matière d'entreprises de presse (p. 365) ; cessions de parts en blanc ; prise de participation et de contrôle des entreprises de presse par des personnes de nationalité étrangère ; cas du *Progrès de Lyon* (p. 366) ; définition de la promesse de vente ; invocation par l'opposition du secret des affaires (p. 368) ; son amendement n° 1534 (étendant le champ d'application de cet article au dépôt en caution d'actions ou de parts) ; entreprise dont le capital social n'est pas organisé sous la forme d'actions (p. 369) ; précision de la notion de biens ; adopté ; (p. 371) ; **après l'article 6** : procédures bureaucratiques (p. 373) ; **article 7** : information des lecteurs ; informations sur les publications (p. 375) ; son amendement n° 1535 (supprimant les mots sur la première ou la dernière page) ; souci d'imposer un emplacement pour les mentions rendues obligatoires ; adopté ; refus de mentionner la nationalité parmi les informations obligatoires (p. 379) ; son amendement n° 1536 (mention des responsables de la rédaction parmi les informations annuelles obligatoires) (p. 380) ; utilité de connaître le nom du responsable principal de la rédaction ; adopté ; caractère facultatif de l'affiliation à l'office de justification de la diffusion (p. 381) ; son amendement n° 1537 (supprimant le 1° alinéa de cet article) ; mention une fois par an de l'ensemble des titres édités par l'entreprise ; adopté (p. 382) ; son amendement n° 1538 (distinction de la publication principale et de ses suppléments périodiques) ; généralisation des suppléments périodiques ; adopté (p. 383) ; notion de bilan et de compte de résultats ; audition de M. Hersant ; étude du problème des aides économiques à la presse (p. 384) ; son amendement n° 1539 (substituant au mot « vingt » le mot « dix » dans le dernier alinéa de cet article) ; son souhait de réduire à 10 le nombre des actionnaires qui doivent être mentionnés chaque année dans la publication ; rejeté (p. 385) ; son amendement n° 1540 (mention de l'ensemble des titres des publications éditées par l'entreprise parmi les informations annuelles obligatoires) : adopté (p. 386) ; **article 8** : information de la commission pour la transparence et le pluralisme ; nécessité d'éviter la multiplication des documents à transmettre [1er février 1984] (p. 398) ; pouvoirs accordés à la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 400) ; loi de 1951 instituant un service juridique et technique de l'information ; indépendance de la commission à l'égard du pouvoir politique (p. 404) ; son amendement n° 1541 (insérant les mots « ou des droits de vote » après les mots « capital social ») : adopté (p. 407) ; volonté d'établir la transparence (p. 408) ; notion de « renseignements » ; maintien de la notion de contrôle figurant dans le premier alinéa de cet article (p. 410) son amendement n° 1542 (insérant les mots « ou des droits de vote » après les mots « capital social ») : adopté (p. 416) ; son amendement n° 1543 (référence à l'acquisition de la propriété de 20 p. 100 au moins du capital social ou des droits de vote ou des biens) : adopté (p. 420) ; son amendement n° 1544 (information de la commission dans les dix jours suivant la cession de parts) : adopté (p. 421) ; **article 9** : problème de l'inconstitutionnalité de ce texte ; droits pour le Parlement de légiférer de façon différente en ce qui concerne les droits des nationaux et ceux des étrangers sur le sol national ; impossibilité d'édicter en droit international au profil du Gouvernement un pouvoir d'appréciation sur la façon dont seraient considérés nos nationaux dans d'autres pays ; accords d'Helsinki ; (p. 428) ; communautés étrangères (p. 429) ; son amendement, à titre personnel, n° 2346 (référence aux engagements internationaux souscrits par la France) (p. 433) ; référence à la réserve des engagements internationaux souscrits par la France (p. 434) ; adopté (p. 436) ; son amendement n° 1545 (insérant après le mot « capital » les mots : « social ou aux droits de vote ou des biens ») : adopté (p. 437) ; son amendement n° 1546 (de conformité) : adopté ; son amendement n° 1547 (référence à la France métropolitaine et d'outre-mer) (p. 438) ; adopté ; son amendement n° 1548 (supprimant les mots « de langue française » à la fin du premier alinéa de cet article (p. 439) ; donne lecture de l'exposé sommaire de l'amendement n° 1931 de M. François d'Aubert (p. 440) : rejeté (p. 441) ; son amendement n° 1549 (impossibilité pour une personne de nationalité étrangère d'avoir des participations dans plusieurs entreprises de presse en dessous du seuil de 20 p. 100 ; indépendance des organes de presse français à l'égard de l'étranger (p. 442) ; son amendement n° 1549 (impossibilité pour une personne de nationalité étrangère de prendre une participation au capital de plus d'une entreprise de presse) [2 février 1984] (p. 453) ; engagements internationaux (p. 454) ; indique qu'il n'est pas opposé, à titre personnel, à la suppression de l'adverbe « indirectement » dans l'amendement n° 1592 de la commission des lois ; retiré ; (p. 455) ; droits des étrangers ; modalités de création du droit (p. 458) ; communautés étrangères implantées en France ; seuil à partir duquel on peut considérer qu'un groupe devient communauté étrangère (p. 459) ; accords de réciprocité ; personnes exilées ; notion de communauté étrangère (p. 460) ; droit d'expression des exilés restant en France (p. 461) ; communauté chinoise du XIIIe arrondissement de Paris ; publications éditées en langue chinoise ; son amendement n° 1550 (de coordination) : adopté (p. 462) ; possibilité d'interdire certains journaux étrangers incitant au terrorisme (p. 463) ; **avant l'article 10** : loi du 19 juillet 1977 sur la concentration en matière économique ; situation compromettant le pluralisme [3 février 1984] (p. 508) ; projet de textes réprimant les concentrations excessives dans le domaine de la presse sous le septennat précédent (p. 509) ; « kyrielles » d'amendements n'ayant aucun rapport avec le texte (p. 512) ; **article 10** : limitations de la presse nationale d'information politique ; notion de quotidien national ; quotidien régional ; ordonnance de 1944 ; impossibilité pour une personne de posséder un titre sans aucune limitation quant à la diffusion (p. 518) ; typologie de la presse française selon M. Alain Madelin : presse de majorité et presse d'opposition (p. 519) ; diffusion de la presse française par rapport à celle des grands pays occidentaux ; diffusion de l'audiovisuel (p. 523) ; situation de la presse française ; rôle de l'Etat en matière de presse ; phénomènes de concentration ; problème de la différence entre *l'Aurore et le Figaro ;* groupes de presse (p. 524) ; volonté de dérision de M. Alain Madelin (p. 526) ; son amendement n° 1551 (impossibilité pour une personne de posséder ou de contrôler plus d'un quotidien national d'information si sa diffusion excède 15 p. 100 de la diffusion de tous les quotidiens de même nature) (p. 527) ; notion de tirage ; publications non affiliées à l'O.J.D. (p. 535) ; indique qu'il lit *le Figaro Magazine* (p. 539) ; commission chargée de veiller à l'application du texte ; organismes professionnels ; O.J.D. ; possibilité pour la commission de recueillir des renseignements (p. 544) ; journal *« Ouest France » ;* chiffres relatifs à la diffusion [4 février 1984] (p. 552) ; critères relatifs au choix des chiffres de diffusion ; stratégie de plusieurs députés de l'opposition ; rappelle que M. Alain Madelin a manié la barre de fer dans son adolescence (p. 554) ; quotidiens nationaux et régionaux ; quotidiens dont les 4/5e de la diffusion se fera dans trois principales régions ; critères pour la détermination du caractère national ou régional d'un quotidien ; distinction entre presse nationale et régionale ; fixation de chiffres et de critères (p. 555) ; notion de région (p. 557) ; définition de la région (p. 558) ; son amendement n° 1551 : adopté (p. 562) ; possibilité de gagner des lecteurs par la qualité du produit que les journaux diffusent ; appréciation de la situation au moment de la publication du texte ; rôle de la commission pour la transparence ; notion de plafond ne jouant qu'en cas de transfert de propriété et prise de contrôle ; opérations de cumul de titres (p. 563) ; cas où il existe une menace pour la poursuite de l'activité de l'entreprise ; dispositions anti-concentration ; constitution d'empires de presse (p. 564) ; **article 11** : son amendement n° 1552 (impossibilité pour une personne de posséder ou de contrôler plus d'un quotien régional, départemental ou local assurant une diffusion excédant 15 p. 100 de la diffusion des quotidiens de même nature) (p. 586) ; son amendement n° 1552 (limitation de la possession ou du contrôle par une personne de plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) [6 février 1984] (p. 598) ; **son rappel au règlement** : rappel de la réglementation du scrutin public ; bataille d'obstruction menée par l'opposition (p. 599) ; détournement des règles parlementaires ; notion de contrôle ; **son rappel au règlement** : attitude de M. Jacques Toubon voulant lui interdire de s'exprimer dans la presse (p. 600) ; volonté de l'opposition de faire un coup de force au sein de l'Assemblée (p. 601) ; régime juridique des entreprises multi-médias (p. 606) ; inapplication du seuil de 15 p. 100 à la croissance naturelle des publications ; inapplication de son amendement aux créations de publications ; interdiction des cumuls faisant obstacle au pluralisme (p. 607) ; amendement n° 1552 : adopté (p. 609) ; **article 12** : autorisation dans certaines limites du cumul de quotidiens nationaux et régionaux(p. 614) ; création de sociétés régionales et de stations locales de radiodiffusion (p. 619) ; séparation entre le marché national et le marché régional (p. 620) ; rapport Vedel sur les problèmes de concentration ; presse régionale comme facteur

de l'idendité d'une région (p. 621) ; absence de différence entre les publications quotidiennes nationales ou régionales (p. 622) ; critique des opérations de survie ; son amendement n° 1553 (possibilité pour une même personne de posséder ou contrôler plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux d'information politique et générale) (p. 623) ; principe « un homme, un titre » ; quotidiens nationaux et régionaux ; nécessité de limiter la détention par une même personne de quotidiens régionaux ou nationaux (p. 624) ; possibilité de choisir entre des titres n'appartenant pas à un seul groupe (p. 627) ; menace du pluralisme et de la démocratie par les « empires de presse » (p. 628) ; notion de seuil ; autorisation de certaines situations de cumul (p. 633) ; rappelle la position de M. Alain Madelin se déclarant prêt à déposer plainte avec constitution de partie civile contre le parti communiste si celui-ci enfreignait la loi (p. 636) ; adopté (p. 637) ; **article 13** : responsabilité de la rédaction comme fondement du pluralisme ; absence de définition de l'équipe rédactionnelle ; cas de *l'Aurore* ; problème du lancement d'un quotidien par des non journalistes ; définition du journaliste professionnel en vertu de l'article 761-2 du code du travail ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 640) ; attend de savoir ce que l'opposition pense de la notion d'équipe rédactionnelle ; reconnaissance légale des journalistes professionnels (p. 647) ; loi de 1935 relative au statut des journalistes (p. 648) ; son amendement n° 1554 (obligation pour l'équipe rédactionnelle d'être suffisamment importante pour garantir l'autonomie de conception de la publication) ; son sous-amendement n° 2543, à titre personnel, à l'amendement n° 1554 de la commission (application d'un délai d'un an applicable aux publications quotidiennes pour se mettre en conformité avec les dispositions du présent article) ; permanence de l'équipe rédactionnelle ; garantie d'autonomie de conception de la publication (p. 649) ; nécessité pour les publications nouvelles de disposer d'un délai d'un an pour constituer une équipe rédactionnelle permanente (p. 650) ; sous-amendement n° 2543 : adopté ; amendement n° 1554, ainsi modifié, adopté (p. 651) ; droits de l'équipe rédactionnelle (p. 652) ; **article 14** : contrôle par la commission des modalités d'acquisition et de contrôle d'une entreprise de presse (p. 659) ; **ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Jean-Marie Caro et François d'Aubert : possibilité pour le Gouvernement d'inscrire à tout moment un projet de loi à l'ordre du jour ; droit d'amendement du Gouvernement ; rappelle les propos de M. Jacques Toubon déclarant que l'opposition s'est « affutée » pour ce débat (p. 661-662) ; article 7 de la loi de 1881 ; régime de déclaration préalable prévu par les articles 7 et 8 de ce texte ; différence existant entre la déclaration et l'autorisation préalable [7 février 1984] (p. 669) ; son amendement n° 1555 (régime juridique de l'acquisition ou de la prise de contrôle d'une entreprise de presse) ; délai pendant lequel la commission peut s'opposer à l'opération envisagée ; notion de prise de contrôle ou d'acquisition de la propriété d'une entreprise de presse ; régime de déclaration ne portant que sur la propriété de l'entreprise (p. 671) ; obligation de déclaration de l'opération envisagée auprès de la commission ; suppression de la sanction de nullité ; rôle du tribunal (p. 676) ; son hostilité à tout régime d'autorisation préalable (p. 681) ; problème de la motivation des décisions de la commission (p. 683) ; caractère contradictoire de la procédure devant la commission administrative (p. 684) ; fixation d'un délai de trois mois à la commission pour donner son avis sur l'opération avant la réalisation de celle-ci ; avis n'empêchant pas l'opération de se réaliser ; absence de régime d'autorisation préalable ; contrôle des mouvements de construction (p. 690) ; délai pris pour l'examen de l'opération d'acquisition ou de contrôle ; cas dans lequel ce délai entraîne un dépôt de bilan ou des licenciements ; impossibilité d'imputer la responsabilité d'une telle situation aux personnes ou aux membres des commissions administratives ; rappelle que les décisions de la commission sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat (p. 695) ; recours individuels admis devant la commission européenne des droits de l'Homme (p. 696) ; son amendement n° 1555 : adopté après modification (p. 697) ; problème de la fermeture d'une entreprise de presse ; licenciements ; décisions de la commission (p. 699) ; **après l'article 14** : valeur juridique des décisions de la commission (p. 701) ; problème de l'emploi dans le secteur de la presse ; exemple du *Courrier de l'Ain* (p. 702) ; **article 15** : commission pour la transparence et le pluralisme ; position du doyen Georges Vedel ; avant-projet de loi établi par le Gouvernement de M. Raymond Barre prévoyant la création d'une commission des entreprises de presse ; composition de la commission pour la transparence (p. 715) ; indépendance de cette commission ; garanties accordées à ses membres (p. 716) ; position du rapport de M. Georges Vedel à propos de la composition de la commission ; haute autorité de l'audiovisuel ; assassinat de Roger Salengro par une presse développant les scandales (p. 719) ; indépendance de la commission en raison de sa composition (p. 726) ; son attachement à la composition mixte de la commission pour la transparence [8 février 1984] (p. 728) ; possibilité pour le Gouvernement et les commissions des assemblées parlementaires de consulter la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 732) ; rejette l'interprétation de M. Alain Madelin faisant des commissions permanentes des assemblées des auxiliaires des juridictions d'exception ; son amendement n° 1556 (référence aux commissions permanentes des assemblées parlementaires) (p. 733) ; adopté (p. 734) ; rappel du rapport Vedel au sujet de la composition de la commission (p. 743, 744) ; son amendement n° 1557 (référence aux magistrats de la Cour de cassation) : adopté (p. 747) ; **article 16** : fixation des incompatibilités relatives aux membres de la commission pour la transparence ; devoir de réserve ; règles de secret ; loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (p. 775) ; cohérence entre l'article 15 et cet article (p. 776) ; devoir de discrétion (p. 778) ; **article 17** : son amendement n° 1558 (supprimant le 3e alinéa de cet article) : adopté (p. 791) ; son amendement n° 1559 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les comités d'entreprise, d'établissement, ou de groupe des entreprises de presse) : adopté (p. 792) ; son amendement n° 1560 (rédactionnel) (p. 798) ; adopté (p. 799) ; **article 18** : volonté de l'opposition de cantonner la commission dans un rôle d'auxiliaire de justice ; action de contrôle du juge [9 février 1984] (p. 813) ; règle de la communication du dossier ; recours devant le tribunal administratif ; procédure judiciaire parallèle (p. 814) ; rappelle que la procédure judiciaire n'éteint pas la procédure administrative devant la commission (p. 815) ; droits de la défense (p. 816) ; garantie des droits de la défense devant cette commission administrative ; caractère général de sa compétence ; contrôle du juge (p. 817) ; application aux commissions administratives des principes généraux de la procédure administrative consacrés par la jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 820) ; possibilité de prendre des décrets d'application même si la loi ne le prévoit pas (p. 821) ; fixation par la commission des délais applicables aux personnes intéressées pour présenter leurs observations (p. 822) ; son amendement n° 1561 (mise en demeure, par la commission, des personnes intéressées afin de respecter les dispositions des articles 10 à 13) ; objectif d'harmonisation des dispositions de cet article avec celles de l'article 14 ; prescription de mesures par une commission indépendante (p. 827) ; possibilité pour la commission de la transparence d'ordonner la séparation des entreprises ou des actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun ; rapport Vedel sur les pouvoirs de la commission (p. 831) ; dualité de juridiction et de contentieux (p. 833) ; qualification de la commission pour la transparence et le pluralisme, de commission administrative (p. 834) ; article 66, de la Constitution (p. 836-837) ; vertus de l'initiative privée et des possibilités du marché (p. 842) ; adopté (p. 843) ; incompétence de la commission pour saisir une publication (p. 844) ; **après l'article 18** : caractère non suspensif du recours ; possibilité de prononcer le sursis à exécution (p. 848) ; décision du Conseil constitutionnel relative aux nationalisations ; droit administratif en matière de droit de propriété ; notion de « préjudice éventuel » ; possibilité d'introduire un recours en plein contentieux devant le Conseil d'Etat (p. 849) ; **article 19** : possibilité pour la commission de proposer au ministre compétent de suspendre le bénéfice des aides à la presse dans le cadre de l'avant projet de loi Lecat ; qualification de la commission pour la transparence de commission administrative rendant des décisions administratives (p. 853) ; référence à l'avant projet de loi Lecat relatif à la commission des entreprises de presse (p. 854) ; son amendement n° 1562 (fixation par la commission d'un délai pour se conformer à sa mise en demeure ou pour exécuter les mesures qu'elle a prescrites) (p. 855) ; adopté (p. 856) ; existence de deux procédures : procédure judiciaire et procédure administrative ; impossibilité de continuer à bénéficier d'aides directes et indirectes de l'Etat lorsque l'on persévère dans une infraction à la loi ; loi italienne de 1981 (p. 864-865) ; son amendement n° 1563 (privation de certains avantages) ; avantages prévus en matière de T.V.A. ; tarifs préférentiels pour l'affranchissement postal ; application des règles relatives au pluralisme ; pouvoirs de la commission (p. 873) ; délai de mise en conformité ; adopté (p. 874) ; **article 20** : son hostilité à ce que les missions de la commission soient placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire ; existence d'une procédure administrative autonome en droit public français [10 février 1984] (p. 896) ; son amendement n° 1564 (substituant au mot « entreprises » le mot « personnes » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) ; missions de la commission ; possibilité de recueillir tous les renseignements nécessaires à sa mission (p. 897) ; adopté ; son amendement n° 1565 (limitations résultant de

l'activité des partis et groupements politiques visés à l'article 4 de la Constitution) ; moyens d'investigation de la commission ; référence à l'article 4 de la Constitution (p. 898) ; hiérarchie des sources en droit français ; principes généraux du droit ; liberté constitutionnelle des partis politiques ; libertés publiques existantes ; régime de Vichy ; rappelle l'engagement de M. Alain Madelin dans des formations d'extrême droite lorsque celui-ci était adolescent (p. 902-903) ; adopté (p. 903) ; souhaite savoir si M. François d'Aubert a mal digéré son repas ou s'il considère comme un « privilège de sa classe » son mépris à l'égard des positions de la gauche (p. 910) ; son amendement n° 1566 (supprimant la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; sanctions pécuniaires en cas d'absence de fourniture de renseignements demandés par la commission (p. 911) ; adopté (p. 914) ; possibilité pour la commission d'infliger des sanctions pécuniaires ; pouvoirs de cette commission (p. 914) ; son amendement n° 1567 : devenu sans objet (p. 915) ; **article 21** : pouvoir de vérification de la commission ; agents de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; limitation du nombre des agents autorisés à intervenir pour le compte de la commission ; mise de ces agents sous le contrôle de l'autorité judiciaire (p. 916) ; pouvoirs de la commission quant aux demandes de renseignements (p. 921) ; pouvoir d'enquête ; contrôle de l'autorité judiciaire ; pouvoirs d'investigation ; son amendement n° 1568 (pouvoirs des agents habilités à procéder aux vérifications) (p. 922) ; demande de renseignements ; possibilité d'investigation donnée à la commission (p. 923) ; impossibilité pour la commission d'apprécier l'existence d'une infraction ou d'une présomption d'infraction ; visites placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire ; compétence de la commission (p. 924) ; équipe rédactionnelle (p. 925) ; interdiction de pénétrer dans les locaux de la rédaction garantie par le quatrième alinéa de cet article (p. 926) ; vérification effectuée sous contrôle du magistrat et en présence du responsable de l'entreprise ou de deux témoins ; impossibilité que la visite s'opère sans cette présence (p. 927) ; amendement n° 1568 : adopté (p. 930) ; **article 22** : son amendement n° 1569 (possibilité de recours devant le Conseil d'Etat contre les décisions de la commission) ; cas où un recours est assorti d'une demande de sursis à exécution ; motivation et publication des décisions de la commission ; nature administrative de cette commission ; possibilité d'un sursis à exécution contre les décisions de la commission ; motivation ; loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs ; obligation de motiver ; publicité des décisions (p. 946) ; amendement n° 1569 : adopté après modification (p. 950) ; **article 24** : son amendement n° 1570 (suppression de la deuxième phrase de cet article) ; contenu du rapport de la commission ; analyse de la propriété et du contrôle des entreprises et groupes de presse ; adopté (p. 956) ; **après l'article 24** : son amendement n° 1571 (inscription des crédits nécessaires à la commission au budget du ministère chargé de la communication) ; contrôle de la Cour des comptes (p. 959) ; rejeté (p. 961) ; **article 26** : son amendement n° 1572 (délai de mise en conformité des entreprises avec les dispositions prévues par cet article) : adopté [11 février 1984] (p. 991) ; **article 30** : son amendement n° 2585, à titre personnel (substituant aux mots « l'interdiction édictée » les mots « les interdictions édictées ») : adopté (p. 1008) ; **article 31** : son amendement n° 1656, à titre personnel, (insérant le mot « départemental » après le mot « régional » dans cet article) : adopté [13 février 1984] (p. 1015) ; **article 32** : publications quotidiennes d'information politique ; cas de *l'Aurore* ; notion d'équipe rédactionnelle ; problème d'un risque d'arbitraire ; suppression du second alinéa du texte proposé par la commission ; publications nouvelles (p. 1016) ; son amendement n° 1573 ; (définition des peines applicables aux personnes ne se mettant pas en conformité avec les dispositions de l'article 13) ; son sous-amendement n° 2597, à titre personnel, à l'amendement n° 1573 de la commission (suppression du second alinéa de cet amendement) ; licenciements ; équipe rédactionnelle ; situation à *l'Aurore* ; aspect matériel de la notion d'autonomie de conception ; pouvoir du juge (p. 1017) ; sous-amendement n° 2597 : adopté ; amendement n° 1573 : adopté après modification (p. 1018) ; **après l'article 33** : son amendement n° 1574 (cas de divulgation de renseignements en violation de l'article 20) soumission de la commission à un secret professionnel ; adopté (p. 1020) ; **article 34** : lourdeur des sanctions en cas de récidive ; interdictions professionnelles (p. 1022) ; **après l'article 34** : saisine de la juridiction pénale ; qualification des faits (p. 1026) ; son amendement n° 1575 (cas où une personne refuse de déférer à la mise en demeure prévue par le troisième alinéa de l'article 20) ; souhaite que la commission administrative n'ait pas de pouvoir de sanction (p. 1607) ; adopté ; indique que l'amendement n° 1607 de la commission des lois a été accepté par la commission des affaires culturelles (p. 1028) ; **article 36** : notion d'équipe rédactionnelle ; son amendement n° 1576 (insérant le mot « quotidiennes » après le mot « publications » dans cet article) : adopté (p. 1031) ; **article 37** : son amendement n° 1577 (de suppression) ; disposition figurant déjà dans la loi de finances pour 1982 modifiée par la loi de finances pour 1984 (p. 1032) ; adopté (p. 1033) ; **article 39** : son amendement n° 1578 (réparant une erreur matérielle) (p. 1035), adopté (p. 1036) ; **après le vote du titre** : dresse un bilan des travaux législatifs relatifs à ce texte ; indique que 144 heures de travaux de la commission y ont été consacrés dont 23 heures d'auditions ; examen de 2 598 amendements pendant les 166 heures de débat en séance publique ; performance inscrite au Livre des records ; plus longue durée des débats en séance publique ; nombre d'amendements examinés ; supérieur au chiffre annuel de l'ensemble des amendements étudiés par l'Assemblée entre 1959 et 1974 exception faite de l'année 1971 ; pratique de toutes les ressources de « l'anti-jeu » par les parlementaires de l'opposition ; conséquence des conditions de ce débat sur le fonctionnement de l'institution parlementaire ; mise en cause de l'attitude du Président de la République pendant la Résistance (p. 1041) ; entreprise de destabilisation menée par certains parlementaires de l'opposition, contenu du texte : notion d'équipe rédactionnelle ; pouvoirs et moyens d'investigation de la commission pour la transparence et l'indépendance de celle-ci : modernisation de l'ordonnance de 1944 ; position de M. Henri Amouroux ; phénomène de concentration de la presse ; principe de transparence ; refus de cumuls excessifs ; droits de l'Homme ; conditions d'exercice du pluralisme et garantie de la liberté (p. 1042).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : attitude du Sénat ; suppression de 19 articles par cette Assemblée ; garantie de l'exercice d'une liberté fondamentale ; statut de la presse ; suppression de la notion de contrôle par la Chambre haute ; principes inscrits dans la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; problème de la conformité du texte avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme ; rappelle que le Conseil constitutionnel a refusé de se prononcer sur la conformité des lois françaises avec les textes européens ; position d'un commissaire de la commission européenne ; réglementation des activités de presse sur le territoire des Etats membres de la Communauté [18 juin 1984] (p. 3429) ; notions de publication, de personne, d'entreprise de presse ou de contrôle ; substitution de la notion de contrôle par celle de possession de la majorité du capital par le Sénat ; hostilité du Sénat à toute transparence « remontante » ; projet visant à assurer une plus large information des lecteurs sur la situation de leur journal ; accentuation de la concentration ; équipe rédactionnelle ; critiques à l'encontre de l'article 13 du projet ; existence de plusieurs titres ne signifiant pas que ceux-ci aient un contenu différent ; cas de *l'Aurore* ; commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; composition de cette commission ; compétences de celle-ci (p. 3430) ; respect des obligations d'information à la charge des entreprises ; problème de la protection des sources des journalistes ; affaire concernant l'hebdomadaire *Paris-Match* ; mise en place d'une commission spécialisée « presse-police-justice » ; adjonction de sept articles par le Sénat ; régime économique de la presse ; réaménagement du régime des aides à la presse ; situation financière de la presse quotidienne ; pluralisme des sources d'information ; travaux de la commission ; indique que la majorité de la commission souhaite revenir aux dispositions du texte adopté en première lecture (p. 3431) ; déroulement des travaux de la commission des affaires culturelles ; nombre d'heures de débats ; existence d'un contre-projet ; renouvellement de la démarche de l'opposition [19 juin 1984] (p. 3471) ; temps passé pour l'examen du texte en première lecture ; ferments d'antiparlementarisme ; score de l'extrême-droite ; rejet de la motion de renvoi en commission ; droits de l'opposition (p. 3472).

Discussion des articles : **article 1er A** : son amendement n° 1 (de suppression) ; valeur constitutionnelle du principe de la liberté de la presse ; déclaration des droits de l'Homme ; principes généraux du droit ; rappel des objectifs du texte ; liberté d'entreprendre ; concentrations excessives (p. 3486) ; adopté (p. 3487) ; Rapporteur : **avant l'article 1er : (suite) : ses observations sur les rappels au règlement** de M. François d'Aubert et M. Alain Madelin : session extraordinaire ; projet de loi sur la presse ; indique que ces parlementaires « en employant la menace... ont tenu de véritables propos de nature putschiste » ; respect du suffrage universel ; droit de vote de l'opposition sur les projets présentés par le Gouvernement [2 juillet 1984] (p. 3954) ; **ses observations sur les rappels au règlement** de M. Jacques Baumel : indique qu'il a dit que MM. Alain Madelin et M. François d'Aubert ont « tenu de véritables propos de nature putschiste » ;

obstruction ; propos de M. Bernard Pons à Marseille ; comportements de nature putschiste (p. 3963) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : volonté d'obstruction (p. 3973) ; attitude de M. Bernard Pons ; déclaration représentant pratiquement « un véritable appel à l'insurrection » ; indique qu'il n'a pas dit que M. Alain Madelin était « putschiste » ; maintien des propos tels qu'ils sont rappelés à la page 13 du compte rendu analytique (p. 3974) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : compte rendu analytique n'ayant pas pour fonction de reproduire l'intégralité des propos tenus ; emploi de la menace ; « propos véritablement de nature putschiste » (p. 3981) ; **avant l'article 1er (suite)** : article 11 de la déclaration des droits de l'Homme ; loi de 1881 [3 juillet 1984] (p. 3987-3997) ; liberté de la presse ; déclaration des droits de l'Homme ; loi de 1881 (p. 3998) ; indique que M. Alain Madelin a qualifié l'ordonnance de 1944 d'« oripeaux de la Résistance » lors des travaux de la commission (p. 4002) ; évocation de la Résistance par celui-ci (p. 4003) ; rappelle que c'est la loi de 1881 qui a supprimé le régime de l'autorisation (p. 4010) ; loi de 1881 (p. 4013); **Avant l'article 1er (suite)** : liberté de la presse ; régime d'autorisation ; propos de M. Alain Madelin qualifiant l'ordonnance de 1944 d'« oripeau » [4 juillet 1984] (p. 4030) ; article 1er de la loi du 29 juillet 1881 (p. 4033) ; insuffisance du dispositif de la loi du 20 juillet 1977 ; mouvements de concentration ; empire de presse (p. 4036) contrôle des journaux par l'Etat ; initiative privée (p. 4038) ; absence de discrimination entre les quotidiens par l'agence Havas (p. 4040) ; caractère « hors sujet » des amendements présentés sur l'agence Havas (p. 4052) ; dénationalisation et privatisation des sociétés de télévision ; service public ; passage d'un monopole à un autre ; rôle de l'agence Havas dans la société française de communication (p. 4053) ; son amendement n° 2 (supprimant l'intitulé « Titre 1er A » : champ d'application de la présente loi) (p. 4063) ; adopté (p. 4064) ; **article 1er** : son amendement n° 3, à titre personnel, (publications d'information politique et générale) ; publications bénéficiant de la T.V.A. à taux réduit ; intervention de différents ministères pouvant faire bénéficier, par dérogation, la presse de certains avantages [5 juillet 1984] (p. 4073) ; définition établie par voie réglementaire ; champ d'application de la loi ; définition du mot « publication » (p. 4074) ; champ d'application des articles 7 et 8 de ce texte (p. 4076) ; loi du 19 juillet 1977 rôle de la commission de la concurrence (p. 4077) ; extension du champ de la loi ; « responsabilité » (p. 4079) ; définition de la presse idéologique ; définition des publications d'information générale et politique ne visant pas les informations sportives, religieuses, philosophiques ou confessionnelles (p. 4080) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Claude Labbé : rappelle que l'examen du texte a duré 166 heures en première lecture ; examen de 87 amendements en 32 heures de séance en deuxième lecture ; demandes de vérification du quorum (p. 4084).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : position du Sénat ; limitation de la concentration ; dispositions fiscales ; réglementation provisoire de la presse périodique dans les départements de l'Est de la France ; régime des aides économiques à la presse ; projet de loi de finances pour 1985 ; article 39 *bis* du code général des impôts ; problème de la protection des sources d'information [6 septembre 1984] (p. 4350) ; déclaration du Premier ministre : délai d'application de ce texte ; règles destinées à garantir le pluralisme de la presse ; absence d'urgence pour l'examen de ce texte ; extension du champ de la liberté de la presse ; ordonnance de 1944 (p. 4351) ;

Discussion des articles : **article 1er A** : son amendement n° 1, à titre personnel (suppression de cet article) ; principes à valeur constitutionnelle [7 septembre 1984] (p. 4364) ; adopté (p. 4365) ; **avant l'article 1er** : contenu de la liberté de la presse : liberté par rapport aux gouvernants, liberté pour le lecteur de pouvoir disposer de la pluralité des opinions ; ordonnance de 1944 (p. 4367-4368) ; radios privées ; haute autorité de l'audiovisuel (p. 4369) ; **Titre 1er A** : son amendement n° 2, à titre personnel (champ d'application du texte) : adopté (p. 4371) ; **article 1er** : son amendement n° 3, à titre personnel (publications d'information politique et générale) ; définition de ces publications (p. 4372) ; indique que le journal *l'Equipe* n'entre pas dans la catégorie visée par cet article (p. 4376) ; adopté (p. 4377) ; **article 2** : son amendement n° 4, à titre personnel (définissant les mots « personne », « entreprise » et « contrôle ») (p. 4382) ; dispositions de la loi de 1977 sur la limitation des concentrations (p. 4386) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 5, à titre personnel (interdiction de prête-nom) (p. 4389) ; notion de transparence ; notion de détention de la majorité du capital ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 6, à titre personnel (obligation de mise au nominatif des actions représentant le capital social d'une entreprise de presse) (p. 4390) ; obligation de mise au nominatif des actions ; transparence ; adopté ; son amendement n° 7, à titre personnel (obligation de mise au nominatif des titres des sociétés) : adopté ; son amendement n° 8 (obligation pour les détenteurs d'actions de mettre celles-ci sous forme nominative) : adopté (p. 4391) ; son amendement n° 9, à titre personnel (cession des actions) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 10, à titre personnel (possibilité pour les actionnaires des sociétés de consulter le compte des valeurs nominatives) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 11, à titre personnel (cas des cessions ayant pour effet d'assurer la détention d'au moins 20 p. 100 du capital social) (p. 4392) ; publication des modifications affectant la répartition du capital ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 12, à titre personnel (supprimant la référence à chaque numéro de la publication dans le 1er alinéa de cet article) ; connaissance de l'entreprise éditrice et de la publication ; information des lecteurs sur les comptes sociaux ; adopté ; son amendement n° 13, à titre personnel (informations devant être publiées dans chaque numéro de publication) : adopté ; son amendement n° 14, à titre personnel (information des lecteurs sur le tirage) : adopté ; son amendement n° 15, à titre personnel (information du tirage moyen au cours du mois de septembre de chaque année) (p. 4393) ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 16, à titre personnel (cas d'une personne détenant au moins 20 p. 100 du capital social de l'entreprise) (p. 4394) ; adopté ; son amendement n° 17, à titre personnel (liste des principaux actionnaires) : adopté ; son amendement n° 18, à titre personnel (procès-verbal des assemblées d'associés) ; information donnée à la commission ; adopté (p. 4395) ; son amendement n° 19, à titre personnel (cas des acquisitions ou cessions de parts) : adopté ; son amendement n° 20, à titre personnel (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 21, à titre personnel (cas d'une personne cédant un titre de publication, information de la commission) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 22, à titre personnel (cas de l'existence d'une clause de réciprocité s'appliquant dans le domaine de la presse) ; clause de réciprocité ; traités et conventions ; adopté (p. 4396).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la comumnication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose** à l'exception d'irrecevabilité de M. Alain Madelin : introduction de la publicité sur les radios locales ; décisions rendues par le Conseil constitutionnel [12 juin 1984] (p. 3237) ; liberté d'entreprendre et liberté de communication ; radios de service public ; ressources des radios locales de service public ; décision du Conseil constitutionnel de janvier 1981 indiquant que celui-ci n'a pas un pouvoir général d'appréciation et de décision ; article VIII de la déclaration des droits de l'Homme ; obligation imposée aux radios locales de concevoir leur propre programme d'information sur le plan local ; apport des agences de presse sonore ; exploitation d'un service local de communication audiovisuelle (p. 3238) ; rejet du recours des députés de l'opposition ; liberté des radios « inéluctable » en 1981, selon M. Alain Madelin ; impossibilité de faire respecter les principes du monopole d'Etat ; peine d'emprisonnement d'un mois à un an ; financement des radios locales par voie publicitaire ; organisation de l'installation de près de 1200 radios locales ; démantèlement du service public ; « métamorphose de la droite » ; stations périphériques privées (p. 3239) ; intégration des stations locales dans une stratégie nationale ; développement des réseaux d'information ; respect du pluralisme ; obligation faite à chaque station de diffuser au moins 80 p. 100 des programmes propres ; programmation uniforme ; radios décentralisées ; service public décentralisé ; cohabitation de plusieurs secteurs indépendants les uns des autres ; pôles locaux d'animation culturelle ; décentralisation (p. 3240).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert : travaux de la commission sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3473).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Attitude de l'opposition [10 septembre 1984] (p. 4407) ; liberté de la presse ; loi de 1935 ; notion d'équipe rédactionnelle ; liberté d'entreprendre ; loi anti-trusts ; ordonnance du 26 août 1944 (p. 4408) ; conférence de presse de Valéry Giscard d'Estaing du 21 novembre 1978 ; demande de M. Raymond Barre au Conseil économique et social pour entreprendre une étude sur

la gestion des entreprises de presse ; projet de loi élaboré par M. Jean-Philippe Lecat ; problème de la compatibilité du texte avec les normes européennes ; critique injustifiée à l'encontre du texte sur le plan politique ; délai d'application de la loi ; interdiction d'usage des prête-noms ; limitation des concentrations ; poursuites pénales intentées par M. Alain Peyrefitte contre des membres du quotidien *Le Monde* (p. 4409) ; pose de micros au *Canard enchaîné* ; attitude de M. Jacques Chirac vis-à-vis de M. Maurice Siégel ; autorisation des radios locales interdites avant 1981 ; accès aux ressources publicitaires pour celles-ci ; haute autorité de la communication audiovisuelle ; discussion du projet de loi en première lecture ; attitude de l'opposition consistant à paralyser l'action du Gouvernement ; projet contribuant à restaurer la concurrence et à assurer la transparence financière des entreprises de presse (p. 4410).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radiotélévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).

Discussion : s'oppose à la question préalable de M. François d'Aubert [11 octobre 1984] (p. 4637) ; notion de service local ; choix du critère ; critère matériel ; définition en nombre de prises consécutives d'un réseau ; causes du retard de la France en matière de politique de câblage ; industrialisation des fibres optiques ; développrement d'une industrie des programmes ; activités créatrices régionales ; garantie de l'exploitation des réseaux câblés ; nécessité d'engager des initiatives privées et de s'adapter au défi technologique (p. 4638).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* nécessité d'un ministère de la culture ; fermeture de la maison de la culture de Châlon-sur-Saône ; caractère décisif de la politique culturelle ; développement des industries culturelles [25 octobre 1984] (p. 5223) ; adaptation des individus et des collectivités locales au changement ; charge des grands projets et des grands équipements ; décentralisation (p. 5224).

QUILES (Paul)

Ministre de l'urbanisme et du logement
puis
Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'urbanisme et du logement : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi pour un **renouveau de l'aménagement (n° 2096)** [3 mai 1984].

Projet de loi relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée **(n° 2265)** [28 juin 1984].

Projet de loi relatif à la réglementation du **versement destiné au transport en commun (n° 2389)** [18 octobre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Paul Mercieca : plan de relance du logement : exposé des caractéristiques du programme de dix mille prêts locatifs aidés ; inégalités sociales résultant de l'existence d'un double système d'aide personnelle au logement [11 avril 1984] (p. 1455) ;

— M. François Grussenmeyer : délivrance des permis de construire : compétence des maires pour délivrer le permis de construire ; dotation générale de décentralisation en ce qui concerne l'étude des P.O.S. et les risques contentieux ; entrée en vigueur de la décentralisation dans les délais annoncés [2 mai 1984] (p. 2024) ;

— Mme Muguette Jacquaint : saisies et expulsions : difficulté de mise en place de dispositifs locaux d'aide aux familles en difficulté ; amélioration des fonds d'aide ; rénovation en cours du code de procédure civile [23 mai 1984] (p. 2586) ;

— M. Alain Billon : centres d'information pour le logement : enquêtes publiques ; fonctionnement, rôle et création des associations départementales pour l'information sur le logement (A.D.I.L.) ; association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne (A.I.L.A.P.) ; aide de la ville de Paris [27 juin 1984] (p. 3745) ;

— M. Antoine Gissinger : réaffectation de crédits du fonds spécial de grands travaux : maintien du crédit de 75 millions de francs du fonds spécial de grands travaux [28 novembre 1984] (p. 6737-6738) ;

— M. Jean-Pierre Destrade : contenu de la **réforme du permis moto ;** simplification administrative ; progressivité d'accès à la conduite des machines en fonction de l'âge du conducteur ; modification de l'épreuve pratique hors circulation ; limitation des puissances ; nombre de morts en moto par an [5 décembre 1984] (p. 6694) ;

orales sans débat de :

— M. Pierre Bachelet (n° 563) : situation désastreuse du bâtiment et des travaux publics : diminution du nombre des mises en chantier depuis 1975 ; rappel des mesures prises par le Gouvernement ; baisses de taux d'intérêt accordées par les établissements bancaires [6 avril 1984] (p. 1219) ; introduction des techniques nouvelles ; cas de la région Provence-Côte d'Azur ; montant des P.A.P. et des Palulos ; contrat de plan entre l'Etat et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 1220) ;

— M. Michel Barnier (n° 564) : financement des collectivités locales : mise en place d'un fonds de roulement par les Conseils généraux ; accélération des versements au titre du compte d'avance sur impositions locales directes [6 avril 1984] (p. 1221) ; équilibre des relations de trésorerie entre l'Etat et les collectivités locales ; rejet par le Gouvernement de l'affectation, d'une partie des ressources provenant des Codevi, au financement des investissements productifs des collectivités locales (p. 1222) ;

— M. Emile Koehl (n° 580) : secteur du bâtiment en Alsace : présentation de l'activité du secteur du bâtiment en Alsace ; renversement de la tendance au désengagement de l'Etat dans ce secteur ; plan d'action du Gouvernement [13 avril 1984] (p. 1561) ;

— M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 561) : stationnement aux abords du musée du XIXe siècle : rappel des options retenues en matière de circulation dans ce secteur ; perspectives d'aménagement général des Tuileries et du « Grand Louvre » [13 avril 1984] (p. 1562).

INTERVENTIONS

— Projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382)

Première lecture, discussion générale : prêt à l'accession à la propriété ; régime de la T.V.A. ; droit de jouissance personnelle ; contrats location-accession ; quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux ; annulations de crédits [11 mai 1984] (p. 2268) ; montant des fonds prévus dans le cadre de cette quatrième tranche ; mesures à venir en faveur des jeunes (p. 2269).

Discussion des articles : **article 1er :** arguments en faveur de l'expression originelle « de location-accession » (p. 2270) ; **article 14 A :** droit au maintien dans les lieux (p. 2272) ; **article 14 *bis* B :** droit pour le vendeur d'être dédommagé en cas de non transfert de propriété (p. 2273) ; **article 17 :** organismes H.L.M. ; **article 20 :** faculté accordée au nouveau propriétaire d'offrir le privilège pour garantir le remboursement (p. 2274) ; **article 24 :** étude d'une possibilité d'obtention d'un transfert des prêts aidés au profit de l'accédant remplissant les conditions d'obtention de ces prêts lors de la signature du contrat (p. 2275) ; **article 27 *bis* :** transfert de propriété ; **article 29 *bis* :** son amendement n° 45 (réévaluation de prix) ; modification de l'économie du contrat ; augmentation du prix supporté par l'accédant ; adopté (p. 2276) ; **après l'article 39 :** coopératives de construction (p. 2278) ; **article 42 :** partici-

pation des acquéreurs à la gestion des immeubles H.L.M. (p. 2279).

Commission mixte paritaire, discussion générale : concertation autour du texte [26 juin 1984] (p. 3716) ; problème de la rédaction de l'article 24 ; situation de l'accédant au moment de la levée de l'option ; jeunes ménages ; location-accession (p. 3717).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Première lecture, discussion générale : remplacement des index pondérés départementaux par l'index BT 01 ; engagement de son prédécesseur de déposer un texte ; clause d'indexation ; indice du coût de la construction [11 mai 1984] (p. 2282) ; index choisi : BT 01 ; formules offertes aux contractants ; révision ; abattement ; choix de l'abattement se justifiant par l'existence de frais fixes (p. 2283).

Discussion des articles : **article 1er** : majoration du prix (p. 2285) ; information de l'accédant (p. 2286).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096)

Première lecture, discussion générale : transfert de la planification urbaine et des autorisations de construire ; logique de la décentralisation ; autorisation d'utiliser le sol ; instruments de l'aménagement ; décentralisation ; développement des responsabilités locales ; politiques urbaines ; exode agricole ; définition d'un programme normalisé *à priori* [21 juin 1984] (p. 3564) ; Z.A.C. ; urbanisation plus diffuse dans les zones sensibles ; réhabilitations ; projet cherchant à définir l'aménagement par des objectifs indépendants des procédures ; études préalables ; modalités de réalisation ; initiatives locales ; rôle de la commune ; amélioration des garanties offertes aux citoyens ; droits des propriétaires ou des occupants ; évaluation des biens ; objectif d'assouplissement des procédures (p. 3565) ; droits de préemption ; protection des espaces naturels ; élargissement et diversification de l'offre foncière ; création des associations foncières urbaines ; instauration d'un régime de participation financière des constructeurs à la réalisation des établissements publics ; cohabitation de régimes différents ; politique urbaine ; rôle de l'Etat (p. 3566) ; **ses observations** sur l'exception d'irrecevabilité de M. Robert Galley : chartes intercommunales de développement donnant aux communes le moyen de planifier leur développement économique ; article L. 302 sur le débat public ; responsabilités de la commune ; attribution des logements H.L.M. ; loi sur la décentralisation n'étant pas applicable aux sociétés anonymes d'H.L.M. ; fixation d'un cadre pour l'affectation des aides de l'Etat (p. 3570) ; mécanisme du droit de préemption ; rôle des collectivités territoriales ; extension du droit de préemption ; garanties offertes au propriétaire dont les biens peuvent être préemptés ; objet du droit de préemption ; position de M. Robert Galley à ce sujet lorsqu'il était ministre de l'équipement, notamment ses déclarations au cours du débat d'octobre 1975 ; indique que l'exception d'irrecevabilité de ce dernier doit être repoussée (p. 3571) ; décentralisation ; rôle du Gouvernement de gauche (p. 3572) ; concertation préalable aux opérations d'aménagement ; droit de préemption ; conditions d'exonération de la taxe locale d'équipement pour les H.L.M. ; versement pour dépassement du plafond légal de densité (P.L.D.) ; obligation de concertation ; Codevi (p. 3588) ; déclaration d'utilité publique ; droits des communes ; spécificité des communautés urbaines en tant qu'établissement public ; protection des occupants ; compétences des H.L.M. ; politique d'attribution des logements H.L.M. ; création du comité interministériel pour les villes (p. 3589) ; règlement départemental ; solidarité nationale ; friches industrielles ; déclin des zones rurales ; rôle des chambres d'agriculture ; loi sur la montagne ; droit local applicable en Alsace-Lorraine ; redevance d'équipement ; réforme de la fiscalité locale ; taxe de riveraineté en Alsace-Lorraine ; taxe pouvant se cumuler avec la taxe locale d'équipement (T.L.E.) (p. 3590) ; système de consultation à propos du droit local (p. 3591).

Discussion des articles : **article 1er** — *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 193 à l'amendement n° 2 de la commission (politique locale de l'habitat) ; notion de politique locale de l'habitat ; difficulté de limiter l'objet de l'aménagement ; adopté (p. 3593) ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 220 à l'amendement n° 136 de la commission des lois (concertation) ; son sous-amendement n° 221 à l'amendement n° 136 de la commission des lois (création d'une Z.A.C.) ; examen des résultats de la concertation par le conseil municipal (p. 3594) ; sous-amendement n° 220 : adopté ; débat préalable à la création d'une Z.A.C. ; rectifie son sous-amendement n° 221 ; sous-amendement n° 221 : adopté après rectification (p. 3595) ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* problème de l'affichage des demandes de permis, destiné à informer la population ; publicité des demandes d'autorisation ; implantation d'activités économiques et industrielles (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* loi du 7 janvier 1983 (p. 3597) ; possibilité pour les sociétés d'économie mixte d'être concessionnaires d'une opération d'aménagement (p. 3598) ; **article 14** : présente à l'Assemblée ses excuses pour son absence due au congrès de la fédération nationale des promoteurs constructeurs ; organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [22 juin 1984] (p. 3636) ; initiatives pouvant revenir au département, à la chambre de commerce ou à un établissement public d'aménagement ; décentralisation ; décision remise aux communes dotées d'un P.O.S. ; concertation avant la création des Z.A.C. (p. 3637) ; compétence en matière de création des Z.A.C. (p. 3638) ; **article 5 précédemment réservé** : droit de préemption dans les Z.I.F. ; définition de l'aménagement ; objectifs de celui-ci ; risque de limiter le droit de préemption (p. 3641) ; droit de préemption (p. 3642) ; **article 6 précédemment réservé** : *article L. 211-3 du code de l'urbanisme :* référence au décret en Conseil d'Etat dans cet article du code (p. 3647) ; *article L. 211-5 du code de l'urbanisme :* Z.I.F. ; rôle des collectivités et des propriétaires ; négociations possibles (p. 3648) ; propriétaires d'un bien préempté ; *article L. 211-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 280 (publicité ou approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur) ; droit de préemption dans les secteurs sauvegardés ; adopté (p. 3649) ; **article 7, précédemment réservé** — *article L. 212-3 du code de l'urbanisme :* création de la Z.A.D. en cas d'avis défavorable de la commune concernée ; communes non dotées d'un P.O.S. (p. 3650) ; **article 8, précédemment réservé** — *article L. 213-5 du code de l'urbanisme :* disposition applicable pour les Z.I.F. et les Z.A.D. ; exercice du droit de préemption (p. 3654) ; *article L. 213-6 du code de l'urbanisme :* possibilité de réécrire cet article ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* droit de préemption (p. 3655) ; cas où la loi permet au propriétaire de vendre librement son bien si la commune a renoncé à la préemption de celui-ci ; fixation du prix par le juge ; délai de cinq ans (p. 3656) ; **article 8 précédemment réservé** — *article L. 213-11 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 30 de la commission (cas des sociétés d'économie mixte) ; sociétés d'économie mixte et sociétés d'H.L.M. ; aodpté (p. 3663) ; **article 16** — *article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* équipements d'un immeuble ; droit de relogement (p. 3667) ; *article L. 314-2 du code de l'urbanisme :* obligation de relogement (p. 3668) ; conditions d'habitabilité ; droit de priorité conféré au commerçant (p. 3669) ; *article L. 314-6 du code de l'urbanisme :* zones de préemption (p. 3671) ; **article 20** : son amendement n° 267 (logements financés au moyen de prêts) : taxe locale d'équipement ; adopté (p. 3674) ; réévaluation annuelle de la valeur de l'assiette de la taxe locale d'équipement ; péréquation (p. 3675) ; **article 21** — *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* participation des constructeurs ; éclairage public (p. 3677) ; **après l'article 23** : ressources collectées par les Codevi (p. 3679) ; communes obtenant des prêts à 10 p. 100 ; acquisitions foncières (p. 3680) ; **article 24** : arrêt de la Cour de cassation en date du 17 janvier 1984 reconnaissant la recevabilité d'une action en dommages et intérêts d'une commune (p. 3681) ; **article 26** : organismes d'H.L.M. ; associations de tourisme ; gestion des opérations d'urbanisme ; sociétés coopératives de construction d'H.L.M. (p. 3684) ; **article 27** — *article L. 441-1 du code de la construction :* lutte en faveur de l'équilibre social des quartiers (p. 3687) ; conventions de réservation ; vocation sociale des financements d'Etat (p. 3688) ; *après l'article L. 441-1 du code de la construction :* caractère facultatif des programmes locaux de l'habitat ; rôle du représentant de l'Etat dans ce cadre ; *article L. 442-2 du code de la construction :* absence de volonté du Gouvernement de rétablir la tutelle sur les organismes d'H.L.M. (p. 3689) ; objectifs de solidarité ; réservations au profit des collectivités locales ; pouvoir de l'Etat ; responsabilité des conseils d'administration ; caractère exceptionnel de la procédure de substitution ; possibilité pour le préfet de constituer une commission de contrôle d'attribution des logements ; son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 94 de la commission (personne chargée de prononcer les attributions de logements) ; droit de substitution du délégué spécial ; décision finale n'appartenant pas aux élus ; manquements graves et répétés aux règles d'attribution (p. 3690) ; adopté ; **après l'article 27** : son amendement n° 99 (possibilité de louer des logements) ;

sous-locataires ; logements appartenant aux organismes aidés ; mesures proposées par le Gouvernement pour faciliter le logement des jeunes ; centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.) ; aide personnalisée au logement ; allocation de logement ; adopté (p. 3691) ; **article 31** : son amendement n° 278 (affectation à titre gratuit d'immeubles dépendants du domaine privé de l'Etat) ; loi de 1975 ; adopté (p. 3692).

Ses observations après les explications de vote : regrette l'absence d'unanimité sur ce texte ; concertation (p. 3695) ; texte de simplification ; caractère politique de ce texte (p. 3696).

Deuxième lecture, discussion générale : objectifs de ce texte ; définition de l'aménagement ; forme des instruments fonciers ; qualification des terrains à bâtir ; champ d'application géographique du droit de préemption urbain ; protection des espaces naturels ; morcellement de ceux-ci ; possibilité de création de zones de protection à l'initiative des communes ; plafond légal de densité ; modification de ce plafond ; possibilité d'ouvrir la faculté de modification à toutes les communes [14 décembre 1984] (p. 6980) ; projet de création d'un mécanisme de redevances d'équipement ; rôle du commissaire de la République pour la modification des schémas ; compétences des organismes H.L.M. ; sanction des manquements graves des principes de solidarité par les organismes H.L.M. (p. 6981).

Discussion des articles : **article 1er** : *article L. 301 du code de l'urbanisme :* politique locale de l'habitat ; loi d'orientation des transports intérieurs (p. 6983) ; *article L. 302 du code de l'urbanisme :* définition des modalités de la concertation ; plans d'occupation des sols (p. 6984) ; **article 6** : son amendement n° 105 (institution d'un droit de préemption urbain) ; institution de plein droit de ce droit sur l'étendue des zones urbaines de toutes les communes et dans les communes de plus de 10 000 habitants sur les zones d'urbanisation futures ; devenu sans objet (p. 6988) ; **article 8** : *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* vente de biens de mineurs ou d'incapables majeurs (p. 6990) ; **article 11** : *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* compétences du département pour la mise en œuvre de la politique de protection des espaces naturels (p. 6993) ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 32 de la commission (cas des D.O.M.) ; taxe des espaces naturels ; exonération ; logements sociaux visés en métropole ; adopté (p. 6994) ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* hostilité du Gouvernement à une substitution automatique de l'autorité de l'agence des espaces verts à celle du département (p. 6995) ; *article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* rectifie l'amendement n° 43 de la commission ; **après l'article 11** : son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 45 de la commission (milieux agricoles) ; son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 45 de la commission (maintien des équilibres biologiques) ; morcellements fonciers (p. 6996) ; possibilité de s'opposer à un morcellement ; adoptés (p. 6997) ; **article 19** : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 52 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) ; situation des directeurs d'associations foncières urbaines ; adopté ; **article 20** : son sous-amendement n° 109 à l'amendement n° 53 de la commission (locaux à usage d'habitation principale à caractère social) (p. 6999) ; dispositions spécifiques pour les D.O.M. ; adopté ; son amendement n° 110 (cas des constructions edifiées dans les secteurs où certaines dépenses de réalisation d'équipement public sont à la charge des constructeurs) ; constructions exclues de plein droit du champ d'application de la taxe locale d'équipement ; adopté ; son amendement n° 111 (d'harmonisation) : adopté (p. 7000) ; **article 21** : *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* institution d'un régime de participation ; taxe locale d'équipement (p. 7002) ; **article 23** : problème de l'augmentation du P.L.D. ; modification des plafonds légaux de densité ; son amendement n° 112 (limite légale de densité) ; possibilité de modifier cette limite ; autorités compétentes pour ces modifications ; construction dans les centres urbains ; adopté (p. 7003) ; **article 24** : schémas directeurs (p. 7004) ; son amendement n° 113 (élaboration et modification des schémas directeurs) ; modification des schémas approuvée avant le 1er octobre 1983 ; réalisation d'investissements ; modification du schéma directeur (p. 7005) ; adopté ; son amendement n° 114 (acte déclaratif d'utilité publique) ; travaux routiers et ferroviaires d'importance ; adopté ; droit de préemption dans les Z.A.D. ; son amendement n° 115 (d'harmonisation) ; référence à divers articles du code de l'urbanisme modifiés en 1983 (p. 7006) ; adopté ; **après l'article 24** : plaques commémoratives ; organisation d'un règlementation des commissions d'installation et de maintien de ces plaques relevant du code du communes (p. 7007) ; **article 25** : communautés urbaines ; délégation du droit de préemption ; son amendement n° 116 (programme d'aménagement d'ensemble et détermination de secteurs d'aménagement) ; organisation administrative de Paris-Marseille et Lyon ; communautés urbaines ; adopté ; son amendement n° 117 (produit des participations aux dépenses d'équipements publics) (p. 7008) ; participation des constructeurs aux équipements publics ; adopté (p. 7009) ; **article 27** : *article L. 441-1 du code de la construction :* logements des catégories défavorisées ; équilibre social des quartiers (p. 7010) ; délais d'attribution des logements ; son amendement n° 118 (cas où les conventions de réservation ne respectent pas les limites prévues) ; offices d'H.L.M. ; conventions de réservations passées par l'ensemble des organismes ; adopté ; attribution prioritaire de logements d'H.L.M. à des mal logés (p. 7011) ; limites actuellement imposées aux collectivités locales par la règlementation sur les attributions lorsqu'elles accordent leur garantie financière aux organismes H.L.M. ; attribution des logements par ces organismes ; élargissement des possibilités de réservation de la commune (p. 7012) ; *article L. 441-2 du code de la construction :* accueil des mal logés ; **article 33** : amendement n° 125 (cas des établissements publics et des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'opérations d'aménagement) ; références des articles du code de l'urbanisme ; devenu sans objet (p. 7013) ; **article 35** : conditions d'utilisation des anciennes zones fortifiées ; textes anciens ; ceinture verte de Paris ; rénovation des textes intéressant la ville de Paris ; cas de la ville de Lille ; son amendement n° 124 (devenu sans objet) (p. 7014).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* contexte budgétaire et crédits du budget de l'urbanisme ; prêts aidés pour l'accession à la propriété ; logement social ; prêts conventionnés ; régime de la location-accession ; recul du nombre de logements commencés au début de l'année ; redressement progressif du nombre des mises en chantier ; soutien au secteur du bâtiment-travaux publics ; dotations globales pour l'urbanisme et le logement [30 octobre 1984] (p. 5389) ; priorités de la politique en matière d'habitat et d'urbanisme ; modernisation et préparation de l'avenir ; programme « génie civil » ; modernisation des entreprises ; contrat de plan Etat-régions ; action d'aides aux entreprises ; développement de l'informatique et de la bureautique dans l'administration ; titularisation des personnels administratifs ; amélioration de la vie quotidienne et service rendu aux usagers ; unités pédagogiques d'architecture ; présence de l'architecture dans le cadre de vie (p. 5390) ; modes de création architecturale ; réforme de la loi de 1977 sur l'architecture ; lutte contre des situations sociales inacceptables ; crédits de résorption de l'habitat insalubre, création d'aires de stationnement pour les gens du voyage ; dispositif d'aide aux familles ; fin des transferts de crédits pour alimenter la D.G.E. en 1985 ; missions de l'Etat ; fonds social et urbain ; programmes d'aménagement conduits par les collectivités locales ; loi sur le renouveau de l'aménagement ; financement des équipements de logements H.L.M. ; maîtrise de la dépense des ménages en matière de logement ; soutien de l'activité économique ; prêts aidés et prêts conventionnés (p. 5391) ; prêts d'accession à la propriété ; effort de l'Etat en faveur des D.O.M. ; réhabilitation des logements locatifs sociaux prévus par le 9e Plan ; diminution du taux des prêts complémentaires aux Palulos (p. 5392) ; concours d'architecture de la cité de la musique de la Villette ; zones d'aménagement concerté ; zones minières ; documents d'urbanisme ; amélioration de l'habitat ; rôle du fonds social urbain ; taux des prêts logements ; financement de 70 000 P.L.A. en 1985 ; blocage des loyers (p. 5407, 5408) ; problème du désengagement de l'Etat ; construction de logements sociaux ; secteur locatif ; problème des aides personnelles ; objectifs retenus pour le 9e Plan ; montant des aides à la personne ; efficacité sociale des aides ; aide personnelle ; réforme de la loi de 1977 ; taux de construction ; réduction des aides à la pierre ; problème du niveau et du blocage des loyers ; taux d'inflation (p. 5409) ; épargnes immobilière et financière ; taux d'intérêt ; situation des accédants à la propriété ; lien existant entre les financements et les mises en chantier ; prévision d'une amélioration de la commercialisation pour le second semestre 1984 (p. 5410-5411).

Répond à la question de :

— *M. Germain Gengenwin :* dotations régionalisées en P.L.A. attribuées à la région Alsace ; augmentation de la dotation régionale (p. 5411) ;

— *M. Jean Briane :* risque d'insolvabilité des ménages devant l'accession à la propriété (p. 5411) ; taux des prêts ;

taux d'inflation ; rachat des logements que les propriétaires titulaires d'un P.A.P. doivent vendre (p. 5412) ;

— *Mme Adrienne Horvath :* agents de travaux ; budgétisation des centres techniques et de l'équipement ; services extérieurs de l'équipement (p. 5412) ;

— *Mme Adrienne Horvath :* système du « 0,9 p. 100 logement » ; apparition de nouveaux besoins ; amélioration des logements H.L.M. ; décentralisation des décisions ; nécessité d'une cohérence régionale (p. 5413) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* difficultés rencontrées par certains organismes d'H.L.M. ; caisses de crédits H.L.M. ; conditions dans lesquelles celles-ci accordent des prêts ; prêts du fonds de garantie de la caisse de prêts aux H.L.M. ; procédure de conventionnement (p. 5413) ;

— *M. Pierre Weisenhorn :* logement social ; augmentation des crédits P.L.A. ; situation en Alsace (p. 5414) ;

— *M. Roland Bernard :* actions en faveur des banlieues ; mission « banlieues 89 » ; label « Habitat 88 » (p. 5414) ;

— *M. Robert Chapuis :* fonds social urbain ; comité interministériel pour les villes ; prêt locatif aidé en milieu rural (p. 5415) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* travaux domestiques faits en matière de sécurité ; financement des grosses réparations ; fiscalisation des travaux de sécurité (p. 5415) ;

— *M. Jean-François Hory :* enveloppe budgétaire affectée au logement à Mayotte ; cyclone « Kamisy » ; dotations budgétaires affectées au financement du logement pour l'ensemble de l'outre-mer (p. 5415) ; diminution des autorisations de programme pour les logements en métropole ; enveloppe globale du logement outre-mer (p. 5416) ;

— *M. Paul Chomat :* office municipal d'H.L.M. de Saint-Etienne ; vacances de logements pour la cité Montchovet (p. 5416) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* suspension des expulsions pour les locataires de bonne foi ; difficultés des organismes de logement social ; répartition des logements vacants par les préfets (p. 5417) ;

— *M. André Soury :* modernisation de l'habitat en milieu rural ; opérations programmées d'amélioration de cet habitat ; résidences de personnes âgées (p. 5417) ; aides à l'installation dans les exploitations de jeunes agriculteurs et relogement des agriculteurs âgés (p. 5418) ;

— *M. André Duroméa :* diminution du taux des prêts d'accession à la propriété ; taux des prêts complémentaires aux P.A.P. (p. 5418) ;

— *M. Paul Chomat :* répercussion des travaux d'amélioration sur la situation des propriétaires occupants ; incidences fiscales de certains travaux (p. 5418) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* Guadeloupe ; problème de la S.O.D.E.G. ; société coopérative d'H.L.M. de Pointe-à-Pitre (p. 5419) ;

— *M. André Duroméa :* diminution de l'activité du bâtiment et des travaux publics en France depuis 1974 ; perte globale d'emplois ; politique d'exportation menée par les entreprises de ce secteur (p. 5419).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** situation des bâtiments de son ministère ; déménagement à la Défense (p. 5420) ; **Etat C, titre V :**Carrefour international de la communication (p. 5421) ; **titre VI :** création du fonds de concours et rattachement budgétaire de celui-ci ; indique à M. Gilbert Gantier que les renseignements qu'il souhaite avoir au sujet de l'article 65-41 se trouvent dans le Bleu budgétaire ; fonds spécial de grands travaux ; objectifs de celui-ci (p. 5422) ; résorption de l'habitat insalubre ; fonds social urbain ; institut géographique national (p. 5423) ; **après l'article 89 :** existence d'un fascicule jaune relatif aux emplois du fonds spécial de grands travaux (p. 5424).

II — **Transports et budget annexe de la navigation aérienne.** *Discussion générale :* dotations globales ; développement de la recherche en matière de transports ; fusion de l'institut de recherche des transports et de l'organisme national de sécurité routière au sein d'un futur établissement public à caractère scientifique et technique ; construction aéronautique ; contrat de plan avec la S.N.C.F. ; fonds spécial de grands travaux ; R.A.T.P. ; amélioration de la vie quotidienne et du service rendu aux usagers en matière routière ; sécurité routière ; rôle des collectivités locales ; équipements et exploitation de la route ; alcoolémie au volant (p. 5433) ; nouveaux systèmes de transports ; programme d'entretien et de modernisation du réseau routier national ; contrats de Plan ; plan Massif Central ; programme autoroutier ; amélioration des liaisons avec la Bretagne et les Pays-de-Loire (p. 5434) ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; problème du financement de certains équipements par une augmentation du budget ; engagements pris par l'Etat (p. 5445).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 62 : objectifs de la politique du logement ; financements mis à la disposition des organismes H.L.M. ; régime fiscal de l'immobilier ; caractère prioritaire du logement locatif ; nécessité de trouver une mesure d'incitation à l'épargne privée ; augmentation du volume des travaux d'amélioration à effectuer dans les logements existants ; ouverture d'une option au bénéfice des ménages [15 novembre 1984] (p. 6121) ; nombre des contribuables susceptibles de bénéficier de ces dispositions (p. 6122) ; problème des logements construits entre 1964 et 1975 ; nécessité de travaux de grosses réparations dans les immeubles de moins de 20 ans ; (p. 6123) ; possibilité de cumuler l'incitation fiscale avec la prime à l'amélioration de l'habitat ; gestion de ces primes ; effondrement du secteur du bâtiment ; comparaison avec les pays étrangers ; raisons de l'absence de confiance dans l'immobilier ; montant des primes à l'amélioration du logement, à l'utilisation locative et à l'occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) (p. 6124) ; caractère incitatif du taux de 25 p. 100 (p. 6125) ; **article 63 :** débat sur la loi Quilliot (p. 6128) ; utilité de cette loi ; origine des difficultés rencontrées par les parisiens dans le domaine du logement ; nombre de logements H.L.M. construits en 1984 ; absence de recul budgétaire ; augmentation des crédits au logement social ; disparition des logements privés locatifs ; mesures de soutien à l'activité des entreprises du bâtiment ; conséquences de la suppression de l'article 63 (p. 6129) ; date d'entrée en vigueur du dispositif (p. 6130) ; conséquence de la nouvelle rédaction proposée par la commission des finances ; application de la réduction d'impôts aux logements inachevés en septembre 1984 ; **après l'article 63 :**volonté de M. Gilbert Gantier de supprimer tous les crédits de l'I.G.N. (p. 6131) ; ses explications sur les glissements de crédits concernant le satellite S.P.O.T. (p. 6132).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : ouvrages de bâtiments et d'infrastructure ; aspirations des usagers ; définition et mise en œuvre des principes d'aménagement ; réforme en préparation de la loi sur l'architecture ; réflexions sur la qualité des ouvrages publics ; spécificité de la fonction de maîtrise d'ouvrage ; définition et rôle du maître d'ouvrage ; établissement du programme ; délégation de maîtrise d'ouvrage ; rôle des collectivités ou des organismes divers [12 décembre 1984] (p. 6868-6869) ; attributions pouvant être données au mandataire ; responsabilité du maître d'ouvrage ; définition du maître d'œuvre ; responsabilité de celui-ci ; projet ne concernant que la maîtrise d'œuvre privée ; réforme à venir de la loi sur l'architecture ; définition d'une mission « de base » ; négociations ; recherche d'accords ; mission de base ; réforme à venir du code des marchés publics ; meilleure formation des hommes (p. 6870-6871) ; petites entreprises ; critiques adressées à ce texte ; activités de construction (p. 6881) ; loi de 1977 ; mesures de justice sociale prises depuis 1981 ; indique que le projet de loi permet l'association de personnes publiques ou privées aux opérations envisagées ; problème de l'exclusion des ouvrages industriels et du champ d'application de celui-ci ; propositions du rapport Millier ; définition d'une mission de conception complète pour le bâtiment comprenant notamment l'avant-projet ; problème de l'interdiction de toute délégation de maîtrise d'ouvrage ; dispositions du texte inspirées du rapport Millier (p. 6882) ; coordination entre les architectes et les entrepreneurs ; participation des usagers à la concertation ; enquêtes publiques ; réforme à venir de la loi de 1977 sur l'architecture ; bruit selon lequel la direction de l'architecture serait supprimée ; indique que selon lui une réorganisation éventuelle des départements ministériels renforcerait les responsabilités de cette direction ; politique de l'architecture ; formation des architectes ; intervention de l'architecte pour la conception du projet ; caractère obligatoire de celle-ci (p. 6883).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 55 (champ d'application de ce texte) ; établissements publics régionaux ; cas des lycées ; adopté ; entreprises du secteur concurrentiel (p. 6884) ; **article 2 :** son amendement n° 56 (rôle du maître d'ouvrage) ; programme et enveloppe financière

prévisionnels (p. 6885) ; équipements scolaires ; nécessité de trouver un dispositif assurant une publicité des programmes pour certaines catégories d'ouvrages ; son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant la référence à la publicité dans cet amendement) : adopté ; son amendement n° 56 : devenu sans objet (p. 6887) ; **article 3** : son sous-amendement n° 144 à l'amendement n° 8 de la commission (substituant aux mots « des maîtres d'œuvre » les mots « du maître d'œuvre » dans cet amendement) ; son sous-amendement n° 145 (faisant référence aux contrats de maîtrise d'œuvre dans cet amendement) (p. 6888) ; son sous-amendement n° 146 (mettant le mot « contrat » au singulier dans cet amendement) ; lien entre la signature du contrat de maîtrise d'œuvre et le choix du maître d'œuvre) ; adoptés (p. 6889) ; son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 9 de la commission (mettant le mot « entrepreneur » au singulier dans cet amendement) ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 9 de la commission (faisant référence aux contrats de travaux) ; son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 9 de la commission (substituant au mot « ou des contrats » le mot « contrat » au singulier) : adoptés (p. 6890) ; son sous-amendement n° 59 à l'amendement n° 12 de la commission (indiquant que le mandataire représente le maître de l'ouvrage) (p. 6891) ; mission du mandataire ; représentation en justice ; rectifie ce sous-amendement ; adopté après rectification (p. 6892) ; **article 4** : (prise en compte des participations financières détenues par des personnes morales (p. 6893) ; son sous-amendement n° 60 définissant les personnes visées dans cet article) ; sociétés d'aménagement régionales, établissements publics d'aménagement ; réalisation d'ouvrages complémentaire à une opération d'aménagement ; corrige cet amendement ; adopté après correction ; son amendement n° 61 (règles de passation des contrats) ; spécificité du mandataire ; adopté (p. 6894) ; **article 5** : clauses que doit comporter la convention régissant les rapports entre le maître d'ouvrage et son mandataire (p. 6895) ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 21 de la commission (choix du maître d'œuvre) ; son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 21 de la commission (choix de l'entrepreneur) : devenus sans objet (p. 6896) ; **article 6** : rapport Millier ; conduite d'opération (p. 6897) ; **article 7** : son amendement n° 64 (possibilité pour le maître de l'ouvrage de confier à une personne de droit privé la mission de maîtrise d'œuvre) ; notion de « professionnel » ; définition du programme réalisé par le maître d'ouvrage ; lien de ce programme avec la mission de maîtrise (p. 6898) ; adopté après modification (p. 6899) ; son amendement n° 65 (faisant référence aux études d'avant-projet et aux études de projet dans cet article) : adopté ; son amendement n° 66 (rédactionnel) : adopté (p. 6900) ; son amendement n° 67 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 68 (direction et exécution du contrat des travaux et ordonnancement et coordination du chantier) ; distinctions des éléments de la mission (p. 6901) ; adopté ; son amendement n° 69 (possibilité pour le maître d'ouvrage de confier certains éléments au maître d'œuvre (p. 6902) ; besoin pour le maître d'ouvrage de s'assurer du respect des études du maître d'œuvre (p. 6903) ; adopté (p. 6904) ; **article 9** : composition des collèges déterminée par décret en Conseil d'Etat [14 décembre 1984] (p. 6950) ; négociation entre les partenaires de l'acte de construire ; consultation des maîtres d'œuvre ; barèmes (p. 6951) ; rappelle qu'il convient d'écrire certains termes au singulier et non au pluriel ; négociations (p. 6952) ; **article 11** : fixation de la liste des organisations prévues par cet article par un décret en Conseil d'Etat ; lien entre la représentativité des organisations concernées et le nombre des adhérents (p. 6955) ; **article 12** : caractère particulier des différentes catégories d'ouvrages ; mission exécutée par le maître d'œuvre (p. 6956) ; **article 17** : son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 41 de la commission (possibilité de concéder la mission prévue par cet article à une seule personne de droit privé pour les ouvrages d'infrastructure) (p. 6958) ; ouvrages d'infrastructure ; spécificité technique particulière ; notion de spécificité technique exceptionnelle ; adopté ; **article 18** : son amendement n° 151 (indiquant que les dispositions de ce texte ne sont pas applicables aux ouvrages d'infrastructure réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement) ; aménagement urbain ; maîtrise d'ouvrage public ; ouvrage d'infrastructure ; possibilité pour le concessionnaire d'aménagement d'avoir la propriété des ouvrages (p. 6959) ; adopté.

Ses observations après les explications de vote : caractère « politique » de ce texte ; maître d'œuvre ; conduite d'opérations ; nature différente entre la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre ; négociations entre partenaires de l'acte de construire ; impératifs de qualité, notamment architecturale et de performance économique (p. 6961).

Fait une mise au point au nom du Gouvernement : rappelle que M. Jacques Toubon a prétendu que M. Georges Lemoine avait traité M. dick Ukeiwé de « nazi » ; caractère mensonger d'un tel propos [12 décembre 1984] (p. 6875).

— Projet de loi relatif à la réglementation du versement destiné au transport en commun (n° 2389).

Deuxième lecture, discussion générale : gratuité du transport ; agglomérations situées hors de la région Ile-de-France ; texte ne créant aucune charge pour les entreprises [14 décembre 1984] (p. 6949).

— Projet de loi, relatif à l'urbanisme et au voisinage des aérodromes (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : protection des populations contre les nuisances ; travaux préparatoires de ce texte ; amélioration du cadre de vie des habitants ; modulation des indices à partir desquels sont définies les zones de bruit ; opération de rénovation des quartiers [14 décembre 1984] (p. 6963) ; garantie de l'équilibre des compétences en matière d'urbanisme ; nuisances phoniques dues au voisinage des aérodromes (p. 6964) ; groupe de travail Gabolde (p. 6967) ; problème de la réhabilitation ; consultation régionale ; piste n° 4 d'Orly ; maîtrise des plans d'occupation des sols par les communes ; décret d'application de ce texte ; classement des zones ; projet de piste n° 6 à Orly ; urbanisation en Ile-de-France ; problème des constructions individuelles non groupées (p. 6968).

Discussion de l'article unique : aéroport de Marseille-Marignane ; aérodromes militaires (p. 6969) ; *article L. 147-1 du code de l'urbanisme :* liste prévue par cet article fixée par arrêté ministériel ; *après l'article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* concertation portant sur les moyens d'améliorer la situation des riverains d'aéroports ; modalités de composition et de fonctionnement des commissions (p. 6970) ; *article L. 147-3 du code de l'urbanisme :* cas de désaccord entre la commune et l'Etat ; plan d'exposition au bruit ; contenu de ce document (p. 6971) ; son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 7 de la commission (construction dans les zones de bruit des aérodromes) ; impossibilité de citer une référence réglementaire dans une loi ; adopté ; impossibilité d'accepter que les délimitations des zones relèvent de la seule compétence des communes ; loi de 1983 sur la répartition des compétences (p. 6972) ; plan d'exposition au bruit ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* modalités de calcul des indices évaluant la gêne ; développements futurs de l'activité aérienne (p. 6973) ; valeur des indices pouvant être modulés par l'Etat après avis ou sur proposition des régions ; formation aéronautique ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme :* zones urbanisées (p. 6974) ; villes situées autour de l'aéroport d'Orly ; expression « amélioration » incluant une extension mesurée ; constructions individuelles non groupées dans les zones « C » (p. 6975) ; **après l'article unique** : son amendement n° 26 (création facultative d'une commission consultative de l'environnement) : adopté après modification (p. 6976).

Ses observations après les explications de vote : concertation avec les riverains (p. 6976).

R

RALITE (Jack)

Ministre délégué auprès des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; chargé de l'emploi : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** n° 84-106 du 16 février 1984 et n° 84-198 du 21 mars 1984, relatives au **revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi** et portant modification du code du travail **(n° 2071)** [26 avril 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Toubon : aggravation du chômage :** poussée du chômage des ouvriers qualifiés et des techniciens ; chute des offres d'emploi déposées à l'A.N.P.E. ; rappel des mesures prises en faveur de l'emploi [18 avril 1984] (p. 1671) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : indemnisation du chômage :** montée du chômage en raison de la baisse des offres d'emploi ; plan productique ; contrats emploi-formation ; restriction des droits des chômeurs dans le nouveau régime d'assurance chômage [9 mai 1984] (p. 2151) ; appelle à la solidarité ; chômeurs de longue durée (p. 2152) ;

— **M. Pierre Bachelet : position du Gouvernement sur la semaine de trente-cinq heures :** contrats de solidarité signés avec la S.N.I.A.S. et la S.N.E.C.M.A. ; actualisation de l'ancien contrat de solidarité ; prise en charge du coût ; formation et durée du travail [30 mai 1984] (p. 2842) ; « travailler autrement, plus efficacement et moins longtemps » ; sa suggestion de réduire au Plan européen la durée du travail dans la branche automobile (p. 2843) ;

orale sans débat de :

— **M. Yves Tavernier (n° 585) : emploi des handicapés :** priorité d'emploi aux travailleurs handicapés à concurrence de 3 p. 100 des effectifs ; travail en milieu ordinaire des travailleurs handicapés ; contrat individuel d'adaptation professionnelle ; projet de réforme de la législation sur la priorité d'emploi des travailleurs handicapés ; emploi de ces derniers dans le secteur public ; recouvrement des pénalités [13 avril 1984] (p. 1558).

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole (n° 2052) [3 mai 1984] (p. 2121).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignemnet agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rentrée scolaire ;** bilan de la rentrée scolaire ; modernisation des structures industrielles du pays [3 octobre 1984] (p. 4470) ;

orale sans débat :

— **n° 701,** posée le 9 octobre 1984 : **sang et organes humains (centres de transfusion sanguine :** Rhône) (p. 4599) — appelée le 12 octobre 1984 : **centre de fractionnement de Beynost ;** regroupement des structures de transfusion sanguine dans deux ou trois centres ; avenir du centre de fractionnement de Lyon-Beynost ; centre de transfusion sanguine ; zone de fractionnement Rhône-Alpes-Bourgogne (p. 4673, 4674).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion générale : statut du fermage ; système des S.A.F.E.R. ; installation des jeunes en agriculture ; composition de la commission départementale et création de commissions cantonales ; schémas directeurs départementaux ; seuil de déclenchement du contrôle ; possibilité d'abaisser ce seuil ; fichier de la Mutualité sociale agricole ; possibilité de sanctionner les contrevenants [3 avril 1984] (p. 1074, 1075).

— **Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).**

Explications de vote : utilisateurs du fonds spécial ; fiscalité sur les carburants ; vote positif du groupe socialiste [24 avril 1984] (p. 1881).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043).**

Première lecture, discussion générale : décentralisation ; représentation des régions ; comités de bassin ; politique de l'eau ; vie économique des régions [16 mai 1984] (p. 2392) ; vote positif du groupe socialiste (p. 2393).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : mutations de l'agriculture française ; substitution du capital au travail ; programme d'action prioritaire n° 2 du 9e Plan ; spécificité du secteur agricole ; dispositions du projet de loi tendant à favoriser la coordination et les relations entre l'enseignement agricole et l'éducation nationale ; volonté de décloisonnement [4 juin 1984] (p. 2872) ; harmonisation des statuts des personnels ; rénovation de l'enseignement agricole ; amélioration des rendements ; recherche de débouchés ; composition du Conseil d'administration des établissements ; décentralisation ; vocation pédagogique ; états généraux du développement ; efforts de vulgarisation agricole ; diversité des statuts des conseillers ; participation de l'ensemble des actifs agricoles au processus de développement ; recherche agricole et para-agricole ; création d'un réseau national d'expérimentation ; caractère positif du texte (p. 2873, 2874).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 24 (faisant référence aux exploitations para-agricoles dans cet article) ; modernisation et compétitivité des exploitations agricoles ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 98 (substitution au mot « projet » le mot « avant-projet ») (p. 2903) ; efficacité de la consultation du Conseil d'enseignement agricole public ; nécessité que celle-ci intervienne avant les projets de loi ; adopté ; **article 7 :** son amendement n° 25 (ateliers technologiques) ; destination des ateliers ; vocation pédagogique ; rattachement des exploitations ; adopté (p. 2905) ; son amendement n° 93 (rôle des organisations professionnelles et syndicales) ; composition du Conseil d'administration des établissements publics ; représentation des professions ; adopté ; **article 10 :** son amendement n° 26 (coopération technique et scientifique) ; politique internationale de coopération scientifique ; adopté (p. 2909).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* effort de recherche des P.T.T. [29 octobre 1984] (p. 5332) ; cas de la monétique et de la numérisation du réseau public ; participation des P.T.T. à la seconde phase du programme Esprit ; détachement de certains fonctionnaires auprès des Communautés européennes (p. 5333).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* rôle, importance et fonctionnemenet des offices ; élaboration des contrats de plan avec les offices [6 novembre 1984] (p. 5585) ; augmentation des crédits de l'Onivins et de l'Onilait ; faible progression de ceux de l'Ofival ; multiplication des crédits consacrés à la formation professionnelle et à l'installation (p. 5586).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : indique qu'il n'y a pas de contrat-crèche à Paris ; incertitude pesant ainsi sur les enfants des chômeurs ; mesures ouvrant de nouveaux espaces de liberté ; allocation de congé d'éducation allocation au jeune enfant ; augmentation des allocations familiales en 1981 et 1982 ; contrat-crèche ; souhaite l'extension de l'allocation de congé d'éducation à partir du deuxième enfant [4 décembre 1984] (p. 6649).

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* aéronautique ; constructeurs américains ; Air France ; difficultés sur le plan des moteurs d'avion ; commandes passées par la Panam à Airbus Industrie ; nombre exact d'avions commandés ; se réjouit du développement du Falcon 900 fabriqué par Avions Marcel Dassault-Bréguet-Aviation ; budget de la navigation aérienne ; [30 octobre 1984] (p. 5443) ; budget de la météorologie ; crédits de fonctionnement ; services produits par la météorologie ; fédération nationale aéronautique ; problème de la sous-traitance (p. 5444).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1983 sur le café (n° 2072) [10 mai 1984] (p. 2235).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans (n° 2119) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie du 20 janvier 1972 (n° 2394) [15 novembre 1984] (p. 6181).

Rapporteur du projet de loi (n° 2400) adopté par le Sénat autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche, additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 20 avril 1959 (ensemble une annexe) [6 décembre 1984] (p. 6785).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2072) autorisant l'approbation d'un **accord international de 1983 sur le café (n° 2116)** [17 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2119) adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord concernant la **sécurité sociale des bateliers rhénans (n° 2179)** [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2394) autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention générale sur la sécurité sociale** entre la République française et la **République de Turquie** du 20 janvier 1972 **(n° 2484)** [6 décembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2400) autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'**Autriche** additionnel à la Convention européenne d'**entraide judiciaire en matière pénale** du 20 avril 1959 (ensemble une annexe) **(n° 2544)** [20 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : politique de rénovation rurale ; politique des grands massifs ; route nationale 9 ; absence de l'agriculture du texte ; fonds interactivités ; calcul de la dotation globale d'équipement ; travaux de la commission spéciale [7 juin 1984] (p. 3064).

Discussion des articles : **après l'article 13 :** terres labourables ; possibilité d'exploiter des terres incultes [8 juin 1984] (p. 3142) ; **article 16 :** réservation en priorité aux éleveurs locaux du pâturage dans les forêts des collectivités publiques ; (p. 3153) ; **article 22 :** cohérence entre les deux derniers alinéas de cet article (p. 3159) ; **article 28 :** choix de la distance de 50 mètres (p. 3164) ; **article 35 :** *article L. 151-3 du code des communes :* inscription sur les listes électorales (p. 3178) ; **article 36 :** son amendement n° 317 (de suppression) : retiré (p. 3185) ; **article 38 :** *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* élaboration des P.O.S. (p. 3193) ; **article 42 :** sites autorisés pour la dépose en hélicoptère (p. 3203) ; **article 48 :** associations représentatives d'usagers (p. 3206) ; **article 53 :** retire l'amendement n° 237 de M. Jean-Paul Fuchs ; I.S.M. ; (p. 3209) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 398 (insertion d'un chapitre IV sur la dotation globale de fonctionnement des communes touristiques et thermales) ; dotation supplémentaire ; seuil de capacité d'accueil ; critères d'attribution ; rejeté (p. 3213).

Explications de vote : activités de la montagne ; manque de moyens ; fonds interactivités ; abstention du groupe R.P.R. et vote hostile de M. Michel Inchauspé (p. 3222).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* dépôt de bilan de la société industrielle Sauvagnat à Aurillac ; incidence de ce dépôt de bilan sur l'emploi ; rôle des P.M.I. ; département du Cantal [14 novembre 1984] (p. 6047).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie (n° 2394).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessité de mettre en harmonie la convention de 1972 avec les nouvelles dispositions sur la sécurité sociale de la France et de la Turquie ; introduction d'une grande souplesse pour l'ouverture du droit aux prestations des assurances maladies et maternité [18 décembre 1984] (p. 7077) ; prise en compte des rentes d'accidents du travail ; mise en place d'un système de coordination pour les droits à pension ; nombre de Turcs travaillant en France (p. 7078).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959** (n° 2400).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : historique de la Convention européenne d'entraide judiciaire ; situation de l'Autriche à cet égard ; extension du champ d'application de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale ; organisation des conditions de forme et de fond relatives à l'octroi de l'entraide judiciaire ; possibilité pour les autorités compétentes de l'Etat requérant d'assister aux commissions rogatoires ; précision des dispositions de l'article 21 de la Convention européenne en matière de dénonciation aux fins de poursuites [20 décembre 1984] (p. 7340) ; constitutionnalité des dispositions de cette convention (p. 7341).

RENARD (Roland)

Député de l'Aisne
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants en Afrique du Nord (n° 2156)** [24 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction de crédits concernant les aides ménagères :** remise en cause de la politique de maintien à domicile des personnes âgées en raison du petit nombre de postes créés [9 mai 1984] (p. 2141) ;

— **Recouvrement de la taxe d'habitation :** nécessité de réformer cet impôt et d'accorder un délai supplémentaire d'un mois pour le recouvrement de cette taxe [7 novembre 1984] (p. 5658, 5659).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au statut des pupilles de l'Etat (n° 2013).**

Première lecture, discussion générale : position du groupe communiste ; prise en compte de l'intérêt de l'enfant ; nécessité d'aboutir à plus de responsabilités pour les familles concernées ; possibilité pour les anciens pupilles de connaître leur famille d'origine ; maintien des enfants dans leur famille d'origine ; politique de la famille ; vote positif du groupe communiste [14 mai 1984] (p. 2300).

— **Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).**

Première lecture, discussion générale : objectifs de la formation agricole ; rappelle que 82 p. 100 des chefs d'exploitation n'ont aucune formation et que 37 p. 100 des jeunes de moins de trente-cinq ans sont sans formation [4 juin 1984] (p. 2886) ; nombre des bénéficiaires de la dotation aux jeunes agriculteurs ; échec scolaire ; sorties d'élèves avant la fin de la scolarité ; cycle court ; redéfinition des missions de cet enseignement ; polyvalence des établissements ; filières longues ; problème des élèves féminines ; nécessité de combattre les bases de l'échec scolaire ; carences de la préscolarité et de la scolarité primaire ; situation inégalitaire des ruraux ; nécessité de revaloriser les bourses ; gratuité des fournitures et des transports ; nécessité de mettre en place des aides spécifiques pour les familles les plus défavorisées ; adaptation de la pédagogie et des critères d'évaluation au « vécu » des élèves ; problème des structures ; rénovation ; création du service public, unifié et laïque de l'éducation nationale (p. 2887) ; nécessaire convergence de l'enseignement agricole avec les autres secteurs de l'enseignement (p. 2888).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 37 (objectif de l'enseignement : contribuer à l'essor de la filière agro-alimentaire) ; rôle que joue le secteur agricole au sein de l'appareil productif ; industries agro-alimentaires ; retiré (p. 2895) ; expression « chaîne alimentaire » (p. 2897) ; son amendement n° 40 (insérant le mot « notamment » à propos de l'accueil des stagiaires étrangers et de l'envoi d'enseignants) ; coopération internationale ; accueil de stagiaires ; envoi d'enseignants ; adopté (p. 2897) ; **article 2 :** son amendement n° 42 (substituant aux mots « formation professionnelle continue » les mots « éducation permanente » ; acquisition de bases techniques ; connaissances générales ; retiré ; son amendement n° 43 (enrichissement culturel) (p. 2899) ; adopté (p. 2900) ; **article 4 :** inutilité de prévoir la composition du Conseil (p. 2902) ; son amendement n° 50 (désignation d'une délégation permanente par le Conseil au sein du Conseil supérieur de l'éducation nationale) ; représentation du Conseil de l'enseignement agricole public ; devenu sans objet (p. 2903) ; **article 7 :** son amendement n° 52 (possibilité pour les établissement de créer des sections technologiques non agricoles) ; polyvalence des établissements ; rejeté ; son amendement n° 54 (substituant au mot « techniques » le mot « technologies ») ; exploitation agricole ; ateliers à vocation pédagogique ; vocation des exploitations et des ateliers (p. 2905) ; rejeté (p. 2906) ; direction des établissements ; composition du Conseil d'administration ; ses amendements n° 56 et n° 94 : devenus sans objet (p. 2906) ; **article 8 :** son amendement n° 57 (modalités de fonctionnement des établissements) : retiré (p. 2907) ; **article 9 :** problème de la parité ; enseignants ; personnels administratifs ; titularisation ; refus de création d'une agrégation dans l'enseignement agricole ; refus d'affectation d'enseignants chargés de documentation ; refus de création de titulaires remplaçants dans l'enseignement agricole ; 9e Plan (p. 2908) ; nécessité de créer un comité technique paritaire ; parité (p. 2909).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 2911).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* caractère inacceptable du budget ; suppression d'emplois ; titularisation de certains agents ; calendrier de cette intégration ; primes ; baisse du pouvoir d'achat ; retenues pour pension [25 octobre 1984] (p. 5204) ; montant des rémunérations des fonctionnaires ; mensualisation des pensions (p. 5205).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* augmentation du nombre des chômeurs ; contenu de la nouvelle convention d'indemnisation du chômage ; stagnation des crédits du travail et de l'emploi [29 octobre 1984] (p. 5363) ; système d'indemnisation du chômage ; difficulté de mise en œuvre des droits nouveaux ; réduction du temps de travail ; nécessité d'une relance de l'économie par le pouvoir d'achat des familles ; abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; besoins de personnel dans les services du travail ; insuffisance de la progression du budget de fonctionnement de l'A.N.P.E. ; cas des agents de cette agence ; diminution des crédits de la médecine du travail (p. 5364).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* décentralisation en matière de formation professionnelle ; absence de concertation ; [29 octobre 1984] (p. 5380).

Examen des crédits : **Etat C — Titre IV :** abstention du groupe communiste (p. 5382).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* gratuité des manuels scolaires et des fournitures ; aggravation du régime des bourses ; problème des aides directes aux familles les plus démunies [12 novembre 1984] (p. 5905).

RENAULT (Amédée)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Gisèle Halimi tendant à la création d'un fonds de garantie des pensions alimentaires (n° 2087) [17 mai 1984] (p. 2451).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408) [8 novembre 1984] (p. 5778).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1693) de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues, visant à **autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041)** [18 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2408) modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux **installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2480)** [5 décembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital (n° 2041).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : dégradation de la situation financière de l'un des deux conjoints à la suite de la rupture de mariage ; prestation compensatoire ; pension alimentaire ; calcul forfaitaire de cette prestation ; loi de 1975 ; règle du versement d'un capital ; caractère subsidiaire de la rente ; possibilité de régler le capital [24 avril 1984] (p. 1850) ; possibilité de conversion de la rente ; disposition non-applicable lorsque les modalités et le montant de la prestation compensatoire sont définies par convention (p. 1851).

— Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : pollution s'étendant à la quasi totalité du territoire [11 décembre 1984] (p. 6824) ; cas d'ouverture d'entreprise sans autorisation ; aggravation des peines en cas de violation de la loi ; cas des personnes faisant obstacle à l'exercice de fonctions d'inspection ou d'expertise ; assouplissement des procédures ; pouvoirs du tribunal ; possibilité pour l'administration de mettre en œuvre des moyens d'exécution forcée ; sanctions correctionnelles pour inobservation d'une mise en demeure administrative ; possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication de sa décision aux frais du condamné ; catastrophe de Bophal (p. 6825).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (possibilité pour le tribunal de prononcer l'interdiction immédiate d'utiliser l'installation) ; remise en état des lieux ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2, 3 et 4 (rédactionnels) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 5 (fixant à 500 000 francs la somme prévue à la fin de cet article) ; montant maximum de l'amende ; adopté (p. 6832) ; **article 5 :** son amendement n° 6 (publication d'une condamnation) ; diffusion de messages pour informer le public d'une décision de justice ; adopté ; son amendement n° 7 (publication par voie de communication audiovisuelle) ; importance de la communication audiovisuelle dans la société contemporaine ; adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 8 (possibilité pour les associations agréées de se porter partie civile) (p. 6833) ; protection de l'environnement ; rôle des associations ; adopté après modification ; son amendement n° 9 (impossibilité pour les employeurs de se soustraire à l'exécution des obligations résultant des contrats de travail en cours) (p. 6834) ; cas des travailleurs sous-traitants ; devenu sans objet ; son amendement n° 10 (mise en annexe au plan d'occupation des sols de la liste des installations classées) ; cas de l'absence d'un plan d'occupation des sols ; liste alors tenue à la disposition du public ; adopté ; **Titre :** son amendement n° 11 (supprimant la référence à la loi de 1976 dans le titre) ; référence au code de l'urbanisme ; adopté (p. 6835).

RICHARD (Alain)

Député du Val d'Oise
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur de la proposition de loi, adopté par le Sénat, tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 *a* du code général des impôts (n° 2062) [17 mai 1984] (p. 2450).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [7 juin 1984] (p. 3113).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire du comité des finances locales [*J.O.* du 22 juin 1984] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession

à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à compléter l'article 46 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (n° 2319) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation (n° 2427) [22 novembre 1984] (p. 6314).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843, 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi ; adopté par le Sénat (n° 2062) tendant à **mettre en harmonie les délais** prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à **l'article 1639 *a* du code général des impôts (n° 2136)** [23 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2172) tendant à **harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2177)** [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à harmoniser les **délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2226)** [21 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2169) relatif aux **droits d'auteur** et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle **(n° 2235)** [26 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2427), améliorant l'information des assurés et la **transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2492)** [12 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Afghanistan** : offensive soviétique en Afghanistan [2 mai 1984] (p. 2026).

— **Mesures de sécurité pour les transports scolaires** : présence d'un accompagnateur dans chaque véhicule ; aggravation des coûts de fonctionnement de ce service ; compensation financière de l'Etat [30 mai 1984] (p. 2845) ; règle d'équilibre entre Etat et collectivités locales (p. 2846).

orales sans débat :

— **n° 581,** posée le 10 avril 1984 : **postes et télécommunications (téléphone)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **service des P.C.V.** : nécessité d'automatiser ce service ; « numéro vert » ; carte magnétique ; possibilité de se faire appeler dans une cabine (p. 1567) ; problème du fonctionnement des cabines publiques (p. 1568).

— **n° 673,** posée le 19 juin 1984 : **environnement (politique de l'environnement)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 ; remplacé par M. Roger Rouquette : **études d'impact sur l'environnement** (p. 3617).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : droit pénal ; communication des sources de l'information ; amendements ; séparation des pouvoirs [27 janvier 1984] (p. 202) ; **article 2** : problèmes posés par cet article ; définition des personnes juridiques ; autonomie des auteurs ; presse des partis politiques (p. 207) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; souhaite, au nom du groupe socialiste, l'application du texte aux partis politiques (p. 208) ; problème de l'attitude de l'opposition pour déterminer s'il faut une législation d'exception pour la presse des partis politiques (p. 210) ; **article 18** : délimitation entre domaine réglementaire et domaine législatif ; absence de procédure de déclassement en ce qui concerne la loi de 1977 sur la concurrence [9 février 1984] (p. 823).

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Quatrième lecture, discussion générale : vote positif du groupe socialiste ; examen du texte par les Assemblées [10 février 1984] (p. 885).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : fonctionnement actuel du système de règlement judiciaire ; liquidations ; pourcentage de remboursement des créanciers chirographaires ; simplification des procédures ; modalités de la publicité des opérations ; objectifs économiques du texte ; conditions de la reprise d'activité ; nouvelle profession d'administrateur ; risque d'encombrement des affaires sur de grands cabinets ; problème de la rémunération des professionnels [5 avril 1984] (p. 1202) ; répartition des rôles dans la procédure ; rôle des tribunaux ; accumulation des sûretés ; harmonisation de la procédure judiciaire avec l'ensemble des procédures administratives et de finances publiques relatives aux difficultés des entreprises (p. 1203).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 33** : problème du paiement de certaines dettes par l'administrateur ; livraison des marchandises [6 avril 1984] (p. 1265) ; **article 91** : caractère paradoxal de la possibilité pour le tribunal de dispenser le cessionnaire d'attendre d'avoir payé pour disposer du bien (p. 1326).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, d'autre part, à l'article 1639 *a* du code général des impôts (n° 2062).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : vote des taux d'imposition des taxes directes locales avant le 1er mars ; obligation faite par la loi du 2 mars 1982 de voter le budget avant le 31 mars ; proposition de loi sénatoriale ; alignement des délais sur le 31 mars ; élaboration des budgets ; délai de vote du budget [23 mai 1984] (p. 2590).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 2 (limitant l'application de cet article aux assemblées concernées par le renouvellement) ; année des élections cantonales ; adopté ; **après l'article 2** : son amendement n° 3 (frais d'assiette et de recouvrement des droits et taxes transférés aux départements et à la région de Corse) ; textes préalablement votés (p. 2591) ; frais d'assiette ; codification ; devenu sans objet (p. 2592).

Deuxième lecture, discussion des articles : Rapporteur : **article 3** : son amendement n° 2 (possibilité pour l'Etat de percevoir une somme égale à 2,5 p. 100 des montants des droits et taxes à titre de frais d'assiette et de recouvrement des droits et taxes transférés à la Corse) : adopté après modification [13 juin 1984] (p. 3317).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : adaptation du délai imposé aux assemblées locales ; fixation d'un taux de 2,5 p. 100 pour l'année 1984 ; engagement du Gouvernement de fournir des documents permettant de justifier définitivement ce taux s'il était maintenu ; principe acquis que l'on peut modifier une loi de finances par une loi ordinaire [26 juin 1984] (p. 3720).

— Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).

Première lecture, discussion générale : test représenté par la question de l'immigration ; test économique ; ouverture du pays aux relations internationales ; test de tolérance politique ; stabilisation du nombre des étrangers [25 mai 1984] (p. 2673) ; action en faveur d'un retour organisé ; retour supposant un bon vouloir de la part des pays d'origine ; conciliation entre une politique de fermeture des frontières et une politique d'assimilation progressive ; garanties de droit d'entrée ou de séjour liées aux préoccupations d'ordre public ; conditions légales de l'expulsion ; politique de stabilisation des situations juridiques ; logement ; formation ; nécessité d'améliorer la communication avec les groupes directement concernés ; insertion de la population étrangère en France ; fragilité de la cohésion sociale ; pays des droits de l'Homme ; vote positif du groupe socialiste (p. 2674).

Discussion des articles : **article 3** : suggère une rectification de cet article ; **article 4** : autorisations professionnelles liées aux cartes de séjour ; titulaires d'une carte de séjour temporaire ; possibilité pour ceux-ci d'avoir une carte de commerçant (p. 2683).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; consensus sur ce texte (p. 2684).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : permanence des principes fondamentaux des droits d'auteur ; caractère civil de ces droits ; liberté et autonomie du créateur ; droits voisins ; réalisation cinématographique et production publicitaire ; mécanismes commerciaux et juridiques de l'exercice des droits d'auteur ; renforcement des moyens administratifs et financiers du ministère des affaires culturelles ; commercialisation et propagation des œuvres d'art ; évolution technologique ; supports de création et de diffusion ; rémunération des auteurs ; télédiffusion par câble ; satellite ; internationalisation de la diffusion [28 juin 1984] (p. 3822) ; système de calcul des droits d'auteur ; rapports collectifs en matière de création et de diffusion ; protection sociale des auteurs ; conclusion d'accords collectifs ; constitution des sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur ; rapports internationaux en matière de création et de diffusion ; développement mondial de la culture ; rôle de l'U.N.E.S.C.O. ; compétition entre groupes de pression (p. 3823) ; troisième révolution industrielle (p. 3824).

Discussion des articles : **article 1er** : différence terminologique ; remplacement de l'expression « œuvres exprimées » par l'expression « œuvres réalisées » ; protection des logiciels ; pays membres de la Communauté européenne [28 juin 1984] (p. 3850) ; **article 3** : son amendement n° 1 (nécessité de la consultation du réalisateur pour tout transfert de l'œuvre audiovisuelle sur un autre support) ; exercice du droit moral des auteurs d'œuvres audiovisuelles ; adopté ; **article 8** : notion de projection et de transmission publique (p. 3851) ; définition de la représentation et de la communication publiques ; conséquences sur l'exercice du droit d'auteur ; dynamisme économique du secteur de la production en direction des satellites ; son amendement n° 2 (substituant aux mots « représentés par une organisation professionnelle d'auteurs habilitée », les mots « contractuellement représentés par un organisme de perception habilité ») ; garanties des auteurs ; rediffusion par satellite ; mécanisme de contrôle et de perception des recettes par des institutions des pays étrangers ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 3852) ; **article 11** : équilibre économique ; engagements internationaux de la France ; son amendement n° 67 (autorisation de télédiffuser une œuvre par voie hertzienne) ; autorisation de radiodiffusion par voie aérienne ; réseau câblé autorisation d'émission ; adopté après modification ; son amendement n° 68 (substituant aux mots « faite par lui-même ou par un organisme agissant sous sa responsabilité et pour son compte », les mots « effectuée par lui-même ou fasse l'objet d'un mandat limité à cette activité ») ; insertion de la nouvelle législation dans le cadre des engagements internationaux de la France ; Convention de Berne ; signification de la diffusion par câble ; adopté (p. 3853) ; **article 12** : droits propres des auteurs de compositions musicales ; présomption légale de cession ; cession à caractère contractuel (p. 3854) ; son amendement n° 4 (rémunération des auteurs pour chaque mode d'exploitation) ; calcul des droits dus à l'auteur et au réalisateur sur le montant total des recettes ; paiement à la place dans les salles de cinéma ; achat ou location des vidéo-cassettes ; transmission par câble interactive (p. 3855) ; mécanisme d'abonnement forfaitaire ; adopté ; son amendement n° 69 (insérant après les mots « autres co-auteurs », les mots « directement ou par l'intermédiaire des organismes prévus au Titre IV ») ; obligation de communication des documents afférents au produit économique des œuvres ; coûts administratifs et surcharges ; rejeté ; son amendement n° 5 (insérant après le mot « exploitation », le mot « suivie ») ; indication supplémentaire interrompue par un acte commercial : adopté ; **après l'article 12** : son amendement n° 6 (contrat entre le producteur et l'auteur dans le cas d'une œuvre de commande utilisée pour la publicité) (p. 3856) ; création publicitaire ; substitution d'un système d'accord collectif au contrat de cession intégral dans la publicité ; difficulté de négociation ; responsabilité réglementaire du ministre ; adopté ; **article 16** : son amendement n° 70 (énumérant les différentes prestations soumises à l'autorisation écrite de l'artiste-interprète) ; droits de l'artiste-interprète (p. 3857) ; autorisation écrite ; diffusion et exploitation commerciale d'une œuvre déjà fixée ; présomption de cession ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 71 (cession au profit du producteur du droit de communiquer au public la prestation de l'artiste-interprète en cas de convention ou accord collectif) ; présomption légale de cession des droits des artistes et interprètes ; cession conventionnelle ; mécanisme de rémunération par une procédure subsidiaire (p. 3858) ; adopté ; **article 18** : son amendement n° 72 (mode et taux de rémunération des artistes-interprètes à défaut de conventions ou accords) ; conventions obéissant aux prescriptions du droit du travail (p. 3859) ; composition de la commission tripartite ; négociation sur les rapports commerciaux entre les producteurs et les artistes ; système subsidiaire remplaçant la négociation ; simplification de la procédure en cas de saisine de la commission ; adopté après modification (p. 3860) ; **article 20** : son amendement n° 7 (impossibilité pour l'artiste-interprète de s'opposer à la télédiffusion d'un phonogramme) : adopté ; son amendement n° 8 (insérant dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots « phonogrammes publiés à des fins de commerce », les mots « quel que soit le lieu de fixation de ces phonogrammes ») : adopté ; son amendement n° 9 (supprimant les mots « à défaut ») : adopté ; **article 21** : son amendement n° 10 (accords spécifiques à chaque branche d'activité) : adopté [29 juin 1984] (p. 3901) ; **article 22** : son amendement n° 11 (substituant aux mots « une personnalité choisie par le ministre chargé de la culture », les mots « un représentant de l'Etat ») : adopté ; son amendement n° 73 (insérant après les mots « d'autre part, de membres désignés par les organisations

représentant les personnes qui », les mots « dans la branche d'activités concernée ») : adopté ; son amendement n° 12 (substituant aux mots « si, dans les deux mois de leur transmission au ministre chargé de l'économie, celui-ci », les mots « si, dans un délai d'un mois, son président ») : adopté (p. 3902) ; **article 25** : son amendement n° 13 (substituant aux mots « et les droits d'auteur », les mots « les droits d'auteur et les droits des artistes-interprètes ») : adopté ; **article 27** : son amendement n° 14 (substituant aux mots « sont protégés par », les mots « bénéficient des dispositions de ») : adopté (p. 3903) ; son amendement n° 15 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 3904) ; **article 28** : son amendement n° 16 (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 3905) ; **article 32** : son amendement n° 74 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 33** : son amendement n° 17 (composition de la commission prévoyant en particulier la présence d'organisations de consommateurs) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 75 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 76 (modalités de répartition de la rémunération entre les ayants-droit) : adopté ; **après l'article 34** : son amendement n° 77 (répartition de la rémunération pour copie privée des phonogrammes et des vidéogrammes) : adopté (p. 3906) ; **article 36** : son amendement n° 18 (obligation pour les sociétés de perception et de répartition des droits d'utiliser à des actions d'aide à la création 25 p. 100 des rémunérations perçues) : adopté (p. 3909) ; **après l'article 36** : son amendement n° 19 (obligation pour les sociétés de perception et de répartition des droits de nommer un commissiaire aux comptes ; soumission de ces sociétés à l'agrément du ministre chargé de la culture) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 20 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « et que la commission instituée par l'article 36 *bis* ait émis un avis sur ces motifs ») : adopté (p. 3910) ; **article 41** : son amendement n° 21 (modalités de la publicité des actes et conventions intervenus à l'occasion de la production des œuvres audiovisuelles) (p. 3911) ; adopté ; **article 43** : son amendement n° 78 (supprimant les mots « à la requête de la partie civile » au début de l'avant-dernier alinéa de cet article (p. 3912) ; adopté ; **article 44** : son amendement n° 22 (insérant après le mot « fabriqués », les mots « ou importés ») : adopté ; **après l'article 48** : son amendement n° 23 (codification des textes de nature législative et réglementaire par décret en Conseil d'Etat sous le nom de code de la propriété littéraire et artistique) : adopté (p. 3913).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : inexistence d'un document de programme du parti socialiste proposant l'abrogation de l'article 11 [23 août 1984] (p. 4302).

Explications de vote : vote à l'unanimité du projet de loi élargissant les libertés pratiques des étrangers sur le sol français ; élargissement du champ de participation directe des citoyens (p. 4312) ; concrétisation du besoin de dialogue direct ; débats sur l'interprétation de la Constitution (p. 4313).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : dynamique de la décentralisation ; concertation avec les associations d'élus locaux ; pluralité des textes relatifs à la décentralisation et des textes relatifs à l'enseignement privé depuis 1959 [8 octobre 1984] (p. 4505) ; impossiblité d'écrire « une table de la loi » figeant le mouvement de décentralisation ; construction du système éducatif français selon un principe de centralisation ; unité nationale ; nécessité d'un système éducatif accordant une place à tous ; clarification des responsabilités et limitation des chevauchements de compétences ; rôle de la commune dans la définition des programmes d'équipement des collèges et lycées ; articulation entre le rôle de la collectivité gestionnaire et celui de l'Etat ; rôle des Conseils d'établissement ; concertation avec les enseignants ; (p. 4506) ; réforme Haby ; formule « d'une grande loi sur l'enseignement » ; liberté de choix des parents ; liberté de l'enseignement ; caractère de la participation financière de l'Etat et des collectivités locales au service public éducatif ; absence de contrôle supplémentaire instauré par le texte ; création de commissions de conciliation au niveau départemental ; participation des communes ; représentants de l'enseignement privé ; débat sur le rôle futur du système éducatif par rapport à la société (p. 4507) ; harmonisation du système scolaire et développement de la concertation ; rôle de l'école de demain (p. 4508).

Discussion des articles : **après l'article 2** : existence ou absence d'une véritable décentralisation ; impossibilité pour le représentant de l'Etat de modifier le schéma prévisionnel [9 octobre 1984] (p. 4533) ; **article 3** : caractère étatiste de l'élaboration des schémas prévisionnels et des plans régionaux (p. 4534) ; **article 5** : partage des financements entre les communes d'une part, les départements et les régions d'autre part ; augmentation de l'influence des communes du fait de leur participation financière ; modification de la répartion des recettes ; nécessité de trouver un équivalent à la participation financière des communes, aux frais d'investissement et de fonctionnement des établissements d'enseignement ; dépenses pédagogiques ; renouvellement du matériel pédagogique (p. 4538) ; possibilités de frictions et de contradictions ; représentant de l'Etat (p. 4540) ; rôle de l'Etat dans la définition d'une politique générale et d'un arbitrage entre les intérêts des collectivités locales (p. 4541) ; **article 7** : nécessité d'un arbitrage en cas de conflit entre collectivités de niveaux différents (p. 4554) ; **article 15 de la loi du 22 juillet 1983** : abolition des participations communales aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des collèges et des lycées pour les harmoniser et les transformer en contribution forfaitaire ; disparité des participations communales (p. 4557) ; **article 15** — *article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* pratique de l'aide en nature (p. 4582, 4583) ; *article 27-2 de la loi du 22 juillet 1983 :* absence d'obligation générale de motivation des actes administratifs ; difficulté de motiver les délibérations du Conseil municipal refusant un contrat d'association ; légalité des actes administratifs (p. 4585).

Explications de vote : progrès marqué par ce texte : gains d'efficacité de justice sociale ; liaison entre les dispositions relatives à l'enseignement privé et la décentralisation ; développement d'un esprit d'expérimentation, de participation et de concertation dans le système éducatif français ; vote positif du groupe socialiste ; nécessité de rendre ce texte applicable (p. 4594).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* nouveaux problèmes de l'aménagement du territoire [23 octobre 1984] (p. 5077) ; adaptation en cours ; contrats de plan ; rôle traditionnel de la délégation à l'aménagement du territoire ; région Ile-de-France ; évolution des grands aménagements ; transferts de technologie en direction des communes ; politique de régulation des activités ; assouplissement des décisions du comité de décentralisation en faveur des petites zones artisanales et industrielles ; nouvelle législation sur les villes nouvelles ; risque de désengagement de l'Etat (p. 5078).

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* rapport entre l'effectif de la fonction publique et le développement des fonctions d'intérêt général ; productivité de l'administration ; rôle et initiative des agents publics ; contrôle de l'affectation et de la répartition des rémunérations annexes [25 octobre 1984] (p. 5206) ; formation permanente à l'intérieur de l'administration ; plan de formation ; gestion des congés de formation ; concertation et négociation (p. 5207).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* cohérence des crédits affectés au ministère du travail avec la politique économique générale ; rythme des offres déposées à l'A.N.P.E. ; efficacité du partage des tâches entre cette agence et d'autres formes de recrutement et d'embauche ; méthodes de travail de l'agence ; bilan de la politique de masse en matière d'insertion des jeunes ; politique des stages ; renforcement de la qualification des formateurs [29 octobre 1984] (p. 5368) ; place du mouvement associatif dans le domaine des stages d'insertion ; traitement social du chômage (p. 5369).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* aide personnalisée au logement [30 octobre 1984] (p. 5400) ; nécessité d'entreprendre des efforts de redressement ; niveau des loyers ; modernisation du parc ancien ; réforme de l'aide personnalisée au logement ; modalités de fixation des documents d'urbanisme et décentralisation des procédures d'urbanisme réglementaire, notamment P.O.S. ; développement des schémas directeurs ; programme du fonctionnement des concours financiers de l'Etat aux opérations d'urbanisme ; secteur du bâtiment ; planification (p. 5401).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* problème du devenir de la décentralisation [5 novembre 1984] (p. 5542) ; évolution des ressources des collectivités locales ; nécessité de faciliter l'adaptation des collectivités locales à la désinflation ; évolution de la fiscalité des collectivités locales ; nécessité d'une concertation sur la réorganisation de la dotation globale de fonctionnement ; possiblités de modification de la taxe d'habitation ; utilité de la politique de déconcentration (p. 5543) ; nécessité de définir des modes nouveaux de coopération entre l'Etat et les collectivités locales ; statut des élus (p. 5544).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* redistribution des surveillants ; attribution prioritaire des temps de surveillance à des maîtres d'externat ; intentions du Gouvernement concernant la fonction de surveillance [12 novembre 1984] (p. 5900).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* évolution du système sanitaire et social [13 décembre 1984] (p. 5954) ; conséquences des transferts de compétence en matière d'action sociale sur la gériatrie ; coût de l'hébergement des personnes âgées ; bilan des effets du budget global ; développement des actions en milieu ouvert ; nécessité d'une réforme des méthodes de travail des travailleurs sociaux et des éducateurs ; prise en compte du déficit des établissements accomplissant un travail de recherche ; nécessité d'établir une nouvelle charte en liaison avec les professions sociales (p. 5955).

— **Projet de loi améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (n° 2427).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : maîtrise des problèmes posés par le développement de l'assurance-vie ; possibilité de renonciation et de remboursement en faveur des assurés ; démarchage à domicile ; précision concernant les obligations légales de l'assureur ; doublement du taux d'intérêt légal [20 décembre 1984] (p. 7296) ; montant du taux d'intérêt légal (p. 7297).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 14 (délai en cas de modifications essentielles de l'offre originelle) ; droit à la renonciation en cas de modification apportée au contrat ; date de départ du nouveau délai ; son impossibilité de retirer cet amendement ; rejeté ; (p. 7302) ; rééquilibrage entre les avantages et inconvénients du retard de paiement ; **article 3 :** son amendement n° 15 (rédactionnel) ; fixation des intérêts de retard au double du taux légal ; adopté (p. 7303) ; **article 4 :** son amendement n° 16 (obligation pour l'assureur de communiquer chaque année au contractant les montants respectifs de la valeur de rachat des capitaux garantis) ; meilleure répartition des dispositions nouvelles en matière de valeurs, de réduction et de rachat ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 17 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; possibilité de définir dans le décret la date d'effet de cette disposition ; adopté (p. 7304) ; **article 9 :** son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 12 de la commission des finances (possibilité de faire courir un nouveau délai en cas de réserves ou de modifications essentielles aux dispositions du bulletin de souscription) ; son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 12 de la commission des finances (substituant dans le paragraphe II de cet amendement aux mots « six mois après la promulgation de la présente loi » les mots « à compter du 1er janvier 1986 ») ; rétablissement de l'article 9 du projet de loi ; harmonisation des délais d'application (p. 7305) ; sous-amendement n° 18 : rejeté ; sous-amendement n° 19 : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 20 (rédactionnel) ; notion de période d'information ; adopté ; son amendement n° 21 (possibilité de communication des informations au contractant) : adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 22 (possibilité pour les parties de se soustraire à la loi locale) (p. 7306) : adopté (p. 7307).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
(8e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article 46 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la **propriété littéraire et artistique (n° 2319)** [31 juillet 1984].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 624,** posée le 11 mai 1984 : **radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : pays de la Loire)** (p. 2287) ; appelée le 18 mai 1984 : **société régionale de radio dans les pays de la Loire :** carence du développement de la radio publique dans les régions françaises (p. 2462) ; absence d'harmonisation des stations et des programmes à l'intérieur de la région ; absence de station départementale à « vocation de pays » dans les pays de la Loire ; incapacité de Radio France de mener à bien sa tâche de régionalisation (p. 2463) ; équilibre à trouver entre service public et chaînes privées (p. 2464) ;

— **n° 660,** posée le 14 juin 1984 : **lait et produits laitiers** (lait) (p. 3421) ; appelée le 22 juin 1984 : **conséquences de la réduction de la production laitière :** mesures d'accompagnement ; agriculteurs âgés ; remboursement des emprunts des jeunes agriculteurs (p. 3612) ; législation sociale applicable aux règles de l'invalidité et de la retraite anticipée des agriculteurs ; retraite à soixante ans (p. 3613) ;

— **n° 722,** posée le 27 novembre 1984 par M. Jacques Baumel : **armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente)** (p. 6410) ; appelée le 14 décembre 1984 : **répression de la détention, de la vente et du trafic d'armes :** nature des mesures supplémentaires de contrôle ; problème des armes de chasse (p. 6939) ;

— **n° 735,** posée le 30 novembre 1984 : **assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions)** (p. 6539) ; appelée le 14 décembre 1984 : **pensions d'assurance vieillesse des mères d'enfants handicapés :** rappel des règles d'assimilation de l'assurance vieillesse des mères de famille ; retards imputables aux C.O.T.O.R.E.P. dans le paiement de ces pensions ; nécessité de prévoir le déclenchement automatique du réexamen du dossier par les C.O.T.O.R.E.P. ; importance de la date d'affiliation pour les parents d'handicapés (p. 6938) ; mesures supplémentaires de contrôle (p. 6939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : diminution des impôts ; taxe sur les carburants et le téléphone ; déficit budgétaire ; problème des entreprises ; investissement ; liberté d'entreprendre ; prélèvement sur les recettes des communes et des départements ; rétablissement de la confiance [16 octobre 1984] (p. 4818).

Deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* priorité conférée à l'électronique, aux biotechnologies et à l'espace ; participation accrue du budget annexe des P.T.T. à l'essort des technologies ; émergence de pôles technologiques régionaux ; nécessité d'un effort particulier dans le domaine de la robotique [5 novembre 1984] (p. 5507-5508).

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(10e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002 [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (environnement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie général et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe 19 : **environnement (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Inégalités des salaires au détriment des femmes cadres** : accès des femmes aux emplois de cadre ; déroulement de leur carrière [27 juin 1984] (p. 3737).

— **Conséquence du sommet de Dublin pour l'industrie et l'agriculture françaises** : conséquences des décisions limitant la production viticole ; absence de solution dans les secteurs industriels [12 décembre 1984] (p. 6852) ; problème de l'élargissement de la Communauté européenne ; nécessité de rechercher d'autres formes de coopération avec l'Espagne et le Portugal (p. 6853).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (p. 1536).**

Deuxième lecture, discussion générale : respect des organisations existantes ; association de ces organisations à la politique piscicole et au schéma départemental de vocation piscicole ; production hydraulique ; énergie ; texte adopté par le Sénat ; notion de débit minimal [16 mai 1984] (p. 2398) ; souhaite une expérimentation des divers dispositifs d'aménagement proposés (p. 2399).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 17** : son amendement n° 62 (de suppression) [19 octobre 1984] (p. 4982) ; rejeté (p. 4983).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : promotion du secrétariat d'Etat au rang de ministère ; financement des travaux des grands barrages et de la protection contre les eaux [26 octobre 1984] (p. 5262) ; prévention des pollutions ; création de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ; problème des pluies acides et de la teneur en plomb dans l'essence ; protection de la santé des populations ; progression des crédits en faveur de la protection de la nature ; diminution de ceux consacrés aux parcs naturels ; actions du Conseil supérieur de la pêche ; augmentation du nombre des réserves naturelles ; crédits affectés au fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 5263) ; définition d'une politique de la qualité de la vie ; diminution des crédits de recherche sur l'influence de l'environnement pour la santé (p. 5264).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** situation des plus défavorisés [18 décembre 1984] (p. 7111) ; sa proposition de leur accorder une réduction de 500 francs sur la taxe d'habitation ; nécessité de réformer les finances locales (p. 7112).

— **Projet de loi, modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).**

Première lecture, discussion générale : transport terrestre du méthyl-isocyanate ; usine de Béziers [11 décembre 1984] (p. 6831).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commision des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône
(7e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe du l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Birraux visant à faciliter l'acquisition de terrains par les accédants à la propriété (n° 1687) [12 avril 1984] (p. 1551).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion générale : bouleversement de société touchant le monde agricole ; mutation de près de la moitié des exploitations existantes dans les années à venir ; installation des jeunes [3 avril 1984] (p. 1087) ; bail d'entreprise agricole ; rôle des groupements fonciers agricoles (G.F.A.) ; nécessité de développer les G.F.A. ; investisseurs faisant publiquement appel à l'épargne ; avantage fiscal ; droit de l'agriculture à être aidée par l'épargne publique ; possibilité d'utiliser les sociétés de capitaux pour aider l'agriculture ; possibilité de créer une bourse nationale de parts de groupements fonciers agricoles (p. 1088).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 1097) ; **article 11 :** son amendement n° 170 : retiré [4 avril 1984] (p. 1128) ; son amendement n° 171 : retiré (p. 1129) ; **article 5 précédemment réservé :** son amendement n° 152 : devenu sans objet (p. 1158).

— **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** son amendement n° 194 (compétence du comité d'entreprise pour organiser et développer les activités physiques et sportives dans le cadre de son budget) : devenu sans objet [13 avril 1984] (p. 1586) ; son amendement n° 195 (supprimant la référence à l'entreprise à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 1587) ; **article 27 :** son amendement n° 196 : devenu sans objet (p. 1609) ; **article 31 :** son amendement n° 197 (référence aux stagiaires dans le cadre de la préparation au monitorat) (p. 1621) ; non soutenu (p. 1622).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 :** son amendement n° 1 (nécessité d'un certificat médical délivré par un médecin ayant reçu une formation spécifique) [5 juin 1984] (p. 2956) ; rejeté (p. 2957) ; **article 31 :** son amendement n° 2 (rénumération des moniteurs stagiaires) : rejeté (p. 2959).

— **Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 4 (faisant figurer l'acheminement des passagers en transit ou sur le retour parmi les missions devant être assurées) [25 avril 1984] ; rejeté ; **article 3 :** son amendement n° 5 (possibilité de faire appel au personnel militaire) : non soutenu (p. 1943).

— **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4** - *article 411 du code rural :* son amendement n° 1 (supprimant la référence à un délai de six mois au début de cet article) non soutenu [16 mai 1984] (p. 2404) ; **article 413 du code rural :** son amendement n° 2 (suppression de la deuxième phrase du second alinéa de cet article) : non soutenu ; son amendement n° 3 (contrôle sanitaire) : non soutenu (p. 2406) ; *article 415 du code rural :* son amendement n° 4 (groupements de pêcheurs) : non soutenu ; son amendement n° 5 (associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets) : non

soutenu (p. 2413) ; son amendement n° 6 (associations de pêcheurs aux engins et aux filets) : non soutenu ; son amendement n° 7 (fédérations de bassin de pêcheurs aux engins et aux filets) ; non soutenu ; *article 416 du code rural :* son amendement n° 8 (suppression de cet article du code) : non soutenu (p. 2414) ; *article 438 du code rural :* son amendement n° 9 (poissons régulièrement pêchés par les pêcheurs et capturés pendant l'ouverture de l'espèce) : non soutenu ; *article 438 ter du code rural :* son amendement n° 10 (interdiction de colporter, de vendre ou d'acheter certaines espèces) : non soutenu (p. 2420) ; *article 444 du code rural :* son amendement n° 11 (fédérations de bassin des pêcheurs aux engins et filets) : non soutenu ; *article 460 du code rural :* son amendement n° 12 (même objet) ; non soutenu ; son amendement n° 13 (cas des refus des permissions de pêche) : non soutenu (p. 2421).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : notion de « quartier » ; procédures d'intervention foncière ; problème de la substitution de l'administration fiscale à l'administration des domaines ; établissement public de coopération intercommunale ; droit de préemption ; rôle du président de communauté urbaine ; permis de construire et lotissement [21 juin 1984] (p. 3577) ; protection des occupants ; expropriation ; maintien en place de certains occupants ; contentieux nés à l'occasion de l'application de l'ordonnance de 1958, prévoyant ce maintien ; article 27 du texte ; concertation avec la population (p. 3578).

Discussion des articles : **article 11** — *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 112 (évaluation des terrains en fonction de leur usage effectif) ; trouées vertes prévues dans le S.D.A.U. ; espaces verts ; rejeté [22 juin 1984] (p. 3631) ; *article L. 142-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 113 (supprimant le texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme) ; charges supplémentaires du département ; tenue d'un registre ; délibérations du Conseil général (p. 3633) ; rejeté (p. 3634) ; **article 13** : son amendement n° 114 (faisant référence à l'administration des domaines dans le cadre de cet article) ; direction générale des impôts ; rejeté (p. 3635 ; **article 14** : son amendement n° 115 (Conseil des communautés urbaines) ; compétence des communautés urbaines ; rôle du Conseil de communauté (p. 3636) ; communautés urbaines ; rejeté (p. 3637) ; son amendement n° 116 (cas d'absence d'un P.O.S.) ; détermination d'un plan d'aménagement de zone dans une Z.A.C. devant tenir compte des P.O.S. ; retiré (p. 3638) ; **article 6 précédemment réservé** — *article L. 211-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 101 : devenu sans objet ; son amendement n° 102 (communauté urbaine) (p. 3645) ; rejeté (p. 3646) ; *article L. 211-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 103 (rôle des communautés urbaines) : rejeté (p. 3646) ; son amendement n° 104 (rôle de la communauté urbaine) : rejeté ; article L. 211-5 du code de l'urbanisme : son amendement n° 105 (substituant au mot « proposition » le mot « offre ») : rejeté (p. 3648) ; **article 8 précédemment réservé** — *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 106 (cas d'adjudication sur saisie immobilière) ; adjudication volontaire (p. 3652) ; retiré ; son amendement n° 107 (adjudication volontaire ou licitation à la barre du tribunal) : retiré ; *article L. 213-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 108 (déclaration valant offre de vente à durée déterminée) : rejeté (p. 3653) ; *article L. 213-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 109 (référence aux délégataires dans cet article) ; cas où le titulaire du droit de préemption est le président d'un établissemente public) (p. 3663) ; retiré ; *article L. 213-13 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 110 (supprimant le texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L. 213-15 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 111 (supprimant la référence à la consignation dans cet article du code) ; (p. 3664) ; adopté (p. 3665) ; **article 16** — *article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 117 (faisant référence à divers articles du code de l'expropriation) ; possibilité d'aménagement pour les collectivités (p. 3666) ; rejeté (p. 3667) ; *article L. 314-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 119 (supprimant le début de cet article du code) : rejeté ; son amendement n° 121 (substituant aux mots « au moins deux propositions » les mots « une proposition ») ; négociation et concertation ; retiré ; son amendement n° 120 (normes d'habitabilité) (p. 3668) ; personnes devant être relogées ; rejeté ; son amendement n° 122 (supprimant le second alinéa de cet article du code de l'urbanisme) : rejeté ; *article L. 314-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 123 (supprimant le texte proposé pour cet article du code de l'urbanisme) : rejeté (p. 3669) ; *article L. 314-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 124 (substituant la référence au droit au maintien par une référence à la possibilité de maintien) ; rejeté ; son amendement n° 125 (possibilité de proposer un nouveau bail) : rejeté ; son amendement n° 126 (supprimant le dernier alinéa de cet article du code) : devenu sans objet (p. 3670) ; *article L. 314-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 127 (supprimant cet article du code de l'urbanisme) ; droit de délaissement au profit des locataires commerçants ; rejeté ; *article L. 314-7 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 128 (supprimant le second alinéa de cet article) : rejeté (p. 3671) ; *article L. 314-8 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 129 (supprimant cet article du code de l'urbanisme) : rejeté (p. 3672) ; **article 21** — *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* départements de l'Est ; calcul de la participation des promoteurs et des pétitionnaires de permis de construire aux équipements ; *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 130 (Conseil des communautés urbaines) : rejeté ; son amendement n° 131 (rôle du Conseil municipal) : devenu sans objet (p. 3677) ; *article L. 332-11 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 132 (rôle du Conseil de communauté urbaine) : rejeté (p. 3678) ; **article 25** : son amendement n° 133 (possibilité pour le président d'une communauté urbaine de subdéléguer son droit) : retiré (p. 3682 ; **article 27** — *article L. 441-2 du code de la construction :* son amendement n° 134 (supprimant l'avant-dernier alinéa de ce texte) ; décentralisation ; rôle du représentant de l'Etat dans le département ; retiré (p. 3689).

Explications de vote : impossibilité pour le groupe U.D.F. d'être favorable au texte (p. 3695).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur l'article 24 de ce texte ; position du Sénat ; schéma directeur ; compétences transférées par la loi du 7 janvier 1983 ; rôle du représentant de l'Etat ; schéma directeur ; suspension des effets de celui-ci [14 décembre 1984] (p. 6982).

Discussion des articles : **article 24** : son amendement n° 86 (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme) : retiré (p. 7004) ; son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 113 du Gouvernement (possibilité de suspension des effets du schéma directeur en cas de modification de celui-ci ; nécessité de renforcer l'efficacité de la procédure (p. 7005) ; retiré ; ses amendements n^{os} 85 et 87 (devenus sans objet) (p. 7006) ; **article 25** : son amendement n° 88 (possibilité de subdéléguer le droit de préemption dans le cas d'une communauté urbaine) ; Conseil de communautés ; communauté urbaine de Lyon ; plan d'action foncière ; rejeté (p. 7008) ; **article 27** : *article L. 441-1 du code de la construction :* son amendement n° 89 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; responsabilité des Conseils d'administration des organismes de logements sociaux : rejeté (p. 7011).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : adaptation aux problèmes régionaux [22 novembre 1984] (p. 6275) ; diffusion des techniques nouvelles ; agriculture européenne (p. 6276).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 64 (substituant aux mots « doit avoir » le mot « a ») : retiré ; son amendement n° 65 (multiplication des liens et des échanges avec les associations des pays européens) (p. 6283) ; retiré (p. 6284) ; **article 2** : son amendement n° 66 (substituant au mot « peuvent » le mot « doivent » dans la dernière phrase du 6^{e} alinéa de cet article) : retiré (p. 6285) ; **article 3** : son amendement n° 67 (supprimant le mot « pédagogiques » dans le 5^{e} alinéa de cet article) (p. 6289) ; retiré ; **article 4** : son amendement n° 68 (examen prioritaire par les chefs d'établissements des dossiers des candidats ayant perdu leur emploi) : retiré (p. 6294) ; son amendement n° 69 (publication du coût moyen des dépenses de fonctionnement des formations correspondantes à celles de l'enseignement agricole public) : retiré (p. 6295) ; **article 7** : son amendement n° 72 (participation à la politique de développement agricole par les activités de recherche fondamentale et appliquée) (p. 6298) ; adopté après rectification ; son amendement n° 73 (mise en œuvre de la politique de coopération technique au niveau européen) : retiré (p. 6299) ; **article 10** : son amendement n° 74 (représentativité des organisations syndicales) : rejeté (p. 6302) ; son amendement n° 75 (représentativité des organisations représentatives des parents d'élèves) : retiré (p. 6303) ; son amendement n° 76 (faisant référence aux organisations professionnelles et syndicales les plus représentatives) : retiré (p. 6304).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : décentralisation [12 décembre 1984] (p. 6879) ; décret de 1973 ; rémunération des concours ; rapport Millier ; maintien de l'indépendance nécessaire entre les intervenants de l'acte de bâtir : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise ; dispositions dérogatoires à l'appel de concurrence ; liberté pour l'entreprise de choisir la solution technique de moindre coût dans l'investissement ; rapports entre la maîtrise d'œuvre ; mission « de base » ; souhaite le rejet des procédures dérogatoires de l'article 17 ; liberté de choix et de décision des élus (p. 6880).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 6888) ; son amendement n° 45 (supprimant les mots « détermination et » au début de 5° de cet article) : adopté (p. 6891) ; **article 7 :** complexité des disciplines concernées par la maîtrise d'œuvre (p. 6899) ; son amendement n° 46 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; recours obligatoire à la maîtrise privée : rejeté (p. 6902) ; **article 9 :** son amendement n° 47 (fixation par décret en Conseil d'Etat du détail des missions de maîtrise et des modalités d'indemnisation des concurrents participant à un concours d'architecture) ; ses observations sur l'existence de trois collèges ; position du rapport Millier [14 décembre 1984] (p. 6950) ; rejeté (p. 6951) ; **articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 :** ses amendements n° 48, 49 (p. 6953), 50 (p. 6955), 51, 52, 53 (de suppression) : rejetés (p. 6953 à 6957) ; **article 17 :** indique qu'il n'est pas hostile au cumul de la maîtrise d'œuvre et de l'exécution par une même entreprise pour certains travaux ; choix de la solution technique de moindre coût ; rôle du maître d'ouvrage public ; son amendement n° 54 (ouvrages réalisés à titre de recherche ou d'expérimentation) (p. 6958) : rejeté (p. 6959).

RIGOUT (Marcel)

Ministre de la formation professionnelle.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la formation professionnelle : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : possibilité pour les partenaires sociaux de se saisir de la prévention des mutations en cours [8 février 1984] (p. 757) ; « volet jeunes » ; formation des jeunes de seize à dix-huit ans ; problèmes des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans sans formation et sans emploi ; contrat de qualification (p. 758) ; formations alternées ; congé individuel de formation (p. 759).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 1 (conditions de prise en charge des salariés bénéficiaires d'un congé) : adopté (p. 762) ; **article 20 :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 764) ; **article 30 :** son amendement n° 3 (réglementant la situation de l'employeur qui n'a pas effectué le versement prévu à l'alinéa précédent) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 4 (supprimant la référence aux organisations consulaires) (p. 766) ; adopté (p. 767) ; **article 37 :** son amendement n° 5 (référence aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans ; rénovation du système éducatif ; adopté ; son amendement n° 6 (adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) : adopté ; son amendement n° 7 (référence aux différents types de formation alternée) : adopté ; son amendement n° 8 (supprimant la référence aux dérogations proposées à certains types de professions ou de qualifications) : adopté ; son amendement n° 9 (reconnaissance d'une qualification professionnelle dans une convention de branche) : adopté ; son amendement n° 10 (référence aux organisations syndicales de salariés représentatives sur le plan national) : adopté (p. 768) ; son amendement n° 11 (rôle des tuteurs chargés d'accueillir les jeunes) : adopté ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 13 (référence aux formations ayant pour objet l'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) : adopté ; son amendement n° 14 (supprimant la référence aux contrats de type particulier) : adopté ; son amendement n° 15 (formation en alternance) : adopté ; son amendement n° 16 (modalités de l'alternance) ; extension des formations en alternance aux plus de dix-huit ans ; adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 47 (rédactionnel) (p. 769) ; adopté ; son amendement n° 48 (référence aux stages prévus à l'article L. 989) : adopté (p. 770).

Ses observations lors des explications de vote : obligation de négocier les plans de formation dans l'entreprise ; formation en alternance ; extension du congé individuel de formation aux entreprises de moins de dix salariés ; transparence du financement de la formation professionnelle (p. 773).

Troisième lecture, discussion générale : accords contractuels ; droits nouveaux des salariés [10 février 1984] (p. 930).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* crédits d'équipement [9 novembre 1984] (p. 5827) ; renforcement de la coopération ; loi de programmation militaire ; nécessité de ne pas amalgamer la coopération civile et la coopération militaire ; industrie aéronautique française et équipement militaire ; programme du futur avion de combat ; personnel civil ; pouvoir d'achat de ce personnel (p. 5828).

RIVAL (Maurice)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 10 septembre 1984, de Mme Gisèle Halimi, dont la mission temporaire est prolongée au-delà de six mois [*J.O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 12 septembre 1984] (p. 2890).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 13 septembre 1984] (p. 2898).

ROBIN (Louis)

Député de l'Ain
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Cesse d'être secrétaire de cette commission [*J.O.* du 25 octobre 1984] (p. 3339).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* loi de programmation ; section air ; charges sociales ; Mirage 2000 ; renouvellement des avions tactiques ; abris de protection [9 novembre 1984] (p. 5824).

ROCARD (Michel)

Ministre de l'agriculture

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé ministre de l'agriculture (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 19 juillet 1984 [*J.O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347).

DEPOTS

Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au **statut du fermage (n° 1962)** [24 janvier 1984].

Projet de loi portant rénovation de **l'enseignement agricole public (n° 2052)** [19 avril 1984].

Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de **l'enseignement agricole public (n° 2390)** [18 octobre 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Bernard Poignant : montants compensatoires monétaires** : création des M.C.M. en 1969 [5 avril 1984] (p. 1169) ; inefficacité du gentlemen's agreement de 1979 ; diminution de moitié, depuis le 2 avril 1984, des M.C.M. négatifs français ; écart agrimonétaire ; modification des règles de calcul des M.C.M. ; cas du vin ; rôle de l'Ecu (p. 1170).

— **M. Joseph Pinard : production laitière** : mise en place de contingents au 1er avril 1985 ; réintroduction des aides aux investissements laitiers ; limitation à cinq ans de la politique de maîtrise de la production laitière ; taxe sur les matières grasses végétales ; limitation des importations de produits de substitution des céréales ; gluten de maïs ; rappel des principes définis lors de la mise en place de la Communauté européenne [5 avril 1984] (p. 1171-1172) ; qualifie de stupidité économique l'achat de beurre à la Nouvelle-Zélande ; problème du mouton (p. 1173).

— **M. Xavier Hunault : situation des agriculteurs** : problème de la viande ; sa demande d'intervention au niveau de la Communauté en ce qui concerne les carcasses entières ; augmentation de la superficie moyenne des exploitations [5 avril 1984] (p. 1173) ; encouragement de l'installation des jeunes (p. 1174).

— **M. Claude Michel : retraite à 60 ans des agriculteurs** : principe de l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans ; situation de l'agriculture européenne ; concertation avec les organisation professionnelles agricoles sur les modalités d'abaissement de l'âge de la retraite ; déséquilibre démographique de la population agricole [18 avril 1984] (p. 1673-1674).

— **M. Joseph Vidal : viticulture** : caractère porteur du marché du vin ; exportation des vins de table aux Etats-Unis ; discrimination entre les régions du Sud et celles du Nord ; révision du règlement vin [18 avril 1984] (p. 1674) ; primes de stockage à court terme ; modification du règlement vitivinicole ; nécessité de parvenir à la maîtrise quantitative ; intérêt de la politique d'assainissement entreprise dans le Languedoc ; distillation de soutien (p. 1675).

— **M. Jean Brocard : déclaration du ministre de l'agriculture sur l'enseignement privé** : présence de perturbateurs dans les rangs de l'opposition ; estime qu'il n'y a pas de honte à être passé par l'école privée [2 mai 1984] (p. 2019) ; nécesité d'obtenir l'adhésion de la plus grande partie du pays aux évolutions nécessaires dans les périodes de grande mutation ; « filet de sécurité » représenté par l'enseignement privé ; projet de loi relatif à l'enseignement agricole public (p. 2020).

— **M. Jean-Jacques Benetière : quotas laitiers** : mesures d'incitation à la cessation de livraison de lait [23 mai 1984] (p. 2578) ; mesures d'accompagnement ; montant de l'enveloppe financière ; modalités de gestion des quantités de référence ; organisation de transfert de quota entre régions en dépression et régions en croissance ; problème des régions de montagne ; mesures de suspension des aides publiques à la modernisation et à l'installation rapportées à Bruxelles (p. 2579) ; bilan, fin juillet, avec les organisations syndicales (p. 2580).

— **M. Edmond Alphandéry : politique laitière** ; rappel de la situation antérieure ; contingents nationaux ; adaptation des mesures d'accompagnement ; rôle de l'Etat comme régulateur des flux ; mesures communautaires ; données chiffrées [30 mai 1984] (p. 2836) ; conquête de nouveaux marchés ; mise à l'étude des conséquences de l'avancement de l'âge de la retraite pour les agriculteurs ; moyens supplémentaires d'intervention de l'Ofival ; stabilisation du marché laitier ; financement de ces mesures ; organisation de réunions régionales ; directeur général de l'Onilait pris en otage (p. 2837).

— **M. Jean-Jacques Benetière : production laitière** ; gestion du quota français par laiterie ; demandes d'aides au départ ; calamités agricoles ; allocations complémentaires ; conditions d'allocations des enveloppes par quantités ; accord tripartite entre le ministre du travail, les partenaires sociaux et les organisations syndicales représentatives ; risque de super prélèvements [17 octobre 1984] (p. 4847); jeunes agriculteurs (p. 4848).

— **M. Emile Jourdan : viticulture et sommet de Dublin** : gravité des décisions prises ; niveau des contrats entre les producteurs et le négoce en matière de vin [5 décembre 1984 (p. 6700) ; caractère positif du règlement dans le domaine viticole ; augmentation de la dépense viticole au sein de la Communauté ; faiblesse du revenu agricole ; problème de la distillation obligatoire (p. 6701) ; répartition des volumes à distiller par Etat membre (p. 6702).

— **M. René Rieubon : conséquences du sommet de Dublin pour l'industrie et l'agriculture françaises** : contenu de l'accord de Dublin sur le problème viticole ; fin du statut préférentiel résultant pour l'Espagne des accords de 1970 ; satisfaction des demandes des viticulteurs relatives au mécanisme de déclenchement de la distillation ; pénalisation des rendements excessifs ; nécessité de consolider ces négociations [12 décembre 1984] (p. 6853) ; difficultés de fonctionnement du Marché commun de la viticulture ; problème de l'élargissement de la communauté européenne (p. 6854).

orales sans débat de :

— **M. Michel Sainte-Marie (n° 646) : développement de la vie associative** : inventaire des mesures prises depuis 1981 ; avis du Conseil national de la vie associative ; convention avec des villes pilotes ; journée « vie associative en ville nouvelle » ; semaine des associations ; mise en œuvre d'un plan d'installation pour la communication sociale [25 mai 1984] (p. 2652).

— **M. Jean-Paul Fuchs (n° 643) : viticulture alsacienne** : niveau des prix ; problème des exportations ; enrichissement par adjonction de saccharose ; demande d'étude à l'I.N.A.O. sur les techniques de chaptalisation [25 mai 1984] (p. 2653) ; mention « Tokay Pinot gris » à l'étude ; fiscalité agricole ; évaluation des stocks avec une décote (p. 2654).

— **M. Jean-Pierre Sueur (n° 687) : difficultés financières des jeunes horticulteurs et maraîchers** : installations de Dampierre-en-Burly ; dotation aux jeunes agriculteurs ; subvention versée par l'Oniflhor ; volume du financement accordé ; prêt pour les productions végétales spéciales ; prêt spéciaux d'installation et de modernisation [29 juin 1984] (p. 3871).

— **M. Jean-Pierre Santa Cruz (n° 685) : amélioration génétique des races bovines dans l'Est de la France** : programme d'infusion de sang Holstein ; extension de la race à de nouvelles régions d'élevage ; aides spécifiques ; programme de sélection en race pure ; [29 juin 1984] (p. 3872).

— **M. René André (n° 676) : quotas laitiers** ; bénéficiaires des réallocations ; concertations avec la profession dans des commissions régionales interprofessionnelles ; primes à la cessation de livraisons ; réserve nationale ; maîtrise par les producteurs des livraisons de lait [29 juin 1984] (p. 3873) ; engagement international ; politique de ralentissement de la production laitière (p. 3874).

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (n° 681) : convention collective nationale de l'industrie hôtelière** : extension de la convention ; incompatibilité des dispositions de cet accord avec la législation actuelle [29 juin 1984] (p. 3875).

— **M. Emmanuel Hamel (n° 680) : crédits de l'aide ménagère à domicile dans le Rhône** : progression de

cette dotation ; taux de remboursement au titre de l'aide sociale ; dotation de la caisse nationale d'assurance vieillesse [29 juin 1984] (p. 3875) ; dotations complémentaires (p. 3876).

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 675) : industrie pharmaceutique** : consommation des médicaments ; renouvellement des produits ; prix des médicaments ; firmes japonaises et américaines ; frais de recherche et de développement ; hausses conventionnelles de prix [29 juin 1984] (p. 3877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).**

Première lecture, discussion générale : agriculture française ; saturation des débouchés ; négociation de Bruxelles [3 avril 1984] (p. 1064) ; nécessité d'éviter la concentration des terres autour de grandes exploitations ; conditions d'élaboration du texte ; contrôle des structures ; réduction des cas d'autorisation de droit ; transparence des procédures ; commissions communales ; affichage des refus d'autorisation d'exploiter ; problèmes de l'application du texte (p. 1065) ; établissement des schémas directeurs départementaux des structures agricoles ; possibilité d'appliquer ces schémas dans un délai bref ; problème de l'annulation du bail irrégulier ; statut du fermage ; extension de ce statut ; droit de reprise ; liberté d'entreprendre du fermier ; accord de divers partenaires à l'égard du projet ; équilibre entre les intérêts du preneur et ceux du bailleur (p. 1066) ; réforme du métayage ; diminution de la superficie en métayage entre 1970 et 1979 ; conversion du métayage en fermage (p. 1067) ; indique que certains des amendements de la commission recueillent son accord (p. 1068) ; indique qu'il ne se considère pas comme « le champion de l'anti-productivisme » ; négociation de Bruxelles ; rythmes d'incitation à la production (p. 1072, 1073) ; indique que le projet de loi sur la montagne doit être présenté au Conseil des ministres du 4 avril 1984 (p. 1075) ; augmentation du prix « administré » du lait ; décisions de Bruxelles ; combat pour le rétablissement de l'équilibre financier de la Communauté ; délais de paiement ; démantèlement de six points des montants compensatoires négatifs ; modalités de fixation de ces montants ; rôle de la commission dans cette fixation (p. 1079) ; programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan ; place de l'agriculture dans ce Plan ; statut du fermage ; « pagaille » régnant sur le marché foncier ; nécessité d'avancer progressivement en agriculture (p. 1090, 1091) ; renforcement du contrôle des structures ; région Bretagne ; organisations agricoles ; caractère modéré de ce texte ; commissions cantonales ou intercantonales ; nombre de bénéficiaires de la dotation aux jeunes agriculteurs ; nombre de ces bénéficiaires dans le département de la Loire-Atlantique ; métayage ; problème des S.A.F.E.R. (p. 1092) ; société d'épargne foncière agricole (S.E.F.A.) ; schémas départementaux des structures déjà élaborés ; préparation d'un texte spécifique applicable aux D.O.M. ; annulations de crédits prononcées sur le budget du ministère de l'agriculture ; production laitière pour les petits producteurs des Hautes-Pyrénées ; préoccupations du Midi viticole ; possibilité de continuer les aides au stockage à court terme sur une base nationale ; position de la Communauté à cet égard (p. 1093) ; régression de la production laitière française ne dépassant pas 3 p. 100 ; préférence communautaire ; date de la fixation des prix agricoles européens (p. 1094).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : représentativité syndicale dans les comités techniques des S.A.F.E.R. ; découpage géographique des S.A.F.E.R. ; problème du financement du foncier (p. 1095) ; **article 1er** : chiffres relatifs à l'installation des jeunes agriculteurs (p. 1096) ; **article 2** : ouverture des baux (p. 1097) ; fixation des limites quantitatives : allocation des terres ; nécessité de ne pas rechercher un développement de l'agriculture par la concentration ; surface minimum d'installation (p. 1098) ; **article 3** : contrôle des opérations visées à cet article (p. 1099) ; sa position à l'égard des divers sous-amendements à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1101) ; modalités de calcul de la surface minimum d'installation ; notion de voie d'accès communément utilisée ; notion de voies les plus directes (p. 1101) ; **article 4** : son hostilité à l'extension des cas d'autorisation des droits ; rôle de la commission pour accorder les autorisations (p. 1103) ; impossibilité de se prononcer sur un amendement déposé une demi-heure avant son examen ; nécessité d'être « restrictif par prudence » ; **répond au rappel au règlement** de M. Pierre Micaux : dépôt des amendements (p. 1104) ; mariage et réunion d'exploitations (p. 1107) ; contrôle des cumuls ; nécessité de mettre fin à certaines autorisations de droit (p. 1108) ; **article 5** : demande la réserve de cet article (p. 1109) ; **article 6** : fixation de la surface minimum d'installation en matière de polyculture-élevage [4 avril 1984] (p. 1115) ; encouragement de l'installation des jeunes (p. 1116) ; **article 7** : politique d'installation des jeunes (p. 1117) ; encouragement de la pluralité des demandes (p. 1118) ; soin laissé aux questeurs de vérifier si l'Assemblée nationale importe son papier ; problème du pluralisme ou non des demandes (p. 1119) ; référence de l'ouvrage de Vauban intitulé « la Dime Royale » comme modèle d'écriture administrative ; encouragement du renforcement des exploitations familiales et de l'agriculture de groupe (p. 1120) ; encouragement des échanges amiables ; caractère administratif de la commission des structures (p. 1121) ; philosophie anti-étatiste (p. 1122) ; **article 8** : caractère restrictif des conditions de communication des informations relatives aux structures agricoles ; possibilité pour le commissaire de la République d'obtenir à sa demande communication des informations nécessaires au contrôle des structures (p. 1123) ; problème d'information sur le foncier dans le monde rural ; **article 9** : régime applicable aux terres incultes (p. 1124) ; **article 10** : nécessité de lutter contre la fraude (p. 1126) ; **article 11** : difficultés de l'agriculture sur le plan économique (p. 1127) ; vente d'herbe ou prise en pension d'animaux ; situation des épouses des exploitants agricoles ; sa préférence pour la négociation directe entre les intéressés (p. 1129) ; **article 13** : adoption en Conseil des ministres du projet de loi sur la montagne (p. 1133) ; **article 14** : possibilité pour les parties concernées de porter leurs litiges devant les tribunaux (p. 1134) ; risque de faire établir l'état des lieux aux frais du preneur plutôt qu'aux frais du bailleur (p. 1135) ; **article 15** : réglementarisme des membres de l'opposition (p. 1136) ; **article 16** : encouragement de la politique des échanges (p. 1137) ; **article 17** : critique l'introduction de règles formelles risquant d'augmenter les clauses de vice de forme (p. 1138) ; encouragement des procédures de conciliation (p. 1139, 1140) ; équilibre de l'accord bailleurs-preneurs (p. 1141) ; caractère inacceptable de l'asymétrie dans les positions du preneur et du bailleur en matière de paiement des taxes (p. 1142) ; **article 18** : respect de la propriété privée ; établissement de la valeur d'indemnisation compte tenu des conditions techniques et économiques d'utilisation du bien ; encouragement à la négociation entre les parties (p. 1143) ; extension, aux travaux libres, de la procédure d'indemnisation retenue pour les travaux soumis à commission (p. 1144) ; **article 21** : lutte contre la fraude ; **Après l'article 21** : problème posé par le cumul emploi-retraite élevée (p. 1146) ; soumission à l'avis de la commission départementale des structures de toutes les modifications de la dimension de l'exploitation ; **article 22** : cas de la vigne (p. 1147) ; encouragement de la conversion du métayage en fermage ; caractère dépassé du métayage même en viticulture (p. 1148) ; **Après l'article 23** : son amendement n° 246 (compétence du tribunal d'instance en l'absence de tribunal paritaire des baux ruraux) : adopté (p. 1152) ; **article 25** : son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 54 de M. Claude Michel (présence au sein de la commission départementale d'aménagement foncier de quatre conseillers généraux) (p. 1153) ; responsabilité du département en ce qui concerne le financement des opérations d'aménagement foncier ; adopté ; **après l'article 25** : caractère anormal de la situation prévoyant que la location d'un bien agricole exproprié était offerte en priorité au propriétaire et non à l'exploitant ; cas où les baux qui sont du domaine de l'Etat, des départements ou des communes sont de droit soumis au statut du fermage (p. 1154) ; souhait du Gouvernement que les commissions communales d'aménagement foncier prennent en compte l'importance des différents modes de faire-valoir ; nécessité de la présence de jeunes exploitants et de fermiers (p. 1155) ; nécessité de lutter contre la fraude au droit de préemption des S.A.F.E.R. ; contrats départementaux ; absence de définition de l'agriculture marginale (p. 1156) ; impossibilité d'accepter que le loyer des terres puisse être régi exclusivement par les seules lois du marché (p. 1157) ; **article 5 précédemment réservé** : retrait de cet article par le Gouvernement ; son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 12 de la commission : devenu sans objet (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale : problème du nombre des exploitants pouvant cesser leur activité laitière ; absence de choix pour certains exploitants [6 juin 1984] (p. 2989) ; confirme « sans joie » la baisse du revenu des agriculteurs pour 1984 (p. 2990) ; position de la majorité sénatoriale ; organisations professionnelles agricoles ; utilisation des fichiers de la mutualité sociale agricole ; jeunes preneurs ; pression démographique ; mise en place des groupements fonciers agricoles (p. 2992) ; souhait du Gouvernement du retour aux

dispositions adoptées en première lecture ; texte constituant un progrès (p. 2993).

Discussion des articles : **article 2 :** suppression d'une autorisation de droit ne signifiant pas automatiquement que l'autorisation sera refusée ; indique que dans la plupart des cas les demandes seront acceptées (p. 2994) ; **article 4 :** soumission à contrôle des exploitations résultant d'un mariage figurant dans la loi de 1980 (p. 2996) ; **après l'article 4 :** constitution de la commission cantonale ou intercantonale ; caractère consultatif de cette commission (p. 2997) ; syndicats représentatifs ; organisation syndicales ; dévolution de la terre ; indique que plusieurs organisations syndicales représentatives demandaient cet article ; article 5 du projet de loi initial ; caractère consultatif de la commission (p. 2998) ; présence du préfet ; indique que le préfet n'a jamais été, sous aucune République, le représentant du pouvoir judiciaire ; juridictions administratives ; **article 6 :** surface minimale d'installation dans les zones de montagne (p. 2999) ; **article 7 :** libertés (p. 3000) ; limitation des procédures contradictoires ; application du contrôle total dont la loi de 1962 ouvrait la possibilité dans 31 départements ; **article 8 :** informations détenues par la mutualité sociale agricole (p. 3001) ; **article 9 :** recours hiérarchique ; **article 12 :** période transitoire rendant les dispositions de loi applicables aux contrats en cours ; **article 14 :** délai de trois mois visé par cet article ; souhaite éviter les formalismes excessifs ; **article 14 *bis* :** indique qu'il est favorable à l'amendement de suppression ; problème de l'entretien et de l'amélioration des bâtiments d'habitation en milieu rural (p. 3003) ; négociations entre les fermiers et les bailleurs au plan national (p. 3004) ; **article 17 :** loi de 1967 régissant les travaux libres (p. 3005) ; **article 21 :** prise en compte de la situation du futur exploitant et non du propriétaire (p. 3006) ; **après l'article 21 *bis* :** développement d'une politique de pré-installation ; autorisations ; **article 22 :** conversion du métayage ; **avant l'article 25 :** coopératives ; secteur non coopératif ; loi sur la montagne ; coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) (p. 3007).

Quatrième lecture, discussion générale : souhaite la confirmation du vote de l'Assemblée en troisième lecture [29 juin 1984] (p. 3922).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : effort réalisé en matière de formation ; marché de l'emploi ; nécessité d'une loi sur l'enseignement, d'une loi sur l'enseignement agricole, d'une loi sur l'enseignement agricole public ; insuffisance de la formation ; nécessité de redéfinir les finalités de cet enseignement ; intervention des aides liées au niveau communautaire à des critères précis ; pays souffrant d'un déficit en formation ; aides publiques à l'installation ; possibilité de lier cette aide à l'obtention du brevet d'étude professionnelle agricole [4 juin 1984] (p. 2874) ; loi de 1960 ; entreprises agricoles ; modernisation de l'agriculture française ; enseignement agricole ; circuits d'échanges ; industries agro-alimentaires ; débouchés de la production laitière ; nécessité d'orienter le contenu de cet enseignement vers un contact avec l'environnement dans lequel il évolue ; priorité technologique ; loi sur l'enseignement agricole public (p. 2875) ; recrutement des élèves ; besoins de fonctionnement ; rénovation de l'enseignement agricole public ; problème des relations entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; moyens budgétaires ; 9e Plan ; harmonisation des diplômes (p. 2876) ; dépôt du projet de loi sur les relations entre l'Etat et l'enseignement agricole privé (p. 2877) ; séparation des deux textes sur l'enseignement agricole ; problème du texte à venir sur l'enseignement agricole privé (p. 2880) ; place des femmes dans ce type d'enseignement ; vote du budget de 1984 ; part de l'enseignement agricole privé dans ce budget (p. 2889-2890) ; besoins d'instruction du monde agricole ; finalités de l'enseignement agricole ; moyens financiers ; problème de l'abstention d'une partie des députés sur ce texte ; moyens d'investissement ; évolution des autorisations de programme entre 1966 et 1981 ; chute continue du pourcentage des autorisations de programme dans les crédits d'investissement du ministère de l'agriculture jusqu'en 1978 ; problème de la présentation de deux textes distints concernant l'un l'enseignement privé, l'autre l'enseignement public (p. 2893) ; échange d'expérience entre le secteur public et le privé ; résultats de l'enseignement agricole ; fermeture des classes de 4e et de 3e ayant contribué à accroître l'échec scolaire ; ouverture de classes de 4e et de 3e préparatoires pour la rentrée scolaire de 1983 ; importance des industries agro-alimentaires en matière de balance des paiements et d'exploitations agricoles ; orientation scolaire ; problèmes posés par la parité ; effort de coopération internationale ; problème du caractère suffisamment ambitieux des objectifs proposés par ce texte (p. 2894) ; division en deux du texte initial ; projet de loi traitant de l'enseignement agricole public ; projet à venir sur l'enseignement agricole privé (p. 2895).

Discussion des articles : **article 1er :** diversité de l'agriculture ; transformation des produits agricoles (p. 2895) ; secteurs para-agricoles ; (p. 2896) ; expression « chaîne alimentaire » ; rôle des départements et des communes ; coopération internationale en matière agricole ; accueil des stagiaires étrangers et envoi d'enseignants à l'étranger (p. 2897) ; appartenance de l'enseignement agricole public au service public de l'éducation ; principe de laïcité de la République (p. 2898) ; **article 2 :** notion d'éducation permanente ; formation professionnelle continue (p. 2899) ; classes préparatoires ; choix d'orientation ; finalités de l'enseignement agricole ; obligation d'avoir des exploitations annexes aux établissements ; enseignement par alternance (p. 2900) ; problème des équivalences de diplômes ; enregistrement législatif de ces équivalences ; qualifications ; **article 3 :** retard inacceptable pris en matière d'aide aux familles ; montant des bourses attribuées aux élèves de l'enseignement technique ; parité pour certaines classes (p. 2901) ; difficultés budgétaires ne permettant pas de combler d'un seul coup tout le retard ; augmentation des bourses dans l'enseignement agricole supérieure à celle des bourses de l'éducation nationale ; volonté politique de réaliser la parité dans l'aide aux familles ; **article 4 :** enseignement agricole public ; Conseil supérieur de l'enseignement agricole privé domaine réglementaire ; preprésentation du ministre de l'éducation nationale au Conseil de l'enseignement agricole (p. 2902) ; composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; représentation de l'enseignement agricole public au sein du Conseil supérieur (p. 2903) ; **article 5 :** référence explicite aux schémas prévisionnels ; **article 6 :** problème de la création des Conseils de l'enseignement agricole dans chaque région ; compétences de ces Conseils ; retient l'idée de donner aux Conseils un pouvoir d'avis sur les schémas prévisionnels ; retient cette idée mais la trouve prématurée ; rôle du décret pour la mise en place des Conseils (p. 2904) ; **article 7 :** spécificité des établissements ; ateliers technologiques (p. 2905) ; notion d'établissement public (p. 2906) ; création de Conseils d'établissement relevant du pouvoir réglementaire ; **article 8 :** nécessité de ne pas opposer les séquences pédagogiques et les stages de formation ; projet pédagogique ; calendrier des études (p. 2907) ; problèmes de calendrier ; langues régionales (p. 2908) ; **article 9 :** disparités subies par l'enseignement agricole ; mobilité des personnels enseignants (p. 2909) ; **article 10 :** harmonisation d'ensemble au sein de l'enseignement supérieur ; adaptations nécessaires ; **article 11 :** code rural (p. 2910) ; **titre :** mention de la formation professionnelle agricole ; référence au forestier (p. 2911).

Ses observations après les explications de vote : promotion, de l'enseignement agricole public (p. 2911) ; enseignement agricole privé ; propos de M. Jacques Chirac parlant de « la désinvolture et l'ignorance » du Gouvernement vis-à-vis du monde agricole ; évolution du budget en matière d'enseignement agricole depuis 1966 ; suppression des classes en 1972 ; excellent travail accompli par l'Assemblée nationale (p. 2912).

Commission mixte paritaire, discussion générale : collaboration entre les deux Assemblées [26 juin 1984] (p. 3721-3722) ; augmentation de la dotation pour l'enseignement agricole public de 12 p. 100 dans le budget de 1984 ; 9e Plan ; création de 1250 postes supplémentaires dans les cinq ans à venir ; enseignement agricole privé ; complémentarité de l'Assemblée nationale et du Sénat (p. 3723).

— Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).

Deuxième lecture, discussion générale : délai d'application de la loi ; procédure des autorisations de mise en marché ; sécurité du consommateur ; réunion de la commission Bricaire [20 juin 1984] (p. 3527).

Discussion des articles : **article 5 :** répression (p. 3528).

— Projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054).

Quatrième lecture, discussion générale : mécanisme évitant une révision inflationniste ; indice B.T. 01 ; options offertes pour la révision du prix des contrats de maisons individuelles [29 juin 1984] (p. 3926).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* situation de l'agriculture ; action du Gouvernement au cours de la période récente ; rénovation de la politique agricole commune ; accord à la suite des négociations au sein du Conseil agricole de la Communauté sur les prix, les montants compensatoires monétaires et la rénovation de la politique agricole commune [6 novembre 1984] (p. 5569) ; renforcement des organisations communes de marché dans les secteurs des fruits et légumes ; conséquences des accords réalisés sur les problèmes agricoles et sur le financement de la politique agricole commune ; concertation menée dans le cadre de la politique du lait avec les organisations professionnelles ; modalités et ampleur des aides au départ ; respect par le Gouvernement des engagements financiers dans le cadre du secteur laitier ; poursuite de la modernisation des exploitations laitières (p. 5570) ; situation des producteurs de viande bovine ; diminution du cheptel laitier ; stabilité de l'évolution du revenu agricole en 1984 ; situation des différents secteurs de production ; modernisation de l'agriculture et des filières agro-alimentaires ; tendance à l'accroissement des prélèvements obligatoires ; créations d'emplois dans le secteur de l'enseignement agricole ; application de la loi du 9 juillet 1984 sur la rénovation de l'enseignement agricole public ; harmonisation des taux de bourse avec celui de l'enseignement technique de l'éducation nationale ; augmentation des crédits destinés aux établissements d'enseignement agricole privé et public ; effort consenti au titre du développement agricole ; priorité donnée à l'installation des jeunes ; augmentation du nombre des bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (p. 5571) ; actions spécifiques en faveur de la pré-installation dans les zones sensibles ; taux des prêts complémentaires consentis aux jeunes agriculteurs par le Crédit agricole ; mise en œuvre de « plans d'amélioration des exploitations » ; augmentation des dotations des sociétés d'aménagement régional ; respect des engagements pris par le ministère de l'agriculture à l'égard des régions ; modernisation des exploitations agricoles et de l'outil de production ; développement des entreprises du secteur agro-alimentaire ; maintien des aides aux investisseurs par la mise en œuvre du fonds d'intervention stratégique et de la prime d'orientation agricole (p. 5572) ; importance de l'effort de recherche par la création d'emplois de chercheur ; notion de « dépenses bénéficiant à l'agriculture » ; problème de l'imprécision des structures juridiques dans le domaine agricole ; statut juridique de l'entreprise agricole ; problème du statut social des agriculteurs ; retard dans l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite (p. 5573) ; mise en place d'instruments de gestion adaptés à l'agriculture moderne ; rôle de l'Etat dans la modernisation de l'agriculture ; problème posé par l'action de l'Etat (p. 5574) ; accord social signé entre l'interprofession laitière et les organisations syndicales de salariés ; vente des produits de l'agriculture (p. 5575) ; son refus d'envisager l'hypothèse avancée par le président du C.N.J.A., du départ de 25 000 personnes du secteur agricole ; son absence de responsabilité du retard technologique de la production laitière (p. 5577) ; son absence de volonté de mettre en place des quotas dans le secteur de la viande bovine ; problème de la Bretagne et des contingents laitiers (p. 5583) ; rattachement de l'enseignement agricole public au ministère de l'agriculture ; nécessité du rattachement de l'I.N.R.A. à celui de la recherche (p. 5595) ; sa solidarité avec l'ensemble du personnel de son ministère ; comportement d'imprévoyance de l'ancienne majorité sur le problème du lait (p. 5596) ; nécessité de tenir un langage clair aux agriculteurs et de rendre plus efficaces les interventions de l'Etat ; son rappel du contenu de l'interview de M. Chirac au journal *Libération* du 30 octobre et notamment de sa volonté de supprimer les deux tiers des dépenses du budget de l'agriculture (p. 5603) ; sa réponse aux critiques sur l'évolution insuffisante des crédits des offices et la réduction de la subvention de bonification des prêts du Crédit agricole ; évolution du revenu agricole entre 1974 et 1984 ; conséquences des retards pris dans le règlement du problème laitier (p. 5604) ; son rappel des réponses possibles à ce problème ; absence de responsabilité de la France dans les surplus de production de lait au niveau européen (p. 5605) ; ses critiques émises en 1976 sur le danger de la production d'excédents ; absence de fonctionnement de la taxe de co-responsabilité ; mesures adoptées au plan national pour la mise en œuvre du règlement communautaire ; obtention par la France de la reconduction pour deux ans de l'aide communautaire aux petits producteurs de lait ; modalités de répartition de cette aide pour la prochaine campagne ; mesures adoptées sur le plan fiscal pour améliorer le régime des stocks à rotation lente ; régime de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes ; amélioration de l'organisation commune de marché dans le secteur viticole ; problème du déclenchement automatique de la distillation obligatoire (p. 5606) ; assouplissement des propositions initiales de la commission ; problème concernant les vins d'appellation d'origine ; difficultés concernant l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; problèmes posés par la structure de l'agriculture en Espagne, notamment dans le secteur des fruits et légumes et dans le secteur viticole ; nécessité d'organiser une période transitoire avant l'entrée de ces pays dans le Marché commun ; problème posé par la mise en œuvre du décret réformant les conditions d'attribution de la dotation aux jeunes agriculteurs ; devenir de l'enseignement agricole ; harmonisation des statuts des personnels (p. 5607) problème des créations de postes au Cemagref ; rappel des grandes orientations du B.A.P.S.A. ; caractère défavorable au régime agricole du rapport actifs-inactifs ; recherche d'une harmonisation progressive des droits et des conditions d'accès au système de couverture sociale ; problème de l'abaissement de l'âge de la retraite et du niveau des retraites ; suites à donner au rapport de M. Gérard Gouzes sur le statut de l'exploitation, de l'exploitant et de l'exploitante agricoles (p. 5608) ; rôle de la politique sociale agricole ; poursuite du ralentissement des dépenses par la limitation de la progression des cotisations ; montant du B.A.P.S.A. et de la subvention de son ministère à ce budget ; problèmes posés par la réforme de la fiscalité agricole, notamment par l'abaissement du seuil de passage automatique au réel (p. 5609).

Répond à la question de :

— *M. Jean Combasteil :* mise en œuvre d'une véritable parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé agricole, pour le statut des personnels et pour les bourses (p. 5610).

— *M. Louis Maisonnat :* conséquence de la mise en place des quotas laitiers sur l'activité industrielle ; interdiction faite aux entreprises d'abandonner la collecte de lait des petites exploitations (p. 5610).

— *M. Roland Mazoin :* caractéristique de la situation du marché ovin ; contenu du règlement de base ; prorogation de la clause « zone sensible » ; nécessité d'accomplir des progrès dans l'organisation de ce marché (p. 5611).

— *M. Francis Geng :* financement des prestations d'aide ménagère aux personnes âgées (p. 5612).

— *M. Aimé Kerguéris :* cohérence entre la politique de cessation d'activité et la politique d'installation des jeunes agriculteurs problème de l'agrandissement des exploitations (p. 5612).

— *M. Francisque Perrut :* son analyse en pourcentage de la structure du B.A.P.S.A. (p. 5612) ; problème de la retraite à 60 ans (p. 5613)

— *M. Jean Desanlis :* financement des actions de prophylaxies des grandes maladies animales ; baisse de la dépense de ce secteur en raison de la qualité des résultats ; diminution de la particpation du F.E.O.G.A. aux dépenses de prophylaxies (p. 5613).

— *M. Jean Proriol :* conditions d'attribution de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; exigence d'une qualification plus élevée (p. 5613).

— *M. Michel Lambert :* problème de la révision cadastrale ; contenu de l'assiette des cotisations ; étude concernant la mise en place d'un instrument permettant d'obtenir une connaissance des revenus et des situations des agriculteurs (p. 5614).

— *M. Georges Labazée :* conséquences du décret du 8 août relatif à l'installation des jeunes agriculteurs ; financement de la formation professionnelle (p. 5615).

— *M. Jacques Cambolive :* coût du barrage de Montbel ; caractère prématuré de la réalisation de l'ouvrage de transfert d'eau vers le Lauragais ; taux de subvention pratiqué pour les travaux de drainage (p. 5615).

— *M. Jean Laborde :* difficultés engendrées par le départ des producteurs de lait à la suite de la mise en place des quotas (p. 5616).

— *M. Marcel Garrouste :* problème des charges sociales supportées par les producteurs de fuits employant des travailleurs accasionnels ; efficacité des mesures limitant l'emploi de main d'œuvre étrangère ; augmentation du montant de l'amende civile frappant les employeurs de travailleurs clandestins ; nécessité de créer des structures d'emploi adaptées au travail saisonnier (p. 5616, 5617).

— *M. Edmond Massaud :* stagnation de la consommation de tabac ; effort de reconversion des planteurs de tabac ;

situation de la S.E.I.T.A. (p. 5617) ; caractère exemplaire de la concertation communautaire dans le secteur du tabac ; participation du F.O.R.M.A. aux actions entreprises en faveur du développement de la production de noix ; extension de la protection communautaire de la noix ; fiscalité des productions de truffes (p. 5618).

— *M. Bruno Bourg-Broc :* conséquences de la mise en place des quotas laitiers ; cas de la Suisse et du Canada ; problème de la date de la connaissance des références concernant les quotas laitiers ; caractéristiques des relations entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur le plan agricole ; définition du comportement des américains ; conséquences du niveau du dollar sur le marché des céréales ; caractère défavorable des relations en ce qui concerne les matières protéiniques ; ouverture par la Communauté d'une négocation avec les Etat-Unis pour obtenir l'auto-limitation de plafonnement des importations de *corn gluten feed* (p. 5619) ; problème de l'extension du champs de protectionisme à d'autres produits agricoles américains, notamment le vin ; élaboration par le comité agricole du G.A.T.T. d'un avant projet de résolution défavorable ; augmentation de la production céréalière des Etats-Unis ; soutien du revenu des exploitants agricoles par ce gouvernement ; conduite par le ministère des affaires étrangères des négociations avec les Etats-Unis (p. 5620).

— *M. Jean-Guy Branger :* annulation des montants compensatoires sur le porc ; baisse des prix intérieurs allemands ; attitude de l'Allemagne face à la Communauté (p. 5621).

— *Mme Adrienne Horvath :* difficultés rencontrées par les jeunes agriculteurs au moment de leur installation ; utilisation des stocks possédés par les S.A.F.E.R. pour faciliter leur installation ; conditions d'intervention de la société d'épargne foncière agricole ; problème des aires géographiques d'activité des S.A.F.E.R. (p. 5622).

— *M. Ernest Moutoussamy* posée par M. Jean Combasteil : réalisation d'une réforme foncière permettant l'installation en location d'agriculteurs (p. 5622) ; attribution aux exploitants âgés de plus de 35 ans d'une dotation d'installation aux réformes foncières ; contenu de la négociation du contrat de plan avec la région Guadeloupe (p. 5623).

— *M. Jacques Blanc :* état de la négociation viticole ; conséquences du réglement tardif de ce problème ; impossibilité de déclencher une distillation obligatoire ; difficultés de reconversion des viticulteurs ; impossibilité d'adopter un règlement uniforme lié à la diversité des structures des vignobles des pays européens ; problème de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun (p. 5624) ; problème du seuil de déclenchement de l'obligation de distiller ; attitude de l'Italie et de la Grèce à cet égard (p. 5625).

— *M. Léo Grézard :* stabilisation du prix des bovins ; nécessité d'encourager les entreprises à valoriser leurs produits par la découpe des carcasses [7 novembre 1984] (p. 5673).

— *M. René Bourget :* renforcement de la production des fruits de bouche ; création de groupements de producteurs dans l'Est, la Bourgogne, le Val-de-Loire et l'Aquitaine ; subventions accordées au titre de la rénovation des vergers au profit des plantations de petits fruits (p. 5673).

— *M. Gilbert Sénès :* mise en place de dispositions destinées à promouvoir le raisin de table sur les marchés ; problème des importations italiennes (p. 5673) ; mise en place d'une commission réunissant les responsables de l'Oniflhor et ceux de l'Onivin ; réforme de l'organisation commune du marché du vin ; modalités de la répartition dans le domaine viticole ; prix des vins importés ; problème du contrôle de l'application des règlements communautaires dans les Etats membres (p. 5674).

— *M. Christian Bergelin :* mise en place d'un dispositif anticalamités en Haute-Saône ; prise en compte pour la fixation des quotas laitiers de l'année la plus favorable ; détermination des quotas laitiers dans le département de la Haute-Saône (p. 5674).

— *M. Roger Corrèze* posée par M. Jean-Paul Charié : mise en place de mécanismes permettant d'attirer l'épargne des groupements fonciers agricoles ; conséquences de la baisse du prix du foncier agricole sur la situation financière des S.A.F.E.R. ; problème de l'équilibre du Crédit agricole (p. 5675).

— *M. Roger Corrèze* posée par M. Jean-Paul Charié : nécessité de simplifier les obligations comptables posées aux agriculteurs (p. 5675, 5676).

— *M. Gérard Chasseguét* posée par M. Michel Inchauspé : problème de l'engorgement des entrepôts frigorifiques du Mans (p. 5676).

— *M. Olivier Stirn :* modalités de calcul du dépassement des quota ; cas d'un fermier abandonnant une exploitation laitière (p. 5676).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2390).

Première lecture, discussion générale : culture de la terre selon une coutume ancestrale ; lacune comblée par la IIe République [22 novembre 1984] (p. 6260) ; historique de l'enseignement agricole notamment en 1946 et 1978 ; suppression des classes de 4e et de 3e dans les cycles courts et réouverture récente de ces classes ; spécificité du monde agricole ; loi de 1984 sur les établissements publics ; volonté de faire participer les établissements privés au service public d'éducation ; domaine de la santé et des transports publics ; missions du service public ; solution contractuelle ; intervention de l'Etat ; régime contractuel (p. 6261) ; participation aux missions du service public ; schéma prévisionnel des formations ; concertation autour de ce schéma ; renoncement au système de subvention forfaitaire ; cas des établissements pratiquant l'alternance ; maisons familiales rurales ; recrutement et rémunération des personnels dans les établissements fonctionnant dans des conditions comparables aux établissements publics ; attribution d'une subvention globale dans ce cas ; enseignement agricole supérieur ; représentation des établissements privés dans les instances de l'enseignement agricole (p. 6262) ; contenu des enseignements et des filières ; élaboration du schéma prévisionnel national ; déconcentration et décentralisation (p. 6263) ; problème de l'alliance de la F.N.S.E.A. et de la F.E.N. en ce qui concerne la composition du Conseil national de l'enseignement agricole (p. 6267) ; problème du financement ; règle de l'annualité budgétaire ; crédits de l'enseignement agricole privé ; schéma prévisionnel ; loi de rénovation de l'enseignement agricole public en 1984 (p. 6278) ; création de nouveaux postes budgétaires ; effectifs de l'enseignement agricole public ; jumelage établissement entreprise ; problème du besoin d'établissements publics et d'établissements privés ; statut de l'enseignement agricole privé représentant « une des hontes nationales » en matière de législation financière ; problème du statut contractuel ; rémunération et reconnaissance d'obligation de service public ; absence d'assimilation entre l'éducation générale et l'enseignement agricole (p. 6279) ; schéma directeur national des filières ; souci de concorde scolaire manifesté par Alain Savary ; définition des schémas prévisionnels ; Conseil national ; représentation de l'enseignement agricole privé au sein de ce Conseil ; situation des jeunes filles en matière d'enseignement agricole ; méthode de l'enseignement agricole ; absence de possibilité de muter des personnels de l'agriculture à l'éducation nationale (p. 6280) ; fonctions de l'enseignement agricole ; caractère rigoureux de la formation professionnelle ; augmentation des crédits de 33 p. 100 en deux ans ; caractère hétéroclite du code rural ; schéma prévisionnel ; moyens financiers de l'enseignement agricole public ; maisons familiales rurales ; son accord sur le principe de la création d'une commission de conciliation ; indique qu'il ne souhaite pas alourdir les charges des collectivités territoriales ; élargissement du champ des formations agricoles (p. 6281) ; formation commerciale ; dimension internationale de plus en plus importante des activités agricoles ; cas de Mayotte (p. 6282).

Discussion des articles : **article 1er :** problème de la personnalité juridique de tous les établissements d'enseignement agricole privés ; impossibilité de distinguer le patrimoine de l'association et le patrimoine de l'établissement (p. 6282) ; associations pouvant gérer sans être des propriétaires ; accueil de stagiaires étrangers par les associations (p. 6283) ; échanges de stagiaires ; rôle du ministre de la coopération ; **article 2 :** expérimentation pédagogique ; contrats ; période de transition (p. 6284) ; conventions de formation professionnelle ; enseignement supérieur ; service d'orientation (p. 6285) ; **article 3 :** dispositions figurant dans les contrats ; programmes pédagogiques (p. 6289) ; contrôles d'exécution des contrats et vérification des habitations et des titres des enseignants ; contrôles effectués par des fonctionnaires de l'Etat ; diversité des conditions de contrôle pédagogique selon qu'on est dans le secteur à plein temps ou dans le secteur en alternance ; schéma prévisionnel (p. 6290) ; caractère contractuel de l'engagement de l'Etat ; possibilité de réviser le contrat en cas de modification du schéma prévisionnel (p. 6291) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 13 de la commission (substituant aux mot « équivalentes » le mot « comparables ») ; imputations budgétaires ; subventions de fonctionnement ; chefs d'établissements publics et chefs d'établissements privés ;

différence de titres requis dans les deux cas ; équivalences de diplômes (p. 6292) ; mot « comparables » ; niveau d'exigences pédagogiques et de qualifications semblables dans les deux ordres d'enseignement ; mot « équivalences » ; absence de possibilité d'équivalences dans certains cas ; adopté (p. 6293) ; indique que la loi Debré ne s'applique pas à l'enseignement agricole ; son amendement n° 1 (référence aux échelles indiciaires des corps équivalents de la fonction publique pour la rémunération des personnels des établissements sous contrat) ; référence au traitement de leurs collègues titulaires ; article 40 de la Constitution ayant empêché le dépôt d'un amendement d'origine parlementaire ; adopté ; chefs d'établissements ; priorité donnée aux candidats qualifiés ayant perdu leur emploi ; droit protecteur pour les associations et les individus (p. 6294) ; problème de la rédaction de cet article ; son amendement n° 2 (dépenses autres que celles visées au 2e alinéa du présent article) ; dépenses de fonctionnement non pédagogiques ; adopté (p. 6295) ; **article 6** : rôle des fédérations (p. 6296) ; article ne concernant pas les établissements ; son amendement n° 3 (substituant aux mots « à l'exclusion de » les mots « indépendemment de ») ; adopté ; **article 7** : établissements publics ; enseignement agricole supérieur ; rapport « Mothes » (p. 6297) ; missions de l'enseignement supérieur ; indique qu'il est un authentique libéral dans l'ordre économique et qu'il est pour la responsabilité fondamentale de la puissance publique dans certains secteurs ; développement rural ; recherche fondamentale (p. 6298) ; financement ne pouvant porter que sur la formation pédagogique ; formation professionnelle ; indique qu'il est en désaccord avec les amendements n° 21 de la commission et n° 51 de M. Jacques Barrot (p. 6299) ; son amendement n° 4 (fixation par décret des modalités particulières de certains contrats ; contrats dérogatoires ; adopté ; **article 8** : agrandissements d'établissements ; contribution de l'Etat ; expérimentation pédagogique (p. 6300) ; son amendement n° 5 (supprimant la référence à l'agrandissement des établissements) ; problème de la première construction et des dépenses d'agrandissement ; adopté (p. 6301) ; **article 10** : se prononce en faveur de l'unicité du Conseil de l'enseignement agricole ; respect du tripartisme en matière d'éducation ; composition du Conseil interdisant une logique proportionnaliste (p. 6302) ; rappelle que le secteur privé scolarise 60 p. 100 des effectifs (p. 6303) ; rôle de l'union nationale des associations familiales (p. 6304) ; **article 12** : comité départemental et schéma prévisionnel régional ; rôle des familles ; élaboration du schéma ; rôle des comités régionaux et du Conseil national de l'enseignement agricole ; avis du Conseil d'académie sur les ouvertures des établissements publics ; problème de la pertinence des filières (p. 6305) ; **après l'article 12** : rôle de la commission de cociliation (p. 6306) ; composition de cette commission ; référence à l'enseignement privé ; commissions spécialisées pour les litiges internes **article 13** : son amendement n° 6 (faisant référence à la date du premier janvier 1985) (p. 6307) ; formations en cours de reconnaissance ; adopté ; son amendement n° 87 (référence aux accords salariaux et aux conventions collectives) ; augmentations de salaires pour les personnels ; date d'actualisation ; adopté ; son amendement n° 90 (passation des contrats provisoires jusqu'à l'entrée en vigueur du schéma prévisionnel) ; amendement originellement présenté par la commission ; risque de vide juridique entre le premier janvier 1985 et l'entrée en vigueur du schéma prévisionnel ; adopté ; enseignement supérieur (p. 6308).

Seconde délibération du projet de loi : **article 7** : son amendement n° 1 (substituant au mot « professionnelle » le mot « pédagogique » à propos de la formation) ; adopté (p. 6310).

Ses observations après l'adoption du projet de loi : souligne l'unanimité des députés, avec des abstentions, mais sans vote contre (p. 6312).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 20 avril 1984] (p. 1207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : section commune) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 2 : **affaires sociales et solidarité nationale** : section commune **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : seuil donnant accès à la répartition des sièges ; blocage des institutions ; vote du budget ; nouvelle loi électorale ; statut particulier ; problème des offices ; dotations en matière hydraulique ; problème du transport ; autorité de l'Etat en Corse ; protection des biens et des personnes ; diminution des crédits de l'Etat [20 juin 1984] (p. 3551) ; problème des offices (p. 3553).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : caractère paradoxal du budget de la section commune ; absence de publication du document annexe au projet de loi de finances relatif aux prévisions de retraites et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale ; risque de retour à un déficit du régime général ; calcul de la dotation générale de décentralisation ; lutte contre la « nouvelle pauvreté » ; montant de la progression des crédits de la section commune ; diminution de ceux de la solidarité nationale ; prévision du nombre des bénéficiaires du statut d'objecteur de conscience ; évolution des frais de fonctionnement de l'administration centrale et des dépenses d'études et de statistiques ; réduction des crédits d'intervention sociale [13 novembre 1984] (p. 5920, 5921).

ROCHER (Bernard)

Député de Paris
(17e circonscription)
R.P.R.

Devenu député le 26 avril 1984, en remplacement de M. Jacques Marette, décédé [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1984] (p. 1372).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 12 mai 1984] (p. 1394).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1984] (p. 1492).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : énergie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 33 : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : énergie **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **R.V.I. — Contrôle de la police allemande sur les semi-remorques** : durée des vérifications techniques des tracteurs semi-remorques fabriqués par Renault Véhicules industriels ; manœuvres dissuasives [30 mai 1984] (p. 2846).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : demande une suspension de séance ; caractère inconvenant des propos tenus à l'encontre du secrétaire d'Etat à la communication [26 janvier 1984] (p. 130).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : entraves à la création d'entreprises ; système général des aides ; nécessité d'étendre le champ des bénéfices du livret d'épargne-entreprise aux extensions d'entreprise ; harmonisation de ce texte avec le texte concernant la création d'entreprise par des salariés sans emploi [2 mai 1984] (p. 2053) ; contrats de Plan-Etat-région (p. 2054).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).**

Première lecture, discussion générale : droit à la retraite à soixante ans pour les artisans et les commerçants ; cessation d'activité pour les artisans et commerçants ; aménagement technique ; gestion de la contribution de solidarité en cas de cumul de retraite et d'activité ; problème de la caisse des artisans [30 mai 1984] (p. 2825).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, discussion générale : rigueur du budget ; critiques quantitatives suscitées par le projet ; comparaison avec l'examen du budget de 1980 [16 octobre 1984] (p. 4807) ; accoutumance à l'inflation ; comportement du consommateur ; déficit du commerce extérieur ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; exécution du budget (p. 4808).

Deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* caractère raisonnable de la répartition des crédits ; politique active de l'aménagement du territoire ; cas de F.R.3 ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; disparités régionales ; rôle du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.) [23 octobre 1984] (p. 5076).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* situation de l'artisanat du bâtiment ; réforme des dispositions régissant l'urbanisme commercial ; règles de la concurrence [24 octobre 1984] (p. 5159) ; droits nouveaux pour les conjoints (p. 5160).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* développement de la décentralisation en matière de communication audiovisuelle [7 novembre 1984] (p. 5643) ; nécessité de renforcer la structure locale existante ; mise en place de l'agence de programmes inter-régionaux ; nécessité d'un cadre institutionnel nouveau favorisant les initiatives régionales (p. 5644).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : investissements énergétiques ; politique charbonnière [14 novembre 1984] (p. 5992) ; effort de solidarité vis-à-vis du secteur charbonnier ; subventions de fonctionnement de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) ; fonds spécial de grands travaux ; actions de l'A.F.M.E. ; article 89 majorant le taux des redevances dû au titre du contrôle des installations nucléaires ; adoption de cet article par la commission et rejet des crédits par celle-ci (p. 5993).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : ses observations sur l'amendement n° 253 de M. Robert Galley [15 novembre 1984] (p. 6070) ; problème des mines à ciel ouvert aux Etats-Unis (p. 6071) ; compétence de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 6072) ; **Etat C — Titre V** : liens entre les Charbonnages de France et ses filiales ; nécessité de développer un grand groupe charbonnier français (p. 6084) ; évolution de Pechiney depuis 20 ans (p. 6086) ; développement de l'action du B.R.G.M. ; difficultés du Zaïre et de la Zambie (p. 6087) ; **Etat C — Titre VI** : ses observations sur l'amendement n° 267 de M. Robert Galley et les amendements n° 265, 266, 268, 269 et 270 de M. Michel Noir (p. 6088) ; situation de l'industrie papetière ; cas du groupe Aussédat-Rey ; amélioration de ce secteur (p. 6089) ; résultats de l'industrie de la machine-outil ; caractère inconvenant des propos tenus par M. d'Aubert (p. 6901) ; caractère contradictoire des déclarations de l'opposition (p. 6092) ; **Etat B — Titre III** : action des directions générales de l'industrie (p. 6095) ; **après l'article 89** : ses observations sur l'amendement n° 243 de M. Delfosse (p. 6096).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).**

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à l'exception d'irrecevabilité** de M. Edmond Alphandery : position du Sénat au sujet du fonds spécial de grands travaux [11 décembre 1984] (p. 6808) ; motifs ayant présidé à la création du fonds ; mise en œuvre des moyens financiers engagés ; missions confiées à l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; bilan des deux premières tranches du fonds spécial de grands travaux ; reconquête du marché intérieur des équipements énergétiques ; problèmes de débudgétisation ; construction des autoroutes (p. 6815) ; prise en considération de projets techniquement prêts ; apport de la nouvelle tranche du fonds avec un triple objectif : aménagement du territoire, desserrement de la contrainte extérieure et soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 6816).

ROGER (Emile)

Député du Nord
(14e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

ROGER-MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Malandain et plusieurs de ses collègues modifiant la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (n° 1936) [2 février 1984] (p. 483) ; remplacé par M. Pierre Bourguignon [12 avril 1984] (p. 1551).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur pour avis du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [26 avril 1984] (p. 2002).

Rapporteur du projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092) [10 mai 1984] (p. 2235).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la domiciliation des entreprises (n° 2352) [8 octobre 1984] (p. 4529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Président de cette commission [*J.O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des **difficultés des entreprises (n° 1966)** [2 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1965) modifiée par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la prévention et au règlement amiable des **difficultés des entreprises (n° 1968)** [2 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1988) modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, relatif à la prévention et au règlement amiable des **difficultés des entreprises (n° 1989)** [10 février 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 2092), modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social (n° 2148)** [24 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2352) modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la **domiciliation des entreprises (n° 2377)** [15 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2399) modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décember 1958 et relatif à la **domiciliation des entreprises (n° 2414)** [8 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; rejet des amendements introduits par le Sénat tendant à modifier le code du travail [3 février 1984] (p. 487) ; accroissement des charges des entreprises ; effet cumulé des années de crise (p. 489).

Discussion des articles : **article 4 *bis* :** son amendement n° 1 (de suppression) : prévention des difficultés des entreprises ; statut des sociétés dualistes ; adopté (p. 489) ; **article 8 :** extension jusqu'au 4e degré de parenté de l'incompatibilité d'exercice du commissariat aux comptes ; **article 10 :** son amendement n° 2 (possibilité pour le comité d'entreprise de demander la désignation d'experts chargés de présenter un rapport sur les opérations de gestion) ; expertise de minorité ; souci de confier de plus grandes responsabilités au comité d'entreprise ; adopté (p. 490) ; **article 14 :** son amendement n° 3 (composition de la commission régionale d'inscription) ; présence dans cette commission d'un magistrat de la Chambre régionale des comptes ; caractère prépondérant de la voie du président de cette commission : adopté ; son amendement n° 4 (énoncé des incompatibilités attachées à la fonction de commissaire aux comptes) (p. 491) ; règles déontologiques de la profession de commissaire aux comptes ; volonté de faire du commissaire aux comptes un mandataire de l'intérêt général ; magistrature économique (p. 492) ; adopté ; **article 18 :** son amendement n° 5 (obligation pour certaines sociétés de désigner au moins deux commissaires aux comptes) ; risque de concurrence des cabinets anglo-saxons ; dispositions de la 7e directive du Conseil des Communautés européennes (p. 493) ; possibilité pour les entreprises de désigner deux commissaires aux comptes, même si elles n'y sont pas obligées ; adopté ; **article 19 :** son amendement n° 6 (extension au comité d'entreprise de la possibilité de demander une expertise de minorité) (p. 494) ; adopté ; son amendement n° 7 (révocation des commissaires aux comptes) ; possibilité pour les comités d'entreprise de demander cette révocation ; adopté ; son amendement n° 8 (possibilité pour le commissaire aux comptes d'être entendu par l'Assemblée générale) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 9 (communication au comité d'entreprise de la délibération du Conseil d'administration ou de surveillance) ; attitude de défiance de la part du Sénat à l'égard du comité d'entreprise ; adopté (p. 495) ; **article 22 :** son amendement n° 10 (régime de responsabilité des commissaires aux comptes) ; compétence de ces derniers pour apprécier la situation actuelle et prévisible de l'entreprise ; mission d'alerte ; maintien des poursuites en cas de faute lourde ; protection de la responsabilité des commissaires aux comptes dans la procédure d'alerte ; adopté ; **article 24 :** son amendement n° 11 (de coordination) : adopté (p. 496) ; **avant l'article 25 *bis* :** son amendement n° 12 (supprimant la référence « au but lucratif ») ; application du chapitre 4 *bis* aux sociétés et personnes morales de droit privé non commerçantes ; adopté ; **article 25 *bis* :** son amendement n° 13 (supprimant la référence « au but lucratif ») : adopté ; son amendement n° 14 (référence au total du bilan) : adopté ; son amendement n° 15 (obligation pour les personnes visées à l'article 25 *bis* de nommer au moins un commissaire aux comptes) (p. 497) ; problème spécifique des coopératives agricoles ; caractère facultatif de la désignation d'une commission aux comptes lorsque la coopérative agricole a donné son adhésion à un organisme de révision agréée ; adopté ; **article 25 *ter* :** son amendement n° 16 (de coordination) : adopté ; **article 25 *quater* :** son amendement n° 17 (pouvoirs du commissaire aux comptes d'une personne morale mentionnée à l'article 25*bis*) (p. 498) : adopté ; **avant l'article 25 *quinquies* :** son amendement n° 18 (rétablissant l'intitulé du chapitre IV *ter* : information financière et contrôle des comptes dans certaines entreprises publiques) ; adopté ; **article 25 *quinquies* :** son amendement n° 19 (obligation pour certains établissements publics de l'Etat de désigner un commissaire aux comptes) ; référence à la commission d'inscription ; recours à un double commissariat aux comptes du fait de la consolidation des comptes ; adopté ; **article 25 *sexies* :** son amendement n° 20 (conditions d'exercice des fonctions de commissaire aux comptes ; missions temporaires ; adopté (p. 499) ; **article 25 *septies* :** son amendement n° 21 (obligation pour le Conseil d'administration ou le directoire d'établir les documents mentionnés à cet article) : adopté ; **article 26 A :** son amendement n° 22 (possibilité pour des sociétés commerciales ou des personnes morales de droit privé d'adhérer à un groupement de prévention agréé) ; pose les questions de savoir qui adhère à un groupement de prévention, qui peut constituer un groupement, qui déclenche l'alerte, quelles sont les conséquences de cette alerte (p. 500) ; pose la question des moyens d'analyse du groupement ; avantages fournis par le groupement ; adopté ; **article 26 B :** son amendement n° 23 (possibilité pour le président du tribunal de commerce de convoquer les dirigeants des sociétés commerciales et des groupements d'intérêts économiques) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 24 (critère des comptes prévisionnels) (p. 501) ; référence au plan de financement : adopté ; son amendement n° 25 (supprimant la référence au but lucratif) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 26 (notion de raison suffisante) : adopté ; son amendement n° 27 (référence au caractère préoccupant de la situation économique de l'entreprise) : adopté (p. 502) ; **article 34 :** son amendement n° 28 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 29 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 30 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 31 (possibilité pour le comité d'entreprise de choisir deux salariés de l'entreprise en raison

de leur compétence) : adopté ; **article 35** : son amendement n° 32 (référence aux alinéas 9 et 13) (p. 503) ; possibilité pour les comités d'entreprises qui ne revêtent pas la forme commerciale de se faire assister d'un expert comptable ; adopté ; **article 39** : son amendement n° 33 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 39 *bis*** : son amendement n° 34 (complétant l'article 2037 du code civil par les mots « toute clause contraire est réputée non écrite ») : adopté ; **avant l'article 39 *ter*** : son amendement n° 35 (supprimant l'intitulé du chapitre VII*bis*) ; caractère inopportun des propositions du Sénat tendant à assouplir le code du travail en matière de licenciement ; adopté ; **article 39 *ter*** : son amendement n° 36 (de suppression) : adopté ; **article 39 *quater*** : son amendement n° 37 (de suppression) (p. 504) : adopté ; **article 39 *quinquies*** : son amendement n° 38 (de suppression) : adopté ; **article 39 *sexies*** : son amendement n° 39 (de suppression) : adopté ; **article 42** : son amendement n° 40 (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 46 *bis*** : son amendement n° 41 (de coordination) : adopté (p. 505).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : cohérence des différents textes ; crise économique [5 avril 1984] (p. 1185) ; autonomie de l'entreprise ; conception de la majorité à l'égard du droit de l'entreprise ; responsabilité du chef d'entreprise ; procédure d'alerte ; rôle des autres partenaires de l'entreprise dans cette procédure ; mécanismes de prévention ; règlement judiciaire ; nouvelle procédure du règlement judiciaire ; plan de redressement ; neutralité de l'administrateur ; cas où la liquidation est prononcée ; intervention des salariés pendant la phase de préparation du plan de redressement ; règlement des créances ; mise sur un pied d'égalité des banquiers et des fournisseurs (p. 1186) ; rôle du chef d'entreprise ; présomption de faute ; administrateurs judiciaires ; problème de l'installation de cabinets d'administrateurs dans chaque région ; possibilité de choisir pour administrateur une personnalité non inscrite à ce titre ; exercice de la profession exclusif de toute autre profession ; nombre des entreprises mises en faillite ; nombre des affaires en difficulté ; exercice des activités de Conseil ; rapprochement de la justice et des justiciables ; réforme des tribunaux de commerce ; redressement économique et rôle de l'entreprise dans ce redressement (p. 1187, 1188).

Commission mixte paritaire, discussion générale commune : procédure de règlement amiable ; existence de deux procédures ; réhabilitation de la fonction de chef d'entreprise [6 décembre 1984] (p. 6752) ; réhabilitation de la notion de chef d'entreprise par les socialistes ; nécessité de sauvegarder l'entreprise ; restructuration des entreprises ; loi « Auroux » ; délégués du personnel ; rôle du comité d'entreprise et des délégués du personnel ; attitude de la majorité de gauche pour l'entreprise (p. 6753).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 43** : vérification des créances salariales par le représentant des salariés [9 avril 1984] (p. 1282) ; **article 125** : créances salariales [10 avril 1984] (p. 1346) ; **article 137** : procédure simplifiée ; entreprises soumises à cette procédure ; recours facultatif au commissaire aux comptes dans ce cas ; rapidité de la procédure ; absence de désignation systématique d'un administrateur ; rôle prépondérant du juge commissaire (p. 1352, 1353) ; **article 139** : proximité de la justice des jusiticiables ; procédure simplifiée (p. 1354) ; **article 140** : plan de redressement de l'entreprise (p. 1355) ; **article 181** : présomption d'une mauvaise gestion ; responsabilité du chef d'entreprise ; rôle de ce dernier ; multiplicité des causes de difficultés ; risque d'entreprendre ; caractère positif de cet article (p. 1380) ; **article 183** : obligations comptables (p. 1389) ; **après l'article 230** : désignation des commissaires aux comptes ; dans les entreprises publiques (p. 1408).

Explications de vote : organisation du règlement judiciaire ; procédure d'alerte ; organisation d'un plan de redressement (p. 1410) ; rôle des salariés ; responsabilité particulière du chef d'entreprise ; réalisme du texte ; embarras des représentants de l'opposition ; rôle de l'opposition ; texte à venir sur la réforme des tribunaux de commerce ; caractère positif du présent projet (p. 1411).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 38** : travail en commission (p. 4713) ; **article 39** : ordre de priorité des créances nées pendant la période d'observation ; poursuite par les fournisseurs des contrats en cours [15 octobre 1984] (p. 4714) ; **après l'article 39** : son amendement n° 222 (possibilité pour les créanciers maintenant les réductions assorties de délais de bénéficier de la priorité de paiement édictée aux alinéas 1er, 2 et 3 de l'article précédent) ; clarification de l'articulation entre le règlement amiable et le redressement judiciaire (p. 4715) ; caducité de plein droit des dispositions contenues dans le règlement amiable ; priorité de paiement ; incitation des créanciers à participer à un règlement amiable ; retiré (p. 4716) ; **article 149** : inscription du représentant des créanciers sur une liste ; nomination de ce représentant comme liquidateur sauf exception motivée du tribunal (p. 4741) ; **article 155** : peu de différence entre « meilleur prix » par rapport à « meilleures conditions » (p. 4743) ; **après l'article 230 *bis*** : extension des dispositions prévues pour les sociétés commerciales aux autres personnes morales de droit privé ; unification des dispositions applicables aux différentes entreprises (p. 4763).

Explications de vote : absence de l'opposition lors de ce débat ; cohérence politique de celle-ci ; intérêt du travail du Sénat ; réponse à l'attente de toutes les catégories de Français ; suppression de la présomption de faute pesant sur les chefs d'entreprise (p. 4766).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 230 *bis* 1** : son amendement n° 2 (situation de certaines sociétés anonymes en état de suppression provisoire des poursuites ; plan d'apurement du passif) : adopté (p. 6761).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : souhaite que les administrateurs puissent avoir d'autres activités ; suppression de la référence à l'exercice direct ou indirect de toute profession ; possibilité d'exercer un mandat d'expert en diagnostic d'entreprise [11 avril 1984] (p. 1431).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : encouragement de l'initiative économique ; groupes industriels dominants ; petites et moyennes entreprises ; prévention des difficultés des entreprises [2 mai 1984] (p. 2029) ; modernisation de la comptabilité des entreprises ; mécanisme de reprise du capital d'une entreprise par les salariés ; incitations fiscales ; sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) ; avantages fiscaux ; relance des options de souscription ou d'achat d'actions ; incitation des salariés à recourir à cette formule d'une façon plus large ; mesures d'accompagnement des restructurations industrielles ; notion d'« entreprises en difficulté » ; cas de reprise d'établissement en difficulté ; définition des zones connaissant d'importantes difficultés d'emploi ; article 34 de la Constitution ; avantages fiscaux dérogatoires (p. 2030-2031).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 34 (possibilité pour des membres du personnel d'une entreprise de créer une société pour acheter une fraction du capital de celle-ci) ; cas d'une entreprise performante [3 mai 1984] (p. 2098) ; rejeté (p. 2099) ; son amendement n° 35 (cas où l'entreprise rachetée a adopté préalablement le statut de société coopérative ouvrière de production) ; forme juridique choisie par les salariés ; sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) (p. 2100) ; volonté de racheter une entreprise en la transformant en S.C.O.P. ; limite de détention du capital pouvant être portée à 50 p. 100 ; possibilité pour une S.C.O.P. d'être mère d'une société de capitaux (p. 2101) ; rejeté (p. 2102) ; son amendement n° 36 (cas d'une société coopérative ouvrière de production) (p. 2104) ; devenu sans objet (p. 2105) ; **article 12** : son amendement n° 37 (possibilité de consentir des options au bénéfice des salariés des sociétés) ; option pouvant être consentie aux salariés ; sociétés filiales ; adopté ; son amendement n° 38 (possibilité de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions) ; gestion lors du retrait des dirigeants ; immatriculation au registre du commerce ; modifie son amendement ; rejeté après modification ; son amendement n° 39 (substituant aux mots « la création » les mots « l'immatriculation ») ; immatriculation au registre du commerce ; rejeté (p. 2109) ; **article 13** : son amendement n° 40 (plan de redressement décidé par le tribunal de commerce compétent) ; cas de cession totale ou partielle de l'entreprise en difficulté ; rejeté ; son amendement n° 158, à titre personnel (plan de redressement et de reprise de l'établissement ou de l'entreprise

en difficulté) : rejeté (p. 2112) ; **article 14** : son amendement n° 41 (établissement d'un plan de redressement par le tribunal de commerce) : rejeté ; son amendement n° 159, à titre personnel (même objet) : retiré (p. 2116).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : compétences ; cas de consultation obligatoire du Conseil ; « suivi » de l'exécution du Plan ; recours plus fréquent au Conseil depuis 1981 ; pouvoirs d'initiative de celui-ci ; fonction de régulateur social et d'échanges d'idées ; comités économiques et sociaux régionaux [25 mai 1984] (p. 2688) ; élargissement de la composition du bureau ; groupes ; moyens du Conseil ; fonctionnaires de l'Etat placés auprès de celui-ci ; réforme entraînant une augmentation du nombre de conseillers créant donc des charges nouvelles ; modalités de fonctionnement du Conseil ; création d'une procédure d'urgence ; composition du Conseil économique et social ; augmentation du nombre des membres du Conseil profitant essentiellement à la représentation des salariés ; représentation des entreprises, des artisans, des professions libérales, des activités agricoles ; personnalités qualifiées ; place réservée aux associations familiales ; assouplissement de la création des sections ; régime des session (p. 2689) ; principe de publicité des débats ; composition du Conseil ; amendements tendant à relever légèrement la représentation des entreprises du secteur public (p. 2690) ; ses observations sur l'amendement présenté par le groupe communiste portant sur la situation des personnels du Conseil (p. 2698).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 2 (supprimant la référence aux diverses catégories de salariés visée au 1° de cet article) ; composition de la catégorie représentant les salariés ; rôle des organisation syndicales ; adopté ; son amendement n° 3 : réservé ; son amendement n° 4 (substituant au chiffre 8 le chiffre 10 à propos des représentants des entreprises publiques) ; nationalisations ; responsables désignés des entreprises nationalisées (p. 2700) ; adopté ; son amendement n° 3 précédemment réservé (fixant à 72 le nombre des représentants des entreprises) : adopté ; représentation des professions libérales ; effectifs des professions libérales ne représentant qu'un cinquième de ceux du secteur public (p. 2701) ; représentation des jeunes chambres économiques ; associations familiales ; associations représentées au Conseil (p. 2702) ; problème de la représentation du mouvement « quart-monde » au sein des associations ; son amendement n° 5 (incluant deux représentants des Français établis hors de France dans la composition du Conseil) ; cas des Français établis hors de France (p. 2703) ; représentation de ces derniers ; adopté ; son amendement n° 6 (supprimant la fin du 14e alinéa (9°) de l'article 7 de l'ordonnance de 1958) : adopté ; retraités (p. 2704).

— Projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346).

Première lecture, discussion générale : modernisation du droit comptable ; actualisation des problèmes de l'entreprise notamment par la loi d'initiative économique, l'institution d'un livret d'épargne-entreprise ; textes en préparation, notamment celui relatif aux fusions et aux scissions ; reconciliation des Français avec leur entreprise ; comptes consolidés des groupes ; moyens modernes d'investigation et de gestion ; normalisation des comptes consolidés ; commissaire aux comptes et expert comptable ; influence des cabinets de commissaire aux comptes ; harmonisation de la comptabilité française avec les directives des Communautés européennes ; transparence des groupes [11 octobre 1984] (p. 4650).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la domiciliation des entreprises (n° 2352).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : modernisation du droit commercial facilitant le développement des entreprises ; reconnaissance de l'entreprise comme une collectivité de travail ; simplification des formalités de création d'une entreprise ; critique de la législation actuelle visant à empêcher les domiciliations fictives ; compromis entre le souci de favoriser les créations d'entreprise et le maintien des garanties offertes aux tiers ; obligation de présenter un titre juridique pour justifier de la jouissance privative des locaux ; modalités de contrôle ; domiciliation provisoire [15 octobre 1984] (p. 4778) ; protection des bailleurs ; protection des tiers (p. 4779).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 1 (obligation de justifier de la jouissance des locaux pour toute personne demandant son immatriculation ; possibilité de domiciliation d'une entreprise dans les locaux occupés en commun) (p. 4779) ; domiciliation permanente des entreprises ; possibilité pour le créateur d'entreprise de se domicilier seul ou avec d'autres ; preuve de la réalité du siège de l'entreprise ; adopté ; **après l'article unique** : son amendement n° 2 (possibilité pour toute personne demandant son immatriculation d'installer le siège de son entreprise dans un local d'habitation sans changement de destination de l'immeuble) ; possibilité pour les créateurs d'entreprise de s'installer de façon provisoire à leur domicile lorsqu'il s'agit d'une personne physique ou à celui du représentant légal ; problème des obstacles à cette domiciliation ; clause de non concurrence ; nécessité d'une preuve ; adopté après rectification (p. 4780).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : assouplissement des conditions requises pour la domiciliation permanente ; possibilité d'une domiciliation provisoire ; conclusion d'un contrat en cas de domiciliation collective ; modalités d'application du texte [20 novembre 1984] (p. 6203) ; radiation d'office ; conditions dans lesquelles un commerçant peut installer son siège dans les locaux d'une entreprise (p. 6204).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (contenu du décret prévu par cet article) ; rétablissement du texte adopté en première lecture ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (rétablissant la peine de radiation d'office) ; faculté de domiciliation provisoire dans un local d'habitation en cas de création d'entreprise ; retiré (p. 6205).

ROSSINOT (André)

Député de Meurthe-et-Moselle
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plan sidérurgique** : réunion du comité des sages sur la valeur du plan acier ; attitude des communistes à ce sujet ; sa demande de précisions sur le calendrier en ce domaine [5 avril 1984] (p. 1163) ;

— **Situation au Tchad** : existence d'un communiqué publié par le ministère des relations extérieures officialisant la fin des opérations de retrait des Français et des Libyens du Tchad ; arrêt du processus de retrait ; efficacité de la politique étrangère [21 novembre 1984] (p. 6221).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration.

Explications de vote : activité économique ; écart d'inflation par rapport aux principaux concurrents ; endettement de la France ; nombre de chômeurs [24 juillet 1984] (p. 4173) ; répartition des charges entre les Français ; pauvreté ; pouvoir d'achat ; ouverture sur le plan politique ; initiative privée ; création d'entreprises ; conditions d'embauche et de licenciement ; tentative de rassemblement ; devenir de la décentralisation ; tentative de recentrage ; expérience Lorraine ; comportement des communistes (p. 4174) ; suffrage universel ; tentative de référendum-plébiscite (p. 4175).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* faible augmentation du budget de la santé en francs constants ; régression de la politique sociale du Gouvernement ; désengagement de l'Etat au détriment des collectivités locales ; origine de l'excédent de la sécurité sociale ; absence de politique

familiale ; sous-revalorisation des allocations familiales ; situations d'urgence sociale ; nouvelle pauvreté [13 novembre 1984] (p. 5941) ; difficultés des grandes villes en matière sociale ; nécessité d'un contrôle des frontières de dimension européenne en matière d'immigration ; progression du budget de la santé ; efforts dans le domaine psychiatrique ; situation des établissements hospitaliers (p. 5942).

ROUDY (Yvette)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommée ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

DEPOTS

Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le **recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308)** [24 juillet 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mme Marie-France Lecuir : orientation et formation des femmes** : principe de l'égalité dans l'éducation et le droit à l'enseignement ; campagne d'information pour l'orientation ; mise en place de missions locales pour lutter contre le développement des « poches » de pauvreté [2 mai 1984] (p. 2026, 2027) ;

— **M. René Rieubon : inégalités des salaires au détriment des femmes cadres** : aggravation des inégalités dès que l'on s'élève dans la hiérarchie ; loi relative à l'égalité professionnelle [27 juin 1984] (p. 3737) ; rapports obligatoires des entreprises ; plans de rattrapage, exemple de la S.O.F.I.N.C.O. ; mesures d'orientation scolaire et universitaire ; candidates aux grandes écoles (p. 3738) ;

— **M. François Loncle : contraception et interruption volontaire de grossesse** : rappel des débats sur l'avortement ; absence d'incidence de la libéralisation de l'interruption volontaire de grossesse sur le taux de fécondité des femmes ; problème de la baisse de la natalité dans les pays industrialisés [31 octobre 1984] (p. 5478-5479) ;

— **Mme Ghislaine Toutain : interruption volontaire de grossesse** : absence de lien entre la réglementation de l'I.V.G. et le taux de fécondité ; problèmes du remboursement de l'I.V.G. et de l'aide sociale [7 novembre 1984] (p. 5655) ; absence d'augmentation du nombre des I.V.G. (p. 5656) ;

orale sans débat de :

— **Mme Muguette Jacquaint (n° 609) : nom patronymique des époux** : distinction entre l'usage du nom et la transmission du nom ; contestation de l'idéologie patriarcale [4 mai 1984] (p. 2136) ; établissement d'une circulaire visant à éliminer toutes les appellations susceptibles de porter atteinte au respect de la vie privée ; rappel de la législation sur la transmission du nom ; volonté de l'opinion publique de laisser aux parents le choix du nom à transmettre (p. 2137).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).**

Première lecture, discussion générale : nombre des pensions alimentaires irrégulièrement ou jamais payées ; famillles monoparentales [2 octobre 1984] (p. 4445) ; cas des hommes bénéficiant de la garde des enfants ; rappel des textes existants ; lutte contre l'organisation par les débiteurs de leur insolvabilité ; missions des trois bureaux pilotes ; fonds de garantie des pensions alimentaires ; service d'aide aux recouvrements ; principe de l'avance ; système de recouvrement ; aide d'un service spécialisé ; possibilité conférée aux caisses d'interroger les administrations ou les organismes de service public (p. 4446) ; extention de la prestation de service au recouvrement d'autres créances ; majoration au profit de la caisse qui traite le dossier des sommes mises en recouvrement ; missions des caisses d'allocations familiales (p. 4447) ; cas du débiteur payant partiellement sa pension (p. 4452) : dépenses représentées par le versement des avances ; cas des orphelins de père ; problème de la constitution d'un fonds de garantie des pensions ; droits de l'enfant ; parents isolés ; délai d'application des mesures ; aspect psychologique du problème ; difficulté pour les femmes de porter plainte contre le père de leurs enfants (p. 4453).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 16 (remplaçant dans toutes les dispositions des textes où ils figurent les mots « allocation d'orphelin » par les mots « allocation de soutien familial ») : adopté (p. 4454) ; **article 4** : nécessité de laisser aux organismes débiteurs de prestations familiales le maximum de marge d'appréciation (p. 4455) ; **article 5** : son amendement n° 17 (dispense de l'engagement préalable d'une voie d'exécution) ; absence de justification de l'obligation d'exercer une voie d'exécution pour un créancier isolé ; allocation de soutien familial ; disposition spécifique en faveur des créanciers isolés ; adopté ; **article 6** : cadre de la loi du 11 juillet 1975 (p. 4456) ; règles de la comptabilité publique ; formule exécutoire imposée par le commissaire de la République ; statut du personnel des caisses d'allocations familiales (p. 4457) ; **après l'article 7** : son amendement n° 18 (rapport sur l'application de la présente loi) ; bilan d'application de la loi ; fonctionnement du texte ; adopté (p. 4458).

Deuxième lecture, discussion générale : son rappel des trois axes du projet de loi ; importance des améliorations techniques du Sénat [28 novembre 1984] (p. 6456) ; intervention du commissaire de la République dans la procédure de recouvrement ; problème de l'information du débiteur d'aliments ; montant de l'avance versée ; paiement partiel des pensions (p. 6457).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 3 (insérant dans le paragraphe I du texte de l'article L. 543-5-1 du code de la sécurité sociale après les mots « se soustrait » le mot « totalement ») ; importance de l'adverbe « totalement » (p. 6457) ; adopté ; son amendement n° 4 (versement de l'allocation de soutien familial à titre d'avance sur créances alimentaires) : adopté ; son amendement n° 5 (subrogation de l'organisme débiteur dans les droits du créancier) : adopté ; son amendement n° 6 (versement à titre d'avance d'une allocation différentielle quand un des parents se soustrait au versement d'une créance alimentaire) : adopté ; son amendement n° 7 (suspension du versement de l'allocation de soutien familial par l'organisme débiteur de prestations) ; suspension du droit à l'allocation de soutien familial ; situation en cas de saisie immobilière (p. 6458) ; adopté ; son amendement n° 8 (concernant la charge des frais de gestion) ; charge des frais de procédure ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 9 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement de coordination avec celui concernant le paiement partiel des créances alimentaires ; adopté (p. 6459).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* abattement des crédits de fonctionnement et des crédits d'intervention ; présence des femmes sur le marché du travail ; taux de chômage ; progression de l'emploi féminin ; rencontre avec les ministres européens du travail sur ce point ; contenu du plan de formation ; financement par le ministère des droits de la femme de stages liés aux nouvelles technologies [26 octobre 1984] (p. 5257) ; développement des plans d'égalité professionnelle ; contrats de Plan Etat-régions ; contrats particuliers en Corse, en Guadeloupe et en Martinique ; place des femmes dans le dispositif général de formation ; taux de participation des jeunes filles aux programmes de formation ; mères isolées ; action de la commission nationale pour le développement social des quartiers ; loi relative à l'égalité professionnelle ; problème de l'orientation des femmes (p. 5258) ; campagne nationale d'information sur ce point ; mission d'information du centre national d'information sur les droits de la femme ; association d'aide aux femmes victimes de violences ; création d'un comité de liaison des mouvements associatifs des femmes ; loi sur le recouvrement des pensions alimentaires ; contraception ; aide aux femmes en détresse ; enquête sur la transmission du nom ; retraite des conjointes d'artisans et de commerçants ;

mise en œuvre de la loi sur l'âge de la retraite ; cas des mères s'occupant d'enfants handicapés ; situation des femmes au foyer (p. 5259) ; centres d'information sur les droits de la femme ; formation professionnelle ; plans d'égalité (p. 5260).

Répond à la question de :

— *M. Jean Proveux :* pauvreté des centres d'information ; contrats de Plan Etat-régions ; accroissement de l'aide du fonds social européen (p. 5260) ;

— *Mme Eliane Provost :* opération « mille femmes seules » ; taux de chômage (p. 5261) ;

— *M. Jean-François Hory :* envoi d'une mission d'études à Mayotte (p. 5261) ;

— *M. Louis Lareng :* équilibre entre emplois « féminins » et « masculins » ; nombre des centres d'information sur les droits de la femme (p. 5262).

ROUQUET (René)

Député du Val-de-Marne
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J.O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles les fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322) [8 octobre 1984] (p. 4529).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprises (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VII : **départements et territoires d'outre-mer** : territoires d'outre-mer **(n° 2369)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2322) relatif à l'organisation de l'archipel de **Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2445)** [21 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations France-Israël** : visite officielle du chef du Gouvernement de l'Etat d'Israël en France ; état d'avancement des conversations sur la paix au Proche-Orient [12 décembre 1984] (p. 6845).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : maintien de l'aide à domicile pour les personnes âgées ; politique de solidarité [17 octobre 1984] (p. 4886).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : accroissement des crédits destinés aux T.O.M. ; efforts sur les crédits d'investissement ; réforme foncière et nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie ; agissements du front indépendantiste ; évolution de la dotation du fonds d'investissement sur le développement économique et social ; mission du F.A.D.I.P. ; dotation de l'office foncier de Nouvelle-Calédonie [26 octobre 1984] (p. 5283-5284).

— Projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : loi de 1976 ; décentralisation ; nécessité de tirer les conséquences de la départementalisation ; position du Conseil général des Saint-Pierre-et-Miquelon au sujet de la réforme de 1976 ; article 227 du Traité de Rome ; spécificité de l'archipel ; réforme consistant à passer de la départementalisation à un statut de collectivité territoriale *sui generis* ; rôle du Conseil général ; attribution spécifique de celui-ci au plan interne ; pouvoirs fiscaux et douaniers ; rapports entre la collectivité territoriale et l'Etat ; attribution de compétences spécifiques en matière de relations extérieures [29 novembre 1984] (p. 6471) ; « pays et territoires d'outre-mer » au sens du Traité de Rome (p. 6472).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 4 (substituant au mot « département » les mots « collectivités territoriales » à propos de Saint-Pierre-et-Miquelon et dotant cette collectivité d'un Conseil général) ; dispositions du Titre 1er du Livre 1er du code électoral ; (p. 6508) ; application du code électoral ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 5 (indiquant que le représentant de l'Etat est entendu à sa demande) ; loi du 2 mars 1982 ; audition du représentant de l'Etat par le Conseil général adopté ; **article 7** : son amendement n° 6 (réunion du Conseil général en cas de demande du tiers des membres de celui-ci sur un ordre du jour déterminé) ; conditions

exigées pour réunir le Conseil général dans ce cas ; adopté (p. 6509) ; **article 10** : son amendement n° 7 (cas dans lequel les séances ne sont pas publiques) ; majorité absolue des membres pour une décision de siéger à huis clos ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 8 (supprimant la possibilité de faire procéder à des arrestations) ; pouvoir des Conseils généraux ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 6510) ; **article 14** : son amendement n° 11 (substituant au mot « l'assemblée » les mots « le Conseil général ») : adopté ; **article 16** : son amendement n° 12 (prescription de l'exécution des recettes) ; application de la loi du 2 mars 1982 ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 25 (substituant au mot « à l'archipel » les mots « dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») : adopté ; son amendement n° 26 (modalités particulières applicables à l'archipel) : adopté (p. 6511) ; **article 21** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 6512) ; **article 28** : son amendement n° 14 (substituant au mot « l'archipel » les mots « la collectivité territoriales ») : adopté ; son amendement n° 27 (indiquant que le représentant de l'Etat a rang de préfet) ; cas du statut de Mayotte ; adopté ; son amendement n° 15 (supprimant la référence au délégué du Gouvernement dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article) : adopté ; **article 29** : son amendement n° 16 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; informations dont les autorités locales et le représentant de l'Etat doivent disposer pour exercer leurs attributions ; adopté ; **après l'article 29** : son amendement n° 17 (de conséquence) : adopté (p. 6513) ; **article 33** : son amendement n° 18 : (applicabilité de l'article L. 22 du code des tribunaux administratifs au tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; possibilité pour des magistrats de l'ordre judiciaire de siéger comme membres suppléants dans ce tribunal ; adopté, **article 36** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté (p. 6514) ; **après l'article 39** : son amendement n° 20 (intitulé du Livre III du code électoral) : adopté ; son amendement n° 21 (élection des conseillers généraux pour une durée de six ans) ; caractère rééligible de ceux-ci ; exclusion de l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'article 192 du code électoral ; adopté (p. 6515) ; **article 43** : son amendement n° 22 (supprimant les mots « à l'exception de son article 7 » à la fin de cet article) ; reprise de ses dispositions sous forme d'un article additionnel ; adopté ; **après l'article 43** : son amendement n° 23 (réglementation particulière applicable au contrôle sanitaire vétérinaire et phytosanitaire) : adopté ; **titre** : son amendement n° 24 (substituant au mot « à l'organisation » les mots « au statut » dans ce titre) : adopté (p. 6516).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2415).

Première lecture, discussion générale : système de représentation judiciaire particulier à la région parisienne ; absence d'accord entre les quatre barreaux principalement concernés ; principe de territorialité ; application de la loi du 31 décembre 1971 ; barreaux périphériques [29 novembre 1984] (p. 6500).

ROUQUETTE (Roger)

Député de Paris
(16e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles ; de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [10 mai 1984] (p. 2235).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Gisèle Halimi sur la transmission des noms patronymiques (n° 2025) [17 mai 1984] (p. 2450).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Rapporteur de la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 123) tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [11 octobre 1984] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).

Membre de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Vivien, tendant à valider les actes réglementaires et non réglementaires pris sur la base de l'arrêté du commissaire de la République du département de Seine-et-Marne portant révision du périmètre d'urbanisation et modification de la liste des communes membres de l'agglomération du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve et autorisant la création du syndicat d'agglomération de Sénart-Ville-nouvelle (n° 2452) [21 décembre 1984] (p. 6905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1571), tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière **d'acquisition de la nationalité française par mariage (n° 2049)** [19 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2075) portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux **étrangers séjournant en France** ainsi qu'aux **titres uniques de séjour et de travail (n° 2142)** [23 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux **étrangers séjournant en France** ainsi qu'aux **titres uniques de séjour et de travail (n° 2269)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2267) portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le **retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays (n° 2272)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2289) modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le **retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays (n° 2290)** [30 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Monument à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des alliés** : mesures prises pour permettre à tous les Sud-Africains sans exception d'assister à la cérémonie [30 mai 1984] (p. 2843) ;

— **Chili** : entassement de suspects dans les stades ; effort des démocraties pour mettre au banc le régime chilien [21 novembre 1984] (p. 6228) ;

orales sans débat :

— **n° 600**, posée le 24 avril 1984 : **énergie (énergie nucléaire)** (p. 1906) ; appelée le 27 avril 1984 : **fusion thermonucléaire** : inauguration du Joint European Torus (J.E.T.) ; perspectives de la fusion thermonucléaire (p. 2013) ;

— **n° 668**, posée le 19 juin 1984 : **affaires culturelles (établissements)** (p. 3496) ; appelée le 22 juin 1984 : **ateliers publics d'expression pour les arts plastiques** : association « culture dans la ville » (p. 3615) ; création d'autres ateliers (p. 3616) ;

— **n° 673** de M. Alain Richard, appelée le 22 juin 1984 : **études d'impact sur l'environnement** : volume financier représenté par ces études ; mécanisme d'évolution de la validité des études d'impact ; procédure d'agrément des bureaux d'études (p. 3617) ;

— **n° 700**, posée le 9 octobre 1984 : **informatique (entreprises)** (p. 4599) ; appelée le 12 octobre 1984 : **compagnie internationale des services en informatique** : déficit de ce groupe ; plan de restructuration (p. 4667) ; information de l'administration du commissariat à l'énergie atomique sur ce problème (p. 4668) ;

— **n° 742**, posée le 4 décembre 1984 : **recherche scientifique et technique (commissariat à l'énergie atomique)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **office des radio-éléments ionisants** : conséquence de la demande du Gouvernement au C.E.A., de « filialiser » cet office ; statut du personnel ; situation de la filiale du C.E.A. (p. 6788) ; ses doutes quant à la possibilité pour le personnel de l'office des radio-éléments ionisants de bénéficier des dispositions de l'accord du C.E.A. (p. 6789).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur pour avis suppléant : **article 11** : nouvelles dispositions relatives au pluralisme [4 février 1984] (p. 586) ; **après l'article 3** : position de la commission des lois sur cet article [13 février 1984] (p. 1020).

— **Projet de loi relatif à la prévention et au réglement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).**

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; adoption d'un amendement à l'article 46 *bis* par le Sénat ; problème de la désignation du commissaire aux comptes dans les S.I.C.A.V. et dans les fonds communs de placement ; articles relatifs au contrôle des comptes ; rôle joué par l'initiative parlementaire dans la confection du texte [10 février 1984] (p. 884) ; groupements de prévention agréés ; contrôle des comptes des coopératives agricoles (p. 885).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage (n° 1571).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : lutte contre les mariages de complaisance ; unification des régimes d'acquisition de la nationalité française par mariage ; conjoints étrangers ou apatrides ; régime unique applicable à tous les conjoints étrangers [24 avril 1984] (p. 1853) ; loi de 1973 ; acquisition de la nationalité française par mariage ; mariage permettant de tourner la réglementation sur l'immigration ; soumission de la recevabilité des demandes à diverses conditions ; maintien de la communauté de vie entre les époux ; délai ; possibilité d'opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française ; indignité ; défaut d'assimilation ; problème du maintien du critère tiré de la communauté de vie ; application du texte dans les T.O.M. et à Mayotte ; perte de la nationalité française en cas de comportement comme national d'un pays étranger (p. 1854).

Discussion des articles : **article 5** : lieu de résidence (p. 1856).

— **Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : nécessité de concilier service minimum et exercice du droit de grève ; continuité du service public ; préservation des intérêts essentiels et préservation des besoins vitaux de la Nation [25 avril 1984] (p. 1939).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de permettre l'exercice du droit de grève et d'assurer la continuité du service public ; rénovation des droits des personnels dans la fonction publique ; loi du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de « service fait » ; définition stricte des effectifs requis ; concertation avec les organisations syndicales concernées [3 octobre 1984] (p. 4478).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : marche des « Beurs » ; carte de résident et carte de séjour temporaire ; accueil des étrangers ; part de la population immigrée dans la population totale ; dégradation de la situation économique ; montée du chômage ; politique de l'immigration ; principes de cette politique ; lutte contre l'immigration illégale ; insertion ; réinsertion des étrangers dans leurs pays d'origine ; entreprises encouragées à conclure des accords industriels ; formation des travailleurs immigrés pour des chantiers à l'étranger ; principaux points du texte ; conditions d'entrée des étrangers en France [25 mai 1984] (p. 2664) ; séjours de courte durée ; ordonnance du 2 novembre 1945 ; institution de trois catégorie de titres ; carte de séjour temporaire ; carte de résident ordinaire ; carte

de résident privilégié ; importance respective de ces catégories ; exercice d'une activité professionnelle salariée en France ; types de cartes du travail : carte temporaire, carte ordinaire, carte « C » ; autorisation provisoire de travail d'une durée de validité de six mois renouvelable ; travailleurs saisonniers ; situation de l'emploi n'étant pas opposable à certaines catégories de travailleurs ; absence de concordance entre les divers titres de séjour et de travail ; étrangers résidant dans les D.O.M. ; activités non salariées ; régimes spéciaux concernant les Algériens et les ressortissants de la C.E.E. (p. 2665) ; présence de 660 000 Algériens en France ; carte de séjour « C.E.E. » ; statut de réfugié ; étrangers appartenant aux Etats d'Afrique francophone du sud du Sahara ; conditions de séjour des étrangers en France ; carte de résident ; délivrance de cette carte ; égalité des droits avec les nationaux ; informatisation de la carte de résident ; fichier automatisé ; mentions relatives aux mesures administratives ; carte de séjour temporaire ; délivrance de cette carte dans des situations précises (p. 2666) ; expulsion ; aide publique ; aide au retour ; politique d'incitation au départ ; aide comprenant diverses allocations ; institution de l'aide publique à la réinsertion ; proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leurs pays ; titre de séjour n'étant exigé qu'à l'égard des étrangers de plus de seize ans ; catégories d'étrangers titulaires de la carte de séjour temporaire ; touristes ; étudiants ; personnes involontairement privées d'emploi ; conditions d'obtention de la carte de séjour temporaire : condition de résidence, condition de moyens d'existence ; refus de la carte de séjour temporaire pour des motifs d'ordre public (p. 2667) ; ressortissant de nationalité française ; ayants-droit étrangers ; étranger père ou mère d'un enfant français résidant en France ; étranger titulaire d'une rente d'accident de travail ; conjoint et enfant mineur d'un étranger titulaire d'une carte de résident ; statut de réfugié politique ; apatride justifiant de trois années de résidence en France ; étrangers justifiant résider en France habituellement depuis qu'ils ont atteint au plus l'âge de dix ans ; limitation des effets de la carte de résident aux seuls étrangers résidant en métropole ; dispositions transitoires ; nécessité d'éviter un encombrement des services de l'administration ; cas d'un étranger dont la présence constitue une menace pour l'ordre public (p. 2668) ; régularisation exceptionnelle ; dispositions du regroupement familial ; chômage ; lien entre le séjour des immigrés et la résidence (p. 2669).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 4 (conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) : adopté ; *article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 5 (délivrance de la carte temporaire) ; mention correspondant à la qualité du titulaire ; étudiants ; mention de l'activité professionnelle ; autorisation de séjourner en France au titre du regroupement familial ; problème de la menace de l'ordre public (p. 2679) ; souhaite savoir si cette notion d'ordre public concerne également le domaine économique ; adopté ; *article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 6 (conditions de l'activité professionnelle) ; nécessité d'éviter que les conditions de cette activité ne constituent le critère principal dans l'appréciation des moyens d'existence ; adopté ; son amendement n° 7 (étranger dont la présence constitue une menace pour l'ordre public) ; motifs d'ordre public ; adopté ; *article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 8 (suppression de cet article) ; ensemble formant les diverses catégories d'étrangers pouvant obtenir la carte de résident ; adopté ; *article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 9 (cas du conjoint) ; cas dans lesquels la carte de résident est accordée de plein droit ; enfant étranger d'un ressortissant de nationalité française âgé de moins de vingt et un ans ; ascendants à la charge du conjoint ; adopté ; son amendement n° 10 (regroupement familial) : adopté ; son amendement n° 11 (étranger justifiant résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ; réserve tirée des nécessités de l'ordre public ; adopté ; *après l'article 17 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 12 (indiquant que la carte de résident est valable pour une durée de dix ans et renouvelable de plein droit) : adopté ; *article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 13 (substituant aux mots « l'ensemble du » le mot « ce ») ; limitation du droit de travail automatique attaché à la carte de résident ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 14 (modalités d'obtention de plein droit de la carte de résident) ; bénéfice de cette carte dès l'échéance du titre du travail ; adopté ; son amendement n° 15 (étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire) ; titulaires de la carte de séjour temporaire ; condition relative aux moyens suffisants d'existence ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 2682) ; son amendement n° 16 (délivrance du titre de séjour dans un D.O.M.) ; étrangers résidant dans les D.O.M. ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 17 (supprimant la référence aux peines d'emprisonnement sans sursis) : adopté ; son amendement n° 18 (complétant cet article par le fait que les peines doivent avoir été prononcées dans un délai de cinq ans) ; possibilité d'expulsion des étrangers condamnés à plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis (p. 2682) ; satisfait ; **article 4** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; **titre** : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté (p. 2683).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : catégories d'étrangers non expulsables ; expulsions ; référence à l'ordre public pour le refus de demande de carte de séjour temporaire ou de résident ; conditions d'obtention de la carte de résident [28 juin 1984] (p. 3843) ; problème de l'automaticité du renouvellement de la carte de résident ; dispositions concernant l'expulsion ; situation des titulaires d'une carte de travail (p. 3844).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (carte de séjour temporaire) : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant la seconde phrase du premier alinéa de l'article 14 de l'ordonnance de 1945) ; problème de la durée de résidence ; adopté ; son amendement n° 3 (décision d'accord ou de refus de la carte de résident) : adopté ; son amendement n° 4 (possibilité de refuser la délivrance de la carte de résident en cas de menace pour l'ordre public) : adopté ; son amendement n° 5 (supprimant le dernier alinéa de l'article 14 de l'ordonnance de 1945) : adopté ; son amendement n° 6 (cas des conjoints et des enfants mineurs de dix-huit ans d'un étranger titulaire de la carte de résident) : adopté ; son amendement n° 7 (supprimant la référence à la conformité aux lois et règlements en vigueur dans l'article 16 de l'ordonnance de 1945) (p. 3846) ; adopté ; son amendement n° 8 (cas de l'étranger justifiant résider en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou depuis quinze années) : adopté ; son amendement n° 9 (supprimant l'article 17 de l'ordonnance de 1945) : adopté ; son amendement n° 10 (indiquant que la carte de résident est renouvelée de plein droit) : adopté ; son amendement n° 11 (cas des étrangers exerçant une profession industrielle ; commerciale ou artisanale) ; dispense de la carte d'identité de commerçant en cas de détention de la carte de résident ; adopté ; **article 1er *bis*** : son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 13 (obtention de plein droit de la carte de résident) (p. 3847) ; adopté ; son amendement n° 14 (cas des étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire et d'un titre de travail) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 15 (peines prononcées au cours des cinq années écoulées) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 16 (étrangers bénéficiant d'une aide publique à la réinsertion dans leur pays d'origine) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 17 (de suppression) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 18 (de suppression) : adopté (p. 3848) ; **articles 9, 10, 11 et 12** : ses amendements n° 19, 20, 21 et 22 (de suppression) : adoptés ; **titre** : son amendement n° 23 (faisant référence aux titres uniques de séjour et de travail) : adopté (p. 3849).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : revendication des organisations d'immigrés ; application de la loi par l'administration [30 juin 1984] (p. 3933).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion générale : composition du Conseil ; part des entreprises publiques ; répartition des représentants des salariés entre les différentes organisations syndicales ; représentation des associations familiales ; liberté du mouvement associatif pour désigner ses représentants ; présence de personnes représentant le quart-monde [25 mai 1984] (p. 2697, 2698).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion des articles : **article 20** : licence légale de diffusion ; distribution par câble ; services dits « interactifs » ; paiement de la rémunération pour la diffusion d'œuvres étrangères ; conventions internationales ; **article 21** : barème de la rémunération pour diffusion des phonogrammes ; Radio-France [29 juin 1984] (p. 3901) ; **article 22** : représentant de l'Etat ; possibilité de demander une nouvelle délibération ; nécessité de laisser une certaine souplesse (p. 3902) ; **article 25** : droits reconnus au producteur ; cessions séparées ; **article 27** : discrimination selon le siège social et la nationalité (p. 3903) ; ayants-droit étrangers ; convention de Rome ; diffusion de la

copie d'œuvres étrangères (p. 3904) ; **après l'article 30** : référence au code du travail (p. 3905) ; **article 32** : report à l'article 34 de la disposition figurant au deuxième alinéa de cet article ; **article 33** : participation des organisations de consommateurs ; **article 34** : principes relatifs à la répartition de la rémunération ; sociétés de perception et de répartition des droits ; **après l'article 34** : répartition de la copie privée ; domaine sonore et domaine audiovisuel ; part des producteurs dans l'exploitation de l'œuvre (p. 3906) ; **article 35** : supports vierges (p. 3907) ; **article 36** : ses observations sur les amendements n° 48 de M. Charles Metzinger et n° 88 de M. Jean-Paul Fuchs ; finalité des nouvelles rémunérations créées par le projet ; nouvelles formes de diffusion des œuvres (p. 3909) ; **après l'article 36** : avis d'une commission sur l'agrément des sociétés de perception ; **article 37** : consultation de la commission instituée pour donner un avis (p. 3910) ; **article 39** : ses observations sur les amendements n° 40 de M. Jean Foyer et n° 59 de M. Pascal Clément ; **article 41** : publicité des actes et conventions concernant les œuvres audiovisuelles ; centre national de la cinématographie (p. 3911) ; publicité des actes et conventions concernant les productions télévisées ; **article 43** : exceptions aux droits des artistes et des producteurs ; possibilité pour le tribunal de décider de la publication d'un jugement (p. 3912) ; **article 44** : pouvoirs des officiers de police judiciaire ; **après l'article 48** : codification de l'ensemble des dispositions relatives aux droits d'auteur et aux droits dits « voisins des droits d'auteur » (p. 3913).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : statut des enseignants des établissements privés ; précarité de leur situation [8 octobre 1984] (p. 4524 ; droits syndicaux ; répression syndicale (p. 4525).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* politique salariale ; effet de G.V.T. (glissement, vieillissement, technicité) ; suppression de la catégorie D ; durée du travail du personnel ; mensualisation des pensions ; distorsions dans l'alignement des pensions sur les traitements ; prime unique de 500 francs ; pension de reversion en faveur des veuves [25 octobre 1984] (p. 5210).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* problème posé par le commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ; absence de transparence de cette organisme [5 novembre 1984] (p. 5508) ; avenir des programmes à court et à moyen terme du C.E.A. ; nécessité d'une concertation entre les représentants des salariés du C.E.A. et les pouvoirs publics (p. 5509).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* existence d'enseignements obligatoires non assurés dans les collèges et les lycées de la région parisienne ; problème posé par les pédagogies nouvelles ; poursuite des expériences actuelles [12 novembre 1984] (p. 5907-5908).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 (n° 2430).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'éviter d'alourdir les charges des petites entreprises artisanales et commerciales ; volonté de lutter contre l'inflation ; efficacité des mesures d'encadrement des prix concernant les locations saisonnières [28 novembre 1984] (p. 6463).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : absence d'accord de la commission mixte paritaire sur le taux à appliquer aux loyers des baux venant à expiration en 1985 et sur les dispositions limitant les hausses de certaines locations [20 décembre 1984] (p. 7314).

— Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).

Première lecture, discussion générale : sécurité des biens et des personnes [17 décembre 1984] (p. 7030) ; accidents de la circulation ; possibilité de considérer le phénomène de l'automobile comme un phénomène social ; articles 1382 et 1384 du code civil ; cas d'une faute inexcusable d'un piéton (p. 7031).

Discussion des articles : **article 30** : problème des intérêts légaux (p. 7047).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 62** : situation des immigrés ; dangers de la peine de reconduction à la frontière d'un étranger ; nécessité de prendre en considération les éléments humains pour l'application de ces dispositions [20 décembre 1984] (p. 7357).

ROUSSEAU (Jean)

Député du Cher
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(1re circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 653, posée le 5 juin 1984 : **établissements d'hospilisation, de soins et de cure (centres hospitaliers)** (p. 2961) ; appelée le 8 juin 1984 : **situation financière des hôpitaux publics** : leur trésorerie ; globalisation des budgets ; menace de rupture de paiement ; délai de paiement ; impôts dus à l'Etat (p. 3119) ; nécessité d'une politique contractuelle ; niveau important de l'absentéisme du personnel ; dépassement de crédits ; syndicat des fournisseurs hôpitaux ; nécessité de s'entretenir avec les présidents des C.H.U. (p. 3120).

— n° 724, posée le 27 novembre 1984 : **bâtiment et travaux publics (emploi et activité)** (p. 6410) ; appelée le 30 novembre 1984 : **grands travaux financés par le fonds spécial** : dégradation du volume des chantiers et des affaires du bâtiment et des travaux publics ; importance des besoins en habitat et en transversales entre l'Atlantique et les pôles industriels de l'Europe ; politique de l'eau (p. 6536) ; utilité du programme de grands travaux ; nécessité d'octroyer des crédits du budget de l'Etat au fonds spécial ; extension du champ d'action des interventions du fonds ; examen d'une proposition de loi sur ce point (p. 6537).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé : sous-estimation des réactions populaires ; interruption du débat ; caractère propre des établissements privés ; faux débat consistant à se demander si les enfants sont libres de leur éducation ou si les vœux des familles doivent être prioritaires ; titularisation des personnels de l'enseignement libre ; intégration progressive de ceux-ci à la fonction publique ; notion d'établissement d'intérêt public ; cas de l'hospitalisation ; inutilité de ce projet ; projet ne contribuant ni à renforcer la paix scolaire, ni à assurer la coordination entre les deux types d'enseignement ; transmission des valeurs morales [24 mai 1984] (p. 2627, 2628) ; indique qu'il votera la motion de censure (p. 2629).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* faiblesse du budget ; nécessité de commencer tôt l'éducation physique et la formation sportive ; corps national de moniteurs de sport ; sort des clubs de haut niveau ; distorsion entre salaires et recettes de match ; poids des prélèvements obligatoires ; importance de l'endettement et des frais financiers ; défiscalisation partielle au profit des clubs de football ; augmentation

du montant de la prime ; multiplication des centres de formation en France [23 octobre 1984] (p. 5095) ; nécessité de combiner les efforts déployés par les collectivités locales, l'Etat et les clubs (p. 5096).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* technique du budget globalisé ; déficit de l'hôpital de Tours ; problème des personnels hospitaliers ; refus de l'Etat de débloquer des postes pour le scanner « corps entier » [13 novembre 1984] (p. 5947) ; surveillance des services de nuit ; nécessité de publier un livre blanc sur le résultat des nouvelles pratiques financières des hôpitaux (p. 5948).

S

SABLE (Victor)

Député de la Martinique
(3e circonscription)
Apparenté U.D.F.
puis *Non inscrit*

Cesse d'être apparenté au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 24 mars 1984] (p. 917).
N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Cesse d'être membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 26 janvier 1984] (p. 426).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 28 mars 1984] (p. 952).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

Première lecture, discussion générale : Convention du Morne-Rouge ; création d'un Conseil régional dans les mêmes limites territoriales que le département ; champ d'activité des deux assemblées ; création d'une ligne aérienne entre la Havane et les Antilles ; fonds d'investissement routier ; fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; transports scolaires, maritimes et aériens ; octroi de mer ; offices agricoles ; prérogatives du conseil général ; assistanat et dépendance financière [6 juin 1984] (p. 3023) ; problème de la culture ; intérêt des populations (p. 3024).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* caractère paradoxal de la politique d'outre-mer ; problème du séparatisme ; institution de l'assemblée unique élue à la proportionnelle ; absence de représentants de l'outre-mer au Parlement européen ; bouleversement du marché du sucre ; régression de la production de rhum ; réduction des subventions et des aides aux pays A.C.P. dans le traité de Lomé III ; difficultés de la production bananière et du tourisme ; nouvelles formes de criminalité [26 octobre 1984] (p. 5302-5303) ; risque de voir les Antilles tomber dans un piège (p. 5304).

Budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des Monnaies et Médailles. — *Discussion générale :* nécessité de poursuivre le développement des fabrications des établissements des Monnaies et Médailles ; sous-exploitation des capacités existant à Paris et à Pessac ; problème de la sous-traitance ; nécessité d'inciter les administrations et les collectivités locales à s'adresser aux Monnaies et Médailles pour la réalisation de leurs médailles ; préoccupations du personnel concernant l'insalubrité et la pénibilité de certains postes de travail ; problèmes de la couverture sociale ; possibilité pour les Monnaies et Médailles de procéder au recrutement direct des personnels administratifs [7 novembre 1984] (p. 5693).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière de marine marchande entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° 2388) [15 novembre 1984] (p. 6181).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2388) autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière de **marine marchande** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du **Maroc (n° 2434)** [15 novembre 1984].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 646,** posée le 22 mai 1984 : **associations et mouvements (politique à l'égard des associations et mouvements)** (p. 2575) ; appelée le 25 mai 1984 : **développement de la vie associative :** exonération de la taxe sur les salaires ; assujettissement à la T.V.A. des associations (p. 2651) ; régression des subventions (p. 2652) ; dialogue entre le Gouvernement et les associations (p. 2653) ;

— **n° 647 de M. Jean-Paul Desgranges :** appelée le 25 mai 1984 : **usines H. Ernault-Somua, à Moulins :** problème de compétitivité ; conditions de restructuration (p. 2658).

SALMON (Tutaha)

Député de la Polynésie française
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des polynésiens en Nouvelle-Calédonie :** conditions d'insécurité de cette minorité ; nécessité d'assurer leur droit d'expression [19 décembre 1984] (p. 7222).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : statuts de la Polynésie ; loi de 1977 ; dualité d'autorité dans la conduite des affaires locales ; processus ayant conduit à l'élaboration de ce texte [9 mai 1984] (p. 2156) ; autonomie interne ; décentralisation ; suppression de la tutelle *a priori* sur les actes des autorités locales ; publication des actes des autorités par le haut commissaire ; compétences ; autorisations préalables aux investissements étrangers ; compétences en matière de relations extérieures ; demandes non satisfaites exprimées par l'Assemblée territoriale ; risque de dénaturation des équilibres institutionnels (p. 2157) ; fonctionnement du Conseil des ministres ; régime des incompatibilités ; son opposition à un cumul excessif des mandats ; possibilité pour les présidents des conseils généraux ou régionaux de siéger au Parlement français ou européen ; nombre des conseillers territoriaux ; problème du caractère « évolutif » du statut ; maintien de la personnalité polynésienne au sein de la nation française (p. 2158).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 185 à l'amendement n° 42 de M. Jean Juventin (affirmant le caractère évolutif du statut dans le cadre de la République française) (p. 2168) ; retiré ; **article 2 :** son amendement n° 186 (impossibilité de réduire les compétences précédemment attribuées au territoire) : rejeté (p. 2169) ; **article 3 :** son amendement n° 101 (suppression de la référence aux postes et télécommunications dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 102 (référence à l'article 36 dans le 4e alinéa (3°) de cet article) : rejeté ; son amendement n° 103 (référence aux tarifs postaux et aux taxes téléphoniques) devenu sans objet ; son amendement n° 104 (suppression du 5e alinéa (4°) de cet article) (p. 2170) ; délégation des pouvoirs au territoire ; réservé ; son amendement n° 105 (faisant référence à l'article 33 dans le 6e alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 106 (faisant référence à l'article 36 à la fin du 7e alinéa (6°) de cet article) : rejeté (p. 2172) ; son amendement n° 107 (faisant référence à l'application de l'article 39 dans le 9e alinéa (8°) de cet article) (p. 2173) ; rejeté ; son amendement n° 108 (organisation des professions d'avocat et d'auxiliaires de justice) (p. 2174) ; retiré ; son amendement n° 112 (fixant la date de parution du texte prévu à la fin de cet article au plus tard au 31 décembre 1984) : retiré ; son amendement n° 113 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2175) ; **article 10 :** son amendement n° 117 (incompatibilités) (p. 2177) ; réservé ; **article 11 :** son amendement n° 119 (cas où l'incompatibilité est postérieure à l'élection) : adopté ; son amendement n° 120 (constat de la décision d'une personne frappée par une incompatibilité) : rejeté ; **article 12 :** son amendement n° 189 (insérant les mots en cours de mandat à propos de l'acceptation d'une fonction visée à cet article) (p. 2178) ; adopté ; son amendement n° 190 (fonctions exercées de façon permanente) : rejeté ; **article 20 :** son amendement n° 122 (suppression du second alinéa de cet article) (p. 2179) ; retiré ; son amendement n° 123 (faisant référence à l'article 31 de ce texte dans cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 124 (suppression de l'affirmation selon laquelle les crédits de fonctionnement du Gouvernement sont à la charge du budget du territoire) : adopté ; **article 21 :** son amendement n° 125 (cas d'absence simultanée du président et du vice-président) : devenu sans objet ; (p. 2180) ; **article 23 :** son amendement n° 126 (remboursement des frais de transport et de mission) : rejeté ; son amendement n° 127 (indemnité lors de la cessation des fonctions d'un membre du Gouvernement) : satisfaisant ; **article 24 :** son amendement n° 129 (complétant cet article par la référence à la commission permanente) : rejeté ; **article 25 :** son amendement n° 130 (supprimant le mot « facultatif » à propos de l'enseignement des langues locales) (p. 2181) ; rejeté ; **article 26 :** son amendement n° 131 (mesures relatives à l'exploitation des ressources du domaine public ou privé du territoire ou des eaux territoriales) : rejeté (p. 2183) ; **article 30 :** son amendement n° 134 (respect de la classification des conventions prévues par la deuxième partie du code pénal) : rejeté ; son amendement n° 135 (fixation des échelles de peines applicables aux infractions) : rejeté ; **article 31 :** son amendement n° 136 (substituant au mot (territoriaux » les mots « du territoire ») (p. 2184) ; adopté ; **article 33 :** son amendement n° 137 (modalités d'application des décisions relatives au crédit) : rejeté ; **article 35 :** son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 66 de la commission (exécution des décisions du Gouvernement du territoire) (p. 2185) : rejeté (p. 2186) ; **article 36 :** son amendement n° 140 (tarifs afférant à la desserte aérienne et maritime du territoire) (p. 2186) ; rejeté ; son amendement n° 199 (substituant aux mots « ressortissant à la compétence du » les mots « intéressant le » à la fin de cet article) : rejeté (p. 2187) ; **article 38 :** son amendement n° 144 (possibilité de déléguer des pouvoirs d'ordonnateur à l'exception de ceux prévus à l'article 91) : adopté ; son amendement n° 146 (fonctionnaires appartenant à des corps de l'Etat affectés à des services territoriaux) : rejeté ; son amendement n° 147 (recrutement des agents relevant d'un autre statut que celui de fonctionnaire local) : retiré ; **article 39 :** son amendement n° 148 (mise en œuvre des plans d'organisation de secours) (p. 2188) ; rejeté ; **après l'article 40 :** son amendement n° 149 (gestion générale des affaires de compétences territoriales et individuelles) : rejeté (p. 2189) ; **article 41 :** son amendement n° 150 : devenu sans objet ; **article 42 :** son amendement n° 152 (cas d'incompatibilités) : adopté [10 mai 1984] (p. 2202) ; **article 45 :** son amendement n° 153 (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 154 (personnes titulaires d'un emploi public placées sur leur demande hors des cadres) : rejeté ; son amendement n° 155 (insérant une virgule dans le second alinéa de cet article) (p. 2203) ; adopté ; son amendement n° 156 (fonctionnaires membres de l'Assemblée territoriale) : devenu sans objet ; **article 46 :** son amendement n° 192 (possibilité pour cette Assemblée de siéger en un autre lieu que le chef-lieu du territoire) ; cas de force majeure ; rejeté (p. 2204) ; **article 48 :** son amendement n° 158 (supprimant la référence à l'arrêté de convocation pour la fixation de l'ordre du jour) : adopté ; son amendement n° 159 (substituant aux mots « moitié » le mot « majorité » dans le premier alinéa de cet article) : satisfait (p. 2205) ; **article 49 :** son sous-amendement n° 193 à l'amendement n° 75 de la commission (supprimant la référence aux alinéas 1 et 2 de l'article 6 dans cet article) ; adopté ; son amendement n° 160 (possibilité pour le président de l'Assemblée territoriale de faire appel au concours de la force publique) : retiré (p. 2206) ; **article 50 :** son amendement n° 161 (substituant au mot « session » le mot « séance ») : adopté ; **article 51 :** son amendement n° 162 (supprimant la possibilité pour le haut commissaire de déférer le règlement intérieur au tribunal administratif) : adopté ; son amendement n° 163 (supprimant la dernière phrase de cet article) : rejeté (p. 2207) ; **article 56 :** son amendement n° 165 (possibilité de représentation des membres) : adopté ; **article 57 :** son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 80 de la commission (caractère exécutoire des délibérations) (p. 2208) ; rejeté ; **article 58 :** son amendement n° 166 (supprimant un mot dans cet article) : devenu sans objet (p. 2209) ; **article 60 :** son amendement n° 167 (respect de la classification des conventions prévues par la deuxième partie du code pénal) : devenu sans objet (p. 2210) ; **article 65 :** son amendement n° 195 (affaires renvoyées à la commission permanente ou adressées à celle-ci par le Conseil des ministres) (p. 2211) ; retiré ; son amendement n° 169 (prélèvements sur la caisse de réserve) : adopté ; **article 67 :** son amendement n° 196 (supprimant la référence à la commission permanente dans cet article) : devenu sans objet (p. 2212) ; **article 69 :** son amendement n° 202 (fixant à 15 jours le délai pendant lequel il peut y avoir une demande de seconde lecture) : rejeté ; **article 71 :** son amendement n° 172 (rédactionnel) (p. 2213) ; adopté ; son amendement n° 173 (supprimant la référence à l'article 72 dans cet article) : devenu sans objet ; **article 72 :** son amendement n° 174 (de suppression) : devenu sans objet ; **article 73 :** son amendement n° 175 (inscriptions de crédits budgétaires) : adopté (p. 2214) ; **article 76 :** son amendement n° 176 (information du Parlement dans le cadre de l'application de cet article) : adopté (p. 2215) ; **article 81 :** son amendement n° 177 (rédactionnel) : adopté ; **article 82 :** son amendement n° 178 (sessions ordinaires du comité économique et social) : rejeté (p. 2216) ; **article 87 :** son amendement n° 179 (caractère exécutoire des actes) ; son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 99 de la commission (caractère exécutoire de plein droit des actes dès leur publication ou notification) (p. 2217) ; sous-amendement n° 197 : rejeté ; amendement n° 179 : adopté ; **article 88 :** son amendement n° 201 (transmission des actes par le haut commissaire au président du Gouvernement du territoire) (p. 2218) ; rejeté (p. 2219) ; **article 92 :** son amendement n° 182 (supprimant la référence à l'article 72 dans cet article) : devenu sans objet ; *après* **article 98 :** son amendement n° 183 (maintien en vigueur des textes actuellement applicables) (p. 2220) ; rejeté ; **article 102 :** son amendement n° 184 (lignes budgétaires comportant des interventions d'équipement) (p. 2221) ; rejeté ; **après l'article 102 :** son amendement n° 198 (maintien en vigueur de certaines réglementations territoriales) : retiré ; son amendement n° 203 (élection du président de l'Assemblée) (p. 2222) ; rejeté (p. 2223) ; **article 8, précédemment réservé :** ses amendements n° 115 et n° 116 : devenus sans objet ; **article 10, précédemment réservé :** son amendement n° 117 (supprimant la référence à la qualité de membre du Gouver-

nement de la République, de député, de sénateur et de conseiller économique et social, dans cet amendement) : rejeté (p. 2225) ; son amendement n° 118 (supprimant la référence au Conseil régional dans cet amendement) : rejeté (p. 2227) ; **article 3, précédemment réservé** : son amendement n° 104 (supprimant le 4e alinéa de cet article) : rejeté (p. 2231).

Commission mixte paritaire, discussion générale : rappel des différentes phases de l'élaboration du statut ; principe de « l'autonomie interne » ; extension des compétences du territoire dans le domaine économique ; répartition des compétences [31 juillet 1984] (p. 4247) ; importance de l'autonomie de l'exécutif ; incomptabilité entre les mandats de président de conseil du gouvernement et de membre du Parlement européen ; cas de M. Gaston Flosse (p. 4248).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :*caractère injuste du budget de la section des T.O.M. [26 octobre 1984] (p. 5301) ; problème de la rémunération des fonctionnaires de l'Etat affectés aux services territoriaux ; diminution des autorisations de programme ; service militaire adapté en Polynésie ; aide au financement des investissements communaux ; effets de la réforme statuaire ; conventions entre l'Etat et le territoire ; autonomie interne de la Polynésie (p. 5302).

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 358), [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036].

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche prétolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : services généraux) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) ; annexe n° 24 : **Premier ministre : services généraux (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réglement judiciaire du groupe A.M.R.E.P.** : action pour éviter la disparition de ce groupe [13 juin 1984] (p. 3295).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport (n° 1987) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° la proposition de résolution de M. André Lajoinie tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964).

Discussion générale : enquête fiscale ; société Elf-E.R.A.P. ; Cour des comptes ; libre décision de responsables d'entreprise [16 mai 1984] (p. 2373) ; réseaux de pouvoirs occultes ; influences politiques s'étant manifestées dans cette affaire ; implication d'un banquier suisse ; développement de l'escroquerie sur une grande échelle ; mission d'information (p. 2374).

SANTA CRUZ (Jean-Pierre)

Député du Jura
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 685,** posée le 26 juin 1984 : **élevage (bovins)** (p. 3727) appelée le 29 juin 1984 : **amélioration génétique des races bovines dans l'Est de la France** (p. 3871) : accord entre le ministère de l'agriculture ; le Herd-book Montbéliard et la société Humotest ; sang Holstein ; diversification des productions agricoles (p. 3872).

SANTONI (Hyacinthe)

Député des Bouches-du-Rhône
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fermeture d'Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer** : conséquences de cette décision [5 avril 1984] (p. 1167, 1168).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale : questions :* critiques des associations d'anciens combattants ; intérêts des anciens combattants d'Afrique du Nord [24 octobre 1984] (p. 5125) ; commémoration du 1er novembre 1954 (p. 5126).

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* objectifs de la réforme de l'enseignement supérieur ; volonté du gouvernement de privilégier les aides directes accordées aux étudiants ; relèvement des plafonds de ressources ; système de financement des restaurants universitares ; baisse de leur fréquentation ; poursuite de l'effort en faveur du logement des étudiants et de l'entretien du patrimoine immobilier des œuvres universitaires ; insuffisance des constructions neuves [12 novembre 1984] (p. 5882) ; existence d'un groupe de travail étudiant l'évolution statutaire des personnels des C.R.O.U.S. et du C.N.O.U.S. (p. 5883).

SAPIN (Michel)

Député de l'Indre
(1re circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la représentation des activités économiques sociales et culturelles des Français établis hors de France au Conseil économique et social (n° 1901) [2 février 1984] (p. 483).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1921).

Cesse d'appartenir à la commission d'accès aux documents administratifs [*J.O.* du 26 mai 1984] (p. 1667).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyanne, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2343).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344). Cesse d'être membre titulaire de cette commission. En devient membre suppléant [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843-3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1986) relatif à la **formation des agents de la fonction publique territoriale** et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale **(n° 2038)** [12 avril 1984].

Rapport fait au nom ce la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation des **agents de la fonction publique territoriale** et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale **(n° 2211)** [19 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2113) relatif à la formation des **agents de la fonction publique territoriale** et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale **(n° 2215)** [20 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2250) relatif à la formation des **agents de la fonction publique territoriale** et complétant la loi n° 84-53 du 26 février 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale **(n° 2260)** [28 juin 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Boussac Saint-Frères :** situation de cette entreprise depuis le mois de juin 1981 ; appréciation par le Gouvernement de l'accord entre la société Ferinel et le groupe Boussac Saint-Frères [19 décembre 1984] (p. 7228).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Invite l'Assemblée à observer une minute de silence à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944 [6 juin 1944] (p. 2987).

Rectifie un amendement de la commission lors du débat portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la

protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [14 juin 1984] (p. 3378).

Ses observations sur le rythme d'examen du texte relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [14 juin 1984] (p. 3412).

Déclare ouverte la troisième session extraordinaire de 1983-1984 [2 juillet 1984] (p. 3952).

Lors du débat sur le projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

Répond au rappel au règlement de M. Alain Bonnet [2 juillet 1984] (p. 3958).

Appelle à la brièveté des orateurs (p. 3961, 3962).

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé : indique qu'il n'a pas le sentiment que M. André Labarrère ait souhaité critiquer la présidence ; ses observations sur l'attitude de M. Jean-Claude Gaudin (p. 3965).

Retire la parole à M. Emmanuel Hamel (p. 3966).

Signale que M. François d'Aubert a un peu de retard par rapport à ses collègues au point de vue du nombre des rappels au règlement (p. 3973).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : valeur officielle du compte, rendu intégral ; déclaration de M. Jean-Jack Queyranne diffusée par Antenne 2 faisant état « de propos de nature putschiste » (p. 3973).

Rappelle que M. Alain Madelin « tient la corde » avec son septième rappel au règlement (p. 3979).

Considère que personne ne s'est rendu coupable d'une expression justifiant l'application de l'article 77 du règlement (p. 3980).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : différence entre le bulletin de séance, le compte rendu analytique et le compte rendu officiel (p. 3980).

Rappelle « le classement après l'étape du soir » au point de vue des rappels au règlement (p. 3981).

Indique à M. Maurice Couve de Murville que certains propos sont prévus pour « faire réagir », lors de la discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé [10 juillet 1984] (p. 4126).

Déclare close la seconde session extraordinaire pour 1984 [12 septembre 1984] (p. 4436, 4437).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : possibilité de commencer la séance malgré l'existence de brumes dans l'hémicycle [7 novembre 1984] (p. 5630).

En qualité de député :

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : résistance ; ordonnance de 1944 [25 janvier 1984] (p. 75) ; **article 1er** : demande à M. François d'Aubert d'indiquer le nombre des publications de caractère idéologique [26 janvier 1984] (p. 168) ; **article 7** : informatin du lecteur ; informations relatives à l'entreprise qui édite ou exploite la publication ; information relative à la publication elle-même [31 janvier 1984] (p. 373) ; Office de Justification de la Diffusion (O.J.D.) ; publication des comptes sociaux ; identification des dirigeants et des titres des publications (p. 374) ; **article 9** : souhaite une rectification de l'amendement n° 1592 de la commission [2 février 1984] (p. 455) ; **article 12** : seuil de 10 p. 100 [6 février 1984] (p. 625) ; **article 14** : rappel du mécanisme des pouvoirs de la commission ; énoncé des catégories d'entreprises concernées par l'article 14 (p. 654) ; dialogue entre les entreprises de presse et la commission (p. 655) ; rappelle les propos de M. Jacques Toubon déclarant qu'un système de déclaration préalable n'est en rien gênant vis-à-vis des principes de liberté reconnus par les lois de la République ; possibilité pour l'entreprise d'agir librement après avoir fait sa déclaration (p. 660) ; absence d'autorisation préalable (p. 661) ; différence existant entre la déclaration préalable et l'autorisation préalable [7 février 1984] (p. 669, 670) ; système de déclaration préalable ; problème de la contradiction entre ce système et le principe de liberté ; article 7 de la loi de 1881 ; jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière de déclaration préalable ; système de déclaration prévu par cet article différent du système de déclaration préalable (p. 667) ; problème de la motivation des décisions de la commission (p. 683) ; déclaration préalable ; rôle de la commission (p. 690) ; contrôle de la légalité des actes pris par les collectivités locales ; parallélisme existant entre ce contrôle et la procédure prévue par cet article ; suppression de la tutelle *a priori ;* mécanisme totalement différent d'un système répressif ; liberté de la commission ; possibilité de réaliser l'opération même lorsque la commission est déjà saisie ; liberté de choix des intéressés ; réalisation de l'opération ; cas où l'opération est contraire au pluralisme ; utilisation de la procédure prévue à l'article 18 du projet (p. 691).

Deuxième lecture, discussion générale : impossibilité d'interrompre un orateur soutenant une exception d'irrecevabilité [18 juin 1984] (p. 3437).

Son fait personnel : rappelle qu'il a été mis en cause par M. Jean Foyer lors du débat sur le projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) ; décision du Conseil constitutionnel relative à l'interruption volontaire de grossesse ; convention européenne des droits de l'Homme [25 janvier 1984] (p. 75, 76).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : réforme tirant les leçons du passé ; structures actuelles du centre de formation des personnesl communaux (C.F.P.C.) ; rôle des régions ; nouveau statut de la fonction publique ; lois formant ce nouveau statut ; personnels territoriaux ; équilibre entre décentralisation et cohérence nationale ; centres régionaux et centres départementaux [17 avril 1984] (p. 1636) ; ouverture sur l'extérieur de la fonction publique territoriale et reconnaissance de la spécificité de la formation de cette fonction ; pouvoir de proposition du conseil d'orientation ; décision du Conseil constitutionnel sur le statut de la fonction publique territoriale ; caractère constitutionnel de l'affiliation à des centres de gestion ; limitation des pouvoirs des autorités locales quant au recrutement de non titulaires ; problème de la liberté de choix des autorités locales parmi les personnes proposées par les centres ; catégorie nouvelle d'établissements publics formée par les centres de gestion ; nullité des nominations ; emplois « de cabinet » ; motifs permettant de refuser la nomination d'un candidat proposé ; date d'application du statut des fonctionnaires territoriaux et du présent projet ; relations entre l'administration et les usagers (p. 1637).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 1651) ; adopté ; son amendement n° 4 (référence à la loi du 21 janvier 1984 après le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 5 (formation prévue par les statuts particuliers) : adopté ; ses amendements n° 6 et n° 8 (modifiant des références dans cet article) : adoptés ; **article 2** : expression « fonctionnaires territoriaux » (p. 1652) ; son amendement n° 9 (modifiant les références au début de cet article) : adopté ; son amendement n° 10 (supprimant la référence aux « actions de formation ayant le même objet » à la fin de cet article) ; saisie de la commission paritaire en cas de refus successifs ; possibilité de recruter des agents non titulaires ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 11 (cas dans lesquels il existe des corps reconnus comparables (p. 1653) ; adopté ; **article 4** : cas de demandes répétées d'un fonctionnaire ; son amendement n° 12 (modifiant des références à l'article 1er dans cet article) : adopté ; son amendement n° 13 (même objet) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 14 (modifiant une référence à l'article 1er au début de cet article) : adopté (p. 1654) ; **article 6** : son amendement n° 15 (supprimant les mots : « et limites » dans cet article) ; cas des agents non-titulaires ; application aux non-titulaires des dispositions prévues pour les titulaires ; part des non-titulaires dans les effectifs de la fonction publique (p. 1655) ; adopté (p. 1656) ; **article 7** : complexité du plan de formation ; avis des comités techniques paritaires ; son amendement n° 16 (négociation avec les organisations syndicales dans le cadre de cet article) ; conditions de l'organisation du travail ; article 8 du statut de la fonction publique ; adopté ; son amendement n° 17 (projets d'action de formation) ; formation des agents et projets d'action de formation correspondants (p. 1657) ; plans de formation ; adopté ; son amendement n° 88 (avis des collectivités et établissements affiliés dans le second alinéa de cet article) ; plans de formation ; adopté (p. 1658) ; **article 8** : plans de

formation ; centres de formation (p. 1659) ; **article 9** : obligation pour les collectivités de verser une cotisation à un centre ; organisation des actions de formation ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté (p. 1660) ; **article 11** : indique qu'il n'y a pas de raison déterminante pour que la ville de Paris sorte du droit commun (p. 1661) ; **article 12** : élaboration des programmes et des actions de formation par les centres régionaux ; conception générale des programmes de formation relevant intégralement de la responsabilité de ces centres ; son amendement n° 20 (transmission du plan régional au Conseil régional, pour information) ; compétence générale de la région pour la formation professionnelle ; adopté ; son amendement n° 21 (cas où la mise en œuvre de certaines actions est confiée à un centre régional) : adopté (p. 1662) ; **article 13** : son amendement n° 22 (élection des représentants du personnel) : adopté ; son amendement n° 23 (organisations syndicales représentatives) : adopté ; **article 14** : création d'un lien institutionnel entre les centres régionaux et le centre national (p. 1663) ; **article 15** : composition du conseil d'orientation (p. 1664) ; son amendement n° 24 (élaboration annuelle du projet de programme régional de formation) ; conseil d'orientation ; adopté ; son amendement n° 25 (désignation de la moitié des membres du conseil d'orientation par la conseil d'administration) ; composition du conseil d'orientation [18 avril 1984] (p. 1681) ; adopté (p. 1682) ; **article 16** : ses amendements n° 26 et 27 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 28 (référence à la loi de finances pour la fixation du taux de la cotisation) ; fixation des cotisations obligatoires ; adopté (p. 1682) ; son amendement n° 29 (substituant au mot 5e le mot 12e à la fin de cet article) ; montant de l'acompte de la cotisation versée par les collectivités ; adopté (p. 1683) ; **article 17** : son amendement n° 30 (insérant le mot « directement » à propos des formations spécialisées) ; système de la convention et système de la régie ; adopté ; son amendement n° 32 (rapport sur l'application des programmes de formation) : adopté (p. 1684) ; **article 18** : son amendement n° 33 (désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales représentatives) ; conseil supérieur de la fonction publique ; adopté ; son amendement n° 34 (représentation des sièges du conseil d'administration aux représentants du personnel) : adopté ; son amendement n° 35 (suppression du trisième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 36 (désignation des représentants du personnel) ; adopté ; son amendement n° 37 (de conséquence) : adopté ; **article 19** : suggère une rectification de l'amendement n° 81 de M. Jacques Toubon (p. 1685) ; **article 20** : son amendement n° 39 (désignation de la moitié des membres du conseil d'orientation par le conseil d'administration) : adopté ; son amendement n° 38 (élaboration du projet de programme de formation) : adopté (p. 1686) ; **article 21** : son amendement n° 89 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 40 (fixation du taux de la cotisation prévue par cet article par la loi de finances) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 41 (référence au chapitre II du titre premier dans cet article) : adopté (p. 1687) ; **article 23** : son amendement n° 42 (possibilité pour les centres régionaux et le centre national d'assurer la formation) ; convention ; adopté ; son amendement n° 43 (établissement d'enseignement ou de formation relevant de l'Etat) ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification ; son amendement n° 44 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 1688) ; **article 24** : son amendement n° 90 (rectifiant une référence au début de cet article) : adopté ; son amendement n° 45 (suppression de la dernière phrase de cet article) ; pouvoirs de contrôle du centre national ; adopté ; possibilité pour les écoles formant des personnels de l'Etat de former des personnels des collectivités territoriales ; rôle du centre national de gestion pour organiser les concours (p. 1689) ; **article 25** : son amendement n° 46 (modifiant les références aux articles abrogés du code des communes dans cet article) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 47 (composition de la commission prévue par cet article) ; association du président et des vice-présidents du centre de formation des personnels communaux aux problèmes de la dévolution des biens ; adopté (p. 1690) ; **article 28** : son amendement n° 48 (personnes juridiques attributaires de la répartition) : adopté ; son amendement n° 49 (souhaits formulés par les personnels) : adopté ; son amendement n° 50 (personnes membres de droit de la commission) : adopté ; **article 30** : règles visant à l'existence d'un centre régional par région ; possibilité de créer un centre de formation interrégional (p. 1691) ; souhaite la création d'un centre régional par région monodépartementale ; son amendement n° 51 (possibilité pour les centres de formation des D.O.M. d'avoir un ressort interrégional) ; adopté ; **après l'article 30** : centre régional de Paris (p. 1692) ; **article 32** : son amendement n° 52 (communication des vacances d'emploi) ; obligation de transmission des vacances d'emploi aux centres de gestion ; position du Conseil constitutionnel ; rejeté (p. 1693) ; **article 33** : position du Conseil constitutionnel ; possibilité d'infliger une sanction à une collectivité territoriale refusant la nomination d'un candidat proposé par le centre régional ; son amendement n° 54 (suppression de la référence à un autre candidat reçu au concours ou engagé) ; adopté ; **après l'article 34** : son amendement n° 91 (insérant un intitulé : dispositions diverses) ; rectifie cet amendement par l'introduction d'un titre III ; adopté après rectification (p. 1694).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; négociation avec les organisations syndicales avant l'établissement des plans de formation ; listes de candidats pour la désignation des représentants du personnel ; centre national de formation ; conseil d'orientation ; conseil d'administration du Centre de Formation des Personnels Communaux (C.F.P.C.) ; prise en charge de la rémunération du personnel en formation ; titularisation des personnels recrutés par les régions ; rémunération des fonctionnaires [20 juin 1984] (p. 3537) ; composition des conseils d'administration des centres ; prélèvement supplémentaires obligatoires dans les offices d'H.L.M. ; membres du dernier conseil d'administration du C.F.P.C. ; création de trois membres de formation pour la région parisienne (p. 3538).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (substituant dans la deuxième phrase de cet article aux mots « d'une action de formation ayant le même objet » les mots « de ces actions de formation ») ; garantie des droits à la formation des fonctionnaires territoriaux ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 2 (conditions de prise en charge de la rémunération des fonctionnaires par le centre de gestion) ; prise en charge par les centres de gestion d'une partie de la rémunéraion des fonctionnaires bénéficiant d'un congé (p. 3538) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 3 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article « après négociation avec les organisations syndicales, les régions ») ; obligation de négociation avec les organisations syndicales avant d'élaborer des plans de formation ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 4 (insérant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots « peut décider », les mots « à la majorité des deux tiers de ses membres ») ; exonération du versement de la cotisation pour certaines collectivités locales ; nécessité d'une majorité qualifiée pour diminuer les cotisations ; adopté (p. 3539) ; **article 11** : son amendement n° 5 (supprimant les mots « doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière ») ; inutilité de préciser qu'un établissement public administratif est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 6 (insérant dans le quatrième alinéa de cet article après les mots « organisations syndicales » le mot « représentatives ») ; réservé ; son amendement n° 7 (supprimant la deuxième phrase du cinquième alinéa de cet article) ; autonomie du Conseil d'administration ; adopté (p. 3540) ; **article 15** : son amendement n° 8 (supprimant dans la dernière phrase du dernier alinéa de cet article les mots « parmi les représentants des élus ») ; nomination des membres du Conseil d'orientation ; choix du président du Conseil d'orientation ; adopté ; **article 16** : son amendement n° 9 (substituant dans le dernier alinéa de cet article au mot « douzième », le mot « cinquième ») ; modalités du versement de la cotisation aux centres régionaux de formation ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 3541) ; **article 18** : son amendement n° 11 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « organisations syndicales », le mot « représentatives ») ; réservé ; son amendement n° 12 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au chiffre « trois », le chiffre « deux ») ; représentation des départements parmi les membres du Conseil d'administration ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article) ; composition du Conseil d'administration du centre national de formation ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 14 (supprimant dans le dernier alinéa de cet article les mots « parmi les représentants des élus ») ; composition du conseil d'administration des conseils régionaux ; adopté (p. 3542) ; **article 23** : son amendement n° 15 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 16 (complétant le quatrième alinéa de cet article par les mots « et ceux notamment visés à l'article L. 970-4 du code du travail ») ; rectifie son amendement ; adopté après rectification ; son amendement n° 17 (complétant cet article par les mots « 3° les communes, les départements, les régions et leurs établissements publics administratifs ») : adopté ; **après l'article 23** : son amendement n° 18 (organisation de concours communs pour le recrutement de fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires

territoriaux par des écoles relevant de l'Etat ou d'établissements publics administratifs ou des collectivités territoriales) ; nombre de postes offerts aux concours (p. 3543) ; réglementations applicables à chacune des écoles ; concours à l'entrée de l'école ou en cours de scolarité ; adopté ; **article 27** : son amendement n° 19 (insérant après les mots « et composée », les mots « pour un tiers ») ; conseil d'administration du C.F.P.C. ; composition de la commission chargée de la répartition des locaux ; adopté ; son amendement n° 20 (complétant la deuxième phrase de cet article par les mots « dont le président et les deux vice-présidents ») (p. 3544) ; présence au sein de la commission de la répartition des locaux du président et des vice-présidents du conseil d'administration du C.F.P.C. ; adopté ; son amendement n° 21 (détermination de la composition de la commission de répartition des locaux par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 22 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « et composée des membres titulaires du Conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux représentant les élus locaux et les personnels communaux ») ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 23 (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 35 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « si possible ») ; suppression d'une restriction relative à la prise en compte des souhaits des agents pour leur affectation géographique ; adopté ; son amendement n° 24 (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition de la commission chargée de la répartition des locaux) : adopté ; **article 30 *bis*** : son amendement n° 25 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; rattachement des établissements publics situés à Paris au centre de formation de la petite couronne ; adopté (p. 3545) ; **article 30 *ter*** : son amendement n° 26 (établissements publics ayant leur siège à Paris) : adopté (p. 3546) ; **article 33** : son amendement n° 27 (fixation de la prise en charge du traitement des fonctionnaires dont la nomination a été refusée sans motifs par la collectivité locale) ; abstention sur cet amendement ; adopté ; **article 34** : son amendement n° 28 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de rémunération et de l'effectif maximal des membres des cabinets) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; **article 35 *bis*** : son amendement n° 29 (supprimant cet article) ; problème du mot « représentatives » (p. 3547) ; raisons de la réserve d'un certain nombre d'amendements portant sur le mot « représentatives » ; rejeté ; **article 35 *ter*** : son amendement n° 30 (supprimant cet article) : rejeté ; **article 13 précédemment réservé** : son amendement n° 6 (insérant dans le quatrième alinéa de cet article après les mots « organisations syndicales », le mot « représentatives ») : adopté ; **article 18 précédemment réservé** : son amendement n° 11 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « organisations syndicales », le mot « représentatives ») : adopté (p. 3548) ; **article 35 *quinquies*** : son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; **article 36** : reprise par le Gouvernement d'un amendement de la commission estimé irrecevable en raison de l'article 40 de la Constitution ; **article 38** : son amendement n° 33 (interdiction aux départements, régions et à leurs établissements publics ou administratifs d'engager des fonctionnaires ou d'anciens fonctionnaires ayant exercé les fonctions de commissaire de la République, directeur de cabinet du commissaire de la République dans le même ressort territorial) ; possibilité de permettre aux exécutifs du conseil général et du conseil régional de disposer de personnel de l'Etat ; cas des directeurs de l'action sanitaire et sociale, des directeurs de l'équipement et des inspecteurs d'académie ; adopté (p. 3549).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; position du Sénat ; utilisation de l'article 45 alinéa 4 de la Constitution [28 : juin 1984] (p. 3795).

— Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : loi de 1980 ; introduction du capital privé dans la S.E.I.T.A. ; création de deux catégories de personnels ; problème du statut ; avenir de la S.E.I.T.A. ; dynamisme de cette entreprise [24 avril 1984] (p. 1890).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relatives à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (p. 1785).

Première lecture, discussion générale : problème de conciliation du droit de grève et de la continuité du service public [25 avril 1984] (p. 1937) ; cas de la Corse, des départements et territoires d'outre-mer et de Mayotte ; service minimum (p. 1938).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078).

Première lecture, discussion générale : importance de l'abaissement de l'âge de la retraite des artisans et des commerçants [30 mai 1984] (p. 2827) ; information sur cette avancée sociale ; nécessité de prendre rapidement par voie réglementaire des mesures (p. 2828).

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : multiplication des prestations ; niveau de consommation de l'usager ; équilibre entre les droits et les obligations respectifs des usagers du service public ; participation des usagers au fonctionnement des services ; création de hauts comités représentant les usagers ; institution de commissions composées d'usagers ; règlement des litiges entre l'administration des P.T.T. et ses usagers ; commission européenne de l'environnement ; expérience de Melun [5 juin 1984] (p. 2923).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : rappel des positions de M. Jean Foyer d'octobre 1974 à décembre 1975 [13 juin 1984] (p. 3323) ; arguments de M. Gabriel Péronnet en 1975 ; alignement de l'ensemble des fonctionnaires sur la même limite d'âge ; rajeunissement des corps ; harmonisation de l'ensemble des règles applicables aux situations particulières ; comparaison de notre législation avec celle des autres pays européens ; privilège particulier des corps de hauts fonctionnaires (p. 3324) ; possibilité pour les savants et hommes de talent de s'exprimer hors des grands corps de l'Etat ; tentation du procès politique ; dégagement d'un certain nombre de postes ; application d'une législation républicaine ; corps d'inspection et de contrôle ; référence à l'article de M. Jean-Pierre Soisson dans *le Quotidien de Paris ;* nombre de postes pourvus au tour extérieur avant 1986 (p. 3325) ; cas du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; conséquences de la réforme de 1975 ; problème des vacances de postes à la Cour des comptes ; déficit dans les postes à pourvoir à la Cour des comptes ; quantité de travail au Conseil d'Etat ; différence entre le recrutement de la Cour de cassation et celui du Conseil d'Etat ; problèmes techniques de fonctionnement de ces corps (p. 3326, 3327).

Son rappel au règlement : indique que M. Jean-Claude Gaudin n'a pas assisté à l'ensemble de la conférence des présidents ; rôle de cet organisme ; article 57 du règlement [3 juillet 1984] (p. 3992).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Jacques Toubon ; contestation par l'opposition du caractère constitutionnel de la « loi Debré » ; liberté de l'enseignement ; absence de valeur constitutionnelle du principe d'aide de l'Etat aux établissements privés d'enseignement [8 octobre 1984] (p. 4498) ; abrogation de dispositions de la loi Guermeur ; nomination des maîtres de l'enseignement privé ; critères d'ouverture et de fermeture des classes ; octroi d'une aide publique ; principe d'égalité des citoyens devant la loi et le service public ; nombre de communes participant au fonctionnement d'établissements privés ; principe de la libre administration des collectivités territoriales ; rénovation du système éducatif (p. 4499).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* gestion des vacances de postes ; fonctionnement des greffes [23 octobre 1984] (p. 5060) ;

indemnisation des victimes ; associations d'aide aux victimes ; rôle de l'Etat (p. 5061).

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* lutte contre la bureaucratie ; gestion prévisionnelle des effectifs ; accès aux documents administratifs ; motivation des actes administratifs ; nécessité d'améliorer l'image de l'administration aux yeux des Français [25 octobre 1984] (p. 5209).

Culture. — *Discussion générale : questions :* sites archéologiques ; site d'Argentomagus [25 octobre 1984] (p. 5240).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* aérodrome de Châteauroux-Déols ; transport de matériels sensibles [31 octobre 1984] (p. 5454-5455).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* idée d'Europe ; institutions communautaires ; problèmes européens ; procédure juridique des règlements des directives ; rôle du Conseil pour la fixation des recettes ; rôle du Parlement européen ; droits de l'Homme [8 novembre 1984] (p. 5743) ; aide au tiers monde (p. 5744).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** volonté d'améliorer, de simplifier et d'harmoniser les rapports entre les usagers et les services publics sociaux ; efficacité des mécanismes de recours offerts aux usagers mécontents [3 décembre 1984] (p. 6568) ; **après l'article 61 :** procédure d'ouverture d'officines de pharmacie ; respect de la décentralisation ; rapidité d'instruction des propositions et des demandes d'ouverture de pharmacies nouvelles (p. 6587-6588).

SARRE (Georges)

Député de Paris
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'**emploi de la langue française (n° 2451)** [22 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crèches :** adoption par le conseil de Paris de dispositions restrictives concernant l'admission des jeunes enfants dans les crèches collectives municipales ; exclusion des enfants de chômeurs [28 novembre 1984] (p. 6439) ; nécessité d'une rédaction plus précise du nouveau décret (p. 6440) ;

orales sans débat :

— **n° 630,** posée le 15 mai 1984 : **électricité et gaz (E.D.F.)** (p. 2366) ; appelée le 18 mai 1984 : **combustibles nucléaires d'électricité de France :** ralentissement du programme électronucléaire ; décision d'Electricité de France d'accorder à des fabricants allemands la fourniture en combustible des quatre tranches de Dampierre ; intérêt de nos partenaires allemands lorsque leur propre usine sera utilisée à pleine charge (p. 2467) ;

— **n° 686,** posée le 26 juin 1984 : **élections et référendums (listes électorales : Paris)** (p. 3727) ; appelée le 29 juin 1984 : **radiations des listes électorales :** électeurs du 11e arrondissement ; fiche I.N.S.E.E. ; enquête dans l'ensemble des départements d'outre-mer et à Paris ; élections de mars 1983 (p. 3866).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* efforts en faveur de l'artisanat concernant l'apprentissage et l'insertion de la micro-informatique ; bonifications des prêts spéciaux ; augmentation des crédits en faveur du commerce ; adaptation des seuils pour l'ouverture de grandes surfaces ; statut des gérants de succursales [24 octobre 1984] (p. 5158).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* autonomie du budget [29 octobre 1984] (p. 5322) ; diffusion du rapport Chevallier ; avenir de la poste ; unité des deux branches des P.T.T. ; amélioration des relations sociales au sein de cette administration ; reclassement des receveurs-distributeurs ; suppression d'emplois (p. 5323).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* efforts en faveur de la police nationale ; augmentation des effectifs depuis 1981 ; amélioration de la qualité du recrutement et de la formation ; logement des policiers ; informatisation des commissariats de police ; réduction des tâches administratives et des tâches indues de la police nationale ; modernisation de son patrimoine immobilier par la construction de nouveaux hôtels de police [5 novembre 1984] (p. 5534) ; progression des crédits destinés à l'informatisation des moyens de la police ; effort d'intégration des personnels de police municipale ; problème des contrôles d'identité ; caractère spécifique de l'assassinat de policiers ; rôle de la prévention dans la lutte contre la délinquance (p. 5535).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : situation énergétique du pays ; « groupe long terme énergie » ; consommation d'électricité ; équipements ; pénétration de l'électricité dans l'industrie et incitation à la conversion électrique [14 novembre 1984] (p. 5993) ; exportations d'électricité ; conversion du fioul au charbon ; soutien apporté aux Charbonnages de France ; politique de diversification des sources d'approvisionnement en pétrole ; politique gazière ; contrats conclus avec l'U.R.S.S. et avec l'Algérie ; relations de Gaz de France avec l'Etat ; création de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) ; indépendance énergétique (p. 5994).

SAUTIER (Yves)

Député de Haute-Savoie
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **plafond légal de densité (n° 2511)** [13 décembre 1984].

SAVARY (Alain)

Ministre de l'éducation nationale

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'éducation nationale : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privé (n° 2051)** [19 avril 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Paul Chomat : problèmes de l'enseignement** : perspectives d'augmentation du flux d'élèves ; recrutement d'élèves instituteurs ; problème des collèges [5 avril 1984] (p. 1166) ;

— **M. Guy Ducoloné : lutte contre l'illéttrisme** : mauvaise connaissance du phénomène de l'illétrisme ; action à mener sur la lecture ; encouragement de la formation des formateurs ; apprentissage de la lecture à l'école élémentaire [25 avril 1984] (p. 1920) ;

— **M. Pascal Clément : débat parlementaire sur l'enseignement privé** : dialogue avec les instances parlementaires ; compétence du Premier ministre pour apprécier la procédure constitutionnelle à choisir [2 mai 1984] (p. 2018) ;

— **M. Michel Debré : liberté de l'enseignement et paix scolaire** : malentendus [27 juin 1984] (p. 3738) ; importance de la manifestation ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; titularisation ; décret de M. Raymond Barre autorisant des agents de l'enseignement privé à devenir titulaires de l'enseignement public (p. 3739) ;

orales sans débat de :

— **M. Gilbert Gantier (n° 570) : statut des personnels enseignants-chercheurs** : absence de texte définitif à ce sujet ; plan portant sur 4 000 transformations d'emploi en cinq ans [6 avril 1984] (p. 1211) ; avenir des assistants (p. 1212) ;

— **M. Joseph Pinard (n° 607) : actions de formation continue de l'éducation nationale** : rapport sur la question de la formation des personnels de l'éducation nationale ; développement des crédits de formation ; introduction des technologies nouvelles dans l'enseignement ; rénovation des collèges [4 mai 1984] (p. 2126) ;

— **M. Alain Vivien (n° 583) : personnel d'enseignement de Seine-et-Marne** : diminution des effectifs de l'enseignement élémentaire ; situation satisfaisante dans le département de Seine-et-Marne [4 mai 1984] (p. 2127, 2128) ; absence de saupoudrage dans la répartition des postes ; problème du recrutement des instituteurs ; volonté de concertation avec les élus (p. 2129) ;

— **M. Joseph-Henri Majoüan du Gasset (n° 608) : chaptalisation à partir du saccharose** : problème du vin de noah ; maintien en vigueur dans les Etats membres de la communauté des pratiques de chaptalisation ; distorsion dans les régimes des V.Q.P.R.D. ; position de la France se déclarant favorable à la généralisation à la communauté de la discipline en matière d'enrichissement ; association des professionnels [4 mai 1984] (p. 2130).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : préparation de ce texte en concertation avec le ministre de l'éducation nationale [12 avril 1984] (p. 1538).

— **Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).**

Première lecture, discussion générale : principes généraux de rénovation globale du système éducatif ; législation de 1959 ayant conduit à créer « un état d'inégalité au détriment de l'enseignement public » ; établissements privés sous contrat ; établissements relevant à 95 p. 100 de l'enseignement catholique ; effort financier consenti par la puissance publique en faveur des établissements privés ; rémunérations des maîtres ayant coûté plus de 14 milliards de francs à l'Etat en 1983 [21 mai 1984] (p. 2475) ; dépenses de fonctionnement de ces établissements ; réforme de l'enseignement supérieur ; principes guidant la rénovation de cet enseignement ; différenciation des filières de formation ; possibilité pour l'éducation d'être nationale sans être uniforme ; caractère néfaste de l'uniformité ; caractère inacceptable de la ségrégation ; égalité des chances ; établissements privés concourrant au service public ; assouplissement et généralisation de la carte scolaire ; problème du financement (p. 2476) ; projet de loi visant à garantir la liberté de choix des parents ; moyens de l'enseignement privé ; recours à l'enseignement privé trouvant sa motivation dans l'excessive rigidité des mécanismes d'inscription des élèves dans les établissements publics ; décentralisation ; associations complémentaires de l'école ; établissements d'intérêt public ; maintien de l'autonomie de gestion des établissements d'enseignement privé sur le plan éducatif, administratif et financier ; problème de l'égal accès d'un plus grand nombre à l'éducation ; prolongation de la scolarité volontaire ; part des élèves scolarisés par le service public égale à 83 p. 100 de l'ensemble des élèves (p. 2477) ; décentralisation ; réalisation de classes maternelles ; principe d'égalité d'accès au service public ; égalité des chances ; rappelle que le service public accueille 95 p. 100 des enfants immigrés ; pratique d'une ségrégation dans certains établissements ; rôle du maître ; mesures destinées à améliorer la fonction des enseignants prises depuis 1981 ; rénovation globale du système éducatif ; situation des maîtres de l'enseignement privé (p. 2478) ; alternative : choix pour les maîtres ; déroulement d'une carrière exclusivement dans l'enseignement privé ; contractuel de droit privé ; possibilité d'opter librement pour une titularisation et d'achever sa carrière dans l'enseignement privé ou public ; offre de titularisation faite à l'ensemble des personnels contractuels au bout de six ans d'ancienneté ; caractère décentralisé de cette politique ; organisation de la concertation entre les partenaires pour tous les actes importants de la gestion du système éducatif ; procédures d'arbitrage ; organisation de rapports financiers nouveaux entre l'Etat, les collectivités locales et les établissements sous contrat ; problème du financement ; obscurités de la législation actuelle ; contribution financière de la puissance publique en cas de concours au service public de la part d'établissements privés ; soutien financier temporaire de l'Etat aux communes ; contrats d'association ; transformation des contrats simples en contrats d'association (p. 2479) ; impossibilité pour l'Etat de se substituer aux communes pour le versement de leur contribution financière pendant six ans ; rénovation du système éducatif ; objectif du rapprochement progressif des éléments trop divisés de ce système ; dimension de la laïcité : école de la tolérance (p. 2480) ; part de l'enseignement privé dans le second degré et dans l'enseignement du premier degré ; nombre des élèves fréquentant un établissement du premier degré sous contrat d'association ; existence des établissements privés n'étant pas menacée par le projet de loi ; volonté de garantir aux parents la nécessaire adaptation des locaux scolaires ; principe de l'égalité de traitement en fonction du choix des familles ; absence d'instauration de monopole dans l'immédiat, ni dans l'avenir ; modalités de financement du « forfait d'externat » ; modalités de fonctionnement des commissions d'agrément et d'emploi ; taxe d'apprentissage ; libre choix d'un établissement privé par les parents ; principe de la liberté de l'enseignement [22 mai 1984] (p. 2559) ; dotation budgétaire pour l'enseignement privé ; titularisation des maîtres ; offre de titularisation sur place aux agréés certifiés actuels ou futurs ; efficacité du service public ; enseignement privé ; comparaisons établies avec les systèmes étrangers ; laïcité ; nécessité d'éviter les gaspillages et les doubles emplois ; concurrence entre les écoles ; problème de l'efficacité du système scolaire (p. 2560) ; établissement privé souhaitant concourir au service public ; établissement d'un projet éducatif ; caractère de ce projet éducatif ; principes du service public ; rôle du Conseil constitutionnel ; saisine éventuelle de cet organisme ; établissements médico-éducatifs ; cas de la scolarisation des handicapés ; rôle du secteur associatif dans cette scolarisation ; résolution de la crise de la natalité en France ; accueil par l'école des enfants présents ; accusation de Mme Hélène Missoffe à son encontre : « grand maître de l'hypocrisie » (p. 2561) ; préparation du projet de budget pour 1985 ; innovation ; sa conception de la laïcité ; nombre minime d'enseignants ayant manqué à leur devoir de laïcité dans l'enseignement ; articulation entre la titularisation des enseignants, l'aide des collectivités locales et l'enseignement privé (p. 2562).

SCHIFFLER (Nicolas)

Député de la Moselle
(1re circonscription)
Socialiste
puis non inscrit
puis socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).
N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 5 avril 1984] (p. 1072).
Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 10 avril 1984] (p. 1112).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* spécificité du chômage des femmes ; activités féminines ; stages de formation en Lorraine [26 octobre 1984] (p. 5256) ; diminution des crédits du ministère ; recouvrement des pensions alimentaires (p. 5257).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* importance des besoins en travailleuses familiales pour l'aide à domicile ; limitation de leur recrutement ; nature de la politique familiale à long terme [13 novembre 1984] (p. 5977).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Cesse d'être délégué de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 25 janvier 1984] (p. 419).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 13 avril 1984] (p. 1149).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [24 mai 1984] (p. 2643).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 7 novembre 1984] (p. 3447).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2144) modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** et relative à certaines dispositions applicables au services de communication audiovisuelle soumis à autorisation **(n° 2173)** [6 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines **dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2255)** [27 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2248), modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines **dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2259)** [28 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2277), modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines **dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2279)** [29 juin 1984].

Proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à **l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344)** [12 septembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2344) complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des **services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363)** [9 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un **réseau câblé (n° 2409)** [6 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2392) rejetée par le Sénat complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984, relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un **réseau câblé (n° 2420)** [14 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi rejetée par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2500), complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984, relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un **réseau câblé (n° 2501)** [13 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Meurtre d'un ouvrier gréviste** : assassinat de Ozgun Kemal dans la cour de l'entreprise Pirault à Epône ; pourrissement des conflits sociaux [14 novembre 1984] (p. 6011).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** radios locales [25 janvier 1984] (p. 45) ; **article 1er :** répartition de la publicité en fonction de l'idéologie du journal [26 janvier 1984] (p. 147) ; dévoiement de la procédure parlementaire ; examen du texte [27 janvier 1984] (p. 177, 178) ; **article 5 :** reconnaissance du droit à l'existence de l'équipe rédactionnelle ; journalistes [31 janvier 1984] (p. 345) ; position des syndicats de journalistes au sujet de l'accès au compte des valeurs nominatives ; équipes rédactionnelles (p. 346) ; attitude de M. François d'Aubert (p. 348) ; **article 6 :** droit des lecteurs (p. 363) ; obligation pour les entreprises de presse de mentionner

dans leurs journaux les modifications intervenues dans la structure de leurs capitaux (p. 364) ; rôle des équipes rédactionnelles (p. 366) ; **article 8** : son scepticisme quant à la volonté de l'opposition d'instaurer la transparence dans la presse [1er février 1984] (p. 422) ; **article 9** : loi de 1881 [2 février 1984] (p. 463) ; **article 15** : changement d'attitude de l'opposition en ce qui concerne la haute autorité de la communication audiovisuelle [8 février 1984] (p. 734) ; **article 21** : décision du Conseil constitutionnel relative à l'article 89 de la loi de finances pour 1984 ; procédures de vérification [10 février 1984] (p. 918) ; **article 27** : attitude de l'opposition se livrant à un « cinéma » ; fin de débat ; sanction de la violation des dispositions de l'article 6 [11 février 1984] (p. 994) ; **article 30** : invasion des capitaux étrangers ; jugement du département d'Etat américain à l'égard des droits de l'homme en France ; image extérieure de la France (p. 1006) ; réformes du système judiciaire français (p. 1007) ; soutient l'amendement de coordination n° 2585, présenté à titre personnel par M. Jean-Jack Queyranne (p. 1008).

Explications de vote : campagne politique menée par l'opposition contre la majorité ; échec de l'opposition à démontrer que cette loi était « liberticide » ; reprise de *Paris-Normandie* ou du *Dauphiné-Libéré* [13 février 1984] (p. 1045) ; échecs dans les tentatives de montrer que la loi institue un statut de la presse ; nécessité de faire intervenir des mesures financières pour aider la presse écrite ; méthodes parlementaires ; vote positif du groupe socialiste (p. 1046).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la création du Carrefour international de la communication (n° 2076).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose à la question préalable** de M. François d'Aubert : projet adopté à l'unanimité par le Sénat [17 mai 1984] (p. 2437) ; refus et attitude de la droite ; industries françaises du cinéma ; haute autorité de l'audiovisuel ; maîtrise des technologies de l'avenir ; industrie de programmes (p. 2438) ; concurrence internationale ; indépendance de la France imposant une forte industrie de programmes ; missions du carrefour ; marché permanent des matériels ; entente entre les grandes firmes européennes ; télécommunications ; cinéma italien ; industrie cinématographique (p. 2439) ; moyens supplémentaires du cinéma ; nécessité d'accroître l'ensemble de la production audiovisuelle ; utilisation des archives ; aide à la création ; indique que nous possédons l'une des meilleures télévisions du monde ; mobilisation de tous les partenaires industriels ; nécessité de faciliter les synergies entre divers projets ; nouvelles techniques de communication (p. 2440).

— Projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108).

Première lecture, discussion générale : article 8 de la loi sur la communication audiovisuelle [5 juin 1984] (p. 2923) ; fixation de règles permettant le développement d'industries de matériel et de programmes ; cadres juridique, économique et culturel du plan câble ; câblo-distributeurs privés ; problème des municipalités souhaitant passer hors du cadre prévu ; réalisation d'infrastructures et des têtes de réseaux ; technique des fibres optiques ; télévision par câble ; plan câble ; commande passée à Velec C.G.C.T. et à L.T.T.-Alcatel ; développement de la télédistribution (p. 2924) ; infrastructures et installations de communication audiovisuelle ; réseau national multiservices (p. 2925).

Discussion des articles : **article 6** : mise en place des premiers réseaux câblés ; techniques de communication ; faisceaux hertziens (p. 2928).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : explosion des radios libres ; respect des impératifs : éviter l'anarchie sur les ondes préserver les autres supports de communication et prévenir la confiscation des radios locales par des groupes d'intérêt ; zone géographique ; mouvement associatif ; mode de financement ; publicité commerciale ; presse écrite régionale ; financement diversifié ; limitation des contributions des collectivités territoriales au quart des ressources totales d'une radio ; développement des radios locales privées ; commission consultative pour les radios locales privées dite « commission Holleaux » ; nombre d'avis favorables et défavorables ; rôle de la haute autorité de la communication audiovisuelle [12 juin 1984] (p. 3228) ; attribution de 1 172 fréquences à près de 1 400 associations ; bilan globalement positif ; conformité de l'action de chacune des radios autorisées aux cahiers des charges ; incriminations ; lourdeur de la sanction : retrait de l'autorisation ; mise en place d'un système permettant à la loi d'être respectée ; besoins de financement des radios locales privées ; recettes propres ; fonds de soutien à l'expression radiophonique locale ; subventions ; impossibilité de trouver un financement suffisant à assurer leur fonctionnement dans ces trois sources ; forme juridique des radios ; ressources publicitaires ; financement publicitaires (p. 3229) ; variété des types de radio ; sa comparaison du marché publicitaire français aux marchés étrangers ; centre d'études des supports de publicité ; introduction de la publicité sur les radios locales privées ne devant pas se faire au détriment d'un média ; loi ne réglementant pas la nature de la publicité ni son volume ; nécessité de mettre en œuvre une véritable déontologie publicitaire ; réseaux ; régies publicitaires ; ouverture des radios locales à la publicité ; création des régies publicitaires ; cahier des charges ; différences existant au niveau des programmes (p. 3230) ; exercice de la liberté d'expression (p. 3231).

Discussion des articles : **article 1er** : définition du service de radiodiffusion sonore ; règle des 30 kilomètres (p. 3262) ; ses observations sur l'amendement de M. François d'Aubert tendant à prévoir un rayon de 40 kilomètres ; plan de fréquence (p. 3263) ; document technique préparatoire aux décisions de la haute autorité ; son amendement n° 1 (substituant aux mots « d'un mécanisme d'aide » les mots « d'une aide ») : adopté ; son amendement n° 2 (substituant aux mots « de ce mécanisme » les mots « de cette aide ») : adopté (p. 3264) ; indique que la France a battu le Danemark en football ; impossibilité d'exonérer du paiement de la taxe les radios locales faisant appel à la publicité ; radios bénéficiant de ressources publicitaires alimentant le fonds de soutien ; son amendement n° 3 (programmation de messages rémunérés) ; messages d'intérêt public (p. 3265) ; adopté ; cahier des charges de Radio-France (p. 3266) ; aides indirectes accordées par les collectivités territoriales aux radios ; indépendance des radios locales ; rôle de la haute autorité ; moyens de contrôler le financement des radios locales privées (p. 3267) ; régies publicitaires ; constitution de réseaux (p. 3269) ; sociétés multimédias ; compétences de la haute autorité et du Gouvernement en matière d'autorisation des services de communication audiovisuelle (p. 3270) ; **article 2** : son amendement n° 4 (réception de la déclaration par la haute autorité) ; fonds de soutien ; problème de l'information des collectivités territoriales (p. 3271) ; renforcement des droits des associations ; obligation pour la haute autorité d'accuser réception des déclarations qui lui sont faites ; adopté ; possibilité pour cet organisme de vérifier que le changement de statut n'entraîne pas de modification du projet initial ; continuité du travail de la radio (p. 3272) ; son amendement n° 5 (substituant aux mots « du dépôt » les mots « de la réception ») : adopté (p. 3273) ; **article 3** : régies publicitaires ; constitution des réseaux (p. 3275) ; **article 4** : radios locales privées ; apport de la publicité limité à 80 p. 100 du total du financement (p. 3276) ; article 83 de la loi de 1982 ; radios locales ; agences d'information (p. 3277) ; **article 5** : retrait de l'autorisation d'émission pour une radio locale (p. 3279) ; suspension de six mois ; rôle de la haute autorité ; son amendement n° 6 (prévoyant l'avis de la commission prévu à l'article 87 de ce texte) ; garantie des droits de la défense ; adopté (p. 3280) ; **article 6** : attitude du groupe R.P.R. ; histoire des radios locales privées ; prévention de la constitution de réseaux (p. 3281) ; amende de 500 000 francs ; son amendement n° 7 (faisant référence à l'article 83, dernier alinéa, de la loi de 1982 dans le second alinéa de cet article) : adopté ; puissance de l'émetteur ; contenu de l'autorisation d'émission (p. 3282) ; confiscation ne pouvant être prononcée qu'à titre accessoire (p. 3283).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : positions contradictoires entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; information diffusée par les radios locales ; pluralité des sources d'information ; cahier des charges ; position du Sénat à propos du financement publicitaire interdisant les petites annonces et l'immobilier et limitant la publicité commmerciale ; forme juridique choisie par ce texte [28 juin 1984] (p. 3798) ; possibilité de bénéficier des subventions des collectivités locales ; sanctions pénales ; raisons de l'échec de la commission mixte paritaire (p. 3799).

Discussion des articles : **article 1er : son amendement n° 1** (supprimant le deuxième alinéa de l'article 81 de la loi de 1982) ; échec de la commission mixte paritaire ; zones rurales ; adopté (p. 3802) ; son amendement n° 2 (aide accordée aux services ne collectant pas de ressources publicitaires) ; problème

du versement éventuel de subventions par les collectivités territoriales aux sociétés commerciales ; adopté ; son amendement n° 3 (programmation des messages rémunérés d'intérêt général) : adopté ; son amendement n° 4 (services assurés par des associations) : adopté (p. 3803) ; **article 2** : son amendement n° 5 (référence à l'article 81-2 de la loi de 1982 à la fin du premier alinéa de cet article) ; son amendement n° 6 (déclaration en cas de recours à la collecte de ressources publicitaires) ; son amendement n° 5 : adopté (p. 3805) ; son amendement n° 6 : adopté ; son amendement n° 7 (transaction publicitaire) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 8 (supprimant le paragraphe I de cet article) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 9 (règles applicables à la publicité) ; différence existant entre la délivrance d'informations « clés en main » et l'utilisation par les équipes rédactionnelles des radios locales de produits diffusés par des agences sonores ; détermination des secteurs publicitaires relevant du domaine réglementaire (p. 3806) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (déterminant les peines applicables en cas d'infraction) ; modulation des peines au niveau financier ; respect des cahiers des charges (p. 3807) ; adopté (p. 3808).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : adaptation de la sanction à la gravité de la faute ; agences sonores et coopératives d'informations et de magazines ; ressources des radios locales privées [30 juin 1984] (p. 3935) ; nécessité de sanctions (p. 3937).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion générale : **s'oppose** à la question préalable de M. François d'Aubert : politique répressive menée par la majorité antérieure ; choix de la fibre optique ; câblodistribution ; situation de la télédistribution aux U.S.A. [14 juin 1984] (p. 3402) ; monopole des télécommunications ; plan câble ; originalité du plan français ; association de la télédistribution et de certains services de télécommunication ; sociétés d'économie mixte ; réception des programmes d'un futur satellite français ; installations d'immeubles ; réseau câblé ; fonctions assurées par le câble que les satellites ne fournissent pas ; marché du magnétoscope ; utilisation du réseau hertzien ; problème du câblage dans les zones rurales (p. 3403) ; plan de câblage ; intervention des mandataires ou des concessionnaires ; cas de la ville de Lyon ; exploitation des réseaux de télécommunication ; exemple italien ; marché des programmes ; retard à rattraper en ce qui concerne les programmes ; appels d'offres (p. 3404).

Discussion des articles : **article 1er** : rôle des collectivités locales ; responsabilité de celles-ci ; sociétés d'économie mixte ; secteurs câblés ; cas de la Belgique ; société souhaitant être concessionnaire ; rôle de l'initiative privée dans ce texte (p. 3409) ; son amendement n° 26 (substituant aux mots « des services locaux » les mots « du service ») ; études préparatoires à propos du câble ; cas d'une ville nouvelle en Ile-de-France ; caractère viable du projet ; diffusion de l'ensemble des programmes constituant un tout pour l'usager (p. 3410) ; adopté ; son amendement n° 27 (limitation de l'objet social des sociétés à l'exploitation du service et à l'exploitation éventuelle d'autres services de communication) ; rôle des sociétés d'économie mixte (p. 3411) ; possibilité pour les sociétés d'économie mixte de mettre certains services à la dispositior du public ; adopté (p. 3412) ; **article 4** : présence d'un représentant de l'Etat dans les sociétés d'économie mixte locales (p. 3417) ; **article 5** : problème de la détention d'une part minimale du capital social des sociétés d'économie mixte par les personnes publiques (p. 3418) ; **titre** : son amendement n° 29 (faisant référence à la communication audiovisuelle dans le titre) : adopté (p. 3419).

Explications de vote : structure juridique du plan câble ; vote positif du groupe socialiste (p. 3419).

Deuxième lecture, discussion générale : sociétés d'économie mixte ; rôle des élus ; cahier des charges ; accord du groupe socialiste avec les conclusions de M. Georges Hage [28 juin 1984] (p. 3809).

Discussion des articles : **article 4** : sociétés d'exploitation du câble mises en place ; communication audiovisuelle (p. 3813).

Explications de vote : existence de vingt-huit études de faisabilité en cours ; déports des chaînes étrangères ; possibilité pour Canal Plus de participer au réseau câblé ; expériences réalisées à Biarritz ; diversification des programmes ; développement du câble en France ; vote positif du groupe socialiste (p. 3816).

Troisième lecture, discussion générale : sociétés d'économie mixte [30 juin 1984] (p. 3939) ; responsabilités des collectivités territoriales dans le domaine du câble ; développement de l'industrie française du câble (p. 3940).

— Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).

Première lecture, discussion générale : développement des nouvelles techniques de communication [28 juin 1984] (p. 3835) ; communication audiovisuelle ; Canal Plus ; satellites ; fibre optique ; politique des programmes ; cadre juridique des entreprises de communication ; œuvres provenant de pays étrangers ; protection des droits sur les œuvres ; rémunération des auteurs ; copies privées (p. 3836) ; conditions d'interconnexion entre satellites ; télévision hertzienne et réseaux câblés ; retransmission simultanée par câble ; gestion collective des droits inclus dans un vidéogramme ; réutilisation sur les réseaux câblés de chaînes de programmes ; contrôle de la diffusion par les ayants droit ; constitution de banques de programmes (p. 3837).

Discussion des articles : **article 35** : cassettes vierges ; organismes d'aides aux handicapés visuels et auditifs [29 juin 1984] (p. 3907) ; **article 36** : réductions accordées par la S.A.C.E.M. pour les manifestations organisées par des associations ; nécessité d'imposer aux sociétés de perception le respect des règles générales ; exonération ou réduction sur les droits d'auteur et les droits voisins (p. 3908) ; nécessité de codifier cette pratique ; conditions générales d'exonération (p. 3909).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ces collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).

Première lecture, discussion générale : définition d'un service local de radio-télévision par câble ; impossibilité pour le Gouvernement de fixer par voie réglementaire les limites géographiques des réseaux câblés en raison de la décision du Conseil constitutionnel [11 octobre 1984] (p. 4634) ; contenu de la loi du 1er août 1984 et de cette décision ; critères de définition d'un service local de radio-télévision par câble ; cas des pays étrangers ; caractéristiques du câble coaxial et de la fibre optique ; combinaison d'un critère géographique et d'un critère administratif ; conciliation de la rentabilité économique et de la dimension locale des services ; extension du ressort géographique à trois départements ; rôle de la haute autorité dans le développement de la télé-distribution ; réalisation des réseaux locaux (p. 4635) ; s'oppose à la question préalable de M. François d'Aubert (p. 4638) ; existence d'une mobilisation des éditeurs sur les programmes ; pressions exercées par les sociétés étrangères ; nécessité d'investir dans le secteur du câble ; signature par les communes d'un protocole d'accord avec les P.T.T. ; plan câble ; lancement de la télédistribution ; extension en fibres optiques des réseaux coaxials ; nombre de prises commandées à Paris et dans la région parisienne ainsi qu'à Rennes, Grenoble, Metz, Lille et Nancy ; contenu des décrets d'application ; procès d'intention (p. 4639).

Discussion de l'article unique : **avant l'article unique** : projets présentés au ministère des P.T.T. ou à la mission câble rentrant dans le cadre d'une autorisation de la haute autorité ; évolution des réseaux câblés ; projets sur Paris et la région Ile-de-France (p. 4643) ; **après l'article unique** : plafonnement des recettes publicitaires ; possibilité du marché réel pour les réseaux câblés (p. 4644) ; absence de dispositions anti-trusts existant dans les pays étrangers ; utilité de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1983 ; cahier des charges concernant les sociétés locales d'exploitation du câble ; cas des Etats-Unis (p. 4645) ; considération de la majorité pour la haute autorité ; clauses sur le pluralisme intégrées dans le cahier des charges des sociétés locales d'exploitation du câble (p. 4646).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : définition du service local de radio-télévision par câble ; position du Conseil constitutionnel ; critère du nombre potentiel d'abonnés [21 novembre 1984] (p. 6420).

Troisième lecture, discussion générale : rejet de cette proposition par le Sénat ; souhaite l'adoption de ce texte en dernière lecture par l'Assemblée [17 décembre 1984] (p. 7054).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* nouveaux supports de la communication audiovisuelle ; Canal Plus ; expérience de télédistribution ; nouvelles données du marché culturel national et international ; industrie cinématographique ; archives audiovisuelles ; aide aux producteurs [25 octobre 1984] (p. 5226) ; fiscalité des biens culturels ; établissement de règles souples entre le cinéma et la vidéo pour l'exploitation des films ; défense du cinéma français ; projets de mise en place de chaînes télématiques (p. 5227).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* augmentation du budget par rapport à 1984 [7 novembre 1984] (p. 5637) ; évolution du budget des sociétés nationales de programme ; difficultés de recouvrement de la redevance ; progression des ressources provenant de la publicité ; distinction entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses de programmes ; problème de la régionalisation ; nouvelles techniques de communication ; développement du plan câble ; rentabilité des autres supports, notamment des chaînes du satellite T.D.F. 1 (p. 5638) ; moyens de la télévision locale hertzienne ; nécessité d'accélérer le processus d'installation des réseaux câblés ; volonté des collectivités locales d'obtenir des précisions sur les conditions tarifaires et économiques de cette installation (p. 5639).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé des universités.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale ; chargé des université (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Bruno Vennin : statut des enseignants de l'enseignement supérieur** : attachement du Gouvernement aux procédures de concertation [16 mai 1984] (p. 2383) ; congés sabbatiques et transformations d'emplois (p. 2384) ;

orales sans débats de :

— **M. Gilbert Gantier (n° 593) : école des langues orientales vivantes** : s'associe au deuil qui frappe l'Assemblée nationale en la personne de Jacques Marette ; développement de l'enseignement du japonais en France ; cas du département « Corée-Japon » ; modalités d'acquisition des locaux de l'ancienne manufacture des tabacs de Santin, organisation en 1985 d'un concours d'agrégation de japonais ; nécessité de la rigueur budgétaire [27 avril 1984] (p. 2011) ;

— **M. Lucien Dutard (n° 601) : coopératives utilisatrices de matériel agricole de drainage** : exposé des problèmes relatifs à la réalisation en C.U.M.A. des travaux pour le compte de maîtres d'ouvrage publics ; marasme du marché des travaux ruraux ; problème du drainage [27 avril 1984] (p. 2012) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 610) : éducation artistique** : baisse du déficit des heures d'enseignement artistiques ; ouverture de postes au concours du C.A.P.E.S. ; utilisation de la « valence » artistique des professeurs d'enseignement général de collège ; titularisation des P.E.G.C. ; caractère expérimental de « l'optionnalisation » [11 mai 1984] (p. 2247) ; caractère transitoire du recours à des vacataires professionnels de l'art pour enseigner les disciplines artistiques (p. 2248) ;

— **Mme Adrienne Horvath (n° 640) : situation de l'emploi dans le bassin d'Alès** : crédit budgétaire pour la conversion [25 mai 1984] (p. 2659) ; élaboration d'un plan de soutien au bassin d'Alès ; orientation gouvernementale (p. 2660) ;

— **M. Daniel Goulet (n° 636) : effectifs admis en deuxième année de l'U.E.R. des sciences pharmaceutiques de Caen** : rappel des différentes réformes ; *numerus clausus* ; absence de disposition particulière limitant la mobilité géographique des étudiants [25 mai 1984] (p. 2661) ;

— **M. Pierre Micaux (n° 654) : difficultés financières d'établissements scolaires** : évolution satisfaisante des crédits ; montant des subventions de l'Etat et des communes ; consommation d'énergie ; financement par les familles des repas de demi-pension ; absence de nouveaux moyens pour la prochaine rentrée scolaire [8 juin 1984] (p. 3124) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 652) : haute autorité de l'audiovisuel** : amélioration de la gestion des chaînes de radiodiffusion et de télévision ; réduction obligatoire des dépenses de fonctionnement ; redéploiement du personnel ; contrats passés avec les syndicats de réalisateurs ; fixation du montant des commandes passées par les sociétés de programme à la S.F.P. ; commissions de contrôle parlementaire [8 juin 1984] (p. 3125) ;

— **M. Georges Hage (n° 678) : langue des signes française** : intégration scolaire et sociale des jeunes enfants handicapés ; certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et adolescents déficients inadaptés (C.A.E.I.) ; formation continue de moniteurs de langue des signes [29 juin 1984] (p. 3870) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 742) : office des radio-éléments ionisants** : conditions de la « filialisation » de cet office au sein du groupe C.E.A.-Industrie ; statut du personnel de l'office des radios-éléments ionisants [7 décembre 1984] (p. 6788-6789) ;

— **M. Roger Leborne (n° 739) : société Potain-Poclain-Matériel** : caractère défavorable de l'évolution du marché du matériel de levage ; obligation pour la société Potain-Poclain-Matériel de réduire ses effectifs ; mise en œuvre d'un plan de restructuration de cette entreprise [7 décembre 1984] (p. 6789) ;

— **M. Hervé Vouillot (n° 741) : société nationale des poudres et explosifs** : situation de l'usine de Vonges ; abandon de son programme d'investissement sur le secteur des poudres et explosifs ; diversification de l'activité de cette société [7 décembre 1984] (p. 6790) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 738) : licenciements décidés par le groupe Bull** : effort de la France dans le domaine de la filière électronique ; situation financière de Bull ; maintien de l'effectif global entre le 1er décembre 1983 et le 31 décembre 1985 [7 décembre 1984] (p. 6790) ;

— **M. Georges Hage (n° 737) : œuvres universitaires** : ouverture de l'enseignement supérieur à un nombre croissant d'étudiants ; importance des moyens budgétaires dégagés ; progression du montant global des diverses formes d'aides aux étudiants ; effectif des boursiers ; montant global des aides indirectes ; modification du code de la construction et de l'habitation facilitant la passation d'accords entre les organismes d'H.L.M. et les C.R.O.U.S. (p. 6792) ; augmentation des subventions aux œuvres universitaires pour les travaux d'entretien et de maintenance ; sa fidélité au principe de la concertation [7 décembre 1984] (p. 6793) ;

— **M. René La Combe (n° 733) : formation scolaire** : participation de l'éducation nationale au groupe de lutte contre l'illetrisme ; remaniement du système des projets d'action éducative ; efficacité de l'enseignement de l'histoire et de la géographie ; enseignement de l'éducation civique [7 décembre 1984] (p. 6794) ;

— **M. Daniel Goulet (n° 736) : service de gynécologie du centre hospitalier de Domfront** : conditions de sécurité des femmes qui accouchent ; nécessité de fermer les petites maternités n'offrant pas suffisamment de garanties ; possibilité d'en reconvertir certaines ; caractère réduit de l'activité de la maternité de l'hôpital de Domfront [7 décembre 1984] (p. 6795) ;

— **M. René Gaillard (n° 740) : ouverture d'un centre de santé à Niort** : absence de problème particulier posé par l'autorisation d'ouverture de ce centre ; nécessité d'une étude générale sur ce type d'organismes [7 décembre 1984] (p. 6797) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 751) : Centre régional de Châlons-sur-Marne de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers** : remise en état des résidences des différents centres régionaux d'écoles nationales supérieures d'arts et métiers ; inclusion de l'opération de la résidence de Châlons dans le programme 1984 de travaux de maintenance ; mise en place du financement des travaux 1985 ; programmation pour 1984 des travaux de maintenance [14 décembre 1984] (p. 6941).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* importance de la formation pour l'avenir collectif ; cohérence du projet de budget pour les enseignements supérieurs [12 novembre 1984] (p. 5890) ; nécessité de former un plus grand nombre d'étudiants et d'élever le niveau culturel du pays ; accroissement du nombre d'étudiants inscrits ; conditions d'inscription des étudiants ; nécessité de démocratiser l'enseignement supérieur en privilégiant les aides directes ; augmentation du taux moyen des bourses ; revalorisation des plafonds de ressources ; financement des restaurants et des cités universitaires ; progression des crédits d'action sociale ; rénovation des premiers cycles universitaires ; nombre d'emplois attribués aux universités (p. 5891) ; nécessité de développement des formations à finalité professionnelle ; création du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques ; nombre d'emplois supplémentaires dans les formations d'ingénieurs ; objectifs du programme de formation dans les spécialistes relevant de la filière électronique ; importance de la promotion de la recherche et de la valorisation des ses résultats ; problème des laboratoires universitaires non associés aux grands organismes de recherche ; ouverture de l'université sur son environnement ; nombre d'emplois nouveaux inscrits pour l'enseignement supérieur ; mesures prises en faveur des personnels ; nouveau statut des enseignants chercheurs ; transformations d'emplois d'assistant en emplois de maître de conférences (p. 5892) ; situation des corps spécifiques des filières de la santé ; application du décret du 30 mai 1982 faisant obligation aux administrations de mettre en place un service de médecine préventive ; effort en faveur des crédits de maintenance (p. 5893).

Répond à la question de :

— *M. Henri Bayard :* titularisation des vacataires coopérants ; création d'emplois réservés aux titulaires de doctorats ; nombre d'emplois du niveau de professeur agrégé et d'adjoint d'enseignement (p. 5899-5900) ;

— *M. Guy Malandain* posée par M. Manuel Escutia : accroissement de la capacité d'accueil des I.U.T. ; contenu du schéma directeur du développement de ces instituts ; création de quatre départements d'I.U.T. dans la région parisienne (p. 5902) ;

— *M. Emile Jourdan :* démocratisation de l'enseignement ; augmentation des aides directes ; augmentation du taux moyen des bourses (p. 5905) ; revalorisation des placements de ressources ; priorité accordée aux aides directes ; progression des crédits en faveur des cités universitaires ; tarifs des C.R.O.U.S. ; augmentation des crédits de l'action sociale (p. 5906) ;

— *M. Jean Narquin :* problème du financement de l'université d'Angers (p. 5910).

Examen des crédits : **Etat B-Titre III :** rôle des personnels non enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur ; déséquilibre entre les créations de postes d'enseignants et les créations de postes de personnels non enseignants ; problème posé par les créations d'emplois d'I.T.A. ; étude sur la répartition des A.T.O.S. dans les universités (p. 5913-5914) ; prise en considération du rôle des chefs de travaux dans l'encadrement des étudiants ; possibilité d'augmenter le nombre des intégrations de chefs de travaux en maîtres de conférences (p. 5915).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges
(1re circonscription)
R.P.R.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 508) de M. Pierre-Charles Krieg tendant à modifier l'article 24 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif au versement d'intérêts pour les sommes payées d'avance au propriétaire à titre de loyer ou de dépôts en garantie [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud tendant au rétablissement de la peine de mort (n° 2190) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Médecin tendant à rétablir la peine de mort pour les crimes les plus odieux et pour ceux dont les victimes sont des magistrats ou des agents de la force publique (n° 2297) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Rapporteur de sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 62 et 69 du règlement relatifs aux scrutins pour les nominations personnelles (n° 2386) [8 novembre 1984] (p. 5778).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la **publicité, aux enseignes et pré-enseignes (n° 2342)** [12 septembre 1984].

Proposition de résolution tendant à modifier les **articles 62 et 69 du règlement** relatifs aux scrutins pour les nominations personnelles **(n° 2386)** [18 octobre 1984].

PETITIONS

— **Examen des pétitions n° 201 à 226** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 février 1984] (p. 663).

— **Examen des pétitions n° 227 à 262** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [21 novembre 1984] (p. 6252).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Lors de la discussion du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

Décide de suspendre la séance afin de permettre une nouvelle rédaction du sous-amendement n° 2444 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 2346 de la commission, lors de la discussion de l'article 9 [1er février 1984] (p. 435).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Blanc : modification de la composition des groupes figurant *au journal officiel* et au feuilleton [11 avril 1984] (p. 1465).

Souhaite la bienvenue au président de la Chambre des représentants du peuple de Guinée équatoriale [15 mai 1984] (p. 2337).

Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire de la R.F.A. [15 mai 1984] (p. 2337).

Répond aux rappels au règlement de MM. François d'Aubert, Alain Madelin, Jacques Toubon et Raymond Forni : article 86, alinéa 5 du réglement faisant état de la possibilité pour l'auteur d'une proposition d'être entendu par une commission à laquelle il n'appartient pas ; fait d'introduire une demande n'impliquant pas la satisfaction automatique de celle-ci ; appréciation de l'opportunité de l'audition appartenant au seul président de la commission [15 mai 1984] (p. 2339) ;

Souscrit aux propos de Mme Yvette Roudy, ministre chargé des droits de la femme lors de la discussion du projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308) [2 octobre 1984] (p. 4457).

Répond aux rappels aux règlements de MM. Gilbert Gantier et Georges Tranchant : problème de la clôture de la discussion générale [17 octobre 1984] (p. 4866-4867].

Indique qu'il ne donne pas la parole à M. François d'Aubert [14 novembre 1984] (p. 6003).

En qualité de député :

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** souhaite l'introduction d'une disposition sur la liberté de la communication [25 janvier 1984] (p. 35) ; inutilité de la télématique à l'Assemblée nationale (p. 43).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 3 (nécessité d'éviter des difficultés économiques accrues pour la Lorraine) : rejeté [25 avril 1984] (p. 1942).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la dispostion du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** décentralisation ; tutelle ; étude commerciale ; réception de plusieurs chaînes étrangères [28 juin 1984] (p. 3813).

Ses observations lors des explications de vote : études de faisabilité ; réception de diverses chaînes grâce au réseau câblé (p. 3816).

— Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Lors des explications de vote : **son rappel au règlement :** rappelle la censure opposée à trois de ses collègues ; terme de « folie » employé par M. Guy Ducoloné à l'égard de la haute Assemblée ; article 73, alinéa 5, du règlement ; illustration de l'antiparlementarisme [6 juillet 1984] (p. 4114).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 64 *bis* :** objet des commissions d'enquête ; activités ou services relevant de l'autorité de l'Etat [25 juillet 1984] (p. 4205) ; **article 125 :** publication d'un décret en Conseil d'Etat ; conditions d'application de cet article (p. 4213).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
(7e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché du Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle (n° 2130) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation (n° 2353) [11 octobre 1984] (p. 4662).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2130) adopté par le Sénat, autorisant la ratification du deuxième protocole portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché du Luxembourg au sujet de la **canalisation de la Moselle (n° 2182)** [7 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2353) autorisant l'approbation d'une convention sur la loi applicable aux **contrats d'intermédiaires et à la représentation (n° 2435)** [15 novembre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* rôle des artisans et des commerçants dans la vie sociale ; ses préoccupations concernant l'apprentissage, la formation, la qualification et l'accès à des professions exigeant une haute technicité [24 octobre 1984] (p. 5160).

Examen des crédits : **son rappel au règlement :** refus par le président de séance de lui donner la parole sur l'amendement n° 21 du M. Jacques Barrot à l'article 83 (p. 5175).

SENES (Gilbert)

Député de l'Hérault
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : déclaration des droits et des devoirs de la presse libre de novembre 1945 ; cite les principes de ce texte ; presse issue de la résistance ; journaux d'opinion ; monopole de fait ; ordonnance de 1944 [24 janvier 1984] (p. 10) ; publication de leurs bilans financiers par les journaux ; difficultés de gestion (p. 11).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* situation des producteurs de raisins de table ; nécessité de reconnaître les boissons uvales à faible degré alcoolique ; problème de l'élargissement de la Communauté européenne ; fixation du prix des importations de vin ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs [7 novembre 1984] (p. 5672).

SERGENT (Michel)

Député du Pas-de-Calais
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

SERGHERAERT (Maurice)

Député du Nord
(13e circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi M. Xavier Hunault permettant aux délégués des Conseils municipaux de voter par procuration lors des élections sénatoriales (n° 1860) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Associations d'aide à domicile pour les personnes âgées** : caisse régionale d'assurance maladie de Nord-Picardie ; réorganisation du financement des heures d'aide-ménagère [27 juin 1984] (p. 3746) ;

— **Les jeunes agriculteurs face aux quotas laitiers** : importance des manifestations d'agriculteurs ; obligation pour certains jeunes agriculteurs d'abattre du cheptel ; injustice dans l'attribution des quota ; nécessité de mesures en faveur des jeunes agriculteurs [19 décembre 1984] (p. 7230) ;

orale sans débat :

— **n° 665,** posée le 19 juin 1984 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Nord)** (p. 3495) ; appelée le 22 juin 1984 : **situation financière de l'hôpital d'Hazebrouck** : augmentation de l'activité des services ; inadaptation des locaux ; propositions budgétaires de 1984 ; dépenses de personnel (p. 3605) ; traitement des personnels (p. 3606).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* secteur pénitentiaire ; création de postes de magistrats ; retard des chambres sociales ; développement de l'informatique et de la bureautique ; problème des absences légales ; augmentation de la délinquance ; chantiers dans le domaine pénitentiaire ; crédits d'équipement et de fonctionnement ; indemnités de copie de pièces ; plafond de l'aide judiciaire ; tribunal de l'application des peines [23 octobre 1984] (p. 5060).

SICARD (Odile)

Député de l'Isère
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : urbanisme et logement) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) Tome XVI : **urbanisme, logement et transports :** urbanisme et logement **(n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).**

Première lecture, discussion des articles : **article 33** : problème des contrats à durée déterminée des saisonniers ; contraintes particulières du travail saisonnier ; sécurité de l'emploi [8 juin 1984] (p. 3168) ; **article 38** : équilibre entre l'aménagement et la protection de la montagne ; études d'impact (p. 3192) ; **après l'article 55** : organisation des secours en montagne ; rôle des préfets (p. 3220).

Deuxième lecture, discussion générale : situation particulière des montagnards ; nécessité de créer des emplois dans d'autres secteurs que le secteur agricole ; solidarité à l'égard de la montagne ; notion d'autodéveloppement [27 novembre 1984] (p. 6338) ; promotion des produits de montagne ; encouragement des labels de qualité ; reconnaissance de la participation des usagers de la montagne à l'entretien des pistes de fond (p. 6339).

Discussion des articles : **article 4** : compréhension par les gens de montagne du terme « autodéveloppement » (p. 6353) ; **article 55 *quinquies*** : son amendement n° 224 (délimitation de la zone géographique d'intervention des plans d'urgence) ; objectifs non limitatifs de ces plans ; existence d'un projet du Gouvernement concernant la définition des plans ORSEC et de plans d'urgence [28 novembre 1984] (p. 6425) ; retiré (p. 6426).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Première lecture, discussion générale : respect des droits de tous à la qualité de la vie ; centralisation en France ; urbanisation ; rôle de l'Etat [21 juin 1984] (p. 3576) ; diminution de l'intervention de l'Etat ; notion d'intérêt général ; égalité des citoyens devant la loi (p. 3577).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : évolution des dépenses ordinaires et des crédits de paiement ; réduction des autorisations de programme ; rôle de l'urbanisme ; missions de l'Etat : assistance technique aux communes, protection des sites et solidarité en ville ; création du comité interministériel pour les villes ; projet de quartiers ; programme du 9e Plan : « mieux vivre dans la ville » ; programmes locatifs aidés et prêts d'accession à la propriété ; dépenses publiques ; non budgétaires ; facteurs déterminants dans le nombre de construction de logements [30 octobre 1984] (p. 5387) ; aides à l'amélioration de l'habitat ; dotation pour la résorption de l'habitat insalubre ; fonds d'aide aux impayés ; coût de la construction ; politique de produits industriels ; loi sur la maîtrise d'ouvrage ; épargnes immobilière et financière ; architecture ; conseils en architecture ; problème de la réduction des crédits de ces conseils ; profession d'architecte (p. 5388).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 2424).**

Première lecture, discussion générale : part réservée à la maîtrise de l'énergie dans les crédits du fonds ; distinction entre l'impact direct et l'impact indirect des travaux d'amélioration sur les économies d'énergie ; consommation des ménages ; amélioration de l'habitat ; réhabilitation de 140 000 logements par an prévue dans le 9e Plan ; prévisions du bureau d'informations et de prévisions économiques ; recul de l'activité devant être moins marqué en 1985 qu'en 1984 dans le bâtiment ; fonction de relais du fonds spécial de grands travaux [11 décembre 1984] (p. 6817).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour le démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J.O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Concours financiers de l'Etat aux communes** : fixation du taux de la dotation globale d'équipement ; réduction du domaine d'intervention des aides de l'Etat ; utilisation de la décentralisation pour réduire les interventions de l'Etat et garantir la rigueur budgétaire [25 avril 1984] (p. 1917) ;

— **Abaissement de l'âge de la retraite pour les grands corps de l'Etat** : réalisation de cette mesure en trois étapes ; mutation de la Cour des comptes en raison de la création des chambres régionales des comptes ; son hostilité à une procédure de recrutement exceptionnel ; désorganisation de la haute fonction publique [9 mai 1984] (p. 2150) ;

— **Fermeture de l'entreprise Heudebert d'Augy** : augmentation du chômage ; approbation par le Gouvernement du Plan de modernisation de Général Biscuit [19 décembre 1984] (p. 7217).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion générale : régime juridique du sport professionnel ; football professionnel ; droit d'option entre la société d'économie mixte et la société à objet sportif ; suppression par le texte de la voie associative [11 avril 1984] (p. 1482) ; sociétés anonymes ; position des clubs professionnels ; statuts types de la société à objet sportif ; fédération française de football ; cas de litige avec un joueur professionnel ; cas de déficit ; problèmes acutels de deux clubs ; Stade rennais et olympique de Marseille ; délimitation de pouvoir réglementaire ; souhaite la possibilité d'un statut d'association sportive professionnelle ; cas des comités interprofessionnels du logement ; sport de haut niveau ; rôle des commissaires aux comptes ; sociétés à objet sportif ; nécessité de permettre aux clubs le libre choix de leur cadre juridique (p. 1483).

Discussion des articles : **article 3** : refus par le Gouvernement de la formule de l'association pour les clubs professionnels [12 avril 1984] (p. 1518) ; nécessité d'aménager les rythmes scolaires ; **article 4** : son amendement n° 182 (référence aux missions définies par la loi sur l'enseignement supérieur) : satisfait (p. 1521) ; **article 8** : son opposition à la création d'une confédération du sport scolaire et universitaire (p. 1525) ; nécessité d'une coopération conventionnelle avec les fédérations ou unions du sport scolaire ; son amendement n° 183 (affiliation des associations sportives des établissements du second degré à une fédération du sport scolaire) (p. 1526) ; estime que le groupe socialiste s'est déjugé sur la création d'un comité liant la Fédération Nationale du Sport Universitaire et l'U.N.S.S. ; devenu sans objet (p. 1527) ; **avant l'article 9** : son amendement n° 184 (intitulant la section II : « les groupements sportifs ») : non soutenu (p. 1534) ; **article 9** : obligations de la société à objet sportif ; cas du football professionnel ; sa préférence pour la formule de l'association ; rôle des commissaires aux comptes (p. 1535) ; son amendement n° 185 (énonçant les différents statuts juridiques possibles pour les groupements sportifs) ; cas de l'association de la jeunesse auxerroise ; comité interprofessionnel du logement ; absence de précision sur le statut fiscal des sociétés à objet sportif ; demande la possibilité pour les clubs de choisir entre la société d'économie mixte et la société à objet sportif (p. 1540) ; devenu sans objet (p. 1541) ; sa demande de suspension de séance ; **son rappel au règlement;** absence de précision sur le régime fiscal des sociétés à objet sportif ; refus d'accorder aux clubs le libre choix de leur cadre juridique (p. 1542) ; dépôt de bilan de l'Olympique de Marseille et du Stade rennais (p. 1543) ; nécessité d'une loi de finances pour préciser le régime fiscal applicable à la société à objet sportif (p. 1544) ; **article 10** : son amendement n° 186 (de conséquence) ; retiré ; **article 11** : son amendement n° 187 (de conséquence) ; retiré (p. 1545) ; **article 12** : son amendement n° 188 : devenu sans objet ; système des dérogations (p. 1547) ; **article 13** : rapports entre l'Etat et le mouvement sportif ; nécessité d'accorder aux fédérations sportives les droits et pouvoirs reconnus aux départements et communes ; volonté d'accorder aux fédérations sportives un pouvoir de contrôle sur les groupements qui leur sont affiliés ; situation des cadres techniques ; exercice par les fédérations sportives d'une mission de service public [13 avril 1984] (p. 1574) ; sa demande de suspension de séance ; son amendement n° 189 (mission des fédérations sportives) (p. 1575) ; rejeté (p. 1576) ; rapports entre l'Etat et le mouvement sportif (p. 1577) ; cadres sportifs (p. 1578) ; **article 14** : son amendement n° 190 (organisation des compétitions sportives dans chaque discipline par une seule fédération) ; référence à l'état du droit national et international ; rejeté (p. 1579) ; référence aux conventions qui nous lient au comité international olympique (p. 1580) ; **article 15** : rôle de l'Etat ; son amendement n° 191 (soumettant à l'avis de la fédération intéressée l'organisation par des personnes de droits privé de manifestations sportives) (p. 1581) ; devenu sans objet ; **article 16** : absence de dispositions relatives au haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (p. 1582) ; intérêt de réunir dans une même structure le secteur de la jeunesse et celui du sport ; son amendement n° 192 (répartition des produits du fonds national pour le développement du sport) ; caractère paritaire de la gestion du fonds national pour le développement du sport (p. 1583) ; rejeté ; **après l'article 16** : son amendement n° 193 (création d'un haut comité à caractère consultatif dans le domaine de la jeunesse, des sports, du loisir et du temps libre) (p. 1584) ; réservé (p. 1585) ; **après l'article 26** : son amendement n° 193 (création auprès du Premier ministre d'un haut comité à caractère consultatif dans les domaines de la jeunesse, des sports, du loisir et du temps libre) ; rôle de ce haut comité ; nécessité de coordonner l'action du Conseil national des activités physiques et sportives avec les organismes consultatifs existants (p. 1595) ; absence de précision sur les conditions dans lesquelles le Conseil national des activités physiques s'articulera avec le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; rejeté (p. 1597) ; absence de réponse du ministre chargé des sports sur les articulations entre le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs et le conseil national des activités physiques et sportives (p. 1598) ; **article 30** : texte contraire aux lois de décentralisation ; lourdeur des procédures (p. 1619) ; **après l'article 36** : intérêt de la formule juridique du groupement d'intérêt public (p. 1625) ; son sous-amendement n° 253 à l'amendement n° 126 de M. Roger Corrèze (approbation par décret en Conseil d'Etat de l'organisation d'un concours de pronostics sur les compétitions sportives) (p. 1626) ; problème du financement du sport ; création d'un concours de pronostics comme possibilité de financement ; rapport de la commission du C.N.O.S.F. (p. 1627) ; retiré ; désir du mouvement sportif d'obtenir une rallonge budgétaire (p. 1628-1629).

Deuxième lecture, discussion générale : limites d'ordre financier et politique [5 juin 1984] (p. 2940) ; dispositions contraires à la volonté des dirigeants sportifs ; régime juridique des clubs professionnels ; rapports entre l'Etat et le mouvement sportif ; problème des moyens financiers ; création d'une société à objet sportif ; absence de définition des modalités de constitution de cette société ; fixation des mesures fiscales et sociales ; crédits du fonds national pour le développement du sport ; ressources extra-budgétaires ; candidature de Paris pour les jeux olympiques (p. 2941) ; absence de réponse aux engagements pris (p. 2945).

Discussion des articles : **article 9** : création de sociétés à objet sportif (p. 2949).

— **Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).**

Première lecture, explications de vote : action du Gouvernement de M. Raymond Barre en faveur de la Nouvelle-Calédonie ; crise du nickel ; lutte contre les inégalités ; politique conduite par M. Paul Dijoud ; table ronde de Nainville-les-Roches ; statut de la Nouvelle-Calédonie ; abstention du groupe U.D.F. [29 mai 1984] (p. 2797).

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) et**

projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107).

Première lecture, discussion générale commune : soulève une exception d'irrecevabilité ; atteintes aux principes de notre droit ; égalité devant la loi ; séparation des pouvoirs ; indépendance des professeurs d'université ; critère de compétence pour l'accès aux charges publiques ; rappel des conditions d'examen de la loi de 1975 ; recrutements exceptionnels [13 juin 1984] (p. 3303) ; cas des conseillers d'Etat, des professeurs d'université, des conseillers maîtres à la Cour des comptes et des inspecteurs généraux des finances ; volume des affaires de la Cour de cassation et de la Cour des comptes ; « peine de mort par décapitation pour les grandes juridictions » ; distinction entre Conseil d'Etat et Cour des comptes ; citation d'une question posée par Gambetta au début de la IIIe République ; coût de la réforme ; rupture du principe d'égalité ; premier avocat général de la Cour de cassation ; premier avocat général à la Cour des comptes ; présidents de Chambre de la Cour des comptes ; cas des universitaires ; problème de la désignation des universitaires échappant au droit commun ; vice-président du Conseil d'Etat et Premier président de la Cour des comptes (p. 3304) ; problème des différences de traitement ; « Serisette » ; « Anicette » ; création d'un tour extérieur pour l'accès au grade d'inspecteur général ou de contrôleur général dans les corps d'inspection ; critères « des mérites et des talents » ; inspecteur général des télécommunications ; inspecteur général des ponts et chaussées ; conditions de compétences et d'expérience ; rajeunissement de la haute fonction publique ; amendement de M. Pierre Lagorce dans le débat de 1975 ; volonté de sanctionner le Conseil d'Etat ; charge pour les finances publiques (p. 3305) ; troisième voie de l'E.N.A. ; politique économique ; restructurations ; respect des engagements passés ; neutralité des grandes juridictions ; garantie pour le citoyen ; « système des dépouilles » ; rappel de la déclaration de M. André Labarrère en décembre 1981 : citation de Gambetta (p. 3306) ; origine du texte de 1975 ; effet des recrutements massifs de 1968 (p. 3324) ; équivalence entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation (p. 3326) ; ses observations sur la déclaration de M. Anicet Le Pors à Vesoul (p. 3328) ; corps d'inspection et de contrôle ; Conseil d'Etat et Cour des comptes ; contrôle général des armées ; recrutement dans le corps de l'inspection générale des postes et télécommunications ; ingénieurs généraux des ponts et chaussées et inspecteurs généraux de l'équipement, de la construction et des transports (p. 3333) ; possibilité de nomination sans garantie de compétence ; négociations entre majorité et Gouvernement (p. 3334).

— Projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : création d'une « anicette » ; variation de la position du Gouvernement en fonction des négociations conduites avec la majorité ; caractère anticonstitutionnel des dérogations ; ses observations sur un amendement de M. Raymond Forni prévoyant à titre transitoire le maintien au-delà de la limite d'âge des présidents de chambre et des présidents de section actuellement en fonction ; son amendement n° 10 (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté [13 juin 1984] (p. 3337) ; réintroduction à titre transitoire des dérogations pour les présidents de chambre et les présidents de section ; difficultés du Gouvernement pendant les négociations ; raisons du choix intervenu ; **article 2** : dérogations limitées ; technique du « sifflet » ; effectifs touchés par la réforme ; comparaison de la situation du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes avec celle de la Cour de cassation ; problème du tour extérieur (p. 3338) ; son amendement n° 12 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1984 au 31 décembre 1989) (p. 3339) ; rejeté ; son amendement n° 13 (ifxation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires du 31 décembre 1984 au 31 décembre 1987) : rejeté ; **après l'article 2** : son amendement n° 14 (majoration du nombre de postes offerts à la sortie de l'E.N.A.) : non soutenu (p. 3340) ; **article 3** : son amendement n° 16 (supprimant les 3e, 4e et 5e alinéa de cet article) ; rappel de la séance de questions d'actualité du 9 mai 1984 ; avis du Conseil d'Etat ; inconstitutionnalité des dispositions ; adopté (p. 3341) ; **article 4** : son amendement n° 18 (de suppression) : retiré (p. 3342) ; **article 5** : son amendement n° 20 (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur du 31 décembre 1984 au 31 décembre 1989) : retiré (p. 3342) ; **article 7** : son amendement n° 23 (excluant la société d'Antenne 2 de l'application de la présente loi) ; société Antenne 2 ; rejeté (p. 3344) ; **article 8** : son amendement n° 26 (vacances d'emplois dans le grade d'inspecteur général ou de contrôleur général) ; accès aux corps techniques ; conditions d'âge, de compétences ou de services ; réforme de l'inspection générale des affaires sociales ; rejeté (p. 3345).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère aberrant du projet pour le fonctionnement de l'administration et les finances publiques ; désorganisation des « fonctions essentielles pour l'Etat » ; délais de mise en œuvre de la réforme ; accès par le tour extérieur au grade d'inspecteur général ou de contrôleur général dans les corps d'inspection [24 août 1984] (p. 4322) ; différence de traitement entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation ; recrutement exceptionnel pour les corps recrutés par la voie de l'E.N.A. ; position prise par l'association des anciens élèves de l'E.N.A. ; « accaparer un maximum de places dans un minimum de temps » (p. 4323).

— Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassationn (n° 2107).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 7 (suppression du second alinéa de l'article 76 de l'ordonnance de 1958) [14 juin 1984] (p. 3382) ; rejeté (p. 3383) ; **article 2** : son amendement n° 9 (fixation des limites d'âge à titre transitoire) (p. 3385) ; devient identique à l'amendement n° 14 de M. Raymond Forni : adopté (p. 3386).

Son rappel au règlement : modification de l'ordre du jour [24 août 1984] (p. 4328).

Son rappel au règlement : décision du ministre chargé des relations avec le Parlement de reporter la séance publique [5 septembre 1984] (p. 4342).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première partie : Discussion des articles : **article 2** : politique fiscale du Gouvernement ; baisse des impôts payée par un déficit accru et par une inflation plus importante ; augmentation des taxes sur les produits pétroliers et les tarifs du téléphone ; abaissement des prélèvements obligatoires ; maintien du déficit à un niveau incompatible avec les possibilités de notre économie ; dégradation des finances publiques [17 octobre 1984] (p. 4871) ; **après l'article 3** : problème de la suppression éventuelle de l'avoir fiscal ; fiscalité des entreprises ; investissements [18 octobre 1984] (p. 4915) ; **article 8** : agences de voyages ; taux de T.V.A. ; voyages effectués à l'étranger ; position de la C.E.E. (p. 4924) ; fiscalité du tourisme (p. 4925) ; fiscalité des agences en France et à l'étranger (p. 4926).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* création de nouvelles ressources extra-budgétaires ; cas des crédits non reconductibles prévus pour les Jeux Olympiques ; diminution des crédits budgétaires ; création d'un loto sportif ; sa gestion ; nécessité d'une concertation pour cette création [23 octobre 1984] (p. 5088) ; modification des rythmes scolaires ; statut des professeurs de sport ; procédure budgétaire pour la création du loto sportif (p. 5089).

Examen des crédits : **état C-Titre III** : crédits de matériel et de fonctionnement ; organismes consultatifs ; renforcement des crédits de l'office franco-allemend ; son vote contre le projet ; création d'un loto sportif (p. 5107).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* bouleversements administratifs dans le secteur du tourisme ; faiblesse des moyens budgétaires consacrés à ce secteur ; enquêtes aux frontières ; moyens de fonctionnement des bureaux à l'étranger ; tourisme social et démocratisation des loisirs ; villages de vacances ; camping et hôtellerie de plein air ; création du chèque-vacances ; aménagement touristique du territoire ; prix des services [24 octobre 1984] (p. 5151) rapports sociaux dans les entreprises de l'industrie hôtelière taxation accrue des hôtels (p. 5152) ; programmes triennaux de développement pour la Martinique (p. 5172).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : nomination d'un délégué du Gouvernement place de la France dans le monde ; ordre républicain n'étant plus assuré ; avenir de l'ensemble de l'outre-mer français indique que le problème n'est pas un problème racial composition du gouvernement de M. Dick Ukeiwé ; séquestration d'un sous-préfet ; réalité de la société calédonienne cite les chiffres du recensement de 1983 ; caricature tirée du thème de l'héritage ; revendications du monde mélanésien [4 décembre 1984] (p. 6605) ; réforme foncière ; absence d

dialogue et de maintien de l'ordre ; souhaite savoir ce que représente M. Jean-Marie Tjibaou ; stages suivis par 17 membres du F.N.L.K.S. en Lybie ; problèmes du maintien de l'ordre public ; gendarmerie (p. 6606) ; indique que l'U.D.F. est favorable à l'autodétermination pour la Nouvelle-Calédonie (p. 6607).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : amendements du Gouvernement déposés le 5 décembre et modifiant profondément le projet de loi ; rappelle que l'association des maires de France avait souhaité une réforme de la D.G.E. en ce qui concerne les communes rurales ; absence de réunion des groupes parlementaires pour étudier les dispositions essentielles proposées par le Gouvernement ; remise en cause de l'esprit même des lois de décentralisation [6 décembre 1984] (p. 6771, 6772) ; accord général pour demander une réforme de la D.G.E. ; projet intervenant avant la publication du rapport du commissariat général du Plan ; position de l'association des maires de France ; possibilité d'octroyer des subventions avant les élections cantonnales de 1985 (p. 6774).

Explications de vote : renvoi au Sénat de la discussion de divers amendements ; rappelle les propositions de M. Gaston Defferre (p. 6782).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 21 (cas des attributions dévolues par la loi aux collectivités territoriales autres que la région) [17 décembre 1984] (p. 7061) ; rejeté ; son amendement n° 22 (élaboration d'un schéma régional de développement du tourisme et des loisirs) (p. 7062) ; rejeté (p. 7063) ; **article 4 :** son amendement n° 23 : devenu sans objet (p. 7065) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 8 de la commission (indiquant que les présidents des comités départementaux sont membres de droit du Conseil d'administration du comité régional) ; son amendement n° 26 (élection du président et du Conseil d'administration du comité) (p. 7066) ; son sous-amendement n° 25 : rejeté ; son amendement n° 26 : devenu sans objet ; **article 9 :** son amendement n° 27 : devenu sans objet (p. 7067) ; **article 13 :** son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 7070).

SOUCHON (René)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : démission du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 17 juillet 1984 [*J.O.* du 18 juillet 1984] (p. 2304).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2413).

DEPOTS

Projet de loi relatif au **développement et à la protection de la montagne (n° 2006)** [5 avril 1984].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Emile Jourdan : viticulteurs du midi : nécessité de réaménager le règlement communautaire viti-vinicole ; problème de la maîtrise de la production viticole [11 avril 1984] (p. 1454) ; marché des vins de qualité ; primes de stockage à court terme (p. 1455) ;

— M. Pierre Mehaignerie : politique agricole commune : fixation des prix agricoles avant le 1er avril [11 avril 1984] (p. 1462) ; annulation de crédits de certains ministères ; zones de montagne et de petites exploitations ; action en faveur de l'installation des jeunes (p. 1463) ;

— M. Jacques Blanc : politique viticole : nécessité de réviser le règlement viti-vinicole ; mauvaise négociation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun ; contrats de stockage à court terme [11 avril 1984] (p. 1464) ;

— M. Jean-Pierre Balligand : quotas laitiers : calendrier des mesures de gestion de ces quota ; réserve nationale et adaptations régionales [2 mai 1984] (p. 2025) ;

— M. René André : application des quotas laitiers : mesures pour limiter la production laitière ; financement de cette politique ; politique d'incitation à l'arrêt des livraisons de lait pour les agriculteurs qui le désirent [9 mai 1984] (p. 2144) ; cas des producteurs laitiers des zones de montagne (p. 2145) ;

— Mme Eliane Provost : aides à la mutation professionnelle : inopportunité de l'encouragement des mutations de l'agriculture vers les autres secteurs d'activité ; procédures d'aides à la formation professionnelle [16 mai 1984] (p. 2385) ;

— M. André Soury : quotas laitiers : absence de responsabilité des producteurs de lait français en ce qui concerne les excédents ; ouverture de négociations au sein de G.A.T.T. pour limiter les importations de produits de substitution [23 mai 1984] (p. 2587) ; nécessité d'une reconversion des exploitations vers une production de viande ; doublement de l'aide aux petits producteurs (p. 2588) ;

— M. Jean-Louis Goasduff : quotas laitiers : absence de négligence des producteurs laitiers ; quotas libérés dans les régions de montagne [23 mai 1984] (p. 2590) ;

— M. Marc Verdon : filière bois : déficit des échanges extérieurs dans ce secteur ; patrimoine forestier de la France ; situation des industries du bois ; entreprise de fabrication de panneaux de particules située à Châtellerault ; cas de la société Isoroy ; entreprise Serfo ; mobilisation de la ressource en bois ; modernisation de l'appareil de scierie français ; restructuration dans les secteurs d'aval notamment des panneaux, de la pâte à papier, du meuble et de la construction ; colloques régionaux réunissant les sylviculteurs et les fabricants de meubles [20 juin 1984] (p. 3505) ;

— M. Raoul Bayou : viticulture : mesures prises par le Gouvernement français vis-à-vis des Etats-Unis ; acte du Sénat américain du 19 septembre 1984 ; projet américain fondé sur un principe de réciprocité sectorielle ; projet prévoyant que le secteur agricole amont pourra déposer une plainte si le secteur directement concerné ne l'a pas fait ; position du secrétaire américain à l'agriculture ; principe de réciprocité sectorielle contraire aux règles du G.A.T.T. ; nouvelle définition envisagée de l'industrie agricole [3 octobre 1984] (p. 4471) ; filière du vin ; mesures de rétorsion envisagées ; perspectives de l'élargissement de la C.E.E. (p. 4472) ;

— M. Jean Desanlis : quotas laitiers : respect de la quantité affectée à la France au niveau européen ; demandes d'aides à la cessation de production laitière [10 octobre 1984] (p. 4616) ; plans de développement ou de redressement ; problème des jeunes (p. 4617) ;

— M. Jean-Pierre Soisson : fermeture de l'entreprise Heudebert d'Augy : contradiction dans les propos de M. Jean-Pierre Soisson [19 décembre 1984] (p. 7217) ; rappel de la situation de l'entreprise Heudebert ; accroissement de la concurrence mondiale dans le domaine agro-alimentaire ; situation de la biscuiterie d'Augy ; mise en place d'un plan social par le groupe général biscuit (p. 7218) ;

— M. Georges Labazée : prime aux éleveurs : rappel des dispositions arrêtés à la suite de la conférence bovine ; constitution d'une commission *ad hoc* classée sous l'autorité des directeurs départementaux de l'agriculture ; rôle de la section bovine de la F.N.S.E.A. dans la distribution de ces primes [19 décembre 1984] (p. 7230) ;

— M. Maurice Sergheraert : les jeunes agriculteurs face aux quotas laitiers : complexité du dispositif mis en œuvre ; répartition des quantités ; rôle des commissions mixtes départementales ; adoption du système après concertation avec les organisations syndicales agricoles [19 décembre 1984] (p. 7231) ;

orales sans débat de :

— M. Jacques Toubon (n° 649) : enseignement agricole privé : publication d'un démenti dans le *Quotidien de Paris, la France Agricole* et le *Méridionnal* ; conditions de

déroulement de la procédure de rejet de la demande d'agrément d'une formation de bûcherons présentée par la maison familiale de Marcolès ; relations entre les établissements privés et les établissements publics de la commune d'Aurillac [8 juin 1984] (p. 3122) ;

— **M. André Durr (n° 637) : construction d'un gymnase à Illkirch-Graffenstaden :** opération figurant en première place dans la liste des subventions ; opération d'intérêt départemental [8 juin 1984] (p. 3123).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).**

Première lecture, discussion générale : remercie M. Robert de Caumont et l'ensemble des membres de la commission spéciale, de la majorité comme de l'opposition [7 juin 1984] (p. 3047) ; indique à M. Claude Birraux qu'il ne porte aucune responsabilité dans l'affaire de la maison familiale de Marcoles ; publication dans les journaux d'une lettre ne portant pas sa signature ; son respect pour les maisons familiales et l'apprentissage rural (p. 3045) ; texte couvrant un ensemble de domaines très variés ; loi d'orientation pour la montagne (p. 3074) ; grands objectifs du texte ; notion d'autodéveloppement ; travaux de la commission d'enquête ; mobilisation de toutes les ressources locales ; exploitation des ressources de la montagne ; décentralisation ; politique de développement économique (p. 3075) ; mesures déjà élaborées en 1982 ; préparation de ce texte ; solidarité ; solidarités régionales ; politique engagée sur plusieurs plans ; mesures spécifiques en faveur de la montagne ; zone de piedmont ; problème du lait ; communauté ; production laitière en Italie et en Irlande ; problèmes spécifiques à la montagne (p. 3076) ; coresponsabilité ; producteurs laitiers de montagne ; mesures d'aide aux petits et moyens producteurs ; aide spéciale communautaire aux petits producteurs ; optimum d'exploitation laitière ; calamités naturelles ; modernisation des exploitations ; règles d'organisation des marchés ; politique adaptée à la zone de montagne ; amélioration des indemnités spéciales haute montagne ; indemnité spéciale de montagne ; majoration de cette indemnité dans le cadre du budget pour 1985 ; création de la société foncière agricole (S.E.F.A.) (p. 3077) ; sélectivité des aides ; indemnités compensatoires ; contrats de plans ; régions montagnardes ; 9e Plan ; développement touristique ; développement de l'hôtellerie familiale de montagne ; activité industrielle ; pluriactivité ; bois ; tourisme ; aide directe aux acteurs économiques de la montagne ; mise en œuvre de programmes d'intérêt général dans divers domaines (p. 3078), notamment la maîtrise de l'énergie ; moyens financiers des collectivités locales ; mesures d'accompagnement de la loi ; commission d'enquête parlementaire ; approche globale du développement ; solidarité nationale ; définition législative des zones de montagne et des massifs ; fonds interactivités pour l'autodéveloppement ; création d'un label agricole « montagne » ; amélioration de l'exercice de la pluriactivité ; agriculteurs de montagne ; caractère inconstructible de certaines terres nécessaires à l'agriculture (p. 3079) ; directive de 1977 ; moyens économiques et financiers des collectivités locales ; ski nordique ; remontées mécaniques ; chutes hydro-électriques ; améliorations pouvant être apportées à ce texte ; amendements déposés (p. 3080).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** caractère normatif des dispositions législatives [7 juin 1984] (p. 3084) ; auto-développement (p. 3085) ; **article 1er :** mesures prises en faveur de la montagne dans le passé ; problème concernant la Franche-Comté ; délimitation de la zone de montagne ; critères de délimitation (p. 3089) ; unicité de la montagne ; massifs ; définition réglementaire actuelle de la zone de montagne (p. 3090) ; **article 3 :** éviter l'extension de la notion de massif ; absence de volonté de division du massif Central chez les élus (p. 3092) ; sous-commissions au sein du comité de massif (p. 3093) ; **avant l'article 4 :** création d'une institution nationale émanant des comités de massif ; organisations représentatives du milieu montagnard (p. 3095) ; présentation par le Gouvernement d'un état prévisionnel des crédits consacrés à la politique de la montagne (p. 3096) ; **article 4 :** notion de préfet coordonnateur ; présidence tournante du comité de massif (p. 3097) ; rôle des parcs nationaux et régionaux ; décentralisation ; crédits du fonds interactivités (p. 3098) ; planification régionale ; préparation de contrats de plan (p. 3099) ; **avant l'article 5 :** portée de cet article (p. 3101) ; **article 5 :** spécificité des régions de montagne (p. 3102) ; contrats de plan ; après l'article 5 : son sous-amendement n° 452 à l'amendement n° 323 de M. de Caumont (insérant les mots « comportant au moins une personne morale de droit public » après les mots « plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé ») ; extension des compétences des groupements d'intérêt public dans le domaine de la diffusion d'information et de la formation ; valorisation de la recherche ; adopté (p. 3103) ; procédure de délégation et de mise en œuvre des crédits de l'Etat ; octroi de subventions relatives aux opérations d'intérêt général et d'intérêt départemental (p. 3104) ; **après l'article 6 :** organisation du transport ; nombre de places ; concertation avec les transporteurs ; radios locales privées ; zone de diffusion limitée au bassin de population (p. 3105) ; radios para-commerciales ; portée limitée des radios ; haute autorité de la communication audiovisuelle ; rythme saisonnier des radios situées en zone de montagne ; conditions de coordination des services publics (p. 3106) ; **avant l'article 7 :** avis du Conseil d'Etat ; revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne (p. 3108) ; **article 7 :** mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier et exercice du droit de préemption par les petites communes ; intervention des S.A.F.E.R. en matière de terres incultes ; son amendement n° 436 (complétant le troisième alinéa de cet article par les mots « et en zone de montagne », à des sociétés d'économie mixte locales ») (p. 3109) ; adopté (p. 3110) ; **après l'article 7 :** compétences de l'Etat pour la procédure d'appréhension des biens vacants et sans maître ; coût des procédures ; restitution ou indemnisation [8 juin 1984] (p. 3132) ; **article 9 :** problème du remembrement-aménagement et des terres incultes ; procédure de zonage ; nécessité de coordonner la procédure de l'article 52-1 du code rural avec celle de l'article 40 relatif à l'aménagement-réaménagement ; **après l'article 9 :** nécessité de prévoir des travaux connexes dans le cadre de la réorganisation foncière ; définition de l'autorité compétente pour décider ces travaux ; organismes d'exécution ; modalités de prélèvement de l'assiette des ouvrages collectifs et de répartition des dépenses ; enquête publique sur l'affectation du chemin à usage du public ; assurances sur la révision de la circulaire (p. 3135) ; **avant l'article 10 :** inclusion de la définition des terres incultes dans les articles 39 et 40 du code rural (p. 3136) ; **article 10 :** application de l'autorisation de défrichement (p. 3137) ; appréciation de l'Etat d'inculture ou de sous-exploitation manifeste du fonds ; objectifs de mise en valeur des terres agricoles et de redéveloppement des exploitations (p. 3138) ; **après l'article 10 :** parcelles récupérables par l'agriculture ; procédure coordonnée d'aménagement agricole et forestier ; **article 11 :** possibilité d'exclure de la procédure de récupération les terres dont le défrichement est soumis à autorisation (p. 3139) ; intervention des S.A.F.E.R. dans la procédure de récupération des terres incultes ou manifestement sous-exploitées (p. 3140) ; terme approprié « cession » et non « transmission » (p. 3141) ; **après l'article 13 :** création d'un nouvel article pour reclasser les terres incultes ; notion de « terres manifestement sous-exploitées » ; renversement de la charge de la preuve ; obligation pour une mesure fiscale de figurer dans la loi de finances ; absence de modifications significatives à la loi du 4 juillet 1980 (p. 3143) ; amélioration de la procédure de récupération des terres incultes dans les départements d'outre-mer ; possibilité pour le représentant de l'Etat d'accorder une autorisation d'exploiter une terre inculte ; insuffisance de la garantie des droits des propriétaires inconnus (p. 3144) ; nécessité d'arrêter des mesures concernant l'agriculture dans les D.O.M. (p. 3145) ; **après l'article 14 :** concertation (p. 3146) ; **article 15 :** son sous-amendement n° 358 à l'amendement n° 65 de la commission (supprimant le mot « Seuls ») : reporté à l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Benetière ; **après l'article 15 :** bénéfice du label « montagne » à l'ensemble des produits issus des massifs de montagne ; son sous-amendement n° 358 à l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Benetière (supprimant le mot « Seuls ») ; appellation d'origine label et certification de qualité (p. 3148) ; rejeté ; son sous-amendement n° 359 à l'amendement n° 66 de la commission (substituant au mot « et », le mot « ou ») ; risque d'exclusion de secteurs tels que la charcuterie-salaisons du bénéfice de l'appellation « montagne » ; nécessité de ne pas pénaliser la production (p. 3149) ; retiré (p. 3150) ; **article 16 :** danger d'introduction des caprins dans les forêts ; développement de l'élevage caprin ; dégâts considérables ; avis de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier (p. 3151) ; introduction des caprins ; disparition du mot « aumailles » ; son sous-amendement n° 441 à l'amendement n° 67 de la commission (supprimant les mots « et exceptionnellement des caprins ») : adopté (p. 3152) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 360 à l'amendement n° 69 de la commission (supprimant la fin du dernier alinéa de cet amendement après les mots « région d'économie montagnarde ») ; conventions pluriannuelles de pâturages (p. 3153) ; reprise de dispositions législatives antérieures ; adopté ; **après l'article 17 :** harmonisation avec les travaux de la commission sur la législation

des eaux (p. 3154) ; atteinte à la liberté des chasseurs ; associations communales de chasse (p. 3155) ; fédération nationale des coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) ; problème de la concurrence entre les C.U.M.A. et les entreprises privées (p. 3156) ; **article 18** : insertion des plans d'eau dans les opérations d'aménagement touristique (p. 3157) ; son sous-amendement n° 440 à l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) ; liberté contractuelle des communes ; adopté (p. 3158) ; **article 21** : détermination du champ d'application de la loi pour l'organisation des services de remontées mécaniques ; spécificité du secteur des remontées mécaniques (p. 3159) ; **article 23** : réduction du nombre des entreprises pouvant contracter (p. 3160) ; **après l'article 25** : son amendement n° 361 (autorisation pour l'aménagement des tracés de pistes de ski) ; contrôle par l'autorité compétente de l'aménagement des pistes de ski (p. 3161) ; problème d'environnement et de sécurité ; responsabilité de la puissance publique ; adopté après rectification ; **après l'article 26** : reconnaissance de la spécificité des remontées mécaniques par la loi d'orientation des transports intérieurs ; absence d'abrogation de la commission des téléphériques (p. 3162) ; **article 28** : terrains domaniaux ; conditions d'enseignement et du cours des travaux agricoles (p. 3163) ; ouverture du droit à indemnisation pour les supports de lignes ; interdiction de l'accès à certains sites par les communes (p. 3164) ; **article 29** : indemnisation des exploitants au même titre que les propriétaires ; indemnisation des exploitants non propriétaires ; ses observations sur l'amendement n° 96 de la commission (p. 3165) ; son amendement n° 447 (insérant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « propriétaires du terrain », les mots « ou l'exploitant ») : adopté (p. 3166) ; **article 30** : couverture sociale des travailleurs pluriactifs (p. 3167) ; **article 33** : contraintes spécifiques de l'activité saisonnière ; négociations actuellement en cours ; flexibilité du temps de travail ; mesures spécifiques pour permettre la stabilisation de la main-d'œuvre saisonnière ; conclusions du rapport du groupe de travail sur le problème de la main-d'œuvre saisonnière (p. 3168) ; **après l'article 33** : quotas laitiers (p. 3170) ; **article 35** : biens sectionaux (p. 3177) ; *article L. 151-4 du code des communes :* possibilité pour un seul maire de demander la convocation de la commission syndicale ; son sous-amendement n° 448 à l'amendement n° 103 de la commission (substituant l'expression « des maires des communes » par l'expression « un des maires des communes ») ; adopté (p. 3178) ; *article L. 151-5 du code des communes :* son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 106 de la commission (prévoyant l'accord du Conseil municipal dans le cadre de cet amendement) ; biens sectionaux ; adopté (p. 3179) ; *article L. 151-7 du code des communes :* son sous-amendement n° 363 à l'amendement n° 117 de la commission (cas de désaccord entre le conseil municipal et la commission syndicale) (p. 3180) ; modes de jouissance des biens de la section ; adopté ; *article L. 151-8 du code des communes :* son amendement n° 364 (décision de la commission sur les actions à intenter, droit d'exercice des actions par le contribuable) ; règles applicables aux actions ; délibérations du Conseil municipal ; adopté ; *article L. 151-9 du code des communes :* absence de budget annexe en l'absence de commission syndicale (p. 3181) ; *après l'article L. 151-12 du code des communes :* commission syndicale ; souhaite le retraint de l'amendement n° 125 de la commission ; *article L. 151-13 du code des communes :* son amendement n° 365 (cas de défaut de réponse des électeurs) ; convocations successives du représentant de l'Etat dans le département ; transfert des biens (p. 3182) ; adopté ; *article L. 151-15 du code des communes :* son amendement n° 366 (suppression de la référence à la vente dans cet article) : adopté ; *après l'article L. 151-16 du code des communes :* refus d'engagement ; suggère une rectification à l'amendement n° 354 de M. Maurice Adevah-Poeuf (p. 3183) ; **article 36** : *article L. 162-2 du code des communes :* son sous-amendement n° 450 à l'amendement n° 129 de la commission (supprimant la référence aux transactions dans cet article) : adopté (p. 3185) ; règles de l'unanimité ou des deux tiers ; son amendement n° 367 (répartition de l'excédent des recettes et des dépenses) ; biens indivis ; rôle des conseils municipaux sur cette répartition ; nécessité de maintenir un dialogue à ce sujet ; adopté ; *article L. 162-3 du code des communes :* son sous-amendement n° 451 à l'amendement n° 132 de la commission (substituant aux mots « et avec l'accord » le mot « ou ») : adopté ; son sous-amendement n° 368 à l'amendement n° 133 de la commission (cas où les conseils municipaux prennent une décision inverse à celle prévue dans cet article) ; reprise des biens de l'indivision par un syndicat de communes ; adopté (p. 3187) ; *article L. 162-4 du code des communes :* indivision (p. 3188) ; son amendement n° 369 (sortie de l'indivision) ; sources thermales ; adopté ; **après l'article 36** : droits d'usage ; biens indivis (p. 3189) ; **avant l'article 37** : constitution de la commission (p. 3190) ; **article 37** : cas où la constitution de la commission est de droit (p. 3191) ; **article 38** : *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* obligation de consultation de la commission départementale ; procédures ; rectifie l'amendement n° 138 de la commission (p. 3194) ; nécessité d'éviter l'urbanisation diffuse ; élaboration des P.O.S. ; absence d'existence juridique de la carte communale (p. 3195) ; *article L. 145-4 du code de l'urbanisme :* notion de « massif local » ; son amendement n° 452 (référence au massif local dans cet article du code) : adopté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 370 (zone de 300 mètres à compter de la rive) ; fixation de la distance ; référence faite à la rive des plans d'eau ; possibilité de construire en decà d'une distance de 300 mètres ; adopté (p. 3196) ; son sous-amendement n° 371 à l'amendement n° 143 de la commission (chalets destinés à l'exploitation agricole) : adopté ; son sous-amendement n° 372 à l'amendement n° 144 de la commission (établissement d'un schéma directeur pour l'ensemble des communes riveraines) ; schéma directeur ; hameaux à vocation touristique ; adopté après rectification (p. 3197) ; protection des ours des Pyrénées (p. 3198) ; *après l'article L. 145-8 du code de l'urbanisme :* composition de la commission départementale des sites ; domaine réglementaire ; directive de 1977 ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 373 (création d'un équipement touristique) ; notion de « modification substantielle » (p. 3199) ; adopté ; loi d'orientation agricole de 1962 ; accords contractuels (p. 3200) ; *article L. 145-11 du code de l'urbanisme :* enquête d'utilité publique ; élaboration du P.O.S. ; **après l'article 38** : avis de la commission des sites ou de la commission départementale ; **article 39** : rectifie l'amendement n° 160 de la commission ; **article 40** : son sous-amendement n° 374 à l'amendement n° 161 de la commission (fixant à 3 mois le délai de notification des actes prévu par cet article) : adopté ; **article 42** : directive de 1977 ; héliports ; **article 43** : son amendement n° 455 (faisant référence à l'article 26 de la loi du 7 janvier 1983 sur la répartition des compétences dans cet article) : adopté ; utilisation des véhicules à fins professionnelles ; suggère une rectification des amendements n° 249 de M. Louis Maisonnat et n° 305 de M. Jean Brocard ; **après l'article 43** : demande la réserve de divers amendements ; **article 44** : plans d'exposition aux risques naturels (p. 3205) ; **après l'article 48** : ski de fond ; **article 49** : missions d'appui technique (p. 3206) ; remontées mécaniques ; paiement de la taxe sur les remontées mécaniques ; son sous-amendement n° 444 à l'amendement n° 167 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3207) ; **article 53** : utilisation des taxes communale et départementale ; développement de l'agriculture (p. 3209) ; **article 54** : relations entre les collectivités productrices d'énergie et E.D.F. ; **article 55** : son amendement n° 453 (travaux pouvant être imposés au concessionnaire) : adopté (p. 3210) ; **après l'article 55** : son sous-amendement n° 454 à l'amendement n° 172 de la commission (supprimant la référence au 7° de l'article 10 de la loi de 1919 dans cet amendement) : adopté (p. 3211) ; nationalisation de l'électricité ; transfert de moyens de production d'énergie des établissements au service national ; entreprise Pechiney (p. 3212) ; dotation globale pour les communes touristiques et thermales (p. 3213) ; dotation globale d'équipement des communes ; dotation globlale de fonctionnement ; son sous-amendement n° 442 à l'amendement n° 339 de M. Robert de Caumont (P.O.S. concernant le parc et sa zone périphérique) ; son sous-amendement n° 443 à l'amendement n° 339 de M. Robert de Caumont (participation aux contrats de Plan) : adoptés (p. 3214) ; forêt domaniale ; autoroutes ; politique autoroutière du Gouvernement ; autoroutes alpines ; accès au crédit ; commerces en zones rurales de montagne ; prêts bancaires aux entreprises (p. 3215) ; thermalisme et climatisme (p. 3216) ; zones à faible densité de population ; rôle des commissions départementales d'urbanisme ; nécessité de réviser la loi « Royer » (p. 3217) ; élections ; résidents secondaires (p. 3218) ; article L. 228 du code électoral ; résidences secondaires ; pénalisation de la montagne ; produits pétroliers ; difficulté de créer une taxe parafiscale dont le produit serait versé à une caisse de péréquation ; C.I.A.T. (p. 3219) ; son sous-amendement n° 457 à l'amendement n° 183 de la commission (action d'ensemble d'une certaine importance) : adopté ; son sous-amendement n° 458 à l'amendement n° 182 de la commission (supprimant la référence aux compagnies d'assurance au titre de cet amendement) ; son sous-amendement n° 459 à l'amendement n° 182 de la commission (supprimant les mots « de personnes » dans cet amendement) ; son sous-amendement n° 460 à l'amendement n° 182 de la commission (information au public) ; compagnies d'assurance ; accidents matériels ; sports de neige ; adoptés ; son sous-amendement n° 456 à l'amendement n° 181 de la commission (secours aux biens) ; accidents uniquement matériels ; adopté ; **article 56** : application de ce titre aux D.O.M. (p. 3221).

Ses observations après les explications de vote : caractère productif du débat ; remercie l'ensemble des acteurs de celui-ci ; ambitions quantitatives du texte ; département du Cantal ; concertation préalable au texte ; revalorisation de l'I.S.M. (p. 3223).

Deuxième lecture, discussion générale : analyse du terme « autodéveloppement » ; rôle des S.A.F.E.R. dans la procédure de récupération des terres incultes ; modification par le Sénat de la définition des zones de montagne ; utilité de l'introduction par le Sénat de dispositions concernant l'urbanisme commercial ; réception des émissions des radios locales privées en zone de montagne ; problème des travailleurs pluriactifs ; péréquation des prix des produits pétroliers ; rôle du fonds d'interactivités pour le développement ; volonté du Gouvernement de tenir ses engagements concernant les droits d'usage et les biens indivis entre communes [27 novembre 1984] (p. 6341-6342) montant du budget consacré au fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne ; mesures particulières concernant la gestion des quota laitiers dans ces zones ; délai de parution des textes d'application (p. 6343).

Discussion des articles : **article 1er A :** critères de la délimitation de la zone de montagne ; obligation de se conformer à un règlement européen ; son amendement n° 171 (définition de la montagne et des objectifs de la politique de la montagne) (p. 6348) ; risques d'irrecevabilité de l'amendement n° 11 de la commission en raison de l'article 40 de la Constitution ; caractère conventionnel de l'amendement n° 171 ; notion « d'autodéveloppement » ; devenu sans objet (p. 6350) ; nécessité pour la définition des tarifs publics de figurer dans un texte réglementaire (p. 6350) ; **article 4 :** nombre des membres de la commission chargée d'émettre un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles ; répartition des compétences et des responsabilités financières entre l'Etat et les collectivités locales dans les comités de massif ; rôle du commissaire de la République en tant que président de ces comités ; son amendement (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 6353) ; **article 5 A :** avenir des zones difficiles (p. 6354) ; **article 5 :** son amendement n° 172 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « notamment dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement régional prévu à l'article 3 de la loi relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyanne, de Martinique et de la Réunion) : retiré ; **article 5 *bis* :** importance de la formation aux métiers sportifs (p. 6355) ; **article 5 *ter A* :** absence d'expertise technique des dispositions introduites par le Sénat ; **article 6 :** son amendement n° 173 (attributions de la conférence prévue au deuxième alinéa de l'article 29 de la loi du 2 mars 1982) (p. 6356) ; compétence de la conférence départementale d'harmonisation ; adopté ; **article 6 *bis* :** demande la réserve de cet article (p. 6357) ; **article 7 A :** caractère réglementaire de la proposition contenue dans l'amendement n° 31 de la commission ; **article 7 :** nature du concours apporté par les S.A.F.E.R. aux communes de moins de 2 000 habitants (p. 6358) ; caractère essentiel de l'intervention des S.A.F.E.R. dans la procédure de mise en valeur des terres incultes ; nécessité d'éviter les conflits de voisinage soulevés par l'application des articles 39 et 40 du code rural ; possibilité pour les S.A.F.E.R. de rétrocéder 5 p. 100 des terres acquises à des collectivités ou organismes publics ; risque d'extension du régime dérogatoire en cas d'adoption de l'amendement n° 203 de M. Georges Colin ; problème du contrôle de la cession des biens (p. 6359) ; **après l'article 7 :** composition des groupements fonciers agricoles ; risque de modification de leur nature ; nécessité d'un examen approfondi du problème (p. 6360) ; **article 10 :** inutilité de la modification de la composition de la commission départementale pour l'application de cet article (p. 6361) ; application de l'autorisation des défrichements ; son amendement n° 176 (rédactionnel) ; obligation d'opérer une signification par acte d'huissier ; adopté ; son amendement n° 177 (de coordination) : adopté ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 40 de la commission (substituant à la fin de cet amendement aux mots « des articles 870-24 à 870-29 » les mots « des articles L. 416-1 à L. 416-9 ») (p. 6362) ; nécessité de tenir compte de la nouvelle codification du code rural ; adopté ; **article 11 :** son amendement n° 178 (supprimant au début de la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article les mots « de la chambre d'agriculture ») ; pouvoir consultatif de la chambre d'agriculture ; ses observations sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 6363) ; **article 12 :** ses observations sur l'amendement n° 43 de la commission ; **après l'article 12 :** existence d'une enquête relative au droit coutumier entreprise par le Gouvernement ; extrême diversité des droits (p. 5364) ; absence de lien entre les droits d'usage issus de l'ancien régime et la législation actuelle (p. 6365) ; **après l'article 14 :** importance de la concertation dans la mise au point des amendements n° 147 et 148 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6366) ; **article 17 *ter* :** son sous-amendement n° 179 à l'amendement n° 52 de la commission (insérant après les mots « sont définis » les mots « par le représentant de l'Etat dans le département après avis du président de la fédération départementale des chasseurs ») ; définition des limites des plans de chasse du grand gibier ; adopté ; existence de dispositions réglementaires régissant les associations communales de chasse agréée ; existence d'une mission confiée à M. Georges Colin pour élaborer des propositions de réforme des textes relatifs à la chasse (p. 6369) ; **article 17 *quater* :** son accord avec le Sénat sur la référence à un appel d'offres demeuré sans réponse ; incompatibilité des dispositions introduites par l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Benetière avec les dispositions du code des marchés publics (p. 6371) ; nécessité de trouver un équilibre entre les revendications de la fédération des coopératives d'utilisation du matériel agricole et celle de la fédération des travaux publics (p. 6372) ; **article 17 *quinquies* :** notion de personne physique et morale dans le code des marchés publics ; problème de la déclaration des personnes physiques et morales n'ayant pas souscrit de déclaration au titre des congés payés et du chômage ; cas des limitations spatiales en zone de montagne (p. 6377) ; **après l'article 22 :** son avis défavorable sur l'amendement n° 149 de M. Michel Inchauspé (p. 6378) ; **article 23 :** son amendement n° 180 (conditions de l'exécution du service) ; précision des modes d'intervention des collectivités territoriales assurant l'exécution des services de remontées mécaniques ; rejeté ; conditions de prise en charge de l'indemnisation des propriétaires pour les servitudes de passage de pistes de ski ; maintien de l'obligation de mise en conformité des conventions de remontées mécaniques ; son amendement n° 181 (effet de la convention conclue à l'expiration du délai de quatre ans) ; durée de la convention en l'absence de mise en conformité (p. 6379) ; responsabilité de la collectivité en cas d'absence de convention : adopté (p. 6380) ; **article 25 :** problème des conditions de sécurité des installations ; distinction des prescriptions liées à l'autorisation des travaux et des éléments nouveaux ; **article 26 *bis* :** son amendement n° 182 (complétant cet article par les mots « et de son article 9, deuxième alinéa ») ; maintien de la référence à l'article 9, deuxième alinéa, tendant à une harmonisation du régime touchant à la sécurité et à la police d'exploitation ; adopté (p. 6381) ; **article 27 :** concept de « zones moyennes classées » (p. 6382) ; **article 6 précédemment réservé :** son amendement n° 174 (suppression de l'article) : non soutenu (p. 6383) ; problème de la diffusion des ondes hertziennes en montagne ; **article 30 :** son amendement n° 241 (conditions de la protection sociale des travailleurs pluriactifs) ; sa demande de réserve de cet article (p. 6384) ; **avant l'article 33 *bis* :** déroulement des négociations entre partenaires sociaux sur la sécurité de l'emploi ; difficulté d'aborder dans un cadre sectoriel le problème de la durée du travail ; **article 30 précédemment réservé :** son amendement n° 241 (conditions de la protection des travailleurs pluriactifs) (p. 6385) ; mise en place de guichets uniques d'information et de conseil ; adopté ; **article 33 *bis* :** son amendement n° 242 (fixation du nombre d'heures de service pris en compte pour déterminer les droits des intéressés) ; problème posé par l'intégration des saisonniers dans la fonction publique ; protection sociale et droit à pension de ces personnes ; existence d'une enquête sur les conditions de recrutement des agents saisonniers ; élargissement de la notion d'emploi permanent à temps non complet ; stabilisation de l'emploi des saisonniers d'une année sur l'autre (p. 6386) ; sa volonté de poursuivre le dialogue avec le ministère du travail sur le problème des saisonniers ; adopté (p. 6387) ; **article 35 :** problème des biens sectionnaux dans le massif Central ; *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 183 (rédactionnel) : adopté ; qualité d'électeur à la commission syndicale ; ses craintes de l'introduction d'une discrimination entre les électeurs ; *article L. 151-4 du code des communes :* son amendement n° 191 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « sous réserve des dispositions des articles L. 151-6 et L. 151-16 ») (p. 6389) ; adopté ; *article L. 151-5 du code des communes :* son amendement n° 184 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « sont exercés par le conseil municipal » les mots « sous réserve des dispositions des articles L. 151-8 et L. 151-16 *bis* ») : adopté ; accord du Gouvernement sur le problème du décret pris en Conseil d'Etat ; *article L. 151-7 du code des communes :* acceptation de l'introduction par le Sénat de l'expression « des membres » ; *article L. 151-9 du code des communes :* son amendement n° 186 (insérant après les mots « en équilibre » les mots « réel en section de fonctionnement et en section d'investissement ») ; harmonisation de ce texte avec l'article 8 de la loi du 2 mars

1982 ; adopté (p. 6390) ; caractère indispensable du document retraçant les recettes et les dépenses de la section ; son amendement n° 188 (substituant dans le dernier alinéa de cet article au mot « également » les mots « au budget annexe de la section et ») ; application des règles de contrôle budgétaire à l'état spécial ; adopté ; *article L. 151-11 du code des communes :* inopportunité de l'introduction d'une distinction entre les notions de capacité et d'expérience professionnelle (p. 6391) ; *article L. 151-16 du code des communes :* son amendement n° 192 (substituant aux mots « il ne peut être refusé » les mots « le désaccord ne peut être exprimé ») : adopté ; son amendement n° 193 (insérant après les mots « qui suivent la proposition » les mots « visée à chacun des deux alinéas précédents ») ; intervention du représentant de l'Etat en cas de blocage pour le changement d'usage ou la vente des biens de la section ; adopté ; *article L. 151-16 bis du code des communes :* son amendement n° 194 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 195 (insérant après les mots « deux tiers des électeurs de la section » les mots « sur propositions visées aux deux alinéas précédents ») ; intervention du représentant de l'Etat dans le département en cas de blocage ; adopté (p. 6392) ; *article L. 151-19 du code des communes :* son amendement n° 196 (supprimant les mots « la date d'entrée en vigueur et ») : adopté ; **article 35 *bis* :** son amendement n° 197 (insérant avant le premier alinéa de l'article 35 *bis* les mots « la date d'entrée en vigueur de l'article 35 de la présente loi est fixée par décret en Conseil d'Etat ») ; déplacement d'une disposition ; rejeté ; son amendement n° 198 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « décret en Conseil d'Etat » les mots « le décret visé à l'alinéa précédent ») ; problème de l'incohérence du vote précédent ; devenu sans objet ; son amendement n° 199 (exercice des prérogatives de la commission syndicale par le Conseil municipal en l'absence de constitution d'une commission syndicale dans la période précédant le premier renouvellement des Conseils municipaux) ; nécessité d'éviter un vide juridique ; rejeté (p. 6393) ; sa demande de deuxième délibération sur son amendement n° 199 ; **article 36** : existence d'une concertation sur le problème des biens indivis (p. 6394) ; visite de ses collaborateurs dans les Pyrénées ; *article L. 162-1 du code des communes :* utilité de conférer la personnalité morale à l'indivision pour assurer la gestion des biens indivis ; *article L. 162-2 du code des communes :* son amendement n° 207 (administration et mise en valeur des biens et droits indivis par la commission syndicale et le syndic) ; notion « d'administration des biens et droits indivis » et « d'exécution des travaux » qui s'y rattachent ; disctinction entre le domaine de compétence de la commission syndicale et celui de son président ; adopté (p. 6395) ; notion de transaction ; introduction d'une condition supplémentaire concernant les acquisitions de biens immobiliers ; *article L. 162-3 du code des communes :* maintien des conditions de droit commun applicables à la création d'un syndicat de communes ; contenu de l'article L. 163-1 du code des communes (p. 6396) ; *article L. 162-4 du code des communes :* problème du retrait d'une commune de l'indivision (p. 6397) ; son amendement n° 208 (insérant au début du premier alinéa du paragraphe I de cet article les mots « En l'absence de notification dans le délai de six mois mentionné au premier alinéa ou ») ; cas du retard de notification du projet de définition du lot ; adopté ; risque d'allongement des procédures ; son accord sur le principe d'un dispositif garantissant l'unité de gestion des biens à destination pastorale et forestière ; *après l'article L. 162-4 du code des communes :* son amendement n° 209 (situation en cas de partage d'une indivision portant sur des biens à vocation pastorale ou forestière) ; garantie du maintien d'une gestion collective (p. 6398) ; ses observations sur le sous-amendement n° 244 de M. Michel Inchauspé ; adopté après rectification (p. 6399) ; **article 38** — *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 211 (supprimant dans la dernière phrase du paragraphe I de cet article le mot « notamment ») ; sa volonté d'ouverture ; retiré (p. 6400) ; information de la collectivité locale par la commission communale d'aménagement foncier ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* protection des abords des plans d'eau ; unification des règles concernant la création des hameaux ; cas où une seule commune est riveraine d'un lac (p. 6401) ; son amendement n° 210 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* protection des lacs et des montagnes par l'article L. 145-5 du code de l'urbanisme ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* importance du mot « aménagement » (p. 6402) ; renforcement des remontées mécaniques existantes ; procédure des unités touristiques nouvelles ; conséquences des changements d'appareil sur les stations de sports d'hiver ; problème du financement (p. 6403) ; *article L. 145-11 du code de l'urbanisme :* notion de commission spécialisée (p. 6404) ; **article 40** : nécessité d'allonger le délai prévu par l'article L. 122-1-3 du code de l'urbanisme quand le schéma directeur comporte des dispositions créant des unités touristiques nouvelles ; **article 40 *bis* :** caractère indispensable des dispositions transitoires ; **article 44** : son amendement n° 212 (soumission des documents d'urbanisme et des projets de travaux à une demande d'autorisation en zone de montagne) (p. 6405) ; affirmation du principe de la prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme ; engagement de la responsabilité de l'Etat ; adopté ; **article 45** : inutilité du rétablissement de cet article ; **avant l'article 47 A** : problème du rétablissement du chapitre I^er^ AA ; caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 236 de M. Robert de Caumont (p. 6406) ; **article 47 A** : adhésion du Gouvernement à l'amendement n° 115 de la commission (p. 6407) ; **article 47 B** : utilité du rapport déposé par le Gouvernement ; **article 47 D** : possibilité pour la commission départementale d'urbanisme commercial d'auditionner un représentant du comité de massif [28 novembre 1984] (p. 6415) ; **article 47 F** : officialisation de l'attribution aux distributeurs d'un quota annuel de droits à création de nouveaux points de vente en zones de montagne ; affectation prioritaire de crédits aux zones de montagne par l'agence française de la maîtrise de l'énergie ; efficacité des mesures d'isolation thermique ; problème des entreprises ayant bénéficié de crédits d'énergie (p. 6416) ; **article 48** : majoration de la dotation globale de fonctionnement au profit des stations ayant une forte clientèle journalière ; aménagement des accès et des parkings (p. 6417) ; **article 51** : possibilité pour un groupement de communes de percevoir une taxe (p. 6418) ; **article 53** : importance de l'accès aux stations de sports d'hiver ; cas de la vallée de la Tarentaise ; nécessité d'une concertation avec les collectivités locales ; utilité de l'amendement n° 146 de M. Jean Brocard (p. 6419) ; **article 54** : utilité des dispositions de cet article pour aider les communes ; caractère illogique de la création d'un nouveau régime d'autorisations et de concessions spécifiques (p. 6420) ; utilité de l'article 54 concernant la mise en œuvre de microcentrales ; absence de conséquence sur l'environnement et la pêche en rivière ; existence d'enquête publique dans la procédure d'octroi ; problème de l'appréciation de la « finalité » du développement économique et social ; cohérence de ce texte avec la loi sur la pêche (p. 6421) ; possibilité de procéder à des concertations par le biais de l'enquête publique ; recours au réseau E.D.F. pour l'utilisation du courant produit par une microcentrale ; obligation de réaliser une enquête d'utilité publique avant la création d'une microcentrale ; utilité pour les écologistes, les fédérations de pêcheurs et la population d'avoir une commune comme interlocuteur (p. 6422) ; **article 55 *ter* :** importance des parcs régionaux et nationaux dans le développement de la protection de la montagne (p. 6423) ; affectation de crédits aux zones périphériques par le ministère de l'environnement ; **article 55 *quater A* :** caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 129 de la commission ; **après l'article 55 *quater A* :** engagement du Gouvernement de procéder à l'analyse des flux financiers dans les zones de montagne ; suppression de l'encadrement du crédit ; remplacement par un système de réserves obligatoires (p. 6424) ; possibilité pour les banques d'améliorer le service ; **article 55 *quinquies* :** contenu des plans d'urgence (p. 6425) ; inopportunité de la délimitation géographique des zones d'intervention de ces plans ; consultation des élus pour la définition de la notion de plans d'urgence ; **article 55 *sexies* :** consultation du conseil national des activités physiques et sportives et du conseil supérieur des sports de montagne pour l'élaboration du décret fixant la liste des activités entraînant le remboursement aux communes des frais de secours ; **après l'article 55 *sexies* :** qualification du personnel assurant la sécurité et le secours sur les pistes de ski ; revalorisation de la rémunération versée à ces personnels ; exigence du brevet national de pisteur-secouriste pour les personnels assurant la sécurité et les secours sur le domaine skiable (p. 6426) ; **avant l'article 56** : demande la réserve de l'amendement n° 225 de M. de Caumont ; **après l'article 57** : son amendement n° 245 (réglementant la procédure de récupération des terres) (p. 6427) ; modernisation des procédures de récupération des terres en friches dans les départements d'outre-mer (p. 6428) ; adopté ; engagement du Gouvernement de présenter au Parlement un état prévisionnel des crédits consacrés à la montagne (p. 6429).

Seconde délibération du projet de loi : **article 35 *bis* :** son amendement n° 1 (cas où les prérogatives de la commission syndicale sont exercées par les conseils municipaux) ; régime applicable en l'absence de constitution de la commission syndicale ; adopté (p. 6340).

Ses observations après les explications de vote : son rappel de l'attitude du groupe U.D.F. lors de l'adoption du rapport

de la commission d'enquête sur l'agriculture et l'économie rurale en zone de montagne ; affectation de 40 millions de francs au fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne ; revalorisation de l'indemnité spéciale montagne ; caractère catastrophique de la situation démographique dans ces régions (p. 6432).

Commission mixte paritaire, discussion générale : expérience de revitalisation de la commune de Bourbach-le-Haut dans le Haut-Rhin ; amélioration du projet de loi par le Parlement ; ses remerciements aux commissions et à leurs présidents pour leur participation à cet effort ; protection des terres agricoles ; intervention des C.U.M.A. ; sa volonté d'entreprendre une large concertation avec les professions concernées [19 décembre 1984] (p. 7235).

Ses observations après les explications de vote : contenu de l'article 33 *bis A* ; absence de vote à la « sauvette » par le Sénat de ce texte ; négociations sur la flexibilité ; nécessité de rapprocher les points de vue de l'opposition et du Gouvernement ; ses observations sur le vote d'abstention des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 7250).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* importance des crédits affectés à la filière bois ; nombre de personnes employées dans ce secteur ; possibilité d'y créer des emplois ; notion de filière bois ; augmentation de la production française de bois [6 novembre 1984] (p. 5600) ; priorité accordée à la forêt depuis 1981 ; efforts d'amélioration et de reconstitution des peuplements forestiers pour assurer la continuité des approvisionnements de l'industrie du bois ; élaboration de chartes régionales pour améliorer la modernisation des scieries ; retard du secteur de la pâte à papier ; participation de l'Etat au plan de restructuration des usines de Basse-Seine ; expérimentation des nouvelles technologies de fabrication de pâte à papier ; rôle social et écologique de la forêt ; conséquences du dépérissement des forêts dans les zones de l'Est de la France ; nécessité d'obtenir l'adoption d'un règlement communautaire permettant de coordonner les actions de protection des forêts et de lutte contre les pluies acides ; dépôt devant le Parlement d'une loi forestière améliorant la prévention contre les incendies de forêt ; contenu des orientations de la politique de la montagne (p. 5601) ; augmentation des indemnités spéciales « montagne » ; difficultés d'élaboration au niveau européen du règlement socio-structurel ; rôle et fonctionnement du fonds interactivités pour l'autodéveloppement de la montagne ; participation de l'Etat à l'entreprise de décentralisation ; conséquences du transfert de lignes budgétaires du ministère de l'agriculture à la dotation globale d'équipement ; contenu de la convention passée avec le ministère de l'environnement sur les problèmes de sensibilisation et de formation (p. 5602) ; avenir du micro-développement local (p. 5603).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Micaux :* aide du fonds d'amortissement des charges d'électrification et du fonds national pour le développement des adductions d'eau pour répondre aux besoins d'électrification et d'adduction d'eau (p. 5623) ;

— *M. Jacques Blanc :* critères de la dotation globale d'équipement ; existence d'une majoration supplémentaire destinée à compenser le handicap du retard pris par certains départements dans leur aménagement foncier ; montant de la D.G.E. versée à la Lozère (p. 5623) ; augmentation de la part de la dotation globale d'équipement consacrée à l'aménagement rural (p. 5624) ;

— *M. Michel Inchauspé :* nécessité de vérifications pour le classement en zone défavorisée de trente-trois communes des Pyrénées Atlantiques [7 novembre 1984] (p. 5675) ;

— *M. Claude Birraux :* posée par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : nécessité de mettre en place un système comptable léger (p. 5678) ;

— *M. Charles Fèvre :* problème de la maîtrise de la production laitière ; rééchelonnement du remboursement de la dette par le Crédit agricole ; prise en considération de l'« effet-calamité » (p. 5679) ;

— *M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset :* développement de services de remplacement pour les agriculteurs ; existence d'une allocation couvrant les frais exposés ; insuffisance de la durée d'indemnisation (p. 5680) ;

— *M. Bernard Stasi :* problème des carburants de substitution comme l'éthanol et l'acétano-buthanol (p. 5680) ; volonté d'examiner les propositions faites en ce sens (p. 5681) ;

— *M. Michel Cointat :* baisse des prix allemands ; problème du manque de « souffle européen » ; franchissement d'une nouvelle étape par la politique agricole commune (p. 5681) ;

— *M. Gérard Chasseguet* posée par M. Michel Inchauspé : pourcentage de répartition des références à partir des quantités libérées ; possibilité pour les laiteries collectant dans la Sarthe de couvrir des besoins (p. 5682) ;

— *M. Michel Inchauspé :* étude par l'O.F.I.V.A.L. des difficultés traversées par les coopératives lainières ; mise en place d'un dispositif répondant à la nécessité de collecter et de classer dans de bonnes conditions les laines produites en France (p. 5682) ;

— *M. Pierre Godefroy :* problème de la mise en place des quotas laitiers dans le département de la Manche (p. 5682) ; volonté du Gouvernement de mettre en place un système permettant de saisir la réalité des revenus agricoles (p. 5683) ;

— *M. Henri de Gastines :* urgence d'une révision générale des évaluations des propriétés non bâties ; engagement du Gouvernement de réaliser une étude sur les conditions d'une amélioration de l'assiette des taxes foncières (p. 5683) ;

— *M. Daniel Goulet :* problèmes du revenu des producteurs de viande bovine et du soutien au marché ; nécessité de tempérer les effets négatifs de la loi du marché (p. 5684) ;

— *M. Henri de Gastines :* problèmes de la fiscalité agricole (p. 5684).

Examen des crédits : **article 81 :** financement du fonds commun des accidents du travail ; création d'une taxe sur les primes d'assurance obligatoires ; problème de la charge de revalorisation des rentes complémentaires (p. 5685) ; ses remerciements aux rapporteurs et aux députés pour le travail (p. 5686).

SOUM (Renée)

Député des Pyrénées-Orientales
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires sociales et solidarité nationale : santé) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe 3 : **affaires sociales et solidarité nationale** : santé **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Entreprise Bella-Berchet** : mesures prises par le Gouvernement pour remédier à la situation de cette entreprise ; contrôle de l'utilisation des aides publiques à l'industrie [24 octobre 1984] (p. 5136).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal ; viticulture française ; réforme de la politique agricole commune ; secteur des fruits et légumes [26 avril 1984] (p. 1988) ; urgence de la négociation du règlement viti-vinicole ; vins doux naturels ; ressources propres de la Communauté ; contribution nette des pays ; secteur agricole ; secteurs de la pêche ; secteurs industriels ; régions méditerranéennes (p. 1989).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : ralentissement des dépenses de santé ; stabilisation des dépenses hospitalières ; progression du montant des honoraires non couverts par l'assurance maladie ; contrôle des surtarifications ; accroissement du nombre des consultations et des visites par malade ; nécessité de prévilégier l'amélioration de la connaissance du besoin de santé ; diminution des crédits affectés à la lutte contre l'alcoolisme, les toxicomanies et le tabagisme ; diminution des dotations aux établissements chargés de la formation des auxiliaires médicaux et des sages-femmes ; affectation des dépenses hospitalières aux investissements de modernisation en appareils biomédicaux ; progression des sources de financement extrabudgétaires [13 novembre 1984] (p. 5921) ; nécessité de préserver un appareil de santé moderne (p. 5922) ; importance des investissements hospitaliers ; possibilité de redéploiements de personnels dans les hôpitaux (p. 5946).

— Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la Nation et débat sur cette déclaration (n° 2509).

Discussion : consommation médicale ; hospitalisation ; dotation globale ; consommation de biens médicaux ; dépenses de soins ambulatoires ; abus professionnels ; démographie médicale ; modalités d'établissement des honoraires médicaux en ville ; indique que seulement 11 p. 100 des médecins conventionnés ont opté pour le secteur « honoraires libres » [13 décembre 1984] (p. 6925) ; préservation de la rentabilité économique (p. 6926).

SOURY (André)

Député de la Charente
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 Juillet 1984] (p. 2242).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Quotas laitiers : nécessité de limiter les importations concurrentes en violation des règlements communautaires ; rééquilibrage des dépenses du F.E.O.G.A. [23 mai 1984] (p. 2587).

— Mise en place des contrats emploi-formation : petites et moyennes entreprises ; initiatives en matière d'emploi [27 juin 1984] (p. 3736).

— Centralisation de districts E.D.F. : suppression par l'E.D.F. d'un district [31 octobre 1984] (p. 5473) ; risques de suppression de postes et de détérioration de la qualité du service public (p. 5474).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au contrôle des structures agricoles et au statut du fermage (n° 1962).

Première lecture, discussion générale : politique agricole commune ; baisse des revenus paysans ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; ses demandes pour les agriculteurs et l'équilibre de l'économie nationale [3 avril 1984] (p. 1069) ; récent arrêté portant annulation de crédits ; contrats de Plan Etat-Régions ; « bourbier » dans lequel se trouve l'Europe actuellement ; politique du charbon et de l'acier ; aviation civile ; rappelle son hostilité à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun ; problème d'une éventuelle surproduction ; situation générale de l'Europe ; coût intérieur ; problème de la comparaison de ce coût avec le prix mondial ; potentiel agricole français ; nécessité de garantir la sécurité d'utilisation du sol ; fermage (p. 1070) ; urgence de certaines réformes ; groupements fonciers agricoles (G.F.A.) ; part de l'alimentation dans le budget des ménages ; société d'épargne foncière agricole (S.E.F.A.) ; souhaite la création d'un instrument régional issu des S.A.F.E.R. ; rôle des commissions départementales (p. 1071).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 56 (introduisant un titre I A sur l'installation des jeunes et la réinstallation des preneurs) : réservé (p. 1094) ; devenu sans objet (p. 1095) ; modifications de la répartition du capital social à l'intérieur d'une société (p. 1096) ; **article 3 :** son amendement n° 61 (référence aux voies de communication les plus directes pour le calcul de la surface minimum d'installation) : retiré (p. 1101) ; **article 8 :** son amendement n° 62 (communication au représentant de l'Etat, sur sa simple demande, des informations figurant dans les dossiers de la mutualité sociale agricole) [4 avril 1984] (p. 1123) ; adopté (p. 1124) ; **après l'article 21 :** son amendement n° 67 (impossibilité pour une personne bénéficiant d'un avantage vieillesse supérieur à 4 160 fois le montant horaire du S.M.I.C. d'exercer le droit de reprise) ; lute contre l'installation de membres d'une profession à hauts revenus sur des exploitations qui leur tiennent lieu de passe-temps ; adopté ; son amendement n° 68 (abrogation de l'article 411-62 du code rural) ; possibilité depuis 1962 pour le bailleur de refuser le renouvellement d'un bail (p. 1146) ; retiré (p. 1147) ; **article 22 :** nécessité de tout mettre en œuvre pour supprimer le métayage ; compétence du tribunal paritaire en cas de conflits entre bailleur et preneur ; **après l'article 22 :** indemnité de départ au preneur pour amélioration du fonds (p. 1149) ; **après l'article 25 :** absence de garanties sur la présence des preneurs dans les commissions communales d'aménagement foncier (p. 1155) ; **article 5 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 12 de la commission : devenu sans objet (p. 1158).

— Projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052).

Première lecture, discussion générale : recrutement ; rapport « Guyau » ; retard dont souffrent les enfants d'agriculteurs ; taux de redoublement dans le primaire ; faiblesse du niveau acquis pendant ce cycle ; recul des différences entre les adolescents des campagnes et ceux des villes ; politique agricole commune et excédents européens en matière d'agriculture ; préparation du 9e Plan ; adaptation du système éducatif aux mutations technologiques ; objet de l'enseignement agricole ; similitude grandissante entre les formations techniques agricoles et les autres formations techniques [4 juin 1984] (p. 2881).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 67 (formation professionnelle initiale et continue) : adopté ; son amendement n° 38 (accroissement du niveau scientifique et technique) (p. 2896) ; élévation des connaissances ; chaîne alimentaire ; adopté (p. 2897) ; son amendement n° 41 (éducation nationale devant jouer un rôle moteur au service de la formation en agriculture) : devenu sans objet (p. 2898) ; **article 2 :** son amendement n° 68 (faisant référence à la loi d'orientation sur l'enseignement technologique) ; délivrance des titres et diplômes ; adopté (p. 2899) ; diplômes de niveau équivalent ; reconnaissance de l'équivalence ; **article 3 :** parité de l'enseignement agricole avec les autres enseignements ;

moyens d'exécution du 9e Plan ; souhaite que la parité soit réalisée à la fin de la période d'exécution de ce 9e Plan ; article 3 ne visant que les bourses (p. 2901) ; **article 4** : son amendement n° 47 (nécessité de garantir une cohérence entre la politique agricole et les objectifs assignés à l'enseignement) : retiré ; son amendement n° 48 (composition du conseil de l'enseignement agricole) (p. 2902) ; retiré ; son amendement n° 49 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré (p. 2903) ; **article 5** : schémas prévisionnels (p. 2904) ; **article 7** : son amendement n° 55 (substituant au mot « administration » le mot « établissement ») : rejeté ; **article 8** : nécessité d'une rénovation de la pédagogie ; amélioration de la vie scolaire ; pluralisme des choix pédagogiques (p. 2907) ; **article 10** : son amendement n° 61 (établissements d'enseignement supérieur relevant de l'autorité ou du contrôle d'autres ministres) : retiré (p. 2910).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1186).

Première lecture, discussion générale : jurisprudence européenne ; critique des dispositions du traité de Rome ; cas de Unilever ; marché du beurre et de la margarine ; mesures maintenant la concurrence entre beurre et margarine ; taxation des matières grasses importées ; contrôle de l'usage de la publicité ; mise en place des quotas laitiers [20 juin 1984] (p. 3521).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* diminution des investissements [26 octobre 1984] (p. 5267 ; aménagement du bassin de la Loire ; diminution des crédits concernés aux parcs nationaux, aux réserves naturelles et au conservatoire du littoral ; sensibilisation des jeunes à l'environnement ; rôle des associations en matière de protection de l'environnement ; insuffisance de la contribution des entreprises à la lutte antipollution ; problème des déchets industriels ; affaire de Roumazières ; nécessité de modifier la législation et la réglementation sur le secret industriel ; rôle des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (p. 5268) ; insuffisance des moyens de l'inspection des installations classées ; nécessité d'associer les populations aux décisions ; abstention du groupe communiste (p. 5269).

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* nombre des résidences principales des communes rurales ; demandes des retraités et demandes d'installation des jeunes ; appauvrissement du parc de logement du territoire rural ; récupération de la T.V.A. par l'Etat sur certains travaux subventionnés [30 octobre 1984] (p. 5417).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* problème de l'accord sur les prix agricoles pour la campagne 1984-1985 ; remboursement à la Grande-Bretagne de points de revenu des agriculteurs français et européens ; revalorisation des prix agricoles de l'Allemagne et des Pays-Bas ; absence de mesures réelles contre les importations de produits de susbtitution et contre les matières grasses végétales ; conséquences de l'accélération de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la communauté économique européenne ; crédits destinés à l'application des quotas laitiers et au financement des contrats de stockage à court terme du vin [6 novembre 1984] (p. 5575) ; baisse du nombre des candidats à l'installation ; nécessité de développer la solidarité internationale ; obligation pour l'Europe de promouvoir une politique d'exportation (p. 5576).

Examen des crédits : **article 81** : son amendement n° 152 (de suppression de cet article) ; origine du fonds commun des accidents du travail agricole ; insuffisance des recettes de ce fonds ; paiement par les agriculteurs d'une partie de la prime de l'assurance complémentaire ; rejeté [7 novembre 1984] (p. 5685) ; **articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 61** : caractère discutable du financement de la retraite à soixante ans pour les agriculteurs [15 novembre 1984] (p. 6105) ; **après l'article 81** : problème de la fiscalité agricole (p. 6153) ; difficultés de la mise en œuvre de la réforme de cette fiscalité ; choix de la date d'ouverture et de clôture de l'exercice fiscal ; extension des avantages du compte d'épargne en actions à la coopération agricole ; nécessité de mettre au point une comptabilité simplifiée [15 novembre 1984] (p. 6154).

Deuxième lecture, discussion générale : **après l'article 19 *bis*** : amélioration de la législation concernant l'abaissement des seuils ; atténuation des difficultés de l'application de la réforme fiscale agricole [18 décembre 1984] (p. 7136).

— Projet de loi portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privé et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole privé (n° 2390).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : impossibilité pour l'Etat de contracter hors de la limite des crédits inscrits dans la loi de finances [22 novembre 1984] (p. 6290, 6291) ; **article 6** : reconnaissance des associations et des organismes ; inconvénients que comporte cette reconnaissance (p. 6296) ; spécificité du monde agricole (p. 6297).

Explications de vote : texte constituant un progrès ; problème des garanties offertes à l'enseignement public ; promotion du monde rural ; situation de l'enseignement agricole dans son ensemble ; abstention du groupe communiste (p. 6311, 6312).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu, au sein du Conseil des communautés européennes, les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des communautés (n° 2416).

Première lecture, explications de vote : différences entre la conception de la commission de Bruxelles et celle du gouvernement français en matière de contentieux agricole européen ; développement de la solidarité internationale ; affirmation de la vocation agricole de la France ; abstention du groupe communiste [28 novembre 1984] (p. 6455).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Deuxième lecture, explications de vote : utilité de la création d'un fonds des pensions alimentaires ; inutilité de l'alourdissement des peines contre les parents défaillants ; vote positif du groupe communiste [28 novembre 1984] (p. 6460).

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (commerce, artisanat et tourisme : commerce) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347) ; annexe n° 9 : **commerce, artisanat et tourisme : commerce (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fermeture éventuelle de la raffinerie de Strasbourg : rappel des activités de la raffinerie ; son importance pour la région [6 juin 1984] (p. 2980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* conséquences du choix du site de Grenoble au

détriment de Strasbourg pour l'installation du laboratoire européen de rayonnement synchrotron ; remise en cause d'engagements officiels de l'Etat ; conséquences pour l'avenir de la région Alsace ; négation de la vocation européenne de Strasbourg [23 octobre 1984] (p. 5077) ; contrat Etat-région (p. 5079) ; abandon d'un projet d'installation essentiel pour l'Alsace (p. 5082).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : aide au commerce dans les zones sensibles ; crédits de paiement des subventions au commerce dans ces zones ; crédits d'assistance technique ; aides à l'élaboration et à la diffusion d'informations économiques ; formation du personnel du commerce ; stages de perfectionnement ; efforts des Chambres de commerce ; nombre des créations d'entreprises commerciales ; réforme de la loi Royer ; décentralisation ; suppression du contrôle des prix ; modernisation de l'appareil productif [24 octobre 1984] (p. 5143) ; notion juridique de société unipersonnelle (p. 5144).

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* mise en place en décembre 1982 d'un « plan carburant de substitution » ; problème de l'incorporation d'éthanol et de méthanol dans les carburants ; rôle du ministère dans la promotion de ces expériences [7 novembre 1984] (p. 5680).

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5e circonscription)
U.D.F.
Non inscrit

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 29 mars 1984] (p. 979).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Cesse d'être membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 30 mars 1984] (p. 986).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer pour **l'élection des députés** un scrutin uninominal à deux tours combiné à un scrutin proportionnel dans le cadre de la région **(n° 2379)** [18 octobre 1984].

Proposition de loi tendant à promouvoir **l'utilisation familiale et artisanale des fruits (n° 2450)** [22 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Projet de traité d'union européenne : adoption par le Parlement européen de ce projet à la suite du rapport Spinelli [16 mai 1984] (p. 2389) ; point de vue du Gouvernement à ce sujet (p. 2390) ;

— Débat sur l'Europe : entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun ; ratification du traité d'union européenne ; nécessité d'organiser un débat parlementaire sur l'Europe [7 novembre 1984] (p. 5659) ;

— Situation des Juifs en Syrie : impossibilité pour eux de sortir librement de leur pays ; existence de discriminations concernant les cartes d'identité et les passeports [21 novembre 1984] (p. 6230).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : décalage entre la situation du pays et le débat parlementaire ; mesures courageuses en matière de reconversion industrielle et dans la sidérurgie ; manifestation de la C.G.T. avec la participation du secrétaire général du parti communiste ; débat ne portant pas exclusivement sur la politique industrielle de façon que le parti communiste puisse voter la confiance [19 avril 1984] (p. 1827) ; divorce de celui-ci en matière de politique extérieure ; politique économique ; refus probable de la confiance du parti communiste si le vote avait porté exclusivement sur la politique industrielle ; nécessité d'une large confiance pour mener à bien une politique de rigueur (p. 1828).

— Déclaration du gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2314).

Discussion : voix de l'équilibre [24 juillet 1984] (p. 4166) ; conséquences de la non-entrée des communistes dans le Gouvernement ; importance de l'événement ; possibilité de convergence, notamment sur les droits de l'Homme, les libertés, la politique de défense ; nouvel état d'esprit ; politique étrangère ; dialogue Nord-Sud ; domaine économique ; modernisation ; rassemblement ; dialogue entre la majorité et l'opposition (p. 4167).

— Projet de loi constitutionnelle, rejeté par le Sénat, portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques (n° 2323).

Première lecture, discussion générale : anti-parlementarisme ; énumération de ses prises de position, notamment sur la décentralisation, la suppression des tribunaux militaires, l'orientation prise en matière économique en 1981, la loi sur la presse ; augmentation des pouvoirs du peuple ; Congrès ; Conseil constitutionnel ; son vote pour le texte ; caractère démocratique de la procédure du référendum [23 août 1984] (p. 4295) ; convergences entre les formations politiques (p. 4296).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : contexte politique, économique et social dans lequel s'inscrit le budget [17 octobre 1984] (p. 4840) ; rétablissement des équilibres notamment celui de la sécurité sociale ; diminution des prélèvements obligatoires et réduction du nombre des fonctionnaires ; diminution du poids de l'Etat ; emploi ; impôt sur les sociétés ; réduction des formalités de création des entreprises (p. 4841).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 9 :** son amendement n° 196 (fiscalité applicable à la formation et à l'enregistrement des sociétés commerciales) ; dégradation de l'emploi ; fiscalité des entreprises ; adopté [18 octobre 1984] (p. 4928).

Deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* politique étrangère de la France en Asie [8 novembre 1984] (p. 5757-5758).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* problème de l'établissement des quotas laitiers [7 novembre 1984] (p. 5676).

Articles de récapitulation. — Article 43 : son vote positif ; esprit de dialogue du Gouvernement lors de la discussion du budget ; volonté de rassemblement du Gouvernement [15 novembre 1984] (p. 6166).

— Déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie et débat sur cette déclaration (n° 2488).

Discussion : nécessité d'une solution obtenant un minimum de consensus des deux principales communautés ; indépendance pouvant préserver l'égalité de toutes les communautés ; problème de l'indépendance des Kanaks ; scrutin d'autodétermination ;

nécessité d'un minimum d'accord national ; indépendance des Afars et des Issas ; cas de la Rhodésie [4 décembre 1984] (p. 6614).

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône
(11e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispostions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J.O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : importance de la politique de la petite enfance ; protection sociale des travailleurs de l'agriculture ; importance de la lutte contre le chômage des jeunes ; rôle des associations dans cette lutte ; insuffisance de l'offre de formation ; simplification de la procédure d'agrément ; démocratisation du secteur public ; intérêt du comité de groupe [3 décembre 1984] (p. 6545) ; problème de la simplification du système de versement des cotisations U.R.S.S.A.F. ; amélioration de la situation des assistantes maternelles ; maintien à domicile des personnes âgées ; conséquences de la mise en œuvre de la départementalisation des hôpitaux ; effort d'amélioration de la situation des immigrés ; élargissement des possibilités de constitution de partie civile des associations anti-racistes (p. 6546).

Discussion des articles : **article 3 :** nécessité pour les jeunes participant aux stages d'orientation de contribuer à leur propre entretien (p. 6557) ; **article 24 :** son amendement n° 133 (supprimant dans le 2e alinéa les mots « ou un magistrat honoraire ») ; maintien du principe de la présidence des juridictions de première instance par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 6568) ; nécessité de résorber le retard des commissions de première instance ; retiré (p. 6569) ; **article 30 :** son amendement n° 134 (impossibilité pour les magistrats honoraires de présider la commission nationale technique) ; possibilité pour les magistrats non honoraires de la présider ; retiré (p. 6570) ; **article 35 :** son approbation de l'amendement n° 50 de la commission (p. 6573) ; **article 41 :** législation de l'autorisation de concilier sur un registre les accidents du travail bénins ; mesures de simplification (p. 6575) ; utilité de l'amendement n° 60 de la commission pour éviter les abus (p. 6576) ; **article 42 :** utilité de l'enregistrement des accidents bénins en matière agricole (p. 6577) ; **article 49 :** extension de la protection accordée aux victimes d'accidents du travail aux élèves des établissements d'enseignement technique ; situation des écoles d'ingénieurs du type école des mines ; extension de cette protection aux candidats aux examens ; **article 50 :** obligation de création de conseils d'établissement dans les institutions sociales et médico-sociales (p. 6582) ; **après l'article 61 :** inutilité du principe de l'abattement lié à la disparition du bénévolat ; développement de la médecine sociale (p. 6587).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 18 :** importance de la création d'un comité de groupe dans les réseaux bancaires comportant un organe central [20 décembre 1984] (p. 7347) ; **article 61 *ter* :** possibilité d'ouverture de nouvelles pharmarcies à titre dérogatoire après avis du directeur régional d'action sanitaire et sociale ; son approbation de l'amendement n° 36 de la commission (p. 7356).

Explications de vote : vote du groupe socialiste ; renforcement des droits des travailleurs ; simplifications administratives ; équilibre social en matière d'immigration (p. 7358).

SUCHOD (Michel)

Député de la Dordogne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [5 avril 1984] (p. 1206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1871) portant **statut du territoire de la Polynésie française (n° 2082)** [3 mai 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **statut du territoire de la Polynésie française (n° 2315)** [31 juillet 1984].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Rappelle que la conférence des présidents a souhaité que l'Assemblée siège quotidiennement jusqu'à 1 heure du matin au moins pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [24 janvier 1984] (p. 26).

Rappelle les règles du temps de parole sur les amendements lors de la discussion du projet de loi n° 1832 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse [26 janvier 1984] (p. 108).

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Jack Queyranne et de M. Jacques Toubon : demande aux orateurs de revenir au débat [6 février 1984] (p. 601).

Précise qu'il fait usage de son droit de vote lors de la discussion de l'article 12 du projet de loi (n° 1832) visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse [6 février 1984] (p. 621).

Retire la parole à M. Alain Madelin lors du fait personnel de ce dernier [10 février 1984] (p. 903).

Rend hommage à la mémoire de M. Youri Andropov [10 février 1984] (p. 903).

Lors de la discussion de l'article 14 du projet de loi relatif à la concentration et au pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) :

Demande à M. Jacques Toubon de différer sa demande de suspension de séance afin que le Gouvernement puisse s'exprimer [6 février 1984] (p. 657).

Demande la discussion immédiate des amendements de suppression de cet article [6 février 1984] (p. 659).

Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin [7 février 1984] (p. 672).

Note la discussion commune de divers amendements de l'opposition, exclusifs les uns des autres [9 février 1984] (p. 864).

En qualité de député :

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : ordonnance de 1958 [9 mai 1984] (p. 2152) ; procédure d'élaboration du nouveau statut ; principes d'autonomie interne et de décentralisation ; opérations comptables ; loi de 1977 ; gouvernement élu par l'Assemblée territoriale ; responsabilité de ce gouvernement ; transfert des compétences notamment en matière économique (p. 2153) ; attributions consultatives du conseil des ministres ; reconnaissance de l'identité du territoire ; emblèmes et signes distinctifs ; reconnaissance du caractère évolutif du

statut ; soumission de la composition du gouvernement à l'approbation de l'Assemblée territoriale ; maintien du rôle du comité Etat-territoire ; modalités des dissolutions de l'Assemblée territoriale ; loi de 1946 ; Assemblée représentative ; autonomie administrative et financière (p. 2154).

Discussion des articles : **article 1er** : maintien du territoire au sein de la République française affirmé par cet article ; statut du territoire ; **article 2** : compétences précédemment attribuées à la Polynésie ; extension du code pénal aux T.O.M. (p. 2168-2169) ; **article 3** : service des postes et télécommunications ; négociation des accords internationaux intéressant la desserte de la Polynésie (p. 2170) ; droits de souveraineté et de propriété sur le domaine public et privé de l'Etat ; exploitation des richesses naturelles maritimes (p. 2171) ; limite des eaux territoriales (p. 2172) ; son amendement n° 44 (insérant le mot « notamment » dans le 8e alinéa (7°) de cet article) ; compétence de l'Etat en matière de défense nationale ; adopté ; compétence de l'Etat en matière de maintien de l'ordre et de sécurité civile ; plan ORSEC (p. 2173) ; son amendement n° 211 (de coordination) : adopté ; organisation des professions d'avocat (p. 2174) ; compétence du territoire ; son amendement n° 45 (faisant référence à la communication audiovisuelle dans le 18e alinéa (17°) de cet article) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 46 (portant de six à dix le nombre des ministres) ; composition du gouvernement (p. 2175) ; adopté ; **article 6** : membres du Gouvernement ; son hostilité à la procédure de parrainage ; **article 7** : son amendement n° 47 (substituant au mot « notifie » le mot « transmet ») ; notification d'un acte administratif ; adopté (p. 2176) ; **article 8** : son amendement n° 48 (présentation de la liste des ministres à l'Assemblée territoriale) ; gouvernement ; motion de censure ; soumission de la constitution du gouvernement à l'approbation de l'Assemblée territoriale ; réservé ; **article 9** : limite d'âge (p. 2177) ; **article 11** : son amendement n° 50 (cas où l'incompatibilité est postérieure à l'élection) ; ouverture d'un nouveau délai d'option d'un mois lorsque celle-ci survient postérieurement à l'élection ; adopté ; compétences du haut commissaire (p. 2178) ; **article 12** : fonctions exercées de façon permanente ; **article 16** : son amendement n° 51 (information sans délai de la démission du gouvernement du territoire) : adopté (p. 2179) ; **article 20** : son amendement n° 53 (supprimant la référence selon laquelle les frais de fonctionnement du gouvernement sont à la charge du budget du territoire) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 54 (absence du vice-président) ; dévolution de la présidence en cas d'absence simultanée du président et du vice-président ; adopté (p. 2180) ; **article 23** : frais de transport et de mission ; son amendement n° 55 (indemnité lors de la cessation des fonctions d'un membre du gouvernement) ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 2181) ; **article 25** : réglementation de la C.E.E ; son amendement n° 56 (supprimant le 10° de cet article) : adopté ; son amendement n° 57 (supprimant le 11° de cet article) : réglementation des professions libérales ; adopté ; absence d'abrogation des lois existantes ; **article 26** : son amendement n° 58 (substituant aux mots « demandé à l'Etat » les mots « avec l'accord de l'Etat ») ; rôle du conseil des ministres du territoire pour demander des allocations de devises (p. 2182) ; adopté ; son amendement n° 59 (supprimant le 9° de cet article) : adopté ; son amendement n° 60 (transferts de propriétés immobilières) ; aliénations d'immeubles ; autorisation de transfert de propriétés immobilières ; adopté ; zone économique exclusive ; **article 27** : son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 62 (supprimant une partie de cet article) ; ordonnances régissant l'adoption d'une loi de finances ; adopté (p. 2183) ; **article 30** : classification des contraventions en cinq classes étendues aux T.O.M. ; **article 31** : son amendement n° 63 (rédactionnel) (p. 2184) ; adopté ; son amendement n° 64 (création de subdivisions administratives territoriales) ; consultation du conseil des ministres du territoire ; adopté ; **après l'article 31** : son amendement n° 65 : réservé ; **article 35** : son amendement n° 66 (transmission des décisions du Gouvernement du territoire du haut commissaire) ; contrôle de la légalité dans le territoire (p. 2185) ; adopté ; **article 36** : son amendement n° 67 (domaine économique scientifique, technique et culturel) ; nécessité d'ajouter le mot « scientifique » au champ d'application de cet article ; adopté ; possibilité pour le gouvernement du territoire de participer à la négociation des accords concernant la desserte aérienne et maritime du territoire ; son amendement n° 68 (rôle du Président de la République) : adopté ; délégation de pouvoirs par le Président de la République ; matières n'intéressant pas le territoire ; arbitrages du Président de la République (p. 2187) ; **article 38** : son amendement n° 69 (possibilité de déléguer des pouvoirs d'ordonnateur à l'exception de ceux prévus au dernier alinéa de l'article 91) : adopté ; conventions entre l'Etat et le territoire à propos de la mise à disposition des agents des services de l'Etat ; indique que le président du gouvernement est le chef de l'administration territoriale (p. 2188) ; **après l'article 40** : ses observations sur l'amendement n° 149 de M. Tutaha Salmon (p. 2189) ; **article 42** : son amendement n° 70 (modalités applicables aux cas d'incompatibilité) : adopté [10 mai 1984] (p. 2202) ; **article 45** : son amendement n° 71 (modifiant une référence dans cet article) : adopté ; son amendement n° 72 (insérant une virgule dans le second alinéa de cet article) (p. 2203) ; adopté ; **article 48** : son amendement n° 73 (supprimant la référence à l'arrêté de convocation pour la fixation de l'ordre du jour) : adopté ; son amendement n° 74 (substituant aux mots « la moitié des membres de l'Assemblée », les mots « la majorité des membres composant l'Assemblée ») : adopté (p. 2205) ; **article 49** : son amendement n° 75 (élection du président de l'Assemblée) : adopté après modification ; son amendement n° 76 (possibililté pour le président de faire appel au haut commissaire pour assurer le concours de la force publique) (p. 2206) : adopté ; **article 50** : son amendement n° 77 (substituant aux mots « session » le mot « séance » dans la première phrase du 3e alinéa de cet article) : adopté ; **article 51** : son amendement n° 78 (suppression de la référence au haut commissaire dans cet article) : adopté (p. 2207) ; **article 56** : son amendement n° 79 (possibilité d'une représentation) : adopté ; **article 57** : son amendement n° 80 (caractère exécutoire de plein droit des délibérations de l'Assemblée territoriale) (p. 2208) ; adopté **après l'article 57** : son amendement n° 81 (date d'application des délibérations à caractère fiscal) : adopté ; **article 58** : son amendement n° 82 (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 58** : son amendement n° 83 (compétence de l'Assemblée dans la zone économique exclusive) : réservé (p. 2209) ; **article 62** : son amendement n° 84 (supprimant la référence à la législation et aux textes d'application au début de cet article) ; réglementation du droit de transaction ; adopté (p. 2210) ; **article 63** : son amendement n° 85 (cas où l'avis de l'Assemblée doit être recueilli) : adopté (p. 2211) ; **article 65** : son amendement n° 212 (faisant référence à l'article 74 de la Constitution) : adopté ; son amendement n° 87 (prélèvements sur la caisse de réserve) adopté ; **article 68** : son amendement n° 88 (de forme) : adopté (p. 2212) ; son amendement n° 89 (substituant aux mots « relatives aux affaires figurant » les mots « inscrites aux ») : adopté ; **article 69** : son amendement n° 90 (transmission sans délai au président du gouvernement du territoire des actes de l'Assemblée territoriale) : adopté ; son amendement n° 91 (transmission de la délibération au président du gouvernement) : adopté ; **article 71** : son amendement n° 92 (substituant aux mots « n'a pas connu » les mots « n'est pas » au début du second alinéa de cet article) (p. 2213) ; adopté ; **article 73** : son amendement n° 93 (inscriptions de crédits nécessaires) : adopté ; son amendement n° 94 (cas de défaut de mandatement d'une dépense obligatoire) (p. 2214) ; adopté ; **article 76** : son amendement n° 95 (insérant les mots « le Parlement et » après le mot « informe » dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 96 (possibilité de dissoudre l'Assemblée territoriale par décret) : adopté (p. 2215) **article 81** : son amendement n° 97 (rédactionnel) : adopté ; **article 82** : son amendement n° 98 (sessions du comité économique et social) : adopté (p. 2216) ; **article 87** : son amendement n° 99 (caractère exécutoire des actes) (p. 2217) ; adopté ; son amendement n° 100 (supprimant les mots « en raison » au début du 3e alinéa de cet article) : adopté (p. 2218) ; **article 8, précédemment réservé** : son amendement n° 48 (présentation de la liste des ministres à l'Assemblée territoriale dans les cinq jours suivant l'élection du président du gouvernement) (p. 2223) ; rejeté (p. 2225) ; **article 10, précédemment réservé** : son amendement n° 49 (de forme) : adopté ; **article 17, précédemment réservé** : son amendement n° 52 (soumission de la révocation d'un ministre à l'Assemblée territoriale par le président du gouvernement du territoire) (p. 2227) ; rejeté ; **après l'article 31, précédemment réservé** : son amendement n° 65 (composition paritaire du comité prévu par cet article) (p. 2228) ; rejeté (p. 2229) ; **article 74, précédemment réservé** : son amendement n° 213 (de coordination) : adopté ; **après l'article 58** : son amendement n° 83 (compétence de l'Assemblée territoriale dans la zone économique exclusif) (p. 2230) ; devenu sans objet (p. 2231).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Fin, le 23 mars 1984, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé des personnes âgées [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (recherche et technologie) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XI : **recherche et technologie (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Augmentation des revenus des entreprises françaises :** excédent brut d'exploitation ; récapitulation des mesures prises ; investissements [27 juin 1984] (p. 3744) ;

— **I.N.S.E.R.M.** : nécessité pour cet institut de remplir des fonctions de formation et de valorisation de la recherche ; dispositions prises en faveur de sa réforme [21 novembre 1984] (p. 6229) ;

orale sans débat :

— **n° 687,** posée le 26 juin 1984 : **agriculture (exploitants agricoles)** (p. 3727) ; appelée le 29 juin 1984 : **difficultés financières des jeunes horticulteurs et maraîchers :** dotation aux jeunes agriculteurs ; prise en compte des serres dans les C.O.D.E.V.I. ; adaptation des aides octroyées (p. 3870) ; exploitation de la géothermie (p. 3871).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).**

Première lecture, discussion générale commune : projets de réforme pendant les deux précédentes législatures ; augmentation du nombre des faillites depuis dix ans ; fonctions de syndic ; loi de 1967 ; intérêt des créanciers ; pratiques de certains syndics ; ouverture de la correspondance personnelle du débiteur [5 avril 1984] (p. 1200) ; refus d'information de ce dernier ; différence de rémunération du syndic en cas de liquidation et en cas de poursuite de l'activité ; exercice des fonctions de syndic à titre accessoire ; quasi-inexistence pratique des contôles pesant sur les syndics ; rôle des Parquets ; séparation de la profession d'administrateur judiciaire de celle de mandataire-liquidateur ; réorganisation de la profession ; surcharge de certains syndics ; recrutement de la profession (p. 1201-1202).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de moraliser la gestion des clubs sportifs professionnels ; développement de la vie associative ; octroi des subventions publiques ; loi de 1975 ; sport de haut niveau ; statut actuel ne favorisant pas l'exercice d'une responsabilité financière ; statut de l'association ; mise en place d'un type de société nouvelle ; actions de ces sociétés revêtant une forme nominative ; problème des liens entre l'argent et le sport [11 avril 1984] (p. 1493-1494-1495).

Discussion des articles : **article 9 :** récuse l'analyse de M. Jean-Pierre Soisson selon laquelle le ministre des sports « impose » son texte à la majorité [12 avril 1984] (p. 1535) ; possibilité pour les clubs de se constituer en société tout en restant des associés ; mise en règlement judiciaire de certains clubs professionnels de football ; situation de certaines sociétés à caractère sportif constituant des sociétés de fait ; loi de 1901 (p. 1536) ; **son rappel au règlement :** détournement de la procédure du rappel au règlement par M. Jean-Pierre Soisson (p. 1542) ; **article 11 :** liens entre la société à objet sportif et l'association ; respect de la vie associative (p. 1545) ; **après l'article 36 :** nécessité de laisser les Français participer à des concours de pronostics ; nécessité du jeu [13 avril 1984] (p. 1629).

— **Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).**

Première lecture, discussion générale : moyens de formation ; établissement des plans de formation ; rôle du niveau régional [17 avril 1984] (p. 1646) ; formation permanente ; responsabilité de la formation appartenant au centre régional ou au centre national de formation ; revalorisation du sort des personnels des collectivités locales ; reclassement ; centre national de formation des personnels (p. 1647).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

Première lecture, discussion générale : pôles de conversion ; rapports existant entre le mouvement socialiste et le concept d'entreprise ; partage des revenus du travail [2 mai 1984] (p. 2051) ; nationalisations ; responsabilité (p. 2052).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

Première lecture, discussion générale : pharmacie vétérinaire ; loi de 1975 ; utilisation frauduleuse des substances prohibées ; boycottage du veau en 1980 [11 mai 1984] (p. 2261) ; interdiction totale de la commercialisation et de l'usage des produits considérés comme nocifs ; existence de trois expertises ; motifs économiques pouvant plaider en faveur de l'instauration d'une période transitoire ; renforcement des sanctions ; association des consommateurs à la procédure de l'autorisation de mise en marché ; utilisations frauduleuses ; vote positif du groupe socialiste (p. 2262).

Son rappel au règlement : détournement de la procédure de rappel au règlement par M. Alain Madelin ; procès d'intention au Gouvernement de la part de celui-ci [29 juin 1984] (p. 3882).

— **Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.**

Explications de vote : stratégie de l'opposition visant à créer « une guérilla parlementaire » ; attitude de l'opposition vis-à-vis de M. Jean-Marie Le Pen ; absence de projet alternatif à présenter au pays ; action du Gouvernement ; baisse de l'inflation ; augmentation de l'excédent brut d'exploitation ; épargne des entreprises [10 juillet 1984] (p. 4139) ; mesures de ce texte existantes dans plusieurs pays étrangers ; décentralisation ; libertés économiques ; titularisation des maîtres ; indique qu'il a cité à plusieurs manisfestants du 24 juin des propos de M. Michel Debré ; hostilité de ceux-ci à ces propos ; vote hostile du groupe socialiste à cette motion de censure (p. 4140).

— **Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).**

Première lecture, discussion générale : création d'un fonds de garantie des pensions alimentaires ; réduction des inégalités dont sont victimes certaines catégories de femmes ; responsabilité du parent défaillant ; expérience des bureaux pilotes ; personnel et missions de ces bureaux ; droits de l'enfant [2 octobre 1984] (p. 4450).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Deuxième lecture, discussion générale : modernisation ; redressement judiciaire ; sauvetage des entreprises ; adaptation du droit à la diversité des situations [15 octobre 1984] (p. 4683) ; absence de distinction entre deux procédures de déclenchement de la procédure simplifiée ; période d'observation ; innovation en matière de sanctions et de banqueroute ; nouvelle conception de l'entreprise ; représentant des cadres ; statut de l'administrateur ; location-gérance ; problème des créances nées après le jugement d'ouverture (p. 4684).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* problèmes de l'emploi ; rôle des associations ; travaux d'utilité collective ; insertion professionnelle [23 octobre 1984] (p. 5105).

Anciens combattants et victimes et guerre. — *Discussion générale : questions :* rattrapage du rapport constant ; retard des pensions sur le salaire des fonctionnaires [24 octobre 1984] (p. 5123).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* avenir de la loi Royer ; règles applicables à l'urbanisme commercial ; problème des seuils [24 octobre 1984] (p. 5169).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* absence de privilège des fonctionnaires des P.T.T. ; avenir des centres de chèques postaux ; nécessité d'y développer une politique commerciale dynamique ; rôle de la carte à puce ; mise en place d'un établissement autonome de la poste [29 octobre 1984] (p. 5323-5324).

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : augmentation de l'effort de recherche ; créations d'emplois ; statut des personnels de recherche [5 novembre 1984] (p. 5497) ; financement de la recherche en entreprise ; cas des industries agro-alimentaires ; répartition des attributions entre le ministère de la recherche d'une part, celui du redéploiement industriel et du commerce extérieur et celui des P.T.T. d'autre part ; cas des programmes mobilisateurs de l'électronique ; incitation des organismes de recherche à emprunter auprès des banques ; opération de la Villette ; politique de mobilité de l'emploi ; bilan de l'Europe scientifique ; nécessité d'investissements européens dans la recherche (p. 5498) ; nécessité d'un grand débat rassemblant la communauté scientifique et l'ensemble des partenaires concernés (p. 5499).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* rappel de l'attitude de l'opposition en matière audiovisuelle ; rôle des radios locales privées dans la création d'emplois ; bilan de l'effort de ces radios ; part des radios associatives par rapport aux radios revêtant la forme d'une société ; moyens mis à la disposition du service public pour supporter la concurrence des radios locales [7 novembre 1984] (p. 5643).

Education nationale. — *Discussion générale :* rôle et fonction de l'école ; problème de l'opposition entre instruction et éducation ; efforts en vue de la rénovation de l'enseignement du premier degré des collèges et des lycées [12 novembre 1984] (p. 5885-5886).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* mise en place d'une mission permanente de lutte contre la toxicomanie ; augmentation de la dotation pour la lutte contre ce fléau ; cas d'une association d'accueil des jeunes toxicomanes à Orléans ; renforcement des actions de lutte par la répression et la prévention [13 novembre 1984] (p. 5962) ; création de structures de soins, d'accueil et de réinsertion (p. 5963).

T

TABANOU (Pierre)

Député du Val-de-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102). Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : droit à la formation des fonctionnaires territoriaux ; réforme des structures de formation existantes ; rôle du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; réforme des structures de l'établissement public de formation [17 avril 1984] (p. 1641) ; création d'un établissement national et d'établissements régionaux de formation ; gestion paritaire des organismes de formation ; conventions avec ces organismes ; rôle des élus ; compétences de l'établissement national de formation ; mobilité entre les deux fonctions publiques ; accès aux corps de catégorie A ; rôle du centre national ; problème du reclassement prioritaire des agents servant actuellement au centre de formation des personnels communaux (p. 1642-1643).

Discussion des articles : **article 11 :** agents de la ville de Paris (p. 1661) ; **article 15 :** compétence conjointe des conseils d'administration et des conseils d'orientation régionaux pour les propositions pédagogiques (p. 1664) ; **article 17 :** actions de formation réalisées par le centre national ; convention [18 avril 1984] (p. 1683) ; **article 24 :** retire l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Worms (p. 1689).

Explications de vote : droit à la formation (p. 1695) ; vote positif du groupe socialiste ; centre de formation des personnels communaux (p. 1696).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 16 :** nécessité d'assurer un fonctionnement correct aux futurs centres de formation des personnels des collectivités territoriales [20 juin 1984] (p. 3541) ; **article 33 :** discussion en commission mixte paritaire ; problème des maires des communes rurales de moins de 2 000 habitants ; rapport spécifique élu-agent ; personnel de catégorie C ; choix des collaborateurs par l'élu ; solidarité des grandes collectivités envers les plus petites (p. 3546).

TADDEI (Dominique)

Député du Vaucluse
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1443).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Plan et aménagement du territoire) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 23 : **Plan et aménagement du territoire (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : articulation entre décentralisation et planification [23 octobre 1984] (p. 5071) ; dotations allouées aux programmes prioritaires d'exécution ; contrats de Plan entre l'Etat et les régions ; contrats de solidarité pour la réduction de la durée du travail ; complexité de la procédure ; agence française pour la maîtrise de l'énergie ; soins sans hospitalisation ; programme consacré à la famille ; retard des documents fournis par le Gouvernement ; stabilisation des crédits accordés à l'Institut de recherche économique et sociale ; besoins en informatique du commissariat général du Plan ; harmonisation du calendrier des plans quinquennaux et de celui du recensement général de la population ; dépenses d'investissement (p. 5072) ; financement des contrats de Plan ; calendrier des réunions du C.I.A.T. ; demandes de primes d'aménagement du territoire ; ouverture du fonds interactivités ; groupe interministériel pour la rénovation des zones minières ; politique d'aménagement du territoire depuis les années 1960 ; homogénéisation du revenu par habitant entre les régions françaises ; rôle de la D.A.T.A.R. dans les années 1980 ; secteurs fragiles ; solidarité nationale (p. 5073) ; sa position contre le gosplan (p. 5079).

Examen des crédits : **état C, Titre VI :** ses observations sur l'amendement n° 27 de M. Robert de Caumont (p. 5083).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (agriculture : dépenses en capital) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 7 : **agriculture :** dépenses en capital **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 585,** posée le 10 avril 1984 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** (p. 1416) ; appelée le 13 avril 1984 : **emploi des handicapés :** inapplication du quota des handicapés dans le secteur public et le secteur privé ; accès aux emplois réservés (p. 1557) ; obligation pour les employeurs du secteur privé de rendre compte annuellement de l'application de ces dispositions ; difficulté d'accès des handicapés au secteur public (p. 1558) ;

— **n° 616,** posée le 9 mai 1984 : **recherche scientifique et technique (personnel)** (p. 2194) ; appelée le 11 mai 1984 : **corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques :** principe de la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements publics, scientifiques et technologiques ; rachat des dettes de retraite (p. 2254) ; transformations de postes (p. 2255) ;

— **n° 729,** posée le 27 novembre 1984 : **police (fonctionnement : Essonne)** (p. 6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **effectifs de la police dans l'Essonne :** problèmes de la sécurité dans ce département ; nombre de postes restant à pourvoir ; augmentation des crimes et délits entre 1979 et 1983 ; développement de la toxicomanie ; ouverture de l'école nationale de Gif-sur-Yvette (p. 6533) ; création du commissariat des Ulis (p. 6534-6535).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* progrès en matière de sécurité [26 octobre 1984] (p. 5265) ; participation des autres ministères et des établissements publics à l'action en faveur d'une meilleure qualité de la vie ; évaluation des moyens extra-budgétaires ; insuffisance des dotations du fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; crédits affectés à l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; agence pour la qualité de l'air ; protection de la nature ; lutte contre la pollution des eaux, notamment par le biais de la mission eau-nitrates ; protection des cours d'eau (p. 5266).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* comparaison entre la dépense intérieure en faveur de la recherche en 1980 et en 1985 ; création d'emplois au profit des chercheurs ; développement de la recherche industrielle ; participation des régions à la mise en œuvre de la politique nationale de la recherche ; cas de l'Ile de France [5 novembre 1984] (p. 5505-5506).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : comparaison du budget de l'agriculture avec celui des autres budgets civils de l'Etat [6 novembre 1984] (p. 5561) ; inscription dans les contrats de Plan Etat-régions des investissements destinés à l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles ; efforts en faveur de l'hydraulique agricole, de la mise en valeur de la forêt et du développement de la filière bois ; accroissement de l'aide au secteur industriel de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles ; vulnérabilité des industries agricoles ; priorité accordée à l'installation des jeunes dans la réorientation de la politique foncière ; amélioration de l'enseignement agricole public ; crédits de l'enseignement agricole privé ; augmentation des crédits consacrés à la recherche (p. 5562).

Education nationale. — *Discussion générale :* réforme du premier cycle de l'enseignement supérieur ; nombre de créations d'emplois d'enseignants et d'emplois d'A.T.O.S. ; nécessité de nouveaux locaux ; ancienneté du patrimoine ; difficultés de fonctionnement du centre d'Orsay ; part du budget réservé à l'entretien des bâtiments ; nécessité de trouver d'autres sources de financement [12 novembre 1984] (p. 5881).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* nombre et capacités de soins infirmiers à domicile ; situation des vieillards placés en psychiatrie ; positions divergentes des caisses d'assurance maladie sur la prise en charge ; difficulté de coordonner les actions des différents services [13 novembre 1984] (p. 5963).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* commissariat à l'énergie atomique ; examen de la situation de ce commissariat dans sa branche industrie ; nécessité de redéfinir les structures et les objectifs du groupe industriel ; perspectives actuelles de ralentissement des commandes de centrales nucléaires ; équilibre financier du commissariat face au sauvetage de Creusot-Loire ; filialisation de l'office des radio-éléments artificiels [14 novembre 1984] (p. 6038).

TAZIEFF (Haroun)

Sécretaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeures.

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs (Gouvernement de M. Laurent Fabius). Décret du 23 juillet 1984 [*J.O.* du 24 juillet 1984] (p. 2413).

TEISSEIRE (Eugène)

Député de la Nièvre
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [24 mai 1984] (p. 2644).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : situation des Français de l'étranger ; inégalités selon le pays d'expatriation ; rapatriement ; protection sociale restant inexistante ou incomplète dans certains cas ; diversité des situations ; statut professionnel des Français de l'étranger ; existence de cinq grands types de protection sociale ; extension du système d'assurance volontaire; faculté de s'assurer volontairement contre les risques maladie et maternité ; assurance maladie volontaire [14 juin 1984] (p. 3355, 3356) ; cotisation ; gestion des établissements d'enseignement culturels ou sanitaires à l'étranger ; caisses chargées de la gestion de ces assurances (p. 3357).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (obligation pour les employeurs d'affilier les personnes qui en font la demande) ; formalités nécessaires à l'adhésion des travailleurs demandant leur adhésion ; adopté ; son amendement n° 80, à titre personnel (cas des services extérieurs de l'Etat, notamment des établissements d'enseignement) ; son amendement n° 2 (postes diplomatiques et consulaires et établissements d'enseignement) ; taux plafond de la sécurité sociale ; Français employés dans des écoles françaises gérées par la mission laïque ou l'Alliance française ; amendement n° 80 : adopté ; son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 3363) ; **article 4 :** caractère excédentaire du système de couverture sociale ; instauration de deux assiettes de cotisations (p. 3364) ; **article 6 :** alimentation de la caisse des Français de l'étranger (p. 3366) ; **article 12 :** *article L. 778-12* du code de la sécurité sociale : son amendement n° 3 (supprimant la condition que la maladie ou la maternité survienne à l'étranger) ; catégories de Français de l'étranger n'exerçant aucune activité professionnelle ; allocation du fonds national de l'emploi ; possibilité de souscrire à l'assurance volontaire maladie-maternité ; adopté (p. 3367) ; *article L. 778-13 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 4 (même objet) : adopté (p. 3368) ; situation des Français conjoints d'étrangers ; *après l'article L. 778-13 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 5 (possibilité d'affiliation volontaire) ; assurances volontaires maladie-maternité ; adopté (p. 3369) ; *article L. 778-18 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 81, à titre personnel (fixation par décret des taux de cotisation) ; taux propre à chaque catégorie de Français de l'étranger ; adopté (p. 3371) ; **article 14 :** — *article L. 781 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 6 (élection au Conseil d'administration de la caisse autonome, à la représentation proportionnelle, avec attribution des restes au plus fort reste) ; représentation proportionnelle ; adopté (p. 3375) ; *article L. 782 du code de la sécurité sociale :* désignation des membres du Conseil d'administration (p. 3376, 3377) ; **article 17 :** son amendement n° 84, à titre personnel (rendant obligatoire l'affiliation par les entreprises à la demande des intéressés) : adopté (p. 3379).

TESTU (Jean-Michel)

Député de l'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

THEAUDIN (Clément)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 702, posée le 9 octobre 1984 : **jeunes (politique à l'égard des jeunes)** (p. 4599) — appelée le 12 octobre 1984 : **année internationale de la jeunesse :** décision de l'Assemblée générale des Nations Unies pour organiser une année internationale sur les thèmes de participation, de développement et de paix en 1985 ; capacité d'initiative des jeunes (p. 4672).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : mission de service public ; réaffirmation des responsabilités des fédérations ; notion de fédération ; représentativité et rôle de conciliateur du comité national olympique et sportif ; sport de haut niveau ; rôle des établissements scolaires du second degré et des établissements d'enseignement supérieur de recherche ; accès des sportifs de haut niveau au concours de professeurs de sport ; principe des conventions ; problème de la carrière des sportifs [11 avril 1984] (p. 1496-1497).

Discussion des articles : **article 1 :** notion d'intérêt général [12 avril 1984] (p. 1508) ; **article 7 :** son amendement n° 209 à l'amendement n° 20 de la commission (encouragement de la création d'associations sportives et universitaires par les établissements d'enseignement supérieur) (p. 1524) ; retiré (p. 1525) ; **article 13 :** reconnaissance d'une mission de service public aux fédérations sportives ; comités départementaux et comités ou ligues au niveau régional [13 avril 1984] (p. 1573) ; association des fédérations sportives agréées à une mission de service public (p. 1577) ; **article 15 :** multiplication des manifestations sportives organisées par des personnes de droit privé ; nécessité de définir le pouvoir des fédérations ; pouvoir disciplinaire de ces dernières (p. 1580) ; indépendance des fédérations (p. 1581) ; **article 16 :** rôle du comité olympique

dans les relations ; fédérations-télévision (p. 1584) ; **article 30** : financement à titre principal d'un équipement sportif (p. 1618) ; **après l'article 36** : faiblesse de la France sur le plan sportif ; absence de participation de M. Christian Bergelin aux travaux du C.N.O.S.F. ; refus de marginaliser le sport (p. 1628).

Explications de vote : sport en tant qu'élément de la culture ; place de l'éducation physique et sportive au sein des établissements d'enseignement (p. 1630).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 15** : conformité de la notion d'agrément à la situation des fédérations [5 juin 1984] (p. 2951).

Ses observations après les explications de vote : vote favorable du groupe socialiste (p. 2860).

Troisième lecture, discussion générale : Conseil national des activités physiques et sportives ; caractère consultatif de cet organisme ; indépendance du mouvement sportif ; composition du Conseil national [26 juin 1984] (p. 3700).

Discussion des articles : **article 26 *bis* :** position du groupe socialiste souhaitant le maintien de l'avant-dernier alinéa de cet article (p. 3702).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* recettes extra-budgétaires ; succès des sportifs français ; crédits prévus pour les déplacements des équipes sportives ; concours de pronostics ; nécessité d'une large concertation sur ces points ; volume des recettes ; contrôle de l'utilisation des fonds ; F.N.D.S. ; volume des besoins [23 octobre 1984] (p. 5098) ; vie associative (p. 5099).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 avril 1984] (p. 1189).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 mai 1984] (p. 1457).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pierre Bas visant à faciliter la réinsertion professionnelle des parlementaires au terme de leur mandat (n° 2003) [7 juin 1984] (p. 3113).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* politique antérieure ayant conduit à un effondrement de l'initiative privée ; réduction des autorisations de programme ; diminution du nombre des mises en chantier ; production de logements sociaux ; aide aux logements ; crédits de paiement se rapportant à la participation de l'Etat au financement de l'aide personnalisée et au fonds national de l'allocation de logement ; rôle de l'Etat et du secteur privé dans ce domaine ; loi de 1982 sur la fixation des loyers ; construction privée ; organismes d'H.L.M. [30 octobre 1984] (p. 5395) ; ressources de ces organismes ; conditions dans lesquelles se sont déroulées trois concours d'architecture à Paris (p. 5396) ; problème de l'équilibre financier des organismes d'H.L.M. (p. 5408, 5409).

Ses observations lors de la question au Gouvernement de M. Georges Sarre : crèches : détournement par M. Georges Sarre de la procédure des questions d'actualité pour mettre en cause une décision du Conseil de Paris ; possibilité pour les enfants de chômeurs d'avoir accès aux crèches [28 novembre 1984] (p. 6440).

TINSEAU (Luc)

Député de l'Eure
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051) [*J.O.* du 28 avril 1984] (p. 1289).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1984] (p. 1308).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Émission « Droit de Réponse » sur la direction départementale des affaires sanitaires et sociales : mise en cause par cette émission de télévision des personnels des D.D.A.S.S., notamment ceux chargés de la protection infantile [10 octobre 1984] (p. 4613, 4614) ;

— Sommet de Dublin : portée de l'accord intervenu sur le dossier viticole ; état des travaux de réforme des institutions communautaires [5 décembre 1984] (p. 6691).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Discussion : liberté de l'enseignement ; Ve République ; laïcité ; texte respectant le principe constitutionnel de la liberté de l'enseignement ; contrôle de l'Etat ; respect du caractère propre des établissements ; vote de la loi « Guermeur » en 1977 ; égalité des enfants devant l'éducation ; rapports contractuels entre la puissance publique et les établissements privés ; unification du peuple français ; personnes cherchant par tous les moyens à « salir les femmes et les hommes » servant la jeunesse ; attaque contre les fondements de nos institutions ; école laïque, publique et obligatoire [24 mai 1984] (p. 2625, 2626) ; stratégie de division menée par l'opposition ; inspiration venant au club de l'Horloge ; effort constant auquel tient l'avenir de la France ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2627).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* esprit de défense ; exemples de la France et de la Norvège ; respect du contenu physique de la loi de programmation militaire ; S.N.L.E. ; mise en service de « l'Inflexible » et refonte du « Tonnant » ; crédits de paiement ; concordance entre la loi de programmation et le budget [9 novembre 1984] (p. 5836).

TONDON (Yvon)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
(19e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713), [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à supprimer la contrainte par cors pour les condamnés justifiant de leur insolvabilité (n° 1938) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la présentation de personnes handicapées à des spectateurs (n° 1970) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à habiliter les associations constituées pour la défense des intérêts du quart monde à exercer l'action civile (n° 1971) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à modifier les dispositions relatives aux clauses résolutoires (n° 1973) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à abroger les articles L. 749 à L. 762 du code de procédure pénale concernant la contrainte par corps (n° 1974) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi d'orientation de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation de la police nationale (n° 1975) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg tendant à compléter le code des communes ainsi que certaines dispositions applicables au président du Conseil général (n° 2034) [17 mai 1984] (p. 2450).

Membre de la commission générale d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 8 juin 1984] (p. 1793).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 juin 1984] (p. 1918).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J.O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à renforcer la sécurité dans les immeubles soumis à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2018) [11 octobre 1984] (p. 4663).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aggravation du chômage** : niveau du chômage ; proportion croissante de jeunes parmi les demandeurs d'emploi [18 avril 1984] (p. 1670) ;

— **Mise en cause des membres du Conseil d'Etat** : mise en cause par deux membres communistes du Gouvernement des décisions prises par les tribunaux administratifs en matière de contentieux électoral ; mise en cause du Conseil d'Etat par M. Georges Marchais après l'annulation des élections municipales de Houilles et de Thionville ; application éventuelle de l'article 226 du code de procédure pénale [25 avril 1984] (p. 1923) ;

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : absence de rétablissement de l'ordre sur ce territoire ; volonté du Gouvernemet d'instaurer l'indépendance en Nouvelle-Calédonie [12 décembre 1984] (p. 6855) ; rappel des déclarations de M. Edgard Pisani et de M. Tjibaou (p. 6856) ;

orale sans débat :

— **n° 649**, posée le 25 mai 1984 : **enseignement privé (politique de l'enseignement privé)** (p. 2706) ; appelée le 8 juin 1984 : **enseignement agricole privé** : lettre du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture chargé de l'agriculture et de la forêt parue dans le journal S.N.I.P. G.E.C., bulletin du syndicat national des instituteurs du département du Cantal ; contradiction entre les conceptions du ministre de l'agriculture et celles de son secrétaire d'Etat sur l'enseignement agricole privé (p. 3121) ; nécessité d'un esprit de modération (p. 3122).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : signature de l'ordonnance du 26 août 1944 par Henri Queuille [24 janvier 1984] (p. 4).

— **Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 150 (liberté de la communication écrite et audiovisuelle) [25 janvier 1984] (p. 34) ; rejeté ; liberté d'opinion et d'expression ; loi relative à l'audiovisuel (p. 37) ; liberté de diffusion ; discussion de la loi sur la communication audiovisuelle ; liberté d'expression ; loi sur la presse écrite ; préambule de la Constitution (p. 38) ; son amendement n° 1658 (droit à la liberté d'opinion et d'expression) ; rôle du Conseil constitutionnel ; indique qu'au moins cinq articles du texte sont susceptibles d'annulation devant cette juridiction ; rejeté (p. 40) ; contrôle pesant sur le secteur audiovisuel ; affaire « Boulin » ; réduction du pluralisme ; problème des financements de la presse (p. 41) ; son amendement n° 158 (nullité de toute limitation au droit de communiquer) (p. 46) ; rejeté (p. 47) ; son amendement n° 159 (droit à la libre communication des pensées et des opinions) ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 63) ; projet limitant la liberté de la presse ; rejeté (p. 64) ; absence de modification du règlement de l'Assemblée sur la possibilité pour un orateur de répondre au Gouvernement ou à la commission ; article 11 de la Déclaration ; radios périphériques ; cahier des charges ; fabrication et diffusion des journaux ; grèves dans les quotidiens (p. 65) ; son amendement n° 162 (application de l'article 1er de la loi de 1881 à l'ensemble de la presse) (p. 66) ; loi de 1881 garantissant la

liberté ; rejeté (p. 67) ; son amendement n° 1660 (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) (p. 71) ; évocation de ce texte servant à camoufler le caractère « liberticide » du projet ; Assemblée consultative provisoire de 1944 (p. 72) ; rapport de René Ferrière sur l'ordonnance du 26 août 1944 ; problème du maintien de l'article 7 de ce texte portant sur la propriété des journaux ; actionnaires majoritaires ; instruction ouverte contre M. Robert Hersant (p. 73) ; ses observations sur l'évocation du général de Gaulle par M. Gilbert Mitterrand ; **son rappel au règlement** : erreur dans l'exposé des motifs du texte ; rappelle que l'ordonnance du 26 août 1944 n'a pas été signée par le général de Gaulle (p. 74) ; rejeté (p. 75) ; nécessité de limiter la possibilité d'intervention de l'Etat par le biais de certaines entreprises ; audiovisuel ; agence Havas ; accord entre Canal Plus et l'A.F.P. ; librairie Larousse (p. 83) ; recettes publicitaires des grands médias (p. 84) ; rôle du législateur ; journaux d'information politique ; monopoles d'Etat ; négociation d'un contrat de publicité entre l'agence Havas et le journal *le Progrès* (p. 87) ; agence Havas ; direction de cette agence par M. André Rousselet ; position de certaines personnes ressemblant à « des veaux que l'on conduit à l'abattoir » ; réduction des possibilités d'expression (p. 88) ; son sous-amendement n° 1925 à l'amendement n° 621 de M. Alain Madelin (supprimant le mot « économique » à la fin de cet amendement) ; magazines d'informations économiques ; alliance de Canal Plus et de l'A.F.P. ; agence Havas ; rejeté (p. 95) ; **son rappel au règlement** : obligation pour le rapporteur de s'exprimer debout [26 janvier 1984] (p. 109) ; influence de la publicité pour la presse écrite ; politisation de la gestion de l'agence Havas (p. 110) ; Avenir Publicité (p. 111) ; comportement monopoliste de l'agence Havas ; société Havas D.O.M. (p. 111) ; introduction de la publicité à Radio France d'outre-mer ; **son rappel au règlement** : confirme la vérité des propos tenus au sujet de Radio France outre-mer ; sa demande de suspension de séance ; mise en cause de l'indépendance et de l'autonomie des quotidiens régionaux et locaux (p. 112) ; cas du « *Courrier du Loiret* » ; tendance à la concentration de la presse de province (p. 113) ; problème de la nature des fonds investis dans les entreprises de presse (p. 118) ; menace du pouvoir de l'argent sur l'information (p. 119) ; commission de la « hache » ; nécessité qu'une autorisation législative précède toute extension directe ou indirecte du secteur public dans le domaine de la communication (p. 124) ; volonté de faire régner la transparence dans toutes les entreprises de communication (p. 131) ; **son rappel au règlement** : demande au bureau d'ajouter aux différentes catégories de projets de loi prévues par le règlement une catégorie nouvelle intitulée « projet de loi de subolfaction » (p. 133) ; sa demande de suspension de séance (p. 134) ; **article 1er** : caractère indissociable du lien entre les entreprises et les publications ; notion de publication d'information politique et générale (p. 139) ; loi des suspects (p. 140) ; son amendement n° 177 (application des dispositions de la loi à l'ensemble des entreprises de presse écrite et audiovisuelle) (p. 146) ; rejeté ; son amendement n° 179 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 149) ; rejeté (p. 150) ; sanction par la loi de 1977 de l'abus de position dominante ; son amendement n° 180 (application en théorie des dispositions de la présente loi aux publications d'information politique et générale) ; notion de publications d'information politique et générale (p. 151) ; définition d'un quotidien ; cas des périodiques assimilés aux quoditiens ; notion jurisprudentielle de l'information politique et générale ; nécessité pour la loi de définir par avance les publications que celle-ci frappera éventuellement (p. 152) ; rejeté (p. 153) ; volonté de l'opposition d'étendre les dispositions relatives à la transparence et au pluralisme à l'ensemble des moyens et des supports de communication ; composition de la commission de la « hache » ; différence entre cette commission et celle constituée par la loi de 1977 (p. 155) ; application des dispositions de la loi à toutes les publications y compris celles dont les dirigeants sont de hauts personnages du régime actuel (p. 156) ; demande si les termes « politique et générale » recouvrent les mots « économique et sociale » (p. 157) ; son amendement n° 185 (application des dispositions de la loi aux publications d'information politique et d'intérêt général) ; caractère imprécis de la notion d'information générale ; avantages de la notion d'intérêt général ; notion « d'information générale » (p. 158) ; rejeté ; son amendement n° 201 (application de la loi aux publications d'information politique et générale quel qu'en soit le support) (p. 159) ; rejeté ; son amendement n° 190 (inapplication des dispositions de la loi aux publications d'information religieuses philosophique et confessionnelle) (p. 160) ; référence à la notion d'information relative à la vie publique pour définir l'information politique et générale (p. 161) ; **son rappel au règlement** : interprétation stricte des lois pénales ; rejeté (p. 163) ; caractère liberticide de ce texte ; propose de définir comme quotidien d'information tout quotidien dont le tiers de la surface rédactionnelle est consacré à la politique nationale et internationale (p. 164) ; définition des personnes passibles des sanctions énumérées au titre IV ; son amendement n° 204 (application de la loi aux publications comprenant au moins un tiers de la surface rédactionnelle consacrée à la politique nationale et internationale) ; absence de base jurisprudentielle à la notion de publications d'information politique et générale (p. 165) ; rejeté ; agences de presse (p. 166) ; nécessité d'appliquer la loi aux organismes audiovisuels émettant régulièrement plus de six heures par jour ; Canal Plus (p. 167) ; son amendement n° 209 (suppression du premier alinéa de l'article 8) [27 janvier 1984] (p. 192) ; rejeté (p. 193) ; son amendement n° 1754 (régime des publications qui ont moins de six mois d'existence) (p. 194) ; rejeté ; son amendement n° 1755 (interdiction pour toute publication de recevoir des fonds provenant des crédits ouverts dans le budget des services du Premier ministre) : rejeté (p. 195) ; **article 2** : son amendement n° 1776 (incluant les mots « un groupe de presse » après les mots « désigne » à la fin du second alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1777 (supprimant la référence aux groupements de droit ou de fait de personnes physiques ou morales) (p. 219) ; rejeté (p. 221) ; son amendement n° 230 (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) (p. 229) ; rejeté (p. 230) ; son amendement n° 1780 (indiquant qu'une association simple ne peut être considérée comme un groupement) (p. 234) ; rejeté (p. 235) ; ses amendements n° 1796, n° 1797, n° 1798, n° 1799 et n° 1800 (remplaçant le mot « personne » par divers types d'établissement dans le dernier alinéa de cet article) : rejetés (p. 243) ; ses amendements n° 1801, n° 1802, n° 1803 et n° 1804 (même objet) : rejetés (p. 244) ; son amendement n° 1810 (excluant les moyens d'ordre intellectuel ou idéologique relevant de la diffusion d'information du champ d'application du dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 247) ; son amendement n° 1823 (supprimant les mots « la gestion ou » à la fin de cet article) : rejeté (p. 250) ; son amendement n° 1830 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « écrite ou audiovisuelle ») : rejeté (p. 252) ; **après l'article 2** : notion de groupe de presse ; groupement de fait [30 janvier 1984] (p. 264) ; blocage, en France, du prix des journaux ; nécessité de permettre aux entreprises de presse de faire des investissements ; monopole syndical du Livre dans l'imprimerie (p. 267) ; monopole d'embauche du syndicat du Livre C.G.T. ; propos de M. Pierre Albert à ce sujet ; plan de réduction des effectifs au journal *Le Monde* (p. 269) ; règlement de la situation des papeteries de la Chapelle-Darblay (p. 270) ; **son rappel au règlement** : dépense par le ministre de l'industrie de 1,4 milliard de francs pour subventionner La Chapelle-Darblay située dans sa circonscription ; demande une suspension de séance ; **son rappel au règlement** : demande au secrétaire d'Etat chargé de la communication, son avis sur l'audition du ministre de l'industrie au sujet de l'affaire de La Chapelle-Darblay (p. 271) ; **avant l'article 3** : nécessité de mettre le mot transparence entre guillemets ; refus du Gouvernement de faire la transparence sur l'accord passé avec M. John Kyla pour régler la situation de l'entreprise La Chapelle-Darblay ; « zoning » pré-électoral (p. 272) ; rappelle les propos inquiets des observateurs étrangers sur ce débat (p. 273) ; **avant l'article 3** : **son rappel au règlement** : contradiction entre le montant de la subvention accordée à La Chapelle-Darblay et le « bleu » budgétaire (p. 279) ; **son rappel au règlement** : demande l'audition des membres du Gouvernement compétents sur l'affaire de La Chapelle-Darblay (p. 280) ; sa demande de suspension de séance (p. 281) ; **son rappel au règlement** : dévoiement de la démocratie ; sa demande de suspension de séance ; demande une communication du Gouvernement sur la politique de restructuration industrielle (p. 283) ; son sous-amendement n° 2323 à l'amendement n° 1696 de M. François d'Aubert (application des dispositions relatives à la transparence, aux entreprises regroupant plusieurs supports de communication de nature technique différente) (p. 284) ; rappelle les observations sur ce projet de loi du correspondant à Madrid du journal *El Pais* ; rejeté (p. 285) ; **article 3** : critique des dispositions du titre 1er ; caractère déplacé de l'incrimination du prête-nom (p. 286) ; son amendement n° 1835 (substituant aux mots « toute personne » les mots « tout groupe de presse ») : rejeté (p. 293) ; **article 4** : caractère absurde de la rédaction originelle de cet article (p. 305) ; absence de signification du seuil de 20 p. 100 ; caractère non nominatif de certains titres de participation ; « transparence remontante » ; situation des entreprises de presse en difficulté ; caractère inconstitutionnel de la notion de contrôle de l'article 2 combiné avec le système des sanctions pénales (p. 306) ; rappel de l'élaboration de l'article 4 ; caractère dissuasif de cet article pour les investissements dans le secteur de la presse (p. 309) ; problème de la définition de contrôle ; dualité de dispositions, les unes

concernant la transparence, les autres le pluralisme (p. 311) ; transparence remontante ; problème des participations indirectes ; notion de contrôle (p. 314) ; sa demande de suspension de séance ; caractère illimité du pouvoir d'appréciation de la commission pour la transparence et le pluralisme ; son sous-amendement n° 2280 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 3,3 p. 100 ») ; critère de la minorité simple pour définir la notion de contrôle ; Compagnie générale des eaux (p. 315) ; transparence remontante appliquée au journal *Le Point* et au groupe Hachette (p. 316) ; sa demande de suspension de séance ; rejeté ; son amendement n° 254 : devenu sans objet (p. 317) ; assimilation des certificats d'investissement aux actions ordinaires ; prise en compte des droits de vote ; définition du contrôle ; renseignements sur les propriétaires, les dirigeants et les rédacteurs de publications [31 janvier 1984] (p. 320) ; notion de propriété directe ou indirecte (p. 321) ; **article 5 : son rappel au règlement** : réponse inadmissible de M. André Labarrère au rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert ; élections de Limeil-Brévannes (p. 339) ; terme de « casserole » ; commission nationale Informatique et Libertés ; équipe rédactionnelle ; accès à la liste nominative des actionnaires des publications (p. 340) ; extension du droit de consultation à d'autres personnes que les journalistes (p. 341) ; **après l'article 5** : son amendement n° 1846 (listes des annonceurs publicitaires) : retiré (p. 352) ; **son rappel au règlement** : violation par le ministre chargé des relations avec le Parlement du secret des délibérations de la conférence des présidents ; demande au groupe R.P.R. d'élargir l'ordre du jour à l'intervention française au Tchad et à la politique de restructuration industrielle (p. 362) ; **article 6** : risque de découragement des investissements de capitaux extérieurs dans la presse ; notion de transfert de propriété d'une entreprise ; caractère inutile de la réglementation des promesses de cession (p. 364) ; expression « promesse de cession » ; aspect inquisitorial des dispositions de cet article ; cas de l'agence Havas et de Canal Plus (p. 368) ; troisième définition du contrôle ; valeur des biens cédés (p. 369) ; son sous-amendement n° 2338 à l'amendement n° 1534 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) ; absence de signification du seuil de 20 p. 100 ; nécessité de faire estimer par expertise la totalité des biens ; cas du *Paroissien de Landivisiau ;* minorité de blocage (p. 370) ; institution du seuil de 25 p. 100 pour l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté ; son amendement n° 1886 : devenu sans objet ; son amendement n° 1888 (substituant aux mots « d'un mois » les mots « de trois mois ») ; incohérence de rédaction de cet article (p. 371) ; article visant une opération qui ne peut avoir lieu ; sa demande de suspension de séance ; rejeté ; **son rappel au règlement** : s'interroge sur le sens des travaux des parlementaires (p. 372) ; **article 7** : son amendement n° 1894 (référence à un supplément gratuit) : retiré ; son amendement n° 278 : devenu sans objet ; son amendement n° 1895 (substituant aux mots « personne physique » les mots « groupe de presse » dans le troisième alinéa de cet article) : non soutenu (p. 379) ; son amendement n° 1896 (substituant aux mots « une personne morale » les mots « un groupe de presse ») : non soutenu (p. 380) ; son amendement n° 1901 (supprimant la mention de la composition des organes de direction ou d'administration parmi les informations annuelles obligatoires) : rejeté (p. 385) ; son amendement n° 1903 (référence aux suppléments gratuits) : rejeté (p. 387) ; **article 8** : son amendement n° 1908 (référence aux groupes de presse) [1er février 1984] (p. 402) ; rejeté ; son amendement n° 288 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) ; absence de signification du pourcentage 20 p. 100 ; concession de service public consentie à Canal Plus (p. 405) ; renseignements généraux de la presse ; problème des écoutes téléphoniques (p. 406) ; prise en considération du pourcentage de 25 p. 100 en ce qui concerne l'application de l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté ; critique du mécanisme adopté dans les articles 4, 6 et 7 ; régime particulier pour les entreprises de presse ; son amendement n° 292 (référence aux entreprises de presse éditant une publication d'information économique, politique ou sociale) (p. 407) ; rejeté ; son amendement n° 296 (rédactionnel) : non soutenu ; son amendement n° 1910 (insérant les mots « dans la mesure où elle en a acquis elle-même la connaissance » après les mots « est tenu de répondre ») : non soutenu (p. 409) ; notion de contrôle (p. 410) ; son amendement n° 300 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « en lui transmettant obligeamment un exemplaire de chacune des publications éditées par ladite entreprise de presse ») (p. 411) : rejeté ; son amendement n° 304 (complétant le troisième alinéa de cet article par les mots « toutefois si le nombre des actionnaires ou porteurs de parts est inférieur à 20, il ne sera pas nécessaire d'atteindre préalablement ce chiffre ») : rejeté (p. 417) ; son amendement n° 1915 (référence aux groupes de presse) ; non soutenu ; son amendement n° 309 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) (p. 419) ; devenu sans objet (p. 420) ; son amendement n° 1916 (référence aux groupes de presse) (p. 420) ; rejeté (p. 421) ; **article 9** : son sous-amendement n° 1920 à l'amendement n° 2346 de la commission (référence au groupe de presse) (p. 433) ; rejeté (p. 436) ; demande s'il est possible pour une société étrangère ou un Etat étranger d'investir dans la presse française sans conditions de réciprocité (p. 438) ; nécessité d'élargir l'interdiction prévue par cet article (p. 439) ; demande ce que faisaient les communiste avant 1941 ; pose la question de savoir qui a demandé la reparution de *l'Humanité* à la Kommandantur ; sa question concernant M. Mitterrand pendant la guerre (p. 443) ; problème de prises de participation étrangères dans les entreprises françaises ; accords de réciprocité ; article 3 de l'ordonnance de 1944 ; possession de 20 p. 100 du capital d'une publication française [2 février 1984] (p. 453) ; son amendement n° 1928 (substituant aux mots « ne sont pas soumises » les mots « sont soumises » dans le second alinéa de cet article) ; publications destinées à des communautés étrangères ; libre expression de ces communautés (p. 461) ; rejeté ; liberté d'expression des communautés étrangères ; publications d'écrits destinés à des étrangers (p. 462) ; **avant l'article 10** : contrôle administratif des entreprises de presse (p. 465) ; pourcentage de la diffusion nationale ; composition de la commission ; atteinte portée à divers principes fondamentaux du droit (p. 466) ; son amendement n° 1963 (interdiction de lire plusieurs quotidiens différents) : rejeté (p. 467) ; **avant l'article 10 : son rappel au règlement** : rappelle que Jean Jaurès a été censuré par la chambre des députés le 24 décembre 1894 [3 février 1984] (p. 509) ; **article 10** : son sous-amendement n° 2383 à l'amendement n° 1551 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 528) ; son sous-amendement n° 2384 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au mot « une personne » les mots « un groupe de presse » dans cet amendement) : rejeté (p. 530) ; son sous-amendement n° 2386 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant les mots « ou contrôler » dans cet amendement) (p. 534) ; rejeté (p. 535) ; son sous-amendement n° 2387 à l'amendement n° 1551 de la commission (subsituant au seuil « 15 p. 100 » le seuil « 40 p. 100 ») (p. 536) ; rejeté (p. 537) ; son sous-amendement n° 2389 à l'amendement n° 1551 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet amendement) (p. 540) ; rejeté (p. 541) ; son sous-amendement n° 2390 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant la référence aux prises de contrôle dans cet amendement) (p. 541) ; rejeté (p. 542) ; son sous-amendement n° 2391 à l'amendement n° 1551 de la commission (calcul du seuil à partir de la plus forte moyenne enregistrée dans les cinq années précédent l'opération) (p. 543) ; rejeté (p. 544) ; son sous-amendement n° 2393 à l'amendement n° 1551 de la commission (problème de la non-application des limites prévues par cet article) : rejeté ; son sous-amendement n° 2394 à l'amendement n° 1551 de la commission (limites fixées aux alinéas précédents) : rejeté ; son sous-amendement n° 2395 à l'amendement n° 1551 de la commission (fixation du statut de l'entreprise multimedias) : rejeté (p. 546) ; son sous-amendement n° 2396 à l'amendement n° 1551 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) [4 février 1984] (p. 550) ; rejeté (p. 551) ; son sous-amendement n° 2397 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 50 p. 100 » dans cet amendement) (p. 554) ; rejeté (p. 556) ; son sous-amendement n° 2398 à l'amendement n° 1551 de la commission (substituant au mot « ou » le mot « et ») : rejeté par partage égal des voix (p. 559) ; ses amendements nos 332, 1964, 1965, 335, 337, 341 et 1969 : devenus sans objet (p. 562) ; demande une suspension de séance ; son sous-amendement n° 2531 à l'amendement n° 1975 de M. Alain Madelin (complétant cet amendement par les mots « presse quotidienne nationale ») ; protection du pluralisme ; diffusion des journaux japonais, allemands et parisiens ; rejeté ; son sous-amendement n° 2532 à l'amendement n° 1976 de M. Alain Madelin (substituant au mot « réalisation » les mots « rédaction, publication, impression, gestion ») (p. 571) ; distribution des titres d'un groupe ; problème de la fabrication des journaux ; réalisation et gestion de ces journaux ; nécessité d'adopter une clause de sauvegarde en cas d'amélioration de la fabrication de la gestion des quotidiens ; rejeté ; explique son vote sur cet article ; rapport de M. Georges Vedel ; position de M. Pierre Albert au sujet de la concentration de la presse française (p. 572) ; diffusion des journaux *Le Monde* et le *Journal du Dimanche* ; impossibilité pour ces deux groupes de développer de nouveaux titres (p. 573) ; **après l'article 10** : son sous-amendement n° 2533 à l'amendement n° 343 de M. Alain Madelin (insérant les mots « quel que soit leur objet ou leur

contenu » dans cet amendement) ; son sous-amendement n° 2534 à l'amendement n° 343 de M. Alain Madelin (complétant cet amendement par les mots « ou d'un syndicat ») ; publications des partis politiques (p. 574) ; dispositions relatives au pluralisme ; groupe de presse d'un parti politique ; problème de la presse des syndicats ; rejetés (p. 575) ; son amendement n° 1996 (limitant la concentration jouant au profit des agences de publicité) : rejeté ; son amendement n° 1997 (même objet) ; situation des régies publicitaires ; régies contrôlées par l'agence Havas (p. 576) ; rejeté (p. 577) ; **article 11** : ses observations sur les propos de Mme Martine Frachon, se déclarant intéressée par cet article ; quotidiens nationaux et régionaux ; groupe Hersant ; introduction du pluralisme en province ; notion d'information générale et nationale (p. 579) ; propos de Mme Martine Frachon au sujet de cet article ; accords de frontière entre les quotidiens ; pluralisme assuré par onze titres au niveau national (p. 585) ; position du Conseil d'Etat à l'égard de ce texte ; loi « spéciale » visant un seul groupe ; problème de la prise en compte des références de diffusion ; appréciation de cette diffusion (p. 586, 587) ; station régionale de F.R.3 ; définition de la presse régionale ; journaux en situation financière difficile ; problème du dépassement des seuils fixés ; développement du tirage d'un journal (p. 588) ; son sous-amendement n° 2407 à l'amendement n° 1552 de la commission (substituant aux mots « une personne » les mots « un groupe de presse » dans cet amendement) ; préparation des prochaines élections législatives ; problème de la monopolisation des moyens audiovisuels à l'occasion de ces élections ; volonté du Gouvernement de frapper un groupe de presse ; sort que Mme Martine Frachon souhaite faire subir au *Parisien libéré ;* rejeté (p. 590) ; **son rappel au règlement** : critique les propos tenus par le rapporteur ; existence du pluralisme dans la presse ; dévoiement de l'institution parlementaire [6 février 1984] (p. 600) ; **son rappel au règlement** : procédure de la censure ; volonté de l'opposition de faire appliquer cet article à un journal audiovisuel (p. 601) ; critique la façon dont certaines chaînes de télévision ont organisé la désinformation au sujet des événements survenus mercredi et jeudi derniers en séance ; annonce sa décision de saisir la haute autorité de la communication audiovisuelle de cette affaire ; son sous-amendement n° 2539 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « régionaux, départementaux ou locaux » dans le premier alinéa de cet amendement) ; son hostilité aux seuils et aux quotas ; rôle passif du Conseil constitutionnel (p. 602) ; nécessité d'appliquer le pourcentage fixé par cet article à l'ensemble de la diffusion des quotidiens ; rejeté ; son sous-amendement n° 2536 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant les mots « sur le territoire national » dans le premier alinéa de cet amendement) ; nécessité de faire des efforts pour diffuser la presse française à l'étranger (p. 603) ; adopté ; son sous-amendement n° 2540 à l'amendement n° 1552 de la commission (inapplication de cet amendement à *la Dépêche du Midi* et du *Provençal)* ; rappelle les propos de M. François Mitterrand dans son ouvrage « la paille et le grain » ; rejeté (p. 604) ; chiffres publiés par le S.J.T.I. ; problème du système permettant de « calibrer » « les douze derniers mois connus » de façon identique pour toutes les publications (p. 605) ; son sous-amendement n° 2423 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence aux autres moyens d'information) ; nécessité d'inclure l'audiovisuel dans le champ d'application de la loi ; statut de l'entreprise multi-médias ; rejeté (p. 606) ; référence à une période homogène de douze mois ; croissance interne d'une publication ; problème de la création d'une publication ; hypothèse d'un groupe atteignant le pourcentage de 9,98 p. 100 et créant une publication (p. 607) ; problème de la création d'un nouveau titre ; possibilité pour le tirage d'augmenter par croissance interne (p. 608) ; ses amendements n[os] 1998 et 2000 : devenus sans objet ; incitation des journaux à avoir le moins de lecteurs possible (p. 609) ; **article 12** : régime de faveur applicable à la presse communiste ; limitation de la détention du contrôle de quotidiens nationaux ou régionaux à trois titres nationaux ou plus ; groupe Hersant ; groupe Floirat-Hachette ; société Delaroche ; groupe du parti communiste (p. 612) ; rappel des propos de M. Philippe Gavi dans le journal *Libération* (p. 613) ; égalité de traitement entre les moyens de communication audiovisuelle et la presse écrite ; atteinte aux groupes de presse (p. 618) ; **son rappel au règlement** : dépassement du temps accordé au groupe socialiste pour une suspension de séance (p. 622) ; sa demande de suspension de séance (p. 623) ; son sous-amendement n° 2429 à l'amendement n° 1553 de la commission (référence au groupe de presse) (p. 627) ; rejeté (p. 628) ; son sous-amendement n° 2443 à l'amendement n° 1553 de la commission (statut de l'entreprise multi-médias) : rejeté (p. 636) ; ses amendements n° 2007 et n° 2012 : devenus sans objet ; **après l'article 12** : son amendement n° 2013 (inapplication de l'article 12 aux partis politiques) (p. 637) ; rejeté (p. 638) ; **article 13** : nécessité de préciser que l'équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels ; souhait de nombreux journalistes pour que l'équipe rédactionnelle désigne des représentants (p. 647) ; nécessité d'envisager le prolongement de la loi en accord avec les organisations profesionnelles (p. 648) ; responsabilité collective des journalistes ; refus de la majorité de doter l'équipe rédactionnelle de la personnalité juridique (p. 650) ; son amendement n° 363 (définition de l'équipe rédactionnelle) ; son amendement n° 698 (même objet) (p. 651) ; amendement n° 698 : retiré ; son amendement n° 363 : rejeté (p. 652) ; **article 14** : caractère inconstitutionnel de cet article ; rétablissement d'une autorisation préalable ; décision du 16 juillet 1971 du Conseil constitutionnel relative aux associations (p. 655) ; sa demande de suspension de séance ; estime qu'il y a une mauvaise application du règlement en différant sa demande (p. 657) ; **son rappel au règlement** : sa demande de réunion de la commission saisie au fond afin d'examiner le nouveau dispositif proposé par le Gouvernement ; caractère inacceptable des méthodes de travail ; sa demande de suspension de séance ; décision du R.P.R. de siéger jusqu'à la réunion de la commission saisie au fond ; sa demande de suspension de séance (p. 658) ; délivrance d'une autorisation préalable (p. 659) ; problème posé par la déclaration préalable lorsqu'elle est suspensive d'une opération non réalisée (p. 660) ; **son rappel au règlement** : dépôt par le Gouvernement de deux sous-amendements modifiant complètement le texte (p. 661) ; articles 7 et 8 de la loi de 1881 [7 février 1984] (p. 669) ; son sous-amendement n° 2546 à l'amendement n° 2059 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « qui acquiert la propriété » les mots « qui projette d'acquérir la propriété » dans cet amendement) ; loi de 1977 ; rejeté (p. 670) ; caractère irréel de cette discussion ; possibilité de censure du Conseil constitutionnel sur cet article ; suspension des effets de l'opération de transfert de propriété jusqu'à la décision de la commission ; délai de trois mois ; article 14 dans sa rédaction initiale ; schéma de l'amendement n° 1555 de la commission (p. 671) ; son sous-amendement n° 2484 à l'amendement n° 1555 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) (p. 672) ; différence entre un régime préventif et un régime de droit ; régime dit de police administrative ; rejeté ; son sous-amendement n° 2548 à l'amendement n° 1555 de la commission (déclaration de toute cession ou acquisition de la propriété ou du contrôle de la majorité du capital d'une entreprise de presse) ; son sous-amendement n° 2547 à l'amendement n° 1555 de la commission (demande d'autorisation préalable lors des mêmes opérations) (p. 673) ; compatibilité du système de déclaration avec le respect des libertés ; institution d'un système de déclaration similaire à celui des associations ; nécessité d'instituer un régime déclaratif compatible avec les principes fondamentaux de notre droit (p. 674) ; sous-amendement n° 2547 : retiré (p. 675) ; accuse M. Georges Fillioud de commettre un faux à propos des articles 6 et 7 de la loi de 1881 (p. 676) ; article 7 de ce texte ; sanction portant sur la non déclaration ; décision du Conseil constitutionnel relative au droit d'association ; principes fondamentaux du droit ; différence de position entre M. Michel Sapin et M. Jean-Pierre Michel au sujet de cet article (p. 677) ; évolution du Gouvernement et de la majorité à propos de cet article ; sous-amendement n° 2548 : rejeté ; ses sous-amendements n[os] 2485, 2488, 2489 et 2490 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenus sans objet (p. 678) ; autorisation préalable (p. 679) ; travaux de la commission des lois à ce sujet ; possibilité de réaliser l'opération avant l'intervention de la commission pour la transparence ; nouvelle rédaction de cet article ; possibilité offerte à la commission de la transparence d'autoriser ou d'interrompre une opération en cours (p. 680) ; son sous-amendement n° 2494 à l'amendement n° 1555 de la commission (substituant aux mots « de trois mois » les mots « d'un mois » dans cet amendement) (p. 681) ; rejeté (p. 682) ; suggère de remplacer le contrôle *a priori* par le contrôle *a posteriori* (p. 683) ; son sous-amendement n° 2565 à l'amendement n° 1555 de la commission (notification aux intéressés de l'autorisation ou du refus de l'opération) ; nécessité de prévenir les personnes intéressées ; pouvoirs de la commission ; autorisation préalable à l'achèvement de l'opération (p. 689) ; rejeté ; processus préalable à l'opération d'acquisition ; décision de la commission préalable à l'achèvement de l'opération ; cas où l'opération est néanmoins réalisée ; problème de l'application des articles 18 et 19 de ce texte ; régime créant une autorisation préalable à la liberté de publier ; son sous-amendement n° 2498 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 2567 à l'amendement n° 1555 de la commission (délivrance d'un récépissé par la commission) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; autorisation préalable ; décision du 16 juillet 1971 (p. 692) ; délivrance du

récépissé ; récépissé de la déclaration d'un projet d'acquisition ou d'un projet de prise de contrôle ; **son rappel au règlement** : propos « incroyables » de M. Jean-Jack Queyranne ; indique qu'il a proposé un récépissé et qu'il n'a pas défendu le régime de l'autorisation préalable (p. 693) ; son sous-amendement n° 2503 à l'amendement n° 1555 de la commission (prévoyant des possibilités de recours contre les décisions de la commission devant la juridiction administrative) (p. 695) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2500 à l'amendement n° 1555 de la commission (prévoyant les conditions de procédure devant la commission) ; son sous-amendement n° 2505 à l'amendement n° 1555 de la commission (précision des conditions d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat) (p. 596) ; rejetés ; ses amendements nos 378, 2039, 700, 701, 707 : devenus sans objet (p. 697) ; son amendement n° 709 (possibilité de recours contre les mesures d'interdiction visées dans cet article) : retiré (p. 700) ; **article 15** : intervention de la commission pour la transparence ; mode de fonctionnement de celle-ci (p. 713) ; position du rapport de M. Georges Vedel en matière de composition de la commission (p. 718) ; avant-projet de loi de M. Jean-Philippe Lecat ; proposition de loi du sénateur Goetschy ; précédents en matière de composition et de pouvoir de la commission ; charte du comité présidé par M. Robert Badinter ; évoque le « pauvre Roger Salengro » (p. 719) ; indique que le groupe R.P.R. saisira le bureau de l'Assemblée du comportement de M. Guy Ducoloné, président de séance ; signale que son père était un ami de Roger Salengro et s'adresse à différents parlementaires : « bande d'imbéciles ! bande de scandaleux ! bande de maniaques ! gougats impénitents ! » ; indique que M. Guy Ducoloné sort de son rôle de président de séance (p. 720) ; rappelle des précédents au projet de loi sur les entreprises de presse ; énoncé des différentes formules envisageables à la place de la commission pour la transparence et le pluralisme ; intolérance dans l'hémicycle [8 février 1984] (p. 725) ; proposition de l'opposition de faire siéger au sein de la commission pour la transparence des représentants du Parlement et des membres des hautes juridictions administratives, judiciaires et comptables (p. 727) ; commission nationale « Informatique et Libertés » (p. 728) ; son amendement n° 2042 (qualifiant de juridiction d'exception la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 729) ; exercice par cette commission d'un droit de vie ou de mort sur les entreprises de presse (p. 730) ; suppression par le Gouvernement actuel des juridictions d'exception : rejeté ; **son rappel au règlement** : rappelle au secrétaire d'Etat qu'il aurait pu retirer son projet de loi en application de l'article 89 du règlement (p. 731) ; soumission de l'ensemble des entreprises de presse aux orientations politiques définies par le Gouvernement ; son amendement n° 412 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 732) ; rejeté ; son amendement n° 788 (supprimant la fin du quatrième alinéa de cet article après les mots « Président de la République ») (p. 738) ; rejeté ; son amendement n° 2056 (présence au sein de la commission pour le pluralisme de deux membres de l'Assemblée nationale élus par leurs pairs) : rejeté (p. 739) ; son amendement n° 800 (ramenant à trois ans la durée du mandat des membres de la commission pour la transparence) (p. 744) ; rejeté ; son amendement n° 2058 (renouvellement de la commission pour la transparence par tiers tous les deux ans) : rejeté (p. 745) ; **article 16** : son amendement n° 2103 (appréciation par la commission des incompatibilités qu'elle peut opposer à ses membres) : rejeté ; son amendement n° 420 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 778) ; retiré (p. 779) ; **article 17** : son amendement n° 438 (supprimant le troisième alinéa de cet article) : adopté (p. 791) ; son amendement n° 962 (saisine de la commission pour la transparence et la pluralisme par les entreprises de presse, de la radio ou de la télévision) : retiré (p. 792) ; son amendement n° 964 (supprimant le sixième alinéa de cet article) : retiré (p. 793) ; **article 18** : son amendement n° 2125 (substituant aux mots « personnes intéressées » les mots « prévenus ») [9 février 1984] (p. 818) ; rejeté (p. 819) ; son amendement n° 969 (information de la commission des droits de l'Homme) : rejeté (p. 822) ; son sous-amendement n° 2569 à l'amendement n° 1561 de la commission (remplaçant les termes « mesures nécessaires » par les termes « mesures appropriées ») ; nécessité d'assurer le respect de la frontière entre pouvoir administratif et pouvoir judiciaire (p. 831) ; rejeté (p. 832) ; son sous-amendement n° 2129 à l'amendement n° 1561 de la commission (référence aux mesures d'utilité publique) ; nécessité d'instaurer une « juste et préalable indemnisation » (p. 835) ; licenciements de personnels ; organisation du séquestre ; supériorité des tribunaux judiciaires ; rejeté (p. 836) ; son sous-amendement n° 2135 à l'amendement n° 1561 de la commission (réalisation de la vente des entreprises concernées au profit de l'agence Havas) ; absence de précisions sur la procédure selon laquelle se fera le démantèlement des groupes ; modification des statuts de l'agence Havas ; rejeté ; son sous-amendement n° 2136 à l'amendement n° 1561 de la commission (soumission des entreprises concernés au séquestre national) (p. 837) ; loi de dévolution des biens de la presse ; démantèlement du groupe Socpresse ; rejeté ; son sous-amendement n° 2137 à l'amendement n° 1561 de la commission (vente aux enchères des entreprises concernées) ; Conseil constitutionnel comme deuxième degré de juridiction des rapporteurs socialistes (p. 838) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2138 à l'amendement n° 1561 de la commission (vente des entreprises concernées à la barre du tribunal) ; impossibilité du dialogue avec le Gouvernement ; absence de précisions sur la procédure de démantèlement des entreprises de presse ; rejeté ; son sous-amendement n° 2139 à l'amendement n° 1561 de la commission (liquidation des actifs des entreprises concernées) : rejeté ; son sous-amendement n° 2140 à l'amendement n° 1561 de la commission (séparation des entreprises ou actifs regroupés ou cessation du contrôle commun) (p. 839) ; création d'une entreprise publique pour acheter les journaux et les entreprises démantelées ; rejeté ; versement des indemnités de licenciement (p. 840) ; son sous-amendement n° 2141 à l'amendement n° 1561 de la commission (donnant aux mesures prises par la commission le caractère d'utilité publique) : reconnaissance par le Gouvernement qu'il ne s'agit pas d'expropriation pour utilité ; rejeté ; son amendement n° 974 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 978 (préférant les termes « situation de non conformité » au terme « violation ») : rejeté ; sa demande de précision sur la prorogation du délai de trois mois (p. 846) ; son amendement n° 980 (suspension des effets de la décision de la commission en cas de recours devant le Conseil d'Etat) ; gravité des mesures prises par la commission sur la situation de l'entreprise (p. 847) ; nécessité de préciser que les décisions de cette commission sont susceptibles de recours avant la juridiction administrative ; retiré ; **après l'article 18** : absence de précision sur le sort des entreprises démantelées et sur les indemnités de licenciement ; inconstitutionnalité de l'article 18 (p. 848) ; propriété des publications ; violation du principe d'égalité devant les charges publiques ; notion de préjudice (p. 849) ; baisse du « lectorat » ; disparition de titres dans les départements (p. 850) ; **article 19** : son amendement n° 483 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 854) ; rejeté (p. 855) ; son amendement n° 2174 (fixant le délai minimal d'exécution des mesures prescrites par la commission à un an) ; son amendement n° 2173 (fixant ce délai au minimum à six mois) ; son amendement n° 987 (substituant aux mots « six mois » les mots « un an » à la fin du premier alinéa de cet article) ; « peine capitale » en matière de liberté de la presse ; moyens de la commission ; sanctions pénales d'amendes et de prison ; situation de la presse sous Charles X (p. 861) ; allongement du délai à un an ; délai de dépôt et d'examen des amendements ; délai de mise en conformité avec les prescriptions de la commission ; amendements n° 2174 : rejeté (p. 862) ; amendements n° 2173 et n° 987 : rejetés ; interdiction de vente de publications démembrées dans des conditions anormales (p. 863) ; son amendement n° 2176 (expression publique du désespoir de la commission lorsque ses injonctions ne sont pas suivies d'effet) ; son amendement n° 2178 (nécessité pour la commission de donner un constat de carence publié dans son rapport annuel lorsque ses injonctions ne sont pas suivies d'effet) ; échec des recommandations de la commission ; constat de carence (p. 866) ; indice des prix ; amendement n° 2176 : retiré ; amendement n° 2178 : rejeté ; possibilité pour la commission de supprimer des aides telles que la T.V.A. à taux réduit et les tarifs postaux préférentiels ; pouvoirs de la commission ; poursuites intentées par le ministère public (p. 868) ; nombre des quotidiens nationaux d'information générale ; restructuration ; suppression d'une vingtaine de titres depuis l'après-guerre ; exemples de *Paris-Jour*, *Combat* et de *Libération* ; difficultés économiques de la presse ; poids syndical dans la presse (p. 871) ; dépolitisation du lectorat ; développement de la presse radiodiffusée ; opposition du contribuable au lecteur par M. Georges Fillioud ; indemnités de licenciement à prévoir à la suite de démantèlement de groupes de presse ; caractère « liberticide » du projet (p. 872) ; **article 20** : partis politiques ; lourdeur des sanctions pécuniaires et des procédures [10 février 1984] (p. 891) ; son amendement n° 504 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 894) ; problème de l'application des deux ordonnances de 1945 ; rappelle les conditions de l'annulation de l'article 89 de la loi de finances pour 1984 par le Conseil constitutionnel ; position de cette juridiction au sujet des investigations des agents du fisc ; prééminence de l'autorité judiciaire ; inviolabilité du domicile ; rejeté (p. 895) ; lien entre le groupe communiste et le groupe socialiste à propos de l'exclusion des partis politiques ; publications des partis politiques ; journaux d'abonnés ; cas du journal *La Croix* ; presse des partis politiques ; obligation

pour toute personne de répondre aux demandes de renseignements portant sur la publication (p. 898) ; limitation des pouvoirs d'investigation de la commission au respect des procédures fiscales ou relevant de l'activité des partis et groupements politiques ; dispositions relatives à l'ordre public concernant la liberté de réunion (p. 899) ; son amendement n° 997 (supprimant la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 911) ; adopté (p. 914) ; **article 21** : son sous-amendement n° 2579 à l'amendement n° 1568 de la commission (soumettant une visite à une délibération spéciale de la commission) : rejeté (p. 926) ; son sous-amendement n° 2577 à l'amendement n° 1568 de la commission (nécessité pour le magistrat d'entendre l'agent intéressé préalablement à la délivrance de l'autorisation de vérification) : rejeté (p. 928) ; son sous-amendement n° 2586 à l'amendement n° 1568 de la commission (non application de l'article 13 de l'ordonnance du 30 juin 1945 aux entreprises de presse) ; son sous-amendement n° 2589 à l'amendement n° 1568 de la commission : retiré ; son sous-amendement n° 2587 à l'amendement n° 1568 de la commission (non application de l'article 15 de l'ordonnance du 30 juin 1945 aux entreprises de presse) ; son sous-amendement n° 2588 à l'amendement n° 1568 de la commission (non application de l'article 16 de ce même texte à ces entreprises) ; ses sous-amendements n^os^ 2586, 2587, 2588 : rejetés (p. 929) ; **article 22** : son sous-amendement n° 2582 à l'amendement n° 1569 de la commission (cas où le sursis à exécution est accordé de façon automatique) (p. 948) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2583 à l'amendement n° 1569 de la commission (substituant aux mots « deux mois » les mots « quinze jours » dans la seconde phrase du premier alinéa de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 2581 à l'amendement n° 1569 de la commission (cas où le sursis à exécution est attribué de façon automatique) : rejeté (p. 949) ; **article 23** : son amendement n° 1017 (substituant aux mots : « son avis à » les mots : « à entendre les membres de ») (p. 952) ; rejeté ; son amendement n° 2213 (publication des avis après une décision de non-lieu ou un jugement sur le fond) : rejeté (p. 953) ; **article 24** : son amendement n° 1018 (substituant aux mots « un rapport » les mots « le même rapport » à la fin de la première phrase de cet article) (p. 955) ; rejeté ; ses amendements n° 1019 et n° 1020 : devenus sans objet (p. 956) ; **article 25** : son amendement n° 1027 (fixant les limites minimale et maximale de la peine de prison prévue à la fin de cet article) : rejeté [11 février 1984] (p. 979) ; son amendement n° 2228 (peines applicables au groupe de presse au profit duquel l'opération de prête-nom est intervenue) : rejeté (p. 981) ; **article 26** : caractère non interprétatif de ce texte (p. 990) ; possibilité d'appréciation dans l'application des sanctions ; tribunal correctionnel (p. 991) ; **article 27** : définition du délit (p. 994) ; **son rappel au règlement** : propos de M. Bernard Schreiner : « cinéma » de l'opposition ; possibilité d'achever l'examen du projet de loi en discussion pendant la séance du soir de ce jour ; décision de ne pas tenir de troisième séance ; portée et importance de cette discussion (p. 995, 996) ; problème du caractère intentionnel du délit ; souhaite l'insertion du défaut volontaire à propos du défaut de publication des changements de propriété ; responsabilité individuelle du délinquant ; responsabilité sociale ; **son rappel au règlement** : propos de M. Jean Natiez à propos du service public concédé de la presse : « on y viendra » ; souhaite que les comptes rendus reprennent ses propos ; conception des socialistes en matière d'information (p. 998) ; **article 29** : absence de référence au caractère intentionnel ; dispositions arbitraires contenues dans cet article (p. 1004) ; **article 30** : inégalité de traitement entre les publications en langue française à l'intention des Français et des publications en langue étrangère à l'intention d'étrangers résidant en France (p. 1005) ; presse américaine ; premier amendement à la Constitution américaine ; rapport du département d'Etat américain au sujet des droits de l'Homme ; droits de l'Homme à l'étranger ; possibilité d'acquérir une entreprise unipersonnelle autrement qu'en acquérant des parts ou des actions (p. 1007) ; **après l'article 30** : article 13 de l'ordonnance de 1944 ; exception s'agissant des fonds provenant de l'Union soviétique ; rappelle que certains journaux du groupe de presse du parti communiste reçoivent des fonds en provenance de l'étranger ; position de MM. Pierre Daix et Jules Moch à ce sujet ; subventions étrangères (p. 1009) ; **article 31** : article édictant des sanctions [13 février 1984] (p. 1013) ; sanctions ; représentations d'une personne par une autre ; souhaite retenir le caractère intentionnel de l'acte délictueux ; notion de contrôle (p. 1014) ; définition des différentes catégories de presse régionale, départementale et locale ; **article 32** : fusion ou suppression d'équipes rédactionnelles ; publications quotidiennes ; autonomie de conception des publications (p. 1015) ; montant des amendes ; équipe rédactionnelle (p. 1016) ; rachat d'un journal ; licenciements (p. 1017) ; cas de rachat de publications ; suppressions d'emplois ; dispositions de droit pénal ; **article 33** : déclaration de la commission ; autorisation préalable ; échelle des peines (p. 1018) ; **article 34** : problème de la rétroactivité des sanctions ; infractions ; rétroactivité de la loi ; emprisonnement d'un rédacteur en chef ; montant des amendes (p. 1021) ; son amendement n° 538 (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1023) ; **article 36** : son amendement n° 1034 (fixant les peines prévues à la fin du second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 37** : son amendement n° 542 : devenu sans objet (p. 1033) ; **article 39** : ordonnance de 1944 ; caractère répressif du projet de loi ; élargissement des incriminations pénales ; maintien de certaines des dispositions de l'ordonnance notamment celles de l'article 7 ; impossibilité de déférer M. Robert Hersant devant le tribunal correctionnel sur la base de l'ordonnance de 1944 (p. 1034) ; **article 40** : son amendement n° 1039 (supprimant la référence à l'article 4 de l'ordonnance du 26 août 1944 dans cet article) : retiré (p. 1036) ; **après l'article 42** : son amendement n° 1041 (dispositions applicables aux publications créées postérieurement à la publication de ce texte) ; son amendement n° 1040 (dispositions de ce texte ne s'appliquant qu'aux nouvelles publications) ; dispositions anti-concentration ; impossibilité de sanctionner des situations à partir des jugements subjectifs ; possibilité de sanctionner des infractions ; tradition juridique française ; rejeté ; **titre** : son amendement n° 1662 (rédaction du titre : remise en cause de dispositions de la Déclaration des droits de l'Homme) ; son amendement n° 561 (même objet à propos de l'article 17 de cette déclaration) (p. 1038) ; son amendement n° 1670 (texte tendant à instaurer un statut de la presse) ; son amendement n° 1673 (texte tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la télévision) ; son amendement n° 555 (texte tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la publicité) ; défend l'ensemble des amendements de l'opposition portant sur le titre ; remise en cause des articles 10, 11 et 17 de la Déclaration des droits de l'Homme ; loi du 29 juillet 1981 (p. 1039) ; autorisation préalable ; création d'une « Cour de sûreté des entreprises de presse » ; statut de la presse écrite française ; discrimination de nature politique ; intention du législateur ; monopole de l'Etat sur la télévision et la radio ; recettes publicitaires ; agence Havas ; affaire de Canal Plus ; syndicat du livre ; double conception du Gouvernement en matière de pluralisme : atomiser ce qui lui résiste ; renforcer ce qui le sert (p. 1040) ; rejeté (p. 1040, 1041).

Explications de vote : remercie le personnel de l'Assemblée (p. 1042) et les journalistes ; remercie la majorité pour son agressivité et ses hésitations ; abus du pouvoir majoritaire ; utilité du combat mené par l'opposition ; pouvoirs de la commission de la transparence ; insuffisance du champ d'application du texte ; exclusion du secteur public de l'audiovisuel ; aides à la presse ; risque de rétroactivité ; texte conduisant à la disparition de certaines publications et à la diminution de la variété des titres ; texte heurtant les principes fondamentaux du droit ; cite Chateaubriand : « plus vous prétendez comprimer la presse, plus l'explosion sera violente » (p. 1043, 1044).

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : résultat des élections européennes ; action du Gouvernement ; poursuite du programme socialo-communiste ; souhaite savoir si M. Georges Fillioud était mandaté par le Premier ministre et par le Gouvernement pour faire sa déclaration ; communication du Gouvernement au sens de l'article 132 du règlement ; scrutin du 17 juin ; création d'une nouvelle maladie : « laignelite » consistant pour le groupe socialiste à refuser tout débat lorsqu'il s'agit des libertés [18 juin 1984] (p. 3443) ; liberté de la presse [19 juin 1984] (p. 3462) ; constitutionnalité du texte ; autorisation préalable ; pouvoir de la commission de la transparence ; volume de la publicité à la télévision ; part du marché publicitaire de la presse ; agence Havas et ses filiales ; affaire Durieux, rédacteur en chef de *Paris-Match ;* secret des journalistes ; entreprises multimédias ; contexte économique de la presse ; aide à la presse ; conditions d'exercice de l'imprimerie de presse ; fabrication et diffusion des journaux ; application de l'article 49-3 de la Constitution ; lois de finances ; indépendance et liberté de la presse (p. 3463) ; méthode Laignel sur l'enseignement privé : score de la droite aux élections européennes ; politique du Gouvernement ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; sondage de la société B.V.A. ; vote pour la liste de Mme Simone Veil ; défense des libertés (p. 3464) ; **sa motion de renvoi en commission** ; temps passé par la commission des affaires culturelles à l'examen du projet de loi ; rapport de M. Jean-Jack Queyranne ; volonté de revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale ; aspect économique de la réforme ; dévoiement de l'institution parlementaire (p. 3470) ; utilisation

de l'article 49 alinéa 3 par le Gouvernement ; utilisation de la procédure des ordonnances depuis 1981 ; interruption de la discussion de la commission spéciale sur l'enseignement privé ; comportement de « laignelite » ; fin de l'état de grâce ; rupture avec l'opinion ; atteinte à l'unité des Français (p. 3471) ; rejetée (p. 3472).

Discussion des articles : **article 1er A :** principe de la liberté de la presse (p. 3483) ; préambule de la Constitution de 1958 ; proposition 96 de M. Mitterrand ; article 11 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; liberté d'opinion, d'imprimerie et de publication ; droit de chaque citoyen à une information pluraliste ; garantie par l'Etat de l'exercice des libertés (p. 3484) ; **avant l'article 1er : ses rappels au règlement :** élections européennes ; manifestation nationale du 24 juin ; bon fonctionnement des institutions de la République ; manque de représentativité de la majorité parlementaire ; minorité de Gouvernennent ; volonté de faire passer une idéologie contre l'opinion du peuple [2 juillet 1984] (p. 3959, 3960) ; interruption du travail en commission ; indique que de son propre aveu M. Jean-Jack Queyranne ne peut pas présenter les conclusions de la commisssion ; insultes proférées par celui-ci (p. 3968) souhaite une suspension de séance (p. 3969) ; manipulation de l'opinion sur les deux chaînes de la télévision et la radio nationale ; diffusion des extraits des interventions de MM. André Labarrère et Jean-Jack Queyranne ; « savant charcutage » des propos tenus dans l'hémicycle ; fossé entre les aspirations des Français et l'attitude du pouvoir (p. 3972) ; propos et menaces de « nature putschiste » auxquels M. Jean-Jack Queyranne a fait allusion (p. 3973) ; compte-rendu analytique des débats (p. 3975) ; manipulation des moyens d'information « à la botte du pouvoir » ; attitude du parti communiste en matière de media ; propos tenus par M. Jean-Jack Queyranne ; position du parti socialiste consistant à refuser le droit d'expression aux personnes s'y opposant (p. 3976) ; **son rappel au règlement :** moyens d'information du service public de l'audiovisuel ; propos tenus par M. Jean-Jack Queyranne [3 juillet 1984] (p. 3984) ; souhaite que celui-ci demande au service des Archives la cassette audiovisuelle reproduisant son intervention (p. 3985) ; son amendement n° 94 (liberté de communication de tout journal ou écrit) ; application de l'article 11 de la déclaration des droits de l'Homme et loi de 1881 ; diffusion des journaux et des écrits ; rejeté : son amendement n° 95 (application de l'article 1er de la loi de 1881 à la presse écrite et audiovisuelle) (p. 3987) ; principes fondamentaux de la liberté de la presse (p. 3988) ; rejeté après constat de l'absence de quorum (p. 3995) ; son amendement n° 96 (rapport de la commission de la concurrence sur l'existence de pratiques anti-concurrentielles) ; concentrations ; monopoles régionaux ; citation de M. Albert ; rapport Vedel ; commission de la concurrence [4 juillet 1984] (p. 4035) ; rejeté (p. 4037) ; présence du Rapporteur (p. 4063) ; **son rappel au règlement ;** travail de la commission (p. 4064) ; examen des amendements ; application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; **son rappel au règlement :** pouvoirs du président de séance (p. 4065) ; **article 1er :** son amendement n° 97 (application des dispositions de ce texte à l'ensemble des entreprises de presse écrite et audiovisuelle) [5 juillet 1984] (p. 4073) ; rejeté : son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; concentration ; réglementation de la liberté de la presse (p. 4075) ; exclusion du champ d'application de ce texte de certains organes de presse spécialisés ; rejeté (p. 4076) ; son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant au mot « publications » le mot « moyens ») : rejeté : son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (réservant le champ d'application de cet amendement aux publications paraissant à intervalle régulier) ; publications n'entrant pas dans le champ d'application de ce texte (p. 4077) ; création ou maintien de certaines publications ; réforme des aides à la presse ; rejeté (p. 4078) ; son sous-amendement n° 100 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (publications d'information sportive, religieuse, philosophique ou confessionnelle) ; cas du journal l'*Equipe ;* rejeté (p. 4080).

Troisième lecture, discussion générale : caractère inadapté de ce texte ; régime économique de la presse et aides à la presse ; campagne des élections législatives ; projet de loi dirigé contre le groupe de M. Robert Hersant ; congrès de Bourg-en-Bresse ; conditions et bien-fondé de l'examen de ce texte [6 septembre 1984] (p. 4357) ; chaîne de télévision « Canal Plus » ; intervention de l'agence Havas dans les organes de presse ; loi sur la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ; problème du départ en retraite du président de la société nationale Antenne 2 ; ses observations sur le changement de Premier ministre (p. 4358) ; installation des réseaux câblés (p. 4359).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 109 (libre communication des pensées) ; article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 ; rejeté : son amendement n° 114 (application des dispositions de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme) : rejeté ; son amendement n° 115 (même objet) ; non soutenu ; son amendement n° 113 (application de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'Homme) : non soutenu ; son amendement n° 117 (caractère inviolable du droit de propriété) : non soutenu [7 septembre 1984] (p. 4365) ; son amendement n° 116 (application de l'article 1er de la loi du 29 juillet 1881 à la presse écrite et audiovisuelle) : rejeté (p. 4366) ; son amendement n° 118 (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944) (p. 4367) : rejeté ; son amendement n° 119 (date de l'abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) (p. 4368) : rejeté ; son amendement n° 120 (même objet) : rejeté (p. 4369) ; son amendement n° 110 (dépôt d'un rapport au Parlement sur la répartition des budgets de publicité entre les différents médias) ; rejeté ; son amendement n° 111 (dépôt d'un rapport sur la répartition de la publicité des pouvoirs publics et du secteur privé entre les médias) : rejeté ; son amendement n° 112 (dépôt d'un rapport sur les pratiques anti-concurrentielles en matière de presse) : rejeté (p. 4371) ; **article 1er :** son amendement n° 122 (application de la loi aux entreprises de presse écrite et audiovisuelle) : rejeté ; son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) (p. 4372) : rejeté ; son sous-amendement n° 132 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (application de la loi aux publications paraissant à intervalles réguliers) : rejeté ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant au mot « publications » le mot « moyens ») (p. 4373) : rejeté ; son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les publications sportives, religieuses, philosophiques et confessionnelles du champ d'application de cet article) ; son sous-amendement n° 126 (excluant les publications d'informations sportives) ; son sous-amendenent n° 128 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les publications religieuses, philosophiques et confessionnelles) ; son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les publications religieuses et confessionnelles) : rejetés ; son sous-amendement n° 125 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (cas des chaînes de radio et de télévision émettant plus de six heures par jour) : rejeté (p. 4375) ; son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (faisant référence aux articles 72 et 73 de l'annexe III du code général des impôts pour définir le mot « publication ») (p. 4376) : rejeté ; son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (fonds provenant des crédits ouverts dans le budget des services du Premier ministre au titre de l'action politique générale) : rejeté ; son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne (publications ayant moins de six mois d'existence) : rejeté (p. 4377) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (définition de l'entreprise de presse) : rejeté ; son sous-amendement n° 135 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 4383) ; son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (excluant les partis politiques du champ d'application de ce texte) : rejeté (p. 4384) ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le 4e alinéa (3°) de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (définition de la concertation et contrôle de celle-ci) (p. 4385) : rejeté ; son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (faisant référence aux entreprises publiques dans le dernier alinéa de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (faisant référence aux établissements bancaires ou financiers) ; rejeté ; son sous-amendement n° 140 (faisant référence aux syndicats de personnels de l'imprimerie) : rejeté ; son sous-amendement n° 141 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant aux mots « une personne » les mots « une régie de publicité ») (p. 4386) ; influence des régies publicitaires sur les supports de publicité : rejeté ; son sous-amendement n° 142 (cas des conseils en publicité) : rejeté ; son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas des groupes de presse) : rejeté ; son sous-amendement n° 144 à l'amendement n° 4 de la commission (substituant aux mots « une personne » les mots « une imprimerie ») ; cas des syndicats monopolistes de l'imprimerie ; rejeté ; son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 4 de

M. Jean-Jack Queyranne (moyens d'ordre matériel ou financier) : rejeté ; son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (moyens d'ordre juridique) : rejeté ; son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 4 de la commission (cas des moyens d'ordre professionnel) ; cas des corporations (p. 4387) : rejeté ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (moyens d'ordre intellectuel ou idéologique) : rejeté ; son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas du monopole de l'embauche des ouvriers imprimeurs) : rejeté ; son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (cas de l'approvisionnement en papier) ; entreprise de la Chapelle-Darblay : rejeté ; ses sous-amendements n° 151 à n° 159 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne : retirés ; son sous-amendement n° 160 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (contrôle de la presse audiovisuelle) ; cas de Canal Plus : rejeté ; son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne (contrôle de la radio et de la télévision) : retiré (p. 4388) ; ses sous-amendements n° 162 et n° 163 à l'amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne : retirés ; **article 3** : transparence ; presse audiovisuelle ; mesures pouvant entraver l'investissement dans la presse écrite ; son sous-amendement n° 165 à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne (cas d'une opération portant sur l'acquisition ou la vente d'actions d'une entreprise de presse) : rejeté ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant la référence à une personne par la référence à un groupe de presse) (p. 4389) ; ses observations sur la « décrispation » ; rejeté ; son sous-amendement n° 167 à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne (détention de la majorité du capital d'une société entreprise de presse) : rejeté ; son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence au contrôle dans cet amendement) : rejeté (p. 4390) ; **article 4** : son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (certificats d'investissement et titres participatifs) : rejeté ; son sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence à la détention indirecte du capital social de l'entreprise) ; notion de contrôle : rejeté ; son sous-amendement n° 172 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (cas où il existe un seul niveau d'interposition) ; transparence remontante : rejeté ; son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100 à propos de la détention du capital social) : rejeté ; ses sous-amendements n° 174 et n° 175 à l'amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne : retirés (p. 4391) ; **article 5** : son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 10 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence à l'équipe rédactionnelle) : rejeté ; **après l'article 5** : son amendement n° 179 (publication bi-annuelle de la liste des annonceurs publicitaires) ; ressources publicitaires des organes de la presse écrite ; agence Havas ; Canal Plus ; rejeté ; **article 6** : son sous-amendement n° 180 à l'amendement n° 11 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage de 33 p. 100 dans cet amendement à propos de la part du capital social détenue) ; son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 11 de M. Jean-Jack Queyranne (fixant à 3 mois le délai de la publication de la cession d'actions) (p. 4392) ; rejetés ; **article 7** : son amendement n° 182 (substituant la référence aux personnes physiques par la référence aux groupes de presse) : rejeté ; son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 15 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant la référence au mois de septembre par celle du délai de six mois après la clôture de chaque exercice) (p. 4393) ; ses observations sur la publication de renseignements au mois de septembre ; rejeté ; **après l'article 7** : ses amendements n° 184, n° 185 et n° 186 (prévoyant la publication des fonds publics alloués par divers organismes à des campagnes publicitaires) ; service d'information et de diffusion du Premier ministre ; entreprises du secteur public ; rejetés (p. 4394) ; **article 8** : son sous-amendement n° 187 à l'amendement n° 16 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence à la détention directe ou indirecte d'une part du capital) ; son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 16 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant la référence au contrôle dans cet amendement) : rejetés ; son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 17 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant la référence à 20 p. 100 du capital social par la référence au quart de celui-ci) ; son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 17 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant la référence aux 20 principaux actionnaires par celle aux 10 principaux actionnaires dans cet amendement) ; ses observations sur la détention de 20 p. 100 du capital social ; rejetés ; son amendement n° 191 (publication du bilan du compte de résultats et de l'annexe du tirage moyen de la diffusion moyenne au numéro) ; procès-verbal des assemblées d'associés ; emplois d'intérêt collectif ; rejeté (p. 4395) ; **article 8** : son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 21 de M. Jean-Jack Queyranne (fixant à trois mois le délai d'information de la commission en cas de cession d'un titre de publication) ; report du démantèlement du groupe Hersant jusqu'après les élections législatives ; rejeté (p. 4396).

Quatrième lecture, discussion générale : souhaite l'abrogation de cette législation en 1986 ; saisine du Conseil constitutionnel sur ce texte [12 septembre 1984] (p. 4429) ; conséquences éventuelles de ce texte ; attitude de l'opposition (p. 4430).

Son rappel au règlement : refus du Gouvernement d'étendre le pluralisme à l'ensemble de la communication ; agence Havas [26 janvier 1984] (p. 124).

Son rappel au règlement : saisine du Bureau à propos des événements de la séance du 1er février 1984 ; comportement provocateur de divers députés de la majorité, notamment de M. Edmond Garcin [2 février 1984] (p. 446) ; propos de M. Garcin : « dans les camps de concentration il n'y avait guère de vos amis » (p. 447).

Son fait personnel : rappelle certains propos de M. Guy Ducoloné à son égard : « où mettez-vous votre argent ? En Suisse, comme M. Tranchant » ; propos de M. Guy Ducoloné selon lequel M. Robert Hersant « conduit » les députés de l'opposition ; demande de reparution de l'Humanité pendant la deuxième guerre mondiale ; propos de M. Edmond Garcin sur le fait « qu'il n'y avait guère de vos amis dans les camps de concentration » [2 février 1984] (p. 449).

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984.

indique qu'il est disposé à répondre à l'invitation de M. Louis Mermaz et à retirer la lettre et l'esprit de ses propos si MM. Guy Ducoloné, Raymond Forni et Edmond Garcin en font autant [2 février 1984] (p. 477) ; indique qu'il a précisé exactement le sens de ses propos et qu'il n'a rien à ajouter (p. 478) ; prononciation du mot « censure » alors que l'Assemblée débat de la liberté de la presse ; **se voit opposer la censure simple** (p. 480).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : souhaite que M. Pierre Zarka lui explique comment il fait des sportifs avec les chômeurs [11 avril 1984] (p. 1479) ; rappelle l'existence de 2,6 millions de chômeurs (p. 1480).

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : possibilité de faire bénéficier les fonctionnaires territoriaux des lois de 1971 et 1978 ; fonction publique locale ; problème de la parité ou de l'unité entre les deux fonctions publiques ; principe de libre administration ; caractère « boiteux » de ce texte [17 avril 1984] (p. 1638) ; centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; centres de formation régionaux ; plans de formation ; relations entre les centres de gestion et les centres régionaux de formation ; organismes chargés de la formation ; colonisation du système de formation des personnels communaux ; organismes liés au parti communiste ; place du parti communiste dans l'administration locale ; cas de Nimes et de Béziers ; tendances politiques des organismes en question ; « écuries d'Augias » (p. 1639) ; communes n'ayant pas un emploi administratif à temps complet ne cotisant pas au centre de formation ; cotisations assises sur la masse globale des rémunérations ; coût de la réforme ; jurisprudence du Conseil constitutionnel à propos de la loi du 26 janvier 1984 (p. 1640) ; indique que le préfet est devenu le « ministère public » (p. 1646) ; multiplication des cotisations payées par les collectivités territoriales (p. 1648).

Discussion des articles : **article 1er** : actions de formation couvertes par ce texte ; concours internes ; tours extérieurs ; possibilité de nommer à des grades d'avancement des fonctionnaires ayant suivi une période de formation dans un grade inférieur ; problème des formations préalables des personnes inscrites à un tableau d'avancement (p. 1651) ; **article 2** : cas où des refus successifs ne sont pas d'ordre financier (p. 1653) ; **article 4** : formation obligatoire et formation dispensée en cours de carrière ; rythme de cette dernière action de formation

(p. 1654) ; **article 6** : formation des non-titulaires ; problème de la nature réglementaire du texte régissant cette formation ; recrutement de certains agents des collectivités locales sur la base de contrat de droit privé (p. 1655) ; égalité de traitement entre les titulaires et les non titulaires (p. 1656) ; **article 7** : conventions entre les centres régionaux de formation et les centres départementaux de gestion (p. 1657) ; besoins des usagers ; nécessités de l'administration ; consultation des collectivités et des établissements affiliés dans le cadre de cet article (p. 1658) ; **article 8** : conventions passées avec divers établissements ; formations à la charge des collectivités locales ; paiement d'une cotisation aux centres régionaux de formation ; finances des collectivités locales (p. 1659) ; **article 9** : information du centre régional de formation ; projets d'action de formation ; conventions avec des organismes universitaires ; **article 11** : centres de formation des personnels communaux ; centres régionaux de formation (p. 1660) ; son amendement n° 65 (création d'un centre régional de formation particulier pour les personnels de la commune de Paris) ; ville de Paris ; écoles spécialisées de cette ville ; application de ce texte aux 55 000 agents de la ville ; système financier ; propose diverses formules à l'Assemblée ; rejeté ; **article 12** : centre régional de formation (p. 1661) ; conventionnement (p. 1662) ; **article 14** : son amendement n° 66 (rôle du Conseil d'administration) ; compétence du centre régional dans la mise en œuvre des actions de formation ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 1663) ; **article 17** : missions du centre national ; disparité entre les régions ; problème de l'intégration des programmes régionaux de formation dans un cadre national [18 avril 1984] (p. 1683) ; **article 19** : son amendement n° 81 (rôle du Conseil d'administration) ; rectifie cet amendement ; adopté après rectification (p. 1685) ; **article 21** : création d'une cotisation des collectivités locales en faveur des centres régionaux de formation ; modalités de fixation de cette cotisation ; masse salariale (p. 1681) ; modalités actuelles de fixation de la cotisation ; **article 23** : possibilité d'assurer la formation des fonctionnaires des collectivités territoriales par des organismes privés (p. 1687, 1688) ; **article 27** : dévolution des biens du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) ; **article 28** : répartition des personnels de ce centre (p. 1690) ; **après l'article 30** : son amendement n° 67 (spécificité de la commune de Paris) ; fonctionnaires de la ville de Paris ; propose l'exclusion totale de l'application du texte pour la ville de Paris ou la possibilité de mettre en place un centre régional de formation particulier ; son amendement n° 68 (application des seules dispositions du Titre 1er chapitre 1er, section 1 aux personnels de la ville de Paris) : rejetés (p. 1692) ; **article 31** : décision du Conseil constitutionnel annulant divers articles de la loi du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale ; critères de composition des conseils d'administration ; motifs du refus de nomination d'un fonctionnaire ; son amendement n° 82 (critères tirés de l'importance démographique des collectivités concernées) ; article 8 de la loi de 1984 ; membres élus du Conseil supérieur de la fonction publique ; adopté (p. 1693) ; **article 33** : son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté ; **après l'article 34** : son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 91 de la commission (complétant l'intitulé de cet article par les mots « étrangères à l'objet de la présente loi ») ; titularisation des contractuels recrutés par les régions ; rejeté (p. 1694) ; organisation des services départementaux d'incendie et de secours (p. 1695).

Explications de vote : raisons du vote négatif du groupe R.P.R. : continuation d'autres textes ; formation des personnels territoriaux par des organismes privés ; risque de lourdeur et de coût de ce système pour les collectivités locales (p. 1696).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 33** : propos tenus par le président de la commission des lois à l'égard des sénateurs ; pertinence des propositions des sénateurs [20 juin 1984] (p. 3547) ; **article 35 *bis*** : méthode d'appréciation de la représentativité (p. 3548).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Explications de vote : caractère « aberrant » du débat ; indique que personne ne soutient plus personne ; désaccord total des communistes ; choix du Premier ministre d'une majorité à participation socialiste et communiste ; affaire du Tupolev [19 avril 1984] (p. 1838) ; indique que le Premier ministre n'a donné aucune information à ce sujet ; tentative de ce dernier d'être agréable à ses camarades du parti communiste ; se demande si le prochain voyage de M. François Mitterrand en U.R.S.S. n'est pas un gage donné au parti communiste ; « fiel » de la majorité : relations avec l'Union soviétique ; insulte à l'encontre d'un chef d'Etat ; attitude du parti communiste ; défilé de la Bastille visant à défendre la sidérurgie ; vote au Palais Bourbon condamnant la sidérurgie ; responsabilité entière et unique de la majorité dans son ensemble ; sidérurgie lorraine (p. 1839) ; tactique du Premier ministre ; nécessité d'une autre politique ; guerre économique ; nécessité d'assurer la liberté des rapports sociaux par la politique contractuelle ; liberté de choix, notamment en matière scolaire ; caractère « moribond » de la majorité ; opposition exprimant le sentiment du peuple français (p. 1840).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Première lecture, discussion générale : nécessité de la sécurité du public ; législation de 1964 et de 1971 ; institution d'un service minimum légal dans la fonction publique [25 avril 1984] (p. 1936) ; notion de besoins vitaux ; risque d'engrenage ; violation du principe de l'égalité ; nécessité de donner au contrôle aérien un statut spécifique (p. 1937).

Discussion des articles : **article 2** : maintien du service minimum ; inégalité entre les compagnies nationales et les compagnies étrangères (p. 1940) ; droit de survol ; problème de la distinction entre la préservation des intérêts essentiels et la satisfaction des besoins vitaux de la nation ; caractère inéquitable de la définition du service minimum ; absence de signification de l'expression « préservation des besoins vitaux de la nation » ; cas de la Corse (p. 1941) ; estime que la solution des difficultés économiques de la Lorraine constitue un besoin vital de la nation (p. 1942) ; **après l'article 3** : son amendement n° 11 (inapplication de l'article 2 de la loi du 19 octobre 1982 à l'absence de service fait résultant d'une grève des personnels visés par la présente loi) (p. 1943) ; « légalisation de la grève d'une heure » ; rejeté (p. 1944).

Explications de vote : primauté de l'intérêt général des Français sur l'intérêt d'un groupe (p. 1945).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 14 (abrogation des articles 1er, 2, 3, 5 et 6 de la loi du 19 octobre 1982) [3 octobre 1984] (p. 4481) ; rejeté (p. 4482).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871).

Première lecture, discussion générale : vote favorable du groupe R.P.R. ; approbation de l'autonomie interne ; approbation de la décentralisation ; formule diverses réserves : compétences, caractère évolutif du statut, dispositions favorisant le régime d'assemblée [9 mai 1984] (p. 2160) ; représentation proportionnelle ; incompatibilité entre les fonctions de membre du Gouvernement du territoire et de parlementaire à l'Assemblée européenne ; maintien du centre d'expérimentation nucléaire (p. 2161).

Discussion des articles : **article 1er** : problème du caractère « évolutif » du statut (p. 2168) ; **article 2** : statut de 1977 ; commerce des armes ; droit du travail ; droit pénal ; exploitation de la zone économique (p. 2169) ; **article 3** : répartition des compétences en matière de gestion du service public des télécommunications ; négociation de certains accords internationaux avec le Gouvernement du territoire (p. 2170) ; territoire maritime ; actions sur la zone économique ; souhaite affirmer la compétence du territoire pour l'exploitation de la zone économique maritime ; compétence territoriale (p. 2171) ; compétences en matière de crédit et de commerce extérieur (p. 2172) ; lien entre la mise en œuvre du plan ORSEC et la collaboration entre les services territoriaux et le haut commissaire ; services territoriaux ; santé et équipement ; droit de réquisition ; cas de catastrophes ; responsabilité politique retombant sur les autorités territoriales (p. 2173) ; **son rappel au règlement** : indique que la discussion porte sur les amendements déposés et non pas sur les « fantasmes » de M. Raymond Forni ; organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice (p. 2174) ; auxiliaires de justice en Polynésie ; période transitoire (p. 2175) ; **article 9** : abaissement de la majorité en 1977 ; son hostilité à la fixation de l'âge minimum à 23 ans (p. 2177) ; **article 10** : incompatibilité entre les fonctions de membre du Gouvernement du territoire et les mandats métropolitains et nationaux ; **article 11** : constat de la décision prise par un membre du Gouvernement frappé par une incompatibilité ; **article 12** : fonctions de membre de Conseil d'administration ou de Conseil dans une société privée

(p. 2178) ; **article 20** : demande adressée par le haut commissaire au président du Gouvernement du territoire ; **article 21** : cas d'absence simultanée du président et du vice-président (p. 2180) ; **article 24** : délibérations de la commission permanente (p. 2181) ; **article 25** : enseignement facultatif des langues locales ; avocats et auxiliaires de justice (p. 2182) ; **article 26** : pouvoirs du Gouvernement en matière d'exploitation des richesses naturelles hors de la zone économique (p. 2183) ; **article 30** : infractions aux réglementations territoriales (p. 2184) ; **article 33** : comité territorial du crédit ; composition et rôle de cet organisme (p. 2185) ; **article 35** : décentralisation ; autorités de Polynésie française ; haut commissaire ; pouvoirs de contrôle de la légalité des délibérations du territoire avant leur publication ; **article 36** : représentation conjointe de l'Etat par le haut commissaire et le président du Gouvernement du territoire ; représentation du Gouvernement ; tarifs de la desserte maritime et aérienne (p. 2186) ; accords traitant de matières intéressant le territoire mais ressortissant de la compétence de l'Etat ; arbitrage rendu en novembre 1983 par le Président de la République à propos du mot « conjointement » (p. 2187) ; **article 38** : pouvoirs administratifs du président du Gouvernement du territoire ; Gouvernement du territoire de la Polynésie française ; article 28 de la loi de 1982 ; agents de l'Etat placés sous l'autorité de l'exécutif départemental ; autorité de l'exécutif territorial sur les agents mis à disposition ; retire l'amendement n° 147 de M. Tutaha Salmon (p. 2188) ; **article 39** : compétence conjointe de l'Etat et du territoire pour la mise en œuvre du plan ORSEC ; **après l'article 40** : définition des attributions de chaque ministre ; responsabilité de chacun des ministres devant le Conseil des ministres ; attributions d'une délégation du président du Gouvernement (p. 2189) ; **article 41** : statut de la Polynésie [10 mai 1984] (p. 2202) ; **article 45** : modification d'une référence dans cet article ; cas des fonctionnaires élus membres de l'Assemblée territoriale ; souhaite le maintien du choix entre l'activité ou le détachement (p. 2203) ; **article 46** : décision de siéger dans un autre lieu que le chef-lieu ; force majeure ; impossibilité de siéger à 41 dans la salle de Papeete (p. 2204) ; **après l'adoption de l'article 46 : son rappel au règlement** : souhaite savoir à quel sous-amendement de M. Tutaha Salmon a fait allusion M. Raymond Forni ; **article 48** : discussion conjointe d'amendements (p. 2205) ; **article 49** : nouvelle composition de l'Assemblée ; règlement intérieur (p. 2206) ; **article 51** : application du pouvoir général de contrôle du haut commissaire (p. 2207) ; **article 57** : délibérations de l'Assemblée territoriale (p. 2208) ; **article 3 précédemment réservé** : zone économique exclusive ; réserve de cet article ; problème de l'adoption éventuelle de l'amendement n° 83 ; **article 60** : infractions aux réglementations territoriales (p. 2210) ; **article 65** : affaires adressées à l'Assemblée territoriale par le Conseil des ministres du territoire ; dispositions traditionnelles en Polynésie française (p. 2211) ; délégation à la commission permanente de certaines affaires ; plan comptable du territoire (p. 2212) ; **article 69** : possibilité de demander une seconde lecture d'une délibération de l'Assemblée territoriale ; délai de 15 jours (p. 2213) ; **article 72** : soutient l'amendement n° 174 de M. Tutaha Salmon (p. 2214) ; **article 87** : autorités territoriales locales ; responsabilité de la publication ou de la notification ; publication par les autorités locales (p. 2217) ; **article 88** : publication des lois et règlements nationaux ; association des autorités territoriales à cette publication (p. 2218) ; **après l'article 98** : lois et décrets relatifs aux matières de compétence territoriale ; loi de 1905 sur la répression des fraudes (p. 2220) ; **article 102** : financement des collectivités locales ; financement de certains investissements ; institut de formation des personnels médicaux ; constructions des musées ; financement du centre d'orientation et d'action éducative ; équipements portuaires ; convention en cours (p. 2221) ; **après l'article 102** : répartition des compétences entre l'Etat et le territoire ; matières de compétence territoriale ; futur projet de loi sur les communes ; première élection du président ; rôle du règlement intérieur de l'Assemblée (p. 2222) ; recours au règlement intérieur ; indique qu'il soutient l'amendement n° 203 de M. Tutaha Salmon, à titre d'amendement de repli (p. 2223) ; **article 8, précédemment réservé** : répartition des attributions ; dépôt dans les cinq jours d'une motion de censure à l'Assemblée territoriale ; responsabilité politique (p. 2224) ; **article 10, précédemment réservé** : élection au suffrage universel des parlementaires européens ; incompatibilités ; loi de 1977 (p. 2226) ; **après l'article 31, précédemment réservé** : son sous-amendement n° 221 à l'amendement n° 217 du Gouvernement (supprimant la référence à la précision par décret) ; règles d'organisation et de fonctionnement de cette commission) (p. 2227) ; contradictions dans ce texte ; désignation de représentant du territoire par l'Assemblée territoriale ou par le Gouvernement du territoire ; retiré ; composition de l'Assemblée territoriale de conseillers ; nécessité de ne pas faire allusion aux formations politiques (p. 2229) ; **après l'article 58** : ses observations sur les amendements déposés à cet article (p. 2230) ; **article 3, précédemment réservé** : compétence de l'Etat et du territoire (p. 2231).

Explications de vote : indique que le groupe R.P.R. apprécie moins le texte voté que le projet initial ; reculs de ce texte ; nomination et révocation des ministres ; incompatibilités ; exploitation de la zone économique exclusive ; expérimentation nucléaire ; son vote positif du texte (p. 2332).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dépôt par le Gouvernement de deux amendements modifiant le texte de la commission mixte paritaire ; existence d'une confusion entre le secrétaire général auprès du haut commissaire et le secrétaire général du Gouvernement local ; autorisation des investissements étrangers ; incompatibilité entre les fonctions de chef du Gouvernement local et le mandat de représentant de la France à l'Assemblée des Communautés européennes ; raisons de la démission d'un conseiller de Gouvernement [31 juillet 1984] (p. 4249) ; intérêt de la Polynésie pour la France (p. 4250).

Son rappel au règlement : travaux de la commission lors de l'examen de la loi sur la presse ; travaux de la commission spéciale sur la liberté de l'enseignement ; volonté du président de celle-ci de mener cette affaire « à la hussarde » [10 mai 1984] (p. 2199).

Son rappel au règlement : audition de M. Jean Juventin par la commission des lois lors de l'examen du texte portant statut de la Polynésie française [15 mai 1984] (p. 2338).

— Projet de loi tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice (n° 2070).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 16 (précisant que les juges d'instruction statuent après avoir entendu les réquisitions du ministère public, les observations de l'inculpé ou celles de son conseil) [15 mai 1984] (p. 2355) ; rejeté (p. 2356).

— Projets de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) et relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095).

Première lecture, discussion générale commune : traite M. Georges Lemoine de « Saint Sébastien maso » [28 mai 1984] (p. 2720) ; texte instituant un système d'assemblée de pays et de conseil de pays contraire à la démocratie élective ; accord de 1979 entre M. François Mitterrand et une délégation du front indépendantiste (p. 2728), visant à garantir l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; référence à la déclaration de Nainville-les-Roches ; élection à l'Assemblée territoriale ; coutume mélanésienne ; réalité géo-politique du Pacifique ; opposition des différentes forces politiques du territoire à ce texte ; caractère profondément électoraliste des deux textes proposés ; indique qu'il s'opposera à l'adoption de ces textes (p. 2729).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : définition du peuple calédonien ; droit à l'autodétermination déclaration de Nainville-les-Roches ; démarche vers l'autodétermination ; intégration du texte du communiqué de la réunion de Nainville-les-Roches ; caractère incontitutionnel de cette intégration dans la loi ; note de M. Pierre Messmer de 1972 [28 mai 1984] (p. 2734) ; peuple calédonien ; peuple canaque (p. 2736) ; caractère anti-constitutionnel d'une accession à l'indépendance sans consultation des populations concernées ; Front indépendantiste ; peuple calédonien ; possibilité de diverses solutions à la suite de l'autodétermination (p. 2738) ; **article 8** : autonomie interne et homogénéité du pouvoir ; représentation proportionnelle pour la désignation du Gouvernement du territoire ; emploi des mots « d'autonomie interne » sans création des institutions correspondantes (p. 2754) **article 11** : discussion sur le statut de la Polynésie française ; caractère « insoutenable » de l'incompatibilité entre membres du Gouvernement et membres de l'Assemblée des Communautés européennes (p. 2756) ; **article 14** : cas d'un membre du Gouvernement du territoire qui quitte son poste ; restitution de son siège à celui-ci ; incompatibilité d'une telle disposition avec la responsabilité attachée à l'exercice des fonctions

gouvernementales ; situation pour la Polynésie ; admet qu'il a fait une erreur (p. 2757) ; **article 42** : modalités des concours financiers que l'Etat peut apporter à certaines activités du territoire ; statut de la Polynésie ; problème de la prise en charge financière des programmes éducatifs par l'Etat (p. 2763) ; **article 65** : cas où l'avis de l'Assemblée territoriale est obligatoire ; délai dont celle-ci dispose (p. 2768) ; contradiction possible de cette disposition avec l'article 48 de la Constitution (p. 2769) ; **article 68** : Assemblée des pays ; Conseils des pays ; problème de la propriété de la réforme foncière ; propriété clanique ; système coutumier ; nécessités économiques et sociales du territoire ; fixité et sclérose engendrée par la coutume ; propose la création d'une chambre coutumière par délibération de l'Assemblée territoriale (p. 2770) ; institutions coutumières mélanésiens [29 mai 1984] (p. 2777) ; **article 79** : rôle du président de l'Assemblée des pays (p. 2780) ; **article 124** : emplois techniques occupés par des fonctionnaires ; emplois administratifs (p. 2792) ; **article 125** : absence de réponse du secrétaire d'Etat à sa question concernant les emplois techniques ; catégories A et B de la fonction publique ; emplois de nature administrative ; recrutement par concours (p. 2793) ; **article 130** : montant des crédits attribués par l'Etat au territoire la première année d'application du statut ; crédits relatifs à l'enseignement référendum d'autodétermination (p. 2795) ; **article 131** : recrutements intervenant sans concours (p. 2796).

Explications de vote : absence de communication du texte de l'accord du 7 avril 1984 passé entre le Gouvernement et le Front indépendantiste ; « obscurantisme irrationnel » de la politique menée par le Gouvernement ; suffrage universel ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 2798).

Troisième lecture, discussion générale : gravité des événements politiques [31 juillet 1984] (p. 4229) ; point de vue des kanaks ; avenir de la Nouvelle-Calédonie ; boycott des élections territoriales ; revendications des représentants du Front indépendantiste ; déclaration de Nainville-les-Roches ; atteinte à l'intégrité de la République (p. 4230).

Son rappel au règlement : contradiction entre, d'une part, l'accord intervenu le 7 avril 1984 entre le Gouvernement et le Front indépendantiste néo-calédonien et la fin du 1° du communiqué de la réunion de Nainville-les-Roches [29 mai 1984] (p. 2800).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : publicité : radios locales associatives ; fonds de soutien ; sanctions pénales [12 juin 1984] (p. 3271) ; **article 3** : radios libres (p. 3273) ; **article 4** : autorisations délivrées en vertu des articles 82 et 84 de la loi de 1982 ; plafond de 80 p. 100 concernant les réseaux câblés (p. 3276) ; **article 5** : son amendement n° 43 (de suppression) ; articles mettant en œuvre un système de répression ; articles touchant à une liberté que les juridictions ont peu appréhendé : publicité : cas d'incursions involontaires ; répression administrative ; suspension de six mois (p. 3279) ; rejeté : possibilité de suspension ; peines d'amende ; système de suspension (p. 3280) ; **article 6** : sanctions pénales ; perturbation ; puissance ; lieu d'implantation de l'émetteur ; différence entre la confiscation et la saisie ; confiscation pouvant jouer sur décision du tribunal avant la condamnation (p. 3281) ; souhaite la suppression de la référence à l'article 80 de la loi de 1982 ; interdiction faite à une même personne de participer à plusieurs sociétés d'économie mixte ; son amendement n° 44 (substituant aux mots « trois mois » les mots « deux mois » dans cet article) ; tribunal correctionnel et tribunal de simple police ; rejeté (p. 3282) ; son amendement n° 45 (substituant la référence « à tous les cas » par la référence « aux cas de condamnation ») : condamnation à une peine d'amende ou à une peine de prison maximum de trois mois ; nécessité de revenir au texte de 1982 ; adopté : distinction entre la confiscation des matériels et celle des installations ; saisie conservatoire ; loi de 1982 (p. 3283).

Explications de vote : éventualité de l'extension de ce texte aux D.O.M. ; octroi des ressources publicitaires aux radios libres ; système de communication sociale (p. 3283) ; propos tenus par M. Georges Fillioud ; hostilité de celui-ci à l'introduction de la publicité sur les radios locales ; rappelle que les décrets relatifs au Titre IV de la loi de 1982 ne sont toujours pas intervenus ; télévisions pirates ; abstention du groupe R.P.R. (p. 3284).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 30 (abrogeant l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté [14 juin 1984] (p. 3413) ; **article 4** : son amendement n° 31 (supprimant cet article) : rejeté (p. 3417).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère négatif de la répartition des pouvoirs entre les sociétés d'économie mixte et la direction générale des télécommunications ; son refus de la présence d'un commissaire du Gouvernement contrôlant les programmes des réseaux câblés ; délivrance des autorisations de programmes [28 juin 1984] (p. 3810) ; financement ; prévisions budgétaires ; cahier des charges ; câble ; qualité des programmes ; canaux ; rôle des collectivités locales (p. 3811).

Discussion des articles : **article 1er** : cas d'un réseau câblé n'excédant pas 60 kilomètres couvrant un département et demi (p. 3811) ; programmation d'un éditeur national diffusé sur ce réseau (p. 3812).

Explications de vote : indique qu'il est favorable aux réseaux câblés ; abstention du groupe R.P.R. (p. 3815).

Son rappel au règlement : projet de loi sur la presse ; contenu du rapport de la commission [18 juin 1984] (p. 3426) ; méthode du « passage en force » pour les textes les plus importants ; souhaite l'application de l'article 84 du règlement (p. 3427).

Son fait personnel : déviation de l'institution parlementaire ; montée de l'extrême-droite en France ; fossé entre les Français et le Gouvernement [19 juin 1984] (p. 3472).

Son rappel au règlement : pouvoirs du président de la commission des affaires culturelles ; qualité du vice-président de la commission des affaires culturelles pour le représenter [19 juin 1984] (p. 3474).

Son rappel au règlement : examen par la commission saisie au fond des amendements déposés sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3475).

Son rappel au règlement : examen par la commission saisie au fond des amendements déposés sur le projet de loi sur les entreprises de presse [19 juin 1984] (p. 3476-3477).

— Dépôt du rapport de la Cour des comptes : — Son rappel au règlement : panégyrique auquel s'est livré M. Christian Goux à l'égard de M. André Chandernagor [28 juin 1984] (p. 3804) ; nomination d'un ministre en exercice à la première présidence de la Cour des comptes : caractère déplacé de l'intervention de M. Georges Fillioud (p. 3805).

Son fait personnel : infractions à l'esprit des institutions [5 juillet 1984] (p. 4086) ; déviation du débat parlementaire ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; volonté du Gouvernement de porter atteinte à la démocratie ; dénonce les propos tenus par M. Pierre Mauroy (p. 4087).

— Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.

Son rappel au règlement : sa tristesse que M. Raymond Forni soit président de la commission des lois [10 juillet 1984] (p. 4137).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Caractère inadapté de ce texte par rapport à la structure de la presse en France ; caractère vital de l'enjeu : campagne des élections législatives au printemps 1986 : rappelle la loi Decazes de 1829 ; politique de l'information de la gauche [10 septembre 1984] (p. 4404) ; manœuvres politiciennes du pouvoir ; déficit du budget de 1984 de l'ordre de 170 milliards de francs ; problème de la baisse de l'impôt sur le revenu ; hausses de l'essence et des tarifs téléphoniques ; enseignement privé ; modernisation ; comptes des entreprises nationales ; accroissement des charges fiscales et sociales des entreprises (p. 4405) ; éducation nationale ; emplois d'utilité publique ; flexibilité du travail ; sentiment d'insécurité : réforme du code pénal ; discours de M. Laurent Fabius en 1981 et 1982 ; changement d'idées de celui-ci ; absence de la base politique indispensable pour une entreprise de renouveau ; absence d'union de la gauche (p. 4406) ; résistance pendant la Seconde Guerre Mondiale ; société de l'avenir ; indique qu'il est partisan de rétablir les cours d'instruction civique et de morale dans les écoles ; conditions d'un nouveau progrès ; engagements de Jacques Chirac (p. 4407).

— Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351).

Première lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité : rejetée par scrutin public [8 octobre 1984] (p. 4500) ; **son rappel au règlement :** mise en cause de l'absence de M. Alain Madelin par le ministre de l'intérieur ; réponse à une question préalable (p. 4504) ; caractère inadmissible de la procédure suivie (p. 4514) ; absence de saisine pour avis de la commission des affaires culturelles ; travail de la commission des lois ; atteinte au principe de la libre administration des collectivités décentralisées ; arbitrage de l'Etat entre les collectivités ; cas de l'Ile-de-France ; aspect financier de cette réforme ; dotation globale de fonctionnement ; formation professionnelle ; conservation par l'Etat d'un pouvoir de décision en matière de création de classes et d'établissements ; enseignement privé : unification de l'enseignement public et de l'enseignement privé : absence de différence entre ce texte et celui de M. Savary (p. 4515) ; titularisation des maîtres (p. 4516).

Discussion des articles : **article 1er :** usagers ; responsabilité de l'Etat en ce qui concerne la pédagogie, les programmes et les nominations ; transfert des bâtiments et équipements [9 octobre 1984] (p. 4532) ; difficulté d'assurer l'entretien, la réparation et l'équipement du matériel pédagogique ; capacité contributive ; qualité matérielle de l'enseignement public (p. 4533) ; **article 3 :** besoins de formation ; « besoin scolaire reconnu » (p. 4534) ; reprend l'amendement n° 25 de M. Jacques Barrot (prise en compte dans les schémas prévisionnels des besoins de formation assurés par les établissements publics ou privés) (p. 4535) ; rejeté : son amendement n° 61 (élaboration d'un schéma prévisionnel de formation dans le respect des principes fondamentaux régissant l'enseignement) ; principes retenus par le Conseil constitutionnel ; rejeté (p. 4536) ; **article 5 :** nécessité de dresser au préalable un état des lieux, et d'établir une convention répartissant la charge des dépenses entre l'Etat et la collectivité (p. 4537) ; son amendement n° 62 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article 5 après les mots « le représentant de l'Etat », les mots « dans la région dans un délai d'un mois ») : refuse le retrait de son amendement ; adopté : son amendememt n° 63 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article 5 après le mot « désigné » les mots « après consultation du président du Conseil général et du président du Conseil régional ») ; consultation du président du Conseil général et du Conseil régional ; rejeté : son amendement n° 64 (modalités de répartition des charges) ; système de convention entre collectivités ; fixation de règles objectives dans ce domaine (p. 4540) ; arbitrage du représentant de l'Etat ; rejeté (p. 4541) ; **article 6 :** personnels d'entretien (p. 4542) ; transfert à l'Etat des équipements servant pour l'enseignement supérieur à Paris (p. 4550) ; **article 7 :** participation financière des communes dans les investissements et la gestion des collèges et des lycées ; niveau de leur participation à la construction de bâtiments neufs ou à la réalisation de travaux dans des bâtiments anciens (p. 4553) ; *article 15 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 65 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « à l'exclusion des dépenses afférentes au matériel ») : dépenses relevant de la pédagogie (p. 4555) ; rejeté (p. 4556) ; son amendement n° 67 (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots « au cours des quatre années précédant le transfert des compétences » les mots « au cours des quatre exercices précédents ») : son amendement n° 68 (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa de ce texte) ; participation de la commune aux investissements ; caractère évolutif de la référence au modèle de répartition des dépenses d'investissement ; adoptés ; son amendement n° 69 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « conformément aux modalités prévues par décret en Conseil d'Etat) ; répartition des dépenses d'investissement et de fonctionnement des collèges (p. 4558) ; rejeté : *article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 66 : retiré : son amendement n° 70 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « conformément aux modalités prévues par décret en Conseil d'Etat) : rejeté : *article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 71 (création des établissements publics locaux) (p. 4559) ; pouvoir de créer ces établissements ; état de cessation de paiement des départements ; contradiction de M. Pierre Joxe (p. 4560) ; rejeté : son amendement n° 72 (contenu de l'arrêté portant création des établissements) : rejeté : *après l'article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 73 (pouvoir du chef d'établissement en cas de difficultés graves dans le fonctionnement d'un collège) ; nature réglementaire de cette disposition ; rôle de l'autorité académique, du maire, du président du Conseil général et du président du Conseil régional en la matière ; adopté après rectification (p. 4561) ; *article 15-6 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 42 (composition du Conseil d'administration des établissements publics locaux) ; représentation des collectivités locales au sein des Conseils d'administration ; nécessité de laisser une place aux représentants de l'administration de l'établissement et aux personnalités qualifiées ; rejeté : son amendement n° 74 : retiré (p. 4562) ; son amendement n° 75 (rôle du conseil d'administration) : retiré : *article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983 ;* son amendement n° 76 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « premier novembre » les mots « premier décembre ») : rejeté (p. 4564) ; son amendement n° 77 (complétant le premier alinéa du paragraphe 4 de cet article par les mots « dans les cinq jours suivant le vote ») : adopté ; son amendement n° 78 (date à laquelle le budget devient exécutoire) : rejeté (p. 4565) ; son amendement n° 79 (procédure de réception du budget à défaut d'accord entre les autorités) ; rejeté ; son amendement n° 43 (insérant après les mots « dans une proportion » les mots « n'excédant pas le taux d'augmentation de la dotation globale de fonctionnement inscrite au budget de l'Etat ») : rejeté (p. 4566) ; *article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 81 (reportant le paragraphe 1er de cet article après le paragraphe 3) ; rejeté : *article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983 :* son amendement n° 83 (transmission des décisions du Conseil d'établissement au recteur) : rejeté (p. 4567) ; **article 10 :** son amendement n° 84 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « et de l'achat de matériel au profit des collèges ») : retiré (p. 4571) ; **article 12 :** son amendement n° 44 (application aux établissements d'enseignement du second degré des dispositions de la présente section) : non soutenu (p. 4572).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2363).

Discussion : décision du Conseil constitutionnel ; pouvoirs de la haute autorité : inconvénients des critères retenus ; problème de la région parisienne ; câblage en habitat clairsemé : notion de rentabilité commerciale ; rôle du commissaire de la République dans les S.L.E.C. [11 octobre 1984] (p. 4640) ; suppression des dispositions interdisant à une société privée de participer au capital de plus d'une société d'exploitation ; suppression du plafond des ressources publicitaires ; avenir du « plan-câble » ; opposition entre câble coaxial et fibre optique : coût d'installation de la fibre optique ; budget de la D.G.T. ; caractère contraignant du plan câble ; modalités de construction et d'exploitation des réseaux ; contenu des images ; retard d'application du plan câble ; caractère restrictif de la loi concernant les S.L.E.C. ; quotas de programmes étrangers et périphériques (p. 4641) ; nécessité de publier rapidement les décrets d'application ; concurrence entre le câble et la diffusion par voie hertzienne ; réception des émissions transmises par les satellites étrangers ; importance du retard pris ; cas de Canal Plus ; nécessité de passer au stade de la construction et de la programmation ; cas de la région parisienne ; rentabilité du réseau câblé : exemples étrangers ; télévision hertzienne ; prélèvements concernant l'audiovisuel ; date d'installation du câble ; complexité de la situation juridique (p. 4642, 4643).

Discussion de l'article unique : **avant l'article unique :** son amendement n° 1 (délivrance de l'autorisation prévue à l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982) ; inconvénients des critères retenus ; rejeté : **article unique :** suppression de la limite de deux départements (p. 4643) ; caractère politique de ces dispositions ; **après l'article unique :** son amendement n° 2 (abrogeant le 2e alinéa de l'article 84 de la loi du 29 juillet 1982) ; inutilité du plafonnement des ressources publicitaires ; équilibre financier des sociétés ; rejeté : son amendement n° 3 (abrogeant les 2e et 3e alinéas de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle) ; contenu de cet article ; frein au développement du câble ; investissement des sociétés privées dans les réseaux câblés ; rappel de l'opinion de M. Bernard Schreiner dans l'article *du Monde* du 28 septembre 1984 (p. 4644) ; absence d'amendements en ce sens de M. Bernard Schreiner ; nécessité de soumettre l'audiovisuel aux dispositions de la « loi Hersant » ; cas des câblo-distributeurs américains rejeté : son amendement n° 4 (abrogeant l'article 4 de la loi du 1er août 1984) ; création de « commissaires à l'information au sein des sociétés locales d'exploitation » ; inquiétude de la haute autorité sur ce point ; nécessité de conférer au représentant de l'Etat les mêmes pouvoirs que dans toute société d'économie mixte de droit commun ; rejeté :

son amendement n° 5 (compétence du représentant de l'Etat siégeant dans les sociétés d'économies mixtes) ; rôle d'observateur du représentant de l'Etat (p. 4645) ; exercice de la politique du repentir ; importance du rapport de la haute autorité : rôle du représentant de l'Etat ; rejeté : (p. 4646).

Explications de vote ; problème de la stratégie ; absence de coopération et d'esprit d'entente du Gouvernement, réalisation du câble ; hommage à la direction générale des télécommunications ; liberté en matière de programmation et d'exploitation ; vote contre le texte (p. 4646).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* nécessité d'un grand débat sur la sécurité et sur la justice ; accroissement de la sécurité : statistiques de la délinquance et de la criminalité en 1983 ; rénovation des établissements pénitentiaires ; « paradoxe de Badinter » ; nombre des détenus en détention provisoire ; poursuites contre Action directe ; nombre de délinquants de nationalité étrangère devant être expulsés à la suite d'un jugement [23 octobre 1984] (p. 5055) ; moyens matériels pour procéder à des expulsions ; immigration clandestine ; réfugiés politiques ; trafic de la drogue ; « traitement » des usagers trafiquants ; politique de réinsertion ; révision du code pénal ; contenu de la prévention ; dissuasion du crime et de la délinquance ; peines de travail d'intérêt général ; contrôle des peines de substitution ; aide judiciaire ; jurys d'assises ; personnalisation de l'exécution des peines (p. 5056) nécessité de changer de langage ; démagogie ; insécurité (p. 5057) ; **son rappel au règlement** : problème d'expression au sein du Gouvernement (p. 5065) ; taux de répression en France par rapport aux autres pays ; politique de « recrispation » (p. 5066).

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* application des nouveaux statuts généraux ; exercice du droit syndical : statut de la fonction publique territoriale ; troisième voie d'accès à l'ENA ; titularisation ; rémunération des fonctionnaires ; absence de discussions salariales avec les syndicats ; « clause de sauvegarde » [25 octobre 1984] (p. 5205) ; rappel de la question écrite du 24 mars 1980 déposée par M. Laurent Fabius relative à l'indexation des traitements sur l'augmentation du coût de la vie ; rôle de la fonction publique au sein de la nation (p. 5206).

Culture. — *Discussion générale :* réduction des interventions ; évaluation du coût des grands travaux ; réduction des crédits pour le projet de la Villette ; frais de gestion des nouveaux équipements ; crédits des grands établissements publics nationaux [25 octobre 1984] (p. 5229) ; augmentation des crédits d'achat d'œuvres d'arts plastiques ; centre national des arts plastiques ; encouragement au mécénat des entreprises ou des particuliers ; réduction des crédits destinés à être décentralisés ; enseignement de la musique ; déroulement des concours d'architectes (p. 5230) ; financement par la ville de Paris du festival international de la danse, du festival d'automne et de la biennale ; rôle du théâtre musical de Paris ; Palais des sports de Bercy (p. 5232-5233).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : respect de l'enveloppe octroyée au centre Pompidou ; dixième anniversaire de ce centre (p. 5242) ; crédits consacrés au patrimoine ; p. 5243) ; **Etat C — Titre VI** : reconstruction du conservatoire de la rue de Madrid ; coût de l'opéra de la Bastille ; effort des collectivités locales et notamment de la ville de Paris en matière culturelle (p. 5247).

Techniques de la communication. — *Discussion générale : questions :* contenu de l'accord entre le Gouvernement français et la compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.) ; absence de financement publicitaire pour les chaînes françaises [7 novembre 1984] (p. 5662) ; rôle de la haute autorité de l'audiovisuel dans la nomination des présidents de chaîne (p. 5663).

Son rappel au règlement : refus du président de séance de lui donner la parole ; départ de M. Georges Fillioud au milieu de la discussion sur le budget des Techniques de la communication et de la radio-télévision ; nécessité de reporter cette discussion [7 novembre 1984] (p. 5660).

Son rappel au règlement : tenue de séances du comité directeur du parti socialiste dans l'hémicycle du Palais-Bourbon ; procédure des questions au Gouvernement ; retransmission télévisée des débats ; différence entre la représentation des partis politiques et la représentation nationale [14 novembre 1984] (p. 6021) ; « paranoïa électronique » du Premier ministre : « dès qu'il voit une caméra, il parle » (p. 6022).

TOURNE (André)

Député des Pyrénées-Orientales
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J.O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des retraités et des veuves** : manifestation de ces catégories en vue d'une amélioration de leur pouvoir d'achat [16 mai 1984] (p. 2387-2388) ;

— **Situation de la viticulture française** : prix à la production ; mécontentement et inquiétude des viticulteurs ; prix communautaires ; nécessité de mesures d'assainissement [13 juin 1984] (p. 3298) ;

— **Droit au titre de « victime de la déportation du travail »** : problème des « malgré nous » ; loi de 1951 ; dépôt d'une proposition de loi pour modifier ce texte en faveur des victimes de la déportation du travail [10 octobre 1984] (p. 4617) ;

orales sans débat :

— **n° 698,** posée le 9 octobre 1984 : **jouets et articles de sports (entreprises : Pyrénées-Orientales)** (p. 4598) ; appelée le 12 octobre 1984 : **usine des Poupées Bella :** dépôt du bilan de la seule grande entreprise de fabrication de poupées et reprise de Bella par une société allemande en 1970 (p. 4668) ; opération de reprise par la société Berchet ; chômage dans le département des Pyrénées-Orientales ; coût de l'éventuel licenciement de 315 employés ; possibilité de complément de production ; dégradation sociale dans le département des Pyrénées-Orientales (p. 4669) ;

— **n° 726,** posée le 27 novembre 1984 : **boissons et alcools (vins et viticulture)** (p. 6411) ; appelée le 30 novembre 1984 : **marché du vin :** situation des vins de consommation courante et des vins doux naturels ; nécessité d'une protection de ces derniers (p. 6528) ; ses regrets de l'absence de M. Michel Rocard ; revalorisation des vins de consommation courante ; maintien du statut des vins doux naturels (p. 6529).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au crédit maritime mutuel (n° 2097).

Première lecture, discussion générale : problème de la flotte commerciale [6 juin 1984] (p. 3017) ; multiplication des navires battant pavillon de complaisance ; exemple de l'**Amoco Cadiz ;** menace contre la pêche artisanale ; naissance de l'« Europe bleue » ; accord de janvier 1983 sur la zone des six milles ; problème des quotas ; bateaux battant pavillon de complaisance ; cas de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Allemagne fédérale et du Portugal ; accord-cadre entre la Communauté européenne et l'Espagne sur la pêche ; son opposition à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne ; amélioration des conditions de vie et de travail des marins pêcheurs en matière de sécurité, de formation et de protection sociale (p. 3018).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : son amour de la montagne ; dépenses engagées pour lutter contre les incendies ; thermalisme permettant de garantir 200 000 emplois ; célibat en montagne ; climatothérapie ; lutte contre l'asthme et l'allergie ; cas de la ville de Font-Romeu [7 juin 1984] (p. 3063) ; équipe de France de foot-ball ayant battu l'Ecosse (p. 3064).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 206 à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du mot « immédiatement ») : retiré (p. 3092) ; **article 4 :** son amendement n° 208 (substituant au mot « précise » le mot « définit ») : retiré (p. 3099) ; **avant l'article 5 :** son amendement n° 209 (mise en œuvre des dispositions relatives au développement économique et social et à la protection de la montagne) : retiré (p. 3101) ; **article 12 :** son amendement n° 216 (substituant dans la première phrase du 2e alinéa du texte proposé pour l'article 40-1 du code rural au mot « acquérir » le mot « reprendre ») : retiré [8 juin 1984] (p. 3141) ; **article 16 :** son amendement n° 220 (conditions de concession du pâturage des bovins, ovins, équidés, porcins et caprins) (p. 3150) ; protection de la forêt ; utilité de la chèvre pour débroussailler certaines forêts ; retiré (p. 3151) ; son amendement n° 221 (priorité à la concession amiable des pâturages) (p. 3152) ; rejeté (p. 3153) ; **article 28 :** son sous-amendement n° 225 à l'amendement n° 95 de la commission (insérant dans le 3e alinéa de cet amendement après les mots « de l'enseigement » les mots « et de la nature des activités agricoles, la servitude peut ne pas s'appliquer totalement ») ; nécessité d'ajouter aux bâtiments d'habitation les bâtiments à usage professionnel ; retiré ; son amendement n° 222 : devenu sans objet (p. 3164) ; **article 35 :** *article L. 151-3 du code des communes :* son amendement n° 228 (qualités requises pour être électeur) (p. 3177) ; rejeté (p. 3178) ; **avant l'article 37 :** son amendement n° 230 (élaboration ou révision du P.O.S.) : retiré (p. 3190) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 236 (instituant un prélèvement sur les plus-values) : rejeté (p. 3219).

Deuxième lecture, discussion générale : rappel de l'attitude des communistes sur le problème de la montagne ; mise en valeur du thermalisme et de la climatothérapie [27 novembre 1984] (p. 6339) ; problème du ramassage du lait dans la vallée de l'Arboust ; historique de l'exode rural ; notion de pluriactivité ; problème du contrat de Plan interrégional concernant les Pyrénées ; avenir de la montagne (p. 6340).

Discussion des articles : **article 36 :** — *article L. 162-1 du code des communes :* son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 76 de la commission (substituant au mot « est » les mots « peut être ») : rejeté (p. 6395).

Explications de vote : rôle des députés communistes dans l'amélioration du projet de loi ; importance de l'application de ce projet de loi ; vieillissement de la population montagnarde ; maintien des écoles ; titularisation des facteurs ; protection médicale en zone de montagne ; problème de la condition féminine dans ces régions ; nécessité de protéger la pluriactivité [28 novembre 1984] (p. 6430-6431).

— Projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole (n° 2221).

Première lecture, discussion générale : son travail au sein de la commission des boissons en 1947 et 1949 ; lois d'Arago ; vins doux naturels [10 octobre 1984] (p. 4624) ; création de la catégorie des vins de liqueur en 1970 ; problème posé par l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; souhaite que l'Espagne n'entre pas dans celui-ci ; création de l'I.N.A.O. ; nécessité de respecter, au niveau communautaire, la notion de tradition et d'usage pour ne pas assimiler les vins doux naturels et des produits différents fabriqués en Espagne (p. 4625).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* critique de ce budget par les associations d'anciens combattants ; suppressions d'emplois [24 octobre 1984] (p. 5115) ; rapport constant ; séquelles des résistants ; Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; retraite mutualiste ; quarantième anniversaire de la Libération (p. 5116).

Examen des crédits : **état B, Titres III et IV :** son vote contre les Titres III et IV (p. 5142).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428).

Première lecture, discussion générale : problèmes posés par la suppression de pensions d'invalidité servies aux victimes d'accidents du travail [3 décembre 1984] (p. 6547) ; sévérité des médecins experts pour la sécurité sociale ; sa description de la procédure du rachat obligatoire ou volontaire ; modalités de fixation des taux (p. 6548).

Discussion des articles : **article 12 :** son amendement n° 99 (insérant après les mots « entreront en vigueur » les mots « au plus tard ») ; élection des représentants des salariés au Conseil d'administration de l'agence pour la qualité de l'air ; rejeté (p. 6560) ; **article 19 :** son approbation de ces dispositions (p. 6561) ; **après l'article 23 :** son amendement n° 100 (absence de rupture du contrat de travail en cas d'incorporation au service national actif) (p. 6562) ; absence des députés de l'opposition ; possibilité de garantir à la fin du service militaire l'emploi quitté par les jeunes soldats ; rejeté (p. 6563) ; **article 24 :** changement d'appellation de la commission de première instance de la sécurité sociale ; inopportunité de la possibilité pour les magistrats honoraires de présider le tribunal des affaires de sécurité sociale (p. 6568) ; **article 35 :** son amendement n° 104 (de suppression) ; inutilité de la substitution du capital aux rentes annuelles payées trimestriellement (p. 6571) ; problème de la douleur découlant des handicaps ; cas des pays de la C.E.E. ; situation d'un mutilé de quatre phalanges : rejeté (p. 6572) ; **article 38 :** son amendement n° 106 (de suppression) : rejeté (p. 6574) ; **article 40 :** son amendement n° 108 (de suppression) : rejeté ; **article 41 :** autorisation d'inscrire sur un registre les accidents du travail (p. 6575) ; difficultés d'exercer les contrôles (p. 6576) ; **article 42 :** son amendement n° 111 (de suppression) : rejeté (p. 6577) ; **article 46 :** son amendement n° 113 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « sans interruption » les mots « soit des régimes de salariés ») : adopté (p. 6580) ; **article 48 :** son amendement n° 115 (supprimant dans la première phrase du texte de l'article L. 122-26-1 du code du travail les mots « du fait de son accouchement ») ; caractère limitatif du versement au père d'indemnités journalières en cas de décès de la mère ; extension de cette mesure aux pères ayant perdu leur épouse pendant la maternité ; retiré (p. 6581) ; **après l'article 61 :** son amendement n° 119 (déplafonnant les cotisations des employeurs pour les risques accidents du travail) : rejeté (p. 6588).

TOUTAIN (Ghislaine)

Député de Paris
(10e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (Premier ministre : droits de la femme) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre du Conseil d'administration du carrefour international de la communication [*J.O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), Tome IX : **Premier ministre : droits de la femme (n° 2366)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Article d'un bulletin R.P.R. de Loir-et-Cher :** article dans le journal « Le Renouveau » réservant l'avortement aux cas sociaux et visant à réduire les naissances dans les milieux pauvres ; caractère scandaleux de cette analyse rappelant les théories nazies [25 avril 1984] (p. 1914) ;

— **Interruption volontaire de grossesse :** déclarations de M. Jacques Chirac relatives à l'avortement [7 novembre 1984] (p. 5655) ;

orales sans débat :

— n° **755,** posée le 11 décembre 1984 : **politique extérieure (U.R.S.S.)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 ; **Citoyens soviétiques d'origine juive :** Rappel de leur situation de 1969 à 1980 ; réduction du nombre de visas d'émigration accordés à ces citoyens (p. 6945) ; nécessité de respecter les accords internationaux ; droits de l'Homme ; problèmes posés par les restrictions subies par ces citoyens dans l'exercice de leur culte et la possibilité de parler leur langue (p. 6946) ;

— n° **757,** posée le 11 décembre 1984 par M. Bernard Lefranc : **impôts locaux (taxe professionnelle)** (p. 6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : **taxe professionnelle** : caractère pénalisant pour les entreprises de cette taxe ; nature des mesures prises pour endiguer les dérapages constatés par les élus locaux (p. 6945).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion générale : rôle des journalistes dans la vie d'un quotidien ; notion d'équipe rédactionnelle ; journal *l'Aurore* [24 janvier 1984] (p. 16) ; souhaite que l'équipe rédactionnelle présente un caractère permanent ; composition de cette équipe ; nombre minimum de ses membres ; droits de cette équipe ; transparence financière ; possibilité de saisir la commission pour la transparence ; statut professionnel des journalistes ; importance de la presse écrite ; démocratie (p. 17).

— Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).

Première lecture, discussion générale : rappel de la législation existante ; difficultés financières du parent gardien des enfants ; organisation par le créancier de son insolvabilité et impunité de cette attitude liée au comportement des femmes [2 octobre 1984] (p. 4447) ; différence de traitement entre les hommes et les femmes abandonnant leurs enfants ; action de médiation des caisses d'allocations familiales ; attitude des femmes face à l'engagement d'actions contre les mauvais payeurs ; allocation d'orphelin ; allocation de soutien familial ; problème des personnes dont la pension alimentaire mensuelle est inférieure au montant de l'allocation de soutien familial (p. 4448).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale,* Rapporteur pour avis : activité professionnelle des femmes ; chômage ; égalité des droits ; formation professionnelle ; diversification des formations initiales ; programme d'insertion sociale et économique ; information des femmes ; contraception ; application de la législation sur l'interruption volontaire de grossesse [26 octobre 1984] (p. 5252-5253) ; action du ministère dans le domaine culturel ; autonomie juridique des femmes ; nouvelles formes de famille ; réforme du nom patronymique ; situation des femmes victimes de violences et des femmes immigrées ; moyens et structures du ministère ; personnel des délégations régionales ; rôle des régions en matière de formation professionnelle (p. 5254) ; bilan de l'application de la loi sur l'égalité professionnelle (p. 5255).

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429).

Première lecture, discussion générale : meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale ; modèle familial dominant après la Libération et modification de ce modèle ; insertion des femmes dans la vie professionnelle ; chute du taux de fécondité depuis 1964 [4 décembre 1984] (p. 6644) ; allocation au jeune enfant ; critiques formulées à l'encontre de l'allocation parentale d'éducation ; lien entre les femmes et le marché du travail ; conciliation entre vie professionnnelle et vie familiale ; politique nataliste passant plutôt par le maintien au travail des femmes qui ont choisi de travailler ; politique nécessitant le réaménagement de la réduction du temps de travail ; politique passant par la fin de l'opposition entre mère au foyer et femme au travail ; justice fiscale ; problème démographique de la France ; taux de fécondité de 1,8 enfant par femme ; volonté des femmes de travailler (p. 6645).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Annulation de certains crédits budgétaires pour les affecter au soutien de la construction navale et au maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; mépris de la représentation nationale [11 avril 1984] (p. 1457) ;

— Brochure « j'aime et je m'informe » et livres cités dans la bibliographie : réalisation de cette plaquette en collaboration avec une fédération nationale des écoles et des éducateurs ; ouvrages « l'amour, c'est pas triste » et « le bon sexe illustré » ; attitude scandalisée des parents [9 mai 1984] (p. 2145) ;

— Contrôles d'identité et perquisitions fiscales : arrêt de la Cour de cassation du 4 octobre dernier réduisant à néant les contrôles d'identité dans les lieux publics ; sécurité, délinquance et criminalité : article 72 du projet de loi de finances pour 1985 ; perquisitions fiscales au domicile des Français ; absence d'un dépôt de plainte ; présomption de fraude fiscale ; moyens de l'administration fiscale [10 octobre 1984] (p. 4610).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** définition juridique du parti politique comme une association ; loi de 1901 ; liberté d'expression des partis ; presse du parti communiste ; partis politiques ; hypocrisie du texte [27 janvier 1984] (p. 216) ; groupe Hersant et groupe de *l'Humanité* (p. 219) ; groupements de fait ; associations pour l'enseignement libre (p. 220) ; associations et groupements (p. 221) ; groupements de fait ; partis politiques ; caractère « liberticide » de ce texte ; pouvoirs d'investigation de la commission (p. 223) ; volonté du Gouvernement de museler la presse (p. 224) ; exclusion des partis politiques ; publications du R.P.R. (p. 230) ; responsabilité de l'Etat ; groupe Hersant ; organismes d'Etat (p. 231) ; problème de la constitution d'un groupement par une famille ; association simple ; liberté d'association (p. 234) ; entreprise en location-gérance ; problème de l'exploitation de cette entreprise (p. 236) ; sociétés de radio et de télévision (p. 237) ; publications dont le tirage excède 15 p. 100 de la diffusion totale (p. 240-241) ; définition de la concentration ; référence au code du travail ; propositions de règlement de la C.E.E. sur le contrôle des concentrations ; commission des opérations de bourse (p. 242) ; possibilité de constituer une commission spéciale sur ce texte (p. 244) ; réglementation des cessions de blocs de contrôle (p. 245) ; nécessité de clarifier le texte ; orientations du journal et influence déterminante (p. 249), gestion ; ouvriers du syndicat du livre (p. 250) ; problèmes de l'impression (p. 251) ; presse écrite et audiovisuelle (p. 252) ; transparence et pluralité de la presse ; texte visant le groupe de M. Robert Hersant (p. 256) ; rôle du Conseil constitutionnel ; liberté démocratique (p. 257) ; **article 3 :** groupe Hersant ; loi des suspects ; cas des partis politiques [30 janvier 1984] (p. 290) ; caractère non conforme à la réalité, du fait de prêter son nom

à une « personne » (p. 293) ; danger de l'interdiction faite aux membres d'une même famille d'agir en qualité de prête-nom (p. 296-297) ; **article 4** : absence de signification du seuil de 20 p. 100 ; dissuasion des prises de participation dans des sociétés de presse (p. 306) ; non respect de la liberté : découragement des cessions et alourdissement de la gestion des entreprises en raison de la mise au nominatif des actions (p. 307) ; **son rappel au règlement** : critique les propos du secrétaire d'Etat parlant de la « droite » (p. 310) ; syndicat du livre ; son souhait de mettre au nominatif les certificats d'investissement et les titres participatifs (p. 311) ; système inquisitorial ; problème posé par la notion de détention indirecte ; refus de prendre en compte les titres participatifs et les autres systèmes d'actionnariat (p. 314) ; notion de contrôle (p. 315) ; minorité de blocage (p. 316) ; absurdité de la transparence remontante (p. 317) ; **article 9** : problème de l'avenir des publications étrangères installées en France ; cas des éditions en langue française destinées à des étrangers résidant en France ; absence dans les pays libéraux de lois équivalentes à celles actuellement en discussion ; violation des dispositions communautaires ; refus de la réciprocité [1er février 1984] (p. 427) ; **article 10** : diffusion du nom des propriétaires et des participants à une entreprise de presse ; publications relevant d'étrangers résidant en France ; seuil de 15 p. 100 de diffusion nationale représentant 305 000 exemplaires ; interdiction de vente d'un quotidien ; groupe Hersant représentant 38,8 p. 100 de la diffusion nationale [3 février 1984] (p. 521) ; édition de la presse nationale ; seuil de 15 p. 100 de la diffusion nationale (p. 523) ; problème de la conformité de cet article avec la Constitution ; atteinte aux droits des citoyens ; loi de 1977 sur les concentrations économiques (p. 527) ; cas d'une société anonyme détentrice de parts de société (p. 530) ; pouvoirs exorbitants de la commission pour la transparence ; absence de clarté dans la notion de contrôle (p. 534) ; problème posé par la fixation d'un seuil et niveau de ce seuil (p. 536) ; choix du seuil de 15 p. 100 ; problème de la prise en considération de données statistiques ; conséquences économiques de ce plafond (p. 541) ; définition du contrôle ; syndicat du livre ; monopole de l'embauche ; notion de prise de contrôle (p. 542) ; choix de la période de référence (p. 543) ; limitation des concentrations ; cas de *l'Aurore* (p. 546) ; publications considérées comme nationales ; arbitraire dans la détermination des publications nationales ; imprécision du texte [4 février 1984] (p. 551) ; définition du seuil de diffusion des journaux régionaux ; problème de la diffusion dans trois zones principales ; éditions régionales diffusées en dehors de trois régions (p. 559) ; **article 16** : procédure d'inquisition ; « personnalités qualifiées » ; critère de la publication nationale [8 février 1984] (p. 776) ; loi sur les monopoles ; son inquiétude à l'égard du système de nomination ; caractère choquant de la possibilité de désigner des personnes proches du pouvoir (p. 778) ; possibilité pour la commission d'examiner des « affaires » non soumises au secret (p. 779) ; **article 17** : cas de *l'Aurore ;* impossibilité pour les lecteurs de saisir la commission (p. 782) ; commission d'inquisition ; atteinte à la liberté (p. 783) ; critique du droit de saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme accordé au Premier ministre ou à un ministre délégué (p. 789) ; son opposition à la saisine de la commission pour la transparence par les commissions permanentes des assemblées parlementaires ; délégation de pouvoir du Premier ministre au secrétaire d'Etat chargé de la communication ; octroi d'un pouvoir supplémentaire au pouvoir politique pour poursuivre la presse (p. 791) ; syndicat du livre (p. 792) ; sa distinction entre l'opposition et la droite réactionnaire (p. 793) ; octroi du droit de saisine au lecteur ; auto-saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme ; absence de garantie lors de la désignation des membres de la commission (p. 795) ; possibilité pour la commission des droits de l'Homme de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 796) ; loi d'inquisition (p. 797) ; dépendance de la commission du pouvoir politique (p. 798) ; **article 18** : agression contre un groupe de presse ; régime répressif ; dissolution administrative et dissolution judiciaire (p. 804) ; inconstitutionnalité de cet article (p. 805) ; **article 20** : annulation par le Conseil constitutionnel d'une disposition permettant des enquêtes à domicile de nuit en dehors de tout contrôle judiciaire ; pouvoir exorbitant de la commission pour la transparence [10 février 1984] (p. 908) ; ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix ; problème du contrôle de la procédure de la commission (p. 909) ; **son rappel au règlement** : indique que M. Georges Fillioud l'a traité de « réactionnaire » ; volonté de l'opposition de travailler paisiblement ; écarts de langage de divers députés de la majorité ; souhaite la suppression des dispositions répressives faisant référence aux ordonnances de 1945 ; problème du contrôle judiciaire sur les procédures menées par la commission (p. 913) ; souhaite que l'autorité judiciaire soit saisie en cas de défaut d'exécution des mesures édictées par la commission ; conditions d'examen du texte (p. 914) ; **article 21** : dispositif d'inquisition et d'agression prévu par cet article ; partis politiques ; décision du Conseil constitutionnel relative à l'article 89 de la loi de finances pour 1984 (p. 919) ; procédure non contradictoire (p. 920) ; rappelle la protection applicable aux assassins, aux voleurs et aux trafiquants chez qui on ne peut perquisitionner qu'entre le lever et le coucher du soleil ; possibilité de perquisitionner dans des entreprises de presse en dehors de cette période ; cas où des représentants de la commission peuvent se présenter devant l'entreprise à 6 heures ; pouvoirs de cette commission (p. 921) ; **article 22** : problème du caractère suspensif du recours devant le Conseil d'Etat ; procédure non contradictoire ; possibilité d'un recours devant le Conseil d'Etat (p. 944) ; motivation et publication des avis et propositions de la commission (p. 946) ; pouvoirs de la commission (p. 947) ; attitude de l'opposition ; défense des libertés et de l'emploi ; examen du recours devant le Conseil d'Etat (p. 948-949) ; **article 23** : loi de 1977 sur les monopoles ; cas où le juge d'instruction demande des renseignements à la commission ; incohérence des dispositions de cet article (p. 951) ; cas où des poursuites judiciaires sont intentées (p. 952) ; nécessité de préserver le secret de l'instruction (p. 953) ; **article 24** : pouvoirs de la commission ; extension du champ d'investigation de celle-ci à toutes les publications ; problème de la légitimité de cette commission (p. 954, 955) ; indique que le rapport de la commission sera toujours identique ; analyse de la propriété et du contrôle des entreprises (p. 956) ; **article 25** : indique que la peine est moins forte pour un délinquant primaire que pour un prête-nom ; augmentation du nombre des crimes et délits ; groupe de presse dirigé par M. Robert Hersant ; absence de définition précise d'une infraction [11 février 1984] (p. 974) ; prête-nom ; invention de délits non intentionnels (p. 975) ; problème des prête-noms ; éléments constitutifs d'une infraction (p. 978) ; délits économiques ; sanctions exorbitantes ; refus du Gouvernement de présumer la bonne foi ; poursuite de personnes n'ayant commis aucun délit ; sanctions économiques (p. 979) ; souhaite que les peines prévues par cet article ne soient pas cumulatives ; peines applicables aux personnes ; opérations de prête-nom réalisées pour un groupe ou une personne morale (p. 981) ; situation d'une personne de bonne foi ; personne ayant donné mandat à une autre personne dans le passé (p 982) ; **article 26** : cas de non respect de l'obligation de mise au nominatif des actions au porteur ; dissuasion des capitaux privés de s'investir dans des entreprises de presse ; acheteurs institutionnels tels que l'agence Havas ou des organismes d'Etat (p. 983) ; presse d'opposition ; condamnation pécuniaire ; actions mises au nominatif (p. 984) ; dirigeants de droit des sociétés ; prête-nom ; dirigeants de fait ; actes de gestion ; actions nominatives ; fonctions réelles de direction (p. 985) ; distinction entre des personnes ayant la volonté de frauder et des personnes de bonne foi ; loi d'exception édictant des sanctions très graves (p. 986).

Troisième lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : pluralité et transparence des entreprises de presse [7 septembre 1984] (p. 4366) ; ordonnance de 1944 (p. 4367) ; abrogation de cette ordonnance ; groupes de presse (p. 4369) ; répartition de la publicité des pouvoirs publics ; abus de position dominante dans le secteur de la presse ; monopole de fabrication du téléphone (p. 4371) ; **article 1er** : contrôle par l'Etat des chaînes de télévision ; rôle des partis politiques ; publications d'information politique et générale (p. 4372) ; imprécision de la définition de celle-ci ; notion de publication spécialisée (p. 4373) ; cas des publications d'informations sportives, religieuses, philosophiques et confessionnelles (p. 4374) ; publications exclusivement sportives ou religieuses ; application de la loi ; chaînes de radiodiffusion et de télévision (p. 4375) ; cas du journal *l'Equipe ;* publications religieuses ; publications sportives (p. 4376) ; utilisation de « fonds secrets » au profit de certaines publications ; parution d'une nouvelle publication (p. 4377) ; **article 2** : indique qu'il est favorable au texte du Sénat (p. 4383) ; liberté de la presse ; ordonnance de 1944 ; retard dans l'application de cette loi jusqu'en 1986 ; limitation à une certaine proportion du marché de la part d'un quotidien (p. 4384) ; ressources publicitaires ; définition de la concentration (p. 4385) ; loi de 1977 (p. 4386).

Son fait personnel : rappelle qu'il a fait l'objet d'une campagne de calomnies ; déclare qu'il a produit au président de l'Assemblée nationale des documents démontrant qu'il n'avait jamais transféré d'argent en Suisse ; demande à M. Ducoloné de retirer ses propos [1er février 1984] (p. 422).

— Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398).

Troisième lecture, Discussion générale : dispositif d'alerte ; accroissement des charges des entreprises ; obligation pour les entreprises de soumettre au commissaire aux comptes des plans prévisionnels ; accords amiables ; vote hostile du groupe R.P.R. sur ce texte [3 février 1984] (p. 488) ; différence de conception des relations au sein de l'entreprise (p. 489).

Discussion des articles : **article 19** : action des comités d'entreprise ; lutte des classes (p. 495).

Explications de vote : précipitation de la chute des entreprises ; augmentation du nombre des faillites ; note la référence du garde des Sceaux à la notion de lutte des classes (p. 505) ; son opposition à l'immixtion du syndicalisme politique dans la gestion des entreprises (p. 506) ; estime qu'il n'est pas souhaitable de reprendre immédiatement le débat sur la presse (p. 506).

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : nécessité d'aider à la survie des entreprises viables ; sauvetage de l'entreprise ; notion de masse salariale ; projet de loi portant atteinte aux créanciers ; lutte contre l'inflation ; dépôts de bilan provoqués par l'impossibilité pratique de réduire les effectifs ; « incidents » de paiement [5 avril 1984] (p. 1194-1195) ; problème de la récupération de la T.V.A. sur les achats et de l'encaissement tardif du crédit ; clauses de réserve de propriété : banques nationalisées ; coopérative ouvrière ayant repris les activités de la Manufacture d'armes et de cycles de Saint-Etienne ; notion de cessation de paiement ; différence existant entre la cessation « notoire » et la cessation « potentielle » : distingue divers cas : cas où les frais financiers sont excessifs, cas d'un simple incident de paiement ; impossibilité pour le groupe R.P.R. de voter ce texte (p. 1196) ; indique que les magistrats du syndicat de la magistrature « sont au-dessus de tout soupçon » (p. 1200).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : sauvegarde de l'emploi ; terme « entreprise » ; **article 2** : expression « cessation de paiements » ; cas où une entreprise est dans l'impossibilité d'honorer ses engagements ; définition matérielle de la notion d'employé [6 avril 1984] (p. 1227) ; inscription au registre des métiers ; personne morale ; défaillance des clients ; possibilité de recourir au règlement judiciaire (p. 1228) ; définition de la cessation de paiement ; cas où une entreprise n'a pas accepté une traite ; son amendement n° 240 (rédactionnel) : adopté (p. 1229) ; seuils sociaux ; comité d'entreprise ; création d'un repoussoir pour les entreprises envisageant de recruter plus de 50 salariés (p. 1230) ; **article 3** : délai de mise en œuvre de la procédure de règlement judiciaire (p. 1231) ; **article 4** : obligation de communiquer ; souhaite maintenir le caractère d'urgence de la communication (p. 1232) ; créanciers représentant le Trésor public ; préservation des créanciers chirographaires (p. 1233) ; **article 7** : rôle du tribunal de grande instance ; Chambre économique (p. 1236) ; **article 8** : rapidité d'exécution des procédures ; échec du règlement amiable ; cas de cessation des paiements (p. 1238) ; **article 8** : son amendement n° 255 (suppression de la seconde phrase du second alinéa de cet article) ; cas d'échec du règlement amiable ; période d'observation dans les grandes entreprises (p. 1239) ; rejeté (p. 1240) ; rôle du tribunal ; situation de la société S.K.F. France ; cas où aucune solution ne peut être trouvée ; entreprises moyennes (p. 1241) ; **article 9** : son amendement n° 259 (rédactionnel) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 262 (substituant la référence au mandataire de justice par celle du syndic au début de cet article) ; possibilité qu'un mandataire des créanciers soit présent pendant la procédure prévue par cet article (p. 1244) ; retiré ; rôle des organisations syndicales ; possibilité de désignation commune d'un représentant des salariés (p. 1245) ; **article 23** : son amendement n° 277 (possibilité pour le tribunal de prononcer l'incessibilité des actions par décision motivée) : rejeté (p. 1260) ; **article 41** : recours à la location-gérance ; caractère anormal de la mise en observation d'une entreprise en location-gérance [9 avril 1984] (p. 1276) ; problème de la définition de l'entreprise de taille nationale ; appréciation des juges consulaires (p. 1277) ; son amendement n° 297 (octroi de l'autorisation de la location-gérance dans les mêmes conditions que celles prévues par les articles 96 à 100) ; hostilité du Gouvernement à la location-gérance ; critique la limitation du recours à ce type de contrat (p. 1278) ; définition des entreprises « d'intérêt national » ; rejeté (p. 1279) ; qualifie de « fausse location-gérance » la location-gérance temporaire (p. 1280) ; possibilité de considérer qu'une location-gérance provisoire fait partie de la médication curative appliquée aux problèmes de l'entreprise ; question du terme de la location-gérance ; absence de dispositions relatives à la location-gérance partielle (p. 1281) ; **article 44** : disparition d'un grand nombre d'entreprises faute d'avoir pu licencier dans un délai suffisamment bref ; caractère « urgent et inévitable » des licenciements ; utilisation de la période d'observation pour préserver l'emploi (p. 1284) ; refus d'accorder le pouvoir de procéder à des licenciements aux personnes désignées pour gérer la crise (p. 1287) ; **article 47** : notion de lutte des classes ; impossibilité pour les créanciers nantis d'exercer leurs droits (p. 1289) ; risque d'anéantir rétroactivement les contrats civils de prêts définissant les droits et obligations des parties ; problème du délai nécessaire pour reconnaître la validité d'une créance ; problème des cautions (p. 1290) ; **article 48** : cas des sûretés données par l'entreprise à des créanciers sous forme d'hypothèque (p. 1291) ; **article 54** : établissement des créances en francs français (p. 1294) ; **article 55** : limitation de la prise en compte des intérêts des créances assorties d'un privilège, d'une hypothèque ou d'un nantissement (p. 1295) ; **article 56** : devenir des créanciers à long terme ; cas des contrats de leasing (p. 1296) ; **article 57** : cas d'un prêt assorti d'une hypothèque ; possibilité de mettre sur un même plan les créanciers de toute nature ; pénalisation des petits commerçants (p. 1297) ; **article 61** : détermination des termes d'une option d'achat ; imprécision du terme acquérir (p. 1299) ; **article 67** : mission de l'administrateur ; rôle du représentant des créanciers (p. 1307) ; **article 69** : nécessité de préciser que le tribunal décide une modification substantielle du plan à la demande du chef d'entreprise ou du cessionnaire ; critique la rigidité du montant du prix fixé dans le jugement initial (p. 1309) ; **article 70** : possibilité pour le tribunal de demander un complément d'information (p. 1310) ; **article 71** : contradiction dans la rédaction de cet article (p. 1311) ; **article 73** : droit de propriété : absence de dispositions protégeant les actionnaires (p. 1312) ; son amendement n° 330 (référence à l'augmentation du capital jugée non suffisante) : rejeté ; atteinte au droit de propriété (p. 1313) ; nécessité d'accorder une préférence au promoteur du plan ; impossibilité pour les actionnaires de vendre leurs actions (p. 1314) ; **article 75** : inutilité des créances assorties de sûretés ; caractère immoral du retrait des garanties hypothécaires accordées aux prêteurs (p. 1316) ; remise en cause du privilège de la créance ; situation des prêteurs hypothécaires (p. 1317) ; **article 78** : incompétence du créancier pour apprécier le délai qu'il entend accorder à son débiteur en cas de réduction de sa créance (p. 1318) ; **article 77** : critique le régime particulier applicable aux petites créances (p. 1319) ; **article 79** : menaces pesant sur le crédit hypothécaire (p. 1320) ; **article 87** : objectif de maintien de l'activité de l'entreprise et de sauvegarde de l'emploi (p. 1323) ; **article 89** : détermination du responsable de la gestion de l'entreprise (p. 1325) ; **article 95** : impossibilité pour le créancier hypothécaire de bénéficier de la possibilité de faire vendre le bien gage de son prêt ; notion de quote-part du prix (p. 1327) ; **article 96** : volonté de ne pas maintenir en vie des entreprises non compétitives (p. 1328) ; **article 97** : possibilité d'envisager une procédure de règlement judiciaire en cas d'échec de la location gérance ; **article 100** : caractère contradictoire avec l'esprit du projet de la prévision de règlement judiciaire du locataire gérant (p. 1329) ; **article 105** : recours formé par le créancier [10 avril 1984] (p. 1339) ; **article 109** : nullité de plein droit ; différence existant entre la nullité et l'inopposabilité (p. 1341) ; notion d'acte à titre gratuit ; date de cessation des paiements (p. 1342) ; **article 123** : clause de réserve de propriété : créances du vendeur des marchandises ; récupération de celles-ci (p.1345) ; **article 125** : créances super-privilégiées des salariés (p. 1346) ; salariés ; intervention de l'A.G.S. (p. 1347) ; **article 130** : fonds dont l'administrateur dispose du fait de sa qualité : paiement des dettes salariales n'excluant pas la mise en cause des A.G.S. (p. 1349) ; **article 133** : amendements du groupe communiste tendant à réintégrer le comité d'entreprise parmi les créanciers priviligiés ; refus de la participation du représentant qualifié des salariés pour l'élaboration des créances (p. 1351) ; **article 137** : procédure des 136 premiers articles du texte ne concernant que 5 p. 100 des entreprises françaises ; procédure « étonnamment simple » pour les autres entreprises ; période d'observation (p. 1363) ; **article 140** : responsabilité du chef d'entreprise pour les actes de gestion pendant la période d'enquête ; protection des créanciers ; possibilité de condamner

prématurément certaines entreprises à cause des délais de la procédure ; caractère limité du délai de quinze jours ; règlement judiciaire ; garanties offertes aux créanciers (p. 1355) ; **article 141** : modulation de l'intervention de l'administrateur (p. 1356) ; **article 147** : plan de cession pouvant inclure une location-gérance ; rôle des magistrats (p. 1362) ; **article 148** : problème de la responsabilité de l'aggravation du passif en l'absence de syndic ou d'administrateur ; actes de gestion après le dépôt de bilan ; **article 149** : possibilité de prononcer immédiatement la liquidation des biens (p. 1363) ; dépôts de bilan ; suppression de la profession de syndic ; nécessité de trouver au moins 2 000 administrateurs ou liquidateurs ; problème de la rémunération de ces personnes (p. 1364) ; **après l'article 154** : subrogation des entreprises de sous-traitance dans les droits de l'entrepreneur principal (p. 1366) ; **article 156** : cession d'unités de production ; parents et alliés de dirigeants sociaux ; cas où une entreprise ne trouve pas d'acquéreur ; notion « d'alliés » (p. 1369) ; membres de la famille ; reprise d'une affaire familiale (p. 1370) ; **article 161** : ouverture du règlement judiciaire ; créances en francs français ; contrats exprimés en devises étrangères (p. 1372) ; **article 167** : égalité entre les créanciers ; cas de liquidation des biens ; créanciers chirographaires (p. 1374) ; **article 174** : droits des tiers ; jugements susceptibles d'appel ; jugement statuant sur la poursuite de l'activité ou la location-gérance (p. 1377) ; **après l'article 174** : voies de recours (p. 1378).

— Projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : nécessité de doubler le nombre des syndics exerçant actuellement en cas d'application du texte [11 avril 1984] (p. 1431) ; possibilité de faire appel à des experts comptables (p. 1432).

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : relance ; augmentation du chômage [18 avril 1984] (p. 1709) ; contexte dans lequel est intervenu le plan de mars 1983 ; économie réalisée au détriment des chômeurs grâce au décret du 24 novembre 1982 ; délais de recouvrement de l'impôt ; augmentation des prélèvements de toute nature ; absence de contrôle parlementaire sur les prélèvements sur l'essence (p. 1710) ; cotisations sociales ; emprunt forcé : augmentation du produit intérieur brut en volume ; consommation des ménages ; inflation en France et R.F.A. ; évolution récente du nombre des demandeurs d'emploi ; chômage en France ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1711) ; accroissement de la pression fiscale ; indique que le rapport de la masse globale de l'impôt au produit intérieur brut n'a pas changé de 1980 à 1984 (p. 1715).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1982 (n° 1952).

Première lecture, discussion générale : augmentation des dépenses en octobre 1981 dans l'espoir d'une relance par la consommation ; croissance économique ; instauration de l'impôt sur l'outil de travail et exonération des antiquités ; plafonnement du quotient familial ; blocage des salaires [18 avril 1984] (p. 1722) ; subventions versées à diverses associations ; taux de la T.V.A. ; relance par la demande ; erreurs de politique économique commises en 1981 ; service de la dette ; loi de règlement pour 1982 ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1723).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : prix de l'essence et des produits pétroliers ; politique monétaire américaine ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; déficits budgétaires ; baisse du prix du litre de carburant en raffinerie [24 avril 1984] (p. 1866) ; fonds spécial de grands travaux ; déficit budgétaire ; impôt indirect prélevé sur l'essence ; débudgétisation ; pression fiscale ; prélèvements obligatoires indirects (p. 1867) ; pression fiscale ; prélèvement supplémentaire sur les revenus ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1868).

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : situation de l'économie tabacole nationale ; imprécision de la réforme du statut du personnel ; engagements pris par divers membres du Gouvernement ; personnel de la S.E.I.T.A. ; convention collective [24 avril 1984] (p. 1887) ; droits acquis des salariés de la S.E.I.T.A. ; rappelle son opposition à l'étatisation ; intégralité du capital de la société détenu par l'Etat ; composition du Conseil d'administration ; planteurs et débitants (p. 1888) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1889).

Discussion des articles : **article 2** : composition du Conseil d'administration de la S.E.I.T.A. ; producteurs, salariés et distributeurs (p. 1896) ; **article 5** : personnels ; emplois réservés ; revendications des personnels de la S.E.I.T.A. ; engagements pris par diverses personnalités avant les élections de 1981 (p. 1899) ; son amendement n° 10 (possibilité pour les personnels en fonction lors de la promulgation du texte de rester soumis aux dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959) ; promesses faites par divers leaders socialistes ; vœux des travailleurs de la S.E.I.T.A. (p. 1900) ; rejeté (p. 1901).

Explications de vote : retraités ; emplois réservés ; nationalisation ; vote défavorable du groupe R.P.R. (p. 1902).

Deuxième lecture, discussion générale : texte voté en 1980 ; problème de la détention des parts sociales par l'Etat ; respect des droits acquis du personnel ; propos écrits de M. Laurent Fabius à ce sujet ; engagement ministériel de ne pas toucher au statut du personnel [6 juin 1984] (p. 2965).

Discussion des articles : **article 1er** : indique à M. Guy Lengagne que celui-ci a déclaré que la S.E.I.T.A. ne marchait plus ; loi de 1980 ; substitution entre deux sociétés ; rachat par l'Etat des parts sociales destinées au secteur privé ; possibilité que la société demeure la même en conservant les mêmes délégués du personnel (p. 2968) ; **article 5** : son amendement n° 12 (soumission des personnels aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 7 janvier 1959) ; loi de 1980 ; existence d'un double statut ; engagements écrits de M. Laurent Fabius ; maintien du statut de 1959 ; rejeté (p. 2970) ; **article 7** : participation des actionnaires privés dans la S.E.I.T.A. ; salariés ayant choisi de rester soumis aux dispositions de l'ordonnance de 1959 ; indemnités auxquelles ceux-ci peuvent prétendre de par leur contrat de travail ; sociétés distinctes permettant de ne pas respecter les engagements pris à l'égard des salariés (p. 2971).

Explications de vote : problème de l'avenir des salariés ayant opté pour le statut de 1959 (p. 2971) ; son opposition à une étatisation ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 2972).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 11 (possibilité pour les personnels en fonction de rester soumis aux dispositions du statut de 1959) : rejeté [27 juin 1984] (p. 3762).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : mensonges délibérés ; formule du socialisme moderne ; poids des prélèvements obligatoires en 1985 ; truquages ; montant des recettes de l'Etat ; hausse du téléphone ; budget annexe des P.T.T. ; excédent comptable de 1983-1984 ; difficultés financières des hôpitaux ; manipulation de la gestion des organismes de sécurité sociale ; augmentation des recettes de l'Etat ; réapparition du déficit de la sécurité sociale [17 octobre 1984] (p. 4833) ; relèvement du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ; emprunt de l'Etat au fonds de développement économique et social ; rémunération des dotations en capital aux entreprises publiques ; vente par la caisse nationale des matières premières de son stock stratégique ; niveau et « gestion » de la dette publique ; bons du Trésor ; création des obligations renouvelables du Trésor ; absence de remise en cause des dépenses publiques ; total des charges définitives du budget ; augmentation des déficits ; conséquences des erreurs socialistes ; augmentation comparée du chômage en France, en R.F.A., aux Etats-Unis et au Japon (p. 4834) ; progression du chômage ; dette de l'Etat ; pauvreté ; cas des chômeurs ayant épuisé leurs droits ; rappel des thèmes de la campagne électorale de 1981 ; crise internationale ; nationalisation ; résultat des entreprises publiques en 1980 et actuellement ; stagnation des investissements des entreprises publiques (p. 4835) ; redressement de Rhône-Poulenc ; modernisation de la Chapelle-Darblay ; problème de l'épargne, du bâtiment, de l'agriculture ; démobilisation des Français ; poids des erreurs commises (p. 4836).

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** réduction des impôts ; fiscalité des petits revenus ; indique que la seule réduction qu'il a pu constater concerne une mère célibataire avec un enfant dont l'impôt baissera de 1,26 p. 100 ; son amendement n° 126 (fixant la limite prévue à l'article 154 *ter* du code général des impôts à 4 500 francs et prévoyant la rétrocession par l'Etat au secteur privé du capital des banques nationalisées) ; son amendement n° 127 (fixant la même limite à 4 300 francs avec le même gage) (p. 4877) ; incitation démographique ; quotient familial ; classes moyennes pouvant avoir un troisième ou un quatrième enfant ; aides aux familles ; dénationalisations partielles et ventes d'actions ; capitalisation boursière d'Elf-Erap ; tranches de l'impôt sur le revenu ; amendement n° 126 : rejeté ; amendement n° 127 : devenu sans objet ; son amendement n° 124 (portant à 2 150 francs le plafond prévu à l'article 199 *quater* B du code général des impôts et prévoyant la rétrocession par l'Etat au secteur privé d'une part du capital qu'il détient dans une ou plusieurs banques nationalisées) ; réduction d'impôt pour les adhérents aux centres de gestion ; rejeté ; son amendement n° 125 (fixant cette même somme à 2 060 francs avec le même gage) ; rejeté (p. 4880) ; son amendement n° 122 (augmentant les limites prévues à l'article 199 *quinquiès* A du code général des impôts) ; sommes investies dans un compte d'épargne en actions ; rejeté ; son amendement n° 123 (même objet) ; rejeté ; son amendement n° 128 (augmentant les plafonds visés à l'article 199 *sextiès* du code général des impôts) ; indique que trois de ses amendements n'ont pas été acceptés alors qu'ils lui semblent recevables ; **son rappel au règlement :** indique que deux amendements tendant à limiter les tranches de l'impôt sur le revenu n'ont pas été acceptés par la commission des finances alors qu'ils étaient gagés conformément à l'article 40 de la Constitution ; barème de l'impôt sur le revenu ; montant des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt en ce qui concerne les intérêts d'emprunt et les frais de ravalement (p. 4881) ; retiré ; son amendement n° 129 : retiré ; son amendement n° 130 (modification des sommes prévues à l'article 199 *sextiès* du Code général des impôts) ; économies d'énergie ; rejeté ; son amendement n° 131 (même objet) ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; rejeté : son amendement n° 135 (même objet, avec majoration de 1 080 francs par enfant à charge) ; achat à crédit de fuel ; réduction d'impôt au titre des primes d'assurances vie ; rejeté (p. 4882) ; son amendement n° 136 (même objet, avec majoration de 1 030 francs par personne à charge) ; primes d'assurances vie ; barème de l'impôt sur le patrimoine ; rejeté ; son amendement n° 132 (portant à 10 000 francs la limite prévue au II de l'article 199 *octiès* du code général des impôts) ; fonds salariaux ; rejeté ; son amendement n° 133 (portant à 5 400 francs cette même limite) : rejeté ; son amendement n° 134 (portant cette même limite à 5 150 francs) ; rejeté (p. 4883) ; son amendement n° 138 : devenu sans objet (p. 4885) ; **après l'article 2 :** gérants de S.A.R.L. ; associations d'Alsace et de Moselle [18 octobre 1984] (p. 4890) ; particularisme de la législation applicable aux associations d'Alsace-Lorraine ; dons versés à celles-ci (p. 4892) ; possibilité de donner des directives aux services fiscaux (p. 4893) ; **article 3 :** taxe professionnelle ; se déclare favorable à la suppression de celle-ci ; problème de la différence de fiscalité supportée par les produits exportés et importés (p. 4898) ; **article 4 :** son amendement n° 143 (rendant les augmentations de capital réalisées par incorporation de réserve passibles du droit sur les apports mobiliers) (p. 4916) ; rejeté ; son amendement n° 144 (réduisant le taux prévu à l'article 812 du code général des impôts à 6 p. 100 pour certains actes) ; capital social ; fonds propres ; apport de capitaux en compte-capital par création d'actions nouvelles et distribution gratuite aux actionnaires ; **après l'article 4 :** son amendement n° 148 (fixant à vingt salariés le seuil de l'application de l'article 235 *bis*-1 du code général des impôts) ; seuils fiscaux et sociaux ; seuil se situant actuellement à onze salariés (p. 4917) ; rejeté : son amendement n° 147 (fixant à vingt salariés le seuil de l'article 235 *ter* C du code général des impôts) ; son amendement n° 149 (fixant à vingt salariés le seuil de l'article 235 *ter* EA du code général des impôts) ; cas des petites entreprises de dix salariés ; formation professionnelle ; logement ; effets bénéfiques sur le chômage (p. 4918) ; rejeté (p. 4919) ; **article 8 ;** son amendement n° 154 (supprimant le I de cet article) : (p. 4925) : rejeté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 155 (fixant les conditions d'application du 1° de l'article 125 B) ; accroissement des fonds propres des entreprises ; cas où des associés prêtent de l'argent aux entreprises ; retiré (p. 4926) ; **article 12 :** taxe applicable aux appareils automatiques installés dans les lieux publics ; soumission à la T.V.A. (p. 4930) ; **article 14 :** participation ; provision pour participation ; seuils sociaux ; suppression d'un avantage fiscal risquant de freiner l'embauche au-delà de 100 salariés (p. 4934) ; son amendement n° 162 (suppression de cet article) ; participation ; avantages acquis par les entreprises (p. 4938) ; rejeté (p. 4939) ; types de participation ; existence d'accords dérogatoires ; son amendement n° 163 (possibilité pour les entreprises de constituer des réserves pour participation) ; rejeté (p. 4941) ; son amendement n° 164 (supprimant le paragraphe III de cet article) ; rejeté (p. 4942) ; **après l'article 14 :** indique que rien n'est prévu dans le projet en faveur des entreprises ; réduction de la taxe professionnelle (p. 4945) ; crédit d'impôt (p. 4946) ; **article 15 :** son amendement n° 165 (de suppression) (p. 4950) ; bons du Trésor ; déficit du budget ; taxation des salaires ; taxe professionnelle (p. 4951) ; rejeté ; son amendement n° 166 (possibilité de dispense de la contribution prévue par cet article pour certaines institutions financières) ; rejeté (p. 4952) ; **après l'article 3 :** bons du Trésor ; déficit du budget américain ; émissions au taux moyen des obligations (p. 4953) ; emprunt Giscard (p. 4954) ; souhaite le retard dans l'application de la mesure contenue par l'amendement n° 222 du Gouvernement (p. 4259) : caractère de gravité exceptionnelle de cet amendement ; absence d'information des membres du parti de M. Henri Emmanuelli ; intérêt de la France ; souhaite que le Premier ministre s'explique sur sa position (p. 4960) ; son sous-amendement n° 230 à l'amendement n° 222 du Gouvernement (substituant aux mots « ne s'appliquent pas » les mots « ne s'appliquent plus ») ; emprunt négocié en bourse (p. 4962) ; intérêts modestes pour les porteurs ayant souscrit cet emprunt récemment ; réservé ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution à son sous-amendement (p. 4963) ; **son rappel au règlement :** régime fiscal de l'emprunt Giscard ; réactions de la Bourse et des porteurs ; volonté du groupe communiste de changer les conditions de l'emprunt [19 octobre 1984] (p. 4977) ; **article 17 :** son amendement n° 168 (de suppression) (p. 4982) ; augmentation de la taxe sur les produits pétroliers ; seuil de l'abattement fiscal consenti pour les économies d'énergie ; automobile ; création d'emplois ; classes défavorisées ; rejeté (p. 4983) ; **après l'article 17 :** transfert de la charge des collectivités locales sur les consommateurs de produits pétroliers ; financement des collectivités locales (p. 4984) ; **article 18 :** son amendement n° 169 (de suppression) ; réduction de la consommation des produits pétroliers ; pénalisation des compagnies pétrolières ; politique d'incitation à la recherche de pétrole et de gaz ; rejeté (p. 4985) ; son amendement n° 170 (dispense du paiement de la taxe par les entreprises de production pétrolière) ; taxation de l'exploitation pétrolière sur le sol national ; rejeté (p. 4987) ; **article 19 :** caractère d'impôt sur le patrimoine de l'I.G.F. ; cas des Suédois : frais de gestion de cet impôt ; caractère inique et anti-économique de cet impôt (p. 4988) ; son amendement n° 173 (réévaluation de la fraction de la valeur nette taxable ; compensation par la rétrocession par l'Etat au secteur privé d'une fraction du capital qu'il détient dans une ou plusieurs sociétés nationalisées) (p. 4991) ; contrôle de l'évolution des patrimoines ; nouvelle tranche ; obligation des détenteurs d'un patrimoine proche de 3 millions de francs de souscrire une déclaration ; logique collectiviste ; justice fiscale (p. 4992) ; nombre de chômeurs en 1981 et actuellement ; nouveaux pauvres ; mauvaise gestion de notre économie ; impôt sur le patrimoine ; industrie automobile (p. 4993) ; rejeté (p. 4994) ; expansion de la démographie ; son amendement n° 175 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; suppression des majorations exceptionnelles (p. 4994) ; rejeté ; son amendement n° 176 (substituant dans le paragraphe II de cet article au taux de 8 p. 100 le taux de 3 p. 100) ; son amendement n° 177 (non reconduction de la majoration conjoncturelle sur les biens professionnels agricoles) ; mesures incitatives pour les investisseurs potentiels en foncier agricole ; rejeté (p. 4995) ; déclaration du patrimoine ; fichier de nouveaux contribuables ; **après l'article 19 :** son amendement n° 178 (supprimant les mots « à titre principal » dans l'article 885-N du code général des impôts) ; son amendement n° 179 (exonérant de l'impôt sur les grandes fortunes les biens professionnels) ; son amendement n° 180 (parts d'une société à responsabilité limitée détenue par un gérant minoritaire) (p. 4996) ; son amendement n° 181 (supprimant dans le 3° de l'article 885-O du code général des impôts les mots « si elle représente 25 p. 100 du capital de la société ») ; son amendement n° 182 (remplaçant dans le 3° de l'article 885-O du code général des impôts le seuil de 25 p. 100 par le seuil de 10 p. 100) ; son amendement n° 183 (cas des actions en société lorsque leur propriétaire ou son conjoint, l'un des ascendants ou descendants ou un collatéral, y exerce effectivement une fonction de direction, de gestion ou d'administration) ; son amendement n° 184 (abrogeant la première phrase du dernier alinéa de l'article 885-0 du code général des impôts) ; son amendement n° 186 (dispense du paiement de l'impôt par les redevables lorsqu'ils ont souscrit

à des augmentations de capital) ; nécessité d'éviter que l'impôt sur le patrimoine ne frappe l'outil de travail ; exonération réelle des biens professionnels ; amendements n°s 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184 et 186 ; rejetés (p. 4997) ; **article 20** : son amendement n° 187 (habilitation des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers à collecter des fonds) ; compétences des chambres de commerce et d'industrie pour exercer des missions d'information ; rejeté (p. 5008) ; **article 22** : son amendement n° 188 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; financement de l'Etat à partir d'une ressource résultant d'un coût trop élevé du crédit d'outre-mer (p. 5012) ; rejeté (p. 5013) ; **après l'article 22** : autorisation pour les titulaires de traitement et salaires de déduire les cotisations versées à des régimes de retraite (p. 5014) ; son amendement n° 190 (extension du régime du compte d'épargne en actions à l'acquisition des parts de groupements fonciers agricoles) ; financement du foncier ; rejeté (p. 5016) ; **article 24** : existence d'anomalies dans cet article ; débudgétisation de 250 millions de francs ; rémunération des bureaux de tabac vendant la vignette (p. 5018) ; **après l'article 32** : difficultés économiques et aggravation du chômage (p. 5021) ; suppression des mesures relatives à l'étalement de l'imposition sur la plus-value ; indemnisation des victimes de Charonne (p. 5021) ; **article 34 et Etat A** : absence de politique constructive ; crédibilité du déficit budgétaire ; montant de la vignette automobile (p. 5035) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5036).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale,* rapporteur spécial suppléant : présente l'intervention de M. Robert-André Vivien [30 octobre 1984] (p. 5430-5431-5432) ; souhaite connaître le nombre de commandes d'Airbus et obtenir une précision sur le nombre de 28 Airbus commandés (p. 5435).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Examen des crédits :* **Article 79** : son amendement n° 172 (suppression de la contribution instituée par l'article n° 115 de la loi de finances pour 1984) : rejeté [13 novembre 1984] (p. 5985).

Articles additionnels et articles non rattachés : Article 62 : son amendement n° 162 (substituant dans la deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe I de cet article au pourcentage « 25 p. 100 » le pourcentage « 40 p. 100 » et compensant les pertes de recettes résultant de la fixation à 40 p. 100 de la réduction d'impôts pour les dépenses de grosses réparations) [15 novembre 1984] (p. 6124) ; renforcement de l'effort d'encouragement à l'investissement privé dans l'immobilier ; rejeté ; son amendement n° 164 (fixation du montant des dépenses ouvrant droit à réduction et compensant les pertes de recettes en résultant) ; renforcement de l'effort d'encouragement à l'investissement privé dans l'immobilier (p. 6125) ; rejeté (p. 6126) ; **après l'article 66** : existence de provisions pour variation de charge et pour congés payés dans les entreprises (p. 6133) ; conséquences de la non-déductibilité de certaines provisions sur les capacités financières des entreprises (p. 6134) ; **après l'article 71** : son amendement n° 44 (supprimant dans le deuxième alinéa de l'article L. 277 du livre des procédures fiscales les mots « à la mise en œuvre d'une procédure d'imposition d'office ou ») : introduction d'une réserve en cas d'imposition d'office ; nécessité d'éviter le paiement de l'impôt avant dire droit (p. 6135) ; appréciation par l'administration de l'opportunité du sursis ; rejeté (p. 6136) ; **article 72** : ses critiques contre les méthodes exorbitantes du droit commun contenues dans cet article ; caractère de « perquisition » des visites de l'administration fiscale ; possibilité pour cette administration de pénétrer au domicile privé des contribuables en leur absence ; son amendement n° 168 (de suppression) ; égalité des citoyens devant la loi (p. 6137) ; rejeté ; son amendement n° 169 (substituant dans les paragraphe I, II, III et V de cet article au mot « visite », le mot « perquisition fiscale ») ; absence de perquisition pour fraude fiscale aux domiciles privés des Français sous la gestion de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre ; caractère de procédure exorbitante du droit commun ; nécessité d'employer les mots perquisition fiscale (p. 6140) ; rejeté (p. 6141) ; **article 75** : son amendement n° 26 : devenu sans objet (p. 6146) ; **après l'article 75** : son amendement n° 24 (cas des collectivités locales utilisant la variation libre des taux des quatre taxes directes locales) ; situation des collectivités usant de la variation des taux (p. 6147) ; rejeté : difficultés rencontrées par les groupements de communes et établissements publics associant des collectivités locales lorsque leur zone d'action comprend des communes d'importance différence (p. 6148) ; **article 78** : amendement n° 299 (supprimant le dernier alinéa (2e) du paragraphe I de cet article) ; rétroactivité de la loi sur le contentieux existant ; constitutionnalité de cet article (p. 6150) ; volonté de doter l'administration de droits exorbitants ; régularisation *a posteriori* et automatique des notifications ; remise en cause de la parole donnée ; réservé (p. 6151) ; **après l'article 86** : volonté du Gouvernement de débudgétiser ; financement par les usagers de la Commission des opérations de bourse (p. 6163) ; **article 87** : caractère anticonstitutionnel de l'article 87 ; risque d'application rétroactive des pénalités ; citation d'un cas où l'administration n'a pas notifié de pénalités (p. 6164) ; son amendement n° 299 : rejeté (p. 6165).

Articles de récapitulation : article 43 : remboursement par Gaz de France de 4 milliards de francs au F.D.E.S. [15 novembre 1984] (p. 6167).

Explications de vote : absence d'amélioration de la situation en France ; augmentation de l'endettement intérieur et extérieur (p. 6178) ; caractère néfaste de la politique fiscale ; aggravation des charges des entreprises françaises ; conséquences de l'avancement de la date de paiement des charges sociales ; faiblesse du taux de croissance de la France par rapport à celui des autres pays développés ; absence d'amélioration de la situation des agriculteurs ; baisse du pouvoir d'achat des ménages ; remise en cause de la parole de l'Etat par la modification du régime fiscal de l'emprunt Giscard (p. 6179).

Deuxième lecture, discussion générale : contenu du rapport de la Cour des comptes [18 décembre 1984] (p. 7091) ; absence de dépôt de plainte en diffamation par le Gouvernement contre *le Point* ; importance du déficit budgétaire ; présentation par le Gouvernement d'un faux bilan sur le déficit budgétaire ; rature d'écritures publiques ; baisse des prélèvements obligatoires ; suppression de la taxe sur les salaires ; défiscalisation des versements dus par les entreprises ; montant des recettes fiscales proprement dites de l'Etat (p. 7092) ; gestion des organismes de sécurité sociale ; progression des taxes et charges grevant le budget des familles les plus défavorisées ; hausse de la taxe professionnelle ; absence de mesures favorisant l'investissement ; augmentation du chômage ; augmentation de la dernière tranche de l'impôt sur la fortune ; importance de l'endettement intérieur et extérieur ; ampleur du déficit budgétaire pour 1985 ; caractère néfaste du projet de loi sur la réforme des procédures collectives (p. 7093) ; absence de confiance des Français dans le pouvoir actuel ; condition de modification de l'emprunt Giscard ; résultats de la politique économique ; situation en Nouvelle Calédonie (p. 7094).

Discussion des articles : **articles 2** : allégement de la charge des contribuables ; importance de l'augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; alourdissement des charges des plus démunis ; son amendement n° 60 (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe IV *bis* à la somme « 4 310 francs » la somme « 4 500 francs ») [18 décembre 1984] (p. 7105) ; déduction pour frais de garde ; rejeté ; son amendement n° 61 (portant à 2 150 francs le plafond prévu à l'article 199 *quater* B du code général des impôts) ; son amendement n° 62 (portant à 2 060 francs le plafond prévu à l'article 199 *quater* B du code général des impôts) (p. 7106) ; actualisation du barème de l'impôt sur le revenu ; rejetés ; ses amendements n°s 63 et 64 (modifiant les limites prévues à l'article 199 *quinquiés* A du code général des impôts pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées) ; actualisation du barème de l'impôt sur le revenu ; rejetés ; ses amendements n°s 65 et 66 (modifiant les limites fixées par le 1er *a*) de l'article 199 *sexies* du code général des impôts) ; actualisation du montant des dépenses ouvrant droit à une déduction d'impôt concernant les intérêts d'emprunt et les frais de ravalement ; rejetés ; ses amendements n°s 67 et 68 (augmentant les limites fixées au 2° *a*) de l'article 199 *sexies* du code général des impôts) (p. 7107) ; actualisation du montant des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt en ce qui concerne les économies d'énergie rejetés ; ses amendements n°s 69 et 70 (augmentant les limites fixées par le 1° de l'article 199 *septies* du code général des impôts) ; modulation de la limite de 4 000 francs par enfant à charge ; rejetés ; son amendement n° 71 (augmentant la limite prévue au paragraphe B de l'article 199 *octies* du code général des impôts), renforcement des sommes ouvrant droit à réduction d'impôt au titre des fonds salariaux ; rejeté ; ses amendements n° 72 et 73 (augmentant la limite prévue au II de l'article 199 *octies* du code général des impôts) (p. 7108) ; actualisation des sommes ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre des fonds salariaux ; rejetés (p. 7109) ; son amendement n° 74 (supprimant l'avant-dernier alinéa du paragraphe VI de cet article) ; suppression du prélèvement exceptionnel institué par la loi de finances de 1984 ; rejeté (p. 7110) ; **article 3** : instauration de la taxe

professionnelle ; rappel des différentes hausses (p. 7115) ; **article 3 *bis*** : remise en cause des termes de l'emprunt Giscard ; caractère dommageable de l'effet psychologique de cette mesure (p. 7117) ; caractère d'escroquerie morale de cette entreprise ; prix de l'or ; service de la dette (p. 7118) ; **article 4** : son amendement n° 76 (soumission des augmentations de capital aux droits sur les apports mobiliers) ; volonté de faciliter l'augmentation du capital et des fonds propres des sociétés ; son amendement n° 75 (réduisant le taux des actes enregistrés à compter du 1er janvier 1978) (p. 7119) ; rejetés ; **après l'article 4** : son amendenent n° 77 (insérant dans l'article 235 *bis*-I du code général des impôts après les mots « les employeurs » les mots « occupant au minimum vingt salariés ») : son amendement n° 78 (substituant dans le premier alinéa de l'article 235 *ter* C du code général des impôts aux mots « minimum de vingt salariés » les mots « minimum de dix salariés ») ; son amendement n° 79 (substituant dans l'article 235 *ter* EA du code général des impôts aux mots « dix salariés » les mots « vingt salariés ») : relèvement du seuil de participation des employeurs à l'effort de construction ; rejetés (p. 7120) ; **article 8** : son amendement n° 80 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; inutilité de soumettre à la T.V.A. des activités non taxées ; rejeté (p. 7121) ; **après l'article 8** : son amendement n° 81 (insérant après les mots « prévu à l'article 125 A » les mots « à condition ») : sa volonté de favoriser la constitution de fonds propres des entreprises ; rejeté : **article 12** : caractère inacceptable des propos tenus par M. Henri Emmanuelli sur ses déclarations ; expression « caractère propre au milieu des exploitants d'appareils automatiques » utilisée par M. Henri Emmanuelli ; (p. 7123) ; rappel des propos tenus par M. Henri Emmanuelli à l'égard des distributeurs et des exploitants d'appareils automatiques (p. 7124) ; rappel de la décision du Conseil des communautés européennes en date du 30 octobre 1984 ; nécessité de retarder l'application de cet article ; son amendement n° 83 : devenu sans objet ; son amendement n° 82 (inapplication des dispositions de cet article aux jeux automatiques) ; mise en conformité de la législation française avec la législation européenne ; rejeté (p. 7125) ; **article 14** : son amendement n° 84 (de suppression) ; situation de la France sur le plan économique ; suppression du système de participation dans les sociétés anonymes et dans les sociétés à responsabilité limitée ; rejeté (p. 7126) **article 14 *bis*** : utilité du système de « carry back » (p. 7128) ; difficulté de céder une créance remboursable sur dix ans (p. 7129) ; son sous-amendement n° 167 à l'amendement n° 136 du Gouvernement : déclaré irrecevable **article 15** : son amendement n° 85 (de suppression) ; caractère exceptionnel de la contribution demandée ; rejetée ; **article 16** : son amendement n° 89 (dispense de la taxe au profit des entreprises de production pétrolière) ; coût de la recherche de gisements nouveaux supporté par ces entreprises (p. 7130) ; rejeté ; **article 17** : son amendement n° 87 (de suppression) ; préservation du pouvoir d'achat des Français ; rejeté (p. 7131) ; **article 18** : son amendement n° 88 (de suppression) ; lutte contre la tendance du Gouvernement à instituer des prélèvements ; rejeté (p. 7132) ; **article 19** : son amendement n° 90 (modifiant le tarif de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 7132) ; relèvement des plafonds des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté ; prise en compte des charges de famille pour la détermination de l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 92 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; reconduction de la majoration conjoncturelle de 1984 ; rejeté ; son amendement n° 93 (complétant le paragraphe II par les mots « au taux de 3 p. 100 ») : rejeté : son amendement n° 94 (complétant le paragraphe II de cet article par les mots « sauf en ce qui concerne les biens professionnels agricoles ») ; création de mesures incitatrices pour les investissements dans le foncier agricole ; rejeté (p. 7133) ; **après l'article 19** : son amendement n° 95 (supprimant dans l'article 885-N du code général des impôts les mots « à titre principal ») ; volonté de M. Parfait Jans d'obliger 50 000 contribuables à adresser des déclarations à l'administration fiscale ; exonération de l'outil de travail de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 96 (exonérant les biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes) ; son amendement n° 97 (exonérant les parts d'une société à responsabilité détenue par un gérant minoritaire de l'impôt sur les grandes fortunes) ; son amendement n° 98 (supprimant dans le 3° de l'article 885-O du code général des impôts les mots « si elles représentent 25 p. 100 du capital de la société ») ; son amendement n° 99 (remplaçant dans le 3° de l'article 885-O du code général des impôts le seuil de 25 p. 100 par le seuil de 10 p. 100 ») : son amendement n° 100 (concernant les actions des sociétés familiales) son amendement n° 101 (abrogeant la première phrase du dernier alinéa de l'article 885-O du code général des impôts) ; son amendement n° 102 (dispensant les redevables du paiement de l'impôt sur les grandes fortunes pour souscription à des augmentations de capital en numéraire) ; nécessité de favoriser les concentrations et les restructurations des entreprises (p. 7135) ; maintien du caractère familial des actionnaires des petites et moyennes entreprises ; ses amendements n° 95 à 102 : rejetés (p. 7136) ; **article 20** : son amendement n° 103 (habilitant les chambres de commerce et d'industrie à collecter des fonds) ; importance des programmes de formation professionnelle des chambres de commerce et d'industrie ; rejeté (p. 7137) ; **article 22** : son amendement n° 104 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; coût trop élevé du crédit outre-mer ; rejeté ; **après l'article 22** : soumission des G.A.E.C. à un régime de bénéfice réel simplifié (p. 7140) ; contenu de l'amendement n° 105 de M. François Grussenmeyer ; imposition des salaires du conjoint d'un artisan et d'un commerçant occupant un emploi salarié : problème des bouilleurs de cru (p. 7141) ; alignement du dispositif agricole sur les dispositifs industriels et commerciaux ; ses observations sur l'amendement n° 112 de M. Michel Cointat ; prévision d'une procédure d'agrément spécial en cas de reconversion d'exploitation ; blocage de la valeur des stocks à rotation lente ; codification du régime d'imposition des G.A.E.C. ; exonération du droit de timbre de dimension pour certaines sociétés commerciales et pour les G.A.E.C. ; prise en compte de l'irrégularité de revenus des exploitants agricoles dans le calcul du bénéfice imposable ; installation des jeunes agriculteurs (p. 7143) ; **article 34 et état A** : vote hostile du groupe R.P.R. (p. 7151).

Seconde délibération de la deuxième partie ; **article 61** : son amendement n° 124 : devenu sans objet (p. 7182) ; **article 62** : son amendement n° 125 (substituant au pourcentage 25 p. 100 le pourcentage 40 p. 100) ; augmentation du pourcentage de réduction d'impôt en cas de dépenses de grosses réparations ; rejeté (p. 7183) ; **article 66 *bis*** : constitution de provisions pour départs en retraite par les entreprises ; caractère néfaste de cet article au financement des entreprises (p. 7185) ; **après l'article 71** : son amendement n° 126 (supprimant dans le deuxième alinéa de l'article L. 277 du livre des procédures fiscales les mots « à la mise en œuvre d'une procédure d'imposition d'office ou ») ; problème de l'imposition d'office ; rejeté (p. 7188) ; **article 72** : son amendement n° 127 (de suppression) ; instauration de procédures exorbitantes du droit commun par cet article ; rejeté ; son amendement n° 128 (substituant dans le paragraphe I de cet article au mot « visite » le mot « perquisition fiscale ») ; caractère « trop pudique » du terme « visite » ; rejeté ; volonté de M. Henri Emmanuelli de s'arroger le droit de modifier le code de procédure pénale ; rôle du président du tribunal de grande instance dans cette procédure ; création d'une voie judiciaire spéciale (p. 7189) ; **article 75** : son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 11 du Gouvernement (substituant aux mots « aux moyens de coefficients égaux à ceux appliqués au titre de 1985 » les mots « aux moyens d'un coefficient de 0,92 ») : allégement du taux des valeurs locatives foncières des propriétés non bâties ; rejeté (p. 7191) ; **après l'article 75** : volonté de M. Jean-Louis Masson de faire bénéficier les groupements de communes d'un reversement par le Conseil général d'une partie du produit de la taxe professionnelle (p. 7193) ; **article 78** : son amendement n° 130 (supprimant le dernier alinéa (2) au paragraphe I de l'article 78) : adopté ; **article 79** : son amendenent n° 131 (supprimant la contribution instituée par l'article 115 de la loi de finances pour 1984) : rejeté (p. 7194) ; **article 81** : financement par l'ensemble des cotisants à l'assurance obligatoire de mesures en faveur de cotisants à l'assurance complémentaire (p. 7195).

Explications de vote : dépôt tardif des amendements du Gouvernement ; modification des possibilités financières des entreprises ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 7203).

Troisième lecture, discussion générale : caractère néfaste du budget pour 1985 ; vote du groupe R.P.R. contre le budget ; son allusion à la guerre de 1939-1940 ; son appartenance aux F.T.P. [20 décembre 1984] (p.7315).

Son rappel au règlement : clôture de la discussion générale de la loi de finances et dépôt des amendements [17 octobre 1984] (p. 4866) ;

— Projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457).

Première lecture, discussion générale : caractère trop tardif de la transmission du projet de loi ; mauvais état de l'économie française ; dérapage des prévisions [5 décembre 1984] (p. 6712) ; montant du déficit budgétaire en 1981 et 1984 ; augmentation de la charge de la dette publique ; paiement anticipé des charges sociales par les entreprises ; baisse de l'impôt sur les

sociétés ; déclin des marges d'autofinancement des entreprises ; dépenses en matière de défense ; problème des augmentations de crédits : notamment de ceux affectés au patrimoine muséographique ; sous-évaluation des frais financiers des P.T.T. ; sou-sévaluation du déficit budgétaire (p. 6713).

Discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 14 (de suppression) (p. 6732) ; suppression de l'imposition des véhicules utilisés à titre professionnel par les agriculteurs ; définition de ces véhicules ; retiré (p. 6733) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 16 (supprimant le 2° de l'article 369 du code des douanes) ; harmonisation du code des douanes avec les dispositions communautaires de l'article 17 ; caractère exhorbitant du droit pénal commun de cette disposition (p. 6734) ; rappel de la situation d'un importateur ayant déclaré cent magnétophones ; attitude du fisc à cet égard ; absence de possibilité pour les juges de réduire les peines ; rejeté (p. 6735) ; **après l'article 27 :** risque de création d'une situation inextricable à Mayotte ; nécessité d'attendre un complément d'information (p. 6744).

Explications de vote ; vote hostile du groupe R.P.R. ; impossibilité d'améliorer le projet (p. 6744).

Commission mixte paritaire, explications de vote : conditions de travail relatives à ce texte [21 décembre 1984] (p. 7390) ; intention du Gouvernement de déposer des amendements ; texte de la commission mixte paritaire (p. 7391) ; position du groupe R.P.R. (p. 7392).

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* rappel des dernières mesures concernant le rattrapage du rapport constant ; titres de pension des anciens combattants de l'Afrique du Nord ; combattants volontaires de la Résistance [24 octobre 1984] (p. 5118-5119).

VADEPIED (Guy)

Député de l'Oise
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1984] (p. 1058).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (culture) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord du 3 avril 1984 entre la République française et la République portugaise concernant l'utilisation par la République française de certaines facilités dans la région autonome des Açores (n° 2355) [11 octobre 1984] (p. 4662).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), Tome VIII : **culture (n° 2367)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2355) autorisant la ratification d'un accord du 3 avril 1984 entre la République française et la **République portugaise** concernant l'utilisation par la République française de certaines facilités dans la **région autonome des Açores (n° 2436)** [15 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sommet européen :** difficultés restant à surmonter ; état actuel des négociations [13 juin 1984] (p. 3293).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : fossé s'élargissant entre le Nord et le Sud ; transferts financiers de la France vers les pays en voie de développement ; aide publique de la France ; effort d'aide de la C.E.E. ; institutions multilatérales de financement ; associations internationales de développement ; fonds international de développement agricole [26 avril 1984] (p. 1981) ; Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) ; tensions entre l'Est et l'Ouest ; crise de la C.E.E. ; renégociations des accords de Lomé avec les pays A.C.P. ; augmentation du montant de l'aide au développement ; système du Stabex ; aide alimentaire ; coopération socio-culturelle ; échanges culturels (p. 1982) ; collaboration entre universités des pays A.C.P. et des pays européens (p. 1983).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* couverture sociale des Français de l'étranger ; carte scolaire des établissements français dans le monde [8 novembre 1984] (p. 5761) ; rôle des organisations non gouvernementales ; attitude des ministères vis-à-vis de ces organisations (p. 5763).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

VALROFF (Jean)

Député des Vosges
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 12 avril 1984] (p. 1138).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 4 décembre 1984] (p. 3720).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion générale : quotas laitiers ; cas des Vosges ; handicaps subis par la montagne ; décentralisation [7 juin 1984] (p. 3070) ; fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne ; massif vosgien ; pluriactivité ; travail saisonnier (p. 3071).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 343 (définition de la politique de la montagne) (p. 3091) ; non soutenu (p. 3092) ; **article 16 :** pâturage des caprins ; replants de résineux de sapins Douglas [8 juin 1984] (p. 3152) ; **article 18 :** opérations d'aménagement touristique ; aménagement des plans d'eau ; construction et exploitation des réseaux de remontées mécaniques (p. 3157) ; **article 30 :** situation des travailleurs pluriactifs ; continuité de garantie pour les risques ; unicité d'interlocuteur pour le versement des cotisations (p. 3166).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* création du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique ; réforme de la taxe d'apprentissage ; résorption de l'auxiliariat ; problème de la revalorisation statutaire des professeurs techniques [12 novembre 1984] (p. 5884) ; poursuite de la rénovation des structures de l'enseignement technique ; nécessité d'éviter les formations « butoirs » ; politique de jumelage entre établissements et entreprises (p. 5885).

VENNIN (Bruno)

Député de la Loire
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) (sur les articles 1, 4, 5, 8, 9, 11, 13 et 14) [12 avril 1984] (p. 1552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J.O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Statut des enseignants de l'enseignement supérieur : réaction négative des syndicats d'enseignants face au projet de décret concernant le statut et la carrière des enseignants [16 mai 1984] (p. 2383).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).

Première lecture, discussion générale commune : rythme des changements économiques ; loi de 1967 ; caractère tardif des mécanismes actuels d'intervention judiciaire ; inadaptation du droit ; objectifs de sauvegarde de l'avenir économique de l'entreprise ; nécessité d'assurer la trésorerie de celle-ci [5 avril 1984] (p. 1193) ; période d'observation ; privilèges ; exécution des contrats en cours au moment du dépôt de bilan ; rôle de l'administrateur judiciaire ; organes administratifs de financement ; compatibilité de ces organes avec les organes judiciaires nouveaux ; rôle du juge commissaire ; constitution de cabinets d'administration judiciaire ; participation des salariés au traitement judiciaire des difficultés de leur entreprise (p. 1194).

— Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** échec du règlement amiable ; limitation de l'action en règlement judiciaire aux seuls créanciers signataires du règlement amiable ; cessation des paiements ; impossibilité d'action des créanciers non signataires de l'accord amiable [6 avril 1984] (p. 1234) ; **article 8 :** période d'observation ; système de suspension provisoire des conflits (p. 1237) ; enquêtes ; coût social de la mesure proposée ; bilan social (p. 1238) ; **article 36 :** continuation de l'entreprise ; maintien des contrats en cours ; possibilité pour l'administrateur de prendre une décision inverse ; créance née postérieurement au jugement de règlement judiciaire (p. 1266).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : structures propres au développement du sport professionnel ; lien entre le sport professionnel et l'argent ; contrôle de la gestion des fonds ; loi de 1901 ; associations ; création d'une nouvelle forme de société [11 avril 1984] (p. 1495) ; problème de l'utilisation des bénéfices éventuels de ces sociétés à objet sportif (p. 1496).

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : licenciements ; encouragement de l'initiative économique ; axes de la politique du Gouvernement ; innovation et recherche, statut de l'entreprise, redéploiement de l'épargne vers l'industrie ; création ou reprise de petites et moyennes entreprises ; allègement des charges sociales ; liberté de licencier ; bureaucratie ; insuffisance des fonds propres ; fragilité des structures financières ; réduction d'effectifs ; dépôts de bilan ; proposition de M. Yvon Gattaz de créer des emplois en échange de la liberté totale de licencier [2 mai 1984] (p. 2031) ; mesures fiscales ; livret d'épargne entreprise ; refus de la banque d'octroyer un prêt sur la base du livret ; désencadrement éventuel des prêts ; extensions envisageables ; possibilité d'un second livret par foyer fiscal ; possibilité d'ouvrir ce livret pour le développement de l'entreprise ; problème du développement de la recherche ; nécessité de favoriser la reprise de l'entreprise par son personnel ; reprise d'entreprises en difficulté (p. 2032).

Discussion des articles : **article 1er :** désencadrement des prêts ; intérêts inférieurs aux autres taux de rémunération ; possibilité d'affecter les fonds des livrets au développement d'une entreprise [3 mai 1984] (p. 2069) ; **article 5 :** sociétés financières d'innovation (p. 2083) ; **article 9 :** son amendement n° 1 (de forme) : adopté (p. 2107).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* politique industrielle ; mythe « libéralo-reaganien » ; possibilité d'accélérer les procédures de création des entreprises ; coordination interministérielle ; rôle du Parquet ; définition juridique et humaine de l'entreprise ; pôle de conversion ; crédit à la construction de logements [14 novembre 1984] (p. 6026, 6027).

VERDON (Marc)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 11 avril 1984] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996) [3 mai 1984] (p. 2121).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1996) autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication et du stockage des **armes bactériologiques** (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction **(n° 2109)** [10 mai 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique de la France au Tchad** : mort de militaires français à Oum Chalouba [11 avril 1984] (p. 1459) ;

— **Filière bois** : mise en œuvre de la politique annoncée ; emplois dans ce secteur [20 juin 1984] (p. 3504).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : relations Est-Ouest ; position du Président de la République à ce sujet [26 avril 1984] (p. 1975) ; liens entre la C.E.E. et les pays européens de l'Alliance ; politique européenne de la France ; armement nucléaire français ; interventions extérieures des forces militaires françaises ; principes de l'intervention de la France au Tchad ; situation du Liban ; attitude de la France à l'égard de ce pays (p. 1976-1977).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique (n° 2093).

Première lecture, discussion générale : éradication de la variole ; suspension de la vaccination ; phase incubatoire [15 mai 1984] (p. 2332, 2333).

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (n° 1996).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : réduction de la capacité de résistance d'un adversaire par agents pathogènes ; convention de 1972 ; nécessité de la signature de cette convention pour en améliorer le dispositif ; absence de contrainte nouvelle imposée à la France [30 mai 1984] (p. 2817) ; étape significative dans la voie du désarmement (p. 2818).

VIAL-MASSAT (Théo)

Député de la Loire
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, relative à la protection des mineurs (n° 1992) [5 avril 1984] (p. 1206).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble deux échanges de lettres) (n° 2125) [24 mai 1984] (p. 2644).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise relatif à l'exemption fiscale des Instituts hongrois à Paris et français à Budapest (n° 2373) [18 octobre 1984] (p. 4973).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1992) autorisant l'approbation d'une convention de **coopération judiciaire** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République portugaise**, relative à la protection des mineurs **(n° 2066)** [26 avril 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2125), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République islamique du Pakistan** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble deux Echanges de lettres) **(n° 2199)** [14 juin 1984].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome V : **redéploiement industriel et commerce extérieur** : commerce extérieur **(n° 2367)** [10 octobre 1984].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2373) autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** relatif à **l'exemption fiscale des Instituts** hongrois à Paris et français à Budapest **(n° 2448)** [22 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problème des démocrates condamnés à mort en Turquie** : déclaration de M. Claude Cheysson devant un comité spécial des Nations Unies à propos du racisme ; condamnation du régime chilien par le Conseil des ministres ; assassinats de patriotes turcs ; indique que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe [10 octobre 1984] (p. 4618).

— **Gréviste de la faim au Maroc** : mort de trois prisonniers politiques marocains à la suite d'une grève de la faim ; démarche entreprise par le Gouvernement auprès du Gouvernement marocain [7 novembre 1984] (p. 5659).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* insuffisance de crédits ; recul de la langue française au Cambodge ; pays dits du Sud [8 novembre 1984] (p. 5737) ; pays d'Amérique Latine ; aide publique au développement ; aide élémentaire ; suspension de l'aide alimentaire de la C.E.E. au Vietnam ; conférence de Cancun ; ajournement des négociations de Lomé ; notion de négociations globales Nord-Sud et d'une refonte du système monétaire international ; situation en Amérique Latine, singulièrement au Nicaragua ; problèmes du Tchad ; problème Sahraoui ; Afrique du Sud (p. 5738) ; Proche-Orient ; Pologne ; présence des troupes soviétiques en Afghanistan ; course aux armements ; réélection du Président Ronald Reagan ; vote positif de ce budget par le groupe communiste (p. 5739).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs de la France ; décroissance du déficit du commerce extérieur ; stagnation du pouvoir d'achat ; échanges avec les Etats-Unis ; endettement des pays du Sud ; politique économique américaine ; négociations Nord-Sud ; modernisation de l'appareil industriel ; présence de la France sur les places internationales [14 novembre 1984] (p. 5996).

VIDAL (Joseph)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Viticulture :** crise de la viticulture méridionale ; contrats de stockage à court terme ; distillation exceptionnelle de soutien ; discrimination entre les productions agricoles du Sud et du Nord ; nécessité d'interdire en France le déclassement des vins chaptalisés [18 avril 1984] (p. 1674).

VILLETTE (Bernard)

Député de la Charente
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : Questions :* sa question posée par M. Bernard Lefranc : article 5 de la loi de 1972 [9 novembre 1984] (p. 5843).

VIVIEN (Alain)

Député de Seine-et-Marne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 6 avril 1984] (p. 1081).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (relations extérieures : coopération et développement) [*J.O.* du 10 janvier 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 36 : **relations extérieures :** coopération et développement **(n° 2365)** [10 octobre 1984].

Proposition de loi tendant à valider les actes réglementaires et non réglementaires pris sur la base de l'arrêté du commissaire de la République du département de Seine-et-Marne portant révision du périmètre d'urbanisation et modification de la liste des communes membres de l'**agglomération du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve** et autorisant la création du syndicat d'agglomération de Sénart-Ville Nouvelle **(n° 2452)** [22 novembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Enseignants exerçant en coopération :** inquiétude de ces derniers sur leur situation ; accès à la titularisation [25 avril 1984] (p. 1915) ;

— **Tchad :** Président Hissène Habré ; restauration de la souveraineté et de l'intégrité du territoire tchadien [10 octobre 1984] (p. 4611) ;

orale sans débat :

— **n° 583,** posée le 10 avril 1984 : **enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement : Seine-et-Marne)** (p. 1416) ; appelée le 4 mai 1984 : **personnel d'enseignement de Seine-et-Marne** (p. 2127) ; rappelle que ce département est le premier pour l'expansion démographique ; préscolarisation en Seine-et-Marne ; discrimination entre ce département et les autres départements de l'Ile-de-France ; reconnaît qu'un effort a été accompli ; création de postes ; ventilation des postes nouveaux ; critères imposés au département de Seine-et-Marne ; hyperféminisation du personnel dans les enseignements maternel et élémentaire ; mobilité des instituteurs ; cas des villes nouvelles (p. 2128) ; sa demande d'un plan de rééquilibrage entre les trois académies d'Ile-de-France (p. 2129).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2069).

Discussion : interventions des forces armées turques dans la République de Chypre ; violation du droit international par la Turquie [26 avril 1984] (p. 1990) ; continent africain ; sous-développement ; Sahara occidental ; Maroc ; situation au Tchad ; attitude de la Libye à l'égard de ce pays ; réconciliation des minorités tchadiennes avec le Gouvernement central ; désengagement de la plupart des nations industrialisées à l'égard du tiers monde ; système du « Stabex » ; troisième négociation de la Convention de Lomé (p. 1991) ; aides aux pays en voie de développement (p. 1992).

— Projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés (n° 2051).

Première lecture, discussion générale : financement de l'enseignement privé [22 mai 1984] (p. 2550) ; système de subventions ; lois « Barangé » de 1951 et « Debré » de 1959 ; thèse soutenue par le comité national d'action laïque ; rôle des groupes de pression ; participation accrue des crédits publics au financement des établissements privés ; vocation à la titularisation des maîtres ; rapprochement des deux principaux systèmes éducatifs français (p. 2551).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** types d'associations locales ; préférence des donateurs pour le versement à des associations proches de leur lieu de résidence [18 octobre 1984] (p. 4891).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* loi d'orientation des transports intérieurs ; organisation des liaisons ferroviaires ; conventions d'exploitation avec la S.N.C.F. [31 octobre 1984] (p. 5456).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : coopération et développement ; recul des masses budgétaires, notamment des crédits de l'assistance technique ; nombre de coopérants ; préparation des coopérants formateurs ; crédits du F.A.C. ; pourcentage des aides publiques apportées au P.N.B. ; [8 novembre 1984] (p. 5723) ; situation des pays les plus pauvres ; nouvelles opérations de volontariat ; souhait de la commission au sujet des compensations au profit des organisations non gouvernementales ; remise d'un rapport annuel sur l'aide publique ; fusion des corps du ministère des relations extérieures (p. 5724).

Examen des crédits : **I. — Services diplomatiques et généraux : Etat C — Titre VI :** subventions aux écoles françaises ; **II. — Coopération et développement : Etat C — Titre VI :** son amendement n° 173 (modifiant les autorisations de programme et les crédits de paiement) (p. 5766) ; dotation attribuée au F.A.C. ; rejeté ; **après l'article 89 :** son amendement n° 157 (jumelages ouvrant droit aux subventions du chapitre 42-22) ; liens avec des collectivités du tiers monde ; adopté ; son amendement n° 158 (dépôt et contenu d'un rapport gouvernemental sur l'aide publique au développement), données

officielles disponibles (p. 5767) ; document soumis au Parlement ; aide accordée par les organisations européennes et internationales ; objectif d'aide de 0,7 p. 100 du P.I.B. ; adopté après rectification (p. 5768).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* déséquilibre du bilan des exportations ; réduction du handicap de l'aide publique au développement ; bilan des comptes de la C.O.F.A.C.E. [15 novembre 1984] (p. 6061).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles (n° 2443).

Première lecture, discussion générale : D.G.E. ; répartition des personnels ; cas de la D.G.E. dont le produit est trop faible ; problème de l'importance démographique des communes ; loi de décentralisation ; ville nouvelle de Sénart [6 décembre 1984] (p. 6770) ; commune de Cesson (p. 6771).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 18 (répartition faite entre les communes, les départements, les régions et leurs établissements publics qui en font la demande) ; possibilité de reclassement des agents ; affectation de ceux-ci au sein des diverses collectivités locales ; adopté ; **après l'article 7 :** son amendement n° 19 (validation de divers actes juridiques concernant l'agglomération nouvelle de Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve) ; rejeté ; indique que selon lui cet amendement est adopté (p. 6779) ; demande une seconde délibération du projet de loi : **seconde délibération : après l'article 7 :** son amendement n° 1 (cas des communes membres de l'agglomération nouvelle du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve) ; validation de divers actes juridiques concernant celle-ci (p. 6781) ; adopté (p. 6782).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 25 février 1984] (p. 713).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie ; budget annexe de la navigation aérienne) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J.O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 42 : **urbanisme, logement et transports :** aviation civile et météorologie ; annexe n° 50 : **navigation aérienne (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— André Rossinot : plan sidérurgique : qualifie de « menteur » M. Pierre Mauroy [5 avril 1984] (p. 1163) ;

— Décision du Luxembourg de traiter avec les Américains pour les satellites : renforcement des effectifs de police de la ville de Saint-Mandé [30 mai 1984] (p. 2840) ; association T.D.F.-C.L.T. ; échec de la négociation franco-luxembourgeoise ; réactions du Gouvernement (p. 2841).

INTERVENTIONS

— Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1657 (tendant à reconnaître le droit à la liberté d'expression) [25 janvier 1984] (p. 37) ; rejeté (p. 38) ; son amendement n° 151 (droit à une information libre et pluraliste) (p. 41) ; rejeté (p. 42) ; son amendement n° 153 (application à l'ensemble de la presse écrite des deux premiers articles de la loi de 1982 relative à l'audiovisuel) (p. 44) ; rejeté (p. 45) ; congrès de Valence ; agence Havas ; avantages postaux ; plafonnement de la publicité ; liberté des commentaires journalistiques (p. 46) ; affaires de l'O.R.T.F. entre 1958 et 1981 ; limitation au droit de communiquer (p. 47) ; son amendement n° 160 (application des dispositions de l'article 11 de la déclaration des droits de l'Homme à la presse) (p. 64) ; rejeté ; son amendement n° 161 (liberté d'impression, d'édition et de publication) (p. 65) ; rejeté (p. 66) ; mainmise du Gouvernement sur la société financière de radio-diffusion [26 janvier 1984] (p. 120) ; financement de « Canal Plus » ; cahier des charges (p. 121, 122) ; sa demande de faire connaître les prévisions financières sur lesquelles sont établies les décisions annoncées ou envisagées par le Gouvernement concernant le développement de la communication audiovisuelle ; prétend que les participants au congrès de Bourg-en-Bresse n'ont fait que « gueuletonner » (p. 130) ; **son rappel au règlement :** déclare qu'il a défendu en commission l'amendement n° 1661 de M. Michel Péricard (p. 132) ; **article 1er :** moyens d'investigation accordés à la commission pour la transparence et le pluralisme ; caractère à la fois trop large et trop réduit du champ d'application de cette loi (p. 138) ; notion d'information politique et générale (p. 139) ; son amendement n° 98 (de suppression) (p. 142) ; définition de l'entreprise de presse ; lien entre les publications et les entreprises ; article 39 *bis* du code général des impôts ; notion de « publication » (p. 143) ; institution par décret du 26 mars 1982 d'une aide exceptionnelle aux quotidiens nationaux d'information générale et politique à faibles ressources publicitaires ; rejeté (p. 144) ; son amendement n° 182 (application des dispositions de la loi à toutes les publications d'information politique et générale) (p. 155) ; rejeté (p. 156) ; son amendement n° 186 (application des dispositions de la loi aux publications d'information politique et générale, économique et sociale) : rejeté ; son amendement n° 184 (supprimant les mots « et générale » après le mot « politique » dans le premier alinéa de cet article) (p. 157) ; rejeté (p. 158) ; son amendement n° 196 (inapplication des dispositions de la loi aux publications d'information religieuse et confessionnelle) (p. 160) ; rejeté (p. 163) ; son amendement n° 202 (application de la loi aux publications quotidiennes qui comprennent au moins un tiers de leur surface rédactionnelle consacrée à la politique nationale et internationale) (p. 164) ; rejeté (p. 165) ; notion d'informaion générale ; contrôle inquisitorial exercé par la commission [27 janvier 1984] (p. 193) ; nouvelles publications (p. 194) ; article 13 de l'ordonnance de 1944 ; financement de la presse du parti communiste ; secret de la défense ; gestion des fonds secrets ; budget des services du Premier ministre (p. 195) ; **article 2 :** son inquiétude vis-à-vis de ce texte ; notion de personne ; notion de groupement de fait ; partis politiques ; constitutionnalité de cet article ; pouvoirs d'investigation de la commission pour la transparence (p. 208) ; son amendement n° 99 (suppression de cet article) (p. 214) ; rejeté (p. 215) ; son amendement n° 223 (suppression du 2e alinéa de cet article) (p. 216) ; rejeté ; ses amendements n° 1759, n° 1760 et n° 1761 (p. 217), n° 1762 à n° 1767, n° 1768 à 1775 (tendant à individualiser le mot « personne ») : rejetés (p. 218, 219) ; son amendement n° 1778 (supprimant la référence aux groupements de droit ou de fait en la remplaçant par celle de société de fait) : rejeté (p. 222) ; son amendement n° 229 (excluant les partis politiques et les groupements idéologiques du champ d'application de cet article) (p. 228) ; rejeté (p. 230) ; son amendement n° 1782 (conception et production d'œuvres et de documents audiovisuels) : rejeté ; son amendement n° 1783 (production d'émissions de radio ou de télévision) (p. 237) ; son amendement n° 1784 (mise à disposition du public des documents, des données ou des massages de toute nature) : rejetés ; son amendement n° 1785 (excluant les départements et communes du champ d'application du 3e alinéa de cet article) (p. 238) ; rejeté ; son amendement n° 1786 (associations paroissiales ou diocésaines) : rejeté ; son amendement n° 1787 (excluant les associations familiales) : rejeté ; son amendement n° 1788 (excluant les associations culturelles et sportives) : rejeté ; son amendement n° 679 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 239) ; rejeté (p. 240) ; ses

amendements n° 1792, n° 1793 et n° 1794 (conditions de l'exercice du contrôle) (p. 241) ; rejetés ; son amendement n° 1795 (substituant aux mots « de la possibilité » les mots « du fait ») : rejeté (p. 243) ; son amendement n° 1805 (substituant au mot « personne » les mots « ou plusieurs personnes ») : rejeté ; son amendement n° 1806 (substituant aux mots « sous quelque forme que ce soit » les mots « en vertu des droits qu'elle détient ou des contrats auxquels elle est partie ») (p. 244) ; rejeté ; son amendement n° 1807 (supprimant la référence à tout moyen d'ordre matériel ou financier) (p. 245) ; rejeté ; son amendement n° 1808 (insérant le mot « juridique » après les mots « tous moyens d'ordre ») : rejeté ; son amendement n° 1809 (insérant le mot « professionnel » après les mots « d'ordre matériel ») : rejeté (p. 246) ; son amendement n° 1812 (faisant référence à l'attribution d'aides financières dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; ses amendements n° 1811, n° 1813, n° 1814, n° 1815 et n° 1816 (illustrant les moyens d'ordre matériel ou financier visés au dernier alinéa de cet article) : rejetés (p. 247) ; ses amendements n° 1817, n° 1818, n° 1819, n° 1820 et n° 1821 (mêmes objets) : rejetés (p. 248) ; son amendement n° 1828 (ressources publicitaires) : rejeté ; son amendement n° 1822 (insérant les mots « les orientations » après les mots « déterminantes sur » à la fin de cet article) (p. 249) ; rejeté ; son amendement n° 1825 (insérant les mots « l'intendance » après le mot « gestion » dans le dernier alinéa de cet article) (p. 250) ; rejeté (p. 251) ; son amendement n° 1831 (incluant les entreprises de radio et de télévision dans le champ d'application de cet article) (p. 252) ; rejeté (p. 253) ; son amendement n° 1832 (définissant la notion de publications d'information) (p. 256) ; son amendement n° 1833 (précisant que le mot commission désigne une juridiction d'exception) : rejetés (p. 257) ; **article 3** : notion d'entreprise de presse et de contrôle ; caractère ambigu de la notion de prête-nom [30 janvier 1984] (p. 286) ; refus d'appliquer la réduction de taux de T.V.A. aux bulletins régionaux, départementaux ou municipaux ; volonté du groupe R.P.R. de limiter la notion de prête-nom aux opérations d'acquisition et de vente d'actions ou de parts d'une entreprise de presse ; notion de contrôle (p. 287) ; son amendement n° 100 (de suppression) (p. 291) ; rejeté (p. 292) ; son amendement n° 1836 (supprimant le mot « possède ») (p. 293) ; rejeté ; son amendement n° 1837 (supprimant les mots « ou contrôle ») : rejeté (p. 294) ; **article 4** : son sous-amendement n° 2267 à l'amendement n° 1529 de la commission (caractère nominatif des certificats d'investissement et des titres participatifs) (p. 311) ; rejeté (p. 312) ; son sous-amendement n° 2274 à l'amendement n° 1529 de la commission (supprimant les mots « ou indirectement ») (p. 313) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2333 à l'amendement n° 1529 de la commission (insérant les mots « dans la limite d'un seul niveau d'interposition » après le mot « indirectement ») (p. 314) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2275 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 67 p. 100 ») ; son sous-amendement n° 2282 à l'amendement n° 1529 de la commission (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 25 p. 100 ») (p. 315) ; rejetés ; ses amendements n° 1839, n° 1840, n° 1841 et n° 255 : devenus sans objet (p. 317) ; son amendement n° 1842 (supprimant le 2e alinéa (1°) de cet article) [31 janvier 1984] (p. 322) ; rejeté (p. 323) ; son amendement n° 1845 (détenteurs de parts ou d'actions des sociétés) (p. 329) ; rejeté (p. 330) ; **article 5** : agence Havas ; problème des recettes du parti socialiste ; indique que, contrairement à plusieurs de ses homologues, M. Christian Goux a le mérite de ne pas être intolérant ; notion de porteurs de parts ; compte des valeurs nominatives ; dématérialisation des titres et recours à l'informatique (p. 334) ; n'obtient pas la parole pour un rappel au règlement (p. 339) ; **son rappel au règlement** : travaux du Parlement ; loi « scélérate » ; devoirs de l'opposition (p. 340) ; son amendement n° 102 (suppression de cet article) (p. 341) ; rejeté (p. 342) ; **article 6** : son amendement n° 103 (de suppression) (p. 364) ; rejeté (p. 366) ; son sous-amendement n° 2339 à l'amendement n° 1534 de la commission (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 25 p. 100) (p. 370) ; rejeté ; son amendement n° 1887 : devenu sans objet (p. 371) ; **article 7** : son amendement n° 1893 (obligation pour toute entreprise de presse écrite ou audiovisuelle de porter sur un registre public ce qui sera déposé aux services techniques) : non soutenu (p. 378) ; ses amendements n° 275 et n° 276 : devenus sans objet (p. 379) ; son amendement n° 1898 (mention du ou des rédacteurs en chef parmi les informations annuelles obligatoires) : devenu sans objet (p. 381) ; son amendement n° 1904 (obligation pour les quotidiens spécialisés dans l'information politique, économique et sociale, d'indiquer les informations obligatoires sur la même page que celle des résultats de la Loterie nationale) : retiré ; son amendement n° 1906 : retiré (p. 387) ; **après l'article 7** : son amendement n° 955 (publication par les administrations publiques, le Trésor et les collectivités publiques de la répartition chiffrée de leur publicité entre les différentes publications) [1er février 1984] (p. 392) ; rejeté ; son amendement n° 1889 (publication du montant annuel des sommes consacrées par le service d'information et de diffusion du Premier ministre aux campagnes publicitaires) : rejeté ; son amendement n° 1890 (publication du montant annuel des sommes consacrées par le ministère de l'économie et le secrétariat d'Etat au budget à des campagnes publicitaires) (p. 393) ; rejeté ; son amendement n° 1891 (publication au *Journal officiel* des sommes consacrées aux dépenses publicitaires par les entreprises publiques et leur répartition entre les différents moyens d'information) : rejeté ; son amendement n° 1892 (publication du montant annuel des sommes consacrées par chaque entreprise publique à des dépenses publicitaires dans des publications quotidiennes ou hebdomadaires) (p. 394) ; rejeté (p. 395) ; **article 8** : son amendement n° 105 (de suppression) (p. 396) ; rejeté (p. 398) ; son amendement n° 1907 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 399) ; rejeté (p. 400) ; son amendement n° 287 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) (p. 405) ; rejeté ; son amendement n° 291 (entreprise de presse éditant une publicité d'information politique) (p. 407) ; rejeté ; son amendement n° 1909 (substituant aux mots « est tenu de répondre aux demandes de renseignements » les mots « peut être interrogé ») : non soutenu ; son amendement n° 295 (substituant aux mots « de répondre » les mots « de déférer ») : non soutenu (p. 409 ; son amendement n° 299 (substituant au mot « commission » les mots « juridiction d'exception ») ; incitation à la délation ; volonté de détruire la presse de l'opposition ; rejeté (p. 411) ; son amendement n° 302 (date certaine) : rejeté (p. 414) ; son amendement n° 1912 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) ; son amendement n° 1913 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) ; son amendement n° 1914 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 25 p. 100) (p. 415) ; rejetés (p. 416) ; son amendement n° 308 (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) ; devenu sans objet (p. 420) ; **article 9** : son amendement n° 106 (de suppression) (p. 430) ; rejeté (p. 432) ; son sous-amendement n° 680 à l'amendement n° 2346 de la commission (supprimant les termes « souscrits par la France ») (p. 433) ; retiré (p. 434) ; son amendement n° 681 (substituant aux mots « en France » les mots « sur le territoire de la République ») (p. 438) ; rejeté ; son amendement n° 1924 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « ou étrangère ») (p. 439) ; retiré (p. 441) ; son sous-amendement n° 2348 à l'amendement n° 1549 de la commission (introduisant la réserve de réciprocité) (p. 442) ; son sous-amendement n° 2348 à l'amendement n° 1549 de la commission (insérant les mots « et sous réserve de réciprocité » dans cet amendement) [2 février 1984] (p. 453) ; retiré (p. 455) ; problème des publications destinées à des Communautés étrangères ; régime dérogatoire ; possibilité d'un recours devant le Conseil constitutionnel ; contenu des revues destinées aux Communautés étrangères (p. 458) ; son amendement n° 1926 (publications pouvant être publiées par des personnes étrangères) (p. 459) ; rejeté ; son amendement n° 1927 (publications destinées à des personnes de nationalité étrangère) (p. 460) ; rejeté (p. 461) ; **article 10** : son amendement n° 107 (de suppression) [3 février 1984] (p. 523) ; rejeté (p. 525) ; son amendement n° 682 (répression des ententes et des abus de position dominante) : rejeté (p. 527) ; ses amendements n° 333, n° 334, n° 684, n° 683, n° 685 et n° 340 : devenus sans objet [4 février 1984] (p. 562) ; nécessité de lutter contre la concentration ; situation des groupes de presse en République fédérale d'Allemagne et en Grande-Bretagne ; existence de quatorze quotidiens à Paris (p. 565) ; **après l'article 10** : son amendement n° 1971 (impossibilité pour une même personne de détenir des participations majoritaires dans le cadre de plus d'une société de radiodiffusion ou de télévision à vocation nationale ou internationale) (p. 577) ; rejeté (p. 578) ; **article 11** : façon dont la télévision a rendu compte de l'inauguration du nouveau vélodrome d'hiver, notamment vis-à-vis du maire de Paris ; admet que ce dernier a été interviewé (p. 580) ; censure votée par l'Assemblée contre trois parlementaires de l'opposition ; ses propos à l'égard du président Louis Mermaz qui « préside accidentellement cette Assemblée » ; presse régionale (p. 581) ; **son rappel au règlement** : remercie M. Alain Chénard, vice-président (p. 583) ; rappelle que divers membres de l'opposition ont reproché à M. Alain Peyrefitte de collaborer à un journal ; son amendement n° 108 (de suppression) ; seuil de 15 p. 100 correspondant à 300 000 exemplaires pour les quotidiens nationaux et à 1 million d'exemplaires pour les quotidiens régionaux, départementaux et locaux ; différence de traitement entre les divers groupes de presse ; seuil fixé sans justification réelle (p. 584) ; élaboration de la loi ; caractère inégalitaire, arbitraire et flou de ce texte

(p. 585) ; rejeté (p. 586) ; son sous-amendement n° 2418 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence à la moyenne de l'année de plus forte diffusion depuis la publication de cette loi) [6 février 1984] (p. 604) ; son sous-amendement n° 2419 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence à la moyenne de l'année de plus forte diffusion depuis le 1er janvier 1978) ; sons sous-amendement n° 2420 à l'amendement n° 1552 de la commission (référence à la plus forte moyenne enregistrée pendant les cinq années précédant l'opération) ; rejetés (p. 605) ; sons sous-amendement n° 2425 à l'amendement n° 1552 de la commission (supprimant le second alinéa de cet amendement) (p. 607) ; rejeté ; ses amendements n° 689, n° 690, n° 354 et n° 691 : devenus sans objet (p. 609) ; **article 12** : son amendement n° 109 (p. 613) (de suppression) : rejeté (p. 614) ; son amendement n° 2006 (possibilité pour une personne possédant une ou plusieurs publications nationales quotidiennes de posséder également des publications quotidiennes régionales ou locales) (p. 618) ; rejeté (p. 619) ; son amendement n° 692 (limitation de la possession par une même personne de plusieurs quotidiens d'information politique et générale) : rejeté (p. 622) ; son sous-amendement n° 2431 à l'amendement n° 1553 de la commission (référence aux personnes de droit privé ou de droit public) (p. 628) ; rejeté (p. 629) ; son sous-amendement n° 2515 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) (p. 632) ; son sous-amendement n° 2517 à l'amendement n° 1553 de la commission (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) (p. 633) ; rejeté ; son amendement n° 2008 : devenu sans objet (p. 637) ; **après l'article 12** : son amendement n° 2014 (possibilité pour une même personne de détenir des participations majoritaires dans le capital de plusieurs sociétés de radiodiffusion sonore ou de télévision) : rejeté (p. 638) ; **article 13** : son amendement n° 110 (de suppression) : retiré (p. 640) ; **article 13** : son amendement n° 697 (obligation pour toute publication quotidienne de comporter son propre rédacteur en chef) : retiré (p. 646) ; **article 14** : son amendement n° 111 (de suppression) (p. 659) ; rejeté (p. 662) ; ses sous-amendements à l'amendement n° 1555 de la commission : n° 2486, n° 2487 : devenus sans objet[7 février 1984] (p. 678) ; son sous-amendement n° 2492 (suppression du second alinéa de cet amendement) (p. 679) ; rejeté ; son sous-amendement n° 2493 (possibilité pour la commission de saisir l'autorité judiciaire) : rejeté (p. 680) ; son sous-amendement n° 2495 à l'amendement n° 1555 de la la commission (substituant au mot « envisagée » le mot « réalisée ») : rejeté (p. 683) ; son sous-amendement n° 2496 à l'amendement n° 1555 de la commission : devenu sans objet (p. 692) ; nombre de quotidiens et hebdomadaires disparaissant ; procédure d'autorisation préalable ; rôle de la commission pour la transparence ; son sous-amendement n° 2501 à l'amendement n° 1555 de la commission (cas d'un dépôt de bilan de la part de l'entreprise après information à la commission) (p. 694) ; caractères du débat ; rejeté (p. 695) ; sous-amendements n° 699, n° 702, n° 706, n° 708, n° 703 et n° 2040 : devenus sans objet ; indique qu'il souhaitait signaler au président de séance que 55 amendements tombaient (p. 697) ; **avant l'article 15** : son amendement n° 783 (suppression du Titre III) (p. 710) ; rejeté ; son amendement n° 784 (rédaction de l'intitulé de ce titre : commission des entreprises de presse) : non soutenu (p. 711) ; **article 15** : son amendement n° 112 (de suppression) (p. 718) ; son amendement n° 112 (de suppression) [8 février 1984] (p. 725) ; rejeté (p. 726) ; son amendement n° 785 (composition de la commission pour la transparence) ; son amendement n° 2041 (même objet) (p. 727) : amendement n° 785 : rejeté (p. 728) ; amendement n° 2041 rejeté ; son amendement n° 411 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 729) ; son amendement n° 786 (renouvellement de la commission par moitié tous les trois ans) : rejeté (p. 736) ; son amendement n° 2054 (élection du président de la commission par les membres de cette commission) (p. 738) ; rejeté ; son amendement n° 790 (présence au sein de la commission pour le pluralisme d'un député élu par l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 739) ; son amendement n° 792 (présence au sein de la commission pour le pluralisme d'un sénateur élu par le Sénat) : rejeté ; son amendement n° 793 (présence au sein de la commission pour le pluralisme d'un membre du Conseil d'Etat élu par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat) : rejeté (p. 740) ; son amendement n° 794 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour de cassation, élu par l'Assemblée générale de la Cour de cassation) : rejeté (p. 741) ; son amendement n° 797 (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre de la Cour des comptes élu par l'Assemblée générale de la Cour des comptes) (p. 742) ; rejeté (p. 743) ; son amendement n° 799 (élection en son sein du président de la commission pour la transparence) : devenu sans objet (p. 744) ; son amendement n° 802 (désignation pour trois ans des membres visés aux 1er, 2° et 3°, et élection pour six ans des membres visés aux 4°, 5° et 6°) : rejeté ; son amendement n° 803 (insérant les références 2° et 3° dans la dernière phrase du 10e alinéa de cet article) : rejeté (p. 745) ; son amendement n° 804 (gratuité du mandat des membres de la commission pour la transparence) : retiré (p. 746) ; son amendement n° 805 (nomination de Rapporteurs par la commission) : rejeté (p. 747) ; **article 16** : son amendement n° 113 (de suppression) (p. 775) ; rejeté (p. 776) ; son amendement n° 419 (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 777) ; **article 17** : son amendement n° 114 (de suppression) (p. 782) ; rejeté (p. 783) ; son amendement n° 437 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 790) ; rejeté (p. 791) ; son amendement n° 2109 (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par la commission des droits de l'Homme) (p. 796) ; rejeté ; son amendement n° 966 (information des personnes intéressées de l'absence de suite donnée à la demande) (p. 797) ; rejeté (p. 798) ; son amendement n° 967 (transmission de la décision de la commission pour la transparence à la commission des droits de l'Homme) : rejeté (p. 799) ; **article 18** : son amendement n° 115 (de suppression) (p. 805) ; rejeté (p. 807) ; son amendement n° 2128 (communication des rapports aux personnes intéressées) ; son amendement n° 2126 (comparution devant la commission des personnes intéressées) : rejetés [9 février 1984] (p. 820) ; son amendement n° 972 (saisine de l'autorité judiciaire par la commission en cas de violation des articles 10 à 13) : rejeté ; son amendement n° 973 (substituant au terme « violation » le terme « non conformité ») : rejeté (p. 826) ; son sous-amendement n° 2568 à l'amendement n° 1561 de la commission (supprimant la dernière phrase de cet amendement) : rejeté (p. 830) ; référence aux propos de M. Max Gallo déclarant : « un journal c'est comme une voiture, cela se met sur cales » (p. 838, 839) ; son amendement n° 976 : devenu sans objet (p. 843) ; son amendement n° 460 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 845) ; rejeté (p. 846) ; **article 19** : son amendement n° 116 (de suppression) (p. 853) ; rejeté ; son amendement n° 983 (fixation par le tribunal d'un délai pour l'exécution des mesures prescrites en vertu des articles 14 et 18) : rejeté (p. 854) ; son amendement n° 988 (possibilité de proroger le délai de mise en conformité avec les prescriptions de la commission) : rejeté (p. 863) ; son amendement n° 2175 (rédaction de la fin du second alinéa de cet article : « ses membres remettent collectivement leur démission ») (p. 866) ; retiré ; son amendement n° 990 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 867) ; rejeté (p. 870) ; son amendement n° 991 (constatation ne pouvant entraîner aucune suspension des effets du certificat d'inscription) : rejeté (p. 872) ; son amendement n° 486 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 875) ; **article 20** : son amendement n° 117 (de suppression) [10 février 1984] (p. 892) ; rejeté (p. 894) ; son amendement n° 995 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 908) ; son amendement n° 1000 (possibilité de saisir l'autorité judiciaire) : rejeté ; son amendement n° 507 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 914) ; adopté (p. 916) ; **article 21** : son amendement n° 118 (de suppression) (p. 920) ; rejeté (p. 922) ; son sous-amendement n° 2575 à l'amendement n° 1568 de la commission (faisant référence à l'ensemble des informations recueillies à l'occasion des vérifications dans la seconde phrase du premier alinéa de cet amendement) (p. 923) ; rejeté (p. 924) ; obligation de secret professionnel ; article 378 du code pénal (p. 925) ; objet sur lequel la commission se prononce pouvant nécessiter une délibération spéciale (p. 926) ; ses amendements n° 1003 à n° 1011, n° 1012 et n° 521 : devenus sans objet (p. 930) ; **article 22** : son amendement n° 119 (de suppression) (p. 944) ; rejeté (p. 945) ; son amendement n° 1016 (motivation et publication des avis et propositions de la commission) (p. 946) ; son sous-amendement n° 2580 à l'amendement n° 1569 de la commission (substituant au mot « décisions » les mots « avis et propositions ») : rejeté (p. 947) ; son sous-amendement n° 2209 à l'amendement n° 1569 de la commission (indiquant que le recours formé suspend l'exécution de la décision) ; son sous-amendement n° 2210 à l'amendement n° 1569 de la commission (cas où le sursis à exécution est autorisé de façon automatique) (p. 948) ; rejeté (p. 949) ; ses amendements n° 1016 et n° 1014 : devenus sans objet (p. 950) ; **article 23** : son amendement n° 120 (de suppression) : rejeté (p. 951) ; **article 24** : son amendement n° 121 (de suppression) (p. 954) ; rejeté (p. 955) ; ses amendements n° 1022 et n° 1024 : devenus sans objet (p. 956) ; **article 25** : son amendement n° 122 (de suppression) [11 février 1984] (p. 974) ; rejeté (p. 976) ; son amendement n° 2226 (introduisant la notion de volonté dans cet article) (p. 977) ; rejeté (p. 978) ; son amendement n° 2227 (tendant à prévoir une peine alternative dans le cadre de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2229 (réservant les peines aux personnes ayant eu connaissance de l'opération) (p. 981) ; rejeté (p. 982) ; **article 26** : son amendement n° 123 (de

suppression) (p. 984) ; rejeté ; son amendement n° 2234 (insérant le mot « sciemment » après le mot « auront » dans cet article) (p. 985) ; rejeté (p. 986) ; son amendement n° 2236 (supprimant le mot « toute » dans cet article) (p. 990) ; retiré ; son souci d'accélérer le débat ; caractère concret des amendements présentés par l'opposition (p. 992) ; **article 27** : rappelle que M. Alain Peyrefitte s'est vu refuser le droit de s'exprimer sous le prétexte qu'il dirigeait les éditoriaux du *Figaro* ; unité de pensée au sein de l'opposition ; caractère flou et dangereux des dispositions de ce texte ; articles 6 et 27 ; multiplication des procédures inquisitoriales ; notion de détention indirecte ; procédure d'interposition ; impôt sur les grandes fortunes ; investigation du juge pour découvrir une fraude ; évaluation de la valeur des biens d'une entreprise de presse (p. 993) ; adoucissement des dispositions de l'ordonnance de 1944 selon M. Georges Fillioud ; absence de disposition comparable à l'article 6 dans cette ordonnance ; son amendement n° 124 (de suppression) ; débat en commission (p. 994) : ses observations sur les propos de M. Bernard Schreiner, Rapporteur suppléant ; rejeté (p. 995) ; **son rappel au règlement** : manœuvre de diversion menée par M. André Labarrère ; souhaite que le débat se termine dans le courant de l'après-midi ou dans la nuit ; compare plusieurs parlementaires de l'opposition aux « mousquetaires » prêts au « dernier assaut contre les gardes du cardinal » représenté par M. André Labarrère ; vacances scolaires ; demande à M. André Labarrère s'il aurait préféré être appelé « Milady de Winter » ; son amendement n° 2239 (tendant à sanctionner le défaut volontaire d'insertion) (p. 997) ; rejeté (p. 998) ; **son rappel au règlement** : valeur des services des comptes rendus sténographique et analytique de l'Assemblée nationale ; son amendement n° 2241 (visant les montants plancher et plafond de la peine d'amende prévue par cet article) : rejeté (p. 999) ; **article 28** : volonté de la commission et du Gouvernement de ne pas tenir compte des suggestions constructives de l'opposition ; son amendement n° 125 (de suppression) ; cite l'exposé sommaire de cet amendement ; rejeté ; son amendement n° 2243 (cas où le directeur a sciemment omis l'une des formalités prévues à l'article 7) ; souhaite que les délits présentent un caractère intentionnel (p. 1000) ; rejeté ; son amendement n° 2245 (fixation des peines minimale et maximale prévues par cet article) : rejeté (p. 1001) ; **article 29** : son amendement n° 126 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 2247 (réservant la sanction prévue par cet article aux infractions intentionnelles) (p. 1003) ; rejeté ; son amendement n° 2250 (fixant le plafond et le plancher des amendes prévues par cet article) : rejeté (p. 1004) : **article 30** : son amendement n° 127 (de suppression) (p. 1005) ; rejeté (p. 1006) ; son amendement n° 2252 (supprimant les mots « pour son compte ou le compte d'autrui » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2256 (supprimant les mots « ou par tout autre moyen » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2253 (introduisant la référence à l'intention pour l'application de cet article) (p. 1007) ; rejeté (p. 1008) ; **après l'article 30** : son amendement n° 2259 (complétant l'article 13 de l'ordonnance de 1944 en excluant l'Union Soviétique du champ d'application de ce texte) : retiré (p. 1009) ; **article 31** : son amendement n° 128 (de suppression) [13 février 1984] (p. 1013) ; rejeté ; son amendement n° 2262 (supprimant les mots « pour son compte ou le compte d'autrui » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2260 (insérant le mot « intentionnellement » après le mot « aura » dans cet article) : rejeté (p. 1014) ; son amendement n° 2265 (réduisant l'échelle des peines prévues par cet article) : rejeté (p. 1015) ; **article 32** : son amendement n° 129 (de suppression) (p. 1016) ; rejeté (p. 1017) ; son sous-amendement n° 2293 à l'amendement n° 1573 de la commission, ses amendements n° 2283 et n° 2288 : devenus sans objet ; **article 33** : son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté (p. 1018) ; son amendement n° 2294 (insérant les mots « à dessein » après les mots « aura omis » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 2300 (fixant le montant des amendes prévues à la fin de cet article) : rejeté (p. 1019) ; **après l'article 33** : son sous-amendement n° 2302 à l'amendement n° 1574 de la commission (insérant le mot « intentionnellement » après les mots « quiconque aura » dans cet amendement) ; travail réallsé par l'opposition ; rejeté (p. 1020) ; **article 34** : son amendement n° 131 (de suppression) : rejeté (p. 1023) ; son amendement n° 2308 (substituant aux mots « dix ans » les mots « cinq ans » dans la première phrase de cet article) : rejeté ; son amendement n° 2310 (limitant les interdictions aux journaux d'information politique et générale) ; interdiction ne devant concerner que des sociétés auxquelles s'applique le champ d'application du texte : rejeté (p. 1024) ; son amendement n° 2313 (fixant les peines applicables en cas de violation des dispositions du texte) : rejeté (p. 1025) ; **après l'article 34** : son amendement n° 2326 (saisine du juge de répression) : rejeté (p. 1026) ; son sous-amendement n° 2331 à l'amendement n° 1575 de la commission (modifiant les montants des amendes prévues à la fin de cet amendement) ; ordonnance du 30 juin 1945 sur les procédures inquisitoriales ; sanctions pénales ; **son rappel au règlement** : indique que la télévision était présente lorsque M. Georges Fillioud s'exprimait (p. 1027) ; constate l'absence de celle-ci lorsque l'intervention de ce dernier est terminée ; caractère coercitif du texte ; retiré (p. 1028) ; **article 35** : presse d'opposition ; journal *Le Figaro* ; possibilité pour l'agence Havas ou la Sofirad de racheter les titres ; situation économique ; son amendement n° 132 (de suppression) : rejeté (p. 1029) ; **article 36** : son amendement n° 133 (de suppression) (p. 1030) ; rejeté ; son amendement n° 2317 (publications d'information générale et politique) : rejeté (p. 1031) ; son amendement n° 2318 (substituant aux mots « d'un an » les mots « de deux ans » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 541 (supprimant le second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 37** : son amendement n° 134 (de suppression) (p. 1032) ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 135 (de suppression) : adopté (p. 1033) ; **article 39** : son amendement n° 136 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 2320 (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) : rejeté : son amendement n° 2321 (insérant la référence « 12 » après la référence « 11 » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1035) ; son amendement n° 545 (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 40** : son amendement n° 137 (de suppression) : non soutenu ; **article 41** : son amendement n° 138 (de suppression) (p. 1036) ; non soutenu ; **article 42** : son amendement n° 139 (de suppression) (p. 1037) ; rejetés ; **titre** : retrait de nombreux amendements portant sur ce titre (p. 1038) ; son amendement n° 1664 (projet de loi visant à renouer avec la tradition autoritaire antérieure à 1881) ; son amendement n° 1666 (texte limitant la liberté de la presse) (p. 1038) ; son amendement n° 1668 (texte tendant à rétablir l'autorisation préalable) ; son amendement n° 554 (texte visant à assurer une discrimination politique entre les entreprises de presse) ; son amendement n° 1676 (texte tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la radio) (p. 1039) ; rejetés (p. 1040, 1041).

Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février 1984.

Son rappel au règlement : propos de M. Edmond Garcin, de M. Guy Ducoloné et de M. Raymond Forni ; impossibilité d'admettre qu'il y ait deux catégories de députés [2 février 1984] (p. 479) ; ses observations lors du vote de la censure contre MM. Jacques Toubon, Alain Madelin et François d'Aubert : « c'est ignoble » (p. 480).

Son rappel au règlement : présence de nos troupes au Liban ; rend hommage aux facilités que le Gouvernement a données aux missions des parlementaires de l'opposition dans ce pays ; éventualité d'un retrait de nos troupes ; indique que M. François Fillon a parlé au nom de l'ensemble des députés [11 février 1984] (p. 1002).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Discussion : note que les socialistes n'applaudissent pas M. André Lajoinie [19 avril 1984] (p. 1819) ; **ses observations sur les explications de vote** de M. Pierre Joxe : « c'était quasiment Démosthène mangeant des cailloux » (p. 1842).

Ses observations lors de la séance des questions au Gouvernement : intervention du groupe communiste avant le groupe du rassemblement pour la République [30 mai 1984] (p. 2838).

— Projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144).

Première lecture, discussion générale : indique qu'il a été désigné par l'Assemblée nationale pour siéger au Conseil d'administration de Radio France ; inadéquation entre les objectifs d'antenne de cette société et ses moyens ; radios libres ; introduction de la publicité ; se demande si les petits-enfants de M. Georges Fillioud seront fiers d'avoir un grand-père qui aura « pondu une telle loi » ; perturbation du service public ; violation de décisions incontrôlables ; regroupements artificiels de certaines radios ; exemple de Radio Solidarité ; vote hostile du groupe R.P.R. à l'article 6 de ce projet ; aggravation de l'arsenal répressif du pouvoir ; choix des fréquences ; limitation de la puissance des émetteurs [12 juin 1984] (p. 3251) ; article 97 de la loi de 1982, en retrait par rapport aux promesses du Président de la République et de

M. Georges Fillioud ; rapports entre la presse quotidienne régionale et la presse départementale (p. 3252).

Ses observations lors des rappels au règlement de MM. Claude Labbé, François d'Aubert et Jacques Baumel : « désinvolture indécente » de la réponse de M. Georges Fillioud à ces députés ; indique qu'il a l'impression que pour celui-ci le 18 juin c'est Waterloo [18 juin 1984] (p. 3426).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion des articles : **article 11** — *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* présente à l'Assemblée ses excuses pour son absence pendant le débat due à la mort de son gendre [22 juin 1984] (p. 3631).

— Projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145).

Deuxième lecture, explications de vote : **son rappel au règlement :** temps de parole ; étranglement des réseaux câblés ; indique qu'il votera contre ce projet « liberticide » ; cas des communes communistes [28 juin 1984] (p. 3817).

— Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et réglementant l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

Deuxième lecture, discussion générale : atteinte au droit de grève ; héritage de M. Charles Fiterman ; « décrispation » ; sécurité des transports publics [3 octobre 1984] (p. 4477) ; différence de traitement entre les compagnies nationales et les compagnies étrangères ; situation des personnels d'Air Afrique (p. 4478).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 19 :** cadre de l'intervention de M. Jean-Paul Planchou ; défense des grandes fortunes [19 octobre 1984] (p. 4989, 4990).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale :* Rapporteur spécial : son intervention présentée par M. Georges Tranchant : conditions de travail [30 octobre 1984] (p. 5430) ; caractère tardif et incomplet des réponses apportées aux questions posées par le Rapporteur ; programmes de constructions aéronautiques ; création du budget annexe « navigation aérienne » ; désengagement de l'Etat ; compagnie Air Inter ; programmes aéronautiques civils ; délégation générale à l'armement ; commande de 28 Airbus ; décentralisation des services de la météorologie à Toulouse ; caractéristiques du budget annexe nouvellement créé ; présentation générale de celui-ci (p. 5431) ; emprunt de 251 millions de francs par ce budget annexe ; programmes d'investissement (p. 5432).

VOUILLOT (Hervé)

Député de la Côte-d'Or
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre du Conseil national du crédit [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (anciens combattants et victimes de guerre) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Rapporteur du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [8 novembre 1984] (p. 5778).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J.O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 8 : **anciens combattants et victimes de guerre (n° 2365) [10 octobre 1984].**

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2359) relatif au **prix de l'eau en 1985 (n° 2419)** [14 novembre 1984].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au **prix de l'eau en 1985 (n° 2505)**[13 décembre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Perspectives de reprise de l'investissement : volonté de l'opposition d'appliquer une politique « à la Thatcher ou à la Reagan » ; sa demande de précision sur ses perspectives de reprise [9 mai 1984] (p. 2148) ;

— Reprise des investissements : volume de la croissance des investissements industriels pour 1984 ; existence d'une reprise économique [7 novembre 1984] (p. 5654).

orale sans débat :

— n° 741, posée le 4 décembre 1984 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises : Côte-d'Or)** (p. 6657) ; appelée le 7 décembre 1984 : **Société nationale des poudres et explosifs :** évolution de l'activité économique de cette société ; insuffisance d'informations sur les perspectives et la stratégie de cette entreprise au niveau de l'unité de Vonges (p. 6789) ; son souhait de l'utilisation du site de Vonges par cette société (p. 6790).

INTERVENTIONS

— Projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Première lecture, discussion générale : privatisation de la S.E.I.T.A. en 1980 ; statut de société nationale ; indique que le statut d'établissement public, industriel et commercial n'est pas souhaitable [24 avril 1984] (p. 1891) ; élargissement des missions de la S.E.I.T.A. ; contenu du statut unique du personnel ; négociations ; politique des prix ; perspectives à moyen terme ; vote positif du groupe socialiste (p. 1892).

Explications de vote : projets de privatisation de l'opposition ; mise en place d'un nouveau cadre de travail ; caractère positif du texte (p. 1902).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : médiocrité du débat budgétaire ; querelle de chiffres ; stabilisation des prélèvements obligatoires ; augmentation de la pression fiscale de 1950 à 1980 ; politique des crédits publics ; reconstitution des marges des entreprises ; choix fiscaux de 1985 ; absence de chiffrage du contre-budget proposé par M. Jacques Chirac concernant la diminution massive de la charge fiscale et sociale [16 octobre 1984] (p. 4810) ; pauvreté ; vote positif du groupe socialiste sur le budget ; attitude des chefs ; confusion des esprits (p. 4811).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : évolution démographique du nombre des anciens combattants et victimes de guerre ; réorganisation des structures et des services ; moyens envisagés pour les commémorations de 1985 ; généralisation de l'informatique ; action sociale et médico-sociale ; pouvoir

d'achat des pensions ; rattrapage du rapport constant [24 octobre 1984] (p. 5110) ; évolution des pensions par rapport à celle des prix (p. 5111) ; positions du monde combattant ; demande à M. Pierre Mauger la position de son parti (p. 5115) ; absence des parlementaires de l'opposition pendant le travail en commission (p. 5120).

Examen des crédits : **article 82 :** rattrapage du rapport constant (p. 5142) ; nécessité d'améliorer cette disposition avant la fin de la discussion budgétaire (p. 5143).

— Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : reconduction en 1985 du régime de surveillance concernant l'évolution du prix de l'eau [21 novembre 1984] (p. 6231) ; nécessité d'une loi ; conformité à la Constitution ; lutte contre l'inflation ; tarifs d'eau et d'assainissement ; détermination du prix de l'eau en fonction de l'évolution anticipée de l'indice des prix ; problème de la possibilité d'un accord contractuel ; information des maires ; redevance pour l'agence de bassin ; demandes de dérogation ; fixation de la norme contractuelle en 1984 ; possibilité de déroger aux accords (p. 6232).

Discussion des articles : **article 1er :** position de la commission hostile aux amendements nos 1, 2 et 3 de M. Pierre Micaux ; principe de la désindexation ; position des maires (p. 6236) ; prix de l'eau et communes (p. 6237) ; cas des budgets déséquilibrés ; éventualité de hausses des prix de l'eau (p. 6238).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : introduction du critère d'« amélioration de la qualité de l'eau » [18 décembre 1984] (p. 7083) ; importance des améliorations apportées au texte par la commission mixte paritaire (p. 7084) ; nécessité d'une harmonisation lors des examens de l'eau dans les différents départements ; problème des méthodes de traitement (p. 7085).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J.O.* du 8 avril 1984] (p. 1102).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains carburants biochimiques (n° 1972) [19 avril 1984] (p. 1843).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 2031) [10 mai 1984] (p. 2236).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : région de Franche-Comté ; débudgétisation de crédits [24 avril 1984] (p. 1873) ; financement des investissements publics ; investissements routiers ; actions d'amélioration de l'habitat ; échec de la relance de l'activité du bâtiment et des travaux publics ; création d'emplois ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1874).

— Projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** indique qu'il est conseiller général du village de Mouthe [7 juin 1984] (p. 3087) ; encouragement au maintien des agriculteurs ; quotas laitiers ; absence de revalorisation de l'I.S.M. et de l'I.V.D. (p. 3088).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Première lecture, discussion générale : climat d'inquiétude dans lequel se situe ce projet ; réforme de la maîtrise d'ouvrage publique ; limitation d'intervention du secteur privé dans le domaine de la confection d'ouvrages publics ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; commandes passées par les administrations publiques ; budget pour 1985 ; conjoncture du bâtiment et des travaux publics à l'heure actuelle [12 décembre 1984] (p. 6875) ; architecture ; rapports entre maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre privée ; qualité du cadre de vie ; mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques ; contenu du projet ; absence de concertation autour de celui-ci ; rapport Millier ; possibilité pour le maître d'ouvrage de recourir à l'intervention d'un conducteur d'opération ; notion d'innovation technique et article 6 du texte ; tâches de conduite d'opération (p. 6876) ; champ d'intervention des professions de la conception ; liberté du maître d'ouvrage ; position des architectes ; nécessité d'une définition prenant en compte la valeur globale de l'architecture ; conditions de fonctionnement des collèges chargés de négocier les accords ; projet ne pouvant satisfaire le groupe R.P.R. (p. 6877).

Discussion des articles : **article 2 :** son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant le mot « pincipal » au début de cet article) ; son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 6 de la commission (substituant au mot « arrêter » le mot « apprécier » à propos de l'enveloppe financière) ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 6 de la commission (contraintes urbanistiques et architecturales) ; son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 6 de la commission (cas des études de projet) (p. 6885) ; maîtrise de l'ouvrage ; son sous-amendement n° 79 : rejeté ; cas de la décision de construire une école ; études d'avant-projets ; son sous-amendement n° 80 : rejeté (p. 6886) ; contraintes architecturales ; son sous-amendement n° 81 : rejeté ; réhabilitation ; enveloppe financière prévisionnelle ; son sous-amendement n° 82 : rejeté ; ses amendements nos 83, 84, 85 : devenus sans objet (p. 6887) ; **article 3 :** ses amendements nos 86, 88 et 87 : devenus sans objet ; son sous-amendement n° 89 à l'amendement n° 8 de la commission (substituant au mot « préparation du choix » les mots « définition des critères de choix ») (p. 6888) ; préparation du choix des maîtres d'œuvre ; rejeté ; son amendement n° 90 (examen des avant-projets et des projets) ; impossibilité pour le mandataire d'approuver seul les avant-projets (p. 6889) ; son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 9 de la commission (définition des critères de choix) : rejeté ; son amendement n° 92 (cas de l'assistance du maître d'ouvrage à la réception des travaux) ; mandataire représentant le maître d'ouvrage jusqu'à la réception de l'ouvrage ; rôle du propriétaire pour réceptionner les travaux ; rejeté (p. 6891) ; **article 4 :** son amendement n° 93 (absence d'autres activités de maîtrise d'œuvre ou d'entrepreneur) ; filiales de la caisse des dépôts ; retiré (p. 6893) ; **article 5 :** son amendement n° 94 (prévoyant que les rapports entre les maîtres d'ouvrage et les maîtres de l'ouvrage délégués sont réglés par contrat) ; obligation de rédiger un contrat (p. 6894) ; rejeté ; son amendement n° 95 (substituant au mot « convention » le mot « contrat » au début de cet article) ; relations entre le maître d'ouvrage et son mandataire ; rejeté ; son amendement n° 96 (substituant au mot « les attributions » les mots « les limites des attributions ») ; limites de responsabilité ; réception des travaux ; rejeté ; son amendement n° 97 (insérant les mots « ses responsabilités » dans le *a* de cet article) ; responsabilités du mandataire ; rejeté ; son amendement n° 98 (détermination du montant et du mode de financement à la charge du maître de l'ouvrage) (p. 6895) : devenu sans objet ; son amendement n° 99 (insérant le mot « architectural » après le mot « technique ») ; indique que le rôle du mandataire n'est pas d'effectuer un contrôle architectural ; possibilité pour celui-ci de n'avoir aucune compétence dans ce domaine ; retiré ; son amendement n° 100 (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 6896) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 101 (prévoyant un décret en Conseil d'Etat dans le cadre du *b* de cet article) ; limitation des choix des personnes publiques notamment des collectivités territoriales ; principe de libre administration ; rejeté ; son amendement n° 102 (possibilité pour les personnes physiques de conduire les opérations) ; possibilité pour les maîtres d'ouvrage de choisir librement leur conducteur d'opération ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; rejeté (p. 6897) ; **avant l'article 7 :** fonctions architecturale, économique et technique de la maîtrise d'œuvre ; caractère complémentaire de ces missions ; **article 7 :** son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 25 de la commission (synthèse architecturale répondant à divers objectifs) (p. 6898) ; rejeté ; son amendement

n° 103 : devenu sans objet ; son amendement n° 104 (supprimant le 1° de cet article) : rejeté (p. 6899) ; son amendement n° 105 (faisant référence aux établissements de schémas dans le 2e alinéa de ce 1°) : rejeté ; son amendement n° 106 (faisant référence aux études d'avant-projets et de projets) : adopté ; son amendement n° 107 (prestations d'assistance au maître d'ouvrage) ; référence aux établissements de schéma ; prestations d'assistance au maître d'ouvrage ; rejeté ; son amendement n° 107 (prestations d'assistance) : retiré ; son amendement n° 108 (vérification des études faites par l'entrepreneur) (p. 6900) : retiré ; son amendement n° 109 (examen de conformité au projet des études établies par les entreprises) ; études d'exécution ; rejeté ; son amendement n° 112 (examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par l'entrepreneur) : rejeté ; son amendement n° 110 (direction d'exécution des marchés de travaux et coordination du chantier) ; compétences dans ces domaines (p. 6901) ; rejeté ; son amendement n° 111 (gestion financière au cours de l'exécution et règlement des comptes) : rejeté ; son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 29 de la commission (substituant au mot « mission de base » le mot « mission de référence ») ; son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 29 de la commission (supprimant les deux derniers alinéas de cet amendement) ; son sous-amendement n° 116 à l'amendement n° 29 de la commission (clauses figurant dans le marché des travaux) (p. 6902) ; mission de référence ; son sous-amendement n° 114 : rejeté ; maître de l'ouvrage devant s'assurer de la qualité du cadre bâti ; responsabilité du choix des missions ; qualité du cadre bâti ; responsabilité du choix des missions ; qualité du cadre bâti (p. 6903) ; son sous-amendement n° 115 : rejeté ; possibilité pour un maître d'œuvre d'avoir pour mission les études de conception ; rôle du maître d'ouvrage ; rejeté ; son amendement n° 118 : devenu sans objet (p. 6904) ; **article 8** : son amendement n° 121 (rémunération fixée par contrat) : non soutenu [14 décembre 1984] (p. 6950) ; **article 9** : son amendement n° 122 (détermination de la rémunération des missions de maître d'œuvre) ; accords nationaux ne pouvant avoir qu'une valeur de référence ; problème de la représentativité des organisations professionnelles : rejeté (p. 6951) ; son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 30 de la commission (substituant aux mots « dès l'établissement » les mots « après l'établissement dans cet amendement ») ; cas des petites entreprises ; avant-projet ; appels d'offre ; rejeté ; son amendement n° 124 (mission de base pour les ouvrages de bâtiment) : devenu sans objet ; son amendement n° 125 (conséquences de la méconnaissance de l'engagement sur un coût prévisionnel par le maître d'œuvre) ; application de pénalités pour non-respect des prix prévisionnels (p. 6952) ; rejeté ; **article 10** : son amendement n° 126 (de suppression) : rejeté ; **article 11** : son amendement n° 127 (de suppression) (p. 6953) : rejeté ; son amendement n° 128 (institution d'une commission nationale pour l'établissement des accords nationaux) : rejeté ; son amendement n° 129 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; représentativité des organisations nationales ; critère tiré du nombre des adhérents (p. 6954) ; retiré ; **article 12** : son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté (p. 6955) ; son amendement n° 131 (substituant aux mots « du collège prévu » les mots « de la commission prévue ») : devenu sans objet (p. 6956) ; **article 13** : son amendement n° 132 (de suppression) : rejeté ; **article 14** : son amendement n° 133 (de suppression) : rejeté ; **article 15** : son amendement n° 134 (fixation de la composition et du fonctionnement de la commission par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 6957).

Explications de vote : contrôle architectural ; caractère « politique » de ce texte ; rôle du secteur public ; attributions confiées au mandataire ; missions de certains établissements publics ; renchérissement du coût de la construction (p. 6960) ; vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 6961).

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Clais
(10e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* situation des personnes handicapées reconnues aptes à exercer un emploi ; intégration de ces personnes ; absence de bénéfice des indemnités de l'A.S.S.E.D.I.C. [29 octobre 1984] (p. 5378).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *discussion générale :* programmation des logements financés par les P.L.A. ; réalisation des zones d'aménagement concerté [30 octobre 1984] (p. 5401) ; financement de logements dans les zones minières (p. 5402).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* difficultés des petites et moyennes entreprises travaillant en sous-traitance ; cas d'une entreprise de grosse chaudronnerie ; garantie de régularité dans leur plan de travail [15 novembre 1984] (p. 6061).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : volonté du R.P.R. de retirer les crédits prévus pour les Charbonnages de France ; insuffisance de création d'emplois de remplacement des mineurs (p. 6070).

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1037).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J.O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (économie, finances et budget : consommation) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome VI : **économie, finances et budget : consommation (n° 2370)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).

Première lecture, discussion générale : dépôts de bilan depuis deux ans ; mobilisation d'épargne [2 mai 1984] (p. 2046) ; création d'un environnement tonique pour l'initiative ; entreprise

Renault ; petites et moyennes entreprises ; faculté d'adaptation ; convention nationale de solidarité appliquée dans le secteur textile ; situation en Italie ; création du livret d'épargne-entreprise ; livret d'épargne travailleur manuel ; déduction fiscale ; dirigisme bureaucratique (p. 2047, 2048).

Discussion des articles : **article 1er** : exclusion des professions libérales ; seuil de dix personnes ; disparition du livret d'épargne du travailleur manuel [3 mai 1984] (p. 2068) ; **article 2** : déductibilité des intérêts limitée à deux ans après la création ; blocage des titres pendant cinq ans (p. 2079) ; **article 4** : rétablissement de nos équilibres extérieurs (p. 2081) ; problème des discriminations au niveau européen ; logiciels (p. 2082) ; **article 5** : intervention de l'administration dans l'élaboration de chaque convention (p. 2084).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* Rapporteur suppléant : insuffisance du budget ; report de l'opération du barrage de Naussac II ; prévention des pollutions ; équipement des services chargés de l'inspection des installations classées [26 octobre 1984] (p. 5264) ; contrôle de l'affectation des crédits du fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; crédits consacrés à la protection de la nature ; subventions de fonctionnement aux parcs régionaux ; risque de suppression d'emplois dans les réserves naturelles ; subventions consacrées au conservatoire du littoral ; problème des pluies acides ; pollution d'origine automobile (p. 5265).

Questions : pluies acides sur les forêts de l'Est de la France ; aide à l'installation de réseaux de chaleur dans les cités (p. 5276) ; pollution du Rhin et de la grande oolithe ; problème des forages dans l'île du Rhin ; cartel international du sel ; injection des saumures (p. 5277).

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* Alsace ; situation du logement social dans ce département ; accession à la propriété ; prêts locatifs aidés ; vote d'un crédit spécial par le Conseil général du Haut-Rhin [30 octobre 1984] (p. 5414).

Economie, finances et budget. Consommation. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : consommation ; gel des effectifs ; politique de la consommation ; Conseil national de la consommation ; commission de sécurité des consommateurs ; réforme de l'Institut national de la consommation ; rôle des organisations de consommateurs [8 novembre 1984] (p. 5774) ; amélioration de la qualité des produits ; conclusions du Rapporteur de la commission hostiles à l'adoption de ces crédits (p. 5775).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Discussion générale :* programme électro-nucléaire ; rapport « Josèphe » ; prévision de consommation faite par E.D.F. ; exportations d'électricité [14 novembre 1984] (p. 6027) ; gaz ; surcoûts du gaz algérien ; effort de pénétration de l'électricité dans l'industrie ; charbon ; fonds spécial de grands travaux ; industrie du raffinage ; rejet des crédits par le groupe R.P.R. (p. 6028).

Examen des crédits : **Etat B — Titre IV** : son amendement n° 251 (réduisant les crédits de 10 millions de francs) [15 novembre 1984] (p. 6066) ; rejeté ; son amendement n° 245 (supprimant le chapitre 44-76) (p. 6067) ; rejeté (p. 6068) ; avenir de la politique charbonnière à court terme ; évolution du nombre des mineurs depuis la libération ; limites du programme nucléaire ; coût du charbon importé (p. 6070) ; plan C.D.F. Chimie ; augmentation de la consommation locale de charbon ; montant des investissements prévus sur le projet de Carmaux ; exploitation à ciel ouvert des gisements de Sainte-Marie ; risques de ce projet sur le plan technique (p. 6071) ; absence de progression des crédits pour l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; importance des crédits d'études prévus pour la réalisation de réseaux de chaleur en Alsace-Lorraine (p. 6072) ; ses propositions pour la défense du charbon ; rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 6073) ; **Etat C — Titre V** : son amendement n° 259 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 2 milliards de francs) ; retiré (p. 6084) ; **Etat C — Titre VI** : son amendement n° 264 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de 20 millions de francs) : rejeté (p. 6087).

WILQUIN (Claude)

Député du Pas-de-Calais
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre titulaire ide la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (jeunesse et sports) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre du Conseil d'administration du carrefour international de la communication [*J.O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 21 : **jeunesse et sports (n° 2365)** [10 octobre 1984].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : rôle des municipalités ; incohérence des arguments de M. Christian Bergelin ; instauration d'un loto sportif ; problème des ressources du sport ; comité national olympique ; organisation des activités sportives pour les handicapés ; équipements sportifs ; décentralisation des budgets dans le domaine sportif [11 avril 1984] (p. 1492, 1493).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 26 et l'article 26 *bis*** : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 35 du Gouvernement (rapport du Conseil national des activités physiques et sportives sur le bilan et les perspectives de développement des activités physiques et sportives) [5 juin 1984] (p. 2955) ; amélioration de la gestion du fonds national de développement du sport ; nécessité d'un rapport sur le bilan et les perspectives de développement des activités physiques et sportives ; adopté (p. 2956).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 2047).

Ses observations lors des explications de vote sur les propos de M. Jacques Toubon : « moins drôle que Caro mais nettement plus bête » [19 octobre 1984] (p. 1839).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : comité régional olympique et sportif (C.R.O.S.) ; sort réservé au sport par ce budget ; aide aux centres de vacances ; financement de la formation des animateurs ; conséquences financières de la décentralisation et du transfert des compétences [23 octobre 1984] (p. 5084) ; stagnation du budget ; crédits en faveur de la jeunesse ; problèmes des petits clubs ; succès du sport français ; promotion des activités et des loisirs éducatifs ; augmentation de l'aide aux activités physiques et sportives ; sort du F.N.D.A. (fonds national de développement de la vie associative) ; ressources extra-budgétaires ; mise en place du « loto sportif » (p. 5085) ; ressources parafiscales (p. 5086).

Examen des crédits : **Etat C-Titre III** : son amendement n° 36 (réduisant les crédits de 600 000 francs) ; efforts en direction du mouvement associatif ; nécessité d'aider l'Office franco-allemand pour la jeunesse ; rejeté (p. 5107).

WOLFF (Claude)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 1er août 1984] (p. 2537).

Se démet de son mandat de député [*J.O.* du 1er août 1984] (p. 2537).

NOMINATIONS

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à l'institution des suppléants pour les élections au Conseil général (n° 1864) [2 février 1984] (p. 483).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J.O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Cesse d'être membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 25 juillet 1984] (p. 2462).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 456 (prévoyant un seuil de 100 salariés pour la mise en œuvre de la procédure simplifiée) : rejeté [6 avril 1984] (p. 1230) ; son amendement n° 457 (substituant au mot « et » le mot « ou » à propos des conditions de déclenchement de la procédure) : rejeté, son amendement n° 458 (fixation du seuil de chiffre d'affaires par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; (p. 1231) ; **article 4 :** son amendement n° 459 (substituant au mot « communiquent » les mots « peuvent communiquer ») (p. 1232) ; devenu sans objet (p. 1233) ; **article 10 :** son amendement n° 465 (supprimant la référence à la désignation de plusieurs administrateurs au début de cet article) : adopté (p. 1244) ; son amendement n° 466 (possibilité d'adjoindre un ou plusieurs administrateurs assistants de l'administrateur désigné en premier lieu) : rejeté (p. 1245) ; **article 11 :** son amendement n° 469 (rédactionnel) (p. 1246) ; rejeté ; son amendement n° 470 (personnes pouvant demander le remplacement de l'administrateur) : rejeté (p. 1247) ; **article 19 :** son amendement n° 472 (cas où le débiteur est une personne morale) : rejeté (p. 1258) ; **article 22 :** son amendement n° 473 (de suppression) : retiré (p. 1259) ; **article 25 :** son amendement n° 474 (référence au rapport visé à l'article 17) (p. 1260) ; rejeté (p. 1261) ; **article 28 :** son amendement n° 475 (autorisation du juge commissaire pour la cession des parts sociales) (p. 1262) ; rejeté (p. 1263) ; **article 36 :** son amendement n° 476 (suppression des alinéas 2 et 3 de cet article) (p. 1266) ; retiré ; son amendement n° 477 (possibilité pour le juge commissaire de fixer le délai prévu au 3e alinéa de cet article à la demande de tout intéressé et après appel du co-contractant) : adopté après modification ; son amendement n° 478 (sommes versées en excédent) (p. 1267) ; adopté ; **article 38 :** son amendement n° 479 (supprimant les mots « sont maintenues » dans cet article) : retiré (p. 1268) ; **article 39 :** son amendement n° 480 : devenu sans objet (p. 1271) ; **article 40 :** son amendement n° 481 (versement de toute somme perçue par l'administrateur ou le représentant des créanciers à un compte spécial de dépôt dans une banque ou un établissement de crédit) : rejeté [9 avril 1984] (p. 1275) ; **article 41 :** son amendement n° 482 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « le bail de l'immeuble ») : rejeté (p. 1278) ; son amendement n° 483 (conclusion du contrat de location-gérance pour une durée ne pouvant excéder un délai d'un an à compter du jugement d'ouverture) : rejeté (p. 1280) ; **article 43 :** son amendement n° 484 (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 1282) ; rejeté (p. 1283) ; **article 44 :** son amendement n° 485 (possibilité pour l'administrateur de faire procéder aux licenciements pour motif économique) : rejeté (p. 1286) ; **article 51 :** son amendement n° 488 (supprimant la fin du second alinéa de cet article après les mots « par le créancier ») : rejeté ; **article 53 :** son amendement n° 489 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1293) ; **article 54 :** son amendement n° 490 (prolongeant à 30 jours le délai au-delà duquel toute contestation de la proposition du représentant des créanciers est interdite) : adopté ; **article 55 :** son amendement n° 491 (contrat de fourniture à crédit) : rejeté (p. 1295) ; **article 57 :** son amendement n° 492 (rédactionnel) : retiré (p. 1296) ; **article 67 :** son amendement n° 493 (maintien en fonction du représentant des créanciers pendant le temps nécessaire à la vérification et au règlement des créances) : rejeté ; **article 68 :** son amendement n° 494 (remplacement du commissaire à l'exécution du plan) : rejeté (p. 1308) ; **article 74 :** son amendement n° 496 (supprimant le second alinéa de cet article) (p. 1315) ; adopté (p. 1316) ; **article 80 :** son amendement n° 497 (versement du prix au débiteur en cas de cession partielle d'actif) : retiré (p. 1320) ; **article 88 :** son amendement n° 498 (identité des délais applicables aux cessionnaires) (p. 1324) ; rejeté ; **article 89 :** son amendement n° 499 (possibilité pour l'administrateur de confier au cessionnaire la gestion de l'entreprise cédée sous la responsabilité de celui-ci) : rejeté (p. 1325) ; **article 91 :** son amendement n° 500 (référence aux garanties offertes par le cessionnaire) : adopté (p. 1326) ; **après l'article 142 :** son amendement n° 502 (possibilité pour le tribunal d'autoriser la conclusion d'un contrat de location gérance pendant la période d'observation) [10 avril 1984] (p. 1357) ; rejeté (p. 1358) ; **article 152 :** son amendement n° 504 (versement des sommes perçues par le liquidateur en compte spécial de dépôt) : rejeté ; **article 154 :** son amendement n° 505 (nécessité d'une exigence impérieuse de l'intérêt public ou de celui des créanciers pour la mise en œuvre de cet article) : rejeté ; son amendement n° 506 (référence au débiteur ou à l'éventuel administrateur dans le cadre du second alinéa de cet article) (p. 1365) ; rejeté (p. 1366) ; **article 180 :** son amendement n° 507 (personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique) : adopté (p. 1380) ; **article 185 :** son amendement n° 508 (personnes pouvant demander la communication des documents visés par cet article) : rejeté : son amendement n° 509 (substituant aux mots : « la situation patrimoniale » les mots : « les actes de gestion » dans cet article) : rejeté ; **article 187 :** son amendement n° 510 (personnes non commerçantes ayant une activité économique) (p. 1391) ; adopté après modification ; **article 190 :** son amendement n° 511 (insérant le mot : « sciemment » à propos du paiement d'un créancier au préjudice des autres créanciers) ; remplacé par l'amendement n° 582 de M. Gilbert Gantier (p. 1392) ; **article 197 :** son amendement n° 512 (personne morale ayant une activité économique) : adopté (p. 1395) ; **article 203 :** son amendement n° 513 (supprimant la référence au débiteur dans cet article) (p. 1396) ; rejeté (p. 1397).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de Saône-et-Loire
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la durée du mandat de président de Conseil général lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge (n° 2063) [17 mai 1984] (p. 2451).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J.O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Rapporteur pour avis du projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096) [30 mai 1984] (p. 2865).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).

Première lecture, discussion générale : formation des cadres supérieurs de la fonction publique territoriale ; ingénieurs du génie rural ; exercice de nouvelles compétences par les collectivités territoriales ; système de scolarité permettant à un ingénieur des travaux publics d'Etat d'intégrer le corps des ingénieurs de la fonction publique territoriale ; statut des grands corps et des grandes écoles [17 avril 1984] (p. 1646).

Discussion des articles : **article 24** : son amendement n° 92 (titularisation des élèves fonctionnaires) : retiré [18 avril 1984] (p. 1689).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23** : qualité des personnels des collectivités locales ; fonctionnaires d'encadrement ; institution spéciale pour les fonctionnaires de l'Etat ; succession du C.F.P.C. ; risque de gaspillage financier ; infériorité de la fonction publique territoriale ; mise à disposition et détachement ; tutelle de l'Etat sur les collectivités territoriales ; recrutement par concours des élèves appelés à occuper des postes déclarés vacants dans la fonction publique de l'Etat et dans la fonction publique territoriale [20 juin 1984] (p. 3544).

— Projet de loi modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° 1831).

Deuxième lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; statut du personnel ; garanties de maintien des droits acquis [6 juin 1984] (p. 2972).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : réforme des procédures [21 juin 1984] (p. 3562) ; décentralisation de l'urbanisme opérationnel ; réflexion sur le contenu de l'aménagement ; définition d'un nouveau principe d'aménagement ; finalités de l'aménagement ; matières sur lesquelles portent les opérations de l'aménagement ; environnement du logement ; liste des matières pouvant faire l'objet d'une politique d'aménagement ; décentralisation ; nouvelle problématique urbaine ; centralisation de l'Etat ; politiques de zonage ; séparation des fonctions urbaines et des espaces urbains ; phénomène de rejet de la ville ; mise en œuvre d'un urbanisme mieux adapté aux réalités (p. 3563) ; intégration de ce texte dans une démarche de décentralisation (p. 3564).

Discussion des articles : **article 1er** — *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 135 (but de l'aménagement) ; définition de l'aménagement ; nécessité de donner des références aussi précises que possible (p. 3592) ; retiré (p. 3593) ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 136 (révision du P.O.S.) ; cas où la commune fait partie d'un établissement public de coopération intercommunale ; opération d'aménagement ; concertation (p. 3594) ; rôle de l'établissement public de coopération intercommunale ; adopté après modification (p. 3595) ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* demande de permis de construire (p. 3596) ; **article 11** — *article L. 142-9 du code de l'urbanisme :* registre ; affichage de la politique conduite par les collectivités locales concernées ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 137 (mise en valeur des terrains à des fins culturelles ou scientifiques) ; possibilité d'installer des équipements légers pour continuer les travaux scientifiques ; suggère une rectification de cet amendement ; adopté après rectification [22 juin 1984] (p. 3634) ; **article 14** : consultation du public (p. 3637) ; **article 5 précédemment réservé** : droit de préemption ; pouvoir attaché à une Z.A.D. ; terrains pouvant être frappés par le droit de préemption (p. 3642) ; rappelle que l'ensemble de ces terrains ne représente pas plus de 1,4 million d'hectares ; procédure de simplification proposée (p. 3643) ; **article 16** — *article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* associations ; baux signés par celles-ci (p. 3667) ; **article 20** : système de péréquation (p. 3675) ; **article 31** : article 40 de la Constitution (p. 3692).

Z

ZARKA (Pierre)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J.O.* du 4 février 1984] (p. 523).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242).

Cesse d'être membre de cette commission [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431).

Deuxième lecture, discussion générale : lutte contre la sous-qualification ; égalité des salariés devant les congés de formation ; obligation de négocier entre employeurs et syndicats : « volet jeunes » [8 février 1984] (p. 758, 759).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Christian Bergelin : attitude de la droite ; loi de 1975 ; transferts des charges sur les collectivités locales ; transformations importantes dans le domaine des sports [11 avril 1984] (p. 1478) ; sport scolaire ; place des clubs ; crise de la société française ; mouvement sportif ; explosion « multiforme » de ce mouvement sportif ; amicales de locataires ; associations de jeunesse ; indique que M. Jacques Toubon n'a « aucune dignité » ; hautes performances ; candidature de la France pour l'organisation des Jeux Olympiques de 1992 ; texte soumis au Conseil d'Etat ; attitude du Sénat et de sa majorité ; conception de l'homme dans la société capitaliste en crise ; différence avec sa conception (p. 1479) ; rappelle à M. Jacques Toubon que 2 millions de chômeurs appartiennent à la gestion précédente ; souhaite le rejet de la question préalable de la droite (p. 1480).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* nécessité d'un service public de la radio télévision ; accentuation de la « déréglementation » de l'audiovisuel par la publicité, les réseaux câblés et l'existence de Canal Plus ; retransmission d'émissions de Télé-Monte-Carlo vers le Midi de la France [7 novembre 1984] (p. 5634) ; aspect positif du plan câble français ; conséquences de la création de Canal Plus ; transmission des crédits du fonds public de création audiovisuelle à Canal Plus ; désengagement de l'Etat du budget pour 1985 ; obligation pour les sociétés nationales de recourir à l'emprunt ; problème du pluralisme politique et idéologique du service public ; nécessité de faire appliquer la loi de 1982 ; absence d'augmentation des personnels de la radio-télévision (p. 5635).

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1030).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière [*J.O.* du 18 mai 1984] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (affaires européennes) [*J.O.* du 10 octobre 1984] (p. 3155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J.O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de recueillir les éléments d'information sur l'importance, l'évolution et les causes de la **grande pauvreté en France** et de définir les moyens susceptibles d'enrayer sa progression **(n° 2004)** [3 avril 1984].

Proposition de loi tendant à instituer une **incitation fiscale** favorable à la **création d'emplois à domicile (n° 2086)** [3 mai 1984].

Proposition de loi visant à réduire le **taux des cotisations sociales en faveur du mouvement associatif (n° 2090)** [3 mai 1984].

Proposition de loi tendant à accorder aux **associations éditant une publication** propre des facilités pour l'inscription à la commission paritaire des publications et agences de presse **(n° 2294)** [30 juin 1984].

Proposition de loi tendant à accorder une **aide financière aux associations sportives (n° 2295)** [30 juin 1984].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), annexe n° 1 : **affaires européennes (n° 2365)** [10 octobre 1984].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **T.G.V. Est** : nécessité de désenclaver les régions de l'Est ; calendrier de réalisation du T.G.V. Est [25 avril 1984] (p. 1916) ;

— **Interdiction de l'usage de la carte de crédit à l'étranger** : suppression de cette interdiction [13 juin 1984] (p. 3296) ;

— **Le problème de la grande pauvreté** : chômeurs chefs de famille en situation de fin de droits ; développement de la grande pauvreté ; propositions d'actions faites au nom du C.D.S. [3 octobre 1984] (p. 4473, 4474).

orale sans débat :

— **n° 628**, posée le 15 mai 1984 : **impôts et taxes (politique fiscale)** (p. 2365) ; appelée le 18 mai 1984 : **traitement fiscal du contribuable marié** : discrimination entre les couples mariés et les concubins en faveur de ces derniers (p. 2459) ; rapport Sullerot (p. 2460, 2461).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

Première lecture, discussion générale : associations sportives ; sport dans les collèges et les lycées ; risque d'étatisme ; mission de l'Etat ; fonds national du développement du sport ; nécessité d'encourager le volontariat ; sport civil et sport scolaire ; développement des équipements sportifs annexés aux établissements scolaires [11 avril 1984] (p. 1493).

Discussion des articles : **article 1er** : nécessité de préserver le pluralisme dans l'enseignement ; proposition de création de diplômes par des systèmes d'enseignement non étatiques [12 avril 1984] (p. 1509) ; son amendement n° 145 (promotion par l'Etat des activités physiques et sportives) : rejeté (p. 1510) ; son amendement n° 146 (compétence de l'Etat pour encourager le sport de haut niveau) ; absence de monopole de l'Etat en ce domaine (p. 1511) ; rejeté ; son amendement n° 147 (référence aux mesures fiscales et sociales applicables aux associations sportives) ; rôle des associations sportives de base ; bénévolat ; rejeté ; son amendement n° 148 (supprimant la référence « démocratique » dans le dernier alinéa de cet article) (p. 1512) ; rejeté ; son amendement n° 149 (encouragement du bénévolat) ; ouverture des associations à tous ; rejeté (p. 1513) ; **article 3** : son amendement n° 150 (référence aux établissements du second degré d'enseignement technique et aux établissements d'éducation spécialisée) ; principe d'intégration des handicapés ; rejeté (p. 1516) ; son amendement n° 151 (prise en compte des besoins d'expression physique dans les rythmes scolaires) ; expériences étrangères (p. 1520) ; adopté ; son amendement n° 152 : devenu sans objet ; **article 4** : son amendement n° 153 (obligation pour l'Etat d'assurer aux établissements universitaires l'accès aux équipements sportifs) (p. 1521) ; problème du financement des équipements sportifs au sein des établissements d'enseignement supérieur ; cas du centre Jean Sarrailh ; rejeté (p. 1522) ; **article 7** : son amendement n° 155 (création d'associations sportives dans toutes les universités ou les établissements assimilés) : devenu sans objet ; son amendement n° 156 (coopérative scolaire) : devenu sans objet ; son amendement n° 157 : devenu sans objet ; son amendement n° 158 (concours financier de l'Etat) ; problème d'accès des établissements scolaires aux équipements sportifs des collectivités locales : devenu sans objet (p. 1525) ; **article 9** : surenchère entre les clubs ; caractère inévitable de la constitution de groupements à gestion occulte ; protection des intérêts des communes ; absence de précision sur le régime fiscal applicable aux sociétés à objet sportif (p. 1537) ; énoncé des divergences existant sur le plan fiscal entre les associations et les sociétés (p. 1541, 1542) ; **article 11** : situation fiscale des sociétés à objet sportif (p. 1546) ; **article 13** : son sous-amendement n° 218 à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) [13 avril 1984] (p. 1576) ; retiré (p. 1577) ; **article 14** : rapport entre l'action des fédérations et les règlements internationaux (p. 1579) ; **article 15** : risque d'abus de pouvoir (p. 1582) ; **article 17** : difficultés rencontrées par l'opposition pour exposer son point de vue (p. 1587) ; **article 19** : article L. 950-25 du code du travail (p. 1588) ; **article 22** : octroi de facilités aux sportifs de haut niveau dans les établissements scolaires et universitaires ; baisse des possibilités pour les handicapés de faire du sport (p. 1591) ; **article 25** : son souhait que les petites collectivités locales soient exemptes de l'obligation financière en faveur des sportifs de haut niveau (p. 1594) ; **article 27** : qualification du livret sportif individuel de fausse bonne idée (p. 1607) ; nécessité de moduler les précautions médicales en fonction des sports pratiqués ; son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 178 du Gouvernement (cas des sports légers) : rejeté (p. 1609) ; **après l'article 28** : son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 56 de la commission (supprimant les deuxième et troisième alinéas de cet amendement) ; nécessité de proposer aux adhérents différentes formules de garantie ; instauration de la bureaucratisation (p. 1612) ; rejeté (p. 1613) ; **après l'article 29 A** : son sous-amendement n° 205 à l'amendement n° 57 de la commission (référence à l'enseignement de l'éducation physique et sportive) ; son sous-amendement n° 206 à l'amendement n° 57 de la commission (coût de la réalisation de ces équipements) ; son sous-amendement n° 207 à l'amendement n° 57 de la commission (versement de la dotation générale de décentralisation) ; conséquences financières pour les collectivités locales (p. 1614) ; sous-amendement n° 205 : rejeté ; règles de financement des équipements scolaires ; plateaux d'évolution ; sous-amendement n° 206 : rejeté ; nécessité de progresser en matière d'équipements sportifs et d'adapter la dotation générale de décentralisation ;

sous-amendement n° 207 : rejeté (p. 1615) ; **après l'article 36 :** son amendement n° 162 (établissement par l'Etat d'un rapport annuel sur le développement de l'éducation et de la pratique sportive en France) : non soutenu ; **titre :** son amendement n° 163 (tendant à supprimer dans le titre du projet de loi les mots : « et à la promotion ») : rejeté (p. 1629).

— Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (n° 1724).

Première lecture, discussion générale : plan de redressement ; emprunt international de 4 milliards d'E.C.U. [18 avril 1984] (p. 1711) ; inflation ; commerce extérieur ; chômage ; croissance économique ; situation financière des entreprises ; plan de redressement ; dégradation des finances publiques (p. 1712) ; suppression de 11 milliards de francs de crédits d'investissements (p. 1713).

— Projet de loi modifiant à compter du mois d'avril 1985 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1998).

Première lecture, discussion générale : fonds spécial de grands travaux ; travaux publics ; économies d'énergie ; caractère annuel de la taxe sur les produits pétroliers [24 avril 1984] (p. 1872) ; émissions d'emprunts ; emprunt au taux de 16,4 p. 100 ; primes d'amélioration à l'habitat ; annulations ou soustractions de crédits ; indique qu'il ne peut pas voter ce texte (p. 1873).

Discussion des articles : **article unique :** destination de la nouvelle tranche du fonds spécial des grands travaux ; amélioration de l'habitat ; économies d'énergie ; voirie des cités minières ; friches industrielles ; désenclavement routier ; réhabilitation des banlieues (p. 1876, 1877) ; son amendement n° 3 (répartition du tiers du produit de la 3e tranche des emprunts entre les régions) ; procédure de discussion des amendements ; prélèvement exceptionnel de 1 p. 100 ; fiscalité des collectivités locales (p. 1879) ; rejeté (p. 1880).

— Conclusions du rapport (n° 1987) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° la proposition de résolution de M. André Lajoinie tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « avions renifleurs » a pu être menée par la société nationale E.R.A.P. (n° 1946) ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière » (n° 1964).

Discussion générale : existence d'une proposition signée de divers membres de la majorité, déposée en 1980, prévoyant la possibilité de créer une commission d'enquête à la demande du quart des députés ; affaire présentant le goût du réchauffé ; « danse du scalp » ; position de M. Pierre Mauroy cherchant à compromettre directement M. Valéry Giscard d'Estaing ; souci de la symétrie ayant dû conduire l'actuel Premier ministre à créditer celui-ci de divers succès ; position de M. Christian Goux à l'égard de la constitution de la commission d'enquête [16 mai 1984] (p. 2372) ; raisons immédiates de l'attitude de la majorité ; insistance du parti communiste ; souhait du parti socialiste ; manque de courage politique ; entreprise Elf-E.R.A.P. ; manque de continuité de l'Etat ; besoin d'atténuer l'actuel échec de la majorité ; abstention du groupe U.D.F. (p. 2373).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 2092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 22 (fixant à 25 le nombre des représentants des activités sociales) : rejeté [25 mai 1984] (p. 2702).

— Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).

Première lecture, discussion générale : participation des riverains aux frais de premier établissement de voirie communale en cas d'urbanisation ; possibilité de s'inspirer du système appliqué dans les départements de l'Est de la France ; possibilité de procéder à une adaptation des textes locaux [21 juin 1984] (p. 3585) ; cas où une construction est prévue sur un chemin rural ; emprise des voies publiques ; adaptation de la législation ; frais d'éclairage public ; droit local en Alsace (p. 3586) ; taxe de riveraineté ; Alsace (p. 3590).

Discussion des articles : **article 21** — *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 279 (possibilité d'actualiser la participation des riverains dans les départements de l'Est, frais de premier établissement de l'éclairage public) : adopté ; son amendement n° 270 (actualisation de la participation des riverains) : devenu sans objet [22 juin 1984] (p. 3677).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, discussion générale : caractère insuffisamment véridique du projet ; articulation entre ce projet, le IXe Plan et les contrats de plan avec les régions ; frein des dépenses publiques ; lutte contre le chômage ; nouveau « reaganisme » ; nouvelle pauvreté ; décroissance du nombre des fonctionnaires ; niveau des dépenses publiques par rapport au P.I.B. [16 octobre 1984] (p. 4811) ; déficit prévisionnel ; véracité de la présentation du budget ; impératif de solidarité ; allocations de fin de droit ; droit à la nourriture, au logement, au chauffage et à un revenu minimum ; hausse de l'endettement ; faux investissements et équipements ; équilibre des finances publiques (p. 4812) ; maison de retraite ; suppression des subventions [17 octobre 1984] (p. 4860).

Première partie, discussion des articles : **article 2 :** diminution de la ponction fiscale sur les ménages, de l'ordre de 13 milliards de francs ; perte de pouvoir d'achat ; cas d'un fonctionnaire marié ayant deux enfants (p. 4872, 4873) ; possibilité pour les personnes âgées de déduire de leurs revenus les cotisations sociales qu'elles versent à l'occasion de l'emploi d'une aide ménagère (p. 4879) ; **après l'article 2 :** problème posé par les associations des départements de l'Est [18 octobre 1984] (p. 4892) ; cas des personnes âgées ne payant pas d'impôt sur le revenu et devant acquitter la taxe d'habitation et la taxe foncière sur les propriétés bâties ; valeurs locatives réelles ; évaluation des bases (p. 4894) ; **article 3 :** alourdissement incontestable de la fiscalité et de certaines charges ; problème de la baisse réelle de la taxe professionnelle ; alourdissement nominal des charges des entreprises (p. 4899) ; taxe professionnelle ; inégalité de répartition entre les communes (p. 4905) ; **article 13 :** législation communautaire ; affaire de la Chapelle-Darblay ; rabais sur l'essence ; prix du livre (p. 4931) ; **article 19 :** politique de lutte contre la pauvreté ; organisation d'un droit nouveau ; accès à un revenu minimum ; cas des pays étrangers [19 octobre 1984] (p. 4988) ; solidarité nationale ; abstention sur cet article (p. 4989) ; **article 22 :** bonne utilisation des fonds ; taux d'intérêt des prêts servis aux communes (p. 5013).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* hausses de tarifs téléphoniques ; aspect désuet du système de tarification et des délimitations tarifaires ; nécessité de le réformer en suivant l'exemple de pays tels que le Japon et l'Allemagne ; problème des postes ; suppression de postes d'effectifs [29 octobre 1984] (p. 5322).

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* projet de T.G.V.-Est ; réunions franco-allemandes [31 octobre 1984] (p. 5451).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : contribution de la France au budget de la Communauté européenne ; crise financière de la Communauté ; son souhait d'obtenir une information d'ensemble sur les relations financières entre la France et la Communauté ; accroissement des ressources propres ; taux du prélèvement de la Communauté sur la T.V.A. ; sommet de Fontainebleau [8 novembre 1984] (p. 5718) ; politique agricole commune ; relations avec les Etats-Unis ; conditions d'admission de l'Espagne dans la C.E.E. ; problème de l'application des règles communautaires ; cas de la vignette sur le tabac et sur l'alcool, cas de La-Chapelle-Darblay (p. 5719).

Examen des crédits : **après l'article 89 :** son amendement n° 202 (dépôt au Parlement d'un rapport sur les transferts

financiers entre la France et la C.E.E.) (p. 5768) : retiré (p. 5769).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 61 : besoins culturels ; notion d'utilité publique ; cohérence de la démarche de MM. Gilbert Gantier et Edmond Alphandery [15 novembre 1984] (p. 6108) ; **après l'article 61 :** son amendement n° 296 (étendant la limite de déduction de 1 pour 1000 pour les dons à ceux faits au bureau d'aide sociale des communes et aux œuvres et organismes de caractère philanthropique et augmentant le taux des droits de consommation pour les tabacs) ; ses craintes de l'insuffisance de l'action du Gouvernement en matière de lutte contre la grande pauvreté ; nécessité de favoriser le développement d'un dispositif non étatique ; déficit du fonds d'action locale ; situation des finances locales (p. 6109) ; problème des chômeurs non indemnisés et du minimum d'existence ; utilité d'un sous-amendement supprimant la formule « œuvres ou organismes à caractère philanthropique ou d'entraide intervenant dans des situations de détresse » ; nécessité pour cette disposition de figurer dans la deuxième partie de la loi de finances (p. 6110) ; son amendement n° 296 : rejeté (p. 6111) : **article 62 :** conditions de cumul de l'aide prévue à cet article avec la prime à l'amélioration de l'habitat ; longueur des délais pour l'obtention de cette prime (p. 6122) ; absence d'augmentation des primes à l'amélioration de l'habitat (p. 6125) ; **article 75 :** problème de la révision générale des bases de valeur locative foncière ; nécessité de la réévaluation de ces bases (p. 6145) ; évolution des valeurs locatives (p. 6146) ; **après l'article 75 :** son amendement n° 295 (majoration de la réserve lorsque l'ensemble des taux des quatre taxes diminue) ; nécessité d'encourager les collectivités locales à diminuer les taux actuels (p. 6147) ; rejeté ; **son rappel au règlement :** inexactitude des propos de M. Christian Pierret ; diminution du taux des quatre taxes dans sa commune (p. 6148).

Deuxième lecture, discussion générale : surévaluation de la baisse de prélèvements obligatoires ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement ; problème de fiscalité locale ; cas de la région d'Alsace ; suppression du 1 p. 100 pour la sécurité sociale [18 décembre 1984] (p. 7095) ; sacrifice des investissements publics ; montant des dépenses en capital du budget en 1981 et 1984 ; charge de la dette ; importance du paiement des intérêts des emprunts ; problèmes sociaux (p. 7096).

Discussion des articles : **après l'article 2 :** égalisation des conditions d'accès des associations relevant du droit local en vigueur en Alsace et en Moselle [18 décembre 1984] (p. 7111) ; **article 3 :** importance de la croissance des dépenses obligatoires ; financement par les régions d'actions relevant de la compétence de l'Etat ; effacement de l'allégement proposé par le Gouvernement par la hausse de la taxe professionnelle ; application des contrats de plan (p. 7114) ; **après l'article 27 :** ses réserves concernant la création d'un autre jeu de hasard ; ses propositions concernant la création d'un impôt spécifique sur les tabacs et les alcools (p. 7146) ; **article 34 et état A :** équilibre des recettes et des dépenses ; ses réserves concernant les sous-évaluations du déficit budgétaire et la politique de financement de ce déficit par des emprunts ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 7151).

Seconde délibération de la deuxième partie : **après l'article 61 :** ses observations sur l'amendement n° 33 de M. Jean Oehler ; reconnaissance de l'intérêt du droit local en matière associative (p. 7182) ; **article 64 :** son amendement n° 134 (insérant dans l'article 239 *bis* AA du code général des impôts après les mots « activité industrielle, commerciale ou artisanale » les mots « agricole ou libérale ») ; réparation d'une erreur résultant de l'article 41 de la loi de finances pour 1981 ; possibilité pour les activités agricoles et libérales de bénéficier de la faculté d'option (p. 7184) ; problème de la nature libérale des activités agricoles ; rejeté (p. 7185) ; **article 75 :** nécessité de définir l'actualisation des valeurs locatives ; révision des valeurs locatives des propriétés bâties ; accroissement de la fiscalité locale (p. 7191) ; **après l'article 75 :** son amendement n° 135 (limitation de la baisse du taux de la taxe professionnelle) ; caractère néfaste de l'amendement n° 145 du Gouvernement ; faiblesse du taux de la taxe professionelle ; problème du lien entre l'évolution des quatre taxes ; encouragement des communes à la préparation de la baisse du taux des impôts locaux ; rejeté (p. 7192).

Son rappel au règlement : discussion des amendements ; existence avant 1981 de dispositions tendant à abaisser l'âge de la retraite des agriculteurs [15 novembre 1984] (p. 6120).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés (n° 2416).

Première lecture, discussion générale : caractère artificiel du budget communautaire ; surestimation des recettes au titre des prélèvements agricoles ; problème des charges reportées ; absence de provision pour hausse des prix agricoles dans le budget pour 1985 ; nature de la contribution des Etats [28 novembre 1984] (p. 6451) ; problème des préalables imposés par la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni ; discipline budgétaire ; nécessité d'augmenter le pouvoir d'initiative des autorités communautaires ; dissociation des problèmes de financement des Communautés de ceux posés par la gestion de l'agriculture (p. 6452).

ZUCCARELLI (Jean)

Député de la Haute-Corse
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1984] (p. 1029).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1984] (p. 1036).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2137).

Première lecture, discussion générale : seuil d'éligibilité ; blocage du fonctionnement de l'Assemblée régionale corse [20 juin 1984] (p. 3553).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* desserte aérienne de la Corse ; tourisme [31 octobre 1984] (p. 5454).